

LIBRARY OF PARLIAMENT
BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

J. Canada. Parliament.
103 House of Commons.
H7 Standing Committee on
34-3 Aboriginal Affairs.
A182 Minutes of proceedings...

A1	
no. 1	DATE 20
	NAME - NOM

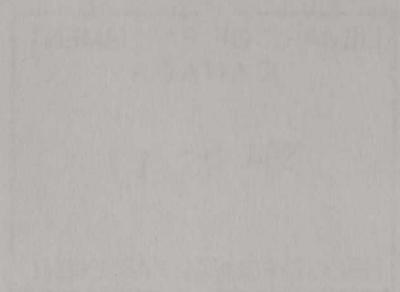


X-5
J
103
H7
34-3
A182
A1
NO. 1-20
c. 2

Aboriginal Affairs

Affaires autochtones

LIBRARY OF PARLIAMENT
CANADA
1994 5 - 11
BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT



HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

Issue No. 1

Fascicule n° 1

Thursday, May 30, 1991
Tuesday, June 4, 1991
Thursday, June 13, 1991

Le jeudi 30 mai 1991
Le mardi 4 juin 1991
Le jeudi 13 juin 1991

Chairman: Brian White, M.P.

Président: Brian White, député

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent des

Aboriginal Affairs

Affaires autochtones

RESPECTING:

CONCERNANT:

Organization meeting

Séance d'organisation

Pursuant to Standing Order 106(1) and (2)

Conformément à l'article 106(1) et (2)

ATTEST

ATTESTÉ

ROBERT MARLEAU

Le Greffier de la Chambre des communes

The Clerk of the House of Commons

ROBERT MARLEAU

Third Session of the Thirty-fourth Parliament,
1991

Troisième session de la trente-quatrième législature,
1991

STANDING COMMITTEE ON ABORIGINAL AFFAIRS

Chairman: Brian White

Vice-Chairmen:

Allan Koury
Jack Anawak

Members

Suzanne Duplessis
Ricardo Lopez
Ross Reid
Robert E. Skelly—(8)

(Quorum 5)

Martine Bresson

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES
AUTOCHTONES

Président: Brian White

Vice-présidents:

Allan Koury
Jack Anawak

Membres

Suzanne Duplessis
Ricardo Lopez
Ross Reid
Robert E. Skelly—(8)

(Quorum 5)

La greffière du Comité

Martine Bresson

Published under authority of the Speaker of the
House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre
des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

ORDERS OF REFERENCE

Extract from the Votes and Proceedings of the House of Commons:

Mr. Tremblay (Québec-Est) for Mr. Cooper, from the Standing Committee on House Management, presented the Second Report of the Committee, which is as follows:

Your Committee recommends that the Standing and Legislative Committees of this House be composed of the Members listed below:

Aboriginal Affairs**Members**

Anawak
Blondin

Duplessis
Koury

Friday, May 24, 1991

By unanimous consent, it was ordered,—That the Second Report of the Standing Committee on House Management, presented earlier this day be concurred in.

ATTEST

ROBERT MARLEAU

The Clerk of the House of Commons

ORDRES DE RENVOI

Extrait des Procès-verbaux de la Chambre des communes:

M. Tremblay (Québec-Est), au nom de M. Cooper, du Comité permanent de la gestion de la Chambre, présente le deuxième rapport de ce Comité dont voici le texte:

Votre Comité recommande que les comités permanents et législatifs de la Chambre soient composés des députés dont les noms figurent ci-après:

Affaires autochtones**Membres**

Lopez
Reid

Skelly (Comox—Alberni)
White—(8)

Le vendredi 24 mai 1991

Du consentement unanime, il est ordonné,—Que le deuxième rapport du Comité permanent de la gestion de la Chambre, présenté à la Chambre plus tôt aujourd'hui, soit agréé.

ATTESTÉ

Le Greffier de la Chambre des communes

ROBERT MARLEAU

PROCÈS-VERBAUX

LE JEUDI 30 MAI 1991

(1)

[Texte]

Le Comité permanent des affaires autochtones se réunit à 10 h 10 dans la pièce 307 de l'édifice de l'Ouest, pour élire un président et deux vice-présidents en application de l'article 106(1) et (2) du Règlement.

Membres du Comité présents: Suzanne Duplessis, Allan Koury, Ricardo Lopez, Ross Reid, Brian White.

Membres suppléants présents: Sheila Finestone remplace Ethel Blondin; Bob Nault remplace Jack Anawak; Iain Angus remplace Bob Skelly.

Autre député présent: Ray Funk.

Aussi présente: Du service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Wendy Moss, attachée de recherche.

La greffière du Comité préside à l'élection du président.

Sur motion de Suzanne Duplessis, appuyée par Allan Koury, il est convenu,—Que Brian White assume la présidence du comité.

Brian White est déclaré président dûment élu du comité et prend le fauteuil.

Robert Nault propose,—That the Chair of the Standing Committee on Aboriginal Affairs move immediately to advise the House Management Committee of this Committee's profound objection with its placement within the Human Resources envelope; and

—That the Chair requests, on behalf of the Committee, that the Standing Committee on Aboriginal Affairs be placed in an envelope entitled "Aboriginal Affairs".

Après débat, il est convenu,—Que le président envoie une lettre au Comité permanent de la gestion de la Chambre l'avisant de l'avis de motion précité.

Iain Angus propose,—That the House of Commons Standing Committee on Aboriginal Affairs invite a representative of the national aboriginal representative organizations to send a delegate or such alternate as s/he may designate to participate in a non-voting capacity as an ex-officio Member of this Committee with all other rights and duties of a Committee Member for the duration of the 34th Parliament.

Iain Angus propose,—That the House of Commons Standing Committee study as its first order of business the full extent of its fiduciary obligation as an institution of Parliament to the aboriginal peoples of Canada, consistent with the *Constitution Act of Canada* and rulings of the Supreme Court of Canada.

Il est convenu,—Que ces trois avis de motion soient portés à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Comité.

À 10 h 45, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MAY 30, 1991

(1)

[Translation]

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met at 10:10 o'clock a.m. this day, in room 307, West Block, for the purpose of electing a Chairman and two Vice-Chairmen, pursuant to Standing Orders 106(1) and 106(2).

Members of the Committee present: Suzanne Duplessis, Allan Koury, Ricardo Lopez, Ross Reid, Brian White.

Acting Members present: Sheila Finestone for Ethel Blondin; Bob Nault for Jack Anawak; Iain Angus for Bob Skelly.

Other Member present: Ray Funk.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Wendy Moss, Research Officer.

The Clerk of the Committee presided over the election of a Chairman.

On motion of Suzanne Duplessis, seconded by Allan Koury, it was agreed,—That Brian White do take the Chair of this Committee as Chairman.

Accordingly, Brian White was declared duly elected Chairman of the Committee and took the Chair.

Robert Nault moved,—Que le président du Comité permanent des affaires autochtones informe immédiatement le Comité de la gestion de la Chambre du fait que ce comité s'oppose fermement à être placé dans le secteur des Ressources humaines; et

—Qu'au nom du Comité, le président demande que le Comité permanent des affaires autochtones soit placé dans un secteur appelé «Affaires autochtones».

After debate, it was agreed,—That the Chairman send a letter to the Standing Committee on House Management to inform it of the aforementioned motion.

Iain Angus moved,—Que le Comité invite un représentant des organisations autochtones nationales à envoyer un délégué ou un remplaçant qu'il ou elle aura désigné, pour participer à titre de membre d'office du comité, n'ayant pas le droit de vote, mais ayant tous les autres droits des membres du comité, pour la durée de la 34^e législature.

Iain Angus moved,—Que le Comité étudie à titre de première question à l'ordre du jour, la portée exacte de son obligation fiduciaire en tant qu'institution parlementaire à l'égard des peuples autochtones du Canada, conformément à la *Loi constitutionnelle du Canada* et aux décisions de la Cour suprême du Canada.

It was agreed,—That the three motions be reserved for debate at the next meeting of the Committee.

At 10:45 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

LE MARDI 4 JUIN 1991

(2)

Le Comité permanent des affaires autochtones se réunit à 15 h 40 dans la pièce 237-C de l'édifice du Centre, sous la présidence de Brian White (*président*).

Membres du Comité présents: Jack Anawak, Ethel Blondin, Suzanne Duplessis, Allan Koury, Ricardo Lopez, Robert Skelly, Brian White.

Membre suppléant présent: Murray Dorin remplace Ross Reid.

Aussi présente: Du service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Wendy Moss, attachée de recherche.

Conformément à l'article 106(2) du Règlement, le comité procède à l'élection des deux vice-présidents et à sa séance d'organisation.

Sur motion de Suzanne Duplessis, il est convenu, — Que Allan Koury soit élu vice-président du Comité pour le parti du gouvernement.

Sur motion de Ethel Blondin, il est convenu, — Que Jack Anawak soit élu vice-président du comité pour l'Opposition.

Sur motion de Allan Koury, il est convenu, — Qu'en plus des 550 copies approuvées par le Bureau de régie interne, le Comité fasse imprimer 750 copies des *Procès-verbaux et témoignages*.

Sur motion de Allan Koury, il est convenu, — Que le président soit autorisé à tenir des réunions, à recevoir des témoignages et à en permettre la publication en l'absence du quorum.

Sur motion de Robert Skelly, il est convenu, — Que le Comité retienne, s'il le juge utile et à la discrétion du président, les services d'un ou de plusieurs attachés de recherche de la Bibliothèque du Parlement pour l'aider dans ses travaux.

Sur motion de Robert Skelly, il est convenu, — Que les témoins qui auront comparu devant le Comité soient remboursés de leurs frais de déplacement, hébergement et repas, jugés raisonnables à raison d'au plus 3 représentants par organisme.

Sur motion de Allan Koury, il est convenu, — Qu'une seule transcription des séances à huis clos soit produite et conservée au bureau du greffier pour consultation et que lesdites transcriptions soient détruites à la fin de la session.

Sur motion de Allan Koury, il est convenu, — Que lors de l'interrogation des témoins à toute séance du Comité permanent, 10 minutes soient accordées au premier intervenant de chaque parti et 5 minutes par la suite à chaque autre intervenant.

Robert Skelly propose, — Que l'interrogation de témoins commence avec l'opposition officielle, puis le parti néo-démocrate et ensuite le parti du gouvernement.

Après débat, la motion, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Jack Anawak
Ethel Blondin

Robert Skelly—(3)

TUESDAY, JUNE 4, 1991

(2)

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met at 3:40 o'clock p.m. this day, in room 237-C, Centre Block, the Chairman, Brian White, presiding.

Members of the Committee present: Jack Anawak, Ethel Blondin, Suzanne Duplessis, Allan Koury, Ricardo Lopez, Robert Skelly, Brian White.

Acting Member present: Murray Dorin for Ross Reid.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Wendy Moss, Research Officer.

Pursuant to Standing Order 106(2), the Committee met to elect two Vice-Chairmen, and for the purpose of organization.

On motion of Suzanne Duplessis, it was agreed, — That Allan Koury be elected Vice-Chairman of the Committee for the Government party.

On motion of Ethel Blondin, it is agreed, — That Jack Anawak be elected Vice-Chairman of the Committee for Opposition parties.

On motion of Allan Koury, it was agreed, — That in addition to the 550 copies approved by the Board of Internal Economy, the Committee print 750 copies of its *Minutes of Proceedings and Evidence*.

On motion of Allan Koury, it was agreed, — That the Chairman be authorized to hold meetings in order to receive and authorize the printing of evidence when a quorum is not present.

On motion of Robert Skelly, it was agreed, — That the Committee retain the services of one or more Research Officers from the Library of Parliament, as needed, to assist the Committee in its work, at the discretion of the Chairman.

On motion of Robert Skelly, it was agreed, — That reasonable travelling and living expenses be reimbursed to witnesses who will have appeared before the Committee, up to a maximum of three representatives for any one organization.

On motion of Allan Koury, it was agreed, — That one transcript of any meeting held *in camera* be produced and kept in the Committee Clerk's office for consultation and that all those transcripts be destroyed at the end of the session.

On motion of Allan Koury, it was agreed, — That during the questioning of witnesses at any meeting of the Standing Committee, 10 minutes be allocated for the first questioner of each party and that thereafter 5 minutes for each subsequent questioner.

Robert Skelly moved, — That the questioning of witnesses begins with Official Opposition, then the New Democratic Party and the Government party.

After debate, the question being put on the motion, it was negatived on the following division:

YEAS

Jack Anawak
Ethel Blondin

Robert Skelly—(3)

CONTRE

Murray Dorin
Suzanne Duplessis

Allan Koury
Ricardo Lopez—(4)

Sur motion de Suzanne Duplessis, il est convenu,—Que l'interrogation des témoins se fasse sur une base de rotation de partis.

Conformément au mandat que lui confère l'article 108(2) du Règlement, le comité discute de ses travaux futurs.

Sur motion de Ethel Blondin, il est convenu—Que le président du Comité permanent des affaires autochtones informe immédiatement le Comité de la gestion de la Chambre du fait que ce comité s'oppose fermement à être placé dans le secteur des Ressources humaines; et en outre, que le président demande, au nom du comité, que le Comité permanent des affaires autochtones soit placé dans un secteur intitulé «Affaires autochtones».

Robert Skelly propose,—Que le Comité invite un représentant des organisations autochtones nationales à envoyer un délégué ou un remplaçant qu'il ou elle aura désigné à participer à titre de membre ex officio du comité, n'ayant pas le droit de vote, mais ayant tous les autres droits des membres du comité pour la durée de la 34^e Législature.

Après débat, la motion, mise au voix, est rejetée.

Robert Skelly propose,—Que le Comité de la Chambre étudie à titre de première question à l'ordre du jour, la portée exacte de son obligation fiduciaire en tant qu'institution parlementaire à l'égard des peuples autochtones du Canada, conformément à la *Loi constitutionnelle du Canada* et aux décisions de la Cour suprême du Canada.

Après débat, il est convenu,—Que le débat sur cette motion se poursuive à la prochaine réunion du comité.

À 17 h 45, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE JEUDI 13 JUIN 1991

(3)

Le Comité permanent des affaires autochtones se réunit à 9 h 10 dans la pièce 208 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Brian White (*président*).

Membres du Comité présents: Jack Anawak, Ethel Blondin, Suzanne Duplessis, Allan Koury, Ricardo Lopez, Robert Skelly, Brian White.

Aussi présente: Du service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Wendy Moss, attachée de recherche.

Sur proposition de Suzanne Duplessis, appuyée par Robert Skelly, il est résolu,—Que le Comité exprime sa satisfaction et ses félicitations pour l'élection de Ovide Mercredi comme Chef National de l'Assemblée des Premières Nations.

Conformément au mandat que lui confère l'article 108(2) du Règlement, le comité discute de ses travaux futurs.

NAYS

Murray Dorin
Suzanne Duplessis

Allan Koury
Ricardo Lopez—(4)

On motion of Suzanne Duplessis, it was agreed,—That the questioning of witnesses be made on a party rotating basis.

According to its mandate under Standing Order 108(2), the Committee discussed its future business.

On motion of Ethel Blondin, it was agreed,—That the Chair of the Standing Committee on Aboriginal Affairs move immediately to advise the House Management Committee of this Committee's profound objection with its placement within the Human Resources envelope; and that the Chair requests, on behalf of the Committee, that the Standing Committee on Aboriginal Affairs be placed in an envelope entitled "Aboriginal Affairs".

Robert Skelly moved,—That the Standing Committee invite a representative of the national aboriginal representative organizations to send a delegate or such alternate as he or she may designate to participate in a non-voting capacity as an ex-officio member of this Committee with all other rights and duties of a Committee member, for the duration of the 34th Parliament.

After debate, the question being put on the motion, it was negatived.

Robert Skelly moved,—That this Committee study as its first order of business the full extent of its fiduciary obligation as an institution of Parliament to the aboriginal peoples of Canada, consistent with the *Constitution Act of Canada* and rulings of the Supreme Court of Canada.

After debate, it was agreed,—That debate on this motion be continued at the next meeting of the Committee.

At 5:45 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

THURSDAY, JUNE 13, 1991

(3)

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met at 9:10 o'clock a.m. this day, in room 208 West Block, the Chairman, Brian White, presiding.

Members of the Committee present: Jack Anawak, Ethel Blondin, Suzanne Duplessis, Allan Koury, Ricardo Lopez, Robert Skelly, Brian White.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Wendy Moss, Research Officer.

On motion of Suzanne Duplessis, seconded by Robert Skelly, it was agreed,—That this Committee express its appreciation and congratulations for the election of Ovide Mercredi as the National Chief of the Assembly of First Nations.

According to its mandate under Standing Order 108(2), the Committee discussed its future business.

Le débat reprend sur la motion de Robert Skelly,—Que le Comité étudie à titre de première question à l'ordre du jour, la portée exacte de son obligation fiduciaire en tant qu'institution parlementaire à l'égard des peuples autochtones du Canada, conformément à la *Loi constitutionnelle du Canada* et aux décisions de la Cour suprême du Canada.

Après plus ample débat, par consentement unanime, la motion est retirée.

Robert Skelly propose, appuyée par Suzanne Duplessis,—That in the event of a crisis developing this summer, similar to the crisis of last year in Kanesatake, that the Committee convene as soon as possible, hear submissions of protagonists and recommend solutions.

Il s'élève un débat.

Ethel Blondin propose,—Que la motion soit modifiée en ajoutant immédiatement après le mot «solutions» les mots suivants;

—and that the Committee seek the necessary resources to meet its obligations.”

Après débat, l'amendement, mis aux voix, est adopté.

La motion, mise aux voix telle que modifiée, est adoptée.

À 10 h 12, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Martine Bresson

Debate resumed on the motion of Robert Skelly,—That this Committee study as its first order of business the full extent of its fiduciary obligation as an institution of Parliament to the aboriginal peoples of Canada, consistent with the *Constitution Act of Canada* and rulings of the Supreme Court of Canada.

After further debate, by unanimous consent, motion withdrawn.

Robert Skelly propose, appuyé par Suzanne Duplessis,—Advenant qu'une crise semblable à celle de Kanesatake éclate au cours de l'été, que le Comité se réunisse le plus tôt possible, entende les protagonistes et propose des solutions.

And debate arising thereon.

Ethel Blondin moved,—That the motion be amended by adding immediately after the word “solutions”;

—Que le Comité ait recours aux moyens nécessaires pour faire face à ses obligations.

The question being put on the amendment, it was agreed to.

The question being put on the motion, as amended, it was agreed to.

At 10:12 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Martine Bresson

Clerk of the Committee

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Thursday, May 30, 1991

• 1011

La greffière du Comité: Mesdames et messieurs, il y a quorum. En conformité des articles 106(1) et 106(2) du Règlement, le choix d'un président est le premier sujet à l'ordre du jour. Je suis prête à recevoir les motions à cet effet.

M. Koury (Hochelaga—Maisonneuve): Je propose M. White à titre de président.

Mme Duplessis (Louis—Hébert): J'appuie cette motion.

La motion est adoptée

La greffière: Monsieur White, voulez-vous venir prendre le fauteuil?

The Chairman: Mr. Angus on a point of order.

Mr. Angus (Thunder Bay—Atikokan): Thank you, Mr. Chairman. First let me congratulate you on being elected to a position of very high importance in the House of Commons.

I want to perhaps suggest that given that a lot of us are alternates today and that the selection of the vice-chairs is an important step that a committee must take, particularly because there is a new system in place that allows the opposition to have one, is it possible—and I would seek through you guidance from the clerk—that the election of the vice-chairs could be held over to another day, but in the meantime that we have an opportunity to proceed with some procedural motions that my colleague and I wish to do? I seek guidance as to whether or not we can pass on electing the vice-chairs at this point in time and move to business.

The Chairman: Did you wish to speak to the same point of order, Mr. Nault?

Mr. Nault (Kenora—Rainy River): Mr. Chairman, I too would like to congratulate you and also suggest that that would be a good move considering that the permanent members of this committee from the opposition are not here today. In order that this committee start off on a good footing, first of all we would prefer that you delay the election of the vice-chairs. Secondly, we would go a step further than my colleague and say that we would like to have this meeting adjourned until after the argument and discussion of where this committee will sit under the envelope that it is now in, and be moved to a separate envelope of its own.

That is an issue that is on everyone's mind here today, and I would suggest that in order for this committee to be put back on a proper footing that we allow the leaders in all three parties to take a look at the issue and to bring it back to the House of Commons in order that we can change that particular scenario, because we find it unacceptable. We would therefore move that the meeting be adjourned until that time.

The Chairman: If we have a motion to adjourn I am going to have to deal with that, because when there is a motion to adjourn there is no debate on that motion and we have to vote.

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le jeudi 30 mai 1991

The Clerk of the Committee: Honourable members, I see a quorum. In conformity with Standing Orders 106(1) and 106(2), your first item of business is to elect a chairman. I am ready to receive motions to that effect.

Mr. Koury (Hochelaga—Maisonneuve): I would like to nominate Mr. White for chairman.

Mrs. Duplessis (Louis—Hébert): I second the motion.

Motion agreed to

The Clerk: Mr. White, I invite you to take the chair.

Le président: M. Angus invoque le Règlement.

M. Angus (Thunder Bay—Atikokan): Merci, monsieur le président. Permettez-moi d'abord de vous féliciter quant à votre élection à un poste très important à la Chambre des communes.

Étant donné que bon nombre d'entre nous aujourd'hui sont des suppléants et que le choix des vice-présidents est une étape importante pour le comité, surtout puisque, dans le nouveau système, l'un de ces postes est accordé à un représentant de l'opposition, serait-il possible de nommer les vice-présidents un autre jour? La greffière pourrait, par votre entremise, nous conseiller à ce sujet. Entre temps, nous pourrions traiter de certaines motions relatives à la procédure que mon collègue et moi-même aimerions présenter. J'aimerais donc savoir si nous pouvons reporter à plus tard l'élection des vice-présidents et passer maintenant aux affaires courantes.

Le président: Vous désirez parler du même sujet, monsieur Nault?

M. Nault (Kenora—Rainy River): Monsieur le président, permettez-moi également de vous féliciter. Je suis également d'accord avec la mesure proposée par mon collègue compte tenu du fait que les membres permanents de ce comité, du côté de l'opposition, sont absents aujourd'hui. Afin que le comité puisse prendre un bon départ, nous aimerions que vous reportiez à plus tard l'élection des vice-présidents. Deuxièmement, j'irai plus loin que mon collègue, je demanderais l'ajournement de la séance jusqu'à ce que la question du secteur dont relève actuellement le comité soit réglée et que le comité dépende d'un secteur qui lui soit propre.

C'est une question qui préoccupe chacun de nous actuellement, et afin que le comité puisse fonctionner sur une assise solide, nous devrions permettre aux leaders des trois partis d'étudier la question et d'en saisir la Chambre des communes afin que cette situation, que nous estimons inacceptable, soit changée. Nous proposons donc de lever la séance jusqu'à ce moment.

Le président: S'il y a motion d'ajournement, nous devons en traiter. En effet, les motions d'ajournement ne font pas l'objet de débats et doivent être mises aux voix.

[Texte]

Mr. Angus: On a point of order, Mr. Chairman, is it not procedurally impossible for this committee, without having been seized of a motion dealing with the envelopes, to adjourn before that matter has been resolved, since there is no message that can go from this committee to the management committee of the House to ask them to reconsider, which I think is the intent of my colleague? I really do not think he wants us to adjourn yet. He wants to deal with a motion dealing with the envelopes, and then adjourn.

• 1015

The Chairman: That could be done. The first motion to adjourn is acceptable at any time, but before the committee can deal with a second motion to adjourn there has to be some business done in the meantime. You cannot have consecutive motions to adjourn.

I should say first of all before I hear Mrs. Finestone and Mrs. Duplessis that I understand this has been done in other committees, and from reading the Standing Orders, technically we had to meet as a committee within ten days to elect a chairman. There is no further requirement that I can see in the Standing Orders that we must go beyond that today. So a motion to adjourn would be in order. I stand to be corrected by the clerk, but the way I read Standing Order 106 in the new Standing Orders is that the reason we have to meet within ten days is simply to elect the chairperson.

Mrs. Finestone (Mount Royal): Mr. Chairman, having been involved somewhat in this dossier with the revisions to the Indian Act, and being very sensitive to the issue as a Montreal member having lived through the Oka crisis, there are many matters that need to be attended to with respect to the structure and the membership of this committee.

In the interest of allowing the concerns and the well-being of the aboriginal constituency and the issues that surround northern affairs to be raised, whether they be pan-arctic, whether they are relationships that involve our international waterways and our international concerns with Russia, with Greenland, all the kinds of issues that are quite distinctive with regard to this particular aboriginal committee, I think it requires an explanation and further examination by the management committee.

This is a trying time for Canada right at this moment. The question of constitutional change is on everyone's mind. Canada cannot move forward economically or socially or politically until some of these issues are properly addressed. The forum for addressing the very sensitive issues and the important issues that touch the lives of our aboriginal and Inuit peoples is of key concern, and we need the support and the understanding and the involvement of these people. I would suggest that if we want these Canadians to be involved in a very important way, we have to listen to them. They have written to your Prime Minister. They have written to the management committee, and they have written to our leader. I believe they have written to the leader of the New Democratic Party.

[Traduction]

M. Angus: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Si le comité n'est pas saisi d'une motion au sujet des secteurs, ne lui est-il pas impossible, du point de vue de la procédure, d'ajourner avant que la question soit résolue puisqu'on ne peut envoyer de message du comité au Comité de la gestion de la Chambre pour lui demander d'étudier la situation, comme le souhaite mon collègue? Selon moi, il ne veut pas que nous levions la séance tout de suite. Il veut que nous traitions d'une motion au sujet des secteurs, puis que nous ajournions.

Le président: Ce serait possible. La première motion d'ajournement peut être adoptée à n'importe quel moment. Mais avant que le comité puisse traiter d'une deuxième motion d'ajournement, nous devons traiter les affaires courantes. Il ne peut pas y avoir de motions d'ajournement consécutives.

J'écouterai M^{me} Finestone et M^{me} Duplessis, mais j'aimerais d'abord dire que, d'après ce que j'ai entendu, d'autres comités l'ont fait. Techniquement, aux termes du Règlement, le comité doit tenir une séance dans les 10 jours pour élire un président. C'est la seule exigence du Règlement que nous ayons à remplir aujourd'hui. Une motion d'ajournement serait donc conforme à la procédure. Que la greffière me corrige si j'ai tort, mais selon mon interprétation de l'article 106 du nouveau Règlement, le comité doit se réunir dans les 10 jours à seule fin d'élire un président.

Mme Finestone (Mount Royal): Monsieur le président, j'ai participé à la révision de la Loi sur les Indiens et à titre de députée de la région montréalaise qui a traversé la crise d'Oka, je suis très sensible à la question autochtone. J'estime donc qu'il y a bon nombre de questions à régler quant à la structure et à la composition du comité.

Je crois que le Comité de la gestion devrait examiner la situation plus à fond et fournir des explications si l'on veut que les préoccupations et le bien-être des électeurs autochtones soient pris en compte et que les questions entourant les affaires du Nord soient traitées, qu'il s'agisse de questions panarctiques, des relations touchant nos cours d'eaux internationaux et nos intérêts internationaux avec la Russie ou le Groënland, ou de toute autre question relevant de la compétence de ce comité.

Le Canada traverse actuellement une période difficile. Nous sommes tous préoccupés par la question de la modification constitutionnelle. Le Canada ne pourra pas réaliser de progrès sur le plan économique, social ou politique tant que ces questions ne seront pas réglées. Il est crucial que soient traités les questions très délicates et les enjeux importants qui influent sur la vie des autochtones et des Inuit. L'appui, la compréhension et la participation de ces personnes nous sont nécessaires. Je crois pour ma part que si nous voulons obtenir la participation de ces Canadiens, nous devons d'abord écouter ce qu'ils ont à dire. Ils ont écrit à votre premier ministre. Ils ont aussi écrit au Comité de la gestion et à notre leader. Je crois qu'ils ont également écrit au leader du Nouveau parti démocratique.

[Text]

As the new chairman, so that you can be able to start off with a better informed committee, and in the interests of the constituency that we are here to represent and discuss matters with, we would like to recommend that this issue go back to the management committee for a review of its placement and for a review of its membership. I think it was in that light that my colleague was asking for serious consideration and wanted the adjournment until you, as the chairman, could bring these very serious concerns back to the management committee for reconsideration. It was in that light, and I stand to be corrected, that the motion was presented.

Mme Duplessis: Pour ce qui est du rappel au Règlement de mon collègue du Nouveau parti démocratique, je suis d'accord pour procéder à l'élection du vice-président représentant un parti d'opposition lors d'une autre réunion, mais j'aimerais qu'on procède aujourd'hui à l'élection du vice-président de notre côté.

Je propose que M. Allan Koury soit vice-président de notre côté.

The Chairman: Just dealing with that point of order, would it be acceptable to the committee that we get back to the agenda, elect the vice-chairman from the government side, and according to the Standing Orders the second vice-chairman must come from one of the opposition parties? We can pass the three or four standard resolutions as far as printing and that sort of thing are concerned, and then deal with these matters under "future business" at the end of the meeting. Would that be acceptable to the committee, and leave the election of the other vice-chairperson until the next meeting?

• 1020

Mrs. Finestone: I have a point of order. I thought that in a reasoned way I had presented the reason why I did not feel we should move any further than the actual call for the election of the chairman today. I do not wish to make a controversial issue out of this, but I will if there is a lack of sensitivity on the part of government members, who do not realize or perhaps are not apprised of the seriousness of the question that is before you.

I suggest to you, the chairman, very strongly that our members are not here for sound and good reason. They believe strongly, and they have asked us to voice their views for them and for the aboriginal people of Canada, that this is an unacceptable structure. Before you proceed any further, take the issue under advisement. Go back to the management committee and go back to your House leader and ask for a review, based on the letters that have come to you and the position of the aboriginal peoples, the Native Council, the Assembly of First Nations and the Inuit people.

If you do not do that, Mr. Chairman, I do believe that in the move that has been suggested by Mrs. Duplessis, I am sure with all good will... She may not realize that we would be creating another incident, which is unnecessary

[Translation]

C'est pourquoi nous aimerions recommander que cette question soit renvoyée devant le Comité de la gestion afin que celui-ci étudie l'attribution du comité et sa composition. Cela vous permettrait à vous, nouveau président, de commencer à travailler avec un comité mieux informé et ce serait dans l'intérêt des électeurs que nous avons pour tâche de représenter et avec qui nous devons discuter. C'est dans cet esprit, je crois, que mon collègue a demandé que la question soit étudiée et que la séance soit levée jusqu'à ce que vous, comme président, demandiez au Comité de gestion d'étudier de nouveau ces questions très sérieuses. J'ai peut-être tort, mais je crois que c'est dans cet esprit que la motion a été présentée.

Mrs. Duplessis: As to the point of order from my colleague of the New Democratic Party, I agree with him that we could elect the vice-chairman for the opposition at the next meeting. But I think we should proceed today with the election of the vice-chairman from our side.

I move that Mr. Allan Koury be nominated as vice-chairman from our side.

Le président: Pour revenir au rappel au Règlement, le comité accepterait-il que nous revenions à l'ordre du jour, et que nous éliions le vice-président représentant le gouvernement? Selon le Règlement, le deuxième vice-président doit représenter l'un des partis d'opposition. Nous pourrions adopter les trois ou quatre résolutions de routine portant sur l'impression des documents et ces sortes de choses, puis traiter de ces questions sous la rubrique «Travaux futurs», à la fin de la séance. Seriez-vous d'accord avec cela? Pourrait-on remettre à la prochaine séance l'élection de l'autre vice-président?

Mme Finestone: J'invoque le Règlement. Je croyais avoir expliqué clairement la raison pour laquelle, selon moi, nous devrions nous en tenir aujourd'hui à l'élection du président. Je ne désire pas soulever de controverse à ce sujet, mais j'y serai contrainte si les membres représentant le gouvernement se montrent peu réceptifs, soit parce qu'ils ne se rendent pas compte de la gravité de la question dont vous êtes saisi, soit parce qu'ils n'en mesurent pas la portée.

Monsieur le président, j'aimerais souligner que les membres de nos partis ne se sont pas absentes sans avoir de bonnes raisons. Ils sont fermement convaincus que la structure du comité est inacceptable et ils nous ont demandé de transmettre leurs opinions et celles des autochtones du Canada. Avant d'aller plus avant, il faut obtenir d'autres avis sur la question. Nous devons consulter le Comité de la gestion et nos leaders à la Chambre des communes et demander un examen fondé sur les lettres qui vous ont été envoyées et sur la position des peuples autochtones, du Conseil des indiens, de l'Assemblée des premières nations et du peuple Inuit.

Autrement, monsieur le président, en dépit de la bonne volonté avec laquelle M^{me} Duplessis a fait sa proposition, nous pourrions créer un autre incident, ce qui constituerait une provocation superflue, et ce, à un moment grave et

[Texte]

provocation at a very serious and unstable moment in the history of Canada. I think sensitivity to those issues is part of the role of the chairman and is certainly part of the role of a parliamentary secretary. It is certainly something I feel strongly about and our party feels strongly about.

Mr. Angus: Whether we elect a vice-chair from the government side today or another day I do not think really matters. It is not going to change in any way if the House management committee and then the House. . . I just want to remind you that any change to the envelope system must be approved by the House, because it is a matter of Standing Orders. Who the vice-chair is is not going to change, whether we are in an envelope with somebody else or whether we are in our own envelope.

I disagree with my colleague. I do not think it is inappropriate at this time to elect a vice-chair from the government side. Without getting into the individuals involved, it may or may not be an appropriate decision in terms of who is selected. I do not think procedurally there is any problem with moving ahead on that.

The argument I initially made with regard to the opposition was the fact that the three opposition members, who are the permanent members of this committee, are not here, and I do not think it is appropriate for any of us, whether it is on this side of the table or on the government side of the table, to make that decision. Yes, I know there are two vice-chairs to be elected. We are only talking about electing the government one now and the opposition one at a later date.

The Chairman: We had a motion earlier. Mr. Nault, did you wish to make that motion to adjourn? Because if you did, I am going to have to deal with that first.

Mr. Nault: If you allow me to present the motion to instruct the chairman to bring forward our concerns about where this particular committee is in the structure of the envelopes, if we can do that at a later date, then I will withdraw that for the time being. But I suggest very strongly that we not go too far along the road here, because I think it is imperative that if the members on the other side are not aware of what is going on, then it would be to our benefit to explain that so we can get started on the right foot.

I do not want to sit here for the next couple of hours and debate who is going to be the vice-chair, when as far as I am concerned this committee will not be functioning at all where it sits now. The procedures we are going through now mean absolutely nothing to any of us on this side; there will not be a committee because the aboriginal people will not be coming to the committee as it is structured now. Therefore, I think people on the other side have to understand that this is all for naught if we do not get into the substance of what we are talking about today.

Having said that, I would be willing to withdraw that motion for the time being. If you want to have your election of the Tory vice-chair, then by all means go ahead and do that.

[Traduction]

instable de l'histoire de notre pays. Je crois qu'un président, et à plus forte raison un secrétaire parlementaire, doit, de par ses fonctions, se montrer réceptif à ces questions. C'est certainement un point qui nous tient à coeur, à notre parti et à moi-même.

M. Angus: Que nous éliions un vice-président représentant le gouvernement aujourd'hui ou plus tard, c'est sans importance. Cela ne changera rien pour le Comité de la gestion de la Chambre ou pour la Chambre. Je tiens à vous rappeler que la Chambre doit approuver tout changement au système des secteurs, puisque cela relève du Règlement. Qui que soit le vice-président, cela ne changera rien au fait que nous relevions d'un autre secteur ou que nous ayons notre propre secteur.

Je ne suis pas d'accord avec ma collègue. Je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions pas, maintenant, élire un vice-président représentant le gouvernement. Je ne donnerai pas mon avis sur le choix des candidats, mais je crois que rien dans la procédure n'empêche cette élection.

Mon objection initiale portait sur le fait que les trois membres de l'opposition, qui sont les membres permanents du comité, sont absents. Je sais bien qu'il faut élire deux vice-présidents, mais selon moi, il serait inopportun que les gens présents autour de cette table, de quelque côté qu'ils se trouvent, élisent un vice-président représentant l'opposition. Ce que nous disons, c'est qu'il faut élire le vice-président représentant le gouvernement maintenant et celui représentant l'opposition à une date ultérieure.

Le président: Une motion a été présentée plus tôt. Monsieur Nault, voudriez-vous présenter une motion d'ajournement? Parce que si c'est le cas, je devrai traiter cette motion en priorité.

M. Nault: J'aimerais présenter une motion donnant au président instruction de faire rapport de nos préoccupations au sujet de la situation du comité pour ce qui est des secteurs. Si vous me permettez de présenter une telle motion, et que cela puisse être fait à une date ultérieure, je retirerai ma motion d'ajournement pour l'instant. Je crois toutefois que nous devrions éviter de nous engager trop avant maintenant, parce qu'il est important d'expliquer la situation aux membres de l'autre côté, s'ils ne savent pas ce qui se passe, si nous voulons commencer du bon pied.

Nous pourrions rester ici une heure ou deux encore et discuter de qui sera le vice-président, mais je crois que c'est inutile puisque, à mon avis, le comité ne pourra pas fonctionner dans la situation actuelle. La procédure que nous suivons n'a absolument aucun sens pour nous, représentants de l'opposition; il ne pourra pas y avoir comité puisque les autochtones ne se présenteront pas devant le comité tel qu'il est structuré maintenant. Par conséquent, je crois que les représentants du gouvernement doivent se rendre compte que tout cela est futile à moins que nous n'entrons dans le vif de notre propos d'aujourd'hui.

Cela dit, je suis prêt à retirer la motion d'ajournement pour l'instant. Si vous voulez élire votre vice-président conservateur, vous avez ma bénédiction.

[Text]

[Translation]

• 1025

The Chairman: I would like to suggest two options.

Mr. Reid (St. John's East): Mr. Chairman, I think Bob Nault brings up some important points, as does Sheila Finestone. It is important that we start this committee properly and appropriately. There are obviously some concerns that a number of people want this committee to address. As has been pointed out, the regular opposition members of the committee, for perfectly good reasons, are not here.

I take the liberty of speaking for my colleagues when I say that we all want to start properly. We want to address the issues so that this committee operates on a sound base from the beginning, with the participation of as many people as possible. I think there are a lot of Canadians to whom this committee is important. I think it is important that we include all of those people not only in what we discuss and what we consider, but also in how we participate and how we carry on.

As for the election of the government vice-chair, the message I get is that it does not seem to matter one way or the other whether we do it now. We have a motion, we may want to deal with it. I just wanted to assure the committee that as an individual, and I think I speak for my colleagues, I want to do this right from the beginning. Now, that may mean sitting down shortly and hammering out some of these questions and addressing some of the concerns. Then, certainly with Iain's guidance, we can decide where we will go in terms of fixing them. I do not know the answers to those questions. But if we agree that we have to do that, then we should get on with it. But I suggest that this morning we agree either to elect or not elect the chair and then move ahead. Frankly, I see no reason not to elect a chair.

The Chairman: I have been handed a motion from each of the opposition parties. What I suggest we could do is accept both of those as notices of motion. Then I would call a future business meeting next week, where we could sit down and deal with these motions. We could hammer this out with all the committee members, if possible.

I stand to be corrected, but I believe by electing the chair we have fulfilled all we have to do to get the committee off the ground. Now, the committee may decide that we want to deal with the other standard motions dealing with printing and evidence and that sort of thing today, or we could adjourn right now and still be functional as a committee.

Mrs. Finestone: Mr. Chairman, I want to thank my honourable colleague, Mr. Reid, for his understanding of the delicacy of the situation. I think it is very important to start us off on the proper foot. It is my personal view—I am not going to speak for colleague, I did not get a chance to consult with him—that if I were in the position, I would like to know from the Conservative side that I have the support of everybody around this table on my nomination and election as

Le président: J'aimerais proposer deux solutions.

M. Reid (St. John's-Est): Monsieur le président, je crois que Bob Nault a soulevé certaines questions importantes, ainsi d'ailleurs que Sheila Finestone. Il est essentiel que le comité prenne un bon départ. Il est clair que plusieurs personnes souhaitent que le comité s'occupe de certains problèmes. Comme on l'a indiqué, les membres de l'opposition qui siègent habituellement à ce comité sont absents, pour des raisons tout à fait valables.

Je prends la liberté de parler au nom de mes collègues lorsque je dis que nous voulons tous que le comité prenne un bon départ. Il faut répondre aux questions pour que le comité ait une assise solide dès le départ et la participation la plus large possible. Je crois que pour beaucoup de Canadiens ce comité est important. J'estime qu'il est essentiel que toutes ces personnes non seulement prennent part à nos discussions et à nos réflexions, mais voient également de quelle manière nous nous impliquons et nous exécutons les travaux.

Pour ce qui est de choisir quelqu'un pour la vice-présidence du gouvernement, je crois comprendre que peu importe que nous le fassions maintenant d'une façon ou d'une autre. Nous avons une motion dont nous pourrions nous occuper. Je veux simplement garantir au comité qu'à titre personnel, et je pense pouvoir parler au nom de mes collègues, je veux que les choses soient faites selon les règles dès le début. Il se peut pour cela que nous ayons à nous réunir brièvement pour laisser ces questions et résoudre certains de ces problèmes. Et avec l'aide d'Iain, nous pourrions voir comment y parvenir. Je ne connais pas la réponse à ces questions. Mais si nous sommes d'accord pour le faire, alors nous devrions nous y mettre. Mais je crois que pour ce matin, nous avons décidé soit d'élire ou de ne pas élire le président avant de passer à la suite. Franchement, je ne vois aucune raison de ne pas élire le président.

Le président: Chacun des deux partis de l'opposition m'a présenté une motion. Je propose que nous les acceptions toutes deux à titre d'avis de motion. Je convoquerais alors une autre réunion de travail pour la semaine prochaine qui sera consacrée à l'étude de ces motions. Nous pourrions aplanir ces problèmes avec tous les membres du comité si possible.

Je veux bien qu'on me corrige si je me trompe, mais je crois qu'en ayant élu le président, nous avons fait tout ce qui était nécessaire pour permettre au comité de démarrer. Le comité peut cependant décider de s'occuper des autres motions courantes en rapport avec l'impression et les témoignages, etc., aujourd'hui; mais nous pourrions également ajourner immédiatement tout en restant un comité fonctionnel.

Mme Finestone: Monsieur le président, je veux remercier mon honorable collègue, M. Reid, car il a compris qu'il s'agissait d'une question délicate. Je crois qu'il est important que nous démarrions du bon pied. À mon avis—et je ne prends pas la parole au nom de mon collègue que je n'ai pas eu la possibilité de consulter—s'il était possible, j'aimerais que les Conservateurs me disent que j'ai l'accord de tous ceux qui sont autour de cette table pour ma

[Texte]

a vice-chairman. In light of the fact that the permanent members of this committee are not here, it would seem to me to be in the better interest of the committee if both vice-chairmen were elected at the same time. As you so wisely put it, you have the motions. You can call a business meeting. You know the feeling of this committee. You are in a position to return to discuss the matter with the management committee. So it would be my view that it would be best to hold it off. However, the decision is yours.

I thank you very much, and I particularly want to thank Mr. Reid for his sensitivity of the matter.

Mr. Nault: Mr. Chairman, I would suggest one change to your recommendation, and that is our motion cannot be a notice of motion, in the sense that this is of utmost importance and is time-sensitive. The longer we wait for this to be dealt with, the more difficulty we will have as far as credibility is concerned in this committee, and the longer it will fester in the aboriginal community.

I would suggest that I read the motion, and if the committee accepts it then it would go a long way to foster good relations and understanding of the dilemma we are in.

• 1030

Mr. Reid: Just one comment before I see the motion, so that it is not prejudiced by what the motion says.

If we are going to do business, we are going to do business. If we are not, we are not. I do not have any idea what the motion says or even what it is about, but I just want to put it on the record. We are for instance prepared to say let us leave until next time the election of a vice-chair. I appreciate Sheila's comments. I think if we are going to deal with a series of issues on the structure and the management of the committee, we do exactly that. Now a motion—and as I say, I do not know if it is to deal with substance or structure—tends to seem to me to be a little bit inconsistent.

Mr. Nault: Mr. Chairman, let me just jump in there. That is exactly what we are dealing with. We are giving the chair direction to deal with the substance and the structure of the committee. If we adjourn without that we have basically come back to square one; we have not resolved the issue at all, and we have not given direction to the chair to ask the management committee and the House of Commons itself to change the envelope the aboriginal committee is in.

Mr. Reid: The committee would want to sit down and discuss the issues and then give the chair directions, as opposed to sending the chair off to fix something that we as a committee and individually have not even discussed.

Mr. Angus: Mr. Chairman, the purpose of Mr. Nault in wanting to move a specific motion is to allow for a debate on a specific motion dealing with whether or not this committee should be part of the human resources envelope or whether

[Traduction]

nomination et mon élection à titre de vice-présidente. Étant donné que les membres permanents du comité ne sont pas ici, il me semble qu'il vaudrait mieux, dans l'intérêt du comité, élire les deux vice-présidents en même temps. Comme vous l'avez dit très sagement, vous êtes saisi de motions. Vous pouvez convoquer une réunion de travail. Vous savez ce que pense le comité. Vous êtes en mesure de retourner discuter la question avec le Comité de la gestion. Il me semble donc qu'il vaudrait mieux attendre, mais la décision vous appartient.

Je vous remercie et je suis particulièrement reconnaissante à M. Reid d'avoir compris qu'il s'agissait d'une question délicate.

M. Nault: Monsieur le président, je proposerais une modification à votre recommandation, à savoir que notre motion ne peut pas être un avis de motion, dans la mesure où il s'agit d'une question de la plus haute importance et de la plus grande délicatesse. Plus nous remettrons la solution, plus il nous sera difficile de rendre le comité crédible et plus le problème couvrera dans la communauté autochtone.

Je me propose donc de lire la motion et si le comité l'accepte, cela ferait beaucoup pour encourager de bonnes relations et permettre de mieux comprendre le dilemme devant lequel nous sommes placés.

M. Reid: Une petite remarque avant de considérer la motion pour ne pas être influencés par son libellé.

Si nous décidons de travailler, qu'il en soit ainsi. Si nous décidons de ne pas travailler, qu'il en soit ainsi. Je n'ai pas la moindre idée de ce qui figure dans cette motion ni même de son objet, je tiens simplement à le préciser. Nous sommes par exemple prêts à dire que nous allons laisser l'élection à la vice-présidence pour la prochaine fois. Je suis reconnaissant à Sheila de ses remarques. Je crois que si nous voulons traiter d'une série de questions concernant la structure et la gestion du comité, nous le faisons précisément. Une motion, et comme je l'ai déjà indiqué, je ne sais si elle porte sur la matière ou la structure—me semble un peu difficile à concilier.

M. Nault: Monsieur le président, permettez-moi d'intervenir. C'est exactement ce dont nous parlons. Nous demandons à la présidence de s'occuper de la matière et de la structure du comité. Si nous ajournons sans le faire, nous serons pratiquement revenus au point de départ. Nous n'aurons rien résolu et nous n'aurons pas demandé à la présidence d'essayer d'obtenir du comité de gestion et de la Chambre des communes elle-même de modifier le secteur dans lequel se trouvent les affaires autochtones.

M. Reid: Il faudrait que le comité se réunisse pour discuter des problèmes et donner ensuite des directives à la présidence, au lieu de l'envoyer décider de quelque chose dont nous n'avons pas, en tant que comité ou à titre individuel, discuté.

M. Angus: Monsieur le président, en voulant proposer une motion précise, M. Nault cherchait à permettre une discussion sur la motion portant précisément sur la question de savoir si le comité devrait ou non faire partie du secteur

[Text]

it should be part of a separate envelope called aboriginal affairs. I would support the moving of that motion and making a decision on whether or not we ask the chair to communicate with the Standing Committee on House Management to try to solve that today.

Let me remind you that we have three weeks left for this session. The House management committee, of which I am a member, has a heck of a lot on its plate. If we do not make a decision to ask them to review it today, then it is not going to happen this spring. Therefore it will be held over until the fall, which means that one of the major obstacles for this committee to be perceived as a committee that is able and willing to listen to the concerns of aboriginal peoples will not be removed. The committee will not be able to function.

Having said that, Mr. Chairman, back to your original suggestion, I am quite happy to have my two motions dealt with as notices of motions. One deals with the question of ex-officio membership on this committee from the aboriginal community and the second one deals with the first order of business of the committee. I think in fairness those should be looked at by all of us between now and the next meeting. The critics will be here. The permanent members can schedule themselves to be here to deal with those two things. I think we must at least make a decision whether or not we want to ask the House management committee about changing the envelope structure.

Mr. Reid: I have frankly no objection to asking the House management committee to look at the envelope. What I do have a problem with is the concept that there are some serious structural issues here to deal with. We cannot elect a vice-chairman because we do not have the permanent members of the committee here, but we can sit down and discuss this large piece of substance without those people here. Frankly, for the last three months I have thought nothing about sections 25 and 35 and everything else in the world to deal with the Constitution. I have not had a chance to think about some of this stuff, nor discuss with my colleagues—my colleague, the other parliamentary secretary in Indian Affairs, and others—to get around this. I think you are being inconsistent and you are pushing us a little bit far. I think you will find sensitivity and support here and a recognition of timeframe. But I would also like some consistent arguments in approaching this problem.

I appreciate putting the other two things off. As I say, if we have another way to approach the envelope concept, fine; Chairman White, in consultation with others, should sit down and discuss that. What I see here is that it has been forced very quickly into something that I and others have not really had a chance to get their mitts around, on the basis of an argument that is absolutely inconsistent. I have tried to be supportive on one side and now you are asking me to bite it on the other.

[Translation]

des ressources humaines ou s'il devrait figurer dans un secteur distinct qui serait appelé «les Affaires autochtones». Je serais pour que l'on présente cette motion et que l'on décide de demander ou non au président de communiquer avec le Comité permanent de la gestion de la Chambre pour essayer de régler cette question aujourd'hui.

Je me permets de vous rappeler qu'il ne nous reste que trois semaines pour la session actuelle. Le Comité de la gestion de la Chambre, dont je suis membre, a énormément de choses à faire. Si nous ne décidons pas de lui demander de l'étudier aujourd'hui, cela ne se fera pas ce printemps. Il faudra donc attendre à l'automne, ce qui veut dire que l'un des principaux obstacles empêchant ce comité d'être perçu comme un comité ayant la capacité et la volonté de prêter l'oreille aux problèmes des autochtones, ne sera pas supprimé. Le comité ne pourra pas fonctionner.

Cela dit, monsieur le président, pour en revenir à votre première proposition, je serais très heureux que l'on traite mes deux motions comme des avis de motion. L'une d'elles porte sur la question des membres *ex officio* du comité provenant de la communauté autochtone et l'autre sur la première question à l'ordre du jour du comité. En toute justice, je crois qu'il faudrait que nous puissions toutes les étudier d'ici la première réunion. Les porte-parole seront là. Les membres permanents pourront prévoir d'être là afin de traiter de ces deux questions. Je crois que nous devrions au moins prendre une décision pour ce qui est de savoir si nous voulons ou non demander au Comité de la gestion de la Chambre de changer la structure du secteur.

M. Reid: Je n'ai franchement aucune objection à demander au Comité de la gestion d'étudier la question du secteur. Ce qui me pose un problème, c'est le fait qu'il y a des questions structurelles importantes à régler. Nous ne pouvons pas élire de vice-président (ou de vice-présidente) parce que les membres permanents du comité ne sont pas ici, mais nous pouvons très bien discuter de cette importante question de fond en l'absence de ces personnes. Bien franchement, au cours des trois derniers mois, je ne me suis pas arrêté aux articles 25 et 35 et tout le reste, dans l'optique de la Constitution. Je n'ai pas eu l'occasion de penser à certaines de ces questions, ni de discuter avec mes collègues—mon collègue qui est l'autre secrétaire parlementaire des Affaires indiennes et d'autres personnes—pour les résoudre. Je trouve que vous êtes un peu inconséquents et que vous nous poussez un peu trop loin. Il me semble que vous allez trouver des gens sensibilisés par la question et qui vous appuieront, compte tenu du calendrier. Mais j'aimerais aussi qu'on nous présente quelques arguments logiques pour aborder le problème.

Je comprends que l'on repousse les deux autres questions. Comme je l'ai déjà dit, si nous avons un autre moyen d'aborder le problème du secteur, très bien, le président White devrait participer à la discussion en consultation avec les autres. En nous appuyant sur un argument qui est sans rapport, vous avez rapidement orienté la question pour en faire quelque chose que les autres et moi-même n'avons pas vraiment eu la chance de discuter. J'ai essayé d'une part de me montrer compréhensif et vous me demandez par ailleurs de prendre le contre-pied.

[Texte]

• 1035

The Chairman: Just a moment. We are going to have to resolve this somehow. I should tell the members to my left that they are going to get a lot of support from the chair as well. I tend to agree with Mr. Reid when he says that we have not had the proper time to deal with the motions. In fact our francophone colleagues have not even seen it as of yet.

What I would prefer would be to call a business meeting very early in the week, have the motions as notices of motion today, if possible. That way we can have them translated and in the hands of all members of the committee, dealt with on Tuesday as long as it takes, and if the committee so instructs the chair to go to the House management committee, I would sooner see it done on Tuesday after proper debate and discussion than to do it today without proper discussion. If we are going to get into business and motions, I want to deal with the whole agenda and have it all dealt with. If we are going to adjourn and deal with the other matters on Tuesday, we are going to do it that way. I am not going to have half of it dealt with today and half of it dealt with next week.

Mrs. Finestone, you had your hand up earlier, did you wish to speak?

Mrs. Finestone: No, I cede to my colleague.

The Chairman: Mr. Nault.

Mr. Nault: Mr. Chairman, if this very important issue is going to be tabled because we are not electing vice-chairs, then by all means let us elect the vice-chairs.

Mr. Reid: Bob, that is not fair.

Mr. Nault: That is exactly what Mr. Reid is suggesting.

Mr. Reid: That is not what I said, and I think that is unfair. If we are going to start this way... I am trying to be helpful here. All I said was we had an argument put to us that we could not elect the vice-chairs because the permanent members of the committee were not here. Now you are asking us to discuss a large piece of substance and I am saying help me with this, because if we cannot elect a vice-chair because we do not have the regular members of the committee here, how can we get into a piece of substance? All I am asking you to do is to be consistent and now I am asking you to be fair.

Mr. Nault: Let us have the vice-chairs elected and get on with this motion, because I feel that this cannot wait until next week or the week after or the week after. The longer it is out there and Members of Parliament have absolutely no understanding of aboriginal affairs, which this shows by putting this particular piece of this committee in this envelope, is an embarrassment to the Members of Parliament that know what is going on in aboriginal country. I would like to deal with it today, not wait until next week and put a notice of motion. I have no difficulty with electing vice-chairs if that is the problem; we will make that decision right now.

[Traduction]

Le président: Un instant. Il va nous falloir régler ce problème d'une façon ou d'une autre. Je dois dire à ceux qui sont assis à ma gauche qu'ils auront également droit au soutien de la présidence. J'aurais tendance à être d'accord avec M. Reid lorsqu'il dit que nous n'avons pas eu le temps nécessaire pour traiter des motions. En fait, nos collègues francophones ne les ont même pas encore vues.

Je préférerais convoquer une réunion de travail au tout début de la semaine et proposer aujourd'hui les motions à titre d'avis de motion si possible. Nous pourrions ainsi les faire traduire pour que tous les membres du comité les aient sous les yeux; nous pourrions nous en occuper mardi, en prenant le temps qu'il faudra, et si le comité demande au président de s'adresser au Comité de la gestion, il vaudrait mieux que cela soit fait mardi après en avoir discuté comme il se doit, plutôt que de le faire aujourd'hui sans discussion. Si nous voulons entamer les travaux et commencer à nous occuper des motions, je veux prévoir l'ensemble de l'ordre du jour pour que tout soit réglé. Si nous devons ajourner pour traiter des autres questions mardi, c'est ainsi que nous allons procéder. Je ne veux pas que l'on s'en occupe à moitié aujourd'hui pour laisser le reste pour la semaine prochaine.

M^{me} Finestone, vous avez levé la main il y a quelques instants; souhaitez-vous prendre la parole?

Mme Finestone: Non, je cède ma place à mon collègue.

Le président: Monsieur Nault.

M. Nault: Monsieur le président, si cette question très importante doit être déposée parce que nous n'allons pas élire les vice-présidents, alors je crois qu'il faut à tout prix les élire.

M. Reid: Bob, ce n'est pas juste.

M. Nault: C'est exactement ce que M. Reid suggère.

M. Reid: Ce n'est pas ce que j'ai dit, et je trouve que c'est injuste. Si nous devons commencer comme cela... J'essayais d'être utile. Tout ce que je disais, c'est qu'on nous a présenté un argument voulant que nous ne pouvions pas élire les vice-présidents parce que les membres permanents du comité n'étaient pas présents. Maintenant, vous nous demandez de discuter d'une importante question de fond et je vous demande de nous aider à cet égard car si nous ne pouvons pas élire un vice-président (ou une vice-présidente) parce que les membres permanents du comité ne sont pas ici, comment pouvons-nous aborder une question de fond? Tout ce que je vous demande, c'est d'être logiques et maintenant je vous demande en plus d'être justes.

M. Nault: Élisons donc les vice-présidents pour passer à la motion, car je crois que cela ne peut pas attendre à la semaine prochaine ou aux semaines suivantes. En repoussant la chose et en montrant que les députés ne connaissent absolument rien aux questions autochtones, car c'est ce que l'on prouve en plaçant le comité dans ce secteur, on met dans l'embarras tous les députés qui savent ce qui se passe chez les autochtones. J'aimerais que l'on résolve le problème aujourd'hui sans attendre à la semaine prochaine, en présentant un avis de motion. Je ne vois aucun inconvénient au fait d'élire les vice-présidents si c'est là que réside le problème; nous allons prendre cette décision immédiatement.

[Text]

The Chairman: Mr. Angus.

Mrs. Finestone: A point of information, Mr. Chairman.

Mr. Angus: Mr. Chairman, I am on a point of order.

Mrs. Finestone: I am sorry. I did not know that.

Mr. Angus: I hate to say it, but I think Mr. Reid has indicated the dilemma we have presented this committee with—that we have been inconsistent.

Mr. Nault, it is not about whether or not we elect a vice-chair today or not. It is whether or not we are going to deal with a very important matter in a democratic way to ensure that there is proper thinking so that we can work to ensure that the motions do pass. We are not here to play political games. We are looking for certain elements within the structure of this committee to not only make it appear as if this House of Commons committee is prepared to listen to and work with aboriginal peoples, but to actually do it.

I for one do not want to jeopardize the possibility that we might finally be able to get our act together, so I am quite prepared to set over all three matters, plus the vice-chair elections, to a public business meeting on Tuesday, with one caveat: I would like us to have the opportunity to read into the record our motions so that it is clear, so it makes it easier for translation, so it will be there for the minutes, and that we in turn will communicate with our respective colleagues as to what has transpired and to make sure that the Tuesday meeting, assuming that it happens on Tuesday, does happen.

Final point: I will endeavour, even though I do not have the permission of a committee, to raise this matter at approximately 11.15 or 11.30 in the House management committee to at least flag them of the fact that this matter may be coming before them in a formal way because of the concern expressed by aboriginal peoples.

• 1040

The Chairman: What would be your reaction to that, Bob?

Mrs. Finestone: I would like to pick up my point of order. First of all, I would support the reading of the motion into the minutes, which I think should have been done at the very outset.

Secondly, I would want to have some sense of assurance that the chair will indicate this to the management committee. I appreciate the fact that we are fortunate enough to have a member of the management committee sitting in as a substitute, but I think the far more formalistic way is that the chair write and advise the management committee that you had a troubling first open meeting, that the issue is the placement of this particular committee within the envelopes as presently structured, the issue is the presence and the rights of aboriginal peoples and Inuit peoples, and the issue is northern development.

[Translation]

Le président: Monsieur Angus.

Mme Finestone: J'aimerais demander un renseignement, monsieur le président.

M. Angus: Monsieur le président, c'est un rappel au Règlement.

Mme Finestone: Je suis désolée, je ne savais pas.

M. Angus: Je regrette d'avoir à le dire, mais je crois que M. Reid a montré dans quel dilemme nous avons placé le comité; nous nous sommes montrés inconséquents.

Monsieur Nault, il ne s'agit pas de la question de savoir si nous élisons ou non un vice-président aujourd'hui. Il s'agit de savoir si oui ou non nous allons traiter d'une question très importante de façon démocratique afin de permettre la réflexion nécessaire et l'adoption des motions. Nous ne sommes pas ici pour jouer à des jeux politiques. Nous essayons de trouver certains éléments au sein de la structure du comité pour montrer que ce comité de la Chambre des communes est prêt non seulement à prêter l'oreille aux autochtones et à travailler avec eux, mais qu'il pourra également le faire.

Je ne veux certainement pas compromettre la possibilité d'arriver en définitive à nous entendre, je suis tout à fait prêt à confier ces trois questions, ainsi que l'élection à la vice-présidence, à une réunion de travail mardi, à une condition cependant: J'aimerais que nous ayons la possibilité de donner lecture des motions pour le compte rendu afin que les choses soient claires, afin qu'il soit plus facile de les traduire, afin qu'elles figurent au procès-verbal et que nous puissions à notre tour communiquer avec nos collègues respectifs afin de leur dire ce qu'il en est pour faire en sorte que la réunion de mardi, en admettant que cela se passe mardi, a effectivement lieu.

Un dernier point: Je tenterai, même si je n'ai pas la permission du comité, de soulever la question vers 11h15 ou 11h30 devant le Comité de la gestion afin de lui signaler au moins qu'il va peut-être en être saisi de façon officielle en raison des inquiétudes exprimées par les autochtones.

Le président: Que pensez-vous de cela, Bob?

Mme Finestone: J'aimerais reprendre mon rappel au Règlement. Tout d'abord, je suis favorable à la lecture de la motion pour qu'elle figure au procès-verbal, je crois même qu'on aurait dû le faire dès le début.

Deuxièmement, j'aimerais avoir l'assurance que le président va le signaler au Comité de la gestion. Je sais que nous avons la chance d'avoir un membre du Comité de la gestion comme suppléant, mais je crois qu'il faudrait faire les choses de façon beaucoup plus officielle en demandant au président d'écrire au Comité de la gestion pour l'informer des problèmes de cette première séance et lui dire qu'il s'agit de l'insertion de notre comité dans les secteurs actuellement structurés qu'il s'agit de la présence et des droits des peuples autochtones et Inuit et qu'il s'agit du développement du Nord.

[Texte]

I think it is something you must deal with. I cannot promise that the standing committee appointees to this committee, namely Ethel Blondin and Jack Anawak, will be prepared to come to this meeting until the matter has been dealt with by the management committee. I think it is very important that you deal with that, and at least have some knowledge that you can transmit to them that the management committee is looking into the matter.

The Chairman: May I try one more time with a suggestion? Can we have the motions read into the record as notices of motions to be dealt with at the next meeting?

May I also have the agreement of the committee that I prepare a letter to the House management committee stating that we have a notice of motion, here is what the notice of motion is, this is what the committee is going to be dealing with?

An hon. member: Yes, agreed.

The Chairman: Would that be acceptable to the committee? I would send that over to them this morning.

Mme Duplessis: Je voudrais tout de même dire à ma collègue qu'elle n'est pas très gentille de ne pas avoir produit cela dans les deux langues officielles.

Mme Finestone: Ce n'est pas moi qui l'ai produit.

Mme Duplessis: Votre nom est dessus.

Mme Finestone: Vous avez parfaitement raison. Je vous remercie.

Mr. Nault: Mr. Chairman, it is not my first option, obviously, but I will accept the will of the committee.

Also, I will mention to my colleague across the way that this committee has worked for the last two and a half years without worrying too much about whether a motion was in French or English. We have been able to deal with that by giving it to the clerk and the clerk having it translated as we fly, because you know how committees are very fluid and sometimes you write motions as you are in committee.

I certainly am not going to try to write them in both languages. I have enough difficulty with one official language. Therefore I take exception to the fact that members are suggesting that I have to put the motion in both official languages before I present it to the committee.

I think we have very capable and able individuals working for us. I talk specifically about the clerk, who has done this in the past for us. If you want to take a five-minute break and have the clerk put this in French for you, then I would be more than willing to do that. We have had to do that on occasion for certain members who have filled in and took exception to the way we do business.

I just want to reiterate that I take exception to this. I have never taken exception to our committee on Oka, for example, accepting briefs only in French week in and week out, for those of us who have difficulty reading the French

[Traduction]

C'est un problème qu'il nous faut régler. Je ne crois pas pouvoir promettre que les personnes nommées au comité, à savoir Ethel Blondin et Jack Anawak, seront prêtes à venir à cette réunion tant que la question n'aura pas été réglée par le Comité de la gestion. Je crois qu'il est très important de régler ce problème et de savoir qu'on peut au moins leur dire que le Comité de la gestion étudie la question.

Le président: Puis-je essayer encore une fois de faire une suggestion? Pourrait-on donner lecture des motions pour le compte rendu à titre d'avis de motion et dire qu'elles seront discutées à la prochaine réunion?

Puis-je également avoir l'accord du comité pour préparer une lettre à l'intention du Comité de la gestion de la Chambre indiquant qu'un avis de motion a été déposé, précisant cet avis de motion et signalant que c'est ce dont le comité va s'occuper?

Une voix: D'accord.

Le président: Cela semble-t-il acceptable au comité? J'enverrai cette lettre ce matin.

Mrs. Duplessis: I would like to say to my colleague that I do not find it very kind of her not to have written in both official languages.

Mrs. Finestone: I am not the one who wrote it.

Mrs. Duplessis: Your name appears on it.

Mrs. Finestone: You are perfectly right. Thank you.

M. Nault: Monsieur le président, ce n'est bien sûr pas ma première option mais je l'accepte en tant qu'expression de la volonté du comité.

Je signalerai également à ma collègue d'en face que voilà deux ans et demi que ce comité travaille sans s'inquiéter trop de savoir si une motion est en français ou en anglais. Nous avons réglé ce problème en donnant la motion à la greffière qui se chargeait de la faire traduire pendant que nous discutons, car nous savons que les choses évoluent pendant les séances et qu'il nous arrive de rédiger des motions en cours de réunion.

Je ne vais certainement pas essayer de les écrire dans les deux langues. J'ai déjà suffisamment de difficultés avec une seule langue officielle. Je désapprouve donc que les membres du comité me laissent entendre que je dois avoir la motion dans les deux langues officielles avant de la présenter au comité.

Je crois que nous avons des auxiliaires tout à fait compétents. Je veux plus particulièrement parler de la greffière qui s'est occupée de cela jusqu'ici. Si vous voulez faire une pause de cinq minutes et demander à la greffière de traduire la motion en français, cela me semblerait plus acceptable. Il nous est arrivé d'avoir à le faire à l'occasion pour certains membres qui venaient assurer des suppléances et qui désapprouvaient notre façon de fonctionner.

Mais je tiens à répéter que je désapprouve la chose. Je ne me suis jamais opposé pour ceux d'entre nous qui ont quelques difficultés à lire le français, pendant que notre comité sur Oka siègeait, par exemple, à ce qu'on reçoive les

[Text]

language. I never shut the committee down. I just accepted that as people who were presenting a brief to us in the best manner they are capable of, and we, as parliamentarians, have to be a little more accepting of the differences of the two races. That is why I take exception to that.

The Chairman: You make a good point, in that there is no requirement that any member of this committee supply motions or anything in both official languages. Any language is acceptable. On the other hand, the matter is of such obvious importance that I believe all members of the committee should be able to give it adequate thought so we can discuss it properly next week. Your point is well taken.

Mr. Nault: These are motions as notices then?

The Chairman: Yes, I will have the motions read as notices of motions and after that I will entertain a motion to adjourn. I will start with Mr. Nault.

Mr. Nault: Mr. Chairman, I would like to move a notice of motion, seconded by my colleague, Sheila Finestone:

That the Chair of the Standing Committee on Aboriginal Affairs move immediately to advise the House Management Committee of this Committee's profound objection with its placement within the Human Resources envelope; and further,

That the chair requests, on behalf of this committee, that the Standing Committee on Aboriginal Affairs be placed in an envelope entitled "Aboriginal Affairs".

The Chairman: Thank you. It is so moved, and is seconded by Mrs. Finestone.

• 1045

Mr. Angus: Mr. Chairman, I have two motions, and my understanding is that the Standing Orders relating to committees do not require a seconding of motions.

I would move that

Whereas the Parliament of Canada has a fiduciary or trust-like obligation to the aboriginal peoples of Canada; and

Whereas the Supreme Court of Canada has ruled that essential to this trust responsibility is the obligation to fully consult aboriginal peoples on decisions affecting their lives; and

Whereas a Standing Committee of the House of Commons as an institution of Parliament also shares in this fiduciary responsibility;

Therefore be it resolved that the House of Commons Standing Committee on Aboriginal Affairs will invite a representative of each of the three national aboriginal representative organizations to send a delegate or such alternate as she or he may designate to participate in a non-voting capacity as an *ex officio* member of this committee with all other rights and duties of a committee member for the duration of the 34th Parliament.

Mr. Reid: I always thought there were four national groups.

[Translation]

mémoires en français seulement, semaine après semaine. Je n'ai jamais provoqué d'interruption de séance. J'ai accepté simplement ce fait parce que ceux qui nous présentaient ces mémoires faisaient de leur mieux et parce qu'en tant que parlementaires, il nous faut être un peu plus ouverts aux différences d'origines. C'est pourquoi je désapprouve cette remarque.

Le président: Vous avez raison, aucune règle n'exige que les membres du comité présentent les motions ou autres documents dans les deux langues officielles. Il est tout à fait acceptable qu'ils soient dans l'une ou l'autre langue. Par ailleurs, la question est d'une importance telle que je crois que tous les membres du comité devraient y réfléchir sérieusement pour pouvoir en discuter comme il se doit la semaine prochaine. Votre remarque est pertinente.

M. Nault: Ce sont donc des avis de motion?

Le président: Oui, nous allons lire ces motions à titre d'avis de motion et je proposerai ensuite une motion d'ajournement. Je commencerai par M. Nault.

M. Nault: Monsieur le président, j'aimerais déposer un avis de motion appuyé par ma collègue, Sheila Finestone:

Que le président du Comité permanent des affaires autochtones informe immédiatement le Comité de la gestion de la Chambre du fait que ce comité s'oppose fermement à être placé dans le secteur des Ressources humaines; et en outre

Que le président demande, au nom du comité, que le Comité permanent des affaires autochtones soit placé dans un secteur intitulé «Affaires autochtones».

Le président: Merci. La motion est donc présentée et elle est appuyée par M^{me} Finestone.

M. Angus: Monsieur le président, j'ai deux motions et il me semble que le Règlement concernant les comités n'exige pas que les motions soient appuyées.

Je propose donc ce qui suit:

Attendu que le Parlement du Canada a une obligation fiduciaire à l'égard des peuples autochtones du Canada; et

Attendu que la Cour suprême du Canada a jugé qu'il est indispensable que cette responsabilité fiduciaire soit assortie de l'obligation de consulter les peuples autochtones pour les questions touchant leur vie; et

Attendu qu'un comité permanent de la Chambre des communes, en tant qu'institution parlementaire, partage également cette responsabilité fiduciaire;

Il est en conséquence décidé que le Comité permanent de la Chambre des communes des affaires autochtones invite un représentant de chacune des trois organisations autochtones nationales à envoyer un délégué ou un remplaçant qu'il ou elle aura désigné à participer à titre de membre *ex officio* du comité, n'ayant pas le droit de vote, mais ayant tous les autres droits des membres du comité pour la durée de la 34^e Législature.

M. Reid: J'ai toujours pensé qu'il y avait quatre groupes nationaux.

[Texte]

Mr. Angus: The motion says three. It is a motion we can tinker with.

The Chairman: We are not supposed to debate them right now. We will get to the next one.

Mr. Angus: Mr. Chairman, I would like to move that the House committee study as its first order of business the full extent of its fiduciary obligation as an institution of Parliament to the aboriginal peoples of Canada, consistent with the Constitution Act of Canada and rulings of the Supreme Court of Canada.

I would like to move both of these on behalf of Mr. Skelly, who is the permanent member.

Mrs. Finestone: Are you entitled to amend a motion? I do not know the procedure. Can I add to a motion, Mr. Chairman?

The Chairman: Not to a notice of motion, no.

Mrs. Finestone: Can you put it in another notice of motion?

The Chairman: Yes, you may.

Mrs. Finestone: I will tell you what the goal is, Mr. Chairman. Perhaps Mr. Reid would like to move that notice of motion. The list so far is the Assembly of First Nations, the Inuit Tapirisat of Canada, the Native Council of Canada. I believe we should add the Native Women's Association of Canada as the fourth group, unless there was another group to which you were alluding.

Mr. Reid: I think to avoid this list question, I can add a fifth name that I have always considered a national group. I think we will get into trouble if we do that. We are only asking for trouble for us individually and collectively.

Mr. Angus: Mr. Chairman, I have a point of order. With permission of the committee, can I delete the number three from my notice of motion and just leave it as "national representative organizations?" Once the committee seizes this matter, it can make that determination.

The Chairman: Do I have the agreement of the committee?

Some hon. members: Agreed.

Mr. Nault: Mr. Chairman, I have another point of order. I find it intriguing that Mr. Reid is so interested in having these people here. That probably bears well for the discussion we will be having in the weeks to come.

The last aboriginal affairs committee attempted to put this same motion forward. It was defeated by the Tory side. I just give him notice now that he should get to work on his members early to try to convince them that it would be nice to have ex-officio members from aboriginal communities. We attempted it last time and it failed terribly, because the members opposite, for lack of a better word, ganged up on us.

The Chairman: We are getting into debate here, but I allowed you to finish that so-called point of order. It really was not a point of order, but that is all right.

[Traduction]

M. Angus: Il est indiqué trois dans la motion. Nous pouvons retoucher la motion.

Le président: Ce n'est pas maintenant que nous devons en discuter. Nous allons passer à la suivante.

M. Angus: Monsieur le président, j'aimerais proposer que le comité de la Chambre étudie à titre de première question à l'ordre du jour la portée exacte de son obligation fiduciaire en tant qu'institution parlementaire à l'égard des peuples autochtones du Canada, conformément à la Loi constitutionnelle du Canada et aux décisions de la Cour suprême du Canada.

J'aimerais proposer ces deux motions au nom de M. Skelly qui est membre permanent du comité.

Mme Finestone: Est-il possible de modifier une motion? Je ne connais pas la procédure. Puis-je ajouter quelque chose à une motion, monsieur le président?

Le président: Pas à un avis de motion, non.

Mme Finestone: Est-il possible de le faire dans un autre avis de motion?

Le président: Oui, c'est possible.

Mme Finestone: Je vais vous dire quelle en est la finalité, monsieur le président. Peut-être M. Reid souhaitera-t-il proposer cet avis de motion. La liste comprend jusqu'ici l'Assemblée des premières nations, le Tapirisat Inuit du Canada, le Conseil national des autochtones du Canada. Je crois que nous devrions ajouter l'Association des femmes autochtones du Canada comme quatrième groupe, à moins qu'il y ait un autre groupe auquel vous ayez fait allusion.

M. Reid: Je crois que pour éviter cette question de liste, je puis ajouter un cinquième nom que j'ai toujours considéré comme un groupe national. Je crois que nous allons avoir des problèmes si nous faisons cela. Nous allons au devant de problèmes à titre individuel et collectif.

M. Angus: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Avec la permission du comité, puis-je supprimer le chiffre trois de l'avis de motion et laisser simplement «les organisations nationales»? Une fois que le comité sera saisi de la question, il pourra prendre la décision qui convient.

Le président: Ai-je l'accord du comité?

Des voix: D'accord.

M. Nault: Monsieur le président, je dois également invoquer le Règlement. Je trouve surprenant que M. Reid soit si soucieux de faire venir ces représentants. Cela augure sans doute bien des discussions que nous aurons dans les semaines à venir.

Le Comité des affaires autochtones précédent a tenté de faire adopter la même motion. Elle a été rejetée par les Conservateurs. Je lui signale maintenant qu'il devrait se mettre rapidement à en discuter avec les membres de son groupe pour essayer de les convaincre qu'il serait bien d'avoir des membres *ex officio* provenant des communautés autochtones. Nous avons tenté de l'obtenir la dernière fois et ce fut un échec retentissant parce que les membres du groupe opposé, faute d'une meilleure expression, se sont ligüés contre nous.

Le président: Nous nous engageons dans un débat, mais je vous avais autorisé à en terminer avec cette prétendue question de règlement. Ce n'en était pas vraiment une, mais ce n'est pas grave.

[Text]

Mr. Nault: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Angus: Mr. Chairman, I have a point of order. We must make it very clear that when these matters are dealt with it is a public meeting of the committee.

The Chairman: Yes.

Mr. Angus: Thank you.

The Chairman: The meeting is adjourned to the call of the chair.

Tuesday, June 4, 1991

• 1538

The Chairman: I call the meeting to order, please. The chair sees a quorum.

The committee will recall just a brief summary of what happened at our last meeting. There are several other standard motions we have to pass this afternoon. The only thing we managed to get done on Thursday was to elect the chair. There were three notices of motion which, with the agreement of the committee, I will deal with after we pass a few short standard motions dealing with printing of evidence and other things.

The first order of business the committee has to deal with pursuant to Standing Order 106.(2) is to elect two vice-chairs. I am ready to receive a motion to elect a first vice-chair.

Mme Duplessis (Louis-Hébert): Je propose la candidature de mon collègue Allan Koury au poste de vice-président.

Ms Blondin (Western Arctic): I would like to nominate Mr. Anawak for vice-chair.

The Chairman: According to the Standard Orders, of the two vice-chairs, one will have to be from the opposition party and one from the government party. I have a nomination of Mr. Koury by Madam Duplessis. If Mr. Koury is elected vice-chair, then the second vice-chair will be someone from the opposition.

• 1540

Motion agreed to

The Chairman: The committee now has to elect another vice-chair. I am ready to receive a motion to that effect.

Ms Blondin: I move that Mr. Anawak be considered for the vice-chair from the opposition.

Mme Duplessis: Je seconde la motion.

Motion agreed to

The Chairman: Congratulations.

There are three or four standard motions that I would also like to have passed this afternoon. The first motion deals with printing. Could I have a mover for this motion:

That, in addition to the 550 copies of its *Minutes of Proceedings and Evidence*, as established by the Board of Internal Economy, the Committee print 750 copies at its own expense.

[Translation]

M. Nault: Merci, monsieur le président.

M. Angus: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Il faut dire clairement qu'une fois que ces questions auront été réglées, les réunions du comité seront publiques.

Le président: Oui.

M. Angus: Merci.

Le président: La séance est levée.

Le mardi 4 juin 1991

Le président: Je vois qu'il y a quorum. Je déclare donc la séance ouverte.

Permettez-moi de vous rappeler brièvement ce que nous avons fait lors de notre dernière réunion. Nous devons adopter cet après-midi quelques motions courantes. Tout ce que nous sommes parvenus à faire jeudi dernier, c'est d'élire un président. Trois avis de motion ont été présentés et, avec l'accord du comité, j'aimerais que nous en discutions après avoir adopté les motions courantes portant notamment sur l'impression des témoignages.

En vertu du paragraphe 106(2) du Règlement, nous devons d'abord élire deux vice-présidents. Je suis prêt à accueillir une motion en vue de l'élection du premier vice-président.

Mrs. Duplessis (Louis-Hébert): I nominate my colleague Allan Koury as vice-chairman.

Mme Blondin (Western Arctic): J'aimerais proposer M. Anawak comme vice-président.

Le président: Conformément au Règlement, l'un des vice-présidents doit provenir de l'opposition et l'autre, du parti ministériel. M^{me} Duplessis propose M. Koury comme vice-président. Si M. Koury est élu vice-président, le deuxième vice-président proviendra de l'opposition.

La motion est adoptée

Le président: Le comité doit maintenant élire le deuxième vice-président. Je suis prêt à accueillir une motion en ce sens.

Mme Blondin: Je propose la candidature de M. Anawak comme vice-président provenant de l'opposition.

Mrs. Duplessis: I second the motion.

La motion est adoptée

Le président: Félicitations aux élus.

J'aimerais que nous adoptions aussi cet après-midi trois ou quatre motions courantes. La première motion porte sur l'impression des fascicules. Quelqu'un peut-il proposer la motion suivante:

Qu'en plus du nombre d'exemplaires 550 approuvé par le Bureau de régie interne, soit 550, le comité fasse imprimer, à ses propres frais, 750 exemplaires des *Procès-verbaux et témoignages*.

[Texte]

It is moved by Mr. Koury.

Mr. Dorin (Edmonton Northwest): I presume that number of copies is the number that generally goes through.

The Chairman: Right. It is more than a lot of the committees print, but given the fact that a lot of organizations like to receive the *Minutes of Proceedings and Evidence*, we do print extra copies in this committee. Is there any further discussion?

Motion agreed to

The Chairman: The next motion deals with holding meetings when a quorum is not present. It is a standard motion that would, if I have a mover, read:

That the Chair be authorized to hold meetings, to receive and authorize the printing of Evidence when a quorum is not present, provided that at least three members are present, and that both Government and Opposition Members are present.

Mr. Anawak (Nunatsiq): What number is a quorum?

The Chairman: A quorum for a full committee is five. We are saying that to receive and to print evidence, we would have three members, at least one of those being from the opposition parties.

Mr. Anawak: The quorum is now five and that includes—

The Chairman: Five, including the chair.

Mr. Anawak: But with what breakdown?

The Chairman: A quorum is simply five members of the committee, in order to pass motions.

Mr. Anawak: Should that number not be changed? Well, we will discuss it.

Ms Blondin: That number is standard.

Mr. Anawak: My problem is that there are five there.

Mr. Koury (Hochelaga—Maisonneuve): That is the opposition.

The Chairman: A quorum is a quorum and I do not know if we can change that. Once I have a quorum in the committee, I have to deal with the business of committee—once half the members, plus one, are present.

Mr. Anawak: I have a problem. Let us say we are travelling a lot and happen to be away—

Mr. Dorin: That is why we have substitutes.

Mr. Anawak: Yes, but still. There are five. I trust you, okay. I depend on you.

Mr. Koury: We are friends, of course.

The Chairman: The motion is moved by Mr. Koury. This motion is to deal with hearing and printing evidence when we do not have a quorum.

Motion agreed to

• 1545

The Chairman: If I could have a mover for the following standard motion:

[Traduction]

M. Koury propose la motion.

M. Dorin (Edmonton-Nord-Ouest): Je suppose que c'est le nombre d'exemplaires habituel.

Le président: Oui. Beaucoup de comités impriment moins de fascicules, mais étant donné que beaucoup d'organismes aiment à recevoir nos procès-verbaux, c'est le nombre dont nous avons besoin. Veut-on ajouter quelque chose?

La motion est adoptée

Le président: La motion suivante porte sur la tenue de réunions quand il n'y a pas quorum. Il s'agit d'une motion courante dont je vous fais maintenant lecture:

Que le président soit autorisé à tenir des réunions, à recevoir des témoignages et à en permettre la publication en l'absence du quorum à la condition qu'au moins trois députés soient présents et que le gouvernement et l'opposition soient tous deux représentés.

M. Anawak (Nunatsiq): Qu'est-ce qui constitue un quorum?

Le président: Pour le comité plénier, comité cinq députés constituent le quorum. Pour entendre et imprimer des témoignages, nous proposons cependant que ce quorum soit de trois députés dont au moins un représenterait l'opposition.

M. Anawak: Cinq députés constituent donc maintenant le quorum, et cela comprend...

Le président: Cinq, y compris le président.

M. Anawak: Répartis de quelle façon?

Le président: Le quorum est simplement de cinq députés lorsqu'il s'agit d'adopter des motions.

M. Anawak: Ne conviendrait-il pas de modifier ce nombre? Discutons-en.

Mme Blondin: C'est le nombre habituel.

M. Anawak: Oui, mais le comité compte cinq députés ministériels.

M. Koury (Hochelaga—Maisonneuve): Vous constituez l'opposition.

Le président: J'ignore si nous pouvons changer le quorum. Dès qu'il y a quorum, c'est-à-dire dès que la moitié des membres, plus un, sont présents, nous devons passer à l'étude de notre ordre du jour.

M. Anawak: Supposons que nous ayons à voyager beaucoup et que quelqu'un soit absent...

M. Dorin: Voilà pourquoi il existe des remplaçants.

M. Anawak: Oui, mais tout de même. Le parti ministériel compte toujours cinq membres du comité. Je vous fais cependant confiance.

M. Koury: Nous sommes, bien sûr, des amis.

Le président: M. Koury propose la motion qui porte sur l'audition des témoins et l'impression des témoignages lorsqu'il n'y a pas de quorum.

La motion est adoptée

Le président: Quelqu'un peut-il proposer la motion suivante:

[Text]

That the Committee retain the services of one or more Research Officers from the Library of Parliament, as needed, to assist the Committee in its work, at the discretion of the Chair.

Mr. Skelly (Comox—Alberni): I so move.

The Chairman: Is there discussion on the motion?

Ms Blondin: All I want to say is that I hope the discretion is laced with experience and with a good feeling for people who have some grounding and background in this, outside of Wendy, of course, who is our regular and reliable member. We need people who really know their stuff because these are very complicated issues we are dealing with.

The Chairman: If there is any doubt in the chair's mind, it will come before the committee for consultation with committee members.

Ms Blondin: Okay. We have lots of ideas.

Mr. Skelly: The same qualifications as for committee members.

The Chairman: Right.

Motion agreed to

The Chairman: The next motion deals with witnesses' expenses. If I could have a mover for this motion:

That, as established by the Board of Internal Economy, and if requested reasonable travelling, accommodation and living—

Mrs. Duplessis: You forgot the time allocation.

The Chairman: I was going to leave that until the end, if it is acceptable.

Mr. Koury: Okay, as long you mention it.

The Chairman: Yes, I will.

We will start over:

That, as established by the Board of Internal Economy, and if requested reasonable travelling, accommodation and living expenses be reimbursed to witnesses who will have appeared before the Committee up to a maximum of 3 representatives for any one organization.

Mr. Skelly: I so move.

Mr. Koury: Is there a number of times? I know we have a number of people, to a maximum of three representatives, but do we have a maximum of, let us say, times they can appear—5 times, 10 times, twice a year? Is there a limit to their appearance?

The Chairman: No, I do not think so. I think it would be difficult. I have never run into a case where it has been a problem.

Mr. Koury: Fine. I accept that.

Mr. Skelly: I think the committee decides who appears before it and when, in any case.

[Translation]

Que le comité retienne, s'il le juge utile et à la discrétion du président, les services d'un ou plusieurs attachés de recherche de la Bibliothèque du Parlement pour l'aider dans ses travaux.

M. Skelly (Comox—Alberni): Je le propose.

Le président: Voulez-vous discuter de la motion?

Mme Blondin: J'espère simplement que le président saura retenir les services de gens qui connaissent bien le domaine, ce qui est évidemment le cas de Wendy, notre très compétente attachée de recherche habituelle. Nous avons vraiment besoin de gens qui s'y connaissent, car le sujet est complexe.

Le président: En cas de besoin, je demanderai conseil aux membres du comité.

Mme Blondin: Très bien. Nous avons beaucoup d'idées à vous soumettre.

M. Skelly: Qu'on exige des attachés de recherche la même compétence qui est exigée des membres du comité.

Le président: Très bien dit.

La motion est adoptée

Le président: La motion suivante porte sur le remboursement des dépenses des témoins. Quelqu'un peut-il proposer la motion suivante:

Que, conformément à la politique du Bureau de régie interne, les témoins qui auront comparu devant le comité soient remboursés de leurs frais de déplacement, d'hébergement et de repas. . .

Mme Duplessis: Vous avez oublié la motion sur l'attribution du temps.

Le président: Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, j'aimerais réserver cette motion pour la fin.

M. Koury: Pourvu que vous y reveniez.

Le président: J'y veillerai.

Je reprends la lecture de la motion:

Que, conformément à la politique du Bureau de régie interne, les témoins qui auront comparu devant le comité soient remboursés de leurs frais de déplacement, d'hébergement et de repas jugés raisonnables, à raison d'au plus trois représentants par organisme.

M. Skelly: Je propose la motion.

M. Koury: Fixe-t-on une limite au nombre de comparutions? On limite le nombre de représentants à trois par organisme, mais qu'en est-il du nombre de comparutions? Les témoins peuvent-ils comparaître cinq fois, dix fois ou seulement deux fois par année? Qu'en est-il à ce sujet?

Le président: Il n'y a pas de limite, que je sache. Ce serait plutôt difficile. Le problème ne s'est jamais posé.

M. Koury: Dans ce cas-là, très bien.

M. Skelly: De toute façon, c'est le comité qui invite les témoins à comparaître.

[Texte]

The Chairman: When someone is requested to appear, their expenses will be covered.

Mr. Koury: Okay.

The Chairman: Any further discussion on the motion?

Motion agreed to

The Chairman: The next motion deals with transcripts of in camera meetings.

If I could have a mover for the following motion:

That one (1) transcript of all in camera meetings be produced to be kept in Committee Clerk's office for consultation and that all those transcripts be destroyed at the end of the session.

Mr. Koury: I so move.

The Chairman: Is there any discussion on that motion?

Mr. Skelly: I think one of the problems we have had in the past is that the committee had a large number of in camera meetings in which issues were discussed in some that really should have been done in public meetings. So if we do have in camera meetings, I think those meetings should be restricted to the business of how the committee conducts its business, or preparing reports.

I would hope the chairman would take note of the concern that a large number of meetings were conducted in camera in the past that perhaps should have been public meetings and that the transcript should have been available to the members and to the public.

The Chairman: That is a valid point and I tend to agree with you, Mr. Skelly. That will certainly be kept in mind.

Motion agreed to

The Chairman: Lastly, the standard motion on time allocation. Just before I have a mover, I want to make one comment as chairperson.

I know in some committees, in all cases, we have a first round of 10 minutes in a standard order each time. If the committee so agrees to leave that to the discretion of the chair in certain circumstances, where we could move around with the first round of questioning, with one exception, at the time when the committee is considering main estimates, I would always follow the order in which we begin with the Official Opposition followed by the New Democratic Party and then the government.

• 1550

At other times when we are discussing other issues, I would like to, with the agreement of the committee, perhaps start one meeting with the New Democratic Party, another meeting with the lead questioner from the government party, and have it move around in that order. Would there be agreement from committee members to that effect before I have a motion?

Mr. Skelly: Maybe I misunderstood what you said. You are not proposing to change the times in the first round. It will be 10 minutes, 10 minutes and 10 minutes. You just may alternate from one party to another.

[Traduction]

Le président: Nous rembourserons donc les dépenses des témoins que nous invitons à comparaître.

M. Koury: Très bien.

Le président: Avez-vous quelque chose à ajouter au sujet de la motion?

La motion est adoptée

Le président: La motion suivante porte sur la transcription des séances à huis clos.

Quelqu'un peut-il proposer la motion suivante:

Qu'une (1) seule transcription des séances à huis clos soit produite et conservée au bureau du greffier pour consultation et que lesdites transcriptions soient détruites à la fin de la session.

M. Koury: Je propose la motion.

Le président: Quelqu'un veut-il intervenir?

M. Skelly: Dans le passé, le comité a tenu à huis clos un grand nombre de réunions dont un certain nombre aurait dû être publiques. J'estime que seules les réunions où le comité discute de questions de régie interne ou de la rédaction de ses rapports devraient être tenues à huis clos.

J'attire donc l'attention du président sur le fait qu'un grand nombre de réunions qui ont eu lieu à huis clos auraient dû être publiques et que le compte rendu aurait dû être public aussi.

Le président: J'ai plutôt tendance à partager votre avis là-dessus, monsieur Skelly, et j'en tiendrai compte.

La motion est adoptée

Le président: Passons maintenant à la dernière motion courante sur l'attribution du temps. Avant qu'on ne propose la motion, j'aimerais ajouter ceci en tant que président.

Je sais que dans la plupart des comités, on accorde dix minutes à chaque intervenant lors du premier tour, toujours dans le même ordre. Si le comité n'y voit pas d'inconvénient, je propose qu'il y ait alternance entre les partis pour ce qui est du choix de la personne qui ouvre la période des questions, sauf lorsque nous étudions le budget. Lorsque nous sommes saisis du budget, je donnerai toujours d'abord la parole à l'Opposition officielle, suivie du Nouveau Parti démocratique et ensuite des députés ministériels.

Le reste du temps, avec l'accord du comité, j'aimerais que nous alternions entre les partis. Par exemple, une fois le Nouveau Parti démocratique pourrait ouvrir la période des questions, et la fois suivante, le parti ministériel. Qu'en pensez-vous?

M. Skelly: Je veux m'assurer de bien vous comprendre. Vous ne proposez pas de modifier la durée des interventions pendant le premier tour. Vous continuerez d'accorder dix minutes à chaque parti. Vous proposez simplement une alternance entre les partis.

[Text]

The Chairman: That is right. Because some of the issues are very different from what we consider at estimate time, I thought it would be fair to all committee members if we did the rotation. We would still have 10 minutes for the lead questioner from each party. It would just be a different rotation. If at any time in the future committee members are not happy with it, we can always come back to the committee with a motion that would get back to the regular order. I would like to try it for the first little while and see how it works. If it is not working to the satisfaction of members, we can change it.

Mr. Dorin: Just make no motion at all.

Ms Blondin: I noticed we used that method during the Oka hearings, which were a bit extraordinary, if I might say so myself. I was not entirely pleased with it. If we are going to try it, I think we should do it for a very limited time and see how it works.

The Chairman: Fair enough.

Ms Blondin: If we are going to be within a rigid structure and we are not going to change the fundamentals of this committee and allow flexibility in the line of questioning, as they do under an inquiry, then I would like to keep the rules as they are. There is no sense in fiddling around with the rules if you are not going to make any fundamental changes. I would like to just sort of leave things as they are. But if we are going to proceed with another way of rotating and different people start off in questioning, I would like it for a limited period of time.

The Chairman: That is fair enough.

Mr. Skelly: In the past, as Ms Blondin mentioned, the chairman did change the order of questioning, but I do not think he limited the rule to estimates. He adhered to the rule when we had a Cabinet minister or some important witness appearing before us. I think if we are going to be changing the rule or the order of Official Opposition, opposition and then government, it should be with the agreement of the committee rather than simply at the discretion of the chairman. Perhaps if we do that for a period of time and settle into a pattern, it might be more acceptable.

The Chairman: Are you saying we should have a motion today that effect, then?

Mr. Skelly: No, I am saying we should probably pass the standard motion today and then if the chairman wishes to vary the order, it should be with the agreement of the committee. You indicated you would like to do that at your discretion at times other than when we are dealing with estimates. I think that is probably a little too specific. I think when a Cabinet minister appears before the committee on any issue or when an important witness appears, the order should be Official Opposition, opposition and then government, as has been the practice. But if the chairman wishes to change it, he should seek agreement of the committee. I do not think agreement would be unreasonably withheld.

Ms Blondin: I am beginning to feel much safer with just the standard rules as they apply. It worked well for the first two years. We did not have any problems with that. It is structured in a way that the opposition, as was the discussion

[Translation]

Le président: C'est ça. Lorsque nous n'étudions pas le budget, je pense qu'il serait plus juste qu'il y ait une alternance. Je continuerais d'accorder dix minutes au premier intervenant de chaque parti. Tout ce que je propose, c'est qu'il y ait alternance. Si, par ailleurs, vous trouvez à y redire plus tard, nous pouvons toujours adopter une motion en vue de revenir à l'ancienne formule. J'aimerais simplement que nous essayions celle que je vous propose pendant un certain temps, et que nous avisions par la suite. Si elle ne vous plaît pas, nous la changerons.

M. Dorin: Il suffit de ne pas adopter une motion.

Mme Blondin: Nous avons utilisé cette méthode pendant les audiences, assez extraordinaires, il faut bien le dire, portant sur la crise d'Oka. Elle ne m'a pas tellement plu. Si nous allons l'essayer, je propose que ce soit pendant une période assez courte et que nous fassions le point ensuite.

Le président: Très bien.

Mme Blondin: Si vous n'avez pas l'intention de modifier le mode de fonctionnement de ce comité et de permettre plus de souplesse dans l'interrogation des témoins comme c'est le cas lors d'une enquête, je préférerais que l'on s'en tienne au règlement actuel. Pourquoi toucher au règlement si l'on n'a pas l'intention de le modifier de fond en comble? J'aimerais que nous laissions les choses comme elles sont. Si nous adoptions cependant cette formule, j'aimerais que ce soit pour une période limitée.

Le président: Très bien.

M. Skelly: Comme M^{me} Blondin l'a mentionné, le président a dans le passé appliqué le principe de l'alternance, mais l'étude du budget n'était pas la seule exception prévue. Je crois que la formule habituelle s'appliquait lorsque nous entendions un ministre ou des témoins importants. Si l'on veut intervertir l'ordre dans lequel on ouvre la période des questions, j'aimerais que ce soit avec l'accord du comité, et que la décision ne soit pas simplement laissée à la discrétion du président. Si nous procédons de la sorte pendant un certain temps, nous verrons si la formule nous convient.

Le président: Proposez-vous que nous adoptions aujourd'hui une motion en ce sens?

M. Skelly: Non, je pense plutôt que nous devrions adopter la motion courante et, lorsque le président souhaite appliquer le principe de l'alternance, il devrait demander l'accord du comité. Vous voudriez que cela soit laissé à votre discrétion lorsque nous n'étudions pas le budget. C'est un peu trop limitatif. Lorsqu'un ministre ou un autre témoin important comparait devant le comité, vous devriez donner la parole à l'Opposition officielle, puis au Nouveau Parti démocratique et ensuite aux députés ministériels comme on l'a toujours fait. Si vous souhaitez que nous procédions autrement, demandez d'abord l'accord du comité. Nous ne serons pas déraisonnables.

Mme Blondin: Je suis de plus en plus convaincue que nous devrions nous en tenir au règlement actuel. Il nous a bien servis depuis deux ans. Aucun problème ne s'est posé. Comme c'est le cas à la Chambre des communes, l'opposition

[Texte]

in the House today, has an opportunity to pursue a line of questioning. They do not have access to ministers and do not have access to key government witnesses the way other members may have. I am comfortable with the standard. I am not too comfortable with changing things around unless we are going to do a complete restructuring.

• 1555

Mr. Anawak: I think the discretion of the committee would be much more preferable. Basically, all witnesses are important anyway, so I do not think there should be any distinction between important witnesses and...

Mr. Skelly: Maybe I should not have classified Cabinet ministers as important witnesses. They have not been that productive in the past.

Mme Duplessis: J'ai aussi présenté cette motion et j'appuie ce que vous avez dit. De toute façon, il n'y a pas de règle écrite sur la façon dont on doit se comporter en comité. Cela donne une chance au Nouveau parti démocratique de pouvoir un jour poser des questions en premier. Bien souvent, il n'y a pas 36,000 questions à poser à un témoin. Je pense que les trois partis doivent avoir des chances égales de pouvoir commencer les questions. En le faisant d'une façon rotative, tout le monde aura sa chance et ce sera plus équitable. Il n'y a pas de règle écrite là-dessus.

The Chairman: Just before I go to you, Ms Blondin, there are occasions, for example, on the health and welfare committee, where we questioned witnesses on a rotation basis similar to the idea Mr. Skelly had. If there was a witness from outside government who appeared, we did rotate the questions to those witnesses, but in cases where officials from the department or Cabinet ministers appeared, we did do the regular rotation—Official Opposition, NDP and then over to the government side. It seemed to work quite well.

The reason I brought it up is because I thought we could perhaps come to some agreement. If it was not working after a short period of time, we could pass the regular motion.

Mr. Dorin: I am not particularly concerned about how this operates because I am not expecting to be at too many meetings of this committee, so I am not going to interfere in whatever they decide. I was going to cast a suggestion that people might want to consider for the future, and it has been used in another committee I am often a part of. If we have a problem with people arriving on time, we sometimes operate by going in the order they arrive at the meeting. It encourages people to get there.

The Chairman: It is not kindergarten, but I have this terrible habit I have not been able to break since I came here. I also like meetings to start on time and that is exactly what we did at the health and welfare committee.

Ms Blondin: We will learn.

The Chairman: The chairman did give it in this order.

Ms Blondin: That is pretty arbitrary.

[Traduction]

peut ainsi poser ses questions. L'opposition n'a pas accès aux ministres ou aux hauts fonctionnaires comme les députés ministériels. La formule actuelle me convient. À moins que nous ne revoyions le règlement de fond en comble, je préférerais que nous n'y touchions pas.

M. Anawak: Je crois qu'il serait préférable de laisser cette décision à la discrétion du comité. De toute façon, tous les témoins sont importants, et il ne faudrait pas faire de distinction entre ceux qui le sont et ceux qui ne le sont pas...

M. Skelly: Je n'aurais sans doute pas dû classer les ministres parmi les témoins importants. Leur comparution ne nous a pas été tellement utile dans le passé.

Mrs. Duplessis: I have presented a motion and I agree with what you are saying. There is no written rule on the way the Committee must function. This way, the New Democratic Party has a chance to start the questioning once in a while. Often, we do not have an unlimited number of questions to ask a witness. I believe the three parties should have an equal opportunity to start the questioning. If there was a rotation, it would be fairer. There is no written rule about it.

Le président: Avant que je ne vous donne la parole, M^{me} Blondin, j'aimerais préciser que la formule proposée par M. Skelly a été appliquée, à l'occasion, par le Comité de la santé et du bien-être social. Lorsqu'il ne s'agissait pas d'un fonctionnaire, nous avons permis l'alternance, mais nous sommes revenus à la formule habituelle lorsqu'un ministre ou des fonctionnaires comparaissaient, c'est-à-dire que c'est l'Opposition officielle qui a ouvert la période des questions, suivie du NPD et ensuite des députés ministériels. Il semble que la formule a bien fonctionné.

J'ai pensé que nous pouvions nous entendre là-dessus. Si la formule ne vous satisfait pas après une courte période de temps, nous pourrions adopter la motion courante.

M. Dorin: Comme je ne pense pas pouvoir participer à beaucoup de réunions du comité, la formule qui sera retenue m'importe peu. Voici cependant la solution adoptée par un autre comité auquel je siège souvent. Pour encourager la ponctualité, la parole est donnée aux députés selon leur ordre d'arrivée à la réunion.

Le président: Nous ne sommes pas au jardin d'enfant, mais j'ai une habitude terrible que je n'ai pas pu rompre depuis que je suis ici. Moi aussi j'aime que les réunions commencent à l'heure et le Comité de la santé et du bien-être social était ponctuel.

Mme Blondin: Nous nous habituerons.

Le président: Le président a procédé de la sorte.

Mme Blondin: C'est assez arbitraire.

[Text]

I would like to believe people are concerned about the equality given to the NDP and to all the other members, but I do not believe that is the case here. We are the Official Opposition. The way it is structured is the way it happens. The NDP still get their 10 minutes; they still get their 5 minutes of second round. In fact, it has not worked too badly through all of the different presentations we had.

When we had a number of people appear before the committee during the Oka hearings, I found it a little confusing sometimes about who was supposed to start first.

We also assumed the Hon. Pierre Cadieux was more important than Oren Lyons, for instance, from the Confederacy. We changed the order when it came to what we considered ordinary witnesses—whom I considered quite extraordinary—as opposed to ministers. It is a bit of a fallacy to be so subjective and arbitrary in our judgment of who is important and who is not important. Keep it the way it is. We have rules. Leave it that way. Everybody will get their 10 minutes or their 5 minutes.

The Chairman: We do not have any rules yet. That is our problem. We are trying to pass some rules.

Ms Blondin: Let us put some rules.

M. Lopez (Châteauguay): Je suis porté à être d'accord avec M^{me} Blondin. Un témoin peut être important pour moi et ne pas l'être pour mes collègues d'en face ou d'à côté. Dans ce cas-là, j'ai tendance à tenir pour acquis que tous les témoins sont d'importance égale, peu importe d'où ils viennent. Encore une fois, ce qui est important pour moi ne l'est pas nécessairement pour mes collègues.

• 1600

Quant à l'alternance, je pourrais être d'accord, mais il faudrait que ce soit établi à l'avance et non pas laissé à la discrétion du président. Si c'était à la discrétion du président, il pourrait faire n'importe quoi. Donc, je crois que l'horaire doit être établi au préalable. Pour ce qui est de l'alternance, on devrait insister pour que cela soit écrit dans la motion pour que cela ne pose pas de problème dans la pratique courante. Il pourrait y avoir des problèmes si les règles n'étaient pas bien définies au départ.

The Chairman: I do not think we want to take up a lot of time with this. What I will suggest is that we pass the standard motion, and then, based on what Mr. Skelly said earlier, any particular day we can agree by mutual consent to change the order if we want to. I did not expect to spend quite as much time on this. If I could have a mover for a resolution that would be worded like this. . .

Mr. Koury: Would you clarify, Mr. Chairman, exactly what position you are mentioning?

The Chairman: All right. The motion would be:

That during the questioning of witnesses at any meeting of this Standing Committee, there be allocated 10 minutes for the first questioner of each party and that thereafter 5 minutes be allocated to each subsequent questioner.

We would have to add at the end, "the rotation being Official Opposition, New Democratic Party, government party in the first round". Does that cover what we have been discussing?

[Translation]

J'aimerais croire que cette motion vise à favoriser l'égalité entre tous les membres du comité, mais je doute que ce soit le cas. Nous constituons l'opposition officielle. Le Règlement le reconnaît. Le NPD conserve ses dix minutes au premier tour, et ses cinq minutes au second. La formule a très bien fonctionné jusqu'ici.

Lors des audiences portant sur la crise d'Oka, nous ne savions pas trop qui devait poser la première question.

Nous avons aussi attaché plus d'importance à l'honorable Pierre Cadieux qu'à Oren Lyons, par exemple, de la Confédération. Nous avons interverti l'ordre lors de l'audition de témoins ordinaires que je considérais, pour ma part, des témoins extraordinaires, ce qui n'est pas le cas des ministres. Comment peut-on juger arbitrairement de l'importance des témoins? Tenons-nous-en au Règlement. Chacun pourra intervenir pendant dix minutes ou cinq minutes.

Le président: La difficulté, c'est que nous essayons de nous entendre sur des règles à suivre.

Mme Blondin: Faisons-le.

Mr. Lopez (Châteauguay): I tend to agree with Ms Blondin. I may consider a witness important while my colleagues might think he is not. That is why I think all witnesses should be considered in the same way wherever they come from. As I was saying, what I consider important might not be important for my colleagues.

As far as the rotation is concerned, I could agree to it, but it would have to be decided in advance and not left to the discretion of the Chairman. If it were at his discretion, he could do whatever he wished. I believe we must agree on the way we are going to proceed. The rotation should be specified in writing in the motion to avoid any problems in practice. We could encounter problems if the rules are not clearly defined at the start.

Le président: Je ne voudrais pas que nous nous éternisions sur cette question. Je propose que nous adoptions la motion courante et que, comme l'a proposé M. Skelly, je demande l'accord du comité chaque fois que l'alternance me semblera de mise. Je ne croyais pas que nous allions consacrer autant de temps à cette question. Quelqu'un veut-il proposer la motion suivante. . .

M. Koury: Pourriez-vous nous expliquer, monsieur le président, la formule que vous proposez maintenant?

Le président: Très bien. La motion est la suivante:

Que, lors de l'interrogatoire des témoins à toute séance du Comité permanent, dix minutes soient accordées au premier intervenant de chaque parti et cinq minutes par la suite à chaque autre intervenant.

Nous devrions ajouter ensuite «que pour le premier tour, la parole soit d'abord donnée à l'Opposition officielle, ensuite au Nouveau parti démocratique, et enfin au parti ministériel». Cela vous convient-il?

[Texte]

Mrs. Duplessis: If I understand well, you completely reject *l'alternance*.

The Chairman: That is the impression I am getting, unless I have a motion otherwise. I do not have a motion on the floor.

Mrs. Duplessis: I have a motion.

J'ai déposé une motion sur l'alternance: qu'une journée vous commencent par les libéraux, qu'à la réunion suivante, vous commencent par les membres du Nouveau parti démocratique et qu'à la troisième réunion, vous commencent par les conservateurs. Vous reviendriez ensuite aux libéraux et ainsi de suite.

The Chairman: The motion we have on the floor would be the way I read it, as far as 10 minutes for the first questioner from each party and 5 minutes for the second questioner. It is moved by Madam Duplessis. There would be a rotation among the parties for the first round. That would be your motion. That is the motion we are dealing with.

Mr. Anawak: I thought there was a standard motion that we should pass, just adding the words, "starting with the Official Opposition, NDP and the government".

Ms Blondin: We have moved one motion and we have to deal with that before we consider another.

Mr. Anawak: I tried to move it. You just did not see me. You recognized Mr. Koury on some other issue.

Ms Blondin: I will move it. I move that we proceed with the—

The Chairman: What we can do is pass the standard motion here as printed. The standard motion says nothing about rotation.

Mr. Anawak: I think it is very clear. It is very easy to solve this problem based on that standard motion, just by adding, "starting with the Official Opposition, the New Democratic Party and the government". When that passes, use the discretion of the committee to determine whether they want to change that rotation at any time.

The Chairman: The argument was that we had not passed the standard motion. That is not the standard motion. The standard motion just talks about 10 minutes in the first round and 5 minutes in the second round, with no reference to rotation.

Mr. Anawak: That is what I am saying, passing the standard motion and adding, "starting with the Official Opposition, the NDP and the government". Once that passes, the understanding will be that if you want to change that rotation, it will be at the discretion of the committee.

Mr. Koury: Could it be done in two parts? Settle the 10 and 5 and then come in after that with another motion?

The Chairman: Yes, we can do that.

Mr. Koury: Let us clear one and then come in with the other.

Ms Blondin: If we ever have to hear an unimportant witness, maybe we can go on a rotational basis.

[Traduction]

Mme Duplessis: Vous rejetez donc totalement l'alternance.

Le président: J'ai l'impression que c'est ce que souhaite le comité, à moins qu'on ne propose une autre motion. Personne ne l'a fait.

Mme Duplessis: J'ai proposé une motion.

I presented a motion on rotation; that is, that one day the questioning starts with the Liberal, the next meeting with the New Democratic Party and the third, with the Conservatives. You would then come back to the Liberals, and so on.

Le président: La motion dont nous sommes saisis, d'après moi, prévoit que le premier intervenant de chaque parti dispose de dix minutes et le deuxième, de cinq minutes. M^{me} Duplessis le propose. Elle veut qu'il y ait alternance entre les partis pour le premier tour. C'est bien ce que vous proposez.

M. Anawak: Je pensais que nous allions adopter la motion courante en ajoutant simplement que «la parole doit d'abord être donnée à l'Opposition officielle, ensuite au NPD et enfin au parti ministériel».

Mme Blondin: Nous devons d'abord mettre aux voix la première motion avant de passer à la deuxième.

M. Anawak: J'ai essayé de la proposer, mais vous ne m'avez pas donné la parole. Vous avez plutôt permis à M. Koury d'intervenir sur un autre sujet.

Mme Blondin: Je propose cette motion. Je propose que...

Le président: Nous pouvons adopter la motion courante qui ne mentionne pas le principe de l'alternance.

M. Anawak: Il est très facile de régler ce problème en ajoutant simplement «la parole sera d'abord donnée à l'Opposition officielle, ensuite au Nouveau parti démocratique et enfin au parti ministériel». La décision de mettre fin à l'alternance sera laissée à la discrétion du comité.

Le président: Oui, mais nous n'avons pas adopté la motion courante. Ce n'est pas la motion courante. Il n'y est question que d'un premier tour de dix minutes, et d'un second tour de cinq minutes. Elle ne mentionne pas l'alternance.

M. Anawak: C'est ce que je dis. Il suffit d'adopter la motion courante et d'ajouter «la parole est d'abord donnée à l'Opposition officielle, ensuite au NPD et enfin au parti ministériel». Une fois que cette motion sera adoptée, la décision de mettre fin à l'alternance sera laissée à la discrétion du Comité.

M. Koury: Pourquoi ne pas scinder la motion? Adoptons d'abord la partie de la motion qui porte sur la durée de chaque tour.

Le président: Oui, nous pouvons le faire.

M. Koury: Commençons donc par régler une question.

Mme Blondin: Si jamais nous entendons un témoin qui n'est pas important, peut-être que nous pourrions appliquer l'alternance.

[Text]

The Chairman: I hope we never have an unimportant witness. I do not think we will.

Ms Blondin: It has not been my experience.

• 1605

The Chairman: Me either.

Let us pass the standard motion as far as time allocation is concerned. I am not talking about rotation. It would be:

That during the questioning of witnesses at any meeting of this Standing Committee, there be allocated 10 minutes for the first questioner of each party and that thereafter 5 minutes be allocated to each subsequent questioner.

Mr. Koury: I so move.

Motion agreed to

The Chairman: Now, do we want to deal with the rotation too?

Mr. Skelly: I would like to move that, according to the suggestion of Mr. Anawak, the rotation be in the first round the Official Opposition first, the New Democratic Party opposition second, and the government party third, except if consent of the committee is sought.

The Chairman: All right. Discussion?

Mr. Koury: That means we are going back from, let us say, the Official Opposition, then the NDP... Why do we not try that for a short period of time, and the following time it would be the NDP? Then, at another time, it could be us leading the questions. Or, we could start off with the opposition, then our party, then the NDP, then our party, etc.; back and forth in a zig-zag fashion. That is the way I would propose it.

Ms Blondin: Inherent in this whole system is an unfairness to begin with, an inequality.

A government member gets to chair this committee, has control of the time allocation and uses discretion. You have an inherent inequality in that you are the majority and you can vote down any suggestions we make, and this has happened numerous times over the last two and a half years.

The one advantage we have is that we lead off and then our fellow members get to follow.

That is the one built-in mechanism we have to create equality in this system, and we are going to take it and play with it and change it. Well, I do not think that is right.

Let us just leave it as it is and you can preside as you do, Mr. Chairman. You have the majority and you make fairly major decisions, as happened with the Oka hearings. So you already have fairness there.

Mr. Anawak: I thought it was fairly easy to pass the motion saying the Official Opposition, the NDP and the government, unless agreed to by the committee to do otherwise.

The Chairman: That is the motion we have on the floor from Mr. Skelly. That is what we are dealing with.

[Translation]

Le président: J'espère que nous n'entendrons jamais un témoin qui ne l'est pas. J'en doute.

Mme Blondin: J'en doute également.

Le président: Moi aussi.

Adoptons d'abord la motion courante sur l'attribution du temps. Je ne parle pas de l'alternance. Elle se lit comme suit:

Que, lors de l'interrogatoire des témoins à toute séance du Comité permanent, 10 minutes soient accordées au premier intervenant de chaque parti et cinq minutes par la suite à chaque autre intervenant.

M. Koury: Je le propose.

La motion est adoptée

Le président: Voulez-vous maintenant passer à la question de l'alternance?

M. Skelly: Je propose la suggestion qu'a faite M. Anawak, c'est-à-dire que l'alternance devrait commencer par l'Opposition officielle, et être suivie du Nouveau Parti démocratique et se terminer par le parti ministériel, sauf si on demande le consentement unanime du Comité.

Le président: D'accord. Des observations?

M. Koury: Cela signifie que nous commencerons, disons, par l'Opposition officielle, suivie du NPD... Pourquoi ne pas essayer ce système pendant une courte période de temps, et la prochaine fois ce sera le NPD qui commencera? Ensuite, un peu plus tard, ce pourrait être notre tour de poser les premières questions. Ou, si vous voulez, nous pourrions commencer par l'opposition, suivie de notre parti, ensuite le NPD, suivi de notre parti, etc.; on pourrait alterner de cette façon. C'est ce que je propose.

Mme Blondin: Mais il faut dire qu'il y a une inégalité, une injustice, inhérente dans ce système.

Un député du parti ministériel préside ce comité, décide de l'attribution du temps et peut user de son pouvoir de discrétion. Il y a donc une inégalité inhérente en ce que la majorité peut rejeter toute proposition que nous faisons, et c'est déjà arrivé maintes fois depuis deux ans et demi.

Le seul avantage dont nous jouissons est que nous pouvons poser la première question, et qu'ensuite c'est au tour de nos collègues. C'est le seul mécanisme dans le système qui nous met sur un pied d'égalité, et maintenant on essaie de nous l'enlever. Je ne crois pas que cela soit juste.

Laissons les choses comme elles sont et, monsieur le président, vous pouvez continuer à présider comme vous l'avez fait dans le passé. Vous avez la majorité des députés et vous pouvez prendre des décisions importantes, comme cela s'est produit au cours des audiences d'Oka. Il y a donc équité.

M. Anawak: Je crois qu'il serait relativement facile d'adopter la motion qui fixe l'ordre de l'Opposition officielle, du Nouveau Parti démocratique et du gouvernement, à moins que le comité ne décide de procéder autrement.

Le président: C'est la motion proposée par M. Skelly dont nous sommes saisis. C'est la motion dont nous discutons.

[Texte]

Mr. Anawak: I thought he was suggesting it.

The Chairman: No. That is exactly the motion. That is exactly what is before the committee.

Mme Duplessis: Monsieur le président, je maintiens ma motion. Afin que les gens ne pensent pas qu'il s'agit de quelque chose d'injuste, je vais apporter une précision. Supposons qu'à la première réunion, vous commencez par les libéraux suivis des néo-démocrates et de nous. Il sera entendu qu'à la deuxième réunion, ce sera le Nouveau parti démocratique qui commencera à poser les questions et qu'à la troisième réunion, ce sera le Parti progressiste conservateur. Nous aussi, on est des députés élus et on pense que cela pourrait être juste. De temps à autre, on aimerait pouvoir poser des questions en premier, mais on ne peut jamais le faire. Je pense que ce serait équitable. Si les libéraux commencent à une première réunion et qu'il est entendu qu'à la réunion suivante, ce sera le NPD qui commencera, il n'y aura pas de jeu de changement entre-temps.

Je maintiens ma motion et je veux qu'on la mette aux voix.

• 1610

The Chairman: We passed the time allocation motion. The motion before us is Mr. Skelly's motion that the rotation be the Official Opposition, the New Democratic Party, the government party, to be changed at other times with the unanimous agreement of the committee.

Mr. Skelly: I think we should observe the practice in the House, where the first question in Question Period is assigned to the leader of the opposition—the first two questions, in fact—and then it rotates to the leader of the New Democratic Party. Questions are then open to all members of the House, according to some method determined by the Speaker.

In general, in the first round I think we should follow the order that is followed in the House. It is found to be fair by the House and I think we should probably accept the order that they have assigned for the first round.

Over the past two years the rotation in this committee during the first round has switched around. Prior to that happening, the chairman consulted with all three parties on the committee. I do not think consent for another person to ask the first question in the first round has ever been denied.

Ms Blondin: Especially when we are travelling in a particular member's riding, it is more common courtesy than practice.

M. Lopez: Monsieur le président, je crois que notre ami d'en face fait erreur lorsqu'il compare le Comité et la Chambre. À la Chambre, bien sûr, on questionne le gouvernement, tandis qu'en comité, on questionne des témoins. Comme vous le voyez, ce n'est pas du tout la même chose. Bien sûr, quand il s'agit de questionner le gouvernement, il faut que ce soit l'opposition qui le fasse. C'est tout à fait normal. Ici, en comité, nous sommes tous des députés. Je suis d'accord avec ma collègue, M^{me} Duplessis, pour qu'il y ait une alternance, mais une alternance qui ne soit pas seulement entre les deux partis d'opposition; il faut aussi, à l'occasion, que le parti de la majorité passe en premier. Je pense que ce serait logique et équitable et j'appuie sa motion.

[Traduction]

M. Anawak: Je crois qu'il la proposait.

Le président: Non, c'est exactement la motion. C'est précisément ce dont le comité est saisi.

Mrs. Duplessis: Mr. Chairman, I maintain my motion. So that members do not think it unfair, let me clarify a point. Suppose that, at the first meeting, the Liberals begin, followed by the New Democrats and then us. It is understood that at the second meeting, the New Democratic Party would lead off and that at the third meeting, the Progressive Conservative Party would. We are also elected members and think that this system could be fair. From time to time, we would also like to be the first to ask questions, but we can never do so. So I think it would be fair. If the Liberals lead off at a meeting, it is understood that at the next meeting the NDP will lead off. There will be no changes in between.

I maintain my motion and want it voted on.

Le président: Nous avons adopté la motion sur l'attribution du temps. La motion dont nous sommes saisis est celle proposée par M. Skelly et selon laquelle l'alternance se fasse comme suit: l'Opposition officielle, suivie du Nouveau Parti démocratique, suivi du parti ministériel; l'alternance pouvant être modifiée avec le consentement unanime du comité.

M. Skelly: Je crois que nous devrions suivre l'usage de la Chambre selon lequel la première question pendant les questions orales est posée par le chef de l'Opposition—en fait, les deux premières questions—suivi par le chef du Nouveau Parti démocratique. Ensuite, n'importe quel député peut poser une question selon la méthode établie par le président.

En général, je crois que pour le premier tour, nous devrions suivre l'usage de la Chambre. C'est un système équitable qui, je crois, s'appliquerait bien à notre comité.

Au cours des deux dernières années, on a pratiqué l'alternance entre les partis pour ce qui était de la première question. Avant cela, le président en discutait avec les trois partis représentés au comité. Je ne crois pas qu'on ait rejeté la demande de qui que ce soit pour poser la première question.

Mme Blondin: C'est surtout vrai lorsque nous voyageons dans la circonscription d'un député; c'est une question de courtoisie plutôt que d'usage.

Mr. Lopez: Mr. Chairman, I believe my friend opposite is mistaken when he compares the Committee with the House. In the House, of course, we question the government, whereas in committee, we question witnesses. As you can see, these are two different things. Of course, when the government is questioned, the opposition does so. That is obvious. But here, in committee, all of us are members. I agree with my colleague, Mrs. Duplessis, that there should be a rotation, but the rotation should not only take place between the two opposition parties; from time to time, the majority party should also have the right to lead. I believe this is logical and fair and I second her motion.

[Text]

Mme Duplessis: Merci.

Mr. Anawak: By the same token, Mr. Chairman, you get exactly the same amount of time that we do, unlike in the House of Commons. If you are talking about unfair comparisons, you have an advantage here. You get the same 10 minutes we get, the same 10 minutes they get, and you also get the same 5 minutes we get. You have an advantage.

Ms Blondin: It is not always easy starting first, either. Listen to the quality of some of the questions we have had; they are often lacking in substance and direction. It is not always easy starting first. You have to be prepared. You have to know what you are talking about. Think about that.

Mme Duplessis: Monsieur le président, je m'excuse d'insister même si cela ne plaît pas aux autres membres. Je sais fort bien que si on établit clairement les règles avant de commencer, cela vous facilitera beaucoup votre tâche de président au cours des prochaines réunions. Vous allez voir que tout va se dérouler beaucoup plus facilement.

Les règles doivent être bien précises, bien établies. Je ne vois aucune objection à ce que la première fois, ce soit Parti libéral, NPD, Parti progressiste conservateur. La prochaine fois, ce sera NPD, Parti progressiste conservateur, Parti libéral, et la fois suivante, ce sera Parti progressiste conservateur, Parti libéral, NPD. Je n'ai aucun mal à accepter cela. Que vous donniez 10-10-10 ou 5-5-5-5-5, cela ne me dérange pas. Mais si on fixe des règles très précises, vos travaux futurs seront beaucoup plus faciles.

• 1615

The Chairman: We have the motion from Mr. Skelly on the floor. Is there any further discussion on that motion? All those in favour of the motion, please indicate.

Ms Blondin: Herein lies my statement: the inherent inequality of the committee.

The Chairman: Could we finish this process first?

All those in favour, again, please.

Just so we are perfectly clear, we are talking about the rotation, as suggested by Mr. Skelly.

Mr. Dorin: I will put my hand in the air, if that makes any difference, but I was hoping we could settle this matter and get on with business.

The Chairman: So was I. I have to declare the motion defeated.

An hon. member: Why?

Mr. Anawak: He may have said he put his hand in the air, but he never did so.

The Chairman: I saw his left hand go up.

Mr. Anawak: You are supposed to write and vote with your right hand.

The Chairman: I am left-handed.

Mr. Anawak: If we are going to get petty, he did not raise his right hand.

[Translation]

Mrs. Duplessis: Thank you.

M. Anawak: Par contre, monsieur le président, vous disposez de la même période de temps que nous, ce qui n'est pas le cas à la Chambre des communes. Puisqu'on parle de comparaisons qui ne se tiennent pas, vous avez avantage ici. Chacun de nos parti dispose de dix minutes et ensuite de cinq minutes. Vous avez un avantage.

Mme Blondin: Mais d'un autre côté, il n'est pas toujours facile de poser la première question. Il s'agit simplement de songer à la qualité de certaines questions; elles manquent souvent de substance et de sens. Il n'est pas toujours facile de poser la première question. Il faut se préparer. Il faut connaître le sujet. Pensez-y bien.

Mrs. Duplessis: Mr. Chairman, I apologize for insisting even if it does not please the other members. I know very well that if the rules are clearly set out from the beginning, it will be much easier for you to chair the coming meetings. You will see that everything will run much more smoothly.

The rules have to be precise and clearly spelled out. I have no objection that the Liberal Party, the NDP or the Progressive Conservative Party asks the first question. Next time, it will be the NDP followed by the Conservatives and the Liberals, and the time after that, the Conservative Party will begin questioning, followed by the Liberals and the NDP. I have no problem with that. I do not care whether you allot three ten minute periods or six five-minute periods. With very clear rules, your task will be much easier.

Le président: Nous sommes saisis de la motion de M. Skelly. Y a-t-il d'autres interventions à ce sujet? Tous ceux qui sont pour, levez la main.

Mme Blondin: Comme je vous le disais: l'inégalité inhérente du comité.

Le président: Pourrions-nous en terminer avec le vote d'abord?

Encore une fois, tous ceux qui sont en faveur, s'il vous plaît.

Pour que ce soit parfaitement clair, il s'agit de la rotation que proposait M. Skelly.

M. Dorin: Je lèverai la main, si ça peut faire une différence, mais j'espérais que nous pourrions régler cette question et passer à autre chose.

Le président: Moi aussi. Je dois déclarer la motion défaite.

Une voix: Pourquoi?

M. Anawak: Il a peut-être dit qu'il a levé la main, mais il ne l'a jamais fait.

Le président: J'ai vu sa main gauche en l'air.

M. Anawak: Vous êtes censé écrire et voter avec la main droite.

Le président: Je suis gaucher.

M. Anawak: S'il faut chercher des poux, il n'a pas levé la main droite.

[Texte]

Ms Blondin: I request a recorded vote. I vote for Mr. Skelly's motion.

The Chairman: All right, a recorded vote has been requested.
Motion negatived: nays 4; yeas 3

The Chairman: The reason I brought this subject up—I was hoping we would not get to the point where we would have a motion like that defeated—is that I want to indicate to the committee that the procedures I will be following will not be to put any member of this committee at a disadvantage, and that includes everyone.

If I would have had to break the tie, Ms Blondin, you might have seen that happen, but I did not get a chance to break the tie, had it been a tied vote.

Ms Blondin: So in an equal vote, if you had a disadvantage—

The Chairman: After we get a chance and after a few meetings and you see the way in which proceedings are conducted by the chair, I am hoping you will see no reason to believe anyone on the committee is being treated unfairly. In fact, if we can leave the motion as passed—

Ms Blondin: No, I would like to make a comment, on a point of order.

The Chairman: As a motion has been passed, we simply have 10 minutes allocated for the first questioner from each party and 5 minutes thereafter. The motion says nothing about the rotation.

If I could ask the committee that we leave the matter at that and leave rotation at my discretion, I think I can say that the committee members will be happy with the way in which we conduct it.

If committee members feel they are being treated unfairly after a certain amount of time, we can bring the matter up again. But I would like the committee members to give the chair a chance to run the committee at my discretion as far as the rotation is concerned and see how it works.

Ms Blondin: I do not mind going on record, Mr. Chairman, just to say this, because I believe in what I am saying. I believe there is an inherent advantage on a majority committee of the government—which is a majority—to vote in the way they want, to put out decisions, or to vote down motions that we feel to be very important, such as the ones with respect to going into Kanesatake and Kahnawake, which were voted down, or even to have publicized or broadcast by way of the parliamentary channel the proceedings of any committee meetings, on which we were voted down because the government has an advantage.

I am very uncomfortable with having them start off. No offence to the individual members intended, but just as a principle, I totally disagree with the government starting off on any of the questioning, because the advantages we have are very few.

The Chairman: The next order of business—

[Traduction]

Mme Blondin: Je réclame le vote par appel nominal. Je vote en faveur de la motion de M. Skelly.

Le président: Ça va, on a demandé le vote par appel nominal.
La motion est rejetée: contre 4; pour 3

Le président: La raison pour laquelle j'ai soulevé cette question—j'espérais que nous n'en serions pas réduits à rejeter une motion comme celle-là—c'est que je voulais dire au comité que je n'adopterai pas une procédure qui sera désavantageuse pour un membre quelconque du comité.

Si j'avais eu à user de ma voix prépondérante, M^{me} Blondin, vous l'auriez peut-être bien vu, mais je n'ai pas eu à le faire puisqu'il n'y a pas eu d'impasse.

Mme Blondin: Donc, dans un cas où il y aurait égalité des voix, si vous étiez désavantagé. . .

Le président: Après que nous en aurons eu l'occasion et après quelques réunions où vous aurez eu l'occasion de constater comment je préside les réunions, j'espère que vous aurez aussi constaté qu'il n'y a aucune raison de croire qu'aucun des membres du comité n'est traité injustement. À vrai dire, si nous pouvons considérer la motion comme si elle a été adoptée. . .

Mme Blondin: Non, j'ai quelque chose à dire et j'en appelle au Règlement.

Le président: Puisqu'une motion a été adoptée, nous avons tout simplement dix minutes pour le premier intervenant de chaque parti et cinq minutes ensuite. Il n'y a rien dans la motion à propos du roulement.

Je demande donc au comité de s'en remettre à moi pour le roulement et je crois que les membres du comité seront heureux des résultats.

Si, après un certain temps, les membres du comité ont le sentiment qu'on les traite injustement, nous pourrions toujours soulever la question de nouveau. Mais j'aimerais bien que les membres du comité donnent au président l'occasion de mener les choses à sa guise, quant à la question de roulement, en tout cas, et attendre voir comment cela se passe.

Mme Blondin: Monsieur le Président, je veux bien que mes propos soient consignés au compte rendu, car je crois en ce que je dis. Je crois que le parti ministériel jouit d'un avantage inhérent lorsqu'il est majoritaire au sein d'un comité parce qu'il peut alors voter comme il veut, décider ce qu'il veut ou même rejeter des motions très importantes à nos yeux, comme cette question d'aller à Kanesatake et Kahnawake, propositions qui ont été rejetées, ou même de faire diffuser les débats d'un comité sur la chaîne parlementaire, proposition qui a aussi été rejetée parce que les ministériels ont l'avantage.

Je me sens mal à l'idée qu'ils aient droit à la première intervention. Je ne vise aucune personne individuellement, mais question de principe, je suis tout à fait opposée à ce que les députés du parti ministériel aient droit à la première intervention parce que nous jouissons de très peu d'avantages.

Le président: La prochaine question à l'ordre du jour. . .

[Text]

M. Lopez: Monsieur le président, il faut voter sur la motion de M^{me} Duplessis. Elle ne l'a pas retirée.

The Chairman: There is no motion yet. Did you want to move that motion now, Madam Duplessis?

Mrs. Duplessis: Yes, on the rotation.

The Chairman: It is moved by Madam Duplessis:

That, in the questioning of witnesses, the questioning be done on a rotation basis.

Motion agreed to

• 1620

Mr. Anawak: I understand that this motion means a rotation where anybody could start the 10 minutes. Right?

The Chairman: Yes.

Mr. Anawak: The second set of speakers, the five-minute ones, could go anywhere. Basically, a rotation is the Official Opposition, the NDP and the government, and then the second set of speakers could go anywhere.

The Chairman: That is right, which is always the case. The time allocation deals only with the first round and the time allocated to the second round.

Mr. Anawak: This motion only affects a second set of questioning.

Mrs. Duplessis: On a point of order, Mr. Chairman, for the motion.

Je l'ai déjà expliquée et je vais la réexpliquer. Je demande que, lors de la prochaine réunion, s'il y a des témoins, ce soit le Parti libéral qui pose les questions en premier, suivi du NPD et du Parti progressiste conservateur. La réunion suivante, le Nouveau parti démocratique commencerait à questionner, suivi des conservateurs et des libéraux. La fois suivante, le Parti progressiste conservateur commencerait à questionner, suivi du Parti libéral et du NPD. Je voudrais que tous les membres du Comité, peu importe leur parti, aient la chance d'être le premier questionneur une fois toutes les trois réunions.

M. Koury: C'est cela.

Did you understand that Mr. Anawak?

The Chairman: If we had a meeting tomorrow, for example—

Mr. Anawak: That was not specified.

The Chairman: Once we get into hearings we are going to wonder why we spent so much time on this, because I cannot see there really being a problem. Do we want to spend a lot more time on this?

Mr. Dorin: The motion is redundant.

The Chairman: Let us move to the next order of business if we could. There were notices of motion for three motions at the last meeting. I am informed by the clerk that we have to have the motions moved again at today's meeting by the members of the committee. We will deal with them in the order they were presented at the last meeting.

[Translation]

Mr. Lopez: Mr. Chairman, we have to vote on Mrs. Duplessis's motion. She has not withdrawn it.

Le président: Il n'y a pas encore eu de motion. Vous voulez nous proposer cette motion maintenant, M^{me} Duplessis?

Mme Duplessis: Oui, sur le roulement.

Le président: Il est proposé par M^{me} Duplessis:

Que les interventions auprès des témoins se fassent par roulement.

La motion est adoptée

M. Anawak: Si j'ai bien compris la motion, on propose un roulement où n'importe qui pourrait être le premier intervenant pour dix minutes. C'est bien cela?

Le président: Oui.

M. Anawak: Quant à la deuxième ronde d'interventions, celles de cinq minutes, cela pourrait être n'importe qui. Fondamentalement, le roulement c'est l'Opposition officielle, le NPD et le parti ministériel et pour les intervenants du deuxième tour, ce pourrait être n'importe qui.

Le président: C'est exact et c'est toujours le cas. L'attribution du temps vaut pour le premier tour et le temps attribué pour le deuxième tour.

M. Anawak: Cette motion ne vise que le deuxième tour.

Mme Duplessis: Monsieur le président, j'en appelle au Règlement à propos de cette motion.

I have already explained this and I will explain it again. I ask that at the next meeting where witnesses are heard, the Liberal Party will put questions first, followed by the NDP and the Progressive Conservatives. At the one after, the NDP would lead off, followed by the Conservatives and the Liberals. The next time, the Progressive Conservatives Party would lead off, followed by the Liberals and the NDP. I would like all members of this committee, regardless of party, to have the opportunity to be lead questioner once every three meetings.

Mr. Koury: That's it.

Vous avez compris cela, monsieur Anawak?

Le président: S'il y avait une réunion demain, par exemple...

M. Anawak: Ce n'était pas précisé.

Le président: Quand nous aurons commencé nos audiences, nous nous demanderons pourquoi nous nous sommes attardés si longtemps sur cette question parce que je ne vois pas vraiment de problème. Voulons-nous nous y attarder encore davantage?

M. Dorin: La motion est redondante.

Le président: Passons donc à la prochaine question à l'ordre du jour, si cela vous va. Il y avait des avis de motion pour trois motions à la dernière réunion. La greffière me dit que les membres du comité doivent proposer à nouveau ces trois motions à notre réunion d'aujourd'hui. Nous les prendrons donc dans l'ordre où elles nous ont été présentées à notre dernière réunion.

[Texte]

A notice of motion was moved by Mr. Nault and seconded by Mrs. Finestone at the last meeting.

Ms Blondin: I will move the motion again.

The Chairman: Would you like to read it, Ms Blondin?

Ms Blondin: I am not quite sure of the procedure. You will have to advise me. I would like to see a deferral of this motion rather than the moving of this motion until the management committee has dealt with this particular issue and we have had the results from the meeting, which I believe started at 4 p.m.

It is obviously a bigger one than the committee here can handle. Until we deal with this very fundamental issue, it is almost irrelevant for us to deal with anything else at this point in time. We dealt with administrative issues. That was very fundamental.

The Chairman: On a point of clarification, I was instructed by the committee last week when we had the motion to send the letter to the House management committee to make them aware of the fact that there was a notice of motion. I do not know if the House management committee is going to deal directly with this and come back to us with an answer.

• 1625

Ms Blondin: They are dealing with it. I was told by the whip that he was going to a meeting at 4 p.m. and they would deal specifically with this issue.

Mr. Dorin: The fact of the matter is that there are a number of questions with the new structure, if you want to call it that, that are being dealt with. I think the suggestion by the member is a good one, that in one way or another, if it is possible, one might want to defer this motion, for one reason simply because it does not do anything anyway. In order to make a change like this, you have to get the management committee to do it. Since there are a number of other things in the mill as well as this, I presume if that is the case, then as far as these kinds of things are concerned I think it is a good suggestion.

Ms Blondin: I guess we can move this motion because they are just going to be advising. You have written a letter, Mr. Chairman, I believe. However, I would not proceed with any other business. I would defer other business until we settle this one really fundamental issue.

We have taken care of some administrative things that are really inconsequential to this.

The Chairman: All right. So you do not want to bring this forward at this time.

Ms Blondin: I think we cannot deal with anything until we deal with this. I think the management committee, when they are finished their meeting after 4 p.m., are going to let you as the chairman know what they have decided. We will have a chance to discuss the results from the management committee meeting.

[Traduction]

Un avis de motion a été déposé par M. Nault, appuyé par M^{me} Finestone, à la dernière réunion.

Mme Blondin: Je vais donc proposer de nouveau cette motion.

Le président: Vous voulez bien nous la lire, madame Blondin?

Mme Blondin: Je ne suis pas tout à fait sûre de la procédure. Vous devrez me conseiller. Je préférerais reporter cette motion à une réunion ultérieure plutôt que de la proposer maintenant car je préfère attendre que le Comité de la gestion de la Chambre ait débattu de cette question précise et que nous connaissions le résultat de ce débat qui a été entamé, me semble-t-il, vers 16 heures.

La question dépasse de loin les compétences de notre comité ici présent. Avant d'avoir réglé cette question très fondamentale, il me semble presque impertinent de notre part de débattre d'autre chose. Nous avons traité des questions administratives. C'était plutôt fondamental.

Le président: À titre d'éclaircissement, le comité, la semaine dernière, quand la motion a été proposée, m'a donné instruction d'envoyer la lettre au Comité de la gestion de la Chambre pour le saisir de l'avis de motion. Je ne sais pas si le Comité de la gestion de la Chambre étudiera immédiatement cette question pour nous donner une réponse.

Mme Blondin: Ils en débattent. Le whip m'a dit qu'ils se réunissaient à 16 heures et qu'ils traiteraient précisément de cette question.

M. Dorin: En vérité, il y a toutes sortes de questions, avec la nouvelle structure, si c'est comme ça que vous voulez l'appeler, qui restent à débattre. Je crois que cette proposition en est une bonne et qu'il vaudrait peut-être mieux de remettre le débat sur cette motion à plus tard, si c'est possible, entre autres parce que cela ne mène à rien, de toute façon. Pour faire un changement comme celui qui nous est proposé, il faut que ce soit fait par le Comité de la gestion. Puisque ce comité est saisi de bon nombre d'autres questions à part ces deux-là, du moins me le semble-t-il, eu égard au genre de questions que nous débattons, je crois que c'est une bonne proposition.

Mme Blondin: Je crois bien que nous pouvons proposer cette motion puisqu'il ne s'agit que d'informer le comité. Je crois que vous avez déjà envoyé une lettre, monsieur le président. J'aimerais cependant qu'on ne traite de rien d'autre pour le moment. Je propose de reporter à plus tard nos autres travaux, c'est-à-dire après que cette question-ci, fondamentale, aura été réglée.

Nous avons réglé certaines questions administratives qui sont sans importance comparées à celle-ci.

Le président: Parfait. Vous ne voulez donc pas proposer cette motion-là à ce moment-ci.

Mme Blondin: Je ne crois pas que l'on puisse traiter d'autres choses avant que cette question ne soit réglée. Je crois que le Comité de la gestion, après sa réunion de 16 heures, fera connaître sa décision à notre président. Nous aurons l'occasion d'étudier la réponse du Comité de la gestion.

[Text]

The Chairman: Is there any further discussion on that point?

Mr. Skelly: What is the point we are discussing?. We have a notice of motion. Is the person who provided that notice now saying they are withdrawing their notice of motion?

The Chairman: It would not have to be withdrawn, but a notice of motion has to be moved again at a subsequent meeting, and if we do not have someone move that motion—

Mr. Skelly: So it is not being moved.

The Chairman: —then it will not be brought forward today.

Mr. Dorin: On a point of order, can someone else move a motion for which someone else has given notice?

The Chairman: Yes. I checked before the meeting. It just has to be moved again by someone in attendance at the subsequent meeting.

Ms Blondin: I would move the motion on the condition that all other business be deferred until such time as we have this fundamental issue dealt with, because really nothing else can proceed until we have some designated results from the management committee on this and we have a chance to discuss them. This is fundamental to everything else we do.

Mr. Skelly: I think what the member is saying is that the only other business, as far as I understand it, on the *Order Paper* is my notice of motion. I certainly do not agree that you can accept that as a condition.

We tabled a notice of motion on the understanding that it was a requirement that the notice of motion be filed in order to deal with it at this meeting. I do not think there is anything mutually exclusive about these two motions, but I am concerned. Based on your letter, how can the House management committee deal with a motion that this committee has not passed yet, or with a request that this committee has not made yet?

The Chairman: That was my concern, because they have no direction from the committee. It was strictly to make them aware of a matter that would be brought up at today's meeting, and the letter to them from me is worded in such a way as just to make them aware of the issue.

Mr. Skelly: That was my understanding, because unless we pass this motion the management committee has no business before it arising from this committee. If we defer all other business, then it means there is no business before this committee either, and we are in a stalemate. I do not think that can be permitted to happen.

Ms Blondin: I move the motion on condition that we defer all other business, because the structure and the envelope we are talking about are such that we want a stand-alone aboriginal affairs committee. That is fundamental to everything else that happens to the work, the mandate or whatever of this committee.

Any other way that we are going to move will be affected by how this particular envelope is structured. It should be an envelope of its own called aboriginal affairs, not human resources.

[Translation]

Le président: Y a-t-il d'autres interventions à ce sujet?

M. Skelly: De quelle question sommes-nous saisis? Il y a un avis de motion. Est-ce que la personne qui nous a proposé cet avis nous apprend maintenant qu'elle retire l'avis de motion?

Le président: Il n'est pas nécessaire de le retirer, mais tout avis de motion doit être proposé de nouveau à une réunion ultérieure et si personne ne propose la motion. . .

M. Skelly: Donc, personne ne l'a proposée.

Le président: . . . nous n'en serons tout simplement pas saisis aujourd'hui.

M. Dorin: Question de règlement, quelqu'un peut-il proposer une motion pour laquelle quelqu'un d'autre a donné un avis de motion?

Le président: Oui. J'ai vérifié avant la réunion que toute personne présente à une réunion ultérieure peut la proposer.

Mme Blondin: Je ferai donc la proposition pourvu que toutes les autres questions soient remises à plus tard en attendant que cette question fondamentale soit réglée parce qu'on ne peut vraiment faire rien d'autre avant que le Comité de la gestion nous ait fait connaître sa décision et que nous ayons eu l'occasion de l'étudier. C'est fondamental et cela doit se faire avant tout le reste.

M. Skelly: Ce que la députée nous dit, me semble-t-il, c'est que la seule autre chose qui se trouve au *Feuilleton*, c'est mon avis de motion. À mon avis, on ne peut absolument pas accepter cette condition.

Quand nous avons déposé notre avis de motion, nous avons compris qu'il fallait le déposer pour pouvoir en débattre pendant la présente réunion. Je ne crois pas que ces deux motions s'excluent mutuellement, mais je m'inquiète. D'après votre lettre, comment le Comité de la gestion de la Chambre peut-elle être saisie d'une motion que notre comité n'a pas encore adoptée ou d'une demande que notre comité n'a pas encore faite?

Le président: C'était aussi mon inquiétude parce que le comité ne leur a donné aucune instruction. Il s'agissait tout simplement de les saisir d'une question qui aurait été soulevée à la réunion d'aujourd'hui et je précise bien dans la lettre qu'il ne s'agit que de les aviser d'une question.

M. Skelly: C'est ce que j'avais compris aussi parce que si cette motion n'est pas adoptée, le Comité de la gestion ne peut être saisi d'une motion émanant de notre comité. Si nous reportons toutes les autres questions à plus tard, notre comité n'est alors plus saisi d'aucune question et on tourne en rond. On ne peut pas le permettre.

Mme Blondin: Je propose la motion à condition que nous reportions à plus tard toutes les autres questions parce que la structure et le secteur dont il est question sont de nature telle que nous voulons avoir un comité des affaires autochtones et qui soit seul maître de son destin. C'est fondamental pour tout ce qui se passera vis-à-vis notre travail, notre mandat et tout le reste.

Toute notre orientation future sera dessinée par la structure du secteur. Notre comité doit être le seul dans son secteur, le secteur des affaires autochtones et non pas celui des ressources humaines.

[Texte]

I move the motion on condition that we defer everything else.

The Chairman: I understand exactly what you are saying, but you either have to move the motion or you do not move the motion.

Ms Blondin: I move the motion.

• 1630

The Chairman: Okay. It is moved by Ms Blondin:

That the Chair of the Standing Committee on Aboriginal Affairs move immediately to advise the House Management Committee of this Committee's profound objection with its placement within the Human Resources envelope; and

further, that the Chair requests, on behalf of this committee, that the Standing Committee on Aboriginal Affairs be placed in an envelope entitled: "Aboriginal Affairs".

Ms Blondin, would you care to make some comments?

Ms Blondin: Of course I care to make a statement about this. I believe we have a number of different perspectives from which we deal with aboriginal affairs: constitutionally, from the whole perspective of land claims; legally, socially and politically. We are talking about electoral reform, about the inherent right to self-government and about a fast-track on land claims. A number of policy areas are affected. It is not like any other area.

Even the whole issue of child welfare is a major sub-envelope of aboriginal affairs. It has a number of subtitles that we could deal with. I hope that would not take us another 123 years. It is obvious that this has to have an envelope of its own, because of the complexities, because of the national, international and regional priorities, and because of some very complicated international agreements such as the Jay treaty. They are very complicated. I think this requires a stand-alone envelope entitled "Aboriginal Affairs".

Mr. Skelly: I agree with Ms Blondin on this. First of all, I do not think aboriginal people in this country want to be considered as part of a group of social issues. As Ms Blondin says, the issues they deal with extend across all of the issues that government deals with.

I was just looking at federal programs directed to aboriginal people. Including Indian Affairs, there is National Health and Welfare, Central Mortgage and Housing, Employment and Immigration Canada, Industry, Science and Technology, Secretary of State, the Public Service Commission, Justice, Fisheries and Oceans and National Defence. All of these departments either fund aboriginal programs or deal directly with aboriginal people. To include aboriginal people in a social services and health type of envelope just ignores the reality of the dealings that aboriginal people have with the Canadian government on a day-to-day basis. And I do not think the committee's work should be circumscribed by putting it into this envelope.

[Traduction]

Je propose donc la motion à condition que nous remettions à plus tard tout le reste.

Le président: Je comprends très précisément ce que vous dites, mais vous devez soit proposer la motion soit ne pas la proposer.

Mme Blondin: Je propose la motion.

Le président: Parfait. Il est proposé par M^{me} Blondin:

Que le président du Comité permanent des affaires autochtones informe immédiatement le Comité de la gestion de la Chambre du fait que ce comité s'oppose fermement à être placé dans le secteur des ressources humaines; et en outre

que le président demande, au nom du comité, que le Comité permanent des affaires autochtones soit placé dans un secteur intitulé «Affaires autochtones».

Madame Blondin, avez-vous quelque chose à ajouter?

Mme Blondin: Évidemment. Je crois qu'il y a toute une série de perspectives à partir desquelles nous traitons des affaires autochtones: sur le plan de la constitution, sur le plan des revendications territoriales, ou sur le plan juridique, sociale ou politique. Il est question de réformes électorales, du droit inhérent à l'auto-détermination et d'une accélération des négociations à propos des revendications territoriales. Cela touche à un certain nombre de secteurs politiques. C'est un domaine différent de tous les autres.

Même que toute la question du bien-être des enfants est un sous-secteur important des affaires autochtones. Il y a bon nombre de sous-secteurs dont nous pourrions traiter. J'espère qu'il ne nous faudra pas encore 123 ans. Il est évident qu'il faut un secteur à part entière pour toutes ces questions à cause des complexités, à cause des priorités nationales, internationales et régionales et à cause de certains accords internationaux très compliqués comme le traité Jay. C'est très compliqué. Je crois qu'il nous faut un secteur indépendant intitulé «Affaires autochtones».

M. Skelly: Je suis d'accord avec M^{me} Blondin à ce propos. Tout d'abord, je ne crois pas que les autochtones du Canada veuillent être étudiés dans le contexte social seulement. Comme l'a dit M^{me} Blondin, les questions dont ils veulent traiter touchent à tous les aspects de ce qu'administre le gouvernement.

Je regardais justement la liste des programmes fédéraux qui touchent les autochtones. En plus du ministère des Affaires indiennes, il y a Santé et Bien-être social, la Société d'hypothèques et de logement, Emploi et Immigration Canada, Industries, Sciences et Technologie, le Secrétariat d'État, la Commission de la Fonction publique, la Justice, Pêches et Océans et la Défense nationale. Tous ces ministères ou bien financent des programmes visant les autochtones ou traitent directement avec les autochtones. Inclure les autochtones dans un secteur genre «services sociaux et santé», c'est faire fi de la réalité quotidienne que vivent les autochtones avec le gouvernement canadien. Et je ne crois pas qu'on doive imposer des restrictions aux travaux de notre comité en l'incluant dans ce secteur.

[Text]

I agree with Ms Blondin that the committee should be part of a stand-alone envelope. I am having difficulty finding substitutes to appear or to serve on this committee from the envelope that has been selected. Most of the people in our caucus who are involved in aboriginal issues are people dealing with land and resource issues, justice issues or other issues, quite apart from the envelope we are included in. So I think it is urgent that we present this motion to the management committee and that they set up a separate envelope for us to operate in.

Mr. Anawak: Mr. Chairman, we have a real problem in that any issue dealing with aboriginal people has for a long time been seen as a social issue. As the NDP member just said, because we belong to this committee, we cannot belong or even be alternates on finance, defence or any other committee. Aboriginal issues are more than just social or human resource issues; they are economic, cultural, political and constitutional issues, and that is where we have to have some representation.

For example, right now we cannot go to External Affairs and say we want to have some involvement in Arctic sovereignty discussions, for instance. We cannot go to Defence and talk about the plight of the Innu in that particular committee. I think there has to be a recognition by the government and by committee members here that this committee has to stand by itself in order to ensure that proper representation of aboriginal issues is made.

• 1635

M. Lopez: Je suis d'accord pour dire que le problème des autochtones est un problème aussi vieux que le Canada. Tout le monde conviendra avec moi que c'est en grande partie un problème social. Il y a bien d'autres problèmes, mais c'est surtout une question sociale. Voilà pourquoi je pense que cela doit faire partie du secteur des ressources humaines. À mon avis, cela va nous faciliter la tâche parce que cela va nous permettre d'aborder la question de front. Je trouve qu'il y a une contradiction dans ce que disent mes amis d'en face. Tout le monde reconnaît que c'est un problème social. On a décrit cela à plusieurs niveaux et à plusieurs égards.

Ms Blondin: It is not a social problem.

M. Lopez: C'est pour cela que je suis d'accord pour que le Comité demeure rattaché au secteur des ressources humaines tel que proposé initialement. C'est tout.

Mr. Dorin: I have been around here and we have had various committees operating in different ways. We have tried different things, and this is a new wrinkle. To be perfectly honest, I do not like this new wrinkle, the question of the envelope system and all that, for a variety of reasons, but it has nothing to do with the ones here.

Many committees have things that cross over or relate to other committees. There are a lot of situations on just about any committee where you may have different issues. I do not see that it has anything to do with the envelopes necessarily.

[Translation]

Je suis d'accord avec M^{me} Blondin: le comité devrait être placé dans un secteur indépendant. J'ai des problèmes à me trouver des substituts pour se présenter ou pour siéger à ce comité avec le secteur qui a été choisi. La plupart des membres de notre caucus qui s'occupent de questions autochtones s'occupent aussi de questions de terre et de ressources, de questions de justice ou d'autres questions, et cela sans parler du secteur où l'on nous a mis. Je crois donc qu'il est urgent que nous saisissons de cette motion le Comité de la gestion de la Chambre afin qu'il crée pour nous un secteur particulier.

M. Anawak: Monsieur le président, il y a un véritable problème en ce que toute question concernant les autochtones, depuis longtemps, est perçue comme étant une question sociale. Comme le membre du NPD vient de le dire, parce que nous faisons partie du présent comité, nous ne pouvons faire partie ou même être choisi comme substitut au comité des finances, de la défense ou tout autre comité. Les questions concernant les autochtones ne sont pas que des questions sociales ou des questions de ressources humaines; elles sont aussi économiques, culturelles, politiques et constitutionnelles et il nous faut en tenir compte.

Par exemple, nous ne pouvons pas demander au Comité des affaires extérieures de nous laisser participer aux débats sur la souveraineté dans l'Arctique, par exemple. Nous ne pouvons pas nous présenter au Comité de la défense pour parler du sort du peuple Innu. Je crois que le gouvernement et les membres du comité ici présents doivent reconnaître que le comité doit être indépendant pour pouvoir garantir que les questions autochtones seront bien présentées.

Mr. Lopez: I agree that the aboriginal issue is as old as Canada. Everyone will agree with me that it is largely a social problem. There are many other problems, of course, but it is mainly a social problem. That is why I think it should be in the human resources envelope. As far as I am concerned, it will make our work easier because it will allow us to address the issue squarely. I find a contradiction in what my friends on the other side are saying. Everyone recognizes that it is a social problem. It has been described as such on many levels and in many respects.

Mme Blondin: Il ne s'agit pas d'un problème social.

Mr. Lopez: That is why I agree that the Committee should stay within the human resources envelope as was originally suggested. That is all.

M. Dorin: Je suis ici depuis un certain temps et il y a eu divers comités fonctionnant de diverses façon. Nous avons essayé toutes sortes de choses et la méthode actuelle est nouvelle. Très honnêtement, je n'aime pas cette nouvelle méthode, toute cette question de secteurs et tout le reste, pour toutes sortes de raisons, mais cela n'a rien à voir avec les raisons évoquées ici.

Bien des comités sont saisis de questions qui se chevauchent d'un comité à l'autre ou qui touchent des domaines étudiés par d'autres comités. On trouve toutes sortes de situations dans à peu près tous les comités qui

[Texte]

An issue may relate to an External Affairs issue, if you like, or the context of an External Affairs issue might be this committee's issue. The envelope system is strictly a way of managing the allocation of such things as committee rooms, clerks and all that kind of stuff. The fact of the matter is that part of the problem seems to be focusing on the name. The name really does not make any difference. It would have probably been smarter if somebody had said envelope 1, envelope 2, envelope 3 and envelope 4 and then we would not have this problem. It has nothing to do with linking committees together particularly; it is one of managing allocation. I do not particularly like it, but I do not think we should be misled that it has any other broader implication, because that is not the purpose of the envelope structure per se.

Mr. Skelly: It is my understanding that this committee will be limited in the things it can deal with by being assigned to this particular envelope and will also be limited in other ways. It is also a symbolic issue. When the government considers what happened, for example, to its Meech Lake proposal, the reason that proposal collapsed was because they did not consider the aboriginal people of this country as something to deal with before the fact. Instead, they were going to consider them later. I think we have to look at this as an important issue. If the government had considered aboriginal people and had consulted with aboriginal people, we might be at a very different stage today in the constitutional debate in this country.

I think by assigning, as Mr. Lopez says, the aboriginal people of Canada to the status of a social problem, which is the way it is perceived when the aboriginal affairs committee is included in an envelope like this... I think that is the problem with this government and with this Parliament, and this committee should deal with this problem right now. I think the relations between Canada and the aboriginal people are so broad in scope and so important to this country and the success of any future constitutional debates, or debates around national unity, that the one perhaps symbolic gesture we should make as a committee, which I think also has a lot of content in it, is to state to the government, to this Parliament and to the Standing Committee on House Management that we would want to see the issues that this committee is able to deal with broadened to the whole range of issues that constitute the relationship between Canada and its aboriginal people.

• 1640

For us to do less than that, for us to accept the assignment as a committee that deals perhaps with what is understood as a social problem, I think, is going to create serious difficulties with respect to the credibility of this

[Traduction]

traitent de diverses questions. Je ne crois pas que cela ait nécessairement à voir avec la question des secteurs. Une question particulière peut toucher une autre question du ressort des Affaires extérieures, si vous voulez, ou quelque chose du Comité des affaires extérieures devrait peut-être plutôt revenir à notre comité. Le système des secteurs ne sert strictement qu'à gérer l'attribution des ressources comme les salles de comités, les greffiers et tout le reste. La réalité, c'est qu'une partie du problème semble provenir de l'appellation. L'appellation ne fait vraiment aucune différence. Ça aurait peut-être été mieux perçu si on avait appelé cela le secteur numéro un, le secteur numéro deux, le secteur numéro trois et le secteur numéro quatre et le problème qui se pose maintenant ne se serait jamais posé. Il ne s'agit pas de lier les comités les uns aux autres; il s'agit de gérer l'allocation des ressources. Je n'aime pas particulièrement l'idée, mais je ne crois pas que l'on doive se laisser distraire et se dire qu'il y a des implications plus larges parce que cela n'est pas le but de l'idée des secteurs comme tels.

M. Skelly: Si j'ai bien compris, le mandat de notre comité sera plus restreint du fait que l'on nous a mis dans ce secteur et pour d'autres raisons aussi. C'est aussi une question symbolique. Quand le gouvernement pense à ce qui s'est passé, par exemple, pour sa proposition du lac Meech, la raison pour laquelle c'est tombé à l'eau, c'est parce qu'il a décidé que ce n'était pas la peine de consulter les autochtones du Canada avant le fait. Au lieu de cela, on allait y penser plus tard. À mon avis, il faut donner toute son importance à cette question. Si le gouvernement avait pensé aux autochtones et avait consulté les autochtones, peut-être la situation actuelle serait-elle différente au niveau du débat constitutionnel aujourd'hui.

Si, comme le dit M. Lopez, on décide que les autochtones du Canada ne sont qu'un problème social, et c'est ainsi que c'est perçu lorsque le Comité des affaires autochtones est placé dans un secteur comme celui-ci... je crois que c'est là le problème avec le présent gouvernement et le présent Parlement et notre comité devrait régler ce problème dès maintenant. Je crois que les relations entre le Canada et les peuples autochtones sont d'une portée si large et si importante pour notre pays et pour le succès de tout débat constitutionnel futur ou de tout débat concernant l'unité nationale que ce geste tout symbolique soit-il qui pourrait être posé par nous en notre qualité de comité, geste qui n'est pas seulement symbolique, par ailleurs, serait de dire à ce gouvernement, à ce Parlement et au Comité permanent de la gestion de la Chambre que nous voulons que le mandat de notre comité soit élargi de façon que nous puissions être saisis de toute la gamme de ces questions qui constituent la relation entre le Canada et ses peuples autochtones.

Si nous faisons moins que cela, si nous acceptons d'être un comité qui traite peut-être de ce qu'on perçoit comme un problème social, cela apportera d'après moi de graves problèmes en ce qui concerne la crédibilité de ce comité, de

[Text]

committee, with respect to the credibility of this Parliament, and certainly with respect to the credibility of this government. I would hope that committee members would vote in support of Ms Blondin's motion and that we put pressure on the management committee to accept a separate envelope for the aboriginal affairs committee.

Mr. Anawak: Mr. Chairman, it is precisely the attitude of my colleague from across the way that keeps us from being understood. Just as some members of the government have thought the aboriginal people should have one department, the Department of Indian and Northern Affairs, just as the government House Leader thinks, the same kind of attitude prevails. That is the problem we have with getting past that starting line and saying we are more than a social problem. We have economic, cultural, political, constitutional and other problems to deal with. We are not a social problem.

We have no problem if we want to be under the human resources envelope, if the human resources envelope is allowed to deal with the issue of defence or economics or politics or the Constitution. The name does not really matter, as long as we are allowed to go into the other committees and put forward our views. The name is not so much the issue. The aboriginal affairs committee should be by itself under its own heading if the system is going to be so restrictive that the envelope called human resources is going to deal only with certain issues rather than dealing with all issues that pertain to aboriginal people.

Ms Blondin: I just want to reiterate that when you talk about some fairly complicated issues, be they legal or constitutional, if you talk about international issues that affect aboriginal people, environmental issues, jurisdiction, fiduciary responsibility, building a new relationship, if you talk about the alterations to the Indian Act, whether the abolishment, the amendment, the overhaul or the replacement with something else, you are talking about something completely different. I have to agree with my colleague, Mr. Skelly, that it is a loud message to the aboriginal people across Canada and to Canada in general that we are narrowing the base. We are de-profiling, if you want, or devaluing the importance of these issues and how they affect all of Canada.

What happens to the aboriginal population has an impact on forestry, on hydro development, on economic development. We have to recognize this and we have to pay special attention, because we do not want to have our noses bloodied again this summer or next summer by repeating the same mistakes. We want to pay special attention. Let us start here by making a symbolic gesture, as well as a practical one, in putting this issue in a context that says this is important; this is the time to change the way we deal with these issues.

[Translation]

ce Parlement et certes de ce gouvernement. J'espère que les membres du comité voteront pour la motion de M^{me} Blondin, et que nous exercerons des pression sur le Comité de la gestion pour mettre le Comité des affaires autochtones dans un secteur distinct.

M. Anawak: Monsieur le président, si notre peuple n'est pas compris, c'est précisément à cause de l'attitude de mon collègue d'en face. Certains députés ministériels pensent que les autochtones doivent avoir un ministère, le ministère des Affaires indiennes et du Nord, et le leader parlementaire du gouvernement pense la même chose—il y a partout la même sorte d'attitude. Voilà ce qui nous empêche de démarrer, ce qui nous empêche de dire que nous sommes plus qu'un problème social. Nous devons composer avec des problèmes économiques, culturels, politiques, et constitutionnels, entre autres. Nous ne sommes pas un problème social.

Il n'y aurait pas de problème si on nous laissait faire partie du secteur des ressources humaines, si on permettait que le secteur des ressources humaines comprenne les questions de la défense, de l'économie, de la politique ou de la constitution. Le nom n'est pas vraiment important, si on nous permet de faire partie des autres comités et de présenter nos opinions. Ce n'est pas vraiment le nom qui compte. Si le système est tellement restrictif que le secteur qu'on appelle «ressources humaines» traite seulement de certaines questions au lieu de traiter de toutes les questions qui touchent les peuples autochtones, alors le Comité des affaires autochtones doit constituer un secteur à lui seul.

Mme Blondin: Laissez-moi répéter que quand vous parlez de ces questions assez compliquées, soit des questions juridiques ou constitutionnelles, si vous parlez de questions internationales qui touchent les peuples autochtones, des questions de l'environnement, de juridiction, de responsabilité fiduciaire, quand vous parlez de bâtir une nouvelle relation, ou de modifier la Loi sur les Indiens—serait-ce de l'abolir, la modifier, la mettre à jour ou la remplacer par autre chose—alors vous parlez de quelque chose qui est complètement différent. Je dois dire que je suis d'accord avec M. Skelly—on démontre très clairement aux peuples autochtones de tout le Canada, et au Canada en général, que nous retrécissons la base. Nous baissons le rayonnement, si vous voulez, nous minimisons l'importance de ces questions et de leur impact sur le pays entier.

Le sort des peuples autochtones a une incidence sur les forêts, le développement hydro-électrique et le développement économique. Il faut reconnaître cela et y prêter une attention spéciale, parce que nous ne voulons pas faire encore les mêmes fautes et avoir les mêmes problèmes cet été ou l'été prochain. Nous voulons prêter une attention spéciale. Commençons ici en faisant un geste qui est non seulement symbolique mais aussi pratique, en donnant à cette question un contexte qui souligne son importance. C'est maintenant qu'il faut changer la façon dont nous traitons de ces questions.

[Texte]

When you are talking about the fiduciary responsibility, are you talking about a human resource problem? Maybe if you are talking about the lack or the inability of the Public Service Commission to retain aboriginal peoples or to attract them into senior management, it is a human resource problem. If you talk about the lack of people to carry out certain programs and services, then it is a human resource problem. That is pretty narrow. But in terms of human resources, that is narrowing the base for which you are going to discuss some very fundamental issues that are going to need much closer scrutiny and a better look in order to make the changes that are needed.

• 1645

The changes that are needed are fundamental, constitutionally and politically. Politically, we are talking about getting, at the minimum, nine members of Parliament in the House. We are going to guarantee a process to bring people in, to change the political equation for native people. Maybe, if you stretch it, that is a human resource problem, but I doubt it.

I think we need a separate envelope. I do not know how we can convince everyone that this really needs a different kind of thinking than what we are used to. We need to be able to take this issue, put it aside and dedicate the kind of time and resources to it that are needed.

That is why we have a royal commission, for God's sake. What do you call that, the royal commission on human resources? It is a royal commission on aboriginal affairs. If Mr. Clark comes out with a panel of aboriginal people, what do we call it, the constitutional panel on human resources?

It is crazy. We have to rethink this and realign our thinking fundamentally. We have to look at the fact that we deal with a wide range of issues related to the constitutional question—to land claims, to the Indian Act, social and health issues, environmental and economic—and one small part of that is human resources. It could involve training, development, you name it.

Clearly, we need to establish a separate envelope; that is the least we could do. We could be striving for greater goals than that, but maybe there is some limit on our creativity and our ingenuity. I do not know. I hope you will vote to have this motion accepted so the management committee can deliberate and give us its advice on this and maybe make the changes we ask. Thank you.

Mr. Dorin: I am going to ask a question and depending on what happens with the question, I might then move a motion.

I do not have any argument with the position put forward by Ms Blondin and others that aboriginal affairs involves a wide variety of issues and is not limited to what might be called human resources; I do not have any argument with that.

[Traduction]

Quand vous parlez de responsabilité fiduciaire, est-ce en fait un problème de ressources humaines? Pensez un peu à la Commission de la Fonction publique—peut-être le fait que cette commission n'embauche pas ou ne parvient pas à garder les peuples autochtones, ou les attirer vers des postes de cadres supérieurs, est un problème de ressources humaines. Quand vous dites que vous n'avez pas assez de personnel pour assurer la prestation de certains programmes ou de certains services, alors cela est un problème de ressources humaines. C'est un domaine assez restreint. Mais, en ce qui concerne les ressources humaines, cela restreint les bases sur lesquelles vous allez discuter de certaines questions fondamentales, qui devront être examinées de beaucoup plus près pour apporter les changements requis.

Ces changements sont fondamentaux, sur le plan constitutionnel et politique. Nous voulons avoir au moins neuf députés autochtones à Chambre des communes. Nous allons garantir un procédé qui nous permet de mettre des députés à la Chambre, de changer l'équilibre politique pour les peuples autochtones. On pourrait dire peut-être que ceci est un problème de ressources humaines, mais j'en doute.

Je crois qu'il nous faut un secteur séparé. Je ne sais pas comment nous pourrions convaincre tout le monde qu'il faudra désormais une approche réellement différente de celle que nous connaissons. Nous devons être à même de prendre cette question et d'y consacrer le temps et les ressources nécessaires pour arriver à des solutions.

C'est pour ça qu'il y a une commission royale, mon Dieu. Est-ce la commission royale sur les ressources humaines? C'est une commission royale sur les affaires autochtones. Si M. Clark produit un comité de peuples autochtones, qu'appellerons-nous ce comité—le comité constitutionnel sur les ressources humaines?

Ça ne marche pas comme ça. Nous devons repenser cette question, réviser l'orientation de notre pensée. Nous traitons d'une vaste gamme de questions portant sur la Constitution, les revendications territoriales, la Loi sur les Indiens, des questions sociales et de santé, des questions environnementales et économiques; les ressources humaines, ce n'est qu'une petite partie de tout cela. Il faudra peut-être de la formation, un certain développement, entre autres.

Évidemment, il faudra établir un secteur séparé; nous ne pouvons pas faire moins. Nous pourrions peut-être viser des objectifs plus élevés, mais notre créativité et notre ingéniosité pourraient être limitées. Je ne sais pas. J'espère que vous voterez pour cette motion, permettant ainsi au Comité de la gestion de délibérer et de nous donner son avis, et peut-être d'apporter aussi les modifications que nous aimerions voir. Merci.

M. Dorin: Je vais poser une question; après, je proposerai peut-être une motion, mais cela dépendra de la réponse.

Je suis d'accord avec la position de M^{me} Blondin et d'autres—les affaires autochtones recouvrent une gamme de questions et ne sont pas limitées au domaine qu'on pourrait appeler ressources humaines. Je suis tout à fait d'accord.

[Text]

However, I do have an argument with the fact that somehow these are being linked together. Even if it is a symbolic problem—and maybe it is—I think the problem here is that there is a question of dealing with how we organize the affairs of the House of Commons and the management of the House of Commons. So what I would propose, and I will make a motion to this effect if people seem to find an agreement. . .

Ms Blondin suggested earlier that she was prepared to set this aside for a period of time until the management committee considered it, and I would make a motion—I want to get the sense of people first—that we table this until the next meeting or something. I would make a tabling motion on this matter if people think that might be a way it could be considered, because while I do not have any problem with the fact that aboriginal affairs is broader than any single particular issue, I do not really accept the premise, if you like. . .

I think probably what we have is an unfortunate choice of names in how these envelopes are structured. I would like to somehow find a way to separate that link. I am wondering if we could perhaps table this until the next meeting or next week or whatever until the management committee has considered it, which apparently it is supposed to be doing right now, so I am told. Now, would that be an acceptable way to do this?

The Chairman: I could be corrected, but if there is a motion to table it, there is no debate on a motion to table—

Mr. Dorin: That is why I have not made the motion. I can make the motion but I do not want to make it if it is going to make matters worse. I will only make it if it is going to be acceptable when I make it. Do you know what I mean?

The Chairman: Before I accept the formal motion from Mr. Dorin, I want to make one point. I am very uncomfortable with waiting for the other committee to consider this because the letter I wrote to them just simply made them aware of what would be coming up here today. I have not been informed by the House management committee that it is dealing with the matter today and will come back with an answer to us. Before we table this motion, I want to make sure we are not assuming that the House management committee is doing something that I have no indication it is doing today.

• 1650

Mr. Dorin: We can deal with it today, but maybe everybody does not agree on the premise. We might end up with a division that might not be helpful for the future. I was thinking we might be able to avoid that.

The Chairman: Could we hold back until I hear from a couple of people? We will kind of stretch the rules.

Mr. Dorin: I am holding back.

Ms Blondin: I believe we have to vote on the motion that I put forward today. It is a motion that you as the chair advise the House management committee. I know you have written a letter. Has it gone to them?

[Translation]

Or, on essaie de lier ces questions, et là je ne suis pas d'accord. Même si le problème est symbolique—et peut-être il l'est—il y a aussi la question de l'organisation des affaires de la Chambre des communes et de la gestion de la Chambre. Donc je propose, en forme de motion si tout le monde paraît d'accord. . .

M^{me} Blondin a dit plus tôt qu'elle serait prête à mettre tout cela de côté pour un certain temps, jusqu'au moment où le Comité de gestion termine ses délibérations là-dessus. J'aimerais donc proposer une motion—mais d'abord j'aimerais avoir une idée de ce que vous pensez tous—que nous reportons cela jusqu'à la prochaine réunion, par exemple. Je pourrais faire une motion de report, si cela pourrait nous aider. Je suis d'accord que la problématique des affaires autochtones est plus vaste qu'une seule question isolée, mais je n'accepte pas vraiment le principe, si vous voulez. . .

La désignation des liens entre ces secteurs est probablement malheureuse. J'aimerais trouver un moyen d'éliminer ces liens. Peut-être nous pourrions reporter tout cela jusqu'à la prochaine réunion ou la semaine prochaine ou bien jusqu'à ce que le Comité de la gestion termine ses délibérations—si je ne me trompe, c'est ce qu'il devrait être en train de faire en ce moment. Qu'en pensez-vous?

Le président: Si je ne me trompe, il n'y a pas de débat sur une motion de report. . .

M. Dorin: C'est pour cela que je n'ai pas proposé la motion. Je pourrais toujours le faire, mais je préfère m'en abstenir pour ne pas compliquer les choses. Je proposerai la motion seulement si c'est ce qu'on veut. Savez-vous ce que je veux dire?

Le président: Avant d'accepter la motion officielle de M. Dorin, j'ai une chose à dire. Je ne veux pas qu'on attende que l'autre comité étudie cette question, parce que la lettre que je lui ai adressée n'avait pour but que de l'informer de notre programme d'aujourd'hui. Le Comité de la gestion de la Chambre ne m'a pas avisé qu'il se pencherait sur la question aujourd'hui et qu'il nous donnerait une réponse. Avant de déposer la motion, je veux être sûr qu'on sait si le Comité de gestion de la Chambre fait cela aujourd'hui ou non—je n'ai aucune information pour indiquer qu'il le fait aujourd'hui.

M. Dorin: On pourrait nous en occuper aujourd'hui, mais peut-être tout le monde n'est pas d'accord sur le principe. Cela pourrait finir par diviser le comité, et ainsi nous créer des problèmes à l'avenir. Je croyais qu'on pourrait éviter cela.

Le président: Si possible, attendons que deux ou trois personnes encore aient leur mot à dire. Soyons un peu flexible.

M. Dorin: J'attends.

Mme Blondin: Je crois que nous devons voter sur la motion que j'ai proposée aujourd'hui. La motion exige que vous, en tant que président, informez le Comité de la gestion de la Chambre. Je sais que vous leur avez écrit une lettre. Est-ce qu'ils l'ont reçue?

[Texte]

The Chairman: Yes. It went to them last week.

Ms Blondin: Okay. They have been so advised. Therefore, this is a very appropriate and logical step to take, even if it is after the fact. It was moved by Mr. Nault, I believe, and I am moving it again.

The Chairman: As a notice of motion.

Ms Blondin: As a notice of motion.

The Chairman: The House management committee has no idea where this committee stands on this matter.

Ms Blondin: Okay. Then we should let them know so that they will be so advised as to where we stand on this issue.

In relationship to that, I am assuming that my colleague, Mr. Lopez, is just demonstrating a lack of sensitivity and a lack of knowledge about the whole aboriginal milieu, if I might put it that way, or aboriginal affairs and all of the issues that pertain to aboriginal peoples, by calling it a social problem. It is an insult to call it a social problem. If it is a social problem, then it fits into another category. It fits into health and social services or something like that. Then you narrow the base and you put it there.

Mr. Koury: Sorry, but I have a point of order.

Ms Blondin: No, no, never mind a point of order.

Mr. Koury: Just a second, Ethel.

Ms Blondin: What the problem would be—

The Chairman: Mr. Koury, on a point of order.

Mr. Koury: He said "among many other things", of course. That is what he said. That is why I wanted to bring it to you. He said it was a social problem among many others.

The Chairman: That is not a point of order. That is a point of debate.

Ms Blondin: That is a point of stupidity, Mr. Chairman. You are fanning the fires. You are making me very angry.

Mr. Koury: Yes, and I will put more oil on the fire.

Ms Blondin: I am assuming it is a lack of understanding of the whole envelope that we are talking about and what it pertains to. It is an insult to refer to aboriginal people or aboriginal affairs as a social problem or as a problem. They are a people; they have rights. They are not a problem in whatever way you designate it, unless you are speaking about specifics, and that is the responsibility of those authorities that have that kind of mandate to do so. But in this committee we are talking about a separate envelope, and when we talk about it, we talk about aboriginal affairs and some fairly major issues and some fairly major areas that we want to deal with. We do not talk about a social problem. It is a real insult.

We do not say Italians or Chinese or Spanish people are a social problem. Therefore, we do not say that aboriginal peoples and aboriginal affairs are a social problem. I think we have to get our terminology right if we want to talk about symbolism, and how we talk about this particular issue is the first place to start. Having said this, I hope this will fit into a separate envelope.

[Traduction]

Le président: Oui. La lettre a été envoyée la semaine dernière.

Mme Blondin: Bon, alors nous les avons avisés. Cette mesure est donc très à propos et logique, même si elle vient après coup. C'est M. Nault qui a proposé la motion, je crois, et je la propose de nouveau.

Le président: Comme un avis de motion.

Mme Blondin: Oui, comme un avis de motion.

Le président: Le Comité de la gestion de la Chambre n'a aucune idée de la position de notre comité sur cette question.

Mme Blondin: Bon. Nous devrions donc les aviser de notre position sur cette question, pour qu'ils la connaissent.

Sur ce point-là, je suppose que mon collègue, M. Lopez, ne fait rien que montrer son manque de sensibilité et de connaissance du milieu autochtone, si je pourrais dire, ou des affaires autochtones et toutes les questions qui touchent les peuples autochtones, en appelant tout cela un problème social. C'est une insulte de parler d'un problème social. S'il s'agit d'un problème social, on doit le classer dans d'autres secteurs—le secteur de la santé, les services sociaux, ou quelque chose de pareil. On rétrécit la base en le classant dans le secteur actuel.

M. Koury: Rappel au Règlement, monsieur le président.

Mme Blondin: Mais non, laissez-le, le rappel au Règlement.

M. Koury: Un instant, Ethel.

Mme Blondin: Mais qu'est-ce qui vous. . .

Le président: Monsieur Koury, un rappel au Règlement?

M. Koury: Il a dit «entre autres», bien sûr. Voilà ce qu'il a dit. Je voulais attirer votre attention là-dessus. Il a dit que c'était un problème social, entre autres.

Le président: Cela n'est pas un rappel au Règlement. C'est une question de débat.

Mme Blondin: Cela est une question de stupidité, monsieur le président. Vous aggravez les choses. Vous me mettez très en colère.

M. Koury: Oui, et je n'ai pas encore fini.

Mme Blondin: Je suppose que c'est à cause d'un manque de compréhension du secteur entier, et des questions qui touchent ce secteur. C'est une insulte de considérer les peuples autochtones ou les affaires autochtones comme un problème social, ou comme un problème. C'est un peuple; ils ont des droits. Ils ne peuvent pas être considérés comme un problème, peu importe votre définition du mot problème, sauf si vous parlez de questions particulières; et là, ces questions sont la responsabilité des autorités qui ont un mandat à cet effet. Mais dans ce comité, nous parlons d'un secteur séparé, par lequel nous comprenons les affaires autochtones et certaines questions principales et domaines principaux sur lesquels nous devons nous pencher. Nous ne parlons pas d'un problème social. Cela est une insulte énorme.

Nous ne considérons pas les Italiens, les Chinois ou les Espagnols comme un problème social. Donc, il ne faut pas dire que les peuples autochtones et les affaires autochtones sont un problème social. Si on veut parler de symbolisme, commençons par utiliser la bonne terminologie—on pourrait commencer pendant nos délibérations sur cette question. Cela dit, j'espère que ces questions pourront s'inscrire dans un secteur séparé.

[Text]

The Chairman: Thank you.

Mr. Skelly: I am concerned that if we allow the present situation to continue without being designated as a separate envelope, we will have done a very racist thing. We have determined that because people belong to a certain race or a certain group of people, it is therefore a social problem. I think this Parliament and the people in this room have to reject that; otherwise they will be characterized as racist. That process will be a racist process. We cannot characterize aboriginal people as a human resources problem just because they belong to a certain race.

I think Ms Blondin is absolutely right. We do not do it with Irish people, we do not do it with other groups of people, and we most certainly should not do it with this group of people. In the past Canada has operated in its relations with aboriginal peoples on the basis of treaties, and treaties by their very nature cover a whole range of issues: cultural issues, government issues, land-holding issues, war and peace issues. All of those kinds of things have been included under the umbrella of those treaties that we have had with native people in this country. We have dealt with them essentially on a nation-to-nation basis, as sovereign people with sovereign people.

• 1655

For Parliament and for this committee and for the management committee of the House today to say we are now downgrading this committee from the status of a committee that deals with aboriginal people on the basis of that broad range of issues that are included in nation-to-nation treaties, I think is to commit a racist act. I think it would be a very unfortunate act of this committee, of this Parliament and of any of the institutions of this Parliament to do that.

I would urge members to support this resolution and to lobby the House management committee to include the aboriginal affairs committee under a separate envelope that would indicate to those people and to the rest of the country that we as a Parliament, we as a committee, are prepared to deal with aboriginal people on a nation-to-nation basis, and that we are prepared to consider the full range of issues that they wish to deal with before this committee, and that the committee wishes to deal with, with respect to aboriginal people. I do not think we can really do anything else and retain our self-respect, Mr. Chairman.

Mr. Anawak: On an earlier vote I had an indication that this committee was still along basically partisan lines, because I believe the member did not necessarily or may not have wanted to vote with his party but had to because all the others were voting as one. When we are talking about the issue of aboriginal affairs, we are talking about affairs that affect the aboriginal people of Canada. I want to believe that the members opposite have aboriginal issues and interests at

[Translation]

Le président: Merci.

M. Skelly: Ce qui m'inquiète, c'est que si nous laissons les choses continuer sans qu'un secteur séparé soit établi, nous aurons commis une action très raciste. Nous aurons dit, en fait, que certaines personnes constituent un problème social simplement parce qu'elles appartiennent à une race ou à un groupe particulier. Ce Parlement et ce comité doivent rejeter cela—sinon, ils seront perçus comme racistes. Le procédé deviendrait raciste. Nous ne pouvons pas désigner les peuples autochtones comme un problème de ressources humaines, simplement parce qu'ils appartiennent à une race particulière.

Je suis parfaitement d'accord avec M^{me} Blondin. On ne le fait pas avec les Irlandais, on ne le fait pas avec d'autres groupes, et on ne devrait certainement pas le faire avec ce groupe particulier. Jadis, les relations entre le Canada et les peuples autochtones étaient basées sur des traités. Un traité, par sa nature même, touche à toute une gamme de questions—des questions culturelles, des questions gouvernementales, des questions de terres, et des questions de guerre et de paix. Toutes ces sortes de questions ont été regroupées sous les traités signés avec les peuples autochtones de ce pays. Nous avons négocié avec eux comme une nation négocie avec une autre, comme un peuple souverain avec un autre peuple souverain.

Donc si le Parlement, ce comité et le Comité de la gestion de la Chambre décident maintenant de rétrograder ce comité, de dévaluer son statut de comité axé sur les affaires autochtones, affaires autochtones dans le sens de la vaste gamme de questions comprises dans les traités entres nations, cela serait d'après moi un acte raciste. Ce serait très malheureux si ce comité, ce Parlement, ou une institution quelconque de ce Parlement ferait cela.

Je conseille vivement aux membres de ce comité de soutenir cette résolution et d'exhorter le Comité de la gestion de la Chambre à établir un secteur séparé pour le Comité des affaires autochtones. Cela démontrerait aux peuples autochtones et au reste du Canada que nous, en tant que Parlement, et que nous, en tant que comité, sommes prêts à traiter avec les peuples autochtones de nation à nation, et que nous sommes prêts à étudier toute question qui a trait aux autochtones, que les peuples autochtones veulent mettre devant nous et que nous désirons étudier. Ce comité ne peut pas agir autrement et maintenir son respect de soi, monsieur le président.

M. Anawak: Sur un vote qu'on a eu plus tôt, j'ai eu l'impression que ce comité était toujours divisé sur les lignes partisans, parce que d'après moi, un membre du comité ne voulait pas nécessairement voter avec son parti, mais était obligé de le faire parce que tous les autres votaient de la même façon. Nous parlons ici des affaires autochtones, des affaires qui touchent tous les peuples autochtones du Canada. J'aimerais bien croire que nos collègues d'en face tiennent les

[Texte]

heart. However, I am of the opinion that this may not necessarily be the case, because this motion basically says aboriginal affairs does not belong under social issues. It says social issues may be involved, but it is more than that.

Again, the attitude... I beg to differ with my colleague, Mr. Koury, when he says that the statement made by the member opposite was in a general... because the statement made by Mr. Lopez was quite clear that he regarded aboriginal issues as a social problem. That is quite clear. That, I think, should not be underestimated. If we continue to accept this kind of statement from any member, we are going to get into the situation of not being able to work together at all, because the attitude will always be that we are a social problem. Until such time as we can get over that hurdle and start thinking of aboriginal people as people who deal with economics, justice, environment, cultural and political and constitutional or any other issues, we will never get to the point of being able to discuss intelligently the issues we should be discussing as this committee, the aboriginal affairs committee.

Aboriginal affairs committee covers a wide range, not just social issues, Mr. Chairman.

Mme Duplessis: Monsieur le président, je suis très sensible à la motion qui a été présentée par ma collègue. Quand le Comité de gestion de la Chambre a décidé de mettre le Comité là, il n'a pas voulu dire, je pense, que les problèmes des autochtones du pays ne touchaient pas les gens.

• 1700

Le fait de demander de former un bloc unique va peut-être causer certains problèmes, tant aux néo-démocrates qu'aux libéraux. Qui allons-nous demander pour nous remplacer? Il vaudrait peut-être mieux suggérer au Comité de gestion de choisir un bloc. Nous verrait-il mieux dans le secteur de l'économie? J'ai l'impression que si on demande que les affaires autochtones forment un bloc à elles seules, on va avoir beaucoup de difficulté à se trouver des substituts. Je pense qu'on a établi des blocs pour que cela soit plus facile.

Je ne sais pas si vous avez des suggestions à faire quant au bloc dans lequel pourrait être placé le Comité des affaires autochtones pour qu'on soit capables de se trouver des substituts. C'est très difficile. Même avec le nombre élevé de députés conservateurs, je n'ai réussi à me trouver que deux substituts. Vous avez peut-être été plus chanceux parce que vous avez une liste de sept, mais moi je n'ai réussi qu'à en trouver deux.

Mr. Anawak: Mr. Chairman, that is not our problem. That is the government's problem if they cannot find replacements for this particular committee. That is their problem, not ours. If they cannot find members, then who knows, maybe one or two members will show up, and that is fine. As we discussed earlier, a quorum is five.

I just want to point out the attitude of the government. We consider aboriginal affairs very important, and that is why from this party we have two aboriginal members on this committee. The government do not see fit to appoint their

[Traduction]

questions autochtones et les intérêts des peuples autochtones à coeur. Or, je crois que cela n'est pas nécessairement vrai, parce que cette motion dit en principe que les affaires autochtones ne peuvent pas être considérées comme étant des questions sociales. Elles peuvent toucher à des questions sociales, mais il y a plus que ça.

Encore une fois, je vois une attitude... Je ne peux pas donner raison à mon collègue, M. Koury, quand il dit que les remarques du député d'en face étaient de nature générale... Les remarques de M. Lopez démontrent très clairement qu'il considère les questions autochtones comme un problème social. Cela est très clair, et ne devrait pas être sous-estimé. Si on continue d'accepter cette sorte de propos d'un membre de ce comité, on arrivera au point où on ne peut plus travailler ensemble du tout, parce qu'il y aura toujours l'attitude que nous sommes un problème social. Jusqu'à ce qu'on surmonte cet obstacle et qu'on commence à percevoir les autochtones comme un peuple qui peut se charger de questions économiques, juridiques, environnementales, culturelles, politiques, constitutionnelles, etc., on n'arrivera jamais au point de pouvoir examiner intelligemment les dossiers que ce comité, le Comité des affaires autochtones, devrait examiner.

Le Comité des affaires autochtones devrait se pencher sur une vaste gamme de dossiers, pas seulement des questions sociales, monsieur le président.

Mrs. Duplessis: Mr. Chairman, I am quite sensitive to the motion put forward by my colleague. I do not think that when the House Management Committee put our committee in a particular envelope, it meant to imply that the problems of aboriginal peoples in Canada do not affect everyone.

Being a separate envelope may cause problems for the New Democrats and the Liberals. Who will be our substitutes? It might be better if we ask the Management Committee to select an envelope. Do they think we would fit better into the economic envelope? I think that if we ask that aboriginal affairs be a separate envelope, we will have a lot of trouble in finding substitutes. I think the envelope system was established to make that easier.

I do not know if you have any suggestions about the envelope in which the Aboriginal Affairs Committee could be placed so that we can find substitutes. It is very difficult to find substitutes. Even with the large number of Conservative members of Parliament, I have been able to find only two. You might have been luckier than I, since you have a list of seven substitutes, but I was able to find only two.

M. Anawak: Monsieur le président, cela n'est pas notre problème. Si le gouvernement est incapable de trouver des remplaçants pour ce comité, c'est son problème, pas le nôtre. S'ils ont des difficultés à trouver des membres, peut-être qu'un ou deux se présenteront aux réunions, et cela suffirait. Comme on l'a dit plus tôt, le quorum c'est cinq.

Je veux faire remarquer l'attitude du gouvernement. Pour nous, les affaires autochtones sont très importantes, et voilà pourquoi notre parti a nommé deux députés autochtones à ce comité. Le gouvernement n'a pas jugé bon de nommer son

[Text]

own aboriginal member to this aboriginal affairs committee. That is the attitude we have to deal with. Unfortunately, the NPD do not have an aboriginal member, and we hope you will not have for a while, but that is another situation.

That is the attitude of the government. They cannot even appoint their own aboriginal member to this committee.

Mr. Skelly: Madam Duplessis is trying to seek a solution here, and I think that is worthwhile, but unfortunately I think to take aboriginal affairs out of one envelope and put it in another may limit us dealing with social problems that are experienced.

I think the problem here is that the issues aboriginal people face run the broadest possible range that government deals with. That is why we were seeking to have them put under a separate envelope. Our party made representations when the House management committee was dealing with this issue in the first place to try to have aboriginal issues or the aboriginal affairs committee placed in a separate envelope.

I do not think it will create any more problems with respect to obtaining substitutes if we have a separate envelope. I do not think it will create problems with respect to getting committee rooms in terms of how the committee is managed. In fact, in New Zealand there is a separate Maori committee room in the Houses of Parliament that is reserved as a priority to the Maori members, and I think that could be done here as well.

We are in the process, as Ms Blondin has said, of talking about electing aboriginal representatives to the House of Commons. They have that already in New Zealand and most of them are Labour members. But if we are talking about making progress in that direction of electing aboriginal members to the House of Commons and this committee is going in the opposite direction, I think it is going to be a poor message to send to Canada and to the aboriginal people.

• 1705

I would hope that the Conservative members would take a look at this problem, accept the resolution as it has been presented, and send it to the House management committee with the unanimous support of all members of this committee.

I think that would send the proper message to the government, to the people of Canada, and to the aboriginal people in this country that we are at least going in the same direction as proposals that are being made with respect to aboriginal representation in the House of Commons.

The Chairman: Thank you. I should clarify one point, because it may be helpful to our debate. It is my understanding that substitution is allowed from envelope to envelope with the signature of the whip from each party. So as members make their decisions on how to vote on this matter, they should not assume that substitutions can be made within the envelopes. It is my understanding that they can be made throughout—

Mr. Skelly: But that is not the only concern.

The Chairman: That is not the only concern. I just want to clarify that.

[Translation]

propre député autochtone à ce comité. Voilà l'attitude qui nous confronte. Malheureusement, les néo-démocrates n'ont pas de député autochtone, et nous espérons que vous n'en aurez pas d'aussi tôt. Ça, c'est autre chose.

Voilà l'attitude du gouvernement. Ils ne peuvent même pas nommer leur propre député autochtone à ce comité.

M. Skelly: M^{me} Duplessis essaie de chercher une solution, et je crois qu'elle fait un bon effort, mais malheureusement le fait d'enlever les affaires autochtones d'un secteur et de les mettre dans un autre pourrait limiter notre capacité de traiter avec les problèmes sociaux.

Le problème ici, c'est que les affaires autochtones recouvrent la plus vaste gamme de problèmes qui confrontent le gouvernement. Voilà pourquoi on cherchait à établir un secteur séparé. Au moment où le Comité de la gestion de la Chambre se penchait sur cette question, notre parti a fait des représentations afin d'essayer d'établir un secteur séparé pour les affaires autochtones ou le Comité des affaires autochtones.

Je ne pense pas que le fait d'avoir un secteur séparé causerait plus de problèmes en ce qui concerne les remplacements. Je ne crois pas que cela causerait des problèmes en ce qui concerne les salles de comités et la gestion du comité. En fait, au Parlement de la Nouvelle-Zélande, il y a une salle de comité Maori réservée prioritairement aux députés Maoris; on pourrait faire cela ici.

Comme M^{me} Blondin l'a dit, on parle d'élire des représentants autochtones à la Chambre des communes. En Nouvelle-Zélande, ils en ont déjà—la plupart appartiennent au Parti travailliste. Mais si nous voulons faire des progrès dans ce sens-là, voir l'élection de députés autochtones à la Chambre des communes, et ce comité travaille dans le sens contraire, cela donnera la mauvaise impression au Canada et aux autochtones.

J'aimerais que les membres du Parti conservateur examinent ce problème, acceptent la résolution telle qu'elle est présentée et la soumettent au Comité de la gestion de la Chambre avec l'appui unanime du présent comité.

On montrerait ainsi clairement au gouvernement, à la population canadienne et aux autochtones du pays que nous allons dans le même sens que les propositions faites relativement à la représentation des autochtones à la Chambre des communes.

Le président: Merci. J'aimerais préciser un point, pour faciliter le débat. Je crois savoir que la substitution est autorisée d'un secteur à l'autre avec la signature du whip de chaque parti. Au moment de décider de la façon de voter sur cette question, les membres ne doivent pas supposer que des substitutions doivent être faites à l'intérieur des secteurs. Je crois savoir qu'elles peuvent être faites tout au long...

M. Skelly: Mais ce n'est pas le seul problème.

Le président: Non. Je voulais simplement faire cette mise au point.

[Texte]

Mme Duplessis: Il y a eu beaucoup de discussions. J'ai tenté de m'expliquer tout à l'heure et je crois que je n'ai pas été assez claire. Je suis très sensible au problème autochtone et je veux que le Comité parte du bon pied. J'appuie la motion de mon collègue parce que c'est un signal à envoyer aux autochtones du pays. Les députés du gouvernement sont aussi sensibles que les députés de l'opposition au problème autochtone dans le pays, et ce Comité doit partir du bon pied. C'est pourquoi, monsieur le président, j'appuie la motion. J'espère que mes collègues conservateurs vont faire de même.

The Chairman: Thank you. Is the committee ready for the question? With your permission, I will read the motion before we vote on it.

It is moved by Ms Blondin:

That the Chair of the Standing Committee on Aboriginal Affairs move immediately to advise the House Management Committee of this Committee's profound objection with its placement within the Human Resources envelope; and, further, that the Chair requests, on behalf of this Committee, that the Standing Committee on Aboriginal Affairs be placed in an envelope entitled: "Aboriginal Affairs".

Mr. Dorin: I still have some doubts, and I would like to make one more statement about the motion.

My concern is that a signal is perhaps being sent and that even the fact that we make this motion serves to confirm that signal. I think it serves to confirm something that is not reality, i.e., this committee happens to be grouped together with some others and perhaps there was an unfortunate choice of title in terms of the groups, as I said earlier. They could have called them 1, 2, 3, 4, or something.

We asked whether we talk about the Irish in this way or the Chinese and so on. The fact of the matter is that there is no department for Irish affairs and no standing committee, for that matter.

Ms Blondin: Because there is no Irish act or Caucasian act, but there is an Indian Act.

Mr. Dorin: The point is that I believe this grouping was done, to begin with, only as a matter of management and administration of the House of Commons and its committees and not necessarily as a signal, if you like, that aboriginal affairs are limited to human resource issues. I am uncomfortable with the idea that by virtue of passing this motion we confirm that signal. I just think it was probably an error or that certainly an interpretation is being put on the decision, which is in error, but we just add to the confusion by taking this step.

Now, I am not going to try to persuade anybody else how to think, but that is how I think, and I am not sure this motion is to our advantage. If we take this matter to its conclusion, it is conceivable that every other committee, for one reason or another—

Mr. Anawak: Let them worry about it.

[Traduction]

Mrs. Duplessis: There has been much discussion. I tried to give an explanation previously but I think it was not clear enough. I am very concerned about native issues and I want the Committee to have a good start. I support the motion of my colleague because it is a signal to the native people of Canada. The government members are as concerned as the opposition members about native issues in Canada, and this committee must start on the right foot. That is why, Mr. Chairman, I support the motion. I hope my Conservative colleagues will do the same.

Le président: Merci. Le comité est-il disposé à mettre la question aux voix? Avec votre permission, je vais lire la motion avant que nous la mettions aux voix.

Il est proposé par M^{me} Blondin:

Que le président du Comité permanent des affaires autochtones informe immédiatement le Comité de la gestion de la Chambre du fait que ce comité s'oppose fermement à être placé dans le secteur des Ressources humaines; et en outre, que le président demande, au nom du comité, que le Comité permanent des affaires autochtones soit placé dans un secteur intitulé «affaires autochtones».

M. Dorin: J'ai encore quelques doutes et j'aimerais faire une autre observation au sujet de la motion.

Je crains qu'on veuille peut-être ainsi signifier quelque chose et que le fait même de présenter cette motion serve de confirmation. Je crains que cela contribue à confirmer quelque chose qui n'existe pas dans la réalité, à savoir que ce comité se trouve groupé avec quelques autres et peut-être a-t-on été mal avisé en choisissant les titres des groupes, comme je l'ai déjà dit. On aurait pu leur donner les numéros un, deux, trois, quatre, par exemple.

On se demande si on parle des Irlandais ou des Chinois ou d'autres de cette façon. Le fait est qu'il n'y a pas de ministère des affaires irlandaises ni de comité permanent à ce sujet.

Mme Blondin: Parce qu'il n'y a pas de loi sur les Irlandais ni de loi sur les blancs, mais il y a une loi sur les Indiens.

M. Dorin: En fait, je crois qu'on a effectué ce regroupement, tout d'abord, pour une simple raison de gestion et d'administration de la Chambre des communes et de ses comités et non pas nécessairement pour donner à entendre, si vous voulez, que les affaires autochtones ne se rattachent qu'aux questions de ressources humaines. Je n'aime pas l'idée qu'en adoptant cette motion nous confirmons cette idée. J'estime que c'était probablement une erreur ou qu'on interprète mal la décision concernant l'appellation des secteurs, mais nous ne faisons qu'accroître la confusion en adoptant cette mesure.

Je ne vais pas essayer de persuader les autres de ce que je pense, mais c'est ce que je pense et je ne suis pas certain que cette motion nous rende service. À la limite, il se pourrait que tout autre comité, pour une raison ou pour une autre. . .

M. Anawak: C'est leur problème.

[Text]

Mr. Dorin: —can make a quasi-similar argument. We have to try to separate the issue from a question of management of House of Commons affairs. As I said, rightly or wrongly, we have a separate department and a separate House of Commons committee. Rightly or wrongly, we have this envelope system. Personally, I do not particularly like it. I said that. I do not like the idea of linking these two things together. That is what I do not like about it. I do not mind if you want to see some changes or whatever, but I do not think we should somehow suggest that this was an effort to say that aboriginal affairs are simply human resources and that is that, because I do not believe that was the case. It is not the case.

• 1710

Ms Blondin: I would like to say, in conclusion, I hope, that it is not what we said, and it is not perhaps a blanket condemnation of this whole process. It is an opportunity, if there was an error of omission, to correct it.

We have an opportunity to do that because we are told as committees that we are the masters of our own destiny. We can do that. We can perhaps send a message to the management committee that in light of the discussion we have had, there are other considerations that should have been accommodated. If there was a mistake and if that whole intention was for administrative purposes, we in fact are going to do the right thing by sending the right message to them and correct it.

We should take the opportunity to in fact do the right thing, not by persisting in leaving it there, because that is not going to do it either. We need to be proactive and take a positive step and put this in an envelope of its own, so we can deal with it like that. It sends a loud message. People may not think we are being watched, but we are. We have worked very hard in this committee to build up a level of credibility and come to consensus on a number of very difficult issues.

Do you know that since I have been elected, Mr. Chairman, we have not had a minority report? That is not because we agreed with each other on everything. It is because we worked very hard to grapple with difficult issues. We have had our ups and downs. But I think we can take the initiative here and go to the management committee and make the change.

What are they going to say? Is it going to be earth-shattering if we put this in an envelope of its own? I do not think so. I think it is an opportunity to do the right thing.

Motion agreed to

The Chairman: The next order of business, Mr. Skelly, are the two notices of motion that Mr. Angus brought forward at the last meeting. Did you wish to deal with those today?

Mr. Skelly: I am wondering what the chairman had in mind as to the timetable of the committee. Ms Blondin suggested that the committee defer all other business until the management committee deals with the motion we just passed. I would prefer that this not happen. If we are running up against the end of our time today, I would rather not present these motions and then have us carry over to another day or carry on into the night. I am wondering about the chairman's view of the timetable of this meeting.

[Translation]

M. Dorin: ...avance un argument analogue. Il nous faut essayer de distinguer cette question des problèmes de gestion des travaux de la Chambre des communes. Comme je l'ai dit, à tort ou à raison, nous avons un ministère distinct et un comité de la Chambre distinct. À tort ou à raison, nous avons ce système de secteurs. Personnellement, il ne me plaît pas beaucoup. Je l'ai dit. Je n'aime pas qu'on associe ces deux éléments. C'est ce qui ne me plaît pas là-dedans. Peu m'importe si vous voulez effectuer des changements, mais je ne crois pas que nous devions de quelque façon laisser entendre que les affaires autochtones relèvent tout simplement des ressources humaines, parce que je ne crois pas que ce soit le cas. Pas du tout.

Mme Blondin: J'aimerais ajouter, en terminant, j'espère, que ce n'est pas ce que nous avons dit, et que ce n'est peut-être pas une condamnation générale de tout ce processus. C'est une occasion, s'il y a eu erreur ou omission, d'y remédier.

Nous avons une occasion de le faire parce qu'on nous dit qu'en tant que comité nous sommes les maîtres de notre propre destinée. Nous pouvons le faire. Nous pouvons peut-être donner à entendre au Comité de la gestion que, vu le débat que nous avons eu, il faudrait tenir compte d'autres considérations. Si c'était une erreur et si tout cela était justifié par des raisons administratives, nous allons faire ce qu'il y a à faire en leur exposant clairement notre pensée et corriger la situation.

Nous devons saisir l'occasion de prendre des mesures, et non pas laisser les choses comme elles sont, parce que cela ne servirait à rien. Nous devons prendre les devants, agir et mettre cet élément dans un secteur qui lui soit propre, afin que nous puissions le traiter tel quel. C'est un message bien clair. On peut penser qu'on ne nous observe pas, mais en fait on nous observe de très près. Ce comité a travaillé très fort pour bâtir sa réputation et en arriver à un consensus sur différentes questions très épineuses.

Savez-vous que depuis mon élection, monsieur le président, nous n'avons pas eu un seul rapport minoritaire? Ce n'est pas parce que nous nous entendons sur tout. C'est parce que nous nous efforçons de régler les questions difficiles. Nous avons eu nos bons et nos mauvais moments. Mais je pense qu'ici nous pouvons prendre l'initiative, nous adresser au Comité de gestion et effectuer le changement.

Que diront-ils? Est-ce que la Terre va cesser de tourner si nous mettons ceci dans un secteur qui lui soit propre? Je ne le pense pas. Je pense que c'est une occasion de passer à l'action.

La motion est adoptée

Le président: Passons au point suivant, monsieur Skelly, soit les deux avis de motion que M. Angus a reportés à la dernière séance. Voulez-vous que nous les abordions aujourd'hui?

M. Skelly: Je ne sais pas quelles sont les intentions du président en ce qui concerne le programme du comité. M^{me} Blondin a suggéré que le comité reporte toutes les autres affaires jusqu'à ce que le Comité de gestion ait traité la motion que nous venons d'adopter. Je ne suis pas d'accord. Si nous manquons de temps aujourd'hui, je préférerais que nous ne présentions pas ces motions et que nous reportions les travaux à une autre journée ou dans la soirée. Je ne sais pas ce que le président pense du programme de cette séance.

[Texte]

The Chairman: It being 5.15 p.m. already, we could perhaps have another meeting this week to deal with your motions, Mr. Skelly, if you so wish.

Mr. Skelly: Sure. I am certainly prepared to move them today.

Mr. Dorin: Make a motion to adjourn and we will accept it.

Ms Blondin: I am prepared to stay.

The Chairman: I am certainly prepared to stay. It will be the decision of the committee. If you wish to so move, we can certainly deal with them today, Mr. Skelly.

Mr. Skelly: Okay. I understand that at the last meeting the motion was divided into two motions, or two notices of motion, the first one being:

Whereas the Parliament of Canada has a fiduciary or trust-like obligation to the aboriginal peoples of Canada; and

Whereas the Supreme Court of Canada has ruled that essential to this trust responsibility is the obligation to fully consult aboriginal people on decisions affecting their lives; and

Whereas the Standing Committee of the House of Commons as an institution of Parliament also shares in this fiduciary responsibility;

Therefore, it is resolved that the House of Commons Standing Committee on Aboriginal Affairs will invite a representative of each of the national aboriginal representative organizations to send a delegate or such alternate as she or he may designate to participate in a non-voting capacity as an *ex officio* member of this committee with all other rights and duties of a committee member for the duration of the 34th Parliament.

• 1715

Ms Blondin: I was led to believe, Mr. Chairman, that the number "three" was struck. Although we have three nationally elected bodies or organizations, there are other groups that would be perceived to be disaffected from this whole process.

The Chairman: Yes, the number "three" was struck from the notice of motion. It would read "each of the national".

Mr. Skelly: A number of the national aboriginal organizations have made representations to this committee, to government and to individual members with respect to the process of consultation and of their relationship to the government and the House of Commons. Especially when the committee was dealing with the issue of establishing priorities for its own business and we prepared that report entitled *Unfinished Business*, one of the concerns that was presented by a number of the organizations was that there be relationships established between Parliament and its various bodies and institutions that would allow the aboriginal organizations to consult on a continuing basis with Parliament and with government.

[Traduction]

Le président: Il est déjà 17h15, nous pourrions peut-être tenir une autre séance cette semaine pour traiter de vos motions, monsieur Skelly, si vous le voulez.

M. Skelly: D'accord. Je suis disposé à les proposer aujourd'hui.

M. Dorin: Présentez une motion d'ajournement et nous l'accepterons.

Mme Blondin: Je suis disposée à rester.

Le président: Je suis disposé à rester moi aussi. La décision appartient au comité. Si vous voulez le proposer, nous pouvons certainement traiter de ces motions aujourd'hui, monsieur Skelly.

M. Skelly: D'accord. Je crois savoir qu'à la dernière séance la motion a été partagée en deux, ou en deux avis de motion, la première étant celle-ci:

Attendu que le Parlement du Canada a une obligation fiduciaire à l'égard des peuples autochtones du Canada; et

Attendu que la Cour suprême du Canada a jugé que l'essentiel de cette responsabilité fiduciaire consiste en l'obligation de consulter pleinement les peuples autochtones sur les décisions qui influent sur leur vie; et

Attendu que le comité permanent de la Chambre des communes, en tant qu'institution parlementaire, partage cette obligation fiduciaire;

Il est résolu que le Comité permanent des affaires autochtones invitera un représentant de chacune des trois organisations nationales à envoyer un délégué ou un remplaçant qu'il ou elle aura désigné à participer à titre de membre d'office du comité, n'ayant pas le droit de vote, mais ayant tous les autres droits des membres du comité pour la durée de la 34^{ième} législature.

Mme Blondin: Monsieur le président, on m'a fait savoir que le chiffre «trois» a été supprimé. Même si nous avons trois organismes qui sont élus à l'échelle nationale, il y a d'autres groupements, et les gens pourraient croire que ceux-ci sont à l'écart du processus.

Le président: Oui, en effet, on a supprimé le chiffre «trois» de l'avis de motion. Le libellé serait «chacune des organisations autochtones nationales».

M. Skelly: Des organismes autochtones nationaux ont fait des démarches auprès de ce comité, du gouvernement et des députés au sujet du processus de consultation et de leur lien avec le gouvernement et la Chambre des communes. Pendant que le comité fixait des priorités pour ses propres travaux et pendant la préparation du rapport *Questions en suspens*, certains organismes voulaient que des liens soient établis entre le Parlement et ses divers organismes et institutions afin de permettre des consultations continues entre les organismes autochtones et le Parlement et le gouvernement.

[Text]

For example, it was suggested that a committee of Cabinet be established that would have the aboriginal representatives and Cabinet members who deal with aboriginal issues in a permanent committee of Cabinet, with aboriginal people as *ex officio* members. At the same time a number of the aboriginal members of the House of Commons and the Senate have suggested that there be aboriginal seats in the House of Commons. I think what we are proposing here in response to a number of the suggestions that were made to our committee over the past year or two is that this committee begin the process by inviting members of the national aboriginal organizations to sit on the committee as *ex officio* members.

I think it would be helpful for the committee in dealing with its business to have the point of view of those aboriginal organizations. It is not something that is without precedent. It was done by the Penner committee in the past and was found to be very helpful to that committee in the work it was doing on aboriginal self-government.

It is, I think, a movement ahead in terms of the consultation we have an obligation to under the Sparrow decision. I think this committee can establish a precedent with the Parliament of Canada and aboriginal people. I strongly support this resolution and hope that other members will support it as well.

M. Lopez: Je suis conscient que notre Comité devra tirer parti au maximum de l'éclairage que toutes les nations autochtones peuvent nous apporter. Dans ce cas-ci, je suis favorable à ce qu'on invite les autochtones à venir au Comité à titre de témoins pour nous donner leur version. Je considère cependant que nous avons déjà assez de difficultés à nous entendre entre nous sans en créer davantage. Il ne faut pas oublier que nous sommes un comité de la Chambre des communes. Je ne comprends pas par quel raisonnement on peut dire qu'une personne non élue devrait faire partie d'un comité de la Chambre. C'est bien un comité de la Chambre. Ce n'est pas une commission externe. Dans ce cas-ci, c'est un comité permanent de la Chambre des communes et, à mon humble avis, les seules personnes qui peuvent y siéger sont les membres de la Chambre des communes. Donc, je m'opposerai à l'inclusion de toute autre personne comme membre du Comité, d'où qu'elle vienne. Cependant, je suis tout à fait disposé à les écouter en tant que témoins et à prendre en considération tout ce qu'ils vont nous dire.

Merci, monsieur le président.

• 1720

Mme Duplessis: Mon intervention va dans le même sens, monsieur le président. Je considère que les comités de la Chambre des communes sont des comités d'élus, de gens qui ont dû passer à travers une élection. M^{me} Blondin et M. Anawak, eux, sont vraiment des représentants des autochtones au niveau du Canada.

On pourrait toujours les appeler au besoin, comme conseillers ou encore pour venir témoigner devant notre Comité, mais je ne pense pas qu'ils doivent être reconnus comme membres *ex officio* du Comité et avoir les mêmes

[Translation]

Par exemple, on a suggéré l'établissement d'un comité du Cabinet auquel siègeraient des représentants autochtones et des membres du Cabinet qui s'occupent des questions autochtones. À l'intérieur de ce comité permanent du Cabinet, les autochtones auraient le statut de membres d'office. En même temps, quelques députés et sénateurs d'origine autochtone ont suggéré la création de sièges à la Chambre des communes spécifiquement pour les autochtones. La proposition en question est une réponse à quelques suggestions que notre comité a reçues pendant les deux dernières années. Il est proposé que le comité démarre le processus en demandant aux membres des organismes autochtones nationaux de siéger au comité en tant que membres d'office.

À mon avis, ces organismes autochtones seraient d'une aide précieuse pour le comité. Cette proposition n'est pas sans précédent. Le comité Penner a fait la même chose par le passé, et le comité a grandement bénéficié de cette participation dans ses travaux consacré dans le domaine de l'autonomie politique des autochtones.

J'estime que cette proposition représente un progrès par rapport à la consultation que nous devons effectuer conformément au jugement Sparrow. Ce comité peut établir un précédent pour ce qui est de la consultation entre le Parlement du Canada et les autochtones. J'appuie cette résolution fortement, et j'espère que les autres membres vont l'appuyer également.

Mr. Lopez: I am aware that our committee must take full advantage of the things we can learn from all the native peoples. In this case, I would favour inviting native people to appear before the committee as witnesses to give us their version of matters. However, I think that we already have enough problems in coming to an agreement among ourselves without creating even more problems. We must remember that we are a committee of the House of the Commons. I do not see how one could argue that a non-elected person should sit on a committee of the House of Commons. This is committee of the House of Commons, you realize. It is not an external commission. In this case, we are sitting on a Standing Committee of the House of Commons, and in my humble opinion, the only people who should be sitting on this committee are members of the House of Commons. Therefore, I am opposed to including any other person on this committee, wherever he or she may come from. Nonetheless, I am quite willing to listen to them as witnesses and consider everything they have to tell us.

Thank you, Mr. Chairman.

Mrs. Duplessis: Mr. Chairman, I would agree with Mr. Lopez. I think that committees of the House of Commons are committees made up of elected officials, people who have had to go through an election. Mrs. Blondin and Mr. Anawak are truly representatives of native people throughout Canada.

We could always ask representatives of native organizations to serve as advisors if need be, or to appear before our committee, but I do not think that they should be recognized as *ex-officio* members of the committee, entitled

[Texte]

droits que les membres sauf celui de voter. Ce serait créer un précédent même si monsieur nous dit que le Comité Penner a fait cela dans les années 60 ou 70. Actuellement, je ne vois pas l'utilité de cela. Au besoin, on pourra inviter ces gens à venir nous rencontrer pour nous donner leurs avis sur les différentes questions. Donc, je suis contre cette proposition.

The Chairman: Further discussion. Mr. Skelly, did you...?

Mr. Skelly: No, I was just going to cite 771 in *Beauchesne's*, Mr. Chairman:

While highly unusual, non-Members of the House have, by resolution of a committee, been made *ex officio* members of a special committee with the ability to participate in the examination of witnesses and the drafting of the committee's report.

This was the Special Committee on Indian Self-Government in the *Minutes of Proceedings and Evidence*, December 22, 1982. I do not think we are establishing a precedent, but what if we are? I do not think there are any problems with governments making progress and establishing precedents and making a gesture or an effort to consult with the aboriginal groups in this country. I think it would be an important thing for the committee to do.

What is wrong with doing something that is new and something that has also been demonstrated to be necessary? While this committee has heard aboriginal witnesses, it is not necessary for this committee to even give any weight to the testimony given through those witnesses. I think that is more likely to happen if aboriginal representatives sit on an *ex officio* basis on this committee and assist members with the evidence in preparing their report.

Now, it has been suggested, Mr. Chairman, that we do have two aboriginal members on this committee, but it is unfair—it is impossible, in fact—for this committee to saddle those members with the burden of representing all aboriginal people in Canada. For example, I play the bagpipes and I am on this committee, but I do not represent all bagpipers in Canada, or I am Irish and I sit on this committee, but I do not represent people of Irish descent in Canada. It simply does not operate that way.

The people who represent aboriginal people are those who are elected by their organizations across the country, and I think that is what we have to take into consideration. I understand there is some objection on the other side, but I would certainly urge the committee to consider this.

In addition, it has been requested by the aboriginal representative organizations, and I think it would be an important first step in improving the level of consultation and co-operation between this Parliament and aboriginal people in the country.

[Traduction]

to the same rights as members except for the right to vote. This would be creating a precedent, even if Mr. Skelly tells us that the Penner committee did that in the 1960s or 1970s. At the present time, I do not see how this could be useful. If necessary, we could ask these people to come meet with us to give us their opinions on various issues. So I must say I am against this proposal.

Le président: Continuons la discussion. Monsieur Skelly avez-vous...?

M. Skelly: Non, je voulais citer l'article 771 de *Beauchesne*, monsieur le président:

Dans des cas extrêmement exceptionnels, il est possible qu'un comité fasse une résolution selon laquelle des personnes qui ne sont pas députés de la Chambre deviennent des membres d'office d'un comité spécial. Ces personnes sont autorisées à participer à l'interrogation des témoins et à la rédaction du rapport du comité.

Dans ce cas, il s'agissait du Comité spécial sur l'autonomie politique des Indiens, comme on peut constater dans les *Procès-verbaux et témoignages* du 22 décembre 1982. Je ne crois pas que nous soyons en train d'établir un précédent. Et même si on établissait un précédent? Je n'y vois pas d'inconvénient. Il est bon que les gouvernements fassent des progrès et établissent des précédents et prennent des mesures visant à consulter des groupements autochtones de ce pays. À mon avis, il est très important que le Comité consulte ces gens.

Il n'y a rien de mal à faire quelque chose de nouveau, et la nécessité des innovations est évidente. Alors que ce Comité a écouté des témoins autochtones, il n'est même pas tenu d'attacher de l'importance aux témoignages de ces personnes. J'estime qu'il est plus probable que cela se traduise si les représentants autochtones siègent à ce comité en tant que membres d'office afin d'aider les autres membres à comprendre les témoignages pendant la préparation du rapport.

Certains ont souligné, monsieur le président, qu'en effet nous avons deux membres d'origine autochtone au sein de ce Comité, mais il n'est pas juste—en effet, il est impossible que ce Comité impose le fardeau de représenter tous les autochtones du Canada à ses membres. Moi, par exemple, je joue de la cornemuse et je siège à ce Comité, mais je ne représente pas tous les joueurs de cornemuse du Canada. Je suis d'origine irlandaise et je suis membre de ce Comité, mais je ne représente pas les gens d'origine irlandaise au Canada. C'est très simple: le système ne fonctionne pas de cette manière.

Les personnes qui représentent les autochtones sont celles qui sont élues par leurs organismes partout au Canada. Selon moi, cela doit entrer en ligne de compte. Je comprends les objections des autres partis, mais j'incite certainement le Comité à considérer ce point.

D'ailleurs, les organismes autochtones ont demandé de participer, et je crois que cette proposition serait un début important pour ce qui est de l'amélioration de la consultation et de la collaboration entre le Parlement et les autochtones du Canada.

[Text]

Ms Blondin: I would like to speak to this motion. I think the intent of the motion is to find an equation that clearly speaks for full representation of aboriginal people at the highest level in this land, which is in terms of committees and standing committees.

In the past I believe a number of special committees have had *ex officio* members appointed to them. And I know that on the committee for Bill C-31, we have tried in vain to have the special committee deal with Bill C-31.

We have tried through a number of avenues to attempt to have *ex officio* members appointed—to no avail; this is over the last six months, I believe. From all indications, there will be a special parliamentary committee assigned to aboriginal affairs. This was the message that was coming from the minister on unity and constitutional reform, Mr. Clark. In that capacity, I can see that aboriginal people will play a very important role, probably the most important role, along with the royal commission under the advisement of Justice Dickson. So there are a number of capacities in which native people will be sought.

• 1725

As far as the standing committees in the House, I do not know if it has been done. As my colleague indicated, if it sets a precedent, that is fine. Mr. Anawak is Inuit, I am Dene and Mr. Littlechild, from Wetaskiwin, is Cree. We have served in some capacity, but of course we do not rely solely on our own knowledge and our ability to advise or to work with the committee.

Unfortunately, although Mr. Skelly is very representative of his party, the New Democratic Party does not have a sitting aboriginal member at this point. They have had native members in the past, however.

There is a role for aboriginal people to play—in a number of capacities. There is a new order of thinking on all of the political issues that are at hand in our country, and this thinking begs for the participation of aboriginal peoples.

Having said that, I have worked very hard to get aboriginal people on the special committees, and I will continue to do so. And not just special committees, Mr. Chairman, but the various special initiatives, perhaps even the royal commission and this new special committee or panel that will be announced.

I understand the full intent of the motion put forward. One of the reasons this has occurred is that there is no equation there that expresses equality and the thrust that is needed to live up to the government's fiduciary obligations and responsibility.

The Chairman: Is there further discussion on the motion?

Motion negatived

The Chairman: Mr. Skelly, did you wish to move the second motion?

Mr. Skelly: I move:

[Translation]

Mme Blondin: Je tiens à parler de cette motion. J'estime que le but de la motion est d'établir un équilibre qui fasse en sorte que les autochtones soient pleinement représentés au plus haut palier de ce pays, c'est-à-dire, au sein des comités et des comités permanents.

Si je ne m'abuse, des membres d'office ont été nommés à quelques comités spéciaux par le passé. Et je sais que nous avons essayé la même chose, vainement, pour le Comité spécial qui s'occupe du projet de loi C-31.

Nous avons essayé plusieurs moyens pour que des membres d'office soient nommés, et sans réussite. On essaie depuis six mois, je crois. D'après toutes les indications, il y aura un Comité spécial du Parlement pour traiter des questions autochtones. Tel a été le message du ministre responsable de l'Unité canadienne et de la Réforme de la Constitution, monsieur Clark. A ce titre, je constate que les peuples autochtones joueront un rôle très important, peut-être le plus important, avec la Commission royale d'enquête que présidera le juge Dickson. On consultera donc les peuples autochtones à divers titres.

En ce qui concerne les comités permanents de la Chambre, je ne sais pas si on l'a fait. Comme mon collègue l'a dit, si l'on crée un précédent, tant mieux. M. Anawak est Inuit, je suis Déné et M. Littlechild de Wetaskiwin, est un Cri. Nous avons rempli certaines fonctions, mais nous ne comptons pas exclusivement sur nos propres connaissances et notre propre capacité pour conseiller le comité ou travailler avec lui.

Malheureusement, bien que M. Skelly soit très représentatif de son parti, le Parti néo-démocrate ne compte pour l'instant aucun député autochtone, mais il n'en a pas toujours été ainsi.

Les peuples autochtones ont un rôle à jouer—à de nombreux égards. Il y a une nouvelle façon d'aborder toutes les questions politiques qui se posent dans notre pays, et cette nouvelle conception nécessite la participation des peuples autochtones.

Cela dit, j'ai beaucoup fait pour que des représentants de peuples autochtones siègent aux comités spéciaux, et je continuerai de le faire. Et non pas seulement aux comités spéciaux, monsieur le président, mais à divers projets spéciaux, et peut-être même à la commission royale et à ce nouveau comité spécial dont la création sera annoncée.

Je comprends parfaitement l'esprit dans lequel la motion est présentée. Si cela s'est produit, c'est notamment qu'il n'y a pas d'équation qui traduise le souci d'équité et le dynamisme nécessaires au gouvernement pour satisfaire pleinement à ses obligations fiduciaires à l'égard des autochtones.

Le président: Avez-vous d'autres observations à faire sur la motion?

La motion est rejetée

Le président: Monsieur Skelly, voulez-vous présenter la deuxième motion?

M. Skelly: Je propose:

[Texte]

That the House committee study as its first order of business the full extent of its fiduciary obligations as an institution of Parliament to the aboriginal peoples of Canada, consistent with the Constitution Act of Canada and the rulings of the Supreme Court of Canada.

The Chairman: Thank you. For my benefit, if no one else's, would you mind explaining to the committee exactly what we would be talking about with this motion?

Mr. Skelly: We want to examine the extent to which the fiduciary responsibility that such decisions as Sparrow talk about extends not simply to the Crown and the Government of Canada but to Parliament and the institutions of Parliament. In particular, we want to examine how it extends to this committee and how we are bound by that decision to make our practices conform to the fiduciary or trust responsibility that we have with native people in Canada. I believe it would require calling expert witnesses, people with a legal understanding of these decisions and how this committee is bound by decisions such as Sparrow, which outlined the fiduciary responsibility of the government and the Parliament of Canada.

• 1730

Mr. Dorin: It is not really debate. Maybe I am slow here but I am having difficulty. You are talking about this committee. Could you try to give us a more thorough explanation?

Mr. Skelly: Maybe I will elaborate a bit, Mr. Chairman. For example, right now governments and branches of government are examining the court decisions and academic papers that have arisen from that court decision to find out where their responsibilities lie in terms of their dealings with aboriginal people, in terms of their requirement for consultation with aboriginal people, not just institutions of this government and this Parliament but also provincial governments who are going to be affected by the Sparrow decision.

For example, the Government of Ontario has recently said there are certain obligations they have with respect to aboriginal rights in hunting and trapping and fishing within the province and that they have to change their practices because of the Sparrow decision, practices involving consultation, practices involving the integrity of the Crown in dealing with aboriginal people. So those kinds of things are all being dealt with by both provincial and federal governments and their agencies and their departments and their branches.

I think it is worthwhile for this committee to examine its responsibilities under the Sparrow decision and under the fiduciary responsibility that the Crown has with the native people of Canada. I think it would be a worthwhile study on the part of this committee to do that.

The Chairman: Is there further discussion?

Mr. Dorin: I am sorry to keep asking questions here, but how would you study it? I am not sure exactly what you are studying here. This committee is essentially a creation by the House of Commons of a committee. We would not have to

[Traduction]

Que le comité de la Chambre étudie à titre de première question à l'ordre du jour la portée exacte de son obligation fiduciaire en tant qu'institution parlementaire à l'égard des peuples autochtones du Canada, conformément à la Loi constitutionnelle du Canada et aux décisions de la Cour Suprême du Canada.

Le président: Merci. A titre indicatif, voudriez-vous expliquer au comité de quoi il est exactement question dans cette motion?

M. Skelly: Nous voulons examiner si l'obligation fiduciaire, dont traitent des décisions comme la décision Sparrow, vise non seulement à la Couronne et le gouvernement du Canada mais aussi le Parlement et les institutions parlementaires. Plus précisément, nous voulons examiner dans quelle mesure cette obligation fiduciaire vise le présent comité et dans quelle mesure cette décision nous oblige à rendre nos pratiques conformes à l'obligation fiduciaire que nous avons à l'égard des peuples autochtones du Canada. Je crois qu'il faudrait citer des témoins experts à comparaître, des gens qui comprennent les implications juridiques de ces questions et qui comprennent comment le comité est lié par des décisions comme la décision Sparrow qui définissent l'obligation fiduciaire du gouvernement et du Parlement canadien.

M. Dorin: Ce n'est pas vraiment un débat. Je suis peut-être lent, mais j'ai du mal à comprendre. Vous parlez de ce comité. Pourriez-vous être un peu plus précis?

M. Skelly: Je vais essayer, monsieur le président. Par exemple, actuellement les gouvernements et les instances dirigeantes des gouvernements examinent les décisions judiciaires et les études rédigées à la suite de cette décision pour déterminer leurs responsabilités dans leurs rapports avec les autochtones, l'obligation qui leur est faite de consulter les autochtones, et non pas simplement les institutions de ce gouvernement et de ce Parlement mais également les gouvernements provinciaux qui seront également touchés par la décision du juge Sparrow.

Par exemple, le gouvernement de l'Ontario vient de dire tout dernièrement qu'il avait certaines obligations relativement aux droits autochtones de pêche, de trappage et de pêche dans la province et qu'il lui fallait changer ses procédures à cause de la décision Sparrow, ses procédures concernant la consultation, concernant l'intégrité de la Couronne dans ses rapports avec les autochtones. Ce sont donc à la fois les gouvernements provinciaux et fédéral avec leurs organismes, leurs ministères et leurs directions qui sont concernés.

Il me semble utile que notre comité examine ses responsabilités à la lumière de la décision Sparrow et de la responsabilité fiduciaire de la Couronne envers les peuples autochtones du Canada. Il me semble qu'il serait utile que notre comité étudie la question.

Le président: D'autres questions?

M. Dorin: Excusez-moi de continuer à poser des questions, mais comment l'étudieriez-vous? Je ne suis pas sûr de comprendre sur quoi porterait cette étude. Nous sommes avant tout une création de la Chambre des communes. Au

[Text]

have one, for example. When they made the list last time, they could have not had one. So I have difficulty in understanding. If the words said "the obligation of Parliament", I could kind of understand that. But I do not understand how this committee fits into that. Not only that, you could maybe come up with something, but I am not sure how you would study it because I am not sure who could give me advice on it. Is it a legal question? I am having difficulty here.

Mr. Skelly: I think to some extent it is a legal question, but, as I say, the Department of Fisheries and Oceans is also a creation of Parliament and as a creation of Parliament and as an extension of the Crown, as a result of the Sparrow decision and as a result of the fiduciary obligation that Canada has with its native people, the Department of Fisheries is now studying to what extent it must change its practices in order to consult and in order to preserve the integrity of the Crown when dealing with aboriginal people. So it is a very important exercise that the Government of Canada, its departments, its agencies, that provincial governments as an extension of the Crown provincially, are all going through.

What I am suggesting here is that committees, as part of the institution of Parliament, as the eyes and ears of Parliament. . . Granted they are created by Parliament, but, as I say, so is the Department of Fisheries and Oceans. So all of those departments are going through and examining their practices in terms of how they deal with aboriginal people, how they protect the integrity of the Crown in dealing with aboriginal people, how they consult with aboriginal people when their rights are affected. I think all of these things are things that this committee should be dealing with in terms of its requirement to consult and its requirement to protect the integrity of the Crown. I think it is an issue that is worthwhile for this committee to examine.

Ms Blondin: Mr. Chairman, I believe that before we finished the last hearing I put forward a motion about a study. I think it was on the fiduciary. . . I do not even remember my motion but somehow to look at a study or something on the fiduciary obligation of the government to aboriginal Canada. There was some expression of concern from the national chief, Mr. Erasmus, that there were a number of activities undertaken by the government that the elected aboriginal leadership was not privy to, that there were some studies being undertaken and there were some activities, but it was not public knowledge and it was certainly not being carried out in a publicly consultative manner. This is where this came from.

• 1735

The other thing I would say to this motion is that I agree with the need for such a study, in that jurisdiction is one major issue we have had to deal with. No matter what we deal with, be it land claims or be it education, we are continually looking at the question of the fiduciary obligation the government has and we continually come up against a brick wall in not having the kind of information we want from the government or from the department.

[Translation]

départ, nous n'existions même pas dans la première liste. J'ai donc du mal à comprendre. Si vous parliez «des obligations du Parlement», il me serait plus facile de comprendre. Mais je ne vois pas quel pourrait être notre rôle. Non seulement cela—on pourrait peut-être trouver quelque chose—mais je ne vois pas comment nous pourrions étudier cette question car je ne vois pas à qui nous pourrions nous adresser pour l'étudier. Cela relève-t-il du juridique? J'ai du mal à comprendre.

M. Skelly: Dans une certaine mesure, c'est du domaine juridique, mais comme je l'ai dit tout à l'heure, par exemple, le ministère des Pêches et des Océans est également une création du Parlement et en tant que création du Parlement donc représentant de la Couronne, à la suite de la décision Sparrow et de l'obligation fiduciaire reconnue du Canada envers ses Autochtones, le ministère des Pêches étudie actuellement dans quelle mesure il doit changer ses procédures pour qu'il y ait consultation et pour préserver l'intégrité de la Couronne dans ses rapports avec les autochtones. C'est donc un exercice très important au quel se livrent le gouvernement du Canada, ses ministères, ses organismes, et les gouvernements provinciaux, représentants provinciaux de la Couronne.

Je dis simplement que les comités, en tant qu'instruments de l'institution parlementaire, sont les yeux et les oreilles du Parlement. . . Bien sûr ils sont créés par le Parlement, mais comme je l'ai dit tout à l'heure il en va de même pour le ministère des Pêches et des Océans. Tous ces ministères sont en train d'étudier leurs procédures, leurs rapports avec les autochtones, la manière dont ils protègent l'intégrité de la Couronne dans leurs rapports avec les autochtones, leurs procédures de consultation avec les autochtones quand leurs droits sont affectés. Je crois que notre comité devrait adopter ces procédures de consultation afin de préserver l'intégrité de la Couronne. À mon avis c'est une question digne d'être examinée par notre comité.

Mme Blondin: Monsieur le président, je crois qu'avant la fin de notre dernière réunion j'avais proposé une motion réclamant une étude. Je crois que c'était sur l'obligation fiduciaire. . . Je ne me souviens même pas de ma motion mais je crois qu'il s'agissait d'une étude ou de quelque chose sur les obligations fiduciaires du gouvernement envers les autochtones canadiens. Le chef national, M. Erasmus, s'inquiétait d'un certain nombre d'activités entreprises par le gouvernement sans consulter les dirigeants autochtones élus, d'initiatives menées à huis clos sans consultations publiques. D'où ma motion.

J'ajouterais que je suis tout à fait d'accord avec la nécessité de faire une telle étude car la juridiction est une des questions majeures auxquelles nous avons été confrontés. Qu'ils s'agisse de revendications territoriales ou d'éducation, nous revenons toujours à la question des obligations fiduciaires du gouvernement et nous nous heurtons toujours à un mur car ni le ministère ni le gouvernement ne nous fournissent le genre de renseignement dont nous avons besoin.

[Texte]

Therefore, having said that, I agree with the full intent of this motion. However, I would say that I think we had set out priorities, and I do not know how this fits in. We had indicated that we would be looking at the whole issue of land claims to be the next order of work for this committee. So I do not know whether it would be best delegated. It is a pretty comprehensive and onerous task we are talking about, in looking at the fiduciary. It is going to have to include a lot of people who have the technical knowledge and expertise to do this kind of work. We would have to be armed with a league of technical and legal expertise to carry out this work. So I have those questions. Are we going to do the land claims stuff or are we going to do this? This is probably what we are going to decide.

The other thing is we have under Justice Dickson the whole issue of the royal commission. I believe in the Oka report we suggested that one of the areas the government look at under the royal commission is the fiduciary and the trust responsibility. So I am not sure that we would be overriding our recommendation in the Oka report with this motion, Bob. I am just asking a question; I am not making a judgment. I am asking more questions than I am giving answers, although I agree with the intent and the need for such a study.

The Chairman: Could I intervene briefly? I would hate to see this motion defeated and then at the next meeting we have where we discuss future business it would. . .

I am not trying to pre-empt what you want to do with this motion, Mr. Skelly, but could I suggest that we schedule another meeting where we discuss future business, at which time we could discuss this matter? I would not want to risk losing this motion, and it may more properly belong in a meeting where we discuss nothing else but future business. Especially now when the hour is getting late, I do not think we are going to have time to discuss future business today. Is that acceptable? It would have to be acceptable to you, Mr. Skelly.

Mr. Skelly: Yes, I am prepared to do it. I think it applies strictly to the committee, so I do not think it transgresses on anything we recommended with respect to the royal commission, and we do not know what their terms of reference are going to be anyway. But I think it is a worthwhile exercise for this committee, which has no assigned terms of reference and has no future business at this point, because we are in a new Parliament, with a new committee.

I think it is a worthwhile effort for this committee to look into its own responsibilities and its own obligations with respect to the fiduciary arrangements. I agree with Ethel that it is going to require a lot of legal expertise, and I think that would be a worthwhile exercise for us to go through. So I am prepared to consider it at a meeting assigned to deal with future business of the committee.

[Traduction]

Par conséquent, ceci dit, je suis tout à fait d'accord avec l'objectif de cette motion. Cependant, nous avons fixé des priorités et je ne vois pas comment y insérer cette question. Nous avons dit que nous aimerions consacrer tous les travaux prochains de ce comité à l'ensemble de la question des revendications territoriales. Je ne vois donc pas comment nous pourrions faire. Cette question des obligations fiduciaires est très complexe. Il faudrait faire appel à tous ceux qui ont les connaissances et l'expertise technique pour faire ce genre de travail. Il nous faudrait une armée d'experts techniques et juridiques pour faire ce travail. Je pose donc la question suivante, allons-nous nous occuper des revendications territoriales ou de cette question? C'est probablement la décision qu'il va nous falloir prendre.

L'autre question est celle de la Commission royale avec le juge Dickson. Je crois que dans le rapport sur l'affaire d'Oka nous avons proposé qu'une des questions que le gouvernement devrait étudier dans le cadre de cette Commission royale est celle de la responsabilité fiduciaire. Je ne crois donc pas que nous annulerions notre recommandation dans le rapport sur l'affaire d'Oka avec cette motion, Bob. Je pose simplement une question, je ne porte pas de jugement. Je pose plus de questions que je ne donne de réponses bien que je sois d'accord avec l'objectif de cette motion et sur la nécessité d'une telle étude.

Le président: Pourrais-je intervenir brièvement? Je ne voudrais pas que cette motion soit rejetée et que lors de la prochaine réunion quand nous discuterons des travaux futurs. . .

Monsieur Skelly, pourrais-je suggérer que nous fixions une autre réunion pour discuter des travaux futurs et au cours de laquelle nous pourrions discuter de cette question? Je ne voudrais pas courir le risque de perdre cette motion et il serait peut-être plus opportun d'en discuter lors d'une réunion consacrée uniquement aux travaux futurs du Comité. Surtout qu'en plus il commence à se faire tard et je ne crois pas que nous aurons le temps de discuter aujourd'hui de ces travaux futurs. Cela vous convient-il? Il faut que cela vous convienne, monsieur Skelly.

M. Skelly: Oui, cela me convient. Je crois que cela s'applique strictement à ce comité, cela ne transgresse donc, à mon avis, aucune de nos recommandations concernant la Commission royale et de toute manière nous ne savons pas quelle sera exactement son mandat. J'estime néanmoins que ce serait un exercice utile pour notre comité qui n'a pas de mandat définitif et n'a pas pour le moment d'ordre du jour de travaux futurs car nous sommes au début d'une nouvelle législature et nous sommes un nouveau comité.

J'estime qu'il serait utile que notre comité étudie ses propres responsabilités et ses propres obligations dans le cadre des ententes fiduciaires. Je conviens avec Ethel qu'il nous faudra toute une armée d'experts juridiques et je pense que ce serait un exercice qui nous serait fort utile à tous. Je suis donc prêt à représenter ma motion lors d'une réunion consacrée aux travaux futurs du Comité.

[Text]

The Chairman: Is that acceptable to the rest of the committee, that we schedule a meeting...? Would later this week be all right, or would next...? Our options, for example, are next Tuesday or this Thursday.

Ms Blondin: Are we then saying that the previous motion is not important? We had delayed the work we were going to do on land claims because of Oka and because of all of the other things we undertook. Are we going to delay that further, or are we going to make provisions for both?

The Chairman: Well, that will be up to the committee to decide.

Ms Blondin: Okay, we can decide.

The Chairman: Is it the wish of the committee to schedule a future business meeting as soon as possible?

Mr. Skelly: Agreed.

• 1740

The Chairman: Given that the committee has passed a motion that I advise the House management committee about our wishes with regard to the envelope, I suppose there is no great rush. If we schedule the next meeting for later on next week... Why do we not try Thursday morning at 9 a.m.?

Some hon. members: Agreed.

The Chairman: The meeting stands adjourned to the call of the chair.

 Thursday, June 13, 1991

• 0910

The Chairman: The chair sees a quorum. We will call the meeting to order.

Mrs. Duplessis (Louis-Hébert): Before we move to future business I want to move a motion to congratulate the new National Chief of the Assembly of First Nations, elected yesterday, Mr. Ovide Mercredi, and we hope for a successful mandate for him.

The Chairman: Thank you. Moved by Mrs. Duplessis, seconded by Mr. Skelly. I think we can say that the motion is passed unanimously by the committee.

Ms Blondin (Western Arctic): I want the motion to be *en français aussi*. Yes, it should be.

Mme Duplessis: Est-ce qu'il parle français?

Ms Blondin: I won't say how much. Yes, I understand quite a bit.

The Chairman: Do you? You probably do much better than I do then.

Yes, that is a very appropriate motion. One of the most telling statements I heard this week during the AFN election was that the coverage given the election this time, as compared to the election of Mr. Erasmus, shows how topical

[Translation]

Le président: Êtes-vous d'accord pour que nous prévoyions une réunion...? Est-ce que plus tard cette semaine vous conviendrait ou plutôt la semaine prochaine...? Nous pouvons, par exemple, soit nous réunir mardi prochain ou jeudi cette semaine.

Mme Blondin: Cela veut-il dire que la motion précédente n'est pas importante? Nous avons reporté les travaux que nous devons consacrer aux revendications territoriales à cause de l'affaire d'Oka et à cause de toutes les autres choses que nous avons entreprises de faire. Allons-nous encore retarder ces travaux ou allons-nous prévoir d'étudier les deux?

Le président: Ce sera au Comité de décider.

Mme Blondin: Très bien, nous pourrions décider.

Le président: Le Comité souhaite-t-il qu'une réunion consacrée aux travaux futurs ait lieu aussi tôt que possible?

M. Skelly: Oui.

Le président: Étant donné que le comité a adopté une motion voulant que j'informe le Comité de la gestion de la Chambre de nos souhaits concernant l'enveloppe, je suppose que nous avons le temps. Si nous fixons la prochaine réunion à la fin de la semaine prochaine... Pourquoi ne pas essayer jeudi matin à 9 heures?

Des voix: D'accord.

Le président: La séance est levée.

 Le jeudi 13 juin 1991

Le président: Je constate qu'il y a quorum; la séance est donc ouverte.

Mme Duplessis (Louis-Hébert): Avant que nous discutons des travaux futurs, j'aimerais présenter une motion pour féliciter le nouveau chef national de l'Assemblée des Premières nations, M. Ovide Mercredi, qui a été élu hier et pour lui souhaiter beaucoup de succès dans ses nouvelles fonctions.

Le président: Merci. La motion est présentée par M^{me} Duplessis et appuyée par M. Skelly. Je pense que nous pouvons dire que le comité adopte la motion à l'unanimité.

Mme Blondin (Western Arctic): Je voudrais que la motion soit également *in French*. Oui, elle devrait l'être.

Mrs. Duplessis: Does he speak French?

Mme Blondin: Je ne vous dirai pas combien. Oui, je comprends pas mal.

Le président: C'est vrai? Alors, vous êtes probablement bien meilleure que moi.

Oui, c'est une motion très opportune. L'une des déclarations les plus révélatrices que j'ai entendues cette semaine, pendant l'élection à l'APN avait trait à l'attention que les médias ont accordé à cette élection, comparativement

[Texte]

the issue is and how important it is going to be in the next months and years. As a fellow Manitoban, I wish Mr. Mercredi well, as does everyone on the committee. So I think it should be noted that it is passed unanimously by the committee that we extend our congratulations. Thank you, Mrs. Duplessis.

The meeting this morning is on future business. The first item of business we have, held over from the last meeting, is a motion by Mr. Skelly. Did you wish to read that motion, Mr. Skelly, and we will get it on the floor? I thought we would handle that motion as the first order of business today, if that suits you.

Mr. Skelly (Comox—Alberni): The motion is that the House committee study as its first order of business the full extent of its fiduciary obligation as an institution of Parliament to the aboriginal peoples of Canada consistent with the Constitution Act of Canada and rulings of the Supreme Court of Canada. It is moved by Mr. Angus on behalf of Mr. Skelly.

The Chairman: Thank you. Is there further discussion on the motion?

Ms Blondin: I wonder if we are conducting a fundamental restructuring of our priorities, because we wanted to address—and this is much in line with what you are talking about, Mr. Skelly, i.e., the fiduciary responsibility and jurisdiction issues—and did talk during the last session about holding a series of meetings on land claims, both specific and comprehensive, and I don't know if we have even discussed the idea of changing this approach.

I am of two minds and two hearts on this matter, because I also put forward a motion on fiduciary responsibility in the last session because it was supported by Mr. Erasmus as the then national chief. He indicated to me that he knew work was going on within the government to study the entire fiduciary obligation of the government to aboriginal peoples, but the AFN was not participating. So it felt that by bringing a motion forward the government would be forced to allow the AFN to participate and to keep it apprised of what is happening.

So I am torn between these two approaches. I don't know whether we can do both or if we can have the research done on one and begin the other. But from a land claims perspective I find it hard to depart from our priority of looking at that issue, because of issues pertaining to the overhaul of the comprehensive land claims policy. It is outdated. The whole movement of the AFN is now to look at the issues of extinguishment and negotiation of self-government through the claims process.

[Traduction]

à l'élection de M. Erasmus. Cela montre bien que c'est une question d'actualité qui sera importante au cours des mois et des années à venir. En tant que concitoyen du Manitoba, je souhaite à M. Mercredi de réussir, et tous les membres du comité partagent ce sentiment. Je pense donc qu'il faudrait indiquer que le comité a décidé à l'unanimité de lui adresser nos félicitations. Merci, madame Duplessis.

La séance de ce matin porte sur nos travaux futurs. Le premier point à notre ordre du jour est une motion de M. Skelly présentée à notre dernière séance. Monsieur Skelly, si vous voulez bien lire la motion, nous pourrions ensuite en discuter. Je pensais que nous pourrions commencer par cette motion aujourd'hui, si cela vous convient.

M. Skelly (Comox—Alberni): La motion est la suivante: que le comité de la Chambre étudie à titre de première question à l'ordre du jour la portée exacte de son obligation fiduciaire en tant qu'institution parlementaire à l'égard des peuples autochtones du Canada, conformément à la Loi constitutionnelle du Canada et aux décisions de la Cour suprême du Canada. La motion a été présentée par M. Angus au nom de M. Skelly.

Le président: Merci. Voulez-vous discuter de cette motion?

Mme Blondin: Je me demande si nous ne sommes pas en train de modifier complètement nos priorités. Pendant la dernière session, nous avons discuté de la possibilité de consacrer des séances à l'étude des revendications territoriales, tant particulières que globales, —et cela n'est pas sans rapport avec la question que vous soulevez, monsieur Skelly, c'est-à-dire la responsabilité fiduciaire et les questions de compétence—et je ne sais pas si nous avons parlé de changer de cap.

J'ai des idées contradictoires sur cette question, puisque j'ai moi aussi présenté une motion sur la responsabilité fiduciaire pendant la dernière session, proposition appuyée par M. Erasmus qui était alors le chef national. Il m'avait dit savoir que le gouvernement étudiait toute la question de l'obligation fiduciaire du gouvernement à l'égard des peuples autochtones mais que l'APN n'y participait pas. Il pensait qu'une telle motion obligerait le gouvernement à permettre à l'APN de participer à cette étude et à la tenir au courant des événements.

Je suis donc partagée entre ces deux questions. Je ne sais pas si nous pouvons étudier les deux, ou si nous pourrions faire faire des recherches sur une question et entreprendre l'étude de l'autre. Mais je trouve qu'il serait difficile d'enlever la priorité à l'étude des revendications territoriales en raison des questions liées à la révision en profondeur de la politique des revendications territoriales globales. Celle-ci est périmée. La tendance au sein de l'APN est maintenant d'inclure les questions de l'extinction des droits et de la négociation de l'autonomie politique dans le processus de règlement des revendications.

[Text]

Bob, I am not throwing cold water on your motion, but I'm looking at the priorities we had set and the fact that in my area a major land claims deal went down because of the extinguishment clause. There are two claims hanging in the sway now, the Yukon and the ITC claims. There are concerns about extinguishment there.

• 0915

I just got back from the assembly in Manitoba, and Mr. Mercredi's message is very clear—they will not extinguish their rights. That was a loud statement there. I don't know whether to move away from this and go on to that or how to handle it. But I feel strongly about the claims one. We were going to do that, but then we did Oka and we did literacy. We just keep shying away from it, and there are many people out there who are doing fast-track activities on claims.

There is the four-pillared agenda. We have to get on with it, both in the specific and the comprehensive senses. And fiduciary was something we recommended in our Oka report for the royal commission. And from my meeting with him and from what I heard him say yesterday, I think there is a strong push for Justice Dixon to deal with this. I am not saying that we leave it, but that consideration is being given to it already.

Mr. Skelly: Mr. Chairman, this motion was initially presented in conjunction with another one that was designed to incorporate a process of consultation by having ex-officio members of the aboriginal organizations work with the committee, and I think that motion was moved out of a sense that this committee should begin to recognize the obligations of Parliament and Parliament's institutions to consult with aboriginal people where their rights are affected. I am not sure how important it is to pass this motion separately or to identify this as a number one priority item of business if we have already decided against consultation through that process of appointing ex-officio members.

With respect to the royal commission, at this point nobody knows what its terms of reference are going to be. A lot of people have consulted—I met with Justice Dixon as well—and a lot of people are in the process of making suggestions to him. I am not sure to what extent he intends to go into the whole land claims process, or whether this committee will then be doing something parallel to the royal commission. I am not sure that we will know that until July.

I am concerned that if we adopt land claims as the main item on our agenda now, we may be doing something parallel to the royal commission. People might appear before the committee and then present the same brief to the commission. I do not know exactly how we are going to structure the business of the committee when we do not know what the terms of reference for the royal commission are going to be.

[Translation]

Bob, ce n'est pas un manque d'enthousiasme pour votre motion, mais je tiens compte des priorités que nous avons établies et du fait que dans ma région le règlement d'une importante revendication territoriale a échoué à cause de la disposition relative à l'extinction des droits. Il y a actuellement deux revendications en cours, celle du Yukon et celle de l'Inuit Tapirisat du Canada, où l'extinction des droits est une préoccupation.

J'arrive de l'assemblée du Manitoba et le message de M. Mercredi est très clair: ils n'accepteront pas l'extinction de leurs droits. Cela était très clair à l'assemblée. Je ne sais donc pas si nous devons laisser de côté cette question et passer à l'autre, ni comment nous allons nous y prendre. Je penche fortement en faveur des revendications. Nous devons étudier cette question, puis nous nous sommes penchés sur la crise d'Oka et l'alphabétisation. Nous évitons sans cesse cette question alors que de nombreuses personnes redoublent d'effort pour faire avancer les revendications.

Il y a le programme à quatre volets. Nous devons nous mettre à l'étude des revendications particulières et globales. Dans notre rapport sur la crise d'Oka, nous avons recommandé qu'une commission royale d'enquête étudie l'obligation fiduciaire. Après avoir rencontré le juge Dickson et d'après ce qu'il a dit hier, je pense qu'il y a déjà beaucoup de pressions sur lui pour qu'il s'occupe de cette question. Je ne pense pas que nous devons nous en désintéresser, mais il y a déjà d'autres personnes qui l'étudient.

M. Skelly: Monsieur le président, au départ, cette motion a été présentée en même temps qu'une autre motion qui proposait de créer un processus de consultation en nommant les représentants des organismes autochtones comme membres d'office du comité et je pense que cette motion a été présentée parce que l'on croyait qu'il était temps que le comité reconnaisse que le Parlement et les institutions parlementaires ont l'obligation de consulter les peuples autochtones lorsque les droits de ceux-ci sont visés. Je ne sais pas s'il est vraiment important d'adopter cette motion séparément ou de dire que c'est pour nous la première priorité si nous avons déjà décidé de ne pas nommer des membres d'office pour faciliter la consultation.

En ce qui a trait à la commission royale d'enquête, personne ne sait encore quel sera son mandat. Bien des gens ont été consultés—j'ai, moi aussi, rencontré le juge Dickson—et il y a à l'heure actuelle bien des gens qui lui font des suggestions. Je ne sais pas dans quelle mesure il a l'intention de se pencher sur le processus de règlement des revendications territoriales; le cas échéant, les travaux du comité seraient parallèles à ceux de la commission royale d'enquête. Je pense que nous ne le saurons pas avant juillet.

Je crains que si nous décidons d'étudier tout de suite les revendications territoriales, nous risquons de faire double emploi avec la commission royale d'enquête. Les mêmes témoins pourraient comparaître devant notre comité et puis présenter le même mémoire à la commission. Je ne sais pas très bien comment nous pouvons organiser les travaux du comité alors que nous ne savons pas quel sera le mandat de la commission royale d'enquête.

[Texte]

[non traduit]

[Traduction]

[non traduit]

The Chairman: I think that is a valid argument, and it is something that I, as chairman of the committee, have been wrestling with as well. I have made it known on several occasions that I do not want to see this committee's work frozen or put in the twilight zone because of the royal commission. On the other hand, my personal opinion about the motion and the body of the motion is that it is a very complex and technical issue, and it may be something that the commission could deal with, because they would have the resources. It could be two years before we see anything from the commission, and I agree with Ms Blondin that the land claims issue cannot wait. I think we could make a real contribution with recommendations that could be implemented before the royal commission even reports. I do not think anything pre-empted this committee from making some serious recommendations before the commission reports.

Le président: Je pense que c'est un argument valable et c'est une question qui me tracasse en tant que président du comité aussi. J'ai dit à maintes reprises que je ne voulais pas que les travaux du comité soient suspendus à cause de la commission royale d'enquête. Par ailleurs, je pense, pour ma part, que la motion porte sur une question très complexe et technique et que c'en est une que la commission pourrait étudier, puisqu'elle aura les ressources nécessaires. Il pourrait se passer deux ans avant que l'on voie les premiers résultats de la commission et je suis d'accord avec M^{me} Blondin pour dire que la question des revendications territoriales ne peut pas attendre. Je pense que nous pourrions jouer un rôle utile en faisant des recommandations qui pourraient être mises en oeuvre avant même que la commission royale dépose son rapport. Je pense qu'il n'y a rien qui empêche le comité de faire des recommandations sérieuses avant le dépôt du rapport de la commission.

• 0920

Ms Blondin: Bob, your motion reads that we recommend the government do something on fiduciary... that we do a series of hearings. My problem with this is that in terms of the comprehensive claims we have documented validations, we have documented negotiations to a series of different levels, almost to final agreements and then to ratification. We have all the information there. We have living witnesses.

Mme Blondin: Bob, votre motion propose que nous recommandions au gouvernement de tenir des audiences sur la responsabilité fiduciaire. Mon problème en ce qui a trait aux revendications globales, c'est que nous nous sommes documentés sur les revendications qui ont été acceptées, sur les différentes étapes des négociations, pratiquement jusqu'aux ententes finales et à la ratification. Nous avons déjà tous ces renseignements. Nous avons des témoins en chair et en os.

With regard to the fiduciary, people will be able to explain to us how there has been a breach of the fiduciary. They will be able to explain to us how many of their jurisdictional problems relate to the fiduciary responsibility, the trust relationship between them and the government. But in the end we are going to have to go to the department to provide the information, the facts and figures. I think that is going to be an onerous, technically driven process. We are going to have to arm ourselves with the appropriate human resources to be able to carry that out.

En ce qui a trait à la responsabilité fiduciaire, les gens pourront nous expliquer qu'il y a eu un manquement à cette responsabilité. Ils pourront nous expliquer que beaucoup de leurs problèmes de compétence sont liés à la responsabilité fiduciaire, à la relation de confiance entre eux et le gouvernement. Mais au bout du compte, nous serons obligés de nous adresser au ministère pour obtenir les renseignements, les faits et les chiffres. Ce serait, à mon avis, un processus technique très lourd. Nous devons nous doter de ressources humaines suffisantes pour accomplir cette tâche.

Because of the initiatives that they are taking with regard to the work that Manny Jules and Harry Laforme and all those people are doing, we have a proliferation of activity going out that way. We have to draw it in. We have some major issues like self-government and extinguishment to deal with. We should be making suggestions to the government outside of the royal commission on how to deal with the idea of extinguishment versus exchange of rights, what the dilemmas are. What is the upside and the downside? We have to be seen as being proactive and progressive. With the mission statement that is coming out from the new leadership... there was solidarity on the issue of extinguishment. There was not one person that was willing to extinguish his rights at that convention.

Étant donné les initiatives que ces gens ont prises dans le cadre des travaux de Manny Jules, de Harry Laforme et d'autres personnes, il y aura une prolifération d'activités dans ce domaine. Nous devons tout rassembler. Il y a des questions importantes comme l'autonomie politique et l'extinction des droits dont nous devons traiter. Nous devrions faire des suggestions au gouvernement sur l'extinction des droits comparativement à l'échange des droits, lui faire part des difficultés, et ce, indépendamment de la commission royale d'enquête. Quels sont les avantages et les inconvénients? Nous devons faire voir que nous sommes proactifs et progressistes. L'énoncé de mission du nouveau leader montre qu'il y a unanimité sur la question de l'extinction des droits. Personne à cette assemblée n'était prêt à accepter l'extinction de ses droits.

So I am seeing that we are going to have a problem if we do not move on this. We are going to be outdated. They are going to be beyond us and we are going to be a voiceless committee on these fundamental issues. Bob, with all due

Nous aurons un problème si nous ne nous penchons pas sur cette question. Nous allons être dépassés par les événements. Les gens nous devanceront et, comme comité, nous ne nous serons pas prononcés sur ces questions

[Text]

respect, I feel strongly about this, because once the momentum starts, more of them may come against the wall as to whether they want to really ratify or not. It is a real fundamental issue that is being profiled at this time. I do not want to be considered a member of the silent committee on these fundamental issues. I want to see us do something.

In terms of specific land claims, there are many of them that have been validated. I have spoken to many of the chiefs who were there this weekend. There were more than 400 voting delegates. Many of them have specific claims. There were numerous meetings with these people, wondering why, when they have validations. . . It is just a matter of political will for the government to have made a symbolic gesture, to take one claim from each province and say, we have these at a point where we can make a decision. We have made a decision, one from each province—make a symbolic gesture and get on with it saying, this is just the beginning; we are going to do more. Those kinds of ideas I think need to be heard by the government and by the minister. I would like to have some process for making those recommendations, other than just writing letters to the minister. I would like to channel these concerns to this committee.

Mr. Skelly: Mr. Chairman, I do not think an examination into the fiduciary obligations of this committee an an institution is necessarily something that would take a long time, perhaps one or two meetings. But it is also something that might be referred to research for examination or to legal counsel or something. Does that obligation extend to this committee? If so, what are the implications for the committee?

I would be prepared to withdraw this motion, Mr. Chairman, if the committee is interested in directing this to research or to a legal adviser who might give us some advice as to what our obligations are with respect to consultation and where we stand with respect to the crown's fiduciary obligations.

The Chairman: I think that is an excellent idea. How does the rest of the committee feel about that suggestion? Does that sound okay to you?

• 0925

Ms Blondin: I was playing with something like that in the back of my mind. But not to show disrespect for Mr. Skelly's motion—and my feelings about that are also strong—I didn't really want to suggest anything. So I think this might be an idea. I don't know if we have the resources, but we could be doing two things at one time.

The Chairman: I guess we really don't know that till we can get some information before the committee. I also did not want to see this motion defeated. I am pleased to see you came up with that suggestion, because rather than defeat it and have it out of the way, we can put it aside and in the meantime get some information from research.

[Translation]

fondamentales. Bob, malgré tout le respect que je vous dois, ceci me tient à coeur, car lorsque l'élan sera donné, ils seront de plus en plus nombreux acculés au pied du mur à devoir décider s'ils veulent véritablement ratifier ou non une entente. La vraie question, la question fondamentale se dessine à l'heure actuelle. Je ne veux pas être membre d'un comité qui ne se prononcerait pas sur ces questions fondamentales. Je veux que nous agissions.

En ce qui concerne les revendications territoriales particulières, il y en a beaucoup qui ont été acceptées. J'ai discuté avec plusieurs des chefs qui étaient là ce weekend. Il y avait plus de 400 délégués ayant le droit de vote et ils étaient nombreux à avoir présenté des revendications particulières. Ces gens ont assisté à de nombreuses rencontres et se demandent pourquoi, alors que leurs revendications ont été acceptées. . . Si la volonté politique existait, il serait facile pour le gouvernement de faire un geste symbolique, de prendre une revendication par province et de dire que le dossier est assez avancé pour qu'une décision soit prise. Il pourrait faire un geste symbolique, dire: «Nous avons réglé une revendication pour chaque province, mais ce n'est qu'un début. Nous allons en faire davantage.» Je pense que le gouvernement et le ministre ont besoin qu'on leur fasse de telles suggestions. J'aimerais que nous ayons un moyen de faire ces recommandations, pas seulement d'écrire des lettres au ministre. J'aimerais que ces préoccupations soient canalisées vers le comité.

M. Skelly: Monsieur le président, je ne pense pas que l'étude de l'obligation fiduciaire de notre comité, en tant qu'institution, demanderait beaucoup de temps; une ou deux séances suffiraient peut-être. Mais c'est également une tâche que l'on pourrait confier aux attachés de recherche ou aux conseillers juridiques, ou à quelqu'un d'autre. Est-ce que cette obligation s'étend à notre comité? Dans l'affirmative, quelles en sont les conséquences pour le comité?

Je serais prêt à retirer cette motion, monsieur le président, si le comité veut confier cette tâche au personnel de recherche ou à un conseiller juridique qui pourrait nous conseiller sur ce que sont nos obligations en matière de consultation et sur notre rôle en ce qui a trait aux obligations fiduciaires de la Couronne.

Le président: Je pense que c'est une excellente idée. Qu'est-ce que les autres membres du comité pensent de cette suggestion? Est-ce que cela vous convient?

Mme Blondin: Je jonglais dans ma tête avec une idée semblable. Mais sans vouloir donner l'impression que je méprise la motion de M. Skelly sur une question qui me tient également beaucoup à coeur, je n'avais pas l'intention de suggérer quoi que ce soit. Mais j'ai peut-être une idée. Je ne sais pas si nous avons des ressources suffisantes, mais nous pourrions peut-être faire les deux choses en même temps.

Le président: Je pense que nous n'en saurons pas plus, tant que le comité n'obtiendra pas d'autres renseignements. Je ne voulais pas que cette motion soit rejetée. Je suis heureux de votre suggestion car, au lieu de rejeter cette motion et d'écarter cette question, nous pouvons la laisser en attente et demander à notre personnel de recherche de nous fournir des renseignements.

[Texte]

Mme Duplessis: On pourrait demander à la Bibliothèque du Parlement de nous faire un travail pour voir s'il serait opportun qu'on étudie cette question. On peut confier la recherche à la Bibliothèque du Parlement. Qu'en pensez-vous? Monsieur est d'accord.

Mr. Skelly: Yes, I would be agreeable to that.

M. Koury (Hochelaga—Maisonneuve): Ensuite, on pourrait en discuter.

Mme Duplessis: Selon ce qu'on va nous soumettre, nous verrons s'il est nécessaire que le Comité aille plus loin.

M. Koury: Je suis d'accord sur ce point.

The Chairman: Mr. Koury, is that what you were about to say?

M. Koury: Je suis d'accord avec Suzanne. La recherche nous indiquera peut-être des points que nous n'avons pas présentement.

Ms Blondin: Can I make a suggestion? The whole fiduciary question is quite a technically complicated one. For myself, I would like to have a briefing done with the delineation of authorities—the government's obligation defined, citing specific examples of where the fiduciary has either been breached or where it is obvious there has not been any movement or there is a conflict, that sort of thing.

I would also like a list of issues, a sort of game plan or work plan related to that, which we could go to and examine. I would specifically like the terminology nailed down. What does "trust relationship" mean? What does "fiduciary obligation" mean from a legal opinion? What are the political implications of that?

I would also like to see a reading list of literature put forward that is fairly understandable by people who are not lawyers. I am not a lawyer. I would like to be able to have some kind of briefing.

I could also suggest that there are people like Professor Brian Slattery. . . I keep flogging his name, nobody picks up on it. I don't think he's a Liberal. I don't really know what he is. I heard him talk on the Indian Act, and he's very good. He and Mark Doxstator, who works for the Cree-Naskapi, provided briefings to the top CBC journalists for *The Journal* and *Midday* at a session I went to. The briefing was superb. The average person could understand and put self-government, the Indian Act, and jurisdictional issues together just by listening. If we are looking at contracts, we could send a list of suggested individuals who have the expertise or who we perceive to have the expertise. But I really would like to have a firm understanding myself before we go digging into complicated questions.

The Chairman: I agree. That's a good idea.

Ms Wendy Moss (Committee Researcher): Did you have in mind this being part of the same paper, or were you thinking of two separate papers, one just generally on the fiduciary duty in terms of what it is in the legal sense and its

[Traduction]

Mrs. Duplessis: We could ask the Library of Parliament to prepare something for us in order to determine whether it would be appropriate for us to study this issue. We could ask the Library of Parliament to do the research. What do you think? Mr. Skelly agrees.

M. Skelly: Oui, j'accepterais cela.

Mr. Koury (Hochelaga—Maisonneuve): Then, we could talk about it.

Mrs. Duplessis: Depending on what is submitted to us, we could determine whether the committee needs to go further.

Mr. Koury: I agree with that.

Le président: Monsieur Koury, est-ce que c'est ce que vous alliez dire?

Mr. Koury: I agree with Suzanne. The research may indicate items that we do not have now.

Mme Blondin: Est-ce que je peux faire une suggestion? Toute la question de la responsabilité fiduciaire est bien technique et compliquée. Pour ma part, j'aimerais avoir de l'information sur le partage des compétences, une définition de l'obligation du gouvernement avec des exemples précis de cas de manquement à cette obligation fiduciaire ou d'exemples clairs d'immobilité ou de conflit, etc.

J'aimerais également obtenir une liste de questions, une espèce de plan de bataille ou de travail que nous pourrions consulter. J'aimerais particulièrement que l'on définisse les termes. Qu'est-ce que la relation de confiance veut dire? Qu'est-ce que l'obligation fiduciaire veut dire sur le plan juridique? Quelles en sont les répercussions politiques?

J'aimerais également obtenir une liste de documents que pourraient comprendre assez facilement des gens qui ne sont pas avocats. Je ne suis pas avocate. J'aimerais obtenir des documents d'information.

Est-ce que je pourrais suggérer également que des gens comme le professeur Brian Slattery. . . Je propose sans cesse son nom, mais personne n'y donne suite. Je ne pense pas que ce soit un libéral. En fait, je ne sais vraiment pas de quelle tendance il est. Je l'ai entendu parler de la Loi sur les Indiens et il est très bon. Lui et Mark Doxstator, qui travaille pour les Cris-Naskapi, ont organisé des séances d'information pour les meilleurs journalistes des émissions *The Journal* et *Midday* de Radio-Canada, auxquelles j'ai assisté. Ces séances étaient superbes. Il aurait suffi à une personne ordinaire de l'écouter pour comprendre l'autonomie politique, la Loi sur les Indiens et les questions de compétence et pour pouvoir faire le lien entre ces questions. Si nous envisageons d'accorder des contrats, nous pourrions préparer une liste de personnes qui ont ou semblent avoir les compétences requises. Mais j'aimerais moi-même avoir une très bonne compréhension de ces questions complexes avant que nous nous y attaquions.

Le président: Je suis d'accord. C'est une bonne idée.

Mme Wendy Moss (attachée de recherche du Comité): Est-ce que vous envisagez deux documents distincts ou un seul document qui traiterait en général de la responsabilité fiduciaire, sa définition juridique, ses répercussions politiques,

[Text]

political implications, the issues involved, how it is arising in a factual context in the country, included with the bibliography or reading list? Did you see that in one paper, separate from a paper dealing with the question of how fiduciary applies in the context of this committee and how it interacts with parliamentary privilege and all those kinds of things?

Ms Blondin: I was just thinking about the first part.

Ms Moss: Describing what the fiduciary duty is and what the concept is. . .

• 0930

Ms Blondin: Yes, that is what I would like to see, and if there have been any papers done by individuals that express that. For instance, on the work we do on education, on child welfare, on Oka, what were the fiduciary obligations there? Those are the questions we asked that went unanswered. I cannot think of other examples right off the top of my head right now, but there are some rather graphic ones. What is the fiduciary obligation on lands reserved for Indians, the environmental issues, development, that sort of thing? What obligations does the government have to the aboriginal people to deal with their specific land issues and major mega-projects? What are the implications there, that sort of thing? I am sure there are many other examples, but those are the only ones that my aging grey matter will produce right now.

Mr. Skelly: I guess we are getting a bit off the subject of the motion. Essentially my motion was to examine the fiduciary obligations of the committee as an institution of Parliament. Where do we stand with respect to an obligation to consult on matters relating to aboriginal rights when we are investigating these kinds of things? I felt it was something that could be handled basically through research and possibly with a few hearings. But to examine all the fiduciary obligations of the government and the implications of the Sparrow decision and how this relates to mega-projects and whether it applies to lands reserved to Indians and that kind of thing I would think is a major research undertaking.

Ms Blondin: I know what you are talking about, Bob. I know what you are saying. I was sort of off in another world.

The Chairman: I think it is related.

Mr. Skelly: It is related, but it goes beyond how this committee should operate in recognition of whatever fiduciary responsibilities it may have. I was hoping the committee would just have a better idea of how it should operate in order to respect its fiduciary responsibilities as an institution of Parliament.

Ms Moss: I think part of what Ethel was suggesting would be helpful for you. . . It is almost a necessary part to put Bob's first question in context—what is a fiduciary duty? To some extent it will be difficult to describe it in lay terms because it is difficult to describe in technical legal terms. It is a kind of jello-like concept that floats around, and no one really knows what it means in a sense.

[Translation]

les questions qui s'y rattachent, sa manifestation concrète dans des situations réelles, et qui comprendrait également une bibliographie ou une liste de documents à lire? Est-ce que vous verriez un document pour cela, et un autre document qui traiterait de l'application de la responsabilité fiduciaire dans ce comité, de son interaction avec les privilèges parlementaires et d'autres questions du même ordre?

Mme Blondin: Je songeais seulement à la première partie.

Mme Moss: Donc, une description de la responsabilité fiduciaire, du concept. . .

Mme Blondin: Oui c'est ce que j'aimerais. J'aimerais savoir s'il existe des documents qui traitent de cette question. Par exemple, pour ce qui est de nos travaux sur l'éducation, le bien-être des enfants, Oka, comment est-ce que l'obligation fiduciaire entre en jeu? Ce sont des questions que nous avons posées et qui sont restées sans réponse. Il ne me vient pas d'autres exemples à l'esprit, mais il y en a qui sont assez évidentes. Quelle est l'obligation fiduciaire en matière de terres réservées pour les Indiens, de questions environnementales, de développement, etc.? Quelles obligations le gouvernement a-t-il envers les peuples autochtones pour ce qui est de leurs revendications territoriales particulières et les mégaprojets? Dans de tels cas, quelles sont les répercussions, etc.? Je suis sûre qu'il y a de nombreux autres exemples, mais ce sont les seuls que ma matière grise vieillissante réussit à retrouver pour le moment.

M. Skelly: Je pense que nous nous écartons un peu de la motion. En gros, ma motion proposait d'examiner les obligations fiduciaires du comité en tant qu'institution du Parlement. De quelle manière l'obligation de consulter s'applique-t-elle à notre comité lorsque nous étudions des questions qui touchent les droits des autochtones? Je pensais que c'était une question que nous pouvions régler en faisant des recherches et en tenant peut-être quelques audiences. Mais un examen de toutes les obligations fiduciaires du gouvernement fédéral, des répercussions de la décision Sparrow, de son rapport avec les mégaprojets, de son application éventuelle aux terres réservées pour les Indiens, etc., nécessiterait, je pense, un vaste travail de recherche.

Mme Blondin: Je sais ce que vous dites, Bob. Je comprends. J'étais dans un autre monde.

Le président: Je pense qu'il y a un lien entre les deux.

M. Skelly: Oui il y a un lien, mais ça va plus loin que la manière dont le comité devrait fonctionner, compte tenu des responsabilités fiduciaires qu'il pourrait avoir. J'espérais simplement que le comité aurait une meilleure idée de ce qu'il doit faire pour respecter ses responsabilités fiduciaires en tant qu'institution du Parlement.

Mme Moss: Je pense que certaines des suggestions d'Ethel pourraient vous être utiles. Il faut presque faire ce qu'elle propose pour pouvoir situer la première question de Bob, à savoir, ce qu'est la responsabilité fiduciaire. Dans une certaine mesure, il sera difficile de l'expliquer en langage ordinaire, puisque c'est difficile de la décrire en termes juridiques techniques. C'est un concept flou, qui flotte un peu, et personne ne sait vraiment ce qu'il veut dire au juste.

[Texte]

The Chairman: I thought it was just that I was stupid.

Ms Moss: No. It is also very new, and when the Supreme Court keeps saying that it is very unique and unlike anything else, that doesn't help a lot. So you know it is unique, not a lot more. But I think that would be a start. Certainly part of that exercise would be to tell you what we do know about fiduciary duty or the various opinions about it, and no doubt there is a range of opinions. The things I have seen written about it so far have been very, very technical, but I am also sure there should be some that are approachable.

For example, the Canadian Bar Association newspaper has dealt with a lot of aboriginal law subjects. When they interview the lawyers who write in this area, they come across just great in the little newspaper. They really boil the concepts down to their essence and get rid of a lot of the garbage. So I will keep that in mind in terms of a reading list. I think that's a good idea.

I will just take this away and think about it and talk with people in the library to determine how best to approach it. We will need some expertise in terms of parliamentary procedure and how it does interact with Parliament as an institution. That would be a key part of it.

Ms Blondin: I think I understand clearly now, Bob, that it is in relationship to the motion regarding ex-officio membership on this committee as well as our representation of First Nations' issues as such. I agree completely that we should have a look at what our latitude is as a committee, to get that clear, so we can deal with these issues when motions are put forward—what we can do, what we cannot do. It would certainly make it easier for us to deal with the requests we receive from people. Some of them have far-reaching implications.

• 0935

Nevertheless, now that I think of it, I was quite creative on the whole issue, and perhaps we should have a briefing on this other aspect of the fiduciary obligation, because it is one that comes up time and time again, in everything we do.

Ms Moss: The issue was articulated in such general terms and was so clearly put forward as something that does have very general application by the court that aboriginal groups are quite naturally finding an infinite number of uses for the concept, and quite justifiably so.

So the issue is not going to go away. You are going to hear more and more about fiduciary obligation and it is almost essential that you have some understanding of the concept.

Ms Blondin: Was that one of our recommendations in the report on Oka, to look at the fiduciary and trust relationship?

Mr. Skelly: I was sure it was the recommendation of the committee to do so.

[Traduction]

Le président: Je pensais que c'était moi qui étais stupide.

Mme Moss: Non. En outre, c'est un concept très nouveau et lorsque la Cour suprême répète qu'il est tout à fait unique et qu'il ne ressemble à rien d'autre, ça ne nous aide pas beaucoup. Donc, nous savons que c'est unique, mais n'en savons guère davantage. Mais je pense que ça pourrait être un point de départ. Je pense qu'une partie du travail consisterait certainement à vous dire ce que nous savons de la responsabilité fiduciaire ou à vous présenter diverses opinions sur la question, et il y a sans doute toute une gamme d'opinions. Les documents que j'ai vus jusqu'à présent sont très, très techniques, mais je suis sûre également qu'il doit y en avoir qui sont accessibles.

Par exemple, le journal de l'Association du Barreau canadien a traité de plusieurs questions de droit autochtone. Les avocats qui ont écrit sur cette question et qui ont été interviewés par ce petit journal se sont expliqués très clairement. Ils réussissent très bien à réduire ces concepts à l'essentiel en éliminant le superflu. J'essaierai de m'en souvenir en préparant la liste de lecture. Je pense que c'est une bonne idée.

Je vais réfléchir à cette question et j'en discuterai avec les gens de la bibliothèque pour déterminer la meilleure façon de procéder. Il nous faudra des conseils d'experts en ce qui a trait à la procédure parlementaire et le lien avec le Parlement comme institution. Cela serait un élément essentiel.

Mme Blondin: Je pense comprendre clairement maintenant, Bob, qu'il s'agit de la motion proposant de nommer des membres d'office à ce comité ainsi que notre façon de présenter les questions relatives aux Premières Nations. Je suis tout à fait d'accord pour dire que nous devons voir quelle marge de manoeuvre nous avons, comme comité, que nous devons éclaircir cette question afin de pouvoir traiter ces questions lorsqu'il y a des motions, bref, déterminer ce que nous pouvons faire et ce que nous ne pouvons pas faire. Cela nous aiderait certainement à répondre aux demandes que nous recevons. Certaines d'entre elles ont des répercussions de grande portée.

Néanmoins, maintenant que j'y pense, j'ai fait preuve de beaucoup de créativité sur cette question, et nous devrions peut-être avoir une séance d'information sur cet autre aspect de la responsabilité fiduciaire, car c'en est un qui surgit régulièrement, dans tout ce que nous faisons.

Mme Moss: La cour a formulé la chose de façon si générale et l'a présentée si clairement comme une chose qui a une très vaste application que les groupes autochtones trouvent tout naturellement un nombre infini d'applications pour ce concept et ils ont tout à fait raison.

Donc cette question ne disparaîtra pas. Vous entendrez de plus en plus souvent parler de l'obligation fiduciaire et il est pratiquement essentiel que vous ayez une idée de ce qu'est ce concept.

Mme Blondin: Dans notre rapport sur la crise d'Oka, est-ce que nous avons recommandé d'étudier la responsabilité fiduciaire et la relation de confiance?

M. Skelly: Je suis sûr que le comité a fait cette recommandation.

[Text]

Ms Blondin: I mean a recommendation for the royal commission. In the Oka report we made specific recommendations and I believe that was one of them.

I have a feeling, from speaking to Justice Dickson and from looking at the comments he is making, that he has a panache for co-authoring those decisions and also a specific interest, though I would be very surprised if after consulting with Mr. Erasmus and other people he doesn't come up with a committee or task force to specifically look at this issue.

Ms Moss: It is a huge question.

Ms Blondin: Very. It will take a tremendous amount of work, and he has the expertise.

The Chairman: And it is one of the recommendations, on page 31 of the report. Number 1.3 is the recommendation on the fiduciary responsibilities of the federal government.

Ms Blondin: In that case, I support Bob's motion to look at our... Did you withdraw it? You said you were—

Mr. Skelly: I think the committee has found another way to look at it.

Ms Blondin: Yes.

The Chairman: I think so. Even though the motion was withdrawn, it is not that we are putting the matter aside. We will make that start—

Now I should raise something else as well. We are adjourning next week, and I am wondering about our timeframe, if we are going to begin our work on land claims, for example. Because from discussions I had with the former chair of the committee, the hearings on the events at Oka pre-empted the work you were beginning on land claims and took over the committee's agenda for a period of time. So the logical extension of the committee's work is, as you said, Ms Blondin, to address the land claims issue. Is it something we are going to leave until the House reconvenes? What are the wishes of the committee?

Ms Blondin: I know there has been a lot of talk about it, and I have concerns about the closing of Parliament and about what sorts of things might occur this summer. We need to go to the government—we need to show some leadership as a committee and be part of a crisis management or a response—

The Chairman: Is this a point of order?

Mrs. Duplessis: Yes. Just before the meeting

je vous avais demandé de dire aux gens du Comité qu'il serait bon qu'en cas de crise autochtone cet été, n'importe où au pays, on soit prêts à tenir une réunion ou à faire des travaux d'urgence. Bien sûr, on ne siègera pas durant l'été, mais il serait bon qu'on soit prêts à se réunir si jamais il se passait quelque chose cet été.

Ms Blondin: That is what I was talking about. I agree that we should have either a subcommittee or... But we should have the authority to reconvene on a day's notice if things happen and we feel we need to be together as a

[Translation]

Mme Blondin: Je veux dire une recommandation à l'intention de la commission royale d'enquête. Dans le rapport Oka, nous avons fait des recommandations précises et je pense bien que c'était l'une d'elles.

J'ai l'impression, après avoir parlé avec le juge Dickson et après avoir lu les observations qu'il fait, qu'il a un talent particulier pour collaborer à la rédaction de ses décisions et un intérêt particulier dans cette question, mais je serais très surprise si, après avoir consulté M. Erasmus et d'autres personnes, il ne proposait pas un comité ou un groupe de travail qui étudierait précisément cette question.

Mme Moss: C'est une vaste question.

Mme Blondin: Tout à fait. Ce sera une tâche herculéenne, mais c'est un expert.

Le président: C'est bien l'une de nos recommandations, à la page 31 de la version anglaise du rapport. La recommandation 1.3 porte sur les responsabilités fiduciaires du gouvernement fédéral.

Mme Blondin: Dans ce cas, j'appuie la motion de Bob qui propose d'examiner notre... L'avez-vous retirée? Vous avez dit que vous alliez le faire.

M. Skelly: Je pense que le comité a trouvé une autre façon d'étudier la chose.

Mme Blondin: Oui.

Le président: C'est ce que je pense. Même si la motion a été retirée, nous ne laissons pas cette question de côté. Nous allons commencer...

J'aimerais maintenant soulever une autre question. Nous suspendons nos travaux la semaine prochaine et je m'interrogeais sur notre calendrier de travail. Par exemple, allons-nous commencer notre étude sur les revendications territoriales? D'après les discussions que j'ai eues avec l'ancien président du comité, les audiences sur les événements d'Oka ont pris la priorité sur l'étude des revendications territoriales que vous veniez d'entamer et ont monopolisé les efforts du comité pendant un certain temps. Donc, comme le disait M^{me} Blondin, il serait logique que le comité se penche sur la question des revendications territoriales. Est-ce que nous allons laisser cette question en suspens jusqu'à la rentrée parlementaire? Qu'est-ce que le comité souhaite?

Mme Blondin: Je sais qu'on en a beaucoup parlé et j'ai certaines préoccupations au sujet de l'ajournement du Parlement et de tout ce qui pourrait se produire cet été. Nous devons nous adresser au gouvernement, nous devons faire preuve de leadership comme comité et participer à la gestion de crises ou à la réponse...

Le président: Est-ce que vous invoquez le Règlement?

Mme Duplessis: Oui. Juste avant le début de la séance

I asked you to tell the members of the committee that it would be a good idea to be ready to meet or to do emergency work if there is a native crisis this summer, anywhere in the country. Of course, we will not sit during the summer, but we should be ready to meet if ever anything happens this summer.

Mme Blondin: C'est ce que je voulais dire. Je suis d'accord pour dire que nous devrions avoir soit un sous-comité soit... Mais nous devrions avoir le pouvoir de nous réunir sur préavis d'une journée s'il se passe quelque chose

[Texte]

committee. I know we have probably had considerations within our own parties about such a thing, but this committee has worked well together and I think we can take leadership in being out there.

• 0940

If something happens we have to be visible, we have to get together, we have to plan and we have to make recommendations to our minister and to the government. We are going to need staff. We must have people available. We should have a legal adviser as well as someone who is expert in negotiations or mediation, someone we can call up on a day's notice to work with us in examining the issues. For instance, if something happened in B.C.—I am not saying it will, but if—

Mr. Skelly: An election?

Ms Blondin: Yes. For instance, if something happens in logging or anywhere, we need to be able to get together to examine the problem and make recommendations to the government. We need to be proactive. We cannot be seen as not being there when something is breaking out or happening. Do we have the authority to do that? Can we reconvene?

The Chairman: I was just checking with the clerk. According to the Standing Orders, we have the power to reconvene any time we want when the House is not sitting. We would incur certain expenses based on that, but I think that is something we could handle as a committee. We have the power to convene a meeting anytime we wish. It is a very valid point. We cannot expect the issues to go into a deep freeze while we are away for the summer. I think it is important the committee be proactive if suggestions do arise, if issues come up. It is something we cannot foresee at this point. We cannot simply adjourn now and say we will meet again in the middle of September. We have to be able to do exactly what you said. I totally agree with what you are saying. Were you finished what you were saying...?

Ms Blondin: Yes, I just wanted to say that. I feel uneasy leaving the land claims thing too long. We have to set up a work plan if we are going to go with that. We haven't decided whether we will, but let's be progressive. Let's get down to the nitty gritty and plan it.

M. Lopez (Châteauguay): Monsieur le président, je suis bien d'accord que nous devons être avant-gardistes et aborder le problème de la façon la plus large possible. Cependant, à mon avis, certaines questions que le Comité envisage d'étudier dépassent largement le mandat normal d'un comité. À mon avis, l'examen du rôle fiduciaire qui nous incombe est du ressort du ministère et non du Comité. Je crois que l'on dépasse le mandat normal qu'un comité permanent doit avoir.

Vous parlez de la possibilité d'une nouvelle crise cet été. Je ne pense pas que nous soyons une équipe de pompiers. Premièrement, peu importe ce qu'on va dire, nos conseils seront toujours traités comme des conseils et non comme des décisions. Donc, je suis un peu sceptique quant aux propositions qui viennent d'être faites. Je ne crois pas que le Comité puisse faire de miracles et je crois que nous dépasserons de beaucoup notre mandat si nous allons dans ce sens-là.

[Traduction]

et si nous pensons devoir nous réunir en comité. Je sais que nos propres partis y ont probablement déjà songé, mais notre comité a fait du bon travail dans le passé et je pense que nous pouvons prendre l'initiative dans ce domaine.

S'il arrive quelque chose, nous devons être visibles, nous réunir, planifier et formuler des recommandations au ministre et au gouvernement. Nous allons avoir besoin de personnel. Nous avons besoin de gens. Il nous faudrait un conseiller juridique, de même qu'un négociateur ou un médiateur expert, quelqu'un à qui nous pourrions avoir recours à une journée de préavis pour examiner les problèmes avec nous. Si, par exemple, il se produisait quelque chose en Colombie-Britannique... Et je ne dis pas que cela arrivera, mais si...

M. Skelly: Des élections?

Mme Blondin: Oui. Par exemple, s'il y avait un incident relié à l'exploitation forestière ou à autre chose, nous devrions pouvoir nous réunir pour examiner le problème et formuler des recommandations au gouvernement. Nous devons être proactifs. On ne doit pas avoir l'impression que nous ne sommes pas présents lorsque quelque chose est en train d'arriver. Sommes-nous autorisés à nous réunir dans une telle situation?

Le président: Je demandais justement l'avis de la greffière. D'après le Règlement, nous pouvons nous réunir n'importe quand, même si la Chambre ne siège pas. Cela entraînerait certaines dépenses, mais ce ne serait pas un problème insurmontable. Nous pouvons convoquer une réunion n'importe quand. C'est un très bon point. Nous ne pouvons pas nous dire que rien ne va bouger pendant notre congé d'été. Il importe à mon avis que le comité soit proactif au besoin s'il surgit un problème. C'est une chose que nous ne pouvons pas prévoir pour l'instant. Nous ne pouvons pas simplement ajourner et dire que nous nous réunirons la prochaine fois à la mi-septembre. Nous devons pouvoir faire ce que vous proposez. Je suis tout à fait d'accord. Aviez-vous terminé?

Mme Blondin: Oui, c'est tout ce que je voulais dire. Cela m'inquiète de laisser de côté la question des revendications territoriales trop longtemps. Nous devons organiser notre travail si nous allons nous en occuper. Nous n'avons pas encore décidé de le faire, mais nous devrions aller de l'avant. Mettons-nous à la tâche et planifions notre travail.

Mr. Lopez (Châteauguay): Mr. Chairman, I quite agree that we should be proactive and approach the problem in as broad a fashion as possible. However, some of the issues which the committee wants to consider go much beyond the normal mandate of a committee. I believe that consideration of the fiduciary role of the government should be undertaken by the department and not the committee. I believe that we are going beyond the normal mandate of a standing committee.

You speak about the possibility of a new crisis this summer. We are not a team of firefighters. Whatever we might say, our advice will always be treated as advice, not as decisions. I am therefore somewhat skeptical about the proposals I have just heard. I do not think that the committee can work miracles and I believe that we will greatly overreach our mandate if we do such a thing.

[Text]

Mr. Skelly: I agree that the committee should be prepared to meet. In the event of a crisis similar to the crisis that took place last summer, the committee should meet, as Ms Blondin suggested, on almost a moment's notice. I am not too sure about the suggestion that we get involved in mediation. I think that certainly does go beyond the scope of the committee. We might—

Ms Blondin: We will not meet—

Mr. Skelly: —get ourselves into trouble and get Parliament into trouble if we attempt to do something that is really beyond the scope and the ability of the committee to do. However, if you look at the chain of events that took place, at one point the people involved in the Oka issue had nobody to talk to. The minister refused to talk to them, negotiations were not going well, and all one was able to read in the press came from whoever the press elected as spokespersons for the various factions involved. As a result, there was no forum in which the protagonists could get their points of view on the table.

• 0945

This committee could have served an extremely useful purpose last year if in advance of the situation degenerating in the way it did we had called ourselves together and heard the viewpoints of the various people involved, then made recommendations to the government or to Parliament, should Parliament have reconvened.

I would hope the committee would go along with the idea that if a similar crisis should be developing this summer we could meet at a moment's notice, hear the parties involved, and make recommendations to the minister and to the government.

The Chairman: That's a good point.

Before I go to Ms Blondin, there is a point I would like Wendy to explain, based on something that has been said in the committee with regard to a fiduciary obligation in the department.

Ms Moss: Thank you, Mr. Chairman. I just thought I would say a few words about what the Supreme Court has said on the fiduciary duty. The issue has arisen in two cases, the first being Guerin in 1984, and the second case being Sparrow. I will just speak to the Sparrow case.

In this case a fisheries duty was involved. It was a case in which the Department of Indian Affairs had no involvement at all. The Supreme Court held that the fiduciary duty essentially arises as a result of section 91.24 of the Constitution Act, 1867, and section 35 of the Constitution Act, 1982.

So the source of the fiduciary duty is essentially constitutional and rests at the constitutional level. It does not arise from the Indian Act per se or necessarily because of the existence of the department. The department is a creation of statute and you could theoretically abolish the Indian Act tomorrow, and the department, for that matter, and a fiduciary duty would still be resting in the crown.

[Translation]

M. Skelly: Je suis d'accord que le comité doit être prêt à se réunir de nouveau. S'il se produit une crise semblable à celle de l'été dernier, le comité devrait pouvoir se réunir à très bref préavis, comme M^{me} Blondin l'a proposé. Je ne sais trop que penser au sujet de la possibilité que nous fassions office de médiateur. Je pense que cela dépasse certainement le mandat du comité. Nous pourrions. . .

Mme Blondin: Nous ne nous réunirons pas. . .

M. Skelly: . . .avoir des ennuis et causer des problèmes au Parlement si nous tentions de faire quelque chose qui dépasse le mandat et la compétence du comité. Cependant, si l'on songe à ce qui s'est passé l'été dernier, on se rend compte que, à un moment donné, les gens en cause dans la crise d'Oka n'avaient personne à qui parler. Le ministre refusait de leur parler, les négociations allaient mal et tout ce qu'on lisait dans les journaux venait de ceux que les journalistes avaient choisis pour présenter les divers groupes en cause. Les protagonistes n'avaient donc aucun moyen d'exprimer leur point de vue.

Le comité aurait pu jouer un rôle extrêmement utile l'année dernière s'il s'était réuni avant que la situation ne se détériore pour entendre le point de vue des diverses factions et formuler des recommandations au gouvernement ou au Parlement si celui-ci avait été rappelé à ce moment-là.

J'espère que le comité sera d'accord pour que nous nous réunissions après peu de préavis s'il se produit une crise du même genre cet été, afin d'entendre le point de vue des intéressés et formuler des recommandations au ministre et au gouvernement.

Le président: C'est une bonne idée.

Avant de donner la parole à M^{me} Blondin, je voudrais que Wendy nous fournisse davantage d'explications sur ce qu'on a dit au comité à propos de l'obligation fiduciaire du ministère.

Mme Moss: Merci, monsieur le président. Je voudrais simplement dire quelques mots au sujet de l'opinion exprimée par la Cour suprême relativement à la responsabilité fiduciaire. Cette question a été soulevée dans deux cas, d'abord l'affaire Guerin en 1984, et ensuite l'affaire Sparrow. Je parlerai simplement de l'affaire Sparrow.

Cette affaire était reliée aux pêches et le ministère des Affaires indiennes n'avait rien à voir avec la question. La Cour suprême avait statué que la responsabilité fiduciaire découle essentiellement de l'article 91.24 de la Loi constitutionnelle de 1867 et de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.

La responsabilité fiduciaire est donc essentiellement constitutionnelle et découle de la Constitution. Elle ne découle pas de la Loi sur les Indiens comme telle ni même nécessairement de l'existence du ministère. Le ministère a été créé par une loi et l'on pourrait en théorie abolir la Loi sur les Indiens demain ou même le ministère, mais cela ne changerait rien à la responsabilité fiduciaire de la Couronne.

[Texte]

So I was just going to leave that point with you, in that, as has been enunciated by the Supreme Court, the duty is much broader than the Department of Indian Affairs. So you should have some conception of how general a duty the Supreme Court has outlined for the Government of Canada at this point.

The Chairman: Thank you, Wendy.

Ms Blondin: My suggestion for having a mediator was to look for someone who would advise us on what mediation is taking place and what it means, on and what negotiations are taking place and what the implications are.

We cannot give proper advice unless we know what is happening. It was very difficult last summer to tell, between Judge Gold, the Oneida Mohawk negotiating team, and the various coalitions that were forming, what was happening.

So I am not suggesting that we over-extend our mandate and get involved in negotiating or mediating, Bob. I meant that I want to be able to understand that. But I also believe and agree wholeheartedly that we should be available to hear from these people.

Last summer our party set up a committee so that all the members came. I would say that in excess of 20 Members of Parliament from our caucus were there and available to hear from these people. That was the only opportunity within the House of Commons that was available to them at that point, outside the other opposition leaders going down there and so on, which is not satisfactory; it is not enough. This is the legitimate parliamentary committee, which should hear these people out, at the very least.

In terms of being a fireman's team, I noticed very clearly last summer that Mr. Lopez was articulating in the most aggressive manner statements to the effect that the people at the Mercier Bridge should be taken away and the blockade should be taken down. He had a lot to say about the situation. He also said that the military should go in and kill or shoot people if they had to.

Have you over-extended your particular mandate? I don't know why you are being shy about participating now; it is ridiculous. You were more than a fireman on alert last summer. I'm asking for a healthy way of dealing with this, not so that we all run off half-cocked and do something on our own. . . Together we can work and come up with positive advice for the government. We cannot get this factionalization all over the place.

• 0950

Mr. Skelly: Mr. Chairman, in the event that a crisis similar to the one that took place last year at Kanesatake develops this summer, I would like to move that the committee be prepared to meet and hear the submissions of the various protagonists, and to make recommendations to resolve the crisis.

La greffière: Voulez-vous que je lise la motion, madame Duplessis?

Mme Duplessis: Je l'ai entendue sur le canal français. C'était ma proposition, monsieur le président.

The Chairman: I think that gives the committee the authority. . . It covers any problem we may have had. If something does come up, if we have a motion on the books, we have that authority.

[Traduction]

Je voulais donc simplement préciser que, comme l'a stipulé la Cour suprême, l'obligation fiduciaire va beaucoup plus loin que le ministère des Affaires indiennes. Je voulais vous donner une idée de l'étendue de l'obligation dont la Cour suprême a chargé le gouvernement du Canada.

Le président: Merci, Wendy.

Mme Blondin: J'ai proposé d'avoir recours à un médiateur pour que nous ayons quelqu'un qui puisse nous tenir au courant du travail de médiation et des négociations qui pourraient avoir lieu et de ce que tout cela signifie.

Nous ne pourrions pas fournir de conseils appropriés à moins de savoir ce qui se passe. L'été dernier, il était très difficile de savoir ce qui arrivait quand nous avions à la fois le juge Gold, l'équipe de négociations Oneida-Mohawk et diverses coalitions.

Je ne veux donc pas proposer que nous dépassions notre mandat et que nous participions aux négociations ou à la médiation, Bob. Je veux simplement pouvoir comprendre ce qui se passe. Par ailleurs, je suis fermement convaincue que nous devons être là pour entendre le point de vue des intéressés.

L'été dernier, notre parti avait organisé un comité de députés. Plus de 20 députés de notre caucus avaient voulu faire partie de ce comité pour entendre le point de vue des personnes en cause. C'était le seul contact qu'ils pouvaient avoir avec la Chambre des communes sauf pour les visites du chef de l'autre parti de l'opposition, ce qui n'était pas suffisant. Nous sommes le comité parlementaire légitime chargé du dossier et nous devrions pouvoir à tout le moins entendre le point de vue des parties en cause.

Pour ce qui est de faire partie d'une équipe de pompiers, je me rappelle fort bien les déclarations tout à fait agressives faites par M. Lopez l'été dernier quand il disait qu'on devait enlever les gens au pont Mercier et détruire les barricades. Il avait beaucoup à dire sur la situation. Il avait aussi déclaré que les militaires devraient intervenir et tirer sur les gens au besoin, voire les tuer.

Avez-vous dépassé votre propre mandat? J'ignore pourquoi vous hésitez à participer maintenant; c'est ridicule. Vous étiez plus actif qu'un pompier sur le qui-vive l'été dernier. J'essaie de trouver une façon saine de faire quelque chose pour éviter que nous soyons mal préparés et que nous ayons à intervenir individuellement. . . Nous pouvons travailler tous ensemble et donner des conseils utiles au gouvernement. Il faut éviter de créer toutes sortes de factions.

M. Skelly: Monsieur le président, au cas où une crise semblable à celle qui s'est produite l'année dernière à Kanesatake se produit cet été, je propose que le comité soit prêt à se réunir pour entendre le point de vue des divers protagonistes et formuler des recommandations afin de régler la crise.

The Clerk: Would you like me to read the motion, Mrs. Duplessis?

Mrs. Duplessis: I heard it on the French channel. This was my proposal, Mr. Chairman.

Le président: Je pense que cela autoriserait le comité. . . Cette motion résoudrait tous les problèmes qui auraient pu surgir. S'il arrive quelque chose et si nous avons adopté une motion, nous pourrions agir en conséquence.

[Text]

Mr. Skelly: I think there is a precedent as well, Mr. Chairman. During the Gulf War two committees of Parliament combined and conducted a series of meetings to discuss the developments in the war. So I think there is a precedent for that function of the committees of the House.

The Chairman: Is there any further discussion of the motion?

Ms Blondin: Would it be possible to consider...? Let's say something happens in B.C. Would the committee, if necessary, be able to come together in the closest city or in the vicinity where the situation occurs? Is it possible to have the allocated resources for whatever we need to do?

Our first preference would be to meet here, because it is cheaper and more convenient. But if we have a huge problem in some other place—I am using B.C. only because there is the potential there for assertion—would we be able to travel? I don't know how the rest of the committee members feel about it, but to be doubly sure perhaps we should amend the motion to include resources or to put in an additional motion to...

Can I move or give notice of a motion to allocate resources for needs associated with convening these meetings in the case of an event that requires us to meet over the summer? The human and financial resources to be able to accommodate our needs...

The Chairman: I think we can handle that as an amendment to Mr. Skelly's motion. I think it would be in order, because it fits in well with the motion.

It is moved by Mr. Skelly that in the event of a crisis developing this summer similar to the crisis at Kanesatake last year the committee convene as soon as possible, hear submissions of the protagonists and recommend solutions. And a subamendment—

M. Koury: Monsieur le président, c'est la motion que M^{me} Duplessis avait proposée. Elle en avait discuté avec vous avant la réunion. C'était en discussion tout à l'heure, quand M^{me} Blondin parlait. Elle vous a mentionné que c'était la motion qu'elle voulait proposer. Maintenant, c'est la proposition que M. Skelly a faite. C'est la même proposition, mais c'est elle qui l'avait proposée au tout début.

Mme Duplessis: On en avait discuté avant la réunion.

The Chairman: Okay, but first I have to deal with the motion as it is brought before the committee. You are quite right. You could have it moved by Mr. Skelly and seconded by Mrs. Duplessis. Would that be acceptable for now?

Mme Duplessis: Oui, ça va.

• 0955

The Chairman: Next is an amendment by Ms Blondin.

Ms Blondin: It is that the necessary human and financial resources be allocated for such a purpose, to include travel money.

[Translation]

M. Skelly: Je pense qu'il existe aussi un précédent, monsieur le président. Pendant la Guerre du Golfe, deux comités du Parlement se sont regroupés et ont tenu une série de réunions pour discuter de ce qui se passait. Il existe donc un précédent pour une telle éventualité.

Le président: Y a-t-il autre chose au sujet de la motion?

Mme Blondin: Pourrions-nous songer à la possibilité suivante? Disons que quelque chose se produit en Colombie-Britannique. Le comité pourrait-il se réunir au besoin dans la ville la plus proche ou quelque part dans le voisinage? Pourrions-nous obtenir les ressources nécessaires pour ce que nous devrions peut-être faire dans un tel cas?

Ce serait préférable que nous nous réunissions ici parce que cela coûte moins cher et que c'est plus commode. Cependant, si un grave problème surgit ailleurs, et je donne l'exemple de la Colombie-Britannique simplement à cause de la possibilité d'un conflit là-bas, pourrions-nous nous y rendre? Je ne sais pas ce que les autres membres du comité en pensent, mais pour avoir une garantie, nous devrions peut-être modifier la motion pour faire état des ressources nécessaires ou bien présenter une motion supplémentaire...

Puis-je présenter une motion demandant qu'on affecte les ressources nécessaires pour convoquer le comité au cas où nous soyons obligés de nous réunir cet été? Je veux parler des ressources humaines et financières nécessaires pour répondre à nos besoins...

Le président: Je pense qu'on peut faire ce que vous proposez en adoptant un amendement à la motion de M. Skelly. Je pense que ce serait recevable parce que cela cadre bien avec la motion.

M. Skelly propose que, dans l'éventualité d'une crise cet été semblable à celle qui s'est produite à Kanesatake l'année dernière, le comité se réunisse le plus tôt possible, entende le point de vue des protagonistes et recommande des solutions. Et, à titre de sous-amendement...

Mr. Koury: Mr. Chairman, this is the motion that Mrs. Duplessis proposed. She discussed it with you before the meeting. We were discussing it earlier when Ms Blondin was speaking. She told you that it was the motion she wanted to move. It has now been moved by Mr. Skelly. The proposal is the same, but she was the one to suggest it at the very beginning.

Mrs. Duplessis: We discussed it before the meeting.

Le président: Très bien, mais je dois d'abord en finir avec la motion qui a été présentée au comité. Vous avez tout à fait raison. On pourrait dire que la motion a été proposée par M. Skelly et appuyée par M^{me} Duplessis. Est-ce que cela ferait votre affaire?

Mrs. Duplessis: Yes, that is fine.

Le président: Nous avons maintenant un amendement présenté par M^{me} Blondin.

Mme Blondin: J'ai proposé que les ressources nécessaires, humaines et financières, soient attribuées à cette fin, y compris les fonds de voyage.

[Texte]

The Clerk: You know how travel and other expenses work in the House of Commons. You do need unanimous consent to have that. In case of a crisis maybe it could be asked for after the fact, because we do not know what to ask for. I have to propose a budget for that, so why do we not leave the door open, hoping that expenses would be reimbursed later on?

Mr. Skelly: Maybe Ethel could change her motion so that it would say "and that we seek the necessary resources from Parliament".

Ms Blondin: I think that is good.

Mr. Skelly: It does not say whether we do it before or after.

The Chairman: It would then read "and that the committee seek the necessary resources"—

Ms Blondin: For travel, accommodation, etc.

The Chairman: And that the committee seek the necessary resources to—

Mr. Koury: Meet its obligations.

The Chairman: I think we can deal with this quickly. Is there any further discussion on the amendment? We will have to deal with the amendment first.

Amendment agreed to

Motion as amended agreed to

Mme Duplessis: J'ai une proposition concernant l'extinction des droits pour nos travaux futurs. Je pense que nos travaux futurs pourraient d'abord porter là-dessus et tenir compte de ce que M^{me} Blondin a dit. L'autonomie politique et les revendications territoriales pourraient venir plus tard. On pourrait commencer par se pencher sur l'extinction des droits en septembre.

Ms Blondin: We are talking about future business, are we?

The Chairman: Yes, we are.

Ms Blondin: Do we discuss claims now or do we discuss other issues? I have two more things I want to raise.

The Chairman: I think we can talk about any issue. Land claims came up because it was the work that was going to be undertaken when Oka came up in the summer. I think that is a logical extension of what the committee should be looking at in the fall.

Were you finished with what you were going to say, Mrs. Duplessis?

Mme Duplessis: Préférez-vous que nous commençons par les revendications territoriales? Ce sont trois points très importants. Je pensais que l'extinction des droits devait venir en premier, mais si vous pensez que les revendications territoriales... Je pense que l'on ne peut pas envisager les trois en même temps. Cela nous ferait un mandat beaucoup trop large.

The Chairman: I think we will discuss them together, because they are very closely connected to each other. Just as a point of order, we should maybe find out how long the bells are, whether they are 15 or 30 minutes.

[Traduction]

La greffière: Vous connaissez le règlement de la Chambre des communes en matière de dépenses de voyage et autres frais: le consentement unanime y est nécessaire. Il est peut-être possible, en cas d'urgence, de faire la demande après le voyage, parce qu'on ne sait pas exactement quelle est la somme nécessaire. Pour cela, je dois proposer un budget. Alors pourquoi ne pas laisser la porte ouverte, dans l'espoir que les frais nous seront remboursés par la suite?

M. Skelly: Ethel pourrait peut-être modifier sa motion, en disant «et que nous sollicitons du Parlement les ressources nécessaires».

Mme Blondin: Cela me semble bon.

M. Skelly: Ainsi, nous ne précisons pas à quel moment se fait la demande.

Le président: La motion serait donc «et que le comité sollicite les ressources nécessaires»...

Mme Blondin: Pour le voyage, l'hébergement, etc.

Le président: Et que le comité sollicite les ressources nécessaires pour...

M. Koury: Faire face à ses obligations.

Le président: Cela ne devrait pas prendre trop de temps. Y a-t-il encore d'autres discussions sur l'amendement? Nous allons d'abord devoir voter sur l'amendement.

L'amendement est adopté

La motion ainsi modifiée est adoptée

Mrs. Duplessis: For future business, I suggest we deal with the extinguishing of rights. I think the committee might want to put that first on the agenda, taking into account what Ms Blondin said. Self-government and land claims could come later. In September, we could start by dealing with the extinguishing of rights.

Mme Blondin: Nous parlons des travaux futurs, n'est-ce pas?

Le président: C'est exact.

Mme Blondin: Est-ce qu'on discute maintenant des revendications, ou bien d'autres questions? Il me reste encore deux points à soulever.

Le président: Nous pouvons parler de ce que bon nous semble. La question des revendications territoriales a été soulevée parce que c'était elle qui devait être traitée l'été dernier, quand sont survenus les événements d'Oka. C'est la suite logique des questions que le comité devrait examiner à l'automne.

Avez-vous terminé ce que vous alliez dire, madame Duplessis?

Mrs. Duplessis: Would you prefer us to start with the land claims? Those are three very important issues. I thought the extinguishing of rights ought to come first, but if you think that the land claims... I do not think all three issues can be examined at the same time. It would be taking on too much.

Le président: Nous en discuterons ensemble, je pense, parce qu'il existe entre elles un lien très étroit. Un simple rappel au Règlement: nous devrions peut-être nous renseigner pour savoir si la sonnerie va durer 15 ou 30 minutes.

[Text]

Mr. Koury: They are 15 minutes.

Mme Duplessis: Non, c'est le commencement de la séance de la Chambre, la prière et ainsi de suite. Le vote n'a pas lieu tout de suite.

The Chairman: I wonder if the bell is for calling the House. Maybe there is not a vote, maybe it is just calling the House. I understood there had been a vote deferred from last night.

Mme Duplessis: Non, il faut que la Chambre commence par s'asseoir.

The Chairman: Yes, that is true. Yes, I think we are still okay for a while.

Ms Blondin: I want to say that I think Mrs. Duplessis's suggestion is an excellent one, because extinguishment is integral to discussion on land claims. It is in fact a huge part of the comprehensive land claims policy that needs to be looked at. In fact I have had assurances from the minister that they are working on the extinguishment issue—or at least the terminology; I don't know if they are dealing with substance. It's a very difficult issue for all governments to deal with, and I think it's a good suggestion.

• 1000

It is the same thing as dealing with the policy and land claims issues. It is integral. You cannot talk land claims policy in 1991 without talking about extinguishment; it is impossible. It would be a huge void.

I have two other items. I agree that we proceed with land claims. The problem we are going to have is whether we deal with comprehensive or we deal with specific.

We probably are going to have to have a dual track for dealing with both, because they are equally important. We should proceed, as Mrs. Duplessis says, with the comprehensive stuff regarding extinguishment and then have inventory done on specific land claims, get a report on the 500 or so claims. Maybe we could proceed in that manner.

Ms Moss: Getting an inventory on specific claims is relatively straightforward. The department does a status report listing the 500—and where they are in the process—about four times a year, more or less. That is very simple to do.

If you keep in mind, on a specific claims side, the government's recent announcements, one is that it has announced the intention to create a specific claims commission, and parallel with that, a working group of chiefs that would advise on the mandate of that commission, its powers and what it is going to look at.

Again, whether you want to jump in right away while those... it is sort of the royal commission issue again in that there are things coming up, whereas if you look at the comprehensive claims side, other than lifting the limit on the numbers that will be negotiated at any one time, there does not seem to be anything happening there. There is nobody examining the extinguishment issue or the other comprehensive claims issues.

[Translation]

M. Koury: Quinze minutes.

Mrs. Duplessis: No, it is the beginning of the sittings of the the House, the prayer and so on. The vote takes place only later.

Le président: Est-ce la sonnerie qui convoque la Chambre? Peut-être est-ce simplement la sonnerie de convocation, peut-être qu'il n'y a pas de vote, mais je crois savoir qu'un vote avait été reporté hier soir.

Mrs. Duplessis: No, the House has first to be called.

Le président: Oui, c'est exact. Nous avons donc encore un peu de temps.

Mme Blondin: La proposition de M^{me} Duplessis me paraît excellente, car la question de l'extinction des droits est intimement liée à la discussion sur les revendications territoriales. En fait, c'est une grande partie de la politique des revendications territoriales globales qui doit être examinée. Le ministre m'a même assurée que la question de l'extinction des droits était à l'étude, ou tout au moins sa terminologie; je ne sais pas si l'on s'est déjà attaqué aux questions de fond. C'est un problème très épineux pour tous les gouvernements, et je pense que c'est une bonne proposition.

Cela revient à traiter les questions de politique et de revendications territoriales, toutes ces questions étant étroitement imbriquées. En 1991, la politique des revendications territoriales est indissociable de celle de l'extinction des droits: l'une ne saurait se concevoir sans l'autre.

Il me reste deux questions à soulever. Nous pouvons, je pense, nous pencher sur la question des revendications territoriales, mais il nous faudra décider si nous la traitons dans son intégralité ou si nous nous penchons sur des problèmes spécifiques.

Nous devons probablement les traiter sous deux angles, car les deux aspects sont également importants. Nous devrions, comme le proposait M^{me} Duplessis, traiter dans son ensemble de la question de l'extinction des droits, puis faire dresser la liste des quelque 500 revendications territoriales spécifiques. Ce serait peut-être là une bonne façon de procéder.

Mme Moss: Il doit être assez facile d'obtenir la liste des revendications: le ministère publie, environ quatre fois par an, une liste des 500 revendications ainsi que l'état d'avancement de chacune. Cela ne présente donc pas de difficultés.

Le gouvernement a récemment annoncé, ne l'oublions pas, son intention de mettre sur pied une commission des revendications particulières et, parallèlement, un groupe de travail des chefs autochtones chargés de donner leur avis sur le mandat de cette commission, sur ses pouvoirs et sur les questions dont elle sera saisie.

Est-ce que vous voulez vraiment intervenir directement alors que... C'est de nouveau comme pour la commission royale: les choses bougent, alors que pour la question des revendications globales, il ne semble guère y avoir de changement sinon l'abolition de la limite au nombre des revendications qui peuvent être traitées concurremment. La question de l'extinction des droits et les autres questions liées aux revendications globales ne font l'objet d'aucun examen.

[Texte]

Ms Blondin: I think it is a good suggestion that we proceed with comprehensive land claims policy.

They are very constitutionally imbued with what is happening with the inherent right to self-government and all of the negotiations. If there are bilateral negotiations between the First Nations leader and the government, these would be the fundamental issues addressed. Having said that, I think we should proceed with the comprehensive land claims. I agree with Mrs. Duplessis; it is a good suggestion.

I have two other concerns. One is administrative. I think we should publish a member's handbook for the aboriginal standing committee with a collection of documents. It would be something like a survival kit for aboriginal standing committee members. The royal proclamation, the Indian Act, every major document would be put into a book or in a kit called "The Aboriginal Standing Committee Member's Survival Kit". You always refer to those and you always have to make reference. I think we should examine what goes into that kit. Maybe our staff can have someone work on a special project to put together a kit.

Wendy, what do you think? We are continually running to—

The Chairman: On a point of order, I have been informed by the clerk that such a document is currently being prepared by the clerk's office and by research. It is called "The Briefing Book". It should be ready by September.

Ms Blondin: Is it going to be in loose-leaf or pamphlet form? Because I think we could have a bestseller across Canada. In my office, one of the requests we get the most, bar none, is for the Penner report, the Collican report, the Indian Act, the royal proclamation. I mean, all these documents are continually being sought by people across this country. If it is going to be just a manual, I think that is interesting too. But I think it should come out in a book form.

The Chairman: Are you talking about something that would be just for committee members? You are not talking about something that could be distributed—

Ms Blondin: Well, it would be here for successive committees and for people who work with us, who have to deal with the same issues. Other committees are interested in aboriginal issues. It should be one that comes from here but can be used by the justice committee, for example, when they deal with native issues.

• 1005

Do you know what I am suggesting? That we have a booklet or a kit that is... I would like to know what is in that kit; I would like to know what documents are going into that.

The Clerk: You must have got one in September 1989. Do you remember that, getting a green binder with the mandate of the committee and so on?

Ms Moss: It is a little different.

The Clerk: It is a little different. You want something more complete, as far as—

[Traduction]

Mme Blondin: L'idée d'examiner la politique en matière de revendications territoriales globales me paraît bonne.

Ces questions sont liées étroitement aux négociations actuelles sur le droit à l'autonomie gouvernementale. Si des négociations bilatérales ont lieu entre le chef des Premières nations et le gouvernement, ces questions seront fondamentales. Ceci dit, je pense que nous devrions étudier la question des revendications territoriales globales, et j'approuve la proposition de M^{me} Duplessis.

J'ai deux autres problèmes, l'un d'ordre administratif: les députés siégeant au Comité des affaires autochtones devraient être munis d'un manuel, avec nombreux documents en annexe, qui leur servirait de point de référence. Les documents comme la Proclamation royale, la Loi sur les Indiens, tous les documents principaux touchant à la question constitueraient une trousse intitulée Trousse de secours des députés siégeant au Comité permanent des affaires autochtones. Ces documents sont souvent cités et il faut les avoir sous la main. Nous devrions examiner ce qui doit figurer dans ce dossier et pourrions peut-être demander au personnel de charger quelqu'un de ce projet spécial.

Qu'en pensez-vous, Wendy? Nous devons constamment nous adresser à...

Le président: J'invoque le Règlement: la greffière vient de m'informer que son bureau et les attachés de recherche sont en train de préparer. Il s'appelle Livre de consultation et devrait être prêt en septembre.

Mme Blondin: Sera-t-il publié sous forme de brochure, ou bien en dossier à feuilles amovibles? Il risque d'avoir beaucoup de succès au Canada. Parmi les documents qui sont le plus souvent demandés à mon bureau figurent le rapport Penner, le rapport Collican, la Loi sur les Indiens, la Proclamation royale. Ce sont des documents qui sont constamment en demande au Canada. Un manuel serait certes intéressant, mais il devrait être publié sous forme de livre.

Le président: Est-ce que vous pensez à un document qui serait simplement à l'usage des membres du comité? Il ne s'agit alors pas, dans ce cas, d'un document qui serait diffusé...

Mme Blondin: Ce document pourrait être consulté pour les membres des comités successifs ainsi que pour les gens qui travaillent avec nous ou qui travaillent sur les mêmes questions. Il y a d'autres comités qui s'intéressent aux questions des autochtones, par exemple le Comité de la justice, quand il se penche sur les questions des autochtones, et ce document, tout en étant publié par nous, pourrait être utilisé par d'autres.

Savez-vous ce que je propose? Nous devrions avoir un livret ou une trousse qui soit... J'aimerais savoir quels sont les documents qui y figurent.

La greffière: Vous avez dû en recevoir une en septembre 1989: c'était un classeur vert qui contenait le mandat du comité ainsi que d'autres documents, vous rappelez-vous?

Mme Moss: C'est un peu différent.

La greffière: Oui, vous voudriez avoir un jeu de documents plus complets, dans la mesure où...

[Text]

Ms Blondin: Yes, I would like something like the survival kit, everything you need to know about aboriginal issues in terms of the documents we refer to continuously. To me, it would be a lifesaver. I would take this to all the meetings I go to with aboriginal people, on conferences, all the standing committees. There are so many things happening.

Ms Moss: You would have to be selective. A number of the reports you are referring to, they are sent, like policy documents, and committee reports, and they are. . . As you are saying, they are things that are referred to all the time. It could be quite a big binder.

By the same token, if you look at something. . . For people who are new to the committee, for example, if you read the royal proclamation out of any sort of context, it may not tell you a whole lot. So one idea perhaps could be. . . If it was first possible to create a binder that was not too huge, you would perhaps need at least a one-page explanatory note for each document.

The Chairman: An annotated note.

Ms Blondin: My next issue. . . That one, I see it well in hand, but I think we should be able to see what goes into it. We should have examples of comprehensive land claims policy and that sort of thing. The major claims that have been resolved should be documented and a précis included. You do not need the whole thing, but you could have that as a supporting document. You could have reference to general information for survival purposes for people who are not familiar with. . . Even for people who are familiar, who want to refer to demographics or whatever, it will be in there, the aboriginal language groupings, linguistic groupings, for instance, really interesting, necessary information.

The other issue I wanted to get on to was the gaming commission. In the States, I know the whole issue of gaming is one that has been really prominent in regard to the three Mohawk communities. I would like to have a briefing on what the States are doing with their gaming regulatory commissions. I know what the upside and the downside of legal versus illegal gaming activities are and what the economic spin-offs are, what the downside is, the negative social statements. I think this is something we should examine, because it is fast becoming a reality to be realized, and if we are not there we are going to be sort of hung out to dry on this one. It is going to happen, I think, either illegally or legally, and it is going to require legislative reform, I believe. There are going to be some tough sovereignty related issues to deal with on this one. Let's put this on the agenda. It's something we can discuss; maybe we can get some briefing on it.

The Chairman: Okay, thank you. Mr. Skelly.

Mr. Skelly: I realize there is a 15-minute bell, Mr. Chairman.

There is an issue that is integral to land claims, and that is the issue relating to fisheries, wildlife, and trapping. Because it was the issue that Sparrow dealt with, and now the Government of Ontario of course has indicated that

[Translation]

Mme Blondin: Oui, un vade-mecum ou aide-mémoire sur les questions autochtones et tous les documents courants qui s'y rattachent. Ce serait pour moi un outil précieux que j'emporterais partout dans les réunions avec les autochtones, dans les conférences, aux comités permanents. Il y a tant d'occasions où il serait utile.

Mme Moss: Il faudrait faire un choix: certains des rapports dont vous parlez sont des documents politiques, puis vous avez les rapports de comités et ils sont. . . Comme vous le disiez, ce sont des documents auxquels on se réfère souvent et votre classeur risque d'être très volumineux.

Par ailleurs, si vous cherchez une citation. . . À quelqu'un qui est novice au comité, la proclamation royale, lue hors de tout contexte, risque de ne pas être très instructive. On pourrait alors peut-être. . . On pourrait commencer par assembler un classeur qui ne soit pas trop volumineux et où chaque document serait assorti d'une page de notes d'explication.

Le président: Des annotations, en quelque sorte.

Mme Blondin: L'autre question que je voulais aborder, c'est un autre genre de document sur lequel nous devrions nous entendre. Nous devrions avoir des exemples de la politique en matière de revendications territoriales globales, avec des exemples précis de questions qui ont été résolues ainsi qu'un résumé d'accompagnement. Ce serait un document de référence qui n'aurait pas à exposer toute la question, mais simplement un résumé. On pourrait référer à l'information générale les gens qui ne connaissent pas bien la question, afin qu'ils puissent s'orienter. . . Mais même les spécialistes de la question y trouveraient des données, démographiques ou autres, par exemple les autochtones regroupés par catégories linguistiques, et toutes sortes de renseignements nécessaires et de grand intérêt.

L'autre question que j'aimerais que nous étudions est celle de la commission des jeux de hasard, question qui a tenu la vedette, aux États-Unis, pour les trois communautés Mohawks. J'aimerais connaître le rôle exact, aux États-Unis, des commissions de réglementation des jeux. Je connais les avantages et les inconvénients des jeux autorisés et des jeux illicites, les retombées économiques, leur aspect négatif, les répercussions sociales. C'est une question que nous devrions examiner, parce que c'est une réalité à laquelle nous ne pouvons nous dérober et à laquelle nous sommes confrontés. Légalement ou illégalement, les jeux de hasard constituent une réalité et une réforme de la loi s'impose, je pense. Pour cela, il faudra aborder certaines questions épineuses touchant à la souveraineté. Nous devrions mettre la question à notre ordre du jour et demander qu'on nous fournisse l'information nécessaire à cet effet.

Le président: Très bien, je vous remercie. Monsieur Skelly.

M. Skelly: Je sais qu'il y a une sonnerie de 15 minutes, monsieur le président.

Il y a une question étroitement liée aux revendications territoriales, à savoir les pêches, le gibier et le piégeage. Parce que la question a été traitée dans la décision Sparrow, et le gouvernement de l'Ontario a déclaré que les mêmes

[Texte]

wildlife comes under the same kinds of proscriptions that were in the Sparrow decision with respect to fish, it is going to be a major issue and possibly a major source of conflict over the next little while. There is a conflict brewing in the fishing industry in British Columbia, for example, over fish allocation and how aboriginal allocations affect the allocation of other user groups in the fishery.

The Chairman: If I could just add to that, that is a very valid point. There is a group in my riding called the West Region Elk Management Board, where there are representatives from the non-native community and there are treaty representatives. It is the only one of its kind that I am aware of in the country, where they are trying to do exactly that. I think it is an issue that is going to be very important.

I am sorry to interrupt, but I thought that was—

Mr. Skelly: I think we should proceed with the whole land claims issue, but it goes beyond land claims is what I am saying, and there may be certain elements of this land claim issue that are going to kind of flash into confrontation at some point in the very near future. In fact this may be the summer crisis that we are anticipating in British Columbia.

• 1010

Aboriginal people have proposals with respect to co-management and with respect to allocation that are part and parcel of their land claims proposals. There are some things happening in Washington State and in the Columbia Valley, where the Boldt decision gave aboriginal people 50% of the fisheries in Washington State, based on their treaty rights. They have now set up a co-management scheme for Washington State and the Columbia Valley. I think there are examinations that this committee might make as part of their land claims priority that might help to resolve this, or we could come up with recommendations that might help to anticipate and to resolve some of the problems we could experience this summer and beyond in the area of wildlife, trapping, and fishing.

I just want to make that suggestion to the committee.

Mr. Anawak (Nunatsiaq): I just want to ask a question, because so far in this morning's discussion there have been economic, political, constitutional, cultural and social issues dealt with. I just wonder where is our motion that we passed last week?

The Chairman: That is a good point. As instructed by the committee, I did send the letter over to the House management committee, letting them know that we had passed the motion. I have had no response back from the House management committee yet.

Ms Blondin: I am meeting with my whip at four o'clock today, and I think it is related to this actually.

The Chairman: As chair I have had no formal response.

Mr. Anawak: I ask this because I have some idea where we as a party stand. I just wonder where the rest of the parties stand on this.

[Traduction]

proscriptions qui s'appliquaient aux poissons dans la décision Sparrow s'appliquent également au gibier, la question va faire surface et probablement donner lieu, très prochainement, à de gros conflits. C'est ainsi qu'un conflit couve dans le secteur des pêches de Colombie-Britannique, à propos des attributions de poissons des autochtones, et les répercussions de celles-ci sur les attributions des autres utilisateurs des pêches.

Le président: Vous avez tout à fait raison, c'est une question d'actualité. Dans ma circonscription, il y a un groupe appelé le West Region Elk Management Board qui comprend des autochtones et des non autochtones. C'est le seul conseil de ce genre dont j'ai connaissance au Canada, qui ait ceci pour objectif. C'est une question qui risque de devenir brûlante.

Excusez-moi de vous interrompre, mais je pensais que c'était...

M. Skelly: Nous devrions, à mon avis, étudier toute la question des revendications territoriales, mais en allant au-delà, car certains éléments de cette question risquent sous peu de susciter des affrontements. La crise que nous prévoyons pour cet été en Colombie-Britannique y aura probablement ses origines.

Les autochtones veulent faire des propositions concernant la co-gestion et l'attribution de leur part, propositions qui s'inscrivent dans le cadre des revendications territoriales. Dans l'État de Washington et dans la vallée de la Columbia, les choses bougent: la décision Boldt a donné aux autochtones 50 p. 100 des pêches dans l'État de Washington, en se fondant sur leurs droits de traité, et ils ont mis en place un projet de co-gestion pour l'État de Washington et pour la vallée de la Columbia. Ce comité pourrait examiner la question dans le cadre des revendications territoriales aux fins de faciliter une solution, ou bien nous pourrions formuler des recommandations destinées à prévenir et à résoudre certains des problèmes qui risquent de se poser cet été et après en matière de gibier, de piégeage et de pêche.

Je voulais simplement faire cette proposition au comité.

M. Anawak (Nunatsiaq): Dans la discussion de ce matin, nous avons abordé des questions économiques, politiques, constitutionnelles, culturelles et sociales, mais j'aimerais simplement demander où a passé la motion que nous avons adoptée la semaine dernière?

Le président: C'est une bonne question. Conformément aux instructions du comité, j'ai envoyé la lettre au Comité de la gestion de la Chambre pour l'informer que nous avions adopté la motion, mais je n'ai pas encore reçu de réponse.

Mme Blondin: Aujourd'hui à 16 heures, j'ai rendez-vous avec mon whip, et je crois que c'est à ce propos.

Le président: Mais le président n'a reçu aucune réponse officielle.

M. Anawak: Si je pose cette question, c'est que je connais la position de notre parti, mais j'aimerais connaître celle des autres partis.

[Text]

The Chairman: It was passed by the committee, and it is an all-party committee.

Mr. Anawak: I realize that. I am saying that this is the committee, but where does the government stand?

The Chairman: I don't know. That is beyond this committee's mandate—

Ms Blondin: Are we going to miss our vote?

The Chairman: I think we have to go.

Mr. Skelly: Are we returning?

The Chairman: Is it going to be difficult for some of the members to return?

Ms Blondin: I have another meeting.

The Chairman: It is going to be difficult for us to return.

Ms Blondin: Maybe if there is anything else we can conclude with it. Bob, do you have anything more? The only thing I would like to say is that I would like to see this kit so that we can examine it and make recommendations.

Ms Moss: We could give you a list of the recommended documents and you can tell me what is missing.

Ms Blondin: I think it would be a good idea.

Mr. Skelly: Are we going to conclude with respect to future business before the end of the sitting?

The Chairman: We could have another meeting if the committee wishes, or we could discuss it further.

Mr. Skelly: Otherwise we are going to be leaving this until September.

Ms Blondin: Can we arrange for another meeting tomorrow?

The Chairman: Tomorrow? I won't be here.

Ms Moss: I can get back to you on what the library can do on all of these things.

Mme Duplessis: Je pense que ce qu'on veut étudier en septembre se dessine déjà: les revendications territoriales, l'extinction des droits. . .

The Chairman: We should probably try to get a brief meeting next week just to tie up some of the loose ends.

Mrs. Duplessis: Okay.

Ms Blondin: Tuesday.

The Chairman: Tuesday.

Ms Blondin: I would like to suggest two things: one, because of the huge case of the Gitksan-Wet'suwet'en that we meet in B.C. at least once over the summer, that we meet in Smithers for the Gitksan and get a briefing from them, and hear from them to start off so that we don't have. . . Bob, you're just going to love me for this, because it's in your area; B.C. is your area—

[Translation]

Le président: La motion a été adoptée par le comité, auquel tous les partis sont représentés.

M. Anawak: Je le sais bien; il s'agit du comité, mais quelle est la position du gouvernement?

Le président: Je n'en sais rien. Cela déborde le mandat de ce comité. . .

Mme Blondin: Est-ce que nous allons manquer le vote?

Le président: Nous devrions y aller.

M. Skelly: Est-ce que nous reviendrons?

Le président: Est-ce que tous les membres peuvent revenir?

Mme Blondin: J'ai une autre réunion.

Le président: Cela va soulever des difficultés pour certains d'entre nous.

Mme Blondin: S'il reste quelque chose, nous pourrions terminer là-dessus. Bob, avez-vous une autre question? J'aimerais seulement ajouter que je tiens à cette idée de trousse, afin que nous puissions l'examiner et faire des recommandations.

Mme Moss: Nous pourrions vous dresser une liste des documents recommandés et vous pourriez me dire ceux qui manquent.

Mme Blondin: Ce serait une bonne idée.

M. Skelly: Allons-nous terminer, avant la fin de la séance, la question des travaux futurs?

Le président: Nous pourrions organiser une autre séance, si le comité le souhaite, ou bien en discuter davantage.

M. Skelly: Sinon l'affaire va être reportée à septembre.

Mme Blondin: Est-ce que nous pourrions nous réunir demain?

Le président: Demain, je ne serai pas ici.

Mme Moss: Je peux vous communiquer ce que la bibliothèque peut vous préparer.

Mrs. Duplessis: I think we have a pretty good idea of what we are going to do in September: land claims, the extinguishing of rights. . .

Le président: Nous devrions peut-être essayer de nous réunir, fût-ce pour une brève séance, la semaine prochaine, afin de mettre le point final à certaines questions.

Mme Duplessis: Très bien.

Mme Blondin: Mardi.

Le président: Mardi.

Mme Blondin: J'aimerais faire deux propositions, d'une part, en raison de l'affaire Gitksan-Wet'suwet'en, que nous nous réunissions en Colombie-Britannique au moins une fois pendant l'été, à Smithers pour les Gitksan et que nous écoutions ce qu'ils ont à nous dire, afin que nous n'ayons pas à. . . Bob, vous devez exulter, parce que c'est dans votre région la Colombie-Britannique. . .

[Texte]

The Chairman: I think we had better have a meeting next week to discuss that.

Mrs. Duplessis: Okay, next week, yes.

The Chairman: Tuesday, okay?

Mrs. Duplessis: Morning or afternoon?

A voice: Morning.

The Chairman: The committee is adjourned to the call of the chair.

[Traduction]

Le président: Nous devrions nous réunir la semaine prochaine pour en discuter.

Mme Duplessis: Très bien, la semaine prochaine.

Le président: Alors mardi?

Mme Duplessis: Le matin ou l'après-midi?

Une voix: Le matin.

Le président: La séance est levée.

RESPECTING:

Pursuant to Standing Order 106(2), Election of a president

Pursuant to Standing Order 108(2), future business of the Committee

Pursuant to Standing Order 108(2), Porcupine Caribou herd

CONCERNANT:

Conformément à l'article 106(2), élection du président

Conformément à l'article 108(2), travaux futurs du comité

Conformément à l'article 108(2), harde de caribous du la Porcupine

WITNESSES:

(See back cover)

TEMOINS:

(Voir à l'endos)

[L'anglais] (L'anglais)
 Le président: Nous devons nous réunir la semaine prochaine pour discuter de la proposition.
 Mme Duplessis: Très bien, la semaine prochaine.
 Le président: Alors, c'est tout.
 Une voix: La semaine prochaine.
 Le président: La semaine prochaine.
 Le président: Je vais aller chercher les documents.

The Chairman: It is going to be difficult for some of the members to return.

The Chairman: It is going to be difficult for us to return.

Mr. Bédard: Maybe if there is anything else we can conclude before we adjourn? The only thing I would like to see is that I would like to see the minutes and recommendations.

Mr. Moss: We could give you a list of the recommended documents and you can tell me what is missing.

Mr. Bédard: I think it would be a good idea.

Mr. Skelly: Are we going to conclude with respect to future meetings before the end of the sitting?

The Chairman: We could have another meeting if the members wish, or we could discuss it further.

Mr. Skelly: Otherwise we are going to be leaving this until September.

Mr. Bédard: Can we arrange for another meeting tomorrow?

The Chairman: Tomorrow? I won't be here.

Mr. Moss: I can get back to you on what the library can do on all of these things.

Mrs. Duplessis: It seems to me as if you would like an appointment to discuss the recommendations regarding the minutes.

The Chairman: We should probably try to get a brief meeting next week just to tie up some of the loose ends.

Mrs. Duplessis: Okay.

Mr. Bédard: Thank you.

The Chairman: Thank you.

Mr. Bédard: I want to suggest two things, one because of the delay in the publication of the minutes and the other because of the delay in the publication of the minutes. I would like to see the minutes and recommendations as soon as possible and I would like to see the minutes and recommendations as soon as possible.

[L'anglais] (L'anglais)
 The Chairman: I think we had better have a meeting next week to discuss that.
 Mrs. Duplessis: Okay next week, yes.
 The Chairman: Tuesday, okay? Tomorrow, yes.
 A voice: Morning.
 The Chairman: I am committed to the call of the chair.

The Chairman: It is going to be difficult for some of the members to return.

Mr. Bédard: I'm not sure.

The president: Cela va soulever des difficultés pour certains d'entre nous.

Mr. Bédard: Peut-être que nous pourrions terminer la séance avec une autre question? J'aimerais connaître ce que je dois à cette date de travail, afin que nous puissions l'accepter et faire des recommandations.

Mr. Moss: Nous pourrions vous donner une liste des documents recommandés et vous pourriez me dire ceux qui manquent.

Mr. Bédard: Ce serait une bonne idée.

Mr. Skelly: Alors, vous termines, avant la fin de la séance, la question des minutes futures?

The president: Nous pourrions remettre une autre séance si le conseil le souhaite, ou bien ne pas le faire.

Mr. Skelly: Sinon l'affaire va être reportée à septembre.

Mr. Bédard: Est-ce que nous pourrions nous réunir demain?

The president: Demain, je ne serai pas là.

Mr. Moss: Je peux vous communiquer ce que la bibliothèque peut vous préparer.

Mrs. Duplessis: I think we have a pretty good idea of what we are going to do in September. In fact, the extinguishing of light.

The president: Nous devrions peut-être essayer de nous réunir, tôt ou tard, pour une brève séance, la semaine prochaine, afin de mettre le point final à certaines questions.

Mrs. Duplessis: Très bien.

Mr. Bédard: Merci.

The president: Merci.

Mr. Bédard: J'aimerais faire deux propositions, d'une part, en raison de l'affaire Gillis-Wertheimer, que nous nous réunissions en Colombie-Britannique au moins une fois pendant l'été, à Seattle pour les Gillis et que nous étudions ce qui est à nous dire, afin que nous n'ayons pas à attendre de nous réunir, parce que c'est dans votre région la Colombie-Britannique.

Issue No. 2

Thursday, October 10, 1991
 Monday, October 28, 1991
 Monday, November 4, 1991

Chairman: Larry Schneider, M.P.

Fascicule n° 2

Le jeudi 10 octobre 1991
 Le lundi 28 octobre 1991
 Le lundi 4 novembre 1991

Président: Larry Schneider, député

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Aboriginal Affairs

RESPECTING:

Pursuant to Standing Order 106(2), Election of a president

Pursuant to Standing Order 108(2), Future business of the Committee

Pursuant to Standing Order 108(2), Porcupine Caribou herd

WITNESSES:

(See back cover)

Members of the Committee present: Jack Anawak, Alan Redway, Larry Schneider, Robert Skelly.

Acting Member present: Lise Bourgault for Suzanne Duplessis.

Also present: Du service de recherche de la Bibliothèque du Parlement, Elaine Gardner O'Toole, attachée de recherche.

The Committee discussed its future business.

It was agreed.—That the Chairman send a letter to co-presidents of the Royal Commission on Aboriginal Peoples to invite them to an informal exchange of ideas.

It was agreed.—That a meeting with members of the Porcupine Caribou Management Board be organized, on their return from Washington.

At 3:42 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chairman.

Third Session of the Thirty-fourth Parliament,
 1991

24172-1

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent des

Affaires autochtones

CONCERNANT:

Conformément à l'article 106(2), élection du président

Conformément à l'article 108(2), travaux futurs du comité

Conformément à l'article 108(2), harde de caribous de la Porcupine

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Members of the Committee present: Jack Anawak, Alan Redway, Larry Schneider, Robert Skelly.

Acting Member present: Lise Bourgault for Suzanne Duplessis.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament, Elaine Gardner O'Toole, Research Officer.

The Committee discussed its future business.

It was agreed.—That the Chairman send a letter to co-presidents of the Royal Commission on Aboriginal Peoples to invite them to an informal exchange of ideas.

It was agreed.—That a meeting with members of the Porcupine Caribou Management Board be organized, on their return from Washington.

At 3:42 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chairman.

Troisième session de la trente-quatrième législature,
 1991

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met in camera on this day, in room 208, West Block, the Chairman, Larry Schneider presiding.

Members of the Committee present: Jack Anawak, Alan Redway, Larry Schneider, Robert Skelly.

Acting Member present: Lise Bourgault for Suzanne Duplessis.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament, Elaine Gardner O'Toole, Research Officer.

The Committee discussed its future business.

It was agreed.—That the Chairman send a letter to co-presidents of the Royal Commission on Aboriginal Peoples to invite them to an informal exchange of ideas.

It was agreed.—That a meeting with members of the Porcupine Caribou Management Board be organized, on their return from Washington.

At 3:42 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chairman.

STANDING COMMITTEE ON ABORIGINAL AFFAIRS

Chairman: Larry Schneider
Vice-Chairman: Jack Anawak

Members

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Alan Redway
Ross Reid
Guy Saint-Julien
Robert Skelly—(8)

(Quorum 5)

Martine Bresson
Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES
AUTOCHTONES

Président: Larry Schneider
Vice-président: Jack Anawak

Membres

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Alan Redway
Ross Reid
Guy Saint-Julien
Robert Skelly—(8)

(Quorum 5)

La greffière du Comité
Martine Bresson

PROCÈS-VERBAUX

LE JEUDI 10 OCTOBRE 1991

(4)

[Texte]

Le Comité permanent des affaires autochtones se réunit aujourd'hui, à 9 h 00, dans la pièce 237-C, pour l'élection d'un président.

Membres du Comité présents: Jack Anawak, Suzanne Duplessis, Alan Redway, Larry Schneider, Robert Skelly.

Membres suppléants présents: Al Horning pour Guy Saint-Julien; Jean-Luc Joncas pour Ross Reid.

Aussi présente: Du service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Elaine Gardner O'Toole, attachée de recherche.

Conformément à l'article 106(2) du Règlement, la greffière procède à l'élection du président.

Sur motion de Suzanne Duplessis, il est convenu,—Que Larry Schneider soit élu président du Comité.

Larry Schneider est déclaré président dûment élu du comité et prend le fauteuil.

À 9 h 15, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE LUNDI 28 OCTOBRE 1991

(5)

Le Comité permanent des affaires autochtones se réunit aujourd'hui, à huis clos, à 15 h 19, dans la pièce 208 de l'édifice de l'Ouest sous la présidence de Larry Schneider (*président*).

Membres du Comité présents: Jack Anawak, Alan Redway, Larry Schneider, Robert Skelly.

Membre suppléant présent: Lise Bourgault pour Suzanne Duplessis.

Aussi présente: Du service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Elaine Gardner O'Toole, attachée de recherche.

Le Comité discute de ses travaux futurs.

Il est convenu,—Que le président envoie une lettre aux co-présidents de la Commission royale sur les peuples autochtones pour les inviter à un échange informel d'idées.

Il est convenu,—Qu'une réunion avec des membres du «Porcupine Caribou Management Board» soit organisée, lors de leur retour de Washington.

À 15 h 42, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE LUNDI 4 NOVEMBRE 1991

(6)

Le Comité permanent des affaires autochtones se réunit aujourd'hui, à 15 h 20, dans la pièce 237-C de l'édifice du Centre, sous la présidence de Larry Schneider (*président*).

Membres du Comité présents: Jack Anawak, Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Larry Schneider.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, OCTOBER 10, 1991

(4)

[Translation]

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met at 9:00 o'clock a.m. this day, in room 237-C, for the purpose of electing a Chairman.

Members of the Committee present: Jack Anawak, Suzanne Duplessis, Alan Redway, Larry Schneider and Robert Skelly.

Acting Members present: Al Horning for Guy Saint-Julien; Jean-Luc Joncas for Ross Reid.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Elaine Gardner O'Toole, Research Officer.

Pursuant to S.O. 106(2), the Clerk of the Committee presided over the election of a Chairman.

On motion of Suzanne Duplessis, it was agreed,—That Larry Schneider do take the Chair of this Committee as Chairman.

Accordingly, Larry Schneider was declared duly elected Chairman of the Committee and took the Chair.

At 9:15 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chairman.

MONDAY, OCTOBER 28, 1991

(5)

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met *in camera* at 3:19 o'clock p.m. this day, in room 208, West Block, the Chairman, Larry Schneider presiding.

Members of the Committee present: Jack Anawak, Alan Redway, Larry Schneider, Robert Skelly.

Acting Member present: Lise Bourgault for Suzanne Duplessis.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Elaine Gardner O'Toole, Research Officer.

The Committee discussed its future business.

It was agreed,—That the Chairman send a letter to co-chairmen of the Royal Commission on Aboriginal Peoples to invite them to an informal exchange of ideas.

It was agreed,—That a meeting with members of the Porcupine Caribou Management Board be organized, on their return from Washington.

At 3:42 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chairman.

MONDAY, NOVEMBER 4, 1991

(6)

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met at 3:20 o'clock p.m. this day, in room 237-C, Centre Block, the Chairman, Larry Schneider, presiding.

Members of the Committee present: Jack Anawak, Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Larry Schneider.

Membres suppléants présents: Lise Bourgault pour Guy Saint-Julien; Jim Fulton pour Robert Skelly.

Aussi présente: Du service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Elaine Gardner O'Toole, attachée de recherche.

Témoins: Du Porcupine Caribou Management Board: Albert Peter, président. Du Inuvialuit Game Council: Nelson Green, vice-président. Du Wildlife Management Advisory Committee (North Slope): Lindsay Stapples, président. Du Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest: Dave Porter, sous-ministre adjoint, Ministère des ressources renouvelables. *À titre individuel:* Charlie Snowshoe.

Conformément au paragraphe 108(2) du Règlement, dans le cadre de l'actualisation des questions autochtones, le comité entreprend une étude sur la conservation des aires de mise bas de la harde de caribous de la Porcupine.

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

Il est convenu,—Que les documents intitulés «Lettre du 4 novembre 1991 du premier ministre du Yukon à Larry Schneider, Président du Comité» et «Présentation au Comité permanent des affaires autochtones de Norma Kassi, MAL, Old Crow, Yukon», figurent en annexe aux *Procès-verbaux et témoignages* d'aujourd'hui (voir *Appendice «ABOR-1»*).

Il est convenu,—Qu'une ébauche de rapport sur le sujet étudié, soit rédigée.

À 16 h 50, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Martine Bresson

Acting Members present: Lise Bourgault for Guy Saint-Julien; Jim Fulton for Robert Skelly.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Elaine Gardner O'Toole, Research Officer.

Witnesses: From the Porcupine Caribou Management Board: Albert Peter, Chair. From the Inuvialuit Game Council: Nelson Green, Vice-president. From the Wildlife Management Advisory Committee (North Slope): Lindsay Stapples, Chair. From the Government of North West Territories: Dave Porter, Assistant Deputy Minister, Department of Renewable Resources. *Individual:* Charlie Snowshoe.

According to its mandate under Standing Order 108(2), within updating of aboriginal matters, the Committee commenced consideration of Porcupine caribou herd calving areas.

The witnesses made statements and answered questions.

It was agreed,—That documents entitled "Letter, dated November 4, 1991, from the Prime Minister of Yukon to Larry Schneider, Chairman of the Committee" and "Presentation to the Standing Committee on Aboriginal Affairs by Norma Kassi, MLA, Old Crow, Yukon", be printed as an appendix to this day's *Minutes of Proceedings and Evidence* (See Appendix "ABOR-1").

It was agreed,—That a draft report be prepared on the subject under study.

At 4:50 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chairman.

Martine Bresson

Clerk of the Committee

[Texte]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Thursday, October 10, 1991

• 0856

La greffière du Comité: Honorables députés, il y a quorum. Conformément aux articles 116, 106(1) et 106(2) du Règlement, le choix d'un président est le premier sujet à l'ordre du jour. Je suis prête à recevoir les motions à cet effet.

Mme Duplessis (Louis-Hébert): Je propose la candidature de M. Larry Schneider au poste de président.

La greffière: Est-ce qu'il y a quelqu'un pour appuyer cette motion? Monsieur Joncas. Tout le monde est d'accord? Monsieur Anawak?

Mr. Anawak (Nunatsiaq): I was just going to move that nominations be closed.

Mr. Redway (Don Valley East): I will second that.

La motion est adoptée

La greffière: Monsieur le président.

The Chairman: Thank you, members of the committee. I have been elected to positions five times now. One keeps thinking that sooner or later one is going to lose an election.

An hon. member: Never. *Jamais.*

Mr. Anawak: The next election is in about two years.

The Chairman: That is the one that is important.

I want to thank you for your confidence. Just to explain a bit of my background, I was the mayor of Regina for nine years, and during that time we established the Mayor's Task Force on Urban Native Issues. While I fully understand and appreciate that matters we are going to discuss will likely be different, hopefully we will be able to arrive at resolutions. I think that my background does give me at least some sensitivity for the issues we will likely encounter.

We had on the agenda this morning the election of vice-chairman, and I would ask you to hold that for consideration at our next meeting. I would also ask that the only other item of business that we would discuss is to arrive at some time that would be amenable for us to meet on a regular basis. Getting people together for this first meeting was the greatest problem that I hope to tackle in the next year or so, simply because we have not had a chance to get together and discuss with each other what time would be more preferential than others. I leave it open to you.

Mr. Redway: Has the clerk got a suggestion? Have you got some times?

The Clerk: No. I do not mind meeting in the morning.

Mr. Redway: Any time.

The Clerk: Any time.

Mr. Redway: Are there rooms available all the time?

[Traduction]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le jeudi 10 octobre 1991

The Clerk of the Committee: Honorable members, I see a quorum. In conformity with Standing Orders 116, 106(2), your first item of business is to elect a Chairman. I am ready to receive motions to that effect.

Mrs. Duplessis (Louis-Hébert): I move that Mr. Larry Schneider take the Chair of this committee as Chairman.

The Clerk: Would someone second the motion? Mr. Joncas. Mr. Anawak?

M. Anawak (Nunatsiaq): J'allais proposer de clôturer les nominations.

M. Redway (Don Valley-Est): J'appuie cette motion.

The motion is carried

The Clerk: Mr. Chairman.

Le président: Je tiens à remercier tous mes collègues. Cela fait cinq fois que je suis élu à différents postes et je me dis que tôt ou tard, je perdrai une élection.

Une voix: Jamais. *Never.*

M. Anawak: La prochaine élection aura lieu dans deux ans environ.

Le président: Et c'est elle qui est importante.

Je vous remercie donc de votre marque de confiance. J'ai été maire de Regina pendant neuf ans, période au cours de laquelle on a mis sur pied un groupe de travail du maire sur les problèmes urbains des autochtones. Il est évident que le comité aura à examiner des problèmes différents, sans doute, et j'espère que nous obtiendrons des résultats. Quoi qu'il en soit, mon expérience devrait me permettre de mieux comprendre ces questions.

Nous devons en principe élire un vice-président ce matin et je vous prie d'y réfléchir en vue de notre prochaine réunion. Il faudrait par ailleurs se mettre d'accord sur nos heures de séance. Fixer une heure pour la réunion de ce matin a été toute une affaire, vu qu'on avait pas eu la possibilité d'en discuter entre nous. C'est à vous de décider.

M. Redway: Qu'est-ce que le greffier propose? A-t-il un horaire spécial à suggérer?

La greffière: On pourrait se réunir le matin.

M. Redway: À n'importe quelle heure?

La greffière: Oui, à n'importe quelle heure.

M. Redway: Les salles sont-elles toujours disponibles?

[Text]

The Clerk: No. That is—

Mr. Redway: Well, what about that?

Mme Duplessis: Monsieur le président, je suggère que ce soit le jeudi matin.

The Chairman: That is fine by me, Thursday afternoon.

Mrs. Duplessis: Or Tuesday afternoon?

The Chairman: Tuesday afternoon is fine by me, too.

Mr. Skelly (Comox—Alberni): Thursday morning.

An hon. member: When you said at this time, let us be sure we understand that rather than 8.45 a.m., you were thinking of 9 a.m., 9.30 a.m.

Mr. Skelly: At 7 a.m..

Mrs. Duplessis: I think 8.30 a.m. is nice.

The Chairman: You said 9.30 a.m.?

Mr. Skelly: Well, 9.30 would be better for me.

Mrs. Duplessis: No, no. I said 8.30 a.m. is good.

• 0900

Mr. Anawak: How about 9 a.m.?

Mrs. Duplessis: Okay, 9a.m.

The Chairman: Sure, 9 a.m. on Thursdays. Done.

I believe in terms of room location, room 208 in the west block is available for us.

The Clerk: And this one. We have to share some rooms, here and in 208 west block.

The Chairman: I prefer, ever so slightly, for selfish reasons, 208 west block.

Mr. Anawak: I agree with you.

Mr. Redway: It doesn't matter to me.

The Chairman: So, 208 west block?

The Clerk: Could we have a second date of meeting in case of emergency?

Mr. Redway: Tuesday afternoon was suggested. How about that?

The Chairman: Jack, Bob, is Tuesday afternoon okay?

Mr. Skelly: That is great.

Mr. Anawak: That's good.

The Chairman: Okay. I think that is all our business, given the fact that we have a royal commission on the road, and the constitutional committee. I think that takes some of the pressure off this committee. I look forward to working with you in any areas that you might like to suggest in the future. I don't know whether you want to spend any time trying to develop agendas for the future, but the chair is certainly at your disposal.

Mr. Skelly: Well, I think one of the things we might want to consider, Mr. Chairman, is to go over some of the reports we have done and the government responses to those reports. We have done a report on post-secondary education, and there are concerns developing around the post-secondary education issue across Canada.

[Translation]

La greffière: Non, mais. . .

M. Redway: Qu'en est-il dans ce cas-là?

Mrs. Duplessis: Mr. Chairman I propose that we meet on Thursday mornings.

Le président: Le jeudi après-midi, cela me convient.

Mme Duplessis: Que pensez-vous de mardi après-midi?

Le président: Le mardi après-midi, cela me convient aussi.

M. Skelly (Comox—Alberni): Mettons jeudi matin.

Une voix: Mais nous commencerions non pas à 8h45 mais à 9 heures ou 9h30.

M. Skelly: À 7 heures.

Mme Duplessis: Je préférerais 8h30.

Le président: Avez-vous dit 9h30?

M. Skelly: Neuf heures trente serait préférable.

Mme Duplessis: Non, j'avais dit 8h30.

M. Anawak: Mettons 9 heures.

Mme Duplessis: D'accord, 9 heures.

Le président: On se réunira donc le jeudi matin à 9 heures.

Pour ce qui est du local, on pourrait se réunir dans la salle 208 du l'édifice de l'Ouest.

La greffière: On pourrait également se réunir dans cette salle-ci.

Le président: Personnellement, je préfère la salle 208.

M. Anawak: Moi aussi.

M. Redway: Moi, cela m'est égal.

Le président: On est d'accord pour la salle 208?

La greffière: Est-ce qu'on pourrait prévoir une autre heure en cas d'urgence?

M. Redway: Quelqu'un a suggéré le mardi après-midi.

Le président: Tout le monde est d'accord?

M. Skelly: Cela est parfait.

M. Anawak: Très bien.

Le président: D'accord. C'est tout ce qu'on a à faire, sans parler bien entendu de la commission royale d'enquête et du Comité sur la Constitution. Ainsi, notre comité ne devrait pas être trop chargé. Je suis à votre disposition pour mettre à l'étude les questions que vous pourriez me proposer. Est-ce que vous voulez commencer par examiner l'ordre du jour?

M. Skelly: Monsieur le président, nous pourrions passer en revue nos rapports et la suite que le gouvernement y a donnée. Nous avons entre autres rédigé un rapport sur l'éducation post-secondaire qui est devenue une question controversée.

[Texte]

We did a report on Inuit relocation to Grise Fiord. There are new studies indicating that perhaps when these people were relocated, the government may have violated the principles of Nuremberg. There has been quite a bit of academic work done in that area. It might be worthwhile for the committee to interview some of the people who have done work on that since our report was done. I also understand that the human rights commissioner is looking into that issue as well. It might be worthwhile for the committee to get an update from the human rights commissioner on what he has been doing around the Grise Fiord issue.

The third one is the report that we did on literacy. The government, in the May throne speech, indicated that it was prepared to take action to reduce illiteracy in Canada by something like 50% by the year 2000. It might be worthwhile to interview the Secretary of State and find out how those plans are proceeding and what the implications are for aboriginal people.

Also, the government has set up a heritage language institute. It might be worthwhile for us to interview the people who are involved in that and find out exactly what they're doing with respect to aboriginal languages.

Mr. Chairman, a further suggestion would be that I haven't really seen too much as to what the royal commission is planning to do, but it might be worthwhile for this committee to have a briefing session with the commissioners to find out exactly how they have been interpreting the terms of reference, exactly what they are planning to do in terms of hearings and that kind of thing. So it might be worthwhile for the committee just to keep posted on what the royal commission is doing.

The Chairman: I thought for a brief moment that we would have a fairly short meeting, but...

Mr. Anawak: Thank you, Mr. Chairman. I think there's a lot of business that can be brought back into this committee. As I said earlier, I was in Resolute Bay just this past week. The issue of Inuit relocation is certainly still going on, so I think we have to take a second look at that whole issue. I think there has to be a discussion again on the inquiry into the Oka crisis last year.

Whether we get involved in the constitutional debate with regard to the aboriginal people, I'm not sure, but I would think that we should have some discussions as part of the ongoing constitutional debate into the announcements that were made: the Senate appointments of aboriginal people, the self-government issue, and electoral reform.

• 0905

I am not sure if this particular subject would be within our mandate, but certainly the Northwest Territories is composed of a majority of aboriginal people. The Northwest Territories is still in a bit of a problem with regard to the proposed amendments to the Constitution in their ability to negotiate their provincehood, and that may be something we can look at. I am not sure if it is within our mandate, but as it is composed of a majority of aboriginal people, it would

[Traduction]

Nous avons également rédigé un rapport sur la réinstallation des Inuits à Grise Fiord. Or, il paraît qu'en obligeant les Inuits à déménager, le gouvernement aurait peut-être violé les principes de Nuremberg. Des universitaires se sont notamment penchés sur la question et il serait peut-être intéressant d'interviewer les auteurs de ces études. Il paraît, par ailleurs, que le commissaire aux droits de la personne s'est également saisi de la question; nous pourrions donc peut-être lui demander de faire le point de la question. Il conviendrait que le comité consulte le commissaire aux droits de la personne, pour savoir ce qu'il a accompli à ce sujet.

Notre troisième rapport est consacré à l'illettrisme. Dans son discours du Trône de mai dernier, le gouvernement a fait savoir qu'il comptait prendre des mesures pour réduire l'illettrisme de moitié au Canada d'ici à l'an 2000. Nous pourrions interroger le secrétaire d'État à ce sujet pour obtenir nettement plus de détails quant aux incidences de ces mesures pour les peuples autochtones.

Le gouvernement a créé un institut des langues patrimoniales. Nous pourrions demander aux responsables ce qu'ils comptent faire à propos des langues autochtones.

Enfin, monsieur le président, je propose que nous demandions aux membres de la commission royale d'enquête de nous expliquer comment ils envisagent leur mandat, comment ils comptent organiser leurs audiences et ainsi de suite. Il conviendrait que le comité soit tenu au courant des travaux de la commission royale.

Le président: Je pensais au début que la réunion ne serait pas longue, mais...

M. Anawak: Merci, monsieur le président. Nous pourrions nous saisir de toutes sortes de problèmes. J'étais justement à Resolute Bay la semaine dernière. Nous devrions certainement nous occuper de la question de la réinstallation des Inuits et nous pourrions aussi discuter à nouveau de la crise d'Oka de l'an dernier.

Je ne sais pas si nous devons aborder la question constitutionnelle du point de vue des peuples autochtones, mais nous devrions certainement étudier la façon dont le Sénat nommerait des autochtones, la question de l'autonomie et la réforme électorale.

Je ne sais pas si cette question relève de notre compétence mais il ne faut pas oublier que la majorité des habitants des Territoires du Nord-Ouest sont des autochtones. Or les amendements proposés à la Constitution posent des problèmes aux Territoires du Nord-Ouest qui ne sont toujours pas une province. Donc, étant donné que la majorité de la population des territoires sont des autochtones et si cela figure dans notre mandat, nous devrions peut-être

[Text]

certainly seem that this would be an item worth discussing, because we would like to go back to the pre-1982 Constitution with bilateral negotiations with the federal government in terms of attaining provincehood.

The Chairman: We will put them on the list, and I expect we will go through our various resource people and they will provide us with some guidance as to if, how, and when. . . Not when; that is up to you, when and where.

Mr. Redway: It probably will not come as much of a surprise to anyone that I have some interests and concerns in aboriginal housing. I would like to see the committee get into that issue in depth, if not as a complete committee, then perhaps as a subcommittee on aboriginal housing. It seems to me that there are great problems on reserve and off reserve, in remote and rural areas and in urban areas as well, in the area of native housing. To my mind, it is one of the concerns relating to native issues that is at the top of the minds of all Canadians. So I would truly like to see the committee, in some shape or form, as the complete committee or as a subcommittee, get into that issue. This might not be the occasion today to decide how we are going to deal with all these suggestions, but I would ask you to put that on your list for investigation, too.

Mr. Anawak: On the Inuit relocation, it is a case that is not going to go away, and we might think of going up to Resolute Bay for hearings. It takes five hours to get there from here.

The Chairman: It takes that long for me to get home. I would agree to that only if it is during fishing season.

Mr. Anawak: As long as you agree to go up, that is fine with me.

The Chairman: No problem. I have been to Cambridge Bay twice, and I absolutely love it up there. It is great country.

Mr. Anawak: That is something worth looking at, because that issue is not going to go away.

The Chairman: We have a significant shopping list, and I hope to get some information that we can provide to you, and perhaps at the next meeting we can prioritize some of these things. I understand as well that there is a three-volume document that is subject to a five-year review dealing with the retention or the reallocation of status rights to those who married off the reserve. It is quite an extensive piece of work that was done, and this is the fifth anniversary, so we might want to consider that as well. . . I was going to say if we run out of things to do, but perhaps that is a pretty important piece of work.

Mrs. Duplessis: Mr. Chairman, I want to know

si on va tenir compte des propositions qui avaient été faites par M^{me} Blondin concernant les travaux futurs, quand on s'était réunis en juin. Ou est-ce qu'on va plutôt recommencer à neuf?

The Chairman: Jack, you might have a comment to make on that. For purposes of continuity, it would seem to make some sense.

[Translation]

en discuter, car nous voudrions reprendre les négociations bilatérales avec le gouvernement fédéral en vue de transformer éventuellement le territoire en province, ainsi que cela avait été prévu dans la Constitution d'avant 1982.

Le président: Nous pourrions inscrire tout ces sujets sur une liste et nos assistants fixeront les dates et modalités, et nous saurons où et quand. . . à vous d'en décider.

M. Redway: Comme vous pouviez vous y attendre, je m'intéresse tout particulièrement au problème du logement des autochtones. Le comité pourrait s'en occuper, mais peut-être pourrait-on créer un sous-comité spécial qui serait chargé de la question. En effet le logement des autochtones laisse beaucoup à désirer aussi bien dans les réserves qu'en dehors de celles-ci, dans les régions rurales, dans les agglomérations reculées ainsi que dans les régions urbaines. Parmi toutes les questions intéressant les autochtones, c'est certainement une de celles qui préoccupent le plus l'ensemble des Canadiens. J'estime donc que nous devons y consacrer un certain temps, ou même organiser un sous-comité. Donc, même si aucune décision n'est prise aujourd'hui, je tiens à ce que cette question figure sur la liste.

M. Anawak: Nous pourrions peut-être nous rendre à Resolute Bay pour organiser des audiences relativement à la réinstallation des Inuits. Resolute Bay est à cinq heures d'avion d'ici.

Le président: Il me faut cinq heures pour rentrer chez-moi. Je serais d'accord pour aller à Resolute Bay à condition que ce soit durant la saison de pêche.

M. Anawak: D'accord, puisque vous comptez venir chez nous.

Le président: J'ai été déjà deux fois à Cambridge Bay et j'ai trouvé cela formidable. C'est une région magnifique.

M. Anawak: Il faudrait je le répète se pencher sur cette question, car elle n'est pas près d'être réglée.

Le président: Voilà une longue liste de sujets et j'espère pouvoir vous donner suffisamment de renseignements à la prochaine réunion pour vous permettre d'établir un ordre de priorités. Par ailleurs, il existe un document en trois volumes qui doit en principe être revu tous les cinq ans et qui portent sur le rétablissement des droits des Indiens qui épousent une personne n'appartenant pas à la réserve. S'il nous manque des choses à faire, nous pourrions peut-être nous pencher sur ce dossier qui est très volumineux vu que cela fait justement cinq ans que cette étude a été faite. . . J'allais dire si nous n'avons rien d'autre à faire, mais c'est très important, alors. . .

Mme Duplessis: Monsieur le président, je voudrais savoir

I would like to know whether Mrs. Blondin's proposals in relation to our future business which she made at our meeting in June have been taken into account or are we starting with a clean slate?

Le président: Qu'est-ce que vous en pensez Jack? On pourrait peut-être reprendre ce dossier.

[Texte]

Mr. Anawak: I cannot remember offhand what the issues were, but you can rest assured that we will bring them up.

• 0910

The Chairman: I expect they will be.

I have no further business. I want again to thank you very much for coming this morning on such short notice. It was much appreciated to be able to meet with everyone's schedules. Thank you.

The meeting is adjourned.

[Traduction]

M. Anawak: Je ne me souviens pas au juste de quoi il s'agissait et on ne doit certainement pas la laisser tomber.

Le président: Sans doute.

Voilà qui épuise l'Ordre du jour. Je vous remercie à nouveau d'être venus malgré le très court préavis, surtout que vous avez tous des horaires fort chargés.

La séance est levée.

Monday, November 4, 1991

• 1519

The Chairman: Order, please. To begin the meeting and to perhaps clarify one operational procedure, it is my understanding that there has been an expressed desire to have the order of questioning begin with the official opposition, then go to government, then go to the NDP, and go back to the government again and proceed in that fashion.

• 1520

On your behalf I would like to welcome members of the Porcupine Caribou Management Board: Albert Peter, Nelson Green, Lindsay Stapples, and Dave Porter, all of whom will be making presentations. We have a fifth member joining us; I don't have your name so I cannot introduce you, but perhaps when you begin the presentation we can have the introduction.

As I understand it, at least four of you will be making a presentation. It is your expectation to have your presentation over with in about 20 minutes, following which we will have questions. Okay, Mr. Peter.

Mr. Albert Peter (Porcupine Caribou Management Board): I would like to begin first by introducing our elder, Charlie Snowshoe, from Fort McPherson, which is one of the communities on the Porcupine Caribou Management board.

I would like to begin by thanking you, Mr. Chairman, for the opportunity to address your committee on an issue that is crucial to the future well-being and perhaps survival of many native communities of northeastern Canada.

Mr. Nelson Green, Mr. Lindsay Stapples, and I would like to describe to you the past, present, and future situation faced by the Porcupine caribou herd and the aboriginal people who have harvested the caribou in the region for as long as 20,000 years. The issue has local, national, and international dimensions; it also involves environmental responsibility and fundamental human rights. We believe that the Canadian government has a variety of responsibilities and opportunities to remove a threat that now faces the caribou and our people.

Le lundi 4 novembre 1991

Le président: Attention, s'il vous plaît, la séance est ouverte. Je vais tout d'abord préciser la marche que nous allons suivre: si j'ai bien compris, il est souhaitable que les premières questions soient posées par les députés de l'Opposition officielle, puis nous passerons aux députés ministériels et ensuite à ceux du NPD pour revenir à nouveau aux députés ministériels.

Je souhaite la bienvenue en votre nom aux membres du Conseil de gestion de la harde de caribous de la Porcupine: soit Albert Peter, Nelson Green, Lindsay Stapples et Dave Porter, qui ont chacun un exposé à vous présenter. Il y a un cinquième membre qui s'est joint à nous; je ne connais pas son nom et je ne peux donc pas vous le présenter, vous pourrez le faire éventuellement lorsque vous commencerez les exposés.

Si je comprends bien, quatre d'entre vous au moins vont faire un exposé. Vous avez prévu d'y consacrer une vingtaine de minutes et nous pourrions passer ensuite aux questions. Je donne maintenant la parole à M. Peter.

M. Albert Peter (Conseil de gestion de la harde des caribous de la Porcupine): Je vais tout d'abord vous présenter notre aîné, Charlie Snowshoe, qui vient de Fort McPherson, l'une des localités représentées au sein du Conseil de gestion de la harde de caribous de la Porcupine.

Je veux tout d'abord vous remercier, monsieur le président, de nous avoir donné la possibilité de nous adresser à votre comité sur une question qui conditionne le bien-être futur et peut-être même la survie de nombreuses communautés autochtones du nord-est du Canada.

Nelson Green, Lindsay Stapples et moi-même souhaitons vous faire part de la situation passée, présente et future de la harde de caribous de la Porcupine et des autochtones qui vivent du caribou dans la région depuis déjà 20,000 ans. C'est un sujet qui a des répercussions locales, nationales et internationales et qui conservent par ailleurs l'environnement ainsi que les droits fondamentaux de la personne. Nous considérons que le gouvernement canadien a un certain nombre de responsabilités et de moyens d'action face aux menaces que court aujourd'hui la harde de caribous et notre peuple.

[Text]

As you may be aware, the threat to the Porcupine caribou herd lies in the potential for oil exploration and development on the Alaskan side of the North Slope. This area, known as the 1,002 lands of the Arctic National Wildlife Refuge, is a core calving area of the 200,000-member Porcupine caribou herd.

The recent defeat of a U.S. Senate bill that proposed to allow drilling in the Arctic refuge gives us some cause for relief; we have a respite from the immediate threat to the caribou's range. However, it must be emphasized that this relief is only temporary. The long-term status of the 1002 lands is still uncertain. Many people are now more aware of the Gwich'in and the Inuvialuit concerns for the land and the caribou and that has been an important victory in itself. However, the legal status of the calving grounds still allows for the possibility of future development.

The calving grounds are on a 15-mile-wide coastal plain that lies between the Brooks Range and the Beaufort Sea. This is the primary birthplace and nursery ground for 100,000 females of the herd. It offers a place that is rich in vegetation and relatively free from the wolves and grizzly bears that are the caribou's main predators.

If development of roads, pipelines and drilling sites force the caribou off this small, safe area, they would have to head up into the Brooks Range, which is the prime habitat for wolves and grizzlies. Recent research suggests that in such a situation the death rate of calves would be six times higher than it is on the coastal plain.

There are many other studies done on the disruption of migratory routes by development, the impact of industrial activity on maternal behaviour, and the problem of vegetation loss surrounding drilling sites. All these add up to a very uncertain future for the caribou if oil development is allowed to go ahead. It would also mean a very uncertain future for the 7,000 native people in Yukon and the Northwest Territories whose diet, culture and economy revolves around the annual migration of the Porcupine caribou herd.

The federal government formally recognized the importance of the Porcupine caribou herd when it signed the Inuvialuit Final Agreement, the first comprehensive land claims settlement in Canada. The IFA incorporates the Porcupine Caribou Management Agreement, which established the Porcupine Caribou Management Board, to manage and promote the conservation of the herd for the benefit of future generations. As well, the Northern Yukon National Park was formed to protect critical wildlife habitat, including the caribou calving area along the Yukon side of the coastal plain. The federal government has both a legal and moral responsibility at many levels to protect the long-term health of the caribou.

[Translation]

Vous savez sans doute que la harde de caribous de la Porcupine est menacée par l'exploration et la mise en valeur possible des gisements pétroliers sur la partie du versant nord correspondant à l'Alaska. Cette région, à laquelle on a donné le nom des 1,002 terres de l'Arctic National Wildlife Refuge, et le principal terrain de mise bas de la harde de caribous de la Porcupine qui compte 200,000 têtes.

Le rejet récent par le Sénat des États-Unis d'un projet de loi visant à permettre des forages dans l'Arctic Refuge nous donne des raisons d'espérer; on voit ainsi s'éloigner les menaces posées dans l'immédiat à l'habitat de caribous. Il faut toutefois signaler que ce répit n'est que temporaire. La situation à long terme des 1002 terres reste incertaine. Les craintes des Gwich'in et des Inuvialuit vis-à-vis de la terre et de caribous sont désormais mieux connues, ce qui est une victoire importante en soi. Néanmoins, la situation juridique du territoire de mise bas pourrait rendre possible la mise en exploitation à l'avenir.

Le territoire s'étend sur la plaine côtière de 15 milles de largeur qui sépare la chaîne de montagnes Brooks de la mer de Beaufort. C'est là principalement que les 100,000 femelles du troupeau mettent bas et élèvent leurs petits. La végétation y est riche et les loups et les grizzly, qui sont les principaux prédateurs du caribou sont relativement absents de ce secteur.

Si l'aménagement des routes, des oléoducs et des terrains de forage oblige les caribous à quitter ce petit territoire sûr, ils devront se réfugier dans les montagnes Brooks, où les loups et les grizzly abondent. Les études faites récemment nous indiquent que dans un tel cas la mortalité des jeunes caribous serait six fois plus élevée que dans la plaine côtière.

De nombreuses autres études ont été faites sur les bouleversements apportés aux routes migratoires par le développement, sur l'incidence des activités industrielles sur les comportements maternels ainsi que sur les problèmes posés par la disparition de la végétation autour des lieux de forage. Tout cela nous fait craindre un avenir très précaire pour les caribous si on autorise la poursuite des projets pétroliers. Il en résulterait aussi un avenir très précaire pour les 7,000 autochtones du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest dont l'alimentation, le mode de vie et la culture dépendent de la migration annuelle des caribous de la Porcupine.

Le gouvernement fédéral a officiellement reconnu l'importance de la harde de caribous de la Porcupine en signant la convention définitive des Inuvialuit, soit le premier règlement global des revendications territoriales qui est jamais été signé au Canada. La CDI comprend une entente sur la gestion de la harde de caribous de la Porcupine aux termes de laquelle un Conseil de gestion de la harde de caribous de la Porcupine a été constitué de façon à assurer la gestion et promouvoir la conservation de la harde de caribous au profit des générations futures. Par ailleurs, le Parc national du nord du Yukon a été créé pour protéger les habitats de la faune menacés, notamment les aires de mise bas de caribous le long de la plaine côtière du côté du Yukon. Le gouvernement fédéral a des responsabilités juridiques et morales à de nombreux niveaux qui l'obligent à protéger la santé à long terme de caribous.

[Texte]

[Traduction]

Through the IFA, Ottawa clearly has accepted a legal obligation to help conserve and protect the subsistence relationship between the Inuvialuit and Porcupine caribou herd. Furthermore, the subsistence lifestyle of both the Gwich'in and the Inuvialuit peoples is at the core of what we consider to be our aboriginal rights under Canada's Constitution.

En signant la CDI, Ottawa a indéniablement contracté l'obligation légale d'aider à conserver et à protéger la relation de subsistance qui existe entre les Inuvialuit et la harde de caribous de la Porcupine. De plus, le mode de vie de subsistance des Gwich'in et des Inuvialuit est au coeur de ce que nous considérons comme nos droits autochtones en vertu de la Constitution canadienne.

• 1525

Finally, under the International Covenant on Human Rights it is stated that in no case may a people be deprived of its own means of subsistence from the specifics of local self-government to the broader principles of the United Nations. The government's responsibility is clear.

Enfin, la Convention internationale des droits de l'homme prévoit, en vertu de l'autonomie locale de gouvernement et des principes plus généraux des Nations Unies, qu'en aucun cas un peuple ne peut être privé de ses propres moyens de subsistance. La responsabilité du gouvernement est donc claire.

Canada has exercised some of these responsibilities in the form of international conservation agreements. They attempt to protect wildlife population that cross out of federal jurisdiction. It is our right to protect, or at least co-manage, wildlife that is important on both sides of the national border.

Le Canada a exercé une partie de ses responsabilités en signant des conventions internationales portant sur la conservation. Il s'efforce de protéger la faune qui traverse des territoires relevant de la compétence fédérale. Nous avons le droit de protéger, ou du moins de gérer en commun, la faune dont l'importance est grande des deux côtés de la frontière nationale.

In the case of the Porcupine caribou herd, Canada signed the International Porcupine Caribou Conservation Agreement with the United States in 1987. Unfortunately, the United States government has not lived up to its commitment under this agreement. I will not not into a full history of the problem with this agreement. However, a few examples should illustrate the frustration we have faced in our attempts to deal with the United States on this issue.

En ce qui concerne la harde de caribous de la Porcupine, le Canada a signé en 1987 avec les États-Unis l'Entente internationale sur la conservation de la harde de caribous de la Porcupine. Malheureusement, les États-Unis n'ont pas respecté les engagements qu'ils avaient pris aux termes de cette entente. Je ne ferai pas l'historique de tous les problèmes rencontrés. Quelques exemples vous feront cependant comprendre toutes les déceptions que nous avons eues avec les États-Unis sur cette question.

At present, two of the four seats on the American delegation to the International Porcupine Caribou Board have remained vacant for over a year. Never has a Gwich'in person been chosen to sit on the United States delegation, despite the fact that the Gwich'in communities are the primary users of the herd in Alaska.

À l'heure actuelle, deux des quatre sièges de la délégation des États-Unis au sein du Conseil international de gestion de la harde de caribous de la Porcupine sont vacants depuis plus d'un an. Aucun représentant gwich'in n'a jamais été nommé au sein de la délégation des États-Unis en dépit du fait que ce sont les Gwich'in qui sont les principaux utilisateurs de la harde en Alaska.

Development-oriented native communities who have minimum or no harvest of the Porcupine caribou herd have been chosen as representatives to the board instead. The sensitive area study, which is a central part of the mandate of the international board, has been resisted and delayed by the American delegation for the last two years.

Des localités autochtones axées sur le développement qui servent peu, ou pas, de la harde de caribous de la Porcupine ont par contre des représentants au sein du conseil. L'étude du secteur sensible, qui est au coeur du mandat du conseil international, a fait l'objet de résistance et a été retardée par la délégation des États-Unis pendant les deux années qui viennent de s'écouler.

The Canadian government must urge the Government of the United States to honour its commitment on the International Porcupine Caribou Conservation Agreement. We face the reality that all of the positive steps taken by Canada to protect the herd could be undone by the United States decision to start development in the Arctic refuge.

Il faut que le gouvernement canadien incite le gouvernement des États-Unis à honorer ses engagements aux termes de l'Entente internationale sur la conservation des caribous de la Porcupine. Nous courons le risque que toutes les mesures positives prises par le Canada pour protéger la harde soient annulées par la décision des États-Unis d'entreprendre la mise en exploitation de l'Arctic Refuge.

I would like to suggest that Canada would be in a better place to help protect the Porcupine caribou herd and the rights of the native people who depend on the herd if the International Porcupine Caribou Conservation Agreement were elevated to the status of a full conservation treaty on the international level.

Je suis d'avis que le Canada serait mieux à même de protéger les caribous de la Porcupine et les droits des Autochtones qui sont tributaires de cette harde si l'Entente internationale sur la conservation des caribous de la Porcupine était promue au rang de traité de conservation en bonne et due forme au plan international.

[Text]

The federal government has also entered into other transboundary wildlife agreements and treaties could be affected by the development of the 1002 lands, including the Migratory Bird Convention and the International Polar Bear Management Agreement. Like the caribou, the denning area of the polar bear along the Beaufort Sea coast are being threatened by oil development in the Arctic National Wildlife Refuge. As well, there is serious concern over the disruption of coastal staging area used by snow geese, which are protected by the Migratory Birds Convention.

The impact on aboriginal people and wildlife in northeastern Canada will be considerable if the United States does not consider our needs and our rights. The federal government, on the other hand, can use its influence in a variety of ways to make the Government of the United States aware of the full implications of its action.

I believe national and international pressure must be focused on the Arctic refuge if we are to prevent it from being sacrificed to the endless appetite for oil. If the calving grounds are sacrificed, the communities who have subsisted with the caribou for countless generations will be sacrificed as well.

Our communities and our people have not given up our relationship with the caribou or the land. We understand that this is the source of our being as individuals and as a society. Through the strength of this relationship, we have earned our right to continue to live off the land, to harvest the caribou for its many, many uses, and to teach our children their place in the cycle of the caribou.

We believe it is the responsibility and the right of the Canadian Parliament to help us protect the caribou from being sacrificed by a country that has not considered the full and irreparable consequences of its action.

I ask you, Mr. Chairman, to urge the Canadian government to honour its commitment to aboriginal peoples by coming to the defence of our rights and our subsistence way of life. Because of the many existing agreements, treaties and settlements surrounding the Porcupine caribou, we have a great opportunity to make it an example of true international environmental co-operation and respect for traditional cultures.

At a local, national, and international level, we all have an urgent obligation to conserve rather than to destroy the gifts of the earth. This has always been the way of our communities and we ask you to join us in this task.

Mr. Nelson Green (Inuvialuit Game Council): Mr. Chairman and honourable members of the committee, my name is Nelson Green and I represent the Inuvialuit Council.

[Translation]

Le gouvernement fédéral a aussi passé d'autres accords et d'autres traités sur la faune transfrontalière qui peuvent être remis en cause par l'aménagement des 1,002 terres, notamment la Convention sur les oiseaux migrateurs et la Convention internationale de gestion des ours polaires. Comme pour le caribou, la zone d'hibernation des ours polaires le long de la côte de la Mer de Beaufort est menacée par les activités pétrolières dans l'Arctic National Wildlife Refuge. Par ailleurs, il y a des raisons sérieuses de s'inquiéter des bouleversements occasionnés à la zone de repos côtière des oies blanches, qui sont protégées par la Convention sur les oiseaux migrateurs.

Si les États-Unis ne tiennent pas compte de nos droits et de nos besoins, les conséquences seront graves pour les Autochtones et pour la faune du Nord-est du Canada. Le gouvernement fédéral, de son côté, peut user de son influence de différentes manières pour faire comprendre au gouvernement des États-Unis quelles vont être toutes les conséquences de ces agissements.

À mon avis, il faut que des pressions nationales et internationales s'exercent en faveur de la conservation de l'Arctic Refuge si l'on veut éviter qu'il soit sacrifié sur l'autel du Dieu pétrole. Si les aires de mise bas sont sacrifiées, les communautés qui vivent du caribou depuis des générations et des générations seront sacrifiées elles aussi.

Nos communautés et notre peuple n'ont pas renoncé à la relation qu'ils entretiennent avec les caribous ou avec la terre. Nous savons que cette question est au cœur de notre identité en tant qu'individus et en tant que société. Cette relation intime nous a donné le droit de continuer à vivre du produit de la terre, à utiliser le caribou pour répondre à des besoins multiples et d'apprendre à nos enfants quelle est leur place dans le cycle du caribou.

Nous considérons que le Parlement canadien a le droit et la responsabilité de nous aider à protéger le caribou pour l'empêcher d'être sacrifié par un pays qui n'a pas envisagé toutes les conséquences irréparables de ses agissements.

Je vous demande, monsieur le président, d'inciter le gouvernement canadien à honorer ses engagements vis-à-vis des peuples autochtones et de se porter à la défense de nos droits et de notre mode de vie de subsistance. La harde de caribous de la Porcupine fait l'objet à l'heure actuelle de nombreux accords, traités et règlements et nous avons donc là une excellente possibilité de faire un exemple de véritable collaboration internationale sur le plan de l'environnement et du respect des cultures traditionnelles.

Aux niveaux local, national et international, nous avons l'insigne obligation de conserver et non pas de détruire les dons de la nature. Nos peuples l'ont toujours fait et nous vous demandons de vous joindre à nous.

M. Nelson Green (Inuvialuit Game Council): Monsieur le président et mesdames et messieurs les membres du comité, je m'appelle Nelson Green et je représente l'Inuvialuit Game Council.

[Texte]

• 1530

Let me begin by expressing my appreciation for the opportunity to appear before you today on the subject of the future of the Arctic National Wildlife Refuge.

The Inuvialuit Game Council represents a collective Inuvialuit interest in wildlife. It comprises representatives from each of the six local hunters and trappers committees within the Inuvialuit settlement region.

Established in 1975 in anticipation of the Inuvialuit Final Agreement, and legislated with the passage of the Western Arctic Claims Settlement Act in 1984, the Inuvialuit Game Council carries a wide range of responsibilities pertaining to the management of wildlife and habitat. These responsibilities include advising government on policy, legislation, regulation and administration respecting wildlife, conservation, research, management and enforcement. As well, it is the responsibility of the Inuvialuit Game Council to review and advise the government on any proposed Canadian position for international purposes that affects wildlife in the Inuvialuit settlement region.

My interest in appearing before you on behalf of the Inuvialuit Game Council is to encourage the Government of Canada to renew its efforts in working with the government of the United States to achieve a higher level of protection and improved conservation measures for wildlife and habitat in the Arctic National Wildlife Refuge and across the North Slope.

Last Friday, the U.S. energy bill that included plans to drill for oil on the calving grounds of the Porcupine caribou herd in the refuge was defeated. Inuvialuit and Gwich'in representatives have worked hard over the last year to this end. It is a goal that has been well worth the time and effort.

Many of our people depend on the Porcupine caribou herd for their subsistence. It is basic to our way of life and our social and economic well-being. Having achieved this important victory with the defeat of the U.S. energy bill, we encourage you and the Government of Canada to move immediately to better protect the future well-being of the herd and the way of life that depends upon it.

Accordingly, we call on you to work with the United States in establishing conservation measures that will prevent future threats to the herd within the Arctic National Wildlife Refuge. Now is the time to take actions that will preclude the threat of future energy bills that would open the refuge up to hydrocarbon exploration and development and could add potential risk to wildlife that we value.

The Inuvialuit Final Agreement established North Yukon National Park for the principal purpose of protecting habitat critical to the Porcupine caribou herd on the Yukon North Slope. The park and the related special conservation regime

[Traduction]

Je veux tout d'abord vous remercier de m'avoir donné aujourd'hui la possibilité de comparaître devant vous sur la question de l'avenir qui est réservé à l'Arctic National Wildlife Refuge.

L'Inuvialuit Game Council témoigne de l'intérêt collectif des Inuvialuits pour la faune. Il comprend des représentants de chacun des six comités locaux de chasseurs et de trappeurs dans la région où sont établis les Inuvialuits.

Constitué en 1975 en prévision de la convention définitive des Inuvialuits et reconnu par la loi du fait de l'adoption en 1984 de la Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuits de la région ouest de l'Arctique, l'Inuvialuit Game Council assume tout un éventail de responsabilités ayant trait à la gestion de la faune et de l'habitat. Ces responsabilités amènent à conseiller le gouvernement en ce qui a trait à la politique, à la législation, à la réglementation et à l'administration de la faune et des domaines qui se rapportent à la conservation, à la recherche, à la gestion et au contrôle. De même, il incombe à l'Inuvialuit Game Council d'examiner et de conseiller au gouvernement toutes propositions canadiennes menant à des ententes internationales concernant la faune dans la région dans laquelle sont établis les Inuits.

Je viens m'adresser à vous au nom de l'Inuvialuit Game Council pour inciter le gouvernement du Canada à redoubler d'efforts afin de collaborer avec le gouvernement des États-Unis à l'amélioration de la protection et de la conservation de la faune et de l'habitat dans l'Arctic National Wildlife Refuge ainsi que sur le Versant nord.

Vendredi dernier, le projet de loi sur l'énergie qui prévoyait aux États-Unis que des forages pétroliers seraient mis en oeuvre sur le territoire de mise bas des caribous de la Porcupine à l'intérieur du refuge a été rejeté. Les représentants Inuvialuits et Gwich'in avaient déployé de gros efforts depuis un an pour parvenir à ce résultat. Le travail en valait la peine et leurs efforts ont été récompensés.

De nombreux membres de notre peuple dépendent pour leur subsistance des caribous de la Porcupine. Notre mode de vie et notre organisation sociale et économique en dépendent. À la suite de cette importante victoire et après avoir obtenu le rejet du projet de loi sur l'énergie aux États-Unis, nous vous incitons et nous encourageons le gouvernement du Canada à prendre immédiatement des mesures pour mieux protéger la harde à l'avenir et le mode de vie qui en dépend.

Nous vous demandons en conséquence d'oeuvrer de concert avec les États-Unis à la mise en place des mesures de conservation qui empêcheront que la harde soit menacée à l'avenir à l'intérieur de l'Arctic National Wildlife Refuge. Il est temps de passer à l'action et d'empêcher à l'avenir que d'autres projets de loi sur l'énergie risquent de remettre sur le tapis l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures à l'intérieur du refuge au détriment de la faune qui nous est précieuse.

La convention définitive des Inuvialuits a amené la création du Parc national du nord du Yukon principalement dans le but de protéger un habitat dont l'importance est cruciale pour les caribous de la Porcupine sur le Versant nord

[Text]

are viewed by us as an extension of the Arctic National Wildlife Refuge. They are fundamental to the protection of marine mammals like the beluga and bow-head, migratory birds and animals like the polar bear and caribou.

The Inuvialuit have long recognized the need to co-operate with other native people in a management of shared wildlife resources. The Inuvialuit Final Agreement recognizes this fact by reference to various boards and agreements that can promote jurisdictional co-operation in the management of shared resources.

The Porcupine Caribou Management Board is such an example, and Canada's Porcupine Caribou Management Agreement is one such example. The International Porcupine Caribou Conservation Agreement, signed between Canada and the United States in 1987, endeavours to do the same, although the international board and the international agreement have functioned less successfully.

Some good instrument exists as a consequence of the final agreement to promote conservation of wildlife and habitat across the Alaskan and Yukon North Slope. Nonetheless, they can go further to better protect critical habitat areas.

• 1535

We would urge you to lend your immediate support to achieve the following with the United States:

- (1) Wilderness designation for the 1,002 lands within ANWR.
- (2) Improved protection of habitat for the Porcupine caribou herd through amendment to the international agreement and establishing the provisions of the agreement as an international treaty between Canada and the United States.
- (3) The twinning of ANWR with the North Yukon National Park by international agreement. Additionally, within Canada to make the North Slope a truly and fully international one, we would recommend the extension of the eastern boundary of North Yukon National Park to the border of the Yukon and Northwest Territories to further protect wildlife and habitat east of the Babbage River.

The Inuvialuit Game Council has worked hard to achieve better international co-operation in management of shared wildlife resources in the Beaufort Sea with the Inupiat of Alaska.

In 1988 we signed the Polar Bear Management Agreement with Alaska's North Slope Fish and Game Management Committee. Currently we are working on a joint beluga management plan with the Inupiat.

Both of these agreements will ensure that our respective harvests will be carried out according to the principle of conservation as they affect these species and their habitat. You're supporting achieving a new level of international co-

[Translation]

du Yukon. Nous considérons que le parc et le régime particulier de conservation qui s'y rattache sont un prolongement de l'Arctic National Wildlife Refuge. Ils revêtent une importance fondamentale pour la protection des mammifères marins comme la baleine blanche ou la baleine à bosse, ou encore des oiseaux migrateurs ou d'animaux comme l'ours polaire et le caribou.

Les Inuvialuits savent depuis longtemps qu'il leur faut collaborer avec les autres peuples autochtones à la gestion en commun des ressources fauniques. La convention définitive des Inuvialuits reconnaît cette nécessité en renvoyant aux différents conseils et ententes susceptibles de promouvoir une collaboration entre juridictions différentes pour gérer les ressources en commun.

Le Conseil de gestion de la harde de caribous de la Porcupine et l'Entente canadienne de gestion de la harde de caribous de la Porcupine en sont des exemples. L'Entente internationale sur la conservation de la harde de caribous de la Porcupine, signée entre le Canada et les États-Unis en 1987, vise les mêmes objectifs, même si dans ce cas le Conseil et l'Entente internationale ont moins bien fonctionné.

Il existe, à la suite de la signature de la convention définitive des instruments appropriés pour promouvoir la conservation de la faune et de l'habitat en Alaska et sur le Versant nord du Yukon. On pourrait toutefois aller plus loin et faire davantage pour protéger les habitats sensibles.

Nous vous demandons instamment d'appuyer immédiatement la réalisation des objectifs suivants avec les États-Unis:

1. Que les 1,002 terres soient qualifiées de zone naturelle sauvage à l'intérieur de l'ANWR.
2. Que l'on améliore la protection de l'habitat de la harde de caribous de la Porcupine en apportant des modifications à l'entente internationale et en portant cette entente au rang de traité international entre le Canada et les États-Unis.
3. Que l'on rattache l'ANWR au Parc national du nord du Yukon en vertu d'une entente internationale. De plus, pour qu'à l'intérieur du Canada, le versant nord devienne véritablement une zone internationale, nous recommandons que l'on prolonge la limite est du Parc national du nord du Yukon jusqu'à la frontière du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest de façon à mieux protéger la faune et l'habitat à l'est de la rivière Babbage.

L'Inuvialuit Game Council s'est efforcé activement d'obtenir une meilleure collaboration internationale sur le plan de la gestion en commun des ressources fauniques dans la Mer de Beaufort avec les Inupiat de l'Alaska.

En 1988, nous avons signé l'entente portant sur la gestion des ours polaires avec le North Slope Fish and Game Management Committee de l'Alaska. À l'heure actuelle, nous cherchons à mettre en place un projet de gestion en commun des baleines blanches avec les Inupiat.

Ces deux ententes nous permettront de prélever les ressources dont nous avons besoin en fonction des principes régissant la conservation de ces espèces et de leur habitat. Nous sommes en faveur d'une plus grande coopération

[Texte]

operation in the Yukon on the North Slope. It's basic to ensuring the long-term conservation of both our Porcupine caribou herd as well as other species of wildlife that make this area their home.

In Canada the Inuvialuit Final Agreement and in the United States the Alaska National Interest Lands Conservation Act offer a good foundation upon which to build an improved conservation regime. We hope Canada will assume such an active leadership in these initiatives. *Quyannaini*, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Green.

Mr. Lindsay Stapples (Chair, Yukon North Slope Wildlife Management Advisory Council): Mr. Chairman and honourable members, I'd like to thank you for the opportunity to appear before you today on a matter of pressing concern to the Alaska and Yukon North Slope.

This council was established in 1988 as the result of the signing of the Western Arctic (Inuvialuit) Claims Settlement Act, a land claims agreement. Although active for only two years, the council has been an effective supporter of conservation and co-operative management on the North Slope. The council's members represent the Inuvialuit and the Governments of Canada and the Yukon.

Our responsibilities include establishing harvesting quotas, advising Inuvialuit and government agencies on all North Slope wildlife and habitat conservation issues, and park management strategies.

Our interest in appearing before you today lies out of our concern over the very future of the North Slope. Proposals for developments within the 1,002 lands of the Arctic National Wildlife Refuge impact directly on the special conservation regime established for this area under section 12 of the Inuvialuit Final Agreement.

The dominant purpose of this regime is the conservation of wildlife habitat and traditional native use. Our concern, our responsibility and some of the measures we would propose to address to the current situation are established by the Inuvialuit Final Agreement as a constitutionally entrenched land claims agreement.

These concerns, responsibilities and obligations demand serious and full attention. They are not simply a moral obligation; they also are a legally, constitutionally entrenched obligation.

These responsibilities and obligations are not ours alone, but also fall to the Governments of Canada and the Yukon. The shared interests and rights of others, including the Gwich'in people and the members of the Porcupine Caribou Management Board, are also recognized in the Inuvialuit Final Agreement.

In this agreement, the North Slope is singled out for special consideration. Section 12.(2) affords it special conservation status. Section 12.(5) established a national wilderness park for the western half of the Yukon North

[Traduction]

internationale sur le versant nord du Yukon. C'est indispensable si nous voulons garantir à long terme la conservation des caribous de la Porcupine ainsi que d'autres espèces animales qui vivent dans cette région.

La Convention définitive des Inuvialuit au Canada et l'Alaska National Interest Lands Conservation Act aux États-Unis sont de bons points de départ qui doivent nous permettre d'instaurer un meilleur régime de conservation. Nous espérons que le Canada saura prendre l'initiative dans ces domaines. *Quyannaini*, monsieur le président.

Le président: Je vous remercie, monsieur Green.

M. Lindsay Stapples (président du Yukon North Slope Wildlife Management Advisory Council): Monsieur le président et mesdames et messieurs les membres du comité, je vous remercie de me donner l'occasion de comparaître devant vous aujourd'hui sur cette question cruciale de l'Alaska et du versant nord du Yukon.

Le conseil a été constitué en 1988 à la suite de la signature de la Loi sur le règlement des revendications dans l'ouest de l'Arctique (revendications inuvialuit), qui entérine l'entente sur les revendications territoriales. Le conseil n'exerce ses activités que depuis deux ans, mais il milite efficacement pour la conservation et la gestion en commun du versant nord. Les Inuvialuit ainsi que les gouvernements du Canada et du Yukon sont représentés au sein du conseil.

Parmi nos responsabilités figurent la fixation de quotas de prises et la fourniture de conseils aux Inuvialuit et aux organismes gouvernementaux sur toutes les questions ayant trait à la conservation de la faune et des habitats sur le versant nord ainsi qu'aux stratégies de gestion des parcs.

Si nous comparaissons devant vous aujourd'hui, c'est avant tout parce que nous sommes préoccupés par l'avenir du versant nord. Les projets de développement des 1,002 terres de l'*Arctic National Wildlife Refuge* ont des répercussions directes sur le régime de conservation spécial établi pour cette région à l'article 12 de la Convention définitive des Inuvialuit.

Ce régime a principalement pour but d'assurer la conservation de l'habitat de la faune et le maintien des modes de vie autochtones traditionnels. Nos préoccupations, nos responsabilités et une partie des mesures que nous proposons dans le cas présent découlent de la Convention définitive des Inuvialuit, qui est une entente sur les revendications territoriales enchâssées dans la Constitution.

Ces préoccupations, ces responsabilités et ces obligations doivent faire l'objet de la plus grande attention. Ce ne sont pas simplement des obligations morales; ce sont aussi des obligations légales qui sont enchâssées dans la Constitution.

Ces responsabilités et ces obligations ne sont pas uniquement les nôtres, elles incombent aussi au gouvernement du Canada et du Yukon. Les intérêts et les droits que possèdent aussi d'autres intervenants, notamment les Gwich'in et les membres du Conseil de gestion de la harde de caribous de la Porcupine, sont aussi pris en compte dans la Convention définitive des Inuvialuit.

Dans cette convention, le versant nord reçoit une attention spéciale. Le paragraphe 12(2) lui confère un statut spécial en matière de conservation. Le paragraphe 12(5) fait de la moitié ouest du versant nord du Yukon un parc naturel

[Text]

Slope. Section 12.(20) requires that any development east of the park is controlled and must meet the toughest conservation requirements necessary to conserving wildlife and habitat and traditional native use. Section 12.(56) requires a wildlife conservation and management plan for the Yukon North Slope, and section 12.(57) requires a Yukon North Slope annual conference to address management issues pertaining to the area. As an aside, I can't think of too many conferences that are constitutionally entrenched as a matter of course.

• 1540

In signing the IFA, I think you would agree that these measures indicate the significance that Canada and the Inuvialuit attach to the area. When we consider the North Slope, however, we must also consider our international interests and obligations. For the native people of the northern Yukon and the western Arctic, the North Slope represents an area that encompasses both the coastal plain of the northern Yukon, as well as that of the Arctic National Wildlife Refuge. This is hardly surprising, in that the area represents a common bioregion to users and migratory birds and animals alike. Impacts on one part of the North Slope can produce potential effects on the wildlife and harvesters elsewhere on the North Slope.

Section 14.(39) of the IFA recognizes this fact and requires that Canada take steps to maintain acceptable wildlife populations and necessary habitat in all jurisdictions affected. Section 14.(40) gives special consideration to caribou in this regard, and section 14.(41) goes a step further and gives full standing to the provisions of the Porcupine Caribou Management Agreement.

With these provisions, it is our view that our council, the Inuvialuit, Canada and the Government of the Yukon must work to promote and achieve a special conservation regime for the North Slope, across the Yukon and Alaska, that meets the conservation needs in the first instance of wildlife habitat and traditional users. To that end, the Inuvialuit have already reached international agreements with the Alaskan Inupiat on polar bear management. An agreement on beluga management is close at hand.

Our own council is preparing a wildlife conservation and management plan for recommendation to Canada, the Yukon and the Inuvialuit by late spring 1992. Such a plan will consider Alaskan conservation interests and requirements, as well as Yukon. Indeed, we have found it ironic that at the very time we are working to enhance the conservation regime on the Yukon North Slope, proposals to develop the 1,002 lands on the Alaska North Slope, if they are approved, will diminish that regime.

Given its own obligations that follow from the IFA, there is much that Canada can do:

[Translation]

national. Le paragraphe 12(20) exige que tout projet de développement à l'est du parc soit contrôlé et réponde aux critères de conservation les plus stricts qui permettent de conserver la faune et son habitat ainsi que les modes de vie traditionnels des autochtones. Le paragraphe 12(56) exige un plan de gestion et de conservation de la faune sur le versant nord du Yukon et le paragraphe 12(57), la tenue d'une conférence annuelle au sujet du versant nord du Yukon pour régler les problèmes de gestion qui concernent cette région. Je vous fais remarquer en passant que l'on ne voit pas très souvent des conférences qui sont, comme celle-là, enchassées automatiquement dans la Constitution.

La signature de la CDI vous montre bien toute l'importance que le Canada et que les Inuvialites attachent à la région. En ce qui concerne le versant nord, toutefois, il nous faut aussi tenir compte de nos intérêts et de nos obligations internationales. Aux yeux des autochtones du nord du Yukon et de l'ouest de l'Arctique, le versant nord, c'est la région qui regroupe à la fois la plaine côtière du nord du Yukon et l'Arctic National Wildlife Refuge. Il n'y a là rien d'étonnant puisqu'il s'agit là d'une seule et même région présentant les mêmes caractéristiques biologiques pour les habitants, les oiseaux migrateurs et le reste de la faune. Tout ce qui se passe sur une partie du versant nord peut avoir des effets sur la faune et sur les utilisateurs dans les autres parties.

Le paragraphe 14(39) de la CDI tient compte de cette réalité et exige que le Canada prenne des mesures pour maintenir des niveaux de population animale acceptables et les habitats indispensables dans toutes les régions concernées. Le paragraphe 14(40) accorde de ce point de vue une attention toute spéciale aux caribous et le paragraphe 14(41) va encore plus loin en reconnaissant de plein droit les dispositions de la Convention de gestion de la harde de caribous de la Porcupine.

Compte tenu de toutes ces dispositions, nous considérons que le conseil, les Inuvialites, le Canada et le gouvernement du Yukon doivent oeuvrer de concert pour promouvoir et appliquer un régime de conservation particulier sur le versant nord, au Yukon comme en Alaska, qui réponde au départ aux besoins de conservation de la faune et de son habitat et au maintien des modes de vie traditionnels. Dans cet état d'esprit, les Inuvialites ont d'ores et déjà signé des ententes internationales avec les Inupiat de l'Alaska en ce qui a trait à la gestion des ours polaires. Une entente sur la gestion des baleines blanches est en voie d'être signée.

Notre propre conseil est en train d'élaborer un plan de gestion et de conservation de la faune qu'il va recommander au Canada, au Yukon et aux Inuvialites à la fin du printemps 1992. Ce plan va tenir compte des besoins et des exigences de conservation en Alaska comme au Yukon. Il nous est d'ailleurs apparu paradoxal qu'au moment-même où nous nous efforçons d'améliorer le régime de conservation sur le versant nord du Yukon, les projets de développement des 1,002 terres sur le versant nord de l'Alaska risque de remettre en cause ce régime au cas où il serait autorisé.

Compte tenu des obligations qui lui incombent en vertu de la CDI, voici ce que peut faire le Canada:

[Texte]

—First, it should vigorously reaffirm its opposition to development on the 1,002 lands within the Arctic National Wildlife Refuge.

—Secondly, it should actively seek a wilderness designation for the 1,002 lands and the twinning of these lands with the North Yukon National Park.

—Thirdly, through every means available to it, Canada should urge the United States government to fulfil its full and proper role on the International Porcupine Caribou Management Board, and its commitments under the International Porcupine Management Agreement.

—And fourthly, Canada should take the necessary steps to strengthen the international agreement to the status of an international treaty.

The North Slope is truly an international range to the Porcupine caribou herd and other migratory species. The importance of the North Slope as an international range has been recognized by governments since the turn of the century, and by native people for time immemorial. It is time to build on the achievements and obligations of the Inuvialuit Final Agreement, and finish the job of establishing a truly international conservation regime that will fulfil past promises and meet the conservation needs of wildlife habitat and traditional users of the North Slope.

The Chairman: Thank you.

Mr. David Porter (Deputy Minister, Culture and Communications, Government of the Northwest Territories): Mr. Chairman and members of the committee, I would like to begin by thanking you for the opportunity to speak here today. I represent the Government of the Northwest Territories. I currently occupy the position of deputy minister responsible for culture and communications.

• 1545

The Northwest Territories is the only jurisdiction in Canada where native people form the majority of the population, as well as the majority of the government. In our legislature, matters relating to hunting, fishing and trapping, are discussed daily. These activities provide food for many households in the Northwest Territories, and form the basis for our cultures and our societies.

In the Northwest Territories we place a very high priority on maintaining our environment so that we can manage our renewable resources for the benefit of our future generations.

As you heard, the Gwich'in and the Inuvialuit rely heavily on the Porcupine caribou herd. Our government supports wilderness designation for the 1,002 lands which encompass the core calving grounds of the Porcupine caribou herd.

Our government reacted positively to the news that was expressed in the United States about the defeat of the energy bill. We are pleased to hear that the U.S. energy bill was withdrawn from the U.S. Senate floor on Friday, and for the

[Traduction]

—Tout d'abord, réaffirmer avec vigueur son opposition au projet d'aménagement des 1,002 terres à l'intérieur de l'Arctic National Wildlife Refuge.

—Deuxièmement, s'efforcer activement de faire classer comme zone naturelle les 1,002 terres et de jumeler ces terres au Parc national du nord du Yukon.

—Troisièmement, par tous les moyens à sa disposition, inciter le gouvernement des États-Unis à jouer le rôle qui lui incombe au sein du Conseil international de gestion de la harde de caribous de la Porcupine et d'honorer ses obligations en vertu de l'Entente internationale sur la conservation des caribous de la Porcupine.

—Enfin, quatrièmement, faire les démarches nécessaires pour que cette entente internationale soit promue au rang de traité international.

Le versant nord est une véritable zone internationale servant d'habitat aux caribous de la Porcupine et à d'autres espèces migratoires. L'importance du versant nord en tant qu'habitat international est reconnue par les gouvernements depuis le début du siècle et par les autochtones depuis des temps immémoriaux. Il est temps de mettre en application toutes les réalisations et toutes les obligations prévues par la Convention définitive des Inuvialites et de mettre la dernière main à un véritable régime international de conservation qui réponde aux promesses faites par le passé et aux besoins de conservation de l'habitat de la faune et des modes de vie traditionnels sur le versant nord.

Le président: Je vous remercie.

M. David Porter (sous-ministre, Culture et Communications, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest): Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du comité, je veux tout d'abord vous remercier de m'avoir invité à comparaître parmi vous aujourd'hui. Je représente le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest. Je suis actuellement sous-ministre chargé de la culture et des communications.

Parmi toutes les provinces et les territoires du Canada, les Territoires du Nord-Ouest sont les seuls dont la population est constituée en majorité d'Autochtones et où les Autochtones sont aussi en majorité au gouvernement. Au sein de notre assemblée législative, nous parlons quotidiennement de chasse, de pêche et de trappage. Ces activités permettent à des milliers de foyers des Territoires du Nord-Ouest de vivre et sont au cœur de nos cultures et de nos sociétés.

Les Territoires du Nord-Ouest accordent une très grande place à la conservation de l'environnement de façon à pouvoir gérer ses ressources renouvelables pour le grand profit des générations futures.

Comme vous venez de l'entendre, les Gwich'in et les Inuvialuits sont fortement dépendants des caribous de la Porcupine. Notre gouvernement est en faveur d'une classification en zones naturelles des 1,002 terres qui englobent les terrains de mise bas des caribous de la Porcupine.

Notre gouvernement a appris avec soulagement le rejet du projet de loi sur l'énergie aux États-Unis. C'est avec plaisir que nous avons appris que le Sénat des États-Unis avait retiré ce projet de loi vendredi dernier et que pour le

[Text]

time being the Alaska portion of the calving grounds of the Porcupine caribou herd will not see oil and gas exploration activities. However, there are many who yet wish to see the oil and gas reserves that are believed to be in that part of the tundra developed eventually. The President of the United States, Mr. Bush, made it clear the night before the U.S. energy bill was withdrawn that he was one of those people.

When the United States was considering development of the oil and gas reserves in the Arctic National Wildlife Refuge in the mid-1980s, Canada came forward with a strong position against this activity. Canada had already recognized the importance of protecting the Yukon portion of the calving grounds of the Porcupine caribou herd through the creation of the North Yukon National Park.

At this point in time Canada must reaffirm its position that all of the calving grounds of the Porcupine caribou herd must be protected from development. Canada, like the Government of the Northwest Territories, must continue to speak for the interests of its people on this issue.

In September Mr. Mulroney met with the Gwich'in and wished them well upon the ratification of their land claims agreement. The well-being of the Gwich'in as well as of the Inuvialuit, depends on the health of the resources they use. The Porcupine caribou are one of their most important resources. The President of the United States also needs to understand the importance of the Porcupine caribou to our people. We encourage the leader of the federal government, Mr. Mulroney, to discuss this issue with Mr. Bush at the next meeting they hold on Canada-U.S. relations. *Merci.*

The Chairman: Thank you. Was it the intention that Mr. Snowshoe should make a presentation as well?

Mr. Charlie Snowshoe (Fort McPherson Elder): Thank you, Mr. Chairman. I came on short notice, and I am not like these young people who have a presentation written up. I am an old-timer and I am glad that I'm here with them.

I've been involved in these caribou management negotiations, and I have a concern like everybody else up in the north about the Porcupine caribou. You all heard the President talk the other day on the radio saying that he supports development up there. He said development is not going to bother the Porcupine caribou. The pipeline is set up there, and TV showed one caribou was going toward that pipeline, making out that a whole bunch of caribou go in that area.

Last summer I made a trip up to Fairbanks to do a little show of the Northwest Territories being involved concerning the Porcupine Caribou, and we were going to set up a tent on the land that we were concerned about, and put a Canadian flag up there saying we were representing Canadians to protect the Porcupine Caribou. It didn't happen because of the weather. Nature was against us, but we met some people there. We went to Kaktovik and met some

[Translation]

moment les aires de mise bas des caribous de la Porcupine qui se trouvent en Alaska ne sont plus menacés par les activités d'exploration pétrolière et gazière. Néanmoins, il reste encore de nombreux partisans d'une mise en valeur à un moment donné des réserves pétrolières et gazières que l'on prête à cette partie de la Tundra. Le président des États-Unis, M. Bush, a bien montré la veille du retrait du projet de loi sur l'énergie aux États-Unis qu'il en est partisan, lui aussi.

Lorsque les États-Unis ont envisagé pour la première fois une mise en valeur des réserves pétrolières et gazières dans l'Arctic National Wildlife Refuge vers le milieu des années 1980, le Canada s'est fortement opposé à ces activités. Le Canada avait d'ores et déjà reconnu toute l'importance qu'il y avait à protéger les aires de mise bas des caribous de la Porcupine qui se trouvent au Yukon en décidant de créer le Parc national du Nord du Yukon.

Il faut maintenant que le Canada réaffirme sa position, qui consiste à dire qu'il est nécessaire de protéger contre toute activité de développement les aires de mise bas des caribous de la Porcupine. Le Canada, de même que le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, doivent continuer à défendre les intérêts de ses ressortissants sur cette question.

Monsieur Mulroney a rencontré en septembre les Gwich'ins et leur a souhaité la ratification de leur accord de revendications territoriales. Les Gwich'ins comme les Inuvialuits sont tributaires des ressources qu'ils peuvent exploiter. La harde des caribous de la Porcupine constitue l'une de leurs principales ressources. Il faut aussi que le président de États-Unis comprenne toute l'importance des caribous de la Porcupine pour ses ressortissants. Nous invitons le chef du gouvernement fédéral, M. Mulroney, à invoquer cette question avec M. Bush lors du prochain sommet entre le Canada et les États-Unis.

Le président: Je vous remercie. M. Snowshoe souhaite-t-il lui aussi faire un exposé?

M. Charlie Snowshoe (Fort McPherson Elder): Je vous remercie, monsieur le président. J'ai été invité ici à la dernière minute et je ne suis pas comme tous ces jeunes qui ont un exposé tout prêt. Je suis un vieux de la vieille et je me félicite d'être ici avec eux.

J'ai pris part aux négociations sur la gestion des caribous et comme tout le monde dans le Nord je m'intéresse aux caribous de la Porcupine. Vous avez entendu le président nous dire l'autre jour à la radio qu'il était favorable à la mise en exploitation de cette région. Il nous a déclaré que cela ne gênerait pas les caribous de la Porcupine. On y a installé l'oléoduc et la télévision montrant un caribou qui s'approche de cet oléoduc, donne à penser qu'il y a toute une harde de caribous dans cette région.

L'été dernier, je me suis rendu à Fairbanks pour faire une petite manifestation témoignant de l'intérêt des Territoires du Nord-Ouest pour les caribous de la Porcupine, nous devons monter une tente sur les terres concernées, faire flotter un drapeau canadien et faire savoir que nous étions des représentants canadiens cherchant à protéger les caribous de la Porcupine. On n'a rien pu faire à cause du mauvais temps. La nature était contre nous, mais nous avons

[Texte]

people there, and we've heard different stories of what was happening in Point Barrow.

• 1550

I thought I would bring what I heard to your attention. It's hearsay, but if we had the money to travel around like anybody else, we could go and visit these people who are just like us to find out more about it.

We are concerned about the Porcupine caribou. We came down here to ask you for support to help us protect our caribou. I would like to say to you that money is a big thing to everybody. You have to make money to eat. You have to make money to live and you have to have money in the bank for when you retire. But we still rely on nature. We still rely on the land, and we still rely on the wildlife.

The fur was taken away from us, and you yourself know how much damage was done to my people. If the caribou is taken away from us, there is going to be more harm to my people. This is what I don't want to see happen.

I would like to say to you that we rely on the caribou, which is just like a bank to us. We have our meat. We have to go for it. We get it, and we have meat for a year. It's going to cost you more money if the damage is done to the caribou. I'll be coming to you for a welfare cheque, and this is what we don't want to see happen.

I'm not much of a spokesperson, but I would like to bring to your attention that we need your help. I would like to say to you that when the wind damages the house of the President of the United States, out in the bush someplace, he's there to fix it. If damage is done in that area we are concerned about it, the caribou can't go over there and fix it. That's the thing I thought I'd bring to your attention. He can fix his house, but the caribou can't fix the land that's been damaged.

I don't like to come down here just for a ride. I'm very happy to be here with the boys. They're doing a good job. Some time this month I'll be coming back here again to present to Cabinet the more work we have done involving Porcupine caribou. Thank you very much.

The Chairman: Thank you, Mr. Snowshoe. I want to say on behalf of the committee we welcome the words spoken from the heart as much as if not more than those spoken from the printed and prepared document. You've made your case very well.

Mr. Anawak (Nunatsiaq): You took the words out of my mouth.

The Chairman: Repeat them if you like.

Mr. Anawak: It's a pleasure to have the members here on such short notice. I suspect that those American senators who are pro-development, just as they are anywhere else, have the same kind of attitude that some bureaucrats seem to have. I remember reading once the book of the former Deputy Prime Minister, Mr. Erik Nielsen. He was talking about the pipeline and he asked one of the bureaucrats how he was going to ensure that the caribou don't go over the

[Traduction]

rencontré des gens. Nous sommes allés à Kaktovik, et nous avons fait des rencontres, nous avons entendu différentes histoires au sujet de ce qui se passait à Point Barrow.

Je me suis dit que j'allais vous faire part de ce que j'avais entendu. Ce sont des histoires qu'on raconte, mais si nous avons suffisamment d'argent pour voyager comme tout le monde, nous pourrions aller rendre visite à ces gens et en savoir davantage.

Les caribous de la Porcupine nous préoccupent. Nous sommes venus ici vous demander de nous aider à les protéger. J'ajouterai que l'argent est une chose importante pour tout le monde. Il faut de l'argent pour manger. Il faut de l'argent pour vivre et il faut avoir de l'argent à la banque pour prendre sa retraite. Mais nous continuons à devoir compter sur la nature. Nous continuons à compter sur la terre, à compter sur la faune.

La fourrure nous a été retirée et vous savez tous les dommages que cela a causé à mon peuple. Si on nous retire les caribous, mon peuple subira encore un préjudice. C'est une chose que je veux éviter.

Je dois vous dire que nous sommes tributaires du caribou, qui est pour nous comme une banque. Il nous fournit notre viande. Nous devons aller le chercher et une fois que nous l'avons trouvé, nous avons de la viande pendant un an. Ça va vous coûter plus cher si les caribous subissent des dommages. Il va me falloir aller vous demander un chèque de Bien-être et je ne veux pas que ça arrive.

Je ne suis pas bon orateur, mais je veux vous faire comprendre que nous avons besoin de votre aide. Comprenez bien que si le vent endommageait la demeure du président des États-Unis, ce dernier, où qu'il se trouve, pourra toujours y remédier. Lorsque des dommages sont causés dans la région qui nous intéresse, le caribou ne peut rien faire pour y remédier. Voilà ce que je veux vous faire comprendre. Le président peut remettre de l'ordre dans sa propre maison, mais le caribou ne peut rien faire pour remettre en état les terres qui ont été ravagées.

Je ne suis pas venu pour mon bon plaisir. Je suis ravi d'être ici en compagnie des jeunes, qui font un excellent travail. Un peu plus tard, au cours du mois, je reviendrai présenter au Cabinet le travail que nous avons fait au sujet des caribous de la Porcupine. Je vous remercie.

Le président: Merci, monsieur Snowshoe. Au nom du comité, je dois vous dire que nous apprécions au moins autant les mots qui viennent du fond du cœur que ceux qui sont rédigés à l'avance sur un document imprimé. Vous avez bien défendu votre cause.

M. Anawak (Nunatsiaq): Vous m'avez enlevé les mots de la bouche.

Le président: Vous pouvez les répéter si vous voulez.

M. Anawak: Nous sommes bien contents que vous ayez pu venir après avoir été avisés à la dernière minute. J'imagine que les sénateurs des États-Unis qui sont partisans de la mise en exploitation ont, comme partout ailleurs, un comportement de bureaucrates. Je me souviens de ce que j'ai eu l'occasion de lire dans l'ouvrage de l'ancien vice premier ministre, Erik Nielsen. Il parlait de l'oléoduc et rappelait qu'il avait eu l'occasion de demander à un bureaucrate

[Text]

pipeline. The guy said well we'll just put up signs. That was basically the attitude of somebody who doesn't experience hunting and living off the land like we do. We expect the caribou to be able to read just like everyone else, that everybody should be literate.

• 1555

Late Friday afternoon I read that the bill had been defeated, because I was ready to put forward a question today on what the Government of Canada was doing. It was a nice feeling to know that people were successful in getting this bill derailed in the U.S. Senate. However, on reading various publications since then, there are still some very determined people who want to go forward with this bill in the United States, the President included.

In what form will they probably get it back? What process is there in order to bring back some aspects of this bill to enable the U.S. to drill in that area? Where does the State of Alaska stand on this issue? How much have we as the Government of Canada done in order to promote the stand that the Canadian people, through the Canadian government, have taken in opposition to this bill?

Mr. Peter: In terms of what the next step is in the process, my understanding is that the worst-case scenario is that the energy bill can be brought back to the floor again, if they remove the Arctic refuge section and a section on corporate automotive fuel efficiencies, or CAFE, as they call them. Once it is on the floor, the worst-case scenario we face is to add those elements back in.

The information I have from Washington is that it is unlikely this bill will be brought back again. There is not likely enough time in this Congress to come up with a whole new bill. So it will probably be early spring, late fall before we will see this issue re-emerge. This debate has been going on for quite a number of years, and this is another cycle of an attempt to open the area.

A clear signal has been sent by those senators who opposed the bill that any energy bill that has the Arctic refuge in it, whether it is on the House side or the Senate side, will run into the same kind of resistance.

In terms of what Canada has done, I am not aware of the details of the internal strategy of the government, but I am aware there have been letters communicated from the Minister of External Affairs to the U.S. counterpart. I also know the embassy and the ambassador in Washington have been quite supportive of our efforts in Washington and have gone through their diplomatic channels in terms of bringing the issue forward.

[Translation]

comment on allait faire pour empêcher les caribous de passer par-dessus l'oléoduc. L'autre lui a répondu qu'on allait mettre des panneaux. C'est au fond le comportement de quelqu'un qui n'a jamais fait comme nous l'expérience de la chasse et de la vie de subsistance. Nous nous attendons à ce que le caribou sache lire comme tout le monde et à ce que tout le monde ait ses lettres.

Vendredi après-midi, j'étais en train de lire le projet de loi qui a été rejeté, parce que je m'apprêtais à poser une question aujourd'hui pour savoir ce que le gouvernement faisait à ce sujet. Il est bon d'apprendre que l'on a réussi à barrer la voie à ce projet de loi au Sénat des États-Unis. Toutefois, en lisant les différentes publications qui ont été consacrées depuis à ce sujet, on constate qu'il reste des gens très déterminés qui veulent à toute force faire passer ce projet de loi aux États-Unis, le président y compris.

Sous quelle forme ce projet de loi va-t-il nous revenir? Quels sont les mécanismes qui permettent de ramener sur le tapis certaines dispositions de ce projet de loi pour permettre aux États-Unis de faire des forages dans cette région? Quelle est la position adoptée par l'état de l'Alaska sur cette question? Qu'a fait le gouvernement du Canada pour faire connaître son opposition à ce projet de loi en tant que représentant de la population canadienne?

M. Peter: Le pire scénario, si je comprends bien la procédure, c'est l'éventualité que le projet de loi sur l'énergie revienne sur le tapis une fois qu'on aura enlevé la partie concernant le refuge de l'Arctique et celle qui s'applique aux économies de carburant réalisées par les entreprises, que l'on désigne dans ce pays par le sigle CAFE. Une fois le projet de loi revenu sur le tapis, le pire scénario voudrait qu'on réintroduise ces différents éléments.

D'après les renseignements qui me parviennent de Washington, il est peu probable que ce projet de loi revienne sur le tapis. Le Congrès actuel n'a vraisemblablement pas suffisamment de temps devant lui pour élaborer un projet de loi entièrement nouveau. Il est donc probable que ce n'est pas avant le début du printemps ou à la fin de l'automne que nous verrons réapparaître cette question. Le débat se poursuit depuis déjà un certain nombre d'années et il ne s'agit ici que d'un nouveau cycle d'efforts visant à ouvrir cette région au développement.

Les sénateurs qui s'opposent à ce projet de loi ont indiqué bien clairement que tout projet de loi sur l'énergie qui engloberait le refuge de l'Arctique, que ce soit à la Chambre des représentants ou au Sénat, se heurtera au même genre de résistance.

Pour ce qui est de l'action menée par le Canada, je ne connais pas en détail la stratégie interne du gouvernement, mais je sais que des lettres ont été envoyées par le ministre des Affaires extérieures à son homologue des États-Unis. Je sais aussi que les services de l'ambassade et que notre ambassadeur à Washington ont appuyé de tout leur poids notre position à Washington et ont usé des voies diplomatiques pour la faire connaître.

[Texte]

Our greatest concern was the fact that Canada's position was dated originally from 1987 and here we are in 1991, being questioned by members of the U.S. Senate and Congress. If this is an issue with Canada, should we not see something a little bit more up to date in terms of Canada's position? We had made a presentation to the environment committee and a first report was produced, which provided us with some assistance.

On the State of Alaska, the officials now in office ran on the platform of opening the Arctic refuge up for oil and gas development. So the state is one of the proponents for the development of the area.

• 1600

Mr. Stapples: There is a vigorous debate going on among the peoples of Alaska. Indeed, there is a very significant coalition of Alaskan interests based out of Washington that has been front and centre on this issue, in opposition to the opening up of this critical habitat area. As well, given where this issue now sits, as a result of last Friday's withdrawal of the bill, it is very difficult to predict with real certainty as to where this bill will be moved next, according to what timeframe and so on.

I think one of the concerns we all share is that Canada, with great vigour, take this moment of uncertainty to express with great clarity its concern yet again on this particular issue, so that no stones are left unturned. While it hasn't done so in the past, there is an opportunity for Canada to serve notice to the United States government that a good deal of its interests rest with its obligations, stemming out of its obligations to the Inuvialuit people, pursuant to a land claims agreement that is entrenched in the Constitution of Canada.

Mr. Anawak: I wonder what my process should be. I would like to present a motion in support of the Porcupine Caribou Management Board. Should I put a notice in now and give the draft wording to you, so that it can be passed around and amended, or should I move the motion now and determine whether it should be amended?

The Chairman: The chair is at the mercy of the meeting. I would prefer the former approach, whereby you serve notice. Following all the questioning and the responses, we would deal with your motion.

Mr. Fulton: It would be a good idea, Mr. Chairman, if he could circulate it. I believe there is some helpful wording in the research document we all have before us. I think we could probably put together a pretty good motion that is really relevant for today in the post-Senate-vote period.

Mr. Redway (Don Valley East): That would be my preference too, Mr. Chairman, that we circulate that draft, because we may want to modify it to some extent, I think. As Mr. Fulton said, the environment committee previously had

[Traduction]

Ce qui nous préoccupe surtout, c'est le fait que la position canadienne date de 1987 et que nous sommes en 1991 en train d'être interrogés par les représentants du Congrès et du Sénat des États-Unis. Si le Canada se préoccupe de la question, comment se fait-il que sa politique date quelque peu? Nous avons présenté notre point de vue au comité de l'environnement et un premier rapport a été élaboré qui nous a été d'une certaine utilité.

Pour ce qui est de l'état de l'Alaska, les politiciens en place ont été élus sur une politique d'ouverture du refuge de l'Arctique au projet d'exploitation des ressources pétrolières et gazières. L'état est donc un des tenants de la mise en exploitation de cette région.

M. Stapples: Le débat fait rage à ce sujet parmi la population de l'Alaska. Il y a d'ailleurs une coalition très importante d'intérêts alaskins installée à Washington qui ont été au coeur du débat en s'opposant à l'ouverture à l'exploitation de cette zone très sensible. Par ailleurs, étant donné l'état où en sont les choses à la suite du retrait vendredi dernier du projet de loi, il est très difficile de prévoir avec certitude ce qu'on va faire par la suite de ce projet de loi, dans quel délai, etc.

À mon avis, ce qu'il nous faut tous faire au Canada, en cette période d'incertitude, c'est de réaffirmer clairement et avec vigueur que cette question nous tient à coeur, de façon à ne rien laisser au hasard. Bien qu'il ne l'ait pas fait par le passé, le Canada a aujourd'hui l'occasion de signifier au gouvernement des États-Unis que s'il s'intéresse à la question c'est surtout en raison de ses obligations, qui lui incombent vis-à-vis du peuple inuvialite en raison d'une convention de règlement des revendications territoriales enchâssée dans la Constitution du Canada.

M. Anawak: Je me demande quelle est la procédure à suivre. Je voudrais déposer une motion en faveur du Conseil de gestion de la harde de caribous de la Porcupine. Est-ce que je dois la notifier dès maintenant au comité et en formuler la rédaction pour que vous puissiez la distribuer à des fins d'amendement, ou est-ce qu'il faut que je dépose dès maintenant la motion pour qu'on détermine plus tard s'il convient de la modifier?

Le président: La présidence fera comme le veulent les membres du comité. Je préfère la première solution, par laquelle vous notifiez la motion. Une fois toutes les questions posées et toutes les réponses entendues, nous pourrions alors nous en occuper.

M. Fulton: Je pense qu'il serait bon, monsieur le président, que le député nous la fasse distribuer. Il me semble que la formulation qui est donnée dans le document de recherche que nous avons tous présente de l'intérêt. Nous devrions pouvoir rédiger une très bonne motion véritablement utile en cette période qui suit le vote du Sénat.

M. Redway (Don Valley-Est): Moi aussi, monsieur le président, je suis pour que l'on distribue le projet de motion, pour qu'on puisse éventuellement le modifier jusqu'à un certain point. Ainsi que l'a déclaré M. Fulton, le comité sur

[Text]

passed a motion that dealt with most, if not all, of the issues that have been raised by the delegation. But there may be some modifications that will come forward after questioning. So I'd prefer to see some sort of draft put together.

The Chairman: Okay. I am concerned about the mechanics of this. Is it possible to have this circulated during this meeting?

Mr. Anawak: Well, I was just going to say that I should put it on notice for the next meeting.

The Chairman: Okay.

Mr. Anawak: Meanwhile, we will pass it out.

Mr. Redway: I think we should do it now, Mr. Chairman, at this meeting. I think the delegation should know what we are going to do about it.

Mr. Fulton: I think we should do it this afternoon. I think the timing, with a little bit of momentum on the possibility of wilderness designation in Washington, means that we should. . . I think if we get some copies, we can probably scribble on it and take a vote at about 4.20 p.m., or something like that.

The Chairman: I see the scurrying of feet, which now makes me feel comfortable that this is going to happen. I was concerned as to how this was going to happen, Jack, because I didn't see you equipped with your photocopy machine or your fax.

Mr. Redway: I have three questions that I would like to ask, and I preface this by saying that my understanding is that three departments of the Government of Canada, Environment, External Affairs, and Indian Affairs, have all been most supportive in the past and continue to do all that they can to help and assist.

• 1605

I don't want to imply in any way that I'm not on line with your comments by this, but it has been drawn to my attention that in the evidence with respect to the herd before the Berger commission many years ago, one witness perhaps had a different point of view with respect to the danger this development might pose to the herd, or that development in the area might pose to the herd. I refer to Dr. Val Geist, I believe, of the University of Calgary, who appeared as I understand it on behalf of the Canadian Arctic Resources Committee and gave some evidence that was somewhat different from that of other caribou biologists. I wonder if you might just comment on that and clarify it for me.

Mr. Peter: I am not familiar with Dr. Geist's views, but the information I have relied on comes mainly from a joint technical committee, which is made up of United States biologists as well as Canadian biologists, people who work on our side with the Canadian Wildlife Services, and I believe Mr. Don Russell testified at the environmental committee hearing. He has some 20 years experience with this particular herd and the indications from studies that have been done is that calving females, which is our primary concern in this area, avoid areas of disturbances. The Alaskans have collared caribou and watched their behaviour, monitoring their behaviour around pipelines and facilities. They will avoid

[Translation]

l'environnement a déjà adopté une motion qui traite de la plupart, sinon de la totalité, des questions soulevées par la délégation. Toutefois, il y a des modifications qui pourraient éventuellement être apportées après les questions. Je préfère donc que l'on fasse en quelque sorte une première rédaction.

Le président: Très bien. C'est le côté pratique qui m'intéresse. Est-ce qu'il est possible de distribuer cette motion au cours de notre séance d'aujourd'hui?

M. Anawak: J'allais en fait proposer de la notifier et de la remettre à notre prochaine réunion.

Le président: Très bien.

M. Anawak: Nous pourrions dans l'intervalle la distribuer.

M. Redway: Je crois qu'il faut le faire aujourd'hui, monsieur le président, pendant cette séance. Je considère que la délégation a le droit de savoir ce que nous allons décider.

M. Fulton: À mon avis, il nous faut le faire cet après-midi. Je pense que le moment est bien choisi, avec la possibilité que cette région soit classée zone naturelle à Washington, ce qui fait que l'on devrait. . . Si nous pouvons en obtenir des exemplaires, nous pourrions probablement faire quelques rajouts à la main et la mettre aux voix vers 16h20, ou quelque chose comme ça.

Le président: Je vois qu'on se remue et je suis convaincu maintenant qu'on va faire quelque chose de concret. Je me demandais comment on allait faire, Jack, parce que je voyais que vous n'aviez ni votre photocopieuse ni votre télécopieur.

M. Redway: J'ai trois questions à vous poser et je dirai pour commencer que, si je ne me trompe, trois ministères du gouvernement du Canada, l'Environnement, les Affaires extérieures et les Affaires indiennes, vous ont fortement appuyés par le passé et continuent à le faire dans la mesure de leurs moyens.

Je ne prétends pas du tout par là ne pas être d'accord quant à vos observations, mais on m'a signalé qu'un témoin qui avait comparu devant la Commission Berger, il y a de nombreuses années, avait exprimé un point de vue peut-être différent au sujet des dangers que cette opération d'aménagement pourraient présenter pour la harde, du moins dans ce secteur. Il s'agit de M. Val Geist, je crois, de l'Université de Calgary, qui représentait le Comité canadien des ressources arctiques et qui, dans son témoignage, avait présenté des arguments tant soit peu différents de ceux des autres biologistes spécialistes du caribou. Pourriez-vous m'apporter des précisions sur ce point.

M. Peter: Je ne suis pas au courant des vues de M. Geist, mais les éléments sur lesquels je m'appuie proviennent surtout d'un comité technique mixte composé de biologistes américains ainsi que de biologistes canadiens qui travaillent pour le Service canadien de la faune, et je crois que M. Don Russell a témoigné à une des audiences du Comité sur l'environnement. Il y a une vingtaine d'années qu'il s'intéresse à cette harde et, d'après les études qui ont été faites, les femelles prêtes à mettre bas, qui sont notre principal sujet de préoccupations dans ce secteur, évitent les zones perturbées. Les Alaskiens ont fixé des colliers émetteurs sur des caribous et observé leur comportement au

[Texte]

those areas, in some cases not going any closer than three or four miles to a pipeline. There are no people around. It is just a pipeline. But they won't go near them during that sensitive stage of their life. This area, the 1002 lands, is the area they go to for their calving purposes.

The other link to that is that there have been studies done during certain times of the year when snow conditions were so bad on the coastal plain they had to calve in the foothills. This is where they show the mortality rate of the newborn calves being six times higher. This is because of their close proximity to predators in the area.

There are also some studies on the central arctic herd which is exposed to the Prudhoe Bay development where large groups of animals have difficulty crossing barriers such as pipelines and built-up roads. These large groups consist of up to 1,000 animals. In the Porcupine caribou case, we are looking at up to 80,000 animals in a large group. So the situation in the area of the coastal plain is much more restrictive with ten times as many animals.

As I indicated, studies have shown that there are negative impacts on the caribou in areas of disturbance to the calving females, as well as an increased mortality rate when they're pushed back into the foothills.

Mr. Stapples: I would add that certainly Val Geist has spent a good part of his life studying caribou. At the same time, his familiarity with this particular herd is not even close to that of Don Russell, for instance, who has appeared both before the Environment Committee, I believe, as well as in Washington.

What has emerged is a concern of some pressing importance to Don Russell and his U.S. counterparts who have been studying this herd, as Albert indicates, the perturbation or the disturbance of calving females and how disturbance, in fact, affects reproduction of these females. Indeed, our own council four weeks ago recommended the allocation of something like \$300,000 in research moneys to be spent over the next two years looking precisely at this question of pregnant females and how their body condition responds to disturbances at this particular time of the year when they're calving.

• 1610

The United States Fish and Wildlife Service expressed concern over the potential impacts on this herd. Indeed, in their own review or assessment of the proposals for development in the 1002 lands, they indicated there could be up to a 40% decline in the population of that herd if the developments were to go forward. These are researchers who, along with Canada's Don Russell of the Canadian Wildlife Service, have done a tremendous amount of work in this area.

In the vein of the vernacular, many of us over the years who followed the northern pipeline issues are very familiar with the photographs often appearing in calendars or in the annual reports of oil and gas companies where we in fact see

[Traduction]

voisinage des pipelines et des installations. Les caribous évitent ces endroits, et dans certains cas, ne s'approchent pas à moins de trois ou quatre milles d'un pipeline. Il n'y a pourtant aucune présence humaine. Ce n'est qu'un pipeline, mais ils ne s'en approchent pas au cours de cette période de leur vie où ils sont particulièrement vulnérables. Il s'agit du secteur 1002 qui est l'aire de mise bas des caribous.

Autre point important, des études ont été faites à certaines époques de l'année où la neige est si profonde sur la plaine côtière que les femelles ont été obligées de gagner les contreforts des montagnes pour y mettre bas. Ces études révèlent que le taux de mortalité des nouveaux-nés est six fois supérieur à la normale. Cela s'explique par l'extrême proximité de prédateurs dans ce secteur.

Des études ont également été faites sur la harde de l'Arctique central qui est exposée aux travaux d'aménagement de la Baie Prudhoe, où des troupeaux importants de caribous ont des difficultés à franchir des obstacles tels que des pipelines et des routes en surplomb. Il s'agit là de troupeaux pouvant atteindre 1,000 bêtes. Dans le cas de la harde de caribous de la Porcupine, c'est à 80,000 bêtes que nous avons affaire. Lorsqu'il y a 10 fois plus de caribous, ceux-ci se trouvent d'autant plus à l'étroit dans la plaine côtière.

Des études ont donc montré que les travaux d'aménagement de certaines zones perturbent les femelles gravides, et que le taux de mortalité augmente lorsque celles-ci sont obligées de se réfugier sur les contreforts des montagnes.

M. Stapples: Permettez-moi d'ajouter que Val Geist a effectivement consacré une bonne partie de sa vie à l'étude du caribou. Malgré tout, il est loin de connaître aussi bien cette harde que Don Russell, par exemple, qui a comparu devant le Comité environnemental ainsi qu'à Washington, je crois.

Ce qui paraît très inquiétant à Don Russell et à ces homologues américains qui ont également étudié cette harde, c'est que, comme le dit Albert, les perturbations auxquelles sont soumises les femelles gravides compromettent le processus de reproduction. En fait, notre propre conseil a recommandé, il y a quatre semaines, d'allouer une somme d'environ 300,000\$ pour effectuer précisément des recherches, au cours des deux prochaines années, sur cette question de femelles gravides et sur leurs réactions aux perturbations à l'époque de l'année où elles sont prêtes à mettre bas.

Le United States Fish and Wildlife Service s'est inquiété des effets possibles que cela pourrait avoir sur cette harde. En fait, dans son propre examen ou évaluation des propositions de mise en valeur du secteur 1002, il a déclaré que la population de caribous pourrait diminuer de 40 p. 100 si les travaux devaient se poursuivre. Il s'agit là de chercheurs qui, comme notre Don Russell, au Service canadien de la faune, ont beaucoup travaillé dans ce domaine.

Dans ce domaine, beaucoup de ceux d'entre nous qui suivent depuis des années les questions relatives au pipeline du nord connaissent bien les photographies souvent présentées dans les calendriers ou les rapports annuels des

[Text]

caribou alongside a pipeline. For those who can distinguish males from females, in every instance the caribou that you see cozying up to a pipeline are bulls and not females. Our obvious concern here is for females.

Mr. Redway: You indicated your council suggested that some \$300,000 worth of further research be done. Is that going to proceed?

Mr. Stapples: It is going to proceed. In fact, the money for that work is Inuvialuit Final Agreement claims implementation funding. Two years of work has already been done by the Canadian Wildlife Service under NOGAP, the Northern Oil and Gas Assistance Program, with a view to completing that work. This is such a critical area of concern that work will be finished in the next two years.

Mr. Redway: Another question has to do with Mr. Green's statement. After reciting the three recommendations you would like us to put our stamp of approval on you said you would also recommend the extension of the eastern boundary of the North Yukon National Park to the border of the Yukon and Northwest Territories to further protect wildlife and habitat east of the Babbage River. This would make the northern slope a truly international one within Canada.

I wonder if you could perhaps show us on the map exactly what you had in mind. Can you confirm for me that in effect this is an additional recommendation to what had been made previously?

Mr. Peter: The area Mr. Green refers to is the darker green shade indicated on the map. The lighter green is the existing park. One other point I should bring to the attention of the committee is that the Gwich'in of Old Crow are currently negotiating a land claim settlement with Canada. They are also considering an extension of the park, again to protect as much of the sensitive habitat area within the Canadian portion of the range.

Mr. Redway: I take it that is not part of the park at the present time. Are you suggesting we should recommend that it become a part?

Mr. Peter: Yes, the only area that is currently full national park status is the lighter green area. This might have been an option discussed during the negotiations, and there was no conclusion reached.

Mr. Redway: So if we decided to make that recommendation it would be in addition to the previous ones made by the environment committee of the House of Commons. Is that correct?

Mr. Peter: As I understand Mr. Green's views... yes.

Mr. Redway: My next question relates to the recommendations of the environment committee. Apart from your recommendation with respect to an extension of the park lands, did they pretty well incorporate what you feel would be helpful for us to do on your behalf in order to update the commitments that the House of Commons and Parliament and the Government of Canada made in the past and in order to make the point forcibly with the United

[Translation]

sociétés pétrolières et gazières, qui nous montrent un caribou près d'un pipeline. Pour ceux qui sont capables de faire la différence entre mâles et femelles, les caribous que vous voyez si indifférents au pipeline auprès duquel ils se trouvent, sont exclusivement des mâles. Or, c'est manifestement aux femelles que nous nous intéressons.

M. Redway: Vous avez dit que votre conseil avait proposé de consacrer 300,000\$ à de nouvelles recherches. Vont-elles se faire?

M. Stapples: Oui. En fait l'argent provient du financement des revendications dans le cadre de la Convention définitive de Inuvialuit. Le Service canadien de la faune étudie la question depuis déjà deux ans dans le cadre du PIPGN, le Programme d'initiatives pétrolières et gazières dans le nord, afin d'achever ce travail. Le problème revêt tant d'importance que le travail sera fini d'ici deux ans.

M. Redway: Mon autre question a trait à ce que M. Green a dit. Après nous avoir lu les trois recommandations que vous voudriez que nous approuvions, vous avez dit que vous recommanderiez également l'extension des limites orientales du parc national du nord du Yukon jusqu'à la frontière qui le sépare des Territoires du Nord-Ouest afin de protéger la faune et l'habitat à l'est de la rivière Babbage. Cela ferait du versant nord une zone véritablement internationale en plein Canada.

Pourriez-vous nous montrer sur la carte ce dont vous parlez exactement. S'agit-il d'une recommandation supplémentaire?

M. Peter: La zone dont parle M. Green est celle qui est marquée en vert foncé sur la carte. La zone en vert clair correspond au parc actuel. Je dois d'ailleurs attirer l'attention du comité sur le fait que les Gwich'in de Old Crow négocient actuellement le règlement de leurs revendications foncières avec le Canada. Eux aussi envisagent l'extension du parc, afin de protéger le mieux possible la zone d'habitat fragile de la partie de la chaîne de montagnes se trouvant en territoire canadien.

M. Redway: Si je comprends bien, cela ne fait pas partie du parc pour le moment. Vous voudriez que nous recommandions que cette zone en fasse partie, c'est bien cela?

M. Peter: Oui, la seule zone qui bénéficie actuellement du statut de parc national est celle qui est en vert clair. Il se peut qu'il s'agisse d'une option discutée au cours des négociations, et aucune conclusion n'a été atteinte.

M. Redway: Donc, si nous décidions de faire cette recommandation celle-ci viendrait s'ajouter aux recommandations du comité sur l'environnement de la Chambre des communes. C'est bien cela?

M. Peter: D'après mon interprétation des vues de M. Green... oui.

M. Redway: Mon autre question a trait aux recommandations du comité sur l'environnement. En dehors de votre recommandation relative à l'extension du parc, estimez-vous que ces autres recommandations correspondent à ce que vous voudriez que nous fassions en votre nom pour actualiser les engagements pris par la Chambre des communes et le Parlement et le gouvernement du Canada dans le passé et pour bien faire comprendre au gouvernement

[Texte]

States government and the United States Congress that we also stand fully committed behind these recommendations at the present time?

Mr. Peter: Yes, their report was quite beneficial to our efforts in Washington. News of their findings got back to Washington before I did. I think it not only helps us, but it provides the members of the Senate, who are supportive of our views, with additional strength to maintain their position.

• 1615

Mr. Redway: I take it, then, if we passed a motion put forward by Mr. Anawak incorporating the recommendations of the Environment Committee previously, and possibly adding this further one, you would be content with that kind of action on the part of the committee today.

Mr. Peter: I would be; I think the only thing that is different that we raised here is the fact that the international agreement should be recognized as a treaty, which would give Canada a lot stronger position for the views it takes.

The Chairman: Thank you, Mr. Redway. Are there any further questions of witnesses?

Mr. Fulton (Skeena): Mr. Chairman, I would like to extend the gratitude of myself and my caucus and I am sure of all members of the House for the extraordinary dedication that the witnesses before us have shown, not only to the Porcupine caribou herd but to the broader issue of the ecology of this most sensitive part of the continent.

The vote, 50 to 44, is a close one, no matter how you want to slice it. I know members of this committee, most of whom signed the petition that you were circulating here on October 22. . . And I would remind members that the former Prime Minister of Canada, Mr. Clark, signed it, Mr. Chrétien signed it, and Audrey McLaughlin signed it. Part of the motion we are going to be dealing with today is to encourage the Prime Minister and the Prime Minister's Office to take the next step, which is really crucially important to the momentum to get wilderness designation. That is really my key question to you, other than to say a personal welcome to Mr. Porter, who I see here, and who I have not really seen much of since we shared some beaver together in Teslin, at your uncle's house, wasn't it? He doesn't have to answer that question, I guess, if he doesn't want to.

The Chairman: I would be intrigued.

Mr. Fulton: Beaver chops, beaver. . . Wasn't that at your uncle's house?

Mr. Porter: That was moose meat.

Mr. Fulton: No. However, it was good.

Mr. Redway: As long as it was legal.

Mr. Fulton: It was.

Back to the question on momentum, that petition, I firmly believe, would have ended up with the signatures of every member of the House of Commons and Senate if we had simply had a little more time, rather than trying to get it

[Traduction]

et au Congrès des États-Unis que nous sommes nous aussi résolument en faveur de ces recommandations?

M. Peter: Oui, son rapport a beaucoup facilité nos démarches à Washington. En fait, la nouvelle faisant état des conclusions du comité est parvenue à Washington avant même que j'y arrive. Non seulement cela nous aide, mais cela fournit également aux membres du Sénat qui partagent nos vues des arguments supplémentaires pour maintenir leur position.

M. Redway: J'en conclus donc que si nous adoptons une motion présentée par M. Anawak, qui incorporerait les recommandations déjà faites par le Comité sur l'environnement, avec celle-ci en plus, vous seriez satisfait de la réaction du comité, aujourd'hui.

M. Peter: Certainement; le seul point nouveau soulevé par nous est le fait que l'accord international devrait être reconnu comme traité, ce qui donnerait beaucoup plus de poids aux vues présentées par le Canada.

Le président: Merci, monsieur Redway. Avez-vous d'autres questions à poser aux témoins?

M. Fulton (Skeena): Monsieur le président, je tiens, en mon nom personnel, ainsi qu'au nom de mon caucus et, j'en suis certain, de tous les membres de la Chambre, à vous exprimer notre gratitude pour le dévouement extraordinaire manifesté par ces témoins, non seulement de la harde de caribous de la Porcupine mais aussi sur le plan plus général de l'écologie de cette région particulièrement fragile de notre continent.

Quoique vous puissiez dire, le vote, 50 voix contre 44, est serré. Je sais que les membres de ce comité, dont la plupart ont signé la pétition que vous faisiez circuler le 22 octobre. . . Je rappellerai d'ailleurs aux députés que l'ancien premier ministre du Canada, M. Clark, l'a signée, et M. Chrétien et Audrey McLaughlin, aussi. Une partie de la motion que nous avons étudiée aujourd'hui vise à encourager le premier ministre et son bureau à passer à l'étape suivante, qui revêt une importance cruciale pour le mouvement en faveur de la désignation de cette zone comme réserve naturelle. Voilà la question essentielle que j'ai à vous poser; en dehors de cela, je veux simplement souhaiter personnellement la bienvenue à M. Porter, qui est présent, et que je n'ai pas beaucoup vu depuis que nous avons mangé ensemble du castor à Teslin, chez son oncle, n'est-ce pas? Il n'est pas obligé de répondre à ma question s'il ne le veut pas.

Le président: J'aimerais bien qu'il le fasse.

M. Fulton: Des côtellettes de castor. . . Des. . . C'était bien chez votre oncle?

M. Porter: C'était de l'original.

M. Fulton: Non. En tout cas, c'était bon.

M. Redway: Tant que c'était légal.

M. Fulton: Ça l'était.

Revenons à la question de l'impulsion à donner. Je suis fermement convaincu que nous aurions obtenu la signature de tous les députés et sénateurs si nous avions eu un peu plus de temps, au lieu de nous presser pour pouvoir

[Text]

organized and off to put before the U.S. Senate. But having spoken to some members of the U.S. Congress about this and having represented the Canadian view on this for the last decade, it seems to me we have a unique but very small window here in that the energy forces for pro development will reorganize quite quickly to try to lodge it into another piece of legislation, perhaps not even associated with energy, which is what they have attempted in the past. Perhaps they will try to put it into something to do with planting palm trees in Florida. And your views again, and the strength of a motion coming from here to assist in that momentum in Washington and the importance of the Prime Minister's support, would be helpful to the committee.

Mr. Peter: It has been raised with us at a number of different meetings we have had with not only senators but members of the House, that this is an issue that is going to ultimately be addressed at the presidential level and that if Canada has concerns and interests that need to be raised or represented, then they ought to be hearing it from the Prime Minister. These are some of the statements that were made to us.

It was again felt that such an action on the part of the Prime Minister would not only bring Canada's concerns and issues to the forefront but also would provide the members who do support our activities with additional grounds as to why the United States Congress should proceed with Canada, in a consultative manner, on this issue, that there are international repercussions and Canada does have an interest at stake in this debate and that the United States is required, through our international agreement, to consult with Canada prior to opening the area up for any activity. We've heard a number of times that it would be crucial for the Prime Minister to communicate Canada's position and concerns to the President of the United States.

• 1620

Mr. Staples: I think it's important at this juncture, given that we are discussing here the international co-operation of shared resources across borders, that in conveying its concern, Canada also convey its commitment with respect to those resources on its own side, within its own boundaries, and within its own jurisdiction.

That's something it can do and stand tall. In asking the United States to stand tall, I think Canada can indicate that it has done just that with respect to setting this land claim agreement that puts into place provisions that are outstanding. When it comes to expanding that range, Canada is certainly prepared to contemplate and take quite seriously what expanding the national park boundaries might mean for Canada.

Mr. Fulton: It is certainly my view, Mr. Chairman, that this is one of those rare and fine issues where there is no partisan advantage to anyone. There really is a Canadian position. I found it a very humbling day to go around with

[Translation]

présenter la pétition au Sénat américain. Mais, ayant parlé de cela à des membres du Congrès américains et représentant le point de vue canadien depuis 10 ans, il me semble que nous avons ici un créneau exceptionnel, mais tout petit, à exploiter rapidement car les partisans de l'exploitation sauront se réorganiser rapidement pour essayer de faire passer ce qu'ils veulent dans un autre texte de loi, peut-être même pas lié à l'énergie, subterfuge déjà utilisé par eux dans le passé. Peut-être tenteront-ils d'utiliser un document ayant, par exemple, trait à la plantation de palmiers en Floride. Vos vues, l'adoption d'une motion destinée à appuyer les efforts déployés à Washington et l'appui du premier ministre, seraient fort utiles au comité.

M. Peter: Au cours des nombreuses rencontres que nous avons eues, non seulement avec des sénateurs, mais aussi avec des membres de la Chambre des représentants, on nous a dit qu'il s'agissait-là d'une question qui se réglerait en fin de compte au niveau présidentiel et que si le Canada avait des doléances à faire valoir et des intérêts à défendre, c'était au premier ministre d'intervenir. Voilà ce que l'on nous a dit.

On jugeait qu'une telle intervention de la part du premier ministre permettrait non seulement de mieux mettre en lumière les préoccupations et les problèmes du Canada, mais apporterait de l'eau au moulin des membres qui appuient nos activités car cela leur permettrait d'expliquer pourquoi le Congrès des États-Unis devrait poursuivre le règlement de cette affaire en consultation avec le Canada, de montrer qu'il y a des répercussions internationales, que l'intérêt du Canada entrent en jeu dans ce débat, et qu'aux termes de notre accord international, les États-Unis sont tenus de consulter le Canada avant d'autoriser toute activité dans cette zone. On nous a maintes fois répété qu'il était absolument indispensable que le premier ministre explique la position et les préoccupations du Canada au président des États-Unis.

M. Staples: Étant donné que nous discutons là de la coopération internationale relative à des ressources que nous partageons de part et d'autre de la frontière, il est important qu'en faisant part de ces préoccupations, le Canada précise également bien son engagement en ce qui concerne la protection de ces ressources qui sont sur son territoire et qui relèvent de sa compétence.

Voilà quelque chose que le Canada peut faire pour affirmer sa position. En demandant aux États-Unis d'assumer ses responsabilités, le Canada lui montrera que lui-même assume les siennes, grâce à cet accord sur les revendications territoriales qui met en place des dispositions remarquables. Lorsqu'il s'agit d'étendre cette aire, le Canada est certainement prêt à étudier de manière sérieuse ce que représenterait pour lui l'extension des limites du parc national.

M. Fulton: Voilà, monsieur le président, un de ces cas, malheureusement rares, qui ne laissent aucune place aux divisions partisans. Il existe véritablement une position canadienne. J'ai trouvé très émouvant, l'autre jour de circuler

[Texte]

the hide, finding people like the former Prime Minister, Mr. Clark, eager—in fact waiting—to get his turn to sign it. It was the same with Mr. Chrétien and with Audrey, to get those signatures on there and to make it clear.

This is where I'm quite confident that the Prime Minister will take the opportunity, but it's important for committees such as this one to make the request and to report that to the House so there is that significant signal of unanimity to Washington that wilderness designation is the route to go, not simply to return the 1002 lands to the energy locker to be removed again and placed into some other piece of legislation at perhaps a more difficult time for the United States, which has such gigantic consumption patterns for fossil fuels.

I have a couple of brief sentences that I thought would be a good lead-in to Jack's points as provided to us. Because there are significantly different add-ons in three of the recommendations the environment committee dealt with, perhaps we could consider an opening statement that basically says based on the testimony we've heard today. . . Then we could take Jack's draft resolution and after the third "be it resolved", we could add "be it resolved" 1, 2 and 3, as is found in the research document we have. There would be six "be it resolved's" instead of three. If you want, I'll read the couple of sentences that I suggest as an opening.

Mr. Redway: If I can intervene briefly here, we're having a problem, because there is nothing *en français*. It's not a perfect answer to this, but I wonder if we could read the entire draft resolution or motion and the translators will solve the problem to some modest extent anyway. It won't solve the entire problem.

Mr. Fulton: Why don't I read this opening slowly, then Jack's draft and then those three? I think we've all had a chance to look at Jack's. The other ones have been before us. The only thing that isn't. . . If you'd like, I will read these few sentences slowly, and then I'll give them to the clerk.

The Chairman: That's right. Then we can get photocopies of them and bring them back. We've got the process down. However, we do have a request to ask another question. We should hear from Mrs. Bourgault.

Mrs. Bourgault (Argenteuil—Papineau): I welcome the panel to this committee. I want to congratulate the Porcupine Caribou Management Board for this lively. . . it was interesting to see pictures. As Members of Parliament, we always receive tonnes of written paper. It's nice to see pictures that can give us a good understanding.

• 1625

I have a question. Out of your group, you said you're caribou hunting once or twice a year. Is it one time or two?

Mr. Peter: The caribou generally pass twice in their cycle, once when they're going up to the calving grounds and then on their return back to the wintering grounds. They move through the communities two times a year.

[Traduction]

avec cette peau et de trouver des personnes telles que l'ancien premier ministre, M. Clark, qui attendait impatiemment leur tour de la signer. M. Chrétien et Audrey ont eu la même attitude.

C'est pourquoi je suis tout à fait convaincu que le premier ministre saisira cette occasion d'agir, mais il est important que des comités comme celui-ci présentent la demande et en rendent compte à la Chambre. Cela montrera en effet clairement à Washington que nous sommes unanimes à penser que la bonne formule est de désigner une réserve naturelle, au lieu de renvoyer la question du secteur 1002 au placard des énergies renouvelables pour essayer de la faire passer plus tard dans un autre texte législatif à un moment qui serait plus difficile pour les États-Unis, étant donné son énorme consommation de combustibles fossiles.

J'aimerais proposer une ou deux courtes phrases qui permettraient d'introduire les arguments présentés par Jack. Comme il y a des ajouts nettement différents à trois des recommandations examinées par le comité sur l'environnement, nous pourrions peut-être envisager une introduction inspirée du témoignage entendu aujourd'hui. . . Nous pourrions ensuite prendre la proposition de Jack et après le troisième «il est arrêté» nous pourrions ajouter les «il est arrêté 1, 2 et 3 du document de recherche. Il y aurait donc six «il est arrêté» au lieu de trois. Si vous le désirez, je vous lirai les deux phrases d'introduction que je propose.

M. Redway: Permettez-moi une brève interruption; nous avons un problème, car il n'y a rien en français. La solution n'est pas parfaite, mais serait-il possible qu'on lise la proposition ou la motion en entier afin de permettre aux traducteurs de résoudre le problème, en tout cas d'essayer. Cela ne règlera pas tout.

M. Fulton: Et si je lisais cette introduction lentement, ensuite le texte proposé par Jack, et enfin ses trois propositions? Nous avons tous eu l'occasion d'étudier la proposition de Jack. Nous avons également vu les trois autres. La seule chose qui n'est pas. . . Mais si vous le voulez, je lirai ces quelques phrases lentement, et je remettrai ensuite le texte à la greffière.

Le président: Bien. Nous pourrions ensuite nous en faire faire des photocopies. Voilà qui est réglé. M^{me} Bourgault voudrait cependant poser une autre question.

Mme Bourgault (Argenteuil—Papineau): Je souhaite au groupe la bienvenue à ce comité. Je tiens à féliciter le Conseil de gestion de la harde de caribous de la Porcupine pour cet exposé si vivant. . . Ces photos étaient très intéressantes. Nous autres députés, nous recevons toujours des tonnes de documents écrits. Il est agréable, pour une fois, de voir des photos qui nous aident à bien comprendre la situation.

J'ai une question à vous poser. Vous dites que la chasse au caribou est ouverte une ou deux fois par an. Est-ce une fois, ou deux fois?

M. Peter: En général, il y a deux passages de caribous, le premier, lorsqu'ils se rendent aux lieux de mis bas et le second, lorsqu'ils retournent à la zone d'hivernage. Ils traversent donc les localités de la région deux fois par an.

[Text]

Mrs. Bourgault: Then twice a year the community would take advantage of that movement to get food for, what is it, a six-month period?

Mr. Peter: Yes, it is roughly that.

Mrs. Bourgault: Out of the hunting season, do you need the caribou for food only, or for shoes, clothes, and so on?

Mr. Peter: The animal is totally used. Nothing is left to waste. Even the bones are used as part of scraping tools and so forth. Some of the antlers are used as artwork. The hide is used for making various things. You can make webbing for snowshoes, or make thread. It's total use of the animal.

Mrs. Bourgault: Does all of this employ people in your community? Do you have factories making the shoes? Everything from the caribou that your community needs will be done in the Gwich'in community—or will it be done elsewhere?

Mr. Peter: They're all done in the communities and in the homes. There's no factory. Individuals make the products and pass it on either to other individuals or trade for something else.

Mrs. Bourgault: If I heard correctly, you are not exporting caribou meat to other communities in the area that may need it. Is it all only for you?

Mr. Peter: Quite a few communities within the range harvest the herd. But there is no commercial sale of the meat. We have that right in both the international agreement and our in-Canada agreement that there be no commercial harvest or commercial sale of the meat.

Mrs. Bourgault: I was thinking about other communities that maybe do not have the visit of the caribou twice a year. They may ask you to supply them with this meat when they do not have the opportunity. Am I correct to think this?

Mr. Peter: Yes, it can be done. We have established what we call trade and barter guidelines. It's controlled so that there is no commercial side to this. People are doing it just to help each other.

There are situations where the herd may change its pattern, and we do have to share with other communities. That is a traditional practice.

Mrs. Bourgault: Finally, when was the Porcupine Caribou Management Board created, was it 20 or 25 years ago?

Mr. Peter: The board has been operating and in place for five years.

Mrs. Bourgault: It is only five years.

Mr. Peter: I believe the agreement was entered into in 1985.

Mrs. Bourgault: Am I correct to think that because the levels of reported harvest increased, the caribou stock has increased since the organization was put in place? Would you say that?

• 1630

Mr. Peter: The herd has been increasing by about 5% every year. I don't know whether the board can claim credit for that, but the population is on an increase of about 5% a year. The harvest is less than the increase. If it keeps going

[Translation]

Mme Bourgault: Cela permet donc à celle-ci, deux fois par an, d'en profiter pour se ravitailler en viande pour une période de six mois, n'est-ce pas?

M. Peter: Oui, c'est à peu près cela.

Mme Bourgault: En dehors de la saison de chasse, utilisez-vous les caribous uniquement pour la nourriture, ou pour fabriquer des chaussures, des vêtements, etc?

M. Peter: L'animal est totalement utilisé. Absolument rien n'est gaspillé. On emploie même les os comme grattoirs, etc. Certaines des ramures sont utilisées pour en faire des objets d'art. La peau est utilisée pour fabriquer toute sorte de choses, des sangles pour les raquettes, ou du fil. L'animal est donc totalement utilisé.

Mme Bourgault: Cela permet-il de donner du travail aux habitants de votre collectivité? Avez-vous des usines de chaussures? Tout ce dont votre collectivité a besoin est-il fabriqué chez les Gwich'in, ou ailleurs?

M. Peter: Tout est fabriqué à domicile. Il n'y a pas d'usines. Chacun fabrique quelque chose et le troque avec d'autres ou avec des commerçants pour autre chose.

Mme Bourgault: Si j'ai bien compris, vous n'exportez pas de viande de caribou dans d'autres collectivités de la région qui pourraient en avoir besoin. Elle est uniquement pour vous?

M. Peter: Plusieurs collectivités de cette aire chassent le caribou. Mais il n'y a pas de vente de viande commerciale. L'accord international, et l'accord interne au Canada interdit la chasse commerciale et la vente commerciale de viande.

Mme Bourgault: Je pensais à d'autres collectivités où les caribous ne passent peut-être pas deux fois par an. Elles pourraient vous demander de vous fournir de la viande lorsqu'elles n'y ont pas elles-même accès. N'est-ce pas?

M. Peter: Oui, c'est une possibilité. Nous avons établi ce que nous appelons des directives en matière de commerce ou de troc. Un contrôle est exercé afin d'éviter toute activité commerciale. Les gens le font uniquement pour s'entraider.

Il arrive parfois que la harde change ses habitudes, et nous sommes alors obligés de partager avec d'autres collectivités. C'est une tradition.

Mme Bourgault: Quand le Conseil de gestion de la harde de caribous de la Porcupine a-t-il été créé? Il y a 20 ans ou 25 ans?

M. Peter: Le conseil fonctionne depuis 5 ans.

Mme Bourgault: Cinq ans seulement.

M. Peter: Je crois que l'accord a été conclu en 1985.

Mme Bourgault: Est-il exact que le nombre des caribous et celui des bêtes abattues par les chasseurs ont augmenté depuis la création de ce conseil?

M. Peter: Le nombre de bêtes augmente d'environ 5 p. 100 par an. Je ne sais pas si le conseil peut en revendiquer la responsabilité, mais la population de caribous augmente d'à peu près ce pourcentage chaque année. Le nombre des bêtes

[Texte]

that way, the population will keep increasing. However, caribou do go through a cycle, an up-and-down cycle, naturally. We have limited experience in that, but we do know that they do go through an up-and-down cycle.

Mrs. Bourgault: I see.

The Chairman: Madam Duplessis.

Mme Duplessis (Louis-Hébert): Merci, monsieur le président. Je vais poser mes questions en français si vous n'y voyez pas d'inconvénient.

Je vois que vous avez besoin d'un soutien, et ce rapidement, puisque vous vous rendez à Washington. Vous avez sûrement dû prendre connaissance de la lettre que la députée, Norma Kassi, de l'assemblée législative du Yukon, a fait parvenir au Comité permanent de l'Environnement, lettre dans laquelle elle mentionnait, ceci pour avoir une meilleure idée de ce qui se passe, elle mentionnait, dis-je, que la harde de caribous du centre de l'Arctique qui vit autour de la baie de Prudhoe a souffert des effets dévastateurs de l'exploitation pétrolière menée dans ces régions. Il est mentionné dans sa lettre que les caribous sont malades et qu'ils ne se reproduisent plus aussi rapidement. Quand les caribous sont malades, cela veut-il dire qu'ils sont impropres à la consommation? On dit qu'ils se reproduisent moins rapidement, mais a-t-on pu constater que les bêtes mourraient à cause de ces maladies provoquées par l'exploitation pétrolière? La vie a-t-elle été autant affectée comme il est dit dans la lettre de la députée?

Mr. Peter: I don't know the exact number of caribou that have been found, but I am aware that they are finding caribou in poor physical shape and that autopsies have been done by the state biologists in Alaska. Unfortunately, because the international board is not functioning, I personally cannot get access to that information. Normally through the international board, on which I sit as well, there are avenues for getting the information from the scientific community.

My understanding is that part of the problem may be related to the fact that the caribou are not able to get access to some of the better eating grounds where they forage for food, that their condition is declining, and that their productivity, the amount of birth taking place, is declining. I have had indications from biologists in Alaska that in studying the marrow they are finding that instead of the marrow being white and firm, as in healthy animals, it is red and runny, which indicates poor physical condition. They have not yet reached any conclusions on the cause, but they are still studying and investigating these areas.

I think it is important to point out that all the other caribou in North America are still on an increase. This central Arctic herd is the only herd that is in poor condition and declining. Even though they are not able to prove beyond a shadow of a doubt that it is caused by the oil installations in Prudhoe Bay, there is some link to the geographic area, in that these caribou are the only ones suffering in this manner.

[Traduction]

abattues est inférieur à celui que représente cette augmentation. Si la situation se maintient, la population continuera à croître. Cependant, les caribous connaissent une alternance naturelle de cycles ascendants et descendants. Nous avons une expérience assez limitée de la question, mais nous savons que cette alternance existe.

Mme Bourgault: Je vois.

Le président: M^{me} Duplessis.

Mrs. Duplessis (Louis-Hébert): Thank you, Mr. Chairman. I will ask my questions in French, if you do not mind.

I can see that you need some fast support, since you are going to Washington. You must have read the letter that Norma Kassi, from the Yukon legislature, sent to the Standing Committee on Environment, in which she mentioned... This is to have a better handle on the situation... that the Central Arctic caribou herd living around Prudhoe Bay has terribly suffered from the effects of oil development activities in that area. She mentions in her letter that the caribous are sick and that their rate of reproduction has slowed down. When they are sick, does it mean that their meat cannot be consumed? They say that their rate of reproduction has slowed down, but has it been proven that they were killed by diseases created by oil operations? Has their lives been as deeply affected as the member claims in her letter?

M. Peter: Je ne connais pas le nombre exact de caribous en mauvaise condition physique, mais je sais qu'il y en a et que des biologistes de l'État d'Alaska ont pratiqué des autopsies sur eux. Malheureusement, comme le conseil international ne siège pas actuellement, il m'est impossible d'avoir accès à cette information. Normalement, par l'intermédiaire de ce conseil dont je fais partie, il est possible de d'obtenir des renseignements des scientifiques.

Le problème pourrait être en partie lié au fait que les caribous ne peuvent plus avoir accès à certains des terrains où ils trouvent la meilleure nourriture, que leur état physique se détériore de même que leur fécondité. Des biologistes d'Alaska m'ont dit qu'ils avaient étudié la moelle de leurs os et qu'au lieu de la moelle blanche et ferme des animaux en bonne santé, ils avaient constaté qu'elle était rouge et liquide, marque d'une mauvaise condition physique. Ils n'en ont pas encore déterminé la cause, mais ils continuent d'étudier la question et de faire des enquêtes dans ces régions.

Je crois qu'il est important de souligner que partout ailleurs en Amérique du Nord, le nombre des caribous augmente. Cette harde de l'Arctique central est la seule à être en mauvaise santé et à diminuer. Bien qu'il ne soit pas possible de prouver de manière indiscutable que les installations pétrolières de la baie de Prudhoe sont responsables de cette situation, il existe manifestement un lien, puisque seuls les caribous de ce secteur sont malades.

[Text]

Mme Duplessis: Comme je ne suis pas une spécialiste des moeurs des caribous, je voudrais vous poser une autre question. Cela veut dire que depuis des millénaires, les caribous vont aux mêmes endroits; donc, après l'installation pétrolière qui a été ensuite abandonnée, comme on n'a pas réussi à remettre le sol dans son état naturel, à le décontaminer, ça veut dire que les caribous continuent d'aller dans cet endroit-là parce qu'ils y sont toujours allés depuis des temps immémoriaux. Et les habitudes des caribous, ça ne se change pas. C'est ça?

• 1635

Mr. Peter: The Porcupine caribou have trails that are worn into the rock, they've been travelling for so long over these areas. And regardless of where they may calve, depending on the weather condition, they always go to the coastal plain. These are findings by both Canadian and American biologists. Even if they calve further inland, they always go to the calving grounds or to the coastal plain known as 1002 as part of their annual cycle.

Mme Duplessis: Vous avez raison: il faut y penser à deux fois avant de modifier l'environnement, et il faut veiller à ne pas mettre en danger toutes ces hardes de caribous. Bref! Nous allons regarder avec beaucoup d'attention vos demandes et quand le service de traduction va nous lire les propositions qui sont ici, on va en tenir compte.

The Chairman: Mr. Stapples, do you wish to comment?

Mr. Stapples: Indeed, it's the concern over the central Arctic herd and the impacts associated with development on that herd that have produced the research work that I referred to earlier, in the area of \$300,000 over two years, to look at the Porcupine caribou herd and the relationship between environmental conditions and the health of females at the period of time when they are reproducing.

The Chairman: Thank you. I think we're just about ready to listen to the motion. But I would like to ask two brief questions. I thought I had heard at the outset reference made to \$600,000 being contributed toward this cause or put up toward this cause. I understand the Government of Canada might be responsible for a third of that. I wondered where the other two-thirds came from. Second, do you have the support of the aboriginal peoples from Alaska?

Mr. Stapples: Excuse me, I think I said that \$300,000 over two years is the amount that has been allocated over the next two years. Prior to that— and I couldn't give you the amount— the Northern Oil and Gas Action Program did fund this particular research work over the previous two years. The future status of that funding is very much in question. And so out of its commitment and concern for the herd, the parties to the Inuvialuit Final Agreement have set aside moneys associated with that agreement for further research in the amount of \$300,000, which would apply over the 1992-93 and 1993-94 fiscal years.

The Chairman: The second question was dealing with the support of the Alaskan aboriginals.

[Translation]

Mrs. Duplessis: Since I am not a caribou expert, I would like to ask you another question. Does it mean that for thousands of years, caribou have followed the same patterns? So, after the oil facilities were abandoned and they did not succeed to return the soil to its natural condition, to decontaminate it, does it mean that caribou keep returning to that area because they have done it since time immemorial? Is it not possible to alter their patterns?

M. Peter: Les caribous de la Porcupine passent depuis si longtemps aux mêmes endroits qu'ils ont formé de véritables pistes dans la roche. Et quel que soit l'endroit où les femelles mettent bas, en fonction du temps qu'il fait, ils se rendent toujours jusqu'à la plaine côtière. Ces faits ont été établis par des biologistes canadiens et américains. Même si la mise bas se fait plus à l'intérieur des terres, les caribous se rendent toujours jusqu'aux aires de mise bas ou à la plaine côtière connues sur le nom de secteur 1002, conformément à leur cycle annuel.

Mrs. Duplessis: You are right: one should think twice before altering the environment, and one must ensure that these caribou herds are not endangered. Anyway, we are going to study your requests very carefully and when the translators read these recommendations, we will take them into account.

Le président: Monsieur Stapples, avez-vous des remarques à faire?

M. Stapples: Il est certain que c'est les inquiétudes suscitées par la harde de l'Arctique central et par les répercussions des activités de développement qu'elle subit qui ont déclenché les recherches dont j'ai parlé tout à l'heure, représentant un montant d'environ 300,000\$ sur deux ans, et portant sur la harde de caribou de la Porcupine et le lien entre les conditions environnementales et la santé des femelles au moment de la reproduction.

Le président: Merci. Je crois que nous sommes prêts à entendre la motion. J'aimerais cependant, tout d'abord, poser de brèves questions. J'avais cru entendre mentionner, au début, le chiffre de 600,000\$ pour défendre cette cause. Je crois savoir qu'un tiers de cette somme serait fournie par le gouvernement du Canada, et je me demandais d'où venait les deux autres tiers. Ma deuxième question est la suivante: avez-vous l'appui des autochtones d'Alaska?

M. Stapples: Excusez-moi, lorsque j'ai dit 300,000\$, il s'agissait du montant alloué pour les deux prochaines années. En ce qui concerne les deux années précédentes, et je ne peux pas vous donner le montant exact, l'aide financière a été fournie par le Programme d'initiatives pétrolières et gazières dans le Nord. Le financement futur de cette recherche n'est pas du tout assuré, et c'est à cause de l'importance qu'elles accordaient à cette harde que les parties à la Convention définitive des Inuvialuit ont réservé un montant de 300,000\$ dans le cadre de cette convention, pour poursuivre les recherches au cours des années financières 1992-1993 et 1993-1994.

Le président: La seconde question avait trait au soutien des autochtones d'Alaska.

[Texte]

Mr. Peter: The umbrella organization that is responsible for assisting in this is referred to as the Gwich'in Steering Committee, which represents the Gwich'in people in Alaska, Yukon, and Northwest Territories. They work out of Anchorage and have been quite supportive of this. The 10 chiefs as well, who represent 40 villages in Alaska, have passed a resolution of support for the protection of this area. There is some disagreement between the Inupiat of the north coast and the Gwich'in of the interior in terms of the potential impact. But it is safe to say that the Gwich'in, in total, through their own organizations, have put forward resolutions of support for the protection of the herd and for the calving grounds.

The Chairman: I believe the earlier suggestion by Mr. Fulton was that he would read his preamble and then possibly volunteer to read the motion as well, so that we might get the interpretation of this. Mr. Anawak, is that acceptable to you?

Mr. Anawak: I'm easy.

• 1640

Mr. Fulton: Based on the testimony of— and here I leave it to the clerk to make sure that it is absolutely accurate— the Canadian Porcupine Caribou Management Board, the Government of the Northwest Territories Wildlife Management Advisory Committee, the Inuvialuit and Gwich'in people before the House of Commons Standing Committee on Aboriginal Affairs, November 4, 1991, and recognizing the urgency of wilderness designation throughout the Arctic National Wildlife Refuge, the need for improvements to the protection provided by the International Porcupine Caribou Conservation Agreement and the need for mutual efforts by Canada and the U.S. to take all practical steps to protect the porcupine caribou herd;

AND WHEREAS the Gwich'in and Inuvialuit people have for thousands of years, up to and including the present, lived in balance with and depended upon the porcupine caribou herd for material, cultural and spiritual well-being;

AND WHEREAS the value of the porcupine caribou herd and the wildlife habitat of the Canadian North Slope area have been recognized and entrenched in the Inuvialuit Final Agreement through the establishment of the Northern Yukon National Park and the Porcupine Caribou Management Board;

AND WHEREAS by the industrial development of the 1002 lands of Alaska's Arctic National Wildlife Refuge, ANWR will gravely threaten the core calving area of the porcupine caribou herd, as well as several wildlife populations, including snow geese, polar bears and musk oxen;

AND WHEREAS such development that would potentially deprive aboriginal peoples of their own means of subsistence would also threaten the intent and purpose of the International Covenants on Human Rights, the Inuvialuit Final Agreement, the International Porcupine Caribou Conservation Agreement, the International Polar Bear Management Agreement, and the Migratory Bird Convention:

[Traduction]

M. Peter: L'organisme qui coiffe le tout et qui est chargé d'apporter une aide dans ce domaine s'appelle le Comité directeur des Gwich'in. Il représente les Gwich'in d'Alaska, du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest. Il est basé à Anchorage et son aide a été précieuse. D'autre part, les 10 chefs, qui représentent 40 villages d'Alaska, ont adopté une motion de soutien en faveur de la protection de cette région. Les Inupiat de la côte nord et les Gwich'in de l'intérieur ne sont pas tout à fait d'accord sur l'impact possible. Mais je crois que l'on peut dire que, globalement, les Gwich'in ont présenté des propositions en faveur de la protection de la harde et des aires de mise bas.

Le président: Je crois que M. Fulton a proposé tout d'abord de lire son préambule et, peut-être aussi, la motion, afin de nous offrir une interprétation de la situation. Monsieur Anawak, cela vous convient-il?

M. Anawak: Parfaitement.

M. Fulton: D'après le témoignage du, je laisserai ici à la greffière le soin de s'assurer que c'est absolument exact, Conseil de gestion de la harde de caribous de la Porcupine, du comité consultatif de gestion de la faune du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, des représentants des Inuvialuit et des Gwich'in qui ont comparu devant le Comité permanent des affaires autochtones de la Chambre des communes, le 4 novembre 1991, et reconnaissant l'urgence de désigner comme aire naturelle l'ensemble du Arctic National Wildlife Refuge, la nécessité d'améliorer la protection assurée par l'Accord international sur la conservation de la harde de caribous de la Porcupine, et la nécessité, pour le Canada et les États-Unis, de prendre toutes les mesures pratiques nécessaires pour protéger cette harde;

ATTENDU QUE les Gwich'in et les Inuvialuit vivent depuis des milliers d'années, et jusqu'à ce jour, en harmonie avec la harde de caribous de la Porcupine et dépendent d'elle pour leur bien-être matériel, culturel et spirituel;

ET ATTENDU QUE l'importance de la harde de caribous de la Porcupine et de l'habitat faunique offert par le versant nord canadien ont été reconnus et consacrés dans la Convention définitive des Inuvialuit grâce à la création du Parc national du nord du Yukon et du Conseil de gestion de la harde de caribous de la Porcupine;

ET ATTENDU QUE la mise en valeur industrielle du secteur 1002 de l'Arctic National Wildlife Refuge d'Alaska (ANWR) constituera une menace grave pour l'aire principale de mise bas de la harde de caribous de la Porcupine, ainsi que plusieurs espèces fauniques, y compris l'oie des neiges, l'ours polaire et le boeuf musqué;

ET ATTENDU QUE cette mise en valeur, qui serait susceptible de priver les peuples autochtones de leurs propres moyens de subsistance, menacerait également la lettre et l'esprit des pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, la Convention définitive des Inuvialuit, l'Accord international de conservation de la harde de caribous de la Porcupine, l'Accord international de gestion de l'ours blanc, et la Convention concernant les oiseaux migrateurs;

[Text]

THEREFORE BE IT RESOLVED that the committee be opposed to petroleum exploration or development in the Arctic National Wildlife Refuge and urge the federal government to reaffirm its position that the 1002 lands on the Alaskan North Slope be fully protected through wilderness designation and that ANWR be twinned with the Northern Yukon National Park;

AND FURTHER BE IT RESOLVED that the federal government, through all means at its disposal, urge the Government of the United States to honour its existing commitment to the International Porcupine Caribou Conservation Agreement by reactivating the International Porcupine Caribou Board in its role of researching and managing the transboundary issues relevant to the ongoing health of the porcupine caribou herd;

AND FURTHER BE IT RESOLVED that the federal government begin to take the necessary steps to strengthen the International Porcupine Caribou Conservation Agreement to the status of a treaty at the international level—

The Chairman: Mr. Fulton, perhaps I could interrupt you there. There was some question in our minds as to whether you then proposed the three recommendations of the Standing Committee on Environment or whether it was the preamble leading up to those.

Mr. Fulton: No. I was just going to say “and for further clarification be it resolved” and list those three, because they are somewhat more precise in the recommendations contained in each.

It's just for precision. For example, particularly recommendation two is more specific in terms of a direct request to the Prime Minister, which we made in our committee. It is crucially important that we continue to encourage that, because the final decision may well be made at the executive level.

Mr. Redway: On that point, Mr. Chairman, I understand and sympathize with the comments of Mr. Fulton, but it seems to me rather than saying “and for further clarification”, and then virtually repeating a lot of what these resolutions have to say, it would be better to incorporate the specific additional item—

Mr. Fulton: Into a preamble.

Mr. Redway: —into the actual resolutions. I think number two, Mr. Anawak's resolution, says “the federal government, through all means at its disposal”. Now, you want to be specific and say “the Prime Minister”, etc., rather than “through all means at its disposal”. It seems to me that would be a more appropriate place to put it.

Mr. Fulton: I would agree. Could we pass it and leave it to the clerk to work in that wording if we read it into the record?

Mrs. Bourgault: On a point of order, Mr. Chairman, is this a recommendation by the committee or a recommendation by a particular member of the committee? Is it a proposition of the whole committee? I think it is important to state that right now.

[Translation]

IL EST ARRÊTÉ que le comité s'oppose à l'exploration ou au développement pétrolier de l'Arctic National Wildlife Refuge et demande au gouvernement fédéral de réaffirmer sa position en faveur d'une protection complète du secteur 1002 du versant nord de l'Alaska en le désignant comme réserve naturelle, et que l'ANWR soit jumelée avec le Parc national du nord du Yukon;

IL EST ÉGALEMENT ARRÊTÉ que le gouvernement fédéral, usant de tous les moyens dont il dispose, encourage le gouvernement des États-Unis à honorer l'engagement qu'il a pris à l'égard de l'Accord international de conservation de la harde de caribous de la Porcupine en réactivant l'International Porcupine Caribou Board qui a pour rôle de faire des recherches sur les questions transfrontalières relatives au maintien de la bonne santé de la harde de caribous de la Porcupine, et d'en assurer la gestion;

IL EST DE PLUS, ARRÊTÉ que le gouvernement fédéral devra entreprendre les démarches nécessaires pour renforcer l'accord international de conservation de la harde de caribous de la Porcupine afin de lui donner le statut de traité international. . .

Le président: Monsieur Fulton, permettez-moi de vous interrompre. Nous ne savons pas exactement si vous avez présenté les trois recommandations du Comité permanent de l'environnement ou s'il s'agit là du préambule qui y conduit.

M. Fulton: Non. J'étais simplement sur le point de dire «et pour plus de précision, il est arrêté», et vous lire ces trois recommandations car elles ont un caractère plus précis.

Il s'agit simplement de préciser les choses. Par exemple, la recommandation deux en particulier est plus précise en ce qui concerne la présentation directe d'une demande au premier ministre dont nous avons décidé au comité. Il est absolument crucial que nous continuions à encourager cette démarche, car il se pourrait fort bien que la décision définitive se prenne à ce niveau.

M. Redway: Sur ce point, monsieur le président, je comprends fort bien ce que veut dire M. Fulton, mais il me semble qu'au lieu de dire «pour plus de précision», ce qui nous amènerait à répéter une grande partie de tout le contenu de ces propositions, il serait préférable d'incorporer le point supplémentaire particulier. . .

M. Fulton: Dans un préambule.

M. Redway: . . . dans les propositions elles-mêmes. Je crois que dans la résolution deux de M. Anawak, il est dit «le gouvernement fédéral, usant de tous les moyens dont il dispose». Or, vous voulez vous montrer plus précis et dire «le premier ministre», etc.. Plutôt que par «usant de tous les moyens dont il dispose». Il me semble que ce serait préférable de procéder ainsi.

M. Fulton: Je suis d'accord. Pourrions-nous adopter cette proposition et laisser le soin à la greffière de s'en charger si nous l'inscrivons au compte rendu?

Mme Bourgault: J'invoque le Règlement, monsieur le président. S'agit-il d'une recommandation du comité ou d'une recommandation d'un membre du comité? S'agit-il d'une proposition de l'ensemble du comité? Je crois qu'il est important de le déterminer dès maintenant.

[Texte]

• 1645

The Chairman: Yes, if this is adopted, this will be a report coming from the whole committee.

Mrs. Bourgault: The whole committee, not a specific member that opposes it, or we have to vote on this or not. Thank you.

The Chairman: Do I get some consensus?

Mr. Fulton: Could I suggest then that we do as Alan has suggested and include in the "further be it resolved" to add:

through the Office of the Prime Minister and through the Cabinet, officially reaffirm Canada's opposition to development within the Arctic National Wildlife Refuge in the State of Alaska and that this reaffirmation be made directly to the President of the United States and the American Congress

I don't think we need to restate number one, now that I have reread it. I think we can fairly use the wording that Jack has moved.

For the third one, I think it is important that we include in the final "further be it resolved":

through all the means at its disposal, urge the Government of the United States at the appropriate diplomatic level to honour its commitment to the International Porcupine Caribou Conservation Agreement by appointing the four United States members to the International Porcupine Caribou Board and by reactivating the board itself through constructive meetings of the board to deal with outstanding bilateral issues pertinent to the management of the Porcupine caribou herd, and to begin to take the further necessary steps.

Just drop the first one. I think it would be redundant. I think if we can include those two wordings after a comma, it is just for precision.

The Chairman: So you are talking about the retention of the motion as it was originally placed before, with the inclusion, essentially, of recommendation two, after the second "further be it resolved that the federal government".

The third one is after "further be it resolved that the federal government", the inclusion of a significant portion of the recommendation three.

Mr. Fulton: Yes.

The Chairman: Okay.

Mr. Fulton: Jack, do you want to move it?

Mr. Anawak: Yes, I so move.

Mr. Redway: I second the motion.

Motion agreed to

Mr. Redway: Mr. Chairman, the additional point was raised with respect to the extension of the park boundaries. I understand from discussions I have had there was concern about including it in the motion we just passed, so I didn't

[Traduction]

Le président: Oui, si cette proposition est adoptée, ce sera un rapport de l'ensemble du comité.

Mme Bourgault: Le comité tout entier, sans aucun membre qui soit contre, sans cela, il faudrait voter. Merci.

Le président: Y a-t-il un consensus?

M. Fulton: Pourrais-je suggérer que nous procédions comme Alan l'a proposé et que nous ajoutions dans «il est également arrêté»:

par l'intermédiaire du Bureau du Premier ministre et du Cabinet, de réaffirmer officiellement l'opposition du Canada à toute entreprise de développement dans l'Arctic National Wildlife Refuge de l'État d'Alaska, et que cette réaffirmation soit directement communiquée au Président des États-Unis et au Congrès américain.

Après l'avoir relu, je ne pense pas qu'il soit nécessaire de répéter le premier point. Je crois que nous pouvons utiliser le texte proposé par Jack.

En ce qui concerne la troisième proposition, je crois qu'il est important d'inclure dans le «il est également arrêté» final:

en usant de tous les moyens dont il dispose, d'encourager le gouvernement des États-Unis, au niveau diplomatique approprié, d'honorer son engagement à l'égard de l'Accord international sur la conservation de la harde de caribous de la Porcupine en nommant les quatre représentants des États-Unis au Conseil international de gestion de la harde de caribous de la Porcupine et en réactivant le conseil lui-même grâce à la tenue de réunions constructives destinées à régler les questions bilatérales pendantes relatives à la gestion de la harde de caribous de la Porcupine, et de commencer à prendre les mesures nécessaires à cette fin.

Laissez tomber la première. Je crois qu'elle ferait double emploi. L'inclusion de ces deux libellés après une virgule, permettrait de mieux préciser les choses.

Le président: Vous proposez donc de conserver la motion originale en incluant la deuxième recommandation après le second «il est également arrêté que le gouvernement fédéral».

La troisième vient après «il est également arrêté que le gouvernement fédéral»; c'est là qu'est incluse une part importante de la troisième recommandation.

M. Fulton: Oui.

Le président: Bien.

M. Fulton: Jack, voulez-vous la présenter?

M. Anawak: Oui, j'en fais la proposition.

M. Redway: J'appuie la motion.

La motion est adoptée

M. Redway: Monsieur le président, le point supplémentaire avait trait à l'extension des limites du parc. D'après les discussions que j'ai eues à ce sujet, on hésitait à l'inclure dans la motion que nous venons d'adopter, et je ne

[Text]

raise it. There is a feeling as well that it might be helpful, as a separate motion, if we made some recommendations with respect—perhaps not a park—to that particular geographic area. Perhaps the delegation can help me with the kind of wording they might think would be appropriate in there to capture the concept they had in mind.

Mr. Fulton: Just on a point of order, I have to leave. No disrespect to the committee or the witnesses, but I am taking a plane to Victoria in 40 minutes. I am just probably going to miss it actually.

The Chairman: As you leave, is it your intention and the intention of the committee that the motion we just dealt with be reported to Parliament?

Mr. Fulton: If it could be reported as soon as possible, I am sure that Albert will make sure the U.S. Senate finds out about it quickly.

The Chairman: We are looking for a wording now—"protected area" or whatever.

Mr. Redway: That is right; we are. I think Mr. Stapples had a wording in mind perhaps he could help us with.

Mr. Stapples: In light of the interest the Gwich'in of Old Crow have in enhancing the conservation regime outside the park, as it currently stands, as well as the interest of the Inuvialuit Game Council, which for many years has been on record as seeking an enhancement of the conservation regime that would apply across the area east of the national park, both the Government of Canada and the Government of Yukon will creatively explore a range of instruments that might accomplish just that—an enhancement of the conservation regime east of the park.

• 1650

Without compromising future discussions by speaking specifically to a national park expansion, there are a number of other mechanisms that might be available under the Canadian Wildlife Act or what have you. To simply recognize that there is merit in looking at additional instruments that might be available to enhance that conservation regime would be most desirable, given the intent of section 12 of the Inuvialuit Final Agreement and the expression of interest by the Gwich'in of Old Crow and the Inuvialuit Game Council.

Mr. Redway: Mr. Chairman, since the key motion that we wanted to deal with today has been dealt with, and since we'll need a little polishing on this wording, perhaps we could ask our committee researcher to polish up and submit at the next meeting a further motion incorporating Mr. Stapples' and the delegates' suggestions with respect to this particular area.

The Chairman: I thank you for that. My early indication is that our next meeting will be Thursday morning. The clerk has indicated that. Perhaps we could discuss that item at that meeting.

Mr. Redway: Sure.

The Chairman: I thank the committee for their attendance. This meeting stands adjourned.

[Translation]

J'ai donc pas soulevé. Certains pensent également qu'il serait peut-être bon d'adopter une motion distincte dans laquelle nous présenterions des recommandations au sujet de—peut-être pas d'un parc—mais de cette zone géographique particulière. La délégation pourrait peut-être m'aider à trouver les termes appropriés pour exprimer ses intentions.

M. Fulton: J'invoque le règlement. Je suis obligé de m'en aller. Je prie le comité et les témoins de m'excuser, mais je dois prendre un avion pour Victoria dans 40 minutes. Je vais d'ailleurs probablement le rater.

Le président: Avant que vous ne partiez, est-ce votre intention et celle du comité de présenter la motion que nous venons d'adopter au Parlement?

M. Fulton: Si l'on pouvait le faire aussitôt que possible, je suis certain qu'Albert fera le nécessaire pour que le Sénat américain en soit rapidement informé.

Le président: Nous cherchons maintenant un terme approprié—«zone protégée»—ou autre chose.

M. Redway: C'est exact. Je crois que M. Stapples a un terme qui pourrait nous être utile.

M. Stapples: Compte tenu de l'intérêt qu'ont les Gwich'in de Old Crow à l'amélioration au régime de conservation actuel en dehors du parc, et compte tenu, également, de l'intérêt du Conseil Inuvialuit de gestion du gibier, qui s'efforce, depuis de nombreuses années, d'obtenir une amélioration du régime de conservation applicable à toute la région à l'est du parc national, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Yukon étudieront de manière constructive une gamme de mesures qui permettraient d'obtenir ce résultat—à savoir l'amélioration du régime de conservation à l'est du parc.

Sans préjuger du résultat de discussions futures en examinant la question de l'extension du parc national, il existe un certain nombre d'autres mécanismes, notamment ceux que prévoit la Loi sur la conservation de la faune. Il serait tout à fait souhaitable d'examiner les mécanismes additionnels qui permettraient d'améliorer ce régime de conservation, étant donné l'esprit de l'article 12 de la Convention définitive des Inuvialuit et l'intérêt exprimé par les Gwich'in de Old Crow et le Conseil Inuvialuit de gestion du gibier.

M. Redway: Monsieur le président, puisque nous avons réglé, comme nous voulions le faire aujourd'hui, la question de la motion clé, et comme son libellé a besoin de quelques révisions, nous pourrions peut-être demandé à l'attaché de recherche de notre comité de s'en charger et de présenter à la prochaine réunion une nouvelle motion qui intégrerait les suggestions de M. Stapples et des délégués dans ce domaine.

Le président: Je vous en remercie. À première vue, notre prochaine réunion aura lieu jeudi matin. C'est ce que m'a dit la greffière. Nous pourrions peut-être en discuter alors.

M. Redway: Certainement.

Le président: Je remercie le comité, je déclare la séance levée.

APPENDIX "ABOR-1"



Office of the Premier

P O. Box 2703, Whitehorse, Yukon Y1A 2C6
(403) 667-5122 FAX (403) 667-3833

November 1, 1991

Mr. Larry Schneider
Chair, Committee on Aboriginal Affairs
House of Commons
Ottawa, Ontario
K1A 0H6

Dear Mr. Schneider:

I am writing to present the Yukon Government's views on the future of the Arctic National Wildlife Refuge at your committee's hearing on this issue.

This government is very pleased that the immediate threat of development in the Arctic refuge has passed, with the withdrawal of the Johnston-Wallop energy bill late last week. At the same time, we are cognizant of the need to continue to make the case for wilderness designation for the refuge's coastal plain. In our view, this is the best means to protect the Porcupine caribou herd and the aboriginal people who depend on it.

It is indeed because of the threat that oil and gas development poses to the Porcupine caribou herd that this government has entered the debate on the future of the Arctic refuge. For us, the issue of the refuge's future is more than an environmental or energy issue. It is also a matter involving basic human rights.

The economic, social, and cultural well-being of 7,000 Gwich'in who live in northern Canada and Alaska is inextricably linked to the Porcupine caribou herd. Aboriginal people living in the Yukon village of Old Crow, and in many other villages in Alaska and the Northwest Territories, rely on the herd for food. The herd is an intrinsic part of the Gwich'in subsistence way of life: without it, this lifestyle cannot survive.

The caribou herd is also an invaluable means of passing on the skills and knowledge of the Gwich'in culture, a culture, which in the case of Old Crow, has survived for at least 20 thousand years. In our view, this culture and the subsistence lifestyle these people want to continue to pursue should not be placed at risk for the chance of an oil supply that will satisfy the continental demand for a few months.

If this great northern herd is disrupted, many people may have to leave their communities to survive. The skills that are invaluable to the Gwich'in on the land often do not translate into jobs elsewhere. Hardship will result, and a way of life the Gwich'in want to continue and pass on to their children and grandchildren may instead be relegated to the pages of history.

The value of an aboriginal culture and a subsistence lifestyle should not underestimated. We have too many examples, even in our own country, of aboriginal communities and values pushed aside by our desire for short-term profit. A development that moves oil rigs and pipelines into essentially what is the nursery of the Porcupine caribou herd is yet another example of a short-term solution to North Americans' energy demands.

Canada has recognized the importance of preserving the area the herd occasionally uses for calving on its side of the border by creating the Northern Yukon National Park. This gives this area full wilderness protection. It is the Yukon Government's position that a wilderness designation for the coastal plain of the Arctic refuge would complement Canadian efforts to protect this great northern herd and recognize the vital link between the prime calving ground and the herd's continued health.

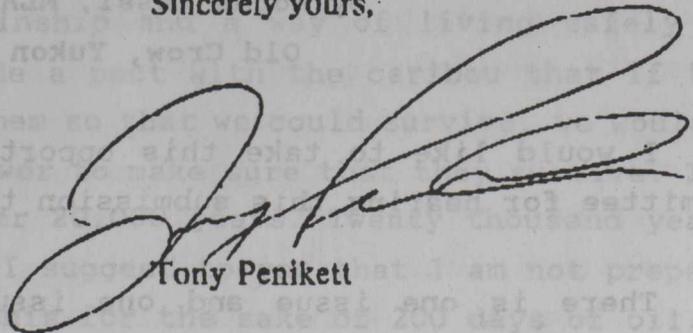
It is also our view that the Inuvialuit Final Agreement, which provided for the creation of the Northern Yukon National Park, places Canada under a legal obligation to protect the Porcupine caribou herd for the benefit of people who use this herd. The Porcupine Caribou Management Board was established in 1985 for this purpose, and in 1987 Canada signed an agreement with the United States to jointly manage and conserve the herd and its habitat. The legal obligations arising out of the land claims settlement with the Inuvialuit make it incumbent on Canada to make every effort to ensure these obligations do not become empty promises, to the detriment of the people who depend on Porcupine caribou herd.

As a result, the Yukon Government calls on Canada to continue its efforts to ensure the ongoing well-being of the herd and protect the way of life of a people in the northern reaches of our country. Through collective action, the Gwich'in people and the governments who represent them can, I sincerely hope, make the United States Congress understand that the best course of action is to protect, as wilderness, the coastal plain of the Arctic refuge and, in doing so, protect an ancient culture and the subsistence lifestyle of northern peoples.

In conclusion, let me commend you and the members of the Aboriginal Affairs Committee for holding a hearing on an issue of such vital concern to aboriginal people and to northern citizens generally. I also want to commend the efforts of the Porcupine Caribou Management Board in working to protect the caribou herd and the people who depend on it.

Thank you for the opportunity to present the Yukon Government's views.

Sincerely yours,



Tony Penikett

Member for Old Crow



Yukon Legislative Assembly

Submission to the Parliamentary Standing Committee

on

Aboriginal Affairs

by Norma Kassi, MLA

Old Crow, Yukon

I would like to take this opportunity to thank this committee for hearing this submission today.

There is one issue and one issue only facing this committee here today. I urge you in the strongest possible words to impress upon this Government of Canada and, in particular, its Prime Minister, that they will be held directly accountable to the Gwich'in of Northern Canada, the Canadian Human Rights Commission, the Supreme Court of Canada, and the International Court in The Hague, if the United States government approves the exploration of oil in the Arctic National Wildlife Refuge of Alaska.

Why would a Canadian government be held responsible for an American activity? Because they have not done everything in their power to bring pressure to bear on the American

administration to change its policy, a policy which will directly affect people who live in Canada.

This is no longer simply an oil issue. It is no longer a question of creating a safe and secure supply of oil. It is no longer a question of 180,000 caribou. This is my life that is danger. It is my very existence that will be threatened if the caribou don't return. It is my children who will wither and disappear from the face of this earth if the Prime Minister does not do something to stop this proposed development.

Allow me to explain. The Gwich'in who have come before me chose to live in this part of the land because they found in the caribou a kinship and a way of living safely and harmoniously. We made a pact with the caribou that if they allowed us to hunt them so that we could survive, we would do everything in our power to make sure that they survive. This we have done for over 20,000 years. Twenty thousand years, Mr. Prime Minister. I suggest to you that I am not prepared to turn my back on this for the sake of 200 days of oil.

Our culture cannot be denied our source of food, and our livelihood. It is protected by 20,000 years of history, by the Canadian Charter of Rights, by the United Nations Human Rights Charter, by the International Porcupine Caribou Conservation Agreement (1987), by the Porcupine Caribou Management Agreement (1985), and by the conscience of your own soul, Mr. Prime Minister.

This is an entire people I am speaking of. It is our past, our present, and our future which is at stake. It is not just for those of us who are alive, but for our ancestors, and for the children who will grow up in the ways and traditions that have been handed down.

Mr. Prime Minister. Gwich'in do not eat just caribou. There are other animals in the north which will be disrupted if the development is allowed to proceed. There are international treaties protecting them. The polar bears are protected. The migratory birds are protected. Any violation of these treaties by the intrusion of the oil rigs in the 1002 lands of the Arctic National Wildlife Refuge will instigate a major challenge in the international courts.

The Gwich'in of Northern Canada have an inherent right to have our culture protected. Our culture is the caribou. Our entire life is centred around the migration of one of the largest migratory herds of caribou on the continent. Our village of Old Crow is not accessible by land. We cannot drive anywhere to get food. Instead our food comes to us. Our ancestors decided to set up a permanent residence here because twice a year the caribou migrate through our village. Not only do we celebrate their return because of the meat they provide for us, but it is a celebration of our culture, our heritage, our spirits, and give thanks and say our prayers because we know that once again we will be able to survive for another season.

It is an indisputable fact that, if drilling is allowed to proceed in the caribou calving grounds of Refuge, there will come a time in the near future when the caribou will not come back. We will wait in our village day after day without any sign of their return. We will wait in vain. And then slowly we will start to die off. Not solely for lack of food, but for the lack of our culture. Our elders will not move away from the land that is theirs. They will die there. They will take with them the wealth of their stories, of our people's traditions, of our ability to carry on our family lineages. We will be dispersed into some foreign land and be lost forever.

APPENDICE «ABOR-1»



Office of the Premier

P.O. Box 2703, Whitehorse, Yukon Y1A 2C6
(403) 667-5122 FAX (403) 667-3600

Le 4 novembre 1991

Monsieur Larry Schneider
Président
Comité permanent des affaires autochtones
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0H6

Monsieur,

Je vous écris pour présenter les vues du gouvernement du Yukon sur l'avenir de l'Arctic National Wildlife Refuge aux audiences de votre comité.

Le gouvernement du Yukon est très heureux que le retrait la semaine dernière du projet de loi Johnston-Wallop sur l'énergie ait écarté la menace immédiate de l'exploitation dans le refuge. En même temps nous sommes conscients de la nécessité de continuer à plaider pour la désignation de la plaine côtière du refuge comme réserve intégrale. Nous croyons que c'est la meilleure façon de protéger la harde de caribous de la Porcupine et le peuple autochtone qui en tire sa subsistance.

C'est en effet à cause du danger que présente l'exploitation pétrolière et gazière pour la harde de caribous de la Porcupine que le gouvernement du Yukon intervient dans le débat sur l'avenir de l'Arctic National Wildlife Refuge. Pour nous, la question de l'avenir du refuge est plus qu'une question environnementale ou de l'énergie. C'est aussi une question qui touche les droits fondamentaux de la personne.

(TRADUCTION)

Le bien-être économique, social et culturel des 7 000 Gwich'in qui vivent dans le nord du Canada et en Alaska est inextricablement lié au Troupeau de caribous de Porcupine. Les autochtones qui habitent le village de Old Crow au Yukon et les habitants de nombreux autres villages de l'Alaska et des Territoires du Nord-Ouest assurent leur subsistance grâce à la présence du Troupeau. Le mode de vie de subsistance des Gwich'in est intimement lié au Troupeau, et sans les caribous ce mode d'existence disparaîtrait.

La harde de caribous constitue également un précieux moyen de transmettre les techniques et les connaissances de la culture gwich'in, culture qui, dans le cas d'Old Crow, existe depuis 20 000 ans au moins. À notre avis, cette culture et le mode de subsistance que ce peuple désire perpétuer ne devraient pas être mis en péril au profit d'une source de pétrole qui satisfera à la demande du continent pendant quelque mois.

Si la grande harde de caribous est perturbée, bon nombre de gens devront quitter leur collectivité afin de survivre. Or, le savoir-faire des Gwich'in s'exporte mal et ne leur permet pas de trouver des emplois ailleurs. Les Gwich'in seraient donc voués à la misère, et le mode de vie qu'ils veulent transmettre à leurs enfants et à leurs petits-enfants serait relégué à l'histoire.

Il ne faut pas sous-estimer la valeur de la culture et du mode de subsistance des peuples autochtones. Trop de fois déjà, dans notre propre pays, nous avons mis à l'écart des collectivités autochtones et leurs valeurs dans notre désir de réaliser des gains à court terme. L'installation de tours de forage et de pipelines dans ce qui constitue essentiellement le lieu de naissance des caribous de la Porcupine représente un autre exemple d'une solution à court terme pour combler les demandes d'énergie des Nord-Américains.

Le Canada a reconnu l'importance de préserver sa portion de territoire qu'utilise occasionnellement la harde pour mettre bas en créant le parc national du Nord-du-Yukon. Cette région jouit ainsi d'une protection intégrale. Le gouvernement du Yukon estime que, en étendant cette protection à la plaine côtière de l'Arctic Refuge, on appuierait les efforts canadiens pour protéger cette grande harde du Nord et reconnaître le lien fondamental qui existe entre les principales aires de mise bas et la santé des caribous.

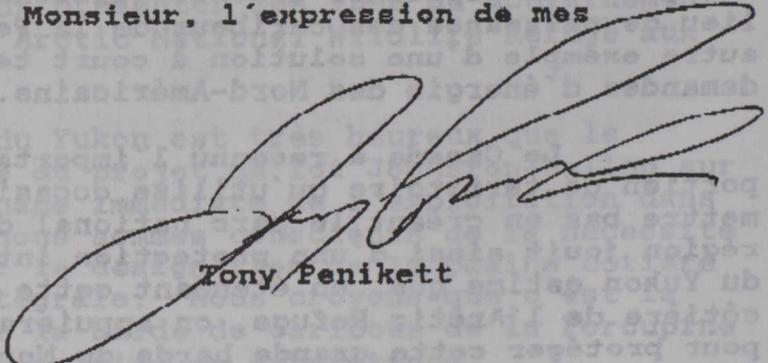
Nous sommes également d'avis que la Convention définitive des Inuvialuit, qui prévoyait la création du parc national du Nord-du-Yukon, oblige juridiquement le Canada à protéger les caribous de la Porcupine au profit des peuples qui en dépendent. Le Conseil de gestion de la harde de caribous de la Porcupine a été créé à cette fin en 1985, et, deux ans plus tard, le Canada a signé une entente avec les États-Unis en vue de gérer et de préserver conjointement la harde et son habitat. En vertu des accords visant à régler les revendications territoriales des Inuvialuit, le Canada est tenu de faire tout en son pouvoir pour veiller à ce que ces obligations ne deviennent pas de vaines promesses, au détriment des peuples qui dépendent des caribous de la Porcupine.

Pour ces raisons, le gouvernement du Yukon demande au Canada de continuer ses efforts en vue d'assurer le bien-être de la harde et de préserver le mode de vie de ce peuple du Grand Nord. C'est par la concertation que le peuple gwich'in et les gouvernements qui le représentent arriveront, je l'espère sincèrement, à faire comprendre au Congrès américain que la meilleure ligne de conduite est de protéger la plaine côtière du refuge comme réserve intégrale et, ce faisant, de protéger une culture ancienne et le mode de subsistance des peuples du Nord.

En conclusion, je tiens à vous féliciter, vous et les membres du Comité des affaires autochtones, de tenir une audience sur une question qui touche de si près les autochtones et les résidents du Grand Nord en général. Je veux également souligner le mérite des membres du Conseil de gestion de la harde de caribous de la Porcupine, qui s'emploient à protéger les caribous et les peuples qui en dépendent.

Je vous remercie de me fournir l'occasion d'exprimer les vues du gouvernement du Yukon sur la question.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Tony Penikett

Présentation au Comité permanent sur les affaires autochtones

par

Norma Kassi, députée

Old Crow (Yukon)

Je voudrais profiter de l'occasion pour remercier le Comité d'entendre cette présentation aujourd'hui.

Il n'y a qu'une question, une seule et unique question, qui se pose au Comité aujourd'hui. Je vous exhorte avec les mots les plus forts à bien faire comprendre au gouvernement du Canada et en particulier à son premier ministre qu'ils devront répondre directement au peuple gwich'in du Nord canadien, à la Commission canadienne des droits de la personne, à la Cour suprême du Canada et à la cour internationale de La Haye, si le gouvernement des États-Unis approuve l'exploration pétrolière dans l'Arctic National Wildlife Refuge de l'Alaska.

Pourquoi un gouvernement canadien devrait-il répondre d'une activité américaine? Parce qu'il n'a pas tout fait en son pouvoir pour exercer des pressions sur l'administration américaine pour qu'elle change sa politique, une politique qui va directement affecter des gens qui vivent au Canada.

Il ne s'agit plus simplement d'une question pétrolière. Il ne s'agit plus de créer un approvisionnement en pétrole qui soit accessible sans menace. Il ne s'agit plus de 180 000 caribous. Il s'agit de ma vie qui est en danger. C'est ma propre existence qui va être menacée si les caribous ne reviennent pas. Ce sont mes enfants qui vont dépérir et disparaître de la surface de la terre si le Premier ministre ne fait pas quelque chose pour arrêter l'exploitation proposée.

Permettez-moi d'expliquer. Les Gwich'in qui sont venus avant moi ont choisi de vivre dans cette partie du continent parce qu'ils y ont trouvé le caribou avec lequel ils ont établi un rapport spirituel et une façon de vivre en sécurité et en harmonie. Nous avons conclu un pacte avec le caribou: s'il nous permettait de le chasser pour survivre, nous ferions tout en notre pouvoir pour assurer sa survie.

C'est ce que nous faisons depuis 20 000 ans. Vingt mille ans, M. le Premier ministre. Je vous assure que je ne suis pas prête à tourner le dos à ça pour 200 jours de pétrole.

On ne peut pas priver notre culture de sa source alimentaire ni de son mode de subsistance. Elle est protégée par 20 000 ans d'histoire, par la Charte canadienne des droits et libertés, par la Charte des droits de l'homme des Nations Unies, par l'entente internationale sur la conservation de la harde des caribous de la Porcupine (1987), par l'Entente sur la gestion de la harde des caribous de la Porcupine (1985) et par votre conscience, M. le Premier ministre.

Je parle d'un peuple entier. C'est notre passé, notre présent et notre futur qui sont en jeu. Ce n'est pas seulement pour ceux d'entre nous qui sont vivants, mais pour nos ancêtres et pour les enfants qui vont grandir dans les façons et les traditions qui ont été transmises depuis des générations.

M. le Premier ministre, les Gwich'in ne mangent pas seulement du caribou. Il y a d'autres animaux dans le Nord qui vont être perturbés si l'exploitation est permise. Il y a aussi des traités internationaux qui les protègent. Les ours polaires sont protégés. Les oiseaux migrateurs sont protégés. Toute violation de ces traités par l'installation des tours de forage dans la section 1002 de l'Arctic National Wildlife Refuge va provoquer une contestation importante dans les cours internationales.

Les Gwich'in du Nord canadien ont un droit inhérent que leur culture soit protégée. Notre culture, c'est le caribou. Notre vie entière est centrée sur la migration d'une des plus grandes hardes migratoires de caribous du continent.

Notre village, Old Crow, n'est pas accessible par la route. Nous ne pouvons pas aller en auto chercher de la nourriture ailleurs. Notre nourriture vient à nous. Nos ancêtres ont décidé d'établir un village permanent à Old Crow parce que deux fois l'an le caribou passe par notre village. Non seulement on célèbre son retour parce qu'il nous fournit de la viande, mais on célèbre aussi notre culture, notre héritage, nos esprits et nous rendons grâce et faisons des prières parce que nous savons qu'une fois encore nous pourrions survivre une autre saison.

C'est un fait indiscutable que si l'on permet le forage dans les aires de mise bas des caribous dans le refuge, il viendra un temps, dans un avenir rapproché, où le caribou ne viendra plus. Nous attendrons dans notre village jour après jour sans aucun signe de leur retour. Nous attendrons en vain. Et alors, lentement nous commencerons à mourir. Non seulement par manque de nourriture, mais par manque de culture. Nos anciens ne quitteront pas la terre qui est la leur. Ils y mourront. Ils emporteront avec eux la richesse de leurs histoires, les traditions de notre peuple et la transmission de nos origines familiales. Nous allons être dispersés dans des terres étrangères et perdus pour toujours.

Je ne peux pas permettre que cela arrive à notre peuple.

Pourquoi n'avez-vous pas envoyé une délégation à Washington, D.C., pour faire des pressions expressément au nom des Gwich'in? L'ambassade canadienne a fait un excellent travail pour aider diverses organisations alliées dans leurs efforts à Washington, mais les politiciens refusent de faire une déclaration sur cette question. Vous refusez de la porter à l'attention des Canadiens en n'en faisant pas une de vos priorités. Vous refusez d'en parler au Président des États-Unis. Vous refusez même d'en parler en public. Pourquoi?

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communications Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Porcupine Caribou Management Board:

Albert Peter, Chair.

From the Inuvialuit Game Council:

Nelson Green, Vice-president.

From the Wildlife Management Advisory Committee (North Slope):

Lindsay Stapples, Chair.

*From the Department of Renewable Resources, Government of
North West Territories:*

Dave Porter, Assistant Deputy Minister.

Individual:

Charlie Snowshoe.

TÉMOINS

Du Porcupine Caribou Management Board:

Albert Peter, président.

Du Inuvialuit Game Council:

Nelson Green, vice-président.

Du Wildlife Management Advisory Committee (North Slope):

Lindsay Stapples, président.

*Du Ministère des ressources renouvelables du Gouvernement des
Territoires du Nord-Ouest:*

Dave Porter, sous-ministre adjoint.

À titre individuel:

Charlie Snowshoe.

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent des

Aboriginal Affairs

Affaires autochtones

RESPECTING:

Pursuant to Standing Order 108(2), Future business of the Committee

CONCERNANT:

Conformément à l'article 108(2), travaux futurs du comité

INCLUDING:

First Report to the House

Y COMPRIS:

Premier rapport à la Chambre

Mr. Charlie Snowshoe, on the issue of the conservation of the Porcupine Caribou Herd calving grounds in the Arctic National Wildlife Refuge because of the importance of the Porcupine Caribou Herd to the Inuvialuit and Gwich'in peoples. This testimony established the following:

First, the Gwich'in and Inuvialuit people have for thousands of years, up to and including the present, lived in balance with and depended upon the Porcupine Caribou Herd for material, cultural and spiritual well-being.

Second, the value of the Porcupine Caribou Herd and the wildlife habitat of the Canadian North Slope area have been recognized and entrenched in the Inuvialuit Final Agreement through the establishment of the Northern Yukon National Park and the Porcupine Caribou Management Board.

Third, industrial development of the "1002" lands of Alaska's Arctic National Wildlife Refuge will gravely threaten the core calving area of the Porcupine Caribou Herd, as well as several wildlife communities including snow geese, polar bear and muktuk.

Fourth, such development that would potentially deprive aboriginal peoples of their own means of subsistence would also threaten the intent and purpose of the International Convention on the Conservation of Polar Bears and the Migratory Birds Convention.

Third Session of the Thirty-fourth Parliament, 1991

du Yukon et du gouvernement des territoires du Nord-Ouest et de M. Charlie Snowshoe concernant la conservation des aires de mise bas de la harde de caribous de la Porcupine situées dans l'Arctic National Wildlife Refuge en raison de l'importance que cette harde de caribous revêt pour les populations inuvialuit et gwich'in. Ces témoignages ont permis au Comité de tirer les conclusions qui suivent.

En premier lieu, les populations gwich'in et inuvialuit vivent depuis des milliers d'années en équilibre avec la harde de caribous de la Porcupine et dépendent de celle-ci pour leur bien-être matériel, culturel et spirituel.

Deuxièmement, la valeur de la harde de caribous de la Porcupine et des habitats uniques situés dans le secteur canadien du versant nord a été reconnue dans la Convention définitive des Inuvialuit par la création du parc national du Nord-du-Yukon et du Conseil de gestion des caribous de la Porcupine.

Troisièmement, l'exploitation industrielle du secteur «1002» de l'Arctic National Wildlife Refuge de l'Alaska menacerait gravement les principales aires de mise bas de la harde de caribous de la Porcupine de même que plusieurs populations fauniques, notamment les oies des neiges, les ours polaires et les bœufs musqués.

Quatrièmement, un type d'exploitation pourrait priver les populations autochtones de leurs moyens de subsistance et serait en outre contraire à l'esprit et au objectif de la Convention internationale sur la conservation des ours polaires et de la Convention concernant les oiseaux migrateurs.

Troisième session de la trente-quatrième législature, 1991

STANDING COMMITTEE ON ABORIGINAL AFFAIRS

Chairman: Larry Schneider

Vice-Chairman: Jack Anawak

Members

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Alan Redway
Ross Reid
Guy Saint-Julien
Robert Skelly—(8)

(Quorum 5)

Martine Bresson

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES AUTOCHTONES

Président: Larry Schneider

Vice-président: Jack Anawak

Membres

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Alan Redway
Ross Reid
Guy Saint-Julien
Robert Skelly—(8)

(Quorum 5)

La greffière du Comité

Martine Bresson

WITNESSES

From the Porcupine Caribou Management Board:

Albert Peter, Chair

From the Inuvialuit Game Council:

Nelson Green, Vice-president

From the Wildlife Management Advisory Committee (North Slope):

Lindsay Stapples, Chair

From the Department of Renewable Resources, Government of North West Territories:

Dave Porter, Assistant Deputy Minister

Individual:

Charlie Snowshoe

TÉMOINS

Du Porcupine Caribou Management Board:

Albert Peter, président

Du Inuvialuit Game Council:

Nelson Green, vice-président

Du Wildlife Management Advisory Committee (North Slope):

Lindsay Stapples, président

Du Ministère des ressources renouvelables du Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest:

Dave Porter, sous-ministre adjoint

À titre individuel:

Charlie Snowshoe

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Available from Canada Communication Group - Publishing, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

En vente: Groupe Communication Canada - Édition, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

REPORT TO THE HOUSE

Thursday, November 7, 1991

The Standing Committee on Aboriginal Affairs has the honour to present its

FIRST REPORT

In accordance with its mandate under Standing Order 108(2), the Committee has considered the issue of the conservation of the Porcupine Caribou Herd calving grounds in the Arctic National Wildlife Refuge in the State of Alaska and the importance of the Porcupine Caribou Herd to the Inuvialuit and Gwich'in peoples and has agreed to report as follows.

The House of Commons Standing Committee on Aboriginal Affairs has heard testimony from the Canadian Porcupine Caribou Management Board, the Inuvialuit Game Council, the Wildlife Management Advisory Council (North Slope), the Government of the Northwest Territories, and Mr. Charlie Snowshoe on the issue of the conservation of the Porcupine Caribou Herd calving grounds in the Arctic National Wildlife Refuge because of the importance of the Porcupine Caribou Herd to the Inuvialuit and Gwich'in peoples. This testimony established the following:

First, the Gwich'in and Inuvialuit people have for thousands of years, up to and including the present, lived in balance with and depended upon the Porcupine Caribou Herd for material, cultural and spiritual well-being.

Second, the value of the Porcupine Caribou Herd and the wildlife habitat of the Canadian North Slope area have been recognized and entrenched in the Inuvialuit Final Agreement through the establishment of the Northern Yukon National Park and the Porcupine Caribou Management Board.

Third, industrial development of the "1002" lands of Alaska's Arctic National Wildlife Refuge will gravely threaten the core calving area of the Porcupine Caribou Herd, as well as several wildlife populations including snow geese, polar bears and musk oxen.

Fourth, such development that would potentially deprive aboriginal peoples of their own means of subsistence would also threaten the intent and purpose of the International Covenants on Human Rights, the Inuvialuit Final Agreement, the International Agreement for the conservation of Polar Bears and the Migratory Birds Convention.

Fifth, that efforts are needed to take steps to protect the Porcupine Caribou Herd on an urgent basis.

With these facts in mind and on the basis of the testimony heard, the Standing Committee makes the following recommendations:

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le jeudi 7 novembre 1991

Le Comité permanent des affaires autochtones a l'honneur de présenter son

PREMIER RAPPORT

Conformément au mandat qui lui est confié en vertu du paragraphe 108(2) du Règlement, le Comité a étudié la question de la conservation des aires de mise bas de la harde de caribous de la Porcupine situées dans l'*Arctic National Wildlife Refuge* de l'État de l'Alaska et l'importance que revêt cette harde de caribous pour les populations inuvialuit et gwich'ines et il a convenu du rapport qui suit.

Le Comité permanent des affaires autochtones de la Chambre des communes a entendu le témoignage de représentants du Conseil canadien de gestion des caribous de la Porcupine, du Conseil inuvialuit de gestion du gibier, du Comité consultatif de la gestion de la faune du versant nord du Yukon, du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et de M. Charlie Snowshoe concernant la conservation des aires de mise bas de la harde de caribous de la Porcupine situées dans l'*Arctic National Wildlife Refuge* en raison de l'importance que cette harde de caribous revêt pour les populations inuvialuit et gwich'ines. Ces témoignages ont permis au Comité de tirer les conclusions qui suivent.

Premièrement, les populations gwich'ines et inuvialuit vivent depuis des milliers d'années en équilibre avec la harde de caribous de la Porcupine et dépendent de celle-ci pour leur bien-être matériel, culturel et spirituel.

Deuxièmement, la valeur de la harde de caribous de la Porcupine et des habitats fauniques situés dans le secteur canadien du versant nord a été reconnue dans la Convention définitive des Inuvialuit par la création du parc national du Nord-du-Yukon et du Conseil de gestion des caribous de la Porcupine.

Troisièmement, l'exploitation industrielle du secteur «1002» de l'*Arctic National Wildlife Refuge* de l'Alaska menacerait gravement les principales aires de mise bas de la harde de caribous de la Porcupine de même que plusieurs populations fauniques, notamment les oies des neiges, les ours polaires et les boeufs musqués.

Quatrièmement, ce type d'exploitation pourrait priver les populations autochtones de leurs moyens de subsistance et serait aussi contraire à l'esprit et aux objectifs de la Convention internationale sur les droits de la personne, de la Convention définitive des Inuvialuit, de l'Accord international sur la préservation des ours polaires et de la Convention concernant les oiseaux migrateurs.

Cinquièmement, il faut de toute urgence prendre des mesures afin de protéger la harde de caribous de la Porcupine.

Compte tenu de ces faits et des témoignages entendus, le Comité permanent formule les recommandations suivantes :

RECOMMENDATION 1

The Committee, being opposed to petroleum exploration and development in the Arctic National Wildlife Refuge recommends that the Federal Government reaffirm its position that the "1002" lands on the Alaskan North Slope be fully protected through wilderness designation and that the Arctic National Wildlife Refuge be twinned with the Northern Yukon National Park.*r0

RECOMMENDATION 2

The Committee recommends that the federal government urge, through all the means at its disposal, the Government of the United States, at the appropriate diplomatic level, to honour its commitment to the International Porcupine Caribou Conservation Agreement by appointing the four United States members to the International Porcupine Caribou Board, and by reactivating the Board itself through constructive meetings, to deal with outstanding bilateral issues pertinent to the management of the Porcupine Caribou Herd.

RECOMMENDATION 3

The Committee recommends that the federal government, through the Office of the Prime Minister and through the Cabinet, officially reaffirm Canada's opposition to development within the Arctic National Wildlife Refuge in the State of Alaska and that this reaffirmation be made directly to the President of the United States and the United States Congress.

RECOMMENDATION 4

The Committee recommends that the Federal Government begin to take the necessary steps to strengthen the International Porcupine Caribou Conservation Agreement.

REQUEST FOR A GOVERNMENT RESPONSE

Your Committee requests that the Government table a comprehensive response to this Report in accordance with the provisions of Standing Order 109.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on Aboriginal Affairs (*Issue Nos. 2 and 3, which includes this Report*) is tabled.

Respectfully submitted,

Le président,

LARRY SCHNEIDER,

Chairman.

RECOMMANDATION 1

Étant donné qu'il est opposé à l'exploration et à l'exploitation des gisements pétrolières de l'Arctic National Wildlife Refuge, le Comité recommande que le gouvernement fédéral réaffirme qu'il souhaite que le secteur «1002» du versant nord soit entièrement protégé grâce à l'attribution d'un statut de réserve naturelle à cette région de l'Alaska et que l'Arctic National Wildlife Refuge soit jumelé au parc national du Nord-du-Yukon.

RECOMMANDATION 2

Le Comité recommande que le gouvernement fédéral prenne tous les moyens diplomatiques nécessaires afin d'exhorter le gouvernement des États-Unis à honorer les engagements qu'il a pris dans le cadre de l'Entente internationale sur la préservation de la harde de caribous de la Porcupine en nommant les quatre membres américains du Conseil international de gestion de la harde de caribous de la Porcupine et en réactivant ce conseil de manière à ce qu'il puisse tenir des réunions constructives pour résoudre les problèmes bilatéraux liés à la gestion de cette harde de caribous.

RECOMMANDATION 3

Le Comité recommande que le gouvernement fédéral, par l'entremise du Bureau du premier ministre et du Cabinet, réaffirme officiellement que le Canada s'oppose à l'exploitation des ressources de l'Arctic National Wildlife Refuge de l'État de l'Alaska et que cette position soit transmise directement au président des États-Unis et au Congrès américain.

RECOMMANDATION 4

Le Comité recommande que le gouvernement fédéral commence à prendre les mesures nécessaires afin de renforcer l'Entente internationale sur la préservation de la harde de caribous de la Porcupine.

DEMANDE D'UNE RÉPONSE DU GOUVERNEMENT

Le Comité demande que le gouvernement dépose une réponse globale au présent rapport conformément aux dispositions de l'article 109 du Règlement.

Un exemplaire des Procès-verbaux et témoignages pertinents du Comité permanent des affaires autochtones (*fascicules nos 2 et 3 qui comprend le présent rapport*) est déposé.

Respectueusement soumis,

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 7 NOVEMBRE 1991

(7)

[Texte]

Le Comité permanent des affaires autochtones se réunit aujourd'hui, à 8 h 42, dans la pièce 208, Édifice de l'Ouest sous la présidence de Larry Schneider, (*président*).

Membres du Comité présents: Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Larry Schneider.

Membres suppléants présents: André Harvey pour Guy Saint-Julien. Christine Stewart pour Jack Anawak.

Aussi présente: Du service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Elaine Gardner-O'Toole, attachée de recherche.

Le Comité discute de ses travaux futurs.

Il est convenu,—Que le Comité envisage les suites à donner au rapport déposé à la Chambre en mai 1991 intitulé: «L'été de 1990».

Il est convenu,—Que le Comité envisage les suites à donner au rapport déposé à la Chambre en juin 1989, intitulé: «Examen du programme d'aide aux étudiants du niveau post-secondaire du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien».

Il est convenu,—Que le Comité commence une étude des conditions de logement sur réserves et hors réserves, cela après janvier 1992.

À 9 h 54, par consentement unanime, le Comité poursuit ses travaux à huis clos et étudie son projet de rapport sur les aires de mise bas de la harde de caribous de la Porcupine.

Il est convenu,—Que conformément à l'article 109 du Règlement, le Comité demande au gouvernement de déposer une réponse globale au rapport.

Il est convenu,—Que le projet de rapport modifié soit adopté.

Il est ordonné,—Que le président présente le rapport à la Chambre, le plus tôt possible, à titre de 1^{er} rapport.

À 10 h 05, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Martine Bresson

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, NOVEMBER 7, 1991

(7)

[Translation]

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met this day at 8:42 o'clock a.m. in Room 208, West Block, the Chairman, Larry Schneider, presiding.

Members of the Committee present: Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Larry Schneider.

Acting Members present: André Harvey for Guy Saint-Julien. Christine Stewart for Jack Anawak.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Elaine Gardner-O'Toole, Research Officer.

The Committee examined its future work.

It was agreed,—That the Committee considers action to be taken regarding the report entitled "Summer 1990" tabled in the House in May 1991.

It was agreed,—That the Committee considers action to be taken regarding the report entitled "A review of the Post-secondary Student Assistance Program of the Department of Indian Affairs and Northern Development" tabled in the House in June 1989.

It was agreed,—That the Committee begins an investigation on the housing conditions on reserve and off reserve, after January 1992.

At 9:54 o'clock a.m., by unanimous consent, the Committee resumes its work *in camera* and studies its draft report on the calving areas of the Porcupine caribou herd.

It was agreed,—That under Standing Order 109, the Committee ask government to table a comprehensive response to the report.

It was agreed,—That the draft report, as amended, be concurred.

It was ordered,—That the Chairman tables the report in the House, as soon as possible, as the First Report of the Committee.

At 10:05 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Martine Bresson

Clerk of the Committee

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Thursday, November 7, 1991

• 0842

The Chairman: Order, please. The chair sees a quorum.

Let me just give you a brief rundown on some of the matters that have come before me in the last week.

First of all, this portion of the meeting is public. It was felt that for purposes of discussing the report we are going to be making to Parliament as a result of the previous meeting, part of the meeting will be held in camera because tradition has had it that way.

Secondly, the letter to the royal commission has been sent.

Thirdly, CAEDS, the Canadian Aboriginal Economic Development Strategy group will be filing their annual report on December 3. It was felt that immediately following the release of that report, it might be good to hear from them to find out if the moneys they have been expending have been appropriately spent.

Thirdly, I have had a note from Mr. Skelly that his preferences on matters that he would like to see dealt with as future business of the committee would be in the area of literacy, high Arctic exiles and post-secondary education, with his priority being given to post-secondary education, and then to follow that up with a major project study of some kind.

The only other item that I had bothering me was one that came to our attention at the last meeting. It was said that apparently this committee had the tradition of just simply keeping a day open or having it made known that this committee would hear, subject to the proper notice, any group or organization that happened to be coming through town on any specific day.

I thought that was very accommodating and had no great problems with it. I have checked with the previous chairman; he said he knew of no such arrangement. There is a rumour that on December 5, somebody is showing up. I just do not know whether or not this gives the committee members equity in terms of knowing who and what is going to be presented to the next meeting. It may well be that Alan Redway could run off into his own and bring his little group.

Mr. Redway (Don Valley East): I have some groups I can bring, Mr. Chairman.

The Chairman: No doubt, fully equipped with whatever you equip yourself with when these groups come to these meetings. I just flag that as an area of concern. To qualify it again, I just checked with the previous chairman and he said he was not familiar with such a tradition at this committee. If someone knows more about that than I or he, fine.

• 0845

Mr. Nault (Kenora—Rainy River): You are talking about the ability for certain groups to make requests to come before the committee when they have an area of concern. I have been on this committee since 1988, and we have done

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le jeudi 7 novembre 1991

Le président: La séance est ouverte. Il y a quorum.

Permettez-moi de rappeler brièvement les affaires qui m'ont été soumises la semaine dernière.

Premièrement, cette partie de la séance est publique. Pour discuter le rapport que nous allons faire au Parlement par suite de la réunion précédente, une partie de la séance aura lieu à huis clos, comme le veut la tradition.

Deuxièmement, nous avons écrit à la commission royale.

Troisièmement, le S.C.D.E.A., ou Groupe chargé de la stratégie canadienne de développement économique des autochtones, déposera son rapport annuel le 3 décembre. Nous avons convenu que, tout de suite après la publication du rapport, il serait bon de convoquer ce groupe pour savoir si les crédits qui lui ont été alloués ont été bien dépensés.

Troisièmement toujours, j'ai reçu une note de M. Skelly faisant état des sujets qu'il aimerait voir traités parmi les travaux futurs du comité: l'alphabétisation, les exilés de l'Extrême-Arctique et l'éducation postsecondaire. Il accorde la priorité à l'éducation postsecondaire, et il aimerait qu'on entreprenne une étude majeure sur la question.

Il y a une autre question qui me dérange et qui a été portée à mon attention à la dernière séance. On a dit que notre comité avait pour tradition de réserver une journée ou de faire savoir qu'il entendrait, avec le préavis voulu, tout groupe ou toute organisation qui se trouverait à Ottawa ce jour-là.

J'ai trouvé que ce serait fort utile en effet, et cela ne me posait aucun problème. J'ai communiqué avec l'ancien président, qui m'a dit ignorer tout arrangement de la sorte. Je crois savoir que nous entendrons un témoignage le 5 décembre. Ce que je me demande, c'est si cela est juste pour les membres du comité, qui doivent savoir qui nous entendrons et quel sujet sera débattu. Alan Redway pourrait fort bien inviter son petit groupe.

M. Redway (Don Valley—Est): Il y a quelques groupes que j'aimerais inviter, monsieur le président.

Le président: Et, sans aucun doute, vous disposerez comme à l'habitude de tout ce dont vous disposez normalement quand ces groupes témoignent devant notre comité. J'en parle seulement parce que cela fait problème. Je précise à nouveau que j'ai communiqué avec l'ancien président, qui m'a dit ne pas connaître l'existence de cette tradition. Si quelqu'un en sait plus que lui ou moi sur la question, j'aimerais l'entendre.

M. Nault (Kenora—Rainy River): Vous parlez de la possibilité que nous offrons à certains groupes qui veulent se faire entendre par le comité quand un sujet les préoccupe. Je siège à ce comité depuis 1988, et nous avons fait cela, mais la

[Texte]

that, but it usually goes through one of the members who suggest it at the committee. It is like the Grise Fiord situation with the high Arctic exile; they came to Jack Anawak to start, and it was run through the committee that this was a particular problem we wanted to look at. The committee decided to look at that—put what we were doing aside for the time being, deal with it quickly in a couple of meetings, have a report, and then go back to what we were doing. If that is what you are basically talking about, that is a precedent we have followed fairly carefully. But it is not where someone just calls us up and says they will see us next Friday because they hear we are meeting. That has never been done.

The Chairman: It is the latter that causes me some concern. The former I have no problems with as long as the committee knows in advance.

Mr. Nault: That is what we are here for.

Mr. Redway: If I understand what Bob is saying, it is just a matter of having a little flexibility to hear people when they have "urgent" concerns they might want to bring to the committee's attention. I have been approached by three bands in Saskatchewan, as a matter of fact, and I was going to raise that at some early date. I have not yet, and I forgot to bring the material with me this morning. But I would hope that, unless the minister would like to meet with them personally, the committee would be prepared to hear their concerns at some reasonably early date in the future.

The Chairman: I was under the impression that, subject to the proper 48 hours' notice, this almost guaranteed anyone passing through town the right to appear before this committee. That I thought was a little loose.

No? Okay, that is fine.

Shall we begin with future business, then?

Mr. Redway: I have made this point three or four times before and I want to renew it again: I would truly like to see our committee tackle the issue of native housing. I think that should be the subject-matter of a major study on our part. As you and other members of the committee are aware, there is presently, and has been for some time, a review of native housing going on by the department. When I say that it has been going on for some time, my understanding is that it started quite a considerable time ago.

When I was Minister of State for Housing, we tried to inspire DIAND to move a little faster in conjunction with the CMHC parallel study of native housing off reserve that was going on, or our review of our rural and native housing program. There is a consultation paper out now by DIAND, and something apparently is happening "faster" than it was happening for some time before. So something is going on in the department on this subject.

CMHC has completed their study, and my understanding is that probably recommendations are in the works to go to Cabinet at some time for changes in the rural and native housing program. Frankly, I think it would be helpful for our committee to have some input into that process as well.

[Traduction]

demande est habituellement adressée à l'un des membres, qui la transmet au comité. Par exemple, nous l'avons fait pour les exilés de Fjord Grise, dans l'Extrême-Arctique; ces gens se sont adressés à Jack Anawak pour commencer, qui a ensuite demandé au comité de se pencher sur ce problème. Le comité a alors résolu d'étudier la question: nous avons mis de côté ce que nous faisons, nous avons tenu quelques audiences, nous avons publié un rapport, puis nous avons repris nos travaux antérieurs. Si c'est bien de cela que vous parlez, il y a là un précédent auquel nous attachons de l'importance. Mais il ne s'agit pas pour quiconque de simplement téléphoner et de demander à témoigner vendredi prochain parce qu'on sait que le comité siège. Cela n'a jamais été fait.

Le président: C'est bien ce dernier exemple qui me dérange. Quant au premier exemple que vous avez mentionné, je suis tout à fait d'accord, à condition que le comité ait un préavis.

M. Nault: C'est pour cela que nous sommes ici.

M. Redway: Si je comprends bien Bob, il s'agit simplement pour nous de montrer un peu plus de souplesse quand des gens veulent porter des affaires «urgentes» à l'attention du comité. Justement, j'ai été pressenti par trois bandes de la Saskatchewan, et je m'apprêtais à vous transmettre leurs préoccupations bientôt. Je ne l'ai pas encore fait, et j'ai oublié de prendre mes documents ce matin. À moins que le ministre ne soit disposé à rencontrer les représentants de ces bandes personnellement, j'aimerais que le comité les entende dans un délai raisonnable.

Le président: J'avais cru comprendre que le préavis de 48 heures donnait à tout le monde le droit de se faire entendre par le comité, à condition de se trouver à Ottawa au jour voulu. Je trouvais cela excessif.

Vous êtes d'accord? Fort bien.

Nous passons maintenant aux travaux futurs.

M. Redway: J'en ai parlé à trois ou quatre reprises auparavant et je veux en reparler aujourd'hui: je tiens à ce que notre comité se penche sur la question du logement chez les autochtones. Je pense que ce pourrait être là le sujet d'une étude majeure du comité. Vous-mêmes et les autres membres du comité le savez, le ministère a entrepris il y a quelque temps une étude sur le logement chez les autochtones. Et quand je dis que cette étude a été entreprise il y a quelque temps, je crois savoir qu'elle a été commencée il y a de cela fort longtemps.

Quand j'étais ministre d'État à l'Habitation, j'ai prié le ministère des Affaires indiennes d'accélérer son étude afin qu'elle rejoigne l'étude parallèle que menait la SCHL sur le logement chez les autochtones à l'extérieur des réserves, ou notre propre étude sur le logement en milieu rural ou chez les autochtones. Le ministère des Affaires indiennes a publié un document de consultation, et à ce qu'il semble, les choses se feraient «plus vite» qu'avant. Donc, on s'occupe de la question au ministère.

La SCHL a achevé son étude, et je crois savoir que des recommandations seront probablement faites au Cabinet dans un avenir rapproché afin que des modifications soient apportées au programme de logement en milieu rural et chez les autochtones. Il serait donc bon que le comité se penche sur la question.

[Text]

Besides the on-reserve native housing, besides the off-reserve rural and native housing, there is also, of course, urban native housing, which is a major issue and a major concern of our native community and Métis people as well.

Tied into this is the Bill C-31 situation, of course, where extra money was given as a result of Bill C-31 to allow housing to be built flowing out of that legislation, which created a status for people who had lost it and for other people who had never had it before, to return to the bands. All of that is tied in together. I feel that the whole issue is one that is of great concern to Canadians who are not natives, because when a native problem comes to the front, so often it involves housing issues and the conditions of their housing.

• 0850

Very recently I picked up the latest issue of *Canadian Housing*. I noticed in here an article under "News in Brief" headed "Northwest Territory Housing Situation Contravenes United Nations Convention". There are those seeking to pursue the housing situation in the Northwest Territories with the United Nations.

CMHC recently had its final senior's housing conference on rural and remote areas in Yellowknife. I had an opportunity to speak to a number of people there, one of whom has written me recently. He is a professor at Laval University and he indicated that he was pleased we could be establishing a study of aboriginal housing.

I would certainly be pleased to...help in any way...my experience may prove useful

I am enclosing 4 articles that I published that deal with various aspects of Inuit housing and settlement design.

They give you an idea of the kinds of work he has been doing.

I might say there was a committee of the National Assembly in Quebec, as I understand it, looking at Inuit housing in northern Quebec, which apparently has lapsed into inactivity, or whatever, for one reason or another.

My feeling is that this is a vital issue that certainly goes to the root of aboriginal problems. It goes beyond that into the root of concerns that all Canadians have with respect to aboriginal people, whether Canada has been treating its aboriginal people fairly and the kinds of conditions under which they are living.

It is with all of that in mind, Mr. Chairman, that I put forward this suggestion. I know the concerns of some of our colleagues with respect to whether this means we'll have to spend gobs and gobs more money on this that we do not have.

I believe, through my own experience, there are things we can suggest be done to create more housing with the same money. For example, traditionally, native housing has often been built with 100% dollars. There hasn't been any

[Translation]

Parallèlement à la question du logement autochtone dans les réserves, parallèlement à la question du logement autochtone hors des réserves et en milieu rural, il y a aussi, bien sûr, la question du logement autochtone en milieu urbain: c'est une question importante pour les communautés autochtones et métisses.

Il faut lier à tout cela la situation découlant du projet de loi C-31, bien sûr, où des crédits supplémentaires ont été alloués pour la construction de logements, ce qui a encouragé les personnes qui auraient perdu leur logement sur les réserves ou ceux qui n'en avaient jamais eu à réintégrer leurs bandes. Tout cela est lié. J'estime que c'est une question qui est d'une grande importance pour les Canadiens qui ne sont pas autochtones, car lorsqu'un problème autochtone fait les manchettes, cela met très souvent en cause les conditions de logement des autochtones.

Tout récemment, je suis tombé sur le dernier numéro du magazine *Canadian Housing*. À la rubrique des nouvelles brèves, j'ai lu un article intitulé: «La situation du logement dans les Territoires du Nord-Ouest est contraire à la convention des Nations Unies». Apparemment, certains voudraient s'attaquer à la situation du logement dans les Territoires du Nord-Ouest dans le cadre des Nations Unies.

Dernièrement, la SCHL a tenu à Yellowknife sa dernière conférence sur le logement des personnes âgées dans les régions rurales et éloignées. À cette occasion, j'ai discuté avec un certain nombre de personnes, et l'une d'elles m'a écrit récemment. Il s'agit d'un professeur de l'Université Laval, qui me disait qu'il était ravi de voir que nous envisagions de lancer une étude sur le logement des autochtones. Je cite:

Vous pouvez compter sur mon aide, et mon expérience pourrait être utile.

Je vous envoie ci-joint quatre articles que j'ai publiés et qui portent sur divers aspects du logement et de l'urbanisme chez les Inuits.

Cela vous donnera une idée de mes travaux.

J'ajoute qu'une commission de l'Assemblée nationale du Québec s'est penchée sur le logement des Inuits dans le nord du Québec. Il semble toutefois que cette commission ait mis fin à ses activités pour une raison ou une autre.

J'ai le sentiment qu'il s'agit d'une question vitale qui va certainement au coeur des problèmes des autochtones. Je dirais même plus, cela va au coeur des préoccupations que tous les Canadiens partagent à l'égard des autochtones. On se demande en effet si le Canada a traité avec justice ses peuples autochtones et l'on s'interroge sur leurs conditions de vie.

C'est donc en tenant compte de tout cela que je fais cette suggestion, monsieur le président. Je sais que certains de nos collègues s'inquiètent et se demandent s'il faudra pour cela dépenser des sommes faramineuses que nous n'avons pas.

En me fondant sur ma propre expérience, j'affirme que nous pourrions proposer des méthodes permettant de construire davantage de logements avec le même montant. Par exemple, les unités d'habitation construites pour les

[Texte]

mortgaging concept. You can probably build ten times as much housing with the same money if you introduce the mortgaging concept. Some bands have done that very successfully. I can bring forward to the committee videos of successful communities where they have, in the last five years, housed virtually everybody in the band. One in particular is Pukatawagan in northern Manitoba.

Others still don't understand the concepts. I think that is where we, as a committee, could play a very substantial role in helping the situation without necessarily costing huge amounts more money. This could be helpful for aboriginals and the rest of the country. That is my pitch, sir.

The Chairman: Thank you.

Mr. Nault: Well, Mr. Chairman, where was Al when I needed him? I brought this issue up so many times about housing and the fact that there has been this infamous study since 1983 on the go. No one has ever seen it and they are continuing to consult. It is a major issue in all the communities that I represent. It isn't going to go away. There is a population explosion in the north in the aboriginal communities and I think we are going to have to deal with that very quickly.

I suggest that it would be something we could classify as a major issue we could deal with that will take some time. Considering the fact that we have a limited budget, one of the areas that I have been aware of for some time, and have asked questions about, concerns reserves being dealt with in a collective sense. It is very difficult for an aboriginal person to get a conventional mortgage at a bank. They won't give it to him, even if he has the money, because he does not own the land. It's owned in common. That is an issue we could look at to see if we could come to some sort of compromise within the Indian Act even, or some system of dealing with that. That does not cost money; that is just a technical change that would allow an individual who wants to live on a reserve and happens to have a few bucks to enter into a regular mortgage.

• 0855

I think it is high time we started looking at those kinds of issues and a way of resolving them without always just throwing money at the problem. Obviously, dollars are going to have to be expended to deal with the issue because there is a tremendous backlog.

I did something of an analysis in my own 46 bands, and we estimate we are about 500 houses short and growing on a continuous basis. That means people are doubling and tripling up in wee little houses in the far north where it is a heck of a lot colder than it is here.

[Traduction]

autochtones sont généralement payées comptant. Il n'est jamais question d'hypothèque. On pourrait probablement construire 10 fois plus de logements avec le même montant si l'on introduisait une forme quelconque de créance hypothécaire. Certaines bandes l'ont fait avec beaucoup de succès. Je pourrais montrer au comité des bandes vidéo de localités qui ont réussi au cours des cinq dernières années à loger quasiment tous les membres de la bande. Je songe notamment à Pukatawagan, dans le nord du Manitoba.

Il y en a qui ne comprennent toujours pas les concepts en cause. Je pense que notre comité pourrait jouer un rôle important en aidant à remédier à la situation sans que cela coûte nécessairement des sommes énormes. Ce travail pourrait être utile aux autochtones et aux autres Canadiens. Cela met fin à mon plaidoyer, monsieur le président.

Le président: Merci.

M. Nault: Eh bien, monsieur le président, je me demande pourquoi Al ne s'est pas manifesté quand j'avais besoin de lui. En effet, j'ai soulevé très souvent cette question du logement et j'ai attiré l'attention sur cette fameuse étude qui est en cours depuis 1983. Personne n'en a jamais vu les résultats, et les consultations se poursuivent. C'est une question majeure dans toutes les localités que je représente. Le problème ne va pas disparaître. Il y a une explosion démographique dans les localités autochtones du Nord, et je pense qu'il faudra s'attaquer au problème dans les plus brefs délais.

Je trouve que l'on pourrait considérer cette question comme un dossier majeur auquel on pourrait consacrer pas mal de temps. Compte tenu de notre budget limité, il y a un dossier qui me préoccupe depuis quelque temps et à propos duquel j'ai posé des questions; il s'agit de l'aspect collectif des réserves. Il est très difficile pour un autochtone d'obtenir une hypothèque ordinaire en s'adressant à une banque. Les banquiers refusent de lui prêter, même s'il a de l'argent, parce qu'il n'est pas propriétaire du terrain. En effet, la terre est propriété collective. Nous pourrions examiner cette question et tenter d'en arriver à un compromis quelconque dans le cadre de la Loi sur les Indiens. Cela ne coûte rien; il s'agirait seulement d'apporter un changement technique de manière à permettre à une personne qui veut vivre sur une réserve et qui a un peu d'argent d'obtenir une hypothèque ordinaire.

Je trouve qu'il est grand temps que nous commençons à examiner des questions de ce genre et à chercher à les résoudre, pas nécessairement à coup d'argent. Bien sûr, il faudra dépenser un peu d'argent pour régler le problème, puisqu'il y a un arriéré de cas qui s'accumulent depuis longtemps.

J'ai fait une petite étude des 46 bandes de ma circonscription. On estime qu'il manque environ 500 logements et que le problème s'aggrave constamment. Cela veut dire que les familles s'empilent à deux ou trois dans de minuscules maisons dans le Grand Nord, où il fait beaucoup plus froid qu'ici.

[Text]

So I would like see that as an issue, whether it is the first issue on the agenda or not. I would like to sort of break it up into major issues versus what I classify, for lack of a better word, as minor issues that you can deal with in one or two meetings.

For example, take the Oka report we did. I think it deserves an update, simply because it has been some time now and we would like to see whether the recommendations that the committee put forward in its report have been adhered to, or at least an attempt has been made to look at them, and whether there has been a program set up for the healing process in the communities. I think those are areas that we can look at within a couple of meetings—have the department come, have the community come and tell us what has happened so far with the whole issue at Oka, so it doesn't recur because of our lack of knowledge and interest in the subject.

Mr. Chairman, maybe what I will do is just run them off. I do not want to debate them all, but the ones that I consider to be major issues will take some time, and then the ones that are more minor that we can deal with.

I have three, and I have no difficulty with Al's housing. I think that is a great idea; I have been asking for it for a long time, so I would support that wholeheartedly.

I would like to take a look at taxation and the GST and the effects of taxation as it relates to aboriginal communities, specifically on-reserve versus off-reserve, to see just where we are headed with that whole process, because that is a topic of conversation for just about everybody I know. It would be a very interesting topic to look at as it relates to the whole taxation regime.

Mr. Redway: I am sure you are aware of the companies that have been set up to hire natives off-reserve who have jobs and who get paid on-reserve so that they can avoid the tax scheme, and everybody makes money except the consolidated revenue fund.

Mr. Nault: The thing is, aboriginal people have good accountants like everybody else, and there is a way around the whole issue. I think it would be interesting for people to learn a little more about it. One of the things we could do, as we have done in this committee in the past, is to use our reports as an educational tool for non-natives. One thing that I sense is that non-natives have no understanding of the relationship between aboriginal people and the taxation system, and I think it would be very astute on our part to try to explain that in a document of some kind, which we have done with other documents we have had here.

[Translation]

Je voudrais donc qu'on se penche sur cette question, même si ce n'est pas en tête de liste de nos priorités. Je voudrais qu'on établisse deux catégories, d'une part les dossiers majeurs et d'autre part ce que j'appellerais, faute d'un meilleur terme, des dossiers mineurs qu'on pourrait régler en une ou deux réunions.

Prenons par exemple le rapport que nous avons publié sur la situation à Oka. Je pense qu'il mérite d'être mis à jour, simplement parce que le temps a passé et qu'il faudrait voir si les recommandations que le comité avait formulées dans ce rapport ont été suivies, ou tout au moins si on a fait un effort pour les mettre en oeuvre et si l'on a mis sur pied un programme quelconque pour opérer la réconciliation dans les localités en cause. A mon sens, ce sont des questions auxquelles on pourrait consacrer une ou deux réunions. On pourrait convoquer des représentants du ministère et des collectivités touchées, qui nous diraient où en sont les choses dans le dossier d'Oka. Ainsi, on pourrait s'assurer que cela ne se reproduise plus à cause de notre méconnaissance du dossier ou d'un manque d'intérêt de notre part.

Monsieur le président, je pourrais peut-être passer en revue ces questions. Je ne veux pas discuter de chacune d'elles, mais celles que je considère majeures exigeront un certain temps, tandis qu'il y en a d'autres de moindre importance que nous pourrions expédier plus rapidement.

J'en ai trois à proposer. Pour ce qui est de la suggestion de Al sur le logement, je l'accepte d'emblée. Cela me semble une excellente idée. Je préconise depuis longtemps que nous fassions une telle étude, et je l'appuie donc de tout coeur.

Je voudrais que nous examinions la question de la fiscalité et de la TPS, et notamment les répercussions de la fiscalité sur les collectivités autochtones. Plus spécialement, je voudrais qu'on compare la situation des autochtones qui vivent dans les réserves et à l'extérieur de celles-ci, afin de voir où nous en sommes dans tout ce dossier, car c'est un sujet de conversation pour à peu près tous les gens que je connais. Il serait très intéressant d'étudier toute cette question du régime fiscal.

M. Redway: Vous êtes certainement au courant du cas des compagnies que l'on a créées pour embaucher des autochtones vivant à l'extérieur des réserves; les travailleurs en question sont payés dans la réserve afin d'éviter de payer de l'impôt. Ainsi, tout le monde fait de l'argent, sauf le Trésor.

M. Nault: Ce qu'il y a, c'est que les autochtones ont de bons comptables comme tout le monde, et on trouve toujours un moyen de s'en sortir. Je pense qu'il serait intéressant d'approfondir quelque peu ce dossier. Une chose que nous pourrions faire et que nous avons d'ailleurs déjà faite dans le passé, c'est d'utiliser nos rapports comme matériel pédagogique pour les non-autochtones. En effet, j'ai le sentiment que les Canadiens non autochtones ne comprennent pas la situation des autochtones eu égard au régime fiscal, et je pense qu'il serait très astucieux de notre part d'essayer d'expliquer tout cela dans un document quelconque. Nous avons déjà fait des efforts de ce genre dans d'autres documents que nous avons publiés.

[Texte]

The other issue that is becoming more evident and coming to the forefront again, which is major as far as the viability of aboriginal people in the future, is the post-secondary education dollars and the influx of aboriginal people into the education system alone. There is a cap and we have to recognize that.

I just received a letter from the minister a couple of days ago that stated there is a particular fund set up—offhand, I think it is \$160 million—and for anything after that “the communities have to be creative”, as the minister puts it. As I said before in my opening statements, there is a population explosion going on up there and lots of kids are coming into the system, and there are going to be a lot more in the near future. We are going to have to handle this and deal with it some way because we are quickly going to run into a crisis of a larger proportion than when we had the demonstrations on the Hill. I think it would be important for us to take a look at that issue.

Those are the three major issues I have. The minor ones, Mr. Chairman, are, as I mentioned, Oka, and again, the Grise Fiord high Arctic Inuit exiles; I think we did an excellent report on that. The department, in its wisdom, disagreed with everything we said, which was quite interesting in itself. What we heard and what we were being told by the department were completely in variance. I would like to reassess that to see just why we were so far off base and why the department basically suggested to us that what we heard wasn't true.

• 0900

The other issue, Mr. Chairman, which sort of fits in with what Alan was talking about, is the status of Bill C-31, which is aboriginal women getting their status back and the effects that has had in some communities. It has created a lot of problems in some communities as far as resources are concerned. One of those resources obviously affects housing, but there are also a number of other issues.

Those are some issues that I think we can deal with in two or three or four meetings. We can review the reports we have already done on them in the past and then we can pick up major ones, as we've mentioned. We should be able to fill our plate in the near future. That's my analysis of where we are.

There are other issues. I think Christine has a few that could be dealt with, and maybe she will want to bring them up.

Mrs. Stewart (Northumberland): On behalf of Jack Anawak, I want to make sure I get his recommendations on the record. Some of them have already been mentioned, and I assume that I have them listed in his priority.

[Traduction]

Une autre question qui redevient d'actualité et qui est un élément essentiel du débat sur l'avenir des autochtones, c'est la question des sommes consacrées à l'enseignement postsecondaire et de l'afflux d'autochtones dans le réseau d'éducation. Ces montants sont plafonnés, et nous devons en tenir compte.

J'ai reçu il y a quelques jours une lettre du ministre qui me signale que l'on a créé une caisse des autochtones dotée, sauf erreur, de 160 millions de dollars. Le ministre dit toutefois qu'au-delà de cette somme, «les collectivités devront faire preuve de créativité». Comme je l'ai dit au début, il y a une explosion démographique dans le Nord, beaucoup d'enfants entrent à l'école et il y en aura bien davantage à l'avenir. Il faudra s'attaquer à ce problème d'une façon ou d'une autre, sinon nous serons aux prises avec une crise plus grave que lorsque nous avons eu des manifestations sur la Colline. Il me semble important de nous pencher sur cette question.

Ce sont les trois principales questions que je veux proposer. Quant aux dossiers mineurs, monsieur le président, il s'agit de la situation à Oka et des Inuits de Fjord Grise que l'on a exilés dans L'Extrême-Arctique; je crois que nous avons produit un excellent rapport là-dessus. Le ministère, dans sa sagesse, s'est trouvé en désaccord avec tout ce que nous disions dans ce document, ce qui était très intéressant en soi. Il y avait contradiction totale entre ce que nous disaient les témoins et les représentants du ministère. Je voudrais que nous revenions sur ce dossier pour comprendre pourquoi nous nous sommes tellement fourvoyés et pourquoi le ministère nous disait essentiellement que ce que l'on nous avait dit n'était pas vrai.

L'autre question que je veux soulever, monsieur le président, est liée à ce que disait Alan. Je veux parler du projet de loi C-31, qui visait à permettre aux femmes autochtones de recouvrer leur statut. Il faut voir quelles en ont été les répercussions dans certaines collectivités. En bien des endroits, cette mesure a provoqué une foule de problèmes en taxant lourdement les ressources, notamment le logement.

Il y a d'autres questions que nous pourrions régler en deux, trois ou quatre réunions. Nous pouvons passer en revue les rapports que nous avons déjà publiés là-dessus dans le passé. Et puis il y a les grands dossiers que l'on a déjà mentionnés. Cela devrait nous suffire pour un certain temps. Voilà où nous en sommes, à mon avis.

Il y a d'autres questions. Je pense que Christine en a quelques-unes à proposer.

Mme Stewart (Northumberland): Je prends la parole au nom de Jack Anawak. Je tiens à m'assurer que ses recommandations sont consignées au compte rendu. Certaines ont déjà été mentionnées, et je suppose que la liste que j'ai ici correspond à ses priorités.

[Text]

First of all, he would also like a review of the Grise Fiord-Resolute Bay Inuit relocation issue. Certainly that issue is not going away. I heard just this last week comments on CBC about that. I gather some new report is coming out with regard to that issue, so it is going to be in the public eye even more than what we have not heard the last few months and years.

The Chairman: The RCMP, I understand—

Mrs. Stewart: They have their own report, yes.

Secondly, he would also like a follow-up to the Oka situation. Different from what has been mentioned, but I guess particular to his geographic area, he would like a review of food/mail subsidies and a review of the DIAND report "Food for the North: An Examination of the Current Situation". I think somehow or another that would relate to your suggestion of the GST review in that it's all taxation and non-taxation. I know this is distinctly different, but—

Mr. Nault: This is Canada Post more so and the subsidy that Indian and Northern Affairs pays to Canada Post to ship goods up to the far north because of the cost of transportation.

Mrs. Stewart: I was aware of that, but I was thinking that it—

Mr. Nault: It could fit in.

Mrs. Stewart: —was all revenues one way or the other.

Mr. Redway: The cost of food in the far north—

Mrs. Stewart: Yes, it is exorbitantly high.

Mr. Nault: A quart of milk costs \$4, that sort of thing.

Mrs. Stewart: He would also like the anti-fur, anti-trapping issue to be reviewed, with an emphasis on the European situation since the December 1986 report of the standing committee.

Next, he would like a review of the fiduciary responsibility of the government—an examination and analysis of the nature of this responsibility in light of several significant recent court decisions, including the recent Supreme Court of Canada decision regarding Sparrow.

Then he has one that would keep you busy for the next ten years, and that's the resource environment and claims issues review.

Personally I would also support, as Bob has done, Alan Redway's suggestion about native housing. I think it is a root cause of many of the horrendous problems.

Mme Duplessis (Louis-Hébert): Je voudrais qu'on se penche sur le projet de loi C-31. Tout à l'heure, Alan et monsieur en ont parlé en ce qui concerne le logement. Je voudrais parler des autres problèmes qui ont été identifiés dans le rapport produit par les gens du ministère, quand ils ont consulté les principales bandes du pays. Je sais que de graves problèmes ont été identifiés, et il serait peut-être bon que le Comité se penche sur les solutions qui pourraient être apportées à ces problèmes-là.

[Translation]

Premièrement, il voudrait également que nous examinions la question du déménagement des Inuits de Fjord Grise à Resolute Bay. Chose certaine, cette question ne disparaîtra pas de l'actualité. La semaine dernière encore, j'ai entendu à Radio-Canada des commentaires là-dessus. Je crois qu'un nouveau rapport sera bientôt publié sur cette question, de sorte qu'on continuera d'en entendre parler autant et même davantage qu'au cours des dernières années.

Le président: Je crois que la GRC...

Mme Stewart: En effet, elle va également publier son rapport là-dessus.

Deuxièmement, il voudrait également que l'on fasse un suivi de la situation d'Oka. Il y a une différence par rapport à ce qu'on a déjà dit, mais je suppose que cela tient à la situation géographique de sa circonscription. En effet, il voudrait que l'on examine la question des subventions postales pour l'expédition d'aliments ainsi que le rapport du ministère des Affaires indiennes intitulé: «L'alimentation dans le Nord: étude de la situation actuelle». Il me semble que ce serait d'une certaine façon lié à votre suggestion d'une étude de la TPS, puisqu'il s'agit de fiscalité. Je sais que c'est différent, mais...

M. Nault: Cela concerne davantage Postes Canada, puisqu'il s'agit d'une subvention que le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien verse à Postes Canada pour l'expédition de biens dans le Grand Nord pour compenser le coût du transport.

Mme Stewart: Je le sais, mais il me semblait que...

M. Nault: On pourrait étudier les deux en même temps.

Mme Stewart: ...qu'il s'agissait dans les deux cas d'un problème de revenus.

M. Redway: Le coût des aliments dans le Grand Nord...

Mme Stewart: Oui, il est exorbitant.

M. Nault: Une pinte de lait coûte 4\$, par exemple.

Mme Stewart: Il voudrait également étudier la question du mouvement anti-fourrure et anti-piégeage, en mettant l'accent sur la situation en Europe depuis la publication du rapport du comité permanent, en décembre 1986.

Ensuite, il voudrait que l'on étudie la responsabilité fiduciaire du gouvernement, c'est-à-dire qu'on fasse une étude et une analyse de la nature de cette responsabilité à la lumière de plusieurs décisions récentes des tribunaux, y compris la récente décision de la Cour suprême du Canada dans l'affaire Sparrow.

Ensuite, il fait une suggestion qui pourrait vous tenir occupés pendant 10 ans, à savoir une étude des ressources, de l'environnement et des revendications.

Personnellement, je serais également en faveur d'une étude sur le logement chez les autochtones, comme Bob et Alan Redway l'ont proposé. Je pense que c'est la cause essentielle de bien des problèmes épouvantables.

Mrs. Duplessis (Louis-Hébert): I would like us to study the matter of Bill C-31. Alan and the gentleman over there mentioned it earlier in the context of housing. I would like to discuss other problems that have been identified in the report produced by the department after a consultation of the main bands in the country. I know that serious problems have been identified and it might be useful for the committee to study the possible solutions to these problems.

[Texte]

• 0905

La deuxième question qui me préoccupe au plus haut point est la violence faite aux femmes et aux enfants autochtones qui, bien souvent, est cachée, mais qui existe réellement. Le Comité pourrait peut-être faire quelque chose. Je sais qu'une commission va aller à travers le pays pour étudier le problème de la violence faite aux femmes un peu partout dans le pays. Je ne sais pas s'ils ont un volet concernant la violence faite aux femmes autochtones, mais je pense que le Comité devrait aussi se pencher là-dessus à un moment donné.

The Chairman: Thank you. We have heard your interests. The chair suspects that Bill C-31 and housing are uppermost in the minds of everyone in terms of major issues. As well as the housing issue, violence was something that I had in the back of my mind, too.

I had an interesting visit to a reserve, where I was supposed to cut the ribbon for a housing project. There was a five-bedroom house with two bachelors living in it, and I had to relate that in terms of the housing crisis on the reserves. Obviously there is more for me to learn on this subject. That day was not a typical day, I understand.

A Voice: It's all politics.

The Chairman: That's right, that could be. Their names were at the top of the list, I am told. The Federation of Saskatchewan Indians does have a housing committee, I believe, and no doubt they could provide us with some insight as well as—

Mr. Redway: The bands in every province have some sort of housing organization.

The Chairman: The spin-off effect of that, which is not being settled on the reserve, is being settled one way or another in the cities, whether it be a spin-off from Bill C-31, violence against native women and children, inadequate housing, those kinds of things. Earlier I made mention of CAEDS and the timing. I am more concerned with the timing of CAEDS and what I would consider, in terms of Bob's definition... as being a more minor issue perhaps.

I thought I would throw out some of my thoughts and see if we can put some chronology to all of the suggestions that have been made.

Mr. Nault: Mr. Chairman, I don't have any difficulty with your suggestions. Again, I would like to flog the post-secondary education issue. In aboriginal country you will quickly learn that the elders are very much in tune with what will happen with generations that are not even born yet. They talk about the fact that the way to ensure the survival of a particular culture is through education. They talk about that, and they will give everything away to allow their child to better themselves in that process to be able to compete in the non-native world.

I don't want that to be swept under the rug, because we are going to run into a crisis again. It is already being talked about out there. They are saying that a lot of kids are not getting into post-secondary institutions this year because

[Traduction]

The second issue that concerns me deeply is the violence to native women and children which, more often than not, is hidden but is still very real. Perhaps the committee could do something on this. I know that a commission will go throughout the country to study the problem of violence to women. I don't know whether they plan to study in particular the issue of violence to native women, but I do think that the committee should also study that issue at some point.

Le président: Merci. Nous avons donc entendu vos centres d'intérêt respectifs. La présidence soupçonne que le projet de loi C-31 et le logement sont en tête de liste des principaux dossiers dans l'esprit de tous les participants. Pour ma part, en plus du logement, je songeais également à faire quelque chose à propos de la violence.

J'ai fait une visite intéressante dans une réserve, où j'étais censé inaugurer un projet d'habitation. Il y avait là une maison de cinq chambres à coucher habitée par deux célibataires. Or, je sais qu'il y a une crise du logement dans les réserves. Manifestement, il me reste beaucoup de choses à apprendre sur cette question. Il semble bien que ce n'était pas un cas typique.

Une voix: C'est de la politique.

Le président: Peut-être bien. On me dit que les noms de ces personnes se trouvaient en tête de liste. La Fédération des Indiens de la Saskatchewan a mis sur pied un comité du logement qui pourrait sans doute nous offrir de l'information précieuse...

M. Redway: Dans toutes les provinces, les bandes ont mis sur pied une organisation qui s'occupe du logement.

Le président: Les retombées de ce problème, qui n'est pas réglé dans les réserves, se font sentir d'une façon ou d'une autre dans les villes, qu'il s'agisse des retombées du projet de loi C-31, de la violence contre les femmes et les enfants autochtones, de la pénurie de logements, etc. J'ai parlé tout à l'heure de la Stratégie canadienne de développement économique des autochtones. Je m'inquiète davantage du moment choisi pour la mise en oeuvre de ce programme, et cela me semble, compte tenu de la définition qu'en a donnée Bob, une question peut-être plus mineure.

J'ai pensé que je vous ferais part de mes propres réflexions, et ensuite je vais voir si je peux établir une chronologie à partir de toutes les suggestions que l'on a faites.

M. Nault: Monsieur le président, vos suggestions me semblent excellentes. Encore une fois, j'insiste sur la question de l'enseignement postsecondaire. Quand on va en pays autochtone, on se rend rapidement compte que les anciens sont très conscients de ce qu'il va advenir des générations futures. Ils nous disent que l'éducation est le seul moyen d'assurer la survie d'une culture. Ils ne se contentent pas d'en parler, ils sont prêts à tout donner pour permettre à leurs enfants de se doter des outils voulus pour se débrouiller dans un monde non autochtone.

Je ne veux pas que l'on mette cela de côté, car nous allons affronter une nouvelle crise. On en parle déjà dans les réserves. On dit que beaucoup d'enfants se voient refuser l'entrée de maisons d'enseignement postsecondaire cette

[Text]

there is no money left, and the department is telling them to be creative. You can only be so creative when you have other commitments. For example, with the lack of housing... the minor capital is given by the department to the band, but there are only so many dollars that are based on a per-head basis. I think we should be cognizant of that.

One of the things I came across in this committee—and all members probably have in other committees—is that major studies take time for the clerk and the research staff to get together, get the scheduling worked on and get up and running. While we are waiting for that to take place... It will probably take until after Christmas before we can get all the research papers and reports that we already have... We must familiarize ourselves with the topic of housing, because it is a major issue. We could probably deal with two or three of what we have pinpointed as minor, in the short term.

For example, the Oka and the Grise Fiord high Arctic—deal with those two in the next 45 days or so, have them looked at while the staff deals with the process of putting in place the organizational situation. We don't want to be like our new constitutional committee. We want to look organized, and we always have. Martine has been around for a while now; I can attest to her abilities.

• 0910

So we want to make sure that happens and let the process unfold. We can then deal with the other two or three minor studies. If we can agree to that today, I think it will be a good start. We all seem to agree that housing will be one of the major studies.

I would like to flag the post-secondary situation somewhere down the line and deal with it. If by next fall, the number of people who cannot get into a post-secondary institution doubles, for example, we are going to be in a crisis situation. I'd like to deal with the post-secondary situation before next fall.

As to my colleague's discussion about violence to women on and off the reserve in the aboriginal community, that would be an interesting process. For example, in Treaty 9, we have a particular group that's set up. It is made up of the women from all the different reserves in Treaty 9, to deal with the situation of violence to women by that particular culture.

Again, you have to understand the culture before you can understand the issue. I think we could deal with that sort of as a parallel to the other issues we're dealing with. It's something that fits in with a lot of other issues like housing. The fact is that two or three families are living in a two-bedroom house. This creates conflict and feelings of despair and causes a crisis in the home within the family itself. That causes some of the problems that my colleague is talking about. They all tie in.

[Translation]

année parce qu'il n'y a plus d'argent, et le ministère leur dit de se débrouiller. On peut se débrouiller, mais seulement jusqu'à un certain point, surtout quand on a d'autres problèmes sur les bras. Dans le domaine du logement, par exemple, le ministère accorde de maigres crédits à la bande, la somme étant déterminée par le nombre d'habitants. Je pense qu'il faut en être conscient.

J'ai constaté une chose à ce comité, et je pense que cela vaut également pour les autres comités. Avant d'entreprendre une étude d'envergure, il faut du temps pour que le greffier et le personnel de recherche se préparent, établissent le calendrier des travaux et organisent le tout. Dans l'intervalle... Il nous faudra probablement jusqu'en janvier pour réunir toute la documentation dont nous disposons déjà. Nous devons nous documenter sur la question du logement, car c'est une question d'une vaste portée. Nous pourrions probablement aborder dans l'intervalle deux ou trois des questions que nous avons décrites comme mineures.

Par exemple, la situation à Oka et le dossier de Fjord Grise. On pourrait étudier ces deux questions au cours des 45 prochains jours, à peu près, tandis que le personnel s'occupera de mettre en place l'organisation pour la suite de nos travaux. Nous ne voulons pas faire comme notre nouveau comité constitutionnel. Nous voulons paraître bien organisés, comme toujours. Martine est avec nous depuis un certain temps, et je peux attester de sa compétence.

Nous voulons donc nous assurer que tout se passe dans l'ordre. On pourra alors aborder les deux ou trois autres points mineurs. Si nous nous entendons là-dessus aujourd'hui, je pense que ce sera un bon début. Nous semblons tous d'accord pour dire que le logement sera l'une de nos études d'envergure.

Je tiens à ce que l'on étudie à un moment donné la question de l'enseignement postsecondaire. Si le nombre d'élèves qui se voient refuser l'accès à l'enseignement postsecondaire devait doubler l'automne prochain, nous nous retrouverions avec une crise sur les bras. Je voudrais que nous étudiions la question de l'enseignement postsecondaire avant l'automne prochain.

Quant à la proposition de ma collègue sur la violence faite aux femmes autochtones autant dans les réserves qu'à l'extérieur, ce serait un sujet intéressant. Je songe notamment au traité n° 9, qui crée un groupe particulier. Ce groupe comprend les femmes de toutes les réserves visées par le traité n° 9 et s'efforce de s'attaquer au problème de la violence faite aux femmes dans cette culture particulière.

Encore une fois, il faut comprendre la culture avant de bien comprendre le problème. Je pense qu'on pourrait étudier cela en parallèle, en même temps que d'autres questions. C'est en rapport avec beaucoup d'autres questions, notamment le logement. Les familles s'empilent à deux ou trois dans des maisons de deux chambres à coucher. Cela provoque des conflits, suscite le désespoir et aboutit à des crises au sein des familles elles-mêmes. C'est à l'origine de certains problèmes dont mon collègue parlait. Tout cela est lié.

[Texte]

So in wrapping up, Mr. Chairman, I'd just like to suggest that we decide what the major issue is and let the staff get on with setting up the process. We can then deal with the two or three minor issues in the interim, which will keep us going right until probably mid-January, or something like that.

The Chairman: Okay. I just want to re-emphasize Mr. Skelly's point of literacy. I suppose we can tie it together with PSC, so that we don't forget that is his interest. I'm sure after the break, when he returns, he will remind us of his interests.

The high Arctic situation, Grise Fiord, is relative, and so I guess we will continue to cover his concerns. So what is the direction of the committee? Why don't we pick a major issue and then we can put that away in the closet for a while. Then we can deal with some minor issues, as you suggest.

Mr. Redway: I liked Bob's suggestion. Perhaps we can choose native housing as the major issue and ask the staff to put together all the material on that. We can get a schedule of witnesses lined up for the beginning of the year. In the meantime we can deal with some of these "minor" issues.

I personally think we should keep on top of the Oka situation. If it flares up again and we haven't even considered it recently, it would be extremely embarrassing. I know there are things going on there now, so I think it would be an updating issue.

Bob's suggestion with respect to the post-secondary education concern would be another issue. That would also tie in with Bob Skelly's concern there. If we deal with those two issues, say before Christmas, and have more time, we could choose something else from a long, long list. Our cup runneth over here, Mr. Chairman.

The Chairman: Yes. Let us not forget CAEDS.

Mr. Nault: Oh, no, I was just going to bring that up, Mr. Chairman. I know you're very much interested in that, and I am, too. When you have 46 communities, as I have, CAEDS comes up in conversation practically every day. There has been a lot of frustration about CAEDS and its effectiveness in northern isolated communities. They are not as economically diversified as other southern communities, such as Six Nations down here in southern Ontario.

They are right next to all the major cities and have the ability. CAEDS seems to be focused on the business side of things, with the sense that you have to have some equity to start off with. In some cases in the far north there is no equity or any economic activity going on at all, except for a band store and maybe the post office. When you have those limited amounts of activities, it's pretty tough to enter into CAEDS. I'd like to look at that somewhere down the line. I

[Traduction]

Donc, en résumé, monsieur le président, je voudrais proposer que nous décidions aujourd'hui quelles sont les principales questions et que nous chargions le personnel d'enclencher le processus. Dans l'intervalle, on pourrait s'attaquer à deux ou trois questions moins importantes qui nous tiendront probablement occupés jusqu'à la mi-janvier.

Le président: D'accord. Je tiens seulement à revenir sur l'intervention de M. Skelly au sujet de l'alphabétisation. Il ne faudrait pas oublier qu'il s'intéresse à cette question. Je suis certain qu'à son retour, après la semaine de relâche, il va nous rafraîchir la mémoire quant à ses centres d'intérêt.

La situation dans l'Extrême-Arctique, à Fjord Grise, est liée à tout cela, de sorte que nous allons continuer de répondre à ces préoccupations. Alors, que fait-on? Pourquoi ne pas choisir dès maintenant une question d'envergure que nous pourrions mettre de côté pour un temps? Ensuite, on pourra aborder des questions moins importantes, comme on l'a proposé.

M. Redway: J'ai bien aimé la suggestion de Bob. Peut-être pourrions-nous choisir le logement chez les autochtones comme question principale et demander au personnel de rassembler toute la documentation là-dessus. On pourrait établir un calendrier de comparution des témoins pour le début de l'année prochaine. Dans l'intervalle, on pourrait s'attaquer à certaines de ces questions dites «moins importantes».

Personnellement, je crois que nous devrions faire un suivi de la situation d'Oka. Si jamais il y avait une nouvelle flambée de violence, chose que nous n'avons même pas envisagée ces derniers temps, ce serait extrêmement embarrassant. Je sais qu'il se passe actuellement des choses là-bas en ce moment même; il s'agirait donc de faire une mise à jour.

La suggestion de Bob sur l'enseignement postsecondaire est également intéressante. C'est en rapport avec les préoccupations de Bob Skelly. Si nous traitons de ces deux questions, disons avant Noël, et si nous avons encore du temps libre, nous pourrions choisir quelque chose d'autre à même une très longue liste. En effet, la coupe est pleine, monsieur le président.

Le président: Oui. N'oublions pas la Stratégie canadienne de développement économique des autochtones.

M. Nault: Oh non, j'allais justement en parler, monsieur le président. Je sais que vous vous y intéressez beaucoup, et moi aussi. Quand on compte 46 collectivités autochtones dans sa circonscription, comme c'est mon cas, on entend parler de ce programme presque tous les jours. La stratégie en question a donné lieu à beaucoup de frustrations, et on s'interroge sur son efficacité dans les localités septentrionales isolées, qui ne sont pas aussi diversifiées sur le plan économique que les collectivités du Sud, comme par exemple la réserve des Six Nations dans le Sud de l'Ontario.

• 0915

Ces Indiens habitent tout près des grandes villes et ont donc une foule de possibilités. La stratégie de développement semble axée essentiellement sur les affaires, en ce sens qu'il faut un capital de départ. Dans certains cas, dans le Grand Nord, il n'y a pas de capitaux, ni même aucune activité économique, sinon un magasin de bandes et peut-être le bureau de poste. Quand l'activité économique est limitée à ce point, c'est assez difficile de bénéficier de la stratégie de

[Text]

think it would be interesting to see just what's happening with it—dealing with the isolated communities versus the non-isolated ones. The ones that are closer to the cities are tapping into it very well. I know some of the communities in my area are doing it. That would be interesting to talk about.

Just to flag something that has come to my attention in talking to Karen, apparently there's going to be a national action day for post-secondary education on November 18. The aboriginal people are already flagging this as a problem. It may be to our benefit to have a couple of meetings before that time and bring in some of the DIAND officials and some of the chiefs who are available in the area and have a discussion about just what the process is that there're having difficulty with and whether there is a way of dealing with it. If we don't move before the whole process starts itself out there, we'll just be accused of reacting to a crisis that has already started. I think it's important for us to be more proactive than reactive, and I'd like to see us do that, if we could, in the short term. I don't suggest for a moment that we revisit the whole situation of post-secondary education, but I think we can take a look at the report we did quite a few months ago.

The Chairman: There is the break next week.

The Clerk of the Committee: Would you like to organize a meeting on the November 18 on that issue? That is a Monday.

Mr. Nault: That's the day we'll be back. I'm not opposed to that, Mr. Chairman.

Mrs. Duplessis: In the afternoon?

Mr. Nault: Just to flag that. Again I would like to follow what Al said. I think the major issue that we've sort of come to a consensus on is the housing one. You can fit a lot of things into the housing study. The Bill C-31—

Mr. Redway: The economic development situation. That's a classic example of what they use for economic development.

Mr. Nault: The social difficulties based on lack of infrastructure like housing. That all fits into it.

The Chairman: Who would you suggest would appear on November 18?

Mr. Nault: Well, I would say DIAND. AFN is a big player. They do have an individual who is specifically geared to the education side. Just get hold of AFN and have a chat with them about coming forward and talking about the issue.

You may want to talk to the Ontario component of the aboriginal community and see if the grand chief is interested in doing that. We have the major list that we've dealt with over and over again. It's a matter of who's available, who's coming, and just what's happening on that particular day. You'll have to ask that question when you're talking to them.

[Translation]

développement économique. Je voudrais que l'on se penche là-dessus à un moment donné. Je pense qu'il serait intéressant de voir exactement ce qui se passe, notamment de faire la comparaison entre les localités isolées et les autres. Les bandes situées près des villes ne manquent pas d'en profiter. J'en connais des exemples dans ma région. Ce serait intéressant d'en discuter.

Je voudrais signaler quelque chose que vient de me dire Karen. Apparemment, on prévoit pour le 18 novembre une journée nationale d'action pour l'enseignement postsecondaire. Les autochtones y voient déjà un problème. Il serait peut-être à notre avantage de tenir quelques réunions avant cette date et de convoquer des fonctionnaires du ministère ainsi que certains chefs de bandes qui seraient disponibles dans la région afin de savoir quels sont exactement les problèmes que l'on perçoit et de voir s'il y a un moyen d'y remédier. Si l'on ne fait rien avant que toute l'affaire se mette en branle, on nous accusera de réagir à une crise. Il est très important pour nous de prendre l'initiative au lieu de réagir simplement aux événements, et je voudrais que nous le fassions très bientôt. Je ne propose nullement d'étudier toute la situation dans l'enseignement postsecondaire, mais je pense que nous pourrions examiner le rapport que nous avons publié il y a quelques mois.

Le président: Il y a une période de relâche la semaine prochaine.

La greffière du Comité: Voudriez-vous que l'on tienne une réunion le 18 novembre sur cette question? C'est un lundi.

M. Nault: Ce sera jour de rentrée. Je ne suis pas contre, monsieur le président.

Mme Duplessis: Dans l'après-midi?

M. Nault: Je voulais juste attirer l'attention là-dessus. Par ailleurs, je reviens sur ce que Al disait. Je pense que la principale question, sur laquelle nous avons dégagé un consensus, c'est le problème du logement. On peut faire bien des choses dans le cadre d'une étude sur le logement. Le projet de loi C-31. . .

M. Redway: Le développement économique. C'est un exemple typique de ce que l'on utilise comme outil de développement économique.

M. Nault: Les difficultés sociales sont inhérentes à l'absence d'infrastructure comme le logement. Tout cela est lié.

Le président: Qui proposez-vous d'entendre comme témoins le 18 novembre?

M. Nault: Eh bien, je dirais des fonctionnaires du ministère. L'Assemblée des premières nations est également un intervenant important. Elle compte un permanent qui s'occupe spécialement de l'éducation. Communiquons avec l'APN et voyons s'ils peuvent nous envoyer quelqu'un pour discuter de la question.

On voudrait peut-être parler à quelqu'un du secteur ontarien de la communauté autochtone; peut-être le grand chef serait-il intéressé. Nous avons une longue liste que nous avons ressassée. Il s'agit de savoir qui est disponible, qui peut venir, et ce qui se passera exactement ce jour-là. Il faudra leur poser la question quand ils viendront.

[Texte]

The Clerk: You do realize that's going to take a few hours. DIAND, the AFN, Ontario. We suspect B.C., which has quite a few problems, would like to ship somebody, too. So you have four major groups. That could last from 3 p.m. to 8 p.m.

Mr. Nault: Mr. Chairman, I would suggest, if the committee would agree to this, that we possibly break it up into two segments on that day, with a couple of hours in the morning and have it continue on in the afternoon, unless you want to go straight through. We've done this before. We've sat from 5 p.m. till midnight on issues of major importance, post-secondary being one of them.

The Chairman: As it turns out, that is the one Monday in the year I'll be in Ottawa in the morning. Normally I don't get in until about 2.30 p.m. I don't like a Monday morning meeting because it means I'd have to leave Sunday. But I will be back. I'm at the committee's disposal—whatever they wish.

Mr. Redway: Whatever time on Monday you can arrange, I guess.

The Clerk: On Monday morning I'm sure there is no problem getting a room.

Mr. Redway: Sold. What a convincing advocate you are.

• 0920

The Clerk: Indeed.

The Chairman: I would be grossly remiss if I didn't mention on this particular subject that located within a stone's throw of where I live, and hence in my constituency, is the home of Canada's first, if not only, totally accredited Indian college, Saskatchewan Indian Federated College. I don't know whether—

The Clerk: Do you want to see them?

The Chairman:—they should be included on the list or not. There are six hundred students going there.

Mr. Nault: According to the staff, all the major groups in the country are going to be here. If that's the case, you won't have any trouble filling out the process. I would suggest, then, that you take DIAND off the list, because we can have them any old time. For the ones coming in already for this particular day, then we could schedule as many as we feel we can handle. It's a matter of trying to get the individuals who we want to come forward to sort of represent the whole country.

I thought we would postpone DIAND because we'll hear what the problems are first and then we'll have DIAND tell us why they're there and how they propose to rectify them.

Mr. Redway: Under your proposal, we would be hearing from DIAND?

[Traduction]

La greffière: Vous vous rendez compte que cela prendra plusieurs heures. Le ministère, l'APN, l'Ontario. On peut s'attendre à ce que la Colombie-Britannique, où il y a une foule de problèmes, veuille déléguer quelqu'un également. Ce qui donne donc quatre groupes principaux. Cette réunion pourrait durer de 15 heures à 20 heures.

M. Nault: Monsieur le président, si le comité est d'accord, je propose que nous divisions la réunion ce jour-là en deux parties; on pourrait siéger pendant deux heures le matin et poursuivre dans l'après-midi, à moins qu'on ne veuille siéger sans interruption. Nous l'avons déjà fait. Nous avons siégé de 17 heures à minuit sur des questions de grande importance, et l'enseignement postsecondaire en est une.

Le président: Il se trouve que c'est le seul lundi de l'année que je serai à Ottawa dans la matinée. Normalement, je n'arrive ici que vers 14h30. Je n'aime pas les séances du lundi matin, parce que cela veut dire que je dois partir de chez moi le dimanche. Mais ce jour-là, je serai de retour. Je m'en remets donc au comité.

M. Redway: Cela dépendra des arrangements que l'on pourra prendre pour ce lundi.

La greffière: Le lundi matin, je suis certaine qu'il n'y aura aucun problème pour trouver une salle.

M. Redway: D'accord. Quel avocat convaincant vous faites.

La greffière: Effectivement.

Le président: Je me dois absolument, tant que nous sommes sur ce sujet, de dire qu'à quelques pas de chez moi, et donc dans ma circonscription, se trouve le premier collège indien totalement accrédité au Canada, et peut-être le seul, le Saskatchewan Indian Federated College. Je ne sais pas si...

La greffière: Voulez-vous les voir?

Le président:...il faudrait les inclure dans la liste ou pas. Il est fréquenté par 600 étudiants.

M. Nault: D'après les membres du personnel du comité, tous les grands groupes du pays vont être là. Dans ces conditions, vous n'aurez aucun mal à trouver des candidats. Je crois qu'il vaudrait donc mieux enlever le MAINC de la liste, puisque nous pouvons entendre ses représentants à tout moment. En ce qui concerne ceux qui viennent déjà ce jour-là, nous pouvons prévoir d'en entendre le maximum possible. Il faut arriver à faire venir ceux que nous désirons entendre et qui puissent représenter l'ensemble du pays.

J'ai pensé que nous pourrions entendre le MAINC plus tard, parce que nous entendrons d'abord parler des problèmes, et ensuite nous demanderons aux représentants du ministère de nous en donner les raisons et de nous dire comment ils entendent y remédier.

M. Redway: D'après votre proposition, nous entendrions les représentants du MAINC?

[Text]

Mr. Nault: Oh, certainly, but I just thought we would take them off that day's list. It takes us a good hour or hour and a half to deal with that. Also, we might ask the minister to come, which again usually takes a couple of hours. In those two hours usually we can get three representations in by the aboriginal communities.

The Chairman: The one concern I would have is that if they're all going to be in town on the same day, are we going to hear the same message?

Mr. Nault: No, I don't think you will, because it depends where—

Mr. Redway: It was the same in terms of the message you had at the last meeting, Mr. Chairman: with five spokesmen, they each had something to say.

The Chairman: But they were here at the same time; they could hear each other speaking.

Mr. Nault: I think you'll find a difference in the provinces. B.C. has a different system from other provinces—much different from Ontario's, for example. I was quite shocked when we did the literacy study and went to B.C. You participated in the one in Regina, Mr. Chairman. There are different variations. Education being a provincial jurisdiction, you end up discussing some of the provincial areas of concern also.

So you'll get a difference of opinion depending on where you go in the country. Again, in the Atlantic they also have a different system. So we can't just suggest that no matter who we get we're going to get the same message. We will get the same message, which is that there is a crisis out there, but we'll get a varying degree of it, plus, I think, a difference of solution depending on where you go.

So I don't have an objection or a sense of whom we should ask, except that we should make sure that we get the major players first and then deal with whoever else is coming into town. I know the clerk has an extensive list of the major players with whom we've dealt in the past on this issue, because we went through it when we did the major post-secondary education study that we have. Everybody should get a copy of that very quickly. It makes for a good read and a good backgrounder of where we've been.

The Chairman: In an attempt to get something down on paper, we're dealing with November 18. Would the committee be disposed to suggest a number of hours they would like to make themselves free that day so that Martine can be accordingly directed, or is she to book you from 8.30 a.m. to midnight that day?

Mr. Nault: Mr. Chairman, why don't we do it this way. Let's find out who's coming for that particular day. Let's invite the ones who are not available any other day—for example, the B.C. community. If they're coming for the day, say, then we should have them here, because it's a long flight to come another day when we continue more hearings on the issue.

[Translation]

M. Nault: Certainement, mais je pensais préférable de les enlever de la liste de cette journée-là. Il nous faut bien une heure et demie pour discuter de cela. De plus, nous allons peut-être demander au ministre de venir, ce qui prend généralement environ deux heures. Pendant ces deux heures, nous pouvons entendre les représentants de trois communautés autochtones.

Le président: Une seule chose me préoccupe: s'ils sont tous là le même jour, n'allons-nous pas entendre le même message?

M. Nault: Non, je ne crois pas, parce que tout dépend. . .

M. Redway: C'était la même chose pour le message entendu à la dernière réunion, monsieur le président. Il y avait cinq porte-parole, et chacun avait quelque chose à dire.

Le président: Mais ils étaient là en même temps, ils pouvaient entendre les autres.

M. Nault: Vous verrez qu'il y a une différence entre les provinces. La Colombie-Britannique n'a pas le même système que les autres provinces—c'est très différent de l'Ontario, par exemple. J'ai été très étonné lorsque nous avons fait l'étude sur l'alphabétisation et que nous sommes allés en Colombie-Britannique. Vous avez participé aux travaux de Regina, monsieur le président. Il y a des écarts. L'éducation relevant des provinces, on finit par discuter aussi des préoccupations provinciales.

Vous entendez donc des opinions différentes selon la région du pays où vous vous trouvez. Dans les Maritimes, le système est également différent. On ne peut donc pas dire que le message va être le même, quelle que soit la personne entendue. Le message sera le même, en ce sens que tous nous parlerons de la crise, mais nous verrons qu'il y a des degrés différents et que les solutions peuvent varier selon l'endroit où l'on se trouve.

Je n'ai donc pas d'objection ni de suggestion à faire sur les personnes à inviter; je voudrais simplement qu'on veuille à faire venir les principaux protagonistes d'abord, pour entendre ensuite les autres groupes susceptibles de se trouver sur place. Je sais que la greffière a une longue liste des principaux intervenants que nous avons rencontrés sur ce sujet auparavant, puisque nous avons fait le même exercice dans le cadre de la grande étude sur l'enseignement postsecondaire. Tout le monde devrait se procurer très rapidement un exemplaire de cela. C'est un document intéressant à lire et qui expose bien la situation d'ensemble.

Le président: Nous devons essayer de mettre cela sur papier, et il s'agit donc du 18 novembre. Le comité serait-il disposé à fixer le nombre d'heures pendant lesquelles il serait disponible ce jour-là afin de donner des instructions en conséquence à Martine, ou voulez-vous qu'elle vous réserve de 8h30 à minuit ce jour-là?

M. Nault: Pourquoi ne procédons-nous pas ainsi, monsieur le président? Voyons qui va venir cette journée-là. Invitons ceux qui ne sont pas disponibles les autres jours—par exemple, les personnes de la Colombie-Britannique. Si elles viennent pour la journée, nous devrions les entendre à ce moment-là, parce que c'est un long voyage, et il leur serait difficile de revenir un autre jour pour la suite des audiences sur le sujet.

[Texte]

• 0925

I suggest we deal with those that are coming specifically and that are going to be available, so it wouldn't be a cost to us as a committee and to the taxpayer. From there we can deal with the others that are going to come later. For example, we may want to say that AFN will come because they are here and it's pretty easy for them to come at any time. Who knows? The grand chief may want to be available to make that presentation. It depends on when we have the discussion with them.

I am quite prepared to sit six or eight hours. A working day for me is eight to twelve, so I am quite prepared to sit eight hours and have meetings. Anything after that, I tend to get a little bit cranky, but I can handle eight. I throw that out for you because it will give the staff a ballpark number of hours.

The Chairman: Is Monday morning a problem?

Mr. Redway: I can't speak for everybody. Speaking for myself, the first day back after a week off is always a little dicey, but I am prepared to be here.

The Clerk: At 10 a.m.?

Mr. Redway: Sure, at 10 a.m.

Mrs. Duplessis: I arrive at 8.30 a.m.

The Chairman: Okay, but you would like some time to get yourself together, too.

I sense that the preference is Monday afternoon, Monday evening, Monday morning if need be.

Mr. Nault: Mr. Chairman, did you want a particular motion to that effect? In the past we have been fairly—for lack of a better word—"loosey-goosey". We have tended to get along fairly well. Even Mr. Skelly and I always got along, which was unique.

I know it is impossible to be non-partisan, depending on the issue, but we have always attempted to be. It has been fairly effective. Some of the reports we have done worked out quite well because of that approach. I am not opposed to continuing from where we left off in the other committee—that is, that we leave a lot of it up to the discretion of the chairman. Mr. Hughes tended to let things flow and dealt with things in an appropriate manner that was fair to us all. But if you want us to present proper motions, we are quite prepared to do that.

The Chairman: I am fully prepared to operate on the basis of consensus. I think that's an easy way to work, so long as I sense consensus. It cannot be driven by a strong presentation on one side and no response on the other side, of course, but I am happy with consensus.

So I seek consensus on November 18, as discussed. Is there agreement with that?

Some hon. members: Agreed.

The Chairman: I will move to the second item. I hate to mention CAEDS, but again I think that is more appropriate in early December, unless you want to wait until next year somehow. Their report is going to be released in early December.

[Traduction]

Je proposerais que nous entendions d'abord ceux qui viennent spécialement et qui vont être disponibles, de façon à limiter les coûts pour le comité et pour le contribuable. Ensuite, nous pouvons nous occuper de ceux qui viendront plus tard. Par exemple, nous pouvons décider de faire venir les représentants de l'APN, puisqu'ils seront là et qu'il leur sera assez facile de venir à ce moment-là. Qui sait? Le grand chef peut vouloir présenter lui-même l'exposé. Tout dépend du moment où aura lieu la discussion.

Je suis tout à fait prêt à siéger six ou huit heures. Pour moi, la journée de travail va de huit à douze heures, et je suis donc tout à fait prêt à siéger huit heures. Au-delà, j'ai tendance à devenir un peu grognon, mais je peux aller jusqu'à huit heures. Je lance ce chiffre pour donner un ordre d'idées aux membres du personnel.

Le président: Est-ce que le lundi matin vous pose un problème?

M. Redway: Je ne peux pas parler pour les autres. Pour moi, le premier jour après une semaine de congé est toujours un peu difficile, mais je suis prêt à être là.

La greffière: À 10 heures?

M. Redway: Oui, à 10 heures.

Mme Duplessis: J'arrive à 8h30.

Le président: D'accord, mais il vous faudra un peu de temps pour vous préparer.

Je pense que l'on préfère lundi après-midi, lundi soir, lundi matin si nécessaire.

M. Nault: Monsieur le président, voulez-vous une motion en ce sens? Jusqu'ici, nous avons été plutôt, disons, détendus. Nous nous sommes assez bien entendus. Même M. Skelly et moi nous sommes toujours entendus, ce qui est remarquable.

Je sais qu'il est impossible de ne pas être partisan, selon le problème posé, mais nous avons toujours cherché à l'être. C'est une approche qui a été très bénéfique pour nos rapports. Je ne m'oppose pas à ce que nous continuions comme nous l'avons fait dans l'autre comité—c'est-à-dire que nous nous en remettons pour une bonne part au président. M. Hughes laissait venir les choses et procédait comme il convenait, d'une façon juste pour nous tous. Mais si vous désirez que nous présentions des motions en bonne et due forme, nous sommes tout à fait prêts à le faire.

Le président: Je suis tout à fait prêt à travailler par consensus. C'est une méthode de travail facile, dans la mesure où j'ai l'impression qu'il y a un consensus. Il ne peut se fonder sur des prises de position très marquées d'un côté et l'absence de réponse de l'autre côté, naturellement, mais je suis d'accord pour le consensus.

J'aimerais donc avoir votre accord pour le 18 novembre, comme nous l'avons dit. Acceptez-vous cela?

Des voix: D'accord.

Le président: Je vais passer au deuxième point. Je n'aime pas parler de la S.C.D.E.A., mais je trouve qu'il vaudrait mieux s'en occuper au début de décembre, à moins que vous ne vouliez attendre l'année prochaine. Le rapport va sortir au début de décembre.

[Text]

Mr. Nault: Mr. Chairman, can we agree that the major study will be on housing? Has that been decided? Is there any problem with that? Housing, Bill C-31, which is sort of. . .

Mme Duplessis: Il serait bon de faire quelque chose sur la violence faite aux femmes et aux enfants un peu plus tard, parce que j'y tiens. Même si c'est de culture différente, cela reste un très gros problème.

Mr. Nault: I can agree with that, Mr. Chairman. I think it is something we can look at.

The Chairman: Would it make some sense to give violence an equal status and have our research come to us? It may well be that the research done on violence might see us engaged in that activity sooner than housing, or the other way around. But at least while we are having some work done on both subjects, one isn't being left. Is that an appropriate thing to say?

La greffière: Cela peut être très important. Cela peut être une grosse étude.

Mr. Nault: Then why don't we direct the staff to start putting together the particular groups involved in dealing with that issue across the country? We can review it again through a document of who's who and what's what across the country, and then come to some sort of organizational process to deal with violence.

• 0930

The committee hasn't dealt with that before, so we are starting afresh in that area. So I can't even suggest where we would start. I know of a few groups that have been set up. Perhaps we can get the staff to put that together first and then we can review it and decide whether they are going to come here or we are going to go there to deal with the issue.

Mr. Chairman, the other thing we will have to talk about is the housing process. You will only believe it when you see it, so we may have to go out to the country to take a look at it. I don't know what Al's sense of that is, but there is a big difference in housing depending on where you go.

Mr. Redway: Indeed. Within a short distance of one spot or another you can find tremendous variations in housing conditions and quality. If I understand correctly, we are going to proceed with the housing study. The staff is going to get everything together on that. In conjunction with that, you will also do some preparatory work on the violence issue.

The Chairman: With respect to this violence issue, the committee that Minister Collins just announced may include what we are looking at.

Mr. Nault: Mr. Chairman, my colleague Ethel Blondin is on the constitutional committee until February. This is an issue that she is very much aware of and has a lot of knowledge on. If we could set the process up so that Ethel

[Translation]

M. Nault: Monsieur le président, sommes-nous d'accord pour que l'étude principale porte sur le logement? Est-ce décidé? Y a-t-il des problèmes à cet égard? Le logement, le projet de loi C-31, qui est. . .

Mrs. Duplessis: It would be good to do something on violence against women and against children a little later, because it is important to me. Even though it is a different culture, it remains a very serious problem.

M. Nault: Je suis d'accord sur ce point, monsieur le président. Nous pouvons nous pencher sur cette question.

Le président: Pourrait-on envisager de mettre la question de la violence au même niveau et faire faire des recherches? Il se peut qu'à la suite des recherches sur la violence, nous devions nous occuper de cette question avant de passer au logement, ou le contraire. Mais au moins, si l'on travaille sur les deux sujets à la fois, on est sûr de ne pas en négliger un. Qu'en pensez-vous?

The Clerk: It could be very important. It could be a major study.

M. Nault: Pourquoi alors ne pas demander au personnel de faire une liste des groupes s'occupant de cette question dans l'ensemble du pays? Nous pourrions ainsi disposer d'un document nous indiquant qui sont exactement les personnes actives dans ce domaine et ce que font les différents groupes dans le pays, en vue d'organiser nos travaux sur le problème de la violence.

Le comité ne s'est pas encore penché sur cette question; donc, ce serait un domaine nouveau. Je ne sais même pas par où nous commencerions. Je sais que quelques groupes ont été mis sur pied. Nous pourrions demander aux membres du personnel de réunir d'abord toute cette information pour que nous puissions ensuite l'examiner et décider si nous souhaitons faire venir des témoins ou si nous préférons aller sur place pour examiner la question.

Par ailleurs, monsieur le président, nous devons parler de la procédure à suivre pour ce qui est du logement. Il faut le voir pour le croire, de sorte que nous devons peut-être voyager dans le pays pour nous rendre compte sur place. Je ne sais pas ce qu'en pense Al, mais il y a une grande différence en matière de logement selon les régions.

M. Redway: Effectivement. Il peut y avoir, sur de très courtes distances, d'immenses différences entre les conditions de logement et la qualité. Si j'ai bien compris, nous allons entreprendre l'étude sur le logement. Le personnel va réunir toute l'information à ce sujet. Parallèlement, vous allez également faire un travail préparatoire sur le problème de la violence.

Le président: En ce qui concerne la violence, le comité dont le ministre Collins vient d'annoncer la création se penchera peut-être sur le même sujet que nous.

M. Nault: Monsieur le président, ma collègue Ethel Blondin fait partie du comité de la Constitution jusqu'au mois de février. C'est une question à laquelle elle est très sensible et qu'elle connaît à fond. Il serait préférable pour le

[Texte]

would be back, I think it would be to our benefit as members. You will learn a lot from her background in this issue, which is based on her personal experiences and the fact that she is an aboriginal woman. So I would recommend that we try to set the process up for when Ethel comes back.

As well, I would like to suggest to the committee that one of the minor issues we should deal with before Christmas is Oka. We really have to take a look at what's been done. Depending on what you read and who you talk to, there are differences of opinion as to whether or not there is still conflict in the community and whether or not it will blow up in our faces again. And I would really like us to look at that before the Christmas break.

If possible, that should be considered in tandem with the post-secondary discussion that we are going to have. If we could deal with those two issues between now and Christmas, we would be a long way down the good road.

Mme Duplessis: Je pense que mon collègue a absolument raison. On a lu des choses dans les journaux concernant Oka, et je pense qu'il y a encore de très gros problèmes là-bas. Cependant, je ne sais pas si on aura le temps parce qu'on ajourne un peu plus tôt. Avec le nouveau calendrier, on ajourne plus tôt cette année. C'est quelque chose qui va prendre un peu de temps. Comme on ajourne le 13 décembre, on n'aura peut-être pas assez de temps pour faire quelque chose en profondeur si on décide d'aller de ce côté-là. Mais vous avez raison: il y a encore de gros problèmes à Oka, en tout cas d'après ce qu'on a vu dans les journaux.

M. Redway: Notre collègue Lise Bourgault aura des idées et un commentaire à ce sujet.

The Chairman: Okay.

Mr. Nault: Mr. Chairman, it sounds as though we have a consensus. We will do post-secondary and Oka and attempt to try to get them done. The major ones would be housing, and violence to aboriginal women and kids. If we could get that on the go, it would be a good start to our committee.

Mr. Redway: We will probably look at this later on down the line, and I like your idea of the taxation study, too. You are quite right; Canadians as a whole just do not understand this, and it would be very useful to lay out all the facts.

Mr. Nault: I just brought that up as an educational tool. When we did "You Took My Talk", the illiteracy study, it was the first one ever done that we were aware of. We did it in such a way that it became an educational tool, and we shipped it to all the educational institutions in the land. We had a lot of positive feedback from individuals because there were no statistics anywhere on the particular subject in aboriginal communities. It was sort of lumped together as a national statistic. We took it apart, dealt with it, and did extensive hearings on that subject.

[Traduction]

comité de commencer ce travail lorsque Ethel sera de retour. Elle aura beaucoup à vous apprendre sur ce sujet, de par son expérience personnelle et du fait qu'elle est autochtone. Je recommanderais donc que nous prévoyions d'entreprendre ce travail lorsque Ethel reviendra.

En outre, je voudrais également signaler au comité que l'une des questions mineures dont nous devrions nous occuper avant Noël serait Oka. Nous devons vraiment nous pencher sur ce qui a été fait. Selon ce qu'on lit ou les personnes à qui l'on parle, il y a de grandes divergences d'opinions quant à savoir si le conflit persiste ou pas et s'il risque à nouveau d'éclater. Et j'aimerais bien que nous nous penchions sur ce problème avant les vacances de Noël.

Si possible, cela devrait se faire parallèlement à notre discussion sur l'enseignement postsecondaire. Si nous pouvions terminer nos travaux sur ces deux questions d'ici à Noël, nous aurions bien avancé.

Mrs. Duplessis: I think that my colleague is absolutely right. We read things in the newspapers concerning Oka, and I think that there still are very serious problems there. I don't know however if we'll have enough time to do that because we adjourn a little earlier. With the new timetable, the adjournment will be earlier this year. This is something which will take some time. Since we adjourn December 13th, we may not have enough time to do an in-depth study if we decide to take that route. But you're right: there still are major problems in Oka, at least from what we've seen in the papers.

Mr. Redway: Our colleague Lise Bourgault will have ideas and a comment on this issue.

Le président: Très bien.

M. Nault: Monsieur le président, il semble que nous ayons un consensus. Nous allons commencer par l'éducation postsecondaire et Oka et essayer de terminer. Les grands sujets d'étude seraient le logement et la violence envers les femmes et les enfants autochtones. Si nous pouvions lancer cela, ce serait un bon début pour notre comité.

M. Redway: Nous nous pencherons sans doute là-dessus plus tard, et j'aime bien également votre idée d'une étude sur la fiscalité. Vous avez tout à fait raison: les Canadiens en général ne comprennent pas cela, et il serait bon de présenter tous les faits.

M. Nault: J'ai mentionné cela comme un outil pédagogique. Lorsque nous avons fait «Ma langue moi», l'étude sur l'alphabétisation, c'était la première de ce genre. L'étude a par la suite servi de matériel didactique, et nous l'avons envoyée à tous les établissements d'enseignement au Canada. La réaction a été très positive, car il n'y avait pas de statistiques de ce genre pour les communautés autochtones. Toutes les statistiques étaient réunies sous la rubrique des statistiques nationales. Nous avons décortiqué la question pour l'étudier, et nous avons organisé de nombreuses audiences sur ce sujet.

[Text]

• 0935

I think if we did something like that on the taxation side, in a format that would also be an educational tool, we would educate the public, plus maybe come up with some good recommendations that we could present to the government to deal with that issue.

Mme Duplessis: Concernant le problème d'Oka, je suis en train de penser à quelque chose. Mon collègue m'a fait remarquer qu'il vaudrait peut-être mieux envisager de faire cela après les Fêtes à cause du procès qui se déroule actuellement. Un Blanc va témoigner concernant les événements et le procès de Lasagne. Ceux qui sont allés témoigner ont été menacés et on s'est attaqué à leurs maisons. De jeunes autochtones d'une quinzaine d'années ont attaqué un poste de police. On ferait peut-être mieux d'attendre que le procès soit terminé. Il serait peut-être plus sage d'attendre en février, quand on reviendra, que de le faire avant Noël à cause du procès. Les gens sont peut-être tout chauds, tant que du côté autochtone que du côté blanc. Il vaudrait peut-être mieux attendre jusqu'à notre retour. Mais c'est évident qu'il y a encore des problèmes très graves là-bas.

The Chairman: I think that was a wise observation, Bob.

Mr. Nault: Mr. Chairman, I understand what my colleague is saying, and you have to be careful, because we also dealt with that issue when this was going on in the committee. We did our darnedest to try to manage that affair.

What we can do with Oka, which has nothing to do with the criminal side of things, and the court cases is deal with the land unification and the healing process that is supposed to be taking place. They are completely removed from that other issue.

I think one of the areas of concern is why this whole thing started in the first place. Were there difficulties with the land unification because of the way the whole place was structured? Perhaps we should deal with that to see just where we are down the road now with that whole issue. That was the start of it all in the first place and why they put the road blocks up.

I don't see how that would interfere with the issue of the court cases that are going on with the individuals. I don't think we want to get into that. We never did in the committee, anyway; we always steered away from that, because people would come to the committee and say all sorts of things. We would basically say, well, that is before the courts; we are not going to deal with that.

We were really looking to see recommendations based on the report we did, whether on land or on the healing process. There were some recommendations for improved housing during that process. Has that happened? There were some discussions about post-secondary education and the dollars that would float to the band once they got some sort of council put in place. That was a discussion that was ongoing at that time. Those are all issues that we can deal with that have nothing to do with the more criminal side of things, what individuals themselves did during the whole standoff.

I don't see what it would serve by delaying the whole process of those particular issues. That is what I was talking about when I wanted to deal with Oka. I am not interested in talking about the individuals who were at the standoff. I am

[Translation]

Je pense que si on faisait la même chose pour l'étude fiscale, c'est-à-dire la présenter sous forme de matériel didactique, nous pourrions sensibiliser le public, et peut-être même formuler des recommandations que nous pourrions faire au gouvernement.

Mrs. Duplessis: I was just thinking about the Oka problem. My colleague had pointed out it may be wiser to plan on studying that after the holidays because of the current court proceedings. A white man is going to testify about the Lasagne trial and related incidents. Those who testified were threatened and their houses were pillaged. Some 15 year-old natives attacked a police station. It would perhaps be better to wait until the trial is over. Things are still very tense between the natives and the whites. We may be well advised to wait until after we come back, but obviously there are still serious problems to resolve.

Le président: C'est une bonne suggestion, Bob.

M. Nault: Monsieur le président, je suis d'accord avec ma collègue, et il faut être prudent, car, à l'époque, le comité s'est penché sur cette question-là. Nous avons fait tout notre possible pour régler le problème.

Pour ce qui est d'Oka, qui n'a rien à voir avec le côté criminel ni le procès, on pourrait aborder la question de l'unification des terres et des remèdes qu'on est censément en train d'appliquer. L'autre question ne les touche pas du tout.

On se demande, en fait, ce qui a déclenché tout cela. Était-il difficile de faire l'unification des terres à cause de la structure? Peut-être devrait-on se pencher là-dessus pour voir quels progrès ont été réalisés à cet égard. C'est ce qui a déclenché toute l'affaire et la raison pour laquelle ils ont dressé des barrages routiers.

Je ne vois pas ce qu'une discussion sur ce sujet a à voir avec les procès. Je pense qu'on ne peut pas aborder ces questions-là. De toute façon, nous ne l'avons jamais fait en comité; nous avons toujours évité ce sujet, parce que les gens comparaitraient devant le comité pour dire toutes sortes de choses. Nous leur dirions tout simplement que la question est devant les tribunaux et que nous n'allons pas l'aborder.

Nous voulions vraiment proposer des recommandations fondées sur notre rapport, qu'il s'agisse de régler la question des terres ou d'apaiser les conflits. On a quand même réussi à formuler des recommandations pour améliorer les logements. Qu'est-il arrivé? Il y a eu des discussions sur l'éducation postsecondaire et sur les fonds qu'on leur donnerait une fois qu'ils auraient mis en place un genre de conseil. Ces discussions se poursuivaient à l'époque. Ce sont toutes des questions qu'on peut aborder, qui n'ont rien à voir avec le côté criminel des choses, ni avec ce que certaines personnes ont fait pendant la crise.

Je ne vois pas pourquoi on devrait reporter la discussion sur ces questions. C'est ce que je voulais dire lorsque j'ai dit qu'on devrait aborder la question d'Oka. Je ne veux pas parler des personnes qui ont dressé les barricades. Je

[Texte]

interested in the issue of why that standoff started and how to make sure that it doesn't happen again. The individual community is being looked after as far as their concerns of land, education, and housing.

The Chairman: We essentially have a report from this committee and a response from the government, saying certain things were going to be done. I gather what you would like to do is put the two together and find out in fact, if they have been done and, if they have been done, are they effective in the areas you spoke of?

Mr. Nault: And if they haven't been done, why not? This is, I think, what we are looking at. But as far as dealing with what Suzanne has said, I don't see any sense in even tackling that issue.

• 0940

The Chairman: It is kind of at cross purposes, I think.

While there appears to be a consultative break, I just thought I would throw another idea out. That is a situation that was raised by John Kim Bell the other night at another committee meeting I was at. His question was, after the land claim settlements, then what? So we have people who have a claim settled. They then have a base of economic support, but probably in control or in the hands of people who may not know how to utilize what they have. I thought that was a good question.

I don't know whether this committee is large enough to answer that question or not, but it certainly invoked some thoughts in my mind, indicating to myself that one shouldn't rest simply because you have signed a treaty land claim settlement. That, in itself, begins a whole new series of problems. If it is to be a meaningful settlement it should in fact be a perpetual settlement, and if these people are unequipped or if the process doesn't allow for the transition from where they are at the settlement to where they're going to be tomorrow's children, then we've failed them, I think. I just throw that out for us all to think about.

Mr. Nault: It is a big issue.

The Chairman: Yes, a big issue.

To recap, I have November 18. We have a letter written to the royal commission, whose response we would get, and then we may find it necessary to incorporate them between November 18 and the break. We may have CAEDS in there as well, plus we have Oka, with respect to the report, what was proposed to be done, what has happened as a result of it being done, and if it hasn't been done, why hasn't it been done?

Suzanne, does that please you or dissatisfy you, or is that acceptable to you with respect to the Oka situation as explained by Bob?

Mme Duplessis: Pour ce qui est d'Oka, je trouve que la situation est actuellement très explosive et délicate. Ce n'est pas un *briefing* du ministère ou quoi que ce soit, mais d'après ce que j'ai lu et entendu dire, la situation est explosive. Vous

[Traduction]

m'intéresse plutôt aux raisons de la crise et aux moyens d'en éviter la répétition. Pour ce qui est de la communauté elle-même, on s'occupe des questions de terres, d'éducation et de logement.

Le président: En fait, nous avons un rapport du comité et une réponse du gouvernement disant: on va faire certaines choses. Si je comprends bien, vous voulez qu'on combine ces deux documents et qu'on essaie de déterminer si ces choses ont été faites, et, le cas échéant, si elles ont été fructueuses dans les domaines que vous avez mentionnés.

M. Nault: Et si elles n'ont pas donné de résultats, nous voulons savoir pourquoi. Je pense que c'est cela qu'on veut faire. Mais pour ce qui est de la suggestion de Suzanne, je ne vois pas l'utilité de même aborder la question.

Le président: Je crois que nous ne sommes pas sur la même longueur d'onde.

Pendant que l'on discute, j'aimerais vous faire part d'une autre idée que John Kim Bell a évoquée l'autre soir à une réunion de comité à laquelle j'ai assisté. Il voulait savoir ce qui se passe une fois qu'une revendication territoriale est réglée. Le règlement accorde un certain appui économique aux intéressés, mais souvent ceux qui en ont la responsabilité ne savent pas comment l'assumer. Je pensais que c'était une bonne question.

Je ne sais pas si le comité a le mandat de s'occuper de cette question; néanmoins, elle m'a fait réfléchir, et j'ai compris que l'on ne peut pas rester les bras croisés une fois la revendication territoriale réglée, car celle-ci déclenche toute une nouvelle série de problèmes. Un bon règlement doit être continu. Si ces gens-là n'ont pas les moyens qu'il leur faut ou si on ne peut pas leur assurer un avenir, eh bien, je crois que nous aurons manqué à notre engagement envers eux. Je soulève cette question pour faire réfléchir tout le monde.

M. Nault: C'est une question importante.

Le président: En effet.

Pour résumer, j'ai noté le 18 novembre. Nous avons envoyé une lettre à la commission royale et, selon sa réponse, il va peut-être falloir l'accueillir entre le 18 novembre et les vacances. Il va peut-être falloir aussi accueillir le groupe chargé de la Stratégie canadienne de développement économique des autochtones, et nous avons aussi la question d'Oka. Il faut également tenir compte du rapport, des actions proposées et des résultats obtenus, ainsi que des raisons pour lesquelles telle ou telle action n'a pas été menée à bien.

Suzanne, êtes-vous satisfaite de la manière dont Bob a expliqué la situation à Oka?

Mrs. Duplessis: As far as Oka is concerned, I feel that the situation there is very explosive and sensitive now. I notice this is the case not because of the departmental briefing but because of what I read and heard. You don't

[Text]

pensez que cela peut n'avoir aucune incidence et vous voulez simplement considérer l'avancement du dossier au niveau des terres que les autochtones revendiquent, mais je tiens à dire que la situation semble assez explosive. Il va falloir qu'on soit délicats, bien que notre greffière me dise que cela peut être fait, qu'il ne devrait pas y avoir de problèmes et que cela pourrait même contribuer à améliorer la situation.

Mr. Nault: My sense of it is that this is exactly what would happen if we tackled it; it would improve things, because when we deal with a particular explosive issue and it's over with—the initial shock of it is over with, like the standoff itself—then it seems to be forgotten by all Canadians and the band and the administration of the band is left to deal with the aftermath. They feel completely inadequate in a sense, because while they were the focus of attention, they are now no longer even being talked about.

I think it is very appropriate that we revisit the issue, because it then gives them the opportunity to be able, within their own community, which is an obvious thing in a small community... The administration can say the committee is still very much interested in how we're making out and what's happening with us. It does ease a lot of tensions. I think it really does work for us to revisit it again and assure them that we are still very much interested in what has happened and very much interested in improving the situation at Oka.

That's where I sort of suggest that the clerk is very right in that. The times we've stepped in in areas that were sort of controversial, we've eased a lot of tensions. I think this is again a situation in which we can do that.

Mr. Redway: If I understand the concerns correctly—and I hope I do—there is a concern about being even-handed and appearing that perhaps we are listening to one side as opposed to listening to both sides. That could be just as inflammatory as trying to ease the tensions, by bringing the band in and saying, let's hear your story; we certainly sympathize with you, and what have you. That may very well inflame the non-native population. So the difficulty here is to try to be even-handed, to deal with the issue and diffuse it.

• 0945

Obviously, I think that is an excellent approach, but I'm sure I don't grasp it entirely because I'm not part of that community. I know my colleagues, and particularly Lise Bourgault, who is right in the middle of this thing, have very strong feelings here. The non-native community could cause a problem just as easily as the native one if there is not a balance in this thing. I'm not sure whether the way to deal with it is to ask all sides to be represented. That might prove to be a way of doing it; I don't know.

Mr. Nault: Well I don't see any problem with that, Al. We could ask the mayor.

Mme Duplessis: Il faut entendre toutes les parties, tant les Indiens que les Blancs de l'endroit.

M. Redway: Oui, exactement.

Mr. Nault: No problem.

[Translation]

think this will have any impact and you simply want to look at how the native land claims issue is developing, but I would like to point out that the situation seems quite explosive. You will have to be very careful, and our clerk tells me that this shouldn't be a problem and that it could in fact help improve the situation.

M. Nault: Selon moi, c'est exactement ce qui se passerait si on traitait de cette question, car une fois que l'on a mis fin à une situation explosive—dès que le choc initial s'est dissipé, comme ce fut le cas lors de la crise—on a l'impression que les Canadiens oublient tout. La bande et son administration doivent ensuite faire face aux séquelles. Ils se sentent complètement démunis, en un sens, puisqu'ils ne font plus l'objet de toute l'attention; on n'en parle même plus.

À mon avis, il serait très utile de revoir cette question pour donner aux autochtones de la communauté l'occasion de... Par conséquent, l'administration va dire que le comité s'intéresse toujours à la situation. Cela contribuera à calmer les tensions. Je crois donc qu'il faut réexaminer cette question pour assurer à ces gens que nous nous préoccupons toujours de ce qui s'est passé et que nous voulons améliorer la situation à Oka.

Ainsi, je crois que la greffière a entièrement raison. Par le passé, lorsque nous sommes intervenus pour essayer de résoudre une controverse, nous avons réussi à calmer les tensions. Nous pouvons faire de même dans ce cas-ci.

M. Redway: J'espère avoir bien compris vos préoccupations. On dit qu'il faut être prudent et donner l'impression que nous écoutons tous les arguments. Mais si nous écoutons la bande et si nous disons que nous comprenons la situation de ces gens, cela pourrait avoir l'effet contraire: cela pourrait provoquer la population non autochtone. Nous devons donc essayer d'être prudents en tentant de régler cette question explosive.

Comme approche, c'est excellent, évidemment, mais je ne suis pas sûr de savoir si c'est justifié ou non, étant donné que je ne fais pas partie de cette collectivité. Je sais aussi que c'est une question qui provoque de vives émotions chez certains de mes collègues, et surtout chez Lise Bourgault, qui est au centre même de cette affaire. Tant la communauté non autochtone que la communauté autochtone pourraient causer un problème s'il n'y avait pas d'équilibre. Je ne sais pas s'il faut ou non demander à tous les camps d'être représentés. Ce serait peut-être la bonne approche; mais en réalité, je l'ignore.

M. Nault: Pour moi, cela ne pose pas de problème, Al. On pourrait demander au maire.

Mrs. Duplessis: We have to hear from all the parties, both the natives and the non-natives.

Mr. Redway: Yes, exactly.

M. Nault: Pas de problème.

[Texte]

Mr. Redway: Et le ministère.

Mrs. Duplessis: Maybe.

Mr. Redway: Pas de problèmes?

The Chairman: I was just going to add that it may well be a subject for one or two in camera meetings if we want to be informed and at the same time want to make sure we're not inflaming the situation. As much as I do not like in camera meetings, I think this might be an approach to take.

Mme Duplessis: C'est une bonne idée.

Mr. Nault: Well, Mr. Chairman, that's not difficult in a sense. Let's deal with the issue based on the fact that there aren't any sides. Let's deal with this issue based on the premise that we're looking for solutions to make sure those solutions are long lasting.

The Chairman: Exactly.

Mr. Nault: If it means that the Mayor of Oka is going to come and talk to us, certainly, that's no problem. The mayor has been here before.

Mr. Redway: We got quite an endorsement at the last election.

Mr. Nault: Yes, certainly, there's no difficulty with that. I don't have any problem with that, because I'd certainly like to know what the relationship is between the native and non-native communities after this whole process has taken place. It's been over a year. I am sure it's very difficult and it's very explosive in a lot of cases.

But I think not talking about it is worse, and we have to look at it with that in mind. We have to deal with it in a fair manner. I am not interested in blaming anybody. I think that's all behind us now. I think the important thing is making sure that it doesn't happen again. Why would it if everything is being done properly? I think that is where we should come from as a committee. We would be the facilitator of a solution. We would not be here to play partisan politics for which there really isn't any need. When we dealt with the issue, Lise Bourgeault was here every day. She has some very strong feelings about what was going on, and that's fine; it's normal. She lives there.

Mr. Redway: Exactly.

Mr. Nault: I hope Lise comes again when we revisit—

Mr. Redway: I'm sure she will.

Mr. Nault: —the whole process, as a member of the committee. I think it's important to have that knowledge from someone who's right there living in the community.

I'm very familiar with the chief, who is now the grand chief, Mr. Peltier. It would be very easy to talk to Jerry about who he'd suggest would be good people to come and talk about the issue. You can get the clerk to talk to the grand

[Traduction]

Mr. Redway: And the Department.

Mme Duplessis: Oui, peut-être.

Mr. Redway: No problem with that?

Le président: J'allais simplement ajouter qu'on devrait peut-être convoquer une ou deux réunions à huis clos pour en discuter si nous voulons nous renseigner sur la situation sans pour autant aggraver les choses. Bien que je n'aime pas beaucoup les réunions à huis clos, je pense que ce serait peut-être une solution, étant donné les circonstances.

Mrs. Duplessis: Yes, that is a good idea.

M. Nault: Dans un sens, monsieur le président, cela ne pose pas tellement de problèmes. Partons du principe que notre rôle ne consiste pas à soutenir un point de vue par rapport à un autre. Décidons dès le départ que nous cherchons ici à trouver de véritables solutions durables.

Le président: Oui, exactement.

M. Nault: Si, pour réaliser cet objectif, nous devons inviter le maire d'Oka à comparaître devant le comité, très bien. Cela ne pose pas de problème, puisque le maire a déjà comparu auparavant.

M. Redway: D'ailleurs, les résultats lors des dernières élections ont été très positifs.

M. Nault: Oui, absolument; cela ne pose absolument aucun problème, à mon avis. Moi-même, je voudrais savoir comment ont évolué les rapports entre les communautés autochtones et non autochtones au cours de cette période. Cela fait déjà plus d'un an. Je suis sûr qu'il y a eu des problèmes et que la situation reste encore explosive.

Mais refuser d'en parler serait encore pire, d'après moi, et c'est quelque chose que nous ne devons jamais perdre de vue, d'ailleurs. Nous devons essayer d'être justes envers tout le monde. Il ne s'agit pas de rejeter la responsabilité sur un groupe ou une personne en particulier. C'est fini tout cela. Ce qui compte, c'est de nous assurer que cela ne va plus jamais se reproduire. D'ailleurs, si tout le monde est traité équitablement, il n'y a pas de raison pour que cela se reproduise. Voilà ce que doit être le rôle du comité. Nous devons permettre de trouver des solutions aux problèmes. Nous devons absolument écarter tout esprit de clocher, car ce genre de chose ne serait vraiment pas très utile. Quand nous avons essayé de faire quelque chose la première fois, Lise Bourgeault était là tous les jours. Cette question provoque en elle de très vives émotions, et c'est tout à fait normal. Elle habite là, après tout.

M. Redway: Oui, exactement.

M. Nault: J'espère que Lise sera là lorsque nous reprendrons...

M. Redway: Oui, je suis sûr qu'elle sera là.

M. Nault: ...nos travaux et qu'elle participera à titre de membre du comité. Je pense que l'apport de quelqu'un comme elle, qui habite au sein même de la communauté, est très important.

Pour ma part, je connais bien le chef, qui est devenu le grand chef—c'est-à-dire M. Peltier. Je pourrais certainement m'adresser à Jerry pour qu'il nous suggère des témoins. On pourrait également demander à la greffière de solliciter

[Text]

chief to see exactly what his personal feelings are. You can talk to some of the non-native people and ask who they would suggest would be good people to come and talk about the aftermath and what's taking place.

Dealing with it that way, Mr. Chairman, I don't see how we could lose. We must remember, however, that we're not here to talk about why it happened. It's a foregone conclusion, as far as I'm concerned, that it doesn't make any difference how or why; it's a matter of dealing with the problems that are there now.

Mr. Redway: I think we all agree with what you said, Bob. I think it's just a case of making sure it's a balanced matter. That will ensure that there's no appearance one way or another of some sort of bias. I would suggest that the clerk speak directly to Lise Bourgault about who should come from the community.

The Chairman: With respect to this in camera observation of mine, I think maybe that's one question I would like to ask the very first witness we have. Do they think they could be more open if they knew their remarks weren't going to be read in the newspaper the next day? Because there are some things that people will say and some things they won't say.

Mr. Nault: Well, Mr. Chairman, we didn't go in camera when we were in the thick of it. I would hope that it's not as bad as it was then, and we dealt with it at that time. I think it's much more effective and, I think, more appropriate that we do things in public. That's what we're here for. If people want to sit in and listen as they normally do when we have these kinds of committees, I think it's to everyone's benefit to leave it public. I would suggest that we do that. That's my opinion.

• 0950

The Chairman: I'm concerned, as everyone is, and particularly as you are, Bob, with respect to the healing process. If the healing process is encumbered with a little salt throughout the testimony we hear, then I think the healing process is being injured rather than nurtured. I quite agree, because the more open things are, the less we have to depend. . .

Mr. Nault: My belief is that part of the healing process is letting off steam, and the only way you can do that is at a forum like this. It continues to allow people to feel more comfortable by talking about the situation. At least, that's my sense of the aboriginal culture that I'm familiar with. The more they talk about it, the better.

[Translation]

l'opinion personnelle du grand chef à ce sujet. On peut avoir l'avis d'un certain nombre de membres de la communauté non autochtone en leur demandant de nous recommander des gens qui pourraient éventuellement venir nous parler de la situation actuelle.

Si l'on adopte cette approche-là, monsieur le président, nous ne devrions pas avoir de problème, il me semble. Rappelons-nous, cependant, que notre objectif, en convoquant ces réunions, n'est pas de déterminer la cause de ces incidents. En ce qui me concerne, nous savons déjà tout cela, et de toute façon, peu importe la cause, ce qui compte maintenant, c'est de trouver des solutions.

M. Redway: Je pense que nous sommes tous d'accord là-dessus, Bob. Ce qu'il faut, c'est établir un certain équilibre. Ainsi, nous serons sûrs de ne pas donner l'impression que nous penchons en faveur d'une partie ou d'une autre. Personnellement, je pense que la greffière devrait s'adresser directement à Lise Bourgault pour savoir qui pourraient être les porte-parole de la communauté.

Le président: Quant à la possibilité de tenir des réunions à huis clos, il me semble que nous pourrions justement poser cette même question à notre premier témoin. On pourrait simplement lui demander s'il aurait l'impression de pouvoir être plus franc avec nous s'il savait que ses commentaires ne seraient pas rapportés dans les journaux le lendemain. Il me semble clair que les gens vont peut-être nous dire certaines choses, mais probablement pas tout.

M. Nault: Rappelez-vous, monsieur le président, que nous n'avons pas cru bon de tenir des réunions à huis clos la dernière fois, malgré les vives émotions qu'ont provoquées nos discussions à ce moment-là. Et j'ose espérer que les choses vont aller beaucoup mieux cette fois-ci. À mon avis, il serait beaucoup plus efficace et beaucoup plus approprié que nos réunions soient ouvertes au public. C'est justement pourquoi nous sommes là. Si nous voulons permettre au grand public de participer aux réunions des comités de la Chambre, comme il le fait normalement, il me semble que c'est dans l'intérêt de tout le monde que nos réunions soient publiques. Voilà ce que je suggérerais, par conséquent.

Le président: Comme vous, Bob, et tout le monde, j'en suis sûr, je voudrais que ce processus permette de régler les problèmes et d'effectuer une réconciliation. Si les témoignages parfois vifs de certains porte-parole risquent de mettre en danger cette réconciliation, à ce moment-là, il vaut mieux l'éviter. Je suis tout à fait d'accord avec vous quand vous dites qu'il est préférable que le processus soit le plus ouvert possible, car à ce moment-là, nous dépendons moins. . .

M. Nault: À mon avis, avant de pouvoir effectuer une réconciliation, il faut permettre aux gens d'exprimer librement leurs opinions, et la seule façon d'y parvenir, c'est de les convoquer à une réunion publique comme celle que nous tenons dans le cadre de ce comité. Les gens vont certainement se sentir beaucoup plus à l'aise s'ils peuvent discuter librement de la situation. En tout cas, d'après ce que je sais des autochtones, ils se sentent beaucoup mieux quand ils ont l'occasion d'exprimer leurs frustrations.

[Texte]

The Chairman: Except that there are two sides.

Mr. Nault: Certainly, but if you put it in camera, then I think you've done a disservice to the one side that feels they have to say what they have to say. If we suggest they can't, then it'll explode somewhere else. I would rather that it be done right here at the committee than somewhere with a road-block being set up because no one's listening. That's my point.

The Chairman: My statement was, "do you Mister or Madam witness feel as though you would speak more freely in camera than you can in a public meeting?" However, let's just leave that all for another time. I certainly don't expect to settle that now. Have we had our agenda full for the day? Would you like me to recap?

Mr. Nault: No, I think we're all very sure of where we're going now.

The Chairman: Suzanne, are you in agreement with what we have done so far?

Mme Duplessis: Oh, oui. Ça va.

The Chairman: Okay. Shall we leave it at that then?

Mr. Nault: Are there any housekeeping duties, Mr. Chairman?

The Chairman: Yes. Plus we have a report, which by way of tradition is discussed in camera.

[Proceedings continue in camera]

[Traduction]

Le président: Oui, sauf qu'il y a un autre son de cloche.

M. Nault: Oui, c'est vrai, mais si, pour entendre cet autre son de cloche, vous devez convoquer une réunion à huis clos, vous aurez très mal servi ceux qui estiment avoir le droit d'exprimer leurs points de vue là-dessus. Si on leur refuse cette occasion, cette frustration va sortir dans un autre contexte. J'aimerais mieux qu'elle sorte ici, en comité, parce que sans cela, ils vont se remettre à construire des barricades parce que personne ne les écoute. C'est ça qu'il ne faut pas oublier.

Le président: J'allais proposer de leur dire: «Est-ce que vous, monsieur, ou madame, estimez que vous pourriez être plus franc si cette réunion était à huis clos plutôt que publique?» Mais on peut régler cette question une autre fois. D'ailleurs, je ne m'attends pas à ce qu'on prenne une décision là-dessus tout de suite. Est-ce que cela suffit pour aujourd'hui? Voulez-vous une récapitulation?

M. Nault: Non, je pense que nous savons très bien ce que nous devons faire maintenant.

Le président: Suzanne, vous êtes d'accord là-dessus?

Mrs. Duplessis: Yes. That's fine.

Le président: Très bien. C'est tout, donc?

M. Nault: Est-ce que nous avons des questions courantes à régler, monsieur le président?

Le président: Oui. Nous devons également discuter d'un rapport, et cela se fait normalement à huis clos.

[La séance se poursuit à huis clos]

Issue No. 4

Wednesday, November 27, 1991

Chairperson: Larry Schneider

Fascicule n° 4

Le mercredi 27 novembre 1991

Président: Larry Schneider

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Aboriginal Affairs

RESPECTING:

Revisiting the First Report on Post-Secondary Assistance Program of the Department of Indian Affairs and Northern Development—June 1989

WITNESSES:

(See back cover)

Conformément au mandat que lui confie le paragraphe 108(2) du Règlement de l'Assemblée, le Comité fait une réévaluation du premier rapport sur le Programme d'aide aux étudiants au niveau postsecondaire du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

À 17 h 15, la séance est levée.

À 17 h 21, la séance reprend.

À 18 h 19, la séance est levée.

À 18 h 50, la séance reprend.

À 19 h 29, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Martine Bresson

Procès-verbaux et témoignages du comité permanent des

Affaires autochtones

CONCERNANT:

Réévaluation du premier rapport sur le Programme d'aide aux étudiants du niveau postsecondaire du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien—juin 1989

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Conformément à son mandat en vertu de l'article 108(2) du Règlement de l'Assemblée, le Comité fait une réévaluation du premier rapport sur le Programme d'aide aux étudiants au niveau postsecondaire du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.

The witnesses made statements and answered questions.

At 5:15 o'clock p.m., the sitting was suspended.

At 5:21 o'clock p.m., the sitting resumed.

At 6:19 o'clock p.m., the sitting was suspended.

At 6:50 o'clock p.m., the sitting resumed.

At 7:29 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Martine Bresson

Clerk of the Committee

Third Session of the Thirty-fourth Parliament,
1991

Troisième session de la trente-quatrième législature,
1991

STANDING COMMITTEE ON ABORIGINAL AFFAIRS

Chairperson: Larry Schneider

Vice-Chairman: Jack Anawak

Members

- Suzanne Duplessis
- Robert Nault
- Alan Redway
- Ross Reid
- Robert E. Skelly
- Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

Martine Bresson

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES AUTOCHTONES

Président: Larry Schneider

Vice-président: Jack Anawak

Membres

- Suzanne Duplessis
- Robert Nault
- Alan Redway
- Ross Reid
- Robert E. Skelly
- Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

La greffière du Comité

Martine Bresson

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 27 NOVEMBRE 1991

(8)

[Texte]

Le Comité permanent des affaires autochtones se réunit aujourd'hui à 15 h 32, dans la pièce 237-C, de l'édifice du Centre, sous la présidence de Larry Schneider (*président*).

Membres du Comité présents: Jack Anawak, Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Larry Schneider.

Membres suppléants présents: Jim Fulton pour Robert Skelly, Bruce Halliday pour Ross Reid.

Aussi présente: Du Service de la recherche de la Bibliothèque du Parlement: Elaine Gardner O'Toole, attachée de recherche.

Témoins: De la Colombie-Britannique: *De la Coldwater Band, Merritt:* Chef Gordon Antoine; *Du Chemainus Native College:* Ray Harris, président. *De l'Okanagan Band:* Chef Albert Saddleman. De l'Ontario: *Des Ojibway de Sucker Creek:* Chef Patrick Madahbee. *De la Sagamok First Nation:* Chef Nelson Toulouse. *De la Sudbury Anishikabek, Post Secondary Counsellor Unit (SAPSCU):* Conseiller Marvin Assinewai.

Conformément au mandat que lui confie le paragraphe 108(2) du Règlement, le comité fait une réévaluation du premier rapport sur le Programme d'aide aux étudiants du niveau postsecondaire du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

À 17 h 15, la séance est levée.

À 17 h 21, la séance reprend.

À 18 h 19, la séance est levée.

À 18 h 50, la séance reprend.

À 19 h 29, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Martine Bresson

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, NOVEMBER 27, 1991

(8)

[Translation]

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met at 3:32 o'clock p.m. this day, in room 237-C, Centre Block, the Chairman, Larry Schneider, presiding.

Members of the Committee present: Jack Anawak, Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Larry Schneider.

Acting Members present: Jim Fulton for Robert Skelly; Bruce Halliday for Ross Reid.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Elaine Gardner O'Toole, Research Officer.

Witnesses: From British Columbia: *From Coldwater Band, Merritt, B.C.:* Chief Gordon Antoine. *From the Chemainus Native College:* Ray Harris, President. *From the Okanagan Band:* Chief Albert Saddleman. From Ontario: *From Ojibway of Sucker Creek:* Chief Patrick Madahbee. *From the Sagamok First Nation:* Chief Nelson Toulouse. *From the Sudbury Anishikabek Post Secondary Counsellor Unit (SAPSCU):* Councillor Marvin Assinewai.

In accordance with its mandate under Standing Order 108(2), the Committee commences a reevaluation of the First Report on Post-Secondary Assistance Program of the Department of Indian Affairs and Northern Development—June 1989.

The witnesses made statements and answered questions.

At 5:15 o'clock p.m., the sitting was suspended.

At 5:21 o'clock p.m., the sitting resumed.

At 6:19 o'clock p.m., the sitting was suspended.

At 6:50 o'clock p.m., the sitting resumed.

At 7:29 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Martine Bresson

Clerk of the Committee

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Wednesday, November 27, 1991

• 1542

The Chairman: I would like to convene this meeting.

Just before we do, there are a couple of items for the committee's information. First, the heaviest one that is going to be laid on you in a long time is that we are all being asked to sing a Christmas carol the week of December 9 to 13. *As It Happens* has focused its attention on five committees. Mr. Fulton, I know you won't be there, but if you are, we would sure appreciate that big chest of yours.

Mr. Fulton (Skeena): I'll sing from long distance.

The Chairman: We are one of the five committees. They want to do a non-partisan or a multi-partisan, depending on your approach to the thing, approach to Christmas.

The second item is the matter of the budget. We would like to have you address your minds to some budget potential for the upcoming year so that we might put together some numbers to satisfy the work path of the committee.

So with those two early warnings, we can begin the meeting.

Mr. Redway (Don Valley East): Which aboriginal carol are we going to sing on this committee, Mr. Chairman?

The Chairman: Maybe we'll let Jack decide.

Chief Antoine, if you would, please.

Chief Gordon Antoine (Coldwater Band, Merritt, British Columbia): Mr. Chairman and members of the committee, it does my heart good to have been invited here to talk to you very briefly—and I have two other people from British Columbia with me—regarding post-secondary education.

One of the things regarding my involvement in post-secondary education centres around the 1986 census, which clearly pointed out that in the aboriginal population of this country, only 0.5% of native people had a successful experience in post-secondary institutions as compared to 15% for the general public in the academic endeavours of post-secondary education—the colleges and universities. Of the general public, 16% were in the job readiness and skills development institutions—again, in the colleges and technical schools in this country—as compared to 0.5% for native people.

To that end, we began very quickly to take some responsibility for meeting those needs ourselves at home. We have created an institution called the Nicola Valley Institute of Technology, which started off with 12 students 7 years ago in the forest resource technologies. It now has a student population in excess of 300 in the Nicola Valley. The student base is drawn from well over 60 Indian bands in the province of British Columbia and western Canada.

• 1545

We also have an extension program that delivers community economic development education as far away as New Brunswick and as close as Terrace, B.C. In addition to that, one other division of the extension program is delivering

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mercredi 27 novembre 1991

Le président: La séance est ouverte.

Avant de commencer, j'aurais une ou deux choses à dire au comité. Pour ce qui est de la responsabilité la plus lourde qui va vous être confiée d'ici longtemps, nous avons tous été invités à chanter un chant de Noël au cours de la semaine du 9 au 13 décembre. L'émission *As It Happens* a centré son attention sur cinq comités. Monsieur Fulton, je sais que vous ne serez pas là, mais si vous êtes des nôtres, nous apprécierons certainement votre voix de baryton.

M. Fulton (Skeena): Je chanterai au téléphone.

Le président: Nous sommes l'un des cinq comités choisis. En principe, cela doit se dérouler dans l'atmosphère des Fêtes, sans esprit de parti ou avec la participation de tous les partis.

La deuxième question porte sur le budget. Je voudrais que vous réfléchissiez au budget de l'année prochaine afin que nous puissions préparer les travaux du comité.

Maintenant que vous avez reçu ces deux avertissements, nous pouvons commencer.

M. Redway (Don Valley-Est): Quel chant de Noël autochtone notre comité va-t-il chanter, monsieur le président?

Le président: Nous laisserons peut-être Jack décider.

Chef Antoine, la parole est à vous.

Le chef Gordon Antoine (bande Coldwater, Merritt, Colombie-Britannique): Monsieur le président et membres du comité, je me réjouis d'avoir été invité ici pour vous parler très brièvement de l'enseignement post-secondaire. Deux autres personnes de la Colombie-Britannique m'accompagnent.

Le recensement de 1986 révélait clairement que 0,5 p. 100 des autochtones ont réussi des études post-secondaires dans les collèges et universités, contre 15 p. 100 du grand public. Pour ce qui est des établissements de formation professionnelle, que ce soit les collèges ou les écoles techniques, là encore, le taux de succès était de 16 p. 100 pour le grand public contre 0,5 p. 100 pour les autochtones.

Nous avons donc commencé à assumer certaines responsabilités dans le but de satisfaire à nos besoins sur ce plan. Nous avons créé une institution baptisée le *Nicola Valley Institute of Technology* qui a commencé à dispenser une formation en technologie forestière à 12 étudiants, il y a sept ans. Nous avons maintenant un effectif de plus de 300 étudiants. Ces derniers proviennent d'une soixantaine de bandes indiennes de Colombie-Britannique et de toute la région de l'Ouest.

Nous avons également un programme d'éducation permanente dont les cours en développement économique des collectivités sont suivis aussi bien par des gens du Nouveau-Brunswick que des étudiants de Terrace, en

[Texte]

what we describe as the sex-abused worker program in the territories right now, along with an initial intake of 20-some odd students who, for whatever reason, are now into their third year of social work. With that, I'll just pass it over to Mr. Harris.

The Chairman: I wonder if, when you introduce yourself, you could give your full title so that when we record your presence here, we might make it as accurate as possible.

Mr. Ray Harris (Chairman of the Board, Chemainus Native College): [*Witness speaks in native language*] I bring greetings from our tribes. I echo some of the statements by my friend, Mr. Antoine.

Our college has a mandate for straight academics. In our case, there is no vocational program, no short-term programs, no cultural programs; we run with a cultural discipline but with straight academics. It has been in operation for six years, and right now we have 130 students.

Three weeks ago, we burned the mortgage for our college's property and buildings. In our country, it is the biggest institute we have.

We focused our mandate on the business end of education; rather than producing teachers, social workers and the like, we have focused on business management. We are refining our efforts and focusing on a still keener sense of education.

We have great difficulty with the funding aspects. Of my nine children, five are in post-secondary academic courses, and as a father, I understand all these problems.

Mr. Chairman, that is basically a brief description of the Chemainus Native College and some of the work we do in the mid-island area of Vancouver Island.

The Chairman: Thank you. It certainly sounds like you're making things happen. Chief Saddleman.

Chief Albert Saddleman (Okanagan Band): Good afternoon, Mr. Chairman and committee members. First of all, I would like to thank the committee members for allowing me to make my presentation.

I guess my colleagues, when they talk about these colleges and institutes. . . Certainly, they need students to attend. I have a total population of 1,300 band members. This year we have proposed to send 100 students out to different colleges and universities of their choice. We had a proposed budget of \$1 million. We were cut drastically to \$700,000, so that left approximately 20 students out.

I have no problem with the priorities as outlined by the Department of Indian Affairs when they talked about continuing students and graduating students; they have no problem with funding those. I have no problem with that.

I guess where I do have the problem is when we talk about the single parent—we seem to be targeting those people. It seems as if we are discriminating against these people and that is where the first cut is going to be. When I talk about the 80 students, if a majority of them are single parents, then they're the ones who take the brunt of it because we have to fund the other ones first.

[Traduction]

Colombie-Britannique. Également dans le cadre de ce programme, nous donnons actuellement dans les Territoires un cours à l'intention de ceux qui travaillent auprès des victimes d'agression sexuelle. Ce cours est dispensé à une vingtaine d'étudiants qui en sont à leur troisième année de travail social. Sur ce, je cède la parole à M. Harris.

Le président: Pourriez-vous vous présenter en nous donnant votre titre au complet de façon à ce que nous puissions l'indiquer le plus fidèlement possible dans le compte rendu.

M. Ray Harris (président du conseil d'administration du Chemainus Native College): [*Le témoin parle en langue autochtone*]. Je vous apporte les vœux de nos tribus. Mes propos rejoindront ceux de mon ami, M. Antoine.

Notre collège donne une instruction traditionnelle. Nous n'offrons pas de programme d'enseignement professionnel, pas de programme à court terme, pas de programme culturel; nous nous spécialisons dans l'enseignement traditionnel. Notre collège est ouvert depuis six ans et, pour le moment, nous avons 130 élèves.

Il y a trois semaines, nous avons brûlé notre certificat hypothécaire sur les bâtiments du collège. C'est le plus grand institut que nous ayons au Canada.

Nous mettons l'accent sur la formation de gestionnaires. Au lieu de produire des professeurs ou des travailleurs sociaux, nous avons mis l'accent sur la gestion commerciale. Nous orientons nos efforts de façon à insister davantage sur la culture générale.

Le financement nous pose de sérieuses difficultés. Sur mes neuf enfants, cinq étudient au niveau post-secondaire et, en tant que père, je comprends très bien tous ces problèmes.

Monsieur le président, voilà donc une brève description du Chemainus Native College et des activités qui sont les nôtres dans la région de l'Île de Vancouver.

Le président: Merci. Vous semblez faire un travail très positif. Chef Saddleman.

Le chef Albert Saddleman (bande Okanagan): Bonjour, monsieur le président et membres du comité. Je tiens d'abord à remercier les membres du comité de m'avoir invité à témoigner.

Je suppose que lorsque mes collègues parlent de ces collèges et de ces instituts, ils. . . Il est certain qu'ils ont besoin d'étudiants. Les membres de notre bande sont au nombre de 1,300. Mais cette année, nous avons proposé d'envoyer une centaine d'étudiants dans divers collèges et universités de leur choix. Nous devions disposer d'un budget d'un million de dollars. Il a été réduit à 700,000\$, ce qui prive une vingtaine d'étudiants de la possibilité de poursuivre leurs études.

Je ne conteste les priorités du ministère des Affaires indiennes au sujet des étudiants qui poursuivent leurs études; le ministère ne fait pas de difficulté pour les financer. Il n'y a pas de problème de ce côté-là.

Mais là où un problème se pose c'est pour les parents célibataires. J'ai l'impression qu'elles sont les premières à faire les frais des restrictions budgétaires. Quand je parle de nos 80 étudiants, si la majorité d'entre eux sont des parents célibataires, ce sont eux qui font les frais de ces mesures étant donné que nous devons financer les autres en premier.

[Text]

[Translation]

[Translation]

[Text]

• 1550

Having said all that, it appeared that the Okanagan Band was singled out. I've talked to my staff, and we have the highest rate of students attending colleges and universities and we have the highest number of graduating students in the province of British Columbia. A real cut like that, 30%, is very devastating to a band of my size. So I see the problem in the cutback for funding for these students.

Mr. Anawak (Nunatsiaq): If I might stray off the subject for a minute, I'd like to congratulate my colleague from across on how he persuaded the government to approve his private member's bill last night. We wish we had that persuasive power.

Mr. Redway: I'd like to thank you very much, Jack, but I'd just say that was a victory for all Members of Parliament, and particularly for disabled Canadians.

An hon. member: Hear, hear!

Mr. Anawak: I just wanted to ask a few questions. I suspect that the chiefs would probably think along the same lines as I do, which is that because of what we have gone through as aboriginal people, education is an aboriginal right and we should have the ability to seek the kind of education we want whether we're in the eastern Arctic, the area I represent, or in any part of the land you live in.

I very much admire the objective of straight academic education, because we have a great number of drop-outs in our region. As much as we would like to try to do more for these young people who are dropping out of school, part of the problem is that we don't have those kinds of post-secondary education facilities available to us in the region I live in. I admire the initiative.

I think the government said they were raising the post-secondary funding to 45%, but in actual terms I think the increase was more like 7% overall. When one of the chiefs—I'm sorry, I didn't follow which one—said \$1 million was actually targeted but then cut down to \$700,000 and that left out 20 students, I suspect that's 20 students of what would have been the normal entrance of students. That doesn't take into account the ones who would want to apply over and above the normal number of applicants. So that means that not only did 20 students suffer, but the others, over and above the \$1 million that would have been there, who would have wanted to go into post-secondary education also suffered.

I'm trying to find out what percentage have been denied. I can say that in any part of the regions you live in: what percentage of students who would have wanted to go on to post-secondary education have been denied funding? What is the alternative if students are denied the funding in order to pursue their post-academic education? Also, I understand that sometimes the funding comes in too late, after the student has been denied an entrance into college or university. The funding comes in after that and, therefore, it is too late for that student. What can that student do?

Cela dit, il semble qu'on s'en soit pris à la bande d'Okanagan en particulier. J'ai parlé à mon personnel, et nous avons le plus haut niveau d'étudiants inscrits au collège et à l'université, et nous avons le nombre le plus élevé de diplômés dans la province de Colombie-Britannique. Une compression de cette taille, 30 p. 100, a un effet absolument dévastateur sur une bande comme la mienne. Donc la diminution du financement pose un authentique problème pour ces étudiants.

M. Anawak (Nunatsiaq): S'il m'est permis de m'écarter du sujet un instant, j'aimerais féliciter mon collègue d'en face qui a su persuader le gouvernement d'approuver hier soir son projet de loi d'initiative parlementaire. Nous envions son pouvoir de persuasion.

M. Redway: Je vous remercie beaucoup, Jack, mais je dirais qu'il s'agit là d'une victoire pour tous les députés, et particulièrement pour les Canadiens handicapés.

Un député: Bravo!

M. Anawak: J'ai seulement quelques questions à poser. J'imagine que les chefs pensent probablement comme moi, à savoir que, étant donné les souffrances des peuples autochtones, l'éducation est devenue un droit autochtone; nous devrions avoir les moyens d'obtenir l'éducation que nous voulons, que nous soyons de l'Arctique oriental, la région que je représente, ou de toute autre région du Canada.

Je valorise au plus haut point l'instruction traditionnelle, parce que nous comptons un nombre élevé de décrocheurs dans notre région. Quelle que soit l'ardeur que nous mettons à aider ces jeunes gens qui abandonnent l'école, une partie du problème réside dans le fait que nous ne disposons pas d'installations d'enseignement post-secondaire dans la région où j'habite. J'admire donc votre initiative.

Je crois que le gouvernement a déclaré qu'il hausserait le financement des établissements post-secondaires à 45 p. 100, mais en termes réels, l'augmentation globale se situait plutôt à 7 p. 100. Quand l'un des chefs—je suis désolé, je ne me souviens plus lequel—a dit qu'on avait prévu un million de dollars dans le budget et que cette somme a été réduite à 700,000\$ et qu'on avait exclu à cause de cela 20 étudiants, j'imagine qu'on a retranché 20 étudiants du nombre qu'on aurait accepté normalement. Et ce nombre normal de postulants ne prend pas en compte tous les autres qui auraient voulu faire une demande. Ce qui veut dire que ce ne sont pas seulement 20 étudiants qui sortent perdants, mais tous les autres, pour lesquels le million de dollars n'aurait pas suffi, et qui auraient voulu obtenir une éducation post-secondaire.

Je veux seulement savoir quel pourcentage d'étudiants ont été exclus. Dites-moi ce qu'il en est pour les régions où vous habitez: à quel pourcentage d'étudiants qui auraient voulu obtenir une éducation post-secondaire a-t-on refusé l'aide financière? J'aimerais savoir quel recours ont les étudiants à qui on a refusé l'aide financière et qui veulent obtenir une éducation post-secondaire? De la même façon, je crois savoir que l'aide financière vient parfois trop tard, après qu'on a refusé d'admettre l'étudiant au collège ou à l'université. L'aide financière vient après cela et, par conséquent, il est trop tard pour cet étudiant. Que peut faire cet étudiant?

[Texte]

[Français]

[Traduction]

[Anglais]

• 1555

I don't mean to mix up all these things, but perhaps you can give the members some explanation of the kinds of problems the students run into, as well as the bands, when they are trying to administer funds that fall short of the needed funds in any given year.

Chief Antoine: I will take a crack at that. There is a double whammy involved here. If you listened fairly closely, I said 0.5% in post-secondary education. That includes the job skills training, the journeymen, the trades and that sort of stuff of successful completions. Currently, the way we are asked to administer it at the community level is that the funds are designed for the academic streams, the university transfers, the two-year college programs. So there is not only the 20% cutback, as Chief Saddleman has indicated, but also that other gap there, which in my mind needs some support.

You asked the question about the late registrations. I have the misfortune or the good fortune to sit on a mainstream college board, Cariboo College out in British Columbia. Their reaction had been—until the students had a bit of a revolution internally—that they would not accept the band government's letters, indicating that the tuition fees to be paid by the students were forthcoming when the bands received their funding. That is the direct cause for the late scheduling of cashflow, as it were. Does that answer your questions?

Mr. Anawak: Yes, Mr. Chairman. On the funding, I understand the government has said that they are going to have \$320 million more over the next five years for post-secondary funding. I suspect that is normal over a five-year period. That doesn't take into account, I don't think, the would-be students who would fall under Bill C-33 once they regain their status. I don't think that takes into account that particular group, so what problems does that \$320 million address? Is it nearly enough?

Chief Antoine: You were originally correct in setting—

The Chairman: Could I ask the witnesses to decide amongst themselves if they are going to answer the question rather than my trying to pick out which one.

Chief Antoine: You were correct in setting out that the actual increases were about 7% of what was out there originally, not the 45% as set out by government. Regardless of the movement in terms of Parliament and Treasury Board, that is what reached the community levels, 7%. There is an upcoming difficulty, in that the current funding is addressing the needs of those who have successfully completed college entrance programs to date, which have, from my understanding, been dismally low compared to the general population; completing grade 12 and that sort of thing.

Je ne veux pas semer la confusion, mais vous pourriez peut-être expliquer aux députés le genre de problèmes auxquels les étudiants se butent, de même que les bandes, quand celles-ci administrent les fonds qui sont chaque année insuffisants.

Le chef Antoine: J'aimerais hasarder une réponse. Nous nous trouvons à être pénalisés deux fois ici. Si vous m'avez bien écouté, vous vous souviendrez que j'ai dit 0,5 p. 100 dans l'éducation post-secondaire. Cela comprend la formation aux emplois spécialisés, l'apprentissage des métiers et tout ce qui demande la réussite d'un certain cycle d'études. À l'heure actuelle, on nous demande au niveau communautaire d'administrer les fonds de manière à subventionner le programme scolaire, les transferts universitaires, les programmes de deux ans dans les collèges. Donc, il n'y a pas seulement la compression de 20 p. 100, comme le chef Saddleman l'a indiqué, mais il y a aussi une autre lacune là, où à mon avis il faut prévoir un soutien supplémentaire.

Vous avez posé la question des inscriptions tardives. J'ai la chance ou la malchance de siéger au conseil d'administration d'un collège conventionnel, le collège Cariboo en Colombie-Britannique. Ce collège avait pour politique—jusqu'à ce que les étudiants se rebellent quelque peu—de refuser les lettres du conseil de bande leur confirmant que les frais de scolarité de nos étudiants seraient payés dès que la bande aurait reçu ces fonds. C'était là la cause directe des retards dans les paiements des frais de scolarité. Est-ce que cela répond à votre question?

M. Anawak: Oui, monsieur le président. Pour ce qui est de l'aide financière, je crois savoir que le gouvernement a déclaré qu'il dépenserait 320 millions de dollars de plus dans les cinq prochaines années pour l'éducation post-secondaire. J'imagine que c'est un montant normal pour une période de cinq ans. Mais je ne crois pas que cela tienne compte des futurs étudiants qui bénéficieront des dispositions du projet de loi C-130 une fois qu'ils auront repris leur statut. Je ne crois pas qu'on ait tenu compte de ce groupe particulier; ces 320 millions de dollars ne règlent donc pas tout le problème. Ce sera suffisant?

Le chef Antoine: Vous aviez raison de dire...

Le président: Puis-je demander aux témoins de choisir entre eux celui qui répondra à la question plutôt que de me laisser ce soin.

Le chef Antoine: Vous aviez raison de dire que les augmentations réelles se situaient autour de 7 p. 100 de ce qu'elles étaient à l'origine, et non de 45 p. 100 comme l'a dit le gouvernement. Peu importe ce qui se décide au Parlement et au Conseil du Trésor, c'est ce que touchent les bandes, 7 p. 100. Une difficulté nous attend dans la mesure où l'aide financière courante répond aux besoins de ceux qui ont réussi jusqu'à ce jour les programmes d'admission au collège, lesquels, de ce que j'en sais, sont en nombre très faible comparativement à la population en général; je parle de ceux qui ont fait leur 12^e année, ce genre d'étudiant.

[Text]

• 1600

There's another event going on out in the communities right now, in that they are taking some responsibility for their own education and increasing the number of successful completions at grade 12. Our concern is: what happens when that bulge starts getting bigger in terms of completions, and where are those students going?

We have been trying a number of avenues, such as direct student loans. I have a student living in my household right now who has been turned down for funding from his band and was unable to get a student loan, so we are in effect carrying him while he's trying to complete. I'm not sure what he's going to do about his tuition yet. He may not get his transcript until he pays tuition, but at least he has been able to go to school at this point in time.

Mr. Harris: I have a bit to add, Mr. Chairman. Traditionally when they are turned down for funding by the community colleges and the universities and the institutions that are available, the students are left in no man's land, so to speak. That's precisely why we've built and started our own institutions—so that we can better handle the students.

But the question the gentleman asked concerns funding problems. The funding that runs our institution is so tight that there's no room for air. All of a sudden, when somebody comes along at the eleventh hour and says that 30% is being cut back, it's devastating.

We tried to plan and get this institute up. We have it off the ground, but there's no room for air. It not only has an impact on the student who is left to wonder out there, but it has an impact on the institutions that are planning programs and the education for these people. We make great efforts in bringing in programs and producing programs that are going to benefit the students and the communities.

Chief Saddleman: In response to where this \$300 million fits in on the five-year plan, from my experience, if it's introduced today, it's not going to do my membership any good because the 20 or 30 students who have made the application and were refused are doing something else.

When we face these cutbacks—I'll give you an example. We were told a few years ago that we were going to see x amount of dollars. In June of that year, we were told we were not going to receive it. We were cut about 20% at that time. Well, in August, just before the first semester started in the fall, we were notified that we weren't going to be cut at all. By this time the students who were told they couldn't be taken on board to attend the institutions were out doing something else. When we notified them that they could indeed go to school, the first thing they did was blame the elected officials, saying that we were trying to run their lives. The whole truth of it was that the department had notified us that the funding wasn't forthcoming.

[Translation]

On assiste actuellement à un autre phénomène dans les communautés autochtones: elles prennent une part de responsabilité dans la gestion de l'éducation et on voit augmenter le nombre d'étudiants qui achevent leur 12^e année. C'est ce qui nous inquiète: qu'advient-il si ce nombre augmente, et où iront-ils?

Nous avons envisagé un certain nombre de solutions, par exemple les prêts directs aux étudiants. J'ai un étudiant qui vit chez moi en ce moment et à qui sa bande a refusé l'aide financière et qui n'a pas pu obtenir de prêt étudiant, si bien que c'est ma famille qui le fait vivre pendant qu'il achève son secondaire. Je ne sais pas ce qu'il compte faire au sujet de ses frais de scolarité. Il n'obtiendra pas de relevé de notes officiel tant qu'il n'aura pas payé ses frais de scolarité; mais du moins, il a pu fréquenter l'école jusqu'à présent.

M. Harris: J'aimerais ajouter quelque chose, monsieur le président. Habituellement, quand les collèges communautaires, les universités et autres établissements de ce genre leur refusent l'aide financière voulue, les étudiants autochtones se retrouvent dans une sorte de no man's land, pour ainsi dire. C'est précisément la raison pour laquelle nous avons ouvert nos propres établissements—c'est pour être en mesure de mieux répondre aux besoins des étudiants.

Mais la question que pose le monsieur concerne les problèmes de financement. Le financement de notre établissement est tellement serré que nous n'avons aucune marge de manoeuvre. Tout à coup, quand quelqu'un vient nous dire à la onzième heure que le financement est comprimé de 30 p. 100, c'est la catastrophe.

Nous avons fait ce qu'il faut pour ouvrir cet établissement. L'établissement a ouvert ses portes, mais nous n'avons aucune marge de manoeuvre. Cela ébranle non seulement l'étudiant qui se retrouve laissé à lui-même, mais aussi les établissements qui planifient des programmes et veulent éduquer ces jeunes gens. Nous déployons des efforts considérables pour mettre de l'avant des programmes qui bénéficieront aux étudiants et aux communautés.

Le chef Saddleman: En réponse à la question de savoir où se situent ces 300 millions de dollars dans le plan quinquennal, je dirais que d'après mon expérience, si le programme débute aujourd'hui, ma bande n'en profitera nullement parce que les vingt ou trente étudiants qui ont fait une demande et qui se sont vus refuser l'aide financière font déjà autre chose.

Quand nous sommes aux prises avec de telles compressions... Je vais vous donner un exemple. On nous a dit il y a quelques années que nous toucherions tel montant de dollars. En juin de cette année, on nous a dit que nous ne recevions pas ce montant. Ce montant a alors été comprimé de 20 p. 100. Eh bien, en août, juste avant le début du premier semestre à l'automne, on nous a dit que cette compression ne se ferait pas. À ce moment-là les étudiants à qui on avait dit qu'ils ne seraient pas admis dans notre établissement faisaient déjà autre chose. Quand nous leur avons dit que nous pouvions les accepter, la première chose qu'ils ont faite a été de blâmer les élus; ils disaient que nous cherchions à régenter leur vie. La vérité dans tout cela, c'est que le ministère nous avait dit que nous n'obtiendrions pas le financement voulu.

[Texte]

We have to know well in advance so that the students can plan, the bands can plan and the institutes can plan. If we take it on what appears to be a daily or monthly or weekly basis, we can't operate that way. We have to know well in advance so proper planning can go into this.

Mr. Fulton: I'd like to welcome the witnesses. There's an old saying that if Canada doesn't want to recognize the aboriginal right and treaty right to education, then Canada should give the land back and negotiate from the other side of the table.

• 1605

I represent in my area somewhere between 20,000 and 25,000 status Indians. I've been observing this \$320 million shell game for some time. It wasn't that long ago, April of this year, in Victoria that the Prime Minister threw the shell on the table. But when one looks at the actual tables, one realizes quite quickly that the budget has been increased but it's simply a shell game. What is used is the budgeted figures rather than the actual amount spent. We can see, for example, 1989-90, \$132 million budgeted, \$147 million spent; in 1990, \$149 million budgeted, \$189 million spent; in 1991-92, \$190 million budgeted—and they say that they won't overspend.

It leads me to two questions. One flows from a point that Gordon made, which comes from the most recent census. The number of Canadians overall under the age of 24 is 38%, but the number among First Nations, among aboriginal people, under age 24 is 58%. That makes the four of us elders pretty fast. Add to that the statements made on two occasions this fall by the minister with the constitutional responsibilities to First Nations, Mr. Siddon, where he said, and I quote from the House of Commons on September 19:

All aboriginal students in Canada can have access to a post-secondary education under the program that has been put in place by this government.

I would like to ask you a question on that one, because he goes on to say that:

over and above the normal support they receive in their communities as aboriginal students, receives an average of \$10,000 per year to attend university

He goes on to say that the problem in relation to the funding is that it's a management problem. It's not a financial problem; it's a management problem. He said it again the very next day to Mr. Skelly from Comox—Alberni. Again, on the floor of the House, he said:

I can assure the House that all continuing students and all high school graduates coming from aboriginal communities will be funded under this program. . . .there is no excuse for a post-secondary student. . .

[Traduction]

Nous devons savoir ces choses suffisamment à l'avance pour permettre aux étudiants, aux bandes et aux établissements de prévoir. Il nous est impossible de fonctionner convenablement si l'on gère le financement scolaire au jour le jour, à la semaine ou au mois. Il nous faut connaître suffisamment à l'avance les crédits dont nous disposerons pour que nous puissions planifier convenablement.

M. Fulton: J'aimerais moi aussi souhaiter la bienvenue aux témoins. Il y a un vieux dicton qui dit que si le Canada ne veut pas reconnaître le droit ancestral des autochtones à l'éducation, le Canada devrait leur redonner leurs terres et négocier autour d'une table.

Je représente entre 20,000 et 25,000 Indiens inscrits dans ma circonscription. J'observe depuis quelque temps ce tour de passe-passe que l'on joue avec ces 320 millions de dollars. Il n'y a pas si longtemps, en avril de cette année, à Victoria, le premier ministre s'est livré à ce tour de passe-passe. Mais quand on examine les chiffres réels, on constate vite que le budget a augmenté en effet mais qu'il s'agit simplement d'une tromperie. On cite en fait les chiffres qui figuraient déjà au budget, et non les montants qu'on a effectivement dépensés. Par exemple, on peut voir qu'en 1989-1990, on avait inscrit au budget 132 millions de dollars alors que 147 millions de dollars ont été dépensés; en 1990, 149 millions de dollars budgétés, 189 millions de dollars dépensés; en 1991-1992, 190 millions de dollars budgétés—et ils disent qu'ils ne veulent pas excéder les dépenses.

Ce qui m'amène à vous poser deux questions. L'une découle d'une observation que Gordon a faite, et qui est tirée du dernier recensement. Trente-huit p. 100 des Canadiens sont âgés de moins de 24 ans, mais parmi les Premières nations, parmi les autochtones, la proportion de personnes de moins de 24 ans se situe à 58 p. 100. À ce compte-là, nous ne tarderons pas, nous quatre, à devenir des aînés. Ajoutez à cela les déclarations faites en deux occasions cet automne par le ministre responsable des Premières nations, aux termes de la Constitution, M. Siddon, qui a dit, et je cite sa déclaration faite à la Chambre des communes le 19 septembre:

Tous les autochtones du Canada peuvent faire des études post-secondaires dans le cadre de ce programme mis en place par le présent gouvernement.

J'aimerais vous poser une question sur cette déclaration, parce qu'il ajoute plus loin:

les étudiants autochtones du Canada reçoivent en moyenne, en sus de l'appui habituel dont ils bénéficient au sein de leur collectivité en tant qu'étudiants autochtones, 10,000\$ par année pour fréquenter l'université

Il ajoute que le problème du financement est essentiellement un problème de gestion. Il ne s'agit pas d'un problème financier; il s'agit d'un problème de gestion. Il l'a répété le lendemain même à M. Skelly, député de Comox—Alberni. Toujours à la Chambre des communes, il a déclaré:

Je puis vous assurer à la Chambre que tous les étudiants permanents et tous les diplômés de l'enseignement secondaire issus de collectivités autochtones recevront de l'aide dans le cadre de ce programme. [. . .] étudiant de niveau postsecondaire [. . .] n'a pas d'excuse. . .

[Text]

And on it goes.

My question, I suppose, more directed to Gordon than to Ray, is what makes your educational institutions work as well as they do? We can see the growth rate and the success rate. Why is that happening? I suppose this question would go more to Albert. You've given us a specific example. You required \$1 million. You got cut 30% to \$700,000. Is the government doing what the Prime Minister left the impression of with the Canadian public, that there was funding? Furthermore, the minister responsible has said that there is no First Nations high school graduate or continuing post-secondary education aboriginal person who will be denied funds. Is that a true statement? Those are the two questions I would like to put to you.

Mr. Harris: This is a very good question: why does our institute work when presumably the other institutions don't have great success? We have instituted a really simple rule. We account for the education dollars to the tribes that send their students. The tribes and the people sponsoring their students, on a biweekly basis, can get an update on the students' grades, on their attendance, and the social life. We track those students as hard as we can.

On a monthly basis, we track our programs. Maybe something is wrong with the program. Maybe it's not the program; maybe it's the teacher. We do all these kinds of things to make our institute work. But the biggest thing is for us is straight accountability. We make the dollar work.

• 1610

Mr. Fulton: What about the dough?

Chief Antoine: I'll start off with the Prime Minister's statement—no, it does not reflect what is happening in my community. I'm the chief of my band and I'm like Albert in that I administer my programs well from both my own perspective and from the perspective of my auditors. Not every grade 12 student has the ability or the means to attend university, so a double "no".

Following up on Ray's comments about Chemainus, the Nicola Valley Institute of Technology has a successful program completion rate by its students ranging from 85% to 95%. My understanding is that in the mainstream colleges the successful completion rates for native students are in the neighbourhood of 15%. I would like to think, in addition to what Ray has said, that we live pretty close to our mission statement—that is, to provide quality education in a culturally supportive way to the people who register.

The interesting perspective in our institution is that 5% of our students are non-native because we are the only institution in the area. I guess from that perspective it probably has something to do with it when my guys are finally in the majority.

[Translation]

Et ainsi de suite.

J'imagine que ma question s'adresse davantage à Gordon qu'à Ray. J'aimerais savoir pourquoi vos établissements scolaires obtiennent de si bons résultats? Votre rythme de croissance et votre taux de réussite sont évidents. Pourquoi cela? J'imagine que cette question s'adresse davantage à Albert. Vous nous avez donné un exemple précis. Vous réclamez un million de dollars. On en retranche 30 p. 100, vous obtenez 700,000 dollars. Le gouvernement vous donne-t-il l'aide financière voulue, comme le premier ministre l'a laissé entendre aux Canadiens? En outre, le ministre responsable a déclaré qu'aucun diplômé du secondaire des Premières nations ni aucun autochtone autochtone poursuivant des études post-secondaires ne se verrait refuser l'accès à l'aide financière. Est-ce que c'est vrai? Ce sont les deux questions que je vous pose.

M. Harris: C'est une très bonne question: pourquoi notre établissement fonctionne-t-il alors que les autres établissements ne semblent pas avoir beaucoup de succès? Nous avons établi une règle très simple. Nous rendons compte de l'argent que nous dépensons pour l'éducation aux tribus qui nous envoient leurs étudiants. Les tribus et les personnes qui aident ces étudiants peuvent recevoir aux deux semaines un bulletin sur les notes de l'étudiant, son assiduité et sa vie de groupe. Nous suivons ces étudiants d'aussi près que possible.

Nous suivons nos programmes au mois. Il y a parfois quelque chose qui cloche. Tantôt c'est le programme, tantôt c'est le professeur. Nous faisons tout ça pour assurer le bon fonctionnement de notre établissement. Mais ce qui compte le plus pour nous, c'est les comptes que nous rendons. Nous veillons à en avoir pour notre argent.

M. Fulton: Qu'en est-il de l'argent?

Le chef Antoine: J'aimerais d'abord commenter la déclaration du premier ministre: non, sa déclaration ne reflète pas ce qui se passe dans ma communauté. Je suis le chef de la bande et j'ai ceci de commun avec Albert! j'administre bien mes programmes—de mon point de vue à moi et du point de vue de mes vérificateurs. Ce n'est pas tous les diplômés de 12^e année qui ont les aptitudes ou les moyens d'entrer à l'université. C'est donc deux fois «non».

Pour faire suite à ce qu'a dit Ray au sujet de Chemainus, l'Institut de technologie de Nicola Valley a un taux de réussite des programmes qui se situe entre 85 et 95 p. 100. Je crois savoir que dans les collèges conventionnels, le taux de réussite pour les étudiants autochtones se situe dans les 15 p. 100. J'aime croire, comme Ray, que nous nous acquittons du mandat que nous nous sommes donnés: dispenser aux étudiants une éducation de qualité dans le respect de leur culture.

Chose intéressante, 5 p. 100 de nos étudiants ne sont pas autochtones parce que nous sommes le seul établissement dans la région. Dans cette perspective, j'imagine que notre taux de réussite a quelque chose à voir avec le fait que les nôtres sont enfin majoritaires.

[Texte]

[Français]

[Traduction]

[Anglais]

Mr. Fulton: Perhaps I might ask a supplementary, also back to Albert. In relation to the evidence you gave earlier, Albert, the two statements from the minister responsible were made five months further on in the fiscal year to the statement by the Prime Minister, and they are categorical. He said:

All aboriginal students in Canada can have access to a post-secondary education under the program that has been put in place by this government.

That is five months further on in the fiscal year. Is this statement accurate?

Chief Saddleman: We have no problem with the statements of the continuing students and the graduating students with the Okanagan Band. The Department of Indian Affairs has come right out and told us that there is a lack of funding for single parents. It becomes a problem because these parents have extra needs, such as day care and extra clothing allowance and that sort of thing. This is where we are having the problem.

However, we certainly have enough in our budget for the graduating students and the continuing students. When I said earlier that we seem to be discriminating against the single parents, they are the ones who are getting cut and they are the ones who are actually suffering.

Mr. Fulton: Just to be clear, then, in essence, a two-tier system of criteria has been set up. For continuing students and for those fresh out of high school, funding appears to be in place and it would be accurate for Canadians to have the impression that this is occurring. However, for students who have had a break in their education or, as you pointed out, perhaps a single mom with kids, there is a tendency—or is it something further than that? If there are insufficient funds, is the department actually going further than just suggesting...? Are they saying, if you're not going to be funding somebody, these are the kinds of people. Are they actually laying out criteria that way?

Chief Saddleman: That is how it appears to me. They're saying we will fund the graduating students and the continuing students but when we come to the new applicants, if these happen to fall under the category of single parent or somebody who has been away from the system for a number of years, then they become last on the list.

Mr. Fulton: Thank you, Mr. Chairman. I'll come back on the next round.

Mme Duplessis (Louis-Hébert): Je suis très heureuse que vous ayez accepté de comparaître devant notre Comité. Je voudrais aussi vous féliciter pour la façon dont vous faites du progrès dans vos institutions et pour la façon dont vous les gérez.

• 1615

Tout à l'heure, vous avez dit que vous étiez très préoccupé par le fait que les étudiants qui vous font une demande en retard ne peuvent pas être subventionnés. Est-ce que les étudiants autochtones de partout au pays peuvent avoir accès aux bourses ou aux prêts des provinces ou du gouvernement fédéral?

M. Fulton: J'aimerais poser une question supplémentaire, qui s'adresse aussi à Albert. Faisant suite au témoignage que vous avez donné plus tôt, Albert, les deux déclarations du ministre responsable ont été faites cinq mois après le début de l'année financière dont le premier ministre parlait dans sa déclaration, et elles sont catégoriques. Le ministre a dit:

Tous les autochtones du Canada peuvent faire des études post-secondaires dans le cadre de ce programme mis en place par le présent gouvernement.

Il a déclaré cela cinq mois après le début de l'année financière. Sa déclaration est-elle exacte?

Le chef Saddleman: La bande d'Okanagan n'a rien à redire des déclarations qui ont trait aux étudiants qui poursuivent leurs études et aux finissants. Le ministère des Affaires indiennes nous a dit sans ambages qu'il manquait de fonds pour les parents célibataires. Cela pose un problème parce que ces parents ont des besoins supplémentaires, par exemple, la garderie, l'allocation supplémentaire pour les vêtements, ce genre de choses. C'est là où nous trouvons à redire.

Toutefois, notre budget est certainement suffisant pour les finissants et ceux qui poursuivent leurs études. Quand j'ai dit tout à l'heure que nous avons l'air de faire de la discrimination contre les parents célibataires, c'est que ce sont eux qui sont exclus des programmes et qui en font les frais.

M. Fulton: Pour préciser votre pensée, donc, en substance, on a créé un système de critères à deux niveaux. Pour les étudiants qui poursuivent leurs études et pour ceux qui sortent de l'école secondaire, il existe une aide financière et les Canadiens ont raison de croire qu'il en est ainsi. Toutefois, pour les étudiants qui ont interrompu leurs études ou, comme vous l'avez dit, pour la mère célibataire, la tendance serait... Ou y a-t-il plus que cela? Si les fonds sont insuffisants, est-ce que le ministère, dans les faits, ne se contente pas de laisser entendre que...? Est-ce que le ministère vous dit: si vous devez opérer des compressions financières, voici la catégorie de personnes à retrancher. Est-ce que c'est la façon dont il établit les critères?

Le chef Saddleman: On dirait. Le ministère dit qu'il accordera de l'aide financière aux finissants et à ceux qui poursuivent leurs études mais pour ce qui est des nouveaux, les parents célibataires ou ceux-ci ont interrompu leurs études il y a plusieurs années, ils se retrouvent au bas de la liste.

M. Fulton: Je vous remercie, monsieur le président. Je réserve mes autres questions pour le prochain tour.

Mrs. Duplessis (Louis-Hébert): I am very happy that you have agreed to testify before our Committee. I would also like to congratulate you on the progress you have made with your institutions and on the way you manage them.

A moment ago, you expressed concern about students who submit a late application and cannot be funded. Do native students from all Canada have access to scholarships or loans made available by the provinces or the federal government?

[Text]

Chief Antoine: Given the funding limitations, not all, but if there are funds available, yes.

Mme Duplessis: Donc, les étudiants ne sont pas complètement bloqués. Ils peuvent faire quelque chose. S'ils peuvent avoir accès au financement comme n'importe quel autre étudiant canadien, s'ils peuvent avoir recours aux ressources provinciales et fédérales, au fond, ils ne sont pas complètement dépourvus.

Chief Antoine: I have a student, who is not my own relative, living in my household who has been turned down for a student loan from the province's system. So given that experience, I am not sure that whole rule applies to native students, because they have attempted that access.

Mme Duplessis: Quel critère le gouvernement provincial a-t-il utilisé pour le refuser?

Chief Antoine: I do not have the slightest idea. All the student has said to me is that he doesn't have the funding.

Mme Duplessis: J'aurai plusieurs autres brèves questions à vous poser. Sur une note positive, en 1984, il n'y avait que 8,617 étudiants autochtones et maintenant, en 1991, il y en a 22,000 qui font des études postsecondaires. Je pense qu'on a tout lieu de se réjouir. Je regardais aussi les montants qui ont été mis à la disposition des banques pour les étudiants. Je pense qu'on a fait de gros progrès, car on est passé de 62 millions de dollars à 190 millions de dollars, bien qu'on dise que ce n'est pas encore tout à fait suffisant. Bien sûr, il y a toujours place pour de l'amélioration, mais personnellement, je pense qu'on a fait de bons efforts, surtout qu'on a annoncé 320 millions de dollars supplémentaires. C'est drôlement intéressant pour l'avenir.

J'ai une question à vous poser concernant la gestion. Est-ce vous qui gérez personnellement, dans chacune de vos banques, les montants que le gouvernement alloue à l'éducation?

Chief Antoine: I have a band administration that does that. I don't personally manage those funds. They report to me and other band members on a monthly basis as to how much money has been spent and on what it has been spent.

Mme Duplessis: Donc, ce n'est pas le ministère qui l'administre pour vous. C'est un comité, à l'intérieur des banques, qui l'administre.

Chief Antoine: Yes.

Mme Duplessis: Selon vous, combien le ministère devrait-il payer pour la partie du programme qui touche l'hébergement, le transport et les frais de nourriture de l'étudiant?

Chief Antoine: I don't know what criteria the provincial student support programs are based on, but my preference is to operate on very similar grounds, excepting that. . . Again, I come from the hinterlands in British Columbia and some of my students attend university in Vancouver. My understanding from both my administrators and the students themselves is that the costs are substantially different between those two locations.

[Translation]

Le chef Antoine: Oui, compte tenu des fonds disponibles; comme ceux-ci sont limités, les demandes ne peuvent pas être toutes acceptées.

Mrs. Duplessis: Therefore, students are not totally frozen out. There is something they can do. If they are entitled to financial help like any other Canadian student, and if they have access to provincial and federal resources, they are not totally helpless.

Le chef Antoine: Un étudiant qui ne m'est pas apparenté et qui vit sous notre toit, s'est vu refuser un prêt étudiant par la province. Compte tenu de cette expérience, je ne suis pas sûr qu'il y ait une règle générale pour tous les étudiants autochtones; mais je sais qu'ils ont essayé cette voie.

Mrs. Duplessis: On what basis was his request rejected?

Le chef Antoine: Je n'en ai pas la moindre idée. Tout ce que cet étudiant m'a dit, c'est qu'il n'avait pas obtenu le prêt.

Mrs. Duplessis: There are a few other brief questions I would like to ask you. However, on a positive note, I see that there were only 8,617 native students in 1984 and that, now, in 1991, 22,000 attend post-secondary institutions. I believe this is a happy development. I also checked the amounts provided by banks for student loans. In my opinion, we have made remarkable strides, going from 62 million dollars to 190 million dollars, although we are told that this is not quite enough. Of course, there is always room for improvement, but, personally, I think that we have gone a long way, especially since it was announced that an additional 320 million dollars will be forthcoming. This augurs well for the future.

I have a question regarding management. Do you personally manage, in each of the bands, the funds allotted to education by the government?

Le chef Antoine: Ce sont les administrateurs de bandes qui s'en occupent. Je ne gère pas personnellement ces fonds. Les administrateurs me présentent, ainsi qu'à d'autres membres de la bande, un rapport mensuel indiquant les montants déboursés et leur utilisation.

Mrs. Duplessis: So, it is not the department that manages this money for you. Management rests with a committee of band members?

Le chef Antoine: Oui.

Mrs. Duplessis: In your opinion, how much should the department make available for students' housing, transportation, and food costs?

Le chef Antoine: Je ne sais pas quels sont les critères retenus par les programmes provinciaux d'aide aux étudiants, mais je préfère des règles uniformes en autant toutefois que. . . Comme vous le savez, je viens de l'intérieur de la Colombie-Britannique et certains de mes étudiants poursuivent leurs études universitaires à Vancouver. Les renseignements que j'ai reçus des administrateurs et des étudiants eux-mêmes m'indiquent que les coûts varient considérablement d'un endroit à l'autre.

[Texte]

• 1620

My understanding from my administrators is that student support for an individual who resides on my reserve in Coldwater and attends Nicola Valley Institute of Technology is in the neighbourhood of \$4,000 per year. Some of the support in Vancouver is \$7,500. I was somewhat surprised to learn that the average being touted here in the room is \$10,000 per student nationally. I wonder whether my administrators are administering the program well if that's the case in my experience.

Mr. Harris: I'm not really in tune with the protocol here, so excuse me if I insult or upset anybody.

As every parent knows, there are never enough dollars in the post-secondary system for the student. He has to find other ways to support himself. In our particular case, we're off the beaten track. If you happen to know the island, we're between Nanaimo and Victoria. We would like to build facilities, a dormitory system. We don't have that kind of funding.

We get people from 46 different tribes across the country. Believe it or not, people are moving west. We account for the dollars; we run boards, and I'm the chairman of the board, and I have an accounting system. We don't handle the finances personally, as your question was asked. You ask very hard questions. You ask good questions.

The hope our tribe and our institute is working on is creatively to use these few dollars that we get per student and to work towards a dormitory system and actually ease the cost to that student. So we end up by finding creative ways. We actually get surprised at these million-dollar announcements, and we wonder if at some point in time we will see some of those dollars, but we never do.

Actually, our tribal council and our institute have quit chasing those dollars. It costs money to chase them. So we're not on any committees in the province. We're not on any committees in the country. We're not on any committees regionally. It's just too costly to be chasing all these dollars after these announcements are made. People line up for them. The universities of Victoria and British Columbia and the community colleges are ahead of us. They're ahead of the tribes and ahead of the native institutions after that same dollar that the minister announces, and their resources for tapping those dollars are far greater. They're relentless at chasing those dollars, where we are but few.

So your questions are hard, madam. They're good questions, but we can't fall into that. Our students just can't get education in the provincial systems. The provincial system just hasn't allowed success in that.

[Traduction]

Les renseignements que m'ont fournis mes administrateurs indiquent que l'aide accordée à un étudiant qui poursuit ses études au Nicola Valley Institute of Technology, et qui vit sur ma réserve à Coldwater, s'élève à environ 4,000\$ par an. Pour un étudiant qui vit à Vancouver, ce montant peut atteindre 7,500\$. J'ai été quelque peu surpris d'entendre claronner ici que la moyenne nationale est de 10,000\$ par an et par étudiant. Quand j'entends cela, je me demande si mes administrateurs font un bon travail.

M. Harris: Je ne connais pas très bien les règles à suivre ici, et je vous prie donc de m'excuser si mes remarques choquent ou blessent qui que ce soit.

Comme tout parent le sait, le système d'enseignement post-secondaire n'a jamais assez d'argent pour répondre aux besoins des étudiants. Ceux-ci doivent trouver d'autres moyens de couvrir ces frais. Quant à nous, nous nous trouvons très loin des sentiers battus. Pour ceux d'entre vous qui connaissez l'île, nous sommes situés entre Nanaimo et Victoria. Nous aimerions pouvoir construire les installations voulues, une résidence. Mais nous n'avons pas les fonds qu'il faut.

Nous recevons des gens venant de 46 tribus, de partout au pays. Croyez-le ou non, les gens viennent s'établir dans l'ouest. Nous justifions nos budgets, et nous avons un conseil d'administration, dont je suis le président. Nous avons un système de comptabilité. Pour répondre à la question que vous avez posée, je ne gère pas personnellement les finances. Vos questions sont très directes, elles sont aussi pertinentes.

Notre tribu et notre institut veulent utiliser de façon novatrice les quelques dollars que nous recevons pour chaque étudiant pour créer un système de résidence et réduire les frais supportés par les étudiants. Nous réussissons à trouver de nouvelles méthodes. En fait, nous sommes très surpris d'entendre parler de ces millions de dollars, et nous nous demandons si nous verrons un jour quelques-uns de ces dollars. Mais ça n'arrive jamais.

En fait, notre conseil tribal et notre institut ont cessé de courir après ces dollars. C'est une course qui coûte cher. Nous ne participons à aucun comité, qu'il soit provincial, national, ou régional. Une fois qu'on a annoncé le financement de tel ou tel programme, il est beaucoup trop coûteux d'essayer d'en bénéficier. Les gens font la queue pour obtenir leur part, et les universités de Victoria et de la Colombie-Britannique ainsi que les collèges communautaires sont toujours devant nous. Ils devancent toujours les tribus et les institutions autochtones dès que le ministre fait son annonce, et leurs ressources pour décrocher ces fonds sont de loin supérieures aux nôtres. Ils ne démordent pas, et quant à nous, nous ne sommes que quelques individus.

Vos questions sont très directes, madame, et elles sont pertinentes, mais je ne vais pas m'y laisser prendre. Nos étudiants ne peuvent tout simplement pas accéder au système d'enseignement provincial. Ce système ne l'a tout simplement pas permis.

[Text]

Maybe it's available, but that's not the answer. It hasn't been the answer. For eleven years in our tribe of 800 people, 52% have been in some form of education. I'm not talking about post-secondary, but from kindergarten up. One person graduated in the provincial system.

So we're battling that too. We're trying to change the education system so our kids can stay in school so post-secondary shouldn't be such a burden. But we are clawing and fighting to get through the provincial system, and then we get into the post-secondary system. It's twice as hard when you take that student whom you have been supporting all these years in your home and you send him out somewhere. He or she finds it twice as hard. It's not available. It's just not there. It's easy to say, but it just isn't there. That's a reality.

• 1625

Mme Duplessis: Je ne voudrais pas que vous pensiez que j'ai pu mettre en doute la façon dont vous gérez. J'ai pris la peine de vous dire au début que vos institutions respectives avaient une excellente réputation et que le travail que vous faisiez était excellent. On est ici pour vous entendre et pour faire si possible des recommandations au ministre. J'imagine que vous voulez construire davantage et faire plus de choses. Cela va nous faire plaisir de vous appuyer.

Je ne voudrais pas que vous pensiez que mes questions étaient négatives.

Mr. Nault (Kenora—Rainy River): I would like to welcome our visitors and ask them, first of all, if we could clear up a few areas of misunderstanding that we have—or myths, depending on how you see it.

As you are aware from the NDP's opening remarks, the Prime Minister, in Victoria not too long ago, suggested that there would be an increase in funding, and I want to give you a direct quote of the Minister of Indian and Northern Affairs, in Question Period on September 19, to colleague Ethel Blondin. These are his words:

In fact on average every aboriginal student in Canada, over and above the normal support they receive in their communities as aboriginal students, receives an average of \$10,000 per year to attend university, which is four times the cost of tuition and books.

Would you suggest that this is a true statement?

Chief Antoine: It costs a hell of a lot more than tuition and books to go to a university.

Mr. Nault: Is it a fact, though, that every aboriginal student receives, on average, \$10,000 per year?

Chief Antoine: As I responded earlier, it is not my experience with my band members.

Mr. Fulton: I would like to raise a point of order, Mr. Chairman, if I could.

[Translation]

Il est possible que l'aide soit accessible, mais ce n'est pas, et cela n'a pas été la réponse. Notre tribu compte 800 membres et au cours d'une période de 11 ans, 52 p. 100 de cette population a fait des études quelconques. Je ne parle pas de cours post-secondaires, mais de la maternelle jusqu'à la fin du secondaire. Quelqu'un a obtenu son diplôme dans le cadre du système provincial.

Nous nous battons donc sur ce terrain également. Nous essayons de modifier le système d'éducation pour que les nôtres puissent faire leurs études et pour que l'éducation post-secondaire ne constitue plus un fardeau aussi lourd. On se démène pour achever ses études dans le cadre du système provincial, pour passer ensuite au système post-secondaire. C'est deux fois plus dur quand l'étudiant doit quitter le foyer où il a été encouragé pendant des années; il a beaucoup de mal à partir. Mais les possibilités n'existent pas. Il est facile d'en parler, mais il n'y en a pas; c'est la réalité.

Mrs. Duplessis: I wouldn't want you to think I was questioning your management. I made a point to start by insisting that your institutions enjoy an excellent reputation and that you do first-class work. We are here to listen to you and possibly draft recommendations for the minister. I imagine that you want to do more and build new facilities. We will be happy to support you.

I wouldn't want you to believe that my questions had a negative cast.

M. Nault (Kenora—Rainy River): Je voudrais tout d'abord souhaiter la bienvenue à nos visiteurs et leur demander si nous pourrions clarifier quelques points, quelques malentendus ou mythes.

Vous avez entendu le député du NDP dire, dans ses remarques préliminaires, que le premier ministre avait récemment laissé entendre, à Victoria, que le financement de ces programmes serait accru. Voici ce que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien a répondu à une question qui lui était posée le 19 septembre, à la Chambre, lors de la période des questions orales, par notre collègue M^{me} Ethel Blondin. Je le cite:

En fait, tous les étudiants autochtones du Canada reçoivent en moyenne, en sus de l'appui habituel dont ils bénéficient au sein de leur collectivité en tant qu'étudiants autochtones, 10,000\$ par année pour fréquenter l'université, soit quatre fois le total des frais de scolarité et d'achat de livres.

Estimez-vous que cette déclaration est fidèle à la réalité?

Le chef Antoine: Les frais de scolarité et d'achat de livres ne sont qu'une toute petite partie du coût des études universitaires.

M. Nault: Mais est-il vrai que tout étudiant autochtone reçoit, en moyenne 10,000\$ par an?

Le chef Antoine: Comme je l'ai déjà dit, ceci ne correspond pas à ce que les membres de ma bande m'ont dit.

M. Fulton: Si vous me le permettez, monsieur le président, je voudrais invoquer le Règlement.

[Texte]

[Interprétation]

[Traduction]

[Texte]

The Chairman: Sure.

Mr. Fulton: Thankfully, one of the people who is observing here today took the time to calculate this. Based on the minister's own statements, if you divide the 22,000 students into the \$190 million, which has been budgeted, which the government has said they will not overspend, that comes to \$8,639. I suggest that you as chairman might want to write to the minister and seek clarification for the committee on the discrepancy between the figures used in the House and those in the A-base budget of the Government of Canada.

The Chairman: There are two points, Mr. Fulton. First, we are making the assumption that the number we are using, the dollar number, is the total dollar value that goes into assisting students. I don't know the answer to that question. And second, the minister will be here on Friday and I would encourage the members to put that question to the minister.

Mr. Nault: Thank you. I too am somewhat confused by the numbers that are being used by the department. The Prime Minister, in his speech in Victoria, suggested that there would be approximately another \$320 million put into the budget. I am not quite sure where that money is, because I have yet to understand where these numbers jive.

I want to talk about the program, because we can get into the numbers with the minister and department officials. I want to get some clarification about some statements that were made by the department and the minister, that in fact 70% of the programs are administered by aboriginal leadership and aboriginal organizations themselves. There is the suggestion by the department and the minister that there seems to be some inefficiencies in the system.

• 1630

Are the education councils and bands that you represent funded under a flexible transfer payment as it relates to the education proportion of your budget—meaning, in essence, you're given a lump sum and it's up to you to make a decision as to the area to which you will allocate those funds?

Chief Antoine: Yes.

Mr. Nault: In laymen's terms, explain to us exactly what that means. It's a sense in the minister's statement that it means that if you were to do something differently, then everybody would be funded and there would be no shortfall, and I would like some explanation as to how much flexibility we're talking about here.

Does that mean you have to rob Peter to pay Paul? Does that mean the mature students who are coming into the system have to be weeded out and you have to make a decision about them versus the new students coming out of high school; or is it that, for example, in the more rural areas and the areas I represent that are isolated, that could mean that instead of letting the kids come home twice a year, at Christmas and maybe at some other time, which means we have to pay for their flights back and forth from the college and university, in essence they don't come home at all?

It has been suggested by the department that the bands and authorities have that ability, and therefore a lot of money is used up for that particular issue.

Le président: Faites donc.

M. Fulton: Par chance, l'un des observateurs dans la salle a pris la peine de se livrer à un petit calcul. En reprenant les chiffres cités par le ministre, si l'on divise 190 millions de dollars par 22,000 étudiants, ce qui correspond au chiffre budgété, que le gouvernement dit avoir l'intention de ne pas dépasser, la moyenne s'établit à 8,639\$ par étudiant. Je suggère donc qu'en votre qualité de président vous écriviez au ministre pour lui demander d'expliquer au comité l'écart entre les chiffres qu'il a cités à la Chambre des communes et ceux qui sont donnés dans le budget de services votés du gouvernement du Canada.

Le président: Deux remarques, monsieur Fulton. Tout d'abord vous tenez pour acquis que ces 190 millions constituent le total de l'aide aux étudiants. J'ignore si c'est exact. Deuxièmement, le ministre comparaitra devant nous vendredi, et je suggère aux députés de lui poser la question à cette occasion.

M. Nault: Merci. Je dois reconnaître, moi aussi, que je n'y me retrouve pas très bien dans les chiffres donnés par le ministre. Dans le discours qu'il a prononcé à Victoria, le premier ministre a laissé entendre que 320 millions de dollars seraient ajoutés au budget. Je ne sais pas exactement d'où vient cet argent, car j'ai du mal à concilier les différents chiffres.

Je voudrais que nous parlions du programme parce que nous pourrions toujours parler des chiffres avec le ministre et ses fonctionnaires. J'aimerais entendre vos commentaires au sujet de certaines déclarations du ministre et de ses fonctionnaires indiquant que 70 p. 100 des programmes sont administrés par les dirigeants et les organisations autochtones. Par ailleurs, ces déclarations laissent entendre que le système manque d'efficacité.

Les bandes et les conseils scolaires que vous représentez sont-ils financés au moyen d'un paiement de transfert flexible eu égard à la part de votre budget qui est consacré à l'éducation—essentiellement, est-ce qu'on vous attribue un montant forfaitaire que vous décidez ensuite d'allouer?

Le chef Antoine: Oui.

M. Nault: Expliquez-nous, en mots ordinaires, ce que cela signifie exactement. D'après la déclaration du ministre, on a l'impression que si vous procédiez autrement il y aurait de l'argent pour tout le monde, sans priver personne. J'aimerais savoir de quelle est votre marge de manoeuvre.

Faut-il déshabiller Saint Pierre pour habiller Saint Paul? Les étudiants adultes qui veulent s'inscrire doivent-ils être écartés, et faut-il choisir entre eux et les finissants du secondaire? Ou encore, par exemple, dans les zones rurales et les zones isolées comme celles que je représente, cela signifie-t-il qu'au lieu de laisser les enfants rentrer chez eux deux fois l'an, à Noël et à un autre moment, et donc de payer un billet d'avion aller-retour pour ces étudiants du niveau collégial et universitaire, on supprimerait totalement la possibilité de rentrer chez eux?

Le ministère a laissé entendre que les bandes et les responsables ont cette capacité et que par conséquent beaucoup d'argent est dépensé pour ce poste précis.

[Text]

I just throw that out as an example. There are many others we can use, but I'd like to know what this discussion about flexibility means.

Chief Antoine: At least the way I understand it, and the way we work with the department to manage those programs, flexibility means that within the guidelines that are laid out, if you spend within those guidelines you can continue to be funded. If you begin to expend outside of those guidelines, then you're on your own hook. In other words, I have to find the money somewhere else if I spend outside of the guidelines or outside of the agreements.

Mr. Nault: All right, then, let's take one particular guideline, the mature students, single parents as you mentioned. I classify them more as mature students, in the sense that they didn't just come out of high school and they weren't in post-secondary education before, but they've decided somewhere down the line, after a few years of working or doing something else, that they want to go back. Those people do not fall within the criteria of the Department of Indian Affairs and Northern Development at this moment.

Chief Antoine: True, and as a consequence, if we decide to fund them, then those who are graduating out of high school might not get funded.

Mr. Nault: So, in essence, you don't have flexibility for that particular group of individuals in your communities. Would that be a correct statement?

Chief Antoine: If it's stated the way you're stating it, yes. That is correct. There is no flexibility.

Mr. Nault: So a large percentage of the roughly 4,000 individuals who are not being funded in this school year—that's the estimate that's out there now—would be of the mature student component? Or is that not the case in that there are also those coming out of high school who can't get funded because there just aren't enough dollars in the system?

Chief Antoine: Yes. In my instance, because we are funding some of the single parents, there are high school students who came out of the school system a year ago who are not being funded.

Mr. Nault: You other two gentlemen may jump in if you like. I want to touch on another issue, and as we go down, the committee will look at where we are headed.

Based on the discussions and review of the Post Secondary Student Assistance Program in June of the aboriginal committee I was a member of then, and still am, the department had suggested to us that they would implement a national post-secondary student information system. That system was to collect data that would be used to provide program management information, budgetary information, and summary information on important characteristics of the student population for policy and evaluation purposes.

[Translation]

Ce n'est qu'un exemple que je donne là. On pourrait en citer bien d'autres, mais j'aimerais savoir de quoi il retourne quand on parle de manœuvre.

Le chef Antoine: Si je comprends bien, compte tenu de la façon dont nous collaborons avec le ministère pour gérer ces programmes, si l'on engage des dépenses qui sont conformes aux directives fournies, on peut continuer de bénéficier d'un financement. En revanche, si on dépense plus que ne le permettent ces directives, il faut se débrouiller tout seul. Autrement dit, il me faut trouver de l'argent ailleurs si je ne m'en tiens pas aux directives ni aux ententes.

M. Nault: Très bien, alors reportons-nous à une directive donnée. Celle qui a trait aux étudiants adultes, aux parents célibataires, comme vous l'avez mentionné. Je préfère pour ma part parler d'étudiants adultes, parce qu'à mon sens, ils ne sont pas tout frais émoulus de l'école secondaire et ne faisaient pas partie du réseau d'enseignement post-secondaire; ils ont décidé à un moment donné, après avoir travaillé pendant quelques années ou avoir fait autre chose, qu'ils voulaient reprendre leurs études. Actuellement, ces personnes ne correspondent pas aux critères du ministère des Affaires indiennes et du Nord.

Le chef Antoine: C'est exact, et par conséquent, si nous décidons de les financer, ceux qui terminent leurs études secondaires pourraient ne rien obtenir.

M. Nault: Donc, au fond, vous n'avez pas la marge de manœuvre voulue eu égard à ce groupe de membres de vos collectivités. Ai-je raison?

Le chef Antoine: Si vous le dites de cette façon, oui. C'est juste. Il n'y a pas de marge de manœuvre.

M. Nault: Donc, une forte proportion des quelque 4,000 personnes qui ne reçoivent pas de financement au cours de l'année scolaire en cours—ce sont les données approximatives que nous avons—seraient des étudiants adultes? Où n'est-il pas vrai qu'il y a aussi les finissants d'écoles secondaires qui ne peuvent pas obtenir le financement parce que le système manque de fonds?

Le chef Antoine: Oui. Chez nous, par exemple, parce que nous finançons certains parents célibataires, des finissants du secondaire n'ont pas été subventionnés l'an passé.

M. Nault: Messieurs, vous pouvez intervenir si vous le voulez. J'aimerais aborder une autre question, et à mesure que nous progresserons le comité verra où nous vers où nous allons.

Suite aux discussions et à l'examen du programme d'aide aux étudiants du niveau post-secondaire qui a été effectué en juin par le Comité des affaires autochtones, dont je faisais et fais toujours partie, le ministère nous a laissé entendre qu'il mettrait en place un système national d'information pour les étudiants de niveau post-secondaire. On recueillerait des données qui serviraient à fournir de l'information sur la gestion de programme, des données budgétaires et des résumés sur d'importantes caractéristiques de la population étudiante en vue de l'élaboration de politiques et la réalisation d'évaluations.

[Texte]

That sounds pretty nice; but in your experience, is the department collecting that kind of data off your communities in order that, now that we're involved in the post-secondary changes that were made to the program, we can evaluate them as a government, as politicians, and correct the deficiencies now before they get to a crisis proportion? Has, indeed, that happened in your community? Has the department said: can you tell us how many people you can't fund because of the difficulties with the program; how many of them are mature students; how many of them are coming out of high school; how many of them are going into a doctorate program of some kind? Has that information been asked of you by the department?

• 1635

Chief Antoine: I am not clear as to whether they've asked for all of that material. What I am clear about, though, is that I appear to be funded on the basis of almost a reimbursement program. If I start out the year, as an example, with 20 students in post-secondary school, and for whatever reason half-way through the year I wind up with 18 students out of the program, I will only be funded for those 18 beyond that period of time when I quit reporting on those 2 who do come in.

Yet again I'm not clear about whether the other pieces of your question are being collected by the department, but I do know that they're being fairly stringent on the monitoring of cashflow that has been used by the Indian band, at least that I'm with.

Mr. Nault: Is it your belief that the councils you represent, the communities you represent, and the education authorities that are involved are doing everything administratively possible within the policy direction that's given to you by the department, and therefore you are being as efficient as you can with the dollars that they have given you? In essence, is there any other way possible that we can think of whereby, within the \$190 million, we can fund the rest of those students who are not being funded to go to post-secondary education?

Chief Antoine: None that I can think of. My basic perception is that it still boils down to that 0.5% completions. If all I am achieving after these many years of funding up to 1986 is a 0.5% completions as compared to the 15% and 16% completions in the general public there, how many of those 22,000 students who are being funded are going to successfully complete?

I go one step further. I can clearly suggest that in my home province, in my homeland, British Columbia, in the 86-year history of the University of British Columbia, which is the longest-serving school there, why is it that I have only 2 foresters? Why is that I have only two agrologists? Why is that I don't have one bloody doctor from my communities? Why is it that I don't have one scientist?

[Interprétation]

[Traduction]

[Texte]

Fort bien, mais, d'après vous, est-ce que le ministère recueille ce type de données auprès de collectivités afin que, maintenant que nous nous occupons des changements au niveau postsecondaire qui ont été apportés au programme, nous puissions les évaluer en tant que gouvernement, en tant que politiques, et corriger les problèmes avant qu'ils n'atteignent des proportions critiques? Cela a-t-il été le cas dans votre collectivité? Est-ce que le ministère vous a demandé si vous pouviez dire combien de personnes vous n'arrivez pas à subventionner en raison des contraintes qu'imposent le programme; combien de ces personnes sont des étudiants adultes, combien sortent de l'école secondaire, combien sont inscrits à un programme de doctorat quelconque? Le ministère vous a-t-il demandé de fournir ces renseignements?

Le chef Antoine: Je ne sais pas s'il nous a demandé tous ces renseignements. En tout cas, on dirait que je suis financé en fonction de ce que j'appellerais un programme de remboursement. Si en début d'année, par exemple, on a 20 étudiants à l'école post-secondaire et que pour une raison quelconque au milieu de l'année il n'en reste plus que 18, je n'obtiendrai plus de financement que pour ces 18 à partir du moment où j'aurai fait état du départ des deux étudiants.

Pourtant, je ne sais pas si le ministère recueille les renseignements que vous avez mentionnés dans votre question, mais je sais qu'on surveille de façon assez rigoureuse l'utilisation que la bande fait de ces fonds. C'est du moins le cas dans ma bande.

M. Nault: Estimez-vous que les conseils et les collectivités que vous représentez ainsi que les responsables de l'éducation qui sont concernés font tout ce qu'ils peuvent sur le plan administratif, compte tenu de l'orientation politique qui vous est donnée par le ministère, et que par conséquent que vous utilisez de façon aussi efficace que possible les fonds qu'on vous accorde? Y aurait-il un autre moyen qui permettrait, à partir de ces 190 millions de dollars, de financer ces autres étudiants qui n'obtiennent pas de subvention pour poursuivre des études post-secondaires?

Le chef Antoine: Je n'en vois pas. Au fond, j'estime que tout cela revient à ce taux de réussite de 0,5 p. 100. Si tout ce qu'on parvient à atteindre après des années de financement, depuis 1986, c'est un taux de réussite de 0,5 p. 100, par rapport à des taux de 15 p. 100 et de 16 p. 100 dans l'ensemble de la population, alors combien de ces 22,000 étudiants qu'on finance termineront leurs études avec succès?

Je vais plus loin encore. Comment se fait-il que dans ma province, chez moi, en Colombie-Britannique, qu'en 86 ans d'existence, l'Université de la Colombie-Britannique, qui est la plus ancienne ici, n'a pu me donner que deux experts en foresterie? Comment se fait-il que je n'aie que deux agronomes? Comment se fait-il qu'il n'y a pas un seul foutu médecin venant de mes collectivités? Comment se fait-il qu'on n'ait même pas un seul scientifique?

[Text]

I ask myself those kinds of questions when these great debates about the management of dollars come down, and I think to myself that in my homeland something is wrong. That's the only way I can respond to that. I can't think about the administration part of it too much. I start to begin to get my dander up a little bit when I get narrowed down.

Mr. Fulton: Before we began our meeting I mentioned to some of the witnesses a very interesting statistic that I heard on a program in the last couple of days. Actually it was a Library of Parliament production earlier in the week. In Japan, of their gross national product they now spend 4% on health care and 12% on education, and Canada is the complete reverse. It is roughly 10% of our gross national product on health care and 4% on education.

It seems to me one of the things that we're sort of skirting around and not really confronting in this room today, which I think we should be, is that First Nations in this country still have the highest rate of infant mortality, the lowest life expectancy, the highest rate of unemployment, the highest rate of suicide, the highest rate of incarceration, and one of the most successful options that we have seen, in the 20th century at least, in the kind of contemporary society that we have, and the kind of contemporary industrial activity that we have on this continent now, is education. If you want to pull together and reassemble the enormously bountiful cultures that inhabited this continent a mere century ago... There are now calculations that perhaps as many as 100 million aboriginal people inhabited the Americas two centuries ago and died from various diseases that were brought here.

• 1640

I'd like to hear briefly from the witnesses what they consider to be the benefit of this kind of investment, as opposed to... We've been discussing this, as I think we should. A committee should properly scrutinize it on the expenditure side of the page. I think we now have to look through the transparency and look on the positive side of the page. I think the figure that Gordon keeps bringing up is a staggering one: the 1986 census says 0.5%, and for the general population it's 30 times that.

What kinds of successes are we starting to see? Three of you obviously spend thousands of hours a year trying to find enough dollars and enough information and enough community togetherness to make these institutions fly, basically by the seat of their pants. Are we starting to see those successes coming out the other end?

Chief Antoine: Maybe I could begin by responding in this manner—at the risk of offending Albert and getting him mad at me. One of the first members with brown skin who sat in this House was one of those agronomists or agrologists I talked about as having graduated. That's one of the key successes.

Of the more than 80 students over the years who have come out of our forestry program or are still in it, even if they're still in it during summer, each and every one of them is being or has been employed by the forest resource sector of the valleys and communities that I come from.

[Translation]

Voilà le genre de question que je me pose pendant tous ces grands débats sur la gestion des fonds, et je me dis que chez moi il y a quelque chose qui ne va pas. C'est tout ce que je peux dire. Je ne peux pas trop réfléchir à l'aspect administratif. Je commence à me mettre en rogne dès que j'y suis contraint.

M. Fulton: Avant la séance, j'ai fait part à certains des témoins de données statistiques très intéressantes qu'on a mentionnées au cours d'une émission que j'ai entendue il y a quelques jours. En fait, il s'agissait d'une émission de la bibliothèque du Parlement. Au Japon, on consacre maintenant 4 p. 100 du produit national brut aux soins de santé et 12 p. 100 à l'éducation, et au Canada c'est exactement l'inverse. On consacre donc environ 10 p. 100 de notre produit national brut aux soins de santé et 4 p. 100 à l'éducation.

J'ai l'impression qu'il y a un fait qu'on semble esquisser, ne pas regarder en face ici aujourd'hui, alors que j'estime que nous le devrions. C'est le fait que les Premières nations du Canada ont encore le taux de mortalité infantile le plus élevé, l'espérance de vie la plus faible, le plus fort taux de chômage, le plus fort taux de suicide et le plus fort taux d'incarcération. Or, l'une des solutions les plus efficaces, au XXe siècle au moins, dans le type de société où nous vivons, et compte tenu de l'activité industrielle qui existe à l'échelle de ce continent, c'est l'éducation. Si l'on veut reconstituer les cultures éminemment prospères qui peuplaient ce continent il y a moins d'un siècle... On pense actuellement qu'il y avait, aux Amériques, il y a 200 ans, environ 100 millions d'autochtones qui sont morts, contaminés par diverses maladies apportées par les nouveaux arrivants.

J'aimerais demander aux témoins de m'expliquer brièvement ce qu'ils pensent de ce genre d'investissement, par opposition à... Nous en avons parlé, comme il se doit. Un comité devrait examiner attentivement le côté de la page consacrée aux dépenses. Mais, je pense qu'il faut regarder le bon côté de la page. Le chiffre que Gordon répète sans cesse est aberrant: le recensement de 1986 fait état de 0,5 p. 100, alors que pour la population générale le chiffre est trente fois plus grand.

Quelles sont les réussites qui se dessinent? Trois d'entre vous consacrent chaque année des milliers d'heures à rassembler suffisamment de dollars, de renseignements et d'appui communautaire pour permettre à ces institutions de décoller, pratiquement à partir de rien. Est-ce que tous ces efforts commencent à porter fruit?

Le chef Antoine: Voici ce que je vais répondre, au risque de offenser Albert et de me mettre mal avec lui. Une des premières personnes à peau brune à siéger dans cette chambre était un de ces agronomes dont j'ai parlé. Voilà l'une des grandes réussites.

Sur plus de 80 étudiants qui ont achevé le cours de foresterie ou qui le continuent, même pendant l'été, tous ont été employés dans le secteur des ressources forestières des vallées et des villages de ma région.

[Texte]

Of the original 17 university graduates coming out of the Nicola, all but one of them are private entrepreneurs, in their own businesses, employing native people. They are teachers in our school systems, on the reserves, and there are a few in the public school system. Our managers, our administrators for the very programs that we're talking about, and some of our community leaders, are the people I know of who have graduated in the past out of university.

I guess the numbers get a little bigger on me, but of those ones who have left NVIT, it felt as though I'd done a really good job to have one of our former graduates receive the Lieutenant Governor's silver medal for academic excellence in business at BCIT, after she'd moved on beyond us. At least four of those people who have graduated out of our first- and second-year programs in university transfer from NVIT have acquired substantial scholarships for themselves to go on to university—the University of British Columbia, SFU, and places like that. It's my belief that these people will succeed not only in their home communities and in their home valleys but also in their home provinces and in this country. Fewer and fewer of us will be coming before committees like this, asking for hand-outs. That's the end product in my mind.

Thank you.

• 1645

Mr. Harris: I'd like to add that I understand why Gordon was wondering if he'd offend the chief. It's hard to brag about successes and we're not used to that. I'm in the same position. From our little institution we did a little tally not too long ago, and 22 people have come back to work in our tribe. Of that 22, 3 work for the band office, which has until now been the biggest single employer for our people. The rest are starting their own businesses.

Our construction company, which I am on the board of, has built 75 homes. This is a difficult undertaking in our country, not only on reserve but also off reserve. A couple of the young men, who were artists to begin with, started a masonry company. Now you have to book two years in advance to get these two young fellows to come and build your fireplace. That's how good they are, and they're just 23-year-old or 24-year-old men who come from our institute. I might add that these two guys were among the drop-outs. They're the people the schools couldn't handle—rough, tough guys. We got them to the school and we supported them, and today they run their own business and support their own families. We built a gas station.

These men are our ambassadors to the working world and they handle themselves with dignity and respect. Our people are seen in that light now, with all these young people working out in the world. We find that once they complete the post-secondary business end of our college, they never come back. If they haven't come back to their tribe looking for help, they've gone out there to challenge things and are getting things done. They are successful we see, and we can

[Traduction]

Les dix-sept premiers étudiants diplômés de Nicola sont tous devenus, à l'exception d'un seul, des entrepreneurs qui emploient des autochtones. Ils enseignent dans les écoles autochtones, dans les réserves et certains même dans les écoles publiques. Nos gestionnaires, les administrateurs des programmes dont nous parlions, et certains de nos dirigeants municipaux sont des personnes que je connais et qui sont passées par l'université.

Je crois que je me laisse emporter par les chiffres, mais parmi les étudiants et étudiantes qui sont sorties de l'Institut, je suis vraiment fier de compter une diplômée qui a reçu la médaille d'argent du lieutenant-gouverneur pour la récompenser de l'excellence des études qu'elle a faites par la suite au BCIT. Au moins quatre des étudiants qui ont obtenu un diplôme de première ou de deuxième année à l'Institut ont reçu d'importantes bourses de l'Université de Colombie-Britannique, du SFU, et d'autres établissements analogues. Je suis convaincu que ces étudiants sont promis à une belle carrière, non seulement dans leurs villages et leurs régions, mais également dans leurs provinces et n'importe où dans le pays. Bientôt, nous serons de moins en moins nombreux à nous présenter devant un comité pour réclamer la charité. À mon avis, nous pourrions alors être fier de notre réussite.

Je vous remercie.

M. Harris: J'ajouterai que je comprends pourquoi Gordon se demandait s'il allait offenser le chef. C'est délicat de se glorifier de ses succès, quand on n'en a pas l'habitude. Et je me retrouve dans la même position. Il y a peu de temps de cela, nous nous sommes livrés à un petit recensement des finissants de notre établissement, et nous nous sommes rendus compte que 22 d'entre eux étaient revenus travailler dans notre tribu. De ce nombre, trois travaillaient pour le bureau de la bande qui, jusqu'à présent, est le plus gros employeur de la place. Les autres ont lancé leur propre entreprise.

Ainsi, notre compagnie de construction, dont je suis un des administrateurs, a construit 75 logements. Et vous savez combien ce genre d'entreprises est difficile dans notre pays, non seulement dans les réserves, mais également hors des réserves. Deux jeunes hommes, qui avaient été artistes, ont lancé leur compagnie de maçonnerie. Eh bien, figurez-vous qu'il faut les réserver deux ans d'avance si vous voulez faire construire un foyer. C'est la rançon de l'excellence... Et ils ont à peine 23 ou 24 et ils sortent de notre Institut. J'ajouterai d'ailleurs qu'ils sont d'anciens décrocheurs. C'est le genre de types qu'on ne pouvait tolérer dans les écoles: des types difficiles, des durs de durs. Nous, nous les avons ramené à l'école et nous les avons aidé, et aujourd'hui ils ont leur propre entreprise et ils peuvent faire vivre leurs familles. Ils nous ont permis de construire une station-service.

Ces hommes sont nos ambassadeurs auprès du monde du travail et ils se comportent avec dignité et respect. C'est d'ailleurs sous ce nouveau jour que l'on perçoit à présent notre peuple, grâce à ces jeunes hommes qui gagnent leur vie. Nous avons constaté qu'après la formation commerciale post-secondaire offerte dans notre collège, ils ne sont pas revenus dans la tribu pour réclamer de l'aide. S'ils ne l'ont pas fait, c'est qu'ils ont été relever d'autres défis, ailleurs. Ils

[Text]

track where they come from, the institute that they went into, and now today they're out there leading the way in the business world.

One of the important things that I want to support is Mr. Saddleman's statement about these parents, not only single parents but parents who have gone back to school. When they're at home doing homework and their kids see their parents doing homework too, it has a huge impact on the whole system. The kids all of a sudden decide that education is important. It must be because their parents are doing as much, if not more, study than they are. It has a huge impact.

Chief Saddleman: I wish to make a very short comment, Mr. Chairman. I want to point out, on this question of funding for education, that the minute we don't fund students for education they come back to us and say, "What is the matter with you guys?" Of course, the first people they blame are the elected officials, who happen to be the chief and council.

An hon. member: The same with us.

Chief Saddleman: It would be nice if they would blame you guys. I think the next time they bring that up, I'll point you out to them.

Some hon. members: Oh, oh!

Chief Saddleman: They come back and say, "If I apply for welfare there's no problem, but the minute I want to go to school we have all kinds of problems." I look at it as an investment. If we put these students through the system, it cuts back on the social assistance payments, and that's exactly what they're trying to do. A lot of them are trying to get off it and they're being discriminated against. That's why I say that right from the very start, we seem to be picking on these people. In my community I would like to see these people off it.

• 1650

A few months ago, I was being interviewed by one of the local radio stations. I got up and made a statement on my band, that we have between a 70% and 80% unemployment rate. I was immediately called in by my staff and they corrected me. They said we have 30% in our band. To me, over all these years of educating these people, and without any of the cutbacks, certainly we can get up and say we have a 30% unemployment rate and not 70% or 80%. So with funding for education, if it is forthcoming all the time, I see that we certainly can lower the statistic a lot better.

Native people don't want to be on welfare. They want to get out and do their part, and it's time we let them have the opportunity of doing this. They don't want to be a burden. When the Europeans first came here, these people were not a burden on anybody. But today, with the systems that are in place, that's what they've become. They don't like it, and they will get up and they will tell anybody. As a matter of fact, I think I'll take your name and they can tell you rather than tell me again. I've heard it so many times.

[Translation]

ont réussi et tout le monde sait d'où ils viennent, tout le monde connaît l'Institut qui les a formés et voilà à présent qu'ils sont des chefs de file dans le monde des affaires.

Je vais dans le sens des propos de M. Saddleman au sujet des parents qui sont revenus à l'école, et pas seulement des parents célibataires. C'est incroyable l'effet que cela peut avoir sur un enfant qui fait ses devoirs lorsqu'il voit ses parents faire la même chose. Du coup, il se rend compte que l'éducation est importante, et c'est certainement le cas, parce que ses parents étudient autant, si ce n'est plus qu'eux. Oui, l'effet est puissant.

Le chef Saddleman: Permettez-moi un bref commentaire, monsieur le président. À propos du financement de l'éducation, je tiens à dire que dès que nous ne finançons pas les études d'un adolescent, il se tourne vers nous et nous demande qu'est-ce qui se passe. Et bien sûr, les premiers à être blâmés, ce sont les élus, le chef et le conseil.

Une voix: Même chose pour nous.

Le chef Saddleman: Mais ce serait bien qu'ils vous blâment vous. D'ailleurs, je crois que la prochaine fois qu'ils nous feront la remarque, je vous pointerai du doigt.

Des voix: Ah! Ah!

Le chef Saddleman: Ces jeunes nous disent: «Si je m'inscris au Bien-être, il n'y a pas de problème, mais si je veux aller à l'école, alors il y en a toutes sortes. J'estime que c'est un investissement. Si nous permettons à ces étudiants de terminer leurs études, nous réduirons les versements au titre de l'assistance sociale, et c'est précisément ce qu'ils veulent. La majorité d'entre eux essaient de s'en sortir, mais ils sont victimes de discrimination. Voilà pourquoi je prétends que dès leur plus jeune âge on s'en prend à eux. Personnellement, j'aimerais que plus aucun membre de ma communauté n'ait à dépendre de l'aide sociale.

Il y a quelques mois, l'une des stations de radio locale m'a interviewé. À propos de ma bande, j'ai dit que nous avons un taux de chômage qui oscillait entre 70 p. 100 et 80 p. 100. Mes adjoints m'ont immédiatement fait venir pour me corriger. Ils m'ont dit que le chômage au sein de notre bande était de 30 p. 100. Après toutes ces années d'efforts d'éducation, et sans ces compressions, nous pouvons dire que nous avons un taux de chômage de 30 p. 100 plutôt que de 70 p. 100 ou 80 p. 100. Donc, si l'on obtient des fonds pour l'éducation, et si ces fonds sont ininterrompus, je pense que nous pourrions améliorer ces statistiques encore plus.

Les autochtones ne veulent vivre de l'aide sociale. Ils veulent participer, faire leur part, et il est à peu près temps qu'on leur donne l'occasion de le faire. Ils ne veulent pas être un fardeau. Quand les Européens sont venus ici, les autochtones n'étaient un fardeau pour personne. Mais aujourd'hui, à cause des systèmes qui sont en place, voilà ce qu'ils sont devenus. Ça ne leur plaît pas, et ils seront les premiers à vous le dire. De fait, je pense que je vais noter votre nom pour qu'ils puissent vous le dire à vous la prochaine fois plutôt que de me le répéter à moi. Ça fait tellement de fois qu'on me le dit.

[Texte]

Mr. Redway: Certainly I and all the members of the committee were delighted to hear your success stories, and we're sure that you're going to have many more of those. We're also most concerned, as you are, about making sure that aboriginal people are properly educated and that they have the opportunities to advance in their lives, as all Canadians should have.

You may or may not be aware that we're going to be having the minister before this committee on Friday to ask him some questions about this matter of concern to you and us, as well. In order to help us to put the right questions to the minister so that we can help you, I would like to understand a little better the process that goes on here.

As I understand it, the Department of Indian Affairs provides funding to each band for post-secondary school education. I would be interested in knowing how that process works from your perspective. Do you submit a budget with details of all the students you would expect hopefully to go on to post-secondary school education, with all the details of what kind of schooling and courses they want to take? If that's the case, do you screen them before you submit such a list, and do they then allot funding to you, or do they just allot a certain number of dollars to you and then it's up to you to make some decisions with respect to however many you have?

Also, on the criteria we talked about here a few moments ago and the implication that there was a two-tier system, are criteria supplied by the department that indicate some sort of prioritization of students, whether they be high school graduates, continuing students, or mature students? Or do you yourselves have complete control over how those funds are allotted and it's up to you to set those priorities?

Finally, since it's been indicated that there are specific students who wanted to attend post-secondary school education but couldn't as a result of this, I would be interested if you would be able to supply us with details of those specific students in each case so we could put that specifically to the minister and to the department and get some answers on actual examples of your concerns and concerns that we share with you.

• 1655

Mr. Harris: Thank you. I would like to say that we do go through a budget for these students. The thing that costs our institute the most is preparing this constant list for these students. We have to track them for budgeting purposes.

Mr. Redway: ...they are in school, though.

Mr. Harris: And prior to.

Mr. Redway: You are also a supplier of students, as well as an educator.

Mr. Harris: We need you at the same table as the tribes with the Department of Indian Affairs and Northern Development to go over the budget issue twice a year; once before school starts and once after the year has started.

[Traduction]

M. Redway: Il est certain que j'ai été ravi, comme tous les autres membres du comité, de vous entendre raconter vos succès, et nous sommes sûrs que vous allez en connaître de nombreux autres. Ce à quoi nous tenons le plus, comme vous, c'est de nous assurer que les autochtones sont bien instruits et ont un tremplin qui leur permette d'avancer dans la vie, comme tous les Canadiens.

Peut-être savez-vous que le ministre va comparaître devant notre comité vendredi pour que nous puissions lui poser quelques questions à propos de ce sujet qui vous préoccupe et qui nous préoccupe aussi. Afin de nous aider à poser les bonnes questions au ministre pour que nous puissions vous aider, j'aimerais essayer de mieux comprendre le processus.

Si j'ai bien compris, le ministère des Affaires indiennes fournit un financement à chaque bande pour l'éducation post-secondaire. J'aimerais savoir comment fonctionne ce processus à votre bout. Soumettez-vous un budget détaillé avec le nombre d'étudiants qui passeront à l'école secondaire, selon vous, avec tous les détails du type de cours qu'ils désirent suivre? Si c'est le cas, est-ce que vous faites un tri avant de soumettre cette liste, et le ministère vous verse-t-il des fonds par la suite, ou vous remet-il certaines sommes en vous laissant libre de prendre des décisions en regard du nombre d'étudiants, quel qu'il soit?

Ensuite, quant aux critères dont nous avons parlé il y a quelques minutes, et la prétention qu'il y aurait un système à deux paliers, le ministère vous fournit-il des critères qui indiquent qu'on accorde la priorité à certains étudiants, qu'il s'agisse de diplômés de l'école secondaire, de ceux qui relèvent de l'éducation permanente ou d'étudiants adultes? Ou encore, est-ce vous qui décidez entièrement de la façon dont ces fonds sont répartis, et est-ce vous qui fixez ces priorités?

Finalement, comme on nous a laissé entendre qu'il y a des étudiants qui voulaient s'inscrire à des cours de niveau post-secondaire mais qui n'ont pu le faire à cause de ces politiques, pourriez-vous nous fournir le détail de ces cas particuliers, pour que nous puissions les soumettre au ministre et au ministère et ainsi obtenir des réponses au sujet d'exemples précis en rapport avec vos préoccupations, préoccupations qui sont aussi les nôtres.

M. Harris: Je vous remercie. Nous établissons un budget pour ces étudiants. En fait, ce qui est le plus coûteux pour notre institut, c'est de tenir à jour cette liste des étudiants. Il faut les suivre constamment pour les besoins du budget.

M. Redway: ...mais ils sont à l'école.

M. Harris: Et avant.

M. Redway: Vous dénicher des étudiants; vous ne faites pas que les former.

M. Harris: Vous devriez participer avec les tribus et le ministère des Affaires indiennes et du Nord à l'établissement du budget deux fois l'an. Nous nous penchons sur le budget avant le début de l'année scolaire et, par la suite, en cours d'année.

[Text]

From our institute, which takes over the problem of handling this from four tribes, we have to send five people to be able to prepare this mountain of paperwork that is required by the Department of Indian Affairs and Northern Development prior to funding.

It doesn't talk about the student at all. All it talks about is the budgeting system of the Department of Indian Affairs and Northern Development. So we do have a system that we have to go through, and it is predetermined by the system if the student is going to be eligible for financing.

Mr. Redway: So you don't just get a lump sum of money and then—

Mr. Harris: We don't just get a lump sum.

Mr. Redway: —decide yourself which students are...?

Mr. Harris: In our case, no. In some parts of the country, some tribes are in what is called alternate funding arrangements, which are different. I can't speak on that because I don't know anything about it.

Mr. Redway: No, just your own example.

Mr. Harris: My own example, no, we don't get—

Mr. Redway: Do the criteria they provide the funding on predetermine the kinds of students you can provide the funds for?

Mr. Harris: Pretty well, yes.

Mr. Redway: We used the term "flexibility" before. There is no discretion on your part as to funding one student or not funding another, then?

Mr. Harris: The discretion happens after the funding.

Mr. Redway: Yes. You are allotted a lump sum of funds, I take it.

Mr. Harris: Yes.

Mr. Redway: Then you have some discretion—

Mr. Harris: On a per capita basis. The funding is always on a per capita basis.

Mr. Redway: Okay, but you are saying, then, that there is never enough funding to take care of all the students. Is that what you are saying?

Mr. Harris: Exactly.

Mr. Redway: Specifically, is it possible for you to provide us with some details of the students that you can't fund as a result of those so we can put that to the minister?

Chief Antoine: I can write to you about the specific details. Again, I would just go back to this one student who has been refused funding, who is a continuing student after lapsing for a year and who has also been refused funding from the provincial student loan program.

Beyond that, in terms of the level of funding, again I go back to my funny notion about these discrepancies or gaps, as I call them, in successful completions. If one assumes that there is something like 500,000 or 600,000 native people who

[Translation]

Notre institut, qui s'en charge pour le compte de quatre tribus, affecte cinq personnes pour remplir tous ces documents exigés par le ministère des Affaires indiennes et du Nord.

Il n'est pas question des étudiants dans ces documents. Ils ne portent que sur le système budgétaire du ministère. C'est le système qui détermine si l'étudiant recevra une aide financière.

M. Redway: On ne vous verse donc pas simplement une somme forfaitaire...?

M. Harris: Non.

M. Redway: ...en vous laissant le soin de décider quels étudiants...?

M. Harris: Non. Pas dans notre cas. Dans certaines parties du pays, on a conclu d'autres types d'ententes de financement avec les tribus. Je ne peux pas vous en dire plus long là-dessus.

M. Redway: J'aimerais simplement savoir ce qui en est dans votre cas.

M. Harris: Nous ne recevons pas...?

M. Redway: Les critères fixés par le ministère déterminent-ils le genre d'étudiants auxquels vous pouvez donner une aide financière?

M. Harris: Je dirais que oui.

M. Redway: Nous avons déjà parlé de marge de manoeuvre. On ne vous accorde donc aucun pouvoir discrétionnaire quant au choix des étudiants?

M. Harris: Ce pouvoir discrétionnaire nous est accordé après l'octroi des fonds.

M. Redway: Oui. On vous accorde donc une somme forfaitaire.

M. Harris: Oui.

M. Redway: Vous jouissez donc d'un certain pouvoir discrétionnaire...?

M. Harris: Le financement est toujours calculé par habitant.

M. Redway: Je vois. Faut-il comprendre cependant que les fonds ne suffisent pas à répondre aux besoins de tous les étudiants?

M. Harris: C'est juste.

M. Redway: Dans ce cas, pourriez-vous nous fournir des détails au sujet des étudiants à qui vous devez refuser une aide financière pour que nous soumettions leur cas au ministre?

Le chef Antoine: Je pourrai vous donner des précisions par écrit. Prenons le cas de l'étudiant à qui on a refusé une aide financière parce qu'il a abandonné l'école pendant un an. On lui a aussi refusé de l'aide dans le cadre du programme de prêts aux étudiants de la province.

Quant au niveau de financement, je reviens encore une fois au cas des étudiants qui ne terminent pas leurs études. Étant donné qu'il y a entre 500,000 et 600,000 Indiens inscrits dans ce pays, je ne peux pas vous donner de chiffres exacts, et

[Texte]

[nonabruv]

[Traduction]

[rs]

are status Indians in this country, I don't know what the numbers would go to and I don't know to what extent the funding program extends into Inuit territory. If we assume there are 500,000 or 600,000 Indian people, going back to those original statistics about the 0.5% compared to the 31% of completions, 22,000 people going to school represents only 4.4% or thereabouts. If we're looking at this as an investment, the question I need to ask is, why? All those other lists of people who have not finished school in these various designations. . .

• 1700

Mr. Redway: I certainly understand your concern. I'm not sure we'll be able to put to the minister the specifics of all those cases, but we could explain the specifics of each of the cases of the students who are not funded and why you think they should have been funded. This will enable us to determine if there is a problem that runs through your situation and through other parts of the country.

Chief Antoine: One of the other notions that is part of the \$320 million budget is that a portion of it is allocated off the top. For example, a small portion goes to NVIT—probably none to Chemainus—under something called the ISSP, the Institutional Special Support Program. But the bulk goes to places like the University of British Columbia and other large institutions. At least 10% or 12% of the funding is taken off before it reaches communities such as Chief Saddleman's. To assume that the full amount of funds is available is not correct. As well, directly to the student, some institutional support is there.

Mr. Redway: I and the other members of the committee certainly would appreciate getting those details from each of you. Thank you.

Mr. Anawak: Mr. Chairman, I have a short question for Chief Saddleman and a short statement that I want to make. That 30% cut to the educational program—how long before the start of the new year were you informed about the cut? When they make that payment or grant to you, is it a yearly grant or biannual or quarterly? Are they usually on time when they make that payment or grant?

Chief Saddleman: When we proposed the budget it was our understanding that we would receive the \$1 million plus. It was in April or May that we were notified that we were facing this cut of 30%. They really didn't do anything for the students who started in September. They had plenty of time, plenty of notice.

Mr. Anawak: With regard to my short statement, I'm sorry my colleague left the room. She was talking about how much improvement there has been now that the education budget for Indian bands is \$182 million or \$192 million instead of the \$25 million in 1981 or 1982. I don't think that's any great favour to the Indian bands because I think that was starting to right a wrong that has been around for years. I submit, Mr. Chairman, that even with that much improvement, we're still at about a 45% angle in terms of righting that wrong.

je ne sais pas si le programme de financement s'applique aux Inuit. Disons donc qu'il y a entre 500,000 et 600,000 Indiens inscrits au pays. Quant au pourcentage de ceux qui terminent leurs études, on a avancé le taux de 5 p. 100 par opposition à 31 p. 100, mais 22,000 étudiants ne représentent que 4,4 p. 100 du nombre total d'Indiens inscrits. Si l'on y voit un investissement, il faut se demander pourquoi il y a tant d'abandons. Toutes ces listes d'étudiants qui n'ont pas terminé leurs études dans différents domaines. . .

M. Redway: Je comprends votre préoccupation. Je doute que nous puissions fournir au ministre des détails concernant tous ces cas, mais nous pouvons certainement lui fournir des détails à propos des étudiants qui n'ont pas reçu d'aide financière et qui auraient dû en recevoir d'après vous. Cela nous permettra de voir s'il y a un problème chez vous et ailleurs au pays.

Le chef Antoine: Une certaine part de ce budget de 320 millions de dollars est déjà affectée en partant. Ainsi, une petite partie du budget va à l'Institut—rien sans doute à Chemainus—aux termes d'un programme de soutien spécial aux établissements d'enseignement. Mais le plus gros va cependant à l'Université de la Colombie-Britannique et aux autres grands établissements d'enseignement. Au moins 10 à 12 p. 100 des fonds sont déjà prélevés avant d'atteindre les collectivités comme celle du chef Saddleman. Il serait faux de croire que la totalité des fonds est disponible. Une certaine aide financière est accordée aux établissements outre l'aide directe qui va aux étudiants.

M. Redway: D'autres membres du comité et moi-même aimerions certainement obtenir ces renseignements de votre part. Je vous remercie.

M. Anawak: Monsieur le président, j'ai une brève question à poser au chef Saddleman, et j'aimerais aussi faire une brève déclaration. Vous avez mentionné le fait que les fonds attribués au programme d'enseignement avaient été réduits de 30 p. 100. Avez-vous été prévenu longtemps avant le début de la nouvelle année scolaire? La subvention est-elle annuelle, semestrielle ou trimestrielle? Arrive-t-elle à temps?

Le chef Saddleman: Au moment du dépôt de notre budget, nous nous attendions à recevoir un peu plus d'un million de dollars. On nous a informé en avril ou en mai que notre budget serait réduit de 30 p. 100. Rien n'a été fait pour aider les étudiants qui commençaient leurs études en septembre. On savait ce qui allait se passer longtemps à l'avance.

M. Anawak: J'aimerais maintenant faire ma brève déclaration. Je regrette que mon collègue ait quitté la salle. Elle faisait remarquer que la situation s'était beaucoup améliorée depuis que le budget accordé aux bandes indiennes pour l'éducation est passé de 25 millions en 1981 ou 1982 à 182 millions ou 192 millions. Je ne pense pas qu'on ait fait une très grande faveur aux bandes indiennes puisqu'on n'a fait que corrigé une injustice remontant à plusieurs années. À mon avis, monsieur le président, malgré cette amélioration on n'a réparé le tort qu'à moitié.

[Text]

[Interpretation]

[Translation]

[Text]

• 1705

Certainly when one of you was making a statement about hand-outs, I don't think we should necessarily regard them as hand-outs. I think whatever is being given to us is a small price to pay for the use of the land, for the use of Canada. It's an awfully big land, our land, and how much of it do we own today, and how much of the land does the federal government or the Province of British Columbia or any other province say it owns? I think we have no apologies to make when we demand more money for the education of our children, when we say that education is of primary importance for our children and that we need more money. I don't think we owe any apologies.

The Chairman: From the chair's point of view, I didn't hear any of the Members of Parliament make reference to a hand-out. I believe I did hear one of the witness say they don't like to regard these as hand-outs, and I think everybody pretty well agrees with you.

The second point that will have to have some priority here is that for Members of Parliament, there is a vote at 6 p.m. That may guide us with respect to the amount of time we have left.

Mr. Harris: Mr. Chairman, I would like to thank you and members for receiving us. We took it as speaking to the Government of Canada, not to parties. I hope the information we have given you and the members of your committee, Mr. Chairman, are used in that context. We're very serious about post-secondary education—we're desperate about it, as a matter of fact—and we would like to thank you and members for the time you have given us on the issue.

The Chairman: Thank you, Mr. Harris, but I'm afraid we can't let you go yet. Dr. Halliday insists on asking some questions. I thank you for those comments.

Mr. Halliday (Oxford): I'm certainly pleased that these witnesses are with us today, Mr. Chairman.

Going back to the figure of 0.5%, if you do the same kind of calculation with mature students, what is the number of your mature students compared to the national average of mature students in education?

Chief Antoine: I haven't been directly involved with the numbers for some time, but I understand that the Canadian mean average for post-secondary enrollees is somewhere in the neighbourhood of 24 years old. There was a short period of time that the mean average of enrollees at Nicola Valley was 39 years old.

Mr. Halliday: Obviously you don't do nearly as well as you should in terms of those who engage in post-secondary education. But I'm wondering about those who are at the mature level, rather than out of high school or rather than in continuing education.

Mr. Harris: In our institute, sir, the level of mature students is very low. We've been asked by the Department of Indian Affairs to grandfather them out. That process has been involved for three to four years. The mature student level in our institute is very low.

Quelqu'un parlait d'aumône: ce n'est pas forcément ainsi qu'il faut voir les choses. Ce qu'on nous verse ces fonds. Quelque soit la somme qu'on nous verse, c'est bien peu en comparaison des terres qu'on nous a prises. Ces terres, nos terres, sont immenses; quelle proportion est à nous et quelle proportion appartient au gouvernement fédéral, à la Colombie-Britannique et à d'autres provinces? Nous n'avons pas à nous excuser de réclamer plus d'argent pour l'éducation de nos enfants, quand on sait son importance. Nous ne devons d'excuses à personne.

Le président: Aucun député n'a parlé d'aumône. Je crois qu'un témoin a dit que les autochtones n'aiment pas que ce soit perçu comme une aumône, et nous sommes tous d'accord là-dessus.

Je dois vous rappeler qu'il y aura un vote à 18 heures. Cela vous donne une idée du temps qu'il nous reste.

M. Harris: Monsieur le président, j'aimerais remercier le comité de nous avoir invité à comparaître. Nous nous sommes dit que nous allions comparaître devant des représentants du gouvernement du Canada, et non à des représentants de partis politiques. Nous espérons que l'information que nous vous avons communiquée, monsieur le président, sera utilisée dans cet esprit. Nous prenons très au sérieux la question de l'enseignement post-secondaire—nous sommes même désespérés—et nous voulons vous remercier vous, ainsi que les membres du comité, pour le temps que vous nous avez consacré.

Le président: C'est nous qui vous remercions, monsieur Harris, mais vous ne pouvez pas encore partir. M. Halliday tient à vous poser quelques questions. Je vous remercie de vos propos.

M. Halliday (Oxford): Je suis heureux que ces témoins comparaissent devant nous aujourd'hui, monsieur le président.

J'aimerais revenir à ce chiffre de 0,5 p. 100. Comment se compare le nombre d'étudiants autochtones adultes par rapport à la moyenne nationale?

Le chef Antoine: Je n'ai pas vu les chiffres pertinents depuis un certain temps, mais je pense que l'âge moyen des Canadiens inscrits à des programmes d'enseignement post-secondaire est de 24 ans. À un moment donné, l'âge moyen des étudiants à Nicola Valley était de 39 ans.

M. Halliday: De toute évidence, la situation n'est pas aussi bonne qu'elle devrait l'être. Mais je me demandais quelle était la situation en ce qui touche les étudiants adultes, par opposition aux finissants du secondaire ou à ceux qui sont à l'éducation permanente.

M. Harris: Notre institut ne compte que très peu d'étudiants adultes. Le ministère des Affaires indiennes nous a demandé de les diriger vers d'autres établissements, ce que nous faisons depuis trois ou quatre ans. Très peu d'étudiants adultes fréquentent donc notre institut.

[Texte]

Mr. Halliday: One of the witnesses mentioned that 5% of your students attending your own schools are non-natives. Do they pay fees, and how much?

Chief Antoine: They pay the same provincial tuition fees as they would pay at any other post-secondary institution in the province of British Columbia.

Mr. Halliday: Do you know roughly what that would be a year?

Chief Antoine: Somewhere between \$1,400 and \$1,500.

Mr. Halliday: I think it was Chief Gordon who mentioned "bloody doctors". I don't feel offended, but I am one of those "bloody doctors". But I am curious to know why no doctors are going from the reserves into post-secondary medical training. What is the reason for that?

• 1710

Chief Antoine: Maybe I will follow up on the notions of the gentleman to my far right on that.

From my experience, and I personalize it very much, as part of a litany for what we describe as conspiracy by legislation, one of the pieces in place early in this country's make-up was that if a native person went beyond grade 9 or secondary school he would no longer be considered native. That's one.

The other reason is that it appears that at least in the public school system, upon which the entrance requirements to post-secondary were based, my people didn't do well for quite some time. We are beginning to change that around to some degree within the last few years and, more particularly, at some of the schools on reserves that go from kindergarten to grade 12.

I am pleased to say that I have students who graduated from Coldwater School and who now have a university grade point average of 3.5 or 3.6. They are not doctors yet, but their time is coming.

The Chairman: I have just observed, and it ties in with what Mr. Anawak said earlier about successes and failures, that one can look at what has happened over the past and see some geometric influence. It is just simply not a slow, normal growth but I think the availability of education is being taken up more quickly than, as you say, the dollars are being made available for it; that, I think, is your biggest fear.

Chief Antoine: That is my biggest concern right now. There is coming to be a major, as it were, threshold of grade 12s coming out of the public systems and into schools on the reserves and they are going to be looking for a way out somewhere.

The Chairman: I thank you. Mr. Fulton will not let us go.

Mr. Fulton: No, Mr. Chairman, on a point of order, were travel arrangements made for witnesses or do you take orders for that in this committee?

The Chairman: The clerk would be able to answer that question for us.

Mr. Fulton: If they haven't been, I would so move it. I think evidence of this kind... We practise this in the environment committee; where witnesses come from great distances and do a public service, the committee bears the travel costs.

[Traduction]

M. Halliday: L'un des témoins a mentionné que 5 p. 100 des étudiants qui fréquentent vos écoles ne sont pas des autochtones. Paient-ils des frais de scolarité? De combien sont-ils?

Le chef Antoine: Ils paient les mêmes frais de scolarité que dans tout établissement post-secondaire de la Colombie-Britannique.

M. Halliday: Qu'est-ce que cela représente par année?

Le chef Antoine: Entre 1,400\$ et 1,500\$.

M. Halliday: Je pense que c'est le chef Gordon qui a parlé des «foutus médecins». Je n'ai pas pris la mouche, même si je suis moi-même un «foutu médecin». Je serais curieux de savoir toutefois pourquoi on ne trouve pas dans les facultés de médecine des candidats qui viennent des réserves. Qu'est-ce qui explique cela?

Le chef Antoine: Permettez-moi de revenir à ce qui disait le monsieur qui est assis à l'extrême droite.

D'après mon expérience, et c'est quelque chose de tout à fait personnel, cela fait partie du complot des lois. Très tôt dans l'histoire du pays, on a établi que si un autochtone franchissait la neuvième année, s'il obtenait un diplôme d'école secondaire, il ne serait plus considéré comme autochtone. Voilà une chose.

D'autre part, il semble que dans le système scolaire public, par lequel il faut passer pour entrer dans un établissement post-secondaire, les gens de mon peuple ne réussissaient pas très bien. Depuis quelques années, les choses commencent à changer et, en particulier, les écoles des réserves offrent maintenant les classes de la maternelle à la douzième année.

Je suis très heureux de dire que je connais des étudiants qui sont diplômés de l'école Coldwater et qui obtiennent à présent à l'université une moyenne de 3,5 ou 3,6. Ils ne sont pas encore médecins, mais leur heure viendra.

Le président: Je viens de remarquer une chose qui reprend ce que M. Anawak disait tout à l'heure concernant les succès et les échecs. On n'a qu'à regarder ce qui se passait autrefois pour constater des progrès géométriques. On n'assiste pas à une croissance lente et normale, mais à une poussée de l'activité scolaire plus rapide que, comme vous le dites, la progression des budgets. Je pense que c'est là votre plus grande crainte, n'est-ce pas?

Le chef Antoine: C'est ma plus grande préoccupation actuellement. Il y a aura sous peu une masse de finissants du secondaire veus des écoles publiques ou des écoles de réserves, et ils vont tous chercher des débouchés.

Le président: Merci. M. Fulton ne nous laissera pas partir.

M. Fulton: Non, monsieur le président. J'invoque le Règlement. A-t-on fait le nécessaire pour le déplacement des témoins? Faut-il des instructions spéciales ici?

Le président: La greffière pourra vous répondre.

M. Fulton: Si rien n'a été fait, je propose une motion à cet effet. J'estime qu'un témoignage de cette qualité... Au comité de l'environnement, quand nos témoins parcourent de grandes distances, pour le bien public, le comité les défraye.

[Text]

The Chairman: I had sensed that is what it would be but I am not in a position to answer, Mr. Fulton.

Mr. Fulton: I noticed there have been glitches in the last couple of committee meetings I have been at in my own committee. I would just like to make sure this arrangement happens.

The Chairman: Were travel arrangements made for the witnesses?

The clerk tells me they are in Ottawa attending a conference, anyway, Mr. Fulton. Mr. Anawak.

Mr. Anawak: Am I correct in thinking that you are attending the special chiefs conference on education?

Chief Antoine: Yes.

Chief Saddleman: I wanted to make a short comment on that. I guess one of the places we have to get the funding to, in order to arrive here, is education. We are here discussing education and we have been sitting here telling you that we are short of funds in education. So if there is any reimbursement, then it goes back to education again.

There is one student in my area—

The Chairman: What you're saying is that if you're going to be reimbursed twice, it will just go toward educating other students.

Chief Saddleman: I don't think they are reimbursing us over there, but if they do, then we can fund two students.

Mr. Fulton: Are we making arrangements or not?

The Chairman: No, apparently they're here on a conference anyway.

Chief Antoine: I would like to thank you. Although I understand that my name has been on the list for a week, I was just informed of it about an hour and a half ago and it is at my end where the problems happened. I would really like to thank you for your time and the attention you have paid to us. Thank you very much.

• 1715

Chief Saddleman: I would also like to thank you on behalf of the Okanagan people in British Columbia for taking the time. I had a little shorter notice than Gordon, who grabbed me as he was going out the door, but I think it was well worth it and I'll look forward to the next one. Once again, thank you very much.

The Chairman: Thank you. I wish to advise you that we got hold of you through the Assembly of First Nations. Let's just keep working together and perhaps we'll give you more than an hour's notice, whoever was to blame.

[Translation]

Le président: M. Fulton, je sentais bien que c'était cela mais je ne peux pas vous répondre.

M. Fulton: J'ai cru remarquer quelques bavures lors des dernières séances du comité auxquelles je siége habituellement. Je veux m'assurer que cela ne se produira pas ici.

Le président: A-t-on prévu quelque chose pour le déplacement des témoins?

La greffière me dit que nos témoins sont de passage à Ottawa de toute façon pour une conférence. Monsieur Anawak.

M. Anawak: Si je ne me trompe pas, vous êtes ici pour la conférence spéciale des chefs qui porte sur l'éducation, n'est-ce pas?

Le chef Antoine: C'est cela.

Le chef Saddleman: Je voulais dire quelque chose là-dessus. Pour venir ici, il a fallu puiser dans le budget de l'éducation. Nous sommes en train de parler d'éducation et nous vous avons dit que nous manquons d'argent. Si on nous rembourse, l'argent retournera à l'éducation.

Il y a un étudiant dans ma région. . .

Le président: Voulez-vous dire que si on rembourse deux fois vos frais de déplacement, l'argent ira à l'éducation d'autres étudiants?

Le chef Saddleman: Je ne pense pas que la conférence nous remboursera, mais si c'est le cas, cela donnera de l'argent à deux étudiants.

M. Fulton: Va-t-on prendre une décision ou non?

Le président: Non, car apparemment nos témoins sont ici pour une conférence de toute façon.

Le chef Antoine: Je tiens à vous remercier. On me dit que mon nom est inscrit sur votre liste depuis une semaine mais je l'ai su seulement il y a 90 minutes. L'erreur est de nous. Je tiens à vous remercier de nous avoir accordé votre temps et votre attention. Merci beaucoup.

Le chef Saddleman: Au nom du peuple okanagan de Colombie-Britannique, je vous remercie. On m'a donné un préavis encore plus court qu'à Gordon, qui s'est contenté de m'entraîner avec lui à un moment où il sortait. Je pense toutefois que ça valait la peine et je me réjouis à l'idée de vous rencontrer de nouveau. Encore une fois, merci beaucoup.

Le président: Merci. Il faut vous dire que c'est par l'intermédiaire de l'Assemblée des premières nations que nous avons pu vous joindre. Continuons de travailler ensemble et, sans savoir à qui la faute, nous tâcherons de vous donner un préavis d'un plus d'une heure, la prochaine fois.

[Texte]

[Traduction]

[Traduction]

[Texte]

• 1716

• 1721

The Chairman: Order.

Welcome, gentlemen. You've seen the format; you've heard it. I'm sorry, but the bells will sound our time sooner than we had hoped to leave you. If the committee feels strongly enough, we can come back after the vote, which probably would be at 6.30 p.m. or 7 p.m. But I am merely the chairman.

Please proceed with your introductory remarks.

Chief Nelson Toulouse (Sagaine First Nation): Mr. Chairman, members of the committee, my name is Chief Nelson Toulouse. I'm the chief of Sagaine and also the board member of the Union of Ontario Indians called the Anishinabek.

My responsibility is education, and I think what really needs to be emphasized—and with the previous speakers I don't think enough emphasis was put on this fact—is that to us education is not merely a program. Education is some very key things to us. First, education is holistic to our communities. It is also very key fundamentally to the survival of our nations.

It's ironic today that within our communities there is basically a healing process that goes on, and it is a result of the past policies that have basically, I guess, undermined our existence as a very unique, or I dare to say very distinct, society. That affects everyone, and it affects post-secondary education in terms of the peers these students look up to.

It's a very difficult task being a leader, having gone through these various very paternalistic policies, basically being told that you are subservient to a system, being denied your culture and your language. These are the struggles we are encountering now within our communities, because we are going through a healing process. That has to be emphasized very strongly, because it does affect post-secondary education and the successes of it.

So basically it seems as if the big business at home is dealing with these past injustices. Society in general has to know that. It has to be understood because in order to succeed... We're different. We have a totally different attitude and outlook on life. Basically we have to cure all those ills.

• 1725

It is difficult for a person coming out of a high school to enter a post-secondary system that is away from the community. If they've been raised in a certain environment, with parents who have gone through the residential school syndrome, which basically took away parenting skills, there's a process of adjustment, of being able to cope. If there are any failures within our numbers, it's not of our fault. There are some very basic principles that really have to be understood and emphasized. I really would like to remind you that our failures are not our failures, not by our doing.

Le président: La séance est ouverte.

Bienvenus, messieurs. Vous avez pu voir comment nous fonctionnons. Excusez-moi, mais la sonnerie va nous appeler plutôt que prévu à la Chambre. Si les membres du comité le souhaitent, nous pouvons revenir après le vote, et ce sera sans doute entre 18h30 et 19 heures. Mais moi, je ne suis que le président.

Vous pouvez faire votre exposé.

Le chef Nelson Toulouse (Première nation Sagaine): Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du comité, je suis le chef Nelson Toulouse. Je suis le chef de Sagaine et aussi membre du conseil de la *Union of Ontario Indians* appelés Anishinabek.

Je m'occupe du secteur de l'éducation. Il y a une chose que les intervenants précédents n'ont pas assez soulignée et c'est le fait que pour nous, l'éducation n'est pas tout simplement un programme, mais quelque chose de tout à fait crucial. Tout d'abord, l'éducation dans nos collectivités est holistique. De plus, elle est essentielle à la survie de nos nations.

L'ironie veut qu'aujourd'hui, dans nos collectivités, on assiste pour ainsi dire à un processus de cicatrisation. C'est la conséquence de politiques passées qui ont sapé notre existence de société unique, ou si j'ose dire, de société distincte. Tout le monde s'en ressent et notamment les élèves du niveau postsecondaire qui ne trouvent pas de modèle.

Il est très difficile d'être chef de file, quand on a vécu sous le régime de politiques très paternalistes, quand on s'est entendu dire qu'on est inférieur dans le système en vigueur, quand on s'est vu refuser sa culture et sa langue. Voilà avec quoi nous sommes aux prises dans nos collectivités, parce que nous traversons une phase de cicatrisation. Il faut bien mettre l'accent sur cet élément, car il a une incidence sur l'éducation postsecondaire et les succès qu'on peut en attendre.

Essentiellement, il semble que les grandes entreprises de chez nous s'occupent des injustices passées. Il faut que tout le monde comprenne cela, car pour réussir... Nous sommes différents, notre façon d'envisager la vie est différente, nos attitudes sont différentes. Il faut en tenir compte pour régler tous ces problèmes.

Il est difficile, pour un finissant d'école secondaire, d'entrer dans le système postsecondaire lorsque les établissements se trouvent loin de chez lui. Quand on a été élevé dans un certain environnement, élevés par des parents qui sont passés par des internats, il faut un certain temps pour s'ajuster, pour survivre; et les parents qui ont fréquenté ces écoles ont, pour ainsi dire, été privés de l'éducation de leurs parents. Si nous avons des problèmes, ce n'est pas notre faute. Il y a des choses fondamentales qu'il faut comprendre et sur lesquelles il faut insister.

[Text]

With that I would like to end my opening comments.

Chief Patrick Madahbee (Ojibway of Sucker Creek, Ontario): I'm the Chief of the Ojibways of Sucker Creek Reserve on Manitoulin Island. I'm also the Grand Chief for the Robinson-Huron Treaty area of the Anishinabak Nation, which represents quite a number of communities in the Great Lakes area.

My initial comments this afternoon are a response, in some ways, to a meeting I attended here in Ottawa with the Minister of Indian Affairs on this very issue that we're addressing today. He was emphasizing, time and time again, some of the discussion you've been emphasizing today on the financial commitments that the government has made towards post-secondary education, and indicating that the \$10,000 figure per student, in his opinion the whole problem was a management problem at our local level. I will reiterate the remarks I made to him at that September 29 or September 30 meeting.

The \$10,000 figure is an average. There are situations where students receive less than that—anywhere from around \$7,000. It depends on the circumstances of the students. I wouldn't be a bit surprised if there are some students with family, children's expenses. It could be more than \$10,000. I'm not aware of that myself.

I am aware, though, that from the perspective of taking that block of money and comparing it to the alternative our people face if they don't have education, which is welfare, there's a real mixed-up attitude as to an expenditure of this nature. Post-secondary education expenditure is really a sound investment.

I've been told by provincial officials that it costs approximately \$37,000 a year to keep somebody on welfare. That doesn't necessarily mean that the client gets the \$37,000. The client gets something like, I believe, around \$7,800 or \$7,900 a year of direct funding. But the bureaucracy that's needed to maintain that welfare client is approximately \$37,000 a year. For someone incarcerated, the figure of \$45,000 a year has been mentioned to me.

When we look at a student when they're allocated a portion of funding for their post-secondary education, right off the bat approximately \$1,500 goes right to the institution, the college or university program. The lion's share then goes into the rent and the landlord for that individual to stay, because the institutions are all located off reserve in the urban centres. You're looking at the rent. Then you're looking at utilities, of course, and then the transportation system that's needed to get the student back and forth to the institution.

• 1730

The economy of the whole urban setting, in turn, benefits from this \$7,000 or \$10,000 expenditure. It's poured right back into the community where these students go. We have close to 1,000 students who pump a significant amount of dollars into the local economy in the Sudbury area. This supports the teachers, the institutions, the transit systems, the restaurants, the stores where they buy their food and their clothes. So it's regenerated back into the economy.

[Translation]

C'est ainsi que je terminerai les quelques commentaires que je voulais vous faire.

Le chef Patrick Madahbee (chef des Ojibway de la réserve de Sucker Creek en Ontario): Je suis le chef des Ojibway de la réserve de Sucker Creek de l'Île Manitoulin. Je suis également le grand chef de la région du Traité Robinson-Huron de la nation Anishinabak qui représente un grand nombre de collectivités de la région des Grands Lacs.

Mes premiers commentaires cet après-midi sont en quelque sorte en réaction à des commentaires que fit le ministre des Affaires indiennes ici, à Ottawa, lorsque nous parlions des questions que nous abordons aujourd'hui. Le ministre ne cessait d'insister sur les engagements financiers pris par le gouvernement fédéral dans le domaine de l'éducation postsecondaire. Il parlait de dépenses de 10,000 dollars par étudiant et du fait que l'importance du montant était dû à un problème de gestion à l'échelon locale. Je répéterai ici les remarques que je lui ai formulées au cours de cette réunion qui a eu lieu les 29 et 30 septembre derniers.

Ce chiffre de 10,000 dollars par étudiant est une moyenne, car, dans certains cas, les étudiants reçoivent moins, en fait 7,000 dollars tout ou plus, selon leur situation particulière. Je suppose que certains doivent assumer des dépenses pour leur famille, et pour leurs enfants, et qu'ils peuvent donc recevoir plus de 10,000 dollars, mais je n'en suis pas sûr.

Tout ce que je peux dire, c'est que si l'on envisage ces dépenses et qu'on les compare à l'autre voie, à savoir le manque d'éducation et donc la condamnation au bien-être social, ces dépenses pour l'éducation postsecondaire représentent un excellent investissement.

Ses agents provinciaux m'ont dit qu'un assisté social coûte environ 37,000 dollars par année à l'État, ce qui ne signifie pas nécessairement qu'il reçoit cette somme—il reçoit, en fait environ 7,800 ou 7,900 dollars par année en financement direct—mais c'est la bureaucratie nécessaire à tout le système qui fait grimper les coûts à 37,000 dollars par année et par assisté social. Quant aux prisonniers, ils reviennent en moyenne à 45,000 dollars par année, d'après le chiffre qu'on m'a mentionné.

Les fonds versés aux étudiant du postsecondaire se subdivisent de la façon suivante: 1,500 dollars vont à l'institution, au collège ou à l'université et la part du lion est réservée au loyer, étant donné que toute ces institutions postsecondaires se trouvent loin des réserves, dans les centres urbains. Il faut également inclure les frais pour les services d'utilité publique et pour le transport.

Il ne faut pas oublier que l'économie de cette région urbaine bénéficie de cette injection de 7,000 ou 10,000\$ En effet, ces fonds sont dépensés dans le centre urbain même. C'est ainsi que, dans la région de Sudbury, 1,000 étudiants alimentent indirectement l'économie locale, les enseignants, les institutions, les réseaux de transport, les restaurants, les magasins d'alimentation et de vêtement.

[Texte]

[Original]

[Traduction]

[Texte]

At the end of the two or three years, depending on the duration of his learning, a successful student comes out and has more of an opportunity to gain employment. If that same student or individual remains on welfare, what happens after three years? It is continuing the welfare syndrome that that person's in. There's no benefit. He has no skills, no training, no qualities attained from training and education that would make him employable.

Après deux ou trois ans d'études, selon le cas, les diplômés a de grandes chances de décrocher un emploi rémunéré. Or, si cette personne était restée un assisté social que se serait-il passé après ces trois années? Non seulement elle n'aurait aucune compétence professionnelle, aucune éducation, et elle ne pourrait donc être employée, mais elle continuerait à dépendre du bien-être social.

The previous speakers talked about the problems: lack of self-esteem, the social problems or conditions that are a factor when people are in that welfare system. We've done some calculations locally in our area over a three-year period. Based on the figure of \$7,000 per year, you're looking at around \$21,000 for a student to be put through a post-secondary college program. In welfare, you're looking at close to \$24,000 in cost for that same period of time.

Les témoins précédents ont précisé les problèmes que cela cause: manque d'estime de soi et problèmes sociaux fréquents. Nous avons procédé à certains calculs dans notre région sur une période de trois ans. Si un étudiant a besoin de 7,000\$ par année pendant trois ans, il faut 21,000\$ avant qu'il obtienne son diplôme. Si cette personne était assistée sociale elle coûterait 24,000\$ pour la même période.

On the other hand, we took it one step farther and said, let's look at what will happen if that person is employed after he gets out of the three-year format of training and starts contributing to the economy and contributing to the whole taxation system. We looked at someone making \$20,000 a year, with a 5% increase annually. Within six years, just in taxes alone, that individual will have paid back the \$21,000. In taxes alone, that individual will be able to pay back close to \$23,000. That will go into the economy, into the government coffers. But he can't do that if he is on welfare.

Nous sommes allés un peu plus loin et nous nous sommes demandé ce qui se passerait si cette personne, après ses études, contribuait à l'économie locale et payait ses impôts. Avec un salaire de 20,000\$ par année et des augmentations annuelles de 5 p. 100, en six ans, elle personne aurait remboursé les 21,000\$ en question. En fait, en impôts, seulement, elle aurait remboursé près de 23,000\$ qui seraient réinjectés dans l'économie, dans les coffres de l'État. Cela ne serait pas le cas si elle était assistée sociale.

I came away from that meeting wondering what type of minister we have. His solution at the time was that these students should be finding employment in the summertime. He said we should be encouraging business to locate near the communities so that the students can have employment opportunities and they can pay their way.

Après cette réunion, je me suis demandé de quel genre de ministre nous avons hérité. Il nous a dit que ces étudiants devraient se trouver un emploi d'été, qu'on devrait encourager les entreprises à s'installer près de nos collectivités, pour donner aux étudiants la possibilité de travailler et de pouvoir subventionner leurs études.

I know it has been a long time since IBM or Ford of Canada or Xerox or any company, for that matter, has come around to my neck of the woods and tried to set up a factory. It has been a long time since even the government itself has set up government buildings and institutions so that our people can get some summer jobs. We have high unemployment rates, we have seasonal employment. It's tough enough for the regular work force to get any work, let alone a student. We can't go down the street to a McDonald's and apply for job slinging hamburgers. We don't have McDonald's anywhere in our communities.

Cela fait bien longtemps qu'on ne voit plus les IBM, Ford Canada, Xerox ou autres venir s'installer dans le fond des bois où nous habitons. Il en va de même des institutions et des organismes gouvernementaux. Nos étudiants ne peuvent tout simplement pas obtenir de travail d'été. Nos taux de chômage sont élevés, l'emploi est saisonnier, et s'il est difficile pour nos travailleurs adultes d'obtenir un emploi, ça l'est d'autant plus pour les étudiants. Il n'y a pas de McDonald où l'on peut travailler.

I was disillusioned with the minister. He said he worked all the time. I'm sure he did, but he probably had the luxury of a factory. I'm not sure where he came from, but he probably had the luxury of being able to find a job. I felt his solutions were very unfeasible. As for the management end of it, I'll close my comments on that.

Le ministre m'a déçu, il nous a dit qu'il avait lui-même travaillé pour payer ses études. Je veux bien le croire, mais je suppose qu'il avait une usine près de chez lui. Je ne sais pas d'où il vient, mais je suppose qu'il a pu se trouver du travail. Personnellement, j'ai trouvé que les solutions qu'il nous a proposés manquent de sens pratique. La gestion du programme est le dernier point que j'aborderai.

• 1735

In our community we are just starting to turn around the effects of the mismanagement of this program when the Department of Indian Affairs ran it. At that time, there was abuse of the system. There were periods of students nearly

Dans notre communauté, nous commençons tout juste à éliminer les effets de la mauvaise gestion qui était courante lorsque le programme était entre les mains du ministère des Affaires indiennes. Il y avait des abus à l'époque. Pendant

[Text]

becoming career students. Now we crack down on that in our communities. We realize, much like everyone else in this country, we're all going through periods of fiscal restraint within our community. We have limited resources to work with. We're being very adamant with our post-secondary students about the need to not abuse the system, to maintain their grades and their attendance.

Right now, during this tough time in the economy, we have a lot of people having to return to school because they're not getting to first base in the job market. We have a lot of mature people having to return because there are just no opportunities for them to get work unless they have an education. They're the ones being hit hardest by these cutbacks. Yet our experience of them tells us they are sometimes our best students, because they've already been through the system once and they know they have to succeed in order to get a job. They realize as adults they're not going to make it unless they have education. These are the people who are a really good investment. I realize the ones coming out of high school and the continuing education students are a good investment as well, but I'm arguing on behalf of these mature students. They need that education because they know what it's like out there in the work world and know they need that education in order to survive and get employment.

Having said that, I will probably make some other comments during the question period, so I'll defer to Marvin.

Mr. Marvin Assinewai (Sudbury Anishikabek Post-Secondary Counselling Unit, Union of Ontario Indians): Thanks for your deferral, Pat. I'm originally from Whycocomagh First Nation Reserve. I'm working right now with the Sudbury Anishinabek Post-Secondary Counselling Unit. I've been working with post-secondary students for six years now, going on seven years.

I'd like to give you a brief history of post-secondary education. I don't know how familiar everyone here on the committee is with the background of post-secondary education in Canada. It didn't start yesterday or the day before; it started in the early 1920s or 1930s. But there was nothing in place for the students then.

One of the things my mother—a very wise individual at 78, now 81 years old—always says to me is that when she was of high-school age, only one member of the family was allowed to go at a time. Unfortunately, she was a middle child between two sisters, so she wasn't able to go to high school. Her oldest sister went and her youngest sister went. That was the beginning of her experience with education. Obviously she knew it was very important and she stressed that to us.

[Translation]

certaines périodes, les études sont presque devenues une carrière pour certains étudiants. Nous essayons maintenant d'empêcher de tels excès. Nous nous rendons bien compte, comme tous les autres Canadiens, que l'heure est aux restrictions budgétaires. Nous avons des moyens limités. Nous insistons beaucoup auprès de nos étudiants du niveau postsecondaire sur le fait qu'ils ne doivent pas abuser du régime et sur l'importance de l'assiduité du rendement scolaire.

En cette période de difficultés économiques, beaucoup de nos gens doivent retourner aux études parce qu'ils n'arrivent pas à décrocher le moindre emploi. Beaucoup d'adultes n'ont d'autre choix que de reprendre le chemin de l'école parce qu'ils n'ont aucune possibilité de trouver du travail s'ils n'ont pas fait d'études. Ce sont eux qui sont les plus durement touchés par ces réductions. Pourtant, nous savons d'expérience qu'ils sont parfois nos meilleurs étudiants, parce qu'ils sont déjà passés par là et qu'ils sont conscients de la nécessité de réussir pour pouvoir obtenir un emploi. Ils savent, en tant qu'adultes, qu'ils n'ont aucune chance sur le marché du travail sans un diplôme quelconque. Ce sont ces gens-là qui sont vraiment un bon investissement. On peut sans doute en dire autant des étudiants qui viennent de terminer leur secondaire et de ceux qui participent à des programmes d'éducation permanente, mais je plaide tout particulièrement pour ces étudiants adultes. On doit leur permettre de poursuivre leurs études, parce qu'ils savent ce que c'est que d'essayer de se tailler une place sur le marché du travail et qu'ils sont conscients de l'importance d'obtenir un diplôme pour survivre et se trouver un emploi.

Cela dit, j'aurais sans doute d'autres observations à faire pendant la période de questions, alors je cède maintenant la parole à Marvin.

M. Marvin Assinewai (Sudbury Anishikabek Post-Secondary Counselling Unit, Union of Ontario Indians): Merci, Pat, de m'avoir cédé la parole. Je suis originaire de la réserve des Premières nations appelée Whycocomagh. Je travaille à l'heure actuelle pour le service de counselling postsecondaire Anishinabek de Sudbury. Il y a maintenant six ans, presque sept, que je travaille au contact d'étudiants du niveau postsecondaire.

Je voudrais vous faire un bref historique de l'enseignement postsecondaire. Je ne sais pas dans quelle mesure les membres du comité connaissent l'histoire de l'enseignement postsecondaire au Canada. Les origines de cet enseignement remontent assez loin dans le temps, au début des années vingt ou trente. À l'époque, il n'existait toutefois aucun programme d'aide à l'intention des étudiants.

Ma mère, qui a maintenant 78 ans—non c'est plutôt 81—et qui est une femme très sage, me répète souvent que, lorsqu'elle était en âge d'aller à l'école secondaire, un seul membre de la famille pouvait y aller à la fois. Malheureusement, comme elle avait une sœur aînée et une sœur cadette, toutes deux ont pu faire leur secondaire, chacune à leur tour, mais pas elle. L'expérience l'a marquée. Elle savait, bien sûr, qu'il était important de faire des études, et elle n'a pas cessé de nous le dire.

[Texte]

In the early 1950s there was still no direct policy involving post-secondary education. It was a hit-and-miss situation where a person who wanted to get an education would apply to Indian Affairs. Either they would go or not go, or not receive any funding. Ultimately, that was the forerunner to the E-12. The E-12 was implemented between 1968 and 1972. There was then a definite policy for people to get a post-secondary education.

After this policy was implemented, from 1972 on... The funding formulas were there in 1972. I'm sure we can go back and check on those records to see what they received then, and how many students were going to go. In its early inception there weren't that many students who went on to a post-secondary education. I'm sure when the federal government saw this was needed, they implemented the E-12.

• 1740

Since they implemented the E-12, it has grown considerably. This is not 1972 any more; this is 1991. Since many of the native communities in Canada are taking care of their own education now, the accessibility to a native post-secondary counsellor in each individual First Nation community is there today. There are native counsellors on reserves. The potential native student, whether a high school or a mature student, does not have to travel from his home community to an urban community where he has to speak to a non-native individual about going on to school. Accessibility is there. Obviously that's going to increase the costs for education dramatically.

On a per capita basis the native student post-secondary population has not yet caught up to the national average. I heard a figure of 4.4% native students going to post-secondary. I think it is closer to 4%, with the national average being around 5%. We still have to catch up. How are we going to catch up with cutbacks?

Since 1988, when the change went in for post-secondary, the average single student received an increase of \$340 from 1982. That is for an eight-month period. When they went to school in 1982 to 1989, those seven years, there was no cost of inflation there. Their rent goes up; their books go up. There was a little increase for books, but we are talking about allowances for the student... Those have had a dramatic increase, but the funding hasn't increased.

If you take into account all the other things, \$190 million for 1991 is not very much. It should be dramatically increased. INAC has all the previous data. Why don't they just go back and look after the data? The funding for native

[Traduction]

Au début des années cinquante, il n'existe toujours pas de politique comme telle sur l'enseignement postsecondaire. On y allait au cas par cas, les étudiants désireux de poursuivre leurs études devant présenter une demande au ministère des Affaires indiennes. Ils n'étaient jamais sûrs de pouvoir poursuivre leurs études ou de recevoir une aide financière à cette fin. C'était la période d'avant E-12. La mise en oeuvre de l'E-12 s'est faite entre 1968 et 1972. Nous avons, à partir de ce moment-là, une politique bien précise pour inciter nos gens à poursuivre des études au niveau postsecondaire.

Après que cette politique a été établie, à partir de 1972... Les formules de financement existaient en 1972. Je suis sûr que nous n'aurions qu'à consulter les archives pour savoir combien d'argent les étudiants recevaient à l'époque, et combien d'entre eux ont décidé de poursuivre leurs études au niveau postsecondaire. Au début, ils n'étaient guère nombreux. Je suis sûr que c'est lorsqu'il a constaté l'existence de ce besoin que le gouvernement fédéral a décidé de mettre en oeuvre l'E-12.

Depuis, l'E-12 a pris beaucoup d'ampleur. Nous ne sommes plus en 1972, mais bien en 1991. Étant donné que beaucoup de collectivités autochtones au Canada, s'occupent maintenant elles-mêmes de l'aide à l'éducation, ceux qui songent à poursuivre leurs études peuvent consulter un conseiller en enseignement postsecondaire dans leur communauté, puisqu'on en trouve à présent dans les réserves. L'étudiant autochtone qui souhaite poursuivre ses études, qu'il s'agisse d'un adolescent qui vient de terminer son secondaire ou d'un adulte, n'a pas besoin de se rendre dans un centre urbain pour en discuter avec un conseiller non-autochtone. Ce service est dorénavant offert dans sa communauté. Par conséquent, les coûts relatifs à l'enseignement augmenteront considérablement.

Le pourcentage d'étudiants autochtones fréquentant des établissements d'enseignement postsecondaire n'atteint pas encore celui de la population dans son ensemble. D'après ce que j'ai entendu, 4,4 p. 100 des étudiants autochtones poursuivraient leurs études au niveau postsecondaire. Je crois, pour ma part, que la proportion est plus proche de 4 p. 100, la moyenne nationale étant d'environ 5 p. 100. Nous avons encore un certain retard. Comment allons-nous pouvoir l'éliminer complètement si on nous impose des restrictions budgétaires?

En 1988, lorsque la formule a été modifiée pour l'enseignement postsecondaire, l'étudiant célibataire recevait en moyenne 340\$ de plus qu'en 1982, et ce, pour une période de huit mois. Pendant ces sept années, de 1982 à 1989, on a pas tenu compte de l'inflation. Pourtant, le prix du loyer a continué à augmenter et celui des livres aussi. Une légère augmentation a été accordée pour les livres, mais il s'agit ici des allocations versées aux étudiants... Ces allocations ont été considérablement majorées, mais pas le total des fonds disponibles.

Tout compte fait, 190 millions de dollars pour 1991, ce n'est pas beaucoup. Ce montant devrait être considérablement augmenté. Le ministère a toutes les données antérieures. Pourquoi ne les consulte-t-il pas? Les

[Text]

post-secondary education almost doubled every five years. Why is it doubling? Let's look at why it is doubling, not just put a percentage of increase per year. It's doubling every five years, approximately.

Many of the colleges and universities have their own native counsellor. Cambrian College, for example, has two native counsellors. If a native person is employed by the college, it is going to attract more native students to the programs. Not only are these colleges or universities employing native education counsellors, they are also implementing and starting more native programs—for example, the native teacher education program out of Lakehead, from which I graduated, or the native social work program just started at Laurentian University. These programs reflect the needs of the communities. Native people need more teachers and more counsellors. That is going to increase the native student population at all institutions, whether private or public.

There are a lot of factors in there as to why the dramatic increase is about 20% every year. The native population is one of the fastest growing populations in Canada. I am not surprised because they are probably more sexually active—I don't know. But you have to take all those factors into account.

There are other points I could make at this time, but I don't want to hear those bells ringing in my ear. I do have a lot of facts and figures in front of me I could share with members of the committee, and I would be pleased to answer any questions. Thank you very much for your time.

Mme Duplessis: Ma première question s'adresse au chef Toulouse. Tout à l'heure, vous disiez qu'il y avait beaucoup d'échecs. Quelle est la raison de ces échecs, selon vous? Est-ce que ce sont des échecs scolaires?

• 1745

Chief Toulouse: No, when I talk about failures, probably the students I speak of are the ones who failed at the high school level, or failed to complete high school because of those various problems we encounter in our communities, that we are trying to resolve now. A great number of students are applying as mature students, and that's why I say it affects post-secondary programs. The most successful groups, in my community and in other communities, are mature students, because I think they've gone through somewhat of a healing process in order to do that, and it takes time. They have to learn their responsibilities and cope with their problems, and unfortunately it's at the expense of their education at the secondary school level.

If the policy affects their entrance into these post-secondary programs, it's not reflective of our communities. That's what I meant by failures.

[Translation]

crédits consacrés à l'enseignement postsecondaire pour les autochtones double ou presque tous les cinq ans. Pourquoi en est-il ainsi? Essayons de voir ce qui contribue à cette augmentation, au lieu de simplement fixer un pourcentage d'augmentations pour chaque année. Le budget double tous les cinq ans, ou à peu près.

La plupart des collèges et des universités ont leur propre conseiller autochtone, comme le Collègue Cambrian, qui en a deux. La présence de personnel autochtone parmi les employés d'un collège permet d'attirer davantage d'étudiants autochtones. Non seulement les collèges et les universités ont des conseillers autochtones à leur service, mais ils sont en train de mettre sur pied un nombre accru de programmes autochtones—par exemple le programme de formation des maîtres autochtones qui est offert par l'Université Lakehead, d'où je suis diplômé, ou encore le programme de travail social pour les autochtones qui vient d'être établi à l'Université Laurentienne. Ces programmes répondent aux besoins de nos communautés. Les autochtones ont besoin d'un plus grand nombre d'enseignants et de conseillers autochtones. Si le personnel autochtone augmente, le nombre d'étudiants autochtones augmentera également dans tous ces établissements, qu'ils soient privés ou public.

Plusieurs facteurs contribuent à la hausse importante des coûts, qui est d'environ 20 p. 100 par an. La population autochtone est une des populations qui croît le plus rapidement au Canada. Je n'en suis pas surpris, c'est sans doute que les autochtones ont des hormones sexuelles plus actives—je ne sais pas. Mais il faut tenir compte de tous ces facteurs.

Je pourrais vous faire d'autres observations, mais je ne peux pas supporter cette sonnerie. J'ai beaucoup de faits et de chiffres dont je pourrais faire part aux membres du comité, et je serais heureux de répondre aux questions que vous pourriez avoir. Merci beaucoup de m'avoir écouté.

Mrs. Duplessis: My first question is for Chief Toulouse. You mentioned earlier that there were many failures. How do you explain these? Are they school failures?

Le chef Toulouse: Non, quand je parle d'échec, je veux parler de ces étudiants qui échouent au secondaire ou qui ne terminent pas leur secondaire à cause des divers problèmes que nous rencontrons dans nos communautés et que nous essayons de résoudre. Nombre de candidats sont des étudiants adultes, raison pour laquelle je dis que cela vise les programmes postsecondaires. Ceux qui réussissent le mieux dans ma communauté et dans d'autres, sont les étudiants adultes, car il leur aura fallu un certain temps pour panser leurs blessures, pour surmonter cette crise. Il auront dû apprendre à assumer leurs responsabilités, à faire face à leurs problèmes et, malheureusement, tout cela se fait aux dépens de leur scolarité dans le secondaire.

Si la politique a une incidence sur leur accès à ces programmes postsecondaires, cela n'a rien à voir avec nos communautés. C'est ce que j'entendais par échec.

[Texte]

Mme Duplessis: Mon autre question s'adresse au chef Madahbee. J'ai été bien sensible au tableau que vous avez brossé quand vous avez dit qu'une personne vivant du bien-être social coûtait beaucoup plus cher qu'un étudiant. Vous disiez que cela coûtait beaucoup plus cher à la société et que quand quelqu'un étudiait, c'était très positif parce que cette personne en viendrait à travailler et à payer des impôts.

J'ai bien aimé le portrait que vous nous avez brossé, mais je voudrais savoir une chose. Dans votre bande, utilisez-vous les programmes CAEDS et *Pathways*? L'un de ces programmes est pour le développement économique et l'autre est une stratégie d'emploi s'adressant spécialement aux autochtones. Ces programmes sont une source de financement assez importante. Les utilisez-vous dans votre bande?

Chief Madahbee: We refer to the Pathways to Success program as a highway to hell, because it's been so hard to access any of those dollars.

Yes, the program's been there but there have been problems. First of all, the infrastructure to deliver the program is just now getting put in place with the area management boards that are being set up for that system, and the CEIC has been very slow even to distribute the money for projects that have already been approved. Within Ontario, for example, it's my understanding that there might be potential for a \$5 million slippage this year because the infrastructure to deliver the program is still just being set up, much like the predecessor to some of these programs. There used to be a program called Native Economic Development Program, or NEDP, for which the bureaucracy and the difficulty of getting any of that money took so long that even the other program that came after NEDP, which is called the CAEDS, Canadian Aboriginal Economic Development Strategy Pathways...

It's very difficult to get that funding flowing into our communities. But at the same time...

Mme Duplessis: Si j'ai bien lu les renseignements, ce sont les bandes et les autochtones de chaque bande qui vont administrer cet argent. Est-ce à cause de la mauvaise volonté du gouvernement que vous ne le recevez pas ou parce que vous avez mis du temps à vous organiser dans votre bande pour pouvoir l'utiliser?

• 1750

Chief Madahbee: No, referring specifically to the Pathways or to those programs you mentioned, I'm saying that when the announcement was made these programs were available. That was fine. It was great public relations, I guess, for the government, but what was not done was setting in place the process and the mechanisms and infrastructure of how that was going to be delivered.

That is being done now, and I'm very sure, much like the successes we're beginning to have now with our managing our post-secondary programs and putting in place our own institutions, our own counselling units, that we're going to see a better delivery of that program. But that is just being done right now. The establishment of these area management boards was done just very recently, and now the training of these area management boards is just beginning to take place.

[Traduction]

Mrs. Duplessis: My next question is directed to Chief Madahbee. I very much liked the picture you painted when you said that the cost of a person on welfare was much higher than the cost of a student. You said that the cost to society was much higher and that when a person is studying, it is very positive because that person will eventually work and pay taxes.

I very much liked the picture you painted, and I would like to know one thing. In your band, do you use the CAEDS and Pathways programs? One of these programs is aimed at the economic development and the other is a job strategy, specifically designed for natives. These programs represent a rather significant source of funding. Do you use them in your band?

Le chef Madahbee: Nous avons un autre nom pour le programme des Chemins de la réussite: la route de l'enfer, tellement il est difficile d'avoir accès à ces fonds.

Oui, ce programme existe, mais il y a des problèmes. Premièrement, l'infrastructure de ce programme commence tout juste à être mise en place, au rythme de l'établissement des commissions responsables de la gestion dans les régions, et la CEIC attribue l'argent avec beaucoup de lenteur, même pour les projets déjà approuvés. En Ontario, par exemple, je crois savoir que la lenteur avec laquelle l'infrastructure est mise en place nous fera certainement perdre près de 5 millions de dollars, tout comme c'était le cas avec le programme précédent. Autrefois il y avait un programme de développement économique des autochtones, ou PDEA, dont les délais administratifs de déblocage des crédits étaient si longs, que même l'autre programme qui est venu par la suite, le SCDEA, la stratégie canadienne de développement économique des autochtones et les chemins...

Il est très difficile de faire aboutir ces crédits dans nos communautés. Mais en même temps...

Mrs. Duplessis: If I read correctly the information, it will be the bands and the Natives of each band who will manage the money. Is it because of unwillingness on the part of the government that you do not get it or is it because it took you time to organize and be able to use it?

Le chef Madahbee: Non, pour ce qui est de ce programme des Chemins de la réussite et des autres dont vous avez parlé, je dis que lorsque l'annonce a été faite ces programmes étaient disponibles. C'était bien. Sur le plan des relations publiques c'était excellent pour le gouvernement, mais il n'a pas mis en place les mécanismes ni l'infrastructure nécessaires à l'utilisation de ces programmes.

C'est ce qui est fait actuellement et je suis persuadé que les problèmes d'utilisation de ce programme vont finir par se résoudre, ce qui ira dans le sens du succès que nous commençons à remporter dans la gestion de nos programmes postsecondaires et dans la mise en place de nos propres institutions et de nos propres unités d'orientation. Mais nous n'en sommes qu'au tout début. L'établissement de ces commissions responsables de la gestion à l'échelon régional

[Text]

As you can see, we're well into the fiscal year now. We're almost to the end of November, and the area management boards are just starting to be trained.

In the meantime, CEIC have played a game where they have said that they couldn't really approve anything because it has to go through the Pathways program. In our area it's called a RAMBO; Regional Area Management Board of Ontario is the name they give it. I don't know how they choose the cute little names they give these things.

So you're saying that money is there. I'm saying it's there, but it's not getting to our communities. When it does, this is where education is going to become so important, because economic development is going to have to be a very high priority, as well as education, so we can set up an economic base in our community, so we'll have people with education come back and become entrepreneurs and business people, which will create employment for our people.

This is why I don't understand. At a time when our communities are starting to get off the ground and get off our backs from not being able to stand on our own two feet because of the lack of an economic base or lack of educational opportunities, just when our people are starting to make some strides in these areas, we're being put on some type of a quota system—that is the only way I can describe it—on this post-secondary funding issue.

Mrs. Duplessis: I was asking you this question because you said that the minister told you that when he was young he was working and personally I think it's important that students can work a bit during the summer.

Mr. Anawak: If they have a job.

Mrs. Duplessis: It's not a negative comment. It's important for the student to have training in the work if he decides to go into science, but if he has the chance to work at other things, I think it's positive. That's why I was looking for this program. Maybe this can help you in the future.

Chief Madabee: In time, in the future, it possibly will, but right now, as I said, without the employment opportunities, most of the student employment that's available is generated by the bands themselves through any programs they might be able to access through the provincial or federal governments' summer student programs. They're very minimal. That's the only type of student programs we have to offer. It really doesn't provide the opportunities you're talking about for them maybe to learn sciences or learn specific job skills or trades.

I don't have a factory in my community where I can send some students over in the summer to learn a specific trade. We have them doing community projects, forestry work, that type of thing.

The other comment I'm going to make is that if you announce these programs and the concept of them is good, in time we are going to deliver the programs ourselves. But we're not there right now.

[Translation]

est tout récent, et la formation de leurs membres commence à peine. Comme vous pouvez le constater nous avons largement entamé l'année financière. Nous sommes presque à la fin du mois de novembre et la formation des membres de ces commissions commence tout juste.

Entre-temps, la CEIC s'est livrée à un petit jeu disant qu'elle ne pouvait approuver que ce qui avait déjà été approuvé dans le cadre du programme des Chemins de la réussite. Dans notre région on appelle cela un RAMBO pour Regional Area Management Board of Ontario. Je me demande où ils vont chercher tous ces noms.

Vous dites que les fonds sont disponibles. Je vous réponds oui, mais nos communautés ne les reçoivent pas. Quand elles les recevront, c'est à ce moment-là que l'éducation jouera un rôle très important, car il faudra donner tout autant la priorité au développement économique qu'à l'éducation afin de construire une base économique pour notre communauté et inciter ceux qui nous ont quittés après ou pour leurs études, à y revenir comme entrepreneurs, comme commerçants pour créer des emplois.

C'est la raison pour laquelle je ne comprends pas. Alors que nos communautés commencent à s'émanciper, à se tenir debout, ce qu'elles ne pouvaient faire auparavant par manque de bases économiques ou de possibilités dans le domaine de l'éducation, alors que notre peuple commence à faire ses premiers pas dans ce domaine, on nous impose une espèce de système de quota—c'est la seule manière que je vois pour le décrire—pour le financement de l'éducation postsecondaire.

Mme Duplessis: Je vous ai posé cette question, car vous avez déclaré que le ministre lui-même vous avait dit avoir travaillé quand il était jeune et, personnellement, j'estime important que les étudiants travaillent un peu pendant l'été.

M. Anawak: À condition qu'il y ait des emplois.

Mme Duplessis: Mon commentaire n'est pas négatif. Il est important que l'étudiant ait une expérience pratique dans son domaine s'il veut faire des sciences, mais s'il a la possibilité de faire un autre travail c'est tout aussi positif. C'est pourquoi j'attends beaucoup de ce programme. J'espère qu'il vous aidera à l'avenir.

Le chef Madabee: Avec le temps, plus tard, c'est possible, mais actuellement et comme je l'ai déjà dit, sans un marché de l'emploi sain, la majorité des emplois destinés aux étudiants sont créés par les bandes elles-mêmes, grâce aux programmes d'été pour les étudiants, du provincial ou du fédéral, auxquels elles peuvent avoir accès. C'est très limité. C'est le seul genre de programmes pour étudiants que nous pouvons offrir. Cela n'offre pas vraiment le genre de possibilités dont vous parlez, les fameuses possibilités d'apprentissage scientifique, ou spécifiques pour certains métiers.

Il n'y a pas d'usine dans ma communauté où je puisse envoyer des étudiants pendant l'été pour qu'ils apprennent un métier particulier. Nous les faisons participer à des projets communautaires, à des projets forestiers, par exemple.

J'ajouterais que si vous annoncez ces programmes et que leur concept est bon, avec le temps nous pourrions nous-même les offrir. Mais nous n'en sommes pas encore là.

[Texte]

The Chairman: I will interrupt for a second. I don't know what's happening to the bells, but in the event that the bells ring, can we divide the time up between the two with what's left?

Mr. Nault: Is the chairman suggesting that we will not come back after the vote? If we're not completely finished, I don't see any reason why we should rush. The witnesses have come out of their way to come. I'm quite prepared to come back and spend an extra half hour to make sure we get all the information we're looking for.

There are quite a few questions. I don't really want to try to do it in five minutes, if that's what you are suggesting.

• 1755

The Chairman: I'm trying to accommodate my 6 p.m. meeting.

Mr. Fulton: What would help is that the vote isn't forced at 6 p.m. if it's set for ten after, we still have that chunk of time, so let's keep rolling.

Mr. Nault: Mr. Chairman, I have with me a communiqué from the Hon. Pierre Cadieux, the former Minister of Indian Affairs and Northern Development. It is dated September 12, 1989. I would like to know whether in fact this has happened.

In his communiqué he suggested that regarding post-secondary student assistance policy, bilateral agreements were signed with six political organizations: the Indian Association of Alberta, the Federation of Saskatchewan Indian Nations, the Dakota-Ojibway Tribal Council, the Union of Ontario Indians, Grand Council Treaty 3 of Ontario, and others. That basically suggests that the Union of Ontario Indians were part of that.

In this communiqué he suggested there was a need for short-term change to avoid hardship to individual students due to the new post-secondary education policy. We've heard that over and over again in the last year or two. As well, there was a process for discussing long-term policy changes in the establishment of a database.

I'm interested in hearing from you three, whichever of you is involved with the Union of Ontario Indians, whether that kind of consultation process has been undertaken to deal with the long-term ramifications... from E-12 to the new program. As well, I would like to know if reports have been made to the department with regard to the problems and shortcomings of the program, and the number of students who have not taken part in the program because of the changes.

Chief Madahbee: My understanding is that a lot of the things you're pointing out have just not happened. This long-term strategy, the type of consultation that was envisaged—it just hasn't materialized. We had some meetings with him at the time. The other difficulty we have, as you're probably aware, is that the government changes its Minister of Indian Affairs almost as often as it changes its policies on how to deal with us. You just start orienting one of these ministers

[Traduction]

Le président: Permettez-moi de vous interrompre une seconde. Je ne sais pas ce qui va se passer du côté des cloches, mais au cas où elles sonneraient, pouvons-nous diviser le temps qui reste entre les deux derniers sur la liste?

M. Nault: Suggérez-vous que nous ne reviendrons pas après le vote? Si nous n'avons pas fini, je ne vois pas de raison de nous précipiter. Les témoins viennent de loin. Je suis tout à fait disposé à revenir pour une demi-heure supplémentaire afin d'être certain d'avoir tous les renseignements dont nous avons besoin.

J'ai plusieurs questions à poser. Je ne tiens pas vraiment à le faire en cinq minutes, si c'est vraiment ce que vous proposez.

Le président: J'essaie de réserver un créneau pour ma réunion de 18 heures.

M. Fulton: Le vote à 18 heures n'est pas un vote forcé. S'il est prévu pour 18h10, il nous reste du temps. Utilisons-le.

M. Nault: Monsieur le président, j'ai sous les yeux un communiqué de l'honorable Pierre Cadieux, l'ancien ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, daté du 12 septembre 1989. Je voudrais savoir si ce qu'il indique s'est réalisé.

Le comité fait valoir que, dans le cadre de la politique d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire, des ententes bilatérales ont été signées avec six organismes politiques: la Indian Association of Alberta, la Federation of Saskatchewan Indian Nations, le Conseil tribal Dakota-Ojibway, la Union of Ontario Indians, le Grand Conseil du traité n° 3 de l'Ontario et d'autres. En tout état de cause, la Union of Ontario Indians est incluse.

Dans ce même communiqué, le ministre indiquait également que des modifications à court terme devaient être apportées pour éviter que les étudiants à titre individuel ne soient trop durement touchés par la nouvelle politique d'éducation postsecondaire. Nous avons entendu ces assurances à de nombreuses reprises au cours des deux dernières années. De même, il devait y avoir une discussion au sujet de modifications à la politique à long terme en vue de la création d'une base de données.

Je suis curieux de savoir de vous trois, et surtout de celui d'entre vous qui représente la Union of Ontario Indians, si cette consultation a eu lieu au sujet des ramifications à long terme... du passage de E-12 à la nouvelle politique. J'aimerais également savoir si le ministère a été destinataire de rapports au sujet des problèmes et des lacunes du nouveau programme, et combien d'étudiants n'ont pas pu prendre part au programme par suite du changement.

Le chef Madahbee: Je peux dire que bien des choses que j'ai mentionnées ne sont pas produites. La consultation envisagée au sujet de la stratégie à long terme, entre autres, ne s'est pas réalisée. Nous avons simplement rencontré le ministre à l'époque. Nous avons un autre problème, comme vous le savez, en ce sens que le gouvernement change son ministre des Affaires indiennes presque aussi souvent qu'il change ses politiques en ce qui nous concerne. À peine les

[Text]

about issues and he's shuffled off to another department—or shuffled off altogether. We go through that process regularly—trying to orient each new minister who comes along.

Mr. Nault: So I can be assured that this bilateral agreement, in the short term, was not undertaken. . . As a matter of fact, there has been little if any discussion about the long-term policies of the government in this regard.

Chief Madahbee: The dialogue and consultation that I am aware of. . . Basically, the government has denied that the education is an aboriginal or treaty right. They say it is a program of the department. We've been in a stalemate or deadlock as to where we're going to go from here on this thing. I think that's been a contributing factor as to why this hasn't gone anywhere.

Mr. Nault: With regard to the Anishinabek in the Sudbury area, how many students were not allowed to take part in the program due to a funding shortfall? If you can't tell me today, is it possible you could give it to us after you do some checking back home? I think it's important to have that detailed because there was supposed to be some sort of prerequisite in the new support program that I have in front of me.

• 1800

One part of it was that the individual bands or councils that were involved in the education portfolio, were, with the help of the department, to enter into some sort of data base process. If we come into this discussion with the minister in the next week or so, the first first answer that's going to come out of the minister's mouth, I'm sure, is that he does not have the proper information to be able to say that it is 4,000 across Canada, 6,000, 10,000, or 2,000, and I think it's important that the communities and the representatives we have in front of us give us some sort of detail and idea of just how many people are being left out because of the changes.

Mr. Halliday: With names, though.

Mr. Nault: Details. That's what it is.

Mr. Assinewai: In one of your things on data, the Department of Indian Affairs used to collect data in Ontario through what was called PSIS, the Post-Secondary Information System. Everybody would put all their applications on computer and it was all channelled eventually to headquarters, or whatever they do with it, and that was to justify your June banking day, as it was called. And if your individual band or your individual counselling unit had a set budget, it was used to justify that budget, and once you justified your budget in June, if you needed more funds you were able to access more funds.

You used to have an October banking date also. That was last year. This year we have one banking day, or it's not even a banking day. They just said, your unit or your band is given so much money; just prove to us you're going to use all

[Translation]

ministres commencent-ils à comprendre leurs dossiers qu'on leur confie un autre portefeuille ou qu'on les renvoie tout simplement du Cabinet. Et nous devons recommencer notre travail d'information du nouveau ministre.

M. Nault: Donc, ces ententes bilatérales dont il était question, pour régler la situation à court terme, ne se sont pas concrétisées. . . De fait, il y a même eu très peu de discussions au sujet des politiques à long terme du gouvernement dans ce domaine.

Le chef Madahbee: Pour ce qui est du dialogue ou de la consultation qui aurait pu avoir lieu. . . Essentiellement, le gouvernement s'est borné à nier le fait que l'éducation est un droit autochtone ou un droit en vertu des traités. Pour lui, il s'agit simplement d'un programme du ministère. Nous sommes donc actuellement dans une impasse. Cette question y est pour beaucoup.

M. Nault: En ce qui concerne les Anishinabek de la région de Sudbury, combien d'étudiants n'ont pu participer au programme à cause du manque de fonds? Si vous ne pouvez pas me répondre aujourd'hui, pouvez-vous vérifier lorsque vous serez de retour chez-vous et me répondre par écrit? Cette information est importante parce que le nouveau programme d'aide que j'ai sous les yeux devait être assorti d'une condition préalable.

Entre autres, les bandes ou les conseils visés devaient, avec l'aide du ministère, être inclus dans une sorte de base de données. Si nous abordons la question avec le ministre dans une semaine ou deux, il s'empressera sûrement de dire qu'il n'est pas en mesure de confirmer que le nombre est de 4,000, 6,000, 10,000 ou 2,000 au Canada. C'est ce qui fait qu'il est important que les localités et les représentants que nous entendons nous donnent des détails au sujet du nombre de personnes exclues par suite du changement.

M. Halliday: Y inclu les noms.

M. Nault: Nous voulons simplement des détails.

M. Assinewai: En ce qui concerne la collecte des données en Ontario, le Ministère des Affaires indiennes utilisait auparavant le système d'information sur l'éducation postsecondaire. Toute l'information était chargée dans un ordinateur et envoyée ainsi au bureau principal où à l'endroit approprié; il y avait une date fixée en juin pour entrer l'information. Une bande ou un bureau d'orientation individuelle avait un budget; l'information était utilisée pour justifier le budget; même après que le budget a été confirmé en juin, il était possible d'obtenir d'autres fonds au besoin.

Il y avait également une date en octobre à laquelle il fallait fournir l'information. C'est le système qui était en vigueur jusqu'à l'année dernière. Cette année, il n'y a eu qu'une date pour fournir l'information. Même là, le

[Texte]

that money on post-secondary education. Our unit, the Sudbury Anishinabek Post-Secondary Counselling Unit, proved to them that we were going to spend all our dollars on post-secondary education. Also, we had approximately 53 other applications that increased our budget by well over \$300,000.

We weren't able to access any more dollars at all for these students. These students were notified June 28 that we were unable to access dollars for them. I can give you a copy of that letter. I wrote to all the students. I can give you a list of names I wrote to, all these students. Approximately three-quarters of the students had been accepted by a college or university. They had their full acceptance.

Some of those students had received conditional acceptance only, and they were still trying to access their final acceptance to college or university. Some of them did come back to us with final acceptance, but again we had no dollars for them.

Mr. Nault: I have a copy of the new guidelines, and of the policy of the department as it relates to the new program, and one of the issues we are talking about is student registration.

I can read the whole thing for you, but to make this as short as possible for us, it doesn't indicate anywhere in this policy that we will keep track of those who were not accepted, who fell outside the policy area. For example, mature students, as previous witnesses mentioned, who have come into school at a later date would not fall within the policy that we now have. Therefore the registry they are asking for includes just those who are accepted, what school they are going to, what program they're in, and the amount of dollars that is being expended for each individual.

We need to know, is it a fact or is it not a fact that they're collecting the kind of data that are necessary to know what the shortfall would be in the funding to allow all the students who would like it to go to university, to college or one of those post-secondary institutions?

Mr. Assinewai: I think with the data system they have in place in Ontario and the amount of dollars that are spent in Ontario—I think it's \$54 million—they know it should be substantially more in Ontario. So I know the government is aware that more dollars were required last June and more dollars were not made available to our unit, but I know on an individual basis some bands were able to access more dollars by means of negotiation on their part.

• 1805

Mr. Nault: On the last question, could you give us the number of people in the Anishinabek area you represent who have not been able to access funds to go to a post-secondary institution? Is that possible?

Mr. Assinewai: In the Sudbury area, it could be possible. I can't give you the exact number right now, but I know it would be in the hundreds. We have one unit and we had 53 students at our unit alone, and there were other larger communities with substantial numbers they were not able to fund also.

[Traduction]

ministère s'est borné à dire: votre bureau ou votre bande n'a droit qu'à tel montant. Prouvez-nous que vous allez utilisé tout cet argent au titre de l'éducation postsecondaire. Notre bureau, le bureau d'orientation postsecondaire Anishinabek de Sudbury, a prouvé au ministère qu'il pouvait dépenser tout l'argent pour l'éducation postsecondaire. Nous avons environ 53 autres demandes qui augmentaient notre budget de bien plus que 300,000 dollars.

Nous n'avons pas eu droit à quoi que ce soit pour ces étudiants. Ils ont été avisés le 28 juin que nous n'avons pas réussi à obtenir les fonds pour eux. J'ai ici une copie de la lettre qui a été envoyé à tous les étudiants. J'ai également la liste des noms. Les trois quart d'entre eux avaient déjà été acceptés par un collège ou une université. Ils avaient été acceptés comme étudiants à part entière.

Certains avaient été acceptés à titre provisoire seulement; ils attendaient la décision finale d'un collège ou d'une université. Quelques uns sont revenus nous voir lorsqu'ils ont été admis de façon définitive, mais encore une fois nous avons dû refuser leur demande parce que nous n'avions pas les fonds nécessaires.

M. Nault: J'ai sous les yeux un exemplaire des nouvelles lignes directrices et de la nouvelle politique du ministère en matière d'éducation postsecondaire et je constate qu'il y est question, entre autres, de l'inscription des étudiants.

Je pourrais vous lire le tout, mais pour simplifier les choses, je me borne à signaler que la politique ne tient nullement compte des gens qui ne sont pas acceptés, de ceux qui ne répondent pas aux critères énoncés. Par exemple, les étudiants adultes, comme nous l'avons vu plus tôt, les gens qui décident de fréquenter l'école plus tard ne sont pas visés dans le cadre de la politique actuelle. Le registre dont il est question n'indique que les gens qui ont été acceptés, l'école qu'ils doivent fréquenter, le programme auquel ils sont inscrits et le montant dépensé pour chacun d'entre eux.

Nous devons savoir, et les données recueillies par le ministère l'indiquent ou pas, quel montant d'argent manquerait si le ministère décidait d'aider tous les étudiants qui voudraient fréquenter une université, un collège ou un établissement postsecondaire.

M. Assinewai: Avec le système de données qui existe en Ontario, et compte tenu du montant d'argent dépensé dans cette province—soit environ 54 millions de dollars—on devrait pouvoir constater que le montant nécessaire en Ontario devrait être beaucoup plus élevé. Le gouvernement sait sûrement qu'en ce qui nous concerne nous aurions dû recevoir plus d'argent en juin dernier. Certaines bandes ont eu droit à plus d'argent en négociant.

M. Nault: Une dernière question. Combien de personnes chez les Anishinabek que vous représentez n'ont pu recevoir l'aide nécessaire pour leur permettre de fréquenter un établissement postsecondaire? Est-il possible d'obtenir ce chiffre?

M. Assinewai: Oui, pour la région de Sudbury. Je ne peux vous le donner de façon précise pour l'instant, mais je sais que des centaines de personnes ont été touchées. À notre seul bureau, nous avons eu 53 étudiants dans cette situation. Il a dû y en avoir beaucoup d'autres dans les grandes localités.

[Text]

I'll have to ask those individual First Nations if they would give us that information so we can send it out. There was a document put together by the chiefs of Ontario that indicated how many students were denied funding for 1991-1992.

Mr. Nault: Mr. Chairman, on a point of clarification and information, would it be possible for our research staff, then, to attempt to undertake a survey of the educational components of the different First Nations that we're involved in to find out just what the shortfall is so we can have that information available? I'm under the impression that the moment we ask the minister he will say he does not have that data and what we are being told is somewhat exaggerated, and it's an administrative problem. I would prefer we do it the proper way and get the information from the individual bands and/or education authorities out there who can give it to us.

The Chairman: Do we have consensus?

Mr. Redway: ...Mr. Chairman, to get that information, particularly within the short timeframe.

The Chairman: Well, I might just explain one thing now. One of the things he may not be aware of is that the education authorities are an umbrella group for many more than one band in a lot of cases. For example, the Nishnawbe-Aski Nation that I represent in my area is a large umbrella of close to 30 bands, and they can tell you point-blank how much their shortfall is. I can tell you what it is now. It's \$4 million.

Mr. Redway: Personally, I think we need more than just a number. We need to identify individual cases with some details of why the shortfall. Just as you've indicated, we're likely to hear there are good, valid reasons in every case, but if we have the case we're going to have to hear what the good and valid reasons are. So I think it's important that we get that kind of information.

My own feeling would be that in the event that can't be accumulated or obtained by Friday morning, perhaps it might be better to delay the minister's visit on this issue until we have that information, frankly.

The Chairman: I am told it would be almost impossible to have that information by Friday morning.

Mrs. Duplessis: I know the minister has a busy schedule and he cannot come another time. That's the only time he can come for this.

Mr. Nault: I doubt that. I happen to follow him around pretty closely; he's got lots of time. We'll change it if we have to or we won't bother having him here. If you can't ask him a legitimate question, there's no sense having the minister here.

This is a very critical issue, and I think it begs the proper information before we go out there suggesting to aboriginal people everything is fine with the post-secondary program.

We're hearing all sorts of interesting things from different groups, those of us who have a lot of aboriginal populations in our area, and I would think, Mr. Chairman, if it takes us a month and a half, it's well worth it if we can get the kind of information we need, because it's—

[Translation]

Je m'adresserai à ces Premières nations pour obtenir l'information que vous désirez. Je sais, par ailleurs, que les chefs de l'Ontario ont préparé un document indiquant combien d'étudiants s'étaient vu refuser une aide en 1991-1992.

M. Nault: Monsieur le président, à titre de question complémentaire, le personnel de recherche du comité ne pourrait-il pas s'enquérir auprès des responsables de l'éducation des Premières nations visées, afin de déterminer exactement quel est le manque à gagner et de faire rapport au comité? Je sais parfaitement que le ministre, lorsque nous lui poserons la question, rétorquera qu'il n'a pas les données et que les chiffres cités par les témoins sont exagérés; et il essaiera de dire que c'est un problème administratif. Nous devrions procéder de la bonne façon et nous adresser directement aux bandes ou aux responsables en matière d'éducation.

Le président: Y a-t-il consensus à ce sujet?

M. Redway: ...Monsieur le président, il doit être difficile d'obtenir l'information aussi rapidement.

Le président: Il y a quelque chose qu'il faut comprendre. Les responsables en matière d'éducation peuvent, à certains moments, constituer un groupe qui s'occupe de plus d'une bandes. Par exemple, la Nation Nishnawbe-Aski, qui se trouve dans ma région et que je représente, est un regroupement de trentes bandes. Elle peut vous dire très rapidement quel est son manque à gagner actuellement. Je le sais aussi. Il est de l'ordre de 4 millions de dollars.

M. Redway: Personnellement, j'estime qu'il nous faut plus que le total. Il nous faut connaître les cas individuels et les circonstances individuelles qui forment le manque à gagner. Comme vous l'avez indiqué, les témoins nous dirons qu'ils avaient de bonnes raisons d'aller de l'avant, mais nous devons connaître ces raisons. Il est important que nous ayons toute l'information dont nous avons besoin.

Si nous ne pouvons pas avoir cette information d'ici vendredi matin, j'estime que nous devons retarder la comparution du ministre sur la question.

Le président: On me dit qu'il est impossible de l'obtenir pour vendredi matin.

Mme Duplessis: Je peux vous dire que le ministre a un horaire très chargé et qu'il ne peut pas venir à une autre occasion pour cette question. C'est la seule date possible.

M. Nault: J'en doute. Je le suis d'assez près; je sais qu'il a beaucoup de temps à sa disposition. Nous l'entendrons à une autre date ou nous laisserons tout simplement tomber. Si nous ne pouvons pas lui poser une question légitime, inutile de perdre notre temps.

La question est critique. Elle doit être examinée de très près avant que nous puissions affirmer aux autochtones que leur programme d'aide à l'éducation postsecondaire est adéquat.

Nous avons vent de toutes sortes de faits intéressants de la part de divers groupes d'autochtones que nous représentons. S'il faut un mois et demi pour obtenir l'information, le jeu en vaut la chandelle. . .

[Texte]

Mr. Redway: It seems to me on this point that we recognize the minister is a very busy man, and we don't want to waste his time by bringing him here when there's nothing going on or when we don't have the information to ask him. So it seems to me he would be wise not to waste his time early on but to come later when we have the appropriate questions to ask him.

• 1810

Mr. Anawak: On a point of order, Mr. Chairman, the minister may be a very busy man, but he is the Minister of Indian Affairs and Northern Development and this is an Indian and northern affairs and aboriginal affairs committee. We have to realize that.

I think he should come here on Friday and then he has to make another commitment to come back here with more information when we have more information to ask him, but I think he has to come here.

The Chairman: I have a suggestion with respect to the process. We have about eight minutes left for the bells. Could we move to Mr. Fulton so he does not miss his question opportunity and then pick up with this later?

Mr. Fulton: Thank you, Mr. Chairman. I assume the minister is going to come with accurate information. The chiefs committee on education of the AFN a number of weeks ago released specific data—for example, that there had been more than 1,000 denials in B.C. and more than 1,200 denials in Ontario, and so on.

What I'd like to ask the witnesses about—because their evidence has been very helpful in terms of bringing a perspective, and I think it's the perspective we need to lean back on the minister with. For example, the point that Patrick made, that if we were coming at this from a business perspective—

Mme Duplessis: J'invoque le Règlement. Est-il possible que les noms des personnes qui ont été refusées soient déposés? Vous dites qu'il y a eu 1,200 refus. J'aimerais que ce soit déposé.

Mr. Fulton: These are figures provided by the Assembly of First Nations. I would remind the member that continuing to ask for the names, addresses and telephone numbers of individuals who have been turned down is contrary to an act passed by this Parliament. They are protected by the Privacy Act. That material is available to the minister if the minister wants it. The committee could certainly obtain it but it would not be for the record.

If we were going to come at this from any sort of business perspective, we know from what Patrick has told us—and he's quite correct—that it is three times as cost-effective to have someone on PSE as to have them on welfare, and more than four times as cost-effective as having them incarcerated. It seems to me that when we hear statements such as that again put forward by Patrick, such as the luxury of finding a job, the bells have to start going off in our heads.

As recently as yesterday, the press pointed out that Canada spends twice as much on promoting exports and flying business people overseas as does the United States, which has 40 times the exports and 10 times the population.

[Traduction]

[Traduction]

M. Redway: Nous devons également tenir compte du fait que le ministre est un homme très occupé. Nous ne devons pas lui faire perdre son temps en le convoquant pour rien ou en n'ayant pas d'information à lui soumettre. Il me semble que nous aurions avantage à le convoquer plus tard alors que nous saurions de quoi il en retourne.

M. Anawak: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Le ministre est peut-être occupé, mais il est ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et nous sommes ici au Comité des affaires indiennes, des affaires du Nord et des affaires autochtones. Ne l'oubliez pas.

Quant à moi, le ministre doit se présenter vendredi. S'il doit revenir plus tard lorsque nous aurons plus d'information, très bien, mais il peut témoigner quand même.

Le président: J'aurais une suggestion à faire en ce qui concerne la façon de procéder. Nous en avons encore pour huit minutes environ. Pouvons-nous céder tout de suite la parole à M. Fulton de façon qu'il ait l'occasion de poser ses questions, quitte à revenir à la comparution du ministre plus tard?

M. Fulton: Merci, monsieur le président. Je suppose que le ministre disposera d'une information acceptable lorsqu'il comparaitra. Le Comité des chefs sur l'éducation de l'Assemblée des Premières nations a publié, il y a quelques semaines, des chiffres assez précis—par exemple, il y aurait eu plus de 1,000 refus en Colombie-Britannique, plus de 1,200 en Ontario, etc.

J'aimerais interroger les témoins à ce sujet—leur témoignage a été très utile en ce sens qu'il nous a fait connaître une perspective, et c'est à partir de cette perspective que nous pouvons poser un certain nombre de questions au ministre. Patrick a rappelé tout à l'heure que si nous nous situons sur le strict plan de l'investissement...

Mrs. Duplessis: On a point of order, would it not be possible to have the names of the people who were denied? Apparently, there were 1,200 denials. I would like to have the list of names tabled.

M. Fulton: Les chiffres viennent de l'Assemblée des Premières nations. Je rappelle à la député qu'insister pour avoir les noms, les adresses et les numéros de téléphone des personnes qui se sont vues refuser est contraire à une loi qui a été adoptée par ce Parlement. Il s'agit de la Loi sur la protection des renseignements personnels. Les détails peuvent être obtenus si le ministre s'y intéresse. Ils peuvent également être fournis au comité, mais ils ne doivent pas être rendus publics.

Sur le strict plan de l'investissement, comme le faisait remarquer plus tôt Patrick—et il avait tout à fait raison—il est trois fois plus rentable de permettre à quelqu'un de se doter d'une éducation postsecondaire que de le vouer à l'aide sociale, quatre fois plus rentable que de l'incarcérer. Lorsque des gens comme Patrick nous parlent du luxe de se trouver un emploi, entre autres, nous devons pouvoir faire le lien.

Hier encore, les journaux faisaient état du fait que le Canada dépensait, pour mousser les exportations et payer des balades à l'étranger aux hommes d'affaires, deux fois plus que les États-Unis qui exportent 40 fois plus que nous et qui

[Text]

We know who is getting the dough. I mean, \$600 million is turned over to the business community so they can fly around the world, and we have First Nations coming here with arguments that are totally sustained and basically unchallenged. We have information that is, at best, misleading by the Prime Minister about the \$320 million—and perhaps something worse than misleading.

The Chairman: Are we not wandering into the realm of language we shouldn't be accepting at this meeting, Mr. Fulton?

Mr. Fulton: Oh, not at all. I can certainly sustain it if you would like me to, Mr. Chairman. The fact of the matter is that we have heard that the bands and the individual units are, at best, getting about a 7% increase. The spin that was put on it by the Prime Minister's office was that there was a \$320 million increase on \$1 billion budget, leaving the impression with the public that there was a 32% increase. We have now heard from grassroots organizations that there was no such thing. In fact, in the government's own communication package, it says that only 70% of the dough is even going to go to First Nations anyway. I think that's the root of what we have to go after with the minister.

Just to spend one more moment on perspective, there is something I think Dr. Halliday would be interested in. Again, I heard it at a medical meeting yesterday; in France, they were particularly concerned about Parisien women who were sustaining enormously high rates of premature birth, so they put a special program in place. During the most important parts of their pregnancy, women were given 30 minutes off work in the morning and 30 minutes at the end of the day. They had two huge target groups that they used in this.

They found a 70% reduction in premature birth among women who were given those two most stressful periods of the day off work. They found the cost-effectiveness of that was in terms of hundreds of millions of dollars, just in terms of the medical damages saved from those premature infant births.

What I'm saying here is that the evidence we have heard is so totally compelling. It doesn't matter who the names are. We have heard that mature students, we have heard that students who are single parents—we have heard the principles upon which. . . I don't think this committee could do anything other than demand of the minister, if necessary, to redirect other funds from within his own ministry to provide for what is obviously a highly cost-effective program.

• 1815

I would like to ask the individuals here, for the record, to state for us what percentage increase they received from the \$321 million announcement.

Mr. Assinewai: Zero.

Chief Toulouse: Zero.

Mr. Anawak: In the earlier testimony, one band got cut 30%.

Mr. Fulton: A 30% cut.

[Translation]

ont une population 10 fois plus importante. Nous savons très bien où va l'argent du gouvernement. Les hommes d'affaires ont droit à 600 millions de dollars pour se balader un peu partout dans le monde, tandis que nos Premières nations nous signalent des problèmes réels, nullement contestés. Le premier ministre, lorsqu'il parle des 320 millions de dollars, au mieux, donne une fausse impression—en fait peut-être pire encore.

Le président: Ne commençons-nous pas à utiliser des termes inacceptables dans ce genre de rencontre, monsieur Fulton?

M. Fulton: Pas du tout. Je puis prouver ce que je dis, monsieur le président. Les bandes et les bureaux individuels nous ont dit qu'au mieux ils avaient eu droit à une augmentation d'environ 7 p. 100. Le Bureau du premier ministre a présenté la chose comme s'il avait eu une augmentation de 320 millions de dollars sur un budget d'un milliard de dollars, ce qui laissait croire à une augmentation de 32 p. 100. Or, les organisations de la base l'ont nié. De fait, les communiqués du gouvernement indiquent que seulement 70 p. 100 de l'argent va aux Premières nations de toute façon. C'est là le noeud du problème dont nous devons discuter avec le ministre.

Toujours en ce qui concerne la perspective, il y a un point qui devrait intéresser particulièrement M. Halliday. J'étais à une réunion qui portait sur la médecine l'autre jour. Il semble qu'en France on se soit inquiété un certain moment au sujet du nombre de Parisiennes qui donnaient naissance avant terme. On a donc instauré un programme spécial. Aux moments les plus importants de leur grossesse, les femmes se sont vues accorder 30 minutes de répit au début de leur journée de travail et 30 minutes à la fin. On avait prévu d'énormes groupes témoins dans le cadre de cette expérience.

On s'est aperçu qu'il y avait une réduction de 70 p. 100 des naissances prématurées chez les femmes qu'ayant profité de ce repos au cours des deux moments les plus cruciaux de leur journée de travail. Et on a calculé qu'on avait économisé des centaines de millions de dollars en frais médicaux qui auraient autrement été causés par les naissances prématurées.

Les témoignages que nous avons entendus ici sont formels. Peu importe les noms des personnes concernées. Des étudiants plus âgés, des étudiants chefs de famille monoparentales—nous savons quels étaient les principes en cause. . . Le comité n'a pas d'autre choix que d'exiger du ministre qu'il réaffecte, au besoin, d'autres fonds de son ministère afin de suppléer à un programme qui, de toute évidence, est extrêmement rentable.

Pour le compte rendu, j'aimerais que les témoins qui se trouvent ici indiquent quel pourcentage des 321 millions de dollars d'augmentation ils ont reçu.

M. Assinewai: Zéro.

Le chef Toulouse: Zéro.

M. Anawak: Plus tôt, on a dit qu'une bande avait eu même droit à une réduction de 30 p. 100.

M. Fulton: Une réduction de 30 p. 100.

[Texte]

Mr. Assinewai: I met with the regional director for Sudbury, and they were originally going to cut our unit by 20%. I met with them and I told them: I shouldn't be negotiating on my behalf; I am being represented by Chief Phil Goulais from the Nipissing Band; he should be here negotiating on my behalf. We ended up settling on a 10% cut. That 10% cut was later given back to us, or we would have had more than 53 students not going to school.

Mr. Anawak: I thought he told you that you had a 10% increase.

The Chairman: The chair is allowing the meeting to get out of order. Sorry, Mr. Fulton.

Mr. Fulton: For the record, I believe the evidence has been helpful. We have heard from no one that they got the 32% increase announced by the Prime Minister.

The Chairman: I just want to comment that the budget is going up; somebody is getting the money somehow. Perhaps we can find out when we speak to the minister.

We have about three minutes left for our bell, when we will run down the hall.

Chief Madahbee: I wanted to comment along the lines of Mr. Fulton, about the trends in the world right now and where governments are spending money. It has been pointed out, at least in the media I have read, that Canada does not spend enough on education and as a result even our whole economy is affected by this because we're having to import specialized tradespeople. Our competitiveness in the global market is affected because we are not keeping up with the training and education of our people.

When Canada is trying to get out and put its mark on the global market and get competitive in the global market, doing some of the things they have done to do that, such as the free trade agreement or whatever, these types of things, it seems hypocritical that First Nations peoples would be cut back in trying to meet our educational needs.

Also, the constitutional process we are going to embark on now was announced recently. The statement was made that we will try to entrench self-government within 10 years. In order to have self-government, you have to have the human resources that are going to be able to manage that self-government. How can we have self-government if we don't have the educated, trained people to do it?

So, to me, there is a lot of hypocrisy in those types of statements. I see on the one hand the government saying that it is going to do one thing, but on the other hand you are cutting the legs out from underneath us by not being able to get our people trained and educated so that we can look after our own affairs.

The Chairman: I expect that the bells will quit momentarily. What is the committee's wish? Shall we come back after the vote?

Mr. Nault: We will wait.

The Chairman: We'll be back after we will have voted.

[Traduction]

M. Assinewai: D'après un entretien que j'ai eu avec le directeur régional de Sudbury, notre bureau devait faire l'objet d'une réduction de 20 p. 100. J'ai dit aux autorités que je n'allais pas négocier moi-même, que j'allais être représenté par le Chef Phil Goulais de la bande de Nipissing; il devait s'occuper de l'affaire. À la suite des négociations, la réduction a été fixée à 10 p. 100. Ce 10 p. 100 nous a été rendu plus tard. Autrement, nous aurions dû refuser plus de 53 étudiants.

M. Anawak: Je pensais qu'on vous avait dit que vous auriez droit à une augmentation de 10 p. 100.

Le président: La présidence est en train de perdre le contrôle de l'assemblée. Monsieur Fulton, s'il-vous-plaît.

M. Fulton: Les témoignages d'aujourd'hui ont été très utiles. Personne n'a vu la couleur de cette augmentation de 32 p. 100 annoncée par le premier ministre.

Le président: Je tiens quand même à signaler que le budget a augmenté; quelqu'un, quelque part, a dû en bénéficier. Nous en saurons peut-être plus lorsque nous entendrons le ministre.

Il nous reste encore trois minutes environ avant la fin de la sonnerie d'appel, après quoi nous devons courir à l'autre bout du couloir.

Le chef Madahbee: Je voulais simplement revenir au point soulevé par M. Fulton, au sujet des nouvelles tendances dans le monde et des secteurs privilégiés par les gouvernements. D'après certains articles, le Canada ne dépense pas suffisamment dans le domaine de l'éducation et paie le prix du fait qu'il doit importer des travailleurs spécialisés. Notre compétitivité sur le plan mondial en souffre; nous ne formons pas et n'éduquons pas suffisamment notre population.

Au moment où le Canada essaie de se faire une place sur le marché mondial, d'être compétitif, au moment où il prend des mesures comme l'entente de libre-échange, il est hypocrite de sa part de réduire le budget des premières nations en matière d'éducation.

Dans la même veine, nous nous lançons actuellement dans un processus constitutionnel dans le cadre duquel, il semble que nous devions nous attendre, d'ici 10 ans, à voir l'autonomie gouvernementale entérinée dans la Constitution. À cette fin, nous devons avoir les ressources humaines nécessaires. Comment pouvons-nous aspirer à l'autonomie gouvernementale si nous n'avons pas une population éduquée, formée?

Donc, toutes ces déclarations cachent beaucoup d'hypocrisie. Le gouvernement affirme une chose, mais fait le contraire lorsqu'il nous coupe l'herbe sous le pied en limitant nos efforts en vue de former et d'éduquer nos gens de façon qu'ils s'occupent de leurs propres affaires.

Le président: La sonnerie d'appel va prendre fin dans une minute ou deux. Quel est le bon plaisir du comité? Devons-nous revenir après le vote?

M. Nault: Attendons.

Le président: Nous reviendrons donc après le vote.

[Text]

[Indication]

[Translation]

[Text]

• 1819

The Chairman: Order, please.

Many of us, including our witnesses, have other things to do this evening. I'm sure we'd like to wrap this up. Depending on everyone's attitude, we hope to wrap this up in about 10 or 15 minutes.

Mr. Anawak: Are we having a vote?

The Chairman: I hope not.

Mr. Anawak: We're just listening to the minister.

The Chairman: Yes, apparently 7 p.m. . . because you people didn't agree to let the minister go over-time.

Mr. Anawak: I'm sure there was nothing interesting.

The Chairman: We'll just proceed and speed things up. Mr. Anawak is next.

Mr. Anawak: You spent just about all night voting there, one member.

The Chairman: It's the power of an individual.

Mr. Anawak: We look at Elijah Harper that way.

The Chairman: I hope differently.

Mr. Anawak: I was just going to make a short comment with regard to the high drop-out rate and maybe failure level of aboriginal students in the Eastern Arctic, the area I represent. I think it applies to a lot of other aboriginal groups.

I was part of a mission school, a residential school, in Chesterfield Inlet in the late 1950s and early 1960s. I must admit that when your self-confidence and ego aren't at their greatest, or your outlook on life is not at its greatest, when you're taught by these missionaries about, in this case, the Indians being savages, pagans, heathens and all these other things—and this is a religious order that's teaching these things about pagans and the heathens and what not. Inuit—or in this case, Eskimos—were seen as happy-go-lucky, simple, smiling eaters of raw meat. Eaters of raw meat—I have no problem with that.

• 1855

The Chairman: The Germans eat raw meat.

Mr. Anawak: Well, so do the Japanese.

The Chairman: But not this one.

Mr. Anawak: It does a lot to affect your outlook on life when you are seen in those terms. At the same time, the whole idea of the education system was to assimilate that culture into a totally different culture. I just say that because I want to make the point that I think that part of the reason—not the whole reason but part of the reason—for the high drop-out, the high failure rate, was because of those very things.

Le président: À l'ordre, s'il vous plaît.

Beaucoup d'entre nous, dont nos témoins, ont d'autres choses à faire ce soir. Nous aimerions pouvoir conclure. Si chacun y met du sien, nous espérons pouvoir terminer d'ici 10 ou 15 minutes environ.

M. Anawak: Allons-nous voter?

Le président: J'espère que non.

M. Anawak: Nous allons simplement écouter le ministre.

Le président: Oui, apparemment à 19 heures. . . parce que vous n'avez pas voulu permettre au ministre de dépasser le temps prescrit.

M. Anawak: Je suis sûr qu'il n'y avait rien d'intéressant.

Le président: Nous allons continuer et accélérer un peu. C'est à M. Anawak.

M. Anawak: Vous avez passé pratiquement toute la soirée à voter, et pour une seule personne.

Le président: C'est ça le pouvoir individuel.

M. Anawak: C'est sous ce jour que nous avons vu Elijah Harper.

Le président: J'espère que c'est différent.

M. Anawak: J'allais faire un bref commentaire à propos du nombre considérable d'abandons scolaires et peut-être du taux d'échec élevé chez les étudiants autochtones dans l'Arctique de l'est, la zone que je représente. Mais je crois que cela s'applique également à beaucoup d'autres groupes autochtones.

J'étais dans une école tenue par des missionnaires, un internat, à Chesterfield, à la fin des années cinquante et au début des années soixante. Je dois dire que l'enseignement de ces missionnaires selon lesquels, dans mon cas, les Indiens sont des sauvages, des païens, des barbares et que fais-je encore, ne vous aide guère à avoir confiance en soi et à renforcer votre égo. . . Et ce sont des religieux qui enseignent cela, qui parlent de païens et de barbares, etc. Les Inuit—ou dans ce cas, les Esquimaux—étaient vus comme de gentils mangeurs de viande crue, souriants et un peu simplets. Mangeurs de viande crue—je n'ai pas d'objection.

Le président: Les Allemands mangent de la viande crue.

M. Anawak: Les Japonais aussi.

Le président: Mais ce n'est pas pareil.

M. Anawak: On a une vision de la vie très particulière quant on est traité ainsi. En même temps, tout le système d'éducation visait à assimiler cette culture dans une culture totalement différente. Je vous dis cela parce qu'à mon avis, c'est en partie à ce facteur—pas uniquement, mais en partie—que sont dûs les abandons scolaires, les échecs répétés.

[Texte]

When the funding is being processed to go to the band or to the authority that is going to dispense the funds for post-secondary education, or education in general, at what point is there a demand for the number of students? At what point is there a demand for the different levels of grades, or different levels of the university education part, and at what point are they given the notice that there's only this much money to go around in this particular year? Whether it's a little more than last year or whether it's less than last year doesn't really matter. At what point are they informed that there would be only so much to go around; and if there's a shortfall, how do they then determine who gets left out and who gets to go? I suspect, as was stated earlier, that there are an awful lot of disappointed students when we're in so much need with our people not getting just the high school education but also the post-secondary education.

The Chairman: Is there a response to the proposition?

Mr. Assinewai: Indian Affairs have a policy that they have put out covering what you get funding for, and I have a copy of it here. First, if you're considered a continuing student, somebody who was in the system this year and is going next year, your funding will be still there, and that includes high school graduates who graduated this fiscal year and are going on to college or university next year. It clearly states that. It doesn't just say high school graduates, because if you graduated a couple of years ago you may not be considered a continuing student.

I think local control gives individual bands or organizations that little limited control to say, "Yes, you are a high school graduate. Maybe you aren't going back this year but we'll keep your application on file for next year, so you'll be a continuing student."

Number 2 covers students who were deferred in the previous year. Last year we had no deferrals, but this year we have 53 deferrals, or all the students who applied after deadline. Next year, how are we going to fund those other students who didn't get funding last year? Their application is supposed to be moved up to number 2 on the priority list, but next year we will be getting only about a 4% increase in funding. We turned down 53 students, which is about 20%. If we turned down 20% this year—and we know we're going to get a definite increase next year—and if these students reapply, we will have to turn down a greater number of students unless the funds are increased.

• 1900

So we use that guideline Indian Affairs has given us. Other bands have their own guidelines or priority systems. They have implemented their own because they are maybe under AFA agreements or other contribution agreements.

[Traduction]

Lorsqu'on examine le financement qui va être accordé à la bande ou aux autorités qui devront répartir les fonds pour l'enseignement postsecondaire, ou l'éducation en général, à quel moment pose-t-on des questions sur le nombre d'étudiants? Jusqu'à quel point cherche-t-on à savoir quels sont les différents niveaux scolaires, ou les différents niveaux universitaires, et quand annonce-t-on que, pour une année particulière, les fonds seront limités à tant? Le fait qu'il y en ait plus ou moins que l'année précédente n'a pas véritablement d'importance. Jusqu'à quel point annonce-t-on le montant de la somme disponible; et si elle n'est pas suffisante, comment choisit-on ceux qui sont éliminés et ceux qui sont admis? Comme on l'a dit tout à l'heure, je suppose que beaucoup d'étudiants sont déçus alors même que nos besoins sont immenses et que nos jeunes ont besoin de faire non seulement des études secondaires, mais aussi postsecondaires.

Le président: Y a-t-il une réponse à la proposition?

M. Assinewai: Le ministère des Affaires indiennes et du Nord a établi une politique expliquant comment les fonds sont attribués, et j'en ai un exemplaire ici. Tout d'abord, les étudiants qui continuent, c'est-à-dire ceux qui faisaient déjà parti du système l'année précédente et qui poursuivent leurs études, sont assurés d'obtenir des fonds, ce qui englobe les étudiants du secondaire ayant obtenu leur diplôme au cours de cet exercice financier et qui doivent aller au collège ou à l'université l'année suivante. C'est clair. On ne dit pas simplement les diplômés du secondaire, parce que ceux qui ont obtenu leur diplôme deux ans auparavant peuvent ne pas être considérés comme des étudiants réguliers.

Le contrôle local donne aux bandes individuelles ou aux organisations une marge restreinte en leur permettant de dire: «oui, vous êtes diplômés du secondaire. Vous ne reprenez peut-être pas vos études cette année, mais nous gardons votre demande dans nos dossiers pour l'année prochaine, afin que vous soyez toujours considéré comme étudiant».

Deuxièmement, il y a le cas des étudiants qui ont été refusés l'année précédente. L'année dernière, nous n'avons pas eu de refus, mais cette année, il y en a eu 53, en l'occurrence tous les étudiants ayant présenté une demande après la date limite. L'année prochaine, comment allons-nous octroyer des fonds aux étudiants qui n'en n'ont pas obtenus l'année dernière? Leur demande est censée monter au deuxième rang de la liste de priorité, mais l'année prochaine, notre financement ne devrait augmenter que de 4 p. 100 environ. Nous avons refusé 53 étudiants, soit environ 20 p. 100. Si nous en refusons 20 p. 100 cette année—et nous savons que nous allons avoir une augmentation l'année prochaine—et si ces étudiants présentaient une nouvelle demande, nous serions obligés d'en refuser un nombre encore plus important à moins que les fonds ne soient augmentés.

Nous utilisons donc ces lignes directrices que les Affaires indiennes nous ont données. D'autres bandes ont leurs propres lignes directrices ou leur propre système de priorité. Elle ont mis sur pied leur propre système, généralement dans le cadre d'accords de MOF ou d'autres ententes de financement.

[Text]

Mme Duplessis: M. Anawak a parlé à quelques reprises du taux d'abandon. Dans vos bandes respectives, ce taux est-il élevé? Je vous pose cette question parce qu'avant d'être députée, j'étais professeur. Comme dans d'autres écoles au pays, la drogue est-elle une des raisons d'abandon scolaire?

Chief Madahbee: Are you talking about at the high school level or at the college level?

Mrs. Duplessis: Both high school level and after.

Chief Madahbee: Speaking for my community, the drug problem is not a factor at the high school level. At the college level drugs are not a factor, either. The only factor that might be, and I have no specific data on it, is alcohol-related type of... College students like to party. In effect, they start missing school as a result. That type of situation is common with all college kids. When I was in college, I did the same thing.

Mme Duplessis: Le taux d'abandon est-il très élevé?

Chief Madahbee: From my community, since we've taken over the program we've seen a dramatic improvement in the statistics. The drop-out rate was phenomenal. When it was handled by the Department of Indian Affairs, having a person complete a post-secondary program used to be an exception. We were lucky to have someone go through it.

Now it's the opposite. We have a very good success rate for people continuing and completing their courses of study. We monitor very closely the people who are abusing the program by absenteeism or whatever. Through our education committee and our education counsellor, we keep regular progress reports on the students and work with the counsellors at the institutions our students go to. If students are not fulfilling their obligations to attend school, we cut them off. We no longer fund them, because we have told them they are jeopardizing other potential students from accessing funding because the budget is so tight.

Chief Toulouse: I would like to add a point. I can't give you the statistics or tell you in terms of percentages, but it's probably greater than the national average. But I should qualify that. I think the greatest failure rate is with first-year university students coming out of high school. Probably the greatest success rate is with mature students. Again, I can't provide you with statistics at this point, but once they have undergone the first year, the success rate is very high with mature students.

Mr. Assinewai: I look after a lot of students, and there are statistics out there to show that mature students have one of the highest rates of success of students overall. The high school graduate of today is becoming more successful as well. That has a lot to do with local or native control. As I said, in the past you had to go off the reserve to apply for funding in an Indian Affairs office an urban community. That's who you were responsible to but they were not very responsible to

[Translation]

Mrs Duplessis: Mr. Anawak mentioned several times the drop-out rate. Is this rate high in your respective bands? I'm asking this question because in a former incarnation I used to be a teacher. Is the drug problem one of the reasons for the high school drop-out rate, as it is in other schools throughout the country?

Le chef Madahbee: Voulez-vous dire au secondaire ou au collégial?

Mme Duplessis: Au niveau secondaire et après.

Le chef Madahbee: Dans ma communauté, la drogue n'est pas un facteur au secondaire. Au niveau collégial, les drogues n'entrent pas en jeu, non plus. Le seul facteur qui puisse avoir une influence, et je n'ai pas de données précises à ce sujet, c'est la question de l'alcool... Les étudiants de niveau collégial aiment bien les partys. De ce fait, ils commencent à manquer les cours. C'est très fréquent chez ceux et celles qui vont au collège. J'ai fait la même chose quand j'y étais.

Mrs. Duplessis: Is the drop-out rate very high?

Le chef Madahbee: Dans ma communauté, depuis que nous avons repris la charge du programme, nous avons constaté une amélioration considérable dans les chiffres. Le taux d'abandon était phénoménal. À l'époque où le ministère des Affaires indiennes était responsable du programme, il était exceptionnel qu'un étudiant termine des études postsecondaires. C'était une chance que quelqu'un termine.

Maintenant c'est le contraire, le taux de réussite est excellent chez les étudiants qui poursuivent leurs études jusqu'à la fin. Nous suivons de très près ceux qui ne respectent pas les conditions du programme, que ce soit par absentéisme ou autre. Par l'entremise de notre comité d'éducation et de vos conseillers en éducation, nous recevons des rapports de suivis réguliers sur les étudiants et nous travaillons en relation étroite avec les conseillers dans les établissements qui accueillent nos étudiants. Si ceux-ci ne respectent pas leurs obligations et n'assistent pas aux cours, nous leur coupons les vivres. Nous ne leur donnons plus d'argent parce que nous estimons qu'ils empêchent d'autres étudiants potentiels de bénéficier des fonds... le budget étant terriblement restreint.

Le chef Toulouse: J'aimerais ajouter un mot. Je ne peux pas vous donner de chiffres ni de pourcentages, mais le niveau d'abandon est sans doute supérieur à la moyenne nationale. Il faut cependant que je précise. Je crois que le taux d'échec est particulièrement élevé parmi les étudiants en première année d'université qui viennent de terminer leurs études secondaires. Et c'est sans doute chez les étudiants adultes que le taux de réussite est le meilleur. Je le répète, je ne peux pas vous fournir de statistiques pour le moment, mais après la première année, le taux de réussite est très élevé parmi les étudiants plus âgés.

M. Assinewai: Je m'occupe d'un grand nombre d'étudiants et les chiffres montrent bien que les étudiants adultes ont l'un des taux de réussite les plus élevés. Les étudiants du secondaire d'aujourd'hui s'améliorent également. Cela est dû en grande partie au contrôle exercé localement, ou pour les autochtones. Comme je l'ai expliqué, auparavant, il fallait quitter la réserve pour soumettre une demande de financement dans un Bureau des affaires

[Texte]

[Traduction]

[Traduction]

[Texte]

Indian Affairs. But as local control has taken over post-secondary education, the responsibility is with the band. So if they're messing up, they're messing up their own First Nation band.

indiennes en ville. On était responsable devant eux, mais ils n'étaient pas très responsables à l'égard des affaires indiennes. Maintenant que l'éducation post secondaire est contrôlée localement, c'est la bande qui est responsable. Si les conditions ne sont pas respectées, c'est la bande des Premières nations qui est la première à en souffrir.

• 1905

We also found that the students are more responsible for each other. There are more support groups among the students that are coming from a particular band. It is not just the counsellor who is there. So the drop-out rate has definitely been on the decline.

Nous avons également constaté que les étudiants sont plus responsables les uns envers des autres. Il y a davantage de groupes de soutien chez les étudiants venant d'une même bande. Il n'y a pas que le conseiller. Le taux d'abandon a donc nettement diminué.

The amount of abuse in the system has gone down. Where we have taken over files administered by Indian Affairs, we could look at a particular student and... they were in college X for four years, but where was the counselling for that student? Why was that student allowed to go to college X for four years? When it's local control, that's not going to happen. We're not going to waste three years of funding on college X or entrance programs.

Le nombre d'abus a également diminué. Lorsque nous avons repris les dossiers administrés par les Affaires indiennes, nous pouvions suivre un étudiant particulier et... Il avait fréquenté tel ou tel collège pendant quatre ans, mais avait-il été conseillé? Pourquoi avait-on laissé cet étudiant aller dans ce collège pendant quatre ans? Avec le contrôle local, cela ne peut plus se produire. Nous n'allons pas gaspiller trois ans de fonds pour le collège en question ou dans des inscriptions à des programmes d'entrée.

So the students are becoming more responsible for themselves. As well, there are now "student informants". They're telling on each other. They understand that they are part of the problem if they don't say something. So that has been a definite thing. That's why the decrease is there. So are able to get on top of the situation before it gets out of hand, before the student is enrolled at a college or university for three or four months without attending. The only time they show up to the office is to pick up their monthly allowance.

Les étudiants deviennent donc plus responsables. De plus, il y a maintenant des «informateurs sur les étudiants». Ils se dénoncent mutuellement. Ils comprennent qu'ils doivent parler s'ils ne veulent pas être associés au problème. Cela aussi, ça été très important. C'est pour cela que nous constatons une diminution du taux d'échecs. Il est possible d'intervenir avant que la situation ne se détériore, avant que l'étudiant n'ait manqué trois ou quatre mois de cours au collège ou à l'université où il est inscrit. Sinon, il ne se montre au Bureau que pour venir chercher ses indemnités mensuelles.

So the students are becoming more responsible. You can see why more funds are required—the drop-out rate is declining.

Les étudiants deviennent donc plus responsables. Vous voyez pourquoi il faut davantage de fonds... Le taux d'abandon diminue.

Just so that we wouldn't turn away so many students, the band gave our particular unit the authority to go over budget by 5%. We went 5% over budget at the beginning of September. Right now we are still over budget by 3.8% or 3.9%, so we're still operating at a deficit level.

Pour éviter de refuser un trop grand nombre d'étudiants, la bande a permis à notre bureau de dépasser le budget de 5 p. 100. C'est ce que nous avons fait à partir du début septembre. Actuellement, nous dépassons encore le budget de 3,8 ou 3,9 p. 100, et nous sommes donc toujours en déficit.

The only way we'll get our money back is by students dropping out. It seems certain that we will not get any more funding, so the only way to get our funding back is for students to drop out. This is not a good way to be counselling students. When a student phones and says he is having trouble in class, you kind of smile to yourself and think, "Good, this one is going to drop out, we will get so many dollars back." We want to counsel these students and help them as best we can. There is a drop-out rate. We would be foolish to say that it is not being abused, but the abuse is not as great as it was before.

Ce n'est que si les étudiants abandonnent que nous pouvons récupérer nos fonds. Il semble certain que nous n'aurons pas de financement supplémentaire, et donc ce n'est que si les étudiants abandonnent que nous pourrions récupérer notre argent. C'est mauvais quand on doit conseiller des étudiants. Lorsqu'un étudiant téléphone pour dire qu'il a des difficultés en classe, on a tendance à sourire intérieurement en pensant: «Parfait, il va abandonner, nous allons récupérer tant de dollars». Nous voulons donner des conseils à ces étudiants pour les aider du mieux possible. Il y a un certain nombre d'abandons. Ce serait ridicule de dire qu'il n'existe aucun abus, mais il y en a certainement moins qu'auparavant.

[Text]

Mr. Nault: One of the things we're being told is that overall education spending is up 7%, but the number of students requesting funding rose by 45%. That's an interesting situation. Can you tell me what the percentage of increase in your unit is compared to last year, the increase in how many students wanted funding through the program?

Mr. Assinewai: I don't have the actual figures but it would be around a 30% increase in full-time students.

Mr. Nault: Does that include the ones who were not accepted?

Mr. Assinewai: No, last March we were able to access surplus dollars through Indian Affairs. We paid April's budget out of last year's dollars, which meant we didn't have to use this year's dollars until May. There are not many students who go to university during spring and summer—there is the odd college program during spring and summer—so we didn't have to use a lot of dollars then. We had about 233 students who applied last year and went full-time in September. This year we had about 263. We are still using the same dollar figure from last year. But again, we are able to use last year's dollars. If we are unable to access dollars to pay off our April budget this year again, then we are going to be in a deficit position by another \$250,000.

• 1910

Mr. Nault: There are individuals who were not given the opportunity to go to school this year. We had discussions in 1989 about the changes and the minister assured us that if there were a shortfall because of a much larger need in one particular area, some sort of consultation process and mechanism would be put in place. They would do everything within their power in order not to have those particular individuals left out and deferred to the next year.

I think you said 53 individuals were going to be deferred. Was there a mechanism or a process where you could call up the Ontario region and say, "Listen, you guys, I have 53 people here who are not going to go to school this year because of the shortfall? Is there any money available in a special slush fund, which all ministers like to carry with them in their little black bags, to give us so that we can have these 53 students go to school?" Did that take place?

Mr. Assinewai: Each First Nation provides data to DIAND. We provided our data last June. We let them know how much was required. We had a list of names we weren't going to be able to fund. If a student told us in the middle of July that he was not going to go, we took his funding and deferred it to somebody else.

Mr. Nault: Okay.

Mr. Assinewai: But we are still not getting any extra dollars.

[Translation]

M. Nault: On nous a dit que les dépenses globales d'éducation avaient augmenté de 7 p. 100, mais que le nombre d'étudiants demandant des crédits avait augmenté de 45 p. 100. C'est une situation intéressante. Pouvez-vous me dire quel est le pourcentage d'augmentation dans votre unité par rapport à l'année dernière, l'augmentation du nombre d'étudiants demandant à bénéficier des fonds du programme?

M. Assinewai: Je n'ai pas les chiffres exacts, mais l'augmentation du nombre d'étudiants à plein temps est de l'ordre de 30 p. 100.

M. Nault: Ce chiffre comprend-il ceux qui n'ont pas été acceptés?

M. Assinewai: Non, en mars dernier, nous avons réussi à obtenir des fonds supplémentaires par le biais du ministère des Affaires indiennes. Nous avons payé le budget du mois d'avril sur les fonds de l'année dernière, ce qui signifie que nous n'avons pas eu à utiliser ceux de cette année avant le mois de mai. Il n'y a pas beaucoup d'étudiants qui vont à l'université pendant le printemps et l'été—il y a quelques rares cours au collège au printemps et en été—et nous n'avons donc pas utilisé beaucoup d'argent à ce moment-là. Environ 233 étudiants ont soumis une demande l'année dernière et ont commencé à plein temps en septembre. Cette année nous en avons eu environ 263. Nous nous servons toujours des chiffres de l'année dernière. Mais, je le répète, nous avons pu utiliser les fonds de l'année dernière. Si nous ne trouvons pas d'argent pour payer notre budget du mois d'avril cette année également, nous accuserons encore un déficit de 250,000 dollars.

M. Nault: Certains n'ont pas eu la possibilité de suivre des cours cette année. En 1989, nous avons discuté des changements et le ministre nous a assuré que si les fonds étaient insuffisants, parce que le besoin était particulièrement important dans une région donnée, un mécanisme de consultation quelconque serait mis en place. Apparemment, tout devait être fait pour éviter que ces personnes ne soient refusées et obligées d'attendre l'année suivante.

Vous avez dit que 53 personnes allaient devoir attendre. Existe-t-il un mécanisme ou un processus quelconque qui vous permette de contacter les responsables de la région de l'Ontario pour leur dire: «Écoutez, j'ai 53 personnes qui ne pourront s'inscrire cette année parce qu'il n'y a pas assez d'argent. Y a-t-il de l'argent dans la petite caisse grise que tous les ministres aiment transporter dans leur petit sac noir, que vous pourriez nous donner pour que ces 53 étudiants aillent à l'école?» Cela s'est-il produit?

M. Assinewai: Chacune des Premières nations fournit des données au ministère. Nous avons remis les nôtres en juin dernier. Nous avons annoncé ce qu'il nous fallait. Nous avions établi une liste des noms de ceux que nous n'allions pas pouvoir financer. Si un étudiant nous disait à la mi-juillet qu'il n'allait finalement pas suivre les cours, nous utilisions la somme qui lui était attribuée pour quelqu'un d'autre.

M. Nault: Bien.

M. Assinewai: Mais nous n'avons toujours pas de fonds supplémentaires.

[Texte]

Chief Toulouse: Regarding whatever funding arrangement you are under, the Department of Indian Affairs and Northern Development basically encourages First Nations to get into these alternative funding arrangements. I think as an enticement, they do free up some surplus dollars. I know that in some instances they do come up with some surplus dollars. Certainly there is no magic formula behind these amounts. I think these amounts are negotiated. I know there is a certain amount given, but certainly it never addresses the need.

Mr. Nault: The last and I think maybe one of the most important aspects of this whole change is the budget breakdown for the different components. In my particular region in northern Ontario, the travel component should be much higher than a travel component in southern Ontario, for example. In northern Ontario you have to travel a great distance to go to university and then you have to return home for Christmas, etc. That is part of your budget. Have there been improvements, or flexibility, in the individual regions since the changes in 1989? Have they built in the geographic differences of the particular bands and the regions they live in?

Mr. Assinewai: Since 1989, as I said before, all the applications have been put on a computer system. You put all the information, all the budget requirements you need, on the computer system: travel, books and supplies, allowances, high rent allowances, regular allowances. It was all recorded and all sent back. Last year, if you could prove you needed more funds, you got it. This year you didn't get it. Last year, if you needed so many dollars in travel and this year it was increased, you got the increase.

• 1915

Speaking of travel, the department put incentive grants in there also. You were allowed to give people incentives for completing level one or level two, but you weren't given any extra dollars for these incentive grants. They were just coming out of your budget. Basically, you were able to give 5% of your student population incentives to complete. You were allowed to use, say, \$3,500 for a student who completed year one of university. You were allowed to give so many incentive grants, but that wasn't new moneys; it was all old dollars.

Last year we put that in our budgets and were able to access the dollars required. This year a lot of students were inquiring about the incentive grants, so I sent out a letter to all our students asking what they would do. We weren't going to receive any increases and we had a large increase in student population, so I asked if they would agree to giving out incentive grants to other students. Of the letters I received back, 90% said no—to use all the money for tuition, books, supplies and allowances.

[Traduction]

Le chef Toulouse: Pour ce qui est des dispositions de financement, le ministère des Affaires indiennes et du Nord encourage en fait les Premières nations à signer ces accords de mode optionnel de financement. Pour les y inciter, le ministère débloque certains fonds supplémentaires. Je sais que, dans certains cas, on trouve des fonds supplémentaires. Il est certain qu'aucune formule magique ne se cache derrière ces sommes. Je pense qu'elles sont négociées. Je sais que l'on octroie un certain montant, mais il ne satisfait jamais aux besoins.

M. Nault: Le dernier élément, et peut-être le plus important, de ce changement est la ventilation budgétaire des différentes composantes. Dans ma région, dans le nord de l'Ontario, la composante voyage devrait être beaucoup plus élevée que dans le sud de la province, par exemple. Dans le Nord, il faut parcourir de grandes distances pour aller à l'université et ensuite, rentrer chez soi pour Noël, etc. Cela fait partie du budget. Y a-t-il eu des améliorations à ce titre, ou le système s'est-il assoupli, dans les différentes régions depuis les changements de 1989? A-t-on tenu compte des différences géographiques entre les bandes et les régions où elles habitent?

M. Assinewai: Depuis 1989, comme je l'ai dit tout à l'heure, toutes les demandes ont été mises sur ordinateur. Tous les renseignements, toutes les demandes budgétaires, sont mis sur ordinateur: les voyages, les livres et fournitures, les indemnités, les allocations de loyer élevé, les allocations régulières. Tout cela a été enregistré et renvoyé. L'année dernière, si l'on pouvait prouver qu'on avait besoin de fonds supplémentaires, on les obtenait. Cette année, on ne les a pas obtenus. L'année dernière, s'il fallait tant pour le voyage et que l'année suivante, il y avait une augmentation, on obtenait l'augmentation.

À propos de voyages, le ministère a également prévu des subventions d'encouragement. Nous avons le droit de remettre une subvention supplémentaire d'encouragement à ceux qui avaient terminé le niveau 1 ou le niveau 2, mais aucun fonds supplémentaire ne nous était donné pour cela. Nous devons les prendre sur notre budget. Finalement, nous pouvions donner des subventions d'encouragement à environ 5 p. 100 de nos étudiants pour les inciter à terminer leur cours. On avait le droit d'utiliser, disons, 3,500 dollars pour un étudiant ayant terminé sa première année d'université. On pouvait donner tant de subventions d'encouragement, mais ce n'était pas de nouveaux fonds, il fallait utiliser l'argent qui était déjà là.

L'année dernière, nous avons intégré cela à nos budgets et nous avons réussi à obtenir les sommes demandées. Cette année, beaucoup d'étudiants se sont renseignés sur les subventions d'encouragement et je leur ai donc envoyé une lettre à tous en leur demandant ce qu'ils allaient faire. Nous n'allions recevoir aucune augmentation et le nombre d'étudiants avait considérablement augmenté, de sorte que je leur ai demandé s'ils accepteraient que l'on verse des subventions d'encouragement à d'autres étudiants. Quatre-vingt-dix pour cent des réponses ont été négatives: il fallait utiliser tout l'argent disponible pour les frais de scolarité, les manuels, les fournitures et les allocations.

[Text]

Mr. Nault: I guess we could talk about the different components, but I hope that when we get a chance to get back to you in a more formal way, by letter or something like that, we could break it down. One of the areas of concern during the 1989 discussion was the fact that a lot of single parents were going to school, or parents with young children, and the day care aspect of it was not being met as far as the amount of money given by the department. Because that was such a large component of the First Nations people who were going to school, because they were going to school late in life—later than what is normal in the other parts of the population—there was a large need for that. Has that improved? Has that increased?

You punch it into your computer and say that this young lady is going to school; she's 25 years old and has two kids, and you're going to have to have this many dollars extra for day care in order for her to participate in this post-secondary education endeavour. Has that changed, or are you still basically jumping through hoops to try to find that extra money within the budget to make sure those parents who want to go school but have young children are able to do so? I'm interested because that was one of the big issues we dealt with in the review.

Mr. Assinewai: Under the new policy there's no child care. A single parent with one dependent gets \$1,045 monthly allowance. That's regardless of where they live, regardless of any kind of situation. Maybe they're unable to get subsidized day care, so they have to come up with the extra dollars. It is regardless of rent. They have to take all this into consideration. They're spending the money as wisely as they can because that's all they are going to get—in our unit, anyway. Maybe other First Nation bands have been able to access more dollars under AFA, but that's what they get in our unit.

Chief Madahbee: I wanted to comment about our band in relation to your question. When we get into a situation like that, where there is a single parent with children and we have to determine who is going to get funded, naturally we'll give priority to the high school graduate or a continuing student. A lot of times that high-cost mature student just doesn't get funded because of the limited resources. It's a choice. Do you spend the money on your continuing and your graduating students, or do you spend it on the mature student? If we don't have the money, the mature student doesn't get it.

Chief Toulouse: Really, economics is starting to determine even the quality of education. We discourage students from attending school in Toronto because of the high cost of living within the city. We have to look at alternative institutions that offer similar programs.

[Translation]

M. Nault: Nous pourrions parler des différentes composantes, mais j'espère que lorsque nous pourrions reprendre contact avec vous d'une façon plus officielle, par voie de courrier, par exemple, nous pourrions étudier la ventilation. Au cours des discussions de 1989, il est apparu que de nombreux parents célibataires ou en couple avec de jeunes enfants allaient suivre des cours et qu'ils avaient des problèmes de garderie, car le ministère ne prévoyait rien dans ce domaine. Étant donné qu'un très grand nombre de membres des Premières nations allaient à l'école, à un âge plus avancé que dans les autres segments de la population, il y avait de très grands besoins à cet égard. La situation s'est-elle améliorée? Y a-t-il eu une augmentation?

Vous entrez tout ça dans votre ordinateur: une jeune femme de 25 ans suit des cours, elle a deux enfants, et il lui faut tant de dollars supplémentaires pour la garderie afin qu'elle puisse continuer ses études postsecondaires. Les choses ont-elles changées ou continuez-vous à vous battre de la même façon pour trouver ces sommes supplémentaires dans votre budget afin de permettre aux parents de jeunes enfants de suivre des études? Ce sujet m'intéresse parce que c'est l'une des principales questions que nous nous sommes posées au cours de l'examen.

M. Assinewai: La nouvelle politique ne prévoit rien pour la garde des enfants. Un parent célibataire ayant une personne à charge touche une allocation mensuelle de 1,045\$. Cette somme est la même où que la personne habite et quelle que soit sa situation. Il n'est pas toujours possible de trouver des places subventionnées en garderie et il faut alors trouver les fonds supplémentaires. On ne tient pas compte non plus du loyer. Tout ceci doit être pris en considération. Ces personnes doivent dépenser leur argent aussi judicieusement que possible parce que c'est tout ce qu'elles vont avoir—dans notre unité, en tout cas. Peut-être que d'autres bandes des Premières nations ont réussi à obtenir plus d'argent dans le cadre d'accords de MOF, mais c'est tout ce que l'on donne dans notre unité.

Le chef Madahbee: Je voulais faire un commentaire au sujet de notre bande à ce propos. Dans ce genre de cas, lorsqu'il s'agit d'un parent seul avec des enfants et que nous devons faire une sélection pour attribuer les fonds, nous accordons la priorité aux diplômés de l'école secondaire ou à un étudiant de l'éducation permanente. Très souvent, ces étudiants plus âgés, et dont les coûts sont plus élevés, n'obtiennent pas de financement, étant donné le manque de ressources. C'est un choix. L'argent doit-il aller aux étudiants diplômés et à ceux qui de l'éducation permanente ou aux étudiants plus âgés? Si l'on a pas suffisamment d'argent, les étudiants plus âgés n'en obtiennent pas.

Le chef Toulouse: En fait, même la qualité de l'éducation commence à dépendre de considérations économiques. Nous déconseillons aux étudiants d'aller faire des études à Toronto parce que le coût de la vie y est trop élevé. Il faut chercher d'autres établissements proposant des programmes analogues.

[Texte]

• 1920

Mr. Nault: I would like to say to the three members before us that I appreciate the long period of time they waited and the excitement they had by watching us.

From what you said, I think we have a lot of work ahead of us to try to find out just what has happened between the beginning of the new program, the review we did as a Standing Committee not too many moons ago and where we are today. I appreciate the opportunity to ask these kinds of questions, to get some detail of just what kind of process we're going to have to undertake here in the next month or two.

Mr. Anawak: I'm sorry my colleague Madam Duplessis left.

An hon. member: She makes you mad.

The Chairman: She had another meeting to go to.

Mr. Anawak: Yes, but if she wants to learn about aboriginal issues, then she should stay here.

The Chairman: She will read the minutes.

Mr. Anawak: She could have learned that when she asks a question—which I thought was a rather inane question—on the success rate, we have to realize that the success rate has climbed. When control was handed over to the communities, to the people involved, rather than being controlled by Indian Affairs or whomever—in our case, territorial government. . . I think we've always asked for control so that we would have a better success rate at our level.

What I would have told her is that last year in the Kewatin region, in seven communities with a total of about 5,500 people, of between 50 and 100 students, there was one grade 12 graduate. When I say high drop-out rate, it's an awfully high drop-out rate.

I just make the point, not in terms of a question but in terms of a statement, that the success rate has gone up since we've had some semblance of control. The question is whether, as we get more control over education and higher and higher rates of success, the amount of money flowing into education is going to climb accordingly as well as the usual increment because of the inflation rate, cost of living, whatever. I think that is going to be the problem we will encounter in the future, maybe not so much for us because we have territorial government, but for the Indian bands. As we get more and more control and a higher success rate of grade 12 students going on to post-secondary, the amount of money needed is going to be higher and higher.

I wanted to say just one thing more—and again I am sorry my colleague is not here—about the failure rate in the past. We are taught that Christopher Columbus discovered America, Henry Hudson discovered the Hudson Bay, Martin Frobisher discovered Frobisher Bay. First of all, Christopher Columbus took a wrong turn and ended up on the wrong side of the ocean. Henry Hudson couldn't depend on the food that was already there and depended on the canned food he

[Traduction]

M. Nault: Je voudrais dire aux trois membres du comité qui se trouvent devant nous que je les remercie d'avoir attendu aussi longtemps et d'avoir été aussi passionnés par notre discussion.

D'après ce que vous venez de dire, nous avons encore beaucoup à faire pour essayer de savoir exactement ce qui s'est passé entre le lancement du nouveau programme, l'examen effectué par notre comité permanent—il n'y a pas tant de lunes que cela—et la situation actuelle. Je suis heureux d'avoir la possibilité de poser ce genre de questions et d'obtenir des précisions sur l'exercice que nous allons devoir entreprendre au cours des deux prochains mois.

M. Anawak: Je regrette que ma collègue, M^{me} Duplessis, soit partie.

Une voix: Elle vous rend fou.

Le président: Elle devait aller à une autre réunion.

M. Anawak: Oui, mais si elle veut apprendre à connaître les problèmes autochtones, elle devrait rester ici.

Le président: Elle lira le procès verbal.

M. Anawak: Elle aurait pu apprendre en réponse à sa question plutôt inepte, si on veut, au sujet du taux de réussite, que celui-ci a beaucoup augmenté. Lorsque le contrôle a commencé à être exercé par les bandes, par les personnes concernées, et non plus par les Affaires indiennes ou quelqu'un d'autre—dans notre cas, le gouvernement territorial. . . Nous avons toujours demandé à pouvoir exercer le contrôle de façon à avoir un meilleur taux de réussite à notre niveau.

J'aurais pu lui dire que, l'année dernière, dans la région de Kewatin, dans sept communautés comptant en tout et pour tout environ 5,500 personnes, et de 50 à 100 étudiants, il y avait un diplômé de 12^e année. Quand je parle de taux d'abandon élevé, voilà ce que je veux dire!

Je tiens à signaler, ce n'est pas une question mais une déclaration, que le taux de succès a augmenté depuis que nous avons un semblant de contrôle. Reste à savoir si, au fur et à mesure que nous contrôlerons davantage l'éducation et que le taux de réussite continuera d'augmenter, les sommes consacrées à l'éducation croîtront parallèlement, de même que les augmentations habituelles à cause du taux d'inflation, du coût de la vie et de tout le reste. C'est à ce problème-là que nous allons nous heurter à l'avenir, peut-être moins dans notre cas, parce que nous avons le gouvernement territorial, mais certainement dans le cas des bandes indiennes. Au fur et à mesure que nous exercerons un plus grand contrôle et que le nombre d'étudiants de 12^e année poursuivant leurs études au niveau postsecondaire augmentera, les sommes nécessaires seront de plus en plus importantes.

Je voulais ajouter un mot—et je regrette encore une fois que ma collègue ne soit pas là—au sujet du taux d'échec passé. On nous a appris que Christophe Colomb avait découvert l'Amérique, qu'Henry Hudson avait découvert la Baie d'Hudson, Martin Frobisher la Baie Frobisher. Premièrement, Christophe Colomb n'a pas pris le bon cap et il s'est retrouvé du mauvais côté de l'Océan. Henry Hudson n'a pas su exploiter les aliments indigènes et a du consommer

[Text]

had, which caused scurvy. Martin Frobisher took some fool's gold home and thought it was gold. Those are the heros we're taught about, and you wonder why we were not taught about Inuit or Indian heros. That contributed to the failure rate, because we never saw ourselves as a proud group of people. We should have been taught that right from the beginning in the schools. Thank you.

• 1925

The Chairman: Thank you. I wanted to refer to some comments made earlier, first of all, with respect to budgets and the numbers of people accessing the budgets.

Some figures our researcher put together for us I thought you might find intriguing. We've kicked around figures quite a bit today. I'm going to leave with some questions, and you might leave with some questions.

If I could go back to the year 1981-82, the expenditures in this area were \$25.1 million. Four years later they doubled to \$52.9 million. Three years later they doubled to \$109 million. Some three years later they again doubled—well, just about doubled, not quite—to \$182 million, which is an estimate. The number of students assisting in 1981-82 was 5,467. That figure doubled somewhere between the third and the fourth year after that, and then five years thereafter it doubled again.

So if the doubling means anything, the budget seems to be doubling more often than the number of students accessing the program. But that may not mean anything, I don't know. I just thought I would bring that to your attention.

Mr. Redway: Mr. Chairman, I'm sorry, you may not be through, but perhaps I might raise a question or two here very briefly.

You may not have this information; perhaps you'll have to obtain it. But I would appreciate knowing the dollar amounts your bands or organizations received in 1990-91 for post-secondary school education, and also what they received in 1991-92. I'd also like to know the number of students for whom you applied for assistance in both those fiscal years, and also the actual number of students accommodated with assistance under the program in each of those years.

I suspect you wouldn't have that information with you. But if you could obtain it, I think it would be helpful in the discussions before this committee with respect to the appearance of the minister. If we could get a handle on that, bearing in mind your reference to cutbacks and funding not being increased, I'd like to have that so we would have some specific cases to put before the minister.

The Chairman: Thank you, Alan.

My concluding statement concerns comments I heard here today that you weren't getting any more funding. I heard someone say that the funding increase would be only 4%. Then I heard someone say words to the effect that the annual increase would be about 7%. So I'm somewhat confused about these figures, but hopefully our researcher can bring me back on track.

[Translation]

des conserves qui lui ont donné le scorbut. Martin Frobisher a rapporté du faux or en pensant qu'il était vrai. Voilà les héros qu'on nous présente, et vous vous demandez pourquoi on ne nous a pas parlé des héros Inuit ou Indiens. Ceci a contribué au taux d'échec, parce que nous ne nous sommes jamais vu comme un peuple fier. On aurait dû nous apprendre cela dans les écoles dès le début. Je vous remercie.

Le président: Merci. Je voulais revenir à certains commentaires formulés tout à l'heure, tout d'abord au sujet des budgets et du nombre de personnes y ayant accès.

Notre chargé de recherche a préparé certains chiffres pour nous et j'ai pensé qu'ils vous surprendraient peut-être. Nous avons beaucoup parlé de chiffres aujourd'hui. Je partirais avec certaines questions en tête, et peut-être que vous aussi.

Je voudrais revenir à l'année 1981-1982 où les dépenses dans ce domaine étaient de 25,1 millions de dollars. Quatre ans plus tard, le chiffre avait doublé pour passer à 52,9 millions de dollars. Trois ans plus tard, la somme avait à nouveau doublé, pour atteindre 109 millions. Environ trois ans plus tard, le chiffre avait à nouveau doublé—enfin, presque, pas tout à fait—et se montait à 182 millions de dollars, ce qui est une estimation.

Le nombre d'étudiants inscrits en 1981-1982 était de 5,467. Ce chiffre a doublé à un moment donné entre la troisième et la quatrième année après cela, puis il a de nouveau doublé cinq ans plus tard. Si l'on se base sur ces chiffres, le budget semble doubler plus souvent que le nombre d'étudiants bénéficiant du programme. Mais cela peut ne rien vouloir dire, je ne sais pas. Je voulais simplement attirer votre attention sur ce point.

M. Redway: Monsieur le président, excusez-moi, vous n'avez peut-être pas terminé, mais je voudrais soulever rapidement une ou deux questions.

Je ne suis pas sûr que vous ayez ces renseignements et vous devrez peut-être vous les procurer. J'aimerais savoir quelles sommes vos bandes ou vos organisations ont reçues en 1990-1991, au titre de l'enseignement postsecondaire et aussi ce qu'elles ont reçu en 1991-1992. J'aimerais également savoir pour combien d'étudiants vous avez demandé de l'aide au cours de ces deux années financières, et quel est le nombre réel d'étudiants bénéficiant de l'aide du programme au cours de chacune de ces années.

J'imagine que vous n'avez pas ces chiffres sous la main. Mais si vous pouviez les obtenir, ils nous aideraient beaucoup dans nos discussions et lors de la comparation du ministre. Si nous pouvions avoir ces données, compte tenu de ce que vous avez dit à propos des coupures et du fait que les fonds n'ont pas été augmentés, cela nous permettrait de soumettre au ministre des éléments précis.

Le président: Merci, Alan.

En conclusion, je vous ai entendu dire tout à l'heure que vous ne receviez plus de fonds. J'ai entendu quelqu'un dire que l'augmentation ne serait que de 4 p. 100. Ensuite, quelqu'un d'autre a parlé d'une augmentation annuelle de l'ordre de 7 p. 100. Tous ces chiffres se mêlent un peu dans mon esprit et j'espère que notre chargé de recherche pourra m'aider à m'y retrouver.

[Texte]

So again, thank you very much for coming. We are glad to see you and hope to see you again in the future.

The meeting is adjourned.

[Traduction]

Encore une fois, merci beaucoup d'être venus. Nous sommes heureux de vous avoir accueillis et nous espérons vous revoir prochainement.

La séance est levée.

[760]

[noncatalé]

[Traduction]

[805]

we're taught about it and you wonder why we don't talk about it or teach it more. That could be a good idea. We should have been taught that right from the beginning in the school. Thank you.

* 1925

The Chairman: Thank you. I wanted to refer to some comments made earlier, first of all with respect to budgets and the number of people accessing the program.

Some recent bar researcher put together for us I thought you might find helpful. We've looked around figures quite a bit today. I'm going to leave with some questions, and you might leave with some questions.

If I could go back to the year 1981-82, the expenditures in the area were \$25.7 million. Four years later they doubled to \$52.9 million. Three years later they doubled to \$109 million. Some three years later they again doubled—well just about doubled, not quite—to \$182 million, which is an estimate. The number of students assisting in 1981-82 was 5,467. That figure doubled somewhere between the third and the fourth year after that, and then five years thereafter it doubled again.

So if the doubling means anything, the budget seems to be doubling more often than the number of students accessing the program. But that may not mean anything, I don't know, I just thought I would bring that to your attention.

Mr. Redway: Mr. Chairman, I'm sorry, you may not be through, but perhaps I might raise a question or two here very briefly.

You may not have this information perhaps you'll have to obtain it. But I would appreciate knowing the dollar amount your boards or organizations received in 1991-92 for post-secondary school education, and also what they received in 1991-92. I'd also like to know the number of students for whom you applied for assistance in both those fiscal years, and also the actual number of students accommodated with assistance under the program in each of those years.

I expect you wouldn't have that information with you. But if you could obtain it, I think it would be helpful in the discussions before this committee with respect to the appearance of the minister. If we could get a handle on that, bearing in mind your reference to education and funding not being increased, I'd like to have that so we would have some special cases to put before the minister.

The Chairman: Thank you, Alan.

My concluding statement concerns comments I heard here today that you weren't getting any more funding. I heard somewhere we had the funding increase would be only 4%. Then I read somewhere my words in the effect that the annual increase was 25 or 26 or 27%. So I'm somewhat confused about these figures. I'd hopefully our researcher can bring me back on track.

a rapporté du fait que nous n'avons pas demandé pourquoi on ne nous a pas parlé des budgets tout ça. Là ça a contribué au taux d'échec, parce que nous ne nous sommes jamais vu comme un peuple fier. On aurait dû nous apprendre cela dans les écoles dès le début. Je vous remercie.

Le président: Merci. Je voulais revenir à certains commentaires formulés tout à l'heure, tout d'abord au sujet des budgets et du nombre de personnes y ayant accès.

Notre chargé de recherche a préparé certains chiffres pour nous et j'ai pensé qu'ils vous surprendraient peut-être. Nous avons beaucoup parlé de chiffres aujourd'hui. Je partirais avec certaines questions en tête, et peut-être que vous aussi.

Je voudrais revenir à l'année 1981-1982 où les dépenses dans ce domaine étaient de 25,7 millions de dollars. Quatre ans plus tard, le chiffre avait doublé pour passer à 52,9 millions de dollars. Trois ans plus tard, la somme avait à nouveau doublé, pour atteindre 109 millions. Environ trois ans plus tard, le chiffre avait à nouveau doublé—enfin, presque, peu près à fait—et se montait à 182 millions de dollars, ce qui est une estimation.

Le nombre d'étudiants inscrits en 1981-1982 était de 5,467. Ce chiffre a doublé à un moment donné entre la troisième et la quatrième année après cela, puis il a de nouveau doublé cinq ans plus tard. Si l'on se base sur ces chiffres, le budget semble doubler plus souvent que le nombre d'étudiants bénéficiant du programme. Mais cela peut ne rien vouloir dire, je ne sais pas. Je voulais simplement attirer votre attention sur ce point.

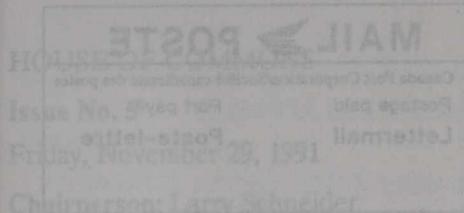
M. Redway: Monsieur le président, excusez-moi, vous n'avez peut-être pas terminé, mais je voudrais soulever rapidement une ou deux questions.

Je ne suis pas sûr que vous ayez ces renseignements et vous devriez peut-être vous les procurer. J'aimerais savoir quelles sommes vos boards ou vos organisations ont reçues en 1991-1992, au titre de l'enseignement postsecondaire et aussi ce qu'elles ont reçu en 1991-1992. J'aimerais également savoir pour combien d'étudiants vous avez demandé de l'aide au cours de ces deux années financières, et quel est le nombre réel d'étudiants bénéficiant de l'aide du programme au cours de chacune de ces années.

J'imagine que vous n'avez pas ces chiffres sous la main. Mais si vous pouvez les obtenir, ils nous aideraient beaucoup dans nos discussions et lors de la comparution du ministre. Si nous pouvions avoir ces données, compte tenu de ce que vous avez dit à propos des coupures et du fait que les fonds n'ont pas été augmentés, cela nous permettrait de soumettre au ministre des éléments précis.

Le président: Merci, Alan.

En conclusion, je vous ai entendu dire tout à l'heure que vous ne receviez plus de fonds. J'ai demandé quelqu'un dire que l'augmentation ne serait que de 4 p. 100. Ensuite, quelqu'un d'autre a parlé d'une augmentation annuelle de l'ordre de 25 p. 100. Tous ces chiffres se mélangent un peu dans mon esprit et j'espère que notre chargé de recherche pourra m'aider à m'y retrouver.



CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 5

Le vendredi 29 novembre 1991

Président: Larry Schneider

Canada Post Corporation / Canada Post - Publishing
 48 Sackville Street, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0S9

Minutes of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du comité permanent des

Aboriginal Affairs

Affaires autochtones

RESPECTING:

Revisiting the First Report on Post-Secondary Assistance Program of the Department of Indian Affairs and Northern Development—June 1991

CONCERNANT:

La réévaluation du premier rapport sur le Programme d'aide aux étudiants au niveau postsecondaire du Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien—juin 1991

APPEARING:

Honourable Thomas E. Siddons
 Minister of Indian and Northern Affairs

COMPARAÎT:

Honorable Thomas E. Siddons
 Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

WITNESS:

- Chief Gordon Antoine, Chemainus Native College (See back cover)
- Ray Harris, President, Okanagan Band
- Chief Albert Saddleman, Okanagan Band
- De l'Ontario: Chief Patrick Mashpee, Sucker Creek
- De la Saskatchewan: Chief Nelson Tontoue, First Nation
- De la Shabog Anishnabek Post Secondary Councilor Unit (SAPSOU)
- Councillor Marvin Assinowat

WITNESSES:

- Chief Gordon Antoine, Chemainus Native College (voir l'annexe)
- Ray Harris, President, Okanagan Band
- Chief Albert Saddleman, Okanagan Band
- From Ontario: Chief Patrick Mashpee, Sucker Creek
- From the Sashog First Nation: Chief Nelson Tontoue
- From the Shabog Anishnabek Post Secondary Councilor Unit (SAPSOU): Councillor Marvin Assinowat

Third Session of the Thirty-fourth Parliament, 1991

Troisième session de la trentième-quatrième législature, 1991

Available from Canada Communication Group - Publishing
 Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Available from Canada Communication Group - Publishing
 Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

*If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communications Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9*

WITNESSES

From British Columbia:

From Coldwater Band, Merritt, B.C.:

Chief Gordon Antoine.

From the Chemainus Native College:

Ray Harris, President.

From the Okanagan Band:

Chief Albert Saddleman.

From Ontario:

From Ojibway of Sucker Creek:

Chief Patrick Madahbee.

From the Sagamok First Nation:

Chief Nelson Toulouse.

From the Sudbury Anishikabek Post Secondary Counsellor Unit (SAPSCU):

Councillor Marvin Assinewai.

TÉMOINS

De la Colombie-Britannique:

De la Coldwater Band, Merritt:

Chef Gordon Antoine.

Du Chemainus Native College:

Ray Harris, président.

De l'Okanagan Band:

Chef Albert Saddleman.

De l'Ontario:

Des Ojibway de Sucker Creek:

Chef Patrick Madahbee.

De la Sagamok First Nation:

Chef Nelson Toulouse.

De la Sudbury Anishikabek, Post Secondary Counsellor Unit (SAPSCU):

Conseiller Marvin Assinewai.

Issue No. 5

Fascicule n° 5

Friday, November 29, 1991

Le vendredi 29 novembre 1991

Chairperson: Larry Schneider

Président: Larry Schneider

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du comité permanent des

Aboriginal Affairs

Affaires autochtones

RESPECTING:

CONCERNANT:

Revisiting the First Report on Post-Secondary Assistance Program of the Department of Indian Affairs and Northern Development—June 1989

La réévaluation du premier rapport sur le Programme d'aide aux étudiants du niveau postsecondaire du Ministère des Affaires indiennes et du nord canadien—juin 1989

APPEARING:

COMPARAÎT:

Honourable Thomas E. Siddon,
Minister of Indian and Northern Affairs Canada

L'honorable Thomas E. Siddon,
Ministre des Affaires indiennes et du Nord Canada

WITNESS:

TÉMOIN:

(See back cover)

(Voir à l'endos)

Third Session of the Thirty-fourth Parliament,
1991

Troisième session de la trente-quatrième législature,
1991

STANDING COMMITTEE ON ABORIGINAL AFFAIRS

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES AUTOCHTONES

Chairperson: Larry Schneider
Vice-Chairman: Jack Anawak

Président: Larry Schneider
Vice-président: Jack Anawak

Members

Membres

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Alan Redway
Ross Reid
Robert E. Skelly
Marcel R. Tremblay—(10)

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Alan Redway
Ross Reid
Robert E. Skelly
Marcel R. Tremblay—(10)

(Quorum 5)

(Quorum 5)

Martine Bresson
Clerk of the Committee

La greffière du Comité
Martine Bresson

COMPARAÎT

APPPEARING

L'honorable Thomas E. Siddon,
Ministre des Affaires indiennes et du Nord
Canadien
Chief Gordon Antoine,
From the Chippewas Native College
Ray Harris, President,
From the Chippewas Band
Chief Albert Saddleman,
From Ontario
Chief Patrick MacIsaac,
From the Saginaw First Nation
Chief Nelson Taitjona,
From the Sault Ste. Marie First Secondary Counselor Unit
(SFPSCU)
Counselor Marvin Anawak

Honourable Thomas E. Siddon,
Minister of Indian and Northern Affairs
Chief Gordon Antoine,
From the Chippewas Native College
Ray Harris, President,
From the Chippewas Band
Chief Albert Saddleman,
From Ontario
Chief Patrick MacIsaac,
From the Saginaw First Nation
Chief Nelson Taitjona,
From the Sault Ste. Marie First Secondary Counselor Unit
(SFPSCU)
Counselor Marvin Anawak

Third Session of the Thirty-fourth Parliament,
1991

Third Session of the Thirty-fourth Parliament,
1991

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

PROCÈS-VERBAL

LE VENDREDI 29 NOVEMBRE 1991

(9)

[Texte]

Le Comité permanent des affaires autochtones se réunit aujourd'hui, à 8 h 40, dans la pièce 237-C, Édifice du Centre, sous la présidence de Larry Schneider (*président*).

Membres du Comité présents: Jack Anawak, Suzanne Duplessis, Robert Nault, Ross Reid, Larry Schneider.

Membre suppléant présent: Chris Axworthy pour Robert Skelly.

Autre députée présente: Ethel Blondin.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Elaine Gardner O'Toole, attachée de recherche.

Compareît: L'honorable Thomas E. Siddon, ministre des Affaires indiennes et du Nord Canada.

Témoin: Du ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada: Harvey McCue, directeur général, Direction de l'éducation.

Le Comité continue l'étude de la réévaluation du premier rapport sur le programme d'aide aux étudiants du niveau postsecondaire du Ministère des Affaires indiennes et du nord canadien—juin 1989. (*Voir Procès-verbal du mercredi 27 novembre 1991—fascicule n° 4*).

Le ministre fait une déclaration et avec le témoin, répond aux questions.

À 10 h 35, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Martine Bresson

MINUTES OF PROCEEDINGS

FRIDAY, NOVEMBER 29, 1991

(9)

[Translation]

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met at 8:40 o'clock a.m. this day, in room 237-C, Centre Block, the Chairman, Larry Schneider, presiding.

Members of the Committee present: Jack Anawak, Suzanne Duplessis, Robert Nault, Ross Reid, Larry Schneider.

Acting Member present: Chris Axworthy for Robert Skelly.

Other Member present: Ethel Blondin.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Elaine Gardner-O'Toole, Research Officer.

Appearing: The Honourable Thomas E. Siddon, Minister of Indian Affairs and Northern Development.

Witness: From Indian Affairs and Northern Development Canada: Harvey McCue, Director General, Education Branch.

In accordance with its mandate under Standing Order 108(2), the Committee resumed its reevaluation of the First Report on Post-Secondary Assistance Program of the Department of Indian Affairs and Northern Development—June 1989. (*See Minutes of Proceedings, Wednesday, November 27, 1991, Issue No. 4*).

The minister made a statement and, with the witness, answered questions.

At 10:35 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Martine Bresson

Clerk of the Committee

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Friday, November 29, 1991

• 0842

The Chairman: I would like this meeting to begin.

I take this opportunity to welcome the minister here on a Friday morning and I welcome committee members, too. There are several people with timetables that must be adhered to this morning, not the least of which is mine, but we won't worry about that until about 11 a.m. Hopefully, this meeting will be over before that.

I take this opportunity to welcome special guests who are at this meeting this morning. We hope that a little bit of knowledge is gained and gathered and taken away from this meeting by all of us.

With those introductory remarks, which are absolutely necessary so that quiet comes to the room—I see I've been successful, Mr. Minister—I will turn the meeting over to you for your introductory remarks.

L'honorable Thomas E. Siddon (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Merci, monsieur le président.

Good morning, mes amis, mes collègues.

I am happy to appear once again before the Standing Committee on Aboriginal Affairs to deal with a very important subject. It is certainly important to me, from my perspective as minister, but is especially important to aboriginal students as they contemplate their future careers.

I am joined at the witness table by Mr. Fred Drummie, the Associate Deputy Minister in the Department of Indian Affairs and Northern Development, and Mr. Harvey McCue, the Director General of the education programs within the department. Also with me is Mr. Bill Van Iterson, the Acting Assistant Deputy Minister for the Indian services program, which encompasses the post-secondary education program.

• 0845

Mr. Chairman, in view of the importance of this subject and the fact that the standing committee in an earlier forum in 1989 submitted a very comprehensive report containing nine recommendations, I would like to present an opening statement, which will take me about twenty minutes. It will detail the government's progress on this important subject area since the parliamentary committee submitted that report to the government in 1979.

I want to give an indication of where we're at today with the post-secondary program and in particular to anticipate some of your questions with respect to funding and the adequacy of that funding level or otherwise, where we've come from since the earliest days of the post-secondary support program within the department, and where the post-secondary education is leading aboriginal communities and leadership with respect to the empowerment of young aboriginal peoples living in a modern-day Canadian society.

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le vendredi 29 novembre 1991

Le président: À l'ordre, s'il-vous-plaît.

Je me réjouis de cette occasion d'accueillir le ministre et je le remercie d'être venu un vendredi matin. Bienvenue aux membres du comité. Il y a un certain nombre de personnes qui ont des horaires à respecter ce matin, et j'en suis une, mais nous ne nous préoccupons de cela que vers 11 heures. Nous pouvons d'ailleurs espérer que nous en aurons alors fini.

Je profite également de l'occasion pour souhaiter la bienvenue à quelques invités spéciaux. Nous espérons que nous pourrions tous retirer quelques informations de cette réunion.

Autant pour ces quelques remarques qui s'imposaient pour obtenir le silence—et je vois que j'ai réussi, monsieur le ministre—je vous donne maintenant la parole afin que vous puissiez faire votre déclaration liminaire.

The Honorable Thomas E. Siddon (minister of Indian Affairs and Northern Development): Thank you, Mr. Chairman.

Bonjour, my friends and my colleagues.

Je suis heureux de comparaître à nouveau devant le comité permanent des Affaires autochtones pour traiter d'une question très importante. C'est certainement important pour moi, en ma qualité de ministre, mais c'est surtout important pour les étudiants autochtones qui réfléchissent à leur carrière et à leur avenir.

Je suis accompagné de M. Fred Drummie, sous-ministre associé du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et de M. Harvey McCue, directeur général des programmes d'éducation du ministère. Nous avons également M. Bill Van Iterson, sous-ministre adjoint suppléant pour le programme des services aux Indiens, qui englobe le programme des études postsecondaires.

Monsieur le président, étant donné l'importance du sujet et le fait que le comité permanent a déjà, en 1989, soumis un rapport très complet contenant neuf recommandations, je souhaite effectivement faire une déclaration liminaire qui durera environ 20 minutes. Je me propose de vous dans le détail les réalisations du gouvernement dans ce domaine depuis que le comité parlementaire a soumis ce rapport au gouvernement en 1979.

Je vais vous dire où nous en sommes aujourd'hui pour ce qui est du programme des études postsecondaires et, en particulier, essayer de répondre par anticipation à certaines des questions que vous pourriez me poser au sujet du financement, à savoir s'il est suffisant ou non, vous indiquez ce que le ministère a fait depuis le début de ce programme d'assistance aux études postsecondaires et ce que représente les études postsecondaires pour les groupes autochtones et leurs chefs, et elle peuvent permettre aux jeunes autochtones de prendre leur place dans la société canadienne moderne.

[Texte]

Our government and my department take these issues very seriously. This has been demonstrated by the response the government tabled to the committee's report in November 1989 and through our subsequent actions, a number of which I will describe in my remarks this morning.

These actions are very much in keeping with my personal view that education is the spring-board to the self-fulfilment of the hopes and dreams of aboriginal persons, especially those emerging from the primary and secondary education systems and contemplating their long-term futures. Of course, education is indeed of fundamental importance to all Canadians.

In order to achieve self-fulfilment, a number of ingredients are required. I'm speaking in the broader sense, Mr. Chairman, that the self-fulfilment of the aspirations and the destiny for aboriginal persons in this country requires land and resources, the means of self-government, self-confidence and opportunity and encouragement. But education is the most important ingredient of all.

It's through acquiring the skills for success and the freedom to make choices that young aboriginals are empowered, as well as, increasingly, older aboriginals, mature students returning to colleges and universities. I firmly believe education to the highest achievable level will allow aboriginal societies to replace welfare-state dependency with self-sufficiency.

The government has established clear priorities that guide our actions in all of the programs funded and provided for in support of this objective over the next couple of years. These priorities have strong linkages to aboriginal education. I'm talking in terms of priorities of the broader focus of the native agenda that the Prime Minister announced a year ago in September to the House of Commons and to the country.

Learning in all of its forms is one of the basic foundation stones for our prosperity or competitiveness initiative, which the government released only a few short weeks ago. A better educated, better trained work force is one of the crucial factors necessary for Canada's success in world markets, and that means we must concentrate on educating all Canadians. Canada's aboriginal peoples have traditionally experienced lower participation rates in our formal education systems and in the paid labour force and that tells us there's a problem that needs fixing. This represents an enormous waste of human potential, one that can serve the greater benefit of all Canadians, including and especially the aboriginal communities.

We might wonder what would happen if aboriginal Canadians were to achieve employment and wage parity with other Canadians, what would happen to them as individuals and what would happen economically within their communities. It's been estimated that such a development by the year 2000—that is, parity with all other Canadians in these respects—would increase Canada's gross national product by 2.3%, improve the federal fiscal position by \$4.3 billion, and reduce our national debt to that year by \$20 billion.

[Traduction]

Notre gouvernement et mon ministère prennent également ces questions très au sérieux. La réponse au rapport du comité, soumise en novembre 1989, et les mesures que nous avons prises par la suite en sont la preuve. Ce matin, j'aborderai certaines de ces questions.

Les mesures prises par le gouvernement s'accordent avec mon opinion personnelle, puisque je suis d'avis que l'éducation servira de tremplin aux peuples autochtones qui veulent assurer leur propre épanouissement, et surtout à ceux qui, à la sortie des systèmes d'éducation primaire et secondaire envisagent leur avenir à plus long terme. Certes, l'éducation revêt une importance fondamentale pour tous les Canadiens.

Afin de parvenir à un plein épanouissement, nous devons tenir compte, dans nos interventions, de toutes les étapes qui mènent à ce but. Je parle ici au sens large, à savoir que la réalisation des aspirations et de la destinée des Canadiens autochtones exige des terres et des ressources, des moyens d'autonomie politique, une certaine confiance en soi, ainsi que l'existence de débouchés et d'encouragement. L'éducation n'en demeure pas moins l'élément le plus important.

C'est l'acquisition des compétences nécessaires à la réussite de toute entreprise et la liberté d'exercer leur libre choix qui permettent aux jeunes autochtones de prendre leur destinée en main et aux autochtones adultes, de retourner au collège et à l'université, ce qu'ils font en nombre croissant d'ailleurs. Je crois fermement que, l'éducation au degré le plus élevé possible permettra aux sociétés autochtones de ne plus dépendre de l'assistance sociale et de se suffire à elles-mêmes.

Le gouvernement a établi clairement des priorités en tant que principes directeurs de tous les programmes qui seront financés et exécutés dans le sens de cet objectif, au cours des deux prochaines années. Ces priorités ont des liens étroits avec la question de l'éducation des autochtones. Je parle ici des priorités plus larges annoncées par le premier ministre dans le cadre du dossier autochtone, il y a un an, en septembre, à la Chambre des communes et de ce fait au pays tout entier.

L'apprentissage, sous toutes ses formes, est l'une des pierres angulaires de l'initiative de prospérité et de compétitivité lancée par le gouvernement il y a quelques semaines à peine. Une main d'oeuvre mieux éduquée et mieux formée est l'un des facteurs cruciaux du succès du Canada sur les marchés mondiaux et cela signifie que nous devons nous assurer que tous les Canadiens soient instruits. Les autochtones du Canada ont toujours obtenu un taux de participation inférieur quand on regarde les statistiques concernant les systèmes d'éducation officiels et la main d'oeuvre salariée. Il y a donc là un problème qu'il nous faut régler. C'est là une perte considérable de possibilités en ressources humaines qui pourraient servir à tous les Canadiens, y compris et surtout aux collectivités autochtones.

Imaginez ce qui adviendrait si les taux d'emploi des autochtones Canadiens étaient semblables à ceux des autres Canadiens et s'il y avait équité salariale à l'échelle du pays. On estime qu'un tel progrès, d'ici l'an 2000—c'est-à-dire, la parité avec les autres Canadiens à ces différents égards—contribuerait à augmenter le produit national brut du Canada de 2,3 p. 100, la position fiscale-fédérale de 4,3 milliards de dollars, et à réduire la dette nationale de 20 milliards de dollars.

[Text]

• 0850

So it is in the interests of all Canadians, and especially native communities, to ensure that we have a well-trained and well-educated aboriginal population.

I think members are familiar with some of the recent data and an indication of the increase in budget toward the Post-Secondary Student Support Program.

I would refer you to the charts that members have received. This chart, which was contained in materials but has been made available to the students, shows that the government of which I am proud to be a part has increased funding for post-secondary support programs by almost 400% since 1984-85.

I have a table that illustrates this factor more quantitatively. I am prepared to circulate this table and attach it to the minutes of the committee hearings, if members so wish.

The table shows that in 1976, the expenditures on post-secondary education by the Government of Canada were \$8 million and by 1984, those expenditures had risen to \$56 million—from \$8 million to \$56 million, Mr. Chairman. Between the years of 1984 and 1991, the \$56 million has grown to \$190 million, and this trend is continuing.

Just this past April, the Prime Minister announced an additional \$320-million increase for this program over the next five years. This means that the annual budget approved by Parliament through the estimates process for the program will rise from \$150 million in the previous fiscal year, the 1989-90 fiscal year, to \$190 million in the 1991-92 fiscal year, to \$240 million in the 1995-96 fiscal year. That is a total commitment of over \$1.1 billion to aboriginal post-secondary education over the five-year period.

While these dollar amounts are significant, Mr. Chairman, it is the enrolment numbers, the human numbers, that are even more important.

When I was teaching at a Canadian university about 15 years ago, only 2,600 aboriginal Canadians participated in the post-secondary education program. When we became government in the fall of 1984, Mr. Chairman, that number was 8,600 and as you can see from the figures that have been provided, the number has now increased to 22,000 aboriginal post-secondary students this year. Again, the table I have offered to circulate gives this data in greater detail.

Of course, we expect this enrolment to continue to grow. At the present rate of growth, more than 10% of the aboriginal population should have completed a post-secondary degree by the end of the 1990s, approaching parity with the national average for all Canadians.

While the absolute numbers for enrolment are encouraging, even more impressive is the fact that the educational participation rate for native Canadians is increasing at a much faster rate than for the general Canadian population.

The participation rate, based on full-time post-secondary students, is now nearly equal to the Canadian average, which is very reassuring. It means an increasing number of aboriginal people who are eligible for the program are availing themselves of this opportunity.

[Translation]

Il est donc dans l'intérêt de tous les Canadiens, et particulièrement des collectivités autochtones, d'assurer que la population autochtone soit bien formée et bien éduquée.

Je pense que les membres du comité sont au fait des données récentes et du mouvement à la hausse du budget alloué au programme de soutien à l'enseignement postsecondaire.

Je vous invite à vous reporter au tableau qu'on vous a remis. Celui-ci, qui se trouvait dans les documents, a été remis aux étudiants; il montre que le gouvernement, dont je suis fier de faire partie, a presque quadruplé le niveau de financement des programmes de soutien à l'enseignement postsecondaire depuis 1984-1985.

J'ai ici un tableau qui fournit des données plus précises. Si vous le désirez, je veux bien vous le remettre pour qu'il soit annexé au compte rendu des délibérations du comité.

Le tableau montre qu'en 1976, le gouvernement du Canada consacrait 8 millions de dollars à l'enseignement postsecondaire et 56 millions de dollars en 1984—le budget est donc passé de 8 millions à 56 millions, monsieur le président. De 1984 à 1991, les crédits disponibles sont passés de 56 millions à 190 millions, et cette tendance se poursuit.

En avril dernier, le premier ministre a annoncé qu'une somme additionnelle de 320 millions de dollars serait accordée à ce chapitre au cours des cinq prochaines années. Le budget annuel de ce programme passera de 150 millions de dollars qu'il était au cours de l'exercice précédent, en 1989-1990, à 190 millions pour l'exercice courant, puis à 240 millions en 1995-1996. Tout cela équivaut à plus de 1,1 milliard de dollars en cinq ans accordés pour l'enseignement postsecondaire des autochtones.

Et si les montants attribués sont impressionnants, monsieur le président, le nombre des inscriptions l'est encore plus.

Lorsque j'étais professeur à l'université en 1976-1977, il n'y avait que 2,600 autochtones canadiens inscrits au programme de soutien aux étudiants du niveau postsecondaire. Quand nous avons pris le pouvoir, en 1984, il y en avait 8,600. Comme vous pouvez le voir sur ce graphique, leur nombre s'élève maintenant à 22,000 étudiants. Je vous rappelle que le tableau que je propose de vous remettre fournit d'autres précisions.

Bien sûr, nous espérons que les étudiants seront toujours de plus en plus nombreux à s'inscrire. Au rythme actuel, plus de 10 p. 100 de la population autochtone devrait se retrouver à la fin des études secondaires d'ici la fin des années quatre-vingt dix, pourcentage qui serait alors assez semblable à la moyenne nationale.

Il est encourageant de voir ce grand nombre d'inscriptions, mais il l'est encore plus de constater que le taux d'inscription des autochtones canadiens augmente plus vite que celui de la population canadienne en général.

Le taux d'inscription, calculé à partir du nombre d'étudiants à temps plein au niveau postsecondaire, est maintenant presque égal à la moyenne canadienne, et c'est très rassurant. Cela veut donc dire qu'un nombre accru d'autochtones admissibles se prévalent des possibilités qu'offre le programme.

[Texte]

[Texte]

[Traduction]

[Texte]

In the interests of promoting and encouraging native Canadians in higher education, the private sector has also shown initiative by developing native scholarship programs for undergraduate studies.

For example, Esso Resources supports education in the oil and gas and mineral sectors, while Monsanto Canada is assisting First Nation students in forestry education. This is an area of great opportunity and, as I will suggest later, Mr. Chairman, an area where we must issue a challenge to the private sector.

We are making significant progress and it is clear that increased levels of education within aboriginal communities will ensure appropriate economic and social advancement for all aboriginal Canadians.

• 0855

Also essential to that progress will be the results of the national unity initiatives for constitutional renewal put forward by our government. Here, the Post-Secondary Student Support Program can provide a knowledgeable leadership base as well as some important tools for one of the key elements of these constitutional proposals, and that is aboriginal self-government.

For many Canadians, the idea of aboriginal self-government is an abstract concept. They have little sense of how self-government might operate in practice. Well-educated aboriginal leaders will be needed to help to transform a mere concept into a working system of government. This will help all other Canadians to better understand what self-government will mean and really means to them. The Post-Secondary Student Support Program itself is a tangible example of self-government in action and an important one.

This year, Mr. Chairman—and this follows the advice of the standing committee in 1989—approximately 87% of the funds available for the program will be administered by Indian organizations all across Canada. This means that Indian organizations, education administering organizations, establish the program guidelines and make decisions about student priorities, level of individual funding, that is, who gets how much of the available budget, the duration of support, eligibility criteria, academic standards, and other administrative matters such as appeals, awards and scholarships.

In British Columbia, my own province, Mr. Chairman, 100% of the available funds, \$31.2 million in the present fiscal year, are administered by 142 Indian administering organizations. I hope we will soon be able to achieve this same 100% target across the country. This represents an important precedent for other program areas currently within our government's responsibility, such as housing, health care and on-reserve services. Increasingly, bands are taking on these responsibilities as stepping-stones to true and full self-government.

Dans le but d'encourager les autochtones Canadiens, le secteur privé a aussi manifesté son intérêt en créant des programmes de bourses d'études destinées aux autochtones du premier cycle.

Par exemple, Esso ressources accorde des bourses d'étude dans les domaines du pétrole, du gaz et des ressources minérales, et Monsanto Canada Inc., dans le domaine de la foresterie. Voilà un champs d'action qui offre de belles perspectives et dans lequel, comme je le mentionnerai plus tard, monsieur le président, nous devons lancer un défi au secteur privé.

Nous accomplissons d'importants progrès et il est clair qu'en raison des plus hauts niveaux d'éducation atteints, les autochtones s'assureront de meilleures conditions économiques et sociales au sein de leurs collectivités.

Les résultats des initiatives en matière d'unité nationale entourant la réforme constitutionnelle prises par notre gouvernement sont tout aussi essentiels à la réalisation de progrès. Le Programme de soutien aux étudiants du niveau postsecondaire peut fournir une base de connaissances ainsi que d'importants outils à un des éléments clé de ces propositions, c'est-à-dire l'autonomie gouvernementale.

Pour de nombreux Canadiens, l'autonomie gouvernementale des autochtones est un concept abstrait. Ils ne conçoivent pas très bien comment l'autonomie gouvernementale pourrait fonctionner dans la réalité. Il faudra des chefs autochtones ayant un bon niveau d'éducation pour nous aider à transformer ce concept en régime gouvernemental efficace. On aidera ainsi tous les autres Canadiens à mieux comprendre ce que signifie l'autonomie gouvernementale et ce qu'elle représente pour eux. Le Programme de soutien aux étudiants du niveau postsecondaire est un exemple concret, pratique et notoire de l'autonomie gouvernementale.

Cette année, monsieur le président—et cela fait suite à l'avis donné par le comité permanent en 1989—près de 87 p. 100 des fonds du programme seront administrés par des organisations indiennes. Cela veut dire que celles-ci, qui administrent le domaine de l'éducation, établissent les lignes directrices du programme, décident quel étudiant bénéficiera d'une aide financière, des niveaux de financement, de la durée de l'aide et d'autres questions administratives comme les appels et les récompenses.

En Colombie-Britannique, la totalité du budget, qui est de 31,2 millions de dollars pour le présent exercice, est administrée par les bandes indiennes et par 142 organisations responsables de l'administration. J'espère que nous parviendrons bientôt au même résultat dans le reste du pays. Cela crée un important précédent pour d'autres programmes qui existent actuellement et qui relèvent du gouvernement—, comme ceux qui ont trait à l'habitation, aux soins de santé et aux services dans les réserves. De plus en plus, des bandes voient dans ces responsabilités un pas de plus vers une véritable et entière autonomie gouvernementale.

[Text]

I now want to update you on the recommendations made by this committee in June 1989, a short summary, Mr. Chairman. Finally, I want to discuss post-secondary education in the larger context of life-long learning, aboriginal economic infrastructure and employment needs.

One of this committee's major recommendations in 1989 was the need for "an ongoing full and meaningful consultation process between the Government of Canada and the aboriginal peoples". Therefore, in 1990 my department funded 13 meetings across Canada between Indian organizations and the education branch to examine a range of outstanding post-secondary education policy issues. Many of these meetings, Mr. Chairman, were held within the framework of the bilateral process, which was also undertaken in that year.

In January of this year, I received a technical report written largely by technical employees of the Indian administering organizations on these various issues, which were raised in the 1989 report, including the question of funding and funding level. I discussed this report with a national meeting of Indian elders here in Ottawa last March, which we called the post-secondary chiefs and elders.

I want to point out that this technical report, while prepared on the advice of experts and under the guidance of the administering organizations, has not been approved by chiefs. It has not been brought to consensus with respect to many of its findings and recommendations. Therefore, in the spirit of the new relationship where we want to make change as change is deemed to be necessary and appropriate by Indian leadership, we have not acted on those recommendations because we have not received the consensus at the national level that we seek from the local bands, the chiefs, tribal councils, etc.

• 0900

After all, they've been given the responsibilities for establishing funding rates, guidelines, and conditions, and they should have input into any major changes in this process.

The transfer of management responsibility to Indian administering organizations impacts directly—and if you have my statement in front of you, I'm reading now from the bottom of page 8—on another recommendation of your committee, that the program provide funding to each eligible applicant each year. We all know in this place, certainly as we review the estimates of the government, that governments do not have unlimited, open-ended budgets. We can't operate that way. Therefore eligibility criteria and performance standards are essential to determining the levels of enrolment. A prerequisite for establishing fair and consistent eligibility requirements is to set up a reliable national data base on the potential aboriginal population that would be available for post-secondary education each year. Such a data base, the Post-Secondary Student Registry, or PSSR, is now being developed, largely within the department but with the

[Translation]

J'aimerais maintenant vous résumer les recommandations soumises par le comité en juin 1989. Je serai bref monsieur le président. J'aborderai ensuite la question de l'éducation postsecondaire dans le contexte de l'éducation permanente, de l'infrastructure économique des autochtones et des besoins du marché du travail.

Une des principales recommandations de votre comité concernait le besoin d'un «processus de consultation continu, complet et significatif» entre le gouvernement du Canada et les peuples autochtones. En 1990, mon ministère a financé 13 rencontres entre des organismes indiens et la direction générale de l'éducation afin d'examiner un bon nombre de questions en suspens relatives à la politique en matière d'éducation postsecondaire. Bon nombre de ces réunions, monsieur le président, ont eu lieu dans le cadre du processus bilatéral, qui avait aussi été entamé cette année-là.

En janvier de cette année, j'ai reçu un rapport technique, rédigé en majeure partie par des employés des organisations autochtones qui s'occupent de ces diverses questions, celles-ci avaient été soulevées dans le rapport de 1989. On abordait également la question de l'aide financière et du niveau de financement. J'ai abordé ce point lors d'une rencontre nationale avec les anciens Indiens, ici à Ottawa, en mars dernier, que nous avons appelés les Chefs et les Aînés du postsecondaire.

Je tiens à souligner que ce rapport technique, bien qu'il ait été rédigé avec l'aide d'experts et sous la surveillance des organisations responsables chargées de l'administration des programmes, n'a pas été approuvé par les chefs. On est parvenu à établir le consensus qu'au sujet d'un faible nombre de conclusions et de recommandations. Par conséquent, conformément à l'esprit des nouvelles relations dans le cadre desquelles nous voulons apporter des changements, dans la mesure où les chefs autochtones les jugent nécessaires et appropriés, nous n'avons pas donné suite à ces recommandations parce qu'il n'y avait pas, à l'échelle nationale, le consensus que nous voulions obtenir des bandes locales, des chefs, des conseils tribaux et des autres.

Après tout, ce sont eux les responsables de l'établissement des taux de financement, des lignes directrices et des conditions, et ils devraient avoir le droit de s'exprimer au sujet de tout changement apporté à ce processus.

Ce transfert des responsabilités de gestion aura des répercussions directes sur les autres recommandations du comité, si vous avez mon texte sous les yeux, c'est à la page 10, il s'agit d'une des recommandations de votre comité—que le programme accorde une aide financière à chaque candidat admissible, chaque année. Puisqu'il se trouve que nous examinons les budgets des dépenses gouvernementales, nous savons tous que les gouvernements ne disposent pas d'un budget ouvert, sans limite. Ce serait impossible. Il faut donc fixer des critères d'admissibilité et des normes de rendement afin de déterminer le nombre des admissions. Une des conditions préalables à l'établissement de critères d'admissibilité justes et cohérentes est de mettre sur pied, à l'échelle nationale, une base de données fiables sur les autochtones susceptibles d'être admis au programme d'éducation postsecondaire, chaque année. En fait, on

[Texte]

co-operation and input of administering organizations, particularly organizations such as the Federation of Saskatchewan Indian Nations, which has been at the forefront of contributing toward this data base development. It was one of the recommendations in 1989 that this kind of data base be established, but we need the full co-operation and participation of Indian organizations in order to set up the data base, to have the inputs of numbers and the corresponding criteria on which this base can be established.

Clearly, accurate knowledge about participating students allows my department to forecast likely demand on an annual basis in consultation with local organizations. The demand must be predicated on clearly established and nationally consistent, I would hope, entry standards.

In the absence of such a data base, it's impossible to know the true numbers of eligible students to be funded. And certainly it's impossible to guarantee unlimited funding to any student who we're told is an eligible applicant, within the available budget.

For the 13% of the program that is still administered by my department, first priority is given to continuing students and students graduating from high school, followed by applications from mature students and returning students, who may have been away from the educational system for some time. These returning students are often the more costly and, some might say, the more deserving, because they've made that conscious decision to return to school, and we must make every effort to accommodate them within the system. The number of mature students entering the program is increasing rapidly, and this is indeed a good sign.

I want to make it clear that while we give first priority to high school graduates and those presently in courses, there is flexibility in the program, and the decision as to the mix of students, mature as opposed to the younger graduates, is largely in the hands of the chiefs and administering organizations.

At a meeting on September 30 with the Assembly of First Nations and a number of interested chiefs from across the country, I reiterated my commitment to funding all eligible high school graduates and continuing students. I also invited the organizations at that time to bring forward lists of names of students who might not have been accepted during the present school year, presumably mostly in the mature category because I'm told that all high school graduates and continuing students are being funded. But I asked the organizations to provide me the names and circumstances, together with evidence of their eligibility, so that we might see how we can handle this problem, if indeed it exists.

• 0905

Up to now, two months later, I have received no such lists, although the Federation of Saskatchewan Indian Nations produced a list of mature students who had received only partial funding for tuition, books, and transportation.

[Traduction]

travaille à la création d'une telle base de données—le Registre des étudiants du niveau postsecondaire ou RENP—au ministère en collaboration avec les groupes responsables comme la Fédération des nations indiennes de la Saskatchewan qui ont fait oeuvre de pionnier dans l'élaboration de cette base de données. Il avait été recommandé en 1989 de créer ce genre de base de données, mais, il nous fallait pour cela l'entière collaboration et la participation des organisations indiennes afin de constituer cette base de données, d'obtenir les chiffres et les critères correspondants.

Il est évident que le fait de posséder l'information exacte sur les candidats éventuels permet à notre ministère de prévoir la demande sur une base annuelle, en collaboration avec les organisations locales. La demande doit reposer sur des normes d'admissibilité claires et uniformes à l'échelle du pays.

En l'absence d'une telle base de données, il est impossible de connaître le nombre réel d'étudiants admissibles qui doivent être financés. Il devient également impossible d'assurer un financement illimité à un étudiant qui, nous dit-on, serait admissible, dans la limite des budgets disponibles.

Mon ministère administre encore 13 p. 100 du programme. Il accorde d'abord la priorité aux étudiants qui poursuivent des études déjà commencées et aux étudiants qui viennent tout juste d'obtenir leur diplôme de secondaire. La priorité est ensuite accordée aux candidats «adultes» et à qui retournent aux études après un certain temps. Ce sont ces derniers qui reviennent souvent le plus cher, et certains prétendent qu'ils sont les plus méritants puisqu'ils ont décidé, consciemment, de retourner aux études et qu'il faut faire tous les efforts possibles pour les intégrer au système. Le nombre d'étudiants adultes qui s'inscrivent au programme augmente rapidement. . . ce qui est un excellent signe.

Il faut comprendre que, bien que nous accordions la priorité aux jeunes diplômés de l'école secondaire et à ceux qui poursuivent leurs études, le choix du genre d'étudiants à aider—adultes plutôt que jeunes diplômés—revient, en grande partie, aux chefs et aux organismes responsables de l'administration.

De fait, lors d'une réunion qui a eu lieu le 30 septembre avec l'APN et un certain nombre de chefs venus de partout au pays, j'ai réitéré notre engagement à financer tous les candidats diplômés du secondaire ou qui poursuivent leurs études. J'ai également invité les organismes à me soumettre les noms des étudiants qui, bien qu'appartenant à ces catégories, n'auraient pas obtenu de financement cette année. Je suppose que, dans la plupart des cas, il s'agit d'étudiants adultes puisqu'on me dit que tous les diplômés du secondaire et tous les étudiants qui poursuivent leurs études ont bénéficié d'une aide financière. Quoi qu'il en soit, j'ai demandé aux organisations de me fournir les noms et les détails ainsi que la preuve d'admissibilité de ces étudiants, afin que je puisse analyser le problème, si problème il y a.

Jusqu'à maintenant, deux mois plus tard, je n'ai reçu aucun nom. La Saskatchewan a dressé une liste d'étudiants adultes qui n'avaient reçu qu'une aide financière partielle destinée à couvrir les frais de scolarité, les livres et le transport.

[Text]

This experience indicates the delicate challenge that is facing local bands and councils. Self-government often brings with it difficult and even unpopular choices. Determining eligibility in their areas of jurisdiction is a decision that must be made by chiefs and administering agencies—how the money shall be distributed, who receives support, and how much support is granted in each case.

For our part we have made a major commitment to the continuing growth in the overall level of funding of the program. How that breaks down at the regional and local level is for local Indian administering organizations to decide. I am always prepared to review the distribution among organizations or between regions, and to re-arrange, or re-allocate funding to accommodate need. That is why we would like to see the evidence and the lists of those students who have been turned away, if that indeed is said to be the case.

The standing committee also endorsed a recommendation of the 1987-88 Auditor General's Report with respect to the roles and responsibilities of bands in administering the program. This has to do, I think, with providing valid accounting practices and accountability on the part of those administering public funds. A post-secondary student registry, which I mentioned earlier, has therefore been designed. It is being developed to assist with program administration and accountability in response to this recommendation.

In addition, the committee made special recommendations with respect to students from the Northwest Territories and those covered by the James Bay and Northern Quebec Agreement. Upon our review we found, and we are assured by the Government of the Northwest Territories, that the maximum levels of funding available to students from the Northwest Territories—a program which is administered by the GNWT, including the basic student grant and the supplementary discretionary grant—represented program funding at least comparable to that in other parts of Canada.

With respect to the settlement of outstanding federal obligations pursuant to the James Bay and Northern Quebec Agreement and the Northeastern Quebec Agreement, we have been unable to encourage the Cree to participate in a tripartite negotiation with ourselves and the Province of Quebec to review the provisions of that land claim settlement as to whether obligations are adequately being fulfilled. Our federal commitment is clear, Mr. Chairman, on the general question of treaty obligations. We will ensure that all outstanding federal obligations pursuant to treaties and land claim agreements related to education are fulfilled.

Since the committee's report in 1989, therefore, Mr. Chairman, there has been progress in a great number of areas. The transfer of program responsibility to local bands and councils has become a major focus. I was able to take the progress and findings of the last two years' work to the federal Cabinet this spring and to persuade Cabinet that this is a very important investment and that we must at least increase the funding base in a substantive way. That has been

[Translation]

Cela indique bien que les bandes et les conseils locaux ont tout un défi à relever. La décision concernant l'établissement de critères dans les domaines de compétence qui sont les leurs doit être prise par les chefs et les organismes responsables de l'administration: modalités de distribution du financement, cibles de financement et montant de l'aide individuelle accordée.

De notre côté, nous avons pris un engagement primordial: celui d'accroître constamment le niveau général du budget du programme. La façon dont ce budget est utilisé à l'échelle régionale ou locale, dépend de l'organisme indien qui s'occupe de l'administration. Je suis toujours disposé à revoir la question de la répartition entre les organisations ou entre les régions, et à réallouer les fonds selon les besoins. C'est pourquoi nous aimerions obtenir la preuve et la liste des étudiants dont la demande a été rejetée, si tel a, évidemment, été le cas.

Votre comité a aussi appuyé une recommandation faite en 1987-1988, dans le rapport du vérificateur général, en ce qui a trait aux rôles et aux responsabilités des bandes dans l'administration du programme. Il s'agissait, je pense, d'arrêter des pratiques comptables acceptables et d'exiger des comptes de ceux qui sont responsables d'administrer les deniers publics. Le registre des étudiants du niveau postsecondaire, dont j'ai parlé plus tôt a été conçu dans cette optique et facilitera l'administration des programmes tout en permettant d'exiger des comptes.

En outre, votre comité a présenté les recommandations spéciales concernant les étudiants des Territoires du Nord-Ouest et ceux visés par la convention de la baie James et du nord-est québécois. À l'analyse, nous avons constaté—et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest nous l'assure—que les niveaux maximum de fonds accordés aux étudiants des territoires (dans le cadre d'un programme administré par le gouvernement de ce territoire, y compris la subvention de base et la subvention supplémentaires), sont comparables à ceux accordés aux autres étudiants au Canada.

En ce qui concerne le respect des obligations en suspens du fédéral, qui découlent de la Convention de la baie James et du nord-est québécois, nous n'avons pas encore réussi à convaincre les Cris de participer à des négociations tripartites avec nous-mêmes et la province de Québec, afin de revoir les dispositions de ce règlement territorial dans le but de s'assurer que l'on respecte comme il se doit les obligations qui y sont prévues. L'engagement du gouvernement fédéral est clair, monsieur le président, en ce qui concerne nos obligations aux termes des traités. Nous veillerons à ce que soient respectées toutes les obligations en suspens du fédéral reliées à l'éducation, conformément à ces ententes.

Depuis le rapport du comité de 1989, il y a donc eu, monsieur le président, des progrès dans un certain nombre de domaines. Le transfert des responsabilités du programme aux bandes et aux conseils locaux est devenu le point central de nos efforts. Au printemps, j'ai pu faire part à mes collègues du Cabinet des progrès réalisés au cours des deux dernières années afin de les persuader qu'il s'agissait d'un investissement très important et qu'il nous fallait, à tout le

[Texte]

done. But of course much work remains to be done, as may be seen by my remarks this morning.

The final area on which I want to comment for a few moments has to do with post-secondary education in the context of a much wider strategy that is required to break a vicious cycle that includes illiteracy, employment difficulties, discrimination in the workplace, social dysfunction and poverty. Three new programs in particular address these additional aspects of empowerment and self-sufficiency for aboriginal peoples.

The first one is the Pathways to Success Program, administered by the Department of Employment and Immigration. This is a major innovation in the Department of Employment and Immigration's portfolio of job creation initiatives. This aboriginal employment training strategy provides \$200 million annually, more than the post-secondary budget, a significant appropriation to assist aboriginal people in obtaining skills training to improve their prospects for employment.

• 0910

Unfortunately, the number of aboriginal students participating in this program—some part of which is due to administrative difficulties in getting the program started—is far short of those participating in the post-secondary program. I think that's something that needs to be addressed. The program does allow for a bottom-up approach of tailoring training to aboriginal needs, as well as for the demands of both the aboriginal economic market and the broader market for those trained with appropriate skills in Canada.

The second program is the CAEDS program, the Canadian Aboriginal Economic Development Strategy. This second major initiative introduced by our government is designed to develop economic and community infrastructure in aboriginal communities, to provide both business and employment opportunities for aboriginal peoples.

In association with the Department of Industry, Science and Technology Canada, the Minister of State for Small Business and Tourism, and Employment and Immigration Canada, \$874 million has been allocated over five years to move trained aboriginal persons from our schools, universities and technical colleges into the work force. Mr. Chairman, I remind you that \$874 million is an additional \$170 million per year.

I'll be releasing a full update on this program in a week or so with my colleagues, Ministers Hockin and Valcourt, but I can tell you that we have already achieved a number of success stories, including more than 800 new business ventures started since the program's inception in 1989. So the local infrastructure is being developed for graduates and skilled trainees of our other programs.

Third, aboriginal work force participation is very important, and the work force participation initiative has to extend beyond aboriginal participation within government employment. It is unrealistic and in fact unfair to restrict

[Traduction]

moins, augmenter de beaucoup les crédits de base. C'est ce qui a été fait. Mais il reste encore beaucoup à faire, comme en témoignent mes propos de ce matin.

J'aimerais enfin aborder un dernier sujet, l'éducation postsecondaire dans le contexte d'une stratégie beaucoup plus vaste destinée à rompre le cycle vicieux dont fait partie l'analphabétisme, les difficultés à obtenir un emploi, la discrimination, les problèmes d'adaptation sociale et la pauvreté. Trois nouveaux programmes visent tout particulièrement ces autres aspects de l'autodétermination et de l'autonomie des autochtones.

J'aimerais tout d'abord vous parler d'une initiative du ministère de l'Emploi et de l'Immigration, baptisée «Les chemins de la réussite». Il s'agit d'une des innovations principales dans le cadre des initiatives d'emploi du ministère. Cette stratégie d'emploi et de formation des autochtones accorde, chaque année, 200 millions de dollars aux autochtones, plus que tout le budget postsecondaire, soit un montant considérable, pour aider les autochtones à acquérir une formation professionnelle en vue d'accroître leurs chances d'emploi.

Malheureusement le nombre d'étudiants autochtones qui participe à ce programme n'est pas aussi élevé que le nombre de ceux qui participe au programme postsecondaire; le programme n'a pu démarrer aussi rapidement que prévu à cause de problèmes administratifs. Il faudra régler cette question. Ce programme favorise une méthode du bas vers le haut afin de répondre aux besoins des autochtones en matière de formation ainsi qu'aux demandes des autochtones et des marchés plus vastes.

La deuxième grande initiative est la stratégie canadienne de développement économique des autochtones (SCDEA) qui a été conçue dans le but de favoriser l'infrastructure économique et communautaire des collectivités autochtones, et de faire en sorte que les autochtones puissent bénéficier de perspectives d'emploi et d'affaires.

En collaboration avec Industrie Science et Technologie Canada, le Ministère d'État des petites entreprises et du tourisme et Emploi et d'Immigration Canada, 874 millions de dollars ont été alloués à ce programme sur une période de cinq ans. De cette façon les autochtones qui ont reçu une formation dans les écoles les universités et collèges techniques pourront entrer sur le marché du travail. Monsieur le président je vous rappelle que ce chiffre de 874 millions de dollars représente un supplément annuel de 170 millions de dollars.

Dans une semaine environ, je publierai, de concert avec mes collègues, les ministres Hockin et Valcourt, une mise à jour à ce sujet, mais je peux vous dire que nous avons déjà accompli plusieurs réalisations y compris le lancement de plus de 800 nouvelles entreprises en coparticipation depuis les débuts du programme en 1989. Ainsi, l'infrastructure locale se développe pour accueillir les nouveaux diplômés et les autochtones qui ont bénéficié de la formation dans le cadre d'autres programmes.

Troisièmement, la participation de la main d'oeuvre autochtone est très importante et ne doit pas se faire exclusivement dans le cadre des emplois gouvernementaux. Il ne serait pas réaliste, ni juste, de restreindre les autochtones

[Text]

aboriginal people to working in their own communities and industries exclusively. We need to initiate programs to recruit, promote and retain aboriginal peoples in the mainstream labour market.

To this end, we've introduced the Aboriginal Workforce Participation Initiative, which is designed to demonstrate federal leadership by increasing aboriginal employment in the federal Public Service. This program is targeted on 1994. The Department of Indian and Northern Affairs is clearly the leader among federal departments, with over 20% of our work force being aboriginal, and by obtaining similar commitments to action from other sectors, both government and private sector.

Next week I'll be meeting with the Canadian Council on Native Business. I intend to challenge the private sector to become much more actively involved in reaching out and employing the graduates of post-secondary programs such as the Pathways to Success program—the technical and academic institutions training aboriginal people in modern skills.

Mr. Chairman, I intend to ask the heads of principal Canadian corporations and national business organizations, including the small business organizations, to make a much greater effort toward the hiring of aboriginal students and graduates in 1992. I intend that to include hiring aboriginal students while they're studying, during their summer periods. I think this is an important way of beginning to move those students into meaningful careers. I think it's the private sector's obligation to participate and commit themselves and reach out to aboriginal communities in this way.

• 0915

I'm a great believer, Mr. Chairman, in the adage that success breeds success. As more and more aboriginal peoples take advantage of higher learning opportunities, they provide, therefore, role models for more and more other people, younger, and even more mature peoples within their communities to follow in their footsteps.

The pattern of unemployment and dependency and unhappiness can be replaced by a much brighter alternative. Recently we helped finance the second issue of a national native publication called *The Rez*. There are copies available here for members. This very interesting and, I think, inspiring publication for young aboriginal peoples includes a series of feature stories on how well some young aboriginal people are doing within modern Canadian society.

This includes persons like Kevin Sark, a young man from Lennox Island in Prince Edward Island, who has finished his third year in psychology at the University of Prince Edward Island and is now majoring in science at the University of New Brunswick. Kevin wants to be a doctor. Neil Barton is a Nisga'a from Kincolith, British Columbia, who has his eye on a science degree at Simon Fraser University. Jennifer Stevens, whose heritage is in the Algonquin community at

[Translation]

à travailler dans les collectivités et les industries autochtones. Nous devons élaborer des programmes en vue du recrutement de la main d'œuvre autochtone dans le courant principal de l'économie, de promouvoir leur emploi et de faire en sorte qu'ils le maintiennent.

À cette fin nous avons mis en place l'initiative en matière de participation de la main d'œuvre autochtone. Celle-ci témoigne de la volonté du gouvernement fédéral d'accroître le nombre d'employés autochtones dans la fonction publique fédérale d'ici 1994. Le Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien joue un rôle de chef de file parmi les autres ministères fédéraux puisque plus de 20 p. 100 de ses employés sont autochtones. De plus nous avons obtenu que des engagements semblables soient pris par les autres secteurs du marché canadien, public et privé.

La semaine prochaine je rencontrerai le Conseil canadien des entreprises autochtones. J'ai l'intention de mettre au défi le secteur privé afin qu'il emploie des diplômés de programmes postsecondaires, notamment du programme «Les chemins de la réussite», une stratégie moderne d'emploi et de formation des autochtones.

Monsieur le président, j'ai l'intention de demander aux chefs d'entreprises canadiennes, y compris de petite entreprises, d'essayer de recruter davantage d'étudiants et de diplômés autochtones en 1992, notamment dans le cadre d'emplois d'été. Je crois que ce sera là une façon non négligeable de promouvoir l'accès de ces étudiants à des carrières dignes de ce nom. Je crois que le secteur privé a le devoir de participer à ce programme et de s'engager de cette manière à l'égard des collectivités autochtones.

Il y a un adage, auquel je crois beaucoup, monsieur le président, qui dit qu'un succès entraîne un autre. Si les autochtones sont de plus en plus nombreux à obtenir une éducation supérieure, les jeunes et les adultes de leurs collectivités auront de plus en plus de modèles à suivre.

De cette manière, les autochtones pourront se prévaloir d'options beaucoup plus encourageantes que le chômage, le bien-être social et le simple découragement. Nous avons récemment contribué au financement du deuxième numéro d'un document autochtone national intitulé *Le Rez* dont nous avons apporté des exemplaires afin de vous les remettre. C'est un document fort intéressant dont la lecture peut être très bénéfique aux jeunes autochtones, puisqu'on y trouve divers articles sur la manière dont certains jeunes autochtones réussissent au sein de la société canadienne contemporaine.

Je veux parler ici de gens comme Kevin Sark, un jeune homme de Lennox Island, à l'Île-du-Prince-Édouard, qui vient de terminer sa troisième année en psychologie à l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard et qui étudie pour obtenir un diplôme en sciences de l'Université du Nouveau-Brunswick. Kevin veut devenir médecin. Neil Barton, un Nisga'a de Kincolith, en Colombie-Britannique, veut décrocher un diplôme en sciences de l'université Simon Fraser. Jennifer

[Texte]

Kitigonzibi Anishnabeg in Quebec, wants to take her political science degree from Simon Fraser University in British Columbia and to enter the law school there to specialize in native claims law.

Mr. Chairman, in conclusion and in order to permit ample time for questions, I just want to say that the federal government is committed to ensuring that young people like Kevin and Neil and Jennifer and the thousands of others just like them get a chance to realize the fulfilment of their dreams.

The federal government is presently committing close to \$1 billion each year toward the education and training of young aboriginal students. This represents a far greater commitment, Mr. Chairman, than any other nation makes for each eligible student. We've only begun to see the dividends being returned on this investment.

Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Minister.

Mr. Anawak (Nunatsiaq): Listening to the minister we get the impression that this department and this government are the best friend that aboriginal people have every had, which I think is hardly the case. I will make some comments with regard to some things that the minister said, which will prove, I think, otherwise.

I want to make a couple of comments with regard to one thing the minister said, that one of the key elements of these proposals is aboriginal self-government.

The members of this government are on record, unless they changed it before the end of the constitutional discussions, as refusing to recognize the inherent right to self-government for the aboriginal people. They do think that they can recognize it within the context of the Constitution, which limits the ability of the aboriginal people to have the inherent right to self-government.

There are a couple of other things that I would like to mention. One is the aboriginal economic development strategy, which he says was designed and implemented by this government. I remind the minister that the Liberal government in 1983 started the Native Economic Development Program with \$345 million. That is now the Canadian aboriginal economic development strategy. It is just a change of name, so I don't think this government can necessarily claim credit for developing the economic development strategy. I do not particularly claim that it was even the Liberal government but the aboriginal people who wanted that program who should have the credit for getting a program like this.

• 0920

I have a couple of questions on the issue of education. On page 8 the minister refers to the committee's recommendation that the post-secondary education program should provide funding to each eligible applicant each year.

[Traduction]

Stevens, originaire de la collectivité algonquine de Kitigonzibi Anishnabeg, au Québec, veut étudier les sciences politiques à l'université Simon Fraser, en Colombie-Britannique, puis faire des études de droit pour se spécialiser dans le droit des revendications autochtones.

Je vais en rester là, monsieur le président, pour donner aux députés le plus de temps possible pour me poser des questions. Je tiens simplement à dire, en conclusion, que le gouvernement fédéral est déterminé à faire en sorte que des jeunes comme Kevin, Neil et Jennifer, et des milliers d'autres, aient la chance de réaliser leurs rêves.

Le gouvernement fédéral fournit, à l'heure actuelle, près d'un milliard de dollars par an pour favoriser l'éducation et la formation professionnelle des jeunes autochtones. Cet engagement est beaucoup plus élevé que celui que n'importe quel autre pays a pris à l'égard d'étudiants autochtones, et les succès dont nous sommes aujourd'hui les témoins ne sont qu'un début.

Merci, monsieur le président.

Le président: Merci beaucoup, monsieur le ministre.

M. Anawak (Nunatsiaq): À l'écoute du ministre, on pourrait avoir l'impression que ce ministère et ce gouvernement sont les meilleurs amis que les autochtones aient jamais eus, ce qui est loin d'être le cas. Je tiens à réfuter tout de suite certaines affirmations du ministre.

Prenons d'abord l'affirmation selon laquelle l'un des éléments centraux des propositions constitutionnelles du gouvernement est l'autonomie gouvernementale des autochtones.

À moins qu'ils n'aient changé d'avis depuis la fin de la dernière ronde constitutionnelle, les membres de ce gouvernement ont publiquement affirmé qu'ils refusaient de reconnaître le droit inhérent des autochtones à l'autonomie gouvernementale. Ils affirment que cette autonomie peut être reconnue dans le contexte de la Constitution, mais on sait bien que cela limitera la possibilité des autochtones de faire reconnaître leur droit inhérent à ce chapitre.

Prenons la stratégie canadienne de développement économique des autochtones, que le ministre affirme avoir été conçue et mise en oeuvre par son gouvernement. Je tiens cependant à lui rappeler que c'est le gouvernement fédéral qui, en 1983, avait lancé le Programme de développement économique autochtone, doté d'un budget de 345 millions de dollars. Ce programme est devenu la stratégie canadienne de développement économique des autochtones. Il y a eu changement de nom, certes, mais je ne crois pas que ce gouvernement puisse prétendre être l'auteur de la stratégie en question. Je ne dis d'ailleurs pas, non plus, que c'est le gouvernement libéral qui en est à l'origine, puisque ce sont en fait les autochtones qui l'ont réclamée et qui en méritent le crédit.

Je voudrais poser quelques questions sur le problème de l'éducation. Le ministre a fait allusion à la recommandation du comité selon laquelle une aide financière devrait être fournie à chaque candidat admissible, chaque année, dans le

[Text]

On page 9 you state that, of course, we all know it is not open-ended. At the same time, are you saying that if there is a number of students applying for funding exceeding the budget, then those students will not get the opportunity to get post-secondary funding?

I think under the direction of the committee, there was a demand for a data base. I think that data base was being set up or is still in the works. What is it going to do? Will it be just to tell us that a number of students will not get the funding because it exceeds the budget, or will you use that data base to access more funding?

Mr. Siddon: Those are fair questions, Mr. Chairman, and I thank Mr. Anawak for raising them. It is not unexpected for governments to blow their respective horns, but in a material sense and in terms of progress on a wide range on aboriginal initiatives, including the settlement of land claims, treaty issues and self-government, in relation to the performance of all previous governments in Canada, the present government could be described as the most important friend aboriginal people have ever had in government.

Coming to the questions, will student applications be deferred? Mr. Anawak is referring to the committee's recommendation that all eligible applicants be accepted. It is completely open to the administering organizations to fund all eligible applicants. But what is the measure of eligibility, and what is the level of support and how is that distributed among students? Some have very great need in terms of the social support that would enable them to attend university, and others have much less need, although in most cases the need is still significant with aboriginal students.

One of the purposes of the review, and one of the reasons why in 1989 and 1990 we searched and scraped throughout the department and raided other programs in order to fund all applicants, is that we had hoped during that year of review, 1990, that we would have received recommendations and seen progress on the data base from which to decide what the projections might be. We cannot make projections on guesstimated participation growth without knowing that there are clear controls on eligibility and levels of funding. That's why the national data base is so important.

In the absence of a consensus on that question or significant progress on the development of a data base, the department began to develop its own internal post-secondary student registry. As I said, the Federation of Saskatchewan Indian Nations has responded and provided us with some very useful input data. But they are only one portion of the equation.

[Translation]

cadre du programme d'éducation postsecondaire. Il affirme, cependant, plus loin que ce programme ne dispose pas de ressources illimitées. Veut-il dire par là que, si le nombre d'étudiants demandant une aide est trop élevé par rapport au budget du programme, certains ne recevront pas les fonds qui leur permettraient de faire des études postsecondaires?

Je crois me souvenir que le comité avait réclamé l'établissement d'une base de données, projet qui est en cours de réalisation. À quoi servira-t-elle? L'utilisera-t-on seulement pour nous dire combien d'étudiants ne recevront pas de crédits, parce que le budget est insuffisant, ou pour essayer d'obtenir des crédits supplémentaires?

M. Siddon: Je remercie M. Anawak de me poser ces questions, qui sont parfaitement légitimes. Personne ne doit se surprendre qu'un gouvernement mette l'accent sur ce qu'il estime être ses succès. Cela dit, si l'on considère les progrès réalisés sur tout un ensemble de questions autochtones, notamment en matière de revendications territoriales, de traités et d'autonomie gouvernementale, il me paraît incontestable que le gouvernement actuel peut être en effet qualifié de meilleur ami que les autochtones aient jamais eu, par rapport à tous les gouvernements qui l'ont précédé.

Passons maintenant à vos questions. Certaines demandes d'assistance financière pour étudiants seront-elles rejetées? M. Anawak rappelle la recommandation du comité selon laquelle tous les candidats admissibles devraient être acceptés. Certes, les organisations gérant le programme ont toute latitude pour financer tous les candidats admissibles, mais il faut alors se demander quels sont les critères d'admissibilité et combien chaque étudiant pourra recevoir. Certains ont besoin d'un soutien social relativement élevé pour faire des études universitaires, alors que d'autres sont dans une situation moins difficile. . . , mais je reconnais d'emblée que la plupart des étudiants autochtones ont des besoins généralement importants.

L'une des raisons pour lesquelles nous avons entrepris la révision, et c'est aussi pourquoi nous avons cherché en 1989 et en 1990 dans tous les fonds de tiroir du ministère pour trouver des fonds, c'est que nous souhaitions pouvoir offrir une aide financière à tous les candidats. Nous espérions en effet, en 1990, recevoir des recommandations concrètes à partir de la base de données, afin d'établir des projections. Vous comprendrez que nous ne pouvons faire des projections en essayant de deviner l'augmentation future du taux de participation, sans avoir l'assurance que des mécanismes de contrôle auront été établis en matière d'admissibilité et de niveaux de financement. Voilà pourquoi la base de données nationale est si importante.

Comme aucun progrès notable n'avait été réalisé au sujet de l'établissement de cette base de données, le ministère a commencé à dresser son propre registre interne des étudiants de niveau postsecondaire. Comme je l'ai dit, la Fédération des Nations indiennes de la Saskatchewan a répondu à notre appel et nous a fourni des informations fort utiles, mais cela ne constitue qu'une partie de ce dont nous avons besoin.

[Texte]

There were seven organizations involved in the bilateral process, and the majority of the students are outside the province of Saskatchewan. We need that co-operation in order to establish a data base and clear criteria.

If the hon. member felt I should go to Cabinet and seek more money, having just done so and seen an additional \$320 million committed over the next five years, I would really have to... I think hon. members would understand that to satisfy Treasury Board, the Department of Finance and my Cabinet colleagues, I would have to have this tangible, substantive base on which to make estimates and projections.

I asked the groups I met with in Ottawa in late September for specific lists to help me compile an estimate of how many students were not being funded, what their eligibility and needs were, but I haven't received such lists. I guess in a way I am trying to describe the dilemma we face, Mr. Chairman. We need this kind of input, which the committee recommended in 1989 and which the department has been working on. In order to achieve that, however, we need the full co-operative participation of the Indian administering organizations.

If you wanted, Mr. Anawak, more specifics on the status of the post-secondary student registry, I could ask Mr. McCue to elaborate.

Mr. Anawak: As long as I get a few more minutes.

Mr. Siddon: It is your time. Perhaps you could elaborate, Harvey.

Mr. Harvey McCue (Director General, Education Branch, Department of Indian and Northern Affairs): As the minister has indicated, during the bilateral process, we did invite participation from organizations to entertain work on the development of a national student data base. The Federation of Saskatchewan Indian Nations was the only organization, out of a number that responded to the invitation, generally, to participate in the bilateral process, with a specific response to the creation of a data base.

The department has worked very closely with FSIN to put together a data base, but on the basis of the data bases that were already in existence in the various regions as well as what the FSIN was contributing to. The department has undertaken its own work on the establishment of a post-secondary student registry that would enable the department to take advantage of the student data bases that are already in existence in some of the regions. It would allow us to have a national basis on which to roll up data on students in the post-secondary program.

Mr. Anawak: Thank you.

Mr. Chairman, I am going back to what the minister was saying, that this government has been the most progressive in terms of dealing with aboriginal issues. I should point out that this may very well be the case, but it is simply not

[Traduction]

Sept organisations ont participé au processus bilatéral, mais la majeure partie des étudiants ne résident pas en Saskatchewan. Nous avons donc besoin d'une coopération plus large pour dresser la base de données et établir des critères parfaitement clairs.

Si l'honorable député estime que je devrais réclamer d'autres crédits au Cabinet, je dois lui dire tout de suite que c'est précisément ce que je viens de faire, ce qui nous a permis d'obtenir 320 millions de dollars supplémentaires pour les cinq prochaines années. Vous conviendrez, cependant, qu'il est indispensable de s'appuyer sur des données très solides pour pouvoir soumettre des projections et des budgets susceptibles de donner satisfaction au Conseil du Trésor, au ministère des Finances et à mes collègues du Cabinet.

J'ai demandé aux groupes que j'ai rencontrés à Ottawa, en septembre dernier, de me remettre des listes détaillées pour m'aider à déterminer combien d'étudiants ne reçoivent pas d'aide financière, quels sont leurs besoins et quel pourrait être leur degré d'admissibilité, mais je ne les ai pas reçues. Voilà donc le problème auquel je fais face, Monsieur le président. Nous avons besoin de ces informations que le ministère essaie d'obtenir suite à la recommandation formulée par le comité en 1989. Nous ne pouvons cependant les obtenir sans la pleine coopération des organisations de gestion autochtones.

Si vous souhaitez d'autres précisions sur la situation concernant notre registre d'étudiants de niveau postsecondaire, monsieur Anawak, je peux demander à M. McCue de vous en dire plus.

M. Anawak: À condition qu'il me reste suffisamment de temps pour poser d'autres questions.

M. Siddon: Ce ne sera pas long. Pouvez-vous préciser, Harvey?

M. Harvey McCue (directeur général, Direction de l'éducation, ministère des Affaires indiennes et du Nord): Comme vient de le dire le ministre, nous avons invité, dans le cadre du processus bilatéral, les organisations autochtones à participer à l'élaboration d'une base de données nationale sur les étudiants. La Fédération des Nations indiennes de la Saskatchewan a été la seule à y participer concrètement et à nous transmettre des informations, bien que d'autres aient également réagi favorablement à l'invitation.

Le ministère a collaboré de près avec la Fédération pour dresser cette base de données, mais en tenant compte des bases de données qui existaient déjà dans diverses régions. Autrement dit, le ministère a décidé d'établir son propre registre des étudiants de niveau postsecondaire, de façon à pouvoir tirer parti des bases de données existant déjà dans certaines régions. Cela pourrait nous permettre d'établir une base de données nationale, regroupant toutes les informations existant sur les étudiants de niveau postsecondaire.

M. Anawak: Merci.

Je suis obligé de revenir sur l'idée exprimée par le ministre, que son gouvernement est le plus progressiste qui soit en ce qui concerne les questions autochtones. Il se peut fort bien qu'il ait raison, mais cela ne suffit tout simplement

[Text]

enough. The government may like to point out the settlement of the land claims negotiations over the last few years. We have been surprised at how fast those settlements have been arrived at. Major land claims negotiations have been going on and have not been settled because of the difference in agreements between... I will point out the Dene-Métis claim in the Northwest Territories.

• 0930

I should also point out that when the government negotiates with such organizations as, in my case, Tungavik Federation of Nunavut, and expects the Inuit to be happy with it, I should point out that the Inuit are not being given 17% of the land. The government is taking away 83% of the land and in the process, because of a policy, taking away some rights from the Inuit under section 4 of the TFN land claims agreement for \$580 million.

That is the case; those are facts. The Inuit who live in an area of roughly one million square miles are now getting 136,000 square miles of this land.

The Chairman: I just wondered if this tied into PSE anywhere.

Mr. Anawak: I just point that out because the minister has made a statement. I will get onto the subject of education, which I'm sure we're all very interested to pursue.

When the department in any given year, say, this past year or last year... At what point do they get the report that there's a shortfall in the education funding to the various applicants in post-secondary education? When you get that, what steps are taken to remedy the situation when you learn of the shortfall?

You also mention that there has been an increase in demand year to year for funding. Can the minister tell us about what the average increase in demand year to year has been over the last few years? What is that proportion of the increase in funding in relation to the demand of enrollment?

Mr. Siddon: I would just say, because Mr. Anawak has raised it, that for 110 years at least, no sincere attempt was made to negotiate with the Inuit people of the eastern arctic. For almost 15 years, attempts to negotiate north of the 60th parallel went very slowly, except in the case of the Inuvialuit in the western arctic.

Under this government, we have signed agreements at various stages in the last three or four years with all aboriginal groups north of 60. It's with the full co-operation and participation of the Tungavik Federation of Nunavut that we signed an agreement in principle on the land claim he refers to.

[Translation]

pas. Le gouvernement met en exergue les revendications territoriales réglées ces dernières années, et je conviens que nous avons été surpris de la rapidité avec laquelle certaines ont été négociées. Toutefois, je dois rappeler qu'il y a encore beaucoup d'autres revendications importantes qui n'ont pas abouti, à cause de certaines divergences entre eux... Si vous voulez un exemple, il y a le cas des Dene-Métis des Territoires du Nord-Ouest.

Je dois également souligner que toutes les organisations qui ont négocié avec le gouvernement ne sont pas nécessairement satisfaites des résultats. Par prendre un exemple qui me touche de près, vous ne pouvez pas espérer que les Inuit soient satisfaits des résultats obtenus par la Fédération Tungavik de Nunavut, étant qu'ils ne reçoivent que 17 p. 100 du territoire réclamé. Autrement dit, le gouvernement leur en prend 83 p. 100. En plus, à cause d'une politique établie antérieurement, il en profite pour priver les Inuit de certains de leurs droits, en vertu de l'article 4 de l'Accord sur les revendications territoriales de cette Fédération, en échange de 580 millions de dollars.

Voilà la réalité. Les Inuits qui résident à l'heure actuelle sur un territoire d'environ un million de milles carrés, vont se retrouver avec seulement 136,000 milles carrés.

Le président: Pourriez-vous me dire en quoi cela est relié à l'enseignement postsecondaire?

M. Anawak: Je rappelle cela simplement parce que c'est le ministre qui a abordé le problème. Je vais cependant en revenir à l'enseignement, sujet qui nous intéresse tous.

Je voudrais savoir à quelle étape du processus le gouvernement obtient l'information que le budget de l'enseignement postsecondaire est insuffisant pour donner satisfaction à tous les candidats. En outre, quand vous obtenez cette information, quelle mesure prenez-vous pour faire face au problème?

Vous avez également signalé que les demandes de crédits augmentent chaque année. Pourriez-vous nous dire quelle a été l'augmentation moyenne à ce chapitre ces dernières années? En outre, quel est le pourcentage d'augmentation décrit et fourni par rapport à l'augmentation des demandes?

M. Siddon: Pour répondre à la remarque précédente de M. Anawak, je dirai très brièvement qu'aucun effort sincère n'avait été fait, depuis 110 ans, pour négocier avec les Inuits de l'Arctique de l'Est. Pendant près de 15 ans, les négociations concernant les territoires situés au nord du 60^e parallèle avançaient très lentement, sauf dans le cas des Inuvialuits de l'Arctique de l'Ouest.

Depuis l'avènement de notre gouvernement, nous avons signé des ententes, au cours des trois ou quatre dernières années, avec tous les groupes autochtones situés au nord du 60^e parallèle. C'est grâce à la coopération et à la participation de la Fédération Tungavik de Nunavut que nous avons pu signer l'entente de principe sur les revendications territoriales que le député vient d'évoquer.

[Texte]

I attended a celebration—which he also attended in Igloolik—of that agreement in principle. I'm told we're getting very close to concluding the final agreement. I think this is real progress and it has occurred in the last two or three years.

Mr. Chairman, the member asks, at what time do we get data on applicant numbers? Each year the administering organizations, based on information available to them, compile estimates of what the possible student pressures might be as they approach the beginning of a particular academic year. That information is shared with the department. Mr. McCue reminds me that applications are due by June 30.

Estimates are used as the basis for distributing funding in a particular region, probably before the end of June. Then, as the firm applications are received and as registration time approaches, it's up to the Indian administering organizations to decide how to distribute the funding. I think it's probably a common experience that some of the possible applicants don't follow through on their stated intentions. The numbers prior to the end of June are generally high. If some bands submit numbers that are significantly higher than others in relation to the real needs, and if funds are redistributed on that basis, then other bands will be shortchanged.

• 0935

All of this illustrates the importance of having a national data base. With modern computers, it seems ludicrous to think that even at this date, at the end of November 1991, I do not have lists of students who, presumably, were not able to be accepted in the present academic year. In the modern age of computers, I do not have lists. So it makes it very difficult to plan for next year's budget, because I have no evidence of an oversubscription, except in a few small specific cases around the country, which we are trying to accommodate by reallocating funds within the existing funding base.

If that's not adequate, I'm sure Mr. McCue could elaborate.

Mr. Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing): I want to thank the minister for his comments and for being here today to address the concerns that I'm sure we all share of the need to ensure that all eligible Indian students receive the financial assistance they need in order to attend the post-secondary education institution of their choice.

I'm glad that the minister commented on the critical importance of education in the socio-economic development of aboriginal peoples in Canada, but the point remains that even in accordance with the department's own figures, some 3,000 eligible students did not receive funding last year. In accordance with other assessments, perhaps that number is as high as 5,000, but in the department's own documentation there's a reference to 3,000 eligible students not receiving

[Traduction]

J'ai assisté à Igloolik, tout comme le député, d'ailleurs, à une cérémonie destinée à célébrer cette entente de principe. On me dit maintenant que nous sommes sur le point d'achever les négociations de l'entente définitive. Cela constitue à mes yeux un progrès évident, intervenu durant les deux ou trois dernières années.

Cela dit, monsieur le président, le député me demande à quel moment nous obtenons des données sur le nombre de candidats aux bourses. Chaque année, les organisations de gestion préparent une estimation du nombre probable de candidats qui se manifesteront au début de l'année universitaire, et ils l'envoient au ministère. M. McCue me rappelle que la date limite de présentation des demandes est le 30 juin.

C'est en fonction de cette estimation que nous préparons une répartition des crédits disponibles pour chaque région, ce qui doit probablement être terminé à la fin du mois de juin. Il appartient ensuite aux organisations de gestion indiennes d'accorder leurs bourses en fonction des demandes qu'elles reçoivent et des inscriptions réelles dans les établissements d'enseignement. Il faut en effet tenir compte du fait que certains candidats potentiels abandonnent en cours de route et ne s'inscrivent pas. Avant la fin du mois de juin, le nombre de candidats est généralement élevé. Cependant, si certaines bandes nous indiquent un nombre de candidats beaucoup plus élevé que le nombre de ceux qui s'inscrivent en fin de compte, et si nous décidions de distribuer les fonds en conséquence, certaines bandes pourraient s'estimer pénalisées.

Tout cela montre bien qu'il est très important d'avoir une base de données nationale. À l'ère de l'informatique, il paraît absurde de penser que je ne puisse pas encore avoir, aujourd'hui, fin novembre 1991, la liste des étudiants qui n'ont peut-être pas été acceptés durant l'année universitaire en cours. À l'époque des ordinateurs, je n'ai pas encore de liste nationale. Il m'est donc très difficile de dresser le budget de l'an prochain, étant donné que je n'ai pas la preuve que des candidats n'ont pas obtenu de bourse, sauf dans quelques rares cas, que nous essayons d'ailleurs de régler en essayant de réaffecter certains crédits.

Si cette réponse ne suffit pas, je suis sûr que M. McCue pourra la compléter.

M. Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing): Je remercie le ministre de bien vouloir répondre à nos questions, car il est certain que notre désir à tous est de voir tous les étudiants indiens admissibles obtenir l'aide financière qui leur permettra de suivre des cours dans l'établissement postsecondaire de leur choix.

Je suis heureux qu'il ait souligné l'importance critique de l'enseignement pour favoriser le développement socio-économique des autochtones, mais il n'en reste pas moins que près de 3,000 étudiants admissibles n'ont pas reçu de bourse l'an dernier, si l'on en croit les chiffres même du ministère. Je précise en outre que le chiffre pourrait même être de 5,000, selon d'autres estimations. Il semble donc bizarre que l'on nous dise qu'il est impossible de connaître

[Text]

funding. It seems odd that we would be talking about not knowing the specific numbers of eligible students not receiving assistance when we do know—and we all seem to agree—that at least 3,000 students are not receiving assistance. So one would have thought we would receive from the Department of Indian Affairs and Northern Development some movement on that issue.

I have two or three questions that I might put to the minister. He pointed out in his brief that he was seeking consensus for changes to the post-secondary education funding program, but surely the minister understands that there is consensus on a number of issues amongst Indian governments. There is consensus that there's a need for more funding in order to ensure that all eligible students receive the funding they need. There's a consensus that post-secondary education is a treaty right.

Why doesn't the minister respond to those consensuses, or is he looking only for the consensuses he agrees with? It's surely the case, Mr. Minister, that there is consensus on a number of specific issues requiring change to the post-secondary education program, and it is the case that your department recognizes that at least 3,000 eligible students are not receiving funding. Why don't you respond to those particular questions?

Mr. Siddon: Mr. Axworthy suggests that we should admit that our own departmental estimates show that there are 3,000 students who did not receive assistance. That is incorrect. We have no evidence that 3,000 students did not receive or were turned away this year. We have estimates based on the administering organizations' best guesses before the beginning of summer, which I said are generally significantly higher than the number that actually materialize.

• 0940

I've asked insistently, not only with the meeting of chiefs in late September but on other occasions, for numerical evidence and specific cases and the nature of those applications, as to whether they meet all the eligibility criteria—whether they were submitted on time, for example. I've heard about late applicants, but you can't have a program that doesn't have certain deadlines so we process and plan appropriately.

I have seen no evidence of 3,000 students who were turned away or deferred in their applications. If the hon. member can present me with some, I'd be very pleased to have his assistance. Those projections of last spring were based on what organizations thought might be the take-up rate, but they bear no relationship to the actual numbers. Where there are shortfalls with particular organizations or in particular regions, there exists the complete possibility of reallocating from one region or one program to another.

I know of one case in one province where in the previous fiscal year there was a \$2-million lapse on a \$20-million program in that region. That lapse didn't come back to the department for other purposes; it went to the bands under

[Translation]

exactement le nombre d'étudiants admissibles qui n'ont pas reçu d'aide financière, alors que tout le monde semble convenir qu'il y en a au moins 3,000 dans ce cas. Nous aurions pu penser que le ministère des Affaires indiennes et du Nord aurait été en mesure, aujourd'hui, de nous dire ce qu'il a fait pour tenter de résoudre ce problème.

Je voudrais poser deux ou trois questions. Le ministre a dit qu'il souhaite obtenir un consensus sur les modifications à apporter au programme de financement de l'enseignement postsecondaire, mais il doit bien savoir qu'il y a déjà un consensus entre les gouvernements indiens sur un certain nombre de questions. Par exemple, tous conviennent que les budgets sont insuffisants pour garantir que tous les étudiants admissibles recevront l'aide dont ils ont besoin. Il y a également un consensus sur l'idée que l'enseignement postsecondaire est un droit relié aux traités.

Pourquoi le ministre n'agit-il pas en fonction de ces consensus? Ou ne reconnaît-il que ceux qui lui conviennent? Vous ne contesterez pas, monsieur le ministre, qu'il y a un consensus sur certaines des modifications à apporter au programme, et notamment sur le fait qu'au moins 3,000 étudiants admissibles ne reçoivent pas de fonds, de l'aveu même de vos propres fonctionnaires. Pourquoi ne répondez-vous pas à ces questions?

M. Siddon: M. Axworthy affirme qu'il y a au moins 3,000 étudiants qui n'ont pas reçu d'aide financière, selon les propres estimations de notre ministère. Il se trompe. Nous n'avons aucune preuve que ce chiffre soit exact. Nous avons des estimations fondées sur les meilleures projections fournies par les organisations de gestion avant le début de l'été, mais j'ai déjà dit que ces projections sont généralement sensiblement supérieures à la réalité.

Je ne cesse de réclamer—et je l'ai encore fait récemment à une réunion des chefs, fin septembre—des données numériques précises à ce sujet, et des informations concrètes pour savoir, par exemple, si tous les candidats refusés répondaient à tous les critères d'admissibilité. Il se peut en effet que certains n'aient pas présenté leur demande à temps. Vous conviendrez que nous ne pouvons pas gérer notre programme correctement ni dresser des plans satisfaisants si nous ne fixons pas des dates limites.

Je n'ai reçu aucune preuve que 3,000 étudiants aient vu leur demande rejetée. Si vous pouvez m'en donner, je serai très heureux d'en tenir compte. Les projections du printemps dernier correspondaient au taux de participation envisagé par les organisations autochtones, mais elles n'ont aucun rapport avec la réalité. Cela dit, si certaines organisations ou certaines régions manquent de fonds, nous avons parfaitement la possibilité d'opérer des transferts de crédit entre régions ou programmes.

Je connais le cas d'une province où il y a eu un excédent de deux millions de dollars durant l'exercice financier précédent, sur un programme de 20 millions de dollars. Cet excédent n'a pas été rendu au ministère pour d'autres

[Texte]

AFA for other uses. I don't think this is what an education program is meant to do, to allow funds to be used for other purposes. If I had been able to anticipate that \$2 million lapse, I would have diverted it to another province where it could have been used to take up the shortfall. I hope members of the committee will understand the dilemma we face. We need to have a national data base and information registry, and we need to know what the standards of entry and the administering practices are.

The question Mr. Axworthy asked is if the leaders accept, if there's a consensus that there's a need for more money, then why don't we respond to that? Well, there is always a consensus that there's a need for more money. We hear about it in the House of Commons every day. That doesn't mean governments can necessarily and responsibly just respond by writing a cheque.

Self-government means responsible, accountable government, and I'm pleased to say that the administering organizations I'm acquainted with have been administering this program in the last two or three years very effectively. The number of new organizations is increasing daily, but the system is far from one of perfection if we can't get the data we need on which to base projections.

Mr. Axworthy's other question related to whether or not we accept that post-secondary education is a treaty right because there is a consensus of chiefs that it is. A treaty right means there's a treaty written down somewhere that says that advanced education is a treaty right. It's not some kind of generic thing you can extrapolate to all First Nations. The clarification of that question requires a lot of thoughtful study. In 1989 my predecessor, on the suggestion of the Federation of Saskatchewan Indian Nations, which took a creative approach to this, set up a bilateral process to review treaty issues. The two principal issues that were the first reference of that committee were treaty land entitlement and the question of post-secondary education as a treaty right.

Where there are a number of treaties in the Prairies and where there are references to education, this is of course something that has to be looked at from a legal and historical perspective. It's not something we accept as a general right, and that just has to be obvious to anyone who faces this issue. Nor does it allow us to treat, in a discriminatory way, some status Indian and Inuit people more favourably than others. Whatever we feel can be accommodated and is justified as a right to education, we will accommodate.

Mr. Axworthy: As you rightly say, you expect enrolment to grow, or the pressure to grow for more requirement for assistance to Indian students who are eligible under the program. You have also said you have commitments to satisfy the needs of all successful returning students and those students who are right out of high school.

[Traduction]

activités, il a été utilisé par les bandes en vertu des MOF. Or, si nous avons mis sur pied un programme de financement de l'enseignement, ce n'est pas pour qu'il serve à autre chose. Si j'avais pu prévoir cet excédent de deux millions de dollars, je l'aurais remis à une autre province pour qu'elle puisse couvrir son déficit. J'espère que les membres du comité comprennent donc bien le problème auquel nous faisons face. Il nous faut une base de données nationale, il nous faut connaître les critères d'admissibilité et il faut que nous sachions comment les fonds sont gérés.

M. Axworthy dit que les chefs sont d'accord pour affirmer qu'ils ont besoin de plus d'argent, et que nous devrions répondre à ce consensus. Vous savez, il n'est pas difficile de trouver un consensus sur le fait qu'on a besoin de plus d'argent. C'est ce qu'on entend tous les jours à la Chambre des communes. Cela ne veut pas nécessairement dire qu'un gouvernement responsable doit alors automatiquement signer un chèque.

L'autonomie gouvernementale suppose une gestion gouvernementale responsable, et je suis heureux de dire que les organisations de gestion que je connais réussissent à gérer ce programme de manière très efficace depuis deux ou trois ans. Le nombre d'organisations augmente chaque jour, mais le système est encore loin d'être parfait, car nous n'avons pas les données dont nous avons besoin pour établir nos projections.

M. Axworthy affirme ensuite que nous devrions accepter l'idée que l'enseignement post-secondaire est un droit issu des traités, étant donné qu'il y a consensus parmi les chefs à ce sujet. Cela voudrait dire qu'il existe quelque part un traité dont une clause dispose que l'enseignement supérieur est un droit imprescriptible. Mais vous savez, ce n'est pas là une sorte de droit générique dont jouissent toutes les Premières Nations. La reconnaissance d'un tel droit exige mûre réflexion. En 1989, mon prédécesseur avait établi un processus bilatéral pour examiner ces problèmes de traités, sur la recommandation de la Fédération des Nations indiennes de la Saskatchewan, qui a adopté une attitude très positive à cet égard. Les deux principales questions qui ont été examinées dans le cadre de ce processus sont les droits territoriaux et l'enseignement post-secondaire.

S'il existe dans les Prairies des traités portant sur l'enseignement, c'est évidemment quelque chose qu'il faut envisager d'un point de vue juridique et historique. Ce n'est pas quelque chose que nous pouvons accepter comme un droit universel, et je crois que toute personne censée doit en convenir. Cela ne nous permet pas non plus de faire de la discrimination en accordant à certains indiens conventionnés ou à certains Inuits un traitement plus favorable qu'à d'autres. Cela dit, chaque fois que nous pourrions faire preuve de souplesse en ce qui concerne les problèmes d'enseignement, et chaque fois que cela sera justifié, nous nous y efforcerons.

M. Axworthy: Vous avez dit, à juste titre, que le nombre de participants devrait continuer d'augmenter, c'est-à-dire que vous devriez recevoir de plus en plus de demandes d'aide d'étudiants indiens admissibles au programme. Vous avez également déclaré que vous aviez pris des engagements suffisants pour répondre aux besoins de tous les étudiants qui avaient décroché et qui veulent reprendre leurs études.

[Text]

• 0945

If enrolment is going to increase—as it surely will—and if you're going to maintain this commitment to those two categories while not underestimating the need for further commitment to the other categories. . . Are you saying that even if the demand in those categories outstrips the dollars that are presently available, more money will be made available for those groups? Otherwise, how can you maintain that commitment under those two categories?

Second, what is your solution for whatever number of eligible students who did not receive funding this year and who won't next year unless something changes? You seem to be saying that the bands should give less money to more students. Surely that's not a useful solution in these circumstances, that fewer of these students will have enough money to attend the university or college of their choice. Surely we all agree that even one eligible student who doesn't receive funding is a waste of resources of both their community and of the country.

We have to address this problem quickly. We cannot just say that the data base is inadequate to the task of enabling us to fully assess the situation.

How will you ensure that those two categories that you've made commitments about will receive funds adequate for their education, if as you say, and I think you're right, that enrolment and pressure will continue to grow? What's your answer to the dilemma of the many students out there, this year and presumably next year, who won't receive adequate funding?

Mr. Siddon: Mr. Chairman, these are very good questions that Mr. Axworthy has raised. I hope they will allow us to focus on the heart of the challenge that faces this government and this committee. Perhaps this committee can be helpful over the next few weeks or months in terms of providing some advice on this question, but I will give you my response.

First of all, we do expect numbers to increase. The level of participation of aboriginal peoples in advanced education has been abysmally low, not by any fault of theirs but because there wasn't a program such as this one to encourage them. This program has given great encouragement. As well, there are other changes in the area of what I call "empowerment"—land claims settlements, self government, etc.—which will demand advanced skills, not just at the academic and professional level but also at the vocational level.

There's another program available at this level—it is not yet working to its full measure of effectiveness—that can supplement the support available to aboriginal students. The program provides an amount of funding that is at least equivalent to that available under the post-secondary program, through the Pathways to Success program, Mr. Chairman. As I said, the uptake rate has not been as large as it should be in that area.

[Translation]

Si le nombre de candidats augmente, ce qui est tout à fait probable, et si vous souhaitez maintenir vos engagements à l'égard de ces étudiants, comment pourrez-vous donner satisfaction aux autres catégories? Voulez-vous dire que si les besoins de ces autres catégories sont supérieurs aux budgets actuellement disponibles, vous trouverez des fonds supplémentaires?

Deuxièmement, quelle solution envisagez-vous pour les étudiants admissibles qui n'ont pas reçu de bourse cette année et qui n'en recevront pas l'an prochain si le programme n'est pas modifié? Vous semblez dire que les bandes devraient donner des bourses moins élevées à un plus grand nombre d'étudiants. Vous devez cependant reconnaître que cette solution ne peut pas être satisfaisante, car cela signifie qu'il y aura moins d'étudiants qui auront suffisamment d'argent pour aller à l'université ou au collège de leur choix. Chacun conviendra que priver de bourse ne serait-ce qu'un seul étudiant admissible constitue un gâchis de ressources pour la collectivité concernée et pour le pays.

Il faut s'attaquer rapidement à ce problème. Il ne suffit pas de dire que vous n'avez pas une base de données suffisante pour évaluer correctement la situation.

Qu'avez-vous l'intention de faire pour que les catégories à l'égard desquelles vous vous êtes engagé reçoivent des fonds suffisants pour poursuivre des études si, comme vous le dites, et je crois que vous avez raison, le nombre de demandes continue d'augmenter? Que pouvez-vous répondre aux nombreux étudiants qui, cette année et, probablement, l'an prochain, ne recevront pas une aide financière adéquate.

M. Siddon: Ce sont là d'excellentes questions, monsieur le président. J'espère qu'elles vont nous permettre d'aller vraiment au coeur du problème auquel fait face le gouvernement. J'espère aussi qu'elles permettront à votre comité de jouer un rôle utile au cours des semaines ou mois prochains en formulant des recommandations valables. En attendant, je vais vous donner ma réponse.

Il est vrai que nous prévoyons une augmentation du nombre de candidats. Le taux de participation des autochtones aux programmes d'enseignement supérieur a jusqu'à présent été lamentablement faible, non pas à cause des autochtones eux-mêmes, mais parce qu'il n'existait aucun programme comme celui-ci pour les encourager. Or, il est pour eux une source considérable d'encouragement. Il y a également d'autres changements dans ce que j'appellerais le pouvoir autochtone, c'est-à-dire, notamment, les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale, qui exigeront des compétences particulières, pas seulement d'ordre universitaire et théorique, mais aussi d'ordre professionnel.

Il existe d'ailleurs un autre programme intéressant à cet égard, qui ne fonctionne pas encore à la pleine mesure de ses capacités, pour offrir aux étudiants autochtones une aide financière qui soit au moins équivalente à celle offerte dans le cadre du programme d'enseignement postsecondaire. Je veux parler du programme appelé Les chemins de la réussite, monsieur le président. Pour le moment, le taux de participation à ce programme n'est pas aussi élevé qu'il devrait l'être.

[Texte]

Getting to the fundamental question, there will be a peaking of the participation rate. It will not continue to grow without limit. Responsible governments, as responsible Members of Parliament will realize, cannot anticipate unrestricted growth.

You have to put it into the perspective of some kind of projection, based on some demographic model of what is likely to happen, and if the participation rate of aboriginal students has almost reached the level of that of other students, particularly those fresh out of high school. . . It doesn't follow that for the next decade we will have the same growth trend that we're on today, perhaps only for the next two or three years. We need to know what that will look like.

We considered these factors, to the extent of available information, when I took my proposals to Cabinet. We obtained a \$40 million increase on a \$150 million base budget, plus an 8% projection per year for the next five years.

As Mr. Axworthy points out, the numbers could be greater or less than that. That would require us to think about a couple of other possibilities. One is that some students, as we move to see more active integration into the work force, could be employed in summer months, as most other students are able to be in this country. I certainly remember that being a possibility.

• 0950

I know it's much more difficult, but with industry and business employers recognizing these are well-trained, well-qualified students coming out of our academic institutions, I think those opportunities to earn income in the summer should also become possible and be taken into account in the assessment of needs. That would certainly be my advice. It seems the only reasonable way to proceed, rather than to say, well, we have unlimited funding available.

Secondly, and I think more challenging to this committee and to the government, is the kind of fuzzy overlap, I might say, between welfare and education, when you're talking about mature students.

It's very difficult for a mature person, aboriginal or non-aboriginal, to make that decision to go back to university. I recognize many of these students are women, perhaps have one or two children, have had a job, perhaps, and maybe not, but have decided, a little later in life, to go back to school. We want to make that possible.

Now, if that person would otherwise have remained on reserve, or in the city core, on some sort of social support, it's far better—as members have pointed out, I think—that they be in an advanced education program, provided they're making progress and meeting the required performance standards.

But what about the money they would otherwise have been receiving under welfare or social assistance? Should it come from the education program or should we find it from the programs that are presently providing such funding—for

[Traduction]

Pour en revenir à votre question fondamentale, il faut préciser qu'il y aura à un certain moment un plafond au taux de participation. Aucun gouvernement responsable, ni aucun député responsable, ne peut s'attendre à ce que le taux de participation continue d'augmenter sans aucune limite.

On peut établir des prévisions à ce sujet en fonction des paramètres démographiques disponibles et du taux de participation des étudiants autochtones par rapport aux autres catégories d'étudiants, notamment de ceux qui sortent des écoles secondaires. De ce fait, nous ne pensons pas que le taux de croissance actuel se maintiendra durant toute cette décennie, mais peut-être seulement pendant deux ou trois années supplémentaires. Il est important que nous puissions le prévoir.

Lorsque j'ai soumis mon projet au Cabinet, nous avons tenu compte de ces facteurs, dans la mesure du possible. Voilà pourquoi nous avons obtenu une rallonge de 40 millions de dollars sur un budget de base de 150 millions, et une prévision d'augmentation de 8 p. 100 par an durant les cinq prochaines années.

M. Axworthy a raison de dire que les chiffres réels seront peut-être plus ou moins élevés que cela. Tout dépendra de plusieurs autres facteurs. Le premier est que certains étudiants trouveront peut-être des emplois d'été, à mesure qu'ils s'intègrent mieux à la population active, comme la plupart des autres étudiants canadiens sont capables de le faire. Ce n'est certainement pas une possibilité qu'il faut ignorer.

Je sais qu'il est beaucoup plus difficile pour les étudiants autochtones, mais si les entreprises et les employeurs se rendent compte que ces jeunes sont bien formés et compétents, je suis sûr qu'ils auront des emplois à leur offrir. De ce fait, ces jeunes gagneront l'été un revenu dont nous tiendrons compte pour évaluer leurs besoins. C'est en tout cas ma recommandation. Cela me semble une attitude tout à fait raisonnable, étant donné que nos ressources ne sont certainement pas illimitées.

Deuxièmement, et c'est un problème encore plus difficile pour le comité et le gouvernement, il y a une sorte de confusion assez floue entre le bien-être social et l'éducation quand on parle des étudiants adultes.

Il est très difficile à un adulte, qu'il soit autochtone ou non, de prendre la décision de retourner à l'université. Je sais cependant que beaucoup de ceux qui le décident sont des femmes, qui ont peut-être un ou deux enfants et qui occupent un emploi, mais décident à un certain moment de reprendre leurs études. Notre rôle est de faire en sorte qu'elles en aient la possibilité.

S'il s'agit de personnes qui seraient restées sur leur réserve, ou qui auraient été tributaires de l'aide sociale, il est bien préférable qu'elles participent à un programme d'enseignement supérieur, à condition qu'elles fassent des progrès et qu'elles puissent obtenir les résultats exigés.

Dans ce contexte, ne croyez-vous pas que l'on devrait tenir compte des sommes que ces personnes auraient pu recevoir au titre du bien-être social? Autrement dit, leurs études devraient-elles être financées à même le programme

[Text]

example, with respect to on-reserve status Indians, the social assistance programs, which are largely funded and administered now by Indian administering organizations, through alternative funding arrangements.

So if someone goes off reserve to college, and is no longer dependent on that budget or dependent on the social welfare budget of a province, surely there's a way to have the social dependency part of that much larger cost not borne in the main education program.

I'm only giving you my thoughts on this, Mr. Chairman, but it seems to me it's unfair to characterize an education program as something more than it is, and given that the mature students receive very significant funding, in excess of \$15,000 per annum. . . I know it's not adequate in terms of their needs, but it's far more than would normally be required for a young person coming out of high school. And this takes its toll on this program.

So this is the kind of thing I'd like advice from the chiefs on, and I'd like some thoughts from the parliamentary committee on how we might deal with this question.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister.

Mme Duplessis (Louis-Hébert): Tout d'abord, j'aurais bien aimé avoir la transcription de la réunion de mercredi après-midi pour pouvoir citer exactement les chefs qui sont venus comparaître devant nous.

Monsieur le ministre, les chefs que nous avons rencontrés mercredi après-midi se sont entendus pour dire combien il était important que les adultes puissent retourner aux études. Je suis d'accord avec eux quand ils disent qu'il en coûte beaucoup moins cher à la société de payer des études que de payer du bien-être social ou de l'assurance-chômage, ou encore de payer pour quelqu'un qui est en prison.

Monsieur le ministre, n'y aurait-il pas moyen que vous puissiez vous entendre avec les ministres de l'Éducation des différentes provinces afin que tous les étudiants autochtones qui veulent faire des études ou retourner aux études puissent bénéficier de bourses des gouvernements provinciaux ou de prêts étudiants? Il serait bien important que tous les autochtones au pays qui veulent retourner aux études ou poursuivre des études puissent le faire.

Mr. Siddon: Mr. Chairman, Madam Duplessis raises a very interesting suggestion and something that perhaps the committee could look at a little more carefully.

• 0955

We have to realize that status, treaty or Inuit students who live on reserve receive the benefits of this program, and we accept federal responsibility for the funding of those students from the primary level right through to the post-secondary level. Many aboriginal students, Métis, non-status, live off reserve and do not receive funding from the federal government but through the provincial education programs. These programs, of course, are funded by all the taxpayers, and the federal government contributes through Established Programs Financing toward those programs as well.

[Translation]

d'enseignement ou en tenant compte également d'autres programmes d'aide, qui sont par exemple destinés aux Indiens conventionnés des réserves et qui sont dans l'ensemble financés et gérés par les organismes de gestion autochtones, grâce aux modes optionnels de financement.

Quand une personne quitte sa réserve pour aller au collège, elle n'est plus tributaire de ce budget, ou du budget de bien-être social de la province, et il devrait donc y avoir un moyen pour que l'élément aide sociale de ce coût beaucoup plus élevé ne soit pas assumé par le programme d'enseignement.

Ce sont des questions qu'ils faut examiner, monsieur le président, car il me semble injuste de considérer qu'un programme d'enseignement devrait servir à autre chose qu'à l'enseignement. N'oubliez pas que les étudiants adultes reçoivent des sommes non négligeables, dépassant 15,000\$ par an. Je sais que cela ne peut couvrir tous leurs besoins, mais c'est quand même beaucoup plus que ce que recevrait normalement un jeune sortant de l'école secondaire, et cela représente manifestement une ponction sur ce programme.

Voilà donc le genre de questions que j'aimerais analyser avec les chefs, et au sujet desquelles je souhaiterais recevoir l'avis du comité parlementaire.

Le président: Merci, monsieur le ministre.

Mrs. Duplessis (Louis-Hébert): I wish I had the transcription of the meeting we had Wednesday afternoon with the Indian leaders, in order to be able to quote them exactly.

The chiefs we heard Wednesday afternoon, Mr. Minister, agreed on the importance of allowing adults to go back to school. I agree with them when they say that it is much less costly to society to pay for their education than to pay for social welfare or unemployment insurance, or even to pay for their being in jail.

Don't you think, Mr. Minister, that you could come to an agreement with the Education Ministers of the various provinces so that all the Natives who wish to go or to return to university could receive funding from the provincial governments? It is very important that any native person who wants to study have this opportunity.

M. Siddon: M^{me} Siddon soulève une question très intéressante, monsieur le président, à laquelle votre comité devrait sans doute prêter sérieusement attention.

Il faut bien comprendre que les étudiants, autochtones ou inuits, qui vivent sur les réserves peuvent bénéficier de ce programme, et que le gouvernement fédéral accepte la responsabilité de financer leurs études du primaire au post-secondaire. Bon nombre d'étudiants autochtones, métis ou non conventionnés vivent cependant en dehors des réserves et ne reçoivent donc pas de crédits du gouvernement fédéral mais plutôt des gouvernements provinciaux, au titre de leurs programmes d'enseignement. Évidemment, ces derniers sont financés par tous les contribuables, et le gouvernement fédéral y contribue aussi par le financement des programmes établis.

[Texte]

It has occurred to me that other aboriginal students who may not have status should also be given special attention. I believe we could encourage the provinces to make a much larger contribution toward that education. School costs provincially are funded from education tax revenues, which most parents pay as part of their tax assessment. Of course, aboriginal people don't pay taxes, but if they are living off-reserve, they do. Perhaps the provinces should think about making additional funding available to those non-status or Métis students that doesn't come under the direct responsibility of my department.

I think the status, treaty Indian and Inuit people would be very angry if I were to suggest that I was going to pass part of my responsibility as the federal minister off on the provinces. There has to be co-operation here. I think there is an area where we could encourage the provinces to do more. As I was saying, we should encourage the private sector employers to do more through scholarships and employment opportunities.

Provincial student loans, I would say, Madam Duplessis, are available in addition to the Canada student loans, which are available to all aboriginal students over and above the direct contributions available under this program, but that's as far as I could go today.

Avez-vous une autre question?

Mme Duplessis: Oui, j'en ai deux autres, monsieur le ministre. Je sais qu'aux oreilles de certains, la question que je vais vous poser va paraître presque sacrilège.

Monsieur le ministre, ne serait-il pas possible que les étudiants autochtones puissent rembourser les prêts ou les bourses qu'ils reçoivent afin que, dans chacune des bandes, on puisse, avec le temps, accumuler un fonds solide? Les étudiants seraient peut-être beaucoup plus sérieux et travailleraient peut-être beaucoup plus fort dans leurs études s'ils devaient, comme tous les autres étudiants canadiens, rembourser leurs prêts ou bourses après la fin de leurs études.

Mr. Siddon: Mr. Chairman, this is not an unnatural question, but it does require understanding of the special responsibility the Government of Canada has toward status Indian and Inuit people, which is reflected in our history and our law and the constitutional recognition of aboriginal rights. I don't carry it as far as saying that it is a treaty right, but we do accept a responsibility for education. The question is to what degree. When does it become such a well-financed program that there is no incentive for the student to move from the program into work, and to realize that this is an investment in that person's future?

Most students, myself included, recall having paid back a student loan. I am not suggesting that student loans are possible for young people or returning mature students who don't have any money and have not had a job, and have necessarily no prospect of a job without education. I do think there's a possibility here within tribal councils or in the self-administered education programs of maybe contemplating a kind of revolving fund if some students happen to really benefit, as we hope they will.

[Traduction]

Je crois cependant que les autres étudiants autochtones, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas conventionnés, devraient aussi bénéficier d'une aide spéciale. Je crois que nous pourrions encourager les provinces à leur fournir une aide beaucoup plus élevée, pour leur permettre de poursuivre leurs études. Les écoles sont financées, à l'échelle provinciale, par l'impôt que payent la plupart des parents. Bien sûr, c'est seulement s'ils vivent sur les réserves que les autochtones ne payent pas d'impôts. Peut-être les provinces pourraient-elles donc envisager de dégager des crédits supplémentaires pour les étudiants non conventionnés ou métis qui ne relèvent pas de la responsabilité directe de mon ministère.

Je crois que les Indiens conventionnés, les Indiens des traités et les Inuits seraient furieux si je me proposais de transférer une part de mes responsabilités fédérales aux provinces. Il faut agir dans un esprit de concertation. Voilà un domaine où je crois que nous pourrions encourager les provinces à faire plus. Comme je l'ai dit, nous devons également fournir le même encouragement aux employeurs du secteur privé, pour qu'ils offrent des bourses et des possibilités d'emploi.

Je précise, madame Duplessis, que les étudiants ont accès à des prêts provinciaux, en plus des prêts fédéraux, lesquels sont accessibles à tous les étudiants autochtones en plus des contributions directes offertes par ce programme. Je ne puis aller plus loin aujourd'hui.

Do you have another question?

Mrs. Duplessis: I have two, Mr. Minister. I know that the first one will sound sacrilegious to some members.

Would it not be possible, Mr. Minister, that native students reimburse the loans or the grants they receive, so that each Indian band be able to establish a fund over time? Students might perhaps be more serious and more hard-working if they had to reimburse their loans or grants at the end of their education, like any other Canadian student.

M. Siddon: Je comprends bien votre question, monsieur le président, mais vous devez comprendre de votre côté les responsabilités spéciales qui incombent au gouvernement du Canada à l'égard des Indiens conventionnés et des Inuits, du fait de notre histoire, de notre droit et de la reconnaissance constitutionnelle des droits des autochtones. Je n'irai pas jusqu'à dire qu'il s'agit-là d'un droit issu des traités, mais il n'en reste pas moins que nous acceptons certaines responsabilités en matière d'éducation. Le problème est de savoir jusqu'où nous devons aller. Devons-nous offrir des bourses tellement généreuses que les étudiants n'auront aucune incitation à terminer leurs études pour chercher un emploi?

La plupart des étudiants sont tenus de rembourser le prêt qui leur a été consenti, ce qui a été mon cas. Je ne veux pas dire que les jeunes ou les adultes qui veulent reprendre leurs études et qui n'ont ni ressources ni emploi ni perspective d'emploi sans éducation n'ont qu'à essayer d'obtenir un prêt. Je crois que les conseils tribaux ou les programmes d'éducation autogérés pourraient cependant envisager d'offrir une aide sous cette forme, ou peut-être d'établir une sorte de fonds de roulement à l'intention de ces étudiants.

[Text]

• 1000

That's all part of the whole broader question of empowering aboriginal communities to ensure that the resources that are earned collectively by an aboriginal community can be reinvested where the need is greatest. It gets to a more fundamental question in terms of administering post-secondary education relative to all of the other demands that are placed on a tribal council or a band council, and that is choosing priorities and making do with resources available.

Presently, bands could instate such a program if they thought it valuable. If students who received the benefit were, by the wish of the chiefs, encouraged to pay something back into a fund so that other students might benefit subsequently, that would be for them to decide. But it's not, in my way of looking at our relationship, the new type of relationship we're trying to establish, something the government could impose, nor would I contemplate it.

Mme Duplessis: Monsieur le ministre, ma dernière question concerne des commentaires que le chef Patrick Madahbee a faits concernant le fameux programme de stratégie canadienne de développement économique que vous avez mentionné.

À moment donné, je lui demandais s'il ne ne serait pas bon que les étudiants puissent au moins travailler durant l'été, pas nécessairement pour gagner de l'argent en vue d'étudier, mais au moins pour faire l'acquisition de compétences dans le domaine dans lequel ils veulent se diriger. Il nous a dit que les critères de la stratégie de développement économique des autochtones étaient très difficiles et que le démarrage du programme avait été excessivement lent.

Monsieur le ministre, pourriez-vous jeter un coup d'oeil là-dessus ou discuter avec vos collègues, les ministres Thomas Hockin et Michael Wilson, pour voir ce qui ne va pas et voir s'il n'y aurait pas lieu de modifier les critères afin que le programme puisse démarrer ou aller un peu plus rapidement? Le chef avait beaucoup de réserves face à cela.

Mr. Siddon: This is also very a useful observation, Mr. Chairman, one I hope the committee will follow up further on. I noted in reviewing the account of Wednesday's meeting that Chief Madahbee had indeed made this point.

The Pathways to Success program has only been in existence for about a year and a half, I believe. It came after the aboriginal economic development strategy and was separately created, I think, when Madam McDougall was Minister of Employment and Immigration. It was structured to be administered jointly or co-managed—I think I may have said that in my earlier remarks—by aboriginal advisory bodies at the local, regional, and national level together with CEIC or Employment and Immigration Canada.

I'm told one of the problems in getting the program moving has been in the structuring of these advisory groups in some regions. I'll tell you frankly, Mr. Chairman, the reason appears to be that—and I've heard it directly from

[Translation]

Tout cela est lié au problème plus général des transferts de pouvoirs aux collectivités autochtones, l'objectif étant de veiller à ce que les revenus gagnés collectivement par une collectivité autochtone puissent être réinvestis dans les secteurs où les besoins sont les plus aigus. Cela relève en fait d'une question plus fondamentale concernant la gestion de l'enseignement post-secondaire en tenant compte de tous les autres besoins que doivent satisfaire les conseils tribaux ou les conseils de bande. Au fond, il s'agit d'établir ces priorités et de faire avec les ressources dont on dispose.

À l'heure actuelle, les bandes pourraient fort bien se doter de tels programmes si elles le jugeaient nécessaire. Si les chefs indiens désiraient encourager les étudiants recevant cette forme d'aide à en rembourser une partie pour constituer un fonds qui permettrait d'en aider d'autres, rien ne les empêcherait de le faire. À eux d'en décider. Je puis vous dire que ce n'est pas là quelque chose que le gouvernement pourrait imposer, ni même envisager d'exiger, considérant la nature des nouvelles relations que nous essayons d'établir avec les collectivités autochtones.

Mrs. Duplessis: My final question bares on the comments made by Chief Patrick Madahbee about your famous canadian aboriginal economic development strategy.

When I asked him if it would not be beneficial for students to get some jobs, not necessarily to earn money for their studies but at least to get some useful qualifications for their future jobs, he told us that the criteria established for the canadian aboriginal economic development strategy were very rigorous and that the program was very slow to start.

Could you have a look at that, Mr. Minister, with your colleagues Thomas Hockin and Michael Wilson, to see what is wrong with that program and possibly to change the criteria in order to allow the program to get off the ground much faster? The chief had serious reservations about this program.

M. Siddon: C'est également une remarque très utile, monsieur le président, et j'espère que le comité surveillera de près l'évolution de ce programme. Le compte rendu que j'ai reçu de la séance de mercredi faisait précisément allusion à cette remarque du chef Madahbee.

Le programme Les chemins de la réussite n'existe que depuis un an et demi, si je ne me trompe. Il a été élaboré après la stratégie canadienne économique de développement économique des autochtones, lorsque M^{me} MacDougall était ministre de l'Emploi et de l'Immigration, si je me souviens bien. Ce programme était structuré de manière à ce qu'il puisse être cogéré, comme je l'ai dit plus tôt, par des organismes consultatifs autochtones à l'échelle locale, régionale et nationale, avec la CEIC.

On me dit que l'une des raisons pour lesquelles le programme a été long à démarrer est que l'on a eu des difficultés à mettre sur pied ces groupes consultatifs dans certaines régions. Je vous dirai très franchement, monsieur le

[Texte]

some chiefs—the status chiefs and treaty chiefs do not feel they should necessarily participate with other non-status aboriginals on these advisory boards when the funds are available to both status and non-status, and that there should be two separate structures.

Now, they may well have a very good reason for taking that perspective, but I do think it contributes to inefficiency and to the denial of opportunity of aboriginal students, who may or may not be status Indian or Inuit students, from having the benefit of this program.

• 1005

The program is funded in the appropriations of Parliament to the tune of \$200 million a year. If those funds are not being fully exploited... We have a problem on the post-secondary level and people are asking what can we do? Yet, the advisory boards that are supposed to help guide the government in making wise decisions are not being created for some political reason. I think that is very unfortunate. Maybe this is something the committee would wish to look further at. It might be worthwhile that you obtain a report from the responsible minister as to how this program is developing and how it might be used to supplement the program we are reporting on today.

The Chairman: It is intended that when CAEDS released the report, I believe early December, possibly we will have a chance to talk to the administrators, the minister and others who may have some solutions for us.

Mr. Siddon: This is not to be confused, Mr. Chairman, with CAEDS. This is a separate initiative of Employment and Immigration Canada called Pathways to Success. It is a training and vocational program.

The Chairman: You are so right.

Mr. Nault (Kenora—Rainy River): Welcome to the minister. I find it quite interesting that the minister would say first of all that on the one hand he is not getting good co-operation from the First Nations, which is contributing to his lack of data, but then in the same breath tell us that it's his understanding and knowledge that all eligible students have been funded.

Minister, you cannot have it both ways. Either you know that everyone is funded or you don't know. If you don't know, then it is because of the data base. The fact remains that since 1989, we have been talking about putting a data base together. If I were to be cynical, I would suggest to the department that they have no interest in knowing what the numbers are because then they would realize just how big of a problem they really have here.

I would suggest to you even further, just on the two letters that myself and my colleague Ethel Blondin wrote to you, one about the shortfall in the Atlantic region and another about the shortfall in Treaty 9 area... In those two areas alone, we suggested that even if you took the figure that was reported in the letter you wrote to Ms Blondin, there are at least 100 students who were not funded this year. It suggests that, indeed, there are students who are not being

[Traduction]

président, que la raison semble être, et c'est ce que m'ont dit directement certains chefs, que les chefs conventionnés et les chefs de bande régis par un traité ne sont pas convaincus qu'ils devraient faire partie de ces organismes consultatifs à côté d'autochtones non conventionnés, pour assurer la gestion de crédits disponibles aux deux catégories. Selon eux, il faudrait établir deux structures distinctes.

Il se peut fort bien qu'ils aient de bonnes raisons pour réagir de cette manière, mais j'estime que cela est une source d'inefficacité, et prive des étudiants autochtones, qu'ils s'agisse ou non d'Indiens conventionnés ou d'Inuits, des possibilités que pourrait leur offrir ce programme.

Le budget du programme accordé par le Parlement est de 200 millions de dollars annuels. Si ces sommes ne sont pas complètement utilisées... Nous avons proposé des solutions pour résoudre le problème de l'enseignement post-secondaire, mais les conseils consultatifs qui sont censés aider le gouvernement à prendre de sages décisions ne sont pas créés, pour des raisons d'ordre politique. Cela me paraît fort regrettable, mais c'est quelque chose que votre comité pourrait peut-être examiner. Il vaudrait peut-être la peine que vous obteniez un rapport du ministère concerné pour savoir comment fonctionne ce programme et comment il pourrait être utilisé pour compléter celui dont mon ministère est responsable.

Le président: Il est prévu que nous tenions une séance avec le ministre et les responsables du programme SCDEA lorsque le rapport sera publié, début décembre.

M. Siddon: Il ne faut pas confondre les Chemins de la réussite, qui relève du ministère de l'Emploi et de l'Immigration, avec la Stratégie canadienne de développement économique des autochtones, qui est un programme de formation professionnelle.

Le président: Vous avez raison.

M. Nault (Kenora—Rainy River): Monsieur le ministre, je vous souhaite la bienvenue. Il est très intéressant de vous entendre dire que vous n'obtenez pas la coopération souhaitée des Premières Nations, ce qui vous empêche d'avoir les données dont vous avez besoin, puisqu'il n'y a à votre connaissance aucun étudiant admissible qui n'ait pas reçu de bourse.

Monsieur le ministre, vous ne pouvez pas jouer sur les deux tableaux. Ou vous savez que tous les candidats sont financés, ou vous ne le savez pas. Si vous ne le savez pas, c'est peut-être à cause de cette base de données qui n'avance pas. Il n'en reste pas moins que l'on en discute depuis 1989. Si j'étais cynique, je dirais que votre ministère ne veut pas savoir combien de candidats ne reçoivent pas de bourse, parce qu'il ne veut pas faire la lumière sur l'ampleur du problème.

J'attire également votre attention sur deux lettres que vous avez reçues, de moi-même et de ma collègue, Ethel Blondin, au sujet d'un déficit pour la région de l'Atlantique et d'un autre pour la région du Traité 9. Rien que pour ces deux régions, si l'on se fonde sur le chiffre figurant dans la lettre que vous avez adressée à M^{me} Blondin, au moins cent étudiants n'ont pas eu de bourse cette année. Il est donc en fait incontestable que certains étudiants ne reçoivent pas

[Text]

funded. For you to say in your speech today that it is your knowledge that all of them are being funded is, I think, an incorrect statement. We should reflect on that.

I want to give you some information of one of the presenters on Wednesday. You can explain this to me. For lack of a better word, I am very confused about the numbers that are being thrown out here. One estimate is for \$182.2 million in the program for 1990-91. The Prime Minister makes the statement that there will be an increase of \$320 million over five years to the particular post-secondary education budget. Whether or not my math is good, to me that works out to about a \$64-million increase per year, which is really a 30% increase in that particular budget we are talking about now.

Having said that, every individual who came to the committee the other day said to us that in essence they have taken a cut in their expenditures on the post-secondary side. I want to give you just one or two examples here.

For the Coldwater Indian Band in the B.C. region, the 1991-92 post-secondary budget request was for \$401,943, which worked out to five part-time students and 44 full-time students, for a total of 49 students. The DIAND approved budget for 1991-92 is for two part-time students and 26 full-time students, for a total of 28 students at \$282,819. According to the individuals, this amount of dollars that was approved was 7% less than what they got the year before.

Minister, I don't want to get into the exact particulars, but when you hear these kinds of statements, it suggests to me that what we are hearing from the Prime Minister and from the department is not what is happening out there in the regions.

• 1010

I will give you an example a little closer to home, the one I know best. A letter I wrote to you suggesting there was a \$4-million shortfall in the Nishnawbe-Aski Council's funding for 1991-92. So people will understand, this particular education council represents, if I am correct, 22 bands. So it is a very large area, and \$4 million might seem like a lot, but we are talking about a lot of students.

I spoke to the NNEC regarding post-secondary education last night, and I asked him what his increase in funding was for this fiscal year. He suggested that it was at most a 2% increase in funding. I asked him how many students were deferred, and he said that they had had to defer 40 regular students out of this program because they could not afford to pay for them.

He also suggested he had had to cancel two courses that were offered. One course was on mental health counselling, a training program, which, as we all know, is a key problem in the north. The other was a course on constitutional issues offered by Lakehead University. He suggested to me that those two courses that were cancelled were going to run about 40 students each. So if those two courses had to be cancelled because of a lack of funds, that is 80 students there,

[Translation]

d'aide en vertu de ce programme. Comment pouvez-vous donc affirmer, comme vous l'avez fait tout à l'heure, qu'il n'y a à votre connaissance aucun problème à ce chapitre?

Je vais vous communiquer certaines informations que nous avons obtenues de l'un des témoins de mercredi, et je vais vous demander de me donner des explications. En effet, les chiffres qui sont avancés dans ce domaine sont fort troublants, c'est le moins qu'on puisse dire. Il y a eu un budget de 182,2 millions de dollars pour 1990-1991. Le Premier ministre a déclaré que ce budget particulier de l'enseignement post-secondaire bénéficierait d'une rallonge de 320 millions de dollars sur cinq ans. Si je ne me trompe, cela fait environ 64 millions de dollars par an, soit une augmentation de 30 p. 100.

Cela dit, tous les témoins qui se sont présentés au comité l'autre jour ont affirmé qu'ils avaient dû réduire les dépenses qu'ils consacrent à l'enseignement post-secondaire. Je vais vous en donner deux exemples.

La bande indienne de Coldwater, en Colombie-Britannique, avait demandé pour 1991-1992 un budget de 401,943\$, pour cinq étudiants à temps partiel et 44 étudiants à temps plein, soit 49 en tout. Le budget approuvé par le ministère s'établit à 282,819\$, ce qui correspond à deux étudiants à temps partiel et à 26 étudiants à temps plein, soit 28 en tout. Selon les représentants de la bande, ce budget est inférieur de 7 p. 100 à celui de l'année précédente.

Monsieur le ministre, je ne vous demande pas d'entrer dans les détails, mais quand j'entends ces chiffres, je suis bien obligé d'en conclure qu'il y a un fossé entre ce qu'affirme le Premier ministre et ce que fait le ministère.

Je vais vous donner un autre exemple, que je connais encore mieux. Je vous ai écrit il y a un certain temps pour vous dire qu'il manquait quatre millions de dollars au budget consenti au Conseil Nishnawbe-Aski pour 1991-1992. Pour l'information des membres du comité, ce conseil d'éducation regroupe 22 bandes, si je ne me trompe. Il s'agit donc d'un très vaste territoire, et quatre millions de dollars peuvent paraître une somme élevée, mais nous parlons ici d'un grand nombre d'étudiants.

J'ai demandé hier au CNEA si le budget qui lui avait été consenti pour cet exercice financier, au chapitre de l'enseignement post-secondaire avait été augmenté, et on m'a répondu que l'augmentation était au plus de 2 p. 100. J'ai demandé combien d'étudiants avaient été privés de bourses, et on m'a dit qu'il y en avait 40, dans le cadre de ce programme, parce qu'il n'y avait pas assez d'argent.

Mon interlocuteur m'a également dit qu'il avait dû annuler deux cours, l'un concernant les services de consultation sur la santé mentale, qui est un cours de formation touchant un problème très important pour les régions du Nord, et l'autre portant sur les questions constitutionnelles, qui est offert par l'Université Lakehead. Il m'a dit qu'il devait y avoir une quarantaine d'étudiants pour chacun de ces deux cours qui ont été annulés. Cela signifie

[Texte]

plus the regular 40 who were not allowed to participate. We are up to 120 students who could not participate in these particular programs.

All I am suggesting to you, Minister, is there is a major problem out there. Now, whether my colleague from the NDP is correct that it is 3,000, 4,000, or 5,000... That's a figure that could be easily found by asking particular education councils, as I did, and we could get a good number. For us to sit here today and say that we really cannot be sure because we do not have the numbers is really a statement that could infuriate aboriginal people, because of the importance of this particular program to the well-being of those First Nations in the future.

I would like to know, most specifically, out of the \$320 million that was suggested by the Prime Minister, how much does that mean in relation to a post-secondary education per-year increase from now until 1996, for example—because my numbers and the numbers we have here by the research bureau do not show a kind of increase that is of substance.

Secondly, the percentage that is being mentioned to us by individual bands is a lot less than what they got even last year. I mean, a big education council like Nishnawbe-Aski getting a 2% increase when you know that the student enrolment is just jumping out of sight.

I will just leave you with that first question. I want to get into the criteria of your program, the administrative side you talk about, because I think there is something else there that we have to talk about.

The Chairman: May I interrupt, Mr. Minister, just to point out that this question took seven minutes for a five-minute round. We will get back to you next round, Mr. Nault, no doubt, but I encourage people to keep their questions perhaps a bit shorter.

Mr. Siddon: There were really two parts to Mr. Nault's question. The first, which he began with and ended on, was the question of what this \$320-million increase is relative to the program that had previously been approved by Parliament and scrutinized by this committee when you scrutinized the estimates last spring, Mr. Chairman.

When the committee scrutinized the estimates and the five-year projections contained within the blue book last year, one would have found that the appropriated funding for this program was \$150 million per year, with only a very modest correction index, but essentially that was the budget. But in 1990-91, while we were waiting upon consensus and guidance from this review process in which, I said, there were many meetings, many of them under the bilateral agreements that had been signed, we supplemented the program by \$40 million so there would be no deferrals in that year, so as to provide a kind of a buffer while we waited on those findings and recommendations, particularly, for example, with regard to the student registry and many of the eligibility criteria on which we wanted more consensus.

[Traduction]

qu'il n'y a pas seulement 40 étudiants qui n'ont pas été autorisés à participer au programme, mais aussi 80 autres, du fait de l'annulation des cours. Nous en sommes donc à 120 étudiants qui n'ont pas pu participer comme ils l'auraient voulu.

Tout ce que je veux dire, monsieur le ministre, c'est que le problème est grave. Je ne sais si mon collègue du NPD a raison de dire que le nombre d'étudiants rejetés est de 3,000, 4,000 ou 5,000. Il suffirait de toute façon d'interroger les conseils éducatifs pour s'en faire une idée assez exacte. Dire aujourd'hui qu'on ne peut pas vraiment savoir parce qu'on n'a pas les données de base va incontestablement provoquer la colère des autochtones, car ce programme est très important pour l'avenir des Premières Nations.

Puisque le Premier ministre a parlé d'une augmentation de 320 millions de dollars, je voudrais savoir quel pourcentage d'augmentation cela représente par année jusqu'en 1996, par exemple, car les chiffres que j'ai obtenus des services de recherche ne confirment pas d'augmentations aussi importantes.

Deuxièmement, les pourcentages d'augmentation que mentionnent les bandes indiennes sont bien moins élevés que ceux de l'an dernier. Par exemple, un grand conseil éducatif comme celui de Nishnawbe-Aski n'a obtenu que 2 p. 100 de plus, alors qu'on sait très bien que le nombre d'étudiants désireux de s'inscrire est en train d'exploser.

J'en resterai là pour cette première question. Quand vous m'aurez répondu, je voudrais parler des critères des programmes et des problèmes administratifs, car je crois qu'il s'agit-là d'un autre aspect sur lequel nous devons nous pencher.

Le président: Je me permets de vous interrompre, monsieur le ministre, pour signaler au député que sa première question a pris sept minutes, pour un tour de cinq minutes. Nous rendrons certainement la parole au tour suivant, monsieur Nault, et j'encourage d'ici là chacun à essayer d'être un peu plus bref dans ses questions.

M. Siddon: La question de M. Nault comporte en fait deux éléments. Le premier, qu'il avait soulevé au début et à la fin, concerne le pourcentage d'augmentation que représentent les 320 millions de dollars par rapport aux budgets qui avaient été approuvés par le Parlement, et examinés par votre comité au printemps dernier.

Quand vous avez examiné ce budget, ainsi que les projections quinquennales figurant dans le livre bleu, l'an dernier, le montant des crédits prévus pour ce programme était de 150 millions de dollars par an, avec un indice de relèvement très modeste. En 1990-1991, en attendant les recommandations du processus d'examen, qui avait donné lieu à de nombreuses rencontres, dont beaucoup dans le cadre des ententes bilatérales, comme je l'ai dit, nous avons ajouté 40 millions de dollars au budget, pour qu'il n'y ait pas d'étudiants qui soient rejetés cette année-là. Il s'agissait donc de prévoir une marge de sécurité dans l'attente des recommandations, notamment en ce qui concerne l'établissement du registre des étudiants et l'examen des critères d'admissibilité.

[Text]

• 1015

If, when you studied the estimates last year, there was a \$150 million budget projected out to 1995, and I went to Cabinet and had that increased by \$40 million and then had it indexed upward from there over the next five years, Mr. Nault, we would calculate that for 1991—this will show up in the estimates when they are tabled shortly after Christmas—there is a \$40 million increase; for 1992-93, a \$51 million increase; 1993-94, a \$62 million increase; 1994-95, a \$76 million increase, and 1995-96, a \$90 million increase. That will appear in the five-year projections in the estimates for the 1991-92 fiscal year.

Those numbers that I have just read out add up to \$320 million. That is an increase on a previous base of about \$750 million—a significant increase. Now, I recognize that between the previous fiscal year and the present fiscal year, there is no significant change in the total budget available because we had to dig into other kinds of commitments. We operate within a fixed overall budget and it is all distributed by various programs, whether it is housing or northern affairs or aboriginal economic development or what have you. It is all before you in the estimates.

More than 70% of all our program funding is Indian administered now, in the Indian Affairs section. As I have said, more than 87% of the post-secondary program is native administered.

I am now coming to the second part of Mr. Nault's question. If some bands receive the same budget as the previous year, or even less, it is because other bands put in estimates calling for much more. In fact, in the British Columbia region we had, I think, Mr. McCue, more than a 40% increase in proposed demand.

Mr. McCue: Yes.

Mr. Siddon: There was a budget increase in the British Columbia region from about \$21 million in 1988 to \$31.2 million this year. But when the 145 or 147 funding organizations put in their estimates in June, some of them asked for a lot more than they had had the previous year. That affected the redistribution, so others received less. Of the 147 administering organizations, 98 received more.

Those that received any significant reduction as a result were offered an opportunity to have their case reviewed at the regional level, and that was done. Some 20 administering organizations, out of the 28 that had been eligible for review, came forward and submitted to this review. In some cases, we were able, by redistribution, to give them more money. Additional funds of some \$800,000 were redistributed between June and September. Therefore, the budget was increased from \$31.2 million to \$32 million, I would estimate.

Now, let us keep in mind that in British Columbia, in 1978, I believe there were 2,600 students enrolled in one province. By 1991 we had increased that to 3,800 students from 2,600, or maybe it was 2,200. This is a very major

[Translation]

Il y avait donc, au moment où vous avez étudié le budget l'an dernier, une somme de 150 millions de dollars prévue chaque année jusqu'en 1995. À la suite de mon intervention au cabinet, cette somme a été augmentée de 40 millions de dollars par an pendant cinq ans, avec un facteur d'indexation, ce qui signifie, et vous le verrez dans le budget que sera déposé peu après Noël, que l'augmentation originelle de 40 millions de dollars deviendra 51 millions en dollars en 1992-1993, 62 millions de dollars en 1993-1994, 76 millions de dollars en 1994-1995, et 90 millions de dollars en 1995-1996. Vous trouverez ces chiffres dans les prévisions budgétaires quinquennales qui seront déposées pour l'exercice financier 1991-1992.

Les chiffres que je viens de citer font un total de 320 millions de dollars, somme qu'il faut comparer à un budget originel d'environ 750 millions de dollars, ce qui n'est pas négligeable. Je reconnais qu'il n'y a pas eu d'augmentation importante entre l'exercice financier en cours et le précédent, parce que nous avons eu aussi d'autres engagements à respecter. Vous savez que nous avons une enveloppe budgétaire globale que nous devons répartir entre nos divers programmes, par exemple le logement, les affaires du nord ou le développement économique autochtone. Tout cela figure dans les documents budgétaires.

À l'heure actuelle, plus de 70 p. 100 de notre budget de programmes est géré par les Indiens, dans la section des affaires indiennes. En outre, plus de 87 p. 100 du programme d'enseignement postsecondaire est géré par les autochtones.

J'arrive maintenant à la deuxième partie de la question de M. Nault. Si certaines bandes reçoivent le même budget que l'an dernier, ou un budget inférieur, c'est parce que d'autres ont présenté des projections justifiant des budgets plus élevés. Par exemple, pour la région de la Colombie-Britannique, les prévisions correspondent à une augmentation de 40 p. 100, n'est-ce pas, monsieur McCue.

M. McCue: C'est cela.

M. Siddon: Le budget de la région de la Colombie-Britannique était déjà passé de 21 millions de dollars en 1988 à 31,2 millions de dollars cette année. Quand les 145 ou 147 organismes de financement nous ont adressé leurs projections, au mois de juin, certaines ont demandé beaucoup plus que l'année précédente, ce qui a eu un effet sur la distribution des fonds. Sur les 147 dont je viens de parler, 98 ont reçu plus.

En ce qui concerne celles dont le budget a été sensiblement réduit, du fait de cette nouvelle répartition, nous leur avons offert la possibilité de revoir leur cas à l'échelle régionale, ce qui a été fait. Sur les 28 qui avaient droit à cette révision, 20 l'ont demandée et, dans certains cas, nous avons pu rehausser à nouveau leur budget, par une nouvelle ventilation des sommes disponibles. En termes concrets, une somme supplémentaire de près de 800,000 dollars a ainsi été redistribuée entre juin et septembre. De ce fait, le budget de 31,2 millions de dollars est passé à 32 millions de dollars, en gros.

Songez au demeurant qu'il y avait en 1978, 2,600 étudiants inscrits en Colombie-Britannique. En 1991, le chiffre est passé à 3,800. Le chiffre de 1978 était peut-être de 2,200, je ne me souviens plus exactement. Quoi qu'il en soit,

[Texte]

increase in enrolment. I recognize that the pressure here is because of the awareness and the work of the administering organizations in promoting the program. But I have also said that in at least one case I know of, there were surplus funds left at the end of the fiscal year. There are such things as students who don't complete. Therefore, those moneys should be cut off at mid-stream, when those students drop out, which does happen.

I accept, Mr. Nault, that there are certain pressures with certain bands, which members will hear from. We have offered an internal review process in each region to make those adjustments, but we have also learned of applications that were received late, or applications that may not meet eligibility criteria, which have been added to that list of pressures. Therefore, I have to ask again, Mr. Chairman, for clear lists of students, together with an indication of the state of their application and their eligibility, not just a chief who comes before committee and says he had 100 students who couldn't get the program. I want to know why. Then we will set out to try to fix that problem.

• 1020

I am inviting the committee to help us over the next few months to find a way to deal with this management problem. We are trying to deal with the short-term, immediate pressures. There are always deferrals in post-secondary education, not just affecting aboriginal students. But I can tell Mr. Nault that for high school graduates and continuing students, there were no deferrals. If there are, I want to hear about them because that is something we said would not be the case. With mature students, some may not have been accepted. In order to assess their eligibility I need those specific cases to be brought to my attention—not just some round number, but the specific cases. We will try to be as helpful as we can.

Mr. Nault: I would like to try to understand the process that takes place here. In front of me I have the post-secondary student support program and its definitions, the eligibility, types of support, full-time students, the incentive program, limits of support, types of support—it goes on and on. At the back they have the appeal process operating guidelines, student registry.

One thing escapes me, Mr. Minister. If a particular band, like Coldwater Indian Band or the Northern Nishnawbe Education Council sends in a budget, it is obviously reviewed by the department. What escapes me is that on the one hand, you suggest the particular community or band or administering agency has some flexibility, but then the department reviews it and makes a decision. For example, Coldwater Indian Band suggested they needed money for 49 students and they were funded for 28.

[Traduction]

le nombre d'étudiants inscrits a considérablement augmenté. Bien sûr, cela résulte à la fois d'une meilleure connaissance du programme par les étudiants, et de la promotion qu'en font les organismes de gestion. Cela dit, je rappelle que je connais au moins un cas où des fonds excédentaires n'ont pas été rendus à la fin de l'exercice financier. Il y a aussi des étudiants qui n'achèvent pas leur année d'études, ce qui signifie qu'on devrait leur couper les fonds dès qu'ils décrochent.

Je reconnais, monsieur Nault, que certaines bandes font face à une situation plus difficile que d'autres, et les membres du comité en entendront encore parler. Nous avons cependant proposé à chaque région de procéder à une révision interne de la situation, pour procéder aux ajustements requis, mais nous avons également entendu parler de demandes reçues trop tard ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité, ce qui ajoute aux pressions. Voilà pourquoi, monsieur le président, je répète que nous avons besoin d'une liste exacte des étudiants, comportant des informations exactes sur le statut de leur demande et de leur admissibilité. Il ne suffit pas qu'un chef vienne dire devant votre comité qu'une centaine d'étudiants n'ont pas pu participer au programme. Quand je saurai pourquoi, nous verrons comment résoudre le problème.

J'en appelle d'ailleurs aux membres du comité pour nous aider, durant les prochains mois, à chercher des solutions à ce problème de gestion. Nous voulons faire face aux pressions immédiates, car nous savons qu'il y a toujours des exclus de l'enseignement secondaire, et ce ne sont pas seulement des autochtones. Je peux cependant affirmer, monsieur Nault, qu'il n'y a pas eu d'exclus en ce qui concerne les diplômés des écoles secondaires et les étudiants en cours de programme, il n'y a pas eu de rejets. Si vous en connaissez, j'aimerais bien que vous me les communiquiez, car nous avons décidé qu'il n'y en aurait pas. Pour ce qui est des étudiants adultes, certains ont pu ne pas être acceptés. Je ne peux cependant déterminer leur admissibilité si je n'ai pas les détails de leur situation, et pas simplement des chiffres globaux. Nous essaierons d'être aussi utiles que possible.

M. Nault: J'aimerais comprendre le processus dont vous parlez. J'ai sous les yeux les détails du programme d'appui aux étudiants de niveau postsecondaire, c'est-à-dire les définitions, les critères d'admissibilité, les catégories d'aide, les conditions concernant les étudiants à temps plein, le programme d'incitation, etc. J'ai aussi les détails du processus d'appel, des lignes directrices opérationnelles et du registre des étudiants.

Une chose cependant m'échappe, monsieur le ministre. Evidemment, quand une bande comme la bande indienne de Coldwater ou le Conseil d'éducation de Nishnawbe envoie un budget, votre ministère l'examine. Ce que je ne comprends pas, c'est que vous dites que cette bande ou cet organisme de gestion a une certaine souplesse dans la gestion des fonds, mais que c'est le ministère qui prend la décision. Par exemple, la bande indienne de Coldwater a demandé de l'argent pour 49 étudiants et elle n'en a reçu que pour 28.

[Text]

That says to me that this particular policy is adhered to strictly; therefore, the department takes a look at the criteria and makes a suggestion or an undertaking as to who is eligible and who isn't. Therefore, in essence, there is no flexibility in the program. One thing we have been told over and over again since this issue came up is that there is no room for mature students in these criteria. For all the students who have been off for a year or two or ten and decide they want to go back to school, there is absolutely no criteria for them in this particular policy. If they want to change that, or if they want those individuals to go back to school as single parents or older people do, then they have to get it out of some other mechanism.

Would that be a correct statement to make? Maybe what we are talking about here is that there is no component for mature students in your policy. Once the programs become fairly successful, more people in their twenties and thirties would want to go to school, which makes perfect sense. I am hearing over and over that it's the mature students who are not being allowed to go. They are certainly not going to stop a high school graduate from going or someone who is already in the program in the first or second year of university, something of that nature. Could you explain to me where the flexibility is in your program criteria that would allow a mature student to go to school?

Mr. Siddon: Mr. Nault raises a very important question, Mr. Chairman. It is important to recognize that if we have this imperfection in the means of administering budgets by region because we do not have adequate information on which to base estimates, it will create some unfairness. The member will hear about it, as other members may have heard about specific cases where there is a difficulty. You won't hear from the cases where there is no difficulty, which are in the large majority.

It's much easier when the Department of Indian Affairs has one office in Vancouver or Winnipeg or any of the other regions and decides how to distribute the budget. But when we have 145 administering organizations in British Columbia and you have to decide how to carve up the budget, it creates an administrative problem. You won't hear from those who got perhaps more than they required. You will hear from those who have a problem.

• 1025

I should also point out that as we move into self-government and financial administration, what we call alternative funding arrangements, bands and band leadership have to make choices. Our desire is to move away from the Indian Act philosophy of the Minister of Indian Affairs making those choices, and allow those choices to be made at the local level. If you have 145 organizations administering post-secondary education in British Columbia, it's probably because most of them are administered at the band level or the tribal council level.

[Translation]

Cela semble indiquer que le ministère applique rigoureusement la politique, c'est-à-dire qu'il détermine lui-même qui est admissible et qui ne l'est pas, selon les critères établis. Si tel est bien le cas, il n'y a aucune souplesse dans ce programme. On ne cesse de nous dire, depuis que nous discutons de ce programme, que rien n'est prévu pour les étudiants adultes, en vertu de ces critères. En outre, si un étudiant a cessé d'étudier pendant une année, deux ou dix, son cas n'est absolument pas prévu par cette politique s'il désire retourner aux études. Si les bandes concernées veulent les aider à reprendre leurs études, elles doivent faire appel à un autre mécanisme.

Ma conclusion est-elle exacte? Ai-je raison de dire que ce programme ne prévoit rien pour les étudiants adultes? Bien sûr, lorsque le programme aura connu un certain succès, il y aura plus de gens dans la vingtaine ou dans la trentaine qui voudront poursuivre des études, ce qui est tout à fait satisfaisant. Par contre, j'entends constamment dire que rien n'est prévu pour les étudiants adultes. J'entends dire qu'on ne va certainement pas empêcher un diplômé d'école secondaire d'aller à l'université, ou un universitaire en première ou en deuxième année de continuer ses études, pour tenir compte des étudiants adultes. Pourriez-vous me dire quels sont les critères du programme qui offrent suffisamment de souplesse pour permettre à un adulte de faire des études?

M. Siddon: M. Nault soulève une question très importante, monsieur le président. Il convient de souligner que les problèmes que nous connaissons en ce qui concerne la gestion des budgets par région viennent de ce que nous n'avons pas suffisamment de données de base, ce qui peut créer certaines injustices. Cela dit, seuls les cas où il y a eu des difficultés sont portés à notre connaissance, pas ceux pour qui tout s'est très bien passé, et qui constituent, et de loin, la majorité.

Il serait beaucoup plus facile au ministère des Affaires indiennes de répartir son budget si cela pouvait être fait par un bureau de Vancouver, de Winnipeg ou d'ailleurs. Dans le cas présent, le fait que 145 organismes de gestion en Colombie-Britannique soient chargés de se répartir le budget pose évidemment des problèmes administratifs. Vous n'allez pas entendre parler des organismes qui ont peut-être reçu plus que ce dont elles avaient besoin, vous entendrez parler de ceux qui ont reçu moins.

Je dois aussi souligner que les bandes vont devoir de plus en plus faire des choix à mesure que nous avançons vers l'autonomie gouvernementale et de nouveaux mécanismes financiers, dans le cadre de ce que nous appelons les modes optionnels de financement. Nous voulons nous éloigner de la philosophie sous-tendant la Loi sur les Indiens, en vertu de laquelle c'est le ministre des Affaires indiennes qui prend ces décisions, notre but étant de veiller à ce qu'elles soient prises au niveau local. S'il y a 145 organismes de gestion de l'enseignement post-secondaire en Colombie-Britannique, c'est probablement parce que la plupart ont été créés au niveau des bandes ou des conseils de bande.

[Texte]

If students leave the community to go to college, they therefore relieve the band of certain expenses, and therefore the tribal council or the band council has the flexibility within its budget to decide that may be a greater priority than something else on reserve. There's room to accommodate part of the pressure there by having a flexible approach to the administration of the global band or tribal council budget.

Furthermore, in terms of deciding which students should go, we don't make any rigid demands upon the administering organizations, if they, in their wisdom, choose to enable more mature students to attend, and to provide less support per student for those fresh out of school, which in some cases is fairly generous support.

It's not means tested. We have no way of knowing whether students are living at home, if they happen to live on an urban reserve, or whether they're paying for an apartment or something like that, or whether or not they need an automobile to get back and forth to college. These are matters that the chiefs and administering organizations have to decide. But the flexibility is there. If there's an interest in getting into this further, my officials could elaborate, but I believe we leave that kind of decision to the administering organizations. Is that not the case, Mr. McCue?

Mr. McCue: Yes, Minister, it is. If I could just add briefly to what the minister has provided, the policy you refer to identifies rates for student support and travel allowances and so on.

The department resources administering organizations on the basis of those rates, and we do not specify that they are for continuing students or recent high school graduates or mature students. We resource to the administering organizations based on the rates identified in that policy.

The administering organizations and the bands have the flexibility to determine what amounts they will then provide to the students, based on the amounts that they receive from us, based on the policy. They can decide, if that's their priority, to fund students other than the continuing and high school graduates.

Mr. Axworthy: The minister seems to give the impression that these responses between the band and the department are made on the basis of demand, and perhaps those who are from the band not receiving the money are not as much in need of it as the one that receives an increase.

I wish to ask a question about the situation in Ontario. It does seem to me that to say that the bands have all of these decision-making powers and priorities to set is to belie the real issue. Can they really make effective decisions and effective priorities if they don't have adequate funds available to them to administer? Perhaps the minister can indicate how much was spent on this program in Ontario last year, and what was budgeted this year.

Mr. Siddon: In response to your general preamble, Mr. Axworthy, I would say that I would be delighted if we, as ministers, I in particular in this case, didn't have to make this kind of decision. Ultimately, with the advent of self-government, we won't have to make such decisions.

[Traduction]

Lorsqu'un étudiant quitte sa collectivité pour aller au collège, sa bande n'est plus obligée d'assumer certaines dépenses, ce qui signifie que le conseil tribal ou le conseil de bande a la possibilité, dans les limites de son budget, d'accorder plus de priorité à d'autres activités sur la réserve. Le conseil dispose donc d'une certaine marge pour gérer son budget global.

En ce qui concerne le choix des étudiants bénéficiaires d'une bourse, nous n'imposons pas de critères rigides aux organismes de gestion. S'ils décident, dans leur sagesse, de financer un plus grand nombre d'adultes, et de donner une aide moins élevée aux élèves qui sortent de l'école secondaire, aide qui est parfois très généreuse, ils peuvent le faire.

L'octroi de bourses ne dépend pas des ressources personnelles des étudiants. Nous n'avons aucun moyen de savoir si les étudiants concernés vivent chez leurs parents, s'ils vivent en ville et doivent louer un appartement, ou s'ils ont besoin d'une voiture, par exemple, pour se rendre au collège. Ce sont des facteurs que seuls les chefs et les organismes de gestion peuvent prendre en considération. Et ils ont toute la latitude voulue. Si vous souhaitez des précisions à ce sujet, je peux demander à mes collaborateurs de vous les donner, mais il n'en reste pas moins que ce sont les organismes de gestion qui sont chargés de prendre les décisions de cette nature, n'est-ce pas, monsieur McCue?

M. McCue: En effet, monsieur le ministre. Puis-je ajouter brièvement que la politique dont vous venez de parler indique quels sont les taux prévus pour aider les étudiants, pour leur donner des allocations de voyage, etc.

Le ministère donne des fonds aux organisations de gestion en fonction de ces taux, sans préciser si elles doivent être consacrées aux étudiants qui poursuivent leurs études, aux diplômés des écoles secondaires ou aux étudiants adultes.

Les organismes de gestion et les bandes ont toute la latitude voulue pour fixer les montants qui seront consentis aux étudiants, à partir des sommes que nous leur fournissons en fonction de cette politique. Si elles le préfèrent, elles peuvent décider d'aider plus d'étudiants adultes que de diplômés d'écoles secondaires.

M. Axworthy: Le ministre semble vouloir donner l'impression que ces décisions sont prises par les bandes et le ministère en fonction des besoins, et que les étudiants des bandes qui ne reçoivent pas assez d'argent n'ont peut-être pas des besoins aussi élevés que ceux des bandes qui en reçoivent.

Examinons la situation en Ontario. Dire que les bandes ont le pouvoir de prendre leurs propres décisions et d'établir leurs propres priorités ne me paraît pas conforme à la réalité. Peuvent-elles vraiment décider efficacement, si elles n'ont pas assez d'argent? Le ministre peut-il nous dire quel a été le budget dépensé en Ontario dans le cadre de ce programme, l'an dernier, et quel est le budget de cette année?

M. Siddon: Laissez-moi vous dire, avant de vous donner des chiffres, monsieur Axworthy, que mes collègues du cabinet et moi-même serions parfaitement ravis de ne pas avoir à prendre ce genre de décision. Avec l'autonomie gouvernementale, nous n'aurons plus à le faire.

[Text]

• 1030

Even though it may seem to the hon. member, Mr. Chairman, that we can offer unlimited resources, we can't. We all have to live within our budgets. My department has to live within its budget. This committee reviews that budget. Individual chiefs and tribal administrators have to live within their budgets, and if they want to rearrange their priorities, my view of self-government is that those decisions should be taken at the local level and I shouldn't come in and override those decisions.

If there is a question about the fairness of distribution of funding, say between Ontario and Manitoba or British Columbia, that's certainly a question we should examine. Members of Parliament from regions and provinces should certainly have some interest and input as to whether those funds are being properly distributed, but please don't suggest that this very major program, supplemented by the Pathways to Success program of close to \$400 million—if you combine the two—is inadequate.

It's a matter of improving the administration. I'm not blaming anyone in particular. I'm saying we have a system here. . . maybe this is an object lesson in some of the difficulties we're going to have with self-government, because it expands to many other areas of jurisdiction, but it's something we're going have to learn to accommodate.

Mr. McCue tells me in regard to the specific question that the Ontario allocation for 1990-91—that is, the present. . . no, that was the previous year. This is 1991-92. For 1990-91 the allocation. . . well, for this year it's \$52,611,000, or more than 25% of the total program budget. That accommodated. . . do we have student numbers here? We don't have the student enrolment number.

Mr. Axworthy: The minister will also know that more money than that was spent last year in Ontario. In other words, the minister budgeted less for program than last year, even though enrolment increased. How does that give the bands opportunities to address the needs of their students? It simply doesn't. It doesn't make any sense to say that they have all this opportunity to make effective decisions, and then you give them less money than they had last year.

Mr. Siddon: Well, they didn't have less money. They had the same money in each year, and I said that was because in the previous fiscal year I scraped and borrowed from all around the department at great cost, putting great pressure on other programs. In fact, we had to cut certain initiatives in order to make that extra funding available. It was not in the A-base, which this committee reviewed only a few months ago.

It is now in the A-base, and I acknowledge that we have had to tighten up on the program to force all the administrators—the administering organizations, the tribal chiefs, the bilateral groups, the people whose responses I'm waiting for in regard to this report on national standards and the national data base. . . We have to have a co-operative effort to make these funds go as far as they can—and I'm not convinced that we're getting maximum bang for the buck yet,

[Translation]

Même si l'honorable député a l'impression que nos ressources sont illimitées, il doit bien savoir que ce n'est pas le cas. Nous devons vivre selon nos moyens, c'est-à-dire nos budgets. C'est votre comité qui examine notre budget. Les chefs de bandes et les gestionnaires doivent, eux aussi, respecter leurs budgets, mais, s'ils veulent modifier leurs priorités, ils doivent pouvoir le faire, en vertu de l'autonomie gouvernementale, et ce n'est pas à moi de leur imposer mes propres choix.

Si vous croyez que les budgets n'ont pas été répartis de manière équitable entre l'Ontario et le Manitoba ou la Colombie-Britannique, par exemple, nous sommes prêts à revoir la situation. Il convient que les députés s'intéressent au problème et soient en mesure de juger si les sommes sont réparties de manière équitable, mais ne venez surtout pas me dire que ce programme très important, complété par le programme les Chemins de la réussite, est inadéquat, car à eux deux, ils représentent une somme totale de près de 400 millions de dollars.

Certes, il y a des progrès à faire sur le plan administratif, mais je n'ai pas de reproches à adresser à personne en particulier. Nous faisons face à des difficultés qui sont inhérentes à l'autonomie gouvernementale, étant donné que celle-ci élargit les centres de pouvoir, mais c'est une chose à laquelle nous allons devoir nous faire.

M. McCue vient de me donner des chiffres en ce qui concerne le budget de l'Ontario pour 1990-1991 et pour 1991-1992. Cette année, le budget a atteint 52,611 millions de dollars, soit plus de 25 p. 100 du budget total du programme. Je ne puis cependant vous dire combien d'étudiants en ont bénéficié, nous n'avons pas le chiffre.

M. Axworthy: Vous savez qu'il y a eu plus d'argent que cela qui a été dépensé l'an dernier en Ontario. Autrement dit, le budget du programme est moins élevé que l'an dernier, alors que le nombre d'étudiants a augmenté. Comment pouvez-vous donc dire que les bandes peuvent répondre aux besoins de leurs étudiants? C'est tout simplement impossible. Il n'est pas raisonnable d'affirmer que les bandes ont toute la latitude voulue pour prendre des décisions efficaces, alors que vous leur donnez moins d'argent que l'an dernier.

M. Siddon: Ce que vous dites n'est pas exact. Elles ont reçu le même montant chaque année, mais il y a eu une augmentation durant l'exercice financier précédent parce que j'ai râclé les fonds de tiroir du ministère, ce qui a causé beaucoup de difficultés dans d'autres secteurs. En fait, nous avons même dû éliminer certains de nos projets pour fournir ces fonds supplémentaires, qui ne figuraient pas dans le budget de base A que votre comité a étudié il y a quelques mois.

La somme se trouve aujourd'hui dans le budget de base A, mais je dois vous dire que nous avons dû nous montrer plus exigeants envers tous les gestionnaires, c'est-à-dire les organisations de gestion, les chefs de bandes, les groupes bilatéraux et tous ceux dont j'attends les réponses au sujet de ce rapport sur les normes nationales, et au sujet de la base de données nationale. Chacun doit collaborer pour l'utilisation maximum des sommes disponibles, et je ne suis pas convaincu

[Texte]

and I don't think there's anything improper about an exercise of trying to improve the means by which we increase the efficiency and accountability of those who manage programs funded by the Government of Canada.

Mr. Axworthy: The minister simply needs to recognize and be open about the fact that at least \$2 million less this year was given to Ontario for this program than was spent last year. It simply makes no sense to speak in the terms that he's using.

But I want to make one point with regard to the Pathways to Success program.

The testimony on Wednesday indicated—and the minister will know this—that the departmental infrastructure to deliver this program is not even set up yet, so you can't access the dollars even if you want to. Mightn't the minister see it as more appropriate that this program be administered through the bands rather than through the Department of Employment and Immigration, in particular as he's made such useful comments about the need for decisions to be made at the band level wherever possible?

Mr. Siddon: Mr. Chairman, I am told by my officials—I don't keep the books—that it is not true to say there was less money this year than last year in the Ontario region. If we consider that in the summer months, faced with pressures on the part of certain organizations, such as the Nishnawbe group of bands he refers to, there were moneys redistributed and re-allocated. When the final tallies come in, the hon. member, I think, will be pleased to see that there was, in fact, through that redistribution, a means of accommodating students who otherwise would not have been accommodated. I don't know what the absolute numbers are going to look like, Mr. McCue.

• 1035

I am reminded that \$60 million of the Pathways funding has been committed in the present fiscal year, which tells me that the administrative machinery is there. I explained to the committee one reason it has not worked is because of a difference of opinion between status and non-status people. I am not convinced that one part of this program should be taken and necessarily put into the post-secondary type of administrative structure. But this committee may have some views on that, and I think you should hear both sides. It is important that non-status, off-reserve and Métis people have access to these job and vocational programs. I think there is room for healthy and generous co-operation among the parties rather than taking this divided approach to administering that important program.

Mr. Anawak: I just wanted to end on a positive note, Mr. Chairman.

[Traduction]

que nous obtenions actuellement les meilleurs résultats possibles par rapport à nos investissements. Au demeurant, cela ne veut pas dire qu'il y ait quoi que ce soit de mal à essayer de relever l'efficacité de ceux qui gèrent les programmes financés par le gouvernement du Canada, et de les obliger à mieux en rendre compte.

M. Axworthy: Il va bien falloir, monsieur le ministre, que vous reconnaissez sans détours que l'Ontario a reçu cette année deux millions de dollars de moins que l'an dernier au titre de ce programme. Ce que vous dites ne tient tout simplement pas debout.

Je voudrais maintenant faire un commentaire au sujet du programme Les Chemins de la réussite.

Les témoignages que nous avons recueillis mercredi—et le ministre doit en être conscient—nous portent à penser que l'infrastructure ministérielle requise pour mettre ce programme en application n'existe même pas encore, ce qui signifie que les bandes ne pourraient même pas avoir accès aux fonds disponibles si elles le voulaient. Ne croyez-vous pas qu'il serait préférable de faire gérer ce programme par les bandes elles-mêmes, plutôt que par le Ministère de l'Emploi et de l'Immigration, notamment si vous croyez, comme vous l'avez dit, qu'il est nécessaire que les décisions soient prises par les bandes elles-mêmes dans toute la mesure du possible?

M. Siddon: Monsieur le président, mes collaborateurs me disent qu'il n'est pas vrai d'affirmer que la région de l'Ontario a reçu moins d'argent cette année que l'an dernier. Il ne faut pas en effet oublier que, à la suite des pressions exercées par certaines organisations, notamment par les bandes du groupe Nishnawbe, des sommes complémentaires ont été attribuées durant l'été. Quand nous aurons les chiffres définitifs, le député pourra constater que la redistribution de fonds a permis de répondre aux besoins d'un plus grand nombre d'étudiants que prévu. Pour le moment, nous ne connaissons cependant pas les chiffres définitifs.

On me rappelle que 60 millions de dollars ont été engagés durant l'exercice financier dans le cadre du programme Les Chemins de la réussite, ce qui semble indiquer que la structure administrative est en place. J'ai déjà expliqué au comité pourquoi le programme n'a pas avancé aussi vite que nous l'aurions voulu, et c'est à cause de divergences d'opinion entre les Indiens conventionnés et non conventionnés. Cela dit, je ne crois pas qu'il faille prendre une partie du budget de ce programme pour l'injecter automatiquement dans la structure administrative de l'aide à l'enseignement postsecondaire. Votre comité pourrait cependant étudier la question, en recueillant l'avis de toutes les parties concernées. Il est important que les Indiens non conventionnés, les Indiens hors réserve et les métis aient accès aux programmes de formation professionnelle. À mon avis, il devrait être possible d'instaurer une coopération saine et généreuse entre toutes les parties, ce qui éviterait la confrontation que nous constatons actuellement au sujet de la gestion de ce programme important.

M. Anawak: Je voudrais terminer sur une note positive, monsieur le président.

[Text]

Mr. Siddon: You are always known for that, Jack.

Mr. Anawak: I would like to congratulate the minister on this publication. I think our young people are badly in need of heroes, and I think this is a start of a good...if it gets as wide a distribution as possible to our young people.

The only thing I object to in this is the prominence given to k.d. lang after her statements on meat.

Mr. Siddon: I thought you were going to object to the picture on page 2.

Mr. Anawak: That too, but...

Mr. Siddon: Well, I won't get into that debate. I don't have a particular position on beef, but I appreciate Mr. Anawak's kind comments. This is the kind of thing we have to do more of. I would like in 1992 to see us develop more means of recognizing and rewarding and encouraging scholastic achievement on the part of aboriginal students. I think we need a program to recognize excellence and endeavour, and to share that good news with other young aboriginal people. Give them some inspiration and reason to hope that there will be a different kind of life than they have been accustomed to in their communities and in their regions.

I think, Mr. Chairman, in conclusion, this is an excellent program. I don't admit to having the answer to all the problems that have been raised. We have not found perfection yet, but we can all help to make the program better, and I commend the committee for its interest in this subject and encourage you to carry on this work.

Thank you very much.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister, for your time, and on behalf of the committee I would like to thank you for your attendance this morning. I know we had to fit this in among everyone's tight schedules; therefore, I would like to thank everyone for their co-operation.

We look forward to continuing receiving everyone's co-operation in settling a problem that I think can only be settled if, in fact, we do get everybody's co-operation.

Thank you again.

The meeting is adjourned.

[Translation]

M. Siddon: C'est bien votre habitude, Jack.

M. Anawak: Je tiens à féliciter le ministre pour cette publication. Je crois que nos jeunes ont désespérément besoin de héros, et ce document constitue un bon départ. J'espère qu'il sera distribué le plus largement possible parmi nos jeunes.

La seule chose que je vous reprocherais concerne l'importance attribuée à k.d. lang, considérant ses déclarations sur la consommation de viande.

M. Siddon: Je croyais que vous alliez nous critiquer sur la photographie de la deuxième page.

M. Anawak: Pour cela aussi, mais...

M. Siddon: Je n'entre pas dans le débat. Je prends bonne note de vos commentaires positifs, monsieur Anawak, et je tiens à vous dire que je n'ai pas de position sur la consommation de viande. J'espère que nous pourrions encore en 1992 trouver d'autres mécanismes pour souligner les succès des étudiants autochtones, car cela encourage les autres. Je crois qu'il nous faut un programme pour récompenser l'excellence des étudiants et pour répandre la bonne nouvelle dans la collectivité autochtone. Il faut en effet encourager les autres autochtones et leur montrer qu'ils peuvent espérer une vie différente que celle à laquelle ils ont été habitués dans leurs collectivités jusqu'à présent.

En conclusion, monsieur le président, je crois que nous avons ici un excellent programme. Certes, je n'ai pas la réponse à toutes les questions qui ont été posées, et nous sommes prêts à reconnaître que nous n'avons pas encore atteints la perfection. Cela dit, rien ne nous empêche d'améliorer le programme, et je félicite les membres du comité pour l'intérêt dont ils ont fait preuve à cet égard. Je les encourage à continuer dans cette voie.

Merci beaucoup.

Le président: Merci, monsieur le ministre. Au nom de tous les membres du comité, je vous remercie d'être venus témoigner ce matin. Je sais qu'il a été difficile de trouver une plage satisfaisante pour tout le monde, mais nous avons finalement réussi. Je vous remercie tous et toutes de votre coopération.

J'espère que nous pourrions en bénéficier encore, plus tard, car il y a des problèmes qu'on ne peut résoudre que si tout le monde veut bien collaborer.

Merci à nouveau.

La séance est levée.

MAIL POSTE

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 4

Le lundi 2 décembre 1991

Le jeudi 5 décembre 1991

Président: Larry Schneider

Canada Post / Canadian Mail
Postage paid / Lettres
1991-1, 1991-2, 1991-3
1991-4, 1991-5, 1991-6

Canada Communication Group - Publishing
45 Saint-Catrus Postoffice
Hull, Quebec, Canada, K1A 0S9

Minister of Indian Affairs and Northern Development

Procès-verbaux et témoignages de comité permanent des

Aboriginal Affairs

affaires autochtones

RESPECTING:

Future Business

Study of the Status Report on Canadian Aboriginal
Development Strategy (SARCS)

CONCERNANT:

Travaux futurs

Étude du rapport d'état de la situation autochtone
au Canada (SARCS)

TEMOIN

Harvey McCue, Directeur général, Direction de l'évaluation
Du ministre des Affaires indiennes et du Nord Canadien

WITNESS

Harvey McCue, Directeur général, Direction de l'évaluation
Du ministre des Affaires indiennes et du Nord Canadien

Third Session of the Thirty-fourth Parliament,
1991

Troisième session de la trente-quatrième législature,
1991

En vente: Groupes Communication Canada - Edition
Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Available from: Canada Communication Group - Publishing
Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communications Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

[Text]

Mr. Siddow: You are always known for that, Jack.

Mr. Anawak: I would like to congratulate the minister on this publication. I think our young people are badly in need of heroes, and I think this is a start of a good one. It sets an excellent example as possible to our young people.

The only thing I object to in this is the prominence given to the young men's achievements on meat.

Mr. Siddow: I thought you were going to object to the picture on page 2.

Mr. Anawak: That's all, yes.

Mr. Stephen Weil: I won't get into that debate. I don't have a particular position on beef, but I appreciate Mr. Anawak's kind comments. This is the kind of thing we have to do more of. I would like in 1992 to see us develop more means of recognizing and rewarding and encouraging

...we need a program to recognize excellence and endeavour, and to share that good news with other young Aboriginal people. Give

WITNESS

From Indian Affairs and Northern Development Canada:

Harvey McCue, Director General, Education Branch.

I think, Mr. Chamberlain, in conclusion, this is an excellent program. I don't admit to having the answer to all the problems that have been raised. We have not found perfection yet, but we can all help to make the program better, and I commend the committee for its interest in this subject and encourage you to carry on that work.

Thank you very much.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister, for your time, and on behalf of the committee I would like to thank you for your attention this morning. I know we had to fit this in among everyone's tight schedules, therefore, I would like to thank everyone for their co-operation.

We look forward to continuing receiving every one's co-operation in setting a problem that I think can only be settled if, in fact, we do get everybody's co-operation.

Thank you again.

The meeting is adjourned.

[Translation]

Mr. Siddow: C'est bien votre habitude, Jack.

M. Anawak: J'aimerais féliciter le ministre pour cette publication. Je crois que nos jeunes ont grand besoin de héros, et je pense que c'est le début d'un bon héros. C'est un excellent exemple à suivre pour nos jeunes.

La seule chose que j'objecte dans ce document, c'est la place accordée à la viande sur la page 2.

M. Siddow: Je pensais que vous alliez objecter à la photo de la page 2.

M. Anawak: Pour cela aussi, merci.

M. Siddow: Je n'entre pas dans le débat. Je prends bonne note de vos commentaires, monsieur Anawak, et je dois à vous dire que je n'ai pas de position sur la consommation de viande. J'espère que nous pourrions encore en 1992 trouver d'autres mécanismes pour récompenser les

...nous avons besoin d'un programme pour reconnaître l'excellence des étudiants et pour répandre la bonne nouvelle dans la communauté. Il faut en effet

TÉMOIN

Du ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada:

Harvey McCue, directeur général, Direction de l'éducation.

En conclusion, monsieur le président, je crois que nous avons fait un excellent programme. Certes, je n'ai pas la réponse à toutes les questions qui ont été posées, et nous sommes tous à reconnaître que nous n'avons pas encore atteint la perfection. Cela dit, rien ne nous empêche d'améliorer le programme, et je félicite les membres du comité pour l'intérêt dont ils ont fait preuve à cet égard. Je les encourage à continuer dans cette voie.

Merci beaucoup.

Le président: Merci, monsieur le ministre. Au nom de tous les membres du comité, je vous remercie d'être venu témoigner ce matin. Je sais qu'il a été difficile de trouver une plage satisfaisante pour tout le monde, mais nous avons finalement réussi. Je vous remercie tous et toutes de votre coopération.

Permettez-moi de vous remercier encore, plus tard, car il y a des problèmes qu'on ne peut résoudre que si tout le monde veut bien collaborer.

Merci à nouveau.

La séance est levée.

Issue No. 6

Fascicule n° 6

Monday, December 2, 1991
Thursday, December 5, 1991

Le lundi 2 décembre 1991
Le jeudi 5 décembre 1991

Chairperson: Larry Schneider

Président: Larry Schneider

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du comité permanent des

Aboriginal Affairs

affaires autochtones

RESPECTING:

CONCERNANT:

Future Business

Travaux futurs

Study of the Status Report on Canadian Aboriginal Economic Development Strategy (CAEDS)

Étude du rapport d'étape de la stratégie Canadienne de Développement économique des autochtones (SCDEA)

WITNESSES:

TÉMOINS:

(See back cover)

(Voir à l'endos)

LE JEUDI 5 DÉCEMBRE 1991
(11)

THURSDAY, DECEMBER 5, 1991
(11)

The Committee on Aboriginal Affairs met at 8:40 a.m. this day, in room 306, West Block, the Chairman, Larry Schneider, presiding.

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met at 8:40 a.m. this day, in room 306, West Block, the Chairman, Larry Schneider, presiding.

Members of the Committee present: Suzanne Duplessis, Alan Redway, Larry Schneider, Robert E. Skelly.

Members of the Committee present: Suzanne Duplessis, Alan Redway, Larry Schneider and Robert E. Skelly.

Member appearing pro tem: David Kilgour pour Robert Nault.

Acting Member present: David Kilgour Et Robert Nault.

Guests present: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement Elaine Gardner-O'Rourke, attachée de recherche.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament, Elaine Gardner-O'Rourke, Research Officer.

Témoins: Du Ministère de l'Industrie, Sciences et Technologie—Programme économique des autochtones Bert Walander, directeur général, Société économique des autochtones; Larry Fort, directeur général, Politique.

Witnesses: From the Department of Industry, Science and Technology—Aboriginal Economic Programs, Bert Walander, Director General, Aboriginal Economic Operations; Larry Fort, Director General, Policy Research.

Third Session of the Thirty-fourth Parliament, 1991

Troisième session de la trente-quatrième législature, 1991

STANDING COMMITTEE ON ABORIGINAL AFFAIRS

Chairperson: Larry Schneider
Vice-Chairman: Jack Anawak

Members

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Alan Redway
Ross Reid
Robert E. Skelly
Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

Martine Bresson

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES
AUTOCHTONES

Président: Larry Schneider
Vice-président: Jack Anawak

Membres

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Alan Redway
Ross Reid
Robert E. Skelly
Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

La greffière du Comité

Martine Bresson

PROCÈS-VERBAL

LE LUNDI 2 DÉCEMBRE 1991

(10)

[Texte]

Le Comité permanent des Affaires autochtones se réunit aujourd'hui, à huis clos, à 15 h 55, dans la pièce 306, Édifice de l'Ouest, sous la présidence de Larry Schneider (*président*).

Membres du Comité présents: Jack Anawak, Suzanne Duplessis, Alan Redway, Larry Schneider, Robert E. Skelly.

Membre suppléant présent: Jim Edwards pour Ross Reid.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Elaine Gardner-O'Toole, attachée de recherche.

Le Comité discute de ses futurs travaux.

Il est convenu,

- Que la Bande Joseph Bighead compareaisse devant le comité sur les modes de financement AFA et que la Bande de Stoney Point compareaisse la même journée.

- Qu'une étude sur la violence faite aux femmes autochtones soit considérée dans un prochain avenir ainsi qu'une étude sur les conditions de logement sur et hors des réserves.

- Que le commissaire en chef de la Commission des revendications particulières soit invité à comparaître ainsi que des fonctionnaires du MAIN et des représentants de l'Association des Premières Nations.

À 17 h 12, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE JEUDI 5 DÉCEMBRE 1991

(11)

Le Comité permanent des affaires autochtones se réunit aujourd'hui, à 8 h 40, dans la pièce 306, Édifice de l'Ouest, sous la présidence de Larry Schneider (*président*).

Membres du Comité présents: Suzanne Duplessis, Alan Redway, Larry Schneider, Robert E. Skelly.

Membres suppléants présents: David Kilgour pour Robert Nault.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Elaine Gardner-O'Toole, attachée de recherche.

Témoins: Du Ministère de l'Industrie, Sciences et Technologie—Programmes économiques des autochtones: Bert Waslander, directeur général, Société économique des autochtones; Terry Forth, directeur général, Politiques, recherches et intervention. Du Ministère des Affaires indiennes et du Nord: Michael Sims, directeur général, Politiques et Coordination. Du Ministère de l'Emploi et de l'Immigration: Andrei Sulzenko, directeur exécutif; Howard Green, directeur, Groupe de travail concernant l'emploi des autochtones.

Conformément au mandat que lui confie le paragraphe 108(2) du Règlement, le Comité étudie le rapport d'étape de la Stratégie Canadienne de Développement économique des autochtones (SCDEA).

MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, DECEMBER 2, 1991

(10)

[Translation]

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met *in camera* at 3:55 o'clock p.m. this day, in room 306, West Block, the Chairman, Larry Schneider, presiding.

Members of the Committee present: Jack Anawak, Suzanne Duplessis, Alan Redway, Larry Schneider and Robert E. Skelly.

Acting Member present: Jim Edwards for Ross Reid.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Elaine Gardner-O'Toole, Research Officer.

The Committee considered its future business.

It was agreed,

- That the Joseph Bighead Band appeared before the Committee concerning financing methods AFA, and that the Stoney Point Band give evidence the same day.

- That a study on violence against aboriginal women be considered in a near future as well as housing conditions on and outside reserves.

- That the chief commissioner of Indian Specific Claim Commission be invited to appear before the Committee, and also officials from the DIAND and representatives from the First Nations Association.

At 5:12 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

THURSDAY, DECEMBER 5, 1991

(11)

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met at 8:40 o'clock a.m. this day, in room 306, West Block, the Chairman, Larry Schneider, presiding.

Members of the Committee present: Suzanne Duplessis, Alan Redway, Larry Schneider and Robert E. Skelly.

Acting Member present: David Kilgour for Robert Nault.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Elaine Gardner-O'Toole, Research Officer.

Witnesses: From the Department of Industry, Science and Technology—Aboriginal Economic Programs: Bert Waslander, Director General, Aboriginal Economic Operations; Terry Forth, Director General, Policy Research and Advocacy. From the Department of Indian Affairs and Northern Development: Michael Sims, Director General, Policy and Coordination. From the Department of Employment and Immigration: Andrei Sulzenko, Executive Director; Howard Green, Director, National Aboriginal Management Board.

In accordance with its mandate under Standing Order 108(2), the Committee considered the status Report on Canadian Aboriginal Economic Development Strategy (CAEDS).

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

À 10 h 01, le Comité ajourne jusqu'au mardi 10 décembre 1991.

La greffière du Comité

Martine Bresson

Martine Bresson

Clerk of the Committee

That the Joseph Bigard... the Stoney Point Band give evidence the same day.

That a study on violence against aboriginal women be considered in a near future as well as housing conditions on and outside reserves.

That the chief commissioner of Indian Specific Claim Commission be invited to appear before the Committee, and also officials from the DIAND and representatives from the First Nations Association.

At 5:12 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

THURSDAY, DECEMBER 5, 1991

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met at 8:46 o'clock a.m. this day, in room 306, West Block, the Chairman, Larry Schneider, presiding.

Members of the Committee present: Suzanne Duplessis, Alan Redway, Larry Schneider and Robert E. Skelly.

Acting Member present: David Kilgour for Robert Nault.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Elaine Gardner-O'Toole, Research Officer.

Witnesses from the Department of Industry, Science and Technology—Aboriginal Economic Programs: Bert Westlander, Director General, Aboriginal Economic Operations; Terry Fortin, Director General, Policy Research and Advocacy; From the Department of Indian Affairs and Northern Development: Michel Simé, Director General, Policy and Coordination; From the Department of Employment and Immigration: Andrei Shynko, Executive Director, Howard Green, Director, National Aboriginal Management Policy.

In accordance with its mandate under Standing Order 108(2), the Committee considered the status Report on Canadian Aboriginal Economic Development Commission's autonomous

The witnesses made statements and answered questions.

At 10:01 o'clock a.m., the Committee adjourned until Tuesday, December 10, 1991.

That the Joseph Bigard... the Stoney Point Band give evidence the same day.

That a study on violence against aboriginal women be considered in a near future as well as housing conditions on and outside reserves.

That the commissioner in chief of the Commission des revendications particulières soit invité à comparaître ainsi que des fonctionnaires du MAIN et des représentants de l'Association des Premières Nations.

À 17 h 12, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE JEUDI 5 DÉCEMBRE 1991

Le Comité permanent des affaires autochtones se réunit aujourd'hui à 8 h 46, dans la pièce 306, Édifice de l'Ouest, sous la présidence de Larry Schneider (président).

Membres du Comité présents: Suzanne Duplessis, Alan Redway, Larry Schneider, Robert E. Skelly.

Membre suppléant présent: David Kilgour pour Robert Nault.

Aussi présent: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Elaine Gardner-O'Toole, attachée de recherche.

Témoins: Du Ministère de l'Industrie, Sciences et Technologie—Programmes économiques des autochtones: Bert Westlander, directeur général, Sociétés économiques des autochtones; Terry Fortin, directeur général, Politiques, recherches et intervention; Du Ministère des Affaires indiennes et du Nord: Michel Simé, directeur général, Politiques et Coordination; Du Ministère de l'Emploi et de l'Immigration: Andrei Shynko, directeur général, Groupe de travail concernant l'emploi des autochtones.

Conformément au mandat que lui confère le paragraphe 108(2) du Règlement, le Comité étudie le rapport d'étape de la Statistique Canada sur le développement économique des autochtones

[Texte]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Thursday, December 5, 1991

• 0843

The Chairman: Order. Good morning, Mr. Sulzenko.

Mr. Andrei Sulzenko (Executive Director, Employment, Department of Employment and Immigration): Good morning, Mr. Chairman and committee members.

I have Howard Green with me today. He is the director of a secretariat we have set up very recently in the department to serve the National Aboriginal Management Board, which is a partnership between EIC and aboriginal groups. Mr. Green is very familiar with the process that led up to where we are, and is here as a technical expert.

Mr. Terry Forth (Director General, Policy Research and Advocacy, Department of Industry, Science and Technology): Mr. Chairman, I'm Terry Forth, director general of policy research and advocacy with the Department of Industry, Science and Technology. I have with me as well Mr. Bert Waslander, who is director general of the Aboriginal Capital Corporation Program, also with Industry, Science and Technology.

Mr. Michael Sims (Director General, Policy and Co-ordination, Department of Indian Affairs and Northern Development): Mr. Chairman, I'm Mike Sims from Indian Affairs. I'm the director general of economic development policy. I have no one with me.

The Chairman: Okay, proceed with your presentation please.

Mr. Sims: Each of us would like to briefly take you through our particular responsibilities as departments in the strategy, because each job has quite separate responsibilities. We thought we would begin with Indian Affairs.

• 0845

One way of looking at the contribution of Indian Affairs to this strategy is to see it as another addition to our self-government approach for Indian and Inuit communities. Our major program is called the community economic development program. The purpose of that program is to work with Indian and Inuit communities to build, in their communities and under their control, what we term community economic development organizations.

These organizations have local staff who are expert in business development or employment development or resource development. They are there to help the community members, entrepreneurs, individuals or the community government itself to take advantage of the various economic development opportunities that arise either within the community or in the surrounding area. It is their job, largely, to find the individuals or to help the entrepreneurs put

[Traduction]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le jeudi 5 décembre 1991

Le président: Je déclare la séance ouverte. Bonjour, monsieur Sulzenko.

M. Andrei Sulzenko (directeur exécutif, Emploi, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Bonjour, monsieur le président, mesdames et messieurs.

Je suis accompagné aujourd'hui de M. Howard Green, le directeur du secrétariat que nous venons de mettre sur pied au ministère afin de desservir la Commission nationale de gestion autochtone, un partenariat entre EIC et les groupes autochtones. M. Green connaît très bien le processus qui nous a permis d'en arriver où nous sommes et est ici comme spécialiste.

M. Terry Forth (directeur général, Politiques, recherches et intervention, ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie): Monsieur le président, je m'appelle Terry Forth, je suis le directeur général, Politiques, recherches et intervention, au ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie. Je suis accompagné de M. Bert Waslander, le directeur général du Programme des sociétés économiques des autochtones à Industrie, Sciences et Technologie.

M. Michael Sims (directeur général, Politiques et coordination, ministère des Affaires indiennes et du Nord): Monsieur le président, je m'appelle Mike Sims et j'appartiens au ministère des Affaires indiennes. Je suis le directeur général des Politiques de développement économique. Je ne suis pas accompagné.

Le président: Très bien, veuillez nous faire votre exposé.

M. Sims: Chacun d'entre nous souhaite vous expliquer brièvement les responsabilités particulières de nos ministères dans le cadre de cette stratégie puisque chacun a des responsabilités tout à fait distinctes. Nous avons penser commencer par le ministère des Affaires indiennes et du Nord.

On peut considérer que la contribution du ministère des Affaires indiennes et du Nord à cette stratégie ne constitue qu'un autre volet de notre politique d'autonomie pour les communautés indiennes et inuit. Le Programme de développement économique communautaire, le principal programme, vise, en travaillant avec les collectivités indiennes et inuit, à mettre sur pied dans leurs communautés et sous leur contrôle, ce que nous qualifions des organismes de développement économique des communautés.

Ces organismes sont dirigés par du personnel local et spécialisé dans le développement économique, la création d'emplois ou l'exploitation des ressources. Ces spécialistes sont sur place pour aider les membres des collectivités, entrepreneurs, individus ou l'administration de la communauté elle-même, à se prévaloir des diverses possibilités de développement économique dans leur localité ou les environs. Leur tâche consiste essentiellement à trouver

[Text]

together good business plans, then take those business plans to other partners who might help with the funding or with the technical side of life.

They might take them to Industry, Science and Technology for their aboriginal economic program funding, but they might also take them down the road to the local bank to try to get a loan or some funding there. They might find a local business person who is prepared to go into a joint venture; similarly, they might take someone who has spotted a job and who needs some training and help that individual through the appropriate program in Employment and Immigration or in the province or so on.

That is the major part of our program. The feedback we get is that it's a considerable success. There are approximately 300 of these organizations in place across the country. More than half of them, in our view, are doing a much better job than we were able to do when we were trying to deliver the same programs through staff from the department. We and the communities are given the feedback that they are very pleased with the program.

The second significant program we have is called access to resources. Our role in DIAND is to try to help Indian and Inuit communities get access to resource development in the area surrounding their communities, or to try to attract investment in resource development in their communities.

We do this in a number of ways. We have a specific funded program called resource access negotiations. It is a very small program, only \$2 million, but it is producing some excellent results. When a community has identified an opportunity—for instance, there is a mining development in the area or a forestry company is coming in to do some work in the area—we provide the community with money to help them negotiate deals in terms of business supply, labour, scholarships or whatever might be appropriate to try to get benefits for the community from the development.

Apart from that, we also deal with legislation in this area. You are probably aware that the Indian Act legislation with regard to forestry, for instance, is somewhat archaic. We are working with aboriginal forestry organizations to try to come forward, as part of the legislative packages, to look at changes to the Indian Act that would put modern forestry management practices into the hands of Indian people.

We do a lot of advocacy with mining companies and with other departments who control resource money, including provincial departments. We also support sectoral development institutions, which are Indian and Inuit-controlled advisory organizations that work in forestry, agriculture, mining and a whole range of areas to try to help Indian entrepreneurs in the various industry sectors get technical and professional help.

[Translation]

des personnes ou à aider les entrepreneurs à préparer de bons plans d'entreprise pour ensuite les soumettre à d'autres partenaires qui fourniront le financement ou les connaissances techniques.

On pourrait par exemple s'adresser à Industrie, Sciences et Technologie pour obtenir le financement nécessaire par l'entremise de son Programme des sociétés économiques autochtones, tout comme on pourrait s'adresser à la banque locale pour tenter d'obtenir un prêt ou une autre forme de financement. Dans certains cas, un commerçant local pourrait souhaiter participer à une entreprise conjointe; ou encore, on pourrait aider quelqu'un qui a trouvé un emploi pour lequel il lui faut parfaire sa formation à se prévaloir du programme approprié d'Emploi et Immigration ou du gouvernement provincial.

Essentiellement, voilà notre programme. D'après les échos que nous en avons, il connaît beaucoup de succès. Il y a environ 300 organismes de ce genre au pays. Plus de la moitié d'entre elles, à leur avis, s'en tirent beaucoup mieux que nous ne pouvions le faire lorsque nous tentions d'offrir les mêmes programmes en faisant appel au personnel du ministère. D'après ce que nous entendons, on serait très heureux du programme.

Un deuxième programme important s'appelle l'accès aux ressources. Le ministère tente d'aider les collectivités indiennes et inuit à avoir accès à des ressources hors réserve et à attirer des investissements pour la mise en valeur des ressources appartenant à la communauté.

Nous agissons sur plusieurs plans. Nous avons un programme de financement précis, le Programme de négociation de l'accès aux ressources, (NAR), de petite envergure, seulement 2 millions de dollars, mais qui donne d'excellents résultats. Lorsqu'une communauté a identifié un débouché—par exemple, il se fait de l'exploitation minière dans la région ou une entreprise forestière entreprend des travaux dans la région—nous finançons la communauté afin qu'elle puisse négocier des contrats d'approvisionnement, de main-d'oeuvre, des bourses ou ce qui pourrait permettre à la collectivité de tirer profit du projet.

En outre, nous nous penchons également sur les lois dans ce domaine. Vous savez probablement que la Loi sur les Indiens est tout à fait dépassée en ce qui concerne notamment l'exploitation forestière. Nous travaillons de concert avec des entreprises forestières autochtones pour essayer de préparer, dans le cadre de l'examen des lois, des modifications à la Loi sur les Indiens qui permettraient aux Indiens d'avoir recours à des pratiques modernes de gestion forestière.

Nous intervenons beaucoup auprès des sociétés minières et des autres ministères gouvernementaux, y compris ceux des provinces qui contrôlent des budgets dans le domaine des ressources. Nous appuyons également des organismes de développement sectoriel qui en fait sont des organismes consultatifs dirigés par des Indiens et des autochtones dans le domaine des forêts, de l'agriculture, des mines et toute une gamme d'autres secteurs afin d'aider les entrepreneurs indiens dans divers secteurs industriels à obtenir l'aide technique et professionnelle dont ils ont besoin.

[Texte]

• 0850

A third important area, which doesn't involve money, is promoting aboriginal participation in the mainstream economy. We have a commercial development program that provides loan guarantees for Indian businesses on reserves. That program is used to try to help introduce Indian entrepreneurs to the High Street banker, to try to establish a relationship there.

We also have a research and advocacy program, where we try to target major employers and major investors to try to sell them, if you like, the idea that doing business with Indian-Inuit communities and aboriginal people is good business for both sides.

I think the other day the minister, when he was talking about post-secondary education, talked to you about the new work force participation initiative. He and our department are taking a lead with Employment and Immigration to convince private-sector employers that there is a large, untapped market of skilled and educated aboriginal people out there that they cannot afford to miss. We're prepared to try to help them link with that supply.

In fact, the minister is meeting the board of the Canadian Council for Native Business today in Toronto to try to kick off with them the effort so that they feel a partnership with industry leaders to try to make that happen.

Finally, the other area we get involved in is not programs as such, as part of CAEDS, but an important aspect from our point of view is the linkage between economic development and the other programs of Indian Affairs.

Primary, secondary and post-secondary education are all good in themselves, but to a large extent, they're there to help people lead productive lives in Canadian society. We're very concerned about making sure that we are making the proper linkages between education and eventual occupations.

As well, this year we have concluded an agreement with Employment and Immigration that permits DIAND social assistance payments to be continued in terms of living support when Indian people are in training under Employment and Immigration programs. This facility has always been available to other Canadians, but until this year, it hasn't been available to Indian people.

We have supplied you with our own kit. It's a pretty one, with a pretty picture on the front. It explains our programs. It also has a logo, called "Building A Future". We asked our Community Economic Development Organization representatives to tell us what they thought should be the by-line of our component of CAEDS. This is what they came up with. I think "Building A Future" is a very apropos description of how Indian-Inuit people see it.

[Traduction]

Un troisième secteur important, sans composante financière, vise la promotion de la participation des autochtones dans l'économie générale. Un programme de développement commercial assure des garanties de prêt aux entreprises indiennes dans les réserves. Ce programme nous aide à faire connaître les entrepreneurs indiens aux banquiers de la rue principale pour tenter d'établir des relations.

Nous avons également un programme de recherche et de promotion des intérêts dans le cadre duquel nous nous adressons aux principaux employeurs et investisseurs pour essayer de leur vendre l'idée qu'il est avantageux pour les deux parties de faire des affaires avec les collectivités indiennes-inuit et autochtones.

Je pense que l'autre jour, en vous parlant de l'enseignement postsecondaire, le ministre vous a également mentionné la nouvelle initiative de participation à la main-d'oeuvre. Le ministre et notre ministère, de concert avec Emploi et Immigration, ont pris l'initiative de convaincre les employeurs du secteur privé qu'il existe un grand nombre d'autochtones instruits et spécialisés dont on ne peut plus se permettre de se passer. Nous sommes disposés à essayer de faire le lien avec cette source de main-d'oeuvre.

Enfin, le ministre rencontre les membres du conseil d'administration du Conseil canadien des entreprises autochtones aujourd'hui à Toronto afin de lancer, dans un esprit de partenariat avec les dirigeants de l'industrie, l'effort en ce sens.

Enfin, un autre élément relève de nous sans pour autant être un programme effort dans le cadre de la SCDEA, mais il constitue néanmoins, à notre avis, un aspect important. Il s'agit du lien entre le développement économique et les autres programmes du ministère des Affaires indiennes et du Nord.

L'enseignement primaire, secondaire et postsecondaire a une valeur intrinsèque, mais dans une grande mesure, elle vise à aider les diplômés à vivre des vies productives dans la société canadienne. Nous tenons à nous assurer qu'il existe un lien approprié entre l'enseignement et les occupations de demain.

En outre, cette année, nous avons conclu une entente avec Emploi et Immigration qui permet au ministère des Affaires indiennes de continuer ses paiements d'assistance sociale aux Indiens pendant qu'ils participent à des programmes de formation d'Emploi et d'Immigration. Les autres Canadiens ont toujours pu se prévaloir de cette possibilité, mais jusqu'à cette année, ce n'était pas le cas pour les Indiens.

Je vous ai donné notre propre documentation. C'est joli, avec une belle photo sur la couverture. On y trouve l'explication de nos programmes. Il y a également un logo intitulé «Construire l'avenir». Nous avons demandé aux représentants de notre organisme de développement économique des communautés de nous dire quelles devaient être les retombées de notre composante SCDEA. Voici ce qu'ils nous ont proposé. Je pense que «Construire l'avenir» est une description tout à fait conforme à la vision des peuples indiens et inuit.

[Text]

There is a set of information in there. Particularly, one always gets theory about these things. But in one of these components, we have highlighted particular examples of underground results. What happens when a CEDO gets into place? There are excellent examples in each region. I commend you to read it.

I will just give you one example of what happens when you have this kind of community development facility actually in a community. In Moose Factory, the Moose Factory First Nation Band set up a Community Economic Development Organization. As a result of their work, they've recently opened a shopping and office complex, creating 44 new jobs for aboriginal people. It has in it a Northern Stores, Giant Tiger, handicraft, book store, hair salon, restaurant, and so on.

• 0855

The equity came from a combination of the band putting some of their money into it and the CEDO, the Community Economic Development Organization, putting some of its money, that came from our program, into it. They also got external financing, for the actual building, from our friends here in Industry, Science and Technology. The training component that was required for the people who were going to be employed they got from the Department of Employment and Immigration. It is an excellent example of how CAEDS works.

That is the end of my opening remarks. Thank you.

Mr. Forth: I will perhaps just provide a bit of an overview of the activities of Industry, Science and Technology and speak about two of the programs that fall within our area of responsibility.

Mr. Waslander could I think speak further about one particular element, a very key element of our activities—the Aboriginal Capital Corporations.

All the programs that fall within our area of responsibility are overseen by a board structure—three boards, a national and two regional, eastern and western, boards—who in fact happen to be meeting this week for the first time here in Ottawa. Some members, I believe, had the opportunity to meet our board last night.

The boards are composed of 41 Order-in-Council appointees, the majority of whom are aboriginal—all but six of the appointees are aboriginal people—and most of whom have a direct business background and come from all parts of the country. The two regional boards are responsible for overseeing our business development activity and make recommendations on proposals that are brought to our department up to a level of \$250,000.

Larger projects and decisions related to the Aboriginal Capital Corporation's policy questions and decisions associated with the research and advocacy program that we are also responsible for are taken then to the national board. They consider all projects where business development assistance is required in excess of \$250,000 from the program.

[Translation]

Il y a tout un jeu de renseignements dans cette trousse. Plus particulièrement, il y a toujours des théories sur ce genre de choses. Dans l'une de ces composantes, nous avons mis l'accent tout particulièrement sur des exemples de résultats cachés. Qu'arrive-t-il lorsque qu'un ODEC est mis en place? On en trouve d'excellents exemples dans chaque région. Je vous encourage à le lire.

Je vais vous donner encore un exemple de ce que donne l'implantation dans une collectivité de ce genre de services de développement communautaire. À Moose Factory, la Bande de la Première nation a mis sur pied un organisme de développement économique des communautés. Le fruit de son travail: ouverture, dernièrement, d'un complexe de magasins et de bureaux qui a entraîné la création de 44 nouveaux emplois pour des autochtones. On y trouve un *Northern Store*, *Giant Tiger*, des boutiques d'artisanat, un magasin de livres, un salon de coiffure, un restaurant, etc.

Le financement est venu de la bande et de l'ODEC, l'organisme de développement économique, qui avait obtenu de l'argent dans le cadre de notre programme. On a également trouvé du financement extérieur pour l'immeuble, auprès de nos amis à Industrie, Sciences et Technologie. La composante formation en vue de préparer les employés est venue du ministère de l'Emploi et de l'Immigration. C'est un bon exemple du fonctionnement de la SCDEA.

Voilà tout ce que j'avais à dire. Merci.

M. Forth: Permettez-moi peut-être de donner un aperçu général des activités du ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et de vous parler de deux des programmes qui relèvent de notre responsabilité.

M. Waslander pourrait, je pense, vous en dire plus long sur un élément particulier, un élément essentiel de nos activités, les sociétés économiques autochtones.

Tous les programmes qui relèvent de notre mandat sont supervisés par des conseils d'administration—trois en tout, un national et deux régionaux, un pour l'Est et un pour l'Ouest—qui justement se réunissent cette semaine pour la première fois ici à Ottawa. Certains membres du comité ont eu l'occasion de rencontrer les membres de notre conseil d'administration hier soir.

Les conseils d'administration sont composés de 41 personnes nommées par décret en conseil, la plupart des autochtones—sauf six—et ayant pour la plupart des antécédents commerciaux et venant de tous les coins du pays. Les deux conseils régionaux sont responsables de nos activités de développement économique et doivent faire des recommandations en ce qui concerne les propositions soumises au ministère jusqu'à un niveau de 250,000\$.

Les projets plus considérables et les décisions qui portent sur des questions de politique qui touchent aux sociétés économiques autochtones ainsi que les décisions associées au Programme de recherches et d'intervention sont présentés au conseil national. Ils examinent tous les projets de plus de 250,000\$ d'aide au développement économique.

[Texte]

The programs of our department that have been in place since the CAED strategy announcement in 1989 are built on a base of activities that in fact go back to about 1971, mainly in western Canada—the special agriculture and world development programs with aboriginal people in the west and the north, and since 1983 the Native Economic Development Program. So there is a continuity of experience that our department has had in relation to supporting the business development initiatives of aboriginal people.

The Aboriginal Business Development Program, the largest of the three elements in terms of the dollars that are spent, is designed to assist aboriginal businesses in establishing, expanding, modernizing, or being acquired from existing businesses. The program reviews on a case-by-case basis proposals that are brought forward from applicants. All applicants must be aboriginal individuals or aboriginal organizations, but we do in fact provide support for all aboriginal people in Canada—Inuit, Métis, both status and non-status Indians on and off reserve.

The level of assistance we provide is based on, as I said, case-by-case consideration of the proposal, and we try to ensure there is an appropriate balance, in terms of the equity the applicant brings to the project and other sources of commercial money, lending money he or she may be able to acquire, and then ultimately our own funding. We try to balance it so that our funding is in the order of 30% or 40%.

• 0900

Our program terms and conditions allow us to go up to 60% of the eligible cost to the project. In certain cases in which a project might be undertaken in a rural and remote area where there are very limited opportunities we can exceed that 60% level, up to 90%. In cases in which projects are very small, which we call micro-businesses, we can also provide greater levels of assistance.

Some examples of businesses that we have assisted were included in the documents released yesterday by Minister Hockin. I don't think at this particular stage I will go into any description of those, because they are there for you to see, but you may want to ask questions specifically about the program.

The other program, other than aboriginal capital corporations, that we are responsible for is the research and advocacy program. All three federal departments share responsibility for this program. Mike Sims has already referenced their elements.

We provide funding for business related studies, conferences, workshops, seminars and advocacy programs. Again, similar to the way in which the business development program is administered, we review proposals from qualified aboriginal applicants and these proposals are taken to our national board for consideration. It's a relatively small program in terms of dollars.

[Traduction]

Les programmes de notre ministère qui ont été mis en place depuis l'annonce de la stratégie SCDEA en 1989 reposent sur une base d'activités qui remontent en fait à 1971 environ, surtout dans l'Ouest du pays—les programmes spéciaux dans le domaine de l'agriculture et du développement mondial de concert avec les autochtones de l'Ouest et du Nord et depuis 1983, le Programme de développement économique autochtone. Notre ministère a donc une longue expérience dans les programmes de soutien aux initiatives commerciales des autochtones.

Le Programme de développement des entreprises autochtones, le plus riche des trois éléments, a été conçu pour aider les entreprises autochtones à s'établir, à s'agrandir, à se moderniser ou à acquérir des entreprises existantes. Le programme examine, une à une, les propositions présentées par les candidats. Tous les candidats doivent être des autochtones ou des organismes autochtones, mais cela inclut tous les autochtones au Canada—les Inuit, les Métis, les Indiens conventionnés et non, qui vivent sur la réserve ou non.

Le niveau de financement repose, comme je l'ai mentionné, sur un examen individuel des propositions et nous tentons de nous assurer que nous maintenons un équilibre approprié entre le capital que le requérant investit dans le projet et les sources de financement commerciales, prêts qu'il peut obtenir, et enfin notre propre financement. Nous essayons de nous en tenir à un financement, à même notre programme, de 30 ou de 40 p. 100.

Les modalités du programme nous permettent d'assumer jusqu'à 60 p. 100 du financement d'un projet. Dans les régions rurales et éloignées où les sources de capitaux sont très limitées, nous pouvons dépasser ce niveau de 60 p. 100 et accorder jusqu'à 90 p. 100 du financement. Nous pouvons également accorder un niveau de financement plus élevé dans le cas des très petits projets que nous appelons des micro-entreprises.

Les documents rendus publics hier par le ministre Hockin offrent des exemples du genre d'entreprises que nous avons aidées à mettre sur pied. Je ne m'étendrai pas plus longtemps là-dessus car vous pourrez consulter les documents à loisir, mais vous voudrez peut-être poser des questions sur le programme lui-même.

Outre le programme des sociétés de financement autochtones, nous sommes également chargés de la mise en oeuvre du programme de recherche et de promotion des intérêts. En fait, ce programme relève des trois ministères fédéraux. Mike Sims y a déjà fait allusion.

Dans le cadre de ce programme, nous finançons des études, des conférences, des ateliers, des colloques et des activités de promotion des intérêts liés aux entreprises. Comme dans le cas du programme de développement des entreprises, nous étudions les demandes soumises par les entrepreneurs autochtones admissibles, après quoi ces propositions sont soumises pour étude au conseil national. Les fonds alloués à ce programme sont relativement peu élevés.

[Text]

We budget less than about a million a year for that particular activity. Most of our projects are quite small, in the order of \$25,000 to \$50,000 of assistance. We are capable of funding activities up to a quarter of a million through this program if there is a demand.

One example of a research and advocacy activity all three departments have supported is a program with aboriginal women. We have assisted in the establishment of an aboriginal woman's business organization, economic development organization, which is composed of representatives from three aboriginal women's groups across the country and also includes members on the board who are appointed at large and three members who come from each of our three boards.

Each of our three departments in partnership with Status of Women Canada provides funding support for this organization and that support is now set for the next four years. That group is just getting under way, but we think it's an extremely important activity and one that illustrates the kind of co-ordination that has been made possible through the strategy. We look forward to seeing the results coming from that program.

Bert, do you want to talk about capital corporations?

Mr. Bert Waslander (Director General, Aboriginal Economic Operations, Department of Industry, Science and Technology): Mr. Chairman, I have a hand-out. It's a presentation that was given recently on development. It contains some maps, which you may want to look at so you can see where our aboriginal capital corporations operate. In the interest of time I am not proposing to walk you through the whole presentation, but I'll briefly give you the highlights.

Aboriginal capital corporations are loan funds. They make commercial loans to businesses owned by aboriginal people and organizations. They are incorporated. They are locally or regionally based. They tend to be owned by provincial political associations, groups of tribal councils, in some cases a number of bands and sometimes directly by the people of aboriginal communities. They are not out to make a profit. They are out to develop businesses while maintaining their capital over time. They are revolving loan funds. The idea is that they would be around for a long time to continue their development work.

• 0905

Since 1985, thirty of these loan funds have been created, and they provide service to between 60% and 65% of the aboriginal population. Currently under our program we have projects underway that should increase the coverage to 85%, and then it's a matter of filling in some of the gaps. We think over the next few years we will get very, very close to complete coverage of the aboriginal population.

[Translation]

En fait, le budget du programme ne dépasse pas un million de dollars par année. La plupart des projets mis en oeuvre sont assez petits et ne requièrent de notre part qu'une contribution allant de 25,000\$ à 50,000\$. Nous pourrions cependant financer des projets exigeant des investissements allant jusqu'à un quart de million de dollars.

Grâce au programme de recherche et de promotion des intérêts parrainé par les trois ministères fédéraux, nous avons participé à la mise sur pied d'un organisme chargé de favoriser le développement économique des femmes autochtones qui se compose de représentantes des trois principaux groupes de femmes autochtones du pays. Le conseil d'administration de cet organisme comprend des membres choisis parmi la population autochtone en général et trois membres issus des conseils des trois organismes autochtones visés.

En collaboration avec Condition féminine Canada, les trois ministères assurent le financement de cet organisme pour une période de quatre ans. Nous attachons beaucoup d'importance à cette initiative toute nouvelle qui reflète l'esprit de collaboration manifesté par les trois ministères dans la mise en oeuvre de la stratégie. Nous prévoyons que ce programme sera un succès.

Bert, voudriez-vous nous dire quelques mots au sujet des sociétés de financement autochtones?

M. Bert Waslander (directeur général, Sociétés économiques des autochtones, ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie): Monsieur le président, j'ai un document à vous remettre. Il s'agit d'une communication que j'ai présentée récemment sur le développement économique des autochtones. Le document contient certaines cartes qui vous permettront de voir où se trouvent les sociétés de financement autochtones. Pour gagner du temps, je me propose d'insister seulement sur les faits saillants.

Les sociétés de financement autochtones sont des sociétés de prêt. Elles accordent des prêts commerciaux aux entreprises appartenant à des particuliers et à des organismes autochtones. Ces sociétés ont une clientèle locale ou régionale. Elles appartiennent à des associations politiques provinciales, des groupes de conseils tribaux, à des bandes, dans certains cas, et parfois même directement aux habitants des localités autochtones. Il s'agit de sociétés à but non lucratif. Leur objet est de stimuler la création d'entreprises tout en s'autofinçant. Il s'agit de sociétés de prêts renouvelables qui sont chargées de favoriser le développement à long terme des entreprises.

Depuis 1985, on a créé 30 de ces sociétés de prêt qui desservent maintenant entre 60 et 65 p. 100 de la population autochtone. Nous comptons sous peu élargir le réseau des sociétés de financement pour qu'elles soient accessibles à 85 p. 100 de la population autochtone. D'ici quelques années, toute la population autochtone devrait pouvoir avoir accès aux services de ces sociétés de financement.

[Texte]

The institutions at the moment have a loan portfolio of about \$88 million. This is as of September of this year and includes \$4 million in loan guarantees. Most of the funding of aboriginal businesses is in the form of direct loans.

We expect we'll be reaching \$100 million in the first half of next year in terms of the size of the loan portfolio of these combined institutions. They are performing more or less in the way we had hoped. In other words, they're generating enough revenue to cover their costs and to cover their losses on loans. So it is a fully functioning system. It's working to expectations and we certainly expect we can complete coverage and it will be around for quite some time to assist in aboriginal business development.

The Chairman: Okay, thank you.

Mme Duplessis (Louis-Hébert): Merci monsieur le président. Bienvenue, et merci d'être là et d'avoir répondu aussi rapidement à notre invitation.

Je n'ai qu'une question. Pour commencer, je trouve personnellement qu'il est très important que vous ayez mis sur pied ces programmes de développement économique pour les communautés autochtones, et je tiens à vous féliciter d'avoir pensé à en mettre sur pied pour les femmes autochtones.

Quand on a étudié l'enseignement postsecondaire chez les autochtones et ce qui ne fonctionnait pas là-dedans, le chef Madahbee de l'Ontario, à une question que je lui posais, a affirmé que les programmes économiques de développement pour les autochtones ne marchaient pas et que les critères étaient trop difficiles. Il l'a affirmé d'une façon très catégorique. Selon vous, comment cela se fait-il que ça ne fonctionne pas? Pourquoi le démarrage a-t-il été aussi lent? Qu'est-ce qui se passe? Cela me préoccupe, quand un chef l'affirme aussi catégoriquement.

Mr. Redway (Don Valley East): In fairness, I think it had to do with Employment and Immigration's assistance.

Mrs. Duplessis: No, no, no, it was ISTC.

Mr. Redway: Okay, sorry.

Mr. Forth: But who was essentially saying that the program didn't work in Ontario but if it had to do with post-secondary—

Mme Duplessis: Non, non! Oubliez l'enseignement postsecondaire. C'est quand j'ai posé une question sur les programmes de développement économique des autochtones qu'il a répondu que les critères étaient trop difficiles, qu'il y avait de l'argent de disponible mais ils n'étaient pas capables de l'avoir pour pouvoir démarrer une entreprise. C'est ce qu'il m'a dit. Et des programmes qui dépendent du ministre Thomas Hockin!

Mr. Forth: Well, first of all, our programs are not an entitlement program. They're designed certainly to assist aboriginal people who wish to get into businesses, who wish to expand their businesses, and the criteria are very difficult.

The criteria for assistance are tough. We insist and our boards insist the projects brought forward are viable and hold the promise to succeed. They feel if assistance is provided without very, very careful scrutiny, without a careful review

[Traduction]

En septembre, ces institutions disposaient de capitaux valant 88 millions de dollars dont 4 millions en garanties de prêt. La plupart des fonds accordés aux entreprises autochtones sont sous forme de prêts directs.

Nous nous attendons à ce que le portefeuille de prêts de toutes les sociétés de financement s'élève à 100 millions de dollars d'ici la moitié de l'an prochain. Elles fonctionnent déjà plus ou moins comme nous l'avions prévu. Autrement dit, elles génèrent suffisamment de revenus pour couvrir leurs dépenses ainsi que les pertes encourues sur prêts. Le système est donc complètement autonome. Il répond à nos attentes, et devrait s'étendre sous peu à toutes les régions autochtones dans le but de favoriser à long terme la création d'entreprises autochtones.

Le président: Je vous remercie.

Mrs. Duplessis (Louis-Hébert): Thank you Mr. Chairman. Welcome and thank you for having responded so promptly to our invitation to appear before the committee.

I have only one question to ask. I personally find very important that these economic development programs have been created and I want particularly to congratulate you for thinking of establishing a program for native women.

During the course of our study on native post-secondary education, Chief Madahbee of Ontario, in answer to a question I was asking, declared that the native economic development programs were not functioning because the criterias being used were too stringent. He was unequivocal about it. How do you explain this? Why has the start-up been so slow? I wonder when a chief makes such an unequivocal statement.

M. Redway (Don Valley-Est): Je crois que le chef parlait de l'aide accordée par Emploi et Immigration.

Mme Duplessis: Non, non, il parlait de ISTC.

M. Redway: Je m'excuse.

M. Forth: Qui a dit que le programme ne fonctionnait pas en Ontario dans le domaine de l'enseignement postsecondaire...

Mrs. Duplissis: Forget about post-secondary education. When asked a question about native economic development programs, he said the criterias were too stringent and that native businesses could not have access to the money available. Those were his words. He was talking about the programs under Minister Thomas Hockin.

M. Forth: Nos programmes ne sont pas des programmes auxquels tous les autochtones sont admissibles. Ils le sont seulement pour ceux qui veulent mettre sur pied une entreprise ou accroître les activités d'une entreprise existante. Les critères retenus sont en effet assez rigides.

Nous sommes difficiles. Nos conseils d'administration insistent pour que les projets présentés soient viables et présentent des chances de succès. Nous n'aiderions pas les requérants si nous ne tenions pas compte de tous les facteurs

[Text]

and a careful consideration of all factors associated with that business being successful, we are not doing the applicant any favours. We are not really helping to promote aboriginal businesses if we simply provide funding. Therefore we feel it's prudent and very appropriate for us to ensure that all steps are taken to review every aspect of that project and to ensure that proper marketing studies have been done, and so on.

• 0910

One of the major changes we made when the new programs were introduced in 1989 was to be able to provide up front, at the beginning, support for appropriate studies, and for the preparation of thorough business plans. We have, I think, a very good record in terms of being able to respond to applicants who come to us at a very early stage who indicate they have an idea, a proposal, and that they wish assistance to proceed with developing that proposal. Providing that the idea is a sound one and providing that they appear to have the relevant experience, skills, and management experience to be able to proceed, they will usually get a fairly quick response in terms of assistance from our program to proceed further.

There is often a considerable delay once they receive that money until they are able to come back to us with the formal proposal. I think some of the applicants feel these delays are not necessarily always warranted from their particular perspective.

I think another important factor, however, is that we do not have unlimited resources ourselves to be able to meet all applicants at all times and to be able to process quickly every single request we receive. We have limited resources; we have limited staff. We have tried to establish offices across the country in close proximity to our clients. We have taken steps over the last year to try to expand this capacity by working with a number of organizations, which we call external delivery organizations, to assist them to work with clients. All of this takes time; it's not going to be done overnight. We feel it needs to be done very carefully, to the benefit of the aboriginal community.

Mme Duplessis: Êtes-vous plus sévères quand il s'agit d'accorder de l'argent aux autochtones que vous l'êtes à l'endroit des autres personnes du pays?

Mr. Forth: I don't think so, no.

Mr. Kilgour (Edmonton Southeast): Since there were three departments involved, could you indicate, because I think it would show leadership by example, what percentage of your employees are aboriginal Canadians? Perhaps we could start with you, Mr. Sulzenko.

Mr. Sulzenko: It is 20%.

Mr. Kilgour: Overall for DIAND it is 20%. How about Employment and Immigration?

Mr. Howard Green (Director, National Aboriginal Management Board, Department of Employment and Immigration): I believe it's close to 3%.

Mr. Kilgour: How about ISTC?

Mr. Forth: I don't know what the total is for the entire department.

[Translation]

qui contribuent au succès d'une entreprise. Nous ne favorisons pas la création d'entreprises autochtones en avançant simplement des fonds. Nous jugeons donc prudent et nécessaire d'étudier à fond le projet présenté et d'effectuer les études de marché qui s'imposent.

Les nouveaux programmes mis en oeuvre depuis 1989 permettent l'octroi d'une aide financière en vue d'entreprendre les études de marché voulues et d'établir des plans d'entreprises sérieux. Nous sommes en mesure de traiter très rapidement les demandes d'aide financière qui nous sont soumises par les requérants autochtones. Pourvu que son idée soit bonne et qu'il possède l'expérience, les aptitudes ainsi que les connaissances en gestion voulues, le requérant peut habituellement compter sur notre aide.

Beaucoup de temps s'écoule souvent entre le moment où le requérant obtient un prêt et le moment où il nous présente une proposition définitive. Certains requérants estiment sans doute que ces délais ne leur sont pas tout à fait attribuables.

Malheureusement, nous ne disposons pas nous-mêmes de ressources illimitées, ce qui explique que nous ne pouvons pas toujours rencontrer les requérants aussi vite que nous le souhaiterions ni traiter toutes les demandes le jour même de leur réception. Notre personnel ne suffit pas à la tâche. Nous avons tenté d'ouvrir des bureaux à proximité de la clientèle visée. En collaboration avec divers organismes de service, nous avons tenté au cours de l'année d'élargir notre réseau. Tout ne peut pas être fait du jour au lendemain. Nous voulons agir de façon réfléchie dans l'intérêt des collectivités autochtones.

Mrs. Duplessis: Do you apply more stringent criteria when you loan money to Native people?

Mr. Forth: Je ne le crois pas.

M. Kilgour (Edmonton-Sud-Est): Comme trois ministères participent à la mise en oeuvre de la stratégie de développement, et qu'ils devraient montrer l'exemple, pourriez-vous nous dire quel pourcentage de vos employés est autochtone? Vous pourriez peut-être commencer, monsieur Sulzenko.

M. Sulzenko: Vingt p. 100.

M. Kilgour: Donc, 20 p. 100 des employés du MAIDN sont autochtones. Qu'en est-il d'Emploi et Immigration?

M. Howard Green (directeur, Commission nationale de gestion autochtone, ministère de l'Emploi et de l'Immigration): Je crois que c'est près de 3 p. 100.

M. Kilgour: Qu'en est-il de ISTC?

M. Forth: Je ne sais pas quel est le pourcentage total de nos employés qui sont autochtones.

[Texte]

Mr. Waslander: It's definitely less than 3%. In our area we have 26 aboriginal people out of a staff of 92.

Mr. Kilgour: Most of these questions, as far as the chairman will let me go, are short, so please try to be short in your answers, if you would.

How is the \$873 million being allocated in each of the five years of the program? Is it equally by year or is there a phase-in?

Mr. Forth: In the case of ISTC, we had some carry-forward from the previous programs we had to deal with, but I think the \$399 million that was allocated to us over the five years is by and large allocated in our A base, at the rate of I think \$75 million a year for the program.

Mr. Kilgour: There's \$873 million. So where's the other...?

Mr. Forth: Indian Affairs and Northern Development has...

Mr. Sims: Has the same amount every year.

Mr. Kilgour: Each year over five years.

Mr. Sims: Yes.

Mr. Kilgour: Can you provide the members of the committee with a complete list of all of the projects approved by province or territory, with the names of the organizations, the type of project being funded, and the amount of the funding received? Could you send that to us, please?

Mr. Forth: Yes, we can do that.

Mr. Kilgour: There have been comments made that there are moneys left over from the NEDP. Is that true, and if so, why were the funds left over?

• 0915

Mr. Forth: I believe that nearly all of the \$345 million originally allocated under NEDP was committed by July 31, 1989, when that program officially came to a close. Because of the nature of our assistance, the pay-out process extends beyond the expiration date of the program. So we are continuing to pay out, against commitments, and we will be for another year or so.

Mr. Kilgour: What's the average time required for project approval—from the time the application is received until it receives final approval?

Mr. Forth: Under our program?

Mr. Kilgour: Yes.

Mr. Forth: It varies, and it is coming down, but we would like to be able to turn applications around within about three months.

Mr. Kilgour: I am sure you would, but what is the average time?

[Traduction]

M. Waslander: C'est certainement moins de 3 p. 100. Dans notre secteur, 26 employés sur 92 sont autochtones.

M. Kilgour: La plupart de mes questions seront brèves, et si le président me permet de les poser, je vous demanderais d'y répondre le plus brièvement possible.

Quelle sera la répartition sur cinq ans des 873 millions de dollars prévus dans le programme? Les sommes attribuées seront-elles égales chaque année ou seront-elles progressivement plus élevées?

M. Forth: Dans le cas d'ISTC, il y a eu report des fonds inutilisés dans le cadre de programmes précédents, mais je crois que les 399 millions de dollars qui doivent être engagés au cours des cinq prochaines années sont prévus dans le budget des crédits votés. Soixante-quinze millions de dollars seront engagés par année.

M. Kilgour: Cela fait 873 millions de dollars. Qu'en est-il de l'autre...?

M. Forth: Le ministère des Affaires indiennes et du développement du Nord a...

M. Sims: Le même montant chaque année.

M. Kilgour: Pendant cinq ans.

M. Sims: Oui.

M. Kilgour: Pourriez-vous fournir aux membres du comité la liste complète de tous les projets qui ont été approuvés par province ou par territoire ainsi que le nom des organismes bénéficiant d'une aide, le type de projet financé et le financement accordé? Pourriez-vous nous fournir ces renseignements?

M. Forth: Oui.

M. Kilgour: Selon certains, le budget du PDEA ne serait pas épuisé. Si c'est le cas, comment cela s'explique-t-il?

M. Forth: Je crois que la presque totalité des 345 millions de dollars alloués à l'origine en vertu du PDEA avait été dépensée au 31 juillet 1989 lorsque ce programme a pris fin. En raison du type d'aide que nous offrons, des fonds continuent d'être versés dans le cadre du programme après la date d'expiration de celui-ci. Nous continuerons encore pendant une année à verser des fonds.

M. Kilgour: Combien de temps faut-il attendre en moyenne avant d'obtenir l'approbation d'un projet? Je veux dire à partir du moment où le requérant présente sa demande jusqu'au moment où il apprend qu'elle est approuvée.

M. Forth: Dans le cadre de notre programme?

M. Kilgour: Oui.

M. Forth: Cela varie, mais nous traitons les demandes de plus en plus rapidement. Nous aimerions pouvoir le faire dans un délai de trois mois.

M. Kilgour: Je suis sûr que vous aimeriez le faire, mais combien de temps mettez-vous pour le faire en moyenne?

[Text]

Mr. Forth: I don't have a precise—

Mr. Kilgour: Could you get that for us?

Mr. Waslander: We were showing some statistics just yesterday. The bulk of the smaller projects are indeed turned around within 90 days, but we have a problem which I think is peculiar to the nature of the business, and that is that when it comes to rejection, sometimes it takes a long time before we get a definitive no. We negotiate with the client to try to get the project into a form that can be supported, and if we fail, then we get a rejection, sometimes after a year or more.

Mr. Kilgour: You are working to speed up the approval process I take it. Is that what you are saying?

Mr. Waslander: Absolutely.

Mr. Kilgour: Mr. Anawak asked that this question be asked and I think it is an important one—does the program provide for joint venturing of aboriginal and non-aboriginal projects? If the answer is yes, then what are the criteria—49% to 51%? If not, is it something that is being looked at?

Mr. Forth: On the first part of the question, yes, the program does provide for assistance for joint ventures. Under the previous programming, particularly the NEDP program, we required the aboriginal partners to have full ownership and control of the enterprise before we would assist them. Under the terms of the Aboriginal Business Development and Joint Venture Program, however, we are far less restrictive and we are able to assist companies with a much smaller level of contribution than 50%.

What we base support on are factors such as the opportunity for the aboriginal partner to gain management experience, technology transfer, skill development and their ability to eventually take on a greater share of the enterprise. The idea of the program is to give them an entrée and have them successfully work with a non-aboriginal business partner.

Mr. Kilgour: So the aboriginal organization is not required to put forward a fixed amount of equity in any one particular project. Is that a fair statement?

Mr. Forth: No, under our terms and conditions there is a minimum equity requirement of 10%. That is an absolute minimum. Normally, we require more than 10%.

Mr. Kilgour: What is considered to be equity? Is land considered to be equity, for example?

Mr. Forth: It depends, but normally not. Equity usually means cash assets.

Mr. Kilgour: How flexible can you be with equity requirements?

Mr. Forth: This has been a troubled area for us. In certain cases, for example, we will consider "sweat equity", but not all of the equity that the owner puts up. . .

Mr. Kilgour: My last question is on these charts, the Aboriginal Capital Corporation. It seems clear, at least to some of us, that the Yukon, NWT, Alberta, Saskatchewan and Ontario don't have any ACCs under development. Can you comment on that?

[Translation]

M. Forth: Je n'ai pas de chiffre précis. . .

M. Kilgour: Pourriez-vous nous obtenir ce renseignement?

M. Waslander: Nous venons tout juste hier de publier certaines statistiques à cet égard. Nous mettons en effet moins de 90 jours pour traiter la majeure partie des demandes relatives à de petits projets, mais en raison de la nature même de nos activités, nous mettons parfois beaucoup de temps à rejeter complètement une demande. Nous négocions d'abord avec le client pour voir s'il ne pourrait pas améliorer sa demande et, s'il n'y parvient pas, le projet est finalement rejeté, mais parfois pas avant un an ou plus.

M. Kilgour: Faut-il comprendre que vous essayez d'accélérer le processus d'approbation des demandes?

M. Waslander: En effet.

M. Kilgour: M. Anawak m'a demandé de poser cette question importante. Le programme permet-il les entreprises conjointes à participation autochtone et non autochtone? Si c'est le cas, quel doit être le niveau de la participation autochtone: 49 à 51 p. 100? Si les entreprises conjointes n'existent pas, songe-t-on à les permettre?

M. Forth: Le programme permet les entreprises conjointes. Dans le cadre du PDEA, nous exigeons que les partenaires autochtones soient propriétaires de l'entreprise et la contrôlent. En vertu du Programme de développement des entreprises autochtones et du Programme des entreprises en co-participation, nous pouvons cependant accorder une aide financière à des entreprises qui appartiennent à des intérêts autochtones dans une proportion bien inférieure à 50 p. 100.

Nous cherchons plutôt à établir si le partenaire autochtone aura l'occasion d'acquérir de l'expérience de gestion ainsi que des connaissances technologiques et professionnelles lui permettant éventuellement de relever sa participation à l'entreprise. L'objectif visé est d'ouvrir des portes aux autochtones et de leur permettre de s'associer à des non-autochtones.

M. Kilgour: Le partenaire autochtone n'est donc pas tenu de posséder une certaine part des avoirs de l'entreprise pour avoir droit à des fonds, n'est-ce pas?

M. Forth: L'exigence minimale à cet égard est de 10 p. 100. Il s'agit d'un minimum absolu, car nous exigeons habituellement une participation supérieure à 10 p. 100.

M. Kilgour: Qu'est-ce qu'on considère comme l'avoir des propriétaires? Des terres, par exemple?

M. Forth: Tout dépend, mais pas d'ordinaire. L'encaisse constitue habituellement l'avoir des propriétaires.

M. Kilgour: Etes-vous assez souples à cet égard?

M. Forth: Il s'agit d'une question délicate. Dans certains cas, nous attribuons une certaine valeur aux compétences du partenaire, mais tout l'avoir des propriétaires qui est avancé n'est pas. . .

M. Kilgour: Ma dernière question porte sur ces tableaux concernant les sociétés de financement autochtones. Il semble évident, du moins pour certains d'entre nous, qu'on ne prévoit pas de créer de nouvelles SFA au Yukon, aux T.N.-O., en Alberta, en Saskatchewan et en Ontario. Comment l'expliquez-vous?

[Texte]

Mr. Waslander: We have complete coverage in Alberta, Saskatchewan and in the Yukon, so we are not developing more ACCs because the entire population is serviced. If there is a need for more capital, we will try to make it available through the existing ACCs.

• 0920

In other areas what I am giving you here for underdevelopment are the projects we are actually working on that we are probably going to see approved in the coming year. There are some additional plans to increase coverage to 100% in other areas.

Mr. Kilgour: Why such a difference, though, in terms of development in the different provinces?

Mr. Waslander: It's a bit of an historical accident. Some people have come forward sooner; they had say a province-wide provincial organization that was aggressively pursuing business development or economic development generally and they applied to NEDP at an early stage. Other groups have needed more time to come together.

These days we require a market of sufficient size so the ACC can be self-sustaining—by that we mean that it should show a need for at least \$5 million in capital—and this is slowing some of the smaller groups down. We are trying to have them form coalitions or join existing ACCs.

Mr. Skelly (Comox—Alberni): The last few years have been pretty tough on business in Canada, aboriginal business and otherwise. When a business winds up or when you have a failed business, because of their land base aboriginal businesses are a little more restricted in what they can do. They can't sell to an owner off reserve or a non-aboriginal owner.

I wonder what is the situation with respect to business failures. In a case where a business is winding up and perhaps being sold to another owner to try to keep the business going, how are you limited? Also, what's the impact on your capital corporations with respect to business failures in the last few years?

Mr. Forth: In terms of business failures, of course initially from our particular perspective our desire would be to try to see that the failure doesn't take place if this is at all possible.

Mr. Skelly: That requires more investment?

Mr. Forth: No, it would require initially, from our perspective, earlier intervention to try to ensure that appropriate follow-up services were available to the company, what we call after care. Quite honestly, that has not been an element of our activities to which we have been able to devote quite the attention we would like to have, and it's something we are addressing right now and our boards are giving us clear direction in that regard this week.

In terms of the process, though, of winding down or a business that may in fact fail, the differences are no different with aboriginal businesses in general than they would be with any others. We have a process within our department, for example, to move in and attempt to recover costs if there are assets that the Crown can take and so on.

[Traduction]

M. Waslander: Nous ne prévoyons pas de créer de nouvelles SFA en Alberta, en Saskatchewan et au Yukon parce que les sociétés existantes desservent toute la population autochtone. S'il faut accroître les fonds réservés dans ces régions, nous tâcherons de le faire par l'entremise des SFA en place.

Les autres projets qui sont cités sont ceux qui seront sans doute approuvés dans l'année qui vient. Nous comptons porter la couverture à 100 p. 100 dans d'autres régions.

M. Kilgour: Comment expliquez-vous une telle différence entre les provinces?

M. Waslander: C'est un peu un accident historique. Certains organismes d'envergure provinciale qui s'intéressaient déjà activement au développement des entreprises autochtones ou au développement économique en général ont présenté des demandes plus tôt dans le cadre du PDEA. D'autres groupes ont mis plus de temps à le faire.

Il faut que le marché visé ait une certaine taille pour que la société de financement autochtone soit autosuffisante. Nous entendons par là que ses besoins en capitaux devraient s'élever à 5 millions de dollars, ce qui explique que les groupes plus petits soumettent moins de demandes. Nous essayons de les inciter à se regrouper ou à se joindre aux sociétés de financement autochtones existantes.

M. Skelly (Comox—Alberni): Ces dernières années, les affaires n'ont pas été bonnes pour toutes les entreprises, et notamment pour les entreprises autochtones. Un problème se pose lorsqu'une société autochtone fait faillite ou ferme ses portes. En effet, cette entreprise ne peut pas être vendue à un propriétaire vivant à l'extérieur de la réserve ou à un propriétaire non autochtone.

Que se passe-t-il donc dans le cas des faillites? Quelles seraient les restrictions qui s'appliquent aux propriétaires d'entreprises qui voudraient vendre leur actif pour assurer la survie de l'entreprise? Quelle incidence les faillites des dernières années ont-elle eue sur les sociétés de financement autochtones?

M. Forth: Évidemment, nous voulons éviter à tout prix les faillites.

M. Skelly: Ce qui veut dire renflouer les entreprises?

M. Forth: Non, mais une intervention plus rapide afin d'offrir aux sociétés les services de suivi nécessaires. Je dois admettre, très honnêtement, que nous n'avons pas pu accorder autant d'attention que nous le souhaiterions à cet aspect—là de la question et nos conseils d'administration vont d'ailleurs nous donner cette semaine des directives très claires à ce sujet.

Quant aux faillites ou aux liquidations, elles ont lieu de la même façon, que le propriétaire de l'entreprise soit autochtone ou non. Le ministère essaie de recouvrer ses frais en saisissant d'actif de l'entreprise le cas échéant.

[Text]

I think Mr. Sims should deal with the differences between on and off reserve.

Mr. Sims: Actually, I think the economy has had less impact on Indian and Inuit communities than on other communities.

Mr. Skelly: They have always been in a recession.

Mr. Sims: They have always been in a recession, yes. But it has a lot to do with the nature or the kind of business. As you know, these communities are not like Ottawa, or even like Smiths Falls; they are very small, and most of the businesses are even smaller than small business. They are what one might call micro-business, one or two people often in a self-employed kind of situation, and they are usually providing an essential service of some kind within the community—small motor repair and those kinds of things, which continue to be required.

My organization knows when there is a big failure or a big problem, and in the last 12 months I can think of only half a dozen where there have been real problems. Those have been largely where a reserve has been close to an urban centre and they have gone into an office building type of situation. Of course the real estate and those kinds of things have not been particularly good anywhere, so they have struggled and in many cases have been looking for recapitalization. Those are the ones that have been hit. It has been the big ones, but there aren't that many big ones.

• 0925

We've been quite lucky there because we've contracted out the collection of many of our business loans and selling other loan portfolios to the Aboriginal Capital Corporations. They have a much better record than we ever had of making arrangements with people.

So the bottom line is that I don't think there's been a really major impact. I think the impact is that there have been fewer new opportunities than there might have been in the past. On the other hand, the draw on their program has been huge. It's been two or three times more than any of us ever expected.

Mr. Skelly: What has been the impact on the Aboriginal Capital Corporations? Are they maintaining their capital levels or expanding levels?

Mr. Waslander: Absolutely. We saw their portfolios increase by \$12 million in the past six months alone. There is very steady growth. There is no let-up.

With respect to failures, of businesses funded by the Aboriginal Capital Corporations, there have been failures throughout but at a rate that was manageable. This was anticipated, because we're operating often with new businesses and very small businesses, so risk is high. It was expected that ACCs might get loss rates of maybe up to 5% per year. So far, they're meeting this target.

[Translation]

M. Sims pourra vous dire ce qui distingue les entreprises sur les réserves des entreprises à l'extérieur de celles-ci.

M. Sims: En fait, les localités indiennes et inuit semblent avoir moins souffert du ralentissement de l'économie.

M. Skelly: Parce qu'elles connaissent depuis toujours la récession.

M. Sims: Oui, en effet. Mais le type d'entreprises exploitées y est pour quelque chose. Comme vous le savez, ces localités ne se comparent pas à Ottawa ou même à Smith Falls. Il s'agit de localités très petites, et la plupart des entreprises ne sont pas des petites entreprises mais ce qu'on appelle des micro-entreprises. Elles sont exploitées le plus souvent par un ou deux travailleurs indépendants qui offrent un service essentiel comme la réparation des moteurs.

Une faillite importante ne passe pas inaperçue, mais au cours des 12 derniers mois, on a porté à notre attention le cas de six entreprises seulement qui connaissaient de réelles difficultés. Il s'agissait d'entreprises situées sur des réserves à proximité d'un centre urbain et qui avaient décidé de construire leurs propres locaux. Or, les investissements immobiliers n'ont pas été très rentables ces derniers temps et les entreprises visées ont dû restructurer leur capital. Voilà le type d'entreprises qui a fait faillite. Il s'agissait de grandes entreprises, lesquelles ne sont d'ailleurs pas très nombreuses.

Nous avons réussi à accorder à contrat la perception de nos prêts commerciaux et à vendre certains portefeuilles de prêts aux sociétés de financement autochtones qui sont beaucoup plus habiles que nous à conclure des ententes avec les gens.

À mon avis, les entreprises autochtones ne se sont donc pas beaucoup ressenties de la récession économique. Par ailleurs, moins d'entreprises ont été créées que si la situation économique avait été bonne. En fait, la demande de capitaux a été énorme, c'est-à-dire deux ou trois fois plus élevée que nous ne l'avions prévu.

M. Skelly: Quelle incidence la situation économique a-t-elle eue sur les sociétés de financement autochtones? Parviennent-elles à maintenir leur niveau de capitaux ou à les augmenter?

M. Waslander: Elles ont parvenu à les augmenter. Leur portefeuille de prêts a augmenté de 12 millions de dollars au cours des six derniers mois seulement. La croissance a été soutenue.

Certaines des entreprises mises sur pied grâce aux fonds accordés par les sociétés de financement autochtones ont fait faillite, mais dans une proportion acceptable. C'était à prévoir puisqu'il s'agit de nouvelles entreprises parfois très petites. On a prévu des pertes de 5 p. 100 par année dans le cas des SFA. Jusqu'ici, le taux des faillites n'a pas été supérieur à 5 p. 100.

[Texte]

I think a major effect that is beginning to assert itself is the lower interest rates. On the one hand, of course, this should help aboriginal businesses because their costs will be reduced. On the other hand, for the ACCs themselves, it makes it more difficult to cover their costs because their interest revenues are going to drop substantially compared to last year.

Mr. Sims: Could I just supplement the answer? Another problem has been that part of the strategy is for the departments to work with the private sector and provincial governments in terms of bringing more capitalization into aboriginal business. I think that's something that's been very difficult for any of us to do at this point. That's why if you look at the report's conclusion the next stage we all have to focus on is that stage. That means reaching out into the private sector both on the employment side and from an investment side. That's where the real possibilities are.

Mr. Skelly: Yes. I guess I shouldn't give a name, but there's one community I deal with that has tremendous need for housing. One of the ways they responded to this need is to set up their own housing construction company. I think they use the services of Canada Employment to train people in plumbing, electrical work, and get them apprenticeships, that kind of thing.

They began to develop housing basically on the reserve because it's a relatively remote community. Then with changes in housing allocations as a result of changes in programs in Indian Affairs, which this corporation was set up to meet, everybody ended up unemployed. No new houses were being built or the number of houses being built declined dramatically. As a result, you end up with skills that are very worthwhile and activity in that community that is declining quite a bit. Those people ended up out of work because they are remote from any other market for housing construction. It created a real problem for that community.

Are you examining these kinds of problems? How are you approaching these kinds of problems?

Mr. Sims: Well I think I've been aware of those kinds of problems for years. I've been working to try to resolve them.

One of the directions in the strategy decision was that Indian Affairs itself integrate its programming more toward wealth creation than simply services. A house is not simply a shelter. It's a job. It's a business opportunity.

You may or may not know that we are currently in a reorganization situation, and as a result of that reorganization—

A voice: Constantly.

Mr. Sims: No, not constantly, actually. This is the first time in six years that we are reorganizing in a major way. I'm now responsible—or will be on January 1—for all of the Indian Affairs programs: housing, education, social development and CAEDS. One of the reasons for doing that is to try to make it start to happen organizationally. It's not easy, but we've got to look at that area. So we've reorganized to try to make that happen and put an economic development goal against our organization.

[Traduction]

La baisse des taux d'intérêt commence vraiment à se faire sentir. Cela devrait, d'une part, aider les entreprises autochtones puisque leurs coûts diminueront. D'autre part, les SFA auront plus de mal à recouvrir leurs coûts puisque leurs revenus d'intérêt diminueront sensiblement par rapport à l'an dernier.

M. Sims: Permettez-moi d'ajouter quelques précisions. Les ministères ont collaboré avec le secteur privé et les gouvernements provinciaux afin d'accroître la capitalisation des entreprises autochtones. Nous avons eu beaucoup de mal à le faire jusqu'ici. Voilà pourquoi le rapport conclut qu'il faut mettre l'accent sur cet aspect-là de la stratégie. Il faut donc favoriser encore davantage la participation du secteur privé tant au plan emploi qu'au plan investissement. C'est ce qui est le plus prometteur.

M. Skelly: Oui. Je ne devrais sans doute pas citer de noms, mais une localité que je connais bien manque d'habitations. Les habitants de cette localité ont décidé de mettre sur pied leur propre entreprise de construction. Ils ont eu recours aux services d'Emploi Canada pour former des plombiers, des électriciens et des apprentis-menuisiers.

Comme il s'agit d'une localité éloignée, ils se sont mis à construire des maisons sur la réserve. Le ministère des Affaires indiennes a ensuite changé son programme de logement, de sorte que cette société, créée pour répondre aux besoins locaux, a dû congédier tous ses employés. Cela a mis fin à la construction de nouvelles maisons. Le résultat, c'est que des travailleurs qualifiés ne peuvent plus trouver d'emploi dans leur localité. Ces gens ont perdu leur emploi parce que le marché local de la construction s'est effondré. Toute la collectivité a ressenti les effets de cette baisse d'activité.

Étudiez-vous ce genre de problèmes? Quelles solutions y proposez-vous?

M. Sims: Nous sommes conscients de l'existence de ce genre de problème depuis des années. Nous nous efforçons de les résoudre.

La stratégie adoptée par le ministère des Affaires indiennes visait à mettre l'accent sur la création de la richesse et pas seulement sur la prestation de services. Une maison, ce n'est pas seulement un logement. C'est aussi un emploi et une occasion de faire des affaires.

Vous savez peut-être que nous sommes en train de restructurer nos activités. . .

Une voix: Constamment.

M. Sims: Non, pas constamment. Il s'agit de la première restructuration d'importance depuis six ans. À compter du 1^{er} janvier, je serai chargé de tous les programmes des Affaires indiennes: logement, éducation, développement social et SCDEA. L'objet de cette restructuration, c'est de mettre de l'ordre dans nos affaires. Nous devons trouver des solutions aux problèmes qui se posent. Ce n'est pas facile, mais c'est l'objet de la restructuration, c'est-à-dire de favoriser le développement économique.

[Text]

• 0930

Mr. Skelly: So you're saying there's going to be a greater effort toward integrating programs like housing with skills development, and that kind of thing, within aboriginal communities.

Mr. Sims: Yes. The agreement we had on social assistance with EIC was an example of trying to bring social assistance into more of a development mode, instead of just an income support mode. It's the kind of example that in a small way we managed to make things happen.

The Chairman: Mr. Redway.

Mr. Redway: I have a distinct impression there is a systemic problem within this program as it relates to Métis. As an example, I point to the comment made last night by the chairman of the western board. He said we're making loans to status natives for new equipment and to Métis for used equipment. But that's only dramatizing what I understand to be a greater part of the problem. I say it's systemic because I understand, for instance, that the status natives can pyramid money from DIAND in this process and access additional funds. They have a capital base that's potentially much greater than the Métis, who only have one source of funding, and that is this CAEDS operation of yours.

Another example of that was pointed out to me last night. Each of the bands—not necessarily all of them, but a lot of them—would have an economic development officer to actually go out and try to promote business opportunities for status natives on the reserve, whereas the Métis do not have that ability. There's no funding base to have an economic development officer. I understand in Manitoba, for instance, they now have one on an experimental basis. As I understand it, there's no other Métis—I may be wrong—economic development officer for the entire country. So the one in Manitoba, who's just been put in place, suddenly has about a hundred different applications that have been sitting around gathering dust for a long time. His job is to try to get these things moving.

There are probably hundreds of other applications in other parts of the country for the Métis community, which nobody's looking at or helping to sort out, just because of this systemic difficulty. There is a DIAND, which looks after people on the reserve and the Inuit. It doesn't look after people off reserve. The Métis by and large obviously live off reserve. So a bias is built into the system, which tilts in one direction as opposed to the other. I wonder, first of all, if you're aware of that—I assume you really are, deep down if not on the surface—and what you're going to do to address that problem.

[Translation]

M. Skelly: Vous nous dites donc qu'il y aura un effort plus grand pour intégrer des programmes, comme celui de l'habitation, au perfectionnement professionnel au sein des collectivités autochtones.

M. Sims: Oui. L'accord que nous avons signé avec Emploi et Immigration, visant à intégrer davantage l'assistance sociale et le perfectionnement professionnel, en est un bon exemple. On tentait de faire en sorte que l'assistance sociale devienne davantage qu'une simple aide financière. C'est le genre d'exemples de petits moyens que nous avons utilisés pour faire avancer les choses.

Le président: Monsieur Redway.

M. Redway: J'ai la nette impression qu'il y a un problème systémique dans le contexte de ce programme, pour ce qui est des Métis. Je cite l'exemple que nous a donné hier le président du Conseil de la région de l'Ouest. Il a dit que l'on prête de l'argent aux autochtones qui sont inscrits pour leur permettre d'acheter du nouvel équipement, tandis que celui que l'on prête aux Métis est pour l'achat d'équipement usagé. Mais cela ne fait que dramatiser davantage le problème plus général qui semble exister. Je dis qu'il est systémique, parce que si je comprends bien, par exemple, les autochtones inscrits peuvent répartir davantage l'argent qu'ils reçoivent du MAIN dans le cadre de ce programme, ce qui leur permet d'obtenir des fonds additionnels. Ils sont beaucoup plus nombreux, ce qui leur permet d'obtenir beaucoup plus d'argent que les Métis, qui n'ont qu'une seule source de financement, à savoir, votre programme de la SCDEA.

Un autre exemple m'a encore été fourni hier soir. Chacune des bandes—pas forcément toutes, mais un grand nombre d'entre elles—se dote d'un agent de développement économique dont la tâche consiste à promouvoir des occasions d'affaires à l'intention des autochtones inscrits qui vivent sur la réserve, tandis que la chose est impossible pour les Métis. Aucun montant n'est prévu pour embaucher un agent de développement économique. Je pense qu'il y en a un qui a été embauché dernièrement, au Manitoba, par exemple, à titre expérimental. C'est le seul endroit dans tout le pays—sauf erreur—où les Métis ont embauché un agent de développement économique. Par conséquent, cet agent, au Manitoba, qui vient tout juste d'être nommé, se retrouve tout à coup devant 100 différentes demandes qui sont là depuis longtemps à accumuler de la poussière. Son travail consiste maintenant à faire avancer ces choses.

Il y a probablement des centaines d'autres propositions de ce genre chez les Métis, dans d'autres régions du pays, dont personne ne s'occupe à l'heure actuelle, uniquement en raison de ce problème systémique. Le MAIN s'occupe des autochtones qui vivent dans les réserves et des Inuit. Il ne s'intéresse pas vraiment aux autochtones qui vivent à l'extérieur des réserves. C'est évidemment le cas des Métis. Il y a donc un parti pris intrinsèque au système, qui fait pencher la balance dans une direction seulement. Je me demande, premièrement, dans quelle mesure vous en êtes conscients—je suppose que vous l'êtes, profondément, sinon en surface—et ce que vous allez faire pour solutionner ce problème.

[Texte]

Mr. Forth: I think both Mr. Waslander and I should speak to this item, because there are a couple of different elements to it. First of all, our programming, as I said at the outset, has always, going back to the early days in western Canada, provided assistance to all aboriginal people, both on and off reserve, status and non-status Indians and Métis, and in the north the Inuit. So it has been possible for Métis people to access our programming right from the early days.

Mr. Redway: Your program...but there is this other...

Mr. Forth: Well there are certainly other elements of activities, through the CAED strategy, for which the Department of Indian and Northern Affairs are responsible. The Métis community is not able to access them because their programming is by statute oriented and directed toward Indian people living on reserve. So we are certainly as a program aware of the difficulties faced by the Métis community because of the way in which they're organized and distributed. We're made aware of that on a relatively constant basis simply because the Metis are well represented on our three boards, the two regional boards and the national board. They have an opportunity through those three structures to attempt to influence our programming and to try to bring about some change.

• 0935

Mr. Redway: Within the existing structure, though.

Mr. Forth: Within the existing structure but also to make recommendations, that's right, and to try to make recommendations to the government in terms of different approaches.

Mr. Redway: Have they made them?

Mr. Forth: Yes, in part.

Mr. Redway: What has the government done with them?

Mr. Forth: We're taking specific actions. The national board met in Winnipeg last month with representatives from the Métis National Council, the Ontario Métis Association and Northwest Territories Métis Association, essentially the key Métis groups from across the country, and spent two days having very thorough full discussion of some of the problems being faced by the Métis business community.

Out of that discussion it was agreed to establish a committee of the national board to attempt to develop an action plan and a strategy with specific initiatives that would be designed to address some of the problems that you've already outlined. That is in place now, and it would be incorrect of me to try to predict where they might go, but certainly that is a process that is fully supported by the Métis community, the political leadership as well as the Métis members on our board.

Mr. Redway: What about the government? Is it fully supported by the government? Is the government prepared to look at recommendations for changes in the system to ameliorate this situation?

[Traduction]

M. Forth: Je pense que M. Waslander et moi avons tous deux des choses à dire là-dessus, parce qu'il y a au moins deux éléments différents dans votre question. Premièrement, notre programme, comme je l'ai dit au début, aussi loin qu'il remonte dans l'ouest du Canada, a toujours fourni de l'aide à tous les autochtones, tant à ceux qui vivent dans les réserves qu'à l'extérieur des réserves, qu'aux Indiens et aux Métis inscrits et non inscrits, et dans le nord, aux Inuit. Donc, dès le départ, les Métis ont toujours eu la possibilité de se prévaloir de nos programmes.

M. Redway: De vos programmes, oui... Mais il y a cet autre...

M. Forth: Il y a évidemment d'autres activités, dans le cadre de la SCDEA, dont le ministère des Affaires indiennes et du Nord a la responsabilité. Si la collectivité métisse ne peut y avoir accès, c'est parce que ces programmes sont destinés, de par la loi, aux autochtones qui vivent dans les réserves. Dans le contexte de nos programmes, nous sommes évidemment conscients des difficultés qu'éprouvent les Métis, en raison de leur organisation et de leur distribution. Nous en avons donc parlé relativement souvent tout simplement parce que les Métis sont bien représentés à nos trois conseils, aux deux conseils régionaux et au conseil national. Cela leur permet de tenter d'exercer une influence sur nos programmes et de leur faire apporter quelques changements.

M. Redway: Mais, dans le cadre de la structure existante, toutefois.

M. Forth: Oui, mais aussi de faire des recommandations au gouvernement, c'est vrai, des recommandations de formules différentes qui pourraient être adoptées.

M. Redway: En ont-ils fait?

M. Forth: Oui, quelques-unes.

M. Redway: Comment le gouvernement a-t-il réagi?

M. Forth: Nous prenons des mesures précises à cet égard. Le Conseil national s'est réuni le mois dernier à Winnipeg. Il y avait, entre autres, des représentants du Ralliement des Métis, de l'Ontario Métis Association et de la Northwest Territories Métis Association, des principaux groupes métis du pays, qui ont passé deux jours à discuter d'une manière très approfondie de certains des problèmes auxquels fait face le milieu des affaires métis.

À l'issue de cette discussion, on a convenu de créer un comité, lié au Conseil national, dans le but d'élaborer un plan d'action et une stratégie agrémentés d'initiatives particulières visant à solutionner certains des problèmes que vous avez déjà décrits. Tout cela est en place aujourd'hui, et il serait incorrect de ma part de tenter de prédire quelle orientation on prendra, mais on peut affirmer, à coup sûr, que ce processus a l'appui total des Métis, des dirigeants politiques ainsi que des Métis qui sont membres de notre conseil.

M. Redway: Et le gouvernement, dans tout cela? Appuie-t-il aussi le processus? Est-il disposé à tenir compte des recommandations de changements qui pourraient contribuer à améliorer le système?

[Text]

Mr. Forth: I think there are a number of things the government has already done to partially respond to this. Number one, you mentioned the individual working in Manitoba. There are external delivery arrangements now with a number of organizations across the country, three of which are Métis organizations, one in Alberta, one in Manitoba, and the other in the Northwest Territories. This is really just the start of a process. These are very early days in terms of us working with these organizations.

Mr. Redway: Over the last few months, I understand.

Mr. Forth: Last few months, exactly. I want to clarify that just because we have one individual in Manitoba doesn't mean that is the only individual able to deal with Métis applicants. If you look at our success rates in terms of processing applications and dealing with individual projects put forward by Métis applicants, the numbers are relatively high.

Mr. Redway: That may be because the Métis have more capital of their own.

Mr. Forth: The numbers are high in terms of the number of projects. The dollars, however, are not as high as they are represented in the population, and that I think is a function of a number of factors in terms of not having a land base and not having the capital or not having in part the approach to large collective community-based projects, which is typical of activities that some of the Indian people want to undertake.

On the capital corporation side, I think there have been significant inroads that have been made over the last several years and I want Bert to speak directly to that.

Mr. Waslander: There are two things we've done. We have equipped four of the aboriginal capital corporations that serve the Métis and off-reserve population in four provinces with new funds, which we call supplementary equity funds designed to provide equity on an investment basis, not a grant or contribution basis to small aboriginal businesses serviced by these corporations. This is intended to provide better access to our programs for those people, because by taking on this supplementary equity it becomes easier for them to access our programs or merely to help the businesses out and give them a better financial structure.

Another thing we've done is set up an advisory service shop with one of the ACCs, the Métis non-status ACC in Saskatchewan. Starting very soon they will have four economic development officers who will be working basically to develop their client base.

• 0940

Mr. Redway: How soon is soon?

Mr. Waslander: Soon is right now. The general manager of that new service has been hired and is in place.

[Translation]

M. Forth: Je pense que le gouvernement a déjà fait beaucoup de choses en réaction à cette situation. Premièrement, vous avez mentionné le cas de l'agent de développement économique au Manitoba. Il y a à l'heure actuelle un certain nombre d'accords qui ont été conclus à l'égard de l'application du programme, des accords avec quelques organismes dans l'ensemble du pays, dont trois sont des associations métisses: une en Alberta, une au Manitoba, et l'autre, dans les Territoires du Nord-Ouest. Ce n'est vraiment que le début d'un processus. Nous sommes vraiment au tout début de cette expérience avec ces organismes.

M. Redway: Qui a débuté au cours des derniers mois, je pense.

M. Forth: Au cours des derniers mois, précisément. Je tiens aussi à préciser que parce qu'il n'y a à l'heure actuelle qu'un seul agent au Manitoba, cela ne signifie pas qu'il est le seul à pouvoir s'occuper des demandes présentées par les Métis. Si vous considérez le taux de réussite, pour ce qui est du traitement des demandes et des projets particuliers qui ont été présentés par des Métis, vous allez constater qu'il est assez élevé.

M. Redway: C'est peut-être parce que les Métis ont plus d'argent que les autres.

M. Forth: Le nombre des projets est élevé. Pour ce qui est de la valeur, toutefois, elle n'est pas aussi élevée que la population le justifierait, et cela, je pense, est dû au fait que l'on n'ait pas de terrains, que l'on n'ait pas suffisamment de capitaux, ou que les projets ne soient pas destinés à une partie suffisamment importante de la collectivité, ce qui est typique des activités auxquelles s'intéressent certains des autochtones.

Pour ce qui est des sociétés de financement autochtones, je pense qu'il y a eu un certain nombre d'avenues intéressantes qui ont été ouvertes au cours des quelques dernières années, et je vais laisser Bert vous en parler un peu.

M. Waslander: Nous avons fait deux choses en particulier. Nous avons doté de nouveaux capitaux quatre des sociétés de financement autochtones qui desservent les Métis et la population qui vit à l'extérieur des réserves de quatre provinces, des capitaux que nous appelons des fonds propres supplémentaires, qui sont destinés à fournir des capitaux sur une base d'investissement, et non pas sur une base de subvention ou de contribution, à de petites entreprises autochtones qui sont desservies par ces sociétés. L'intention, derrière cela, est de donner à ces gens un meilleur accès à nos programmes, parce qu'en se prévalant de ces fonds supplémentaires, ils ont un meilleur accès à nos programmes, ou cela aide les entreprises et leur confère une meilleure structure financière.

Deuxièmement, nous avons établi un atelier de services consultatifs de concert avec l'une des SFA, la SFA des Métis non inscrits de la Saskatchewan. D'ici peu, ils auront quatre agents de développement économique qui travailleront essentiellement à développer la clientèle.

M. Redway: Que voulez-vous dire par d'ici peu?

M. Waslander: Dès maintenant. Le directeur général de ce nouveau service vient d'être embauché, et il est en poste à l'heure actuelle.

[Texte]

Mr. Sims: I may be able to give you some further thoughts about how to—

Mr. Redway: I'm trying to give you some further thoughts to stimulate you to change your system to accommodate this problem.

Mr. Sims: What you suggested is not new, I don't think, but a couple of things are worth thinking about in terms of where the playing field is level or not with respect to people living in Indian communities versus other aboriginals. They fall into two basic areas. One is the risk that lenders or joint partners have in establishing themselves as business partners or investing on Indian reserves. That is the situation of section 87 of the Indian Act, where the ability to pledge collateral, or in fact to seize, which is the more questionable thing—

Mr. Redway: You guys love to give guarantees, though, don't you? Ministerial guarantees.

Mr. Sims: We give very few. We would like to give far more because we think they will encourage people to realize that the risk is lower than they think it is, although the risk is higher than it is in other areas. That's one aspect, that Indian communities have particular difficulties in establishing businesses and particular partnerships with investments from outside their particular communities, as opposed to what people who live off-reserve have.

Another thing worth thinking about is the level of wealth of individuals in Indian communities relative to aboriginals outside them. I am going to give you two or three figures. They're not going to be very difficult because I know people don't like to be swamped with them. In the 1986 census the on-reserve Indian employment rate was only 28%, whereas the employment rate of non-Indian aboriginals was 55% and the employment rate of Canadians was 60%.

When you look at the actual earned income, which is the bit that's going to give them the stake in order to make the equity investment, the reserve Indians were only earning 58% of what Canadians earned, whereas non-Indian aboriginals, which is mainly the Métis, were earning 80% of what Canadians earned. We are already starting off, as the gentleman over here said, a long way back in Indian reserves, even relative to aboriginal people who don't live on reserves who are still way back from Canadians in terms of the ability to put equity into business development.

Mr. Redway: We're all Canadians, aren't we?

Mr. Sims: We are all Canadians, yes.

Mr. Redway: With respect to the training programs, I was receiving some different signals than Madam Duplessis was previously. My past experience leads me to believe that the training programs to be put in place by your department

[Traduction]

M. Sims: Je peux peut-être vous donner quelques idées sur la façon de...

M. Redway: J'essaie justement de vous donner quelques idées pour vous inciter à modifier votre système de manière à régler ce problème.

M. Sims: Votre proposition n'a rien de neuf, je pense, mais il y a un ou deux aspects à considérer quand on cherche à établir s'il y a un juste équilibre dans le programme pour ce qui est des collectivités indiennes et des autres autochtones. Ils se répartissent en deux catégories. L'un d'eux est le risque que prennent les prêteurs ou les partenaires lorsqu'ils s'associent à des projets ou qu'ils investissent dans des réserves indiennes. Ce sont les restrictions de l'article 87 de la Loi sur les Indiens qui interviennent, pour ce qui est des garanties qui peuvent être exigées, ou de la possibilité d'effectuer une saisie, ce qui constitue l'aspect le plus douteux...

M. Redway: Vous aimez bien donner ces garanties, n'est-ce pas? Des garanties ministérielles.

M. Sims: Nous n'en donnons que très peu. Nous voudrions bien en donner bien davantage, parce que nous pensons que cela permet aux gens de prendre conscience du fait que le risque est peut-être moins élevé qu'ils le pensent, malgré qu'il soit peut-être un peu plus élevé qu'ailleurs. Les collectivités autochtones ont davantage de difficultés que les autochtones qui vivent à l'extérieur des réserves à créer des entreprises et à trouver des partenaires de l'extérieur qui peuvent investir de l'argent.

La richesse des autochtones qui vivent dans les réserves comparativement à celle des autochtones qui vivent à l'extérieur des réserves est un autre aspect non négligeable. Je vais vous donner deux ou trois chiffres qui vont vous faire réfléchir. Ils ne sont pas tellement difficiles à interpréter, parce que je sais que les gens n'aiment pas tellement se retrouver devant des calculs complexes. Au recensement de 1986, on a établi que seulement 28 p. 100 des Indiens vivant sur les réserves avaient un emploi, tandis que le taux d'emploi des autochtones non indiens était de 55 p. 100, et celui de l'ensemble des Canadiens, de 60 p. 100.

Du côté du revenu réel, ce qui permet aux gens d'investir, les Indiens vivant sur les réserves ne gagnaient que l'équivalent de 58 p. 100 de la rémunération moyenne des Canadiens, tandis que pour les autochtones non indiens, principalement les Métis, la proportion était de 80 p. 100. Les autochtones qui vivent dans les réserves partent de bien loin, comme le disait le monsieur qui nous a précédés, même si l'on compare leur situation à celle des autochtones qui ne vivent pas sur les réserves, qui sont eux-mêmes bien loin des Canadiens quant à leurs possibilités d'investir pour créer une entreprise.

M. Redway: Nous sommes tous Canadiens, n'est-ce pas?

M. Sims: Oui, nous sommes tous Canadiens.

M. Redway: Au sujet des programmes de formation, le son de cloche que j'entends diffère un peu de celui que M^{me} Duplessis reçoit. Mon expérience me porte à croire que votre ministère a été plutôt lent à instaurer les programmes de

[Text]

either were slow off the ground. . . I'm not quite sure whether they're entirely off the ground yet for native people. Bob Skelly indicated that they did work in one of his communities out in B.C., but I had the distinct impression about a year ago that in places like Rankin Inlet and Arviat they were not really working. Although the program was there, there wasn't any mechanism in place to allow people to access it.

• 0945

Now, does that situation exist now or not? Are you fully up and running in every part of this country, where if a native person wants to access training programs through a Canada Employment Centre it is possible to do so?

Mr. Sulzenko: I think the answer to your question is in effect you just enunciated the reason we set up the Pathways process. It's approaching its second year. But it was set up in partnership with our aboriginal clients, and when I say that, I mean a co-management with our aboriginal clients to improve their access to our programs.

You were correct in saying the programs are there, and have been in existence for some time. But we felt, and our aboriginal partners felt, they weren't getting as good access and effective access to those programs as they might have. So that is the essence of the Pathways process we set up.

We've been very busy in the last year establishing a structure across the country. Really, it's a three-tiered structure: local aboriginal management boards on which aboriginal partners will sit with EIC representatives at a regional level, which is essentially provincial and territorial level, and also a national board.

A lot of energy has been taken up in establishing the structures, but in many parts of the country we already have operating local boards. We have about 50 operating now. In many regions, provinces, and territories we have regional boards, and hopefully this coming January we'll have the first meeting of our official national board. All these structures are really designed to deal with precisely the problem you've enunciated.

Mr. Redway: You haven't quite answered the question yet. Is it now possible to access the Pathways program anywhere in the country, without these problems that existed before, or are there still structures you have to put in place?

Mr. Sulzenko: Yes, there are still structures.

Mr. Redway: And how many of them are there that you still have to put in place?

Mr. Sulzenko: Maybe I could ask my colleague for the precise numbers. But before I turn the microphone over to him, let me just say that the process is one that is aboriginal-driven.

[Translation]

formation. . . Je ne sais même pas s'ils sont complètement établis à l'heure actuelle en ce qui concerne les autochtones. Bob Skelly a mentionné qu'ils sont offerts dans une localité qu'il représente en Colombie-Britannique, mais j'ai la nette impression qu'il y a environ un an, ce n'était pas vraiment le cas dans des endroits comme Rankin Inlet et Arviat. Malgré que le programme était en place, aucun mécanisme n'était prévu pour permettre aux gens d'y accéder.

Cette situation existe-t-elle toujours? Vos programmes sont-ils tous offerts, au complet, partout au pays? Un autochtone qui veut s'inscrire à un programme de formation par l'entremise d'un centre d'emploi du Canada en a-t-il la possibilité à l'heure actuelle?

M. Sulzenko: La difficulté que vous venez tout juste de soulever illustre, je pense, la raison pour laquelle nous avons mis en place la stratégie «Les chemins de la réussite». Elle est sur le point d'entrer dans sa deuxième année d'existence. C'est une stratégie que nous avons établie de concert avec nos clients autochtones, et par cela, j'entends, en co-gestion avec nos clients autochtones, dans le but d'améliorer l'accès à nos programmes.

Vous avez raison de dire que nos programmes existent déjà depuis un bon bout de temps. Mais, tout comme nos partenaires autochtones, nous pensions que l'accès à ces programmes n'était pas aussi bon et efficace qu'il pourrait l'être. C'est donc précisément la raison d'être de la stratégie «Les chemins de la réussite» que nous avons établie.

Nous avons beaucoup travaillé à l'établissement d'une structure dans l'ensemble du pays au cours de la dernière année. Il s'agit, en réalité, d'une structure à trois volets: des conseils de gestion autochtone locaux, où siègent des partenaires autochtones et des représentants d'Emploi et Immigration, à un niveau régional, essentiellement provincial et territorial, ainsi qu'un conseil national.

L'établissement des structures a demandé beaucoup d'énergie, mais nous avons déjà des conseils locaux qui fonctionnent dans de nombreuses régions du pays. Il y en a environ 50 à l'heure actuelle. Nous avons de nombreux conseils régionaux dans des régions, des provinces et des territoires, et en janvier prochain, nous espérons pouvoir tenir la première réunion de notre conseil national officiel. Toutes ces structures sont en réalité conçues pour régler précisément les problèmes que vous avez énoncés.

M. Redway: Mais vous n'avez pas encore tout à fait répondu à ma question. Aujourd'hui même, les autochtones peuvent-ils se prévaloir du programme «Les chemins de la réussite» partout au pays, sans faire face aux difficultés qui existaient auparavant, ou y a-t-il encore des structures que vous devez mettre en place?

M. Sulzenko: Oui, il y a encore quelques structures à mettre en place.

M. Redway: Combien y en a-t-il?

M. Sulzenko: Je pourrais peut-être demander à mon collègue de vous donner un chiffre précis. Mais avant cela, permettez-moi de préciser que le processus est géré par les autochtones.

[Texte]

Mr. Redway: If they don't ask, they don't get. Is that what you are saying?

Mr. Sulzenko: Well, we have said to them that it's up to them to decide how they're going to structure themselves, who is going to be on these boards. Our main insistence is that all the groups are represented. It's really up to them. Therefore, we have some early activity in some parts of the country, and we have somewhat slower activity in other parts as they sort themselves out in terms of how they are going to be structured.

Maybe Mr. Green could be more specific on that.

Mr. Green: Thank you. The determination of the establishment of boards—which would be really setting priorities at the local labour market area and making decisions with EIC officials on what gets funded for training—are really at the stage, in some places, of trying to be sorted out on the basis of labour market issues versus other types of issues that are around in aboriginal communities today.

There have been some challenges in a couple of parts of Canada, but overall there has been some agreement on the process. For example, in the Northwest Territories they will have ten. Given the space of the territories, they call them regional boards. There are four in the area you are referring to, Rankin Inlet, etc., in which it will be all aboriginal people who will receive project proposals from aboriginal sponsors of training, whether they be for housing, whether they be for broadcasting with IBC, or whatever. That board will decide against an allocation that EIC will provide at the local level. If they want that training, based on their community's needs, that's what will be done.

For individual aboriginal people who may wish to seek training in Canada, part of what Pathways means is that they will still be able to access as individuals. By walking into a Canada Employment Centre, they'll still be able to access, through EIC, the purchase of training for them at an institution such as a college or a training centre. Pathways is primarily a process of providing community-driven support.

So the sorts of things Mr. Skelly was talking about, matching skills with other economic development opportunities, is in the hands of aboriginal people rather than in the hands of officials who may not be able to time their training for the economic activities occurring in the community. So, yes, in some places we have some difficulties.

Mr. Redway: In how many places do you have difficulty?

Mr. Green: Two.

Mr. Redway: It's only in two places. Where are they?

[Traduction]

M. Redway: S'ils ne demandent rien, ils n'obtiennent rien. Est-ce bien cela que vous dites?

M. Sulzenko: Nous leur avons dit que c'est à eux qu'il appartient de décider de la structure dont ils se doteront, des gens qui feront partie de ces conseils. Nous insistons particulièrement pour que tous les groupes soient représentés. Mais les décisions leur appartiennent, en réalité. Il y a donc des endroits où les choses avancent plus rapidement que dans d'autres au pays, pendant que les autochtones cherchent à déterminer comment ils vont se structurer.

M. Green a peut-être des choses plus précises à vous dire là-dessus.

M. Green: Merci. L'établissement des conseils—qui fixeront, en réalité, les priorités, pour ce qui est de la main-d'oeuvre locale, et qui prendront les décisions relativement aux projets de formation qui seront financés, de concert avec des fonctionnaires d'Emploi et Immigration—en certains endroits, est à l'étape de la distinction entre les questions touchant la main-d'oeuvre et les autres questions qui concernent aujourd'hui les collectivités autochtones.

Il y a eu quelques difficultés dans certaines régions du Canada, mais dans l'ensemble, on s'est entendu sur le processus. Par exemple, dans les Territoires du Nord-Ouest, il y aura dix conseils régionaux. Compte tenu de l'étendue des Territoires, on a décidé de les désigner ainsi. Il y en a quatre qui sont prévus dans la région à laquelle vous avez fait allusion, Rankin Inlet, etc., où ce seront des autochtones qui recevront les propositions de projets des autochtones, en vue de la formation, que ce soit dans le domaine de l'habitation, de la radiodiffusion avec IBC, ou dans quelque autre domaine. Ce conseil rendra une décision selon une affectation budgétaire qu'aura accordée Emploi et Immigration au niveau local. S'ils veulent de cette formation, en se fondant sur les besoins de leur collectivité, ils l'auront.

Les autochtones qui voudront recevoir une formation au Canada pourront se prévaloir de la stratégie «Les chemins de la réussite» pour avoir droit à cette formation en tant que particuliers. En se présentant à un centre d'emploi du Canada, ils vont toujours pouvoir obtenir, par l'entremise d'Emploi et Immigration, les fonds nécessaires pour s'inscrire à une institution comme un collège ou un centre d'information. «Les chemins de la réussite» est avant tout un processus destiné à appuyer les initiatives communautaires.

Les aspects auxquels M. Skelly faisait allusion, comme aligner le perfectionnement professionnel sur les possibilités de développement économique, sont vraiment entre les mains des autochtones plutôt qu'entre celles de fonctionnaires qui ne peuvent peut-être pas vraiment bien ajuster la formation aux activités économiques qui se déroulent dans la collectivité. Donc, oui, il est vrai que dans certains endroits, nous éprouvons certaines difficultés.

M. Redway: Dans combien d'endroits?

M. Green: Deux.

M. Redway: Quels sont-ils?

• 0950

[Text]

Mr. Green: There are nine regional or territorial boards currently established.

Mr. Redway: Where are the two difficulties?

Mr. Green: They're in Manitoba and Saskatchewan.

Mr. Redway: How soon do you expect to solve the difficulties? Or are they difficulties as a result of the problems in having the native community itself act?

Mr. Sulzenko: Frankly, it's the latter. In Manitoba, there is a difference of view between the Métis and the natives. That's been ongoing for some time. Our enunciation of Pathways—and certainly that is the policy our minister has reaffirmed—is that there will be one regional board. In other words, the groups come together to form one board. I think the Métis in Manitoba have made it clear that they want their own structure. They don't want to be part of this single structure.

Mr. Redway: So there is no immediate or foreseeable resolution to the difficulties.

Mr. Sulzenko: No, but it is essentially between the aboriginal peoples themselves. We have reiterated our policy, but it is really up to them to sort it out. We've left it to them to sort it out.

In Saskatchewan, I think it's almost the reverse. We thought we had agreement on a single board, but some of the native groups—maybe they're looking at Manitoba, we don't know—are looking at a separate structure as well.

From our perspective, this would unduly complicate a process and make it administratively much more difficult to proceed with. This really goes against the fundamental concept that native groups in this country and other aboriginal groups have agreed to as being the basis, namely, that they all come together rather than dealing with the government in separate groups.

Mr. Redway: My final question relates to the housing construction issue raised. I am just wondering if anyone has ever tried to address that issue in the way that, in my sense, it's addressed elsewhere, that every band cannot have their own construction company. It may be ideal for their purposes, but as indicated, the housing priorities move around. In the broader community there are a few housing construction companies or other construction companies, and they also move around. That is difficult in relation to the band structure, but has there been any effort made to try to address it in those terms?

Mr. Sims: Several construction companies serve several bands. The problem is one of geography rather than them each wanting theirs. In the construction companies you're talking about, they're into very large construction and can afford to move. We are into building five houses. It's very difficult for one construction company to cover several hundred square miles of territory.

[Translation]

M. Green: Il y a neuf conseils régionaux ou territoriaux qui sont établis à l'heure actuelle.

M. Redway: Où sont ces deux difficultés?

M. Green: Au Manitoba et en Saskatchewan.

M. Redway: Dans combien de temps prévoyez-vous qu'elles seront réglées? S'agit-il de difficultés qui sont provoquées par le fait que les responsabilités soient confiées aux collectivités autochtones?

M. Sulzenko: Pour être franc, c'est un peu cela. Au Manitoba, les Métis et les autochtones ne s'entendent pas. Le débat dure déjà depuis un certain temps. Dans le cadre de la stratégie «Les chemins de la réussite», il est prévu—et c'est précisément la politique que notre ministre a réaffirmée—qu'il n'y ait qu'un seul conseil régional. Autrement dit, les groupes doivent tous être représentés par un conseil unique. Je pense que les Métis du Manitoba ont dit clairement qu'ils veulent établir leur propre structure. Ils ne veulent pas faire partie de cette structure unique.

M. Redway: Il n'y a donc pas de solution immédiate ou prévisible à ces difficultés.

M. Sulzenko: Non, mais c'est un problème qui concerne essentiellement les autochtones. Nous avons réitéré notre politique, mais ils doivent vraiment parvenir à s'entendre entre eux. Nous n'intervenons pas.

En Saskatchewan, c'est presque la situation inverse. Nous pensions que nous nous étions entendus sur un conseil unique, mais quelques-uns des groupes autochtones—peut-être après avoir vu ce qui s'est passé au Manitoba, nous ne savons pas trop—envisagent aussi une structure distincte.

Nous pensons que cela compliquerait inutilement le processus et le rendrait plus difficile à appliquer. Cela va complètement à l'encontre de l'idée fondamentale que les groupes autochtones au Canada et d'autres groupes autochtones ont reconnue comme étant la base, à savoir qu'il était préférable qu'ils s'unissent plutôt que de traiter avec le gouvernement en groupes distincts.

M. Redway: Ma dernière question porte sur le projet de construction domiciliaire auquel on a fait allusion. Je me demande si quelqu'un a déjà envisagé la question en se disant que chaque bande ne peut pas posséder sa propre compagnie de construction. Ce peut être la solution idéale pour la collectivité en cause, mais les priorités se déplacent dans le domaine de la construction. Dans la société canadienne, il y a quelques compagnies de construction domiciliaire qui vont d'un endroit à l'autre, elles aussi. Cela pose certaines difficultés, si l'on considère la structure d'une bande, mais a-t-on déjà songé à cet aspect?

M. Sims: Il y a plusieurs compagnies de construction qui desservent en réalité plusieurs bandes. Le problème tient davantage à la distribution géographique des bandes qu'au fait qu'elles veuillent chacune leur compagnie de construction. Les compagnies de construction auxquelles vous faites allusion sont très grosses et ont les moyens de suivre l'évolution du marché. Nos projets se résument à la construction de peut-être cinq maisons. Il est très difficile pour une compagnie de construction de couvrir plusieurs centaines de mètres carrés de territoire.

[Texte]

Mr. Redway: Unless you organize it appropriately. . .

Mr. Sims: That's right. One of the things going on at the moment is a review of the housing policy. You probably knew that.

Mr. Redway: Yes, I knew that. We're going to review it too.

Mr. Sims: That's good.

The Chairman: I have a hunch we may be reviewing it this morning if I don't step in here pretty soon. Please just finish that up.

Mr. Sims: Incorporated into that is the whole business of how capital corporations and economic development such as this can be better dealt with. I don't know what the solution is.

The Chairman: The chair was rather generous with that, sir.

Mr. Redway: I know you were, Mr. Chairman, thank you.

The Chairman: It's only because I didn't see anyone else indicating that they wished to ask any questions.

• 0955

I have a question I would like to ask, and perhaps I will make a couple of points, one dealing with the answer that surrounded Pathways not having agreement in Manitoba and Saskatchewan. It is my understanding that Manitoba is accessing some Pathways funding now, is it not—

Mr. Sulzenko: Yes, Mr. Chairman.

The Chairman: —as opposed to Saskatchewan, which is not.

Mr. Sulzenko: Well, if we don't have these boards set up, the regions will still get funding and aboriginal groups will still be receiving training and support. I believe for Manitoba we have an allocation of some \$21 million, but the real question is, will the process flow through, through a board structure? For the time being, we are continuing to proceed on the old basis. Aboriginals will not suffer in terms of having access, it is just that we won't have, from our view, as good a process in place as should be.

The Chairman: I have rather a selfish reason for wanting to get to the bottom of that, in that I understand "Beat the Street" is funded in Winnipeg, through Pathways. "Beat the Street" in Regina is attempting to pursue the same funding route.

My major question, unfortunately, has to be associated with a little preamble that deals with the basis on which CAEDS or other funding programs function, as it relates to applications that are made from the aboriginal community—and of course we are all impressed with the success we have seen. I wonder at what cost this success has come about.

[Traduction]

M. Redway: À moins que ce soit bien organisé. . .

M. Sims: Vous avez raison. On a entrepris, à l'heure actuelle, de réviser la politique en matière d'habitation. Vous le savez probablement déjà.

M. Redway: Oui, je savais. Nous allons aussi l'examiner.

M. Sims: C'est bien.

Le président: J'ai l'impression que nous sommes sur le point de le faire dès ce matin si je n'interviens pas bientôt. Achevez, je vous prie.

M. Sims: Et, dans tout cela, il y a aussi la question de savoir comment mieux composer avec les sociétés de financement et le développement économique. Je ne sais pas où se trouve la solution.

Le président: J'ai été plutôt généreux avec vous, monsieur.

M. Redway: Je le sais bien, monsieur le président, et je vous en remercie.

Le président: C'est seulement parce que personne ne m'a signalé qu'il avait des questions à poser.

J'ai une question à vous poser, et j'aurai peut-être aussi une ou deux précisions à apporter, entre autres, au sujet de l'application de la stratégie «Les chemins de la réussite» au Manitoba et en Saskatchewan. Je pense que les autochtones du Manitoba ont accès au financement qui est offert dans le cadre de la stratégie à l'heure actuelle, n'est-ce pas?

M. Sulzenko: Oui, monsieur le président.

Le président: . . .contrairement à ceux de la Saskatchewan, qui n'y ont pas accès.

M. Sulzenko: Si ces conseils ne sont pas établis, les régions vont quand même recevoir du financement, et les groupes autochtones vont quand même recevoir de la formation et un appui. Je pense que pour le Manitoba, l'affectation est de quelque 21 millions de dollars, mais la question qui se pose en réalité, c'est de savoir si le processus sera géré ou non par un conseil. Pour l'instant, nous fonctionnons comme avant. Les autochtones n'auront pas moins accès à la formation qu'auparavant. C'est tout simplement que le processus qui sera en place, selon nous, ne sera pas aussi efficace qu'il pourrait l'être.

Le président: J'ai un motif particulièrement égoïste à vouloir savoir vraiment de quoi il retourne, parce que je pense que le programme «Beat the Street», à Winnipeg, est financé à l'aide de la stratégie «Les chemins de la réussite». On tente à l'heure actuelle d'obtenir le même financement pour le même programme à Regina.

Ma principale question, malheureusement, doit être liée à un petit préambule qui traite de la façon dont fonctionne la SCDEA ou d'autres programmes de financement, dans le cas des demandes qui proviennent de la collectivité autochtone—et nous sommes évidemment tous impressionnés par le degré de réussite dont nous avons tous pu être témoins. Mais quel a été le prix de cette réussite?

[Text]

I don't think my question will undermine the aura of success associated with CAEDS, etc., but I do have to ask the question with respect to whether or not there is some consideration given to existing businesses that function in the area, that are functioning and would form competition to native businesses that are set up—what consideration is given to these?

As an example, I have heard of a situation where an aboriginal was given money to buy a travel agency that was in the middle of a city, that competed with others that, of course, couldn't access that kind of funding; there was some question raised about the propriety of that. Similarly, in auto-wrecking parts. . . I am mentioning specific examples just to establish the principle, not for you to comment on these.

Then, thirdly, there was a person who was in the fur and hide business who indicated to me he was now going out of business. I really think there were other reasons, but he was using this as his last shot at leaving the industry, saying there were aboriginal groups that had established similar businesses to his, but were paying above-market prices for these furs because they could afford to do so, because of their particular funding.

Again, don't bother commenting on the specifics, but just generally, how do I address the questions given to me by the non-aboriginal community that says how can I compete against my own tax dollars?

Mr. Forth: Certainly that is an issue that is raised from time to time from a number of different sources. It's an aspect of considering proposals that is taken into account very seriously, when we are reviewing and analysing the viability and prospects for the business, whether it is being acquired or established.

As a general rule, Mr. Chairman, the program does not move in and attempt to support, or support, an aboriginal proposal that will put a non-aboriginal business in jeopardy. Steps are taken to try to ensure, as well as possible, that doesn't happen. We do studies, where necessary, depending on the magnitude, of course, of the proposal. We may call in an outside consultant to look at that particular industry, that particular sector in the region, to determine what the ramifications may be from the support we provide to an aboriginal proponent, or we may simply demand that the proponent supply us with the necessary evidence to indicate this is not the case, that there is a sufficient market locally to be able to sustain both their activities and the activities of existing businesses.

[Translation]

Je ne pense pas que ma question diminuera en quoi que ce soit la réussite de la SCDEA et des autres programmes de financement, mais j'ai le droit de me demander si l'on tient compte des conséquences que de tels programmes peuvent avoir pour des entreprises existantes qui oeuvrent dans le même domaine, qui sont en exploitation et qui seraient en concurrence avec des entreprises autochtones qui seraient créées—est-ce que l'on réfléchit à la situation de ces entreprises?

Par exemple, on m'a parlé du cas d'un autochtone qui avait reçu de l'argent pour acheter une agence de voyage qui était établie au centre-ville et qui était en concurrence avec d'autres agences qui, elles, évidemment, ne pouvaient pas bénéficier d'un financement de ce genre. On se demandait si une telle situation était vraiment juste. Dans un autre cas analogue, une entreprise de récupération de pièces d'automobiles. . . Si je donne des exemples aussi précis, c'est uniquement pour établir le principe et non pas pour que vous fassiez des commentaires sur ces cas précis.

Un troisième exemple: une personne qui oeuvrait dans le domaine de la fourrure m'a dit qu'elle allait devoir fermer ses portes. Je pense vraiment qu'il y avait d'autres raisons, mais elle utilisait cet argument en dernier recours avant de quitter l'industrie. . . Elle disait que des groupes autochtones avaient lancé des entreprises qui ressemblaient à la sienne, mais qu'ils payaient leurs fourrures à des prix supérieurs à ceux du marché, parce qu'ils en avaient les moyens, et ce, en raison du financement particulier qu'ils obtenaient.

Ne perdez pas votre temps à faire des commentaires sur les cas particuliers que j'ai donnés en exemple, mais dites-moi plutôt, d'une manière générale, comment répondre aux questions des gens qui ne sont pas autochtones, qui me demandent comment arriver à faire concurrence à leur propre argent qu'ils ont payé en impôt.

M. Forth: C'est évidemment une question qui ressort de temps à autre. Quand on examine la viabilité et les perspectives d'une entreprise, c'est l'un des aspects des propositions que l'on considère très sérieusement. On se demande si l'on a affaire à l'acquisition ou à la création d'une entreprise.

Dans le cadre du programme, monsieur le président, la règle générale est de ne pas tenter d'appuyer ou appuyer une proposition autochtone qui mettrait en danger une entreprise non autochtone. Des mesures sont prises de manière à éviter, autant que possible, que cela ne se produise. Nous effectuons des études à cet égard, au besoin, selon l'étendue de la proposition, évidemment. Il peut arriver que nous fassions appel à un expert-conseils de l'extérieur afin d'analyser l'industrie en cause, ce secteur particulier dans la région, de déterminer les conséquences que pourra avoir l'aide que nous fournissons à un autochtone, ou nous pouvons tout simplement exiger de celui qui fait la demande de nous fournir les preuves nécessaires qu'il n'y aura pas de conséquences pour d'autres entreprises, que le marché local est suffisant pour soutenir ses activités et les activités des entreprises existantes.

[Texte]

• 1000

So that is certainly an important factor, an important consideration. We do not arbitrarily provide support to aboriginal proponents and place non-aboriginal people in jeopardy.

I don't know whether you want to deal with that from an Aboriginal Capital Corporation perspective. The capital corporations of course operate within their own jurisdiction. They can make their own decisions in terms of who they support.

Mr. Waslander: They make commercial loans. Subsidization is not an issue in the case of financing through Aboriginal Capital Corporations.

I would say that where there is a direct, substantial, detrimental impact on businesses in the area, we would not generally fund a business project, certainly not start up a new business if it directly competes with another local business or one in the area. The market is simply too small to sustain two businesses. That's part of our own process. It sometimes is also arranged through the minister because people know how to reach the minister on issues of that sort. You, yourself, may be part of that process at times.

On the other hand, you can't make an omelette without breaking some eggs. Here and there, we try to walk a fine line and get something going for the aboriginal people. We know that other businesses will feel some impact, but partly as a result of market development, we think the impact generally would not be serious enough to warrant not going ahead with the project.

The Chairman: It must be a difficult line that you walk, because you can't build economic walls around reserves. You have to have some business impact outside of those.

Mr. Forth: I think there's another important aspect to this, Mr. Chairman. As we stimulate and help aboriginal businesses to become established, we're also expanding the economy in a particular area. We're creating employment opportunities. Presumably, we're creating benefits for non-aboriginal businesses as well. I think that has to be taken into consideration in some of these cases.

The Chairman: I hear bells calling me. If there's nothing further, I want to thank you for coming and for your patience with my tardy arrival. Thank you very much.

The meeting is adjourned.

[Traduction]

C'est donc sûrement un facteur important, une considération importante. Nous n'accordons pas d'aide d'une manière arbitraire à un groupe d'autochtones qui risque de mettre une entreprise non autochtone en danger.

Je ne sais pas si vous voulez aussi considérer cela du point de vue d'une société de financement autochtone. Ces sociétés de financement fonctionnent évidemment dans les limites de leurs attributions. Elles ont le pouvoir de décider des propositions qu'elles appuieront.

M. Waslander: Elles font des prêts commerciaux. Les sociétés de financement autochtones n'accordent pas de subventions.

Quand on prévoit que financer une entreprise autochtone ou la création d'une entreprise autochtone aura des conséquences directes, importantes et néfastes pour les entreprises d'un même secteur, nous ne le faisons pas. Nous en venons à la conclusion que le marché est tout simplement trop petit pour deux entreprises du même genre. Cela fait partie de notre processus. Il arrive aussi parfois que cela se règle avec le ministre, parce que les gens savent comment rejoindre le ministre sur des questions de ce genre. Vous-même faites peut-être parfois partie de ce processus.

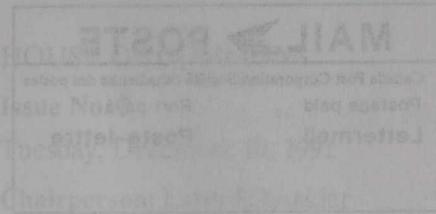
Par contre, on ne peut pas faire d'omelette sans casser des oeufs. Nous demeurons prudents, et nous essayons de faire quelque chose pour aider les autochtones. Nous savons que d'autres entreprises s'en ressentiront, mais ce sera en partie à l'étape du développement du marché. Nous pensons qu'en général, les conséquences ne seront pas suffisamment graves pour justifier de laisser tomber le projet.

Le président: Ça ne doit pas toujours être facile, parce que vous ne pouvez pas ériger des murs économiques autour des réserves. Il doit forcément y avoir des effets à l'extérieur des réserves.

M. Forth: Je pense qu'il y a encore un autre aspect important à considérer, monsieur le président. En stimulant et en aidant des entreprises autochtones, comme nous le faisons, nous contribuons en même temps au bien-être économique de la région. Nous créons des possibilités d'emploi. On peut aussi supposer que des entreprises non autochtones en profitent aussi. Je pense que c'est un aspect qu'il vaut la peine de considérer.

Le président: J'entends la sonnerie d'appel. S'il n'y a rien d'autre, je vous remercie de votre témoignage et de la patience dont vous avez fait preuve malgré mon arrivée tardive. Merci infiniment.

La séance est levée.



Canada Post Corporation / Société canadienne des postes
Postage paid / Lettrage
1991 / 11/10/91 / 11/10/91 / 11/10/91

Minutes of the Standing Committee on

Aboriginal Affairs

RESPECTING:

Study on the Commission on particular issues of Indians

WITNESSES:

(See back side) TÉMOINS
Du Ministère de l'Industrie, Sciences et Technologie—Programme économique des autochtones
Hon. Weisander, directeur général, Société économique des autochtones
Terry Fortin, directeur général, Politiques, recherches et intervention
Haut fonctionnaire du Ministère des Affaires indiennes et du Nord
Michael Sims, directeur général, Politiques et coordination
Du ministre de l'Emploi et de l'Immigration
Andrei Surenko, directeur exécutif
Howard Green, directeur, Groupe de travail concernant l'emploi des autochtones

Fourth Parliament, 1991

Available from Canada Commission Group — Publishing
Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 7
Le mardi 10 décembre 1991
Président: Larry Schneider

Procès-verbaux et témoignages du comité permanent des

Affaires autochtones

CONCERNANT:

Étude sur la Commission des revendications particulières des Indiens

TÉMOINS:

(See back side) WITNESSES
From the Department of Industry, Science and Technology—Economic Program
Hon. Weisander, Director General, Aboriginal Economic Program
Terry Fortin, Director General, Policy Research & Advocacy
From the Department of Indian and Northern Affairs
Michael Sims, Director General, Policy and Coordination
From the Department of Employment and Immigration
Andrei Surenko, Executive Director
Howard Green, Director, National Aboriginal Management Board

Fourth Parliament, 1991

Available from Canada Commission Group — Publishing
Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

*If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communications Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9*

WITNESSES

From Industry, Science and Technology—Aboriginal Economic Programs:

Bert Waslander, Director General, Aboriginal economic operations;

Terry Forth, Director General, Policy Research & Advocacy.

From the Department of Indian and Northern Affairs:

Michael Sims, Director General, Policy and Coordination.

From the Department of Employment and Immigration:

Andrei Sulzenko, Executive Director;

Howard Green, Director, National Aboriginal Management Board.

TÉMOINS

Du Ministère de l'Industrie, Sciences et Technologie—Programmes économiques des autochtones:

Bert Waslander, directeur général, Société économique des autochtones;

Terry Forth, directeur général, Politiques, recherches et intervention.

Hauts fonctionnaires du Ministère des Affaires indiennes et du Nord:

Michael Sims, directeur général, Politiques et coordination.

Du ministère de l'Emploi et de l'Immigration:

Andrei Sulzenko, directeur exécutif;

Howard Green, directeur, Groupe de travail concernant l'emploi des autochtones.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 7

Tuesday, December 10, 1991

Chairperson: Larry Schneider

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 7

Le mardi 10 décembre 1991

Président: Larry Schneider

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Aboriginal Affairs

Procès-verbaux et témoignages du comité permanent des

Affaires autochtones

RESPECTING:

Study on Indian Specific Claim Commission

CONCERNANT:

Étude sur la Commission des revendications particulières des Indiens

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Le président du Comité

Martine Drouin

Martine Drouin

Chair of the Committee

Third Session of the Thirty-fourth Parliament,
1991

Troisième session de la trente-quatrième législature,
1991

STANDING COMMITTEE ON ABORIGINAL AFFAIRS

Chairperson: Larry Schneider
Vice-Chairman: Jack Anawak

Members

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Alan Redway
Ross Reid
Robert E. Skelly
Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

Martine Bresson

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES AUTOCHTONES

Président: Larry Schneider
Vice-président: Jack Anawak

Membres

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Alan Redway
Ross Reid
Robert E. Skelly
Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

La greffière du Comité

Martine Bresson

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 10 DÉCEMBRE 1991
(12)

[Texte]

Le Comité permanent des affaires autochtones se réunit aujourd'hui, à 15 h 40, dans la pièce 208 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Larry Schneider (*président*).

Membres du Comité présents: Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Larry Schneider, Robert E. Skelly.

Membre suppléant présent: Réginald Bélair pour Jack Anawak.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Elaine Gardner O'Toole, attachée de recherche.

Témoins: De la Commission des revendications particulières des Indiens: Harry S. Laforme, Président. Du Ministère des Affaires indiennes et du Nord: Richard Van Loon, Sous-ministre adjoint principal, Programme des revendications et du Nord; Rem Westland, Directeur général, Direction des revendications particulières et droits fonciers issus des traités.

Conformément au mandat que lui confie le paragraphe 108(2) du Règlement, le Comité étudie la Commission des revendications particulières des Indiens.

Harry S. Laforme fait une déclaration puis répond aux questions.

Richard Van Loon fait une déclaration, puis, avec l'autre témoin du Ministère, répond aux questions.

À 17h52, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Martine Bresson

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, DECEMBER 10, 1991
(12)

[Translation]

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met at 15:40 o'clock p.m. this day, in Room 208, West Block, the Chairman, Larry Schneider, presiding.

Members of the Committee present: Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Larry Schneider and Robert E. Skelly.

Acting Member present: Réginald Bélair for Jack Anawak.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Elaine Gardner O'Toole, Research Officer.

Witnesses: From Indian Specific Claim Commission: Harry S. Laforme, Chief Commissioner. From the Department of Indian Affairs and Northern Development: Richard Van Loon, Senior Assistant Deputy Minister, Claims and Northern Programs; Rem Westland, Director General, Specific Claims and Treaty Land Entitlement Branch.

In accordance with its mandate under Standing Order 108(2), the Committee considered the Indian Specific Claim Commission.

Harry S. Laforme made a statement and answered questions.

Richard Van Loon made a statement and, with the other witness from the Department, answered questions.

At 5:52 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Martine Bresson

Clerk of the Committee

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Tuesday, December 10, 1991

• 1538

The Chairman: I want to welcome Mr. Laforme, who is the Chief Commissioner for the Indian Specific Claims Commission. He is here at our request to present an update on the commission's activities.

Mr. Laforme, I would like to welcome you on behalf of the committee.

Mr. Harry S. Laforme (Chief Commissioner, Indian Specific Claims Commission): Thank you very much. I think it would only be fair on my part to trace through a bit of the history of the establishment of the Indian Claims Commission in order to put it in its proper context. At that point, then, I can advise you a little bit more about the details of the commission and its progress to date.

For those who may not have been present at the last session I attended, which was about a year ago—and this would have been shortly after what is commonly referred to as the Oka crisis—I at that time was the commissioner, and sole commissioner, of a tripartite body called the Indian Commission of Ontario.

The Indian Commission of Ontario at that time was mandated to provide a document containing issues and recommendations with respect to suggestions on how to improve, or what problems may arise in, the specific claims process. The Indian Commission of Ontario did that and submitted a document which was tabled before this committee last year, outlining some 38 recommendations if claims of aboriginal people, in the nature of specific claims, were to be fairly and expeditiously settled.

• 1540

Arising from that document, among others, the Minister of Indian Affairs and Northern Development, Tom Siddon, requested certain chiefs to meet with him, using that ICO document as a focal point for addressing the question of claims and involving chiefs.

At that time the minister indicated that he was interested in going to Cabinet to get some resolutions and seek some direction with respect to claims. At that time the chiefs themselves, at that meeting in October 1990, chose to open the consultation process with First Nation chiefs to those chiefs interested from across Canada rather than limiting it to those selected by the Department of Indian Affairs and Northern Development. That was agreed to by the minister. What formed thereafter was an Independent Committee of Chiefs, which is specifically the name of it, co-chaired by Chief Manny Jules from Kamloops, B.C. and myself, at the request of the chiefs committee.

The committee at that time wanted to remain independent of any kind of political affiliation. Consequently, it conducted its business accordingly. Several meetings were held and a First Nations submission on claims document was

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mardi 10 décembre 1991

Le président: Je souhaite la bienvenue à M. Laforme qui est le président de la Commission des revendications particulières des Indiens. Nous lui avons demandé de venir présenter un compte rendu des activités de la Commission.

Monsieur Laforme, je vous souhaite la bienvenue au nom du comité.

M. Harry S. Laforme (président, Commission des revendications particulières des Indiens): Merci beaucoup. Je crois qu'il convient de rappeler un peu les origines de la Commission des revendications des Indiens, afin que vous puissiez la placer dans son contexte. Cela fait, je pourrais vous parler plus en détail de la Commission et des réalisations qu'elle a accomplies jusqu'à présent.

Permettez-moi de préciser, à l'intention des personnes qui n'étaient pas présentes lors de notre dernière rencontre, il y a environ un an, peu après ce qu'il est convenu d'appeler la crise d'Oka, que j'étais alors l'unique commissaire d'un organisme tripartite qui s'appelle la Commission sur les Indiens de l'Ontario.

A cette époque, cette Commission avait été chargée de produire un document comportant une étude sur certaines questions ainsi que des recommandations quant à la manière d'améliorer le processus des revendications particulières ou de cerner les problèmes qui pourraient se présenter. La Commission sur les Indiens de l'Ontario s'est acquittée de cette mission et a produit un document qui a été déposé au comité l'an dernier. Ce document renferme une quarantaine de recommandations portant sur le règlement équitable et rapide des revendications particulières des autochtones.

C'est, entre autres, à la suite de la présentation de ce document que Tom Siddon, ministre des Affaires indiennes et du Nord, a demandé à certains chefs de le rencontrer pour étudier, à partir du rapport de la CIO, la question des revendications et solliciter la participation des chefs.

Le ministre avait fait savoir alors qu'il cherchait à obtenir certaines résolutions du Cabinet et des directives concernant les revendications. Les chefs eux-mêmes ont décidé, au cours de la réunion du mois d'octobre 1990, d'ouvrir le processus de consultation avec les chefs des Premières nations à tous les chefs intéressés du Canada, plutôt que de le réserver à ceux que le ministère des Affaires indiennes et du Nord désignerait. Le ministre a accepté cette formule. C'est ainsi qu'a été formé l'Independent Committee of Chiefs qui est coprésidé par le chef Manyjewels, de Kamloops, en Colombie-Britannique, et moi-même, à la demande du comité des chefs.

Le comité souhaitait rester libre de toute affiliation politique et a mené ses activités en conséquence. Il a tenu plusieurs réunions et adopté une proposition des Premières nations portant sur le document des revendications, laquelle

[Texte]

concluded by that Independent Committee of Chiefs and tabled with the minister, Tom Siddon, in December 1990. It contained some 27 recommendations, very similar to the recommendations made in the Indian Commission of Ontario document, but one would hope it would have more impact because it was a document submitted by the chiefs and approved in principle by the Assembly of First Nations at a full session of chiefs.

In January 1991 the minister announced that he was indeed going to seek approval from Cabinet on five initiatives with respect to claims; in particular, what is commonly referred to as specific claims. Those initiatives were to take the form of five basic areas. One was money, additional funds, and while no specific amount was indicated at that time, being January 1991, it was stated that much more money would be put into the process.

The second area was a fast track process. That was going to be a system whereby claims that have been valued—and there was no elaboration on how that value came about—at \$500,000 in value or less could be quickly processed through the system. As you may know from previous evidence before this committee, the length of time to process a claim and resolve a land claim has often been considered one of the biggest problems.

The third was to inject some independence into the negotiation process, and at that time it was not determined what the best method was to accomplish that. There was some suggestion that it may very well amount to a special court to deal with land claims. It may be a tribunal, and there was some suggestion that it could have been a commission. That was undetermined at that point, but the minister indicated that he was prepared to listen to whatever submissions the chiefs wanted to make in that regard.

The fourth was a joint working group to deal with the remaining issues that were not being dealt with at this time, which were outlined in the chiefs' submission. Indeed, part of this was the Indian Commission of Ontario document.

Many recommendations were made. This joint working group was going to consist of representatives appointed by the chiefs and the federal government. As a mandate, they were going to examine the recommendations for the most part and recommend how and if those recommendations could or should be implemented into amending the policy and/or process in the future.

• 1545

Last, the only real issue that dealt with policy itself, but a very significant and important one in my view, was the removal from the policy of the bar to pre-Confederation claims. Up to this point the policy was that any events that occurred prior to Confederation would not be considered, regardless of the facts. That was removed from the policy, or was being proposed as going to Cabinet for removal from the policy by the minister.

[Traduction]

a été présentée au ministre Tom Siddon, en décembre 1990. Cette proposition contenait 27 recommandations très semblables à celles qu'avait formulées la Commission sur les Indiens de l'Ontario. On espère toutefois qu'elle aura plus d'effet, puisque ce document a été présenté par les chefs après avoir reçu l'approbation de principe de l'Assemblée des Premières nations lors d'une séance plénière des chefs.

Au mois de janvier 1991, le ministre a annoncé qu'il allait demander au Cabinet d'approuver cinq initiatives concernant les revendications, en particulier celles que l'on appelle couramment les revendications particulières. Ces initiatives portaient sur cinq thèmes principaux: le premier était d'ordre monétaire; on y réclamait une augmentation très nette des fonds consacrés au processus, sans toutefois que le montant en ait été précisé dans le document déposé au mois de janvier 1991.

La seconde initiative concernait le processus accéléré. Il s'agissait d'un système permettant le traitement rapide des revendications qui ne dépassaient pas 500,000\$, mais on n'y donnait aucun détail sur la façon dont ce montant avait été fixé. Vous savez probablement, en raison des témoignages antérieurs que vous avez entendus, que la durée de traitement et de résolution des revendications territoriales est vue souvent comme un des problèmes les plus graves.

La troisième initiative visait à assortir d'une plus grande indépendance le processus de négociation, mais rien n'avait été précisé à ce moment-là sur la meilleure façon d'y parvenir. D'aucuns proposaient le recours à un tribunal spécial ou à une commission pour régler les revendications territoriales. Rien n'avait été précisé à ce moment, mais le ministre avait fait savoir qu'il était prêt à étudier les propositions présentées par les chefs à ce sujet.

La quatrième initiative concernait la création d'un groupe d'étude mixte chargé d'étudier les autres questions évoquées par les chefs dans leur mémoire, mais qui n'avaient pas encore été prises en considération à ce moment. Cette initiative prenait en compte le document de la Commission sur les Indiens de l'Ontario.

De nombreuses recommandations ont été faites relativement à ce groupe d'étude mixte. Il devait être composé de représentants désignés par les chefs et le gouvernement fédéral. Il aurait pour mandat d'examiner essentiellement les recommandations et de préciser celles qui pourraient ou devraient être mises en oeuvre et la méthode d'application, afin de modifier la politique et/ou le processus.

Enfin, la seule question, très importante à mon avis, qui se rapportait à la politique elle-même était celle de la levée de l'irrecevabilité des revendications faites avant la Confédération. Jusqu'alors, les cas portant sur des faits antérieurs à la Confédération ne pouvaient être pris en considération, quelles que fussent les circonstances. Ce critère a été supprimé ou, tout au moins, le ministre a proposé au Cabinet de l'abolir.

[Text]

The chiefs at that time asked the minister if they could please take those considerations away through the Chiefs' Committee and prepare a response to it. They did. The document is called "The Chiefs' Response to the Minister's Proposals"; it was tabled in March 1991 to the minister and was approved again by the confederacy of the Assembly of First Nations.

Among other things, this followed the five areas of concern the minister had put forward that he wanted to go to Cabinet with. Without dealing with all the specifics of the others—because I'm certain there are many other witnesses that can do that much better than I can—I'm going to concentrate my evidence here on the whole question of the commission. One of the recommendations made and put forward by that Chiefs' Committee in that response document was it requested that one of the criteria that be considered was the independence and that it be done through a commission, and that it be done through a commission which, it was suggested in the document, would have some teeth to it.

This was done as a result of the chiefs' indicating very clearly their preferred method of dealing with the question of land claims was to be done through negotiation and not litigation. So what they were looking for was an independent process that would enhance and assist and promote the negotiation process. I think that's an important issue for everyone to keep in mind.

As a result of that, in April 1991 the Prime Minister, in Victoria, made an announcement that included the reaction to the chiefs' response, and indeed those five areas were put forward, including the notion that a commission would be established and that commission would be established pursuant to the Inquiries Act.

I want to point out that is, in my view anyway, the first time an ongoing process of this nature has been put together and established pursuant to something like the Inquiries Act. In most cases, as you know, the Inquiries Act is used to establish a commission of inquiry that has a specific area of concern, conducts an inquiry and a study, prepares a report, and submits it to the government. Indeed, in this case what they have attempted to establish is a body that would be ongoing and would function very much like an appeal process in the claims area with authority to make reports and/or recommendations.

In June 1991, at an Assembly of First Nations session in Winnipeg, the chiefs again approved the forward progress and the continuation of the work of the Chiefs' Committee, and at that time it was agreed by the chiefs they would thereafter be established and function under the auspices of the Assembly of First Nation. Until that period in time they functioned independently. It was at that point the Assembly of First Nations was now responsible overall for the work of that committee.

In August 1991 the Indian Claims Commission, or Indian Specific Claims Commission—and we choose not to use that term "specific" for a lot of reasons, the least of which is that many recommendations have been made over and over

[Translation]

Les chefs ont demandé au ministre s'ils pouvaient se pencher sur ces questions dans le cadre du Comité des chefs et préparer une réponse. Celle-ci a pris la forme d'un document intitulé «Réponse des chefs aux propositions du ministre» qui a été présentée à ce dernier en mars 1991 après approbation de l'Assemblée des Premières nations.

Ce document se fondait, entre autres, sur les cinq sujets de préoccupation que le ministre avait l'intention d'exposer au Cabinet. Je ne vais pas entrer dans les détails, car je suis certain que beaucoup d'autres témoins peuvent le faire mieux que moi, et je vais plutôt axer mon témoignage sur la Commission elle-même. Le document présenté par le Comité des chefs recommandait, entre autres, un processus indépendant qui serait confié à une commission ayant des pouvoirs réels.

Les chefs avaient en effet indiqué très clairement qu'ils préféraient que les revendications territoriales soient réglées par voie de négociation plutôt que par voie judiciaire. Par conséquent, ils réclamaient un mécanisme indépendant qui encouragerait, appuierait et renforcerait le processus de négociation. Je crois qu'il s'agit là d'un aspect très important que nous tous ne devons pas oublier.

La déclaration faite par le premier ministre à Victoria, en avril 1991, en réponse au document présenté par les chefs tenait compte des cinq sujets en question, y compris la création d'une commission aux termes de la Loi sur les enquêtes.

J'aimerais préciser que c'est, à mon avis, la première fois qu'un processus permanent de ce genre a été mis en place et établi en vertu d'un texte officiel comme la Loi sur les enquêtes. Vous savez que, dans la plupart des cas, la Loi sur les enquêtes est invoquée pour créer une commission d'enquête ayant une mission précise, chargée d'étudier une question, de préparer un rapport et de le présenter au gouvernement. Dans ce cas, le gouvernement avait pour objectif de créer un organisme permanent dont les fonctions seraient très semblables à celles d'une cour d'appel et qui aurait le pouvoir de présenter des rapports et/ou des recommandations.

Lors d'une réunion de l'Assemblée des Premières nations qui s'est tenue au mois de juin à Winnipeg, les chefs ont approuvé les progrès accomplis et la poursuite des travaux du Comité des chefs, tout en acceptant d'être désormais placés sous l'égide de l'Assemblée des Premières nations. Jusque-là, ils étaient indépendants. Depuis ce temps, l'Assemblée des Premières nations endosse la responsabilité générale des travaux du comité.

Au mois d'août 1991, la Commission des revendications des Indiens ou Commission des revendications particulières des Indiens—nous évitons d'employer le terme «particulières» pour de nombreuses raisons, la plus simple

[Texte]

by a lot of independent commentators, including the Indian Commission of Ontario, and the Chiefs Submission on Claims that arbitrary distinctions between defining claims should not be there.

• 1550

We wanted to maintain that. There's the possibility that in the future this claims commission would go beyond the whole question of specific. Nothing was lent to the whole area of specific claims except, in our view, to cause potential problems in the future. We have and do use the name Indian Claims Commission.

Again, this was established pursuant to the Inquiries Act. At the time that the Order in Council was announced and that the commission was established, I am not aware of anyone who was at that time privy to or had knowledge of the exact language of the Order in Council. I certainly did not at the time.

In that Order in Council I was named as the commissioner, chief commissioner and/or chairman of the Indian Claims Commission. It wasn't until I actually received a copy of the Order in Council, and had accepted the appointment, that the actual language of the Order in Council came to my attention.

The Order in Council—and I believe everyone has it before them—was intended to do the following. First, it was to name me as the chief commissioner, and it clearly does that. It is then, I think, intended that the commission, where a band disagrees with a claim that has been rejected by the Government of Canada pursuant to the claims policy, can in some way or another appeal that decision or present that decision to the commission. The commission at that time is to issue a report.

Second, thereafter, a band that has a grievance with respect to the compensation criteria that is being applied to negotiate the settlement of a presumably already validated claim can also grieve that determination to the commission. At that point, it provides recommendations to Cabinet.

If you read through the Order in Council, it also suggests that the commissioners report from time to time on the activities of the commission, activities of government and First Nations. It includes the Indian Claims Commission itself.

Those are in a nutshell what I believe was the intention. I have carefully chosen the words that I've put to you with respect to issues like validation and report, compensation, and making recommendations because they are clearly spelled out in the Order in Council and I'm not certain whether they're intended to be that way or not.

That takes me to the next question, which is the Order in Council itself. It may not come as a surprise to anyone. It certainly does not come as a surprise to me. We've been dealing with this matter almost since the establishment of the Indian Claims Commission. What I am talking about is what some would suggest is language that is unnecessary in the Order in Council. That deals with what is perceived as criteria for validating claims and what is perceived as applicable compensation criteria.

[Traduction]

étant que de nombreux commentateurs indépendants, comme la Commission sur les Indiens de l'Ontario et les chefs, par le biais de leurs propositions relatives aux revendications, ont recommandé qu'aucune distinction arbitraire ne soit faite dans la définition des revendications.

Nous voulons maintenir cela, car il est possible que notre commission ne se limite pas à l'avenir aux revendications particulières. A notre avis, les revendications de cet ordre ne sont qu'une source potentielle de problèmes. Nous nous donnons le titre de Commission des revendications des Indiens.

Comme je l'ai déjà dit, la Commission a été créée aux termes de la Loi sur les enquêtes. Je ne connais personne qui fût au courant du libellé exact du décret du Conseil donnant naissance à la Commission, lorsqu'il a été annoncé. Moi, en tout cas, je n'en connaissais absolument pas la teneur.

Ce décret du Conseil me nommait commissaire et président de la Commission des revendications des Indiens. Ce n'est qu'après avoir accepté la nomination et reçu un exemplaire du décret du Conseil, que j'ai pu prendre connaissance de ce document.

Je pense que vous avez tous un exemplaire de ce décret sous les yeux. L'objectif en était, en premier lieu, de me nommer commissaire principal. Il le fait de manière claire. Ensuite, je crois que le décret visait à autoriser une bande indienne dont la revendication aurait été rejetée par le gouvernement du Canada en vertu de la politique des revendications de soumettre cette décision à la Commission ou d'en appeler auprès d'elle. Après avoir étudié le cas, la Commission doit présenter un rapport.

Deuxièmement, en cas de contestation par une bande des critères de compensation qui s'appliquent dans la négociation d'un règlement dont le bien-fondé a présumément déjà été établi, cette bande peut en appeler de cette décision auprès de la Commission qui doit alors présenter des recommandations au Cabinet.

Le décret du Conseil propose également que les commissaires fassent rapport périodiquement sur les activités de la Commission et celle du gouvernement et des Premières nations. La Commission doit donc faire rapport sur ses propres activités.

Voilà, en résumé, ce qui me paraît être l'intention du décret. J'ai utilisé avec soin les mots preuve du bien-fondé, rapport, compensation et présentation des recommandations, car ils figurent dans le décret du Conseil, mais je ne sais pas exactement quelle est l'interprétation qu'on doit leur donner.

Voilà qui m'amène à la question suivante qui se rapporte au décret du Conseil lui-même. Cette question n'est une surprise pour personne et certainement pas pour moi. Nous en parlons quasiment depuis la création de la Commission des revendications des Indiens. Il s'agit, en l'occurrence, de certains détails inutiles que contient le décret du Conseil relativement aux critères qui semblent être retenus pour déterminer le bien-fondé des revendications et à ceux qui paraissent s'appliquer en matière de compensation.

[Text]

One presumes that that was intended to clarify for the commission that it was examining issues within the document commonly referred to as outstanding business, which is the current policy of the government on claims. However, when you examine the Order in Council, it is not word for word the same as the document. This has given rise to a lot of concern among the chiefs. It has been stated through the grand chief, or national chief, of the Assembly of First Nations that there are problems with that and that those problems are of grave concern to the chiefs in their view. They can speak to this much better than I can. As I understand it, they will be given the opportunity to present their testimony here. What has happened is that a policy has now been incorporated into an Order in Council, and it becomes something greater than policy.

• 1555

In addition, it is suggested that the compensation criteria that are articulated bind the hands of the commission and do not allow it to function as an independent body and make recommendations even as to the fairness of those compensation criteria. Whether that is indeed the case, I suspect from our position it is irrelevant. In my view, if it lends itself to that kind of definition or translation, then that poses a problem. If the chiefs and the First Nations do not have confidence in our independence as a commission or in our ability to deal with questions of this policy without being directed and having our hands shackled by an Order in Council, they raise those as problems and say it is not worthy of getting into that process.

We, as a commission, have our own concerns with the language of the Order in Council. Also, amendments need to be made to the Order in Council. We appreciate very much the intent. I think it's important to note that the establishment of a commission to be a referee, if you will, to provide mediation services to the negotiation process, to be able to break impasses, to be a third party to give some second thought to some of the decisions, is what the chiefs wanted. We have concerns as a commission with respect to that Order in Council because of the language and because of the ability to give the interpretation that has been given to it. If that is indeed the case, if that's the intention, that Order in Council can be much clearer, much more specific and allow a much freer ability for a commission to do that with some amendments.

One of the things I would like to say is that I believe the concept of a commission that we have is a proper one. I believe it personally, first and foremost. I believe it secondly because that's what the chiefs requested. After examining this question for a period of over a year they put that forward. It is also consistent with their view that they want processes that assist in negotiation and not an adversarial process. If one reads the Order in Council, it can be interpreted as being an adversarial process and indeed some who are expert in this area have concluded that it is adversarial. It was certainly not intended to be that way; yet, that's the kind of definition that's being given to that Order in Council.

[Translation]

On suppose que l'objectif consistait à préciser à la Commission qu'elle est chargée d'examiner ce que le document appelle les questions en souffrance, conformément à la politique actuelle du gouvernement relative aux revendications. Cependant, le décret du Conseil n'utilise pas, mot à mot, la même formulation que le document et cela préoccupe beaucoup les chefs. Le grand chef, ou chef national, de l'Assemblée des Premières nations considère qu'il y a là un problème grave qui inquiète beaucoup les autres chefs. Cependant, ils peuvent en parler beaucoup mieux que moi. Je crois qu'ils auront l'occasion de venir ici présenter leur point de vue. Ce qui s'est passé, c'est qu'une politique a été intégrée à un décret du conseil qui, de ce fait, devient plus important que la politique elle-même.

Par ailleurs, le décret suggère que la commission est liée par les critères d'indemnisation et qu'elle ne peut pas agir comme un organisme indépendant et présenter des recommandations, ne serait-ce que sur l'équité de ces critères. Si tel est le cas, cela ne me paraît pas pertinent. À mon avis, il y a un problème si le décret se prête à une telle interprétation. Les chefs et les premières nations dénonceront le processus s'ils estiment que la commission ne jouit pas d'une assez grande indépendance ou s'ils n'ont pas confiance dans notre aptitude à régler les questions qui relèvent de cette politique puisque nous avons les mains liées par ce décret.

La commission a ses propres réserves quant au libellé du décret du conseil. Il faut y apporter des modifications. Nous sommes tout à fait d'accord sur l'objectif. Je crois qu'il est très important de souligner que les chefs souhaitaient la création d'une commission qui aurait un rôle d'arbitre et de médiateur dans le processus de négociation, afin de débloquer les impasses, qui jouerait le rôle de tierce partie capable de donner une opinion pondérée sur les décisions prises. Le texte de ce décret du conseil préoccupe la commission en raison de l'interprétation qui lui a été donnée. Si cette interprétation est juste, si telle est l'intention véritable, le décret du conseil doit être beaucoup plus clair et précis et accorder à la commission une plus grande latitude, grâce à certaines modifications.

À mon avis, la notion que nous avons d'une commission est juste. Tout d'abord, j'en suis personnellement convaincu. Deuxièmement, c'est ce que les chefs ont réclamé. Voilà ce qu'ils ont proposé après avoir examiné cette question pendant plus d'un an. Le principe de la commission est également conforme au type de processus qu'ils ont réclamé, qui met plutôt l'accent sur la négociation que sur la confrontation. Or, le décret peut être interprété comme constituant un processus de confrontation et certains experts en la matière sont d'ailleurs parvenus à cette conclusion. Ce n'était certainement pas l'intention initiale; pourtant, c'est l'interprétation qui est donnée au décret du conseil.

[Texte]

Nonetheless, in spite of that we have felt that, by whatever means, it is hoped that the Order in Council will be amended. When it does, we have a duty to perform and that's to provide that independent, reasonable second voice to this process, and that means that we've had to go about the task of hiring personnel, including lawyers and researchers and what not. We presume this is going to get rectified. We have to. Every day we delay is another day that a First Nation is not having its issue resolved, which has probably been outstanding far too long as it is. We have to proceed on the basis that these will get resolved.

In my view they are reasonable requests and ought to be addressed. It's not easy to go out and hire appropriate staff and people who are qualified experts in this area. People who are expert in areas of aboriginal issues, claims issues, are in demand all across the country. There is a royal commission on aboriginal issues; the claim's commissions is being established in British Columbia; there is one in Ontario, and the list goes on and on.

• 1600

So it's not easy. It takes time. But we have worked through that. We have established an office in Toronto, and we have established an office in Ottawa. There are many reasons for that, but we have gone forward with it. People have made commitments. They believe in the commission. They believe we can do good things in the area of claims. They have made commitments and sacrifices to come and work for the commission. That's been done. I've done that myself.

But what is lacking at this point is the sense among all the parties that this commission is going to be able to do the job everybody wanted it to do at the outset. That's our biggest fear. That's what we, as a commission, want to and have to address at this time, before we can go forward.

There is still a responsibility on the part of the government that is left to be filled, that is, the naming of additional commissioners. Indeed, what is expected of this commission is that when these inquiries take place—I presume with respect to validation and I know with respect to compensation—it's going to be done through a panel of three commissioners. If that happens, we intend to take those commissioners into the Indian community, who are subject of the issue in question, and hold those hearings there.

Those commissioners have not been named at this point. With all due respect, those commissioners, for many reasons, have not been named because the minister, as I understand it, is undertaking a consultation process as to who might be the best candidates. Now, I'm fearful that this might be delayed as a result of not being able to resolve this question of the Order in Council.

But as a commission, for example, we take our instruction, our mandate, and our authority from the Order in Council itself. If we want to proceed in an attempt to resolve an issue, our direction is spelled out in the Order in Council. For the commission to be able to make the necessary recommendations that we hope will bring about what we think are essential and necessary changes to the Order in Council, we have to have our full complement of commissioners.

[Traduction]

Cependant, nous espérons que ce décret sera modifié d'une manière ou d'une autre. Lorsque ce sera fait, nous devons accomplir notre mission qui consiste à jouer un rôle de médiateur indépendant dans le processus. Pour ce faire, nous devons embaucher du personnel, des avocats, des agents de recherche, etc. Nous espérons que le décret sera modifié. Il le faut. Chaque jour de retard est un jour perdu pour les Premières nations dans le règlement des dossiers qui sont probablement en souffrance depuis déjà trop longtemps. C'est le règlement de ces revendications qui doit nous motiver.

À mon avis, ce sont des demandes raisonnables qui méritent d'être prises en considération. Il n'est pas facile de trouver et d'embaucher du personnel et des spécialistes qualifiés dans ce domaine. Les experts des questions autochtones et des revendications sont recherchés dans tout le pays. Le gouvernement a créé une commission royale chargée d'enquêter sur les questions autochtones; la Colombie-Britannique a mis sur pied une commission des revendications; il y en a une également en Ontario et je pourrais vous en citer beaucoup d'autres.

Ce n'est donc pas facile. Cela prend du temps, mais nous sommes allés de l'avant. Nous avons ouvert un bureau à Toronto et un autre à Ottawa. Il y a bien des raisons à cela, mais nous sommes allés de l'avant. Les gens se sont engagés. Ils ont foi dans la commission. Ils croient que nous pouvons faire du bon travail dans le domaine des revendications. Par conviction, ils ont fait des sacrifices afin de travailler pour la commission. Je l'ai fait moi-même et je ne suis pas le seul.

Cependant, ce qui manque actuellement, c'est la certitude, chez toutes les parties, que la commission sera en mesure de s'acquitter de la mission que chacun souhaitait lui confier au départ. C'est notre plus grande inquiétude. Et nous devons nous en occuper dès maintenant afin de pouvoir aller de l'avant.

Cependant, il reste encore au gouvernement à nommer d'autres commissaires. En effet, on s'attend à ce que les enquêtes relatives à la recevabilité, sans doute, et à l'indemnisation, certainement, soient confiées à un jury de trois commissaires. Si tel est le cas, nous avons l'intention d'amener les commissaires dans la collectivité indienne concernée et de tenir les audiences sur place.

Pour le moment, ces commissaires n'ont pas été désignés. Je crois savoir qu'ils n'ont pas encore été nommés parce que le ministre entreprend actuellement des consultations afin de déterminer quels seraient les meilleurs candidats. Or, j'ai bien peur que la procédure soit retardée en raison de l'impossibilité de résoudre le problème que pose le décret du conseil.

La commission tient son mandat, son pouvoir, du décret du conseil lui-même. C'est lui qui définit ce que nous devons faire pour résoudre une question et qui nous fixe notre ligne de conduite. Or, pour que la commission soit en mesure de faire les recommandations nécessaires pour apporter au décret les modifications essentielles et indispensables, notre effectif de commissaires doit être complet.

[Text]

It is when we have our full complement of commissioners that we can examine the question of the problem, with input from the parties as to what they believe the commission should be about and what they believe the Order in Council was intended to say and do. This means bringing together all sides, including some of the advice that we have internally, on our own part, to make the necessary recommendations as to what needs to be changed in that Order in Council. We see that as an almost essential first function of the commission, but we can't do that without our commissioners.

I can refer you to section 3.(8) of the Order in Council, which suggests that this is how we put our recommendations forward, how we conduct our business. We believe it is essential, if we are going to have the confidence of the parties and if we are going to be independent, that we can't go into this process of hearing these appeals, of hearing claims from the claimant groups, the bands, and responses from the federal government, with a document that a good portion of the Indian population believes is flawed and faulty at the beginning. There cannot be confidence, in my view, that we can do the job.

We believe our first function, as a commission, ought to be to try to assist the parties in making the recommendations to the Order in Council that will be necessary. We don't say this lightly. We don't say this as a matter of simply hols-bolus agreeing with the concerns of the chiefs; we say this as a result of our own examination of the Order in Council, through our own experts. We say it because we believe it ourselves. That's the bottom line.

In a nutshell, that is where we've been since August. We have our secretary, we have our administrator, we have financial people, we have some support staff—although not all that we would like—and we have legal counsel. Indeed, we have some outside legal counsel to advise us, and we have yours truly. Beyond that, we are not in a position to hear complaints from the bands. We're not in a position to have any hearings. We're not even in a position to seek what we believe are necessary changes to the Order in Council. That's where we're at. I'd be happy to answer any questions at this point.

• 1605

Mme Duplessis (Louis-Hébert): Merci beaucoup, monsieur le président.

Tout d'abord, monsieur Laforme, bienvenue au Comité. Je voudrais d'abord revenir sur la dernière partie de votre témoignage, quand vous avez mentionné qu'il y avait des retards concernant la nomination des six autres commissaires.

Je sais que le ministre Siddon a essayé, à plusieurs reprises, d'accélérer le processus de nomination parce qu'il veut vraiment fonder cette nomination sur le consensus. Il veut que vous soyez content des nominations des commissaires et que vous puissiez travailler.

[Translation]

Nous devons attendre que les autres commissaires soient désignés avant de pouvoir examiner la question et d'entendre l'interprétation des diverses parties relativement à la nature de la commission et à l'objectif du décret du conseil. Pour cela, il faut réunir toutes les parties, y compris certains conseillers internes, afin de formuler les recommandations nécessaires au sujet des modifications qu'il y a lieu d'apporter au décret du conseil. Nous considérons qu'il s'agit là pratiquement de la première fonction essentielle de la commission, mais nous ne pouvons rien faire sans nos commissaires.

Le paragraphe 3.(8) du décret du conseil prescrit la façon dont nous devons présenter nos recommandations et régler nos activités. Nous estimons qu'il est impossible, si nous voulons gagner la confiance des parties et rester indépendants, d'entendre des appels et d'examiner les demandes des requérants, des bandes, ainsi que les réponses du gouvernement fédéral, tant que nous devons nous appuyer sur un document qu'une bonne partie des Amérindiens jugent imparfait et erroné dès le départ. À mon avis, nous ne pouvons donner l'assurance que nous sommes capables de remplir notre mission.

Nous estimons que notre première fonction, en tant que commission, est d'aider les parties à présenter les recommandations nécessaires au sujet du décret en conseil. Nous pesons bien nos mots. Il ne s'agit pas d'entériner tout simplement et bonnement les demandes des chefs; nous sommes parvenus à cette conclusion après avoir examiné nous-mêmes le décret du conseil en compagnie de nos experts. Nous le demandons parce que nous en sommes nous-mêmes convaincus. C'est tout.

En résumé, voilà où nous en sommes depuis le mot d'août. Nous avons notre secrétaire, nous avons un administrateur, nous avons le personnel financier, nous avons une partie du personnel de soutien—mais pas tout le personnel que nous souhaiterions—et nous avons un avocat. Nous avons recours à des conseillers juridiques de l'extérieur; puis, il y a votre humble serviteur. Malgré cela, nous sommes incapables d'entendre les plaintes qui nous sont adressées par les bandes. Nous ne sommes pas en mesure de tenir des audiences, ni même de chercher à obtenir les modifications qui nous paraissent nécessaires au décret du conseil. Voilà où nous en sommes. Je me tiens maintenant à votre disposition pour répondre à vos questions.

Mrs. Duplessis (Louis-Hébert): Thank you, Mr. Chairman.

First, Mr. Laforme, I wish to welcome you to the committee. I would like to go back to the last part of your testimony where you mention that the nomination of the six other commissioners has been delayed.

I know that Minister Siddon tried, on several occasions, to speed up the nomination process, because he really wants to have a consensus on that. He wants you to be happy with the nominated commissioners and to be able to work.

[Texte]

Je voudrais vous demander ceci, puisque vous ne l'avez pas mentionné: De quelle façon pouvez-vous, personnellement, aider à faire en sorte que les dirigeants indiens acceptent les nominations que le ministre propose? N'avez-vous pas aussi un rôle à jouer là-dedans?

Mr. Laforme: I don't think there's any question that I have a role to play. I do not believe it is my function to convince the chiefs, for example, or the Indian political leaders of this country that the appointments are good appointments. I think, with proper consultation, the minister will know that when he makes those appointments or recommends that those appointments be made. If there is proper consultation, that would take care of itself. But I do believe I have input. I have been asked, for example, who would, from across the country, make adequate commissioners or commissioners whom we could work with, who have expertise in this area and who would be regionally knowledgeable about claims areas. I have done that.

But I should only be one person who gets consulted on that basis because, once again, if people are going to have confidence in this system, if they're going to have confidence in the commission, they have to have confidence from the beginning.

I understand as well that the appointments are going to consist of three aboriginal appointments and three appointments that are the exclusive domain of the government—one presumes with input from other parties or other people interested in this area. But I don't see how my duty goes beyond that or should go beyond that.

Mme Duplessis: Mais vous savez très bien que le ministre a fait plusieurs démarches afin d'accélérer le processus de nomination. Vous l'admettez, n'est-ce pas?

Mr. Laforme: As far as steps to speed up the process are concerned, I think that comes with the territory. Let me be perfectly frank. One of the most difficult aspects we have encountered with respect to either naming commissioners or getting on with the business of the commission has been the Order in Council, and to ignore that, I think, is to ignore the real problem.

If you were to go to the AFN and ask for a list of people who would make good commissioners from across the country, and they came to Harry Laforme, Chief Commissioner of the Indian Specific Claims Commission, and asked for a list, I suspect that those names would look a lot similar. We know the people who have been in this area, who have worked in this area, who have the expertise, who would come forward. That is not a difficult task. Now, I'm not suggesting for one moment that the minister is not doing that, but what I am saying is that it is not the most difficult aspect of where we are at today. The most difficult aspect of what we're trying to deal with today is the Order in Council itself, and we can't ignore that.

Mme Duplessis: Cela me convient.

• 1610

Mr. Nault (Kenora—Rainy River): Mr. Laforme, thank you for coming.

[Traduction]

Since you did not mention it, I want to ask you this: How can you personally facilitate the acceptance by Indian leaders of the people nominated by the minister? Don't you think you have a role to play in this regard?

M. Laforme: Il est bien évident que j'ai un rôle à jouer à ce niveau. Je ne pense pas, par exemple, que mon rôle soit de convaincre les chefs ou les dirigeants politiques indiens du Canada que les nominations sont justifiées. Je crois que le ministre sera fixé à ce sujet, s'il fait les consultations appropriées avant de procéder à ces nominations ou de présenter des recommandations à cette fin. Si le ministre fait les consultations appropriées, cela ne posera aucun problème. Mais je pense que j'ai un rôle à jouer. On m'a demandé, par exemple, si je connaissais des personnes capables de faire de bons commissaires avec qui nous pourrions bien collaborer, qui ont des compétences dans ce domaine et qui connaissent les incidences régionales des revendications. J'ai répondu à cela.

Cependant, il ne faudrait pas que je sois la seule personne consultée, car, si l'on veut que les gens aient foi dans la commission et le système, il faut qu'ils aient confiance dès le début.

Je sais également qu'il est question de nommer trois commissaires autochtones et trois autres qui relèvent du domaine exclusif du gouvernement avec, je suppose, la participation des autres parties ou des personnes intéressées. Cependant, je ne vois pas comment mes fonctions iraient ou devraient aller plus loin.

Mrs. Duplessis: But you know very well that the Minister took several measures in order to speed up the appointment process. You acknowledge that, don't you?

M. Laforme: Pour ce qui est des mesures prises pour accélérer le processus, je crois qu'elles font partie de l'ensemble. Soyons tout à fait francs à ce sujet. Une des plus grandes difficultés que nous ayons rencontrées au sujet de la nomination des commissaires ou des activités de la commission découle du décret du conseil lui-même et, tant qu'on ne reconnaît pas cela, on refuse de voir le véritable problème.

Si l'on demandait à l'Assemblée des Premières nations, d'une part, et à Harry Laforme, président de la Commission des revendications particulières des Indiens, d'autre part, de présenter une liste de Canadiens susceptibles de faire de bons commissaires, je suis convaincu qu'elles seraient très semblables. Nous connaissons les personnes qui ont de l'expérience, qui travaillent dans ce domaine et qui se sont prononcées à ce sujet. Cela n'est pas difficile. Je ne prétends absolument pas que le ministre ne fait pas son travail, mais plutôt que ce n'est pas la tâche la plus difficile qui nous attend aujourd'hui. L'aspect le plus compliqué est justement le décret du conseil lui-même et cela, nous ne pouvons pas le négliger.

Mrs. Duplessis: I am satisfied with this answer.

M. Nault (Kenora—Rainy River): Monsieur Laforme, je vous remercie d'être venu témoigner.

[Text]

In the minister's communiqué, when you were put in the position of the chief commissioner of this claims commission. . . Let me just read what it says for you:

The Indian Specific Claims Commission is being established by Order in Council under Part I of the Inquiries Act as an independent body at arm's length from the Minister of Indian Affairs and Northern Development.

Having read that and having listened to what you have told us today, would it not be fair to say that what you are telling us is that because that is not the case, that you are not independent or at arm's length, the delay in getting commissioners to come forward is due simply to the fact that nobody wants the job because of the shackles you mentioned, and the amendments that are necessary are simply that of a more effective and independent commission? Is that a fair statement or is that going a little too far?

Mr. Laforme: That's perhaps going a bit too far. With respect to your question and your concern, it would not be a fair statement to say that. I think the minister intended that the commission be independent and wanted it to be independent.

I am not certain everybody fully appreciates what the language in that Order in Council is creating, but I do believe people want the commission to be at arm's length. The problem is that the language of the Order in Council gives people the impression that whether or not. . . There is suspicion that it is not at arm's length because it repeats the policy of the Government of Canada. Instead of saying something simple like you become the independent third voice as to whether or not the policy is fair or is being applied fairly, they simply state the Order in Council again and say that if you are going to consider a complaint, then you must consider it within these criteria.

It is questionable as to whether or not that was meant to be declarative to the commission. The minister would suggest to you—and I know that he has stated this—that it isn't declarative, that you can go beyond the bounds of what's there and say that these criteria are not proper. The point is that the Order in Council does not make that clear.

Many people could come forward and interpret it as being exactly opposite of the opinion of the minister. I am saying that if that can happen. . . some people, and not just chiefs, are saying that your hands are bound by criteria before you even get started. They are saying that if it is, and all you are going to do is be a mouthpiece to reinforce the policy, then what good does it do us?

Secondly, it would be unfair to say that no one wants the job because it is not at arm's length. Many people have expressed an abiding interest in being appointed to the commission. They believe it can work and they believe their first responsibility would be to make the necessary recommendations to the Order in Council. They are cautious because there would be extreme difficulties in making it work under the present Order in Council. Indeed, some have

[Translation]

Permettez-moi de vous lire le communiqué du ministre faisant état de votre nomination au poste de président de la Commission des revendications:

La Commission des revendications particulières des Indiens est créée par décret du conseil, en vertu de la partie I de la Loi sur les enquêtes, en tant qu'organisme indépendant du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

Compte tenu de ce communiqué et du témoignage que vous nous avez présenté aujourd'hui, n'est-il pas exact de dire que c'est justement parce que la commission n'est pas indépendante qu'il est difficile de recruter des commissaires tout simplement parce que personne ne veut accepter un tel poste, en raison du manque de liberté que vous avez mentionné et qu'il faut tout simplement modifier le décret afin que la commission soit plus indépendante et plus efficace? Cette interprétation est-elle juste ou bien un peu poussée?

M. Laforme: Je pense qu'elle est un peu poussée et qu'il ne serait pas juste de tirer une telle conclusion. Je crois que le ministre souhaitait que la commission soit indépendante.

Je ne suis pas certain que les gens comprennent vraiment les conséquences que peut avoir le libellé de ce décret du conseil, mais je suis convaincu qu'ils souhaitent que la commission soit indépendante. Le problème, c'est que le décret du conseil est rédigé de telle manière qu'on peut en douter. . . On peut soupçonner la commission de ne pas être indépendante, puisqu'elle reprend la politique du gouvernement du Canada. Au lieu de déclarer tout simplement que la commission jouera le rôle d'un tiers intervenant indépendant afin de déterminer si la politique est équitable ou est appliquée équitablement, le décret du conseil impose à la commission d'étudier les plaintes en tenant compte de critères établis.

On ne sait pas dans quelle mesure la commission devra impérativement appliquer ces critères. Je sais que le ministre estime que cela n'est pas impératif et que la commission n'est pas limitée par ces critères et qu'elle peut déclarer qu'ils ne sont pas justifiés. Le problème, c'est que le décret du conseil n'est pas suffisamment précis.

Beaucoup de gens pourraient lui donner une interprétation tout à fait contraire à celle du ministre. À mon avis, les chefs ne seraient pas les seuls à affirmer que la liberté de la commission est compromise au départ par l'obligation de respecter les critères. Si tel est le cas, ils considéreront que la commission ne peut leur offrir aucune aide, étant donné qu'elle serait un simple porte-parole du gouvernement chargé d'appuyer sa politique.

Deuxièmement, il est injuste de dire que personne n'est intéressé à devenir commissaire parce que la commission n'est pas indépendante du gouvernement. Au contraire, beaucoup de gens ont montré beaucoup d'intérêt pour ces postes. Les candidats pensent qu'ils pourront accomplir quelque chose et estiment que leur première responsabilité consisterait à faire les recommandations nécessaires au sujet du décret du conseil. Ils sont prudents, car ils ont conscience

[Texte]

suggested it may be impossible for it to work under the existing Order in Council, and that their first task would be to get that Order in Council changed.

Mr. Nault: Based on that answer and the suggestion that there are very interested and able candidates, why is it that there are no candidates when we are under the impression that this commission has been in the works for the last six months? I don't think six months is an unreasonably short period of time to expect the minister to do some consultation and come forward with a list of names, and further, to put them in their place and go through the process of seeing just how effective the commission would be.

Being as frank as you can under the circumstances, can you tell us what your sense is of what the delay really is?

Mr. Laforme: Of course, I am not the appropriate person to answer that question but I think that I can confidently say that at this point in time the chiefs are preoccupied with the Order in Council itself and the language of the Order in Council.

• 1615

At least from the Assembly of First Nations' standpoint... There are undoubtedly chiefs out there who would say, let's get on with it, this is a start, it's not the perfect answer, let's get on with it. But the Assembly of First Nations have said, the Order in Council is faulty, so before we do anything else let's deal with that. I suspect that is the concern from the aboriginal side. I can't answer the question from the government side.

Mr. Nault: Okay, on the aboriginal side then, what you are saying to me in the most diplomatic way possible is that if we don't deal with the Order in Council there won't be a commission, because we will never get it off the ground, and that it's up to this committee here and members in general in the House of Commons who have an interest in aboriginal affairs and the claims policy, which has not worked up to this date, the claims policy that seems to be outlined in the Order in Council even today, that without those changes and those amendments you have alluded to, we are basically at a stalemate, because most aboriginal leaders are saying they're not prepared to put themselves in that kind of catch-22 position.

Mr. Laforme: I think that's what they are saying; however, I would not confine it to suggesting the only place that movement and recommendations to the Order in Council can come from is the House of Commons. I agree there ought to be a concern there.

I believe all of us, with the mandate we have—you have your mandate and I have a different mandate. Mine is spelled out in an Order in Council, as faulty as it may be or alleged to be. I know what my duty would be. I know how I would have to proceed. I would have to proceed by having commissioners with an initial function of examining and making recommendations to that Order in Council. If the chiefs are not satisfied they will not come. It's like *Field of Dreams*: you build it and I'll come.

[Traduction]

des grandes difficultés que la commission aurait à surmonter pour mener à bien sa mission compte tenu du texte actuel du décret du conseil. D'ailleurs, certains candidats jugent qu'il serait impossible que la commission s'acquitte de ses responsabilités et que leur première tâche serait de modifier le décret.

M. Nault: D'après ce que vous venez de dire et s'il est vrai qu'il y a des candidats très intéressés et compétents, pourquoi aucun postulant n'a-t-il été nommé alors que la commission est en activité depuis six mois? Il me semble qu'en six mois, le ministre aurait eu le temps de faire les consultations nécessaires, de présenter une liste de noms et, même, de désigner des commissaires et de les faire entrer en fonction de manière à vérifier l'efficacité de la commission.

Compte tenu des circonstances, pouvez-vous nous dire, en toute franchise, combien de temps il nous faudra attendre?

M. Laforme: Bien entendu, je suis mal placé pour répondre à cette question, mais je peux vous dire que, pour le moment, les chefs sont préoccupés par le décret du conseil lui-même et par son libellé.

C'est, du moins, le point de vue de l'Assemblée des Premières nations... Peut-être certains chefs seraient-ils plus compréhensifs et accepteraient de collaborer avec la commission, jugeant qu'elle représente, malgré son imperfection, un pas dans la bonne direction. En revanche, l'Assemblée des Premières nations affirme que le décret est défectueux et qu'il faut avant tout le modifier. Je crois que c'est le point de vue des Autochtones. Je ne peux pas me prononcer sur celui du gouvernement.

M. Nault: Eh bien, pour ce qui est des Autochtones, vous nous dites, avec le plus de diplomatie possible, que la commission ne parviendra jamais à entrer en fonction tant que le décret ne sera pas modifié et qu'il incombe donc à notre comité, en particulier, et aux députés, en général, qui s'intéressent aux affaires autochtones et à la politique des revendications qui n'a pas donné les résultats escomptés jusqu'ici et qui semble être exposée dans le décret, d'apporter les modifications que vous avez mentionnées, faute de quoi nous nous retrouverons dans une impasse, car la plupart des chefs autochtones ne sont pas prêts à s'engager dans une situation inextricable.

M. Laforme: Je crois en effet que c'est leur point de vue. Cependant, je ne pense pas que les initiatives et les recommandations concernant le décret doivent provenir uniquement de la Chambre des communes. Je reconnais que la Chambre devrait s'en préoccuper.

J'estime que nous devons tous nous en inquiéter, quel que soit notre mandat. J'ai un mandat et vous en avez un autre. Le mien est défini dans le décret, malgré toutes les imperfections qu'il comporte ou est censé présenter. Je sais quelles sont mes responsabilités. Je sais comment je devrais procéder. Je commencerais par demander aux commissaires d'examiner le décret et de présenter des recommandations à ce sujet. Les chefs participeront si le coeur leur en dit. C'est comme dans *Field of Dreams*: ils accepteront de participer dès lors qu'il existera une structure.

[Text]

Mr. Nault: But aren't you saying to us, though—

Mr. Laforme: But everybody has to do their own part. I can't do your job. I have my job, and listen, I mean that with the greatest of respect. Your assistance is greatly appreciated always. But mine is spelled out in this Order in Council.

If I want to make recommendations to Cabinet and/or, one hopes, to the Government of Canada, I have a certain way I can do that and that is with my commissioners. That's how I can do it. If the House of Commons does it, and the commission does it, and that joint working group, which is going forward—the First Nations and the federal government joint working group—I am quite certain their first priority will be this Order in Council. It is, right now, the threat to progress—it is, as it currently stands.

I want to emphasize, however, that the concept of a commission is not a threat to the progress of claims. That is an accepted... You only need to read the chiefs' documents themselves. They say, yes, let's do that—but what we have is a problem because one of the parties to this process unilaterally decided what the rules were going to be and incorporated them into an Order in Council, and that is causing people concern.

I can read that Order in Council myself as liberally as I want to. I can say I can stretch the envelope as much as I want, but if the other parties out there don't believe I will do that or can do it, they won't appear and give me the opportunity, and that's the problem.

Mr. Nault: Mr. Chairman, I have one last question and then I will give other members an opportunity and then maybe we can come back.

I want to go to the specifics, because I don't want to put you in the position of suggesting... and then we'll try and read between the lines the best we can as we go along. Am I correct in coming to the conclusion from your opening comments that the commission would not get any claims unless, first of all, they went to the department, were turned down by the department, and if the aboriginal community we are dealing with is not satisfied with the explanation of the turn-down, then they would have the ability to go to the commission with another hands-on type of... well, maybe a consultation-negotiation process. Then your commission makes a recommendation or a report to Cabinet through this Order in Council. Did I outline that fairly specifically?

• 1620

Mr. Laforme: Yes, that is pretty much correct. The Order in Council is specific. If the band does not accept the rejection of its claim by the federal government, they can bring it to the commission. The commission then can come forward and present a report.

That is why I was specific about the language, because the Order in Council is specific about its language. In the question of validation, it files a report. In the question of compensation, it files recommendations. I don't know if they were intended to be the same thing, but that is just one example of where the problems arise in the whole process.

[Translation]

M. Nault: Mais pourtant, si l'on en croit ce que vous nous avez dit...

M. Laforme: Mais chacun doit y mettre du sien. Je ne peux pas me mettre à votre place. J'ai mon propre travail et je me mets à l'écoute, avec le plus grand respect. Votre aide est toujours grandement appréciée. Mon rôle, en revanche, est défini dans le décret.

Si je veux présenter des recommandations au Cabinet ou, je l'espère, au gouvernement du Canada, je dois suivre une certaine procédure et formuler ces recommandations conjointement avec les autres commissaires. Voilà comment je dois procéder. Si la Chambre des communes, la commission et le groupe d'étude mixte des Premières nations et du gouvernement fédéral conjuguent leurs efforts, je suis convaincu que leur première démarche portera sur le décret qui, dans sa forme actuelle, est une entrave au progrès.

J'aimerais souligner toutefois que le principe même de la commission ne constitue pas une entrave au règlement des revendications. Cela est reconnu... Il suffit de lire les documents des chefs pour s'en rendre compte. Ils sont d'accord sur le principe, mais voient un problème dans le fait qu'une des parties au processus a fixé unilatéralement les règles et les a formulées dans un décret. Cela les préoccupe beaucoup.

De mon côté, je peux interpréter ce décret de la manière la plus libérale possible, mais tant que les autres parties ne seront pas convaincues que j'agirai ou que je pourrai agir de cette manière, elles refuseront de participer et de me donner l'occasion d'agir. Voilà le problème.

M. Nault: Monsieur le président, j'aimerais poser une dernière question avant de céder la parole aux autres membres du comité, quitte à revenir ensuite.

J'aimerais entrer dans les détails, car je ne veux pas rester sur une incertitude... Ensuite, nous essaierons de lire entre les lignes. Si j'ai bien compris vos remarques préliminaires, est-il exact que la commission sera saisie uniquement des revendications qui auront été examinées puis rejetées par le ministère. Les Autochtones pourront donc, dans la mesure où ils ne sont pas satisfaits des explications données par le ministère à la suite du rejet de leur demande, s'adresser à la commission pour enclencher un autre processus de négociation-consultation. Ensuite votre Commission formulera une recommandation ou rédigera un rapport au Cabinet, en application de ce décret. Est-ce que je résume bien?

M. Laforme: Oui, c'est à peu près cela. Le décret est bien précis. Si la bande n'accepte pas le rejet par le gouvernement fédéral de sa revendication, elle peut saisir la commission. Celle-ci peut alors étudier le cas et présenter un rapport.

Voilà pourquoi j'ai fait bien attention aux termes que j'emploie, car le décret est très précis. Lorsqu'il s'agit de validation, la commission présente un rapport. En matière d'indemnisation, elle formule des recommandations. Je ne sais pas si la distinction est voulue, mais voilà un exemple des problèmes que pose le processus.

[Texte]

Mr. Nault: Let me put you in a difficult position again, if I can. Put yourself in the minister's or Cabinet's position. After our beloved Department of Justice is done with deciding that this particular claim does not have the merit the aboriginal community suggests it has, and turns it down, they go to you.

What would you suggest would be the chances of their reversing their decision, based on the fact that now we have the Department of Justice, we have the minister's and his department's recommendations, and it then goes for a last kick at the can, if you will, through your commission?

I ask that question because the sense I get is that it's doomed to failure. If that's the case, wouldn't you think that it would be more appropriate if the claim went straight to your commission as a third party versus... I mean, a choice. If I don't want to go to the Department of Justice and the Department of Indian Affairs and Northern Development, then I can go straight to your commission, which is the independent third party we had intended to create.

Mr. Laforme: I would like to make a couple of comments with respect to that. First and foremost, at this particular stage in our evolution of trying to find an appropriate way to resolve claims, I say that both the federal government and the First Nations themselves have stated that they do not want, first and foremost, a decision-making body that's like a court. They don't want that. In their view, they might as well take it to court. That is why I kept stressing the point that they want to negotiate these.

So they do want to deal with the parties. Some would agree with you that it should go directly to something like a commission in the beginning, and just let them handle it from beginning to end. Whether that ultimately happens is something that this joint working group is going to determine. This commission will assist the parties in determining whether or not the way we are currently structured actually works.

A large part of what we're doing here now, making recommendations, is precisely what the parties wanted. I must say that not all of the chiefs at this point, but the vast majority of them who participated in this process over the last year, don't want a decision-making body now. They want somebody to make the recommendations at this point.

What we are designed for is not about making decisions but about breaking the impasses, bringing in a sober second thought to the process, providing mediation services... and that is specific in the Order in Council. One would hope that this would be the most useful function we'll have, or at least the one we'll use more than any other.

As well, breaking impasses is to expedite a process that is basically agreed to, a negotiation process. Whether or not our recommendations get acted upon as a commission, I suppose, goes to whether or not we keep something like a commission, and probably depends on whether or not people such as yourself can assist the government in making certain that they abide by those recommendations.

[Traduction]

[Traduction]

M. Nault: Je vais encore une fois vous mettre sur la sellette, si je puis. Essayez de vous mettre à la place du ministre ou du Cabinet. Une fois que notre bien-aimé ministère de la Justice décide que telle recommandation particulière n'est pas aussi fondée que les autochtones le disent, et qu'il la rejette, vous intervenez.

Quelle probabilité y a-t-il que cette décision soit renversée, compte tenu de la position du ministère de la Justice, de celle du ministre et des recommandations qu'on lui a faites. Votre commission intervient vraiment en bout de chaîne, en dernier ressort.

Je pose la question parce que j'ai l'impression que ce recours est voué à l'échec. Si c'est le cas, ne vaudrait-il pas mieux que la revendication soit soumise directement à votre commission, en tant que tierce partie... autrement dit, il y aurait un choix de procédure. Si je ne veux pas m'adresser au ministère de la Justice ou au ministère des Affaires indiennes et du Nord, je pourrais saisir directement votre commission qui représente la tierce partie indépendante que l'on a voulu instituer.

M. Laforme: J'ai une ou deux observations à faire à ce sujet. Tout d'abord, au stade actuel de la recherche d'une solution appropriée au règlement des revendications, je dirais que ni le gouvernement fédéral ni les Premières nations elles-mêmes ne souhaitent un organe de décision qui prendrait l'allure d'un tribunal. Ils n'en veulent pas. Autant, disent-ils, saisir directement la justice. C'est pourquoi j'ai insisté sur leur volonté de négocier le règlement de ces revendications.

Ils recherchent donc un règlement entre les parties. Certains pourront arguer, comme vous, qu'il vaudrait mieux faire intervenir directement une commission dès le début, qui s'occuperait de tout le dossier du commencement à la fin. Le groupe de travail mixte va déterminer si c'est là le mécanisme qu'il convient de retenir. La Commission aidera les parties à déterminer si le mécanisme actuel fonctionne bien ou non.

Une bonne partie de ce que nous faisons maintenant, c'est-à-dire formuler des recommandations, correspond précisément à ce que souhaitaient les parties. Ce n'est peut-être pas tous les chefs, mais c'est du moins la grande majorité de ceux qui ont participé à ce processus au cours de l'année écoulée, qui ne veulent pas actuellement d'un organe de décision. Ils préfèrent, pour le moment, un organe consultatif.

Notre rôle n'est donc pas de prendre des décisions, mais de trouver le moyen de sortir d'une impasse, d'assurer une réflexion objective, une médiation... Et ce point est expressément formulé dans le décret. On peut espérer que ce ne sera pas notre fonction la plus utile, ni du moins celle que nous aurons à exercer le plus souvent.

Sortir de l'impasse revient à accélérer un processus qui, convient-on, est essentiellement, un processus de négociation. Selon que nos recommandations seront suivies ou non, notre avenir, en tant que commission, en dépendra et en fonction, probablement, des pressions que des gens comme vous exerceront sur le gouvernement afin qu'il respecte nos recommandations.

[Text]

One presumes that at the outset, if the government says—and this has been said over and over again—that they can't see any reason not to comply with the recommendations of the commission. . . I know those sometimes are easier things to say than do; however, that has been said.

One proceeds on the basis that since the parties want this kind of process now, we do it that way until it's demonstrated that it doesn't work. But it's certainly what the parties want at this point in time. We as a commission are here to assist ourselves in our evolution as well. That is part of our mandate, to report on whether we're functioning properly or capable of functioning properly and whether we are meeting the concerns that the parties have expressed, namely, the First Nations in independence and expediting our negotiation process.

• 1625

Mr. Skelly (Comox—Alberni): I gather what you're doing here today is reporting that you're not functioning properly and that there's some requirement for assistance from this body or someone else to get things on the track.

Mr. Laforme: Well, I must confess I'm here because I was invited.

Mr. Skelly: Well, I'm here because I asked the committee to invite you.

Mr. Laforme: Good. Well, thank you. Let me say that we aren't functioning simply because we don't have other commissioners, first and foremost. If we did have the other commissioners, we still wouldn't be in a position to function in the sense that we would be holding hearings and listening to the complaints of the First Nations because our first task, we believe—at least, that is certainly my view—must be to deal with that Order in Council.

Mr. Skelly: Okay. I understand that you've received three appeals, or three groups have approached you, or you've opened three files in any case. Are these people who question the validation process through the Department of Justice? I'm just wondering what the status of these three files is. How were they hung up in your system?

Mr. Laforme: Well, they're hung up in our system because we have not got our commissioners, nor do we have the full complement of the kind of research and assessment staff we need to go through the files.

Mr. Skelly: So there's no way you can deal with these as a commissioner sole or as a single commissioner. You must have the three. . .

Mr. Laforme: But you see, that's part of the problem. That's a good question. I don't think it was intended that I deal with those solely, although I don't know the answer to that because any discussions I have had with respect to the commission always indicated that these questions of validation—and most of these have to do with questions of validation. . .

Other bands are interested and anxious to come forward when we're ready on questions of compensation, for example, but currently we're dealing with issues of validation, for the most part, or at least have been asked to. It's difficult to

[Translation]

On peut présumer, au départ, que si le gouvernement affirme—comme il l'a répété à maintes et maintes reprises—que s'il ne voit aucune raison de ne pas suivre les recommandations de la commission. . . Je sais que c'est souvent plus facile à dire qu'à faire, mais en tous cas cela a été dit.

Il faut partir du point de vue que si les parties veulent ce mécanisme, on procèdera de la sorte tant qu'il n'est pas démontré que cela fonctionne pas. Mais c'est certainement ce mécanisme que les parties veulent à l'heure actuelle. Nous, en tant que commission, avons également notre mot à dire sur notre évolution. Aux termes de notre mandat, nous devons dire si nous fonctionnons ou sommes en mesure de fonctionner correctement, de répondre aux préoccupations exprimées par les parties, notamment les Premières nations, et d'accélérer le processus de négociation.

M. Skelly (Comox—Alberni): Je conclus de vos propos aujourd'hui que vous ne fonctionnez pas correctement et que vous nous demandez, à nous ou à quelqu'un d'autre, d'intervenir pour remettre les choses en ordre.

M. Laforme: Eh bien, je dois avouer que je suis ici parce qu'on m'a invité.

M. Skelly: Et moi, je suis ici parce que j'ai demandé au comité de vous inviter.

M. Laforme: Bien. Je vous en remercie. Disons que nous ne fonctionnons pas, surtout parce que les autres commissaires n'ont pas été encore nommés. S'ils étaient en place, nous ne serions toujours pas en mesure de fonctionner, si l'on entend par là la tenue d'audiences et l'écoute des doléances des Premières nations, car notre première tâche—c'est du moins ce que je pense—est de nous occuper de ce décret.

M. Skelly: D'accord. Je crois savoir que vous avez été saisi de trois recours, ou que trois groupes vous ont contacté, ou que vous avez ouvert trois dossiers. S'agit-il là de contestation du processus de validation du ministère de la Justice? J'aimerais savoir où en sont ces trois dossiers. Pourquoi se trouvent-ils bloqués chez vous?

M. Laforme: Eh bien, ils sont bloqués parce que nous n'avons pas les commissaires, ni tout le personnel de recherche et d'étude dont nous avons besoin pour examiner ces cas.

M. Skelly: Vous ne pouvez donc pas expédier ces dossiers tant que vous serez seul commissaire. Vous devez avoir les trois. . .

M. Laforme: Voyez-vous, cela fait partie du problème. C'est une bonne question. Je ne pense pas qu'on ait jamais prévu que j'étudierai ces dossiers tout seul, encore que je n'en sois pas certain, car il est ressorti de toutes les discussions que j'ai eues sur la commission que ces questions de validation—et la plupart des dossiers traitent de questions de validation. . .

D'autres bandes souhaitent impatiemment nous saisir de questions d'indemnisation, par exemple, mais nous nous occupons surtout, pour le moment, des questions de validation, c'est du moins ce que l'on m'a demandé de faire.

[Texte]

know. We have always been under the impression that it was intended that we have a panel to hear those kinds of grievances of those kinds of issues. But the Order in Council doesn't specifically say that. It says "The Chief Commissioner shall" and then "file a report". But I don't know if that's what was intended. I'm not certain that would be what the First Nations would have intended, either. Therein lies an example of some of the problems.

Mr. Skelly: I'm just wondering if there's a possibility of testing the limits here, finding out what you are capable of doing. My understanding of the validation process is, in part, that it was all done in secret within the bowels of Justice. Nobody knows what information actually got submitted to Justice because a lot of these specific claims applications were screened by Indian Affairs first and some of the information never got to Justice. But in any case, the process was relatively secret and the people who were involved in the process didn't have their day in court because Justice was acting like a court on these validation processes. The idea of setting up the claims commission was to bring this out into the daylight a little bit. I think that's a function you can still serve, whether as a commissioner sole or a panel commission—that people will at least have their day in court, find out where their applications are deficient from the Department of Justice point of view, and using research or whatever information to upgrade so that they can then go through that process.

Mr. Laforme: I think we're certainly prepared to do that. We have discussed this internally. Whether or not there are commissioners there, I think the best we can do is to do the research, talk to the parties and make internal assessments as a commission. But where we go from there, I think, is difficult without having additional commissioners because, once again, I'm not certain that the First Nations themselves would be satisfied that I should do that on my own or without having the opportunity... There was something comforting about having a panel of people that they could address these issues before. Everything comes spinning back to the Order in Council and the difficulties there. That's what we have.

• 1630

As I've said over and over, if we're going to have the confidence of all of the parties, they have to believe that we have the mandate to address these issues the way they want them addressed, the vast majority of which are suggesting we don't. As for those bands that are coming forward with their claims now and saying, please help us any way that you can, I don't think it would be unfair to suggest that they've been around a long time and don't feel they have been treated fairly. They're at a point where they have to rely on whatever is available, and if it's inadequate and insufficient, then they still have to take their chances. We don't want to have to do that, let's put it that way.

Mr. Skelly: With respect to the Order in Council, my understanding is that the AFN was willing to get involved in the consultation process with respect to submitting names from the aboriginal point of view, as to who should sit on the

[Traduction]

Il est bien difficile de le savoir. Nous avons toujours eu l'impression que nous devions entendre ce genre de doléances à plusieurs. Mais le décret ne le précise pas. Il dit simplement «Le commissaire en chef doit»... «déposer un rapport». Mais je ne sais pas si c'est bien cela qui était prévu. Je ne suis pas sûr en tout cas que c'est ce que voulaient les Premières nations. Voilà un exemple des problèmes qui se posent.

M. Skelly: Ne serait-il pas possible, justement, d'éprouver les limites, de voir ce que vous êtes en mesure de faire. De la façon dont je vois le processus de validation, il se déroule entièrement en secret, dans les entrailles du ministère de la Justice. Nul ne sait quelles données lui ont été soumises, car nombre de ces revendications particulières ont été passées au crible d'abord par le ministère des Affaires indiennes et certaines des données n'ont jamais été soumises au ministère de la Justice. Quoi qu'il en soit, le processus se déroulait de façon plutôt secrète sans que les intéressés aient pu vraiment s'expliquer devant le juge, parce que le ministère de la Justice fonctionnait en l'occurrence comme un tribunal. Tout le principe qui sous-tendait la création de la commission était de faire un peu la lumière sur ce processus. Je pense que c'est une fonction que vous pouvez toujours remplir, que vous soyez seul commissaire ou plusieurs—au moins les gens pourront faire valoir leur point de vue et savoir pour quelle raison le ministère de la Justice a refusé leur demande, puis fournir un complément d'information pour passer au travers de toute cette procédure.

M. Laforme: Nous sommes tout à fait disposés à faire ce travail. Nous en avons discuté au niveau interne. Avec ou sans d'autres commissaires, je pense que le mieux que nous puissions faire c'est d'entreprendre la recherche, de parler aux parties et de faire des évaluations internes, en tant que commission. Mais j'ignore ce que nous pouvons faire de plus sans les autres commissaires, car, encore une fois, je ne suis pas certain que les Premières nations accepteraient que je me prononce seul ou sans avoir eu l'occasion de... L'idée de constituer un jury de commissaires auquel on pourrait s'adresser avait quelque chose de rassurant. Tout tourne autour de ce décret. C'est là que réside le problème.

Comme je l'ai dit et répété plusieurs fois, si nous voulons gagner la confiance des parties, celles-ci doivent avoir la conviction que nous avons le mandat d'aborder ces contentieux de la manière qu'elles souhaitent, ce que beaucoup d'entre elles ne constatent pas. Pour ce qui est des bandes qui viennent nous voir aujourd'hui et nous demandent de tout faire pour les aider, je pense que l'on peut dire qu'elles ont attendu très longtemps et considèrent avoir été traitées injustement. Elles en sont arrivées au point où elles doivent recourir à n'importe quel moyen, même s'il est inadéquat et insuffisant; elles n'ont plus le choix. Mais, disons-le, ce n'est pas ainsi que nous souhaitons travailler.

M. Skelly: Pour ce qui est du décret, je crois savoir que l'APN était disposée à participer au processus de consultation en proposant des noms de commissaires, mais qu'elle a retiré ces noms lorsqu'elle a vu le texte du décret. Elle en a aussi

[Text]

commission, but they withdrew those names when they saw what the Order in Council was going to be and they've also proposed an Order in Council. They've drafted a proposed Order in Council, which I gather they've submitted to you and to the government.

Mr. Siddon said he wouldn't use the royal commission as a way of delaying things in process that should be dealt with as quickly as possible, including the specific claims. He said, furthermore, that the proposed changes to the Order in Council appear to be so vast that you would have the work of the Indian Specific Claims Commission overlap substantially with the work of the Royal Commission on Aboriginal Peoples. It seems to me he is saying that this Order in Council may end up being referred to the royal commission. I'm concerned about that, because that could result in even more delays, which would slow down the specific claims process.

Mr. Laforme: It would. As you know, we've been involved in the whole question of claims since 1974 or 1975. Please, we don't need more delays.

Mr. Skelly: Then how do you suggest that we bring these two proposals together so that...?

Mr. Laforme: It's simple. We're talking about two issues here. We're talking about a policy—this, that's a policy. We're talking about a commission which is an Order in Council. I do not know why they have to be the same.

Mr. Skelly: So you're saying, remove the elements of the policy from the commission and let the commission do its—

Mr. Laforme: Absolutely. As a first start, that's exactly right. In my view, that's one of the first things that has to happen. You can amend the Order in Council, take that criteria out of the Order in Council, and you still have your policy. That's what the parties are proceeding with, the policy. Then, through decisions that we as a commission make and recommendations that we make to government, we can enhance this policy or give better substance to it as a commission, and, probably more important, the joint working group is supposed to be dealing with this as a policy. That is not something we're anxious to do at the beginning, and we're being forced to do it when you incorporate the criteria from the policy into the Order in Council. They're two different items. They're two different entities, if you will. One is a commission to assist the parties in determining the fairness and the proper applicability of this policy. The other one is the policy itself. Somehow they have been joined together, which is creating all kinds of problems.

Mr. Skelly: Have you made a suggestion to the minister as to what an Order in Council should look like, which would allow the commission to get going, to do its work according to the understanding that everybody had when the consultation process was initially agreed to?

Mr. Laforme: I have only made suggestions in a very general kind of way, in meetings, etc. I don't believe, for example, it would be appropriate on my part to do that without the other commissioners. I believe it should include

[Translation]

proposé un autre. L'Assemblée a rédigé un autre texte de décret qu'elles vous a soumis ainsi qu'au gouvernement.

M. Siddon a indiqué qu'il ne se retrancherait pas derrière la commission royale pour faire traîner les choses qui doivent être réglées le plus rapidement possible, notamment les revendications particulières. Il a aussi fait savoir que les modifications proposées au décret semblaient si vastes que le mandat de la Commission des revendications particulières des Indiens chevaucherait en grande partie celui de la Commission royale sur les Autochtones. Il risquerait d'y avoir confusion entre votre commission et la commission royale. Je m'en inquiète aussi, car cela pourrait faire traîner les choses davantage et ralentir le processus des revendications particulières.

M. Laforme: C'est vrai. Comme vous le savez, je m'occupe de toute cette question des revendications depuis 1974 ou 1975. Il ne faut plus que les choses traînent.

M. Skelly: Comment donc concilier ces deux propositions de façon que...?

M. Laforme: C'est simple. Nous parlons là de deux choses différentes. Il y a d'une part une question de politique—ceci est un élément de politique—et, d'autre part, il y a une commission nommée par décret. Je ne vois pas pourquoi il faudrait confondre les deux.

M. Skelly: Vous préconisez donc que l'on débarasse la commission des éléments politiques afin qu'elle puisse...?

M. Laforme: Absolument. C'est la première chose à faire, à mon avis. On peut modifier le décret et supprimer ces critères, tout en conservant la politique. C'est ce que font les parties, elles appliquent une politique. Ensuite, les décisions et les recommandations que nous formulerons au gouvernement, en tant que commission, peuvent servir à améliorer cette politique, lui donner plus de substance, et c'est d'ailleurs aussi le rôle du groupe de travail mixte. Ce n'est pas une chose que nous tenons à faire au départ, mais on nous y force lorsqu'on incorpore les critères d'ordre politique dans le décret. Ce sont deux choses différentes, deux entités différentes, si vous voulez. Il y a d'une part une commission chargée d'aider les parties à déterminer le bien-fondé et l'application de cette politique et, d'autre part, la politique elle-même. Or, on a amalgamé les deux, ce qui crée toutes sortes de problèmes.

M. Skelly: Avez-vous recommandé au ministre un texte de décret qui permettrait à la commission de se mettre au travail de la façon qui était prévue au départ lorsqu'on s'est entendu sur le processus de consultation?

M. Laforme: Je n'ai formulé que des suggestions très générales à l'occasion d'entretiens, etc. Je ne pense pas, par exemple, qu'il m'appartienne de le faire officiellement en l'absence des autres commissaires. Il me faudrait l'avis des

[Texte]

[Traduction]

the input from the parties that this commission has been established to assist. They must have input into it too. For me to go and suggest changes to an Order in Council, as intelligent and as experienced as I may appear to be—

Mr. Skelly: No question.

Mr. Laforme: —I don't believe it's any more appropriate than one of the other parties unilaterally making those changes. I think this has to be done in a concerted, collective effort. That is how those recommendations go forward and the changes get made. If we're not all starting on the same page, we're going to have problems, and we are certainly not on the same page at this point.

Mr. Skelly: My concern is that every single one of the four pillars that were announced by the Prime Minister after the Oka crisis seems to have run onto the rocks a little bit. In any way that we can assist as a committee, I think it would be worthwhile for us to get some of these things up and running, so they actually work, in order to reduce the frustration level out there.

• 1635

When the Indian Specific Claims Commission was announced, it was my opinion that at least some progress was being made—that soon these specific claims would be dealt with, that there would be a record of success that could be built upon—but it seems that even this one, which had the best chance of success in the short term, has run onto the rocks, so I am kind of disturbed about that.

Surely if you are suggesting that all that needs to be done initially is to remove the policy aspects from the Order in Council and refer those to the joint working group so that the minister can work with his consultative groups in order to change that policy—and then you can go ahead with your business and the appointments can be made to the —then it would seem to me to be a relatively easy process to carry out. It doesn't take long to pass an Order in Council.

Mr. Laforme: I believe the minister at this point has indicated that the policy ought to be changed, or that the policy is certainly not embraced by all people out there, and that it ought to be changed, and indeed has expressed that perhaps the Order in Council ought to be changed as well.

As I understand it, his concern now is what it should be changed to. That's the question. What do we change it to? Once again, I go back to the same problem that I have in changing the Order in Council. I can suggest that all of that criterion be taken out, but I would rather do that with a commission having the input of the parties to suggest what is needed to make this Order in Council workable.

One of the important things to note is that as an idea, as a concept, this commission cannot be seen as anything but progress in this area. That took a year to evolve into something that everyone called for as a commission. That's clear. The documents and the chiefs' documents... That's clear. That is progress.

parties que cette commission est censée servir. Elles aussi ont leur mot à dire. Aussi intelligent et expérimenté que je puisse paraître, je ne pense pas qu'il m'appartienne de recommander des changements à un décret...

M. Skelly: Sans doute.

M. Laforme: ...pas plus qu'il n'appartiendrait à l'une des autres parties d'apporter ces changements unilatéralement. Je pense que cela doit être le fruit d'un effort collectif, concerté. C'est ainsi que ces recommandations sont formulées et que les changements sont apportés. Si nous ne commençons pas tous ensemble, nous allons avoir des problèmes et nous n'en sommes pas tous au même point en ce moment, c'est sûr.

M. Skelly: Ce qui m'inquiète, c'est que chacun des quatre piliers annoncés par le premier ministre après la crise d'Oka semble quelque peu branlant. Si nous pouvons être d'une aide quelconque, en tant que comité, il me semble qu'il serait bon que tout cela se mette en train, que le système fonctionne, de façon à atténuer le sentiment de frustration que l'on constate un peu partout.

Lorsque la création de la Commission des revendications particulières des Indiens a été annoncée, j'y ai vu un progrès, me disant que ces revendications particulières allaient enfin être réglées, que l'on allait enregistrer un certain nombre de succès qui seraient suivis d'autres. Or, il semble que même cette initiative, qui avait les meilleures chances de succès à court terme, est en butte aux difficultés et cela m'inquiète.

Si vous estimez qu'il suffirait de retrancher du décret les aspects touchant la politique et de confier ces éléments au groupe de travail mixte—pour que le ministre puisse travailler en concertation avec les groupes consultatifs en vue de modifier cette politique—afin que vous puissiez vous mettre au travail et que les nominations soient faites, cela me semble relativement facile. Il ne faut pas bien longtemps pour émettre un décret.

M. Laforme: Je crois que le ministre a indiqué que la politique devrait être modifiée, ou en tout cas qu'elle se heurte à une forte opposition et qu'il y aurait lieu peut-être de changer également le décret.

Si je saisis bien, il s'agit maintenant de savoir comment. La question est là. Qu'est-ce qu'on fait du décret? Encore une fois, je reviens à la même idée. Je propose qu'on supprime tous les critères, mais j'aimerais formuler cette recommandation conjointement avec les autres commissaires et avec l'avis de toutes les parties de façon que nous ayons un début qui fasse l'affaire.

Il faut bien reconnaître aussi que cette commission et le principe qui la sous-tend sont des éléments de progrès. Il a fallu un an pour l'instituer et en faire ce qu'elle est. C'est clair. Les documents et les documents des chefs... C'est vraiment un progrès.

[Text]

But when it's coupled with the attachment, or almost a literal wording of the policy itself, into the Order in Council, it causes problems, and if those problems can be alleviated simply by removing them. . . Removing them from the Order in Council does not remove them as a policy—it's still here. I don't know that it's such a big thing to ask.

Mr. Redway (Don Valley East): I would like to pursue this matter of the Order in Council, because obviously that seems to be the crux of the matter and what's holding things up. If we are going to get this resolved, we are going to have to deal with it.

You've talked about taking the policy out of the Order in Council. Would you feel, as the commissioner who has accepted the appointment, that it's necessary to have another policy put into the Order in Council, or is it just necessary to remove the policy—period—and you would then be in a position, based on your discussions with the chiefs and the minister, to proceed with an Order in Council, having removed that, and then you could make your reports from there on in?

Mr. Laforme: Let's say this. In addition to providing the mediation services that are vital in negotiations that can take a fair bit of time, like this one, the appropriate function of the commission should be guided by the parties themselves.

In other words, they come in to the commission. They make their submissions. If they are relying on a document like this, and if they say they have negotiated pursuant to this document—or, indeed, if they say they've negotiated outside that document—that's what we as a commission ought to be able to consider. Our duty and our mandate ought to be to inject fairness and second thought into the process. That's what we were intended to do.

Mr. Redway: You see yourself as the mediation service of Labour Canada?

• 1640

Mr. Laforme: We certainly see ourselves as a mediation service, but at the same time we also see ourselves as being the reasonable voice, if you will, when Justice puts forward a proposition that other lawyers, and indeed bands and First Nations, deem to be an inappropriate proposition for rejecting a claim. That's not difficult.

Mr. Redway: Let me ask you about the working group, then. If the policy was removed, would it be necessary for the working group to develop a new policy, or could you just proceed with the policy out of the Order in Council and then do your mediating and your discussions and your efforts in settling claims within that framework, as opposed to having the policy referred to a working group who then works away and comes up with some new recommendations that then come back and somehow or other get re-incorporated into an Order in Council?

Mr. Laforme: Okay.

Mr. Redway: Is that process really necessary, or can you then proceed, having taken this out, with what is left?

Mr. Laforme: Simply taking it out is not sufficient. The mandate of the commission. . . I think in a couple of sentences, or indeed in a couple of small paragraphs, you can set out the mandate of the commission.

[Translation]

Mais lorsqu'on intègre l'énoncée quasi-littéral de la politique elle-même dans le décret du conseil, cela soulève des problèmes qu'on peut régler en supprimant simplement. . . Supprimer ces passages du décret ne signifie pas que l'on renonce à la politique—elle reste inchangée. Ce n'est pas beaucoup demander.

M. Redway (Don Valley-Est): J'aimerais poursuivre la question du décret, car manifestement c'est le coeur du problème et qui retarde tout. Si l'on veut trouver une solution, il va falloir régler la question du décret.

Vous préconisez d'en retrancher l'aspect politique. Pensez-vous, en tant que commissaire, qu'il faille remplacer cet énoncé par autre chose, ou bien peut-on le supprimer purement et simplement pour que vous soyez en mesure de travailler, de rédiger vos rapports, d'après vos entretiens avec les chefs et le ministre?

M. Laforme: Disons ceci. Outre les services de médiation qui sont essentiels dans des négociations qui peuvent se prolonger, les fonctions de la commission devraient être déterminées par les parties elles-mêmes.

En d'autres termes, elles s'adressent à la commission. Elles lui exposent leurs points de vue. Si elles s'appuient sur tel ou tel document, si elles disent qu'elles ont négocié sur la base de tel document ou sans en tenir compte, c'est sur cela que nous, membres de la commission, devons nous pencher. Notre fonction et notre mandat devraient consister à assurer l'équité et l'objectivité. Tel était notre propos.

M. Redway: Vous vous considérez en quelque sorte comme le service de médiation de Travail Canada?

M. Laforme: Nous nous voyons comme un service de médiation, c'est vrai, mais aussi un peu comme la voix de la raison, si vous voulez, lorsque le ministère de la Justice avance des arguments que d'autres juristes, et les Premières Nations, en particulier, considèrent comme insuffisants pour rejeter une revendication. Ce n'est pas difficile.

M. Redway: Qu'en est-il du groupe de travail? Si l'on retranchait l'énoncé de politique, faudrait-il que le groupe de travail en formule un autre, ou bien pourriez-vous travailler aux termes d'un décret d'où l'aspect politique serait exclu, faire votre travail de médiation et de conciliation dans ce cadre, au lieu que la question de politique soit confiée à un groupe de travail qui la reformulerait sous une forme qui finirait, d'une façon ou d'une autre, par être incorporée dans un décret?

M. Laforme: D'accord.

M. Redway: Est-ce que ce processus est vraiment nécessaire, ou bien pouvez-vous travailler avec ce qui restera du décret une fois l'aspect politique retranché?

M. Laforme: Il ne suffit pas de le retrancher. Le mandat de la commission. . . Je pense qu'on peut définir, en un ou deux paragraphes, le mandat de la commission.

[Texte]

If its intention is that the commission sit as a panel of three and examine questions and make recommendations on validation, say it. That's all. Full stop. It's the same thing with compensation. If you believe that proper compensation criteria are not being applied, or that compensation criteria are being applied so as to unfairly impact upon the band, and make recommendations in that regard, say it. That's all. That's all that needs to be said.

Now, what that allows, of course, is very much like a court. I don't like to use the analogy of a court because we were never intended to be a court, but I have to in this instance. When the laws change, when statutes change, you don't have to change the courts. You don't have to change the act or anything like that; it stays the same. The laws can change over and over again.

With this commission, one presumes that every time the working group changes the policy they'll have to go back and change the Order in Council. The other part of it is, of course, that the Order in Council and the criteria in the Order in Council are not even identical to the policy right now. It has some subtle additions to it, and some would suggest not so subtle, but they are there.

So effectively we have two policies almost. Well, no, not almost—we do. Surely that can't be what people intended, in my view. Why it would be necessary, or should be necessary, to amend an Order in Council every time the policy through the joint working groups gets changed, I think. . . it's overkill, if you will, or unnecessary for sure.

Mr. Redway: Your recommendation, then, regarding the amendment to the Order in Council would be a one-time amendment.

Mr. Laforme: Yes.

Mr. Redway: We're not talking about an amendment after an amendment after an amendment, or even two amendments. We're talking about one amendment, and that amendment would just delete the policy and have a phraseology similar to what you've indicated.

Mr. Laforme: Yes. There are some other little minor language changes that I think don't reflect the intent of what the government—

Mr. Redway: Could you tell us all of the changes you—

Mr. Laforme: I don't know what all of the changes are at this moment, but I just cited one that says that in the question of validation—

Mr. Redway: Okay—

Mr. Laforme: May I finish? In the question of validation, for example, it says we file a report. In the question of compensation, it says we file recommendations. Now, in my mind, as a lawyer, that suggests two things are intended. I am not certain two things were intended. That's one. And if that's not the intention, it's a language change. That's all. That's not a big deal.

Mr. Redway: Perhaps you could help me as to, if that's not the intention, what the language change should be.

[Traduction]

Si l'on veut que la commission siège comme un jury de trois commissaires, qu'elle examine les questions et formule des recommandations sur la validation, qu'on le dise. C'est tout. Il en va de même pour l'indemnisation. Si l'on veut que la commission dise que les critères d'indemnisation ne sont pas appliqués équitablement et qu'elle formule des recommandations à cet égard, dites-le. Cela suffira.

Nous serions, à cet égard, un peu comme un tribunal. Je n'aime pas tellement cette analogie, car il n'était jamais prévu que nous aurions un rôle judiciaire, mais elle s'impose ici. Lorsque la loi change, les tribunaux restent les mêmes. Les lois, elles, changent constamment.

Dans notre cas, on présume que chaque fois que le groupe de travail modifie la politique, il faudra modifier en conséquence le décret. Or, le décret et les critères qu'il énonce, ne reflètent même pas la politique aujourd'hui. On trouve de petits ajouts plus ou moins subtils, mais ils sont là.

Nous avons donc, en fait, deux politiques presque parallèles. Elles sont en réalité bien distinctes. À mon avis, ce n'est pas ce que l'on souhaitait. Pourquoi serait-il nécessaire de modifier le décret chaque fois que les groupes de travail mixtes décident de modifier la politique. . . C'est certainement excessif, et en tout cas, inutile.

M. Redway: Vous proposez donc que le décret soit modifié une fois seulement.

M. Laforme: Oui.

M. Redway: Il ne s'agirait donc pas de modifications en cascade, ni même de deux modifications. Nous parlons d'un seul changement qui consisterait à retrancher l'aspect politique et à introduire quelques phrases comme celles que vous avez mentionnées.

M. Laforme: Oui. Il y a quelques autres changements de détail au texte qui ne traduisent pas tout à fait l'intention du gouvernement. . .

M. Redway: Pourriez-vous nous dire tous les changements que vous. . .

M. Laforme: Je ne les connais pas tous à l'heure actuelle, j'en ai simplement cité un disant qu'en matière de validation. . .

M. Redway: D'accord. . .

M. Laforme: Puis-je terminer? En matière de validation, par exemple, il est dit que nous déposons un rapport alors qu'en ce qui a trait à l'indemnisation, nous formulons des recommandations. En tant que juriste, cela semble être deux choses différentes. Or, je ne suis pas certain que telle était l'intention. Voilà donc une ambiguïté. Dans ce cas, il y a lieu de modifier le libellé. C'est tout. Ce n'est pas grand-chose.

M. Redway: Que faudrait-il dire alors, si telle n'était pas l'intention?

[Text]

Mr. Laforme: Well, I just said what the language change ought to be. If the intention is for the commission to examine the question of validation where a band appeals the question of validation, regardless, under whatever policy, then the commission makes recommendations with respect to it. Recommendations, not a report necessarily. Then the same thing with validation. But it should be consistent throughout, in my view, which it's not; it's confusing.

I don't know that it was intended to be confusing. My own view is that I don't think it was intended to be confusing and it's perhaps an oversight. The processes were intended to be the same; they simply do not read to be the same, that's all.

• 1645

Mr. Redway: So what you're saying is that there should be consistency with whatever the intention of the mandate is.

Mr. Laforme: Yes, that's right.

Mr. Redway: I take it in the discussions you've had that you have been endeavouring to find a solution to this and to get the parties to agree, since your role is that of a mediator—

Mr. Laforme: Sometimes.

Mr. Redway:—under the order. So far you haven't been able to get them to agree. Can you identify the reasons why they've been unable to agree?

Mr. Laforme: No, I can't. I was not a party to the recent meeting in Vancouver so I'm not at all competent to speak on that or what if any decisions were made there. However, up to this point I believe it is a question of whether or not there's a commitment to change the Order in Council, and if there is, what would be the best process to do that. I don't believe that has been determined. I don't know whether sitting down with the chiefs... if the minister said let's appoint the commissioners and have them, as a first initiative, examine the whole question of the Order in Council and we'll respond to the changes, the recommendations that are put to us...

It is not unprecedented for a commission of inquiry, as a first step, to examine its mandate and make recommendations. That's certainly not unprecedented. It has been done in the past. It seems to me that would be an appropriate process to undertake to do that. I believe that I have the confidence and that the chiefs out there, for the most part... I'm like everyone. Not everybody loves me but for the most part I think they have confidence in my fairness and my ability to be independent, and I think they would have confidence in what that commission would do.

Mr. Redway: The process that you've just described—could you live with that yourself?

Mr. Laforme: Yes.

Mr. Redway: Do you feel the chiefs could live with that?

Mr. Laforme: I think the chiefs could live with that if they were convinced that the government would respond to their recommendations, or if they participated in the recommendations to the commission. As in all cases, unless there was some good reason... I know you cannot bind the government at the outset to just do whatever the commission proposes, but I think we would be very reasonable and I think the government would have a difficult time suggesting that

[Translation]

M. Laforme: Eh bien, je viens d'indiquer le changement qu'il faudrait apporter. Si l'on veut que la commission examine la question de validation que lui soumet une bande, quelle que soit la politique applicable, il faudrait que la commission formule des recommandations à cet égard. Des recommandations et non pas nécessairement un rapport. Il faudrait que ce soit cohérent, sinon ce serait déroutant.

Je ne pense pas que l'on ait voulu, dérouter quiconque. C'est peut-être simplement un oubli. Les mécanismes devaient être identiques; il se trouve simplement qu'on les décrit en termes différents, c'est tout.

M. Redway: Vous dites donc qu'il doit y avoir cohérence avec l'objectif du mandat quel qu'il soit.

M. Laforme: Oui, c'est exact.

M. Redway: Je suppose que, dans vos entretiens, vous avez cherché à obtenir une solution et un accord entre les parties à ce sujet, puisque vous jouer le rôle de médiateur... .

M. Laforme: Parfois.

M. Redway:...aux termes du décret. Jusqu'à présent, vous n'avez pas réussi à les mettre d'accord. Pouvez-vous nous dire pourquoi elles ne parviennent pas à s'entendre?

M. Laforme: Non. Je n'ai pas participé à la réunion récente de Vancouver et je ne peux donc vous en parler ni vous dire quelles décisions ont été prises, le cas échéant. Toutefois, je crois que l'on achoppe sur la question de savoir si l'on va modifier le décret et, dans l'affirmative comment on s'y prendra. Je ne pense pas que cela ait été décidé. Je ne sais pas si le ministre a proposé aux chefs de nommer les autres commissaires et de leur donner, comme première tâche, celle de revoir toute la question du décret pour faire suite aux recommandations qu'on nous a formulées.

Il n'est pas inhabituel qu'une commission d'enquête commence par étudier son mandat et formuler des recommandations. Des précédents existent. Il me semble que ce serait une bonne façon de procéder. Je crois avoir la confiance des chefs qui, en majorité... Je suis comme tout le monde. Tout le monde ne m'aime pas, mais je crois que les chefs ont confiance en moi, en mon objectivité et mon indépendance et qu'ils auraient foi dans le travail de la commission.

M. Redway: Le processus que vous venez de décrire vous conviendrait-il personnellement?

M. Laforme: Oui.

M. Redway: Pensez-vous qu'il conviendrait aux chefs?

M. Laforme: Je pense que les chefs l'accepteraient s'ils étaient convaincus que le gouvernement suivrait leurs recommandations, ou s'ils participaient à la formulation des recommandations de la commission. Comme toujours, à moins d'avoir de bonnes raisons... Je sais que le gouvernement ne peut s'engager d'avance à suivre la commission en tout, mais je pense que nous nous montrerions très raisonnables et que le gouvernement aurait

[Texte]

they wouldn't want to go along with the recommendations. We're certainly not talking about amending this, we're only talking about amending our Order in Council to do what I think everyone intended for us to do. And I do think the chiefs could live with that.

Mr. Redway: So what you've said is that there are two ways of doing this. The first way would be to remove the policy and insert some other wording, and the second way would be to appoint the working group.

Mr. Laforme: No, in my view the working group ought to, almost as their sole function, deal with the policy and perhaps examine process, but as far as the Order in Council is concerned, that's something different and that's the problem that people are having. They're equating the two. Why should it be the problem of the joint working group to examine the Order in Council when we can do that? We can do that ourselves. We'll take our commissioners and we'll have a hearing where people can come forward and express their concerns, and then we'll—

Mr. Redway: So it's the commissioners who would identify any change in the mandate.

Mr. Laforme: Yes.

Mr. Redway: Do you see that as two steps that are necessary to this process?

Mr. Laforme: Yes.

Mr. Redway: So that would entail two changes in the Order in Council. That's the point I was getting at before. As I understood your original—

Mr. Laforme: What are the two changes? I don't follow you.

Mr. Redway: The first change would be to remove the policy from the Order in Council and make those amendments that you suggested.

Mr. Laforme: Yes.

Mr. Redway: Secondly, after that's done, the commissioners would be appointed and they would then sit down and develop a new wording.

Mr. Laforme: No, that's not what I'm suggesting.

Mr. Redway: Then I want to be very clear on what you are suggesting.

• 1650

Mr. Laforme: I'm suggesting, if you will, that the Order in Council already says that commissioners will be named. So that doesn't require an amendment.

Mr. Redway: I understand that.

Mr. Laforme: Name the commissioners—

Mr. Redway: This is without any changes in the Order in Council.

Mr. Laforme: That's right, and then as a matter of first priority of the commission. . . and the parties can agree on the general terms of reference, if you will, or whatever. I would like them to get together and agree that they're going to make submissions to the commission and that the commission can go forward and make its recommendations with respect to amendments to the Order in Council.

[Traduction]

du mal à ne pas suivre nos recommandations. Il s'agit seulement de modifier le décret dans le sens qui a été souhaité par tout le monde au début. Et je pense que les chefs l'accepteraient.

M. Redway: Il y aurait donc deux façons de procéder. La première serait de retrancher l'aspect politique et d'insérer quelques phrases, et la deuxième consisterait à nommer le groupe de travail.

M. Laforme: Non, à mon avis le groupe de travail devrait se limiter à l'aspect politique, et peut-être examiner le processus, mais, pour ce qui est du décret, c'est quelque chose de différent. C'est lui qui crée le problème parce qu'on assimile les deux aspects. Pourquoi le groupe de travail mixte se pencherait-il sur le décret, alors que nous pouvons le faire nous-mêmes. Nous réunirons les commissaires et nous tiendrons une audience où les gens pourront donner leur avis et ensuite nous. . .

M. Redway: Ce sont donc les commissaires qui détermineraient les changements à apporter au mandat.

M. Laforme: Oui.

M. Redway: Pensez-vous que ces deux étapes soient nécessaires à ce processus?

M. Laforme: Oui.

M. Redway: Cela supposerait donc deux modifications du décret. C'était ce que je voudrais savoir au début. J'avais compris. . .

M. Laforme: Quels sont les deux changements? Je ne vous suis pas.

M. Redway: Le premier serait de retrancher l'aspect politique du décret et d'apporter les modifications que vous avez suggérées.

M. Laforme: Oui.

M. Redway: Ensuite, cela fait, on nommerait les commissaires et ils rédigeraient un nouveau texte.

M. Laforme: Non, ce n'est pas ce que je préconise.

M. Redway: J'aimerais savoir très précisément ce que vous préconisez.

M. Laforme: Le décret prévoit déjà que des commissaires seront nommés. Il n'y a donc pas besoin de changements pour cela.

M. Redway: Je comprends.

M. Laforme: Que l'on nomme les commissaires. . .

M. Redway: Sans rien changer au décret.

M. Laforme: C'est juste, puis le premier travail de la commission. . . et les parties pourront s'entendre sur les grandes lignes du mandat, si vous voulez. J'aimerais qu'elles se réunissent pour exposer leurs points de vue à la commission qui, ensuite, recommanderait les modifications à apporter au décret.

[Text]

Mr. Redway: That would happen before you remove anything from the Order in Council. Is that what you're saying now?

Mr. Laforme: That's the only way I know that, as a commission, I can proceed. That's why I say this. For example, if the Assembly of First Nations and the Government of Canada want to get together as representing the Chiefs' Committee, if you will, and agree to what the changes ought to be, I would obviously like to have some input into that, but I suspect I could probably live with that as well.

The Chairman: Time moves along. I just want to point out to the committee that we do have another group to hear from, DIAND. We have spent an hour and twenty minutes. If you wish to share your time equally and get there for the vote at 6 p.m., we are now overtime. Having said that, I will recognize Mr. Nault.

Mr. Nault: Mr. Chairman, I quickly want to get to something that follows on what Mr. Redway was saying. If I'm correct, Mr. Laforme is simply saying that he does not suggest for a moment that as the lone commissioner, it is appropriate for him to suggest that the specific land claims policy be completely removed from the Order in Council. In essence, Mr. Laforme is saying to us that in order for us to get commissioners appointed, which seems to be the difficulty here. . . I'm convinced that we don't have commissioners because their hands are tied so tightly now, who'd want to be put in that position? I'm not quite sure that even Mr. Laforme is willing to hang around too much longer if things don't start to move.

Would it be proper to say in this context that in order for things to start to move, the minister has to make some public acknowledgement that he's quite prepared to see the Order in Council changed significantly in order for the commissioners to feel that, yes, there is a ray of hope and that, yes, they can get on with the job of looking at, as a first order of business when the commissioners are appointed, the mandate of the commission itself?

You can't, on the one hand, say that without the commissioners you're going to remove significant portions of the Order in Council. On the other side of it, which is the catch-22, without some sort of public acknowledgement by the department and the minister himself, we'll be sitting here six months from now, Mr. Laforme, either with you or without you, talking about this particular commission that we had so much hope for in the very beginning. Would that be a correct statement to make?

Mr. Laforme: Yes, and I think it would also be correct to say that you're very perceptive. One thing I would like to point out is that in terms of finding the appropriate method to make the changes to the Order in Council, I suppose there are any number of ways to do it. I'm saying that as a commissioner, I'm limited to what I'm equipped to do within the Order in Council. It says that the "commissioners shall" do this and that, report on government, etc. That's why I would need the other commissioners.

[Translation]

M. Redway: Et cela se ferait avant que l'on retranche quoi que ce soit du décret. C'est ce que vous dites, n'est-ce pas?

M. Laforme: C'est la seule façon pour moi de travailler en tant que commission. C'est pourquoi je dis cela. Ainsi, si l'Assemblée des Premières nations et le gouvernement fédéral se réunissaient et s'entendraient sur les changements à apporter au décret, j'aimerais avoir mon mot à dire, même si ce n'est pas indispensable.

Le président: Le temps passe. Je dois vous rappeler que nous entendrons un autre groupe, les témoins du MAIN. Nous siégeons déjà depuis une heure et vingt minutes. Si vous voulez partager également le temps entre les témoins et être prêts pour le vote de 18 heures, nous sommes déjà en retard. Cela dit, je donne la parole à M. Nault.

M. Nault: Monsieur le président, je voudrais très rapidement aborder quelque chose qui découle de ce que disait M. Redway. Si j'ai bien compris, M. Laforme dit simplement que, en tant que seul commissaire, il ne lui appartient pas de recommander que la politique en matière de revendications territoriales particulières soit entièrement retranchée du décret. En réalité, M. Laforme nous dit que pour que des commissaires soient nommés, ce qui semble être le problème. . . Je suis convaincu que nous n'avons pas de commissaires parce que ces derniers ont maintenant les mains tellement liées que personne ne veut de ces postes. Je ne suis même pas certain que M. Laforme soit disposé à rester en fonction encore très longtemps si les choses ne commencent pas à bouger.

Peut-on dire que, pour que les choses commencent à bouger, le ministre doit s'engager publiquement à modifier considérablement le décret afin que les commissaires sentent qu'il y a une lueur d'espoir et qu'ils auront pour première tâche de revoir le mandat de la commission elle-même.

Vous ne pouvez pas d'une part décider sans l'avis d'autres commissaires, que vous allez retrancher des parties importantes du décret. D'autre part, et c'est là le cercle vicieux, sans quelque engagement public du ministre lui-même, nous pourrions nous retrouver ici dans six mois, avec ou sans vous, monsieur Laforme, à parler toujours de cette commission qui avait suscité tant d'espoirs à l'origine. Est-ce que cela résume bien la situation?

M. Laforme: Oui, vous avez très bien vu les choses. Pour ce qui est de la méthode de modification du décret, il y a plusieurs façons de s'y prendre. En tant que commissaire, je dois me limiter aux attributions que me confère le décret. Il y est dit que les «commissaires doivent» faire ceci et cela, faire rapport au gouvernement etc. C'est pourquoi j'ai besoin des autres commissaires.

[Texte]

[Traduction]

If, for example, the minister was prepared to say that he was prepared to recommend that Cabinet amend the Order in Council and that I, Harry Laforme, his staff from the ministry and those, one would hope, from the Assembly of First Nations, can get together and determine what the final wording of that is... and I can tell you that somebody suggested this and a draft put forward by members of that Chiefs' Committee. It was indeed put forward. In my view, it is not an unreasonable request.

Si, par exemple, le ministre voulait recommander au Cabinet de changer le décret pour que moi, Harry Laforme, le personnel du ministère et les représentants de l'Assemblée des Premières nations nous nous réunissions pour rédiger le texte final—et d'ailleurs quelqu'un l'a proposé et, à mon avis, ce n'est pas déraisonnable.

If the parties were agreed that this is the way to go, I would be perfectly satisfied as well. But if I'm left to my own devices and left to do it through the commission, because everybody else is deciding that they want to shout at each other from the rooftops, then I have to do it the way the Order in Council says, which is that I have to have commissioners to do this.

Si les parties s'entendaient sur cette façon de procéder, je n'aurais rien à redire. Mais si l'on me laisse à mon sort, parce que tous les autres se vouent mutuellement aux gémonies, alors je dois suivre la procédure prévue par le décret, c'est pourquoi, j'ai besoin d'autres commissaires à mes côtés.

• 1655

Of course if I'm doing that, then I'm going to want input from the other parties as well, to make certain I do that so that we all start out on the same page. But the way it gets done, in my view, is not as important as it getting done. When I say "done", I mean getting that Order in Council to the point where people are prepared to live with this commission and trust it.

Évidemment, dans ce cas, je demanderai aussi leur avis aux autres parties, afin que tout le monde parte bien du même pied. Et la façon de s'y prendre compte moins que la nécessité d'agir. J'entends par là mettre le décret dans une forme telle que les parties vont vouloir travailler avec la commission et lui faire confiance.

Mr. Nault: So how long do we have before this starts to fall apart? Let's be quite frank, Mr. Laforme, you must be getting pretty sick and tired of sitting in your office wondering just when this whole process is going to take off. You've been in some pretty important roles in the past and I'm sure you want to consider this to be an important role for the future. How long are you prepared to sit there and watch the minister play around with something that I think is of paramount importance to us all?

M. Nault: Combien de temps avons-nous donc avant que tout commence à s'effriter? Soyez franc, monsieur Laforme, vous devez commencer à en avoir assez de rester dans votre bureau à vous demander quand les choses vont enfin se mettre à bouger. Vous avez occupé de hautes fonctions par le passé et je suis sûr que vous considérez ce rôle-ci comme important aussi. Combien de temps accepterez-vous de rester à attendre que le ministre ait fini de tergiverser sur quelque chose d'aussi important pour nous tous?

Mr. Laforme: Let me just say that, first and foremost, I'm not sitting around. There is, of course, much to do. We started with nothing more than an idea and an Order in Council, whatever one might think of that Order in Council. So we've had to hire staff and there is a lot of administrative work. I don't want to make comparisons with anyone but I think we're as ready to go with our mandate as perhaps the Royal Commission on Aboriginal Peoples may be with theirs. I don't know, who cares about those kinds of comparisons?

M. Laforme: Tout d'abord, je ne reste pas assis sans rien faire. Il y a beaucoup à faire. Nous avons commencé avec rien de plus qu'une idée et un décret, quoi que l'on pense de ce décret. Il nous a fallu embaucher du personnel et il y a beaucoup de travail administratif. Je ne veux pas faire de comparaison mais je pense que nous sommes tout aussi prêts à démarrer que la Commission royale sur les autochtones. Mais peu importent les comparaisons.

But there comes a point when we won't be able to do anything, when we'll be at a standstill. I think the most significant thing is that if the parties are going to trust this process and believe in it, there has to be that sincere effort to give it what they thought they were getting. That's not what they believe.

Mais viendra un moment où nous ne pourrons plus agir, où nous serons au point mort. Si l'on veut que les parties fassent confiance à ce processus, il faut s'efforcer sincèrement de leur donner ce qu'elles pensaient obtenir. Nous n'en sommes pas là.

Christmas is almost here, then we'll be into January, and who knows? I would say that in very short order I suspect people will be saying, forget it. I know there are going to be many bands out there that will say, it's a real tragedy; we would have been prepared to try it. But how can you function if you're going to be attacked from all over the place for attempting something you shouldn't have to do? In other words, this commission would have to work within the language that's there and try to be creative and do all sorts of fancy things. It would be subject, without question—that is at least the advice that we have—to all kinds of legal attacks in the future.

Nous sommes presque arrivés à Noël, bientôt nous serons en janvier, et qui sait? Je pense que, après un bref laps de temps, les gens vont baisser les bras. Je sais que beaucoup de bandes vont dire: C'est vraiment tragique, nous étions prêts à essayer. Mais comment peut-on fonctionner si l'on est attaqué de partout parce qu'on essaye de faire quelque chose que l'on ne devrait pas être tenu de faire? En d'autres termes, la commission devra travailler dans les conditions qui lui sont imposées par le décret, se montrer créative et faire toutes sortes de choses. Elle serait sujette, sans aucun doute—c'est du moins ce que me disent les juristes—à toutes sortes de contestations en justice à l'avenir.

[Text]

If we know that's going to happen, why should we do that? I don't know that there's a lot. There will be some. There will not be a lot who will want to go forward with that, in my view. I may be wrong.

Mr. Nault: I'm just curious. Have there been any aboriginal communities or First Nations who have put forward their claim to the commission to be looked at by yourself when the commission is set up? How many are there?

Mr. Laforme: We might have literature from three or four. There are at least a half dozen. There are indications from even more than that in Saskatchewan, Alberta and the Maritimes. Recently I had a request from a band in Ontario. The interest is there without a doubt. I know that the First Nations want this. They want to try it. They want to have the opportunity to have it.

I want to say again that as an initiative, I think it would be unfair to characterize this as something less than very important. It has the potential to be very progressive in this area. Unfortunately, we are starting off with a very serious problem, but I think it's also important to note that it's a problem that could be rectified, I think. I don't know whether "easy" is the proper term. I know where there's political will it's easy to amend an Order in Council.

Mr. Skelly: You mention where there is political will. I'm just reading a line in the minister's letter to Mr. Mercredi of November 12 which says, "I want to be very clear that I'm not prepared to change our course". It seems that it's pretty clear where the political will is necessary, in my view.

Mr. Laforme: Maybe he doesn't have to change his course—

Mr. Skelly: Yes.

Mr. Laforme: —and maybe the course is the correct one. It certainly was to have a commission to do this. There was a response, and a positive one, which came from the chiefs. They requested that. It got it; unfortunately, it got more than it asked for.

• 1700

Mr. Skelly: One of the things it got, of course, was an Order in Council that contains a rework of the policy, not the original policy. It seems that as a result of that Order in Council containing a rework of the policy, the policy aspect of the OIC has become the focus rather than the process part, which would allow you to set up and get working.

Mr. Laforme: Yes, that's quite correct.

Mr. Skelly: It seems that the AFN has decided that they want to change the policy within the Order in Council, rather than doing as you suggest, which might be to remove the policy from the Order in Council. As Mr. Redway indicated, a bit of the wording could be changed to allow you to proceed with some clarity towards the stated objectives.

You mentioned you had appointed a legal adviser. Has the legal adviser made a proposal along those lines, what the Order in Council would look like...? Or could that be done?

Mr. Laforme: Sure, it could. Our legal advice to date has been with respect to the existing Order in Council. We haven't come to the point of suggesting what an appropriate Order in Council should look like.

[Translation]

Si l'on sait d'avance qu'il en sera ainsi, pourquoi le faire? À mon avis, il n'y en a pas beaucoup qui accepteront de travailler dans ces conditions. Je peux me tromper.

M. Nault: Par curiosité, y a-t-il déjà des groupes autochtones ou des Premières nations qui ont fait savoir leurs intentions de saisir la commission? Combien y en a-t-il?

M. Laforme: Nous avons reçu les documents de trois ou quatre. Il y en a au moins une demi-douzaine. Il y en aura sans doute davantage encore en Saskatchewan, en Alberta et dans les Maritimes. J'ai reçu récemment une demande d'une bande de l'Ontario. Il y a un intérêt marqué, c'est sûr. Je sais que les Premières nations veulent cette commission, souhaitent la mettre à l'essai.

C'est une initiative qui me paraît tout à fait importante. Elle marque un réel progrès. Malheureusement, nous démarrons avec un gros problème, mais qu'il est assez facile de rectifier, je pense. Je sais que si la volonté politique est là, il est facile de modifier un décret.

M. Skelly: Vous dites qu'il y faut une volonté politique. Je suis en train de lire un passage de la lettre du ministre à M. Mercredi, en date du 12 novembre, qui dit: «Je tiens à dire très clairement que je ne suis pas disposé à changer de cap». Là où la volonté fait défaut me semble tout à fait évident.

M. Laforme: Peut-être n'a-t-il pas besoin de changer de cap...

M. Skelly: Oui.

M. Laforme: Et peut-être le cap est-il bon. Le bon cap, c'était de créer une commission pour faire ce travail. La réaction des chefs a été positive. Ils avaient demandé cela, ils l'ont eu, malheureusement ils ont eu plus que ce qu'ils demandaient.

M. Skelly: On a évidemment obtenu, entre autres, un décret qui ne contient pas la politique originale, mais une version remaniée. Il semble que, suite à ce décret, la partie politique de celui-ci, et non plus la partie processus, en soit devenue le point de mire; pourtant, la partie processus est celle qui vous permettrait de vous organiser et de vous mettre au travail.

M. Laforme: Vous avez tout à fait raison.

M. Skelly: Il semble que l'Assemblée des Premières nations ait décidé de modifier la politique énoncée dans le décret au lieu de suivre vos conseils et d'en retirer carrément l'énoncé de politique. Comme l'a dit M. Redway, on pourrait modifier quelque peu le libellé afin que vous sachiez comment agir en vue d'atteindre les objectifs déclarés.

Vous avez dit avoir nommé un conseiller juridique. Vous a-t-il fait une proposition en ce sens, c'est-à-dire suggéré des modifications au décret? Serait-ce possible?

M. Laforme: Oui, ce serait possible. Les avis juridiques que nous avons obtenus jusqu'à présent ont trait au décret actuel. Nous n'en sommes pas encore à proposer un décret idéal.

[Texte]

Mr. Skelly: If this committee is going to make some suggestions that might help resolve the dispute, it might be worthwhile if the commission or their counsel put together a proposed Order in Council that deletes the policy element. It should allow that to remain the problem of the joint working group or the department or whoever, in discussion with the aboriginal groups, and leave you to deal with the sections of the OIC that established the commission—

Mr. Laforme: Yes.

Mr. Skelly: —determine its procedure and allow it to get ahead with the necessary appointees. If you can put something like that together, it will certainly help the committee make its recommendations to the government. It would be a factor at least in resolving this problem.

Mr. Laforme: I don't know what I can put together at this point. I would not commit myself to putting together anything right now. I think it's correct to say that I am tired of getting involved in a process which I had a lot of faith in and I still do. But in my view, right now—it may not be a year from now—it is the correct way to proceed. We're so close to being able to do what I think both sides intended to do at the outset—I hope that both sides intended to do that—that I think it's foolhardy not to take that extra step and say, collectively, what would it take in an Order in Council to let this thing go forward?

Mr. Skelly: Maybe that's what I'm asking you. I think that everybody at this table would like to see this one succeed. We've all advocated it over time. I think you would like to see it succeed. There's no question that the aboriginal people would like to see it go. You've indicated that there's certain wording in the Order in Council that... If it were changed to other wording, it might help you avoid lawsuits or legal entanglements in the future—

Mr. Laforme: One lawsuit from the AFN.

Mr. Skelly: It might help you get ahead with your process, develop some credibility, and start resolving problems that have been building up against a huge log-jam in the department for years and years. I think we all have some hope that this one is going to work.

Mr. Laforme: This one will work if it is given a chance. I can assure you that it will.

Mr. Skelly: It might be worthwhile to get your legal adviser to put the wording together that avoids legal entanglements. It might help us make a useful recommendation. I think we'll be dealing with the AFN tomorrow.

Mr. Laforme: One could do this if the AFN and the minister, through his office and my office, were to say, let's get this thing drafted so that we all agree to it. Come on in, let's do it tomorrow. That would be nirvana for me.

Mr. Skelly: Let's go for nirvana, committee.

Mr. Laforme: I believe the national chief will be a witness here tomorrow. He might be the person to ask about that document that they tabled with the minister. You can ask yourself whether or not you think that is an unreasonable request.

[Traduction]

M. Skelly: Si vous voulez que le comité suggère des solutions possibles au litige, il serait utile que la commission ou son conseiller juridique rédige un projet de décret ne renfermant aucun énoncé de politique. Ensuite, le groupe de travail mixte, ou le ministère, ou les responsables quels qu'ils soient se chargeraient de l'aspect politique dont ils discuteraient avec les groupes autochtones alors que vous, vous vous occuperiez des articles du décret qui créent la commission. . .

M. Laforme: Oui.

M. Skelly: . . . pour déterminer la procédure à suivre et faire les nominations qui s'imposent. Si vous pouviez nous présenter quelque chose comme cela, le comité arriverait plus facilement à formuler ses recommandations au gouvernement. Cela contribuerait au moins à résoudre le problème.

M. Laforme: J'ignore ce que je pourrais vous proposer pour l'instant parce que je préfère ne pas m'engager. Je dois avouer que j'en ai assez de participer à un processus auquel j'ai cru et crois toujours. J'ai l'impression qu'en ce moment—mais peut-être pas dans un an—c'est la meilleure façon de faire. Nous sommes si près de réaliser ce que les deux parties avaient en tête au départ—du moins je l'espère—qu'il serait imprudent de ne pas faire ce pas en avant et d'affirmer collectivement quelle forme devrait prendre le décret pour que nous sortions de l'impasse.

M. Skelly: C'est probablement ce que je vous demande. Tous ceux qui sont ici veulent que le projet réussisse; c'est ce que nous avons toujours préconisé. Vous aussi, vous le voulez, tout comme les peuples autochtones. Vous avez dit que certaines formulations du décret. . . Si le libellé en était modifié, on éviterait des poursuites ou d'autres litiges futurs. . .

M. Laforme: Au moins une poursuite de l'Assemblée des Premières nations.

M. Skelly: Cela vous permettrait d'établir le processus, d'acquiescer une certaine crédibilité et de commencer à régler les problèmes qui s'accumulent au ministère depuis des années. Nous espérons tous que la formule réussira.

M. Laforme: Je le crois, si on lui donne une chance. J'en suis convaincu.

M. Skelly: Il serait sans doute souhaitable que votre conseiller juridique rédige un texte qui permettrait d'éviter les litiges. Cela nous permettrait à notre tour de présenter une recommandation utile. Je crois que nous devons rencontrer l'Assemblée des Premières nations demain.

M. Laforme: Nous pourrions le faire si l'Assemblée et le ministre, par l'entremise de nos collaborateurs respectifs, décidaient de rédiger un texte acceptable à tous. Je serais au septième ciel si on nous demandait de nous mettre au travail tout de suite.

M. Skelly: Alors, visons le septième ciel.

M. Laforme: Je crois que le chef de l'Assemblée doit témoigner ici demain. Vous devriez l'interroger au sujet du document que l'assemblée a présenté au ministre. Vous pourrez aussi vous demander si la requête vous paraît raisonnable ou non.

[Text]

• 1705

The Chairman: Actually, he will be here on Thursday. It was originally planned for tomorrow, but we postponed it to accommodate his agenda.

Before I let you go, I have a statement that I think I should make. It is in the form of a question. Mr. Nault laid on the table, to be printed in the permanent record of the business of this committee, words to the effect that the minister was playing around with the appointments, or playing around by not making the appointments. What is your observation on that statement?

Mr. Laforme: I think I indicated then that I don't think that is the correct spin to put on it. I certainly don't walk the halls of where he works or anything like that, and I am not privy to any of his discussions with his bureaucrats, but I have spoken with him about concerns regarding those appointments and gave him my impressions of who ought to be appointed and what my thoughts were on some suggested appointments that came forward to him from other sources. I believe, certainly with me, that he has carried out consultation and has been making inquiries with respect to those appointments. I wish they had been made.

The Chairman: Is't it a bit of a catch-22? He doesn't want to make these appointments until it gets the recommendation of AFN. AFN is not going to give him their advice until he causes certain changes to be made.

Mr. Laforme: You are asking me a question that I think would be better put to him. I don't know the answer to that. If he feels he is in a catch-22, only he can answer that one, I guess.

Mr. Nault: Do something about it.

The Chairman: I suspect that the next witnesses might give us some direction in that regard.

Mr. Richard Van Loon (Senior Assistant Deputy Minister, Claims and Northern Programs, Department of Indian Affairs and Northern Development): I have with me Rem Westland, who is the Director General of the Specific Claims Branch in our department.

Thank you for inviting us to present an overview of the recent changes in specific claims policy. It is of course no secret to any member of this committee that Indian leaders have long been very critical of the specific claims policy and the process. You also know, of course, that they have been particularly critical of the slow pace of settlements. In his announcement of the native agenda back in September 25, 1990, the Prime Minister did acknowledge this in saying that "on no issue is action more urgent than on land claims". He committed the government at that time to accelerate the rate of settlement of specific claims.

To us, and I am sure to you, the importance of speeding up the process is perfectly obvious. Since the inception of the program since 1969, only 44 claims have been settled. The potential complexity of individual claims and the labour-intensiveness of the claims process has been consistently underestimated. We get into these things; we figure we can do them quickly and that they are going to be relatively easy to do, and they aren't.

[Translation]

Le président: En fait, il doit venir jeudi. Au départ, la séance était effectivement prévue pour demain, mais nous l'avons reportée parce qu'il y avait un conflit d'horaire.

Avant de vous laisser partir, je tiens à faire la déclaration que voici. En fait, c'est une question. M. Nault a dit, et ses propos figureront dans le compte-rendu de nos délibérations, que le ministre semblait tergiverser puisqu'il ne faisait aucune nomination. Que pensez-vous de cette affirmation?

M. Laforme: Je crois avoir signalé au moment où il l'a dit que ce n'était pas tout à fait vrai. Évidemment, je n'arpente pas les couloirs autour de son bureau et je ne participe pas aux discussions qu'il a avec ses collaborateurs, mais je me suis entretenu avec lui à quelques reprises au sujet des nominations, des personnes qui feraient l'affaire et de mon opinion sur certains noms qui lui ont été suggérés par d'autres. Je suis convaincu qu'il a fait des consultations et qu'il s'est renseigné sur les bons candidats. J'aurais aimé que les nominations soient déjà faites.

Le président: Est-ce qu'on ne tourne pas en rond? Le ministre ne veut pas faire de nominations tant qu'il n'aura pas reçu les recommandations de l'Assemblée des Premières Nations qui, elle, refuse de les présenter avant qu'il ait apporté certaines modifications.

M. Laforme: Je crois qu'il vaudrait mieux que vous lui posiez la question directement. Je ne peux pas vous répondre. Il est le seul à pouvoir vous dire s'il a l'impression d'être dans une impasse.

M. Nault: Faites quelque chose.

Le président: Probablement que les témoins suivants pourront nous proposer quelque chose.

M. Richard Van Loon (sous-ministre adjoint principal, Programmes des revendications et du Nord, ministère des Affaires indiennes et du Nord): Je suis accompagné de Rem Westland, le directeur général de la direction des revendications particulières au ministère.

Je vous remercie de nous avoir invités à vous donner un aperçu des modifications récemment faites à la politique sur les revendications particulières. Tous les membres de votre comité savent que les chefs amérindiens critiquent amèrement depuis longtemps cette politique et le processus prévu. Vous savez aussi qu'ils se plaignent surtout de la lenteur des règlements. Quand il a annoncé le programme concernant les Autochtones, le 25 septembre 1990, le premier ministre l'a reconnu en affirmant que rien ne pressait autant que le règlement des revendications territoriales. Il s'est engagé alors à en accélérer le rythme.

Pour nous, comme pour vous, il est évident qu'il faut absolument accélérer le processus. Depuis la création du programme en 1969, 44 revendications seulement ont été réglées. La complexité virtuelle de chaque revendication et l'énorme travail que nécessitent les négociations sont systématiquement sous-estimés. Chaque fois, nous avons l'impression que les choses se régleront rapidement et assez simplement; chaque fois, nous nous trompons.

[Texte]

In order to determine how best we might improve the specific claims policy, the minister, Mr. Siddon, met with First Nations representatives several times. The first meeting specifically on this subject took place on October 10 and October 11, 1990. The minister agreed at that time to the Indian leaders' suggestion that a Chiefs' Committee on Specific Claims be established to consult with Indians across Canada.

• 1710

On December 14, 1990, the minister received the committee's report. The committee's report favoured a phased approach to change, including, first of all, more resources for the settlement of claims—because it's been a continuing sore point that there simply wasn't enough money in the program to establish settlements—and secondly, establishment of a joint Indian-government working group—what we've been referring to today as the Joint Indian/Government Working Group—to analyse and recommend changes to the policy and the process.

The chiefs also recommended the acceleration of the process of handling existing claims. That is, they made it clear that they did not want to see any delays in current claim negotiations because of the implementation of new measures.

Finally, of course, they proposed the establishment of an independent authority, what's now become known as the Indian Specific Claims Commission, so that the specific claims could be dealt with more fairly.

The minister met again with the chiefs in Toronto on January 31, 1991, to discuss their report, and indicated that the government was prepared to move a long way towards accommodating those demands. He also reiterated his commitment in January to put proposals before Cabinet without delay.

On April 23, as a result of the minister doing that and of Cabinet considering it, the Prime Minister announced there would be a \$355 million specific claims initiative. Those resources, \$355 million, are available until the end of 1994-95, so we would be estimating an annual settlement budget over the next four years of about \$60 million per year, whereas in past years the annual settlement budget has been \$15 million.

So to the extent that money was a problem, the government has significantly ameliorated that problem. Of course, the increase in funding was to permit the faster processing of claims, so we tripled the funds available in this fiscal year and quadrupled them in the three years that follow. That has had some significant effect on the claims process already, although it should be remembered that the announcement of this change was not until April 23 of this year. Whereas in the past it was very rare for more than three or four claims to be undergoing review at any time, we now have 30 active negotiations going on.

More important than the number of active negotiations is the fact that in the nine months that we've been running with this policy, we've also very much accelerated the rate of arriving at settlements. In the previous three years—that is, the three years before this year—we settled three, four and three claims. In this year so far, we've settled 18. We expect we should be able to settle another three this year, so that would be 21, meaning that we're settling claims at around six

[Traduction]

Le ministre, M. Siddon, a rencontré plusieurs fois les représentants des Premières Nations en vue de trouver le meilleur moyen d'améliorer la politique concernant les revendications particulières. La première réunion portant expressément sur la question s'est tenue les 10 et 11 octobre 1990. Le ministre a alors accepté la suggestion des chefs amérindiens de créer un comité des chefs sur les revendications particulières qui serait chargé de consulter tous les Indiens du Canada.

Le 14 décembre 1990, le ministre a reçu le rapport du comité qui préconisait une modification graduelle, en commençant par une hausse des ressources allouées aux règlements des revendications—puisque la pierre d'achoppement était l'insuffisance des fonds—suivie de la création d'un groupe de travail mixte formé de représentants des Autochtones et du gouvernement, chargé de recommander des modifications à la politique et au processus.

Les chefs ont aussi recommandé l'accélération du règlement des revendications déjà présentées. Ils ont dit très clairement que l'implantation des nouvelles mesures ne devait absolument pas retarder les règlements en cours.

Enfin, on a proposé la création d'une administration indépendante qu'on appelle maintenant la Commission des revendications particulières des Indiens, afin que ces revendications soient traitées plus équitablement.

Le ministre a de nouveau rencontré les chefs, à Toronto, le 31 janvier 1991 pour discuter du rapport et leur a fait savoir que le gouvernement était disposé à de grands compromis pour mettre en oeuvre leurs demandes. Il a aussi réitéré son engagement à présenter sans tarder les propositions au Cabinet.

Le 23 avril, le Conseil des ministres ayant terminé l'étude des dites propositions, le premier ministre a annoncé que le gouvernement consacrerait 355 millions de dollars pour le règlement des revendications particulières. Cette somme sera versée au rythme de 60 millions de dollars annuellement d'ici à 1994-1995. Auparavant, le budget annuel était de 15 millions de dollars.

Donc, si l'argent a déjà fait défaut, le gouvernement a grandement atténué le problème. Évidemment, cette augmentation des fonds vise à régler plus rapidement les revendications, c'est pourquoi nous avons triplé les fonds disponibles pour l'année financière en cours et ils quadrupleront au cours des trois années qui suivront. L'effet de cette hausse se fait déjà sentir, mais il ne faut pas oublier que l'augmentation a été annoncée le 23 avril dernier seulement. Auparavant, il arrivait rarement que plus de trois ou quatre revendications soient étudiées en même temps, mais en ce moment, il y a 30 dossiers actifs.

Ce qui importe encore plus que le nombre de dossiers en instance, c'est le fait que depuis neuf mois que cette politique existe, nous avons réussi à accélérer de beaucoup le rythme des règlements. Au cours des trois années précédentes, nous avons réglé respectivement trois, quatre et trois revendications. Jusqu'à présent cette année, il y a eu 18 règlements. Nous pensons pouvoir en régler encore trois cette année, pour un total de 21, ce qui signifie que le rythme

[Text]

or seven times the rate that we were settling them prior to the change in policy. What's more, we expect that rate of settlement to increase very rapidly.

It's worth pointing that out, because the burden of what I was hearing in the previous discussion was that this policy was at an absolute stop because of the difficulty in appointing the claims commissioners and the difficulty of gaining consent with the AFN. Well, it is not a policy that is at a complete stop. It's a policy that has been significantly accelerated this year, and we hope to do better next year.

I mentioned the Joint Indian/Government Working Group on specific claims. That group is intended to be structured by representatives of the Assembly of First Nations and of the Government of Canada. Our intention has been that the joint working group will be the forum that makes the major recommendations with respect to change in the policy.

We have to say the government does not view the current policy as cast in stone—far from it. If we were not willing to make significant changes in the current policy, then it would not have been the government's approach to appoint a joint working group that it knows and expects is going to make recommendations on significant changes.

We expect the joint working group will establish its own agenda. We haven't tried to set terms of reference that restrict them to certain kinds of claims. We anticipate they will look at the validation and compensation criteria, but I feel sure they will look at other things as well.

• 1715

Finally, in answer to the criticism that the existing claims process was unfairly unbiased in favour of government and against the existing claimant bands, Cabinet agreed that it would establish the Indian Specific Claims Commission. The idea was that this independent group would have authority to review government decisions on the validation of claims and on compensation, and that it would make recommendations to the Governor in Council.

I think we should underline that the amounts of actual settlements are still likely to be the result of negotiations between the claimant groups and governments. Most claimant groups have said that they don't want a settlement amount to be laid upon them by a claims commission. They want to retain their right to negotiate that amount and those arrangements with the Government of Canada.

The commission was established on July 15th, as Mr. Laforme pointed out, under the Inquiries Act. We have always viewed the current version of the commission as essentially a temporary solution, pending the recommendations of the joint working group on what a more permanent commission might look like.

You know from your own deliberations, from your own observations and from the testimony that's gone before, that since July 15 we've been engaged in a great debate. The great debate, of course, has revolved around the terms of reference for the commission and the Order in Council that set those out.

[Translation]

de règlement est de six à sept fois plus rapide qu'il ne l'était avant la nouvelle politique. De plus, nous prévoyons que ce rythme s'accélénera très rapidement.

Je tiens à le souligner parce que, dans la discussion qui a eu lieu ici plus tôt, on a semblé affirmer que la nouvelle politique n'était pas appliquée à cause des problèmes de nomination des commissaires et du mal qu'on avait à obtenir l'approbation de l'Assemblée des Premières nations. Or, c'est faux. La politique a permis d'accélérer remarquablement les choses cette année et nous espérons faire encore mieux l'an prochain.

Je vous ai parlé du groupe de travail mixte Indiens/gouvernement qui s'occupe des revendications particulières. Celui-ci doit se composer de représentants de l'Assemblée des Premières nations et du gouvernement fédéral. Nous voulons que ce groupe de travail soit celui qui recommande les principales modifications à apporter à la politique.

Il faut dire que le gouvernement ne considère pas que la politique actuelle est coulée dans le bronze, bien au contraire. Si le gouvernement n'était pas disposé à y apporter d'importantes modifications, il n'aurait pas constitué un groupe de travail mixte qui en fera certainement la recommandation.

Le groupe de travail établira son propre ordre du jour. Nous ne lui avons pas donné un mandat qui le limite à certains types de revendications. Nous prévoyons qu'il étudiera les critères de validation et de compensation, et d'autres choses encore.

Enfin, pour répondre à ceux qui se plaignent que le mode de règlement actuel penche injustement en faveur du gouvernement, aux dépens des bandes qui ont présenté les revendications, le Cabinet a accepté de créer la Commission des revendications particulières des Indiens. On voulait que cet organisme indépendant ait le pouvoir d'examiner les décisions gouvernementales sur la validation des revendications et sur la compensation dans le but de présenter des recommandations au gouverneur en conseil.

Il faut souligner que le montant des règlements dépendra sans doute des négociations entre ceux qui présentent les revendications et les gouvernements. Les premiers ont pour la plupart déclaré qu'ils n'accepteraient jamais qu'une commission leur impose un montant. Ils veulent conserver leur droit de négocier le montant de l'indemnité et les ententes avec le gouvernement fédéral.

La commission a donc été créée le 15 juillet, comme vous l'a dit M. Laforme, en vertu de la Loi sur les enquêtes. Pour nous, la commission dans sa forme actuelle est essentiellement une solution temporaire, en attendant les recommandations du groupe de travail mixte sur les caractéristiques d'une commission plus permanente.

Vos travaux nous ont permis de constater que, depuis le 15 juillet, il y a un grand débat portant surtout sur le mandat de la commission et sur le décret qui l'énonce.

[Texte]

As I've already said, we do not view the existing policy as immutable. We don't view the terms of reference to the commission as immutable. But we do want to make sure that when we make changes in the policy and in the terms of reference to the commission, we're doing it on the basis of lots of consultation and lots of information.

As I think the chairman pointed out, we now have a problem. It hardly requires too much observation to see that we have a major problem here. The chairman pointed to a catch-22 situation. I don't think that's a bad characterization of the situation.

As I would see it, the AFN may not agree to the appointment of a commission until the Order in Council is changed. The commission wants to have input into the change in the Order in Council. The chairman of the commission has said that he will not provide that input—and I think that's reasonable—without a commission, other commissioners. But the AFN won't support the appointment of other commissioners.

The AFN may want the joint working group to comment on the terms of reference and the Order in Council. I expect that this is something the national chief will address with you on Thursday.

We're kind of caught. We can't get the commission appointed unless we want to fly in the face of the AFN. The commission wants to have input into the changes in the Order in Council, and the AFN won't agree to appointing the commission until there are changes in the Order in Council.

We have tried to deal with this. The minister tried to deal with this in a letter of November 22, which I asked to be tabled and distributed earlier today. He indicated that first of all, it's not our view that the commission would restrict itself to making recommendations only within the ambit of the current policy. To take that view would be to fly in the face of reality.

If you have a good commission chaired by, as you have seen, a good chairman, and if they perceive problems in the existing policy, it would be whistling in the wind to think that they would not make comments on the existing policy and that they might not make recommendations outside of it. We have said that when the commission makes recommendations that go outside the existing policy, we will try to find ways to accommodate those recommendations.

• 1720

In that letter we indicated as well that we are fully open to making changes in the policy; that we want to do it on the basis of the fullest information we can get, preferably from both the commission and the joint working group, and that therefore we would like both the joint working group and the commission to get up and running, and to get up and running right away.

The minister has said on more than one occasion that he is very anxious to get the appointments made to the commission, but as you know, it is very difficult for the Minister of Indian Affairs to make appointments in the face

[Traduction]

Je le répète, la politique actuelle n'est pas immuable; le mandat de la commission non plus. Nous voulons toutefois nous assurer que toutes les modifications de la politique et du mandat de la commission s'appuieront sur beaucoup de consultations et énormément d'information.

Comme le président l'a fait remarquer, nous avons un problème. Il n'est pas difficile de voir qu'il est particulièrement grave. Le président a parlé de cercle vicieux. Il n'a pas du tout tort.

À mon avis, il se pourrait que l'Assemblée des premières nations refuse que les commissaires soient nommés tant que le décret n'aura pas été modifié. Or la commission veut participer à la modification du décret. Le président de cette commission a dit ne pas vouloir y participer—et je crois qu'il a raison—si les autres commissaires ne sont pas nommés. Pourtant, l'Assemblée refuse d'appuyer la nomination de ces autres commissaires.

L'APN souhaite peut-être que le groupe de travail mixte se prononce sur le mandat et le décret. Je présume que le chef national vous en parlera jeudi.

Nous sommes coincés entre l'arbre et l'écorce. Nommer des commissaires, c'est défier l'Assemblée des premières nations. La commission veut participer à la modification du décret, mais l'APN refuse d'entériner la nomination des commissaires tant que le décret n'aura pas été modifié.

Nous avons tenté de régler le problème. Le ministre en a traité dans une lettre du 22 novembre dont j'ai demandé plus tôt aujourd'hui, qu'elle soit déposée et que vous en receviez tous copie. Dans cette lettre, il dit tout d'abord que la commission ne doit pas se borner à présenter des recommandations dans le cadre de la politique actuelle, sinon ce serait faire fi de la réalité.

Si la commission est compétente et bien présidée, comme vous avez pu le noter, et qu'elle constate que la politique actuelle pose certains problèmes, il faut s'attendre à ce qu'elle fasse des observations sur cette politique et qu'elle présente des recommandations qui débordent de son cadre. Nous avons déjà annoncé que si la commission veut présenter des recommandations débordant la politique actuelle, nous tenterions d'y donner suite.

Nous précisons aussi dans la lettre que nous sommes tout à fait disposés à modifier la politique, à condition d'avoir obtenu tous les renseignements nécessaires aussi bien de la commission que du groupe de travail mixte. Par conséquent, nous voudrions que les deux organismes soient formés et prêts à fonctionner sans tarder.

Le ministre des Affaires indiennes a dit et répété qu'il avait hâte de nommer les commissaires, mais vous savez qu'il lui est très difficile d'agir quand l'Assemblée des Premières nations menace d'intenter une poursuite s'il le fait parce

[Text]

of an apprehended lawsuit by the Assembly of First Nations, and in the face of their opposition to going ahead with a commission. We do have a problem. As Mr. Skelly has indicated, the committee may have recommendations to make about solving that problem. I think it will be fair to say we're very willing to hear them. I think I'll just end my remarks there and leave it open to questions.

Mr. Nault: Welcome to the officials. Mr. Van Loon, I'm interested in the statement that everything was working quite fine with the original policy. In the main estimates it shows that there are 22 claims under litigation as of March 1990. The Auditor General's report shows that there are 194 cases in litigation as of March 31, 1990. I'd like the department to explain the discrepancy in the Auditor General's report versus the main estimates of DIAND.

Mr. Van Loon: You've put words in my mouth that I did not say. I did not say and I quote, "Everything is working quite fine with the existing policy". I did say that there are major problems with the existing policy. I did say that the government is open to considering changes in that policy; that there are lawsuits—lots of them—is evidence of that, and I accept that.

Mr. Nault: Let me put it another way, and in a roundabout way more bluntly. What is the reason for the discrepancy between the main estimates and the Auditor General's report? The department is suggesting that there are only 22 claims. The Auditor General's report suggests 194. That suggests to me the necessity for the commission we've been talking about this afternoon. If you can't answer it, then just say that you don't have an answer, but I'd like to know where that discrepancy came from.

Mr. Van Loon: I'll answer that, but I also will not accept your putting words in my mouth that I did not say. The department is negotiating a number of claims. There are a number of lawsuits. There need not be a correspondence between the number of claims we are negotiating and the number of lawsuits we face.

Mr. Nault: In the Prime Minister's announcement on April 23 he suggested that there was going to be a fast track process, which you alluded to, for claims under \$500,000. I'm interested in knowing where that process for dealing with these claims has been finalized.

Mr. Van Loon: Essentially, in dealing with the fast track process we want to decentralize the negotiation and deal with smaller claim. We feel that a lot of the smaller claims—and to be honest, some of the bigger ones, too, which don't raise a lot of difficult issues but which have large dollar amounts to them—might be best handled at the regional level without going back and forth between headquarters and the region. It has been our intention—and we've agreed with our own regional offices—to set up regional operations to negotiate those claims right out in the regions without a lot of backing and forth. We have that in place.

Mr. Nault: Is it the regions then, in essence, who determine whether that claim is worth \$500,000, \$600,000, \$400,000?

[Translation]

qu'elle s'oppose à la commission. Comme l'a dit M. Skelly, le Comité pourrait présenter des recommandations en vue de régler le problème. Je dois dire que nous vous écouterons attentivement. Je vais m'arrêter là pour répondre à vos questions.

M. Nault: Je souhaite la bienvenue aux fonctionnaires. Monsieur Van Loon, vous dites que la politique initiale était très bien; c'est intéressant. Pourtant, dans le Budget principal des dépenses, on peut voir qu'au 31 mars 1990, il y avait 22 revendications en litige. Selon le rapport du vérificateur général, les cas litigieux étaient au nombre de 194 à la même date. Je voudrais que le ministère m'explique l'écart entre les chiffres du vérificateur général et ceux du budget du ministère.

M. Van Loon: Vous me faites dire ce que je n'ai pas dit. Je n'ai jamais prétendu que la politique actuelle était très bien. J'ai au contraire admis qu'elle posait de graves problèmes. J'ai dit aussi que le gouvernement était disposé à envisager des modifications, qu'il y avait beaucoup de procès et que c'était un indice de l'existence de problèmes.

M. Nault: Je vais donc m'exprimer sans détours. Pourquoi y a-t-il un écart entre les chiffres du Budget principal des dépenses et ceux du rapport du vérificateur général? Selon le ministère, il n'y aurait que 22 revendications, alors que le rapport du vérificateur général en compte 194. Selon moi, c'est bien la preuve que la commission dont on a parlé cet après-midi est indispensable. Si vous êtes incapable de répondre, dites-le franchement, mais j'aimerais bien connaître l'origine de cette différence.

M. Van Loon: Je vais répondre à votre question, mais je n'accepte pas que vous me fassiez dire ce que je n'ai pas dit. Le ministère est en train de négocier un certain nombre de revendications. Il y a aussi plusieurs procès en cours. Il n'y a pas nécessairement de rapport entre le nombre des revendications que nous négocions et le nombre des procès qui sont intentés.

M. Nault: Dans sa déclaration du 23 avril, le Premier ministre a laissé entendre qu'il y aurait un processus accéléré pour les revendications de moins de 500,000\$. Je voudrais savoir si la procédure à cet effet est maintenant établie.

M. Van Loon: Pour ce qui est de la formule accélérée, ce que nous souhaitons faire, c'est décentraliser la négociation des revendications moins importantes. Nous croyons que beaucoup de ces petites revendications—et bien franchement, certaines autres aussi qui ne sont pas litigieuses, mais dont le montant est très élevé—se régleraient plus facilement au niveau régional, sans tout ce va-et-vient entre l'administration centrale et les régions. Nous avons convenu avec nos bureaux régionaux de mettre sur pied des services régionaux qui négocieront les revendications sur place en évitant tous les déplacements habituels. C'est déjà fait.

M. Nault: Ce sont donc les bureaux régionaux qui dorénavant détermineront si les revendications valent 400,000\$, 500,000\$ ou 600,000\$?

[Texte]

Mr. Van Loon: The region will consult with headquarters at the start of the negotiation process to attain a mandate. Once that's been done, then the negotiations will take place in the field. Of course, the conclusion about how much the claim settlement is is ultimately a result of negotiations.

• 1725

Mr. Nault: Then, how do you suggest we can deal with the fast track for claims under \$500,000 if we can't come to the conclusion of whether it is a \$500,000 claim or not?

Mr. Van Loon: Well, we're not stuck to the \$500,000 amount. I said that the criterion is not necessarily just dollar amounts. It's also the simplicity of the claim.

Mr. Nault: One of the processes of the specific claims in the fast track process was specifically the fact that it was \$500,000 or less which would put it in the fast track category. So you're suggesting that, in essence, that's not necessary, then.

Mr. Van Loon: I'm suggesting that the government is prepared to be flexible on that, as in other things here.

Mr. Nault: How many claims then are there under \$500,000? How many of those have we settled since the April 23, 1991 announcement of the Prime Minister?

Mr. Van Loon: Mr. Westland, do you have any numbers on that?

Mr. Rem Westland (Director General, Specific Claims Branch, Department of Indian Affairs and Northern Development): Yes. For this year our forecast for settlements in the fast track is 4 out of the 18 that Mr. Van Loon mentioned.

Can I give a little elaboration on the last point, Mr. Nault? The fast track claims often do reveal themselves. For example, we are working on one right now in B.C. The band put in a claim some time ago for a parcel of land. We all know what that parcel of land is. To acquire that parcel of land one simply has to ask what is the market value of that land. So there is no dispute about the cost of the settlement. The objective is to get that land into band hands if between Justice and ourselves we agree that there is a lawful obligation to have that happen. That's where the fast track can work very successfully and very quickly. There's no debate in the negotiation of value.

Where, as Rick says, the debate on negotiation of value begins to set in, obviously the time lines extend. But most of the time on fast track we know before we begin what it'll take to do the job.

Mr. Nault: The announcement about the minister's authority for settling between \$1 million to \$7 million without having to go to Treasury Board was changed. I'm interested in knowing just how many of these claims have been settled since that change has been made in April.

Mr. Westland: In terms of the actual settlements, and your interest in particularly under the \$7 million amount, we forecast for this year that there'll be one over that \$7 million amount. So in only 1 case of the 18 that we forecast for this

[Traduction]

M. Van Loon: Au début des négociations, le bureau régional consultera l'administration centrale afin d'obtenir un mandat. Ensuite, les négociations se dérouleront dans la région. Évidemment, le montant du règlement dépendra en définitive des négociations.

M. Nault: Alors comment pouvez-vous suggérer une procédure accélérée pour les revendications de moins de 500,000\$, si vous ne savez pas d'avance quel sera le montant du règlement?

M. Van Loon: On n'impose pas un plafond de 500,000\$. On ne tient pas compte seulement de l'argent, mais aussi de la complexité des revendications.

M. Nault: On avait pourtant annoncé expressément comme critère pour les revendications admissibles à la procédure accélérée, une valeur de 500,000\$ ou moins. Vous êtes en train de dire que ce ne serait pas essentiel.

M. Van Loon: Je veux dire que le gouvernement est disposé à faire preuve de souplesse, comme à d'autres égards.

M. Nault: Combien de revendications valent moins de 500,000\$? Combien parmi celles réglées depuis l'annonce du premier ministre le 23 avril dernier?

M. Van Loon: Monsieur Westland, avez-vous ces chiffres?

M. Rem Westland (directeur général, Direction générale des revendications globales, ministère des Affaires indiennes et du Nord): Oui. Cette année, 4 des 18 revendications qui seront réglées devraient l'être selon la procédure accélérée dont parle M. Van Loon.

Puis-je apporter des précisions, monsieur Nault? Généralement, les revendications qui peuvent profiter de la procédure accélérée sautent aux yeux. Par exemple, nous sommes en train de travailler sur une revendication présentée en Colombie-Britannique. La bande a revendiqué un lopin de terre il y a quelque temps déjà. Nous savons tous de quel lopin il s'agit. Pour acquérir ce terrain, il suffit de se demander quelle en est la valeur marchande. Il n'y a donc alors aucun litige quant au montant du règlement. L'objectif, c'est de remettre le terrain à la bande si le ministère de la Justice et le nôtre conviennent que nous en avons l'obligation. Dans ces cas-là, la formule accélérée est très efficace et rapide. Il n'y a aucune négociation sur la valeur du règlement.

Comme l'a dit M. Van Loon, c'est plus long quand nous ne nous entendons pas sur le montant du règlement. Quand il s'agit de la procédure accélérée, nous savons généralement au départ quel sera le montant du règlement.

M. Nault: On a annoncé que le ministre aurait le pouvoir de régler les revendications entre un et sept millions de dollars sans avoir à passer par le Conseil du Trésor, mais il y a eu des changements. Je voudrais savoir combien de ces revendications ont pu être réglées depuis les changements faits en avril.

M. Westland: Pour ce qui est des règlements effectifs, surtout de moins de sept millions de dollars, nous prévoyons qu'une seule revendication dépassera ce montant cette année. Autrement dit, seulement un règlement sur les 18 prévus

[Text]

year—and it might be as high as 23—only 1 of them would be more than \$7 million. It's the forecast that we have. So that means that virtually all are coming in with the minister's authority to settle.

Mr. Nault: Virtually all are coming in—

Mr. Westland: Well, there's the one that doesn't.

Mr. Nault: That's over, out of the 18.

Mr. Westland: That's right. Of the ones we forecast for this year, that's right.

Mr. Skelly: Mr. Van Loon, you mentioned that you've dealt with 18 claims this year and expect three more. I assume that's before the end of December or is that on a fiscal year basis?

Mr. Westland: It's the fiscal year and the 18 is the forecast.

Mr. Skelly: But at the time you had cut the specific claims staff in half and you've doubled it since Oka, so there's been an increase in staff to deal with these claims because of the policy decisions relating to Oka. So there's an additional staff here. Why did they cut the staff in half when there was such a backlog of specific claims?

Mr. Van Loon: That's historical. I'd have to try and find an answer for you on that. I don't know.

Mr. Skelly: It might be helpful, because it certainly affects what the statistics would be.

Mr. Westland: I was a director of the policy at the time, and the reason is because confronting this similar issue about band satisfaction with the policy, there was a sense then that the demands were such that a policy couldn't accommodate them. So the deputy minister and the minister of the day were thinking perhaps the way to go is let the resolution happen through the courts. Maybe the policy-base solution is generating so much unhappiness that to put the priority in a policy-base solution may not be the way to go.

• 1730

So in the cutbacks of the department, the priority shifted away from specific claims and left in that policy only those bands that were happy with it. It basically began putting the signal out that it wasn't going to grow. The reaction to that over time was that we wanted that policy-based solution, as you heard Mr. Laforme saying. It came back into its own over a period of years.

Mr. Skelly: It seems to me to be a misreading of the frustration with the process. Certainly people were going to court, but they were going to court out of frustration with the process, which also resulted, among other things, from the frustration over the lack of staff to deal with the process in the Specific Claims Branch. However, that's another thing.

Even if you deal with the 21 that are forecast for this year, it still is going to leave a backlog of about 579. You indicated, Mr. Van Loon, that you expected some acceleration of the process, but sometimes there is a tendency—especially if you're trying to prove you're capable of settling these claims and you've hired the staff to do it—to get the easiest ones out of the way first and leave some of the more serious ones until later. So there may or may not

[Translation]

cette année—et il pourrait même y en avoir 23—dépassera les sept millions de dollars. Ce sont nos prévisions. Cela signifie que le ministre a le pouvoir de régler presque toutes les revendications présentées.

M. Nault: Presque toutes celles qui sont présentées. . .

M. Westland: Sauf une.

M. Nault: Sur les 18.

M. Westland: C'est exact. D'après ce que nous prévoyons pour cette année.

M. Skelly: Monsieur Van Loon, vous dites avoir réglé 18 revendications cette année et prévoyez en régler trois autres. Est-ce à la fin de décembre ou pour l'année financière?

M. Westland: C'est pour l'année financière, et 18, c'est notre prévision.

M. Skelly: Mais à l'époque, vous aviez réduit le personnel des revendications particulières de moitié et vous l'avez doublé depuis la crise d'Oka. Donc, à la suite des décisions politiques découlant de la crise, on a augmenté le personnel chargé de régler les revendications. Pourquoi l'avait-on réduit de moitié alors qu'il y avait un immense arriéré?

M. Van Loon: C'est de l'histoire ancienne. Je vais devoir faire des recherches pour trouver la réponse. Personnellement, je l'ignore.

M. Skelly: Ce serait utile de savoir parce que cela influencerait sur les statistiques.

M. Westland: J'étais directeur de la politique à l'époque, et les bandes n'étaient pas satisfaites non plus de la politique; on avait pensé qu'aucune politique ne répondrait à leurs attentes. Le sous-ministre et le ministre d'alors pensaient que le meilleur moyen, c'était de laisser les tribunaux trancher les litiges. Si une solution politique fait autant de malheureux, peut-être n'est-il pas sage d'en faire une priorité.

Lorsqu'il a fallu faire des coupures au ministère, on a choisi de ne plus donner la priorité à cette formule. Seules les bandes qui en étaient satisfaites pouvaient continuer à soumettre des revendications particulières. C'était un moyen de signaler qu'il n'y aurait pas d'expansion. Avec le temps, on en est arrivé à réclamer une formule politique, comme M. Laforme l'a dit plus tôt. On y est donc revenu tout naturellement, avec le temps.

M. Skelly: Selon moi, c'est une mauvaise interprétation de la frustration des intéressés. Si les bandes avaient recours aux tribunaux, c'est parce qu'elles se sentaient frustrées par le processus à cause du manque de personnel à la direction. Mais c'est une tout autre affaire.

Même si vous arrivez à régler 21 revendications, cette année, comme vous le prévoyez, il restera un arriéré de quelque 579 demandes. Monsieur Van Loon, vous prévoyez une accélération des règlements, mais on a parfois tendance—surtout quand on veut prouver qu'on est capable de régler les revendications et qu'on a embauché le personnel nécessaire—à commencer par les cas les plus simples en remettant à plus tard les cas plus compliqués. On ne peut

[Texte]

be an acceleration of settlements. It seems to me that these difficult cases are exactly the kinds of cases where you would appreciate the services of a commission that could assist negotiation, keep things on the tracks when they tend to fall off the tracks.

Mr. Laforme has indicated a bit of the crux of the problem. I don't know why this happened. Why was a policy, which you say isn't etched in stone, the specific claims policy, transferred to an Order in Council? An Order in Council, in the perception of a lot of people, including Members of Parliament, aboriginal people and others, etches that policy in stone, makes it a piece of legislation that governs the operation of a Specific Claims Commission. It also focuses the opposition of client groups on this Order in Council. How was that decision arrived at? When you already have this in policy, why make it legislation that is part of the legislation setting up the Specific Claim Commission? What thought process went into that?

Mr. Van Loon: First, it is not technically legislation, and it is certainly easier to change than an act is. I accept your premise, however, that it's a step up—

Mr. Skelly: It's more etched in stone than it was.

Mr. Van Loon: Yes, it is. It is a step up from a policy book. That's quite correct.

As I understand it—and again, Mr. Westland may want to comment on this—the idea was to indicate to the criteria they should look at first in dealing with issues that were put before them. It is very possible that they will frequently find that the department has not settled claims within the existing policy, that we have not taken full advantage of the existing policy and have not been as forthcoming as we might. If they do that, then they would make a recommendation directly to the government. Mr. Siddon has already said that where they find that the department has not acted within the existing policy to the fullest extent, he will accept their recommendations. There will not be a debate about that.

So it was to set out, as I understand it, a marker where we would not debate, where we would not have any reservations about accepting the commission's recommendations. As I said earlier, we certainly recognize that a good commission will, from time to time, deliver itself of opinions that are outside the existing policy. There, we cannot be unequivocal that we will accept their recommendations. Mr. Siddon again has said, most recently in a letter, that we will try to find ways to do that. But we may not have authorities that let us do it, so we didn't want to draw that demarcation.

I guess all of us who have been involved with the policy mightily regret the amount of debate this has engendered. We would wish that it wasn't so, that we hadn't got into this kind of debate about the matter, but there was a reason for doing it in the first place.

Mr. Skelly: And what was that reason?

Mr. Van Loon: So we would set out the marker or the boundary within which we would automatically accept the commission's recommendations.

[Traduction]

donc être certain que les revendications se règlent effectivement de plus en plus vite. Ce sont précisément les cas complexes qui nous permettront d'apprécier les services d'une commission qui aiderait aux négociations et remettrait les choses dans la bonne voie chaque fois qu'on ferait fausse route.

M. Laforme vous a expliqué quelle était la pierre d'achoppement. J'ignore pourquoi une telle chose s'est produite. Pourquoi une politique, qui n'est pas immuable selon vous, a-t-elle fait l'objet d'un décret? Pour beaucoup de monde, y compris pour les parlementaires, les autochtones et bien d'autres, un décret rend une politique immuable, la place presque au rang de loi dans le but de diriger le fonctionnement d'une commission des revendications particulières. C'est parce qu'il y a un décret que tous les intéressés s'y opposent. Comment en est-on arrivé à une telle décision? Puisqu'il existe déjà une politique, pourquoi en faire une partie inhérente de la loi créant la commission des revendications particulières? A quoi a-t-on pensé?

M. Van Loon: Tout d'abord, ce n'est pas vraiment une loi et il est certainement plus facile de modifier un décret qu'une loi. Il est vrai toutefois que c'est une mesure au-dessus. . .

M. Skelly: C'est tout de même un peu plus sérieux qu'avant.

M. Van Loon: Vous avez raison. C'est un peu plus qu'une simple politique.

Si j'ai bien compris—et M. Westland pourra apporter des précisions—on a voulu établir les critères dont il faudrait d'abord tenir compte pour régler les problèmes soumis. Il est tout à fait possible qu'on découvre souvent que le ministère n'a pas réglé les revendications dans le cadre de la politique actuelle, qu'il n'a pas pleinement profité de la politique et qu'il n'a pas agi avec toute la transparence possible. Le cas échéant, la commission présenterait une recommandation directement au gouvernement. M. Siddon a déjà dit que si la commission en venait à la conclusion que le ministère n'a pas pleinement appliqué la politique actuelle, il donnerait suite aux recommandations, sans discuter.

On voulait donc préciser en vertu de quels critères le gouvernement accepterait sans réserve les recommandations de la commission. Je le répète, nous savons qu'une bonne commission nous livrera parfois des opinions qui ne se rapportent pas directement à la politique actuelle. On ne peut pas affirmer catégoriquement que nous allons accepter les recommandations. Encore dernièrement dans une lettre, M. Siddon a réitéré que nous trouverions le moyen de donner suite quand même. Nous n'avons pas tous les pouvoirs, mais nous ne voulions pas imposer de limite.

Tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à la politique sont désolés de tout le débat qu'elle suscite. Nous aurions préféré que les choses se passent différemment, mais nous avons une raison d'agir comme nous l'avons fait.

M. Skelly: Et quelle est cette raison?

M. Van Loon: Nous voulions délimiter le champ des recommandations que nous accepterions sans réserve.

[Text]

Mr. Skelly: But that marker or that boundary was already in the policy book.

Mr. Van Loon: Yes.

Mr. Skelly: The commission knew which policy it was dealing with.

I guess I am suggesting that Mr. Laforme has indicated that there is a way. . . You are in a catch-22 only if you want to be, it seems. Mr. Laforme has suggested a way that it might be possible to get out of this catch-22, and that is to separate the two issues.

• 1735

The policy will remain the policy. Any changes to that policy will be the problem of consultation between the joint working group, the minister and the aboriginal groups who are concerned with that policy. The policy is still the subject matter of the commission, but to remove the statements about policy from the commission's Order in Council, put them back into the policy book and turn it over to the joint working group for any possible changes—it seems to me that is the way out of this catch-22. If we don't do that, it seems to me that a lot of people are going to perceive that the government wants to remain in this catch-22.

If, as you say, Orders in Council are not legislation and they can be changed in a very short period of time, then it would seem to be a good thing from the government's point of view to get this process operating, or at least to open up the consultation process again so people can be appointed to the commission, by simply transferring that policy out of the Order in Council and back to the policy book. Then off we go—make the appointments to the commission and let's start settling claims.

Mr. Van Loon: You will appreciate that as an official I can't predict what the government will do; all I can do is acknowledge that—

Mr. Skelly: Can you respond to my suggestion?

Mr. Van Loon: Yes, I can. Without having had the benefit of digging at it for a long time, it does look like a possible solution, yes.

Mr. Skelly: Okay.

Mr. Redway: That was almost exactly my question to Mr. Van Loon: whether the government and the department would be prepared to consider removing the policy from the Order in Council and then possibly adding something else to it later. That may take two amendments to the Order in Council, but if that solves the problem rather than appear obstinate and delay a procedure which in my view the public wants to see speeded up. . . It is not just the Assembly of First Nations, the department or the minister, it is Canadians at large who want to see this done quickly and in a reasonable manner. If that takes two amendments to an Order in Council, we both know that isn't such an enormous or horrendous step, it just takes a decision to do it.

[Translation]

M. Skelly: Mais cela existait déjà dans l'énoncé de politique.

M. Van Loon: Oui.

M. Skelly: La commission savait à quelle politique elle avait affaire.

Il me semble que M. Laforme a dit qu'il y aurait moyen. . . Je pense qu'il y a impasse parce qu'on le veut bien. M. Laforme a suggéré un moyen d'en sortir, en séparant les deux questions.

La politique restera telle quelle. Toute modification surviendra à la suite de consultations entre le groupe de travail mixte, le ministre et les groupements autochtones intéressés. La politique demeure la raison d'être de la commission, mais supprimer l'énoncé de politique du décret créant la commission pour en confier la modification au groupe de travail mixte, serait un moyen de sortir de l'impasse. Si le gouvernement s'y refuse, beaucoup auront l'impression que le gouvernement reste dans l'impasse parce qu'il le veut bien.

Si, comme vous le dites, les décrets ne sont pas des lois et peuvent donc être modifiés très rapidement, le gouvernement aurait avantage à mettre les choses en marche ou du moins à relancer la consultation pour que des commissaires puissent être nommés, tout simplement en supprimant l'énoncé de politique du décret. Ensuite, on pourra nommer les commissaires et commencer à régler les revendications.

M. Van Loon: N'étant que fonctionnaire, je ne peux pas prédire la décision du gouvernement. Je peux simplement admettre que. . .

M. Skelly: Pouvez-vous me dire ce que vous pensez de ma suggestion?

M. Van Loon: Oui. Évidemment, je n'ai pas eu le temps d'y réfléchir longuement, mais votre solution me paraît plausible.

M. Skelly: Bien.

M. Redway: C'est précisément ce que j'allais demander à M. Van Loon: le gouvernement et le ministère sont-ils disposés à envisager de retirer du décret l'énoncé de politique, quitte à y ajouter autre chose plus tard. Peut-être faudra-t-il modifier deux fois de suite le décret, mais si cela permet de régler le problème au lieu de passer pour des entêtés et de retarder une procédure que les gens souhaitent voir accélérer. . . Il n'y a pas que l'Assemblée des premières nations, le ministère ou le ministre; il faut penser aux Canadiens en général, qui veulent que tout cela se règle rapidement et d'une façon raisonnable. S'il faut modifier deux fois un décret. . . Vous et moi savons que ce n'est pas si compliqué; il suffit de le vouloir.

[Texte]

So I too leave that thought with you and with Mr. Siddon. Let's do it, let's get on with it. Let's not argue about process, let's try to do the thing Canadians are expecting to be done in solving some of these problems as quickly as possible and in a reasonable way.

Mr. Westland: Perhaps I may add a note of caution on that. I think I would echo what Mr. Van Loon said. The note of caution relates only to the fact that the minister has said quite clearly that where the commission's recommendations fall within the policy that authorizes the minister to go ahead and do the deals and make the settlements, he will accept them. He has said that quite clearly.

Mr. Laforme, in his turn, told you that he would mediate and advise on the basis of the rules that the parties themselves had accepted. He will find situations where the parties are not accepting the same rules. As a matter of fact he will find many, because the Assembly of First Nations—as you will find out when they are here—don't like the existing specific claims policy.

Faced with this situation, you might have an Indian Specific Claims Commission making recommendations that the minister doesn't have a policy base to follow through and implement. His protestations that he cannot do that job will have a certain consequence in terms of the perception of what we are trying to achieve. So as Mr. Van Loon said, it was felt that the marker to lay it down clearly was very important. It was only with that marker in place that the minister could make the undertaking that he made. It is almost like saying, if you say yes, I'll say yes.

Mr. Redway: I understand what you are saying, but if you are going to get the commission up and running—that is step number one. The second step would be to argue about the policy changes and these recommendations, and then I think there's another opportunity for Canadians at large to decide what's reasonable.

• 1740

I don't think Canadians at large understand that it is reasonable not to quibble over how you get people appointed to a commission, but when you start to talk about dollars and cents and a policy that affects their pocketbooks, then they'll apply a standard of reasonableness that is a national standard, if you will.

Mr. Nault: I'm interested in the debate that just went on over the necessity of having some sort of parameter set down for the commission through the Order in Council, which was the specific land claims policy that we have now.

Is it not a fact that we do have a working group of chiefs now in place who are looking at making changes to this specific claims policy because it doesn't work or it's not appropriate?

Let's say it has limited success, for lack of a better word, and that we are therefore looking to make some changes to it. The minister agrees with that—otherwise, it wouldn't be a working group to start off with. Why, then, would it be to the benefit of the government, through an Order in Council, to put the same specific claims policy into an Order in Council that we are now studying and looking at changing because of its inadequacies?

[Traduction]

Je vous dis donc à vous et à M. Siddon qu'il faut agir. Cessons de nous disputer sur le processus et essayons de régler certains de ces problèmes le plus rapidement possible et d'une façon raisonnable, comme le souhaitent les Canadiens.

M. Westland: Je me permet une mise en garde. Je veux faire écho aux propos de M. Van Loon. Le ministre a clairement affirmé qu'il entérinera tous les règlements que la commission recommandera, dans la mesure où ils sont en tous points conformes à la politique. Il a été très clair.

M. Laforme vous a dit lui aussi qu'il servirait de médiateur et qu'il prendrait une décision en fonction des règles que les parties elles-mêmes accepteraient. Il arrivera que les parties ne s'entendent pas là-dessus. Cela arrivera d'ailleurs souvent parce que l'Assemblée des premières nations, comme vous vous en rendez compte lorsqu'elle comparaitra—n'aime pas la politique actuelle concernant les revendications particulières.

Par conséquent, il arrivera que la Commission des revendications particulières des Indiens fasse des recommandations que le ministre n'aura pas le pouvoir d'entériner. Quand il sera obligé de rejeter des recommandations pour cette raison, son geste sera mal perçu. Voilà pourquoi, comme l'a expliqué M. Van Loon, on a jugé essentiel de bien délimiter le champ de compétence. C'est seulement une fois cela fait que le ministre a pu prendre un tel engagement. C'est presque comme s'il disait qu'il dira oui à tout ce que recommandera la commission.

M. Redway: Je comprends ce que vous voulez dire, mais il faut commencer par mettre sur pied la commission. Ensuite, on pourra discuter des changements de politique et des autres recommandations, puis les Canadiens en général auront alors l'occasion de se faire une idée de ce qui est raisonnable et de ce qui ne l'est pas.

Je ne pense pas que le Canadien moyen trouve raisonnable qu'on se chicane sur la façon dont les commissaires sont nommés, mais quand on commence à parler d'argent et d'une politique qui aura des conséquences pour les contribuables, alors tous les Canadiens veulent savoir si c'est raisonnable ou non.

M. Nault: Cette discussion sur la nécessité d'établir les paramètres de la commission dans un décret m'intéressent puisqu'il s'agit de la politique sur les revendications territoriales particulières qu'on applique en ce moment.

N'est-il pas vrai qu'il y a un groupe de travail formé de chefs et qu'il est chargé d'étudier les modifications qu'il faudrait apporter à la politique puisqu'elle n'est pas efficace ou qu'elle ne convient pas?

Disons que la politique a un succès limité et qu'il faut donc envisager des modifications. Le ministre en convient, sinon il n'y aurait pas de groupe de travail. Pourquoi alors le gouvernement a-t-il avantage à énoncer par décret cette politique dont on envisage en ce moment même la modification à cause de ses faiblesses?

[Text]

I find that to be a complete contradiction in the way that the whole process is supposed to unfold, and therefore I can understand our previous witness's reluctance to be a little more candid with the committee, because he's been appointed a commissioner. Can you explain to me why we would do that—on the one hand appoint a commissioner and tie his hands with a policy that, in essence, we're reviewing with another group?

Mr. Van Loon: The joint working group we fervently hope will get going, but it hasn't got going yet. People referred to a meeting in the last two days in Vancouver. That was a meeting of something called the Chiefs' Committee on Specific Claims.

We hope that the next step resulting from that meeting of the Chiefs' Committee on Specific Claims will be the appointment by the AFN of its members to the joint working group, and then we can get the joint working group going, too. I hope we get to where you had us, but we're not quite there yet.

Mr. Nault: Would you agree me that in essence, the reasoning for this group was that we've all come to the conclusion that the specific claims policy we have now is not appropriate to deal with the issues we've been talking about in this room?

Mr. Van Loon: I would agree partly, but not completely. The policy does not deal successfully with some kinds of claims, but it does deal successfully with some claims as well—witness the claims we're completing this year. We expect a lot of the claims currently in our queue or under research at the moment can be dealt with successfully under the existing policy.

I think everybody will agree that some of those that do fit under the existing policy are still going to be disputatious at the end—either the group is going to disagree with our rejection of a claim, or it's going to disagree with the criteria we've used for compensation. In other words, it's an acceptable claim under the current policy, but there's still a debate at the end of our negotiations.

Those can be referred to the Specific Claims Commission right now. If the commission comes back to the minister to say that he has inappropriately rejected a claim—it does fit under existing policy, and here's why—or that he has made an inappropriate offer of compensation, even within the ambit of existing policy, and here's why—the minister is saying he intends to accept those recommendations.

At the risk of repeating myself, the idea was to indicate to the Specific Claims Commission the area of certainty—the area where we would, essentially without question, accept their recommendations. The uncertainty, which is beyond the existing policy, is something that we do expect the commission to get into.

Mr. Nault: Would you agree, then, with our suggestion that the minister has to clarify the parameters or the areas that are not specific, and give the green light to the commission and those who may be interested in being a commissioner—that indeed, you have the ability to be as imaginative as you can in order that we can deal with a very difficult problem, the tremendous backlog of claims sitting there? Would it not be appropriate to suggest that?

[Translation]

Je trouve que c'est tout à fait le contraire de ce qui devrait se passer et je peux comprendre que notre témoin précédent ait été aussi réticent à parler ouvertement au comité puisque lui, il a déjà été nommé commissaire. Pouvez-vous m'expliquer pourquoi on agit ainsi—on nomme un commissaire, mais il a les mains liées par une politique qu'un autre groupe est en train de revoir?

M. Van Loon: Nous espérons ardemment que le groupe de travail mixte va se mettre au travail, mais ce n'est pas encore fait. Certains ont fait allusion à une réunion qui a eu lieu à Vancouver ces deux derniers jours; c'est la réunion du Comité des chefs sur les revendications particulières.

Nous espérons qu'il en résultera la nomination par l'Assemblée des premières nations des membres qui la représenteront au groupe de travail mixte. Alors seulement le groupe pourra se mettre au travail. J'espère que nous en arriverons un jour là où vous dites.

M. Nault: Si on a voulu créer ce groupe de travail, n'est-ce pas parce que nous en sommes tous arrivés à la conclusion que la politique actuelle sur les revendications particulières ne permet pas de régler les problèmes dont nous discutons?

M. Van Loon: C'est vrai en partie seulement. La politique ne permet pas de régler certains types de revendications, mais elle convient tout à fait à d'autres—j'en veux pour preuve, les revendications que nous avons réglées cette année. Nous croyons que la politique actuelle permettra de régler beaucoup des revendications actuellement à l'étude ou en souffrance.

Vous admettez que plusieurs des revendications que la politique actuelle permettrait de régler aboutiront tout de même à un procès—soit parce que le groupe n'accepte pas le refus de sa revendication, soit parce qu'il conteste les critères de compensation que nous avons retenus. Autrement dit, la revendication est admissible en vertu de la politique actuelle, mais les négociations ne permettront pas de tout régler.

Ces cas-là peuvent déjà être renvoyés à la Commission des revendications particulières. Si la commission décide que le ministre a injustement refusé une revendication—en expliquant pourquoi la revendication est admissible dans le cadre de la politique actuelle—ou que la compensation offerte ne convient pas, toujours dans le cadre de la politique actuelle, et en donne la raison, le ministre entérinera la recommandation de la commission.

Au risque de me répéter, l'idée, c'est de délimiter le champ dans lequel les recommandations de la commission seraient systématiquement acceptées, sans réserve. Nous nous attendons toutefois à ce que la commission fasse des recommandations débordant la politique actuelle, et on ne peut alors rien promettre.

M. Nault: Seriez-vous d'accord alors pour que le ministre précise les paramètres et donne le feu vert à la commission et à ceux que le poste de commissaire intéresse? Ceux-ci pourront alors vraiment faire appel à leur imagination pour nous aider à régler un problème épineux, celui de l'énorme arriéré. N'est-ce pas une bonne suggestion?

[Texte]

• 1745

Mr. Van Loon: Yes, we're trying to do that. We tried to do so in the letter of November 27 to Chief Mercredi. We'll go on trying to clarify our openness to do these things—for example, by testifying here.

Mr. Nault: I have one last specific question. It relates to estimates of the roughly 44 rejections of claims up to March 1990. I was interested in knowing why they were rejected and if some of these rejections were the pre-Confederation claims.

Mr. Westland: Yes, some of them were. I couldn't tell you the number, but obviously with that removal of the bar I would wager that most of those rejected claims, unless the band membership, band chief and council have accepted the reasons for the rejections, will be resubmitted. They'll be resubmitted either because the bar got them out of it or they'll be submitted to the Specific Claims Commission to look again at the basis for rejection.

Mme Duplessis: Merci, monsieur le président. Monsieur Van Loon, ne croyez-vous pas qu'il aurait été préférable d'établir un tribunal régi par une loi et ayant le pouvoir de prendre des décisions exécutoires, plutôt que la Commission des revendications particulières aux Indiens?

Mr. Van Loon: That may very well be the next step in the policy. The government is not willing to do that now because in part, as you know, governments typically don't like to do that. Secondly—

Mme Duplessis: En tant que fonctionnaire, approuvez-vous ou désapprouvez-vous cela? Pensez-vous que ce serait une bonne solution?

Mr. Van Loon: Personnellement?

Mme Duplessis: Vous, personnellement. Je désire votre opinion personnelle.

Mr. Redway: Wait just a minute until we get out our tape recorders.

Mr. Van Loon: I'm not a minister yet, so I'm not quite ready to declare a personal preference here. But experience with that type of commission has not been all that good. It's been tried in the United States and in some ways in New Zealand. Very often the aboriginal parties themselves don't like being put into what is essentially a binding arbitration process. They prefer instead to negotiate their own interests and remain free to reject a settlement if they decide it's not appropriate.

So I'm not sure, if you put that question even to a lot of the people who are in negotiations with us, that they would think it was a good idea.

Mme Duplessis: Oui, mais on nous a dit que les chefs avaient beaucoup de réserves face au processus, qu'ils n'avaient pas confiance dans la Commission. C'est ce qui, en fait, retarde les nominations des six autres commissaires qui manquent. Je ne sais pas, mais peut-être faudrait-il vraiment y songer.

Mr. Van Loon: That's possible; there is a tendency for groups in negotiations in these types of processes to put a much higher value on the process than those who are outside. So if you bring in a number of witnesses who have

[Traduction]

M. Van Loon: Oui, et c'est ce que nous tentons de faire. Il en était question dans une lettre du 27 novembre au chef Mercredi. Nous allons continuer à faire valoir notre bonne volonté, notamment en témoignant devant le comité.

M. Nault: J'ai une dernière question précise. Il s'agit des quelque 44 revendications rejetées au 31 mars 1990. Je voudrais savoir pourquoi on les a refusées et si certaines de ces revendications rejetées étaient antérieures à la Confédération.

M. Westland: Certaines, oui. Je ne peux pas vous donner le chiffre exact, mais il est évident qu'une fois l'obstacle supprimé, je présume que la plupart de ceux dont les revendications ont été rejetées présenteront une nouvelle demande à moins que les membres de la bande, le chef et le conseil n'aient accepté les raisons du refus. On présentera une nouvelle demande soit parce que la première a été refusée pour cette raison, soit parce qu'on voudra que la commission réexamine les motifs du refus.

Mrs. Duplessis: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Van Loon, do you not think it would have been better to pass a legislation establishing a tribunal with the authority to render binding decisions instead of the Indians' Specific Claim Commission?

M. Van Loon: Ce sera probablement la prochaine étape. Le gouvernement n'est pas disposé à le faire maintenant surtout parce que les gouvernements sont généralement réticents à créer de tels tribunaux. De plus...

Mrs. Duplessis: As a bureaucrat, do you think it is a good or a bad idea? Do you think it would be a good solution?

Mr. Van Loon: Personally?

Mrs. Duplessis: Yes, you, personally. I would like to know what is your personal opinion.

M. Redway: Un moment, il faut que je mette mon magnétophone en marche.

M. Van Loon: N'étant pas encore ministre, je ne suis pas particulièrement disposé à vous faire part ici de mes préférences personnelles. Mais je dois dire que ce genre de commission n'a pas eu beaucoup de succès ailleurs. Il y en a eu une aux États-Unis et une autre en Nouvelle-Zélande. Très souvent, les autochtones eux-mêmes n'apprécient pas l'arbitrage exécutoire. Ils préfèrent négocier leurs propres intérêts et demeurer libres de refuser un règlement qu'ils ne jugent pas convenable.

Je ne suis donc pas convaincu que l'idée plairait à la plupart des gens avec lesquels nous négocions en ce moment.

Mrs. Duplessis: But we have been told that the chiefs had a lot of reservations about the process and that they did not trust the Commission. That explains why the other six commissioners have not been appointed yet. Maybe we should seriously consider this solution.

M. Van Loon: Peut-être. Les groupes qui négocient ont tendance à accorder beaucoup plus de valeur au processus que ceux qui voient les choses de l'extérieur. Si vous interrogez bon nombre de ceux dont les revendications ont

[Text]

been rejected in the process, or with whom we have not yet arrived at settlements, they'll criticize the policy a lot. But if you bring in groups with whom we are in negotiation, then you get a different reflection on the policy.

Mme Duplessis: Une dernière question, avant que l'on s'en aille voter.

À propos du rapport du vérificateur général, il y a toute une série de recommandations à votre endroit concernant les revendications. Il est aussi question de l'«illustration d'Oka» au sujet des cas où il y a eu des irrégularités. Est-ce que vous rencontrez souvent ce type d'irrégularités-là?

M. Westland: C'est ce qui se trouve à la base de nos revendications. C'est ce qui explique notre recherche; c'est notre objectif: rechercher ces irrégularités-là. Ça arrive, ce genre de choses. C'est notre devoir de tenter de résoudre de tels problèmes.

Mme Duplessis: Est-ce que ça arrive souvent?

• 1750

M. Westland: Pas tellement souvent, non.

Mme Duplessis: Parce qu'il y en a qui sont assez grosses, n'est-ce pas?

M. Westland: Oui.

Mme Duplessis: Quant à vous, est-ce que vous entendez quand même mettre en application les recommandations du vérificateur général en ce qui concerne, notamment, l'objectivité et l'indépendance de la direction générale, l'application de politiques relatives à l'acceptation et à l'évaluation des revendications, celles qui sont contenues dans le paragraphe 14.92?

Mr. Van Loon: I'd like to go through the recommendations one by one. I don't think you have the patience for that right now.

Mr. Skelly: The minister in his statement in April seemed to indicate that the pre-Confederation claims were no longer a barrier to going into the process. My understanding from rumours that are going around is that a new bottom line has been established, perhaps the Act of Union in 1841 or some other bottom line. Has the pre-Confederation issue been opened up completely or has a new bottom line been established?

Mr. Westland: This came up in negotiations in Toronto. The reason that other year of the Act of Union came up was that the policy continues to be based on "lawful obligation". Around the table the Justice lawyers were saying, look, we are doing our research, we've got down to 1840. . . But the research goes on to draw the lawful obligation right down to its origins, and there is no other year inserted. The only continuing rule is "lawful obligation to be demonstrated".

Mr. Skelly: So pre-Confederation—it's open.

[Translation]

été rejetées ou n'ont pas encore été réglées, vous constaterez qu'ils seront très critiques envers la politique. Mais ceux avec lesquels nous sommes en négociation vous feront entendre un autre son de cloche.

Mrs. Duplessis: One last question before the vote.

Concerning the Auditor General's report, there are quite a series of recommendations about claims. There is also the Oka illustration of a case where there were irregularities. Does it happen often?

Mr. Westland: This is the basis of our demands. That explains all our research. Our objective is to find those irregularities. It does happen and it is our duty to try and solve these problems.

Mrs. Duplessis: Does it happen often?

Mr. Westland: No, not very often.

Mrs. Duplessis: Because some of those irregularities were quite major do you not think?

Mr. Westland: Yes.

Mrs. Duplessis: Do you intend to implement the Auditor General's recommendations on the objectivity and independence of your branch; on the application of policies for acceptance and evaluation of a claim, which appear in paragraph 14.92?

M. Van Loon: Je voudrais qu'on étudie les recommandations une par une. Malheureusement, je ne crois pas que vous ayez le temps maintenant.

M. Skelly: Dans sa déclaration en avril dernier, le ministre a semblé dire que les revendications antérieures à la Confédération ne seraient plus un obstacle au processus. D'après les rumeurs qui circulent, on aurait choisi un autre repère, probablement l'Acte d'Union de 1841. Est-il vrai qu'on ait déjà choisi un autre repère ou les revendications antérieures à la Confédération sont-elles maintenant toutes admissibles?

M. Westland: La question s'est posée aux négociations qui ont eu lieu à Toronto. Si l'on a proposé l'année de l'Acte d'Union, c'est que la politique continue de s'appuyer sur les obligations légales. Les avocats du ministère de la Justice qui étaient là ont répondu qu'ils étaient en train de faire des recherches et qu'ils en étaient rendus à 1840. . . Mais la recherche se poursuit en vue de remonter jusqu'aux origines de l'obligation légale. On n'a donc choisi aucun repère pour le moment. La seule règle qui vaille, c'est qu'il faut faire la preuve d'une obligation légale.

M. Skelly: On peut donc présenter des revendications pour les événements antérieurs à la Confédération.

[Texte]

Mr. Westland: Pre-Confederation is right down to Jacques Cartier.

The Chairman: Thank you very much, gentlemen.

The meeting is adjourned.

[Traduction]

M. Westland: On peut remonter jusqu'à Jacques Cartier.

Le président: Merci beaucoup, messieurs.

La séance est levée.

[Trad.]

[Traduction]

[Traduction]

[Trad.]

14-15 Westland: On veut demander, pour les procédures d'indemnité, que l'on applique la même règle à l'égard des recommandations. Les recommandations d'indemnité sont-elles soumises à la même règle que les recommandations de règlement de réclamations?

14-15 Westland: The Confederation is asking about the application of the same rule to the recommendations for compensation. Are the recommendations for compensation subject to the same rule as the recommendations for settlement of claims?

Mme Duplessis: La réponse est évidente. Les recommandations de règlement de réclamations et les recommandations de règlement de réclamations d'indemnité sont soumises à la même règle.

The meeting is adjourned.
Mrs. Duplessis: Thank you very much, gentlemen.

À propos du rapport de l'auditeur général, il y a toute une série de recommandations concernant les procédures d'indemnité. Il est aussi question de l'application d'Okas au cas de cas où il y a eu des irrégularités. Est-ce que vous recommandez un type d'indemnité?

Concerning the Auditor General's report, there are quite a series of recommendations about claims. There is also the Okas illustration of a case where there were irregularities. Does it occur often?

M. Westland: C'est en fait ce que se trouve à la base de nos recommandations. C'est ce que explique notre recherche; c'est notre objectif rechercher ces irrégularités. Ça arrive, ça peut se produire. C'est notre travail de tenter de résoudre de tels problèmes.

Mr. Westland: This is the basis of our demands. That explains all our research. Our objective is to find those irregularities. It does happen and it is our duty to try and solve these problems.

Mme Duplessis: Est-ce que ça arrive souvent?

Mrs. Duplessis: Does it happen often?

• 1750

M. Westland: Pas très souvent, non.

Mr. Westland: No, not very often.

Mme Duplessis: Parce qu'il y en a qui sont assez graves, n'est-ce pas?

Mrs. Duplessis: Because some of these irregularities were quite major do you not think?

M. Westland: Oui.

Mr. Westland: Yes.

Mme Duplessis: Quant à vous, est-ce que vous entendez quand même mettre en application les recommandations du rapport général d'indemnité concernant, notamment, l'objectivité et l'indépendance de la direction générale, l'application de politiques relatives à l'acceptation et l'évaluation des revendications, et cela qui sont mentionnés dans le paragraphe 14-97?

Mrs. Duplessis: Do you intend to implement the Auditor General's recommendations on the objectivity and independence of your branch on the application of policies for acceptance and evaluation of a claim, which appear in paragraph 14-97?

Mr. Van Loon: J'd aime à en passer par les recommandations une par une. Malheureusement, je ne crois pas que vous soyez le temps maintenant.

Mr. Van Loon: I would like to go through the recommendations one by one. Unfortunately, I do not think you have the time now.

Mr. Savelly: The allusion in his statement in April seemed to indicate that the pre-Confederation claims were no longer a matter to quibble with the process. My understanding from numbers that are going around is that a new bottom line has been established, perhaps the Act of Union in 1841 or some other bottom line. Has the pre-Confederation issue been opened up completely or has a new bottom line been established?

Mr. Savelly: Dans sa déclaration en avril dernier, le ministre a semblé dire que les revendications antérieures à la Confédération ne seraient plus un objet de litige. D'après les rumeurs qui circulent, on aurait établi un autre repère, probablement l'Acte d'Union de 1841. Est-il vrai qu'on ait déjà choisi un autre repère ou les revendications antérieures à la Confédération sont-elles maintenant toutes admises?

Mr. Westland: This came up in negotiations in Toronto. The major part of the Act of Union came up was that the policy continues to be based on "lawful obligations". Around the table the Tories lawyers were saying, how do we do this? Well, we've got down to 1840. This is the bottom line. The bottom line is the law of 1840. The only obligation is the law of 1840. The only obligation is the law of 1840. The only obligation is the law of 1840.

Mr. Westland: La question s'est posée sur les négociations qui ont eu lieu à Toronto. Si l'on a proposé l'année de l'Acte d'Union, c'est que la politique continue de s'appuyer sur les obligations légales. Les experts de la justice qui étaient là ont répondu qu'ils étaient en train de faire des recherches pour voir si on pouvait aller jusqu'aux origines de l'obligation légale. On s'en donne donc aucun repère pour le moment. La seule règle qui vaille, c'est qu'il faut faire la preuve d'une obligation légale.

Mr. Savelly: Do you have any questions — it's open.

Mr. Savelly: Can you present any recommendations for the pre-Confederation claims?

MAIL POSTE
 Canada Post Corporation / Société canadienne des postes
 Postage paid / Postage payé
 Postmaster / Postmaster
 1991-12-13
 Editor: Larry Schneider

CHAMBRE DES COMMUNES

Journal n° 1
 Le jeudi 13 décembre 1991
 Président: Larry Schneider

En cas de non-délivrance,
 retourner aux COUVERTURES SÉLÉMENT 4
 45, rue de la Montée, Ottawa, Ontario, K1A 0S2
 Canada Communication Group — Publishing
 45, rue de la Montée, Ottawa, Ontario, K1A 0S2

Minutes of Proceedings of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du comité permanent des

Aboriginal Affairs

Affaires autochtones

RESPECTING:

Study on Claim from the Stoney Point Reserve

CONCERNANT:

Étude sur la revendication de la réserve de Stoney Point

WITNESSES:

(See back cover)

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS

De la Commission des revendications particulières des Indiens:
 Harry S. Lafontaine, président.
 Du Ministère des Affaires indiennes et du Nord:
 Richard Van Loan, sous-ministre adjoint principal, Program
 me des revendications et du Nord;
 Ron Westland, directeur général, Direction des revendi-
 cations particulières et droits fonciers sans des traités.

WITNESSES

From Indian Specific Claims Commission:
 Harry S. Lafontaine, Chair Commission.
 From the Department of Indian Affairs and Northern Development:
 Richard Van Loan, Senior Assistant Deputy Minister, Claims
 and Northern Programs.
 Ron Westland, Director General, Specific Claims and Treaty
 Land Settlement Branch.

Third Session of the Thirty-fourth Parliament,
 1991

troisième session de la trentième législature,
 1991

Appointments and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S2
 En vente: Groupe Communication Canada — Éditions

Available from Canada Communication Group — Publishing
 Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S2

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

*If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9*

WITNESSES

From Indian Specific Claim Commission:

Harry S. Laforme, Chief Commissioner.

From the Department of Indian Affairs and Northern Development:

Richard Van Loon, Senior Assistant Deputy Minister, Claims and Northern Programs;

Rem Westland, Director General, Specific Claims and Treaty Land Entitlement Branch.

TÉMOINS

De la Commission des revendications particulières des Indiens:

Harry S. Laforme, président.

Du Ministère des Affaires indiennes et du Nord:

Richard Van Loon, sous-ministre adjoint principal, Programme des revendications et du Nord;

Rem Westland, directeur général, Direction des revendications particulières et droits fonciers issus des traités.

Issue No. 8

Fascicule n° 8

Thursday, December 12, 1991

Le jeudi 12 décembre 1991

Chairperson: Larry Schneider

Président: Larry Schneider

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du comité permanent des

Aboriginal Affairs

Affaires autochtones

RESPECTING:

CONCERNANT:

Study on Claim from the Stoney Point Reserve

Étude sur la revendication de la réserve de Stoney Point

WITNESSES:

TÉMOINS:

(See back cover)

(Voir à l'endos)

Conformément au mandat que lui a confié le 20 novembre 1987 le Règlement, le Comité a étudié la revendication au sujet de la réserve de Stoney Point.

In accordance with its mandate under Standing Order 10(2) the Committee considered the claim from the Stoney Point Reserve.

Le Contre-Amiral Robert George fait une déclaration et, avec l'autre témoin, répond aux questions.

Vice-Admiral Robert George made a statement and, with the other witness, answered questions.

À 9 h 46, le Comité suspend ses travaux.

At 9:46 a.m., the sitting was suspended.

À 9 h 50, Robert George, le président des anciens locataires de la réserve de Stoney Point, fait une déclaration puis, avec les autres témoins, répond aux questions.

At 9:50 a.m., Robert George, Chairman of Stoney Point Past Tenants, made a statement and, with the other witnesses, answered questions.

À 11 h 20, le Comité adjourne jusqu'à nouvelle convocation de président.

At 11:20 a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

La gérante du Comité

Martine Brisson

Martine Brisson

Clerk of the Committee

Third Session of the Thirty-fourth Parliament, 1992

Troisième session de la trente-quatrième législature, 1992

Publié en vertu de l'autorité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'imprimeur de la Reine pour le Canada.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

En vente chez les services de communication Canada - Ottawa, Ontario, Canada K1A 0S2

Available from Canada Communication Services - Publishing, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0S2

STANDING COMMITTEE ON ABORIGINAL AFFAIRS

Chairperson: Larry Schneider

Vice-Chairman: Jack Anawak

Members

- Suzanne Duplessis
- Robert Nault
- Alan Redway
- Ross Reid
- Robert E. Skelly
- Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

Martine Bresson

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES AUTOCHTONES

Président: Larry Schneider

Vice-président: Jack Anawak

Membres

- Suzanne Duplessis
- Robert Nault
- Alan Redway
- Ross Reid
- Robert E. Skelly
- Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

La greffière du Comité

Martine Bresson

From Indian Specific Claims Commission:
Harry S. Laforme, Chief Commissioner.

From the Department of Indian Affairs and Northern Development:
Richard Van Loon, Senior Assistant Deputy Minister, Claims and Northern Programs.

Ren Westland, Director General, Specific Claims and Treaty Land Settlement Branch.

De la Commission des revendications particulières des Indiens:
Harry S. Laforme, président.

Du Ministère des Affaires indiennes et du Nord:

Richard Van Loon, sous-ministre adjoint principal, Programme des revendications et du Nord;

Ren Westland, directeur général, Direction des revendications particulières et des terres sous les traités.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 12 DÉCEMBRE 1991

(13)

[Texte]

Le Comité permanent des affaires autochtones se réunit aujourd'hui à 8 h 36 dans la pièce 208, de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Larry Schneider (*président*).

Membres du Comité présents: Jack Anawak, Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Larry Schneider, Robert E. Skelly.

Membre suppléant présent: Marc Ferland pour Marcel R. Tremblay.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Elaine Gardner O'Toole, attachée de recherche.

Témoins: Du ministère de la Défense nationale: Contre-amiral Robert George, sous-chef d'état-major; major-général G.M. Reay, commandant adjoint, Forces mobiles. *De la réserve de Stoney Point:* Robert George, président du *Stoney Point Locatees Committee*; Ronald George, conseiller; Maynard George, membre.

Conformément au mandat que lui confie le paragraphe 108(2) du Règlement, le Comité étudie la revendication concernant la réserve de Stoney Point.

Le Contre-Amiral Robert George fait une déclaration et, avec l'autre témoin, répond aux questions.

À 9 h 46, le Comité suspend ses travaux.

À 9 h 50, Robert George, le président des anciens locataires de la réserve de Stoney Point, fait une déclaration puis, avec les autres témoins, répond aux questions.

À 11 h 20, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Martine Bresson

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, DECEMBER 12, 1991

(13)

[Translation]

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met at 8:36 o'clock a.m. this day, in Room 208, West Block, the Chairman, Larry Schneider, presiding.

Members of the Committee present: Jack Anawak, Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Larry Schneider and Robert E. Skelly.

Acting Member present: Marc Ferland for Marcel R. Tremblay.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Elaine Gardner O'Toole, Research Officer.

Witnesses: From the Department of National Defence: Vice-Admiral Robert George, Deputy Chief of Defence Staff; Major General G.M. Reay, Deputy Commander, Mobile Forces Command. *From the Stoney Point Reserve:* Robert George, Chairman, Stoney Point Locatees Committee; Ronald George, Advisor; Maynard George, Member.

In accordance with its mandate under Standing Order 108(2), the Committee considered the claim from the Stoney Point Reserve.

Vice-Admiral Robert George made a statement and, with the other witness, answered questions.

At 9:46 o'clock a.m., the sitting was suspended.

At 9:50 o'clock a.m., Robert George, Chairman of Stoney Point past locatees, made statements and, with the other witnesses, answered questions.

At 11:20 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Martine Bresson

Clerk of the Committee

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Thursday, December 12, 1991

• 0838

The Chairman: I see sufficient members here to begin the meeting. We have Vice-Admiral Robert George here, with Major-General Reay.

Vice-Admiral Robert George (Deputy Chief of Defence Staff, Department of National Defence): Good morning, ladies and gentlemen. The Department of National Defence has a long tradition of fostering excellent relations with communities associated with our facilities. Community aspirations are dealt with to the extent possible in a fair, reasonable, and forthright manner by our department.

Camp Ipperwash, which we are here to talk about today, is no exception. In 1942 the lands comprising Camp Ipperwash were appropriated by the federal government for use by the Department of National Defence. The requirement for this land was clear. Following the war the lands were still required for military use, and we continue to use the lands as provided for under the 1942 Order in Council approving the appropriation of the lands.

In 1980, following discussion and concerns of the Kettle and Stoney Point Indians over fair compensation for their land, the department negotiated an agreement which provided for an additional financial contribution of \$2.5 million, along with employment opportunities for members of the band. This compensation package was accepted by over 80% of the voters in a band referendum. The department views this overwhelming favourable vote as an indication that it had dealt fairly and reasonably with the Kettle and Stoney Point Indians.

• 0840

The department has lived up to its obligations in the area of employment benefits by providing about 30 to 40 seasonal jobs to the Indians. As well, the department provides contracts for operations and maintenance, such as roofing and catering, to native companies or to companies that hire native workers. Along with about \$350,000 spent annually in the local area, Camp Ipperwash is a definite economic asset to the local area.

The camp has been used since its acquisition by a wide variety of regular and reserve force units. For many years it has been the local training area for a regular force infantry battalion. It is currently used for the training of regular and reserve elements of the Canadian forces from all over southwestern Ontario, and for the training of cadets. The training area is used on a year-round basis. An average of some 100,000 person-days of training take place there each year.

The Department of National Defence has a valid and continuing military training requirement for the use of Camp Ipperwash. Camp Ipperwash provides the only outdoor training area available to the 12 reserve units of southwest

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le jeudi 12 décembre 1991

Le président: Je vois qu'il y a suffisamment de membres du Comité présents pour que nous commençons la séance. Nous avons avec nous le Vam Robert George ainsi que le major général Reay.

Le vice-amiral Robert George (sous-chef d'État-major, ministère de la Défense nationale): Bonjour, mesdames et messieurs. Le ministère de la Défense nationale a toujours entretenu d'excellentes relations avec les collectivités situées à proximité de ses installations. Il tente dans la mesure du possible de répondre aux aspirations de ces collectivités de façon juste, raisonnable et rapide.

Le camp Ipperwash, dont il sera question ici aujourd'hui, ne fait pas exception. En 1942, le gouvernement fédéral s'est approprié les terres qui composent le camp Ipperwash à l'intention du ministère de la Défense nationale, qui en avait absolument besoin. Après la guerre, nous avons continué à en avoir besoin pour des fins militaires et nous nous en servons toujours en vertu du Décret de 1942, approuvant l'appropriation de ces terres.

En 1980, pour répondre aux préoccupations des Indiens de Kettle Point et de Stoney Point, qui réclamaient une juste compensation pour leurs terres, le Ministère a négocié une entente prévoyant une contribution financière supplémentaire de 2,5 millions de dollars, ainsi que des possibilités d'emploi pour la bande. Ces mesures compensatoires ont été acceptées à plus de 80 p. 100 par les membres de la bande, au cours d'un référendum. Le Ministère considère que cette majorité écrasante signifie qu'il a traité de façon juste et raisonnable les Indiens de Kettle Point et de Stoney Point.

Le Ministère a respecté ses obligations dans le domaine de l'emploi en offrant aux Indiens environ 30 à 40 emplois saisonniers. En outre, il confie à des entreprises autochtones ou à des entreprises qui embauchent des travailleurs autochtones divers contrats d'exploitation et d'entretien, par exemple pour la réfection des toitures et la restauration. Si l'on ajoute à cela les quelque 350,000\$ dépensés annuellement dans la région, on peut dire que le camp Ipperwash constitue un atout économique très net pour la région.

Le camp est utilisé depuis son acquisition par diverses unités de la force régulière et de la force de réserve. Il a servi pendant bien des années de centre local de formation pour un bataillon d'infanterie de la force régulière. Il est actuellement utilisé pour la formation des militaires et des réservistes de tout le sud-ouest de l'Ontario, ainsi que pour l'entraînement de cadets. Il est ouvert toute l'année, et quelque 100,000 années-personne de formation y sont assurées chaque année.

Les besoins d'entraînement militaire du ministère de la Défense nationale justifient encore l'utilisation du camp Ipperwash, qui représente la seule zone d'entraînement extérieure disponible pour les 12 unités de milice du sud-

[Texte]

Ontario. Alternatives such as Camp Meaford and Canadian Forces Base Camp Borden are being used to capacity and are not practical alternatives for the militia units now using Camp Ipperwash.

Moreover, we anticipate greater use of all of our training facilities as there will be increasing reliance on the reserves as part of our new defence policy announced by the government in September. Without a readily accessible training area, the ability of the units in southwest Ontario to train and to retain motivated personnel will be severely restricted. Southwest Ontario is simply too important a source of reserve units which must be supported with a proper training area. Frankly, we feel the best use of a DND training area is as a training area. Camp Ipperwash satisfies a vital Department of National Defence training need and cannot be readily transformed to other use, or easily replaced.

We will continue to honour the 1980 agreement with the Kettle and Stoney Point Indian Band, and in the spirit of co-operation we will seek to find more economic benefits, such as employment and contracts for the Kettle and Stoney Point Indians for work relating to Camp Ipperwash.

In closing, I would like to emphasize that the Department of National Defence entered into an agreement with the Kettle and Stoney Point Indians in 1980. We have honoured our agreement, and in the spirit of co-operation and good faith we expect the same in return from the Kettle and Stoney Point Indians.

Mr. Chairman, I would be pleased to answer any questions, as will the Deputy Commander of Forces Mobile Command, General Reay, at your pleasure.

The Chairman: Thank you.

Mr. Nault (Kenora—Rainy River): Can we get from the witnesses this morning somewhat of a history of the intention of the Department of Defence from when the camp was first set up in 1942, if that's basically when it was put into place, up to the present time? Have there been any changes in its uses? For example, you suggest that now it's mainly for training of cadets and for reserve units and it's being used to capacity. I would be interested in knowing what took place in the period 1942 to 1992, for example.

Vadm George: I'll start off with that and ask General Reay to fill in some of the areas. I think you are aware that when the Department of National Defence acquired the land it was on condition that, subsequent to the termination of the war, if the property was not required by the Department of National Defence negotiations would then be entered into for the return of the land.

[Traduction]

ouest de l'Ontario. Les autres installations, comme le camp Maifort et le camp de la Base des forces canadiennes Borden, sont actuellement utilisées à plein et ne représentent pas des solutions de rechange pratiques pour les unités de milice qui se servent actuellement du camp Ipperwash.

En outre, nous prévoyons que nos installations d'entraînement seront utilisées davantage dans l'avenir, puisque notre nouvelle politique de défense, annoncée par le gouvernement au mois de septembre, prévoit un rôle accru des forces de réserve. En l'absence d'un centre de formation facilement accessible, il sera beaucoup plus difficile pour les unités du sud-ouest de l'Ontario d'entraîner leur personnel et d'en maintenir la motivation. Le sud-ouest de l'Ontario est une source extrêmement importante de réservistes, et il faut absolument y garder un centre d'entraînement adéquat. Bien franchement, nous pensons que le meilleur usage que l'on puisse faire d'un centre d'entraînement du Ministère, c'est d'y entraîner les troupes. Le camp Ipperwash répond à un besoin d'entraînement essentiel du ministère de la Défense nationale; il ne peut pas être facilement converti à un autre usage ou remplacé.

Nous allons continuer à respecter l'entente de 1980, conclue avec la bande indienne de Kettle Point et de Stoney Point, et, dans cet esprit de coopération, nous allons tenter d'assurer aux Indiens de Kettle Point et de Stoney Point de nouveaux avantages économiques, par exemple des emplois et des contrats pour effectuer des travaux au camp Ipperwash.

Pour conclure, je tiens à souligner que le ministère de la Défense nationale a conclu une entente en 1980 avec les Indiens de Kettle Point et de Stoney Point. Nous avons respecté notre entente et nous nous attendons à ce que les Indiens fassent de même, dans le même esprit de coopération et de bonne volonté.

Monsieur le président, je me ferai un plaisir de répondre à toutes vos questions, tout comme le commandant adjoint des Forces mobiles, le général Reay.

Le président: Merci.

M. Nault (Kenora—Rainy River): Les témoins pourraient-ils nous dire à quelles fins le ministère de la Défense comptait utiliser le camp quand il l'a ouvert en 1942, si c'est à peu près la date de son installation, jusqu'à maintenant? Est-ce que cet usage a changé? Par exemple, vous dites que le camp sert surtout aujourd'hui à l'entraînement des cadets et des unités de la réserve, et qu'il est utilisé à plein. J'aimerais savoir, par exemple, comment il a été utilisé entre 1942 et 1992.

Vam George: Je vais vous donner un début de réponse, après quoi je demanderai au général Reay de vous fournir plus de détails. Comme vous le savez probablement, quand le ministère de la Défense nationale a acquis ces terres, c'était à la condition que, s'il n'en avait plus besoin à la fin de la guerre, il entreprendrait des négociations pour les rendre aux Indiens.

[Text]

• 0845

Following the war it was deemed necessary to continue training in that area. I do not have the facts and figures in terms of year-by-year of what actually went on in Camp Ipperwash, but I think you will easily recognize that early in the 1950s we were at war again, in Korea.

We have for many years tried to build up our citizen-soldier part of the Canadian force, and that was most recently again emphasized in the defence statement on September 17 of this year.

Whether or not the actual trends shifted from total regular force use to a period when, for various reasons, in terms of population of reserves in that area, it shifted more to reserves, to what you highlighted as use by cadets, we have a number of considerations in terms of where and how we use our training areas. Obviously, in the use of a training area by our reserves, who are really civilian soldiers who elect to join the reserve component of the Canadian forces, who give up their time on the weekends to train, who give up their evenings to train, to use a training area three hours, or four or five in some cases, away from where they live is not practical in terms of access.

What we have in Ipperwash, as I mentioned, is a number of reserve units in that area, and right now a great emphasis on the use of that area by the reserves as a practical area to go and train in, as opposed to having to get on a bus and go for four or five hours to get to another large training area.

I am sure General Reay will be able to give you examples of how we look at training areas as a total resource. If you are training all regular force soldiers in one base, then obviously you will have to balance the use of other training bases, and you may find some bases that are used 50% by reserves and 50% by regular, or split three ways between cadets, regular force, and reserve force. It just so happens that at Ipperwash, because of its location, it tends to get large usage by cadets in the summertime, and because of our desire as the department to provide a youth training program that is meaningful for young Canadians. Ipperwash is an ideal area to do that.

General Reay, do you wish to add to that?

Major General G.M. Reay (Deputy Commander, Forces Mobile Command, Department of National Defence): Thank you, sir.

In terms of the actual use of the Ipperwash training area over the past 50 years, clearly during the war was one of its peak periods where significant concentrations of soldiers trained in all arms in the Camp Ipperwash area.

After the war, one of the battalions of the regular force of the Royal Canadian regiment indeed lived in Meaford for a number of years until their current garrison site in Canadian Forces Base London was fully established.

[Translation]

À la fin de la guerre, on a jugé utile de continuer l'entraînement à cet endroit. Je n'ai pas de chiffres précis au sujet de ce qui s'est passé chaque année au camp Ipperwash, mais vous vous souviendrez que, dès le début des années 1950, nous sommes entrés à nouveau en guerre, en Corée.

Nous essayons depuis bien des années de renforcer l'élément civil des forces canadiennes comme en témoignait encore récemment la déclaration du 17 septembre dernier au sujet de la politique de défense.

Que le camp soit utilisé par la force régulière ou, pour diverses raisons, à cause du nombre de réservistes dans une région donnée, qu'il serve davantage à la force de réserve et aux cadets, comme vous l'avez souligné, nous devons tenir compte d'un certain nombre de considérations au sujet de l'emplacement de nos centres d'entraînement et de la façon dont nous les utilisons. De toute évidence, dans le cas des réservistes, qui sont en réalité des soldats civils qui ont choisi de se joindre à la réserve des Forces canadiennes, de consacrer leurs fins de semaines à l'entraînement, ainsi que leurs soirées, il n'est pas très pratique de leur offrir leur entraînement dans un centre situé à trois, quatre ou cinq heures de chez eux.

Comme je l'ai déjà souligné, nous avons à Ipperwash un certain nombre d'unités de réserve venant de la région; à l'heure actuelle, le centre est très utilisé par la milice étant donné qu'il est situé dans un emplacement commode et que les réservistes n'ont pas à faire quatre ou cinq heures d'autobus pour se rendre dans un autre grand centre d'entraînement.

Je suis sûr que le Général Reay pourra vous donner des exemples de la façon dont nous envisageons les centres d'entraînement comme des ressources complètes. Si nous entraînons tous les soldats de la force régulière sur une même base, il faut de toute évidence équilibrer en conséquence l'utilisation des autres bases d'entraînement; vous constaterez que certaines bases sont utilisées à 50 p. 100 par la réserve et à 50 p. 100 par l'armée régulière, ou encore que l'utilisation s'y divise en trois, entre les cadets, la force régulière et la force de réserve. Il se trouve qu'Ipperwash, à cause de son emplacement, est surtout utilisé par les cadets pendant l'été; cette situation s'explique également par la volonté du Ministère de fournir un programme de formation qui soit significatif pour les jeunes Canadiens. Ipperwash constitue un endroit idéal pour le faire.

Général Reay, avez-vous quelque chose à ajouter?

Le major-général G.M. Reay (commandant adjoint, Forces mobiles, ministère de la Défense nationale): Merci, monsieur.

En ce qui concerne l'utilisation effective du centre d'entraînement d'Ipperwash au cours des 50 dernières années, il est évident que c'est pendant la guerre que le camp a accueilli le plus de soldats de toutes les armes.

Après la guerre, un des bataillons de la force régulière du Royal Canadien Regiment s'est en fait installé à Meaford pendant quelques années avant que sa garnison actuelle à la Base des Forces canadiennes London ne soit complètement prête.

[Texte]

In the early years, the 1940s and 1950s particularly, all arms, live and dry training, took place in Ipperwash, including the firing of rocket launchers and mortar ammunition. Over time, the use of Meaford in terms of live firing has been reduced primarily to small arms, rifles, light machine guns, and grenades. In part, with the modern ammunition the safety templates grow so large that some of the ammunition fired in the past would no longer fit in the training area. I think particularly of artillery ammunition, which simply could not be fired now in Ipperwash, but was in the 1940s.

The other main area of usage in the Camp Ipperwash area focuses on small-level tactical exercises where both the regular and reserve force can undertake tactical exercise training at the platoon and company level, a platoon being roughly 35 men, a company roughly 125 personnel.

• 0850

They can conduct the tactical training without the actual use of ammunition, but go through the kinds of drills that a tactical formation is required to learn in terms of tactical movement on the ground, map reading and navigation, camouflage and concealment, the preparation of defensive positions, and so on. That kind of training continues today.

Mr. Nault: Maybe it would be appropriate if we asked the obvious question. It is my understanding that, in your submission, this is one of the few outdoor facilities that we have in the region. Where is the nearest one besides that?

VAdm George: Meaford would be—

Mr. Nault: Meaford?

VAdm George: —the training centre, which I believe geographically is—

Mr. Nault: How many kilometres would that be?

MGen Reay: You have in front of you—

Mr. Nault: Oh, here it is here.

MGen Reay: —some of the maps, and it indicates to you that Camp Meaford is some 240 kilometres from London, Ontario, taking London as a centre of the reserves in that part of Ontario, which is a significant drive for our reserve components who primarily are restricted to training on the weekends.

Mr. Nault: How do I put this? Being from northern Ontario, 240 kilometres do not seem a lot to me, considering I drive that just to go to a single little event.

Mr. Anawak (Nunatsiaq): Or the Northwest Territories.

Mr. Nault: Or the Northwest Territories, yes. You've got the wrong guys here today. Jack's here.

What I'm looking for is some sort of suggestion by the witnesses as to whether there is indeed an alternative or if, in the opinion of the Department of National Defence, nothing that's completely viable but that would not cause a significant

[Traduction]

Au cours des premières années, et en particulier pendant les années 1940 et 1950, divers types de formation ont été assurés à Ipperwash, tant de l'entraînement de tir réel que de l'entraînement sans munitions, sans compter le tir de fusées et de mortier. Avec le temps, le camp de Meaford a été utilisé pour les exercices de tir réels surtout pour les armes légères, les fusils, les mitraillettes légères et les grenades. Cela s'explique notamment par le fait que, avec l'arrivée des munitions modernes, les périmètres de sécurité sont tellement grands que certaines munitions utilisées dans le passé ne pourraient plus être contenues dans la zone d'entraînement. Je pense en particulier au tir d'artillerie, qui ne pourrait tout simplement plus se faire à Ipperwash, mais qui s'y déroulait dans les années 1940.

Le camp Ipperwash est surtout utilisé également pour des exercices tactiques de bas niveau, dans lesquels les membres de la force régulière et de la milice reçoivent un entraînement tactique en peloton ou en compagnie, un peloton comptant environ 35 personnes et une compagnie, 125.

Ces exercices tactiques peuvent se faire sans véritable munitions, mais permettent d'effectuer les manoeuvres qu'une formation tactique doit apprendre en ce qui concerne les mouvements au sol, la lecture des cartes et la navigation, le camouflage et la dissimulation, la préparation de positions de défense, et ainsi de suite. Ce genre d'entraînement se poursuit encore aujourd'hui.

M. Nault: Il serait peut-être bon de vous poser une question évidente. D'après votre exposé, il semble que ce soit un des rares centres d'entraînement extérieurs dans la région. Où se situe le plus proche?

Vam George: Ce serait Meaford...

M. Nault: Meaford?

Vam George: ... qui serait le centre d'entraînement le plus proche; je pense qu'il est situé à...

M. Nault: À combien de kilomètres?

Mgén Reay: Vous avez devant vous...

M. Nault: Oh, le voici.

Mgén Reay: ... diverses cartes indiquent que le camp Meaford est situé à 240 km de London, en Ontario, puisqu'on considère que London constitue le centre des forces de réserve pour cette région de l'Ontario; il s'agit donc d'une assez longue route pour les membres de la réserve, qui doivent surtout effectuer leur entraînement les fins de semaine.

M. Nault: Comment dire? Je viens du nord de l'Ontario, et 240 km, ce n'est pas beaucoup pour moi, puisque je dois souvent parcourir cette distance pour une simple soirée.

M. Anawak (Nunatsiaq): Même chose dans les Territoires du Nord-Ouest.

M. Nault: Même chose dans les Territoires du Nord-Ouest, oui. Vous n'êtes pas tombé sur les bons députés aujourd'hui. Jack est ici.

Ce que j'aimerais savoir, c'est s'il y a effectivement une solution de remplacement ou si, d'après le ministère de la Défense nationale, il n'y a rien de vraiment viable sans que cela vous cause de sérieuses difficultés. Je suppose que c'est

[Text]

difficulty for you. I guess that's what we are looking for if we are going to make recommendations as a committee. We need to know from yourselves—I suppose it would be a personal assessment based on your knowledge of the area—whether there isn't a legitimate alternative if we were to move this around somewhat.

As my last question before we move on to the other members, what is the cost of the facility, the infrastructure that is put there now?

VAdm George: The question of the alternative I think is a fair one. We have, over a number of years, looked at alternatives, and there is just no. . . Assuming that we want to be in the local area, as opposed to, as you say, 240 kilometres away, it represents a significant amount of time for the young people travelling back and forth, not all of whom have the means to travel back and forth on their own.

I believe that the department would continue to be open to suggestions as we continue to use this area, and if alternatives appeared that were satisfactory to the government or to the department, they would have to be looked at.

I think one of the main points is that we are willing to talk about our use of the area and why we are using it, and to get people to understand what it is we are talking about in terms of requirement. If alternatives come up that are acceptable, then they will certainly be looked at.

If you have been to the area, you recognize that it is a unique area in terms of offering different geography. It has water access, it has small lakes, it has woods, it has open areas. It is also not far from prime farmland. I think it might be a very great obstacle to try to find an alternative, but we haven't closed the door to discussions about something like that.

In terms of infrastructure costs, I will ask General Reay.

MGen Reay: Perhaps I can expand just a little. In excess of 10% of the reserves and cadets of Canada are located in the southwestern Ontario area. That is a significant amount of our reserves and cadets.

• 0855

One of the guiding principles we try to follow with the reserves, who, as I would remind you, train primarily on the weekends, is that they should have access to training areas that are under a two-hour drive from where they live, the principle obviously being one of maximizing the amount of time available for training and minimizing the amount of time spent simply in getting from A to B or in administration. The Parliament of Canada has every right to expect that its reserves are trained to the highest possible standard, and obviously we have to take that available time and maximize the training aspects of it.

[Translation]

ce qu'il faut étudier avant que notre Comité ne fasse ses recommandations. Il faut que vous nous disiez, en vous fondant je suppose sur votre connaissance de la région pour faire une évaluation personnelle, s'il n'est vraiment pas possible de déplacer ce camp quelque part.

Une dernière question avant que nous passions aux autres membres du Comité. J'aimerais savoir combien coûtent ces installations et l'infrastructure qui s'y trouve à l'heure actuelle.

Vam George: Il est tout à fait normal de se demander s'il y a des solutions de rechange. Nous en avons étudié quelques-unes depuis le temps, et il n'y a tout simplement pas. . . Supposons que nous voulions un centre d'entraînement dans la région, plutôt que 240 km plus loin, comme vous le dites, puisque cela représente un long trajet pour les jeunes qui doivent se rendre au centre et qui ne sont pas tous en mesure de faire le voyage par leurs propres moyens.

Je pense que le Ministère continue d'être ouvert aux suggestions en même temps que nous continuons à utiliser ce centre; s'il se présentait des solutions de rechange satisfaisantes pour le gouvernement ou pour le Ministère, il faudrait les étudier.

Ce qui est important, d'après moi, c'est que nous sommes prêts à discuter de l'usage que nous faisons de ces terres et de la raison pour laquelle nous nous en servons; nous voulons faire comprendre aux gens quels sont véritablement nos besoins. S'il se présente des solutions de rechange acceptables, elles seront certainement examinées.

Si vous êtes déjà allé dans la région, vous vous rendrez compte que cette zone est tout à fait unique parce qu'elle offre diverses particularités géographiques. Elle permet un accès à l'eau, elle comporte de petits lacs, des bois et des secteurs dégagés. En outre, elle n'est pas très éloignée de bonnes terres agricoles. Je pense qu'il serait très difficile d'essayer de trouver une solution de rechange, mais nous n'avons pas fermé la porte aux discussions à ce sujet.

Quant aux coûts de l'infrastructure, je vais demander au général Reay de vous répondre.

Mgén Reay: Permettez-moi de compléter brièvement. Plus de 10 % des réservistes et des cadets des Forces canadiennes se trouvent dans le sud-ouest de l'Ontario; cela représente donc un nombre important de personnes.

Pour les réservistes, qui—je vous le rappelle—s'entraînent surtout les fins de semaine, nous essayons d'offrir des centres d'entraînement situés à moins de deux heures de route de chez eux, afin d'augmenter le plus possible la durée de l'entraînement lui-même et de réduire d'autant la durée du trajet du point A au point B, ou le temps nécessaire aux tâches administratives. Le Parlement du Canada a le droit de s'attendre à ce que ses réservistes soient entraînés aussi bien que possible; nous devons donc profiter du temps pendant lequel ils sont libres et essayer d'en consacrer le maximum à l'entraînement comme tel.

[Texte]

About the replacement value, if you will, which is perhaps the most meaningful figure in this regard, should Camp Ipperwash be returned, the approximate cost in today's dollars of constructing a new Ipperwash in the southwestern Ontario region is assessed to be approximately \$50 million.

Mr. Nault: Could you tell me what the ongoing costs of the facility are per year?

Vadm George: We spend \$4.5 million to run Ipperwash. That includes all the wages for everybody involved in it, as well as the actual costs. As I mentioned, \$300,000 of that is actually spent there.

Mr. Skelly (Comox—Alberni): You mentioned Camp Ipperwash was initially acquired under the War Measures Act for military purposes, but in fact in the Order in Council I have in front of me it says it is in the public interest and "for the efficient prosecution of the war" desirable the lands in question be acquired. They were seized by that Order in Council under the War Measures Act because the aboriginal people living there did not want to sell the land to the military. That was their home. I suppose they reacted as any other Canadians would react and didn't want their homes seized. They saw that happening in Europe, they saw it happening elsewhere, and supposedly this was what we were fighting against during that war. But in fact the government, by Order in Council, exactly one year to the day before I was born, seized it under the War Measures Act for the efficient prosecution of the war. The words you used were "military purposes", but it was in fact for wartime use, for the efficient prosecution of the war.

Then you said that between 1945 and 1980 the military continued to use it for military purposes, not for the purposes of prosecuting a war, but for military purposes. It appears to me that seizure of land for that period of time was an illegal seizure of land; you were occupying land that should rightfully have been occupied by the Stoney Point Band.

The Order in Council also says there was an attempt by the Department of National Defence to negotiate with the aboriginal people at that site through the Department of Indian Affairs. I also have a letter from George Down, the local Indian agent, which gives an idea of what the representation was on behalf of Indian Affairs. George Down, the Indian agent of the day, says:

Personally, I think this is a wonderful opportunity to gather a few straggling Indians and locate them permanently with the main body of the band at Kettle Point. It would solve many problems and dispense with a great deal of expense, both from band funds and departmental appropriations, such as schools, roads, visitations, etc.

It seems to me the people of Stoney Point weren't very well represented by those who have had a fiduciary obligation since 1763 to represent them. It appears to me a government department that wanted to seize the land, the Department of National Offence—Defence, sorry—

The Chairman: Freudian slip.

[Traduction]

Pour ce qui est de la valeur de remplacement, qui constitue probablement le chiffre le plus significatif à cet égard, il en coûterait environ 50 millions de dollars, aujourd'hui, pour construire un nouveau camp Ipperwash dans le sud-ouest de l'Ontario.

M. Nault: Pouvez-vous me dire quels sont les coûts d'exploitation annuels de ces installations?

Vam George: Nous dépensons 4,5 millions de dollars pour le fonctionnement du camp Ipperwash, ce qui comprend les salaires de tous ceux qui y travaillent, ainsi que les coûts réels. Comme je l'ai mentionné, de ce montant, 300,000 dollars environ sont dépensés là-bas.

M. Skelly (Comox—Alberni): Vous avez dit que le camp Ipperwash avait été acquis à l'origine pour des fins militaires en vertu de la Loi sur les mesures de guerre; mais en fait, le décret que j'ai sous les yeux précise que l'acquisition des terres en question était souhaitable dans l'intérêt de la population et pour la conduite efficace de la guerre. Ces terres ont donc été saisies par décret en vertu de la Loi sur les mesures de guerre parce que les autochtones qui y habitaient ne voulaient pas les vendre à l'armée. C'était chez eux. Je suppose qu'ils ont réagi comme l'aurait fait n'importe quel autre Canadien; ils ne voulaient pas que leurs maisons soient saisies. Ils savaient que ce genre de choses se passait en Europe, et ailleurs, et c'est contre cela que nous nous battrions pendant la guerre semblait-il. Mais en fait, le gouvernement, par décret, un an exactement avant ma naissance, a saisi ces terres en vertu de la Loi sur les mesures de guerre pour la poursuite efficace de la guerre. Vous avez parlé de «fins militaires», mais en fait, c'était pour la poursuite efficace de la guerre.

Vous avez dit ensuite que l'armée a continué à utiliser cette zone à des fins militaires entre 1945 et 1980, pas pour poursuivre la guerre, mais pour des fins militaires. Il me semble que la saisie de ces terres pendant cette période était illégale; vous occupiez alors des terres qui auraient dû normalement être occupées par les Indiens de la bande de Stoney Point.

Le décret précise également que le ministre de la Défense nationale avait essayé de négocier à ce sujet avec les autochtones, par l'entremise des Affaires indiennes. J'ai également une lettre de George Down, l'agent des Indiens pour la région, qui nous donne une idée de la façon dont le ministère des Affaires indiennes concevait son rôle de représentation. George Down, l'agent des Indiens à l'époque, disait:

Personnellement, je pense qu'il s'agit d'une merveilleuse occasion de rassembler quelques Indiens épais et de les envoyer rejoindre de façon permanente le reste de la Bande à Kettle Point. Cela résoudrait de nombreux problèmes et éviterait bien des dépenses, que ce soit en provenance des fonds des Bandes ou des crédits du Ministère, par exemple pour les écoles, les routes, les visites, et ainsi de suite.

Il me semble que les gens de Stoney Point n'étaient pas très bien représentés par ceux qui avaient pourtant l'obligation fiduciaire de le faire depuis 1763. Il me semble qu'un ministère dérisoire de saisir ces terres, le ministère de l'Offence nationale—de la Défense, pardon. . .

Le président: Un lapsus freudien.

[Text]

Mr. Skelly: —after reading Mr. Down's letter, I am offended—was negotiating with a compliant Department of Indian Affairs that supposedly was ignoring its fiduciary responsibilities at this point and was a willing seller.

• 0900

You mentioned the cost to the Department of National Defence of relocating this camp. I understand in the defence policy recently released by Marcel Masse the department was talking about reducing the number of personnel in the armed forces and increasing the amount of hardware. So I'm wondering if this camp is really necessary.

But can you comment on the rightness of the government acting the way it did towards the people of Stoney Point, of considering them just a few straggling Indians who for financial reasons were inconvenient to maintain at Stoney Point and considering the Department of Defence offer to purchase for \$50,000 a wonderful opportunity for these Indians to have the government seize their traditional homes and dump them on a reserve somewhere else?

The Chairman: The question does ask you to comment on the rightness of a government action. You might want to comment on the rightness of the Department of National Defence action. If you feel free to criticize or compliment the government, feel free.

Mr. Skelly: I might say it was the Liberal government of the day.

Vadm George: Mr. Chairman, I'm not intent on ending my career in the next week, so . . . I would like to respond to a couple of points from the member, though.

I'm not a lawyer, nor would it be my proper place to comment on the legality of what was done or how it was done. In fact, it was not done by the Department of National Defence in terms of the acquisition. I think you'd probably agree with that.

What I would like to comment on, though, is that notwithstanding the points you have brought up, we did, as a department, re-enter into negotiations with the band. In 1980 and subsequent years, in good faith, we made a settlement with the band that was accepted by 80% of the band. So notwithstanding all the things that went on before, there was a reopening of that transfer. So as far as the Department of National Defence is concerned, we think we've operated fairly in this, especially since 1980.

I would like to correct a misunderstanding about the size of the Canadian Armed Forces. Indeed, the government did announce a reduction of the armed forces, the regular force, from 84,000 to 76,000. But in fact the reserve forces, which we are really talking about with militia, and naval reserve and air reserve, will increase by over 10,000. So if anything, we have more of a strain on our training areas, especially the ones near built-up centres, as in this case. So it isn't a reduction in the number of people in the forces overall. In fact, if you count the regulars and reserves, I think we go up by about 1,000 in the next 15 years.

[Translation]

M. Skelly: . . . c'est que j'ai trouvé la lettre de M. Down tout à fait offensante—avait à faire dans ces négociations à un ministère des Affaires indiennes très complaisant, qui semblait bien avoir mis de côté ses responsabilités fiduciaires et être prêt à vendre.

Vous avez parlé de ce qu'il en coûterait au ministère de la Défense nationale pour déplacer ce camp. Mais si je comprends bien, le Ministère parlait de réduire les effectifs des Forces armées et d'augmenter le matériel, dans la politique de défense publiée récemment par Marcel Masse. Je me demande donc si ce camp est vraiment nécessaire.

Mais j'aimerais surtout que vous nous disiez de quel droit le gouvernement a agi comme il l'a fait envers les gens de Stoney Point; comment pouvait-il les considérer simplement comme une bande d'Indiens épars qu'il n'était pas très pratique, pour des raisons financières, de garder à Stoney Point? Comment a-t-il pu considérer l'offre d'achat de 50,000 dollars, présentée par le ministère de la Défense, comme une merveilleuse occasion de saisir les maisons traditionnelles de ces Indiens et de les larguer sur une réserve ailleurs?

Le président: Le député vous demande de commenter le bien-fondé d'une mesure gouvernementale. Vous voudrez peut-être faire un commentaire sur ce qu'a fait le ministère de la Défense nationale. Si vous vous sentez libre de critiquer ou de louer le gouvernement, allez-y.

M. Skelly: Je dois dire que c'était le gouvernement libéral qui était en place à l'époque.

Vam George: Monsieur le président, je n'ai pas l'intention de mettre fin à ma carrière la semaine prochaine; donc . . . J'aimerais cependant répondre à quelques unes des observations du député.

Je ne suis pas avocat, et je ne pourrais pas de toute façon commenter la légalité de ce qui s'est fait ou de la façon dont cela s'est fait. En fait, ce n'est pas le ministère de la Défense nationale qui a acquis ces terres. Vous en conviendrez probablement.

Ce que je voudrais souligner cependant, c'est que malgré ce que vous avez dit, le Ministère a tenu de nouvelles négociations avec la Bande. En 1980 et par la suite, nous avons conclu de bonne foi une entente qui a été acceptée par 80 p.cent des membres de la Bande. Donc, abstraction faite de tout ce qui s'était passé auparavant, cette transaction a été rouverte. Donc, au ministère de la Défense nationale, nous jugeons avoir agi en toute justice dans ce dossier, surtout depuis 1980.

Je voudrais corriger un malentendu au sujet de l'envergure des Forces armées canadiennes. Le gouvernement a effectivement annoncé une réduction de l'effectif de la force régulière, qui passera de 84,000 à 76,000. Mais en fait, les forces de réserve, c'est-à-dire la milice, la réserve navale et la réserve aérienne, augmenteront de plus de 10,000. Donc, nos centres d'entraînement sont encore plus nécessaires, surtout ceux qui se trouvent près des centres urbains, comme celui-ci. Donc, il ne s'agit pas d'une réduction de l'effectif global des forces. En fait, si l'on compte les militaires et les réservistes, je pense que l'effectif augmentera d'environ 1,000 personnes au cours des 15 prochaines années.

[Texte]

Mr. Skelly: Well, often in defence policy "down" means up, so it requires a great deal of study. But as you say, you're not a lawyer, so you don't know whether you're legally occupying the lands. Perhaps somebody from the legal department of the military should be answering this question, or the government itself.

You mentioned jobs have been offered to the Stoney Point people for work in the camp. There was a program on *W-5* or one of the news programs or news analysis programs on television which indicated many of the jobs available at Stoney Point, in catering or maintenance of the facility or security for the facility, are in fact offered to the sons and daughters and families of officers who work at the facility in their military role. I wonder if you can comment on that. How many of those jobs would be filled by the sons and daughters and relatives of military personnel and how many of those jobs would be held by aboriginal people from Stoney Point?

VAdm George: I'm told that out of 100 or so civilians working there about 30 to 40—it goes up and down each year—are actually from the band.

• 0905

One of the points we undertook in the agreement in the 1980s was to endeavour to make opportunities available for band members to compete with industry for certain activities. You have quite rightly pointed out there are catering and different maintenance contracts—

Mr. Skelly: You say they compete for those. But do they get those jobs?

VAdm George: We also offered them, to make sure they could compete fairly, a training opportunity, to make sure, if they wanted to tender for a food contract, for example, they had the competence to compete with the other industries. We have not had a request to take up that offer to help with their training so they can be more...

About the number who might be working there because they are, as you said, sons or daughters, I would undertake to provide that to the committee. I'm sure it's a matter of public record exactly who works there and where they come from.

Mr. Skelly: When you say you've made support available for training to enter into these catering contracts, has a catering company made up of the Stoney Point Indian Band in fact ever won a catering contract?

VAdm George: Not a catering contract.

An hon. member: They are shell collectors.

Mr. Skelly: You mentioned you entered into an agreement in 1980. At any time during the negotiation of that agreement, was the issue of whether the military was going to give up the land to the Stoney Point people in question? Or was this simply an agreement to discuss compensation for the land that had been occupied not for wartime purposes between 1945 and 1980? You mentioned the amount was something like \$5 million, which amounts to, I think, \$24 an

[Traduction]

M. Skelly: Eh bien, dans la politique de défense, quand il est question de baisse, on veut souvent parler de hausse; il faut donc étudier la question de près. Mais comme vous le dites, vous n'êtes pas avocat; vous ne savez donc pas si vous occupez légalement ces terres. Il faudrait peut-être poser la question à un représentant du contentieux du ministère de la Défense, ou au gouvernement lui-même.

Vous avez dit que les gens de Stoney Point ont eu des offres pour travailler dans le camp. Mais d'après un reportage présenté à *W-5* ou à une autre émission télévisée d'information ou d'analyse de l'actualité, bon nombre des emplois disponibles à Stoney Point, dans les domaines de la restauration, de l'entretien ou de la sécurité, sont en fait offerts aux fils, aux filles et aux autres membres des familles des officiers qui travaillent là-bas. Je me demande si vous pouvez nous donner une réponse à ce sujet. Combien de ces emplois sont occupés par les fils, les filles et les parents des militaires, et combien ont été offerts aux autochtones de Stoney Point?

Vam George: On me dit que, sur une soixantaine de civils qui travaillent là-bas, il y en a environ 30 à 40—le nombre varie chaque année—qui sont des membres de la Bande.

Nous avons tenté notamment, dans l'entente conclue au cours des années quatre-vingt, de permettre aux membres de la bande de faire concurrence à l'entreprise privée pour certaines activités. Vous avez souligné, à juste titre, qu'il y a divers contrats de restauration et d'entretien...

M. Skelly: Vous dites qu'ils peuvent postuler ces emplois. Mais est-ce qu'ils les obtiennent?

Vam George: Nous leur avons également offert des possibilités de formation pour nous assurer qu'ils pourraient vraiment faire concurrence aux autres candidats, par exemple pour l'obtention de contrats de restauration. Mais personne n'a profité de cette offre de formation, de façon à pouvoir être plus...

Quand au nombre de personnes qui travaillent là-bas parce que ce sont, comme vous le dites, des fils ou des filles de militaires, je vais tenter de fournir ces chiffres au Comité. Je suis sûr que les données sur l'identité et la provenance des gens qui travaillent là-bas sont du domaine public.

M. Skelly: Quand vous dites que vous avez offert votre aide pour former les personnes souhaitant obtenir des contrats de restauration, j'aimerais savoir si une entreprise de restauration composée de membres de la bande indienne de Stoney Point a déjà obtenu un contrat de ce genre.

Vam George: Pas un contrat de restauration.

Une voix: Ils ramassent des coquillages.

M. Skelly: Vous avez mentionné l'entente conclue en 1980. Pendant les négociations qui ont mené à cette entente, n'a-t-il jamais été question que l'armée remette ces terres aux gens de Stoney Point? Ou alors, ces discussions portaient-elles seulement sur la compensation à verser pour l'occupation de ces terres en période de paix, entre 1945 et 1980? Vous avez parlé d'un montant d'environ 5 millions de dollars, ce qui représente, si je ne m'abuse, 24\$ l'acre par

[Text]

acre a year, which was pretty good rent. But was it ever in question during the negotiations on that 1980 agreement that the military would give the land back to the Stoney Point Indians whom the land had been seized from? That land was granted to the Stoney Point people under a treaty in 1825. But in 1980, was there ever any question of the military giving it up?

VAdm George: Our position in 1980 was as it remains today. Until Defence no longer has a requirement for that land, we will continue to occupy it, because we have, we feel, acted fairly in the continued use of that property. In fact, if you go into the detail of the agreement of 1985, you will find the department went to great lengths to give the band access to other things. The band acquired all the mineral rights. The band acquired the right to remove sand and gravel from the space. The band acquired the right to have access to the area on a non-interference basis—in other words, if you're doing a firing exercise obviously you're not going to allow people to come into that area, to provide access to the burial ground, and out of respect to the burial ground, to prohibit the presence of non-Indians in that burial ground. Defence would stay out of the burial ground. So I believe the intent of that 1985 agreement was to give the band more access and more call on the resources of that land.

Mr. Redway (Don Valley East): I wonder, Admiral, if you could help me here. You said 12 reserve units use the base. How many regular units? Just the RCRs? So there are the RCRs. And the cadets. . . I missed the number you talked about there.

• 0910

VAdm George: The figure I used was 100,000 person-days of use. About 25% of that was—

Mr. Redway: At any one time. Or are you on weekends here?

VAdm George: The summer has a very heavy concentration of cadets. Then, as you go throughout the year, the weekends. . . We say "reserve units", but they are primarily militia units around the area of Camp Ipperwash.

Mr. Redway: Prior to 1942, I suppose, and prior to World War II, I assume there were no fewer reserve units, because there were a lot of reserve units prior to the war—the RCRs were one of the three infantry regiments in the permanent forces prior to the war—and I would suspect there were just as many cadets. Where did they all train prior to 1942?

MGen Reay: You are asking me to reach deeply back into history, and if you would wish me to be more precise obviously we would have to do a little more research, but one must remember that prior to 1939 the size of the regular forces in Canada was extremely small: on the order of 3,000 to 4,000.

Mr. Redway: What about the RCRs, though? Were they any larger prior to the war?

MGen Reay: In terms of the size of a battalion at that time, about the same.

Mr. Redway: About the same.

[Translation]

année; c'est un loyer intéressant. Mais n'a-t-il jamais été question, au cours des négociations qui ont mené à cette entente, en 1980, que l'armée remette ces terres aux Indiens de Stoney Point? Ces terres avaient été accordées aux gens de Stoney Point en vertu d'un traité signé en 1825. Mais en 1980, a-t-il été question que l'armée les abandonne?

Vam George: Notre position, en 1980, était la même qu'aujourd'hui. Tant que la Défense aura besoin de ces terres, elle continuera de les occuper parce que nous estimons avoir agi en toute justice dans cette affaire. En fait, si vous examinez le détail de l'entente de 1985, vous vous rendrez compte que le ministère a fait beaucoup d'efforts pour donner aux membres de la bande l'accès à d'autres choses. Ainsi, la bande a acquis tous les droits miniers, ainsi que le droit de ramasser du sable et du gravier, et le droit d'avoir accès à la zone, à condition de ne pas déranger les manoeuvres—bien évidemment, on ne peut pas permettre à des gens d'entrer dans le secteur pendant des exercices de tir. On leur a également donné accès au site de sépulture et, par respect pour ce site, on y a interdit la présence de non-Indiens. Les militaires ne pénètrent pas sur le site de sépulture. Donc, cette entente, conclue en 1985, visait à faciliter aux membres de la bande l'accès à ces terres et aux ressources qui s'y trouvent.

M. Redway (Don Valley-Est): J'aimerais avoir une précision, Amiral? Vous avez dit que 12 unités de réserve se servaient de la base. Combien y a-t-il d'unités de la force régulière? Seulement le RCR? Il y a donc le RCR. Et les cadets. . . je n'ai pas compris le chiffre que vous nous avez donné à ce sujet.

Vam George: J'ai parlé de 100,000 jours-personne d'utilisation. Environ 25 p. 100. . .

M. Redway: En tout temps, ou seulement les fins de semaine?

Vam George: En été, nous avons beaucoup de cadets. Puis, le reste de l'année, les fins de semaine. . . Nous parlons d'«unités de réserve», mais il s'agit surtout d'unités de la milice venant de la région du camp Ipperwash.

M. Redway: Avant 1942, et probablement aussi avant la Seconde Guerre mondiale, je suppose qu'il n'y avait pas moins d'unités de la réserve; il y en avait beaucoup à ce moment-là. Le RCR était un des trois seuls régiments d'infanterie des forces permanentes avant la guerre. Je suppose qu'il y avait tout autant de cadets. Où recevaient-ils tous leur entraînement avant 1942?

Mgén Reay: Vous me demandez de remonter très loin dans l'histoire. Si vous voulez une réponse plus précise, nous allons bien sûr devoir faire un peu plus de recherches, mais il faut se rappeler qu'avant 1939, les forces régulières du Canada étaient extrêmement réduites: elles ne comptaient que de 3,000 à 4,000 personnes environ.

M. Redway: Mais le RCR? Était-il plus important avant la guerre?

Mgén Reay: C'était à peu près la même chose en ce qui concerne la grosseur des bataillons à ce moment-là.

M. Redway: À peu près la même chose.

[Texte]

MGen Reay: Given the circumstances in the 1930s, and the fact that urbanization was a lot less than it is today, again, the tendency was to look for and exploit training opportunities within a reasonable distance of where the soldiers lived. A number of areas, long since overtaken by urbanization, were used at that time.

Mr. Redway: I understand at present the camp is also used for the training of the Ontario Provincial Police and local municipal police forces. How many of those are there, and how much use do they make of the base?

MGen Reay: Sir, relatively speaking, in terms of the overall usage of the camp, very little. Access to those police forces is on a residual basis. In other words, if the cadets and the reserves are not using the training areas at the time the Ontario Provincial Police might wish to, then they may be permitted to. I might add we extend the same use to the native police forces.

Mr. Redway: Are there native police forces training there?

MGen Reay: Yes, sir.

Mr. Redway: As I understand it, a review or assessment of all the military bases across the country is soon to be started, and Ipperwash, I take it, would be one of those. Is that correct?

VAdm George: The review under way is the minister's advisory group on defence infrastructure, and the advisory group will provide the minister with their assessment of the methodology to be used when looking at whether or not infrastructure is required. In other words, they are not going out specifically and looking at Cornwallis and Ipperwash and different parts of the country. Their mandate is provide the minister with those things that must be considered: financial impact, social impact, requirement for the forces, and it goes on. That will be provided to the minister by next summer. The next stage will then be using those criteria to study defence infrastructure from one end of Canada to the other and out of that to make recommendations for either retention or, obviously, closure; because one of the things we are trying to do is reduce infrastructure.

Mr. Redway: And Ipperwash would be one of those bases that would be looked at, I take it?

VAdm George: I think all our holdings would be looked at.

Mr. Redway: Right, but Ipperwash would be one of all. Is that right? Good.

The Chairman: Is there more to this question than I am getting?

Mr. Redway: When would that likely be completed?

VAdm George: The committee is to report to the minister before next summer. Then there is a period when that report will be analysed by the minister's department. That would take us, I suspect, into 1993, and I would not

[Traduction]

Mgén Reay: Étant donné la situation pendant les années 1930 et le fait que le pays était beaucoup moins urbanisé qu'aujourd'hui, on avait tendance à rechercher et à exploiter les possibilités d'entraînement situées à une distance raisonnable de l'endroit où vivaient les soldats. On utilisait donc à ce moment-là un certain nombre de centres qui ont depuis longtemps fait place à l'urbanisation.

M. Redway: On m'a dit que le camp est également utilisé à l'heure actuelle pour la formation des membres de la Police provinciale de l'Ontario et des forces policières municipales de la région. Combien y a-t-il de corps policiers qui utilisent la base, et dans quelle mesure?

Mgén Reay: Relativement parlant, comparativement à l'usage d'ensemble du camp, c'est très peu. Ces corps policiers ont accès au camp quand personne d'autre ne s'en sert. Autrement dit, si les cadets et les réservistes n'utilisent pas le centre d'entraînement au moment où la Police provinciale de l'Ontario désire s'en servir, elle peut être autorisée à le faire. J'ajouterai que nous offrons la même possibilité aux corps policiers autochtones.

M. Redway: Y a-t-il des policiers autochtones qui s'entraînent là-bas?

Mgén Reay: Oui, monsieur.

M. Redway: Si je ne m'abuse, toutes les bases militaires du pays vont bientôt faire l'objet d'un examen, et je suppose que le cas d'Ipperwash sera étudié à ce moment-là. Est-ce exact?

Vam George: L'examen en cours a été confié au groupe consultatif du Ministre sur l'infrastructure de défense. Ce groupe fournira au Ministre une évaluation des méthodes à suivre pour déterminer les besoins en matière d'infrastructure. Autrement dit, il n'étudiera pas en particulier la situation à Cornwallis, à Ipperwash et ailleurs au pays. Il a pour mandat d'indiquer au Ministre les aspects qui doivent entrer en ligne de compte: les répercussions financières et sociales, les besoins des forces, et ainsi de suite. Le groupe doit remettre son rapport au Ministre d'ici l'été prochain. L'étape suivante consistera à utiliser ces critères pour étudier l'infrastructure de défense d'un bout à l'autre du Canada, en vue de présenter des recommandations sur la conservation des installations ou, bien sûr, leur fermeture, puisque nous essayons notamment de réduire notre infrastructure.

M. Redway: Et je suppose qu'Ipperwash sera une des bases examinées?

Vam George: Je pense que toutes nos propriétés seront visées par cette étude.

M. Redway: D'accord, mais Ipperwash en fera partie, n'est-ce pas? Bon.

Le président: Y a-t-il quelque chose qui m'échappe dans votre question?

M. Redway: Quand cette étude devrait-elle être terminée?

Vam George: Le comité doit faire un rapport au Ministre d'ici l'été prochain. Le Ministère devra ensuite analyser ce rapport pendant un certain temps. Cela devrait nous mener en 1993; je ne m'attends pas à voir de liste ou de

[Text]

expect to see a list or a process of examination of infrastructure prior to early 1993. Sometime in late 1993 we would expect to see certain things coming out of recommendations for closures. Of course, I would expect that in that process we will also appear before your fellow committee members on the Standing Committee on National Defence and foreign affairs should they deem it appropriate that we would appear there.

• 0915

Mr. Redway: So at that stage, about 1993, we will know whether, in the judgment of the Department of National Defence, Camp Ipperwash still remains a priority base. Is that right?

Vadm George: I would think that there will be words in 1993 that would indicate either the continued requirement or the desire to find alternatives.

Mr. Redway: Right.

Vadm George: But you are asking me to judge what the committee is—

Mr. Redway: No, no, but there will be some sort of Ipperwash in or about 1993.

Vadm George: There will be judgment on all Canadian Forces' base holdings.

Mr. Redway: Including Ipperwash.

Vadm George: If Ipperwash is—

Mr. Redway: You are being very careful with your answers, Admiral.

Vadm George: Well, I don't want to say the committee is—

Mr. Redway: You are certainly not sitting just to consider Ipperwash, but Ipperwash is one of them. Isn't that right?

Vadm George: Ipperwash is one of our holdings.

Mr. Redway: Thank you.

The Chairman: I got that answer five or six times.

Mr. Redway: Well, I am not quite sure, Mr. Chairman. You may have, but the admiral was very careful in saying "all of the bases" and avoiding the answer to the question of Ipperwash, so I wanted to make sure that he was including Ipperwash, or whether he was excluding it from all of the bases.

The Chairman: I think the admiral was avoiding pre-judging the outcome of a study.

Mr. Redway: Well, that wasn't my question, so you must have misinterpreted my question too, Mr. Chairman.

The Chairman: That makes two of us. We will add that to your time, Mr. Redway.

Mr. Redway: I am just about finished, Mr. Chairman, with the exception of the observation that Mr. Skelly indicated that the property was seized back in 1942 under the War Measures Act. That would certainly be a good reason to support including property rights in the Charter of Rights, I suppose.

[Translation]

procédure d'examen de l'infrastructure avant le début de 1993. À la fin de cette même année, nous pouvons nous attendre à ce que les recommandations sur la fermeture d'installations donne certains résultats. Bien sûr, je suppose que nous allons comparaître également à ce moment-là devant vos collègues du Comité permanent de la Défense nationale et des affaires étrangères, s'il le juge utile.

M. Redway: Donc, c'est à ce moment-là, vers 1993, que nous saurons si le ministère de la Défense nationale considère toujours le camp Ipperwash comme une base prioritaire. Est-ce exact?

Vam George: Je pense que nous saurons un peu mieux en 1993 si le camp est toujours nécessaire ou s'il serait bon de trouver des solutions de remplacement.

M. Redway: D'accord.

Vam George: Mais vous me demandez de juger ce que le comité... .

M. Redway: Non, non, mais nous aurons une idée du sort d'Ipperwash en 1993, ou à peu près.

Vam George: Il y aura une décision sur toute les bases appartenant aux Forces canadiennes.

M. Redway: Y compris Ipperwash.

Vam George: Si Ipperwash est... .

M. Redway: Vos réponses sont très prudentes, Amiral.

Vam George: Eh bien, je ne veux pas dire que le comité est... .

M. Redway: Vous n'étudiez sûrement pas seulement le cas d'Ipperwash, mais vous allez l'étudier avec les autres, n'est-ce pas?

Vam George: Le camp Ipperwash fait partie de nos propriétés.

M. Redway: Merci.

Le président: Le témoin nous a donné la même réponse cinq ou six fois.

M. Redway: Eh bien, je n'en suis pas tout à fait sûr, monsieur le président. Peut-être que vous avez compris cela, mais l'amiral a été très prudent en parlant de «toutes les bases» et en évitant de répondre à ma question sur Ipperwash. J'ai donc voulu m'assurer que le camp Ipperwash sera inclus dans cet examen, ou s'il ne fait pas partie de «toutes les bases».

Le président: Je pense que l'amiral voulait éviter d'anticiper les résultats de l'étude.

M. Redway: Eh bien, ce n'était pas le sens de ma question. Vous devez donc avoir mal compris ma question vous aussi, monsieur le président.

Le président: Alors nous sommes deux. Nous allons ajouter cela à votre temps, monsieur Redway.

M. Redway: J'ai presque fini, monsieur le président. Je voudrais toutefois souligner le commentaire de M. Skelly, au sujet du fait que ces terres ont été saisies en 1942 en vertu de la Loi sur les mesures de guerre. C'est certainement une bonne raison pour appuyer l'inclusion du droit à la propriété dans la Charte des droits, il me semble.

[Texte]

The Chairman: A good point, Mr. Redway. Would you like another ten minutes?

Some hon. members: Oh, oh.

Mr. Redway: I hope, Mr. Chairman, you have forgiven me.

Mr. Anawak: I will have to start off by saying that I realize that you operate with what I would call a military mind, whereas we tend, for lack of a better word, to use a commonsense type, and what we ask in terms of questions comes from our viewpoint rather than from the military's viewpoint. Therefore some of the questions that are being asked may be asked in the way we would normally use to find an answer, but never quite get it.

I have absolutely no feelings of sympathy for the people who would have to ride four hours extra if the base were moved somewhere else for the reserves. In my area, a four-hour ride on a highway is really no big deal. I don't feel sorry at all if they would have to ride two or three hours in order to go for training. Besides, the reserves are a voluntary thing anyway, right? If they can't hack the extra length of that ride, then they can get out.

• 0920

The date 1980 has been mentioned here a few times with respect to the deal with the band about using that base further, and doing what they can for the band, but wasn't it the Kettle Point Band they were dealing with and not the Stoney Point Band from whom they had taken the land? What percentage of the Stoney Point Band approved the deal? I think I heard you mention that you said 80% of the band approved. Was that the Stoney Point Band or the Kettle Point Band? We have to sort out that the deal made would have been with this Kettle Point Band when in fact the land taken away, or expropriated, was from the Stoney Point Band. Is that correct?

VAdm George: Mr. Chairman, I am not an expert on the status of the Indians. Perhaps DIAND could better receive that question. As far as I am informed, there is only one band recognized by DIAND and that's the Kettle and Stoney Point Band. So to ask me what percentage of that 80% were people who had been moved, I don't know whether there's any record of that and I certainly don't have access, but from what we have been told and what was done at the time, assuming somebody agreed that everybody who voted was eligible to vote on this point, then as far as I'm concerned, that 80% represents an acceptance by a body judged to be legally constituted to make such a decision.

[Traduction]

Le président: Vous avez raison, monsieur Redway. Aimeriez-vous encore dix minutes?

Des voix: Oh, oh.

M. Redway: J'espère que vous m'avez pardonné, monsieur le président.

M. Anawak: Je dois vous dire tout d'abord que je me rends bien compte que vous fonctionnez avec ce que j'appellerais un esprit militaire, alors que nous nous fondons plutôt sur le bon sens, quoique les termes ne soient pas vraiment très bien choisis, et que nous posons nos questions de notre propre point de vue plutôt que du point de vue des militaires. Par conséquent, nous posons peut-être certaines de nos questions de la façon dont nous le faisons habituellement pour essayer d'obtenir une réponse, mais nous n'en obtenons pas toujours.

Je n'ai absolument aucune sympathie pour les gens qui devraient faire quatre heures de voyage de plus si la base d'entraînement des réservistes était déplacée. Dans ma région, un trajet de quatre heures sur la grand-route, ce n'est vraiment pas grand-chose. Je ne les plains donc pas d'avoir à faire deux ou trois heures de route pour se rendre à l'entraînement. Et d'ailleurs, les réservistes s'engagent sur une base volontaire, n'est-ce pas? S'ils ne peuvent pas supporter un trajet un peu plus long, il n'ont qu'à rentrer chez eux.

Il a été question à quelques reprises de l'année 1980, qui est la date à laquelle une entente a été signée avec la bande au sujet de l'utilisation future de la base et de diverses mesures prises pour aider la bande. Mais est-ce que les négociations n'ont pas eu lieu avec les membres de la bande de Kettle Point, et non pas avec ceux de la bande de Stoney Point, à laquelle les terres avaient été confisquées? Quel est le pourcentage des membres de la bande de Stoney Point qui ont approuvé l'entente? Vous avez mentionné, il me semble, que 80 p. 100 des membres de la bande l'avaient approuvée. S'agissait-il de la bande de Stoney Point ou de celle de Kettle Point? Il faut bien se rendre compte que l'entente a été conclue avec la bande de Kettle Point alors que les terres expropriées appartenaient en fait à la bande de Stoney Point. Est-ce exact?

Vam George: Monsieur le président, je ne suis pas spécialiste du statut des Indiens. Le ministère des Affaires indiennes serait peut-être mieux placé pour répondre à cette question. Mais à ce que je sache, le ministère des Affaires indiennes ne reconnaît qu'une seule bande, c'est-à-dire la bande de Kettle et Stoney Point. Donc, si vous me demandez quelle est la proportion des gens déplacés, sur les 80 p. 100 qui ont approuvé l'entente, je ne sais pas si ces chiffres sont inscrits quelque part et je n'y ai certainement pas accès. Mais d'après ce qu'on nous a dit et ce qui a été fait à l'époque, en supposant que tous les gens qui ont voté avaient le droit de le faire, eh bien de mon point de vue, cette proportion de 80 p. 100 constitue une acceptation par une instance considérée comme ayant été constituée légalement pour prendre cette décision.

[Text]

On your point about whether or not the people, the Canadians who serve in the militia, are volunteers, we are all volunteers who serve our government and our Department of National Defence and our country. We do not have the draft in Canada. We're here because we want to serve our country, and that goes for whether it's regular force on a full-time basis or a militia person on a part-time basis.

One of the things that we have to provide those young men and women joining the militia is an attractive activity, and riding eight hours in a vehicle on the weekend to go off and get yourself run around a training camp for that day, is not my idea of attracting people into an organization where they can enjoy themselves. Therefore, we see, as General Reay has pointed out, that if you're going to attract people into the militia, to come out and train in the evenings and on the weekends, you can't expect them to travel four hours up to a place and four hours back. Whether or not they even have the means to travel is another question, and who would provide that, and how you would get them back and forth.

My point is that I don't think that we are being unreasonable in saying that, as a standard, two hours is the limit that you would expect the reservist, the militia person, to travel to go and volunteer his time to serve in the Canadian Armed Forces and to serve his country.

M. Ferland (Portneuf): Je constate qu'à une certaine époque les gouvernements utilisaient très facilement la Loi sur les mesures de guerre pour construire des choses. S'ils avaient à l'époque utilisé la même loi pour exproprier les Blancs, nous n'aurions peut-être pas ces problèmes et vous auriez d'autres choses à faire de plus important. Bref! La décision a été prise et il y a maintenant ce camp d'installé à cet endroit.

On parle de contamination dans le camp. Quel genre d'entraînement a eu lieu pendant la dernière guerre sur ces terrains-là? Quelle sorte d'obus a-t-on tiré? Est-ce qu'on le sait?

• 0925

VAdm George: I think the question of contamination is one that concerns us in any future change in the use of that area. In fact, when we entered an agreement in 1985 to allow the band to come in and remove materials from the area, one of our concerns was finding contaminated material, and of course you know what risk that would give to people in terms of taking contaminated material off the area.

We have recognized that since 1942 there has been a great deal of munitions put into certain parts of that area which would provide an enormous obstacle for clearance. I think you would not have difficulty in recognizing that, over that many years, with that many different users in quite a wide area, as we went through the years different areas may have been used for different things. There is a significant problem in terms of the contamination of the soil.

[Translation]

Quant à votre observation sur le fait que les Canadiens qui servent dans la milice le font volontairement ou non, je vous précise que nous sommes tous des volontaires, qui avons choisi de servir notre gouvernement, notre ministère de la Défense nationale et notre pays. Il n'y a pas de service militaire obligatoire au Canada. Nous sommes ici parce que nous voulons servir notre pays, et cela s'applique tout autant aux membres des forces régulières, qui sont militaires à plein temps, qu'aux membres de la milice qui le sont à temps partiel.

Il faut donner à ces jeunes hommes et à ces jeunes femmes qui entrent dans la milice une activité intéressante. D'après moi, ce n'est pas en obligeant ces gens à voyager pendant huit heures au cours de leur fin de semaine pour se présenter à l'entraînement pour une journée qu'on pourra les attirer dans une organisation où ils pourront avoir du plaisir. Par conséquent, comme l'a signalé le général Reay, nous estimons que pour attirer des gens dans la milice, pour les inciter à venir s'entraîner le soir et la fin de semaine, on ne peut pas s'attendre à ce qu'ils soient prêts à faire quatre heures de route pour se rendre à l'entraînement et quatre heures pour en revenir. Il n'est même pas certain qu'ils aient les moyens de faire ce voyage, et on ne voit pas qui d'autre pourrait les transporter.

À mon avis, il est raisonnable de fixer comme norme une limite de deux heures à la durée des déplacements auxquels on peut assujettir les réservistes, les miliciens, qui sont prêts à donner de leur temps pour servir les Forces armées canadiennes et leur pays.

Mr. Ferland (Portneuf): It should be noted that, at a certain point, government were readily using the War Measures Act to build things. If they had used this statute to expropriate white people at the time, we might not have those problems today and you would have more important things to do. Anyway! The decision has been made and there is now a camp at that place.

There is talk about contamination in the camp. What kind of training has been done there during World War II? What kind of shells have been fired? Do you know?

Vam George: La question de la contamination est l'une des inquiétudes que nous avons pour ce qui est de l'utilisation future de ce secteur. En fait, quand nous avons signé, en 1985, l'accord qui devait permettre à la Bande de se rendre dans la réserve pour y prélever des matériaux, l'une des inquiétudes était qu'ils soient contaminés, et vous savez évidemment les risques que cela présente.

Nous savons que, depuis 1942, une grande quantité de munitions a été utilisée dans certaines parties de ce secteur, ce qui compliquerait énormément le nettoyage. Je pense que vous reconnaîtrez aisément qu'au cours de toutes ces années, avec un si grand nombre d'utilisateurs sur une superficie si vaste, il y a pu y avoir bien des activités différentes. La contamination du sol est un problème important.

[Texte]

With reference to the buildings that may or may not be contaminated, I am not sure if that is appropriate. I am not aware of any building contamination. We certainly wouldn't occupy or let our people occupy buildings that were dangerous in terms of being over soil that had dangerous material in it.

M. Ferland: Lorsque l'on entend prononcer le mot «contamination» dans ce camp-là, on pense à des obus qui n'auraient pas explosé; et bien entendu, on veut éviter des accidents comme celui qui est survenu au camp de Valcartier il n'y a pas tellement longtemps lorsqu'un obus tiré en 1914, dans une région où on croyait avoir décontaminé le terrain, est remonté à la surface et explosé avec les conséquences que l'on sait.

Vous êtes en voie de déplacer un certain nombre de militaires de la région de London vers Petawawa, et vous fermez des installations dans la région de London. Pourriez-vous m'expliquer un petit peu plus quel genre d'installations vous avez fermées à London et quels sont les militaires que vous transférez à Petawawa?

Vadm George: Your comment about munitions appearing after many years is quite correct. It happens wherever there was either wartime training or wartime activity. Whether it be a beach off Nova Scotia that one day will be clear and the next day will have an unexploded bomb on it, these things happen. They happen equally in areas where the soil has been moved or turned around. It is a concern to us about how that area would be used in future years.

In terms of London it was announced, in fact, with certain infrastructure adjustments that were started by the department in 1989, the closure of Summerside, for example and the closure of CFB London. That program is under way. That program requires the movement of the RCR from London to Petawawa. It also requires us to dispose of a certain amount of infrastructure in that area associated with the RCR.

But we expect, given the population in that part of Canada, that as we try to build up the reserves which I spoke about a few minutes to your colleague, that there will be the need or the opportunity to have significant militia members from that part of southwestern Ontario and therefore the need to have training areas for a militia. So if anything, the pressure on Ipperwash to provide the kind of training I spoke about a few minutes ago will increase as we go through this decade, as opposed to decrease.

One should not be led into thinking that because we are pulling the RCR out of London that it will diminish our requirement for a training area nearby. If anything, it will put on additional pressure.

M. Ferland: Qu'est-ce que le RCR, dans la région? Est-ce que c'était ce qu'on appelle un camp d'entraînement? Était-ce simplement une base, avec seulement des habitations et l'entraînement se faisait-il à Ipperwash?

[Traduction]

Pour ce qui est de la contamination des bâtiments, je ne sais pas si la question se pose tellement, car rien n'indique que des bâtiments soient en réalité contaminés. Nous ne permettrions sûrement pas à nos gens d'utiliser des bâtiments qui seraient dangereux ou qui seraient construits sur un terrain qui contiendrait des matières dangereuses.

Mr. Ferland: When we hear the word "contamination" about this camp, we think of explosive shells that would not have exploded, and obviously, we want to prevent accidents like the one that happened in Valcartier not long ago when a shell that was fired in 1914, in an area where it was thought that the soil had been decontaminated, has returned to the surface and exploded with the consequences that we know.

You are actually transferring a number of militaries from the London area to Petawawa, and you are closing some facilities in the London area. Could you tell me a little more about the kind of facilities you have closed in London and the forces that you have transferred to Petawawa?

Vam George: Ce que vous avez dit au sujet de munitions qui refont surface après de nombreuses années est tout à fait juste. Cela se produit dans des endroits où il y a eu des activités d'entraînement militaire. Il peut arriver que l'on trouve tout à coup un obus qui n'a pas explosé sur une plage de la Nouvelle-Écosse que l'on croyait pourtant avoir bien nettoyée. Cela arrive parfois. Cela se produit même dans des endroits où le sol a été tourné et retourné. L'utilisation future de ce secteur nous inquiète quelque peu.

Pour ce qui est de London, en fait, à l'occasion de certains rajustements d'infrastructure que le ministère a entrepris en 1989, on a annoncé la fermeture de Summerside, par exemple, et la fermeture de la base militaire de London. Ce programme est en cours à l'heure actuelle. Le programme prévoit le déménagement du RCR de London à Petawawa. Il prévoit aussi l'aliénation d'une certaine partie de l'infrastructure utilisée par le RCR dans cette région.

Mais, compte tenu de la population dans cette partie du Canada, et du renforcement de la réserve dont je parlais à votre collègue, il y a quelques minutes, le besoin d'un nombre important de membres de la milice se fasse sentir dans cette partie du sud-ouest de l'Ontario et, par conséquent, on aura besoin de terrains d'entraînement. Donc, plutôt que de diminuer, les besoins en matière d'entraînement dans la région d'Ipperwash, dont j'ai parlé il y a quelques minutes, augmenteront au cours des dix prochaines années.

Il ne faudrait pas penser que parce que nous retirons de la région de London la RCR, cela diminuera le besoin d'un terrain d'exercice à proximité. Je pense plutôt que le besoin sera encore plus grand.

Mr. Ferland: What is the RCR in that area? Was it a training camp? Was it only a base with military quarters, and was the training done in Ipperwash? I would like to know. If there was already in the London area a camp similar in size

[Text]

J'aimerais le savoir. Si dans la région de London il y avait déjà un camp équivalent en surface ou en qualité à celui qu'il y a à Ipperwash, on pourrait y entraîner la réserve. Si ce n'est pas le cas, eh bien, on regardera le problème autrement.

VAdm George: I'll ask General Reay to give you some of the detail, but in fact London is a base with all the infrastructure for accommodating, feeding, classroom training, and vehicle maintenance. If you have ever been to Ipperwash, you will recognize it as a large open area, with accommodation, but mostly training areas.

Mgén Reay: C'est cela, amiral. À London, il n'y a qu'une garnison, il n'y a pas de centre d'entraînement ni de manoeuvre. Ce bataillon doit toujours utiliser d'autres endroits, comme Ipperwash, par exemple, ou Meaford, ou Petawawa. Il n'y a pas d'endroit dans les environs de London pour faire des manoeuvres.

Mr. Skelly: You mentioned the Department of National Defence and the military are proud of their friendly relations with the aboriginal people. Yet as aboriginal affairs critic for my party, I find numerous conflicts are going on between the military and aboriginal people across the country. One in my riding is Goose Spit, at Comox, which again is a cadet camp, a training camp, that blocks off access to an Indian reserve at Goose Spit, near Comox. For those people to get to their reserve, they have to ask the commanding officer of CFB Comox. While it has never been denied, they are probably some of the few people in Canada who have to ask for access to their reserve. Otherwise the reserve is completely cut off, except by water.

CFB Chilliwack does its training up in the Chilcotin area of British Columbia. This year there were constant road-blocks at that time because of problems... The Tsilhqot'in Tribal Council and the Toosey Band in that area claim the area, yet the military insists on conducting its training programs there regardless of aboriginal claims. There were road-blocks and threats of violence. Low-level flying, the problem in Labrador... I guess Ipperwash is the other one.

So there are serious problems in this country between the aboriginal people and the military, and many of them are long-term problems that are very difficult to resolve. In our dealings and the files we have on these problems they seem to be more difficult to resolve than other problems, and—this is just a comment, rather than a question—perhaps the military should be examining how it deals with aboriginal people. I think you are under the wrong impression if you say you have friendly relations with aboriginal people across the country. There are certainly some difficult, long-standing, unresolved issues that have to be dealt with.

[Translation]

or quality to the one in Ipperwash, the reserve could be trained there. If not, well, we will look for some other solution.

Vam George: Je vais demander au général Reay de vous donner quelques détails à ce sujet, mais en réalité, London est une base qui est équipée de toute l'infrastructure nécessaire pour loger, nourrir, former les militaires et entretenir les véhicules. Si vous êtes déjà allés à Ipperwash, vous reconnaîtrez avec moi que c'est une vaste étendue de terrain, où il y a quelques habitations, mais il y a surtout des terrains d'exercice.

Mgén Reay: You are right, Admiral. In London, there is only one garrison, but no training centre and no manoeuver facilities. They always have to use other locations, like Ipperwash, for instance, or Meaford or Petawawa. There are no areas for manoeuvres around London.

M. Skelly: Vous avez dit que le ministère de la Défense nationale et les militaires sont fiers des relations amicales qu'ils entretiennent avec les autochtones. Pourtant, en tant que critique des affaires autochtones pour le compte de mon parti, je constate qu'il y a de nombreux conflits actuellement entre les militaires et les autochtones dans l'ensemble du pays. Il y en a justement un dans ma circonscription, à Goose Spit, dans la région de Comox, où il y a un camp de cadets, un camp d'entraînement, qui bloque l'accès à une réserve indienne, à Goose Spit près de Comox. Pour pouvoir entrer dans leur réserve, les autochtones de l'endroit doivent demander la permission du commandant de la base de Comox. Bien que l'accès à leur réserve ne leur ait jamais été interdit, ces autochtones sont probablement les seuls au Canada à devoir demander la permission d'entrer dans leur réserve, ou à peu près. Le camp bloque complètement l'accès à la réserve, à moins de s'y rendre par bateau.

Les militaires de la base de Chilliwack s'entraînent dans la région de Chilcotin en Colombie-Britannique. Cette année, il y a constamment eu des barrages routiers en raison de problèmes... Le Conseil des tribus Tsilhqot'in et la bande Toosey revendiquent la région, et malgré cela, les militaires insistent pour continuer l'entraînement à cet endroit malgré les revendications des autochtones. Il y a eu des barrages routiers et des menaces de violence. Les vols à basse altitude, le problème au Labrador... Je pense que l'autre problème est celui de la région d'Ipperwash.

Il y a donc de graves problèmes au Canada entre les autochtones et les militaires, et nombre d'entre eux sont des problèmes qui remontent fort loin et qui sont très difficiles à résoudre. Si l'on en juge aux discussions que nous avons eues et aux dossiers que nous avons sur ces problèmes, ils semblent être plus difficiles à résoudre que d'autres et—ce n'est qu'une observation, en fait, plutôt qu'une question—les militaires devraient peut-être examiner la façon dont ils traitent les autochtones. Je pense que vous vous leurrez si vous pensez que vos relations sont amicales avec les autochtones. Il y a encore quelques problèmes anciens et difficiles qui subsistent.

[Texte]

The question I want to ask relates to another issue that was brought up by the W-5 program about the use of Camp Ipperwash. But I want to add that I was a member of the army cadets too. I was in the Seaforth Highlanders pipe band. I used to travel two hours on a school night to go to downtown Vancouver from my home in New Westminster to practice with that band, a cadet band, and I travelled all over with that band to compete, because it was one of the best in the area. People who are interested in serving the country and interested in the military are willing to do those kinds of things, and I don't think that is a real excuse for not shipping your training elsewhere.

• 0935

There was a story, again on a W-5 program, or one of the national news programs, that suggested military officers from southern Ontario used Camp Ipperwash as a summer camp of their own, and they are allowed to store their camping gear and campers and that kind of thing in heated hangars in the Camp Ipperwash facility, and they do this at public expense; and one of the reasons they don't want to give up Camp Ipperwash is it's a perk provided to them by the people of Canada, at government expense, and not available to other people. It's certainly not available to the Stoney Point people, who were removed from that reserve so many years ago.

VAdm George: If I used the word "proud", for the record, I would be surprised if you would find I said I was proud of the way we have developed certain relationships. I think what I would be proud of is our attempts to find resolutions to these difficulties. I am certain the department will continue to seek means of resolving difficulties from one side of our country to the other. We are committed to that. Therefore we continue to talk.

It's interesting that the guideline we use today, two hours travelling time, hasn't changed in... I won't say how many years. We still think two hours is about all you should ask somebody to travel in an evening or on a weekend to do his training. We also happen to feel it's important to keep the person's welfare in mind, because we are asking him to do more. You may be have been fortunate to be in a pipe band and to have got a lot of enjoyment out of that, to try to make service in the militia enjoyable.

...soit compter un procès-verbal de l'ensemble des activités et des événements qui se sont déroulés pendant la durée de la mission.

The use of Camp Ipperwash for recreational purposes by the staff, as you have quite rightly pointed out, ceased in the summer of 1990. Therefore I would have to say if misuse of some of these areas did occur, it has not occurred since 1990.

Mr. Nault: For the sake of argument, let's just assume the summer activities are separate from the weekend activities, simply because if cadets are going for the summer, then one long trip isn't so much to ask somebody to make,

[Traduction]

La question que j'ai maintenant à poser est liée à un autre problème qui a été soulevé à l'émission W5 au sujet de l'utilisation du camp Ipperwash. Mais avant cela, je tiens à ajouter que j'ai, moi aussi, fait partie des cadets de l'armée. J'ai fait partie de l'orchestre des Seaforth Highlanders. J'avais deux heures de déplacement, un soir où il y avait de l'école le lendemain, pour me rendre au centre-ville de Vancouver, de ma résidence à New Westminster, pour aller m'exercer avec cet orchestre, un orchestre de cadets, et j'ai voyagé un peu partout avec cet orchestre pour participer à des concours, parce que c'était l'un des meilleurs orchestres de la région. Les gens qui sont intéressés à servir le pays et par la vie militaire acceptent de tels sacrifices, et je ne pense pas que ce soit vraiment une excuse pour refuser de déplacer le lieu d'entraînement.

À l'émission W-5, ou à l'une des émissions de nouvelles nationales, on a raconté que des officiers du sud de l'Ontario utilisent le camp Ipperwash comme camp d'été à des fins personnelles, et qu'on leur permet d'entreposer leur matériel de camping et leurs roulottes dans les hangars chauffés du camp Ipperwash, et cela, aux frais de l'État. Il semblerait que l'une des raisons pour lesquelles les militaires ne veulent pas abandonner le camp Ipperwash, c'est que c'est en quelque sorte un avantage qui leur est fourni, et à eux seuls, par la population du Canada, aux frais du gouvernement. Les autochtones de Stoney Point, qui ont été chassés de cette réserve il y a si longtemps, en sont sûrement privés, en tout cas.

Vam George: En disant que nous étions fiers, je n'ai pas dit que nous l'étions forcément de la façon dont certaines choses se sont passées. Ce dont je suis particulièrement fier, toutefois, c'est des efforts que nous faisons pour résoudre ces difficultés. Je suis persuadé que le ministère continuera à chercher des moyens de résoudre les problèmes qui peuvent exister d'un bout à l'autre du pays. C'est un engagement que nous avons pris. Par conséquent, nous maintenons la discussion.

Il est intéressant de noter que la ligne directrice à laquelle nous nous référons encore aujourd'hui, celle des deux heures de déplacement, n'a pas changé... Je ne dirai pas depuis combien d'années elle est en vigueur. Nous continuons de penser que deux heures de déplacement, c'est à peu près tout ce que l'on peut demander à quelqu'un, au cours d'une soirée ou d'une fin de semaine, pour suivre son entraînement. Nous pensons aussi qu'il est important de tenir compte du bien-être de la personne en cause, parce que nous lui demandons davantage d'efforts. Vous pouvez peut-être vous compter chanceux d'avoir fait partie d'un orchestre de cornemuse et d'avoir eu cette satisfaction qui a rendu agréable le service dans la milice.

On a mis un terme à l'utilisation du camp Ipperwash à des fins récréatives par le personnel militaire, comme vous l'avez fait remarquer, à juste titre, à l'été de 1990. Je dirai donc que, s'il est déjà arrivé que certaines parties de ce secteur aient été utilisées à mauvais escient, cela ne s'est pas reproduit depuis 1990.

M. Nault: Pour me faire l'avocat du diable, considérons les activités estivales comme des activités différentes de celles qui ont lieu la fin de semaine, tout simplement parce que pour des cadets qui vont y passer l'été, un long déplacement,

[Text]

because they're going to be there for a month or two. In my region, northern Ontario, it would take them all day to go to this outdoor facility, so I don't find that to be too much to ask anyone.

What I need to know—and we don't have the number yet—is how many cadets on average use the facility on a weekend basis during the year, besides the summer. Are we talking about 50, 100, 1,000? Just how many are we inconveniencing here? I don't think that number has come out. I don't know what 100,000 man-hours per day means, really. In layman's terms, how many cadets are we talking about on a weekend here?

VAdm George: The figure of 110,000 or 111,000 person-days of usage—

Mr. Nault: Yes, whatever that means.

VAdm George: —was a total. The summer cadet camp occupies, I would say, about half that. You're talking about 69,000. The summer camp runs for about . . . through the summer it's July and August, 60 days. So I would say it's about 1,000 cadets operating there in the summer. That is about half the total usage.

• 0940

The rest of the weekends in the year would occupy another 40 weekends. At two days a weekend, that's 80 days. The 80 days into the balance of let's say 48,000 would be about 6,000 for the rest of the year.

Mr. Nault: Admiral, forgive me if I feel a little skeptical. Listen. You are in a position where you can tell us, on average, how many cadets use the facility on a weekend for two days. I can call the commander of my local reserve detachment and ask, on average, on a weekend, how many cadets they have coming out and doing reserve work, and they will tell me 45, 50. So can you give us an average on a weekend? I would like to know, because I don't understand all these person-days. I am not interested in that. For the record, I would like to know how many individuals who are interested in serving their country we are inconveniencing if we move them from this camp to some other camp.

VAdm George: Mr. Chairman, I would be prepared to provide those figures to the committee. I cannot do it off the top of my head. All I have is the actual usage rate by number of persons. But I will undertake to provide that.

The Chairman: One other comment I think should go along with Mr. Nault's, at least from my perspective, is that while he makes the comment about inconveniencing individuals, the attempt you made earlier was that there is a

[Translation]

ce n'est pas si pénible que cela, parce qu'ils vont passer un ou deux mois dans ce camp. Dans ma région, le nord de l'Ontario, c'est un jour complet qu'il faudrait pour s'y rendre. Je ne trouve donc pas cela si dur.

Ce que je veux savoir—et nous n'avons toujours pas de chiffres précis—c'est combien de cadets, en moyenne, utilisent le camp, par fin de semaine, sur une année, exception faite de la saison estivale. Est-ce 50, 100 ou 1,000 cadets? Combien de cadets seront touchés, en réalité? Je ne pense pas que ce chiffre ait encore été donné. 100,000 heures—personne par jour, pour être bien franc, je ne sais pas ce que cela signifie. En termes concrets, combien de cadets sont visés, en réalité?

Vam George: Les 110,000 ou 111,000 jours—personne d'utilisation. . .

M. Nault: Oui, quoi que cela veuille dire.

Vam George: . . . sont un total. Le camp d'été des cadets représente environ la moitié du total, je dirais. Il s'agirait donc d'environ 69,000 jours—personne. Le camp d'été, qui s'étend sur juillet et août, dure 60 jours. Je dirais donc qu'il y a environ 1,000 cadets au camp pendant l'été. Leur utilisation du camp représente environ la moitié de l'utilisation totale qui en est faite.

L'autre moitié de l'utilisation annuelle se répartit sur environ 40 fins de semaine. A raison de deux jours chaque fois, il s'agit donc de 80 jours. Si l'on divise les 48,000 jours—personnes restant par ces 80 jours, on en arrive à environ 6,000 cadets pour le reste de l'année.

M. Nault: Amiral, pardonnez-moi si j'ai l'air un peu sceptique. Ecoutez. Vous êtes dans une position qui nous permet de nous dire combien de cadets, en moyenne, utilise les installations du camp pendant un weekend. Je peux appeler le commandant de mon détachement local de la réserve et lui demander combien de cadets en moyenne, par fin de semaine, viennent faire du travail de réserve au camp, et il me répondra entre 45 et 50. Donc, pouvez-vous nous donner la moyenne par fin de semaine? J'aimerais bien que vous le fassiez, parce que tous ces jours—personnes ne me disent absolument rien. Ce n'est pas cela qui m'intéresse. Pour que ce soit consigné au procès-verbal, je voudrais savoir combien de personnes intéressées à servir leur pays nous dérangons si nous déplaçons le camp.

Vam George: Monsieur le président, je fournirai volontiers les chiffres pertinents au comité s'il le désire. Mais je ne peux pas le faire comme cela, maintenant. Tout ce que j'ai ici, c'est le taux d'utilisation réel pour un nombre de personnes déterminé. Mais, je verrai à vous fournir ces chiffres.

Le président: Un autre commentaire qui devrait s'inscrire dans la même veine que l'intervention de M. Nault, selon moi, en tout cas, c'est qu'en plus des personnes qui risquent d'être dérangées, il y a aussi un programme dont

[Texte]

program that has to function. So it is not only individuals. We are looking at the viability of a program too. I am not going to state, pro or con, whether 240 kilometres make a program non-viable. I don't know. But it is not only individuals we are concerned about, it's the program too.

Mr. Anawak: I got the impression from comments you made to my question earlier that whatever dealings had to be done with Stoney Point or Kettle Point would be done by the Department of Indian Affairs or somebody in the political arena of the Department of National Defence. At the same time you pointed out earlier you are proud of the efforts you have made. You did not say with whom. You just said you were proud of the efforts to work on whatever you can do in the area.

What I get, basically, is that whatever the Department of Indian and Northern Affairs can reach with Stoney Point and Kettle Point—not necessarily reach, but say to Stoney Point or Kettle Point you don't really care. As long as you are told the arrangements have been made, do whatever you have to do. You don't even want to know what the inside... It was a hear-no-evil, see-no-evil type of attitude in the answer you gave earlier. I get the impression as long as there is a signed document stating you can use whatever facilities, you don't care to know the details. That's the impression I get. You don't seem to have a sense of social commitment to dealing with the Stoney Point Band or the Kettle Point Band in terms of what you have to do to ensure there is a smooth running of the operation and smooth co-operation between Stoney Point and Kettle Point and the military.

VAdm George: What the Department of National Defence has done is dealt with the duly appointed representatives of the Kettle and Stoney Point Band. I didn't suggest to you I didn't care how that was achieved. All I was doing was stating the fact that the negotiations, as far as we were aware, were done with the duly constituted authority and a suitable agreement was made with the duly constituted authority. I am not here to debate whether the duly constituted authority is right or wrong. All I am saying is we have dealt with what was perceived to be the duly constituted authority.

• 0945

The Chairman: While you are providing us with some numbers—I assume the committee would be interested in this too—I would like to get some idea of the the numbers of the residents of the Kettle and Stoney Point reserve who are participants in the militia, and/or the number of aboriginals period, who are participants, because the city I come from, Regina, has a significant number of aboriginals, and the cadet and militia program is very important to them. I just thought that might be a bit of valuable information for us to have as well.

[Traduction]

l'application doit continuer. Il ne s'agit donc pas uniquement de personnes. Il y a aussi la viabilité d'un programme qui est en cause. Je ne discuterai pas de l'inconvénient que peut représenter un déplacement de 240 kilomètres pour la viabilité d'un programme. Cela risque-t-il de nuire à la bonne marche du programme? Je ne le sais pas. Quoiqu'il en soit, ce n'est pas uniquement de personnes qu'il s'agit, mais aussi de la viabilité du programme.

M. Anawak: De la façon dont vous avez répondu à la question que j'ai posée plus tôt, j'ai eu l'impression que toute discussion qui devrait avoir lieu avec les représentants de Stoney Point ou de Kettle Point serait amorcée par le ministère des Affaires indiennes ou par quelqu'un du ministère de la Défense nationale. Parallèlement à cela, vous avez fait remarquer, plus tôt, que vous êtes fier des efforts que vous avez faits. Vous n'avez toutefois pas dit vers qui ces efforts ont été dirigés. Vous avez seulement dit que vous êtes fier des efforts que vous avez faits pour tâcher de régler les problèmes dans la région.

Mon impression, d'une manière générale, c'est que vous êtes plutôt indifférent à tout ce sur quoi le ministère des Affaires indiennes et du Nord pourra dire ou convenir avec les Bandes de Stoney Point et de Kettle Point. Pourvu que l'on vous dise qu'un règlement est intervenu, Vous ne vous souciez guère du reste. Vous ne voudriez même pas savoir ce qui s'est passé... Dans la réponse que vous avez donnée plus tôt, vous avez donné l'impression de celui qui préfère ne rien voir, rien entendre. J'ai l'impression que pourvu qu'il y ait un document signé établissant que vous pouvez utiliser telle ou telle installation, les détails ne vous intéressent absolument pas. C'est l'impression que j'ai. Vous semblez refuser l'engagement social nécessaire pour traiter avec la Bande de Stoney Point ou celle de Kettle Point, pour ce qui est d'assurer une collaboration harmonieuse entre les Bandes de Stoney Point et Kettle Point et les forces armées.

Vam George: Le ministère de la Défense nationale a traité avec les représentants dûment nommés des Bandes de Kettle Point et de Stoney Point. Je n'ai pas du tout voulu donner l'impression que je ne me souciais pas de la façon dont on est arrivé à cette entente. Tout ce que j'ai dit, c'est que les négociations, pour autant que nous sachions, ont été menées avec l'autorité dûment constituée, et que l'on a conclu un accord acceptable avec cette même autorité. Je ne suis pas ici pour débattre de la compétence de l'autorité dûment constituée. Tout ce que je dis, c'est que nous avons traité avec les gens que nous avons perçus comme étant l'autorité dûment constituée.

Le président: Puisque vous devez nous fournir certains chiffres—je suppose que les autres membres du comité s'y intéressent aussi—je voudrais avoir une idée du nombre de résidents de Kettle Point et de Stoney Point qui sont enrôlés dans la Milice, ou le nombre d'autochtones qui sont enrôlés ou les deux, parce que dans la région de Regina, d'où je viens, il y a beaucoup d'autochtones, et le programme des cadets et de la milice est très important pour eux. Ce sont des renseignements qui pourraient peut-être nous être utiles.

[Text]

VAdm George: Mr. Chairman, I shall do that.

The Chairman: Thank you very much. Thank you for appearing this morning.

VAdm George: Thank you.

The Chairman: We now have at the table Robert George, Ronald George, and Maynard George. Please proceed, gentlemen.

Mr. Maynard George (Member, Stoney Point Reserve): Before we begin, Mr. Chairman, Ms Bresson asked me if any members of the committee would like to have pictures of the moved and dispossessed people.

The Chairman: Yes.

Mr. Maynard George: Actually, they are pictures of their housing structures today.

Mr. Skelly: I think that would be helpful.

The Chairman: Mr. Maynard George and I spoke earlier, and I expressed some caution in that (a) we were doing a study on housing in February, and (b) I was not sure of the relevance of the housing conditions to the discussion this morning. I just raise that as a caution, but certainly I have no objection to having members look at this material.

Mr. Skelly: It would be good for all of us to see it if it relates to the move.

Mr. Anawak: It is a subject we may be involved with as the aboriginal affairs committee.

• 0950

The Chairman: That's right, but the aboriginal affairs committee is dealing with that specific affair today, right?

Mr. Anawak: Whatever affairs we are dealing with at any time, they are aboriginal affairs.

The Chairman: Thanks for the non-answer. We'll carry on our meeting later.

Chief Robert George (Chairman of the Stoney Point Locatees Committee): Good morning. My name is Robert George and I am from Stoney Point. With me is my son Ronald George, who will give our main presentation. Also with us is Maynard George, who searched out most of the documents in the brief. We represent the families of people who lived on the Stoney Point Reserve before it was taken by the government during the Second World War.

I would like to explain to you what losing the Stoney Point Reserve meant to our people. Maybe if you can understand what taking our land has done to us you can understand why it's so important for us to get the land back.

[Translation]

Vam George: Monsieur le président, vous pouvez y compter.

Le président: Merci beaucoup. Je vous remercie d'être venu témoigner ce matin.

Vam George: Merci.

Le président: Nous recevons maintenant messieurs Robert George, Ronald George et Maynard George. Messieurs, nous vous écoutons.

M. Maynard George (membre, Réserve de Stoney Point): Avant de commencer, monsieur le président, M^{me} Bresson m'a demandé si des membres du comité voudraient voir des photographies concernant les gens qui ont été déplacés et dépossédés.

Le président: Oui.

M. Maynard George: En réalité, ce sont des photographies de leurs habitations aujourd'hui.

M. Skelly: Je pense que ce serait utile.

Le président: M. Maynard George et moi avons discuté plus tôt. . . Je lui ai fait part des réserves suivantes: Premièrement, que nous devons entreprendre une étude sur le logement en février, et deuxièmement, je lui ai dit que je ne savais pas trop si les conditions du logement étaient vraiment le sujet de la discussion de ce matin. Ce n'est qu'une mise en garde que je fais, mais je n'ai certainement aucune objection à ce que les membres du comité voient ces photographies.

M. Skelly: Il serait utile que nous puissions le faire si elles sont en rapport avec le déplacement.

M. Anawak: C'est un sujet que nous aborderons peut-être au Comité des affaires autochtones.

Le président: C'est juste, mais le Comité des affaires autochtones traite de cette question précise aujourd'hui, n'est-ce pas?

M. Anawak: Tout ce dont nous discutons concerne toujours les autochtones.

Le président: Merci de la non-réponse. Nous poursuivrons cette discussion plus tard.

Le chef Robert George (Président du Stoney Point Locatees Committee): Bonjour. Je m'appelle Robert George, et je viens de Stoney Point. C'est mon fils, Ronald George, qui va vous présenter notre exposé. Il y a aussi M. Maynard George, qui nous accompagne. C'est lui qui a trouvé la plupart des documents qui sont cités dans le mémoire. Nous représentons les familles des gens qui habitaient dans la réserve de Stoney Point avant qu'elle ne soit prise par le gouvernement au cours de la Deuxième Guerre mondiale.

Je veux vous expliquer ce que la perte de la réserve de Stoney Point a signifié pour nos gens. Si vous pouvez comprendre les conséquences qu'a eu pour nous la confiscation de notre territoire, vous pouvez comprendre pourquoi il est si important pour nous de le récupérer.

[Texte]

I was born in Stoney Point Reserve in 1932. My family had lived there since before the reserve was created by the Treaty of 1825, a treaty in which the Chippewas of southwestern Ontario gave up their claim to over two million acres of land. For hundreds of years Stoney Point was the only home that my family and the other Stoney Point families knew.

Today a lot of farmers are losing their farms and their way of life. To us, losing Stoney Point was something like that, but it was a lot more. For my family that reserve was more than just a place to live. For older people, being on a reserve was the same as being in their own homes. They knew everyone and everyone knew them. It was the only place where they were comfortable and felt at home.

For young kids the reserve was the best place to grow up. You always had other kids to play with you. You could go into anybody's home, and you always had somebody to take care of you. Growing up on Stoney Point Reserve meant that you grew up with your own people in your own culture.

When the government took the reserve in 1942 they took more than just land. They took away a lot of things that kept our families and friends together. They took away our sense of community and identity.

At the end of the war one of our young men came home after serving overseas in the Canadian army. He had been away for a number of years and didn't know that the reserve had been taken by the government, so instead of coming home to Kettle Point Reserve he went to the old Stoney Point Reserve where he grew up. Instead of finding his home, he found an army base. He ended up sleeping in the ditch. Because his home was gone, he didn't know where to go. This was his reward for serving Canada. The next morning he walked to Kettle Point Reserve to find his family. He found them, but he couldn't stay there. There wasn't enough room for him on Kettle Point. So he went back into the army.

Another veteran served as a caretaker at Camp Ipperwash, his old home. He ended up protecting an empty army base for the people who had taken his home away from him.

Since the war a lot of our people have had to move away. The land we got to live on in Kettle Point was just too small. It couldn't support us or all the Kettle Point people born after the war. A lot of our relatives, friends, had to leave because there just wasn't enough room for them. Now only a few of us can live in a native community and can raise our children the way we were raised.

[Traduction]

Je suis né dans la réserve de Stoney Point en 1932. Ma famille s'est installée sur ces terres bien avant que la réserve ne soit créée par le Traité de 1825, traité par lequel les Chippewas du sud-ouest de l'Ontario ont abandonné leur titre de propriété sur un territoire de plus de deux millions d'acres. Ces terres ont été le seul endroit où ma famille et les autres familles de Stoney Point ont habité pendant des centaines d'années.

Aujourd'hui, il y a de nombreux agriculteurs qui perdent leurs terres et leur mode vie. Pour nous, la perte de Stoney Point a été aussi éprouvante, mais nous avons perdu beaucoup plus que cela. Pour ma famille, cette réserve était beaucoup plus que le lieu où elle habitait. Pour les gens plus âgés, la réserve, c'était comme leur maison. Ils connaissaient tout le monde, et tout le monde les connaissait. C'était le seul endroit où ils étaient à l'aise et où ils se sentaient chez eux.

Pour les jeunes, la réserve était le meilleur endroit où grandir. Il y avait toujours d'autres enfants avec qui jouer. On pouvait entrer n'importe où, et il y avait toujours quelqu'un pour nous aider. Grandir dans la réserve de Stoney Point, c'était évoluer avec ses proches, dans sa propre culture.

Quand le gouvernement s'est emparé de la réserve, en 1942, il s'est emparé de bien davantage que d'un simple territoire. Il a éliminé bien des choses qui rapprochaient nos familles et nos amis. Il nous a enlevé notre appartenance et notre identité.

À la fin de la guerre, l'un de nos jeunes est revenu d'outremer, après avoir servi dans l'armée canadienne. Il avait été absent pendant plusieurs années et ne savait pas que le gouvernement s'était emparé de la réserve, et c'est ainsi que, pensant revenir à la maison, il a abouti à l'ancienne réserve de Stoney Point, où il avait grandi, ne sachant pas qu'il avait déménagé, sans le savoir, dans la réserve de Kettle Point. À l'endroit où il habitait auparavant, il s'est trouvé devant une base militaire. Il a dû passer la nuit dans un fossé quelque part. Il ne savait pas où aller, car sa maison n'était plus là. C'était sa récompense pour avoir servi le Canada. Le lendemain matin, il s'est rendu à la réserve de Point Kettle pour trouver sa famille. Il l'a trouvée, mais il ne pouvait pas rester. Il n'y avait pas de place pour lui à Kettle Point. Il est donc retourné dans l'armée.

Il y a aussi un autre ancien combattant qui a travaillé comme concierge à Camp Ipperwash, chez lui, auparavant, en réalité. Il s'occupait ainsi d'une base militaire vide pour le compte de ceux qui lui avaient enlevé sa maison.

Depuis la guerre, nombre de nos gens ont dû partir. Le territoire qu'on nous a donné à Kettle Point était tout simplement trop petit. Il n'était pas suffisamment grand pour nous ou toutes les personnes nées après la guerre à Kettle Point. Un grand nombre de nos parents et de nos amis ont dû partir, car il n'y avait tout simplement pas suffisamment de place pour eux. Aujourd'hui, nous ne sommes que très peu à pouvoir vivre dans une collectivité autochtone et élever nos enfants comme nous l'avons nous mêmes été.

[Text]

I was luckier than some others because all my children grew up in the native community. The kids who are growing up off the reserve today don't know their relatives. They aren't knowledgeable in their traditions. Even for people who got their land on Kettle Point it wasn't the same. For 50 years we've been guests on someone else's house.

The government made all the Stoney Point people move to Kettle Point Reserve, and since then we've been outsiders. I don't blame the Kettle Point people, because they lost part of their home too. They were forced by the government to take us in, and they were also told that we could vote on their business. If I was them I'd be angry too.

To push a lot of people into Kettle Point meant everybody suffered. The Kettle Point Reserve is too small and poor for all us Stoney Point and Kettle Point together to make a living. A lot of the land the Stoney Pointers got was no good for farming. It was swamp or sand or scrub. There just wasn't a place for us on Kettle Point. Because of this, a lot of us moved away. That meant losing our homes a second time.

• 0955

At least when we moved to Kettle Point we were moving to another reserve. Living in Sarnia or London, Forest, Albans, Surrou, living in a white community, we had to go from living on our own land, with our own people, to living in white cities. It doesn't surprise me, and it shouldn't surprise you, that in only a few years some of our people have had problems. It was only a little over 20 years ago that the first Stoney Point lad graduated from high school. Even today, a lot of our young people are not finishing school.

It is time for the government to return Stoney Point to us. The government was wrong to take the land, and it was wrong to keep it from us. We need that land. We can make good use of it.

Getting the land back will mean there is a chance we can bring some of our people home again. The land will give us a chance to rebuild our band, to solve some of our problems, and to help Kettle Point with some of theirs. The land will give us a chance to make sure our young people have a home and jobs.

I would like to thank you for giving me this opportunity to explain why we Stoney Point people feel so strongly about getting our home back. Without our land, we will never be able to rebuild our community, and without our community the problems of Stoney Point will continue.

[Translation]

J'ai été plus chanceux que d'autres, car tous mes enfants ont grandi dans le milieu autochtone. Aujourd'hui, les enfants qui grandissent à l'extérieur de la réserve ne connaissent pas leurs parents. Ils connaissent mal leurs traditions. Même pour ceux qui ont pu s'établir à Kettle Point, la situation a été difficile. Pendant 50 ans, nous avons habité dans la maison de quelqu'un d'autre, comme des invités.

Le gouvernement a fait déménager dans la réserve de Kettle Point tous les habitants de Stoney Point, et depuis ce temps, nous avons toujours été des étrangers. Je n'en fait pas reproche aux gens de Kettle Point, car eux aussi ont perdu une partie de leur foyer. Le gouvernement les a obligé à nous recevoir, et on leur a aussi dit que nous aurions le droit de voter sur les affaires qui les concernaient. Si j'avais été à leur place, je n'aurais sûrement pas accepté cela, moi non plus, avec le sourire.

Entasser ainsi un grand nombre de gens dans la réserve de Kettle Point n'a épargné personne, en réalité. Tous en ont souffert. La réserve de Kettle Point est trop petite et trop dépourvue pour que tous les autochtones de Stoney Point et de Kettle Point puissent y gagner leur vie. Une grande partie des terres qui ont été attribuées aux gens de Stoney Point étaient pauvres. C'étaient des terres marécageuses, sablonneuses, ou qui étaient couvertes de broussailles. Il n'y avait tout simplement pas de place pour nous à Kettle Point. C'est pour cela que nombre d'entre nous sont partis. Cela signifiait que nous perdions notre foyer une deuxième fois.

Il faut dire, au moins, que lorsque nous avons déménagé à Kettle Point, c'était pour aller habiter dans une autre réserve. Nous nous sommes éparpillés un peu partout, à Sarnia ou London, à Forest, Albans, Surrou, dans des collectivités de Blancs. Privés de notre terre, où nous vivions avec les nôtres, nous nous sommes retrouvés dans des villes peuplées de Blancs. Il n'y a rien d'étonnant, et vous ne devriez pas vous en étonner non plus, qu'en l'espace de très peu d'années, tant des nôtres se soient trouvés en difficulté. Il y a à peine un peu plus de 20 ans que le premier autochtone originaire de Stoney Point a obtenu son diplôme d'étude secondaire. Encore aujourd'hui, il y a un grand nombre de nos jeunes qui ne terminent pas leurs études.

Le moment est venu pour le gouvernement de nous restituer Stoney Point. Le gouvernement n'était pas fondé à s'emparer de notre territoire, et il a continué de mal agir en ne nous le rendant pas. Nous avons besoin de ce territoire. Nous pouvons en faire bon usage.

En reprenant possession de notre territoire, nous pourrions peut-être ramener au bercail certain des nôtres. Le territoire nous donnera la possibilité de reconstituer notre bande, de résoudre certain de nos problèmes, et de soulager les gens de Kettle Point de certain des leurs. Le territoire va nous donner la possibilité de donner une maison et des emplois à nos jeunes.

Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de vous expliquer pourquoi les gens de Stoney Point tiennent tellement à récupérer leur territoire. Sans lui, nous ne pourrions jamais rebâtir notre collectivité, et si nous en sommes privés, les problèmes de Stoney Point se perpétueront.

[Texte]

It is time for Stoney Point people to receive justice. It is time for the Government of Canada to right the wrongs that have gone on for the last 50 years.

I have spoken to you from my heart, and I know you want more than that. My son Ron, who I am proud to say is taking time from his bar admission course to appear here today, will explain the position.

The Chairman: Thank you. Mr. George.

Mr. Ronald George (Adviser, Stoney Point Reserve): Thank you.

My dad has spoken from his heart, and in many ways I wish I could do that too. This is very difficult for me.

I was born on Kettle Point Reserve. I never had the opportunity to live on Stoney Point, but I can tell you I would consider it a real opportunity to spend three or four hours a day driving to that community and running about and learning what it was like or what it would be like to live on the Stoney Point Reserve.

In a way, I am a bit disappointed the military personnel have left, because again, in my opinion, they are submitting themselves to wilful blindness. The things we have to say today have come as a result of many years of inquiry on our behalf, most often without the necessary funding to support us. During the course of our inquiries and our research, we have found many friends who believe in the position we take. We believe we are correct in what we say, the position we support. I believe things would be expedited if the Department of National Defence would take the time to listen seriously to what we have to say.

The presentation you have before you, a written presentation some 21 pages long, is extensive. For me to sit here and to try to read it would simply take too much time. We have reviewed it as of this morning, and I think the best position for me to take is simply to read what I think are the high points of this presentation. I will start at page 6. We believe the parts I will direct your attention to will sufficiently address the issues we think are the viable points everyone must deal with.

The Kettle Point Band and the Stoney Point Band lived peacefully and co-operatively, each on its own reserve, from 1919 to 1942.

• 1000

A point I should make before I go on is that the fact that we are discussing 1919 in this paragraph doesn't particularly mean we didn't exist separately prior to that. In 1919 there was what we believe to be an economic separation of the Kettle Point, Stoney Point, and Sarnia bands. So it was a very important point in time. But I think the important point we would like to make is that from 1919 to 1942 the Kettle Point and the Stoney Point Bands were living peaceably apart from each other.

Matters that involved only one reserve, such as location tickets or band membership of immigrants to the reserve by adoption or marriage, were dealt with in the general council, the only body recognized by DIA, by resolution proposed by

[Traduction]

Il est temps que justice soit faite pour les gens de Stoney Point. Il est temps pour le gouvernement du Canada de redresser des torts qui durent depuis 50 ans.

Je vous ai exprimé mes sentiments, et je sais que vous voulez davantage que cela. Mon fils, Ron, qui, je le dis avec fierté, a consenti à s'absenter du cours qui doit lui permettre d'être admis au Barreau pour comparaître ici aujourd'hui, vous expliquera notre position.

Le président: Merci. Monsieur George.

M. Ronald George (conseiller, Réserve de Stoney Point): Merci.

Mon père a laissé parler son coeur et, pour bien des raisons, je voudrais bien pouvoir en faire autant. C'est très difficile pour moi.

Je suis né dans la réserve de Kettle Point. Je n'ai jamais vécu sur la réserve de Stoney Point, mais je peux vous dire que je serais vraiment heureux de pouvoir apprendre comment cela se passait à Stoney Point et ce que ce serait que d'y vivre aujourd'hui, même si je devais pour cela faire trois ou quatre heures par jour d'automobile pour m'y rendre.

Je suis un peu déçu que les militaires soient partis, car selon moi, ils refusent de voir la réalité en face. Ce que nous avons à dire aujourd'hui est le fruit de nombreuses années de recherches qui ont été faites, le plus souvent, sans le financement nécessaire. Au cours des enquêtes et des recherches que nous avons effectuées, nous avons trouvé de nombreux amis qui appuient la position que nous défendons. Nous pensons avoir raison dans ce que nous disons, dans la position que nous défendons. Je pense que l'affaire se réglerait beaucoup plus rapidement si le ministère de la Défense nationale prenait le temps de vraiment nous écouter.

Le document que vous avez en main, un document de 21 pages, est exhaustif. Je pourrais vous le lire, mais ce serait vraiment trop long. Nous l'avons passé en revue ce matin, et la meilleure chose à faire, je pense, est que je vous lise uniquement les points que nous considérons importants. Je vais commencer à la page 6. Nous pensons que les parties sur lesquelles j'attirerai votre attention suffiront pour comprendre les aspects que nous considérons essentiels à la compréhension de notre position.

La Bande de Kettle Point et la Bande de Stoney Point ont vécu en paix et dans un esprit de collaboration, chacune sur sa réserve, de 1919 à 1942.

Avant de continuer, je dois préciser que le fait que nous mentionnions 1919 dans ce paragraphe ne signifie pas que nous n'existions pas séparément avant cette date. En 1919, les bandes de Kettle Point, Stoney Point et Sarnia étaient distinctes sur le plan économique. C'était donc un point très important. Mais, ce qu'il faut avant tout comprendre, c'est qu'entre 1919 et 1942, les bandes de Kettle Point et de Stoney Point vivaient en paix, indépendantes l'une de l'autre.

Les questions qui ne concernaient qu'une réserve, comme les billets de location ou l'entrée dans la bande des nouveaux venus dans la réserve, par adoption ou par mariage, étaient traitées au conseil général, la seule autorité reconnue

[Text]

the council for the affected reserve, in conjunction with the elected chief. There is no evidence or memory of any instance in which the councillor from one reserve opposed a proposal by the other councillor on a matter affecting the proposing councillor's reserve. Nor is there evidence or memory of any chief, regardless of which reserve he resided on, failing to support a councillor on a matter affecting only that councillor's reserve.

In 1942 everything changed. On February 5, 1942 the Indian agent at Sarnia, George W. Down, received a visit from the commander of Military District No. 1, Brigadier-General MacDonald. MacDonald asked Down what procedure the army would have to follow to acquire the Stoney Point Reserve for an advanced infantry training camp. The general told Down the reserve was ideally suited to the purpose. The alternative to acquiring the reserve was to expropriate approximately 22 white-owned farms, which the government was reluctant to do.

Officials at Indian Affairs were sympathetic. Purchasing the reserve would mean "the 14 houses and families which would require to be moved appears to be a very minor matter and one that can be effected within a most reasonable cost". The Indian agent at Sarnia saw it as "a wonderful opportunity to gather a few straggling Indians and locate them permanently with the main body of the band at Kettle Point". More importantly, the move would also mean fewer band and department expenses for the school, roads, and visits by the agents.

The Indian agent advised the general that proper procedure was to call a general meeting of all adult males to vote on the surrender of the land, including those working in the war industries in Sarnia. At the meeting the proposal would be explained and a vote taken on whether the voters wished to lease, temporarily surrender, or permanently surrender the lands in question. If a majority agreed, then a proposal would be submitted to the Department of Indian Affairs for approval.

On February 28, 1942, military officers and an appraiser were on the Stoney Point Reserve, talking with the residents. This was the first notice the residents of Stoney Point had that DND was interested in their reserve.

On March 23, 1942, DND submitted an offer for the surrender of the reserve to the Minister of Mines and Resources, T.A. Crerar, together with an appraisal by Bert Weir and Company. The appraisal totalled \$41,600 and consisted of 2,240 acres at \$15 per acre, equalling \$33,600, with another \$8,000 for the buildings on the reserve. The appraisal was accompanied by a description of the property and the buildings and the list of the names of those holding location tickets on the reserve. The DND offer was for the appraisal amount of \$41,600 plus \$3,400 to cover the cost of re-establishing the Stoney Point Indians on the Kettle Point Reserve.

[Translation]

par le ministère des Affaires indiennes, au moyen d'une résolution proposée par le conseil de la réserve concernée, de concert avec le chef élu. Rien n'indique qu'il soit déjà arrivé que le conseiller d'une réserve s'oppose à une proposition de l'autre conseiller au sujet d'une question ne concernant que la réserve du conseiller ayant fait la proposition. Rien ne permet d'affirmer non plus que le chef de l'une ou l'autre des bandes n'ait jamais refusé d'appuyer un conseiller sur une question ne concernant que la réserve de ce conseiller.

En 1942, tout a changé. Le 5 février 1942, l'agent des Indiens à Sarnia, George W. Down, a reçu la visite du commandant du District militaire numéro 1, le brigadier-général MacDonald. MacDonald a demandé à Down quelle procédure l'armée devrait suivre pour acquérir la réserve de Stoney Point pour en faire un camp d'entraînement avancé destiné à l'infanterie. Le général a dit à Down que la réserve était un endroit idéal à cette fin. L'autre option était d'exproprier environ 22 exploitations agricoles appartenant à des Blancs, ce que le gouvernement hésitait à faire.

Les hauts fonctionnaires des Affaires indiennes voyaient la chose d'un bon oeil. Acheter la réserve signifiait en quelque sorte qu'il faudrait déménager les 14 maisons et familles qui s'y trouvaient, ce qui était bien peu de choses et qui représentait la solution qui revenait le moins cher. L'agent des Indiens, à Sarnia, voyait dans cette idée «une merveilleuse occasion de rassembler quelques Indiens éparpillés et de les installer en permanence avec le principal noyau de la bande à Kettle Point». Et, plus important encore, le déménagement entraînerait aussi une diminution des dépenses pour la bande et le ministère pour ce qui est des écoles, des routes et des visites par les agents.

L'agent des Indiens a dit au général que la marche à suivre était de convoquer une assemblée générale de tous les hommes adultes afin de voter sur la cession du territoire, y compris ceux qui travaillaient dans les industries de guerre à Sarnia. Au cours de l'assemblée, on expliquerait la proposition, et un vote serait tenu sur les modalités d'aliénation, soit location, cession temporaire ou cession permanente. Si une majorité se dégageait, la proposition devait être ratifiée par le ministère des Affaires indiennes.

Le 28 février 1942, des officiers et un évaluateur vinrent dans la réserve de Stoney Point pour discuter avec les résidents. C'est comme cela que les résidents de Stoney Point ont appris que le ministère de la Défense nationale était intéressé à acquérir leur réserve.

Le 23 mars 1942, le MDN a présenté une offre visant l'acquisition de la réserve au ministre des Mines et des Ressources, T.A. Crerar, en même temps qu'une évaluation qui avait été faite par Bert Weir and Company. L'évaluation était de 41,600\$, pour 2,240 acres à 15\$ l'acre, soit 33,600\$, plus 8,000\$ pour les bâtiments qui se trouvaient sur la réserve. L'évaluation était accompagnée d'une description du terrain et des immeubles, ainsi que de la liste des titulaires d'un billet de location habitant sur la réserve. Le MDN offrait donc 41,600\$, plus 3,400\$ pour la réinstallation des autochtones de Stoney Point dans la réserve de Kettle Point.

[Texte]

On March 25, 1942, notices of the proposed surrender meeting were posted at both the Stoney Point Reserve and the Kettle Point Reserve. The Indian agent posting the notices immediately sensed opposition. As the Indian agent, George W. Down, reported:

And as I expected, we are going to meet with some opposition. Just how deep this opposition is was difficult to determine, as most of the men were away. It appears the ladies' branch of the Red Cross or the Women's Institute was the factor agitating against acceptance of the proposal. This agitation was indirectly being fanned by the white sector.

The adult male voters of the Kettle Point Reserve and the Stoney Point Reserve were summoned to a meeting at the general council chambers for April 1, 1942, for 7 p.m. Each voting member absent from the two reserves was personally informed of the impending vote, while voting members on the reserves were informed by mail.

• 1005

The meeting was chaired by the Indian agent, George Down. For three hours the terms of the proposed surrender of the Stoney Point Reserve to DND were very carefully explained to the meeting by Down, General MacDonald, and other officials. Chief Frank Bressette and both councillors, Bruce Milliken and Wellington Elijah, spoke against accepting the offer. The vote was 59 votes against and 13 votes for surrender.

The nature of the chief's and counsellors' comments is not recorded, but the Kettle Point and Stoney Point War Workers Organization subsequently made a submission to the government explaining they could not sell "the homes of our boys fighting overseas, homes our ancestors built".

On April 3, 1942 the Minister of Mines and Resources, T.A. Crerar, who was responsible for Indian affairs, promised DND he would not oppose a move to take the reserve under the War Measures Act if they decided to expropriate. On April 8, 1942, by Order in Council PC-2652, at a meeting of the committee of the Privy Council, the Governor General approved the acquisition of the Stoney Point Reserve by the Department of National Defence for the sum of \$50,000. PC-2652 further provided that:

If at the termination of the war no further use of the area is required by the Department of National Defence, negotiations will again be entered into with the Department of Mines and Resources to transfer the lands back to the Indians at a reasonable price, to be decided at that time.

On April 14, 1942, the Governor in Council, by Order in Council PC-2913, passed under the authority of the War Measures Act, authorized the confiscation of the Stoney Point Reserve by the Department of National Defence. PC-2913 states that the Stoney Point Reserve is a suitable site for an advanced infantry training centre for Military District No. 1; that the negotiations were entered into with the band for the purchase of the reserve; that \$50,000 was offered; and

[Traduction]

Le 25 mars 1942, l'agent a affiché des avis de convocation à l'assemblée générale dans la réserve de Stoney Point et dans celle de Kettle Point. Il a immédiatement senti l'opposition. Voici ce que George W. Down a écrit dans un rapport:

Et, comme je le prévoyais, nous allons faire face à une certaine opposition. Il est difficile d'en déterminer l'importance, car la plupart des hommes étaient absents. Il semble que la section des femmes de la Croix-Rouge ou l'Institut des femmes ait été l'élément le plus militant contre l'acceptation de la proposition. Cette agitation a été amplifiée indirectement par le secteur blanc.

Les hommes adultes ayant le droit de vote de la réserve de Kettle Point et de la réserve de Stoney Point, ont été convoqués à une réunion à la chambre du conseil général le 1^{er} avril 1942, à 19 heures. Tous les membres ayant le droit de vote qui étaient absents des deux réserves ont été personnellement informés du vote qui aurait lieu, tandis que tous ceux qui habitaient dans les réserves l'ont été par la poste.

La réunion était présidée par l'agent des Indiens, George Down. Pendant trois heures, les termes de la cession proposée de la Réserve de Stoney Point au MDN fut expliquée en détail aux personnes présentes par Down, le général MacDonald et d'autres fonctionnaires. Le chef Frank Bressette et les deux conseillers, Bruce Milliken et Wellington Elijah se sont élevés contre l'acceptation de cette offre. On vota contre la cession, à 59 voix contre 13.

Les documents n'indiquent pas la nature des avis du chef et de ses conseillers, mais la War Workers Organization de Kettle Point et de Stoney Point soumit ensuite un mémoire au gouvernement dans lequel elle expliquait qu'ils ne pouvaient pas vendre «les maisons de nos hommes qui se battent par delà les mers, les maisons construites par nos ancêtres».

Le 13 avril 1942, le ministre des Mines et Ressources, qui était responsable des Affaires indiennes promit au MDN de ne pas s'opposer à l'expropriation de la réserve en vertu de la Loi sur les mesures de guerre si l'expropriation était décidée. Le 8 avril 1942, par le décret PC-2652, le gouverneur général, lors d'une réunion du Comité du Conseil privé, approuva l'acquisition de la Réserve de Stoney Point par le ministère de la Défense nationale pour la somme de 50,000\$. Le décret PC-2652 indiquait également que:

Si, à la fin de la guerre, le ministère de la Défense nationale n'a plus besoin de ces terres, des négociations seront à nouveau entamées avec le ministère des Mines et Ressources pour rendre les terres aux Indiens à un prix raisonnable dont on déciderait alors.

Le 14 avril 1942, Le gouverneur en Conseil, par le décret PC-2913, autorisait la confiscation de la Réserve de Stoney Point par le ministère de la Défense nationale. Le Décret PC-2913 indique que le site de la Réserve de Stoney Point convient pour un centre d'instruction supérieure d'infanterie pour la région militaire numéro 1; que des négociations ont été entamées avec la bande pour l'achat de la réserve; que 50,000\$ ont été offerts; et que la bande a rejeté l'offre par

[Text]

that the band rejected the offer by a vote of 59 to 13 and it did not appear likely the acquisition of the property could be effected by way of negotiation.

PC-2913 had one further condition. It too provided that if subsequent to the termination of the war the property was not required by the Department of National Defence, negotiations would be entered into to transfer the same back to the Indians at a reasonable price, to be determined by mutual agreement.

On April 17, 1942, the Indian agent was informed that Stoney Point Reserve had been expropriated. The residents of Stoney Point and the council both immediately objected. The latter retained a lawyer, B.J. Spencer Pitt of Toronto. The natives demanded to know why the Stoney Point Reserve was being taken when there was land for sale between the Kettle Point Reserve and the Stoney Point reserve, land that was better suited for an army camp. As an alternative, the general council offered to lease the Stoney Point reserve to DND for three years or the duration of the war.

Their demand precipitated a review of the matter in Ottawa. On May 12, 1942, the Minister of National Defence personally telephoned the Judge Advocate General, who was the legal arm of DND, from a Privy Council meeting discussing the matter. He asked how far the confiscation had proceeded and was informed the Crown was in possession and had commenced erecting buildings. The minister asked his department to look into certain questions, including whether DND intended to use the reserve permanently, and to report back.

The response, if any, is not in the DIA papers, and we have not been granted access to DND or Justice papers. However, on June 1, 1942, the Superintendent of Reserves in Trust reported to the director of Indian Affairs that DND had definitely rejected the leasing proposal contained in Mr. Pitt's letter of May 7 and an amended Order in Council under the War Measures Act had gone through on the recommendation of the Department of Justice. The only official reply received by the council's solicitor was that the matter had been referred to the Department of Justice.

The Stoney Point families were uprooted to sites on the Kettle Point Reserve between May and July 1942. Their forced relocation was described officially as the "rehabilitation" of the Stoney Point Indians.

On June 3, 1942, \$5,000 was advanced by DND to Mines and Resources for the cost of moving the residents of the Stoney Point Reserve. The correspondence in the DIA papers suggests eventually \$20,000 was used to finance the relocation of the Stoney Point Indians and \$30,000 was paid into the common fund at DIA for the residents of both reserves.

[Translation]

un vote de 59 voix contre 13 et qu'il semble improbable que l'acquisition des terrains puisse être négociée.

Le Décret PC-2913 avait aussi une autre condition. Il indiquait aussi que si, à la fin de la guerre, le ministère de la Défense nationale n'avait plus besoin des terrains, des négociations seraient entamées pour rendre celui-ci aux Indiens à un prix raisonnable qui serait déterminé d'un commun accord.

Le 17 avril 1942, l'agent des Indiens fut informé que la Réserve de Stoney Point avait été expropriée. Les résidents de Stoney Point et le Conseil s'y opposèrent immédiatement. Ce dernier engagea un avocat, B.J. Spencer-Pitt de Toronto. Les habitants demandèrent à savoir pourquoi on prenait la Réserve de Stoney Point alors qu'il y avait des terrains à vendre entre la Réserve de Kettle Point et la Réserve de Stoney Point, des terrains qui convenaient beaucoup mieux pour un camp militaire. Le Conseil général proposa une autre solution qui consistait à louer la Réserve de Stoney Point au MDN pendant trois ans ou pour la durée de la guerre.

À la suite de la demande, la question fut réexaminée à Ottawa. Le 12 mai 1942, le ministre de la Défense nationale téléphona personnellement, depuis une réunion du Conseil privé consacrée à cette question, au Juge avocat général qui s'occupait des affaires juridiques du MDN. Il demanda où en était la confiscation et fut informé que la Couronne était maintenant en possession des terres et avait commencé à ériger des édifices. Le ministre demanda à son personnel de se pencher sur certaines questions, et de se renseigner entre autres pour savoir si le MDN avait l'intention d'utiliser la réserve de façon permanente et de lui faire ensuite un compte rendu.

La réponse, s'il y en a une, n'est pas dans les archives des Affaires indiennes et nous n'avons pas été autorisés à consulter les documents du MDN ou du ministère de la Justice. Le 1^{er} juin 1942, cependant, le surintendant des Réserves et Fiducies informa le directeur des Affaires indiennes que le MDN avait catégoriquement rejeté la proposition de bail contenue dans la lettre du 7 mai de M. Pitt et qu'un décret modifié en vertu de la Loi sur les mesures de guerre avait été rendu sur recommandation du ministère de la Justice. La seule réponse officielle reçue par l'avocat du Conseil indiquait que la question avait été portée à l'attention du ministère de la Justice.

Les familles de Stoney Point furent transportées sur des terrains de la Réserve de Kettle Point entre mai et juillet 1942. Leur déménagement forcé était officiellement appelé la «réinsertion» des Indiens de Stoney Point.

Le 3 juin 1942, le MDN a remis une avance de 5,000\$ aux Mines et Ressources pour les frais de déménagement des résidents de la Réserve de Stoney Point. La correspondance dans les archives des Affaires indiennes indique que 20,000\$ furent finalement dépensés pour le déménagement des Indiens de Stoney Point et que 30,000\$ furent versés par les Affaires indiennes au fonds commun des résidents des deux réserves.

[Texte]

• 1010

The Stoney Point families received nothing for the loss of the use of the land represented by their location tickets. By Order in Council PC-7890, dated October 6, 1944, DND acquired title to 270 acres of the Waterman property, which was surrendered in 1928. The owner valued the property at \$42,000, while DND valued it at \$25,000. Accordingly, the Order in Council directed that the final purchase price be determined by the Exchequer Court of Canada.

The Stoney Point Reserve was used as an advanced military training camp, Camp Ipperwash, from late 1942 until May 31, 1946, when it was closed down. In 1947 DND made an offer to Indian Affairs to return the land to Indian Affairs in return for a 99-year lease at \$1 per year. There is no further information about this offer in the Indian Affairs records, and we have not been granted access to DND files.

This part is very important to us. If nothing else, it is probably the most important thing we wish to tell you today. As I said, my father spoke from his heart, and if we could bring forward many other people to speak from their hearts, I think it would be there you would truly see the impact this has had on our people.

The sites at Kettle Point to which the Stoney Point residents were moved were swampy and only a few acres in size, much smaller than the sites for which they held location tickets on the Stoney Point Reserve. The location tickets for sites on the Kettle Point Reserve were paid for from the relocated families' own pockets and appeared to have been issued by DIA without the approval of the general council.

The move to smaller sites on the Kettle Point Reserve destroyed the livelihood of the Stoney Point residents. In 1942 the residents of Stoney Point lived off their land. The location sites at Stoney Point were suitable for agricultural purposes. On them the Stoney Point families had planted gardens and raised produce to feed themselves throughout the year. The common reserve lands provided necessary grazing, hunting, and wood for cooking and winter stoves.

By contrast, at Kettle Point the Stoney Point families were assigned swamp land. One house moved from the Stoney Point Reserve was set down on the Kettle Point Reserve on four boulders, to keep it above the soggy land on which it was put. Without being properly drained, the swamp land was not suitable for agricultural purposes. The move from farms capable of supporting them to swamp land meant deprivation for some Stoney Point families.

The move also accelerated the dispersal of the Stoney Point community into towns and cities. In 1942 there were no welfare or social assistance programs on Indian reserves, only charity. The loss of their farms on the Stoney Point Reserve and the inadequacy of the Kettle Point sites to which they were moved meant individuals had to leave the reserve to earn money to support those still on the reserve.

[Traduction]

Les familles de Stoney Point n'ont rien reçu en compensation de la perte de l'utilisation des terrains que représentaient leurs billets de location. Par le décret PC-7890, daté du 6 octobre 1944, le MDN a acquis le titre pour 270 acres de la propriété Waterman, cédée en 1928. Le propriétaire estimait la propriété à 42,000\$ alors que le MDN l'estimait à 25,000\$. Le décret ordonnait donc que le prix d'achat final soit déterminé par la Cour de l'échiquier du Canada.

La réserve de Stoney Point a été utilisée pour un centre d'instruction supérieure militaire, le camp Ipperwash, de la fin de l'année 1942 jusqu'au 31 mai 1946, date à laquelle il a été fermé. En 1947, le MDN offrit aux Affaires indiennes de lui rendre la terre en échange d'un bail de 99 ans au prix d'1\$ par an. Il n'y a pas d'autres renseignements sur cette offre dans les documents des Affaires indiennes, et on ne nous a pas autorisés à consulter les dossiers du MDN.

Cette partie est très importante pour nous. C'est sans doute la chose la plus importante que nous voulons vous dire aujourd'hui. Comme je l'ai dit, lorsque mon père a parlé, cela venait de son coeur, et si nous pouvions faire venir de nombreuses autres personnes, je pense que ce qu'elles diraient avec leur coeur vous montrerait les conséquences que cela a eu sur notre peuple.

Les terrains de Kettle Point sur lesquels les résidents de Stoney Point ont été transférés étaient marécageux et assez petits, de quelques acres seulement, beaucoup plus petits que les terrains pour lesquels ils détenaient des billets de location dans la réserve de Stoney Point. Les tickets de location pour les terrains de la Réserve de Kettle Point ont été payés de la poche des familles déplacées et semblent avoir été émis par les Affaires indiennes et du Nord sans l'accord du conseil général.

Le déménagement sur des terrains plus petits à la réserve de Kettle Point a détruit les moyens d'existence des résidents de Stoney Point. En 1942, les résidents de Stoney Point vivaient de leurs terres. Les terrains loués à Stoney Point se prêtaient à l'agriculture. Les familles de Stoney Point y avaient planté des potagers et faisaient pousser des fruits et des légumes pour se nourrir tout au long de l'année. Les terres communes leurs servaient de pâturages, de terrains de chasse et leurs fournissaient le bois pour cuisiner et se chauffer pendant l'hiver.

Par contre, les familles de Stoney Point se virent assigner des terrains marécageux. Lorsqu'on déménagea une maison de la réserve de Stoney Point à celle de Kettle Point, on dû la poser sur quatre rochers car la terre était complètement saturée d'eau. À moins d'être correctement asséchés, les terrains marécageux ne se prêtaient pas à l'agriculture. À la suite de leur déménagement de fermes pouvant les faire vivre à des terrains marécageux, les familles de Stoney Point connurent des privations.

Le déménagement accéléra également la dispersion dans les villes de la communauté de Stoney Point. En 1942, il n'y avait pas de programme d'assistance publique ou sociale dans les réserves indiennes, il n'y avait que la charité. Ayant perdu leurs fermes de la Réserve de Stoney Point et leurs terrains de Kettle Point ne se prêtant pas à l'agriculture, certains devaient quitter la réserve pour gagner de l'argent pour faire vivre ceux qui y vivaient encore.

[Text]

The veterans also had to leave. Stoney Point veterans returned to find their homes gone and no room for them at Kettle Point. One veteran who did not know the Stoney Point Reserve had been taken returned home late one evening intending to surprise his family. Instead, he spent the night sleeping in a ditch, before he walked to Kettle Point in the morning, in search of news of his vanished family.

Removing the Stoney Point residents to Kettle Point also destroyed the harmony and co-operation between the Kettle Point Band and the Stoney Point Band. As the Indian agent reported, the residents of Kettle Point regarded the former residents of Stoney Point as refugees.

By 1947 the community at Kettle Point had also become a victim of the confiscation of the Stoney Point Reserve. As Kettle Point veterans returned and the population underwent a baby boom, demand for housing exasperated the resentment at Kettle Point towards the former residents of the Stoney Point Reserve. Because the Stoney Point natives occupied the available house sites, young Kettle Point natives were also being forced off the Kettle Point Reserve.

By the 1950s the realization that the Stoney Point Reserve would not be returned in the foreseeable future began to sink into everyone's consciousness. The Kettle Point "temporary refugees" had become a permanent irritation.

On November 12, 1951, the Governor in Council, by Order in Council PC-6016, made pursuant to section 73 of the Indian Act, declared that the election of the chief and councillors of the bands set out in the schedule to the order would be by majority vote of the electors of the band. The schedule to the order lists the Chippewas of Kettle and Stoney Point.

• 1015

The effect of PC-6016 was to abolish the general council system under which the Stoney Point natives and the Kettle Point natives each elected their own council. In its place was imposed a system in which the Stoney Point natives became a minority among the Kettle Point natives. As such, they were subject to the whims of the Kettle Point-dominated council in all matters affecting their own welfare. Their only recourse was to leave.

In the 1970s the Kettle Point Council began to seek compensation for the use of Camp Ipperwash. This is a very important point. The army seems intent on relying on discussions that took place during that period of time up until an agreement, one we have never had access to, which occurred in 1980.

In the 1970s the Kettle Point Council began to seek compensation for the use of Camp Ipperwash. The Kettle Point Council never sought authorization from the dispossessed residents of Stoney Point, although it

[Translation]

Les anciens combattants durent aussi partir. À leur retour, les anciens combattants de Stoney Point découvrirent qu'ils n'avaient plus de maison et qu'il n'y avait pas de place pour eux à Kettle Point. Un ancien combattant qui ne savait pas que la réserve de Stoney Point n'existait plus revint chez lui tard un soir dans l'intention de surprendre sa famille. Au lieu de cela, il dormit toute la nuit dans un fossé, avant de partir à pied pour Kettle Point le lendemain matin, à la recherche de renseignements sur sa famille disparue.

En déménageant les résidents de Stoney Point à Kettle Point, on détruisit aussi l'harmonie et la coopération qui existaient entre la bande de Kettle Point et celle de Stoney Point. Comme l'indiqua un agent des Indiens, les résidents de Kettle Point considéraient les anciens résidents de Stoney Point comme des réfugiés.

En 1947, la communauté de Kettle Point était devenue victime de la confiscation de la réserve de Stoney Point. Lorsque les anciens combattants de Kettle Point revinrent et que la population connut une explosion démographique, la demande de logements accentua le ressentiment des résidents de Kettle Point à l'égard des anciens résidents de la réserve de Stoney Point. Parce que les gens originaires de Stoney Point occupaient les terrains disponibles, les jeunes gens originaires de Kettle Point furent forcés de quitter la réserve de Kettle Point.

En 1950, on commença à comprendre que la réserve de Stoney Point ne serait pas rendue dans un avenir proche. Les «réfugiés temporaires» de Kettle Point devinrent un sujet d'irritation permanent.

Le 12 novembre 1951, le Gouverneur en Conseil, par le décret PC-6016, en vertu de l'article 73 de la Loi sur les Indiens, déclara que l'élection du Chef et des conseillers des bandes prévue dans l'annexe du décret se ferait par vote majoritaire des électeurs de la bande. L'annexe du décret donne la liste des Chippewas de Kettle Point et de Stoney Point.

Le décret PC-6016 a eu pour effet d'abolir le système du conseil général en vertu duquel les autochtones de Stoney Point et ceux de Kettle Point élaient séparément leur propre conseil. On imposa à sa place un système selon lequel les gens de Stoney Point devinrent une minorité parmi les gens de Kettle Point. Ils se retrouvèrent ainsi dans une situation où ils devaient se soumettre aux volontés du conseil dominé par les gens de Kettle Point pour toutes les questions concernant leur propre bien-être. Leur seul recours était de partir.

Dans les années soixante-dix, le conseil de Kettle Point commença à demander des dédommagements pour l'utilisation de camp Ipperwash. C'est un point très important. L'armée semble vouloir s'appuyer sur des discussions qui ont eu lieu pendant la période précédant une entente, que nous n'avons jamais vue, et qui remonte à 1980.

Dans les années soixante-dix, le conseil de Kettle Point commença à demander des dédommagements pour l'utilisation de camp Ipperwash. Le conseil de Kettle Point ne demanda jamais l'autorisation des résidents expropriés de

[Texte]

represented itself as the Kettle and Stoney Point Council in the negotiations. Like DIA, the Kettle Point Council appears have presumed Stoney Point was not a separate band or it had ceased to exist in 1942.

The former residents of Stoney Point were not consulted during negotiations with Indian Affairs and DND. The only information they were ever given about the 1981 settlement was that the settlement was for \$2,490,000, the settlement dealt only with the band's interests, approval of the settlement was not a surrender vote, and the claims of locatees were not affected by the settlement. At no time have the locatees ratified the settlement or surrendered their claim to the location tickets they or their progenitors held in 1942.

By Order in Council PC-1981-499 of February 26, 1981, \$2,426,535.95 was paid to the Kettle Point Band. The sum appears to be an adjustment of the price paid in 1942 from \$50,000 to \$282,167, together with the interest that would have accrued thereon to 1981 and \$115,889.35 in legal fees.

PC-1981-499 reiterates the obligation to transfer the Stoney Point Reserve back to the Minister of Indian Affairs for the use and benefit of the Kettle and Stoney Point Band of Indians when all the said lands described in the schedule thereto or any part of the parts thereof are no longer required for military purposes.

In 1985 Graham George, band administrator of the Kettle Point Council, informed the locatees and their heirs that the Kettle Point Council would recognize them as a working committee but would provide no funding. To date the locatees have received no funding from the Kettle Point Council or DIA toward protecting the rights of the location ticket holders or redressing the wrong they have suffered.

The Department of National Defence must immediately return the Stoney Point Reserve to the Department of Indian Affairs, which should hold it in trust for those entitled by treaty to occupy it. We respectfully submit the reasons given for the continued occupation of the Stoney Point Reserve by DND are spurious and without substance. They are that the DND is authorized to remain so long as it has use for the reserve, that the reserve is unsafe because of unexploded shells, and that DND has an agreement with the Kettle and Stoney Point Council to continue to occupy the reserve.

If I could turn over to page 16, point 2.1, we understand you have asked us not to address this issue. We will respect your request. We say only we rely upon our history and ask only that one wrong, the occupation of our reserve by DND for 50 years, not be compounded and the pain of it prolonged by returning that reserve to other than the Stoney Point Band. We also invite anyone interested in this issue to contact the man we regard as chief, Robert George, who can be reached at 6 Indian Lane, R.R. 24, Ontario, telephone (519) 786-6009. Thank you.

[Traduction]

Stoney Point, bien que, pour les négociations, il se soit appelé conseil de Kettle Point et de Stoney Point. Comme les Affaires indiennes, le conseil de Kettle Point semble avoir assumé que Stoney Point n'était pas une bande distincte ou qu'elle avait cessé d'exister en 1942.

Les anciens résidents de Stoney Point ne furent pas consultés pendant les négociations avec les Affaires indiennes et le MDN. Les seuls renseignements qu'ils aient jamais reçu sur le règlement de 1981 furent que c'était un règlement de \$2,490,000, que le règlement ne portait que sur les intérêts de la bande, que l'acceptation du règlement ne constituait pas un vote d'abandon et que les revendications des occupants n'étaient pas affectées par le règlement. Les occupants n'ont jamais ratifié le règlement ni abandonné leurs revendications des billets de location détenus par eux ou leur progéniture en 1942.

Par le décret PC-1981-499 du 26 février 1981, la bande de Kettle Point reçut \$2,426,535.95. La somme semble correspondre à une révision du prix payé en 1942, de \$50,000 à \$282,167, avec, en plus, les intérêts qui se seraient accumulés jusqu'à 1981, et \$115,889,35 d'honoraires d'avocats.

Le décret PC-1981-499 réitère l'obligation de rendre la réserve de Stoney Point au ministre des Affaires indiennes pour l'usage et le bénéfice des bandes indiennes de Kettle Point et de Stoney Point lorsque tous lesdits terrains décrits dans l'annexe à cet égard, ou aucune partie de ces derniers, ne seront plus requis à des fins militaires.

En 1985, Graham George, administrateur du conseil de Kettle Point, informa les occupants et leurs héritiers que le conseil de Kettle Point les reconnaîtrait en tant que comité de travail, mais ne leur fournirait aucun financement. Jusqu'à ce jour, les occupants n'ont reçu aucun fonds de financement du conseil de Kettle Point ou des Affaires indiennes pour protéger les droits des titulaires de billets de location ou pour réparer les injustices dont ils ont été l'objet.

Le ministère de la Défense nationale doit immédiatement rendre la réserve de Stoney Point au ministère des Affaires indiennes, qui devrait l'administrer par fidéicommiss pour ceux qu'un traité autorise à l'occuper. Sauf votre respect, nous disons que les raisons données pour que le MDN continue à occuper la réserve de Stoney Point sont fausses et sans fondement. Ces raisons sont que le MDN est autorisé à rester tant qu'il a l'usage de la réserve, que la présence d'obus non éclatés rend la réserve dangereuse et que le MDN a une entente avec le conseil de Kettle Point et de Stoney Point pour continuer à occuper la réserve.

Si vous me permettez de passer à la page 16, point 2.1, vous semblez nous avoir demandé de ne pas soulever cette question. Nous respectons votre demande. Nous disons seulement que nous nous appuyons sur notre histoire et nous demandons seulement que l'on n'aggrave pas l'injustice commise, l'occupation de notre réserve par le MDN pendant 50 ans, et que l'on ne prolonge pas la souffrance qui en a résulté en rendant cette réserve à d'autres qu'à la bande de Stoney Point. Nous invitons également toutes les personnes s'intéressant à cette question à entrer en contact avec celui que nous considérons comme notre chef, Robert George, qui peut être contacté au 6 Indian Lane, R.R. 24, Ontario, ou par téléphone au (519) 786-6009. Merci.

[Text]

• 1020

Mr. Skelly: I have a question about your last point. We have asked you not to address this issue?

Mr. Ronald George: I think what's happened there is that in deleting some of the points, we've had to, by necessity. . . The point I was trying to make is that there appears to be some discontent between the Kettle Point Band and the Stoney Point Band, and my understanding is we were told not to address that issue. I apologize for not highlighting that. That was the point I was getting to. So we've tried not to do that.

Mr. Skelly: But you mentioned you have a right to occupy Stoney Point, based on the treaty of 1825. That's specified in the treaty of 1825?

Mr. Ronald George: As I understand it, originally the colonial governments and governments at the time went into these surrender-type negotiations, and clearly it was identified at that time that distinct groups of native people were living in the area. One of those groups, as you can see from other parts of this presentation, was the Ausable River Band, which of course was the Stoney Point Band. They were living at that point in that portion of land. It's our position that as a result of that original treaty and the allocation of those properties for native people to live on, we had gained the right, by way of the treaty, to live on that piece of land.

Mr. Skelly: So although they surrendered two million acres in southwestern Ontario they were left in undisturbed possession of that land at Stoney Point.

Mr. Ronald George: Yes.

Mr. Skelly: You mentioned you haven't been granted access to DND papers or Department of Justice papers surrounding this issue from 1942 right up to date. Why is that? What reason has been given? You seem to have a lot of archival material and other material. You've done a tremendous amount of research in this area. Why have you been denied access to Justice and DND material?

Mr. Ronald George: We don't really know why. We can only assume why. We just haven't been granted access. Any of the access we've had has been simply to other files.

Mr. Skelly: Have you tried under the Freedom of Information Act?

Mr. Ronald George: No.

Mr. Maynard George: No, not exactly. What we've done is we've put in a formal request under an ATIP form, which is a request for information through the Department of Indian Affairs. Secondly, we have made a request via my mother, Mrs. R. Pearl George, who was a resident member at Stoney Point in 1942 and a dispossessed person.

[Translation]

M. Skelly: J'ai une question sur le dernier point que vous avez abordé. Nous vous avons demandé de ne pas soulever cette question?

M. Ronald George: Ce qui s'est passé, c'est qu'en laissant de côté certains points, nous avons dû, il a été nécessaire. . . Ce que je voulais dire, c'est qu'il semble y avoir un certain mécontentement entre la bande de Kettle Point et la bande de Stoney Point, et il me semble qu'on nous a demandé de ne pas soulever cette question. Je m'excuse de n'avoir pas souligné ce point. C'est là que je voulais en venir. Alors nous avons essayé de ne pas le faire.

M. Skelly: Mais vous avez mentionné que vous avez le droit d'occuper Stoney Point, en vertu du traité de 1825. C'est indiqué dans le traité de 1825?

M. Ronald George: Si je ne m'abuse, à l'origine, les gouvernements coloniaux et les gouvernements de l'époque ont entamé ces négociations axées sur l'abandon, et il était clairement indiqué à l'époque que des groupes distincts d'autochtones vivaient dans la région. L'un de ces groupes, comme l'indiquent d'autres parties de cet exposé, était la bande de la Rivière au sable, qui était bien la bande de Stoney Point. Elle vivait à ce moment-là sur ces terres. Nous considérons que, à cause de ce traité original et de l'attribution de ces terres aux autochtones pour qu'ils vivent dessus, le droit nous a été conféré par traité de vivre sur ces terres.

M. Skelly: Alors, bien qu'ils aient cédé deux millions d'acres dans l'Ontario du Sud-ouest, ils sont restés en possession de ces terres à Stoney Point.

M. Ronald George: Oui.

M. Skelly: Vous avez mentionné que jusqu'à aujourd'hui on ne vous avait pas autorisé à consulter les documents du MDN ou du ministère de la Justice portant sur cette question de 1942. Pourquoi? Quelle raison vous a été donnée? Vous semblez avoir énormément de documents d'archive et d'autres documents. Vous avez fait des recherches tout à fait considérables dans ce domaine. Pourquoi vous a-t-on refusé l'accès aux documents de la justice et de MDN?

M. Ronald George: Nous ne savons pas vraiment pourquoi. Nous ne pouvons que faire des suppositions. On nous a tout simplement refusé l'accès. Nous n'avons eu accès qu'à d'autres dossiers.

M. Skelly: Avez-vous essayé en invoquant la Loi sur l'accès à l'information?

M. Ronald George: Non.

M. Maynard George: Non, pas exactement. Nous avons fait une demande formelle en utilisant un formulaire AIPRP, c'est-à-dire une demande d'information en passant par le ministère des Affaires indiennes. Deuxièmement, nous avons fait une demande par l'intermédiaire de ma mère, M^{me} R. Pearl George, qui était résidente de Stoney Point en 1942 et qui a été expropriée.

[Texte]

The files in the Indian register for registered births have never been relinquished to us. We do have correspondence on the reasons why. The Department of Indian Affairs stated in a letter in 1985, and then 1986, 1987, 1988, that they would deal only with the elected officials of Kettle Point.

Mr. Skelly: In the Toronto paper of August 8, 1991, Mr. Siddon is quoted as saying he wants to see the base returned to the natives, and he indicated to you when he visited the Stoney Point-Kettle Point area that he was going to make representations to Marcel Masse. But I wonder if he has got on the bandwagon here in any active way, for example to recover the information you're seeking from the Department of Justice or the Department of National Defence or to finance you. You indicate you've been denied funding from the Stoney Point-Kettle Point Council. Has anything been done by the Department of Indian Affairs in an active, supportive way to help you establish this claim or to get involved in the specific claims process, now that the pre-Confederation—

Mr. Ronald George: I think one of the answers we have goes a long way in answering many questions that centre on why we haven't done this, why we haven't done that. It is that we are not formally recognized by the government as a band. As a matter of fact, our chief isn't formally recognized as a chief. We run into barriers constantly because we approach organizations, institutions, government organizations, and they simply deal with us by suggesting to us we are not a recognized band. Therefore we don't have particular access to certain things.

The Chairman: Ms Duplessis has an answer to your question, if you would like to hear it now.

Mr. Skelly: No, I wouldn't, Mr. Chairman. I would prefer to hear from the witnesses, because this is one of the things that concern me about what the military officer said about the "duly constituted" authorities. It seems to me the government can create and dissolve bands at will. For example, when they want to avoid negotiating with the Lubicons, they can create the Woodland Cree and settle with them on the terms the government would prefer to settle on.

But I understand in your case the minister has indicated he is willing to recognize the Kettle Point and Stoney Point Bands as separate bands and to take the steps necessary to do that, so you can be funded and file a claim and operate as a separate authority.

Mr. Ronald George: I must apologize. I have been at the bar admission course since the end of August and it has been all-consuming for me. If the Minister of Indian Affairs has said that, I am not aware of it. I can say if he has said that, we would certainly be anxious immediately to make contact with the department again and begin to formalize the process of having ourselves recognized and beginning to find whatever kind of support, including financial support, there is, so we

[Traduction]

On n'a jamais accepté de nous communiquer les dossiers du registre indien des naissances enregistrées. Nous avons des lettres expliquant pourquoi. Le ministère des Affaires indiennes a indiqué dans ses lettres de 1985, puis de 1986, 1987 et 1988 qu'il n'accepterait de traiter qu'avec les représentants élus de Kettle Point.

M. Skelly: Selon le journal de Toronto du 8 août 1991, M. Siddon aurait dit qu'il voulait voir la base rendue aux autochtones et il vous aurait indiqué lors de sa visite dans la région de *Stoney Point* et de *Kettle Point* qu'il allait faire des représentations à Marcel Masse. Mais je me demande s'il est vraiment passé à l'action, en essayant par exemple d'obtenir l'information que vous demandez au ministère de la Justice ou au ministère de la Défense nationale, ou en vous finançant. Vous avez indiqué que le conseil de *Stoney Point* et *Kettle Point* avait refusé de vous financer. Le ministère des Affaires indiennes a-t-il pris des mesures concrètes pour vous aider activement à établir cette revendication ou à vous engager dans le processus de revendications spécifiques, maintenant que...

M. Ronald George: Je pense qu'une des réponses que nous avons obtenues éclaire en partie de nombreuses questions qui se posent sur les raisons pour lesquelles nous n'avons pas fait ceci ou cela. C'est que pour le gouvernement, nous n'avons pas officiellement le statut de bande. En fait, notre chef n'est pas officiellement reconnu comme chef. Nous butons constamment contre les obstacles parce que nous contactons des organisations, des institutions, des organisations gouvernementales et la seule réponse qu'on nous donne, c'est que nous ne sommes pas une bande reconnue. Il y a par conséquent beaucoup de choses auxquelles nous n'avons pas accès.

Le président: M^{me} Duplessis peut répondre à votre question si vous voulez l'écouter maintenant.

M. Skelly: Non, je n'y tiens pas, monsieur le président. Je préférerais entendre les témoins, parce que c'est l'une des choses qui me préoccupent au sujet de ce que l'officier militaire a dit des autorités «dûment constituées». Il me semble que le gouvernement peut créer et dissoudre des bandes à son gré. Par exemple, lorsqu'il veut éviter de négocier avec les Lubicons, ils peuvent créer la bande des Woodland Cree et régler les problèmes avec eux selon les termes que le gouvernement préfère.

Mais, si je ne m'abuse, dans votre cas, le ministre a indiqué qu'il était disposé à reconnaître les bandes de Kettle Point et de Stoney Point comme des bandes séparées et à prendre les mesures nécessaires pour ce faire, afin que vous puissiez être financées, présenter une revendication et fonctionner en tant qu'autorités distinctes.

M. Ronald George: Je vous prie de m'excuser. Je suis le cours d'admission au Barreau depuis la fin août et cela prend tout mon temps depuis. Si le ministère des Affaires indiennes a dit cela, je n'en sais rien. Je peux vous dire que s'il a dit cela, nous voulons reprendre immédiatement contact avec le ministère pour faire les démarches nécessaires pour être reconnues et pour commencer à nous renseigner sur les types d'appui, financier entre autres, disponibles pour pouvoir

• 1025

[Text]

could continue dealing with this. But to my knowledge—and maybe these gentlemen can go further—no one has conveyed that to us. The Kettle Point Band Council has not conveyed that message to us, if they know. So, no, we have no. . .

Mr. Skelly: Yes, I have heard he has not been as forthcoming about the funding as he has about setting up a separate band. But perhaps Ms Duplessis has that answer.

Mme Duplessis (Louis-Hébert): Je voudrais dire au témoin que, le 21 juin 1991, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, Tom Siddon, a écrit au ministre de la Défense; je pourrais tout à l'heure vous laisser une photocopie de la lettre. Le ministre reprend, entre autres, les arguments dont vous vous êtes servis à propos de l'utilisation de la Loi sur les mesures de guerre en 1942; mais il y a un paragraphe qui est drôlement intéressant et je cite:

I fully support the return of the property of the Chippewas of Kettle and Stoney Point. The return of the base will greatly benefit the community both socially and economically. The band needs land for hunting purposes and the area fronting on Lake Huron has excellent potential for summer cottage development. The return of this land will not only resolve a long-ongoing sense of grievance in the community but will also allow the Indian community to build a better future for themselves.

The answer of the Minister of National Defence was that he needs it for the youths, but he is open to discussing this matter with DIAND. He said you have the full support of Minister Tom Siddon in this dossier.

About the problem of your band, I cannot—

Mr. Nault: Could we have the letter tabled so we would all have a copy?

Mrs. Duplessis: Yes.

Mr. Skelly: On a point of order, who is the minister responding to in this letter?

Mr. Redway: There are two letters.

Mme Duplessis: Celle-ci est celle que le ministre Siddon a envoyée au ministre de la Défense.

Mr. Redway: There is a letter from Mr. Siddon to Mr. Masse. There is a letter from Mr. Masse to Mr. Siddon, responding.

Mr. Skelly: So Mr. Siddon sent copies of these letters to the Conservative members of the committee?

The Chairman: No, I don't have a copy. What we have here is a letter from Mr. Siddon to Mr. Masse.

• 1030

Mrs. Duplessis: I got the letter from the parliamentary secretary to the minister.

The Chairman: But another statement was made that the Conservative members got copies. I just wanted to make it clear I didn't get one.

[Translation]

continuer avec cette affaire. Mais à ma connaissance—et ces messieurs pourront peut-être en dire plus—personne ne nous a laissé savoir cela. Le Conseil de la bande de Kettle Point ne nous a pas transmis ce message, si ils étaient au courant. Alors non, nous n'avons. . .

M. Skelly: Oui, j'ai entendu dire qu'ils n'étaient pas aussi disposés à fournir un financement qu'ils ne l'étaient à établir une bande distincte. Mais peut-être que M^{me} Duplessis a cette réponse.

Mrs. Duplessis (Louis-Hébert): I would like to tell the witness that, on June 21st 1991, the Minister of Indian and Northern Affairs Canada, Tom Siddon, wrote to the Minister of Defense; I could leave you a copy of the letter later on. The Minister uses, among other things, your argument about using the War Measures Act in 1942; but one paragraph is quite interesting and I quote,

Je suis tout à fait en faveur de la restitution des terres des Chippewas à Kettle Point et Stoney Point. La restitution de la base sera extrêmement bénéfique à la communauté, d'un point de vue social et aussi économique. La bande a besoin de terres pour chasser et la zone en bordure du lac Huron se prêterait fort bien à la construction de résidences estivales. La restitution de ces terres non seulement apaisera un sentiment d'injustice qui existe depuis longtemps dans la communauté, mais permettra aussi à la communauté indienne de s'assurer un meilleur avenir.

La réponse du ministère de la Défense nationale était qu'ils en avaient besoin pour les jeunes, mais qu'il est disposé à débattre de la question avec MAINC. Il a dit que vous aviez l'appui inconditionnel du ministre Tom Siddon pour ce dossier.

Pour ce qui est du problème de votre bande, je ne peux pas. . .

M. Nault: Serait-il possible de déposer la lettre pour que nous puissions tous en avoir un exemplaire?

Mme Duplessis: Oui.

M. Skelly: J'invoque le Règlement. Quel est le ministre qui répond à cette lettre?

M. Redway: Il y a deux lettres.

Mrs. Duplessis: This is the one Minister Siddon sent to the Minister of National Defence.

M. Redway: Il y a une lettre adressée par M. Siddon à M. Masse. Il y a la réponse de M. Masse à M. Siddon.

M. Skelly: Alors M. Siddon a envoyé des photocopies de ces lettres aux membres conservateurs de ce comité?

Le président: Non, je n'en ai pas un exemplaire. Ce que nous avons ici, c'est une lettre de M. Siddon à M. Masse.

Mme Duplessis: J'ai obtenu cette lettre du secrétaire parlementaire du ministre.

Le président: Mais quelqu'un d'autre a dit que les membres conservateurs avaient des exemplaires. Je veux que l'on sache bien que je n'en avais pas.

[Texte]

[nominaux]

[Traduction]

[verbe]

Mr. Ronald George: Notwithstanding what the minister or anyone else may have said about the issue of whether or not Kettle point and Stoney Point were separate bands, no information has been conveyed to us. Even on a very brief perusal of the information I get here in the first paragraph of the letter from the Department of Indian Affairs from Tom Siddon to Mr. Masse, I note that it refers to "the Chippewas of the Kettle and Stoney Point Band". That is consistent with the position that has been presented to us over the course of the last ten years. So at this point, at this very moment, our position is still that we are not being recognized as a separate band, and that is a very important issue.

Chief Robert George: I think what Ronald is trying to say is that we never gave up our right to be a separate band or a separate people. It was taken away. We never gave it away.

Mr. Anawak: When they decided to expropriate this land, was that the same way the Stoney Point Band was treated, as part of the Kettle Point Band, or were they treated as the Stoney Point Band and that description changed later on?

Mr. Ronald George: Our information seems to indicate very clearly—and we have had to rely on our locatees, people who were there—that in 1942 the two bands in many ways were being treated separately. We had a separate councillor. Though there was a grand council that consisted of only three individuals, we had our council. Our people voted for our council in our school. It wasn't until 1950 that a dramatic change occurred, when the bands were being formally recognized by the Department of Indian Affairs as one band, the Kettle and Stoney Point Band.

Mr. Anawak: You have location tickets. What are they and what purpose do they serve?

Mr. Ronald George: I guess what they really are is certificates of possession. The Department of Indian Affairs has its ways, I suppose, to deal with the allocation of property to native people on a reserve.

On our reserve I know it is different...and I wasn't really aware of this until recently, because I had just become really interested after watching these two guys for so many years. I have been made aware of the fact that even in northern Ontario that kind of thing doesn't exist. People live as a community on the land. But our reserve is planned out into different plans, with different concessions and different lots, much like any other municipality.

If you were to live on lot 146, for example, the individual would go to the band council and the band council would make the necessary band council resolution. They would forward it to the Department of Indian Affairs and the Department of Indian Affairs would issue a location ticket, as they call it. It's a legal-size document. It simply says this lot on this concession on this plan now is in the interest of that individual. Mind you, it is not a fee-simple type of situation,

M. Ronald George: En dépit de ce qu'a pu dire le ministre ou qui que ce soit d'autre sur la question de savoir si les bandes de Kettle Point et de Stoney Point étaient distinctes, on ne nous a transmis aucun renseignement. Rien qu'en parcourant rapidement l'information que j'ai ici dans le premier paragraphe de la lettre de ministère des Affaires indiennes envoyée par Tom Siddon à M. Masse, je constate qu'il y soit fait référence au «Chippewas de la bande de Kettle Point et Stoney Point». C'est dans l'esprit de la position qui a été adoptée ces dix dernières années. Par conséquent, pour l'instant, à cet instant précis, notre position reste la même: nous n'avons pas été reconnus en tant que bande distincte, et c'est une question très importante.

Le chef Robert George: Je crois que ce que Ronald veut dire, c'est que nous n'avons jamais renoncé à notre droit d'être une bande distincte ou un peuple distinct. Ce droit nous a été enlevé. Nous n'y avons jamais renoncé.

M. Anawak: Lorsqu'ils ont décidé d'exproprier ces terres, la bande de Stoney Point était-elle déjà traitée de la même façon, comme faisant partie de la bande de Kettle Point, ou bien était-elle traitée en tant que bande de Stoney Point et c'est seulement plus tard que cela a changé?

M. Ronald George: Les renseignements que nous avons semblent indiquer très clairement—et nous avons dû nous appuyer sur les occupants, les gens qui étaient là—qu'en 1942, les deux bandes étaient traitées, de bien des façons, comme des bandes distinctes. Nous avons notre propre conseiller. Bien qu'il y ait eu un grand conseil de seulement trois personnes, nous avons notre conseil. Nous votions pour notre conseil dans notre école. Ce n'est qu'en 1950 que les choses ont considérablement changé, lorsque les bandes ont été officiellement reconnues par le ministère des Affaires indiennes comme une seule bande, la bande de Kettle et Stoney Point.

M. Anawak: Vous avez des permis d'occupation. En quoi consistent-ils et à quoi servent-ils?

M. Ronald George: J'imagine qu'ils constituent en fait des certificats de possession. Le ministère des Affaires indiennes a sa propre façon, je suppose, de procéder à l'allocation de terres aux autochtones dans une réserve.

Dans notre réserve, je sais que c'est différent... Et ce n'est que récemment que j'en ai pris conscience, parce que cela a commencé vraiment à m'intéresser après avoir observé ces deux gars depuis tant d'années. J'ai découvert que, même dans le nord de l'Ontario, ce genre de choses n'existe pas. Les gens forment une communauté sur leurs terres. Mais notre réserve est divisée différemment, avec des concessions distinctes, des parcelles distinctes, d'une façon très similaire à celle des autres municipalités.

Si vous viviez sur la parcelle 146, par exemple, vous vous adresseriez au conseil de la bande et le conseil de la bande prendrait les décisions que doit prendre le conseil de la bande. Il les transmettrait au ministère des Affaires indiennes et le ministère des Affaires indiennes émettrait un permis d'occupation, pour reprendre leur terme. C'est un document de format juridique. Il dit simplement que cette parcelle sur cette concession sur ce plan revient maintenant à ce

[Text]

but it clearly identifies that individual as having the right to use that piece of property. Each of us gets one of those for every piece of property we have that interest in.

Mr. Anawak: That's on the land that is now occupied by the military?

• 1035

Mr. Ronald George: That situation on Stoney Point is the same situation as occurs on Kettle Point. The practice goes on today.

Mr. Anawak: I'm sorry, I may not have been here. . . In that case the Stoney Point Band would have location tickets in the area the military have now.

Mr. Ronald George: Yes.

Mr. Anawak: But do the Stoney Point Band members have location tickets in the area the Kettle Point Band—

Mr. Ronald George: Yes, they do. As I said, when the move actually occurred, the Stoney Point people were using their money to purchase land on Kettle Point. The point I was making there was that the Department of Indian Affairs was issuing location tickets, or possession certificates, without going through the formal band council, BCR, process. So yes, they were issuing them almost unilaterally at that time.

But as of today, descendants of Stoney Point, locatees of Stoney Point, do live on Kettle Point, and they do have possession certificates for property there.

Mr. Anawak: In any situation where there's...despite living together, there's always a bit of friction. . . and I suspect there is a bit of friction, not necessarily because of animosity between the Stoney Point and the Kettle Point Bands but because the Stoney Point Band has been moved. I just wondered what kind of relationship there is in that situation. But there must also be some support from the Kettle Point Band for the Stoney Point Band to get back on the land which they previously occupied and which was expropriated.

Mr. Ronald George: First of all, to comment on the relationship between the Stoney Point people and the Kettle Point people, if I could use this description. . . because of the passage of time there seem to be different degrees of recognition as to who people are. Clearly, people who were born and raised on Kettle Point and can clearly trace that there has been a long line of their people living on Kettle Point don't have any problem with deciding who's who. Clearly, people like ourselves, who stand forward and say. . . I can clearly trace my roots, for example, to my dad and to his dad and to George Manadoka in the 1800s. There's no problem about who I think I really am. But as I say, because of the passage of time there seem to be some people who really aren't sure what's going on. Therefore they don't come to any reasonable conclusion.

I agree with you. I hate to spend so much time on it, but there clearly is a very strained relationship between the two groups of people. That occurs for a number of reasons. For example, I'd like to bring to your attention that in 1942 there

[Translation]

particulier. Il ne s'agit pas il est vrai d'une propriété sans conditions, mais elle indique clairement le droit de l'intéressé d'utiliser cette parcelle de terrain. Chacun de nous reçoit l'un de ces permis pour chaque terrain qui est à notre nom.

M. Anawak: C'est sur les terres qui sont maintenant occupées par l'armée?

M. Ronald George: La situation à Stoney Point est la même qu'à Kettle Point, et cela continue encore aujourd'hui.

M. Anawak: Veuillez m'excuser, je n'étais pas là. . . Si tel est le cas, la bande de Stoney Point doit avoir des permis d'occupation du territoire actuellement utilisé par les militaires.

M. Ronald George: Oui.

M. Anawak: Mais les membres de la bande en ont-ils pour les territoires de la bande de Kettle Point. . .

M. Ronald George: Oui. Comme je l'ai dit, quand la décision a été prise, les gens de Stoney Point ont acheté des terrains à Kettle Point. Ce que je voulais souligner, c'est que le ministère des Affaires indiennes délivrait des permis d'occupation, ou des certificats de possession, sans passer par le processus normal des conseils de bandes. A l'époque, le ministère les délivrait presque unilatéralement.

Aujourd'hui, les descendants des membres de la bande de Stoney Point, les occupants de Stoney Point, résident à Kettle Point et ils ont des certificats de possession pour des terrains de ce territoire.

M. Anawak: Je suppose que cela doit susciter des tensions, comme il y en a toujours, non pas parce qu'il y a nécessairement de l'animosité entre les bandes de Stoney Point et de Kettle Point mais parce que la bande de Stoney Point a été transférée. Je me demande quel genre de relations cela peut susciter. En revanche, la bande de Kettle Point doit sans doute être favorable à ce que celle de Stoney Point retourne sur son territoire d'origine, dont elle a été expropriée.

M. Ronald George: Examinons d'abord les relations qui existent entre les gens de Stoney Point et les gens de Kettle Point. Je dois dire que je parle ici de gens parce que la définition des personnes concernées est devenue assez vague, au cours des années. Il y a manifestement des gens qui sont nés et ont vécu à Kettle Point, et qui peuvent retracer clairement leur origine à des résidents de Kettle Point. Il n'y a donc aucun problème dans leur cas. Pour les gens comme nous, il peut cependant y avoir des difficultés. Dans mon cas personnel, je n'ai aucun mal à dire qui sont mes ancêtres, en remontant à mon père et à mon grand-père, puis à George Manadoka, dans les années 1800. En revanche, il y a des gens qui ne sont plus tout à fait sûrs de leur origine, et il leur est difficile de tirer des conclusions définitives.

Cela dit, votre remarque est tout à fait pertinente. Je ne voudrais pas m'étendre là-dessus mais il y a manifestement des relations très tendues entre les deux groupes, ce qui s'explique de plusieurs manières. Par exemple, il y a eu en

[Texte]

was a general council—as I said, each band voted for and elected its own band councillor—and there was a grand chief. I can tell you that since 1942 no descendant of the Stoney Point people has ever acted as chief on behalf of that joint band council. So the relationships still are considerably strained as a result of that.

About whether or not the Kettle Point Band Council is supporting the Stoney Point people on the return of their land, clearly the Kettle Point Band Council is in support of the return of the land to native people. There is some question at this point whom that land should be returned to. It's a major issue.

Mr. Anawak: But obviously if that opportunity arose it would be between the Kettle Point and the Stoney Point Bands, not necessarily Indian and Northern Affairs determining. . .

Mr. Ronald George: I certainly think it's an issue everybody who has been involved in this has to bring to their own attention. To neglect that would be remiss.

One of the reasons this thing isn't getting resolved as quickly as it could be resolved is the fact that the Stoney Point people don't have any resources. We have absolutely no resources. The \$2.5 million that was the effect of the 1980 agreement went into the Kettle Point Band Council fund, and the Kettle Point Band Council has had every opportunity to accept that and to deal with it. As for us, we've had to do these things on our own strength.

• 1040

I think that issue could be resolved much quicker than it is being resolved right now.

If I could answer this question, is that issue being dealt with, are we making progress, I would say yes, we are. Particularly in the last couple of years, since people like myself have taken a more active role, I think it is being resolved more quickly. Education has been a major problem in the Canadian public for many years when it comes to understanding the lives of aboriginal people. With the whole process of education that is taking place today, not only at a national level but at a local level, with our people beginning to understand what it is that happened to them and the interest they're taking in their own aboriginal background, I think that thing is being resolved more quickly than some people would like to admit.

The Stoney Point people and the Kettle Point people are recognizing it. We have, by acclamation, recognized our own chief. We have our own council. The Kettle Point Council will meet with us when we go to them. They won't deny us that opportunity. They certainly don't give us any invitations. But it is being worked out.

The Chairman: Mr. Ferland.

M. Ferland: Si je comprends bien la situation, vous êtes tous des Chippewas et il y avait deux groupes de familles sur des territoires différents. Vous essayez donc de retourner sur les terres où vous êtes nés.

[Traduction]

1942, un conseil général car, comme je l'ai dit, chaque bande avait élu son propre conseiller, et il y avait un grand chef. Or, depuis 1942, aucun descendant des membres de la bande de Stoney Point n'a assumé le rôle de chef du conseil de bande mixte. Il est donc évident que cela a créé des tensions.

Quand à savoir si le Conseil de la bande de Kettle Point est favorable au retour des gens de Stoney Point sur leur territoire, tout ce que je puis dire, c'est qu'il est manifestement en faveur de la restitution des territoires aux autochtones, mais on ne sait pas exactement à qui les territoires devraient être rendus. C'est là un problème essentiel.

M. Anawak: Manifestement, si cela devait se faire, la question devrait être réglée par les bandes de Kettle Point et de Stoney Point elles-mêmes, et pas nécessairement par le ministère des Affaires indiennes et du Nord. . .

M. Ronald George: C'est en tout cas une question qu'il importe de régler rapidement, avec la participation de toutes les parties concernées. Il est inacceptable que l'on attende plus longtemps.

L'une des raisons pour lesquelles ce problème n'est pas résolu aussi rapidement qu'il pourrait l'être est que les gens de Stoney Point n'ont pas de ressources. Ils n'en ont absolument pas. Les 2,5 millions de dollars issus de l'entente de 1980 ont été versés au Conseil de bande de Kettle Point, qui pouvait en disposer à sa guise. Quant à nous, nous devons nous en tirer avec ce que nous avons.

Je crois que le problème pourrait être résolu beaucoup plus rapidement.

Cela dit, je crois que les choses avancent bien, notamment depuis quelques années, c'est-à-dire depuis que les gens comme moi ont décidé de s'en occuper sérieusement. Certes, pendant de nombreuses années, la population canadienne ne comprenait pas bien la vie des autochtones. Aujourd'hui, elle est beaucoup mieux informée, non seulement à l'échelle nationale mais aussi à l'échelle locale, et nos membres eux-mêmes sont beaucoup plus conscients de ce qu'il est arrivé et ils s'intéressent de beaucoup plus près à leurs antécédents autochtones. De ce fait, j'irai jusqu'à dire que les choses avancent plus rapidement que certains ne veulent bien le reconnaître.

Les gens de Stoney Point et de Kettle Point en sont parfaitement conscients. Nous avons élu notre propre chef, par acclamation, et nous avons notre propre conseil. Quand nous voulons rencontrer le Conseil de Kettle Point, il n'y a aucun problème. Évidemment, celui-ci ne va pas jusqu'à nous adresser des invitations, mais nous réussissons quand même à nous arranger.

Le président: Monsieur Ferland.

Mr. Ferland: If I understand correctly, all of you are Chippewas, and there were two groups of families on the different areas. Now, you are trying to move back to the lands where you were born.

[Text]

Mais vous avez entendu les militaires. La raison pour laquelle j'ai posé la question sur la contamination des terrains, c'est qu'il y a eu des tirs d'artillerie sur ces terrains-là et il semble y avoir une bonne partie du territoire qui ne sera à peu près plus utilisable d'une façon sécuritaire.

Dans ces circonstances-là, et advenant le cas où on parviendrait à trouver une solution à votre problème, comment pensez-vous pouvoir réutiliser des terres qui, à toutes fins pratiques, ne seraient pas utilisables?

Mr. Ronald George: Certainly whoever it is who contaminated the land should take some responsibility in dealing with the clean-up of the land. Initially, that would be my position.

Secondly, I question whether the land is quite as contaminated as one would be led to believe. Another thing about myself is that I have been a police officer for 16 years. I was an Indian police officer until this summer. I worked exclusively on the Kettle Point Reserve, which is only a mile and a half from the Stoney Point Reserve. I am at present a member of the Ontario Provincial Police—though I do not come here in that capacity at all, and I want to make that clear.

I took the opportunity to observe the use of the Stoney Point lands over a considerable period of time, and I can tell you my observations were that the Department of National Defence and their personnel quite openly kept their recreational vehicles on those properties, on the north end of those properties, which border a very beautiful beach and lake area. They have what we call "the Marriage Patch", which is where their people come and frolic and play during the summer months. On many occasions I have seen their people casually wandering through the bush area. I have seen people who I believe are not authorized to go there doing whatever they seemed to want to do. It doesn't seem to me anybody is too concerned about that.

In the absence of anybody taking a serious concern about cleaning the place up... Clifford George, who is one of our members who did go overseas in 1942 and returned home to find their homes were gone, and who is currently very active in the things we do, was one of the guys who were involved in the clean-up after the war. He believes the thing isn't nearly as contaminated as the army would lead you to believe. Secondly, he believes, even from his long past knowledge, it wouldn't be too difficult a task to get that cleaned up.

• 1045

M. Ferland: À propos du nettoyage que l'on peut faire sur ces bases, je peux vous donner comme exemple Valcartier où il y avait eu des tirs d'obus au cours de la première guerre mondiale. Malheureusement, il y a deux ou trois ans, dans une zone que l'on croyait avoir totalement été décontaminée, il y a eu explosion d'un vieil obus, explosion qui a fait plusieurs blessés. Je n'insisterai pas là-dessus.

À qui ces deux millions et quelque ont-ils été versés? Ont-ils été versés aux anciens résidents de la réserve ou à d'autres gens?

Mr. Ronald George: We are referring to the \$2.4 million in 1980?

[Translation]

However, you heard the military. The reason why I asked you a question on contaminated lands is that there have been artillery exercises on those lands, which means that you will not be able to use a good part of those lands, at least not very safely.

If a solution were to be found to your problem, do you think you would be able to use those lands?

M. Ronald George: Évidemment, ceux qui sont responsables de la contamination des terrains devraient assumer la responsabilité de la décontamination. Cela me paraît indispensable.

Je me demande toutefois si les terrains sont aussi contaminés qu'on le dit. J'ai été agent de police indien pendant 16 ans, jusqu'à l'été dernier, et je travaillais alors exclusivement sur la réserve de Kettle Point, qui n'est qu'à un mille et demi de celle de Stoney Point. À l'heure actuelle, je fais partie de la Police provinciale de l'Ontario, bien que je ne sois pas ici le représentant de cet organisme, je tiens à le préciser.

Quoi qu'il en soit, j'ai souvent eu l'occasion d'observer les terrains de Stoney Point et je puis vous dire que le personnel du ministère de la Défense nationale n'hésitait pas à se rendre sur ces terrains avec ses véhicules de loisirs, du côté nord, au bord d'une très belle plage et d'un très beau lac. Il y a d'ailleurs là-bas ce qu'on appelle le «Carré des mariages», où il y a des gens qui viennent batifoler en été. Il m'est arrivé de voir des employés de la Défense nationale se promener sans crainte sur ces terrains. J'ai même vu des gens qui ne me semblaient pas être autorisés à s'y trouver s'y livrer à toutes sortes de pratiques qui semblaient être particulièrement à leur goût. Bref, personne ne semblait trouver ces terrains particulièrement dangereux.

Clifford George, l'un de nos membres qui est allé à l'étranger en 1942 et qui est revenu pour constater que sa maison avait disparu, s'occupe très activement de ce problème et a participé au déblayement après la guerre. À son avis, les terrains sont loin d'être aussi contaminés que les militaires ne voudraient le faire croire. Il estime en outre, d'après sa propre expérience, qu'il ne devrait pas être trop difficile de les nettoyer complètement.

Mr. Ferland: About the cleaning up of the bases, I can give you the example of Valcartier, where artillery shells had been used during the First World War. Unfortunately, two or three years ago an old shell exploded in an area that was thought to have been completely cleaned up, and several people were injured. This can happen.

In any case, who received those \$2.4 million? Were the funds given to the previous occupants of the reserve or to other people?

M. Ronald George: Vous voulez parler des 2,4 millions de dollars de 1980?

[Texte]

M. Ferland: Oui.

Mr. Ronald George: What the band council at Kettle Point did at the time was to take approximately \$1 million of that amount and distribute it equally to everyone who was listed on the band list. The difficulty with that is that everybody who had absolutely no tie or no continuing interest in the lands at Stoney Point also received an equal amount. For example—this is a very important point to many people—some of our people owned in excess of 100 acres of land, but my dad would have received \$1,000, just like someone else who had absolutely no interest in the property.

So that money was distributed. It equalled about \$1 million. After that, as we understand it, it was placed in various accounts and funds and the Kettle Point Band Council has been dealing with it and using it for different purposes along the way. With the exception of maybe extending to us a very small amount of money—and when I say that, I mean \$1,000 or \$2,000—none of it has come our way to assist us in pursuing this particular matter.

Mr. Maynard George: In 1981 a member of the House of Commons, Ralph Ferguson, wrote a letter to a man by the name of Floyd McIntyre, one of his constituents. He is a non-native. Floyd McIntyre is a reporter, at that time with the *Forest Standard*. Mr. Ferguson stated he was sorry to hear members at Kettle Point who had been ejected from the Stoney Point Reserve in 1942 would not receive funding. We understand people who were resident on Kettle Point in 1981 to date have received a total of \$1,147.50. People such as Clifford George who had an interest at Stoney Point received \$700. People who have been overlooked—and we are accumulating it to date—haven't received anything.

We have the documents, if any member of the House would like to see them.

M. Ferland: Qui a décidé de la répartition des fonds? Qui a déterminé ceux qui avaient le droit de recevoir quelque chose et qui a distribué cet argent-là? Est-ce que ce sont les agents du ministère des Affaires indiennes ou est-ce que ce sont les responsables de la vente qui ont pris la décision de distribuer l'argent comme cela s'est fait?

Mr. Ronald George: My understanding is that it was initiated by the band council at the time. Obviously they were dealing with the question of how to deal with that particular amount of money.

As I recall, the band council went to a general election of the community to ask whether or not there should be a distribution. As a result of the band membership agreeing to that, the initial distribution of approximately \$1,000 per band member occurred.

Over the course of the next couple of years the band council continued to make a very small distribution—as I remember, it was around Christmas-time for the initial year after, and maybe the subsequent year after—of a very small amount of money: \$37.50 at one point, I think, something like that. The figures may be off, but they were very small amounts.

[Traduction]

Mr. Ferland: Yes.

M. Ronald George: Le Conseil de bande de Kettle Point en a distribué environ 1 million, en parts égales, à toutes les personnes figurant sur sa liste de bandes. Le problème est que, de ce fait, des personnes qui n'avaient strictement aucun lien avec les terrains de Stoney Point, ni aucun droit à cet égard, ont également participé au partage. Par exemple, et c'est là un facteur très important pour beaucoup de gens, certains de nos membres possédaient plus de 100 acres mais ils n'ont reçu que 1,000\$, tout comme mon père, c'est-à-dire exactement la même somme que d'autres personnes qui ne possédaient aucun terrain.

Quoi qu'il en soit, environ 1 million de dollars ont ainsi été distribués. Le reste, si j'ai bien compris, a été placé dans divers comptes et le Conseil de bande de Kettle Point s'en sert à diverses fins. Autrement dit, à part les sommes minimales qui nous ont été attribuées, et je parle ici de 1,000\$ ou de 2,000\$, rien ne nous a été donné pour nous aider à nous défendre dans cette affaire.

M. Maynard George: En 1981, Ralph Ferguson, qui était député, a écrit à un certain Floyd McIntyre, un citoyen non autochtone de sa circonscription. À l'époque, Floyd McIntyre était journaliste pour le *Forest Standard*. M. Ferguson lui disait qu'il était désolé que les membres de Kettle Point qui avaient été expulsés de la réserve de Stoney Point en 1942 ne recevraient pas d'argent. Selon nos informations, il y a des personnes qui résidaient à Kettle Point en 1981 qui n'ont reçu jusqu'à présent que 1,147.50\$ en tout. Quelqu'un comme Clifford George, qui possédait un terrain à Stoney Point, a reçu 700\$. Et il y a en plus de cela des gens qui n'ont rien reçu du tout, dont nous sommes en train de dresser la liste.

Si vous le souhaitez, nous avons des documents que nous pourrions mettre à votre disposition.

Mr. Ferland: Who made the decision to distribute the funds? Who decided that some people would receive something, and who distributed the money? Was that done by Indian Affairs officials or by those who took responsibility for the sale?

M. Ronald George: À ma connaissance, la décision avait été prise par le conseil de bande. Évidemment, celui-ci devait bien prendre une décision au sujet de l'argent qu'il avait reçu.

Si je me souviens bien, le conseil de bande a organisé un vote parmi ses membres pour savoir si l'argent devait être distribué. La majorité des membres ayant répondu par l'affirmative, le conseil de bande a remis au départ environ 1,000\$ à chacun de ses membres.

Durant les quelques années qui ont suivi, le conseil de bande a continué de remettre certaines sommes, mais beaucoup moins importantes. Si je me souviens bien, cela s'est fait à l'époque de Noël, la première année, et peut-être aussi l'année suivante. Il s'agissait de sommes minimales, de l'ordre de 37.50\$. Mon chiffre n'est peut-être pas exact mais c'était de cet ordre-là.

[Text]

• 1050

I do recall at one point, in keeping with what had occurred initially, the general band membership went to the council and demanded that all the money be distributed, and it wasn't.

So generally, I suppose you can't really put a finger on what process they were using, but very definitely it was an internal thing.

Mr. Nault: I would like to ask the witnesses, based on their own personal knowledge of the community and the location of the camp itself. . . I tried to get through the department what kind of use we are seeing in that area at present.

Could you give us an explanation or some sort of general analysis of just how often it's used, how many people we're talking about, what kind of artillery is used, what kinds of trucks, so we can get a better general sense. . . ? The sense I get is that this is a full-blown military base and it's a very difficult situation to have it reversed from what took place in 1942. I'd like you to elaborate on what's really going on there, since you have first-hand knowledge of that.

Mr. Ronald George: I guess I can talk about my observations, and these gentlemen can discuss theirs.

I will admit that in the summertime the place becomes very active. There are a lot of cadets there. I cannot recall the last time I would have seen real adult military personnel exercising there. They're around. They do maintenance work, as I see it. There isn't an overwhelming amount of army vehicles there. For a long time I haven't seen any large number—and when I say large number, I mean 50—army personnel around. I think it's correct to say the most active time is in the summer months of July and August, but any time after that, until the next July, frankly, it's quite barren.

Chief Robert George: If you were to go down there on a day like today you'd find maybe two or three people. One is a military member who should have been retired but who has decided he's going to stay in the army. He is one of the caretakers there. So on a day like today you'd be lucky if you saw anybody around but the guys who are at the gates and the one truck that moves around and drives through the area.

On the weekends you may find 25 militia members from London. They sometimes come out. A lot of the time, if they're training for driving, they may drive in, but they drive around in every place except inside there.

So it's not used as much as they say it's being used. Today they still have the odd person with their little tents in the back area of the army camp.

As we looked at it—I think you would see it on W-5—they had around 75 trailers all stored in there for members who use "the Marriage Patch". This summer I encountered a fellow who was there and he said they weren't allowed to go in there any more. Somebody must have ruffled a few feathers. But it's not used as much as they say it is.

[Translation]

Je me souviens que les membres de la bande ont à un certain moment demandé au conseil de distribuer tout l'argent qu'il avait reçu, mais leur demande a été rejetée.

Il est donc peut-être difficile de cerner avec précision le processus qui a été utilisé, mais c'était en tout cas une décision interne.

M. Nault: Je voudrais poser quelques questions concernant l'utilisation des terrains, étant donné que les témoins connaissent intimement la collectivité locale. Je dois dire que j'ai demandé au ministère de me dire à quoi servent les terrains aujourd'hui, mais je n'ai pas eu de réponse satisfaisante.

Pouvez-vous me donner des explications à ce sujet? Combien de gens utilisent les terrains, à quelle fréquence, avec quel type de camion, pour quel type de tir? Je crois comprendre qu'il s'agit actuellement d'une base militaire tout à fait comme les autres, ce qui signifie qu'il serait très difficile de revenir à la situation de 1942. Pouvez-vous donc me donner des précisions là-dessus?

M. Ronald George: Je peux vous dire ce que j'en sais, personnellement, et mes collègues pourront préciser ma réponse.

Je dois reconnaître que cette région est très active en été, car il y a alors beaucoup de cadets. Je ne me souviens pas d'y avoir vu des militaires adultes y procéder à des tirs d'artillerie. Certes, il y en a sur place, mais leurs activités concernent essentiellement des travaux d'entretien. Il n'y a pas beaucoup de véhicules de l'armée. Pendant très longtemps, je n'y ai pas vu de groupes importants de militaires, et je veux parler ici de groupes d'au moins 50 personnes. Je crois pouvoir dire que c'est surtout en été, c'est-à-dire en juillet et en août, qu'il y a le plus d'activité sur place. Après cela, les terrains sont quasiment déserts jusqu'en juillet suivant.

Le chef Robert George: Si vous alliez sur place aujourd'hui, vous n'y trouveriez au plus que deux ou trois personnes. L'une d'entre elles est un militaire qui aurait dû prendre sa retraite mais qui a décidé de rester dans l'armée. Il assure une surveillance générale des terrains. Autrement dit, si vous alliez là-bas aujourd'hui, vous ne verriez probablement que les gardes qui sont à l'entrée, et un camion qui se déplace lentement sur les terrains.

Durant les fins de semaine, il peut y avoir jusqu'à 25 membres de la milice, de London. Il leur arrive parfois de venir faire des exercices de conduite de véhicules militaires, mais ils mènent leurs exercices autant à l'extérieur qu'à l'intérieur du territoire.

Les terrains ne sont donc pas aussi utilisés qu'autrefois. Évidemment, il peut toujours y avoir une personne qui vient de temps en temps installer sa petite tente derrière le camp militaire.

Comme l'indique l'émission W-5, il y avait à un certain moment jusqu'à 75 caravanes, pour des personnes qui utilisent le «carré des mariages». Cependant, j'ai rencontré cet été quelqu'un qui m'a dit que cela n'était plus autorisé. Je suppose que quelqu'un a dû faire trop de vagues.

[Texte]

Mr. Ronald George: Incidentally, I don't know if anybody has brought this point forward, but I believe it was in October 1970 that my uncle, my father's brother, Dan George, died, and he was the first individual to be returned and buried in the old cemetery on Stoney Point. So access to us has been fairly restricted. Of course that has caused us great concern, because frankly, the base simply isn't being used that much.

As the DND personnel say, it is a very beautiful place. It's ideal for lots of things, more than just army exercises. But not a whole lot of activity is taking place there.

• 1055

Personally, about the Ontario Provincial Police and the identification of Indian police forces there, I did not do all my firearms training there. I remember getting training once a year in my tenure, and very often I went to a firing range south of Chatham, Ontario. We didn't use that all the time.

Mr. Skelly: Is that a four-hour drive?

The Chairman: On payroll, though, I trust.

Mr. Nault: Looking at the document, it's obvious you've done a tremendous amount of legwork in getting the information. If we accept what's on paper here as being the situation, then obviously it's easy to prove you were a separate band. It's obviously easy to prove the situation about who is a band member and who isn't, separately. Also, I guess by looking at this document you could come to the conclusion that the settlement of the roughly \$2.5 million was basically for use of the facility during the period of time when it was taken away from the band we're speaking of.

Having said that, and considering the fact that all the information is here—and interestingly enough, we have an issue we're dealing with right after yours which deals with land claims and the ability to put them forward to an independent body, so to speak, and we're trying to deal with whether that truly is an independent commission—my final question to you is what would you like us to recommend, besides...? First of all, let me put it this way. First, you need funding to go through the process, to continue your documentation. Secondly, you need an undertaking that indeed DND no longer needs this facility, obviously, and it should be cleaned up and then turned back to your community.

The last issue is one that's a little stickier. You have documentation for the first two, and with the political will a resolution of those could easily be forthcoming. The third one is a little stickier, with the other community.

[Traduction]

M. Ronald George: Je dois dire en passant, car je ne pense pas qu'on l'ait déjà indiqué, que c'est en octobre 1970 que mon oncle, le frère de mon père, Dan George, qui venait de décéder, a été le premier à être enterré dans l'ancien cimetière de *Stoney Point*. L'accès au terrain est donc très limité, et cela nous mécontente d'autant plus que la base n'est tout simplement plus beaucoup utilisée.

Comme le disent les militaires, c'est un très bel endroit, qui est idéal pour toutes sortes de choses outre l'entraînement de militaires. Il n'y a cependant pas beaucoup d'activité officielle.

Personnellement, puisque je fais partie de la police provinciale de l'Ontario et que j'ai été agent de police indien, je dois vous dire que ce n'est pas là-bas que j'ai appris à me servir des armes. Je me souviens y être allé une fois par an, lors de ma formation préliminaire, mais nous allions aussi très souvent utiliser un stand de tir qui se trouve au sud de Chatham, en Ontario. Nous n'utilisons pas les terrains en permanence.

M. Skelly: C'est à quatre heures de route, n'est-ce pas?

Le président: J'espère que vous étiez payés pendant vos déplacements.

M. Nault: Votre document montre que vous avez fait énormément de travail pour obtenir des informations précises. S'il reflète bien la réalité, il devrait manifestement être très facile de prouver que vous faisiez partie d'une bande séparée. Évidemment, il est facile de prouver qui est membre d'une bande et qui ne l'est pas, mais c'est autre chose. En outre, si je comprends bien ce que vous dites dans ce document, je conclus que la somme de 2,5 millions de dollars qui a été fournie, en gros, représentait essentiellement une indemnité pour l'usage des terrains durant la période où ils été pris à la bande.

Cela dit, et considérant toutes les informations que vous nous avez données, qu'attendez-vous exactement de notre comité? Je précise en passant que nous nous occuperons, lorsque vous aurez terminé, d'une question de revendication territoriale que des Indiens souhaitent adresser à un organisme indépendant, et le problème est de savoir s'il s'agit vraiment d'un organisme indépendant. Quoi qu'il en soit, ai-je bien compris que vous avez, premièrement, besoin de fonds pour continuer le processus de documentation et, deuxièmement, besoin d'un engagement de la part du ministère de la Défense nationale disant qu'il n'a plus besoin de ces terrains, ce qui est évident, et que ceux-ci seront décontaminés puis rendus à votre collectivité?

La dernière question est un peu plus épineuse. En ce qui concerne les deux premières, vous détenez des documents qui ont un certain poids, et il devrait être assez facile de trouver une solution, avec un minimum de volonté politique. La troisième, par contre, est un peu plus difficile, puisqu'il s'agit de l'autre collectivité.

[Text]

You didn't tell me who told you we are not to talk about this today. Was it the other community, or the one you belong to right now, Kettle Point? Was it the minister? Or was it the chairman who suggested it was not appropriate to have this particular issue dealt with here today? They're intertwined, and I find it very difficult to suggest we could resolve this issue without dealing with that particular question.

Mr. Ronald George: At the risk of putting anyone in an uncomfortable position, I will say certainly it wasn't the band council of Kettle Point who advised me not to talk about it, although they'd probably like me not to do that. I can say I've had someone personally advising me who told me not to do that. Frankly, that's all the information I have, and I think that's as much as we want to say about it.

Chief Robert George: We'd just love to go into that, but sometimes it's best that you don't.

Mr. Nault: Even though we get to a position of resolving the land issue, and obviously the compensation to the band that was wronged in this case, yours, we still have the issue of Kettle Point. Could I be assured that will be resolved between yourselves?

Mr. Ronald George: I don't think anybody else can resolve it. I really don't. It's between ourselves and the Kettle Point Band. Nobody can resolve it. Those are issues that are very unique to us. We have experienced something as aboriginal people, and we're working through a healing process, and it's going to take time. It's taken us 50 years to get here.

I think we have a resolve to do that. We, much like many aboriginal communities, believe in the principle of harmony within our community, and we have been strained over the last 50 years. Particularly since the issue of the possible return of Stoney Point came up about 10 years ago, all of a sudden everybody's trying to find out where exactly they stand on all of this.

But I can tell you we have a resolve to deal with that, and we will deal with it. As I say, it becomes very difficult, because we're operating at different ends of the continuum when it comes to the necessary support to work our problems out. But very definitely our belief is that it's something that has to be dealt with by us.

• 1100

Regardless of what anybody says to us, we are a band. We are the Ojibways of Stoney Point. Nobody can take that from us or tell us we have it or do not have it.

Mr. Nault: It is quite obvious.

Page 5 suggests there was a separation of the two bands through two pay lists, and during that period of the 1927 surrender and then the transactions completed in 1929...you go through how they were dealing with the pay lists separately and how there was an understanding there were two separate bands. Are the records available, then, to prove, obviously, who the individual members of the band from that period on were, which would make it very easy as late as 1930

[Translation]

Vous ne m'avez pas dit qui vous a demandé de ne pas discuter de cela aujourd'hui. Était-ce l'autre bande ou la bande de Kettle Point dont vous faites partie actuellement? Était-ce le ministre? Était-ce le président du comité? Je dois dire qu'il me paraît très difficile d'essayer de trouver une solution à ce problème si on n'accepte pas de discuter de cette troisième question.

M. Ronald George: Au risque de mettre certaines personnes dans une situation inconfortable, je dois vous dire que ce n'est certainement pas le conseil de bande de Kettle Point qui m'a recommandé de ne pas en parler, même s'il est vrai qu'il préférerait probablement que je ne le fasse pas. Je peux dire que quelqu'un m'a personnellement conseillé de ne pas en parler. C'est tout ce que je veux dire à ce sujet.

Le chef Robert George: Nous aimerions beaucoup parler de cette question, mais il est parfois préférable de ne pas remuer l'eau qui dort.

M. Nault: Certes mais, même si nous parvenons à résoudre le problème des terrains et celui de l'indemnisation de la bande qui a subi un préjudice, il faudra toujours régler le problème de Kettle Point. Pouvez-vous me garantir que vous pourrez résoudre le problème entre vous?

M. Ronald George: Mais je ne vois pas qui d'autre pourrait le faire. C'est une question qui ne concerne que nous-mêmes et la bande de Kettle Point, et personne d'autre. Il s'agit là de problèmes tout à fait spécifiques. Nous avons traversé des expériences difficiles, à titre d'autochtones, et nous sommes actuellement engagés dans un processus d'apaisement qu'il ne faut pas précipiter. Il nous a déjà fallu 50 ans pour arriver ici.

Je crois que nous avons la volonté de résoudre les tensions. Comme beaucoup d'autres collectivités autochtones, nous attachons beaucoup d'importance au principe de l'harmonie entre nos membres, laquelle a été fortement perturbée au cours des 50 dernières années. Depuis qu'est apparu le problème du retour éventuel à Stoney Point, il y a une dizaine d'années, tout le monde essaie d'un seul coup de prendre position à ce sujet.

Je puis vous dire que nous avons la volonté de trouver une solution, et que nous la trouverons. En revanche, nous sommes parfaitement conscients des difficultés que nous allons rencontrer, car nous devons attaquer le problème par les deux bouts. Quoi qu'il en soit, nous sommes fermement convaincus que c'est quelque chose qui nous concerne exclusivement.

Quoi que l'on puisse dire, nous sommes une bande. Nous sommes les Ojibways de Stoney Point, et personne ne pourra jamais dire le contraire.

M. Nault: C'est évident.

Vous parlez dans votre document de la séparation des deux bandes, confirmé par l'existence de deux listes de paye et, durant cette période, de la cession de 1927 et des transactions de 1929. Vous indiquez qu'il y avait deux listes de paye différentes, ce qui laissait entendre qu'il existait deux bandes distinctes. Y a-t-il donc des registres quelconques confirmant qui appartenait à l'époque à quelle bande, aux environs de 1930. Avez-vous des exemplaires de ces listes? Je

[Texte]

to decide through this particular list the ancestry of the particular members of the band? Do you have copies of the lists of this era? Obviously, the list must be available in the records of the Department of Indian and Northern Affairs.

Mr. Maynard George: One thing we have done is we have requested, through the Access to Information Act, through Indian moneys, and through the Auditor General of Canada, lists of names of people who were partakers in two sales, one at Kettle Point in 1927 and a second sale in 1928 at Stoney Point. About the two said sales, we researched them. We found three lists were set apart. One was a common annuity, where Kettle and Stoney combined are listed. There was a voters' list for each independent reserve structure, giving who could vote for their representative council. Thirdly, there was the Auditor General's report, identifying resident people entitled to shares of a supposed sale in 1927 and again in 1928. Those have not been forwarded to us since we requested them. Each time, again, we were countered with the obstacle of being a recognized structure within the meaning of the Indian Act.

Mr. Nault: Mr. Chairman, could we suggest then that through the department or through you those particular records be given to us, a list of the band members of that particular period?

The Chairman: I would hope that following that direction it would be made clear whether they are exclusively our property or public property, because I think it is of interest to us, and of greater interest to the witnesses here today.

Mr. Ronald George: I think one of the important points is for people to recognize which stage of this process we are in. We are in a progressive stage right now. We are learning more and more about this. It is very important for us to accept we do not have all the answers. Those are the kinds of things that we are dealing with and that are going on all the time. It is very important for us.

One of the questions you asked me about was what we would like from here on in. I think it is very important to make this point. We could probably sit around in any interest group and deal with the issue of the struggle, the impact, the historical journey, the arduous journey we have been through, and see this dispute between the Kettle Pointers and the Stoney Pointers taking place. But the central issue is that land was taken away from a particular interested group of people. Regardless of what the Department of Indian and Northern Affairs has said or is saying, regardless of the position of the DND on Ipperwash, the important point is that if and when the land is returned or there is some sort of settlement or solution to this problem, we cannot forget that there might be a right people and a wrong people. We have to ensure the land returns to the rightful people. That is very important to us.

The other issue in the dispute between the Kettle Point people and the Stoney Point people could probably be settled in a large way if the Stoney Point people, by tracing our ancestry... And I understand and I will say that I did speak to

[Traduction]

suppose que le ministère des Affaires indiennes et du Nord doit en avoir?

M. Maynard George: Nous avons invoqué la Loi sur l'accès à l'information, et nous nous sommes aussi adressés au vérificateur général du Canada, pour obtenir les listes des personnes qui ont reçu le produit de deux ventes, l'une à Kettle Point en 1927 et l'autre à Stoney Point en 1928. Nous avons donc fait des recherches, qui nous ont permis de trouver trois listes. L'une concernait une rente commune, qui combinait Kettle Point et Stoney Point. Il y avait aussi une liste électorale pour chaque structure indépendante de réserve, indiquant qui pouvait participer à l'élection du Conseil de bande. Troisièmement, il y a eu un rapport du vérificateur général identifiant les résidents qui avaient le droit de partager le fruit d'une vente en 1927 puis en 1928. Nous avons demandé ces listes mais nous n'en avons reçu aucune. Chaque fois, on nous a répliqué qu'on ne pouvait pas nous les donner parce que nous n'étions pas une structure reconnue au sens de la Loi sur les Indiens.

M. Nault: Monsieur le président, le comité pourrait-il exiger que ces registres lui soient remis, afin que nous ayons les listes des membres des bandes à cette époque?

Le président: J'espère qu'il sera bien précisé si ces listes sont notre propriété exclusive ou propriété publique, car si elles nous intéressent, elles intéressent encore plus directement les témoins d'aujourd'hui.

M. Ronald George: Je crois qu'il est important de bien comprendre à quelle étape du processus nous en sommes. En effet, les choses évoluent constamment. Nous obtenons de plus en plus d'informations sur ce problème, et il est très important de reconnaître que nous n'avons pas la réponse à toutes les questions. Ce sont des choses sur lesquelles nous obtenons peu à peu des éclaircissements.

Vous m'avez demandé ce que nous voulons, à partir de maintenant. Certes, nous pourrions probablement discuter pendant fort longtemps de la lutte que nous avons menée, du cheminement historique très difficile que nous avons effectué, et du conflit qui existe entre Kettle Pointers et Stoney Pointers. Cependant, le problème fondamental est celui des terrains qui ont été enlevés à certaines personnes. Quoi que puisse dire le ministère des Affaires indiennes et du Nord, quelle puisse être la position du ministère de la Défense nationale sur Ipperwash, l'élément important qu'il ne faut jamais oublier est que, lorsque ces terrains seront rendus ou que le problème sera réglé, d'une manière ou d'une autre, il y a des propriétaires légitimes et d'autres qui ne le sont pas. Cela signifie qu'il est très important de veiller à ce que les terres soient rendues à leurs propriétaires légitimes.

L'autre problème, concernant le conflit entre les gens de Kettle Point et ceux de Stoney Point, pourrait probablement être résolu, en grande mesure, si les gens de Stoney Point parvenaient à confirmer leur généalogie. Je dois cependant

[Text]

somebody from the Department of Indian and Northern Affairs who told me if and when it comes to a point where the two bands separate, everyone would get a choice. That may be, in a lot of ways. There may be authority for that to happen. But I think the primary thing, in the interest of preserving aboriginal culture and the history, is simply to trace everybody. I don't think that would be too difficult a task.

• 1105

The Chairman: I want to preface a question I have to you by saying I fully respect the answer you gave to Mr. Nault's question, which was that some things are better not discussed or referenced. However, Mr. Nault did ask whether it was the chairman or the minister who told you not to speak about a certain item. I think for the record we should have it clarified.

Mr. Ronald George: For the record, what occurred was this. Obviously we, like everybody else, take counsel from people who advise us.

The Chairman: Before you go any further, I don't want you to breach the confidence you may have with others. I simply want it on the record whether the chairman or the minister advised you not to speak about it.

Mr. Ronald George: It was absolutely not the chairman or the minister.

The Chairman: I just had to get that on the record. Nice try, Mr. Nault.

Chief Robert George: I would like to say one thing before we leave. I'm in a different position from any one of you here or any one of my sons or my friend Maynard. I'm in a very, very different position from any one of you at all. I've heard one your members ask us how we can find a solution. I find it very easy. Somebody took my place from me. Why don't you just give it back? It's very simple: the signing of a paper.

Mr. Anawak: Yes, I agree.

Chief Robert George: You took something from me. Just give it back. That's all we want. We've gone through hardship, turmoil. It's taken money from our pockets, money that could be much better spent on our families. We're spending it in this way to prove to somebody that I own what they took away from me. Just give it back and it'll be all right. And not to somebody else, such as Stoney and Kettle Point, because I know they had no part in this. I was there. I knew it was separate and I knew it was mine. I don't appreciate anyone saying to give it to somebody else. If I took a home from you and I knew it belonged to you and you came at me, you wouldn't leave me alone. You wouldn't appreciate it if I gave it to him, would you? It would be much better if I gave it to you.

That's why I said I'm in so different a position. I was there and directly involved.

Mr. Skelly: I think the problem here is that they didn't take just one thing from you, the land, they also took your status, and now with a piece of legal fiction they say now there's no one to give it back to.

[Translation]

dire que, lorsque j'en ai discuté avec un représentant du ministère des Affaires indiennes, il m'a dit que tout le monde aurait le droit de faire un choix si l'on en arrivait au point où les deux bandes devaient être séparées. C'est bien possible mais, ce qui est essentiel, c'est de tracer l'arbre généalogique de chacun, pour préserver la culture et l'histoire autochtones. Je ne pense pas que cela devrait être trop difficile.

Le président: Avant de vous poser une question, je dois vous dire que je respecte tout à fait la réponse que vous avez donnée tout à l'heure à M. Nault, en disant qu'il y a certaines choses dont il vaut mieux ne pas discuter. Cela dit, M. Nault vous a demandé si c'était le président du comité ou le ministre qui vous avaient recommandé de ne pas discuter d'une question particulière. Je crois qu'il serait important que vous donniez des éclaircissements là-dessus.

M. Ronald George: Voici comment les choses se sont passées. Évidemment, comme tout le monde, nous tenons compte des avis qui nous sont donnés.

Le président: Avant que vous alliez plus loin, je ne veux pas vous obliger à divulguer des choses qui doivent rester secrètes. Je voudrais simplement que vous nous disiez si le président ou le ministre vous ont recommandé de ne pas en parler.

M. Ronald George: Il ne s'agissait ni du président, ni du ministre.

Le président: Les choses sont maintenant claires. Bel effort, monsieur Nault.

Le chef Robert George: Je voudrais ajouter une précision. Je me trouve dans une situation tout à fait différente de tous les autres, de mes fils, ou même de mon ami Maynard. J'ai entendu un député demander quelle pourrait être la solution, et elle me paraît très simple. Quelqu'un m'a pris ma place. Il serait très simple de me la rendre, en signant un document.

M. Anawak: Je suis d'accord.

Le chef Robert George: Il vous suffit de me rendre ce que vous m'avez pris. C'est tout ce que nous voulons. Nous avons fait face à beaucoup de difficultés, cela nous a coûté de l'argent, et surtout de l'argent qu'il aurait été beaucoup plus utile de consacrer à nos familles. Nous sommes obligés de dépenser de l'argent pour prouver que nous possédons ce que l'on nous a pris. Rendez-le nous et tout sera réglé. Et, surtout, ne le rendez pas à quelqu'un d'autre, comme à Stoney Point ou à Kettle Point, car je sais qu'ils n'ont rien à voir avec cela. J'étais là à l'époque, je sais très bien ce qui m'appartenait. Je ne verrais d'un bon oeil que l'on rende à quelqu'un d'autre ce qui m'appartenait à moi. Si je vous prenais votre maison, vous feriez des efforts considérables pour la récupérer et vous ne seriez certainement pas très content si je la rendais à quelqu'un d'autre, n'est-ce pas? Il serait préférable que je vous la rende à vous.

Voilà ma position. J'étais là et je sais bien ce qui s'est passé.

M. Skelly: Le problème est que l'on ne vous a pas seulement pris des terrains, on vous a aussi pris votre statut. Aujourd'hui, par un tour de passe-passe juridique, on prétend qu'il n'y a plus personne à qui rendre ce qui a été pris.

[Texte]

Chief Robert George: I'm still here.

Mr. Skelly: I think one of the concerns we have is that the government has this power to create people as non-people and then to say there's nobody to give it back to.

The minister has said he's prepared to assist you, he is prepared to go to the Department of National Defence. But is he prepared to do something that's real, which is to walk back through the process: first to restore your status as a separate people, and then to restore the land to you as the people you really are? You've never lost that recognition, but the Canadian government in the past has created a fiction that you no longer exist.

There is a process to re-establish a band. I know many of the bands in my riding have been forcibly combined, supposedly for the economic benefit of the Department of Indian Affairs or for some other reason. They have been forcibly combined: often people who speak a different language or a different variant of a language, who have completely different traditions, who have different marriage taboos, bands that shouldn't be combined. Yet they were forcibly combined. There is a process under the Indian Act to petition the government to re-establish yourself as a band. Has that been done? Has the minister agreed to assist you on that?

• 1110

Mr. Ronald George: No, it hasn't been done. And frankly, because of our conviction about who we are—and I think it is a sound conviction for aboriginal people—we have been hesitant to take any of those bureaucratic steps to prove something that doesn't need to be proven. I am not saying that immediately creates a barrier to doing that, because as I say, we are in a progressive move toward doing whatever we have to do to get back to where we came from and to start all over again. But certainly that hasn't occurred.

I think one of the reasons is that frankly we have sensed a very clear unwillingness on the part of the Department of Indian Affairs to assist us in that sort of thing. I am not saying they have been unwilling to assist us in all areas. I think recently they have been listening to us a little more—who knows for what reasons—than they did say two or three years ago. But we don't feel we need to apply. We feel if the proper wheels were put in motion that would just occur. And it should occur.

Mr. Skelly: What really should happen, of course, is that the government should say we were wrong, we are treating the Stoney Point people as if they were part of another band. But the chances of the government saying they were wrong are very remote, and sometimes convictions get in the way of progress. If the process is initiated, then sometimes the government will take action. You have to decide what you are going to do.

[Traduction]

Le chef Robert George: Mais je suis toujours là.

M. Skelly: Ce qui ne nous plaît pas, dans toute cette histoire, c'est que le gouvernement a le pouvoir de nier l'existence de certaines personnes, pour ne pas leur rendre ce qu'il leur doit.

Le ministre a déclaré qu'il est prêt à vous aider et à intervenir auprès du ministère de la Défense nationale. Est-il cependant prêt à faire quelque chose de concret, c'est-à-dire à reprendre tout le processus avec vous, depuis le début, de façon à vous rendre votre statut de peuple distinct, puis à vous rendre les terrains qui vous appartiennent? À nos yeux, vous n'avez jamais perdu votre statut de peuple mais c'est le gouvernement canadien qui a décidé, par un tour de passe-passe, que vous n'existiez plus.

Il existe un processus pour reconstituer une bande. Je sais que beaucoup de bandes avaient été obligées de se fusionner, dans ma circonscription, dans l'intérêt économique du ministère des Affaires indiennes, ou pour une autre raison que j'ignore. Quoi qu'il en soit, des personnes parlant des langues différentes, ou des dialectes différents d'une même langue, ayant des traditions différentes, comme des tabous différents en matière de mariage, ont été obligées de s'associer. C'était des bandes qu'il n'aurait jamais fallu fusionner et qui y ont été obligées. Or, la Loi sur les Indiens prévoit un processus permettant à une bande de demander au gouvernement le droit de se reconstituer. Avez-vous essayé? Le ministre a-t-il accepté de vous aider à ce sujet?

M. Ronald George: Non et, pour parler franchement, comme nous sommes profondément convaincus de ce que nous sommes, nous ne voyons pas pourquoi nous devrions nous adresser à des bureaucrates pour prouver quelque chose qu'il ne soit pas nécessaire de prouver. Cela ne veut pas dire que nous sommes fermement résolus à ne jamais emprunter cette voie, étant donné que nous sommes de plus en plus prêts à faire tout ce qui est nécessaire pour obtenir gain de cause.

L'une des raisons pour lesquelles nous n'avons pas envisagé cette solution, et je vous parle ici très franchement, c'est que nous avons clairement le sentiment que le ministère des Affaires indiennes n'est absolument pas prêt à nous aider à ce sujet. Je ne veux pas dire qu'il refuse de nous aider dans tous les domaines, comme le prouve le fait qu'il se soit mis ces derniers temps à nous prêter un peu plus d'attention, Dieu sait pour quelle raison, qu'il y a deux ou trois ans, par exemple. Cela dit, nous n'avons pas le sentiment que nous devrions présenter une telle demande. Nous croyons que le problème devrait se résoudre de manière plus naturelle.

M. Skelly: Ce qu'il faudrait, évidemment, c'est que le gouvernement reconnaisse qu'il a eu tort en considérant que la bande de *Stoney Point* faisait partie d'une autre bande. Il y a cependant fort peu de chances que le gouvernement reconnaisse ses torts, et cela risque d'entraver tout progrès. Toutefois, quand un processus se met en marche, cela amène parfois le gouvernement à changer d'avis. C'est à vous de décider ce que vous voulez faire.

[Text]

Mr. Ronald George: We are in a bit of a Catch-22 situation when it comes to that, because in order to put bureaucracy into motion, there needs to be some financial support for people. Quite frankly, we have had to borrow money to get down here today. To initiate those kinds of things is a very difficult thing for us. We simply don't have the resources to do that. And to get the funding you have to have status. It is a vicious circle we are involved in.

Mr. Skelly: We had the military here earlier. They left before you made your presentation. The thing seems to have been presented as an absolutely black-and-white, either-or situation. If you are re-established on Stoney Point, then the military goes. Is that actually the situation? We have been discussing with the band that perhaps some military training facilities might be permitted to stay there and be part of the economic development proposals of the Stoney Point people. Is there a possibility of co-existence, or is it a black-and-white situation?

Mr. Ronald George: Certainly there is a possibility of those kinds of things happening. I can tell you that if there has been any extensive discussion related to that point, nobody has concerned themselves enough to contact us. I know the economic development people on Kettle Point, who have received recognition and funding and whatever they need, definitely get involved in those kinds of talks. As a matter of fact, I have a quite thick consultant's proposal at home, and it deals with many of the issues related to the future usage of that property.

One of the things I have heard in the discussions we have had is that because of the financial commitment, the investment the Department of National Defence has put into Stoney Point, they would like to reserve a certain area, the southwest corner, where all the buildings are, and maybe retain that for military purposes. Our position at this time is that basically that is taking away a very viable, very important resource from us, because it's the part of the community that borders on the main highway that runs along the border of the property. So our position would be that we don't see any reason why the Department of National Defence should continue using that in any way.

Mr. Maynard George: A question was brought before the table two questions back: what is the military doing with it today? During the Middle East conflict, no active people were running the military base. We went down and we did some filming over there, going over the property at the burial sites. If it was of no use during the Middle East conflict, how can they say they need it for the structure there now?

M. Ferland: Ce sera une question très brève. Si la Commission avait des revendications particulières à formuler pour les autochtones présentement, est-ce qu'elle pourrait vous aider? Auriez-vous un meilleur outil?

Mr. Ronald George: At this stage of the game probably they can't. What we very clearly need is the assistance of some groups, including some government groups, in recognizing, first of all, there is a problem here. Dispose of

[Translation]

M. Ronald George: Hélas, nous sommes confrontés à une sorte d'impasse car, pour faire avancer la bureaucratie, nous avons besoin d'appui financier. Pour être tout à fait franc, je dois vous dire que nous avons dû emprunter l'argent nécessaire pour venir ici aujourd'hui. Vous voyez, nous n'avons tout simplement pas les ressources nécessaires pour faire ce genre de choses. Or, pour obtenir des crédits, il faut avoir un statut. C'est un cercle vicieux.

M. Skelly: Nous entendions avant vous des représentants du ministère de la Défense, qui sont partis avant votre arrivée, et qui nous ont présenté la situation de manière absolument contrastée. Autrement dit, si vous récupérez *Stoney Point*, l'armée doit partir. Est-ce vrai? Je crois avoir compris que la bande serait prête à autoriser certaines activités militaires, ce qui pourrait d'ailleurs faire partie de projets de développement économique dont bénéficieraient les gens de *Stoney Point*. Y a-t-il donc possibilité de coexistence?

M. Ronald George: Il y a manifestement toutes sortes de possibilités, mais je dois vous dire que personne ne s'est montrée assez intéressée par le problème pour nous inviter à en discuter. Je sais que les responsables du développement économique de *Kettle Point*, dont la légitimité a été confirmée et qui ont reçu les fonds dont ils ont besoin, participent à ce genre de discussion. De fait, j'ai chez moi un volumineux rapport d'experts-conseils concernant l'usage éventuel de ces terrains.

Ce que l'on nous a dit jusqu'à présent c'est que le ministère de la Défense nationale a réalisé des investissements tellement importants à *Stoney Point* qu'il aimerait en conserver une certaine partie, au sud-ouest, là où se trouvent tous les édifices, pour des activités militaires. Notre position est que cela nous priverait d'une ressource extrêmement importante, étant donné que c'est la partie qui est adjacente à la route principale qui longe les terrains. En conséquence, notre position est que nous ne voyons pas pourquoi le ministère de la Défense nationale devait continuer à utiliser cette partie, pour quoi que ce soit.

M. Maynard George: Cela nous ramène d'ailleurs à une question qui avait été posée plus tôt: Que font actuellement les militaires avec ces terrains? Durant la guerre du Moyen-Orient, il n'y avait aucun militaire d'actif sur la base. Nous nous sommes rendus sur place à cette époque-là, pour y réaliser un film, concernant notamment les sépultures, et c'est ce que nous avons constaté. De ce fait, si les bâtiments ne servaient à rien durant la guerre du Moyen-Orient, comment peut-on dire que l'armée en a besoin maintenant?

Mr. Ferland: I would like to ask a very short question. If the Commission could do anything at all to help the Natives, at the present time, would it be able to help you? Would you have a better tool?

M. Ronald George: À l'heure actuelle, probablement pas. Ce dont nous avons besoin, c'est que certains groupes, notamment du gouvernement, reconnaissent une fois pour toute qu'il y a là un problème réel. Il faut que ces groupes

[Texte]

the wilful blindness and let's get on with the task of dealing with the thing. We have certainly done enough research to deal with this. Based on the information we have, government certainly has enough resources to be able to deal with this; Department of National Defence has the resources. At this stage I really can't see how that commission could be helpful to us. Of course, I would suggest it might be appropriate for us to meet with somebody to discuss specifically what their mandate is. It is a possibility. But at this point I would think not.

M. Ferland: Merci.

Mr. Redway: On page 6 of your brief you make a statement that the alternative to acquiring the reserve was to expropriate approximately 22 white-owned farms, which the government was reluctant to do. In and around that statement you have documents you have cited: on page 19, as a letter, item 25; another letter, item 26; and a memorandum, item 27. Does one of those letters actually reflect that statement?

Mr. Ronald George: Yes, it does.

Mr. Redway: Could we have a copy of that?

Mr. Ronald George: Yes. That is something that obviously is very important here.

Chief Robert George: We tried to provide you with all the information.

Mr. Nault: In the letter we received from the parliamentary secretary, written by the Minister of Defence... We were told by Admiral George there were over 100,000 person-days of use. In the letter itself it suggests a much smaller number, which is of significance to the discussion we are having today. It says although the summer cadet camp is perhaps the most visible use for the camp, there are nearly 20,000 person-days of reserve force training and over 6,000, and as high as 18,900 in some years, person-days of regular force... If you add that up, at the extreme that is only 40,000, which is a far cry from the 100,000 the admiral suggested. I think we should put that on the record.

The Chairman: And ask for a clarification at the same time?

Mr. Nault: I think that would be appropriate.

The Chairman: Sure.

Mr. Ronald George: I wonder if the calculation of 100,000 included the time spent when people go and use it for recreational purposes. Clearly, they do that.

The Chairman: We are trying to make this a productive meeting.

[Traduction]

cessent de se voiler la face pour que l'on puisse s'attaquer sérieusement aux problèmes. Vous ne pouvez pas dire que nous n'avons pas fait assez de recherches là-dessus. Considérant les informations que nous avons, le gouvernement en l'occurrence le ministère de la Défense nationale, a certainement suffisamment de ressources, pour se mettre sérieusement à la recherche d'une solution. À l'heure actuelle, je ne vois vraiment pas comment la Commission pourrait nous aider. Cela dit, il vaudrait peut-être la peine que nous en rencontrions les membres pour connaître exactement leur mandat. C'est une possibilité, mais pour plus tard.

Mr. Ferland: Thank you.

M. Redway: Vous dites dans votre mémoire que l'une des options aurait exigé l'expropriation d'environ 22 exploitations agricoles appartenant à des Blancs, ce que le gouvernement ne voulait pas faire. Vous mentionnez également divers documents, par exemple une lettre, annexe 25, une autre lettre, annexe 26, et un mémoire, annexe 27. Ces documents confirment-ils cette affirmation?

M. Ronald George: Oui.

M. Redway: Pourrions-nous en avoir un exemplaire?

M. Ronald George: Oui. C'est évidemment très important dans ce contexte.

Le chef Robert George: Nous avons essayé de vous donner toutes les informations pertinentes.

M. Nault: L'amiral George nous a dit que les activités des militaires représentaient plus de 100,000 journées-personnes, alors que le ministre de la Défense, dans la lettre que nous a remise le secrétaire parlementaire, évoque un chiffre beaucoup plus petit, ce qui est un facteur important. En fait, le ministre dit que si le camp d'été des cadets constitue probablement l'usage le plus visible de ces terrains, il faut tenir compte de près de 20,000 journées-personnes consacrées à la formation des forces de réserve, et plus de 6,000 journées-personnes, atteignant certaines années 18,900, pour la formation des forces régulières. Si on fait le total, on arrive au grand maximum à 40,000, ce qui est loin des 100,000 mentionnées par l'amiral. Je crois qu'il valait la peine de le préciser.

Le président: Nous devrions peut-être demander des éclaircissements?

M. Nault: En effet.

Le président: Très bien.

M. Ronald George: Je me demande si le chiffre de 100,000 n'englobait pas les activités de loisirs de certaines personnes. À mon avis, c'est évident.

Le président: Je crois que la réunion a été très productive.

[Text]

[Voice]

[Translation]

[Voice]

• 1120

I am pleased you did reference the Access to Information Act, because I was somewhat concerned that the document you gave us this morning said you couldn't access certain pieces of information. There may be reasons for that—I don't know what they are—but I was going to ask that question. I would encourage you to pursue that point.

Je suis heureux que vous ayez évoqué la Loi sur l'accès à l'information car je craignais que vous n'ayez indiqué, dans le document que vous nous avez remis ce matin, que vous ne pouviez pas avoir accès à certaines informations. Il y a peut-être certaines raisons à cela, que je ne connais pas, mais j'avais l'intention de vous interroger là-dessus. Quoi qu'il en soit, je vous encourage à continuer.

Secondly, I observe maybe the committee would learn something from visiting the site. We have heard comments about the land not being large enough, about poor-quality land, those kinds of things. It might give the committee some food for thought.

Deuxièmement, j'ai l'impression que les membres du comité auraient peut-être intérêt à visiter les lieux. Nous avons entendu dire que les terrains ne sont pas assez vastes et qu'ils sont de mauvaise qualité, et il vaudrait peut-être la peine que le comité aille s'en rendre compte lui-même.

Thirdly, I would like to advise Mr. George, Senior, that I have had the pleasure and privilege of visiting my grandparents' birthplace, some 4,000 or 5,000 miles away from where I was born, and visiting the bombed-out church where they must have been married, where their children must have been baptised, and to visit the abandoned cemetery did indeed cause a lump in my throat too. So I just want to convey to you from the chair's point of view that I understand what you are going through and I wish you success.

Troisièmement, je voudrais dire à M. George, Senior, que j'ai eu le plaisir et le privilège d'aller visiter le lieu de naissance de mes grands-parents, à 4,000 ou 5,000 miles du lieu où je suis né, ce qui m'a permis de voir l'église qui avait été bombardée où ils se sont mariés et où leurs enfants avaient été baptisés, et de voir le cimetière abandonné où ils ont été enterrés. Croyez-moi, cette expérience m'a rempli d'émotion. Je voulais simplement vous le dire pour que vous sachiez que je suis personnellement très sensible à la situation dans laquelle vous vous trouvez, et que je vous souhaite sincèrement de réussir.

Mr. Ronald George: Thank you very much.

M. Ronald George: Merci beaucoup.

Chief Robert George: Thank you for your time and for listening to us.

Le chef Robert George: Merci de votre attention.

Mrs. Duplessis: Merry Christmas.

Mme Duplessis: Joyeux Noël.

The Chairman: Indeed, may you have a Merry Christmas.

Le président: En effet, Joyeux Noël.

Mr. Nault: En effet.

Mr. Nault: I think that would be appropriate.

all the time... I think that would be appropriate... included the time spent when people go and... international... Mr. Nault: I think that would be appropriate.

MAIL POSTE

Canada Post / Canada Post
Postage paid / Postage payé
Lettermail / Lettre-avis
J21A 022
Thursday, Dec 12 1991
Ottawa, Ontario

Minister of Indian Affairs and Northern Development
Canada Commission Group - Publishing
425-2nd Avenue, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0S2

Minister of Indian Affairs and Northern Development
Canada Commission Group - Publishing
425-2nd Avenue, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0S2

Aboriginal Affairs

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 9

Le jeudi 12 décembre 1991

Président: Larry Schmeider

Procès-verbaux et témoignages du conseil permanent des

Affaires autochtones

RESPECTING:

Study on Indian Specific Claim Commission

CONCERNANT:

Étude sur la Commission des revendications particulières autochtones

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS

8 p 30:

Le ministre de la Défense nationale

Contre-amiral Robert George, sous-chef d'état-major

Major-général G.M. Reay, commandant adjoint, Forces armées canadiennes

8 p 15:

De la réserve de Stony Point

Robert George, président du Stony Point Localities Committee

Ronald George, conseiller

Marion George, membre

WITNESSES:

(See back cover)

8:30 a.m.:

From the Department of National Defence

Vice-Admiral Robert George, Deputy Chief of Defence Staff

Major General G.M. Reay, Deputy Commander, Forces Armées canadiennes

9:15 a.m.:

From the Stony Point Locality

Robert George, Chairman of the Stony Point Locality Committee

Ronald George, Advisor

Marion George, Member

Members of the Thirty-fourth Session of the House of Commons
1991-1992

Members of the Thirty-fourth Session of the House of Commons
1991-1992

En vente chez l'éditeur: Canada - Ottawa, Ontario, Canada K1A 0S2
Approuvé par le Service des publications du Canada

En vente chez l'éditeur: Canada - Ottawa, Ontario, Canada K1A 0S2
Approuvé par le Service des publications du Canada

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

K1A 0S9
Ottawa

If undelivered, return **COVER ONLY** to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette **COUVERTURE SEULEMENT** à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

8:30 a.m.:

From the Department of National Defence:

Vice-Admiral Robert George, Deputy Chief of Defence Staff;
Major General G.M. Reay, Deputy Commander, Forces Mobile Command.

9:15 a.m.:

From the Stoney Point Reserve:

Robert George, Chairman of the Stoney Point, Locatees Committee;
Ronald George, Advisor;
Maynard George, Member.

TÉMOINS

8 h 30:

Du ministère de la Défense nationale:

Contre-amiral Robert George, sous-chef d'état-major;
Major-général G.M. Reay, commandant adjoint, Forces mobiles.

9 h 15:

De la réserve de Stoney Point:

Robert George, président du *Stoney Point Locatees Committee*;
Ronald George, conseiller;
Maynard George, membre.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 9

Thursday, December 12, 1991

Chairperson: Larry Schneider

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 9

Le jeudi 12 décembre 1991

Président: Larry Schneider

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Aboriginal Affairs

RESPECTING:

Study on Indian Specific Claim Commission

WITNESSES:

(See back cover)

Procès-verbaux et témoignages du comité permanent des

Affaires autochtones

CONCERNANT:

Étude sur la Commission des revendications particulières des autochtones

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

La présidente du Comité

Martine Brisson

Martine Brisson

Chair of the Committee

Third Session of the Thirty-fourth Parliament,
1991-1992

Troisième session de la trente-quatrième législature,
1991-92

STANDING COMMITTEE ON ABORIGINAL AFFAIRS

Chairperson: Larry Schneider
Vice-Chairman: Jack Anawak

Members

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Alan Redway
Ross Reid
Robert E. Skelly
Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

Martine Bresson

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES AUTOCHTONES

Président: Larry Schneider
Vice-président: Jack Anawak

Membres

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Alan Redway
Ross Reid
Robert E. Skelly
Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

La greffière du Comité

Martine Bresson

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 12 DÉCEMBRE 1991

(14)

[Texte]

Le comité permanent des affaires autochtones se réunit aujourd'hui à 11 h 30, dans la pièce 208 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Larry Schneider (*président*).

Membres du Comité présents: Jack Anawak, Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Larry Schneider, Robert Skelly.

Membres suppléants présent: Marc Ferland pour Marcel R. Tremblay.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Elaine Gardner O'Toole, attachée de recherche.

Témoins: De l'Assemblée des Premières Nations: Ovide Mercredi, Grand Chef; Bill Montour, Chef de Cabinet.

Conformément au mandat que lui confie le paragraphe 108(2) du Règlement, le Comité continue l'étude sur la Commission des revendications particulières des Indiens (*voir Procès-verbaux du mardi 10 décembre 1991, fascicule n° 7*).

Ovide Mercredi fait une déclaration et, avec l'autre témoin, répond aux questions.

À 12 h 58, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Martine Bresson

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, DECEMBER 12, 1991

(14)

[Translation]

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met at 11:30 o'clock a.m. this day, in Room 208, West Block, the Chairman, Larry Schneider, presiding.

Members of the Committee present: Jack Anawak, Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Larry Schneider and Robert E. Skelly.

Acting Member present: Marc Ferland for Marcel R. Tremblay.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Elaine Gardner O'Toole, Research Officer.

Witnesses: From the Assembly of First Nations: Ovide Mercredi, Grand Chief; Bill Montour, Chief of Staff.

In accordance with its mandate under Standing Order 108(2), the Committee resumed consideration of the Indian Specific Claim Commission. (*See Minutes of Proceedings, Tuesday, December 10, 1991, Issue No. 7*).

Ovide Mercredi made a statement and, with the other witness, answered questions.

At 12:58 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Martine Bresson

Clerk of the Committee

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Thursday, December 12, 1991

• 1129

The Chairman: I call the committee to order. I would like to welcome Grand Chief Mercredi to the committee meeting this morning. Thank you very much for accommodating our tardy start. We appreciate your patience. If you could introduce the gentlemen with you for the record we would appreciate that very much.

• 1130

Grand Chief Ovide Mercredi (National Chief, Assembly of First Nations): Thank you very much, Mr. Chairman. My name Ovide Mercredi. I am the National Chief of the Assembly of First Nations. Sitting beside me is Mr. Bill Montour, the former chief of the Six Nations First Nations, now the Chief of Staff for the Assembly of First Nations.

What I would like to do this morning is give you a brief presentation and then use the balance of our time to respond to questions that you may have.

I thank all of you for inviting us to speak to you about an issue that is of great importance to our people. As you know, for many years our people have been committed to a fair and just resolution of our land rights. Clearly we see, not only in our interest as a people but in the interests of the nation and all Canadians, that outstanding issues and problems respecting our lands and our resources be resolved through the process of negotiations.

Yet I must tell you we are not making any progress in this area of specific claims because the Government of Canada, as represented by the Minister of Indian Affairs, continues to insist on controlling the entire resolution process on claims. We have consistently called upon your government and the Canadian people to establish a totally independent claims resolution process. However, I have been unable to secure a clear commitment from the government to such reasonable approaches.

Sometimes we think we are the only people in Canada who are consistently treated paternalistically and in a condescending manner by governments and the bureaucracies of government. You know the problems with the federal policy. Many of you have heard representations from other national chiefs. I hope at some point in time we will not be dealing with problems with the federal policy on claims but on a more positive note, reports preferably on successful resolutions of claims.

Under the current policy, even with the revisions that have been introduced, a quasi-independent commission, the Government of Canada still continues to act as judge and jury over claims against itself. No matter how you may wish to stretch your imagination about the Indian Specific Claims Commission, headed up by Harry LaForme, the fact of the matter is that he has only the power to recommend. The real control rests with federal officials and the Minister of Indian Affairs.

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le jeudi 12 décembre 1991

Le président: La séance est ouverte. Nous recevons aujourd'hui le grand chef Mercredi. Merci de nous avoir attendu et de votre patience. Si vous voulez bien nous présenter les personnes qui vous accompagnent, aux fins du procès verbal, nous vous en serions reconnaissants.

Le grand chef Ovide Mercredi (chef national, Assemblée des Premières Nations): Je vous remercie, monsieur le président. Je me nomme Ovide Mercredi et je suis le chef national de l'Assemblée des Premières Nations. Je suis accompagné de M. Bill Montour, ancien chef des Six Premières Nations, aujourd'hui chef de cabinet de l'Assemblée des Premières Nations.

J'aimerais vous faire ce matin un court exposé et consacrer le reste du temps à répondre à vos questions.

Je veux d'abord vous remercier tous de m'avoir invité à vous parler d'un sujet de grande importance pour les autochtones. Comme vous le savez, ils réclament depuis des années le règlement juste et équitable de leurs droits territoriaux. À l'évidence, il est dans l'intérêt non seulement des nôtres, mais du pays et de tous les Canadiens, que les dossiers et les problèmes en souffrance concernant nos territoires et nos ressources soient réglés par la négociation.

Or je dois vous dire que nous ne constatons aucun progrès pour ce qui est des revendications particulières, parce que le gouvernement du Canada, en la personne du ministre des Affaires indiennes, exige encore d'avoir la haute main sur tout le processus de règlement. Nous n'avons cessé de réclamer à votre gouvernement et au peuple canadien la création d'un mécanisme de règlement qui soit totalement indépendant, mais sans obtenir du gouvernement qu'il s'engage clairement dans une approche si éminemment raisonnable.

Nous avons parfois l'impression que nous sommes les seuls habitants du pays à être traités constamment avec paternalisme et condescendance par les pouvoirs publics et les administrations. Vous connaissez les problèmes de la politique fédérale. Nombre d'entre vous ont entendu ce qu'ont à dire à ce sujet les autres chefs nationaux. J'espère que le moment viendra où nous n'aurons plus à faire état des problèmes soulevés par la politique fédérale en matière de revendications, mais de résultats plus positifs, soit le règlement heureux des revendications territoriales.

Avec la politique actuelle, même après avec les modifications qui lui ont été apportées, notamment la création d'une commission quasi-indépendante, le gouvernement du Canada reste toujours juge et partie. En effet, même en lui accordant le préjugé le plus favorable, la Commission des revendications particulières, présidée par Harry LaForme, n'a jamais que le pouvoir de formuler des recommandations. La décision appartient toujours aux fonctionnaires fédéraux et au ministre des Affaires indiennes.

[Texte]

[Traduction]

[Traduction]

• 1135

The fact of the matter is that he has only the power to recommend, but the real control rests with federal officials and the Department of Indian Affairs. The policy has not changed. The paternalism has not changed. The only introduction that has been made more recently is the capacity for the Specific Claims Commission to review some administrative decisions that have been made against the interests of First Nations, decisions made by bureaucrats who still control the process, who still act as judge and jury.

The federal government continues to exert complete control over the resolution process. This government has yet to adequately address the conflict of interest it has in relation to claims and in particular when comparing that conflict of interest to its role as a fiduciary of First Nations. We all know and we have been told by outside interests, not just from the Assembly of First Nations, that the current policy is not consistent with legal principles and does not provide a fair and equitable way of dealing with the land rights of our people. All the evidence we have indicates that the goal of the federal policy is to minimize the costs of settlement, to entice or to force already desperate people to sign minimal agreements because they have been waiting for so long.

In December 1990, the Chiefs Committee on Claims developed the position with a series of recommendations on how the claims policy should be changed. These recommendations reflect a broad consensus and have been ratified by the First Nations in national and regional forums. There are no other acceptable recommendations outside of our own forums. The 27 recommendations reflect fundamental principles that must be adopted by the Government of Canada if an effective claims resolution process is to be put into place. The underlying theme of these recommendations calls for an independent claims resolution process—not a partially independent one, not a quasi-independent one, but an independent process that will be consistent with recognized principles of law and provide for fairness and equity in the process.

We have called upon the Government of Canada to work with us through a joint working group to develop a mutually acceptable claims policy and process. Claims policy, in our view, must be flexible enough to deal with the diverse nature of claims and not force claims to fit within the narrow policy and process requirements of a bureaucracy. I would urge you to review our position paper once again and see for yourself the reasonable approach we have recommended to your government.

Canada's response to our recommendations included the establishment of an Indian Specific Claims Commission and a joint working group to develop an improved policy and process. Don't be fooled by these words, Indian Claims

Il n'a qu'un pouvoir de recommandation, le pouvoir réel reste aux mains des fonctionnaires fédéraux et du ministère des Affaires indiennes. La politique n'a pas changé. Le paternalisme est toujours le même. La seule innovation introduite récemment, c'est la possibilité donnée à la Commission des revendications particulières de revoir certaines décisions administratives contraires à l'intérêt des Premières Nations, décisions prises par des bureaucrates qui gardent la haute main sur le processus et continuent à juger tout en étant partie.

Le gouvernement fédéral garde le contrôle total du processus de règlement. Il n'a toujours pas levé le conflit d'intérêt qui est le sien à l'égard des revendications, particulièrement en tant que fiduciaire des Premières Nations. Nous savons tous, et des autorités extérieures à l'Assemblée des Premières Nations l'ont confirmé, que la politique actuelle est contraire aux principes juridiques et ne représente pas une façon juste et équitable de juger des droits territoriaux de nos peuples. Tout indique que le but de la politique fédérale est de minimiser le coût du règlement, d'inciter ou de contraindre des gens déjà acculés au désespoir à signer des accords minimaux, parce qu'ils n'en peuvent plus d'attendre.

En décembre 1990, le Comité des Chefs sur les revendications a formulé une prise de position, assortie de recommandations, sur la politique en matière de revendications territoriales. Ces recommandations reflètent un large consensus et ont été ratifiées par les Premières Nations à l'échelle nationale et régionale. Il n'y a pas d'autres recommandations acceptables formulées ailleurs. Ces 27 recommandations reflètent des principes fondamentaux que le gouvernement fédéral doit faire siens s'il veut mettre en place un mécanisme efficace de règlement des revendications. Elles tendent vers un processus marqué au signe de l'indépendance—non une indépendance partielle, mais une indépendance totale—un processus indépendant qui soit conforme aux principes reconnus du droit et qui garantisse l'équité et la justice.

Nous avons appelé le gouvernement du Canada à collaborer avec nous dans un groupe de travail mixte en vue d'élaborer une politique et un processus de règlement des revendications qui convienne aux deux parties. A notre avis, la politique en la matière doit être suffisamment flexible pour s'adapter à la diversité des revendications, au lieu de forcer celles-ci dans le cadre d'une politique et de modalités étroites imposées par la bureaucratie. Je vous exhorte à revoir les recommandations que nous avons formulées dans cet énoncé de position afin de constater par vous-mêmes combien est raisonnable l'approche que nous avons recommandée au gouvernement.

La réponse du gouvernement a été la création de la Commission des revendications particulières des Indiens et un groupe de travail mixte chargé d'élaborer une politique et un processus meilleur. Ne vous laissez pas abuser par ces

[Text]

Commission, because we are not. It is not an independent Indian Claims Commission that we call for in our recommendations. This is a very limited Indian Claims Commission with very little power. It is also restricted in its decision-making by an Order in Council which fully embraces the current policy that we are saying needs to be changed.

• 1140

We accepted the federal proposals on the condition that First Nations be involved in developing the terms of reference for the commission and that adequate resources be provided to allow First Nations to carry out the necessary technical work and consultation among ourselves.

We know the Indian Specific Claims Commission is a temporary measure established under the Inquiries Act and is intended to provide an appeal mechanism to resolve disputes over the validation of claims or the criteria to be used in determining compensation. The joint working group is to be developed with the power to make recommendations on claims policy and process as well as on criteria for assessing the operation of the claims commission.

It should be noted that the Indian Specific Claims Commission is not the independent claims resolution process that we had called for. The commission is a body which merely facilitates the existing policy and processes only an appeal mechanism to administrative decisions.

In July 1991 an Order in Council was issued by the Privy Council which set up the Indian Specific Claims Commission. The First Nations were not involved in developing the terms of reference for the commission. This was an important condition of our participation in this initiative.

The Order in Council incorporates narrow criteria from the existing specific claims policy on validation and compensation. We find the terms of reference as set out in the Order in Council completely unacceptable. There are several primary problems with the Order in Council.

One, there was no consultation with us. Two, the terms of reference and limitations on compensation are not consistent with legal principles. They violate the concept of equality guaranteed under the Charter of Rights and Freedoms. Three, the terms of reference and limitations represent a serious breach of the federal government's fiduciary obligations to First Nations. Four, these limitations tie the hands of the commission and negate its independence. And five, the restrictions imposed upon the commission are inconsistent with the Prime Minister's promise that his government is prepared "to go far beyond the status quo."

The Chiefs Committee on Claims is a body mandated by First Nations to deal with these initiatives. We have found the existing Order in Council to be illegal and intend to challenge it in the courts if it is not changed substantially. We propose that the Government of Canada refrain from making further appointments to the commission for a period of two months.

[Translation]

termes: Commission des revendications particulières des Indiens, car nous-mêmes ne nous y trompons pas. Ce n'est pas la commission indépendante que nous réclamons dans nos recommandations. Il s'agit d'une commission aux attributions et pouvoirs très réduits. Elle est également limitée dans sa marge de manoeuvre par un décret qui reprend intégralement la politique actuelle, dont nous disons qu'elle doit être changée.

Nous avons accepté les propositions fédérales à la condition que les Premières Nations aient leur mot à dire sur le mandat de la commission et que des ressources suffisantes nous soient données pour effectuer le travail technique nécessaire et procéder à la concertation entre nous-mêmes.

Nous savons que la Commission des revendications particulières des Indiens est une mesure temporaire, prise aux termes de la Loi sur les enquêtes, destinée à donner un recours au sujet de la validation des revendications ou des critères servant à calculer l'indemnisation. Le groupe de travail mixte aura pour mission de formuler des recommandations sur la politique et le processus en matière de règlement des revendications, et d'établir des critères en vue de l'évaluation du fonctionnement de la Commission des revendications.

Il convient donc de faire ressortir que la Commission des revendications des Indiens n'est pas le mécanisme de règlement indépendant que nous réclamions. Elle est un organe qui ne fait que faciliter l'application de la politique et des processus actuels, uniquement un mécanisme d'appel contre des décisions administratives.

La commission a été créée en juillet 1991 par un décret publié par le Conseil privé. Les Premières nations n'ont pas été consultées quant à son mandat. Or c'était une condition importante de notre participation à cette mesure.

Le décret en conseil établit des critères étroits, tirés de la politique actuelle, aux fins de la validation et de l'indemnisation. Nous jugeons que le mandat énoncé dans le décret est totalement inacceptable. Ce décret pose plusieurs problèmes fondamentaux.

Premièrement, nous n'avons pas été consultés. Deuxièmement, le mandat et les limites imposés à l'indemnisation sont contraires aux principes juridiques. Ils violent le principe de l'égalité garanti par la Charte des droits et libertés. Troisièmement, le mandat et les limitations représentent une grave dérogation aux obligations fiduciaires du gouvernement fédéral à l'égard des Premières Nations. Quatrièmement, ces limitations lient les mains de la commission et réduisent à néant son indépendance. Enfin, cinquièmement, les restrictions imposées à la commission sont contraires à la promesse du premier ministre, qui a déclaré que son gouvernement était disposé «à dépasser largement le statu quo».

Le Comité des Chefs sur les revendications est un organe mandaté par les Premières Nations pour traiter de ces mesures. Nous avons jugé le décret illégal dans sa forme actuelle et avons l'intention de le contester en justice s'il n'est pas largement remanié. Nous demandons que le gouvernement du Canada sursoie à la nomination d'autres commissaires pendant deux mois.

[Texte]

• 1145

We have appointed a working group of regional representatives, political representatives to negotiate new terms of reference with the federal government during that two-month period. These negotiations should get under way immediately so that by the end of February 1992 we can proceed with a mutually agreed upon mandate for the commission and appoint the remaining commissioners. The joint working group process could then proceed to address the longer-term policy and process issues.

In concluding, it should be noted that almost everyone who has examined the issue of land claims has recommended that an independent claims resolution process be established. Such recommendations have been put forward by the Canadian Bar Association and the Canadian Human Rights Commission on two occasions. In fact, this committee itself, under a separate chairperson, put forward the same recommendation as a result of its examination of the Oka crisis.

Despite all this, the federal government has refused to make a commitment to an independent claims resolution process. This government insists upon maintaining its immense control over the process and is in fact building up the existing bureaucracy under the guise of accelerating the settlement of claims.

We know one thing: that the bureaucracy is benefiting from this initiative. The reality is that unless there is fundamental change, the vast majority of outstanding claims will not be resolved. The manipulation of the negotiating process by federal officials cannot be allowed to continue. We only need to look sadly at the history of the Lubicon Cree to support the reason for change.

A process that is fair and equitable must be established. Respect for our inherent aboriginal and treaty rights must guide the governments in the future. We know that the people of Canada support First Nations in their struggle for justice and we ask you, as parliamentarians, to assist us in this effort.

Thank you.

The Chairman: Thank you. Mr. Anawak.

Mr. Anawak (Nunatsiaq): I would like the Grand Chief to elaborate a little bit on the issue of what the government has been saying all along, that it is committed to resolve the land claims, whether specific or comprehensive, as well as committed to the issue of resolving the aboriginal issues of the day, whatever they may be, economic, social or otherwise.

I wonder whether he could elaborate on a thing that happened some time ago with the Lubicon Cree and whether he would consider that a contradiction of terms when the Minister of Indian Affairs and Northern Development created, under some auspices, the woodland ban where the Lubicon had a claim. I wonder whether he would elaborate on that, just to assess whether there was a contradiction between wanting to work with the aboriginal people of Canada and what in effect the department is doing as well as the Government of Canada.

[Traduction]

Nous avons constitué un groupe de travail de représentants régionaux et politiques chargé de négocier un nouveau mandat avec le gouvernement fédéral dans l'intervalle. Ces négociations devraient commencer immédiatement afin que la commission dispose, d'ici la fin de février 1992, d'un mandat mutuellement convenu et que l'on puisse nommer les commissaires restants. Le groupe de travail mixte pourrait alors commencer à se pencher sur la politique à long terme et les modalités du processus.

En conclusion, il convient de noter que tous ceux qui se sont penchés sur la question des revendications territoriales ont été presque unanimes à recommander un processus de règlement indépendant. C'est le cas notamment de l'Association du Barreau canadien et de la Commission canadienne des droits de la personne, et ce à deux reprises. De fait, votre comité lui-même, sous son ancien président, a formulé la même recommandation à la suite de l'enquête sur la crise d'Oka.

Malgré tout cela, le gouvernement fédéral a refusé de s'engager en ce sens. Il exige de conserver la haute main sur le processus et, d'ailleurs, renforce la bureaucratie actuelle sous le prétexte d'accélérer le règlement des revendications.

Nous savons une chose: c'est la bureaucratie qui est gagnante par cette mesure. En réalité, à moins d'un changement fondamental, la vaste majorité des revendications en souffrance ne seront pas réglées. On ne peut tolérer que les fonctionnaires fédéraux continuent à manipuler le processus de négociations. Il suffit de voir la triste histoire des Cris de Lubicon pour comprendre que le changement s'impose.

Il faut mettre en place un processus qui soit juste et équitable. Le respect de nos droits ancestraux inhérents et de ceux issus des traités doit guider les gouvernements à l'avenir. Nous savons que les Canadiens sont derrière les Premières Nations dans leur lutte pour la justice et nous vous demandons, à vous parlementaires, de nous aider dans cette entreprise.

Je vous remercie.

Le président: Merci. Monsieur Anawak.

M. Anawak (Nunatsiaq): J'aimerais que le grand chef nous parle un peu plus des promesses faites de longue date par le gouvernement, lorsqu'il s'est dit déterminé à régler les revendications particulières, qu'elles soient générales ou particulières, de même qu'à résoudre les problèmes ponctuels des autochtones, qu'ils soient économiques, sociaux ou autres.

J'aimerais qu'il nous parle de ce qui s'est passé il y a quelque temps avec les Cris de Lubicon, et s'il n'y a pas une contradiction entre ces promesses et la constitution, par le ministre des Affaires indiennes et du Nord, de la bande de Wookland sur un territoire que revendiquaient les Lubicons. Pourrait-il s'étendre un peu là-dessus, pour nous dire s'il ne voit pas une contradiction entre la volonté affichée de collaborer avec les autochtones du Canada et ce que le ministère et le gouvernement font dans la pratique?

[Text]

• 1150

Grand Chief Mercredi: You can't say one thing for the ears of the Canadian people. You can't go out and say in the House of Commons, as the Prime Minister did, that he wants a new relationship with First Nations, and then on the other hand act completely contrary to the goodwill you're expressing in your words. What we're seeing is a lot of words of goodwill, a lot of words on the need for change, but the action falls short of the words, and in some cases the action is contrary to the words of expressed goodwill.

What you have here with the Lubicon people is a strong argument for a totally independent process, because as long as the bureaucrats control it they can, as they did there, create division in the community, use the powers they have in the Indian Act to create a legal entity that they can choose to negotiate with, and set aside the legitimate leadership of a community of First Nations.

Therefore the Indian Specific Claims Commission headed up by Harry LaForme does not solve that problem. It will never solve it, because the problem stems from the issue that I raised here, the lack of independence of the claims commission process from government. The only way in which you can ensure a fair and equitable system of dealing with the land rights of the Lubicon people and others in the same situation is to take that control away from the bureaucrats, to take it away from the minister, to take it away from the government, and to put it into an independent process.

When you look at it in the context of the imbalance of power in Canada, the federal government doesn't need to make its policy into law in Orders in Council. They already have an imbalance of power against our people, and they have no qualms about using it against our interests.

The Lubicon people are only one example of First Nations that are the recipients of the totalitarian control that bureaucrats have over Indian life in Canada, and people should understand it. This is why, to me, it makes no sense to me to resist change, and we're not going to allow bureaucrats to run our lives. We're not going to allow the Minister of Indian Affairs to run our lives—for that matter, the federal government is not going to run our lives.

The impatience is out there. You may not see it, but I see it, and people are getting more political, taking more direct action. People are even going to officials' residences, bureaucrats' residences, to protest. That's not something that's going to diminish. It's something, in my view, that's going to escalate as our people feel the lack of progress and they begin to see evidence of the abuse of power by the federal government, as is the case involving the Lubicon people.

Mr. Anawak: Mr. Chairman, this is a question I would ask in any situation, whether it's this government or any other government. Considering the speed with which some claims have been settled in the last few months—and I make no judgment calls on the people who negotiated these claims, such as the Gwich'in and others—it almost seems when there's a split amongst some Indian groups or aboriginal groups. There's almost a fast-track of claims with a splinter

[Translation]

Le grand chef Mercredi: On ne peut dire une chose aux Canadiens, une chose à la Chambre des communes, comme le premier ministre l'a fait, à savoir qu'il veut établir une relation nouvelle avec les Premières Nations, et par ailleurs agir de façon tout à fait contraire à la bonne volonté qu'on affiche. Nous entendons beaucoup de belles paroles exprimant la bonne volonté et la nécessité du changement, mais les actes ne suivent pas et, dans certains cas, vont même dans le sens contraire.

Le cas des Lubicons est le meilleur argument en faveur d'un processus totalement indépendant, car aussi longtemps que les bureaucrates conservent le contrôle, ils peuvent—comme ils l'ont fait ici—diviser les Indiens, utiliser les pouvoirs que leur confère la Loi sur les Indiens pour créer une entité juridique avec laquelle ils peuvent choisir de négocier en court-circuitant les chefs légitimes d'une collectivité des Premières Nations.

C'est pourquoi la Commission des revendications particulières des Indiens, présidée par Harry LaForme, ne règle pas le problème. Elle ne le règlera jamais, car le problème est celui que j'ai dit, l'absence d'indépendance de la commission par rapport au gouvernement. La seule façon d'établir un système juste et équitable de règlement des droits territoriaux des Lubicons et d'autres bandes qui sont dans la même situation, c'est d'enlever leur autorité aux bureaucrates, au ministre et au gouvernement, pour la confier à un organisme indépendant.

Si vous regardez les choses sous l'angle du déséquilibre des pouvoirs au Canada, le gouvernement fédéral n'a pas besoin d'entériner sa politique par un décret en conseil. Il bénéficie déjà d'un déséquilibre du pouvoir à notre détriment et il n'hésite jamais à en tirer parti.

Les Lubicons ne sont qu'un exemple de Première Nation soumise au contrôle totalitaire que les bureaucrates exercent sur la vie des Indiens du Canada, et il faut que le public en prenne conscience. C'est pourquoi, à mes yeux, il est insensé de résister au changement, et nous n'allons pas laisser les bureaucrates gérer notre vie. Nous n'allons pas laisser le ministre des Affaires indiennes gérer notre vie, pas plus que le gouvernement fédéral.

L'impatience va croissant. Vous ne la voyez peut-être pas, mais je la perçois, les autochtones se politisent davantage, recourent plus à l'action directe. Ils vont manifester devant le domicile des responsables, des bureaucrates. Ce mouvement ne peut que s'amplifier. À mon avis, nous allons assister à une escalade au fur et à mesure que les Indiens prennent conscience de l'absence de progrès et des abus de pouvoirs commis par le gouvernement fédéral, comme dans le cas des Lubicons.

M. Anawak: Monsieur le président, c'est une question que je poserais dans toute situation, que le gouvernement actuel soit au pouvoir ou un autre. Étant donné la rapidité dont certaines revendications ont été réglées au cours des derniers mois—et je ne juge nullement ceux qui les ont négociées, tels que les Gwich'in et d'autres—il semble presque qu'il y ait une scission à l'intérieur de certains groupes indiens ou autochtones. Il y a presque une procédure

[Texte]

group or another group that. . . There seems to be this attitude that if we see a split, let's take advantage of the split—a divide-and-conquer type of situation. Would I be correct in that assumption?

• 1155

Grand Chief Mercredi: The history of what happened in specific claims is also another example of an effort by Indian Affairs and the minister to try to undermine the political leadership of AFN. If you recall the evolution of the Chiefs Committee on Specific Claims, it was set up outside of AFN. It was a committee set up by the Minister of Indian Affairs. Fortunately, the chiefs wanted to be part of AFN and they insisted that particular committee be organized through the national office and co-ordinated in the manner in which all our committees are set up.

An effort was made by the current minister to try to undermine the political process we have, the Assembly of First Nations, to create an independent process for himself as a way of trying to break up the political solidarity that exists within the Assembly of First Nations, but he did not succeed. It is an example of not just what officials do but what the minister does as well to try to create division within the Indian political scene.

I'm sure you and I will be meeting shortly, maybe in March, if the government makes any efforts to introduce legislative change that would come from committees they've set up that do not have the mandate of the chiefs assembly. Those committees exist and they get funding from Indian Affairs, but they don't have the mandate of the chiefs organization. These are just examples of the lack of any political goodwill with the current Department of Indian Affairs in its dealings with the Assembly of First Nations.

Mr. Skelly (Comox—Alberni): I would like to follow along on what Jack was asking. When the minister first set up this committee, I guess under Harry LaForme and Manny Jules, to investigate the specific claims process, it was understood by a lot of people across the country that this was a committee representing the elected representatives, or the representatives of the chiefs across Canada. What you're saying is that it was hand-picked by the Minister of Indian Affairs.

Joint meetings were held in Toronto, I think, last January and February, in which the two groups had a consultation process and out of which I think there was some agreement. There was some agreement on accelerating claims, which would necessitate an increase in the number of staff at the specific claims group and the Department of Indian Affairs and Northern Development. I think there was an agreement on setting up the commission and an agreement to establish the joint working group to examine the policy. It was my understanding after that meeting that these things were to go along concurrently, that one wasn't to wait on the other. Is that your understanding of the agreements coming out of the meeting in Toronto last year?

[Traduction]

rapide de négociations avec les groupes dissidents qui. . . Tout se passe comme si, dès qu'il y a une division, on cherche à en profiter, selon le dicton «diviser pour mieux conquérir». N'avez-vous pas cette impression?

Le grand chef Mercredi: Ce qui s'est passé dans le cas des revendications particulières est un autre exemple des efforts déployés par les Affaires indiennes et le ministre pour couper l'herbe sous le pied des dirigeants de l'APN. Si vous vous souvenez de l'évolution du comité des chefs sur les revendications particulières, il a été mis sur pied, à l'origine, en dehors de l'Assemblée des Premières Nations. Il a été constitué par le ministre des Affaires indiennes. Heureusement, les chefs voulaient travailler sous les auspices de l'APN et ils ont exigé que le comité soit organisé par l'intermédiaire du bureau national et coordonné de la même manière que tous les autres que nous créons.

Le ministre actuel a cherché à saper le processus politique qui est le nôtre, l'Assemblée des Premières Nations, à créer un processus extérieur pour tenter de rompre la solidarité qui existe à l'intérieur de l'Assemblée des Premières Nations. Mais il a échoué. On voit là ce que font non seulement les fonctionnaires, mais aussi le ministre, pour tenter de diviser les Indiens.

Je suis sûr que nous allons nous revoir sous peu, peut-être en mars, si le gouvernement cherche à introduire des modifications législatives émanant de comités qu'il a mis sur pied et qui ne sont pas mandatés par l'assemblée des chefs. Ces comités existent, ils sont financés par les Affaires indiennes, mais il n'ont pas le mandat de l'organisation des chefs. Voilà des exemples de l'absence de bonne volonté politique au sein du ministère des Affaires indiennes dans ses relations avec l'Assemblée des Premières Nations.

M. Skelly (Comox—Alberni): J'aimerais revenir sur la question que Jack vous a posée. Lorsque le ministre a créé ce comité, sous l'autorité de Harry LaForme et de Manny Jules, je crois, pour qu'il se penche sur les revendications particulières, on pensait un peu partout qu'il représentait les élus, ou les représentants des chefs de tout le Canada. Or vous dites que ses membres ont été choisis exclusivement par le ministre des Affaires indiennes.

Des réunions mixtes ont eu lieu à Toronto, je pense, en janvier et février derniers, où les deux groupes se sont concertés et, je crois, sont parvenus à un accord. Il y a eu une espèce d'entente sur l'accélération des revendications, laquelle nécessiterait un accroissement d'effectifs à la direction des revendications particulières du ministère des Affaires indiennes et du Nord. Il me semble que l'accord prévoyait la mise sur pied de la commission et du groupe de travail mixte qui se penchera sur la politique. Il me semblait que les deux devaient se faire parallèlement et non successivement. Est-ce bien ainsi que vous interprétez l'accord conclu à Toronto l'année dernière?

[Text]

Grand Chief Mercredi: I was there. I was at the meeting; so was Bill Montour. He was chief then. Just to give you more background first before I answer the question, this committee on claims did not officially become part of AFN until the general assembly in Winnipeg where I was elected as national chief. Up until then, it was mandated by itself at the invitation of the minister. The chiefs who were members of it, like Manny Jules, insisted it be part of AFN. For that reason the government was not successful in running away with the committee, because the chiefs themselves—and Bill Montour was part of it—ensured it stayed under the umbrella of the AFN and not under the auspices of the Minister of Indian Affairs. But its origins did not stem from AFN, and in fact as I said, we're not officially part of the organization until June of this year.

[Translation]

Le grand chef Mercredi: J'y étais. J'étais à cette réunion, de même que Bill Montour. Il était chef, alors. Pour vous faire connaître un peu le contexte, et avant de répondre à votre question, je dois vous préciser que ce comité des revendications n'a été officiellement intégré à l'APN qu'après l'assemblée générale de Winnipeg, où j'ai été élu chef national. Auparavant, il était automandaté, à l'invitation du ministre. Les chefs qui en étaient membres, comme Manny Jules, ont exigé l'intégration à l'APN. C'est pourquoi le gouvernement n'a pas pu en faire ce qu'il voulait, parce que les chefs eux-mêmes—et Bill Montour en faisait partie—ont tenu à rester sous l'autorité de l'APN au lieu d'être sous la tutelle du ministre des Affaires indiennes. Mais sa création ne venait pas de l'APN; d'ailleurs, comme je l'ai déjà dit, nous ne ferons officiellement partie de l'organisation qu'à compter de juin.

• 1200

But you don't build trust and you don't make progress on the basis of manipulation and you don't try to impose your agenda on our people. It's not working. If people are determined to impose an agenda, they'll find out the resistance will be very strong, because we are not at a point of being treated as children by anybody, including the Minister of Indian Affairs.

So our understanding is that we would accelerate the process; that we would set up the commission together, including the terms of reference; that we would be fully involved in the entire process; that we would work out the terms of reference even of the working group, who would set up joint agendas for the commission and the working group; and that this was to be an interim measure until we move towards a totally independent process. That was the ultimate goal.

Unfortunately, the Minister of Indian Affairs took it upon himself, perhaps with the advice of his officials, to independently, unilaterally, develop terms of reference for the Order in Council setting up the commission and the appointment of Harry LaForme without consultation with the Assembly of First Nations. Beyond that, his officials have been working diligently trying to impose their ideas of what the working group should look like, what its terms of reference should be, how it should be composed. Again, this is being done totally independently of our direct participation.

So it seems that even when we demonstrate goodwill, where we back off on our principles a little bit so we can make some progress and keep going forward for the final goal, which is a totally independent process, people do not respect the agreements we make with them.

I, myself, blame entirely the Minister of Indian Affairs for the lack of progress being made on specific claims in Canada. I blame no one else with the exception of maybe some of his senior bureaucrats, who have seized this opportunity to take their policy we're trying to change, to make it into law by incorporating the policy into the Order in Council.

Vous ne pouvez pas asseoir la confiance des gens et faire des progrès en vous appuyant sur la manipulation, et il ne faut pas non plus nous imposer votre programme. Cela ne donne rien. Si les responsables persistent à vouloir imposer leur programme, ils constateront rapidement une très vive résistance, car nous n'accepterons pas d'être traités comme des enfants par personne, pas même par le ministre des Affaires indiennes.

Ce que nous avons compris, c'est que nous accélérerions le processus, que nous établirions ensemble la commission et son mandat, que nous participerions à part entière au processus dans son ensemble, que nous élaborerions même le mandat du groupe de travail chargé de préparer des programmes de travail mixtes pour la commission et le groupe de travail, et que ce serait une mesure intérimaire en attendant la mise en place d'un processus entièrement indépendant. C'était là le but ultime.

Malheureusement, le ministre des Affaires indiennes a pris sur lui, s'appuyant peut-être sur les conseils des hauts fonctionnaires, de préparer de façon indépendante et unilatérale un décret créant la commission et désignant Harry LaForme, sans consultation préalable de l'Assemblée des Premières Nations. En outre, les hauts fonctionnaires du ministère s'appliquent à imposer leurs idées sur la forme que devrait prendre le groupe de travail, sur le mandat que celui-ci devrait avoir et sur sa composition. Ici encore, tout se fait sans que nous participions directement au processus.

Il semble donc que même lorsque nous faisons preuve de bonne volonté, lorsque nous assouplissons un petit peu nos principes de façon à pouvoir progresser vers le but final, soit l'établissement d'un processus entièrement indépendant, les gens ne respectent pas les ententes qu'ils ont conclues avec nous.

En ce qui me concerne, je rejette sur le ministre des Affaires indiennes toute la responsabilité en ce qui concerne l'absence de progrès relativement au règlement des revendications particulières des Indiens du Canada. Je n'en jette le blâme sur personne d'autre, à l'exception peut-être de certains hauts fonctionnaires du ministère, qui ont profité de l'occasion pour donner force de loi à leur politique, que nous essayons de changer, en l'incorporant dans le texte du décret.

[Texte]

So for us to change the policy, do you know what is required now in the future? We have to change the Order in Council to change the policy. That is manipulation in its worst form, because what is the working group supposed to do now? It's much easier to change a piece of paper that says policy than to change an Order in Council that requires the role of Cabinet.

So they have seized the moment, the bureaucrats have seized the moment for more control. And I've met with your minister. I've offered to him some suggestions on how we make progress, how we move forward. I've said to him that we'll negotiate changes. He says, no, I'm not going back to Cabinet. If I go back to Cabinet, it's to rescind the entire process; it's to rescind everything, not to make changes.

So I take that as a threat that if we persist in demanding changes, your minister will rescind the Order in Council. Perhaps you should call him up and ask him what he intends to do.

But for our purposes, we had a meeting just a few days ago in Vancouver with the Chiefs Committee on Claims, and our decision is as follows: we will not co-operate with the government in setting up the commission. We will not put forward any names, and if the commission is set up unilaterally, we will not use it.

• 1205

In the next two months, we call upon the federal government to negotiate with the team of negotiators we have identified to make changes to the Order in Council, to make it more consistent with the law that Canadians take for granted for themselves when it comes to issues of compensation, and to make it consistent with Sparrow, which deals with the fiduciary obligations of the Government of Canada. If those changes can be negotiated and made within the next two months, then we are prepared to co-operate in the setting up of the commission. In the interim, we are willing to get involved in the working group that is provided for in the proposals of the federal government. We will identify our representatives to that working group, and the first task is to negotiate changes to the Order in Council within the next two months. If changes are not made to the Order in Council, then the instructions I have from the chiefs is to challenge the Order in Council in court as being against the Charter of Rights and Freedoms and against section 35 of the Constitution.

Mr. Skelly: I think we left the last meeting we had with Mr. LaForme and with the representatives of the Department of Indian Affairs with some confidence that it was possible perhaps to make some changes. What was suggested at that meeting was removing the policy issues from the Order in Council so that it simply established the commission and outlined how it was to operate its process. That was the suggestion made by Mr. LaForme.

It seemed at that meeting that the staff of Indian Affairs who were there felt that it was not an impossible task. The policy issues could then be dealt with by the joint working group and the commission could proceed in dealing with the

[Traduction]

Cela étant, savez-vous ce qu'il nous faudra faire dorénavant si nous voulons modifier la politique? Il nous faudra modifier le décret en conseil. C'est de la manipulation pure et simple: qu'est censé faire le groupe de travail maintenant? Il est beaucoup plus facile d'apporter des changements à un bout de papier sur lequel apparaît le mot politique qu'à un décret exigeant l'intervention du Cabinet.

Voilà pourquoi je dis que les bureaucrates ont profité de l'occasion pour augmenter leur contrôle. Et j'ai rencontré le ministre. Je lui ai offert quelques suggestions quant à ce qu'il nous serait possible de faire pour progresser, pour avancer. Je lui ai dit que nous pourrions négocier des changements. Il refuse, disant qu'il ne veut pas retourner au Cabinet, que s'il y retourne, ce sera pour annuler tout le processus, et non pour y apporter des changements.

J'interprète cela comme une menace: si nous persistons à demander des changements, le ministre révoquera le décret. Vous devriez peut-être lui passer un coup de fil et lui demander ce qu'il compte faire.

En ce qui nous concerne, nous avons eu une réunion il y a quelques jours à peine à Vancouver avec le comité des chefs sur les revendications, et notre décision est la suivante: nous ne coopérerons pas avec le gouvernement à l'établissement de la commission. Nous ne proposerons pas de noms, et si la commission est établie de façon unilatérale, nous n'y ferons pas appel.

Nous demandons qu'au cours des deux prochains mois le gouvernement fédéral négocie avec l'équipe des négociateurs que nous avons désignés en vue d'apporter des changements au décret, de sorte qu'il cadre mieux avec la loi que les Canadiens ont l'habitude d'invoquer pour eux-mêmes pour toute question de compensation ainsi qu'avec le jugement Sparrow, qui porte sur les obligations fiduciaires du gouvernement du Canada. Si ces changements peuvent être négociés et apportés au cours des deux prochains mois, alors nous serons prêts à participer à l'établissement de la commission. Dans l'intervalle, nous sommes prêts à participer au groupe de travail prévu dans les propositions du gouvernement fédéral. Nous désignerons nos représentants au groupe de travail, et la première tâche sera de négocier des changements au décret dans les deux mois. Si les changements nécessaires ne sont pas apportés au décret, alors il me faudra exécuter les instructions des chefs, soit contester le décret devant les tribunaux, disant qu'il va à l'encontre de la Charte des droits et libertés et de l'article 35 de la Constitution.

M. Skelly: Il m'avait semblé qu'à l'issue de notre réunion avec M. LaForme et les représentants du ministère des Affaires indiennes, nous avions bon espoir qu'il serait possible d'apporter quelques changements. Ce qui a été proposé à l'occasion de cette réunion, c'est de retirer du décret tous les aspects traitant de la politique, afin qu'il se limite à établir la commission et à esquisser son mode de fonctionnement. C'était la suggestion de M. LaForme.

Il nous a semblé que les employés du ministère des Affaires indiennes qui étaient présents jugeaient que ce n'était pas une tâche impossible. Les questions de politique pourraient alors être traitées par le groupe de travail mixte,

[Text]

material that has been addressed to it at this time. I gather it is three to six files, depending on who you talk to and when you talk to them. It could operate on the experimental basis that was agreed to for a three-year period. Is this acceptable to the AFN?

Grand Chief Mercredi: I just told you what our position is.

Mr. Skelly: Yes, but I am wondering if those positions are close enough.

Grand Chief Mercredi: I don't know if it is close or not, because I was not at the meeting and Harry LaForme does not negotiate for us. We deal with the government ourselves. As far as I am concerned, he has no mandate to deal with any matters that are referred to it until the commission is complete.

Our position is very clear. We want changes to the Order in Council before we will co-operate with the government in setting up the commission. The Order in Council is so against the legal principles that exist, it is offensive to co-operate in any way on an interim basis. It is an insult to ourselves and we are not prepared to accept that.

In the report of the Auditor General, he makes some strong recommendations that call for the government to look at the objectivity and the independence of the Specific Claims Branch. We never met with the Auditor General. To my knowledge, he was never a member of any First Nations in Canada. You might listen to him because you do not listen to us.

He seems to be someone who works for the government. Right? He has called for the policies on acceptance and validation, including the definition of determining fairness and lawful obligation, to be reviewed, and even to review the role of Indian Affairs and the Department of Justice. I assume he is someone that government must listen to and we never lobbied him.

• 1210

Mr. Skelly: I gather Indian Affairs and Justice both agreed with him.

The Chairman: Thank you, Mr. Skelly. Mr. Redway now.

Mr. Redway (Don Valley East): Thanks very much, Grand Chief. From the way you describe the present situation, it seems to me that we are in a chicken-and-egg situation.

As I understand the government's position at the moment, it wants to get the commissioners appointed to the commission and then sit down with the working group and negotiate changes in the mandate of the commission and perhaps changes in the Order in Council. What you are saying is that you and the First Nations are prepared to appoint the working group first and to work out the changes which would then, we presume, if everybody agreed, result in changes in the Order in Council after the event, followed then by the appointment of the commissioners. Is that correct?

[Translation]

et la commission pourrait quant à elle s'occuper des dossiers qu'elle a déjà en main. Si j'ai bien compris, ceux-ci sont au nombre de trois à six, selon le jour et selon la personne à laquelle on s'adresse. Cela pourrait fonctionner à titre expérimental pour une période de trois ans, comme convenu. Cela convient-il à l'APM?

Le grand chef Mercredi: Je viens de vous dire quelle est notre position.

M. Skelly: Oui, mais je me demande si ces positions sont suffisamment proches.

Le grand chef Mercredi: Je ne sais pas si c'est suffisamment proche, car je n'étais pas à la réunion, et Harry LaForme ne négocie pas pour nous. Nous traitons directement avec le gouvernement. Je ne pense pas, pour ma part, qu'il soit habilité à traiter d'une quelconque question qui reviendrait à la commission tant que celle-ci n'a pas été constituée en bonne et due forme.

Notre position est très claire. Nous ne coopérerons pas avec le gouvernement à l'établissement de la commission tant que des changements n'auront pas été apportés au décret. Celui-ci bafoue les principes juridiques qui existent et nous nous refusons donc à coopérer de quelque façon que ce soit en attendant. C'est une insulte qu'on nous fait, et nous ne sommes pas prêts à accepter cela.

Dans son rapport, le vérificateur général recommande énergiquement que le gouvernement examine l'objectivité et l'indépendance de la Direction générale des revendications particulières du ministère. Nous n'avons jamais rencontré le vérificateur général. A ma connaissance, il n'a jamais été membre de l'une des Premières Nations du Canada. Vous ne nous écoutez pas, mais peut-être que vous l'écouteriez, lui.

Il semble qu'il travaille pour le gouvernement. C'est bien cela, n'est-ce pas? Il a demandé que soient réexaminées les politiques en matière de recevabilité et de validation, y compris la définition de l'équité et de l'obligation légale, et même le rôle du ministère des Affaires indiennes et de la Justice. J'imagine qu'il s'agit d'une personne que le gouvernement doit écouter, et je précise que nous ne sommes jamais intervenus auprès de lui.

M. Skelly: Je suppose que les ministères des Affaires indiennes et de la Justice lui ont tous deux donné raison.

Le président: Merci, monsieur Skelly. La parole est maintenant à M. Redway.

M. Redway (Don Valley-Est): Merci beaucoup, grand chef. Si je m'appuie sur votre description de la situation actuelle, il semble que tout cela revienne à l'histoire de la poule et de l'oeuf.

Si je comprends bien la position du gouvernement, il voudrait que les commissaires soient nommés et qu'ils négocient avec le groupe de travail les changements à apporter au mandat de la commission et peut-être même au décret. Ce que vous dites, c'est que vous-même et les Premières Nations seriez prêts à établir d'abord le groupe de travail et à déterminer les changements qui, si tout le monde était d'accord, permettraient d'aboutir à un texte modifié du décret, après quoi seraient nommés les commissaires. C'est bien cela?

[Texte]

Grand Chief Mercredi: You have it.

Mr. Redway: As I understand it, you want to do this within the next two months and have it up and ready to run by the beginning of March—

Grand Chief Mercredi: We have a group of negotiators identified to work toward that end. We are ready to sit down with the government whenever it appoints its people.

Mr. Redway: As far as the communications between yourself and the minister are concerned with respect to this, can you tell us exactly what has taken place to date? I do not want to go back in history, but I want to know from the time of your meeting last week, from what you said in Vancouver, this position was arrived at by the AFN—

Grand Chief Mercredi: I have written to the minister today. He will receive my letter.

Mr. Redway: He has not received it yet? Is that it?

Grand Chief Mercredi: No, I just signed it before I left to come to this committee.

Mr. Redway: So that position is about to be received by him and you have not had an opportunity to have any response or any further discussion.

Grand Chief Mercredi: I returned from Vancouver only yesterday, so I dealt with it at the first opportunity. He will know of the contents of the proposal today if he reads the letter today, and it is up to him to respond.

Mr. Redway: At the moment, then, that is the only way you see this being resolved? I take it the suggestion that was put forward at our other meeting with the officials from the department and Mr. LaForme was that perhaps there could be some immediate amendment to the Order in Council by removing its policy provisions. Then the commission could be appointed and set up the working group and proceed that way. Perhaps you would comment on that in the light of the position you have arrived at.

Grand Chief Mercredi: I think the important principle here is that the negotiations will take place between the government and ourselves, not through a commissioner who has been appointed by the government. Any changes to the Order in Council will be negotiated with us and any agreements will be made with us.

Mr. Redway: You would want that to occur in the first instance?

Grand Chief Mercredi: This is the first instance, and if they come there with a proposal that was outlined here by Harry LaForme then the group will consider it.

Mr. Redway: I take it you are prepared to meet with the minister at any time that is mutually convenient.

Grand Chief Mercredi: Any time that he is prepared to meet. I met with him on this issue once and he was totally inflexible. There was no opportunity for changing anything with him. I do not normally disclose what we talk about in our meetings but I will tell you that in Vancouver we looked at the option that was described by you and it was rejected by the chiefs, that is, where we would set up commissioners and put forward names. The chiefs did not want that. In fact, for

[Traduction]

Le grand chef Mercredi: Tout à fait.

M. Redway: Si j'ai bien compris, vous aimeriez que cela se fasse au cours des deux prochains mois et que tout soit prêt pour le début mars. . .

Le grand chef Mercredi: Nous avons désigné un groupe de négociateurs chargé de mener les choses dans ce sens. Nous sommes prêts à discuter avec le gouvernement dès qu'il aura choisi ses porte-parole.

M. Redway: Pourriez-vous me faire un petit résumé des communications qui sont intervenues jusqu'ici à ce sujet entre le ministre et vous-même? Je ne vous demande pas de remonter loin en arrière, mais j'aimerais connaître ce qui s'est passé depuis votre réunion de la semaine dernière, ce que vous avez dit à Vancouver et la position qui a été adoptée par l'APN. . .

Le grand chef Mercredi: J'ai écrit au ministre aujourd'hui même. Il recevra sous peu ma lettre.

M. Redway: Il ne l'a pas encore reçue?

Le grand chef Mercredi: Non, je l'ai signée juste avant de venir au comité.

M. Redway: Il va donc prendre connaissance de la position que vous avez adoptée, et vous n'avez pas encore eu l'occasion de savoir ce qu'il en pense ni d'en discuter avec lui.

Le grand chef Mercredi: Je suis rentré de Vancouver hier seulement, et je m'en suis occupé le plus rapidement possible. Il connaîtra la proposition aujourd'hui s'il lit la lettre, et ce sera à lui de répondre.

M. Redway: En ce moment, donc, c'est la seule solution que vous entrevoyez? À notre réunion avec les représentants du ministère et M. LaForme, il a été proposé qu'on modifie le décret tout de suite en supprimant les dispositions portant sur la politique. Si cette suggestion était adoptée, la commission pourrait être désignée, le groupe de travail créé, et le tout pourrait être lancé. Vous pourriez peut-être nous dire ce que vous en pensez, à la lumière de la position que vous avez adoptée.

Le grand chef Mercredi: Le principe en cause ici est que les négociations aient lieu entre le gouvernement et nous-mêmes, et non pas par l'intermédiaire d'un commissaire désigné par le gouvernement. Tout changement apporté au décret devra être négocié avec nous, et toute entente devra elle aussi nous inclure.

M. Redway: Vous aimeriez que cela arrive en premier lieu?

Le grand chef Mercredi: En premier lieu, et s'ils viennent ici avec la proposition présentée par Harry LaForme, alors le groupe l'examinera.

M. Redway: J'imagine que vous seriez prêt à rencontrer le ministre à n'importe quel moment qui conviendrait aux deux parties.

Le grand chef Mercredi: A tout moment qui lui convient. Je l'ai déjà rencontré une fois pour discuter de cette question, et il s'est montré tout à fait inflexible. Il a été exclu de changer quoi que ce soit. Je n'ai pas l'habitude de divulguer le contenu de nos réunions, mais je peux vous dire qu'à Vancouver nous avons examiné l'option que vous avez décrite, celle voulant que l'on propose des noms pour les postes de commissaires, et qu'elle a été rejetée par les chefs;

[Text]

your information, as late as two months ago I did submit some names to the minister of potential candidates to the commission. At a subsequent meeting of the Chiefs Committee on Claims they told me to withdraw the names. So we did. I want to make it very clear that these are not arbitrary decisions that I am making myself as national chief. These are decisions that are being made by a body of chiefs. I don't know how many were at that meeting in Vancouver.

• 1215

Mr. Redway: You have people ready to be named to the working committee, so you could go ahead immediately with that. Are you releasing those names?

Grand Chief Mercredi: We have a committee of eight people which is headed up by Manny Jules.

Mr. Redway: Are you releasing those names publicly?

Grand Chief Mercredi: I'm sure we will. I mean, I could if I had the names here. From memory, I know it is Manny Jules who will be heading it up. Each region has appointed one representative, so it is a national committee of eight people. The Maritimes we consider as one region for the purposes of dealing with government on claims. The north is one. The other provinces are the other regions.

Mr. Redway: Does that match with the kind of working group that was proposed to you by the minister under the commission? Was that to be eight people on each?

Grand Chief Mercredi: That is the direction in which we are moving. As I said, we would set up the working group. These people who are going to be negotiating changes to the Order in Council will, in fact, become the first members of the working group. Now we are waiting for the federal side to make its appointments.

Mr. Redway: What would your position be with respect to having Mr. LaForme as part of that working group?

Grand Chief Mercredi: I don't think he needs to be there. If he wants to maintain his independence then he doesn't get involved in any political discussions about the Order in Council.

Mr. Redway: How would it be chaired? Would there be joint chairs in the working group?

Grand Chief Mercredi: If you want to maintain some respect for each other, it should be jointly chaired.

Mr. Redway: Okay, thank you very much.

Mr. Nault (Kenora—Rainy River): Welcome, Grand Chief.

Let's see if we've got this straight. The joint aboriginal government working group on land claims policy, the one that was set up based on the initiative of the Prime Minister to look at the whole issue and the different kinds of approaches that we can take to land claims, is in place and everybody is ready to go to work. But we haven't, as of yet, sat down and had the first meeting. You've got your group of eight and then the department or the government is going to

[Translation]

ils n'en ont pas voulu. En fait, pour votre gouverne, pas plus tard qu'il y a deux mois, j'ai soumis au ministre les noms de candidats potentiels pour la commission. Au cours d'une réunion ultérieure du Comité des chefs sur les revendications, ils m'ont dit de retirer les noms. C'est ce que nous avons fait. Je tiens à ce qu'on sache que ce ne sont pas des décisions arbitraires que je prends seul en tant que chef national. Ce sont des décisions collectives des chefs. Je ne sais pas combien étaient présents à la réunion de Vancouver.

M. Redway: Vous avez des gens qui sont prêts à siéger au groupe de travail, vous seriez donc prêts à commencer immédiatement. Avez-vous communiqué ces noms?

Le grand chef Mercredi: Nous avons un comité de huit personnes, dirigé par Manny Jules.

M. Redway: Est-ce que vous allez rendre ces noms publics?

Le grand chef Mercredi: Je suis sûr que nous le ferons. Je pourrais vous les nommer immédiatement, si j'avais la liste avec moi. De mémoire, je sais que Manny Jules dirigera la délégation. Chaque région a nommé un représentant; c'est donc un comité national de huit personnes. Nous considérons les Maritimes comme une seule et même région aux fins de la négociation avec le gouvernement sur les revendications. Le Nord en est une autre. Les autres provinces sont chacune une région.

M. Redway: Est-ce que cela correspond à la composition du groupe de travail que le ministre vous a proposée dans le cadre de la commission? Est-ce qu'il devait y avoir huit membres dans chaque?

Le grand chef Mercredi: C'est la direction dans laquelle nous allons. Comme je vous l'ai dit, nous allons constituer le groupe de travail. Ceux qui vont négocier la modification du décret deviendront, en fait, les premiers membres du groupe de travail. Nous attendons maintenant que la partie fédérale nomme ses représentants.

M. Redway: Que penseriez-vous de la présence de M. LaForme dans ce groupe de travail?

Le grand chef Mercredi: Je ne pense pas que sa présence soit nécessaire. S'il veut conserver son indépendance, il n'a pas à se mêler des discussions politiques au sujet du décret.

M. Redway: Comment le groupe serait-il présidé? Y aurait-il des coprésidents?

Le grand chef Mercredi: Si vous voulez préserver le respect mutuel, il devrait être coprésidé.

M. Redway: D'accord, je vous remercie.

M. Nault (Kenora—Rainy River): Soyez le bienvenu, grand chef.

Voyons voir si j'ai bien suivi. Le groupe de travail mixte gouvernement-autochtone sur la politique des revendications territoriales, celui qui a été constitué à l'initiative du premier ministre afin de se pencher sur toute la question et les différentes approches possibles des revendications territoriales, a été constitué, et tout le monde est prêt à se mettre au travail. Mais la première réunion n'a pas encore été tenue. Vous avez votre délégation de huit, et le ministère

[Texte]

have its group of eight. Is that going to be the working group that will sit and discuss land claims policy?

Grand Chief Mercredi: There is nothing in place yet. There is no working group in place. There is a commission with one commissioner in place, and that is it. The government wants to carry on with both the commission and the working group, and chiefs are saying, no, we have a fundamental problem with the Order in Council; change that first. If that changes, then we will set up, with our full co-operation, the commission and the working group.

Being the reasonable people that they are, they are saying, we have a proposal on how we can make progress; the proposal is that we can set up the working group right now with the only task being to change the Order in Council. If it succeeds in doing that in the next two months, then of course we move forward on all the items. But if it fails to do that, then the First Nations will take the government to court on the Order in Council. That is the framework for the next two months.

Mr. Nault: All right, so that is the negotiating side for AFN. You also mentioned the particular working groups that the government has set up of aboriginal leaders, which does not have a mandate of AFN.

Grand Chief Mercredi: It's not all leaders. Most of them are technical people, not even political people.

Mr. Nault: Bear with me, Ovide, for a second. Because of what we read in the media per se, I am basically going by what spin is being put on this. You know what the spin is, simply that there are going to be some significant changes to the Indian Act put forward by these particular working groups, which are a cross-section of aboriginal people.

• 1220

I am concerned that this is going to happen, and that the minister will set up the commission and start the process without AFN or your approval. Obviously, the minister and the department have found players who are willing to participate in their particular process, and I must assume they will do it again. I would like your advice as to what this committee should recommend if the minister just goes ahead and appoints these commissioners and starts the process.

Grand Chief Mercredi: My recommendation to you is to get your own legal advice on the Order in Council. Don't take my word for it or the word of the legal opinions that I have on file, on the grounds we can use to have it declared unconstitutional. Get your own advice as a committee, and if the government proceeds to do it. . . I don't know if you have the mandate to take the government to court. Do it on our behalf and we will be very happy. If you don't, we'll do it anyway.

So let the government set up the full committee, but I warned the minister, and I warned the committee. It's not a threat. We're just exercising our legal rights, protecting our rights. If they proceed unilaterally to put the commission into place, even with willing players, we will still challenge that Order in Council in court.

[Traduction]

ou le gouvernement va avoir sa délégation de huit. Serait-ce cela le groupe de travail qui va siéger et discuter de la politique et des revendications territoriales?

Le grand chef Mercredi: Rien n'est encore en place. Il n'y a pas encore de groupe de travail de constitué. Il y a une commission, avec un commissaire, et c'est tout. Le gouvernement veut faire siéger parallèlement la commission et le groupe de travail, mais les chefs y sont opposés; le décret pose un problème fondamental, il faut commencer par le changer. Cela fait, nous collaborerons sans réserve à la commission et au groupe de travail.

Étant les gens raisonnables que nous savons, ils formulent une proposition qui permettrait de progresser; elle consiste à mettre sur pied le groupe de travail immédiatement, dont la seule tâche sera sera la modification du décret. S'il y parvient dans les deux mois à venir, alors on pourra s'attaquer à tous les autres sujets. Sinon, les Premières Nations contesteront le décret du gouvernement en justice. Voilà pour les deux prochains mois.

M. Nault: Très bien, voilà donc la plate-forme de négociations de l'APN. Vous avez mentionné également les groupes de travail particuliers que le gouvernement pourra constituer avec des dirigeants autochtones qui ne sont pas mandatés par l'APN.

Le grand chef Mercredi: Ce ne sont pas tous des dirigeants. La plupart sont des techniciens, même pas des politiciens.

M. Nault: Veuillez patienter un instant, Ovide. Si je me fie à ce que j'ai lu dans la presse, tout ce mouvement est présenté sous un certain jour. Et vous savez lequel. Ces groupes de travail particuliers, qui sont censés être représentatifs des autochtones, vont proposer d'importants changements à la Loi sur les Indiens.

Je crains que cela ne se produise, que le ministre ne mette sur pied la commission et ne lance le processus sans l'APN ou sans votre approbation. Manifestement, le ministre et le ministère ont trouvé des partenaires qui sont disposés à participer, et je présume qu'ils le feront à nouveau. J'aimerais avoir votre avis sur les recommandations que devrait présenter le Comité si le ministre décide tout simplement de nommer des commissaires et de lancer le processus.

Le grand chef Mercredi: Ce que je vous recommande, c'est d'obtenir une opinion juridique à propos du décret. Ne vous fiez ni à moi ni aux opinions juridiques que j'ai dans mes dossiers en ce qui concerne les motifs qu'on pourrait invoquer pour que cette mesure soit déclarée inconstitutionnelle. Que le Comité obtienne un avis juridique à ce sujet, et si le gouvernement décide d'agir. . . Je ne sais pas si vous êtes habilité à traduire le gouvernement en justice. Si vous le faisiez, nous en serions ravis. Si vous ne le faites pas, nous irons quand même de l'avant.

Alors, si le gouvernement met sur pied un comité au grand complet, j'avertis le ministre et le Comité. Ce n'est pas une menace; nous ne faisons qu'exercer et protéger nos droits légitimes. Si le gouvernement agit unilatéralement, établir la Commission, même avec le concours de partenaires, nous contesterons néanmoins ce décret devant les tribunaux.

[Text]

Mr. Nault: I don't mean to speak for all the members here, but when we talked to the officials, they were quite prepared to change the Order in Council once the commission was set up. The commission would have a role in removing the policy, for example.

In that scenario, it will put the commissioners it wants in place. It will change the Order in Council so the court challenge will not be successful, and then it will carry on in some sort of end run process, which seems to be the way it has dealt with AFN in the last few years. I am quite concerned about that whole process. Would you have any comment about that?

Grand Chief Mercredi: Our preference is to do things jointly. That doesn't mean the minister making a decision from his kitchen one day and deciding to involve me the next day. It means involving me throughout the process in the selection of names for the commission. In a joint working arrangement, people respect each other and make mutual decisions.

You could recommend, in the appointment of commissioners, that the Assembly of First Nations, through the office of the national chief, have a direct role in the designation of people in the same way that the minister has a direct role in appointing or recommending appointments to the Cabinet. The ideal arrangement would be a recommendation that is also supported by the Assembly of First Nations.

This idea of putting names forward, or having the government appoint the commissioners, was discussed as an alternative at the chiefs meeting that I referred to in Vancouver. The commissioners' first mandate would have been to review the terms of references and make recommendations for changes to the minister who in turn would take it to Cabinet.

• 1225

That proposal was not accepted by the chiefs. The only proposal they are prepared to entertain right now is the one I laid out to you, and no other alternative is acceptable.

M. Ferland (Portneuf): Merci beaucoup, monsieur le président.

Grand chef, vous avez parlé, lors de votre exposé, d'un processus juste et équitable, et vous avez fait mention que pour y arriver, cela prendrait un organisme indépendant. Alors, j'aimerais que vous m'expliquiez ce que vous entendez par «organisme indépendant». Par qui cet organisme est-il formé? Par qui est-il financé et de quelle façon fonctionne-t-il?

Grand Chief Mercredi: Well, I assume we all know what "independent" means. That's a good start, if we all know what it means. What we've said is: apart from government, separate and apart from government. If you want a model, other governments have chosen to work with their indigenous people in a different way than the Government of Canada has on land rights, in a more enlightened way.

[Translation]

M. Nault: Je ne prétends pas parler au nom de tous les membres du Comité, mais quand nous avons parlé aux hauts fonctionnaires, ils étaient tout à fait disposés à modifier le décret une fois la commission mise en place. La commission pourrait jouer un rôle dans le changement de politique, par exemple.

Selon ce scénario, le gouvernement pourrait nommer les commissaires qu'il désire, modifier le décret pour que l'action en justice soit sans objet, et continuer en contournant plus ou moins l'APN, comme il l'a fait ces dernières années. Devant cette perspective, je suis assez inquiet. Auriez-vous quelque chose à dire à ce sujet?

Le grand chef Mercredi: Nous préférons agir conjointement. Agir de façon conjointe ne signifie pas que le ministre prend un beau jour une décision dans sa cuisine et décide le jour suivant de solliciter ma participation. Cela signifie que je participe dès le début au choix des commissaires. Dans une action conjointe, il faut du respect, de part et d'autre, et des décisions prises par consentement mutuel.

Pour ce qui est de la nomination des commissaires, vous pourriez recommander que l'Assemblée des Premières Nations, par le truchement du bureau du chef national, participe directement aux choix des candidats éventuels, comme le ministre participe aux nominations ou aux recommandations de nomination soumises au Cabinet. L'idéal serait qu'une recommandation soit aussi approuvée par l'Assemblée des Premières Nations.

À la réunion des chefs à laquelle j'ai fait allusion, à Vancouver, on a discuté de la possibilité de dresser une liste de candidats éventuels, ou de faire nommer les commissaires par le gouvernement. La première responsabilité des commissaires serait d'examiner le mandat et de formuler des recommandations de modification au ministre, qui les soumettrait au Cabinet.

Cette proposition n'a pas été acceptée par les chefs. Celle que je vous ai présentée est la seule qu'ils sont disposés à envisager à l'heure actuelle, et aucune autre façon de procéder ne leur paraît acceptable.

Mr. Ferland (Portneuf): Thank you very much, Mr. Chairman.

Grand Chief, in your brief you spoke of a fair and equitable process, and you stated that an independent body would be needed to set it up. I would like you to define what you mean by "independent body". Who would set up this organization? Who would finance it, and how would it work?

Le grand chef Mercredi: Eh bien, j'ose espérer que nous savons tous ce que signifie le mot «indépendant». Si nous le savons, c'est un bon point de départ. Nous avons dit: Un organisme qui n'ait pas de lien avec le gouvernement, qui en soit séparé, distinct. Si vous cherchez un modèle, d'autres gouvernements ont choisi de traiter leurs peuples autochtones d'une façon différente de celle qu'a retenue le gouvernement du Canada en ce qui a trait aux revendications territoriales, par exemple; d'autres ont su agir d'une façon plus éclairée.

[Texte]

You can study what the Government of New Zealand has done with the Maori people. They have set up a totally independent land court to deal with the issues of land affecting the Maori people, and they have also set up a treaty tribunal with joint appointments. The government makes appointments and the Maori people make appointments. The mandate is one to make recommendations on issues that come before the tribunal.

So there is no absence, I would say, of models of independent mechanisms for dealing with issues like land rights and resource rights affecting First Nations. What is missing here is not the imagination or the ability; what is missing here is the political will to do it. People do not want Indian people to have control over their own lives. It's as simple as that.

M. Ferland: Je ne partage pas tout à fait vos propos, à savoir que l'on ne veuille pas que les autochtones assument leur propre vie, loin de là. Du moins, autour de cette table, je ne crois pas que quiconque cherche à limiter la vie des autochtones, au contraire. On souhaite tous que, dans un délai le plus bref possible, nous puissions ensemble trouver des solutions aux problèmes autochtones qui durent malheureusement depuis trop longtemps.

Cependant, comment un organisme national tel le vôtre peut-il intervenir dans une décision tout à fait locale lorsque l'on parle de revendications particulières? Avant que vous arriviez ce matin, nous avons traité d'un cas tout à fait particulier qui se situe dans un coin de l'Ontario. Il y en a au Québec, de même que dans tous les coins du Canada. Pour avoir suivi ce qui se passe au niveau des différentes organisations autochtones au Canada, l'interprétation, qu'elle soit d'un gouvernement autonome ou d'un concept de revendication, n'est pas nécessairement uniformisée. Est-ce que votre association vise à essayer d'uniformiser l'ensemble des négociations à travers le pays, c'est-à-dire d'avoir un comptoir unique pour les revendications? Est-ce que vous désirez que les Hurons du Québec qui ont des problèmes à Val-Bélair ou dans le comté de Portneuf passent par votre organisme pour régler leurs problèmes? Est-ce que c'est cela que vous visez?

• 1230

Grand Chief Mercredi: That is what you have now, except that it is controlled by the government. So why is it so impossible to conceive the idea that we can create a commission, with totally independent powers from government to deal with the land issues affecting the First Nations in Canada?

The Assembly of First Nations is not intervening in local matters. I am expressing to you the concerns of the chiefs who deal with these issues. This is their decision, not that of the office of the national chief. Sixty to seventy chiefs sit on the claims committee and these decisions that I am relaying to you are theirs. So don't walk away with the impression that AFN doesn't represent the interests of the First Nations; we do. I am not here to seek a mandate, I have one. I am

[Traduction]

Regardez ce qu'a fait le gouvernement de la Nouvelle-Zélande face au peuple Maori. Il a mis sur pied un tribunal foncier entièrement indépendant pour traiter des questions territoriales qui touchent le peuple Maori, et il a aussi constitué un tribunal chargé d'examiner les traités, dont les membres sont nommés conjointement. Le gouvernement et le peuple Maori nomment des membres à ce tribunal. Il a le mandat de formuler des recommandations sur les questions dont il est saisi.

Je dirais donc que les modèles ne manquent pas quand il s'agit de créer des organismes indépendants pour examiner les questions qui touchent les Premières Nations, comme les litiges qui touchent les droits territoriaux et les ressources. Ce ne sont ni les moyens, ni l'imagination qui manquent; ce qui manque, c'est la volonté politique d'agir en ce sens. Les gens ne veulent pas que les autochtones puissent prendre le contrôle de leur propre vie. C'est aussi simple que cela.

Mr. Ferland: I do not agree with you entirely, for instance, I do not think it is true that we do not want Indian people to have control over their own lives, far from it. At least, around this table, I do not think there is a single person who is trying to impose limits on the control native people have over their own lives, quite the contrary. We all hope that we will be able to find solutions together, as quickly as possible, to the problems native people have been struggling with for far too long.

However, can a national organization such as yours intervene in a purely local decision involving a specific claim? Before you arrived this morning, we discussed a very specific case involving an area in Ontario. There are claims in Quebec, and everywhere across Canada. Speaking as a person who has followed the activities of the various native organizations in Canada, I must say that they do not necessarily agree in their interpretation of various issues, be it of the nature of self-government or the best approach to settling a claim. Does your association want to centralize negotiations and have a single body handle all claims from across the country? Do you want Hurons from Quebec who have problems in Val-Bélair or Portneuf to go to your organization to have their claims settled? Is that your objective?

Le grand chef Mercredi: C'est ce que vous avez maintenant, sauf que c'est le gouvernement qui contrôle le processus. Alors, pourquoi serait-il impossible de concevoir une commission dont les pouvoirs n'auraient aucun lien de dépendance avec le gouvernement, dont le mandat serait de traiter les revendications territoriales des Premières Nations du Canada?

L'Assemblée des Premières Nations n'intervient pas quand il s'agit de questions locales. Je vous transmets les préoccupations des chefs qui s'occupent de ces questions. C'est leur décision, pas celle du chef du bureau national. Environ 60 ou 70 chefs siègent au comité qui traite les revendications, et les décisions dont je vous fais part sont les leurs. Surtout, ne croyez pas que l'APN ne représente pas les intérêts des Premières Nations, car nous les représentons. Je

[Text]

here to represent the views of the people who have specific claims, who have some major problems with the government's policy.

I have made a total of 27 recommendations for changes, as early as December of last year, for a future course of action on specific claims.

On diversity, you don't create a mechanism to make everyone the same. If you look at my words that I just gave you in the submission I read, they say we need a flexible policy to deal with land claims because of the diversity that exists. Different kinds of claims come forward, and some are treaty-based, some are based on the illegal acts of officials of government, and some are based on the actions of third-party interests. And other kinds of claims come forward.

So I am sure it would be possible to give a mandate to a totally independent commission to devise a policy that would respect the diversity that exists and allow for a more just and fair system of dealing with the issues.

What does your government have to be afraid of? You already have all the power on your side. This is your policy, and our people can't even negotiate with you unless you provide them with the money to do so; this is your money. And when they negotiate with you, doing so is pursuant to the parameters of your policy, not the facts of the case but the parameters of the policy.

So what are you afraid of? Losing control? Or are you afraid of justice for our people? What's the fear? An independent process doesn't make you a eunuch. You still have an inordinate amount of power. You still have Justice officials and Indian Affairs officials. Presumably someone on the government side will be negotiating on behalf of the federal government and the independent mechanism would be set up to just ensure the system is fair and honest, because the bureaucrats—and I don't care if you appoint 50 negotiators next year—can still frustrate negotiations by the "games" they play.

If you need more evidence about the games they play, I can bring here, to your committee, witness after witness, people who have experienced the frustration of dealing with the Specific Claims Branch of the Department of Indian Affairs, who will tell you, point by point, about the problems they have experienced. And those problems are not going to go away because Harry LaForme is the commissioner or because we appoint eight commissioners to work with him. That policy stays; the officials remain, and the control is still with them. All the commission is able to do is review their decisions. It is an appeal mechanism, that's all it is, with the power to recommend—not even to bind the government, but to recommend to the minister another course of action that might be inconsistent with or contrary to that taken by the officials.

[Translation]

ne suis pas ici pour tenter d'obtenir un mandat, j'en ai un. Je suis ici pour représenter les personnes qui ont des revendications précises, et pour lesquelles la politique du gouvernement pose des problèmes majeurs.

J'ai présenté au total 27 recommandations de modification, qui remontent déjà au mois de décembre de l'an dernier, et qui portent sur la façon dont on pourrait à l'avenir traiter certaines revendications précises.

Il ne s'agit pas de créer un mécanisme pour aplanir les différences. Comme je l'ai dit dans mon mémoire, il nous faut une politique souple pour traiter les revendications territoriales parce qu'elles sont différentes les unes des autres. Les autochtones présentent des revendications diverses, certaines découlent des traités, d'autres contestent des actes illégaux posés par des fonctionnaires du gouvernement, d'autres encore ont trait aux actes de tiers. Il y a aussi d'autres types de revendications, qui relèvent d'autres motifs.

Je suis certain qu'il serait possible de donner un mandat à une commission tout à fait indépendante qui pourrait élaborer une politique respectant la diversité des revendications dans le cadre d'un système plus juste et plus équitable.

De quoi votre gouvernement a-t-il donc peur? Vous avez déjà tout le pouvoir à votre disposition. C'est de votre politique dont nous discutons, et nos gens ne peuvent pas même négocier avec vous à moins que vous ne financiez leurs activités; ce sont vos fonds. Quand ils négocient avec vous, ils le font à partir des critères établis par votre politique, et non en fonction des faits du litige.

De quoi avez-vous peur? Avez-vous peur de perdre le contrôle? Avez-vous peur qu'on rende justice à notre peuple? Qu'est-ce qui vous retient? La création d'un processus indépendant ne va pas vous émasculer. Vous disposerez quand même d'un pouvoir extraordinaire. Vous aurez toujours à votre disposition les fonctionnaires du ministère de la Justice et du ministère des Affaires indiennes. On peut supposer qu'un représentant du gouvernement négociera au nom du gouvernement fédéral et que le mécanisme indépendant sera constitué de façon à assurer honnêteté et équité car les bureaucrates—et peu m'importe que vous nommiez 50 négociateurs l'an prochain—peuvent quand même déjouer les négociations en recourant à leurs petits jeux.

Si vous voulez d'autres preuves de leurs astuces, je peux faire venir un aréopage de témoins devant votre comité, ils vous raconteront la frustration personnelle qu'ils éprouvent dans leurs rapports avec la Direction des revendications particulières du ministère des Affaires indiennes, ils pourront vous parler dans le menu détail des problèmes qu'ils ont eus. Ces problèmes ne vont pas disparaître parce que Harry LaForme est nommé commissaire ni parce que nous nommons huit autres commissaires à travailler avec lui. La politique continue de s'appliquer, les fonctionnaires restent en place, et ils continuent d'avoir le contrôle de la situation. Tout ce que peut faire la commission, c'est d'examiner leurs décisions. Il s'agirait en réalité seulement d'un mécanisme d'appel, qui aurait le pouvoir de formuler des recommandations—ne liant d'ailleurs même pas le gouvernement—au ministre quant à une autre façon de procéder, qui pourrait être contraire, totalement ou en partie, à celle retenue par les fonctionnaires.

[Texte]

• 1235

So there is no great solution there that I see. We knew that but we said, look, a step-by-step interim measure; we will take it as an interim measure. The working group will keep pressing for changes to the policy so that ultimately, further down the road, maybe with a Liberal government or maybe with an NDP government—

The Chairman: You have all the answers when you're in opposition.

Grand Chief Mercredi: We might have a fully independent commission.

Mr. Redway: But the same bureaucrats.

Mr. Nault: Not necessarily.

Mr. Bill Montour (Chief of Staff, Assembly of First Nations): Mr. Chairman, I would like to respond after the national chief as coming from a community perspective.

At Six Nations, we have worked for 16 years trying to settle land claims. We did one in those 16 years. It causes frustration when, after doing reams and reams of research, you come to Ottawa and someone in the Office of Native Claims tells you, oh, your claim is pre-Confederation; we can't deal with you. For 200 years we have been along the Grand River, and of the claims there, we have settled one 80-acre railway claim in that time. So you can see the frustration that builds up.

I appeared before this committee during the Oka examination last March and I said something that a lot of the committee members took as a threat. It is not a threat. We have to start solving these unresolved issues because, as a national chief or any chief in the country, we are sitting on a powder keg of discontent with the political leadership that is on our side from our young people.

Even when the national chief talks about relaxing principles, that causes anger in those communities. So you have to respect the position we are in. We are being prodded from the back and stopped in the front from making progress because of a policy that was put together, in 1984 I believe, that does not address the needs. Sure, they said, we will drop the artificial barrier of 1867. But that hasn't filtered down to the bureaucratic level. How do we fast-track claims under

[Traduction]

Je ne vois donc pas dans ce processus de solution géniale. Nous le savons, mais nous nous sommes dit que cela pourrait constituer une mesure intérimaire; nous avons pensé l'accepter en tant que mesure intérimaire. Le groupe de travail va continuer de demander instamment que l'on modifie la politique pour qu'ultimement, plus tard, peut-être sous un gouvernement libéral, ou peut-être même sous un gouvernement néo-démocrate...

Le président: Quand vous êtes député de l'opposition, vous avez réponse à tout.

Le grand chef Mercredi: Peut-être aurions-nous une commission tout à fait indépendante.

M. Redway: Mais vous devriez composer avec les mêmes bureaucrates.

M. Nault: Pas nécessairement.

M. Bill Montour (chef de Cabinet, Assemblée des Premières Nations): Monsieur le président, si vous le permettez, j'aimerais prendre la parole après le chef national pour vous donner une perspective communautaire.

Nous, les gens des Six Nations, travaillons depuis 16 ans pour essayer d'obtenir le règlement de nos revendications territoriales. Nous n'avons obtenu qu'un seul règlement pendant cette période de 16 ans. Après avoir fait toutes sortes de recherches, il est très frustrant de venir à Ottawa et de s'entendre dire par quelqu'un du Bureau des revendications autochtones que votre revendication est liée à des événements antérieurs à la Confédération, et que par conséquent, elle ne relève pas de sa compétence. Nous vivons sur les berges de la Grande Rivière depuis 200 ans, et nous n'avons réussi à faire régler qu'une seule de toutes nos revendications, portant sur une parcelle de 80 acres, contre les chemins de fer. Vous comprendrez facilement que depuis le temps, la frustration s'accumule.

J'ai comparu devant le comité en mars dernier quand il examinait les événements d'Oka, et j'ai dit quelque chose que plusieurs membres du comité ont pris pour une menace. Ce n'est pas une menace. Il faut que nous commencions à régler ces revendications en suspens, car, comme tout chef national ou tout autre chef au pays vous le dira, la frustration s'accumule chez nos jeunes face au leadership politique, et une étincelle pourra un jour mettre le feu aux poudres.

Même quand le chef national parle d'assouplir les principes, la colère gronde dans nos communautés. Il faut que vous essayiez de comprendre notre position. D'une part, notre peuple exerce des pressions sur nous, et d'autre part nous sommes brimés par une politique qui a été élaborée en 1984, je crois, qui nous empêche de faire des progrès, et qui ne répond pas aux besoins. Oui, oui, bien sûr, nous a-t-on dit, nous allons supprimer la barrière artificielle de 1867.

[Text]

\$500,000? Nobody knows how to do that. We don't know if the minister has signing authority for \$7 million and the claim is for one claim per year or \$7 million per claim. That hasn't been divulged to the people who are supposed to do this job.

As the national chief said, I sat on this committee when we formed it on August 23, 1989 to start looking at this issue of unresolved issues. The idea of having an independent commission look at grievances of why somebody's claim has been shoved off the table and having to address the concerns of that First Nation whose claim was shoved off the table by an arbitrary decision made by the bureaucracy—that is the function of this commission. The working group was to be put together first to lay the parameters for what we wanted this commission to do, not have the commission made and then have a joint working group after that. That is backwards, it is no chicken and egg; the chicken is here and the egg is there; that's what we wanted.

Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Skelly: I guess when the Prime Minister announced his Four Pillars after Oka, there was a feeling of confidence across Canada that policy was in motion and that progress was going to be made. But as I listen to you, I am getting the idea that a lot of this progress is not real at all. When you talk about what has happened to, say, the consultation process, the minister is setting up his own committee. He set up the Jules and LaForme committee without reference to the AFN, and it was only through the actions of the people who were on that committee that the AFN and that committee came together to establish a real, valid kind of consultation process. As a result of unilateral actions on the part of the government, that now seems to have fallen apart, unless the government goes back to first principles and decides to take a look at your proposals for the next 60 days.

• 1240

The government now says it has another committee, the Chiefs' Committee on Governments, with various subcommittees on lands and trusts and oil and gas and forestry and that kind of thing. I am wondering what is going to happen there with proposed amendments to the Indian Act. Has that committee decided that it is not going to ignore the AFN in the same way that the Specific Claims did, or has there been some coming together on that committee as well to have a valid consultation process? It sounds to me like things are as bad as they have always been, except the government may be attempting to be more subtle or trying to change the public perception of what is going on. It sounds like divide and conquer all over again, but in a more subtle form.

Grand Chief Mercredi: It's not very subtle.

[Translation]

Malheureusement, cette décision ne semble pas avoir filtré jusqu'au rang des bureaucrates. Comment faire pour accélérer le règlement des revendications de moins de 500,000\$? Personne n'a de réponse. Le ministre a, semble-t-il, le pouvoir d'autoriser le règlement des revendications jusqu'à concurrence de 7 millions de dollars, mais nous ne savons pas s'il s'agit de 7 millions de dollars par année, ou par revendication. C'est un renseignement qu'on a omis de divulguer à ceux qui sont censés faire ce travail.

Comme l'a dit le chef national, j'ai siégé à ce comité quand nous l'avons constitué le 23 août 1989 pour commencer à examiner la question des revendications en souffrance. L'objectif visé est que cette commission indépendante examine les griefs de ceux dont les revendications ont été écartées du revers de la main et donne suite aux préoccupations des Premières Nations dont les revendications ont été renvoyées aux calendes grecques par les décisions arbitraires de la bureaucratie; telle serait le rôle de cette commission. Le groupe de travail a été constitué afin de dresser la liste des attributions de la commission; il n'a jamais été question de créer la commission d'abord et un groupe de travail conjoint ensuite. C'est faire les choses à l'envers; ce n'est même plus mettre la charrue avant les boeufs, la charrue est ici et les boeufs sont au loin là-bas. Enfin, j'ai expliqué ce que nous voulions.

Merci, monsieur le président.

M. Skelly: Après Oka, quand le premier ministre a annoncé la création de son programme comportant quatre volets, je pense qu'il a su faire croire aux Canadiens des quatre coins du pays que la politique évoluait et qu'il y aurait des progrès. Mais plus je vous écoute, plus je commence à penser que ce progrès est illusoire. Si l'on regarde, par exemple, le processus de consultation, que s'est-il passé? Le ministre est en train de mettre sur pied son propre comité. Il a créé le Comité Jules et Laforme sans consulter l'APN, et c'est seulement grâce à l'intervention des membres de ce comité qu'on a pu solliciter la participation de l'APN pour mettre au point un véritable processus de consultation. À la suite des actions unilatérales du gouvernement, ce processus semble s'être effondré, à moins que le gouvernement ne reparte à zéro et décide d'étudier vos propositions pendant les 60 jours à venir.

Le gouvernement prétend maintenant qu'il a mis sur pied un autre comité, le comité des chefs, qui formerait divers sous-comités chargés des questions territoriales, fiduciaires, pétrolières, gazières, forestières, etc. Je me demande ce qui va se passer en ce qui a trait aux amendements proposés à la Loi sur les Indiens. Ce comité a-t-il décidé de ne pas tourner le dos à l'APN comme l'a fait la Direction des revendications particulières, a-t-il aussi mis au point un processus valable de consultation? Il me semble que la situation est tout aussi déplorable que par le passé, sauf que le gouvernement essaie peut-être d'être plus subtil et de jeter de la poudre aux yeux de la population. Diviser pour régner; c'est la même tactique, mais sous une forme plus subtile.

Le grand chef Mercredi: Ce n'est pas très subtil.

[Texte]

Mr. Skelly: It's trying to be subtle.

Grand Chief Mercredi: It is public knowledge that certain groups are being funded directly by the minister's office to deal with potential amendments to the Indian Act. This is being financed to an extent I do not know, but I would like to know to what extent resources are being used by Indian Affairs to promote its agenda for legislative change to the Indian Act. Contrast that with the amount we get from them for the work we do as a national organization. I would be very interested to know what the figures are, but I have no access to that information.

The government can do all it can to promote its agenda but it is not going to succeed, because the desire for unity is stronger than promoting the government's agenda. While some of those concerns people have about the Indian Act are concerns we all share, the idea of process is one that is sanctioned by the chiefs, but the chiefs have not yet sanctioned the process for legislative reform.

In the absence of one, there is no mandate to proceed, not to the AFN, but that has not stopped the minister's office reorganizing the department, as it did about one year ago, to have a unit dealing with legislative change, signing two senior bureaucrats to head up its law reform program and proceeding to finance groups across the country to do some research and some potential drafting of amendments to the Indian Act.

At some point in time it will become an issue to be dealt with, and it will be dealt with in a spirit of co-operation among ourselves as First Nations. Very much like what happened with the claims commission, in my view, if any program of action is going to be endorsed on legislative reform, the chiefs will respect the AFN as the vehicle to do that. That remains to be seen. In the meantime we are just watching the bureaucrats as they criss-cross the country promoting their legislative program.

It is not that subtle. We know it is happening. We are monitoring it. It is really not unusual for us to have Indian Affairs try to undermine AFN and it is not unusual for us to see Indian Affairs trying to create divisions within the Indian community. It has been part of its tactics. I hope that the royal commission, once it starts doing its work, will disclose the evidence, and I am sure it will, of how historically Indian Affairs has been one of the greatest impediments to good relations between us and the Government of Canada and to good progress on the issues we are dealing with.

• 1245

So as long as the attitude persists among the senior bureaucrats of Indian Affairs that they can run the lives of Indian people, we will not have the co-operation the Prime Minister is looking for. We will not have realized the new agenda that he wants to implement. It cannot happen without our co-operation, and it will not happen without our assistance.

[Traduction]

M. Skelly: Il essaie d'être subtil.

Le grand chef Mercredi: Il est du domaine public que le cabinet du ministre finance directement certains groupes qui doivent examiner les amendements prévus à la Loi sur les Indiens. Je ne connais pas l'importance des sommes en cause, mais j'aimerais savoir dans quelle mesure le ministère des Affaires indiennes utilise ses ressources pour promouvoir les changements législatifs qu'il désire apporter à la Loi sur les Indiens. Il serait intéressant de comparer ces sommes à celles qu'on nous accorde pour le travail que nous effectuons en tant qu'organisme national. Je serais très curieux de connaître les chiffres en question, mais je n'ai pas accès à cette information.

Le gouvernement peut faire tout ce qu'il voudra pour essayer d'influencer les événements dans le sens qui l'intéresse, il n'y arrivera pas, car le désir d'unité chez les autochtones va l'emporter contre toute tentative faite par le gouvernement pour promouvoir ses propres objectifs. Nous partageons certaines inquiétudes quant à la Loi sur les Indiens, mais les processus doivent être sanctionnés par les chefs, et ils n'ont pas encore ratifié le processus de réforme législative.

En l'absence d'un tel processus, personne n'est habilité à agir, selon l'APN, du moins, mais cela n'a pas empêché le cabinet du ministre de réorganiser le ministère comme il l'a fait il y a environ un an, pour créer une section responsable des modifications législatives, ni de nommer deux fonctionnaires supérieurs à la tête de son programme de réforme de la Loi, ni de financer des groupes partout au pays pour effectuer des recherches et rédiger les projets des amendements qu'on envisage d'apporter à la Loi sur les Indiens.

Nous allons devoir nous pencher sur cette question à un moment donné, et nous trancherons dans un esprit de coopération, entre nous, en tant que Premières Nations. À mon avis, comme pour la Commission des revendications, si les chefs doivent sanctionner tout programme d'action de réforme législative, ils choisiront sans doute l'APN pour le faire. Il faudra voir. Entre temps, nous sommes assis à regarder les bureaucrates qui parcourent le pays et tentent de promouvoir leur programme législatif.

Les actions du gouvernement ne sont pas si subtiles que cela. Nous savons ce qui se passe. Nous surveillons la situation. Il n'y a rien de nouveau sous le soleil: les Affaires indiennes tentent de saper l'APN et tente de diviser les autochtones. Cela fait partie de leur tactique. J'espère que la Commission royale, quand elle commencera son travail, saura montrer comment, par le passé, les Affaires indiennes ont fait obstacle à de bonnes relations entre les autochtones et le gouvernement du Canada, et ont freiné les progrès de nos revendications; je suis sûr que c'est ce que la commission fera.

Tant que les hauts fonctionnaires des Affaires indiennes continueront de penser qu'ils peuvent contrôler la vie des autochtones, nous n'aurons pas la coopération que recherche le Premier ministre. Nous n'arriverons pas à réaliser le nouveau programme qu'il envisage. Cela ne peut se faire sans notre coopération et sans notre aide.

[Text]

Mme Duplessis (Louis-Hébert): Merci, monsieur le président. Grand chef, vous avez mentionné qu'il n'y avait pas de bonne volonté de la part du gouvernement. À mon avis, je crois qu'il y a de la bonne volonté de la part du premier ministre, du ministre des Affaires indiennes, de l'ensemble du Cabinet et du gouvernement. Ce que nous voulons pour vous, c'est que cela ne prenne pas un siècle pour que vos revendications soient réglées.

Ma première question est celle-ci: Est-ce que vous avez fait savoir au ministre, au Conseil privé, ce qui vous déplaît dans la formation de la commission? Lui avez-vous indiquer les articles? Car enfin, le ministre s'est montré très ouvert à apporter des changements et en arriver à une conclusion positive.

Grand Chief Mercredi: Of course I have told him. He knows what our objections are. I mean, I've told you that I met with him. I've said to you that he's not open at all. If he says that to you, that's not what he told me. Maybe he has changed his mind, I don't know. But I met with him very recently, I think within the last two weeks.

Mme Duplessis: Je sais pertinemment qu'il est prêt à apporter des changements, mais à la condition que vous lui indiquiez clairement quels sont les changements que vous voulez voir apportés.

Vous avez aussi mentionné que le système en Nouvelle-Zélande était très enviable et que vous aimeriez peut-être adopter ce modèle. Il faudrait peut-être aussi considérer le fait qu'en Nouvelle-Zélande ils injectent beaucoup moins d'argent que le gouvernement canadien le fait à l'endroit du ministère des Affaires indiennes ou des autochtones. Alors, à un moment donné, lorsque l'on veut un genre de système, il faut en accepter toutes les conséquences.

Je voudrais vous poser la question suivante: Est-ce que vous seriez d'accord avec un tribunal qui serait régi... .

Mr. Anawak: That's ridiculous.

Mme Duplessis: Qu'est-ce qu'il y a de drôle? Je n'ai pas fini!

Mr. Anawak: Go ahead, I'm listening.

Mrs. Duplessis: Now, wait a minute.

Mr. Anawak: Well, you asked me if there was anything funny.

The Chairman: I have to recognize a point of order, Mrs. Duplessis. Go ahead, Mr. Anawak.

Mr. Anawak: It was just mentioned about a model, not necessarily adopting the system.

Mme Duplessis: Je lui ai demandé s'il ne serait pas plus préférable d'établir un tribunal qui serait régi par une loi et qui aurait aussi le pouvoir de prendre des décisions exécutoires. Est-ce que cela pourrait être une solution?

Grand Chief Mercredi: That's one option. There are many options. I gave you the example of what's happening in New Zealand only as another alternative, not to endorse it but to say that there's something to look at.

As I said to you before, if we wanted to we could create independent mechanisms in Canada that would fit our circumstances in our situation here. But that door has been closed by your government. They have said to us that they

[Translation]

Mrs. Duplessis (Louis-Hébert): Thank you, Mr. Chairman. Grand Chief, you said that there was no goodwill on the part of the government. As far as I am concerned, there is goodwill on the part of the Prime Minister, as well as the Minister of Indian Affairs, all the members of Cabinet and the government. What we want is to see your claims settled rather than have them drag on indefinitely.

My first question is the following: have you let the minister or the Privy Council know that you are not happy with the creation of the commission, and why? Have you pointed out the relevant articles? Because the minister has shown that he is very open to changes and wants to see a positive conclusion.

Le grand chef Mercredi: Bien sûr que je lui ai fait savoir. Il connaît nos objections. Comme je vous l'ai dit, nous l'avons rencontré. Je vous ai dit qu'il n'était pas ouvert, pas du tout. C'est peut-être ce qu'il vous dit, mais c'est le contraire qu'il m'a dit, à moi. Peut-être a-t-il changé d'avis, je ne sais pas. Mais je l'ai rencontré très récemment, au cours des deux dernières semaines, il me semble.

Mrs. Duplessis: I know for a fact that he is willing to make changes, but on condition that you indicate clearly which changes you want him to make.

You also mentioned that New Zealand had an enviable system, and that you might like to see us adopt that model. Perhaps you should also take into consideration the fact that New Zealand allocates much less money than does the Canadian government to the Department of Indian Affairs or to native people. If you want a certain type of system, you might have to accept all of its consequences.

I want to ask you the following question: would you agree with the idea of a tribunal that would be under—

M. Anawak: C'est ridicule.

Mrs. Duplessis: What is so funny? I haven't finished!

M. Anawak: Continuez, je vous écoute.

Mme Duplessis: Attendez une minute.

M. Anawak: Eh bien, vous m'avez demandé ce qu'il y avait de drôle.

Le président: Je suis saisi d'un rappel au Règlement, madame Duplessis. Allez-y, monsieur Anawak.

M. Anawak: Nous avons fait allusion à un modèle, nous n'avons pas nécessairement proposé qu'on adopte le système.

Mrs. Duplessis: I asked whether it might not be preferable to establish a tribunal pursuant to an act, a body which would also have the power of making binding decisions. Could that be a solution?

Le grand chef Mercredi: C'est une possibilité. Il y en a de nombreuses. Je vous ai cité le modèle néo-zélandais comme une possibilité parmi d'autres, sans lui donner nécessairement mon aval, mais simplement pour le signaler à votre attention.

Comme je vous l'ai dit auparavant, si nous avions la volonté de le faire, nous pourrions créer au Canada des organismes indépendants qui seraient adaptés à notre situation. Mais votre gouvernement a fermé la porte à cette

[Texte]

are only prepared to give us this interim measure, this commission with limited power, but they'll have a working group to work towards the independent commission. We have said that we would work within that framework for awhile. The problem is, the framework isn't working because there is no goodwill.

Mme Duplessis: Ce n'est pas vrai, je ne le crois pas. De plus, vous avez mentionné à un moment donné que le gouvernement contrôlait la justice; je ne le crois pas non plus! Au Canada, les juges sont libres de prendre leurs décisions.

• 1250

Vous avez dit tantôt que vous aviez bien hâte de voir le Parti néo-démocrate ou le Parti libéral au pouvoir. Mes collègues s'en sont gloussés tellement ils étaient fiers. Je me pose parfois la question à savoir si vous le faites exprès pour essayer de faire en sorte que cela ne marche pas, en espérant justement que le gouvernement change, que cela ne soit plus un gouvernement conservateur, par exemple.

Je vous dis que l'on a fait notre possible et que l'on a mis en place des mesures afin de vous aider à accélérer le processus de revendications. Nous sommes disposés, et vous dites toujours: «Cela ne marche pas, cela ne marche pas, cela ne marche pas!» Nous sommes disposés, nous sommes ouverts et j'espère que, de votre côté, vous en ferez autant.

Grand Chief Mercredi: I hope you are appointed Minister of Indian Affairs and Northern Development, because if you are in fact open, I would work with you. But as I have said, I have met with Tom Siddon and he is not flexible. He has made it very clear to me that there is no opportunity for changing the Order in Council. Now you are telling me that is not the case, that he is open and flexible. Well, that remains to be seen.

I think I must have hit a sensitive nerve somewhere. I am sorry if I offended you, but I am here to advocate for my people. I am being very honest with you. I am not playing politics here, I am telling you exactly how I see it. I think it is better that you know that than to have someone who would be more political in his responses to you.

Mme Duplessis: Grand chef, je suis venue ici pour entendre ce que vous aviez à dire et entendre votre message. Vous avez beaucoup parlé contre le gouvernement, surtout au début de vos remarques et aussi à plusieurs reprises lors de vos interventions. N'oubliez pas aussi que les députés du gouvernement sont attentifs à vous et à vos revendications. Nous ne sommes pas vos ennemis. Je tiens à ce que vous repartiez en le sachant.

The Chairman: I hope this meeting can be conducted productively. Grand Chief, I invite you to respond—I know you will respond—but I will guide the rest of the meeting from there on in.

[Traduction]

possibilité. Il nous a dit qu'il était disposé à nous accorder cette mesure intérimaire seulement, cette commission dotée de pouvoirs limités, mais il veut bien créer un groupe de travail qui examinera la possibilité de former une commission indépendante. Nous avons dit que nous étions disposés à accepter ces dispositions pendant un certain temps. Le problème, c'est que les structures mises au point n'aboutissent à rien parce qu'il n'y a pas de bonne volonté.

Mrs. Duplessis: I really don't think that is true. You also said at one point that the government controls justice; I don't think that is true either! In Canada, judges are free to make their own decisions.

You said earlier that you were anxious to see the New Democrats or the Liberal party in power. My colleagues were beside themselves, they were gloating. I sometimes ask myself whether you do it on purpose; whether you are trying to make sure that things go wrong, in the hope that this will hasten the government's demise, that there will be a change and that the Conservatives will no longer be in power.

I want to tell you that we have done our best and that we have put measures in place in order to help you accelerate the claims settlement process. We are well disposed, in spite of the fact that you always say the same thing: "It's not working, it's not working, it's not working!" We are well disposed, we are open and I hope that you will meet us half-way.

Le grand chef Mercredi: J'espère que vous allez être nommée ministre des Affaires indiennes et du Nord, car si vous êtes, comme vous le dites, ouverte, je travaillerai avec vous. Mais comme je vous le disais, j'ai rencontré Tom Siddon, et il ne fait preuve d'aucune souplesse. Il m'a dit sans ambages qu'il n'y avait aucune possibilité de modifier le décret. Maintenant, vous me dites que ce n'est pas le cas, qu'il est ouvert, qu'il est souple. Eh bien, il faudra voir.

J'ai l'impression de vous avoir vexée par quelque chose que j'ai dit, et je suis désolé si je vous ai offensée, mais je suis ici pour défendre les intérêts de mon peuple. Je vous parle très franchement. Je n'essaie pas de jouer à la politique ici, je vous dis très exactement ce que je pense. Je pense qu'il vaut mieux que vous sachiez ce qui se passe que d'avoir en face de vous quelqu'un qui vous donnerait des réponses plus politiques, moins directes.

Mrs. Duplessis: Grand Chief, I have come here to listen to what you had to say and to hear your message. You criticized the government a great deal, especially in the beginning of your statement and also repeatedly during your interventions. You must not forget that Members of Parliament also listen attentively to you and your claims. We are not your enemies. I want you to leave with the certain knowledge of that fact.

Le président: J'espère que cette réunion pourra se dérouler d'une façon productive. Grand chef, je vous invite à répondre—je sais que vous allez le faire—mais je vais tenter de guider le reste de la réunion.

[Text]

Grand Chief Mercredi: Last September the Prime Minister laid out a plan called the Four Pillars. That plan fell short of our objectives as First Nations. Nonetheless, it was a move forward for this government on areas like land claims and relations with the rest of Canada. . . and some comments about what is needed in terms of social and economic development.

Those words have to be measured against something. What has been the progress since that date? What has your government done to deal with the housing backlog that our people are experiencing? What has your government done to deal with the additional cost of services being demanded of our people because of Bill C-31 and the reapplication of membership to our communities?

Your government promised social and economic change last September. Where is that social and economic change? Can you show it to me? Your government talked about the importance of making changes on specific claims and comprehensive claims. There has been some change, some movement on comprehensive claims, particularly in British Columbia. I acknowledge that and I applaud the government for the changes it is making in terms of negotiations there, but the dynamics are not entirely federal, they are provincial as well. Some of the goodwill in terms of negotiations of comprehensive claims in British Columbia are as a result of the recent elections in that province.

• 1255

So no one can say that it is entirely because of the generosity of the federal government that negotiations will now take place on aboriginal title in that province. I will say the government was helpful. It was part of the solution as were the First Nations who set up a a three-party task force to look at how we can make progress on aboriginal title in British Columbia. There again, they have some fundamental issues with the comprehensive claims policy in terms of the extinguishment policy. That's still outstanding. However, we're trying to handle comprehensive claims one step at a time, as we're trying to do in specific claims. We make progress as we can with this government. But where is the new relationship that was also talked about by the Prime Minister?

We proposed here, about a year and a half ago, the idea of a joint subcommittee with the AFN and ministers who have contact with native affairs. This would include the Minister of Justice, the Minister of Indian Affairs, the Solicitor General and the Minister of Health. A subcommittee could be formed so that we would have some ability to meet more frequently with members of the Cabinet who have a direct responsibility to these areas that are of

[Translation]

Le grand chef Mercredi: En septembre dernier, le premier ministre a fait état d'un plan, d'un programme pour les autochtones comportant quatre volets. Le plan ne réalisait pas nos objectifs en tant que première nation. Néanmoins, c'était un pas en avant pour ce gouvernement dans des domaines comme les revendications territoriales et les rapports avec le reste du Canada . . . Certaines observations ont aussi été faites à propos des moyens à prendre pour répondre à nos besoins sociaux et économiques.

Il faut évaluer ces belles paroles en tenant compte de ce qui s'est passé. Quels progrès ont été réalisés depuis? Qu'a fait votre gouvernement pour régler les sérieux problèmes de logement de notre peuple? Qu'a fait votre gouvernement pour régler le problème des coûts additionnels des services imposés à notre peuple à cause du projet de loi C-31 et des formalités qui entourent les demandes de ceux qui veulent à nouveau s'intégrer à nos communautés?

En septembre dernier, votre gouvernement a promis des changements sociaux et économiques. Où sont-ils? Pouvez-vous me les montrer? Votre gouvernement a parlé de la nécessité de changer la façon de traiter les revendications particulières et les revendications globales. Il faut dire que nous avons noté une certaine évolution en ce qui a trait aux revendications globales, surtout en Colombie-Britannique. Je le reconnais et je félicite le gouvernement des changements qu'il a apportés à ces négociations, mais la dynamique n'est pas entièrement fédérale, elle est aussi provinciale. La bonne volonté qui a entouré les négociations des revendications globales en Colombie-Britannique est due en partie aux élections qui ont eu lieu récemment dans cette province.

Personne ne peut dire que les négociations sur les droits de propriété des autochtones, qui vont maintenant avoir lieu dans cette province, sont entièrement dues à la générosité du gouvernement fédéral. Je reconnais que le gouvernement s'est montré bien disposé. Il a contribué au règlement, comme d'ailleurs le groupe de travail tripartite constitué par les Premières Nations pour examiner les mesures susceptibles de faire avancer cette question. Mais là encore, des problèmes fondamentaux se posent en ce qui concerne la politique en vigueur sur les revendications globales et, plus particulièrement, la prescription extinctive. Ces questions sont toujours en souffrance. Nous essayons néanmoins de faire avancer les revendications globales étape par étape, comme nous le faisons pour les revendications particulières. Avec le gouvernement, nous faisons ce que nous pouvons. Mais où est donc cette nouvelle relation dont nous a parlé le Premier ministre?

Il y a environ un an et demi, nous avons ici même proposé l'idée d'un sous-comité conjoint constitué de membres de l'APN et de ministres intéressés par les Affaires indiennes. Il comprendrait le ministre de la Justice, le ministre des Affaires indiennes, le solliciteur général et le ministre de la Santé. On pourrait constituer un sous-comité pour que nous puissions nous réunir plus souvent avec les membres du cabinet ayant des responsabilités directes dans

[Texte]

common concern between them. So what's happening there? That could lead the way to a better relationship and maybe a mutual understanding of the complexities of the issues and what is possible and what's not possible. But in the absence of that kind of relationship right now, there is only what I see, which is manipulation.

The Chairman: Let's move on, because I'm sure we all have other agendas. I have Mr. Anawak and Mr. Ferland.

Mr. Anawak: I think one of the best ways of showing that the government has the will and the desire to accommodate the wishes of the aboriginal people is to accept the advice of the national chief and immediately put the issue of the commission on hold for two months and then get the joint working group together. If we can make this recommendation through this committee as well as through the parliamentary secretary, I think that we would be well on our way to a more satisfactory co-operation.

M. Ferland: Grand chef, si j'ai bien compris vos derniers propos, c'est que cela irait peut-être plus rapidement au niveau des revendications territoriales, on trouverait peut-être plus rapidement un terrain d'entente si d'autres ministères que celui des Affaires indiennes avaient un peu plus d'ouverture. Vous avez parlé du ministre de la Santé, vous avez parlé du ministre de l'Habitation; vous avez parlé de beaucoup d'autres ministères. Dois-je comprendre que, pour débloquer la question des revendications territoriales, il va falloir que l'on règle tous les autres problèmes avant?

Grand Chief Mercredi: I made no suggestion. I was giving you a record of your government from my perspective and what has been accomplished or not accomplished since the time the Prime Minister made these nice words in the House of Commons. I wasn't addressing my remarks to specific claims.

The Chairman: I have a question to conclude the meeting, and that is one perhaps for clarification purposes. Is it the position of AFN to change the Order in Council or to define it?

Grand Chief Mercredi: To change.

The Chairman: So no definition of it would make it acceptable to you?

Grand Chief Mercredi: No.

The Chairman: Thank you very much. I would like to thank all members of the committee for a very long morning, and thank you, Grand Chief, for coming.

The meeting is adjourned.

[Traduction]

ces domaines d'intérêt commun. Que se passe-t-il à cet égard? Ce sous-comité aurait pu nous permettre d'améliorer nos rapports, peut-être même de comprendre la complexité des questions en cause, faire le partage entre ce qui est possible et de ce qui ne l'est pas. Mais, en l'absence de ce genre de relations dans l'immédiat, il ne reste, selon moi, que manipulation.

Le président: Il va falloir accélérer le pas, car je suis certain que nous avons tous d'autres engagements. M. Anawak figure sur ma liste, et il sera suivi de M. Ferland.

M. Anawak: L'une des meilleures façons pour le gouvernement de montrer sa bonne volonté et de prouver qu'il désire répondre aux souhaits du peuple aborigène serait d'accepter le conseil du chef national et de suspendre la commission pendant deux mois, tout en constituant le groupe de travail conjoint. Si nous pouvions faire accepter cette recommandation par le comité, ainsi que par le secrétaire parlementaire, je pense que nous pourrions jeter les bases d'une coopération beaucoup plus fructueuse.

Mr. Ferland: Grand Chief, if I understood your last remarks correctly, land claims might be settled more quickly and an agreement arrived at sooner if other departments than Indian Affairs also had some input. You mentioned the Minister of Health, the Minister of Housing; you mentioned several other departments. Does this mean that to settle the land claims issue, we are going to have to solve all of the other problems first?

Le grand chef Mercredi: Je n'ai pas fait de suggestion. J'ai fait le constat des réalisations de votre gouvernement depuis que le premier ministre a prononcé ces belles paroles à la Chambre des Communes. Mes remarques ne portaient pas sur les revendications territoriales.

Le président: Avant de conclure la réunion, j'aurais une dernière question à poser, pour obtenir une précision. Quelle est la position de l'APN: Désire-t-elle modifier le décret ou le préciser davantage?

Le grand chef Mercredi: Nous désirons le modifier.

Le président: Nous ne pourrions donc en aucune façon vous le rendre acceptable en le précisant?

Le grand chef Mercredi: Non.

Le président: Merci beaucoup. Je remercie tous les membres du comité d'avoir participé à cette longue séance ce matin, et je vous remercie, grand chef, d'être venu.

La séance est levée.

MAIL POSTE
 Canada Post Corporation / Canadian Post Corporation
 Postage paid
 2991 & Victoria Park
 Ottawa, Ontario
 K1A 0S9

CHAMBRE DES COMMUNES
 Fabrique n° 10
 Le jeudi 6 février 1992
 Le mardi 11 février 1992
 Président: Larry Schneider

Si vous ne pouvez pas nous contacter, veuillez nous écrire à l'adresse suivante:
 Centre de communication parlementaire
 45 Gault-Cook Boulevard
 Ottawa, Ontario
 K1A 0S9

Minutes of the Standing Committee on Aboriginal Affairs / Procès-verbaux et témoignages du comité permanent des Affaires autochtones

Aboriginal Affairs

Affaires autochtones

RESPECTING:

Future business

Aboriginal Housing

INCL. / INCL.

Second Report to the House

TÉMOINS

WITNESSES:

(travaux à venir)

De l'Assemblée des Premières Nations
 Ovide Mercredi, Grand Chef
 Bill Montour, Chef de Cabinet

CONCERNANT:

Travaux futurs

Logement des autochtones

Y COMPRIS:

Deuxième rapport à la Chambre

WITNESSES

WITNESSES:

(selon l'ordre)

From the Assembly of First Nations:
 Ovide Mercredi, Grand Chief
 Bill Montour, Chief of Staff

Parliamentary Proceedings of the House of Commons
 1991-92

Procès-verbaux et témoignages de la Chambre des communes
 1991-1992

Approved for publication by the House of Commons / Approuvé pour la publication par la Chambre des communes

Approved for publication by the House of Commons / Approuvé pour la publication par la Chambre des communes

MAIL  **POSTE**

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

K1A 0S9

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Assembly of First Nations:

Ovide Mercredi, Grand Chief;

Bill Montour, Chief of Staff.

TÉMOINS

De l'Assemblée des Premières Nations:

Ovide Mercredi, Grand Chef;

Bill Montour, Chef de Cabinet.

Issue No. 10

Thursday, February 6, 1992
Tuesday, February 11, 1992

Chairperson: Larry Schneider

Fascicule n° 10

Le jeudi 6 février 1992
Le mardi 11 février 1992

Président: Larry Schneider

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du comité permanent des

Aboriginal Affairs

Affaires autochtones

RESPECTING:

Future business
Aboriginal Housing

INCLUDING:

Second Report to the House

CONCERNANT:

Travaux futurs
Logement des autochtones

Y COMPRIS:

Deuxième rapport à la Chambre

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

REQUEST FOR A GOVERNMENT RESPONSE

Your Committee requests the Government take a number of specific actions in response to the findings and recommendations of the Report in accordance with the provisions of Standing Order 105.

Third Session of the Thirty-fourth Parliament,
1991-92

DEMANDE DE RÉPONSE DU GOUVERNEMENT

Le Comité demande au gouvernement de prendre un certain nombre de mesures précises en réponse aux constatations et recommandations du rapport en vertu de l'article 105 de l'ordre de procédure.

Troisième session de la trente-quatrième législature,
1991-1992

STANDING COMMITTEE ON ABORIGINAL AFFAIRS

Chairperson: Larry Schneider

Vice-Chairman: Jack Anawak

Members

- Suzanne Duplessis
- Robert Nault
- Alan Redway
- Ross Reid
- Robert E. Skelly
- Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

Martine Bresson

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES AUTOCHTONES

Président: Larry Schneider

Vice-président: Jack Anawak

Membres

- Suzanne Duplessis
- Robert Nault
- Alan Redway
- Ross Reid
- Robert E. Skelly
- Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

La greffière du Comité

Martine Bresson

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

The Standing Committee on Aboriginal Affairs has the honour to present its

SECOND REPORT

In accordance with its mandate under Standing Order 108(2), your Committee has reviewed and considered additional information and reports related to the relocation of Inuit families to Grise Fiord and Resolute Bay in the 1950's. The new evidence re-affirms and reinforces the views of the Committee concerning this relocation, which were expressed in the Third Report to the House on June 19, 1990.

The Committee recommends:

That the Government of Canada implement, through consultations with the Inuit people, the recommendations of the Committee tabled as the Third Report to the House on June 19, 1990, namely;

That the government acknowledge the role played by the Inuit people who were relocated to Grise Fiord and Resolute Bay in the protection of Canadian sovereignty in the North;

That the Government issue an apology for the wrongdoings carried out against the people of Grise Fiord and Resolute Bay;

That the said apology be carried out in an official ceremony of due solemnity and respect;

That the said apology be accompanied by some form of official recognition of the contribution of the Inuit of Grise Fiord and Resolute Bay to Canadian sovereignty—for example by the erection of an historic monument or marker and the issuing of certificates recognizing this important and valuable contribution, to those relocatees still living or if deceased, their surviving family;

That the Government consider compensation to the Inuit of Grise Fiord and Resolute Bay for their service to Canada and for the wrongdoings that have been inflicted upon them.

REQUEST FOR A GOVERNMENT RESPONSE

Your Committee requests the Government table a comprehensive response to this Report in accordance with the provisions of Standing Order 109.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on Aboriginal Affairs (*Issue No. 10 which includes this Report*) is tabled.

Respectfully submitted,

Le président,

LARRY SCHNEIDER,

Chair.

Le Comité permanent des affaires autochtones a l'honneur de présenter son

DEUXIÈME RAPPORT

Conformément à l'ordre de renvoi qui lui a été donné en vertu de l'article 108(2) du Règlement, le Comité a examiné les renseignements et les rapports supplémentaires au sujet des familles Inuit réinstallées à Grise Fiord et à Baie Resolute dans les années 50. Les nouveaux témoignages réaffirment et renforcent l'opinion que le Comité avait exprimée dans son troisième rapport à la Chambre, le 19 juin 1990.

Le Comité recommande :

Que le gouvernement du Canada mette en oeuvre, de concert avec les Inuit, les recommandations présentées par le Comité dans son troisième rapport à la Chambre, le 19 juin 1990, c'est-à-dire :

Que le gouvernement reconnaisse la contribution des Inuit, qui ont été réinstallés à Grise Fiord et à Baie Resolute, à la protection de la souveraineté canadienne dans le Nord;

Que le gouvernement présente des excuses pour les injustices commises contre le peuple de Grise Fiord et de Baie Resolute;

Que lesdites excuses soient présentées dans le cadre d'une cérémonie officielle avec la solennité et le respect voulus;

Que lesdites excuses soient accompagnées d'une forme quelconque de reconnaissance officielle de la contribution des Inuit de Grise Fiord et de Baie Resolute à la protection de la souveraineté canadienne—par exemple, l'érection d'un monument ou d'une plaque commémorative et par la délivrance de certificats reconnaissant cette contribution importante et précieuse, aux personnes réinstallées qui vivent encore ou, si elles sont décédées, aux membres survivants de leur famille;

Que le gouvernement envisage de verser une indemnisation aux Inuit de Grise Fiord et de Baie Resolute pour les services qu'ils ont rendus au Canada, et en réparation des injustices dont ils ont été victimes.

DEMANDE D'UNE RÉPONSE DU GOUVERNEMENT

Votre Comité demande au gouvernement de déposer une réponse globale au présent rapport conformément aux dispositions de l'article 109 du Règlement.

Un exemplaire des Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent des affaires autochtones (*fascicule n° 10 qui comprend le présent rapport*) est déposé.

Respectueusement soumis,

PROCÈS-VERBAUX

LE JEUDI 6 FÉVRIER 1992

(15)

[Texte]

Le Comité permanent des affaires autochtones se réunit aujourd'hui à huis clos, à 9 h 10, dans la pièce 208, Édifice de l'Ouest, sous la présidence de Larry Schneider (*président*).

Membres du Comité présents: Jack Anawak, Robert Nault, Alan Redway, Larry Schneider, Robert E. Skelly et Marcel R. Tremblay.

Membre suppléant présent: Michel Champagne pour Suzanne Duplessis.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Elaine Gardner O'Toole, attachée de recherche.

Le Comité discute de ses travaux futurs.

Il est convenu

—Que le comité commence son étude sur les conditions de logement en convoquant les principaux intéressés: MAINC/SCHL/APN/ITC/NCC/ et le bureau du vérificateur général.

—Que, pour cette étude, le Comité se réunisse deux fois par semaine.

—Que le Comité, après cette première période d'information, voyage pour visiter un échantillonnage de réserves.

—Que parallèlement à cette étude, le comité intensifie ses réunions pour compléter ses travaux sur la Réserve de Stoney Point, Grise Fiord, Oka et la réserve de Joseph Bighead.

—Que les questions à étudier ensuite soient Taxes et TPS et la violence familiale.

À 10 h 45, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MARDI 11 FÉVRIER 1992

(16)

Le Comité permanent des affaires autochtones se réunit aujourd'hui à 15 h 40, dans la pièce 208, Édifice de l'Ouest, sous la présidence de Larry Schneider (*président*).

Membres du Comité présents: Jack Anawak, Robert Nault, Alan Redway, Larry Schneider, Robert E. Skelly.

Membres suppléants présents: Garth Turner remplace Suzanne Duplessis; Bill Domm remplace Marcel R. Tremblay.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Elaine Gardner O'Toole, attachée de recherche.

Témoins: Du ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada: John S. Rayner, sous-ministre adjoint, politiques et législation; Ian Corbin, Direction du logement.

Conformément au mandat que lui confie le paragraphe 108(2) du Règlement, le comité commence son étude sur le logement des autochtones.

John S. Rayner fait une déclaration et, avec l'autre témoin, répond aux questions.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, FEBRUARY 6, 1992

(15)

[Translation]

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met *in camera* at 9:10 o'clock a.m. this day, in Room 208, West Block, the Chairman, Larry Schneider, presiding.

Members of the Committee present: Jack Anawak, Robert Nault, Alan Redway, Larry Schneider, Robert E. Skelly et Marcel R. Tremblay.

Acting Member present: Michel Champagne for Suzanne Duplessis.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Elaine Gardner O'Toole, Research Officer.

The Committee proceeded to discuss its future business.

It was agreed,

—That the Committee proceeded to its study on aboriginal housing by inviting the most concerned: DIAND, CMHC, AFN, ITC, NCC, as well as the Office of the Auditor General of Canada.

—That, for the purpose of that study, the Committee meet twice a week;

—That the Committee, after that first gathering of information, travel to some selected reserves;

—That, parallel to its study, the Committee attempt to complete its work on Stoney Point Reserve, Grise Fiord, Oka and Joseph Bighead Reserve.

—That next issues to study be Taxes and GST and violence within family.

At 10:45 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

TUESDAY, FEBRUARY 11, 1992

(16)

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met at 3:40 o'clock p.m. this day, in Room 208, West Block, the Chairman, Larry Schneider, presiding.

Members of the Committee present: Jack Anawak, Robert Nault, Alan Redway, Larry Schneider, Robert E. Skelly.

Acting Members present: Garth Turner for Suzanne Duplessis; Bill Domm for Marcel R. Tremblay.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Elaine Gardner O'Toole, Research Officer.

Witnesses: From the Department of Indian and Northern Affairs Canada: John S. Rayner, Assistant Deputy Minister, Policy and Consultation; Ian Corbin, Director of Housing.

In accordance with its mandate under Standing Order 108(2), the Committee proceeded to its study on Aboriginal Housing

John S. Rayner made a statement and, with the other witness, answered questions.

À 17 h 28, la séance est suspendue.

À 17 h 40, il est convenu que le comité procède à huis clos.

Il est proposé,—“That the committee review and consider additional information and reports related to the relocation of Inuit families to Grise Fiord and Resolute Bay in the 1950’s; and,

—That new evidence re-affirm and re-inforce the Committee’s views about this relocation, which were expressed in the Committee’s Third Report to the House; and,

—That the Committee re-affirm its previous Report and call upon the Government to implement, through consultation with the Inuit, the recommendations of that Report.”

À 17 h 45, la séance reprend en public.

Après débat, la motion est adoptée à l’unanimité.

Il est convenu,—Que cette motion serve d’introduction à un rapport réitérant les recommandations du Troisième rapport du comité, déposé lors de la 2^e session de la 34^e législature.

Il est convenu,—Que ce rapport soit adopté comme étant le deuxième rapport du comité.

Il est convenu,—Que le président présente le 2^e rapport à la Chambre dès que possible et que, conformément à l’article 109 du Règlement, le Comité demande au Gouvernement de déposer une réponse globale.

Il est convenu,—Que la greffière cherche à établir le cadre d’une possible réunion avec le Conseil de Bande de Kanesatake.

À 18 h 08, le Comité ajourne jusqu’à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Martine Bresson

At 5:28 o’clock p.m., the sitting was suspended.

At 5:40 o’clock p.m., the sitting resumed *in camera*.

It was moved,—Que le Comité examine d’autres données et rapports au sujet des familles Inuit réinstallées à Grise Fiord et à Baie Resolute dans les années 50;

—Que ces nouveaux témoignages réaffirment et renforcent l’opinion que le Comité a exprimé dans son troisième rapport;

—Que le Comité réaffirme ses conclusions précédentes et invite le gouvernement à donner suite à ses recommandations, après consultation des Inuit.

At 5:45 o’clock p.m., the sitting resumed in public.

After debate, the motion was agreed to unanimously.

It was agreed,—That the motion shall be an introduction to a report re-affirming the recommendations in the Third Report of the Committee presented to the House during the 2nd Session of the 34th Parliament.

It was agreed,—That the report be adopted as the Second Report to the House.

It was agreed,—That the Chairman presents the report to the House as soon as possible and, in accordance with the provisions of Standing Order 109, the Committee requests the Government table a comprehensive response.

It was agreed,—That the Clerk attempt to develop the framework of a possible meeting with the Band Council of Kanesatake.

At 6:08 o’clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Martine Bresson

Clerk of the Committee

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Tuesday, February 11, 1992

• 1543

The Chairman: On the committee's behalf I would like to welcome Mr. Corbin and Mr. Rayner from DIAND, who are here to address the issue of aboriginal housing and I believe centre some comments around a recent publication from Indian Affairs. Proceed, gentlemen, please.

Mr. John S. Rayner (Assistant Deputy Minister, Policy and Consultation, Department of Indian and Northern Affairs): Thank you very much, Mr. Chairman and members of the committee. It's a pleasure for us to be here today to brief you on the housing program in the Department of Indian Affairs and Northern Development.

Before I begin I'd like to introduce myself and my colleague. I'm the assistant deputy minister in charge of policy and consultation, and I had some hand in the production of this document you have, called "Laying the Foundations of a New Housing Policy". With me is Ian Corbin, who is director of housing in the department and has been in charge of the consultations that we've been having with Indian communities across the country during the past year.

What I plan to do in the presentation and briefing is briefly describe the roles and responsibilities of the department, give you some details and facts on the existing program, and then get into the discussion paper entitled "Laying the Foundation of a New On-Reserve Housing Program".

When we talk about roles and mandate, the department, DIAND, has the principal and major role in subsidizing the construction of housing on reserves. An important partner in this is the social housing program of Central Mortgage and Housing Corporation and their residential rehabilitation assistance program as well, known familiarly as RRAP. These programs are aimed at Indians on reserve. We do not have a housing program for native people off reserve.

• 1545

While we're talking about roles here, we should not overlook the vital role played by Indian councils and administrations. The program is entirely administered by Indian bands and tribal councils, either by themselves or through local housing authorities, and in very much of a sense it is a situation where the department and CMHC are the financiers, and the implementers, the people who administer the program, are the Indian organizations themselves.

Under the existing program DIAND provides a capital subsidy per house or per unit ranging from \$19,000 to \$45,000 for new housing. The range of \$19,000 to \$45,000 has been established because of the extra costs involved in building in remote areas, and it takes into account the extra costs of transportation, higher costs of material, and the higher costs of specialized labour in remote areas.

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mardi 11 février 1992

Le président: Au nom du comité, je souhaite la bienvenue à MM. Corbin et Rayner du MAIN, qui sont venus nous parler de la question du logement des autochtones et d'une publication récente du ministère portant sur le sujet. Vous avez la parole, messieurs.

M. John S. Rayner (sous-ministre adjoint, politiques et législation, ministère des Affaires indiennes et du Nord): Je vous remercie, monsieur le président, mesdames et messieurs. Nous sommes heureux d'être ici aujourd'hui pour vous entretenir du programme de logement du ministère des Affaires indiennes et du Nord.

Permettez-moi d'abord de me présenter ainsi que mon collègue. Je suis sous-ministre adjoint, Politiques et Consultations, et j'ai participé à la rédaction du document que vous avez reçu et qui s'intitule «Assises d'un nouveau programme de logement dans les réserves». M'accompagne aujourd'hui Ian Corbin, directeur du logement au ministère. C'est lui qui a coordonné les consultations qui ont été menées auprès des collectivités indiennes au cours de la dernière année.

J'aimerais maintenant vous décrire les rôles et les responsabilités du ministère, vous donner ensuite certaines précisions sur le programme de logement actuel et enfin aborder le document de discussion auquel je viens de faire référence.

Le MAIN assure la majeure partie du financement des logements construits dans les réserves. La Société canadienne d'hypothèques et de logements joue aussi un rôle dans ce domaine par l'intermédiaire de son programme de logement social et de son programme d'aide à la remise en état des logements, mieux connu par le sigle PAREL. Ces programmes sont destinés aux Indiens qui vivent dans les réserves. Nous n'avons pas de programme de logement destiné aux autochtones qui vivent à l'extérieur des réserves.

Il ne faut évidemment pas oublier le rôle important joué par les conseils et les administrations indiennes dans le domaine du logement. Les bandes et les conseils tribaux indiens gèrent entièrement le programme soit eux-mêmes, soit par l'intermédiaire des organismes locaux de logement. Le ministère et la SCHL financent le programme, mais ce sont les Indiens eux-mêmes qui le mettent en oeuvre.

Dans le cadre du programme actuel, le MAIN accorde une subvention allant de 19 000 à 45 000 \$ par nouvelle maison ou unité de logement construite. Le montant de la subvention tient compte du fait que les coûts de construction sont plus élevés dans les régions éloignées, notamment les coûts de transport ainsi que le coût des matériaux et de la main-d'oeuvre spécialisée.

[Texte]

There is also a program that provides on average \$6,000 for the major renovation or rehabilitation of existing homes. The housing program is bolstered by a band's capital plan, in that the band receives a capital budget and out of that budget the necessary infrastructure, the water and sewer connections and so forth are provided. Between the housing component and the capital component you have comprehensive support to the development of houses that function adequately on reserve.

As I mentioned before, the program is administered entirely by band councils or their local housing authorities, and all houses since the early 1980s must be built to a minimum of national building code standards. This has had quite an improvement in the quality of the housing. That has occurred during the 1980s and the 1990s.

Since this program does not cover the complete cost of a house, when the band council develops its program it must identify money from other sources to cover the difference between the subsidy and the total cost. These sources may be the individual in terms of equity or sweat equity. For those bands that are fortunate, some bands use their capital and revenue moneys that are in the consolidated revenue fund, but that is not a real option for many bands. They can tap into what we call the work opportunities program which allows us to use social assistance dollars for people on social assistance. If they work on housing, we can pay their wages out of the social budget.

There is some money available from the CEIC on-the-job training funding, but this, in recent years, has been a diminishing source of dollars. Then, of course, there is reallocation from other parts of the band's budget.

However, the most important source to cover this gap between subsidy and total cost is the programs of the Central Mortgage and Housing Corporation. Under the rental housing assistance program, which is under section 95 of the National Housing Act, a band can enter into a loan arrangement with a bank or a major financial institution and CMHC will provide the band with an operating subsidy that reduces the rate of interest on that loan to 2%, and also assists with administrative expenditures around that loan.

CMHC may also provide assistance for the renovation of houses under the Residential Rehabilitation Assistance Program, RRAP, which provides a loan, part or all of which can be forgiven, and for these loans the Minister of Indian and Northern Affairs provides a ministerial guarantee in case of default.

Just as a footnote to that, we have some \$680 million of loan guarantees outstanding at the present time, and the loss or default record on them is minimal. Ian Corbin was telling me that it totals \$7 million.

[Traduction]

Dans le cadre d'un autre programme, le ministère accorde en moyenne 6 000 \$ en vue de la rénovation ou de la remise en état des maisons existantes. Le plan d'immobilisations de la bande s'ajoute au programme de logement. Sur ce budget, la bande finance l'acquisition de l'infrastructure nécessaire à la construction des maisons et au raccordement aux services d'aqueduc et d'égoût. Grâce à ces deux éléments de programme, le ministère favorise la construction de maisons qui répondent aux besoins des habitants des réserves.

Comme je le mentionnais, la mise en oeuvre du programme est complètement laissée aux conseils de bande ou à leurs organismes de logement locaux, et toutes les maisons construites depuis les années 80 doivent respecter les normes minimales fixées dans le Code national de la construction, ce qui explique que les maisons construites sont de bien meilleure qualité qu'auparavant. Toutes les maisons construites au cours des années 80 et 90 se conforment donc à ces normes.

Puisque les subventions accordées dans le cadre de ce programme ne suffisent pas à couvrir le coût total de la construction d'une maison, le conseil de bande, lorsqu'il établit son programme de logement, doit trouver d'autres sources de financement pour combler l'écart entre la subvention et le coût total de la maison. Dans certains cas, on demande à l'occupant éventuel de la maison de contribuer à son financement ou de participer lui-même à sa construction. Les bandes les plus riches puisent dans leur budget d'immobilisations et dans les recettes qu'elles tirent du Trésor, mais peu de bandes peuvent le faire. Elles peuvent cependant profiter du programme visant à créer des emplois à l'intention des assistés sociaux. Si ces personnes participent à la construction d'une maison, nous pouvons les rémunérer à partir du budget social.

Nous pouvions autrefois compter sur la participation financière de la CEIC, par l'intermédiaire de son programme de formation en cours d'emploi, mais la Commission a été beaucoup moins généreuse ces dernières années. La bande peut évidemment réallouer les fonds prévus dans son budget.

Ce sont surtout les programmes mis en oeuvre par la Société canadienne d'hypothèques et de logements qui permet de combler l'écart entre la subvention et le coût total de la maison. Dans le cadre du programme d'aide aux logements locatifs, prévu à l'article 95 de la Loi nationale sur l'habitation, une bande peut contracter un prêt auprès d'une banque ou d'un grand établissement financier, et la SCHL accorde à la bande une subvention permettant de ramener le taux d'intérêt sur le prêt à 2 p. 100 et de couvrir les coûts administratifs liés à l'octroi du prêt.

La SCHL accorde également une aide à la rénovation en vertu du Programme d'aide à la remise en état des logements, le PAREL. Un prêt accordé dans le cadre de ce programme peut être radié en totalité ou en partie, et le ministre des Affaires indiennes et du Nord garantit les prêts en cas de défaut de paiement.

Pour votre gouverne, les prêts garantis s'élèvent à l'heure actuelle à 680 millions de dollars, et les cas de défaut de paiement sont très rares. Ian Corbin me disait que cela s'élevait à 7 millions de dollars.

[Text]

• 1550

Mr. Redway (Don Valley East): Seven?

Mr. Rayner: Seven million dollars. Finally, bands which are using the CMHC social housing program, if they charge rent on these houses, can be reimbursed through the DIAND social budget. We have a shelter allowance, which can be used to in effect repay the loan guaranteed and subsidized by the Central Mortgage and Housing Corporation.

As well, the social budget will cover the cost of utilities, fuel, and maintenance for those on welfare. I have described a very complicated program with many elements. If you were designing a program in a rational, perfect world you probably would not design it this way. All I can say is that when this program was put together in this form in the early 1980s it was a program designed to improve housing, and it does work. But it needs improvement, and that is the purpose of the consultation exercise we are engaged in at the present time.

As you can see, there are some perverse elements of the policy framework which we have dealt with here. It seems to place a premium on welfare. If you receive CMHC support for your housing program it is necessary to keep a number of people on social welfare in order to collect the shelter allowance to pay off the loan. There are aspects of that which we think should be changed, or should certainly be examined in the process of policy consultation we are going through at the present time.

Now what does the program do? What are we looking at? For this year we estimate that 3,400 units are going to be constructed. The housing stock has increased from approximately 45,000 in 1985 to about 64,000 units today. About 4,000 units are renovated annually. The expenditure package supporting this effort is broken down as follows. The DIAND subsidy program is \$93 million, and has been at that level since 1983. To that is added a supplement of about \$30 million from the Bill C-31 envelope. Those are the moneys added to our budget when reinstated people under Bill C-31 came onto the Indian registry, and some of them made the decision to move back to reserves.

In addition, we estimate that about \$85 million comes from CMHC to subsidize the interest on loans and about \$88 million from shelter allowance in the DIAND social budget. Top it off with program administration from general band support funds of \$4.5 million to manage this program and you get a total expenditure, a total investment in housing by the federal government of about \$300 million annually. That has basically been the package over the past four or five years.

At least three or four years ago there was some internal evaluation done of the housing program, and some criticisms were made. As a result, we entered into discussions with the Indian leadership to consult on ways to improve the housing

[Translation]

M. Redway (Don Valley Est): Sept?

M. Rayner: Sept millions de dollars. Enfin, les bandes qui se prévalent du programme de logement social de la SCHL et qui font payer un loyer pour ces logements peuvent demander un remboursement dans le cadre du budget social du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. Nous avons un programme d'allocations pour le logement, qui peut servir à rembourser les prêts garantis et subventionnés par la Société canadienne d'hypothèques et de logements.

En outre, le budget social couvre les frais des services publics, du combustible et de l'entretien pour les assistés sociaux. J'ai décrit un programme fort complexe composé de nombreux éléments. Si l'on devait concevoir un programme de manière logique, dans l'idéal, il ne se présenterait probablement pas ainsi. Je peux seulement vous dire qu'il existe sous cette forme depuis les années 80, qu'il a été conçu dans le but d'améliorer la qualité du logement et qu'il fonctionne. Il a bien sûr besoin d'être amélioré, et c'est la raison pour laquelle nous avons entamé ces consultations.

Comme vous pouvez le constater, il y a dans ce cadre politique certains vices dont nous avons traité ici. Le programme semble encourager l'assistance sociale. Si votre programme a bénéficié de l'aide de la SCHL, vous devez nécessairement avoir un certain nombre d'inscrits à l'assurance sociale pour avoir droit à l'allocation de logement qui vous permettra de rembourser l'emprunt. Ce sont là des éléments qu'il faut modifier, ou du moins examiner, dans le cadre de ces consultations actuelles sur la politique suivie.

Maintenant, quels sont les résultats du programme? Qu'avons-nous? Cette année, nous estimons que 3,400 logements vont être construits. Leur nombre est passé d'environ 45,000 en 1985 à près de 64,000 aujourd'hui. Environ 4,000 unités sont rénovées chaque année. Les dépenses se répartissent ainsi. Le programme de subventions du MAINC s'élève à 93 millions de dollars et est resté à ce niveau depuis 1983. À cela il faut ajouter un supplément d'environ 30 millions de dollars provenant de l'enveloppe accordée au titre du projet de loi C-31. Ce sont des fonds qui ont été ajoutés à notre budget lorsqu'à la suite de l'adoption du projet de loi C-31, certains Indiens se sont réinscrits sur le registre des Indiens et ont décidé de revenir vivre dans les réserves.

En outre, nous estimons que la SCHL fournit environ 85 millions en subventionnant l'intérêt sur les prêts et que 88 millions viennent du programme d'allocations pour le logement du budget social du MAINC. Ajoutez à cela les frais d'administration du programme, 4,5 millions de dollars provenant du fonds général d'aide aux bandes, et cela vous donne un investissement total fédéral dans le logement d'environ 300 millions de dollars par an. C'est essentiellement la somme qui a été réservée ces quatre ou cinq dernières années.

Il y a trois ou quatre ans au moins, on a procédé à une évaluation interne du programme de logement, et certaines critiques ont été exprimées. Il s'en est suivi des consultations avec les leaders indiens afin d'apporter des améliorations au

[Texte]

program. In the summer of 1988 we held a number of workshops. Out of those workshops three groups—the Assembly of First Nations, the Federation of Saskatchewan Indian Nations, and the Dakota Ojibway Tribal Council—were funded by the department to produce papers on the housing issues and problems and give their recommendations. These papers were then brought forward and discussed in workshops. Out of that the federal government—and it's broader than just the Department of Indian and Northern Affairs—took that input, added input of its own and created what you have here today as a discussion paper.

• 1555

This is what was published in December 1990. It's been the subject of consultation and meetings. Some of them were consultation exercises and some were information exchanges from across the country.

What I would like to do now is go through the beginning part of this document where we deal with the problems that were identified in the inputs. There are seven major problems that were identified. The first one we characterize as lack of Indian control and hence ownership of the program. As I mentioned, Indians are currently involved in the program administration. They administer the program but they do it in accordance with departmental policies and procedures. They have little control over the design of programs and how they are implemented and how they relate to their communities.

There is also a shortage of trained and experienced Indian housing managers, planners and technicians. We feel there is inadequate support for administration and project management. These are the sort of things that you would put around a housing program. All of this leads to a program at the present time where you take your housing dollars and do what you can with them. We don't, however, have the planning, the strategies and the longer term vision which would make it a more effective housing program.

The second problem that was identified is the question of supply. The annual housing supply has doubled since the 1970s but is barely adequate to meet the needs of newly-formed families. As you know, in demographic terms, the Indian population is younger than the rest of the population and is just now reaching the point where large numbers are forming families and looking for housing, or leaving the parental home. That is an increased pressure on the housing supply.

Second, there are many older houses that were built in the 1960s and 1970s that were small and inadequate. They have been subject to overcrowding. They are coming to the end of their useful life. We estimate that there is a current shortage at the present time of about 10,000 to 11,000 units.

The third problem, based on an evaluation report that was done in the mid-1980s of poor quality is that about one-third of the houses need major repairs or replacement. Their useful life is less than half the national average. That I think

[Traduction]

programme. Des ateliers ont eu lieu pendant l'été de 1988. Par la suite, trois groupes—l'Assemblée des Premières nations, la *Federation of Saskatchewan Indian Nations*, et le Conseil tribal dakota ojibway—ont reçu des fonds du ministère pour produire une étude sur le logement et les problèmes dans ce secteur, et proposer des recommandations. Ces documents ont ensuite été présentés et débattus en atelier. Le gouvernement fédéral—et il ne s'agit pas seulement du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien—a recueilli ces commentaires, y a ajouté les siens pour ensuite créer le document de discussion que vous avez devant vous aujourd'hui.

Publié en décembre 1990, il a fait l'objet de consultations et de discussions. Il y a eu des réunions de consultation et des réunions d'information dans toutes les régions du pays.

J'aimerais maintenant passer en revue avec vous la première partie du document portant sur les problèmes —ils sont au nombre de sept —qui ont été relevés dans les rapports. Le premier nous semble être l'insuffisance du contrôle exercé par les Indiens, d'où découle le sentiment que le programme ne leur appartient pas. Comme je l'ai déjà mentionné, les Indiens participent actuellement à l'administration du programme, mais toujours selon les politiques et les modalités du ministère. Les Indiens n'ont pas la mainmise sur la conception de ces programmes ni sur leurs modalités de prestation au sein de leurs propres collectivités.

En outre, il y a pénurie de gestionnaires, d'urbanistes et de techniciens de formation et d'expérience. Nous estimons également qu'on n'appuie pas suffisamment l'administration et la gestion des projets. C'est le genre de choses qui doivent accompagner un programme de logement. Par conséquent, dans le cadre du programme actuel, on prend l'argent qui est accordé au logement et on fait ce qu'on peut. Nous n'avons ni les capacités de planification, ni les stratégies, ni la vision à long terme qui rendraient le programme de logement vraiment efficace.

Le deuxième problème qui a été relevé est celui de l'insuffisance de l'offre. Le nombre annuel de nouveaux logements dans les réserves a doublé depuis les années 70, mais il suffit à peine à répondre aux besoins des nouveaux ménages qui se forment. Vous le savez, comme l'indiquent les données démographiques, la population indienne est plus jeune que le reste de la population canadienne, et maintenant de nombreuses familles se forment et cherchent un logement ou quittent la maison familiale. Cela accentue la pression qui s'exerce sur l'offre de logements.

Deuxièmement, bon nombre d'habitations qui ont été bâties dans les années 1960 et 1970 sont petites et inadéquates. De plus, elles sont surpeuplées. Nous estimons qu'il y a actuellement une pénurie d'environ 10,000 à 11,000 logements.

Le troisième problème, selon une évaluation effectuée au milieu des années 1990 pour la qualité des logements, est qu'environ un tiers des habitations ont besoin de grands travaux de réparation ou devraient être remplacés. Leur vie

[Text]

is a very important point. If houses could be made to last longer, more than 20 years, you would make a major contribution to dealing with the pressures of demand. Because of the structure of the housing program, a subsidy per unit, inadequate attention has been paid to the special housing needs. This is in other words tailoring housing to specific groups in the community such as the elderly, singles, single adults, the disabled and so on.

A fourth problem that was identified is the high cost of building houses in Indian communities in remote areas. It was felt that there is an area here for constructive study and analysis. There are techniques such as group purchase of materials and services, a way to have group insurance and longer term planning and coordination. With the same dollars you could produce more efficient housing using some of these techniques. That is an area identified as an area for study and work.

• 1600

The fifth problem was the rising band debt load. As I mentioned, there is a gap between subsidy and actual total cost of the house. When faced with this situation, bands struggle and undertake debt to finish the house. In many cases the allocation of housing at the community level is one of the most important decisions and most difficult tasks that a band council undertakes. There is a lot of pressure to find the money to complete the housing. This has resulted in bands getting into debt to complete houses. It is part of the contribution to the overall band indebtedness issue.

Another factor is in some communities across the country there is a reluctance to collect rents. It gets involved in the issue of entitlement or treaty rights, and there is no means of enforcing a rent regime on people who do not pay rent. So you have a situation where even if a band was prepared to charge rent to offset the difference between the subsidy and the actual cost, in most cases efficiencies in other areas of the budget are used to offset the difference between the subsidy and the total cost of the house.

The sixth problem identified is the issue of security of tenure. Under the Indian Act, Indian land is crown land and is held in trust for Indians by the minister. It cannot be mortgaged or used as collateral for financing purposes. Many individuals and families living in Indian communities do not view their housing as their own. This gets at one of the principal issues—how do you instill a sense of ownership, of pride in the house to maintain and upkeep it when there is ambiguity about the relationship between the individual to the house and the house to the land?

[Translation]

utile est de moitié moins longue que la moyenne nationale. C'est un point que je tiens à souligner. Si l'on pouvait construire des maisons qui durent plus longtemps, plus de 20 ans, on contribuerait de façon importante à atténuer les pressions exercées par la demande. Étant donné la structure du programme de logement, selon lequel les subventions sont accordées par habitation, on a accordé peu d'attention aux besoins spéciaux en matière de logement, c'est-à-dire à ceux de groupes précis de la collectivité, par exemple les personnes âgées, les célibataires, les adultes célibataires, les handicapés, et ainsi de suite.

Le quatrième problème est le coût élevé de la construction d'habitation dans les communautés indiennes se trouvant dans des régions éloignées. On estime que c'est un domaine où des analyses et des études constructives seraient souhaitables. Il existe des techniques, telles que l'achat en groupe de matériaux et de services, l'achat d'assurance-groupe et la coordination et la planification à long terme, grâce auxquelles on pourrait produire des logements plus efficaces pour le même montant. C'est un domaine où l'on compte mener des travaux et des études.

Le cinquième problème est la hausse de la dette des bandes. Comme je l'ai déjà mentionné, il existe un écart entre les subventions accordées par le gouvernement et le coût réel des logements. Dans une telle situation, les bandes font face à des difficultés et contractent des emprunts pour faire terminer les logements. Souvent, la distribution des logements au sein de la collectivité constitue l'une des décisions les plus importantes et les plus difficiles que le Conseil de bande a à prendre. On exerce de grandes pressions pour que l'argent qui permettra de terminer les travaux de construction soit trouvé. Résultat: les bandes s'endettent pour faire terminer les logements. Cela contribue à la hausse de leur dette.

Par ailleurs, dans certaines collectivités, on hésite à toucher des loyers. Cette question est liée aux droits issus de traités, et il est impossible d'imposer un système à loyer. Par conséquent, même lorsque la bande est disposée à imposer un loyer pour recouvrir une partie de la différence entre la subvention et le coût réel, dans la plupart des cas, ce sont les gains d'autres postes budgétaires qui servent à combler l'écart entre la subvention et le coût réel de l'habitation.

Le sixième problème est l'incertitude qui plane sur les titres fonciers. Aux termes de la Loi sur les Indiens, les terres indiennes sont des territoires de la Couronne qui sont tenus en fiducie au nom des Indiens par le ministre. Elles ne peuvent faire l'objet d'une hypothèque ou servir de garantie aux fins de financement. Bon nombre de particuliers et de familles vivant dans les réserves ne considèrent pas le logement qu'ils occupent comme le leur. Cela nous mène à cette question primordiale: comment donner aux Indiens le sens de la propriété, la fierté du logement qu'ils occupent qui les porteraient à assurer l'entretien de leur maison, lorsque les liens entre la personne et son logement et entre la maison et la terre sont si ambigus?

[Texte]

There are a myriad of different arrangements across the country. There are things called "certificates of possession", but they are not appropriate in some areas. The need for further study and action in this whole area has been identified. In the reform of housing policies, we have to address the issue of security of tenure.

Finally, a number of experts and Indian people as well as in government pointed out there was a great opportunity for housing dollars flowing into the community to create economic and employment spin-offs and benefits. The feeling was that not enough effort or ingenuity has gone into trying to use this money instead of it just coming into the community then going right out to a non-native contractor. There should be ways this money could at least circulate once or twice within the community before it went out.

These were the seven major problems or issues identified that the proposals in the discussion paper set out to address. I should mention the purpose of this discussion paper was not to come up with conclusions at this stage, or to impose a set of policies, but to set out principles, a proposed statement of government policies and options and ways of dealing with the problems just outlined and to have frank and open discussion as to how Indian communities, governments, and the private sector were going to try to deal with this conundrum of how to improve housing on Indian reserves.

• 1605

There were three key principles the approach was based on. One was that the provision of adequate, suitable, and affordable housing is a shared responsibility of First Nations and the Government of Canada. In discussing the policy with Indian leadership, the point was made that there are not sufficient dollars in the budget to provide complete free housing from one coast of the country to the other and to the north. There needs to be a shared responsibility of how this is going to be financed.

The second principle is that the authority of First Nations to assume meaningful control of housing programs must be recognized, affirmed, and supported, a recognition that this problem is not going to be solved by officials of DIAND working in Ottawa or in the regions, that the problem is going to be solved in the communities themselves and by First Nations' governments.

The third principle is that the commitments and any obligations of the Government of Canada must be made clear. This program did not have a clear statement of what the policy was. It was an appropriation. There were rules and so forth, but there should be a statement and a clear commitment by the federal government as to what it will do and what it won't do.

And this was important, because early on in the discussions the issue of entitlement and right became the subject of debate. Indian organizations stated very eloquently and clearly on a number of occasions that they believe the

[Traduction]

Il existe à cet égard toute une gamme d'arrangements différents au pays. Il y a ce qu'on appelle les certificats de possession, mais ils ne sont pas appropriés dans toutes les régions. Il faudra mener des études plus approfondies et prendre des mesures concrètes dans ce domaine. Dans le cadre d'une réforme des politiques de logement, il faudra régler la question de la certitude des titres fonciers.

Enfin, des spécialistes, des Indiens et le gouvernement ont souligné que les subventions aux logements accordées aux collectivités pourraient entraîner des avantages importants en matière d'emploi et avoir des retombées non négligeables sur l'économie. On estime qu'on ne déploie pas suffisamment d'efforts et qu'on ne fait pas assez preuve d'astuce pour tirer le meilleur parti de cet argent; les fonds sont simplement versés à la communauté, qui les verse à son tour immédiatement à un sous-traitant non autochtone. Il faudrait trouver des façons de faire circuler cet argent une ou deux fois au moins au sein de la collectivité avant qu'il en sorte.

Voilà les sept grands problèmes qui ont été relevés et qu'on se propose d'étudier dans le document de travail. Je tiens à mentionner que l'objectif de ce document de travail n'était pas d'en venir à des conclusions ou d'imposer une série de politiques, mais bien d'établir des principes et de proposer un énoncé de politique, des options et des solutions possibles aux problèmes relevés ainsi que de faciliter une discussion franche et ouverte sur ce que devront faire les collectivités indiennes, les gouvernements et le secteur privé pour améliorer le logement dans les réserves indiennes.

Notre démarche était fondée sur trois grands principes. Tout d'abord, l'affectation aux Indiens de logements abordables, de qualité et de taille convenable, doit être comprise comme une responsabilité commune des Premières nations et du gouvernement du Canada. Pendant nos discussions avec les leaders indiens sur la politique, on a souligné que le budget n'était pas suffisant pour que l'on puisse accorder un logement gratuit à tous d'un océan à l'autre et dans le Grand Nord. Le financement doit donc être une responsabilité partagée.

Deuxièmement, le pouvoir des Premières nations d'exercer un contrôle significatif sur les programmes de logement de leur peuple doit être reconnu, affirmé et appuyé. On a reconnu que ce problème ne sera pas résolu par les fonctionnaires du MAINC à Ottawa ou dans les régions, mais qu'il le sera par les collectivités mêmes et par les gouvernements des Premières nations.

Troisièmement, le gouvernement du Canada doit définir clairement ses engagements et ses obligations en matière d'aide au logement dans les réserves. Le programme ne comportait pas d'énoncé de politique clair. Il ne constituait en fait qu'une affectation de crédits. Il y avait des règles et ainsi de suite, mais il faudrait un énoncé de politique et un engagement clairs de la part du gouvernement fédéral sur ce qu'il compte réaliser et ce qu'il désire éviter.

C'était important, car dès le début des discussions, la question des droits des Indiens au logement a fait l'objet d'un débat. Les organisations indiennes ont à plusieurs reprises déclaré avec éloquence et clarté que, selon elles, le

[Text]

government had special obligations to provide adequate housing to Indian people as a right, either as a treaty right or as a basic aboriginal right, and they saw that connected to section 35 of the Constitution.

The basis for the government's policy was not that. The government, to this time, has not recognized any universal Indian entitlement to government financed housing, but it has committed itself that all Indians should have access to adequate, suitable, and affordable housing as a matter of social policy. So we had this debate between treaty right and social policy and so forth.

In trying to deal with that issue within the housing context, we indicated that there were other fora outside, such as the treaty commissioner's office in Saskatchewan, where the issue of whether or not housing is a treaty right could be discussed.

We also indicated that the Indian position would be included in the eventual cabinet documents so that the views of Indian leadership on this very important point would be set out and included in the cabinet submission that went to cabinet.

In the document itself there is an important thing. On page 14 there is a proposed policy statement which for the first time was that you would get a commitment by the federal government. I should emphasize here that the discussion paper is a product of the officials of DIAND. It is not a statement of government policy at this stage. This is a discussion paper prior to going back to cabinet and getting a cabinet mandate. But it is a sort of distillation of all of the input we have had from Indian groups and also our own ideas. It says here that the federal policy is to provide support to First Nations at a level comparable to that available to other Canadians with similar housing and financial needs to ensure that their people can gain access to adequate, suitable, and affordable housing.

• 1610

Then the statement goes on to define what adequate means in terms of constructed to the national building code, not in need of major repairs, having an indoor toilet, assured supply of clean potable water, basic electrical service, having capacity to maintain a temperature of at least 20 degrees Celsius.

We thought it was important if you were going to have such general terms as "adequate, suitable, and affordable" that we should put some measurable definitions behind it. So in the statement "suitable and affordable", we have similar definitions of what these mean against which you can measure the commitment of the government.

In achieving this policy, the federal government would, and once again this is reiterated, "respect and maintain the integrity and non-mortgageability of the reserve land base". In other words, we're not changing the way in which land is

[Translation]

gouvernement a l'obligation spéciale de loger convenablement les Indiens et que ce droit découle des traités, est un droit ancestral fondamental ou leur est conféré par l'article 35 de la Constitution.

Or, ce n'était pas la politique du gouvernement. Le gouvernement n'a pas encore reconnu aux Indiens un droit universel au logement subventionné, mais il s'est engagé à leur garantir l'accès à un logement abordable, de qualité et de taille convenable dans le cadre de sa politique sociale. On a donc débattu de cette question du droit découlant d'un traité, de la politique sociale et ainsi de suite.

Dans toutes nos discussions sur le logement, nous avons indiqué qu'il y avait d'autres tribunes, telles que le bureau du commissaire des traités de la Saskatchewan, où la question du logement comme droit découlant d'un traité pourrait faire l'objet d'un débat.

Nous avons aussi indiqué aux Indiens que leur position serait incluse dans les documents qui seront présentés au Cabinet de sorte que les opinions des leaders indiens sur cette question cruciale serait clairement énoncée dans le mémoire destiné au Cabinet.

Le document même comporte un point important. À la page 15 figure une proposition de politique fédérale selon laquelle, pour la première fois, le gouvernement prendrait un engagement ferme. Je tiens à souligner que ce document de travail a été produit par les fonctionnaires du MAINC. Il ne constitue pas un énoncé de politique du gouvernement. Ce document de travail précède la présentation d'un mémoire au Cabinet et l'obtention d'un mandat de sa part. C'est, en quelque sorte, la compilation de toutes les remarques que nous avons recueillies auprès de groupes indiens et de nos propres idées. Ce document dit que la politique fédérale doit apporter aux Premières nations un soutien comparable à celui dont bénéficient les autres Canadiens ayant des besoins similaires en matière de logement et de financement, de façon à ce que les peuples des Premières nations puissent accéder à un logement adéquat, approprié et abordable.

Le document poursuit en définissant ce que signifie le mot adéquat, à savoir construit selon les normes du code national de construction, ne nécessitant pas de réparations majeures, ayant un cabinet de toilette intérieur, suffisamment approvisionné en eau potable propre, qui possède une installation électrique de base, et a la capacité de maintenir une température d'au moins 20 degrés Celsius.

Nous avons également proposé certaines définitions mesurables de ces termes généraux «adéquat, approprié et abordable». Nous avons donc également rédigé des définitions semblables des termes «approprié et abordable», de façon à nous permettre de juger de la façon dont le gouvernement s'est acquitté de ses engagements.

En mettant en application cette politique, le gouvernement fédéral s'engage, et cela est répété une fois de plus, à «respecter et maintenir l'intégrité de la base territoriale des ressources et l'impossibilité de

[Texte]

defined under the Indian Act. That's not on the table. Second, they would provide a basis for First Nations to offer opportunities to Indian individuals to own and control housing assets and related resources. This whole business of who owns the house, who owns the assets, which is not clear under the Indian Act at the present time—that would and should be clarified.

Then "recognize and respond appropriately to different needs and circumstances of Indian individuals, families, and communities". That means to have a policy that's flexible enough so you can have housing that reflects the needs of the communities: the single adults, the elderly, and so forth.

The rest of the paper essentially goes into options for achieving and carrying out the objectives that were set out in the policy. It talks about Indian control. It talks about security of tenure. Then it proposes at the end ways in which a new agreement—housing agreement or contribution agreement—could be structured that would give the flexibility that everyone is seeking in this program. It would envisage the removal of a subsidy limit, i.e., the subsidy per unit and the operating restrictions. It would put it on a multi-year basis, but it would also contain a plan by the community as to how they would meet their housing needs. All the elements of a comprehensive housing program for the community.

In allocating federal funds, it proposed instead of having it be a housing subsidy unit with support from CMHC to subsidize interest rates on loans and so forth, that we would end up with a housing program expenditure that would be broken into three components.

The first one would be a direct housing allocation which would have three components to it. Every community would receive a basic community development or allocation to cover their basic housing needs, recognizing that all Indian communities have basic needs.

Secondly, for those communities where there is a higher proportion of people on low incomes, there would be a low-income adjustment. Thirdly, there would be some kind of incentive where the government would match funds raised by the community to address their housing needs. Now, this was set out in terms of principles and an approach, and for the purposes of discussion.

The second component would be ways in which we would handle the shelter allowance component from the social development budget. At the present time, under the terms and conditions of that program, shelter allowance is paid only where there is a CMHC loan. There's some question of whether or not there should be a broadening and expansion of that criterion. Finally, there was a component for the program delivery, for the support of the housing authority and the way in which the program was going to be discussed.

[Traduction]

l'hypothéquer». En d'autres termes, il n'est pas question de changer la façon dont les territoires sont définis aux termes de la Loi sur les Indiens. Cela n'est pas prévu. Deuxièmement, le gouvernement fédéral garantirait aux Premières nations un fondement juridique leur permettant d'offrir à certains Indiens la possibilité d'être propriétaires de certaines unités de logement et ressources connexes, et d'en assurer le contrôle. Ainsi, la notion de propriété de telle ou telle maison ou de telle ou telle unité de logement, qui n'est pas clairement définie en vertu de la présente Loi sur les Indiens—serait précisée.

Ensuite «reconnaître et répondre de manière appropriée aux besoins et circonstances différentes des Indiens, des familles indiennes et des collectivités indiennes». Il s'agit ici de donner suffisamment de souplesse à la politique de façon à ce que le logement puisse refléter les besoins des collectivités: les adultes célibataires, les personnes âgées, etc.

Le reste du document présente essentiellement un certain nombre d'options permettant de réaliser et d'atteindre les objectifs fixés dans la politique. Il est question du contrôle des Indiens, de la sécurité de la tenure des terres. Vers la fin, ce document présente les moyens d'élaborer une nouvelle entente—en matière de logement ou de contribution—entente qui aurait la souplesse demandée par tous les participants au programme. Il s'agirait de supprimer les limites des subventions, c'est-à-dire les subventions par unité et les restrictions opérationnelles. Cette entente aurait une base pluriannuelle et elle contiendrait également un plan décrivant les moyens pour les collectivités de répondre à leurs besoins de logement. Il s'agirait véritablement d'un programme de logement global pour la collectivité.

Pour ce qui est de l'affectation des fonds fédéraux, au lieu de verser des subventions par unité de logement, avec l'appui de la SCHL pour subventionner les taux d'intérêt sur les prêts, etc., on propose plutôt que les dépenses du programme de logement soient prises en compte et divisées en trois parties.

Premièrement, l'allocation directe au logement comporterait trois volets. Chaque collectivité recevrait une allocation de base pour le développement communautaire, laquelle lui permettrait de répondre à ses besoins essentiels en matière de logement, on reconnaîtrait ainsi que toutes les collectivités indiennes ont des besoins essentiels.

Deuxièmement, un ajustement pour faible revenu serait consenti aux collectivités qui ont une proportion plus élevée que les autres de personnes à faible revenu. Troisièmement, à titre d'encouragement, le gouvernement verserait l'équivalent des fonds collectés par la collectivité pour répondre à ses besoins de logement. Ce document a été rédigé pour préciser les principes et les méthodes à suivre pour favoriser la discussion.

Le deuxième élément des dépenses du programme de logement nous permettrait de tirer la composante allocation-logement du budget de développement social. Pour le moment, selon les conditions de ce programme, l'allocation-logement n'est versée que lorsque la SCHL a consenti à un prêt. On peut se demander si l'on ne devrait pas élargir ce critère. En troisième et dernier lieu, il y a la prestation du programme: Elle vise à appuyer les responsables du logement et la façon dont le programme sera discuté.

[Text]

• 1615

As I say, this document was published in December of 1990, and for the past year Ian Corbin has been going across the country with our regional people and meeting with over 50 Indian groups, sometimes individual bands, sometimes associations. The next step in the consultation process is a conference that is being organized by Assembly of First Nations in March. This is, as I understand it, a technical conference with workshops to get into the details and technical aspects of the proposals. This will be followed by an all-chiefs conference that will in fact develop a mandate and a position on this, which would be given to the government, the department. That is the basis on which we would then prepare a cabinet memorandum and go back to cabinet.

I have taken a little longer than I anticipated, but this is the total view of the program and our policy directions. For those who enjoy reading these sorts of things, I have here some statistics on expenditure and units constructed and what not. We would be pleased to circulate them to the committee for your research purposes. Thank you very much, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr Rayner. Yes, you did take a long time, but it is a mighty complex and large issue, so it's warranted.

Mr. Anawak (Nunatsiaq): I find it rather appalling that in terms of the proposed federal policy they would have to put in there that these basic facilities should include an indoor toilet or an ensured supply of clean potable water. Those are given. I mean, why put them in there?

The Chairman: [Inaudible—Editor].

Mr. Anawak: They should be. If it says the federal policy is to provide support at a level comparable to that available to other Canadians, then it should be given. I find it appalling that this would have to be—

Mr. Skelly (Comox—Alberni): I rise on a point of order. Mr. Chairman, I think it is inappropriate for the chairman to respond to questions or editorialize on another member's questions. I think the chair should be independent and quiet during members' questions.

The Chairman: Thank you, Mr. Skelly. I don't think I will remain quiet when I feel as though the chair is being provoked. Mr. Anawak was looking at me while he was making these comments and he was dealing with matters that were inappropriate from the government. I thought we had felt that we would—

Mr. Anawak: Excuse me, I wasn't looking at you as the government. I was looking at you because I happen to be addressing something we're talking about.

The Chairman: Then perhaps you should direct the question to DIAND.

Mr. Anawak: No, no. I am sorry if I didn't look the proper way, but I will look—

[Translation]

Comme je l'ai dit, ce document a été publié en décembre 1990 et depuis cette date, Ian Corbin a fait le tour du pays pour rencontrer les responsables régionaux de plus de 50 groupes indiens, parfois des bandes individuelles et parfois des associations. L'étape suivante du processus de consultation consiste en une conférence, qui sera organisée en mars par l'Assemblée des Premières nations. Si j'ai bien compris, il s'agira d'une conférence technique, qui comportera des ateliers consacrés à l'examen des détails et des aspects techniques des propositions. Elle sera suivie d'une autre conférence, celle de tous les chefs, dont le rôle sera d'élaborer un mandat et une prise de position, lesquels seront transmis au gouvernement c'est-à-dire au ministère. Sur cette base nous rédigerons ensuite à l'intention du Cabinet un protocole d'entente, que nous lui soumettrons par la suite.

J'ai parlé un peu plus longtemps que prévu, mais je vous ai donné un aperçu d'ensemble du programme et de nos orientations politiques. Pour ceux que la lecture de ce genre de chose intéresse, j'ai apporté ici quelques statistiques sur les dépenses et sur le nombre d'unités construites etc. Je serai heureux de les distribuer au comité à des fins de recherche. Merci beaucoup, monsieur le président.

Le président: Merci, monsieur Rayner. Vous avez en effet pris pas mal de temps, mais il s'agit d'une question plutôt complexe et vaste, c'est donc justifié.

M. Anawak (Nunatsiaq): Je trouve scandaleux que l'on ait jugé utile d'inclure dans la politique fédérale que les installations essentielles doivent comprendre un cabinet de toilette intérieur ou une réserve suffisante d'eau potable propre. Il me semble que cela va de soi. Pourquoi les mentionner dans ce document?

Le président: [Inaudible—Éditeur].

M. Anawak: Cela va de soi. Dans la mesure où la politique fédérale vise à accorder aux autochtones un niveau comparable à celui qui est offert aux autres Canadiens, il me semble que cela va de soi. Je trouve scandaleux que. . .

M. Skelly (Comox—Alberni): J'invoque le Règlement. Monsieur le président, je crois qu'il ne vous appartient pas de répondre aux questions ou de faire des commentaires sur les questions soulevées par un autre député. Je crois que le président devrait être indépendant et se tenir tranquille pendant que les députés posent des questions.

Le président: Merci, monsieur Skelly. Je doute que je puisse me tenir tranquille si j'ai l'impression d'être provoqué. M. Anawak me regardait en faisant ses commentaires, et les questions qu'il a soulevées ne sont pas pertinentes du point de vue du gouvernement. Je pensais que nous étions convenus que. . .

M. Anawak: Excusez-moi, si je vous ai regardé, ce n'est pas en tant que représentant du gouvernement. Je vous ai regardé parce qu'il se trouve que j'avais quelque chose à dire sur ce dont nous parlons.

Le président: Vous pourriez peut-être poser votre question au MAIN.

M. Anawak: Non, non. Veuillez m'excuser de ne pas avoir abordé cette question sous le bon angle, mais. . .

[Texte]

The Chairman: I didn't say it was improper, Mr. Anawak. I thought you were directing those comments at me.

Mr. Anawak: No, no.

The Chairman: Then fine. You are quite right, too, Mr. Skelly; I don't believe that it is the chair's right to enter into debate.

Mr. Skelly: It certainly is not.

The Chairman: But if comments are directed toward the chair as though the chair is representing the government, then I will acknowledge them. I would encourage Mr. Anawak to get on with his line of questioning of DIAND officials.

Mr. Anawak: Maybe I am used to the House of Commons procedure, where you look at the Speaker when you are asking a question of the minister.

The Chairman: Continue to look at me now that I know what you are thinking.

Mr. Anawak: Anyway, I find it appalling that this would have to be put in here when, as far as I am concerned, it should be a given.

In one case you say subsidy. Subsidy gives the impression that this is money the government is giving to a group to help them out. Wouldn't this come under the treaty program, rather than being called a subsidy?

• 1620

I know that under Bill C-31 it says DIAND subsidy and regular DIAND subsidy. According to what we have here, there are approximately 173 bands, give or take a few, I guess, and last year a total of 3,400 new units were built and 4,400 renovated. What percentage is that of the total houses that are built for those 173, give or take, bands? How many houses, in total, do those 173 bands have?

You mentioned briefly about using contractors from a band. When building those houses, who determines the awarding of the contracts? Do you have a percentage of the contracts that are awarded to outside contractors, or contractors who normally wouldn't have any reason to be there other than to build houses? That's another one.

I want to get my ten minutes in before they start answering the questions.

On the issue of land ownership being called crown land, we have the same problem. We cannot use the land under the house we own as collateral. We cannot even use the house as collateral, because we don't own the land under it. What process can be put into place so that these people can use their house and the land as collateral? Maybe they want to borrow \$100,000 to start a business or something. What process can be put in place so that these people can use the

[Traduction]

Le président: Je n'ai pas dit que vous l'aviez abordée sous le mauvais angle, monsieur Anawak. J'ai eu l'impression que c'est à moi que vous vous adressiez.

M. Anawak: Non, non.

Le président: Très bien. Vous avez d'ailleurs raison, monsieur Skelly. Je ne crois pas que le président soit autorisé à intervenir dans le débat.

M. Skelly: Il n'y est absolument pas autorisé.

Le président: Cependant, si certains commentaires sont adressés au président, et par son intermédiaire au gouvernement, à ce moment-là j'en prendrai acte. J'invite M. Anawak à adresser cette question aux responsables du MAIN.

M. Anawak: Je suis peut-être un peu trop habitué à la procédure de la Chambre des communes, selon laquelle lorsque vous posez une question au ministre, c'est le président de la Chambre que vous regardez.

Le président: Maintenant que je sais ce que vous pensez, vous pouvez continuer à me regarder.

M. Anawak: Quoi qu'il en soit, je trouve scandaleux que l'on ait jugé utile d'inscrire cela dans ce document. A mon avis, ce devrait être acquis.

Vous avez parlé de subvention. Le terme de subvention donne l'impression que le gouvernement verse de l'argent à un groupe pour l'aider. Au lieu de parler de subvention, ne s'agirait-il pas plutôt du programme découlant des traités?

Je sais que le projet de loi C-31 parle des subventions du MAIN et des subventions régulières du MAIN. D'après le contenu de ce document, il existe environ 173 bandes, à peu de choses près, je suppose, et l'an dernier, 3 400 unités nouvelles ont été construites et 4 400 unités déjà construites ont été rénovées. Quel pourcentage cela représente-t-il par rapport à l'ensemble des maisons qui sont construites pour ces 173 bandes, environ? Combien de maisons, au total, ces 173 bandes possèdent-elles?

Vous avez rapidement évoqué la possibilité de faire appel aux entrepreneurs d'une bande. En ce qui concerne la construction de ces unités, qui détermine l'octroi des contrats? Connaissez-vous le pourcentage des contrats qui sont octroyés à des entrepreneurs extérieurs ou à des entrepreneurs qui, à part la construction de maisons, n'auraient normalement aucune raison de se trouver là? En voici une autre.

Je veux profiter de mes dix minutes avant qu'on commence à répondre aux questions.

Nous avons le même problème en ce qui concerne la propriété des terres dites terres de la Couronne. Nous ne pouvons pas utiliser en garantie le terrain qui se trouve sous la maison dont nous sommes propriétaires. Nous ne pouvons même pas utiliser la maison en garantie, parce que nous ne sommes pas propriétaires du terrain sur lequel elle se trouve. Comment pourrait-on s'y prendre pour pouvoir utiliser une maison et le terrain sur lequel elle est bâtie comme

[Text]

land or the house, or both, as collateral in order to take advantage of the economic opportunities that they may want to pursue? I will leave that for now, Mr. Chairman.

Mr. Rayner: Thank you. In response to your comment, sir, about the statement of government policy, the reason that was stated—it had never been stated before. It is very useful, in defining what the commitment of the government is, to make a statement. Then the government and the department or departments that administer this program can be held accountable too. It was a statement designed to improve the accountability between Indian communities and the government, a statement against which you could measure the success or the progress of the program. That was the purpose behind proposing a statement like that.

You asked whether the subsidy is part of the treaty program. As I tried to explain in my remarks, that is an issue of difference of opinion between the department, the government at the present time, and Indian leadership, and it's an issue that's on the table for discussion, whether or not this is a treaty right or how the entitlement is.

By having a proposal for a statement of what the government's policy is and then a commitment to funding the principles and objectives of that policy, there is a greater guarantee or commitment that the government will address the housing needs in Indian communities.

• 1625

It is an issue that I am sure is going to come up from a variety of points of view. It is an issue that is on the table for debate.

In terms of what percentage the 34,000 units and 4,000 unit renovations are, I assume that you are talking here of the total housing stock. We estimate that there are about 64,000 houses on Indian reserves, and 3,400—I have asked my mathematician here—are about 5%. The renovations are expressed in terms of those.

In terms of the process to award contracts for the construction of housing and what not, that is an issue which is in the hands of band councils and Indian administrations. They award the contracts. They deal with the contracts, and they determine to whom they award and so forth. I don't have a figure on the percentage of—

Mr. Anawak: Under what title?

Mr. Ian Corbin (Director of Housing, Band Support and Capital Management Branch, Department of Indian and Northern Affairs): Basically it is a prudent contracting practice. The idea is to go out and get three tenders and look at the quality of each of those tenders and make the wisest choice. Ultimately the decision is up to the band council.

[Translation]

garanties? Supposons que quelqu'un veuille emprunter 100 000 dollars pour monter une entreprise. Quelle procédure pourrait-on mettre au point pour lui permettre d'utiliser sa maison ou le terrain sur lequel elle est construite (ou les deux), comme garanties de façon à bénéficier des possibilités économiques qui se présentent? J'en resterai là pour le moment, monsieur le président.

M. Rayner: Merci. Pour répondre à ce que vous avez dit à propos de l'énoncé de politique gouvernementale, si nous avons mentionné ce que vous nous reprochez, c'est que cela n'avait jamais été fait jusque-là. Lorsqu'on cherche à définir les engagements pris par le gouvernement, il est très utile de pouvoir s'appuyer sur ce genre d'énoncé. Ainsi, le gouvernement et le ou les ministères responsables de l'administration du programme peuvent être tenus de rendre des comptes. Cet énoncé a été rédigé pour que les collectivités indiennes et le gouvernement soient davantage tenus de rendre des comptes. Il permet de mesurer le succès ou l'échec d'un programme et les progrès réalisés. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de le rédiger ainsi.

Vous voulez savoir si la subvention fait partie du programme des traités. Comme j'ai essayé de vous l'expliquer dans mes remarques, c'est une question sur laquelle le ministère, le gouvernement actuel et les chefs indiens diffèrent d'opinion. C'est une question qui fait l'objet de discussions, et on cherche à déterminer s'il s'agit d'un droit prévu par les traités ou autrement.

En proposant un énoncé de politique gouvernementale et en précisant les engagements financiers pris par le gouvernement en fonction des principes et des objectifs de cette politique, on a voulu garantir de façon beaucoup plus ferme que le gouvernement répondra aux besoins des collectivités indiennes en matière de logement comme il s'y est engagé.

Je suis certain que c'est une question qui va souvent revenir sur le tapis. Elle est inscrite à l'ordre du jour du débat.

Quant au pourcentage représentant les 34,000 logements construits et les 4,000 logements rénovés, je suppose que vous parlez de pourcentage du parc immobilier. Nous estimons qu'il y a environ 64,000 maisons dans les réserves indiennes, et 3,400—je dois consulter mon mathématicien—cela fait environ 5 p. 100. Les logements rénovés représentent 5 p. 100.

Pour ce qui est de la procédure d'octroi des contrats de construction etc., c'est une question qui est confiée aux conseils de bande et aux responsables indiens. Ce sont eux qui les octroient. Ce sont eux qui s'en occupent et qui décident à qui les confier. Je n'ai pas de chiffres sur le pourcentage de...

M. Anawak: À quel titre?

M. Ian Corbin (directeur du logement, Direction générale du soutien des bandes et de la gestion des immobilisations, ministère des Affaires indiennes et du Nord): L'octroi des contrats est marqué par la prudence. Le principe consiste à obtenir trois soumissions, à examiner la valeur de chacune et à exercer le choix le plus sage. La décision définitive incombe au conseil de bande.

[Texte]

Mr. Nault (Kenora—Rainy River): That is not exactly true. Under the department's own policy you have to choose the lowest tender. They are under vote 15, but still the policy of the department is to choose the lowest tender, so what kind of self-government concept is that?

If there are some spin-offs other than the whole process of building a house, by hiring someone who is aboriginal but it might be a little more expensive, in essence the band doesn't have the right to choose.

The Chairman: Wouldn't that be in the next round of questions? But it was related, so I think we are all happy.

Mr. Nault: Don't mind being informal here. Just jump in and help yourself.

The Chairman: As much as you can get away with.

Mr. Rayner: In the last question about land ownership you put your finger on a very difficult problem.

You have two goals there. The protection of Indian lands is one of the basic principles of the Indian Act.

Mr. Anawak: Excuse me, you said "Indian lands", but it's crown land really.

Mr. Rayner: Yes, it's—

Mr. Anawak: So it is not Indian land until the crown turns it over to the Indians, or something happens that it is not suddenly called Indian land. I think it is erroneous to call it Indian land.

Mr. Rayner: I agree. Technically it is land reserved for Indians. The title is with the crown. It is governed by the Indian Act, which makes it very difficult for that land to be used as collateral for loan purposes. That was deliberate in order to preserve those lands for the benefit of Indians.

It is also a very difficult issue with Indian communities. How much protection are they prepared to diminish in order to get access to the financial benefits of it?

Those are the sorts of issues that we want to explore and discuss in the consultation process, the extent to which, for example, a housing authority may be able, as a housing authority with more assets, not use land but also use its size and strength to negotiate loan arrangements with financial institutions.

When you come right down to it, what we are trying to devise are new and creative approaches that won't take away this basic protection of the non-mortgageability of Indian land, which is a critical and important principle.

Mr. Skelly: It was mentioned that there was a backlog of something like 10,000 to 11,000 houses, and that's for aboriginal people on reserve. I think in the Auditor General's report he said that DIAND had no plans to deal with this

[Traduction]

M. Nault (Kenora—Rainy River): Ce n'est pas tout à fait vrai. Selon la politique du ministère, c'est le soumissionnaire le plus bas qui doit être choisi. Il s'agit ici du crédit 15, mais la politique du ministère consiste à choisir le soumissionnaire le plus bas. Dans ces conditions, de quel genre d'autonomie gouvernementale s'agit-il?

La construction d'une maison a parfois des retombées secondaires positives, dans la mesure où l'on pourra engager un autochtone, même si cela est un petit plus coûteux, mais la bande n'a absolument pas le droit de choisir.

Le président: Il aurait peut-être mieux valu poser cette question au tour suivant, mais comme les deux sujets sont étroitement liés, je suppose que cela nous convient à tous.

M. Nault: Ne vous gênez surtout pas. Allez-y et servez-vous.

Le président: C'est toujours cela de pris.

M. Rayner: En ce qui concerne votre dernière question, sur la propriété des terres, je crois que vous avez mis le doigt sur un problème très difficile.

Vous avez deux objectifs. La protection des terres indiennes est un des principes de base de la Loi sur les Indiens.

M. Anawak: Excusez-moi, vous parlez de «terres indiennes», mais en fait il s'agit de terres de la Couronne.

M. Rayner: Oui, c'est... .

M. Anawak: Ce ne sont pas des terres indiennes tant que la Couronne ne les a pas rendues aux Indiens ou tant que quelque chose n'est pas arrivé qui fait d'elles des terres indiennes. Pour le moment, le terme de terres indiennes est erroné.

M. Rayner: Vous avez raison. Techniquement, ce sont des terres réservées aux Indiens. Mais c'est la Couronne qui en détient le titre. Ces terres sont régies par la Loi sur les Indiens, et en vertu de cette loi, il est très difficile d'utiliser ces terres comme garanties d'emprunt, par exemple. Cela a été décidé délibérément, de façon à les préserver dans l'intérêt des Indiens.

Cela pose également un grand problème aux collectivités indiennes. Dans quelle mesure sont-elles prêtes à renoncer à la protection dont elles bénéficient pour accéder à des avantages financiers?

C'est le genre de questions que nous souhaitons approfondir et discuter au cours des consultations. Par exemple, nous devons nous demander dans quelle mesure une administration du logement responsable d'un parc immobilier plus important peut non pas utiliser des terrains, mais plutôt l'importance et le poids financier de ce parc immobilier, pour négocier des accords de prêt avec des institutions financières.

Quand on y réfléchit bien, ce que nous essayons d'élaborer, ce sont des méthodes nouvelles et créatives qui ne supprimeraient en rien cette protection essentielle des terres indiennes et cette impossibilité de les hypothéquer, car ce principe est essentiel.

M. Skelly: On a parlé de 10 000 à 11 000 maisons qu'il faudrait construire pour les autochtones qui résident dans des réserves. Je crois que le vérificateur général du Canada a déclaré dans son rapport que le MAIN n'avait aucun plan

[Text]

other than the development of this policy and submission of it to government. Yet I understand that health workers are saying that the overcrowding, the inadequate housing that we have now contributes to a substantial extent to the spread of respiratory diseases and that kind of thing creates real health and social problems on reserve.

Does DIAND not feel that this is an important enough issue that more funds should be allocated immediately and that steps should be taken to deal with these problems now?

Mr. Rayner: I am stating the policy of the department at the present time. The purpose of this discussion paper was to lay out some new approaches which would make it easier to deal with the backlog problem and also to try to put in the analysis, in the appendices and what not, a total picture of the problem that we were dealing with.

The decisions as to how much money we get for housing and what not are made by the Treasury Board and by the cabinet. In discussions with them they basically, at the official level, have told us that if we can come up with a more effective housing policy then we probably would stand a better argument in the debate about whether we get more money or not.

At the present time they basically maintain the expenditures that we have and we are managing within that. Yes, we are trying to address the backlog as best we can within the expenditures that the government is given.

Mr. Skelly: But the backlog is a huge backlog from the point of view of people who are living with the situation. In virtually every reserve I have visited in this country the first issue they mention when we come to talk to them is the problem of inadequate or overcrowded housing. This policy development process, it is my understanding, has gone on since 1985. We have already gone through a substantial number of years without much progress. Yet the need continues at the rate of 10,000 or 11,000.

I don't think that has changed since 1985, and the adequacy of the housing was identified as a problem then. I think the department is doing the right thing in terms of working on the long-range problem. I am just asking that in order to give you the time and the ability to work on this problem at the same time dealing with the need that has been assessed in a number of studies since 1985.

What is happening to make sure that this need is being dealt with now because it is creating real problems? I think your department admits that as well. It is contributing to disease. It is contributing to high health costs, which, if the need was being met, would be reduced, and other social costs would be reduced, and we would probably end up in a better position. I think that argument could well be made to Treasury Board as well.

[Translation]

pour rattraper ce retard si ce n'est l'élaboration de cette politique et sa présentation au gouvernement. Pourtant, si je ne me trompe pas, les travailleurs de la santé nous disent que le surpeuplement des logements, de même que leur précarité, sont largement responsables de la propagation des maladies respiratoires, et que ce genre de situation crée dans les réserves des problèmes de santé et des problèmes sociaux.

Le MAIN ne considère-t-il pas que la situation est suffisamment grave pour qu'on débloque immédiatement des fonds supplémentaires et qu'on prenne sans attendre les mesures qui s'imposent?

M. Rayner: Je viens de vous exposer la politique du ministère. L'objectif de ce document de travail consiste à définir un certain nombre de méthodes nouvelles susceptibles de faciliter la solution du problème des retards et de présenter, en annexe ou ailleurs, un tableau global de la situation actuelle.

C'est le Conseil du Trésor et le Cabinet qui décident des sommes à affecter au logement etc. Au cours des discussions officielles que nous avons eues avec leurs représentants, ils nous ont dit que si nous pouvions proposer une politique de logement plus efficace, nos arguments en faveur d'une augmentation du budget du logement auraient probablement plus de chance de l'emporter.

À l'heure actuelle, le budget des dépenses est maintenu au même niveau, et nous devons nous en satisfaire. Cependant, nous essayons de résoudre le problème des retards comme nous le pouvons, compte tenu des dépenses approuvées par le gouvernement.

M. Skelly: Du point de vue des gens qui vivent dans cette situation, ce problème des retards est considérable. Dans pratiquement toutes les réserves que j'ai visitées au Canada, la première question qu'on pose porte toujours sur la précarité ou le surpeuplement des logements. À mon avis, cette politique est en cours d'élaboration depuis 1985. Plusieurs années se sont écoulées, et aucun progrès n'a été fait. Pourtant, les besoins en logement restent de l'ordre de 10 000 ou 11 000.

Je ne pense pas que cela ait changé depuis 1985, année où l'on a reconnu que la précarité des logements était un problème. Je pense que le ministère a raison de se préoccuper du long terme. Si je soulève cette question, c'est que j'estime que vous devriez en même temps travailler sur le long terme et tenter de répondre aux besoins qui ont été déterminés et évalués par de nombreuses études depuis 1985.

Que fait-on pour répondre à ce problème de plus en plus grave? Je crois que votre ministère reconnaît la gravité de la situation. La précarité et le surpeuplement des logements sont responsables de maladies. Ils sont également responsables d'une augmentation des soins de santé et des coûts sociaux. Ces derniers diminueraient si l'on résolvait le problème, et la situation ne pourrait que s'améliorer. C'est un argument qu'on devrait peut-être faire valoir au Conseil du Trésor.

[Texte]

Mr. Rayner: As I say, there has been some reduction in the overcrowding. Our figures are that since 1985, when it was somewhat over five persons, we have managed to reduce it to four persons. So there has been some improvement. Within the limits of the program we are doing our best to address this.

We also believe this is not a problem that is going to be solved entirely by the government. There has to be a new approach, and that's the purpose of this document. There have to be ways to tap into other sources of financing, whether it be individuals, whether it be new arrangements with the financial markets with new Indian housing authorities and structures. There will never be sufficient money provided by governments giving the competing demands for scarce resources. The solution has to be found in a partnership and a shared approach and some new approaches to the housing.

• 1635

Mr. Skelly: You mentioned that the position your officials have taken is that housing is not an aboriginal right or a treaty right, rather the policy of the department is to provide housing as a social program or a social policy. You also mentioned that Mr. Corbin has been doing consultations among 50 bands, groups, tribal groupings, that kind of thing, across the country. What position have they stated or has there been any consistent position stated with respect to whether housing should be provided as a matter of social policy or whether it should be an aboriginal or treaty right? Is it really appropriate to have Treasury Board make that kind of a decision or Cabinet or Privy Council make that kind of decision? You said that both positions were going to be included in your submission to the Privy Council. Is that the appropriate body to make the decision as to whether is right? It sounds like that decision should be made by a more independent tribunal.

Mr. Rayner: I can't answer for Ian Corbin. Perhaps he can tell you what the response has been. I think it's been a pretty consistent message from Indian communities that they regard housing as an entitlement, whether it's a treaty right or an aboriginal right. That has been a pretty consistent message from one end of the country to the other.

In terms of mechanisms for settling it, there are always the courts, which are not necessarily the best approach.

Mr. Skelly: You could build a lot of housing with a to the Supreme Court.

Mr. Rayner: That's right. I think it's an issue on which there needs to be further discussion and debate. Maybe it's part of this constitutional process. What we're really saying is that what we were trying to do here and in our discussions

[Traduction]

M. Rayner: Comme je l'ai dit, les logements ne sont plus aussi surpeuplés qu'auparavant. Depuis 1985, où la moyenne était de plus de cinq personnes par logement, nous avons réussi à réduire ce nombre à quatre personnes. Il y a eu quelques améliorations. Dans les limites du programme, nous faisons de notre mieux pour résoudre ce problème.

Nous croyons également que le gouvernement ne doit pas être seul à le résoudre. Il faut trouver une solution nouvelle, et c'est l'objectif du présent document. Il faut trouver le moyen d'accéder à d'autres sources de financement. Auprès de particuliers, par exemple. Nous devons trouver le moyen de conclure de nouveaux accords entre les marchés financiers et les nouvelles autorités et organisations responsables du logement des Indiens. Etant donné que la concurrence est vive et que les ressources sont rares, les gouvernements ne pourront jamais débloquer assez d'argent. La solution réside dans un partenariat et dans de nouvelles approches partagées en matière de logement.

M. Skelly: Vous avez mentionné que vos fonctionnaires n'avaient pas pour principe de considérer le logement comme un droit conféré par les traités ou comme un droit reconnu aux autochtones, et que votre ministère était de voir le logement comme relevant de la politique sociale ou de programmes sociaux. Vous avez également dit que M. Corbin avait consulté environ 50 bandes, groupes, associations de tribus etc. dans l'ensemble du pays. Quelle est leur position? Ont-ils une position commune sur la question de savoir si le logement devrait être considéré comme un avantage social ou plutôt un droit reconnu aux autochtones ou conféré par les traités? Est-il vraiment pertinent que ce soit le Conseil du Trésor, le Cabinet ou le Conseil privé qui prenne les décisions dans ce domaine? Vous avez dit que vous allez exposer les deux points de vue dans votre présentation au Conseil privé. Pensez-vous qu'il soit pertinent que ce soit le Conseil privé qui tranche? Je trouve qu'il vaudrait mieux que ce soit un tribunal plus indépendant.

M. Rayner: Je ne peux pas répondre pour Ian Corbin. Il pourra peut-être vous dire quelles sont les réponses qu'il a reçues. Le message des collectivités indiennes est pratiquement toujours le même; elles considèrent le logement comme un droit, un droit conféré par un traité ou reconnu aux autochtones. C'est le message que nous avons entendu pratiquement partout d'un bout à l'autre du pays.

En ce qui concerne le mécanisme à mettre en place, il y a toujours les cours, mais ce n'est pas nécessairement le meilleur moyen.

M. Skelly: On pourrait construire pas mal de maisons avec un recours à la Cour suprême.

M. Rayner: C'est vrai. Je pense que c'est une question sur laquelle il faut encore discuter. Cela fait peut-être partie du processus constitutionnel. Nous vous avons simplement exposé ce que nous essayons de faire. Dans les discussions

[Text]

was concentrate on the issues in the housing program, knowing that at our level and our approach, we weren't going to solve the treaty issue. Let's make progress where we can. The treaty issue and the interpretation of the treaties should be discussed and debated in another forum.

Mr. Skelly: In the proposed policy you mentioned a definition of what adequate and suitable and affordable housing is. You mention indoor toilets, potable water, bath and shower facilities, electrical services, etc. Do you have any baseline data as to where aboriginal housing stands now with respect to all of those criteria for adequacy and suitability and affordability? What is it going to take either through government expenditures or mobilizing private capital or capital from other sources to move to the position in which housing is adequate, suitable, and affordable?

Mr. Rayner: We do have information on many of the elements in that standard in terms of adequate water supply, adequate sewage treatment, and we could provide that kind of data. When you get into the criterion of affordability and up to 30% might be available for contribution in the form of rent or investment in a house, that criterion we have very poor information on, because that depends on census data, which are not very specific in terms of incomes in Indian communities. So we have a problem with that, but we could certainly give you on the adequate side of it, in terms of water, toilets, potable water and so forth. We could give you the—

• 1640

Mr. Skelly: Baths and showers?

Mr. Rayner: Baths and showers, yes, we could do that.

Mr. Skelly: Oh, great.

Mr. Rayner: In general, when we were doing the work for the green plan and received some additional funding for water and sewer treatment facilities, the figure then was that about 80% of those in Indian housing have adequate sewage treatment and about 86% have potable water. The green plan additional funds were aimed at moving that shortfall up—if I define it that way—by cutting the backlog in half in those areas.

The Chairman: Thank you, Mr. Skelly. Mr. Redway.

Mr. Redway: I have three areas of questioning. The first is this issue of ownership of land and the ministerial guarantee. There is the whole question of whether these lands are owned as crown lands or will continue in that fashion for a period of time, or whether they are going to somehow or other become native lands. This is something that obviously has to be worked out between the natives with native involvement. The ministerial guarantee seems to me to be something else. Certainly it is something that is used now. As an interim measure there is no reason why it can't be used much more so than it is now.

[Translation]

que nous avons eues jusqu'ici, nous nous sommes concentrés sur les problèmes soulevés par le problème du logement, sachant qu'à notre niveau et compte tenu des moyens dont nous disposons, nous n'allions pas résoudre la question des traités. Contentons-nous de faire des progrès là où nous le pouvons. La question des traités et de leur interprétation doit être discutée et débattue dans un autre forum.

M. Skelly: Dans le projet politique que vous nous avez exposé, vous nous avez présenté une définition de ce qu'est un logement adéquat, approprié et abordable. Vous avez parlé des toilettes intérieures, de l'eau potable, des bains et des douches, de l'installation électrique etc. Avez-vous certaines données de base sur l'état actuel des logements autochtones, par rapport à ces critères de logement adéquat, approprié et abordable? Qu'allons-nous devoir faire pour que leur logement soit adéquat, approprié et abordable, qu'il s'agisse d'augmenter les dépenses gouvernementales, ou de mobiliser les capitaux privés ou venant d'autres sources?

M. Rayner: Nous avons des renseignements sur un grand nombre d'éléments mentionnés ici, et notamment les réserves d'eau, le traitement des eaux usées etc. Nous pourrions vous les faire parvenir. En ce qui concerne le caractère abordable du logement, un logement abordable étant défini comme absorbant environ 30 p. 100 du revenu sous forme de loyer ou d'immobilisation dans une maison, nous n'avons pas beaucoup d'informations, dans la mesure où tout dépend des données du recensement, et celles-ci ne sont pas très précises en ce qui concerne le revenu des collectivités indiennes. Nous avons donc un problème, mais nous pourrions certainement vous fournir des chiffres sur l'aspect adéquat du logement, à savoir réserve d'eau, toilettes, eau potable, etc. Nous pourrions vous procurer...

M. Skelly: Bains et douches?

M. Rayner: Bains et douches, oui. Nous pourrions vous fournir cela.

M. Skelly: Très bien.

M. Rayner: Dans le cadre du plan vert, des subventions supplémentaires ont été consenties pour l'aduction d'eau et l'installation d'égouts. Nous avons calculé à cette époque qu'environ 80 p. 100 des logements indiens étaient équipés d'égouts adéquats et qu'environ 86 p. 100 avaient l'eau potable. Les subventions versées au titre du plan vert devaient servir à réduire de moitié le nombre de logements non équipés.

Le président: Merci, monsieur Skelly. Monsieur Redway.

M. Redway: Je voudrais aborder trois domaines. Premièrement, la question de la propriété des terres et de la garantie ministérielle. Il s'agit de savoir si ces terres appartiennent à la Couronne et si elles vont continuer de lui appartenir pendant un certain temps, ou si elles vont devenir des terres indiennes. C'est de toute évidence une question qui doit être réglée avec les autochtones, et on doit encourager leur participation. La question de la garantie ministérielle me semble tout à fait autre chose. C'est quelque chose qui est utilisé aujourd'hui. Je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas continuer à l'utiliser provisoirement.

[Texte]

[Traduction]

I read your annual report. The figures are somewhat different from the ones you have provided us in this document here. You indicated that the department provided to the housing directorate \$130 million in capital subsidies for construction of about 3,700 new homes and renovation of 4,000 others on reserve. Ministerial guarantees were provided for 255 loans for new homes and 33 loans for renovations. Out of the 3,700 new homes—or if we use your other figures it is 3,083—there were only 255 loans to provide for those numbers of homes. This is therefore the number of ministerial guarantees? Is that right?

J'ai lu votre rapport annuel. Les chiffres sont un peu différents de ceux qui figurent dans cet autre document. Vous dites que le ministère a versé 130 millions de dollars à la direction générale du logement, sous forme de subventions en capital destinées à la construction d'environ 3,700 logements neufs et à la rénovation de 4,000 logements dans les réserves. Des garanties ministérielles ont été obtenues pour 255 prêts concernant la construction de logements nouveaux et pour 33 prêts concernant des rénovations. Pour 3,700 logements nouveaux—ou 3,083, si nous utilisons vos autres chiffres—, il n'y a eu que 255 prêts de consentis. Ce chiffre correspond au nombre de garanties ministérielles obtenues. C'est bien cela?

Mr. Rayner: There's a question here of apples and oranges. The numbers of units—the 3,700 that you quoted—are houses completed. They are units.

M. Rayner: Il ne faut pas mélanger les choses. Le nombre d'unités que vous citez—à savoir 3,700—concerne les maisons dont la construction est terminée. Ce sont des unités.

Mr. Redway: Yes.

M. Redway: Oui.

Mr. Rayner: The loans, though, cover multiple numbers. So 255 loans covers more than 255 units. What happens is a band goes to a financial institution and says that it wants to have loans to construct six, seven or eight houses.

M. Rayner: Les prêts consentis portent sur plusieurs unités. Deux cent cinquante-cinq prêts couvrent beaucoup plus que de 255 unités. Lorsqu'une bande s'adresse à une institution financière pour obtenir un prêt, c'est pour la construction de six, sept ou huit maisons.

Mr. Redway: You would give one ministerial guarantee for all of those?

M. Redway: Et une seule garantie ministérielle est accordée?

Mr. Rayner: One ministerial guarantee would be for the the loan for six or seven houses.

M. Rayner: Une seule garantie ministérielle est accordée, mais elle s'applique à un prêt qui couvre la construction de six ou sept maisons.

Mr. Redway: Is there some way to get that figure broken down? Can you provide us with some more refined breakdown of how many units were actually financed with these 255 loans and ministerial guarantees?

M. Redway: Pourrions-nous obtenir une ventilation de ces chiffres? Pourriez-vous nous faire parvenir une ventilation plus détaillée du nombre d'unités qui ont été financées par ces 255 prêts et garanties ministérielles.

Mr. Rayner: We can, yes. I'll have to go through it.

M. Rayner: Oui. Il faudra que je recherche cela.

Mr. Redway: The process for getting a ministerial guarantee is not an easy one and that's one of the problems, it seems to me from my perspective anyway at this stage, in producing more housing. If we could somehow or other improve the way and the speed and cut out some of the red tape in getting the ministerial guarantees you could provide a lot more loans and use the money that you are providing to produce a lot more housing than is being provided now. Have you addressed that issue and do you have plans to address it, and if so, what sort of thoughts do you have on that at the moment?

M. Redway: L'obtention d'une garantie ministérielle n'est pas une procédure facile, et c'est justement un des problèmes qui se posent. De mon point de vue, je crois que c'est ce qui entrave la construction d'un plus grand nombre de logements. Si nous pouvions d'une façon ou d'une autre simplifier cette procédure, l'accélérer et réduire la paperasserie qu'elle entraîne, je crois qu'on pourrait garantir un plus grand nombre de prêts, et les fonds disponibles pourraient servir à construire beaucoup plus de logements qu'aujourd'hui. Vous êtes-vous penchés sur cette question et quels sont vos plans? Quels sont vos projets pour le moment?

• 1645

Mr. Corbin: Yes, we have been doing quite a bit of work. In fact as of April 1 this past year, the authority for approving ministerial guarantees was transferred down to the regional levels, so extra time wasn't taken in a similar review at headquarters in the approval process.

M. Corbin: Oui, nous y avons pas mal réfléchi. D'ailleurs, depuis le 1^{er} avril dernier, le pouvoir d'approuver les garanties ministérielles a été transféré au niveau des régions de façon à gagner du temps et à éviter de recommencer la procédure des approbations à l'administration centrale.

We've been trying to work with CMHC and the individual bands to develop three-year housing plans, so if there's going to be a loan component, as much of the analysis, risk assessment, etc. that has to be done to assess these requests for ministerial guarantees can be done in advance. When the guarantee comes in, it can then be processed fairly quickly. Those are things we're working on.

En collaboration avec la SCHL et les bandes individuelles, nous nous sommes efforcés d'élaborer des plans de logement triennaux afin qu'on puisse faire à l'avance l'analyse, l'évaluation du risque, l'étude des demandes de prêt etc., autant d'étapes préalables à l'obtention d'une garantie ministérielle. Ainsi, lorsque nous recevons une demande de garantie ministérielle, on peut y répondre relativement rapidement. Voilà le genre de choses dont nous nous occupons.

[Text]

We've also been dealing with the Canadian Bankers Association and CMHC to streamline the process and then having—

Mr. Redway: Do you have something in writing you could provide the committee with, as to how that is done now and what you're looking at changing in order to—

Mr. Corbin: We have a directive on the approval of ministerial guarantees, yes, and we can supplement that with some of the—

Mr. Redway: Can you supplement that with what you might be able to do or what you're looking at doing to speed that up? To my mind, that's one of the great bottle-necks. It's interim measure until the whole question of ownership and what's happening with all that takes place. There will have to be some sort of a ministerial guarantee in order to arrange for private sector financing of a mortgage.

I'm interested in the issue Mr. Anawak raised of the construction of housing and the involvement of native construction companies for economic development purposes. In my experience, one of the big problems for native construction companies to get underway is the need for the bid bonds and construction bonds. They are almost impossible for them to get initially without having a background of experience in the business. If they could get that bonding authority, they would be in a position to make the bids and may very well be in a position to have the lowest bid in these tenders.

Have you examined that issue to see what can be done from the department's point of view to improve or facilitate the bonding aspect? Is it possible for the department to get involved in bonding, or to guarantee the bonds or whatever? Have you looked at that?

Mr. Corbin: The issue has come up and we have been discussing it with people in economic development and other areas. It's not just construction for housing, but for a lot of other works that go on in the community.

Mr. Redway: Sure, for all sorts of construction.

Mr. Corbin: We haven't been too successful in coming up with alternatives as yet, but we are studying that issue.

Mr. Redway: Do you have anything in writing you could provide us with on the alternatives you're studying?

Mr. Corbin: No, we don't at this point. A lot of them are just ideas and until we get a better feel for what is and isn't possible—

Mr. Redway: Have you discussed it with private sector bonding companies to see what would satisfy them in order to give bonds to native construction companies? Have you examined the possibility of introducing your own program of bonding?

[Translation]

Nous avons également travaillé avec l'Association des banquiers canadiens et la SCHL pour simplifier la procédure et...

M. Redway: Auriez-vous un document que vous pourriez communiquer au comité sur la procédure actuelle et sur les changements que vous envisagez d'apporter...

M. Corbin: Oui, il existe une directive sur l'approbation des garanties ministérielles, et nous pourrions aussi vous faire parvenir certains des...

M. Redway: Pourriez-vous nous faire parvenir un document sur ce que vous avez l'intention de faire pour accélérer les choses? À mon avis, c'est l'un des principaux goulots d'étranglement. C'est une mesure intérimaire qui a été adoptée en attendant que la question de la propriété soit réglée. Pour que le secteur privé puisse consentir des prêts résidentiels, il est nécessaire qu'il existe des garanties ministérielles.

Je m'intéresse beaucoup à la question que M. Anawak a soulevée à propos de la construction des maisons et du recrutement d'entreprises de construction autochtone à des fins de développement économique. D'après mon expérience, l'un des grands problèmes auxquels se heurtent les autochtones qui veulent monter une entreprise de construction, c'est qu'ils n'ont pas les moyens de faire des soumissions et donc d'obtenir des contrats. Il leur est pratiquement impossible de le faire s'ils n'ont pas d'expérience dans le domaine. S'ils pouvaient soumissionner et étaient autorisés à signer des contrats, leurs soumissions, s'ils répondaient à un appel d'offres, pourraient fort bien se révéler les plus basses.

Vous êtes-vous demandé ce que le ministère pouvait faire pour améliorer la capacité des autochtones de répondre à un appel d'offres? Serait-il possible que le ministère garantisse les contrats, par exemple? Avez-vous réfléchi à cela?

M. Corbin: La question nous a été posée, et nous en avons discuté avec les responsables du développement économique et d'autres domaines. Il ne s'agit pas uniquement de la construction de logements, mais aussi de tas d'autres projets réalisés dans la communauté.

M. Redway: Bien sûr, c'est vrai pour toutes sortes de projets de construction.

M. Corbin: Nous n'avons pas encore réussi à trouver des solutions de rechange, mais nous étudions la question.

M. Redway: Avez-vous des documents écrits que vous pourriez nous faire parvenir sur les solutions de rechange que vous envisagez?

M. Corbin: Pas pour le moment. Nous en sommes encore au stade des idées, et tant que nous n'en saurons pas davantage sur ce qui est possible et ce qui ne l'est pas...

M. Redway: En avez-vous parlé avec le secteur privé et avez-vous cherché à savoir si certaines entreprises privées accepteraient d'accorder leur caution à des entreprises de construction autochtones? Avez-vous envisagé la possibilité de mettre sur pied votre propre programme de caution?

[Texte]

Mr. Corbin: We haven't played the lead on this, but the economic development program has. I know we haven't approached the private bonding companies about it. I'm not sure whether they have or not.

Mr. Redway: This is the economic development section of DIAND?

Mr. Corbin: DIAND, that's right.

Mr. Redway: Another one of your many hats.

Mr. Rayner: Mr. Redway, we will get back with a paper on that in terms of what we're doing. The expertise is in another part of the department, but we will reply in writing to your question.

Mr. Redway: The third area is this consultation process, and as indicated it got underway at some fashion in 1985. You finally got a consultation paper put together in December of 1990, so that's almost 1991. You have an initial conference coming up in March in Vancouver, and you have the chiefs conference in Edmonton in April. Is that right?

• 1650

Mr. Rayner: This is being organized by the Assembly of First Nations. I believe the details for the second conference are still to be worked out, so I'm not exactly sure of the timing or the location.

Mr. Redway: I see. The location is not firm yet. But the location of the other one in Vancouver, is it firm?

Mr. Corbin: Yes.

Mr. Redway: And that's March?

Mr. Corbin: Yes.

Mr. Redway: After you do your consultation with the chiefs conference, do you anticipate then being in a position almost immediately to go to cabinet? What's your timetable then?

Mr. Rayner: Yes. Our timetable then would be that when we get the input from the chiefs conference, we would prepare ourselves and go to cabinet.

Mr. Redway: How long is that going to take?

Mr. Skelly: Just before the elections.

Mr. Rayner: It's difficult for me to put a time limit on that, but we're probably talking about something over the summer, or possibly in the fall.

Mr. Redway: You're going to cabinet in the fall?

Mr. Rayner: Yes.

Mr. Redway: In this process, what involvement, if any, have CMHC and their housing programs with respect to off-reserve played in the consultation process, and are they going to play any role at all in what you may be taking to cabinet?

Mr. Rayner: The CMHC officials have been very intimately involved with the process. In fact, they have been part of the—

[Traduction]

M. Corbin: Ce n'est pas nous qui avons pris l'initiative là-dessus, mais plutôt les responsables du programme de développement économique. Je sais que nous n'avons pas contacté les entreprises privées à ce sujet. Je ne sais pas si eux l'ont fait.

M. Redway: Cette section du développement économique dont vous parlez fait-elle partie du MAIN?

M. Corbin: Oui.

M. Redway: C'est une autre de vos nombreuses fonctions.

M. Rayner: Monsieur Redway, nous vous ferons parvenir un document sur nos activités. C'est un autre service du ministère, qui est compétent, mais nous vous ferons parvenir une réponse écrite.

M. Redway: Ma troisième question porte sur le processus de consultation, qui d'après ce que vous nous avez indiqué, a commencé vers 1985. Vous avez rédigé sur ces consultations un document qui a été publié en décembre 1990, c'est-à-dire presque en 1991. La première conférence doit se tenir en mars à Vancouver et celle des chefs, à Edmonton en avril. C'est bien cela?

M. Rayner: Cette conférence est organisée par l'Assemblée des Premières nations. Je pense que les détails de la deuxième conférence n'ont pas encore été arrêtés et je ne suis donc pas très sûr du lieu et de la date à laquelle elle se tiendra.

M. Redway: Je vois. Le lieu n'est pas encore fixé. Toutefois, l'autre conférence aura lieu à Vancouver, c'est bien cela?

M. Corbin: Oui.

M. Redway: En mars?

M. Corbin: Oui.

M. Redway: Pensez-vous que vous serez en mesure de faire connaître au Cabinet le résultat de vos consultations immédiatement après la conférence des chefs? Quel calendrier envisagez-vous?

M. Rayner: Dès que la conférence des chefs aura eu lieu, nous nous préparerons à nous adresser au Cabinet.

M. Redway: Et ça vous mènera jusqu'à quand?

M. Skelly: Juste avant les élections.

M. Rayner: C'est difficile pour moi de vous donner une date mais je pense que nous devrions être prêts vers la fin de l'été ou l'automne.

M. Redway: Vous allez vous adresser au Cabinet à l'automne?

M. Rayner: Oui.

M. Redway: Quel rôle la SCHL et ses programmes de logements hors réserve vont-ils jouer dans ce processus de consultation? Vont-ils jouer un rôle dans ce que vous allez proposer au Cabinet?

M. Rayner: Les responsables de la SCHL ont participé de très près au processus de consultation. En fait, ils ont fait partie du...

[Text]

Mr. Redway: Is Lawrence Gladue involved in all this?

Mr. Corbin: Yes.

Mr. Rayner: They've been at the workshops and they've been involved in the consultations across the country. They've also, as you know, conducted a consultation on off-reserve... rural and native housing. The people involved in that were aware of what we were doing in on-reserve housing, so there has been good co-operation with, and involvement of, CMHC. In answer to your last question, yes, they certainly will be involved in the preparation of the cabinet document.

Mr. Redway: So we can anticipate a new on-reserve housing program that will solve all the backlog problems by September, is that it?

Mr. Rayner: I'm afraid you're asking a question of me. . . I am not the one who will dispose of that issue.

Mr. Nault: I find it somewhat interesting, considering I wrote the minister, Mr. Cadieux, in 1989, and asked these questions. I have his here timetable for when it was supposed to be implemented, which was in the spring and fall of 1990, so we're a little bit behind. It seems that we're somewhat behind.

In the process of trying to understand this issue, you don't talk a lot about Bill C-31. You talk about the backlog as it relates to, if I am correct, regular housing. Can you tell me what the backlog for C-31s is? You suggest there's a backlog of something like 11,000 or so of regular housing. What's the backlog for Bill C-31 housing?

Mr. Rayner: I don't have a number right in my head at the present time. It's more difficult to assess the backlog, but we do know that applications to return to a reserve have been processed by the band and sent in to us, and we have a waiting list of Bill C-31 housing requests. I could provide you with that information, but I don't have it in my head at the present time.

Mr. Nault: In the estimations that you have in your report, you suggest that the figure for annual new constructions per unit is based on an average of about \$80,000 per unit. Does that encompass sewage hook-ups, that kind of process of infrastructure? One of the things we're running into in some of the communities that I represent is that you build a house but have no dollars for hook-ups to the main sewer line—if you have a sewer line. In some cases there's no sewer line at all. So now we're talking about the most important part of the infrastructure, and that's the sewer and water process that should be part of a house.

[Translation]

M. Redway: Est-ce que Lawrence Gladue fait partie de tout cela?

M. Corbin: Oui.

M. Rayner: Ils ont participé aux ateliers et aux consultations tenus dans l'ensemble du pays. Ils ont aussi, comme vous le savez, procédé à des consultations sur le logement rural et autochtone en dehors des réserves. Les intéressés étaient au courant de ce que nous faisons au niveau du logement dans les réserves et il y a eu une très bonne coopération et participation de la part de la SCHL. Pour répondre à votre dernière question, je dirais qu'ils participeront bien sûr à l'élaboration du document destiné au Cabinet.

M. Redway: Nous pouvons donc nous attendre à avoir un nouveau programme de logement dans les réserves qui permettra de résoudre d'ici septembre les problèmes d'arriérés, c'est bien cela?

M. Rayner: Je crains que vous me posiez. . . une question à laquelle je ne peux pas répondre, car ce n'est pas moi qui décide de cela.

M. Nault: Je trouve cela plutôt intéressant, étant donné que j'ai écrit au ministre, monsieur Cadieux, en 1989 pour lui poser ces questions. J'ai ici l'échéancier qu'il avait proposé pour la mise à exécution de ces décisions, à savoir le printemps et l'automne 1990. Nous avons pris un peu de retard, disons pas mal de retard.

Dans vos explications, vous n'avez pas beaucoup parlé du projet de loi C-31. Si je ne me trompe pas, vous avez parlé des arriérés concernant les logements normaux. Pourriez-vous nous dire quels sont les arriérés pour les logements relevant du projet de loi C-31? Vous dites qu'il y a un arriéré d'environ 11,000 logements normaux. Quel est le nombre des arriérés de logements relevant du projet de loi C-31?

M. Rayner: Je n'ai pas ces chiffres en tête. Les arriérés de logements, relevant du projet de loi C-31, sont plus difficiles à évaluer. Cependant, nous savons que les bandes ont traité les demandes de retour dans les réserves et nous les ont envoyées. Il existe donc une liste d'attente concernant les demandes de logements aux termes du projet de loi C-31. Je pourrais vous fournir ces renseignements, mais je n'ai pas les chiffres exacts en tête pour le moment.

M. Nault: D'après les estimations contenues dans votre rapport, il semble que l'on se fonde en moyenne sur un montant de 80,000\$ dollars par an et par nouvelle unité de construction. Est-ce que ce montant comprend le raccordement des égouts et ce genre d'installation d'infrastructure? Dans certaines des collectivités que je représente, le problème qui se pose souvent c'est que les gens pour lesquels on construit une maison n'ont pas d'argent pour payer le raccordement aux égouts municipaux. . . s'ils existent. Dans certains cas, il n'y a même pas d'égouts municipaux. Les installations de raccordement des égouts et d'adduction d'eau sont les éléments les plus importants de l'infrastructure d'une maison.

[Texte]

• 1655

Because there's no meshing of those issues, in some locations they are very reluctant to put the extra dollars into the plumbing aspect of the house itself. Why put the plumbing in if you don't have sewer and water? It seems quite naive on anyone's part to think that you are going to put all these fancy pipes all over the house when you know you are going to the outhouse anyway.

I'm interested in if you are putting these two together to mesh these issues, because it's going to hit us down the line somewhere. I would be interested in knowing if that's been debated in your consultation process.

The other issue that keeps cropping up is the issue that Mr. Redway talked about in some detail, and that is the ability of ownership. I wonder if you can tell me what the consultation process has given us in relationship to feedback from aboriginal people. I'm certainly going to ask that when they make their presentation, but I would like your views on the process. First of all, you have suggested that there will be no changes to the Indian Act as it relates to ownership. Therefore, we are assuming that we are going to continue with our perception of what a reserve is in relationship with the Crown, and therefore then we have to look at a mechanism that will allow, for instance, an individual who works at a pulp and paper mill and happens to live on reserve, making \$60,000 a year as a fourth hand on the paper machine. . . He or she is perfectly capable of paying for a loan, but can't get one because of the fact that he or she happens to want to live on the reserve part of the land that we are discussing.

That issue is coming up more and more as more aboriginal people are becoming economically involved in the country. I would be interested in knowing how you propose to resolve that, because it's not as big an issue in the isolated communities in northern Ontario, but I'm sure it must be dealt with on a regular basis in southern Ontario, at Six Nations and places like that.

The other issue in which I'm very interested is the discussion that may be taking place—and I hope it will be discussed by the aboriginal people when they come—of the fact that there might be the possibility of creating an aboriginal institution to deal with the housing insurance issue, instead of having to rely on our friends in the banking community, who won't even loan to a fairly well-to-do non-native, never mind a more difficult situation with native people. I say that because we can't get loans in northern Ontario for anybody, never mind aboriginal people.

I'll leave it at that. I just want to say in closing that I appreciate you coming. It is something in which I've been interested for God knows how long, and I appreciate the opportunity to quiz you. I would like to invite you to come again as we go down the road here. This is a very complex issue; we realize that. All we have to do is look at the dollars versus what the backlog is and we know that this issue is not easily resolved in one quick little meeting here. We hope that we won't get into the confrontational type of approach that ends up getting us nowhere.

[Traduction]

Dans certaines localités, le service des eaux n'a rien à voir avec celui des égouts et les gens sont très réticents à investir dans la plomberie d'une maison. A quoi bon investir dans la plomberie si vous n'avez pas l'eau et si vous n'êtes pas raccordé aux égouts municipaux? C'est un peu naïf de croire que quelqu'un qui de toute façon va continuer à utiliser des cabinets d'aisance va investir dans une tuauterie compliquée.

Je voudrais bien savoir si vous allez vous charger du raccordement aux égouts et de l'adduction d'eau, car le problème va finir par se poser, et aussi s'il en a été question dans les consultations que vous avez eues.

L'autre question qui ne cesse d'être soulevée est une question dont M. Redway a également parlé en détail, à savoir celle de la propriété. Pourriez-vous me dire ce qu'a donné le processus de consultation et comment est-ce que les Autochtones ont réagi. Je leur poserai bien sûr la question bien directement lorsqu'ils viendront nous faire leur présentation, mais je voudrais savoir ce que vous en pensez. Premièrement, vous nous avez laissé entendre que les dispositions de la Loi sur les Indiens relatives à la propriété ne seraient pas modifiées. En conséquence, nous pouvons supposer que nous allons continuer à considérer les réserves par rapport à la Couronne. Prenons le cas de quelqu'un qui vit dans une réserve et qui travaille dans une usine de pâtes et papiers où il gagne 60,000\$ par an comme quatrième main. . . Bien qu'il soit parfaitement capable de rembourser un prêt, il ne pourra cependant pas en obtenir un uniquement parce qu'il aura choisi de vivre dans une réserve.

C'est une question qui se pose de plus en plus, dans la mesure où les Autochtones sont de plus en plus nombreux à avoir une activité économique. Je voudrais bien savoir de quelle façon vous pensez résoudre ce problème. Ce n'est pas un problème trop grave dans les localités isolées du nord de l'Ontario, mais je suis certain que la question se pose régulièrement dans le sud de l'Ontario, dans la réserve de Six Nations, par exemple.

L'autre chose qui m'intéresse beaucoup, et j'espère qu'il en sera question lorsque les Autochtones comparaitront devant notre comité, c'est la possibilité de mettre sur pied une institution autochtone qui serait chargée de s'occuper de l'assurance-logement, au lieu de nous obliger à nous en remettre à nos amis de la confrérie des banquiers, lesquels n'acceptent même pas de prêter de l'argent à des non autochtones relativement aisés et à plus forte raison à des Autochtones. Si je dis cela, c'est qu'il est très difficile à quiconque d'obtenir un prêt dans le nord de l'Ontario, et à plus forte raison si l'on est Autochtone.

J'en resterai là pour le moment. En conclusion, je tiens à vous remercier d'être venus. Dieu seul sait depuis combien de temps nous nous intéressons à cette question et je suis heureux d'avoir eu l'occasion de vous poser des colles. Vous inviter à revenir ultérieurement. Il suffit de considérer l'importance des arriérés par rapport au montant dont nous disposons pour comprendre que cette question ne sera pas facilement résolue, en une seule petite réunion. Nous espérons que nous ne serons pas obligés d'en arriver à la confrontation, ce qui ne mène nulle part.

[Text]

We would like the information. We really would like to try to help this process as much as we can. We have an ex-minister sitting with us who knows a lot about housing, who maybe can help us through that process. We're quite prepared to enter into that kind of dialogue, but we're missing a lot of information and I hope that we can somehow get that from you.

Mr. Rayner: Thank you. I certainly appreciate your remarks. We certainly would be willing and would welcome the opportunity to come back and to supply all the information you feel you need.

I'm going to ask Ian Corbin to talk about the issue of hook-ups to houses and the estimate in here of \$80,000 per house.

• 1700

Mr. Corbin: Yes. That \$80,000 includes only the facilities within the house. It basically takes it from three feet outside the house. One of the reasons we have in the policy statement the mention of potable water, water and sanitation facilities, is principally to focus on the need to co-ordinate the housing program and the infrastructure—the servicing of that housing—so you don't get into situations, as you do now, where you're building housing and you don't have anything to hook it up to. That's one of the reasons that is in there, so we can make the linkage between the housing program and the infrastructure program—providing the services to the housing. But basically that \$80,000 is the house proper.

Mr. Rayner: In the questions you raised on ownership, when I was talking about the Indian Act and relationship to land, I wasn't dealing with the actual ownership of the house or how that house is owned. I think there are alternatives or options available for separating the issues over land from the issues over how the house is owned or attached to people and individuals on. . .

Mr. Nault: Can I just jump in for a minute, Mr. Rayner, and maybe clarify what I'm talking about? I'm suggesting we assume in a lot of locations that aboriginal people want to go to CMHC. I assume just the reverse, that they don't want to go to CMHC, they would like to go to a regular loaning institution, a lending institution that will allow them to get a mortgage at a much lower rate, to be quite frank. I've had this come up on numerous occasions with people I represent, and I would be interested in the options, if you have them available, as to how that process would take place.

Also, no different from when we talk about industrial parks within a reserve, in order that we can enter into non-native and native joint business ventures and the legalities that deal with that—that's very similar to what we're talking

[Translation]

Nous devrions recevoir les renseignements en question, car nous tenons réellement à contribuer dans toute la mesure du possible à ce processus. Il y a parmi nous un ancien ministre qui en sait long sur le logement et qui pourrait sans doute nous aider. Nous sommes tout à fait prêts à amorcer ce genre de dialogue mais il nous manque pas mal de données et j'espère que vous pourrez nous aider à les obtenir.

M. Rayner: Merci. Je vous remercie de vos remarques. Nous sommes tout à fait prêts et disposés à revenir et à vous faire parvenir tous les renseignements dont vous pensez avoir besoin.

Je vais demander à Ian Corbin de nous parler de la question du raccordement des maisons aux égouts et de nous parler un peu plus de ce montant de 80,000\$ par maison.

M. Corbin: D'accord. Ce montant de 80,000\$ ne couvre que les installations intérieures de la maison, disons jusqu'à trois pieds à l'extérieur. L'une des raisons pour lesquelles nous mentionnons dans l'énoncé de politique l'eau potable, les toilettes et les installations de salles de bain, c'est surtout pour mettre l'accent sur la nécessité de coordonner le programme de logement et le programme des infrastructures—c'est-à-dire les services qui accompagnent un logement. Il s'agit d'éviter certaines situations que nous connaissons à l'heure actuelle où l'on construit des maisons sans prévoir de raccordement. C'est l'une des raisons pour laquelle nous mentionnons ces éléments dans cet énoncé. Il s'agit de faciliter les liens entre les programmes de logement et d'infrastructure, l'infrastructure englobant les services publics qui accompagnent le logement. Bref, ce montant de 80,000\$ couvre la maison proprement dite.

M. Rayner: Vous avez posé des questions sur la propriété. Quand j'ai parlé de la Loi sur les Indiens et de la propriété des terres, ce que j'ai dit ne s'appliquait pas à la propriété du logement lui-même ni aux modalités de cette propriété. Il existe différentes options permettant de faire une distinction entre les questions de la propriété des terres et les questions de la propriété des logements par des personnes ou. . .

M. Nault: Pourrais-je intervenir quelques minutes, monsieur Rayner, pour préciser ce dont j'ai parlé? Bien souvent, nous partons du principe que les Autochtones s'adressent à la SCHL. Je suis parti ici de l'hypothèse inverse, à savoir qu'ils ne veulent pas passer par la SCHL et qu'ils préféreraient s'adresser à une institution normale de prêts qui, entre nous, leur accorderait sans doute un taux d'intérêt hypothécaire beaucoup moins élevé. C'est quelque chose que j'ai constaté à maintes reprises chez les Autochtones que je représente, et je voudrais bien connaître les options disponibles, si c'est possible.

En outre, comme nous l'avons vu pour les parcs industriels implantés dans une réserve, lorsque des Autochtones et des non autochtones veulent se lancer dans des entreprises commerciales en coparticipation, cela soulève

[Texte]

about with housing here, when you have lands in common, and I'm trying to get a sense of what your proposal would look like in order for that process to take off, because there are a lot of aboriginal people very capable and well off who will participate.

The way it's set up now, with ministerial guarantees for the littlest things, we discourage economic development, and I'm looking to see if you have proposals that will unleash the force I think is there somewhat and allow people to participate in that process.

Mr. Rayner: One of the areas we are exploring and thinking about is the whole process of setting up a housing authority. In other words, the housing program would be managed by a housing authority and you wouldn't be dealing with the unit or the individual, and that housing authority would have a capacity and be more attractive from the point of view of outside private sector financing, to work out arrangements for loans, and in terms of guarantees.

Now, these are ideas and proposals at this stage, but I think in the description of the problems I said this is one of the problems. As long as we're dealing with subsidy per unit and a ministerial guarantee that covers loans per unit, you can't explore some of the more creative ways of having a larger institution, which would be more attractive from a financial institution's or a bank's point of view. We are thinking in terms of how we can do that and how we can also relate that perhaps to the ministerial guarantee—in other words, make the ministerial guarantee perhaps apply to the housing institution, as opposed to the individual loan, and you may get a lot more leverage, in terms of money coming from the private sector that way.

The Chairman: Before recognizing Mr. Skelly, I want to just give you the benefit of some experience I have had: Fishing Lake Indian Reserve, just to mention a specific location, where they have, not as part of reserve land, but lands controlled by the reserve. I don't know what the delineation is here, but it consists of lands that were in an older village. The lands had been surveyed, and because they have a separate survey and because they aren't reserve lands as such, I believe through CMHC they have been able to acquire some mortgages on these properties. So there are some tentative inroads in that particular area.

• 1705

Mr. Rayner: I guess the last comment or question related to an aboriginal institution to be created for loans, housing and so forth. Those are the sorts of ideas we're interested in hearing and talking about.

[Traduction]

toutes sortes de problèmes juridiques. . . C'est un peu le même problème que pour le logement, c'est-à-dire que la propriété des terres est commune. Je voudrais bien savoir ce que vous proposez dans ce domaine, étant donné qu'un grand nombre d'Autochtones sont très capables et ont indubitablement les moyens de participer.

Le régime actuel, qui exige des garanties ministérielles pour les moindres choses, a pour effet de décourager le développement économique et je veux savoir si vos propositions visent ou non à libérer des forces qui existent et à permettre aux Autochtones de participer à ce processus.

M. Rayner: Nous envisageons entre autres de créer une administration responsable du logement. Autrement dit, le programme du logement serait géré par une administration du logement et nous ne serions plus obligés de nous occuper de telle et telle personne ou de telle et telle unité. Cette administration serait compétente en matière de logement, elle serait habilitée à conclure les ententes de prêts et à négocier les garanties, ce qui la rendrait probablement plus attrayante pour les institutions de prêts du secteur privé.

Pour le moment, ce ne sont encore que des idées et des projets, mais lorsque je vous ai décrit les problèmes, je vous ai dit que cela en était un. Tant qu'il sera question de subvention par unité et tant qu'il faudra obtenir des garanties ministérielles pour des prêts qui s'appliquent à des unités, il ne sera pas possible d'envisager des moyens plus créatifs, notamment la création d'une institution compétente, bien qu'il est évident qu'une telle institution serait plus attrayante pour les banques ou les institutions financières. Nous sommes en train de réfléchir à la façon de procéder et au moyen de régler en même temps le problème des garanties ministérielles. Autrement dit, au lieu de rattacher une garantie ministérielle à tel ou tel prêt, on pourrait la rattacher à l'institution responsable en matière de logement. Cette dernière serait ainsi beaucoup mieux placée pour obtenir des prêts du secteur privé.

Le président: Avant de donner la parole à M. Skelly, je vais vous faire partager mon expérience. Dans la réserve indienne de Fishing Lake, pour vous citer un exemple précis, les terres sont gérées par la réserve mais elles ne sont pas considérées comme faisant partie des terres de la réserve. Je ne sais pas très bien comment cette distinction a été faite, mais il s'agit de terres qui se trouvaient appartenir à un ancien village. Ces terres avaient donc fait l'objet d'un relevé, mais comme les Autochtones avaient procédé à leur propre relevé et comme il ne s'agit pas à proprement parler de terres de la réserve, je crois que les Indiens de cette réserve ont pu obtenir auprès de la SCHL des prêts hypothécaires garantis par ces terres. Ainsi, vous voyez que certaines tentatives ont déjà été faites en ce sens.

M. Rayner: La dernière observation a porté sur la création d'une institution autochtone qui serait responsable des prêts, du logement, etc. C'est bien là le genre d'idées qui nous intéresse et dont nous voulons parler.

[Text]

Mr. Nault: Has there been any detail in that debate of an aboriginal institution dealing with housing and controlled by First Nations themselves? Has it been submitted in detail, or is it just in a theoretical discussion process instead of a discussion of the nuts and bolts of how it should work and how it should be set up? Are there any proposals like that?

Mr. Corbin: There have been some. The Federation of Saskatchewan Indian Nations put forward a proposal. We're working on potential models of how institutions could be set up in different areas of the country and what functions might be best performed by the community, the tribal council, or a regional institution.

We're also dealing with Industry, Science and Technology on the possibility of utilizing the aboriginal capital corporations, who now provide loans for economic development. As a diversification they may want to get into and there may be the opportunity for them to get involved in housing loans. It supports them and it may free up and streamline the process of acquiring loans for housing and other economic development in the communities.

Mr. Nault: Thank you.

Mr. Skelly: I'm interested in following this up as well, because one of the problems identified in the study from way back in 1985 was the fact that for an aboriginal person, band, or tribal council to develop housing they have to go through a huge bureaucratic process with approvals and long delays at each step of the process. It engendered a lot of frustration in dealing with the whole problem of housing. By the time you tried to satisfy the need in one year you were ending up dealing with the need in two more years. It simply became almost too frustrating to deal with.

I think it recommended combining all of the agencies so there was a one-window approach. As you mentioned, an institution could have a ministerial guarantee connected with it, which would help it to leverage more private capital, or whatever.

I'm wondering how long it takes for a band to make a proposal to DIAND and then see that housing delivered. Have you worked out a flow chart of the approvals needed, the agencies that need to be contacted, the approvals needed through those agencies? How long does it take from the time you make a proposal to the time you see the housing on the ground or people moving in?

Second, in the United States and elsewhere there are aboriginal groups that have moved in some cases further along toward self-government. Have any of those aboriginal groups established housing authorities?

[Translation]

M. Nault: A-t-on discuté les détails de la création d'une institution autochtone responsable du logement, qui serait gérée par les Premières nations elles-mêmes? Cette proposition a-t-elle été présentée en détail ou bien s'agit-il tout bonnement d'une possibilité théorique? A-t-on formulé une proposition vraiment pragmatique, qui envisagerait tous les détails et les mécanismes que cela suppose? Des propositions de ce genre ont-elles été faites?

M. Corbin: Il y en a eu quelques-unes. La Fédération des nations indiennes de la Saskatchewan a formulé une proposition en ce sens. Nous sommes en train d'étudier plusieurs modèles possibles sur la façon de créer ce genre d'institution dans plusieurs régions du pays et sur les fonctions que l'on pourrait confier à la collectivité indienne, au conseil tribal ou à une institution régionale.

Nous sommes également en train d'étudier, en collaboration avec Industrie, Sciences et Technologie, la possibilité de faire appel aux institutions financières autochtones qui se limitent à l'heure actuelle à consentir des prêts pour favoriser le développement économique. Aux fins de la diversification de leurs activités, elles pourraient peut-être s'intéresser à consentir également des prêts au logement. Ce serait peut-être un moyen de simplifier et de faciliter la procédure d'obtention de prêts au logement et de prêts pour le développement économique dans les collectivités autochtones.

M. Nault: Merci.

M. Skelly: Je vais moi aussi revenir là-dessus. L'étude de 1985 avait déjà révélé que la nécessité de se soumettre à une procédure bureaucratique très lourde, c'est-à-dire d'obtenir des approbations et de devoir attendre pendant de très longues périodes à toutes les étapes de cette procédure constituait l'un des problèmes auxquels étaient confrontés les Autochtones désireux de se lancer dans la construction de logements, qu'il s'agisse d'un particulier, d'une bande ou d'un conseil tribal. Une telle bureaucratie était une source énorme de frustrations. Avant qu'une demande de logement puisse être satisfaite, il fallait bien souvent attendre au moins deux ou trois ans. La situation était devenue beaucoup trop frustrante.

Si mes souvenirs sont bons, ce rapport proposait de regrouper, pour ainsi dire, tous les organismes concernés en un seul. Comme vous l'avez dit, il était question de rattacher à une institution de prêts plutôt qu'à un prêt spécifique l'obligation d'obtenir une garantie ministérielle, afin de donner à une telle institution plus de pouvoirs pour attirer les capitaux privés ou autres.

Je voudrais savoir quel est le laps de temps qui s'écoule entre le moment où une bande présente une demande de logement au MAIN et celui où cette demande est satisfaite. Avez-vous établi la liste des approbations à obtenir et des organismes à contacter pour les obtenir? Combien de temps faut-il attendre entre le moment où une demande de logement est déposée et celui où les gens sont prêts à emménager dans la maison?

Deuxièmement, certains groupes autochtones, aux États-Unis ou ailleurs, sont rendus plus loin qu'au Canada sur la voie de l'autonomie gouvernementale. Ces groupes se sont-ils dotés de leur propre administration, en matière de logement?

[Texte]

You mentioned in your statistics that you've excluded James Bay Cree and others. How is housing managed in those groups? I visited a few of the communities up there. They seem to have some pretty good quality housing and good infrastructure development there. They seem to be able to deliver the goods to the people in their community. Are you looking at models, and have models been established either in Canada or North America that might be instructive to us?

Mr. Rayner: In response to your first question concerning the approvals for a housing program, housing is part of the capital budget, which is now part of either a flexible transfer payment or an alternative funding arrangement so that a band has a multi-year capital plan. Under that we finance a portion of it. We aim to get these arrangements signed, delivered, and operating as of April 1. That's a target within the department. As of April 1 their basic housing program dollars should be included in the overall contribution arrangement between the department and the band. So a lot of the delays that were there ten years ago when every program had a separate contribution arrangement approach—we feel we've eliminated a lot of those delays by the alternative funding approach or the flexible transfer payment approach.

• 1710

Mr. Corbin: In the last few years we have tried to maintain a closer tie between the department, CMHC and the individual First Nations. As I said, we are trying to promote the idea of three-year housing plans so that if a band wants to develop a housing project next year, they can link in with Indian Affairs and CMHC so that as much of the process and paperwork as possible can be completed in advance of the actual construction season. In this way they can take advantage of trying to get materials over winter roads—things like that—to try to reduce costs as much as possible. As we say in the paper, we have numerous examples out there. What we would like to do is to spread those around, to make those that we know can work better, actually work better.

Mr. Rayner: In terms of your question about U.S. models or the model of the Cree, I'm not aware that we have actually studied U.S. situations in this process here.

Mr. Corbin: That is not quite correct. As part of this process we visited Washington when the housing commission was having its annual meeting. We also visited—

Mr. Skelly: Which housing commission?

[Traduction]

Vous dites que vos statistiques comprennent les Cris de la Baie-James ainsi que d'autres groupes indiens. Comment la question du logement est-elle gérée dans ces groupes? Je me suis rendu dans plusieurs collectivités du Nord. Ils semblent bénéficier de logements de qualité et d'infrastructures solides. Ils semblent parfaitement capables de répondre aux besoins des membres de leur communauté en matière de logement. Étudiez-vous certains modèles et existe-t-il de tels modèles au Canada ou ailleurs en Amérique du Nord susceptibles de nous éclairer?

M. Rayner: Pour répondre à votre première question sur les approbations attachées au programme de logement, sachez que le logement fait partie du budget d'immobilisation. Le budget d'immobilisation est désormais déterminé aux termes d'un régime de paiements de transfert souple ou encore d'ententes de financement parallèles. Il existe pour chaque bande un plan pluriannuel d'immobilisation, en vertu duquel nous finançons un certain nombre de projets d'immobilisation. Ces ententes devraient être signées et entrer en vigueur d'ici le 1^{er} avril. C'est là l'objectif que notre ministère s'est fixé. À partir du 1^{er} avril, le budget de base du programme de logements devrait être inclus dans les attentes générales conclues entre le Ministère et les bandes en matière de contributions. Cela devrait éliminer les nombreux retards qui existaient il y a dix ans, lorsque chaque programme faisait l'objet d'une entente séparée en matière de contributions. Nous estimons avoir supprimé une bonne partie de ces retards, grâce au régime de paiements de transfert souples ou aux nouvelles méthodes de financement qui existent aujourd'hui.

M. Corbin: Au cours de ces dernières années, nous nous sommes efforcés de maintenir des liens étroits entre le Ministère, la SCHL et chacune des Premières nations. Comme je l'ai déjà dit, nous essayons de promouvoir le concept de programmes triennaux de logement, de sorte que si une bande souhaite mettre en place l'an prochain un programme de logement, elle puisse oeuvrer de concert avec les Affaires indiennes et la SCHL, pour en terminer avec toutes les procédures préalables avant le commencement de la période de construction. Il sera ainsi possible de réduire les coûts au maximum, en acheminant par exemple les matériaux de construction pendant l'hiver etc. Comme nous l'indiquons dans notre document, nous pouvons citer de nombreux exemples. Nous tenons à les faire connaître, afin que les solutions, qui, nous le savons, fonctionnent puissent fonctionner encore mieux.

M. Rayner: En ce qui concerne la question que vous avez posée à propos des modèles qui existent aux États-Unis ou encore chez les Cris, je ne suis pas sûr que nous ayons été étudier sur place et en détail ce qui se passe aux États-Unis.

M. Corbin: Ce n'est pas tout à fait exact. Dans le cadre de nos travaux, nous nous sommes rendus à Washington lors de la réunion annuelle de la Commission chargée du logement. Nous avons également visité...

M. Skelly: De quelle commission du logement s'agit-il?

[Text]

Mr. Corbin: The American Indian Housing Council, which is a group of Indian housing institutions or authorities that get together every three or four months. We also met with the U.S. Departments of Indian Affairs and Housing and Urban Development and we met with the Amerind Risk Management Group, the insurance company down there, to get a feel for how they were structured, what problems they had, whether their issues were similar to ours and how they were dealing with some of them.

We've also studied the Cree concept. Part of our consultations... one of our meetings has been with the Crees in an attempt to use some of those examples of where we know things are working and can be transferred to other areas.

The Chairman: I don't want to cut off this discussion because it has been very productive, but I want to remind committee members that in order to accommodate a scheduling problem that Mr. Anawak has on Thursdays, a couple of times we've brought forward items to add to this agenda on an in camera basis. For those of you that weren't aware or needed to be reminded, we will continue discussing with the DIAND officials for as long as you wish.

Mr. Redway: Mr. Chairman, my question relates to a community I visited in northern Manitoba, Pukatawagan. I was impressed with what they had done in the way of housing and I wonder whether or not that would be a model to follow in other cases. It seemed to be a situation where they were able to produce from the capital funds they received from DIAND, perhaps supplemented from other band funds, together with the mortgaging concepts from CMHC. Within five years they had a five-year plan and they were expecting to have everybody in a new house. From what I could see, almost everybody was in a new house when I visited it the summer before last. Are you familiar with that community and what sort of involvement DIAND had in that and whether that might act as a model?

• 1715

Mr. Corbin: I'm not familiar with that community. I know there are a number of cases out there in which bands have taken an active role in dealing with their housing. There are a lot of successes out there and what we would like to do is look at why they are successful and can they be used elsewhere.

Unfortunately, the consultations in Manitoba were done by the Indian groups there and I didn't get the opportunity to go out and meet a lot of the people in Manitoba and deal with some of these. I will look into that one.

Mr. Redway: You do have some other examples of success stories as far as bands producing housing are concerned.

Mr. Corbin: Yes.

Mr. Redway: Perhaps not now, but can you provide us with the model and the way they went about it?

[Translation]

M. Corbin: Il s'agit de l'«American Indian Housing Council». C'est un groupe d'institutions ou d'administrations indiennes chargées du logement qui se réunissent tous les trois ou quatre mois. Nous avons également rencontré les représentants des ministères américains des Affaires indiennes, du Logement et du Développement urbain ainsi que l'«Amerind Risk Management Group», une compagnie d'assurance. Nous nous sommes renseignés sur leurs structures, sur les problèmes qui surgissent et sur leur façon de les régler pour voir si la situation est comparable à celle que nous connaissons au Canada.

Je pense d'ailleurs étudier le concept proposé par les Cris. Une partie de nos consultations... Nous nous sommes entretenus avec les Cris, pour savoir dans quelle mesure les exemples qui fonctionnent peuvent être appliqués ailleurs.

Le président: Je ne voudrais pas interrompre cette discussion vraiment productive, mais je tiens à rappeler aux membres du comité qu'une fois ou deux par le passé nous avons ajouté à notre ordre du jour un certain nombre de questions à traiter à huis clos de façon à accommoder le problème d'horaire qui se pose pour M. Anawak le jeudi. Pour ceux d'entre vous qui ne le saviez pas ou l'avez oublié, nous continuerons à discuter avec les responsables du MAIN aussi longtemps que vous le voudrez.

M. Redway: Monsieur le président, j'ai une question à poser à propos d'une localité du nord du Manitoba que j'ai visité, celle de Pukatawagan. J'ai été impressionné par ce qui a été fait dans cette localité en matière de logement et je me demande si ce n'est pas un modèle que l'on pourrait suivre ailleurs. Il me semble que l'on a obtenu dans cette localité des résultats excellents à partir des subventions versées par le MAIN et peut-être aussi par d'autres bandes, et en respectant les concepts définis par la SCHL en matière de prêts hypothécaires. Cette localité s'appuyait sur un plan quinquennal et en cinq ans tout le monde devait avoir une maison neuve. D'après ce que j'ai pu voir lors de ma visite non pas l'été dernier mais le précédent, pratiquement tout le monde occupait une maison neuve. Connaissez-vous cette localité et savez-vous quel a été le rôle du MAIN? Pensez-vous que l'on pourrait s'en inspirer comme modèle?

M. Corbin: Je ne connais pas cette localité. Je sais qu'il existe plusieurs cas où les bandes se sont occupées activement du logement. De nombreux projets ont été couronnés de succès et nous voudrions étudier de près la raison de tels succès pour voir si on ne peut pas les répéter ailleurs.

Malheureusement, les consultations qui ont eu lieu au Manitoba ont été organisées par les groupes indiens eux-mêmes et je n'ai pas eu l'occasion de rencontrer beaucoup d'Autochtones au Manitoba et d'en discuter avec eux. Je vais me renseigner.

M. Redway: Pouvez-vous nous citer d'autres exemples de réussite des bandes en matière de logement.

M. Corbin: Oui.

M. Redway: Peut-être pas aujourd'hui, mais vous pourriez nous faire parvenir le modèle qu'elles ont utilisé et la description des procédures qu'elles ont suivies.

[Texte]

Mr. Corbin: Yes, we can do that. There are some interesting models, the Huron, Six Nations, Tyendinaga, in terms of how they use the subsidy money and have a revolving loan fund concept. Some of that has been described in some of the papers that have been produced and we would be pleased to make those available to the committee.

Mr. Anawak: The housing program is \$120 million, with operation and maintenance of \$4.6 million. On top of that, there must be the administration by the department. What percentage is the administration in comparison to the total housing budget within the housing section of the department?

An hon. member: At least 70%.

Mr. Rayner: I can give you an overall percentage of what our administration costs are vis-à-vis the Indian program. For expenditures to run the department it's about 4% of the total budget.

In terms of the housing area, we would have to go back and break that out, but there is a little unit here in Ottawa that Mr. Corbin runs and then there are individuals in the regions across the country, but we're not talking about a very large group. The real numbers in terms of people who administer this program are out in the Indian communities. We can give you a percentage of DIAND expenditures expressed as a percentage of the total housing effort.

Mr. Anawak: This backlog that you talked about, the other 11,000, that doesn't include the poor state of housing in the communities. I suspect that this backlog is the actual number of houses that you would need just to catch up, and that doesn't take into account the already poor state of housing. This has been around since 1984-85. Why has there not really been any attempt to catch up on the backlog and what is the timeframe? I think you said you would try and get this through in the fall. You get \$120 million a year plus \$4.6 million. How much more would you need just to catch up on this backlog of 11,000? You would still need an awful lot more in terms of renovations renovations for the poor state of housing that's already there.

• 1720

Mr. Rayner: In terms of trying to give that estimate it depends upon how much would come from the DIAND program, CMHC loan program, and so forth. We could do an estimate, but you're talking several millions of dollars, a large amount.

Mr. Redway: Using the existing programs.

Mr. Rayner: Using the existing programs.

If you adopted different approaches where you could make it attractive for individuals, and different arrangements with the financial sector to invest in Indian housing on-reserve, you could probably tap into a way in which that housing backlog would be effectively addressed. That's really the purpose behind this, to try to open up creative ways, to think of how are we going to tap into the financing sources that can address the backlog and deal with the demand that's coming from the larger populations on-reserve.

[Traduction]

M. Corbin: D'accord. Il existe en effet plusieurs modèles intéressants, où les bandes ont eu recours aux subventions pour créer une sorte de fonds de roulement de prêts, comme notamment le modèle Huron, le modèle des Six Nations ou le modèle de Tyendinaga. Certains de ces modèles sont décrits dans les documents que nous avons publiés et nous serons très heureux de les faire parvenir aux membres du comité.

M. Anawak: Le programme du logement se chiffre à 120 millions de dollars et le budget de l'exploitation et de l'entretien à 4,6 millions de dollars. Il faut bien sûr ajouter à cela les frais d'administration du Ministère. Pourriez-vous nous dire quel est le pourcentage que représente les frais d'administration de la direction du Ministère chargée du logement par rapport à l'ensemble du budget du logement?

Une voix: Au moins 70 p. 100.

M. Rayner: Je peux vous donner le pourcentage total de nos frais d'administration par rapport au programme des Indiens. Les frais d'exploitation du Ministère représentent environ 4 p. 100 du budget total.

En ce qui concerne le logement, il faudrait que nous procédions à une ventilation des dépenses. Il y a la petite section de M. Corbin, ici à Ottawa et quelques personnes éparpillées dans les différentes régions du pays. Cela ne fait pas un groupe très important. Ce sont surtout les communautés indiennes qui administrent ce programme. Nous pouvons vous donner le pourcentage des dépenses du MAIN par rapport à l'effort total de logement.

M. Anawak: Vous avez parlé d'un arriéré de 11,000 logements. Je suppose que l'on n'a pas tenu compte des logements dont l'état laisse à désirer. Je suppose que ce chiffre représente le nombre de logements qu'il faudrait construire pour rattrapper le retard accumulé, sans tenir compte du mauvais état des logements existants. C'est une question dont on parle depuis 1984-1985. Pourquoi n'a-t-on pas réellement essayé de rattraper les retards accumulés et quand pense-t-on en finir avec ces arriérés? Vous avez dit que vous essaieriez d'être prêt à l'automne. Vous avez un budget de 120 millions de dollars par an plus 4,6 millions de dollars par an. De combien de millions de dollars supplémentaires aurez-vous besoin pour combler cet arriéré de 11,000 logements? Et si l'on compte le coût de rénovation des logements délabrés existants, cela représente beaucoup plus d'argent encore.

M. Rayner: Tout dépend du budget qui sera affecté au programme du NAIN, au programme de prêt de la SCHL etc. Nous pourrions faire des estimations, mais disons que cela irait chercher plusieurs millions de dollars, une grosse somme, donc.

M. Redway: Sur la base des programmes existants.

M. Rayner: Oui.

Si vous adoptiez des méthodes différentes et si vous élaboriez des moyens de vendre plus attractifs pour le secteur financier ou même les particuliers, afin d'investir de l'argent dans le logement indien sur les réserves, vous pourriez probablement absorber de façon plus efficace cet arriéré de logements. L'objectif recherché consiste justement à trouver des moyens créatifs d'attirer les capitaux privés afin d'absorber cet arriéré et de répondre à la demande émanant de la population croissante des réserves.

[Text]

Mr. Anawak: Alan Redway was making a point on bid bonding. You might talk to the Government of the Northwest Territories, which has had to deal with this bid bonding in the north in terms of contractors not having the necessary amount of money to put in a bid even, though they were preferred and had the expertise. You might want to talk to the Department of Economic Development of the Government of the Northwest Territories on the bid bonding issue.

Mr. Skelly: The figure to catch up on the backlog of 10,000 or 11,000 that was in the Auditor General's report, of \$840 million, is not split among Indian Affairs and the other programs. That's just the total cost of catching up on the 10,000 to 11,000 houses that were required, and that was provided by DIAND.

Mr. Corbin: Yes. It was \$80,000 a unit times 11,000 units.

Mr. Skelly: I'm under the impression that provinces are now becoming more and more involved in aboriginal housing. I know when I was in the British Columbia legislature back in the 1970s that the B.C. legislature at that time extended what they called the home acquisition grant—I think it was about a \$1,000 grant for first-home buyers—to aboriginal people living on-reserve. Are there any of the other provinces that are involved in grants to provincial residents living on-reserve for housing acquisition, or construction of housing, or infrastructure?

Mr. Corbin: Right now really the only involvement is in Alberta. The Alberta government will provide some interest-free loans for purchases of trailers to serve as housing both on and off reserve.

The Province of Ontario has recently taken a significant interest in aboriginal housing, and I understand that there is a possibility that it could play a role in the future in the hook-up of houses to new water and sewer services as a result of the green plan money, but for the most part provinces have taken the position that on-reserve housing is the responsibility of the First Nations and the Government of Canada, and have stayed out of any significant involvement in housing.

Mr. Skelly: I know the B.C. government after a while cancelled the first-home acquisition grant and converted it to a loan, but I think they shied away because of the problems of securing the loan. When Alberta does this, is it because it's a mobile home and it can be seized, or is it possible to seize a mobile home located on-reserve?

Mr. Corbin: I think it was the wording of the program that didn't limit it. It was to the population of Alberta, anybody who lives in Alberta, so there is no reason that it shouldn't be available on reserve the same as off.

[Translation]

M. Anawak: Alan Redway a parlé du problème des soumissions et des cautions. Vous pourriez vous adresser au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest. Le problème s'est posé dans le Nord dans la mesure où les entrepreneurs n'avaient pas les fonds suffisants pour faire une soumission, alors qu'ils avaient l'expertise nécessaire et que l'on était disposé à leur donner la préférence. Vous pourriez discuter de ce problème des soumissions et des cautions avec les gens du ministère du Développement économique du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.

M. Skelly: On prévoit qu'il faudrait 840 millions de dollars pour absorber l'arriéré de 10,000 ou 11,000 logements. C'est un chiffre qui est cité dans le rapport du vérificateur général. Est-ce que ce montant devait être partagé entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord et d'autres programmes ou bien est-ce qu'il s'agit du coût total prévu pour absorber l'arriéré de 10,000 ou 11,000 logements, les chiffres avancés par le NAIN.

M. Corbin: Oui. Cela fait 80,000\$ par unité multiplié par 11,000.

M. Skelly: J'ai l'impression que les provinces participent de plus en plus au logement des Autochtones. Dans les années 1970, lorsque je siégeais à la législature de la Colombie-Britannique, je me rappelle que l'on avait mis au point ce que l'on avait appelé un système de subventions pour l'acquisition d'une maison. Il s'agissait je crois d'une subvention d'environ 1,000\$ destinée aux personnes achetant pour la première fois une maison. Cette subvention s'adressait aux Autochtones qui vivaient dans les réserves. Y a-t-il d'autres provinces qui accordent à leurs résidents vivant dans des réserves des subventions au titre de l'accession à la propriété ou de la construction d'une maison ou de l'installation d'une infrastructure?

M. Corbin: Pour le moment, il n'y a que l'Alberta. Le gouvernement de l'Alberta consent des prêts sans intérêt à l'achat de maisons mobiles, qui peuvent être installées dans les réserves ou en dehors.

La province de l'Ontario manifeste depuis quelque temps un certain intérêt pour le logement des Autochtones et je crois savoir que, dans le cadre du plan vert, il est possible qu'elle participe au financement des services d'adduction d'eau et de raccordement des logements aux égouts. Toutefois, la plupart des provinces considèrent que le logement dans les réserves relève de la responsabilité des Premières nations et du gouvernement du Canada, et en conséquence, elles n'ont pas joué de rôle majeur dans le logement.

M. Skelly: Je sais que le gouvernement de la Colombie-Britannique a supprimé les subventions à l'acquisition d'un premier logement pour les transformer en prêts mais je crois que s'il en a décidé ainsi, c'est en raison des problèmes que soulevait la garantie des prêts. Savez-vous si l'Alberta a décidé d'offrir ce programme parce qu'il s'agit de maisons mobiles et que par conséquent elles peuvent être saisies? Est-il possible de saisir une maison mobile installée sur une réserve?

M. Corbin: Je ne crois pas que le libellé du programme était limitatif. N'importe quel résident de l'Alberta pouvait se prévaloir de ce programme et il n'y avait aucune raison pour qu'il ne soit pas également offert aux habitants des réserves.

[Texte]

There was an energy program under Manitoba Hydro that offered the same types of things, and the application applied across the province regardless of the location.

Mr. Skelly: What about things like rural electrification?

Mr. Corbin: Again it's a little bit hit and miss, but some of it is done.

• 1725

Mr. Nault: I was just wondering whether there had been any discussion through this process relating to fire protection and the lack thereof, whether there is some understanding of the need for that process to be dealt with in the context of a new housing policy. It seems to me that it's a lot of money to pay for a house to then turn around and the investment disappears. Fires do happen on a fairly regular basis, no matter where you live. Could you give me some detail on the department's feelings towards that issue?

Mr. Rayner: Yes, we will provide that. Fire protection is provided under other aspects of the capital plan, but it is an item we fund through the capital plan, not specifically through the housing program. We will give you further information on the support we are able to give to fire protection through the capital plan.

The Chairman: Thank you very much for coming. No doubt we will be talking to you again as we proceed down our path. If we are deviating, I expect you will be wondering why, not necessarily telling us, but... Thank you.

[Proceedings continue in camera]

• 1745

The Chairman: The chairman deems, from the consensus he sees around the table, that consent has been given to leave the in camera meeting and go to an open meeting. Whereupon we accepted... Don't ask how this is being done, just do it.

Mr. Anawak: Do I have to read the motion again?

The Chairman: No. I'm a little concerned, only a little concerned, not very much, about the motion. Is it a motion, or does the committee agree to reaffirm what the committee had previously agreed? If you would like an affirmed motion, that is fine by me.

Mr. Anawak: Make a motion.

Motion agreed to

The Chairman: Okay. I see that is agreed upon. It is unanimous.

The next item of business... Shall we stay in the form we are?

The Clerk of the Committee: When do you want that to be tabled?

[Traduction]

Manitoba-Hydro avait également mis au point un programme semblable en matière d'énergie et ce programme s'appliquait à l'ensemble de la province, indépendamment du lieu de résidence.

M. Skelly: Que pouvez-vous nous dire sur l'électrification des campagnes?

M. Corbin: Là encore, les choses se font un peu au petit bonheur, mais elles avancent quand même.

M. Nault: Je me demande s'il a été question de la protection contre les incendies ou plutôt de l'absence d'une telle protection. A-t-on l'intention d'en parler dans le cadre de cette nouvelle politique de logement? Il me semble qu'une maison coûte trop cher pour la voir partir en fumée. Les incendies sont fréquents, où que vous habitiez. Pourriez-vous nous indiquer en détail la position du ministère sur ce point?

M. Rayner: Oui, nous le ferons. La protection contre les incendies est prévue ailleurs dans le programme d'immobilisation. C'est un domaine que nous finançons par l'intermédiaire du programme d'immobilisation plutôt que du programme de logement. Nous vous ferons parvenir de plus amples renseignements sur les subventions que nous accordons au titre de la protection contre les incendies, par le truchement du programme d'immobilisation.

Le président: Merci infiniment d'être venus. Je suis certain que nous vous reparlerons bientôt. Si nous faisons fausse route, je suppose que vous vous demanderez pourquoi, bien que vous ne nous le feriez pas nécessairement savoir, mais... merci.

[Le comité poursuit ses délibérations à huis-clos]

Le président: D'après le consensus qui semble se dégager autour de la table, le président considère que les membres du comité consentent à ne plus siéger à huis clos et à reprendre leurs délibérations en public. Nous acceptons donc... Ne me demandez pas quelle est la procédure suivie, contentez-vous de l'accepter.

M. Anawak: Dois-je relire la motion?

Le président: Non. Je suis tant soit peu inquiet, mais pas beaucoup, à propos de cette motion. S'agit-il d'une motion ou bien le comité consent-il à réaffirmer ce dont il a été convenu plus tôt? Si vous préférez qu'une motion soit déposée, je n'y verrais pas d'inconvénient.

M. Anawak: Proposons une motion.

La motion est acceptée

Le président: D'accord. Je vois que tout le monde est d'accord. La motion est adoptée à l'unanimité.

Le point suivant de notre ordre du jour... Allons-nous continuer à siéger de la même façon?

La greffière du Comité: Quand voulez-vous que nous déposions ce document?

[Text]

The Chairman: At the earliest opportunity. Can we present this as a report on Thursday?

A voice: Is the wording to be exactly as here, or do you want the recommendations reiterated?

Mr. Redway: You had better reiterate it.

An hon. member: Attach the recommendations to the motion so the House will know what they are talking about.

The Chairman: The next item then.

Mr. Nault: So that would be done at the next sitting of the House. Would that be tomorrow?

The Chairman: Subject to availability. Thursday.

Mr. Nault: Are we going back into in camera, Mr. Chairman?

The Chairman: Let's see what the subject is first of all. I don't think so.

The Clerk: It is to discuss the letter everybody got from Grand Chief Peletier regarding Oka. What do you want to do now?

Mr. Nault: Mr. Chairman, I could present a motion if you like, but I propose that we go to Oka. We've been discussing that process of travel to Oka for as long as I can remember, and we have yet to go. This has been going on for over two years.

If the sense by the grand chief is it would be much more beneficial to him and his council and the community for us to participate in these kinds of hearings in Oka, then I think it would be to our benefit.

At the same time, I am somewhat worried that we don't get ourselves into some sort of media circus. I'm never interested in doing that because it just ruins the work of the committee. So if we are to do it, it should be done very carefully, with some thought put to the process of how we are going to deal with the whole issue of going there—what time we will arrive, who will participate, and where we will do it to make sure we don't end up with something unexpected. There is always that danger when something is somewhat volatile, but based on the fact that by doing so we can help the process, then I would recommend we go. But again, we will have to be very careful. That means the chairman shouldn't speak the whole time he's there.

The Chairman: When?

Mr. Anawak: Plus, I think it would give us an opportunity to see first-hand the lay of the land—all the land that is in dispute, and everything else.

Mr. Redway: When are you back from being out on the land in order to get the lay-out of the land?

Mr. Anawak: We are having a Liberal convention next week, so I have to be back here.

Mr. Redway: That's a quick trip.

[Translation]

Le président: Le plus tôt possible. Pourrions-nous le présenter sous forme de rapport jeudi?

Une voix: Va-t-on reprendre le même libellé ou voulez-vous que nous reformulions les recommandations?

M. Redway: Il vaudrait mieux les reformuler.

Une voix: On pourrait annexer les recommandations à la motion, de façon à ce que la Chambre sache de quoi il retourne.

Le président: Passons au point suivant.

M. Nault: Ce rapport sera donc déposé à la prochaine séance de la Chambre? C'est-à-dire demain?

Le président: S'il n'y a pas contrordre, jeudi.

M. Nault: Allons-nous reprendre nos délibérations à huis clos, monsieur le président?

Le président: Voyons tout d'abord quel est le sujet que nous devons étudier. Je ne crois pas.

La greffière: Il s'agit de la lettre adressée à nous tous par le Grand Chef Pelletier à propos d'Oka. Que voulez-vous que nous fassions maintenant?

M. Nault: Monsieur le président, je pourrais présenter une motion, si vous le désirez, mais je propose que nous nous rendions à Oka. Aussi loin que je m'en souviens, nous avons toujours dit que nous devrions aller à Oka et nous ne l'avons pas encore fait. Cette histoire remonte à plus de deux ans.

Si le Grand Chef estime qu'il serait beaucoup plus utile pour lui, pour son Conseil et pour sa communauté que nous participions à ce genre d'audience à Oka, je crois que nous aurions intérêt à nous y rendre.

Cependant, je crois que nous devrions veiller à ne pas nous laisser entraîner dans une sorte de cirque médiatique. Cela ne me plaît pas beaucoup, dans la mesure où ce n'est jamais bon pour les travaux du comité. Si nous y allons, il nous faudra être très prudents. Nous devons réfléchir à la façon dont nous voulons procéder... À l'heure à laquelle nous voulons arriver, à qui devra participer et à quel endroit nous devons nous rencontrer de façon à pallier à tout imprévu. Il y a toujours ce risque lorsque l'on a affaire à une question aussi délicate. Cependant, si nous pouvons contribuer par notre présence à faire avancer les choses, je veux bien recommander que nous nous rendions à Oka. Cependant, je le répète, nous devons être très prudents. Cela veut dire que, quand nous serons là-bas, le président ne devra pas parler tout le temps.

Le président: Quand?

M. Anawak: En plus, je crois que cela nous donnerait l'occasion de voir par nous-mêmes comment se présentent les terrains en question—tous les terrains qui font l'objet du litige, ainsi que tout le reste.

M. Redway: Quand allez-vous rentrer de vos terres de façon à ce que nous puissions nous faire une idée de ce que sont en fait les terres d'Oka?

M. Anawak: Nous avons une convention libérale la semaine prochaine et je dois donc être de retour ici.

M. Redway: C'est un voyage rapide.

[Texte]

Mr. Anawak: By Tuesday night I'll be back.

The Chairman: Why don't we leave it up to the clerk to set it up. But it doesn't have to be within the next week, it could be within a couple of weeks.

• 1750

The Clerk: What would you think of, for instance, meeting. . . I do think you are going to be almost stuck there and will have no bargaining position by which to get out of the situation and will have to and can spend your complete day there. But what also worries me is your credibility. I was wondering about meeting only with the band council then, instead of getting huge public attention.

Mr. Skelly: Mr. Chairman, we've met with the chief and band council of Akwesasne at one time, in a closed meeting, actually, during which the chief explained some of the problems his community was attempting to deal with. I don't think anybody objected to that or to the process.

At one time we were talking about going down to Oka and having a tour around the community to familiarize committee members with the lay of the land, what lands are in dispute, who owns them, who lives on them, and so on. To this day, I think the committee as a group has never had an opportunity to do so, although individual committee members have done so.

I am concerned that if we go down there and meet in a public meeting at which the government's negotiators are present to make a presentation and at which the band council is present to make its presentation, we end up being in a position that this committee has no jurisdiction to be in; that is, as mediators—

The Chairman: That's right.

Mr. Skelly: Whether we're officially mediators or not, we're will be put in that position by the press or by people who put a spin on the meeting.

Mr. Anawak: The invitation was to meet with the chief and council. If they want an informal meeting with them, not others, that would be up to them.

Mr. Nault: Mr. Chairman, I somewhat differ, in the sense that I had no intentions of having the negotiator for the government make a presentation. This meeting would involve just the aboriginal people from the community.

I for one would not want to suggest that the elders can't make a presentation on their own, or that a member of the community cannot do so; I'd welcome that. I'd want to be on the community's own turf, but I'm certainly not suggesting we conduct all the hearings in Oka. I'm suggesting that we hold the community hearings there, then come back to Ottawa and continue on with the next process, which would involve hearing officials of the Department of Indian Affairs and the negotiator himself, and finding out exactly what they're preparing to do about this issue.

[Traduction]

M. Anawak: Je serai de retour mardi soir.

Le président: Pourquoi ne pas nous en remettre au greffier? Nous ne sommes pas obligés de faire cela la semaine prochaine. Cela peut attendre une quinzaine de jours.

La greffière: Que pensez-vous de cela? Nous pourrions nous réunir, par exemple. . . Je crois que vous allez pratiquement vous retrouver coincés là-bas, sans aucune possibilité de négociation vous permettant de sortir de cette situation. Je pense que vous devrez y passer toute la journée. Ce qui me préoccupe c'est votre crédibilité. Je me demande s'il ne vaudrait pas mieux rencontrer uniquement le conseil de bande au lieu de nous exposer à l'attention du public.

M. Skelly: Monsieur le président, nous avons déjà rencontré le chef et le conseil de bande de Akwesasne. Nous les avons rencontré d'ailleurs à huis clos et le chef nous a expliqué certains des problèmes auxquels sa communauté se trouvait confrontée. Je ne pense pas que quiconque ait trouvé à redire à cette procédure.

Nous avons parlé de la possibilité de nous rendre à Oka et de visiter la communauté, afin de nous familiariser avec l'état des lieux et afin de voir de nos yeux les terres qui font l'objet du litige, d'apprendre qui en sont les propriétaires, qui y demeure, etc. Jusqu'ici, le comité en tant que groupe n'a jamais eu l'occasion de le faire, bien que certains députés se soient rendus à Oka à titre individuel.

Je crains que si nous nous rendons à Oka et si nous participons à une réunion publique à laquelle les négociateurs du gouvernement d'une part et le conseil de bande d'autre part seront présents pour exposer leurs arguments, nous nous retrouvons dans le rôle de médiateurs, c'est pourquoi nous ne sommes absolument pas compétents. . .

Le président: C'est exact.

M. Skelly: Que nous soyons officiellement des médiateurs ou non, nous allons forcément nous retrouver dans ce rôle là à cause de la présence des journalistes ou d'autres personnes qui voudront influencer le déroulement de la réunion.

M. Anawak: Nous avons été invités à rencontrer le chef et le conseil. C'est à eux de décider d'organiser ou non une réunion informelle avec eux et personne d'autre.

M. Nault: Monsieur le président, je ne suis pas tout à fait d'accord, en ce sens que je n'avais pas du tout l'intention de demander au négociateur du gouvernement de se faire entendre. Seuls les Autochtones d'Oka devraient participer à cette rencontre.

En ce qui me concerne, il n'est pas question d'interdire aux aînés ou à n'importe quel autre membre de la communauté de se faire entendre; je crois que cela conviendrait. Nous sommes disposés à nous rendre sur le territoire de la communauté d'Oka, mais il n'est pas question que nous prenions en main la tenue des audiences. Les audiences communautaires pourraient avoir lieu à Oka, nous pourrions ensuite revenir à Ottawa et passer à l'étape suivante, à savoir convoquer les responsables du ministère des Affaires indiennes et le négociateur lui-même, afin qu'ils nous fassent part de leurs intentions.

[Text]

If we just stick to having hearings with aboriginal people themselves, there will be no need to worry about a media circus because different groups will not be coming. We're just having one group attend the hearings.

The Chairman: I support the conclusion. I'm somewhat intrigued by how we are to reach it. I'm concerned that if we go into a public forum and meet with the chief dealing with Oka and if the public forum is covered by the media will that singular meeting not give a particular twist to things and would that not be deemed to be interfering in the negotiating process?

I support the suggestion of an in camera portion.

An hon. member: Bring them in here.

Mr. Skelly: But the media can come to any of our meetings. It could attend the meeting today and hear about DIAND's housing program and put whatever twist they want on that matter.

The Chairman: All right.

Mr. Skelly: If we are meeting with the chief and band council and elders from Kanesatake we're going to hear their side of the story, I suppose, and the media will be there to observe, as they would at any committee meeting. I can't see that being a problem.

Mr. Anawak: Mr. Chairman, isn't the invitation to meet with the chief and band council? Then let the chief and council determine for themselves how the meeting will go.

The Chairman: I suppose so, except that if they are so inclined they could use this committee.

Mr. Anawak: We can be used only if we allow ourselves to be.

The Chairman: That's right, but sometimes you don't know you're being used until you're half-way through. I just flagged that point.

Elaine tells me there's still the Longhouse factions, about which we're also concerned.

A voice: If you're deciding to only hear that elected chief, he is the chief elected under the Indian Act system, excluding any other group.

• 1755

Mr. Redway: The letter we received from Mary Cree, director of operations here, said that the grand chief agreed that it would be timely for the Mohawk council to discuss key issues and problems affecting our community. It went on to remind committee members of the negotiations:

They're at a very delicate stage and therefore it would not be appropriate to comment on any items under negotiation. We would not wish to prejudice any aspect of our negotiations, and I know you understand that.

[Translation]

Si nous nous en tenons à participer à des audiences auxquelles seuls les Autochtones prendront part, nous n'aurons pas à redouter que les choses dégénèrent en cirque médiatique, car tous les groupes ne seront pas présents. Il n'y aura qu'un seul groupe qui assistera aux audiences.

Le président: Je suis d'accord quant à cette conclusion. Je me demande cependant comment nous allons procéder. Si nous organisons un forum public et si nous rencontrons le chef pour parler de la question d'Oka, le forum public sera couvert par les médias et je crains que cela ne déforme un peu les perspectives. Ne redoutez-vous pas que l'on nous reproche d'interférer dans le processus de négociation?

J'appuie ce qui a été proposé pendant notre réunion à huis clos.

Une voix: Faisons-les venir ici.

M. Skelly: Les médias peuvent assister à n'importe laquelle de nos réunions. Les médias auraient pu assister à la réunion d'aujourd'hui, entendre ce que nous avons entendu sur le programme de logement du MAIN et présenter des choses comme bon leur semble.

Le président: D'accord.

M. Skelly: Si nous rencontrons le chef, le conseil de bande et les aînés de Kanesatake, c'est uniquement pour entendre leur version de l'histoire. Je suppose que les journalistes seront présents à titre d'observateurs, de la même façon qu'ils peuvent assister à titre d'observateurs à n'importe quelle réunion de notre comité. Je ne vois pas où est le problème.

M. Anawak: Monsieur le président, ne sommes-nous pas invités à rencontrer le chef et le conseil de bande? Si c'est le cas, c'est au chef et au conseil qu'il incombe de décider du déroulement de la réunion.

Le président: Je pense que vous avez raison, sauf que si c'est leur intention, ils pourraient utiliser ce comité à leurs fins.

M. Anawak: On ne peut nous utiliser que si nous nous laissons utiliser.

Le président: C'est vrai, mais ce n'est parfois qu'à mi-chemin que l'on se rend compte qu'on est utilisé. C'est ce que je viens d'expliquer en long et en large.

Elaine me dit qu'il y a encore la question des factions Longhouse qui cause un problème.

Une voix: Si vous décidez de n'entendre que le chef, c'est le chef élu en vertu de la Loi sur les Indiens que vous devez entendre et lui seul.

M. Redway: Dans la lettre que nous avons reçue de Marie Cree, directrice des opérations, ici à Ottawa, elle nous dit que le grand chef est convenu qu'il serait opportun que le Conseil Mohawk discute des questions et des problèmes clés qui touchent notre communauté. Elle rappelle ensuite aux membres du comité l'état des négociations:

Nous en sommes arrivés à une étape très délicate des négociations et il ne serait pas approprié de faire des remarques sur les questions en cours de négociation. Nous ne voudrions pas qu'un préjudice soit causé à un quelconque aspect de nos négociations, et je sais que vous le comprendrez.

[Texte]

With that in mind, I guess we'd be talking not really about the negotiations problems, but about other key issues. Bearing that in mind, I wonder whether it would be helpful to go there ourselves at the moment, or whether, appreciating their kind invitation and their previous chairman's offer, it might not be better to discuss other issues here rather than there.

The Chairman: Thank you for bringing that up, Mr. Redway and Mr. Nault. You raised Oka as an issue that we want to discuss for precisely the reason they say they don't want to talk to us, I think. Right?

Mr. Nault: No. You must have a different version of the letter than I have. The fact remains that the reason why we want to open it up is we want to find out why we've been. . . It's now been over a year since the Oka crisis, but nothing has been resolved in Oka. For those of you who weren't here, it wasn't a pleasant episode to have to deal with all the different factions that happen to belong to that community. My whole reason for opening it up is that I want to find out from both sides simply this: why is it that we haven't resolved this issue? What's the problem?

The Chairman: This issue?

Mr. Nault: The land unification; that's what the issue is—the whole process of the community and its self-government and the housing issue. You'd have to know the issue inside out to realize that there are so many different. . . You have a community with about 10 different non-native communities within it, for lack of a better way of putting it. The whole object is to try to buy out some of those non-native communities, houses and individuals, in order to unify the land to get into some sort of reserve status of some kind. That's the whole process. They might not want to put it in those terms, but that's what they're dealing with.

My question is that we're paying Mr. Roy a hell of a lot of money but we're not getting any bang for our buck. I want to know why. If we don't feel that's appropriate, based on what we're hearing, then as soon as it starts to warm up, we might be back dealing with the kinds of blockages we were dealing with before. That's why I brought it up.

I'm interested in talking to both sides. If the community leadership want us to go down there and meet with them, to give us their input, then we'll meet with the council and the chief. What's wrong with that? Why is it that we have to meet them here? I don't think there is any fear of. . . If we feel that all that's necessary to get the information is to meet with the chief and council, then so be it. But I don't think we have to meet in secret. This committee will then be accused, obviously, of a lot of things, if the media want to come and sit and listen to the chief and council tell us what has taken place so far. Obviously once we have done that we will meet with Mr. Roy, or the minister, which is my hope, and ask him

[Traduction]

Dans ces circonstances, nous ne parlerons donc pas vraiment des problèmes en cours de négociation mais plutôt des autres questions clés. Je me demande donc s'il serait utile que nous nous rendions là-bas nous-même, ou bien s'il ne vaudrait pas mieux les remercier de leur invitation et de l'offre de leur ancien président, en leur indiquant qu'il vaudrait peut-être mieux discuter de ces autres questions ici plutôt que là-bas.

Le président: Merci d'avoir soulevé cette question, monsieur Redway et vous aussi monsieur Nault. Si j'ai bien compris, les raisons pour lesquelles vous voudriez que nous parlions d'Oka sont précisément celles pour lesquelles ils préféreraient que nous ne leur parlions pas. C'est bien cela?

M. Nault: Non. Nous n'avons pas la même interprétation de cette lettre. La raison pour laquelle nous voulons discuter de cette question c'est que nous voulons savoir pourquoi nous avons. . . La crise d'Oka remonte à plus d'un an mais rien n'a été résolu. Pour ceux d'entre vous qui n'étiez pas là, je peux vous dire que ce n'était pas un épisode très plaisant, compte tenu de l'ensemble des factions différentes qui se trouvent appartenir à cette communauté. La raison pour laquelle je suis revenu là-dessus, c'est que je préférerais que les deux parties nous expliquent pour quelle raison on n'a toujours pas trouvé de solution. Quel est le problème?

Le président: Ce problème-ci?

M. Nault: L'unification des terres, c'est cela le problème. Cela soulève toute la question des procédures de la communauté, de l'autonomie gouvernementale et du logement. Il faudrait que vous connaissiez à fond cette question pour comprendre qu'il y a un grand nombre d'aspects différents. . . Cette communauté comprend une dizaine de localités non autochtones différentes, faute d'une meilleure description. L'objectif consiste à racheter certaines de ces localités non autochtones, c'est-à-dire les maisons et les gens qui y habitent, de façon à unifier les terres et de façon à obtenir une sorte de statut de réserve. Voilà de quoi il s'agit. Ils ne décriraient peut-être pas les choses en ces termes, mais c'est de cela qu'il s'agit.

La question que je me pose c'est que nous versons énormément d'argent à M. Roy et que cela ne donne rien. Je voudrais bien savoir pourquoi. Si nous jugeons que cette question n'est pas pertinente, je puis vous dire que d'après les rumeurs que nous entendons, dès que les choses vont se remettre à chauffer, nous risquons de nous retrouver comme avant avec des routes barrées et tout le reste. C'est pourquoi j'ai soulevé cette question.

Je voudrais rencontrer les deux parties. Si les chefs de la communauté veulent que nous nous rendions à Oka pour les rencontrer et pour qu'ils nous exposent leur point de vue, alors nous rencontrerons le conseil et le chef. Pourquoi pas? Pourquoi devrions-nous les rencontrer ici? Je ne pense que nous devons craindre de. . . Si nous pensons que pour obtenir les renseignements dont nous avons besoin il suffit de rencontrer le chef et le conseil, eh bien rencontrons-les. Je ne pense pas que nous devons nous réunir en secret. Il est évident que si les médias décident de venir écouter ce que le chef et le conseil ont à nous dire sur ce qui s'est passé, nous serons bien sûr accusés de toutes sortes de choses. Par la

[Text]

point-blank: what seems to be the difficulty with this negotiation; why can't we resolve this, as was promised when the blockades came down and the whole process unwound over a year and a half ago?

The Chairman: You are probably quite right. I don't understand the subject-matter in the same detail as you do, and I raise this question only because I'm asking you to provide me with some input so I can understand it better. When you say "the issue", does the issue exclude or does it...? When you're discussing the issue, is the comment Ms Cree makes in conflict with the discussion of the issue, as you see it?

• 1800

Mr. Redway: It would be a very thin line, would it not, between the issues under negotiation and the negotiations?

Mr. Skelly: I have had conversations with Gerry Peletier. He's concerned about a number of things that go beyond the negotiations. For example, who speaks for the Department of Indian Affairs in Quebec? Is it Monique Landry or is it Tom Siddon? Whenever he asks for a meeting with the department, he ends up talking to the Minister of State rather than talking to the Minister of Indian Affairs. So there are a lot of things that he's concerned about. I think he'd like to discuss with the committee a little bit about the aspirations of his community, which are going to relate to the negotiations. It might help us to look at what their community wants to do in terms of land at Oka, dealing with The Pines, and that kind of thing, which go beyond the sort of bare bones of the negotiations.

I think there was an agreement between the federal negotiator and the Kanesatake band not to discuss the points of the negotiations. I think the band wants to make it clear to us that they can't do that because of an agreement that they made with the negotiators. I think there are a lot of things that they could discuss with us that ultimately are going to bear on the negotiations but won't violate the agreement.

I think it would be useful for this committee to go down there on an informal basis, have members pay for it out of their travel points or whatever. I think it would be worthwhile for the clerk to establish with Chief Peletier, before we go down, on what basis we're going down there, and whether he wants to meet with us in a private or a public session. I think the clerk can establish with him what kind of role the media will play—should they be there, shouldn't they be there? We can come to some kind of agreement with the band that isn't going to embarrass either side or cause problems for the negotiations.

The Chairman: Okay. Can you proceed with that, Martine?

The Clerk: Yes, I can certainly find out exactly how that can be worked out.

The Chairman: We'll get back to you and we'll let you know.

Mr. Anawak: Do you see how easy it was?

[Translation]

suite, nous devons bien sûr rencontrer M. Roy ou le ministre, ce que j'espère, et leur demander carrément pourquoi est-ce que ces négociations traînent en longueur, pourquoi nous n'arrivons pas à résoudre le problème, comme cela avait été promis lorsque les barricades ont été enlevées et que tout est rentré dans l'ordre il y a plus d'un an et demi?

Le président: Vous avez probablement raison. Je ne comprends pas les choses de façon aussi détaillée que vous et si j'ai posé cette question c'est simplement parce que je vous demande de m'éclairer, afin que je comprenne mieux. Lorsque vous dites «le problème», est-ce que ce problème comporte ou non...? Lorsque nous en discuterons, est-ce que les observations de M^{me} Cree nous empêcheront d'aborder le problème?

M. Redway: Comment peut-on vraiment faire une distinction entre les questions qui font l'objet de négociations et les négociations elles-mêmes?

M. Skelly: J'ai discuté de tout cela avec Gerry Peletier. Il a certaines préoccupations qui n'ont rien à voir avec les négociations proprement dites. Ainsi, qui représente le ministère des Affaires indiennes à Québec? Est-ce Monique Landry ou Tom Siddon? Lorsqu'il demande de rencontrer un représentant du ministère, il doit discuter de la question avec le secrétaire d'État au lieu du ministre des Affaires indiennes. Il s'inquiète donc de plusieurs choses. Il voudrait bien discuter avec le comité des attentes de sa collectivité à l'égard des négociations. Il serait peut-être utile que nous sachions quelles sont leurs revendications à l'égard des terres à Oka et de la forêt de pins, car tout cela n'a rien à voir avec les négociations proprement dites.

Si je ne m'abuse, le négociateur fédéral et la bande de Kanesatake se sont entendus pour ne pas révéler quoi que ce soit au sujet de la teneur des négociations. La bande veut que nous le sachions. Or, les représentants de la bande pourraient discuter avec nous de bien des sujets qui ont un certain rapport avec les négociations sans manquer à leur parole.

À mon avis, il serait donc utile que le comité se rende sur place pour discuter officieusement avec la bande et on peut même nous demander de nous servir de nos points de voyage à cette fin. La greffière pourrait s'entendre avec le chef Peletier sur le caractère de notre visite et elle pourrait lui demander s'il souhaite que la rencontre soit tenue en public ou à huis clos. Il faudra aussi s'entendre sur la présence de représentants des médias. Voyons donc s'il est possible de tenir une réunion avec la bande sans que cela ne compromette l'issue des négociations.

Le président: Très bien. Voulez-vous prendre les dispositions voulues, Martine?

La greffière: Oui, je vais voir ce qu'on peut faire.

Le président: Nous vous ferons savoir ce qu'il en est.

M. Anawak: Vous voyez comme c'était facile.

[Texte]

The Clerk: I have already prepared a budget. I am ready.

Mr. Skelly: Well, in that case, forget what I said about travel points.

The Clerk: I think it's a good thing to know exactly where you are, for what reason you are going.

The Chairman: The meeting stands adjourned.

[Traduction]

La greffière: J'ai déjà établi un budget. Je suis prête.

M. Skelly: Dans ce cas, oubliez ce que j'ai dit au sujet des points de voyage.

La greffière: Je crois qu'il importe qu'on s'entende sur les motifs de votre visite.

Le président: La séance est levée.

RESPECTING

- 1. Election of a Vice-Chairman
- 2. Aboriginal Housing
- 3. Supply Point Review

CONCERNANT

- 1. Élection d'un vice-président
- 2. Logement des autochtones
- 3. Réexamen de l'itinéraire

WITNESSES

John S. Bayart, sous-ministre adjoint, politiques et législation
 Ian Corbin, Directeur du logement
 Du ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada

WITNESSES

John S. Bayart, Assistant Deputy Minister, Policy and Legislation
 Ian Corbin, Director of Housing
 from the Department of Indian and Northern Affairs Canada

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

K1A 0S9
Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Department of Indian and Northern Affairs Canada:

John S. Rayner, Assistant Deputy Minister, Policy and Consultation;
Ian Corbin, Director of Housing.

TÉMOINS

Du ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada:

John S. Rayner, sous-ministre adjoint, politiques et législation;
Ian Corbin, Direction du logement.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent des

Aboriginal Affairs

Affaires autochtones

RESPECTING:

1. Election of a Vice-Chairman
2. Aboriginal Housing
3. Stoney Point Reserve

CONCERNANT:

1. Élection d'un vice-président
2. Logement des autochtones
3. Réserve de Stoney Point

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Third Session of the Thirty-fourth Parliament,
1991-92

Troisième session de la trente-quatrième législature,
1991-1992

STANDING COMMITTEE ON ABORIGINAL AFFAIRS

Chairperson: Larry Schneider

Vice-Chairmen: Jack Anawak
Alan Redway

Members

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Ross Reid
Robert E. Skelly
Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

Martine Bresson

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES
AUTOCHTONES

Président: Larry Schneider

Vice-présidents: Jack Anawak
Alan Redway

Membres

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Ross Reid
Robert E. Skelly
Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

La greffière du Comité

Martine Bresson

Published under authority of the Speaker of the
House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre
des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 13 FÉVRIER 1992
(17)

[Texte]

Le Comité permanent des affaires autochtones se réunit aujourd'hui à 9 h 12 dans la salle 208, Édifice de l'Ouest, sous la présidence de Larry Schneider (*président*).

Membres du Comité présents: Robert Nault, Alan Redway, Larry Schneider et Robert E. Skelly.

Membres suppléants présents: Joe Fontana pour Jack Anawak; Charles Langlois pour Suzanne Duplessis; Daryl Gray pour Marcel R. Tremblay.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Elaine Gardner-O'Toole, attachée de recherche.

Témoins: De la Société canadienne d'hypothèques et de logement: Michael Daley, Vice-président—Programmes; Lawrence Gladue, Directeur des programmes; Dale Falkenhagen, Conseiller spécial du vice-président des programmes. *Du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien:* Ian Corbin, directeur du logement.

Conformément à l'article 106(2) du Règlement, le Comité procède à l'élection d'un vice-président.

Sur motion de Robert Nault, il est convenu,—Que Alan Redway soit élu vice-président du Comité pour le parti du gouvernement.

Conformément au mandat que lui confie le paragraphe 108(2) du Règlement, le Comité continue son étude sur le logement des autochtones (*voir Procès-verbaux du 11 février 1992, fascicule n° 10*).

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

Le Comité considère la motion de Robert Skelly du 6 février.

«—That the Committee recommend that the Minister of Indian Affairs request that Cabinet rescind the Privy Council Order which forcibly amalgamated the Stoney Point Band with the Kettle Point Band. This would allow the original occupants of Stoney Point to pursue a specific claim to recover their reserve lands at Stoney Point which were seized from them under the War Measures Act in 1942.»

Après débat, il est convenu,—Que cette motion soit reconsidérée à une réunion prochaine.

À 11 h 03, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Martine Bresson

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, FEBRUARY 13, 1992
(17)

[Translation]

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met at 9:12 o'clock a.m. this day, in Room 208, West Block, the Chairman, Larry Schneider, presiding.

Members of the Committee present: Robert Nault, Alan Redway, Larry Schneider and Robert E. Skelly.

Acting Members presents: Joe Fontana for Jack Anawak; Charles Langlois for Suzanne Duplessis; Daryl Gray for Marcel R. Tremblay.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Elaine Gardner-O'Toole, Research Officer.

Witnesses: From Canada Mortgage and Housing Corporation: Michael Daley, Vice-President—Programmes; Lawrence Gladue, Director—Programmes; Dale Falkenhagen, Special Advisor to Vice-President of programmes. *From the Department of Indian Affairs and Northern Development:* Ian Corbin, Director of Housing.

In accordance with Standing Order 106(2), the Committee proceeded to the election of a vice-chairman.

On motion of Robert Nault, it was agreed,—That Alan Redway be elected vice-chairman of the Committee for the Government party.

In accordance with its mandate under Standing Order 108(2), the Committee resumed consideration of Aboriginal Housing (*See Minutes of Proceedings, February 11, 1992, Issue No. 10*).

The witnesses made statements and answered questions.

The Committee considered the motion presented by Robert Skelly on February 6.

—Que le Comité recommande au ministre des Affaires indiennes de demander au Cabinet d'annuler l'ordonnance fusionnant la bande de Stoney Point et la bande de Kettle Point. Les premiers occupants de Stoney Point seraient ainsi en mesure de présenter une réclamation particulière pour récupérer leurs terres de Stoney Point confisquées en 1942 sous l'empire de la Loi sur les mesures de guerre.

After debate, it was agreed,—That the motion be considered at a future meeting of the Committee.

At 11:03 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Martine Bresson

Clerk of the Committee

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Thursday, February 13, 1992

• 0914

The Chairman: I see a quorum. Accordingly, we will call this meeting to order.

The first item on the agenda is the election of a vice-chairman. I had put that on the agenda because in a set of minutes I was reading I noticed Mr. Allan Koury was elected vice-chairman of the committee. Of course he is no longer on this committee, so that left a vacancy. He was elected vice-chairman representing the government side. Mr. Jack Anawak was elected vice-chairman of the committee for the opposition parties. So it is my intent to fill that vacancy primarily because we have a vacancy, and secondly, I won't be with the meeting for a couple of weeks.

Mr. Nault (Kenora—Rainy River): I move that Mr. Redway be the vice-chair from the government side.

Mr. Gray (Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine): I second that motion.

Motion agreed to

• 0915

The Chairman: Thank you very much for that. The second item is—

Mr. Nault: Does it matter if Mr. Redway wants to stand or not?

The Chairman: Not any more.

Mr. Nault: I didn't think so.

The Chairman: I did discuss it with him.

Mr. Gray: He should be here shortly.

The Chairman: Yes, he will be here.

We will proceed then with hearing witnesses from Canada Mortgage and Housing. Gentlemen, will you introduce yourselves and let us know how you intend to proceed. And again, to aid you, not necessarily to tell you what to do, the shorter your presentation the longer period of time we have for questions. But feel free to take as long as you think you need to state your position.

Mr. Michael Daley (Vice-President, Programs, Central Mortgage and Housing Corporation): Thank you, Mr. Chairman. Thank you for inviting us to review and discuss with you the role of Canada Mortgage and Housing in providing housing to natives in this country. As I understand it, you would like us to do about a 30-minute presentation, which would be an overview of all of the programs that are in place to help native peoples in Canada.

The Chairman: I would like you to do it in 15 minutes, but if you want to take 30, go right ahead.

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le jeudi 13 février 1992

Le président: Je vois qu'il y a quorum. La séance est donc ouverte.

Le premier point à l'ordre du jour est l'élection d'un vice-président. J'ai inscrit ce point à l'ordre du jour parce qu'en relisant le compte rendu de réunions précédentes j'ai constaté que nous avons élu M. Allan Koury comme vice-président du comité. Comme il ne fait plus partie du comité, son poste est donc vacant. Il devait représenter le gouvernement comme vice-président. M. Jack Anawak représente les partis d'opposition en tant que vice-président du comité. Nous devons donc combler cette vacance, en particulier puisque je devrai m'absenter pendant deux ou trois semaines.

M. Nault (Kenora—Rainy River): Je propose que M. Redway soit élu vice-président du comité pour représenter le gouvernement.

M. Gray (Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine): J'appuie la motion.

La motion est adoptée

Le président: Je vous remercie. Le deuxième point à l'ordre du jour...

M. Nault: Importe-t-il de savoir si M. Redway souhaitait se présenter à ce poste?

Le président: Plus maintenant.

M. Nault: Je ne le pensais pas.

Le président: J'ai discuté de la question avec lui.

M. Gray: Il devrait arriver sous peu.

Le président: Oui, il viendra à la réunion.

Nous allons donc commencer l'audition de nos témoins de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Messieurs, je vous demande de vous présenter et de nous dire comment vous comptez faire votre exposé. A titre d'information seulement, je vous fais remarquer que plus votre exposé est court, plus la période des questions peut être longue. Je vous prie cependant de prendre tout le temps qu'il vous faut.

M. Michael Daley (vice-président, Programmes, Société canadienne d'hypothèques et de logement): Merci, monsieur le président. Nous vous remercions de nous avoir invités à venir vous entretenir du rôle que joue la Société canadienne d'hypothèques et de logement dans le domaine du logement destiné aux autochtones. Si j'ai bien compris, vous aimeriez que nous vous donnions, en 30 minutes, un aperçu de tous les programmes de logement destinés à venir en aide aux autochtones du Canada.

Le président: Si vous pouviez le faire en 15 minutes, ce serait mieux, mais prenez le temps qu'il vous faut.

[Texte]

[nahtasani]

[Traduction]

[vsi]

Mr. Daley: We would expect and encourage you to ask questions as we go through, so I think we could still do it in about 30 minutes.

M. Daley: Nous vous incitons à nous poser des questions au fur et à mesure de notre exposé. Le tout devrait prendre 30 minutes.

We would like to look at the framework in which those programs were put in place, and then the planning process, the delivery process, and the management process for all of the programs.

Nous aimerions d'abord vous expliquer dans quel contexte se situent ces programmes et vous parler ensuite des processus de planification, de mise en oeuvre et de gestion qui s'y rapportent.

Basically, we have three categories of assisted programs for native peoples, representing the on-reserve programs, the off-reserve in rural communities of the country, and also the urban programs for urban centres in the country.

Les programmes d'aide aux autochtones visent essentiellement trois clientèles: les autochtones vivant dans les réserves, ceux qui vivent en milieu rural, mais hors des réserves, et les autochtones vivant en milieu urbain.

I have brought with me Mr. Lawrence Gladue, who is the director of program operations for all of our social housing—native and non-native—in the country, and also Dale Falkenhagen, who is a special adviser in the program housing sector to myself. That sector includes all social housing programs. We also manage the co-operative housing program, which in our jargon is called a market housing program. Our sector is also responsible for doing all of the surveys and issuing the marketing reports across the country that you see, almost on a frequent basis, in terms of vacancy rates, affordability indicators for housing, costs of construction, and all of those sorts of things.

M'accompagnent aujourd'hui M. Lawrence Gladue, directeur de la Division des programmes et des opérations pour tout le logement social qui s'adresse aux autochtones ou aux non-autochtones, et M. Dale Falkenhagen, qui est mon conseiller spécial pour le secteur des programmes de logement. Ce secteur comprend tous les programmes de logement social. Il gère également le programme de logement coopératif que nous appelons, dans notre jargon, le logement du marché. Notre secteur est chargé de mener toutes les études et de publier les nombreux rapports établissant la situation du marché en ce qui touche notamment les taux d'occupation, les indicateurs permettant d'établir si les logements sont abordables et les coûts de construction.

I should mention that we've handed out a kit which contains a lot of useful information, and perhaps I could ask Mr. Falkenhagen to explain to you what is in that kit and what is not in there that could also be made available to you, if you would like to have further information. Dale.

Nous vous avons remis une trousse d'information qui contient une mine de renseignements utiles. Je demanderai à M. Falkenhagen de vous en exposer le contenu et de vous dire quels autres documents nous pourrions vous fournir sur le sujet. Dale.

Mr. Dale Falkenhagen (Special Adviser to the Vice-President of Programs, Canada Mortgage and Housing Corporation): Thank you, Mike.

M. Dale Falkenhagen (conseiller spécial du vice-président aux programmes, Société canadienne d'hypothèques et de logement): Je vous remercie, Mike.

The package of information we've put before you this morning includes a number of reference pieces that we felt may be useful to you, and I would like to review that. Item number two in the folder is the announcement by our minister, on December 18, of the enhanced rural and native housing program. That provides brief descriptions of the overall program—the self-built option, the rental option, the lease-to-purchase options, and the other enhancements to go with that program.

La trousse d'information qui vous a été remise ce matin comprend plusieurs documents qui, nous l'espérons, vous seront utiles et dont j'aimerais maintenant vous parler. Le document qui porte le numéro deux est le communiqué émis par notre ministre le 18 décembre pour annoncer les améliorations apportées au Programme de logement pour les ruraux et les autochtones. Vous y trouverez une brève description des améliorations apportées au programme, et notamment à ces trois options: autoconstruction, location et location avec option d'achat.

Following that is a very, very brief description of the Residential Rehabilitation Assistance Program, both for homeowners and for the disabled, which is available to native people across this country and particularly in rural areas. There is a brief description of the on-reserve housing program as well as the urban native housing program. They are very high-level descriptions, and we'll be getting into more detail in the presentations, probably in the discussion this morning.

Vient ensuite une très brève description du Programme d'aide à la remise en état des logements destiné à aider les propriétaires-occupants ainsi que les personnes handicapées. Les autochtones de tout le pays, et en particulier ceux qui vivent en milieu rural, peuvent profiter de ce programme. Le document décrit également brièvement le programme de logement s'adressant aux autochtones qui vivent dans les réserves, ainsi que le programme destiné aux autochtones vivant en milieu urbain. Il s'agit de descriptions assez précises, et nous vous donnerons encore plus de détails au cours de l'exposé.

Following that material, we have a very brief discussion of the federal-provincial territorial agreements and how they pertain to the management of housing programs across the country. Included with that is a table that shows which is the

Nous vous avons donné aussi un bref aperçu des ententes conclues entre le gouvernement fédéral et les provinces et les territoires en matière de gestion des programmes de logement. Vous trouverez un tableau indiquant, pour chaque

[Text]

active party for the delivery and administration, by province, by program, as well as the cost-sharing ratio, because many of our programs are cost-shared with the provinces—not the on-reserve, but the other ones.

• 0920

You will also hear us talking about various levels of consultations with the native community. One of the major ones is tripartite management committee. We've given you a copy of the terms of reference of those committees which are established in all provinces and in the Yukon Territory.

Following that particular section, which is number seven, go to number eight, which provides a brief overview of the program allocation process. Then it provides a table outlining the level of commitments by province to native programs over the last three years.

The following page is a brief statement of the extent to which our programs have achieved the targets for delivery to native households that have been established by the government.

Third, there is a brief description of the extent of Project Haven, which is a special initiative jointly sponsored by Canada Mortgage and Housing Corporation and the Department of National Health and Welfare to serve victims of family violence. You will note that there are quite a number of projects for native people served under that initiative.

The fourth part of this package is a brief description of our program portfolio. The tables provided there are to show you the number of units that have been committed, or are currently under administration, in each province by programming. We've tried to indicate in box which ones are serving native clients.

The final thing, which we slipped in last night and to which Mr. Gladue will be speaking, is a map of Canada, which is broken down into a number of zones.

In terms of the more polished parts of this, or the annexes to it, we've included copies of the consultation paper on the off-reserve housing program. There were actually two levels of consultation. Both those papers are here. You may already have them, but we felt for your file you might like to have them handy.

Second, we have brochures about two recent initiatives. One is called "The Next Step", and it describes a new initiative we are undertaking to follow up on the Project Haven, the project for victims of family violence, which produced emergency shelters. This is intended to provide more ongoing accommodation. The other one is a brochure briefly describing an initiative called "Home Adaptations for Seniors' Independence". It's a new program just coming out now to provide grants of up to \$2,500 to seniors to fix up their units so that they can live longer independently in the community.

[Translation]

province et chaque programme, le partenaire chargé de la mise en oeuvre et de l'administration du programme, ainsi que le ratio de partage des coûts, puisqu'un bon nombre des programmes que nous offrons à l'extérieur des réserves sont des programmes cofinancés.

Nous allons également vous parler des consultations qui ont été menées auprès des autochtones. Les comités de gestion tripartites jouent un rôle très important à cet égard. Nous vous avons remis le mandat de ces comités qui ont été créés dans toutes les provinces ainsi que dans le Territoire du Yukon.

Prenez maintenant le document numéro huit, qui donne un bref aperçu de la répartition des crédits. Il comprend un tableau indiquant les engagements pris par les provinces à l'égard des programmes autochtones au cours des trois dernières années.

À la page suivante, nous indiquons dans quelle mesure nos programmes ont atteint les objectifs escomptés et comment ils ont aidé les ménages autochtones identifiés par le gouvernement.

Vient ensuite une brève description du projet Refuge mis en oeuvre conjointement par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. Il vise les victimes de la violence familiale. J'attire votre attention sur le fait qu'un certain nombre de ces projets sont destinés aux autochtones.

La quatrième partie de ce document donne une brève description de notre portefeuille de programmes. Les tableaux qui s'y trouvent indiquent, par province et par programme, le nombre d'unités de logement qui doivent être construites ou qui l'ont déjà été. Nous nous sommes efforcés de souligner les unités qui sont destinées aux clients autochtones.

Le dernier feuillet, que nous avons inclus hier soir et dont M. Gladue vous parlera, est une carte du Canada divisée en zones.

Permettez-moi maintenant de vous présenter les documents sur papier glacé qui figurent également dans la trousse. Il y a d'abord le document de consultation sur le programme de logement destiné aux autochtones vivant à l'extérieur des réserves. Deux séries de consultations ont eu lieu. Les deux documents s'y rapportant se trouvent dans la trousse. Vous les avez peut-être déjà reçus, mais nous pensions qu'il serait utile de les inclure dans cette trousse.

Nous vous avons également fourni des brochures portant sur deux initiatives récentes. La première, qui s'intitule à l'étape suivante, décrit le projet qui fait suite au projet Refuge destiné aux victimes de la violence familiale. Il s'agissait de construire des logements d'urgence. Le but visé est de fournir aux victimes de la violence familiale des logements plus permanents. La seconde brochure s'intitule à Logements adaptés: aînés autonomes. Il s'agit d'un tout nouveau programme dans le cadre duquel on accordera aux personnes âgées des subventions allant jusqu'à 2,500\$ pour leur permettre d'aménager leur logement de manière à pouvoir y vivre plus longtemps de façon autonome.

[Texte]

We understand there may be some interest as well in the type of housing built in rural and remote communities. We've attached a number of outlines of houses. This document was prepared back when we introduced a demonstration program on self-built housing in the late 1980s. We do not require houses to be built by this design. However, it gives you some sense of what is being built. We are also including a summary of the rural and native housing off-reserve evaluation.

Finally, I have left with your clerk a copy of video, in both English and French, on on-reserve housing that you may wish to share among yourselves. That video is used as an introduction to native communities about the on-reserve programs. It's a precursor to more established training about the specific nature of that program.

Videos are also available on the off-reserve housing program and on the rural and native housing consultation. We did not bring those along because we weren't sure that you would be interested, but if there is some interest in that we can make copies of those.

That's an overview of what we have in this package, Mr. Chairman.

Mr. Daley: With your permission, Mr. Chairman, I would like to ask Mr. Gladue to proceed to describe the programs, commencing with our off-reserve rural and native housing programs.

• 0925

Mr. Lawrence Gladue (Director, Canada Mortgage and Housing Corporation): Mr. Chairman, honourable members, guests.

Before I start describing the programs we have, I'd like to give you a brief history of how these started and when they started.

Back in 1974 the federal government introduced the Rural and Native Housing program, which we call RNH. The CMHC is great for acronyms, so if I use one and you don't quite understand, feel free to interrupt me.

The RNH program was designed to address the shelter needs of rural and low-income off-reserve native and non-native households. For purposes of the program, this was limited to communities of 2,500 and less in population.

The programs that were introduced back in 1974 focused on the provision of modest homeownership and rental units, rehabilitation of houses in need and capable of major repair, and an emergency repair program initiative, which permits units to be lived in for a while longer, while they're awaiting replacement or rehabilitation.

In 1986 the lease-to-purchase option was introduced to augment the package. Under the ownership program, the client makes a contribution toward the mortgage he used to finance the acquisition or construction of a dwelling. The

[Traduction]

Nous avons cru que vous aimeriez savoir quel genre de maisons sont construites dans les régions rurales et éloignées. À cette fin, nous avons inclus dans la trousse des esquisses de ces maisons. Elles remontent à la fin des années 80, lorsque nous avons mis sur pied un programme s'adressant aux personnes voulant construire elles-mêmes leur maison. Nous n'exigeons pas qu'on s'en tienne à ce type de maison. Ces esquisses vous donneront cependant une idée du type de maisons qui ont été construites. Vous trouverez également dans la trousse le résumé d'une évaluation du programme de logement destiné aux ruraux et aux autochtones vivant à l'extérieur des réserves.

Enfin, j'ai remis à votre intention à la greffière deux vidéocassettes, l'une en français et l'autre en anglais, qui portent sur le logement dans les réserves. Elles vous donneront quelques renseignements de base au sujet des programmes destinés aux autochtones vivant dans les réserves. Cette bande vidéo fera partie d'un ensemble d'outils de formation portant sur ce programme.

Il existe également des bandes vidéo au sujet du programme de logement à l'extérieur des réserves ainsi que sur les consultations portant sur le logement rural et autochtone. Comme nous ne savions pas si cela vous intéresserait, nous n'avons pas apporté ces bandes vidéo, mais nous vous les enverrons si vous le souhaitez.

Voilà ce que renferme la trousse d'information, monsieur le président.

M. Daley: Avec votre permission, monsieur le président, je demanderai à M. Gladue de vous décrire maintenant nos programmes, en commençant par le programme de logement destiné aux ruraux et aux autochtones vivant à l'extérieur des réserves.

M. Lawrence Gladue (directeur, Société canadienne d'hypothèques et de logement): Monsieur le président, membres du comité, mesdames et messieurs.

Avant de vous décrire nos programmes, j'aimerais vous donner un bref historique et vous dire quand ils ont été créés.

En 1974, le gouvernement a créé le Programme de logement pour les ruraux et les autochtones, que nous appelons le LRA. La SCHL adore les sigles, et il ne faut donc pas hésiter à m'interrompre si vous avez besoin de précisions.

Le LRA a été conçu pour répondre aux besoins en logement des ruraux, autochtones ou non, ayant un faible revenu. Il s'adresse aux autochtones vivant à l'extérieur des réserves. Pour profiter du programme, il faut vivre dans une localité comptant au plus 2,500 personnes.

En 1974, au moment de la création du programme, l'objectif visé était de construire de modestes maisons et unités locatives, de rénover les maisons encore en état de l'être et d'effectuer des réparations d'urgence pour permettre aux gens de continuer à occuper leur maison jusqu'à ce qu'on leur en construise une nouvelle ou qu'on rénove la leur.

En 1986, on a introduit l'option location avec option d'achat. Dans le cadre de ce programme, le client verse un acompte en vue de financer l'acquisition ou la construction d'une maison. Sa contribution est établie en fonction de son

[Text]

contribution is determined according to the payment-gear-to-income scale. The difference between this contribution and the principal, interest, taxes, heat allowance, is covered by the government. Such costs as maintenance, repairs, domestic electricity, water and sewer are the client's responsibility.

In the rental housing unit, the client also makes a payment geared to income, but unlike the ownership client, all shelter costs are covered, with the exception of domestic electricity. Under the Residential Rehabilitation Assistance Program, which I will refer to as RRAP, which is also available on reserves and in urban areas, loans of up to \$25,000 are provided to homeowners for needed repairs.

Forgiveness of up to \$8,250 is available, depending on the location, with full forgiveness being earned at an income of \$13,000 and forgiveness reduced to zero at \$23,000 income. RRAP is designed to bring the unit to minimum standards of health and safety, and partial RRAP on the unit is not permitted.

The Emergency Repair Program, which we sometimes refer to as ERP, with a smaller maximum grant level, does not seek to fully address the affordability, suitability, or adequacy problems like the other social programs, but it does permit repairs to a unit that may be too dilapidated to rehabilitate, to make it habitable until other programs could be assisted or the person moved out to a regular housing unit under the program.

Under these programs, the eligible client must be in core need, and what we mean by core need is that they are unable to afford adequate and suitable shelter without paying more than 30% of their adjusted incomes.

In the delivery of these programs, we use native delivery agencies in all aspects, ranging from client selection to arranging construction, doing pre- and post-occupancy counselling.

The program also includes the use of CMHC-trained native people to become compliance inspectors. This has been experimented with in northern Ontario and presently in Saskatchewan.

In addition to this, we have a tripartite management committee in every province and in the Yukon Territories. This committee is responsible for doing our three-year plans, planning of the areas where the delivery will take place. The committee consists of our most senior person within CMHC as co-chair—the chairmanship rotates in some provinces and in some provinces it sticks with CMHC. Other members of the committee are senior provincial government officials and the native leaders in that given area.

In some provinces we have a typical tripartite management committee consisting of...like in Manitoba, the Manitoba Métis Federation, the Manitoba Housing Renewal Corporation and CMHC. Manitoba has three members,

[Translation]

revenu. Le gouvernement couvre la différence entre la contribution du client et le capital, les intérêts, les taxes foncières et le chauffage. Les coûts d'entretien, les réparations, l'électricité, le service d'eau et d'aqueduc sont à la charge du client.

Pour ce qui est des logements locatifs, le client verse aussi un paiement calculé en fonction de son revenu, mais contrairement au cas du propriétaire-occupant, tous les frais de logement sont couverts par le gouvernement, sauf l'électricité. Dans le cadre du programme d'aide à la remise en état des logements, le PAREL, dont on peut aussi profiter dans les réserves et en milieu urbain, des prêts allant jusqu'à 25,000\$ sont consentis aux propriétaires pour leur permettre d'effectuer des réparations.

Si le revenu du bénéficiaire se situe entre 13,000\$ et 23,000\$, il a droit à la radiation d'une partie du prêt consenti, jusqu'à concurrence de 8,250\$. Les bénéficiaires dont le revenu est supérieur à 23,000\$ doivent rembourser intégralement leur prêt. Les logements rénovés grâce au PAREL doivent se conformer à certaines normes minimales en matière de santé et de sécurité.

Le Programme des réparations d'urgence, qu'on appelle parfois le PRU, ne vise pas, comme les autres programmes de logements sociaux, à créer des logements abordables et adéquats, mais à permettre aux personnes qui vivent dans des logements en mauvais état d'y demeurer encore un peu jusqu'à ce qu'on puisse leur venir en aide ou les faire emménager dans un logement en bon état.

Les bénéficiaires de ces programmes doivent être vraiment dans le besoin, c'est-à-dire qu'ils doivent consacrer plus de 30 % de leur revenu pour se loger adéquatement.

Pour la mise en oeuvre de ces programmes, nous faisons appel aux organismes autochtones, qui veillent à la sélection des clients jusqu'à la construction des maisons. Ils conseillent également les clients avant et après leur emménagement dans les unités de logement qui ont été construites à leur intention.

La SCHL forme également des autochtones qui sont chargés d'inspecter par la suite les logements. L'expérience a été tentée dans le Nord de l'Ontario, et une expérience semblable est en cours en Saskatchewan.

En outre, nous avons créé un comité de gestion tripartite dans chaque province et dans le Territoire du Yukon. Ce comité est chargé d'établir des plans triennaux et de déterminer dans quelles régions les programmes seront offerts. Le comité est coprésidé par le plus haut fonctionnaire de la SCHL dans la région. Dans certaines provinces, il y a roulement de la présidence entre un fonctionnaire de la SCHL et un autre membre du comité. Dans d'autres, la présidence demeure toujours entre les mains de la SCHL. Le comité compte également des hauts fonctionnaires du gouvernement provincial et des dirigeants autochtones de la région visée.

Permettez-moi de vous donner un exemple d'un comité de gestion tripartite. Au Manitoba, ce comité se compose de représentants de la Fédération des Métis du Manitoba, de la Manitoba Housing Renewal Corporation et de la SCHL. Le

[Texte]

whereas in a province like Newfoundland and Labrador it's a bit more complicated. There we do have a number of native associations active in the delivery of our program. So on the committee we have around three different groups—the Naskapi, the Federation of Newfoundland Indians, and the Innu—along with CMHC and the province.

• 0930

By the end of 1991, some 26,000 housing units had been committed under the regular RNH program. In addition, more than 23,000 households received repair assistance under the Emergency Repair program. Since 1974, over 220,000 households have been assisted under the RNH program.

Despite this effort, the rural and native people continue to face housing problems. The best estimates toward the end of 1980 place some 15% of all rural households and over 44% of rural native households in core need, unable to find non-crowded, physically adequate accommodation without paying more than 30% of their income toward basic shelter costs.

While there is a high level of satisfaction among those receiving assistance under the program, more than half continue to pay more than 30% of their income. Arrears under the program were more than 25%. Just under 13% of the portfolio was in need of major repair.

In response to native interest in having a greater role in the construction of affordable housing units, CMHC introduced a five-year 500-unit Rural and Native Demonstration program back in 1986. This allowed the clients to play an active role in the construction of their own units.

Under this program, the federal government provided a fully forgivable mortgage to cover the cost of building materials, services, on-the-job construction supervision, building plans and land where necessary. This forgivable mortgage was conditional on the fact that the client occupied and maintained the unit. The forgiveness period ran for a period of 25 years.

The client provides the volunteer labour to build the home, with the support of a construction manager who supervises the work and provides any necessary training. The sweat equity contribution lowers the client's housing costs as well as overall program costs. This initiative was very successful and was seen as a model for new program development.

As a first step to determine what should be done to improve the effectiveness of government efforts, the CMHC undertook a comprehensive evaluation of the Rural and Native Housing programs in 1988, with the financial support of eight provinces and territorial governments.

Following this evaluation, I led a comprehensive evaluation process that we undertook across the country. More than 200 meetings were held with native and community leaders, provincial governments and other federal

[Traduction]

gouvernement du Manitoba compte trois représentants au sein du comité, mais la situation est un peu plus complexe dans le cas de Terre-Neuve et du Labrador, par exemple. Un bon nombre d'associations autochtones participent activement à la prestation de notre programme. Notre comité compte donc environ trois groupes différents: les Naskapis, la Fédération des Indiens de Terre-Neuve et les Innu, avec la SCHL et la province.

À la fin de 1991, près de 26,000 logements étaient inscrits au programme LRA. En outre, plus de 23,000 ménages avaient reçu des subventions pour les réparations aux termes du Programme de réparations d'urgence. Depuis 1974, plus de 220,000 ménages ont reçu de l'aide aux termes du programme LRA.

En dépit de cet effort, les ruraux et les autochtones éprouvent encore des problèmes de logement. Vers la fin de 1980, les estimations les plus optimistes rangeaient près de 15 p. 100 des ménages ruraux et plus de 44 p. 100 des ménages ruraux autochtones dans la catégorie des nécessiteux, c'est-à-dire incapables de trouver des logements habitables et suffisants sans avoir à verser plus de 30 p. 100 de leur revenu pour leurs besoins de logement fondamentaux.

Même si le niveau de satisfaction des bénéficiaires du programme est élevé, plus de la moitié ont encore à déboursier plus de 30 p. 100 de leur revenu pour le logement. Les arriérés aux termes du programme se chiffraient à plus de 25 p. 100. Un peu moins de 13 p. 100 du portefeuille réclamaient des réparations majeures.

Les autochtones désirant jouer un plus grand rôle dans la construction de logements abordables, la SCHL a mis de l'avant en 1986 un programme de démonstration quinquennal visant à construire 500 logements pour les Canadiens ruraux et autochtones. Cette mesure a permis aux bénéficiaires de jouer un rôle actif dans la construction de leur propre maison.

Aux termes de ce programme, le gouvernement fédéral consent un prêt-subvention complet pour l'achat des matériaux de construction, les services, la supervision de la construction, les plans de construction et le terrain, si nécessaire. Pour avoir droit à ce prêt-subvention, le client devait occuper et entretenir le logement. La période de remboursement s'étalait sur 25 ans.

Le client fournit le travail bénévole pour la construction de la maison, avec le soutien d'un gérant de la construction qui supervise le travail et fournit la formation nécessaire. La contribution du client sous forme de travail abaisse le coût de la construction ainsi que le coût général du programme. Cette initiative a fort bien réussi et est maintenant tenue pour un modèle des nouveaux programmes de promotion immobilière.

Pour déterminer d'abord ce qu'il fallait faire pour hausser l'efficacité des initiatives gouvernementales, la SCHL a entrepris l'évaluation générale des programmes de logement pour les ruraux et les autochtones en 1988, avec le soutien financier de huit provinces et des gouvernements territoriaux.

À la suite de cette évaluation, j'ai entrepris l'évaluation complète du programme pour tout le Canada. Nous avons tenu plus de 200 réunions auxquelles étaient conviés les dirigeants autochtones et communautaires, les gouvernements

[Text]

government agencies. Of these 200 meetings, 40 of them were public meetings whereby the public was invited to make a contribution to problems. In some cases their contribution was to question us as to why we were so focused on native issues. Not all parts of this country were sympathetic toward native needs.

Following this consultation process we wrote a consensus document called "What We Heard". The consensus paper had as its basis a meeting we sponsored in Ottawa, where we brought in a representative group of about 65 people from across the country to expound upon what we heard and to seek their reaction. A consensus was reached that it was what we heard. On that basis we proceeded with a document that was brought to Cabinet in late 1991—December 18, to be exact.

The Hon. Elmer MacKay, the minister responsible for CMHC, announced that significant improvements will be made to the off-reserve RNH program. It will also receive about \$33 million in additional funding over a four-year period.

• 0935

The new program offers the self-build approach developed under the demonstration program as a standard feature where both interest and capability are displayed by the client. Modifications are introduced to reflect what we learned during that demonstration period. Under this program the owner will be able to reduce the payments in proportion to the labour contributed, either by themselves or jointly with volunteers. When I say volunteers, in some cases under the demonstration program, volunteers were comprised of immediate family members or the community at large, or in some cases even volunteer fire departments were active in helping build houses for mother-led families. The former minister Redway and I travelled in Labrador to visit a few of those units and found out they are quite successful.

As well, greater use will be made of rental units. For those who cannot afford home ownership or cannot build their own house, the rental program and the lease-to-purchase program will be used.

RNH clients will be permitted to use a RRAP program. This is existing rural native housing clients, those who have been in the program for quite some time and who are now experiencing difficulties in maintaining their units. For the first time, we will allow them to use the RRAP program to fix their houses.

Also under this new program, the grants under the emergency repair program will be more than doubled. In your kit, in the press release, and in what Dale has just pointed out on the map, there are three zones for the administrative

[Translation]

provinciaux et d'autres organismes du gouvernement fédéral. Sur ces 200 réunions, 40 d'entre elles étaient des réunions publiques où les gens étaient invités à proposer des solutions aux problèmes. Dans certains cas, les gens se bornaient à nous demander pourquoi nos programmes s'adressaient tant aux autochtones. La compréhension des besoins des autochtones n'était pas unanime.

Ces consultations ont donné lieu à la rédaction d'un document de consensus intitulé «Ce qu'on a entendu». Ce texte s'inspirait d'une rencontre que nous avons parrainée à Ottawa et à laquelle participait un groupe représentatif d'environ 65 personnes venues des quatre coins du Canada. Ces personnes devaient expliciter ce que nous avions entendu et nous faire connaître leur réaction. Nous avons réalisé un consensus sur l'interprétation de nos consultations. De là, nous avons rédigé ce texte, qui a été soumis au Cabinet à la fin de 1991—le 18 décembre, pour être précis.

L'honorable Elmer MacKay, le ministre responsable de la SCHL, a annoncé que des améliorations importantes seraient apportées au programme LRA hors réserve. Le programme recevra également des crédits supplémentaires de l'ordre de 33 millions de dollars sur quatre ans.

Le nouveau programme offre à tous les clients intéressés et disposant des moyens voulus la possibilité de construire leur propre maison que prévoyait déjà le programme de démonstration. Le programme a été modifié afin de prendre en compte les leçons que nous avons tirées de la période de démonstration. Aux termes du nouveau programme, le propriétaire peut réduire ses paiements proportionnellement aux travaux qu'il contribue lui-même ou avec l'aide de bénévoles. Quand je dis bénévoles, dans certains cas aux termes du programme de démonstration, les bénévoles étaient recrutés dans la famille immédiate ou dans la communauté, et il s'agissait même dans certains cas de pompiers bénévoles qui aidaient activement des mères chefs de famille à construire leur maison. L'ancien ministre Redway et moi-même nous sommes rendus au Labrador pour visiter quelques maisons de ce genre et avons constaté la réussite du programme.

De la même façon, on compte utiliser davantage les logements locatifs. Ceux qui n'ont pas les moyens d'être propriétaires ou de construire leur propre maison auront accès au programme locatif et au programme de location avec option d'achat.

Les clients du programme LRA auront également accès au programme PAREL. Il s'agit ici des clients ruraux et autochtones qui participent au programme de logement depuis longtemps et qui éprouvent maintenant des difficultés à entretenir leur logement. Pour la première fois, nous leur permettrons de se servir du programme PAREL pour réparer leur maison.

Également, aux termes de ce nouveau programme, les subventions versées dans le cadre du Programme de réparations d'urgence seront plus que doublées. Dans votre trousse d'information, dans le communiqué de presse, et sur

[Texte]

purposes of the program. We have the southern area which is on that map, the crossed lines. The emergency repair grant there, which was \$1,500 and has been since 1974, will now be increased to \$4,500. The grey area that is a bit north was \$2,500 and has now increased to \$6,333. The north, which is north of the 60th parallel—the bottom of the Northwest Territories, the Yukon, and above the 55th parallel of Quebec—will be \$8,000. This will be indexed also, so it will be going up with costs.

RRAP loans and grants will continue to be made available to eligible homeowners in core need, with a maximum loan being \$2,500 per unit. I might add at this time that we are working on initiatives to have the RRAP program reviewed by the government. Hopefully, we'll have some changes to that in the near future.

I might add that targets were established under a stipulated portion of the program activity in rural off-reserve areas. It was targeted to native households. Under these targets, 50% of the rural native housing program will go to native households, and 27% of the rural RRAP program and 80% of the emergency repair program will go to native households.

These targets have been achieved for the rural native housing component; however, we are experiencing difficulties in reaching target for the rehabilitation and repair program. Part of the problem is that the native income in these rural areas is quite low, too low to support the loan portion of the RRAP program. That is one of the reasons we are hoping that we'll be meeting quite fast and getting a new RRAP program in place that will address these needs of low-income people.

I will briefly talk about the urban native housing program.

Mr. Daley: Mr. Chairman, maybe we should take a short pause here. This is quite an unique program we've just described, and members may have some questions before we move on to the urban program.

• 0940

The Chairman: That's a good offer, I think. I know that native housing is one of the major concerns that we have as well, and it's the general indication of the people at this meeting that we would like you to keep right on going.

Mr. Daley: Okay. That's fine. Perhaps we'll go ahead with the urban native—

Mr. Fontana (London East): The briefing is supposed to be on native housing, aboriginal housing. Was it just stated that they were going to go through the urban housing...?

An hon. member: Urban native.

[Traduction]

la carte que Dale vient tout juste de vous montrer, vous voyez trois zones pour les besoins administratifs du programme. Voyez la partie sud sur la carte, la partie lignée. Ici, la subvention pour réparations d'urgence, qui était de 1,500\$ depuis 1974, sera augmentée à 4,500\$. Dans la zone grise, qui est un peu au nord, la subvention était de 2,500\$ et se chiffre maintenant à 6,333\$. Dans le Nord, c'est-à-dire au nord du 60^e parallèle—la partie australe des Territoires du Nord-Ouest, le Yukon et au-delà du 55^e parallèle au Québec—la subvention sera de 8,000\$. Cette subvention sera également indexée; elle augmentera selon les coûts.

Les prêts et les subventions aux termes du programme PAREL demeureront accessibles aux propriétaires nécessiteux, le prêt maximal étant de 2,500\$ par maison. J'ajoute ici que nous développons des initiatives qui prévoient l'examen du programme PAREL par le gouvernement. Nous espérons y apporter des changements dans un avenir rapproché.

J'ajoute que des cibles ont été établies dans la partie réservée de l'activité de programme pour les régions rurales hors réserve. Nous avons ciblé les ménages autochtones. Ces cibles prévoient que 50 p. 100 du programme de logement pour les ruraux et les autochtones sera consacré aux ménages autochtones, et 27 p. 100 du programme PAREL pour les ruraux et 80 p. 100 du programme de réparations d'urgence iront aux ménages autochtones.

Ces cibles ont été établies pour le volet logement des ruraux et des autochtones; toutefois, nous éprouvons des difficultés à réaliser nos objectifs pour les programmes de remise en état et de réparation. Ces difficultés sont partiellement attribuables au fait que les revenus des autochtones dans ces régions rurales sont très faibles, trop faibles pour qu'ils remboursent les prêts consentis aux termes du programme PAREL. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous espérons nous réunir au plus vite et mettre en place un nouveau programme PAREL qui répondra aux besoins de ces personnes à faible revenu.

Je vais maintenant parler brièvement du programme de logement pour les autochtones en milieu urbain.

M. Daley: Monsieur le président, il serait peut-être bon de faire une courte pause ici. Nous venons de décrire un programme qui est unique, et les députés voudraient peut-être poser des questions avant de passer au programme urbain.

Le président: Je crois que c'est une bonne offre. Mais vous savez que le logement pour les autochtones est l'une des principales préoccupations du comité, et si j'en juge d'après les indications de mes collègues, il vaudrait mieux poursuivre maintenant.

M. Daley: Bon. Fort bien. Passons alors au programme urbain...

M. Fontana (London-Est): La séance d'information devait porter sur le logement des autochtones. Vient-on de dire qu'on parlerait du logement en milieu urbain...?

Une voix: Du logement pour les autochtones en milieu urbain.

[Text]

Mr. Fontana: Urban native, okay.

Mr. Gladue: The Urban Native Non-Profit Housing Program: The CMHC assistance to urban native households has been there almost since non-profit housing programs were introduced by the federal government, back in the early 1970s. A portion of the allocation has gone to support the development of native-owned, non-profit housing companies in urban areas of more than 2,500 population.

In the late 1980s, the Urban Native Housing Program evolved from these early initiatives. As a result of this program, by the end of 1991, some 8,470 units, fully targeted to native households in urban areas, were under native management. The current Urban Native Housing Program was introduced as part of the 1986 package, which was called "New Directions in Housing Policy", announced by the federal minister.

The program features the provision of mortgage insurance to cover up to 100% of the project capital costs and annual assistance, to bridge the gap between economic operating cost and revenue based on the application of rent-to-income scale. The project proponents have access to proposal development loans.

Eligible clients must be in core housing need. Projects can include new construction or the acquisition of and rehabilitation of existing housing units. Many sponsor groups prefer to use the program to acquire existing housing to facilitate integration of native households within their local communities. This is to prevent the ghettoizing in some cases, in some locales.

Experience of the administration of this program has led to the conclusion that greater efforts need to be made to ensure that sponsors have ready access to experienced and effective property management expertise. Support for training and education in the area of property management for social housing sponsors is one of CMHC's current strategic planning priorities.

As Dale mentioned earlier, for these programs, other than the Urban Native Housing Program, there is a federal-provincial arrangement in place, whereby we cost-share these programs, normally on a 25-75 basis, but not all provinces are in cost-sharing with us at this time. Also, the delivery role, the lead role can be between CMHC and the provinces. In most cases, CMHC has the active part in it.

Mr. Redway (Don Valley East): Federal is 75%.

Mr. Gladue: Yes, 75% is federal.

The on-reserve housing program: CMHC's current involvement in the on-reserve program came after a Cabinet directive back in 1977, which required CMHC to play a supporting role as part of the overall socio-economic strategy

[Translation]

M. Fontana: Du logement pour les autochtones en milieu urbain, d'accord.

M. Gladue: Le Programme de logement sans but lucratif pour les autochtones en milieu urbain: le soutien de la SCHL aux ménages autochtones vivant en milieu urbain remonte à peu près à la création par le gouvernement fédéral des programmes de logement sans but lucratif, au début des années 70. Une partie des crédits visaient à soutenir la création d'entreprises de logement sans but lucratif appartenant à des autochtones dans les régions urbaines dont la population dépasse les 2,500 habitants.

Vers la fin des années 80, le Programme de logement sans but lucratif pour les autochtones en milieu urbain est né de ces initiatives originales. En conséquence de ce nouveau programme, vers la fin de 1991, près de 8,470 logements, réservés exclusivement aux ménages autochtones en milieu urbain, étaient gérés par des autochtones. L'actuel Programme de logement sans but lucratif pour les autochtones en milieu urbain faisait partie du train de mesures annoncé par le ministre fédéral en 1986 et intitulé à Perspectives sur la politique du logement.

Aux termes de ce programme, la SCHL assure la totalité des coûts d'immobilisations et de la subvention annuelle pour combler l'écart entre les coûts d'exploitation et les revenus fondés sur une location à but lucratif. Les clients du projet ont accès aux prêts pour les projets d'aménagement immobilier.

Pour être admissibles, les ménages doivent être nécessaires. Les projets comprennent tant les nouvelles constructions que l'acquisition ou la remise en état de logements existants. De nombreux groupes parrains préfèrent acquérir des logements existants pour faciliter l'intégration des ménages autochtones au sein de leurs communautés. Dans certaines localités, cela prévient la formation de ghettos.

L'administration du programme nous a appris qu'il faut déployer de plus amples efforts pour s'assurer que les groupes parrains aient accès à des compétences éprouvées en matière de gestion immobilière. Le soutien à la formation et à l'éducation en matière de gestion immobilière pour les parrains du logement social est une des priorités de l'actuelle planification stratégique de la SCHL.

Comme Dale l'a mentionné plus tôt, pour ces programmes, autres que le Programme de logement sans but lucratif pour les autochtones en milieu urbain, il existe un accord fédéral-provincial qui prévoit le partage des coûts, normalement dans une proportion de 25-75, mais ce ne sont pas toutes les provinces qui partagent les coûts à l'heure actuelle. De la même façon, pour la prestation des programmes, l'initiative peut être prise conjointement par la SCHL et les provinces. Dans la plupart des cas, la SCHL joue un rôle actif.

M. Redway (Don Valley-Est): C'est le gouvernement fédéral qui paie 75 p. 100.

M. Gladue: En effet.

Le Programme de logement sans but lucratif dans les réserves: la participation actuelle de la SCHL au programme dans les réserves remonte à une directive émise par le Cabinet en 1977, qui obligeait la SCHL à jouer un rôle de

[Texte]

to promote self-help and Indian participation. By the Cabinet directive, in all housing programs, Indian Affairs must take the lead role, identifying need and priorities, then request CMHC to deliver the programs.

The on-reserve program provided for under the National Housing Act includes non-profit rental housing, residential rehabilitation assistance, and ensured lending. Each year CMHC allocates funds for subsidization of housing units on reserve.

In recent years, these have been supplemented by a special additional allocation to CMHC to allow for Indians returning to reserve as a result of reinstatement under Bill C-31. Indian Affairs selects the reserves to receive these units, in conjunction with their own grants.

• 0945

Under the non-profit rental program, bands obtained loans from private lenders to fund construction costs in excess of any grant obtained from Indian Affairs. These loans are ensured by CMHC and guaranteed by the Minister of Indian Affairs.

CMHC provides subsidy assistance to bring effective interest rates on eligible project capital costs down to 2%. This subsidy is designed to offset the shortfall between rents limited to 25% of the tenant's income and operating costs. One of the reasons native leaders chose not to take advantage of the post-1985 non-profit program, which offered full subsidy assistance between economic operating costs and revenue based on the application of a rental scale, was because of the requirement to private all units to core need. This was a basic difference that existed there.

In addition to subsidy assistance, bands are eligible for proposal development loans. Band councils select tenants, and are responsible for managing the projects on an ongoing basis. There are now over 10,000 non-profit units on reserves.

For rehabilitation and repair, the RRAP program operates similarly to the off-reserve program, typically when it is used in conjunction with the Indian Affairs repair grant. The RRAP is normally delivered by local delivery agents, which in this case may be the band.

Finally, CMHC provides inspection services on a fee-for-service basis on reserves, as well as providing a plans examination service for the bands. Given the continued poor state of housing on reserves, CMHC supports the Indian Affairs consultation process in its search for more effective ways of improving housing. CMHC has participated in the working group, established to assist in developing the consultation paper that is being used. It also has participated in the steering committee, and in addition CMHC participated as a resource in the consultation meetings that have been held in some parts of the country.

[Traduction]

soutien dans la stratégie socio-économique globale visant à promouvoir l'initiative personnelle et la participation indienne. Aux termes de la directive du Cabinet, dans tous les programmes de logement, le ministère des Affaires indiennes doit prendre l'initiative, identifier les besoins et les priorités, pour ensuite faire appel à la SCHL, qui mettra sur pied les programmes voulus.

Le programme dans les réserves prévu par la Loi nationale sur l'habitation comprend le logement locatif sans but lucratif, les subventions à la remise en état des logements et l'assurance des prêts. Chaque année, la SCHL alloue des crédits pour les subventions au logement dans les réserves.

Ces dernières années, la SCHL a ajouté un crédit spécial pour permettre aux Indiens de réintégrer les réserves en conséquence du projet de loi C-31. Le ministère des Affaires indiennes choisit les réserves qui recevront ces logements, en plus des subventions qu'elles touchent déjà.

Aux termes du programme de location sans but lucratif, les bandes obtiennent des prêts de prêteurs privés pour financer les coûts de construction qui dépassent les subventions obtenues des Affaires indiennes. Ces prêts sont assurés par la SCHL et garantis par le ministre des Affaires indiennes.

La SCHL verse des subventions de soutien pour réduire à 2 p. 100 les taux d'intérêt sur les coûts d'immobilisations des projets admissibles. Ces subventions visent à combler l'écart entre les loyers limités à 25 p. 100 du revenu du locataire et les coûts d'exploitation. Si les dirigeants autochtones ont préféré s'abstenir du programme sans but lucratif d'après 1985, qui prévoyait des subventions comblant totalement l'écart entre les coûts d'exploitation et les revenus fondés sur une échelle locative, c'était entre autres à cause des exigences liées aux logements nécessaires. Une différence fondamentale existait ici.

Outre les subventions de soutien, les bandes étaient admissibles aux prêts pour les projets d'aménagement immobilier. Les conseils de bande choisissent les locataires et sont responsables de la gestion des projets. Il y a maintenant plus de 10,000 logements sans but lucratif dans les réserves.

Pour la remise en état et les réparations, le programme PAREL fonctionne de la même façon que le programme hors réserve, le plus souvent lorsqu'il est utilisé conjointement avec la subvention pour réparations du ministère des Affaires indiennes. Le programme PAREL est normalement géré par des agents locaux, qui, dans ce cas-ci, pourraient être la bande.

Enfin, la SCHL fournit, moyennant des frais, des services d'inspection aux réserves, de même qu'un service d'examen des plans pour les bandes. Vu le mauvais état des logements dans les réserves, la SCHL soutient le processus de consultation des Affaires indiennes dans sa recherche de moyens plus efficaces d'améliorer le logement. La SCHL a participé au groupe de travail qui a été créé pour rédiger le document de consultation qui est utilisé. Elle a également participé au comité directeur, et en outre, la SCHL a participé à titre d'organisme ressource aux rencontres de consultation qui ont été tenues dans certaines régions du pays.

[Text]

All in all, that's all I have to say at this time. If you have any questions, we'd be more than pleased to attempt to answer them.

There are other initiatives Dale had mentioned here, such as the home adaptations for seniors, the Project Haven and the next step, which takes over from Project Haven. These are available on reserve and have been delivered successfully on reserve. So if you have any questions, Mr. Chairman. . .

Mr. Daley: I might also add, Mr. Chairman, there are a significant number of research and development projects that have been undertaken by the corporation over the past number of years, and if members are interested in specific information on those projects, we'd be happy to provide it to you.

The Chairman: Okay, thank you. Mr. Skelly.

Mr. Skelly (Comox—Alberni): Thanks very much, Mr. Chairman, and thanks to the CMHC presenters for the brief, which will probably elicit a couple of days of questions. But of course we don't have time for that.

Mr. Gladue, you have mentioned the working group and the steering committee that's developing the government's policy on housing for aboriginal people. Who is on these committees—or what's the difference between the working group and the steering committee?

Mr. Gladue: Well, the working group we had put in place to develop our consultation paper consisted of individuals with different lines of training, discipline—you are asking about the one that's with Indian Affairs—

Mr. Skelly: Oh. So the working group is the CMHC group.

Mr. Gladue: That was our own working group I was talking about. But there is a working group with Indian Affairs, I believe, and we do have representation on that from our corporation.

Mr. Skelly: So CMHC is on it, Indian Affairs is on it. What other—

Mr. Gladue: I can't really tell you. I'm not on the committee. We have other members on that committee.

Mr. Skelly: Oh, I see. Are aboriginal groups represented on that committee?

Mr. Gladue: I don't know. Mr. Corbin I guess would be the best one to answer.

Mr. Ian Corbin (Director of Housing, Department of Indian Affairs and Northern Development): There is a federal working committee that involves CMHC, Indian Affairs, Health and Welfare, and CEIC who are the major players. Energy, Mines and Resources was initially involved in it, but because they got out of the remote demonstration project they are no longer involved. We do have a steering committee, made up of the same groups of people, that provides overall direction to the working group.

• 0950

Mr. Skelly: You mentioned a consultation process that the steering committee or the working group was involved in, but did you mention, Mr. Gladue, that you were involved in a consultation process that went to 200 communities?

[Translation]

Voilà, c'est tout ce que j'ai à dire pour le moment. Si vous avez des questions à poser, nous serons fort heureux d'y répondre.

Il y a d'autres initiatives que Dale a mentionnées aujourd'hui, par exemple les logements adaptés pour les aînés, l'Opération refuge et l'étape suivante, qui fait suite à l'Opération refuge. Ce sont des programmes offerts aux réserves et qui ont connu du succès. Donc, si vous avez des questions, monsieur le président. . .

M. Daley: J'ajouterais aussi, monsieur le président, que la SCHL a entrepris au cours des dernières années un bon nombre de projets de recherche et d'initiatives, et si les députés veulent obtenir des renseignements précis sur ces projets, nous serons fort heureux de les leur fournir.

Le président: C'est bien, je vous remercie. Monsieur Skelly.

M. Skelly (Comox—Alberni): Merci beaucoup, monsieur le président, merci également aux représentants de la SCHL pour ce mémoire, qui pourrait fort bien susciter des questions pendant quelques jours. Mais bien sûr, nous manquons de temps pour cela.

Monsieur Gladue, vous avez parlé du groupe de travail et du comité directeur qui articulent la politique gouvernementale en matière de logement pour les autochtones. Qui siège à ces comités? Ou quelle est la différence entre le groupe de travail et le comité directeur?

M. Gladue: Eh bien, le groupe de travail que nous avons mis en place pour rédiger notre document de consultation était composé de personnes venues de disciplines différentes—vous parlez du groupe de travail des Affaires indiennes. . .

M. Skelly: Oh. C'est donc un groupe de travail de la SCHL.

M. Gladue: Je parlais de notre propre groupe de travail. Il y a aussi le groupe de travail des Affaires indiennes, je crois, et notre société y est représentée.

M. Skelly: Donc, la SCHL y siège, les Affaires indiennes aussi. Quel autre. . .

M. Gladue: Je ne peux pas vous le dire. Je ne siège pas au comité. D'autres personnes siègent à ce comité.

M. Skelly: Oh, je vois. Les groupes autochtones sont-ils représentés à ce comité?

M. Gladue: Je l'ignore. J'imagine que M. Corbin est mieux placé que moi pour vous répondre.

M. Ian Corbin (directeur du logement, ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien): Il existe un groupe de travail fédéral où les principaux participants sont la SCHL, les Affaires indiennes, Santé et Bien-être social et la CEIC. Énergie, Mines et Ressources y était représenté à l'origine, mais plus maintenant, depuis qu'il s'est retiré du programme de démonstration dans les régions isolées. Nous avons un comité directeur, qui est composé des mêmes organismes, qui oriente de manière générale le groupe de travail.

M. Skelly: Vous avez mentionné un processus de consultation auquel prenait part le comité directeur ou le groupe de travail, mais n'avez-vous pas dit, monsieur Gladue, que vous aviez siégé à un groupe de consultation qui s'était rendu dans 200 communautés?

[Texte]

Mr. Gladue: No, we went to 60 different communities. There were 200 meetings held in all.

Mr. Skelly: Of which 40 were public. Has the federal working group that we're talking about done consultation to this extent—200 meetings in 60 communities?

Mr. Gladue: No. I would tend to think that—

Mr. Redway: You mean Indian Affairs, not "federal", since CMHC is federal too.

Mr. Skelly: Federal government working group—

Mr. Redway: CMHC surely is federal government. I think you're distinguishing between DIAND and CMHC.

Mr. Gladue: I'm under the impression that we at CMHC took our direction for the consultation process from the federal working group. That is my understanding.

Mr. Daley: I think there might be some confusion here. When Lawrence referred to the 60 communities and 200 meetings, he was referring to the CMHC rural and native housing program, as opposed to the DIAND consultations or anything related to that. That was the basis on which we redesigned the rural and native program that he described a little while ago as being announced by our minister in the middle of December.

Mr. Skelly: When I hear requests from native organizations for consultation, it sounds to me as though what they're asking for is about what you did—meetings to that extent, and with that amount of involvement. I was wondering if the same amount of consultation had been done by the federal government group consisting of Indian Affairs, CMHC, and Health and Welfare prior to preparing the document we saw a few days ago.

Mr. Gladue: To get the record straight, we use a format that is different from the one Indian Affairs is using. Our format was to be more or less one-on-one with the client groups, with the communities. We went to the communities. Mr. Corbin can correct me if I'm wrong, but their consultation process is more of bringing the people in to centres and letting the community decide who should go.

Mr. Corbin: Just to make it clear, DIAND has taken the lead in the consultations for the on-reserve housing program. CMHC had the lead on the rural and native, the off-reserve native program.

We took a slightly different tack in the consultations on the on-reserve program. We are still in that process, but I want to make it clear we've been involved in 50 meetings. We've met with over 200 band representatives and a number of tribal council representatives and people from regional and national aboriginal organizations like the Assembly of First Nations. Ours was driven pretty much by our regional offices, in consultation with the native groups there. Consultations in

[Traduction]

M. Gladue: Non, nous nous sommes rendus dans 60 communautés. Deux cents rencontres ont été tenues en tout.

M. Skelly: Dont 40 étaient publiques. Le groupe de travail fédéral dont nous parlons a-t-il procédé à des consultations de cette ampleur: 200 réunions dans 60 communautés?

M. Gladue: Non. Je croisais que...

M. Redway: Vous parlez des Affaires indiennes, et non du «fédéral», étant donné que la SCHL est un organisme fédéral aussi.

M. Skelly: D'un groupe de travail du gouvernement fédéral...

M. Redway: La SCHL fait bien sûr partie du gouvernement fédéral. Je pense que vous faites la distinction entre les Affaires indiennes et la SCHL.

M. Gladue: Je pense qu'à la SCHL, nous avons pris du groupe de travail fédéral nos directives pour les consultations. C'est ce que je crois comprendre.

M. Daley: Il pourrait y avoir confusion ici. Quand Lawrence a parlé des 60 communautés et des 200 réunions, il parlait du Programme de logement pour les ruraux et les autochtones de la SCHL, par opposition aux consultations des Affaires indiennes ou autres choses de ce genre. Nous nous sommes servis de ces consultations pour repenser le programme pour les ruraux et les autochtones dont nous disions il y a quelques instants qu'il avait été annoncé par notre ministre à la mi-décembre.

M. Skelly: Lorsque j'entends les organisations autochtones demander des consultations, il me semble que ce que vous avez fait est le genre de choses qu'ils veulent: des rencontres de cette ampleur, et faisant appel à autant de participation. Je me demandais si les mêmes consultations avaient été faites par le groupe du gouvernement fédéral composé des Affaires indiennes, de la SCHL et de Santé et Bien-être social avant qu'on rédige le document que nous avons vu il y a quelques jours.

M. Gladue: Pour clarifier les choses, disons que nous avons utilisé une méthode différente de celle des Affaires indiennes. Notre méthode consistait à procéder à des consultations plus ou moins individuelles avec les groupes clients, avec les communautés. Nous sommes allés dans les communautés. M. Corbin me corrigera si j'ai tort, mais leurs consultations consistent davantage à faire venir les gens dans les centres et à confier aux communautés le soin de décider qui les représentera.

M. Corbin: Encore une fois pour clarifier les choses, le ministère des Affaires indiennes a pris l'initiative des consultations pour le programme de logement dans les réserves. La SCHL a pris l'initiative du programme pour les ruraux et les autochtones, du programme pour les autochtones vivant hors réserve.

Pour le programme de logement dans les réserves, notre méthode de consultation était légèrement différente. Ces consultations se poursuivent, mais je tiens à préciser que nous avons tenu 50 réunions. Nous avons rencontré plus de 200 représentants de bandes et un bon nombre de représentants des conseils tribaux, ainsi que des gens des organisations autochtones régionales et nationales, comme l'Assemblée des premières nations. Nos consultations étaient

[Text]

each of our regions took a slightly different tack, because of the situation in the region, and so in setting up the consultation process, we involved not only the aboriginal people but also our regional offices. We got them involved because they are going to be players down the road as well.

Mr. Skelly: You involved aboriginal people in setting up the consultations?

Mr. Corbin: Yes.

Mr. Skelly: You mentioned that CMHC does surveys across Canada of housing needs, vacancy rates, that kind of thing. Are there specific surveys directed towards aboriginal housing needs? On a monthly basis, I think we receive information from CMHC on vacancy rates and other housing starts, that kind of thing. Do you do a specific statistical summary of the housing requirements for aboriginal people in this country?

• 0955

Mr. Daley: No. The survey certainly wouldn't distinguish between native and non-native. Also, in terms of the need, we do get a picture of native need. We use the census information, which asks several questions about the condition of housing, whether it's in need of major repair or minor repair, and certain questions related to affordability. To the extent that the participants identify themselves as natives in the census report, we would get pretty good information.

It's not precise, and that's why the targets we mentioned a little earlier, for example 50% in the rural and native program, were very arbitrarily set because of the lack of faith we had in those numbers being accurate. We set those numbers rather high so that in certain parts of the country such as Manitoba, for example, we would get a very high level of units delivered to natives.

Mr. Skelly: Mr. Gladue, you mentioned when you were doing your consultation process that it involved meetings in those 60 different communities. The consultation process wasn't all with native people and some people actually objected to CMHC being involved in these programs to the extent it was. Where did those objections come from and what was the basis of them?

Mr. Gladue: First of all, the rural need is equal, native and non-native, in terms of who is worse off. In some cases there are more native people in given areas than there are non-native people and they tend to overshadow the non-native people in terms of priorities such as who gets housing first.

In different areas we have objections. The common line was "I'm a taxpayer, and why is his house better than mine? I worked all my life to get my unit and this person gets his even though he is on welfare". We get these types of comments.

[Translation]

effectuées surtout par nos bureaux régionaux, conjointement avec les groupes autochtones. Les consultations différaient légèrement d'une région à l'autre, en raison des conditions propres à chacune, si bien qu'en mettant sur pied le processus de consultation, nous avons fait appel non seulement aux autochtones, mais aussi à nos bureaux régionaux. Nous les avons fait intervenir, car ils devront jouer un rôle à l'avenir également.

M. Skelly: Les autochtones ont également participé à la mise sur pied du processus de consultation?

M. Corbin: Oui.

M. Skelly: Vous avez dit que la SCHL mène des études dans tout le Canada sur les besoins de logement, les taux de vacance, ce genre de choses. Faites-vous des études portant précisément sur les besoins de logements des autochtones? Je crois que nous recevons tous les mois des renseignements de la SCHL sur les taux de vacance, les mises en chantier domiciliaires, ce genre de choses. Faites-vous un relevé statistique précis des besoins de logements des autochtones au Canada?

M. Daley: Non. Les études que nous faisons ne feraient certainement pas la distinction entre le logement autochtone et non autochtone. De même, pour ce qui est des besoins, nous savons ainsi à quoi ressemblent les besoins autochtones. Nous utilisons les renseignements du recensement, qui pose quelques questions sur l'état du logement, qu'il s'agisse de réparations majeures ou mineures, et certaines questions liées aux capacités financières. Dans la mesure où les participants s'identifient eux-mêmes comme autochtones dans le rapport du recensement, nous obtenons là d'excellents renseignements.

Ce n'est pas précis, et c'est pourquoi les cibles que nous avons mentionnées un peu plus tôt, par exemple 50 p. 100 pour le programme pour les ruraux et les autochtones, ont été établies très arbitrairement, en raison de l'imprécision de ces données. Nous avons fixé des cibles élevées pour nous assurer d'obtenir dans certaines régions du pays, au Manitoba par exemple, un nombre très élevé de logements pour les autochtones.

M. Skelly: Monsieur Gladue, vous avez dit que vos consultations vous ont menés dans 60 communautés différentes. Vous n'avez pas rencontré que des autochtones dans vos consultations, et certaines personnes se sont en fait opposées à ce que la SCHL participe à ces programmes comme elle le fait. D'où venaient ces objections, et quelle était leur motivation?

M. Gladue: D'abord, le besoin rural est partagé entre autochtones et non-autochtones; la situation est la même pour tous. Dans certains cas, il y a davantage d'autochtones dans des régions données qu'il n'y a de non-autochtones, et ils semblent avoir la priorité sur les non-autochtones dans la distribution des logements.

Dans certaines régions, on nous fait des objections. On nous dit ceci: «Je suis contribuable; pourquoi sa maison est-elle meilleure que la mienne? J'ai travaillé toute ma vie pour avoir une maison, et cette personne a la sienne même si elle est assistée sociale». C'est le genre de remarque qu'on nous fait.

[Texte]

I can't say where it was more predominant. I think it was quite equal across the country because the people who normally came to these public meetings were people who were either in dire need of housing or those who did not have a housing problem but had a beef against the government of some sort.

In the public meetings for the first 20 minutes we always fought off the questions that were totally unrelated to housing—the GST, etc. Because we were from Ottawa they thought they could just lay it on us. Once we got over that we got into housing issues.

The Chairman: We are going to have to come back to it, Mr. Skelly.

Mr. Skelly: This is a conflict of interest.

The Chairman: Mr. Langlois is next, followed by Mr. Nault.

Mr. Langlois (Manicouagan): I have two questions. The first one relates to the way the housing programs are financed, and I will use an example to illustrate what I want to ask.

I have a communiqué or press release that says so many housing units will be built at La Romaine, which is a reserve on the lower north shore. The cost is over \$1 million. There's a subsidy from DIAND for over \$300,000. The community puts in about \$200,000 from the land. There is an item that says *mise de fonds* for approximately \$50,000. I would like to know where this money is coming from? Who does that *mise de fonds*, that input of capital?

There is a loan that is guaranteed by a financial institution, in this case the caisse populaire. How is this \$500,000, financed by the caisse populaire and guaranteed by Central Mortgage reimbursed to the caisse populaire?

• 1000

Mr. Daley: Basically, the system for capital funding is no different from what you would see in the normal market. The band would borrow the money from caisses populaires or from any lender—a chartered bank or trust company—and CMHC, because of the way the Bank Act works. . . . There has to be mortgage insurance when you finance a project 100%, so CMHC would put the insurance in place. This guarantees the lender that in case of default, he will be reimbursed by CMHC out of a mortgage insurance fund which is self-sustaining. It's not a government fund. We collect enough premiums and fees to make the fund self-sustaining right across the country.

Occasionally bands or non-profit groups will contribute land or some other resource which helps reduce the total capital cost of the project, which in effect reduces the mortgage payments and the overall cost to the government. The interest rate on that program is subsidized by CMHC—by the federal government, actually—down to 2%. So the costs you see could either be the capital costs or the costs of the subsidy over the 35-year period the mortgage is in place.

Mr. Langlois: Who is responsible for reimbursing the money advanced by the financial institution? Is it the individual or the band council?

[Traduction]

Je ne peux pas dire que les autochtones étaient avantagés. Je pense que les besoins étaient très égaux au pays, parce que les gens qui assistaient normalement à ces rencontres publiques étaient des nécessiteux en matière de logement, ou bien des gens qui n'éprouvaient pas de problèmes de logement, mais qui en voulaient au gouvernement pour une raison quelconque.

Au cours des réunions publiques, dans les 20 premières minutes, il nous fallait toujours essayer des questions qui n'avaient rigoureusement rien à voir avec le logement: la TPS, ce genre de choses. Parce que nous étions d'Ottawa, nous faisons de bonnes cibles. Après s'être vidé le coeur, ils parlaient de logement.

Le président: Il nous faudra revenir à cette question, monsieur Skelly.

M. Skelly: Il s'agit d'un conflit d'intérêts.

Le président: M. Langlois est le suivant, suivi par M. Nault.

M. Langlois (Manicouagan): J'ai deux questions. La première porte sur le financement des programmes de logement, et j'utiliserai un exemple pour illustrer ma question.

J'ai un communiqué ici qui dit qu'un certain nombre de logements seront construits à La Romaine, une réserve sur la Basse-Côte-Nord. Il en coûtera plus d'un million. La subvention des Affaires indiennes se chiffre à plus de 300,000\$. La localité contribuera pour environ 200,000\$ en terrains. Il y a un article qui dit «mise de fonds» pour environ 50,000\$. J'aimerais savoir d'où vient cet argent. Que fait-on de cette mise de fonds, de cette injection de capitaux?

Il y a un prêt qui est garanti par une institution financière, dans ce cas-ci la caisse populaire. Comment ces 500,000\$ garantis par la Société centrale d'hypothèques seront-ils remboursés à la caisse populaire?

M. Daley: Le mode de financement est le même que sur le marché normal. La bande emprunte de l'argent auprès d'une caisse populaire, d'une banque ou d'une compagnie de fiducie, et la SCHL garantit le prêt, puisque la Loi sur les banques exige qu'il y ait une garantie lorsqu'on emprunte toute la somme nécessaire à la construction d'une maison. De cette façon, le prêteur est assuré qu'en cas de défaut de paiement, la SCHL le remboursera en puisant dans un fonds d'assurance hypothécaire autofinancé. Ce fonds n'est pas établi par le gouvernement. Nous percevons des primes et des frais suffisants pour assurer l'autofinancement du fonds.

À l'occasion, des bandes ou des groupes à but non lucratif fournissent des terrains ou d'autres ressources qui permettent de réduire le coût en immobilisations d'un projet, ce qui se traduit par une diminution des paiements hypothécaires et par des économies pour le gouvernement. La SCHL, soit le gouvernement fédéral, accorde une subvention qui permet de ramener le taux d'intérêt à l'égard de ces prêts à 2 p. 100. Ce coût représente donc le coût en immobilisations ou le coût de la subvention sur une hypothèque de 35 ans.

M. Langlois: Qui est chargé de rembourser l'argent prêté par l'établissement financier? Est-ce le particulier ou le conseil de bande?

[Text]

Mr. Daley: If the project is built on reserve, the band council manages that. They would collect rent or they would contribute band operating funds, whichever is necessary, to make up any deficit not covered by the 2% write-down, then CMHC issues a monthly subsidy cheque based on the 2%. So those two things combined would be paid to the lender by the band.

Mr. Langlois: Okay. Second, just about every time I meet with band councils I hear that the community needs more housing units. I know that a decision is made every year that a certain number of housing units will be built in specific communities. By what kind of process is the number of units determined, and who is involved in determining the number of units that will be built on reserve in a specific community in 1992?

Mr. Daley: As far as on reserve is concerned, the allocation of units within bands and to regions of the country is determined by Indian Affairs in consultation with the band council. That's not a CMHC jurisdiction, whereas in other parts of the country, off reserve, we allocate our budget dollars based on statistical information which gives us an indication of what the relative share of core need is. However, as Lawrence mentioned earlier, on-reserve programs are not delivered based on core need. The allocations go through DIAND to the band councils and the band councils, along with DIAND, decide where these units will be placed.

Mr. Langlois: Perhaps we could ask Mr. Corbin to come back to explain to the committee the process being used to determine the number of housing units being built on-reserve every year.

Mr. Redway: M. Corbin a donné ce renseignement à la dernière réunion. Cependant, il pourrait peut-être le répéter en quelques mots.

Mr. Langlois: I would be satisfied to look at the record. I know the numbers, what I want to know is how the number is determined.

Mr. Nault: I want to get into what I perceive to be the difficulties that relate to the relationship between DIAND and CMHC and what you classify as a supportive role. Could you explain to us what "supportive role" means?

• 1005

Just to lead you in the right direction, for example how does a band kick in the interest in getting CMHC involved in a dozen housing units in a particular community? Does it go specifically to CMHC with the request? Does it go through Indian Affairs? How do you play your supportive role based on the fact that you are just like any other institution in the sense of underwriting mortgage insurance?

I'm interested in knowing if you play a different role from any other institution in that regard as it relates to non-profit housing or the housing supplied on reserve.

Mr. Gladue: The typical route would be the band going to the local Indian Affairs office, discussing their housing needs, whether they have that allocation or not. If the allocation is there, the band office will either come directly to

[Translation]

M. Daley: Si la maison est construite dans la réserve, c'est le conseil de bande qui rembourse le prêt. La bande perçoit le loyer ou avance les fonds nécessaires, le cas échéant, pour combler l'écart entre le taux d'intérêt réel et le taux de 2 p. 100 assuré par la SCHL. La bande verse donc le paiement au prêteur.

M. Langlois: Très bien. Chaque fois que je rencontre des conseils de bande, on me répète qu'ils ont besoin de plus d'unités de logement. Je sais qu'on décide chaque année combien de nouvelles unités de logement vont être construites dans chaque localité. Sur quels critères se fonde-t-on pour établir le nombre d'unités qui seront construites en 1992, et qui prendra cette décision dans le cas des réserves?

M. Daley: C'est le ministère des Affaires indiennes, en consultation avec les conseils de bande, qui détermine combien de nouvelles unités de logement seront construites dans chaque région. Cette décision n'incombe pas à la SCHL. Pour ce qui est du nombre d'unités de logement qui sont construites à l'extérieur des réserves, nous fondons notre décision sur le budget dont nous disposons et sur les besoins identifiés. Cependant, comme Lawrence le mentionnait plus tôt, les bénéficiaires des programmes dans les réserves n'ont pas à appartenir à la catégorie des bénéficiaires vraiment dans le besoin. C'est le ministère des Affaires indiennes ainsi que les conseils de bande qui déterminent combien d'unités de logement seront construites.

M. Langlois: Vous pourriez peut-être demander à M. Corbin de revenir expliquer au comité comment on établit le nombre d'unités de logement qui seront construites chaque année dans les réserves.

Mr. Redway: Mr. Corbin gave that information at the last meeting. However, he could briefly repeat it.

M. Langlois: Je consulterai le compte rendu. Je sais combien d'unités seront construites, mais j'aimerais savoir comment on en arrive à cette décision.

M. Nault: J'aimerais vous parler du problème que posent les relations entre les Affaires indiennes et la SCHL. Vous avez dit que la société jouait un rôle d'appui. Qu'entendez-vous par là?

J'aimerais ainsi savoir comment une bande peut amener la SCHL à participer à la construction d'une dizaine d'unités de logement dans une réserve donnée? Doit-elle faire parvenir une demande à la SCHL? Doit-elle le faire par l'intermédiaire du ministère des Affaires indiennes? Comment jouez-vous ce rôle d'appui, puisque, comme n'importe quel autre établissement financier, vous offrez de l'assurance hypothécaire?

J'aimerais savoir si le rôle que vous jouez à cet égard diffère de celui d'un établissement financier normal lorsqu'il s'agit de logement à but non lucratif ou de logement dans les réserves.

M. Gladue: Normalement, la bande s'adresse au bureau local du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, discute avec ses représentants de ses besoins en logement, qu'elle dispose des fonds voulus ou non. Si les

[Texte]

CMHC or it's done through the local Indian Affairs office. And then, of course, once we get the permission or the green light to go in, CMHC will go in directly to work with the band and the normal paperwork that takes place there is facilitated through the local CMHC office.

We did have some problems initially. We didn't have the problem, but the problem was between the band and their own office in terms of ministerial guarantees taking too long. However, I think this was improved quite significantly with decentralization to regional offices.

Mr. Nault: And in this process of a supportive role one of the things I think is necessary for us to know is—let's take a span of the last five years or even ten if you could—would it be possible to know the percentage of new houses being built on reserves with the help of CMHC?

It's my understanding these new housing developments taking place in the communities I represent are in the majority being dealt through CMHC and not any other institution. There is a small component of new houses being built through minor capital straight from Indian Affairs. That's a small number, and that's why we have this huge backlog. And because there is such a huge backlog, what is happening is the majority of the communities are saying we need a dozen units, and the only way to do that is to go through this process with CMHC and have them built and get a loan and go through a whole rigamarole. Is anyone aware of the percentage of new houses being built on reserve as basically CMHC housing?

Mr. Daley: We certainly wouldn't have any specific figures, although we may be able to get them for you. A variety of factors impact that. For example, in some of the land settlement deals taking place, there could be a component of funding to build housing that we wouldn't be aware of.

In Labrador, for example, over the past several years there's been a separate arrangement between the provincial government and the federal government that directly inputs housing into those communities on the coast. Similarly, for example, a reserve has just been created in Conn River, Newfoundland, which also includes a component of housing we're not involved in at all. So I think if CMHC were to work with some numbers with Indian Affairs, we could probably provide them to you at a later date.

Mr. Nault: Could you tell us on average what the extra cost is for getting insurance through CMHC for a band? It's been suggested by different bands that one of the reasons they prefer to go to a regular lending institution or through the regular process, just like I would go get a mortgage from a bank of some kind, is that the interest charged to the particular homeowner—in this case the band itself if they have 12 units or 10 units or something—over a long period of time is more expensive. Could you tell me what the difference is between the two institutions?

[Traduction]

fonds sont déjà alloués, le conseil de bande s'adressera directement à la SCHL ou le fera par l'intermédiaire du bureau local du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. Une fois que nous avons obtenu la permission de le faire, nous traitons directement avec la bande, et le bureau de la SCHL peut aider celle-ci à remplir tous les documents voulus.

Certaines difficultés se sont posées au début. Les bandes déploreraient le fait qu'il fallait attendre trop longtemps pour obtenir une garantie ministérielle. Je crois que la décentralisation du ministère a facilité les choses.

M. Nault: Ce qui serait utile à savoir, pour comprendre le rôle d'appui que vous jouez, c'est le pourcentage des nouvelles maisons construites dans les réserves avec l'aide de la SCHL au cours des cinq ou 10 dernières années.

À ma connaissance, la majorité des nouvelles maisons construites l'ont été avec l'aide exclusive de la SCHL. Le ministère des Affaires indiennes a contribué au financement d'un petit nombre seulement de nouvelles maisons. Voilà qui explique l'énorme arriéré qui existe. En raison de cet énorme arriéré, la majorité des réserves réclament la construction d'une dizaine d'unités, et la seule façon de le faire, c'est par l'intermédiaire de la SCHL, qui doit garantir le prêt. Pouvez-vous me donner le pourcentage des maisons construites dans les réserves dont le financement a été assuré par la SCHL?

M. Daley: Nous n'avons pas de chiffres à vous donner maintenant, mais nous pouvons vous les obtenir. Plusieurs facteurs interviennent. Ainsi, une entente conclue à l'égard d'une revendication territoriale peut comporter des fonds pour la construction de nouvelles maisons.

Au Labrador, par exemple, les localités côtières profitent depuis plusieurs années d'une entente distincte sur le logement conclue entre les gouvernements provincial et fédéral. On vient aussi tout juste de créer une nouvelle réserve à Conn River, à Terre-Neuve, et l'entente visée comporte des clauses sur le logement. Nous pourrions certainement vous fournir des chiffres plus tard, après avoir consulté le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.

M. Nault: Pourriez-vous nous dire ce qu'il en coûte de plus à une bande pour s'assurer auprès de la SCHL? Plusieurs bandes soutiennent qu'il est plus coûteux, si elles ont à faire construire 10 ou 12 unités de logement, de s'adresser à la SCHL pour obtenir du financement plutôt qu'à un établissement financier normal. Pourriez-vous me dire ce qu'il en est?

[Text]

• 1010

Mr. Daley: I think that statement would have been very accurate in the past. In more recent years, particularly the last two or three, there's much less of a gap between what we're seeing off reserve and on reserve, the reason being that we have taken several initiatives that are making the whole process of financing mortgages, initially or at time of rollover, much more competitive.

A few years ago Indian bands and non-profit off-reserve groups were given the choice of going to about three lenders and getting bids. They could select whichever bid they wanted from those three, within certain criteria.

Now we've opened the process much more. We go out with public tender calls and public proposal calls and, generally speaking, we take the lowest interest rate provided. That approach has saved us many millions of dollars over the past two or three years. It's not yet perfected and, in fact, we're going to be taking another step in the next short while to come up with what we would call a social housing interest rate, which will probably be the lowest possible rate available on the market, because, as I think you're picking up here, these are guaranteed loans. There's absolutely no risk to lenders and we should certainly be getting the best rate that's available on the market to any customers.

Mr. Nault: Let's go to individuals for a minute. We've been stressing bands somewhat and the package of houses that's supplied through this process of the supportive role you play with Indian and Northern Affairs.

Say an aboriginal person who lives on a particular reserve came to CMHC and said they would like to build a home on reserve and would like to CMHC to underwrite that mortgage, as any other person would, in the rural native program that you have. How many of those individuals have you been able to help, as clients, during the last year, for example?

Mr. Gladue: I can't say for sure, in terms of the exact numbers. My figures for 1991 indicate that we have delivered 1,816 units on reserve, of which—

Mr. Nault: That's not my question. It is with regard to the individuals.

Mr. Gladue: Yes.

Mr. Nault: But those aren't individuals. My understanding is that those are particular bands, which go to CMHC and suggest that they will guarantee a particular amount to the lender through the band and the band becomes the entity that deals with the institutions.

Mr. Gladue: Yes.

Mr. Nault: I'm talking about an individual aboriginal person now, who comes to you as say Jim Brown, and wants to get a mortgage. My understanding is that this is impossible to do. Are you saying it's not impossible to do?

Mr. Redway: This is on-reserve housing that we're talking about.

Mr. Gladue: No, it is not impossible.

Mr. Redway: But they must have a ministerial guarantee.

[Translation]

M. Daley: C'est une bonne description de la situation passée. Récemment, particulièrement au cours des deux ou trois dernières années, l'écart entre ce qu'on voit dans les réserves et hors réserve s'est rétréci à la suite de plusieurs initiatives que nous avons prises, grâce auxquelles le processus de financement des hypothèques, à l'origine ou au moment de la reconduction, est plus compétitif.

Il y a quelques années, on a donné aux bandes indiennes et aux groupes à but non lucratif hors réserve le choix de s'adresser à trois prêteurs pour obtenir des offres. Ils pouvaient ensuite faire leur choix parmi ces trois offres selon certains critères.

Le processus est maintenant plus ouvert. Nous procédons par appels d'offres et demandes de propositions et, généralement, nous choisissons le taux d'intérêt le plus bas. Cette méthode nous a permis d'épargner des millions de dollars au cours des deux ou trois dernières années. Elle n'est cependant pas encore parfaite et, d'ailleurs, nous comptons sous peu créer ce que nous appelons un taux d'intérêt de logement social qui sera vraisemblablement le taux le plus bas du marché puisque, comme vous le savez, il s'agit de prêts garantis. Il n'y a aucun risque pour le prêteur et, par conséquent, nous devrions obtenir le meilleur taux offert à quelque client que ce soit sur le marché.

M. Nault: Parlons maintenant des particuliers. La discussion a été axée sur les bandes et les logements que vous offrez en collaboration avec le ministère des Affaires indiennes et du Nord.

Supposons qu'un autochtone habitant dans une réserve et désirant bâtir une maison dans cette réserve demande à la SCHL de lui garantir une hypothèque, comme le ferait toute autre personne, dans le cadre du Programme de logements pour les ruraux et les autochtones. Combien de ces personnes avez-vous aidées au cours de la dernière année, par exemple?

M. Gladue: Je ne connais pas le chiffre exact. Mes données pour 1991 indiquent que nous avons facilité la construction de 1,816 logements dans les réserves, dont...

M. Nault: Ce n'est pas la question que je vous ai posée. Je vous parle des particuliers.

M. Gladue: Oui.

M. Nault: Mais ce ne sont pas là des particuliers. Je crois comprendre qu'il s'agit de bandes qui s'adressent à la SCHL pour qu'elle garantisse un certain montant au prêteur par l'entremise de la bande, la bande étant l'entité faisant affaire avec l'institution.

M. Gladue: Oui.

M. Nault: Je vous parle d'un autochtone, disons de Jim Brown, qui veut obtenir une hypothèque. Il me semble que cela est impossible. Me dites-vous que cela n'est pas impossible?

M. Redway: Il s'agit de logements dans les réserves.

M. Gladue: Non, ce n'est pas impossible.

M. Redway: Mais ces personnes doivent obtenir une garantie ministérielle.

[Texte]

Mr. Gladue: Yes.

Mr. Nault: Well, that's my point. That's what I wanted to know. Without the ministerial guarantee, the service doesn't exist. It's impossible to get.

Mr. Gladue: The reasoning behind that rule is that we can't take that mortgage on the land.

Mr. Nault: That's my point, and that's what I'm getting at. I wanted to get to that aspect in a minute; we're working our way towards our big problem here.

Mr. Redway: You will probably have to work towards it on your next round of questioning.

Mr. Nault: Joe will carry on with this issue and I want to ask another question, which is about something I'm asked all the time, based on the fact that I live in northern Ontario, I suppose, and aboriginal people in northern Ontario may be a little different from those in southern Ontario.

CMHC requires certain houses to be built to their standards, meaning CMHC will not allow—that I'm aware of—the process of a band building log homes, for example. I've run into this situation on numerous occasions when aboriginal people say that they don't want to build those "ugly-looking houses" CMHC wants them to build, but want to build their own kinds of houses, based on their own culture, and CMHC says no, they can't do that, and refers to the standards. Would that be a fair statement? Or is there the ability to say you can build any kind of house you want?

Mr. Gladue: Yes, we have 12 houses in our modest social housing plans—

Mr. Nault: I didn't see one in the package.

Mr. Gladue: They're not included here, but we do have log houses. We like to look at the client's capability before we do approve such units, because log-house-building is a skill that's fast diminishing within the building industry. For those who can demonstrate that they can build log houses or that there is adequate supervision around, we have built log houses. There are quite a few within our portfolio.

• 1015

Mr. Skelly: You mentioned that after you finalized the Rural and Native Housing Program consultation process, you developed a Cabinet document. You did not table that Cabinet document.

I am just wondering if perhaps we could get our chairman to table it. I am sure he has a copy. You mentioned that out of this document and Cabinet discussion came the announcement by Elmer MacKay of the \$33 million over 5 years and changes in the regulations with respect to ERP, RRAP and a number of other things.

Is the \$33 million and the changes what you requested? I am wondering what the missing link is in this document between what we heard and what we got.

[Traduction]

M. Gladue: Oui, en effet.

M. Nault: Eh bien, voilà où je voulais en venir. C'est exactement ce que je voulais savoir. Sans cette garantie ministérielle, ce service n'est pas disponible. Il est impossible à obtenir.

M. Gladue: On justifie cette règle par le fait que nous ne pouvons grever le terrain d'une hypothèque.

M. Nault: Voilà exactement où je voulais en venir. Mais j'y reviendrai dans une minute; nous nous dirigeons vers notre principal problème.

M. Redway: Vous n'y arriverez probablement pas avant la prochaine ronde de questions.

M. Nault: Joe poursuivra sur cette lancée. J'aimerais poser une autre question dans un autre ordre d'idées, une question qu'on me pose souvent parce que j'habite dans le nord de l'Ontario, je suppose, et que les autochtones du nord de l'Ontario sont peut-être un peu différents de ceux du sud.

La SCHL exige que certaines maisons soient construites selon ses normes, ce qui signifie que la SCHL—si je ne m'abuse—ne permet pas aux bandes de bâtir des maisons de rondins, par exemple. À de nombreuses reprises, des autochtones m'ont déclaré qu'ils ne voulaient pas construire les maisons plutôt laides que la SCHL leur demandait de construire, qu'ils voulaient bâtir le genre de maison qui leur plaisait, qui correspondait à leur culture, et que la SCHL avait refusé prétendant que ces maisons n'étaient pas conformes aux normes. Est-ce vrai? Ou peut-on bâtir le genre de maison que l'on souhaite?

M. Gladue: Oui, nos modestes plans de logements sociaux comportent 12 maisons. . .

M. Nault: Je n'en ai pas vu dans la trousse.

M. Gladue: Elles ne sont pas incluses ici mais nous avons des maisons en rondins. Avant d'approuver la construction de telles habitations, nous examinons la capacité du client à construire ce genre de maison, car elle exige des connaissances qui sont de plus en plus rares dans l'industrie de la construction. Ceux qui peuvent prouver qu'ils sont capables de construire une maison en rondins ou qu'on pourra les superviser adéquatement peuvent bâtir une maison de rondins. Il y en a plusieurs dans notre catalogue.

M. Skelly: Vous avez dit qu'après le processus de consultation portant sur le Programme de logement pour les ruraux et les autochtones, vous avez rédigé un document à l'intention du Cabinet. Cependant, vous n'avez pas déposé ce document auprès de notre greffier.

Je me demandais si notre président ne pourrait pas le faire. Je suis certain qu'il en a un exemplaire. Vous avez dit qu'à la suite de la présentation de ce document et des discussions au sein du Cabinet, Elmer MacKay avait annoncé l'injection de 33 millions de dollars échelonnés sur cinq ans ainsi que des modifications aux règlements concernant le PRU, le PAREL et d'autres choses.

Est-ce que cet apport de 33 millions de dollars et ces changements représentaient ce que vous aviez demandé? Je me demande si ce document ne contient pas le chaînon manquant entre ce que nous avons entendu et ce que nous avons obtenu.

[Text]

Mr. Daley: We went to government with two or three different program changes including the RNH program. My understanding is that we received about 98% of the total amount of money we asked for for the implementation of these programs. In terms of native programs, I believe we had 100% of what we asked for.

Mr. Skelly: It is much better than I expected.

Mr. Gladue: Mr. Chairman, I might also add to Mr. Skelly's question on the spirit of the consultation process itself that we indicated at the outset of every meeting that we would like to see the program improved as a corporation with the input of the people we consulted with, bearing in mind the fiscal constraint the government was operating under.

While we would like to make changes and put more housing units on the ground, we would like to do this in terms of maybe using more client involvement to lower the capital costs of these units.

Getting back to that missing gap in the final consultation, we are quite careful in terms of presenting the principles of our findings and the possibility of putting them in a Cabinet document.

The clients were pretty well given the general idea of the direction we were moving in without being specific.

Mr. Skelly: So they almost restrained themselves in their approach. You mentioned in your presentation that something like 44% of native clients and 15% of all clients are in core need. There is a substantial need out there. Ultimately, what you asked for and what you received may have been 100% or 98%. How does what you asked for reflect on the need there? You mentioned when you were speaking at public involvement sessions that you told them you were dealing with a government that had financial problems. I am wondering if you had a chance to ask for what was needed and what the difference would be between this figure and the figure you received.

Mr. Daley: What we proposed to the government was within certain parameters in the program design that we would expect to operate in volumes similar to what we traditionally had. There is no way we could ever expect to get enough money to meet the total need in respect to all our programs.

For example, in the rental market the latest figures we have would indicate there are over 1 million native and non-native people all inclusive who are in core need. They cannot afford to pay for suitable and adequate accommodations in the country.

There are different numbers for urban and rural communities. There are also a lot of homeowners who are in core need who are not included in that figure because they have inadequate or unsuitable dwellings that need major repair.

• 1020

Mr. Skelly: How many of those would be aboriginal people?

Mr. Daley: In rural communities, I don't have the total number, but I think in most parts of the country, particularly the prairies, the number of natives far outweigh the number of non-natives that are in core need.

[Translation]

M. Daley: Nous avons demandé au gouvernement d'apporter des changements à deux ou trois programmes, dont le programme LRA. Je crois que nous avons obtenu environ 98 p. 100 du montant total que nous avons demandé pour la mise en oeuvre de ces programmes. En ce qui a trait au programme pour les autochtones, nous avons reçu exactement ce que nous avions demandé.

M. Skelly: C'est beaucoup mieux que ce à quoi je m'attendais.

M. Gladue: Monsieur le président, j'ajouterais en réponse à la question de M. Skelly sur l'esprit du processus de consultation que nous avons indiqué au début de chaque rencontre que nous voulions améliorer le programme grâce à la contribution des personnes consultées, tout en tenant compte des restrictions budgétaires imposées au gouvernement.

Nous aimerions instituer des changements et faire construire davantage de logements, mais nous voudrions surtout le faire avec une plus grande participation des clients en vue de réduire le coût en immobilisations de ces habitations.

Pour en revenir au chaînon manquant, nous avons été très prudents lorsque nous avons présenté le résultat de nos consultations et lorsque nous avons envisagé la possibilité de les inclure dans un document destiné au Cabinet.

Nous avons indiqué à nos clients la voie vers laquelle nous nous dirigeons sans leur donner de détails.

M. Skelly: Alors, ils se sont presque limités dans leur approche. Dans vos remarques préliminaires, vous avez indiqué qu'environ 44 p. 100 de vos clients autochtones et 15 p. 100 de tous vos clients ont des besoins essentiels à satisfaire. Les besoins sont importants. En dernière analyse, vous avez peut-être obtenu 100 p. 100 ou 98 p. 100 de ce que vous avez demandé. Mais dans quelle mesure vos demandes traduisaient-elles la réalité? Vous avez mentionné que, aux réunions publiques, vous avez dit aux gens qu'ils faisaient affaire avec un gouvernement qui éprouvait des difficultés financières. Je me demande si vous avez pu présenter des demandes qui correspondaient aux besoins et quelle est la différence entre ce que vous aviez demandé et ce qui vous a été accordé.

M. Daley: Nos propositions au gouvernement s'inscrivaient dans le cadre du programme et correspondaient à un volume d'opérations semblable à celui que nous avons connu par le passé. Il nous serait impossible d'obtenir suffisamment d'argent pour répondre à tous les besoins relatifs à tous les programmes.

Ainsi, les dernières données sur le marché locatif indiquent que plus d'un million d'autochtones et de non-autochtones ont des besoins fondamentaux à combler. Ces personnes ne peuvent se payer un logement adéquat.

Cependant, les statistiques diffèrent selon qu'il s'agit d'une collectivité urbaine ou rurale. De plus, ces chiffres excluent bon nombre de propriétaires qui vivent dans des logements inadéquats nécessitant des réparations importantes.

M. Skelly: De ce nombre, combien sont des autochtones?

M. Daley: Dans les collectivités rurales, je ne sais pas quel est leur total mais dans la plupart des régions du pays, particulièrement dans les Prairies, le nombre d'autochtones est de beaucoup supérieur à celui des non-autochtones.

[Texte]

Mr. Skelly: A final question then. When I was looking at these documents, the document addressing your needs and the final document seem to reflect aboriginal symbols and that kind of thing, and so there's some focus to those documents, but as I was looking through these designs, most of these appear to be kind of white middle-class families.

I don't see anybody that really reflects what the aboriginal experience would be. The chairman and I are on the employment equity committee, and I think through the years on this committee we've had aboriginal groups come before us and ask us, for education programs, that the material used with aboriginal kids reflect their experience and aboriginal people be visible in the textbooks they use and the learning materials they use.

I'm wondering, first of all, from the point of view of employment equity, how you meet the Treasury Board guidelines or the Employment Equity Act guidelines with respect to employment of aboriginal people and in what capacities they are employed. Also in developing materials such as plans and that kind of thing, what kinds of mechanisms are there to make sure they are sensitive to the aboriginal experience?

Mr. Daley: Perhaps I could answer the first part of your question, which has to do with employment equity. Overall in the corporation, we're short in two areas as far as target groups are concerned, one being disabled persons and the other being native persons. We're not very much below the industry norm in terms of native in relationship to—

Mr. Skelly: Industry norm or the guideline?

Mr. Daley: The guideline, yes, in relation to the work force. We do have programs that specifically bring natives into the corporation. One of them we call the Native Cadre Training Program, and that primarily is designed on a short-term arrangement to bring individuals in for six months or a year, give them skills in a particular area, and then hopefully they would be able to go out and find work either in the industry or with other government groups.

Recently, however, with the government's intention to proceed with self-government, we've been looking at, and it's in our strategic plan as an objective, how we can do something further and much more comprehensive than that. Because if native organizations are to self-govern, then one of the components of that would be, I'm sure, as has been indicated in the consultations, they would want to develop and manage their own housing programs.

So my perception is there is certainly a shortage of skills in that area, and I can make the comparison with other parts of the sector; for example, the non-profit sector has what we call the Canadian Housing and Renewal Association, which is an umbrella organization providing all kinds of advice and technical and consultation types of services. The Co-operative Housing Foundation of Canada similarly provides that kind of service and advice to co-operatives across the country. Native organizations don't have that kind of an umbrella and I think that's one of the things we would have to look at.

[Traduction]

M. Skelly: Une dernière question. J'ai regardé ces documents, le document portant sur vos besoins et le document définitif et ils semblent refléter des symboles autochtones; ces documents semblent donc assez ciblés mais lorsque j'ai examiné les plans, j'ai remarqué que la plupart étaient des plans de maisons de familles blanches de classe moyenne.

Je n'en ai vu aucun qui traduise bien l'expérience autochtone. Le président et moi-même siégeons au comité sur l'équité en matière d'emploi. Au fil des ans, au sein de ce comité, nous avons entendu des groupes autochtones qui ont demandé des programmes d'éducation et du matériel didactique reflétant la réalité autochtone et des manuels scolaires où les autochtones sont visibles.

En ce qui a trait à l'équité en matière d'emploi, respectez-vous les lignes directrices du Conseil du Trésor et de la Loi sur l'équité en matière d'emploi en ce qui a trait à l'emploi d'autochtones? A quel titre ces personnes sont-elles employées? Par ailleurs, lorsque vous concevez du matériel tel que des plans, avez-vous des façons de vous assurer qu'on tient compte de l'expérience autochtone?

M. Daley: Permettez-moi de répondre d'abord à la première partie de votre question sur l'équité en matière d'emploi. Dans l'ensemble, la société tire de l'arrière dans l'intégration de deux groupes cibles, les handicapés et les autochtones. Notre rendement n'est pas de beaucoup inférieur à celui de l'industrie pour ce qui est des autochtones. . .

M. Skelly: Vous parlez des normes de l'industrie ou des lignes directrices?

M. Daley: Les lignes directrices, oui, relativement à la population active. Nous avons des programmes visant précisément l'intégration des autochtones à la SCHL. L'un deux, le programme de formation cadre des autochtones, est constitué d'arrangements à court terme permettant l'engagement de personnes pour des périodes allant de six mois à un an pendant lesquelles elles acquièrent des compétences dans un domaine particulier. Nous espérons qu'elles peuvent ensuite trouver du travail au sein de l'industrie ou d'un autre organisme gouvernemental.

Récemment, cependant, conservant l'autonomie gouvernementale comme point de mire, nous avons commencé à étudier la possibilité d'établir des programmes meilleurs et approfondis, conformément à l'un des objectifs de notre plan stratégique. Si les autochtones acquièrent une certaine autonomie, je suis certain, comme on nous l'a indiqué au cours des consultations, qu'ils voudront élaborer et administrer leurs propres programmes de logement.

J'estime qu'il y a pénurie de connaissances spécialisées dans ce domaine. Ainsi, si on fait des comparaisons avec d'autres parties du secteur, le secteur à but non lucratif s'est doté d'une association, l'Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine, un organisme cadre dispensant des services de consultation techniques et autres, comme le fait la Fondation de l'habitation coopérative du Canada pour les coopératives de tout le pays. Les groupes autochtones n'ont pas d'organisme-cadre de ce genre et c'est là une des solutions que nous envisagerons.

[Text]

I have, with Lawrence's help here, taken a couple of quick stabs at this in the last year or so since I've been in Ottawa. We're creating two positions in our sector that would bring in individuals for a period of two years to do a comprehensive training program. I had just left the Atlantic region and I did a similar thing in Nova Scotia in co-operation with INAC. We developed a two-year training position and INAC, Atlantic Region, has indicated they will do a similar thing next year, but as I've said, that's only just touching the surface. I think we need a much more comprehensive approach that would create a very high level of expertise across the country for native housing programs.

Lawrence might be able to answer questions about the type of production we do on our materials.

Mr. Gladue: Well, getting back to designs, we sponsored a housing design workshop in 1975 to which we invited client groups, native leaders, and community leaders from across the country to Winnipeg to look at housing designs. One of the reasons for that was we were accused by the press of building Scarborough-type housing in these rural areas. The outcome of that workshop was that type of design, along with log housing, bearing in mind the harsh climate conditions and the lifestyle of people.

• 1025

Mr. Skelly: Oh, I wasn't referring to the housing designs, just the presentation of the material.

Mr. Gladue: Getting back to the material, again we are quite sensitive in that respect. Our normal CMHC production is this, and most of our reports have that same cover. However, we deviated from that for this to recognize that there is a culture to be respected, and hopefully a bit of a attention-grabber, too.

The Chairman: Thanks very much, Mr. Skelly. Mr. Fontana.

Mr. Fontana: Because I am replacing my colleague, Mr. Anawak, from the Northwest Territories, let me ask a question that is obviously of importance to him and his region. And you might be able to answer this.

As you know, especially in the east Arctic, there is an extreme shortage of housing. And not only is there an extreme shortage, but the cost of building housing there is extremely high. In fact, as an example, in Iqaluit, people there have to pay something like \$1,500 a month for housing, which essentially means that you don't have anybody building housing. Perhaps you can tell me what role CMHC has in that part of Canada and how one could precipitate either market housing or someone to build housing, or even non-profit, or whatever the case may be. The fact is an awful lot of people are forced to live in one house because of the affordability problems and the lack of any housing starts whatsoever. So maybe you could answer that particular concern of my colleague as to what is being done in the Northwest Territories and how one could solve that particular problem of overcrowding, high costs, and so on.

[Translation]

Avec l'aide de Lawrence, j'ai moi-même fait deux tentatives à cet égard au cours de la dernière année, depuis que je suis à Ottawa. Nous avons créé deux postes dans notre secteur nous permettant d'engager deux personnes pour deux ans en vue d'élaborer un programme complet de formation. J'arrivais de la région de l'Atlantique, et j'avais réalisé quelque chose de semblable en Nouvelle-Écosse en collaboration avec l'AINC. Nous avons créé un poste de formation de deux ans et l'AINC, région de l'Atlantique, avait indiqué qu'elle en ferait de même l'année suivante. Mais, je le répète, ce ne sont là que des mesures superficielles. Il faut entreprendre une démarche beaucoup plus approfondie pour favoriser l'acquisition de compétences dans tout le pays en matière de programme de logement pour autochtones.

Lawrence pourra probablement répondre à vos questions sur la production de nos documents.

M. Gladue: En ce qui a trait aux plans, nous avons organisé un atelier sur l'architecture domiciliaire à Winnipeg en 1975 auquel ont été invités des groupes clients et des dirigeants autochtones et communautaires de toutes les régions du pays. Nous avons organisé cet atelier notamment parce que la presse nous avait accusés de construire des maisons de banlieue dans les Régions rurales. Au terme de cet atelier, nous avons adopté ce plan, ainsi que celui de la maison en rondins, compte tenu des rudes conditions climatiques et du mode de vie des gens.

M. Skelly: Je ne parlais pas de l'architecture domiciliaire, seulement de la présentation du matériel.

M. Gladue: À ce sujet, nous sommes sensibles à la réalité autochtone. Voici ce que produit habituellement la SCHL et la plupart de nos rapports ont la même couverture. Toutefois, nous avons préféré cette couverture-ci pour respecter la culture des autochtones et attirer l'attention aussi, je l'espère.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Skelly. Monsieur Fontana.

M. Fontana: Étant donné que je remplace mon collègue, M. Anawak, des Territoires du Nord-Ouest, j'aimerais poser une question importante pour lui et sa région. J'espère que vous saurez y répondre.

Comme vous le savez, particulièrement dans l'est de l'Arctique, il y a une grave pénurie de logements. En outre, les coûts de construction des habitations sont extrêmement élevés. Ainsi, à Iqaluit, on doit payer autour de 1,500\$ par mois pour se loger, ce qui signifie grosso modo que l'on n'y construit plus de logements. Peut-être pourriez-vous me dire quel rôle la SCHL joue dans cette région du Canada et comment on pourrait y relancer la construction d'habitations, que ce soit par un organisme à but non lucratif ou autre ou par un particulier. Trop de gens s'entassent dans une seule maison à cause de la pénurie de logements et du ralentissement des mises en chantier. Peut-être pourriez-vous répondre à cette question de mon collègue sur ce qui est fait dans les Territoires du Nord-Ouest et ce qui pourrait être fait pour régler les problèmes de surpeuplement, de coûts élevés et ainsi de suite.

[Texte]

And perhaps, at the same time, regarding the newly announced program by the minister, which we supported, the 5% downpayment, as you know the cap is about \$175,000. Well, the cap would obviously be a problem in the Northwest Territories because of when you can build, transportation for the building materials, and the trades that have to be brought in to build these houses. This obviously adds to the cost, and \$175,000 would be too low in any particular area in the Northwest Territories.

Perhaps you would address those two for me, if you could.

Mr. Gladue: You certainly nailed it on the head when you say it's difficult and it's expensive to build in these areas. The ones who are paying \$1,500 a month are the lucky ones, because in some places the rent goes as high \$3,000 a month.

I did go to Iqaluit during my consultation process and met with community leaders and individuals. I also went to Mr. Anawak's riding, into his community of Rankin Inlet, to discuss housing with the community people and individuals.

The answer was not simple. We do work quite closely with the Northwest Territories Housing Corporation which has the lead role in delivering programs on our behalf. I think the program of self-build will be the most effective way of building housing in those given areas, given the high cost. Contractor-built housing has been shunned upon for years because of the degree of expertise that comes to the north sometimes in terms of contractors. We are working in consultation with the territorial government in improving the need in all of the Arctic, not only the eastern Arctic.

The other question was...?

Mr. Fontana: Who delivers the program up north? CMHC, not the Northwest Territories.

Mr. Gladue: The Northwest Territories Housing Corporation delivers on behalf of CMHC.

Mr. Fontana: Okay. They are delivering.

Mr. Gladue: Using our guidelines.

Mr. Fontana: The other one was the 5% and the cap of \$175,000. Is there some way you have been able to... [Technical Difficulty—Editor]... in light of the costs you have indicated?

• 1030

Mr. Daley: That's another department. I admit, it's a corporation I'm not totally familiar with; it's the insurance activity. But as I understand it, that's not a number embedded in concrete. Where there are peculiar situations, we're prepared to recognize them.

Mr. Fontana: But the only community that's been recognized higher than \$175,000 is Toronto, Vancouver—some very hot spots in terms of high land costs. I think they sometimes forget that the Northwest Territories

[Traduction]

Par ailleurs, le ministre a annoncé une nouvelle mesure, soit l'abaissement de la mise de fonds à 5 p. 100, mesure que nous avons appuyée; comme vous le savez, le prix maximal a été fixé à 175,000\$. Cette limite pourrait entraîner des difficultés dans les Territoires du Nord-Ouest où la construction est limitée à certaines périodes de l'année, où il faut transporter sur de grandes distances les matériaux de construction et où il faut faire venir les ouvriers. Tous ces facteurs font grimper les coûts et le plafond de 175,000\$ pourrait être trop bas dans à peu près toutes les régions des Territoires du Nord-Ouest.

Pourriez-vous répondre à ces deux questions?

M. Gladue: Vous avez tout à fait raison lorsque vous dites qu'il est difficile et coûteux de construire des habitations dans ces régions. Ceux qui paient 1,500\$ par mois pour se loger ont de la chance, car à certains endroits, le loyer va jusqu'à 3,000\$ par mois.

Je suis allé à Iqaluit au cours du processus de consultation et j'ai rencontré les dirigeants de la communauté et des particuliers. Je me suis aussi rendu dans la circonscription de M. Anawak, dans sa localité, à Rankin Inlet, pour discuter du logement avec les gens et les dirigeants de là-bas.

La réponse n'est pas simple. Nous collaborons étroitement avec la Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest qui a la responsabilité première d'administrer les programmes de logement en notre nom. Le programme d'autoconstruction sera sans doute le plus efficace pour ces régions étant donné les coûts élevés. Pendant des années, on a évité de faire appel à des sous-traitants parce que les sous-traitants qui viennent dans le Nord n'ont pas toujours les compétences requises. Nous collaborons avec le gouvernement territorial en vue d'améliorer la situation dans l'ensemble de l'Arctique, et non pas simplement dans l'Arctique de l'Est.

Votre autre question portait sur...?

M. Fontana: Qui administre le programme dans le Grand Nord? La SCHL, et non pas les Territoires du Nord-Ouest.

M. Gladue: La Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest administre le programme au nom de la SCHL.

M. Fontana: Très bien. Ce sont eux qui administrent le programme.

M. Gladue: Conformément à nos lignes directrices.

M. Fontana: Mon autre question portait sur la mise de fonds de 5 p. 100 et le plafond de 175,000\$. Avez-vous pu... [Difficultés techniques—le rédacteur]... à la lumière des coûts dont vous avez parlé?

M. Daley: Ça, c'est un autre domaine. Je vous avoue que c'est une société que je connais mal; elle oeuvre dans le domaine des assurances. Mais je crois savoir que ce chiffre n'est pas coulé dans le béton. Il y a des situations particulières et nous sommes disposés à les reconnaître.

M. Fontana: On a admis un plafond supérieur à 175,000\$ seulement à Toronto, Vancouver—là où les coûts de l'immobilier sont particulièrement élevés. On oublie souvent que les Territoires du Nord-Ouest existent avec leurs

[Text]

is up there and that with its unique problems and everything else, it perhaps doesn't fall... I'm not going to get argumentative. I just want you to take it up with the minister that under your particular program, the \$175,000 cap might not be adequate to serve the particular needs and differences up there.

Mr. Daley: My understanding, though, is that those numbers are guides. Within those you could use a higher number for a particular community if it can be demonstrated that it's not adequate.

I wouldn't want to give you the impression, however, that just raising the limits would solve the problem. Once you start getting into those kinds of numbers, with a 5% down payment, you have an awfully high monthly rate, especially if payments go up in the future if interest rates go up.

So that may not be a solution. It would be as solution for those who don't have an affordability problem at all, but the majority of these do have affordability problems.

Mr. Fontana: I want to get back to the concept of "self-build". Obviously it's very supportive because of the chronic amount of unemployment that exists on the reserves. If one gets more and more into the concept of self-build, it will allow more and more people to get the training required to essentially help themselves and get some construction trades training and what have you.

But I think there still are impediments, and probably jurisdictional problems. As you know, the Department of Indian and Northern Affairs essentially calls the shots on the reserves. They expect CMHC to deliver the program. Yes, there has to be consultation, but there seem to be an awful lot of problems inherent in the beast of departments and regulations. There are some problems.

Perhaps you can tell me who sets the amounts of money. For instance, who sets a cap on the cost of a house on a reserve? Is it CMHC or is it the Department of Indian and Northern Affairs that has x number of dollars in their budgets and therefore has to take that into account?

Secondly, as my colleague Mr. Nault was talking about in terms of self-build, it sounds as though you expect band councils to essentially be the contractors, so to speak, or the self-build contractors, as opposed to an individual who may want to self-build a house on the reserve on some lands that have been assigned to that individual. How is an individual able to plug into the self-build concept as opposed to having to go through the band council?

I hope self-build will become the rule rather than the exception, but as you know, one of the biggest problems is getting contractors to build on reserves because of the inherent problem of getting their money. That's one of the biggest problems.

That's why the costs are so high. Even under the tendering program, contractors plug in an extra high-risk charge because they have to go through so much bull to get their money, either through the Department of Indian and Northern Affairs or the band council, whatever the case may be.

There also are some native contractors themselves who could probably do the work on the reserves but have problems getting the bonding required, either by CMHC or private-sector financial institutions.

[Translation]

propres problèmes et qu'ils ne s'insèrent pas nécessairement... Je ne veux pas me quereller avec vous. J'aimerais seulement que vous disiez au ministre que, pour votre programme, la limite de 175,000\$ ne vous permettra peut-être pas de répondre aux besoins bien particuliers des localités du Nord.

M. Daley: Il me semble, cependant, que ces chiffres ne sont que des guides. On pourrait accepter un plafond supérieur dans une localité particulière si cela est justifié.

Néanmoins, je ne voudrais pas vous donner l'impression que l'augmentation de cette limite résoudra le problème. Lorsqu'on parle de sommes de cet ordre et d'une mise de fonds de 5 p. 100, les paiements mensuels sont extrêmement élevés et pourraient augmenter si les taux d'intérêt étaient relevés.

Là n'est peut-être pas la solution. C'est peut-être une réponse pour ceux qui ont les moyens de se payer une maison, mais pas pour la majorité qui se trouvent dans la situation contraire.

M. Fontana: J'aimerais revenir au concept de l'auto-construction. De toute évidence, c'est un excellent concept étant donné le chômage chronique qui sévit dans les réserves. Si le phénomène de l'autoconstruction s'amplifie, davantage de gens pourront obtenir la formation qui leur permettra de s'aider eux-mêmes et d'acquérir des connaissances en construction.

Mais il reste des obstacles et probablement des difficultés de juridiction. Comme vous le savez, c'est le ministère des Affaires indiennes et du Nord qui prend les décisions relatives aux réserves. La SCHL administre simplement le programme. Bien sûr, il y a des consultations, mais il semble que beaucoup de problèmes sont inhérents à la structure des ministères et aux règlements. Des difficultés existent.

Peut-être pourriez-vous me dire qui fixe les montants d'argent. Par exemple, qui établit le coût maximal d'une maison dans une réserve? Est-ce la SCHL ou le ministère des Affaires indiennes et du Nord qui a un budget de x dollars et qui doit en tenir compte?

Deuxièmement, mon collègue, M. Nault, a parlé un peu plus tôt de l'autoconstruction et il me semble que vous comptez surtout sur les conseils de bande et que vous ne faites pas appel aux particuliers qui pourraient construire eux-mêmes leur maison sur le terrain de la réserve qui leur a été attribué. Comment un particulier peut-il se prévaloir du programme d'autoconstruction sans avoir à passer par le conseil de bande?

J'espère que l'autoconstruction deviendra la règle plutôt que l'exception mais, vous le savez sans doute, il est difficile de trouver des entrepreneurs qui soient disposés à travailler dans les réserves parce qu'ils ont du mal à obtenir leur argent. C'est une des principales difficultés.

Voilà pourquoi les coûts sont si élevés. Même dans le cadre du programme d'appel d'offres, les entrepreneurs incluent des frais de risque élevés parce qu'il leur est si difficile d'obtenir leur argent, que ce soit par l'entremise du ministère des Affaires indiennes et du Nord ou le conseil de bande, selon le cas.

Des entrepreneurs autochtones pourraient vraisemblablement s'occuper eux-mêmes de la construction dans les réserves, mais ils ont du mal à obtenir les garanties exigées, que ce soit de la SCHL ou d'une institution financière privée.

[Texte]

I want to know if you've been able to take away some of these impediments to the self-build concept, which I think will go a long way toward helping not only the native people but also producing more units at better effective costs.

Mr. Daley: In respect to the first part of your question about who sets the cap and controls the costs, all CMHC programs are within the same type of control mechanism. That is, we have to build modest houses. We have to establish modest criteria. We do fix a maximum amount, which we call a "maximum unit price", for different regions of the country. This is based on our costing information and on responses to tender and proposal calls each year.

It's no different on-reserve than off-reserve; however, there is an opportunity on-reserve for band councils to contribute money outside of what CMHC is putting in. That would be over and above what would be our capital funding.

• 1035

In terms of the self-built concept, so far that is only part of the Rural and Native Housing Program, which is off reserve. However, as a result of Lawrence's consultation with native groups, we've had several inquiries as to whether or not we could make that work on reserve. We are talking to INAC officials about whether that's a possibility, but I suppose there won't be a decision until the whole consultation process is completed and native groups make a decision as to what kind of housing programs they want. But it is an option that is being looked at.

The third part of your question relating to competitive building by contractors and the bonding requirements and that sort of thing—that has been a problem. Native associations and bands have complained that they have not been able to get out there to bid on those projects because, first, they don't have the mechanism to set up the companies or the resources to do it, and second, even if they had done that, the bonding requirements are so rigid that they can't afford them.

We have always taken the position that there has to be a competitive process. Whether natives are included in that is irrelevant—there has to be a competitive process which gives everybody fair treatment and also gives us the most cost-effective product. A lot of native associations have put together development corporations which are bidding successfully and building, but that is not to say that the whole problem is resolved. We are doing a study right now where we are looking at some way of easing the bonding requirements and using other types of security so that we can get smaller contractors and native groups into it.

[Traduction]

J'aimerais savoir si vous avez réussi à éliminer certains de ces obstacles du programme d'autoconstruction qui aidera grandement les autochtones et permettra la construction de plus de logements à meilleur coût.

M. Daley: En réponse à la première partie de votre question sur l'établissement des limites et le contrôle des coûts, tous les programmes de la SCHL sont assujettis aux mêmes mécanismes de contrôle. En d'autres termes, nous devons construire des maisons modestes. Nous établissons des critères modestes. Nous fixons une somme maximale, baptisée à prix unitaire maximal pour les différentes régions du pays. Le calcul de ce prix est établie selon les informations que nous obtenons chaque année sur les coûts et selon les réponses que nous obtenons à nos appels d'offres et demandes de propositions.

C'est la même chose dans les réserves que hors réserve; cependant, dans les réserves, le conseil de bande peut apporter sa propre contribution financière qui s'ajoute au fonds d'immobilisations.

En ce qui a trait au concept d'autoconstruction, jusqu'à présent, le seul programme qui existe à cet égard est le Programme de logement pour les ruraux et les autochtones qui s'adresse aux autochtones hors réserve. Cependant, à la suite des consultations tenues par Lawrence auprès des groupes autochtones, on nous a demandé à plusieurs reprises s'il ne serait pas possible d'étendre ce programme aux réserves. Nous sommes en pourparlers avec les fonctionnaires de l'AINC à ce sujet, mais je ne crois pas qu'une décision sera prise avant que le processus de consultation soit mené à bien et que les groupes autochtones aient eux-mêmes décidé du genre de programme de logement qu'ils désirent. Mais c'est une option que nous étudions.

La troisième partie de votre question portait sur les entrepreneurs, les exigences en matière de garantie et ce genre de choses. En effet, cela pose problème. Les bandes et les associations autochtones se sont plaintes qu'elles ne pouvaient pas présenter d'offres, premièrement parce qu'elles n'ont ni les mécanismes ni les ressources voulues pour créer des compagnies et, deuxièmement, même si elles le pouvaient, les exigences en matière de cautionnement sont si strictes qu'elles sont hors de prix pour les autochtones.

Nous avons toujours estimé qu'il faut que le processus soit compétitif. Que les autochtones soient inclus ou non est une question non pertinente—il faut un processus compétitif où tous sont traités équitablement et qui nous donne le meilleur rapport qualité/prix. Beaucoup d'associations autochtones ont mis sur pied des sociétés de promotion immobilière qui font des offres avec succès et qui construisent des habitations; cela ne signifie toutefois pas que le problème soit entièrement résolu. Nous étudions actuellement les façons d'assouplir les garanties requises tout en privilégiant le recours à d'autres types de garanties afin que les petits entrepreneurs et les groupes autochtones puissent être de la partie.

[Text]

I might add that it's not just a problem on reserve, we have the same problem all over rural Canada where you have the guy with the pickup and a tool box who can't get bonded or whatever, and some of those individuals or small companies provide a very good product.

Mr. Fontana: That's my point too, the fact that in most cases CMHC or some other department is guaranteeing the funds, so the requirements—

A voice: [*Inaudible—Editor*].

Mr. Fontana: Yes, that's right. The risk factor is negligible, so the impediments to bonding and all that sort of stuff... I agree that it is primarily private institutions who are supplying the money—CMHC is just guaranteeing it—and they like to have everything so ironclad and tight that there is no problem getting their money, but in so doing you get higher costs.

My colleague mentioned the insurance fees and these other high-risk things that have to go into it to satisfy them that there's no risk, but that adds to the cost. Yet the money is guaranteed by the government, especially at a certain level.

Mr. Daley: There is a contingent risk there where if a contractor fails either to provide a good product or to provide the complete project, through bankruptcy or whatever, then we suffer through poor quality and delays and there are some contingent liabilities that are passed on. That's one of the reasons why, across the country, we've been supporting the home warranty programs and educating and training builders and encouraging them to get in there and get certified—so that we do get good products. We have a reliance on the warranty program if the contractor goes into default or provides a poor product.

Mr. Nault: My question comes up quite regularly on reserve, and it is about the maintenance dollars, which relate to regular improvements to CMHC units. If I have brought this up once, I have brought it up 100 times with DIAND. They argue that built in to their minor capital allocations to every community is a certain amount for repairs of these units put in by CMHC.

One of the problems we're having is that this is not happening, that CMHC units are becoming so run down so quickly that CMHC is getting quite a reputation in the communities—the wrong kind of reputation, that is. They don't want CMHC homes because they fall apart in 5 or 10 years. That's not the kind of scenario they're looking for.

• 1040

Has there been any discussion through your consultation process of rectifying that difficulty of continued repairs and improvements to that housing stock so that it will not, within a short period of time, have to be torn down and started all over again? That's obviously what we are doing now. You have to be aware of it if you go on reserve. Most of the houses that were built by INAC as late as the early seventies or as early as the early eighties are ready to be torn down

[Translation]

Ce problème n'est pas propre aux réserves; il existe dans toutes les régions rurales du Canada où il y a de petites entreprises et des particuliers qui n'ont qu'une camionnette et une boîte à outils et qui ne peuvent obtenir de caution, mais qui offrent d'excellents produits.

M. Fontana: Voilà où je voulais en venir: dans la plupart des cas, la SCHL ou un autre ministère garantit les fonds, de sorte que les exigences...

Une voix: [*Inaudible—Le rédacteur*]

M. Fontana: Oui, en effet. Le facteur risque est négligeable, et les obstacles à l'obtention d'une garantie et ce genre de choses... Il est vrai que ce sont surtout les institutions financières privées qui fournissent les fonds—la SCHL ne fait que les garantir—et elles tiennent à être absolument certaines qu'elles n'auront aucun mal à récupérer leur argent; mais cela entraîne des coûts plus élevés.

Mon collègue a parlé des frais d'assurance et des autres aspects à risque élevé qui servent à satisfaire les institutions financières mais qui viennent greffer aux coûts. Pourtant, les fonds sont garantis par le gouvernement, surtout à un certain niveau.

M. Daley: Mais il y a un risque: si un entrepreneur ne peut fournir un bon produit ou terminer une construction, parce qu'il fait faillite ou pour toute autre raison, il en résulte une mauvaise qualité, des retards et des dettes éventuelles qui se répercutent. Voilà pourquoi, dans tout le pays, nous appuyons les programmes de garantie, nous sensibilisons et nous encourageons les constructeurs à souscrire à ces programmes—pour obtenir un bon produit. Le programme de garantie offre une certaine sécurité si l'entrepreneur fait défaut ou livre un produit de piètre qualité.

M. Nault: Ma question est soulevée régulièrement dans les réserves; elle porte sur les budgets d'entretien servant aux rénovations apportées aux logements de la SCHL. J'ai soulevé cette question au moins cent fois auprès du MAINC. Les fonctionnaires de ce ministère prétendent que les fonds d'immobilisations accordés à toutes les localités comprennent un montant pour la réparation des logements de la SCHL.

Or, ce n'est pas ce qui se produit. Les habitations de la SCHL deviennent vite si délabrées que la SCHL a maintenant une très mauvaise réputation dans ces localités. Les gens ne veulent plus des maisons de la SCHL parce qu'elles tombent en ruine au bout de cinq ou dix ans. Ce n'est certainement pas ce que nous recherchons.

A-t-il été question, à l'occasion de vos consultations, de régler le problème que posent les réparations et les améliorations constantes à ce parc immobilier afin qu'il ne soit pas nécessaire de démolir ces maisons au bout de quelques années et de recommencer à zéro? De toute évidence, c'est ce qui se fait actuellement. Cela saute aux yeux quand on va dans les réserves. La plupart des maisons construites par le ministère des Affaires indiennes à la fin des

[Texte]

already. That is creating a big, big problem with the housing stock, in that the housing isn't lasting as long as it does in non-native communities. I am interested in knowing how you are dealing with that particular problem.

Mr. Gladue: We heard about the problem quite often when we were carrying out our consultation process in these rural areas. It is not only with on-reserve properties this rapid deterioration takes place. It is also in off-reserve and also in many cases in non-native areas too. A lot of it has to do with the lifestyle of individuals. I guess counselling is the answer. Counselling will be enhanced with the new program.

When I say lifestyle, in many areas and communities we visited, individual households readily admit that they do boil a lot of their food; they hang their wash inside because of the harshness of the weather outside. They don't have dryers—not like we do, we just can plop something in the dryer. In some cases they had to hang theirs outside. In many cases, in the wintertime especially, they have to hang their clothing on the inside, which causes all kinds of condensation.

We are talking about improving these areas with air exchangers, counselling to clients on the hazards of high humidity—and all this came out during the consultation.

I might add I guess the problem we keep hearing around this table on reserve problems with Indians... There is a twofold problem of aboriginal off reserve. I would estimate there is a more than two-to-one population of native people who are living off reserve. So we do have this problem as CMHC to deal with. Whatever we come up with, we will definitely share it with Indian Affairs in terms of our problem with dealing with the high humidity.

The average unit right now that was built in the mid-1970s when the program was first brought into place—you are absolutely right—it is almost ready for demolition, then to be replaced. We can't continue to have that type of rapid deterioration.

We would like to see these units last longer. We are going to have to do it by doing a hands-on type of counselling with the client.

Mr. Nault: Based on that suggestion could you explain to me who is responsible for that hands-on with the client.

I represent probably one of the largest ridings in the whole country and CMHC doesn't exist there. You are in Thunder Bay and you come into Kenora—Rainy River once in a while. You have no inspectors at all and they come in on a contract basis or they come from Thunder Bay.

Why is it not appropriate to use inspectors as sort of a dual process to inspect the houses you have and make recommendations to either the band or the individual homeowner that say if you don't fix these windows or repair

[Traduction]

années 70 ou au début des années 80 sont déjà prêtes à être démolies. Cela pose un très grave problème parce que ces maisons ne durent pas aussi longtemps que dans les collectivités non autochtones. J'aimerais savoir ce que vous faites pour tenter de régler ce problème.

M. Gladue: Nous avons entendu parler de ce problème très souvent pendant nos consultations dans ces régions rurales. Mais cette détérioration rapide ne se constate pas seulement dans les réserves, mais également à l'extérieur des réserves et, dans bien des cas, dans des régions qui ne sont pas habitées par des autochtones. Le mode de vie des gens qui vivent dans ces maisons y est pour beaucoup. Je suppose que la réponse consiste à donner des conseils à ces gens, ce que le nouveau programme mettra en évidence.

Quand je parle de mode de vie, dans bien des régions que nous avons visitées, les gens admettent facilement qu'ils font bouillir beaucoup de leurs aliments et qu'ils font sécher leurs vêtements à l'intérieur à cause des rigueurs du climat. Ils n'ont pas de sècheuse, pas comme nous qui pouvons facilement faire sécher nos choses. Dans certains cas, ces gens doivent suspendre leur lessive dehors. Mais dans bien des cas, surtout en hiver, ils la suspendent à l'intérieur, ce qui entraîne toute sorte de problèmes de condensation.

Nous songeons à apporter des améliorations à cet égard grâce à des échangeurs d'air et à informer les clients des risques liés à une humidité élevée; tout cela a été dit au cours des consultations.

J'ajouterai que les problèmes qu'on nous a signalés ici à maintes reprises au sujet des Indiens des réserves... Mais le problème est deux fois pire pour les autochtones vivant à l'extérieur des réserves. D'après mes calculs, il y a au moins deux fois plus d'autochtones qui habitent à l'extérieur des réserves. Donc, à la SCHL, nous devons régler ce problème. Quelle que soit la solution choisie, nous devons certainement en partager l'application avec le ministère des Affaires indiennes pour résoudre le problème de l'humidité.

Vous avez tout à fait raison de dire que, en moyenne, les logements bâtis au milieu des années 70, quand le programme a été mis sur pied, sont presque prêts à être démolis et remplacés. Nous ne pouvons pas continuer à accepter une détérioration aussi rapide.

Nous aimerions que ces logements durent plus longtemps. Nous allons devoir pour ce faire conseiller directement les clients.

M. Nault: A partir de cette suggestion, pouvez-vous m'expliquer qui serait chargé de fournir ces conseils aux clients?

Je représente probablement une des circonscriptions les plus vastes au pays, et la SCHL n'est pas présente là-bas. Vous êtes à Thunder Bay et vous ne venez à Kenora—Rainy River qu'une fois de temps en temps. Vous n'avez aucun inspecteur; ceux qui viennent sont des contractuels, ou alors ils sont basés à Thunder Bay.

Pourquoi ne pourrait-on pas faire appel à des inspecteurs qui auraient en quelque sorte une double tâche, qui seraient chargés, par exemple d'inspecter vos maisons et de faire des recommandations à la bande ou aux propriétaires, pour leur

[Text]

this particular house in the next year or so, you are going to have some problems with your roof, and all this? If there are no inspectors at all in the whole region, I am interested in knowing where do you expect to get this consultation to take place.

There is absolutely nobody I am aware of in a large area like mine which represents 46 reserves who has anyone go on reserve and say to the band in the community on a regular basis: these 10 or 20 or 30 houses have to have this amount of repair, otherwise we are going to be in deep trouble.

I am sort of interested in knowing how you are going to deal with it because that is exactly what we are getting at here—that it's a matter of education. I understand that; I think everybody understands that. But there doesn't seem to be that process going on now.

Mr. Gladue: There is to a degree in some areas of the country. But to answer your question specifically, in Ontario, CMHC has the ultimate responsibility of ensuring that the off-reserve Rural Native Housing Program is put in place and that counselling is given. It's not given directly through CMHC individuals. We do farm out that responsibility to a delivery agent. But on reserve the ultimate responsibility lies with the Department of Indian Affairs.

• 1045

Mr. Nault: Last question. I'm looking for suggestions with regard to this particular scenario.

We've talked around and around here in the last little while about the issue of an individual being able to get a mortgage from CMHC on reserve. The fact is, we will never be able to change—I don't believe it will ever come to the point in time where an aboriginal person on reserve will ever be able to say he owns a plot of land, as we do in non-native communities. So that scenario is out, in my mind, and I think in everybody else's.

Are there any suggestions as to how we're going to deal with this particular community that is on reserve, which is basically land-in-common and for the sake of argument—as far as Indian and Northern Affairs is concerned—crown land held in trust for aboriginal people? Is there any way that we're ever going to deal with an individual in order for them to be able to function in the same way as anyone else in this country as it relates to obtaining a loan from CMHC? Are any suggestions or models being bandied around in your department that would suggest a way around that situation?

Mr. Gladue: No. We haven't done anything on that front, mainly because we haven't been asked by anyone, including organizations. We were told time and time again by the tribal councils or by others not to meddle on-reserve in the affairs of housing on-reserve unless we're asked. It's a problem that has to be dealt with by some other department. In many cases, these people who wanted individual homeownership have moved off reserve and we've gladly

[Translation]

dire que si les fenêtres ne sont pas réparées ou si d'autres réfections ne sont pas faites dans une maison au cours de l'année suivante, par exemple, le toit posera des problèmes, et ainsi de suite? S'il n'y a pas d'inspecteurs du tout dans toute la région, j'aimerais bien savoir comment vous vous attendez à ce que cette consultation ait lieu.

Dans une région aussi vaste que celle que je représente, où l'on retrouve 46 réserves, il n'y a absolument personne, que je sache, qui va dans les réserves pour dire régulièrement aux bandes qui habitent là-bas qu'il faut apporter telle ou telle réparation à 10, 20 ou 30 maisons, sans quoi la situation sera très difficile.

Ce qui m'intéresse, c'est de savoir comment vous allez aborder ce problème parce que c'est exactement ce qui est en cause ici—c'est une question d'éducation. Je le comprends et je pense que tout le monde le comprend. Mais ce genre d'inspection ne semble pas se faire à l'heure actuelle.

M. Gladue: Cela se fait dans une certaine mesure, dans certaines régions du pays. Mais pour répondre plus précisément à votre question, en Ontario, c'est la SCHL qui a la responsabilité ultime de veiller à ce que le Programme de logement pour les ruraux et les autochtones hors réserve soit mis en place et que les clients disposent d'une certaine information. Cela ne se fait pas directement par les employés de la SCHL; nous confions cette responsabilité à un agent de l'extérieur. Mais, dans les réserves, cette responsabilité incombe au ministère des Affaires indiennes.

M. Nault: Une dernière question. J'aimerais avoir des suggestions au sujet du scénario suivant.

Nous avons parlé à maintes reprises ici, ces derniers temps, de la possibilité, pour une personne vivant dans une réserve, d'obtenir une hypothèque de la SCHL. La vérité, c'est que nous ne pourrions jamais changer la situation. J'ai bien l'impression que nous n'en arriverons jamais au point où les autochtones vivant dans les réserves pourront être propriétaires d'une parcelle de terrain, comme c'est le cas dans les collectivités non autochtones. Donc, d'après moi, ce scénario n'est pas possible, et je pense que tout le monde est du même avis.

Avez-vous des suggestions à faire sur la façon de traiter ces gens qui vivent dans les réserves, où les terres sont en fait propriété commune; on peut même dire, en adoptant le point de vue du ministère des Affaires indiennes et du Nord, qu'il s'agit de terres de la Couronne conservées en fiducie pour les autochtones. Y a-t-il des moyens d'après vous de traiter ces gens de façon à ce qu'ils puissent fonctionner comme tous les autres Canadiens, en ce qui concerne l'obtention d'un prêt de la SCHL? Y a-t-il des suggestions ou des modèles qui circulent dans votre organisme et qui permettraient de contourner ce problème?

M. Gladue: Non. Nous n'avons rien fait sur ce plan, surtout parce que personne ne nous l'a demandé, pas même des organisations. Les conseils de tribus et diverses autres personnes nous ont dit et répété de ne pas nous mêler des questions de logement dans les réserves à moins qu'on ne nous le demande expressément. C'est un problème qui devrait être réglé par un autre ministère. Dans bien des cas, les gens qui voulaient devenir propriétaires d'une maison ont

[Texte]

helped them. Sometimes they bought a piece of land right beside a reserve that was either purchased through the crown system or from an individual who had the land for sale.

Just to give you a little story, in one area of the country I remember that a lot of these people did so, i.e., moved off reserve and had individual homeownership adjacent to the reserve. On the advent of Bill C-31, they vacated their houses and moved back to the reserve, hoping they were going to get a better deal under Bill C-31. However, it hasn't happened that often. But to answer your question, yes, individuals have been helped in that way, but not on reserve.

Mr. Redway: Gentlemen, leading from the questions of Mr. Nault, I have some questions for you based on the consultation process you went through, Lawrence, and also your general experience and expertise.

I know it'll be difficult for you to separate yourself from the government, generally. But after all, CMHC is a crown corporation, it has some independence, and it values and prizes that independence greatly, so I hope you'll answer the questions with that in mind.

The first question has to do with the question of some overall organization with respect to native housing, a sort of one-stop shopping centre. You touched on the subject with Bob Nault in saying you don't go on reserve unless invited, and so on. But, in the process, did you get the impression that natives generally, on reserve, off reserve, or wherever they are, would like to be able to deal with one organization? Or are we stuck with needing to have a separate body on reserve, with co-operation from CMHC, and another organization off reserve? What was your general feedback? Hopefully, you can give us some personal thoughts on this subject too.

Mr. Gladue: The consultation process did involve the status Indian organizations at the national level and we asked the tribal councils and the provincial organizations, such as Ontario chiefs, if we could seek their views. Whenever we were afforded this opportunity we did ask that question of whether they would favour a one-stop shop and whether they think the bureaucracy is one of the problems, in that they have to deal with two different structures. Depending on where we were, but in areas where we were not welcome, in general terms they said they are already dealing with a monster and if they were to put CMHC in there, they would have a two-headed monster to deal with.

• 1050

Mr. Redway: What about one monster which—

Mr. Gladue: That would involve the two agencies?

[Traduction]

déménagé à l'extérieur de la réserve, et nous les avons aidés avec plaisir. Certains d'entre eux ont acheté un terrain tout à côté de la réserve, soit par l'entremise du système de vente des terres de la Couronne, soit parce qu'un particulier avait mis ce terrain en vente.

Je vais vous raconter une anecdote. Dans une région du pays, je me souviens que beaucoup de gens ont fait cela, c'est-à-dire sont sortis de la réserve et ont acheté une maison tout à côté. Mais quand le projet de loi C-31 est entré en vigueur, ils ont quitté leur maison et sont retournés vivre dans la réserve en espérant que cette nouvelle loi améliorerait leur situation. Cependant, cela ne s'est pas souvent produit. Mais pour répondre à votre question, nous avons aidé certaines personnes de cette façon, mais pas dans les réserves.

M. Redway: Messieurs, pour donner suite aux questions de M. Nault, je voudrais vous poser des questions sur les consultations que vous avez tenues, Lawrence, ainsi que sur votre expérience et vos connaissances générales.

Je sais qu'il vous sera difficile de vous distancer du gouvernement, de façon générale. Mais après tout, la SCHL est une société de la Couronne qui jouit d'une certaine indépendance, et qui attache d'ailleurs un grand prix à cette indépendance; j'espère donc que vous allez tenir compte de cela dans vos réponses.

Ma première question porte sur la possibilité de confier à un seul organisme toute la question du logement des autochtones; il s'agirait en quelque sorte d'un centre commercial où tout le monde pourrait faire ses achats. Vous avez effleuré ce sujet avec Bob Nault en disant que vous n'allez pas dans les réserves à moins d'y être invité, et ainsi de suite. Mais, à cette occasion, avez-vous eu l'impression que les autochtones, en général, où qu'ils vivent, que ce soit dans les réserves ou à l'extérieur, aimeraient pouvoir faire affaire avec une seule organisation? Ou alors, avons-nous besoin d'un organisme distinct pour les réserves, qui travaillerait en collaboration avec la SCHL, et d'un autre organisme hors réserve? Qu'est-ce qu'on vous a dit, en gros? J'aimerais bien que vous nous donniez aussi votre idée personnelle à ce sujet, si c'est possible.

M. Gladue: Nous avons consulté notamment les organisations nationales d'Indiens de plein droit, et nous avons demandé aux conseils de tribus et aux organisations provinciales, par exemple celle des chefs de l'Ontario, si nous pouvions leur demander leur avis. Chaque fois que c'était possible, nous leur avons posé cette question, à savoir s'ils étaient favorables à la création d'un seul organisme et s'ils pensaient que la bureaucratie était un des éléments du problème, en ce sens qu'ils doivent faire affaire avec deux structures différentes. Selon l'endroit où nous étions, dans les régions où nous n'étions pas bienvenus, les gens nous ont dit en règle générale qu'ils avaient déjà affaire à un monstre et que, si la SCHL arrivait dans le tableau, cela deviendrait un monstre à deux têtes.

M. Redway: Et que penseraient-ils d'un monstre qui...

M. Gladue: Qui regrouperait les deux organismes?

[Text]

Mr. Redway: Well, however, it did it. Would they prefer one monster?

Mr. Gladue: In one area, yes. That one monster shouldn't include CMHC or Indian Affairs. That sort of left it there.

Mr. Redway: But you generally got the impression that they would rather deal with one monster?

Mr. Gladue: Yes.

Mr. Redway: That's a good point.

The second point has to do with the ministerial guarantee. In your consultation and also in your own experience, have you been able to identify ways in which you could reduce the complexity and speed up the process and be able to deal with that in a better manner? If you have, could you supply us with whatever your thoughts are on that? Not necessarily right now. . .

Mr. Gladue: We did ask about the complexities of that instrument used to reduce the risk. The common answer was to leave it to them, to decentralize it right down to the local level. It is something that would warrant looking into, I guess, in terms of—

Mr. Redway: This was from the band?

Mr. Gladue: We didn't meet that many bands. Whenever we were invited. . . We didn't actually go on any reserves, but we met with tribal councils in some cases and provincial associations. When that question was asked of the tribal council or when it was brought up, they would decentralize it further than it is.

Mr. Redway: The idea would be to delegate the ministerial guarantee to the band or the tribal council or whatever for on-reserve.

What about the bonding process that Mr. Fontana referred to? Did you try to address that in any way? I accept Mike Daley's comments about the need for some sort of bonding. Is there some way in which government could help to accommodate that bonding process? Have you addressed that?

Mr. Gladue: We are currently looking at that in two areas. We have two pilot projects taking place. One is in a community you are familiar with, Sheshatsheits in Labrador. The other will be in Buffalo Narrows near the La Crosse area.

Mr. Redway: I am familiar with that too.

Mr. Gladue: We will be looking at the possibilities and the risks involved in reducing the bonding requirement to facilitate community involvement. We heard this time and time again through our consultation process—the community wanting more responsibility, and keeping the community dollar within the community instead of contractors from Toronto, Winnipeg and Vancouver taking it out, that type of thing.

[Translation]

M. Redway: Je ne sais pas vraiment quelle forme cela pourrait prendre. Mais est-ce qu'ils préféreraient un seul monstre?

M. Gladue: Dans une région, oui. Mais ce monstre ne devrait pas inclure la SCHL ou le ministère des Affaires indiennes. Cela a donc mis fin à la discussion.

M. Redway: Mais vous avez eu en général l'impression que les gens aimeraient mieux faire affaire avec un seul monstre?

M. Gladue: Oui.

M. Redway: C'est une bonne chose à savoir.

La deuxième chose porte sur la garantie ministérielle. D'après vos consultations, ainsi que d'après votre propre expérience, avez-vous réussi à trouver des moyens qui permettraient de réduire la complexité du processus et de l'accélérer, afin que cela se passe mieux? Si oui, pourriez-vous nous dire ce que vous en pensez? Pas nécessairement maintenant. . .

M. Gladue: Nous avons effectivement posé des questions sur la complexité de cet instrument employé pour réduire les risques. On nous a répondu le plus souvent de laisser la question aux personnes concernées, de décentraliser de façon à transférer cela au niveau local. C'est une suggestion qui mérite d'être étudiée, je pense, en termes de. . .

M. Redway: Ce sont les bandes qui vous ont dit cela?

M. Gladue: Nous n'avons pas rencontré tellement de bandes. Quand nous avons été invités. . . En fait, nous ne sommes pas allés dans les réserves, mais nous avons rencontré dans certains cas les membres des conseils de tribus et des associations provinciales. Quand nous avons posé cette question aux conseils de tribu, ou quand elle a été mise sur le tapis d'une façon ou d'une autre, on nous a répondu que cela devrait être décentralisé davantage.

M. Redway: L'idée consiste à déléguer la garantie ministérielle afin que ce soit les bandes, les conseils de tribu ou d'autres personnes vivant dans les réserves qui en soient responsables.

Et qu'en est-il des garanties dont M. Fontana a parlé? Avez-vous essayé de soulever cette question d'une façon ou d'une autre? Je reconnais que Mike Daley a raison de dire qu'il faut certaines garanties. Le gouvernement pourrait-il aider d'une façon ou d'une autre en ce sens? Avez-vous étudié cette question?

M. Gladue: Nous sommes en train de l'étudier dans deux domaines. Nous avons mis sur pied deux projets pilotes. Le premier se déroule dans une collectivité que vous connaissez, celle de Sheshatsheits, au Labrador, et l'autre aura lieu à Buffalo Narrows, dans la région de La Crosse.

M. Redway: Je connais cette région aussi.

M. Gladue: Nous allons étudier les possibilités et les risques qu'entraînerait un assouplissement des garanties pour faciliter la participation de la collectivité. On nous a dit à maintes reprises, au cours des consultations, que les collectivités voulaient davantage de responsabilités et que l'argent des gens de l'endroit devait rester sur place plutôt que d'aller à des entrepreneurs de Toronto, de Winnipeg ou de Vancouver, par exemple.

[Texte]

The other recommendation we received, which we're acting on already, is making the bidding packages smaller. Instead of advertising 45 units to be built, maybe we'll break it up into 9 packages of 5 units apiece so that smaller contractors can get into the bidding process, enabling them to take advantage of whatever housing dollars will be put into the community.

At the present time we are working with the bonding requirements. When we get the results of that experiment review, that we will determine where we go from there.

Mr. Redway: I think Bob Nault brought up the inspection process. As I understand it, the on-reserve situation used to be DIAND inspectors. Then there was some sort of a deal where CMHC is now supposed to take over that responsibility—correct me if I'm wrong—and part of the cadre training program is to try to produce some native skilled inspectors so they can take over the process.

• 1055

Is there some way to speed up that process or—one of the problems I recall hearing about was the fact DIAND had withdrawn substantially from the inspection field but I don't think CMHC had the resources to pick up the slack. Does that correspond with reality?

Mr. Gladue: Well, we're apparently reviewing a project that was initially done as a pilot in Ontario to train band inspectors—CMHC-trained—to do the inspections on reserve.

Mr. Redway: How many are you training in a year?

Mr. Gladue: Not very many.

Mr. Redway: Have you got a handle on how many?

Mr. Gladue: No, I don't exactly; we can get that for you.

The Chairman: We have rather generously extended the time.

Mr. Redway: I understand. Perhaps you could provide me with that.

Mr. Gladue: Yes, and we're also, as of this year, starting that process in Saskatchewan.

Mr. Redway: The video you provided us with was the Pukatawagan, was it, or other?

Mr. Gladue: I forget which reserve it is, but the other one, "Facing the Challenge", is native housing off-reserve across Canada, from Labrador coast to coast.

Mr. Redway: Maybe you could get us the Pukatawagan too, if you haven't already.

Mr. Gladue: Okay.

[Traduction]

L'autre recommandation qu'on nous a soumise, et que nous sommes déjà en train de mettre en oeuvre, c'est de réduire l'envergure des appels d'offres. Par exemple, plutôt que d'annoncer 45 unités à construire, nous pourrions diviser cela en neuf groupes de cinq unités chacun de façon à ce que les petits entrepreneurs puissent présenter des offres, et profiter par conséquent des sommes injectées dans la collectivité pour le logement.

À l'heure actuelle, nous examinons les garanties. Quand nous aurons obtenu les résultats de cette expérience, nous saurons un peu mieux où aller.

M. Redway: Je pense que Bob Nault a mentionné la question de l'inspection. Si je comprends bien, dans les réserves, c'étaient des inspecteurs du ministère des Affaires indiennes qui s'occupaient de cette inspection. À la suite d'une entente quelconque, c'est maintenant la SCHL qui est censée assumer cette responsabilité—corrigez-moi si je me trompe—, et le programme de formation cadre vise notamment à former des inspecteurs autochtones compétents afin qu'ils puissent prendre la relève.

Y aurait-il un moyen d'accélérer ce processus ou... Un des problèmes que j'ai souvent entendu mentionner, c'est le fait que le ministère se soit retiré à toutes fins utiles du domaine de l'inspection, mais que la SCHL n'a pas les ressources nécessaires pour prendre sa place. Est-ce une interprétation juste de la réalité?

M. Gladue: Eh bien, nous sommes en train d'examiner un projet qui a été mené à l'origine en Ontario, à titre de projet pilote, et qui portait sur la formation par la SCHL d'inspecteurs venant des bandes et chargés d'effectuer les inspections dans les réserves.

M. Redway: Combien en formez-vous chaque année?

M. Gladue: Pas beaucoup.

M. Redway: Savez-vous à peu près combien?

M. Gladue: Non, pas exactement; nous pouvons trouver ce chiffre pour vous.

Le président: Nous avons dépassé de beaucoup le temps qui nous était alloué.

M. Redway: Je comprends. Vous pourriez peut-être me fournir cette information.

M. Gladue: Oui, et nous commençons également un programme de ce genre en Saskatchewan cette année.

M. Redway: Le vidéo que vous nous avez fourni porte sur le projet de Pukatawagan, n'est-ce pas, ou sur un autre?

M. Gladue: J'ai oublié de quelle réserve il s'agit, mais l'autre, «Un défi à relever», porte sur le logement autochtone hors réserve dans l'ensemble du Canada, d'un océan à l'autre, y compris au Labrador.

M. Redway: Vous pourriez peut-être nous fournir aussi le vidéo sur le projet de Pukatawagan, si vous ne l'avez pas déjà fait.

M. Gladue: D'accord.

[Text]

Mr. Redway: Thanks.

The Chairman: I certainly don't want to bring this to a conclusion for any other reason than that I have a commitment in the House at 11 a.m., so I'll have to leave again, but you could continue if you wish. I certainly don't have any objection to that. Secondly, we do have another matter that did not make it to the agenda for reasons that only the gremlins in the walls can defend, I think, and I did fully expect, as we all did, to discuss another point dealing with a motion Mr. Skelly put forward to us.

There are some difficulties in the wording of the motion, Mr. Skelly, not in the intent, I assure you of that. I don't know how you wish to deal with it, committee. It may well be that Mr. Skelly might want to meet with the researcher and go over some of the wording and have that dealt with at another time, whatever your wish is.

Mr. Redway: I think for now, Mr. Chairman, we'll thank the witnesses for appearing. Most definitely, personally, I've found them most helpful, as I always have, and hopefully we may very well want to have them back again, and we'll look forward to all the material they're going to provide us with.

Mr. Gladue: Mr. Chairman, I'd like to add one qualification that Mr. Falkenhagen just brought to my attention. In my presentation I said these programs are available as of 1992. The exception is the Emergency Repair Program, which must undergo a regulation change, and it normally takes anywhere from six to eight months to get it through, and we're working quite hard with the Justice department to try to have these changes made, hopefully before the building season's over this year.

The Chairman: Well, I thank you very much on behalf of the committee, Mr. Gladue, Mr. Falkenhagen, and Mr. Daley.

Members of the committee, thank you very much for attending this meeting this morning. We are now adjourned.

[Translation]

M. Redway: Merci.

Le président: Je suis vraiment désolé de devoir interrompre la séance; je ne le ferais pas si je n'avais pas un autre engagement à la Chambre, à 11h00. Je vais donc devoir repartir, mais vous pouvez continuer si vous le voulez. Je n'y vois aucune objection. Deuxièmement, il y a une autre question qui n'a pas été portée à l'ordre du jour, pour des raisons qui ne sont vraiment pas défendables, d'après moi; je m'attendais, comme vous tous, à ce que nous discutions d'un autre point portant sur une motion que M. Skelly nous a fait parvenir.

Monsieur Skelly, le libellé de votre motion pose certains problèmes, mais pas l'intention, je vous assure. Je ne sais pas ce que les membres du comité voudront faire à ce sujet. M. Skelly pourrait rencontrer l'attaché de recherche pour discuter de la formulation de cette motion, que nous pourrions étudier à un autre moment si vous le voulez.

M. Redway: Je pense que, pour le moment, monsieur le président, nous devrions remercier les témoins d'être venus aujourd'hui. Personnellement, j'ai trouvé leurs interventions extrêmement utiles, comme toujours, et il est fort possible que nous les réinvitions; nous allons également attendre avec impatience tous les documents qu'ils doivent nous fournir.

M. Gladue: Monsieur le président, j'aimerais apporter une précision au sujet d'un point sur lequel M. Falkenhagen vient d'attirer mon attention. J'ai dit dans mon exposé que ces programmes seraient offerts dès 1992. Le Programme de réparations d'urgence fait toutefois exception puisque la réglementation qui s'y applique doit être modifiée et qu'il faut normalement de six à huit mois pour cela; nous travaillons d'arrache-pied avec le ministère de la Justice pour faire apporter ces changements, avant le début de la saison de la construction cette année si possible.

Le président: Eh bien, je vous remercie beaucoup au nom des membres du comité, messieurs Gladue, Falkenhagen et Daley.

Chers collègues, je vous remercie beaucoup d'être venus à la séance de ce matin. La séance est maintenant levée.

MAIL POSTE

Canada Post / Canada Post
Postage paid / Poste payée
Postmaster / Postier
2501 A Street, Ottawa
Ottawa, Ontario
K1A 0S9
Canada Post International Division - Postes Internationales

CHAMBRE DES COMMUNES

Assemblée n° 12

Le mardi 18 février 1992

Président: Larry Schneider

Minister of Indian Affairs and Northern Development / Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

Committee of the Standing / Comité permanent des

Aboriginal Affairs

Procs-verbux et témoignages du Comité permanent des

Affaires autochtones

RESPECTING:

Aboriginal Housing

CONCERNANT:

Logement des autochtones

WITNESSES

(to be back over)

TÉMOINS

TEMOINS

(to be back over)

WITNESSES

De la société canadienne d'hydroélectricité et de l'énergie:
Michael Daley, vice-président - programmes;
Lawrence Gladue, directeur des programmes;
De la Fédération des conseils de développement spécial de vice-président des programmes;
De la ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien:
Ian Corbin, directeur du logement

From Canada Mortgage and Housing Corporation:
Michael Daley, Vice-President - Programmes;
Lawrence Gladue, Director - Programmes;
From the Department of Indian Affairs and Northern Development:
Ian Corbin, Director of Housing

Third Session of the Thirty-fourth Parliament,
1991-92

Troisième session de la trente-quatrième législature,
1991-1992

The House of Commons / La Chambre des communes
Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Available from Canada Communication Group - Éditions
Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

K1A 0S9
Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

Aboriginal Affairs

(Text)

Mr. Redway: Thank

The Chairman: I certainly don't want to bring this to a conclusion for any other reason than that I have a commitment in the House at 11 a.m., so I'll have to leave again, but you could continue if you wish. I certainly don't have any objection to that. Secondly, we do have another matter that did not make it to the agenda for reasons that only the members in the Hall can defend, I think, and I did fully expect, as we all did, to discuss another point dealing with a motion Mr. Skelly put forward to us.

There are some difficulties in the wording of the motion, Mr. Skelly, not in the intent, I assure you of that. I don't know how you wish to deal with it, committee. It may well be that Mr. Skelly might want to meet with the researcher and go over some of the wording and have that dealt with at another time, whatever your wish is.

Mr. Redway: I think by now, Mr. Chairman, we'll thank the witnesses for appearing. Most definitely, personally, I've found them most helpful, as I always have, and hopefully we may very well want to have them back again, so we'll look forward to all the material they're going to provide.

WITNESSES

From Canada Mortgage and Housing Corporation:

- Michael Daley, Vice-President—Programmes;
- Lawrence Gladue, Director—Programmes;
- Dale Falkenhagen, Special Advisor to Vice-president of programmes.

From the Department of Indian Affairs and Northern Development:

- Ian Corbin, Director of Housing.

The Chairman: Well, I thank you very much on behalf of the committee, Mr. Gladue, Mr. Falkenhagen, and Mr. Daley.

Members of the committee, thank you very much for attending this meeting this morning. We are now adjourned.

(Translation)

M. Redway: Merci

Le président: Je ne veux pas conclure pour aucune autre raison que celle-ci: j'ai un engagement en Chambre à 11 heures, donc je dois aller de nouveau, mais vous pouvez continuer si vous le souhaitez. Je n'ai aucune objection à cela. Deuxièmement, nous avons une autre question qui n'a pas été portée à l'ordre du jour pour des raisons que seuls les membres de l'Assemblée peuvent défendre, je pense, et j'ai tout à fait attendu, comme nous tous, de discuter d'un autre point portant sur une motion que M. Skelly nous a présentée.

Monsieur Skelly, le libellé de votre motion pose certains problèmes, mais pas l'intention, je vous assure. Je ne sais pas ce que les membres du comité voudront faire à ce sujet. M. Skelly pourrait rencontrer l'attaché de recherche pour discuter de la formulation de cette motion, que nous pourrions étudier à un autre moment si vous le voulez.

M. Redway: Je pense que pour le moment, merci aux témoins. Personnellement, j'ai trouvé leurs interventions extrêmement utiles, comme toujours, et il est fort possible que nous les aurions très certainement attendus avec plaisir à une autre occasion.

TÉMOINS

De la Société canadienne d'hypothèques et de logement:

- Michael Daley, vice-président—Programmes;
- Lawrence Gladue, directeur des programmes;
- Dale Falkenhagen, conseiller spécial du vice-président des programmes.

Du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien:

- Ian Corbin, directeur du logement.

Le président: Eh bien, je vous remercie beaucoup au nom des membres du comité, messieurs Gladue, Falkenhagen et Daley.

Chers collègues, je vous remercie beaucoup d'être venus à la séance de ce matin. La séance est maintenant levée.

Issue No. 12

Fascicule n° 12

Tuesday, February 18, 1992

Le mardi 18 février 1992

Chairperson: Larry Schneider

Président: Larry Schneider

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent des

Aboriginal Affairs

Affaires autochtones

RESPECTING:

CONCERNANT:

Aboriginal Housing

Logement des autochtones

WITNESSES:

TÉMOINS:

(See back cover)

(Voir à l'endos)

La greffière du Comité

Martine Brodeur

Martine Brodeur

Clerk of the Committee

Third Session of the Thirty-fourth Parliament,
1991-92

Troisième session de la trente-quatrième législature,
1991-1992

STANDING COMMITTEE ON ABORIGINAL AFFAIRS

Chairperson: Larry Schneider
Vice-Chairmen: Jack Anawak
Alan Redway

Members

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Ross Reid
Robert E. Skelly
Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

Martine Bresson

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES AUTOCHTONES

Président: Larry Schneider
Vice-présidents: Jack Anawak
Alan Redway

Membres

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Ross Reid
Robert E. Skelly
Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

La greffière du Comité

Martine Bresson

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 18 FÉVRIER 1992
(18)

[Texte]

Le Comité permanent des affaires autochtones se réunit aujourd'hui à 15 h 35 dans la salle 208, Édifice de l'Ouest, sous la présidence de Alan Redway (*vice-président*).

Membres du Comité présents: Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Robert E. Skelly.

Membres suppléants présents: Bill Domm pour Larry Schneider; Joe Fontana pour Jack Anawak; Jean-Luc Joncas pour Marcel R. Tremblay.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Elaine Gardner O'Toole, attachée de recherche.

Témoins: De l'Assemblée des premières nations: Bill Montour, Chef de Cabinet; Bob Decontie, Coordonnateur du logement.

Conformément au mandat que lui confie le paragraphe 108(2) du Règlement, le Comité continue son étude sur le logement des autochtones (*voir les Procès-verbaux et témoignages du mardi 11 février 1992, fascicule n° 10*).

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

Il est convenu,—Que le président écrive au Ministre de la Défense Nationale pour lui signifier que les informations promises par ces fonctionnaires, lors de la réunion du 12 décembre 1991, n'ont toujours pas été reçues.

À 17 h 30, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Martine Bresson

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, FEBRUARY 18, 1992
(18)

[Translation]

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met at 3:35 o'clock p.m. this day, in Room 208, West Block, the Vice-Chairman, Alan Redway, presiding.

Members of the Committee present: Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Robert E. Skelly.

Acting Members present: Bill Domm for Larry Schneider; Joe Fontana for Jack Anawak; Jean-Luc Joncas for Marcel R. Tremblay.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Elaine Gardner O'Toole, Research Officer.

Witnesses: From the Assembly of First Nations: Bill Montour, Chief of Staff; Bob Decontie, Housing Coordinator.

In accordance with its mandate under Standing Order 108(2), the Committee resumed consideration of Aboriginal Housing (*See Minutes of Proceedings, Tuesday, February 11, 1992, Issue No. 10*).

The witnesses made statements and answered questions.

It was agreed,—That the Chairman be authorized to write the Minister of National Defence to notify him that the Committee has not received yet the information agreed on by its officials at the December 12 meeting.

At 5:30 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Martine Bresson

Clerk of the Committee

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Tuesday, February 18, 1992

• 1533

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Order.

We would like to welcome you, Mr. Montour. I am looking forward to your presentation and to learning about the efforts of the Assembly of First Nations in housing.

Mr. Bill Montour (Chief of Staff, Assembly of First Nations): Thank you, Mr. Chairman. I am disappointed to see there is not much representation from the government side.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): I like to start my meetings promptly, and perhaps they are not used to that quite yet.

Mr. Montour: Thank you, Mr. Chairman and committee members, for inviting the Assembly of First Nations to address you on the question of housing for First Nations. I have with me Bob Decontie, co-ordinator of housing for the Assembly of First Nations.

I welcome the opportunity to present First Nations' views and concerns, in the hope the standing committee can play a role in assisting and supporting us in our efforts to find a solution to the housing problems on our reserves. We are in the process of a review of the Department of Indian and Northern Affairs and Canada Mortgage and Housing Corporation housing programs which is intended to lead to an improvement in the living conditions of our people. As you are no doubt aware, housing and related conditions for First Nation residents on reserves are far worse than for any other group of Canadians, with no relief in sight. The 1986 statistics show 36% of Indian reserve houses are overcrowded, 38% lack some or all of the amenities, and 47% of all houses fail to meet basic standards of physical condition.

• 1535

First Nations suffer a higher incidence of death, disease, injury and illness than the general Canadian public. The long-term cost of treating these diseases and injuries is much greater than the short-term cost of providing adequate living space, safe water, supplies, sanitation facilities and houses that meet safety standards. Just this past weekend six Innu children died needlessly in a house that did not meet safety standards, even though promised by Canada at relocation in 1967.

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mardi 18 février 1992

Le vice-président (M. Redway): La séance est ouverte.

Nous vous souhaitons la bienvenue, monsieur Montour. J'ai hâte d'entendre votre exposé pour connaître les efforts que déploie l'Assemblée des Premières nations en matière de logement.

M. Bill Montour (chef du personnel, Assemblée des Premières nations): Merci, monsieur le président. Je suis déçu de voir qu'il y a si peu de représentants du parti ministériel.

Le vice-président (M. Redway): J'aime que les séances que je préside commencent à l'heure prévue et ils n'ont peut-être pas encore l'habitude d'une telle ponctualité.

M. Montour: Merci, monsieur le président et membres du comité, d'avoir invité l'Assemblée des Premières nations à venir vous parler de la question du logement. Je suis accompagné de Bob Decontie, coordonnateur du logement à l'Assemblée des Premières nations.

Je suis heureux d'avoir l'occasion de faire connaître les opinions et les préoccupations des Premières nations, dans l'espoir que le comité permanent pourra nous aider et appuyer les efforts que nous déployons pour trouver une solution au problème du logement dans nos réserves. Nous sommes en train d'examiner les programmes de logement du ministère des Affaires indiennes et du Nord et de la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vue d'améliorer les conditions de vie de notre peuple. Comme vous le savez sans doute déjà, le logement des membres des Premières nations qui habitent dans les réserves et les conditions de vie qui y sont associées sont bien pires que celles de tout autre groupe de Canadiens et il n'y a aucune amélioration en vue. Les statistiques de 1986 montrent que 36 p. 100 des logements des réserves indiennes sont surpeuplés, dans 38 p. 100 d'entre eux il manque certaines, voire toutes les commodités, et 47 p. 100 de toutes les maisons ne respectent pas les normes de base pour qu'on puisse les considérer en bon état.

Le taux de mortalité, de maladies et de blessures chez les membres des Premières nations est beaucoup plus élevé que celui de la population canadienne en général. À long terme, soigner ces maladies et ces blessures revient beaucoup plus cher que ce qu'il en coûterait à court terme pour leur fournir des surfaces habitables convenables, de l'eau potable, des fournitures, des installations sanitaires et des maisons conformes aux normes de sécurité. Pas plus tard que le week-end dernier, six enfants Innu sont morts inutilement dans une maison qui ne respectait pas les normes de sécurité, malgré les promesses du gouvernement du Canada lors de la réinstallation en 1967.

[Texte]

A federal commitment and corresponding policy to bring the reserve housing situation on par with the rest of the country is in the best interests of Indian First Nations and Canada. There must be renewed recognition that housing is a federal responsibility and a national priority.

Prior to 1945, individuals were responsible for providing shelter in one form or another for themselves. Between 1945 and 1961 some 10,000 units were reportedly built entirely from DIAND's welfare housing program. In 1962 Treasury Board approved a new subsidy assistance program wherein subsidies to build houses were provided and tied to income levels. At the same time a survey of reserve housing revealed that on-reserve housing was substandard in terms of number of rooms, conditions, facilities and degree of occupancy.

In January of 1966, Cabinet authorized in principle a five-year program of physical development of Indian communities, which provided assistance towards better living conditions, water and sanitary services, electrification and improved roads on Indian reserves. Over time, government policy shifted housing away from Indian Affairs responsibility. With the transfer of social services, including housing, to the government of the Northwest Territories in the early 1970s, the Northwest Territories Housing Corporation became responsible for providing houses to First Nations communities. Likewise, the involvement of CMHC in the on-reserve housing was seen as another attempt to transfer responsibilities from DIAND.

By 1975 the inadequacies of past programs had become painfully obvious. The DIAND subsidy housing program had failed to reduce the backlog of housing needed, and subsidy levels were too low to permit the construction of adequate housing. Households on reserves were unable to supplement the DIAND grants with personal investments and loans needed to construct adequate housing. Consequently, in 1975 DIAND and the AFN established a joint working committee to formulate a new housing policy for status Indians.

The housing policy, endorsed by Cabinet in August 1977, was designed to be an integral part of an overall socio-economic development strategy to promote self-help and Indian participation. The basic program rationale of serving the needs of all Indian people unable to afford adequate housing and support facilities remained the same as previous programs. The new housing policy was intended for Indian people to have direct input at every level of housing policy

[Traduction]

Un engagement du fédéral qui serait concrétisé dans une politique visant à améliorer les conditions de logement dans les réserves pour les amener au même niveau que dans le reste du pays servirait le mieux les intérêts des Indiens des Premières nations et du Canada. Il faut reconnaître à nouveau que le logement est une responsabilité fédérale et une priorité nationale.

Avant 1945, les individus devaient eux-mêmes se trouver un abri quelconque. On rapporte qu'entre 1945 et 1961 quelque 10,000 unités de logements auraient été construites entièrement grâce au Programme de logements sociaux du ministère des Affaires indiennes et du Nord. En 1962, le Conseil du Trésor a approuvé un nouveau programme d'aide dont les subventions pour la construction de maisons étaient liées aux niveaux de revenus. À la même époque, une enquête a révélé que les logements dans les réserves étaient hors normes en ce qui a trait au nombre de pièces, aux conditions, aux installations et au taux d'occupation.

En janvier 1966, le Cabinet a donné son autorisation de principe à un programme quinquennal d'aménagement physique des collectivités indiennes qui prévoyait de l'aide pour relever les conditions de vie, pour assurer des services d'eau, d'égout et d'électrification et pour améliorer les routes dans les réserves. Avec le temps, le gouvernement a transféré les responsabilités du ministère des Affaires indiennes en matière de logement. Lors du transfert des services sociaux, y compris du logement, au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest au début des années 70, la Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest s'est vue confier la tâche de fournir des logements aux collectivités des Premières nations. Parallèlement, le rôle joué par la SCHC en matière de logement dans les réserves a été perçu comme un autre moyen d'essayer de transférer les responsabilités du ministère des Affaires indiennes et du Nord.

En 1975, les insuffisances des programmes passés étaient devenues douloureusement évidentes. Le Programme de logements subventionnés du ministère des Affaires indiennes n'avait pas réussi à fournir un logement à tous ceux qui en attendaient et les niveaux de subventions étaient trop faibles pour permettre la construction de logements convenables. Les ménages habitant dans les réserves ne pouvaient pas compléter les subventions du ministère par les investissements et les prêts personnels qu'il aurait fallu pour construire des logements convenables. Par conséquent, en 1975 le ministère des Affaires indiennes et l'APN ont créé un groupe de travail mixte pour élaborer une nouvelle politique en matière de logement pour les Indiens inscrits.

La politique de logement, approuvée par le Cabinet en août 1977, devait faire partie intégrante de la stratégie générale de développement socio-économique visant à promouvoir l'initiative personnelle et la participation des Indiens. L'objectif fondamental du programme, qui était de répondre aux besoins de tous les Indiens qui n'avaient pas les moyens de s'offrir un logement et des installations convenables, était le même que celui des programmes

[Text]

development and program management. The new system would be supportive of the concept of Indian people managing their own affairs and would be flexible enough to meet a wide range of different housing needs and local conditions.

It has also meant that, through interdepartmental co-ordination, resources could effectively be deployed to meet Indian housing needs. Since DIAND has the legal and constitutional responsibility for Indians and lands reserved for Indians, this department was to assume the lead role in co-ordinating and mobilizing funds and resources from CMHC and other departments.

Another housing needs assessment in 1979 identified that very little change was made to the living conditions of Indians on-reserve. While more houses were being built, they were not built to the standards, and within a very short period of time needed replacement. In 1984 studies undertaken by Ekos Consulting Incorporated and Price Waterhouse confirmed what had been known about DIAND's on-reserve housing program and the capability of DIAND to respond to the needs of its citizens: the needs of First Nations citizens were not being met. Subsidies have remained constant since 1983, while the cost of building a house has risen and support services have diminished.

• 1540

An amendment to the National Housing Act in 1962 permitted CMHC direct lending to Indians as defined in the Indian Act. The intent was to assist in the construction of housing projects on reserves, since reserve land under the Indian Act cannot be mortgaged. Normal sanctions against non-payment of loans were missing. In the event of default, the minister of the department, in agreement with CMHC, assumes the borrower's obligations. CMHC is now the lender of last resort.

CMHC does not have a single umbrella program developed for on-reserve housing. Rather, the corporation administers several housing programs on reserves. These include CMHC's programs for nonprofit housing, rehabilitation, and lending which are available to the general population.

In 1987 an overview of registered Indian housing conditions represented the first comprehensive look at the relationship between housing conditions and specific demographic, economic, and geographic characteristics of the Indian population, both on and off reserve. Although 79% of all reserve dwellings were constructed between 1961 and 1981, housing was found to be deficient in several major areas.

[Translation]

antérieurs. La nouvelle politique de logement devait permettre aux Indiens de participer directement à toutes les étapes de l'élaboration de la politique de logement et de l'exécution du programme. Le nouveau système s'appuyait sur le principe que les Indiens doivent gérer leurs propres affaires et il devait être assez souple pour répondre à toute une gamme de besoins en matière de logement et pour être adapté aux conditions locales.

Ce nouveau programme devait également permettre l'utilisation efficace des ressources, par la coordination interministérielle, pour répondre aux besoins des Indiens en matière de logement. Comme le ministère des Affaires indiennes a une responsabilité juridique et constitutionnelle à l'égard des Indiens et des terres réservées aux Indiens, ce ministère devait jouer le rôle prépondérant dans la coordination et dans la mobilisation des fonds et des ressources de la SCHL et des autres ministères.

En 1979, une nouvelle évaluation des besoins en logement a révélé que les conditions de vie des Indiens dans les réserves avaient très peu changé. S'il est vrai que l'on construisait davantage de maisons, celles-ci n'étaient pas conformes aux normes et devaient être remplacées très rapidement. En 1984, des études menées par Ekos Consulting Incorporated et Price Waterhouse ont confirmé ce que l'on savait déjà au sujet du Programme de logement à l'intérieur des réserves du ministère des Affaires indiennes et de la capacité de celui-ci à satisfaire les besoins de ses citoyens: il ne répondait pas aux besoins des citoyens des Premières nations. Le niveau des subventions est resté le même depuis 1983, alors que le coût de construction d'une maison a augmenté et que les services de soutien ont diminué.

Une modification à la Loi nationale sur l'habitation en 1962 a permis à la SCHL de prêter de l'argent directement aux Indiens, comme le précisait la Loi sur les Indiens. Le but était d'aider à construire des projets d'habitation dans les réserves, puisqu'en vertu de la Loi sur les Indiens les terres des réserves ne peuvent pas être hypothéquées. Les sanctions normales en cas de non-remboursement des prêts n'existaient pas. En cas de cessation de paiement, le ministre, en consultation avec la SCHL, assume les obligations de l'emprunteur. La SCHL est maintenant le prêteur de dernier recours.

La SCHL n'a pas de programme cadre unique en matière de logement dans les réserves. La société administre plutôt plusieurs programmes de logements, notamment les programmes de logements à but non lucratif, les programmes de rénovation ainsi que les programmes de prêts auxquels était admissible l'ensemble de la population.

En 1987, un premier examen des conditions de logement des Indiens inscrits a étudié le rapport qui existe entre les conditions de logement et les caractéristiques démographiques, économiques et géographiques propres à la population indienne, tant dans les réserves qu'à l'extérieur des réserves. Quoique 79 p. 100 de tous les logements dans les réserves aient été construits en 1961 et 1981, ils se sont révélés insuffisants sur plusieurs plans importants.

[Texte]

The study also drew on 1981 census data to draw some startling comparisons between Indian and non-Indian housing conditions in Canada. There are several statistical points here. I will leave them for you to read later. However, the report concluded that most common deficiencies related to housing inadequacy.

The report also draws some very relevant conclusions about the relationship between household characteristics and housing deficiencies. It concludes that Indian housing conditions will improve as the economic resources available to the population increase. The report provided important evidence of the need to place any new housing program or expenditures within the framework of economic development and job creation.

The 1985 Nielsen report on Indian and native programs best expressed the federal position on its housing obligations. It stated that the federal government is under no legal obligation, either through the Constitution or through treaties, to provide housing for Indians and Inuit, either on reserve or off reserve. The First Nations maintain that housing is a federal responsibility which flows from the special relationship with the federal Crown created by section 91.24 of the British North America Act of 1867 and the treaty agreements themselves.

At the same time, the Ekos evaluation of DIAND's on-reserve program revealed that housing on reserves is seriously inadequate in both absolute and relative terms. Three-quarters of the houses were found to be inadequate in that they failed to meet some very basic standards of safe and decent housing.

AFN involvement stems from a major recommendation of the evaluation that would see the immediate creation of a temporary body or task force composed of DIAND, other federal agencies, and Indian representatives to translate the evaluation findings and recommendations into practical action. The Ekos report went on to recommend the consolidation of on-reserve housing programs into a single program operated by a single agency, which might eventually be Indian managed. A review exercise undertaken by DIAND and CMHC in 1986 concluded that DIAND did not have the expertise to deliver the on-reserve program. The Auditor General in 1991 draws the same conclusions.

Formal arrangements were made to create this task force to undertake the review. Early in 1987 the process of determining the participants in the review exercise was under way when Minister David Crombie advised that the joint approach to the review was no longer acceptable. Mr. Crombie nevertheless agreed to a separate but concurrent review of the on-reserve housing programs. The findings of the AFN's review in 1988 essentially provided to DIAND

[Traduction]

[Traduction]

Cette étude a également utilisé les données du recensement de 1981 pour établir des comparaisons étonnantes entre les conditions de logement des Indiens et des non-Indiens au Canada. Il y a plusieurs éléments statistiques que vous pourriez lire vous-mêmes plus tard. Cependant, le rapport concluait que les lacunes les plus courantes avaient trait à l'insuffisance des logements.

Le rapport tire également des conclusions très pertinentes quant au lien qui existe entre les caractéristiques des ménages et les insuffisances de leurs logements. Il conclut que les conditions de logement des Indiens s'amélioreront à mesure que les ressources économiques de la population s'accroîtront. Le rapport contenait des éléments importants qui soulignaient la nécessité d'inscrire tout nouveau programme et toute nouvelle dépense en matière de logement dans le cadre du développement économique et de la création d'emplois.

Le rapport Nielsen de 1985 sur les programmes destinés aux autochtones a exprimé mieux que tout autre la position du gouvernement fédéral à l'égard de ses obligations en matière de logement. Ce rapport disait que le gouvernement fédéral n'a aucune obligation juridique, découlant de la Constitution ou de traités, de fournir des logements aux Indiens et aux Inuit, qu'ils habitent dans les réserves ou ailleurs. Les Premières nations maintiennent que le logement est une responsabilité fédérale découlant de la relation spéciale avec la Couronne fédérale créée par l'article 91.24 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867 et des traités eux-mêmes.

Parallèlement, l'évaluation du Programme de logement dans les réserves du ministère des Affaires indiennes, réalisée par Ekos, a révélé que les logements dans les réserves étaient sérieusement insuffisants en termes absolus et relatifs. Les trois quarts des maisons sont inadéquates parce qu'elles ne se conforment pas à certaines normes élémentaires en matière de logement sûr et décent.

La participation de l'APN découle d'une recommandation importante de cette évaluation qui prévoit la création immédiate d'un organisme ou d'un groupe de travail temporaire composé de fonctionnaires du ministère des Affaires indiennes et d'autres organismes fédéraux et de représentants autochtones pour traduire les résultats et les recommandations de l'évaluation en mesures pratiques. Le rapport Ekos recommande également de réunir tous les programmes de logements dans les réserves en un seul programme exécuté par un organisme unique, programme qui pourrait un jour être administré par les Indiens. L'examen entrepris par le ministère des Affaires indiennes et la SCHL en 1986 a conclu que le ministère n'avait pas les compétences nécessaires pour exécuter un programme dans les réserves. Le vérificateur général en venait à la même conclusion en 1991.

Des dispositions officielles ont été prises pour créer un groupe de travail chargé d'entreprendre cet examen. Au début de 1987, on avait déjà commencé à choisir les participants lorsque le ministre David Crombie a annoncé qu'un examen mixte n'était plus acceptable. Néanmoins, M. Crombie a accepté de mener un examen distinct mais parallèle des programmes de logements dans les réserves. Les résultats de l'examen de l'APN de 1988 ont essentiellement

[Text]

some reference points on which action could be taken while the policy review was under way. The government response was no changes would take place until the policy review was completed.

Any attempts to have changes to the CMHC's programs also apply on reserve also received the same response, primarily due to a 1977 Cabinet direction that DIAND play the lead role for the on-reserve housing program, we are continuing our efforts to have the current direction changed so that CMHC programs may become available on reserves for those communities that want to access CMHC housing.

• 1545

As of March 31, 1990, some 115,000 individuals had been reinstated under Bill C-31. At an average of 4 persons per family, close to 28,000 families could potentially have a need for housing should they decide to take up residency on reserves. This additional pressure on the housing stock, which is already inadequate for present demand, underscores the urgent need for fundamental changes in program design and delivery.

The release of DIAND's discussion paper in December of 1990 has not been well received. Almost seven years after the Ekos report, we are still waiting for the government position as it relates to housing for First Nations. So-called consultations have not been effective, since much of the discussion was on policy matters. Program elements were not a priority and will only cause delays in any implementation of programs that meet the needs of First Nation citizens.

Two major issues surface when discussing how housing could be improved. First, adequate resources, financial or otherwise, must be made available to meet the current and ongoing needs. Second, Indian control of the housing program is a requisite. When these two issues are addressed and resolved, First Nations will have taken another step towards meeting their needs.

For the most part, the policy review is no longer progressing. The Assembly of First Nations decided to call a national housing conference in order to put forth First Nations' positions and alternatives to the current program. The plan calls for a chiefs' planning session of approximately 100 delegates to work on such proposals on March 9, 10 and 11, 1992. This will occur in Vancouver, followed by an all-chiefs conference to be determined later to ratify the options. These options are intended to be included in a proposed Cabinet submission the department has indicated it will start drafting for the fall of 1992. The committee is invited to come and observe the proceedings of the chiefs' planning session in Vancouver from March 9 to 11. Thank you, Mr. Chairman.

[Translation]

fourni au ministère des Affaires indiennes certains points de référence à l'égard desquels il était possible d'agir pendant l'examen de la politique. Le gouvernement a répondu qu'aucun changement ne serait apporté tant que l'examen ne serait pas terminé.

Tous les efforts que nous avons faits pour obtenir que les modifications au programme de la SCHL s'appliquent également dans les réserves ont été accueillis de la même façon, à cause surtout d'une directive du Cabinet de 1977 selon laquelle le ministère des Affaires indiennes devait jouer le rôle prépondérant dans l'exécution du Programme de logement dans les réserves. Nous essayons toujours de faire modifier l'orientation actuelle pour que les collectivités des réserves qui sont intéressées puissent avoir accès au programme de logements de la SCHL.

Au 31 mars 1990, quelque 115,000 personnes avaient été rétablies dans leurs droits en vertu de la loi C-31. Près de 28,000 familles, composées en moyenne de quatre personnes, pourraient avoir besoin d'un logement si elles décidaient de s'installer dans des réserves. Cette pression additionnelle sur le parc de logements, déjà insuffisant pour répondre à la demande actuelle, souligne l'urgence qu'il y a à apporter des changements fondamentaux à la conception et à l'exécution du programme.

Le document de travail du ministère des Affaires indiennes, rendu public en décembre 1990, n'a pas été bien reçu du tout. Près de sept ans après le rapport Ekos, nous attendons toujours de savoir ce qu'est la position du gouvernement en matière de logement pour les Premières nations. Les prétendues consultations n'ont pas été efficaces, puisque l'essentiel de la discussion portait sur des questions politiques. Les éléments du programme n'étaient pas prioritaires et ne feront que retarder la mise en oeuvre de programmes qui pourraient satisfaire les besoins des citoyens des Premières nations.

Il y a deux conditions importantes pour l'amélioration des conditions de logement. La première est qu'il faut trouver des ressources suffisantes, financières ou autres, pour répondre aux besoins actuels et futurs. La deuxième est que le programme de logement doit nécessairement être administré par les Indiens. Lorsque ces deux conditions seront remplies, les Premières nations auront fait un autre pas en avant pour ce qui est de satisfaire à leurs besoins.

Dans l'ensemble, l'examen de la politique n'avance plus. L'Assemblée des Premières nations a décidé de tenir une conférence nationale sur le logement afin de faire connaître les positions des Premières nations et de proposer de nouvelles solutions pour remplacer le programme actuel. L'APN prévoit tenir les 9, 10 et 11 mars 1992 une séance de participation des chefs où environ 100 délégués s'emploieront à préparer des propositions. Cette séance de planification aura lieu à Vancouver et sera suivie d'une conférence de ratification des options qui réunira tous les chefs à une date qui reste à déterminer. Ces options devraient être incluses dans le projet de mémoire au Cabinet que le ministère commencera à rédiger pour l'automne 1992 selon ces indications. Le comité est invité à venir assister en observateur à la séance de planification des chefs à Vancouver les 9, 10 et 11 mars. Merci, monsieur le président.

[Texte]

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Thank you very much indeed, Mr. Montour. I am sure there are some questions from the committee. Mr. Nault, do you want to lead?

Mr. Nault (Kenora—Rainy River): Thank you, Mr. Chairman, and thank you to Mr. Montour. I wanted to start off by getting involved a bit in what CMHC is doing in relation to its not being the lead ministry. Could you give us some information based on the fact that it's not the lead ministry and that the Cabinet document suggests that DIAND should be? Has there been any discussion between AFN and CMHC separately about the issues we talked about with CMHC at the meeting you were present at, and based on your presentation today? My sense is that CMHC have stayed at arm's length or basically have done nothing in relation to on-reserve housing because they don't feel it's their jurisdiction and they don't seem to have an answer for the problem that we deal with land and property differently on-reserve than off-reserve. Can you give me a sense of where this has gone since 1984 as it relates to CMHC?

Mr. Montour: I can give you a personal perspective from having sat in a chief's chair in Six Nations and dealing with it, and I will ask Bob Decontie to respond later. CMHC involvement has been embraced by the community I come from in that it provides another way of providing housing to people with limited incomes or on social assistance. It has also provided some assistance toward rehabilitating old housing.

The majority of houses built in my community were built in the 1940s and 1950s when there was very little help. People built houses they could afford at the time and added on to them later as the family grew. But now those houses are coming to the point where a lot of them should be torn down—in fact we did tear a lot of them down—and the residential rehabilitation program of CMHC should be used to make it work.

• 1550

There are hindrances to that. The programs CMHC delivers, from my perspective, are geared towards off-reserve situations. So when it gets to an on-reserve situation it seems to run into a brick wall. It does not know whether to go sideways, up, down, or wherever. Through innovation, we are able to make some things work, but there should be more involvement in the discussions through this task force or joint-study type of thing.

Mr. Bob Decontie (Housing Co-ordinator, Assembly of First Nations): Maybe I could comment on the general perception about the use of the CMHC programs on reserves. Essentially it is a 50-50 split, give or take a few percentage points, on the use of CMHC programs on reserves. When I say 50-50, I am talking mainly about new construction.

[Traduction]

Le vice-président (M. Redway): Merci beaucoup, monsieur Montour. Je suis sûr que les membres du comité ont des questions à vous poser. Monsieur Nault, voulez-vous commencer?

M. Nault (Kenora—Rainy River): Merci, monsieur le président, et merci à vous, monsieur Montour. Je voudrais premièrement parler un peu de ce que fait la SCHL étant donné que cet organisme n'a pas le rôle prépondérant. Pouvez-vous nous donner des renseignements sur les problèmes créés par le fait que cet organisme joue un rôle de second plan et qu'un document du Cabinet indique que la responsabilité de ce dossier revient en premier lieu au ministère des Affaires indiennes? Y a-t-il eu des discussions distinctes entre l'APN et la SCHL au sujet des questions que nous avons abordées avec la SCHL lors de la réunion à laquelle vous avez assisté et avez-vous discuté avec elle des problèmes que vous soulevez dans votre présentation aujourd'hui? J'ai l'impression que la SCHL a gardé ses distances ou même qu'elle n'a rien fait en ce qui a trait aux logements dans les réserves puisqu'elle a l'impression que cela ne relève pas de sa compétence et parce qu'elle ne semble pas avoir de solution au problème découlant du fait que la terre et la propriété sont traitées différemment dans les réserves et à l'extérieur des réserves. Pouvez-vous me donner une idée de ce que la SCHL a fait depuis 1984?

M. Montour: Je peux vous donner mon point de vue personnel, puisqu'en tant que président des Premières nations j'ai eu à m'occuper de cette question et je passerai ensuite la parole à Bob Decontie. La participation de la SCHL a été bien accueillie dans ma collectivité puisqu'elle offre un autre moyen de fournir un logement aux personnes à faible revenu et aux assistés sociaux. Elle a également fourni de l'aide pour rénover de vieux logements.

La plupart des maisons dans ma collectivité ont été construites dans les années 40 et 50 lorsque nous recevions très peu d'aide. Les gens construisaient des maisons à la mesure de leurs moyens et les agrandissaient plus tard lorsqu'ils avaient des enfants. Mais ces maisons sont maintenant dans un état tel qu'il faudra en démolir beaucoup—en fait nous en avons déjà démolie beaucoup—et nous devrions pouvoir avoir recours au programme d'aide à la remise en état des logements de la SCHL pour effectuer ces travaux.

Mais il y a des obstacles. À mon avis, les programmes de la SCHL sont conçus en fonction des conditions à l'extérieur des réserves. Lorsque la SCHL est confrontée à la situation des réserves, elle semble incapable d'agir. Elle ne sait pas par où commencer. En faisant preuve d'imagination, nous réussissons certaines choses, mais nous devrions participer davantage aux discussions, soit par l'entremise de ce groupe de travail ou dans le cadre d'une étude conjointe.

M. Bob Decontie (coordonnateur du logement, Assemblée des Premières nations): J'aimerais vous dire un mot au sujet de l'impression générale au sujet de l'utilisation du programme de la SCHL dans les réserves. En gros, les avis sont à peu près également partagés quant à l'utilisation des programmes de la SCHL dans les réserves. En disant cela, je parle surtout des nouvelles constructions.

[Text]

Many of the community leaders are saying with certain modifications these programs could be very beneficial. We think they are. And more communities could make better use of some of these programs; but again, a number of changes would be required.

Other communities are viewing housing on reserves as strictly a government responsibility, primarily that of Indian and Northern Affairs. When you visit communities you can see the differences in the types of housing available. Just driving through a community, you will see the on-reserve houses using strictly Indian Affairs subsidies are smaller in size. Of course CMHC also has a maximum unit price it uses for housing construction in the subsidies that are provided.

Over time some changes have been made to CMHC's programs that have not been made available on reserves. This has caused some concern to community leaders that maybe it is prejudicial, in the sense that the general population has access to these programs when they do not.

I think for the most part chiefs and councils would like to see better use of these programs, but with a number of modifications to them. I will give you a good example. The rural native housing program review undertaken a couple of years ago did not address the question of housing on reserves. Right on the bottom of the first page of the draft of the review is a disclaimer that Indian Affairs is responsible for the on-reserve programs, so CMHC will not undertake a review under the RNH program. Of course there were some objections, because people felt with that 50% I mentioned earlier, by using the CMHC programs, they should also have a say in the RNH program.

Other issues come to mind. Recently there was an announcement by the minister that the emergency repair program would be enhanced. Now we see the maximum subsidy under ERP is greater than the renovation dollars available from Indian Affairs and also greater than certain portions of the RAP program. We think we are not getting the full benefits of the CMHC programs, when they could be quite useful.

Mr. Nault: Let me then go back a bit in time and try to get a sense of the Ekos report, which recommended the consolidation of on-reserve housing programs into a single program operated by a single agency. When they make that suggestion, I am assuming it is something like CMHC, and then from there what they would do is. . . Let me take an area I'm familiar with: a Nishnawbe-Aski Nation would possibly have their own umbrella group for dealing with the housing stock of all those particular First Nations in the area they are representing, and have some sort of housing authority. Through that we would get what you would probably classify as efficiency of scale.

[Translation]

De nombreux dirigeants des collectivités disent qu'avec certaines modifications ces programmes pourraient être très utiles. Nous le pensons. Davantage de collectivités pourraient tirer un meilleur profit de certains de ces programmes mais, je le répète, il faudrait leur apporter certaines modifications.

D'autres collectivités estiment que le logement dans les réserves est une responsabilité exclusive du gouvernement, et surtout du ministère des Affaires indiennes et du Nord. Si vous visitiez nos collectivités, vous verriez la différence entre les différents types de logements disponibles. Il vous suffirait de passer en voiture pour voir que les maisons construites uniquement grâce aux subventions des Affaires indiennes sont plus petites. Évidemment, la SCHL utilise également un prix unitaire maximal pour établir le montant des subventions pour la construction d'un logement.

Au cours des années, certaines modifications ont été apportées aux programmes de la SCHL auxquels les habitants des réserves ne sont pas admissibles. Certains dirigeants y ont vu de la discrimination puisque l'ensemble de la population avait accès à ces programmes alors que leur collectivité en était exclue.

Je pense que la majorité des chefs et des conseils aimeraient que ces programmes soient mieux utilisés dans les réserves, mais il faudrait pour cela leur apporter un certain nombre de modifications. Je veux vous donner un bon exemple. L'examen du programme de logement pour les ruraux et les autochtones entrepris il y a quelques années n'a pas étudié la question du logement dans les réserves. Au bas de la toute première page de l'ébauche, la SCHL indique qu'elle n'examinera pas les programmes de logement dans les réserves dans le cadre de son examen du programme de logement pour les ruraux et les autochtones sous prétexte qu'il s'agit là d'une responsabilité du ministère des Affaires indiennes. Il y a évidemment eu des objections, car les 50 p. 100 qui ont recours aux programmes de la SCHL, estiment qu'ils devraient avoir leur mot à dire au sujet du programme pour les ruraux et les autochtones.

Il y a d'autres problèmes qui me viennent à l'esprit. Récemment, le ministre a annoncé une augmentation des subventions du programme de réparations d'urgence. La subvention maximale de ce programme est maintenant plus élevée que les subventions qu'accorde le ministère des Affaires indiennes pour la rénovation et plus élevée également que certains éléments du programme d'aide à la remise en état des logements. Nous estimons que nous ne profitons pas pleinement des programmes de la SCHL, alors qu'ils pourraient nous être très utiles.

M. Nault: J'aimerais me reporter un peu dans le temps et essayer de comprendre le rapport Ekos qui recommandait de réunir tous les programmes de logement dans des réserves en un seul programme administré par un organisme unique. Lorsque Ekos a fait cette suggestion, je suppose qu'il songeait à un organisme semblable à la SCHL, qui, à partir de là. . . Prenons comme exemple une région que je connais bien: la nation nishnawbe-aski aurait probablement son propre organisme cadre pour s'occuper du parc immobilier de toutes les Premières Nations installées dans la région qu'elle représente et elle aurait une espèce de régie du logement. Cela lui permettrait de réaliser ce que l'on pourrait appeler des économies d'échelle.

[Texte]

• 1555

One thing I'm aware of is that in northern Ontario it costs a lot of money to build a house, a heck of a lot more than we are getting from the department. To deal with that inefficiency is to try to get better deals through the companies and even, if possible, start creating our own companies within the First Nations for say a sawmill, treated lumber—the whole process—which is available if that was to get going on a big scale.

We may be getting into this a little early, because you are going to have the meeting in March and I think it would be appropriate for this committee to be present, but I'm interested in knowing if you could explain to me whether you feel there is a possibility for a single agency dealing with this particular housing crisis in a long-term way, or whether you are looking at other alternatives. We need some direction in this committee as to the preferred option of AFN and the First Nations.

Mr. Montour: As I stated in the text of the submission, Mr. Nault, the preferred option is that the housing program be controlled by our own people who have the front-line knowledge of delivering houses in the community. I have undertaken on my own, while still back home, to look at the American Indian Housing Council model and also its risk management arm. Bob has also been looking at that as an idea of how we could take the dollars provided now and maybe use them in a more beneficial way, getting more use from very limited dollars.

Those are some of the ideas we have, but the conference is coming up in March, as you say, and we would like to get those things on the table for discussion to see if the people across Canada are willing to look at new ways of doing business.

Mr. Decontie: It's part of the review process that alternatives need to be identified. As a first step we visited our American counterparts and took a look at their programs to see if they could be applied in Canada. We still have to do a bit more analysis because it seems to suggest a totally different way of doing business, starting with tribal authorities and what not and getting down to the communities, the leadership. Of course, you have to address the questions of complaints and people not being heard. We have to make sure the governance portion, as we call it, is in place to make the program very effective.

Mme Duplessis (Louis-Hébert): Tout à l'heure, chef, vous avez dit que bien souvent, les logements n'étaient pas conformes aux normes de sécurité. J'aimerais que vous me disiez ce qui manque exactement quand un logement n'est pas sécuritaire. Il n'y a pas d'eau courante? L'endroit où il est construit n'est pas sûr? Qu'est-ce que c'est exactement?

• 1600

Mr. Montour: I'll give you a pointed example I have seen back home. This is in rural southern Ontario, at Six Nations. A house there was in danger of falling over. It was all this lady had to live in. She had no running water. She

[Traduction]

Je sais que dans le nord de l'Ontario, il coûte très cher de construire une maison, drôlement plus que les subventions que nous donne le ministère. Pour surmonter ce problème, il faut essayer d'obtenir des meilleures conditions des sociétés ou même, si c'est possible, il faudrait que les Premières nations créent leurs propres entreprises, par exemple une scierie, une usine de bois de construction traité—en fait, les entreprises pour toutes les étapes du processus—pour pouvoir entreprendre des travaux de vaste envergure.

Il est peut-être un peu prématuré d'aborder cette question, puisque vous allez vous réunir en mars pour en discuter—je pense que ce serait une bonne idée que ce comité assiste à cette conférence—mais j'aimerais que vous me disiez si vous pensez qu'il est possible qu'un organisme unique trouve tout seul une solution à long terme à cette crise du logement ou si vous envisagez d'autres options. Notre comité a besoin de savoir quelles sont les options préférées de l'APN et des Premières nations.

M. Montour: Comme je le disais dans notre présentation, monsieur Nault, nous préférons que le programme de logement soit administré par nos propres gens qui ont une expérience directe en matière de logement dans les réserves. Lorsque j'étais chez moi, j'ai pris l'initiative d'étudier le modèle du American Indian Housing Council et de son organisme de gestion du risque. Bob a aussi étudié ce modèle dont on pourrait s'inspirer pour tirer le meilleur profit possible de l'argent qui nous est fourni maintenant, pour trouver le moyen d'en faire davantage avec des ressources très limitées.

Voilà certaines de nos idées, mais, comme vous l'avez dit, il y aura une conférence en mars et nous aimerions pouvoir discuter de ces idées pour voir si les gens de tout le pays sont prêts à envisager de nouvelles façons d'agir.

M. Decontie: C'est dans le cadre du processus d'examen qu'il faut déterminer des options. La première chose que nous avons faite a été de rendre visite à nos homologues américains pour examiner leur programme et voir s'il était possible de faire la même chose au Canada. Nous devons faire encore d'autres analyses car ils semblent faire les choses de façon totalement différente, à commencer par les dirigeants de bande jusqu'aux dirigeants des collectivités. Bien sûr, il faut tenir compte des plaintes et des gens qui disent ne pas pouvoir se faire entendre. Nous devons nous assurer que le mécanisme de régie, ainsi que nous l'appelons, est en place pour que le programme soit très efficace.

Mrs. Duplessis (Louis-Hébert): A while ago, Chief, you said that quite often housing does not meet safety standards. I would like you to tell me what exactly is lacking in a housing unit that is unsafe. Is it because there is no running water? Is it because it is built in an area that is unsafe? What exactly is the problem?

M. Montour: Je vais vous donner un exemple frappant dont j'ai été témoin chez moi, c'est-à-dire dans une région rurale du sud de l'Ontario, à la réserve des Six Nations. Il y avait là une maison qui menaçait de s'écrouler. La femme

[Text]

had very limited hydro capability. In fact, it was to the point where if you hooked up a toaster or radio at the same time, the fuses blew. She was drawing water from a well about 100 metres from the house. Between the door and the floor was a gap of six inches where the air was coming in. This was an elderly, crippled lady. She had tried to do things on her own, such as putting wallboard up.

When I looked at the house, and when she asked me if I could come down and advise her on how she could help herself, I immediately advised the Six Nations council we should tear the thing down, which we did. Using some CMHC dollars and some special social assistance dollars and some Six Nations money, we did finally build her a nice little two-bedroom house, which she is now quite comfortable in.

We see this all over the north. I think the Davis Inlet incident on the weekend was a very bad example of the neglect people have to suffer. We saw a documentary on *The Journal* last summer called *The Legacy: Lands, Power and First Nations*. Here was a lady at Red Sucker Lake in northern Manitoba using a new washer and dryer but having to draw water from a lake half a mile or so away and doing wash for ten people in this house. The commentator asked her how long it takes her to wash for this family. She said from sun-up sometimes till late in the evening.

There are a lot of situations that exist even if the houses are in a more remote area, or even in a more urban setting. We have people trying to heat a house with the ovens of the cook-stove. In Davis Inlet the children were trying to find heat in minus 34 degree temperatures, with a windchill of approximately minus 64 degrees, using a hotplate. That's the danger of these houses.

As I said before, a lot of them were constructed when there wasn't the assistance and people were using whatever they could. Basically, a lot of people went to construction sites and salvaged lumber. In a lot of cases it was better than the new kiln-dried lumber today, but when you have limited resources to spend you more or less take what you can get and put up what you can afford to put up. As your family expands, I said before, they add onto the houses. In one situation we tried to assist a family to fix up their house, and when we went to jack their house up, the walls went up but the floor stayed there.

The safety and health aspect of living in situations like that is horrendous. It perpetuates itself in everything from the spread of disease to people getting to the point where they just give up. Alcoholism takes over. The children get into sniffing of glue. Family violence comes out of it. If a person doesn't have a safe, comfortable place to sleep in at night, it just perpetuates itself even more in the lives of the individuals.

[Translation]

qui y habitait n'avait nulle part ailleurs où se loger. Elle n'avait pas l'eau courante. Le courant électrique était si faible, que les fusibles sautaient si elle branchait en même temps le grille-pain et la radio. Elle devait aller puiser l'eau à un puits à une centaine de mètres de la maison. Entre la porte et le plancher, une brèche de six pouces laissait passer l'air. C'était une femme âgée et infirme. Elle avait essayé de faire des travaux elle-même, par exemple, d'installer des panneaux de plâtre.

Elle m'a demandé d'aller la voir et de lui donner des conseils. Après avoir jeté un coup d'oeil sur la maison, j'ai immédiatement informé le Conseil des Six Nations qu'il fallait démolir cette mesure, ce que nous avons fait. Avec un peu d'argent obtenu de la SCHL, une autre somme fournie par l'assistance sociale et un petit montant provenant des Six Nations, nous lui avons finalement construit une belle petite maison de deux chambres à coucher, dans laquelle elle vit maintenant très confortablement.

On voit des cas de ce genre partout dans le Nord. Je pense que ce qui s'est passé en fin de semaine à Davis Inlet est un exemple typique de la négligence dont souffrent ces gens-là. L'été dernier, l'émission *The Journal* a diffusé un documentaire intitulé *The Legacy: Lands, Power and First Nations*. À Red Sucker Lake, dans le nord du Manitoba, il y avait une femme qui utilisait une laveuse et une sècheuse flambant neuves pour faire la lessive pour toute une maisonnée de dix personnes; cependant, elle devait aller puiser l'eau dans le lac, à environ un demi-mille de là. Le commentateur lui a demandé combien de temps il lui fallait pour faire la lessive pour sa famille. Elle a répondu: «Depuis l'aube jusqu'à parfois tard dans la soirée».

Il y a beaucoup de cas de ce genre, même dans les régions plus isolées, ou dans les régions urbaines. Il y a des gens qui essayent de chauffer la maison avec le fourneau de cuisine. À Davis Inlet, les enfants essayaient de se chauffer à l'aide d'une plaque chauffante, par une température de moins 34 degrés et un facteur de refroidissement éolien d'environ moins 64 degrés. C'est là le danger que présentent ces maisons.

Je le répète, beaucoup de ces habitations ont été construites cahin-caha, à une époque où l'on ne pouvait compter sur aucune aide. Beaucoup de gens ont utilisé du bois de construction qu'ils avaient chapardé dans des chantiers. Bien souvent, ce bois était meilleur que le bois étuvé que l'on trouve aujourd'hui, mais quand on a des ressources limitées, on se contente de ce que l'on peut trouver et l'on construit au petit bonheur. À mesure que la famille grandit, la maison grandit elle aussi. Je me souviens d'une famille que nous avions voulu aider à réparer sa maison; au moment de soulever celle-ci, les murs se sont détachés, mais le plancher est resté là.

Ces gens-là vivent dans des conditions d'insalubrité et d'insécurité épouvantables qui se répercutent sur tous les aspects de leur vie quotidienne: les maladies se propagent, et l'on finit par baisser les bras et sombrer dans l'alcoolisme. Les enfants cherchent à s'évader en respirant de la colle. La violence familiale surgit. Quand on n'a pas d'endroit sûr et confortable où dormir la nuit, on se trouve pris dans le cercle vicieux de la misère.

[Texte]

Mme Duplessis: J'espère que ce n'est pas uniquement le logement qui fait en sorte que les jeunes essaient toutes sortes de drogues et de boissons.

Chef, vous dites que vous êtes allé voir le système américain. Quels côtés positifs avez-vous vus dans le système américain?

• 1605

Mr. Montour: The striking thing I see with the American system is that it is called the American Indian Housing Council. Putting it in the corporate sense, there's a CEO and four people in an office in Washington, D.C. Their function is to lobby only.

The actual structure of the American Indian Housing Council rests with the housing directors of the tribal associations across the states. They meet in conference once a year and that conference is strictly dealing with housing. There's nothing else on the agenda but housing, the insurance, the building, new innovations and stuff like that. I see that as an advantage, that when they come together it's not politicians coming together to discuss an agenda item, but people who are delivering a front line service to people who are needing the service. Those people are advising the group in a group situation, like a conference situation, of options and ways of providing housing services in a much better way than we are presently in Canada. We're sitting more or less waiting for the Department of Indian Affairs policy review to finish before we do anything.

Mme Duplessis: C'est dans le système que vous voyez un avantage. Les maisons sont-elles meilleures et mieux construites qu'au Canada ou si l'avantage réside seulement dans le système?

Mr. Montour: I think I see it both in the system itself and in the fact that there has to be developed. . . In Ontario we have done it. It's called the Indian Housing Regulations. It takes off from the National Building Code, part IX. I think if we combine the thing together we will get a lot more benefit out of it.

Mme Duplessis: De quelle façon se fait l'attribution des logements dans votre bande?

Mr. Montour: We don't allocate. The Six Nations Council in 1967 looked at the Indian Affairs housing supplement—I forget what the term was—but there was a derogatory term in the community of people that would get these houses. We called them welfare houses. They were the usual picture window, with a door and one window, 24 by 16, or something like that.

In 1967 the council said they were going to do something different. They said we'll take the subsidy allowance and we'll put it into a revolving fund, and any individual who wants a house will have to make a loan. I have done it myself. I built my own house back there that way.

[Traduction]

Mrs. Duplessis: I hope it is not merely because of poor housing that young people are getting into alcohol and drugs of all kinds.

Chief, you said that you went to the United States to check out the american system. What positive aspects have you seen in that system?

M. Montour: Ce que je trouve frappant dans le système américain, c'est ce qu'on appelle l'American Indian Housing Council. Si on le compare à une entreprise privée, il s'agit d'un directeur général assisté d'une équipe de quatre personnes qui travaillent à Washington, D.C., et dont la seule fonction est d'agir comme groupe de pression.

Cet American Indian Housing Council est l'émanation des directeurs du logement des associations tribales dans les divers États. Ces directeurs se réunissent une fois l'an, dans le cadre d'une conférence qui traite strictement du logement. Aucun autre sujet n'est abordé et les discussions portent sur le logement, les assurances, la construction, les innovations et autres sujets connexes. Ces rencontres me semblent avantageuses, car il ne s'agit pas de politiciens venus discuter d'un ordre du jour quelconque, mais d'une conférence dont les participants sont ceux-là mêmes qui assurent la prestation de services sur le terrain à ceux qui en ont besoin. Dans le cadre de la conférence, et travaillant en groupe, ces directeurs examinent les différentes façons de fournir des logements et ils le font bien mieux que nous ne le faisons actuellement au Canada. En effet, nous attendons plus ou moins que le ministère des Affaires indiennes ait terminé d'examiner ses politiques avant de faire quoi que ce soit.

Mrs. Duplessis: So, you believe that their system is preferable. Are their houses better built than in Canada or do you see the advantage only in terms of organization?

M. Montour: Je crois que l'avantage réside à la fois dans le système même et dans le fait qu'il faut élaborer. . . Nous l'avons fait en Ontario. Je parle de ce que nous appelons les Indian Housing Regulations qui sont dérivées du chapitre 9 du Code national du bâtiment. Je crois que si nous pouvions combiner tous ces éléments, la situation serait nettement meilleure.

Mrs. Duplessis: How do you allocate housing in your band?

M. Montour: Nous n'avons pas de système d'attribution. En 1967, le Conseil des Six nations a examiné le supplément de logements provenant des Affaires indiennes—j'ai oublié le titre exact de ce programme—mais on employait un terme péjoratif à l'égard de ceux qui recevaient ces maisons. Nous les qualifions de maisons pour assistés sociaux. Elles présentaient un aspect normal avec une fenêtre panoramique, une porte et une autre fenêtre, une superficie de 24 pieds sur 16 pieds, environ.

Donc, en 1967, le conseil décida de faire quelque chose de nouveau. La subvention serait versée à un fonds renouvelable et tout individu qui voulait une maison devrait emprunter un montant prélevé sur ce fonds. C'est d'ailleurs ce que j'ai fait moi-même et c'est ainsi que j'ai construit ma maison.

[Text]

That thing has been in existence since 1967. That revolving loan fund has built itself up to several million dollars. We take the allocation that comes from the capital program every year. It is geared toward about 29 houses, which is the last figure I remember, but we're able to build maybe between 45 and 50 houses using the money that has been generated by the revolving loan.

That will work in communities where you have a CP land holding or where the individual has ownership of that house. But in the areas where the land is held in common or where the treaty aspect is still in question, the council itself allocates houses to individuals. It may not work there. I don't know. We have had a lot of people interested in the model who have actually come down to visit to see how it works.

In that term since 1967, 20—some years or so, we've had three incidents where we've had forcibly to evict a person for not paying their mortgage, so to speak. I guess you could term it a mortgage in our situation. It has been very successful and the people have accepted it, and it works. But we've still got 700 applications waiting for housing loans.

• 1610

Mr. Skelly (Comox—Alberni): Thanks very much for your presentation. You mentioned in your submission that you are critical of the Department of Indian Affairs, critical of their housing program and the way it is managed, but secondly you say that housing is their responsibility. I understand that when DIAND presented their submission to us a few weeks ago, they said that they consider housing as a social program. They mentioned that the AFN and aboriginal groups have another view, that housing is an aboriginal right or a treaty right. They indicated that they were going to put both positions in their submission to Cabinet. I am interested in what you think is going to be the outcome of their submission to Cabinet if DIAND has already indicated that housing is a social program. That is the position they have taken, and I assume that is supported by their minister.

Also, the Nielsen report has indicated that housing is not a treaty right or an aboriginal right. How do you think this two-pronged submission to Cabinet in the fall of 1992 is going to come out? Is Cabinet going to decide that this is an aboriginal right, or is it going to decide that it is a social program?

[Translation]

Ce système existe depuis 1967 et le fonds renouvelable présente actuellement un solde de plusieurs millions de dollars. Nous prenons le crédit qui nous est accordé chaque année au titre des immobilisations et qui équivaut à environ 29 maisons. C'est le dernier chiffre dont je me souviens, mais, grâce aux recettes tirées du fonds renouvelable, nous pouvons construire de 45 à 50 maisons.

C'est un système qui fonctionne dans les collectivités où se trouvent des terres de la Couronne et lorsque l'individu est propriétaire de sa maison. Par contre, si les terres sont propriété commune, ou si les questions liées aux traités ne sont pas complètement résolues, c'est le Conseil qui attribue les maisons aux individus. Notre système ne pourrait peut-être pas fonctionner alors. Je n'en suis pas sûr. Nous avons reçu beaucoup de visiteurs qui s'intéressaient à notre modèle et voulaient voir comment il fonctionnait.

Depuis cette décision de 1967, il y a plus de 20 ans environ que nous n'avons recensé que trois cas où il a fallu recourir à la force pour expulser un propriétaire qui, en quelque sorte, refusait de payer son hypothèque. Dans notre cas, en effet, je crois que l'on pourrait parler d'une hypothèque. Cette formule a donc rencontré un franc succès, elle est acceptée par la population et donne de bons résultats. Nous avons actuellement 700 demandes de prêts en suspens.

M. Skelly (Comox—Alberni): Je vous remercie de votre exposé. Je note que vous vous montrez sévère envers le ministère des Affaires indiennes et du Nord, plus particulièrement en ce qui concerne son programme d'aide au logement et la façon dont celui-ci est géré; d'autre part, vous dites que ce ministère est responsable du logement. Je vous signale que lorsque le MAIN nous a soumis un mémoire, il y a quelques semaines, il a précisé qu'à son avis, le logement entrait dans la catégorie des programmes sociaux. Le ministère a aussi indiqué que l'Assemblée des Premières nations et les groupes autochtones voient les choses différemment et estiment que le logement est un droit ancestral ou un droit issu de traité. Le ministère a l'intention de présenter les deux points de vue dans le document qu'il soumettra au Cabinet. Étant donné que le ministère des Affaires indiennes et du Nord a déjà indiqué que le logement fait partie des programmes sociaux, j'aimerais savoir quel sera, à votre avis, le sort du document ministériel présenté au Cabinet. Le ministère a déjà adopté cette position et l'on peut dire qu'elle est également celle du ministre.

D'autre part, le rapport Nielsen précise que le logement n'est pas un droit issu de traité, ni un droit ancestral. Le Cabinet va recevoir un document, à l'automne 1992, qui comporte deux points de vue. Quel en sera le résultat, selon vous? Le Cabinet va-t-il décider qu'il s'agit d'un droit ancestral, ou bien conclure que c'est un programme social?

[Texte]

Mr. Montour: In my opinion, all it is going to do is muddy the waters. We have an issue here. We have people who need houses. We have people living in situations in which a lot of people in this room would not put an animal, but that is the only place these people have to live. That is the real issue. That is the on-the-ground issue. We have to address that. I feel that there are ways we can do that right now.

The question of whether it is an aboriginal or treaty right is a political discussion that has to happen at some time in the future, but right now the need is here of how we make those people comfortable in Canada in 1992. We have one of the highest standards of living in the world. How can we turn our back on six kids dying in Davis Inlet? I can't. I don't know whether anybody in this room can, but I think we have to do something about it.

Mr. Skelly: But it is an important issue, because—

Mr. Montour: It is an important issue, but let's not muddy the waters by messing with whether any more resources can be drawn out of the already strained purse of the Government of Canada right now. Let us get what we can and do some innovative brainstorming as to how we can get the best benefit out of what we have now and leave this treaty and aboriginal right question for a political discussion later on. That is the way I would like to approach it.

Mr. Skelly: I guess my concern is that they both seem to go together. The Nielsen report seems to indicate that housing is not really their responsibility because of the fact that it is not an aboriginal right or a treaty right, so they have already developed a justification for why they do not do as much as they should be doing.

Mr. Montour: I think now we are entering into a constitutional discussion. Section 91.24 says that Canada accepts legislative responsibility for Indians and lands reserved for Indians: two statements, for the people and the lands. They are going to assume responsibility for them. When you assume responsibility for something, you don't say, I don't think that is a responsibility, or, I will take that. That's not the way it is. Constitutionally I think Canada is bound by section 91.24 to provide houses.

Mr. Skelly: What about the argument of inadequate financial sources? That's my concern in this whole area.

Mr. Montour: That is going to be a big question, I agree; but as I said, let's loosen up the legislative red tape. Good God, you have to go through about five miles of horizontal red tape to make anything work around here. We see that

[Traduction]

M. Montour: À mon avis, on ne fera qu'ajouter à la confusion. La question est claire: il s'agit de personnes qui ont besoin de logements. Nous savons que certaines d'entre elles vivent dans des conditions auxquelles un bon nombre de personnes présentes dans cette salle ne voudraient pas soumettre un animal; et pourtant, ces gens-là n'ont pas le choix. C'est là que réside le problème. C'est la réalité. C'est de cela qu'il faut s'occuper. Et je crois qu'on peut le faire dès maintenant.

Quant à savoir s'il s'agit d'un droit ancestral ou d'un droit issu de traité, c'est une question politique qu'on abordera un jour. Dans l'immédiat, il s'agit de savoir comment, dans le Canada de 1992, nous pouvons assurer un logement acceptable à ces individus. Notre niveau de vie est l'un des plus élevés au monde. Pouvons-nous tout simplement oublier les six enfants morts à Davis Inlet? Je ne le peux pas. Je ne sais pas s'il y a ici des personnes qui peuvent les oublier, mais il me semble que ce sont de situations qui nous forcent à agir.

M. Skelly: Mais la question est importante, parce que...

M. Montour: Oui, c'est une question importante, mais il ne faut pas ajouter à la confusion en se demandant s'il serait possible d'obtenir plus de ressources du gouvernement du Canada alors que celui-ci est déjà en difficultés financières. Prenons donc ce qui peut être obtenu maintenant et efforçons nous de trouver des solutions créatrices pour tirer le maximum de ce dont nous disposons, en laissant de côté, pour le moment, la question des droits ancestraux ou issus de traité qui fera l'objet plus tard de discussions politiques. À mon avis, c'est ainsi que l'on devrait aborder le problème.

M. Skelly: La difficulté, à mon avis, c'est que ces deux questions vont de pair. Le rapport Nielsen semble indiquer que le ministère n'est pas vraiment responsable du logement, car il ne s'agit pas d'un droit ancestral ou d'un droit issu de traité; pour le ministère, cela expliquerait pourquoi il en fait moins dans ce domaine qu'il ne le devrait.

M. Montour: Il me semble que nous nous engageons maintenant sur le terrain constitutionnel. Le paragraphe 91.24 précise que le Canada accepte la responsabilité législative à l'égard des Indiens et des terres réservées aux Indiens; il y a donc deux éléments: les peuples et les terres. Le Canada accepte donc la responsabilité à l'égard des deux. Quand on assume une responsabilité, on ne peut pas dire que l'on ne pense pas qu'il s'agisse d'une obligation ou que l'on va en changer la portée. On ne peut pas faire cela. Constitutionnellement, je crois que le paragraphe 91.24 oblige le Canada à fournir des logements.

M. Skelly: Que pensez-vous de l'argument voulant que les ressources financières soient insuffisantes? C'est ce qui m'inquiète dans tout cela.

M. Montour: Ce sera certainement une question importante, je le reconnais. Mais, comme je l'ai dit, commençons par débayer les obstacles législatifs. C'est effrayant, mais il faut patauger dans cinq milles de

[Text]

there is a need for houses in a community, but we have to get a ministerial guarantee. Then we have to get the CMHC involved. Let's get all the players in a room here and develop the rules of this game so that this family can live at least somewhat similarly to the rest of the population of Canada.

• 1615

Mr. Skelly: As you indicated, and as we have heard in other submissions, from the time the Ekos report came down... Well, in fact in your submission you mentioned analyses were done in 1945, in 1962, in 1983. All through that period we have known housing in aboriginal communities is totally inadequate. The reports have confirmed everything the previous reports have confirmed. The last one, the Ekos report, was done in 1983-84. It suggested a joint body, with aboriginal representation, government representation, as I think you mentioned, to develop some practical solutions to the problem.

You mentioned also David Crombie, I suppose in 1979, separated the processes. A government body was established, with Energy, Mines and Resources, CMHC, Department of Indian Affairs, to develop some kind of policy approach, and a parallel AFN process. You have indicated that is going to come to a conclusion with the chiefs' decisions in March and subsequently. Between now and the fall of 1992, what can the government do to start dealing with some of the problems you are talking about: the Davis Inlet problem, the housing examples you gave in the Six Nations community? What can be done between now and whatever results from the fall of 1992?

Mr. Montour: There is a Latin term, *facta non verba*. Let's just do it; never mind making another study. I see us going to Cabinet at least by September with a Cabinet document that has addressed the needs as identified by this conference in Vancouver...and looking at that within the context of the responsible line departments, such as the Department of Indian Affairs or CMHC. As I say, let us all get in a room and decide how we are going to solve this problem.

It has to be solved. If Canada wants to maintain a profile in the world community as a compassionate country that does not allow this to happen, we have to start working on it. Let us get down to business. Never mind reviewing the situation over again, because repeated reviews have told us we have a problem.

Mr. Skelly: The joint body proposed to arrive at practical programs to deliver the goods was proposed in 1983. Did the AFN accept the parallel process, or was it simply a decision of the minister of the day?

Mr. Decontie: I was part and parcel of that planning. The original plan called for this joint group to be set up. They would look at the programs at the time and they would come up with alternatives for delivery of housing on the

[Translation]

paperasserie avant d'arriver à un résultat quelconque ici. On sait qu'une collectivité a besoin de logements, mais il faut aller obtenir une garantie ministérielle. Ensuite, il faut la participation de la SCHL. Essayons donc de réunir tous les intéressés dans une salle, ici, et établissons les règles du jeu de façon que cette famille puisse vivre dans des conditions plus ou moins semblables à celles dont jouit le reste de la population canadienne.

M. Skelly: Comme vous l'avez dit, et comme on l'a mentionné dans d'autres exposés, depuis le dépôt du rapport Ekos...en fait, vous avez signalé les analyses faites en 1945, 1962 et 1983. Tout au long de cette période, nous savions que le logement dans les collectivités autochtones était tout à fait inadéquat. Les rapports plus récents ne faisaient que confirmer ce que les rapports antérieurs avaient déjà établi. Le dernier, le rapport Ekos, date de 1983-1984. Il suggérait la création d'un organisme mixte, regroupant des représentants des Autochtones et du gouvernement, comme vous l'avez dit, je crois, chargé de trouver des solutions pratiques au problème.

Vous avez également mentionné que David Crombie avait séparé ces deux éléments, semble-t-il en 1979. Une commission gouvernementale fut alors établie qui regroupait Énergie, Mines et Ressources, la SCHL et le ministère des Affaires indiennes, et elle devait élaborer une méthode pour traiter ce problème; l'Assemblée des Premières devait en faire autant de son côté. Vous nous dites que ce processus prendra fin quand les chefs formuleront leur décision à partir de mars. D'ici l'automne 1992, quelles seraient les mesures que le gouvernement pourrait prendre pour résoudre certains des problèmes dont nous parlons ici: celui de Davis Inlet, les différents exemples que vous avez donnés concernant la communauté des Six Nations? Que peut-on faire depuis maintenant et jusqu'à ce que les résultats soient connus à l'automne 1992?

M. Montour: Pensons au dicton latin, *facta non verba*. Allons de l'avant; trêve d'études. Je crois que nous pourrions soumettre un document au Cabinet, en septembre ou même avant, traitant des besoins définis lors de la conférence de Vancouver, et cela dans le contexte des organismes responsables tels que le ministère des Affaires indiennes ou la SCHL. Comme je l'ai dit, réunissons tous les intéressés dans une salle et décidons ensemble comment résoudre ce problème.

En effet, il faut le résoudre. Si le Canada veut être reconnu dans le monde comme un pays compatissant qui ne permet pas que de telles situations existent, nous devons nous mettre au travail. Sans attendre. Inutile de faire une autre enquête; toute une série d'enquêtes ont déjà établi que le problème existe.

M. Skelly: C'est en 1983 que l'on a proposé la création d'une commission mixte qui devait élaborer des programmes pratiques pour répondre aux besoins. Est-ce que l'Assemblée des Premières nations a accepté d'entreprendre un processus parallèle, ou s'est-il simplement agi d'une décision prise par le ministre de l'époque?

M. Decontie: J'ai personnellement participé à cette planification. À l'origine, on pensait créer ce groupe mixte. Il aurait examiné les programmes qui existaient alors et proposé d'autres solutions pour assurer la construction de logements

[Texte]

reserves. When it was time to put this group together and formalize it, someone, either at the department or the AFN, finally realized, yes, we are going to get some mileage out of this process by insisting all parties be part of the implementation process. To me, the reason why it did not go forward was that the government officials would have a hard time implementing something they could not support. The process died right there.

Mr. Skelly: What could they not support? This joint group was to develop practical solutions, and I assume to deliver practical solutions, to the housing problem. What could the government not support?

Mr. Decontie: For example, the findings of the discussion paper indicate it would take about \$800 million to overcome the backlog. If this joint group would actually suggest to Cabinet there was no other option than to come up with \$800 million and here is the way they propose to do it. . .if Cabinet says no, then how is the department, in this case, going to implement something Cabinet does not support?

Mr. Skelly: So what kinds of indications do you have that Cabinet is any more prepared now than it was back in 1983 to support practical solutions to this problem? I do not see any myself.

• 1620

Mr. Decontie: The thing you have to remember is money may not resolve all the issues. We're also talking about Indian control. We're talking about pride of ownership of housing, individual investments in property.

It's going to take a combination of things to make the thing work. In my estimation, asking for \$800 million is going to be some kind of a task. . .without providing some kinds of viable options.

Mr. Montour: That \$800 million is just going to take care of the need now. What about the expanded need with new family formations, the effects of Bill C-31, where people are looking to reserves as being a more viable place to live because of the tax situation and all this other stuff? There's going to be more and more of that.

Mr. Fontana (London East): Let me get back to where Mr. Montour is coming from. That's looking at solutions, because it's clear one could have a theoretical discussion on responsibility and all those other issues that are important but not get at the solutions, at least not at present or in the foreseeable future.

In 1984 you had a study, the Ekos study. In 1986 there was a DIAND-CHMC review. In 1987 there was another study. In 1988, AFN reviewed another study that was done. In 1990 you had this consultation paper.

Mr. Montour, when you were talking about where we have to go, you indicated this last paper was not well received. Could you tell us. . .because obviously Cabinet is going to be making a decision, and it all comes down to

[Traduction]

dans les réserves. Quand l'heure est venue de constituer ce groupe et de lui donner une structure formelle, quelqu'un, soit au ministère, soit à l'Assemblée des Premières nations, a finalement réalisé qu'il serait possible d'obtenir certains avantages en insistant pour que toutes les parties participent à la mise en oeuvre. Quant à moi, je crois que la raison pour laquelle ce projet n'a pas abouti, c'est que les fonctionnaires auraient eu des difficultés à appliquer quelque chose qu'ils ne pouvaient pas appuyer. Les choses en sont alors restées là.

M. Skelly: Qu'est-ce donc qu'ils ne pouvaient pas appuyer? Ce groupe mixte devait mettre au point des solutions pratiques au problème du logement et, sans doute, assurer leur mise en oeuvre. Où était l'obstacle pour le gouvernement?

M. Decontie: Voici un exemple: les conclusions du document de travail précisent que l'élimination des retards exigerait un budget d'environ 800 millions de dollars. Si ce groupe mixte avait effectivement fait savoir au Cabinet que la seule solution consistait à trouver 800 millions de dollars qui seraient utilisés comme la proposait la commission et si le Cabinet refusait cette demande, comment le ministère, dans un tel cas, pourrait-il mettre en oeuvre un plan que le Cabinet n'appuyait pas?

M. Skelly: Qu'est-ce qui vous fait croire que le Cabinet serait mieux disposé maintenant qu'en 1983 à donner son appui à des solutions pratiques à ce problème? Personnellement je ne vois rien.

M. Decontie: Il faut se rappeler que l'argent ne peut pas résoudre tous les problèmes. Nous parlons également du contrôle par les Indiens eux-mêmes. Il s'agit également de la fierté d'être propriétaire et des investissements individuels dans des propriétés.

Il faudra combiner plusieurs éléments pour arriver à une solution valable. À mon avis, demander 800 millions de dollars sera une tâche énorme. . .si cela n'est pas accompagné d'autres options viables.

M. Montour: Ces 800 millions de dollars ne répondraient qu'aux besoins actuels. Qu'en sera-t-il des familles qui vont se constituer, comment tenir compte des conséquences du projet de loi C-31 et du fait que, pour des raisons fiscales ou autres, un plus grand nombre de personnes pensent s'établir sur les réserves? Les besoins ne peuvent que croître.

M. Fontana (London-Est): Je voudrais revenir au point de vue de M. Montour, c'est-à-dire, examiner les solutions possibles. En effet, il est clair que l'on pourrait engager une discussion philosophique sur les responsabilités et d'autres questions importantes, mais qui n'apportent pas de solutions, tout au moins pas dans l'immédiat ou dans l'avenir prévisible.

En 1984, il y a eu l'étude Ekos qui a été suivie, en 1986, par l'examen de la situation effectué par le ministère des Affaires indiennes et du Nord et par la SCHL. En 1987, on a procédé à une autre étude. En 1988, l'Assemblée des Premières nations a examiné une autre étude qui avait été réalisée. En 1990, on a publié ce document de consultation.

Quand vous avez parlé de l'orientation à prendre, monsieur Montour, vous nous avez dit que ce dernier document n'avait pas été bien reçu. Pourriez-vous nous dire. . . car il est évident que le Cabinet devra prendre une

[Text]

money. There are other issues, but let's face it, since 1983 and 1984 not an awful lot of money has been put in by the Cabinet for extra needs based on Bill C-31 and the backlog that now exists. It's been stagnant. The situation hasn't improved. In fact, it's probably got worse.

But this aside, because you have some problems with it, what in this document are you satisfied with, so one can make some positive representations on behalf of AFN to get on with building the homes people in your communities need today, not five years or two years down the road? What in this document can you support, and what do you see as the three most important issues to make sure some housing can be built and those renovation funds can be in place so you can renovate those homes that can be renovated? What are the three important things that can be done, in your opinion, and can be proposed to Cabinet today, to ensure more housing gets built, as opposed to having a theoretical discussion on whose responsibility it is, who's going to do what, when, and where? As you say, the situation is crying out for some solutions.

Mr. Montour: I'll let Bob Decontie answer that question, because he has a copy of that and it's dog-eared from his flipping through it. He knows it backwards and forwards.

Mr. Decontie: The first thing that struck me early on was the proposed federal statement on the government policy for Indian housing, which was that housing would be provided to Indian people only in the same way it's provided to the average Canadian. The argument we're proposing here is this. Looking at all the conditions, the backlog that has existed since since the 1960s...no dent has been made in addressing the backlog. That said, we're saying no, we're not like the average Canadian. We have certain rights because of the Indian Act and our special relationship with the Crown. We're saying we deserve more, to address the needs of Indian people living on reserves.

Once we get up to the catch-up situation, then we can say we're prepared to share in the partnership that's being proposed in the document. We're prepared to share in some of the things that are being proposed.

• 1625

For example, in the eastern provinces where you have individual ownership, individual people would like to put more money into their housing units so they can feel pride of ownership. In that sense that's their share, their investment in this housing program. We see that as the Government of Canada would continue to support Indian people in meeting some of the needs, but the Indian people would have to start progressively handling their own housing situation. We are not at that stage yet.

[Translation]

décision et tout revient à une question d'argent. Il y a d'autres problèmes, mais, soyons réalistes; depuis 1983 et 1984, le Cabinet n'a pas consacré beaucoup d'argent aux besoins supplémentaires découlant du projet de loi C-31 et nous devons maintenant faire face à des arriérés importants. La situation n'a pas changé, elle ne s'est pas améliorée et, en fait, elle s'est probablement dégradée.

Ayant dit cela, et compte tenu des réserves que vous exprimez au sujet de ce document, je voudrais savoir s'il contient des éléments que vous pouvez accepter de façon à présenter des propositions constructives au nom de l'Assemblée des Premières nations pour aller de l'avant et construire, dans vos collectivités, les logements dont la population a besoin, sans attendre cinq ans ou deux ans? Que pouvez-vous accepter dans ce document, et quels seraient les trois éléments les plus importants qui permettraient de s'assurer que des logements seront construits et que les fonds nécessaires aux rénovations seront disponibles pour rénover les maisons qui peuvent l'être? Quelles sont donc, à votre avis, les trois choses importantes qui peuvent être réalisées et pourraient être proposées aujourd'hui au Cabinet afin de s'assurer que des logements supplémentaires seront construits, au lieu de se lancer dans une discussion de principes pour savoir qui est responsable, qui doit faire quoi, quand et comment? Comme vous l'avez dit, la situation est grave et exige une solution.

M. Montour: Je vais demander à Bob Decontie de répondre à cette question, car il connaît à fond ce document qu'il a écorné à force de le consulter. Il en connaît tous les aspects.

M. Decontie: Ce qui m'a immédiatement frappé dans la déclaration de politique proposée par le gouvernement fédéral pour le logement des Indiens, c'est que ceux-ci seraient traités sur le même pied que les autres Canadiens. Notre position est la suivante: il faut tenir compte de toutes les conditions et de l'arriéré qui s'est accumulé depuis les années 60 et auquel aucun remède n'a été apporté. Nous disons donc, non, nous ne sommes pas comme les autres Canadiens. Nous avons certains droits qui découlent de la Loi sur les Indiens et de nos rapports spéciaux avec la Couronne. Nous disons donc que nous devons obtenir davantage pour répondre aux besoins de la population indienne vivant sur les réserves.

Une fois que nous aurons rattrapé le retard, il nous sera alors possible de participer au partenariat dont il est question dans le document. Nous sommes prêts à partager certains éléments qui sont proposés dans le rapport.

Par exemple, dans les provinces de l'Est qui reconnaissent la propriété privée, les propriétaires voudraient investir davantage dans leurs logements pour être fiers d'en être propriétaires. C'est ainsi qu'ils contribuent et investissent dans ce programme de logement. Nous envisageons que le gouvernement du Canada continuera d'aider les Indiens à répondre à certains de leurs besoins, mais les Indiens devraient, quant à eux, prendre progressivement en mains leur propre destinée. Nous n'en sommes toutefois pas encore là.

[Texte]

The other thing that could be addressed, which we think is one of the most important issues here, aside from the money, is the fact that there is no Indian control. The Indian Act controls every day the lives of Indian people on the reserves.

Again we refer to the program called *Legacy* that *The Journal* did last year. In order to make some advances into the community life, people have to go through a two-year exercise to get approvals to do some things in terms of economic ventures and what not.

Those are the things that have to be addressed and resolved. We're saying the money side is fine if we could get it—that would be perfect—but you must have the Indian control, the authority to handle your own programs.

Mr. Fontana: Bob, I appreciate that. But you know that isn't going to happen quickly. God knows, it's been debated for years and years and years. I'm trying to get to where Bill is coming from. Bill says we can have these nice discussions, but people need housing. That's why I said, sure, there are two departments. There is CMHC, there is DIAND. There could be another couple of departments. There are also the Indian bands themselves in terms of the dollar allocations. If you can build an awful lot of housing by introducing private ownership on the reserves, that's your business.

I'm trying to get some tangible answers on what you think it's going to take outside of \$700 million or \$800 million being landed on your desks tomorrow, saying okay, go ahead and build all these houses, because you know that's not going to occur, especially when you have a government that has cut back on housing in the past four or five years and has not put more into housing.

In order to build those 5,000 units a year that you need to deal with the backlog, what can you possibly do to make sure that you're getting housing built so that you can satisfy the needs of your communities?

Mr. Decontie: I'm not sure if that's at all possible at this stage of the game.

Mr. Fontana: Then what's the exercise of what we're doing then?

Mr. Decontie: What we propose to do is to come up with some alternatives in a transition manner where we could start dealing with the deficiencies in the programs. One example is the way the contribution agreements are provided by the department. There are various forms of contributions that exist. You have what we call the AFAs, which are alternate funding arrangements. You had block funding that was provided in the past. You've got your financial transfer payments that do exist, and the contribution agreements.

[Traduction]

L'une des questions les plus importantes, à part celle du financement, est le fait que les Indiens ne maîtrisent pas la situation. La Loi sur les Indiens régit tous les aspects de leur vie quotidienne sur les réserves.

Je vous réfère à nouveau au reportage intitulé *Legacy* de l'émission *The Journal* réalisée par la CBC, l'an dernier. Pour pouvoir accomplir quelques progrès dans leur vie communautaire, la population doit entreprendre des formalités qui durent deux ans pour obtenir les approbations et autorisations nécessaires afin de se lancer dans certaines activités économiques ou autres.

Voilà les questions qu'il faut étudier et résoudre. Nous disons que le financement est une bonne idée si l'on peut l'obtenir—ce serait parfait—mais il faut également que le contrôle passe aux mains des Indiens qui doivent avoir les pouvoirs nécessaires pour gérer leurs propres programmes.

M. Fontana: Bob, je reconnais cela. Mais vous savez que cela ne va pas se produire rapidement. Nous le savons tous, cela fait des années et des années qu'on en parle. Je veux reprendre le point de vue de Bill. Il nous dit que nous pouvons engager toutes ces belles discussions, mais que la population, elle, veut des logements. C'est pour cela que j'ai dit: Eh bien, il y a un ministère et un organisme: le ministère des Affaires indiennes et du Nord et la SCHL. Il y a peut-être un ou deux autres ministères en cause. Il faut également tenir compte des bandes indiennes quand il s'agit de l'attribution des crédits. Si vous pouvez multiplier les mises en chantier en mettant en place un système de propriété privée sur les réserves, parfait, c'est vous que cela regarde.

J'aimerais que vous puissiez m'indiquer concrètement ce qu'il faudra, à votre avis, à part ces 700 ou 800 millions de dollars que l'on vous remettrait demain avec une note vous autorisant à aller de l'avant et à construire toutes ces maisons. Car vous savez bien que ces millions ne vont pas arriver, surtout que le gouvernement actuel a réduit le budget consacré au logement au cours des quatre ou cinq dernières années et n'a pas investi davantage dans ce domaine.

Pour construire les 5,000 maisons par an dont vous avez besoin pour épuiser l'arriéré, que pouvez-vous faire pour vous assurer que des logements seront construits pour répondre aux besoins de vos collectivités?

M. Decontie: Je ne suis pas certain que cela soit possible actuellement.

M. Fontana: Alors, à quoi sert ce que nous faisons actuellement?

M. Decontie: Nous envisageons de présenter quelques solutions de rechange transitoires pour commencer à combler les lacunes des programmes. On pense par exemple aux accords de financement conclus avec le ministère. Il y a actuellement plusieurs formes de financement. Vous savez que nous avons des ententes de financement de remplacement, alors qu'auparavant, le financement était global. Il y a également les paiements de transfert ainsi que les ententes de financement.

[Text]

Housing dollars, according to the Appropriations Act, are restricted for use for housing only. With other capital programs you may use your capital dollars to build houses. But you can't do it in reverse; you can't build roads with your housing dollars. We're saying that a lot of these elements have to be addressed and changed.

We referred earlier on to the CMHC programs. We think that there are some programs that are beneficial to reserves, but they're not available. There are modifications that could be made. I'm not sure if we really want a band-aid program while this policy review is being completed.

• 1630

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Thank you. I found all of your evidence most helpful, but in particular your comments about getting rid of the red tape. Mr. Fontana was on the track I'm interested in pursuing with you, to see if you can identify for us the specific problems with red tape along the way.

You mentioned the two-year approvals, the question of Indian control, the question of the contribution agreements, and making the CMHC programs available. If there are some other specific points of red tape that, if they could be eliminated or reduced somehow, could both speed up the process and help to create some more housing, with what appears to be the reality of life, the number of dollars we have available, then can you identify that for us—either now, or subsequently perhaps, provide us with that?

Mr. Montour: I have one that has been bothering me for a long time. I was the chair of the chiefs committee on citizenship when we dealt with the Bill C-31 situation. I believe it was in 1988. Through the work of a joint committee we were successful in putting a potential for \$1.3 billion to offset the effects of Bill C-31, and housing was part of that. It doesn't mean there's that much money sitting there, but there's a potential that we could access dollars to that amount.

But now you have policies, or regulations related to policies. I don't know how it works, but they come down and say that if a person affected by Bill C-31 wants to move back to the community, then we have to house them. First of all, they said that we had to give them the house, because they would be sending \$19,000 down with them to build a house. We know that we can't build a house for \$19,000. Another thing said that we had to house them within 12 months.

Another thing that really hit the fan back home is that when the first person was affected by Bill C-31, we had 270 people waiting for houses. So we had to change our policies and say that this person would not jump over 271 people—or I wouldn't be around today. So to maintain peace in the community, that person became number 272 on a list. So that was the change we made to our policy, but the government policy doesn't follow that. They said that we had to put that

[Translation]

D'après la Loi portant affectation de crédits, les sommes prévues pour le logement ne peuvent servir qu'à cette fin. Les crédits affectés à d'autres programmes d'immobilisations peuvent être utilisés à la construction de logements. Mais l'inverse n'est pas vrai; on ne peut pas construire des routes avec des crédits affectés aux logements. Nous voulons que cette situation soit examinée et modifiée.

Nous avons mentionné plus tôt les programmes de la SCHL et nous pensons que certains d'entre eux sont avantageux pour les réserves, mais nous n'y avons pas accès. Il conviendrait de modifier cette situation. Je ne suis pas persuadé de l'utilité de recourir à des expédients, pendant que cet examen de politique se poursuit.

Le vice-président (M. Redway): Merci. Vos commentaires sont fort utiles, plus particulièrement ce qui concerne l'élimination de la paperasserie. Je voudrais poursuivre dans la foulée de M. Fontana pour voir si vous pouvez nous préciser les cas particuliers où la lourdeur administrative crée des difficultés.

Vous avez parlé du délai de deux ans pour obtenir une autorisation, de la question du contrôle par les Indiens, de celle des accords de financement et de l'accès aux programmes de la SCHL. Existe-t-il d'autres difficultés administratives dont l'élimination, ou tout au moins la réduction, pourrait accélérer les choses et contribuer à la construction de quelques logements supplémentaires compte tenu de la situation actuelle, c'est-à-dire les fonds disponibles? Pouvez-vous répondre dès maintenant à cette question, ou pensez-vous pouvoir le faire plus tard?

M. Montour: Il y a un sujet qui me tracasse depuis longtemps. J'ai été le président du comité des chefs sur la citoyenneté quand nous avons eu à connaître du projet de loi C-31. Je crois que c'était en 1988. Par l'entremise d'un comité mixte, nous avons pu fixer à un 1,3 milliard de dollars le montant requis pour faire face aux conséquences de cette loi; ce montant tenait compte des besoins en logements. Cela ne veut pas dire que cette somme existe quelque part, mais que, potentiellement, nous aurions accès à des crédits pouvant atteindre ce montant.

Mais il faut tenir compte des politiques, ou des règlements concernant ces politiques. Je ne sais pas comment tout cela fonctionne, mais finalement, on nous a dit que si une personne touchée par le projet de loi C-31 voulait s'établir dans la collectivité, nous avons l'obligation de lui fournir un logement. Tout d'abord, on nous a dit que nous devions fournir la maison, car le gouvernement consentait à cette fin 19,000\$ à chaque individu qui retournerait sur la réserve. Nous savons qu'on ne peut pas construire une maison avec 19,000\$. D'autre part, nous étions tenus de fournir un logement dans les 12 mois.

Ce qui a rendu la situation explosive chez nous, c'est que nous avons déjà 270 demandes de logement en suspens, quand la première personne touchée par le projet de loi C-31 s'est présentée chez nous. Nous avons donc modifié nos politiques et déclaré que cette personne ne pouvait pas avoir priorité sur 271 autres individus, sinon, je n'aurais pas été parmi vous aujourd'hui. Donc, pour assurer la paix dans notre collectivité, le nouvel arrivant a occupé la 272^e place

[Texte]

person in the house, or that we couldn't take dollars allocated as "Bill C-31 dollars" and use that subsidy to help to build a house at the top of the list.

That's the kind of stuff on which we're all going to have to get in the same room to see what these restrictive regulations coming from the bureaucracies are doing to us and how we can get rid of them, and to start doing something real instead of playing word games all the time.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): I wonder if I might ask you perhaps to send to us a list of all of the regulations that caused the difficulties so we can try to assist in clearing away and solving some of these problems, for you and for all of us.

Mr. Montour: Yes, we can do that.

Mr. Decontie: A few days ago there were questions here, and some of the questions that were directed to the department, and to CMHC as well, have in fact been looked at, and in a sense those are the issues we want to have addressed. I'll give you a good example.

You asked a question about the ministerial guarantees and the lending activities on reserve. We have to go beyond the ministerial guarantees, and one of the impediments to an effective program was the ministerial guarantee process, where originally it started that the minister also required a guarantee from either the tenant or the band council. So you had a process under the National Housing Act that in effect provided some guarantee in case of non-payment, the Minister of Indian Affairs providing a further guarantee, the band council providing a further guarantee, and the individual providing a further guarantee of repayment. So these are the types of things that are causing a lot of problems. Just to get a loan for a one-unit project on a reserve could take up to six months.

• 1635

The Vice-Chairman (Mr. Redway): That's exactly the sort of thing that I believe the committee really needs to have identified so that we can try to make some recommendations and address them.

We've obviously got the point of view of the Department of Indian Affairs on this, or if we haven't got it all we will be getting it all, saying what they see are the problems. We have the point of view of CMHC, but we need your point of view too, from your perspective, to see what further problems there may be and what we might be able to help you with in clearing out of the way. That's really the sort of thing in which I'm interested.

The other question that I want to ask relates to Indian control over housing. I appreciate that you have the Vancouver conference coming up and you have a subsequent ratification conference, but have you any thoughts now as to

[Traduction]

sur notre liste. Nous avons donc modifié notre politique, mais les règles du gouvernement ne le permettaient pas. On nous a dit que nous étions obligés de loger cette personne, sans quoi nous ne pourrions pas bénéficier de ce que l'on appelait les «dollars C-31» et utiliser cette subvention pour construire une maison pour loger la première personne sur la liste.

C'est pour cela, je pense, que nous devrions nous réunir tous autour d'une table pour examiner ces règlements restrictifs établis par les bureaucrates, leurs conséquences et comment nous pouvons nous en débarrasser. On pourra alors commencer à faire quelque chose de réel au lieu de jouer constamment sur les mots.

Le vice-président (M. Redway): Puis-je vous demander de nous envoyer une liste de tous les règlements qui vous posent des difficultés afin que nous puissions vous aider à débloquer la situation et à résoudre certains des problèmes qui vous touchent et nous concernent d'ailleurs tous.

M. Montour: Oui, nous pouvons le faire.

M. Decontie: Il y a quelques jours, on a posé un certain nombre de questions tant au ministère qu'à la SCHL et certaines d'entre elles, en fait, ont été examinées. Dans un certain sens, ce sont là les questions qui nous intéressent. Je peux vous en donner un bon exemple.

Vous vous êtes informé au sujet des garanties ministérielles et des prêts consentis sur les réserves. Il faut aller au-delà des garanties ministérielles et l'un des obstacles au bon fonctionnement du programme était le processus lié à ces garanties, lequel prévoyait, au début, que le ministre devait également obtenir une garantie soit du locataire, soit du conseil de bande. On se trouvait donc dans la situation suivante: la Loi nationale sur l'habitation donnait en fait une certaine garantie en cas de défaut de paiement; de son côté, le ministre des Affaires indiennes offrait une autre garantie, le conseil de bande, une autre et, finalement, il y avait la garantie supplémentaire de paiement donnée par l'individu en cause. C'est là le genre de choses qui ont créé de nombreux problèmes. Il faut prévoir jusqu'à six mois simplement pour obtenir un prêt pour la construction d'un logement sur une réserve.

Le vice-président (M. Redway): Voilà exactement le genre de questions que le comité doit vraiment cerner, à mon avis, avant de pouvoir faire des recommandations et d'y donner suite.

Le ministère des Affaires indiennes nous a fait part de son point de vue sur le sujet en nous disant où, à son avis, étaient les problèmes. Nous avons obtenu le point de vue de la SCHL, mais nous avons besoin du vôtre également, comme il vous semble, pour savoir quels sont les autres problèmes et ce que nous pourrions faire pour vous aider à les régler. Voilà le genre de choses qui m'intéressent.

L'autre question que je voulais vous poser porte sur le contrôle exercé par les Indiens sur le logement. Je sais que la conférence de Vancouver aura lieu bientôt et qu'elle sera suivie par une autre conférence de ratification, mais avez-

[Text]

exactly how that could work nationally? If I understand what you're saying, you're looking at the single point of contact being a native-controlled agency or organization which would look after housing for native people on-reserve, and I take it off-reserve too, and in urban settings as well.

I'm just wondering if you had any model in mind at this stage, or whether that's one of the questions that you're going to be addressing at the Vancouver conference, and subsequently. If so, perhaps you could make sure that we learn about it.

Mr. Montour: I'd like to sketch something out here. This is from my own mind now. I might get shot for saying it, but it's an idea.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Not by us.

Mr. Montour: Right now we have a subsidy allocation of \$19,140. That's the base amount. As you get more remote it's added to by weighing factors of remoteness and supply. That is coming out of the Treasury Board allocation for Indian housing right now as a subsidy. Why can't we put that together?

The allocation comes yearly, but because of the backlog of houses we have a housing need now. Relax the regulations, or change regulations, or whatever, so that we can start accessing dollars from the private field, like the banking establishments. I've already talked to the Royal Bank and also the Bank of Montreal on this idea and they're quite interested in it, because it's almost like a guaranteed loan that's backed by the Government of Canada, through the Treasury Board allocation yearly toward Indian housing.

Let's take a medium-sized situation where there's a need for maybe 50 houses, and that would take care of the backlog. Allow that First Nation to go to the banking establishment which agrees to do this kind of business, and let them borrow enough money to build 50 houses, and then that backlog is taken care of.

I know there's a financial implication that has to be worked out, but not being a financial wizard or anything that is for somebody else to work out. That's a technicality, in my mind, but the idea I have is let that backlog be taken care of in that way, using the private or the business world. It's going to do a lot of things. It's going to provide housing to the communities. It's going to provide economic benefits through people being able to live in the communities. It's going to provide employment for people to start building houses, and that's control when you start building your own houses. There are many benefits that can spin off from it. That's the short term. In the long term I see an aboriginal housing commission similar to the American Indian Housing Council, with a risk-management arm attached to it.

In our community alone approximately \$6 million a year goes off reserve to North American Life, Mutual Life, and all these other insurance companies providing house insurance that does not benefit our communities. They take that and

[Translation]

vous réfléchi à la façon dont cela pourrait fonctionner exactement à l'échelle nationale? Si je vous ai bien compris, le seul point de contact que vous envisagez serait un organisme contrôlé par les Autochtones qui s'occuperait de leur logement dans les réserves et, je crois, à l'extérieur des réserves également, ainsi que dans les centres urbains.

Je me demande si vous entrevoyez un modèle en ce moment, ou si c'est une des questions que vous aborderez à la conférence de Vancouver et par la suite. Si c'est le cas, vous pourriez peut-être veiller à ce que nous soyons au courant.

M. Montour: Je vais vous expliquer dans les grandes lignes ce à quoi j'avais pensé. On voudra peut-être me faire la peau pour cela, mais c'est une idée que j'ai eue.

Le vice-président (M. Redway): Vous n'avez rien à craindre de nous.

M. Montour: À l'heure actuelle, nous recevons une subvention de 19,140\$. C'est le montant de base qui augmente selon le degré d'éloignement et d'approvisionnement. Il s'agit d'une subvention du Conseil du Trésor pour le logement des Indiens. Pourquoi ne pourrions-nous ajuster tout cela?

La subvention est annuelle, mais nous avons besoin de logements à l'heure actuelle à cause de l'arriéré accumulé. Assouplissez le règlement, ou changez-le, ou faites quelque chose, pour que nous puissions commencer à puiser des fonds dans le secteur privé, comme les institutions bancaires. Nous avons déjà communiqué avec la Banque royale et la Banque de Montréal à cet égard. L'idée les intéresse, car c'est presque comme un prêt garanti car le gouvernement du Canada par le biais de la subvention annuelle du Conseil du Trésor pour le logement des Indiens.

Supposons qu'on ait besoin d'une cinquantaine de maisons, ce qui se situe dans la moyenne et qui nous débarrasserait de l'arriéré. Permettons aux Premières nations de transiger avec une institution bancaire et d'emprunter suffisamment d'argent pour construire 50 maisons. On pourrait ainsi épuiser l'arriéré.

Je sais qu'il faut calculer certains détails financiers, mais je ne suis pas un génie de la finance. Je laisse donc ce soin à quelqu'un d'autre. Il s'agit à mon avis d'un détail technique, mais ce que je propose, c'est de se débarrasser de l'arriéré en s'adressant au secteur privé ou au monde des affaires. Cela nous permettra de faire beaucoup de choses. On fournira des logements aux collectivités tout en leur procurant des avantages économiques du fait que les gens pourront s'y installer. On créera de l'emploi dans la construction, ce qui représente un certain droit de regard, une fois que l'on commence à construire ses propres maisons. Il pourrait donc y avoir toutes sortes de retombées. Voilà ce que j'entrevois à court terme. À long terme, j'envisage une commission du logement autochtone semblable à l'American Indian Housing Council, dont l'une des fonctions serait la gestion des risques.

Dans notre seule collectivité, les réserves versent environ 6 millions de dollars par an à des sociétés d'assurances comme la North American Life, la Mutual Life et d'autres compagnies d'assurance-logement. Cette somme ne profite

[Texte]

put it into the world community. I don't know where it goes, but to my mind, with Indian control of a risk-management arm, we could generate money similar to our revolving loan back home, on a national scale.

• 1640

I don't know whether that will pass or will stand the test of criticism from the First Nation peoples. I wanted to broach it in Vancouver to see whether it has some merit. I know it has some merit in Ontario because I put it on the floor last summer at the all chiefs conference. The idea was accepted, but we just didn't have time to develop it further.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): That is most helpful. I would like to ask some further ones, but I know my time is up too. Mr. Nault is next.

Mr. Nault: I want to get into the standards of the houses. One of the things we talked about in the previous meetings with the two presenters from the department and from CMHC was the lack of well-built homes on reserve and that most of the homes that were built in the 1960s, 1970s are completely useless and in most cases ready to be torn down. Can you elaborate on the amount of control the First Nations themselves have as it relates to standards?

I know you are allocated so many dollars per year to build so many houses, which is based on some sort of formula or model the department has. But when you have such a large backlog and they tell you that you have enough dollars to build 12 houses and you turn around and build 8 houses because you want to build nicer and better-built homes, that could be a problem for you as a chief, for the council and the community. I am interested in knowing the flexibility in the system now as it concerns the standards of the houses. Could you elaborate on that?

Mr. Decontie: I will go back to the early 1980s. Subsidy levels were provided for house construction and as well for renovations. In I believe 1982, part IX of the National Building Code was introduced on reserves and all houses had to be constructed according to these standards. As soon as you put in standards that means you have to do a lot of things to ensure that the house is adequate, and that costs a lot of money. But there was no increase in the funding levels to take care of the standard portion.

Mr. Nault: Are you saying we are not meeting the standards because most communities can't meet those standards without a very large increase in the amount of funding per house?

Mr. Decontie: I am not saying that today it doesn't happen, I am saying that when they introduced the standards, and Ekos reflected on that, even up to 1985 they said that even though these standards were introduced the houses were not built to standards.

Mr. Montour: Even without standards, \$19,140 doesn't build a house. Back home we have accepted those standards in our housing policy, but there are additions you have to make because that standard is only a minimal standard. We

[Traduction]

pas à nos collectivités. Les sociétés les réinvestissent dans l'économie mondiale. Je ne sais pas où va cet argent, mais à mon avis, si la gestion des risques était assurée par les Indiens, nous pourrions générer des sommes semblables à notre fonds de crédit renouvelable, mais à l'échelle nationale.

Je ne sais si les Premières nations appuieront ou non cette idée. Je voulais l'annoncer à Vancouver pour voir ce qu'elles en pensent. Je sais que l'idée a été acceptée en Ontario, car je l'ai proposée l'été dernier à la conférence de tous les chefs, mais nous n'avons tout simplement pas eu le temps de l'élaborer davantage.

Le vice-président (M. Redway): Merci. J'aimerais vous poser d'autres questions, mais je sais que mon temps est écoulé. Monsieur Nault.

M. Nault: Je voudrais aborder la question des normes de construction domiciliaire. L'un des points dont nous avons parlé au cours des réunions précédentes avec les deux représentants du ministère et de la SCHL était le manque de maisons bien construites dans les réserves et du fait que la plupart de celles qui l'ont été dans les années 60 et 70 sont tout à fait inutiles et, dans la plupart des cas, doivent être démolis. Pouvez-vous nous dire si les Premières nations ont un droit de regard sur les normes de construction?

Je sais que vous recevez un montant donné par an pour construire un certain nombre de maisons et que cette somme qui est calculée selon une formule ou un modèle du ministère. Mais lorsque vous avez un arriéré aussi important et qu'on vous dit que vous avez suffisamment d'argent pour construire 12 maisons alors que vous n'en construisez que 8 parce que vous voulez qu'elles soient plus belles et mieux construites, cela pourrait vous poser un problème, en tant que chef, ainsi qu'au conseil et à la collectivité. J'aimerais savoir jusqu'à quel point le système est souple en ce qui a trait aux normes de construction domiciliaire. Pourriez-vous nous en dire davantage?

M. Decontie: Je vais revenir au début des années 80. Nous recevions des subventions pour la construction et les renovations des maisons. En 1982, la Partie IX du Code national du bâtiment a été mise en vigueur sur les réserves et toutes les maisons devaient être construites selon ces normes. Aussitôt que l'on établit des normes, cela veut dire qu'il faut faire un tas de choses pour s'y conformer et cela coûte cher. Mais les niveaux de financement n'ont pas augmenté suite à l'introduction de ces normes.

M. Nault: Voulez-vous dire que nous ne satisfaisons pas aux normes parce que la plupart des collectivités ne peuvent le faire sans une augmentation importante de la subvention unitaire?

M. Decontie: Je ne dis pas que cela ne se produit pas aujourd'hui, je dis que lorsque ces normes ont été introduites, et le rapport Ekos y a fait allusion, on a soutenu jusqu'en 1985 que, malgré cela, la construction ne respectait pas ces normes.

M. Montour: Même sans normes, on ne peut pas construire une maison avec 19,140\$. Chez nous, nous avons intégré ces normes à notre politique de logement, mais il faut en faire davantage parce que ces normes ne sont que

[Text]

have heavy clay there. If you put a block wall up and backfill with heavy clay, in five years your wall looks like that, or in two cases the basement actually collapsed after a heavy rain. What we do now is pour a 10-inch concrete wall and backfill with sand. You have to develop your own standards on those standards, because as I said, they are only minimal.

Mr. Nault: They don't even build basements in my area. They don't even attempt to do it because there is not enough money with the amount of dollars they give. They basically just build some sort of wood foundation and up they go. I know the standards must be really low, because if you ask the average aboriginal person if that's the house he would build if he had the opportunity to make a choice, that wouldn't be the choice of a house he would choose. I am trying to find out where we are as it relates to the standards versus where we should be.

I think one of the problems we are also faced with, removing the backlog for a moment from the whole issue, is the houses we do build are so poorly built they don't last anywhere near the length of time they should last, which is also causing us a large problem. I would like to start us building good houses now, at least in the short term, until we get to a point where we can rectify this problem and stop building these small outhouses. We have to start building decent homes. If the standard is so low by the department, then that's something we can do, to make that kind of short-term recommendation to change that standard and give you resources at the same time in order to meet the standard.

• 1645

You probably build much nicer homes on the Six Nations because you're way above standard and you pump in additional moneys to do that, but for communities that can't afford to do that, the smaller ones, we need some sort of idea what the standard would be. Is it possible to get information on what kind of standard the First Nation people are looking for?

Mr. Montour: It's possible, I guess, but the requirement from Indian Affairs says you have to show them a completed house based on the allocation they give you. What's a completed house for \$19,000? You can't do it.

Mr. Decontie: I think the standards, part IX, residential, have proven to be quite adequate in many areas if you're going to build according to these standards. I'm not a technical person, so I can't really comment on the merits of part IX of the National Building Code, but it seems to me that this is the base for the construction industry.

The Ontario group, through what it calls the Ontario Inspector Unit, has taken part IX of the National Building Code and upgraded it to meet the group's own needs. I think this group has unfortunately taken on quite a lot in terms of not only applying the standards, but also playing a large advisory role in the construction techniques on reserves. There was a push to have a similar organization created in other regions, and I think that's the start. Indian people have

[Translation]

minimales. Nous avons de l'argile lourd là-bas. Si l'on construit un mur en blocs de ciment qu'on le soutienne avec de l'argile lourd, dans cinq ans le mur sera tout croche et, dans deux cas, le sous-sol s'est en fait écroulé après une pluie abondante. À l'heure actuelle, nous coulons un mur de ciment de 10 pouces et nous le soutenons avec du sable. Il faut donc élaborer nos propres normes parce que, comme je l'ai dit, celle du gouvernement ne sont que des normes minimales.

M. Nault: On ne construit même pas de sous-sol dans ma région. On n'essaie même pas de le faire, car la subvention est insuffisante. On jette tout simplement une sorte de fondation en bois et on construit là-dessus. Je sais que les normes doivent être vraiment plus élevées, car l'Autochtone moyen ne construirait pas ce type de maison s'il avait le choix. J'essaie de savoir jusqu'à quel point ces normes sont insuffisantes.

Je crois que l'un des problèmes auxquels nous devons faire face également, si l'on oublie un instant toute la question de l'arriéré, c'est que nos maisons sont si mal construites qu'elles sont loin de durer aussi longtemps qu'elles le devraient, ce qui nous cause également un problème considérable. J'aimerais que nous commencions à construire de bonnes maisons maintenant, du moins sous peu, jusqu'à ce que nous soyons en mesure de corriger ce problème, et d'arrêter de construire ces petits apprentis. Nous devons commencer à construire des maisons habitables. Si les normes du ministère sont si peu élevées, voilà quelque chose que nous pouvons faire. Nous pouvons recommander à court terme que l'on change ces normes et que l'on vous donne les ressources nécessaires pour vous y conformer.

Les maisons des Six Nations doivent être beaucoup plus belles, car elles sont construites selon des normes beaucoup plus élevées et vous injectez des fonds additionnels pour le faire, mais pour les collectivités qui n'en ont pas les moyens, pour les plus petites collectivités, nous devons avoir une idée de ce que devraient être les normes. Est-il possible de savoir quel type de norme les peuples des Premières nations envisagent.

M. Montour: C'est possible, je le suppose, mais le ministère des Affaires indiennes exige que la maison soit construite entièrement avec la subvention qu'il nous accorde. Peut-on construire une maison avec 19,000\$? C'est impossible.

M. Decontie: Je pense que les normes de construction résidentielle énoncées dans la Partie IX du Code national du bâtiment se sont révélées tout à fait satisfaisantes dans bien des régions, quand elles sont respectées. N'étant pas un expert technique, je ne peux pas vraiment parler de la valeur de la Partie IX du Code national du bâtiment, mais il me semble que l'industrie de la construction s'appuie sur ces normes.

Le groupe de l'Ontario, par l'intermédiaire de ce qu'il appelle le groupe des inspecteurs de l'Ontario, a amélioré la partie IX du Code national du bâtiment pour répondre à ses propres besoins. Je pense que ce groupe a malheureusement voulu trop faire, non seulement en appliquant les normes, mais également en jouant un important rôle consultatif dans le domaine des techniques de construction dans les réserves. On essaie de faire en sorte que d'autres organismes

[Texte]

started trying to come up with their own building codes to meet their own needs, either cultural needs or things that would make life a lot better for them.

Mr. Montour: That's another point I'd like to address at that conference too, Bob. We have existed in this harsh climate of North America for many thousands of generations. They had to have some kind of protection against the elements. I'd like to see some research and development on aboriginal housing, maybe to bring it into a modern context, so there's that aspect to look at.

Mr. Nault: I appreciate that, and that's sort of where I'm coming from. The flexibility is not there in the housing program that's necessary for the cultural differences from one First Nation to the next, for that matter. Depending how far north you go, things are a lot different.

I will switch gears for a minute and talk about something that's also very important to this whole program—the maintenance side of on-reserve housing. I still can't see any sort of inspection process in the 46 communities I represent. For that matter, I don't even think DIAND does an inspection of the housing stock that exists. If it does, I don't know who that person, he or she, may be in the area I represent. I've never met that person in my travels or heard of that individual. Can you enlighten us as to the inspection process?

One thing I'm suggesting is that on reserve there has to be some sort of inspection individual who is paid a salary, just like a chief official by-law officer in a municipality, who goes around making sure everything is going according to the code. When it isn't, reports are put out to the chief and council. This may be done in larger communities, but I'm not aware of it in the smaller communities I represent. I'm wondering whether you see any merit in that process.

I don't have a clue when it comes to using a hammer and a nail and building a house. I don't know when my windows are not good any more, and I'm sure the average Canadian doesn't know either. You need someone to come along and say that you should replace those windows because they're starting to rot, and if you don't do it, this is what's going to take place. It's a technical thing, and I think it would make sense to have somebody explain that to an individual homeowner as part of their whole job. Has that been looked at? I know your brief said that DIAND has no efficiencies or proficiencies when it comes to this whole process of on-reserve housing, so I'm wondering whether you've come across this particular issue in your travels, and whether you have any suggestions for us as a committee, as they relate to maintenance and some sort of inspection mechanism.

• 1650

Mr. Montour: The Indian Inspectors Unit of Ontario does that to a limited degree. I may be wrong, but I think we have about 25 inspectors to take care of all of Ontario. Some of the communities are very small and remote. The inspectors

[Traduction]

semblables soient créés dans d'autres régions et je pense que c'est un début. Les Indiens ont commencé à établir leur propre Code de construction pour répondre à leurs besoins, soit sur le plan culturel ou pour se rendre la vie plus agréable.

M. Montour: C'est une autre question que j'aimerais aborder à la conférence, Bob. Nous vivons dans ce dur climat de l'Amérique du Nord depuis des milliers de générations. Nos ancêtres devaient se protéger d'une façon quelconque contre les éléments. J'aimerais bien qu'on fasse de la recherche et du développement sur le logement autochtone pour l'adapter peut-être au contexte moderne.

M. Nault: Oui, et c'est tout à fait ce que je veux dire. Le programme de logement n'est pas assez souple pour répondre aux différences culturelles entre les peuples des Premières Nations. Plus on va au Nord, plus les choses sont différentes.

Je vais maintenant changer de sujet pour aborder une question qui est également très importante pour tout ce programme; c'est l'entretien des logements dans les réserves. Il n'y a toujours pas de processus d'inspection dans les 46 collectivités que je représente. En fait, je pense que le ministère des Affaires indiennes et du Nord n'inspecte, même pas les logements existants. S'il le fait, je ne sais pas qui s'en charge dans la région que je représente. Je n'ai jamais rencontré cette personne dans mes déplacements ni entendu parlé d'elle. Pouvez-vous nous renseigner sur le processus d'inspection?

Ce que je propose, c'est qu'il y ait, dans les réserves, un inspecteur salarié, tout comme un agent chargé de faire appliquer les arrêtés municipaux, qui est là pour s'assurer que le code est respecté. S'il ne l'est pas, l'inspecteur présentera un rapport au chef et au conseil. Cela se fait peut-être dans grandes collectivités, mais non, à ma connaissance, dans les petites collectivités que je représente. Je me demande ce que vous pensez de ce processus.

Je ne sais vraiment pas me servir d'un marteau et je ne connais rien à la construction d'une maison. Je ne sais pas si mes fenêtres sont toujours bonnes et je suis certain que le Canadien moyen l'ignore tout autant. Il faut que quelqu'un vienne nous dire que nous devons remplacer nos fenêtres parce qu'elles commencent à pourrir et ce qui en résultera si nous ne le faisons pas. Tout cela est technique et je pense qu'il serait logique que quelqu'un soit chargé de l'expliquer aux propriétaires. A-t-on examiné cela? Je sais que vous dites dans votre mémoire que le ministère des Affaires indiennes ne fait preuve ni de compétence ni de connaissances dans tout le dossier du logement dans les réserves. Je me demande donc si l'on vous a déjà posé la question au cours de vos voyages et si vous avez des suggestions à faire au comité au sujet de l'entretien des logements et d'un quelconque mécanisme d'inspection.

M. Montour: La Indian Inspectors Unit de l'Ontario s'en charge dans une certaine mesure. Je me trompe peut-être, mais je crois que nous avons environ 25 inspecteurs pour tout l'Ontario. Certaines collectivités sont très petites et

[Text]

are requested to do several of them and they're all flying. So there is the problem of getting an inspector into a community to advise it at the time on construction. In your remote communities you're looking at a construction season from maybe the end of June to the first of September, if that.

So it's pretty hard to have that individual there at all stages of the building of the house, but we do have inspectors. Because our community is so big, and we put so many units up, we have a full-time inspector who just takes care of New Credit and ourselves. Because of the shortage of resources in the smaller communities, we had to give them areas to take care of. It's an attempt to do exactly what you're talking about, to provide some sort of inspection to see that the houses are built to a standard. But the resources just aren't there to have a meaningful inspection unit operate.

Mr. Nault: This last question is somewhat more difficult, and for the life of me I can't understand it. I suppose the department has this fancy little formula they use to decide how many houses each community will build per capita, based on how many dollars they have in the kitty for housing. Is there a better way to produce the end results of playing catch-up with a limited budget?

Say for example we got \$400 million instead of the \$800 million and we have to make some hard and fast decisions as to how many houses each community gets. Based on that kind of a scenario, how would you suggest we go about that? Maybe that is something that could be talked about at your conference in Vancouver.

I for one am not optimistic that those kinds of dollars are going to come in the short term. If more dollars are going to flow for housing, some decisions will have to be made. I think it would be important to know how they make those decisions and what they're based on. I just throw that out to you. I don't know whether that's a fair question at this stage, but it's something we're going to have to look at if we do finally come to some sort of recommendation and action plan, when we decide to move. Would you have a comment on that?

Mr. Decontie: The last time we received an increase in the housing allocation of \$92.9 million was years ago. I think at that time Cabinet directed that a more equitable formula be found in order to distribute the dollars that were available. The unfortunate part is that there was no meaningful way of finding this information without actually going out to all the communities again and identifying the needs.

There were a few attempts, I guess, in Saskatchewan and British Columbia to put together some sort of document that would identify what the needs are. Unfortunately, by the time the information or data is produced it's outdated. The needs in the communities are quite extensive and just about everywhere we hear of situations where there are waiting lists of 500, 600 people for the three or four housing units that are allocated to the community every year. The most difficult

[Translation]

isolées, chaque inspecteur en a plusieurs à visiter et tous ne font que se déplacer en avion. Le problème est donc d'obtenir qu'un inspecteur vienne dans une localité durant la construction. Dans les collectivités isolées, la saison de la construction va tout au plus de la fin juin au début septembre, et encore.

C'est donc assez difficile d'obtenir que l'inspecteur soit présent à toutes les étapes de la construction d'une maison, mais enfin, nous avons quand même des inspecteurs. Comme notre collectivité est assez importante et que nous construisons beaucoup d'unités, nous avons un inspecteur à plein temps qui s'occupe de deux réserves, la nôtre et celle de New Credit. Compte tenu des maigres ressources des petites collectivités, nous avons dû confier à chaque inspecteur une vaste région. L'objectif est précisément de faire ce que vous proposez, c'est-à-dire de veiller à ce que les maisons soient construites selon certaines normes. Mais les ressources manquent pour mettre sur pied un service d'inspection efficace.

M. Nault: Ce dernier point est un peu plus difficile et, ma foi, je n'y comprends goutte. Je suppose que le ministère a établi une jolie petite formule dont il se sert pour décider combien de maisons seront construites dans chaque collectivité en se fondant sur la population et le montant dont il dispose pour le logement. Y aurait-il un meilleur moyen de faire du rattrapage avec un budget limité?

Supposons, par exemple, que l'on dispose de 400 millions de dollars au lieu de 800\$ millions et que l'on doive prendre rapidement des décisions difficiles quant au nombre de maisons que chaque collectivité obtiendra. Comment proposez-vous que nous procédions? Peut-être pourrait-on en discuter à votre conférence de Vancouver.

Pour ma part, je ne suis pas optimiste et je ne crois pas que l'on pourra compter sur de telles sommes à court terme. Pour que l'on consacre davantage d'argent au logement, il faudra que des décisions soient prises. Je pense qu'il importe de savoir comment elles le seront et à partir de quel critère. Je vous pose la question. Je ne sais pas si vous pouvez y répondre en ce moment, mais il faudra bien que nous nous la posions si nous voulons, en fin de compte, aboutir à une recommandation et à un plan d'action, quand nous déciderons d'agir. Avez-vous des observations à faire à ce sujet?

M. Decontie: La dernière fois que notre budget du logement de 92,9\$ millions a été augmenté, remonte à des années. Je crois qu'à ce moment là, le Cabinet avait ordonné que l'on trouve une formule plus équitable pour distribuer l'argent dont on disposait. Ce qui est regrettable, c'est qu'il n'y avait aucun moyen de le faire sans retourner dans toutes les collectivités pour déterminer leurs besoins.

Je crois que l'on a fait quelques tentatives en Saskatchewan et en Colombie-Britannique en vue de rédiger un quelconque document et de préciser les besoins. Malheureusement, le temps de recueillir toutes les données et les renseignements nécessaires, et les voilà déjà désuets. Les besoins sont extrêmes dans toutes les collectivités. Partout, on entend parler de listes d'attente de 500 ou 600 personnes pour les trois ou quatre de logements qui sont

[Texte]

part would be to try to find a formula in order to distribute any increase in dollars that might be available. To me, the only fair way is to go on the basis of need, but first you have to identify what that need is.

• 1655

Mr. Nault: That goes back to what Bill was talking about, that the situation with some of the housing stock is so bad that it is worse than in the Third World, if anyone ever wanted to be really serious about it and take a look at it, and that those should be first. That's what I am suggesting, also. Among the communities that just got reserve status in northern Ontario there were some that had no hydro, no water, nothing. It was unbelievable that people were living like that, and I had the opportunity to be there and to see that. Not to mention that a hydro line ran right by the community about half a mile away and that hydro line had been there since the 1930s or 1940s but they had no power. I am very interested in knowing that there is going to be some discussion and a formula to deal with those communities first, because they are in desperate need. I was basically just quizzing you as to whether you have a plan for that.

Mr. Decontie: Yes. One of the toughest parts is to identify which has the most need. If there is a community in southern Ontario or southern Québec that has a desperate need for senior people and single mothers, is that need greater than those of communities up north that have overcrowding? How do you identify which is the most serious need? In the south you have access to towns and lumber yards in cities, where you can go to buy your materials. But to me, the toughest part is to identify what the need actually is.

Mr. Skelly: The AFN conference on housing in Vancouver is coming up within three weeks. I wonder if proposed policy documents and working documents have already been prepared or distributed for that meeting. Exactly what is that meeting going to be working on?

Mr. Decontie: We have five points we really want to address. Those are points that might appear in the Indian Affairs discussion paper: things such as land tenure and home ownership and the relationship between both, agreements between First Nations and the Crown on building homes and what not, legislative powers, self-government—all these issues will have to be discussed.

One workshop on which we really plan to work is on the health and safety side of housing. Many of the communities have large numbers of houses that are overcrowded. Close to urban centres such as Calgary, we hear stories that there are 20 people in one house. These are things that have to be addressed. We have to address the issues such as if you don't have a place to study, what are the chances of you going to school?

[Traduction]

alloués à la collectivité chaque année. Le plus difficile, c'est de trouver une formule permettant de répartir les sommes additionnelles qui seraient éventuellement accordées. Pour moi, le seul moyen équitable, c'est de se fonder sur les besoins, mais il faut tout d'abord les identifier.

M. Nault: Cela nous ramène à ce que Bill disait, à savoir qu'en certains endroits, l'état du parc immobilier est pire que c'est dans le Tiers-Monde et que si jamais quelqu'un veut s'attaquer sérieusement au problème, il faudrait commencer par là. C'est également ce que je propose. Parmi les collectivités qui viennent tout juste de recevoir le statut de réserves dans le nord de l'Ontario, il y en a qui n'avaient pas d'électricité, pas d'eau courante, rien. C'était incroyable que des gens puissent vivre dans ces conditions, et j'ai moi-même eu l'occasion d'aller me rendre compte sur place. Pourtant, une ligne de transmission électrique passe à côté de la localité, à environ un demi-mille, depuis les années 30 ou 40, mais la collectivité n'y est pas raccordée. Je voudrais que l'on me dise que l'on discutera de tout cela pour trouver une formule qui nous permette de nous occuper en priorité de ces collectivités qui sont dans une situation désespérée. En fait, je voudrais vous demander si vous avez un plan à cet égard.

M. Decontie: Oui. Le plus difficile, c'est de décider où les besoins sont les plus pressants. Si une collectivité du sud de l'Ontario ou du sud du Québec a désespérément besoin de logements pour les personnes âgées ou les mères célibataires, ces besoins sont-ils plus urgents que ceux des collectivités du nord où les gens vivent dans des logements surpeuplés? Comment déterminer quel est le besoin le plus pressant? Dans le sud, on a accès aux villes et aux marchands de matériaux de construction où l'on peut s'approvisionner. Mais pour moi, le plus difficile, c'est d'identifier les besoins en tant que tels.

M. Skelly: La conférence sur le logement de l'APN aura lieu à Vancouver dans trois semaines. Je me demande si l'on a déjà rédigé et distribué des documents de travail pour cette conférence. De quoi va-t-on parler exactement?

M. Decontie: Nous voulons aborder cinq points. Ils pourraient figurer dans le document de travail des Affaires indiennes: des sujets comme la propriété du sol et de la maison et le lien entre les deux, les ententes entre les Premières nations et l'État sur la construction de maisons, les pouvoirs législatifs, l'autonomie gouvernementale, tout cela devra être discuté.

Nous entendons participer à l'atelier sur la salubrité et la sécurité des logements. Dans de nombreuses collectivités, on trouve beaucoup de logements surpeuplés. Près des centres urbains comme Calgary, jusqu'à 20 personnes peuvent habiter la même maison. Il faudra s'attaquer à ce problème. Il faudra également se poser des questions comme celle-ci: S'il n'y a pas de locaux pour étudier, quelles sont les chances qu'un Autochtone aille à l'école?

[Text]

Mr. Skelly: Will there be a series, then, of both practical and policy proposals that will be addressed to the government to deal with the short-term problems as well as the long-term issues to which the committee might have access when they attend the meeting in Vancouver?

• 1700

Mr. Deontie: We certainly intend to put forward as many options and proposals as possible to address the major points I referred to. I think it's in the best interest of both First Nations and the government to start working on these issues in a way that can produce these benefits. The review exercise started with the evaluation by Ekos in 1984. That's seven years ago, and we think we haven't gone far enough yet.

Mr. Montour: I think, Bob, we're going to take ideas to the conference and we want everybody else to bring their pencils and pads and develop them.

Mr. Skelly: And ultimately, out of this conference a set of proposals will have been developed that will subsequently be ratified and then form a part of the submission to the government, which represents the AFN view.

Mr. Montour: That's the aim of this conference; it's a working conference. Everybody is going there with the idea that we are going to come out of there with something to take home, because I don't think people are going to allow you back home unless you bring something that's concrete.

Mr. Skelly: I know that feeling.

Will the American Indian Housing Council have a presence at this conference? It sounds like an interesting proposal. Committee members might be interested in questioning these folks.

Mr. Montour: We have invited them. They have accepted. We are waiting for confirmation.

Mr. Skelly: I wanted to go back for a minute to Bill C-31. It seems that rather than taking people who had lost their status under the Indian Act and restoring status to them, Parliament actually created a third group that has a different status. I'm wondering how the funds for Bill C-31 are allocated. If a band has a certain number of Bill C-31 people restored to its list, and in some cases they have increased by up to 100% or more, does the money for housing automatically go to the band when a Bill C-31 person indicates that he wants to be on the list? I understand that unless the band provides housing for that person, he doesn't get the \$19,440, or whatever the subsidy is. Is that the policy now?

Really, an expectation was created and a new line-up for housing was created, but unless you take money from existing band funds and allocate to them the Bill C-31 housing, that money can't be delivered.

Mr. Montour: One lady came to me when she got her status back and said I want my house. I said I'm sorry, but you don't have a house. She said they sent money so that I could have a house. I said no. I had a hard time, and I don't

[Translation]

M. Skelly: Va-t-on élaborer une série de propositions pratiques et théoriques qui seront adressées au gouvernement pour s'attaquer aux problèmes à court terme et à long terme, propositions auxquelles le comité pourrait avoir accès lorsque nous assisterons à la réunion à Vancouver?

M. Deontie: Nous entendons certainement, aligner le plus grand nombre possible d'options et de propositions sur les principaux points que j'ai énumérés. Je crois qu'il est dans l'intérêt autant des Premières nations que du gouvernement de s'attaquer à ces questions de manière à produire les résultats voulus. L'examen a commencé par l'évaluation faite par Ekos en 1984. C'était il y a sept ans et nous croyons que nous n'avons pas fait suffisamment de progrès dans ce dossier.

M. Montour: Je crois, Bob, que nous allons nous présenter à cette conférence avec plein d'idées et nous voulons que tout le monde s'arme de papier et de crayons pour les développer.

M. Skelly: À l'issue de cette conférence, une série de propositions auront été mises au point et seront par la suite ratifiées et présentées officiellement au gouvernement. Elles reflèteront le point de vue de l'APN.

M. Montour: C'est l'objectif de la conférence; il s'agit d'une réunion de travail. Tout le monde y va avec l'idée d'en rapporter quelque chose de concret, car je crois que l'on ne nous permettra pas de rentrer chez nous les mains vides.

M. Skelly: Je comprends ce que vous voulez dire.

L'American Indian Housing Council sera-t-il représenté à cette conférence? Cela semble une idée intéressante. Les membres du comité pourraient avoir des questions à poser à cet organisme.

M. Montour: Nous l'avons invité. Il a accepté en principe et nous en attendons confirmation.

M. Skelly: Je voudrais revenir un instant au projet de loi C-31. Il semble qu'au lieu de rendre leur statut à des gens qui l'avaient perdu aux termes de la Loi sur les Indiens, le Parlement a, en fait, créé un troisième groupe doté d'un statut différent. Je me demande comment on répartit les fonds disponibles aux termes de cette loi. Si un certain nombre de personnes sont réintégrées à une bande en vertu de la Loi C-31, et je sais que certaines bandes ont vu le nombre de leurs membres doubler ou même davantage, l'argent pour le logement est-il automatiquement accordé à la bande lorsqu'une personne fait savoir qu'elle veut figurer sur la liste de bande aux termes de la loi C-31? Si je comprends bien, à moins que la bande ne fournisse un logement à cette personne, elle n'obtient pas la subvention de 19,440\$ ou quel qu'en soit le chiffre exact. Cette politique est-elle encore en vigueur?

En réalité, on a créé des attentes et la liste des demandeurs de logement s'est allongée, mais à moins de puiser dans les fonds actuels des bandes pour leur fournir un logement, ces personnes ne reçoivent pas d'argent.

M. Montour: Une femme est venue me voir après avoir recouvré son statut pour me dire qu'elle voulait une maison. Je lui ai dit: Je suis désolé, mais vous n'en aurez pas. Elle a rétorqué qu'on avait envoyé de l'argent pour lui construire

[Texte]

think I ever did convince her that there wasn't \$19,000 sitting there, waiting for her to step across the line at Six Nations. What you have to do each year is notify the regional office of the need for C-31 housing and that is evaluated in a regional pot. It is put to national headquarters to say yes, I guess we'll take this much of the C-31 dollars that are there to offset the effects. But the need is never totally addressed.

Mr. Skelly: I'm wondering if there are C-31 moneys that have been unallocated. Or perhaps the moneys have been allocated, but you haven't been able to spend them, because of the problems that you experience.

Mr. Montour: I have questioned that too, but everybody has told me no, no, we are not spending money that we don't need to spend. When we put the thing in there, there was a pot of money that could be accessed. You couldn't go and grab a whole handful to buy housing. You had to convince the government or the bureaucracy that you did have a need. They assessed that need, and if the assessment was yes, even though you have 20 families, 13 of them need some kind of criterion, that is what you got.

Mr. Skelly: I was wondering whether the band list doubled as a result of C-31.

Mr. Montour: You don't get double housing.

• 1705

Mr. Skelly: You don't get double the capital depending on who wants to move back to the reserve, double the housing subsidies?

Mr. Montour: You have to make two applications. You have to apply for the housing dollars and also for the infrastructure dollars to go with it.

Mr. Skelly: I think the Auditor General mentioned it would take \$800 million to deal with the backlog in housing for the next 10 years, but the actual amount of money the government would have to put up is not \$800 million. The government could put up capital that could be used to leverage that money from private sources, provided the regulations are changed and regulations are in effect that would give private capital sources the confidence to lend the money or make the money available. Has any analysis been done to determine just how much—not the full \$800 million—but how much money would be needed, in addition to regulatory or legislative changes, to get a solid part of that \$800 million from private sources?

[Traduction]

une maison. Je lui ai expliqué que ce n'était pas le cas. J'ai eu beaucoup de mal et je ne pense pas l'avoir convaincue qu'elle ne toucherait pas automatiquement cette somme de 19,000\$ dès qu'elle mettrait le pied dans la réserve des Six nations. Chaque année, il faut informer le bureau régional des besoins en fait de logement pour les personnes touchées par le C-31 et le tout est ensuite évalué à l'échelle régionale. Ensuite, c'est le siège social national qui doit donner son accord et décider de prélever une certaine somme sur l'argent mis de côté au titre du C-31 afin d'atténuer les répercussions. Mais les besoins ne sont jamais totalement comblés.

M. Skelly: Je me demande s'il y a des fonds prévus pour le C-31 qui n'ont pas été distribués. Ou peut-être l'argent a-t-il été distribué, mais vous n'avez pas été en mesure de le dépenser à cause des problèmes que vous connaissez.

M. Montour: Je me suis posé la même question, mais tout le monde m'a dit que non, on ne dépense pas un sou de plus que ne l'exigent les besoins. Quand on a organisé tout cela, il y avait un fonds dans lequel on pouvait puiser. Mais on ne pouvait pas le faire à tort et à travers pour construire des logements. Il fallait convaincre le gouvernement ou les fonctionnaires que le besoin existait. On évaluait ensuite ce besoin et si le feu vert était donné, même si 20 familles attendaient d'être logées et si seulement 13 d'entre elles respectaient certains critères, on obtenait de l'argent pour ces familles et pas pour les autres.

M. Skelly: Je me demande si la liste de bande a doublé à la suite du C-31.

M. Montour: Même là, on n'obtient pas le double pour le logement.

M. Skelly: Votre budget pour le logement ne double pas automatiquement? Cela dépend-il du nombre de personnes qui veulent s'installer dans la réserve?

M. Montour: Il faut faire deux demandes. Il faut d'abord demander les fonds pour le logement et ensuite pour l'infrastructure nécessaire.

M. Skelly: Si je ne me trompe, le vérificateur général a dit qu'il faudrait 800 millions de dollars au cours des dix prochaines années pour rattraper le retard constaté dans le logement, mais le montant réel que le gouvernement devrait y consacrer n'est pas de 800 millions de dollars. Le gouvernement pourrait fournir des capitaux qui serviraient ensuite de levier pour obtenir l'argent voulu auprès de prêteurs privés, pourvu que les règlements soient modifiés afin de donner aux bailleurs de fonds les garanties voulues. A-t-on fait une analyse pour déterminer combien—je ne parle pas du plein montant de 800 millions de dollars—combien d'argent il faudrait, sans parler des modifications législatives ou réglementaires, pour obtenir le gros de cette somme de 800 millions de dollars auprès de sources privées?

[Text]

Mr. Decontie: My understanding is that the \$800 million is based on a unit price that was provided to take care of all the backlog and the ongoing family formations and what not, at the range of—I am not positive, but I think it was \$80,000 per unit. That's the average. They figured it would cost \$800 million to address those needs.

You're right in the sense that it may not necessarily be the amount the government is willing to provide. The document talks about a sharing of partnership. Individual contributions are a big part of that. The lending activity that happens in approximately 50% of the cases is a big part of that. You're right, maybe Indian Affairs is not looking at a contribution in that amount to take care of the needs.

Mr. Skelly: What amount would be needed, in addition to legislative changes and perhaps government guarantees, in order to leverage a part of that from private sources?

Mr. Decontie: I'm not sure. I hope we can have some financial experts to provide this sort of useful information.

Mr. Skelly: Obviously, \$800 million is going to cause the government to panic, but if the government could put up money along with legislative changes that generate a certain amount of additional money, it would cause less panic.

Mr. Decontie: If we could find useful ways of handling this money better than we're doing now, I think it would go a long way in overcoming some of the fears that Indian housing is going to cost billions of dollars.

Mr. Montour: Maybe a good start would be to address the fact that the \$19,140 is 1984 dollars. If it would even get up to 1992 dollars. . . That budget. . . flat line since then, pending this review. That's a start.

To expand on that other idea I had of accessing the dollars from the banking establishment, I think we would do a lot with that. I don't think throwing \$800 million on the table is going to do it. Too often we look at throwing more money at a problem. It seems to just cause more problems, in my mind. You have to have innovative ways of getting the best use of the allocation we get now.

Mr. Skelly: I guess I was asking if it may be possible for the government to put a heck of a lot less than \$800 million on the table. By putting up some money, plus changing the regulations and reducing some of the red tape you were talking about before, others may be willing to put up a solid part of that \$800 million.

On another issue, are there any data that compare the housing starts and housing problems for aboriginal people in Canada with the United States? Are they ahead of us in terms of quality of housing in aboriginal communities, or are we looking at some of the same problems down there?

[Translation]

M. Decontie: Si j'ai bien compris, ce chiffre de 800 millions est fondé sur un prix unitaire que l'on avait établi comme hypothèse pour éponger l'arriéré, faire face à la formation constante des familles, etc. Je peux me tromper, mais je crois que ce prix unitaire était de l'ordre de 80,000\$. C'est une moyenne. On a calculé qu'il en coûterait 800 millions de dollars pour répondre à ces besoins.

Vous avez raison en ce sens que ce chiffre ne représente pas nécessairement le montant que le gouvernement est disposé à fournir. Il est question, dans le document, de partage et de partenariat. Les contributions individuelles jouent un rôle important ainsi que les emprunts qui sont contractés dans environ la moitié des cas. Vous avez raison, il se peut que les Affaires indiennes n'envisagent pas de fournir le plein montant pour répondre aux besoins.

M. Skelly: Quelle somme faudrait-il, outre les modifications législatives et peut-être les garanties du gouvernement, pour servir de catalyseur et obtenir le gros des besoins auprès des prêteurs privés?

M. Decontie: Je ne sais trop. J'espère que nous aurons des experts en finances qui pourront vous fournir ce genre de renseignements utiles.

M. Skelly: Manifestement, le chiffre de 800 millions a de quoi faire sursauter le gouvernement, mais si celui-ci pouvait dégager un certain montant, tout en modifiant certaines lois afin de libérer des fonds additionnels, la panique serait moins vive.

M. Decontie: Si l'on pouvait trouver le moyen d'administrer cet argent plus judicieusement qu'à l'heure actuelle, je crois que cela rassurerait beaucoup ceux qui craignent que le logement des Indiens ne coûte des milliards.

M. Montour: On pourrait peut-être commencer par corriger une anomalie. En effet, cette somme de 19,140\$ représente des dollars de 1984. Si l'on pouvait actualiser ce montant en dollars de 1992. . . Le budget est resté exactement le même depuis cette date. On verra ce qu'il adviendra à l'issue du présent examen. Ce serait un début.

Pour poursuivre cette autre idée que j'ai eue, c'est-à-dire emprunter l'argent à la banque, je pense que ce serait une bonne solution. Je ne crois pas qu'on règlerait le problème en débloquant 800 millions de dollars. Trop souvent, on cherche des solutions à coups d'argent. Il me semble que cela ne fait qu'exacerber le problème. Il faut trouver des moyens novateurs afin d'utiliser le mieux possible le montant dont nous disposons actuellement.

M. Skelly: En fait, je voulais savoir s'il serait possible que le gouvernement s'en tire en offrant beaucoup moins que 800 millions. Si on dégagait un certain montant, tout en modifiant la réglementation et en allégeant la paperasserie dont vous avez parlé tout à l'heure, d'autres seraient peut-être disposés à avancer une bonne partie de ces 800 millions.

Je vais passer à autre chose. Existe-t-il des données permettant de comparer la situation des Autochtones canadiens et celles des Autochtones des États-Unis, sur le plan du nombre de mises en chantier et des problèmes de logement? Les Américains sont-ils en avance sur nous en fait de qualité du logement autochtone, ou les problèmes sont-ils les mêmes chez eux?

[Texte]

• 1710

Mr. Decontie: Our initial discussions with them have suggested that we're just about on the same playing field in terms of housing quality, primarily because not until a couple of years ago were they able to change their housing program. Since 1937 they were under the public housing policy which dealt with social housing in the same manner as everybody else. Indian people had to move away from the reservations and had to go into urban areas where they were provided with social housing. Until a couple of years ago that was the norm.

Now, because of the way they're doing business, Indian housing authorities are state or federal legislated so they have access to a political system that is quite different from ours. They lobby their senators quite well, and if they find favourable people that they can lobby they are able to do a few more things.

The housing conditions, though, are essentially the same. They have the same age, the same numbers and backlogs. The costs are not quite the same other than Alaska, but for the most part there is a shortage of money.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Thank you both for your helpful comments. We appreciate them very much. If there is anything else in the way of information on the kinds of regulations and red tape problems that you have, we'd appreciate it if you provided us with that. Thank you very much for coming.

Mr. Montour: Thank you, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Members of the committee, just before we commenced today Mr. Nault requested that we not sit on Thursday. The clerk has ascertained from the Inuit association that they're not available, unfortunately, after Thursday, because the person who was going to make their presentation is a student at Trent University.

The Clerk of the Committee: Yes. She's not going to be available next week.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Can you be here then on Thursday? Well, if that's agreed then we'll go ahead with the meeting on Thursday and hear from the Inuit community.

Secondly, we had sent on to our researcher a motion that was proposed by Mr. Skelly relating to Stoney Point and Kettle Point and the reserve there. Perhaps the clerk could circulate a revised draft wording that the researchers devised. I have some further thoughts relating to it, and there may be some other thoughts that other members of the committee have.

As you can see, the regulation amalgamating the two bands hasn't been utilized in this wording. That's really based on the fact that we didn't hear from the Kettle Point group. They were invited, and declined to appear. I certainly feel uncomfortable making a recommendation on something that impacts on either one or two bands without having them involved in the process and having their comments on it. So that was why the wording was changed on that point.

[Traduction]

M. Decontie: D'après les premières discussions que nous avons eues avec eux, il semble que nous soyons à peu près sur le même plan en termes de qualité du logement, essentiellement parce que ce n'est qu'il y a quelques années à peine qu'ils ont été en mesure de modifier leur programme de logement. Depuis 1937, ils bénéficiaient de la politique publique du logement social au même titre que tous les autres citoyens. Les Indiens devaient donc quitter les réserves et s'installer dans des régions urbaines pour bénéficier de logements sociaux. C'était la norme jusqu'à il y a quelques années.

Aujourd'hui, étant donné la façon dont elles administrent leurs affaires, les autorités du logement des Indiens relèvent de la législation d'État ou fédérale, de sorte qu'elles ont accès à un système politique qui est très différent du nôtre. Elles savent très bien exercer des pressions sur leurs sénateurs et si elles trouvent une oreille favorable, elles obtiennent des avantages appréciables.

Cependant, les conditions de logement sont essentiellement les mêmes. L'âge moyen est le même, ainsi que le nombre de personnes figurant sur les listes d'attente. Le coût n'est pas tout à fait le même, sauf en Alaska, mais dans l'ensemble, on manque d'argent.

Le vice-président (M. Redway): Merci à tous les deux pour vos observations très utiles. Si vous pouviez nous fournir d'autres renseignements sur les règlements et la paperasserie avec lesquels vous êtes aux prises, nous vous serions reconnaissants de nous en faire part. Je vous remercie beaucoup d'être venus.

M. Montour: Merci, monsieur le président.

Le vice-président (M. Redway): Chers collègues, juste avant de commencer la séance d'aujourd'hui, M. Nault a demandé que nous ne siégeons pas jeudi. La greffière a vérifié auprès de l'association des Inuit, dont les représentants ne sont malheureusement pas disponibles après jeudi. En effet, la personne qui devait présenter l'exposé en leur nom étudie à l'Université Trent.

La greffière du Comité: En effet. Elle ne sera pas disponible la semaine prochaine.

Le vice-président (M. Redway): En conséquence, pouvez-vous être présents jeudi? Si nous sommes d'accord, nous tiendrons la réunion jeudi comme prévu pour entendre les représentants des Inuit.

Deuxièmement, nous avons envoyé à notre recherchiste une motion qui avait été proposée par M. Skelly au sujet de la réserve de Stoney Point et de Kettle Point. Le greffier pourrait peut-être distribuer une version révisée que les recherchistes ont mise au point. J'ai cependant d'autres réflexions dont je voudrais vous faire part à ce sujet et peut-être d'autres députés voudront-ils intervenir également.

Comme vous le voyez, le règlement visant à fusionner les deux bandes n'a pas été utilisé dans cette version. C'est fondé sur le fait que nous n'avons pas entendu les représentants du groupe de Kettle Point. Ils ont été invités et ont décliné l'invitation. J'hésite à faire une recommandation qui aura des répercussions sur une bande ou sur les deux sans qu'elles puissent participer au processus pour nous faire part de leurs points de vue. C'est pour cela que l'on a modifié le libellé à cet égard.

[Text]

[Interpretation]

[Translation]

[Text]

• 1715

The other concern I have with the wording as it now stands, quite frankly, is that we had asked the Department of National Defence to come back to us with some facts and figures and they made some undertakings on why they needed to keep the camp open and the usage of the camp and that sort of thing. They made those undertakings on December 12, I believe it was. The clerk advises me she's been after them on a weekly or daily basis and they've not provided this information. I think we should include in the preamble here the fact that they did make some undertakings two months ago, that we've asked them to provide us with the information they undertook to provide us with, we've asked them persistently, and they've failed to do so.

Mr. Nault: The last sentence in the first paragraph would then be incorrect, would it not?

The Vice-Chairman (Mr. Redway): We heard from the Stoney Point Band. We haven't heard from the Kettle.

Mr. Skelly: There is no Stoney Point band.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): I'm not sure how you want to phrase that.

Mr. Nault: Who did we hear from?

The Vice-Chairman (Mr. Redway): We heard from some people who would like to be known as the Stoney Point Band.

Mr. Nault: So you're saying this is the official Kettle and Stoney Point Band—

The Vice-Chairman (Mr. Redway): That declined.

Mr. Nault: —and the group we heard—

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Was an unofficial Stoney Point Band. How would that be?

Mr. Nault: Okay. That clarifies it in my mind. I thought we had heard from the Stoney Point Band, but I guess they are others who say they are the Stoney Point Band.

One of the problems I'm having is that I talked to Mr. Maynard George, who was here, and we asked him what he thought about Camp Ipperwash itself. One of the things we suggested is that if there is a need for the camp, once they get it back, would you be opposed to leasing it back? He said, well, everything is open for negotiation once we get into the whole process. Therefore I'm interested in... First of all, there's revenue for the community involved in that. Secondly, I'm somewhat interested in knowing from the Department of Defence, as I think we all are—that's why we asked the question for the information—why it is they feel so sure and their position is so strong that they need to continue to use this particular site. Is there no way, Mr. Chairman, you can get those answers from them?

The Vice-Chairman (Mr. Redway): We can go back again. Perhaps the very fact that we are indicating today we're asking the researcher to draft a recommendation based on the fact that we haven't had those answers... if we communicate that to National Defence, they may very well come back with some answers for us. That in itself might stimulate their thinking.

Je dois vous dire franchement que le libellé actuel me préoccupe également parce que nous avons demandé à des représentants du ministère de la Défense nationale de nous faire parvenir certains renseignements et chiffres pour démontrer pourquoi il fallait garder le camp ouvert et pour expliquer le but de ce camp, etc. On s'est engagé à nous communiquer ces renseignements le 12 décembre, je crois. La greffière me dit qu'elle communique avec ces représentants chaque semaine ou chaque jour mais qu'ils n'ont pas encore fourni ces renseignements. À mon avis, nous devrions mentionner dans le préambule que le ministère s'est engagé à nous fournir certains renseignements il y a déjà deux mois, et que même si nous avons insisté pour obtenir ces renseignements, il ne nous les a pas encore communiqués.

M. Nault: La dernière phrase du dernier paragraphe serait donc erronée, n'est-ce pas?

Le vice-président (M. Redway): La bande Stoney Point a comparu, mais pas la bande Kettle.

M. Skelly: La bande Stoney Point n'existe pas.

Le vice-président (M. Redway): Je ne sais pas exactement comment il faut formuler cette idée.

M. Nault: Qui a comparu?

Le vice-président (M. Redway): Un certain nombre de personnes qui aimeraient porter le nom Bande Stoney Point ont comparu.

M. Nault: Vous dites donc qu'il s'agit en fait de la bande Kettle et Stoney Point. . .

Le vice-président (M. Redway): Qui a refusé de comparaître.

M. Nault: . . . et le groupe qui a comparu. . .

Le vice-président (M. Redway): N'était pas la vraie bande Stoney Point. Comment cela se fait-il?

M. Nault: D'accord. Je viens de comprendre. Je pensais que la bande Stoney Point avait comparu, mais j'imagine qu'il s'agissait d'un groupe qui disait qu'ils étaient de la bande Stoney Point.

Ce qui m'inquiète, entre autres, c'est la réponse de M. Maynard George, lorsque nous lui avons demandé ce qu'il pensait du camp Ipperwash. Nous lui avons demandé, s'ils réussissent à récupérer le camp, seraient-ils d'accord pour le louer, si jamais on en a besoin? Il nous a répondu que tout peut faire l'objet d'une négociation dès que le processus est enclenché. Voilà pourquoi je m'intéresse à... D'abord, c'est un moyen pour la communauté de s'assurer un certain revenu. Deuxièmement—et je crois que c'est le cas pour tout le monde—j'aimerais que les représentants du ministère de la Défense nous expliquent pourquoi ils trouvent qu'il faut absolument continuer de se servir de cet emplacement en particulier. C'est d'ailleurs pourquoi nous leur avons demandé de nous fournir des précisions. Monsieur le président, n'y a-t-il pas moyen d'obtenir ces renseignements?

Le vice-président (M. Redway): Nous obtiendrons les renseignements peut-être si nous avisons le ministère de la Défense nationale que nous avons demandé à notre chercheuse de rédiger une recommandation qui précise que nous n'avons pas reçu les renseignements demandés. C'est peut-être un moyen de les inciter à nous répondre.

[Texte]

Mr. Skelly: We should remember we're a committee of Parliament that hears evidence and based on the evidence we hear makes recommendations to the government. Our recommendations may not be exactly what the government comes out with, if indeed the government decides to act, but I think the committee should be making recommendations. We heard evidence. The people who wanted to appear before us did appear before us. The evidence they wanted to submit they did submit. So we do have those facts at our fingertips.

I certainly wouldn't be happy with this wording, because I don't think it reflects what we heard from anybody. I would prefer a process where perhaps a representative of the three parties plus the researcher could sit down and draft a motion that the whole committee might accept. Then it could go to the government and hopefully the government would accept it.

• 1720

The Vice-Chairman (Mr. Redway): I have no objection to that personally. I gather the parliamentary secretary doesn't have any objection to that. If that's agreed, then why don't we refer the matter back to the researcher. A representative from each party can get together with Elaine and see what you can come up with. Okay?

Mr. Nault: In the meantime, it's a bad precedent to set for ourselves as a committee when we suggest to a department that we want certain information and they don't come forth with it. I think that's something we want to jump on as quickly as we can. It's pretty difficult for a committee to be non-partisan and do good work if we don't get all the information that's out there for us to look at. I find that totally unacceptable. Perhaps there's a way we can send that message without standing up in the House of Commons and making it obvious. I would like to see the chairman write a letter and make that quite clear to those involved.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): We can certainly make the point very clearly that—

Mr. Nault: I would be quite prepared to move that you write a letter to them, Mr. Chairman, and in no uncertain terms suggest that we are getting somewhat impatient.

The Vice-chairman (Mr. Redway): Well that puts it on the floor for discussion. This is a polite seconding.

Mr. Skelly: I'm not sure how relevant it is though. If somebody stole my house and property and then said they wanted to continue using it as a cadet camp because they had 10,000 cadets, as far as I'm concerned it doesn't matter if they have one or 10,000 cadets, they have still stolen my property and it should be returned.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): That sounds like you might be in favour of an amendment to the Charter dealing with property rights. Is that right?

[Traduction]

M. Skelly: Il faut se rappeler que nous faisons partie d'un comité parlementaire qui fait des recommandations au gouvernement sur la foi des témoignages que nous recevons. Le gouvernement ne va peut-être pas forcément donner suite à nos recommandations, mais je crois néanmoins que le comité doit faire ces recommandations. Nous recevons des témoignages. Nous avons donné l'occasion aux intéressés de comparaître devant le comité. Ils ont pu nous faire part de leurs témoignages. Par conséquent, nous sommes tout à fait au courant de tous leurs points de vue.

Ce libellé ne me plaît pas du tout, car il ne traduit pas les témoignages que nous avons entendus. Quant à moi, j'aurais préféré qu'un représentant des trois partis puisse travailler de concert avec le chercheur pour rédiger une motion qui serait acceptable à tous les membres du comité. Ensuite, on pourrait soumettre cette motion au gouvernement, et si tout va bien, elle lui serait acceptable.

Le vice-président (M. Redway): Personnellement, je ne m'y oppose pas. Si j'ai bien compris, le secrétaire parlementaire ne s'y oppose pas. Alors si vous êtes d'accord, nous pourrions donner la tâche à la chercheuse. Un représentant de chaque parti pourra se réunir avec Elaine et vous chercherez une solution ensemble, d'accord?

M. Nault: Entre temps, nous donnons un mauvais exemple en tant que comité lorsque nous demandons des renseignements à un ministère et qu'il ne nous les fournit pas. Je crois qu'il faut s'en occuper aussitôt que possible. Il est très difficile pour un comité d'être non partisan et de faire un bon travail lorsque nous n'avons pas accès à tous les renseignements. Je crois que c'est absolument inacceptable. Peut-être y a-t-il une façon de communiquer ce message sans se mettre debout dans la Chambre des communes et le faire de façon trop évidente. J'aimerais que le président rédige une lettre qui communiquera cela très clairement aux individus en question.

Le vice-président (M. Redway): Nous pouvons certainement communiquer très clairement que...

M. Nault: Je suis prêt à proposer que vous leur écriviez une lettre, monsieur le président, et que cette lettre communique de façon très claire que nous commençons à nous impatienter.

Le vice-président (M. Redway): Eh bien, nous sommes donc saisis de cette motion et nous pouvons maintenant en discuter. C'est un appui poli à la motion.

M. Skelly: Mais je ne suis pas convaincu de sa pertinence. Si on me volait ma maison et ma propriété et qu'ensuite on me disait qu'on voulait continuer de s'en servir comme camp de cadets parce qu'il y avait 10,000 cadets, eh bien en ce qui me concerne, peu importe qu'il y ait un ou 10,000 cadets, il n'en demeure pas moins qu'on m'a volé ma propriété et que cette dernière devrait m'être remise.

Le vice-président (M. Redway): On dirait que vous appuyeriez une modification à la Charte quant au droit à la propriété. Est-ce exact?

[Text]

Mr. Skelly: No, because we're talking about a different kind of property, and I think you're aware of that. I think the issue here is that the land was taken from its original owners. It doesn't matter how many cadets there are, there should be a camp found for them, but it shouldn't be the land that was taken from its original owners under the War Measures Act. Hopefully the committee would go along with that.

Mr. Nault: Mr. Chairman, I look at it somewhat differently than Mr. Skelly.

First of all, the land was taken for a reason. If the Department of Defence suggests that the reason still remains, there is going to be some difficulty as it relates to us even presenting a motion like this, because the government will say that there's still a need.

My argument is that if they can show a need, then it would be incumbent upon us to suggest that even though there is a need that still remains, there should be some sort of monetary benefit to the people that this land really belongs to. There should be some discussions about that whole process and the time it was used. I would like to know if they can still prove there is a legitimate need through some documents, without us having to wing it, with no proof for or against that.

I agree to a certain extent with Mr. Skelly's argument that we are righting a wrong, but two wrongs don't make a right. Somehow down the line we have to show it is no longer necessary for Camp Ipperwash to exist, and if it is, in what fashion and who is to benefit from that. Hopefully we can suggest that the band benefits from that. That's where I'm coming from. I'm not saying there hasn't been a wrong. I think those of us who listened to the testimony all agree with that.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): I'm not trying to defend the Department of National Defence, but I think their response and the government's response to this kind of recommendation, in any event, is going to be that they have undertaken a process by which they're going to look at all the bases across the country. This will be one of them. Once they look at them, they will be able to determine which ones they need and which ones they don't need. They will certainly close the ones they don't need and keep the others open because they've decided they are necessary. That's my sense of the response we're going to get back.

• 1725

In any event, there is the other issue of whether there should be some further compensation to the band or bands or whether or not it should just be returned because it wasn't really taken in the sense in which we feel it should be.

Mr. Skelly: Part of the problem is that the government has dealt with the problem by doing away with the Stoney Point Band. So they are now able to deal with the Kettle Point and Stoney Point Band, who aren't the original owners of the property. Needless to say, the people at Kettle Point are not enthusiastic about moving to a place where they have never lived, and they are willing to take the money.

[Translation]

M. Skelly: Non, parce qu'il s'agit d'un genre différent de propriété et je crois que vous en êtes conscient. Il s'agit d'une terre qui a été enlevée de ses propriétaires originels. Peu importe le nombre de cadets, on devrait leur trouver un camp, mais on ne devrait pas se servir d'une terre qui a été enlevée de ses propriétaires originels en vertu de la Loi sur les mesures de guerre. Espérons que le comité serait d'accord.

M. Nault: Monsieur le président, je regarde cette question d'un angle différent de celui de M. Skelly.

D'abord, on leur a enlevé la terre pour une raison. Si le ministère de la Défense dit que la raison est encore valable, nous aurons de la difficulté à présenter une motion comme celle-là, parce que le gouvernement dira que le besoin demeure toujours.

Ce que je dis c'est que s'ils peuvent démontrer que le besoin existe, il nous incomberait de suggérer que si le besoin demeure, alors une compensation monétaire devrait être accordée à ceux qui sont les vrais propriétaires de cette terre. On devrait discuter de tout ce processus et de la période de temps pendant laquelle la terre a été utilisée. J'aimerais savoir s'ils peuvent toujours démontrer, documents à l'appui, qu'un besoin légitime existe toujours, pour que nous ne soyons pas obligés d'improviser sans preuves à l'appui.

Je suis d'accord jusqu'à un certain point avec les commentaires de M. Skelly à l'effet que nous sommes en train de redresser un tort, mais on ne guérit pas le mal par le mal. À un moment donné, nous devons démontrer que le camp Ipperwash n'a plus de raison d'être ou bien identifier le besoin qui existe ainsi que ceux qui en bénéficieront. Espérons que nous pourrions démontrer que c'est la bande qui en bénéficiera. C'est mon point de vue. Je ne dis pas qu'il n'y a pas eu de tort. Je crois que tous ceux d'entre nous qui ont écouté le témoignage sont d'accord avec cela.

Le vice-président (M. Redway): Je n'essaie pas de défendre le ministère de la Défense nationale, mais je crois que de toute façon, face à notre recommandation, la réponse du ministère et du gouvernement sera qu'ils ont entrepris un processus pour examiner toutes les bases dans le pays. Cette terre en sera une. Une fois qu'ils auront examiné ces bases, ils pourront identifier celles dont ils ont besoin et celles dont ils n'ont plus besoin. Ils vont certainement fermer les bases dont ils n'ont plus besoin et garder les autres ouvertes parce qu'ils ont décidé que ces bases sont nécessaires. D'après moi, c'est la réponse que nous allons recevoir.

De toute façon, il faut aussi décider si une compensation additionnelle devrait être accordée à la bande ou aux bandes ou si la terre devrait être simplement remise parce qu'elle n'a pas été obtenue d'une façon que nous croyons acceptable.

M. Skelly: Une partie du problème est que le gouvernement a résolu le problème en éliminant la bande Stoney Point. Alors, ils peuvent maintenant faire affaire avec la bande Kettle Point et Stoney Point, qui n'est pas le propriétaire originel de la propriété. Il va sans dire que les gens à Kettle Point ne sont pas très enthousiastes devant la perspective de déménager à un endroit où ils n'ont jamais habité, et ils sont prêts à accepter de l'argent.

[Texte]

I don't think anything we proposed in my original motion would have prevented the Stoney Point people from negotiating with the army—

The Vice-Chairman (Mr. Redway): I agree.

Mr. Skelly: —to see if some accommodation could be reached.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): I don't think anything in this motion would prevent it, either. But the issue at the moment is whether or not I am going to write a letter. We have a motion on the floor, so I think I will put it to a vote and decide on that and then get on with it.

All in favour of me writing a letter to National Defence telling them to honour their undertakings to provide us with information?

Motion agreed to

The Vice-Chairman (Mr. Redway): I shall write a letter, and in the meantime the—

An hon. member: In your best French and English?

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Right. *D'accord*. In the meantime, the researcher will get all the things together and consult with a member of each party.

Mme Duplessis: Je suis sensible à cela, monsieur le président. C'est mon opinion personnelle. Ce n'est pas la secrétaire parlementaire qui parle en ce moment. Après avoir entendu le témoignage concernant les revendications, personnellement, je pense qu'on doit faire l'effort de redemander au ministère de la Défense nationale de remettre les terres.

J'aimerais qu'on examine cela davantage. Cela me dérange que la bande de Kettle Point ait refusé de venir ici. Il y a quelque chose là. Il y a un différend entre les différentes bandes et cela me dérange un peu. Je ne sais pas de quelle façon nous pourrions aider ceux qui font des revendications par rapport aux autres qui ont déjà signé un règlement, mais cela me dérange.

Le vice-président (M. Redway): Je comprends, mais je crois que nous devons attendre la lettre du ministre de la Défense nationale. Espérons que nous allons recevoir une réponse.

If that is okay, then this meeting stands adjourned.

[Traduction]

Je crois qu'il n'y a rien dans ma motion originelle qui aurait empêché les gens de Stoney Point de négocier avec l'armée. . .

Le vice-président (M. Redway): Je suis d'accord.

M. Skelly: . . . dans le but d'arriver à un compromis.

Le vice-président (M. Redway): Je crois qu'il n'y a rien dans cette motion-ci qui empêcherait cela non plus. Mais il faut décider si oui ou non je vais rédiger une lettre. Nous sommes saisis d'une motion, donc je crois que je vais procéder au vote et continuer ensuite.

Tous ceux qui sont pour la rédaction d'une lettre destinée au ministère de la Défense nationale et ayant pour but de rappeler au ministère de respecter son engagement de nous fournir des renseignements?

Motion adoptée

Le vice-président (M. Redway): Je rédigerai une lettre et entre temps le. . .

Une voix: Dans votre meilleur français et anglais?

Le vice-président (M. Redway): C'est cela. D'accord. Entre temps, le chercheur réunira le matériel nécessaire et consultera un député de chaque parti.

Mrs. Duplessis: I am concerned about this, Mr. Chairman. This is a personal opinion. It is not the parliamentary secretary who is speaking. Personally, after having heard the testimony about claims, I think that we must make the effort of repeating our request to the Department of National Defence to give back this land.

I would like us to study this further. It bothers me that the Kettle Point band refused to appear. Something is up. There is a difference of opinion between the bands and that bothers me somewhat. I do not know how we will be able to help those who have claims given that others have already signed an agreement, but it bothers me.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): I understand, but I think that we should first write to the Department of National Defence. Let's hope that we will receive an answer.

Si vous êtes d'accord, la séance est levée.

MAIL POSTE

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 13

Le jeudi 20 février 1992

Le mardi 25 février 1992

Président: Larry Schneider

Minutes of Proceedings of the Standing Committee on Aboriginal Affairs

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent des

Aboriginal Affairs

Affaires autochtones

RESPECTING:

Aboriginal Housing

CONCERNANT:

Logement des autochtones

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS

De l'Assemblée des premiers nations:
Bill Morrison, Chef de Cabinet
Bob Decontie, Coordonnateur du logement

TÉMOINS

(voir à l'arrière)

WITNESSES

From the Assembly of First Nations:
Bill Morrison, Chief of Staff
Bob Decontie, Housing Coordinator

Third Session of the Thirty-fourth Parliament,
1991-92

Troisième session de la trente-quatrième législature,
1991-1992

Available from Canada Communication Centre - Eastern
Appareils de communication et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S2

Available from Canada Communication Centre - Publishing
Appareils de communication et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S2

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

K1A 0S9

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Assembly of First Nations:

Bill Montour, Chief of Staff;

Bob Decontie, Housing Coordinator.

TÉMOINS

De l'Assemblée des premières nations:

Bill Montour, Chef de Cabinet;

Bob Decontie, Coordonnateur du logement.

Issue No. 13

Thursday, February 20, 1992
Tuesday, February 25, 1992

Chairperson: Larry Schneider

Fascicule n° 13

Le jeudi 20 février 1992
Le mardi 25 février 1992

Président: Larry Schneider

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Aboriginal Affairs

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent des

Affaires autochtones

RESPECTING:

Aboriginal Housing

CONCERNANT:

Logement des autochtones

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Il est convenu.—Que le président écrive au Ministre de la Défense Nationale pour lui signifier que les renseignements récemment reçus de ses fonctionnaires ne sont pas suffisants.

À 10 h 47, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation au président.

LE MARDI 25 FÉVRIER 1992

(20)

Le Comité permanent des Affaires autochtones se réunit aujourd'hui à 13 h 15 dans la salle 308, Édifice de l'Oratoire, sous la présidence de Alan Redway (vice-président).

Membres du Comité présents: Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Robert E. Stelly.

Assistants: Le Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Elaine Gardner O'Toole, attachée de recherche.

Conformément au mandat que lui confère le paragraphe 108(2) du Règlement, le Comité a tenu une séance sur le logement des autochtones (voir les Procès-verbaux et témoignages de 11 février 1992, fascicule n° 10).

Le Comité a visionné les films de mégavideo suivants:

— de Wawiyat.

Third Session of the Thirty-fourth Parliament, 1991-92

Il fut convenu.—That the Chairman write to the Minister of National Defence advising him that the information recently received from his officials is inadequate.

At 10:47 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

TUESDAY, FEBRUARY 25, 1992

(20)

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met at 3:15 o'clock p.m., this day, in Room 308, West Block, the Vice-Chairman, Alan Redway, presiding.

Members of the Committee present: Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Robert E. Stelly.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Elaine Gardner O'Toole, Research Officer.

In accordance with its mandate under Standing Order 108(2), the Committee resumed consideration of Aboriginal Housing (See Minutes of Proceedings and Evidence, February 11, 1992, Issue No. 10).

The Committee looked at the following videotapes:

— From Wawiyat.

Troisième session de la trente-quatrième législature, 1991-1992

STANDING COMMITTEE ON ABORIGINAL AFFAIRS

Chairperson: Larry Schneider

Vice-Chairmen: Jack Anawak
Alan Redway

Members

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Ross Reid
Robert E. Skelly
Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

Martine Bresson

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES
AUTOCHTONES

Président: Larry Schneider

Vice-présidents: Jack Anawak
Alan Redway

Membres

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Ross Reid
Robert E. Skelly
Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

La greffière du Comité

Martine Bresson

WITNESSES

From the Assembly of First Nations:

Bill Montour, Chief of Staff

Bob Decarie, Housing Coordinator

TÉMOINS

De l'Assemblée des premières nations:

Bill Montour, Chef de Cabinet

Bob Decarie, Coordonnateur du logement

WITNESSES

(See back cover)

Published under authority of the Speaker of the
House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre
des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

PROCÈS-VERBAUX

LE JEUDI 20 FÉVRIER 1992

(19)

[Texte]

Le Comité permanent des affaires autochtones se réunit aujourd'hui à 9 h 08 dans la salle 208, Édifice de l'Ouest, sous la présidence de Alan Redway (*vice-président*).

Membres du Comité présents: Jack Anawak, Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Robert E. Skelly.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Elaine Gardner O'Toole, attachée de recherche.

Témoins: Représentants du «Inuit Tapirisat of Canada»: Kayrene Nookiguak, représentante; Jack Hicks, analyse des politiques.

Conformément au mandat que lui confie le paragraphe 108(2) du Règlement, le Comité continue son étude sur le logement des autochtones (*voir les Procès-verbaux et témoignages du mardi 11 février 1992, fascicule n° 10*).

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

Il est convenu à l'unanimité,—Que, dans le cadre de son étude sur le logement des autochtones le Comité des affaires autochtones soit autorisé à voyager à Vancouver pour assister et participer à la Conférence sur le logement organisé par l'Assemblée des Premières Nations, du 9 au 11 mars 1992 et que le personnel nécessaire accompagne le Comité.

Il est convenu,—Que le président écrive au Ministre de la Défense Nationale pour lui signifier que les informations récemment reçues de ses fonctionnaires ne sont pas suffisantes.

À 10 h 47, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MARDI 25 FÉVRIER 1992

(20)

Le Comité permanent des affaires autochtones se réunit aujourd'hui à 15 h 15 dans la salle 208, Édifice de l'Ouest, sous la présidence de Alan Redway (*vice-président*).

Membres du Comité présents: Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Robert E. Skelly.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Elaine Gardner O'Toole, attachée de recherche.

Conformément au mandat que lui confie le paragraphe 108(2) du Règlement, le Comité continue son étude sur le logement des autochtones (*voir les Procès-verbaux et témoignages du 11 février 1992, fascicule n° 10*).

Le Comité visionne les films de magnétoscope suivants:

- de Wawatay: At home in doubt;
- de SCHL: The rural and native housing program, et Facing the challenge.

À 16 h 20, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Martine Bresson

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, FEBRUARY 20, 1992

(19)

[Translation]

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met at 9:08 o'clock a.m., this day, in Room 208, West Block, the Vice-Chairman, Alan Redway, presiding.

Members of the Committee present: Jack Anawak, Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Robert E. Skelly.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Elaine Gardner-O'Toole, Research Officer.

Witnesses: Representatives from Inuit Tapirisat of Canada: Kayrene Nookiguak, representative; Jack Hicks, Policy Analyst.

In accordance with its mandate under Standing Order 108(2), the Committee resumed consideration of Aboriginal Housing. (*See Minutes of Proceedings and Evidence, February 11, 1992, Issue No. 10*).

The witnesses made statements and answered questions.

It was unanimously agreed,—That, as part of its study on aboriginal housing, the Standing Committee on Aboriginal Affairs be empowered to travel to Vancouver to attend and participate in the Conference on Housing organized by the Assembly of First Nations, to be held from March 9 to 11, 1992, and that the necessary staff travel with the Committee.

It was further agreed,—That the Chairman write to the Minister of National Defence advising him that the information recently received from his officials is inadequate.

At 10:47 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

TUESDAY, FEBRUARY 25, 1992

(20)

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met at 3:15 o'clock p.m., this day, in Room 208, West Block, the Vice-Chairman, Alan Redway, presiding.

Members of the Committee present: Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Robert E. Skelly.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Elaine Gardner-O'Toole, Research Officer.

In accordance with its mandate under Standing Order 108(2), the Committee resumed consideration of Aboriginal Housing. (*See Minutes of Proceedings and Evidence, February 11, 1992, Issue No. 10*).

The Committee looked at the following videotapes:

- From Wawatay: At home in doubt;
- From CMHC: The rural and native housing program, and Facing the challenge.

At 4:20 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Martine Bresson

Clerk of the Committee

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Thursday, February 20, 1992

• 0908

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Welcome to the committee. We are looking forward to your helpful comments on Inuit housing. Perhaps you would like to introduce yourselves.

Mr. Jack Hicks (Inuit Tapirisat of Canada): I am Jack Hicks, a policy analyst for the Inuit Tapirisat.

Ms Kayrene Nookiguak (Inuit Tapirisat of Canada): I am Kayrene Nookiguak, a Trent University student, from Peterborough.

Thank you, Mr. Chairman and committee members, for inviting the Inuit Tapirisat of Canada to address you this morning on the state of Inuit housing.

My home community is Broughton Island, in the Baffin region of the Northwest Territories. As I said, I am a student at Trent University. A few months ago I inquired if I could do my practicum at ITC. Much to my surprise, I find myself making this presentation to you this very morning.

I would like to begin with a brief review of the development of Inuit housing, then look at the current housing conditions of Inuit in the Northwest Territories, as well as Nunavik—northern Quebec—and Labrador. I will conclude with a summary of our concerns about our serious need for more and unavoidably very expensive housing at a time of fiscal restraint by the federal, territorial, and provincial governments.

• 0910

Shelter is a basic human need. Anywhere you go in the world you can learn a lot about a society by looking at the quality and quantity of the housing available to the different groups in that society.

Everyone knows the Inuit traditionally built igloos in the winter and *tupiks*—skin tents—in the summer. Inuit also built more permanent structures with walls of stone, supports of whale bone, where available, and thick insulating layers of turf outside the walls and as a roof. These three types of housing were perfectly suited to the traditional Inuit way of life.

Migration to the settlements resulted in Inuit building more permanent tents, as well as basic wood structures constructed from surface materials. The results were unacceptable in many ways, especially for public health.

Gene Rhéaume, a former Member of Parliament for the Northwest Territories, commented on northern housing conditions in a November 1963 speech:

Surely a country that has the courage, foresight and money to build highways, railways and schools can now focus its energies on the shacks, tents, and igloos that still exist in the Northwest Territories to blight the mind and heart of everyone who has the eye to see them.

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le jeudi 20 février 1992

Le vice-président (M. Redway): Bienvenue au comité. Nous avons hâte d'entendre vos commentaires constructifs sur la question du logement des Inuit. Veuillez vous présenter.

M. Jack Hicks (Inuit Tapirisat du Canada): Je suis Jack Hicks, analyste des politiques pour Inuit Tapirisat.

Mme Kayrene Nookiguak (Inuit Tapirisat du Canada): Je suis Kayrene Nookiguak, étudiante à l'Université Trent, à Peterborough.

Merci à vous, monsieur le président, et au comité de nous avoir invités pour faire le point sur le logement des Inuit.

Je viens de Broughton Island, dans la région de Baffin dans les Territoires du Nord-Ouest. Comme je l'ai dit, j'étudie à l'Université Trent. Il y a quelques mois, j'ai demandé à faire mon stage à l'ITC. À ma grande surprise, je me retrouve ici, à vous faire cet exposé.

J'aimerais d'abord faire un survol historique du logement inuit, avant de passer aux conditions actuelles de logement des Inuit dans les Territoires du Nord-Ouest, de même que dans le Nunavik, c'est-à-dire le nord du Québec, et au Labrador. Je terminerai en résumant nos préoccupations par rapport au manque cruel de logements, même s'ils coûtent inévitablement très cher, en ces périodes de compressions budgétaires des gouvernements fédéral, territoriaux et provinciaux.

Le logement est un besoin essentiel. Où que vous alliez dans le monde, vous pouvez beaucoup apprendre d'une société en observant la qualité et la quantité de logements disponibles pour les divers groupes de cette société.

Chacun sait que traditionnellement, les Inuit construisaient des igloos l'hiver et des tentes de peaux appelées *tupiks*, l'été. Les Inuit érigeaient également des structures plus permanentes, avec des murs de pierre soutenus par des os de baleine, lorsque ces matériaux étaient disponibles, et ils utilisaient de la tourbe pour isoler l'habitation à l'extérieur et pour la couvrir. Ces trois types de logements convenaient parfaitement au mode de vie traditionnel des Inuit.

Par suite de la migration vers des villages, les Inuit ont construit des tentes plus permanentes ainsi que des structures rudimentaires en bois, avec les matériaux disponibles. Les résultats étaient inacceptables à bien des égards, surtout en ce qui touche l'hygiène publique.

L'ancien député à Ottawa des Territoires du Nord-Ouest, Gene Rhéaume, parlait ainsi des conditions de logement dans le Nord dans un discours de 1963:

Un pays qui a le courage, la perspicacité et l'argent voulus pour construire des routes, des chemins de fer et des écoles peut certainement aujourd'hui concentrer ses énergies sur les cabanes, les tentes et les igloos qui existent encore dans les Territoires du Nord-Ouest et qui blessent l'esprit et le cœur de tous ceux qui ont des yeux pour voir.

[Texte]

In July 1964 Rhéaume quoted a government-sponsored report, which stated:

"Inhuman"—is the way a public health nurse...described the living conditions of the Eskimos in her community. An apt description indeed. To realize this, one has to shed the romantic ideas of Eskimo life, derived from children's books and movies, and walk through the settlement of Eskimo tents on a cold September night with the wind and rain lashing against the flimsy tents, babies crying and whimpering, and children and adults alike coughing inside... Substantial beginnings have been made against the odds of northern logistics in the provision of health services, housing and some means of sanitation. Nevertheless...families still live under conditions that would not be tolerated elsewhere in a more moderate climate.

The year 1964 was critical in the development of northern housing as the officials of Canada's fledgling arctic bureaucracy began to develop the first northern public housing programs. They were challenged by the logistics of supplying isolated northern communities with building materials that could only come by ship from southern Canada, by the short summer supply and building season, and the accelerating migration of Inuit to the settlements.

The early designs were inappropriate and very poorly built. Tiny, draughty, and poorly insulated, they caused considerable resentment when compared with the comfortable housing provided for the white government employees of the period.

The Northwest Territories Housing Corporation therefore faced two major challenges when it took over responsibility for housing in the NWT on January 1, 1974: first, to rehabilitate the inadequate units it inherited from the early days of northern housing policy, and second, to build new and better units to address the serious housing shortage in the NWT.

We have all come a long way in the last 20 years. Houses built in the Arctic today are generally well designed and of very good quality. But we still have one major problem with these new houses: there aren't nearly enough of them.

Before examining the questions of accessibility and affordability, I would like to summarize how Inuit housing is administered by the delivery agencies for Inuit housing in the NWT, Nunavik, and Labrador. Unlike their responsibilities towards First Nations, DIAND is not responsible for providing housing for Inuit. In the Northwest Territories and northern Quebec that responsibility rests with housing delivery agencies accountable to the public governments of the territory and province respectively. They are, in the NWT, the Northwest Territories Housing Corporation, or NWTHC, and in Nunavik the Société d'habitation du Québec. In Labrador there are two housing delivery agencies,

[Traduction]

En juillet 1964, M. Rhéaume citait un rapport financé par le gouvernement, où l'on disait:

Lors d'une conversation, une infirmière d'un service de santé publique a mentionné que les conditions de vie des Esquimaux de sa collectivité était «inhumaines». Elle ne pouvait dire plus juste. Pour la comprendre, il faut mettre de côté la romantisme de la vie des Esquimaux, inspiré par les livres et les films pour enfants, et se rendre dans un village d'Esquimaux vivant sous la tente, par une froide soirée de septembre, lorsque le vent et la pluie fouettent la fine paroi des tentes. Les bébés pleurent ou se plaignent; les enfants et les adultes ne cessent de tousser à l'intérieur. On a déjà fait beaucoup pour vaincre les difficultés logistiques du Nord en offrant des services de santé, des logements et des services d'hygiène. Il reste que là-bas, des familles vivent dans des conditions qui seraient considérées comme inacceptables dans un climat plus clément.

L'année 1964 a été cruciale dans l'histoire du logement dans le Nord puisque c'est à ce moment que des fonctionnaires de la toute nouvelle bureaucratie arctique ont commencé à élaborer les premiers programmes de logements publics dans le Nord. Il y avait de grands défis logistiques: l'isolement des communautés du Nord qui ne pouvaient être approvisionnées que par bateau en matériaux de construction provenant du Sud, la brièveté de l'été pendant lequel on livre ces matériaux et on construit les logements et la migration accélérée des Inuit vers les villages.

Les premières habitations étaient mal conçues et très mal construites. Elles étaient petites et laissaient entrer les courants d'air et le froid. La comparaison avec les logements confortables fournis aux employés blancs du gouvernement a causé bien de l'amertume.

Lorsque la Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest a hérité de la responsabilité du logement pour les Territoires du Nord-Ouest, le 1^{er} janvier 1974, elle acceptait deux difficiles missions: d'abord, remettre en état les unités de logement inadéquates datant des débuts de la politique de logement dans le Nord et ensuite, construire de nouvelles et meilleures unités pour combler le grave manque de logements dans les Territoires du Nord-Ouest.

Nous avons tous fait beaucoup de chemin au cours des vingt dernières années. Les maisons actuellement construites dans l'Arctique sont généralement bien conçues et de très bonne qualité. Un problème demeure: on est loin d'en avoir assez.

Avant de passer aux questions d'accessibilité et de prix, j'aimerais décrire en quelques mots la façon dont le logement des Inuit était administré par les services responsables dans les Territoires du Nord-Ouest, dans le Nunavik et au Labrador. En effet, le MAINC n'est pas responsable du logement des Inuit, alors qu'il l'est pour les Premières nations. Dans les Territoires du Nord-Ouest et dans le nord du Québec, cette responsabilité incombe à des services de logement appartenant respectivement aux gouvernements des territoires et de la province. Il s'agit, dans les Territoires du Nord-Ouest, de la Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest ou SHTNO et, dans le Nunavik,

[Text]

the Newfoundland and Labrador Housing Association and the Torngak Regional Housing Association.

• 0915

Funding for the NWT HC, SHQ, and NLHC are provided by the Canada Mortgage and Housing Corporation and the appropriate provincial or territorial governments, while the TRHA is funded by the management board for the Canada-Newfoundland Native Peoples Agreement.

The minister's message in the 1989-1990 annual report of the Northwest Territories Housing Corporation begins with blunt statements of principle and fact:

The United Nations Universal Declaration of Human Rights states that affordable housing is a fundamental human right.

As a whole, the major housing problem in Canadian society is affordability. Eleven percent of low income Canadians spend so much money on rent that they cannot afford proper food and clothing. Providing adequate, affordable housing is necessary for the solution of health, social problems, chronic unemployment, educational levels of attainment, and even hunger.

In the Northwest Territories not affordability, but the availability of any housing at all is the problem. The Housing Corporation's needs study indicates that as many as 69% of households in some communities are in need and as many as 90% of households in certain communities are living in overcrowded conditions. There are cases of three or four families being sheltered in housing units intended for a single family. Studies indicate a need for over 3,000 additional housing units. Population growth and new family formation is leading to a need for at least 150 extra social housing units each year. In 1989-1990 the corporation built 400 new houses, 100 of which were intended as replacements. Only 36 units were written off and our plans for 1990-1991 are to write off even fewer older units. If the units can be lived in they will be kept.

The picture is grim, but I believe progress can be made.

Mr. J. Hicks: That statistical representation of the overcrowding situation in the Northwest Territories can be found in the results of the 1986 census.

Graph 1 shows the average number of persons per room in 1986 for Canada as a whole and the regions in the NWT. The heavy horizontal line shows the territorial average 60% higher than the national average. Notice, as well, the difference between the regions in the NWT. Overwhelmingly, Inuit and social housing dependent Baffin is almost twice as crowded as largely non-native, and private housing market supplied, Yellowknife.

[Translation]

de la Société d'habitation du Québec. Au Labrador, il y a deux services de logement, la Newfoundland and Labrador Housing Corporation et la Torngak Regional Housing Association.

Le financement de la SHTNO, de la SHQ et de la NLHC provient à la fois de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et des gouvernements territoriaux et provinciaux respectifs, alors que la TRHA est financée par le Conseil d'administration du Canada-Newfoundland Native People Agreement.

Dans le rapport annuel de la Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest de 1989-1990, le message du ministre énonce des principes et des faits de façon très directe:

D'après la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies, un logement abordable est un droit fondamental.

Dans l'ensemble de la société canadienne, le plus grand problème relié au logement est son coût. Onze p. 100 des Canadiens à faible revenu paient un loyer si élevé qu'ils ne peuvent se permettre de bien se nourrir et se vêtir. Il est indispensable d'offrir des logements convenables et à un prix abordable pour régler les problèmes sociaux et de santé, le chômage chronique, le manque d'instruction, voire la faim.

Dans les Territoires du Nord-Ouest, ce n'est pas le prix des logements qui fait problème, mais leur pénurie. D'après notre examen des besoins, 69 p. 100 des ménages dans certaines communautés ont besoin de logements et plus de 90 p. 100 des ménages dans d'autres communautés vivent dans des logements surpeuplés. Dans certains cas, trois ou quatre familles vivent ensemble dans un logement conçu pour un seul ménage. D'après des études, il faudrait 3,000 logements supplémentaires. À cause de l'accroissement de la population et de la formation de nouvelles familles, il faudrait au moins 150 logements sociaux supplémentaires par an. En 1989-1990, la Société d'habitation a construit 400 nouvelles maisons, dont 100 pour en remplacer d'autres. Seulement 36 logements ont été supprimés et en 1990-1991, nous supprimerons le moins possible de vieux logements. Toute unité de logement où l'on peut vivre sera conservée.

Le tableau est triste, mais je pense que l'on peut faire des progrès.

M. J. Hicks: Cette démonstration statistique du surpeuplement dans les Territoires du Nord-Ouest se trouve dans les résultats du recensement de 1986.

Dans le premier tableau, on voit le nombre moyen de personnes par pièce habitable en 1986 au Canada et dans les régions des Territoires du Nord-Ouest. Le trait gras horizontal montre que la moyenne dans les Territoires est de 60 p. 100 plus élevée que la moyenne nationale. Remarquez également la différence entre les régions des Territoires du Nord-Ouest. De loin, les Inuit et les locataires de logements sociaux de Baffin vivent deux fois plus souvent dans des logements surpeuplés que les habitants de Yellowknife, où l'on trouve une importante population blanche et un marché privé du logement.

[Texte]

Graph 2 shows the same information for NWT communities grouped according to their size and economic dependence on social assistance. We see that Yellowknife and the three "western centres", Fort Smith, Hay River and Inuvik, have crowding conditions similar to the national average; the three "eastern centers", Iqaluit, Rankin Inlet and Cambridge Bay, have crowding conditions slightly more serious than the territorial average, again displayed as a heavy horizontal line.

Approximately one-third of the remaining smaller communities have crowding conditions similar to those of the eastern centres. The remainder of the communities, smaller and more dependent on social assistance, have crowding levels two and one-third times the national average. Those graphs are on page four.

The census data can also show us the low rate of home ownership in the eastern Arctic, despite the success of the NWTHC's Homeownership Assistance Program. Graph 3 shows that. Further information can be obtained from the results of the NWT Housing Corporation's 1990 housing needs survey.

• 0920

Graph 4 clearly shows that Inuit live in the most crowded housing conditions in the Northwest Territories. Our intent in presenting this graph is not to give the impression that we view the housing crisis in the Northwest Territories on explicitly ethnic lines, with the inevitable political conclusion being that more housing for Inuit should be obtained at the cost of fewer houses for Dene, Métis, or non-natives, but rather to show the degree to which the obstacles to adequate social housing are most severe in the regions populated primarily by Inuit. The goal of the federal and territorial government's policy should be to reduce the level of crowding and housing for all ethnic groups in the NWT to the national average.

The NWTHC 1990 housing needs survey also provides us with a clear picture of the mixture of housing units by type—public, staff, and private—in the different regions of the NWT. Graph 5 shows the very different mixtures in the different regions.

Graph 6 shows us the existing public housing stock and the additional social housing needed, as ascertained by the survey, for the regions with significant Inuit populations. In the eastern Arctic, social housing, cost-shared by the federal government, is the only option available to the 80% of the population who do not have housing provided by an employer. The availability and affordability of social housing, as a result, is a critical social concern. Graph 7 expresses the additional social housing needed as a percentage of the existing public housing stock, and the magnitude of the housing shortage is clearly severe.

[Traduction]

Le tableau 2 présente la même information pour les collectivités des Territoires du Nord-Ouest, regroupées en fonction de leur taille et de leur dépendance envers l'aide sociale. On y voit qu'à Yellowknife et dans les trois grands centres de l'Ouest, c'est-à-dire Fort Smith, Hay River et Inuvik, le surpeuplement moyen est semblable à la moyenne nationale. En revanche, les trois centres de l'Est, soit Iqaluit, Rankin Inlet et Cambridge Bay, ont des moyennes de surpeuplement un peu plus élevées que la moyenne territoriale représentée par le trait gras horizontal.

Environ le tiers des petites collectivités restantes ont des conditions de surpeuplement semblables à celles des centres de l'Est. Les autres, plus petites et plus dépendantes de l'aide sociale, ont des niveaux de surpeuplement deux, trois fois plus élevés que la moyenne nationale. Ces tableaux sont à la page 4.

Les données du recensement nous indiquent également le faible taux de propriété des logements dans l'est de l'Arctique, malgré le succès du programme d'aide à l'accès à la propriété de la SHTNO. On le voit au tableau 3. On peut en apprendre davantage en consultant les résultats du sondage sur les besoins en logements faits par la Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest en 1990.

Au tableau 4, on voit clairement que les Inuit vivent dans les pires conditions de surpeuplement des Territoires du Nord-Ouest. En présentant ce tableau, nous n'avons nullement l'intention de donner l'impression que nous considérons la crise du logement dans les Territoires du Nord-Ouest en fonction de critères ethniques, et que la conclusion politique que l'on en tire inévitablement, c'est qu'il faut davantage de logements pour les Inuit, aux dépens des logements accordés aux Dénés, aux Métis et aux non-autochtones. Nous voulons simplement montrer que c'est dans les régions peuplées surtout par les Inuit que se posent les plus grands obstacles à l'offre de logements sociaux adéquats. Les politiques des gouvernements fédéral et territorial devraient avoir pour objectif de réduire le surpeuplement chez tous les groupes ethniques des Territoires du Nord-Ouest, pour se rapprocher de la moyenne nationale.

Le sondage de 1990 sur les besoins en logements de la SHTNO fournit également des chiffres clairs sur la composition du parc de logements par type, c'est-à-dire les logements sociaux, les logements d'employés et les logements privés, dans les diverses régions des Territoires du Nord-Ouest. C'est ce qu'on voit au tableau 5.

Dans le tableau 6, on voit le parc de logements actuel et les logements sociaux qu'il faudrait ajouter, d'après le sondage, dans les régions à forte population inuit. Dans l'est de l'Arctique, les logements sociaux dont les coûts sont partagés avec le gouvernement fédéral, sont la seule possibilité pour 80 p. 100 de la population dont le logement n'est pas fourni par l'employeur. La disponibilité et le coût des logements sociaux sont donc une préoccupation sociale essentielle. Au tableau 7, on donne en pourcentage le nombre de logements sociaux supplémentaires nécessaires par rapport au parc de logements publics existants. On constate facilement la grave pénurie de logements.

[Text]

So we see with graph 6 and 7 that in the Baffin region, for example, the social housing needed represents more than 60% of the total social housing that already exists in the region.

The main purpose of the 1990 housing needs survey was to measure the need for social housing in each community in the Northwest Territories objectively, to enable the housing corporation to allocate units and other resources fairly. Need was defined on the basis of suitability, adequacy, and affordability. Suitability or overcrowding was assessed on the basis of CMHC's national occupancy standards.

Graph 8 shows that the Baffin region has an extremely high overall suitability crisis, with 78% of the households rated as overcrowded. The Baffin was followed closely by the Keewatin region, with the Kitikmeot region showing considerably fewer overcrowding situations.

"Adequacy" refers to the physical condition of the home. Condition ratings are available for the majority of public housing units owned by the housing corporation. For the purposes of this survey, a unit with a condition rating of 60% or greater is considered to be adequate.

Graph 9 shows that the Kitikmeot region, with its generally older housing stock, has a greater adequacy problem than the two other eastern Arctic regions.

Affordability was assessed according to CMHC standards, in which a household which must spend more than 30% of its income to obtain adequate and suitable housing is deemed to have an affordability problem.

Graph 10 shows that as most households in the eastern Arctic already pay rent on a government-determined scale geared to their income, few households have an affordability problem. There is an interesting quote—I won't read it—which lays out the economics of paying for housing in the eastern Arctic. It is the federal and territorial governments who have a housing affordability problem in the eastern Arctic, as it is ultimately they who must heavily subsidize the construction, maintenance, and operation of almost the entire housing stock.

Page 9 shows you the graphs on suitability, adequacy, and affordability.

Kayrene will present the results of a telephone survey on housing conditions in her home community.

Ms Nookiguak: I had the opportunity to interview some community members in my community about the housing problem in the north. The community members had the same concerns about the shortage of houses and the overcrowding. The houses currently occupied are not spacious enough, especially with the kitchens. As one person said, people don't understand us Inuit, because we like to share our seal meat and we like to invite guests. It is not very comfortable when

[Translation]

Ainsi, grâce aux tableaux 6 et 7, on déduit que dans la région de Baffin, par exemple, les besoins en logements sociaux représentent plus de 60 p. 100 de tous les logements sociaux existants dans cette région.

La principale raison d'être du sondage sur les besoins en logements de 1990 était de mesurer le besoin en logements sociaux dans chaque collectivité des Territoires du Nord-Ouest, de manière objective, afin de permettre à la Société d'habitation d'attribuer équitablement les unités de logement et les autres ressources. Le besoin a été défini en fonction du taux de surpeuplement, de l'état des logements et de leur loyer. Le surpeuplement a été évalué en fonction des normes d'occupation de la SCHL.

Le tableau 8 montre que dans la région de Baffin, il y a une grave pénurie de logements, puisque 78 p. 100 des logements ont été évalués comme étant surpeuplés. La région de Baffin est suivie de près par celle de Keewatin, alors que la région de Kitikmeot compte considérablement moins de logements surpeuplés.

Vient ensuite l'état physique du logement. Des évaluations sont disponibles pour la majorité des unités de logement publiques appartenant à la Société d'habitation. Pour les besoins de ce sondage, on a considéré qu'une unité de logement dont la cote est égale ou supérieure à 60 p. 100 est en bon état.

D'après le tableau 9, la région de Kitikmeot, avec son parc immobilier généralement plus ancien, est celle où l'état des logements est le moins bon, par rapport aux deux autres régions de l'est de l'Arctique.

On a évalué la capacité de payer en fonction des normes de la SCHL, selon lesquelles il y a un problème lorsqu'un ménage doit dépenser plus de 30 p. 100 de son revenu pour s'assurer un logement convenable et en bon état.

Comme vous pouvez le voir au tableau 10, la capacité de payer des ménages est rarement un problème puisque pour la plupart d'entre eux dans l'est de l'Arctique, le loyer exigé par le gouvernement est calculé en fonction du revenu. Nous avons une citation intéressante, que je m'abstiendrai de lire, sur la capacité de payer des locataires dans l'est de l'Arctique. En fait, ce sont les gouvernements territorial et fédéral qui ont un problème de capacité de payer dans cette région, puisqu'ils doivent ultimement subventionner une très large part de la construction, de l'entretien et de l'utilisation de presque tout le parc de logements publics.

Les trois tableaux dont je viens de parler sont à la page 9.

Kayrene va maintenant vous présenter les résultats d'un sondage téléphonique sur la situation du logement dans sa collectivité.

Mme Nookiguak: J'ai eu l'occasion de parler du problème du logement dans le Nord avec quelques membres de ma collectivité. Ils avaient les mêmes préoccupations, liées à la pénurie de logements et au surpeuplement. Les maisons actuelles ne sont pas suffisamment spacieuses, surtout leur cuisine. Comme disait l'un d'entre eux, on ne semble pas comprendre les Inuit; nous aimons partager la chair de phoque et recevoir des invités. Ce n'est pas très agréable

[Texte]

you have guests over and you can't move around. That was his main complaint about the houses.

• 0925

The Vice-Chairman (Mr. Redway): You couldn't get everybody in the kitchen—

Ms Nookiguak: That's right.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): —to cut up and eat the seal.

Ms Nookiguak: Although the community itself is not large in numbers, the housing need has never met the population growth.

When you go to a community like mine it is guaranteed that you will see grandchildren and their parents living together due to the lack of housing up there.

Some of the board members of the housing association were mentioning that they don't have control over how many houses should be built in one year. They just rent the houses out in the communities. The tenant relations officer for the housing association has many concrete concerns about the housing availability, shortage and inadequacy. She mentioned that they are renting hazardous houses.

These houses were to be demolished several years ago but are still rented out because there are not enough houses in the community. Home improvement was one of the main concerns as the older homes cannot be renovated any more because the housing association have restrictions on which houses should be repaired.

One of the main concerns was the insulation of the houses. Some were saying that the houses aren't very well insulated and this causes the people to use a lot of heating fuel, and that costs money. The person who said that said that they build houses that aren't suited for the weather up there. As you can see, housing is a real problem in the north, and a real need.

Mr. J. Hicks: Going on to page 10 regarding the situation of Inuit housing in northern Quebec, while researching this presentation we checked with our affiliate in Quebec, the Makavik Corporation, and received very positive comments about how things have changed in northern Quebec in the last decade or so.

The federal government transferred 800 housing units to the province of Quebec in 1980, and the SHQ assumed responsibility for housing the current 6,300 residents of the 14 communities in Nunavik. Agreements have since been signed between the CMHC and the SHQ for the cost sharing of programs, and between the SHQ and the various municipal corporations for the administration of housing programs at the community level.

An analysis of overcrowding based on the 1986 census fails to indicate the tremendous progress made by SHQ since 1980. There have been 1,401 units constructed or significantly rehabilitated since 1980, and of these, 880 were built or significantly rehabilitated since 1986 and therefore they wouldn't make an impact on the graph on the census.

[Traduction]

lorsque vous avez des invités et qu'on est entassé les uns sur les autres. C'était son principal motif de plainte au sujet des habitations.

Le vice-président (M. Redway): De ne pas pouvoir faire entrer tout le monde dans la cuisine. . .

Mme Nookiguak: Oui.

Le vice-président (M. Redway): . . .pour découper et manger le phoque.

Mme Nookiguak: Bien que la collectivité ne soit pas elle-même de grande taille, le besoin de logements n'a jamais correspondu à l'accroissement de la population.

Dans une collectivité comme la mienne, vous êtes assurés de trouver trois générations vivant ensemble à cause de la pénurie de logements.

Certains membres du conseil d'administration de l'association de logement affirmaient ne pas pouvoir décider du nombre d'habitations qui seraient construites au cours d'une année. Ils ne font que louer les logements dans la collectivité. La responsable des relations avec les locataires de l'association de logement a de réels soucis au sujet de la disponibilité des logements, de la pénurie et du mauvais état des logements. Elle disait qu'on louait des maisons dangereuses.

Ces habitations auraient dû être démolies il y a quelques années déjà, mais elles ont toujours été louées à cause de la pénurie de logements. La remise en état des logements était l'une des principales préoccupations. En effet, les plus vieux logements ne peuvent être rénovés parce que l'association de logement impose des restrictions sur les logements à réparer.

L'un des principaux problèmes est l'isolation des habitations. Certains ont déclaré que les maisons n'étaient pas bien isolées et qu'à cause de cela, on dépensait beaucoup pour le chauffage. Le même intervenant disait que l'on construit des maisons qui ne sont pas adaptées au climat de là-bas. Comme vous le voyez, le logement est un problème réel dans le Nord, un besoin réel.

M. J. Hicks: Passons maintenant à la page 10, à la situation des Inuit dans le nord du Québec. En nous préparant pour cet exposé, nous avons consulté la Corporation Makavik, notre affiliée, qui nous a donné des commentaires très positifs sur l'évolution des choses dans le nord du Québec au cours de la dernière décennie.

Le gouvernement fédéral a transféré 800 unités de logement à la province de Québec en 1980 et la SHQ a assumé la responsabilité de loger les 6,300 personnes qui vivent actuellement dans les 14 collectivités du Nunavik. Depuis, des ententes ont été signées entre la SCHL et la SHQ pour des programmes de partage des coûts. D'autres ententes ont été signées entre la SHQ et les diverses municipalités, pour l'administration des programmes de logement au niveau local.

Une analyse du surpeuplement fondée sur les chiffres du recensement de 1986 ne montre pas les grands progrès réalisés par la SHQ depuis 1980. Depuis cette date, 1,401 logements ont été construits ou substantiellement rénovés et sur ce nombre, 880 l'ont été depuis 1986. C'est pourquoi ils n'ont pas d'influence sur les chiffres du recensement.

[Text]

The cost of this construction and rehabilitation has been \$210.6 million, and SHQ has also incurred an operating deficit of \$182.3 million on their housing stock in Nunavik since 1980. CMHC cost shared \$100.6 million of this operating deficit.

SHQ is currently facilitating a community based housing needs assessment to determine the extent of the housing backlog in Nunavik. One comment that we received from all the communities was on the acute shortage of recreation facilities in northern Quebec, but this falls outside SHQ's mandate.

• 0930

Ms Nookiguak: Mr. Chairman and committee members, we are aware that you are seeking clear policy directives. In this presentation, ITC has not attempted to describe in detail the housing assistance programs offered in the three jurisdictions, as this information is readily available from the delivery agencies and the CMHC. Nor have we offered recommendations as to how these programs might be improved. Inuit at the community, regional, and territorial-provincial level have been consulted by the delivery agencies as to the modifications they would like to see made to various programs, the blend of programs they would like made available in their communities, etc. The results of these consultations are public documents, and many of the concerns expressed have been addressed, albeit with varied degrees of success over the years.

Should you desire further information on for example the strengths and weaknesses of the home ownership assistance program in the Northwest Territories, our office would be pleased to help you. Mr. Jack Anawak, a member of your committee, is intimately familiar with this and other programs.

ITC is not questioning the appropriateness of having housing programs for Inuit delivered primarily by public rather than explicitly Inuit delivery agencies. We do, however, want to send a clear message to you, in the hope you will study our housing conditions in greater detail and include it in your report to the House of Commons.

The funding levels provided to the service agencies responsible for housing in our communities is not sufficient to allow housing conditions in the Inuit homelands to match those of the Canadian population in general, now or in the foreseeable future, no matter how efficient and innovative the delivery agencies and their programs may be. The social costs of our inadequate housing is unacceptably high to us, and they should be unacceptably high to you as well.

I have already mentioned that the United Nations Universal Declaration of Human Rights says that affordable housing is a fundamental human right.

[Translation]

Ces constructions et ces remises en état ont coûté 210,6 millions de dollars, en plus du déficit de fonctionnement de 182,3 millions de dollars de la SHQ pour son parc immobilier du Nunavik depuis 1980. La part de la SCHL dans les déficits de fonctionnement a été de 100,6 millions de dollars.

La SHQ contribue actuellement à une évaluation des besoins en logements de la communauté pour évaluer ce qu'il reste à faire au Nunavik. L'un des commentaires que nous avons reçus de toutes les communautés du nord du Québec portait sur le manque d'installations récréatives. Mais cela ne fait pas partie du mandat de la SHQ.

Mme Nookiguak: Monsieur le président, membres du comité, nous savons que vous cherchez à obtenir des orientations claires. Dans le présent exposé, ITC n'a pas cherché à décrire de façon détaillée les divers programmes d'aide au logement offerts par les trois paliers de gouvernement, étant donné que ces renseignements peuvent être obtenus de la SCHL et des autres organismes compétents. Nous ne faisons pas non plus de recommandations quant à la façon dont ces programmes pourraient être améliorés. Les organismes qui administrent ces programmes ont consulté les Inuit aux niveaux communautaire, régional, territorial et provincial, pour savoir quelles modifications on voudrait voir apporter aux divers programmes, à quel genre de programmes on voudrait avoir accès dans les diverses collectivités, etc. Le résultat de ces consultations est du domaine public et, au fil des années, on a tenu compte de beaucoup des préoccupations exprimées à cette occasion, avec plus ou moins de succès selon les cas.

Si vous voulez obtenir davantage d'informations sur les points forts et les points faibles du Programme d'aide à l'accession à la propriété dans les Territoires du Nord-Ouest, nos services sont tout disposés à vous aider. M. Jack Anawak, qui est membre de votre comité, connaît très bien ce programme en particulier et d'autres programmes.

ITC ne remet pas en question le fait que des programmes d'aide au logement destinés aux Inuit soient administrés essentiellement par des organismes publics et non pas par des organisations inuit, mais nous tenons toutefois à vous transmettre un message très clair, dans l'espoir que vous étudierez de façon approfondie les conditions de logement chez nous et que vous en tiendrez compte dans votre rapport à la Chambre des communes.

Les programmes et les organismes chargés de les appliquer auront beau être efficaces et innovateurs, les crédits dont disposent les organismes chargés du logement dans nos collectivités ne sont pas suffisants pour permettre d'offrir aux Inuit des conditions de logement égales à celles dont jouit l'ensemble de la population canadienne, ni dans l'immédiat ni dans un avenir prévisible. Le coût social de nos mauvaises conditions de logement est inacceptable pour nous et il devrait l'être tout autant pour vous.

Je le répète, la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies stipule que le logement abordable est un droit fondamental.

[Texte]

The CMHC's own long-term objective begins with the following:

to help ensure that Canadians, regardless of where they live, have access to affordable, suitable and adequate housing by facilitating the effective operation of housing markets, including markets;

to support an adequate supply of social housing in cases where the market does not provide for Canadians who cannot meet their housing needs on their own.

On page 10 of "Addressing Your Housing Needs: How can we help you better?", the CMHC's rural and native housing consultation paper, we are asked on what basis should clients be selected from the overall core-need population when demand exceeds budget. We have already stated that improved housing for Inuit in the NWT should not be achieved at the expense of the other ethnic communities. The demand for social housing in the north exceeds present budget capabilities to such an extent that the government's only option is to increase the budget for social housing in the north.

The Government of Canada must accept the north as it is now, on its own terms, while we all try to work towards a stronger northern economy and society. In addition to our cultural distinctiveness, the economy in the Inuit homelands is structurally different from that of the Canadian mainstream. Failure to understand this and deal with policies rooted in this understanding invariably result in the introduction of inappropriate programs and the consistent inefficiency or failure of these well-intentioned programs. And this failure has its own costs.

So let's be realistic about both the need for housing in the north and about our inability under current economic conditions to provide much of that housing ourselves. We don't yet have, except in Yellowknife and a few other large communities, the kind of private housing market that exists in the south. The entire inventory of government-owed social housing in the north would, if sold, produce only a fraction of the book value of the assets, if it could be sold at all. Government investments in northern housing is, for the time being, a purely social investment—an investment in our future.

• 0935

We don't have to tell you housing is a complex issue. You know that already, and that's why I am here today. We applaud you for putting housing at the top of your agenda. That's where it should be, because housing is inextricably linked with all the social problems that exist in our communities.

Overcrowded housing doesn't by itself cause spousal assault, but no one can deny the family pressure that builds up over time as a result of overcrowding and lack of privacy is a root cause of spousal assault. Overcrowded housing is not

[Traduction]

La SCHL s'est elle-même fixée un objectif à long terme, et je cite:

aider à faire en sorte que les Canadiens, peu importe où ils vivent, aient accès à un logement abordable, approprié et confortable en facilitant le fonctionnement harmonieux du marché de l'habitation, notamment;

en mettant sur le marché un nombre suffisant de logements sociaux là où le marché ne permet pas aux Canadiens de répondre à leurs besoins en matière d'habitation en comptant sur leur seule ressource.

À la page 10 du document intitulé *Addressing Your Housing Needs: How can we help you better?*, document d'étude de la SCHL sur le logement pour les ruraux et les autochtones, on nous demande comment on devrait choisir les bénéficiaires parmi l'ensemble des gens qui ont un besoin impérieux de logement, lorsque le budget ne peut suffire à la demande. Nous avons déjà dit qu'on ne devrait pas améliorer le logement des Inuit dans les Territoires du Nord-Ouest aux dépens des autres groupes ethniques. La demande de logements sociaux dans le Nord est tellement élevée qu'on ne peut y répondre à même le budget actuel, à un point tel que la seule option qui s'offre au gouvernement est d'accroître les crédits pour le logement social dans le Nord.

Le gouvernement du Canada doit accepter le Nord tel qu'il est, à l'heure actuelle, en attendant l'aboutissement de nos efforts en vue de créer dans le Nord une économie prospère et une société plus épanouie. Nous sommes distincts sur le plan culturel, mais notre économie dans les territoires inuit est également différente structurellement de l'ensemble de l'économie canadienne. Faute de comprendre cela et de mettre au point des programmes conçus en conséquence, on aboutit invariablement à des programmes mal adaptés et inefficaces qui se traduisent par un échec, en dépit des meilleures intentions du monde. Et cet échec a son propre coût.

Il faut donc être réaliste quant au besoin en matière d'habitations dans le Nord et quant à notre incapacité de répondre nous-mêmes à ce besoin de logement dans la présente conjoncture économique. Sauf à Yellowknife et dans quelques autres localités plus importantes, nous n'avons pas encore atteint un marché d'habitation privé qui soit l'égal de celui qui existe dans le Sud. Si l'on vendait la totalité du parc immobilier constitué des logements sociaux appartenant à l'État dans le Nord, à supposer qu'on puisse le vendre, on n'obtiendrait qu'une fraction de la valeur théorique de ces immeubles. L'investissement gouvernemental dans l'habitation dans le Nord est actuellement un investissement purement social, c'est-à-dire un investissement dans notre avenir.

Nous n'avons pas besoin de vous dire que le logement est un dossier complexe. Vous le savez déjà et c'est pourquoi je suis ici aujourd'hui. Nous vous félicitons d'avoir accordé la priorité à la question du logement. Vous avez eu raison de le faire, car le logement est inextricablement lié à tous les problèmes sociaux qui existent dans nos collectivités.

Le fait de vivre dans un logement surpeuplé ne cause pas en soi les sévices que subissent les femmes battues, mais on ne saurait nier que la pression familiale qui s'accumule avec le temps à cause du surpeuplement et de la promiscuité est

[Text]

by itself the reason why so few young Inuit are graduating from high school, but the pressures of overcrowding, the lack of quiet places to study, etc., surely don't help. Overcrowded housing did not by itself cause the TB outbreaks in Repulse Bay and Rae-Edzo, or the E.Coli 0157 outbreak in Arviat that claimed several lives last year, but the overcrowded and run-down housing definitely contributed to their spread.

The cost in financial terms of providing adequate housing in the north is high. The cost in human terms of not doing so is much higher. For those of you who are not familiar with the realities of life in northern communities today, I highly recommend the two articles on northern housing which appeared in the premier issue of *Arctic Circle* magazine.

I thank you for your attention.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Thank you very much indeed, Ms Nookiguak and Jack. We appreciate your remarks here, and I'm sure there are many questions.

Mr. Anawak (Nunatsiaq): First of all, I'd like to congratulate Ms Nookiguak for being here, and also for keeping on with her education. We need a lot more of you.

I'd like to paint a picture of what it was like and what it is like in some of the communities we have in the eastern Arctic. I do that not to try to turn you off from any other organization, such as the Government of the Northwest Territories. . .but let me just point out what it was like 20 years ago, what it is like now.

If you had arrived in a community like my home community of Repulse Bay 20 years ago, you would have found 30 or 40 houses, a few of which would have had what we call "suspended basements". Because we have permafrost, we can't have basements, so the basement is built above the ground. We would have a few of those.

Then we would have what we call "matchboxes", which are basically one room. The matchboxes would be the Inuit housing: one room. The suspended basement in most cases would be three bedrooms on the top, with a kitchen and living room, and at the bottom there would be the water container, washing machine, maybe a dryer, but also what you could turn into a big den or "rec" room. That would be the teacher's, the administrator's, or some other civil servant's house.

Most of the civil servants who came up north were either single or part of just a husband-and-wife team, or maybe just the husband or just the wife, working for the government, with a three-bedroom, and the Inuit living in what we call a matchbox. That is not quite the case today.

[Translation]

l'une des causes premières des cas d'agression contre les conjoints. Les logements surpeuplés n'expliquent pas à eux seuls pourquoi il y a si peu d'Inuit qui terminent leurs études secondaires, mais les pressions dues à ce surpeuplement, l'absence d'endroits tranquilles pour étudier, etc., tout cela y contribue sûrement. Le surpeuplement des logements n'explique pas en soi le début d'épidémies de tuberculose à Repulse Bay et à Rae-Edzo, ou encore les cas de E.Coli 0157 qui ont surgi l'année dernière à Arviat et qui ont fait plusieurs victimes, mais le surpeuplement et les logements insalubres ont assurément contribué à la propagation de ces maladies.

En termes financiers, cela revient cher de fournir des logements de qualité dans le Nord. Le fait de ne pas le faire entraîne des coûts encore beaucoup plus élevés sur le plan humain. Pour ceux d'entre vous qui connaissent mal la vie quotidienne dans les localités nordiques aujourd'hui, je vous recommande grandement de lire deux articles sur le logement dans le Nord qui ont paru dans le premier numéro du magazine *Arctic Circle*.

Je vous remercie de votre attention.

Le vice-président (M. Redway): Je vous remercie beaucoup, madame Nookiguak et Jack. Vos propos étaient fort intéressants et je suis certain qu'on aura beaucoup de questions à vous poser.

M. Anawak (Nunatsiaq): Premièrement, je voudrais féliciter M^{me} Nookiguak d'être venue nous rencontrer et aussi de poursuivre ses études. Il nous faudrait beaucoup d'autres femmes comme vous.

Je voudrais brosser un tableau de la vie quotidienne dans les localités de l'est de l'Arctique, autrefois et aujourd'hui. Je ne fais pas cela pour tenter de vous détourner d'une autre organisation, par exemple le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest. . . Je voudrais seulement vous dépeindre ce qui se passait il y a 20 ans et comparer avec la réalité d'aujourd'hui.

Si vous étiez venus dans une localité comme ma ville natale de Repulse Bay il y a 20 ans, vous auriez trouvé 30 ou 40 maisons, dont quelques-unes avaient ce que nous appelons un «sous-sol suspendu». À cause du pergélisol, nous ne pouvons pas avoir de véritable sous-sol, de sorte que les maisons ont un sous-sol construit au-dessus du sol. Il y en avait quelques exemples à l'époque.

Ensuite, il y avait ce que l'on appelait des «boîtes d'allumettes», c'est-à-dire des maisons d'une seule pièce. C'était la maison typique des Inuit. Quant aux maisons à deux étages, la plupart avaient trois chambres à coucher à l'étage supérieur, ainsi qu'une cuisine et un salon, tandis qu'à l'étage inférieur, il y avait le réservoir d'eau, la laveuse, parfois une sècheuse, mais également une grande pièce que l'on pouvait transformer en une salle de loisirs. C'était la maison des professeurs, des administrateurs, de certains fonctionnaires.

La plupart des fonctionnaires qui venaient vivre dans le Nord étaient célibataires, ou alors ils venaient en couple, les deux conjoints étant fonctionnaires, ou parfois un seul des deux. Quoi qu'il en soit, ils vivaient dans une maison de trois chambres à coucher, tandis que les Inuit vivaient dans ce que nous appelions une boîte d'allumettes. Ce n'est pas tout à fait le cas aujourd'hui.

[Texte]

• 0940

Mr. Chairman, if you go into Repulse Bay today you will find there is some better housing, but you still find those same suspended basement houses, still belonging to the government, still being occupied by either single or. . . Most of the people who came up north didn't have a family yet. They were just hoping to start a family after they were up north and went back out. So here they were with a three-bedroom in a community where most of the people who have large families lived in what were called matchboxes, which are still, in some cases, being used because of the lack of housing.

I just point that out. Again I say to you it is not that bad today, but it is still not very good.

When I talk about GNWT housing, the GNWT is starting to look at the possibility of getting out of housing, so that if a GNWT employee came in they would be allocated a house but from within the community, not specifically for that person. But today any GNWT housing in any community in the eastern Arctic—I profess some ignorance on the western Arctic side—will be well maintained. If a doorknob breaks off there will be somebody there within the next half-an-hour or hour. Whether it's wall-to-wall carpeting, all these things are in comparison to public housing, which comes with basic necessities. . . I am not even sure if they come with a fridge. They don't come with a washer and dryer; they don't come with tables and chairs. In other words, they are not furnished.

Some 20 years ago I was living in Repulse Bay. I looked at the government civil service and wondered it must be so nice to be a government civil servant that maybe I should become one, and I did become one, for a brief period.

I just point out those things. It may not be that bad any more, but there is still an awful lot of inequality between public housing and the GNWT housing.

A hamlet is the administrative government of the community. When communities became hamlets the government of the NWT would turn over the municipal services, and some houses for their staff. Again I use Repulse Bay as an example. I was the secretary-manager, which would be the equivalent to the chief administrative officer of the community, at the time we transferred from being a settlement to a hamlet, so houses were turned over.

That was in 1977. At that time three houses were turned over from the government, one of them being a suspended basement, which I had the opportunity to live in for a couple of years. Since that time the government houses have all

[Traduction]

Monsieur le président, si vous allez à Repulse Bay aujourd'hui, vous constaterez que le logement s'est quelque peu amélioré, mais on y trouve quand même encore les mêmes maisons à sous-sol suspendu, qui appartiennent toujours à l'État, et qui sont toujours occupées par des fonctionnaires célibataires ou. . . En fait, la plupart des gens qui venaient dans le Nord n'avaient pas encore fondé de familles. Ils espéraient le faire sur place, après quoi ils s'en retournaient. Ils se trouvaient donc tout seuls dans une maison de trois chambres à coucher, dans une localité où la plupart des gens avaient de grosses familles et vivaient dans ce que l'on appelait des boîtes d'allumettes, dont certaines sont d'ailleurs encore occupées à cause de la pénurie de logements.

Je signale simplement tout cela. Je vous le répète, la situation n'est pas aussi mauvaise aujourd'hui, mais elle n'est quand même pas très bonne.

Quand je parle des programmes de logement du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, je dois préciser que ce gouvernement commence aujourd'hui à envisager de se retirer complètement du domaine de logement, de sorte qu'un employé du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest se verrait attribuer une maison à même le parc immobilier de la communauté, et non pas spécifiquement pour lui-même. Mais aujourd'hui, tout le parc immobilier appartenant aux Territoires du Nord-Ouest dans les localités de l'est de l'Arctique—je dois avouer que je connais mal la situation dans la partie occidentale de l'Arctique—est très bien entretenu. Dès qu'une poignée de porte casse, quelqu'un vient faire la réparation dans la demi-heure ou l'heure qui suit. On y trouve notamment de la moquette, tandis que les logements sociaux sont seulement pourvus du strict nécessaire. Je me demande même si le réfrigérateur est inclus. En tout cas, je sais que la laveuse et la sècheuse ne le sont pas, ni même les tables et les chaises. Autrement dit, ces logements ne sont pas meublés.

Il y a une vingtaine d'années, j'habitais à Repulse Bay. Je regardais les maisons où vivaient les fonctionnaires et je me disais que ce serait formidable d'être fonctionnaire un jour. En fait, je le suis devenu, mais seulement brièvement.

Je vous signale tout cela. La situation n'est peut-être plus aussi mauvaise, mais il y a encore énormément d'inégalités entre les logements sociaux et les maisons des fonctionnaires du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.

Le hameau est le centre administratif de la collectivité. À mesure que les localités devenaient des hameaux, le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest remettait à la nouvelle entité les services municipaux ainsi que certaines maisons réservées au personnel. Je donne encore une fois l'exemple de Repulse Bay. J'étais le secrétaire-gérant, c'est-à-dire premier administrateur délégué de la collectivité, au moment où nous sommes passés du statut de peuplement à celui de hameau. Ce changement de statut s'accompagnait de la cession des maisons.

C'était en 1977. À cette époque, trois maisons ont été cédées par le gouvernement, dont une maison à sous-sol suspendu dans laquelle j'ai eu l'occasion d'habiter pendant quelques années. Depuis lors, les maisons gouvernementales

[Text]

been well maintained. The house that I just talked about, the house that I occupied, has not had a paint job since about 1979. It just shows you the kind of policy that is being followed. The money is not turned over to the hamlet to maintain that house. There is some basic operation, and maintenance, but really there is not enough money to keep the house in good shape. It is just a band-aid approach. In all cases, whether it's a hamlet or whether it's public housing, there's a lack of money to maintain those houses.

• 0945

I point those things out because I think that if we're going to take an overall look at housing, as was so ably pointed out by Ms Nookiguak and Jack Hicks, there is a need to look at the whole issue of housing, whether it's in the Northwest Territories, northern Quebec, or Labrador. I think it's even worse in places like Labrador. Have you been there?

The Vice-Chairman (Mr. Redway): I have been to Labrador, just as I've been to Repulse Bay, years ago.

Mr. Anawak: Mr. Chairman, I'm sure you have a fairly good idea of what the problems are. I just want to point out the outbreak of E.Coli 0157 in Arviat earlier this summer, and the outbreak of tuberculosis in Repulse Bay a couple of years ago, and in Rae-Edzo, again not necessarily because of overcrowding but because of the lack of running water in Arviat alone, with the outbreak of E.Coli 0157. There were 12 houses that did not have running water, that depended on a 45-gallon water container to maintain each house as well as their residents.

I just point those out. I don't really have any questions. Perhaps it would be better if there were questions asked by other members.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): That's fine. We appreciate your comments coming from someone who is extremely knowledgeable of the situation. That's most helpful too, Mr. Anawak.

Mme Duplessis (Louis-Hébert): Bienvenue. Je tiens à vous féliciter pour la qualité de votre mémoire. J'ai été agréablement surprise quand vous avez mentionné qu'au niveau du nord de la province de Québec, la Société d'habitation du Québec a fait quelque chose. J'imagine que c'est le cas puisque vous indiquez que les demandes qui avaient été faites par les gens de là-bas étaient surtout au niveau d'installations récréatives.

Les programmes sont administrés par la Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest. Trouvez-vous que c'est un organisme efficace ou si vous préféreriez qu'ils soient administrés par le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien?

[Translation]

ont toutes été bien entretenues. Par contre, celle dont je viens de parler, dans laquelle j'ai habité, n'a pas été repeinte depuis 1979. Vous comprenez ce qui se passe. On cède des maisons au hameau, mais on ne lui fournit pas les fonds nécessaires pour entretenir ces maisons. On fait bien certaines réparations, mais on n'a pas suffisamment d'argent pour maintenir les maisons en bon état. On se contente de faire les réparations les plus urgentes. Dans tous les cas, qu'il s'agisse de maisons appartenant au hameau ou de logements publics, on manque d'argent pour entretenir convenablement les parcs immobiliers.

Je vous signale tout cela parce qu'il me semble que si nous voulons examiner le dossier du logement dans son ensemble, comme le réclamaient si éloquemment M^{me} Nookiguak et Jack Hicks, il faut aller au fond des choses, qu'il s'agisse des Territoires du Nord-Ouest, du nord du Québec ou encore du Labrador. Je pense qu'au Labrador, c'est encore pire. Y êtes-vous allé?

Le vice-président (M. Redway): Je suis allé au Labrador, ainsi d'ailleurs qu'à Repulse Bay, il y a des années.

M. Anawak: Monsieur le président, je suis certain que vous avez une assez bonne idée des problèmes qui se posent dans ces régions. Je voulais seulement rappeler le début d'épidémie de E.Coli 0157 à Arviat au début de l'été dernier, ainsi que les cas de tuberculose signalés à Repulse Bay il y a quelques années, et aussi à Rae-Edzo. Ce n'était pas nécessairement dû aux logements surpeuplés, mais à l'absence d'eau courante à Arviat, dans le cas du E.Coli 0157. Douze maisons n'avaient pas l'eau courante; elles étaient alimentées en eau potable par un réservoir de 45 gallons.

Je signale tout cela. Je n'ai pas vraiment de questions à poser. Peut-être serait-il préférable que quelqu'un d'autre pose des questions.

Le vice-président (M. Redway): Très bien. Nous vous remercions de vos observations, sachant que vous connaissez extrêmement bien la situation. Cela nous est très utile, monsieur Anawak.

Mrs. Duplessis (Louis-Hébert): Welcome. I want to congratulate you for the quality of your brief. I was pleasantly surprised when you mentioned that in northern Quebec, the *Société d'habitation du Québec* has done something. I imagine that is the case since you indicated that the request by the people living in that area were mostly for recreation facilities.

Programs are implemented by the Northwest Territories Housing Corporation. Do you consider that it is an efficient organization or would you prefer the programs to be implemented by the Department of Indian Affairs and Northern Development?

[Texte]

Mr. J. Hicks: My understanding, from speaking to the leadership of the Makavik Corporation, is that they have no particular problems with the services provided by SHQ, which I understand are pursuant to the James Bay agreement, and they certainly didn't express any particular desire to revert to federal control.

• 0950

Mme Duplessis: Mais la Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest est-elle un organisme efficace? L'attribution est-elle bien faite?

Mr. J. Hicks: That is not a question our organization has a position on as such. Certainly much of the improvement in services at the community level, and I invite Mr. Anawak's comments, can be attributed to the fact the communities have a certain voice in the management of the housing corporation, either through the legislative assembly, or through the board of directors, which is appointed, but is made up almost exclusively of community representatives, people who live in the smaller communities and are in very close touch with the housing needs. However, there is a real financial crunch hitting the Northwest Territories Housing Corporation.

In my discussions with SHQ officials, I was wondering if one of the reasons the situation has improved so much in northern Quebec is not only because there is a political will to improve the housing conditions and to spend the money but because the northern section of SHQ is part of a much larger organization. There are certain deficiencies of scale and the ability to spend a little bit more in the north out of a larger budget; whereas everything the NWT Housing Corporation does, or the groups in Labrador, is high cost. They would like to be doing twice as much. It would appear that the people of northern Quebec are fairly well served by SHQ.

Mme Duplessis: C'est compréhensible. La province de Québec étant très grande, il est bien évident que le fait de ramasser de l'argent dans le Sud contribue à l'implantation de maisons solides dans le Nord. Vous avez parlé du manque d'unité, des rénovations qui devraient être faites et du problème de la surpopulation des logements. Comme ancienne enseignante, je peux comprendre pourquoi les enfants abandonnent. Ils doivent avoir de la difficulté à faire leurs travaux quand ils sont à la maison. Comme il y a beaucoup trop de gens, ils ne sont pas capables de se concentrer pour faire leurs travaux.

Que recommandez-vous au gouvernement? Lui demandez-vous d'exercer des pressions afin que la SCHL transfère plus d'argent? Quelle est votre recommandation principale?

Mr. J. Hicks: The primary recommendation I was asked to transmit to you was, whereas on Tuesday—for example, the Assembly of First Nations—there was a lot of discussion about better arrangements between DIAND and individual

[Traduction]

M. J. Hicks: D'après les entretiens que j'ai eus avec les dirigeants de la société Makavik, je crois comprendre que les services offerts par la Société d'habitation du Québec ne posent aucun problème particulier. Sauf erreur, ces services sont offerts dans le cadre de la Convention de la baie James et les personnes en cause n'ont assurément pas exprimé le désir de retourner à la situation antérieure, c'est-à-dire de dépendre des autorités fédérales.

Mrs. Duplessis: But is the Northwest Territories Housing Corporation an efficient organization? Do you find the housing allocation to be well done?

M. J. Hicks: Notre organisation n'a aucune position officielle sur cette question. Chose certaine, une grande partie de l'amélioration des services au niveau de la localité, et j'invite M. Anawak à se prononcer là-dessus, peut être attribuée au fait que les localités ont maintenant leur mot à dire dans la gestion de la société d'habitation, soit dans le cadre de l'assemblée législative, soit par l'entremise du conseil d'administration, dont les membres sont nommés, mais qui sont presque exclusivement des représentants des collectivités, des gens qui vivent dans les petites localités et qui connaissent donc très bien les besoins en matière de logement. Cependant, la Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest traverse une période financière très difficile.

Au cours de mes entretiens avec les dirigeants de la SHQ, je me suis demandé si l'amélioration spectaculaire de la situation dans le nord du Québec n'était pas due seulement au fait qu'il y a la volonté politique d'améliorer les conditions de logement et de dépenser le montant voulu, mais aussi parce que la section nord de la SHQ fait partie intégrante d'une organisation plus importante. Il y a des économies d'échelle et on peut dépenser un peu plus dans le Nord en puisant dans un budget plus important, tandis que toutes les initiatives prises par la Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest ou d'autres groupes du Labrador sont très coûteuses. On voudrait bien pouvoir faire deux fois plus. Il semble que les gens du nord du Québec soient assez bien servis par la SHQ.

Mrs. Duplessis: That is understandable. The province of Quebec being very large, it is quite obvious that being able to pick up money from the South helps to build better quality houses in the North. You mention a lack of consistency, renovations that should be done and also the problem of over-crowding of housing. As a former teacher, I can understand why the children are dropping out. It must be difficult for them to do their homework. They cannot concentrate on their school work because there are too many people around.

What do you recommend? Are you asking the government to put pressure on the CMHC so that it allocates more money? What is your main recommendation?

M. J. Hicks: La première recommandation qu'on m'a demandé de vous faire est la suivante. Mardi, à l'Assemblée des Premières nations, on a beaucoup discuté de meilleurs arrangements entre le ministère des Affaires indiennes et les

[Text]

bands, the situation with Inuit housing is really quite different. There are three main delivery agencies, one in each of the three regions. The agencies are ready, willing, and desirous of delivering a lot more housing units than they are currently financially capable of doing. I think the only way to improve the housing conditions in the Northwest Territories, especially for Inuit, where housing is so much more expensive. . . The maximum unit price for a very simple three-bedroom house in Pelly Bay is \$247,000, which is two and a half times what the same house would cost on a reserve in southern Ontario.

Mr. Nault (Kenora—Rainy River): What is basic?

Mr. J. Hicks: The standard three-bedroom CMHC design or NWT Housing Corporation design.

Mr. Nault: No frills?

Mr. J. Hicks: No frills, just a decent warm house—\$247,000.

Mme Duplessis: Deux cent quarante-sept mille dollars!

The Vice-Chairman (Mr. Redway): The problem with that would be the lack of a sea-lift into Pelly Bay. But I understood there was some effort being made to clear the channel there and provide a sea-lift rather than fly in all the material.

Mr. J. Hicks: But still, in Pond Inlet, Repulse Bay, any of the northern communities, the costs are extremely high, and there is really no way of getting around it. What we learned from SHQ was that the Government of Quebec had the political will to spend the money to bring the housing conditions to something approaching national standards. The depth and implications of the housing crunch in the eastern Arctic can't be overstated. It directly impacts on everything else the federal and the territorial government are trying to do. Unless the houses are there, the problems are only going to get worse. And really the only way to deliver the houses is to deliver the dollars to the delivery agencies.

• 0955

Mme Duplessis: Est-ce bien la photocopie de l'article que vous avez mentionné dans votre déclaration? Naturellement, je n'ai pas eu le temps de le lire en entier, mais j'ai quand même pu voir les superbes maisons. J'imagine que ce sont les maisons occupées par les fonctionnaires. Comment se fait-il qu'on trouve le moyen d'envoyer des matériaux et de construire d'aussi belles maisons pour les fonctionnaires, alors que pour le logement social, on s'en tient à de petites cabanes?

Mr. J. Hicks: Those lovely houses in that picture are actually private homes. There is in Iqaluit and a few other communities a small but active housing market and a small layer of public sector managers and private sector business people.

[Translation]

bandes indiennes, mais la situation est très différente en ce qui concerne le logement des Inuit. Il y a trois grandes organisations qui administrent les programmes, une pour chacune des trois régions. Ces organisations sont prêtes et tout à fait disposées à construire beaucoup plus d'unités d'habitation qu'elles ne sont actuellement capables de le faire compte tenu de leurs budgets. Je pense que le seul moyen d'améliorer les conditions de logement dans les Territoires du Nord-Ouest, surtout pour les Inuit, car le logement dans ces régions coûte beaucoup plus cher. . . Le prix unitaire maximum pour une maison très simple de trois chambres à coucher à Pelly Bay est de 247,000\$, ce qui est deux fois et demie le coût de la même maison qui serait construite dans une réserve du sud de l'Ontario.

M. Nault (Kenora—Rainy River): A quelle norme faites-vous allusion?

M. J. Hicks: Il s'agit de la maison standard de trois chambres à coucher de la SCHL ou de la Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest.

M. Nault: Ce n'est pas une maison de luxe?

M. J. Hicks: Non, seulement une maison confortable. Le coût est de 247,000\$.

Mrs. Duplessis: Two hundred and forty-seven thousand dollars!

Le vice-président (M. Redway): Le problème est l'absence d'accès par la mer à Pelly Bay. Je croyais que l'on faisait certains efforts pour dégager le chenal afin d'avoir accès à Pelly Bay par la mer, au lieu de tout transporter par avion.

M. J. Hicks: Quand même, à Pond Inlet, à Repulse Bay, dans n'importe quelle localité du Nord, le coût est extrêmement élevé et il n'y a aucun moyen de s'en sortir autrement. Ce que l'on nous a dit à la SHQ, c'est que le gouvernement du Québec était déterminé à dépenser ce qu'il fallait pour faire en sorte que les conditions de logement dans le Nord respectent plus ou moins les normes nationales. On ne saurait trop insister sur l'étendue et les répercussions de la crise du logement dans l'est de l'Arctique. Celle-ci se répercute directement sur toutes les autres mesures que les gouvernements fédéral et territorial essayent de prendre. S'il n'y a pas de logements, les problèmes ne feront que s'aggraver. En fait, pour que ces maisons soient construites, il faut fournir les fonds nécessaires aux organismes compétents.

Mrs. Duplessis: Is that the copy of the article you mentioned in your statement? Of course, I didn't have time to read it entirely but I did see those superb houses. I suppose those houses are occupied by government officials. How come they find a way to send those materials over and to build such nice houses for government officials, whereas they only build small shacks for social housing?

M. J. Hicks: Les maisons superbes de cette photo sont en réalité des maisons particulières. Il existe à Iqaluit et dans quelques autres localités un marché du logement restreint mais actif et un petit groupe de gestionnaires de la Fonction publique et de gens du secteur privé y habitent.

[Texte]

Mme Duplessis: Très bien. Les gens du secteur privé.

Mr. J. Hicks: It's a fairly small layer. But there are some awfully nice houses in Iqaluit as well, with prices pushing \$300,000.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Thank you, Madam.

I'll let you sneak in, Mr. Anawak, in this very special case. But Mr. Skelly is next.

Mr. Anawak: Thank you.

I just want to add that we have to be careful how we paint the picture of who owns those houses or who lives in those houses. There are Inuit living in some of those nice houses, but it's only the people who have been able to get into the job market, to the higher administrative levels, who own homes. So it's not a case of saying that only white people live in those nice houses. The point we have to make is that only the people who can afford those nice houses are living in those houses. Public housing is still not well operated in the eastern Arctic, although we are starting to get into home ownership, as was pointed out. Home ownership still has a long way to go, but it has come a long way to ensure that people who can afford, well not really afford, but who can do it now own homes in the north.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Mr. Skelly.

Mr. Skelly (Comox—Alberni): I was looking at the affordability information that you provided on the eastern Arctic. They are pretty scary statistics: that one household out of 593 can afford the operating and debt-servicing costs of an adequate house. It's pretty frightening stuff, especially with the price you gave us of \$250,000 for a house in Pelly Bay.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): And that is without land costs.

Mr. Skelly: Yes.

Even though the population is relatively small, it appears to be a huge problem. Has anybody done a study similar to what the Auditor General did with aboriginal housing in his last report to find out what the need is, how many units, and what the cost of dealing with that need would be? I know you are dealing with three or four housing corporations, but have any of those people done a survey of the need to make up the backlog and what the cost would be?

Mr. J. Hicks: The officials I spoke to in the three different delivery agencies each indicated they had a pretty good handle on what was needed and what it would cost. That kind of work has been done for some time. In fact, the SHQ people were just leaving from northern Quebec to do another round of surveys.

The NWT Housing Corporation, which is what I'm most familiar with, is certainly well scrutinized by the legislative assembly, and there was a special committee on housing, which I think it can safely be said ascertained the views of community residents on the situation.

[Traduction]

Mrs. Duplessis: O.K. Private sector business people.

M. J. Hicks: Il s'agit d'un groupe assez restreint. Toutefois, il y a également à Iqaluit quelques maisons magnifiques dont le prix atteint 300,000\$.

Le vice-président (M. Redway): Merci, madame.

Je vais vous laisser faire une brève intervention, monsieur Anawak, en cette occasion très particulière. Toutefois, M. Skelly est le prochain sur ma liste.

M. Anawak: Merci.

Je voudrais simplement ajouter qu'il faut prendre garde à la façon dont nous présentons les propriétaires ou les occupants de ces belles maisons. Certains Inuit vivent dans certaines de ces belles maisons, mais celles-ci appartiennent uniquement aux personnes qui ont réussi à obtenir un emploi aux niveaux administratifs supérieurs. Il ne s'agit donc pas de dire que seuls des Blancs occupent ces belles maisons. Il convient de signaler que seules les personnes qui peuvent se le permettre habitent dans ces jolies maisons. Le logement public ne fonctionne toujours pas très bien dans l'est de l'Arctique, même si l'on commence à voir certaines personnes faire l'acquisition d'une maison, comme on l'a signalé. Il reste encore beaucoup de chemin à faire pour faciliter l'accession à la propriété, mais de gros progrès ont été réalisés pour garantir que les personnes qui ont les moyens, ou plutôt qui peuvent le faire, possèdent désormais une maison dans le Nord.

Le vice-président (M. Redway): Monsieur Skelly.

M. Skelly (Comox—Alberni): J'ai examiné les renseignements sur le prix des logements dans l'est de l'Arctique que vous nous avez fournis. Les statistiques sont assez effrayantes: un ménage sur 593 a les moyens d'assumer les frais de fonctionnement et d'intérêts d'une maison acceptable. C'est assez effrayant, surtout quand vous nous dites qu'une maison peut coûter 250,000\$ à Pelly Bay.

Le vice-président (M. Redway): Et cela exclut le prix du terrain.

M. Skelly: En effet.

Même si la population est relativement restreinte, il semble se poser un énorme problème. A-t-on effectué une étude semblable à celle que le vérificateur général a faite sur les logements autochtones, dans son dernier rapport, pour déterminer les besoins, le nombre de logements requis et le coût d'un programme visant à répondre à ces besoins? Je sais que vous travaillez avec trois ou quatre sociétés de logement, mais l'une de ces personnes a-t-elle fait une enquête sur la nécessité de rattraper l'arriéré et sur le coût éventuel d'un tel programme?

M. J. Hicks: Les responsables auxquels j'ai parlé dans les trois différents organismes de logement m'ont déclaré qu'ils avaient une assez bonne idée des besoins et du coût éventuel. Ces travaux sont en cours depuis un certain temps. En fait, les responsables de la SHQ quittaient le nord du Québec pour effectuer une autre série d'enquêtes.

La Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest, que je connais le mieux, est sans aucun doute surveillée de près par l'Assemblée législative; un comité spécial sur le logement a été constitué en vue de consulter des résidents locaux au sujet de ce problème.

[Text]

• 1000

I don't really think the problem is not being aware of the level of need or what it would cost. It is simply a question of having the resources to address it.

If we take a look at something like the NWT Housing Corporation, they used to be on a fixed quota of 420 houses per year. Now they get a block amount of funds and it is up to them to determine what blend of programs they will use to spend that money. The kind of dilemma in which they find themselves is that over a 20-year period they can fund nine home-ownership units for every single public housing unit. So it is clearly to their advantage to have as many home-ownership HAP houses as possible.

The problem is that they indicate that the obvious client base for the HAP program is rapidly being diminished. The most likely candidates for HAP houses already have them, and now there are more and more problems because they are running into people who perhaps don't have the skills that the first round of HAP owners had.

The bottom line, as Mr. Anawak pointed out, is that a very small percentage of people have the kinds of jobs that have the kinds of utility support packages, etc., all of which are in place, to allow people to build HAP houses. Therefore most people need public housing, but public housing is remarkably expensive. However, the need is well documented.

Mr. Skelly: How is the Northwest Territories Housing Corporation financed?

Mr. J. Hicks: By cost-sharing between CMHC and the Government of the Northwest Territories.

Just to give you an indication of how serious things are for the housing corporation, I believe it was on Monday that the minister stood up in the legislative assembly and suggested that they might disband the board of directors, just to save money. Because it would mean two or three extra houses a year, he was willing to consider disbanding the board of directors. That's how seriously management takes trying to... Every extra couple of units makes a big difference.

Mr. Skelly: While referring to Pelly Bay you mentioned that a basic house costs \$247,000. When I look at some of the housing that's pictured in the magazine, it looks like housing you might find on the beach at Sprout Lake near Port Alberni, where I live, or on Vancouver Island.

Has any kind of research been done into designs for housing using local material that is energy efficient that is available in the north rather than having to be flown in or transported in over long distances?

[Translation]

À mon avis, connaître les besoins ou le coût d'un tel programme n'est pas la cause du problème. Il s'agit simplement de disposer des ressources nécessaires à sa solution.

Si nous examinons les activités de la Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest, par exemple, cet organisme avait un quota fixe de 420 maisons par an. À l'heure actuelle, il reçoit une somme globale et c'est à lui de déterminer à quelles initiatives il consacrer ses fonds. La Société est confrontée à un dilemme du fait que, au cours d'une période de 20 ans, elle peut financer neuf logements en pleine propriété pour un seul logement public. Elle a donc nettement avantage à construire un maximum de maisons dans le cadre du Programme d'accession à la propriété.

Le problème, selon la Société d'habitation, c'est que la clientèle évidente du Programme d'accession à la propriété diminue rapidement. Les candidats les plus susceptibles d'être intéressés par une maison dans le cadre de ce programme en possèdent déjà une et les problèmes sont de plus en plus nombreux car on se heurte à des personnes qui n'ont peut-être pas les compétences que possédait la première série de propriétaires participant à ce programme.

Le fin mot de l'affaire, comme l'a signalé M. Anawak, c'est qu'une très faible proportion de gens ont un emploi qui s'accompagne de mesures de soutien utilitaire, etc., lesquelles sont toutes en place, pour leur permettre de construire des maisons dans le cadre du Programme d'accession à la propriété. En conséquence, la plupart des gens ont besoin de logements sociaux, mais ces derniers coûtent extrêmement cher. Les besoins sont donc démontrés clairement.

M. Skelly: Comment est financée la Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest?

M. J. Hicks: En vertu d'un programme de partage des frais entre la SCHL et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.

Pour vous donner une idée de la gravité de la situation dans laquelle se trouve la Société d'habitation lundi dernier, si je ne m'abuse, le ministre est intervenu à l'Assemblée législative en annonçant que le conseil d'administration serait peut-être démantelé pour économiser de l'argent. Puisqu'une telle mesure permettrait de construire deux ou trois maisons de plus par an, il s'est dit prêt à envisager le démantèlement du conseil d'administration. Voilà le sérieux avec lequel la direction essaye de... Deux logements de plus, cela fait une énorme différence.

M. Skelly: En parlant de Pelly Bay, vous avez dit qu'une maison assez ordinaire coûte 247,000\$. Lorsque j'examine les photos de maisons qui se trouvent dans la revue, cela n'est pas sans rappeler les maisons qu'on pourrait trouver sur la plage à Sprout Lake près de Port Alberni, où j'habite, ou sur l'Île de Vancouver.

A-t-on fait des recherches sur la conception de logements au moyen de matériaux disponibles sur place, c'est-à-dire dans le Nord, et qui soient efficaces du point de vue énergétique, au lieu de transporter ces matériaux par avion ou par route sur de longues distances?

[Texte]

Mr. J. Hicks: The fact is that little in the way of building materials is available locally. Virtually everything has to be brought in. The big difference that has been made is in improved use of local labour by intelligent use of local contractors. Northern preference on contracting means that more of the money stays in the north for building, but there is really not a lot you can do about the materials.

Mr. Nault: Can I get an estimation, based on the numbers you gave us, that you would need, roughly, in order to afford one of these CMHC homes? With an income of \$5,206 a month, you would have to make more than Jack makes in order to buy a house. I am interested in knowing what the average cost of a household is in the territories, and then what the average income per resident of the Northwest Territories is. Do you have those numbers?

Mr. J. Hicks: I think we could get from the housing corporation their estimates of that.

What you have to realize is that to maintain any housing unit in the Northwest Territories is phenomenally expensive. The cost of utilities can be \$1,000 a month, whether or not the person is officially in public housing that the NWT Housing Corporation has to subsidize, because if you have two elders on pension with a child or a grandchild in the house, they could be paying as little as \$32 a month for rent.

• 1005

They have no choice. Pensions are grossly inadequate. The system has to allow people to pay a minimum of rent and still have a roof over their head. Somebody has to pay the \$1,000 a month. Whether it's the housing corporation directly or whether it's diverted to other branches of the government through utility subsidy programs for people who work for the government and have their own house, ultimately very few people pay the full cost of their house or of maintaining their house. It is almost impossible to do, in the western Arctic especially. South of the lake it is a different situation. A lot more can be trucked in and costs are a lot lower.

Mr. Nault: It would be interesting to compare the average annual income of a true northerner and the rest of Canadians in order to get a comparison of the difficulties people face in the north. Can I get those numbers from the housing corporation up there?

Mr. J. Hicks: I would certainly be happy to help you.

You have to realize too the range of situations that exist. In Kayrene's home community there is very limited wage employment and it is almost entirely public housing. In a community like Iqaluit, you have a small but growing private

[Traduction]

M. J. Hicks: En fait, il y a très peu de matériaux de construction disponibles sur place. Il faut faire venir pratiquement tous les matériaux. Ce qui est différent, c'est qu'on utilise davantage la main-d'oeuvre locale grâce au recrutement intelligent d'entrepreneurs de la région. En accordant la préférence aux entrepreneurs du Nord, on fait en sorte qu'une plus grande partie des fonds reste dans le Nord aux fins de la construction, mais pour ce qui est des matériaux, il n'y a pas grand-chose à faire.

M. Nault: Pourriez-vous nous dire, en fonction des chiffres que vous nous avez cités, combien il faudrait approximativement pour se payer l'une de ces maisons construites par la SCHL? Avec un revenu de 5,206\$ par mois, il vous faudrait gagner plus que Jack pour acheter une maison. J'aimerais savoir quels sont les coûts moyens que paye un ménage dans les Territoires et quel est le revenu moyen par résident des Territoires du Nord-Ouest. Possédez-vous ces données?

M. J. Hicks: Nous pourrions obtenir les estimations compilées par la Société d'habitation.

Il faut bien comprendre que l'entretien d'un logement dans les Territoires du Nord-Ouest coûte extrêmement cher. Les services d'utilité publique peuvent coûter jusqu'à 1,000\$ par mois, selon que la personne occupe ou non officiellement un logement public subventionné par la Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest, parce que si la maison est occupée par deux personnes âgées et un enfant ou un petit-enfant, le montant du loyer pourrait être aussi faible que 32\$ par mois.

Ils n'ont pas le choix. Les retraites sont nettement insuffisantes. Le système doit permettre aux gens de payer un minimum de loyer tout en ayant un toit sur la tête. Quelqu'un doit payer ces 1,000\$ par mois. Que la Société d'habitation les verse directement ou que cette somme soit affectée à d'autres secteurs du gouvernement en vertu des programmes de subventions des services publics pour les personnes qui sont au service du gouvernement et propriétaires de leur propre maison, en fin de compte, très peu de gens assument à eux seuls le coût total de leur maison ou de l'entretien de celle-ci. C'est presque impossible à faire, surtout dans l'ouest de l'Arctique. Il en va différemment dans la région située au sud du lac. On peut faire venir beaucoup plus de choses par camion et les coûts sont nettement inférieurs.

M. Nault: Il serait intéressant de comparer le revenu annuel moyen d'un véritable habitant du Nord et celui des autres Canadiens pour mieux comprendre les difficultés auxquelles les gens se heurtent dans le Nord. Puis-je obtenir ces données de la Société d'habitation de la région?

M. J. Hicks: Je me ferai un plaisir de vous aider.

Il faut bien comprendre également les différentes situations qui existent dans le Nord. Dans la localité d'où vient Kayrene, il y a très peu d'emplois salariés et pratiquement que des logements publics. Dans une localité

[Text]

housing sector. You have the territorial government trying to get out of staff housing, to increase the private market and cut down their cuts. But you also have incredible pressure on public housing; and this works at cross-purposes to everything else the government is trying to do.

For example, the government says it would love to have more talented young people move from the smaller communities to Iqaluit to work for the government. The pressure on public housing is such that the Iqaluit Housing Association has been forced to establish a three-year residency requirement before you can put your name on a list for a public house. So even the kind of people who might want to come in and work in Iqaluit have great difficulty doing so because of the housing crunch. In communities like Iqaluit you are starting to see a serious homelessness problem, which didn't exist five or ten years ago. So there is a variety of situations.

Mr. Nault: In a more specific scenario, can you give us a sense of the appropriateness and abilities of CMHC in understanding the differences between northern Canada and southern Canada? In the area I represent, CMHC is somewhat involved in aboriginal communities. But again, it is a different kind of situation. It is on reserve. Is CMHC looking at it with the sense that there is the ability to make a profit in housing in the Northwest Territories, or is it that they basically believe it is a social need and they are prepared to underwrite the losses of the housing stock that is going to be built because of the fact that we know people can't afford to buy houses in the open market because there is no housing market, in most cases? I am interested in knowing whether the relationship between the Northwest Territories and CMHC is indeed working or there are some difficulties and some problems with that relationship.

Mr. J. Hicks: My understanding of the situation, from talking to people in each of the delivery agencies, is that their biggest problem with CMHC is the flow of resources. You do have fairly close-to-the-ground delivery agencies. I don't think anybody questions... Kayrene was referring to inadequate housing. There is a lot of inadequate or inappropriate housing, but it tends to be the older units. The units that go in now are a lot more appropriate and they have had a lot more community input in the development of the design.

So I don't think people are questioning so much the ability of the delivery agencies to do a decent job. It really comes down to a question of whether they have the resources to do the amount of work they would like to do. And CMHC pretty much respects the knowledge of the delivery agencies.

Mr. Nault: I don't want to get into the differences between the different races, but could you explain to me why there is a difference? On page 5 it talks about persons per household in the NWT by ethnic origin. Is it just based on

[Translation]

comme Iqaluit, il existe un secteur du logement particulier qui est restreint mais en pleine expansion. Il y a le gouvernement territorial qui essaie d'abandonner les logements de fonction, de développer le marché privé et de réduire ses dépenses. Toutefois, le logement public est également soumis à d'énormes pressions. Et tout cela entrave toutes les autres initiatives que le gouvernement essaie de prendre.

Par exemple, le gouvernement déclare qu'il souhaite qu'un plus grand nombre de jeunes gens compétents quittent les petites localités pour venir à Iqaluit travailler pour le gouvernement. Les logements sociaux sont tellement en demande que l'Association de logement d'Iqaluit a été obligée d'imposer une condition de résidence de trois ans avant de pouvoir inscrire le nom de la personne sur une liste en vue d'obtenir un logement public. Même les personnes désireuses de venir travailler à Iqaluit ont beaucoup de mal à le faire à cause de la crise du logement. Dans des localités comme Iqaluit, les gens sans logement commencent à poser un sérieux problème, ce qui n'était pas le cas il y a cinq ou dix ans. Les situations sont donc très diverses.

M. Nault: Dans un contexte plus précis, pouvez-vous nous donner une idée de la compétence et de la capacité de la SCHL pour comprendre les différences qui existent entre le nord et le sud du Canada? Dans la région que je représente, la SCHL s'occupe d'une certaine façon des collectivités autochtones. Mais là encore, la situation est différente puisqu'il s'agit des réserves. La SCHL considère-t-elle le problème dans l'idée qu'il est possible de réaliser des bénéfices sur les logements dans les Territoires du Nord-Ouest, ou ses responsables sont-ils fondamentalement convaincus qu'il existe un besoin social? En outre, sont-ils disposés à assumer les pertes du parc de logements qui vont être construits puisque nous savons que les gens ne peuvent pas se payer une maison sur le marché libre car il n'existe pas de marché du logement, la plupart du temps? J'aimerais savoir si les rapports entre les Territoires du Nord-Ouest et la SCHL se passent bien ou s'il existe des problèmes entre les deux parties?

M. J. Hicks: D'après mes renseignements, que j'obtiens en m'adressant à des représentants des services de logement, la disponibilité de ressources est à l'origine de leur principal problème avec la SCHL. Certains de ces services sont pratiquement ruinés. Personne ne remet en question, je suppose... Kayrene a parlé de la médiocrité des logements. Il y a un grand nombre de logements médiocres ou insalubres, mais ce sont en général les plus anciens. Les nouveaux logements qui sont construits sont beaucoup plus acceptables et les gens de la localité participent davantage à l'élaboration de la conception.

C'est pourquoi je ne pense pas que les gens doutent de l'aptitude des services de logement à faire un bon travail. Cela revient à la question de savoir si ces services disposent des ressources nécessaires pour mener à bien tous les travaux qu'ils souhaitent effectuer. Et la SCHL respecte en général les compétences des services de logement.

M. Nault: Je ne voudrais pas soulever la question des différentes races, mais pouvez-vous m'expliquer pourquoi il y a une différence? À la page 5, il est question du nombre de membres d'un ménage aux Territoires du Nord-Ouest selon

[Texte]

where Inuit people live and that's the reason why there is so much overcrowding in Inuit homes versus, for example, Métis? There has to be a legitimate reason for this. Can you explain to me why that is happening? Or is it because there are more Inuit than there are Dene? Why is this the way it is?

• 1010

Mr. J. Hicks: I think there is a range of factors. The strict numbers themselves wouldn't make a difference. We are looking at average numbers of persons per household.

As Mr. Anawak pointed out, most non-Inuit living in the smaller communities are well housed, either because they come in through government or they are in private business. He spoke of looking up at the houses in Repulse Bay. I will never forget arriving in the community that I taught in to find that I had been allocated a two-bedroom house. Most of the friends I hung out with and went skidooring with were still living with their parents, not by choice. I remember the kind of tensions that sets up at the community level. The majority of government employees were non-native, but now increasingly less so. You now find more and more aboriginal people in government housing, so that number is falling off.

Mr. Nault: You rented one of those rooms out then, did you?

Mr. J. Hicks: It was a very nice house. I miss it.

Where non-native people predominate in the Northwest Territories is in Yellowknife, south of the lake, in the larger western communities, where the housing is much more affordable, whereas Inuit are overwhelmingly in public housing, which is where the crunch is.

Mr. Nault: Since the housing crisis is focused in the eastern Arctic, is there anything in the TFN agreement which might address the housing crisis, or will we basically go into this agreement being saddled with that particular difference between the eastern and western Arctic?

Mr. J. Hicks: There is no specifically new program to address housing concerns. That was ruled out in the 1986 comprehensive claims policy, so something like the income support program in the James Bay Agreement is no longer possible in a land claim today. You can't have new social programs. The only part of the TFN agreement that deals with housing is staff housing for TFN staff who are transferred north, and I believe only in the early period of implementation. It doesn't address the housing question in general, although what TFN may choose to do with some of their investment dollars is another question.

[Traduction]

l'origine ethnique. Cela est-il fonction de l'endroit où vivent les Inuit et est-ce pour cette raison qu'un si grand nombre de gens vivent dans le même foyer, chez les Inuit, par opposition aux Métis, par exemple? Il doit y avoir une bonne raison à cela. Pouvez-vous m'expliquer pourquoi il en est ainsi? Ou est-ce parce qu'il y a plus d'Inuit que de Dénés? Pourquoi en est-il ainsi?

M. J. Hicks: Toutes sortes de facteurs entrent en jeu. Les chiffres proprement dit ne font pas de différence. Nous examinons le nombre moyen de personnes qui constituent le ménage.

Comme l'a signalé M. Anawak, la plupart des non-Inuit qui vivent dans les petites localités sont bien logés, soit parce qu'ils sont envoyés par le gouvernement soit parce qu'ils travaillent dans le secteur privé. Il a dit qu'il fallait voir un peu les logements de Repulse Bay. Je n'oublierai jamais le jour où je suis arrivé dans la localité où j'enseignais pour constater qu'on m'avait attribué une maison de deux chambres. La plupart des amis que je fréquentais et avec lesquels je faisais de la motoneige vivaient encore chez leurs parents, mais pas par choix. Je me rappelle les tensions qui existent au niveau communautaire. La majorité des fonctionnaires étaient des non-autochtones mais la situation est en train de changer. On trouve désormais de plus en plus d'autochtones dans les logements du gouvernement, de sorte que les chiffres changent.

M. Nault: Vous louiez l'une de ces chambres là-bas, c'est cela?

M. J. Hicks: C'était une très belle maison. Elle me manque.

Dans les Territoires du Nord-Ouest, la majorité des non-autochtones demeurent à Yellowknife, au sud du lac, dans les grandes localités à l'ouest, là où les logements sont beaucoup plus abordables, tandis que les Inuit vivent essentiellement dans les logements publics, dans les régions où la crise sévit.

M. Nault: Puisque la crise du logement touche surtout l'Arctique de l'Est, existe-t-il dans l'accord de la TFN des clauses susceptibles de résoudre la crise du logement ou allons-nous conclure cet accord en ayant sur les bras cette distinction précise entre l'Arctique de l'Est et l'Arctique de l'Ouest?

M. J. Hicks: Il n'existe pas vraiment de nouveaux programmes visant à résoudre les problèmes de logement. Cette possibilité a été exclue lors de l'adoption de la politique sur les revendications globales de 1986, de sorte qu'un programme semblable au programme de soutien du revenu prévu dans l'accord de la Baie James n'est plus possible lors d'une revendication territoriale à l'heure actuelle. On ne peut pas adopter de nouveaux programmes sociaux. La seule partie de l'accord de la TFN qui traite du logement porte sur les logements de fonction destinés au personnel de la fédération qui est muté dans le nord et, sauf erreur, uniquement au tout début de la réinstallation. Cet accord ne porte pas sur le problème du logement en général, même si la TFN peut affecter ses fonds d'investissement comme bon lui semble, mais c'est une autre affaire.

[Text]

Mme Duplessis: Le chef qui a comparu devant notre Comité au cours des derniers jours nous a dit comment les choses se passaient aux États-Unis. Pouvez-vous comparer la façon dont les Américains traitent les Inuits qui vivent en Alaska et la façon dont vous êtes traités? Avez-vous des données là-dessus ou si vous n'avez jamais rien vu ou entendu à ce sujet?

Mr. J. Hicks: Not off the top of my head. We do have materials on it, and we are familiar with Greenland. The situation in Greenland might be a better analogy than Alaska, but I do know that in Alaska if you are a teacher going into a small community you are responsible for finding your own housing. There isn't the kind of staff housing there is in northern Canada.

Mme Duplessis: Avez-vous des éléments de comparaison avec le Groenland?

Mr. J. Hicks: The situation in Greenland is very much like that of the eastern Arctic. You have a large, young population. The existing housing situation is bad. The number of people who will be needing housing in the next decade or two is high. The cost of building houses is extreme. In Greenland they tend to have larger communities, fewer and larger communities.

The debate over housing has been one of the most central debates in Greenland political life in their 12 years of home rule from Denmark. They have gone to nice, modern, kind of row-housing units as opposed to individual houses. A large part of their budget is taken up with housing.

Mr. Skelly: You mentioned that the Northwest Territories Housing Corporation targeted 420 units a year. That was what they attempted to build each year, but they changed the method of funding. What number of houses are now built each year by the housing corporation? If they are in a situation where they have to fire directors to build houses, are they making that target of 420 a year?

• 1015

Mr. J. Hicks: First, maybe I should clarify that my understanding was that it was the contribution agreement with CMHC, which changed, I think, around 1990, that took them off a block number into a fixed sum of dollars to deal with, on whatever formula.

I have the latest annual report, but I don't have it with me. I think they're roughly in the range of where they were. The question is where do they go from there. It's roughly in the range of 400 and something houses, the low 400.

Mr. Skelly: So there hasn't been a—

Mr. J. Hicks: I think the number might actually be quoted in here. In 1989-90 the corporation built 400 new houses.

Mr. Skelly: They built 400 new houses. So has there been a decrease or is it roughly—

Mr. J. Hicks: I think it has been roughly at the level that it was. But they're economizing everywhere they can to maintain that level.

[Translation]

Mrs. Duplessis: The Chief who appeared before our committee in the past few days told us what is happening in the United States. Can you draw a comparison between the way Inuit living in Alaska are treated and the way you are being treated? Do you have any figures about that or have you ever heard or seen anything on that matter?

M. J. Hicks: Je ne peux rien vous dire au pied levé. Nous avons certains documents à ce sujet et nous connaissons la situation au Groenland. La comparaison est sans doute plus pertinente avec le Groenland qu'avec l'Alaska, mais je sais que, dans cette région, lorsqu'un enseignant est affecté dans une petite localité, il doit trouver lui-même un logement. Il n'existe pas de logement de fonction comme dans le nord du Canada.

Mrs. Duplessis: Do you have any comparison figures with Greenland?

M. J. Hicks: La situation au Groenland se rapproche beaucoup de celle de l'Arctique de l'Est. La population est importante et jeune. La situation du logement est très précaire à l'heure actuelle. Un grand nombre de personnes auront besoin d'un logement au cours de la prochaine décennie ou dans les 20 prochaines années. Le prix de construction des maisons est exorbitant. Au Groenland, il y a en général moins de localités mais elles sont plus grandes.

Le débat sur le logement a été au coeur de la scène politique du Groenland au cours des 12 années où cette région a obtenu son autonomie du Danemark. On y a construit de jolies maisons modernes et en rangée, plutôt que des maisons particulières. Le gouvernement consacre une grande partie de son budget au logement.

M. Skelly: Vous avez dit que la Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest essayait de construire 420 nouveaux logements par an. C'est l'objectif qu'elle cherche à atteindre chaque année, mais elle a changé de méthode de financement. Combien de maisons la Société d'habitation construit-elle chaque année? Si elle en est au point de devoir mettre à pied ses administrateurs pour construire des maisons, pourra-t-elle atteindre son objectif de 420 logements par an?

M. J. Hicks: Tout d'abord, je voudrais faire une précision; d'après les renseignements dont je dispose, l'accord sur les contributions passé avec la SCHL a été modifié aux environs de 1990; en vertu de ce changement, au lieu d'un chiffre global, on a opté pour un montant d'argent fixe que la Société d'habitation peut dépenser selon la formule qui lui convient.

J'ai le dernier rapport annuel, mais je ne l'ai pas sous les yeux. Je pense que la Société a plus ou moins atteint son objectif. Il faut maintenant se demander ce que l'avenir lui réserve. Le nombre de logements construits est de l'ordre de 400 et quelques.

M. Skelly: Il n'y a donc pas eu de...

M. J. Hicks: Ce chiffre se trouve peut-être dans ce document. En 1989-1990, la Société a construit 400 nouvelles maisons.

M. Skelly: Elle a construit 400 nouvelles maisons. Il y a donc eu une diminution ou est-ce approximativement...

M. J. Hicks: Je pense que c'est plus ou moins la même chose qu'avant. Toutefois, la Société essaie de réduire ses dépenses dans tous les secteurs pour pouvoir maintenir ce niveau.

[Texte]

Mr. Skelly: But of course 420 or 400 doesn't begin to meet the need. So there's a need for more money.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): I have a few questions.

We probably need CMHC back here again to address the northern situation for the Northwest Territories. I shouldn't be trying to give any evidence on their behalf, but roughly speaking, and very roughly, about 75% of the funding for housing in the Northwest Territories comes from the federal government.

The territories' contribution is about 25%, and that is arrived at according to a formula that's based on need, right across the country. You start off with the lump sum of money that the federal government is prepared to allot to housing, bearing in mind all of the other considerations, whatever they may be, demands and pressures for other priorities.

Then there is a division, which is not always an amicable discussion, I can tell you, from having been involved, between housing ministers across the country, on who needs the most and where the needs lie.

In Quebec, for instance, they can tell you that Montreal needs all the housing dollars they can get in the province of Quebec. In any event, that's roughly the way it's divided.

I think we should probably have CMHC back again to deal specifically with their relationship in the north, and with the housing company in the Northwest Territories, which has been undergoing some substantial changes. They've gotten rid of senior staff, I understand, and they have a new minister.

I understand the new leader of the Northwest Territories Council has some very firm ideas about where things should be going.

In any event, Kayrene mentioned Gene Rhéaume's comments back in 1963-64. Gene Rhéaume is still very much involved in housing. He is a consultant on the staff of CMHC and does a lot of work in northern housing. Perhaps he's one of the people we should have back here. He's a former Member of Parliament for the Northwest Territories, as you may know.

Does Makivik cover all of the Inuit in Quebec, or are there some of the communities that are not covered by Makivik?

Mr. J. Hicks: There were the three communities that refused to go along with the James Bay-Northern Quebec Agreement, but my understanding is that they're gradually being reincorporated into the fold, as it were. The Makivik annual general meeting this spring is being held in Povungnituk, which was one of the three dissident communities. So I think that's increasingly less of an initiative.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): I am wondering really about the housing aspect of that, whether at the moment they get their part of the Makivik arrangements for housing with the SHQ, or whether they deal directly with the Société d'habitation du Québec, without Makivik's involvement.

[Traduction]

M. Skelly: Bien entendu, 420 ou 400 logements ne suffisent absolument pas à répondre au besoin. Il faut donc lui fournir plus de fonds.

Le vice-président (M. Redway): J'ai quelques questions à poser.

Nous devons sans doute demander aux responsables de la SCHL de revenir témoigner pour nous parler de la situation dans les Territoires du Nord-Ouest. Je ne devrais pas essayer de fournir des renseignements à leur place, mais en gros, et c'est un chiffre très approximatif, environ 75 p. 100 du financement consenti au logement dans les Territoires du Nord-Ouest viennent du gouvernement fédéral.

La contribution des territoires s'établit à près de 25 p. 100 et ce montant est calculé selon une formule fondée sur les besoins d'un bout à l'autre du pays. On commence par la somme globale que le gouvernement fédéral est disposé à allouer au logement en tenant compte de tous les autres facteurs, quels qu'ils soient, les exigences et les besoins liés à d'autres priorités.

Puis il y a un partage, ce qui ne se passe pas toujours en douceur, je puis vous le dire après avoir participé à ces discussions, entre tous les ministres du logement du pays, pour décider qui a le plus besoin et dans quelles régions il faut absolument construire des logements.

Au Québec, par exemple, on vous dira que Montréal a besoin d'un maximum de financement aux fins du logement. De toute façon, c'est à peu près de cette façon que l'argent est réparti.

Nous devrions sans doute demander aux représentants de la SCHL de revenir témoigner pour nous parler précisément de leurs rapports dans le Nord et avec la Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest, qui a subi certains changements en profondeur. Elle s'est débarrassée de ses cadres supérieurs, sauf erreur, et elle relève d'un nouveau ministre.

Je crois savoir que le nouveau chef du Conseil des Territoires du Nord-Ouest a une position très ferme au sujet des orientations futures.

Quoi qu'il en soit, Kayrene a cité certaines observations faites par Gene Rhéaume en 1963-1964. Gene Rhéaume continue de s'occuper activement du logement. C'est un expert-conseil à l'emploi de la SCHL qui consacre une grande partie de son temps à la question du logement dans le Nord. Nous devrions peut-être également lui demander de revenir devant le comité. C'est un ancien député des Territoires du Nord-Ouest, comme vous le savez sans doute.

Est-ce que Makivik s'occupe de tous les Inuit du Québec, ou y a-t-il certaines localités qui sont exclues.

M. J. Hicks: Il y avait les trois localités qui ont refusé d'adhérer à la Convention de la Baie James et du Nord québécois mais, d'après mes renseignements, elles sont peu à peu en train de revenir dans le rang. L'assemblée générale annuelle de Makivik doit avoir lieu au printemps à Povungnituk, l'une des trois localités dissidentes. Je pense que le problème est en train de se résorber.

Le vice-président (M. Redway): Je m'interroge véritablement au sujet de la question du logement, pour savoir si, à l'heure actuelle, ces localités reçoivent leur part des retombées des ententes en matière de logement conclues entre Makivik et la SHQ, ou si elles s'adressent directement à la Société d'habitation du Québec, sans passer par Makivik.

[Text]

[Translation]

• 1020

Mr. J. Hicks: I think I know the answer to that, but I'm not sure, sir.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Perhaps you could make some inquiries and let us know. If we can deal with Quebec as just Makivik and the relationship with the SHQ, that is one thing, but if they're talking about two different operations, one may have a different kind of a housing situation from the other. I suspect, bearing on what you indicated that the James Bay agreement has some funding in there that can go to housing too, that is probably supplementing some of the other funding. Would you know that aspect of it? Maybe you could make some inquiries on that as well and get back to us.

Mr. J. Hicks: If I could comment on your first point about the formulas and the needs, one of the pieces of statistical information we received showed core need by province and territory, relative to funding. It was intriguing the way it was presented, as it showed the NWT had one-quarter of 1% of the core housing need, but was receiving something like 6.5% of the budget. That is all that was presented in this graph. And this was going around the Northwest Territories as an explanation as to why there were cut-backs in the system.

What that leaves out is the cost of building. And it also ignores the fact that in a community like Broughton Island there are no options except public housing. If statistically Alberta, for example, needs more houses per capita than the Northwest Territories, that may be true, but even in a tight housing market, if you hustle, at least you'll find something. But on Broughton Island you won't.

The politicians in the north have stopped relying on the waiting list with the housing associations since so many people stopped putting their names on because there is no point in doing so. That's what that kind of an analysis leaves out.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): I don't want to argue the point with you at all. I understand the point you're making. I was just trying to explain the way the process works. In theory, the Northwest Territories, based on the needs formula across the country, receives in terms of need "more than their share", and that is deliberately done to take into account the factors you're talking about.

There is never enough, unfortunately, to look after the needs of everyone who needs it across the country. And when you give to one place you're taking away from somebody else, and that's the difficulty. But that is not to say this committee and all of us shouldn't be examining that situation. But I think we have to bear in mind it is a pot that is divided up on some sort of needs basis. All these arguments are taken into account, although maybe not enough weight is given to some of them as should be.

M. J. Hicks: Je pense que je connais la réponse, mais je n'en suis pas certain, monsieur.

Le vice-président (M. Redway): Peut-être pourriez-vous vous renseigner et nous donner une réponse. Si pour le Québec nous parlons tout simplement de la Société Makivik et de ses rapports avec la Société d'habitation du Québec, c'est une chose, mais s'ils parlent de deux groupes différents, leur situation est peut-être différente l'un de l'autre en ce qui concerne le logement. Comme vous avez dit que dans la convention de la Baie James des fonds ont été prévus également pour le logement, je suppose que cela vient sans doute compléter l'autre source de financement. Savez-vous si c'est le cas? Vous pourriez peut-être vous renseigner à ce sujet également et nous donner une réponse.

M. J. Hicks: Si vous me permettez de faire des observations sur la première question que vous avez soulevée relativement aux formules et aux besoins, parmi les données statistiques que nous avons reçues, certains indiquaient les besoins de base en matière de logement pour chaque province et territoire par rapport au financement. Il est intéressant de noter dans ces statistiques que un quart de 1 p. 100 des besoins de base se trouvaient dans les Territoires du Nord-Ouest, mais que les Territoires recevaient environ 6,5 p. 100 du budget. C'est tout ce qui était présenté sur ce graphique. Et c'est ce qu'on disait dans les Territoires du Nord-Ouest pour expliquer pourquoi il y avait des coupures dans le système.

Ces données ne comprennent pas le coût de la construction, et ne tiennent pas compte du fait non plus que dans une collectivité comme Broughton Island, il n'y a pas autre chose que des logements sociaux. Si les statistiques révèlent par exemple que l'Alberta a besoin d'un plus grand nombre de maisons par habitant que les Territoires du Nord-Ouest, c'est peut-être vrai, mais même lorsque les logements sont rares, on arrive à trouver quelque chose si on se démène un peu. Mais à Broughton Island, ce n'est pas possible.

Les hommes et les femmes politiques dans le Nord ont cessé de se fier à la liste d'attente des associations de logement depuis que tant de gens ont cessé d'y mettre leurs noms puisque cela est inutile. Voilà donc les faits dont on ne tient pas compte dans ce genre d'analyse.

Le vice-président (M. Redway): Je ne conteste absolument pas ce que vous dites. Je comprends ce que vous voulez dire. Je voulais tout simplement essayer d'expliquer la façon dont le processus fonctionne. En théorie, selon la formule servant à calculer les besoins dans tout le pays, les Territoires du Nord-Ouest reçoivent «plus que leur part», justement pour tenir compte des facteurs dont vous parlez.

Malheureusement, il n'y a jamais assez de ressources pour répondre aux besoins de tous dans tout le pays. Et lorsque l'on donne à l'un, il faut enlever à l'autre et là est le problème. Cela ne veut pas dire cependant que notre comité et nous tous ne devrions pas examiner la situation. Mais je pense que nous devons nous rappeler que chacun reçoit sa part selon les besoins constatés. On tient compte de tous ces facteurs, même si on n'accorde pas à certains tout le poids qu'il faudrait.

[Texte]

The concept of the HAP house, by the way, is ownership where it's a self-help kind of thing. People are provided with material and they help to build their own home, or with community involvement build their own home. That was aimed at trying to create some more housing with the same sort of dollars. Your information is that we are running out of the number of people who can benefit by this, who have the experience and the skills to actually build. Would you say there is a way of utilizing maybe the Canada Employment training dollars to train people so they would be in a position to build their own homes?

Mr. J. Hicks: I think Mr. Anawak would have much more detailed knowledge of that than I would. But I certainly think inviting representatives of NWTSC and SHQ and the others would be helpful.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): The final question relates to your comment about Greenland housing and row housing. Now, there is some row housing in Cambridge Bay. What do you think from a cultural point of view? Is that something that's culturally acceptable to the Inuit, or is that going to be a problem? At first blush it seemed to me you could probably make your dollars go further if you did utilize the concept of row housing in the territories.

• 1025

Ms Nookiguak: I'm not very familiar with row housing. In my community they just build duplexes. Quite a few people I have talked to have complained about that, because—

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Nobody likes the upstairs.

Ms Nookiguak: They do like the upstairs, but you can hear the people in the other house. It's just like a bedroom or something like that. They don't have a sense of privacy.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): It's the noise and the privacy factor as opposed to any other cultural problem with it, perhaps.

Ms Nookiguak: That's correct.

Mr. J. Hicks: There's also the problem of adequate storage space for Skidoos and the like. In Greenland, there's a big difference between the row housing that was built under the Danes and the row housing that's being built today. The modern units now have... there's a whole second unit which is nothing but storage space for the families who are living in the row housing.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): In Greenland, as I understand it, they don't have Skidoos. There's a ban on Skidoos.

Mr. J. Hicks: Only hunting with Skidoos.

[Traduction]

Au fait, le Programme d'aide à l'accèsion à la propriété est un programme d'auto-construction, c'est-à-dire que l'on fournit aux gens le matériel, mais ce sont eux qui doivent construire leur propre maison, ou la collectivité participe à la construction de leur propre maison. Le but de ce programme d'auto-construction était d'essayer de créer davantage de logements avec le même budget. Selon les renseignements dont vous disposez, il n'y a presque plus de gens qui peuvent profiter d'un tel programme, qui ont l'expérience et les compétences pour construire eux-mêmes une maison. Croyez-vous qu'il serait possible d'utiliser peut-être le budget de formation d'Emploi Canada pour former les gens afin qu'ils puissent être en mesure de construire leurs propres maisons?

M. J. Hicks: Je pense que M. Anawak pourra vous donner beaucoup plus de détails que moi sur cette question. Mais je pense qu'il serait utile d'inviter des représentants de la Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest et de la Société d'habitation du Québec et d'autres.

Le vice-président (M. Redway): Ma dernière question concerne ce que vous avez dit au sujet du logement au Groenland et des maisons en rangée. Il y a des maisons en rangée à Cambridge Bay. Qu'en pensez-vous d'un point de vue culturel? Est-ce quelque chose qui serait acceptable du point de vue culturel pour les Inuit, ou est-ce que cela poserait un problème? De prime abord, il me semble que vous pourriez sans doute optimiser votre argent si vous utilisiez le concept des maisons en rangée dans les Territoires.

Mme Nookiguak: Je ne connais pas très bien les maisons en rangée. Dans ma collectivité, ils construisent seulement des duplex. Beaucoup de gens à qui j'ai parlé s'en plaignaient, car...

Le vice-président (M. Redway): Personne n'aime l'étage du dessus.

Mme Nookiguak: Ils aiment l'étage du dessus, mais ils peuvent entendre les gens dans l'autre logement. C'est juste comme une chambre ou quelque chose comme cela. Ils n'ont pas l'impression d'avoir de vie privée.

Le vice-président (M. Redway): Ce n'est donc peut-être pas un problème culturel, mais plutôt une question de bruit et de vie privée.

Mme Nookiguak: C'est exact.

M. J. Hicks: Il y a également le problème de locaux d'entreposage pour les motoneiges, etc. Au Groenland, il y a une grande différence entre les maisons en rangée qui ont été construites lorsque les Danois s'en occupaient et les maisons en rangée qui sont construites aujourd'hui. Les logements modernes d'aujourd'hui ont... il y a des locaux auxiliaires réservés exclusivement à l'entreposage pour les familles qui vivent dans les maisons en rangée.

Le vice-président (M. Redway): Au Groenland, si j'ai bien compris, ils n'ont pas de motoneige. Les motoneiges sont interdites.

M. J. Hicks: Elles servent seulement pour la chasse.

[Text]

The Vice-Chairman (Mr. Redway): A great place for skidooring otherwise.

Mr. Anawak: On the issue of HOAP housing—Home Ownership Assistance Program housing—there's a danger this program will be taken, and in some cases I think has been taken, advantage of by people who—

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Employees.

Mr. Anawak: Yes. The conditions are that you have to live in it, or have been in it, for at least five years before you can sell it. Five years is not a very long time, especially if you're going to realize a substantial amount of money by selling it and it didn't really cost you anything. All that is put into it is equity, really. You live in it for five years and it's yours. Everything else is supplied.

When Jack Hicks was talking about the rental, you have to remember the average income, let's say in the Baffin, is \$10,000 a year. So \$32 may not seem like very much, but \$10,000 is not very much in terms of annual income.

The other thing is that the high cost of housing was shown to us quite recently when we tried to help a person move from down here up to Iqaluit for a job where she was going to earn something like \$32,000 a year. She had to provide her own housing, and the only thing she could get at the time was a one-bedroom renting for \$1,500 a month. On a \$32,000 income, \$1,500 a month is an awful lot. There was no supplementing of her income by the people she would be working for; no subsidy. So there is a lot more need for subsidized housing, and quite rightly so.

I wanted to touch briefly on energy efficiency also. When the houses first started coming, they were a simpler type of unit, so they were able to get people from the community building them. The people from the community building them knew they were for them, so they put their best work into them.

But then along came some criteria where they said you need to be a journeyman carpenter, or a journeyman... other things. In some cases there is a need. In other words, you should have a journeyman electrician to ensure safety. But I think some mistakes were made. If you could build a house in 1965, certainly you should be able to pound the same kinds of nails in 1990. But the criteria changed so much, and all of a sudden they were demanding that you need to have certain skills to be working in them.

• 1030

What happened was contractors would come in, contractors who had really no vested interest in the community. They had a vested interest in making money. What they would do was go in, build as fast as possible, and get out, with poor workmanship in the process. That contributed, I think, to a lot of loss of energy efficiency, and now that cost of maintaining that house is even more as a result of not having an energy efficient house.

The other thing is that the life expectancy of a house is about 20 years in the north. That may be something to point out to you.

[Translation]

Le vice-président (M. Redway): A part ça, c'est un très bel endroit pour faire de la motoneige.

M. Anawak: En ce qui concerne le Programme d'aide à l'accession à la propriété, ce programme risque de profiter, et dans certains cas je pense qu'il a déjà profité, à des gens qui...

Le vice-président (M. Redway): Des employés.

M. Anawak: Oui. Les conditions sont les suivantes: Vous devez avoir habité la maison pendant au moins cinq ans avant de pouvoir vendre. Cinq ans ce n'est pas très long, surtout si vous pouvez en obtenir un bon montant en la vendant et qu'elle ne vous a pratiquement rien coûté. Tout ce qui est investi dans la maison devient en fait l'avoir des propriétaires. Vous habitez dans la maison pendant cinq ans et elle vous appartient. Tout le reste est fourni.

Lorsque Jack Hicks parlait du loyer, vous ne devez pas oublier que le revenu moyen, disons en Terre de Baffin, est de 10,000\$ par an. Donc, 32\$ ne semble pas être un loyer très élevé, mais 10,000\$ ce n'est pas beaucoup non plus comme revenu annuel.

En outre, nous avons pu constater le coût élevé du logement récemment lorsque nous avons essayé d'aider une personne à déménager d'ici à Iqaluit où elle allait travailler pour environ 32,000\$ par an. Elle devait payer son propre logement, et tout ce qu'elle pouvait trouver à l'époque était un logement d'une chambre à coucher qui se louait 1,500\$ par mois. Lorsqu'on gagne 32,000\$ par an, un logement de 1,500\$ par mois c'est très cher. Elle ne recevait aucune subvention de son employeur. Le besoin en logements subventionnés est donc beaucoup plus grand, et avec raison.

Je voulais aborder brièvement la question de l'efficacité énergétique. Lorsque les maisons ont commencé à apparaître, elles étaient assez simples, de sorte que les habitants de la collectivité pouvaient les construire. Les habitants de la collectivité qui les construisaient savaient que ces maisons étaient pour eux, alors ils y ont travaillé de leur mieux.

Mais un moment donné, on a établi certains critères selon lesquels il fallait être compagnon menuisier, ou un compagnon... Dans certains cas cela est nécessaire. En d'autres termes, il devrait y avoir un compagnon électricien, c'est une question de sécurité. Mais je pense que des erreurs ont été commises. Si vous étiez capables de construire une maison en 1965, vous êtes certainement capables de le faire en 1990. Mais les critères ont tellement changé, et tout à coup on a exigé certaines compétences pour pouvoir y travailler.

Ce qui est arrivé, c'est que les entrepreneurs sont arrivés, des entrepreneurs qui n'avaient vraiment aucun intérêt dans la collectivité. Ce qui les intéressait, c'était de faire de l'argent. Ils venaient donc construire le plus rapidement possible et repartaient, mais ne faisaient pas un travail de qualité. Je crois que cela a contribué pour beaucoup à la perte de l'efficacité énergétique de ces maisons, ce qui fait que le coût d'entretien est encore plus élevé.

En outre, je vous signale que dans le Nord, la durée de vie utile d'une maison est de 20 ans.

[Texte]

The Vice-Chairman (Mr. Redway): A moisture problem is another difficulty.

Mr. Skelly: You mentioned that in Iqaluit there is a homelessness problem developing. I always think that homelessness in Tahiti is probably not a problem, but in Iqaluit it might be during the worst part of the year. What happens with homeless people? What is the situation in which they find themselves? How do they get shelter to survive during cold periods?

Mr. J. Hicks: My understanding is that there was a interagency social service group which came up with various makeshift things, but the territorial government did finally address the question. There is very limited shelter, the sort of thing where you have to be in by ten and out by eight in the morning. It's not any kind of housing; it's just a place to sleep. For the immediate short term they've provided people with a place to sleep.

I think it is very much a taste of things to come as you have more and more people, as the young population in the smaller communities explodes, and there is no employment in the smaller communities. You will finally start to see in the north the sort of thing that is very common in the prairies, people moving into the cities for employment and having to find marginal housing. Marginal housing just doesn't exist in Iqaluit. I'm sure it's something that they are considering, or trying to address.

Mr. Skelly: It's one thing, Mr. Chairman, that I don't we have considered as we've been focusing on the inadequacy of housing for aboriginal people. In a number of cities across this country there are homeless aboriginal people who don't have any shelter at all. It might be something the committee could focus on as well.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): For sure. Part of the effort of the committee in the aboriginal housing area generally is urban housing as well. Certainly that would focus on it.

Mr. Anawak: Regarding the issue of the homeless, we did have three families, I think, in Iqaluit, who were living down by the beach. The government has generously decided that it could forgive what they owed to the housing association, and give them housing. But you have to remember that these people were living in tents, or some kind of tent. You cannot be homeless in the north. It just cannot be. Either you have a home or you freeze to death. It's that simple. I don't want to underplay the homeless down here, but up there you freeze if you're homeless.

Mrs. Duplessis: I am very concerned about violence against women. I want to know if there is a shelter for battered women and abused children in your community.

Ms Nookiguak: There isn't one in my community. The women who are assaulted are sent to Iqaluit. It depends on how serious it is. They can spend a certain amount of time there. In small communities like mine there is no such place. You have to go to someone's place for a night or two.

[Traduction]

Le vice-président (M. Redway): Un autre problème est celui de l'humidité.

M. Skelly: Vous avez mentionné qu'à Iqaluit, il commence à y avoir un problème de sans-abri. Je me dis toujours que d'être sans-abri à Tahiti n'est sans doute pas un problème, mais à Iqaluit, cela l'est certainement pendant presque toute l'année. Qu'arrive-t-il aux sans-abri? Où trouvent-ils un abri pour survivre pendant les périodes de froid?

M. J. Hicks: Je crois comprendre qu'il y avait un groupe interorganisme de services sociaux qui offrait diverses solutions de fortune, mais le gouvernement territorial a finalement examiné la question. Les abris offerts sont très limités, c'est le genre d'endroit où il faut arriver avant 22 heures et repartir au plus tard à 8 heures. Il ne s'agit pas d'un type de logement; c'est tout simplement un endroit pour dormir. C'est un endroit où les sans-abri peuvent aller dormir, mais c'est une solution à court terme, immédiate.

Je pense que le problème des sans-abri va s'accroître au fur et à mesure qu'il y aura de plus en plus de gens, de plus en plus de jeunes qui sont sans emploi dans les petites collectivités. On va finir par voir dans le Nord ce qui est très courant dans les Prairies, des gens qui partent vivre dans les villes pour trouver de l'emploi et qui doivent se contenter d'un logement marginal. Il n'existe pas de logements marginaux à Iqaluit. Je suis certain que c'est le genre de problème sur lequel ils se penchent, ou auquel ils essaient de trouver une solution.

M. Skelly: Monsieur le président, c'est une chose que nous n'avons pas examinée, je pense, lorsque nous nous sommes penchés sur l'insuffisance des logements pour les autochtones. Dans un certain nombre de villes au pays, il y a des autochtones sans abri qui n'ont pas d'endroit où loger. C'est peut-être une question sur laquelle le comité devrait se pencher également.

Le vice-président (M. Redway): Certainement. Dans le cadre de son étude générale sur le logement des autochtones, le comité se penchera également sur le logement urbain. Nous allons certainement examiner cette question.

M. Anawak: En ce qui concerne les sans-abri, à Iqaluit, nous avons, je crois, trois familles qui vivaient sur la plage. Dans sa générosité, le gouvernement a décidé qu'il allait leur faire grâce de ce qu'elles devaient à l'association d'habitation, et leur fournir un logement. Mais il ne faut pas oublier que ces gens vivaient dans des tentes, ou une sorte de tente. On ne peut pas être sans abri dans le Nord. Cela n'est tout simplement pas possible. Il faut avoir un toit, sinon on meurt de froid. C'est aussi simple que cela. Je ne veux pas minimiser la situation des sans-abri ici, mais là-bas, on meurt de froid si on est sans abri.

Mme Duplessis: Je me préoccupe beaucoup de la violence faite aux femmes. J'aimerais savoir s'il y a dans votre collectivité un abri pour les femmes et les enfants battus.

Mme Nookiguak: Il n'y en a pas dans ma collectivité. Les femmes victimes d'agression sont envoyées à Iqaluit. Cela dépend de la gravité de la situation. Elles peuvent passer un certain temps là-bas. Mais il n'y a pas de centre d'accueil dans les petites collectivités comme la mienne. Vous devez alors passer une nuit ou deux chez quelqu'un d'autre.

[Text]

• 1035

Mr. Anawak: I hate to keep butting in. Just as an example of what you were asking, I don't know what the air mileage is between Broughton Island and Iqaluit. How far is it?

Ms Nookiguak: I'm not sure.

Mr. Anawak: It must be close to 400 miles.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Probably.

Mr. Anawak: The only way to get there is by air. If a person is assaulted, then you have to wait until the next plane. There are shelters in Iqaluit and Rankin Inlet. I'm not sure if there's one in Cambridge Bay. Most communities don't have that, so it's a real problem.

Mrs. Duplessis: It's why I want to see this matter in front of our committee.

The Chairman: Yes, sure.

Thank you very much. We truly appreciate your coming. I think you've given us an insight that has been extremely helpful. You've opened our eyes to the fact that it is a different situation entirely from further south and the governmental relationships in the north are very different from those in the south with respect to this whole situation. We appreciate your helpful comments and input, and I can assure you that we're going to do a more thorough and in-depth investigation. Hopefully, we'll all be able to work together to help the situation for you and for all of us. Thanks very much.

Ms Nookiguak: I would just like to comment that single people have more trouble getting into the housing units. I myself applied for a house as soon as I reached the age, but I was told by the housing association that I shouldn't even try because I wouldn't have a chance at all. I'd have to be either married or living with someone or to have children in order to get a place of my own. That's why I'm down here. Just kidding.

The Chairman: Well, we hope you're enjoying Trent.

Ms Nookiguak: Oh yes.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Members of the committee, we heard at our last meeting about the fact that there will be a First Nations housing conference—I guess that's how it's described—in Vancouver March 9 to 12. If we're going to be involved in that—that is, go as observers and try to gain some knowledge—then the clerk advises me that we're going to have to have a motion today to go as a committee. I believe we have talked about this before in the committee; certainly there have been discussions relating to trying to combine that trip with some visits to some native communities so we could see those on the spot perhaps in the Vancouver-Vancouver Island area.

I wonder if we could have a motion today. We have a quorum. Is there any discussion?

Mr. Anawak: I just wonder if ITC is aware of that or whether somebody from the Inuit associations will be going.

[Translation]

M. Anawak: Sans vouloir m'immiscer dans votre conversation, afin d'illustrer ce que vous dites, pourriez-vous nous dire quelle distance sépare l'île Broughton d'Iqaluit?

Mme Nookiguak: Je n'en suis pas certaine.

M. Anawak: C'est sûrement près de 400 milles.

Le vice-président (M. Redway): Probablement.

M. Anawak: Et on ne peut s'y rendre que par avion. Si une personne est agressée, elle doit alors attendre le prochain avion. Il y a des refuges à Iqaluit et à Rankin Inlet. Je ne sais pas s'il y en a un à Cambridge Bay. La plupart des localités n'en ont pas, et c'est un grave problème.

Mme Duplessis: Voilà pourquoi j'aimerais que le comité étudie la question.

Le président: Oui, certainement.

Merci beaucoup. Nous vous remercions d'être venus. Vous nous avez communiqué des informations qui nous sont extrêmement utiles. Vous nous avez fait comprendre que la situation n'est pas du tout la même dans le Nord et dans le Sud et que les relations gouvernementales dans le Nord diffèrent aussi beaucoup de celles qui prévalent dans le Sud en ce qui concerne toutes ces situations. Nous apprécions votre contribution et nous vous assurons qu'une enquête détaillée sera menée. Nous espérons pouvoir collaborer avec vous en vue de trouver une solution pour vous et pour nous tous. Merci beaucoup.

Mme Nookiguak: J'aimerais seulement ajouter que ce sont les célibataires qui ont le plus de difficulté à trouver un logement. Moi-même, j'ai fait une demande de logement dès que j'ai été en âge de le faire, mais l'association du logement m'a répondu qu'il ne valait même pas la peine d'essayer car je n'avais aucune chance. Il aurait fallu que je sois mariée, que j'habite avec quelqu'un ou que j'aie des enfants pour avoir mon propre logement. Voilà pourquoi j'habite dans le Sud. Non, je plaisante.

Le président: Eh bien, nous espérons que vous vous plaisez à Trent.

Mme Nookiguak: Certainement.

Le vice-président (M. Redway): Membres du comité, nous avons appris à notre dernière réunion que les Premières nations tiendront une conférence sur le logement à Vancouver du 9 au 12 mars. Si nous voulons y participer—c'est-à-dire, si nous voulons y assister à titre d'observateurs afin d'en apprendre un peu sur le sujet—la greffière m'informe qu'il nous faut avoir une motion à ce sujet aujourd'hui. Je crois que nous en avons déjà discuté entre nous; on a certainement déjà parlé de la possibilité de combiner ce voyage avec des visites dans des localités autochtones, peut-être dans la région de Vancouver et de l'île de Vancouver.

Pourrions-nous avoir une motion aujourd'hui? Il y a quorum. Voulez-vous d'abord en discuter?

M. Anawak: J'aimerais savoir si ITC est au courant de la tenue de cette conférence ou si un représentant des associations inuit y participera.

[Texte]

Mr. J. Hicks: I'm aware of it because we were here on Tuesday, but I'm not aware that an invitation has been offered.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): I'm sure you'd like to investigate and see if the Assembly of First Nations would entertain your coming along as well. We received an invitation—not a paid trip, but an invitation. As you know, there's a freeze on travelling now, so if we are interested in going as a committee, the clerk's going to have to do some inquiring. Unfortunately, because, as Mr. Skelly knows, I'm chairing another committee, I can't really be away myself; but I think the rest of the committee members would certainly be interested and benefit from it.

• 1040

Mrs. Duplessis: It will be very difficult for me to be there, because there is a most important event in my riding, where all the boards of trade and the members are there—about 1,000 people—and I must be in my riding at that time.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): I understand, but if the committee wants to go would somebody like to make a motion here—

Mr. Nault: So moved.

Motion agreed to

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Is there any other business I should be bring up, Madam Clerk?

Mr. Anawak: Can we discuss Bob Skelly's motion?

The Vice-Chairman (Mr. Redway): It's already in the works actually.

Mr. Anawak: Oh, okay.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Tuesday, is it?

Mr. Nault: It goes Monday to Wednesday.

The Clerk of the Committee: Yes, 9th, 10th, 11th.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): We've been talking about the possibility of seeing some of the native communities on the Saturday and Sunday beforehand. Is that a possibility?

Mr. Skelly: We could... at the chiefs' congress in B.C. and find out about communities close to Vancouver possibly.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Sure. Bob, did you have another question?

Mr. Skelly: I was wondering whether we were travelling as a committee, because MPs can still travel on travel claims. It is not a problem for us.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Yes. That may be a solution to the problem, but let's—

Mr. Skelly: But if we have to travel with interpreters and the whole—

The Vice-Chairman (Mr. Redway): My feeling was that we go just as a fact-finding mission, without having hearings. We can cut down on a lot of the expense in that respect.

[Traduction]

M. J. Hicks: Je suis au courant parce que j'étais ici mardi, mais il n'y a pas eu d'invitation à ce que je sache.

Le vice-président (M. Redway): Vous voudrez probablement vous informer et demander à l'Assemblée des Premières nations si vous ne pourriez pas participer à cette conférence. Nous avons reçu une invitation—non pas un voyage payé, mais bien une invitation. Vous le savez, on a bloqué les fonds de voyage pour l'instant, de sorte que, si nous désirons y aller en tant que comité, la greffière devra s'enquérir des possibilités. Malheureusement, comme M. Skelly le sait, je préside un autre comité, ce qui m'empêchera de me rendre à Vancouver moi-même; mais les autres membres du comité sont vraisemblablement très intéressés par cette conférence et ils pourraient certainement en tirer profit.

Mme Duplessis: Cela tombe mal pour moi aussi car il y aura dans ma circonscription une manifestation très importante, une rencontre de toutes les chambres de commerce et de leurs membres—environ 1,000 personnes—à laquelle je dois assister.

Le vice-président (M. Redway): Je comprends, mais si le comité désire s'y rendre, il nous faut une motion. . .

M. Nault: J'en fais la proposition.

La motion est adoptée

Le vice-président (M. Redway): Y a-t-il d'autres questions à l'ordre du jour, madame la greffière?

M. Anawak: Pourrions-nous discuter de la motion de Bob Skelly?

Le vice-président (M. Redway): C'est ce que nous faisons.

M. Anawak: Très bien.

Le vice-président (M. Redway): Il s'agit de mardi?

M. Nault: C'est de lundi à mercredi.

La greffière du comité: Oui, les 9, 10 et 11.

Le vice-président (M. Redway): Nous avons parlé de la possibilité de visiter des communautés autochtones le samedi et le dimanche précédents. Est-ce que cela serait possible?

M. Skelly: Nous pourrions... il y aura un congrès des chefs en Colombie-Britannique; nous pourrions nous informer au sujet des localités qui se trouvent près de Vancouver.

Le vice-président (M. Redway): Certainement. Bob, avez-vous une autre question?

M. Skelly: Je me demandais seulement si nous allions voyager en tant que comité, car les députés peuvent encore présenter des demandes de remboursement de dépenses de voyage. Cela ne pose aucun problème pour nous.

Le vice-président (M. Redway): En effet. Cela pourrait être une solution au problème, mais. . .

M. Skelly: Mais si nous devons voyager avec des interprètes et tout. . .

Le vice-président (M. Redway): Il me semble que nous pourrions assister à la conférence simplement pour recueillir des informations sans tenir d'audiences. Nous pourrions ainsi réduire sensiblement les dépenses.

[Text]

Mr. Skelly: But we would be looking at taking a couple of staff members, right?

Mrs. Duplessis: If I am not there, there will be no problem with the translation.

Mr. Skelly: But your substitute may. . .

The Vice-Chairman (Mr. Redway): If we were formally going to have hearings, I think we'd have to have that, in any event. We'll leave that to the clerk to work out and—

The Clerk: I thought it should be considered as a visit rather than as public hearings, because it is a fact-finding mission for you, the AFN conference. Then you could visit a few reserves around Vancouver. That could be organized Saturday and Sunday.

Mr. Nault: Let's make sure that we go to areas that are a little more appropriate than the ones that are right next to Vancouver. There is a big difference between communities that are isolated and not isolated. I would like, if we go, to get up into the interior of B.C., where there is a difference, if it's possible, or on the coast.

Mr. Skelly: Isolated communities suffer the same difficulty. They have million-dollar houses at Musqueam. Some of the houses up the coast are a little bit different.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): A little bit different, for sure. I would think that without going up to. . .

The Clerk: Prince Rupert?

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Well, you can probably get up to Prince Rupert without any difficulty. But without getting into the interior or something—Dawson City or something like that. You can see some things farther south that have some problems.

Mr. Skelly: That's outside the province. I don't know anything about Dawson City.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Dawson is outside the province, in the Yukon, but Dawson City's in British Columbia.

Mr. Skelly: Oh, you mean Dawson Creek.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Dawson Creek, sorry. In any event, I'm sure we can work all that out. That motion's been passed.

Is our meeting on Tuesday?

The Clerk: Yes, Tuesday.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): On Tuesday we were going to have the Native Council of Canada. They aren't ready to come yet. Is that it?

The Clerk: That's it.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): So instead of that we're going to have some of those video presentations that we talked about—the housing videos. Bubblegum and popcorn for everybody.

Mr. Skelly: Were these the CMHC ones?

[Translation]

M. Skelly: Mais il faudrait néanmoins que deux ou trois employés nous accompagnent, n'est-ce pas?

Mme Duplessis: Si je n'y vais pas, on n'aura pas besoin d'interprétation.

M. Skelly: Mais votre remplaçant pourrait. . .

Le vice-président (M. Redway): Si nous tenions des audiences officielles, cela serait nécessaire. Quoi qu'il en soit, nous laisserons à la greffière le soin de régler ces détails et. . .

La greffière: Il s'agirait plutôt d'une visite que d'audiences publiques, car la participation à cette conférence de l'Assemblée des Premières nations constituerait plutôt une mission d'information pour vous. Puis, vous pourriez aller dans quelques réserves autour de Vancouver. Cela pourrait être organisés pour samedi et dimanche.

M. Nault: Assurons-nous d'aller dans des endroits un peu plus valables que les grandes réserves voisines de Vancouver. Il y a une grande différence entre les communautés qui sont isolées et celles qui ne le sont pas. Si nous faisons le voyage, j'aimerais bien que nous allions à l'intérieur de la Colombie-Britannique, où la situation est différente, si cela est possible, ou sur la côte.

M. Skelly: Les communautés isolées ont les mêmes difficultés. À Musqueam, on a des maisons d'un million de dollars. Sur la côte, certaines habitations sont un peu différentes.

Le vice-président (M. Redway): Un peu différentes, certainement. Il me semble que sans aller. . .

La greffière: À Prince Rupert?

Le vice-président (M. Redway): Nous pourrions probablement aller à Prince Rupert sans problème, sans aller trop à l'intérieur—à Dawson City ou un autre endroit de ce genre. Il y a des localités beaucoup plus au sud qui ont les mêmes difficultés.

M. Skelly: C'est à l'extérieur de la province. Je ne connais rien de Dawson City.

Le vice-président (M. Redway): Dawson est à l'extérieur de la province, au Yukon, mais Dawson City est en Colombie-Britannique.

M. Skelly: Vous voulez dire Dawson Creek.

Le vice-président (M. Redway): Désolé, oui, Dawson Creek. Quoi qu'il en soit, je suis certain que nous pouvons régler tout cela. La motion a été adoptée.

Notre prochaine réunion a lieu mardi?

La greffière: Oui, mardi.

Le vice-président (M. Redway): Mardi, nous devons accueillir le Conseil des autochtones du Canada, mais ses représentants ne sont pas encore prêts. Est-ce exact?

La greffière: C'est exact.

Le vice-président (M. Redway): Par conséquent, en remplacement, nous allons visionner des bandes vidéo sur ce dont nous avons parlé—le logement. Il y aura de la gomme à mâcher et du maïs soufflé pour tout le monde.

M. Skelly: S'agit-il des bandes de la SCHL?

[Texte]

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Yes, and I think we were going to see if DIAND has some too. They said they had them.

Mr. Skelly: The AFN mentioned that they had a video of *The Journal* series, three or four programs.

The Clerk: Oh, yes.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): We could get that.

The Clerk: Yes, I suspect we can even get it from here.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): I'm sure we can.

Mr. Nault: Mr. Chairman, I just wanted to comment, for the record, on this letter we received from DND.

It would be my recommendation that you still follow through with the letter you were going to write, and make it quite clear that this is the information we require.

• 1045

We're in big trouble as committees in the House of Commons if this is the kind of material we're going to get, not to mention that it doesn't even look like a letter to me. It looks like they just threw it together because someone told them we weren't too pleased.

I'd like to follow through with a letter that we had requested you to write to tell them that we expect a comprehensive reply, not this kind of—

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Do we have other questions, other than the ones to which responses have been given? Were there other questions?

The Clerk: Not really, but maybe Mr. Nault means that the answers are far from being complete.

Mr. Nault: Pardon me?

The Clerk: Do you mean the answers are far from being complete?

Mr. Nault: We had asked in a more comprehensive way for the rationale behind where these cadets would go if they didn't go to Camp Ipperwash. What is the rationale for DND feeling that they still need this particular facility versus somewhere else? There was a lot more to the request than these few little statements here that they made.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Are those questions on the record so that we can—

The Clerk: Yes.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): If we can put together all the questions that were asked, we can certainly send a letter to them.

The Clerk: I had written a draft yesterday.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): All right.

The Clerk: Do you want me to reactivate it?

[Traduction]

Le vice-président (M. Redway): Oui, et nous tenterons d'en obtenir aussi du MAIN. Ses fonctionnaires nous ont dit qu'ils en avaient.

M. Skelly: Le représentant de l'Assemblée des Premières nations a indiqué qu'il avait une bande vidéo d'une série présentée par *The Journal*, trois ou quatre émissions.

La greffière: Oui, en effet.

Le vice-président (M. Redway): Nous pourrions l'obtenir aussi.

La greffière: Oui, probablement ici même.

Le vice-président (M. Redway): Oui, j'en suis certain.

M. Nault: Monsieur le président, j'aimerais faire quelques remarques pour le compte rendu au sujet de cette lettre que nous avons reçue du ministère de la Défense nationale.

Je recommande que vous écriviez la lettre comme vous deviez le faire, et que vous indiquiez clairement que nous avons besoin de ces informations.

Les comités de la Chambre des communes se retrouveront dans de beaux draps si c'est là le genre de documents que nous recevons, d'autant plus que celui-ci n'a même pas l'air d'une lettre. Cela ressemble à une lettre bâclée, qui n'a été écrite que parce que nous leur avons dit que nous n'étions pas satisfaits.

J'aimerais que nous envoyions la lettre que nous vous avons demandé d'écrire pour leur dire que nous attendons d'eux une réponse complète, pas ce genre de...

Le vice-président (M. Redway): Y a-t-il d'autres questions auxquelles il n'a pas été répondu? Y avait-il d'autres questions?

La greffière: Pas vraiment, mais M. Nault estime peut-être que les réponses qu'il a reçues n'étaient pas complètes.

M. Nault: Pardon!

La greffière: Voulez-vous dire que les réponses n'étaient pas complètes?

M. Nault: Nous avons demandé qu'on nous explique en détail où seraient envoyés ces cadets s'ils n'allaient pas au camp Ipperwash. Pourquoi le ministère de la Défense nationale estime-t-il qu'il a besoin de ces installations particulières plutôt que d'autres? Notre question nécessite une réponse un peu plus détaillée que ces quelques lignes.

Le vice-président (M. Redway): Ces questions figurent-elles au compte rendu pour que nous puissions...

La greffière: Oui.

Le vice-président (M. Redway): Nous pourrions réunir toutes les questions qui ont été soulevées et les inclure dans une lettre qui leur serait envoyée.

La greffière: J'ai rédigé une ébauche hier.

Le vice-président (M. Redway): Très bien.

La greffière: Aimerez-vous que je modifie cette ébauche?

[Text]

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Sure.

The Clerk: Saying that the answers are far from being—

The Vice-Chairman (Mr. Redway): We appreciate what they sent us, but we also had some other requests that they haven't addressed as yet.

Mr. Nault: That's putting it mildly.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): I think we could put together an appropriate letter.

The Clerk: Okay.

Mr. Nault: Also, while I have the floor, could we get a sense of where we're going with Oka? We had talked about it in committee. Are we still prepared to go down to the community?

The Vice-Chairman (Mr. Redway): I think Mr. Schneider talked to them in concert with the clerk and the researcher. I would frankly prefer to leave it till he got back. He's supposed to be back in a week's time, I think.

Mr. Nault: Where is he?

The Vice-Chairman (Mr. Redway): I'm not quite sure where he is, but I think it would be better, frankly, to have him here, because he spoke to them and I didn't.

If there's nothing else, this committee stands adjourned.

[Translation]

Le vice-président (M. Redway): Oui.

La greffière: Pour dire que les réponses sont loin d'être. . .

Le vice-président (M. Redway): Pour leur dire que nous les remercions de leurs réponses, mais que nous avons d'autres questions auxquelles ils n'ont pas répondu encore.

M. Nault: C'est un euphémisme.

Le vice-président (M. Redway): Je crois que nous pourrions rédiger une lettre satisfaisante.

La greffière: Très bien.

M. Nault: Pendant que j'ai la parole, j'en profite pour vous demander ce qu'il en est de la question d'Oka? Nous en avons discuté en comité. Sommes-nous encore disposés à y aller?

Le vice-président (M. Redway): Je crois que M. Schneider en a discuté avec les gens d'Oka, de concert avec la greffière et l'attaché de recherche. Je préférerais que nous laissions cette question en suspens jusqu'à son retour. Il devrait revenir dans environ une semaine.

M. Nault: Où est-il?

Le vice-président (M. Redway): Je n'en suis pas certain, mais je crois honnêtement qu'il serait préférable qu'il soit présent, car c'est lui qui s'est entretenu avec les représentants d'Oka.

S'il n'y a pas d'autres questions, la séance est levée.

MAIL POSTE
 Canada Post Corporation Société canadienne des postes
 Postage paid
 Lettermail
 125 avenue Victoria
 K1A 0S8
 Ottawa

CHAMBRE DES COMMUNES

Pascale 14
 Le mercredi 26 février 1992
 Président: Larry Schneider

It is delivered, return COVER ONLY to:
 Canada Communication Group - Publishing
 125 Queen Street West
 125, Queen Street West, K1A 0S8
 Ottawa, Ontario

Aboriginal Affairs

Procès-verbaux et témoignages de Comité parlementaire des

Affaires autochtones

RESPECTING:

Aboriginal Housing

INCLUDING:

Third Report to the House

CONCERNANT:

Logement des autochtones

Y COMPRIS:

Troisième rapport à la Chambre

WITNESSES:

Représentants du Comité parlementaire des Affaires Autochtones
 Kaylene Hockings, représentante
 Jack Hicks, analyste des politiques

TÉMOINS

TÉMOINS:

Représentants from Joint Report of Canada
 Kaylene Hockings, Representative
 Jack Hicks, Policy Analyst

WITNESSES

Volume 14, Number 10 of the Thirty-fourth Parliament
 1991-1992

Troisième session de la trente-quatrième législature,
 1991-1992

In vente: Group Communication Canada - Edition
 Approuvé et distribué: Group Communication Canada, Ottawa, Canada K1A 0S8

Available from Canada Communication Group - Publishing
 Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S8

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

K1A 0S9
Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

[Text]

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Sure.

The Clerk: Saying that the answers are far from being—

The Vice-Chairman (Mr. Redway): We appreciate what they sent us, but we also had some other requests that they haven't addressed as yet.

Mr. Nault: That's putting it mildly.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): I think we could put together an appropriate letter.

The Clerk: Okay.

Mr. Nault: Also, while I have the floor, could we get a sense of where we're going with Oka? We had talked about it in committee. Are we still prepared to go down to the community?

The Vice-Chairman (Mr. Redway): I think Mr. Schneider talked to them in concert with the clerk and the researcher. I would really prefer to leave it till he's back. He's supposed to be back in a week's time, I think.

Mr. Nault: Where is **WITNESSES**

Representatives from Inuit Tapirisat of Canada:

Kayrene Nookiguak, Representative;

Jack Hicks, Policy Analyst.

[Translation]

Le vice-président

La greffière: Pour

Le vice-président
remercions de leur
questions sur les

M. Nault: Ceci

Le vice-président
rédiger une lettre

La greffière: Très bien.

M. Nault: Pendant que j'ai la parole, j'en profite pour vous demander ce qu'il en est de la question d'Oka? Nous en avons discuté en comité. Sommes-nous encore disposés à y aller?

Le vice-président (M. Redway): Je crois que M. Schneider en a discuté avec les gens d'Oka, de concert avec la greffière et l'attaché de recherche. Je préférerais que vous laissez cette question en suspens jusqu'à son retour. Il devrait revenir dans environ une semaine.

M. Nault: Où est-il?

TÉMOINS

Représentants du «Inuit Tapirisat of Canada»:

Kayrene Nookiguak, représentante;

Jack Hicks, analyse des politiques.

Issue No. 14

Fascicule n° 14

Wednesday, February 26, 1992

Le mercredi 26 février 1992

Chairperson: Larry Schneider

Président: Larry Schneider

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent des

Aboriginal Affairs

Affaires autochtones

RESPECTING:

CONCERNANT:

Aboriginal Housing

Logement des autochtones

INCLUDING:

Y COMPRIS:

Third Report to the House

Troisième rapport à la Chambre

WITNESSES:

TÉMOINS:

(See back cover)

(Voir à l'endos)

On the basis of the testimony heard, the Standing Committee recommends the following:

En se basant sur les témoignages entendus, le Comité recommande ce qui suit:

- In 1981, Order in Council PC 1981-499 reiterated the government's obligation to transfer the Stoney Point Reserve back to the Minister of Indian Affairs for the use and benefit of the Kettle and Stoney Point Band.
- That representatives of the families of the people who lived on the Stoney Point Reserve seek the return of the Stoney Point Reserve.
- The Minister of Defence's Advisory Group on Defence Infrastructure is currently reviewing the defence infrastructure in Canada, and will not be in a position until 1993 to indicate whether there might be closures of military bases, including Camp Ipperwash.

- En 1981, le décret C.P. 1981-499 a réitéré l'obligation du gouvernement de mettre la réserve de Stoney Point entre les mains du ministre des Affaires indiennes pour l'usage et l'avantage de la bande de Kettle et Stoney Point.
- Les représentants des familles des anciens habitants de la réserve de Stoney Point ont réclamé la restitution de la réserve.
- Le Groupe consultatif du Ministère sur l'infrastructure de la défense qui examine les différents établissements de défense au Canada, ne sera en mesure d'indiquer avant 1993 si certaines bases militaires pourraient être abandonnées, dont Camp Ipperwash.

On the basis of the testimony heard, the Standing Committee recommends the following:

En se basant sur les témoignages entendus, le Comité recommande ce qui suit:

That the government fulfil a serious obligation to the Third Session of the Thirty-fourth Parliament, 1991-92

Que le gouvernement remplisse sa grave obligation à la Troisième session de la trente-quatrième législature, 1991-1992

STANDING COMMITTEE ON ABORIGINAL AFFAIRS

Chairperson: Larry Schneider
Vice-Chairmen: Jack Anawak
Alan Redway

Members

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Ross Reid
Robert E. Skelly
Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

Martine Bresson

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES
AUTOCHTONES

Président: Larry Schneider
Vice-présidents: Jack Anawak
Alan Redway

Membres

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Ross Reid
Robert E. Skelly
Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

La greffière du Comité

Martine Bresson

WITNESSES

Representatives from Inuit Tapiriit of Canada:
Kayrene Nookigwak, Representative;
Jack Hicks, Policy Analyst

TÉMOINS

Représentants du Inuit Tapiriit of Canada:
Kayrene Nookigwak, représentante;
Jack Hicks, analyse des politiques

Published under authority of the Speaker of the
House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre
des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

REPORT TO THE HOUSE

Friday, March 13, 1992

The House of Commons Standing Committee on Aboriginal Affairs has the honour to present its

THIRD REPORT

In accordance with its mandate under Standing Order 108(2), the Committee has considered the issue of the Stoney Point Reserve and its possible return to the aboriginal people from which it was appropriated under the *War Measures Act* during World War II, and has agreed to report as follows.

The Committee has heard testimony from the representatives of the families of people who lived on the Stoney Point Reserve before it was appropriated under the *War Measures Act* in 1942, and the Department of National Defence on the issue of the return of the former Stoney Point Reserve, now Camp Ipperwash, to the aboriginal people from which it was appropriated. The Kettle and Stoney Point Band declined to appear. This testimony established the following:

1. In 1942, the Stoney Point Reserve was appropriated by the federal government under the authority of the *War Measures Act*, and the residents were moved to the Kettle Point Reserve. Order in Council P.C. 2913 provided that if subsequent to the termination of the War, the property was not required by the Department of National Defence, negotiations would be entered into to transfer the land back to the Indians.
2. In 1981, Order in Council P.C. 1981-499 reiterated the government's obligation to transfer the Stoney Point Reserve back to the Minister of Indian Affairs for the use and benefit of the Kettle and Stoney Point Band.
3. That representatives of the families of the people who lived on the Stoney Point Reserve seek the return of the Stoney Point Reserve.
4. The Minister of Defence's Advisory Group on Defence Infrastructure is currently in the process of reviewing defence infrastructure in Canada, and will not be in a position until 1993 to indicate whether there might be closures of any military bases, including Camp Ipperwash.

On the basis of the testimony heard, the Standing Committee makes the following recommendations:

That the government rectify a serious injustice done to the Stoney Point First Nation almost fifty years ago by returning the land at Stoney Point to its aboriginal inhabitants and their descendants from whom the land was seized under the *War Measures Act* (Order-in-Council P.C. 2913, April 14, 1942).

REQUEST FOR A GOVERNMENT RESPONSE

Your Committee requests that the Government table a comprehensive response to this Report in accordance with the provisions of Standing Order 109.

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le vendredi 13 mars 1992

Le Comité permanent des affaires autochtones de la Chambre des communes a l'honneur de présenter son

TROISIÈME RAPPORT

Conformément au mandat que lui confère le paragraphe 108(2) du Règlement, le Comité a examiné la possibilité de restituer la réserve de Stoney Point au peuple autochtone qui en a été privé pendant la Deuxième guerre mondiale par application de la *Loi sur les mesures de guerre*. Le Comité a convenu de présenter le rapport ci-après.

Le Comité a entendu les témoignages des représentants des familles qui habitaient la réserve de Stoney Point (aujourd'hui Camp Ipperwash) avant qu'elle leur soit enlevée en 1942, par application de la Loi sur les mesures de guerre, de même que ceux du ministère de la Défense nationale. La bande de Kettle et Stoney Point a refusé de comparaître. Les témoignages entendus ont permis d'établir ce qui suit:

1. En 1942, le gouvernement fédéral s'est approprié la réserve de Stoney Point en invoquant la *Loi sur les mesures de guerre* et ses habitants furent déménagés à la réserve de Kettle Point. Le décret du conseil C.P. 2913 prévoyait que si, après la guerre, le ministère de la Défense nationale pouvait s'en passer, la remise de la terre serait négociée avec les Indiens.
2. En 1981, le décret C.P. 1981-499 a réitéré l'obligation du gouvernement de mettre la réserve de Stoney Point entre les mains du ministre des Affaires indiennes pour l'usage et l'avantage de la bande de Kettle et Stoney Point.
3. Les représentants des familles des anciens habitants de la réserve de Stoney Point ont réclamé la restitution de la réserve.
4. Le Groupe consultatif du Ministre sur l'infrastructure de la défense qui examine les différents établissements de défense au Canada, ne sera pas en mesure d'indiquer avant 1993 si certaines bases militaires peuvent être abandonnées, dont Camp Ipperwash.

S'appuyant sur les témoignages entendus, le Comité recommande ce qui suit:

Que le gouvernement répare la grave injustice faite à la Première nation de Stoney Point il y a presque cinquante ans, en rendant la terre de Stoney Point à ses premiers habitants ou à leurs descendants, terre qu'il avait confisquée sous l'empire de la *Loi sur les mesures de guerre* (Décret du conseil C.P. 2913, 14 avril 1942).

DEMANDE D'UNE RÉPONSE DU GOUVERNEMENT

Le Comité demande au gouvernement de déposer une réponse globale au présent rapport conformément à l'article 109 du Règlement.

A copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on Aboriginal Affairs (*Issues Nos. 8 and 14 which includes this Report*) is tabled.

Un exemplaire des Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent des affaires autochtones (*fascicules n^{os} 8 et 14 qui inclut le rapport*) est déposé.

Respectfully submitted,

Respectueusement soumis,

Le président,

Larry Schneider,
Chairman.

Le Comité a entendu les témoignages des représentants des familles qui habitent la réserve de Stony Point (aujourd'hui Camp Ipperwash) et qui ont été enrôlés en 1942, par application de la loi sur les mesures de guerre, de même que ceux du ministre de la Défense nationale. Les bandes de Kettle et Stony Point a refusé de comparaître. Les témoignages entendus ont permis d'établir ce qui suit :

1. En 1942, le gouvernement fédéral s'est approprié la réserve de Stony Point en invoquant la loi sur les mesures de guerre et ses habitants furent déménagés à la réserve de Kettle Point. Le décret du conseil C.R. 2013 prévoyait que, si, après la guerre, le ministre de la Défense nationale pouvait s'en passer, la remise de la terre serait négociée avec les Indiens.

2. En 1981, le décret C.R. 1981-499 a réitéré l'obligation du gouvernement de mettre la réserve de Stony Point entre les mains du ministre des Affaires indiennes pour l'usage et l'avantage de la bande de Kettle et Stony Point.

3. Les représentants des familles des anciens habitants de la réserve de Stony Point ont réclamé la restitution de la réserve.

4. Le Groupe consultatif du Ministre sur l'infrastructure de la défense qui examine les différents établissements de défense au Canada, ne sera pas en mesure d'indiquer avant 1993 si certaines bases militaires peuvent être abandonnées, dont Camp Ipperwash.

S'appuyant sur les témoignages entendus, le Comité recommande ce qui suit :

Que le gouvernement répare la grave injustice faite à la première nation de Stony Point il y a presque cinquante ans, en rendant la terre de Stony Point à ses premiers habitants ou à leurs descendants, tels qu'il est contiguë sous l'empire de la loi sur les mesures de guerre (Décret du conseil C.R. 2013, 14 avril 1942).

Le Comité demande un amendement de la loi sur les mesures de guerre pour que le ministre de la Défense nationale puisse négocier la restitution de la terre à la bande de Kettle et Stony Point.

The Committee has heard testimony from the representatives of the families of people who lived on the Stony Point Reserve before it was appropriated under the War Measures Act in 1942, and the Department of National Defence on the issue of the return of the former Stony Point Reserve, now Camp Ipperwash, to the aboriginal people from which it was appropriated. The Kettle and Stony Point Band declined to appear. The testimony established the following :

1. In 1942, the Stony Point Reserve was appropriated by the federal government under the authority of the War Measures Act, and the residents were moved to the Kettle Point Reserve. Order in Council BC 2013 provided that if subsequent to the termination of the War, the property was not required by the Department of National Defence, negotiations would be entered into to transfer the land back to the Indians.

2. In 1981, Order in Council PC 1981-499 reiterated the government's obligation to transfer the Stony Point Reserve back to the Minister of Indian Affairs for the use and benefit of the Kettle and Stony Point Band.

3. That representatives of the families of the people who lived on the Stony Point Reserve seek the return of the Stony Point Reserve.

4. The Minister of Defence's Advisory Group on Defence Infrastructure is currently in the process of reviewing defence infrastructure in Canada, and will not be in a position until 1993 to indicate whether there might be closures of any military bases, including Camp Ipperwash.

On the basis of the testimony heard, the Standing Committee makes the following recommendations :

That the government rectify a serious injustice done to the Stony Point First Nation almost fifty years ago by returning the land at Stony Point to its aboriginal inhabitants and their descendants from whom the land was seized under the War Measures Act (Order-in-Council BC 2013 April 14, 1942).

Your Committee requests that the Government table a companion report to this report in accordance with the provisions of Standing Order 109.

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 26 FÉVRIER 1992
(21)

[Texte]

Le Comité permanent des affaires autochtones se réunit aujourd'hui à 15 h 30 dans la salle 208, édifice de l'Ouest, sous la présidence d'Alan Redway (*vice-président*).

Membres du comité présents: Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Robert E. Skelly.

Membres suppléants présents: David Kilgour remplace Jack Anawak; Louise Feltham remplace Marcel R. Tremblay; Darryl Gray remplace Larry Schneider; Dave Worthy remplace Ross Reid.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Elaine Gardner-O'Toole, attachée de recherche.

Témoins: Du Bureau du vérificateur général du Canada: Denis Desautels, vérificateur général du Canada; Larry Ting, directeur principal, Opérations de vérification.

Conformément au mandat que lui confie le paragraphe 108(2) du Règlement, le Comité continue son étude sur le logement des autochtones (*voir les Procès-verbaux et témoignages du mardi 11 février 1992, fascicule n° 10*).

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

À 16 h 43, Suzanne Duplessis préside la séance.

À 17 h 15, la séance est suspendue.

À 17 h 23, la séance reprend.

Il est proposé,—That the government rectify a serious injustice done to the Stoney Point First Nation almost fifty years ago, by returning the land at Stoney Point to its aboriginal inhabitants and their descendants from whom the land was seized under the *War Measures Act* (Order-in-Council P.C. 2913, April 14, 1942.)

Après débat, la motion est adoptée à l'unanimité.

Il est convenu,—Que cette motion fasse partie du rapport comme recommandation finale après un préambule d'introduction.

Il est convenu,—Que ce rapport soit adopté comme étant le troisième rapport du comité et que, conformément à l'article 109 du Règlement, le Comité demande au Gouvernement de déposer une réponse globale.

À 17 h 32, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Martine Bresson

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, FEBRUARY 26, 1992
(21)

[Translation]

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met at 3:30 o'clock p.m. this day, in Room 208, West Block, the Vice-Chairman, Alan Redway, presiding.

Members of the Committee present: Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Robert E. Skelly.

Acting Members presents: David Kilgour for Jack Anawak; Louise Feltham for Marcel R. Tremblay; Darryl Gray for Larry Schneider; Dave Worthy for Ross Reid.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Elaine Gardner-O'Toole, Research Officer.

Witnesses: From the Office of the Auditor General of Canada: Denis Desautels, Auditor General of Canada; Larry Ting, Principal, Audit Operations.

In accordance with its mandate under Standing Order 108(2), the Committee resumed its study on aboriginal housing (*See Minutes of Proceedings, February 11, 1992, Issue No. 10*).

The witnesses made statements and answered questions.

At 4:43 o'clock p.m., Suzanne Duplessis took the Chair.

At 5:15 o'clock p.m., the sitting was suspended.

At 5:23 o'clock p.m., the sitting resumed.

It was moved,—Que le gouvernement répare la grave injustice faite à la Première nation de Stoney Point il y a presque cinquante ans, en rendant la terre de Stoney Point à ses premiers habitants ou à leurs descendants, terre qu'il avait confisquée sous l'empire de la *Loi sur les mesures de guerre* (Décret du conseil C.P. 2913, 14 avril 1942).

After debate, the motion was unanimously agreed.

It was agreed,—That the motion be incorporated in the report as a final recommendation, after an introductory preamble.

It was agreed,—That the report be adopted as the Third Report of the Standing Committee, and that pursuant to Standing Order 109, the Committee request the Government to table a comprehensive response.

At 5:32 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Martine Bresson

Clerk of the Committee

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Wednesday, February 26, 1992

• 1533

The Vice-Chairman (Mr. Redway): There being a quorum for the hearing of witnesses, we'll open the meeting and welcome you, Mr. Desautels. We're very pleased indeed to have such a distinguished witness before us today.

I see you're armed with all the facts, figures, and the troops to provide them. We're looking forward to your presentation. We found most interesting your comments with respect to Canadian housing in your 1991 annual report.

Mr. Denis Desautels (Auditor General of Canada): Thank you very much, Mr. Chairman, for this opportunity to appear before your committee and to discuss what we consider is a very important question, on-reserve housing. As you mentioned, we did comment on this in our last annual report.

I am accompanied today by Mr. Larry Ting, a principal in our office. On our behalf, Larry's been involved in native questions for many years. So to the extent that I'm relatively new and may not have all the answers to the questions raised by your committee, I'm sure Mr. Ting will be able to complete my answers very adequately.

My main message today is that improvements in the accountability framework for funding arrangements could serve both the bands and funding agencies in resolving the housing backlog. Accountability for results, Mr. Chairman, is needed in both directions—to funding agencies and to band members. The results should be reported to both constituencies.

• 1535

The recommendation at paragraph 14.20 of my report sets out our views on an appropriate accountability framework. Our audit of Indian housing took into account the studies carried out by the Department of Indian and Northern Affairs and the First Nations. The audit team also discussed selected issues with the Assembly of First Nations, various Indian bands and the department.

We reported that: (1) the housing shortage on Indian reserves is critical; (2) there is no clear statement of the department's responsibility to provide housing for status Indians; and (3) the department has no action plan for satisfying the critical housing backlog of more than 10,000 units at an estimated cost of up to \$840 million. This does not, of course, include the backlog created by the returnees under a 1985 amendment to the Indian Act.

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mercredi 26 février 1992

Le vice-président (M. Redway): Je constate qu'il y a quorum et que nous pouvons donc entendre les témoins. Je déclare la séance ouverte et souhaite la bienvenue à M. Desautels. Nous sommes heureux d'accueillir aujourd'hui un témoin aussi prestigieux.

Je vois que vous êtes bien préparé et bien accompagné pour nous fournir les renseignements voulus. Nous sommes impatients de vous écouter. Les observations que vous avez faites au sujet de la situation du logement au Canada, dans votre rapport annuel de 1991, nous ont paru très intéressantes.

M. Denis Desautels (vérificateur général du Canada): Merci beaucoup, monsieur le président, de m'avoir invité à comparaître devant le comité pour débattre de cette question que nous jugeons très importante, c'est-à-dire le logement dans les réserves. Comme vous l'avez mentionné, nous avons parlé de cette question dans notre dernier rapport annuel.

M. Larry Ting, un des directeurs de notre bureau, m'accompagne. Larry s'occupe des questions autochtones depuis de nombreuses années. Pour ma part, ma nomination étant relativement récente, je ne pourrai peut-être pas répondre à toutes les questions du comité, mais je suis persuadé que M. Ting pourra y répondre très adéquatement.

Le principal message que j'ai à vous livrer aujourd'hui, c'est qu'un cadre de responsabilités amélioré régissant les accords de prêts pourrait s'avérer utile aux bandes indiennes et aux établissements de crédit afin de résoudre le problème de la pénurie de logements. La reddition des comptes est requise des deux parties—pour les établissements de crédit ainsi que pour les bandes indiennes—et les résultats devraient être communiqués aux deux administrations.

La recommandation de l'énoncé 14.20 de mon rapport expose mon point de vue sur ce que devrait être un cadre de responsabilité approprié. La vérification du logement dans les réserves indiennes a tenu compte des études réalisées par le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et les Premières nations. L'équipe de vérification a aussi discuté de certaines questions avec l'Assemblée des Premières nations, diverses bandes indiennes et le ministère.

Dans mon rapport, j'ai signalé ce qui suit: (1) la pénurie de logements dans les réserves indiennes est critique; (2) aucun énoncé n'indique clairement que le MAINC a la responsabilité de fournir des logements, aux Indiens inscrits; et (3) le MAINC ne possède aucun plan d'action pour palier la pénurie de plus de 10,000 unités de logements dont le coût estimatif atteint 840 millions de dollars, ce qui ne tient pas compte des unités de logement qu'il reste à fournir aux Indiens rétablis dans leurs droits aux termes d'une modification apportée à la Loi sur les Indiens en 1985.

[Texte]

Between the years 1981 and 1989 the status Indian population, as you know, grew at a rate three times faster than the Canadian population as a whole, and this has placed heavy demands on housing. The implementation of the amendment to the Indian Act to restore Indian status to Indian women who marry non-Indians has further increased the on-reserve housing shortage. It's also generally believed that inadequate and overcrowded housing contributes to social and health problems.

Le règlement des problèmes de logement dans les réserves indiennes se heurte à beaucoup de difficultés. Par exemple, les Indiens inscrits n'ont pas droit à l'aide au logement de base fournie par les administrations provinciales ou municipales. En outre, en raison de la Loi sur les Indiens, ces derniers ont de la difficulté à trouver du financement auprès des établissements de crédit du secteur privé pour un logement dans une réserve. En effet, comme le titre de propriété des terres situées dans des réserves appartient à la Couronne, un marché libre de financement des logements n'a pu s'y développer.

De plus, les organisations indiennes et le gouvernement envisagent de façon différente la responsabilité à l'égard du logement dans les réserves indiennes. Les organisations indiennes croient, et elles l'ont déclaré publiquement, que les Indiens ont droit à des logements appropriés de la part du gouvernement fédéral. Notre vérification ne nous a pas permis de trouver de déclaration claire au sujet des responsabilités du gouvernement fédéral à cet égard. Par conséquent, il se peut que les autochtones en soient venus à avoir des attentes qui ne correspondent pas aux pratiques actuelles du gouvernement. À mon avis, l'absence de politique claire fait qu'il est difficile pour le ministère d'administrer efficacement le programme de logement dans les réserves indiennes.

C'est pourquoi, dans notre rapport de 1991, j'ai fait observer que le ministère devait établir clairement les responsabilités et les engagements du gouvernement fédéral en matière de logement dans les réserves indiennes et les communiquer aux communautés indiennes.

Les questions de logement revêtent de l'importance aux yeux des nations indiennes et du gouvernement. Aussi avons-nous recommandé au ministère de travailler avec les communautés indiennes pour trouver de nouvelles façons de pallier la pénurie de 10,000 unités de logement dans les réserves indiennes, et ce, en vue de respecter véritablement l'obligation de rendre compte. Je propose donc au ministère d'envisager une nouvelle approche qui encouragerait, par exemple, les investissements privés dans le marché immobilier des réserves.

Indian housing issues pose a complex and formidable challenge to the government. They have been studied at length in the past, and I believe the time for appropriate action is now. I intend to review the progress and resolution of these issues on a multi-year basis.

I want to thank you, Mr. Chairman. Mr. Ting and I would be pleased to respond to your questions on the housing issues, which we've included in our 1991 report.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Thank you very much indeed, Mr. Desautels. Perhaps Mr. Nault would like to begin.

[Traduction]

Entre 1981 et 1989, la population des Indiens inscrits a augmenté trois fois plus vite que le reste de la population canadienne. Ce phénomène a exercé de fortes pressions sur la demande de logements. La mise en oeuvre de la modification de la Loi sur les Indiens, qui visait à redonner le statut d'Indien inscrit aux femmes indiennes mariées à des personnes n'ayant pas ce statut, a exacerbé la pénurie de logements dans les réserves. On croit généralement que des logements inadéquats, exigus et donc surpeuplés contribuent aux problèmes sociaux et aux problèmes de santé.

There are considerable constraints to resolving housing needs. For example, status Indians are not entitled to receive basic housing assistance from their provincial or municipal governments. Furthermore, the Indian Act makes difficult for Indian people to secure financing for on-reserve housing from private lending institutions. This is because title to Indian reserve land is vested in the Crown and this has prevented development of free-market financing for on-reserve housing.

As well, Indian organizations and the government do not share a common view of the nature of responsibility for Indian housing people. Indian organizations believe and have publicly stated that their people have a right to adequate housing from the federal government. My audit did not find a clear statement of federal responsibility respecting housing. Accordingly, an expectation may have been created in the minds of aboriginal people that is not consistent with the current operation practice of the government. In my view, the lack of a clear policy has made it difficult for DIAND to administer the Indian housing program effectively.

Consequently, in my 1991 Report I observed that DIAND needed to clearly establish and communicate the extent of federal responsibilities and commitments to on-reserve housing.

Housing issues are important to the Indian peoples and to the government. Therefore, I also recommended that DIAND, in consultation with the Indian community, and in the spirit of effective accountability, seek a new way to satisfy the backlog of 10,000 housing units. I suggested that DIAND should look for an new approach that could include, for example, permitting and encouraging the private investment in the on-reserve housing market.

Le logement dans les réserves indiennes représente un défi complexe et énorme pour le gouvernement. La question a été étudiée à fond dans le passé, et je crois qu'il est temps de prendre des mesures appropriées maintenant. J'ai l'intention de suivre cette question de près pendant de nombreuses années.

Merci, monsieur le président. Je serai heureux de répondre à vos questions sur les points de mon Rapport de 1991 qui ont trait au logement dans les réserves indiennes.

Le vice-président (M. Redway): Merci beaucoup, monsieur Desautels. Je vais demander à M. Nault de commencer.

[Text]

Mr. Nault (Kenora—Rainy River): Thank you, Mr. Chairman. I'd like to welcome Mr. Desautels and Mr. Ting to the committee.

One of the statements I found somewhat interesting and obviously very true is the Auditor General's statement that there is no action plan or seems to be no action plan by DIAND.

• 1540

In your discussions with DIAND over that process, it's my understanding in discussing with the department. . . I could probably show you dozens of letters I've written to the minister asking when this perceived infamous housing policy will occur to deal with the backlog. When you discuss this, could you clarify for us why you came to the conclusion that there was no action plan? What information would suggest that there is no action plan in place, or soon forthcoming, to deal with the issue of the backlog and the problems of aboriginal housing in particular?

Mr. Desautels: It's not that easy to determine at which point in time you have a plan and at which point you're still planning. Our conclusion or opinion is that the department is still in the basic planning stages and does not have adequately specific plans to deal with what could be considered the backlog. I know there are things going on, on a day-to-day basis. New houses are being built, but we didn't consider that the plans they had would make a sufficient dent in the backlog that we're talking about.

I could call upon Mr. Ting, who has had numerous contacts with the department, to elaborate a bit on that.

Mr. Larry Ting (Principal, Audit Operations, Office of the Auditor General of Canada): Mr. Chairman, we spoke to the department and asked them what sort of action plan they had. What we expected was some sort of timetable of when they are supposed to do what—to get away from all this consultation. I know they keep continuous consultations, but we would like to see what action plan is in place so we can start building, or arranging funding for those backlogs. They said they could not start doing anything until they had agreement on the policy or agreement on how to approach this problem, and that's why we came to the conclusion that you can keep talking for another five years, but you still haven't got a house built.

That's why we say they need an action plan right now—so they can at least address the situation. If they can't provide the funding, at least they can start thinking of ways of getting funding for the housing, and that's the reason we say that.

Mr. Nault: Not too long ago, presentations here by the department suggested there was going to be a presentation made to Cabinet in relation to some sort of timeframe, action plan, concept. In your meetings with DIAND, was that not

[Translation]

M. Nault (Kenora—Rainy River): Merci, monsieur le président. J'aimerais souhaiter la bienvenue à M. Desautels et à M. Ting.

J'ai trouvé assez intéressante—et c'est évidemment très vrai—ce qu'a dit le vérificateur général, à savoir que le MAIN n'a pas ou ne semble pas avoir de plan d'action.

Au cours de vos entretiens avec le ministère au sujet de ce processus, je crois savoir qu'en discutant avec le ministère. . . Je pourrais vous montrer des dizaines de lettres que j'ai écrites au ministre pour lui demander quand cette fichue politique du logement s'attaquera au problème de l'arriéré. Compte tenu des entretiens que vous avez eus, pouvez-vous nous dire pourquoi vous en êtes arrivés à la conclusion qu'il n'existait aucun plan d'action? Sur quel renseignement vous fondez-vous pour conclure qu'il n'existe pas de plan d'action et qu'il n'y en aura pas sous peu pour régler cette question de l'arriéré et les problèmes de logement qu'ont les autochtones en particulier?

M. Desautels: Il n'est pas facile d'établir une ligne de démarcation entre l'étape de la planification et le moment à partir duquel on dispose d'un plan. À notre avis, le ministère en est encore aux premières étapes de la planification et il ne dispose pas de plans suffisamment précis pour s'attaquer à ce qu'on peut appeler l'arriéré. Je sais qu'on y travaille, quotidiennement. On construit de nouvelles maisons, mais nous n'avons pas estimé que les plans qu'ils avaient permettraient de réduire de façon significative cet arriéré.

Je vais demander à M. Ting, qui a beaucoup communiqué avec le ministère, de vous donner quelques précisions.

M. Larry Ting (directeur, Opérations de vérification, Bureau du vérificateur général du Canada): Monsieur le président, nous nous sommes entretenus avec les responsables du ministère et nous leur avons demandé de quels plans d'action ils disposaient. Nous nous attendions à ce qu'il soit question d'un échéancier montrant ce qu'ils étaient censés faire et à quel moment—pour échapper à toutes ces consultations. Je sais qu'ils consultent de façon continue, mais nous voulions savoir quel était le plan d'action qu'ils avaient établi pour commencer à construire ou pour prévoir le financement nécessaire pour régler la question cet arriéré. On nous a répondu qu'on ne pouvait rien faire tant qu'il n'y avait pas entente sur la politique ou sur la façon d'aborder le problème, et c'est pourquoi nous en avons conclu que les discussions pourraient se poursuivre pendant cinq ans sans qu'une seule maison soit construite.

C'est pourquoi nous disons qu'il faut avoir dès maintenant un plan d'action—afin qu'on puisse au moins faire face à la situation. S'ils ne peuvent pas assurer le financement, ils peuvent tout au moins songer à des façons d'obtenir des fonds pour le logement, et c'est pourquoi nous disons cela.

M. Nault: Il n'y a pas longtemps, des représentants du ministère nous ont dit ici qu'on allait soumettre au Cabinet un échéancier, un plan d'action, un concept. Au cours de vos entretiens avec le ministère, est-ce qu'il n'en a pas été

[Texte]

discussed in a more comprehensive way? Obviously, it was mentioned to us as part of their timeframe, and I find it somewhat intriguing that your good offices basically come to the conclusion it doesn't exist—or did that take place after your meetings and consultations with the department?

Mr. Ting: Yes, they told us that they plan to submit to Cabinet in September, after all the consultations, because of delay in the foundations. Once they get those problems identified... they have to find out how to resolve those problems. After consultations with all the native groups and what not, they would have submissions.

On the decision on the policies, it's not a decision of actions taken, because it's only a policy—what would be the government's responsibility, what is the government's extent of commitment to those things, to what extent are they going to transfer the responsibility of decisions to the Indian groups.

Those are still policies, but they still haven't acted to see how to correct the critical situations. Those are the things for which we were hoping they would have plans in place. If they had no plans in place, at least they could tell the Indian communities that it's not their responsibility, that they should find other means of doing it. That's what we are trying to suggest—that they should have some action plans in place.

• 1545

Mr. Nault: Maybe we'll carry that to the statement by the Auditor General as it relates to no clear policy direction. This is something, obviously, that you discussed with the First Nations themselves. Could you give us your opinion on just what difficulty that causes in terms of the supply of affordable housing for people who have no housing? Is it necessary, in your view, to have a clear policy for a government or for a department to suggest that there is a legitimate need in a particular area that we are already involved in? It may not be in the sense of having a clear policy statement. Among those of us who are involved in aboriginal affairs, however, the sense is that it is being done in a limited way now.

Can you tell me the effects—positive or negative—of getting some sort of clear policy statement in the short term versus the long term? Is it possible for us not to get into the constitutional debate of the fiduciary responsibility of the federal government as it relates to housing and the resolution of that issue before we get on with the job of supplying affordable housing? I'm certainly interested in knowing your views on that particular issue.

Mr. Desautels: Let me try to provide a bit of clarification. Larry will emphasize. It's our opinion that a number of things could be done better right away, which would help alleviate the problem to a certain extent. Therefore, it's not absolutely necessary to wait for a complete clarification of those broad policy issues before moving forward.

[Traduction]

question de façon plus complète? Il en a été question quand ils nous ont parlé de leur échéancier, et je trouve un peu étonnant que vos services en arrivent à conclure qu'il n'existe pas de plan de ce genre—ou est-ce que cela est postérieur à vos réunions et à vos consultations avec le ministère?

M. Ting: Oui, ils nous ont effectivement dit qu'ils avaient l'intention de présenter un document au Cabinet en septembre, après toutes les consultations, en raison du retard relatif aux fondations. Une fois qu'ils ont cerné ces problèmes... ils doivent trouver une façon de les résoudre. Après avoir consulté tous les groupes autochtones et d'autres encore, ils auraient des propositions.

Pour ce qui est de la décision à prendre au sujet des politiques, il ne s'agit pas d'une décision relative à des mesures prises, puisque ce n'est qu'une politique—quelle sera la responsabilité gouvernementale, dans quelle mesure le gouvernement s'est-il engagé dans ces dossiers, dans quelle mesure va-t-on transférer la responsabilité de la prise de décisions aux groupes indiens.

Ce sont des politiques, mais ils n'ont encore rien fait pour corriger ces situations critiques. En ce qui concerne ces questions, nous nous attendions à ce qu'ils aient des plans. S'ils n'en ont pas, ils peuvent tout au moins dire aux collectivités indiennes que ce n'est pas leur responsabilité, qu'ils devraient trouver d'autres moyens pour y arriver. C'est ce que nous voulons faire comprendre—à savoir qu'ils devraient avoir des plans d'action.

M. Nault: Sans doute que nous pouvons rapprocher cela de la déclaration qu'a faite le vérificateur général en ce qui concerne l'absence d'orientation politique claire. C'est manifestement un point dont vous avez discuté avec les Premières nations. Pouvez-vous nous parler du type de problème qui en résulte en ce qui concerne la fourniture de logements abordables aux personnes qui sont sans abri? Faut-il, à votre avis, qu'on ait une politique claire pour qu'un gouvernement ou un ministère donne à entendre qu'il existe un besoin réel dans un secteur donné où nous sommes déjà engagés? Il ne s'agit peut-être pas simplement d'avoir un énoncé de politique claire. Parmi ceux d'entre nous qui se préoccupent des affaires autochtones, toutefois, on a l'impression que, pour l'instant, on ne le fait que dans un cadre restreint.

Pouvez-vous nous parler des répercussions—positives ou négatives—de la mise en place d'un énoncé de politique claire à court terme ou à long terme? Est-ce que nous pourrions ne pas nous enliser dans le débat constitutionnel sur la responsabilité fiduciaire du gouvernement fédéral en ce qui a trait au logement et au règlement de cette question avant d'avoir fourni des logements abordables? J'aimerais bien connaître votre opinion à ce sujet.

M. Desautels: Je vais essayer de vous fournir des précisions. Larry pourra compléter ma réponse. Nous estimons que différentes choses pourraient être faites dès maintenant, et qu'on pourrait ainsi résoudre une partie du problème. Par conséquent, il n'est pas absolument nécessaire d'attendre d'avoir tout à fait clarifié ces grandes questions de politique avant d'agir.

[Text]

We think, for example, that it's possible to manage existing funds and resources better. The department, for one thing, should have better and more complete data on the situation in order to monitor and to identify the more pressing needs and so on. We think that it's also possible to better co-ordinate the housing programs with other programs involving other federal government entities. For instance, Employment and Immigration has programs, CMHC has programs and ISTC has programs. I think if we can better co-ordinate these various programs and raise the skill level of the native population in this whole area more quickly, then that, in turn, would likely produce some benefits.

We also think that even though this may touch on the fringes of the political questions, it's possible to implement better reporting and better accountability. We said in our report that regardless of the political discussions, a proper accountability framework can serve both the native communities and the fund providers quite well. If that was done, we think it might improve the situation over what we know today. I think it's possible to do better under the present conditions. You don't have to wait until all of the policy questions are satisfactorily answered. Larry, do have anything to add to that?

Mr. Ting: Yes. I'll add something on that point. We've got a clear policy. The expectations of the Indian community will be different if they know they are not entitled to a house. They will therefore seek ways of funding or getting a house. If they say I am entitled to rights, therefore why should we find resources or why should we put money into a house, because we are entitled to the house, if you have a clear statement it's easier for them to seek alternatives, or not to seek alternatives, for the Indian community.

Consider the DIAND when it administers a program if it doesn't know what sorts of roles and responsibilities it has. Is it in the role of just funding? To what extent of the funding for subsidies it is responsible? It's much easier for the department to plan without direction. They really don't know what the government expected them to do. Without that clear policy, it may render the program very ineffective. If they know there are very clearly stated obligations, it's much easier for them to operate.

• 1550

Mr. Nault: Would you not suggest, then...and it's my opinion that we've already gotten past the policy statement in the sense that we've been supplying housing to aboriginal people since the crisis in the fifties and sixties. The excuse used for not dealing with the tremendous problem we have with the backlog is that we haven't gotten past the policy issue. We've thrown in this red herring in order to stop us from dealing with the problem.

[Translation]

Nous pensons, par exemple, qu'on pourrait mieux gérer les fonds et les ressources existants. Le ministère, d'une part, devrait disposer de données plus précises sur la situation afin de voir ce qui se passe et de cerner les besoins les plus pressants. Nous pensons aussi qu'il est possible de mieux coordonner les programmes de logement et d'autres programmes auxquels participent des organismes fédéraux. Par exemple, Emploi et Immigration a des programmes, la SCHL a des programmes et le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie a aussi des programmes. Si nous pouvions mieux coordonner ces divers programmes et améliorer plus rapidement que nous ne le faisons le niveau de compétence de la population autochtone dans tout ce domaine, il en résulterait vraisemblablement certains avantages.

Nous estimons aussi que, même si ces questions ont une incidence politique, il est possible d'améliorer le processus de reddition de comptes. Nous avons dit dans notre rapport que malgré les discussions politiques, un cadre de responsabilité approprié sert tout aussi bien les intérêts des collectivités autochtones que ceux des bailleurs de fonds. S'il en était ainsi, nous pensons que nous pourrions améliorer la situation. Je crois que nous pouvons déjà faire mieux dans la conjoncture actuelle. On n'a pas à attendre une réponse satisfaisante à toutes les questions de politique. Larry, voulez-vous ajouter quelque chose?

M. Ting: Oui. Je vais ajouter quelque chose. Nous avons une politique claire. Les attentes des membres de la collectivité indienne seront différentes s'ils savent qu'ils n'ont pas droit à une maison. Ils vont alors chercher des sources de financement ou essayer d'obtenir une maison. S'ils se disent qu'ils y ont droit, alors ils se demanderont pourquoi ils devraient trouver des ressources ou pourquoi ils devraient investir dans une maison, puisqu'ils ont droit à cette maison; toutefois, s'il existe un énoncé clair, il devient alors plus facile pour eux de chercher des solutions de rechange, ou de ne pas en chercher, pour la collectivité indienne.

Songez à la situation dans laquelle se trouve le ministère s'il doit administrer un programme sans savoir quel est son rôle ni sa responsabilité. Son rôle se limite-t-il au financement? Dans quelle mesure est-il responsable du financement des subventions? Il est beaucoup plus simple pour le ministère de planifier sans direction. Ils ne savent pas vraiment ce que le gouvernement attend d'eux. En l'absence d'une politique clairement énoncée, le programme peut s'avérer très inefficace. S'ils savent qu'ils ont des responsabilités qui ont été clairement énoncées, c'est beaucoup plus facile pour eux de fonctionner.

M. Nault: Ne suggérez-vous pas alors...et je suis d'avis que nous avons déjà dépassé le stade de la déclaration de politique, étant donné que nous fournissons des logements aux peuples autochtones depuis la crise des années 50 et 60. On ne règle pas l'énorme problème de l'arriéré en prenant pour excuse le fait que n'avons pas encore établi de politiques. On nous lance ça pour nous empêcher de traiter du problème.

[Texte]

The sooner we get by that whole argument that we don't have a responsibility to supply affordable housing to people in locations where there is no such thing as a housing market, which would allow people to even get affordable housing even if they did have a job in a situation...and we use the Northwest Territories as an example. I'm therefore wondering whether that whole argument is basically one being put forward to delay the whole process of putting forward the necessary dollars.

Is it at all possible to get a handle on the information you've been able to get from DIAND as to just how severe the problem is? Is the accountability of the department so bad that this guesstimation of 10,000 housing units is only that, a large guess? Could it be as bad as 20,000? Is that the finding of the Auditor General's report or a look through the window of what DIAND is doing?

I'm just trying to find out if we are here looking for something that in essence is not available and that we'll have to ask every individual band to tell us themselves just how bad it is.

Mr. Desautels: Mr. Chairman, we did not come up with new information in our chapter. The information we published in our report to the House is basically DIAND-generated information. To the extent that DIAND doesn't have very precise information, these remain estimates. Our use of those figures should not be interpreted as adding more precision or accuracy to them.

On a broader front, we regret that DIAND does not have better data not only on this issue but also on other aspects of the programs they administer. There is a problem of availability of data. What we've published is strictly taken from DIAND's own estimates.

Mme Duplessis (Louis-Hébert): Monsieur Desautels, bienvenue devant notre Comité. Comme c'est la première fois que j'ai l'occasion de vous rencontrer, je tiens à vous féliciter pour le rapport que vous avez produit sur votre vérification de tous les ministères du gouvernement.

À la page 2, vous dites:

... les Indiens inscrits n'ont pas droit à l'aide au logement de base fournie par les administrations provinciales ou municipales.

Trouve-t-on la même règle dans toutes les provinces et tous les territoires, ou s'il y a des provinces qui mettent des fonds à la disposition des Indiens inscrits qui vivent dans une réserve?

M. Desautels: Monsieur le président, je pense que la situation est essentiellement la même dans toutes les provinces. On fait une distinction entre les Indiens vivant dans la réserve et ceux vivant ailleurs dans la communauté. Les programmes de logement des offices d'habitation municipaux ou provinciaux s'appliquent, en général, seulement hors réserve. Que je sache, il n'y a pas de tels programmes sur réserve. La seule exception à cette règle de base se trouve dans les territoires qui ont un système quelque peu différent.

[Traduction]

Plus tôt on arrêtera de dire que nous n'avons pas à fournir des logements abordables dans des localités où il n'y a pas de marché immobilier, ce qui permettrait aux gens d'obtenir des logements abordables s'ils avaient un emploi...on peut prendre l'exemple de la situation dans les Territoires du Nord-Ouest. Je me demande donc si cet argument est avancé pour retarder l'affectation de l'argent nécessaire.

Est-il possible de se fier aux renseignements que vous avez reçus du ministère concernant la gravité du problème? Est-ce que le ministère est si peu responsable que ces 10,000 unités de logement ne constituent qu'une estimation? Pourrait-il s'agir de 20,000 unités? Est-ce là une conclusion du rapport du vérificateur général ou est-ce qu'il s'agit de renseignements fournis par le ministère?

J'essaie de déterminer si nous cherchons quelque chose qui, au fond, n'est pas disponible, et s'il faudra demander à chaque bande de nous décrire l'ampleur du problème.

M. Desautels: Monsieur le président, nous n'avons pas présenté de nouvelles données dans notre chapitre. Les renseignements publiés dans notre rapport à la Chambre proviennent essentiellement du ministère. Dans la mesure où le ministère a des renseignements imprécis, ces chiffres restent des estimations. Notre utilisation de ces chiffres ne devrait pas être interprétée de façon à leur donner plus de précision ou d'exactitude.

Sur un plan plus large, nous regrettons que les données du ministère ne soient pas meilleures, pas seulement sur cette question mais aussi sur d'autres aspects des programmes dont ils sont responsables. Il y a un problème concernant la disponibilité de données. Ce que nous avons présenté provient strictement des estimations du ministère.

Mrs. Duplessis (Louis-Hébert): Mr. Desautels, welcome to our committee. Since this is the first time that I've had the opportunity to meet you, I would like to congratulate you on the report of your audit of all the government departments.

On page 1 you say:

... status Indians are not entitled to receive basic housing assistance from their provincial or municipal governments.

Does the same rule apply in all provinces and territories, or are there some provinces that make funds available to status Indians living on the reserve?

Mr. Desautels: Mr. Chairman, I think that the situation is basically the same in all the provinces. A distinction has been made between Indians living on the reserve and those living elsewhere in the community. Municipal and provincial housing programs usually apply only off the reserve. To my knowledge, none of these programs apply on reserves. The only exception is in the Territories that have a somewhat different system.

[Text]

• 1555

Mme Duplessis: Des témoins qui ont comparu la semaine dernière disaient justement qu'ils recevaient une aide de leur gouvernement, le gouvernement des territoires. Ils disaient aussi que la Société d'habitation du Québec fournissait des fonds, mais c'est nouveau pour moi. Si la Société d'habitation du Québec fournit des fonds, j'imagine que c'est pour des Indiens non inscrits qui ne vivent pas dans des réserves. En tout cas, je me renseignerai davantage.

Dans la recommandation que vous faites à la page 366 de votre rapport, vous dites que le ministère des Affaires indiennes devrait utiliser ses ressources différemment et qu'il pourrait chercher une nouvelle approche. D'ailleurs, vous en avez parlé un petit peu avec mon collègue. Le ministère se dit d'accord sur les questions soulevées dans cette section. Cependant, il propose une autre approche pour régler ces questions. Quelles suggestions lui avez-vous faites, et quels arguments le ministère a-t-il utilisés pour dire qu'il privilégiait une autre approche?

Mr. Ting: You are suggesting redirecting existing resources. We are aware there is a constraint in the fiscal framework; therefore, they may not have additional resources for Indian housing. There are a lot of other programs, if they allow them to consider, like using the social services funds for housing or using funds from CMHC for housing. They can redirect funds on other programs to combine with housing. From CEIC, the job strategy training, they can train people to build their own house or put sweat equity in there. Instead of paying them social, they can contribute to building houses.

If they give them flexibility to move them around rather than saying housing is for housing, social is for social, they might have a chance to have a better co-ordinated, more effective use of the funds for housing. That is what we are trying to say. Don't just look at housing for the \$93 million provided by Cabinet for the 3,400 houses and renovations, but look at other avenues of other programs they have given to the Indians. They can maybe use it to achieve two purposes with a group of funds.

Mme Duplessis: Selon vous, si on utilisait les fonds d'autres programmes, est-ce que ces fonds devraient être administrés par les Indiens eux-mêmes, dans leurs propres réserves? Vous savez que partout à travers le Canada, les différentes réserves veulent avoir leur autonomie. Ne trouvez-vous pas qu'il serait un peu dangereux de prendre les fonds d'autres secteurs pour construire de l'habitation? S'ils prennent des fonds qui sont alloués à la santé ou à d'autres choses pour construire des maisons, ne pensez-vous pas que cela fera un peu curieux? J'ai peut-être mal compris ce que monsieur a dit.

Mr. Desautels: Je vais essayer de clarifier ce point pour M^{me} Duplessis.

Je pense qu'il y a suffisamment de flexibilité dans ces autres programmes pour permettre une coordination avec les programmes d'habitation.

[Translation]

Mrs. Duplessis: Some witnesses who appeared last year said that they were receiving assistance from their government, the Government of the Territories. They also said that the Société d'habitation du Québec provided funds, but that was news to me. If the Société d'habitation du Québec provides funds, I would think that the funds are for non-status Indians who do not live on reserves. In any case, I will find out more.

In the recommendation that you make on page 333 of your report, you say that the Department of Indian Affairs and Northern Development should redirect its existing resources and should look for a new approach. You talked about this a little with my colleague. The Department says that it agrees on the issues raised in this section. However, it suggests an alternative approach to solve these issues. What did you propose to them and how did the Department justify its choice of an alternative approach?

M. Ting: Vous suggérez d'utiliser les ressources existantes différemment. Nous sommes conscients qu'il y a des contraintes budgétaires; donc, il n'existe peut-être pas de ressources additionnelles pour les logements des autochtones. Il y a de nombreux autres programmes, et si on le permet, des fonds des services sociaux ou de la SCHL pourraient être utilisés pour le logement. Les fonds alloués à d'autres programmes pourraient être utilisés pour les logements. Avec l'aide de la formation professionnelle de la CEIC, on pourrait former les gens pour qu'ils puissent construire leur propre maison ou participer à la construction de celles des autres. Au lieu d'utiliser ces fonds pour les services sociaux, on pourrait s'en servir pour la construction de logements.

Si on permettait plus de souplesse dans l'utilisation des fonds au lieu de dire que les fonds destinés au logement sont seulement pour le logement et que les fonds destinés aux services sociaux sont seulement pour les services sociaux, l'utilisation des fonds pour le logement serait peut-être mieux coordonnée et plus efficace. C'est ce que nous essayons de dire. Il ne faut pas seulement considérer les 93 millions de dollars alloués par le Cabinet pour 3,400 maisons et pour les renovations. Il faut aussi considérer les autres programmes qui sont fournis aux autochtones. On pourrait peut-être utiliser tous ces fonds pour atteindre deux objectifs.

Mrs. Duplessis: If funds were used from other programs, do you think that they should be managed by the Indians themselves, on their own reserves? You know that throughout Canada, various reserves want self-government. Do you not think it would be a little dangerous to take funds from other sectors to build housing? Don't you think it would look a little strange if they take funds allocated to health care and other areas, to build houses? Maybe I misunderstood what the gentleman said.

Mr. Desautels: I will try and clarify that point for Mrs. Duplessis.

I think that the other programs are flexible enough to allow for some co-ordination with housing programs.

[Texte]

Quand on parle d'Emploi et Immigration, on peut respecter les buts visés par les crédits parlementaires qui ont autorisé ces fonds-là. La même chose vaut pour la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Cela touche évidemment au secteur de l'habitation. Industrie, Sciences et Technologie peut également se rapprocher. On peut utiliser ces fonds-là pour régler des problèmes de logement, tout en respectant les buts de ces fonds.

• 1600

Je n'irais pas jusqu'à dire qu'on prendrait les fonds, par exemple, des services de santé; ce serait incompatible, en fait, avec les besoins en habitation. Plus tard, si jamais on réussit à réduire les dépenses de santé, ça pourrait libérer des fonds, j'imagine, et les parlementaires pourraient approuver l'utilisation de ces fonds-là pour de l'habitation. Mais pour l'instant, ce que nous suggérons c'est de mieux coordonner les différents programmes qui peuvent toucher, de près ou de loin, à l'habitation. On parle donc du programme de logement de base comme tel, plus au moins trois autres programmes qui existent et qui sont parfaitement compatibles avec ça.

Mme Duplessis: J'ai vu la réponse du ministère qui voulait une autre approche. Qu'est-ce qu'ils vous ont dit exactement? Ça, c'est toujours en page 366, le 14.33, en français. Quels ont été les arguments du ministère pour dire qu'ils préféraient une autre approche?

M. Desautels: À la fin de ce paragraphe, nous disons que le ministère «veut continuer à consulter les leaders autochtones et concevoir un plan d'action différent». Autrement dit, je pense que le ministère n'a pas arrêté de solution particulière.

Mme Duplessis: En fait, ils sont à l'étape de la consultation.

M. Desautels: Le ministère veut continuer ses consultations auprès des leaders autochtones et leur demander leur solution, je pense.

Mme Duplessis: Je voulais voir si vous aviez eu des réponses qui n'étaient pas inscrites dans le cahier.

M. Desautels: Non.

Mme Duplessis: Parfait!

Mr. Skelly (Comox—Alberni): Thank you for your presentation. In your second paragraph, you indicate that improvements in the accountability framework for funding arrangements could serve the bands and also serve fund agencies in resolving the housing backlog. I guess I understand a bit of the two official languages and accounting seems to be the third one, but they don't have simultaneous translation for it. Does this mean that you have identified in the accounting framework that there is waste in the process, which leads to getting fewer houses for the amount of dollars we are spending? If so, what's the extent of that waste? How many dollars or housing units are we losing because of an inadequate accounting framework? Has that been investigated by you?

Mr. Desautels: No, Mr. Chairman, we have not been able to go as far in this particular study as to identify potential waste or inefficiency and to convert that to housing units. We are concerned that there may be a bit of a standoff

[Traduction]

In terms of Employment and Immigration, the objectives of the parliamentary votes that authorize the use of those funds can be respected. The same applies to the Canadian Housing and Mortgage Corporation. Of course, this involves the housing sector. Industry, Science and Technology can also be involved. Their funds can be used to solve housing problems while respecting the purpose of these funds.

I wouldn't go as far as saying that we could take funds destined for health care, for example. That would be incompatible with housing needs. Perhaps if health care spending were reduced in the future, then funds could be made available and members could approve the use of these funds for purposes of housing. But for now what we are suggesting is a better coordination of the various programmes that may concern, directly or indirectly, housing. So we are talking about a basic housing programme plus at least three other existing programmes that are compatible with it.

Mrs. Duplessis: I saw the answer of the department; they wanted an alternative approach. What did they tell you exactly? I am still referring to page 333 in the English version, chapter 14.33. How did the department justify its preference for an alternative approach?

Mr. Desautels: At the end of that paragraph, we say the department wants to continue consulting aboriginal leaders to develop an alternative plan of action. In other words, I think that the department did not decide on a specific solution.

Mrs. Duplessis: In fact, they are at the consultation stage.

Mr. Desautels: I think the department wants to continue consulting aboriginal leaders and ask them for a solution.

Mrs. Duplessis: I wanted to know if you had received any answers that were not included in the document.

Mr. Desautels: No.

Mrs. Duplessis: Fine!

M. Skelly (Comox—Alberni): Merci pour votre présentation. Au deuxième paragraphe, vous dites qu'un cadre de responsabilités amélioré régissant les accords de prêts pourrait s'avérer utile aux bandes indiennes et aux établissements de crédit afin de résoudre le problème de pénurie de logement. Je comprends un peu des deux langues officielles, et on dirait que la comptabilité est la troisième langue officielle, mais pour cette dernière, on n'a pas d'interprétation simultanée. Est-ce que cela veut dire que, du point de vue de la comptabilité, il y a un gaspillage dans ce processus qui fait que moins de maisons sont construites pour la somme dépensée? Si oui, quelle est l'ampleur du gaspillage? Combien de dollars ou d'unités de logement perdons-nous à cause d'une comptabilité inadéquate? Est-ce que vous avez étudié cette question?

M. Desautels: Non, monsieur le président, au cours de cette étude particulière, nous n'avons pas pu aller jusqu'à identifier du gaspillage ou de l'inefficacité potentiels et convertir cela en unités de logement. Nous sommes

[Text]

in this whole issue in that the department has a certain responsibility—or has, through practice, assumed a certain responsibility—for native housing, but has not obtained, in our view, the necessary information to properly manage that basic program.

As you know, it's related to the whole question of devolution and the flexibility that they want to allow the bands to have. However, in our books, without getting into the political dimension of the problem, we think as long as DIAND is operating under the current legislation and they do have at least a certain responsibility, they should make the arrangements necessary to develop the right data to manage this program, which runs into well over \$100 million a year.

• 1605

Mr. Skelly: So you're saying there's an inadequate framework and this may result in a waste of money and a loss of opportunity to build housing units, but you haven't done your accounting to sufficient detail to give us an idea of what amount is wasted or what number of housing units would be available under a better framework?

Mr. Desautels: That's correct. Our audit did not go as far as that.

Mr. Skelly: How is it that a department that... I mean, aboriginal people are the most managed people in Canada. They're numbered when they're born. They're registered in band registers. Surely, of all the people in Canada, aboriginal people should be almost the best studied in the world. We know about family formation. We know about fertility rates, because these are people who are registered, people with an identity card. It's almost similar to South Africa in some respects.

How is it the government can't make predictions as to what family formation rates are going to be, what fertility rates are going to be, what housing requirements are going to be? What kind of a department are we dealing with here, if they have this kind of power over people's lives and yet they fall short of being able to predict what the housing requirements are?

Mr. Ting: Mr. Chairman, I think you are probably aware it's very difficult even for StatsCan to get census on reserves because they won't let you... they won't return the forms or they won't let you go in—some of the bands, not all of the bands.

That's the difficulty, because that basic knowledge of even the number of houses, the quality of houses, is so difficult to get, and therefore those projections are based on... the backlog is based on the 1983 responses to a questionnaire survey asking how many waiting lists there were, and what not. They try, but to get up-to-date information is so difficult.

So I hear what you're saying, that it is very well controlled. Every time they have an Indian number and all those things, but that's all they can get. Other information is difficult to get. That's what I was told by the department, so

[Translation]

préoccupés par la possibilité de conflit dans cette question. Le ministère a une certaine responsabilité—c'est-à-dire il a assumé une certaine responsabilité par le biais de ses activités—pour les logements des autochtones, mais à notre avis, le ministère n'a pas obtenu les renseignements nécessaires pour bien gérer ce programme de base.

Comme vous le savez, cette question est liée à toute la question de la délégation de pouvoirs et de la souplesse qu'ils veulent accorder aux bandes. Toutefois, sans discuter de l'aspect politique de ce problème, nous croyons que si le MAINC travaille en vertu de la loi existante et a une certaine responsabilité, alors ils doivent s'arranger pour trouver les bonnes données afin de pouvoir gérer ce programme, qui coûte bien plus de 100 millions de dollars par année.

M. Skelly: Vous dites donc qu'à cause d'un cadre inadéquat, de l'argent est gaspillé et des occasions de construire des maisons sont perdues. Vous n'avez pourtant pas fait une vérification suffisamment détaillée pour nous dire quelle somme est gaspillée ni le nombre d'unités de logement qui auraient pu être construites si le cadre avait été meilleur?

M. Desautels: C'est exact. Notre vérification n'était pas aussi détaillée.

M. Skelly: Comment se fait-il qu'un ministère... Les autochtones sont les personnes les plus contrôlées au Canada. On leur donne un numéro à la naissance et on les inscrit au registre des bandes. De tous les gens qui vivent au Canada, les autochtones sont sans doute les plus étudiés du monde. Nous connaissons le taux de formation des familles. Nous connaissons les taux de fertilité parce que ces gens sont inscrits et ont une carte d'identité. On pourrait presque se croire en Afrique du Sud.

Comment se fait-il alors que le gouvernement ne puisse pas prévoir le taux de formation des familles, le taux de fertilité, les besoins en logement? Quelle sorte de ministère est-ce là, qui a ce contrôle sur la vie des gens sans toutefois être capable de prévoir les besoins en logement?

M. Ting: Monsieur le président, vous vous doutez sûrement qu'il est difficile même pour Statistique Canada de faire un recensement dans les réserves, parce que les autochtones ne le permettent pas... Ils ne renvoient pas les formules et ne vous laissent pas entrer dans les réserves. C'est du moins le cas de certaines bandes, pas toutes.

Voilà le problème. Il est tellement difficile de savoir combien il y a d'habitations, leur état... Les projections et le calcul de l'arriéré sont fondés sur les réponses de 1983 à un sondage portant notamment sur le nombre de demandes en attente. On fait des efforts, mais il est très difficile d'obtenir des informations à jour.

Je suis d'accord avec vous, ils sont très contrôlés. Ils ont un numéro d'autochtone, par exemple, mais c'est tout ce qu'on peut obtenir. Il est difficile d'avoir d'autres renseignements. C'est ce que m'a dit le ministère. On essaie

[Texte]

we were trying to see... it is very time-consuming, because they are in remote areas and they are out of date so quickly, so it's very, very expensive to get it too. It's not because they won't give it to you, but it is out of date as soon as it comes back. So I think that's the reason why.

I'm sure they have very good projections of the backlogs, of the shortages, but without a solution, there is no point in updating the backlog, except you make it much more dramatic if you update it. So I think that's one of the one of the reasons why we stay at 10,000 instead of 20,000.

Mr. Skelly: I was just wondering why, when we deal with people, as I say, who are numbered, identity carded, everything but fingerprinted and photographed, that instead of using that information, they go around through StatsCan and census information to develop their data, when they have some pretty comprehensive data on aboriginal people including marriages, childbirths, all of those kinds of things, because numbers are attached. But that may not have been part of your audit.

Mr. Ting: No, it was not part of our audit.

Mr. Skelly: I was wondering if as part of your audit you examined the consultation document "Laying the Foundations of a New On-Reserve Housing Program". Having identified the need for new housing units and identified the problem, have you examined the department's consultation document, the "Laying a New Foundation" document, to determine whether it addresses the problem?

Mr. Ting: Yes, we did. We got a first draft copy of that and we looked at it to see... It identifies seven problems, and if they are properly resolved you will have a proper policy. But when we talked to AFN—we interviewed them before the thing was released—they were not very sure they would resolve all those backlogs or get any more resources for the funding, because they say they were...

I mean, a policy is only a policy. It doesn't build houses, so that's the reason we put our comments in the report. Hopefully there will be some actions taken rather than waiting for the policies to come in place and then take the corrective action.

• 1610

Mr. Skelly: Speaking of not building houses, yesterday's budget put a 3% limit on social housing programs. You mentioned using the Canadian Job Strategy to join in funding programs with other government agencies, but CJS funds were cut back by \$100 million yesterday. In your opinion as an auditor, will this contribute to new housing development, either on reserve or off reserve, and will it be able to deal with the backlog other than to make it worse?

Mr. Desautels: Mr. Chairman—

[Traduction]

de savoir mais que c'est très fastidieux, notamment parce que les autochtones sont dans des régions isolées et que les renseignements fournis sont vite désuets. Cela coûte également très, très cher. Ce n'est pas parce que les autochtones ne veulent pas vous répondre, mais les renseignements fournis sont désuets dès que vous les recevez. Je pense que c'est là la principale raison.

Je suis persuadé qu'on peut faire d'excellentes projections au sujet de l'arriéré, de la pénurie de logements. Mais si nous n'avons pas de solution, rien ne sert de rattraper le retard, si ce n'est pour montrer combien la situation est dramatique. Je pense que c'est en partie pourquoi nous conservons le chiffre de 10,000 au lieu de 20,000.

M. Skelly: Je me posais simplement la question, puisque nous parlons de gens qui sont numérotés et ont des cartes d'identité. C'est tout juste si on ne prend pas leurs empreintes digitales et leur photo. Comment se fait-il qu'au lieu d'utiliser ces renseignements, on se tourne vers Statistique Canada et ses recensements pour calculer les données, alors qu'on a des chiffres très complets sur les autochtones à cause de leur numéro d'identité? On sait tout sur les mariages, les naissances, etc. Votre vérification ne portait peut-être pas sur ce sujet.

M. Ting: Non, cela ne faisait pas partie de notre vérification.

M. Skelly: Je me demande si, dans le cadre de votre vérification, vous avez étudié le document de travail intitulé «Assises d'un nouveau programme de logements dans les réserves». Après avoir constaté le besoin de nouvelles unités de logement et après avoir trouvé le problème, avez-vous étudié le document de travail du ministère pour déterminer s'il s'y trouvait une solution aux problèmes?

M. Ting: Oui. Nous avons reçu la première ébauche de ce document et nous l'avons étudié pour voir si... On y mentionne sept problèmes. En trouvant la solution à ces problèmes, on aurait une politique adéquate. Nous en avons parlé à l'Assemblée des Premières nations avant que le document soit publié. Ses membres n'étaient pas certains qu'on arriverait ainsi à éliminer l'arriéré ou à obtenir davantage de ressources financières, parce que, d'après eux...

En fait, une politique n'est jamais qu'une politique. Cela ne construit pas de maisons et c'est la raison de nos observations dans le rapport. Nous espérons qu'on agira, plutôt que d'attendre que les politiques soient mises en place pour apporter des correctifs.

M. Skelly: Parlant de construction domiciliaire, le budget d'hier a imposé une limite de 3 p. 100 aux programmes de logements sociaux. Vous dites que la Planification de l'emploi pourrait se joindre à d'autres programmes et à d'autres organismes gouvernementaux pour le financement. Or les fonds de la Planification de l'emploi ont été réduits de 100 millions de dollars hier. En tant que vérificateur, estimez-vous que cela contribuera à la construction domiciliaire, dans les réserves ou à l'extérieur? Cela contribuera-t-il à éliminer l'arriéré de demandes de logements ou à l'augmenter?

M. Desautels: Monsieur le président...

[Text]

Mr. Skelly: I have another rhetorical question for you.

Mr. Desautels: —it's obvious that if you cut the available funding, it will be harder to resolve the problem. On the other hand, I do not wish to leave the message here that the only way to solve the problem is by throwing a lot of money at it. I think we would be recommending that—

Mr. Skelly: Nobody accused the government of throwing money at this point.

Mr. Desautels: We would be encouraging people to use their imagination to get as much done with existing—

The Vice-Chairman (Mr. Redway): "Ingenuity" is the word you're looking for.

Mr. Kilgour (Edmonton Southeast): Mr. Chairman, I've just been looking at some pictures of aboriginal housing which you have on file. These ones are probably from Mr. Nault.

Mr. Nault: I sent them to Mr. Redway when he was Minister of Housing. It got me some extra money.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): I'm a softie.

Mr. Nault: Maybe I'll show them to the members. You could show them to the Auditor General. They are some of the better houses in my riding.

Mr. Kilgour: Mr. Auditor General, you're new in the job, but I wonder if you've had a chance to go across Canada—I know you can't do everything—and look at some of the aboriginal housing. Have you, or has someone done that on your behalf?

Mr. Desautels: We have a crew of people who work almost exclusively on native problems, including Mr. Ting and others who are here with me today. As you've pointed out, I'm relatively new to this position. My knowledge of native affairs was acquired before assuming this current post, but in answer to your question, our office is generally up to date on the basic issues related to native affairs.

Mr. Kilgour: You do note that it's critical. Would the critical nature differ north of 60, for example? Would the housing be worse or better? Do you have any means of assessing that?

Mr. Ting: Mr. Chairman, we do not have the means of assessing housing north and south of 60. We went to some of the remote bands and we looked at the condition of houses, but it's very costly to travel around the north and we have a limited budget. We really didn't look at the north that much.

Mr. Kilgour: When you say that 10,000 homes are needed, how many of those you estimate would be north of 60?

Mr. Ting: I think most of them are south of 60. . . the estimate of the 10,000 home backlog.

Mr. Kilgour: So you wouldn't be surprised if somebody told you that housing north of 60 was—

Mr. Ting: Worse than south of 60.

[Translation]

M. Skelly: J'ai une autre question hypothétique à vous poser.

M. Desautels: . . . il est évident que la réduction des fonds disponibles nous éloigne d'une solution au problème. En revanche, je ne voudrais pas laisser entendre que la seule façon de résoudre le problème, c'est d'y injecter de l'argent. Nous recommanderions. . .

M. Skelly: Personne n'accusera le gouvernement de régler ce problème à coup d'argent.

M. Desautels: Nous encourageons les gens à recourir à leur imagination pour en faire le plus possible avec ce qui existe.

Le vice-président (M. Redway): C'est le mot «ingéniosité» que vous cherchiez.

M. Kilgour (Edmonton-Sud-Est): Monsieur le président, je viens de voir des photos de logements autochtones que nous avons dans nos dossiers. Elles proviennent sans doute de M. Nault.

M. Nault: Je les avais envoyées à M. Redway lorsqu'il était ministre du Logement. J'ai ainsi eu un peu plus d'argent.

Le vice-président (M. Redway): Je me suis laissé attendrir.

M. Nault: Je vais les faire circuler. On pourrait les montrer au vérificateur général. Il s'agit de certains des meilleurs logements de mon comté.

M. Kilgour: Monsieur le vérificateur général, vous êtes nouveau à ce poste et vous ne pouvez tout faire, bien sûr. Mais je me demande si vous avez eu l'occasion d'aller voir les logements des autochtones un peu partout au Canada. L'avez-vous fait? Quelqu'un l'a-t-il fait à votre place?

M. Desautels: Nous avons une équipe qui travaille presque exclusivement sur les problèmes des autochtones et qui comprend M. Ting et d'autres, qui m'accompagnent aujourd'hui. Comme vous le dites, je suis nouveau. Mes connaissances en matière d'affaires autochtones ont été acquises avant que j'accède à ce poste. Mais pour répondre à votre question, je dirai que notre bureau est généralement au courant des questions les plus importantes en matière d'affaires autochtones.

M. Kilgour: Vous savez que le problème est critique. Est-il encore plus grave au nord du 60^e parallèle? Les logements y sont-ils plus ou moins convenables? Avez-vous pu évaluer cela?

M. Ting: Monsieur le président, nous n'avons pas les moyens de comparer les logements au nord du 60^e parallèle avec ceux qui sont au sud. Nous avons visité des bandes isolées et nous avons constaté l'état des logements. Mais les voyages dans le Nord coûtent très cher et notre budget est limité. Nous n'avons pas tellement étudié le Nord.

M. Kilgour: Lorsque vous dites qu'il faut 10,000 logements, combien d'entre eux seraient nécessaires au nord du 60^e parallèle?

M. Ting: Je pense que la plupart sont au sud. Je parle de l'arriéré évalué à 10,000 logements.

M. Kilgour: Vous ne seriez donc pas surpris si on vous disait que le logement au nord du 60^e parallèle est. . .

M. Ting: Pire qu'au sud.

[Texte]

Mr. Kilgour: It's all relative, but is it significantly worse than south of 60?

Mr. Ting: According to the testimony given by the Inuit at Tapirisat... I think they gave a description of housing conditions in the north.

Mr. Kilgour: Did you look at the administrative arrangements between DIAND and the bands, whether there's equity and fairness between them or whether it's all helter skelter. What can you tell the committee about that?

Mr. Ting: We tried to determine DIAND's criteria for allocating funds for housing. We tried to find out whether it's based on need or on tradition. They have had housing allowances for so long at that amount... It's difficult, because most of the things are through negotiations... the amount is not through needs. That's for sure. We know that.

• 1615

Mr. Kilgour: They say that accountants are supposed to have neat and organized minds, and lawyers are rarely accused of that. It strikes me, even as a former lawyer, that it must drive you bananas to try to figure out why this band council gets so much money this year and someone else gets so much next year. How can we put some order, some fairness, into it? Or do you feel it is being run fairly at the moment?

Mr. Ting: It's very difficult. To identify needs, and whose need is bigger, is very difficult. You have needs for old folks homes, for single parents, or for those who have ten people in a house. It's very hard to make a decision. That's why DIAND has such a problem with using "needs". They have to decide how to prioritize the need, and they therefore go the easier way of using negotiation, rather than needs identification.

Basically, for effective use of the resources, they should really see who needs the most and therefore provide to the most needy the houses. However, I'm not sure what the solution is. We never comment on the allocation of funds for housing, because we don't have the solutions for that.

Mr. Kilgour: Well, was it your impression that it was done reasonably, even handled fairly, on the basis that the most in need would get the housing the fastest?

Mr. Ting: When the bands demonstrate that they have the capability to deliver the houses, I think they will get more funds—that they have proper plans in place so that if they have the funds they can construct the houses to satisfy the needs. I understand they have better chances of getting more funds than the bands who have no plans and no resources to back them up. You see, the government subsidizes only a certain percentage—50%—of their housing. If the band is poor, they have no money to put out for the building, and they would have fewer chances of getting their houses.

Only some of the richer bands would have the funding to back up or to complete the funding; they will have more houses. That's the reasoning.

[Traduction]

M. Kilgour: Tout est relatif, mais la situation est-elle beaucoup plus grave qu'au sud du 60^e parallèle?

M. Ting: D'après le témoignage de la Inuit Tapirisat... je pense qu'ils ont bien décrit les conditions de logement dans le Nord.

M. Kilgour: Avez-vous étudié les ententes administratives entre les bandes et le ministère? Est-ce qu'ils travaillent dans l'équité et la justice ou est-ce que c'est la pagaille? Que pouvez-vous dire au comité à ce sujet?

M. Ting: Nous avons tenté de voir quels étaient les critères du ministère pour sa répartition des fonds de logement. Nous voulions savoir si cette répartition était fondée sur le besoin ou sur la tradition? Les bandes reçoivent des allocations de logement depuis très longtemps, pour un même montant... C'est difficile, parce tout ou presque se négocie... la somme n'est pas fonction des besoins. Certainement pas. Cela, nous le savons.

M. Kilgour: On dit que les comptables ont l'esprit organisé et ordonné. On n'en dit pourtant pas autant des avocats. Même si je suis un ancien avocat, j'imagine que vous devez vous arracher les cheveux à essayer de comprendre pourquoi tel conseil de bande reçoit telle somme cette année, et tel autre, telle somme l'année suivante. Comment trouver de l'ordre, de la justice, là-dedans? Estimez-vous que les choses vont rondement maintenant?

M. Ting: C'est très difficile. Il est difficile d'identifier les besoins et de les comparer. Il y a les besoins des personnes âgées, des familles monoparentales et des familles très nombreuses. Il est très difficile de prendre une décision. C'est pourquoi le MAINC a tant de difficulté à parler de «besoins». Il faut donner aux besoins un ordre de priorité, et la façon la plus facile de le faire est de passer par la négociation plutôt que par un constat des besoins.

Essentiellement, pour utiliser efficacement les ressources, il faudrait voir qui a le plus de besoins et donner les logements à ceux qui en ont le plus besoin. En fait, je ne sais pas quelle est la solution. Nous ne faisons pas de commentaires sur la répartition des fonds de logement parce que nous n'avons pas de solutions à proposer.

M. Kilgour: À votre avis, cela s'est-il fait raisonnablement, en toute justice, en accordant d'abord les logements à ceux qui en ont le plus besoin?

M. Ting: Lorsque les bandes prouvent qu'elles ont la capacité de construire les habitations, elles reçoivent des fonds. Elles doivent montrer qu'elles ont mis sur pied des programmes en vertu desquels des maisons seront construites pour satisfaire aux besoins, une fois les fonds accordés. Les bandes qui le font ont de meilleures chances de recevoir de l'argent que celles qui n'ont ni programme ni ressources pour commencer la construction. Le gouvernement ne subventionne qu'un pourcentage du logement, soit 50 p. 100. Si la bande est pauvre, elle n'a pas d'argent pour construire des logements et elle a donc moins de chances de les avoir.

Seulement certaines des bandes les plus riches auront l'argent pour compléter le financement; elles auront plus de maisons. Voilà le raisonnement.

[Text]

Mr. Kilgour: So "thems that has, gets". Is that really the way it works, in terms of housing?

Mr. Ting: Yes, based on the current ways of allocating funds. They have to demonstrate they have other means to build the houses. They get only 50%. Whether they get the other 50% is the key factor in their getting housing allowances or subsidies.

Mr. Kilgour: Point 14.27 of your report indicates that housing funding levels have not changed since 1983. Apparently \$92.9 million is allocated each year for the construction of 2,400 houses. You were talking today about the natural population increase and the population increase due to Bill C-31. Some extra money has been allocated for the purpose, but do you think the department has allocated sufficient funding to accommodate Bill C-31 and the population increase? Do you know what additional backlog has been generated by Bill C-31, in terms of housing?

Mr. Ting: According to statistics, I think there are about 24,000 returnees. If you divide that by 3.4 persons per house, there is a housing requirement of 13,000. It grew by about 4,000 to 5,000 homes, so there is another backlog of about 9,000 in there, based on Bill C-31. Based on the information received from DIAND, there is a backlog of about 9,000 under Bill C-31.

Mr. Kilgour: I guess your estimation, or rather the department's estimation, is that Bill C-31 will cost over \$2 billion.

Mr. Ting: That's what the department has been saying. I think they have the funding for it, too. I understand they have the funding allotted to Bill C-31.

Mr. Kilgour: Do you not look at the estimates? Treasury Board would then try to specify, would they not, what should be done, in terms of the estimates? Am I basically correct on that?

Mr. Desautels: Could you clarify your question, please.

Mr. Kilgour: I am concerned that we go through the motions, as Mr. Redway knows very well, of having something to do with the estimates. We don't in fact have anything to do with the estimates; they're deemed passed. After they are passed, do they not then go to Treasury Board, where somebody says yes, so much should go for housing in northern Canada and so much should go in southern? Is that all the department's responsibility, and it has nothing to do with Treasury Board—or you, for that matter?

• 1620

Mr. Desautels: My understanding of the process, Mr. Chairman, is that all of this is negotiated with Treasury Board before it's passed by the House. So the amount voted on is built up through negotiations with Treasury Board in the process of preparing the estimates. By the time the estimates are approved by the House, I think it's generally well known by all parties how much is for what.

[Translation]

M. Kilgour: On ne prête qu'aux riches, littéralement. Est-ce vraiment ainsi que se font les choses, en matière de logement?

M. Ting: Oui, avec le mode actuel de répartition des fonds. Ils doivent faire la preuve qu'ils ont d'autres moyens pour construire les habitations. Ils reçoivent une allocation ou une subvention de logement de 50 p. 100, mais seulement à la condition de se procurer ailleurs les 50 p. 100 restants.

M. Kilgour: Au paragraphe 14.27 de votre rapport, vous dites que le niveau de financement des logements n'a pas changé depuis 1983. Il semble que 92,9 millions de dollars soient octroyés chaque année pour la construction de 2,400 logements. Vous nous avez parlé aujourd'hui de l'augmentation naturelle de la population ainsi que de l'augmentation qui résulte du projet de loi C-31. Des fonds supplémentaires ont été consentis à cet effet. Pensez-vous que le ministère a donné suffisamment d'argent à la suite de l'adoption du projet de loi C-31 et de l'augmentation de la population? Savez-vous combien de logements supplémentaires sont nécessaires à cause du projet de loi C-31?

M. Ting: D'après les statistiques, je pense qu'environ 24,000 Indiens sont revenus dans les réserves. Si l'on divise par le quotient de 3,4 personnes par logement, cela créé un besoin de 13,000 logements. Il y a eu une croissance d'environ 4,000 à 5,000 habitations, soit un autre arriéré d'environ 9,000 logements à cause du projet de loi C-31. D'après les renseignements fournis par le ministère, l'arriéré causé par le projet de loi C-31 est d'environ 9,000 logements.

M. Kilgour: J'imagine que vous évaluez, ou plutôt que le ministère évalue le coût du projet de loi C-31 à plus de 2 milliards de dollars.

M. Ting: C'est ce que disait le ministère. Je pense qu'il a les fonds nécessaires, Je crois comprendre que le ministère a reçu des fonds pour le projet de loi C-31.

M. Kilgour: Avez-vous regardé les prévisions budgétaires? Le Conseil du Trésor préciserait, n'est-ce pas, ce qu'il faut faire dans les prévisions budgétaires? Ai-je tort?

M. Desautels: Pourriez-vous clarifier votre question, s'il vous plaît?

M. Kilgour: Je suis préoccupé par le fait que nous devons adopter les prévisions budgétaires, comme M. Redway le sait bien. Nous n'avons en fait rien à voir avec les prévisions budgétaires, elles sont réputées être adoptées. Après leur adoption, on les envoie au Conseil du Trésor, où quelqu'un dit oui, telle somme ira aux logements dans le nord du Canada et telle autre dans le sud. N'est-ce pas ainsi que les choses se passent? N'est-ce pas là la responsabilité du ministère sans que le Conseil du Trésor, ni vous, d'ailleurs, s'en mêle?

M. Desautels: Monsieur le président, si j'ai bien compris le processus, des négociations ont lieu avec le Conseil du Trésor avant l'adoption par la Chambre. Les sommes votées sont déterminées lors de négociations avec le Conseil du Trésor, dans le cadre de la préparation des prévisions budgétaires. Une fois les crédits approuvés par la Chambre, les parties savent généralement bien qui recevra quoi.

[Texte]

Mr. Kilgour: What if that plan is not followed afterwards? Do you have any ability, other than what you're now doing, to say that it needs tighter administrative controls or that housing is not being dealt with according to what the estimates said and so on?

Mr. Desautels: We take it as part of our own responsibilities to ensure that the funds spent by a department, any department, are spent according to the way the money was voted by the House.

Mr. Kilgour: Have you said somewhere that the housing moneys were properly allocated, with no moneys unaccounted for, in the last whatever number of years?

Mr. Desautels: To my recollection or knowledge, we have not reported that moneys voted for housing were used for things other than housing. If we had found those situations, we would have reported them. We have not found such situations.

Mr. Ting: If I may, Mr. Chairman, because 72% of the funds, including of DIAND's... \$2.2 billion are managed by the Indian bands. So within the \$2 billion, the housing allowance or housing subsidies are there. It's managed by the band together with the education programs or other programs.

The band very seldom accounts for how they spend the money, in a sense, so it's very difficult to see whether all the funds are being spent for housing. The estimators plan to spend so much on housing and they are giving it to the band to manage the way they see fit. They can move it either way.

The accounting has not come back to DIAND, or DIAND has not reported back, on how much money is actually spent on housing. Sometimes they don't even know the actual number of houses built until later on in the year, after the completion of the public accounts and so on.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Perhaps I could ask a question or two myself. I preface my questions with comments that I believe *The Globe and Mail* columnist Jeffrey Simpson made that the Auditor General's office was a giant consulting firm, a management consulting firm.

On that basis, have you examined the process through which housing funding is approved and dealt with from the departments once it gets into their hands after the vote that approves the funds and the allocation, right through to actually producing some housing? If you have done that, have you some recommendations or suggestions as to how that process might be improved so that the department would know how to utilize the funds better or speed up the process and maximize the use of the funding?

Mr. Desautels: First of all, I don't necessarily concur with Mr. Simpson's comments.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): I assumed that you didn't. Notwithstanding that fact... In actual fact, the client is the Parliament of Canada.

Mr. Desautels: Touching a little bit on Mr. Kilgour's earlier point or question, let me say that in fact, we are not at all satisfied with the way the department controls the carrying out of those programs. I think if you look at our

[Traduction]

M. Kilgour: Et si on ne suivait pas ce plan par la suite? Avez-vous les moyens, à part ceux utilisés maintenant, de dire qu'il faut des contrôles administratifs plus serrés ou que le logement n'est pas subventionné selon les prévisions, par exemple?

M. Desautels: Dans le cadre de nos responsabilités, nous estimons devoir nous assurer que les fonds sont dépensés par tout ministère selon les crédits votés à la Chambre des communes.

M. Kilgour: Avez-vous dit quelque part que les subventions au logement sont correctement octroyées, que tous les fonds sont utilisés selon les prévisions, et ce, depuis un certain nombre d'années?

M. Desautels: Que je sache, nous n'avons rapporté aucun cas où des crédits votés pour le logement avaient été utilisés pour autre chose. Si nous avons trouvé des cas pareils, nous en aurions parlé. Nous n'en avons pas trouvé.

M. Ting: Permettez-moi, monsieur le président. Les bandes indiennes gèrent 72 p. 100 des fonds qui leur sont alloués dans le budget du ministère des Affaires indiennes et du Nord, soit 2,2 milliards. Les subventions au logement sont comprises dans ces 2 milliards de dollars. Ces fonds sont gérés par les bandes, de même que ceux des programmes d'éducation ou des autres programmes.

Il est rare qu'une bande rende des comptes sur sa façon de dépenser l'argent. Il est donc difficile de vérifier si les fonds destinés au logement servent au logement. Les évaluateurs prévoient de dépenser une certaine somme pour le logement. Cette somme est donnée à la bande, qui la gère à sa guise. Les fonds peuvent être déplacés.

On n'a pas rapporté au MAINC, ou le MAINC n'a pas fait rapport des sommes réellement dépensées pour le logement. Parfois, le ministère ne sait même pas combien de maisons ont été construites avant un certain nombre de mois, après que soient terminés les comptes publics.

Le vice-président (M. Redway): J'aimerais moi-même poser une ou deux questions. Je pense que c'est le chroniqueur du *Globe and Mail*, Jeffrey Simpson, qui disait que le bureau du vérificateur général était un immense cabinet de consultants, de consultants en gestion.

Cela dit, avez-vous examiné le déroulement des événements, à partir du vote des crédits en Chambre jusqu'à la construction des habitations, en passant par l'approbation des fonds pour le logement? Le cas échéant, avez-vous des recommandations ou des suggestions à faire pour améliorer le processus afin que le ministère sache comment mieux utiliser les fonds ou comment accélérer le processus pour optimiser l'utilisation de ces crédits?

M. Desautels: Pour commencer, je ne suis pas nécessairement d'accord avec M. Simpson.

Le vice-président (M. Redway): Je ne suis pas surpris. Mais malgré cela... En fait, votre client est le Parlement du Canada.

M. Desautels: Pour revenir à une question posée précédemment par M. Kilgour, permettez-moi de dire que, dans les faits, nous ne sommes pas du tout satisfaits du contrôle exercé par le ministère sur l'application de ces

[Text]

chapter, particularly section 14.19, we say that DIAND lacks a proper accountability framework, and that leads us to the recommendations we make in section 14.20. If you read what precedes that as well, I think it supports our recommendation and our conclusion—

• 1625

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Have you any more detailed recommendations? Have you detailed how this should work and how the process could be improved, apart from the generalities of your recommendations here?

Mr. Desautels: Mr. Chairman, we don't have many other precise recommendations to make. I can offer one or two things—

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Are you in the process of looking at this further and more closely, and is it possible to get some further recommendations?

Mr. Desautels: Yes, we are. We have a new and further study getting started right now. It will look into ways of better utilizing the funds that are presently voted, and also at better co-ordination between the various programs. That study is now started, and we will look at various alternatives.

If it might help you, one of the possibilities presented to us as something that could be worthwhile is that if the government and the bands could arrive at a more predictable flow of funds for housing, it could lead to better planning and better execution on the part of native people. It could also allow for obtaining a certain amount of outside financing to complement the government funding. We will be looking at possibilities like that.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): What is the timeframe of this further study you are doing, the more detailed study? Can you report before the department goes to Cabinet in September?

Mr. Desautels: No—it is not scheduled for this coming report.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Are you looking at the situation, for instance, of the ministerial guarantee, and whether there is a better way of doing that? Are you looking at that in your study? Will you be looking at that?

Mr. Ting: Yes, we are looking at the loan guarantee and at the housing inventory, to see how they count the houses. Those are two—

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Another issue that has been raised with us is a "single contact point" for natives to deal with.

Now they're dealing with some of their own organizations; they're dealing with DIAND; they're dealing with CMHC; in some instances they may be dealing with municipalities and territories or provinces. In your examination, are you going to look at that? Maybe I can encourage you to do so.

[Translation]

programmes. Si vous lisez le chapitre que nous avons rédigé, en particulier le paragraphe 14.19, vous verrez qu'à notre avis le ministère des Affaires indiennes ne possède pas un cadre de responsabilités approprié, et c'est ce qui nous amène à la recommandation qui figure au paragraphe 14.20. Si vous lisez également ce qui précède, vous verrez que cela confirme notre recommandation et notre conclusion. . .

Le vice-président (M. Redway): Avez-vous des recommandations plus détaillées? Avez-vous cherché à déterminer en détail comment cela fonctionnerait, comment on pourrait améliorer le processus, avez-vous des détails qui ne figurent pas dans vos recommandations d'ordre général?

M. Desautels: Nous n'avons pas tellement de recommandations précises à formuler. Toutefois, je peux vous signaler une ou deux choses. . .

Le vice-président (M. Redway): Est-ce que vous étudiez cette affaire de plus près, est-ce que vous envisagez de formuler des recommandations plus tard?

M. Desautels: Oui, exactement. Une nouvelle étude, plus approfondie, démarre en ce moment. Nous allons chercher à mieux utiliser les fonds qui ont été votés et également à organiser une meilleure coordination entre les divers programmes. Cette étude vient de commencer et elle nous permettra d'étudier les solutions de rechange.

Si cela pouvait vous être utile, on nous a fait une suggestion, on a pensé que le gouvernement et les bandes pouvaient prévoir avec plus d'exactitude quels fonds seraient destinés au logement, ce qui permettrait aux autochtones de mieux planifier et de mieux exécuter leur programme de logement. Cela permettrait également de compléter les fonds gouvernementaux en s'adressant à des sources de financement extérieures. Nous allons envisager ces possibilités-là.

Le vice-président (M. Redway): Cette étude plus détaillée que vous entreprenez, combien de temps va-t-elle durer? Pouvez-vous faire un rapport avant que le ministère ne se présente devant le Cabinet en septembre?

M. Desautels: Non, ce n'est pas prévu pour l'exercice actuel.

Le vice-président (M. Redway): Est-ce que vous remettez en question, par exemple, les garanties ministérielles, est-ce que vous vous demandez s'il n'y a pas une meilleure solution? Est-ce que cela fait partie de votre étude, avez-vous l'intention de vous pencher sur cet aspect-là?

M. Ting: Effectivement, nous allons nous intéresser aux garanties de prêts et également aux stocks de logement; nous voulons savoir comment les maisons sont comptées. Voilà deux. . .

Le vice-président (M. Redway): Autre chose, on nous a demandé s'il ne serait pas possible d'établir un «contact unique» pour faire le lien avec les autochtones.

À l'heure actuelle, ils s'adressent souvent à leurs organismes à eux, ils s'adressent aux Affaires indiennes, ils s'adressent à la SCHL et, dans certains cas, ils traitent avec les municipalités, les territoires ou les provinces. Avez-vous l'intention de vous pencher sur cette possibilité? Je serais tenté de vous y encourager.

[Texte]

Mr. Ting: At the present moment, there are no plans to look at it.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): A question was put to me by one of the government ministers just today as to what we might recommend on that score.

Mr. Ting: I see.

Mr. Desautels: We will certainly take that under advisement, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): What about getting off the reserve? Are you going to look at off-reserve housing for natives as well? If you are going to try to co-ordinate CMHC funds, for instance, surely you are going to have to take into account all other native housing—rural and remote, as well as urban native housing, as well as on reserve. Are you going to do that as well? Certainly, if you are going to look at one contact point or one agency or one organization to deal with for native housing, then maybe you should look at that, too, rather than trying to compartmentalize all this stuff.

Mr. Desautels: Mr. Chairman, we are in the early planning stages of this study and—

The Vice-Chairman (Mr. Redway): I understand that. I am trying to encourage you to do a little thinking here.

Mr. Desautels: I appreciate your comments. This is the kind of input we would like to have. We are quite interested in seeing the concerns of this committee and we can plug that into our own plans.

• 1630

The Vice-Chairman (Mr. Redway): The other thing I suppose is this question that Mr. Ting identified, of the needs versus negotiation, that the process has been one where each band negotiates with the department and depending on... We haven't gotten into how that works yet but it sounds rather interesting.

I know from a past life that on a provincial basis, housing needs were determined statistically from studies done by Statistics Canada and Health and Welfare Canada. You could identify, through that statistical base material, what parts of the country had greater needs than other parts and that was used as a scientific basis for allocating funds. I am not sure whether there is a statistical base for doing that sort of thing on-reserve. Perhaps the difficulties you pointed out prevent that at the moment, but it seems to me that sort of thing would provide a better rationale for distributing funds than who is the best negotiator. Is there any such statistical data base for needs on reserve?

Mr. Ting: Not to my knowledge. I think they have identified needs but nobody can determine what need is greater than another need. It is very subjective. Your needs are very important to you and my needs are very important to me, but it is very hard for DIAND to decide which need is the most important.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): But everybody will argue that their need is most important. If it is left to DIAND, without any basis for making that decision other than someone deciding how long the emperor's toe is, you

[Traduction]

M. Ting: Pour l'instant, nous n'avons pas envisagé cela.

Le vice-président (M. Redway): Un ministre m'a justement demandé aujourd'hui ce que nous pourrions recommander dans ce domaine.

M. Ting: Je vois.

M. Desautels: Monsieur le président, je peux vous assurer que nous allons y réfléchir.

Le vice-président (M. Redway): Et la situation en dehors des réserves? Avez-vous l'intention de vous intéresser au logement des autochtones en dehors des réserves? Si vous voulez coordonner les fonds de la SCHL, par exemple, il faudra sans doute tenir compte de tous les autres types de logements autochtones dans les régions rurales et isolées également, dans les centres urbains, et bien sûr, dans les réserves. Vous allez vous intéresser à tous ces aspects-là? Si vous étudiez la possibilité d'organiser un contact unique, un organisme qui serait chargé du logement des autochtones, vous devriez probablement vous intéresser à toutes ces questions et éviter de compartimenter.

M. Desautels: Monsieur le président, cette étude commence tout juste et...

Le vice-président (M. Redway): Je comprends cela. J'essaie de vous encourager à réfléchir un peu plus.

M. Desautels: Je comprends vos observations. En fait, ce que nous vous dites est très constructif. Les préoccupations de ce comité nous intéressent beaucoup, nous pouvons les intégrer dans nos propres projets.

Le vice-président (M. Redway): Il y a aussi cet aspect dont M. Ting a parlé, l'équilibre entre besoins et négociations, un processus aux termes duquel chaque bande négocie avec le ministère et selon... Nous n'en connaissons pas encore les détails, mais cela semble très intéressant.

Si je me fonde sur mon expérience provinciale, je sais que dans les provinces, les besoins en matière de logement sont déterminés à partir des statistiques de Statistique Canada et de Santé et Bien-être Canada. Cet ensemble de données statistiques permettent de déterminer quelles sont les régions qui ont les plus grands besoins et cette base scientifique permet de répartir les fonds. Je ne sais pas si une base statistique identique existe pour les réserves. Les difficultés dont vous nous avez parlé empêchent peut-être de faire cela à l'heure actuelle, mais il me semble que ce système permettrait de mieux répartir les fonds alors qu'à l'heure actuelle, on s'en remet aux qualités d'un négociateur. Est-ce qu'il existe une base de données statistiques sur les besoins en matière de logement dans les réserves?

M. Ting: Pas que je sache. Certains besoins ont été identifiés, mais personne ne peut savoir quels besoins sont plus urgents que les autres. C'est très subjectif. Nos besoins propres nous semblent toujours les plus importants, mais pour le ministère des Affaires indiennes, il est très difficile de départager.

Le vice-président (M. Redway): Mais chacun prétend que ses besoins personnels sont les plus importants. Si la décision est laissée au ministère, et si le seul critère est la longueur du gros orteil de l'empereur et non un calcul

[Text]

will arrive at a completely different arrangement than you would if there was some sort of scientifically arrived at statistical calculation. That won't make everybody happy either, but at least there is a rationale that you can stick to and be firm with. If you abandon that, my experience is that you destroy the whole basis for allotting—other than from someone's arbitrary judgment.

Mr. Nault: Mr. Chairman, I want to follow up with the Auditor General and his staff the discussions Mr. Kilgour was involved in as they relate to accountability.

I have in my hands the 1991-92 estimates. In reviewing them, it seems obvious that there is no region-by-region breakdown. In your discussion with the department, was the breakdown given to you region by region?

Just to give you a little background, I represent 46 aboriginal communities, so this is a fairly normal activity for me. As I understand it, what happens at the beginning of the year is that the band suggests how many houses they would like to have built, this is submitted to the department at district, and then it goes up the ladder and suddenly comes back down with a breakdown of how much money the community will get. Minor capital... which is the overall allotment of funds, and within that is the housing component, which suggests how many houses will be built.

In your discussions with the department, did you get the information broken down region by region, community by community, in order to get the kind of accountability that I presume you're talking about?

Mr. Ting: Most of the housing is centralized at the regional level and they do have a budget for each of the regions. It is up the regional directors or the district managers to distribute it among the bands. We haven't gone down at that level to see. They do have very good data at the district level because they are close to the bands and they know their particular needs. But they still have to live within the ballpark figures, the allotment from head office to the regions. That's the way they distribute the funds, which regions should have what funds.

• 1635

Mr. Nault: I guess what I'm asking for, then, relates to accountability. Is there some type of criteria put forward, a rationale by the department as to... Is it based per head, amount of aboriginal people in one particular region? Is that how they suggest that they will give so many dollars per region and so many dollars per district? Is it broken down per head or is it broken down in a more complicated fashion, based on desperate need, depending on where you are in the country? Is there a possibility for decisions to be made by politicians as to what region gets a certain amount of monies?

Mr. Ting: They do have a formula. They base it on cost of construction, on the number of backlogs they have, on the remoteness of the area. They have a formula to calculate this. They do have certain formulas to allot the money. They

[Translation]

statistique scientifique, on risque d'avoir des résultats très différents. Le calcul scientifique ne plaira pas non plus à tout le monde, mais au moins il permet de défendre ses positions. À mon avis, le seul moyen valable pour répartir... C'est bien préférable à un jugement arbitraire.

M. Nault: Monsieur le président, je vais poursuivre avec le vérificateur général et avec ses collaborateurs la discussion amorcée par M. Kilgour à propos de l'obligation de rendre des comptes.

J'ai sous les yeux le budget pour 1991-1992. Je le feuillette et je m'aperçois qu'il n'y a pas de détails, région par région. Quand vous avez discuté avec le ministère, est-ce qu'on vous a soumis des détails par région?

Pour vous donner une idée, je représente 46 communautés autochtones, c'est donc un sujet qui m'est très familier. Si je comprends bien, au début de l'année, chaque bande décide du nombre de maisons qui devraient être construites et cela est soumis au bureau de district du ministère. La requête monte dans la hiérarchie et la réponse redescend un beau jour: combien d'argent a été alloué à la communauté. Capital mineur... C'est la répartition générale des fonds dont le logement fait partie, c'est ce qui détermine combien de maisons seront construites.

Lorsque vous avez discuté avec le ministère, est-ce qu'on vous a donné des informations par région, par communauté, ce qui vous donnerait le contrôle que vous souhaitez exercer?

M. Ting: La plupart des questions de logement sont centralisées au niveau de la région, et chaque région dispose d'un budget propre. C'est aux directeurs régionaux ou aux gérants de district de répartir ces fonds parmi les bandes. Nous ne sommes pas allés voir ce qui se passait à ce niveau-là. Au niveau du district, il y a d'excellentes données car ces bureaux-là sont proches des bandes et connaissent bien leurs besoins. Mais ces sommes allouées par le bureau central aux régions doivent tout de même respecter certains paramètres. Voilà comment les fonds sont distribués, voilà comment on les répartit entre les régions.

M. Nault: C'est l'aspect responsabilité comptable qui m'intéresse. Est-ce qu'il existe un critère, un raisonnement qui permet au ministère de... Est-ce que le calcul se fait par habitant, par population autochtone dans une région? Comment décide-t-on d'allouer tant de dollars à telle région, tant de dollars à tel district? Est-ce qu'on calcule par habitant, ou bien fait-on un calcul plus compliqué fondé sur l'urgence des besoins, est-ce que cela dépend des régions? Est-ce que des hommes politiques pourraient décider quelles sont les régions qui reçoivent de l'argent?

M. Ting: Une formule existe, elle est fondée sur le coût de construction, sur le nombre de maisons qui devraient être construites mais qui ne le sont pas encore, sur l'éloignement. Une formule existe. C'est nécessaire si l'on veut répartir les

[Texte]

don't just say that this band will have more and another will have less. They do take into consideration those factors—the cost of construction, the number of houses they've already given to the band, and the remoteness and accessibility to other residents' houses. They do have those factors in place when they allot the money.

Mr. Nault: Let me see if I can get some understanding, then. In your presentation and in your report, you suggest that there are some fundamental flaws in accountability, but you're somewhat vague as to what those are. Could you tell me what you're suggesting as to problems as they relate to accountability, coming and going—one on how it relates to the band and one as it relates to the department?

I think it would be to our benefit, as members, to get a little more clearly what you're suggesting about that rather than your making such a statement without being a little more in-depth about it.

Mr. Ting: What we meant is that because they've given \$20 million to this band to build houses, we will expect a report back saying how many houses are being built, the quality of houses and what sort of backlog has been addressed. Those things at least provide accountability, not only to us but also to band members.

Because \$20 million is only the federal contribution, they would have to identify the resources for the other \$20 million when they build a house. Almost 50% is contributed by federal government subsidies.

So we expect some sort of a reporting back to the band and a reporting back to DIAND about how many houses have been upgraded or renovated with those resources. That's the information.

Mr. Nault: Is DIAND telling you that this is 50% of the subsidy?

Mr. Ting: Basically it's 50% of—

Mr. Nault: Did they also tell you where the bands are getting the other 50%?

Mr. Ting: It is through loan guarantees from CMHC or institutions.

Mr. Nault: Are you also aware that there are houses being built on reserves where CMHC is not a player, and therefore there is no such thing as a 50% subsidy? The dollars they use are to build the houses they can afford. In essence, they may give them 50%, suggesting they're building 12 houses, but if no dollars are available to the community, they end up building six or four, depending on the cost of transportation of that lumber. Is that also your understanding of how the situation works?

Mr. Ting: That's right. In some of them, they use the money for building houses to buy a logging machine to make logs for log houses. That's why we say that they should at least report back or account for how they spend the dollars

[Traduction]

fonds. On ne se contente pas de dire: «Telle bande aura plus d'argent, telle autre moins.» On tient compte de ces facteurs, les coûts de construction, le nombre des maisons qui ont déjà été données à la bande, l'éloignement et la proximité d'autres résidences, etc. Tous ces facteurs entrent en ligne de compte.

M. Nault: Je veux m'assurer que je comprends bien. Dans votre exposé et dans votre rapport, vous dites que la reddition des comptes comporte des lacunes fondamentales, mais ces lacunes semblent assez vagues. Pouvez-vous nous dire quels sont les problèmes que vous avez décelés à ce sujet, à la fois au niveau des bandes et du ministère?

Les députés auraient tout intérêt à comprendre un peu mieux ce que vous voulez dire, ce genre de déclaration ne doit pas rester imprécis.

M. Ting: Voilà ce que nous avons voulu dire: quand on donne 20 millions de dollars à une bande pour construire des maisons, on s'attend à recevoir un rapport au sujet du nombre de maisons qui ont été construites, au sujet de la qualité de ces maisons et au sujet de la mesure dans laquelle le problème de logements est en voie de solution. C'est une manière de rendre des comptes pas seulement à nous, mais également aux membres de la bande.

Cela dit, ces 20 millions de dollars représentent uniquement la contribution du fédéral et ils doivent être assortis de 20 autres millions tirés d'autres sources. Près de 50 p. 100 des coûts de la construction d'une maison sont fournis par des subventions du gouvernement fédéral.

Dans ces conditions, nous nous attendons à ce qu'un rapport soit soumis au ministère des Affaires indiennes au sujet du nombre de maisons qui ont été rénovées ou réparées avec cet argent. Voilà le genre d'information.

M. Nault: Est-ce que le ministère vous dit que cela représente 50 p. 100 des subventions?

M. Ting: Cela représente 50 p. 100 de . . .

M. Nault: Est-ce qu'on vous dit également où les bandes trouvent les 50 p. 100 restants?

M. Ting: Ce sont des prêts garantis de la SCHL ou d'autres institutions.

M. Nault: Savez-vous également qu'on construit des maisons dans les réserves et sans la participation de la SCHL, et dans ces cas-là, la subvention de 50 p. 100 n'intervient pas? Ce sont des maisons qu'ils ont les moyens de construire. Par exemple, on peut leur donner 50 p. 100, et il est convenu que 12 maisons doivent être construites, mais si la communauté ne trouve pas d'argent, elle finit par ne construire que quatre ou six maisons, le nombre dépendant du coût de transport du bois d'oeuvre. C'est bien ainsi que vous comprenez la situation, vous aussi?

M. Ting: C'est exact. Dans certains cas, l'argent destiné à la construction de maisons sert à acheter des machines à faire des rondins pour construire des maisons en rondins. C'est pour cela que nous voudrions des rapports sur la façon

[Text]

on houses. DIAND has no knowledge, most of the time, on how the money is being spent, how many houses have been rebuilt, how many houses have been renovated, or to what extent they have been brought up to the standards of the National Housing Act.

Mr. Nault: Some alternative funding arrangements are now being put forward as an alternative funding mechanism for First Nations all across the country. My understanding in listening to you today is that you're suggesting that not just in housing, but in practically everything the aboriginal communities and the department are doing there's a lack of accountability going both ways.

• 1640

Is it your train of thought that down the line, during another study you're going to do, you are going to try to deal with that particular issue? It's my understanding that as we go along the road to self-government and the new process we're entering into, there is going to be a complete transfer of funds eventually, and the First Nations will control those funds. That's my personal belief as to what will happen. The department will be more of an auditing agency, maybe appended to yours because it will be so small, and they will deal basically with the accountability factor.

For members like myself who are very much involved in this issue, it would be interesting to know how that is going to be dealt with. It would be interesting if you could give us some insight, when you get into it in more depth, as to how that would be undertaken. That is exactly what the aboriginal people are looking for—more ability to govern themselves. If there's going to be a complete transfer of funds, there is going to have to be some accountability somewhere, or else. . . You're dealing with housing here and we don't seem to know whether houses are being built or not. There are a couple of other examples we don't want to bring up today, but I could tell you about things that got built that weren't exactly supposed to be built, but the fact remains that's not supposed to happen. I'm interested in knowing whether you have some sort of system or mechanism in place to deal with that problem.

Mr. Desautels: Mr. Chairman, this is a basic issue which this office, and I believe also the public accounts committee, have addressed for the last decade, and it's far from resolved. If you restrict it to housing, we think that regardless of the discussions on devolution and so on, there is nothing wrong with encouraging a better reporting of what was done with the funds transferred to bands—not just back to the department, but also to the band members themselves. Our people have in fact found some examples in different places in the country where that is being done quite well and it's serving everybody's purposes very satisfactorily.

When it comes to housing, if we get into this mode of operation as quickly as possible, I think it will make eventual devolution even easier to achieve because there will be systems in place. There's a greater devolution, if that turns out to be the case, for managing this process. The native people will have been quite accustomed at that stage to keeping track of what was done and the progress and reporting it to their constituents. I think it would be wrong to

[Translation]

dont l'argent destiné aux logements est dépensé. La plupart du temps, le ministère ne sait pas comment l'argent est dépensé, combien de maisons ont été reconstruites, combien ont été rénovées, dans quelle mesure elles sont maintenant conformes aux normes de la Loi nationale sur l'habitation.

M. Nault: Actuellement, on met à la disposition des Premières nations de tout le pays de nouvelles possibilités de financement. En vous écoutant aujourd'hui, j'ai l'impression que vous déplorez une reddition de comptes insuffisante dans pratiquement tous les secteurs des communautés autochtones et du ministère et pas seulement dans le domaine du logement.

Est-ce que vous envisagez d'entreprendre un jour une autre étude pour vous attaquer à ce problème-là? Je crois comprendre que l'autonomie gouvernementale et le processus que nous amorçons actuellement vont conduire un jour à un transfert total des fonds. Un jour viendra où les Premières nations contrôleront ces fonds. Je suis persuadé que les choses se passeront ainsi. Le ministère deviendra alors un organisme de vérification, peut-être annexé à vos services car ce sera un très petit service responsable avant tout de questions comptables.

Les députés que cette question touche de près, comme moi-même, aimeraient bien savoir comment on va aborder cette phase. Il serait intéressant de savoir quelles démarches vous envisagez. C'est précisément ce que les autochtones réclament, la possibilité de se gouverner eux-mêmes. Si l'on assiste à un transfert total des fonds, il faudra prévoir des mécanismes de reddition des comptes si l'on ne veut pas. . . À l'heure actuelle, nous discutons de logement, et on semble avoir du mal à savoir si des maisons sont construites ou pas. On pourrait citer d'autres exemples, je ne veux pas entrer dans les détails, mais on pourrait parler de bâtisses qui ont été construites et qui ne devaient pas l'être, de développements qui n'étaient pas du tout prévus. J'aimerais savoir si un mécanisme ou un système existe, qui permettra de faire face à ce problème.

M. Desautels: Monsieur le président, c'est un problème fondamental auquel mon bureau et le Comité des comptes publics s'intéressent depuis une dizaine d'années, un problème qui est loin d'être résolu. Sur le simple plan du logement, indépendamment de toute question de dévolution, on a tout intérêt à encourager, en ce qui concerne les fonds transférés aux bandes, une meilleure reddition des comptes non seulement au ministère, mais également aux membres de la bande. En fait, nous avons découvert dans certaines régions des exemples de bandes où cela fonctionnait très bien, où un processus était en place, qui satisfaisait tous les intéressés.

En ce qui concerne le logement, s'il était possible d'organiser cela le plus rapidement possible, cela rendrait la pression de pouvoir beaucoup plus facile puisque les mécanismes seraient déjà en place. Autrement dit, de tels mécanismes augmentent le potentiel de gestion après la dévolution. Les autochtones seraient déjà habitués à contrôler ce qui se fait, et à rendre des comptes à leurs mandants. On aurait tort de se désintéresser de la question

[Texte]

say we shouldn't push that because there may be devolution. Whether or not there is devolution, I think it's a good thing for everybody. If there is devolution, well, that will make it even easier.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): As I indicated at the beginning of the meeting, I have to leave to catch a plane. We don't have another vice-chairman here. Mr. Anawak is the other vice-chairman. Mr. Schneider is the chairman and he's not here either. I suggest, if we can get the approval of everyone, that perhaps Madam Duplessis act as chairman for the rest of this meeting.

My understanding is that Mr. Skelly is going to ask some questions, followed by Mr. Gray, and unless someone else wants to ask questions, that will be the end of the evidence. You will then, as I understand it, deal with the motion with respect to the Stoney Point, Kettle Point, Ipperwash situation. I understand from Mrs. Duplessis that she is agreeable to the wording, so I don't think there will be any problem in getting approval for it at the end of this meeting. There will be a quorum. Is that agreeable?

• 1645

Mr. Gray (Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine): I would concur, Mr. Chairman, that Madame Duplessis would take over. I'm sorry, Mr. Redway, that you won't be here, because I have some interesting remarks to make.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): I look forward to reading the blues.

Mr. Gray: I am sure you will read it, sir, and I do support Mrs. Duplessis.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): If there is no objection to that, I must apologize to the witnesses for the fact that I have to depart. Thank you very much for the evidence and the helpful comments that you have given us, and we'll look forward to that further report.

Mr. Skelly: I have three short questions.

You mentioned there was a need to develop imaginative approaches in order to deal with the housing backlog. During your audit, did you run into any groups who had developed these imaginative approaches and who, in spite of the funding constraints, were able to deliver houses and to meet the needs of their clients?

Mr. Ting: We found that the Six Nations band was using the subsidies as a revolving fund, so they have been continued, and because of the certificate of possession. They are using those two vehicles together. It works very effectively. They can get leverage to get more funding from outside. The other one is the Musqueam Band in B.C. We looked at those two bands and found they are quite successful.

Mr. Skelly: The Musqueam band is a very wealthy band, owning lands on the west side of Vancouver.

Mr. Ting: That's right. I think they have ways of getting funds to build their own.

[Traduction]

sous prétexte qu'une dévolution est imminente. Qu'elle se produise ou pas, ce sera toujours une bonne chose et, en cas de dévolution, cela rendra les choses encore plus faciles.

Le vice-président (M. Redway): Comme je l'ai dit au début de la réunion, j'ai un avion à prendre et l'autre vice-président, M. Anawak, est absent. M. Schneider, notre président, est absent également. Dans ces conditions, si personne n'y voit d'inconvénient, M^{me} Duplessis pourrait assumer la présidence jusqu'à la fin de cette réunion.

Je crois comprendre que M. Skelly a l'intention de poser des questions, suivi de M. Gray et, s'il n'y pas d'autres interventions, cela nous mènera à la fin de la séance. À ce moment-là, vous serez libre de discuter de la motion au sujet de Stoney Point, Kettle Point et Ipperwash. M^{me} Duplessis m'a dit que l'énoncé lui convenait, et vous ne devriez donc pas avoir de difficulté à le faire approuver à la fin de cette réunion. Vous aurez le quorum. Vous êtes d'accord?

M. Gray (Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine): Monsieur le président, je suis d'accord pour que M^{me} Duplessis préside la séance. Monsieur Redway, je regrette que vous deviez partir car j'ai des remarques intéressantes à faire.

Le vice-président (M. Redway): Je lirai les épreuves avec intérêt.

M. Gray: J'en suis certain, monsieur, et j'approuve le choix de M^{me} Duplessis.

Le vice-président (M. Redway): Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, je vais partir et je présente mes excuses aux témoins. Je vous remercie beaucoup pour votre intervention et pour les observations très utiles que vous avez faites. Nous attendons avec impatience votre nouveau rapport.

M. Skelly: J'ai trois questions très courtes.

Vous nous avez dit qu'il fallait trouver des approches novatrices pour rattraper le retard en matière de logement. Pendant votre vérification, est-ce que vous avez vu des groupes qui avaient trouvé des approches novatrices et qui, en dépit des restrictions budgétaires, avaient réussi à faire face aux besoins de leurs membres et à construire des maisons?

M. Ting: Nous avons constaté que la bande des Six nations utilisait les subventions comme un fonds de roulement, ce qui leur permettait de poursuivre leurs activités à cause du certificat de possession. Ces deux moyens sont utilisés parallèlement et cela fonctionne très efficacement. Cela leur permet d'obtenir plus facilement des fonds à l'extérieur. Il y a également la bande de Musqueam, en Colombie-Britannique. Nous avons trouvé que ces deux bandes obtenaient d'excellents résultats.

M. Skelly: La bande de Musqueam est une bande très riche, elle possède des terres dans les quartiers ouest de Vancouver.

M. Ting: C'est exact. Elle a les moyens de trouver des fonds pour construire ses propres maisons.

[Text]

Mr. Skelly: If only we were all as favourably situated. . . You indicated that you are proposing to do a multi-year review of the housing issue, or review the progress and resolution of these issues on a multi-year basis. What does that mean? Will there be a report each year that we can refer to, to show what kind of progress has been made in dealing with the backlog in addressing the housing needs?

Mr. Desautels: If I could clarify that, our plans are to do a study—it will not be ready for a couple of years—to try to assess how the various native economic development programs are being used. This will encompass not just this particular department, but programs available through other departments. This is really the study we are planning to do. The focus of it is Indian economic development. It will be an appraisal of how that is working out, but it won't be ready for a couple of years.

Mr. Skelly: There have been two cases, I think, since I was first elected here in 1988, in which succeeding councils have accused the previous councils of misusing funds, especially funds that were allocated for housing. In one case, a consultant to the band was known to be saying around town that he had built a \$300,000 home for himself with money that came from. . . I won't say which Indian band.

In that case, the department did what they call a "directed audit". They examined the expenditures of the previous council and found out where there were problems, and also found out that there was some problem with approvals in the district office, who had approved expenditures of money without proper authorization of band council resolutions, and also moneys that were diverted from programs they shouldn't be diverted from. In that case, the department made up some of the moneys that were spent without the proper authorization or were spent off reserve, not for the benefit of the aboriginal people. The person who was party to some of these abuses, by the way, is still living in his \$300,000 house and has never been charged.

• 1650

In the case of another band in Ontario, they made similar complaints that housing money had been spent by a previous chief off reserve to build or improve rental accommodation that he was using to rent for his own private benefit. In that case, I couldn't convince the department to do a directed audit. I couldn't understand why they refused to do it.

I'm wondering if the Auditor General's office responds to these kinds of complaints. If a complaint is lodged with me or with other members as individual members, and nothing is done by the department in spite of the fact that these expenditures didn't have band council resolutions. . . In the case I'm talking about, the band didn't even meet for over a year, so none of the expenditures of the band were legal on that basis. Does the Auditor General's office look into those based on complaints either by a Member of Parliament or by the band council, in this case?

[Translation]

M. Skelly: Si vous avions tous ces avantages géographiques. . . Vous avez dit que vous aviez l'intention de passer en revue la situation du logement sur une période de plusieurs années, de passer en revue les progrès accomplis et les solutions obtenues. Qu'est-ce que cela signifie? A-t-on l'intention de produire un rapport chaque année, un document de référence qui explique dans quelle mesure les retards en matière de logement sont rattrapés.

M. Desautels: Je vais vous expliquer; nous avons l'intention d'effectuer une étude sur une période de deux ans environ, une étude qui permettra d'évaluer l'efficacité des divers programmes de développement économique autochtone. Cette étude portera non seulement sur ce ministère mais également sur des programmes offerts par d'autres ministères. Voilà ce que nous avons l'intention de faire en faisant porter l'étude sur le développement économique autochtone. Nous avons l'intention d'évaluer l'efficacité de ces programmes, mais il va nous falloir environ deux ans.

M. Skelly: Depuis mon élection en 1988, à deux reprises un conseil a accusé le conseil précédent d'avoir utilisé des fonds à mauvais escient, et en particulier des fonds destinés au logement. Dans un de ces cas, un expert-conseil auprès de la bande se vantait d'avoir construit une maison de 300,000\$ pour lui-même avec de l'argent qui appartenait à. . . Je ne vous citerai pas le nom de la bande.

Dans ce cas-là, le ministère a procédé à ce que nous appelons une «vérification ponctuelle». Les dépenses du précédent conseil ont été examinées et des problèmes ont été trouvés. On s'est aperçu également de l'existence de problèmes au sujet des approbations au bureau de district. En effet, les dépenses avaient été approuvées sans que les résolutions du conseil de bande aient été confirmées dans les règles, et certains fonds avaient été détournés. Dans ce cas-là, le ministère a débloqué des fonds pour compenser en partie l'argent qui avait été dépensé sans autorisation ou dépensé en dehors de la réserve et qui, par conséquent, n'avait pas profité aux Autochtones. Soit dit en passant, la personne responsable d'une partie de ces abus vit toujours dans sa maison de 300,000\$ et n'a jamais été inculpée.

Il y a eu le cas d'une autre bande en Ontario où l'argent destiné au logement aurait été dépensé à l'extérieur de la réserve par l'ancien chef pour construire ou rénover des logements locatifs qu'il louait pour son propre compte. Dans ce cas-là, je n'ai pas réussi à convaincre le ministère de faire une vérification ponctuelle et je n'ai jamais compris pourquoi il avait refusé.

Je me demande si le Bureau du vérificateur général donne suite à ce genre de plaintes. Lorsqu'on présente une plainte, à moi-même ou à d'autres députés à titre individuel et que le ministère ne fait rien, même lorsque ces dépenses n'ont pas été entérinées par des résolutions du conseil de bande. . . Dans le cas que je vous cite, la bande ne s'était même pas réunie depuis plus d'un an et, pour cette raison, aucune des dépenses qu'elle a faites n'était légale. Est-ce que le Bureau du vérificateur général donne suite aux plaintes qui lui sont communiquées par un député ou par un conseil de bande?

[Texte]

Mr. Ting: Our mandate is to audit for Parliament. If directed by Parliament, we will look at it. But we got a lot of requests from the band itself, from the ex-chief, from the band council—they wrote to us, this is what's happening, and if we had unlimited resources and unlimited time, then we could do it.

All this being said, we still look at it. . . Annually, we go to the department and we might ask for the file and see what is very clearly wrong, then we follow it through. Most of the time what's happening is at the band level. We have no access to the band accounts or band documentation, so it's very difficult for us to do any additional work unless we can get co-operation from the new chief to look at the books of the old chief. We can get in that way; otherwise, it's very, very difficult for us.

Mr. Skelly: I was concerned about this particular case because the chief and the councillors who took over were asked to sign an audit, to sign off the revenue and expenditures of the previous council. They refused to sign the audit because they felt it didn't reflect the revenue and expenditures that were made. The district office of the Department of Indian Affairs said they wouldn't get next year's funds if they didn't sign off that audit, so they were required to sign off an audit knowing it contained false information. I think this would be something that both the department and the Auditor General's office would be interested in.

Mr. Desautels: We haven't traditionally been conducting directed audits like that at the request of individuals or even bands. We will respond, and we've done this in the past, to a request from a parliamentary committee, particularly the public accounts committee, which is the one our office works most closely with. There is a precedent for that. We also get, as you no doubt know, all kinds of other information throughout the year as we carry out our work. We essentially take that into account and carry that with us and exercise our own judgment as to how much further we want to pursue one question or another.

On other occasions we may come into possession of certain activities that warrant investigation, but we will not necessarily do the investigation ourselves; we will ask the department to appoint a particular person to do the investigation and report back to us with the results. There are different mechanisms available to us, but as auditors of Parliament, we normally will respond to a formal request from the parliamentary committee and in those cases carry out a more directed audit.

Mr. Skelly: In the event that an abuse has taken place and it's referred to you by a private member then that abuse goes unexamined.

[Traduction]

M. Ting: Nous sommes là pour faire des vérifications pour le compte du Parlement. Si le Parlement nous le demande, nous nous penchons sur une question. Mais nous recevons beaucoup de demandes de la bande, de l'ancien chef, du conseil de bande, on nous écrit, on nous explique la situation et, si nous avions des ressources illimitées et tout le temps voulu, nous pourrions y donner suite.

Cela dit, nous étudions tout de même. . . Chaque année nous allons au ministère, nous demandons certains dossiers et, lorsque quelque chose ne va vraiment pas, nous lui donnons suite. La plupart du temps, c'est au niveau de la bande. Nous n'avons pas accès aux comptes ou à la documentation de la bande, ce qui nous complique beaucoup la tâche quand nous voulons suivre une affaire, à moins que le nouveau chef ne coopère et ne nous communique les livres de son prédécesseur. Dans ce cas-là, c'est possible, sinon, c'est extrêmement difficile.

M. Skelly: C'est un cas auquel je me suis particulièrement intéressé parce qu'on a demandé au nouveau chef et aux nouveaux conseillers de signer une vérification, d'approuver les revenus et les dépenses du conseil qui les avait précédés. Ils ont refusé de signer, car ils avaient l'impression que le document contenait des irrégularités. Le bureau de district du ministère des Affaires indiennes leur a dit que s'ils ne signaient pas cette vérification, ils n'auraient pas de fonds pour l'année suivante, ce qui les a obligés de signer un document sachant qu'il contenait de fausses informations. Il me semble que le ministère et le Bureau du vérificateur général devraient s'intéresser à ce genre de situation.

M. Desautels: Nous n'avons pas l'habitude d'effectuer des vérifications ponctuelles à la demande de particuliers ou même de bandes. Nous donnons suite à une demande d'un comité parlementaire, ce qui nous est souvent arrivé, en particulier lorsqu'il s'agit du Comité des comptes publics, le comité avec lequel nous collaborons le plus étroitement. Dans ces cas-là, des précédents existent. Comme vous le savez sans doute, tout au long de l'année nous recueillons également de nombreuses informations dans le cadre de notre travail. Ces informations font partie de notre bagage, elles nous aident à porter des jugements, à décider s'il convient de donner suite à une affaire.

Il arrive également que nous prenions connaissance d'activités qui méritent d'être approfondies, mais nous ne faisons pas forcément l'enquête nous-mêmes. Nous pouvons demander au ministère concerné de nommer quelqu'un pour l'effectuer et cette personne nous présente ensuite un rapport. Plusieurs mécanismes sont à notre disposition, mais en notre qualité de vérificateurs du Parlement, dans le cours normal des choses, nous effectuons une vérification plus ponctuelle à la requête d'un comité parlementaire.

M. Skelly: S'il y a abus et si un député vous en avertit, le cas ne sera pas étudié.

[Text]

Mr. Desautels: That's not quite what I said or what I wanted to say. We will take into account all information that we receive when we plan our work, but we will not necessarily report back directly to the member of the House who may have given us that information the way that a directed audit would. We will take that into account in carrying out our work and report our findings back to the House through our regular annual report.

M. Gray: J'ai écouté attentivement le discours et les réponses qui ont été données devant notre Comité. Je veux être franc. Madame la présidente, quand on a 11 p. 100 dans les sondages, on peut être franc parce qu'on n'a pas le choix. On écoute les gens plus qu'eux autres.

Il y a deux réserves indiennes chez nous. J'aimerais qu'on parle de ce qui se passe là avec nos témoins d'aujourd'hui.

Les Indiens de Restigouche sont mes amis, de même que les Micmacs de Maria. On n'est pas racistes, madame la présidente, loin de là. Comment se fait-il qu'on dise: Il y a trop de chefs et pas assez d'Indiens; il y a trop de Blancs là-dedans? Avec votre permission, madame la présidente, j'aimerais poser la question aux témoins qui sont devant nous. On parle toujours des droits des autochtones de chez nous, des Micmacs de Restigouche et de Maria. Comment se fait-il que ce sont toujours des Blancs qui les défendent?

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Cher collègue, je pense que M. le vérificateur général va avoir beaucoup de difficulté à répondre à cela. Aujourd'hui, il est ici pour répondre aux questions sur les recommandations qu'il a faites concernant le logement des Indiens. Il est ici pour donner des renseignements concernant le logement. Il ne peut pas répondre à des questions qui ne portent pas sur le logement.

M. Gray: Madame la présidente, je respecte votre décision. On va parler du logement des autochtones, avec tout ce qui se passe là-dedans. Quelles démarches font-ils et comment est-ce que les choses se déroulent? S'il y a deux ou trois demandes, comment font-ils la sélection?

I still say, Madam Chairman, at the same time, I don't know why white men are trying to deal with Indians.

M. Desautels: Madame la présidente, je ne suis pas certain d'avoir compris tout à fait le sens de la question de M. Gray. Pouvez-vous la clarifier?

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Monsieur Desautels, comme vous n'avez rien mentionné concernant l'attribution de logements dans votre rapport, vous n'êtes peut-être pas en mesure de répondre à cette question. Cependant, si mon collègue le désire, à un moment donné, quand on recevra des gens du ministère, il pourra venir poser ses questions à ces personnes-là. Après avoir lu toutes les recommandations que vous avez faites, je ne pense pas qu'il soit de votre ressort de répondre à cette question.

• 1700

M. Desautels: D'accord. Je pense que c'est une question d'attribution des logements. Nous en avons parlé un peu tout à l'heure, en réponse à une question.

[Translation]

M. Desautels: Ce n'est pas tout à fait ce que j'ai dit, ni ce que je voulais dire. Nous tenons compte de tous les renseignements que nous recevons lorsque nous planifions notre travail, sans pour autant rendre compte directement au député qui nous a fourni un renseignement précis, comme ce serait le cas lors d'une vérification dirigée. Nous en tenons compte dans nos travaux et nous en rendons compte par la suite dans notre rapport annuel à la Chambre.

Mr. Gray: I have carefully listened to the presentation and answers the committee has heard. Please let me be frank. Madam Chairman, when you are down to 11 percent in the polls, you have no choice but to be frank. We are listening to people more carefully than they are.

There are two Indian reserves where I live. I would like to discuss what is happening on those reserves with today's witnesses.

The Indians of Restigouche are my friends, and so are the Micmacs from Maria. We are not racists, Madam Chairman, far from it. Why is it that people say, "There are too many Chiefs and not enough Indians;" are there too many Whites involved? With your permission, Madam Chairman, I would like to direct this question to the witnesses appearing before us. There is much talk about the rights of Native people in my region, the Micmacs from Restigouche and Maria. Why is it that Whites are always defending these rights?

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Dear colleague, I think that it will be very difficult for the Auditor general to answer that question. He is here today to answer questions about his recommendations regarding housing on Indian reserves. He is here to give us information about housing, so he cannot take questions that do not concern this matter.

Mr. Gray: Madam Chairman, I respect your ruling. We will talk about native housing with all that that entails. What approaches are taken and how do matters unfold? If two or three people apply for housing, how is the final selection made?

J'insiste à dire quand même, madame la présidente, que j'ignore pourquoi ce sont des Blancs qui défendent les intérêts des Autochtones.

Mr. Desautels: Madam Chairman, I am not sure that I entirely understood Mr. Gray's question. Could you clarify it?

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Mr. Desautels, since your report makes no mention of how housing units are allocated, perhaps you are not in a position to answer this question. However, when officials from the Department appear before us, my colleague can come and ask them these questions, if he so wishes. I have read all the recommendations you have made and I don't think that this question is in your areas of responsibility.

Mr. Desautels: Fine. I think this question has to do with the way housing units are allocated. We talked about this a few moments ago, in response to another question.

[Texte]

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Si vous avez quelque chose à ajouter sur l'attribution, vous pouvez renseigner mon collègue.

M. Desautels: La seule chose que je puisse faire, c'est répéter l'essentiel de ce que nous avons dit tout à l'heure.

De la façon dont nous comprenons le processus, l'attribution des logements ne se fait pas strictement selon les besoins identifiés. Elle se fait en bonne partie selon les demandes et les pressions reçues, de même que selon la capacité des différents groupes de compléter le financement et même selon leur capacité d'effectuer les travaux. Comme on l'a dit tout à l'heure, cela mène peut-être à certaines iniquités dans l'ensemble du système. Selon notre compréhension, c'est ainsi que les choses se passent à l'heure actuelle.

M. Gray: Madame la présidente, les deux réserves qu'il y a chez moi me préoccupent passablement. Il fallait absolument que je pose ces questions-là. Je parle des réserves de Restigouche et de Maria en Gaspésie. Avec un gouvernement autonome et avec tout ce qui se passe dans notre processus constitutionnel, comment voyez-vous le logement dans les réserves indiennes partout au Canada?

Don't drop your eyes. Answer the question.

M. Desautels: Madame la présidente, comme je l'ai dit tout à l'heure, notre objectif actuel est d'encourager ou de favoriser si possible la résolution des problèmes de logement que nous avons identifiés et que d'autres ont identifiés. Pour l'instant, nous tenons à le faire strictement à l'intérieur du cadre actuel régissant les relations entre les peuples autochtones, les Premières nations et le gouvernement canadien.

Je sais qu'il y a à l'heure actuelle énormément de discussions sur la dévolution de pouvoirs et sur l'autonomie des peuples autochtones, mais pour l'instant, mon Bureau et moi-même nous en tenons strictement au cadre existant. Même si certaines de ces questions ne seront pas nécessairement réglées complètement, nous pensons qu'on peut faire beaucoup de progrès pour les faire avancer dans le cadre actuel.

Mrs. Feltham (Wild Rose): I am not sure my questions would fall under the purview of the Auditor General, but I will ask them and I will ask all three before you answer, because I think they are interrelated.

For many white people the thought of a single residence is probably quite often only a dream, yet when we are looking at reserves, and I do have three bands in my area, I have never seen any multiple-use housing such as town houses, condos, and things like that. Is it something that is being discussed and hasn't gone any further? Is it something we should be looking at in the future?

Durability—most houses throughout Canada I think have a history, even if they are not made of brick, of from 50 to 60 years. My guess is a house on a reserve would probably be much less than half of that. Is it because of the way they are built, the way they are looked after? Why does it seem that we have that continuous problem?

[Traduction]

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): If you have something to add about the allocations of housing, you can inform my colleague.

Mr. Desautels: The only thing I can do is to repeat the basic thrust of what we just said.

As we understand the process, housing units are not allocated strictly according to identified needs. In large part, they are allocated according to applications received and lobbying efforts, as well as in accordance with the ability of various groups to top up the funding and even their ability to carry out the work. As was said just a few moments ago, this could lead to certain inequities throughout this system. As we understand the matter, this is how housing is currently allocated.

Mr. Gray: Madam Chairman, I am rather concerned about the two reserves where I live. I absolutely had to ask these questions. I am talking about the reserves in Restigouche and Maria, in the Gaspé region. In light of self-government and everything that is going on within our constitutional process, how do you see housing in Indian reserves throughout Canada?

Ne détournez pas les yeux. Répondez à ma question.

Mr. Desautels: Madam Chairman, as I just said, our current objective is to try to help resolve the housing problems identified by us or by others. For the time being, we are trying to do so strictly within the current framework that governs relations between Native peoples, the First Nations and the Canadian government.

I know that at present there is a tremendous amount of discussion about the devolution of powers and the autonomy of Native peoples, but for the time being, my office and I are keeping strictly to the existing framework. Even though some of these questions will not necessarily be solved completely, we think that we can do a lot to achieve progress within the current framework.

Mme Feltham (Wild Rose): Je ne sais pas si c'est du ressort du vérificateur général de répondre à mes questions. Toutefois, je vais vous poser mes trois questions ensemble avant que vous donniez une réponse, car j'estime qu'elles sont reliées.

De nombreux Blancs ne peuvent que rêver d'habiter une maison unifamiliale. Pourtant, je n'ai jamais vu d'immeuble à logements multiples, comme des maisons en rangées ou en copropriété dans une réserve, et vous savez qu'il y a trois bandes dans ma circonscription. Est-ce que l'on a déjà parlé de cette possibilité sans pour autant avancer? Faut-il étudier cette possibilité pour l'avenir?

Pour ce qui est de la durabilité, je crois que la majorité des maisons au Canada ont une vie utile de 50 à 60 ans, même celles qui ne sont pas construites en briques. Je dirais qu'une maison dans une réserve ne dure que 20 ou 25 ans. Peut-on attribuer ce problème aux méthodes de construction, ou bien, à l'entretien de ces maisons? Pourquoi ce problème persiste-t-il?

[Text]

[Translation]

• 1705

My last question has to do with the native people themselves. Anytime I go to my reserve and there is building going on, the houses are being built by white men, as was stated earlier. Very seldom do you see the native people building their own houses in my area, in the west. Is this because of the restrictions with regard to the money or because they would prefer to have someone else build the houses?

As I said, you may not have the answers to all those questions, but they are ones that I, myself, have.

Mr. Ting: Madam Chairman, according to representatives of DIAND, they are exploring multiple housing for the bands, especially for those bands close to the urban area. But for the remote area they still want single houses. I think DIAND is trying this approach to see whether it can sell the ideas. I think some of the bands have built some of that multiple housing, composed of townhouses and so on.

On the matter of durability, most of the houses last only 20 years. I understand from DIAND that this is because the houses do not receive proper maintenance because band members have not received any proper training for maintaining the houses. DIAND is supposed to have a program in place shortly to provide that training on maintaining houses and on what the band members have to do so that they can at least look after the houses themselves. That program is in the works, according to DIAND.

There are no restrictions to the effect that an Indian cannot build a house. I understand there is a problem of obtaining bonding. DIAND insists that it needs bonding for construction of the houses because they can make sure that when someone starts a house, they will complete the house. Without proper bonding, perhaps only half a house will be built and they won't be able to complete it. I think DIAND is looking at ways to see whether they can make it easier for the Indians to obtain bonding as builders, so the department has taken action to do so.

They have also taken action to provide the native people with skills needed for constructing houses. That action is in the works. I think DIAND is quite aggressive in those areas, as far as I can gather. I have talked to representatives of DIAND and that is what they explained to me. We will try to follow up the program next year, or the year after next, and see how far they have gone and what sort of results DIAND has achieved in those areas.

Mr. Worthy (Cariboo—Chilcotin): As a visitor to your committee, I appreciate the privilege of being able to enter into the discussion.

Ma dernière question porte sur les Autochtones eux-mêmes. Lorsque je vais dans ma réserve et qu'il y a de la construction, je constate que ce sont des hommes blancs qui bâtissent les maisons, comme on l'a mentionné un peu plus tôt. On voit rarement des autochtones construire leurs propres maisons dans ma région, dans l'ouest. Est-ce en raison de restrictions financières ou simplement parce que les Autochtones préfèrent que d'autres construisent leurs habitations pour eux?

Je le répète, vous ne pouvez peut-être pas répondre à toutes ces questions, mais ce sont là celles que je me pose.

M. Ting: Madame la présidente, les représentants du MAIN me disent qu'ils explorent la possibilité de construire des immeubles à logements multiples pour les bandes, particulièrement pour celles habitant près des centres urbains. Cependant, dans les régions éloignées, on préfère encore des maisons individuelles. Le MAIN tente cette approche et il évaluera ensuite sa popularité. Je crois que certaines bandes ont déjà construit des immeubles à logements multiples, y compris des maisons en rangées et ainsi de suite.

En ce qui concerne la durabilité, la plupart des maisons ne durent que vingt ans. Selon le MAIN, il semble que cela soit attribuable au fait que les logements sont mal entretenus, les membres des bandes indiennes n'ayant pas reçu une formation adéquate à cet égard. Le MAIN est censé mettre en oeuvre sous peu un programme de formation sur l'entretien des maisons et sur ce que les membres des bandes doivent faire afin d'assumer eux-mêmes ce genre de travail, à tout le moins. Ce programme est en voie d'élaboration, d'après le MAIN.

Rien n'empêche un Indien de bâtir sa maison. Il semble cependant que les Indiens ont du mal à obtenir un cautionnement. Le MAIN insiste que les entrepreneurs en construction soient cautionnés; ainsi, on veut s'assurer que celui qui commence à construire une maison, achèvera les travaux. Sans cautionnement, on pourrait se retrouver avec des maisons que les entrepreneurs n'ont pu terminer. Je crois que le MAIN étudie les façons d'aider les Indiens à obtenir un cautionnement en tant qu'entrepreneurs en construction. Le ministère a donc déjà pris des mesures en ce sens.

Les fonctionnaires du ministère des Affaires indiennes ont aussi entrepris d'inculquer aux Autochtones les connaissances nécessaires à la construction d'habitations. Ce projet est aussi en voie de réalisation. Le MAIN fait preuve d'un grand dynamisme dans ces domaines, d'après ce que j'ai pu constater. Je me suis entretenu avec des représentants du MAIN et c'est ce qu'on m'a expliqué. Nous allons tenter d'assurer le suivi du programme l'an prochain ou l'année suivante pour évaluer les progrès et les résultats obtenus par le ministère dans ces domaines.

M. Worthy (Cariboo—Chilcotin): En tant que membre invité, je tiens à dire que je suis heureux de l'occasion qui m'est donnée aujourd'hui de participer à la discussion.

[Texte]

On the previous discussion, I know that with regard to multiple-use housing some very ingenious multiple-use design has come up recently. I know that on the island they are proposing to go ahead with that band of Lil'Wat and actually had some difficulty with the department, in that CMHC had some difficulty in trying to modify their approach to accommodate what I thought were some very creative standards.

On the points relating to construction, especially up in northern B.C., there is an outstanding native construction crew that not only deals with its own housing but is bidding competitively on many other units. So they have gone a long way and the construction training has been under way for many years.

I know that even with regard to the life of a structure, the difference in construction standards in the last 20 years is remarkable. I would be very surprised if they don't maintain some of the newer housing well, and with the skill of the band people now and the people living in the houses and the pride they're taking in them, I expect the houses to last as long as any of our homes do.

But I do have a couple of questions, although I think you have answered one of them in the follow-on. On my question on the critical shortage in itself, the perception I have in dealing with it is that the people returning from the cities who had either left some time ago but were still band members or were like many others who are recent band members, but don't have housing. . . You indicate later that they aren't included in those numbers. When you're talking about the critical shortage, are you talking about a critical shortage of longer-term band members who have been living on the reserve?

• 1710

Mr. Ting: Yes, we are referring only to the longer-term ones. The Bill C-31 returnee is not included in there. I understand there are about 8,000 to 9,000 backlogs because of the returnees who intend to return if houses are provided to them.

Mr. Worthy: Do the numbers account for many of the houses families are living in now that are not up to standard, but exist? Is that included in what you consider to be a critical shortage?

Mr. Ting: According to DIAND, that is also not included because of the sub-standards and all those things. It's not part of the 10,000 units. If they include the density, having six or seven people in the house, and those things are not calculated as a backlog because they still have houses to stay in.

Mr. Worthy: So you're talking about 10,000 families that don't live in any house on Indian land.

Mr. Ting: No, I think the 10,000 is because they have 10 people or whatever it is, and they counted the ones to have a family, to start their own families; they are asking for houses that they don't have. That's the backlog that has been identified by that means.

[Traduction]

Au sujet des interventions antérieures, je sais qu'en ce qui concerne les logements à usages multiples, des plans très ingénieux ont été mis au point récemment. Je sais que, sur l'île, on tente de mener à bien un projet avec la bande de Lil'Wat mais, qu'on a connu des difficultés avec le ministère, la SCHL ayant eu du mal à modifier ses méthodes pour s'adapter à des normes qui me semblent très novatrices.

En ce qui concerne la construction, particulièrement dans le nord de la Colombie-Britannique, on trouve là-bas une équipe exceptionnelle constituée d'Autochtones qui s'occupent non seulement de la construction de logements autochtones, mais qui soumettent aussi des offres très concurrentielles pour bâtir d'autres logements. Les Autochtones ont donc fait beaucoup de chemin et la formation en construction a été amorcée il y a déjà bon nombre d'années.

Par ailleurs, en ce qui a trait à la vie utile des constructions, les progrès qui ont été réalisés en matière de normes de construction au cours des vingt dernières années sont remarquables. Je serais étonné que les Indiens ne parviennent pas à bien entretenir les nouvelles habitations également et, étant donné les aptitudes des membres des bandes et des Indiens habitant dans ces maisons et la fierté qu'ils ressentent à l'égard de leurs habitations, je m'attends à ce que ces logements durent aussi longtemps que les nôtres.

J'aimerais poser quelques questions, bien que vous ayez déjà, je crois, répondu à l'une d'elles. En ce qui concerne la pénurie de logements, j'ai l'impression que cette situation est due au fait que les Indiens des villes retournent dans les réserves après plusieurs années sans avoir abandonné leur statut de membres de la bande ou bien ils sont devenus membres d'une bande récemment, mais qui n'ont pas de logements. . . Vous avez aussi mentionné que ces personnes ne sont pas incluses dans les statistiques. Lorsque vous parlez d'une pénurie critique, s'agit-il d'une pénurie pour les membres des bandes qui habitent dans les réserves depuis longtemps?

M. Ting: Oui, nous ne faisons allusion qu'à eux. Cela n'inclut pas les Indiens qui sont retournés dans leurs réserves suite à l'adoption du projet de loi C-31. Il semble que l'arriéré soit de 8,000 à 9,000 pour les Indiens qui comptent retourner dans leurs réserves si on leur fournit un logement.

M. Worthy: Est-ce que ces chiffres comprennent les maisons qui sont insalubres mais néanmoins habitées? Incluez-vous ces maisons dans les habitations manquantes?

M. Ting: Selon le MAIN, ces maisons ne sont pas incluses, car elles sont considérées comme inhabitables. Elles ne font pas partie des 10,000 logements. On ne tient pas compte de la densité, du fait que six ou sept personnes habitent la même maison et de ce genre de choses, car ces personnes ont un endroit où vivre.

M. Worthy: Il y a donc 10,000 familles qui n'ont pas de maisons en terre indienne?

M. Ting: Non, on en est venu au chiffre de 10,000 en comptant le nombre de personnes qui auront une famille, qui veulent fonder une famille; elles demandent une maison qu'elles n'ont pas. C'est ainsi qu'on a évalué l'arriéré.

[Text]

Mr. Worthy: From a pragmatic point of view, I know if I go to one of the band leaders and ask about the housing situation, regardless of the fact that it may be a dramatic transformation over the last 10 or 15 years, they do have a list of what they call their shortage. Is that the list you are referring to? Those people may be living somewhere else; they have housing, but there's still a list that's... So that's the 10,000?

Mr. Ting: That's the 10,000 people from the list.

Mr. Worthy: That does not include the more recent returnees to status?

Mr. Ting: That's right.

Mr. Worthy: I apologize for coming late, and maybe this has been asked already, but when you indicate that there is no action plan, I see a very definite progression by the bands themselves in consultation with DIAND, a remarkable transformation in many of the bands. I'm very surprised to find out there is no action plan. I've seen an action plan over 15 or 20 years. I see us allocating dollars for the department and plans for the future. I'd like you to explain what is missing.

Mr. Ting: You are referring to most of the very advanced and mature bands in the B.C. area. We are talking about most of the bands in Saskatchewan. In the other remote areas, they do not really have plans. Depending on the maturity and sophistication of the band, certain bands have plans. The band has prepared the action plan itself, not DIAND has an action plan to correct those shortages of 10,000 houses. What are they going to do? How are they going to provide funding? They were trying to do multiple housing or single-unit housing. They should have some plan in place to rectify the situations.

Mr. Worthy: You mean DIAND should have the plan? My sense of everything we're doing in this nation is towards the native bands, the nations, and the individual bands actually having those plans. We've talked about the number of reserves. I have 32 reserves in my area. Some do not have plans, but that's by choice. They are choosing to handle things in a different way. Others are very much involved with Canada Mortgage and Housing. Your report is recommending that the Department of Indian Affairs should, in your opinion, be taking responsibility for creating the plans for these bands.

• 1715

Mr. Ting: No, I think we are talking about two plans, because of a shortage of housing units identified by the band. So they do have a plan. If they have the resources they will build the houses. What we recommend in our report is that DIAND should have a plan to meet the needs of those shortages. How are they going to deal with the shortages? How do they get resources? How do they provide funding for those resources? We are not suggesting that DIAND should have a plan to build for them, but they should ask where they get the resources from. How are they getting the funding for those houses?

[Translation]

M. Worthy: En pratique, si je m'adresse à un dirigeant de bande et que je lui demande quelle est la situation du logement chez lui, malgré les énormes progrès qui ont été réalisés au cours des 10 ou 15 dernières années, il pourra me dresser une liste de ce qui constitue une pénurie selon lui. Est-ce là la liste dont vous nous parlez? Ces personnes vivent peut-être ailleurs; elles ont un logement ailleurs, mais elles figurent néanmoins sur cette liste... Ce sont là les 10,000 personnes?

M. Ting: Oui, ce sont les 10,000 personnes qui figurent sur cette liste.

M. Worthy: Et cela ne comprend pas celles qui ont retrouvé leur statut d'Indien tout récemment?

M. Ting: Non, en effet.

M. Worthy: Je suis arrivé en retard, vous m'en excuserez, et cette question a peut-être déjà été posée, mais vous avez indiqué qu'il n'y a pas de plan d'action. Or, je constate un important progrès de la part des bandes, de concert avec le MAIN, une transformation remarquable chez bon nombre de bandes. Je suis très surpris d'apprendre qu'il n'y a pas de plan d'action. J'ai assisté à la mise en oeuvre d'un plan d'action au cours des 15 ou 20 dernières années. Nous accordons des fonds au ministère pour qu'il dresse des plans d'avenir. J'aimerais savoir où sont les lacunes.

M. Ting: Vous faites allusion aux bandes les plus mûres et avancées de la Colombie-Britannique. Nous parlons plutôt de la plupart des bandes en Saskatchewan. Dans les régions isolées, on n'a pas de plan. Certaines bandes en ont selon leur degré de maturité et d'évolution. Si une bande met de côté le plan d'action du MAIN et dresse son propre plan en vue de mettre un terme à cette pénurie de 10,000 habitations, que fera-t-elle? D'où viendra le financement? On a fait des tentatives avec les immeubles à logements multiples et les maisons individuelles. On devrait élaborer un plan pour redresser la situation.

M. Worthy: Vous dites que le MAIN devrait avoir un plan? Il me semble que tout ce que nous faisons au pays vise à répondre aux aspirations des bandes autochtones et que les bandes ont leur propre plan. Nous avons parlé du nombre de réserves. Il y en a 32 dans ma région. Certaines n'ont pas de plan, mais, c'est par choix. Elles ont préféré aborder le problème différemment. D'autres collaborent étroitement avec la SCHL. Dans votre rapport, vous recommandez que le ministère des Affaires indiennes se charge d'élaborer des plans pour ces bandes.

M. Ting: Non, je crois que nous parlons de deux plans, à cause du manque d'unités de logements constatées par la bande. Donc, elle a un plan et si elle dispose des ressources voulues, elle pourra construire de nouveaux logements. Dans notre rapport, nous recommandons qu'un plan soit remis au MAIN afin qu'il puisse combler ce besoin. Mais comment le ministère va-t-il s'y prendre pour cela? Où trouvera-t-il les ressources? Comment les financera-t-il? Nous ne suggérons pas que le MAIN envisage un plan de construction pour les Indiens, mais ces derniers doivent savoir vers qui se tourner pour obtenir les ressources. Et où obtiendront-ils le financement nécessaire pour ces logements?

[Texte]

Mr. Worthy: I hope I—

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Mr. Worthy, the meeting was supposed to finish at 5 p.m. and the witness has answered the same question you have. . .

Mr. Gray: I have two Indian reserves—Restigouche and Maria. I was brought up to believe that regardless of whether you're black, white, yellow or spoke English, French or Chinese, we're all the same. My children are brought up the same way. I mentioned that I don't like the idea that the people who work in Indian Affairs. . . I don't like the idea that the white man is telling the Indians what to do.

We're going into self-government and whatever. They should be the same as municipalities across Ontario, British Columbia or the Gaspé. They can look after themselves. There will be no question of \$4 billion going out to be spent any way they want. We don't do that on the Conservative side. So for the Indian nation, responsible government is no different from what we've had for ourselves. The Indians are no different from we are because they are respectable and responsible people. I don't like white men telling Indians. . . Everybody but the Indians themselves is doing the operations and the accountability for the Indian reserves and I don't like it.

Let's get down to the nitty-gritty. When we have the report for housing, who in Indian Affairs will tell. . .? We've dropped from 10% to 5% for the mortgage and whatever. . . for the general run of the people. Do we have the native peoples involved? I don't know. When you talk about housing, when my people are saying to me. . . And don't take my word for it; as a Conservative I'm at just 11% in the polls. You don't have to worry about that—

An hon. member: It might be less.

Mr. Gray: It probably is less. After my speech we will probably be at 7%. We're saying that what we should do for the people on the Indian reserves. . . If you're talking about housing. . . that's going to be important. Save your jobs because you're working in Indian Affairs. What are you going to tell the people who live on the reserves?

Mr. Desautels: Madame la présidente, je peux essayer de faire un commentaire très rapide. Ce que nous essayons de faire, c'est loin d'être paternaliste. Nous essayons simplement de trouver des solutions qui vont engager tout le monde, finalement, dans la résolution du problème.

• 1720

Pour ce qui est de nos suggestions, en particulier si on parle d'imputabilité de tout le monde, ce n'est pas fait dans un but de contrôle ou de paternalisme, et cela, d'aucune façon. Je pense que nous avons fait la démonstration, et certaines bandes indiennes l'ont faite aussi, que cela sert l'intérêt de tout le monde et, premièrement et surtout, les membres de ces tribus-là.

[Traduction]

M. Worthy: J'espère. . .

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Monsieur Worthy, notre réunion était censée se terminer à 17 heures et le témoin a déjà répondu à la même question que celle que vous venez. . .

M. Gray: J'ai deux réserves indiennes dans ma circonscription, celle de Restigouche et celle de Maria. On m'a appris que, peu importe qu'on soit noir, blanc, jaune ou que l'on parle anglais, français ou chinois, nous étions tous les mêmes. J'ai élevé mes enfants de la même façon. Je vous ai dit que je n'aimais pas le fait que les fonctionnaires des Affaires indiennes. . . Je n'aime pas le fait que l'homme blanc dise à l'Indien ce qu'il doit faire.

Nous nous orientons vers des gouvernements autonomes et que sais-je encore. Or, il faudrait que ces gouvernements soient traités de la même façon que les municipalités de l'Ontario, de la Colombie-Britannique ou de Gaspé. Ces gens sont capables de se prendre en mains. On ne doit pas leur demander à quoi seront consacrés les 4 milliards de dollars qu'on leur destinera. On ne le fait pas dans le cas du parti au pouvoir, alors pourquoi devrions-nous traiter une nation indienne, un gouvernement responsable de façon différente? Les Indiens ne sont pas différents de nous, ils sont tout aussi respectables et responsables. Je n'aime pas que l'homme blanc vienne dire à l'Indien. . . Tout le monde assure l'exploitation des réserves et assume les responsabilités au nom des Indiens, et c'est ce que je n'aime pas.

Passons aux détails à présent. Quand nous obtiendrons le rapport concernant le logement, qui, aux Affaires indiennes, dira. . .? Les taux d'intérêt hypothécaires sont passés de 10 p. 100 à 5 p. 100, ou quelque chose comme cela, pour le grand public. Est-ce que les peuples autochtones seront appelés à participer? Je ne le sais pas. Quand vous parlez de logements, quand mes électeurs me disent. . . Vous n'avez pas besoin de me croire; il se trouve qu'en tant que Conservateur, je n'ai pas plus de 11 p. 100 des intentions de vote dans les sondages. Vous n'avez pas à craindre que. . .

Une voix: C'est peut-être moins que cela.

M. Gray: Peut-être. Après mon intervention, nous serons peut-être descendus à 7 p. 100. Ce que nous devrions faire, selon nous, pour les résidents des réserves indiennes. . . Si vous voulez parler de logements, c'est quelque chose qui va devenir important. Protégez votre emploi, parce que vous travaillez aux Affaires indiennes. Qu'allons-nous dire aux résidents des réserves?

Mr. Desautels: Madam Chairman, I would like to make a brief remark. What we are trying to do is far from being paternalistic, we are simply trying to find ways so that everyone will be part of the solution.

As regards our suggestions, particularly those concerning the general accountability, our intention is not to control everything nor to be paternalistic. I think that we've proved, as well as some Indian bands, that the solutions we've proposed are in the interest of everybody and, above and foremost, in the interest of the members of those bands.

[Text]

Donc, ce que nous encourageons, c'est bien plus la résolution du problème dans un contexte d'autosuffisance des peuples autochtones et, en fait, il n'y a rien dans ce que nous recommandons, je crois, qui va dans le sens contraire.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Je vous remercie beaucoup, monsieur Desautels. Je remercie aussi M. Ting pour avoir bien voulu répondre à nos questions aujourd'hui. Nous avons bien apprécié cela. Madame la greffière me dit que vous avez accepté de revenir devant notre Comité; vous serez les bienvenus.

Maintenant, nous devons procéder à nos travaux de routine.

M. Desautels: Merci.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Merci beaucoup.

Mr. Skelly, do you agree?

Mr. Skelly: Do I agree with the changes? No. I can't understand the changes. My understanding is that the people who were discussing this issue behind the curtain wanted the wording changed from Stoney Point First Nation to The People of Stoney Point. When the Stoney Point people addressed the committee they did so as the Stoney Point First Nation. The letters they had written to the chairman of the committee and the clerk of committee were headed with Stoney Point First Nation. They were signed by the chief of the Stoney Point First Nation.

• 1725

Ms Elaine Gardner-O'Toole (Committee Researcher): We were going by Mr. Robert George's testimony and how he introduced himself to the committee, which was as the representative of the families of Stoney Point. That's why we put that in. It's because he'd said that.

Mr. Skelly: He has also written to us as the Stoney Point First Nation. I guess we have the power to name them what we want to name them. That has been the tradition of the government in the past, but I think the committee should at least respect the name that they have given to us and the name under which they wrote to us. I don't think anybody is going to be confused by that name, believe it or not.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Mr. Skelly, I think that in the resolution the government rectifies a serious injustice done to the Stoney Point First Nation almost 50 years ago by returning the land at Stoney Point. I think that in the resolution it is—

Mr. Gray: Is that correct?

Mr. Skelly: If that's the wording in the resolution, then I would support it.

M. Gray: Madame la présidente, comme nouveau membre, je peux défendre mes autochtones de Restigouche et de Maria, mais vous parlez maintenant des affaires courantes du Comité. Je ne suis pas du tout au courant de cela. De toute façon, je vais le lire avec mes collègues.

I plead ignorance.

Mr. Skelly: What is the wording ?

[Translation]

We indeed promote problem-solving in the context of aboriginal self-government and, in fact, there is nothing in what we recommend that is contrary to this principle.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Thank you very much, Mr. Desautels, I also thank you very much Mr. Ting who answered our questions today. We appreciated it. The clerk tells me that you accepted to come back before our committee; you'll be welcome.

Now we have to proceed with our routine business.

Mr. Desautels: Thank you.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Thank you very much.

Monsieur Skelly, êtes-vous d'accord?

M. Skelly: Si je suis d'accord avec les changements? Eh bien, non. Je ne les comprends pas. Je crois savoir que ceux qui ont discuté de cette question en coulisses voulaient qu'on change Première nations de Stoney Point en Peuple de Stoney Point. Lorsque les gens de Stoney Point ont témoigné devant le comité, ils l'ont fait à titre de Première nation de Stoney Point. Les lettres qu'ils avaient adressées au président et au greffier du comité avaient pour en-tête Stoney Point First Nation. Elles étaient signées par le chef de la Première nation de Stoney Point.

Mme Elaine Gardner-O'Toole (attachée de recherche du Comité): Nous nous sommes fiés au témoignage de M. Robert George et la façon dont il s'est présenté au comité, c'est-à-dire, comme représentant des familles de Stoney Point. C'est pourquoi nous avons inclus cela. C'est parce qu'il l'a dit ainsi.

M. Skelly: Il nous a également écrit au nom de la Première nation de Stoney Point. Je suppose que nous avons le pouvoir de les nommer comme bon nous semble. Ce fut la tradition du gouvernement par le passé, mais je crois que le comité devrait au moins respecter le nom qu'ils nous ont fourni et celui qu'ils ont utilisé lorsqu'ils nous ont écrit. Croyez-le ou non, je ne crois pas que ce nom puisse porter à confusion.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Monsieur Skelly, dans sa résolution, j'estime que le gouvernement corrige une injustice grave faite à la Première nation de Stoney Point il y a presque 50 ans, en restituant le territoire de Stoney Point. Je crois que la résolution dit bien. . .

M. Gray: Est-ce exact?

M. Skelly: Si c'est bien le libellé de la résolution, je l'appuierai.

Mr. Gray: Madam Chairman, as a new member, I can defend the Aboriginals of my riding in Restigouche and Maria, but you are now talking about the routine business of the committee. I am not at all aware of this. In any event, I will read it with my colleagues.

J'avoue mon ignorance en cette matière.

M. Skelly: Quel est le libellé?

[Texte]

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): The resolution states:

That the government rectify a serious injustice done to the Stoney Point First Nation almost fifty years ago by returning the land at Stoney Point to its aboriginal inhabitants and their descendants from whom the land was seized under the *War Measures Act* (Order-in-Council P.C. 2913, April 14, 1942.)

Is it okay with you?

Mr. Nault: Madam Chairman, I just had suggested to Mr. Skelly that on the third line after number 5 it should be:

That the government rectify a serious injustice done to the Stoney Point First Nation almost fifty years ago by immediately entering into negotiation to

I think we should add that in order to allow for the return of the land to the First Nations to happen and for negotiations to be a part of it. It's considered a friendly amendment.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Don't go too far if you want my support.

Mr. Gray: *Madame la présidente*, I'll say at the same time that my honourable friends across the floor know what should be fair for everyone involved. May I go on the record as being a substitute for this committee on the government side? The clerks and the *greffier* must have everything that we have in terms of whether you are going to make a disposition to change the wording.

Madame la présidente, je vous aime beaucoup et j'apprécie le fait que vous m'ayez invité à venir ici, mais pas en tant qu'ignorant. Merci, madame.

• 1730

Mrs. Feltham: I would like to ask the member why he would like to say "enter into negotiations". I think the main objective here is to return the land. Why do we need to enter into negotiations?

Mr. Nault: How do you think the land is going to be returned if you don't enter into negotiations?

Mrs. Feltham: I don't see that we need to—

Mr. Nault: DND now has the land.

Mrs. Feltham: I think the problem I'm encountering is whether there will be anything else to negotiate other than the return of the land for the time we've had it and so on. I don't think that's our intent. Our intent is only to return the land, not to enter into any other negotiations.

Mr. Nault: Madam Chairman, I don't want to drag on with this. I have better things to do than to argue about these piddling little points, which are only meant to clarify and make it a little clearer. If the resolution went as is, I wouldn't lose any sleep over it tonight, I can assure you.

But the Order in Council that took the land away has been presented to us by research. The sixth paragraph on the first page of the third report says:

[Traduction]

La présidente suppléante (Mme Duplessis): La résolution est rédigée comme suit:

Que le gouvernement corrige une grave injustice commise envers la Première nation de Stoney Point il y a près de 50 ans, en restituant à ses occupants autochtones et à leurs descendants le territoire de Stoney Point qui leur avait été enlevé en vertu de la *Loi sur les mesures de guerre*, Décret C.P. 2913, le 14 avril 1942.

Est-ce que cela vous va?

M. Nault: Madame la présidente, je viens de suggérer à M. Skelly que la 4^e ligne devrait se lire comme suit:

Que le gouvernement corrige une grave injustice commise envers la Première Nation de Stoney Point il y a presque 50 ans, en entreprenant immédiatement des négociations en vue de...

Je crois que nous devrions rajouter cela afin de permettre le retour du territoire à la Première Nation suite à des négociations. Cela cadre tout à fait avec l'esprit de la résolution.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): N'allez pas trop loin si vous voulez mon appui.

M. Gray: Madame la présidente, j'ajouterai que mes collègues de l'opposition savent ce qui serait juste pour tous les intéressés. Puis-je faire consigner au procès-verbal que je remplace un autre député du parti gouvernemental? Les greffiers doivent tout avoir en main pour pouvoir modifier le libellé de la résolution.

Madam Chairman, I like you very much and I appreciate the fact that you invited me here, but not as someone ignorant. Thank you, Madam.

Mme Feltham: J'aimerais demander aux députés pourquoi ils préféreraient qu'on dise «entreprendre des négociations». Je crois que l'objectif principal ici est de restituer ce territoire. Pourquoi des négociations?

M. Nault: Comment pensez-vous que nous allons pouvoir restituer ce territoire sans négociations?

Mme Feltham: Je ne vois pas pourquoi nous devons...

M. Nault: C'est le ministère de la Défense qui possède ce territoire actuellement.

Mme Feltham: Le problème tel que je le vois est le suivant: Y a-t-il autre chose à négocier sinon la restitution de ce territoire et le temps durant lequel nous l'avons occupé, etc. Je ne crois pas que ce soit notre intention. Nous voulons simplement le restituer et non entreprendre d'autres négociations.

M. Nault: Madame la présidente, je ne veux pas m'éterniser là-dessus. J'ai autre chose à faire que de me disputer à propos de vétilles puisqu'il ne s'agit que de rendre le tout un peu plus clair. Je peux vous assurer que ne dormirai pas moins bien ce soir si la résolution est adoptée telle quelle.

Toutefois, les chercheurs nous ont présenté le décret en conseil qui nous avait permis d'enlever ce territoire. Le sixième paragraphe de la première page du troisième rapport se lit comme suit.

[Text]

In 1942, the Stoney Point Reserve was appropriated by the federal government under the authority of the *War Measures Act*, and the residents were moved to the Kettle Point Reserve. Order in Council P.C. 2913 provided that if subsequent to the termination of the War, the property was not required by the Department of National Defence, negotiations would be entered into to transfer the land back to the Indians.

All we're suggesting in the resolution is that we immediately enter into negotiations to be consistent with the Order in Council. That's why I said that the amendment was very friendly. It was meant to clarify it. If it causes difficulty with members, I would like to have this meeting adjourned. It's been dragging on somewhat.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Vous ne voulez pas qu'on vote là-dessus aujourd'hui?

Mr. Nault: Well, we've been going on and on here all afternoon. I don't think this is a big issue for us to really get into heavy debate about.

Mr. Gray: For once I'm tending to agree with you guys on the other side.

Madame la présidente, il vaudrait peut-être mieux ajourner notre réunion et mettre cela à l'ordre du jour de la prochaine séance.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Parfait. Aimeriez-vous ajouter quelque chose?

Mr. Kilgour: Look, Madam Chairman, everybody—

Mr. Skelly: Is there a speaker's list? How do you go about this? I've had my hand up for the previous—

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Yes, Mr. Skelly goes first.

Mr. Skelly: I don't know what the problem is with respect to negotiations. The minister has written on behalf of these people to the Department of National Defence to have the land returned.

I don't mind if the committee doesn't want to be as progressive as the minister. That hasn't been the case in the past, but I think we should probably at least keep up with the minister on this one. He has written to the Department of National Defence asking them to return the land. If any negotiations take place, as we've discussed before, they should take place afterwards, when the department can then negotiate with the aboriginal people as to whether they're interested in leasing the land for an army camp and keeping the camp open.

Why soften up this motion to make it even more difficult for the Stoney Point people to recover their land? I think this motion is consistent with what the minister is saying. If it's presented to Parliament, we get a report issued in Parliament, and Parliament can back this up, I think this is going to help the people of Stoney Point. Why do we want to soften up this motion by additional negotiations?

[Translation]

En 1942, la réserve de Stoney Point fut expropriée par le gouvernement fédéral sous l'égide de la *Loi sur les mesures de guerre*, et les résidents furent déménagés à la réserve de Kettle Point. Selon le décret CP-2913, si le ministère de la Défense nationale n'avait pas besoin de ce territoire après la fin de la guerre, on entreprendrait des négociations en vue de le restituer aux Indiens.

En cohérence avec ce décret, nous suggérons simplement que nous entreprenions immédiatement des négociations. C'est pourquoi, j'ai bien dit que cet amendement cadrerait tout à fait avec l'esprit de la résolution. Il s'agit simplement de le rendre plus clair. Si cela pose des problèmes pour certains députés, j'aimerais que nous levions la séance. Elle commence à s'éterniser.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): You don't want us to vote on that today?

M. Nault: Eh bien, nous en avons discuté tout l'après-midi. Je ne crois pas que cette question soit suffisamment importante pour que nous nous engagions dans un long débat.

M. Gray: Pour une fois, je crois que je suis d'accord avec les gars de l'autre côté.

Madam Chairman, perhaps we should adjourn the meeting and put this on the agenda for the next sitting.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Very well. Do you have something to add?

M. Kilgour: Écoutez, madame la présidente, tout le monde...

M. Skelly: Est-ce qu'il y a une liste de ceux qui veulent intervenir? Comment procédez-vous? Ma main est levée depuis...

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Oui, effectivement, la parole est à M. Skelly d'abord.

M. Skelly: Je comprends mal pourquoi la question des négociations nous pose un problème. Le ministre a écrit au nom de ces gens-là au ministère de la Défense nationale pour qu'on leur restitue ce territoire.

Peu m'importe que le comité ne veuille pas être aussi progressiste que le ministre. Ce n'était pas le cas par le passé, mais je crois que nous devrions, au moins, être au même diapason que le ministre sur cette question. Il a écrit au ministère de la Défense lui demandant de restituer le territoire. S'il faut entreprendre des négociations, tel qu'il en a été question, elles devraient avoir lieu après, lorsque le ministère pourra négocier avec les Autochtones pour savoir s'ils sont intéressés à donner en location ce territoire pour en faire un camp de l'armée et que l'on puisse garder ce camp ouvert.

Pourquoi édulcorer cette motion pour que ce soit encore plus difficile pour les gens de Stoney Point de récupérer leur territoire? Je crois que cette motion vient rejoindre ce que dit le ministre. Si elle est présentée au Parlement, si nous déposons un rapport au Parlement et que celui-ci l'appuie, je crois que cela va aider les gens de Stoney Point. Pourquoi atténuer cette motion en y ajoutant des négociations supplémentaires?

[Texte]

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Monsieur Skelly, c'est justement pour cela que j'appuie cette motion.

Mr. Kilgour: Mr. Skelly has said it exactly the way I would have liked to have said it.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): If you want us to proceed now, we will proceed.

Mr. Kilgour: Yes, please do.

Mrs. Feltham: Madam Chairman, there's a correction here on mine and I think it needs to be on yours. Number 4 is in, number 5 is out.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Yes, number 5 is out. Even if I don't pronounce it very well, I will read it.

M. Gray: Madame la présidente, vous n'êtes pas obligée de faire cela. On est d'accord avec les membres qui sont ici sur le changement au numéro 4. Là-dessus, on est tous d'accord.

La motion est adoptée

La présidente suppléante (Mme Duplessis): La séance est levée.

[Traduction]

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Mr. Skelly, that's exactly why I'm supporting this motion.

M. Kilgour: M. Skelly vient de dire exactement ce que j'aurais aimé dire moi-même.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Si vous voulez que nous procédions maintenant, nous allons le faire.

M. Kilgour: Oui, s'il vous plaît.

Mme Feltham: Madame la présidente, ma version contient une correction et je crois que vous devriez l'inclure dans la vôtre. Nous conservons le numéro 4 et nous biffons le numéro 5.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Oui, nous supprimons le numéro 5. Je vais le lire même si je ne peux pas le prononcer très bien.

Mr. Gray: Madam Chairman, you don't have to do that. We agree with the members here present about the change to number 4. We all agree on that.

Motion carried

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Meeting adjourned.

MAIL POSTE

Canada Post / Canada Post
Postage paid / Perte payée
Lettre / Letter
2951, RIA 988247, Ottawa
Ottawa

Charles Larry Schneider
K delivered, return COVER ONLY to
Canada Communication Group - Publishing
45 Scott-Court Boulevard
Hull, Québec, Canada K1A 0S9

Minutes and Journals of the Standing
Committee on
En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Groupe Communication Canada - Édition

Aboriginal Affairs

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 15

Le jeudi 27 février 1992

Président: Larry Schneider

Procès-verbaux et témoignages de Comité permanent des

Affaires autochtones

RESPECTING:

Pursuant to Standing Order 108(2), study on funding arrangements to Bands

CONCERNANT:

Conformément à l'article 108(2) de Règlement, étude sur les modes de financement des bandes

WITNESSES:

(See back cover)

TEMOINS

De bureau du vérificateur général du Canada
Doris Desautels, vérificateur général du Canada
Larry Tang, directeur principal, Opérations de vérification

WITNESSES:

(Copies à voir)

WITNESSES

From the Office of the Auditor General of Canada
Doris Desautels, Auditor General of Canada
Larry Tang, Principal Audit Operations

Document communiqué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information
19-1991

Troisième session de la trente-neuvième législature,
1991-1992

En vente Groupe Communication Canada - Ottawa
Appréciation et services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Available from Canada Communication Group - Publishing
Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

K1A 0S9

Ottawa

*If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9*

WITNESSES

From the Office of the Auditor General of Canada:

Denis Desautels, Auditor General of Canada;

Larry Ting, Principal, Audit Operations.

TÉMOINS

Du Bureau du vérificateur général du Canada:

Denis Desautels, vérificateur général du Canada;

Larry Ting, directeur principal, Opérations de vérification.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 15

Thursday, February 27, 1992

Chairperson: Larry Schneider

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 15

Le jeudi 27 février 1992

Président: Larry Schneider

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Aboriginal Affairs

RESPECTING:

Pursuant to Standing Order 108(2), study on funding arrangements to Bands

WITNESSES:

(See back cover)

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.
Sur motion de Robert Skelly, il est convenu à l'unanimité.—Que le troisième rapport approuvé le 26 février soit déposé à la Chambre, le 13 mars 1992.

Sur motion de Jack Anawak, il est convenu à l'unanimité.—Que puisque Alan Redway ne peut aller à Vancouver, Robert Len accompagne le Comité.

À 11 h 15, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La préfère du Comité

Martine Brisson

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent des

Affaires autochtones

CONCERNANT:

Conformément à l'article 108(2) du Règlement, étude sur les modes de financement des bandes

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

The witnesses made statements and answered questions.
On motion of Robert Skelly, it was unanimously agreed.—That, the Third Report adopted on February 26, be presented in the House on March 13, 1992.

On motion of Jack Anawak, it was unanimously agreed.—That, as Alan Redway cannot travel to Vancouver, Robert Len accompany the Committee.

At 11:15 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Martine Brisson

Clerk of the Committee

Third Session of the Thirty-fourth Parliament,
1991-92

Troisième session de la trente-quatrième législature,
1991-1992

STANDING COMMITTEE ON ABORIGINAL AFFAIRS

Chairperson: Larry Schneider

Vice-Chairmen: Jack Anawak
Alan Redway

Members

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Ross Reid
Robert E. Skelly
Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

Martine Bresson

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES
AUTOCHTONES

Président: Larry Schneider

Vice-présidents: Jack Anawak
Alan Redway

Membres

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Ross Reid
Robert E. Skelly
Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

La greffière du Comité

Martine Bresson

Published under authority of the Speaker of the
House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre
des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 27 FÉVRIER 1992

(22)

[Texte]

Le Comité permanent des affaires autochtones se réunit aujourd'hui à 9 h 10 dans la pièce 356-S de l'édifice du Centre, sous la présidence d'Alan Redway (*vice-président*).

Membres du Comité présents: Jack Anawak, Suzanne Duplessis, Alan Redway, Robert Skelly.

Membre suppléant présent: Harry Brightwell pour Ross Reid.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Elaine Gardner O'Toole, attachée de recherche.

Témoins: De la Réserve Joseph Bighead: Chef Ernest Sundown; John Michael, administrateur de la Réserve; Bob Devrome, conseiller en éducation de la Bande. Du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien: Alan Williams, sous-ministre adjoint, Finances et services professionnels.

Conformément au mandat que lui confie le paragraphe 108(2) du Règlement, le Comité étudie le mode de financement de la Bande Joseph Bighead.

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

Sur motion de Robert Skelly, il est convenu à l'unanimité,—Que le troisième rapport approuvé le 26 février soit déposé à la Chambre, le 13 mars 1992.

Sur motion de Jack Anawak, il est convenu à l'unanimité,—Que puisque Alan Redway ne peut aller à Vancouver, Robert Lea accompagne le Comité.

À 11 h 15, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Martine Bresson

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, FEBRUARY 27, 1992

(22)

[Translation]

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met at 9:10 o'clock a.m., this day, in Room 356-S, Centre Block, the Vice-Chairman, Alan Redway, presiding.

Members of the Committee present: Jack Anawak, Suzanne Duplessis, Alan Redway, Robert Skelly.

Acting Member present: Harry Brightwell for Ross Reid.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Elaine Gardner-O'Toole, Research Officer.

Witnesses: From the Joseph Bighead Reserve: Chief Ernest Sundown; John Michael, Band Administrator; Bob Devrome, Advisor to the Band on Education. From the Department of Indian and Northern Affairs Canada: Alan Williams, Assistant Deputy Minister, Finance and Professional Services.

In accordance with its mandate under Standing Order 108(2), the Committee commenced a study on funding arrangements to Joseph Bighead Band.

The witnesses made statements and answered questions.

On motion of Robert Skelly, it was unanimously agreed,—That, the Third Report adopted on February 26, be presented to the House on March 13, 1992.

On motion of Jack Anawak, it was unanimously agreed,—That, as Alan Redway cannot travel to Vancouver, Robert Lea accompany the Committee.

At 11:15 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Martine Bresson

Clerk of the Committee

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Thursday, February 27, 1992

• 0911

The Vice-Chairman (Mr. Redway): We'll open the meeting. Once again I formally apologize to you for all the difficulties this morning. As I indicated, we're not in our normal committee room. Because of that we have some technical things to sort out as well as the other normal situations.

Welcome. Chief, perhaps you could formally identify yourself and your colleagues for the record. We look forward to your presentation.

Mr. John Michael (Band Administrator, Joseph Bighead Reserve): I will introduce Chief Ernest Sundown from the Joseph Bighead Band and Dr. Bob Devrome, professor at the University of Saskatchewan.

My name is John Michael, and I am director of operations for the Joseph Bighead Band. I will give you a quick profile on the Joseph Bighead Band Reserve, or the band itself.

The Joseph Bighead Band is located in the west side of Saskatchewan and the east side of Alberta, near Cold Lake, Alberta. The language of the Joseph Bighead Band is Cree. The economics are mainly based on agriculture, gas and oil. There is also potential for tourism. Len Taylor is our federal Member of Parliament.

The band government consists of five members—the chief and four headmen. They are on a four-year term. Chief Sundown has been in power as chief for 13 years.

Current membership of the band is 527. The community services on reserve comprise a band office, a store, a band hall, a warehouse, industrial buildings, a recreation building, a laundromat, café-arcade-gas bar, two group homes, and a health clinic. The band's student enrolment currently is 212 in a band-controlled school. That is the quick profile of the Joseph Bighead Band.

Chief Ernest Sundown (Joseph Bighead Reserve): I will read from the text, if you don't mind.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): That's fine.

Chief Sundown: The appearance of the Joseph Bighead First Nation before the standing committee involves a number of complex issues which relate directly to the treaty and trust relationship between First Nations and Canada.

Our presentation will focus on programs and policies of the Department of Indian Affairs and their effect upon the Joseph Bighead First Nation.

• 0915

As with most issues concerning indigenous peoples in Canada, let us start with the historical background of the Joseph Bighead Cree. It is from a historical perspective that our analysis and description of policies and programs brings us before this standing committee.

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le jeudi 27 février 1992

Le vice-président (M. Redway): La séance est ouverte. Encore une fois, je vous présente mes excuses pour les difficultés que nous connaissons ce matin. Comme je l'indiquais plus tôt, nous ne siégeons pas dans notre salle habituelle, et cela a entraîné des difficultés techniques qu'il nous a fallu régler.

Bienvenue. Chef, peut-être pourriez-vous vous présenter, ainsi que vos collègues, aux fins du compte rendu. Nous sommes impatients d'entendre votre exposé.

M. John Michael (administrateur, réserve Joseph Bighead): Je vous présente le chef Ernest Sundown, de la bande Joseph Bighead, et M. Bob Devrome, professeur à l'Université de la Saskatchewan.

Je m'appelle John Michael et je suis directeur des opérations de la bande Joseph Bighead. Permettez-moi d'abord de vous décrire brièvement la réserve Joseph Bighead et la bande même.

La bande Joseph Bighead est située dans l'ouest de la Saskatchewan et l'est de l'Alberta, près de Cold Lake, en Alberta. La bande Joseph Bighead parle le cri. Notre économie est surtout fondée sur l'agriculture, le pétrole et le gaz naturel. Il y a aussi des possibilités d'activités touristiques. Notre député au Parlement est Len Taylor.

Le gouvernement de la bande se compose de cinq membres: le chef et quatre représentants du chef. Leur mandat est de quatre ans. Le chef Sundown occupe le poste de chef depuis 13 ans.

La bande compte actuellement 527 membres. On trouve sur la réserve les services communautaires suivants: Un bureau de bande, un magasin, une salle, un entrepôt, des immeubles industriels, un centre récréatif, une buanderie, une station-service comprenant un café et une salle de jeux électroniques, deux foyers de groupes et une clinique. A l'heure actuelle, 212 élèves fréquentent l'école dirigée par la bande. Voilà essentiellement ce qu'est la bande Joseph Bighead.

Chef Ernest Sundown (réserve Joseph Bighead): Je vais lire un texte, si vous n'y voyez pas d'inconvénient.

Le vice-président (M. Redway): C'est très bien.

Le chef Sundown: La comparution de la Première nation Joseph Bighead devant le comité permanent est reliée à plusieurs enjeux complexes touchant directement au traité et à la relation de confiance qui existe entre les Premières nations et le Canada.

Notre exposé portera surtout sur les programmes et les politiques du ministère des Affaires indiennes et sur leurs conséquences pour la Première nation Joseph Bighead.

Comme dans le cas de toute autre affaire concernant les peuples indigènes du Canada, il est bon de jeter un coup d'oeil à l'historique de la bande crie Joseph Bighead. C'est dans une perspective historique que nous avons analysé et décrit les politiques et les programmes dans l'exposé que nous présentons aujourd'hui au comité permanent.

[Texte]

In 1913 Joseph Bighead adhered to Treaty 6, which was signed with the British Crown in 1876. Entering into a treaty is significant. Joseph Bighead, chief and headman, established through treaty the relationship with the Crown and in turn with the Government of Canada. Treaty signing was bilateral. Each side was given an opportunity to suggest terms and provisions. Since the adhesion, Joseph Bighead Cree have been trying to live by the treaty relationship as envisaged at the time of the treaty signing.

Joseph Bighead did not, at that 1913 adhesion, agree to come under the domination of the Department of Indian Affairs or under the control of the Minister of Indian Affairs. The extension of the Department of Indian Affairs and the Minister of Indian Affairs that has developed over the years is in complete violation of the treaty relationship.

For all intents and purposes, the unilateral change in the relationship by the Government of Canada meant that the indigenous treaty peoples were now effectively precluded from playing any meaningful role in the development of the programs and policies that affected their daily lives.

We find ourselves in 1992 appearing before your committee to cite treaty violations committed by a government department and a minister of the Crown. We have always understood that the Department of Indian Affairs and the Minister of Indian Affairs were to deliver the legal obligations owed by the treaty to First Nations by the Crown. All our attempts to live by the treaty have been met with organized opposition from the Department of Indian Affairs and the Minister of Indian Affairs.

The Department of Indian Affairs uses moneys that have been allocated by Parliament for the use and benefit of Indians as a way of blackmailing us into accepting programs and policies that are contrary to Treaty 6.

In 1992 the Department of Indian Affairs and other federal departments have exclusive financial control over the Joseph Bighead community. The department has accomplished this goal by exerting a financial regime through the terms and conditions of various funding agreements. The First Nations always have a choice of not signing, but where would the First Nations receive their funding, since their traditional economy has been virtually destroyed by external development and destruction of the environment near the community. What has happened to the Crown's treaty obligations?

In 1986 we did an analysis of that contribution arrangement document, or CAD, that the Department of Indian Affairs wanted us to sign. We found 58 different items in the CAD that we did not understand. There were laws, rules, regulations, policies and programs that the department wanted us to undertake through this agreement. We refused to sign that CAD. We were able in a small way to renegotiate our arrangement to suit our needs, but we did not achieve our goal, which was to have Canada recognize us as equals as envisaged by the signing of Treaty 6.

[Traduction]

En 1913, Joseph Bighead a souscrit au traité numéro 6, qui avait été conclu avec la Couronne britannique en 1876. L'adhésion à un traité est significative. Joseph Bighead, chef et notable, a établi une relation avec la Couronne britannique et, du coup, avec le gouvernement du Canada par le biais de ce traité. La signature des traités était bilatérale. Chaque partie avait l'occasion de suggérer des conditions et des dispositions. Depuis la signature de ce traité, la bande crie Joseph Bighead s'est efforcée de respecter la relation qu'on y envisageait à l'époque.

En souscrivant à ce traité en 1913, Joseph Bighead n'a pas accepté de se soumettre au contrôle du ministère ou du ministre des Affaires indiennes. La croissance du ministère des Affaires indiennes et des pouvoirs de son ministre qui est survenue au fil des ans constitue une violation complète de la relation issue du traité.

En fait, cette modification unilatérale de la relation que nous entretenions avec le gouvernement du Canada a eu pour conséquence d'empêcher les peuples indigènes ayant signé des traités de jouer un rôle significatif dans l'élaboration des programmes et des politiques qui touchaient leur vie quotidienne.

En 1992, nous nous retrouvons devant votre comité pour décrire les violations de traité qui ont été commises par un ministère et un ministre de la Couronne. Nous avons toujours cru que le ministre et le ministère des Affaires indiennes devaient s'acquitter des obligations juridiques prévues par le traité conclu entre les Premières nations et la Couronne. Dans toutes nos tentatives de respect de ce traité, nous avons dû faire face à l'opposition organisée du ministre et du ministère des Affaires indiennes.

Avec l'argent que lui octroie le Parlement pour assurer le bien-être des Indiens, le ministère des Affaires indiennes se livre au chantage et nous force à accepter des programmes et des politiques qui vont à l'encontre du traité numéro 6.

En 1992, le ministère des Affaires indiennes et d'autres ministères fédéraux détiennent le contrôle financier exclusif de la collectivité Joseph Bighead. Le ministère a réalisé cet objectif en nous imposant un régime financier par le biais des conditions prévues dans les diverses ententes de financement. Les Premières nations ont toujours la possibilité de ne pas signer, mais alors, où trouveraient-elles de l'argent, puisque leur économie traditionnelle a été pratiquement ruinée par la destruction et l'exploitation externes de l'environnement près de leur localité. Qu'en est-il des obligations de la Couronne aux termes du traité?

En 1986, nous avons analysé l'accord de contribution que le ministère des Affaires indiennes voulait que nous signions. Nous avons relevé 58 points qui nous étaient incompréhensibles. Par le biais de cette entente, le ministère voulait nous faire adhérer à des programmes, des politiques, des règles, des règlements et des lois. Nous avons refusé de signer cet accord. Nous avons pu, dans une certaine mesure, renégocier cette entente pour l'adapter à nos besoins, mais nous n'avons pas réalisé notre objectif, c'est-à-dire amener le Canada à nous reconnaître comme des égaux, tel que le prévoyait le traité numéro 6.

[Text]

The Department of Indian Affairs is dictating what form our government should take. Our objective at the time of the treaty was to continue living as we had always lived. However, the Department of Indian Affairs had other ideas. The department wanted to turn us into a municipal type of government under the jurisdiction of Canada or the provinces or both. This is contrary to the treaty. There are a number of ways in which the Department of Indian Affairs has formulated programs and policies designed to control the First Nations. It does not matter if they are called contribution arrangement documents, CAD, flexible transfer payments, FTP, comprehensive funding arrangements, CFA, or alternative funding arrangements, AFA.

The bottom line is that we would become exclusively accountable to the Department of Indian Affairs and to other Government of Canada departments and not to our people. We are well aware of the half-truths the Department of Indian Affairs has fed to the standing committee, to Treasury Board, to the Auditor General and to the public.

• 0920

This is a quote from a recent Department of Indian and Northern Affairs press statement concerning its funding policies:

Over the past two decades the relationship between the department and First Nations has changed dramatically, to one in which First Nations control many of their own programs and services. Our funding arrangements have been altered to reflect the concerns about accountability and ensure the reporting and monitoring of funds keeps pace with these changes.

Let us review the past two decades of federal government policy changes. Indigenous peoples tried to organize themselves after many years of having the Department of Indian Affairs violate our lives on a daily basis. Chiefs felt that if they organized together to discuss issues, we would be able to help our people.

In the beginning, our organization was very effective for us. We were able to discuss the policies and programs offered by the Government of Canada. We were also able to determine ways and means of defending ourselves against such destructive programs.

In the early 1980s, the Government of Canada started talking about tribal councils and devolution of the department. The sell to the Canadian public was that the Indians could gain more control over their lives. What developed was an ongoing nightmare for the Joseph Bighead First Nation.

The Department of Indian Affairs developed the concept of tribal councils based upon a 1930s U.S. model of tribal councils. In a Canadian policy document, the department outlines the following objective for that tribal council:

[Translation]

Le ministère des Affaires indiennes nous dicte le genre de gouvernement que nous devrions adopter. À l'époque où nous avons signé le traité, nous comptions continuer à vivre comme nous l'avions toujours fait. Toutefois, le ministère des Affaires indiennes avait d'autres objectifs. Le ministère voulait transformer notre gouvernement en une sorte de régie municipale relevant du Canada, des provinces, ou des deux. Cela va à l'encontre du traité. Le ministère des Affaires indiennes a, de différentes façons, formulé des programmes et des politiques en vue d'accroître son emprise sur les Premières nations. Peu importe que l'on parle d'entente de contribution, de paiement de transfert souple, ou PTS, d'entente de financement global ou de mode optionnel de financement.

Le résultat restait le même: nous aurions dû rendre des comptes exclusivement au ministère des Affaires indiennes et aux autres ministères du gouvernement du Canada, et non pas à notre peuple. Nous connaissons bien les demi-vérités que sont les réponses du ministère des Affaires indiennes au comité permanent, au Conseil du Trésor, au vérificateur général et au public.

Voici un extrait d'un communiqué récent du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien concernant ses politiques de financement:

Au cours des vingt dernières années, la relation entre le ministère et les premières nations a énormément évolué, de sorte que maintenant, les premières nations dirigent bon nombre de leurs propres services et programmes. Nous avons modifié nos ententes de financement de façon à répondre aux préoccupations quant à la responsabilité et à garantir des rapports et un contrôle des fonds qui s'adaptent à ces changements.

Examinons les changements de politique institués par le gouvernement fédéral au cours des vingt dernières années. Les peuples indigènes ont tenté de s'organiser après avoir vu le ministère des Affaires indiennes empiéter sur leur vie quotidienne pendant des années et des années. Nous, les chefs, estimions que si nous nous organisions pour discuter ensemble des questions qui nous touchaient, nous pourrions mieux aider notre peuple.

Au début, notre organisation nous était très utile. Nous avons discuté des politiques et des programmes offerts par le gouvernement du Canada. Nous avons trouvé des façons de nous défendre contre ces programmes si destructeurs.

Au début des années 80, le gouvernement du Canada a commencé à parler de conseils de tribu et de délégation des pouvoirs du ministère. On a tenté de faire croire à la population canadienne qu'on donnerait ainsi aux Indiens un contrôle accru de leur vie. Il en est résulté un cauchemar incessant pour la première nation Joseph Bighead.

Le ministère des Affaires indiennes a créé le concept des conseils de tribu en se basant sur le modèle américain des années 30. Dans un document d'orientation, le ministère décrit ainsi l'objectif des conseils de tribu: «Les conseils de

[Texte]

“Tribal councils are an alternative for service delivery”. Canada is about 50 years behind in its development of Indian policy. One thing is certain; the Department of Indian Affairs has borrowed shamelessly from the American model, a model that has not produced any positive results for American indigenous peoples.

Our concern about tribal council as a treaty nation is manifold:

1. Tribal councils are creations of the Government of Canada.
2. In order to receive funding from the Department of Indian Affairs, tribal councils are required to be incorporated under the laws of the province or the federal incorporation act.
3. Tribal councils are not accountable to their membership because of the terms forced upon them by these funding agreements. Tribal councils are accountable only to the Department of Indian Affairs. In reviewing the recent reports of the DIAND special examiners on operations of the Meadow Lake Tribal Council, the examiners note that:

The funding or agreement in place under the alternative funding arrangement recognizes that the primary accountability for the use of funds is to the bands who make up the tribal council. There is also an accountability to Parliament for the use of their funds. The current funding agreement for the tribal council provides that the accountability for the use of funds is to member bands and not to band members.

4. The tribal council did not sign treaties. To us, tribal councils represent a way in which the Government of Canada can get out of its fiduciary and trust responsibility to us. Tribal councils are artificial entities. The establishment and maintenance of tribal council by the department is designed to undermine the traditional governments of our peoples. In spite of evidence of mismanagement and unaccountability, the department refuses to curtail the operation of tribal councils.

Tribal councils are merely facades. Tribal councils do not represent real, indigenous governments. We reject the department's view of self-government because we want free and undisturbed government of our own choosing. This was envisaged at the time of treaty.

No matter how the Department of Indian Affairs tries to tidy up the facade of self-government and no matter how many trinkets are made available to us, we do not want a process in which our decisions are subject to approval by the Minister of Indian Affairs or the Superintendent General of Indian Affairs.

This is how the current system operates; we reject this system for our people:

Tribal councils do not always have to deliver the full range of advisory services for which they receive funds, because the existing policy permits redeployment of resources at the discretion of bands.

[Traduction]

tribu constituent une autre façon de dispenser des services.» Le Canada accuse un retard d'environ 50 ans dans sa politique indienne. Une chose est certaine: le ministère des Affaires indiennes a copié de façon éhontée le modèle américain, un modèle qui n'a donné rien de bon pour les peuples indigènes des États-Unis.

À titre de nation signataire d'un traité, nos préoccupations concernant les conseils de tribu sont multiples:

1. Les conseils de tribu ont été créés par le gouvernement du Canada.
2. Afin de recevoir des crédits du ministère des Affaires indiennes, les conseils de tribu doivent se constituer en sociétés conformément aux lois de la province ou à la loi fédérale pertinente.
3. Les conseils de tribu ne rendent pas de comptes à ceux qu'ils représentent en raison des conditions que leur imposent les ententes de financement. Les conseils de tribu ne rendent des comptes qu'au ministère des Affaires indiennes. Au cours d'un examen des rapports des examinateurs du MAINC sur le fonctionnement du Conseil tribal de Meadow Lake parus récemment, on note que:

Avec le mode optionnel de financement et les ententes connexes, on reconnaît que, en ce qui concerne l'emploi des fonds, les conseils de tribu doivent rendre des comptes à la bande avant tout. Mais on doit aussi assurer la reddition de comptes au Parlement en ce qui a trait à l'usage de ces crédits. Selon le mode actuel de financement des conseils de tribu, ceux-ci rendent des comptes à la bande, et non pas aux membres de la bande en ce qui a trait à l'emploi des fonds.

4. Les conseils de tribu n'ont signé aucun traité. À nos yeux, les conseils de tribu représentent une façon pour le gouvernement du Canada de se soustraire à ses obligations et à ses responsabilités fiduciaires à notre égard. Les conseils de tribu sont des entités artificielles. La création et le maintien des conseils de tribu par le ministère visent à miner les gouvernements traditionnels de nos peuples. Malgré les preuves de gabegie et d'irresponsabilité, le ministère refuse de limiter les activités des conseils de tribu.

Les conseils de tribu ne sont qu'une façade. Les conseils de tribu ne constituent pas de véritables gouvernements indigènes. Nous rejetons le concept d'autonomie gouvernementale du ministère, car nous voulons un gouvernement libre de toute contrainte, que nous aurons choisi. C'est ce qui avait été envisagé à l'époque de la signature du traité.

Le ministère des Affaires indiennes peut bien tenter de redorer le blason de l'autonomie gouvernementale et nous offrir toutes sortes de babioles, nous ne voulons pas d'un processus dans le cadre duquel nos décisions sont assujetties à l'approbation du ministre des Affaires indiennes ou du surintendant général des Affaires indiennes.

C'est ainsi que fonctionne le système actuel; ce système est inacceptable pour notre peuple:

Les conseils de tribu ne sont pas tenus de dispenser tous les conseils consultatifs pour lesquels ils reçoivent des crédits, la politique existante permettant le redéploiement des ressources comme les bandes le jugent bon.

[Text]

That is a quote from a DIAND document, 1989-90.

• 0925

In reality, how does this work? We were once a member nation of the Meadow Lake Tribal Council, but we withdrew our membership in November of 1988. Since then, approximately \$500,000 has been withheld from the people of Joseph Bighead Reserve. We withdrew from the tribal council. Why? The reason is simple. We did not want to do any more damage to our treaty rights by remaining in an organization that is working contrary to the terms of the Treaty 6 agreement.

The Meadow Lake Tribal Council was in the process of entering into agreements on self-government with the Government of Canada, with National Health and Welfare to take control of health programs. We felt these agreements were in direct contravention to our treaty rights.

When we withdrew from the tribal council in November 1988, we requested from the Meadow Lake Tribal Council an accounting of our investments and our fair share of the funds owed to us. We have never received an audited financial statement from the Meadow Lake Tribal Council. The Department of Indian Affairs, which knew that the band had withdrawn its membership from the tribal council, continued to include Joseph Bighead Reserve in funding for the Meadow Lake Tribal Council.

On June 6, 1989, the Meadow Lake Tribal Council entered into an alternative funding agreement with the Department of Indian Affairs. This AFA was one of the first signed in Canada. . . then Minister of Indian Affairs, Pierre Cadieux.

The background to the signing of the AFA with Meadow Lake gives an interesting historical insight into how far the Department of Indian Affairs is prepared to travel to put in place their own policies and programs. This particular tribal council did not meet the criteria for an AFA, but the department insured, with a cash infusion, that the tribal council would meet the criteria. In addition, the department chose to ignore its own bureaucratic records, which showed that Meadow Lake Tribal Council never had its audits done. There are internal departmental memos to this effect. In spite of this evidence, the department entered into the AFA.

The Department of Indian Affairs and the Meadow Lake Tribal Council included the Joseph Bighead First Nations head count to negotiate the AFA funding level. Joseph Bighead Reserve was not made aware of its inclusion either by the Department of Indian Affairs or the Meadow Lake Tribal Council.

Section 18.1 of the AFA states:

The amount included within the base budget for tribal council funding over the first two years of this agreement is calculated based upon MLTC consisting of ten member bands. The competition of MLTC will be reviewed at the end of year two and subsequent fiscal years and the amount adjusted by the minister.

[Translation]

Cet extrait provient d'un document du MAINC de 1989-1990.

En fait, comment tout cela fonctionne-t-il? Auparavant, nous étions une nation membre du Conseil tribal de Meadow Lake, et ce, jusqu'en novembre 1988. Depuis lors, on refuse environ 500,000\$ au peuple de la réserve Joseph Bighead. Nous nous sommes retirés du conseil de tribu. Pourquoi? La raison en est simple. Nous ne voulions pas nuire davantage à nos droits issus de traités en demeurant au sein d'une organisation allant à l'encontre du traité numéro 6.

Le Conseil tribal de Meadow Lake était sur le point de signer une entente d'autonomie gouvernementale avec le gouvernement du Canada, plus précisément une entente sur les soins de santé avec Santé et Bien-être social Canada. Nous estimions que cette entente enfreignait directement nos droits issus de traités.

Lorsque nous nous sommes retirés du conseil tribal en novembre 1988, nous avons demandé au Conseil tribal de Meadow Lake de calculer nos investissements et la part des fonds qui nous revenait. Nous n'avons jamais reçu d'état financier vérifié de la part du Conseil tribal de Meadow Lake. Le ministère des Affaires indiennes savait que notre bande ne faisait plus partie du conseil tribal, mais a néanmoins continué à inclure la réserve Joseph Bighead dans le Conseil tribal de Meadow Lake aux fins du financement.

Le 6 juin 1989, le Conseil tribal de Meadow Lake s'est entendu avec le ministère des Affaires indiennes sur un mode optionnel de financement. Cette entente était la première du genre à être signée au Canada; Pierre Cadieux était alors ministre des Affaires indiennes.

Le contexte de la signature de cet accord de MOF avec Meadow Lake nous donne un aperçu historique intéressant des efforts que le ministère des Affaires indiennes est prêt à déployer pour mettre en place ses propres politiques et programmes. Ce conseil de tribu ne répondait pas aux critères du MOF, mais le ministère a corrigé cette situation grâce à une injection de fonds. En outre, le ministère a préféré faire fi de ses propres dossiers, qui indiquaient que le Conseil tribal de Meadow Lake n'avait jamais fait faire de vérification. Il y a des notes de service internes à ce sujet. En dépit de ces preuves, le ministère a signé cet accord de MOF.

Le ministère des Affaires indiennes et le Conseil tribal de Meadow Lake ont considéré que la première nation Joseph Bighead faisait partie de ce conseil aux fins des négociations sur le niveau de financement. La réserve Joseph Bighead n'a été informée de cette inclusion ni par le ministère des Affaires indiennes, ni par le Conseil tribal de Meadow Lake.

L'article 18.1 de cet accord de MOF stipule que:

Pour calculer le montant du budget de base pour le financement du conseil de tribu pendant les deux premières années de l'entente, on considère que le Conseil tribal de Meadow Lake comporte 10 bandes membres. La composition du Conseil tribal de Meadow Lake sera réexaminée à la fin de la deuxième année et des années financières subséquentes, et le montant sera ajusté en conséquence par le ministre.

[Texte]

There are a number of matters that concern Joseph Bighead. First, information concerning our inclusion in the AFA was withheld from us. We did not know for 18 months. We feel the Government of Canada has an obligation to us, based on treaty. In a recent Supreme Court of Canada decision, our treaty rights cannot be taken away with a number of prerequisite steps. We feel that our treaty rights were violated when the AFA was signed.

In addition, there are department guidelines which indicate that any funding to a tribal council must be agreed to by the bands. Apparently, this guideline was deliberately violated by the department when they signed the AFA with the Meadow Lake Tribal Council. The signing of the AFA was an intentional act by the Department of Indian Affairs. In the Department of Indian Affairs' own documentation from May 4, 1989, senior departmental officials were still negotiating the terms and conditions of the AFA:

We discussed the pros and cons of including post-secondary student assistance in an AFA agreement. MLTC will discuss the information with the chiefs and will let us know whether they will be interested in including post-secondary financial assistance in an AFA agreement.

Joseph Bighead was never included in these discussions. They were never informed about the options available to them. It would have been simple to omit the Joseph Bighead First Nation from the AFA, since the AFA was not signed until June 1989. DIAND was not informed in full measure Joseph Bighead was no longer affiliated with the Meadow Lake Tribal Council effective November 1988.

• 0930

The Department of Indian Affairs arbitrarily included Joseph Bighead within the Meadow Lake Tribal Council AFA agreement based solely on departmental whim. We are amazed our rights could so easily be abrogated by the department without parliamentary approval. We do not know of any legislation that empowers the department to extinguish our treaty rights without our prior consent.

The Department of Indian Affairs knowingly signed the AFA with Meadow Lake with the full knowledge that Joseph Bighead was not a member. On the face of the document there are only nine signatures, but the AFA refers to ten bands. Was this designed as a publicity stunt? All the press releases about the signing of the AFA referred to only nine bands. Was it designed to deceive us? From all evidence that is known to us, this would appear to be the case. Is not the Minister of Indian Affairs in breach of his trust responsibility to us? Is the committee concerned that one minister of the Crown should have such unfettered control of our lives?

This unilateral action by the Minister of Indian Affairs was a deliberate manipulation to force Joseph Bighead back to the tribal council. On page 12 of the aforementioned DIAND document concerning tribal council, DIAND

[Traduction]

Différentes questions préoccupent la réserve Joseph Bighead. Premièrement, on nous a caché les informations concernant notre inclusion dans cet accord de MOF. On nous a laissés dans l'ignorance pendant 18 mois. Nous estimons que le gouvernement du Canada a, à notre égard, des obligations issues de traités. Dans une décision qu'elle a rendue récemment, la Cour suprême du Canada a déclaré que nos droits issus de traités ne peuvent nous être enlevés qu'après certaines étapes préliminaires. Nous estimons que nos droits découlant de traités ont été violés lorsque cet accord de MOF a été signé.

En outre, des lignes directrices ministérielles indiquent que tout financement accordé à un conseil tribal doit être approuvé par les bandes. Il semble que le ministère a délibérément enfreint cette ligne directrice lorsqu'il a conclu l'entente de MOF avec le Conseil tribal de Meadow Lake. La signature de cet accord de MOF était un geste intentionnel de la part du ministère des Affaires indiennes. Dans un document du ministère des Affaires indiennes en date du 4 mai 1989, des hauts fonctionnaires du ministère qui négociaient les conditions de cet accord de MOF ont déclaré:

Nous avons discuté de la possibilité d'inclure l'aide à l'éducation postsecondaire dans un accord de MOF. Le Conseil tribal de Meadow Lake en parlera aux chefs des bandes et nous indiquera s'ils aimeraient que l'assistance financière pour l'éducation postsecondaire soit incluse dans une entente de MOF.

Les dirigeants de Joseph Bighead n'ont jamais participé à ces ententes. Ils n'ont jamais été informés des options qui s'offraient à eux. Pourtant, il aurait été facile d'exclure la première nation Joseph Bighead de cet accord de MOF, puisqu'il n'a été signé qu'en juin 1989. Le MAINC ne savait pas que Joseph Bighead n'était plus affiliée au Conseil tribal de Meadow Lake depuis novembre 1988.

Le ministère des Affaires indiennes a arbitrairement inclus Joseph Bighead dans l'accord de MOF qu'il a signé avec le Conseil tribal de Meadow Lake simplement par caprice ministériel. Nous avons été stupéfaits de constater que nos droits pouvaient être abrogés si facilement par le ministère, et ce, sans l'approbation du Parlement. Nous ne connaissons aucune loi qui permette au ministère d'éteindre nos droits issus de traités sans notre consentement.

Le ministère des Affaires indiennes a conclu l'accord de MOF avec Meadow Lake en sachant pertinemment que la réserve Joseph Bighead n'en était pas membre. Le document ne porte que neuf signatures, mais l'accord de MOF mentionne 10 bandes. Était-ce un truc publicitaire? Tous les communiqués portant sur la signature de cet accord de MOF ne faisaient allusion qu'à neuf bandes. A-t-on tenté de nous tromper? Il semble que oui, selon les preuves que nous détenons. Le ministre des Affaires indiennes n'a-t-il pas manqué à ses responsabilités fiduciaires à notre égard? Le comité n'est-il pas inquiet de voir qu'un ministre de la Couronne puisse contrôler librement nos vies?

Ce geste unilatéral du ministre des Affaires indiennes était un acte délibéré de manipulation visant à forcer la réserve de Joseph Bighead à réintégrer le conseil tribal. À la page 12 du document du MAINC concernant les conseils de

[Text]

recommends: "Encourage all small bands to participate as members of tribal council or obtain services from tribal councils". How does the department encourage small bands to participate in a tribal council? By withholding funding in key areas, they encourage the bands to use the tribal councils; it is very effective. However, we believe strongly in our treaty rights, and we did not give in to such manipulation of our people by departmental officials.

As a result of the Meadow Lake Tribal Council DIAND-AFA agreement, we at Joseph Bighead have experienced financial difficulties. According to John Michael, a former Indian Affairs manager and now Joseph Bighead's financial and management officer, thousands if not hundreds of thousands of dollars of Joseph Bighead's funds have been misdirected to the tribal council since November 1988 when Joseph Bighead withdrew from the tribal council.

Our Joseph Bighead citizens have been systematically deprived of some essential services guaranteed to us under the treaty. These federal dollars were instead directed towards the tribal council, who in turn gave no services.

On March 22, 1991, we sent a letter to 80 elected members of the bands associated with the Meadow Lake Tribal Council requesting the funds relevant to Joseph Bighead that were directed towards Meadow Lake Tribal Council be redirected to Joseph Bighead band. In this letter we outlined our own analysis of the information available to us, which indicated there were 12 program areas the Meadow Lake Tribal Council received for us.

As a result of the analysis, Joseph Bighead requested the Meadow Lake Tribal Council reimburse Joseph Bighead \$426,862.77. On April 4, 1991, we received a response from the Meadow Lake Tribal Council on behalf of all the member bands. The letter informed us we had a basic misunderstanding about the tribal council and its alternative funding arrangement. The letter goes on to advise us to approach the Department of Indian Affairs to have this matter cleared up. The letter goes on to state the AFA was for nine member bands. Chief Percy Derocher directs Joseph Bighead to the department for results.

In a separate letter from Minister Tom Siddon in August 1991, the minister stated the AFA did include Joseph Bighead in the calculations because for two years following its withdrawal from a tribal council a band is included in AFA calculations. The tribal council funding policy allows for extension of funding in the cases where changes were made to the membership of the tribal council to alleviate any complication and provide sufficient time to realign its organization to maintain effective services to their members. This is the reason the ten member bands were used in some calculations for a two-year period.

[Translation]

tribu, que j'ai mentionné plus tôt, le ministère fait la recommandation suivante: «On doit encourager les petites bandes à participer au conseil de tribu comme membres ou à obtenir des services du conseil de tribu.» Comment le ministère encourage-t-il les petites bandes à participer au conseil de tribu? En leur refusant son financement dans des domaines clés, le ministère encourage les bandes à faire appel au conseil de tribu; c'est très efficace. Toutefois, nous croyons fermement en nos droits issus de traités, et nous avons refusé de nous laisser manipuler par les fonctionnaires du ministère des Affaires indiennes.

Par suite de la signature de l'accord de MOF par le Conseil tribal de Meadow Lake et le MAINC, la réserve Joseph Bighead a connu des difficultés financières. Selon John Michael, ancien gestionnaire aux Affaires indiennes et maintenant gestionnaire et agent financier de la réserve Joseph Bighead, des milliers, sinon des centaines de milliers, de dollars destinés à Joseph Bighead ont été détournés vers le conseil tribal depuis novembre 1988, au moment du retrait de la réserve Joseph Bighead du conseil tribal.

On a privé systématiquement les citoyens de Joseph Bighead de services essentiels que leur garantit le traité. Ces crédits fédéraux ont été octroyés au conseil tribal, lequel n'a dispensé aucun service.

Le 22 mars 1991, nous avons envoyé aux 80 membres élus des bandes associées au Conseil tribal de Meadow Lake une lettre, où nous demandions que les fonds destinés à la réserve Joseph Bighead qui avaient été octroyés au Conseil tribal de Meadow Lake soient remis à la bande Joseph Bighead. Dans cette lettre, nous faisons notre propre analyse des informations dont nous disposons et qui indiquent que le Conseil tribal de Meadow Lake a reçu en notre nom des fonds destinés à 12 domaines de programmes.

Cette analyse a mené la réserve de Joseph Bighead à demander le remboursement de 426,862.77\$ de la part du Conseil tribal de Meadow Lake. Le 4 avril 1991, nous avons reçu une réponse du Conseil tribal de Meadow Lake au nom de toutes les bandes membres. Cette lettre disait qu'il y avait eu malentendu quant au conseil tribal et au mode optionnel de financement. On nous conseille aussi de nous adresser au ministère des Affaires indiennes pour faire rectifier la situation. On y déclare également que l'accord de MOF ne visait que neuf bandes. Le chef Percy Derochers demande à la réserve Joseph Bighead de s'adresser au ministère.

Dans une lettre distincte envoyée en août 1991, le ministre Tom Siddon déclare que Joseph Bighead a été incluse dans les calculs aux fins de l'accord de MOF parce qu'on continue à y inclure pendant deux ans toute bande qui se retire du conseil tribal. La politique de financement des conseils de tribu permet le prolongement du financement lorsque la composition du conseil de tribu a été modifiée, et ce, afin de réduire les complications et de donner suffisamment de temps à l'organisation pour faire les ajustements nécessaires tout en continuant à dispenser des services de qualité à ses membres. Voilà pourquoi pendant une période de deux ans, pour certains calculs, on a jugé que le conseil de tribu comportait 10 bandes.

[Texte]

• 0935

According to this communication, it is up to Meadow Lake to settle the issues, not the department. The citizens of Joseph Bighead exercising their rights under Treaty 6 find themselves caught in the political manoeuvring instigated by the Minister of Indian Affairs.

Early last summer we saw an opportunity to bring the issue forward without going to court against the minister and the department. There was a special examination called into the affairs of the Meadow Lake Tribal Council. We asked the examiners if the scope of their report would deal with our issue. We were assured that it would. However, on reading the report we discovered that we were once again ignored. We are submitting as evidence our letter to the examiners Brennan and Webber, which outlines our disappointment in the process.

In the recent Auditor General's report to Parliament concerning Indian Affairs, we quote from sections 14.16, 14.17, and 14.18:

14.16—DIAND uses various vehicles to transfer funds to Indian bands and tribal councils for delivering services. . . Alternative Funding Arrangements and Flexible Transfer Payments are significant vehicles used by DIAND to provide bands or tribal councils with lump-sum payments to deliver Indian programs.

14.17—However, under the legislation currently in place, the department still retains ultimate accountability for the way in which these funds are spent and the results they produce.

14.18—According to DIAND, the Minister's accountability to Parliament remains intact for these funding arrangements with bands or tribal councils. They are not unconditional transfer payments. They have a specific purpose, which must be accounted for.

If the Auditor General is correct in his interpretation of the minister's responsibility to Parliament for the moneys voted in Parliament for the use and benefit of Indians, why would the citizens of Joseph Bighead be deprived of funding that had been designated by Parliament for the citizens of Joseph Bighead and that the Department of Indian Affairs were using moneys allocated by Parliament for the political purpose of forcing Joseph Bighead into a tribal council, a direct violation of our treaty rights?

In response to our standing up for our treaty rights, the minister and the department use their financial powers to blackmail us with our own money. Is this legal? Is this an indication of Canadian justice? What is going to be done about the situation? What is Parliament going to do? What is this committee going to do?

These are our recommendations:

[Traduction]

Selon cette lettre, il incombe à Meadow Lake de régler ces problèmes, et non pas au ministère. Les citoyens de Joseph Bighead qui exercent leurs droits aux termes du traité numéro 6 doivent payer le prix des manoeuvres politiques du ministère des Affaires indiennes.

Au début de l'été dernier, nous avons saisi l'occasion de faire connaître nos revendications sans intenter de poursuites contre le ministre et le ministère. On a procédé à un examen spécial des affaires du Conseil tribal de Meadow Lake. Nous avons demandé aux examinateurs si leur étude inclurait nos préoccupations; ils nous ont assuré que ce serait le cas. Cependant, lorsque nous avons lu le rapport Danton, nous avons constaté que nous étions encore laissés pour compte. Nous déposons comme pièce justificative la lettre que nous avons envoyée aux examinateurs Brennan et Webber, où nous décrivons à quel point le processus nous a déçus.

Voici les articles 14.16, 14.17 et 14.18 du dernier rapport du vérificateur général à la Chambre des communes concernant les Affaires indiennes:

14.16—Le MAINC a recours à diverses méthodes pour transférer des fonds aux bandes indiennes et aux conseils tribaux en vue de la prestation des services. . . Les modes optionnels de financement et les paiements de transfert souples sont deux grandes méthodes qui permettent au MAINC de verser aux bandes indiennes ou aux conseils tribaux des paiements forfaitaires aux fins de la prestations des programmes indiens.

14.17—Cela dit, en vertu de la législation présentement en vigueur, c'est toujours le ministère qui doit rendre compte de la manière dont ces fonds sont dépensés et des résultats obtenus.

14.18—Selon le MAINC, la responsabilité du ministre face au Parlement demeure la même pour ce qui est de ces accords de financement conclus avec les bandes ou les conseils tribaux. Ces accords ne sont pas des paiements de transfert inconditionnels. Ils sont conclus dans un but précis, dont on doit rendre compte.

Si le vérificateur général a bien interprété la responsabilité du ministre à l'égard du Parlement en ce qui a trait aux crédits accordés par le Parlement aux Indiens, pourquoi les citoyens de Joseph Bighead seraient-ils privés des fonds qui ont été prévus par le Parlement pour les citoyens de Joseph Bighead et que le ministère des Affaires indiennes a utilisés pour forcer la bande de Joseph Bighead à adhérer à un conseil tribal, ce qui constitue une violation directe de nos droits issus de traités?

Constatant que nous défendions nos droits découlant de traités, le ministre et le ministère ont eu recours à leurs pouvoirs financiers pour nous faire chanter avec notre propre argent. Est-ce un geste légal? Est-ce là la justice canadienne? Que compte-t-on faire pour rectifier la situation? Que fera le Parlement? Que fera ce comité?

Voici nos recommandations:

[Text]

1. We would like to see an investigation into the activities of the Department of Indian Affairs, especially as it relates to the use of federal moneys to coerce First Nations into agreements that abrogate inherent and treaty rights.

2. We would like to see the implementation of the treaty process. We agreed to share our land and resources. In return we were to receive certain benefits. However, the Department of Indian Affairs wants to maintain a stranglehold upon our communities through their unilaterally created policies and programs.

3. All the financial arrangements, including self-government agreements, should be analysed not from a federal perspective but from an indigenous perspective. If there is truly to be a partnership in Canada, as intended by treaty, we must have a say on these agreements.

When we attempted to negotiate with the Department of Indian Affairs some years ago, they sent the material to Justice and we have never heard from anyone again. We are prepared. We are willing to enter into a fiscal relationship. But this agreement must be on a treaty and not a relationship invented by the Department of Indian Affairs.

4. We want officials of the Government of Canada who promote all the aforementioned agreements to be terminated.

5. We want Treasury Board to review all said agreements from a perspective that recognizes that we have an existing treaty relationship.

6. We want Parliament to convene a full review of the Department of Indian Affairs, and not a review envisaged by the Royal Commission on Aboriginal Issues. It is time to review the actions of the Department of Indian Affairs and its officials. The Auditor General in his recent report seems to support our position. See recommendation 14.20, in which the Auditor General states: "DIAND should improve its accountability framework to include, as a minimum, the following requirements in administrative payments to bands" . . .

• 0940

First Nations that are acting to protect treaty rights of their people should not be afraid to account to Parliament for funds received under the terms of the treaties. Parliament should not be afraid to ask the department for an accounting of the moneys, which are allocated by Parliament for the use and benefit of Indians. It is a fundamental question, which should concern this committee. Thank you.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Thank you very much, chief. I'm sure there'll be some questions. I see Mr. Skelly's hand up first, so he can start off.

Mr. Skelly (Comox—Alberni): Thank you very much for your brief. I understand that there was a treaty commissioner who was appointed in Saskatchewan. The government made quite a big issue of it. I'm wondering if this matter has been

[Translation]

1. Qu'une enquête soit menée sur les activités du ministère des Affaires indiennes, particulièrement en ce qui concerne l'emploi des crédits fédéraux pour forcer les premières nations à adhérer à des ententes abrogeant les droits ancestraux et les droits découlant de traités.

2. Que le processus de traité soit mis en oeuvre. Nous avons accepté de partager nos terres et nos ressources. En retour, nous nous attendions à un certain profit. Toutefois, le ministère des Affaires indiennes veut garder la mainmise sur nos communautés par le biais de programmes et de politiques créés unilatéralement.

3. Que tous les arrangements financiers, y compris les ententes d'autonomie gouvernementale, soient analysés non pas dans une perspective fédérale, mais dans une perspective indigène. Si l'on veut un véritable partenariat au Canada, comme le visaient les traités, nous devons avoir notre mot à dire dans ces ententes.

Lorsque nous avons tenté de négocier avec le ministère des Affaires indiennes il y a quelques années, les fonctionnaires de ce ministère ont envoyé les documents au ministère de la Justice, et nous n'en avons plus jamais entendu parler. Nous sommes préparés. Nous sommes disposés à participer à une relation financière. Mais cet accord doit intervenir dans le cadre d'un traité, et non pas selon des liens inventés par le ministère des Affaires indiennes.

4. Que les fonctionnaires du gouvernement du Canada qui font la promotion des ententes susmentionnées soient congédiés.

5. Que le Conseil du Trésor examine toutes les ententes susmentionnées dans une perspective reconnaissant que la relation qui nous unit à la Couronne canadienne découle de traités.

6. Que le Parlement commande un examen complet du ministère des Affaires indiennes qui soit distinct de l'étude envisagée par la Commission royale sur les questions autochtones. Le temps est venu de passer en revue les agissements du ministère des Affaires indiennes et de ses fonctionnaires. Le vérificateur général semble nous appuyer à cet égard dans son dernier rapport, plus précisément à la recommandation 14.20, où il déclare: «Le MAINC devrait améliorer le cadre de responsabilités de manière à inclure au moins les volets suivants pour l'administration des paiements versés aux bandes» . . .

Les Premières nations qui tentent de protéger les droits issus de traités de leur peuple ne devraient pas craindre de rendre des comptes au Parlement pour les fonds qu'elles reçoivent aux termes des traités. Le Parlement ne devrait pas craindre de demander des comptes au ministère en ce qui concerne les crédits accordés par le Parlement pour répondre aux besoins des Indiens. C'est une question fondamentale qui devrait intéresser ce comité. Merci.

Le vice-président (M. Redway): Merci beaucoup, chef Sundown. Je suis certain qu'il y aura des questions. Je vois que M. Skelly a levé la main; ce sera donc lui qui commencera.

M. Skelly (Comox—Alberni): Merci beaucoup pour votre mémoire. Je crois savoir qu'un commissaire aux traités a été nommé en Saskatchewan. Le gouvernement en a fait tout un plat. Je me demande si le commissaire aux traités a été saisi

[Texte]

referred to that treaty commissioner. I'm not sure that commissioner is capable of handling a dispute between a tribal council and an individual band. You indicated that the funding arrangement violates treaty arrangements. Has the treaty commissioner dealt with this?

Chief Sundown: I'm not aware. But we also withdrew from FSIN, the provincial organization, in 1989. I feel they would have no jurisdiction

Mr. Skelly: So in spite of the fact that you adhere to a treaty, Treaty 6, because of the fact that you're not in the FSIN, you don't have the right to have access to the treaty commissioner.

Chief Sundown: We're saying that with the MLTC, with the tribal council, they did not sign a treaty, nor did political organizations like FSIN. So they would have no say.

Mr. Skelly: I'm not getting an answer here. I understand the fact that the tribal council didn't adhere to the treaty or didn't enter into the treaty, but you are treaty people. You have a treaty between yourselves and the Government of Canada, and there has been a treaty commissioner appointed. My understanding is that if you feel that the funding arrangements between yourselves and Canada, or between yourselves and the tribal council, violate the provisions of Treaty 6, which you adhered to, that you have a right of access to that treaty commissioner in order to resolve this dispute.

Chief Sundown: We were not involved in the hiring of the treaty commissioner, even though we were present at the meeting. We did not agree to the hiring of the treaty commissioner.

Mr. Skelly: So it's by your choice that you haven't approached the treaty commissioner.

Chief Sundown: Yes. Also, we don't belong to FSIN or a tribal council.

Mr. Skelly: Is it necessary to be a member of FSIN in order to have access to the treaty commissioner, though?

Chief Sundown: Yes, I would say so. When they were looking for someone to be treaty commissioner, there were names put forward to the FSIN.

Mr. Skelly: In November 1988 you withdrew from the Meadow Lake Tribal Council. Is there a necessity to notify the Department of Indian Affairs that you're no longer a member of that tribal council?

Chief Sundown: Yes. We notified everybody at the same time.

Mr. Skelly: So they were aware while the AFA negotiations were going on.

Chief Sundown: Yes, as far as I know, they were aware.

[Traduction]

de cette affaire. Je ne suis pas certain qu'il puisse régler un litige entre un conseil tribal et une bande. Mais vous avez indiqué que les ententes de financement violent les droits issus de traités. Est-ce que le commissaire aux traités a étudié la question?

Le chef Sundown: Je l'ignore. Mais nous nous sommes aussi retirés de la Fédération des nations indiennes de la Saskatchewan, une organisation provinciale, en 1989. J'étais d'avis que cette question ne relevait pas de sa compétence.

M. Skelly: Par conséquent, en dépit du fait que vous souscrivez à un traité, le traité numéro 6, parce que vous n'êtes pas membres de la FNIS, vous ne pouvez faire appel aux services du commissaire aux traités.

Le chef Sundown: Nous estimons que le gouvernement n'a pas signé de traité avec le Conseil tribal de Meadow Lake, ni avec des organisations politiques comme la FNIS. Cela ne relève donc pas d'eux.

M. Skelly: Vous ne répondez pas à ma question. Je comprends que le conseil tribal n'a pas signé le traité, mais vous êtes soumis à un traité. Vous avez conclu un traité avec le gouvernement du Canada, et un commissaire aux traités a été nommé. Il me semble que, si vous estimez que les arrangements de financement qui existent entre vous et le Canada, ou entre vous et le conseil tribal, violent les dispositions du traité numéro 6, auquel vous souscrivez, vous avez le droit de demander au commissaire aux traités qu'il règle ce litige.

Le chef Sundown: Nous n'avons pas participé à la nomination du commissaire aux traités, bien que nous ayons été présents à la réunion. Nous n'avons pas appuyé l'engagement d'un commissaire aux traités.

M. Skelly: C'est donc par choix que vous ne vous êtes pas adressés au commissaire aux traités.

Le chef Sundown: Oui, mais aussi parce que nous n'appartenons ni à la FNIS, ni au conseil tribal.

M. Skelly: Mais est-il nécessaire d'être membre de la FNIS pour avoir recours aux services du commissaire aux traités?

Le chef Sundown: Selon moi, oui. Le gouvernement a choisi ce commissaire aux traités à partir d'une liste de candidats présentée par la FNIS.

M. Skelly: En novembre 1988, vous avez quitté le Conseil tribal de Meadow Lake. Est-il nécessaire d'aviser le ministère des Affaires indiennes du fait que vous ne faites plus partie d'un conseil tribal?

Le chef Sundown: Oui. Nous avons informé tous les intéressés à l'époque.

M. Skelly: Le ministère était donc au courant de ce fait pendant que se poursuivaient les pourparlers sur l'accord de MOF.

Le chef Sundown: Oui, pour autant que je sache, le ministère était au courant.

[Text]

Mr. Skelly: But in spite of that fact, they still included the membership of your band in the figures for negotiating their financial arrangements with the Meadow Lake Tribal Council. In those two years between November 1988 and November 1990, did you receive funding for services from the Meadow Lake Tribal Council, or did you receive your funding directly from the Department of Indian Affairs?

Chief Sundown: We received funding directly from Indian Affairs. There was nothing from the Meadow Lake Tribal Council.

• 0945

Mr. Skelly: In the alternate funding arrangement they received money from the Department of Indian Affairs during those two years for services that were supposed to go to the Joseph Bighead Band?

Chief Sundown: Yes.

Mr. Michael: Perhaps I may add, this withdrawal of Joseph Bighead's Band from Meadow Lake Tribal Council took place in November 1988, officially and in writing, and a department was notified, including the rest of the member bands and Meadow Lake Tribal Council. Subsequent to that, the FA agreement was signed. Based on the membership of the 10 bands, the calculations were prepared for an FA agreement, which included Joseph Bighead, from 1988 onwards.

Basically, there were 12 activity areas for which the Meadow Lake Tribal Council was still receiving funds that rightly belonged to the Joseph Bighead Band. This dispute is still ongoing. Formal communication has also been given to the minister, Tom Siddon, and his staff. There are letters on file in respect of this concern. I know a letter came in from the Hon. Tom Siddon indicating that these concerns would be looked after, in particular for the 1989-90-91 fiscal year. As of this morning, there has been no ongoing discussion with the band about this concern.

Mr. Skelly: Does the tribal council have a reserve fund? They are receiving money from the Department of Indian Affairs that is supposed to go to service the needs of the Joseph Bighead people. That money is not going to the Joseph Bighead people but it is supposed to go to you so it shouldn't be spent on anybody else within the tribal council. Do they have a reserve fund in which this \$426,000 is kept or have they spent it on people whom it is not supposed to be spent on?

Mr. Michael: That's a hell of a good question. If you look at the service delivery and how funds are being spent, not only the Joseph Bighead but also other bands will question that because of the audit process, the accountability, and so on. To save time the advisory people are funded by the department to the tribal council and they are non-existent as far as the Joseph Bighead Band is concerned because they don't come to the reserve to provide those kinds of services. So I don't know how they spend their funds.

Mr. Skelly: It's certainly confusing to me. We are hearing from Indian Affairs next and maybe they can answer that question. Under this same principle, they could decide to give all of the money to the Meadow Lake Tribal Council for

[Translation]

M. Skelly: En dépit de cela, le ministère a considéré votre bande comme membre lorsqu'il a négocié les ententes financières avec le Conseil tribal de Meadow Lake. Pendant ces deux années, de novembre 1988 à novembre 1990, le Conseil tribal de Meadow Lake a-t-il financé vos services? Ou avez-vous reçu des fonds directement du ministère des Affaires indiennes?

Le chef Sundown: Nous avons reçu de l'argent directement des Affaires indiennes. Le Conseil tribal de Meadow Lake ne nous a rien accordé.

M. Skelly: Dans le cadre du mode optionnel de financement, ils ont reçu des fonds du ministère des Affaires indiennes pendant deux ans à l'égard de services qu'ils devaient offrir à la bande Joseph Bighead, n'est-ce pas?

Le chef Sundown: Oui.

M. Michael: Le retrait de la bande Joseph Bighead du Conseil tribal de Meadow Lake a eu lieu en novembre 1988, comme en ont été avisés officiellement et par écrit le ministère, les membres de la bande ainsi que les membres du Conseil tribal de Meadow Lake. L'accord sur le MOF a été signé par la suite. En fonction de l'effectif des 10 bandes, on a établi l'importance des fonds devant être accordés dans le cadre du MOF qui s'est appliqué à la bande Joseph Bighead à partir de 1988.

Le Conseil tribal de Meadow Lake a continué à toucher des fonds qui revenaient à la bande Joseph Bighead à l'égard de 12 types d'activités. La question n'a pas encore été réglée. Le ministre, Tom Siddon, et son personnel ont été informés du problème. Une vérification du dossier le confirmera. L'honorable Tom Siddon s'est engagé par écrit à s'occuper de la question, notamment pour les exercices financiers 1989-1990 et 1990-1991. Or, aucune discussion n'a encore eu lieu avec la bande à ce sujet.

M. Skelly: Le conseil tribal dispose-t-il de fonds de réserve? Le conseil reçoit des crédits du ministère des Affaires indiennes qui sont censés lui permettre d'offrir des services aux membres de la bande Joseph Bighead. Comme cet argent ne vous parvient pas, le conseil tribal ne doit pas le dépenser à d'autres fins. Cette somme de 426,000\$ a-t-elle été versée dans un fonds de réserve? Ou l'a-t-on dépensé à des fins non autorisées?

M. Michael: C'est une très bonne question. Compte tenu du processus de vérification, c'est une question que se poseront non seulement la bande Joseph Bighead, mais d'autres bandes au sujet des services qui leur sont dus et des fonds qui sont dépensés à cette fin. Pour gagner du temps, le ministère a accordé des fonds au conseil tribal pour rémunérer ses conseillers, mais ils ne sont jamais venus dans la réserve de la bande Joseph Bighead pour offrir leurs services. Je ne sais donc pas comment ces fonds ont été dépensés.

M. Skelly: Ce n'est certainement pas clair. Nous allons entendre des représentants du ministère des Affaires indiennes qui pourront peut-être répondre à cette question. À ce compte-là, ils pourraient verser au Conseil tribal de

[Texte]

all of the aboriginal people in British Columbia, even though they didn't adhere to the alternate funding arrangement. It just doesn't make sense to me that somebody would consider that a legitimate process.

Have they come to you and said explicitly that if you sign the alternate funding arrangement or if you agree to go back into the tribal council that you are going to get the funds? You mentioned blackmail in the brief.

Mr. Michael: There was a letter from the tribal council to the band saying the problem is with Indian Affairs and not them. If they want to continue to fund within this agreement... as a result, the issue is still here.

As far as the year-end audits within the tribal council are concerned, they were quite insolvent over the last two or three years. How can you provide services to member bands like Joseph Bighead when there are no funds?

Mr. Skelly: Was the audit a directed audit from the department that arose out of complaints?

Mr. Michael: Based on the agreement, the chartered accountant firm completed the audit process. Again, we questioned the actual legality of the audit itself because they didn't really follow the audit requirements in completing the audit.

Mr. Skelly: So the auditors were appointed by the Meadow Lake Tribal Council rather than DIA.

Mr. Michael: Yes.

Mr. Skelly: So this wasn't a DIAND audit of the Meadow Lake Tribal Council.

Mr. Michael: No, I believe the examination report concurred in those concerns.

• 0950

Mr. Anawak (Nunatsiaq): You mention having received letters from both Cadieux and Tom Siddon, and I wonder where the cracks are. Is it from the minister, or is it from the civil service that administers these funds and determines how the funds are going to be administered? I wonder whether it's at the Meadow Lake Tribal Council. Where are the problems, really? Is it all the way up, or is it somewhere in one of the groups?

Mr. Michael: Dr. Devrome can perhaps respond to that.

Mr. Bob Devrome (Education Adviser, Joseph Bighead Reserve): Your question touched the essential problem. The relationships and the problems being described in that part of Saskatchewan or that part of Canada are really a reflection on what the system is all about as it currently exists. It reflects that the control exercised by the Department of Indian Affairs through the agreements is unilateral in terms of accountability. The control that is there applies all of the laws of the province of Canada to any kind of agreement that a band or a tribal council enters into.

The creation of the tribal councils themselves, again, is a reflection of that policy. The tribal councils didn't exist historically prior to about 1985 or somewhere in the mid-1980s. They've changed from being a political body, a district council of chiefs, to being a service-delivery agent on behalf of the Department of Indian Affairs, so a whole role has changed. Of course, there are finances attached to that.

[Traduction]

Meadow Lake tout l'argent destiné aux autochtones de la Colombie-Britannique, même si cela contrevenait au mode optionnel de financement. Comment peut-on considérer ce processus comme légitime?

Vous a-t-on dit explicitement qu'on vous remettrait les fonds si vous signiez un mode optionnel de financement ou si vous acceptiez de réintégrer le conseil tribal? Votre mémoire évoque le chantage.

M. Michael: La bande a reçu une lettre du conseil tribal dans laquelle celui-ci rejette la responsabilité du problème sur le ministère des Affaires indiennes. Si l'on veut respecter ce mode optionnel de financement, le même problème se pose toujours.

Les vérifications annuelles des finances du conseil tribal ont révélé que le conseil est insolvable depuis deux ou trois ans. Comment offrir des services aux membres des bandes comme celle de Joseph Bighead lorsque les fonds n'existent pas?

M. Skelly: Le ministère a-t-il demandé qu'on effectue une vérification à la suite de plaintes portées contre le conseil tribal?

M. Michael: L'accord prévoit une vérification par des comptables. Nous contestons la validité de la vérification elle-même, puisqu'on ne s'est pas conformé aux normes établies à cet égard.

M. Skelly: C'est donc le Conseil tribal de Meadow Lake, et non le MAINC, qui a nommé les vérificateurs.

M. Michael: Oui.

M. Skelly: Ce n'est donc pas le MAINC qui a effectué une vérification des finances du Conseil tribal de Meadow Lake.

M. Michael: Non, et je crois que le rapport confirme ces préoccupations.

M. Anawak (Nunatsiaq): Vous avez mentionné avoir reçu des lettres des ministres Cadieux et Siddon. À quoi doit-on imputer le problème? Est-ce au ministre ou aux fonctionnaires qui prennent les décisions touchant la gestion des fonds? Qu'en est-il du Conseil tribal de Meadow Lake? Où les problèmes se posent-ils? Tout en haut de la filière ou le long de la chaîne de commandement?

M. Michael: M. Devrome peut peut-être répondre à votre question.

M. Bob Devrome (conseiller pédagogique, réserve Joseph Bighead): Vous avez mis le doigt sur le problème fondamental. Les relations et les problèmes qui existent dans cette partie de la Saskatchewan reflètent le système en vigueur à l'heure actuelle. Le contrôle exercé par le ministère des Affaires indiennes dans le cadre des ententes sur les MOF est unilatéral. Les lois canadiennes s'appliquent aux accords conclus avec une bande ou un conseil tribal.

La création des conseils tribaux reflète aussi cette politique. Ces conseils n'existaient pas avant 1985 ou avant le milieu des années 80. À l'origine un corps politique, c'est-à-dire un conseil de district des chefs, ils sont devenus un organisme de prestation de services relevant du ministère des Affaires indiennes. Leur rôle a changé du tout au tout. Cette relation avec le MAINC comporte évidemment un aspect financier.

[Text]

Then the difficulty that arises—and in this case the difficulty that has arisen between a former member band, the Joseph Bighead First Nation, and the Meadow Lake Tribal Council—comes as a result of that kind of financial and regulatory arrangement, so that the attempt to secure the services that were previously there to the Joseph Bighead Band have been essentially denied.

An example is in the area of second-level services in education, that kind of money. It is not a large pot of money, but again it is a reflection of the problem. The second-level services money goes to the tribal council, and the band did not have access to that, so you have one step in between. There is not that direct trust relationship between the band and the minister of Indian Affairs any more. Thank you.

Mr. Anawak: When you mention that the tribal councils were created about 1985, what was the rationale that was given? I suspect that this was more an Indian Affairs initiative than the band's initiative? What was the rationale there?

Mr. Devrome: The funding of the tribal councils under the tribal council policy was a part of the devolution policy of the Department of Indian Affairs. It was originally designed in the late 1970s, essentially to devolve transfer—not only to devolve transfer of funds for service delivery out to bands, to different Indian organizations, but also to devolve responsibility, and ultimately liability, out to the bands and Indian organizations as well.

Mr. Michael: It has a lot to do with this downsizing of the department as well. Some other bureaucracy picks up that slack, and that's a tribal council. The number of Indian Affairs employees gets smaller. Somebody has to deliver those services, and that's the tribal council. In a lot of areas, individual bands like Joseph Bighead will not get funds. It goes directly to a tribal council for service delivery. That's the rationale on it. In particular, in band training—that kind of thing—the tribal council gets that directly. Consultation, policy development, and other policy programs are funded by the department, particularly fitness for life, mobile education, housing support, inspection, advisory assistance, training development, maintenance management, planning money. The band doesn't get that. It goes directly to the tribal council.

• 0955

The band has been trying to access some of those funds for 12 activity areas. As a result, Minister Tom Siddon wrote a letter on August 13, 1991, in which he said: "My officials assure me that further discussions are planned to address your concerns". This was a letter to Joseph Bighead regarding funding for fiscal years 1989-90 and 1990-91. It hasn't taken place yet. How about this fiscal year and the year after?

[Translation]

Le problème qui se pose—et il s'est posé entre une bande, la première nation Joseph Bighead, et le Conseil tribal de Meadow Lake, auquel elle appartenait auparavant—résulte de cet accord financier et réglementaire. On a refusé à la bande Joseph Bighead les services auxquels elle avait droit.

Les services secondaires dans le domaine de l'enseignement en sont un exemple. Il ne s'agit pas de sommes importantes, mais le problème se pose également à cet égard. Les crédits afférents aux services secondaires sont versés au conseil tribal, ce qui signifie que la bande n'y a pas accès. Il lui faut passer par un intermédiaire. Il n'existe donc plus de relation fiduciaire directe entre la bande et le ministre des Affaires indiennes. Je vous remercie.

M. Anawak: Vous avez mentionné le fait que la création des conseils tribaux remonte à environ 1985. Pourquoi les a-t-on créés? Je crois que c'était une initiative du ministère des Affaires indiennes plutôt qu'une initiative des bandes, n'est-ce pas? Quelle raison a-t-on avancée pour justifier la création de ces conseils?

M. Devrome: Ces conseils ont été créés dans le cadre de la politique de transfert des pouvoirs du ministère des Affaires indiennes. Cette politique, qui remonte à la fin des années 70, visait le transfert non seulement de pouvoirs, mais de responsabilités aux organismes indiens en ce qui touche la prestation de services.

M. Michael: Elle était liée de près à la réduction de l'effectif du ministère. Un autre échelon bureaucratique devait être créé, et cela a donné le conseil tribal. Comme l'effectif du ministère des Affaires indiennes diminuait, on a chargé les conseils tribaux de veiller à la prestation des services. Dans bien des domaines, les bandes comme celle de Joseph Bighead n'obtiennent pas les fonds directement, mais par l'intermédiaire d'un conseil tribal. Voilà pourquoi on a créé ces conseils. Le conseil tribal reçoit directement les fonds destinés à la formation, par exemple. Le ministère finance les consultations, l'élaboration des politiques et des programmes, en particulier l'amélioration de la condition physique, l'enseignement itinérant, le logement, les inspections, les services de conseil, la formation, la gestion des services d'entretien et l'établissement du budget. La bande n'obtient pas les fonds réservés à ces fins, car ils sont accordés directement au conseil tribal.

La bande essaie d'avoir accès à des fonds réservés à 12 activités. Dans une lettre datée du 13 août 1991, le ministre Siddon disait ceci: «Mes fonctionnaires m'assurent que des discussions sont prévues au cours desquelles on abordera vos préoccupations.» C'est une lettre qui a été envoyée à la bande Joseph Bighead au sujet des exercices financiers 1989-1990 et 1990-1991. Ces discussions n'ont jamais eu lieu. Qu'en est-il de cet exercice financier et du suivant?

[Texte]

If the agreement is on file, there are numbers still locked in there using Joseph Bighead. These are policy program documentations. If the political will is there by the department, those funds should be able to be transferred where they belong.

Mr. Anawak: The creation of a tribal council was to devolute responsibility from Indian Affairs to the bands. Were necessary safeguards for fiscal responsibility not given to that tribal council?

Mr. Michael: Those year-end audited reports are coming out now for 1991-92. If you look at them, you will see some problems by individual bands. I am not talking just about Joseph Bighead, other bands. You'll see where the responsibilities lie, who is responsible. They have problems out there.

Mr. Anawak: Where do the other nine bands lie in terms of the problems you have right now? Obviously, they are within that tribal council of nine bands. Are you the only band that has this problem with the tribal council, or are there others that may have the problems but don't necessarily want to go through the agony of doing what you're doing?

Mr. Michael: My feeling right now is the grassroots people do not really know what is happening. They're not being told what is really happening. So I guess the Joseph Bighead band made that big step and they're out of it now.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Thank you very much, Mr. Anawak.

Madame Duplessis, s'il vous plaît.

Mme Duplessis (Louis-Hébert): Merci, monsieur le président. Je tiens à vous souhaiter officiellement la bienvenue à notre Comité.

J'ai quelque difficulté à comprendre. Quand l'entente avec le Conseil tribal a été signée avec le ministère des Affaires indiennes, j'ai l'impression que normalement les bandes semblent avoir eu plus de liberté et une plus grande autonomie pour pouvoir administrer les fonds que le ministère leur envoyait. Ça semble aussi permettre une gestion plus souple.

Je pense que vous avez des difficultés de fonctionnement avec les autres bandes et que vous, vous voulez vous retirer de tout cela. Vous avez dit que le Conseil tribal doit rendre des comptes au ministre, mais pas à la population ou aux membres des autres bandes qui font partie dudit Conseil. J'ai l'impression que vous venez nous voir pour qu'on intervienne auprès du ministère afin que vous, vous puissiez avoir votre part de l'argent et puissiez l'administrer.

• 1000

Est-ce que vous êtes prêts à accepter que votre population, vos 527 personnes qui vivent dans votre bande, puissent avoir leur mot à dire, eux aussi? Si c'est cela que vous réclamez, vous allez devoir, à votre tour, être obligés d'accepter que les personnes qui vivent dans votre bande puissent aussi avoir leur mot à dire dans l'administration des fonds, si jamais le ministère décide de vous permettre de vous retirer du Conseil tribal de Meadow Lake.

[Traduction]

Si l'accord a été conservé, les chiffres qui y figurent comprennent la bande Joseph Bighead. Ces documents portent sur les programmes prévus. Si le ministère est prêt à collaborer, les fonds devraient pouvoir être remis à la bande.

M. Anawak: Le ministère des Affaires indiennes a donc créé des conseils tribaux dans le cadre d'un transfert de responsabilités. N'a-t-on pas imposé certaines responsabilités financières à ces conseils tribaux?

M. Michael: Les vérifications annuelles pour 1991-1992 sont en voie de publication. Elles révèlent l'existence de difficultés en ce qui touche certaines bandes. Je songe à d'autres bandes que celle de Joseph Bighead. Vous verrez à qui on doit imputer les problèmes. Ces problèmes existent vraiment.

M. Anawak: Les neuf autres bandes connaissent-elles les mêmes difficultés? Elles appartiennent évidemment au conseil tribal. Votre bande est-elle la seule à se trouver dans cette position par rapport au conseil tribal? Ou les autres refusent-elles tout simplement de passer par le même calvaire que vous?

M. Michael: J'ai l'impression que les membres de ces bandes ne sont pas vraiment au courant de la situation. On leur cache ce qui se passe vraiment. La bande Joseph Bighead a dû ouvrir la voie.

Le vice-président (M. Redway): Je vous remercie, monsieur Anawak.

The floor is yours, Mrs. Duplessis.

Mrs. Duplessis (Louis-Hébert): Thank you, Mr. Chairman. I want to officially welcome our witnesses to the committee.

I am at a loss to understand the problem. The agreement signed by the Tribal Council and the Department of Indian Affairs was to give the bands more flexibility in the management of the funds allocated by the department. That is the way I see things.

You seem to have some trouble in dealing with the other bands and that is why you have decided to withdraw from the council. You believe the Tribal Council should be accountable to the Minister, but not to the population or the members of the other bands belonging to the council. I feel you are asking us to urge the department to let you manage your share of the funds allocated to the council.

Are you ready to give the 527 members of your band a say in the management of those funds? If the department permits you to withdraw from the Meadow Lake Tribal Council, you will be forced to accept that the members of your band participate in the management of the funds you are requesting.

[Text]

Je trouve cela un petit peu contradictoire, parce que, d'un côté, vous revendiquez une espèce d'autodétermination pour vous, et parce qu'on l'a accordée à l'ensemble du Conseil tribal, vous trouvez que ça fonctionne mal, que les gens qui sont là ne vous rendent pas de comptes, etc. . . Bref! C'est un peu contradictoire et c'est un peu surprenant.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Doctor, would you like to respond?

Mr. Devrome: If I can. Maybe I could start from the back and move forward. One of the essential things we have to keep in mind in discussing this issue is that certainly money is one of the examples of the problem. It's not the key problem, though, in terms of understanding the nature of the relationship between Canada and the Joseph Bighead Band as it was assumed under treaty. The relationship between the Joseph Bighead Band and the Meadow Lake Tribal Council. . . the decision to leave that tribal council was totally within the jurisdiction of the Joseph Bighead First Nation. They made that decision unilaterally, on their own behalf. They didn't have to ask to leave. They did it on their own.

• 1005

In terms of the funding that came forward, a lot of the kinds of funding that were there prior to or during the Joseph Bighead's involvement with the tribal council was still there. The operation of the school, the core funding for the band's operations, those kinds of funds were always there. What the band is saying, as I understand it, is supported by the department through the tribal council funding policy that creates the problem, because the tribal council, which is made up of the nine chiefs who represent nine bands, then comes between the band and the Minister of Indian Affairs, where the trust relationship is.

I think we have to get the discussion back to what is the relationship based on treaty. What is the relationship based on the right of a First Nation to make decisions because of its aboriginal status and the inherent right that comes with that?

Any interference in that process by any other organization, whether it is the minister or an Indian organization, is what the band is protesting against, saying that is not what was understood at the time of signing the treaty. It was a relationship whereby treaty rights were gained by both. The Indian people gained rights, and so did the Euro-Canadians who were moving into that part of Canada.

It is not a matter of the Department of Indian Affairs saying you have these rights or you don't have them when it comes to inherent or treaty rights. One of the problems is with the Indian Act itself and other legislation, the regulatory powers, the procedural powers of the Department of Indian Affairs. Those become the problem areas.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): I have some questions. To help me to fully understand the situation, Chief, perhaps you could tell me when the Meadow Lake Tribal Council was created. I believe it was in or around 1985. Is that correct?

Mr. Devrome: It was 1984 or 1985.

[Translation]

I find what you are saying a bit contradictory because, on the one hand, you are claiming the right to self-determination, but, on the other hand, you find that the powers which were given to the tribal council have caused all kinds of problems for you because, and particularly, there is no accountability. . . I just find it all a bit contradictory and surprising.

The vice-président (M. Redway): Voulez-vous répondre à la question, monsieur Devrome?

M. Devrome: J'essaierai de le faire. Je vais commencer par le dernier point qui a été soulevé. Il est évident que la question de l'attribution des fonds revêt une grande importance dans toute cette question. Or, ce n'est pas le problème essentiel qui se pose à l'égard de la relation qui a été établie par traité entre le Canada et la bande Joseph Bighead. Quant à la relation entre la bande Joseph Bighead et le Conseil tribal de Meadow Lake. . . La première nation Joseph Bighead avait tout à fait le droit de quitter le conseil tribal. Cette décision a été prise unilatéralement. La bande n'avait pas à demander la permission de quitter le conseil tribal. Elle l'a fait de son propre chef.

Les fonds qui ont été attribués avant que la bande Joseph Bighead ne joigne le conseil tribal existent toujours. La bande a toujours disposé de fonds pour assurer son fonctionnement et pour l'école de la réserve, par exemple. Le problème qui se pose, c'est que le conseil tribal, qui a été créé par le ministère, vient s'immiscer dans la relation fiduciaire qui existe entre la bande et le ministre des Affaires indiennes.

Il faut revenir à la relation envisagée dans le traité. Quelle doit être cette relation, compte tenu du droit inhérent et du droit issu de traités d'une Première nation de prendre les décisions sur les questions qui la concernent?

La bande s'élève contre le fait qu'une autre partie s'immisce dans le processus, qu'il s'agisse du ministre ou d'un organisme indien, car ce n'était pas prévu au moment de la signature du traité. Le traité accordait des droits aux deux parties. Les Indiens ont acquis certains droits ainsi que les Canadiens d'origine européenne qui se sont installés dans cette partie du Canada.

Le ministère des Affaires indiennes n'a pas à nous dire quels sont nos droits inhérents ou nos droits issus de traités. L'un des problèmes auxquels nous faisons face réside dans la Loi sur les Indiens elle-même ainsi que dans les lois établissant les pouvoirs en matière de réglementation et de procédures du ministère des Affaires indiennes. Voilà la cause de nos problèmes.

Le vice-président (M. Redway): J'ai quelques questions à poser. Afin de bien comprendre le problème qui se pose, j'aimerais que vous nous disiez, chef, à quand remonte la création du Conseil tribal de Meadow Lake. Sa création remonte à environ 1985, n'est-ce pas?

M. Devrome: À 1984 ou 1985.

[Texte]

The Vice-Chairman (Mr. Redway): How did that come about, as far as the Joseph Bighead Band was concerned? Did you sign a document to agree to become a member of the tribal council? How did that actually happen?

Chief Sundown: There were a number of changes. I guess we probably have to go to another district I was involved in, North Battleford and Meadow Lake. They were together at one time. There were 20 bands.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): So before Meadow Lake, there had been another tribal council and you were a member. When was that formed?

Chief Sundown: It must have been in the 1970s or 1960s.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): So the tribal council concept goes back much further than the mid-1980s then.

Chief Sundown: But the term "tribal council" came into being in 1984 or 1985, as a result of—

The Vice-Chairman (Mr. Redway): The term "tribal council", but there were other councils.

Chief Sundown: I think they were called district chiefs.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): When the Joseph Bighead Band originally joined one of these councils or district chiefs or whatever they were referred to, how did that happen? Was there a written agreement or did you just all say, okay?

Mr. Michael: I think there was a common understanding amongst the bands themselves, common interests, that kind of thing. As a group they formed this tribal council.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): It was by mutual agreement. There was nothing in writing. Is that the idea?

Mr. Michael: At that period of time, yes. But because of funding arrangements and the way the Government of Canada operated, in a lot of cases, the department wanted the tribal council to incorporate as a vehicle for funding.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): So until that stage the department, the government, was not involved in the process. It was a process of mutual agreement between the bands. But at some stage the government decided that it was a great idea and they would fund the council, but you had to become incorporated. Is that what happened?

• 1010

Mr. Michael: They had to do a lot of this 20-year plan, Government of Canada. . . this downsizing of civil servants in the Indian Affairs. . .

The Vice-Chairman (Mr. Redway): I understand what you're saying but I just want to understand the mechanics. At the root of this problem. . . Perhaps I'm on the wrong track, but I see a legal problem here, the result of these arrangements. . . The transition from getting in and getting out of the tribal council is where your funding problem comes from. I'm trying to understand how you got in and how you get out, whether there is actual written documentation that gets you into the tribal council and whether there is written documentation to follow to get out. . . Whether an agreement, a corporation or whatever the tribal council is, is there something in writing that says this is how you get out and this is how you get in? Was that followed? That's what I'm trying to find out.

[Traduction]

Le vice-président (M. Redway): Comment le conseil a-t-il été créé? La bande Joseph Bighead est-elle devenue membre du conseil tribal à la suite de la signature d'une entente? Comment cela s'est-il fait?

Le chef Sundown: Plusieurs changements ont eu lieu. À l'origine, le district englobait North Battleford et Meadow Lake. Vingt bandes faisaient partie du district.

Le vice-président (M. Redway): Vous étiez donc membres du conseil tribal qui a précédé celui de Meadow Lake. À quand remonte la création de ce conseil-là?

Le chef Sundown: Le premier conseil a sans doute été créé dans les années 70 ou 60.

Le vice-président (M. Redway): Le concept du conseil tribal ne date donc pas seulement du milieu des années 80.

Le chef Sundown: L'expression «conseil tribal» n'est entrée en usage qu'en 1984 ou 1985, à la suite. . .

Le vice-président (M. Redway): L'expression remonte peut-être à 1984 ou 1985, mais il existait d'autres conseils.

Le chef Sundown: Je pense qu'on parlait de chefs de district.

Le vice-président (M. Redway): Comment la bande Joseph Bighead s'est-elle jointe à l'un de ces conseils ou chefs de district? Était-ce à la suite de la signature d'une entente?

Mr. Michael: Je crois que les bandes qui avaient des intérêts communs ont décidé de se regrouper. Elles ont constitué un conseil tribal.

Le vice-président (M. Redway): C'était par accord mutuel. Il n'y a pas eu signature d'une entente.

Mr. Michael: À ce moment-là, oui. En raison des modes optionnels de financement et de la façon dont fonctionne le gouvernement du Canada, le ministère souhaitait que les conseils tribaux soient constitués en sociétés pour qu'on puisse leur verser des fonds.

Le vice-président (M. Redway): Jusque-là le ministère et le gouvernement n'ont pas participé au processus. Les bandes se sont entendues entre elles pour créer des conseils. À un moment donné, le gouvernement a trouvé que l'idée était bonne et a demandé que les conseils se constituent en sociétés pour leur accorder des fonds. Est-ce bien ce qui s'est produit?

Mr. Michael: Cela a beaucoup à voir avec le plan échelonné sur vingt ans. . . et avec la réduction de l'effectif du ministère des Affaires indiennes. . .

Le vice-président (M. Redway): Je veux simplement comprendre le processus qui a été suivi. Le coeur du problème. . . Je fais peut-être fausse route, mais je crois que ces accords ont suscité un problème juridique. . . Le problème du financement s'est posé au moment du changement de conseil tribal. J'essaie d'établir comment ces conseils sont constitués et s'ils sont le fruit de la signature d'une entente. . . Y a-t-il un document écrit régissant les modalités d'adhésion et de retrait? J'essaie d'établir si on s'est conformé aux modalités prévues.

[Text]

Mr. Devrome: As mentioned earlier, some of the things that needed to be done in order for bands or groups of bands to be eligible for certain federal and in some cases provincial funding... they needed to be an incorporated body. Meadow Lake is not unique in that sense. There are lots of those across the country. So that became the vehicle by which to access funding from the department.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): And at that time the Joseph Bighead band was one of the members that agreed to incorporate. Is that it?

Mr. Devrome: Yes. I think you need to understand something about the autonomy of the band itself. The Joseph Bighead band or first nation is part of the Cree Nation, and these other organizations really only have a delegated or shared responsibility. They do not have primary authority. That's one of the key things within the Indian governance or political system. However we want to discuss it, I think that needs to be remembered.

The use of vehicles of incorporation to access government funding in some cases became necessary for the delivery of services. In that sense, yes, the band would be part of that original move toward the tribal council.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): That incorporation was a Saskatchewan provincial incorporation, was it not?

Mr. Devrome: Yes. Releasing itself from that is then by a matter of resolution within the band. Because they come in as autonomous members and agree to share responsibilities for certain things, they can pull out of that any time they feel like it.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): My other question was with respect to this August letter from Mr. Siddon. He indicated that discussions would take place to resolve all these problems, but I understand that they have not taken place yet.

Mr. Michael: That was August 1991.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Thank you very much.

Mr. Anawak: I think you said that it was in 1985 that tribal councils really got the name "tribal councils", but there were some sort of loose arrangements before that. It seems to me that the tribal councils were more or less under the direction of Indian and Northern Affairs, more or less politically neutered as a condition... They were given the duty of program delivery or service delivery. This is where you come in, because as a band, as an entity, you still need that political connection with the Department of Indian and Northern Affairs. Is that the correct assumption?

• 1015

Mr. Devrome: Yes, from the work I've done with the Joseph Bighead band and from my experience over the past, I think your characterization of the situation is true. Prior to the tribal council—which again is a creation of the Department of Indian Affairs—there were district chiefs' councils. They came together for political reasons. Whether it was to pressure different agencies of government in accessing either finances or policy changes, that type of role changed

[Translation]

M. Devrome: Comme je le disais plus tôt, on a exigé que les bandes se constituent en sociétés pour pouvoir toucher des fonds fédéraux et, dans certains cas, des fonds provinciaux. La situation du Conseil tribal de Meadow Lake n'est pas unique. Beaucoup de conseils tribaux de ce genre existent. C'est par leur intermédiaire que les bandes pouvaient ensuite réclamer les fonds du ministère.

Le vice-président (M. Redway): La bande Joseph Bighead est l'une des bandes qui constituaient à l'origine le conseil, n'est-ce pas?

M. Devrome: Oui. Je dois vous dire quelques mots au sujet de l'autonomie de la bande elle-même. La bande Joseph Bighead appartient à la nation crie. Les autres organismes indiens n'ont qu'une responsabilité qui leur est déléguée. Ils n'ont pas l'autorité suprême. Voilà un aspect essentiel du système politique indien. Il ne faut pas l'oublier dans nos discussions.

Dans certains cas, il a fallu que les bandes se constituent en sociétés pour avoir accès aux fonds gouvernementaux. On peut donc dire que dans cette mesure, la bande a participé à la création du conseil tribal.

Le vice-président (M. Redway): La bande a été constituée en société en vertu du régime juridique de la Saskatchewan, n'est-ce pas?

M. Devrome: Oui. Pour se retirer du conseil, la bande a dû adopter une résolution en ce sens. Comme les bandes qui ont accepté de partager leurs responsabilités étaient toutes autonomes à l'origine, elles peuvent se retirer du conseil à tout moment.

Le vice-président (M. Redway): J'aimerais aussi vous poser une question au sujet de la lettre que vous a fait parvenir M. Siddon en août. Il mentionnait la tenue de discussions pour régler ces problèmes, mais j'en déduis qu'elles n'ont pas eu lieu.

M. Michael: La lettre est datée d'août 1991.

Le vice-président (M. Redway): Je vous remercie.

M. Anawak: Je crois que vous nous avez dit que c'était en 1985 qu'on a commencé à parler de conseils tribaux. Avant cette date, les bandes étaient cependant regroupées de façon officieuse. J'ai l'impression que les conseils tribaux relevaient plus ou moins directement du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et qu'on leur a imposé la neutralité politique comme condition... On leur a confié comme tâche d'offrir des programmes ou des services. Parce que vous êtes une bande, vous avez toujours un lien politique avec le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. Ai-je bien compris?

M. Devrome: Oui, je crois que votre description est juste, compte tenu de ce que j'ai pu constater par mon travail auprès de la bande Joseph Bighead et compte tenu de l'expérience que j'ai acquise dans ce domaine. Les conseils de chefs de district ont précédé les conseils tribaux, une création du ministère des Affaires indiennes. Ces conseils ont été constitués pour des raisons politiques. Ils voulaient peut-être amener des organismes gouvernementaux à modifier certaines

[Texte]

drastically when they became essentially service agencies delivering Indian Affairs programs.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): We thank you very much for your testimony this morning. We're going to hear from someone from the department. I hope we can find a way to help you resolve this difficulty.

Mr. Williams, welcome to our committee. We appreciate your being with us this morning. You've heard the problem we have here. We're trying to find a solution to it. I understand you're going to make a few comments. We then will have a chance to ask some questions.

Mr. Alan Williams (Assistant Deputy Minister, Finance and Professional Services, Department of Indian and Northern Affairs): Thank you for giving me this opportunity, Mr. Chairman. I'd just like to take a few minutes to outline the relationship the department operates with First Nations, and then talk briefly about the specifics of this particular case. I'll try to address some of the issues that I saw you were concerned with. Undoubtedly there'll still be some more questions afterwards. I'll be happy to answer them, of course.

• 1020

I think the relationship between the department and First Nations can be viewed on three planes: the constitutional front, the legislative front and the administrative front. The discussion this morning clearly centred on the administrative one and focused my attention on that area.

Over the last five or six years in particular, the department has followed a policy of devolution that I think some members mentioned earlier. In the last few years we have established a number of different funding mechanisms, all designed to transfer more and more authority and accountability to the First Nations themselves, consistent with the principle of devolution. Whereas most government departments have contributions, we in fact have moved away from that into other ways of transferring funds, called flexible transfer payments and alternative funding arrangements.

Each one of these mechanisms provides the First Nation additional flexibility in terms of how to use the funds. For instance, under flexible transfer payments, First Nations that have accomplished their objectives can use surplus funds any way they see fit, whereas if you fund from a contribution agreement, those funds have to be returned to the Crown. As one moves even farther away into something called alternative funding arrangements, or AFA, you find that the First Nations and tribal councils have the capacity to redesign their own programs as well, with fewer and fewer constraints around them. We have been moving quite markedly in this direction, consistent with the principle of devolution.

[Traduction]

de leurs politiques, dont leur politique financière, mais leur rôle a changé du tout au tout lorsqu'ils sont devenus des organismes de mise en oeuvre des programmes ministériels.

Le vice-président (M. Redway): Je vous remercie de votre témoignage. Nous allons maintenant entendre un fonctionnaire du ministère. J'espère que nous pourrions trouver un moyen de résoudre votre problème.

Je vous souhaite la bienvenue devant le comité, monsieur Williams. Nous vous remercions de votre présence aujourd'hui. Vous avez entendu les témoins précédents nous exposer leur problème. Nous essayons d'y trouver une solution. On m'informe que vous avez quelques remarques à faire. Nous vous poserons ensuite des questions.

M. Alan Williams (sous-ministre adjoint, Finances et Services professionnels, ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien): Je vous remercie de l'occasion qui m'est donnée de comparaître devant le comité, monsieur le président. J'aimerais d'abord consacrer quelques minutes à vous expliquer la relation qui existe entre le ministère et les Premières nations, et je vous parlerai ensuite brièvement du cas qui vous intéresse. J'essaierai d'éclaircir certains points qui ont été soulevés. Je serai ensuite heureux de répondre aux questions que vous voudrez me poser.

Les relations entre le ministère et les premières nations peuvent être envisagées sur trois plans différents: le plan constitutionnel, le plan législatif et le plan administratif. Ce matin, les discussions ont porté principalement sur les aspects administratifs, et c'est ce qui a retenu mon attention également.

Depuis cinq ou six ans en particulier, le ministère suit une politique de cession progressive des pouvoirs; certains députés l'ont mentionné tout à l'heure. Depuis quelques années, nous avons mis en place un certain nombre de mécanismes de financement destinés à transférer de plus en plus de pouvoirs et de responsabilités financières aux premières nations, ce qui est conforme au principe que je viens de mentionner. La plupart des ministères fonctionnent par contributions, mais, d'un autre côté, nous remplaçons de plus en plus ce système par d'autres types de transferts de fonds, que nous appelons des paiements de transfert souples et des modes optionnels de financement.

Dans tous les cas, ces mécanismes offrent aux premières nations une plus grande marge de manoeuvre pour l'utilisation de ces fonds. Par exemple, avec les paiements de transfert souples, les premières nations qui sont parvenues à leurs objectifs peuvent utiliser les fonds excédentaires de la façon qui leur convient, alors qu'avec les ententes de contribution, les fonds devaient être renvoyés au Trésor. Au fur et à mesure que nous mettons en place ce qu'on appelle des modes optionnels de financement, ou MOF, on s'aperçoit que les premières nations et les conseils tribaux, qui disposent ainsi de plus de liberté, ont les capacités nécessaires pour concevoir de nouveaux programmes. Nous nous engageons de plus en plus dans cette voie, conformément au principe de la cession des pouvoirs.

[Text]

These funding mechanisms, of course, are not tied to treaties. They are tied to legislation. They are tied to Cabinet-approved and Treasury Board-approved policies. There is not a clear link between how we fund and historical treaties. In fact, there are many First Nations not under treaties that are getting the same benefits.

When we talk about AFA in particular, a couple of things are fundamental to understand. This is a relatively new type of initiative, a new way of doing business. It was established by Treasury Board authority in 1986 and we started doing them in 1987, so this is one of the first ones through the mill. Frankly, we were all learning as we were going through.

In this particular case, the department was aware at the outset that one of the First Nations, this particular Joseph Bighead Band, while initially planning to enter, did not in the final analysis want to be part of it. The department doesn't require or demand or force anybody into these arrangements. They were done clearly. If you are going to devolve responsibility from the Crown to the First Nations, you have to have some practical means of doing it. While this department was reducing its staff over the last four or five years by roughly one-third, to transfer all of the responsibilities to each individual First Nation would have been extremely prohibitive.

So following some discussions with First Nations across the country, the concept of a tribal council was established as a practical, balanced means of having local governments in areas that have mutual or like needs, language, culture. There are some 75 tribal councils across this country established by merging First Nations of like interests that are willing to work together. As I said, no one forces this upon First Nations. The example this morning was one example of a First Nation feeling it did not want to participate, and so clearly it was entitled to leave the tribal council.

When one does that, however, the AFA arrangement requires the lowering of funds to the AFA tribal council, but it also allows for a certain grace period. Once you have planned and staffed to provide certain functions to a certain constituency, you can't just automatically, from one day to the next, terminate that. In this particular case it was agreed, without undermining the Joseph Bighead funding, that for up to a two-year period of time, the Meadow Lake Tribal Council would not in fact be diminished. Subsequent to that, to the last three years of the arrangement, it would be and has in fact been diminished.

• 1025

It's also important to keep the dollar amounts in perspective and understand what the Meadow Lake Tribal Council is authorized to perform. The fact is the Meadow Lake gets \$5 million to \$6 million roughly each year. The member bands get \$25 million. So most of the functions, social and education, are in fact being delivered by the member bands themselves.

[Translation]

Bien sûr, ces mécanismes de financement ne sont pas liés aux traités. Ils sont liés à des lois. Ils sont liés à des politiques approuvées par le Cabinet et par le Conseil du Trésor. Il n'existe pas de lien direct entre nos modes de financement et les traités historiques. En fait, beaucoup de premières nations qui ne sont pas parties à des traités bénéficient des mêmes arrangements.

En ce qui concerne les MOF, il faut comprendre deux choses fondamentales; d'une part, c'est une initiative relativement nouvelle, en quelque sorte une nouvelle technique commerciale. L'autorisation a été accordée par le Conseil du Trésor en 1986, et nous avons commencé à conclure ces accords en 1987. C'est donc un des premiers dont nous ayons fait l'expérience, et je vous avouerai que cela nous a beaucoup appris.

Dans ce cas particulier, le ministère savait dès le départ qu'une des premières nations, la bande Joseph Bighead, qui au début avait l'intention de participer, finissait par faire marche arrière. Le ministère n'exige la participation de personne, et les termes sont bien clairs: si l'on cède une partie des responsabilités de la Couronne aux premières nations, il faut trouver un moyen pratique de le faire. Au cours des quatre ou cinq dernières années, le ministère a réduit son personnel d'environ un tiers et, dans ces conditions, il eût été inconcevable de transférer toutes les responsabilités à chaque première nation individuellement.

Ainsi, après des discussions avec les premières nations de tout le pays, le principe d'un conseil tribal fut retenu. On considéra que c'était un moyen pratique et équilibré d'établir des gouvernements locaux dans des régions où les besoins, la langue et la culture étaient comparables. Il existe environ 75 conseils tribaux, qu'on a établis en regroupant des premières nations qui avaient des intérêts communs et étaient prêtes à travailler ensemble. Comme je l'ai dit, personne ne force les premières nations à accepter cela. Nous avons vu ce matin l'exemple d'une première nation qui souhaitait ne pas participer et qui était libre de quitter le conseil tribal.

Cela dit, quand une première nation prend cette décision, l'accord de MOF prévoit que les fonds destinés au conseil tribal vont diminuer, mais en même temps, il y a une certaine période de grâce. En effet, quand on a planifié et organisé certains services à l'intention d'une certaine population, quand on a embauché du personnel, on ne peut pas du jour au lendemain mettre fin au projet. Dans ce cas particulier, sans toucher au financement de Joseph Bighead, on a décidé de ne pas diminuer le financement destiné au Conseil tribal de Meadow Lake pour une période de deux ans. Par la suite, pour les trois dernières années de l'accord, les fonds devaient diminuer, et c'est d'ailleurs ce qui s'est produit.

Il ne faut pas oublier non plus que le financement est relatif, et il faut comprendre quels services le Conseil tribal de Meadow Lake est autorisé à offrir. En réalité, Meadow Lake touche de 5 à 6 millions de dollars par année, et les bandes membres du conseil touchent 25 millions de dollars. Autrement dit, la plupart des services, sociaux et éducatifs, sont en réalité assurés par les bandes qui sont membres du conseil.

[Texte]

The Meadow Lake Tribal Council has primarily the responsibility for providing the advisory and administrative services the government was doing before. For that I think it received about \$2.8 million, and that is in accordance with a specific formula. That formula says if you have a certain number of bands with a certain population, and depending on their remoteness, you're entitled to a certain number of advisers. That frankly doesn't diminish whether there're nine bands or ten bands. That in fact won't be one of the things because there are, as you can expect, certain step intervals. Going from nine to ten or losing 500 people from the overall size of the Meadow Lake Tribal Council wouldn't impact on that.

In the past year, however, there has been some reduction in their funding, due to things like housing inspections. We did fund them for that. There are fewer houses to inspect, and that was cut back. So in fact they lost about \$25,000 this past year. On the other side of the coin though, our regional people have communicated with the Joseph Bighead band a number of times. They have in fact received \$21,000 incremental this year for things like planning and housing inspections. They have also been advised we will certainly be willing to fund any costs of any housing inspections that occurred over the two previous years.

So we are well aware of their concern for the funds. We have in fact looked at those areas where they are entitled to incremental funds. We have certainly provided them with some and have indicated to them we will provide them with additional funds, should they provide us with appropriate rationale and bills.

I think that covers a lot of the concerns that were raised here. What I'd prefer now is just to respond to any incremental questions you may have.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Thank you very much indeed, Mr. Williams. Madam Duplessis, followed by Mr. Skelly.

Mme Duplessis: Merci beaucoup, monsieur le président.

Tout à l'heure, un des représentants de la bande Joseph Bighead a dit que le ministère avait voulu signer des traités avec le Conseil tribal pour pouvoir mieux les contrôler.

Si c'est vrai, est-ce que le ministère des Affaires indiennes vérifie beaucoup plus qu'avant, ou moins? Ou encore, est-ce que le ministère donne beaucoup plus de liberté au Conseil tribal pour pouvoir administrer les fonds que vous leur transférez?

M. Williams: Non, à mon avis, c'est le contraire. Comme je l'ai indiqué au commencement, nous avons établi avec les AFA—*alternative funding arrangements**—une certaine approche pour donner au Conseil tribal beaucoup plus de possibilités de développer des programmes.

Généralement, comme il y a des contributions, il y a beaucoup d'information que l'on doit donner durant toute l'année. Avec les AFA c'est le contraire. Une fois par année seulement, il y a un rapport de vérification qui contient aussi des informations statistiques concernant leurs opérations.

À mon avis, les AFA sont un exemple très clair qui prouve notre désir de donner beaucoup plus de pouvoirs aux autochtones eux-mêmes.

[Traduction]

Le Conseil tribal de Meadow Lake est principalement responsable des services consultatifs et administratifs qui étaient jadis offerts par le gouvernement. Pour ces services, il a dû recevoir environ 2,8 millions de dollars, conformément à une formule bien précise. D'après cette formule, pour un certain nombre de bandes et une certaine population, et compte tenu de l'éloignement, on a droit à un certain nombre de conseillers. En fait, cela ne diminue pas selon qu'il y a neuf ou dix bandes au conseil. Ce n'est pas un des facteurs, car, comme on peut s'y attendre, il y a certaines tranches. Pour un conseil tribal de la taille de Meadow Lake, si le nombre des bandes passe de neuf à dix, ou si le conseil perd 500 personnes, cela n'a pas d'importance.

Cela dit, le financement de ce conseil a été réduit au cours de l'année passée, par exemple à cause des inspections de logements. Nous leur avons accordé du financement pour ces activités, mais comme il y a moins de maisons à inspecter, ce financement a été réduit. Par conséquent, le conseil a perdu environ 25,000\$ cette année. Mais il y a un autre côté à la médaille: nos responsables régionaux ont communiqué avec la bande Joseph Bighead à plusieurs reprises et, cette année, ils ont reçu 21,000\$ supplémentaires pour certaines activités, planification et inspection de maisons, par exemple. On les a également prévenus que nous étions disposés à financer les frais d'inspection de maisons engagés au cours des deux années précédentes.

Nous savons donc à quel point les questions de financement les préoccupent, et nous avons étudié tous les fonds supplémentaires auxquels ils pouvaient avoir droit. Nous leur avons déjà fourni des fonds et nous leur avons expliqué que nous étions prêts à débloquer d'autres fonds sur présentation de pièces justificatives et de factures.

Voilà qui devrait répondre à la plupart des questions qui ont été posées. Maintenant, je préfère répondre à vos questions si vous en avez d'autres.

Le vice-président (M. Redway): Merci infiniment, monsieur Williams. M^{me} Duplessis, suivie de M. Skelly.

Mrs. Duplessis: Thank you very much, Mr. Chairman.

Earlier, a member of the Joseph Bighead Band said that the department had been willing to sign treaties with the Tribal Council in order to better control them.

If this is true, does the Department of Indian Affairs control things much more closely than before, or less? Or alternatively, does the department allow the Tribal Council more freedom and let them manage the funds that have been transferred?

Mr. Williams: No, I believe it is the opposite. As I said in the beginning, with the AFA, the alternative funding arrangements, we have initiated a new approach and given the Tribal Council a lot more freedom to develop their own programs.

Generally speaking, with the old contributions, a lot of information had to be forwarded all year round. With the AFA, it is the opposite. An audit report with statistical informations concerning their operations has to be submitted once a year only.

To my mind, the AFA are a very clear indication that we intend to devolve to the natives a lot more power.

[Text]

Mme Duplessis: Vous avez répondu en partie à ma question. Pourquoi avoir attendu aussi longtemps? Et qu'est-ce que vous, du ministère, pouvez faire pour que le différend entre la bande de Joseph Bighead et le Conseil tribal puisse se régler le plus rapidement possible et qu'ils puissent avoir ce qu'ils demandent?

M. Williams: Le Conseil est en contact avec la bande. Ils vont se rencontrer une autre fois la semaine prochaine pour organiser une réunion, et ce, pour tenter de rapprocher les positions et de voir où est la différence.

• 1030

Je ne suis pas certain si ça va régler le problème, mais nous voulons le plus tôt possible essayer de le faire.

Mme Duplessis: Les neufs autres bandes, ça représente combien de personnes?

M. Williams: Six mille personnes.

Mme Duplessis: Six mille?

M. Williams: Environ 3,700 sont sur les réserves, et les autres sont hors réserves.

Mme Duplessis: Merci.

Mr. Skelly: The Joseph Bighead Band representatives told us that they pulled out of the tribal council in November 1988 while the negotiations for the alternative funding arrangement were still going on. Were representatives present at the negotiations for the AFA? We know that they didn't sign the agreement. Were they present at the negotiations? When did they withdraw from those negotiations if they were present?

Mr. Williams: I'm not certain as to who was present and who wasn't. I think a key point is that we recognized when we signed the agreement that they weren't part of it. From our perspective it was recognized. In fact there's a clause in the agreement that recognizes that and that indicates that two years hence funding will be reduced because of that. At the same time, as I said earlier on, we provide the Joseph Bighead Band with what we feel is their required funding under our existing policies. It's in the order of \$2.5 million as well. From our perspective, in any case they weren't short-changed or underfunded because they withdrew from the Meadow Lake Tribal Council.

Mr. Skelly: What you're saying is that they would have received nothing anyway.

Mr. Williams: It's not a question of nothing. They are provided with advisory services in the main from the tribal council.

Mr. Skelly: Here is the tribal council's position. Since they weren't party to the negotiations and they weren't signatories to the agreement, they weren't going to get that anyway. They're not a member of the tribal council, so they're not entitled to this.

Mr. Williams: That's right. They're not entitled to getting those advisory services. If they want advisory services they would be provided with those services from the department.

Mr. Skelly: For two years you're paying for those advisory services to the medical—

[Translation]

Mrs. Duplessis: You have answered my question in part. Why did you wait so long? What can the department do to solve the conflict between the Joseph Bighead Band and the Tribal Council as soon as possible so that they can get what they want?

Mr. Williams: The council is in touch with the band. They are supposed to meet next week in order to set up a meeting and try to reconcile their positions and find out where their differences lie.

I'm not sure whether this will solve the problem, but we do want to do it as soon as possible.

Mrs. Duplessis: How many people are there in the other nine bands?

Mr. Williams: Six thousand people.

Mrs. Duplessis: Six thousand?

Mr. Williams: About 3,700 on the reserves and the rest of them outside.

Mrs. Duplessis: Thank you.

M. Skelly: Des représentants de la bande Joseph Bighead nous ont dit qu'ils s'étaient retirés du conseil tribal en novembre 1988, alors que les négociations sur le mode optionnel de financement n'étaient pas terminées. Est-ce qu'ils assistaient aux négociations? S'ils y avaient participé, est-ce qu'ils se sont retirés par la suite?

M. Williams: Je ne sais pas qui a assisté aux négociations et qui n'y était pas. L'important, c'est qu'au moment de la signature de l'accord, ils n'ont pas participé. Pour nous, c'était une chose entendue. En fait, il y a même une clause dans l'accord qui confirme cela et qui prévoit que le financement sera réduit au bout de deux ans à cause de cette situation. En même temps, comme je l'ai dit au début, nous accordons à la bande Joseph Bighead le financement qui nous semble justifié dans le cadre de nos politiques actuelles. Il s'agit d'une somme de l'ordre de 2,5 millions de dollars également. Nous ne considérons pas qu'ils ont été lésés ou qu'ils ont subi un manque à gagner en se retirant du Conseil tribal de Meadow Lake.

M. Skelly: Autrement dit, de toute façon ils n'auraient rien reçu.

M. Williams: Ce n'est pas comme cela qu'il faut voir les choses. Le conseil tribal assure des services consultatifs à leur intention.

M. Skelly: Voici la position du conseil tribal. Comme ils n'ont pas participé aux négociations, comme ils n'ont pas signé l'accord, ils ne doivent même pas recevoir cela. Ils ne font pas partie du conseil tribal; ils n'y ont donc pas droit.

M. Williams: C'est exact, ils n'ont pas droit à ces services consultatifs et, le cas échéant, ils peuvent les obtenir auprès du ministère.

M. Skelly: Autrement dit, pendant deux ans vous allez payer ces services consultatifs aux services médicaux...

[Texte]

Mr. Williams: No. As I indicated, we're not going to stop paying for those advisory services even after three, four or five years. That's based on a formula that doesn't get diminished simply because one-tenth of the bands have withdrawn. There is still the need for a core number of advisory services. That remains in any case.

Mr. Skelly: Okay. You mentioned that funding arrangements are not linked to treaties. But treaties are pretty important documents. Treaties are documents signed between sovereign entities and they create obligations for both sides. I understand that the Joseph Bighead people would have fulfilled their obligations by surrendering land and certain rights. So they've done that. Is there some provision within the government to recognize the obligations the government has under treaty? You say that these funding arrangements aren't linked to treaty. Has the department examined what its obligations are in terms of devolution of powers to aboriginal people that flow from those treaties?

Mr. Williams: The department itself, as I think was mentioned earlier, has examined or started to examine in certain respects the requirements under treaties. The treaty commissions office that was established essentially has focused on treaty land entitlement issues in Saskatchewan. That's what it was designed to do and that's what it has been doing.

It may, it would seem to me, not be unreasonable to suspect that as that issue becomes resolved it may examine other issues for discussion. It may be this particular one or education or others.

At the same time, the department has just completed or is in the process of completing a reorganization. At the same time, we have recognized the importance of treaties and have, within one of our sectors, established a treaties directorate. While it's just evolving at this point in time, undoubtedly it is going to address issues such as we've just been talking about.

Mr. Skelly: I'm just wondering who is an adherent to a treaty. When the Joseph Bighead Band signed in 1913 on behalf of the band members, do those people cease to be adherents to the treaty and entitled to the government's treaty obligations when they leave the reserve?

Mr. Williams: I'm hesitant to talk a great deal about treaties because we are going to get out of my particular area of expertise. But just following the last part of your question, Indian Affairs provides benefits to status Indians on reserve. That is really the focus of the \$4 billion that we provide.

• 1035

Mr. Skelly: But that's not what the treaties say.

Mr. Williams: Now, some benefits are conveyed to status Indians irrespective of where they live, including, for instance, post-secondary education—from the department's perspective.

Off-reserve Indians in general are funded under provincial jurisdiction, as opposed to the federal Indian Act legislation.

Mr. Skelly: The audit is critical of the department for not maintaining a closer accounting of how funds are spent. You are suggesting that the department would like to see a looser arrangement, whereby moneys are transferred to

[Traduction]

M. Williams: Comme je l'ai dit, nous n'arrêterons pas de payer ces services consultatifs, même pas au bout de trois, quatre ou cinq ans. Il ne s'agit pas d'une formule qui diminue simplement parce qu'un dixième des bandes ont décidé de se retirer. Les services consultatifs demeurent inchangés; c'est une base à laquelle on ne touche pas.

M. Skelly: D'accord. Mais vous avez dit que les ententes de financement n'étaient pas liées à des traités. Or, les traités sont des documents très importants, des documents signés par des entités souveraines, qui créent des obligations pour les deux parties. Je crois comprendre que les gens de Joseph Bighead ont rempli leurs obligations en cédant certaines terres et certains droits. C'est ce qu'ils ont fait. Est-ce que le gouvernement reconnaît ses obligations issues des traités? Vous dites que ces accords de financement ne sont pas liés à des traités. Est-ce que le ministère s'est interrogé sur ses obligations en ce qui concerne la cession de pouvoirs aux autochtones qui découle de ces traités?

M. Williams: Comme je crois l'avoir déjà dit, le ministère a étudié ou commencé à étudier certains aspects des obligations issues des traités. Le bureau des traités qui a été mis en place s'est intéressé principalement aux droits territoriaux issus des traités en Saskatchewan. C'est sa raison d'être. C'est ce qu'il fait.

On pourrait s'attendre, ce serait assez logique, à ce que ce bureau s'intéresse à d'autres questions lorsque celle-ci aura été réglée. Il pourrait s'agir de celle-ci, de l'éducation, ou d'autre chose.

En même temps, le ministère vient de terminer ou est sur le point de terminer une réorganisation. Nous savons quelle est l'importance des traités et, dans l'un de nos secteurs, nous avons mis en place une direction générale des traités. Ce service est en train de s'organiser, mais il se penchera sans aucun doute sur les questions dont nous venons de parler.

M. Skelly: Je m'interroge sur l'identité des adhérents à un traité. La bande Joseph Bighead a signé un traité en 1913 au nom des membres de la bande; lorsqu'ils quittent la réserve, ces gens cessent-ils d'être parties au traité? Qu'en est-il des obligations du gouvernement à leur égard?

M. Williams: J'hésite à entrer dans des détails au sujet des traités, car cela sort de mes compétences. Mais en ce qui concerne la dernière partie de votre question, les Affaires indiennes offrent des services aux Indiens inscrits qui vivent dans les réserves. Les quatre milliards de dollars que nous administrons sont principalement destinés à ces gens-là.

M. Skelly: Mais ce n'est pas ce que disent les traités.

M. Williams: Certains services sont à la disposition des Indiens inscrits, par exemple l'éducation postsecondaire, quel que soit leur lieu de résidence.

En règle générale, les Indiens qui vivent en dehors des réserves sont financés par les provinces et ne relèvent pas directement de la Loi fédérale sur les Indiens.

M. Skelly: La vérification critique le ministère pour n'avoir pas contrôlé de plus près les dépenses. Vous dites que le ministère voudrait voir les règles assouplies, voudrait que l'argent soit transféré aux bandes, celles-ci étant plus libres

[Text]

bands and the bands would have more flexibility in dealing with those funds. There is still the requirement for accountability, both to the government and to Parliament, and in the audit it is indicated that between \$300,000 and \$400,000 that was supposed to go to education in fact didn't go to education. The tribal council argues that although it went to administration, that administration encompassed education as well. It is my understanding that education dollars are not that flexible, even in alternative funding arrangements.

What position does the department take on this? It has come to my attention in other areas as well—the department, in one case, has done a directed audit, and in another case refused to do an audit. What is your response to that criticism in the audit we have before us?

Mr. Williams: The criticism is valid. There is no question. In fact, the Auditor General had historically—maybe for the last 20 years—criticized the department for not properly managing its funding arrangements. Let me talk a little bit about that, because it is important to understand the environment.

Until we started devolution in the last few years, the department operated with maybe 7,000 or 8,000 funding arrangements across the country. To adhere to the terms and conditions properly would require a detailed audit of each and every dollar spent by each and every First Nation. The department had recognized that we couldn't do it. We physically just didn't have enough people to do it right.

So what was the answer? The answer was one of two things. You can either augment the staff of the department tenfold, so that we have a ton of auditors in each region doing it, or you can amend the terms and conditions of the funding arrangements so as to shift the focus from auditing dollars to that of producing results. The focus in going from contributions to flexible transfer payments, or AFA, does just that very thing.

Now, for instance, we would not be concerned if we had funded a First Nation \$100,000 to build three houses. We wouldn't be concerned, and we wouldn't have to take the time and energy to ascertain whether \$98,543 was spent—and ask for the difference back—or \$101,457. What we want to do—what we have to do—is make sure the three houses were built in accordance with code. These new funding mechanisms, therefore, allow us to use far fewer resources, because even this type of attestation would be required by the responsible First Nation—someone authorized to send in to the department the confirmation—so we would therefore require far fewer resources to manage these arrangements.

Secondly, the arrangements are now grouped much more efficiently from an administrative point of view. Instead of 7,000 or 8,000, we have 2,000, so we hope that as we move from here over the next few years, we will be able to manage in accordance to the terms and conditions.

Back then, in the mid-1980s, there is no question that this type of thing was a regular occurrence. I am not condoning it. I am not saying it was right, but we recognize that it had gone on. Frankly, there was no recourse for the department to go ahead and audit each and every transaction. It just couldn't do it.

[Translation]

de le dépenser comme elles l'entendent. Cela n'empêche pas de rendre des comptes au gouvernement et au Parlement et, d'après la vérification, de 300,000\$ à 400,000\$ qui étaient censés servir à l'éducation ont servi à autre chose. Le conseil tribal prétend que cette somme a été consacrée à l'administration, mais est-ce que cela comprenait des services éducatifs? Apparemment, quand l'argent est destiné à l'éducation, la marge de manoeuvre n'est pas très grande, même avec le mode optionnel de financement.

Quelle est la position du ministère? J'ai entendu parler d'autres exemples; dans un cas, le ministère a effectué une vérification dirigée et, dans un autre cas, refusé d'effectuer une vérification. Que pensez-vous de ces critiques de la vérification que nous avons sous les yeux?

M. Williams: Les critiques sont valides, cela ne fait pas de doute. En fait, au cours des 20 dernières années peut-être, le vérificateur général n'a pas cessé de critiquer le ministère et d'observer qu'il n'administrerait pas convenablement ses modes de financement. Permettez-moi de développer un peu cet aspect, car il est important de comprendre les circonstances.

Jusqu'au moment où nous avons commencé la cession des pouvoirs, il y a quelques années, le ministère avait quelque 7,000 ou 8,000 accords de financement dans tout le pays. Pour que les conditions de ces accords soient bien respectées, il aurait fallu vérifier en détail chaque dollar dépensé par chaque première nation. Le ministère savait que c'était impossible, qu'il ne disposait pas de suffisamment de personnel pour cette tâche-là.

Quelle était la solution? Il y avait deux possibilités. On pouvait soit découpler le personnel du ministère, et envoyer une armée de vérificateurs dans chaque région, soit modifier les conditions des ententes de financement pour privilégier les résultats, et non pas la vérification des fonds. En remplaçant les contributions par des paiements de transfert souples, ou les MOF, c'est précisément ce qu'on accomplit.

Maintenant, si nous accordons 100,000\$ à une première nation pour construire trois maisons, nous n'allons pas chercher à savoir si 98,543\$ ont été dépensés, ni réclamer la différence de 1,457\$; nous n'avons ni le temps, ni l'énergie nécessaires. Au lieu de cela, nous nous assurons que les trois maisons ont bien été construites, et qu'elles sont conformes au code. Ces nouveaux mécanismes de financement nous permettent donc d'utiliser beaucoup moins de ressources, car la première nation responsable tient tout autant que nous à obtenir ce genre d'assurance, et elle est prête à faire inspecter les maisons par quelqu'un qui est autorisé à présenter un rapport au ministère. Bref, avec ce type d'accord, nous n'avons pas besoin d'autant de ressources.

En second lieu, sur le plan administratif, ces accords sont aujourd'hui regroupés de façon plus efficace. Au lieu de 7,000 ou de 8,000, nous n'en avons plus que 2,000 et, d'ici quelques années, nous espérons pouvoir les administrer en tenant compte des conditions.

Par le passé, au milieu des années 80, ce genre de chose était loin d'être fréquente. Je n'approuve pas forcément, je ne dis pas qu'on avait raison, mais c'est un état de choses. En fait, le ministère n'avait pas le choix, et il n'était pas question de vérifier chaque transaction; ce n'était pas possible.

[Texte]

I think the solution put in place over the last two or three years is a very practical, pragmatic way of not only allowing us to do our job, but also, as the Auditor General has said, to shift it to results—which is where we want it to be—and allow at the same time the First Nations to take accountability for their own actions, so it really moves us a great way forward.

• 1040

Mr. Skelly: I guess I'm—

The Vice-Chairman (Mr. Redway): If you don't mind, perhaps we'll switch to Mr. Anawak and then come back to you.

Mr. Anawak: Mr. Chairman, I'm sorry I missed part of the introduction. I wonder if you could give me your position and your area of expertise, just for my own satisfaction.

Mr. Williams: I'm the Assistant Deputy Minister of Finance in the Department of Indian Affairs.

Mr. Anawak: So you're involved in the allotment of funds to the various bands or councils and whatnot.

Mr. Williams: To be more specific, I think it's fairer to say that I'm responsible for ensuring that the department gets the funds from Parliament, allocating them out to the regions. Within each region, different funding formulas are undertaken by the regions to allocate it down to the tribal councils and bands.

Mr. Anawak: In your position do you get much chance to travel?

Mr. Williams: I try to. We have roughly 10 or 12 regions. On average, I try to visit one region a month and to visit one or two First Nations when I do travel. That way I can get a much closer perspective as to exactly how the funds are being used.

Mr. Anawak: Have you ever been in Pearse Island? If so, when was the last time?

Mr. Williams: I haven't been there.

Mr. Anawak: When we were talking about the need for the incorporation in order to have that certainty of knowing who to give the money to, what would happen—and this is conjecture on my part—if the Constitution came out and they recognized the inherent right of self-government? Wouldn't that status have to change?

Mr. Williams: Undoubtedly it would, but how it would is something that I would have to give a lot of thought to, obviously. We would have to debate and discuss it within the department and with First Nations.

It gives me an opportunity to emphasize the fact that the department has gotten very clear direction from our ministers that if we're going to introduce any new policies, they're to be done with extensive consultations with First Nations. That's how we operate now. We wouldn't unilaterally undertake any type of policy change or anything of this order of magnitude without comprehensive consultation and discussion.

[Traduction]

La solution qui a été adoptée depuis deux ou trois ans est à la fois très pratique et pragmatique; elle nous permet de faire notre travail, mais en même temps, comme le vérificateur général l'a observé, d'insister sur les résultats, ce qui est le plus important, et de donner aux premières nations le temps d'assumer la responsabilité de leurs propres actes, ce qui nous fait tous beaucoup avancer.

M. Skelly: J'imagine que. . .

Le vice-président (M. Redway): Si vous le voulez bien, nous allons donner la parole à M. Anawak, nous reviendrons à vous ensuite.

M. Anawak: Monsieur le président, je suis désolé d'avoir manqué une partie de l'introduction. Pourriez-vous nous répéter quel poste vous occupez et quel est votre domaine de compétence, car je ne l'ai pas entendu.

M. Williams: Je suis sous-ministre adjoint aux finances au ministère des Affaires indiennes.

M. Anawak: Vous vous occupez donc de l'allocation des fonds aux divers bandes ou conseils, etc.

M. Williams: Si l'on veut être précis, ma tâche est d'obtenir des fonds auprès du Parlement pour le compte du ministère et de les répartir entre les régions. Chaque région adopte ensuite des formules de financement propres pour répartir ces fonds entre les conseils tribaux et les bandes.

M. Anawak: Avez-vous beaucoup l'occasion de voyager dans le cadre de vos fonctions?

M. Williams: J'essaie. Nous avons 10 ou 12 régions. J'essaie d'aller dans une région par mois et, chaque fois, j'essaie de rencontrer une ou deux premières nations. Cela me permet de voir de plus près comment les fonds sont utilisés.

M. Anawak: Êtes-vous déjà allé à l'île Pearse? Si oui, à quand remonte votre dernier voyage?

M. Williams: Je n'y suis jamais allé.

M. Anawak: On a dit plus tôt qu'il faudrait que les récipiendaires soient constitués en société pour qu'on sache à qui va l'argent. C'est une supposition de ma part, mais si la Constitution reconnaissait le droit à l'autonomie gouvernementale, dans quelle mesure cette situation changerait-elle?

M. Williams: Il est certain que cela changerait les choses, mais il faudrait que j'y réfléchisse beaucoup plus avant de pouvoir vous répondre. Il faudrait en discuter au ministère et avec les premières nations.

Cela me donne l'occasion d'insister sur un aspect important: nos ministres nous ont donné des instructions très claires et nous ont dit que si nous voulions mettre en place de nouvelles politiques nous devons commencer par consulter abondamment les premières nations. C'est précisément ce que nous faisons à l'heure actuelle. Nous n'avons aucunement l'intention de changer nos politiques unilatéralement ou d'introduire de telles innovations sans des consultations et des discussions exhaustives.

[Text]

Mr. Anawak: At the end of your answer to Mr. Skelly, you said something about the need for more accountability by the band for the funds. As a result, you did whatever you had to do. This implies to me that before you did that, however you did it, there was really not much of an accountability.

Mr. Williams: If you look at the funding mechanism of a contribution agreement, it did call for an audit. That audit was one clear method of ensuring that accountability went from the First Nations government to its constituencies. My point was that before, we couldn't follow up as rigorously as we ought to have.

The new funding arrangements also call for audit and feedback. Because we have sufficient or more available time, we do try to make sure this takes place. I think it's important to recognize that the system isn't perfect. We're talking about a great number of First Nations, a large number of tribal councils. Frankly, we're all learning at the same time. We're going to make mistakes.

There potentially will be some moneys not used for purposes intended that ought to have been. We hope the audits are going to catch this. We hope we will be able to follow up and address this situation with the tribal council or First Nations. But devolution implies a certain degree of risk. One has to accept that.

Without question, benefits that have accrued to First Nations in terms of their gaining capacity to manage significant programs have been very significant. But problems will arise from time to time.

Mr. Anawak: This still implies to me that you want to do this audit so that you can find out for sure if bands are not using the funds the way they're supposed to be using them. How about before they get to the band, when they are identified at this level, when they are identified for whatever the case may be? What about before they go to the bands? Is there that accountability or is there that audit that would ensure the Department of Indian and Northern Affairs is following its mandate in allocating the funds where they should go rather than putting them into use where they were not intended?

• 1045

Mr. Williams: When the department allocates funds out to regions and they cascade down to tribal councils or First Nations, those funds are now done essentially based on a formula. There's large-scale, data base collecting of information. Based on that, and operating within our approved authorities, I can confidently say we provide the funds in accordance essentially with need and available dollars on a consistent basis to the First Nations and the tribal councils.

The question is, what do they do with those funds during the course of the year they are using them? I want to clarify that the audit performed at the end of the process is an audit done by them for them and their band members. We ask for a copy of it because it allows us to maintain our accountability, but it's not a departmental audit. It is a First Nation or tribal council audit on their funds.

[Translation]

M. Anawak: À la fin de votre discussion avec M. Skelly, vous avez dit que les bandes devaient mieux rendre compte des fonds qu'elles dépensaient. Par conséquent, vous avez fait que vous aviez à faire. J'en conclus que par le passé cela n'était pas le cas, et qu'il n'y avait guère d'obligation de rendre compte en matière financière.

M. Williams: Si vous examinez le mécanisme de financement d'une entente de contribution, il prévoit une vérification. Cette vérification permettait de s'assurer que les gouvernements des premières nations rendent des comptes aux gens devant lesquels ils sont responsables. Ce que je vous ai dit, c'est que jadis nous n'étions pas aussi rigoureux que nous aurions dû l'être.

Les nouvelles ententes de financement prévoient également une vérification et des rapports. Cela dit, comme nous avons plus de temps aujourd'hui, nous essayons de contrôler cela de plus près. Il faut savoir que le système n'est pas parfait, qu'il y a beaucoup de premières nations, beaucoup de conseils tribaux et que nous faisons tous notre propre apprentissage. Des erreurs sont inévitables.

Il est toujours possible que des fonds soient utilisés à des fins qui n'étaient pas prévues. Nous espérons que les vérifications permettront de retracer ces incidents et d'effectuer un suivi avec le conseil tribal ou les premières nations. Mais la cession de pouvoir implique certains risques, il faut s'y résigner.

Cela dit, il est certain que le nouveau système présente de très grands avantages pour les premières nations, qui peuvent mieux administrer des programmes importants. Mais évidemment, il y aura toujours des problèmes de temps en temps.

M. Anawak: J'en déduis tout de même que vous tenez à cette vérification pour vous assurer que les bandes utilisent bien les fonds aux fins prévues. Et avant d'être versés, lorsque les fonds sont identifiés pour quelque raison que ce soit, quand est-il au juste? Exigez-vous des comptes, faites-vous une vérification qui vous permet de déterminer que le ministère des Affaires indiennes et du Nord s'est bel et bien acquitté de son mandat et que les fonds alloués ne servent pas à d'autres fins que celles qui avaient été prévues?

M. Williams: Essentiellement, le ministère s'appuie sur une formule pour allouer des fonds aux régions qui les versent ensuite aux conseils tribaux ou aux Premières nations. Je peux affirmer catégoriquement qu'en nous aidant d'une base de données exhaustive où nous recueillons de nombreuses informations et conformément au mandat qui nous a été confié, nous versons des fonds aux Premières nations et aux conseils tribaux de façon uniforme, selon leurs besoins et selon les ressources financières disponibles.

Il reste à se demander ce que font les bandes de ces fonds au cours de l'année? Je tiens à préciser que la vérification de fin d'année est effectuée par les bandes afin de satisfaire leurs propres exigences et celles de leurs membres. Nous en demandons copie afin de nous permettre de suivre ce qui se passe, mais il ne s'agit pas d'une vérification ministérielle. Il s'agit de la vérification de leurs propres fonds par une Première nation ou un conseil tribal.

[Texte]

If in fact that independent audit determines funds were not used appropriately, then the onus is certainly on both the department and the First Nation band members themselves to discuss this with their government, be it band government or tribal council government.

Mr. Anawak: When you identify the funds where the allocation is going to go, where does the money originate from and how long before it gets to the band?

Mr. Williams: The funds originate from the regional office. Sometimes—

Mr. Anawak: I'm sure the funds don't necessarily originate from the regional office because they have to be identified here.

Mr. Williams: That's right. It goes from the government appropriation to the headquarters that does the analysis and out to each region. From each region—in some cases they're district offices, sometimes they aren't—it cascades down to tribal councils and to bands.

It's important to note too that generally speaking AFAs do not identify dollars by band. They are identified global amounts. It doesn't specify because you have this band, you have such and such an amount. That's how it cascades down to each First Nation or tribal council.

Mr. Anawak: So because they go through this whole process there is some room for—I wouldn't say misuse, but the allocation could be redirected before it gets to that final level.

Mr. Williams: Let me comment on that. In my judgment the funds that get allocated by the department from Parliament to the First Nations are by and large fair and equitable in accordance basically with formulas that are now allocated out. These were put in place over the last few years to ensure consistency and fairness. This is not a science though.

Undoubtedly there may be some questions where someone gets a little bit more than he or she is entitled to and others perhaps get a little bit less. I think by far the vast extent of funds are funnelled down to the First Nations to use for specific purposes that they are comfortable with.

During the course of the year, there is no question that there is an incentive on them to deliver these programs more efficiently than I could. That's why they are there, and funds that are surplus after that can in fact be used at their own discretion. That's good in my view. There's an incentive built in to try to do something more efficiently than the Crown could. If they can, they've got this incentive to go and do other things for their community that their community feels to be worthwhile.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): We'll come back to you, Mr. Anawak. Madame Duplessis.

Mme Duplessis: Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur le sous-ministre, dans les documents que le Conseil de bande de Joseph Bighead a déposés, il est fait mention du cas de fraude criminelle contre le Conseil tribal de Meadow Lake.

[Traduction]

Évidemment, si au cours de ces vérifications indépendantes, on constate que les fonds n'ont pas été utilisés comme il se devait, il revient alors certainement et au ministère et aux membres de la bande des Premières nations de soulever la question auprès de leur gouvernement qu'il s'agisse d'un gouvernement de bande ou d'un conseil tribal.

M. Anawak: Une fois que vous avez décidé d'attribuer des fonds, où vous procurez-vous l'argent et combien de temps faut-il avant que cet argent soit versé à la bande?

M. Williams: Les fonds proviennent du bureau régional. Il arrive parfois. . .

M. Anawak: Je ne pense pas que les fonds proviennent nécessairement du bureau régional puisque la répartition doit se faire ici.

M. Williams: En effet. Les fonds sont transférés du fonds du revenu consolidé au budget du siège social du ministère où se font les analyses, puis à chaque région. De chaque région—dans certains cas il s'agit de bureaux de district—les paiements sont faits aux conseils tribaux et aux bandes.

Il faut noter que d'une façon générale, les MOF ne sont pas ventilés par bande. Il s'agit de montants globaux. On ne précise pas que pour telle bande, on aura telle somme. C'est ainsi que se fait l'affectation des crédits à chaque Première nation ou conseil tribal.

M. Anawak: Donc à cause de cette longue procédure, il y a des possibilités—je ne dirai pas détournement, mais les crédits pourraient être réattribués avant d'arriver au dernier niveau.

M. Williams: Permettez-moi de dire quelques mots à ce sujet. À mon avis, les fonds que le ministère obtient du Parlement pour les Premières nations sont dans l'ensemble attribués de façon juste et équitable, selon des formules que nous avons mis au point ces dernières années dans le but d'assurer l'uniformité et l'équité. Toutefois, il ne s'agit pas d'une science.

On peut certainement se demander pourquoi quelqu'un obtient un peu plus que ce à quoi il a droit et quelqu'un d'autre un peu moins. Toutefois je pense qu'on peut dire que dans l'ensemble, les fonds sont versés aux Premières nations à des fins qui leur conviennent.

Incontestablement, les Premières nations sont suffisamment motivées pour offrir ces programmes au cours de l'année d'une façon plus efficace que je ne pourrais le faire. C'est pourquoi nous procédons ainsi, et tout excédant peut ensuite servir à la discrétion des bandes. C'est une excellente méthode à mon avis. On encourage ainsi les bandes à essayer de faire quelque chose de façon plus efficace que la Couronne. Lorsqu'elles le peuvent, elles font quelque chose que leur collectivité juge utile.

Le vice-président (M. Redway): Nous reviendrons, monsieur Anawak. Madame Duplessis.

Mrs. Duplessis: Thank you very much, Mr. Chairman.

Mr. Williams, in the documents tabled by the Joseph Bighead Band Council, there is mention of a criminal fraud case against the Meadow Lake tribal council.

[Text]

• 1050

Je veux savoir comment réagit le ministère quand il y a une allégation de fraude. Est-ce que vous faites une enquête? Est-ce que vous faites quelque chose? Ceci rejoint un peu les questions que mon collègue, qui a parlé précédemment, a posées. Ou alors, continuez-vous à donner des subventions, même si vous savez que l'administration n'a pas été correcte ou n'est pas correcte?

M. Williams: Quand quelqu'un nous fait part d'une plainte ou quand nous apprenons, de quelque façon que ce soit, qu'il y a un problème d'administration, nous procédons à un examen. L'examen peut se faire de beaucoup de façons. Dans cette situation, nous avons établi un examen global mais dans d'autres occasions, ce sera peut-être seulement une enquête menée par le directeur général des bandes qui examinera les faits ou par un vérificateur.

Mais dans chaque situation, quand quelqu'un nous informe qu'il y a peut-être un problème, nous devons agir; et nous le faisons à chaque occasion. Dans cette situation-ci, nous avons fait faire un examen très détaillé par deux personnes très compétentes.

Mme Duplessis: Votre réponse me convient.

Mr. Skelly: You mentioned, Mr. Williams, in an answer to Mr. Anawak that the government gives money to First Nations. But in fact I don't know of anywhere in the budget or the estimates where we give money to First Nations. We give money to the Department of Indian Affairs to spend for the purposes of First Nations. In fact I think that's one of the issues being brought up here by the Joseph Bighead band. They feel the Department of Indian Affairs is getting in the way of treaty payments that are due from the government directly to First Nations, almost as transfer payments, and that the department is an intervenor that is imposing conditions that aren't in the treaty.

You're not in a position, I'm sure, to deal with that, that is a parliamentary responsibility. But I am concerned that devolution in some cases is being used as an excuse for the department's lack of accountability: we've given this money to First Nations, we know what purpose it's supposed to be used for, but we're going through this process of devolution; they now have more responsibility; therefore, if you're concerned about accountability, go talk to them.

I know that sometimes between the bands who are recipients of these funds and district staff there's a certain amount of intimidation that goes on when money is given or money is refused because of the lack of accountability. Then there's a certain amount of intimidation that comes from the band to the district staff: we are independent; you want us to be more independent, why do we have to account to you for every penny?

I also know that a circular has gone around to regional and district staff suggesting that there have been problems with accountability. And in some cases district and regional staff have allowed bands or tribal councils to approach

[Translation]

I'd like to know how the Department reacts to allegations of fraud. Do you investigate? Do you do something? I'm interested in the same things as my colleague who spoke previously. On the other hand, do you continue to give grants knowing that the funds have not been well managed or are not well managed?

Mr. Williams: When we receive a complaint or when we learn, by whatever means, that there is a management problem, we investigate. This can be done in a number of ways. In the case you mentioned, we undertook a global investigation, but in other cases, we might simply ask the Director General of Bands to examine the facts or we might ask an auditor.

In every case, when we are informed that there may be a problem, we must act; and we always do. In this case, we asked two very capable people to conduct an indepth investigation.

Mrs. Duplessis: I'm convinced.

M. Skelly: Vous avez mentionné, monsieur Williams, en réponse à M. Anawak, que le gouvernement donne de l'argent aux Premières nations. Mais en fait, à ma connaissance, il n'est pas fait mention dans le budget ou dans les prévisions budgétaires de cet argent que nous donnons aux Premières nations. Nous accordons des crédits au ministère des Affaires indiennes qui doit les consacrer aux Premières nations. En fait, c'est justement je pense une des questions que soulèvent ici les représentants de la bande Joseph Bighead. Ils estiment qu'il y a ingérence du ministère des Affaires indiennes dans le versement des paiements prévus par traité, que le gouvernement est censé verser directement aux Premières nations, un peu comme des paiements de transfert, et qu'il y a ingérence de ministère puisqu'il impose des conditions qui ne sont pas prévues au traité.

Vous n'êtes pas en mesure de répondre à ces allégations puisqu'il s'agit là d'une question de responsabilité parlementaire. Par contre, je m'inquiète à l'idée que dans certains cas, on invoque la délégation de pouvoir pour justifier l'absence d'obligation de rendre compte du ministère: nous avons versé cet argent aux premières nations, nous savons à quoi il est destiné, mais nous sommes en plein processus de délégation; les bandes ont maintenant plus de responsabilités et par conséquent, si vous voulez des comptes, ce sont les bandes qu'il faut voir.

Je sais que parfois, les bénéficiaires de ces fonds et le personnel de district jouent un jeu d'intimidation, que ce soit lorsque les fonds sont accordés ou refusés, faute d'imputabilité ou parce que les bandes disent au personnel du district: Nous sommes indépendants; vous voulez que nous soyons plus indépendants alors pourquoi voulez-vous que nous justifiions chaque sou dépensé?

J'ai également appris qu'une note de service a été distribuée au personnel régional et de district au sujet de certains problèmes d'imputabilité. Il semblerait que dans certains cas, au niveau du district ou de la région, le

[Texte]

insolvency without any steps being taken by the district and regional staff, who knew this was happening, to require more accountability and require that moneys be spent for the purposes of the people whom Parliament voted it to be spent on.

One case I was in touch with your department on was the Nanaimo Band, where you did a directed audit. In another case, which is the Gull Bay Band in Ontario, money was allocated to that band and continued to be allocated to that band by district staff out of Thunder Bay, even though they knew there hadn't been a legally constituted band meeting for over a year and that there was a requirement in law for those band meetings to take place. Money was spent based on band council resolutions that weren't passed at duly constituted meetings; the chief simply went around to the people who supported him and had the resolutions signed without a duly constituted meeting. Yet in that case, the department refused to do an audit.

• 1055

In fact when the new chief refused to sign an audit that was done by the previous chief-in-council, the government told them they wouldn't get any money until they signed off that audit, even though he knew some of the information in the audit had either been falsified or couldn't be supported with documents that any professional auditor would require.

You say you don't have enough staff to do all the auditing that is required. There isn't a great number of violations that take place, but it seems to me that when violations do take place the same enforcement isn't applied in every case.

Mr. Williams: You raise a number of crucial issues because of the accountability that maybe I can clarify.

First, if I left the impression that the department and our minister do not seek clear accountability from him back to Parliament, that is not the case. The issue of accountability is very complex in our department, but in the same way that there is now additional accountability for First Nation governments to their constituencies, we have not at the same time diminished at all the minister's accountability back to Parliament. What we have tried to do is focus it in a much more practical way by focusing on results. If in fact you look at our part III of the estimates that is being tabled today, you will see within each and every sector considerable information on the results achieved with the funds that were provided.

We are by no means perfect, and in fact a great deal of time and effort is going to be spent this year trying to provide better information for you so you can better ascertain exactly how the moneys are being spent. We are in fact working with First Nations in trying to define the data that we think our minister needs so that he can in fact report back to government. We recognize completely the importance of accountability back to Parliament for the dollars spent. We also recognize the indebtedness problem. We have a policy that suggests that if a band gets into deficit equal to roughly one-twelfth of its budget that in fact financial management plans ought to be put in place. Frankly, we have too many of these, and we recognize it.

[Traduction]

personnel a permis aux bandes ou aux conseils tribaux d'en arriver au seuil de la faillite sans prendre de mesures, si on était au courant, même si on aurait dû exiger que des comptes soient rendus et que les fonds soient consacrés aux fins prévues par le Parlement.

J'ai justement communiqué avec votre ministère au sujet de la bande Nanaimo et vous avez effectué une vérification directe. Dans un autre cas, celui de la bande Gull Bay en Ontario, le personnel de district à Thunder Bay a alloué des crédits à cette bande et a continué à le faire, même en sachant qu'il n'y avait pas eu de réunion de bande, comme prévu par la loi, depuis plus d'un an. La bande dépensait en se fondant sur des résolutions du conseil de bande qui n'avaient pas été adoptées à des réunions dûment convoquées; le chef faisait simplement la tournée de ses promoteurs et faisait signer les résolutions sans tenir de réunions officielles. Et pourtant, le ministère a refusé d'entreprendre une vérification.

En fait, lorsque le nouveau chef a refusé de signer le rapport de vérification préparé par le chef et conseil précédent, le gouvernement lui a dit qu'il n'obtiendrait rien tant qu'il n'aurait pas signé le rapport de vérification, même s'il savait que certains renseignements avaient été falsifiés ou n'étaient pas appuyés des pièces justificatives qu'un vérificateur professionnel exigerait.

Vous prétendez ne pas avoir suffisamment de personnel pour entreprendre toutes les vérifications nécessaires. Le nombre d'infractions n'est pas très grand, mais il me semble que lorsqu'il y en a, vous ne réagissez pas toujours de la même façon.

M. Williams: Vous soulevez plusieurs questions cruciales associées à l'obligation de rendre compte au sujet desquelles je peux peut-être apporter quelques précisions.

Tout d'abord, si je vous ai donné l'impression que le ministère ou le ministre ne souhaite pas rendre compte directement au parlement, ce n'est pas du tout le cas. La question de l'imputabilité est très compliquée au ministère, mais ce n'est pas parce que les gouvernements des Premières nations ont maintenant des comptes supplémentaires à rendre à leurs membres que nous avons réduit l'exigence qu'a le ministre de rendre compte au Parlement. Nous avons essayé d'être plus pratiques en mettant l'accent sur les résultats. Si en fait, vous regardez la partie III du budget des dépenses qui a été déposé aujourd'hui, vous constaterez que pour chaque rubrique, on trouve des données détaillées sur les résultats atteints pour l'argent reçu.

Ce n'est pas encore parfait, et en fait, nous allons consacrer beaucoup de temps et d'efforts cette année à essayer d'améliorer l'information de façon à vous permettre de voir exactement comment l'argent est dépensé. Nous travaillons de concert avec les Premières nations afin d'essayer de déterminer de quelles données notre ministre a besoin pour s'acquitter de son obligation de rendre compte au gouvernement. Nous reconnaissons l'importance de rendre compte au Parlement. Nous sommes également au courant du problème d'endettement. Notre politique prévoit que si une bande accuse un déficit d'environ un douzième de son budget, il faut mettre en place un plan de gestion financière. Or justement ces plans sont trop nombreux, nous le reconnaissons.

[Text]

We are trying to work with our regional people, who work with the First Nations. We allow them to go ahead and hire competent financial advisers in order to develop financial management plans to address the situation.

It is unquestionably a problem, a valid one that you have identified. It is not an easy one to solve, but I certainly don't think the answer is taking back responsibility for program management. That isn't it. What we have to try to do is provide them with better training and assistance so that in fact heretofore they can get themselves out of the deficit situation and manage their programs effectively.

The other point I wanted to clarify, because obviously it was not clear before, is that I am not saying that we don't have sufficient resources—to the contrary. I think putting in place these new funding mechanisms has allowed us to use our very reduced resources where they ought to be properly applied, just ensuring that we get the proper accountabilities back from First Nations on results. A lot of the responsibility with the increased resources now falls to the First Nations to provide that to their constituencies as well as back to the government.

Mr. Anawak: These funds that are allocated, are they all conditional, or is there a percentage—

Mr. Williams: As I said, there is a spectrum. At the far end of the spectrum, administratively there are some grants. Grants are provided in the main for band governments to hire advisers. We give them a block of funds as a grant and say that they may hire the number of advisers they think they need. We specify what we think they ought to do, but they can hire more people at a lesser salary, and we don't audit that at all. That is an unconditional payment. That forms a very small part of the total funding we provide. Our grants and contributions are of the order of \$2.5 billion. A very small part of that is going to be grants.

• 1100

By and large, the funds that are provided under AFAs or flexible transfer payments are for the big items: education, \$700 million, a similar type of thing for social payments, capital; these are the three big components that total \$2.4 billion of our budget, and these amounts are given with certain conditions.

As I said, the conditions that are attached to them, depending on what mechanism. . . If they are under AFA, for instance, they have more flexibility in program design with education than if they are not under AFA. So there are always conditions, but the conditions diminish as one becomes more competent and gets into a funding arrangement that is less restrictive.

Mr. Anawak: Obviously the system is now fairly well established, but I just wondered what process is used to find out whether this particular band needs more capital money than the year before, or more O and M. Who participates in determining that?

[Translation]

Nous essayons de travailler en collaboration avec notre personnel régional, qui lui travaille avec les Premières nations. Nous permettons aux bandes d'embaucher des conseillers financiers compétents afin d'élaborer des plans de gestion financière.

Incontestablement, vous avez relevé là un problème tout à fait réel. Il ne sera pas facile de lui trouver une solution, mais je ne pense pas que la solution consiste à reprendre la responsabilité en matière de gestion des programmes. Pas du tout. Nous essayons de donner aux membres des bandes une meilleure formation et de l'aide, dans l'espoir qu'ils se sortiront du déficit et géreront leurs programmes de façon efficace.

Je voulais également préciser, car manifestement ce n'était pas clair, que je ne dis pas que nous n'avons pas suffisamment de ressources—au contraire. Je pense que ces nouveaux mécanismes de financement nous ont permis d'utiliser très efficacement nos ressources extrêmement réduites, en veillant à ce que les Premières nations justifient les résultats obtenus. Ce sont les Premières nations qui, à la suite de l'augmentation de leurs ressources, ont la responsabilité accrue de rendre compte à leurs membres ainsi qu'au gouvernement.

M. Anawak: Ces crédits alloués, sont-ils assortis de conditions ou sont-ils proportionnellement. . .

M. Williams: Comme je l'ai dit, la gamme est très variée. A une extrémité, il y a des subventions qui doivent essentiellement servir à permettre aux gouvernements des bandes d'engager des conseillers. Nous allouons un bloc de financement sous forme de subventions et permettons aux bandes d'engager le nombre requis de conseillers. Nous précisons ce que nous leur conseillons de faire, mais les bandes peuvent engager un plus grand nombre de conseillers à un salaire moindre, nous ne faisons pas de vérification. Il s'agit donc d'un paiement inconditionnel. Toutefois, cette formule ne représente qu'une toute petite partie du financement global. Nos subventions et contributions s'élèvent à 2,5 milliards de dollars. Les subventions n'en représentent qu'un infime partie.

De façon générale, le financement prévu aux termes des MOF ou des paiements de transfert est souple et destiné à des dépenses importantes: éducation, 700 millions de dollars, une somme semblable pour les services sociaux, les immobilisations; il s'agit des trois grandes composantes de notre budget total de 2,4 milliards de dollars, et ces fonds sont assortis de certaines conditions.

Comme je l'ai dit, ces conditions dépendent des mécanismes. . . s'il s'agit par exemple de MOF, les récipiendaires ont une plus grande souplesse pour ce qui est de la conception de leur programme d'éducation que dans le cas contraire. Il y a donc toujours des conditions, mais celles-ci sont moins nombreuses au fur et à mesure que les récipiendaires deviennent plus compétents et concluent des accords de financement moins restrictifs.

M. Anawak: Évidemment, le régime est maintenant assez bien établi, mais je me demande comment vous déterminez si une bande en particulier a besoin d'un budget d'immobilisation ou d'un budget de fonctionnement et d'entretien supérieur à celui de l'année précédente. Qui le détermine?

[Texte]

Mr. Williams: Each year, as we go through the standard government resourcing cycle, in the field in each region directors of different program areas—or as we now call them, funding offices within our offices—do in fact meet with each band or tribal council trying to get a clear understanding about where their needs are: more students, fewer students, more need for social assistance, their capital situation, has it changed or not since the previous plan had been prepared, what has been accomplished in the previous year.

So there are extensive consultations that go on at the individual band or tribal council level to define their needs over the coming year or years in all areas, not just capital, education, and social, although those are the three big ones.

Mr. Anawak: On something else entirely different, you were mentioning that if there is a complaint filed by whoever about a particular band, there would be some kind of a process to ensure that you look into the complaint. What about the other way? What if the band complains about particular sections of your department?

Mr. Williams: Certainly, equally, I would say. If a band complains about something that has gone wrong in headquarters or in one of the regional offices, that correspondence is looked at very seriously. We will investigate the issue; we will talk to the people that have been perhaps mentioned; we will get back to the First Nation or tribal councils as to what had happened. That is part of providing appropriate levels of service, and I would argue that we would have to do that in all cases.

If there are instances you are aware of where we haven't done that, I would appreciate knowing about them so I could follow up.

Mr. Anawak: I will do that.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): I have some questions as well, Mr. Williams.

As I understand it, you don't quarrel at all with the fact that at the time the AFA was signed with the tribal council at Meadow Lake, the Joseph Bighead Band was not a part of that.

Mr. Williams: That is correct.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): But notwithstanding that fact, the AFA provided funding to take into account the Joseph Bighead Band with the transitional arrangements that it would be phased out. To my mind, that seems rather incredible that the department, or whoever was doing this, recognizing that somebody was not a party to this agreement, would provide some funds to look after them under this agreement. Have you any knowledge or comment on that whatsoever?

Mr. Williams: Well, I think we have to look at the environment at the time, and we are talking about something that was just being initiated and inaugurated and we are all learning from it. I think it was clearly our feeling—

The Vice-Chairman (Mr. Redway): In this case, then, the department may have to learn financially by its mistakes, is that correct?

[Traduction]

M. Williams: Chaque année, au cours du cycle normal d'évaluation de ressources gouvernementales, les directeurs régionaux des divers programmes—ou comme nous les appelons maintenant les services de financement de nos bureaux—rencontrent les représentants de chaque bande ou conseil tribal afin d'essayer de comprendre clairement quels seront leurs besoins: augmentation ou diminution du nombre d'étudiants, besoin accru de l'assistance sociale, la situation en matière d'immobilisations, a-t-elle changée depuis le dernier plan, qu'est-ce qui a été accompli l'année précédente?

Nous entreprenons donc des consultations intensives avec les bandes ou les conseil tribaux afin d'évaluer les besoins pour l'année ou les années à venir dans tous les domaines, pas uniquement les immobilisations, l'éducation et les programmes sociaux, bien qu'il s'agisse là des trois principaux secteurs.

M. Anawak: Passons à un sujet tout à fait différent. Vous avez mentionné que si vous recevez une plainte au sujet d'une bande en particulier, vous avez tout un mécanisme en place pour examiner cette plainte. Et l'inverse? Si une bande se plaint d'un service précis de votre ministère?

M. Williams: Certainement, c'est la même chose, je pense. Si une bande se plaint qu'il y a eu une erreur au siège social ou à l'un des bureaux régionaux, nous examinons cette correspondance très attentivement. Nous faisons enquête; nous parlons peut-être aux personnes mentionnées; et nous faisons un suivi, nous communiquons aux Premières nations ou aux conseils tribaux ce qui s'est passé. Cela fait partie d'un niveau approprié de services et je dirais que c'est ce que nous faisons dans tous les cas.

Si vous avez connaissance de cas où nous n'avons pas agi ainsi j'aimerais que vous me le disiez afin que je puisse y regarder de plus près.

M. Anawak: C'est ce que je ferai.

Le vice-président (M. Redway): J'ai moi aussi quelques questions, monsieur Williams.

Si je comprends bien, vous ne contestez pas le fait que la bande Joseph Bighead n'était pas là lorsque le MOF a été signé avec le Conseil tribal de Meadow Lake.

M. Williams: En effet.

Le vice-président (M. Redway): Néanmoins, le MOF prévoyait des dispositions de financement transitoire à l'intention de la bande Joseph Bighead prévoyant un retrait progressif. À mon avis, il me semble assez incroyable que le ministère, ou les responsables, sachant que cette bande n'était pas partie à l'accord y prévoient des fonds à son intention. Êtes-vous au courant de cette affaire, avez-vous des commentaires à ce sujet?

M. Williams: Je pense qu'il faut tenir compte de la situation à l'époque; il s'agissait d'un mécanisme qui n'en était qu'à ses débuts et nous étions tous en période d'apprentissage. Je pense que très clairement, nous avions l'impression. . .

Le vice-président (M. Redway): Dans ce cas, le ministère devra peut-être payer pour tirer une leçon de cette affaire, n'est-ce pas?

[Text]

Mr. Williams: Oh, absolutely. There is no question that these new mechanisms are very new. Nobody had them; nobody has them other than Indian Affairs.

• 1105

The Vice-Chairman (Mr. Redway): So the department's prepared to make sure that if Joseph Bighead Band hasn't received funds, it'll get them —

Mr. Williams: Absolutely.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): —even though it's already paid them to the tribal council. So you're not taking the position, then, of just letting the tribal council and Joseph Bighead Band fight it out to see about this. The department is prepared to compensate Joseph Bighead for legitimate expenses. Is that right?

Mr. Williams: Yes, and I think the key word there is "legitimate".

The Vice-Chairman (Mr. Redway): I understand that.

With respect to the legitimate expenses, as I understand the testimony of Joseph Bighead, they provided documentation with respect to their claim to that competent investigation we referred to here. You have all that documentation and your people in Saskatchewan have all that documentation. What day next week are your people sitting down with Joseph Bighead Band?

Mr. Williams: I'm not aware that it's been confirmed, but I can confirm it today.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Maybe before we adjourn this hearing you can confirm this. Is that possible? If you don't mind, Mr. Williams, maybe we can just work this out and get it all set up.

Mr. Williams: Absolutely.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): So they'll have all that documentation and you'll sit down and work this all out. Let me just get clear in my mind the things in the AFA for which the funding would normally go in the band if there wasn't an AFA. Tell me what those are.

Mr. Williams: There are different kinds of AFA. In this particular AFA, a tribal council is not delivering services by and large to the bands, the bands are doing it on their own for education, for social programs.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): So they're already getting that money and Joseph Bighead is already getting this money.

Mr. Williams: That's right. They're getting about \$2.5 million.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): It has been over this period of time.

Mr. Williams: That's correct, and this is why I said at the beginning that the tribal council gets about \$5 million, the bands get about \$25 million. What does the tribal council do? The big chunk of what they get is for providing the

[Translation]

M. Williams: Parfaitement. Incontestablement, ces nouveaux mécanismes sont très nouveaux. Personne n'avait conclu d'ententes semblables; personne d'autres que les Affaires indiennes n'en conclut actuellement.

Le vice-président (M. Redway): Donc le ministre est disposé à veiller à ce que la bande Joseph Bighead reçoive les fonds si elle ne les a pas reçus.

M. Williams: Parfaitement.

Le vice-président (M. Redway): . . . même si vous les avez déjà versés au conseil tribal. Vous n'allez pas prétendre que le conseil tribal et la bande Joseph Bighead doivent maintenant tirer cela au clair ensemble. Le ministère est disposé à indemniser la bande de ses dépenses légitimes, est-ce exact?

M. Williams: Oui, et je pense que «légitime» est le mot clé.

Le vice-président (M. Redway): Je comprends.

À ce sujet, si j'ai bien compris le témoignage de Joseph Bighead, la bande a fourni les pièces justificatives aux enquêteurs compétents dont nous avons parlé ici. Vous avez toute cette documentation, tout comme votre bureau de la Saskatchewan. Quelle journée la semaine prochaine votre personnel va-t-il rencontrer les représentants de la bande de Joseph Bighead?

M. Williams: À ma connaissance, ce n'est pas encore confirmé, mais je peux le confirmer aujourd'hui.

Le vice-président (M. Redway): Peut-être pourriez-vous le confirmer avant que nous ne levions la séance aujourd'hui. Serait-ce possible? Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, monsieur Williams, peut-être pouvons-nous en discuter et prendre les dispositions maintenant.

M. Williams: Certainement.

Le vice-président (M. Redway): Donc vous aurez toute la documentation en main et on pourra tirer tout cela au clair. Maintenant, j'aimerais bien comprendre à quoi sert au juste le financement versé au terme du mode optionnel de financement. Quels postes budgétaires sont inclus.

M. Williams: Il y a différents genres de MOF. Dans ce cas particulier, le conseil tribal n'offre aucun service aux bandes. Celles-ci sont responsables de leurs propres programmes éducatifs et sociaux.

Le vice-président (M. Redway): Donc les bandes reçoivent déjà cet argent et la bande de Joseph Bighead reçoit déjà cet argent.

M. Williams: En effet. Elle touche environ 2,5 millions de dollars.

Le vice-président (M. Redway): Pendant toute cette période.

M. Williams: En effet, et c'est pourquoi je disais au début que le conseil tribal touche environ cinq millions de dollars et que les bandes reçoivent environ 25 millions de dollars. Quelles sont les responsabilités du conseil tribal? La

[Texte]

advisory services the department heretofore was providing. Advisory services for financial management, for technical services, for community-based planning, for economic development. Those would be the types of activities they would be funded for. In addition, this particular tribal council runs a secondary school, and a big chunk of their other money goes to them specifically to provide the funding for that secondary institution and the infrastructure that surrounds it.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): What would have happened if there'd been no AFA agreement with respect to that money and with respect to Joseph Bighead? Would Joseph Bighead have received a portion of this money?

Mr. Williams: No.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): It's just because there's a special school and a special arrangement. Is that what you're saying?

Mr. Williams: That's right. Unless you're a band of a certain size, over 2,000, you don't get compensated for advisory services. You'd have to go to the government, to the region who provides you with that type of service.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Has the government or the region been providing Joseph Bighead over all this period of time with all those advisory services?

Mr. Williams: I can't unequivocally say yes or no to that.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): This is something you will work out in a meeting.

Mr. Williams: Sure, but the point is I'm confident that if the Joseph Bighead Band wants some advice in any of these areas, our officer would in fact comply with it.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Can I ask you now to make these arrangements for this meeting so that before we adjourn it's all teed up? Secondly, can I ask you to give us back a report within, hopefully, a week or two of that meeting as to what all the claims are and which ones you've accepted, which ones you've rejected and why you've rejected them with the rationale based on what you've been telling us today?

Mr. Williams: Absolutely, there is no problem with that at all.

Mr. Anawak: There seems to be different types of financial arrangements for different bands and it seems to me that the conditions vary with each different type of financial arrangement. There's the AFA, direct contribution agreements, flexible transfer payments, and comprehensive funding arrangements. What are the differences and how many different bands...? What would be the difference between one band getting it through AFA and another band getting it through a direct contribution agreement?

• 1110

Mr. Williams: As I said earlier, there is a spectrum. Let me start at one end and work my way down to the other end. The area of greatest control by the department would be where we deliver things directly. With devolution, that's virtually gone by the boards.

[Traduction]

grande part du financement que reçoivent les conseils est destinée à fournir des services consultatifs qu'offrait le ministère jusqu'à présent. Il s'agit de services consultatifs en gestion financière, en services techniques, en planification communautaire et en développement économique. C'est ce genre d'activité que nous finançons. En outre, ce conseil tribal administre une école secondaire et une grande partie des fonds supplémentaires qu'il reçoit est expressément destinée à financer l'école secondaire et l'infrastructure qui l'entoure.

Le vice-président (M. Redway): S'il n'y avait pas eu de MOF, que serait-il arrivé à cet argent et que serait-il arrivé à la bande de Joseph Bighead? La bande aurait-elle reçu une partie de ce financement?

M. Williams: Non.

Le vice-président (M. Redway): C'est donc parce qu'il y a une école spéciale et des dispositions spéciales. Est-ce ce que vous voulez dire?

M. Williams: En effet. À moins d'atteindre une certaine taille, plus de 2,000 âmes, une bande ne reçoit aucune indemnisation pour les services consultatifs. Il faut s'adresser au gouvernement, à la région, pour obtenir ce genre de service.

Le vice-président (M. Redway): Pendant toute cette période, le gouvernement ou la région ont-ils fourni ces services consultatifs à la bande Joseph Bighead?

M. Williams: Je ne peux pas vous répondre catégoriquement.

Le vice-président (M. Redway): Vous allez tirer cela au clair dans une réunion.

M. Williams: Certainement, mais j'aimerais souligner que je suis persuadé que si la bande de Joseph Bighead souhaite des conseils dans ces domaines, notre agent se plierait à ce désir.

Le vice-président (M. Redway): Puis-je maintenant vous demander de prendre les dispositions nécessaires pour cette réunion avant que nous ne levions la séance? Deuxièmement, puis-je vous demander de nous faire rapport une semaine ou deux après la réunion afin de nous expliquer quelles sont les demandes, lesquelles vous avez acceptées, lesquelles vous avez rejetées et pourquoi, compte tenu de ce que vous nous avez dit ici aujourd'hui?

M. Williams: Certainement, cela ne pose aucune difficulté.

M. Anawak: Il semble y avoir divers types d'arrangements financiers à l'intention de bandes différentes, et il me semble aussi que les conditions varient selon le genre d'arrangement financier. Il y a les ententes de mode optionnel de financement, les accords de contribution directe, les paiements de transfert souples, et les ententes de financement global. Quelles sont les différences et combien de bandes différentes...? Quelles sont les différences entre une bande qui conclut un accord de MOF et une autre qui conclut un accord de contribution directe?

M. Williams: Comme je l'ai dit précédemment, il existe toute une gamme d'options. Commençons par le début. Le ministère exerce au mieux son contrôle lorsque nous offrons nous-mêmes directement le service. Le transfert de pouvoir a éliminé complètement cette option.

[Text]

As you move from that you have the contribution mechanism, which requires detailed auditing of each and every dollar. By and large, we only implement that when there is some payment that is expressly tied to certain expenditures. For example, in certain forms of social assistance, if we have to pay so many people such and such a rate, we want to be sure of that.

As you move along the spectrum you have the flexible transfer payment, which is like a contribution agreement. Because it is program-by-program focused, there's an agreement for this type of service and for that type of service. The advantage to this type of mechanism is that once you've delivered the program, it allows you to keep surpluses and to retain them and do what you want with them.

As you move from that you get to alternate funding arrangements, which require a very comprehensive entry procedure to get into. There is an evaluation of the First Nation's competence with regard to systems, procedures, policies, management competence and that type of thing.

Once you get into that, instead of being funded with contributions or FTPs on an annual basis, you can be provided with money for up to five years, so you will a greater certainty of funding flow. As well, you're given the capacity to move money around much more freely between these programs. Furthermore, you're given much more flexibility in designing the programs themselves.

Beyond that there is the grant component, which is totally unconditional, and that relates to some overhead or public service type functions they might have to undertake.

So that is the spectrum of funding arrangements the different First Nations can enter into.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Thank you.

Mr. Williams, while we're dealing with other business, perhaps we can ask you to get on the telephone and consult with the chief to make these arrangements.

Mr. Williams: Absolutely.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Members of the committee, we have a couple of motions to deal with here. One is with respect to the tabling of our third report, which I understand was agreed to yesterday. Could I have a motion for the tabling on Friday, March 13, which would be after we. . . I think you're all back from the conference.

Mr. Skelly: So moved.

Motion agreed to

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Second, as you'll recall, I won't be able to be at the conference. I had asked if my assistant, Mr. Lea, could go instead. I understand that everybody has agreed to that, but we will need a motion for that as well.

Mr. Anawak: I so move.

Motion agreed to

The Vice-Chairman (Mr. Redway): It will be a few minutes while we're waiting for the arrangements to be made.

[Translation]

Au niveau suivant, il y a les mécanismes de contribution qui prévoient une vérification détaillée de chaque dollar dépensé. D'une façon générale, nous n'avons recours à ce mécanisme que lorsqu'il s'agit d'un paiement expressément destiné à certaines dépenses, comme certaines formes d'assistance sociale pour lesquelles nous devons verser une somme précise à un grand nombre de personnes, et nous voulons pouvoir vérifier.

Viennent ensuite les paiements de transfert souples qui ressemblent à un accord de contribution. Il s'agit d'un mécanisme programme par programme, il y donc un accord pour un service A et un service B. Ce mécanisme offre l'avantage de permettre de garder tout excédent pour l'utiliser à d'autres fins une fois que l'on s'est acquitté de ses obligations aux termes du programme.

Ensuite, il y a le mode optionnel de financement dont la procédure d'accès est très compliquée et qui prévoit une évaluation de la compétence des Premières nations en ce qui concerne les systèmes, les procédures, les politiques, les compétences en gestion, etc.

Une fois rendu à ce niveau, au lieu de recevoir des contributions ou des PTS annuellement, vous pouvez toucher votre financement par tranche de cinq ans, ce qui vous donne une plus grande souplesse de financement. Vous pouvez également transférer beaucoup plus facilement des fonds d'un programme à l'autre. En outre, vous jouissez d'une plus grande souplesse dans la conception des programmes eux-mêmes.

Enfin, il y a la composante subvention, qui n'est assortie d'aucune condition, en vue de financer les frais généraux ou des activités de type bureaucratique.

Voilà donc toute la gamme des accords de financement auxquels peuvent participer les différentes Premières nations.

Le vice-président (M. Redway): Merci.

Monsieur Williams, pendant que nous traitons des affaires du comité, puis-je vous demander de téléphoner et de consulter le chef pour prendre vos dispositions.

M. Williams: Certainement.

Le vice-président (M. Redway): Mesdames et messieurs, nous devons examiner quelques motions. Il y a d'abord la question du dépôt de notre troisième rapport, qui a été accepté hier, si j'ai bien compris. Est-ce que quelqu'un peut proposer que ce rapport soit déposé le vendredi 13 mars, après notre. . . Je pense que nous serons tous de retour après la conférence.

M. Skelly: Je le propose.

La motion est adoptée

Le vice-président (M. Redway): Deuxièmement, vous vous rappellerez que je me vois dans l'impossibilité d'assister à la conférence. Je vais demander que mon adjoint, M. Lea, y aille à ma place. Je pense que vous avez tous accepté cette proposition, mais il nous faut également une motion à cet effet.

M. Anawak: Je le propose.

La motion est adoptée

Le vice-président (M. Redway): Il nous faut attendre quelques minutes que les dispositions soient prises.

[Texte]

[Traduction]

• 1115

The Vice-Chairman (Mr. Redway): It will be March 6, 1992 at 1 p.m. at the band office. Is that agreeable? Good.

We're going to get a report from the department within two weeks after that. We'll also hear from the band within two weeks after that as to what you like or dislike. Hopefully, you'll all have agreed. Good. Thank you all very much.

Before you take off, Mr. Williams, I'd just say that we are doing a major study on native housing. It sounds to me from your testimony that you should also be one of our witnesses on that so we can understand thoroughly how the money gets down. We'll be in touch.

A voice: Thank you.

The Vice-Chairman (Mr. Redway): Thank you all very much. The meeting stands adjourned.

Le vice-président (M. Redway): Ce sera donc le 6 mars 1992, à 13 heures, au bureau de la bande. Cela vous convient-il? Parfait.

Ensuite, dans les deux semaines, nous recevrons un rapport du ministère. Pendant cette même période, les représentants des bandes nous diront ce qui leur plaît et leur déplaît. J'ose espérer que vous pourrez tous vous entendre. Très bien. Merci beaucoup.

Avant que vous ne partiez, monsieur Williams, j'aimerais simplement mentionner que nous effectuons une étude d'envergure sur le logement des autochtones. Après avoir entendu votre témoignage aujourd'hui, j'en conclus que vous pourriez nous expliquer exactement comment on attribue l'argent. Nous allons communiquer avec vous.

Une voix: Merci.

Le vice-président (M. Redway): Je vous remercie tous. La séance est levée.

MAIL POSTE
 Canada Post Communications Corporation / Société canadienne des postes et télégraphes
 Postage paid / Postes payées
 Lettermail 2991 / Postes-lettres
 K1A 0S8
 Ottawa, Ontario / Ottawa, Ontario

CHAMBRE DES COMMUNES

Procès-verbaux n° 16

Le mardi 17 mars 1992

Président: Larry Schneider

Canada Communication Group - Publishing
 35 Queen Street West
 10th Floor, Toronto, Ontario, M5H 1M2
 En cas de non-réception,
 s'il vous plaît, écrire à l'adresse ci-dessus.
 If you do not receive this publication,
 please write to the address above.
 Hull, Québec, Canada, K1A 0S8

of the Standing

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent des

Aboriginal Affairs

Affaires autochtones

RESPECTING:

Aboriginal Housing

CONCERNANT:

Logement des autochtones

WITNESSES:

(Voir la page 20)

TÉMOINS:

(Voir l'annexe 1)

TÉMOINS

De la Réserve Joseph Bigland:
 Chef Ernest Sandow;
 John Michael, administrateur de la Réserve;
 Bob Devome, conseiller en éducation de la Bande;
 Du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien:
 Alan Williams, sous-ministre adjoint, Finances et services
 professionnels

WITNESSES

from the Joseph Bigland Reserve:
 Chief Ernest Sandow;
 John Michael, Band Administrator;
 Bob Devome, Advisor to the Band on Education;
 from the Department of Indian and Northern Affairs Canada:
 Alan Williams, Assistant Deputy Minister, Finance and Pro-
 fessional Services

Third Session of the Thirty-fourth Parliament,
 1991-1992

Troisième session de la trente-quatrième législature,
 1991-1992

En vente: Groupe Communication Canada - Édition
 Approuvées et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S8

Available from: Canada Communication Group - Publishing
 Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S8

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

K1A 0S9
Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES**TÉMOINS**

From the Joseph Bighead Reserve:

Chief Ernest Sundown;

John Michael, Band Administrator;

Bob Devrome, Advisor to the Band on Education.

From the Department of Indian and Northern Affairs Canada:

Alan Williams, Assistant Deputy Minister, Finance and Professional Services.

De la Réserve Joseph Bighead:

Chef Ernest Sundown;

John Michael, administrateur de la Réserve;

Bob Devrome, conseiller en éducation de la Bande.

Du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien:

Alan Williams, sous-ministre adjoint, Finances et services professionnels.

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 16

Tuesday, March 17, 1992

Chairperson: Larry Schneider

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Aboriginal Affairs

RESPECTING:

Aboriginal Housing

WITNESSES:

(See back cover)

La greffière du Comité

Martine Brisson

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 16

Le mardi 17 mars 1992

Président: Larry Schneider

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent des

Affaires autochtones

CONCERNANT:

Logement des autochtones

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Martine Brisson

Clerk of the Committee

Third Session of the Thirty-fourth Parliament,
1991-92

Troisième session de la trente-quatrième législature,
1991-1992

STANDING COMMITTEE ON ABORIGINAL AFFAIRS

Chairperson: Larry Schneider
Vice-Chairmen: Jack Anawak
Alan Redway

Members

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Ross Reid
Robert E. Skelly
Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

Martine Bresson

Clerk of the Committee

From the Joseph Highend Reserve:

Chief Ernest Sundown

John Michael, Band Administrator

Bob Devorne, Advisor to the Band on Education

From the Department of Indian and Northern Affairs Canada:

Alan Williams, Assistant Deputy Minister, Finance and Professional Services

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES AUTOCHTONES

Président: Larry Schneider
Vice-présidents: Jack Anawak
Alan Redway

Membres

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Ross Reid
Robert E. Skelly
Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

La greffière du Comité

Martine Bresson

De la Réserve Joseph Highend:

Chief Ernest Sundown

John Michael, administrateur de la Réserve

Bob Devorne, conseiller en éducation de la Bande

Du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien:

Alan Williams, sous-ministre adjoint, Finances et services professionnels

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 17 MARS 1992
(23)

[Texte]

Le Comité permanent des affaires autochtones se réunit aujourd'hui à 16 h 05 dans la pièce 208, Édifice de l'Ouest, sous la présidence de Larry Schneider (*président*).

Membres du Comité présents: Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Larry Schneider, Robert E. Skelly.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Elaine Gardner-O'Toole, attachée de recherche.

Témoins: Du Conseil National des autochtones du Canada: Phil Fraser, vice-président; Gene Rheaume, coordonnateur—Logement.

Conformément au mandat que lui confère le paragraphe 108(2) du Règlement, le Comité continue son étude sur le logement des autochtones (*voir les Procès-verbaux et témoignages du mardi 11 février 1992, fascicule n° 10*).

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

À 17 h 32, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Martine Bresson

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MARCH 17, 1992
(23)

[Translation]

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met at 4:05 o'clock p.m., this day, in Room 208, West Block, the Chairman, Larry Schneider, presiding.

Members of the Committee present: Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Larry Schneider, Robert E. Skelly.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Elaine Gardner-O'Toole, Research Officer.

Witnesses: From the Native Council of Canada: Phil Fraser, Vice-president; Gene Rheaume, Housing Co-ordinator.

In accordance with its mandate under Standing Order 108(2), the Committee resumed its study on Aboriginal Housing. (*See Minutes of Proceedings, Tuesday, February 11, 1992, Issue No. 10*).

The witnesses made statements and answered questions.

At 5:32 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Martine Bresson

Clerk of the Committee

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Tuesday, March 17, 1992

• 1605

The Chairman: I call this meeting to order. I apologize for the tardy start to the meeting, but I think you are all aware that we had to vote, and that does come first. You may begin by introducing yourselves for the record.

Mr. Phil Fraser (Vice-President, Native Council of Canada): My name is Phil Fraser, Vice-President, Native Council of Canada. One of my executive responsibilities is housing. Gene Rheame is our national housing adviser. He is former member of the House of Commons and long-time adviser to the NCC on housing issues and other task forces involved with housing, especially when the rural native housing program was created back in the early 1970s.

The Chairman: Thank you, and welcome to both of you. Please proceed with your presentation. I want to remind you that the longer your presentation, the shorter the period of time we have to ask questions. But take your time.

Mr. Fraser: As a matter of fact, we're going to be very brief today.

The Chairman: But not too brief.

Mr. Fraser: We'll see.

Anyway, I'll give you a quick rundown on the Native Council of Canada. I'm not sure how much you know about the Native Council of Canada, but we're a national organization that represents approximately 750,000 off-reserve aboriginal people. That includes status Indians and people who consider themselves Métis, as well as those who are non-registered—treaty, non-treaty, whatever definition has been put on people. We have provincial and territorial organizations in every province and territory except Ontario, but I understand this is being worked on at this point. However, that still doesn't take away from the need for representation for off-reserve people.

Through the Native Council of Canada and our affiliates, we've had a long involvement in housing, especially back in the early 1970s with some of the old 15.(1) programs, then the rural native housing program as that came onstream, then the urban native program, the two components—the pre-1985 and post-1985 programs.

We would like to thank CMHC, especially its management throughout its structures, for its continued support to the off-reserve native groups involved in these various programs. I think we've had an excellent working relationship over the years. I think you've had some very talented people at various positions who have worked well with our people in every province and territory, and I think that speaks well.

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mardi 17 mars 1992

Le président: Je déclare la séance ouverte. Je m'excuse de notre retard, mais nous étions appelés à voter à la Chambre, et à tout seigneur tout honneur! Je vous demanderais de vous présenter aux fins du compte rendu.

M. Phil Fraser (vice-président, Conseil national des autochtones du Canada): Je m'appelle Phil Fraser, je suis vice-président du Conseil national des autochtones du Canada. L'une de mes attributions est le logement. Gene Rheame, notre conseiller national en matière de logement, est un ancien député de la Chambre des communes et conseiller, de longue date, auprès du CNAC pour toute question de logement, et auprès d'autres groupes d'étude portant sur le logement, en particulier au début des années 70, quand a été mis sur pied le programme de logement pour les ruraux et les autochtones.

Le président: Je vous remercie, et vous souhaite la bienvenue à tous deux. Nous allons d'abord écouter votre exposé, mais je vous prie de vous rappeler que plus il sera long, moins il nous restera de temps pour vous poser des questions. Néanmoins, prenez votre temps.

M. Fraser: Nous avions justement l'intention d'être très brefs aujourd'hui.

Le président: Oui, mais pas trop.

M. Fraser: Nous allons voir.

Je vais commencer, pour votre gouverne, par vous donner un bref historique du Conseil national des autochtones du Canada, organisation nationale qui représente environ 750,000 autochtones hors réserve, ce qui inclut les Indiens de plein droit et ceux qui se considèrent Métis, de même que les Indiens non inscrits—les Indiens des traités et les autres—bref, peu importe la définition qu'on leur a donnée. Nous avons des sections provinciales et territoriales dans chaque province et territoire, à l'exception de l'Ontario, mais des négociations sont en cours pour en créer une. Il n'en reste pas moins que les Indiens hors réserve doivent également être représentés.

Dès le début des années 70, nous nous sommes occupés, par l'entremise du Conseil national des autochtones du Canada et de nos affiliés, du logement, en particulier de certains programmes aux termes de l'article 15.(1), puis du programme de logement pour les ruraux et les autochtones, lorsque celui-ci a été créé, puis du programme de logement des autochtones en milieu urbain, à savoir les deux éléments, tant antérieur que postérieur à 1985.

Nous voudrions à cet égard remercier la SCHL, en particulier ses cadres, du soutien constant qu'elle a donné aux groupes autochtones hors réserve participant à ces programmes. Nous avons entretenu d'excellentes relations, au cours des ans, avec la SCHL, qui compte, à divers rangs, des gens d'élite dévoués à notre cause, dans toutes les provinces et territoires, et c'est vraiment encourageant.

[Texte]

In comparison with other departments and government agencies, even in comparison to the provincial government, CMHC should be quite proud of its track record in consulting with native people through various stages, especially with the design of the rural native housing program, changes to the urban native housing program, and most recently their exhaustive consultative process on redesigning a new rural native housing program. A lot of time and money was spent there and was spent talking with people here in Ottawa and in provincial offices. As well, time was spent in some of the communities to see the positive effects of those programs.

We're quite proud of that, but I'm making a clear distinction between management and policy developers. Gene will add more to that when I conclude my remarks.

The disturbing trend we want to raise today concerns the cuts to the last budget. We're very concerned about that. What we have been told is to expect a 21% across-the-board cut this year—I'll restrict that to housing, although there is an impact on other areas—and an anticipated 30% cut next year. So we're looking at a 51% or better cut in an already inadequately funded program which is supposed to reach people who are most in need.

We wonder why you want to be talking to us. I think the people you really want to hear from are those who are out in the field, those who deliver the programs, those who are most affected by these programs. We can't add much to that because we don't deal with the day-to-day stuff, we deal more with the policy areas. If you want to have any impact and get a real reading on what's happening, those are the people you have to talk to... in every province and territory, because we do have delivery agents at various programs throughout the country.

We question the decision on the clawback of universal programs to retarget to those most in need. How do you square that approach with the government's decision to implement universal across-the-board cuts to native housing? If you're looking to put money to those who are most in need, then I think that approach should be re-examined. You cut basically those people you're most trying to target to help. Those are the people who are having a hard time existing, and I think that if you're going to look at retargeting, then you don't cut.

• 1610

You're really having an impact on those people who are going to have to live with those decisions. It's unfortunate that policy people don't live with those decisions. They only talk about implementing or designing programs. They don't have to face the day-to-day realities with which the managers and delivery agents have to deal. That is dealing with the suffering that goes on.

[Traduction]

La SCHL a tout lieu d'être fière d'avoir su, aux différentes étapes, consulter les autochtones, en particulier pour la conception du programme de logement pour les ruraux et les autochtones et, tout récemment, pour le remaniement en profondeur de ce programme. La comparaison avec d'autres ministères et organismes gouvernementaux, voire avec le gouvernement provincial, est d'autant plus à l'honneur de la SCHL, qui n'a lésiné ni sur le temps ni sur l'argent et a usé de toute son influence, tant à Ottawa que dans les bureaux provinciaux ou dans les collectivités, pour veiller à ce que ces programmes soient réellement bénéfiques.

Nous en sommes très fiers, mais j'établis une distinction nette entre les cadres et ceux qui établissent les politiques. Quand j'en aurai fini avec mes remarques, Gene aura des choses à ajouter sur ce point.

La question que nous voulons soulever aujourd'hui, et qui ne laisse pas de nous alarmer, est celle des compressions du dernier budget. En effet, on nous a annoncé qu'il y aurait cette année une compression générale des budgets de 21 p. 100—je m'en tiendrai au logement, encore que cela ait des répercussions sur d'autres domaines—et on nous a dit prévoir une compression de 30 p. 100 du budget l'an prochain. Cela représente donc, sur deux années, une compression de 51 p. 100 ou davantage pour un programme déjà insuffisamment financé, qui s'adresse à ceux qui sont le plus dans le besoin.

À quoi bon nous parler, à nous? Ceux que vous devriez vraiment interroger, ce sont ceux qui travaillent sur le terrain, qui assurent la prestation des programmes, et ceux qui en sont le plus touchés. Que pourrions-nous ajouter à ce qu'ils auraient à vous dire? Nous nous occupons davantage des questions de politique que des services d'intendance. Si vous voulez vraiment changer les choses et comprendre ce qui se passe, c'est à ces gens qu'il faut vous adresser... dans chaque province et territoire, car il y a des personnes qui s'occupent de l'exécution des divers programmes dans tout le pays.

Nous nous élevons également contre la disposition de récupération de programmes universels au profit de ceux qui sont le plus dans le besoin. Comment concilier cela avec la décision du gouvernement d'imposer des compressions d'application générale au programme de logement des autochtones? Si vous voulez vraiment aider financièrement les plus démunis, vous devriez réviser vos méthodes, car ce sont précisément les plus démunis qui vont souffrir le plus des compressions budgétaires. Ce sont des gens qui parviennent à peine à subsister, et, si vous voulez mieux cibler votre aide, vous ne devriez pas la diminuer.

Ces compressions frapperont durement ceux qui devront en subir les conséquences. Il est regrettable que les hommes politiques n'aient pas à supporter les conséquences de leurs décisions et se contentent de parler d'exécution ou de conception de programmes. Ils n'ont pas à faire face à la réalité quotidienne, comme les gestionnaires et les agents de prestation de programmes. Ils n'ont pas à voir la souffrance qu'ils infligent.

[Text]

The other thing that's going to have an impact on those cutbacks is when we're expected to bring our people into the mainstream of society. Again, that job is going to be more difficult. We need to be able to create, to have the mechanisms and systems in place that are going to allow that to happen. Our people are basically poor. We're talking in many cases of 80% and 90% unemployment, and lack of resources to obtain housing or have adequate housing. Although through the programs we have managed to deliver we have created some changes in people's lives over the years.

From the first generation—I'm speaking of my experience now, being from New Brunswick—we're seeing a definite change in the second generation of families who are going through some of these housing programs where the costs of repairs are coming down. There is much more pride in the ownership aspect of having a newer home rather than living in a shack. The children are becoming better educated because they have a warm roof over their heads and adequate shelter in which they can feel safe, and be able to have a room of their own where they can study.

Those are the things that these programs have helped. I don't think we can measure that in terms of dollars. What we probably can do is measure it in terms of human costs over the next 20 or 30 years. What's that cost going to be when we talk about increased social welfare programs to meet these basic needs that people are going to have to deal with?

I'm not going to speak too much more. I am not criticizing, but I think there's a point that we could continually hit on. It's the inequities that the off-reserve people have to cope with in dealing with Indian Affairs programming. People off reserve are constantly left out, or left at the lower end of the rung when it comes to determining dollars.

We're dealing with three-quarters of a million aboriginal people out there, and when you look at the program budgets of Indian Affairs and the type of dollars that they're delivering, our people are grossly misrepresented when it comes down to budget concerns. You're dealing with fewer than 300,000 people living on reserves. I don't know what the dollar figures are exactly, but I think if you would look at the comparison, those who are off-reserve don't fare very well.

I'm not criticizing the amount of dollars and saying that should be turned over. I think in many cases many of those reserve communities are underfunded as well. In many cases they're strained to their maximum limit. That's the main message we want to get across, but Gene will probably give you some of the more real examples of the problems and some of the potential problems that we see happening with what's going on across the country, and some of the other information on which he has recently been updated.

Mr. Gene Rheume (Housing Co-ordinator, Native Council of Canada): I want to draw your attention to the inequitable impact that occurs when the Cabinet decrees across-the-board cuts to the whole social housing program of Canada Mortgage and Housing. For the life of me I can't see the logic in saying that in family allowances and in old age security we're going to ease this country gradually away from the principle of universality. I'm not commenting on whether that's logical or not.

[Translation]

Ces compressions vont avoir un autre effet encore: nous étions censés réinsérer notre peuple dans la société canadienne et, là encore, notre tâche nous est rendue plus difficile. Nous devons pouvoir innover et disposer des mécanismes et systèmes à cet effet. Or, notre peuple, dans l'ensemble, est pauvre. Il connaît dans bien des cas un taux de chômage de 80 et 90 p. 100 et ne dispose pas des ressources pour se loger décentement. Grâce aux programmes qui ont été mis en place, nous sommes parvenus à apporter des changements, au cours des années, dans la vie de notre peuple.

D'expérience, je peux vous dire—et je vous rappelle que je suis du Nouveau-Brunswick—que dans la seconde génération, on constate un changement certain chez les familles qui ont bénéficié de ces programmes de logement, mais alors commence à peser le coût des réparations. Il y a beaucoup de fierté à être propriétaire d'une maison relativement neuve plutôt que d'une masure. Les enfants qui ont un toit sur la tête, une maison bien chauffée où ils se sentent à l'abri et une chambre à eux où ils peuvent faire leurs devoirs sont beaucoup plus instruits.

C'est là le genre de réalisations de ces programmes, réalisations qui ne se mesurent pas nécessairement en dollars. Mais les compressions, elles, se mesureront en coût humain au cours des 20 ou 30 prochaines années. Traduit en programmes de bien-être social pour répondre aux besoins essentiels, pour permettre à ces gens de survivre, à combien ce coût s'élèvera-t-il?

Je ne veux pas trop m'étendre là-dessus: je ne critique pas, mais le sujet est loin d'être épuisé. Ce sont les inégalités dont sont victimes les gens hors réserve dans leurs relations avec le ministère des Affaires indiennes: ils sont toujours exclus, ou ramenés au dernier échelon, quand il s'agit d'attribuer des fonds.

Or, c'est là une population de trois quarts de million d'autochtones, et quand vous examinez les budgets du ministère des Affaires indiennes et les sommes dont il dispose, notre peuple est gravement lésé. Dans les réserves, il y a un maximum de 300,000 personnes; je ne connais pas au juste les chiffres, mais si vous faites la comparaison, ceux qui vivent hors des réserves sont gravement défavorisés.

Ce n'est pas que je critique l'usage des fonds et que je souhaite l'inverser. Dans bien des cas, les réserves ne reçoivent pas non plus suffisamment d'argent et ont grand peine à survivre. C'est là l'essentiel de mon message, mais Gene va vous donner certains exemples plus concrets, certaines difficultés qui risquent de surgir avec ce qui se passe actuellement dans tout le pays et certaines informations dont on l'a mis récemment au courant.

M. Gene Rheume (coordonnateur du logement, Conseil national des autochtones du Canada): Je voudrais mettre en relief l'injustice des compressions générales décrétées par le Cabinet pour tout le programme de logement public de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Quelle logique y a-t-il à vouloir abandonner progressivement le principe de l'universalité en matière d'allocations familiales et de sécurité de la vieillesse? Je renonce à parler de logique.

[Texte]

• 1615

I understand the need for deficit reduction, and I could argue either side of that case, but how in the name of the Great Spirit can the same government say, when it comes to a program like social housing, it's going to be across the board? Why the hell doesn't clawback apply? Why isn't anyone in the cabinet bringing to bear the same principle? If it's unfair to universally provide family allowances, if it's fiscal stupidity to universally provide old age security, then why is it fiscal sense to decree across-the-board cuts?

Everybody admits that the native housing in this country is an absolute disgrace. Tremendous strides have been made in 20 years, but the need is greater today than it was when I was chairman of the native housing task force for Canada Mortgage in 1970, which gave rise to the programs that have been introduced since. That isn't to say there haven't been thousands of units built that would never have been built otherwise, and thousands more repaired. But the fact of the matter is that new family formations have outstripped the total number of units that have been either built or rehabilitated in the past two decades. So the need is greater.

I used to be in the House of Commons and am no longer, but if I were on the committee today, that's the kind of question I'd be asking. How do you square the notion that we have to ease away from universal programs because they're a waste of money and we have to solve it, but when it comes to cutting, when it comes to swinging the axe, we'll do it universally? We will cut everybody equally.

If this government or any other government says everybody's equal, I understand that concept. The rich are equally free to sleep under the bridges and on the hot-air vents in Toronto, as are the poor. I understand that concept of equality.

I think my vice-president was saying that if this committee really wants to get at it, there are a couple of groups you could get at. We have in place, in every province, a native delivery organization and generally a director, a native person, without exception. They are the guys in the front lines and they can tell you the effect of this kind of cutback that is blind—it's not even rough justice.

I was advised last Thursday, in British Columbia, that the cut this year is 21%, across the board, and that next year it's going to be 30%. I guess Phil's point about what can you gain from talking to us and what can we gain from talking to you...? What more needs to be said? There was a 51% cut in 24 months, to an already inadequately funded program. I feel we're wasting your time and I guess, in a funny way, you're wasting ours, asking what problems that creates for you. Let me give you an example.

[Traduction]

Je comprends certes la nécessité de réduire le déficit, et je connais les arguments de part et d'autre. Comment, au nom du Grand Esprit, ce gouvernement peut-il ordonner une réduction sur toute la ligne quand il s'agit d'un programme comme le logement social? Pourquoi, dans ce cas, la disposition de récupération ne s'applique-t-elle pas et pourquoi n'y a-t-il personne, au Cabinet, pour la faire appliquer? S'il y a injustice dans le principe d'universalité des allocations familiales, s'il y a absurdité, au plan fiscal, à assurer la sécurité de la vieillesse à tous, quel bon sens y a-t-il à appliquer sans discrimination des compressions budgétaires?

La situation du logement chez les autochtones, c'est un fait connu de tous, est lamentable. De grands progrès ont été réalisés au cours des 20 dernières années, mais les besoins, de nos jours, sont plus grands qu'en 1970, lorsque j'étais président du groupe d'étude sur le logement autochtone établi par la SCHL, à l'origine du programme qui a été mis sur pied depuis. Des milliers d'unités de logement ont été construites depuis qui ne l'auraient pas été autrement, et des milliers d'autres ont été réparées, mais il n'en reste pas moins que les familles nouvellement constituées sont plus nombreuses que le nombre total d'unités de logement construites ou rénovées au cours des 20 dernières années. Le besoin est donc plus grand.

J'ai siégé à la Chambre des communes, et je n'y siége plus, mais si j'étais aujourd'hui membre du comité, c'est le genre de questions que je poserais. Les programmes universels représentent un gaspillage, dites-vous, et nous devons y renoncer, mais quand il s'agit de faire une coupe sombre, là, du coup, on l'applique à tous.

Prôner l'égalité à tout prix, cela me paraît compréhensible: les nantis ne devraient-ils pas avoir le même droit que les pauvres de dormir, à Toronto, sous les ponts et sur les bouches de chaleur? Vive l'égalité!

Mon vice-président disait que si le comité veut vraiment faire du bon travail, il y a plusieurs groupes auxquels il pourrait s'adresser. Dans chaque province, il y a une organisation d'exécution des programmes pour autochtones qui a un directeur, toujours un autochtone. Ce sont là les gens qui sont vraiment en première ligne et qui pourront vous renseigner et vous dire les effets d'une justice qui n'est plus seulement aveugle, mais qui n'use plus de la même aune pour tous.

Jeudi dernier, en Colombie-Britannique, on m'a annoncé que la réduction, cette année, était généralisée et s'élevait à 21 p. 100, et qu'elle allait être de 30 p. 100 l'an prochain. Phil, tout à l'heure, se demandait ce que vous pouviez gagner à nous entendre, et ce que nous pourrions gagner à vous parler... Que peut-on dire de plus quand on vous annonce qu'un programme déjà insuffisamment financé va subir une réduction de 51 p. 100 en 24 mois? C'est une pure perte de temps et, d'une certaine façon, vous gaspillez le nôtre à nous demander quels problèmes cela va vous causer. Permettez-moi de vous donner un exemple.

[Text]

Now, the other group he suggested you get at is the policy planners. It's true that Canada Mortgage and Housing is a role model for every other federal agency that I deal with, in terms of understanding what true consultation means.

In fact, one of your committee members, the Hon. Alan Redway, set in motion years ago, when he had responsibility for that portfolio, a kind of consultation. It wasn't new to him, he didn't think it up. It had been going on for years with Canada Mortgage, bringing native people in, consulting with them long before the program was implemented, reconsulting with them, letting us look at drafts of the programs and so on.

It is a super agency and I would recommend Canada Mortgage's approach to consultation to every other federal agency, particularly the Department of Indian Affairs.

That whole process culminated in an announcement made by the Hon. Elmer MacKay on December 19, in Halifax. Phil was there. I was invited to come because of the years of experience I've had both with the corporation and with native groups.

• 1620

Phil made a statement at that time and it's on record. The native people of Canada, through us, said "We have nearly every single thing we'd asked for after years of consultation and we didn't think we would".

The minister announced it and we were overjoyed. He announced a flexible, intelligent, wide-ranging program that could be implemented one way in the Yukon and a different way in Nova Scotia and on and on and on. It had every single element. I couldn't believe my ears it was so brilliant. I don't mean that pejoratively.

Now we had the vehicle. Then in February the government comes along and says you have the ideal vehicle you fought 20 years for, but now there's no fuel for it.

The other group that I think this committee could possibly hear is the policy planning division of Canada Mortgage and Housing. I separate them out from people who understand what it means to be poor and unhoused. I was just at a meeting where they said there's a new program—you may be aware—called the Rural and Native Housing Program, which provides home ownership geared to income. It's a super program. It's not just for native people, it's for anybody who can meet the income levels. Although we haven't kept statistics, I think you'll find that about 50% of the beneficiaries of that program have been non-native people, even though the native groups have delivered it.

At any rate, it was restricted to communities with 2,500 and fewer in population. Obviously, no government could afford home ownership geared to income in our cities. It's not a bad idea but they just can't afford it.

[Translation]

Phil vous conseillait tout à l'heure de faire venir ceux qui sont chargés d'élaborer les politiques. Il est vrai que la Société canadienne d'hypothèques et de logement devrait servir de modèle à tous les autres organismes fédéraux auxquels j'ai affaire, car cet organisme sait ce qu'implique une vraie consultation.

Il y a quelques années, lorsque l'honorable Alan Redway, l'un des membres de votre comité, était responsable de ce porte-feuille, il a pris l'initiative d'une sorte de consultation. Il n'a pas inventé la chose; il savait de quoi il s'agissait. Ce processus existait depuis des années à la SCHL: on consultait les autochtones bien avant que le programme ne soit mis en place et on continuait à les consulter au fur et à mesure que le programme prenait forme.

La SCHL est un organisme remarquable, et je recommande à tous les autres organismes fédéraux, et en particulier au ministère des Affaires indiennes, de la prendre pour exemple.

À la suite de toutes ces consultations, un communiqué de presse a été publié, le 19 décembre, à Halifax, par l'honorable Elmer MacKay. Phil était présent. J'avais été invité à cause de mes années d'expérience, tant auprès de la SCHL que des groupes autochtones.

Phil a fait à cette occasion une déclaration publique. Par notre truchement, le peuple autochtone du Canada a déclaré: «Après des années de consultation, que nous pensions être en vain, nous avons obtenu presque tout ce que nous demandions.»

Le ministre a annoncé un programme vaste, souple et intelligent qui pourrait être appliqué d'une façon au Yukon et d'une autre en Nouvelle Écosse, et nous en fûmes fort heureux. C'était un programme qui avait toutes les qualités, un programme si brillant que je n'en croyais pas mes oreilles, et je ne plaisante nullement.

Nous avons enfin le moyen d'agir, mais, en février, le gouvernement vient nous déclarer: «Vous avez enfin la locomotive idéale, celle que vous réclamez depuis 20 ans, mais nous n'avons pas de combustible pour l'alimenter.»

Il y a un autre groupe que ce comité devrait entendre; c'est la section de planification des politiques de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Ils comprennent, eux, ce que cela signifie d'être pauvre et sans abri. J'assistais à une réunion où l'on a annoncé un nouveau programme, appelé programme de logement pour les ruraux et les autochtones, qui permet l'accès à la propriété du logement en fonction du revenu. C'est un excellent programme, qui ne s'adresse pas qu'aux autochtones, mais à tous ceux qui se trouvent dans une certaine catégorie de revenu. Nous n'avons pas conservé de chiffres, mais je crois savoir que la moitié environ des bénéficiaires de ce programme n'étaient pas des autochtones, bien que l'exécution de ce programme soit entre les mains des autochtones.

Quoi qu'il en soit, le programme était limité aux collectivités de 2,500 âmes au maximum. Il est évident qu'aucun gouvernement ne pourrait permettre, dans nos villes, l'accès à la propriété du logement en fonction du revenu. L'idée n'est pas mauvaise, mais elle reviendrait trop cher.

[Texte]

I was at a meeting where the Canada Mortgage and Housing policy planning division people unveiled their program for 1992. What they've done is taken an area and described around it a catchment area. Every community within that catchment area is a city according to CMHC. They define a city as anything over 2,500. We weren't allowed to deliver it in any community over 2,500. We can't go in there. If it was 2,501 on the last census we weren't allowed to go in there.

Bob, you're from British Columbia. Wait'll you see their map of what cities are in British Columbia. I don't know B.C. well enough, but here's a list I managed to obtain. There are communities in there of 60 people who are 100 miles away. They're now a city and it means we can't deliver. That's where our people are living. Find the area, Bob, in your constituency and take a look at it. They call themselves the pea pods or something. PPPD is their acronym. Those are the dudes who should be sent out into those little communities such as Horsefly, British Columbia, to tell them that they're now an urban area and they're no longer eligible for the program. That just defies even the kind of logic I've gotten used to in Ottawa.

They showed a great map of British Columbia and said this is the urban area of Vancouver Island. It looked like MacMillan Bloedel's wish list for where they could clear cut. There was hardly a part that wasn't coloured pink. The guy delivering the B.C. native housing program said "My God, you've just about coloured the whole of Vancouver Island except the part around Tofino". Parts where nobody lived aren't cities apparently, according to CMHC. He said to the fellow showing the map, "Just look at that map. Are you telling me that's urban Vancouver Island?" Do you know what the answer was? It makes tremendous sense, apparently, in PPPD. He said "Well it doesn't look so bad if you get a different scale". He put up a map that showed all of British Columbia. Yes, the coloured area was smaller. It looks awful if you have a large-scale map. So I offered him a map of the world and asked why he doesn't put the rural area on that map, then it won't show up at all.

• 1625

It would be worthwhile for this committee to requisition those maps for all of Canada and to ask the policy planning division of Canada Mortgage and Housing Corporation to justify telling the native delivery group that it is not allowed to deliver in that area because it's an urban area. Let them send the field worker who goes out and tells the people of Lively, Ontario, or Lively, British Columbia, that their area is now considered to be an urban one so they are not eligible for this program.

[Traduction]

J'ai assisté à une réunion où la section de planification des politiques de la Société canadienne d'hypothèques et de logement annonçait son programme pour 1992. Ces planificateurs ont choisi une région dont chaque collectivité est considérée par la SCHL comme étant une ville, étant considérée comme ville toute agglomération de plus de 2,500 habitants. Le programme ne s'appliquait à aucune collectivité de plus de 2,500 habitants, et même s'il n'y en avait que 2,501 au dernier recensement, la même interdiction s'appliquait.

Vous êtes de Colombie-Britannique, Bob, et vous allez voir, sur leur carte, ce qu'ils appellent des villes dans cette province-là. Je ne connais pas bien la Colombie-Britannique, mais voici une liste que je suis parvenu à obtenir: il y a des collectivités d'une soixantaine de personnes qui sont à cent milles de distance. Ces collectivités sont maintenant appelées villes, et le programme ne s'y applique pas. C'est là qu'habitent nos gens. Trouvez cette région, Bob, dans votre circonscription, et jetez-y un coup d'oeil. Le sigle qu'on leur a donné, c'est PPPD, et ils se sont donné le sobriquet de «pea pods». Ce sont les types que l'on devrait envoyer dans ces petits bleds, comme Horsefly, en Colombie-Britannique, pour leur annoncer qu'ils se trouvent maintenant dans une zone urbaine et ne peuvent donc plus bénéficier du programme. J'ai vu beaucoup d'absurdités à Ottawa, mais celle-ci dépasse tout!

On a montré une grande carte de la Colombie-Britannique et on a dit: voici la région urbaine de l'île de Vancouver. Cela ressemblait plutôt à une carte de terrains où MacMillan Bloedel aimerait faire des coupes à blanc. Il y avait à peine une partie qui n'était pas colorée en rose. L'agent du programme de logement autochtone de la Colombie-Britannique s'est exclamé: «Vous avez coloré pratiquement toute l'île de Vancouver, à l'exception de la partie autour de Tofino!» Les régions inhabitées ne sont pas des villes, d'après la SCHL. L'agent a dit à celui qui montrait la carte: «Regardez donc cette carte: allez-vous me dire que c'est la région urbaine de l'île de Vancouver?» Et savez-vous quelle a été la réponse? En PPPD, elle semble de bonne logique: «Si vous changez l'échelle de la carte, ce n'est pas aussi impressionnant.» Il a alors présenté une carte de toute la Colombie-Britannique, et, effectivement, la partie colorée était plus réduite. C'est affreux sur une carte à grande échelle. Je lui ai donc offert une carte du monde et lui ai demandé pourquoi il n'y indiquait pas la zone rurale afin que cela ne se voie pas du tout.

Ce comité devrait demander ces cartes pour tout le Canada et demander à la section de planification des politiques de la Société canadienne d'hypothèques et de logement de dire pourquoi elle déclare au groupe de prestation des services autochtones qu'il ne peut intervenir dans cette zone parce qu'il s'agit d'une zone autochtone. Que l'on envoie le responsable régional dire aux gens de Lively (Ontario) ou de Lively (Colombie-Britannique) que leur région est maintenant considérée comme une région urbaine et qu'ainsi, ils ne peuvent bénéficier de ce programme.

[Text]

When I asked what those people will do for housing if we can't deliver it he replied that there is also an urban and native housing program in the Canada Mortgage and Housing Corporation and that they can qualify for that program. But it has been frozen at 1,000 units for 10 years, for all of Canada.

So now we are going to go to the people of Horsefly and all those people in British Columbia who live near Hundred Mile House and tell them that we are sorry, but they are no longer eligible for rural and native housing because they live in what is now considered to be a city. After they get over that shock, we will then tell them we do have another program in our little grab-bag, called urban and native housing. If they say they would like that program we will then tell them we are sorry, but there's a waiting list and only 1,000 units a year are available, for all Canada, including all the cities of Toronto, Winnipeg, and Thunder Bay.

Some of those native groups, Mr. Chairman, have been told not to expect any new allocation of units for 10 years down the road because there are only 1,000 units for all Canada. Now we're telling the people who live outside the communities such as Kenora, Ontario, and Kenora, Saskatchewan, who are living out in the bush, really, that if they are not eligible for rural and native housing, they can apply for this other program.

My point, which I won't belabour any longer, is that we feel we're being sandbagged from two sides. We're at the point where it would be worth our while and our time to go to the rural and native housing delivery agents in this country—and we deliver on a fee-for-service basis, there are no more grants from the Canada Mortgage and Housing Corporation—and tell them they can run the program and they can have it, if they are not prepared to give us the money to deliver it and have changed the program.

We love the policies and procedures, Alan, on which you got the ball rolling. There is no problem with that aspect at all. But now we're told that there are no resources for the program and that indeed the little resources we have will be chopped to the tune of 51%.

Even if we wanted to live with that situation, we can't deliver in all those tiny settlements now because they're considered to be cities. So the screwing around that we didn't experience fiscally, we got through the definition people, who are now defining those places as urban areas of Canada.

I just hope the mail starts coming in to MPs, because there are a lot of MPs in this Parliament who are going to be awfully surprised to find out that little communities that don't even have ten voters are now cities, according to the Canada Mortgage and Housing Corporation's policy planning division. That is what Phil was saying, I think.

[Translation]

Quand j'ai demandé ce qu'on allait faire si l'on ne pouvait utiliser ce programme, on m'a répondu qu'il existait également un programme de logement des autochtones en milieu urbain et que ces gens-là pourraient donc en bénéficier. Toutefois, celui-ci a été gelé à 1,000 unités pour 10 ans et pour l'ensemble du Canada.

Nous allons donc maintenant aller voir les gens de Horsefly et tous ces gens de la Colombie-Britannique qui vivent près de Hundred Mile House pour leur dire que nous sommes désolés, mais qu'ils ne peuvent plus bénéficier du programme de logement pour autochtones et ruraux dans ce que l'on considère maintenant comme une ville. Lorsqu'ils se seront remis de ce choc, nous leur déclarerons que nous avons un autre petit programme dans notre sac à surprises qui s'appelle le programme de logement des autochtones en milieu urbain. S'ils disent qu'ils aimeraient y avoir recours, nous leur dirons que nous sommes désolés, mais qu'il y a une liste d'attente et que l'on ne peut offrir que 1,000 unités par an, pour l'ensemble du pays, y compris les villes de Toronto, Winnipeg et Thunder Bay.

Certains de ces groupes autochtones se sont fait dire qu'ils ne devaient pas attendre d'autres unités avant 10 ans parce qu'il n'y en a que 1,000 pour l'ensemble du Canada. Maintenant, nous allons dire aux gens qui vivent à l'extérieur de Kenora (Ontario) et de Kenora (Saskatchewan), qui en fait vivent en plein bois, que s'ils ne peuvent bénéficier du programme de logement pour autochtones et ruraux, ils peuvent faire une demande dans le cadre de cet autre programme.

Autrement dit, et je n'insisterai pas plus longtemps, nous estimons que nous nous faisons avoir des deux côtés. Nous en sommes arrivés au point où nous pensons qu'il serait aussi bien d'aller voir les agents des services de logement pour autochtones et ruraux—et comme il n'y a plus de subventions de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, ces services sont payés à l'acte—pour leur dire qu'ils peuvent s'occuper du programme et en faire ce qu'ils veulent s'ils ne sont pas prêts à nous donner l'argent nécessaire pour offrir ces services et s'ils ont changé le programme.

Les politiques et les méthodes que vous aviez adoptées, Alan, étaient excellentes. Ce n'est pas du tout cela, le problème. Maintenant, toutefois, on nous dit qu'il n'y a plus de ressources pour ce programme et qu'en fait, les quelques ressources que nous avons seront diminuées de 51 p. 100.

Même si nous voulions accepter cette situation, nous ne pourrions offrir ces services dans ces localités minuscules parce qu'on les considère maintenant comme des villes. Comme cela ne s'est pas fait au plan financier, c'est devenu une question de définition, puisque l'on définit maintenant ces localités comme des centres urbains.

J'espère simplement que les députés vont commencer à recevoir du courrier, parce qu'il y a beaucoup de députés qui vont être horriblement surpris de découvrir que des petites localités qui n'ont même pas 10 électeurs sont maintenant considérées comme des villes, d'après la section de planification des politiques de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. C'est, je crois, ce que vous disait Phil.

[Texte]

I don't mean to be or appear angry. I'm not, I'm just astonished. I thought this could never happen to me. I'm startled by the depth of stupidity. I thought I had seen it all, but I've just seen some new stuff and haven't even had time to digest it.

I would suggest that every member of Parliament in this House of Commons write to the Canada Mortgage and Housing Corporation and ask someone to outline all the urban areas in the members' constituencies. A whole bunch of you will find cities you never even knew existed, such as Buffalo Gap, Saskatchewan, and Lively, Ontario, and Horsefly, British Columbia. I am sure that whoever is in charge will be delighted to find out he or she is now the mayor of a large centre. They had better start worrying about drugs, traffic, urban blight and all those programs, and about what they going to do with the schools in the inner core of Porcupine Falls, and Buffalo Narrows; that's probably a city too. I only saw them after British Columbia.

• 1630

I could go on forever, but all I'm saying is we're getting hit two ways. We're at the point where, as national housing adviser, if I were asked by any native group in this country what they should do to protest this, I would tell them to mail their files to CMHC, or better yet to Elmer MacKay and tell him to run it. They're city dwellers and have turned the whole of Canada into a city, so they can work it out.

Sorry, Mr. Chairman, if I babbled.

Mr. Nault (Kenora—Rainy River): Just so the witnesses are aware, we started this study before the cuts were made, so we're aware of the outrage that's out there. We will obviously be asking the minister to explain why his departments, both Indian Affairs and CMHC, are spending so much time reviewing the whole policy if the government's intention is to put no money into it. Obviously we're going to deal with that issue.

In the meantime, we're pleased to have a former Minister of Housing here who will obviously give us some inside information and perspective as far as the department is concerned. Mr. Redway hasn't been long gone from that department, and hasn't forgotten.

We're hoping to have three particular areas of this study. One will be on reserve, one obviously off reserve, and the third will be what we classify as the far north. It has a different problem as it relates to aboriginal people, in that there is no housing market at all. It should be obvious to everyone that it is non-profit housing all the way through in the north.

So having said that, we're very interested in finding ways of improving the system. You said the Native Council of Canada seems to think that CMHC in particular is doing a fairly good job with what they have to deal with. There's a good working relationship and they have entered into a somewhat unique consultation process, which is much different from other departments.

[Traduction]

Je ne veux pas me mettre en colère. Je ne suis pas en colère. Je suis simplement étonné. Je ne pensais pas qu'une chose pareille pouvait m'arriver. Je suis ahuri par la stupidité de la chose. Je croyais avoir tout vu, mais il y a encore du nouveau que je n'ai même pas eu le temps de digérer.

Je suggérerais que les députés écrivent à la Société canadienne d'hypothèques et de logement afin de lui demander de préciser quelles sont les zones urbaines de leurs circonscriptions respectives. Beaucoup d'entre vous découvriront ainsi des villes dont vous ignoriez l'existence, comme Buffalo Gap (Saskatchewan) et Lively (Ontario), ainsi que Horsefly (Colombie-Britannique). Je suis sûr que les intéressés seront ravis d'apprendre qu'ils sont maintenant maires d'un grand centre. Ils devraient commencer à s'inquiéter de la drogue, du trafic de drogue, de la dégradation des villes et de tous ces problèmes, et de ce qu'ils vont devoir faire au sujet des écoles au centre-ville de Porcupine Falls ou de Buffalo Narrows; c'est probablement une ville aussi. Je connais surtout la Colombie-Britannique.

Je pourrais continuer indéfiniment, mais ce qui est certain, c'est que nous nous faisons avoir des deux côtés. Nous en sommes arrivés au point où, à titre de conseiller national en matière de logement, si un groupe autochtone me demandait quoi faire pour protester, je lui dirais d'envoyer ses dossiers à la SCHL ou, mieux, à Elmer MacKay, pour lui dire de s'en occuper. Ces gens vivent dans des villes et ont transformé tout le Canada en une ville afin de régler leurs problèmes.

Désolé, monsieur le président, si je suis un peu trop volubile.

M. Nault (Kenora—Rainy River): Je voulais simplement que les témoins sachent que nous avons commencé cette étude avant les coupures et que nous sommes donc bien au courant de la colère qu'elles ont suscitée. Nous demanderons évidemment au ministre d'expliquer pourquoi le ministère des Affaires indiennes et la Société canadienne d'hypothèques et de logement passent tellement de temps à réviser toute cette politique si, de toute façon, l'intention du gouvernement est de ne pas la financer. Il est certain que nous nous pencherons sur cette question.

En attendant, nous sommes heureux d'avoir parmi nous un ancien ministre du Logement, qui pourra nous donner certains renseignements et points de vue tout à fait pertinents sur le ministère. Il n'y a pas tellement longtemps que M. Redway a quitté cette fonction, et il n'a pas oublié le ministère.

Nous espérons que cette étude portera sur trois secteurs particuliers. D'une part, les réserves, et, d'autre part, évidemment, la situation hors réserve et, troisièmement, ce que nous appelons le Grand Nord. Le problème des autochtones y est différent, puisqu'il n'y a pas du tout de marché du logement là-bas. Il est évident qu'il s'agit partout dans le Nord de logements à but non lucratif.

Cela dit, nous aimerions beaucoup trouver des moyens d'améliorer le système. Vous avez dit que le Conseil des autochtones du Canada semble penser que la SCHL, en particulier, s'acquitte assez bien de ses fonctions. Qu'il y a de bonnes relations de travail et qu'elle a entrepris un processus de consultation assez spécial, qui est très différent de ce qui se fait dans les autres ministères.

[Text]

That's different from what we've heard from other groups, specifically on reserve, who don't have a good relationship with CMHC in general. There are those who would say that's a little bit different, depending on who you talk to and who the manager of the areas is. We found that out.

Having said that, I want to ask you one particular question to start with. DIAND had a program of its own before my time. Since I was elected in 1988, I wasn't around in 1985 when they decided to cancel it. DIAND dealt with a program for off-reserve housing for aboriginal people. Could you fill me in on your knowledge of that program, whether it was somewhat successful and what it encompassed? Were there so many problems with it that it was cut, or was it just that DIAND felt it didn't want to get too far down the road in off-reserve housing? Maybe we'll start with that.

Mr. Fraser: I have not had much exposure to the off-reserve housing program that DIAND had prior to the enactment of Bill C-31. It was a program that seemed to work well, although it was geared more to pre-1985 status Indians working off-reserve who were able to obtain a mortgage. There was a fair chunk of money. I'm not sure what the dollars were, but the moneys were available to enable people to make the downpayment. Then they had to go to a bank and acquire the rest of the financing.

As far as problems, I don't think there were any more problems with that program than any mortgage holder out in the existing market has. It's interesting to note that since 1985, when Bill C-31 was proclaimed law, that program ended and the government took a policy of retrenching its definition of responsibility for status Indians. Prior to that governments had been saying that we were responsible for all status Indians both on and off reserves. Since Bill C-31 came into effect, the government has taken the position that we're only responsible for those Indians living on reserve.

• 1635

Maybe the government, or the people who negotiated that program out of existence, could tell you why that program was pulled back. I can give you some speculation and rumours that you hear from some of the inside negotiations, that part of it was attributed to the chiefs who didn't want the program around, that this was part of the deal for Bill C-31, because there was such opposition to changes to the Indian Act, among some other trade-offs that were given.

I think it was a whole mess of things in there that tied in together. From what I saw of it, I think it was an excellent program. Many of our people who were off reserve, because they didn't have to live in the welfare state that constituted many of the reserves, were working already. Some of them were doing quite well and probably would have qualified for that program. They would have made excellent use of that program. Unfortunately, when Bill C-31 was proclaimed law, that program ceased to exist. Yet we've been cut back every year.

[Translation]

Ce n'est pas ce que nous ont dit d'autres groupes, en particulier dans les réserves, où les relations avec la SCHL en général ne sont pas très bonnes. Il y en a qui disent que c'est un peu différent, selon à qui l'on s'adresse et selon le responsable du secteur. C'est du moins ce qui nous a été dit.

J'aimerais maintenant vous poser une question précise pour commencer. Le ministère des Affaires indiennes avait lui-même un programme avant que je ne sois élu député. Je n'étais pas là en 1985, quand ils ont décidé de l'éliminer. Le ministère avait un programme pour le logement hors réserve des autochtones. Pourriez-vous me dire ce que vous savez de ce programme, si cela marchait convenablement et ce que cela représentait? Est-ce parce qu'il était à l'origine de trop nombreux problèmes qu'il a été éliminé? Ou est-ce simplement parce que le ministère a décidé qu'il ne voulait pas trop s'engager dans le domaine du logement hors réserve? Peut-être pourrions-nous commencer par là.

M. Fraser: Je n'ai pas tellement connu le programme hors réserve qu'avait le ministère avant l'adoption de la loi C-31. C'est un programme qui semblait bien marcher, même s'il était davantage orienté vers les Indiens de plein droit, au sens pré-1985, qui travaillaient hors réserve et qui pouvaient obtenir une hypothèque. Cela représentait des sommes assez importantes. Je ne sais pas exactement combien, mais cela permettait aux gens de payer l'acompte. Ensuite, ils pouvaient aller se présenter à une banque pour obtenir le reste du financement nécessaire.

Question problèmes, je ne pense pas qu'ils étaient plus nombreux dans le cadre de ce programme que pour toute autre situation d'hypothèque. Il est intéressant de noter que depuis 1985, lorsque la loi C-31 a été proclamée, ce programme a pris fin, et le gouvernement a décidé de limiter ses responsabilités vis-à-vis des Indiens de plein droit. Avant cela, le gouvernement disait qu'il était responsable de tous les Indiens de plein droit, dans les réserves et hors des réserves. Depuis la loi C-31, le gouvernement a déclaré qu'il n'était plus responsable que des Indiens vivant dans les réserves.

Peut-être que le gouvernement, ou ceux qui ont négocié l'élimination du programme, pourrait vous dire la raison pour laquelle il a été supprimé. Je puis vous rapporter certaines rumeurs qui ont entouré les négociations, à savoir que c'était en partie dû au fait que les chefs ne voulaient pas de ce programme, que cela faisait partie d'une entente à propos de la loi C-31, tellement il y avait d'opposition aux modifications que l'on voulait apporter à la Loi sur les Indiens.

Je crois qu'il y a eu tout un éventail de facteurs. D'après ce que j'en ai vu, je dirais que c'était un excellent programme. Beaucoup de nos gens qui étaient hors réserve, parce qu'ils n'avaient pas besoin de vivre en assistés sociaux comme dans beaucoup des réserves, travaillaient déjà. Certains d'entre eux se débrouillaient assez bien et auraient probablement pu bénéficier de ce programme. Cela en aurait été une excellente utilisation. Malheureusement, lorsque la loi C-31 a été proclamée, le programme a été supprimé. Toutefois, nous avons eu des coupures tous les ans.

[Texte]

What we're probably facing, especially in some of the smaller provinces, is that we may not even have to worry about our organizations telling CMHC to take the program; they may have to say to hell with it, we can't afford to deliver any more. New Brunswick is a prime example. If we're looking at a 21% cut again this year, I don't see how they're going to operate. There is a rippling effect that we're having because of that.

The off-reserve program would actually have helped rural native housing programs. It would have been a great benefit, but it put a lot of strain on that program, to the point that now because of financial cuts they're not worried about turning the program back on. Some of the groups will be out of existence probably within a year or two.

All I can say with respect to the responsibility given to the provinces is that they've done a piss-poor job of delivering to native groups. New Brunswick is a prime example of that where they failed miserably in the year they tried to do it, back in 1985 and 1986. One unit was delivered out of 18, to native people in the province, and that was late in the year. That was why we got back into the program. They begged us back to the table.

Mr. Nault: Let me see if I can answer. One of the things that we're trying to figure out is something we feel may be best answered by a politician. This is not to say that Gene is not a politician. He used to be a politician, and once a politician, always a politician.

We are being told that one of the problems with the programming is that there are too many cooks and it's hard to figure out who is doing what and why. There are suggestions, for example, that on reserve there should be one person, one group, one department, one agency, that is going to deliver that program. Under that umbrella, that individual agency, there will be different types of programs that will be delivered.

Is that the view that the council would hold, or is it acceptable to go after DIAND and say bring back the off-reserve housing program and we'll continue to work with CMHC, but we'll also continue working with DIAND if they change their way of doing business? I'm getting the sense that it would be more appropriate, at least on reserve, to have one agency deal with the whole issue of housing with the individual First Nation groups.

Mr. Fraser: I don't accept your notion of bands being First Nations. They're really not creations. They're not true governments of aboriginal people.

I could probably sit here and reel off, for the next half hour or an hour, on the processes that bands have put on off-reserve people, but I am not going to get into that debate.

We have developed, I think, an expertise over the past 20 years in the housing program, which is best suited to delivery to those people who are living off reserve. We have no interest in the on-reserve market, no more than the bands have an interest in the off-reserve market or in those people living off reserve.

[Traduction]

La situation, surtout dans certaines des provinces moins importantes, c'est qu'il ne sera peut-être même pas nécessaire d'aller dire à la SCHL de s'occuper elle-même du programme; mais on sera peut-être obligé de l'abandonner, faute de moyens. Le Nouveau-Brunswick est un excellent exemple. Si l'on doit essayer encore cette année une coupure de 21 p. 100, je ne sais vraiment pas comment cela pourrait marcher. Cela entraîne d'autres problèmes.

Le programme hors réserve aurait en fait aidé les programmes de logement pour autochtones et ruraux. Il aurait beaucoup servi, mais, maintenant, du fait des coupures financières, on n'envisage même pas de faire redémarrer ce programme. Certains des groupes n'existeront probablement même plus d'ici un an ou deux.

Tout ce que je puis dire quant à la responsabilité confiée aux provinces, c'est qu'elle a été très mal assumée vis-à-vis des groupes autochtones. Le Nouveau-Brunswick est un excellent exemple, car, dans cette province, les résultats ont été désastreux l'année où l'on a essayé, en 1985 et 1986. Une unité sur 18 a été donnée à des autochtones, et c'était assez tard dans l'année. C'est la raison pour laquelle nous avons repris le programme. Ils nous ont suppliés de le reprendre.

M. Nault: Permettez-moi d'essayer de répondre. C'est peut-être d'abord à un politique qu'il faut poser la question. Cela ne veut pas dire que Gene ne soit pas lui-même un politique. Il l'était, et lorsqu'on l'a été, on le demeure.

On nous dit qu'un des problèmes que pose ce programme, c'est qu'il y a trop de joueurs et que l'on ne sait pas très bien qui fait quoi. On dit, par exemple, qu'il devrait y avoir une personne, un groupe, un ministère, un organisme unique pour mettre en oeuvre ce programme dans les réserves. Cet organisme pourrait être responsable de divers programmes.

Le conseil serait-il d'accord? Ou préfère-t-il aller demander au ministère des Affaires indiennes de remettre sur pied le programme de logement hors réserve et continuer à collaborer avec la SCHL, tout en restant en relation avec le ministère des Affaires indiennes s'il devait changer sa façon de faire? J'ai l'impression qu'il serait plus approprié, du moins dans les réserves, de n'avoir qu'un seul organisme qui s'occupe de toute la question du logement avec les différents groupes des premières nations.

M. Fraser: Contrairement à vous, je ne pense pas que les bandes soient des premières nations. Ce ne sont pas de vrais gouvernements d'autochtones.

Je pourrais probablement passer une demi-heure ou une heure à vous décrire la façon dont les bandes traitent les personnes hors réserve, mais je préférerais ne pas entrer dans ce débat.

Au cours des vingt dernières années, je crois que nous avons acquis des connaissances du programme de logement qui correspondent mieux que toute autre chose aux besoins de ceux qui vivent hors réserve. Nous ne nous intéressons pas au marché des réserves, de même que les bandes ne s'intéressent pas au marché hors réserve ni à ceux qui vivent hors réserve.

[Text]

I will make that very clear. The bands receive money for me. What am I getting out of it? I'm only told by the chief, who happens to be my uncle in the band that I happened to get attached to, because I have to be listed under Bill C-31 as a 6.(2) Indian, that he wants nothing to do with me.

• 1640

We can go on and on. I can tell you about bands where they are supposedly going to let their Bill C-31 people back on the reserves. There are bands that have received Bill C-31 impact money since 1985, and not one house has been built yet for a Bill C-31 Indian. They're given the old, run-down shacks on the reserve. There are women who have gone back to the reserves only to be told that their spouse can come there, but they take the shortest route to and from the reserve; if they mention anything about politics, out they go.

We reject that notion right out of hand. That's a non-starter from our point of view. I'll tell you right now that our interests will not be well served. I can go into other examples where that has happened.

I could go into New Brunswick bands and how we've been used in a way not directly related to housing. We signed a hunting agreement with the Province of New Brunswick late in August 1990. The province raised the issue of off-reserve people and said they'd include them. When it came time to decide about how to get involved in that hunt, not one off-reserve person was notified what that was. In most cases the band members were lied to about what was in that agreement. We showed them the agreements, not the bands. The chiefs didn't have guts enough to tell them the truth about what they signed.

I'll tell you right now, our people are going to be totally left out. I could go into a situation where bands used off-reserve people to create new council positions, using great numbers, inflating their numbers by double. But when it came time to vote for those positions, sorry, non-residents couldn't vote.

So those are the situations we're forewarning you about. There will be problems with that. I think you'll have a great uprising from off-reserve people. How does the band deliver services to those people living in the urban centres? They're crying out for services now.

In Vancouver, because of the great working relationship of all the off-reserve groups there, they're delivering services on reserve. They have agreements signed with some of the bands. Those are the positive cases, where they've been able to work out agreements to deliver those services to on-reserve people.

But you go into Toronto, every one of the cities all across this country, and you wonder where the bands are to deliver services there when they're being told by Indian Affairs that if you can save money, you can keep that money to do other things with it. So who gets affected first?

[Translation]

Il ne faut pas s'y tromper. Les bandes reçoivent de l'argent pour moi, mais, personnellement, cela ne me sert à rien. Le chef, qui se trouve être mon oncle, de la bande à laquelle je me suis retrouvé rattaché parce qu'il faut que je figure en tant qu'Indien sur une liste prévue dans la loi C-31 en vertu du paragraphe (2) de l'article 6, ce chef m'a donc dit qu'il ne veut pas entendre parler de moi.

Et je pourrais vous citer des tas d'exemples. Je pourrais vous parler des bandes qui sont censées laisser revenir dans les réserves les Indiens qui sont rattachés à elles aux termes de la loi C-31. Il y a des bandes qui ont reçu de l'argent en vertu de cette loi depuis 1985, mais aucune maison n'a encore été construite pour un Indien récupéré en vertu de la loi C-31. On leur donne les vieilles baraques délabrées des réserves. Il y a des femmes qui sont rentrées dans les réserves pour se faire dire que leur conjoint peut y venir, mais qu'elles feraient mieux de ne pas rester trop longtemps dans la réserve; que si elles disent un mot à propos de la politique, elles s'en iront.

Nous rejetons totalement cette notion. A notre avis, c'est tout simplement inacceptable. Je puis vous dire que nos intérêts ne seront pas bien servis. Je pourrais d'ailleurs vous donner d'autres exemples.

Je pourrais vous expliquer comment les bandes du Nouveau-Brunswick nous ont utilisés dans des domaines qui ne sont pas directement liés au logement. Nous avons signé un accord de chasse avec la province à la fin d'août 1990. La province a soulevé la question des Indiens hors réserve et déclaré qu'ils seraient inclus. Quand est venu le moment de décider de la participation à cette chasse, aucun Indien hors réserve n'a été avisé. Dans la plupart des cas, on a menti aux membres des bandes quant au contenu de l'accord. Nous leur avons montré les accords, les bandes ne l'ont pas fait. Les chefs n'ont pas eu le courage de leur dire la vérité sur ce qu'ils avaient signé.

Je puis vous dire tout de suite que les nôtres se retrouveront complètement abandonnés. Dans un autre cas, les bandes ont utilisé les Indiens hors réserve pour créer de nouveaux postes de conseil, ont gonflé les chiffres, quand ils ne les ont pas doublés. Toutefois, quand le moment est venu de voter pour doter ces postes, on a refusé aux non-résidents de voter.

Voilà donc la situation dont nous voulons vous avertir. Cela va poser des problèmes. Attendez-vous à des réactions importantes des Indiens hors réserve. Comment la bande sert-elle ceux qui vivent dans les centres urbains? Le besoin de services est énorme actuellement.

À Vancouver, étant donné les excellentes relations de travail de tous les groupes hors réserve, la prestation de services se fait dans les réserves. Des accords ont été signés avec certaines bandes. Ce sont là certains exemples positifs où il a été possible de conclure des accords visant à offrir ces services aux Indiens des réserves.

Mais vous allez à Toronto, dans n'importe quelle ville du pays, et vous vous demandez comment les bandes peuvent offrir des services, alors que les Affaires indiennes leur déclarent que si elles réussissent à économiser de l'argent, elles peuvent le garder pour faire autre chose. Qui sont ceux qui en souffrent?

[Texte]

It's the people who are the electors, and the electors are not necessarily the band members. The electors are only those people who lived on reserve. If you're running, like any government, a structure where you're accountable to an electorate, you're not going to be worried about people who don't vote for you. That's what it boils down to.

So all I'm saying is that the bands do not necessarily reflect the aboriginal society out there. They're government-imposed institutions that don't even come close to representing all the aboriginal people in this country. That's why you have groups such as the Native Council of Canada sitting around this country fighting for those who are living off reserve.

Mr. Nault: Let me see if I can take the politics out of this for a minute. What we're talking about here is delivering housing to people who don't have any. Whether they live on reserve because of the Indian Act or off reserve because they are living in the cities or whatever, the fact remains, the delivery of housing is the most important aspect of this whole debate.

How do we do that in a way that's the most efficient, the most acceptable to all the players we're talking about? That's the question I'm asking. I'm not interested in the internal politics of the aboriginal communities.

Mr. Fraser: Well, you asked if one group would be enough to deliver for everybody. I'm telling you why it wouldn't work. So I don't know what—

Mr. Nault: No, I basically asked if that was your choice or if there was another choice.

Mr. Fraser: There are choices. We've made suggestions over the years on how to streamline the program. We've been able to do that over the past 20 years in co-operation with CMHC. It's been a long struggle. I'm not saying that we've reached the end of the road for that. There are probably a great many more improvements that we can deliver over the years.

To give you an example, you talk about costs and so on. The decision Gene talked about, declaring these areas urban centres... I mean, I sat on the housing task force in New Brunswick where we talked about these type of decisions, moving people further out in the woods. What is the cost on society when you do that?

You expect people who are basically at the lowest end of the economic ladder, possibly living on welfare, the poorest of the working poor, to have jobs. As soon as they go to work, that means money. If they're the poorest of the working poor, they have to have a reliable vehicle to get back and forth that 15 to 30 miles. We're putting them out in the bush. That means costs for the provinces and in some cases the governments to extend roads, extending length of time that school buses are out there. Those are all costs.

All we've been suggesting is that we should have a look at some of these policies to find a way in which we can make them much more equitable in the delivery systems. Even the provinces... I can agree with some of their concerns. What

[Traduction]

Ce sont les électeurs, et les électeurs ne sont pas nécessairement membres des bandes. Ce sont simplement ceux qui vivent dans la réserve. Si, comme dans tout gouvernement, vous êtes responsable devant un électorat, vous ne vous inquiétez pas de ceux qui ne votent pas pour vous. C'est aussi simple que cela.

Je dis donc simplement que les bandes ne sont pas nécessairement le reflet de la société autochtone. Ce sont des institutions imposées par le gouvernement, qui ne représentent pas du tout tous les autochtones du pays. C'est la raison pour laquelle vous avez des groupes tels que le Conseil national des autochtones du Canada, qui défend les intérêts de ceux qui vivent hors réserve.

M. Nault: Permettez-moi d'essayer d'écarter l'aspect politique de la chose. Il s'agit là d'essayer de loger des gens qui n'ont pas de logement. Qu'ils vivent dans les réserves du fait de la Loi sur les Indiens ou hors des réserves parce qu'ils vivent en ville ou ailleurs pour une autre raison, il n'en demeure pas moins que ce qui est important dans notre débat, c'est qu'ils soient logés.

Comment nous y prendre de la façon la plus efficace, la plus acceptable pour tous? C'est la question que je pose. Peu m'importent les jeux politiques internes des groupes autochtones.

M. Fraser: Ma foi, vous avez demandé s'il suffirait qu'un groupe serve tout le monde. Je vous explique pourquoi cela ne marcherait pas. Je ne sais pas ce que... .

M. Nault: Non, je vous ai essentiellement demandé si ce serait ce que vous choisiriez ou si vous préféreriez une autre solution.

M. Fraser: Il y a d'autres solutions. Nous avons déjà fait beaucoup de suggestions sur la façon de rationaliser le programme. C'est ce que nous avons réussi à faire depuis 20 ans, en collaboration avec la SCHL. Le combat fut long. Je ne veux pas dire que nous sommes parvenus à un résultat parfait. Il y a probablement encore des améliorations à apporter.

Je vous donne un exemple. Vous parlez de coûts, etc. La décision dont parlait Gene, qui a consisté à déclarer que ces zones étaient des centres urbains... Ma foi, j'étais membre du comité spécial du logement au Nouveau-Brunswick, où nous avons parlé de ce genre de décisions, de la possibilité de déménager des gens plus loin, en pleine nature. Qu'est-ce que cela coûte à la société?

Vous demandez aux gens qui sont probablement au bas de l'échelle économique, qui sont probablement assistés sociaux, aux plus pauvres des gagne-petit, d'avoir un emploi. Dès qu'ils vont travailler, ils gagnent de l'argent. Si ce sont les plus pauvres des gagne-petit, il leur faut un véhicule fiable pour parcourir ces 15 à 30 milles qui les séparent de leur lieu de travail. On va les installer en pleine nature. Cela coûte cher aux provinces, qui dans certains cas doivent prolonger les routes, prolonger les horaires des autobus scolaires. Tout cela coûte cher.

Ce que nous avons suggéré, c'est d'examiner certaines de ces lignes directrices afin de voir comment rendre le système beaucoup plus équitable. Même les provinces... Je comprends certaines de leurs inquiétudes. Nous disons que nous ne

[Text]

are we doing to people if we are saying that we can only put them 20 or 30 miles out in the bush and not provide the necessary resources to make sure that we get them to that next step? If they go to work in some of these programs they get nailed with an increase in payment. It may be on an income basis, but there's no time to allow them to adjust as they go to work to try to improve themselves. There are other costs that are involved in those sorts of things. We've proposed a number of those options over the years, ways to streamline the programs, and possibly save money in the long term and the short term.

• 1645

There's not only a cost directly related to housing, there are other social welfare costs you're going to be dealing with. If we don't start dealing with those, you can cut down the number of groups you want, but you're never going to solve the problem. You have to deal with the real problem.

Mr. Skelly (Comox—Alberni): Thank you very much for the presentation. This kind of catches me by surprise too. Did Central Mortgage and Housing consult with aboriginal groups about the division of the country into these new urban units for program delivery, or was this a part of the consultation process?

Mr. Rheume: It caught me by surprise, and I was part of the consultation. Canada Mortgage, I think they call themselves now.

We never have had any difficulty with the people on the program side, starting with the president and successive presidents of Canada Mortgage and Housing, going right back to Herb Hignett in the early days. It's when a program is announced and it's turned over to the policy planners to draft up. It's sort of like legislation that goes through the House, I have noticed. Just about everybody's happy with it until they see the regulations that are drawn up by somebody else, which then seems to totally distort and hamper and hinder and restrict and refocus the legislation. We never get a chance to see the policy and planning division people.

Mr. Skelly: If there are 50 units in British Columbia and say a similar number of units in each province across Canada, and it's been frozen at 1,000 units per urban housing program, as you say, it won't even make an impact on the need. I'm wondering, is that 1,000 units also going to be reduced by the 21% this year and the 30% next year?

Mr. Rheume: They've succeeded in reducing in a different way. They took the value of the 1,000 units about 10 years ago and now we get the same amount of money, which has the effect of reducing the number of units, because costs have risen in 10 years. They say go ahead, this is the funding we're allocating to the urban native housing program. It has resulted in fewer and fewer units each year. We used 1,000 because that was how we arrived at the original figure. For a couple of years it was 1,000 units regardless of what they cost but kept within a MUP. As you know, Canada Mortgage loves those acronyms that sound like gastrointestinal disorders, their RRAP, EARP, and MUP. It stands for

[Translation]

pouvons les loger qu'à 20 ou 30 milles en pleine campagne, et nous ne leur assurons pas les ressources nécessaires pour veiller à leur faire franchir l'étape suivante! Dans certains de ces programmes, s'ils trouvent un emploi, ils ont une augmentation de loyer, peut-être proportionnelle au revenu, et on ne leur permet pas de s'adapter quand ils vont travailler pour améliorer leur sort. Il y a également d'autres coûts liés à cela. Nous avons proposé diverses options au cours des années, des façons d'améliorer les programmes, peut-être même d'économiser de l'argent, à long et à court terme.

Il n'y a pas seulement le coût directement lié au logement; il y a également d'autres coûts de bien-être social que vous allez avoir. Si nous n'abordons pas ces questions, on peut diminuer le nombre de groupes sans pour autant jamais résoudre le problème. Il faut aller au coeur de la chose.

M. Skelly (Comox—Alberni): Merci de votre exposé. Ce genre de choses que vous nous dites me surprend également. Est-ce que la Société centrale d'hypothèques et de logement a consulté les groupes autochtones sur cette subdivision du pays en nouvelles unités urbaines aux fins de prestation de programmes? Ou est-ce l'aboutissement de la consultation?

M. Rheume: Moi aussi j'ai été pris par surprise et, pourtant, j'ai participé aux consultations, mais la société s'appelle maintenant Société canadienne hypothèques et de logement.

Nous n'avons jamais eu de difficultés avec ceux qui élaboraient les programmes, à commencer par le premier président de la SCHL et ceux qui lui ont succédé, en remontant jusqu'à Herb Hignett, tout au début. Quand un programme est annoncé, ce sont les planificateurs de la politique qui préparent les détails. J'ai remarqué que la même chose se produisait pour une loi qui est présentée à la Chambre: tout le monde est content, jusqu'à ce qu'arrive le règlement, rédigé par quelqu'un d'autre, et qui semble aller exactement à rebours de l'intention du projet de loi, le modifie, le déforme, lui impose des contraintes et des entraves. Nous ne sommes jamais consultés par le personnel de la section de planification des politiques.

M. Skelly: Vous dites qu'il y a 50 unités pour la Colombie-Britannique et approximativement le même nombre dans chaque province, le nombre total étant arrêté à 1,000 unités par programme de logement urbain: comme vous le dites, c'est une goutte dans l'océan. Est-ce que ces 1,000 unités vont être touchées par la réduction de 21 p. 100 cette année, et de 30 p. 100 l'an prochain?

M. Rheume: Ils sont parvenus à réduire d'une autre façon. Ils ont pris la valeur des 1,000 unités il y a une dizaine d'années, et nous obtenons maintenant la même somme d'argent, ce qui a pour effet de réduire le nombre des unités, car en dix ans, les coûts ont beaucoup augmenté. On nous alloue donc une somme pour le programme de logement des autochtones en milieu urbain et on nous dit: allez-y, construisez! Chaque année, le nombre d'unités a diminué. Nous avons pris le chiffre de 1,000 comme base pour demander des fonds. Pendant quelques années, nous avons obtenu de l'argent pour 1,000 unités, quel qu'en soit le coût, mais avec un plafond par unité. Vous connaissez l'affection

[Texte]

maximum unit price. In the last few years they've changed that and said it's a dollar figure; it is the cost of this over the lifetime and that's what we're going to allocate. That has had the effect of reducing the number of units.

Mr. Skelly: Is that dollar figure then going to be cut by 21%, and next year 30%, for a total of 51%?

Mr. Rheume: My guess is yes. It caught me by surprise too, not the cut as such, but the 30% was news to me. I was aware of the 21%.

I had been told through my contacts, and they're at fairly high levels within Canada Mortgage, that the president, Gene Flichel, who's a super person as far as most native communities in this country are concerned, said don't start squealing and yelling, you guys—this was after the budget—don't worry, the native people are not going to get chopped because that's the area of most need. There's one program, co-op housing, that may disappear entirely, which it also has, but at least for the most part. . . I know it's a mug's game to say who deserves what most when you're talking about the lowest end of the scale, but he said within it we'll have the discretion of where we are going to chop.

• 1650

So it is not an across-the-board cut, even though the Minister of Finance may have made it sound like that. I was told on Thursday, sorry, it's across the board; there is no discretionary reallocation of funds within Canada Mortgage, every program is being chopped. Indeed, one being chopped entirely was the co-op housing program. I am startled by that.

Quite frankly, a lot of people, within and without Canada Mortgage, said to me why aren't you natives standing up on your hind legs and barking. I was smiling away, because I had every reason to believe someone else's ox was going to get gored, until Thursday, when I found out that—

Mr. Skelly: That yours was going to get it too.

Mr. Rheume: That's right. I had been assured the native allocation would not be trimmed across the board because the whole thrust of the current government is to target resources to the people most in need. To me, that meant you couldn't do an across-the-board cut and be consistent.

Mr. Skelly: But it seems to me now. . . I was just working out a few figures here based on numbers of units. Well, that may not apply, but right now some of the units that you would be capable of building under the new system of designating urban areas wouldn't even meet the needs in a single urban area out of perhaps 500 in Canada.

Mr. Rheume: Absolutely not.

Mr. Skelly: How are the priorities determined? How are the allocations made?

[Traduction]

de la SCHL pour ces sigles qui évoquent le nom de maladies gastro-intestinales, comme PAREL, PEEE et PUM, mais ces dernières années, ils ont changé la règle et dit que c'était un chiffre en dollars, le coût pour toute la durée de vie, et c'est ce que nous allons attribuer. Le nombre des unités en a été réduit.

M. Skelly: Cette somme, en dollars, va-t-elle alors être réduite de 21 p. 100, et l'an prochain de 30 p. 100, soit d'un total de 51 p. 100?

M. Rheume: C'est ce que je crois avoir compris. Moi aussi j'en ai été surpris; j'étais au courant des 21 p. 100, mais pas des 30 p. 100.

J'avais des relations à un niveau assez élevé à la SCHL, et on m'avait dit que son président, Gene Flichel, qui est un homme très bien aux yeux de la plupart des collectivités autochtones, avait dit: «N'allez pas pleurer misère—c'était après le budget—ne vous en faites pas, on ne va pas saigner les autochtones, parce que ce sont eux qui ont le plus de besoins.» Il y a un programme, la coopérative de logement, qui risque de disparaître complètement, ou en tout cas pour la plus grande partie. . . Quand il s'agit de décider entre ceux qui sont les plus pauvres de tous, c'est un attrape-nigaud que de nous donner le choix et de décider qui est le plus méritant, mais il nous a dit qu'à l'intérieur d'une somme allouée, ce serait à nous de décider où effectuer les compressions.

Ce n'est donc pas une compression sur toute la ligne, bien que ce soit ce que voudrait faire croire le ministre des Finances. On m'a dit jeudi: désolés, mais tout le monde y passe; on ne pourra pas redistribuer des fonds de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. C'est chaque programme qui va être rogné. Mais il y en a un qui a complètement disparu; c'est la coopérative de logement. J'en suis renversé.

Beaucoup de gens, tant à la SCHL qu'ailleurs, nous ont dit: «Pourquoi est-ce que vous ne montrez pas les dents, vous, les autochtones?» Je souriais sous cape, parce que j'avais de bonnes raisons de penser que c'était un autre qui allait y passer, jusqu'à ce que j'aie découvert, jeudi, que. . .

M. Skelly: Que vous n'y échappiez pas non plus.

M. Rheume: C'est exact. On m'avait assuré qu'on n'allait pas tailler dans le vif des fonds destinés aux autochtones, parce que tout l'objectif du gouvernement actuel est de diriger les ressources vers ceux qui en ont le plus besoin. Je ne voyais donc pas comment, en bonne logique, le couperet pouvait tomber partout.

M. Skelly: Mais il me semble maintenant. . . J'étais en train de faire quelques calculs, sur le nombre des unités. Cela ne s'applique peut-être pas, mais certaines des unités que vous pourriez construire avec le nouveau système de désignation des zones urbaines ne répondraient même pas aux besoins d'une seule région urbaine, alors qu'il y en a bien 500 au Canada.

M. Rheume: C'est tout à fait exact.

M. Skelly: Comment les priorités sont-elles établies? Comment les fonds sont-ils attribués?

[Text]

Mr. Rheume: The allocations are made by Canada Mortgage, with general consultation by region. Incidentally, I wouldn't holler too loud, because last year British Columbia got 237 of the 1,000 units, so they weren't badly treated.

Mr. Skelly: Is that all?

Mr. Rheume: But part of it is the capacity of the urban native group to deliver too, to deliver on time. As October comes along there is always a great reallocation of resources. Native delivery groups are uneven in their capacity to deliver.

But I can tell you there is a whole bunch in northwestern Ontario, Mr. Nault. If I were them, I would just fold up, because they form, they get a board of directors, you know, they really work hard, they get the community all hyped up and away they go, and then they are told, well, it will be two years and we will give you four units. And they have a waiting list of thirty families they have involved—and if you get four units, it might be five years before you can have one more. The board of directors has to make sure there is good management, good records, good accounting. How do you do it? In the meantime, that little urban native group in some of the smaller communities. . . The people are knocking on their doors, pounding on their doors—hey.

I know housing groups that have a backlog of qualified eligible families in urban areas of 250 people on the list who have had no allocation of new units for two years. They are told maybe next year they can get six. By that time there are going to be 350 families waiting to know.

The thing that really surprised me was there was no consultation on what PPPD was doing. In the normal course of events, that's up to CMHC—internal management, management down to balance the effect. But at a time when the federal Cabinet is wading into Canada Mortgage with a macheté, chopping the hell out of them every which way. . . If I were Gene. . . I know what he feels like. You're in a lifeboat with six of your children and there is only food for four: which two are you throwing overboard? I don't know how any parent can make that decision. But I was told that it's out of Canada Mortgage's hands. It is an across-the-board cut on every single program, minimum, and some cancelled entirely.

Mr. Skelly: Thank you.

The Chairman: Mr. Redway.

• 1655

Mr. Redway (Don Valley East): Phil and Gene, your comments have been very helpful, but I would like to concentrate. . . particularly because we understand the difficulties with the financing and that's an area that obviously has to have a good deal of attention, but I would hope maybe we can make some recommendations as well about how the system should work to make it better for you.

[Translation]

M. Rheume: C'est la Société canadienne d'hypothèques et de logement qui s'en charge, après consultation de chaque région. Encore la Colombie-Britannique n'a-t-elle pas trop de quoi se plaindre, car l'an dernier, elle a obtenu 237 des 1,000 unités à construire, et, en bonne conscience, vous ne pouvez pas trop contester.

M. Skelly: Est-ce là tout?

M. Rheume: Mais une partie est également la capacité du groupe des autochtones urbains de livrer, et de livrer à temps. À l'approche du mois d'octobre, il y a toujours une grande redistribution des ressources. Les dates de livraison sont inégalement respectées par les groupes autochtones.

Mais dans le Nord-Ouest de l'Ontario, monsieur Nault, il y en a beaucoup. Si j'étais eux, je renoncerais, parce qu'ils obtiennent un conseil d'administration et travaillent dur, mobilisent toute la collectivité, se lancent à fond, pour s'entendre dire ensuite: il faudra attendre deux ans, et nous vous donnerons quatre unités, alors qu'ils ont une liste d'attente de 30 familles. Si vous obtenez quatre unités, il faudra peut-être bien attendre cinq ans pour en avoir une autre. Le conseil d'administration doit veiller à ce qu'il y ait une bonne gestion, de bonnes archives, une comptabilité en règle. Comment faire? Entre temps, ce petit groupe autochtone en milieu urbain, dans certaines des petites collectivités. . . Les gens frappent à leurs portes; ils frappent même à coups de poing.

Je connais des groupes de construction de logements qui ont un arriéré de familles admissibles dans les zones urbaines de 250 personnes, qui pendant deux ans n'ont pas obtenu de nouvelles unités. On leur en promet peut-être six pour l'an prochain, mais jusque-là, il y aura 350 familles sur la liste d'attente.

Ce qui m'a vraiment surpris, c'est qu'il n'y a pas eu de consultations sur ce que faisait le PPPD. Si les choses se déroulent normalement, c'est à la gestion interne de la SCHL d'amortir le choc, mais à une époque où le Cabinet fédéral se lance contre la Société canadienne d'hypothèques et de logement coupe-coupe au poing, sabrant tout sur son passage. . . Si j'étais Gene. . . Je sais ce qu'il doit ressentir. Vous vous trouvez sur un canot de sauvetage avec six de vos enfants, et il n'y a à manger que pour quatre: lesquels allez-vous jeter par-dessus bord? Comment un parent peut-il prendre une telle décision? Mais on m'a dit que ce n'était pas à la SCHL d'en décider, que la réduction portait sur tous les programmes, à l'exception de ceux qui étaient carrément supprimés.

M. Skelly: Je vous remercie.

Le président: Monsieur Redway.

M. Redway (Don Valley-Est): Ce que vous nous avez dit est très intéressant, Phil et Gene, mais j'aimerais maintenant que nous nous concentrons. . . car nous comprenons les difficultés du financement et l'attention dont fait l'objet ce sujet, mais j'espère que nous pourrions faire certaines recommandations pour que le système fonctionne mieux pour vous.

[Texte]

Now, you said the native delivery agent system was one that was working well for you and you're happy with that, and as far as the off-reserve status people are concerned, that kind of a delivery system is the sort of thing you think should stay in place and we shouldn't make any changes in it. Is that basically what you're telling us, or is there some other form of delivery system that would be better for you?

Mr. Fraser: I think what we're basically saying is the system has worked well over the years for us, when we've had them. I think there are many success stories we can go with, whether that be in the urban program or the rural and native.

For years, we have been delivering to off-reserve status Indians as well as those who are—I hate using the term “non-status”, because it seems like it makes someone a non-person, or whatever—non-registered, I guess is the phrase we're using now, and Métis peoples in every province and territory. That has worked well over the years, and right now I guess the only thing we can do to improve it is by making sure they have the adequate resources to continue.

As I mentioned, there are probably a couple of provinces that probably won't have to worry about turning back the program because of the small number of units.

Mr. Redway: Well, assuming the system that is in place now is a good one, as far as you're concerned, can you tell me how it works? You have housing groups in every native community, is that...?

Mr. Rheaume: Just to run the reel back a little bit, Mr. Redway, granted the nature of the constitutional arrangements in this country between federal, provincial, and municipal, and given the proclivity of all governments to establish interdepartmental committees—and if you accept that as an unfortunate fact of life they can't turn around without involving everybody and everything—the system can be made to work.

It isn't a system we would have designed; it isn't the ideal system in that sense. The arrangements between Canada Mortgage and Housing, on behalf of the Government of Canada, and the provinces varies from one jurisdiction to another. In some cases, the corporation is the active partner, takes the lead, and deals with the native group; in other cases the provincial government is the active partner and takes the lead role in planning.

They have tripartite management committees, which include the native delivery group, the provincial representatives, and the federal representatives. Those meet monthly, in most cases, and they plan allocations and budgets, and so on. The costs are shared 75/25 between the federal authority and the provincial authority for the rural and native housing program.

It isn't a system I'd have designed. The ideal system, we think, would have been if the two governments had gotten together and said, here you have a delivery capacity. . .

[Traduction]

Vous disiez que le système de prestation des programmes par des autochtones vous convenait, et qu'il devrait être maintenu pour les autochtones hors réserve, que nous ne devrions pas le modifier. Est-ce bien là ce que vous nous dites? Ou y a-t-il une autre forme d'exécution des programmes qui serait plus avantageuse pour vous?

M. Fraser: Le système a été satisfaisant au cours des années, et nous avons plusieurs réussites à notre actif, que ce soit dans le cadre du programme de logement des autochtones en milieu urbain ou dans celui du programme de logement pour les ruraux et les autochtones.

Pendant des années, nous avons exécuté le programme pour les Indiens de plein droit hors réserve ainsi que pour ceux qui sont, je déteste utiliser ce terme, des Indiens de fait—c'est un terme qui semble dépersonnalisé, mais c'est le terme maintenant en usage—et pour les Métis dans chaque province et territoire. Cela a bien fonctionné au cours des ans et, à l'heure actuelle, la seule chose que nous puissions faire pour l'améliorer, c'est de veiller à ce qu'ils aient les ressources nécessaires pour continuer.

Comme je le disais tout à l'heure, il y a probablement plusieurs provinces qui, en raison du petit nombre d'unités, n'auront pas à craindre de voir disparaître le programme.

M. Redway: Puisque le système actuel vous satisfait, pouvez-vous m'expliquer comment il fonctionne? Vous avez des groupes chargés du logement dans chaque collectivité autochtone, n'est-ce pas...?

M. Rheaume: Pour revenir un peu en arrière, monsieur Redway, compte tenu de la répartition des pouvoirs, dans ce pays, entre gouvernements fédéral, et provinciaux et administrations municipales, et la tendance de tous les gouvernements à mettre sur pied des comités interministériels—il faut bien se plier devant la réalité, rien ne se fait sans que tout le monde y mette le nez—compte tenu de tout cela, le système peut fonctionner.

Ce n'est pas ainsi que nous l'aurions conçu; ce n'est pas un système idéal. Les accords conclus entre la SCHL, au nom du gouvernement du Canada, et les provinces varient selon les régions. Dans certains cas, c'est la SCHL qui prend les devants et traite avec les autochtones, tandis que dans d'autres cas, c'est le gouvernement provincial.

Il y a des comités de gestion tripartites qui comprennent le groupe autochtone d'exécution des programmes, les représentants provinciaux et les représentants du gouvernement fédéral. Dans la plupart des cas, ils se réunissent chaque mois et décident de la répartition des fonds. Les coûts sont partagés, à raison de 75 p. 100 pour le gouvernement fédéral et de 25 p. 100 pour le gouvernement provincial, dans le cas du programme de logement pour les ruraux et les autochtones.

Ce n'est pas moi qui ai inventé le système; nous aurions préféré que les deux gouvernements se mettent ensemble et disent: vous avez une capacité. . .

[Text]

Incidentally, the way we receive our funding is where we have these delivery organizations it's on a fee-for-service basis. There is a schedule, and if you go out and find a client and establish their eligibility, do their credit checks and all of those other wonderful things you need, there is a certain fee the corporation says you've earned. Then if you get the applications completed properly, there's a fee for that—that's what it would cost CMHC to do it. In fact, it would cost them a hell of a lot more. And so on. It is on a fee-for-service basis that we get our revenue.

But I wouldn't have designed that system. We would say take the total cost of the program, and where you have an excellent delivery system, a native delivery group, turn the money over to them and make them deliver and repair x number of units, and build so many new ones. Let them run with it.

• 1700

I don't know what the cost of those meetings is, but I attend them all over Canada and I could have housed all of the half-breed people I know with the money that has been spent flying people to tripartite management committee meetings, let alone the paper to—

Mr. Redway: That is exactly what this committee is trying to get at. Apart from the fact that there's less money this year than there was last year, and apart from the fact that we all need more money, we're trying to see if there is money somewhere in the system that we could use to produce more housing. You are starting to identify some of the areas where if we streamline, perhaps as you indicated, turn over money, a block funding with some sort of commitment and duty to be accountable. . .

Mr. Rheume: There's one other major way that could have been. . . I was disappointed that the government didn't follow. . . As you are aware—it was under your ministry—there was an experimental program called the Demonstration Housing Program. CMHC put up the money and they built 100 units a year. They identified, they got the expertise, and they went out into communities across Canada and they built the houses up front, and the occupant—

Mr. Redway: That was a self-help concept.

Mr. Rheume: Yes, it was a self-help thing, but CMHC bought the land. They had the construction guys there if necessary, they built the houses and turned them over, with the help of the occupant. . . if it was an elderly or dependent person, as long as there was community help. They brought the cost of housing native people down to \$42,000 per home.

Mr. Redway: Is that not to continue on a permanent basis under the new program?

Mr. Rheume: Self-help is being built into the new one on a permanent basis, but now there are no resources, it has to compete. While it's nice to keep politics out of these discussions, the demonstration program ran into trouble in two or three places in this country. Hundred Mile House in B.C. was one of them. I can name them if you want, but I think it's unnecessary.

[Translation]

Je vous rappellerais, à cet effet, que le financement se fait, quand il existe un groupe d'exécution du programme, par rémunération des services. Il y a un barème, et vous cherchez un client qui soit admissible, vous vérifiez son crédit, vous faites toutes ces démarches qui sont nécessaires, vous dit-on, et la Société canadienne d'hypothèques et de logement vous attribue alors une certaine rémunération. Vous remplissez correctement les demandes et vous êtes rétribué—c'est ce qu'il en coûterait à la SCHL pour le faire. Il leur en coûterait beaucoup plus, en réalité. C'est ainsi que nous obtenons nos recettes, par rémunération des services.

Je n'aurais pas conçu ainsi le système. Nous aurions dit: voici le coût total du programme; quand vous avez un excellent système d'exécution, un groupe d'autochtones qui s'en chargent, remettez-leur l'argent et faites-les réparer un certain nombre d'unités, et construire un certain nombre de nouveaux logements. Laissez-leur la gestion du programme.

J'ignore ce que coûtent ces réunions, mais je me rends partout au Canada pour y assister, et j'aurais pu trouver du logement pour tous les Métis que je connais avec l'argent que ça coûte pour faire venir en avion les participants à ces rencontres du comité tripartite de gestion, et je ne parle pas du papier. . .

M. Redway: C'est précisément là que nous voulons en venir. Hormis le fait qu'il y a moins de crédits cette année, et qu'il nous en faut tous davantage, nous essayons de voir s'il ne reste pas quelque part de l'argent qui nous permettrait de trouver davantage de logements. Vous commencez à repérer certains domaines où, avec un peu d'uniformisation, de transfert de crédits, de financement global, à condition de s'engager à rendre des comptes. . .

M. Rheume: Il y a une autre façon de faire. . . J'ai été déçu que le gouvernement ne suive pas. . . Comme vous le savez—c'était dans votre ministère—il y a déjà eu, à titre expérimental, un programme pilote de logement. La SCHL a fourni les fonds, et on bâtissait 100 logements par année. Les employés de ce programme déterminaient les besoins, possédaient les connaissances nécessaires et se rendaient sur place, dans tout le Canada, pour bâtir des maisons, et l'occupant. . .

M. Redway: Les gens se prenaient en charge.

M. Rheume: Oui, mais c'est la SCHL qui achetait le terrain. Elle faisait venir les ouvriers si nécessaire, faisait bâtir la maison, la remettait à l'occupant, et avec son aide. . . s'il s'agissait d'une personne âgée ou non autonome, pourvu que l'on puisse compter sur l'aide de la communauté. On a réussi de cette façon à faire baisser le coût du logement pour les autochtones à 42,000\$ la maison.

M. Redway: Cette activité ne va-t-elle pas devenir permanente dans le nouveau programme?

M. Rheume: On retient de façon permanente le concept de la prise en charge, sauf qu'il n'y a plus de ressources, et qu'il faut se battre. Même si c'est très bien de dépolitiser ces discussions, le programme pilote a connu des difficultés à deux ou trois endroits au pays. D'abord à Hundred Mile House, en Colombie-Britannique; je peux vous donner les noms, mais je ne pense pas que ce soit nécessaire.

[Texte]

The objection was from the non-native community, which asked "what the hell are you doing building houses for these useless welfare bums"? My guess is that a house under the current system of tripartite management, considering all the meetings we go to and the time it takes to involve everyone in it—I'll bet that average cost of a house built under the rural native housing program is in excess of \$250,000. . . over the lifetimes of all the people who have to receive 25% and keep track of it and bill the province and so on.

That demonstration program showed what you as the minister had said it would show: that you could deliver good housing in this country, the same as the other housing being delivered—two, three, and four bedrooms, all in cost, land included—for \$42,000 to \$48,000 a unit.

Mr. Redway: Let us just look at the steps along the way. Why don't we take New Brunswick as an example of how the delivery system works in New Brunswick. You have a tripartite committee for the province. How many local delivery agents in the province of New Brunswick are on a fee-for-service basis under that tripartite committee?

Mr. Fraser: Under the rural native housing program there was just the New Brunswick Aboriginal People's Council because of the small—

Mr. Redway: So there was one in New Brunswick.

Mr. Fraser: Yes, delivering the Rural Native Housing Program outside the province of New Brunswick. The Province of New Brunswick also delivers the program.

Mr. Redway: So there were two delivery agents in effect—the province on their own was one and the council was the other.

Mr. Fraser: Yes.

Mr. Redway: So on a fee-for-service basis the council would then take the applications from all over the province? Is that the way it would work?

• 1705

Mr. Fraser: That's right. There would be a fee.

Mr. Redway: Perhaps you could describe how it would work.

Mr. Fraser: There would actually be a fee, depending on the service, whether it was in the rural native housing program, which was staged. I'm not sure what the percentages were, but there were four or five different stages from the time you actually took an application—an approved application, mind you—to the stage of the house being actually constructed and the client moving in.

We also had a fee for service under the emergency repair program, which we never utilized because we just saw that as throwing good money away. We thought it was best to piggyback it onto the RRAP program and allow a unit to be brought up to grade so you could end up RRAPing a unit, rather than forcing someone who had no desire to get into a new home and end up with a 25-year mortgage, or whatever.

[Traduction]

Les non-autochtones se sont insurgés; ils ont demandé: «Pourquoi diable bâtissez-vous des maisons pour ces parasites de l'assistance publique?» Je parierais qu'une maison dans l'actuel système de gestion tripartite, compte tenu de toutes les réunions auxquelles il faut assister et du temps qu'il faut pour que tout le monde soit dans le coup—je dirais que le coût moyen d'une maison bâtie dans le cadre du programme de logement pour les ruraux et les autochtones dépasse 250,000\$. . . A quoi s'ajoutent les heures et les heures consacrées par tous ceux qui doivent toucher 25 p. 100, consigner l'utilisation de l'argent et facturer la province.

Ce programme pilote a montré ce que vous, comme ministre, aviez prédit ce qu'il arriverait: qu'il est possible d'offrir du logement de qualité au pays, semblable à ce qui existe ailleurs—deux, trois et quatre chambres à coucher, tout compris, avec le terrain—pour une somme variant entre 42,000\$ et 48,000\$.

M. Redway: Examinons les étapes. Prenons l'exemple du Nouveau-Brunswick, et voyons comment le programme fonctionne dans cette province. D'abord, il y a un comité tripartite. Combien des agents locaux de la province sont rémunérés pour leurs services au sein du comité tripartite?

M. Fraser: Dans le cadre du programme de logement pour les ruraux et les autochtones, il n'y avait que le New Brunswick Aboriginal People's Council, à cause du petit. . .

M. Redway: Il y en avait donc un au Nouveau-Brunswick.

M. Fraser: Oui, chargé d'exécuter le programme de logement pour les ruraux et les autochtones au Nouveau-Brunswick. La province du Nouveau-Brunswick se charge aussi de l'exécution du programme.

M. Redway: Il y avait donc deux agents d'exécution: la province et le conseil.

M. Fraser: Oui.

M. Redway: Donc, contre rémunération, le conseil se chargeait des demandes venant de toute la province? C'est ainsi que cela fonctionnait?

M. Fraser: C'est bien ça. Des honoraires étaient perçus.

M. Redway: Pourriez-vous nous décrire comment cela fonctionnait?

M. Fraser: Il y avait des honoraires, en fonction du service, selon que cela faisait partie du programme de logement pour les ruraux et les autochtones, qui étaient échelonnés. Je ne suis pas certain des pourcentages, mais il y avait trois ou quatre étapes différents entre le dépôt de la demande—la demande déjà approuvée, je précise—et le moment où la maison était remise à l'occupant.

Le programme de réparations d'urgence prévoyait aussi la rémunération, mais on ne s'en est jamais servi, parce que cela nous semblait être du gaspillage d'argent. Il nous paraissait plus avantageux de se servir du PAREL, remettre le logement en état au lieu de forcer quelqu'un qui ne le voulait pas de s'installer dans une nouvelle maison avec une hypothèque de 25 ans sur les bras.

[Text]

The same also happened with the RRAP program. We were delivering, I think, at about \$360 per approved application. We only get that \$360—no matter if we find 20 applications, we only get paid for the one that got through, so there's a lot of cost involved.

Mr. Redway: How do you get the applications? Do you advertise?

Mr. Fraser: Well, in later years we were starting to advertise. We only became involved in the RRAP program—one of the unfortunate things, I guess, in dealing with some of the provinces was they really didn't want native involvement in the programs, so we had to argue our way in.

Mr. Redway: Is that true in New Brunswick? Is that true under Peter Trites?

Mr. Fraser: No. Peter was probably one of the more open ministers we've had, and obviously those preceding him, but under—

Mr. Redway: You're back to a different regime now?

Mr. Fraser: Yes. Well, going back to the late Mr. Hatfield's regime, his ministers that were there, or his bureaucrats that were there actually, were actually the problems.

Mr. Redway: What about the current minister in the situation now?

Mr. Fraser: I haven't been in New Brunswick long enough since the last election. I've been here since pretty well late October. So we had those staged processes we had to go through. By the time we ended up, our fees were—

Mr. Redway: Did people apply to the delivery agent?

Mr. Fraser: Well, we had a local system. Our local structures were part of that process.

Mr. Redway: How did that work, with the locals?

Mr. Fraser: Once we sat down and negotiated the level of program activity for the year, we were put in a position—I won't say put in a position, it was part of the requirements as well—we advertised amongst our local structures out there, in the community spread all over New Brunswick, that we had these programs available.

What we tried to do was use our locals as the focal point to bring people in. It served two purposes—to keep track of the native people we have out in the community, because some people come and go, and we needed to have a structure people could use as, almost like a local office, although they weren't offices, to bring people through and have some sort of co-ordinated effort out there.

As I said, the dollars weren't that great. If we spent time out there for 10, 15, 20 applications and only got one through the system on whatever rationale, then that's a lot of money down the tube, so we had to try to economize as much as we could.

Once that happened, and we basically took the application, did all the soft work, I guess, for it, put it forward to the New Brunswick Housing Corporation, then we had to wait for their bureaucracy to take over and run it through the system, for as long as that took.

[Translation]

Il est arrivé la même chose avec le PAREL. En tout, les honoraires revenaient à environ 360\$ par demande approuvée. On ne touchait que 360\$. . . peu importe si on avait examiné 20 demandes, on n'était payé que pour celles qui avaient eu le feu vert. Cela coûtait donc cher.

M. Redway: D'où vous venaient les demandes? Faisiez-vous de la publicité?

M. Fraser: Eh bien, ces dernières années, nous avons commencé à faire de la publicité. Nous n'avons commencé à nous servir du PAREL—ce qui est dommage, c'est que certaines provinces ne voulaient pas que les autochtones participent aux programmes, si bien qu'il a fallu tempêter pour y participer.

M. Redway: Est-ce que c'est le cas au Nouveau-Brunswick? Avec le ministre Peter Trites?

M. Fraser: Non. Peter est sans doute l'un des ministres à l'esprit le plus ouvert que nous ayons rencontrés, et il est certain que ceux qui l'ont précédé. . .

M. Redway: Vous êtes maintenant sous un nouveau régime?

M. Fraser: Oui. Si je remonte au régime de feu M. Hatfield, les ministres et les bureaucrates, c'étaient eux le problème.

M. Redway: Et que pensez-vous du ministre actuel?

M. Fraser: Il n'y a pas assez longtemps que je suis au Nouveau-Brunswick, depuis les élections. J'y suis depuis la fin du mois d'octobre. Il fallait donc suppléer à toutes ces étapes du programme. À la fin, nos honoraires étaient. . .

M. Redway: Les gens faisaient-ils leur demande à l'agent?

M. Fraser: Eh bien, il y avait un système local. Nos structures locales faisaient partie du processus.

M. Redway: Comment est-ce que ça se passait?

M. Fraser: D'abord, on se réunissait pour discuter de l'envergure du programme pour l'année. On nous mettait dans une situation—je ne dirais pas qu'on nous mettait dans une situation, cela faisait partie aussi des exigences—nos structures locales faisaient de la publicité, dans tout le Nouveau-Brunswick, et nous faisons connaître ces programmes.

Nous avons essayé de nous servir de nos systèmes locaux pour faire venir les gens. Cela servait à deux choses: suivre l'évolution de la population autochtones dans la région, parce que les gens vont et viennent, et parce qu'il nous fallait une structure à laquelle les gens puissent s'adresser, comme un bureau local, même s'il ne s'agissait pas de bureau, pour faire venir les gens et essayer de coordonner nos efforts.

Comme je l'ai dit, les sommes n'étaient pas énormes. Si on se tapait 10, 15 ou 20 demandes sur place et s'il n'y en avait qu'une qui était acceptée, pour quelque raison que ce soit, eh bien, c'était autant d'argent de gaspillé. C'est pourquoi il a fallu économiser le plus possible.

Après tous les travaux préparatoires, on transmettait la demande à la Société d'habitation du Nouveau-Brunswick. Ensuite, il fallait attendre que la bureaucratie lui fasse remonter la filière. Cela prenait le temps que ça prenait.

[Texte]

The most difficult period we ran into was in the summer months. It would take an application somewhere around five to six months if it happened to hit the system coming into the summer, because it went to about four or five different desks once it hit that system before it even came back to us.

The Chairman: I would like to ask the committee, since the time has expired, should we continue Mr. Redway's line of questioning?

Some hon. members: Agreed.

Mr. Redway: Okay. So now we've got a local system, sort of a local network of people. How would they be chosen in each of the—?

Mr. Fraser: Well, within our local structures, we would have elected people, all volunteers—people who either held other jobs or were involved in other activities. They would be what we would term our local executive, and from that we would ask our locals to get involved in the housing program by appointing a housing committee.

What we would hope to do is what I think many of the organizations have tried to do—to cut down time and travel costs, they would try to educate these housing committee members on some of the basic criteria of the program. They would take some of that early information as far as incomes, without getting into determining any repayment schedule if there were repairs, determining what the repairs were. Once we got it back, it would go through the New Brunswick Housing system, and then what would happen from that point is they would request an inspector to make a visit to the unit.

• 1710

What we tried to do was get our people trained as inspectors to the same level as the New Brunswick Housing people were trained. If we could have had that in-house service, we could probably have cut down the turn-around time and application by three to four months in some cases.

Mr. Redway: We have been told that something of that sort is happening in Ontario and in Saskatchewan now, I believe.

Mr. Fraser: New Brunswick went through a period of time where they had inspectors in New Brunswick Housing, then they put them out to the Department of Labour, and that caused problems. Now they are back in the New Brunswick Housing Corporation.

Mr. Redway: But they are not native inspectors.

Mr. Fraser: None of them are native. As a matter of fact we were running into problems of what officially gets reported to New Brunswick Housing. Our staff runs into delays. When they check with their field offices, the field office says they don't have a problem, that they have plenty of staff there. But if you talk to the inspectors they are saying they are overworked. Here we were going into late 1991 and they were still trying to deal with 1990 applications.

Mr. Redway: Once the application gets approved through this very complex process you have described, what then happens? How do you start to get the house built?

[Traduction]

Le plus dur, c'était l'été. Cela prenait cinq ou six mois si la demande entrait dans la machine en été, parce qu'elle passait d'un bureau à l'autre quatre ou cinq fois avant de nous revenir.

Le président: Je pose la question aux membres du comité: comme le temps de parole de M. Redway est écoulé, l'autorisons-nous à poursuivre ses questions?

Des voix: D'accord.

M. Redway: Entendu. Il y a donc un système local, une sorte de réseau local. Comment ces gens sont-ils choisis dans chacun...?

M. Fraser: Eh bien, dans ces structures locales, il y a des gens élus, des bénévoles—des gens qui avaient un autre emploi ou faisaient autre chose. C'était pour ainsi dire notre bureau de direction locale, et à partir de là, nous pouvions demander aux gens de l'endroit de participer au programme de logement en désignant un comité de logement.

Ce que nous espérons faire, c'est ce que beaucoup d'autres organisations ont tenté de faire. Pour réduire les délais et le coût des déplacements, on commençait par familiariser les membres du comité avec les critères de base du programme. Ils se familiarisaient avec les informations préliminaires, comme le revenu, mais sans aller jusqu'à calculer le barème de remboursement en cas de réparations, déterminer la nature des réparations. Une fois que nous avions l'information en main, la demande était transmise à la Société d'habitation du Nouveau-Brunswick, qui, elle, demandait à un inspecteur de faire une visite sur place.

Nous avons essayé de donner à nos gens une formation d'inspecteur égale à celle des inspecteurs de la Société d'habitation du Nouveau-Brunswick. Si nous avions eu cette fonction à l'interne, nous aurions probablement pu réduire à trois ou quatre mois le délai d'examen des demandes.

M. Redway: On nous a dit que quelque chose de ce genre était arrivé en Ontario et en Saskatchewan, je crois.

M. Fraser: À une certaine époque, le Nouveau-Brunswick avait des inspecteurs à la société d'habitation, puis au ministère du Travail, et cela nous a causé des problèmes. Aujourd'hui, ils sont revenus à la Société d'habitation du Nouveau-Brunswick.

M. Redway: Mais ce ne sont pas des inspecteurs autochtones.

M. Fraser: Aucun d'eux n'est autochtone. En fait, nous avons eu des ennuis à propos de l'information qui était transmise à la société d'habitation. Nos employés rencontrent des retards. Lorsqu'ils posent la question à leur bureau régional, on leur répond qu'il n'y a pas de problème, qu'il y a amplement de personnel. Mais si l'on pose la question aux inspecteurs, ils disent être surchargés de travail. Ce qui fait qu'on s'est retrouvé à la fin de 1991 en train d'étudier des demandes de 1990.

M. Redway: Une fois qu'une demande a été approuvée aux termes de ce processus très complexe que vous venez de décrire, que se passe-t-il? Comment mettez-vous la maison en chantier?

[Text]

Mr. Fraser: Delivery?

Mr. Redway: Yes.

Mr. Fraser: Once the application has been approved and we have given the go-ahead for approval, then we have to wait for New Brunswick Housing to put it through its public tendering process.

Mr. Redway: So they would tender it.

Mr. Fraser: They would tender the project out.

Mr. Redway: Were there any native construction companies that would bid on that?

Mr. Fraser: No. This is another option where we have missed a glorious opportunity to train a lot of native people in the rural and native housing program with the millions of dollars that have been spent. I don't think you will find many native people who has gained full-time employment through the building of those units.

We have been suggesting for years that it would be an excellent opportunity to take some of our people out of the social welfare situations they face, get them trained, and have those people come together and form their own construction company and start building those units.

Mr. Redway: Has there been any effort made to try to get a native construction company?

Mr. Fraser: We have been working on that in New Brunswick since 1984, when we started building our own summer camp facility. We had 10 native fellows who said if we are going to be here for a year, since we have a lot of ground clearing and stuff, we want to get something out of this project other than just getting another 52 weeks of unemployment. They wanted to become trained as carpenters. So we went about creating situations to get them to that point, and today we have one person who has gone on to be a journeyman, who is doing very well. As a matter of fact, the guy could be running his own company today if he wanted to. We have others who have dropped out. But our success rate in that even exceeded the provincial standard. So we have now the capability, and we have enough people around—

Mr. Redway: In that process, did you utilize or are you utilizing the Canada Employment funding, the Pathways funding, or whatever it is?

Mr. Fraser: Nothing under Pathways yet. There are still difficulties in getting that under way in many of the provinces. But we did make use of some of the Canada Works funding to get these people trained.

Although it is not a housing-related issue, when we are talking about training people into these various areas, we have to be able to get some consultation between departments as to what we are attempting. We had to sign an agreement with CEIC to keep these people employed if other projects came along. But when we did that, we ran into a problem of CEIC saying hold on, they worked the last project, so they can't work now. Departments get us started one way and then turn around and attempt to pull us back. We won that battle, as a matter of fact.

[Translation]

M. Fraser: L'exécution?

M. Redway: Oui.

M. Fraser: Une fois que la demande a été approuvée et que nous avons donné le feu vert, il faut attendre que la Société d'habitation du Nouveau-Brunswick fasse un appel d'offres.

M. Redway: Il y a donc un appel d'offres.

M. Fraser: Oui.

M. Redway: Y a-t-il des entreprises de construction autochtones qui soumissionnent?

M. Fraser: Non. Voilà un autre cas d'occasion en or qui a été ratée. Avec tous les millions de dollars du programme de logement pour les ruraux et les Autochtones, on aurait pu former un grand nombre d'autochtones. Il n'y a pas beaucoup d'autochtones qui ont décroché un emploi à temps plein grâce à la construction de ces logements.

Depuis des années, nous soutenons que ce serait une excellente occasion de décrocher nos gens de l'assistance publique, de les former, et de les amener à s'unir pour former leur propre entreprise de construction et construire eux-mêmes ces logements.

M. Redway: A-t-on essayé de créer une entreprise de construction autochtone?

M. Fraser: C'est ce que nous essayons de faire au Nouveau-Brunswick depuis 1984, lorsque nous avons commencé la construction de notre colonie de vacances. Dix autochtones se sont dit que s'ils allaient être sur place pendant un an, parce qu'il y avait beaucoup de terrain à dégager, ils voulaient tirer quelque chose d'autre du projet que 52 semaines de prestations d'assurance-chômage. Ils voulaient devenir de vrais menuisiers. Nous leur en avons donc donné l'occasion, et aujourd'hui l'un d'eux est devenu compagnon et a beaucoup de succès. De fait, s'il le voulait, il pourrait être à la tête de sa propre entreprise. D'autres se sont désistés. Mais notre taux de succès est supérieur à celui de la province. Nous avons maintenant ce qu'il faut, et nous avons suffisamment de gens. . .

M. Redway: Pour y arriver, avez-vous eu accès aux crédits de la CEIC ou du programme «Les Chemins de la réussite»?

M. Fraser: Rien encore des Chemins de la réussite. Dans bien des provinces, il est encore difficile de mettre les choses en branle. Mais on a pu se servir des fonds de Canada au travail pour leur donner de la formation.

Même si ce n'est pas une question reliée au logement, quand il est question de former des gens dans ces divers métiers, il faut amener les ministères à se consulter sur ce que nous voulons faire. Il a fallu que nous signions une entente avec la CEIC pour conserver ces gens au travail si d'autres projets se présentaient. Mais quand nous avons fait cela, nous avons eu des difficultés avec la CEIC, qui objectait que, comme ils avaient travaillé au projet précédent, ils ne pouvaient plus travailler au suivant. Les ministères nous lancent dans une direction, puis changent d'idée et essaient de nous faire reculer. En passant, nous avons gagné sur ce point.

[Texte]

Those are the types of things we have suggested; that we can go in there with our own people, and by buying in bulk the way we have been we could probably build the units cheaper. We have come up with some schemes to administer the program, the after-care of the unit, a lot cheaper.

We were expected to provide an after-care program on the counselling. The province gets \$700 a year. We get \$100 for a visit, but the province doesn't make one visit to those units a year. They sit there once a year and mail out their documents every year. And they are getting \$600 a year to administer that. We are the guys out there making sure those people are making their payments and staying in the units for \$100 a year.

We have suggested that we have control of that to let us begin administering and generating those revenues so we can turn around and design other programs that could meet our needs.

Mr. Redway: Have you ever had any experience or difficulty, through bidding on a job, although it sounds to me that probably you haven't, getting a bid bond? Some have indicated that a bid bond process is a problem. Have you run into that situation at all?

Mr. Fraser: It is a problem, especially if you are a native company that is just starting out or has been working on the fringes for years. That does pose a problem for many of our people who are just getting started.

• 1715

The other problem we ran into in the bidding process, in talking about it, was that there was a standard that was put onto us that was not expected of a normal construction company. We talked about going out and using the rural native housing program, and the urban program as well, as an opportunity to train people. We were told if you have training costs that's going to come off the cost of the unit.

That's why we have the training cost. You're talking about a few more dollars to train people. It takes a little more time and money. The same question would not be asked of construction companies. They can hire a whole crew under training programs. That question would not have been asked of any company sitting out there in the market already which was building units.

There's one standard for us and one for other companies out there. All we ask is for a fair shake in this whole process so we can begin training some of our people.

Mr. Redway: As you've indicated, it varies from province to province, but if I understand the system in New Brunswick, as an example, it would be that there is the tripartite committee, that interfaces with your own delivery agent system. This breaks down through all the various communities where you would have an executive and a housing committee.

Mr. Fraser: That's right.

[Traduction]

C'est donc le genre de choses que nous avons suggérées: pouvoir amener nos gens avec nous, et, en achetant en grosse quantité, nous aurions probablement pu bâtir les logements pour moins cher. Nous avons trouvé des méthodes d'administration du programme et d'entretien du logement qui coûtent beaucoup moins cher.

Nous étions censés offrir un programme d'entretien. La province touche 700\$ par année. Nous touchons 100\$ par visite, mais la province n'effectue même pas une visite par année dans ces logements. Une réunion se tient une fois par année, après quoi les documents sont envoyés par la poste. Ils touchent 600\$ par année pour faire cela. Nous, pour 100\$ par année, nous nous assurons que les gens paient leurs traites et restent dans le logement.

Nous avons suggéré qu'on nous confie cette responsabilité, de manière à produire des recettes qui nous permettraient en retour de concevoir d'autres programmes qui répondent à nos besoins.

M. Redway: Au moment de soumissionner, même si ce n'est probablement pas votre cas, avez-vous déjà eu du mal à obtenir un cautionnement de soumission? Certains ont dit que c'était difficile. Cela vous est-il déjà arrivé?

M. Fraser: C'est un problème, surtout s'il s'agit d'une entreprise autochtone qui commence ou qui est en marche depuis des années. C'est effectivement un problème pour ceux qui commencent.

Puisque nous en parlons, nous nous heurtons à un autre problème avec le système d'appel d'offres, en ce sens qu'on exige de nous des normes qu'on n'exige pas des autres entreprises de construction. Nous avons envisagé d'utiliser le programme de logement pour les ruraux et les autochtones et le programme de logement en zone urbaine pour faire de la formation. On nous a répondu que les coûts de la formation seraient imputés aux coûts de construction de l'unité.

Voilà ce qui explique les coûts de formation. Il s'agit de quelques dollars de plus pour former des gens. Cela demande un peu plus de temps et d'argent. On ne poserait pas la même question aux autres entreprises de construction. Elles peuvent embaucher des équipes complètes de travailleurs inscrits à des programmes de formation. La question n'aurait jamais été posée à une autre entreprise exécutant un contrat de construction de pareilles unités.

Il y a une norme pour nous et une autre pour les entreprises du secteur privé. Nous demandons tout simplement d'être traités sur un pied d'égalité afin que nous puissions assurer la formation des nôtres.

M. Redway: Comme vous l'avez dit, cela varie d'une province à l'autre, mais, si j'ai bien compris comment fonctionne le système au Nouveau-Brunswick, par exemple, il y a le comité tripartite qui se concertent avec vos propres agents. Dans chaque collectivité, il y aurait un comité exécutif et un comité du logement.

M. Fraser: C'est exact.

[Text]

Mr. Redway: They would be the ones who would get the application forms in and do the actual processing on a fee-for-service basis.

Mr. Fraser: It wouldn't actually be the locals that would get it. That's the problem with the fee-for-service. It did not allow for that.

Mr. Redway: Okay. All right.

Mr. Fraser: But they would be the catch point for anyone who was interested.

Mr. Redway: That goes to a single—

Mr. Fraser: They would make sure that the field workers would get the information.

Mr. Rheume: There's a field work staff.

Mr. Redway: All right. How many are in New Brunswick in the field work staff?

Mr. Fraser: I'll go back to our days in Skigin Elmoog, where at one time we had eight staff people. I think New Brunswick is now down to two.

Mr. Redway: Why is that?

Mr. Fraser: Because of the fee-for-service structure and the cutback in the—

Mr. Redway: You can't afford. . .

Mr. Rheume: The total allocation for New Brunswick in the rural—

Mr. Fraser: Last year it was six units.

Mr. Rheume: Six units. No matter what they paid you for six units—

Mr. Redway: One of the problems for the committee to understand is the question of what you called bureaucratic gobbledegook. Another phrase is the critical mass. You have to have a critical mass of units. You need a certain number of units to deliver or your whole delivery system falls apart.

Mr. Rheume: You can't put in place the kind of different skills you need unless there's a minimum number. Canada Mortgage has been working on that.

I should add one thing to the committee's knowledge. Canada Mortgage doesn't only just offer to share the costs and help with tending the tripartite management. They have in place a training program. They have a plant training program. They prepare materials that are useable and the locals that we were talking about are much like a constituency. The local isn't formed for the purpose of housing. The local native people get together and they form a local of the New Brunswick Aboriginal Peoples Council. When any program comes up, the presidents of the locals gather and they're told that something new is coming down the road. The feds are doing this for older people or housing or something. So the locals then write into their office and a field worker is assigned.

[Translation]

M. Redway: Ce sont eux qui obtiennent les formulaires de demande et qui en font le traitement, la rémunération se faisant à l'acte.

M. Fraser: Ce ne sont pas les gens sur place qui s'en occuperaient. Voilà le problème avec le système du paiement à l'acte. Il ne permet pas de procéder de cette façon.

M. Redway: D'accord.

M. Fraser: C'est à eux que devraient toutefois s'adresser les intéressés.

M. Redway: Il y a donc un seul. . .

M. Fraser: Ils veilleraient à ce que les travailleurs sur le terrain obtiennent l'information.

M. Rheume: Il y a un personnel sur le terrain.

M. Redway: D'accord. Combien y a-t-il d'employés sur le terrain au Nouveau-Brunswick?

M. Fraser: A une certaine époque, à Skigin Elmoog, il y avait huit employés. Je pense qu'il n'y en a plus que deux au Nouveau-Brunswick.

M. Redway: Et pourquoi?

M. Fraser: A cause du régime de rémunération à l'acte et de la réduction. . .

M. Redway: Vous n'avez plus les moyens. . .

M. Rheume: L'allocation totale pour le Nouveau-Brunswick dans le programme de logement pour les ruraux. . .

M. Fraser: L'an dernier, nous devons construire six unités de logement.

M. Rheume: Six unités. Peu importe la somme qu'ils versaient pour la construction des six unités. . .

M. Redway: Le comité a du mal à comprendre la nature du problème que vous imputez au charabia bureaucratique. Vous avez aussi parlé d'une masse critique. Vous devez avoir une masse critique d'unités. Il faut construire un certain nombre d'unités, sans quoi tout le système s'effondre.

M. Rheume: On ne peut réunir toute la gamme de compétences requises, à moins de construire un nombre minimal d'unités. La SCHL se penche sur ce problème.

Je me dois d'ajouter une autre chose pour la gouverne du comité. La SCHL n'offre pas uniquement de partager les coûts et d'assurer le bon fonctionnement du système de gestion tripartite. Elle a en place un programme de formation. Elle a un programme de formation dans l'entreprise. Elle prépare des documents facilement utilisables, et les effectifs locaux dont nous avons parlé sont sa clientèle. Les travailleurs locaux ne sont pas formés à la construction de logements. Les autochtones locaux se regroupent et deviennent membre du New Brunswick Aboriginal Peoples Council. Quand un nouveau programme est annoncé, les présidents des sections locales se réunissent. C'est à cette réunion qu'on annonce la décision du gouvernement fédéral de mettre sur pied un programme à l'intention des personnes âgées ou un programme de logement, par exemple. Les sections locales communiquent alors avec le bureau, et un travailleur sur le terrain est désigné.

[Texte]

Mr. Redway: Does each local have a housing committee in New Brunswick, for instance?

Mr. Fraser: Pretty much everyone would.

Mr. Redway: Is it the same way across the country?

Mr. Fraser: Pretty much. It's pretty hard, too, when you compare us with us the bands. Our people at the local level aren't paid, whereas the bands have all kinds of resources to pay—

Mr. Redway: It's all volunteers.

Mr. Fraser: It's all volunteers. Some of these people are out working 12, 15 hours a day and still manage to put a few hours aside to do those little things. This helps us out and helps the organization.

Mr. Redway: My experience is they are very proud of the role they're playing, though.

Mr. Fraser: That's right.

Mr. Redway: They take a great deal of pride.

Mr. Fraser: A lot of very dedicated people out there have stuck it out for years. It's rare to find people who'll go that long.

Mr. Redway: Thank you very much.

Mr. Skelly: How many locals are there in New Brunswick, again?

Mr. Fraser: It fluctuates.

Mr. Skelly: Roughly.

Mr. Fraser: There are around 18 to 20 a year.

Mr. Redway: There are 18 to 20. You say you get six rural native units a year?

Mr. Fraser: We had six units last year.

Mr. Redway: Last year six were delivered?

Mr. Fraser: Two of them came in, then the budget came down, the second half of the budget. It was August or September.

Mr. Redway: Reallocation.

Mr. Fraser: Yes, the reallocation. We originally only had four to start with. The total allocation was four.

• 1720

Mr. Rheume: That's too late in the year.

Mr. Skelly: How many urban units?

Mr. Rheume: Urban units, I don't know.

Mr. Fraser: Urban units last year in New Brunswick? I think there was somewhere between three and six.

Mr. Rheume: Even if you're getting a \$1,000 a unit fee for service, if you put it through all the hoops, if you've got four units your gross revenue is \$4,000. I don't know how in God's name you'd get anybody—

[Traduction]

M. Redway: Chaque section locale a-t-elle un comité de logement au Nouveau-Brunswick, par exemple?

M. Fraser: La quasi-totalité, oui.

M. Redway: Est-ce que cela se fait de la même façon dans tout le pays?

M. Fraser: A peu de choses près. Notre situation est plus difficile que celle des bandes. Nos employés au niveau local ne sont pas rémunérés, tandis que les bandes ont les moyens financiers de payer. . .

M. Redway: Il n'y a que des bénévoles.

M. Fraser: Ce sont tous des bénévoles. Certaines de ces personnes travaillent 12 à 15 heures par jour, mais trouvent néanmoins quelques heures pour s'occuper de ces choses. Cela nous aide, et c'est précieux pour l'organisation.

M. Redway: J'ai constaté qu'ils sont néanmoins très fiers du rôle qu'ils jouent.

M. Fraser: C'est exact.

M. Redway: Ils en tirent une grande fierté.

M. Fraser: Un grand nombre de personnes très dévouées font ce travail depuis des années. Il est rare de trouver des gens qui tiennent aussi longtemps.

M. Redway: Merci.

M. Skelly: Pouvez-vous me rappeler le nombre d'employés locaux au Nouveau-Brunswick?

M. Fraser: Cela varie.

M. Skelly: À peu près.

M. Fraser: Il y en a entre 18 et 20 par années.

M. Redway: Entre 18 et 20. Vous dites que vous construisez six unités de logement pour les autochtones des régions rurales chaque année?

M. Fraser: Nous en avons construit six l'an dernier.

M. Redway: Six unités ont été construites l'an dernier?

M. Fraser: Deux l'ont été avant que n'entre en vigueur la deuxième moitié du budget. C'était en août ou en septembre.

M. Redway: La réaffectation.

M. Fraser: Oui, la réaffectation. Nous n'en avions que quatre au départ. L'affectation totale était de quatre.

M. Rheume: C'est trop tard dans l'année.

M. Skelly: Combien d'unités en zone urbaine?

M. Rheume: Je ne le sais pas.

M. Fraser: Le nombre d'unités de logement en zone urbaine l'an dernier, au Nouveau-Brunswick? C'était entre trois et six, il me semble.

M. Rheume: Même si vous touchez 1,000\$ l'unité, après avoir franchi tous les obstacles, votre revenu brut est de 4,000\$ si vous construisez quatre unités. J'ai énormément de mal à imaginer comment on peut. . .

[Text]

Mr. Skelly: Yes, two staff members.

Mr. Fraser: We had three but we had to cut back. The resources weren't there, and just still being new getting into the RRAP program, and still finding our way through that after being excluded for years caused some difficulty. So we had to cut back and get our people trained to the point that we can get that third person back on.

Mr. Nault: How many applications came through the locals under the urban and the rural program? I'm just wondering what the level of expectation is and what the delivery. . .

Mr. Fraser: Exact numbers I really couldn't give you, because—

Mr. Skelly: Any rough numbers, or. . .?

Mr. Fraser: If we used all of what was out there based on what our need was since we identified back in the mid-1980s, we had a potential out there for probably about 300 to 400 people, spread across various sectors or incomes. That's just in the RRAP program.

Mr. Rheume: Just to balance the information, though, you don't get paid just for new units. There's a fee for service too for identifying and finding the RRAP, residential rehabilitation assistance. If you use the emergency repair program to put a temporary band-aid on a place until he can qualify, there is a fee for that too. You add all that up, but the fact of the matter is—to get back to Mr. Redway's question—there still is a critical mass below which if you sink there just aren't enough total allocations under any of the elements of the program to justify keeping in place a native delivery group. You can't afford it.

Mr. Nault: Based on the fact that you have the feds, the province, and then the local group all participating in the same program, if they were to be put together in one central authority—basically the group you're talking about—to deliver that system, would the mass be large enough then?

For example, the province has four or five hoops to go through, the feds do the same thing, and then we've got the local group that only participates at the \$100 per application process, which is another component. If we were to put that all together and say, for example, in New Brunswick we're going to have one authority, the pool of money is going to be put right there and you're going to deliver it, that's it, that's the end of it, there's no more discussion, and all you have to do is be accountable to the feds through a federal-provincial agreement of some sort, would that give us what we need, or is it still going to be too short of cash because of the lack of funds or units?

Mr. Rheume: There are other problems in the delivery of housing besides money. Listen, we have trouble getting the municipalities to agree, because there are infrastructure problems, there are zoning problems, and so on. It isn't as if you could just tell the native group to build the houses where they want.

[Translation]

M. Skelly: Oui, deux employés.

M. Fraser: Nous en avons trois, mais nous avons dû réduire le nombre. Nous n'avions pas les ressources nécessaires, et nous avons eu du mal à participer au Programme d'aide à la remise en état des logements après en avoir été exclus pendant des années. Nous avons donc dû réduire nos effectifs et en former de nouveaux dans l'espoir de réembaucher la troisième personne.

M. Nault: Combien de demandes dans le cadre du programme de construction urbaine et rurale ont été acheminées par les sections locales? Je me demande quel est le niveau des attentes et. . .

M. Fraser: Je ne pourrais pas vous citer de chiffres exacts, parce que. . .

M. Skelly: Un chiffre approximatif?

M. Fraser: Compte tenu des besoins identifiés au milieu des années 80, si nous profitions au maximum des programmes, cela aurait pu représenter entre 300 et 400 personnes de tous les secteurs et de tous les niveaux de revenu. Ce n'est que pour le PAREL.

M. Rheume: Pour rétablir un peu les faits, nous ne sommes pas rémunérés uniquement pour la construction de nouvelles unités. Nous sommes payés à l'acte aussi lorsque nous dépistons des participants pour le PAREL, le programme d'aide à l'amélioration et à la réfection des logements. Si nous nous prévalons du programme de réparations d'urgence pour remettre en état une unité jusqu'à ce que le demandeur devienne admissible, nous touchons aussi des honoraires pour cela. Il faut faire le total de tout cela, mais le fait est—et cela me ramène à la question de M. Redway—qu'il existe une masse critique en deçà de laquelle le total du budget alloué dans le cadre d'une des composantes du programme ne justifie pas le maintien d'un groupe autochtone de construction. Ce n'est pas rentable.

M. Nault: Étant donné que le gouvernement fédéral, la province et le groupe local participent tous au même programme, s'il y avait une autorité centrale—essentiellement ce groupe dont vous parlez—qui serait responsable de l'administration du système, la masse critique serait-elle atteinte?

Par exemple, la province impose quatre ou cinq critères à respecter, le gouvernement fédéral en fait autant, et ensuite le groupe local, qui, lui, prélève 100\$ par demande. Si nous rationalisons tout le système pour dire qu'au Nouveau-Brunswick, par exemple, il y aurait une seule autorité centrale qui administrerait le budget et qui vous déléguerait la responsabilité d'assurer la construction, il n'y aurait pas à en discuter et vous auriez des comptes à rendre au gouvernement fédéral en vertu d'une entente fédérale-provinciale quelconque, est-ce que cela serait suffisant, ou auriez-vous néanmoins des difficultés financières en raison d'un budget insuffisant ou d'un nombre insuffisant d'unités à construire?

M. Rheume: L'argent n'est pas le seul problème que pose le programme de construction de logements. Écoutez, nous avons du mal à obtenir l'accord des municipalités à cause des problèmes d'infrastructure, des règlements de zonage, etc. Ce n'est pas comme si les groupes autochtones pouvaient construire les logements où bon leur semblerait.

[Texte]

It's not just a question of money; it's a question of needing the provincial input into... For instance, if we have a chunk of land somewhere and we want to sever it, and they had a chance to build 30 units, which is not unthinkable in Ontario, that has tremendous implications for the Department of Education. If 30 families are going to be clustered in this new subdivision, what do you do about schools, roads, policing?

Mr. Nault: Who deals with that, Gene, in the province?

Mr. Rheume: Theoretically the tripartite management committee—

Mr. Nault: They go to municipal affairs.

Mr. Rheume: —is plugged into the other departments now. That's why when Mr. Redway asked if it is the ideal system... It's ideal, I suppose, in the world we live in.

Mr. Nault: Now, what I was suggesting is this central authority would also have the ability to deal with zoning bylaws, deal with the land acquisition and the whole process. For New Brunswick, which is somewhat smaller than dealing with all of Ontario, we would have to break Ontario up into regions to deal with that, I'm sure, because it's such a large area. I mean, I could fit about ten New Brunswicks in my riding alone. It just doesn't work the same.

• 1725

I'm just trying to get a sense from the witnesses basically, from yourselves, if we were to change the system and make recommendations, which is the best to go in general terms? I know it's pretty difficult to ask that question specifically, but generally speaking, which direction is more acceptable?

Mr. Fraser: If you're still suggesting where there's a provincial involvement, the province is an active party—

Mr. Nault: I'm suggesting that, as we do in other areas, there should be a federal-provincial agreement on housing for aboriginal people. Then we agree on what the lump sum of money is going to be.

Mr. Fraser: There is.

Mr. Nault: There isn't really, because the fact is that it's a 75-25 scenario. But then they fool around with the numbers, don't they?

Mr. Fraser: Oh, yes. Also, the agreement contains more than just the cost sharing.

Mr. Rheume: It contains the provision for advisory committees and community resource groups. It provides for hundreds of things.

Mr. Nault: No wonder there's no money left for housing.

Mr. Rheume: I'm not sure, though. That doesn't come out of the housing budget. Let me give you an example. A few years ago when that defence base closed down in Moose Factory—quite a few years ago—the Department of National Defence had 50 or 60 empty houses there. They heated them. They had a gymnasium, a swimming pool, they had everything. They kept them heated.

[Traduction]

Il n'y a pas que le problème de l'argent; il faut aussi la participation des provinces... Par exemple, si nous avons une propriété et que nous voulons procéder au démembrement afin de construire 30 unités, ce qui n'est pas impensable en Ontario, cela a des répercussions considérables pour le ministère de l'Éducation. Si 30 familles vont se retrouver concentrées dans ce nouveau lotissement, qu'en est-il des écoles, des routes, des services de police?

M. Nault: Qui s'occupe de cela, Gene, dans la province?

M. Rheume: En théorie, cela relève du comité de gestion tripartite...

M. Nault: Qui s'adresse aux affaires municipales.

M. Rheume: ...qui coordonne ces activités avec les autres ministères. Voilà pourquoi, quand M. Redway a demandé si c'est le système idéal... C'est idéal, j'imagine, compte tenu de la réalité actuelle.

M. Nault: Ce que je proposais, c'est que cette autorité centrale soit habilitée à agir pour ce qui est des règlements de zonage, de l'acquisition des terres et de tout le reste. Ce serait un peu différent pour le Nouveau-Brunswick, qui est une province plus petite, que pour l'Ontario. En Ontario, il faudrait diviser la province en régions. Après tout, je pourrais mettre dix fois le Nouveau-Brunswick dans ma seule circonscription. Il faut faire les choses autrement.

J'essaie essentiellement de faire dire aux témoins quelle serait la meilleure façon de procéder si nous recommandions une modification du système. Je sais qu'il est difficile de se prononcer sur les détails, mais de façon générale, quelle option serait la plus acceptable?

M. Fraser: Si vous suggérez toujours que les provinces participent activement...

M. Nault: Je suggère qu'il y ait une entente fédérale-provinciale sur le logement autochtone, comme il y en a dans d'autres secteurs. Nous pourrions ensuite décider du montant global du budget.

M. Fraser: Cela se fait déjà.

M. Nault: Pas réellement, puisque le partage se fait à 75:25. Ils jouent ensuite avec les chiffres, n'est-ce pas?

M. Fraser: Ah, oui. Par ailleurs, l'entente ne précise pas uniquement la formule de partage des coûts.

M. Rheume: Elle prévoit la création de comités consultatifs et de groupes de ressources communautaires. L'entente précise des centaines de détails.

M. Nault: Ce n'est pas étonnant qu'il n'y ait plus suffisamment d'argent pour le logement.

M. Rheume: Je n'en suis pas certain, toutefois. Cela n'est pas prélevé sur le budget du logement. Permettez-moi de vous donner un exemple. Il y a quelques années, la base militaire de Moose Factory a été fermée—il y a de cela quelques années—et le ministère de la Défense nationale se retrouvait avec 50 ou 60 maisons vides. Il les chauffait. Il y avait là un gymnase, une piscine et d'autres installations. Le ministère chauffait tout cela.

[Text]

I was in the area, and there was a whole bunch of native families who needed housing. It seemed logical to me that what we should do was get hold of those units that were costing the feds hundreds of thousands of dollars to heat. What seemed to be a simple proposition, two and a half years later involved 47 different agencies between municipal, provincial and federal, all of whom had to do something before something could happen. When you counted the local native group—we were one of them—you'd be surprised at the kinds of things. CMHC said, for instance, that they would allow the native people to move in right away, but the houses are too close, they're not safe. We asked what the hell was the military doing living there. "Oh, the military has different rules; it's safe for them." We could only have every second house. We were going to have to destroy some of them because they were too close. They didn't meet the building code, and on and on and on.

We were told you have to apply to Crown Assets, and Crown Assets has to circularize every other federal agency to see if they would like them, and could use them. Two and a half years later we were at the point where 47 different players were in it.

I convened a meeting in Toronto and got them all in a room. I treated them like that Patty Hearst jury that was going on in the United States. I sequestered them, and went around the room and asked, okay, who has to do what first? Some were saying we can't do that, the perc test hasn't been taken—that was Health and Welfare—they test the water, and we don't know about this, and on and on and on.

We finally got a sequence of events, at least, and still nothing happened for about six years until the minister of the day, Barney Danson. . . We went on national television on *W-5*. We had them photograph it with Warner Troyer standing in the swimming pool and the bowling alley that were being heated at a cost of \$800,000 a year to the federal government. Then they took pictures through the cracks in the logs of families living in garbage and sleeping in cardboard. I want to tell you that got some action. All of a sudden the whip got cracked by the Premier of Ontario and by the local improvement district.

You ask about having one agency. Yes, I guess if you had one agency that could handle zoning, roads, schools, health concerns, policing, and have one authority that you could go to and say bang, that's where we'll put a subdivision in Wawa, we'll be able to do it. But the day that happens, I can guarantee you, you and I aren't going to be on this planet.

Mr. Nault: It's too easy.

The Chairman: I assure you, you're probably quite accurate.

It's now 5.30 on a caucus evening, and this is more or less an optimistic note on which to end our meeting. I want to thank you on behalf of the committee.

[Translation]

J'étais dans la région, et un grand nombre de familles autochtones avaient besoin de logements. Il me semblait logique que nous tentions d'obtenir le transfert de ces unités que le gouvernement fédéral chauffait à un coût de plusieurs milliers de dollars. Cela aurait pu se faire assez facilement, mais deux ans et demi plus tard, 47 organismes différents—municipaux, provinciaux et fédéraux—devaient chacun faire quelque chose avant qu'une décision ne puisse être prise. Quand vous ajoutez à cela le groupe autochtone local—et nous étions l'un d'eux. . . Vous seriez étonnés de voir comment les choses se font. Par exemple, la SCHL disait qu'elle permettrait aux autochtones d'aménager sans tarder, sauf que les maisons étaient trop proches les unes des autres et que cela posait un problème pour la sécurité. Nous avons demandé pourquoi alors les militaires y vivaient. «Ah, les militaires ont des règles différentes; il n'y a pas de danger pour leur sécurité.» Nous ne pouvions obtenir qu'une maison sur deux. Nous allions devoir en détruire certaines parce qu'elles étaient trop près les unes des autres. Ces maisons n'étaient pas conformes au code du bâtiment, etc.

On nous a dit que nous devons nous adresser à la Corporation de disposition des biens de la Couronne, laquelle devait offrir à tous les autres organismes fédéraux la possibilité d'occuper ces maisons. Deux ans et demi plus tard, la partie se jouait à 47 joueurs.

J'ai convoqué tous ces gens à une réunion à Toronto. J'ai fait comme pour le procès de Patty Hearst aux États-Unis. Je les ai séquestrés dans la même salle et je leur ai demandé, à tour de rôle, qui devait faire quoi et dans quel ordre? Certains disaient: nous ne pouvons pas faire cela, puisque Santé et Bien-être social Canada n'a pas fait tel ou tel test pour l'eau, et nous n'avons pas telle autre donnée, etc.

Nous avons fini par définir une séquence d'événements, mais rien ne s'est produit pendant encore six ans, jusqu'à ce que le ministre de l'époque, Barney Danson. . . Nous avons participé à l'émission de télévision nationale *W-5*. Les réalisateurs sont venus photographier la piscine, dans laquelle se tenait Warner Troyer, et la salle de quilles, chauffées par le gouvernement fédéral à un coût annuel de 800,000\$. Ensuite, ils ont filmé par les fentes entre les billes de bois des familles qui vivaient entourées de déchets et qui dormaient en se protégeant avec des cartons. Je vous prie de me croire que cela les a réveillés. Tout à coup, le premier ministre de l'Ontario et le service des améliorations locales ont sonné la fin de la récréation.

Vous me parlez d'un organisme unique. Oui, j'imagine que si un seul organisme pouvait s'occuper du zonage, des routes, des écoles, de la santé et de l'hygiène et des services de police, il pourrait décider sans perte de temps qu'il y aurait un lotissement à Wawa. Mais je peux vous dire que nous ne serons plus sur cette planète, ni vous ni moi, le jour où cela se fera.

M. Nault: Ce serait trop facile.

Le président: Vous avez très probablement raison.

Il est maintenant 17h30, et les caucus se réunissent ce soir. C'est une note plus ou moins optimiste sur laquelle conclure nos travaux. Je tiens à vous remercier au nom du comité.

[Texte]

Mr. Redway: Mr. Chairman, just before you adjourn may I suggest that out of this testimony have come some very valuable things. I believe that we should be contacting the Native Council's delivery agents in each of the provinces with respect to the situation, to get a thorough run-through on exactly how it works.

• 1730

I think we should go back to CMHC now to ask them for the actual figures from their financial statements on this. We should also ask them for their copies of the tripartite agreements with the provinces. Let's take a look at these things. I think the figures will be helpful to see where the money is being spent on meetings, as Gene and Phil pointed out here, and where we can perhaps make sure it is spent on putting up some houses.

Mr. Rheume: I didn't want to leave the impression that the money was coming out of the housing budget, but when you see Health and Welfare there and the CEIC, and on and on, that's what I meant.

Mr. Redway: No, we understand that. But in fairness, the meetings of the tripartite committees and what not are coming out of the housing budget.

Mr. Rheume: Yes, and staff time certainly is.

Mr. Redway: Exactly, exactly.

Mr. Skelly: I think we should be following up on Mr. Redway's suggestion that we should also be in touch with these policy and planning people who have rewritten the map of Canada.

Mme Duplessis (Louis-Hébert): Est-ce qu'on pourrait avoir une copie de ce document que monsieur a apporté?

Mr. Skelly: This is for British Columbia.

Mr. Redway: It's confidential, isn't it? It's even confidential with you; you're not supposed to have it.

Mr. Rheume: I don't think I'm supposed to have it.

A voice: Table it.

Mr. Skelly: You probably should have it.

The Chairman: That's one way to get something to mean something, just put "confidential" on it.

Mr. Redway: That's certainly one aspect of the problem.

The Chairman: The meeting is adjourned.

[Traduction]

M. Redway: Monsieur le président, avant que vous ne leviez la séance, j'aimerais dire que des renseignements très utiles sont ressortis de ce témoignage. J'estime que nous devrions communiquer avec les agents du Conseil national des autochtones du Canada de chaque province afin qu'ils nous décrivent la situation chez eux.

Nous devrions aussi demander à la SCHL d'extraire de ses états financiers les chiffres réels pertinents. Nous devrions lui demander de nous fournir des exemplaires des ententes tripartites conclues avec les provinces. Regardons-y de plus près. Les chiffres nous aideront à déterminer si les fonds servent à financer des réunions, comme Gene et Phil l'ont dit, et comment nous pourrions faire en sorte que les fonds soient utilisés pour la construction de logements.

M. Rheume: Je n'ai pas voulu donner l'impression que les fonds sont prélevés sur le budget du logement, mais quand on voit la part qui va à Santé et Bien-être social Canada et à la CEIC, entre autres, vous voyez ce que je veux dire.

M. Redway: Non, nous comprenons cela. Il faut préciser, en toute justice, que les réunions des comités tripartites et autres ne sont pas financées avec les fonds destinés au logement.

M. Rheume: Oui, et le personnel est rémunéré avec ce budget.

M. Redway: Exactement.

M. Skelly: Je pense que nous devrions adopter la suggestion de M. Redway et communiquer aussi avec les responsables de la planification et des politiques qui ont redessiné la carte du Canada.

Mrs. Duplessis (Louis-Hébert): Could we have a copy of the document that the witness has with him?

M. Skelly: C'est pour la Colombie-Britannique.

M. Redway: Il est confidentiel, n'est-ce pas? Même vous, vous ne deviez pas avoir en votre possession ce document confidentiel.

M. Rheume: Je pense que je ne suis pas censé l'avoir.

Une voix: Déposez-le.

M. Skelly: Vous devriez probablement l'avoir.

Le président: Voilà bien la façon de donner de l'importance à un document; il suffit d'y apposer la mention «confidentiel».

M. Redway: C'est certainement un élément du problème.

Le président: La séance est levée.

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

**K1A 0S9
Ottawa**

If undelivered, return **COVER ONLY** to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette **COUVERTURE SEULEMENT** à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Native Council of Canada:

Phil Fraser, Vice-President;

Gene Rheaume, Housing Co-ordinator.

TÉMOINS

Du Conseil national des autochtones du Canada:

Phil Fraser, vice-président;

Gene Rheaume, coordonnateur—Logement.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 17

Wednesday, March 18, 1992

Chairperson: Larry Schneider

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 17

Le mercredi 18 mars 1992

Président: Larry Schneider

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Aboriginal Affairs

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent des

Affaires autochtones

RESPECTING:

Aboriginal Housing

CONCERNANT:

Logement des autochtones

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)

Sur motion de Guy Saint-Jules, il est convenu à l'unanimité. — Que le Chapitre 4 du rapport de la Commission Crie-Naskapie figure en annexe aux Procès-verbaux et témoignages d'aujourd'hui (voir l'Appendice ABOR-2).

À 16 h 55, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

On motion of Guy Saint-Jules, it was unanimously agreed. — That Chapter 4 of the Crie-Naskapie Commission report be printed as an appendix to the Proceedings and Evidence of this day. (See Appendix ABOR-2).

At 4:55 a'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

La greffière du Comité

Martine Brisson

Martine Brisson

Clerk of the Committee

Third Session of the Thirty-fourth Parliament,
1991-92

Troisième session de la trente-quatrième législature,
1991-1992

STANDING COMMITTEE ON ABORIGINAL AFFAIRS

Chairperson: Larry Schneider

Vice-Chairmen: Jack Anawak
Alan Redway

Members

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Ross Reid
Robert E. Skelly
Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

Martine Bresson

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES
AUTOCHTONES

Président: Larry Schneider

Vice-présidents: Jack Anawak
Alan Redway

Membres

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Ross Reid
Robert E. Skelly
Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

La greffière du Comité

Martine Bresson

Published under authority of the Speaker of the
House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre
des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 18 MARS 1992

(24)

[Texte]

Le Comité permanent des affaires autochtones se réunit aujourd'hui à 15 h 35 dans la salle 208, Édifice de l'Ouest, sous la présidence de Larry Schneider (*président*).

Membres du Comité présents: Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Larry Schneider et Robert E. Skelly.

Membre suppléant présent: Guy Saint-Julien pour Ross Reid.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Elaine Gardner O'Toole, attachée de recherche.

Témoin: Du ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada: Alan Williams, Sous-ministre adjoint, Finances et services professionnels.

Conformément au mandat que lui confère le paragraphe 108(2) du Règlement, le Comité continue son étude sur le logement des autochtones (*voir les Procès-verbaux et témoignages du mardi 11 février 1992, fascicule n° 10*).

Sur motion de Guy Saint-Julien, il est convenu à l'unanimité,—Que le Chapitre 4 du rapport de la Commission Cri-Naskapie figure en annexe aux Procès-verbaux et témoignages d'aujourd'hui (*voir Appendice «ABOR-2»*).

À 16 h 55, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Martine Bresson

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, MARCH 18, 1992

(24)

[Translation]

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met at 3:35 o'clock p.m., this day, in Room 208, West Block, the Chairman, Larry Schneider presiding.

Members of the Committee present: Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Larry Schneider and Robert E. Skelly.

Acting Member present: Guy Saint-Julien for Ross Reid.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Elaine Gardner O'Toole, Research Officer.

Witness: From the Department of Indian and Northern Affairs Canada: Alan Williams, sous-ministre adjoint, Finance and Professional Services.

In accordance with its mandate under Standing Order 108(2), the Committee resumed its study on Aboriginal Housing. (*See Minutes of Proceedings, Tuesday, February 11, 1992, Issue No. 10*).

On motion of Guy Saint-Julien, it was unanimously agreed,—That Chapter 4 of the Cri-Naskapi Commission report be printed as an appendix to the Proceedings and Evidence of this day. (*See Appendix "ABOR-2"*).

At 4:55 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Martine Bresson

Clerk of the Committee

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Wednesday, March 18, 1992

• 1535

The Chairman: I see a sufficient number of eager people here today.

We would like to welcome Mr. Williams to our meeting today. Mr. Williams is going to be briefing us on an aspect of this very weighty subject that we are dealing with, aboriginal housing. No doubt, we will see you again as we wend our way through this very complex and worthwhile issue. Mr. Williams, you are familiar with the procedure. We'll just ask you to proceed then. Thank you.

Mr. Alan Williams (Assistant Deputy Minister, Finance and Professional Services, Department of Indian and Northern Affairs): Thank you very much.

I would like to talk for about 10 or 15 minutes about the funding or flow of funds for housing and then perhaps talk about one or two issues that I notice came up in discussion at the February 11 meeting at which John Rayner appeared, and I'd like to talk a little bit about fire protection and the issue of bonding. I'll talk for about 10 or 15 minutes and then address any questions you may have if you are comfortable with that.

The basis for the housing dollars dates back to 1982-83 when Cabinet approved an allotment of just under \$93 million, \$92.9 million for the annual construction of about 2,400 new units and to renovate about 3,000.

It also provided for about \$3 million for O and M operations and maintenance costs to support those houses. Since that time, in essence, the \$92.9 million has not been escalated at all. That amount of funds has remained fixed. The \$92.9 million can be viewed as being composed of three major allotments or allocations; \$59.3 million is allocated towards the basic housing subsidies, which vary between \$19,000 and \$45,000 per house, as well as a transportation subsidy, depending on the degree of remoteness that can go up to \$7,000 per band.

In addition, \$15.6 million is allocated towards what we call an economic subsidy. These subsidies can range up to \$12,000 per home and they essentially reflect increased costs when certain reserves have limited economic opportunity or there is, for instance, no access to a large metropolitan area. In addition to those two amounts, \$18 million is provided for renovations to a maximum of \$6,000 per unit.

When these funds were first provided these were, in essence, allocated on a per capita basis with minor adjustments from year to year based on the cost of construction as determined by a construction index and a geographical factor. So, the more remote the band, the larger the amount of subsidy.

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mercredi 18 mars 1992

Le président: Je vois que la salle est remplie de personnes impatientes.

Je souhaite la bienvenue à notre séance d'aujourd'hui à M. Williams. M. Williams va nous informer au sujet d'un aspect du sujet très important dont nous discutons, le logement des autochtones. Je suis convaincu que nous vous reverrons ici à mesure que nous progressons dans l'étude de ce sujet très complexe et intéressant. Monsieur Williams, comme vous connaissez la procédure, je vous demanderais de bien vouloir commencer. Merci.

M. Alan Williams (sous-ministre adjoint, Finances et services professionnels, ministère des Affaires indiennes et du Nord): Merci beaucoup.

Je vous parlerai pendant une dizaine ou une quinzaine de minutes du financement ou de l'acheminement des fonds pour le logement et j'aborderai ensuite une ou deux questions qui ont été soulevées à l'occasion de la comparution de John Rayner, le 11 février dernier. Je dirai aussi quelques mots au sujet de la protection contre les incendies et du cautionnement. Je parlerai donc pendant une quinzaine de minutes et ensuite, je répondrai volontiers aux questions que vous voudrez bien me poser. J'espère que cela vous convient.

Le gouvernement a commencé à subventionner le logement en 1982-1983 à la suite d'une décision du Cabinet d'affecter un peu moins de 93 millions de dollars, 92,9 pour être plus précis, pour la construction d'environ 2,400 nouvelles unités par année et la rénovation d'environ 3,000 autres.

On avait aussi prévu de consacrer environ trois millions de dollars au titre du fonctionnement et de l'entretien de ces maisons. Depuis lors, ce plafond de 92,9 millions de dollars n'a pas été relevé. Cette somme, qui est demeurée fixe, se divise en trois affectations ou allocations principales. On alloue 59,3 millions pour des subventions au logement comme tel, subventions qui peuvent varier de 19,000 à 45,000\$ par maison. Une subvention pour le transport qui est fonction du degré d'isolement de la bande est aussi disponible, jusqu'à concurrence de 7,000\$ par bande.

En outre, 15,6 millions sont alloués à des subventions économiques. Ces subventions s'élèvent au maximum à 12,000\$ par maison et elles reflètent les coûts accrus que doivent assumer certaines réserves qui ont des débouchés économiques limités ou qui n'ont pas accès à un grand centre métropolitain. Outre ces deux sommes, 18 millions sont prévus pour les rénovations, le maximum étant de 6,000\$ par unité.

Lorsque ces fonds ont été débloqués pour la première fois, ils ont été alloués par habitant, des ajustements mineurs étant effectués d'une année à l'autre en fonction du coût de la construction tel que déterminé par un indice de la construction et un facteur géographique. Ainsi, plus la bande est isolée, plus le montant de la subvention est élevée.

[Texte]

Since 1989-90, these costs have essentially remained fixed pending the outcome of the housing policy that John Rayner spoke to you about last month. In terms of operations and maintenance money, the \$3 million initially provided by the centre went for things such as training and inspections, and planning and technical assistance.

Those funds now have been ramped up to about \$5.4 million in this year's estimates and that's because of additions for things such as \$500,000 for loan guarantees that are now provided for in our estimates. In Bill C-31 O and M funding has also been added on for \$900,000. We have \$900,000 for salaries and this year for the first time we got about \$100,000 price increase.

The \$3 million has gone to \$5.4; the \$92.9 million has stayed fixed except for the Bill C-31 funding, which now hovers around \$25 million to \$30 million.

• 1540

There was a comment or a question at your February 11 meeting about the degree of overhead. The overhead in this program is roughly 3.6%. If one looks at the capital in total for the department of about \$452 million, and total O and M for all of our capital of 190, and management of 23, you would see that the management component is only about 3.6%, and that's consistent with the department as a whole. As a totality, even if you look at the department at a macro-level it spends under 4% on overhead. Those are the key numbers that you'll find in the main estimates that are black and white, related to housing.

As John Rayner indicated too, we have nearly \$100 million that goes toward housing costs from shelter allowances. About one-third of that goes toward rent and about two-thirds goes toward supporting utilities.

Finally, there is a loan-guarantee component. We have about \$680 million or \$690 million now on loan guarantees and the default rate on that is in fact very, very low. I think we have about 1% default in terms of principal and an equal amount in interest. That, I think, gives you a broad picture about the costs that relate to housing.

As I said, I just want to touch on two other items quickly. One has to do with the issue of bonding, and one has to do with the issue of fire-fighting. That, obviously, was of some concern to the members. In terms of bonding let me say that, while in my view it is an important issue, it's relatively less critical in the area of housing than it would be in a lot of other capital areas, owing essentially to the scale that we're talking about here. Bonding is obviously vital and crucial to ensure that the person who is going to be doing the construction is likely to be able to complete the job, so it is in the best interests of everybody to have bonding. It is especially vital in the area, for instance, of schools.

When you're building a school for \$8 million, \$10 million, or \$12 million, it is a high-risk type of project and you have to ensure that the contractors are competent and have a good track record. In housing, however, it is not quite

[Traduction]

Depuis 1989-1990, ces dépenses n'ont pratiquement pas bougé. En effet, on attendait que soit formulée la politique du logement dont John Rayner vous a parlé le mois dernier. Pour ce qui est de l'argent consacré au fonctionnement et à l'entretien, les trois millions prévus à l'origine ont été consacrés, entre autres, à la formation et aux inspections, ainsi qu'à la planification et à l'aide technique.

Ces fonds ont été portés à environ 5,4 millions dans le budget de cette année et la raison en est qu'on y a ajouté certaines choses, notamment 500,000\$ au titre des garanties d'emprunt. Dans le contexte du projet de loi C-31, on a aussi ajouté 900,000\$ pour le fonctionnement et l'entretien. Les salaires représentent 900,000\$ et pour la première fois cette année, nous avons absorbé une augmentation de prix de 100,000\$.

De trois millions, on est donc passé à 5,4 millions. La somme globale de 92,9 millions est demeurée inchangée. La seule exception vise le financement découlant du projet de loi C-31, qui se situe maintenant autour de 25 à 30 millions de dollars.

Lors de la séance du 11 février dernier, il y a eu une observation ou une question au sujet de l'ampleur des frais généraux. Les frais généraux de ce programme s'élèvent à 3,6 p. 100 environ. Si l'on considère qu'au total, le capital pour le ministère représente environ 452 millions de dollars, le fonctionnement et l'entretien, 190, la gestion, 23, on constate que le volet gestion ne représente que 3,6 p. 100, ce qui est raisonnable pour l'ensemble du ministère. Si l'on considère le ministère au niveau macro, les frais généraux se chiffrent à moins de 4 p. 100. Voilà les chiffres clés que vous trouverez dans le budget principal des dépenses en noir et blanc, sous la rubrique logement.

Comme John Rayner l'a mentionné, on englobe dans les coûts de logement près de 100 millions de dollars consacrés aux allocations aux locataires. Un tiers de cette somme est affecté au loyer et environ les deux tiers aux services publics.

En dernier lieu, il y a le volet garantie d'emprunt. Les garanties d'emprunt s'élèvent approximativement à 680 ou 690 millions de dollars et le pourcentage de défaut de paiement est extrêmement faible. Je pense qu'il représente 1 p. 100 pour le principal et la même chose pour l'intérêt. Voilà. Je vous ai brossé un tableau d'ensemble des coûts liés au logement.

Comme je l'ai dit, je voudrais aborder brièvement deux autres questions: le cautionnement et la lutte contre les incendies. Ce sont deux questions qui manifestement intéressent vivement les députés. Au sujet du cautionnement, j'estime que même s'il s'agit d'une question importante, elle est relativement moins cruciale dans le secteur du logement qu'elle ne l'est pour d'autres immobilisations, surtout en raison de l'envergure du programme. Le cautionnement est évidemment nécessaire pour s'assurer que la personne chargée de la construction sera vraisemblablement en mesure de mener à bien l'ouvrage en question. Le cautionnement sert donc l'intérêt de toutes les parties. Il est particulièrement vital pour les écoles, par exemple.

La construction d'une école à un coût de 8 millions de dollars, 10 millions de dollars ou 12 millions de dollars constitue un projet très risqué et il faut s'assurer que les entrepreneurs sont compétents et qu'ils ont bonne

[Text]

the same scenario. The housing allocations are of a much different order of magnitude, \$50,000 or \$100,000 and, while it's not insignificant, bonding is not mandatory either by our policies or by CMHC's policies on reserve.

Generally speaking, you can look for creative ways to supplant the notion of bonding. I think it is often probably in the best interest of a First Nation to try to do these things in a way to promote local band members, for instance, who are interested in getting into the business, to give them a break to allow them to get into it, and to build up their certain types of expertise, and then, with this track record, have a much greater potential of being bonded and getting work outside the reserves.

First Nations can contract with an individual, on a small scale, bypassing bonding which, as everybody knows, costs money, in different ways, and at the same time perhaps hire good project management and protect themselves from any risk of failure, at the same time ensuring that the job gets done and giving some of their local people an opportunity to start to advance in this area. I am just trying to put the issue of bonding into perspective here.

For instance, over the last two or three years we have conducted, from the department's perspective, 29 courses involving 535 participants from 262 bands, making them more aware of how you can contract and get into this game, and do it in a way that minimizes your risk. We are also just finalizing an arrangement with Bill Montour from the AFN, whereby I'm going to be loaning him one of our senior technical people from the Ontario region to help develop terms of reference, again in the technical area, so that together we can explore ways of minimizing the risks in this area.

Based on my reading of the *Minutes of Proceedings and Evidence* of the February 11 meeting, I'm also going to advise my regions that they probably should in fact be more proactive in making their First Nations aware of the types of ways of avoiding these types of problems. It doesn't eliminate the problem, but I think it could dramatically reduce the impact in terms of going further with housing development.

• 1545

Finally, I want to talk about fire protection. This is an area of tremendous concern, although we have made progress. The statistics show that in the mid-1970s there were about 33.5 deaths per 100,000, but now that is down to 7.3 per 100,000. That sounds good, but it's still 3.5 times the non-native level and is clearly unacceptable.

We're grappling with the question, but there are no easy answers or solutions. We're spending more money on it. We're trying to tackle it from a number of perspectives. We're trying to educate children so that they better

[Translation]

réputation. Cependant, ce n'est pas tout à fait la même chose pour le logement. Les allocations de logement ne sont pas du même ordre de grandeur. Des sommes comme 50,000\$ ou 100,000\$ ne sont pas négligeables, mais ni nos politiques ni celles de la SCHL à l'égard des réserves n'exigent un cautionnement.

En général, on peut trouver des moyens novateurs de suppléer au cautionnement. Souvent, il est vraisemblablement dans l'intérêt d'une Première nation d'adopter une démarche visant à promouvoir les membres de la bande locale qui seraient intéressés à se lancer dans ce secteur. Il est possible de leur faire une faveur et de leur permettre de faire leurs premières armes et d'acquérir une certaine expérience. Par la suite, forts de cette expérience, ils pourront obtenir une caution et décrocher des contrats à l'extérieur des réserves.

Les Premières nations peuvent conclure des contrats avec un particulier, à une petite échelle, et faire fi de la caution qui, comme tout le monde le sait, coûte de l'argent sous bien des rapports. Parallèlement, elles peuvent embaucher des gestionnaires de projet compétents et se protéger contre tout risque d'échec. D'une part, elles s'assurent que le contrat est exécuté et, d'autre part, elles donnent à leurs membres l'occasion de se perfectionner dans ce secteur. Tout ce que j'essaie de faire, c'est de mettre en perspective la question du cautionnement.

Ainsi, depuis deux ou trois ans, le ministère a organisé 29 cours auxquels ont participé 535 personnes de 262 bandes. Ces cours visaient à leur apprendre comment obtenir un contrat et se lancer en affaires dans ce secteur tout en réduisant les risques au minimum. En outre, nous venons tout juste de finaliser un arrangement avec Bill Montour, de l'Assemblée des Premières nations, en vertu duquel le ministère lui prêtera un expert technique de la région de l'Ontario pour l'aider à formuler certaines modalités dans le domaine technique. De cette façon, nous pourrions, ensemble, trouver des moyens de réduire au minimum les risques dans ce secteur.

Après avoir lu le compte rendu de la séance du 11 février dernier, les *Procès-verbaux et témoignages*, j'ai décidé de conseiller à mes agents régionaux de faire davantage pour sensibiliser les Premières nations aux divers moyens d'éviter les problèmes de ce genre. Sans les éliminer complètement, je suis convaincu que cela les réduira sensiblement.

En dernier lieu, je voudrais parler de la protection contre les incendies. Même si nous avons réalisé des progrès, cela demeure un sujet de profonde inquiétude. D'après les statistiques, on comptait 33,5 décès par 100,000 habitants au milieu des années 70. À l'heure actuelle, ce pourcentage est tombé à 7,3 p. 100 par 100,000 habitants. Cela semble bien, mais ce pourcentage demeure 3,5 fois plus élevé que le pourcentage pour les non-autochtones, et cela est évidemment inacceptable.

Nous nous colletons avec ce problème, mais il n'existe pas de solutions toutes faites. Nous attaquons le problème de diverses façons. Nous y consacrons davantage d'argent. Nous essayons d'éduquer les enfants pour qu'ils sachent mieux

[Texte]

understand what to do in the event of a fire. For instance, we've started a fire safety poster competition in schools across the country, whereby First Nations children participate and prepare posters and become much more aware of the hazards of fires and learn what to do if a fire occurs.

We're just finishing the translation of a video that will go out across the country, and we hope it will be shown in all First Nations. Again, the purpose is to make them aware of safety precautions and the steps one should take to minimize fire hazards. We have also started a competition for First Nations firefighters, again trying to instil a bit of competitiveness and fun at the same time. We also started a fire protection course for middle managers, which is now being pursued across the country. We're continuing to work with Labour Canada, which has been given responsibility for on-reserve fire inspections, to make sure that occurs.

It's interesting to note that from a devolution standpoint, the First Nations themselves are becoming more proactive in this area. During the last departmental national fire protection workshop, First Nations members organized themselves into an aboriginal firefighters association. In fact, we have seconded two members of our B.C. region to help develop this initiative.

I think that puts the firefighting issue somewhat in perspective. I think it is a very serious concern. There are still far too many deaths. Hopefully, by these means we can start to grapple with some of the solutions.

That concludes my opening comments. I'd be happy to try to answer any questions.

Mr. Skelly (Comox—Alberni): Thank you for your presentation. You indicated that in 1982-83, when your funding program was first established, it was based on 2,400 new units and 3,000 renovations. Have you tracked the rate of family formations since that time? Has that stayed roughly the same or...?

Mr. Williams: In terms of actual units produced, I think we've done slightly better than that average. Since 1983-84, the statistics show that we've produced about 3,200 units and about 4,000 renovations. So in spite of the limitations, we've done better than that.

That's the good news. The bad news, as we're all aware, is that there is still an insufficient number of houses and there is still overcrowding. The average number of people in a home is down to 4.3. That's good, but the national average is 2.8 for non-natives. So there's still a long way to go.

[Traduction]

quoi faire en cas d'incendie. Ainsi, nous avons lancé un concours d'affiches sur la protection contre les incendies dans toutes les écoles du pays. Les enfants des Premières nations qui y participent et qui dessinent des affiches deviennent plus conscients des dangers d'incendie et apprennent quoi faire si un incendie éclate.

Nous venons tout juste de terminer la traduction d'un vidéo qui sera distribué dans tout le pays, et nous espérons qu'il pourra être visionné dans toutes les Premières nations. Encore une fois, notre objectif est de sensibiliser les autochtones aux mesures de précaution qu'il convient de prendre pour minimiser les risques d'incendie. Nous avons aussi organisé une compétition pour les pompiers des Premières nations, l'objectif étant de leur permettre de s'amuser et de développer un certain outil d'émulation. Nous avons aussi amorcé un cours sur la protection contre les incendies à l'intention des gestionnaires intermédiaires, cours qui est maintenant donné à l'échelle du pays. Nous continuons aussi de collaborer avec Travail Canada, le ministère chargé des inspections contre les incendies sur les réserves, afin de s'assurer que tout se déroule comme prévu.

Vu sous l'angle de la dévolution, il est intéressant de noter que les Premières nations elles-mêmes adoptent une attitude plus dynamique dans ce domaine. Lors du dernier atelier ministériel national sur la protection contre les incendies, les membres des Premières nations ont constitué une association de pompiers autochtones. En fait, nous avons délégué deux employés de la région de la Colombie-Britannique pour appuyer cette initiative.

Voilà qui met en perspective la question de la lutte contre les incendies. À mon avis, il s'agit d'un problème très grave car le nombre de décès demeure beaucoup trop élevé. Nous espérons cependant que grâce à diverses initiatives, nous réussirons à le contrer.

J'ai terminé ma déclaration liminaire, et je suis prêt à répondre aux questions.

M. Skelly (Comox—Alberni): Je vous remercie de votre exposé. Vous avez dit qu'en 1982-1983, lorsque le programme de financement a été établi, il se fondait sur 2,400 nouvelles unités et 3,000 rénovations. Depuis lors, avez-vous tenu un compte des formations familiales? Leur nombre est-il resté sensiblement le même ou...?

M. Williams: En ce qui concerne le nombre d'unités effectivement construites, je pense que notre performance est légèrement supérieure à cette moyenne. Depuis 1983-1984, les statistiques révèlent que nous avons construit environ 3,200 unités et effectué environ 4,000 rénovations. En dépit des contraintes, il y a eu une amélioration.

C'est la bonne nouvelle. La mauvaise, c'est que, comme nous le savons tous, il y a toujours une pénurie de logements et les gens continuent de vivre entassés les uns sur les autres. Le nombre moyen de personnes vivant dans une maison est tombé à 4,3. C'est bien, mais la moyenne nationale pour les non-autochtones s'élève à 2,8. Par conséquent, il nous reste beaucoup de chemin à faire.

[Text]

In essence what has been happening is that First Nations now have increased flexibility. Last time we talked about multi-year funding arrangements like AFAs and FTPs. That gives them some flexibility to use surpluses in this area. So they're creatively providing slightly more funding to this, but it is still a far cry from where the situation ought to be.

Mr. Skelly: Your funding now is. . . Yesterday the NCC told us that up until 1982-83, Indian Affairs also funded off-reserve housing for status Indians. Since 1982-83, that funding has been directed only for status Indians living on reserve.

Mr. Williams: That's correct.

Mr. Skelly: Who funds the people living off reserve then? Have you dropped that funding? It seems to me that Indian Affairs is doing this in a number of areas such as health care and family and child services. By cutting off people, whether status or treaty people who are living off reserve, they're able to direct more money. It seems like a way of playing one group off against another.

• 1550

Mr. Williams: I am certainly not an expert in terms of programs off reserve. But you are right, by far the bulk of our funding, other than post-secondary education and for some social, is directed to Indians on reserve. That is clearly the way it is.

Mr. Skelly: Is that something that is spelled out in the Indian Act? How was that decision arrived at? Is it a decision based on the Indian Act, or is it simply a policy of the Department of Indian Affairs that at some point, say 1982-83, they decided they were no longer responsible for status Indians off reserve?

Mr. Williams: I am probably not the best person to ask that type of a question. My answer would be, though, that the government views the main responsibility of Indian Affairs as being to serve Indians on reserve, with the province looking after natives off reserve, as they would for the rest of their provincial populations.

Mr. Skelly: So it is a government view rather than something that is in the Indian Act.

Mr. Williams: I can't say that unequivocally. I am not sure. I don't know.

Mr. Skelly: You are not sure whether it is in the Indian Act or—

Mr. Williams: I am not sure for the legalistic interpretation about "only on reserve".

Mr. Redway (Don Valley East): You can get us that, though, I guess.

Mr. Williams: Sure; no question.

Mr. Skelly: It is interesting that at some point there was a decision made to stop funding status Indians off reserve. I am wondering what—

[Translation]

Essentiellement, les Premières nations disposent maintenant d'une plus grande marge de manoeuvre. La dernière fois, nous avons parlé d'arrangements de financement pluriannuels, comme les MOF et les PTS. Cela leur permet d'utiliser les excédents dans ce domaine. En faisant preuve d'initiative, elles peuvent donc consacrer un peu plus d'argent à ce secteur, mais on est encore loin de la situation idéale.

M. Skelly: Votre financement s'élève maintenant à. . . Hier, le Conseil national des autochtones du Canada nous a dit que jusqu'en 1982-1983, le ministère des Affaires indiennes finançait également les logements hors réserve pour les Indiens inscrits. Depuis cette année-là, le financement s'adresse uniquement aux Indiens inscrits vivant sur les réserves.

M. Williams: C'est exact.

M. Skelly: Qui finance les Indiens inscrits vivant hors réserve? Avez-vous abandonné ce financement? Il me semble que le ministère n'intervient plus dans un certain nombre de domaines, entre autres les soins de santé et les services aux familles. En privant les autochtones qui vivent à l'extérieur des réserves d'aide au logement, qu'il s'agisse d'Indiens inscrits ou d'Indiens dont les droits sont issus de traités, le ministère est en mesure de consacrer davantage d'argent à d'autres. C'est un peu comme si l'on opposait les divers groupes les uns aux autres.

M. Williams: Je ne suis assurément pas un expert des programmes hors réserves. Mais vous avez raison, la majeure partie de notre financement s'adresse aux Indiens vivant sur les réserves, exception faite des fonds destinés à l'enseignement postsecondaire et à certains programmes sociaux. C'est ainsi.

M. Skelly: Cet état de choses découle-t-il d'une disposition de la Loi sur les Indiens? Comment en est-on arrivé à cette décision? S'agit-il d'une décision fondée sur la Loi sur les Indiens ou, tout simplement, d'une politique du ministère des Affaires indiennes qui aurait décidé, en 1982-1983, par exemple, de ne plus venir en aide aux Indiens inscrits vivant hors réserve?

M. Williams: Je ne suis sans doute pas la personne la plus compétente pour répondre à cette question. À mon sens, le gouvernement estime que la mission du ministère des Affaires indiennes est de desservir les Indiens vivant sur les réserves, les autorités provinciales se chargeant des Indiens vivant hors réserve, au même titre que les autres habitants de la province.

M. Skelly: Cela tient donc davantage à une orientation gouvernementale qu'à une disposition de la Loi sur les Indiens.

M. Williams: Je ne peux pas vous répondre catégoriquement. Je n'en suis pas sûr. Je n'en sais rien.

M. Skelly: Vous n'êtes pas certain que cela soit dans la Loi sur les Indiens ou. . .

M. Williams: Je ne suis pas certain de l'interprétation juridique des termes «uniquement sur les réserves».

M. Redway (Don Valley-Est): Je suppose que vous pouvez obtenir ce renseignement.

M. Williams: Bien sûr.

M. Skelly: Il est intéressant de constater qu'à un moment donné, on a décidé d'interrompre le financement pour les Indiens inscrits vivant à l'extérieur des réserves. Je me demande ce qui. . .

[Texte]

Mr. Williams: In fact, it is the same as social payments right now. We are trying to get out of social payments off reserve, transferring that to the provincial authorities. Clearly, I think the government feels the obligation of the Department of Indian Affairs under the Indian Act is towards Indians on reserve, consistent with subsection 91(24), and leaving the off-reserve expenditures to the provincial jurisdiction.

Mr. Skelly: When you say consistent with 91(24)—

Mr. Williams: In other words, the federal government's response for Indians and their lands.

Mr. Skelly: But not Indians on their land.

Mr. Williams: Indians on reserve lands is how I think it has been interpreted.

Mr. Skelly: Lands reserved for Indians.

Mr. Williams: For Indians. Yes.

Mr. Skelly: It doesn't say "Indians on lands reserved for Indians".

Mr. Williams: I think clearly that is how it is being interpreted in terms of practical programming.

Mme Duplessis (Louis-Hébert): J'ai une foule de petites questions à vous poser.

Par année, ça se chiffre à combien de logements auxquels vous contribuez? Combien de rénovations de logements y a-t-il?

M. Williams: Environ 3,200,000 logements sont construits chaque année et 4,000,000, chaque année, sont en rénovations.

Mme Duplessis: Pensez-vous faire quelque chose, à la suite des réductions au ministère et à la SCHL, concernant les logements coopératifs pour qui, nous ont dit les deux témoins qui vous ont précédé hier, il y avait eu une baisse de 21 p. 100? Surtout dans l'Ouest, parce que je ne veux pas parler pour le Québec, ce sont les autochtones qui faisaient appel à ces logements coopératifs, n'est-ce pas? Est-ce que vous entendez faire quelque chose à ce sujet, ou non?

M. Williams: Nous avons des inquiétudes à ce sujet, sans doute. Il me semble qu'il y aura un problème avec les autochtones compte tenu de la diminution des chiffres; mais ce n'est pas notre programme et nous n'avons rien en vue pour cela.

Mme Duplessis: Vous n'avez rien concernant cela. Selon vous, est-ce qu'il y a de la discrimination de la part des provinces quant à leurs programmes envers les autochtones qui voudraient se construire une maison dans une réserve?

M. Williams: Je ne peux pas vous répondre.

Mme Duplessis: Vous ne le savez pas.

C'est tout, monsieur le président; merci.

Mr. Nault (Kenora—Rainy River): Maybe we can focus a little bit on how the department delivers the housing program on reserve. We won't get into the debate as to whether you should or shouldn't off reserve. That is more of a political nature.

[Traduction]

M. Williams: En fait, la même chose est en train de se produire pour les prestations sociales. Nous voulons interrompre le versement de prestations sociales aux Indiens vivant à l'extérieur des réserves et en transférer la responsabilité aux autorités provinciales. Manifestement, le gouvernement estime que la mission conférée au ministère des Affaires indiennes en vertu de la Loi sur les Indiens vise les Indiens vivant sur les réserves, la responsabilité des Indiens vivant hors réserve incombant aux autorités provinciales. D'ailleurs, cela est conforme au paragraphe 91(24).

M. Skelly: Lorsque vous dites que cela est conforme au paragraphe 91(24)...

M. Williams: Autrement dit, le gouvernement fédéral est responsable des Indiens et de leurs terres.

M. Skelly: Mais pas des Indiens sur leurs terres.

M. Williams: Je crois que l'interprétation traditionnelle veut que cela signifie les Indiens sur les terres des réserves.

M. Skelly: Les terres réservées pour les Indiens.

M. Williams: Pour les Indiens. Oui.

M. Skelly: On ne parle pas des «Indiens sur les terres réservées aux Indiens».

M. Williams: Je suis sûr que c'est ainsi que cela est interprété pour l'application des programmes.

Mrs. Duplessis (Louis-Hébert): I have a few brief questions for you.

How many units are built each year? And how many are renovated?

Mr. Williams: Approximately 3,200,000 units are built each year and 4,000,000 are renovated.

Mrs. Duplessis: Following the budget cuts in the department and CMHC, what do you intend to do about co-op housing? According to our two witnesses yesterday, there has been a 21% decrease in co-op housing. Wouldn't you say that in the West particularly native people were the ones using those co-op units? Do you intend to take some action in this regard or not?

Mr. Williams: Obviously, we have some concerns in this regard. The decrease in the number of units will cause some problems for the Natives but this is not a DIAND program and no action will be taken.

Mrs. Duplessis: You have nothing in this regard. In your opinion, is there some discrimination, in terms of provincial programs, towards Natives who would like to build themselves a house on a reserve?

Mr. Williams: I cannot answer.

Mrs. Duplessis: You don't know.

That's all, Mr. Chairman. Thank you.

M. Nault (Kenora—Rainy River): Je voudrais que nous nous attachions à la façon dont le ministère applique son programme de logement sur les réserves. Laissons de côté la question de savoir si vous devriez ou non financer le logement des Indiens vivant à l'extérieur des réserves, étant donné que c'est une question de nature politique.

[Text]

I am interested in dealing with the regional breakdowns. For example, can you tell us, simply based on the amount of dollars you have, what the criteria are to decide how much each region gets for housing, and then break it down again further based on how much each band would get as it relates to that? Then, would you try to tie that into the different funding arrangements aboriginal communities are dealing with, to try to give us some sense of how much flexibility each community has, how much flexibility each region has, how much flexibility each district has?

• 1555

Use my area for example, the Sioux Lookout district. A tremendous amount of aboriginal communities are there in contrast to some other areas of the country. One of the things we noticed is that there seems to be a difference in the number of houses being built. For example, in my region versus Mr. Skelly's region in B.C.: it seemed to me there was a lot less being built in his region than in mine and we'd be interested in knowing what kind of criteria you use, starting from your level down to the regions and into the bands.

Mr. Williams: By and large, the criteria are consistent. What we provide to the regions, generally speaking, that same methodology goes down to the bands and that's essentially on a per capita basis. So we would take the population and on a province-by-province basis calculate the percentage of Indians in each province, make some adjustment for construction indices, and some for geographic location, and that would determine the amount of funding that would be provided to each region.

When the region gets it, they would do the same thing. First Nations in farther, more remote areas would be escalated up on an average basis as opposed to those that were close to an urban center. So, the basic answer to the allocation methodology is per capita with some adjustments up or down for the cost of construction and the degree of remoteness.

Now, once those funds are indicated to go to band X or band Y, First Nation X or First Nation Y, the funds can be provided to them in a number of different ways. Those First Nations that are in what we call alternate funding arrangements will get these moneys as well as all their other programming moneys tied up in a bundle for up to five years. So we will be making commitment to them to provide them money.

Now, this clearly provides them with additional flexibility that a First Nation that's not an AFA will have, not only in terms of money but in terms of authority. So First Nations, for instance, that are under AFA... They may have had a plan to build 10 units a year, 50 units over the 5 years. So they may as a community decide that if they group and do all those constructions in one particular year, they can get a volume discount on their purchases, they could fit it into a time slot when they know they have a lot of unemployment. They can be much more creative in terms of managing over that time horizon than somebody who's much more restricted.

[Translation]

Ce qui m'intéresse, c'est la ventilation par région. Pouvez-vous nous dire, par exemple, en vous fondant simplement sur le budget dont vous disposez, sur quels critères vous vous fondez pour décider combien chaque région obtiendra pour le logement et ensuite, combien chaque bande obtiendra de cette somme? Je vous demanderais aussi de préciser les divers arrangements de financement offerts aux collectivités autochtones afin que nous puissions savoir de quelle marge de manoeuvre dispose une collectivité, une région ou un district.

Prenons l'exemple de ma région, le district de Sioux Lookout. On y trouve beaucoup plus de collectivités autochtones que dans d'autres régions du pays. Une chose que nous avons remarquée, c'est qu'il semble y avoir une différence dans le nombre des maisons qui y sont construites. Par exemple, si l'on compare ma région à celle de M. Skelly, en Colombie-Britannique, il semble qu'il se construise moins de maisons dans sa région que dans la mienne. Voilà pourquoi nous voulons savoir quels sont les critères que vous utilisez, depuis votre niveau jusqu'à celui des régions et des bandes.

M. Williams: Les critères sont généralement les mêmes. Notre méthode d'allocation par habitant s'applique aussi bien aux régions qu'aux bandes. Nous prenons la population d'une province et nous calculons le pourcentage que représentent les Indiens dans cette province. On fait certains ajustements pour tenir compte des indices de construction et de la situation géographique, et c'est ainsi que l'on détermine le financement offert à chaque région.

Une fois que la région obtient son financement, elle fait la même chose. Les collectivités des Premières nations vivant dans des endroits isolés et reculés reçoivent davantage en moyenne que celles qui sont près d'une agglomération urbaine. Nous appliquons donc une méthode d'allocation par habitant et nous faisons certains ajustements à la hausse ou à la baisse pour tenir compte du coût de construction et du degré d'isolement.

Une fois que l'on a déterminé quels fonds iront à la bande X ou Y, ou à la Première nation X ou Y, ils peuvent leur être acheminés de diverses façons. Les Premières nations qui participent à des modes optionnels de financement recevront cet argent, tout comme celui découlant d'autres programmes, sous forme d'une somme forfaitaire qui leur sera versée pendant cinq ans. Nous nous engageons donc à leur fournir cet argent.

Il est clair que les Premières nations bénéficiant d'un mode optionnel de financement jouissent d'une marge de manoeuvre plus grande que les autres, non seulement sur le plan financier, mais aussi sur le plan de la discrétion. Ainsi, les Premières nations engagées dans un mode optionnel de financement... Elles peuvent planifier de construire 10 logements par année, soit 50 logements sur cinq ans. Cette collectivité peut décider de mener à bien la construction de la totalité des maisons une année donnée, de façon à bénéficier d'une escompte de volume. Elle peut aussi en faire la construction à une époque où le chômage est élevé. Cette collectivité a donc les coudées beaucoup plus franches comparativement à une autre qui ne peut compter sur une échéance aussi longue.

[Texte]

They also have much more flexibility in terms of surpluses that might be generated from one area to another. So it really does, I believe, facilitate their being more creative with the dollars. If you're not under an AFA, then you're provided the funding only on an annual basis through what we call a flexible transfer payment. This gives them a greater degree of flexibility than they used to have. It used to be, if we gave them \$100,000 for a house, we would have to monitor each and every penny and make sure that money was spent on the houses, and if they were able to build them for \$90,000, we'd collect the \$10,000. Now that's not the way it works any more. If they are able to construct the houses for less than what we provided them, they can use those extra funds as they wish.

So some degree of flexibility is now built into the funding mechanisms that wasn't built in two, three years ago, but it's not to the same degree as bands under alternate funding arrangements.

Mr. Nault: So then, under this system, the regions get their housing dollars based on per capita. What you do is you physically count aboriginal heads in each community, you say in that region there are 25,000 aboriginal people, therefore the funding based on the total allocation is... Then you break it up and that's how it works. Okay.

Once you get that analysis dealt with, there obviously must be a concrete formula for deciding how many houses each band will get based on the allocations. Would it be possible for the committee to get a copy of the particular formula the department uses to make that decision?

Mr. Williams: Absolutely.

• 1600

Mr. Nault: We'd be interested in knowing if there's any sensitivity to specific needs. You know, if there is a particular area that obviously has no houses at all, obviously we're interested in knowing if the department has a special housing need fund separate from your regular housing needs source.

Do you have, for example, \$20 million sitting somewhere in a fund, knowing there are going to be particular bands or regions so far behind in their housing stock you're going to have to give them extra dollars to catch up because of the socio-economic factors in that region? Is there such a thing?

Mr. Williams: There's no unique pot of money sitting out there. My answer would be that, in essence, there are housing needs everywhere. So it's not a question of funds for housing going to a particular First Nation that doesn't need it. Everybody needs houses.

[Traduction]

En outre, elle peut aussi jouer beaucoup plus facilement avec les éventuels excédents. Elle peut les appliquer d'un secteur à un autre. Personnellement, je pense que cela facilite une gestion plus créative des sommes en question. Les collectivités qui ne bénéficient pas d'un MOF reçoivent un financement annuel par l'entremise de ce que nous appelons un paiement de transfert souple. Cela leur accorde une plus grande marge de manoeuvre qu'auparavant. Dans le passé, si le ministère accordait 100,000\$ pour une maison, il devait exercer un contrôle très strict et s'assurer que l'argent était bel et bien dépensé pour la construction. D'ailleurs, si la maison était construite au coût de 90,000\$, le ministère récupérait les 10,000\$ qui restaient. Maintenant, on ne procède plus de cette façon. Si les autochtones sont en mesure de faire construire leur maison pour une somme inférieure à celle que nous leur avons fournie, ils peuvent se servir de ces fonds supplémentaires à leur guise.

Les mécanismes de financement comportent donc une certaine souplesse qui n'existait pas il y a seulement deux ou trois ans, même si elle n'est pas aussi grande que celle conférée aux bandes bénéficiant de modes optionnels de financement.

M. Nault: En vertu de ce système, les subventions au logement des régions sont fondées sur une allocation par habitant. Autrement dit, vous faites le compte des autochtones dans chaque collectivité et si une région compte 25,000 autochtones, le financement est fondé sur une allocation totale de... Ensuite, vous faites une ventilation. J'ai compris.

Une fois cette analyse terminée, vous devez quand même vous servir d'une formule concrète pour décider combien de maisons chaque bande obtiendra en fonction des allocations. Le comité pourrait-il obtenir copie de la formule qu'utilise le ministère pour prendre cette décision?

M. Williams: Bien sûr.

M. Nault: Il serait intéressant de savoir si vous êtes sensibles à des besoins particuliers. Prenons par exemple le cas d'une région en particulier qui serait tout à fait dépourvue de maisons. Je voudrais savoir si le ministère dispose d'un fonds d'urgence spécial distinct des autres sources de financement pour le logement.

Y a-t-il une caisse de 20 millions de dollars, par exemple, pour répondre aux besoins de bandes ou de régions en particulier dont le parc immobilier serait tellement pauvre qu'il faudrait leur accorder des subventions de rattrapage supplémentaires en raison des conditions socio-économiques en vigueur? Cela existe-t-il?

M. Williams: Il n'existe pas de caisse spéciale. En fait, on a besoin de logements partout. Il est impossible que des fonds pour le logement soient accordés à une Première nation qui n'en ait pas besoin. Tout le monde a besoin de maisons.

[Text]

Some may need it more than others, and I think within each region there is clearly some degree of discretion as to when they can in fact potentially try to do something. But I don't think it's significant. I think by and large, because everybody does need funds and to provide more to one means less to another, we have continued essentially with a per capita type of approach.

Mr. Nault: Okay, let's deal with the amount of dollars allocated per house. You run from \$19,000 to \$24,000.

Mr. Williams: Forty-five.

Mr. Nault: Oh, I'm sorry, \$45,000, and then from there you also allow for \$7,000 maximum per unit for transportation costs.

Mr. Williams: Per band.

Mr. Nault: That's not per house, that's per band.

Mr. Williams: It's not per house.

Mr. Nault: Oh, okay, per band. I would have thought that was always...

Mr. Williams: For instance, if a band is looking after the housing, it may find it practical to get all the supplies for all the houses at one particular time, and that \$7,000 could be used to defer those types of costs.

Mr. Nault: In your analysis of this formula from the \$19,000 to \$45,000, obviously you've come to the conclusion that this will nowhere meet the needs of one particular house, in practically any region I represent, at least.

Mr. Williams: That's correct.

Mr. Nault: What in the mind of the department is the rationale for giving the other, say, \$45,000? I'm just assuming the houses I'm seeing must cost anywhere between \$75,000 and \$100,000 in the region I represent. Assuming that, then we're talking about an extra—if you're at the maximum level in my region—\$45,000, say. What's the department's rationale or understanding of where you get that extra \$45,000, as it relates to the First Nations, to make sure they get, say, the six or the eight houses built they're trying to get built that year?

Mr. Williams: The common scenario would be to use guarantees by the department. If it's low-income housing, which is very typically the case, the band could go to the Royal Bank and borrow the money. They would be eligible under section 95 of the CMHC Act to get subsidized amounts that would bring the rate down to 2%. That, in fact, would go a long way towards alleviating any of their costs. In addition they would supplement that with shelter allowance the department would be providing.

Mr. Nault: The shelter allowance you're talking about is what you classify as the minor capital amount?

Mr. Williams: No, if somebody is on social assistance, part of the funding that goes to them is quote "a shelter allowance component". That has two parts to it, both to cover the utilities and to cover rental payments they may in fact have to incur. So the answer to your question is that likely they would borrow, hopefully getting subsidization from CMHC, to lower the interest rate guaranteed by the department.

[Translation]

Il peut arriver que les besoins soient plus criants dans certaines collectivités. Je pense qu'au niveau de la région, il peut s'exercer une certaine discrétion quant aux interventions qui seront faites. Mais je ne pense pas que cela soit important. De façon générale, étant donné que tout le monde a besoin de fonds et que si l'on en donnait plus à un il faudrait en donner moins à un autre, nous avons appliqué sans déroger notre méthode d'allocations par habitant.

M. Nault: D'accord. Passons maintenant à la somme allouée par maison. Vous avez une fourchette de 19,000\$ à 24,000\$.

M. Williams: Quarante-cinq.

M. Nault: Excusez-moi, 45,000\$. Vous autorisez également un paiement maximum de 7,000\$ par unité pour les coûts de transport.

M. Williams: Par bande.

M. Nault: Ce n'est pas par maison, mais par bande.

M. Williams: Non, ce n'est pas par maison.

M. Nault: D'accord, par bande. J'aurais cru que c'était toujours...

M. Williams: Par exemple, une bande responsable du logement pourrait trouver pratique d'acheter en une seule fois tous les matériaux pour toutes les maisons. Les 7,000\$ en question pourraient servir à payer ce genre de factures.

M. Nault: Après avoir analysé cette fourchette de 19,000\$ à 45,000\$, vous êtes manifestement arrivés à la conclusion que cela est loin de répondre aux besoins d'une maison en particulier, dans pratiquement toutes les régions que je représente, en tout cas.

M. Williams: C'est exact.

M. Nault: Qu'est-ce qui amènerait le ministère à accorder 45,000\$ additionnels? Je suppose que les maisons que j'ai vues dans la région que je représente coûtent entre 75,000\$ et 100,000\$. Autrement dit, si vous obtenez le niveau de financement maximal, dans ma région, vous avez besoin de 45,000\$ supplémentaires. Selon le ministère, où les Premières nations peuvent-elles s'adresser pour obtenir ces 45,000\$ supplémentaires qui leur permettront de construire les six ou huit maisons qu'elles entendent construire cette année-là.

M. Williams: D'habitude, il faut obtenir des garanties du ministère. S'il s'agit de logements à faible coût, ce qui est le cas d'habitude, la bande pourrait emprunter auprès de la Banque Royale. Aux termes de l'article 95 de la Loi sur la SCHL, la bande peut obtenir des emprunts subventionnés dont le taux d'intérêt est aussi bas que 2 p. 100. En fait, cela supprime pratiquement tous les coûts liés à l'emprunt. En outre, les bandes peuvent aussi puiser dans l'allocation aux locataires fournie par le ministère.

M. Nault: Est-ce de cette allocation aux locataires qu'il est question lorsque vous parlez de dépenses en capital secondaires?

M. Williams: Non. Tout prestataire de l'aide sociale reçoit, entre autres prestations, une indemnité aux locataires. Cette indemnité comporte deux volets, le premier sert à payer les services publics et l'autre le loyer. Pour en revenir à votre question, les bandes peuvent emprunter tout en tirant parti des subventions de la SCHL pour faire baisser le taux d'intérêt garanti par le ministère.

[Texte]

Mr. Nault: And they would have to pay it back as a band?

Mr. Williams: That's right, but other than the 2%, of course, CMHC is covering off. The band would have to pay back the 2%. That's correct.

Mr. Nault: Where does that money come from?

Mr. Williams: There is some shelter allowance that we provide, and clearly the intent is either to have the First Nation ask for rent from their band members, whether they're on subsidization or not. . . or from other revenues or from employment generated by the First Nation members.

• 1605

M. Saint-Julien (Abitibi): Merci, monsieur le président.

Je vais commencer par parler de la Commission Cris-Naskapis. En 1988, la Commission Cris-Naskapis, qui est présidée par le juge Régent Paul et deux commissaires, avait identifié le problème du logement et des exigences en projet de nature capitale, comme important et urgent pour les Cris. De 1988 à 1991, et on sait que le rapport avait été déposé en 1988 à la Chambre de communes, qu'est-ce qui a été amélioré en matière de logement, et cela, en 1988, en 1989, en 1990 et jusqu'à la fin de 1991?

M. Williams: Malheureusement, je n'ai pas de détails concernant les Cris. Je sais que maintenant il y a une contribution d'environ 3.7 millions de dollars concernant le logement, mais à part cela, je n'ai pas de détails concernant les Cris. Je peux les obtenir si vous le voulez.

M. Saint-Julien: Justement, monsieur le président, je regardais dans le rapport qu'on vient de recevoir les données ministérielles de base pour 1991. Je trouve surprenant à la page 61, dans le document français concernant les logements, qu'on n'ait pas les chiffres des Territoires du Nord-Ouest, on n'a pas les chiffres des Inuit du Nouveau-Québec, ni ceux de la Convention de la Baie James concernant les Cris, ni ceux de la bande de Sechelt depuis 1986.

C'est bien important. Si vous donnez les chiffres ministériels aux députés, il est important qu'on connaisse ce qui se passe dans les autres coins du pays. Est-ce que vous pourriez nous les donner?

Mme Duplessis: Quelle page?

M. Saint-Julien: À la page 61 en français.

Monsieur le président, il est vraiment important que les données ministérielles de base, surtout pour le logement des autochtones, soient données. Ici, on reçoit un document, mais dans ce document-là il est dit: «sont exclus les logements des Territoires du Nord-Ouest, des Inuit et des Cris».

Est-ce possible que vous puissiez faire parvenir au Comité, ces données-là?

M. Williams: Je vais vérifier.

M. Saint-Julien: Je découvre, monsieur le président, lorsque l'on parle de la Commission Cris-Naskapis, que le juge Régent Paul, qui est le président avec un certain commissaire Robert Kanatewat, a déposé au mois d'octobre un autre document, le rapport de la Commission, avec les revendications des autochtones du Nord du Québec pour 1991. Vous êtes au courant de ce rapport-là?

[Traduction]

M. Nault: Et il faudrait qu'elles remboursent cet emprunt?

M. Williams: C'est exact, mais ce 2 p. 100 mis à part, la totalité de l'emprunt est garantie par la SCHL. La bande devra rembourser le 2 p. 100. C'est juste.

M. Nault: D'où provient cet argent?

M. Williams: Nous offrons une indemnité aux locataires, mais on s'attend évidemment à ce que la Première nation exige des membres de la bande qu'ils paient un loyer, qu'ils soient subventionnés ou non ou encore, qu'ils puisent dans d'autres revenus, notamment les revenus d'emploi de ses membres.

Mr. Saint-Julien (Abitibi): Thank you, Mr. Chairman.

I would first like to talk about the Cree-Naskapis Commission. In 1988, the Cree-Naskapis Commission, which is presided by Mr. Justice Régent Paul and two other commissioners, had identified housing and requirements in capital projects as an important and urgent problem for Crees. From 1988 to 1991, we know that the report was tabled in 1988 in the House of Commons, what kind of improvements were made in housing in 1988, 1989, 1990 and up until the end of 1991?

Mr. Williams: Unfortunately, I don't have any details on the Crees. I know that they presently receive approximately \$3.7 million for housing but, apart from that, I don't have any details concerning the Crees. I can get them for you, if you would like.

Mr. Saint-Julien: Mr. Chairman, I was looking at the departmental data for 1991 in the report that has just been received. On page 61 in the French version, I find surprising that when it comes to housing, there are no data on the Northwest Territories, the Inuit of Northern Quebec, the Crees covered by the James Bay Agreement nor the Sechelt band since 1986.

This is important. If you provide the departmental data to the members, it is important that that should include data on other regions of the country. Could you provide them to us?

Mrs. Duplessis: On what page?

Mr. Saint-Julien: On page 61 of the French version.

Mr. Chairman, it is very important that the basic departmental data be provided especially for aboriginal housing. We receive a document here, but the document says that data on housing in the Northwest Territories, Inuit and Crees are not included.

Could you provide the Committee with those numbers?

Mr. Williams: I will check.

Mr. Saint-Julien: To get back to the Cree-Naskapis Commission, Mr. Chairman, I see that Mr. Justice Régent Paul, who chairs that commission with another commissioner, Robert Kanatewat, tabled another document in October, the report of the Commission including the claims of the aboriginals of Northern Quebec for 1991. Do you know of that report?

[Text]

Monsieur le président, j'aimerais déposer pour fins de discussion au Comité le rapport de la Commission Cris-Naskapis concernant les logements. On l'a en français, on l'a en anglais, en cri, en inuktitut, ce chapitre 4 concernant le logement. Est-ce que je pourrais obtenir l'accord unanime des députés pour que ce document-là soit déposé et surtout que le ministre réponde à leurs revendications dans les prochaines semaines?

Le président: Pas de problème.

M. Saint-Julien: Monsieur le président, monsieur Williams, ce qui est vraiment important dans ce document-là, c'est que le ministère et le gouvernement répondent aux revendications des autochtones.

Depuis 1988, vous venez ici, on vous pose des questions, vous lancez la balle peut-être à un autre, mais il est important de connaître leurs revendications.

Billy Diamond l'a dit, Mathew Coon Come l'a dit, Roméo Saganash l'a dit et aujourd'hui dans le livre, le juge Régent Paul, le commissaire Robert Kanatewat et monsieur Sanders, commissaire aussi, le disent tous, et c'est déposé à la Chambre des communes.

Une fois pour toutes, on sait qu'il y a une problématique du logement. Actuellement, le logement, si je peux vous citer, dans mon langage à moi—et ceux qui sont ici viennent du Nord—, on pourrait appeler cela non pas une maison, mais un «abri» qui est le terme international, pas un *match box*, mais un «abri». Parce qu'il y a beaucoup de choses à faire dans le Nord, il y a beaucoup de choses à faire dans les régions; et j'aimerais que le ministre réponde aux revendications des autochtones.

Merci, monsieur le président.

Mr. Redway: Mr. Williams, I would like to go back a little bit to how the whole thing works. As I understand from what you've said, first of all there's this allocation based on a per capita basis. What involvement, if any, do the native people themselves have in deciding on the allocation formula? Are they involved in that in any way?

• 1610

Mr. Williams: Practically speaking, in the last three years it has been fixed in any case. There has been no change whatsoever, so it really becomes a moot point now.

Mr. Redway: When it was fixed originally, were they involved in deciding on the allocation formula?

Mr. Williams: I don't know the extent to which they were. I could find out.

Mr. Redway: Could you find that out for us and, if they were, who was involved on behalf of the native people?

If it has just carried on, can you find out and advise us why it has just carried on the way it is? Is it just an arbitrary decision on the part of the department not to have any consultations, or are there consultations and do they agree we'll just carry on this way?

[Translation]

Mr. Chairman, I would like to table for discussion in committee the report of the Cree-Naskapis Commission on housing. The chapter 4 on housing is available in French, English, Cree and Inuktitut. Could I have the unanimous consent of members to table this document and to ask the Department to address those claims within the next few weeks?

The Chairman: Certainly.

Mr. Saint-Julien: Mr. Chairman, Mr. Williams, the most important thing here is that the Minister and the government address the aboriginal claims.

Since 1988, you've been coming here to answer our questions but you keep throwing the ball in somebody else's court. It is important to know what the aboriginal claims are.

Billy Diamond told us. Mathew Coon Come told us, Roméo Saganash told us and today, in this book, Mr. Justice Régent Paul; Commissioner Robert Kanatewat and Commissioner Sanders also tell us in this document that was tabled in the House of Commons.

Right now, if I can quote you using my own words and as people from the North will know, when we talk about housing we're not talking about houses but about shelters, the international term, and not about match-boxes. There are a lot of things to be done in the North, there are a lot of things to be done in the regions and I would like the Department to address the aboriginals' demands.

Thank you, Mr. Chairman.

M. Redway: Monsieur Williams, j'aimerais revenir au fonctionnement du système. Si je vous ai bien compris, vous avez dit qu'il y avait d'abord une allocation par habitant. Dans quelle mesure les autochtones participent-ils à l'élaboration de la formule d'allocation? Est-ce qu'ils ont leur mot à dire?

M. Williams: En pratique, cette formule est restée fixe au cours des trois dernières années. Il n'y a eu aucun changement, de sorte que cette question n'est plus pertinente.

M. Redway: Lorsqu'on a établi cette formule à l'origine, les autochtones ont-ils pris part à la décision?

M. Williams: Je ne sais pas dans quelle mesure ils ont participé, mais je pourrais vérifier.

M. Redway: Pourriez-vous nous fournir une réponse à cette question et nous dire, s'ils ont en effet participé, qui exactement représentait les autochtones?

Si cette formule est restée la même depuis, pourriez-vous nous en donner la raison? Est-ce une décision arbitraire du ministère qui a préféré ne pas tenir de consultations, ou y a-t-il eu des consultations et s'est-on entendu pour conserver la même formule?

[Texte]

Mr. Williams: Since 1989-90, the department's position was that up until then the deviations from these adjustments were relatively minor to start with. Given the starting of the housing policy review, I don't know if we expected it to go on this long, but—

Mr. Redway: Hold the status quo.

Mr. Williams: Yes, exactly.

Mr. Redway: As you say, the housing study has gone on for quite a while and so the status quo has been maintained perhaps far longer than you might anticipate.

We talked about the question of need in here and in some housing allocation formulas in other situations, need is one of the main factors that's taken into account. Now it may very well be that all the needs are the same and they're all desperate needs, but there may be some variations as well. As time goes on and some bands or reserves have substantial amounts of new housing, their needs may not be as great as some others, but that isn't the factor that's taken into account right now.

Mr. Williams: No.

Mr. Redway: Is it anticipated or is that part of the study?

Mr. Williams: I think the new policy review was clearly designed, amongst other things, to move to a needs base.

Mr. Redway: Once the allocation is made, where does the money go? Does it just go to the band councils on each reserve?

Mr. Williams: It goes to tribal councils or band councils, depending on the band.

Mr. Redway: Do you write a cheque and send it to them?

Mr. Williams: That's exactly right.

Mr. Redway: So it's up to them after that. Now in those cases, do they all have a housing committee or does the council make the decision? Who decides what happens next with the money?

Mr. Williams: The band council would manage the money. I think John Rayner said that 100% of the funds are managed by the bands of the First Nations themselves and their tribal councils. So they would have some type of housing authority or housing manager and their governments would decide.

Mr. Redway: Can you provide us with information as to who has a committee or a manager, how that works, how many do, and who actually does the administering of the housing funds in each reserve? As was indicated to Mr. Skelly, all of your money now goes on reserve. There are no offers or money at all. I think we should know for our purposes who actually deals with the fundings.

Do you have any knowledge of how they arrive at their allocations? How do they then decide on the allocation process?

Mr. Williams: I don't know.

Mr. Redway: Is that available to the department?

[Traduction]

M. Williams: Depuis 1989-1990, le ministère estime que, puisque les variations étaient faibles de toute façon et que l'on entreprenait l'étude de la politique du logement, sans peut-être savoir combien de temps durerait cette politique, on a préféré. . .

M. Redway: Maintenir le statu quo.

M. Williams: Oui, exactement.

M. Redway: Comme vous le dites vous-même, l'examen de la politique du logement a été amorcée il y a assez longtemps de sorte que le statu quo a peut-être été maintenu un peu plus longtemps que vous ne l'anticipiez.

Nous avons abordé la question des besoins qui constituent un important facteur dans l'élaboration des formules d'allocation des logements. Il est fort possible que tous les besoins soient les mêmes et que tout le monde ait désespérément besoin d'un logement, mais il peut aussi y avoir des variations. Au fil des ans, certaines bandes ou réserves se retrouvent avec un nombre important de nouveaux logements et leurs besoins s'en trouvent alors réduits, mais il semble qu'on ne tienne pas compte de ce facteur à l'heure actuelle.

M. Williams: Non.

M. Redway: Est-ce qu'on prévoit le faire ou est-ce là une des questions qui fait l'objet de l'étude?

M. Williams: On a procédé à l'étude de la politique en vue, notamment, de la modifier pour qu'elle tienne compte des besoins.

M. Redway: Une fois l'allocation faite, où va l'argent? Est-il simplement remis aux conseils de bande de chaque réserve?

M. Williams: Il est remis aux conseils tribaux ou aux conseils de bande, selon la bande.

M. Redway: Vous leur envoyez un chèque?

M. Williams: Exactement.

M. Redway: Toutes les décisions subséquentes leur incombent donc. Dans de tels cas, le conseil prend-il toutes les décisions ou crée-t-il un comité du logement? Qui décide de ce qui sera fait avec l'argent?

M. Williams: C'est le conseil de bande qui gère ces fonds. John Rayner a dit, je crois, que l'intégralité des fonds est gérée par les bandes des Premières nations elles-mêmes et par les conseils tribaux. Le conseil fait appel à un genre de gestionnaires ou de conseillers en matière de logement et le gouvernement de la bande prend la décision.

M. Redway: Pourriez-vous nous indiquer quelles bandes se sont dotées d'un comité ou d'un gestionnaire, comment cela fonctionne et qui, dans les faits, administre les fonds alloués au logement dans chaque réserve? Comme vous l'avez indiqué à M. Skelly, tout votre argent est maintenant remis aux réserves. Il n'y a aucune offre. Je crois qu'il serait bon que nous sachions qui exactement administre ces fonds.

Savez-vous comment les bandes font la distribution? Quel est leur processus d'allocation?

M. Williams: Je l'ignore.

M. Redway: Est-ce que le ministère dispose de ces informations?

[Text]

Mr. Williams: I don't think so.

Mr. Redway: Okay. We'll have to find that out from the First Nations themselves.

What about the process once they determine how many housing units they're able to build with the money they have and how they're going to do it? Do they let the contracts themselves or does the department have any part in the process of tendering or whatever?

Mr. Williams: No, they do it.

Mr. Redway: Are they required to do it on a tender basis to the lowest tender?

Mr. Williams: No, they're not.

Mr. Redway: You don't have any restrictions on that. That's all in their hands.

• 1615

Mr. Williams: No. We have, as I said, conducted training courses on contracting. So good management practice often suggests that to get the lowest bid it's often useful to do a tendering process.

Mr. Redway: But if they decided to give it to the highest tender or to somebody, a relative or what have you, there's nothing that would conflict with any of your rules and regulations?

Mr. Williams: Specifically, it's their decision. Under the devolution, they're the ones who make the decision, they're the ones who are accountable to their band members for the results of those decisions.

Mr. Redway: Okay. Then the same would apply—you have nothing to do with the question then of what sort of technical requirements the construction company that wins the contract and puts up the housing has to meet, such as bonding. There are no departmental bonding requirements?

Mr. Williams: That's correct.

Mr. Redway: It would only then be a question of either the band themselves or perhaps a financial institution, which is providing some mortgage money.

Mr. Williams: Exactly right.

Mr. Redway: Usually it would be the financial institution, I take it, that would want some bonding provisions.

Now you indicated there are creative ways to get around this. I wonder if you could tell us what those creative ways are.

Mr. Williams: For example, you could, in costing out a housing project—if you had a local group of band members that had started up a construction company—in factoring in the costs, put another 5% or 10% for some project manager to come in as part of the cost of the project and oversee it, if you're a little bit worried that the group couldn't in fact deliver on their own, to give you some type of assurance.

If I were the chief I would feel that would be a good way to protect the interests of the First Nations, and at the same time give the opportunity to some local entrepreneur to try to get into the construction business.

[Translation]

M. Williams: Je ne le crois pas.

M. Redway: Très bien. Nous devons donc obtenir ces informations des Premières nations elles-mêmes.

Que se passe-t-il une fois que la bande a déterminé le nombre d'unités de logement qu'elle pourra construire avec l'argent dont elle dispose et la façon dont elle le fera? Est-ce que ce sont les bandes elles-mêmes qui s'occupent des contrats ou est-ce que le ministère participe au processus d'appel d'offres?

M. Williams: Ce sont les autochtones qui s'occupent de cela.

M. Redway: Sont-ils obligés de procéder par appel d'offres et de choisir l'entrepreneur qui a fait la meilleure offre?

M. Williams: Non.

M. Redway: Il n'y a donc pas de restrictions à cet égard. Les bandes jouissent d'une entière liberté.

M. Williams: Non. Comme je le disais plus tôt, nous avons tenu des cours de formation sur les contrats. Selon les pratiques de saine gestion, il est normal de faire un appel d'offres pour obtenir l'offre la plus basse.

M. Redway: Mais si la bande décide d'accorder le contrat à celui qui a présenté la soumission la plus élevée ou à un parent, par exemple, cela ne va pas à l'encontre des règles et des règlements?

M. Williams: C'est à eux qu'incombe la décision. Dans le cadre de la dévolution, ce sont eux qui prennent cette décision et ce sont eux qui doivent rendre des comptes aux membres de la bande en ce qui concerne les conséquences de cette décision.

M. Redway: Très bien. Cela s'applique alors aussi—vous ne participez donc pas aux décisions sur le genre d'exigences techniques imposées à l'entrepreneur, telles que le cautionnement. Le ministère n'a aucune exigence en matière de cautionnement?

M. Williams: C'est exact.

M. Redway: Il incomberait donc alors à la bande elle-même ou à l'institution financière qui fournit une partie de l'hypothèque d'imposer une exigence de ce genre.

M. Williams: En effet.

M. Redway: Je présume que c'est habituellement l'institution financière qui exige un cautionnement.

Vous avez cependant dit qu'il existe des façons créatives de contourner cette exigence. Pourriez-vous nous en donner quelques exemples?

M. Williams: Par exemple, lorsque vous établissez le coût d'un projet d'habitation et que le contrat a été accordé à un entrepreneur en construction autochtone ou local, vous pourriez intégrer aux coûts 5 p. 100 ou 10 p. 100 pour les gestionnaires de projets qui devront veiller au bon déroulement de la construction si vous craignez que l'entrepreneur ne puisse mener à bien le projet sans supervision.

Si j'étais chef, j'estimerais que ce serait là une bonne façon de protéger les intérêts des Premières nations tout en donnant à un entrepreneur local la possibilité de se lancer dans le domaine de la construction.

[Texte]

Mr. Redway: What if you were the bank? Would you feel that was a good way then? I mean, in your experience, obviously you're acquainted with all of these relationships and what works and what doesn't work. Does that work with the banks?

Mr. Williams: Yes. It's not an unequivocal yes, but as long as one has given planning and forethought to it, it is certainly a plausible route to go in certain circumstances.

Mr. Redway: And the banks would by and large buy that sort of thing. So if somebody came to them with an up-front proposal to have some project manager as opposed to a bonding, the banks would, generally speaking, make a commitment for mortgage funding?

Mr. Williams: Yes. I think that's fair. I am saying they wouldn't dismiss it. They would look at it, and I think, as long as it was soundly based, they would be positively disposed towards it.

Mr. Redway: Is that the only creative way of doing this, of getting around the bonding, or are there others? If there are, can you provide us with...? I think the chairman is giving me the hook here, maybe, I don't know, but I want to get out as much information as I can, so can you—

The Chairman: Mr. Skelly has been very patient.

Mr. Redway:—provide us with as much information on that as you can, as to how that works?

Mr. Williams: Okay.

Mr. Redway: I really want to get back as well into the question of ministerial guarantee after this, but if Mr. Skelly wants to take over now...

Mr. Skelly: No.

Mr. Redway: If we're at this stage here where the bank says, okay, we'll go along with this concept of a project manager instead of a bond, but of course we want a ministerial guarantee, because nobody owns the land except the the Government of Canada under some sort of a trust arrangement, vague and whatever, what's the process then for getting this ministerial guarantee? Who does the first thing? Who does the first step? Take us through the steps.

Mr. Williams: We will have provided the funds to the First Nations. They will have gone through their—

Mr. Redway: Allocation process and decided who gets it.

Mr. Williams:—allocation process and decided that, okay, they want to build four houses. They would then develop a plan, and show us the plan.

Mr. Redway: So they have to show you the plan first?

Mr. Williams: Well, if in fact they are going to want us to guarantee it.

Mr. Redway: Okay.

Mr. Williams: So they would show us the plan. We would say this plan looks reasonable, sensible.

Mr. Redway: So that part isn't delegated to them?

[Traduction]

M. Redway: Et si vous étiez le banquier? Cela vous rassurerait-il autant? Vous connaissez bien toutes ces relations, ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas et, selon votre expérience, est-ce que cela fonctionne auprès des banques?

M. Williams: Oui. Je ne peux vous donner un oui catégorique, mais s'il est évident qu'il y a eu réflexion et planification, c'est une bonne façon de procéder dans certains cas.

M. Redway: Et en général les banques acceptent ce genre de choses. Alors, si on se présentait dans une banque avec un projet prévoyant l'engagement d'un gestionnaire de projets plutôt que le cautionnement, la banque accepterait en général de financer le projet?

M. Williams: Oui, c'est une bonne description de la situation. Disons que la banque ne rejeterait pas le projet. Elle l'étudierait attentivement et, si le projet a des fondements solides, elle serait plutôt portée à l'accepter.

M. Redway: Est-ce la seule façon créative de contourner cette exigence en matière de cautionnement ou y en a-t-il d'autres? S'il y en a d'autres, quelles sont-elles? Je vois le président me faire les gros yeux, mais je tente simplement d'obtenir le plus d'informations possible...

Le président: M. Skelly a été très patient.

M. Redway:...pourriez-vous nous procurer toutes les informations dont vous disposez à cet égard, sur ce processus?

M. Williams: Certainement.

M. Redway: J'aimerais revenir à la question de la garantie ministérielle, mais si M. Skelly veut prendre la parole maintenant...

M. Skelly: Non.

M. Redway: Disons que nous en sommes à l'étape où la banque dit, très bien, nous acceptons l'idée d'un gestionnaire de projets plutôt que d'un cautionnement, mais il nous faut une garantie ministérielle car ces terres n'appartiennent à personne sauf au gouvernement du Canada aux termes d'un arrangement fiduciaire plutôt vague. Comment fait-on pour obtenir une garantie ministérielle? Que doit-on d'abord faire? Quelle est la première étape? Décrivez-nous chacune des étapes.

M. Williams: Nous accordons d'abord les fonds aux Premières nations, celles-ci procèdent alors...

M. Redway: Au processus d'allocation pour savoir qui obtiendra quoi.

M. Williams:...au processus d'allocation et décident de construire quatre maisons. La bande dresse un plan qu'elle doit ensuite nous soumettre.

M. Redway: La bande doit donc vous montrer d'abord le plan?

M. Williams: Si la bande veut obtenir une garantie ministérielle.

M. Redway: Très bien.

M. Williams: La bande nous présente donc son plan. Nous l'examinons pour déterminer s'il est raisonnable.

M. Redway: Cette partie du processus n'est donc pas déléguée aux autochtones?

[Text]

Mr. Williams: Not if they want the government to guarantee it. With that authorization—

Mr. Redway: That's the only way they can get the money.

Mr. Williams: That's right.

Mr. Redway: So they do want the government to guarantee it. Sorry, sorry. Go ahead.

• 1620

Mr. Williams: With that authorization or guarantee in hand, they could then go to the Royal Bank or the Bank of Nova Scotia and say that Indian Affairs has agreed to guarantee this and ask if the bank could provide them with the additional funds.

Mr. Redway: You would give them the guarantee at the time you approved the place where they're going to build the houses? Is that what you're saying?

Mr. Williams: No. We provide them with the funds, say, at the beginning of the year. It may be a few months later before they come back to us with their plans for the building of the houses.

Mr. Redway: The plans, however, would include the financing arrangement with the bank or other financial institutions. You look at everything and then give them their guarantee.

Mr. Williams: That's right.

Mr. Redway: How long does it take from the time they submit their plan to you for you to approve it? What steps do you go through internally in order to approve it, to give them a guarantee or reject the guarantee?

Mr. Williams: I don't have a detailed answer.

Mr. Redway: Can you provide us with that information?

Mr. Williams: Sure. In terms of the timing?

Mr. Nault: How many guarantees were given last year?

Mr. Williams: We're talking in the order of 250 or 260 guarantees. Typically, we're given last year's.

Mr. Redway: This is for a block of houses as opposed—

Mr. Williams: About 1,600 units in particular—

Mr. Redway: There would be one on each reserve that's building houses?

Mr. Williams: There could be. You could have one guarantee for a block of 10 homes on one reserve. That would be a typical type of scenario.

Mr. Redway: Are there other ways of doing it? A guarantee for each house or something?

Mr. Williams: You can have an individual one. Most of the time it works through the bands, through the First Nations, but you could have, in particular cases, an individual wanting to build a house and wanting a guarantee on his own particular house. Those are far less common, but they do occur.

[Translation]

M. Williams: Pas s'ils désirent une garantie du gouvernement. Avec cette autorisation. . .

M. Redway: Ils ne peuvent obtenir l'argent que de cette façon.

M. Williams: C'est exact.

M. Redway: Puisqu'ils veulent que le gouvernement garantisse le projet. Je suis désolé. Poursuivez.

M. Williams: Avec cette autorisation ou garantie, la bande peut ensuite s'adresser à la Banque Royale ou à la Banque Scotia et indiquer que le ministère des Affaires indiennes a accepté de garantir le projet et demander à la banque de lui fournir les fonds additionnels.

M. Redway: Vous pouvez leur donner cette garantie au moment où vous approuvez l'endroit où seront construits les logements? Est-ce là ce que vous nous dites?

M. Williams: Non. Nous leur accordons les fonds, disons au début de l'année. Puis, quelques mois plus tard, la bande nous présente son plan de construction.

M. Redway: Cependant, ce plan inclut les arrangements de financement que la bande prend avec une banque ou une autre institution financière. Vous examinez tout cela avant de donner une garantie.

M. Williams: C'est exact.

M. Redway: Combien de temps s'écoule entre le moment où la bande soumet son plan et le moment où vous l'approuvez? Quelles sont les étapes que vous devez franchir au sein du ministère pour approuver un plan, donner une garantie à une bande ou refuser de la lui accorder?

M. Williams: Je ne peux vous donner une réponse détaillée à ce sujet.

M. Redway: Pourriez-vous nous fournir ces informations un peu plus tard?

M. Williams: Certainement. Sur le calendrier?

M. Nault: Combien de garanties ont été accordées l'an dernier?

M. Williams: De 250 à 260 garanties ont été accordées l'an dernier.

M. Redway: Pour des groupes de maisons par opposition. . .

M. Williams: Environ 1,600 logements en particulier. . .

M. Redway: C'est-à-dire une garantie dans chaque réserve qui construit des habitations?

M. Williams: C'est possible. On accorde parfois une garantie pour un groupe de dix logements dans une réserve. C'est là la situation la plus courante.

M. Redway: Procédez-vous d'autres façons? Accordez-vous parfois une garantie pour une seule maison?

M. Williams: Oui, cela arrive. La plupart du temps, nous passons par l'entremise de la bande, par l'entremise des Premières nations, mais il arrive que nous accordions une garantie à un particulier qui veut construire sa propre maison. Cela n'est pas fréquent, mais cela peut arriver.

[Texte]

Mr. Redway: Is that process any different from the one worked through the band?

Mr. Williams: Not necessarily different. In that case, before we guarantee it we go to the band—the government to the band—and say we'll guarantee it, but they have to agree that if the individual doesn't cover it, it's going to come out of their funds.

Mr. Redway: You're going to provide us with each step along the way and a timeframe and who is involved in this process and whether it's done locally or here in Ottawa?

Mr. Williams: It's done locally.

Mr. Redway: How locally is locally? Regionally?

Mr. Williams: Certainly regionally, and in some cases in the districts.

Mr. Redway: How many regions do you have in Ontario, for instance?

Mr. Williams: There's one regional office located in Toronto.

Mr. Redway: Are you broken down the same way CMHC is? Do you have a western region?

Mr. Williams: No, in essence we have one region in each province, except for the east coast.

Mr. Redway: How many districts do you have?

Mr. Williams: We have by and large done away with districts in most of the regions. There are a couple. Ontario has, I believe, three or four districts. There are a couple in Saskatchewan, a couple in B.C. It's not the way we had it years ago.

Mr. Redway: So by and large it's a regional office making these decisions. Do they have *carte blanche* to make the decision, or do they have to come back to Ottawa?

Mr. Williams: They don't come back to Ottawa.

Mr. Redway: The information on how that process works is part of what you're going to provide us with, isn't it?

Mr. Williams: It is done locally specifically for the purpose of speeding these things up.

Mr. Skelly: Do you maintain statistics or information on a band-by-band basis as to how many dollars—

Mr. Williams: Yes.

Mr. Skelly: —even within an alternate funding arrangement, how the money was allocated, say, within a tribal council?

Mr. Williams: Yes. We certainly have statistics on what funds we provided. We have a capital-manner data base that extracts information in terms of what was done with the money.

AFA is a particular problem; you're absolutely right. We give discretion. The amount of reporting back is far less, so very often we're not as sure of what's going on in an AFA band as we are with a non-AFA band.

[Traduction]

M. Redway: Est-ce que ce processus est différent de celui pour les bandes?

M. Williams: Pas nécessairement. Dans ce cas, avant d'accorder la garantie, nous nous adressons à la bande ou à son gouvernement et nous lui disons que nous allons garantir la construction de cette maison, mais que la bande doit accepter de financer le parachèvement de la construction si le particulier ne peut le faire.

M. Redway: Vous allez nous fournir une description des étapes et du calendrier et vous allez nous indiquer qui participe à ce processus ainsi que si cela se fait localement ou à Ottawa?

M. Williams: Cela se passe au niveau local.

M. Redway: Qu'entendez-vous par cela? Cela se fait dans les régions?

M. Williams: Dans les régions, certainement, et dans certains cas, dans les districts.

M. Redway: Combien de régions y a-t-il en Ontario, par exemple?

M. Williams: Il y a un bureau régional à Toronto.

M. Redway: Votre ministère se divise-t-il comme la SCHL? Avez-vous une région de l'Ouest?

M. Williams: Non. Essentiellement, il y a une région dans chaque province, sauf pour la côte Est.

M. Redway: Combien y a-t-il de districts?

M. Williams: Nous avons éliminé presque tous les districts, mais il en reste quelques-uns. L'Ontario a, je crois, trois ou quatre districts. Il y en a aussi quelques-uns en Saskatchewan et en Colombie-Britannique. C'était différent dans le passé.

M. Redway: Essentiellement, ce sont donc les bureaux régionaux qui prennent ces décisions. Ces bureaux ont-ils carte blanche pour prendre ces décisions ou doivent-ils les faire approuver par Ottawa?

M. Williams: Ils n'ont pas à faire approuver leurs décisions par Ottawa.

M. Redway: Vous allez nous fournir des informations sur le déroulement de ce processus, n'est-ce pas?

M. Williams: On procède au niveau local précisément pour accélérer le processus.

M. Skelly: Avez-vous des statistiques ou des renseignements sur les fonds qui sont accordés à chaque bande. . .

M. Williams: Oui.

M. Skelly: . . . même s'il y a une entente dans le cadre du mode optionnel de financement, des données sur la façon dont les fonds sont répartis au sein d'un conseil tribal, par exemple?

M. Williams: Oui. Nous avons certainement des statistiques sur les fonds que nous accordons. Nous avons une base de données sur les fonds d'où nous pouvons extraire les données détaillées sur ce à quoi sert cet argent.

Les accords de MOF posent cependant un problème particulier; vous avez tout à fait raison. La bande jouit alors d'une plus grande liberté. L'obligation de rendre compte est moins grande de sorte que souvent, nous avons moins d'informations sur ce qui se passe au sein d'une bande ayant signé un accord de MOF.

[Text]

Mr. Skelly: But there is a reporting process at the end of the five-year period for the AFA—

Mr. Williams: That's correct. Even on an annual basis there is. For instance, as we took the scenario of 10 houses per year, if a First Nation didn't do anything the first year, we wouldn't automatically overreact to that. The explanation could be that they are going to do them in year three or year five. If year five came and none were done, there would be problems afterwards.

Mr. Skelly: Maybe the previous questioner already asked this, but is it possible to get the breakdown of information on a band-by-band basis? You say you have this capital data base.

• 1625

Mr. Williams: Sure. We can certainly tell you without any problem the funding that went to each and every First Nation, if that's what you're after.

Mr. Skelly: Again this is within an AFA agreement, but the Ahousaht Band mentioned they have 1500 members, 700 or 800 of them living on reserve, 108 people on the waiting list, and they got three or four houses a year. They have a different system of distributing housing within the bands that are a party to their alternate funding arrangement, but it seemed to me that was a bit out of line.

There have been other cases, and maybe you can provide additional information on this. In British Columbia we visited the Gwa-sala-nakwaxdaxw' Band located on Tsulquate Reserve 4, near Port Hardy. In that case they indicated that when the department had moved them in from two other communities, Blunden Harbour and Smith Inlet, they promised they would give them adequate housing when they moved over to Vancouver Island from the mainland coast. They even promised them furnished housing and, in order to make sure they moved to Vancouver Island, burned their furnished homes behind them as they left. No houses were ever delivered. I shouldn't say that, houses were delivered from within the allocation from the Kwawkwalth District Council.

Some of them were forced to live on their fishing boats. As a result they couldn't fish because their kids had to go to school. One family mentioned that out of 13 kids, 8 died falling off fishing boats and this kind of thing.

Yet to this day the Department of Indian Affairs hasn't delivered on that housing promise. I'm wondering, in your records in your department, whether it is still considered some outstanding obligation to deliver these houses.

Mr. Williams: I'll follow up on that. I don't have the details on that case, but I can get them to you.

Mr. Skelly: You mentioned you have a budget of \$92.9 million, \$59.3 million, \$16.6 million, \$18 million for renovations. Is there anything for these outstanding obligations? Has there been a case—for example, the Davis Inlet Inuit or some other case—in which the department has said this is a significant issue that should be paid for out of this year's budget?

[Translation]

M. Skelly: Mais les accords de MOF obligent la bande à faire rapport après cinq ans. . .

M. Williams: C'est exact. Et même chaque année. Par exemple, pour en revenir au scénario des dix maisons par année, si une Première nation n'a rien fait la première année, nous n'allons pas nécessairement réagir. Il se peut que la bande préfère construire ces maisons pendant la troisième ou la cinquième année de l'entente. Si après cinq ans rien n'a été fait, la bande aura des problèmes.

M. Skelly: Cette question a peut-être déjà été posée, mais pourrions-nous obtenir des informations détaillées sur chacune des bandes? Vous dites que vous disposez d'une base de données sur les fonds.

M. Williams: Certainement. Nous pouvons vous dire sans difficulté quelle somme a été accordée à chacune des Premières nations, si c'est ce que vous désirez savoir.

M. Skelly: Encore une fois, il s'agit ici d'une entente de MOF, mais la bande Ahousaht a indiqué qu'elle compte 1,500 membres, dont 700 ou 800 habitent la réserve, 108 sur la liste d'attente et seulement trois ou quatre maisons par année. Leur système de distribution des logements pour les bandes ayant adhéré à l'entente de MOF diffère quelque peu, mais cela m'a semblé plus ou moins acceptable.

Il y a eu d'autres cas et vous pourriez peut-être m'en dire plus long à ce sujet. En Colombie-Britannique, nous avons visité la bande Gwa-sala-nakwaxdaxw de la réserve numéro 4 Tsulquate près de Port Hardy. Les membres de cette bande nous ont indiqué que, lorsque le ministère les a déplacés des deux localités où ils habitaient, soit Blunden Harbour et Smith Inlet, on leur avait promis des logements adéquats dès qu'ils quitteraient la côte continentale pour s'installer sur l'île de Vancouver. On leur avait même promis des maisons meublées afin de les encourager à aller vivre sur l'île de Vancouver. On a brûlé les habitations meublées qu'ils ont laissées derrière eux. Or, aucune maison n'a été construite. Non, je retire mes paroles, des maisons ont été construites grâce aux sommes accordées au conseil du district Kwawkwalth.

Certains se sont vus forcés de vivre sur leur bateau de pêche. Par conséquent, ils ne pouvaient aller pêcher puisque les enfants devaient aller à l'école. Une famille m'a mentionné que, sur 13 enfants, huit sont morts après être tombés de bateaux de pêche, et d'autres accidents de ce genre.

Le ministère des Affaires indiennes n'a pas encore fourni les logements qu'il avait promis. Est-ce que les dossiers de votre ministère indiquent si l'engagement de construire ces maisons a été rempli?

M. Williams: Je vais m'informer. Je ne connais pas les détails de cette affaire, mais je peux les obtenir pour vous.

M. Skelly: Vous avez dit que votre budget est de 92,9 millions de dollars, 59,3 millions de dollars, 16,6 millions de dollars et 18 millions de dollars pour les renovations. A-t-on prévu un montant pour ces engagements non remplis? Dans certaines situations—par exemple, les Inuit de Davis Inlet ou d'autres cas—le ministère a-t-il déjà décidé de régler un problème important à même son budget de l'année en cours?

[Texte]

Mr. Williams: That's absolutely true. In the years that I've been with the department, when we've made a commitment to fund something, we fund it. I will have to clearly check back and see what commitments we made; if we didn't live up to them, I'd be both surprised and disappointed. But I'll certainly check up on that for you.

Mr. Skelly: Okay. And will you bring that back to the committee?

Mr. Williams: Yes, absolutely.

Mr. Nault: Let's go back to the fires on reserve for a minute. According to what I've been told, there is a particular pot of money to replace homes that are burnt on reserve. Could you tell us how much is in that pot of money and what the criteria are for the use of that particular fund?

Mr. Williams: I think it would be erroneous to view a separate pot of money for that situation. That's not the way it is. Clearly, however, the department tries to react quickly to severe hardships should someone's home burn down, should there be a catastrophe. In cases like that, frankly what we do is try to find other sources of funds. Maybe houses that were going to be built aren't being built in one area, or maybe some other expenditures that we thought were going to be needed for something aren't going to be used, and in an emergency case we try to allocate those funds to satisfy a particular emergency situation.

It's not as if we keep a certain set of money aside for emergencies. That in fact would be counter-productive because should those emergencies not arise, those funds would lapse. We try to allocate everything, but if an emergency arises we do whatever we can to try to address it as quickly as we can.

Mr. Nault: In essence you're saying that there is no set policy as it relates to fires on reserve where there's no insurance, whereas you are well aware that most of the communities I represent don't have any fire insurance because there are no fire trucks up in the middle of nowhere, because they're all isolated communities as it relates to non-native insurance companies, if you will.

You must have statistics, though, of how many fires or how many homes burn every year on reserve.

Mr. Williams: Yes, absolutely.

• 1630

Mr. Nault: How many of those are not insured—50, 20, 100, a hundred, how many?

Mr. Williams: In 1990, there were 451 reported fires, for a property loss in the order of \$12 million.

Mr. Nault: Are those automatically replaced if there is no insurance, or is that sort of added to the statistic of backlog and you get to it when you get to it?

Mr. Williams: I don't think there's one automatic answer. I think each case is looked at. But the general scenario is that if families are burned out of their home, we quickly move in and find some other type of accommodation

[Traduction]

M. Williams: Absolument. Depuis que je suis au ministère, lorsque nous nous engageons à financer quelque chose, nous le faisons. Je devrai vérifier quels sont les engagements que nous avons pris; si nous n'avons pas rempli ces engagements, je serai étonné et déçu. Je peux certainement vérifier ce qu'il en est.

M. Skelly: Très bien. Et vous communiquerez ces informations au comité?

M. Williams: Certainement.

M. Nault: Revenons à la question des incendies dans les réserves pour un moment. Selon ce qu'on m'a dit, une somme d'argent précise est mise de côté pour le remplacement des maisons incendiées dans les réserves. Pourriez-vous nous dire quelle est cette somme et quels sont les critères appliqués pour son utilisation?

M. Williams: Il serait faux de dire qu'il existe une somme prévue pour ce genre de situations. Ce n'est pas le cas. Bien sûr, le ministère tente de réagir le plus rapidement possible lorsqu'il y a un incendie ou une autre catastrophe. Dans de tels cas, nous tentons de trouver d'autres sources de financement. Il arrive que des maisons qui devaient être bâties dans une région ne le sont pas, ou que nous reportions à plus tard des dépenses particulières et que nous utilisions ces fonds pour répondre aux besoins de la population dans les cas d'urgence.

Nous ne conservons pas une somme particulière pour les cas d'urgence. En fait, cela pourrait même être préjudiciable puisque ces fonds ne pourraient être reportés si aucune urgence ne se produisait. Nous tentons d'utiliser tous nos crédits, mais si une situation d'urgence se présente, nous faisons l'impossible pour y répondre rapidement.

M. Nault: Essentiellement, vous dites qu'il n'y a pas de politique sur les incendies sur les réserves lorsqu'il n'y a pas d'assurances, et ce, sachant très bien que la plupart des collectivités que je représente n'ont pas d'assurance-incendie puisqu'il n'existe aucun camion de pompier dans ces régions isolées et que ces gens doivent faire affaires avec des sociétés d'assurance non autochtones.

Vous avez certainement des statistiques sur le nombre d'incendies ou de maisons incendiées chaque année dans les réserves.

M. Williams: Certainement.

M. Nault: Combien de victimes de ces incendies n'ont pas d'assurances—50, 20, 100, combien?

M. Williams: En 1990, on a signalé 451 incendies et des pertes matérielles de l'ordre de 12 millions de dollars.

M. Nault: Ces logements sont-ils automatiquement remplacés s'il n'y a pas d'assurances ou est-ce qu'ils s'ajoutent à la pénurie existante et que vous les remplacez lorsque vous le pouvez?

M. Williams: Je ne peux vous donner une réponse générale. Nous étudions chaque cas, mais, en général, si une famille perd sa maison par suite d'un incendie, nous intervenons rapidement pour lui trouver un autre logement.

[Text]

for them. It could mean building new homes right away, it could mean that, or it could mean finding some other type of option should the funds not be available in the immediate period but perhaps in the coming months. Under no circumstances would we leave the poor family out there without any shelter.

Mr. Nault: Would it be fair for me to say that there's no set policy on that particular issue?

Mr. Williams: I don't think I'd phrase it that way, personally. I think the policy is to provide as quick a service as you can to the people, to help them out of their distress. There is no set policy in the sense that we put *x* dollars aside for emergencies, because I don't think that would be a good policy. I think what we try to do is use the funds that have been appropriated to solve the problems as they arise. It's not only fires. There are earthquakes, floods, a whole wide range of catastrophes that do arise. Frankly, our approach is to solve the problem first and worry about the money second. If it is a major type of catastrophe that we clearly couldn't absorb from our budget, we often go back to the board afterwards to get the incremental funds.

Mr. Nault: Let me put it a different way then. Would you not say that the department has a responsibility to ensure that the housing stock that it provides to aboriginal people is insured? If they don't supply insurance to every house on reserve, then they should make sure that there is some sort of mechanism to replace that home, because the department has not allowed for what we consider to be a given—fire insurance. You're saying, well, no, it would be counter-productive to have a policy that suggests there was going to be a fire. We all know that there is going to be a fire somewhere and we all know that there is no insurance for that house. Therefore, the people who live there are stuck between a rock and a hard place. Why would you suggest that it's counter-productive when you know there are going to be fires in homes that have no insurance?

Mr. Williams: I think it would be counter-productive to establish specific pots of money to be used for activity X or Y or Z. The reality is that there is only a total pot of money in any case. We're not getting additional funds for this. If you're working within a limited budget, I think what you want to do is not pigeon-hole certain pots of money. For instance, if you were to put aside \$10 million for fires, and in this particular case only \$5 million was used, you'd find yourself at the end of the year with \$5 million not being used towards the First Nations.

We spend a great deal of time and effort making sure that virtually every penny goes out to the First Nations. This, I think, would create a situation in which there would be a great deal of money lapsing. In our particular case, when you lapse money, it's money that could be used to build additional houses.

Mr. Nault: Let's put it another way. Let us say you did have \$8 million left over at the end of the year. Would it not be prudent to suggest that somewhere down the line we have to create a system that's self-insuring for those houses,

[Translation]

Pour ce faire, nous construisons parfois de nouvelles habitations ou nous trouvons d'autres solutions s'il n'y a pas de fonds disponibles dans l'avenir immédiat. Nous ne laissons jamais une pauvre famille sur le pavé, sans abri.

M. Nault: Aurais-je raison de dire qu'il n'y a pas de politique à cet égard?

M. Williams: Personnellement, ce n'est pas ainsi que je le dirais. La politique est de dispenser aux victimes les services disponibles le plus rapidement possible, d'aider les personnes en détresse. Il n'y a pas de politique voulant que nous affections un montant précis d'argent pour les cas d'urgence, car nous ne croyons pas que cela serait une bonne politique. Nous tentons d'utiliser les fonds dont nous disposons pour régler les problèmes qui peuvent surgir. Il ne s'agit pas que d'incendies. Il y a aussi des tremblements de terre, des inondations, toute une gamme de catastrophes naturelles qui peuvent se produire. En toute honnêteté, je vous dirais que d'abord, nous réglons le problème et ensuite, nous nous préoccupons du financement. Lorsqu'il s'agit d'une catastrophe d'importance pour laquelle notre budget est insuffisant, nous nous adressons au conseil par la suite pour obtenir des crédits additionnels.

M. Nault: Permettez-moi de reformuler ma question. Est-ce que le ministère n'est pas chargé de s'assurer que les autochtones pour lesquels il construit des maisons souscrivent à une assurance? Si le ministère ne peut fournir une assurance pour chaque maison dans chaque réserve, il devrait à tout le moins s'assurer que des modalités existent pour le remplacement des maisons incendiées puisque c'est lui qui n'a pas prévu d'assurances comme on serait en droit de s'y attendre. Vous nous dites qu'une politique sur les incendies serait inefficace. Pourtant, nous savons tous qu'il y aura des incendies et qu'il n'existera aucune assurance protégeant les maisons incendiées. Par conséquent, les habitants de ces maisons sont pris dans un dilemme. Pourquoi dites-vous qu'une politique de ce genre serait inefficace lorsque vous savez très bien que des maisons non assurées seront incendiées?

M. Williams: Je crois qu'il serait inefficace d'affecter des montants d'argent précis à des activités particulières. En réalité, il n'y a qu'une somme globale pour toutes les situations. Nous n'obtenons pas de crédits additionnels pour cela. Lorsque vous avez un budget limité, je crois qu'il est préférable de ne pas diviser cet argent. Ainsi, si vous mettez de côté 10 millions de dollars pour les incendies et que cette année vous n'en utilisez que 5 millions, vous vous retrouvez avec une somme de 5 millions de dollars qui n'a pas été accordée aux Premières nations.

Nous consacrons beaucoup de temps et d'efforts à nous assurer que chaque cent est remis aux Premières nations. Ce que vous proposez donnerait lieu, je crois, à une situation où de grandes sommes d'argent ne seraient pas utilisées. En l'occurrence, cet argent non utilisé aurait pu servir à la construction de maisons additionnelles.

M. Nault: Regardons la question sous un autre angle. Disons qu'il vous reste 8 millions de dollars à la fin de l'année. Ne serait-il pas bon de créer un système d'auto-assurances pour ces habitations, pour les collectivités

[Texte]

for aboriginal communities? Is it because they are native? They don't need insurance and therefore we shouldn't worry about that. Is it not the department's fiduciary responsibility to make sure that these particular people who live on reserve have the same benefits and abilities to succeed as anybody else? To suggest for a moment that it would be counter-productive to have \$8 million left over... Is the department looking at some sort of insurance system on reserve that is going to give the ordinary aboriginal person the same kind of protection that I take for granted? That is a fair question to ask, I would think.

Mr. Williams: I think the roles and responsibilities of the First Nations versus Indian Affairs are some of the major issues now being explored in this policy review. I don't think it's correct to put the onus totally on the federal government in terms of housing. That is clearly not how it's viewed in terms of policy matters. We provide funds to assist First Nations to build homes. There is clearly a responsibility and accountability of First Nations in terms of building these homes—and maintaining these homes, too—so I don't think it's one or the other.

• 1635

Having said that, as I said, it is being explored. The issues of tenure, ownership, control, maintenance and pride are some of the most crucial issues that are now being explored through the policy review. I am hopeful that we'll get some creative solutions by the fall.

Mr. Nault: I appreciate your answering these questions. I know they're difficult in some cases.

We seem to be having a lot of difficulty understanding where the C-31 money is going. Could you take us through the steps from start to finish of where this money goes, and how it gets from the department to the particular band, and how we can assure ourselves about the C-31 people—they were part of the glorious announcement that they were now becoming status Indians and would be able to go back to their communities and be supplied with a house and be on a separate list for housing, but in fact, from all the discussions we've had with individuals, that doesn't seem to be the case at all. Could you clarify just exactly what is going on with C-31s.

Mr. Williams: We have a budget for C-31 that extends through 1993-94. Part of that budget is for capital, and part of that capital budget is for housing.

We are well aware that in any particular year, there is not nearly enough money to satisfy the demand. Historically, over the last five or six years, I think we have funded about 700 C-31 houses that have been built.

Mr. Nault: Are those C-31 houses based on the same formula of the \$19,000-\$45,000 range?

Mr. Williams: That's correct.

[Traduction]

autochtones? Est-ce parce qu'il s'agit d'autochtones? Ils n'ont pas besoin d'assurances et on ne devrait donc pas s'inquiéter de cela? Est-ce que le ministère, en tant que fiduciaire, n'est pas chargé de s'assurer que les autochtones habitant dans les réserves jouissent des mêmes avantages et des mêmes possibilités de succès que n'importe qui d'autre? Vous prétendez qu'il serait préjudiciable s'il vous reste 8 millions de dollars à la fin de l'année... Est-ce que le ministère envisage de créer un genre de système d'assurances pour les réserves, un système selon lequel les autochtones jouiront de la protection que moi, je tiens pour acquise? Ma question est raisonnable, je crois.

M. Williams: Les rôles et les responsabilités des Premières nations et du ministère des Affaires indiennes constituent un des enjeux importants que l'on explore actuellement dans le cadre de l'étude de la politique. Je ne crois pas qu'il soit juste d'imposer au gouvernement fédéral tout le fardeau du logement. Ce n'est pas ainsi que nous voyons la question dans son aspect politique. Nous fournissons des fonds aux Premières nations pour les aider à construire des maisons. Les Premières nations sont nettement responsables de la construction et de l'entretien de ces maisons. Ce n'est donc pas tout l'un ou tout l'autre.

Cela dit, nous sommes en train d'étudier toutes ces questions cruciales que sont la tenure, la propriété, le contrôle, l'entretien et la fierté dans le cadre de notre révision de la politique. J'espère que, d'ici à l'automne, nous aurons trouvé des solutions originales.

M. Nault: Je vous suis reconnaissant de répondre à mes questions car je sais que ce n'est pas toujours facile.

Nous semblons avoir beaucoup de mal à comprendre à quoi sert l'argent pour les nouveaux Indiens inscrits. Pourriez-vous nous expliquer depuis le commencement comment l'argent est alloué par le ministère à une bande afin que nous puissions être certains que ces nouveaux inscrits ont ce qui leur revient. Après tout, on a annoncé en grande pompe que ces Indiens qui allaient s'inscrire pourraient réintégrer leur communauté où on leur fournirait une maison. Il était censé y avoir une liste d'admissibilité à un logement seulement pour les nouveaux inscrits, mais d'après les conversations que nous avons eues avec les gens, les choses ne se passeraient pas du tout ainsi. Pourriez-vous nous expliquer ce qu'il en est au juste de ces nouveaux inscrits.

M. Williams: Nous avons jusqu'en 1993-1994 inclusivement un budget à part pour ces nouveaux inscrits. Celui-ci se compose en partie d'immobilisations dont une proportion est réservée à l'habitation.

Nous savons pertinemment que, dans une seule année, il n'y a pas assez d'argent pour répondre à la demande. Depuis cinq ou six ans toutefois, nous avons financé la construction de quelque 700 maisons pour les nouveaux inscrits.

M. Nault: Est-ce que ces maisons respectent la formule habituelle et valent entre 19,000 et 45,000\$?

M. Williams: Oui.

[Text]

Mr. Nault: I was told that all C-31s are \$19,000.

Mr. Williams: No, that's not correct.

Mr. Nault: That's not right?

Mr. Williams: That's correct.

Mr. Nault: So they range in price, depending on where they are.

Mr. Williams: The same type of situation. Exactly the same.

Mr. Nault: So you're suggesting that, as we all know, a C-31 house can't be built for \$45,000, if that's the maximum level. The band has a responsibility for the other. . . roughly \$45,000 to \$50,000 that is necessary, and that has to go through this whole process.

Mr. Williams: No difference. No difference.

Mr. Nault: So where does the band get those extra funds, because of a piece of legislation that Parliament passed and adding all these C-31s? Was it not the intention of the government that there would be no hardship on individual bands, based on C-31s coming back to the community?

Mr. Williams: The expression, of course, is "no worse off". Vis-à-vis C-31, the way I would interpret it is that funds are provided in exactly the same manner as funds for a non-C-31 house would be provided—in exactly the same way.

Whether there are enough new C-31 homes is another question, but to the extent that money is available, the funds are provided in exactly the same way. The gap between the subsidy and the cost is definitely a problem, as it would be for non-C-31 houses.

Mr. Nault: Could you give us the statistics or the numbers? I imagine it must be easier to get C-31 statistics, because you have to apply for a status card, so you're a C-31. . . and it's much easier to show that, as far as your records are concerned, so therefore you must have a good handle on what the backlog is of C-31s in all the bands and in all the communities in this country.

Mr. Williams: I know how many C-31 houses are being built. I can't attest to whether or not we know how many C-31s are currently definitely backlogged. We have a general idea of about 9,500 currently, rising to about 10,600 by the end of the century, and I know we built 736.

That gives us an order of magnitude, but it's not as if it's. . . All I'm trying to say is it's a fluid situation. Someone living in some urban centre can decide today that he wants to move back and make an application, so it's not as if we've sort of cut the fine line right now and there's nothing further. Once C-31 applicants have obtained status cards, they can apply to come back at any particular time.

We have a very good sense of the order of magnitude. As I say, current thoughts are about 9,500 today, going to 10,600 at the end of the decade, and 700-odd built already. On average, I should say it is 700 per year.

[Translation]

M. Nault: On m'a dit que toutes les maisons des nouveaux inscrits valaient 19,000\$.

M. Williams: C'est faux.

M. Nault: Ce n'est pas vrai?

M. Williams: Non.

M. Nault: Il y a donc le même éventail de prix selon l'endroit.

M. Williams: C'est pareil; ce n'est pas différent d'ailleurs.

M. Nault: Autrement dit, s'il est impossible de construire la maison d'un nouvel inscrit pour 45,000\$, la bande doit fournir la différence. Et pour obtenir les fonds supplémentaires, il faut suivre la filière habituelle.

M. Williams: Exactement.

M. Nault: Où la bande trouve-t-elle les fonds supplémentaires étant donné que c'est le Parlement qui a adopté cette loi C-31? Le gouvernement n'avait-il pas annoncé que les bandes ne seraient pas financièrement pénalisées par la réintégration de tous ces Indiens?

M. Williams: Il faudrait plutôt dire que ce n'est pas pire qu'avant. Pour ce qui est des nouveaux inscrits en vertu de la Loi C-31, les fonds sont alloués exactement de la même façon que s'il s'agissait d'une maison pour d'autres autochtones.

Quant à savoir s'il y a suffisamment de maisons neuves pour les nouveaux inscrits, c'est une autre affaire. Dans la mesure où il y a de l'argent, on l'alloue suivant la formule habituelle. L'écart entre la subvention et les coûts de construction fait certainement problème, mais c'est la même chose pour les autres.

M. Nault: Avez-vous des statistiques ou des chiffres? Je présume que ce serait plus simple d'obtenir des statistiques pour les nouveaux inscrits puisqu'ils doivent demander une attestation. . . ce doit donc être plus simple pour vous de savoir combien de logements il reste à fournir à tous les nouveaux inscrits dans les bandes et collectivités partout au Canada.

M. Williams: Je sais combien de maisons sont en construction pour les nouveaux inscrits. Je ne suis toutefois pas certain que nous sachions combien de maisons restent encore à construire. Nous savons en gros qu'il en faut actuellement 9,500 et qu'il en faudra 10,600 d'ici la fin du siècle, et que nous en avons construit 736.

Cela vous donne un ordre de grandeur, mais ce n'est pas comme si. . . Tout ce que je peux dire, c'est que ce n'est pas statique. Quelqu'un peut fort bien habiter en ville et décider du jour au lendemain de retourner dans la réserve. Il n'a alors qu'à présenter une demande. Ce n'est pas comme s'il y avait prescription de ce droit. Une fois inscrits en vertu de la loi C-31, les Indiens peuvent demander n'importe quand à revenir dans la réserve.

Nous avons tout de même une idée du nombre nécessaire. À l'heure actuelle, il faudrait 9,500 maisons, 10,600 d'ici la fin de la décennie, et un peu plus de 700 ont déjà été construites. En moyenne, je dirais que l'on construit 700 maisons par année.

[Texte]

[Traduction]

• 1640

M. Saint-Julien: Monsieur le président, je n'ai juste qu'un point à présenter. Pour faire suite au dépôt du troisième rapport de la Commission Cris-Naskapis, j'aimerais obtenir l'accord unanime des députés pour que le chapitre 4 concernant le logement, et cela du troisième rapport biennal sur la mise en oeuvre et l'application de la Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec, soit annexé au fascicule de la réunion d'aujourd'hui, parce qu'il donne justement la problématique du logement, au Québec, des autochtones dans le Nord.

Mr. Redway: Just following up on your comments relating to the C-31s, to what extent are you aware of people going back to reserves, who already have a house off reserve and then acquire a house on reserve as a result of the C-31 situation? Are you aware of that as a problem?

Mr. Williams: Not personally. I can try to check and see if our officials have any knowledge of that.

Mr. Redway: Will you find out about that? I don't know to what extent it is a problem, but I'm advised that particularly in communities that may be on the edge of a reserve, somebody who is already well housed may move back to a reserve to get another house.

Mr. Williams: Just in terms of accountability, if that were the case, it clearly is still within the domain and responsibility of the tribal council or band to decide whether that person gets the house or goes to the end of the waiting list.

Mr. Redway: I understand that. I'd just like to know what your information is.

Going back to the question of financing the homes, when the band is putting together their plan regarding how many homes they'll build and how they'll be financed, what percentage of new homes each year are financed totally out of capital and what percentage? Is there some sort of borrowing arrangement through a lending institution?

Mr. Williams: The best judgment I can give you... In 1990-91, for instance, we guaranteed loans on 1,600, which was roughly 50% of the units built.

Mr. Redway: About 50% would be financed and it would vary from reserve to reserve, I take it. On the reserves where you are giving the guarantees, would all the houses that are being built be financed with some borrowing or would some of them be paid for 100% and some of them—

Mr. Williams: It could be a combination.

Mr. Redway: Can we get a breakdown of that from you too—

Mr. Williams: I can check. I don't know if that would be readily available. That would certainly come from band records, but I can see what we have.

Mr. Redway: —to the extent that individuals as opposed to the bands in building the houses would rely on the borrowing and therefore a ministerial guarantee as opposed to a total cash outlay or capital outlay.

Mr. Saint-Julien: Mr. Chairman, I have only one point to make. The Cree-Naskapis Commission has just tabled its third report. I would like to have the unanimous consent of members to append to today's proceedings the chapter 4 on housing of the third bi-annual report on the implementation and enforcement of the Quebec legislation on the Cree and Naskapis peoples. This chapter explains the whole housing issue for the native people living in Northern Quebec.

M. Redway: Pour faire suite à vos commentaires sur les nouveaux inscrits en vertu de la loi C-31, savez-vous si certains de ceux qui retournent dans les réserves ont une maison en dehors des réserves? Savez-vous si c'est un problème?

M. Williams: Je ne suis pas personnellement au courant. Je peux demander à mes fonctionnaires s'ils en ont entendu parler.

M. Redway: Pouvez-vous vous renseigner? Je ne sais pas si cela fait problème, mais on me dit qu'il arrive surtout dans les localités limitrophes d'une réserve que quelqu'un qui possède déjà une bonne maison décide de retourner dans la réserve pour en avoir une autre.

M. Williams: Le cas échéant, ce serait certainement au conseil tribal ou au conseil de bande de prendre ses responsabilités et de décider s'il faut donner tout de suite une maison à une personne dans cette situation ou s'il faut plutôt placer son nom au bas de la liste d'admissibilité.

M. Redway: Je le sais. Je voulais seulement que vous me disiez ce que vous savez.

Pour en revenir au financement des maisons, lorsque la bande décide du nombre de maisons à construire et du financement nécessaire, quel pourcentage des maisons neuves est financé chaque année entièrement à même le budget des immobilisations? Est-ce que l'on contracte des emprunts auprès d'un établissement de crédit?

M. Williams: Au mieux, je peux vous dire... en 1990-1991, par exemple, nous avons garanti des emprunts pour 1,600 logements, c'est-à-dire environ 50 p. 100 de ce qui s'est construit.

M. Redway: Habituellement, on en finance à peu près la moitié, mais cela varie d'une réserve à l'autre. Est-ce que dans les réserves dont vous garantissez les emprunts toutes les maisons en construction sont financées par des prêts ou arrive-t-il que certaines maisons soient payées entièrement...?

M. Williams: C'est un peu des deux.

M. Redway: Est-ce que vous pouvez nous donner des chiffres de...?

M. Williams: Je vais vérifier. Je ne sais pas si les chiffres sont disponibles. Il faudrait aller les chercher dans les dossiers des bandes, mais je vais me renseigner.

M. Redway: Il peut arriver que les personnes, et non pas des bandes, empruntent pour construire les maisons; il y aurait donc des garanties du ministère par opposition à des mises de fonds.

[Text]

Mr. Williams: That information we have.

Mr. Redway: The other question is the question of your own study, your own review. It's important for our purposes to have some sort of handle on when you think you are going to have this review finished. You started it three or four years ago. Somehow or other we heard you expect to be going to Cabinet with some recommendations in the fall. If we wanted to have some meaningful input into what you were going to do, theoretically we would have to complete our own study by the beginning of the summer.

• 1645

Mr. Williams: Just to make one clarification, because I think it's an important one, this review is, by and large, a review by the First Nations. It's not what I would call the department's review. When the policy paper was put out we were clearly expecting solutions and options from the First Nations.

From talking to Bill Montour I know he feels that there was a very successful conference last week out west. In reviewing the minutes, they clearly are taking a very pragmatic approach to it and starting up a lot of different working groups to examine different options on the key impediments to a good housing policy, which I would classify as things such as tenure and ownership, control, and ensuring pride in maintaining the buildings—these key gut issues—and seeing some creative ways within the fiscal framework, or cognizant of the fiscal limitations, of coming up with options.

My key point is to emphasize that I think this is being driven by the First Nations, as it should be.

Mr. Redway: So the timeframe is in their hands as opposed to yours, in your view.

Mr. Williams: It is, but my sense just from discussions is that they, too, feel that's a reasonable timeframe.

Mr. Redway: As I understand it, there's to be another "final" conference, at which they will present their solutions to you. Is that the idea?

Mr. Williams: I would hope there would be more than just one final conference. I would hope there would be ongoing dialogue and discussion between us. That's the only way, I think, that this really can be successful.

Mr. Redway: But there is to be some sort of finality at a conference or meeting, or something on this subject. When will that take place?

Mr. Williams: I can't be more definite than my understanding is that in the fall we will be coming together, hopefully with recommendations with which we both can feel comfortable.

Mr. Redway: In the fall. So that would mean, then, that you couldn't go to Cabinet until after that.

Mr. Williams: Fall could be any time—September, October, November, for instance.

Mr. Redway: Sure.

Mr. Williams: In that timeframe. As I say, if there's ongoing dialogue, which I hope there will be, and discussion, there won't be any... The key is not to have any surprises.

[Translation]

M. Williams: Nous pouvons vous fournir ces renseignements.

M. Redway: Mon autre question porte sur votre étude ou examen. Il nous faut avoir une idée du moment où vous pensez l'avoir terminé. Vous avez entrepris cet examen il y a trois ou quatre ans. Vous prévoyez, je crois, présenter des recommandations au Cabinet à l'automne. Si nous voulons contribuer réellement à vos travaux, nous devrions en théorie terminer notre propre étude au début de l'été.

M. Williams: Je voudrais apporter une précision importante. Cette étude est faite par les Premières nations. On ne peut pas dire que ce soit une étude du ministère. Lorsque l'énoncé de politique a été publié, nous nous attendions à ce que les Premières nations proposent des solutions et des options.

D'après ce que Bill Montour m'en a dit, la conférence qui a eu lieu la semaine dernière dans l'Ouest a été très utile. J'ai vu le procès-verbal et, de toute évidence, ils sont très pragmatiques et ont mis sur pied divers groupes de travail qui envisageront différentes solutions aux principaux obstacles à une bonne politique du logement, notamment la tenure et la propriété, le contrôle, le désir de prendre soin de l'entretien des maisons. On espère qu'ils trouveront des solutions originales en tenant compte des contraintes budgétaires.

J'insiste donc sur le fait que l'étude est menée par les Premières nations, comme il se doit.

M. Redway: L'échéancier dépend donc de l'Assemblée et non pas du ministère.

M. Williams: En effet, mais d'après les discussions que j'ai pu avoir, l'échéance dont j'ai parlé lui paraît raisonnable.

M. Redway: Si je comprends bien, il y aura une autre dernière conférence à laquelle les Premières nations vous présenteront leurs solutions. C'est bien le but?

M. Williams: J'espère qu'il n'y aura pas qu'une seule dernière conférence. Il faut que le dialogue se poursuive. C'est la seule façon d'arriver à quelque chose.

M. Redway: Mais il faut tout de même qu'il y ait une conférence ou une réunion finale sur la question. Quand aura-t-elle lieu?

M. Williams: Je ne peux être plus précis. À l'automne, nous allons nous rencontrer et nous espérons arriver à des recommandations que les deux parties trouveront acceptables.

M. Redway: À l'automne. Vous ne pourrez donc rien présenter au Cabinet avant cela.

M. Williams: L'automne, c'est septembre, octobre et novembre.

M. Redway: Évidemment.

M. Williams: Ce sera à cette époque-là. Si le dialogue se poursuit d'ici là, il n'y aura pas de surprises.

[Texte]

The Indian Act alternative is proceeding along the same vein, where we're getting recommendations from there, we debate and we discuss. I think the key is for us and them to work together on this, bouncing ideas and recommendations off each other.

Mr. Redway: Last, and on a slightly different topic, two weeks ago on Friday you undertook that in two weeks you would have a report on the Joseph Bighead situation. Are we going to get that on Friday?

Mr. Williams: Yes, you will.

Mr. Redway: In writing?

Mr. Williams: Yes.

Mr. Redway: Thank you.

The Chairman: I don't think that was on our agenda, but thank you anyway.

Mr. Williams: I was ready for it.

Mr. Nault: I would like to touch on one issue that seems to crop up quite regularly in my travels. It relates to maintenance. Is there such a thing built into your AFAs or your flexible transfer payments, or whatever, with the different First Nations, that a certain portion of the budget is classified for maintenance purposes for the housing stock that exists there now?

You told us that roughly 4,000 homes were renovated last year, and I think that's obviously much different from the regular maintenance of a home. Can you explain the process, how this maintenance scheme works?

Mr. Williams: I don't have the details that I think you would want.

Mr. Redway: There are two portions to this maintenance: one is CMHC homes, and the other is the non-CMHC homes. There seems to be some sort of debate going on in First Nation communities that there are no maintenance dollars given by DIAND relating to ongoing maintenance of the community housing stock, and that what is happening is we're building homes and they are being run down and not lasting as long as an average home should last, because DIAND doesn't supply those kinds of funds in a substantial way.

DIAND might argue yes, they do, but I'd like to know what the formula is for that. It would be very important to know just how many dollars you're allocating for that very important function.

Mr. Williams: Those funds, to the extent that they're used, would come from the \$5.4 million that I indicated shows up in our estimates for operations and maintenance of the facilities. Those funds, when they go out to First Nations, are for planning, support, technical assistance, inspections and those types of issues. But they really go out as a pot.

• 1650

Mr. Nault: So the total pot for that particular issue is \$5.4 million. What does that work out to per unit in aboriginal country—\$5, \$10, \$100?

Mr. Williams: Obviously an insignificant amount of money.

[Traduction]

L'étude sur la Loi sur les Indiens va aussi bon train; nous discutons régulièrement des recommandations qui en ressortent. L'important, c'est que nous travaillons ensemble pour pouvoir discuter des idées et recommandations de tous.

M. Redway: En terminant, et je fais du coq à l'âne, vendredi, il y a deux semaines, vous vous êtes engagés à nous présenter un rapport sur l'affaire Joseph Bighead. Est-ce que ce sera vraiment prêt pour vendredi?

M. Williams: Certainement.

M. Redway: Par écrit?

M. Williams: Oui.

M. Redway: Je vous remercie.

Le président: Ce n'était pas à l'ordre du jour, mais merci quand même.

M. Williams: J'étais prêt.

M. Nault: Je voudrais aborder une question qui revient périodiquement lorsque je voyage. C'est à propos de l'entretien. Est-ce que dans vos MOF ou vos paiements de transfert souples aux diverses Premières nations, une part du budget est réservée à l'entretien des logements déjà construits?

Vous nous avez dit qu'environ 4,000 maisons avaient été rénovées l'an dernier. La rénovation n'a rien à voir avec l'entretien ordinaire d'une maison. Pouvez-vous nous expliquer comment fonctionne le programme d'entretien?

M. Williams: Je ne crois pas posséder les détails qui vous intéressent.

M. Redway: D'abord, il y a deux groupes de maisons: celles de la SCHL et les autres. Les collectivités des Premières nations semblent penser que le MAIN ne donne pas d'argent pour l'entretien ordinaire de leurs maisons et que, par conséquent, une fois les maisons construites, on ne les entretient pas. C'est pourquoi elles ne durent pas aussi longtemps qu'une maison moyenne.

À cela le ministère pourrait rétorquer qu'il fournit l'argent nécessaire à l'entretien; c'est pourquoi je voudrais connaître la formule. Il est important de savoir quelles sommes au juste vous allouez à cette activité fort importante.

M. Williams: Les fonds nécessaires à l'entretien seraient prélevés sur les 5,4 millions de dollars apparaissant à la rubrique Exploitation et entretien des installations de nos prévisions budgétaires. Cet argent versé aux Premières nations doit servir à la planification, au soutien, à l'aide technique, aux inspections, et ainsi de suite. Mais c'est une somme globale.

M. Nault: Et cette somme globale serait en l'occurrence de 5,4 millions de dollars. Cela fait combien par logement pour les autochtones—\$5, \$10, \$100?

M. Williams: Cela correspond effectivement à une somme infime.

[Text]

Mr. Nault: How many houses do we have?

Mr. Williams: We have in the order of 60,000-plus homes right now.

Mr. Nault: So that's 60,000 divided by \$5.4 million. Do we have a mathematician in the room here?

Mr. Williams: As I say, those funds are not intended to provide funds to an individual to maintain his or her home; they're designed to provide for inspections and planning. The onus is on the individual to maintain the home. Part of the problem is this: how does one instil pride in the individual in order to facilitate or encourage that person to spend money to keep the house up to date? Obviously it is a significant problem. When you don't have tenure, there is far less incentive to maintain a house. Frankly, this is the nub of the problem.

Mr. Nault: That's one issue. The other issue is the difference between the cultures, which DIAND sometimes doesn't seem to understand. When you put a little old aboriginal woman into a home for the first time, and this is someone who has probably lived in the bush all of her life, how to maintain a home as it relates to... Suddenly there is running water, which she have never had before, and she doesn't know how to maintain it. Suddenly the windows start to leak, but she doesn't think that is unusual because she had a draft going through her home for her whole life anyway.

You seem to supply dollars for band administrators and things like that, so why are we not looking at some sort of housing administrator or someone who can go to an on-reserve home and say "this is the inspection I did, here are the things that will have to be done this year"? I don't do my own home, I get some professional to come in and tell me that I need my roof redone or my windows replaced. I don't know anything about carpentry.

Mr. Williams: In fact, that is being funded. On average we provide \$400 per unit and we estimate that 2,000 units a year will be inspected. That's how the funding goes.

Mr. Nault: That is 2,000 out of 60,000.

Mr. Williams: Yes, but keep in mind that CMHC units are handled by CMHC. They do inspections on those. We are talking about the non-CMHC units, and funding is being provided at that order of magnitude.

But I think your observation is a correct one. One of the key issues in the policy review we are exploring, for instance, is whether or not we should be providing a rental allowance to cover maintenance as well as the rent. We don't right now. If we do, obviously that costs money, and where does that money come from? So there are a whole series of issues that come to it.

Clearly, it is vitally important that once you build a house, you adequately maintain it. It is a cost-effective measure to undertake and we must find some way of undertaking that. There is some funding—not a lot—for doing the inspections, but what there isn't any money for is assistance to these little old persons who have moved into their houses, assistance to help them maintain their houses once they have moved in. If they are on social assistance and don't have the funds, how do they fix the roof or the windows before it becomes a major repair instead of a minor one?

[Translation]

M. Nault: Il s'agit de combien de maisons?

M. Williams: Il y a plus de 60,000 maisons en ce moment.

M. Nault: Il faut donc diviser ces 5,4 millions de dollars par 60,000. Est-ce que quelqu'un ici est bon en arithmétique?

M. Williams: Je le répète, cet argent n'est pas censé servir à l'entretien courant d'une maison; il doit servir aux inspections et à la planification. C'est à chacun d'entretenir son logement. Le problème c'est comment arriver à convaincre les gens de dépenser un peu pour bien prendre soin de leur maison. C'est un problème important. Quand on n'est pas vraiment propriétaire, on est moins enclin à entretenir la maison. Voilà le noeud du problème.

M. Nault: Voilà une chose, mais il y a aussi une différence culturelle que le ministère ne semble pas toujours comprendre. Imaginez que l'on installe une petite vieille autochtone dans une maison pour la première fois de sa vie, elle qui a toujours vécu dans les bois. Que peut signifier pour elle l'entretien d'une maison? Du jour au lendemain, elle a l'eau courante; elle ne connaît rien aux problèmes de plomberie. Si les fenêtres ne sont pas étanches, cela ne l'étonnera pas puisqu'elle a toujours habité un endroit plein de courants d'air.

Vous semblez payer pour les administrateurs de bandes et d'autres services, alors pourquoi ne pas envisager un administrateur des logements, quelqu'un qui pourrait visiter les maisons dans les réserves et produire un rapport de tout ce qu'il faut y faire? Chez moi, je fais venir quelqu'un pour me dire si mon toit est encore bon ou si je dois changer mes fenêtres. Je ne connais rien à la menuiserie.

M. Williams: En réalité, ces services sont subventionnés. Nous donnons en moyenne 400\$ par logement et nous croyons que 2,000 logements sont inspectés chaque année. C'est en fonction de cela que les fonds sont alloués.

M. Nault: C'est 2,000 logements sur 60,000.

M. Williams: Peut-être, mais n'oubliez pas que les logements de la SCHL sont entretenus par elle. Elle fait faire elle-même les inspections. Il n'est question ici que des autres logements et les calculs sont faits en fonction de cela.

Votre remarque est tout à fait pertinente. Nous sommes justement en train de réfléchir à la possibilité d'accorder une allocation correspondant non seulement au loyer, mais aussi aux frais d'entretien. Ce n'est pas le cas en ce moment. Mais si nous retenons cette solution, où trouverons-nous l'argent? Ce n'est pas évident.

Il faut de toute évidence entretenir les maisons qui sont construites. C'est si économique à long terme que nous devons trouver quelque chose. Nous allouons des fonds—pas beaucoup—pour les inspections, mais il n'y a rien pour aider toutes ces personnes âgées que l'on installe dans des maisons. Si elles touchent des prestations d'aide sociale, comment peuvent-elles avoir les moyens de refaire le toit ou de changer les fenêtres quand cela s'impose?

[Texte]

Mr. Nault: So there are no dollars in the minor capital for that.

Mr. Williams: That's correct.

Mr. Nault: Thank you.

The Chairman: I would like to leave this meeting with some degree of clarity in my mind on the matter of allocations. I have listened, but I am not too sure I have this clear in my mind. Briefly then, DIAND has a pool of funds and will allocate this money to various reserves, on an as-needed basis. . .

Mr. Williams: No, on a per capita basis.

The Chairman: I thought I heard you say that some reserves are better off than others and that there is a reflection of that. Did you not say that?

Mr. Williams: No, I said by and large it is on a per capita basis. I was simply pointing out that when you have 600 First Nations, in some cases there may be some adjustments, but that would be the exception as opposed to the rule. It is essentially formula driven on a per capita basis. That should be the basic understanding that I leave you with.

• 1655

The Chairman: But if someone strikes oil, it will strike a note in DIAND's office that will say, this band should be a little more self-sufficient.

Mr. Williams: There are some cases of particular bands in Alberta, for instance, who for many years either said they didn't want the money or didn't need the money. In those cases, we would not have given them the money. In that particular position, other funds could be redistributed. Those are few and far between. It certainly would be more the exception than the rule, obviously.

The Chairman: So I should leave this meeting room tonight fully confident these moneys are made available on a per capita basis. When it gets to the band level, the band decides how it will be applied in most cases.

Mr. Williams: Who will get the funds, who is entitled to get that particular house.

The Chairman: Then they have two concerns. One is C-31, a pot of money they have to allocate, the other is non-C-31s, another pot of money they have to allocate. Thank you. Thank you for coming.

Mr. Williams: It was a pleasure.

The Chairman: The meeting is adjourned.

[Traduction]

M. Nault: Le budget ne prévoit donc rien à cet effet.

M. Williams: C'est exact.

M. Nault: Merci.

Le président: Je veux être certain d'avoir bien compris comment les fonds sont alloués. J'ai suivi la discussion, mais je ne suis pas certain d'avoir saisi. Le ministère a des fonds qu'il alloue aux réserves selon les besoins. . .

M. Williams: Non, selon le nombre d'habitants.

Le président: Je pensais vous avoir entendu dire que certaines réserves ont plus d'argent que d'autres et qu'on en tient compte. Aurais-je mal entendu?

M. Williams: J'ai dit qu'en gros, les fonds étaient alloués selon le nombre d'habitants. J'ai seulement précisé qu'il y a 600 Premières nations et que parfois on fait certains rajustements. Mais ce serait l'exception plutôt que la règle. La formule repose sur le nombre d'habitants. Voilà ce que vous devez retenir.

Le président: Mais si quelqu'un trouve du pétrole, les fonctionnaires du ministère ne vont-ils pas en conclure que la bande devra être un peu plus autonome financièrement?

M. Williams: Certaines bandes de l'Alberta ont effectivement refusé pendant des années les fonds du ministère parce qu'elles n'en voulaient pas ou n'en avaient pas besoin. En cas de refus, nous n'insistons pas. Les fonds sont répartis entre les autres. Mais c'est exceptionnel qu'une bande refuse ainsi les subventions.

Le président: Je peux donc être certain que tous les fonds du ministère sont alloués selon le nombre de personnes. C'est à chaque bande de décider éventuellement comment elle les dépensera.

M. Williams: C'est elle qui décide qui aura droit à quelle maison.

Le président: Autrement dit, les bandes ont deux budgets, un pour les Indiens nouvellement inscrits et un pour les autres. Je vous remercie. Merci d'être venu.

M. Williams: Je vous en prie.

Le président: La séance est levée.

[1952]

Mr. Williams: So far as the present capital position...

Mr. Williams: I don't know...

Mr. Nisbet: Thank you.

Mr. Williams: No, I don't think it is on a per capita basis... Did you not say that...

Mr. Williams: I don't think it is on a per capita basis... I was simply pointing out that when you have 500,000...

Mr. Williams: I don't think it is on a per capita basis... Whether the income was for many years or not...

Mr. Williams: I don't think it is on a per capita basis... The Chairman: So I should have the meeting...

Mr. Williams: I don't think it is on a per capita basis... Mr. Williams: I don't think it is on a per capita basis...

Mr. Williams: I don't think it is on a per capita basis... The Chairman: The meeting is adjourned...

Mr. Williams: I don't think it is on a per capita basis... The Chairman: The meeting is adjourned...

[1951]

Mr. Nisbet: I don't think it is on a per capita basis...

Mr. Williams: I don't know...

Mr. Nisbet: Thank you.

Mr. Williams: I don't think it is on a per capita basis... The Chairman: I don't think it is on a per capita basis...

Mr. Williams: I don't think it is on a per capita basis... The Chairman: I don't think it is on a per capita basis...

Mr. Williams: I don't think it is on a per capita basis... The Chairman: I don't think it is on a per capita basis...

Mr. Williams: I don't think it is on a per capita basis... The Chairman: I don't think it is on a per capita basis...

Mr. Williams: I don't think it is on a per capita basis... The Chairman: I don't think it is on a per capita basis...

Mr. Williams: I don't think it is on a per capita basis... The Chairman: I don't think it is on a per capita basis...

Mr. Williams: I don't think it is on a per capita basis... The Chairman: I don't think it is on a per capita basis...

APPENDIX "ABOR-2"



A CRISIS IN HOUSING

In our 1988 report, we identified housing and capital project requirements as important and urgent matters for the Crees. We stated that the Cree communities had fallen seriously behind in meeting housing needs and cited specific cases where the Crees lacked much-needed municipal and community infrastructures. The lack of capital funding and ministerial guarantees for housing, we noted, put tremendous strain on Cree compensation funds.

Since our report, the crisis has worsened and there has been no long-term planning to relieve the situation. Romeo Saganash, Executive Chief of the Grand Council of the Crees (of Quebec), put the crisis in numerical terms:

The housing shortage now stands at approximately 1,100 units. In addition, major renovations are required for approximately another 500 units and the need for housing will continue to grow by approximately 100 units a year as a result of new family formations.

In addition, he noted that the lack of adequate housing has resulted in overcrowding in existing units, given rise to serious social problems, and caused physical deterioration of current housing stock. The Commission has also learned of the need for housing types other than the basic models currently being built. The handicapped, the elderly, single parents, widows and independent young men and women who are living at home with their parents because they have no other place to live: all have special housing needs.

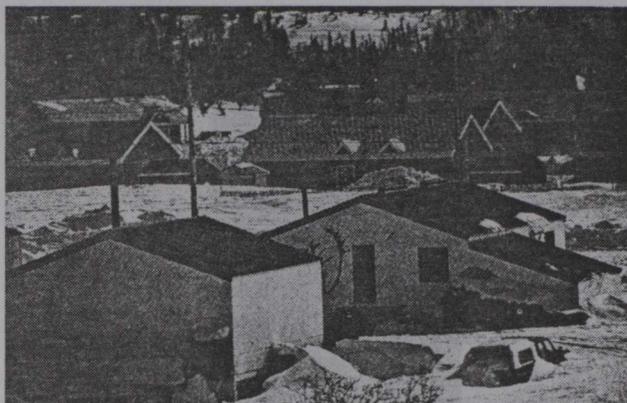
With respect to future demand, Mr. Saganash offered statistics which show a rapid increase of those over the age of 19, that is, the group for which new housing will be required.

From 1984 to 1989, the Cree resident population increased by 1,457 people or 19 percent. However, the segment of the population older than 19 years of age increased by 924 people or 25 percent. An additional 1,219 people will have joined the over-19 age group by 1994.

The number of houses requested of the federal government by the Crees was reported to the 1991 report consultations by Bill Clevette, Director of Implementation, Self-Government Section of Indian and Northern Affairs:

Our housing people advised me that ... within the last four or five months, they have asked all regions across the country — and also asked the Crees — to produce a housing plan for the next three-year period. They told me last week that they received a submission from the Crees that indicates the need of, I think, 200 units for the next fiscal year.

However, what the government promises to provide is woefully inadequate. The Crees point out that where they have, in the past, received over 100 units per year, the initial allocation for this year was significantly lower. In March 1991, when the Commission asked the Crees and the federal government for the housing allocations for 1991, we were informed that the



allocation was set at 15 for all Cree communities. Since then, we have heard that the federal government has increased the allocation to 69 housing units. It is worth noting that one band alone, the Mistissini, has established its current need as in excess of 300 units, which does not include any future needs.

FUNDING SCHEDULES AND COSTS

Another dimension of the problem is created by fiscal scheduling and its relation to the seasons and to costs. For the Crees, funding has to be arranged early enough for materials to be shipped in the winter months. Norman Cheezo, Eastmain's Housing Administrator, explained the problem this way:

The problem we have is the financing. When the financing gets accepted, it's around March. In order to decrease the cost of material purchased, we have to use the winter road which is only used January to March. By the time March comes along, we have to find other means of transportation. The only access is by plane.

The Waskaganish Band further explained the problem by pointing out that in order to have any kind of construction in the summer, all funding issues have to be decided prior to September of each previous year. Such requirements are totally incompatible with the fiscal calendars of the funding bodies. Because Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) allocates funds after December 31, and the Department of Indian and Northern Affairs does so after March 31, funding questions cannot be answered until April. Such

schedules are impractical in isolated communities which rely on winter roads and marine transportation to bring in the necessary supplies and construction equipment. A possible solution to this problem is to alter the approval process itself. Norman Cheezo suggested the idea this way:

Provided that we can get approvals around the months of November or December, we can get a release of funding in order to buy materials.

FEDERAL REVIEW

Since 1987, the federal government has been engaged in a policy review and development aimed at improving housing on reserves across the country. First Nations representatives have participated in this process. In February 1991, the Department of Indian Northern and Affairs produced a discussion paper entitled *Laying the Foundations of a New On-Reserve Housing Program*. The Department is now consulting with First Nations on the contents of the paper, a process which will require a further six to twelve months. Following consultations, the Department will prepare a document describing the new policy for Cabinet approval. No specific date has been forecast for implementation of the new policy.

With respect to Indian housing entitlements, the paper states that Indian organizations see the federal government as obliged to providing housing to Indian people as a right:

The Indian organizations involved in preparing this paper (Assembly of First Nations, Federation of Saskatchewan Indian Nations, Dakota-Ojibway Tribal Council)

have stated that the Government of Canada has special obligations to provide adequate housing to Indian people, *as a right*. They believe that these obligations of the Government of Canada flow from a combination of treaty rights,¹³ basic aboriginal rights, and the Constitution.

The government, on the other hand, sees the obligation as arising from the responsibilities of the government and the Minister of Indian and Northern Affairs under the Constitution:

The Government's commitment to on-reserve housing flows from the responsibilities of the federal government and the Minister under the Constitution. The Government has not recognized any *universal* Indian entitlements to government-financed housing.¹⁴

The paper goes on to assert that:

... the Government does firmly believe that all Indian people should have access to adequate, suitable and affordable housing. It proposes a policy of providing financial support to First Nations, **at a level comparable to that available to other Canadians with similar housing and financial needs**, to enable them to ensure that their people have housing that meets basic national standards. This means that the Government of Canada would provide money to First Nations, to help ensure

that Indian families and communities in need could get appropriate housing without having to pay more than other Canadians with similar needs.¹⁵

For the federal government, therefore, housing is a limited and discretionary responsibility; it is not a right. For this reason, Chief Billy Diamond prefers to use the term "shelter":

I will use the word "shelter" rather than "housing" and "housing infrastructure" because shelter is a fundamental right. Shelter is also recognized as a right in certain international covenants. That is why shelter is very important.¹⁶

The Crees took part in the initial stages of the review process but discontinued participation in 1988. In their assessment, a five-year policy review and development process is too long and the length of time required for the process indicates that it is not result oriented. Bill Namagoose, speaking for the Grand Council of the Crees (of Quebec), summed up the position with this observation:

Either you want to make the funds available to supply the housing units or you want to keep on talking for the next two years.¹⁷

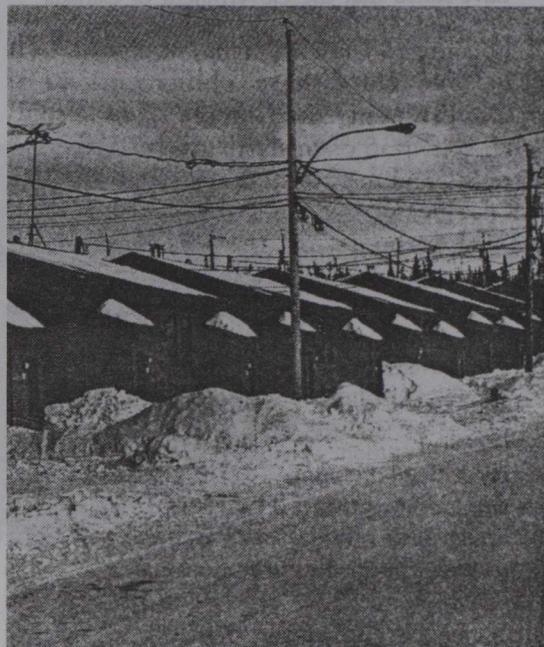
More central to their decision, however, are the two views on housing described above. The Crees have solid reason to avoid the process, given the



premise of the anticipated policy. As we noted above, the federal government sees Indian housing under the anticipated policy as a discretionary and limited responsibility. The Crees, on the other hand, base their expectations for housing units on the James Bay and Northern Quebec Agreement. As Chief Diamond has pointed out, the James Bay and Northern Quebec Agreement and the Cree-Naskapi (of Quebec) Act give the Crees and the federal government the proper instrument for dealing with housing. Now, in times of federal fiscal restraint, the federal government wants to abandon that instrument.

Prior to 1986, the Crees and the federal government dealt with housing through agreement-based negotiations and agreements on an extended basis to cover housing allocations. Then, in 1986, the federal government unilaterally abandoned the practice even though it had made commitments that the practice would continue. The situation since 1986 has not been encouraging. The Crees, along with other First Nations, are faced with constant or decreasing funding levels which means that the federal government expects them to make greater contributions to all aspects of housing.

There is, in the Commission's view, no reason for the federal government to reinvent policy or to adhere to inappropriate and Indian Act-based policy when agreed-upon processes and practices, based on the James Bay and Northern Quebec Agreement and the Cree-Naskapi (of Québec) Act, have already worked.

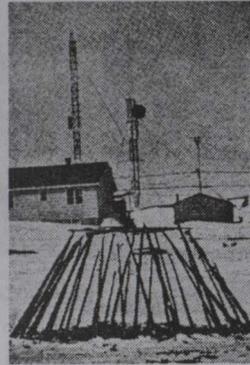


The Commission believes that long-term negotiated arrangements in this area are absolutely necessary. The federal government cannot wait for the outcome of its housing policy development. Such a policy, based on a narrow perspective of its obligations to Indians, is neither suitable nor applicable to the Crees.

ENDNOTES

1. Cree-Naskapi Commission, 1988 *Report of the Cree-Naskapi Commission*, p. 40-41.
2. Consultations, March 5, 1991, Vice-Chairman Romeo Saganash, p. 4.
3. Consultations, March 5, 1991, Vice-Chairman Romeo Saganash, p. 4.
4. Consultations, March 5, 1991, Vice-Chairman Romeo Saganash, p. 4-5.
5. Consultations, March 5, 1991, Bill Clevette, p. 20.
6. Consultations, March 5, 1991, Norman Cheezo, p. 15.
7. Letter from I. Corbin, Housing Directorate, to Bill Namagoose, Executive Director, Grand Council of the Crees (of Quebec), dated June 17, 1991. Copy on file with Cree-Naskapi Commission.
8. Consultations, March 6, 1991, Chief Henry Mianscum, p. 4.
9. Consultations, March 5, 1991, Norman Cheezo, p. 18.
10. Consultations, February 11, 1991, Chief Billy Diamond, p. 34-35.
11. Consultations, March 5, 1991, Norman Cheezo, p. 15.
12. Canada, Department of Indian and Northern Affairs, *Laying the Foundations of a New On-Reserve Housing Program* [discussion paper] (Ottawa, February 1991).
13. *Laying the Foundations*, p. 1.
14. *Laying the Foundations*, p. 1.
15. *Laying the Foundations*, p. 2.
16. Consultations, February 11, 1991, Chief Billy Diamond, p. 34.
17. Consultations, March 5, 1991, Bill Namagoose, p. 20.
18. Consultations, February 11, 1991, Chief Billy Diamond, p. 41.

APPENDICE «ABOR-2»



UNE CRISE DANS LE DOMAINE DU LOGEMENT

Dans notre rapport de 1988, nous avons identifié le problème du logement et les exigences en projet de nature "Capital" comme importants et urgents pour les Cris. Nous avons déclaré que les communautés crées étaient dangereusement en retard pour rencontrer leurs exigences en matière de logements et nous avons étayé nos assertions de cas spécifiques où les Cris manquaient carrément d'infrastructures tant municipales que communautaires. Le manque de financement de nature "capital" et le manque de garanties ministérielles pour le logement, avons-nous noté, mettaient une pression énorme sur le fonds de compensation cri!¹

Depuis notre rapport, la crise s'est amplifiée et il n'y a pas eu de planification à long terme pour améliorer la situation. Roméo Saganash, vice-président du Grand Conseil des Cris (du Québec) a décrit la crise du logement en la quantifiant:

"Il y a un manque actuel de logements de l'ordre d'approximativement 1,000 unités. De plus, des rénovations majeures sont requises pour à peu près 500 autres unités et la nécessité de logements additionnels va s'accroître d'approximativement 100 unités par année comme résultat de la formation de nouvelles unités familiales."²

De plus, il décrivait que l'absence de logements adéquats avait résulté dans une surpopulation des unités existantes, donnant lieu à de sérieux problèmes sociaux et causant la détérioration des actuelles unités existantes.³ La Commission a également été informée de la nécessité de types de logements différents des modèles de bases qui sont présentement construits. Les personnes handicapées, les aînés, les familles monoparentales, les veufs et les veuves, et les jeunes hommes et jeunes femmes indépendants qui doivent vivre dans la maison de leurs parents, à cause de l'absence de locaux appropriés à leur situation: tous ont des besoins spéciaux en matière de logement.

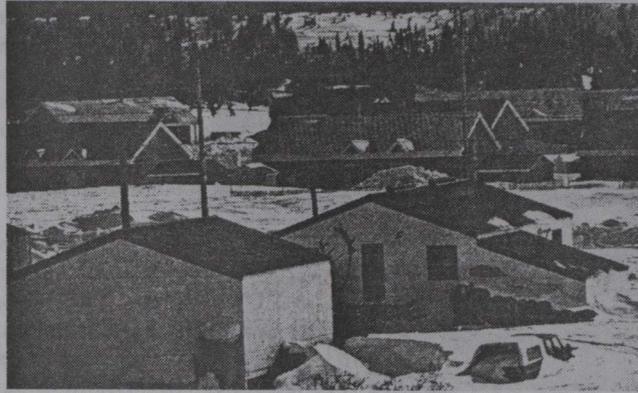
En ce qui a trait aux futures demandes, Monsieur Saganash nous fournit des statistiques démontrant une croissance rapide de personnes de plus de 19 ans, ce groupe étant celui requérant le plus de nouvelles demeures.

"De 1984 à 1989, la population sédentaire Crie s'est accrue de 1,457 personnes, ce qui représente 19% d'augmentation. Toutefois, le segment de la population âgée de plus de 19 ans a augmenté de 924 personnes, représentant 25% d'augmentation. Un groupe additionnel de 1,219 personnes rejoindra les plus de 19 ans en 1994."⁴

Le nombre de maisons requises du gouvernement fédéral de la part des Cris nous fut rapporté lors de nos consultations sur le rapport 1991 par Monsieur Bill Clevette, Directeur de la mise en oeuvre, secteur de l'autonomie gouvernementale du Ministère des Affaires Indiennes et du Nord Canadien:

"Nos gens s'occupant de logement m'ont avisé que... au cours des 4 ou 5 derniers mois, ils ont demandé aux bandes de toutes les régions du pays - et évidemment aux Cris - de produire un projet de construction de logements pour les prochains trois ans. Ils m'ont rapporté la semaine dernière avoir reçu la demande des Cris indiquant, je pense, la nécessité de construire 200 unités au cours de la prochaine année fiscale."⁵

Toutefois, ce que le gouvernement promet de réaliser est totalement inadéquat. Les Cris soulignent que, alors qu'ils ont reçu, par le passé, au-delà de 100 unités par année, l'allocation initiale pour cette année a été abaissée de façon significative.⁶ En mars 1991, lorsque la Commission a demandé aux Cris et au gouvernement fédéral le montant de l'allocation en logements pour l'année 1991, l'on nous informa qu'elle était de 15 pour toutes les communautés crées. Depuis lors, nous avons appris que le gouvernement fédéral avait augmenté l'allocation en la fixant à 69 unités.⁷ Il est bon de souligner qu'une seule



bande, celle de Mistissini a établi ses besoins courants à au-delà de 300 unités, ceci excluant tout besoin futur.⁸

CÉDULE DE FINANCEMENT ET COÛTS

Une autre dimension du problème est créée par la cédule de financement et sa relation avec les saisons et les coûts. Pour les Cris, le financement doit être organisé assez d'avance pour que les matériaux soient acheminés aux communautés durant les mois d'hiver. Norman Cheezo, l'administrateur du logement pour Eastmain, expliqua le problème comme suit:

"Le problème que nous avons est le financement. Quand le financement est accepté, c'est aux alentours du mois de mars. Dans le but d'acheter le matériel à meilleur prix, nous devons utiliser le chemin d'hiver qui ne peut être utilisé qu'entre janvier et mars. Lorsque le mois de mars arrive, nous devons trouver d'autres modes de transport. L'avion est alors le seul moyen de transport."⁹

La bande de Waskaganish expliqua le problème de façon plus élaborée en indiquant que pour construire quoi que ce soit durant l'été, tous les problèmes relatifs au financement doivent avoir été résolus avant le mois de septembre de chaque année. De telles exigences sont totalement incompatibles avec les calendriers fiscaux des organismes de financement. A cause du fait que la Société Centrale d'hypothèque et de logement (S.C.H.L.) alloue les fonds après le 31 décembre, et que le Ministère des Affaires Indiennes et du Nord Canadien fait la même chose après le 31 mars, les problèmes de financement ne peuvent être résolus avant avril. De pareilles cédules ne sont pas pratiques dans des communautés isolées qui se fient aux chemins d'hiver et au transport maritime pour apporter les matériaux nécessaires et l'équipement requis pour la construction.¹⁰ Une solution possible à ce problème est de changer le processus décisionnel lui-même. Norman Cheezo fit la suggestion suivante:

"Si nous pouvions obtenir les approbations nécessaires aux alentours de novembre ou décembre, nous pourrions alors obtenir le financement pour l'achat des matériaux."¹¹

REVISION FÉDÉRALE

Depuis 1987, le gouvernement fédéral s'est engagé dans une révision de sa politique de développement dans le but d'améliorer la situation du logement sur les réserves à travers le pays. En février 1991, le Ministère des Affaires Indiennes et du Nord Canadien a produit un document de travail intitulé "Assises d'un nouveau programme de logement dans les réserves".¹² Le Ministère procède actuellement à une consultation avec les Premières Nations sur le contenu du document, un processus qui devrait durer de six à douze mois. Suite à ces consultations, le Ministère préparera un document qui décrira la nouvelle politique, aux fins d'une approbation par le Cabinet. Il n'y a aucune date spécifique de prévue pour la mise en œuvre de la nouvelle politique.

En regard du logement pour les autochtones, le document stipule que les organisations autochtones considèrent le gouvernement fédéral comme obligé à leur assurer un logement, à titre de droit:

"Les organisations autochtones impliquées dans l'élaboration de ce document (L'Assemblée des Premières Nations, La Fédération des nations autochtones de la Saskatchewan, le Conseil Tribal Dakota-Ojibway) ont statué que le Gouvernement du Canada a des obligations spéciales de pourvoir les autochtones de logements adéquats, comme un droit. Ils croient que ces obligations du Gouvernement du Canada découlent de la combinaison de droits découlant de traités, de droits aboriginaux de base et de la Constitution."¹³

Le gouvernement d'autre part, voit cette obligation comme découlant de sa responsabilité gouvernementale et du statut du

Ministre des Affaires Indiennes et du Nord Canadien en vertu de la Constitution:

"L'engagement du gouvernement relatif au logement sur les réserves découle des responsabilités du gouvernement fédéral et du Ministre en vertu de la Constitution. Le gouvernement n'a pas reconnu une sorte d'obligation "universelle" de pourvoir financièrement à tous les besoins des autochtones en matière de logement."¹⁴

Le document continue comme suit:

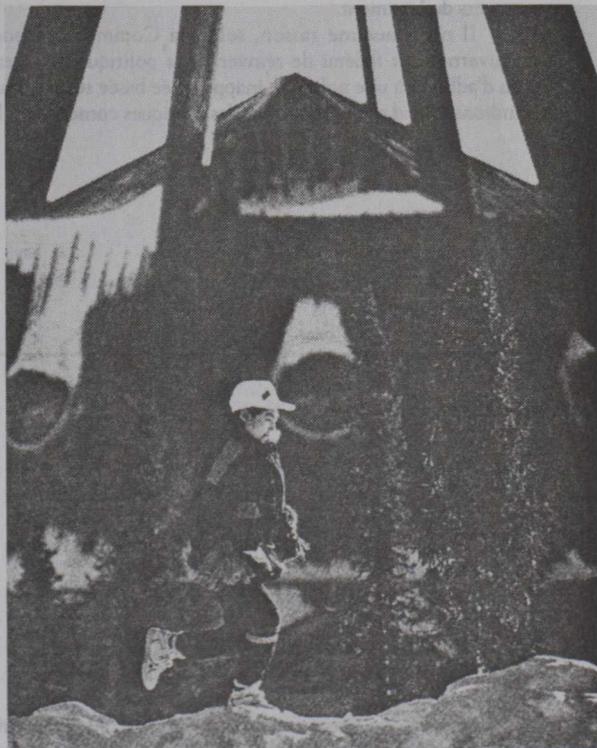
... "Le gouvernement croit fermement que tous les peuples autochtones devraient avoir accès à des logements adéquats, abordables et convenables. Il propose une politique prévoyant un support financier aux Premières Nations, à un niveau comparable à celui disponible aux autres Canadiens qui ont des besoins similaires en matière financière et de logement, afin de leur permettre que leurs peuples aient des logements qui rencontrent les standards nationaux de base. Ceci signifie que le Gouvernement du Canada octroiera des sommes d'argent aux Premières Nations, pour aider et

s'assurer que les familles et les communautés autochtones dans le besoin recevront des logements appropriés sans être obligées de payer plus que les autres Canadiens ayant des besoins similaires."¹⁵

Conséquemment, pour le gouvernement fédéral, le logement devient une responsabilité limitée et discrétionnaire; ce n'est pas un droit. Pour cette raison, le chef Billy Diamond préfère utiliser le terme "Abri":

"Je vais utiliser le terme "abri" plutôt que "logement" ou "infrastructure de logement" parce qu'un "abri" est un droit fondamental. Un abri est aussi reconnu comme un droit dans certaines conventions internationales. C'est pourquoi le mot "abri" est très important."¹⁶

Les Cris participèrent aux premières étapes de ce processus de révision de politique, mais arrêtèrent d'y participer en 1988. A leur sens, un processus de révision de politique s'échelonnant sur 5 ans est trop long et le temps requis par le processus indique que ce dernier n'est pas destiné à amener des résultats concrets. Monsieur Bill Namagoose, au nom du Grand Conseil des Cris (du Québec), a résumé leur position en ces termes:

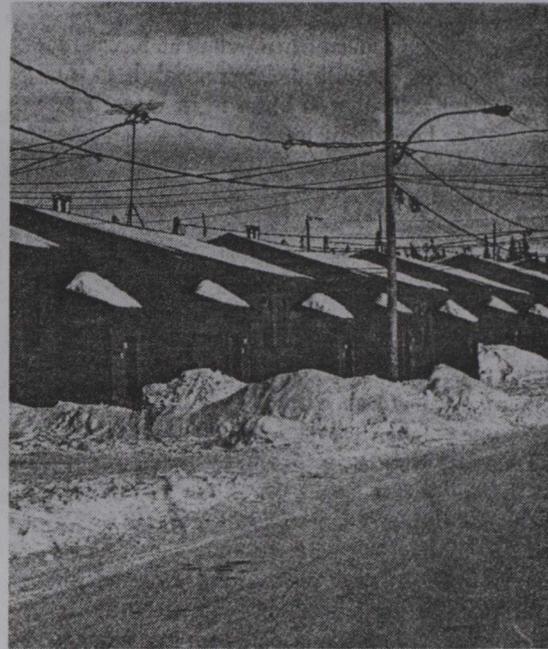


"Ou bien vous voulez que des fonds soient disponibles pour fournir des logements ou bien vous voulez engendrer des discussions pour les deux prochaines années."¹⁷

Mais leur décision fut plutôt motivée par les vues opposées décrites ci-haut. Les Cris ont de bonnes raisons de ne pas participer au processus, compte tenu des prémisses de la politique anticipée. Comme nous l'avons noté plus haut, le gouvernement fédéral entrevoit le logement pour les autochtones, dans sa future politique, comme une responsabilité limitée et discrétionnaire. Les Cris, d'un autre côté, basent leurs attentes pour des unités de logement sur la Convention de la Baie James et du Nord Québécois. Comme le notait le chef Billy Diamond,¹⁸ la Convention de la Baie James et du Nord Québécois et la loi sur les Cris et les Naskapis du Québec donnent aux Cris et au gouvernement fédéral les outils appropriés pour régler le problème du logement. En cette période de restriction budgétaire fédérale, le gouvernement fédéral veut abandonner ces outils privilégiés.

Antérieurement à 1986, les Cris et le gouvernement fédéral réglaient les problèmes de logement via des négociations menant à des ententes sur une base étendue couvrant les allocations en semblable matière. En 1986, le gouvernement fédéral abandonna unilatéralement cette pratique, même s'il s'était engagé à ce que cette pratique continue. La situation depuis 1986 n'est pas encourageante. Les Cris, comme les autres Premières Nations, font face à des niveaux de financement décroissants et ce de façon constante, ce qui signifie que le gouvernement fédéral s'attend à ce qu'ils fassent eux-mêmes de plus grandes contributions à tous les aspects du logement.

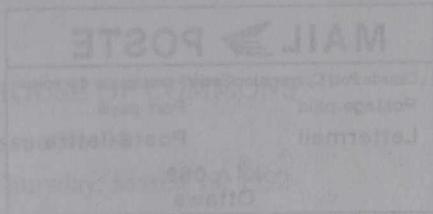
Il n'y a aucune raison, selon la Commission, pour le gouvernement fédéral de réinventer la politique de logement ou d'adhérer à une politique inappropriée basée sur la loi sur les Indiens quand des processus et des pratiques consensuels, basés



sur la Convention de la Baie James et du Nord Québécois et sur la loi sur les Cris et les Naskapis du Québec ont déjà fonctionné. La Commission croit que des arrangements négociés à long terme dans ce domaine sont absolument nécessaires. Le gouvernement fédéral ne peut pas attendre les résultats de sa future politique de développement du logement. Une pareille politique, basée sur une étroite perspective de ses obligations à l'égard des autochtones, n'est ni appropriée, ni applicable aux Cris.

NOTES

1. Rapport de la Commission Crie-Naskapie 1988, p. 40 - 41.
2. "Consultations", 5 mars 1991, Vice-Président Roméo Saganash, p. 4.
3. "Consultations", 5 mars 1991, Vice-Président Roméo Saganash, p. 4.
4. "Consultations", 5 mars 1991, Vice-Président Roméo Saganash, p. 4 - 5.
5. "Consultations", 5 mars 1991, Bill Clevette, p. 20.
6. "Consultations", 5 mars 1991, Norman Cheezo, p. 15.
7. Lettre d'I. Corbin, Directeurat du logement, à Bill Namagoose, directeur-exécutif, Grand Conseil des Cris (du Québec), portant date du 17 juin 1991. Copie dans les dossiers de la Commission Crie-Naskapie.
8. "Consultations", 6 mars 1991, Chef Henry Mianscum, p. 4.
9. "Consultations", 5 mars 1991, Norman Cheezo, p. 18.
10. "Consultations", 11 février 1991, Chef Billy Diamond, p. 34 - 35.
11. "Consultations", 5 mars 1991, Norman Cheezo, p. 15.
12. Canada, Ministère des Affaires Indiennes et du Nord Canadien. "Assises d'un nouveau programme de logement dans les Réserves [Document de travail] (Ottawa, Février 1991).
13. "Assises d'un nouveau programme", p. 1.
14. "Assises d'un nouveau programme" p. 1.
15. "Assises d'un nouveau programme" p. 2.
16. "Consultations", 11 février 1991, Chef Billy Diamond, p. 34.
17. "Consultations", 5 mars 1991, Bill Namagoose, p. 20.
18. "Consultations", 11 février 1991, Chef Billy Diamond, p. 41.



CHAMBRE DES COMMUNES

Particulier n° 11

Le jeudi 19 mai 1992

Président: L. LaFontaine

Aboriginal Affairs

Affaires autochtones

RESPECTING

CONCERNANT

Aboriginal Housing

Logement des autochtones

WITNESSES

TÉMOINS

(Witnesses) TÉMOIN

(Witnesses) TÉMOIN

Par ministre des Affaires indiennes et du Nord Canada
Alan Williams, sous-ministre adjoint, Finances et services
professionnels.

Par le Directeur indien et Nord-Américain
Alan Williams, sous-ministre adjoint, Finances et Pro-
fessionnels.

Third Session of the Forty-Second Parliament
(1991-1992)

Third Session of the Forty-Second Parliament
(1991-1992)

Printed in Canada by the Queen's Printer
Imprimé au Canada par l'imprimeur de la Reine

Printed in Canada by the Queen's Printer
Imprimé au Canada par l'imprimeur de la Reine

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

K1A 0S9
Ottawa

"Or bien vous voulez que des fonds soient disponibles pour former des logements ou bien vous voulez engager des discussions pour les deux prochaines années?"

Mais leur déclin fut partiellement masqué par les trois années décrites ci-dessus. Les CNA ont de bonnes raisons de ne pas participer au processus, compte tenu des réticences de la politique antérieure. Comme nous l'avons vu plus haut, le gouvernement fédéral encourage le logement pour les autochtones dans sa future politique, comme une responsabilité limitée et discrétionnaire. Les CNA d'aujourd'hui, basés sur ses attentes pour des unités de logement sur la Convention de la Baie James et du Nord Québecois. Comme le avait le chef Billy Diamond¹² la Convention de la Baie James et du Nord Québécois et la loi sur les CNA et les Naskapis du Québec. J'attends aux CNA et au gouvernement fédéral les motifs appropriés pour régler le problème du logement. En tant qu'unité de réservation fédérale, le gouvernement fédéral veut aborder ces deux problèmes.

WITNESS

From the Department of Indian and Northern Affairs Canada:

Alan Williams, Assistant Deputy Minister, Finance and Professional Services.

...en diminuant et ce de façon constante, ce qui signifie que le gouvernement fédéral s'attend à ce qu'ils fassent eux-mêmes de plus grandes contributions à tous les aspects du logement.

Il n'y a aucune raison, selon la Commission, pour le gouvernement fédéral de retrouver la politique de logement ou d'adhérer à une politique unique basée sur la loi sur les Indiens, qu'il s'agisse des principes et des pratiques existants, basés

TÉMOIN

Du ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada:

Alan Williams, Sous-ministre adjoint, Finances et services professionnels.

...les Naskapis du Québec ont déjà fonctionné. La Commission croit que des arrangements négociés à long terme dans ce domaine sont absolument nécessaires. Le gouvernement fédéral ne peut pas attendre les résultats de sa future politique de développement du logement. Une nouvelle politique, basée sur une étroite perspective de ses obligations à l'égard des autochtones, doit être approuvée et appliquée aux CNA.

NOTES

1. "Rapport de la Commission CNA-Nasape 1988", p. 41.
2. "Consultation", 1981, Vice-Président Amos Sagasteb, p. 4.
3. "Consultation", 1981, Vice-Président Amos Sagasteb, p. 4.
4. "Consultation", 1981, Vice-Président Amos Sagasteb, p. 4.
5. "Consultation", 1981, Vice-Président Amos Sagasteb, p. 4.
6. "Consultation", 1981, Vice-Président Amos Sagasteb, p. 4.

7. "Consultation", 1981, Vice-Président Amos Sagasteb, p. 4.
8. "Consultation", 1981, Vice-Président Amos Sagasteb, p. 4.
9. "Consultation", 1981, Vice-Président Amos Sagasteb, p. 4.
10. "Consultation", 1981, Vice-Président Amos Sagasteb, p. 4.
11. "Consultation", 1981, Vice-Président Amos Sagasteb, p. 4.
12. Canada, Ministère des Affaires indiennes et du Nord Canadien, "Les autochtones et le logement: un défi pour le futur" (Ottawa: Imprimerie de la Reine, 1981), p. 10.
13. "Consultation", 1981, Vice-Président Amos Sagasteb, p. 4.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

14. "Consultation", 1981, Vice-Président Amos Sagasteb, p. 4.

15. "Consultation", 1981, Vice-Président Amos Sagasteb, p. 4.

HOUSE OF COMMONS

CHAMBRE DES COMMUNES

Issue No. 18

Fascicule n° 18

Thursday, March 19, 1992

Le jeudi 19 mars 1992

Chairperson: Larry Schneider

Président: Larry Schneider

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent des

Aboriginal Affairs

Affaires autochtones

RESPECTING:

CONCERNANT:

Aboriginal Housing

Logement des autochtones

WITNESSES:

TÉMOINS:

(See back cover)

(Voir à l'endos)

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.
À 11 h 45, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

The witnesses made statements and answered questions.
At 11:45 a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

La greffière du Comité

Martine Bresson

Martine Bresson

Clerk of the Committee

Third Session of the Thirty-fourth Parliament,
1991-92

Troisième session de la trente-quatrième législature,
1991-1992

STANDING COMMITTEE ON ABORIGINAL AFFAIRS

Chairperson: Larry Schneider
Vice-Chairmen: Jack Anawak
Alan Redway

Members

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Ross Reid
Robert E. Skelly
Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

Martine Bresson

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES
AUTOCHTONES

Président: Larry Schneider
Vice-présidents: Jack Anawak
Alan Redway

Membres

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Ross Reid
Robert E. Skelly
Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

La greffière du Comité

Martine Bresson

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 19 MARS 1992
(25)

[Texte]

Le Comité permanent des affaires autochtones se réunit aujourd'hui à 9 h 10 dans la salle 208, Édifice de l'Ouest, sous la présidence de Larry Schneider (*président*).

Membres du Comité présents: Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Larry Schneider, Robert E. Skelly.

Membre suppléant présent: Mac Harb pour Jack Anawak.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Elaine Gardner-O'Toole, attachée de recherche.

Témoins: Du Conseil National des Métis: Yvon Dumont, président; Ed Swain, Directeur exécutif de la Fédération des métis du Manitoba; Larry Belrose, Association autochtone des métis de l'Ontario; Ray Hamilton, Directeur général de Gabriel Housing Corporation, Regina, Saskatchewan.

Conformément au mandat que lui confère le paragraphe 108(2) du Règlement, le Comité continue son étude sur le logement des autochtones (*voir les Procès-verbaux et témoignages du mardi 11 février 1992, fascicule n° 10*).

Les témoins font des déclarations et répondent aux questions.

À 11 h 45, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Martine Bresson

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MARCH 19, 1992
(25)

[Translation]

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met at 9:10 o'clock p.m., this day, in Room 208, West Block, the Chairman, Larry Schneider presiding.

Members of the Committee present: Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Larry Schneider, Robert E. Skelly.

Acting Member present: Mac Harb for Jack Anawak.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Elaine Gardner-O'Toole, Research Officer.

Witnesses: From the Métis National Council: Yvon Dumont, President; Ed Swain, Executive Director of Manitoba Métis Federation; Larry Belrose, Ontario Métis Aboriginal Association; Ray Hamilton, General Manager of Gabriel Housing Corporation, Regina, Saskatchewan.

In accordance with its mandate under Standing Order 108(2), the Committee resumed its study on Aboriginal Housing (*see Minutes of Proceedings and Evidence, Tuesday, February 11, 1992, Issue No. 10*).

The witnesses made statements and answered questions.

At 11:45 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Martine Bresson

Clerk of the Committee

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Thursday, March 19, 1992

• 0908

The Chairman: Let's open this meeting. I have a hunch that we're going to hear many good, positive, and constructive things, so we shouldn't waste too much time waiting for the total complement of everyone to arrive. Everyone knew in advance what time the meeting was, so we shall begin.

Please begin by introducing yourselves.

Mr. Yvon Dumont (President, Métis National Council): I am Yvon Dumont. With me today is Ed Swain, the general manager of the Manitoba Métis Federation, and Ray Hamilton, the manager of Gabriel Housing, an urban housing group in Regina.

Mr. Chairman, we will try to heed your advice that the shorter the opening remarks, the longer we have for dialogue. I think that's important. We need to hear and would like to answer the kinds of questions you have to ask us.

• 0910

I would like to thank you for inviting us to make a presentation to this committee. We consider you to be a very important committee with a lot of clout. That's why we have so many people here this morning, to show you that we take you seriously. We hope our concerns will be reflected in your report.

I'd like to tell you a little about the Métis. We're an aboriginal people based in western Canada. We're an aboriginal people recognized in subsection 35.(2) of the Canadian Constitution, but we feel we have to make a distinction between the Métis and the other aboriginal groups recognized in the Canadian Constitution. We feel we have to do that because so often, when politicians and Canadians generally think of Métis people as an aboriginal group, they think we are an aboriginal group like all other aboriginal groups. They think we're entitled to benefits for aboriginal peoples that come out of Indian Affairs. We're not.

When the federal government spends hundreds of millions of dollars in the area of native child and family services, for example, the Métis don't get any of that—none of it. When we apply to the appropriate places, we are told we're a provincial responsibility. When the federal government spends hundreds of millions of dollars in the area of education for aboriginal peoples, the Métis don't get any of that. In terms of assistance for post-secondary education or any kind, the Métis are capped at zero. There are no special programs from the federal or provincial government in place for Métis people. We don't qualify for all of those aboriginal programs. Even though we're recognized in the Constitution as an aboriginal people, we don't share in the special programs instituted by government for aboriginal peoples.

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le jeudi 19 mars 1992

Le président: La séance est ouverte. J'ai l'intuition que nous allons entendre un tas de choses positives et constructives. Par conséquent, nous ne perdons pas de temps à attendre que les autres arrivent. Tout le monde savait à l'avance pour quelle heure la séance était convoquée. Nous allons donc commencer.

Tout d'abord, veuillez vous présenter.

M. Yvon Dumont (président, Ralliement national des Métis): Je m'appelle Yvon Dumont et je suis accompagné aujourd'hui de Ed Swain, directeur exécutif de la Fédération des Métis du Manitoba et de Ray Hamilton, directeur du Centre de logement urbain Gabriel Housing, à Regina.

Monsieur le président, nous allons suivre vos conseils et abrégé notre déclaration liminaire pour pouvoir dialoguer plus longuement avec les membres du comité. Je pense que c'est important. Nous sommes tout à fait disposés à répondre aux questions que les députés voudront bien nous poser.

Je vous remercie de nous avoir invités à comparaître devant vous. Nous estimons que votre comité est très important et qu'il a énormément d'influence. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il y a tellement de monde ici ce matin. Nous voulons vous montrer que nous prenons vos travaux au sérieux. Nous espérons que votre rapport reflétera nos préoccupations.

Permettez-moi de dire quelques mots au sujet des Métis. Nous sommes un peuple autochtone de l'ouest du Canada. Nous sommes un peuple autochtone reconnu en vertu du paragraphe 35.(2) de la Constitution canadienne. Cela dit, nous souhaitons établir une distinction entre les Métis et les autres peuples autochtones que reconnaît la Constitution du Canada. Cela nous semble nécessaire car souvent, les hommes politiques et les Canadiens en général pensent que les Métis constituent un peuple autochtone comme les autres. Ils pensent que nous avons droit aux avantages que le ministère des Affaires indiennes dispense aux peuples autochtones. Or, ce n'est pas le cas.

Par exemple, alors que le gouvernement fédéral dépense des centaines de millions de dollars au titre des services aux familles et aux enfants autochtones, les Métis n'en reçoivent pas un sou. Et lorsque nous présentons des demandes aux autorités compétentes, on nous dit que nous relevons de la compétence des provinces. Lorsque le gouvernement fédéral dépense des centaines de millions de dollars pour l'éducation des Autochtones, les Métis n'en reçoivent pas un sou. En termes de soutien à l'enseignement postsecondaire ou autre, les Métis sont plafonnés à zéro. Les gouvernements fédéral ou provinciaux n'offrent pas de programmes spéciaux aux Métis, et nous ne sommes pas admissibles aux programmes autochtones existants. Même si la Constitution reconnaît les Métis comme peuple autochtone, nous n'avons pas accès aux programmes spéciaux instaurés par le gouvernement à l'intention des Autochtones.

[Texte]

Métis take advantage of the rural and native housing program, but in many provinces it's referred to as rural and northern housing because nobody wants to accept the responsibility for Métis as an aboriginal people. I know that in Manitoba that's been the case, and other provinces have done the same thing. We make those distinctions not to say that we feel we are any less aboriginal than the other aboriginal peoples, but we want to make it clear that we are not being treated the same as others. We don't live on reserves. We pay the whole gamut of taxes: the GST, the PST, income tax, property taxes and so on. We don't benefit from Indian Affairs.

We would like to thank Joe Clark and his colleagues in the House of Commons, and that includes Members of Parliament from all parties who supported the resolution last week recognizing Louis Riel as a founder of Manitoba and for his unique role in the development of Canada.

We represent Métis people from Ontario, Manitoba, Saskatchewan, Alberta, British Columbia and the Northwest Territories. We want to say that the Métis have a record, a very good record. At a time when they had control over their lives and the resources around them, they were able to be very self-sufficient. They looked after themselves and their families. They housed themselves and their families. They moved into different parts of Canada where they had the freedom to use the resources around them to make themselves completely self-sufficient.

• 0915

We want to commend the government for the recent rounds of consultations on programs and services in the housing sector. When the minister had his news conference in Halifax—I believe it was in December—we appreciated the remarks that he made. We thought that after three years of consultations we had been heard, and that he had made provisions to make sure our concerns had been covered.

We do, however, have some concerns about the policy part of the programs, because now that the minister has allowed for the kinds of changes we were looking for—the policies are being written here in Ottawa without our participation. We still don't know what the policies are. We don't know how these new programs are going to affect us, because we don't have any policies. We're not involved in any way in developing those policies.

Sometimes when these policies come out, they don't reflect the good intentions of the legislation that was passed. That's a concern to us. We feel that as we are the people who are closest to the communities, as delivery agents out

[Traduction]

Certains, les Métis peuvent se prévaloir du Programme de logement pour les Ruraux et les Autochtones, mais dans nombre de provinces, on appelle ce programme le programme de logement pour les Ruraux et les habitants du Nord parce que personne ne veut accepter les responsabilités inhérentes à la reconnaissance des Métis comme peuple autochtone. Je sais qu'il en est ainsi au Manitoba et que d'autres provinces ont fait de même. Si je fais cette distinction, ce n'est pas pour dire que nous nous sentons moins Autochtones que les autres Autochtones. Cependant, nous voulons qu'il soit bien clair que nous ne sommes pas traités sur le même pied que les autres. Nous ne vivons pas sur des réserves. Nous payons toutes les taxes en vigueur: la TPS, TPV, l'impôt sur le revenu, l'impôt foncier, etc. Nous ne recevons rien du ministère des Affaires indiennes.

Je tiens à remercier Joe Clark et ses collègues de la Chambre des communes—et cela englobe les députés du Parlement de tous les partis qui ont appuyé la semaine dernière une résolution reconnaissant Louis Riel comme un fondateur du Manitoba, ainsi que le rôle unique qui a été le sien dans l'évolution du Canada.

Nous représentons des Métis de l'Ontario, du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et des Territoires du Nord-Ouest. Nous tenons à dire que les Métis ont une excellente feuille de route. À l'époque où ils étaient maîtres de leur vie et de leur environnement, ils étaient tout à fait autonomes. Ils étaient capables de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Ils pouvaient se loger et loger leur famille. Ils se sont installés dans diverses régions du Canada où ils avaient le loisir d'utiliser les ressources du milieu pour accéder à l'autonomie intégrale.

Nous tenons à féliciter le gouvernement pour les récentes consultations qu'il a menées au sujet des programmes et des services disponibles dans le secteur du logement. Lorsque le ministre a tenu sa conférence de presse à Halifax—je crois que c'était en décembre dernier—nous avons accueilli favorablement ses propos. Nous avons pensé qu'après trois années de consultations, notre voix avait enfin été entendue. En effet, le ministre avait pris des dispositions qui tenaient compte de nos préoccupations.

Nous avons tout de même certaines réserves au sujet du volet politique des programmes car maintenant que le ministre a autorisé les changements que nous espérons, les politiques sont formulées ici, à Ottawa, sans notre participation. D'ailleurs, nous en ignorons complètement la teneur. Nous ne savons pas de quelle façon ces nouveaux programmes vont nous toucher parce que nous ignorons tout des politiques qui les inspirent. Nous ne participons d'aucune façon à la formulation de ces politiques.

Il arrive parfois qu'une fois rendues publiques, les politiques ne reflètent pas les bonnes intentions visées par la loi qui a été adoptée, et cela nous inquiète. C'est nous qui sommes les plus proches des collectivités puisque nous y

[Text]

there in the community every day, we meet and face the clients whose needs are supposed to be met by these programs. Yet the people who have the most control over the development of policy are those who are the furthest removed from all these communities.

They do not provide for any participation whatsoever from the delivery agents. I think that's a mistake. I think it's dangerous. I think it would be in the best interests of the federal government and of the minister to have us there, to make sure that the good intentions provided for in the legislation are followed through by the policy that is being developed by the federal bureaucrats.

I would think the minister would want to see the money spent as effectively as possible, to meet the needs of as many people as possible. I think the people who have the most practical experience in the delivery are probably the most informed people, as far as development of policy. Yet they're the furthest removed from the development of that policy. That is unfortunate, because we have some real concerns in that area.

We often see, once the policies come out, that they're made to suit the housing needs of middle-income people who live on the outskirts of Montreal and Toronto. Then, what we end up having is a blanket policy that covers all of Canada.

What we need in this program is certainly some national standards, but with the flexibility that allows for meeting the needs of different people in different parts of Canada. Canada is a huge, diverse country made up of different peoples with different needs, different living conditions and different weather conditions. Therefore, the program has to provide for the flexibility to be able to make decisions at the local level, so that the needs of the local people can be met. I think that is the intention of the legislation in the first place. We would like to be able to provide the kind of advice needed in order to develop the housing program that meets the needs of Canadians.

We need that flexibility, the ability to be able to make changes without having to go through a whole maze of bureaucratic hurdles, and then come all the way up to the minister and all the way back again. Sometimes we feel that our presentations or our requests for flexibility or for changes in the policies never do get to the minister through the maze of that bureaucracy. Now I realize the importance of having that bureaucracy in place, but we think that bureaucracy ought to be able to make room for common sense and reasonableness when it comes down to the community level.

The other disappointment we have seen is that even though the minister had a great news conference in Halifax, and we were very happy with what he had to say there, in February he came out and said there is a 21% cut in federal

[Translation]

offrons quotidiennement des services. Nous rencontrons chaque jour face à face la clientèle visée par ces programmes. Et pourtant, les gens qui influencent le plus la formulation des politiques sont ceux qui sont les plus éloignés de toutes les communautés desservies.

Les responsables de l'application du programme n'ont absolument pas leur mot à dire. Je pense que c'est une erreur, voire même un danger. A mon avis, il serait dans l'intérêt du gouvernement et du ministre fédéral que nous participions au processus. De cette façon, nous pourrions veiller à ce que les bureaucrates fédéraux concrétisent bien dans la politique les bonnes intentions de la loi.

Je suis sûr que le ministre souhaite que les fonds soient dépensés le plus efficacement possible pour que l'on puisse répondre aux besoins du plus grand nombre de personnes possible. A mon sens, les intervenants qui ont la plus grande expérience pratique de l'application du programme sont sans doute les mieux informés et les plus aptes à participer à la formulation d'une politique. Pourtant, ils sont tenus à l'écart. Cette situation regrettable nous cause bien des inquiétudes.

Lorsque les politiques sont rendues publiques, on constate souvent qu'elles sont conçues pour répondre aux besoins de logements de gens de la classe moyenne qui habitent dans les banlieues de Montréal et de Toronto. Au bout du compte, on se retrouve avec une politique générale qui s'applique à l'ensemble du Canada.

Dans le cadre de ce programme, il est certes impératif d'avoir des normes nationales, mais il faut aussi prévoir une certaine souplesse permettant de répondre aux besoins de gens différents vivant dans diverses régions du Canada. Le Canada est un pays immense et diversifié, composé de gens différents ayant des besoins différents et vivant dans des conditions sociologiques et météorologiques différentes. Par conséquent, le programme doit être suffisamment souple pour permettre la prise de décisions au niveau local de façon à répondre aux besoins locaux. D'ailleurs, je pense que c'était là l'intention première de la loi qui a été adoptée. Nous voudrions être en mesure de prodiguer les conseils requis pour formuler un programme de logement susceptible de répondre aux besoins des Canadiens.

Nous avons besoin d'une marge de manoeuvre qui nous permettrait d'apporter des changements sans avoir à surmonter un tas d'obstacles bureaucratiques, sans devoir attendre que la moindre décision doive franchir tous les échelons jusqu'au ministre et en revenir. Parfois, nous avons l'impression que les demandes que nous présentons en vue d'obtenir davantage de souplesse ou des changements dans les politiques se perdent dans les méandres de la bureaucratie et n'arrivent jamais au ministre. Nous ne contestons pas l'importance de cette bureaucratie, mais nous pensons qu'elle devrait faire place au bon sens et à la raison dans le meilleur intérêt des collectivités.

Nous avons eu une autre déception. En effet, même si le ministre a tenu une excellente conférence de presse à Halifax et que nous avons accueilli ses propos avec joie en février, il a annoncé des compressions de 21 p. 100 dans les dépenses

[Texte]

spending in the area of housing and that next year there will a 31% cut. That concerns us, because at the same time they're making sure this 21% comes out of the program moneys, at the administration level they guarantee the jobs of all the civil servants. We have some concerns there.

As delivery agents, we know that when we negotiated our fee-for-service contract with the federal government, with CMHC, we know that we deliver the program for 50% of what it would cost CMHC to deliver those programs. I think if the federal government would enter into fee-for-service arrangements with delivery agents such as ourselves in other areas, they would find they could save another 50% on just about all areas.

We understand that for every person the CMHC hires, the administration cost is 193%. . . That's the figure that was given us yesterday, anyway. We think we can do better than that.

We were told a couple of years ago by one of the vice-presidents of CMHC that every RNH house that is built by the federal government costs \$1 million. That was when he was trying to use arguments against us. We told him if that was the case they should give us that \$1 million; we would build a lot more houses than one for \$1 million and we would bring back the change. He became known to us as the million-dollar man. I understand he is not around any more, is he?

Mr. Ed Swain (Métis National Council): He's lecturing in University of British Columbia.

Mr. Dumont: We feel there are many areas in CMHC that they could subcontract or enter into fee-for-service arrangements with client delivery groups. That would save the government some money.

In that case, we were not talking about a 21% cut in the program. We were talking about 50% cuts. As long as it comes from the administration side, we don't mind, but it seems the cuts keep coming from the program side. The bureaucracy continues to grow. We can't understand what's going on. We haven't heard of any lay-offs at CMHC at any time. We hear of cutbacks on the program side and fewer units being built. There are more office buildings and bigger bureaucracies being built in Ottawa and throughout the provinces. That makes us wonder why those cuts continually have to come from the program side and not the administrative side.

For example, in Winnipeg we saw CMHC move out of the modest offices they had on Portage Avenue, down to Fort Garry Place. I believe they are the only CMHC offices that have a rotating restaurant on top of their building and a gambling casino in the same complex.

Mr. Redway (Don Valley East): They'll tell you it's cheaper. It is close to the source of money.

[Traduction]

du gouvernement fédéral dans le secteur du logement, compressions qui seront portées à 31 p. 100, l'année prochaine. Cela nous inquiète. D'une part, les fonds destinés aux programmes subiront des coupures de 21 p. 100 alors que d'autre part, au niveau administratif, on garantit à tous les fonctionnaires leurs emplois, et tout cela n'est pas sans nous inquiéter.

En tant que responsables de l'application du programme, nous avons négocié avec le gouvernement fédéral—en fait, la SCHL—, un contrat de rémunération des services. Nous savons fort bien que nous appliquons ce programme pour moitié moins cher qu'il n'en coûterait à la SCHL de le faire. Si le gouvernement fédéral passait des contrats de rémunération des services avec des agents comme nous dans d'autres domaines, il réaliserait des économies de près de 50 p. 100 dans pratiquement tous les secteurs.

Je crois savoir que pour chaque personne embauchée par la SCHL, les coûts administratifs sont de 193 p. 100. . . Quoi qu'il en soit, c'est le pourcentage qu'on nous a donné hier. Je crois que nous pouvons faire mieux que cela.

Il y a quelques années, l'un des vice-présidents de la SCHL nous a confié que chaque maison construite dans le cadre du Programme pour les Ruraux et les Autochtones coûtait un million de dollars au gouvernement fédéral. C'était l'époque où ce monsieur là s'évertuait à trouver des arguments contre nous. Nous lui avons dit que si tel était le cas, le gouvernement ferait mieux de nous donner cet argent parce que nous pourrions construire beaucoup plus qu'une maison avec tout cet argent-là et que nous rapporterions la monnaie. Entre nous, on l'appelait l'homme d'un million de dollars. Il paraît qu'il n'est plus là, n'est-ce pas?

M. Ed Swain (Ralliement des Métis): Il donne des cours à l'université de la Colombie-Britannique.

M. Dumont: A notre avis, la SCHL pourrait avoir recours à la sous-traitance ou conclure des arrangements de rémunération des services avec les groupes responsables de l'application des programmes à la clientèle, et ce dans de nombreux secteurs. Cela permettrait au gouvernement de faire des économies.

En l'occurrence, il ne s'agit pas de coupures de 21 p. 100 dans les programmes, mais de 50 p. 100. Tant que les coupures visent l'administration, nous ne voyons rien à y redire, mais il semble qu'elles visent toujours les programmes. Et la bureaucratie ne cesse de croître. Nous ne comprenons pas ce qui se passe. Nous n'avons pas entendu parler de licenciements à la SCHL ces derniers temps. Par contre, on nous apprend qu'il y aura des compressions dans les programmes et que l'on construira moins de maisons. Par contre, on construit davantage d'édifices à bureaux pour les fonctionnaires à Ottawa et dans les provinces. C'est ce qui nous amène à nous demander pourquoi les coupures visent continuellement les programmes et non pas les services administratifs.

Ainsi, à Winnipeg, la SCHL a quitté ses bureaux modestes de l'avenue du Portage pour emménager à la Place Fort Garry. Je suis convaincu que ce sont les seuls bureaux de la SCHL logés dans un immeuble qui abrite un restaurant panoramique et un casino.

M. Redway (Don Valley-Est): On vous dira que c'est moins cher, que c'est plus près de la source de l'argent.

[Text]

• 0925

Mr. Dumont: That's right. So its frustrating for us to see these cutbacks. The programs are supposed to be modified to meet the needs of the people, and then the program money is cut back. We understand that. We tell our people that we are in hard times, the economy is tough and money is hard to come by. These politicians have a responsibility to the taxpayers of this country and they have to do what they can to tighten their belts, and we have to support them and tighten our belts.

That works as long as they are in modest offices on Portage Avenue, but when they move into Fort Garry Place they ask what's going on. You think people don't notice, but they do notice that these things are happening. We know for a fact that the administrative side is not taking any cuts. In fact they're getting job guarantees.

The people whose needs these programs are supposed to serve are suffering because of cuts in units and program size. These policies are written up by people far removed from the client groups, and we think that's a problem.

As I said when we came in here, we were told that you had a lot of clout. I don't know how much, but we hope we can have input into policy development through talking to you here.

With that, I'll cut my comments short.

Mr. Redway: I would like to welcome Yvon, Ed, and Ray to our meeting. They have a lot to tell us and they have a lot of great experience. In my own experience with them provides a great example of how to deliver housing.

In order to help us help you, I would like you to just run through the whole process of delivering houses for Métis people and how that actually works. If we could start with the way you deal with CMHC as far as the funding allocations and the tripartite meetings and tripartite committees. . . Ed, I suspect that you are the best one to tell us how that works. Just run us through how the housing is delivered, both under the rural native housing program and the urban native housing program perhaps.

Mr. Swain: I'll share with you my experiences in housing. I have been involved in the delivery of social programs since 1978, which is not as long as the Manitoba Métis Federation has been delivering. We have been delivering for 20 years now.

To give you some indication of what we do in friendly Manitoba, a tripartite process of delivery, we have three partners at the table: CMHC, the federal government, Manitoba housing, and ourselves acting as the agent. We are the provincial delivery agent of the majority of social programs. The provincial director has the deciding vote on day-to-day operations, and of course the deputy minister is there to represent the provincial side of it. Mr. Dumont, the president of Manitoba Métis Federation, represents the agency side of it.

[Translation]

M. Dumont: En effet. Il est donc frustrant de subir ces coupures. Alors qu'on est censé modifier le programme en fonction des besoins de la population, on est plutôt en train d'en restreindre le financement. Nous le comprenons. Nous disons à nos gens que les temps sont durs, que l'économie va mal et que l'argent se fait rare. Les politiciens ont des comptes à rendre aux contribuables, et ils doivent tout faire pour serrer la ceinture; et nous devons les appuyer en serrant également la ceinture.

Tant que la SCHL occupait de modestes locaux avenue du Portage, il n'y avait pas de problèmes; mais quand elle a déménagé à Fort Garry Place, les gens ont commencé à se demander ce qui n'allait pas. On pense que la population ne voit pas ce genre de choses, mais elle les voit. Nous savons que le volet administratif ne subit aucune coupure. En fait, les administrateurs sont en train d'obtenir la sécurité d'emploi.

Les gens qui sont censés bénéficier de ces programmes sont en train de souffrir à cause de la réduction du nombre d'unités et de l'envergure des programmes. Les politiques sont élaborées par des gens très éloignés des groupes clients, et nous croyons que c'est un problème.

Comme je l'ai dit au début de la réunion, nous avons appris que vous êtes très puissants. Je ne sais pas jusqu'à quel point, mais nous espérons qu'après notre témoignage, nous aurons la possibilité de participer à l'élaboration des politiques, par votre intermédiaire.

Là-dessus, je termine mon intervention.

M. Redway: Bienvenue à Yvon, Ed et Ray. Ils ont beaucoup à nous dire et beaucoup d'expérience intéressante. Ils nous ont donné de très bons exemples sur la manière de fournir des logements à la population.

Afin de nous aider à vous aider, j'aimerais que vous nous disiez comment fonctionne le processus d'allocation de logement aux Métis. Commencez par nous dire quels sont vos rapports avec la SCHL en ce qui concerne l'allocation de fonds, les réunions tripartites et les comités tripartites. . . Ed, je présume que vous êtes le mieux placé pour nous en parler. Dites-nous donc comment vous fournissez des logements, dans le cadre du Programme de logement pour les Ruraux et les Autochtones et du Programme de logement des Autochtones en milieu urbain.

M. Swain: Je vais vous parler de mon expérience en matière de logement. Je travaille à la fourniture de logements sociaux depuis 1978, mais je ne le fais pas depuis aussi longtemps que la Fédération des Métis du Manitoba qui, eux, le font depuis 20 ans.

Je vais vous donner une idée de ce que nous faisons au Manitoba; nous avons un système tripartite, c'est-à-dire qu'il y a trois partenaires: la SCHL, le gouvernement fédéral et le ministère du Logement du Manitoba; quant à nous, nous jouons le rôle d'agent. Nous sommes l'agent fournisseur provincial en ce qui concerne la plupart des programmes sociaux. Le directeur provincial a une voix prépondérante en ce qui concerne la gestion quotidienne et, bien entendu, le sous-ministre est là pour représenter la province. M. Dumont, président de la Fédération des Métis du Manitoba, représente l'agence.

[Texte]

[Traduction]

• 0930

At these tripartite levels, of course, the decisions are made first by government of what the availability of funds is going to be for that full year. Once the allocation for this province is decided upon, both cost-sharing partners in all three levels sit together and start in the development of action plans for that full year to try to set appropriate targets on various programs. Once it sets this, it of course goes under review of assessing the expenditures at every level, whichever the program may be. In this case, it's really needed.

Mr. Redway: On this process of selecting the targets, you indicated the provincial director has sort of a veto. Is that the way it works at the moment? I take it this is Roy Nichol.

Mr. Swain: That's right. Not in the sense of a veto, because he also has to report to the regional manager and from the regional manager to national office.

Mr. Redway: Does CMHC have a veto over the decisions, or is it a consensus?

Mr. Swain: No, it's more of a consensus on the decision-making, because we realized that to—

Mr. Redway: How do you find that works? As Yvon was saying, you want to be involved in the decision-making process. Would there be a better way of doing it? Let's put it that way.

Mr. Dumont: In the areas where we have the flexibility to act as a tripartite management group, we can be very effective. We're very happy with the way our tripartite management committee works in Manitoba. It's just that, sometimes, when we're told, sorry, but the policy does not permit us to do this, then what do we do?

Mr. Redway: Can you give us an example of when you're told the policy doesn't permit you to do something?

Mr. Dumont: I'll give you a good example when one of our northern mayors was met by a CMHC person a couple of years ago. The CMHC guy said to Bill that he'd be happy to know three homes had been approved for his community that year.

So Bill said three homes at \$93,000 each—he did some quick figuring—that's \$279,000. He said this was a lot of money for three homes. He said they had a sawmill provided by the provincial government that wasn't doing anything and a lot of unemployed people who knew how to use this mill and how to build houses. Instead of building three homes for \$279,000, he asked why they couldn't give them that same amount of money, not any more, and they'd build 10, maybe 20 houses for the same amount of money. The CMHC guy told him it wasn't in their programs, and they couldn't do that. The mayor couldn't figure out why.

Mr. Redway: Was it the tendering process that was the problem?

Dans le processus tripartite, la première décision revient évidemment au gouvernement, qui décide du financement des programmes pour toute l'année. Ensuite, tous les partenaires se réunissent pour mettre au point des plans d'action et définir les objectifs des différents programmes. Après, on évalue les dépenses à tous les niveaux et pour tous les programmes, ce qui est absolument nécessaire.

M. Redway: En ce qui concerne le choix des objectifs, vous avez dit que le directeur provincial détient en quelque sorte un droit de veto; est-ce vrai? Je crois bien que le directeur s'appelle Roy Nichol.

M. Swain: En effet. Il ne s'agit pas vraiment d'un veto, car il doit rendre compte au directeur régional et, par l'intermédiaire de ce dernier, au bureau national.

M. Redway: La SCHL a-t-elle le droit de veto, ou les décisions sont-elles prises par consensus?

M. Swain: Elles sont prises par consensus, car nous nous sommes rendus compte que...

M. Redway: Comment cela fonctionne-t-il? Comme Yvon l'a dit, vous voulez participer au processus de prise de décision. Y a-t-il une meilleure façon de le faire?

M. Dumont: Dans les domaines où nous avons la souplesse nécessaire pour fonctionner comme groupe de gestion tripartite, nous pouvons être très efficaces. Au Manitoba, nous sommes très satisfaits du fonctionnement de notre comité de gestion tripartite. Le seul problème, c'est que parfois on nous dit: désolé, mais la politique ne nous permet pas de le faire; nous n'y pouvons rien.

M. Redway: Pouvez-vous nous citer un cas où on vous a dit que la politique en vigueur ne vous permet pas de faire quelque chose?

M. Dumont: Je vais vous en donner un bel exemple. Il y a quelques années, un maire du nord de la province a rencontré un représentant de la SCHL, qui lui a annoncé qu'on avait autorisé la construction de trois maisons dans sa communauté cette année-là.

Alors, Bill (le maire) s'est dit: trois maisons à raison de 93,000\$ chacune—il a fait rapidement un calcul mental—cela fait 279,000\$. Il a répondu que c'était trop cher pour trois maisons. Le gouvernement provincial avait offert à la communauté une scierie qui n'était pas en activité, et il y avait beaucoup de chômeurs qui savaient comment l'utiliser et comment construire des maisons. Bill a donc fait la proposition suivante: au lieu de construire trois maisons pour 279,000\$, donnez-nous cette somme, rien de plus, et nous en construirons dix ou même vingt pour le même montant. L'employé de la SCHL lui a répondu que cela ne faisait pas partie des programmes de la société, et qu'elle ne pouvait pas le faire. Le maire n'a rien compris.

M. Redway: Est-ce le processus d'appel d'offres qui était en cause?

[Text]

Mr. Dumont: On the tendering process, to start with, the people in the communities can't bid on their own houses, because they have to provide bid bonding and performance bonding. They have to have a track record of three years.

Mr. Redway: We were told yesterday by DIAND's assistant deputy minister that bid bonding was no problem.

Mr. Dumont: It's no problem by DIAND, but we can't take advantage of DIAND. It's a big problem for Métis contractors.

Mr. Redway: I know this. I just wanted to make sure the committee understood it is a problem.

Mr. Dumont: Even if it was a local contractor who had to build according to CMHC specifications or according to the houses designed in Ottawa, the cost wouldn't be much lower, if it would be lower. I said in my opening remarks that the Métis, when they had the freedom to use the resources that were around them to be able to look after themselves, did it very effectively, and if they were able to use their imagination, their creativity, to do things more efficiently for themselves, then they could save money for the federal government and at the same time meet the needs of more people in their communities. That flexibility is not there for us.

• 0935

Mr. Redway: The problem in the example that you gave, though, was the bid bonding problem. Was that it?

Mr. Dumont: No, the bid bonding—

Mr. Redway: And the tender process?

Mr. Dumont: No, no, the problem was in not allowing local people to build the kinds of houses they need and to use the kinds of materials they feel would be...

Mr. Redway: So this was the building code too, was it?

Mr. Dumont: That's right—the building code.

Mr. Redway: The building code itself.

Mr. Dumont: Now, a lot of people tell us why we don't... People used to be independent and they used to build their log houses. Well, that's fine, except now you need a permit from the government to build those houses. Before you get a building permit from the government, you have to provide a plan of what you want to do, and then that plan has specific codes you have to meet. So it's to the point where people can't afford to build their own houses if they're going to be law-abiding. Now, if they're going to be...

Mr. Redway: Just to get your comments on this, one of the arguments for that, of course, is that the quality of housing deteriorates faster and you have to build a new house if you don't build it to the codes.

Mr. Dumont: Well, I'd like you to come and look at those houses that were built according to the code, then tell me how long they last. We've seen a lot of—

[Translation]

M. Dumont: Pour commencer, en ce qui concerne les appels d'offres, les membres de la collectivité ne peuvent pas soumissionner pour leur propre maison, car ils doivent fournir un cautionnement de soumission et une garantie d'exécution. Ils doivent également justifier d'une expérience de trois ans.

M. Redway: Hier, le sous-ministre adjoint du ministère des Affaires indiennes nous a dit que le cautionnement de soumission ne posait aucun problème.

M. Dumont: Pour le ministère des Affaires indiennes, cela ne pose pas de problème; mais nous ne pouvons pas profiter de ce ministère. C'est un gros problème pour les entrepreneurs Métis.

M. Redway: Je le sais. Je voulais bien m'assurer que le comité comprenne que c'est un problème.

M. Dumont: Même si un entrepreneur local devait construire selon les normes de la SCHL ou comme on le fait à Ottawa, cela ne coûterait pas tellement moins cher, en supposant que ce serait moins cher. J'ai dit dans ma déclaration que les Métis, lorsqu'ils ont la liberté d'utiliser les ressources sur place afin de répondre à leurs besoins, le font très efficacement et que si on leur permettait de donner libre cours à leur imagination, leur créativité, leur efficacité, ils pourraient aider le gouvernement fédéral à réaliser des économies tout en répondant aux besoins d'un plus grand nombre de gens dans nos localités, mais nous n'avons pas cette latitude.

M. Redway: Vous nous avez cité en exemple le problème du cautionnement des soumissions, n'est-ce pas?

M. Dumont: Non, les cautions...

M. Redway: Dans le processus de soumission?

M. Dumont: Mais non, la difficulté vient du fait que l'on interdit à la population locale de se construire les habitations qu'elle souhaite avec les matériaux qu'elle estime...

M. Redway: Donc c'est à cause du code de l'habitation?

M. Dumont: Oui... le code de l'habitation.

M. Redway: Le code proprement dit.

M. Dumont: Nombreux sont ceux qui nous demandent pourquoi nous ne... Par le passé, la population était indépendante et se construisait des maisons en ronds. C'était parfait, sauf que maintenant, il faut un permis gouvernemental pour construire ces maisons. Avant d'obtenir le permis, il vous faut présenter un plan qui doit répondre à des exigences précises du code. Nous en sommes au point où les gens ne peuvent plus se payer une maison et la construire eux-mêmes, s'ils veulent respecter la loi. Évidemment, s'ils ne veulent pas le faire...

M. Redway: Qu'en pensez-vous, n'est-il pas vrai que les logements se détériorent plus rapidement et qu'il faut en construire de nouveaux si l'on ne respecte pas le code de l'habitation.

M. Dumont: Venez donc voir et regarder ces maisons que l'on a construit conformément au code, et dites-moi combien de temps elles dureront. Nous avons vu beaucoup de...

[Texte]

Mr. Redway: Well, we'll have the opportunity to do that. This committee wants to come and see it.

Mr. Dumont: Well, certainly, and in fact if you're looking for an invitation to come down to some of our communities, we'd be more than happy—

Mr. Redway: We accept, we accept.

Mr. Dumont: —we'd be more than happy to arrange for a tour of some of these communities where there is CMHC housing and where there's housing that has been built by people who can afford to build their own houses who don't have to account to CMHC. You'll see the people who live in those houses that were designed based on their needs because they could afford to do it. They could do it cheaper, more efficiently, and they've got much better housing and they're happier with their house than the ones that have gone under the supervision of CMHC to make sure they met the needs of people. They think that. . .

Mr. Redway: That's the sort of thing we're interested in as a committee.

Mr. Dumont: That's right. That's the kind of flexibility I'm talking about. Allow people to decide for themselves what is good for them and you'll see you'll have a lot fewer complaints. In fact, a few years ago we used the emergency repair program, and we had a surplus at the end of the year. Instead of using it for emergency repair, we had about \$65,000 and we built five houses—with \$65,000.

Mr. Redway: They did let you do it?

Mr. Dumont: Now, it didn't meet the codes and we were outlaws. We were outlaws, I suppose. We broke the law. But I'll tell you, the people who live in those five houses never complained to us about the quality of house they got. They never complained to us they can't afford the house. They never complained to us there's humidity in the house. They never complained to us it's too cold, that the utilities cost too much. They're completely happy with this program, yet we've never heard the end of it. We've been told we were absolutely irresponsible for doing that, and that's all the people wanted.

And they're not stuck to that community because they don't have a great big dream home, and to them the CMHC homes are big dream homes. If they want to move away from that to another community close by, they get a stack mover and they get under that house and they move it over to another community. Or if they get a job in the city, they're not worried about leaving that house, because it's a \$65,000 house, or whatever. They're not worried about leaving that house. They can move into the city, take a job and get decent housing in the cities. But if you build them a \$95,000 home or in some cases a \$130,000 home, how do you expect that person to want to leave his community and go live in the slum housing in Winnipeg—when there's opportunity to move? They like that nice house they live in.

The Chairman: The clock has told us it's time to move along. We're going to come back. Mr. Nault.

[Traduction]

M. Redway: Nous en aurons l'occasion, ne vous en faites pas. Le comité veut aller les voir.

M. Dumont: Bien sûr. En fait, si vous attendez une invitation pour venir dans quelques-unes de nos localités, nous serions vraiment ravis. . .

M. Redway: Nous acceptons, nous acceptons.

M. Dumont: . . nous serions vraiment ravis d'organiser une visite dans certaines de ces localités où il y a des maisons construites dans le cadre du programme SCHL et où il y a également des maisons construites par les gens eux-mêmes selon leurs moyens sans devoir en rendre compte à la SCHL. Vous rencontrerez ceux qui habitent ces maisons qu'ils ont conçues eux-mêmes selon leurs besoins et selon leurs moyens. Ils ont pu construire à meilleur compte, plus efficacement, de meilleures maisons dont ils sont plus satisfaits que des maisons construites sous la surveillance de la SCHL. On pense que. . .

M. Redway: Ce sont ces choses-là qui nous intéressent.

M. Dumont: Très bien. C'est de ce genre de latitude dont je parlais. Permettez aux gens de décider eux-mêmes ce qui leur convient et vous constaterez que les plaintes seront beaucoup moins nombreuses. En fait, il y a quelques années, nous avions un excédent au budget du Programme de réparation d'urgence à la fin de l'année et nous avons utilisé cet argent, soit environ 65,000\$, pour construire cinq maisons.

M. Redway: On vous l'a permis?

M. Dumont: Ces maisons ne respectaient pas le code de l'habitation, et nous étions hors la loi. Oui, je suppose que nous avons enfreint la loi. Mais sachez que ceux qui habitent ces cinq maisons ne se sont jamais plaints de la qualité de ces maisons. Ils ne se sont jamais plaints qu'ils n'avaient pas les moyens de se payer ces maisons. Ils ne se sont jamais plaints que leur maison était trop humide, ni qu'il y faisait trop froid, ni que les utilités publiques coûtaient trop chers. Les propriétaires étaient vraiment satisfaits de ce programme et pourtant les autorités gouvernementales n'ont cessé de nous blâmer, de nous dire qu'il était absolument irresponsable d'avoir utilisé ainsi cet argent alors que c'était là tout ce que voulait la population.

En outre, les propriétaires ne sont pas bloqués dans leur localité, car ils ne possèdent pas une grande maison de rêve, comme on appelle les maisons de la SCHL. S'ils veulent déménager dans une localité voisine, ils placent des vérins sous la maison et installent celle-ci sur une palette pour la déménager. Ou encore, s'ils trouvent un emploi à la ville, ils ne sont pas inquiets à l'idée de quitter la maison parce que celle-ci a coûté 65,000\$ ou plus. Cela ne les inquiète pas. Ils peuvent déménager à la ville, prendre un emploi et trouver un logement convenable. Par contre, s'ils se sont construits une maison de 95,000\$ ou dans certains cas 130,000\$, comment s'attendre à ce qu'on veuille quitter sa localité pour aller vivre dans un taudis à Winnipeg—lorsque la possibilité de déménager se présente? On est bien mieux dans sa propre maison.

Le président: Il est temps de passer au suivant. Nous reviendrons. Monsieur Nault.

[Text]

Mr. Nault (Kenora—Rainy River): Thank you, Mr. Chairman. I'll probably continue on basically with the same line of questioning, but first of all I want to ask a question as it relates to DIAND's off-reserve housing program they had up to 1985. Was there any participation of the Métis National Council in that particular program before it was scrapped, just so we could get a sense of whether there was...? Maybe I'll leave it at that, and you can tell me about that program. We've heard there was one but haven't heard too much from anyone as to whether it was effective, ineffective, or why it was scrapped.

• 0940

Mr. Swain: As an agent we were involved to a certain degree, not as Métis people but basically as delivery agents. The only ones who were able to make access to that specific off-reserve program were Indians coming off reserve.

Mr. Skelly (Comox—Alberni): Status Indians.

Mr. Swain: Yes, status Indians; only they could make application to that program. So we assisted in at least keeping down capital costs for some of the off-reserve programs, such as RNH, by having DIAND input. I think the off-reserve subsidy they got was about \$8,500. Basically it ended up becoming their down payment to the program.

As I said, it was only available to treaty Indians, but not all, because they had to be band members also. Certain areas had to be acceptable for application. So it was very minimal and it took a long time even for them to get access to it.

Mr. Nault: So that particular off-reserve program didn't have much credibility with the Métis Council, per se.

Mr. Swain: Not at all.

Mr. Nault: I just wanted to clarify that and get an answer, because we heard there was a program. If we are to get another program in place somewhere down the line, obviously we're hoping that the Métis National Council will have a role to play in those new dollars if a housing program is created—and we hope there is.

I don't know whether or not anyone here who's from Alberta could talk a little bit about the different relationship Alberta has with their province as compared with what any other Métis group has in Canada, and whether they have some process because of that more recognized relationship as it relates to the housing itself in that province. Is anyone aware of how that works?

I'd be interested in knowing about the deal that has been made with the Alberta group, whether that's working effectively and whether we can learn from that group across the board for the rest of the provinces and indeed for the national council itself, once we deal with section 35—as been suggested here—the way it was intended and supposed to be dealt with. I'd like to know if anyone is aware of how the process works in Alberta.

Mr. Swain: The initiative that happened in Alberta is unique in the sense that when the federal government developed a demonstration program, they took some of the ideas the provincial government was delivering in Alberta,

[Translation]

M. Nault (Kenora—Rainy River): Merci, Monsieur le président. Je vais sans doute continuer dans la même veine, mais tout d'abord, j'ai une question à poser au sujet du programme de logement pour les Ruraux et les Autochtones offert par le ministère des Affaires indiennes jusqu'en 1985. Le Ralliement national des Métis a-t-il participé à ce programme avant sa disparition, car j'aimerais avoir une idée de...? Je vais m'arrêter là et vous laisser parler de ce programme. On nous a parlé de l'existence de ce programme, mais personne n'a pu nous dire s'il était efficace ou inefficace, ni pourquoi on y a mis fin.

M. Swain: Nous avons participé à ce programme jusqu'à un certain point, non pas comme Métis, mais essentiellement comme agents d'exécution. Seuls les Indiens qui quittaient la réserve pouvaient se prévaloir de ce programme.

M. Skelly (Comox—Alberni): Les Indiens inscrits.

M. Swain: Oui, les Indiens inscrits; ils étaient les seuls à pouvoir présenter une demande aux termes de ce programme. Nous avons donc pu réduire les coûts en capital de certains des programmes hors-réserve tels que le programme de logement pour les Ruraux et les Autochtones grâce au financement du ministère des Affaires indiennes et du Nord. Je crois que la subvention se chiffrait à environ 8,500\$. C'était, à toutes fins utiles, le versement initial.

Comme je l'ai dit, seuls les Indiens inscrits étaient admissibles au programme, mais il fallait en plus qu'ils fassent partie d'une bande. Il fallait aussi s'en tenir à certaines régions. Il s'agissait donc d'une aide vraiment minime qu'il fallait attendre pendant très longtemps.

M. Nault: Donc le ralliement des Métis n'a pas été particulièrement impressionné par ce programme?

M. Swain: Pas du tout.

M. Nault: Je tenais à obtenir des précisions car on nous a parlé de ce programme. Si nous voulons instaurer un autre programme, manifestement nous espérons que le ralliement national des Métis aura un rôle à jouer si un nouveau programme de logement est mis sur pied, ce que nous espérons.

Y a-t-il quelqu'un ici de l'Alberta qui pourrait nous parler un peu des relations un peu différentes avec cette province comparées à celles des autres groupes métis au Canada et si dans le cadre de cette relation plus structurée, cette province offre un programme de logement. Est-ce que vous savez comment ce la fonctionne?

Je voudrais en savoir plus long sur l'entente conclue avec le groupe de l'Alberta; est-ce que cette entente fonctionne, les autres provinces peuvent-elles en tirer une leçon et même le ralliement national lui-même, une fois l'article 35 réglé comme vous l'avez suggéré, comme prévu et comme promis? Est-ce que quelqu'un sait comment fonctionne ce programme en Alberta?

M. Swain: L'initiative albertaine est unique en ce sens que lorsque le gouvernement fédéral a mis au point son programme pilote, il s'est inspiré notamment des programmes offerts par les gouvernements de l'Alberta et des

[Texte]

along with NWT. So NWT and Alberta have similar programs, where the province will take a more active role. It's unique in that sense, because no other province works in that type of capacity across Canada.

I believe this was the purpose behind why the federal government started the demonstration program, to take a lead role on this. A situation such as that will work in certain provinces, but not all of us are privileged with our provincial governments to take on such an active role. Some of the other provinces are more have-not.

In Alberta, then, it helps the federal government to allow provinces, when they want to take that type of lead role, to play a major role in developing and designing it more, attuning it more to those involved at a local level. That's predominantly what we've been trying to say even on the redevelopment of some of these national programs, to develop them in that format.

But we have our concerns in Manitoba. Our province has different notions. I would like to make a comment on that remark about a consensus basis of a TNC in comparison with maybe the federal government on a veto basis.

We often see in our situation where the province holds the federal government at ransom; yet they're the greatest contributors to the housing programs. Especially when the province takes the lead role, they allow the province, even on a cost-shared basis, to have more say. This leaves the larger contributors and even ourselves having less to say.

So the program they have in Alberta is good. What we have consistently been saying is that in the development of our programs not only community members but potential home owners should play a greater role in the development of their units.

• 0945

Mr. Dumont: I would like to add a little bit to that. I am not familiar with all of the details of what is going on in Alberta. Unfortunately, there is nobody here from Alberta. I think we can learn a certain amount from what is going on in the Métis settlements in Alberta, but that is the only place it is going on in Alberta, those Métis on settlements. The Métis off those settlements don't benefit from any of those programs. There again the resources are being used only when Métis people are willing to live in communities where the opportunities may not be as great as they would be in other places. They do not enable the Métis people to move around to where the opportunities are. I think that is not in the best interest of government and it is not in the best interest of Métis. I think the basics of what is going on in those settlements we could learn from, even though I am not familiar with all the details.

Mr. Nault: We will leave that for a minute. I was just interested.

[Traduction]

Territoires du Nord-Ouest. Les Territoires du Nord-Ouest et l'Alberta ont des programmes semblables où la province joue un rôle plus actif. C'est unique en son genre, aucune autre province ne fait les choses de cette façon au Canada.

Si le gouvernement fédéral a mis sur pied ce programme pilote, c'était pour prendre l'initiative. Cela peut fonctionner dans certaines provinces, mais nous n'avons pas tous le privilège d'avoir des gouvernements provinciaux disposés à jouer un rôle aussi actif. Certaines des autres provinces sont moins bien nanties.

En Alberta donc, le programme permet au gouvernement fédéral de céder aux provinces qui veulent assumer un rôle de chef de file, la principale responsabilité de concevoir et de mettre au point des programmes axés dans une plus grande mesure sur les besoins locaux. Essentiellement, c'est ce que nous tentons de faire valoir relativement au remaniement de certains des programmes nationaux, en adoptant cette formule.

Nous avons des préoccupations au Manitoba. Notre province voit les choses différemment. Je vais dire quelques mots au sujet de ce qui a été dit sur un consensus plutôt que de donner un veto au gouvernement fédéral.

Dans notre situation, nous voyons souvent la province faire du chantage auprès du gouvernement fédéral; pourtant c'est ce dernier qui contribue le plus à nos programmes de logement. En outre, lorsque c'est la province qui prend l'initiative, le gouvernement fédéral permet à celle-ci, même dans le cadre d'un programme à frais partagés, d'exercer une plus grande influence. Dans ces circonstances, les financiers les plus importants et même nous-mêmes avons moins d'influence.

C'est pourquoi nous estimons que le programme mis en oeuvre en Alberta est excellent. Ce que nous disons depuis toujours c'est que non seulement les membres de la collectivité mais les propriétaires éventuels de maisons devraient jouer un rôle plus important dans l'élaboration de nos programmes en ce qui touche la planification de leurs logements.

M. Dumont: Permettez-moi d'ajouter quelques observations. Je ne connais pas dans les détails tout ce qui se passe en Alberta. Malheureusement, il n'y a personne ici de l'Alberta. Je pense que nous avons quelque chose à apprendre des programmes offerts dans les villages de Métis en Alberta, mais c'est le seul endroit où ces programmes sont offerts en Alberta, dans ces villages de Métis. Les Métis qui n'habitent pas dans ces villages ne profitent d'aucun de ces programmes. Encore une fois, les ressources ne sont utilisées que lorsque les Métis consentent à vivre dans des collectivités où les perspectives ne sont peut-être pas aussi intéressantes qu'ailleurs. Ces programmes ne permettent pas aux Métis d'aller vivre ailleurs où les perspectives sont plus intéressantes. Je pense que cela n'est pas dans l'intérêt du gouvernement ni dans l'intérêt des Métis. Je pense que nous avons quelque chose à apprendre des programmes offerts dans ces villages, même si je n'en connais pas tous les détails.

M. Nault: Laissons cette question de côté quelques minutes. Cela m'intéressait.

[Text]

I understand a settlement is similar to being on reserve. Once you step off the settlement, all of a sudden it's no man's land once again. Let us for a minute see if we can clarify where we are headed. One of the things we have been trying to find out is whether the process that is now in place, and we are dealing specifically with CMHC as it relates to the national council, is the most effective way to go. When we deal with the issue on reserve then DIAND becomes a player in all this. That is the way it is so far. Whether it is acceptable or not is another argument. We are trying to make recommendations as a committee on how to improve the system and to try to get CMHC and DIAND, and hopefully the provinces, to realize that the process we have now is not the most efficient or effective way to do business. We could be a lot more effective and efficient with our dollars than we are being at this moment.

This is sort of where we are headed, but we need to know specifically. If you were in charge for five minutes of this whole affair, which way would you go? Would you say give the whole thing to CMHC with the flexibility necessary for the delivery group and let them run with it, or should it be a new authority, a housing authority to deal with the whole issue of housing, on reserve and off reserve?

Mr. Ray Hamilton (Gabriel Housing Corporation): I would like to make a remark. You talk about DIAND. It continues to come up. I think Mr. Dumont has made it clear that we do not participate in DIAND. They are responsible for the status Indians.

We have indicated on several occasions that there has to be a commission, not necessarily a department, for some input by Métis so we can deal with our own issues. We need the co-ordination, I think, of a department, whether it be Métis affairs or something related to that type of input, not only in the area of housing, because housing has spin-offs for other things. It has spin-offs for economic development; it has spin-offs for employment. You have Employment and Immigration; you have an economic development for aboriginal peoples and things like that.

We need a body or a commission where we have direct input, so we can see the housing program have the spin-off effect of other government departments. At this stage we have to talk to the Minister of CEIC. We have to deal specifically with another minister. The status people do not necessarily have to do that. They can go to DIAND. The minister there can communicate with another minister to offset or piggyback another program. We do not have that flexibility. We do not have that type of organization. I think we need it. We could probably get a better bang for the buck if we had that.

[Translation]

Je crois comprendre qu'un village de Métis est un peu comme une réserve indienne. Dès qu'un Métis sort du village, il se trouve dans une zone neutre. Voyons un peu s'il est possible de voir plus clairement où nous nous dirigeons. L'une des choses que nous voudrions bien savoir, c'est si le processus qui est en place à l'heure actuelle—et le Ralliement national traité en fait avec la SCHL—est le plus efficace. Lorsque nous abordons le problème dans les réserves, le ministère des Affaires indiennes et du Nord devient un intervenant dans tout cela. C'est ainsi que les choses ont fonctionné jusqu'à présent. Quant à savoir si cela est acceptable ou non, c'est une autre question. Notre comité tente de faire des recommandations sur la façon d'améliorer le système et de faire comprendre à la SCHL et au ministère des Affaires indiennes et du Nord, et, nous l'espérons, aux provinces, que le processus que nous avons à l'heure actuelle n'est pas la façon la plus efficace et efficiente de faire des affaires. Nous pourrions être beaucoup plus efficaces et efficaces que nous ne le sommes à l'heure actuelle avec notre budget.

Voilà en quelque sorte là où nous nous dirigeons, mais nous devons le savoir plus précisément. Si vous étiez responsables de toute cette affaire, que feriez-vous? Décideriez-vous de confier tout le dossier à la SCHL en lui donnant la latitude nécessaire pour l'exécution du programme, ou devrait-il y avoir une nouvelle autorité, une autorité en matière de logement qui traiterait de toute la question du logement dans les réserves et hors-réserves?

M. Ray Hamilton (Gabriel Housing Corporation): J'aimerais faire une observation. Vous parlez du ministère des Affaires indiennes et du Nord. Vous ne cessez pas d'en parler. Je pense que M. Dumont a dit clairement que nous ne relevons pas du ministère des Affaires indiennes et du Nord. Ce ministère est responsable des Indiens inscrits.

Nous avons dit à plusieurs reprises qu'il doit y avoir non pas nécessairement un ministère, mais une commission qui permettrait la participation des Métis de façon à ce que nous puissions régler nos propres problèmes. Or, nous avons besoin de la coordination d'un ministère, qu'il s'agisse d'un ministère des affaires métisses ou autres, non seulement dans le domaine du logement, car le logement a d'autres retombées. Il a des retombées sur le développement économique, sur l'emploi. Il y a l'emploi et l'immigration; il y a le développement économique pour les Autochtones et autres choses du genre.

Nous avons besoin d'un organisme ou d'une commission où nous aurions un rôle direct à jouer, afin que le programme de logements ait des retombées sur les autres ministères. À présent, nous devons nous adresser au ministre de l'Emploi et de l'Immigration, mais nous devons traiter particulièrement avec un autre ministre. Les Indiens inscrits n'ont pas nécessairement à faire cela. Ils peuvent s'adresser au ministère des Affaires indiennes et du Nord. Le ministre des Affaires indiennes et du Nord peut communiquer avec un autre ministre pour qu'il puisse profiter de notre programme. Nous n'avons pas cette latitude. Nous n'avons pas ce genre d'organisme. Or, je pense que nous en avons besoin. Nous pourrions sans doute en avoir davantage pour notre argent avec un tel organisme.

[Texte]

• 0950

I'd like to make a couple of comments. Housing, as you all know, is sort of an indicator of economic growth in Canada. You sit down, you read the papers every Saturday: housing starts, the economy moves; housing does this, the economy goes another way; housing stops, everything stops.

We as the aboriginal peoples have basically two things in regard to housing. One is we get a chance to create a few jobs through property management basically, and I'm talking about the urban areas in this case. The other thing is our people are recipients of the houses. They live in them, they pay for them. Other than that, we do not get the economic spin-offs.

For instance, we do not have the companies that sell the houses to us. That's basically done by non-aboriginal people. They are the real estate companies. They're the ones who make the money from the spin-offs. We do not have the lending institutes where money is made to mortgage these houses. We don't have that privilege. We need that, because if we can mortgage our own houses through our own aboriginal affiliates, we will start making money to put back into the housing programs or whatever.

We do not have the ability at this stage to create contractual work with our own people out there to either build the houses, fix the houses, or anything with them. We need that so then our people will contribute back to ourselves or our own economy.

So in regard to housing, there are a lot of things that come from the housing on which we as the aboriginal people are always nailed. You have the urban native houses, you've got the rural native houses, and they're related to us but we don't really get the spin-offs except the recipients living in them.

So there is more to the housing program than just providing us with a house. I think if we are to progress, we need that opportunity to be able to see the other spin-offs related to the housing industry.

I think there are cases in regard to flexibilities. I was fortunate when the rural native program started in the province of Saskatchewan to be hired by the provincial corporation as the director of the rural native delivery program for eight years. There are some flexibilities I think can happen that are not happening now. Prior to 1982 for the first six years of the program we had a tripartite management committee in Saskatchewan. Everything was basically done on a consensus basis. I'll give you some examples.

In 1976, when the program first took off we may have had 300 houses to be delivered in the province of Saskatchewan. What we did was to make sure the aboriginal peoples—and specifically the Métis people, because there were no Indian people involved in some of the programs at the time—would build them. We would take the units and let native contractors build them. We went to the Métis Society of Saskatchewan and said if these are programs for native

[Traduction]

J'ai quelques observations à faire. Comme vous le savez, le logement est en quelque sorte un indicateur de la croissance économique au Canada. Si on lit les journaux du samedi, on peut voir que lorsqu'il y a des mises en chantier, l'économie bouge; les mises en chantier diminuent, l'économie prend une autre direction; les mises en chantier cessent, tout s'arrête.

Nous, en tant qu'Autochtones, avons essentiellement deux choses par rapport au logement. D'abord, nous avons l'occasion de créer quelques emplois dans le domaine de la gestion immobilière, et je veux parler ici des régions urbaines, mais ensuite, ce sont les Autochtones qui reçoivent ces maisons. Ils vivent dans ces maisons, ils paient pour ces maisons. À part cela, il n'y pas d'autres retombées économiques pour nous.

Par exemple, nous n'avons pas les sociétés qui nous vendent des maisons. Ce sont essentiellement des non-autochtones qui vendent les maisons. Ce sont les agences immobilières qui gagnent de l'argent et bénéficient de ces retombées. Nous n'avons pas les institutions de prêts qui font des bénéfices en prêtant sur hypothèques. Nous n'avons pas ce privilège. Nous en avons besoin, car si nous pouvions hypothéquer nos propres maisons par l'intermédiaire de nos sociétés affiliées, nous pourrions commencer à gagner de l'argent que nous pourrions réinjecter dans les programmes de logement ou autres.

En ce moment, nous ne pouvons pas donner de travail en sous-traitance à nos propres gens, soit pour construire les maisons, soit pour les réparer. Nous devons être en mesure de le faire si nous voulons participer à notre propre économie.

Donc en ce qui concerne le logement, il y a de nombreux éléments qui nous limitent en tant qu'Autochtones. Il y a les maisons autochtones urbaines, les maisons autochtones rurales, mais le seul bénéfice dont nous en retirons c'est de pouvoir vivre dans ces maisons, nous ne profitons d'aucune autre retombée.

Le programme de logement ne consiste pas donc pas uniquement à nous fournir une maison. Si nous voulons progresser, je pense qu'il nous faut être en mesure de profiter des autres retombées liées à l'industrie du logement.

Je pense que le programme manque de souplesse. Lorsque le Programme de logement pour les Ruraux et les Autochtones a été lancé en Saskatchewan, j'ai eu la bonne fortune d'être embauché par la société provinciale en tant que directeur du programme pour une période de huit ans. Je pense que le système manque de souplesse à l'heure actuelle. Avant 1982, pendant les six premières années du programme, nous avions un comité de gestion tripartite en Saskatchewan. Toutes les décisions étaient essentiellement prises à la suite d'un consensus. Je vais vous en donner quelques exemples.

En 1976, lorsque le programme a été lancé, nous avions peut-être 300 maisons à livrer dans la province de la Saskatchewan. Nous nous sommes assurés que les Autochtones—plus précisément les Métis, car il n'y avait pas d'Indiens qui participaient à certains programmes à l'époque—construiraient ces maisons. Nous avons donc décidé que des entrepreneurs autochtones les construiraient. Nous sommes allés voir la Métis Society of Saskatchewan en

[Text]

people, how many units do you think your group needs. The MSS would come to a tripartite management committee and say they wanted to deliver 150 of the units.

They formed five or six housing companies, Métis contractors in Saskatchewan, and we gave them a certain number of units to build. We didn't go public tender. We didn't have to go public tender. I keep getting this thrown at me that we've got to go public tender, and I'm saying garbage, you did it in the past, you can do it in the future.

What we would do then is set parameters. We would say if you're going to get a certain number of units, we would set them up. Basically we knew what the industry was charging. On a public tender we knew that the industry was maybe charging \$50 or \$60 a foot. We knew that, so we'd say to them okay, you'll get a certain number of units, but you have to fall within the basic guidelines or the tendering amounts that the private contractors are coming in at. The groups could do that because they didn't pay as high salaries, they didn't have to do a lot of other things, they lived in the community.

For instance, if you were going to build ten houses in Meadow Lake, a private contractor in Saskatoon would bid on it. He's got to transport his equipment, he's got to transport his men. The people in Meadow Lake could do it for less, pay less, because they lived there. It made economic sense to us.

The other thing is we didn't require the bonding from them, and I think we were a little bit more flexible. We looked at it from the point of view that it's shared by the federal government 75%, shared by the province 25%, we self-insure ourselves. My understanding is, and I worked for both federal and provincial governments, everything they have is self-insured. They don't go to the insurance companies to insure them; they're self-insured. So if we were building them where the government put in 100% of the moneys, we're self-insured. So why do we need these bonds or these contractors? It just made a little bit more sense.

So the aboriginal groups at one stage were more involved in where the units went and who built them. We were at the rural native review in Manitoba here last summer and we said we wanted preferential contracting with our own people. They said no, we couldn't, that we had to go public tender. We're saying it happened in the past, why can't it be utilized as long as you set the parameters by which it can be done?

[Translation]

disant: «Si ces programmes sont pour les Autochtones, alors, de combien de logements votre groupe a-t-il besoin?». La MSS a fait savoir au comité de gestion tripartite qu'elle voulait livrer 150 logements.

Les entrepreneurs métis en Saskatchewan ont formé cinq ou six sociétés de logement, et nous leur avons confié un certain nombre de logements à construire. Nous n'avons pas fait de soumissions publiques. Nous n'étions pas obligés de le faire. On me répète constamment que nous devrions faire des soumissions publiques, et moi je réponds que si on a fait autrement par le passé, on peut toujours faire autrement à l'avenir.

Ensuite, nous avons établi des paramètres. Nous avons dit: «Si vous allez construire un certain nombre de logements, nous allons établir les conditions.» Nous savions ce que demandait l'industrie. Nous savions qu'à la suite d'une soumission publique, l'industrie demanderait peut-être 50\$ ou 60\$ le pied. Nous savions cela, alors nous leur avons dit: «Très bien, vous allez construire un certain nombre de logements, mais vous devez respecter certaines lignes directrices de base ou les montants soumissionnés par les entrepreneurs privés.» Ces groupes pouvaient le faire car ils ne payaient pas des salaires très élevés, ils n'avaient pas beaucoup d'autres choses à faire, ils vivaient dans la collectivité.

Disons par exemple que l'on veut construire dix maisons à Meadow Lake. Un entrepreneur privé pourrait faire une offre. Mais il doit tenir compte du coût de transport de son matériel et de sa main-d'oeuvre. Les gens de Meadow Lake peuvent le faire pour moins cher, payer moins cher, car ils vivent sur place. Cela est donc, à notre avis, plus économique.

En outre, nous ne leur demandions pas de cautionnement, et je pense que nous faisons preuve d'un peu plus de souplesse. Nous nous disions que puisque le programme était financé à 75 p. 100 par le gouvernement fédéral et à 25 p. 100 par le gouvernement provincial, nous pouvions nous assurer nous-mêmes. J'ai travaillé pour le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial, et je crois comprendre qu'ils s'assurent toujours eux-mêmes. Ils ne demandent pas aux compagnies d'assurance de les assurer; ils s'assurent eux-mêmes. Donc, si nous construisions ces maisons et que le gouvernement en finançait la construction à 100 p. 100, nous nous assurons nous-mêmes. Pourquoi aurions-nous eu besoin de ces cautionnements ou de ces entrepreneurs? Cela nous semblait bien plus logique.

Donc, à un moment donné, les groupes autochtones avaient davantage leur mot à dire en ce qui concerne ces logements et qui les construisait. L'été dernier, nous avons assisté à l'examen du programme pour les Ruraux et les Autochtones au Manitoba et nous avons dit que nous voulions que la préférence soit accordée à nos propres gens pour ce qui est de la sous-traitance. On nous a répondu que cela n'était pas possible, qu'il fallait faire des soumissions publiques. Mais puisque nous l'avons fait par le passé, pourquoi ne pouvons-nous pas continuer de le faire, pourvu que l'on établisse certains paramètres?

[Texte]

• 0955

We have a lot of things to talk about and we could be here a long time. But just to highlight... as Mr. Dumont said, there's the interpretation of what the agreements are meant to be, and there's also flexibility that has to be there. It's like anything else: you can keep everything right to the T, but you can also be flexible without breaking the laws in a lot of cases. I think that's the situation we're in. We can see more flexibility without really breaking any set laws, but the agreement has to be flexible enough and interpreted differently. In a lot of those agreements we see a different interpretation of what can and can't happen.

Mr. Dumont: That's a good question. First of all, I think that right now CMHC spends anywhere from \$90,000 to, if we believe the vice-president, \$1 million on each RNH house they put out. If you had a program that offered assistance to people to meet their needs in housing from \$1,000 to \$40,000, and allowed them to use their creativity and the resources around them, you'd probably have nobody applying for section 79. They don't want them, they can't afford them, they don't like them, but they're forced to take them because that's all there is. Their neighbour has one. The children see that. All they might need is \$20,000 to meet their needs. They don't qualify for \$20,000, but they qualify for \$130,000. It doesn't make sense.

I think we could learn from a program called Pathways to Success from CEIC, where the federal government decided to put a certain amount of training moneys directly into the hands of aboriginal peoples so they could use their creativity to shape programs based on their needs in the area of training. In Manitoba we've insisted that there be a certain pot of money for the Indians and a certain pot of money for the Métis, keeping them separate because we're in different positions. If we could put that together with \$40,000 per unit from CMHC, or \$20,000 or whatever it is, we could make a lot of things happen, but we're not allowed to do that. We don't provide incentive for people to do something for themselves.

I had a CMHC official once tell me that he was really offended when he went with a truck driver to deliver a load of materials to build a house. The future owner of the house was there, and the truck driver was unloading the truck and the client didn't help unload. Well, why should he? Would that reduce his payments? No. If he helped the contractor put up the shell of the house, would that reduce his payments? No.

A few people in The Pas, Manitoba, noticed a few years ago that Indian Affairs was about to tear down four houses in that town. They went in and said not to tear them down. They would move them out for their own use because they

[Traduction]

Nous avons beaucoup de choses à dire et nous pourrions être ici longtemps. Mais pour ne souligner que... Comme M. Dumont l'a dit, il y a l'interprétation du sens des ententes, et il faut également qu'il y ait une certaine souplesse. C'est comme toute autre chose: On peut s'en tenir strictement à la lettre, mais on peut également être souple sans enfreindre la loi dans de nombreux cas. Je pense que c'est la situation dans laquelle nous nous trouvons à l'heure actuelle. Il pourrait y avoir davantage de souplesse sans vraiment que l'on ait à enfreindre une loi quelconque, mais l'entente doit être assez souple et elle doit être interprétée différemment. Pour bon nombre de ces ententes, nous avons une interprétation différente de ce qui peut se faire et de ce qui ne peut pas se faire.

M. Dumont: C'est une bonne question. Tout d'abord, je pense qu'à l'heure actuelle la SCHL consacre de 90,000\$ à un million de dollars pour chacune des maisons qu'elle construit aux termes du programme pour les Ruraux et les Autochtones, selon le vice-président. S'il y avait un programme qui offrait aux gens une aide de 1,000\$ à 40,000\$ pour répondre à leur besoin de logement et leur permettait d'utiliser leur créativité et les ressources qui les entourent, il n'y aurait sans doute personne qui ferait une demande aux termes de l'article 79. Ils n'en veulent pas, ils ne peuvent pas se les payer, ils ne les aiment pas, mais ils sont obligés de les accepter parce qu'il n'y a rien d'autre. Leur voisin en a une. Leurs enfants le voient. Il ne leur faut peut-être pas plus de 20,000\$ pour répondre à leurs besoins. Ils ne peuvent obtenir 20,000\$, mais ils peuvent en obtenir 130,000\$. Cela n'a aucun sens.

Je pense que nous avons quelque chose à apprendre d'un programme du ministère de l'Emploi et de l'Immigration intitulé «Les chemins de la réussite». Dans le cadre de ce programme, le gouvernement fédéral a décidé de confier directement aux Autochtones une certaine partie des fonds consacrés à la formation afin de leur permettre de tirer parti de leur créativité pour adapter les programmes à leurs besoins dans le domaine de la formation. Au Manitoba nous avons insisté pour qu'il y ait un certain montant pour les Indiens et un certain montant pour les Métis, et que ces montants soient distincts car nous sommes dans des positions différentes. Si nous pouvions ajouter ce montant aux 40,000\$ ou 20,000\$ l'unité de la SCHL, nous pourrions faire beaucoup de choses, mais on ne nous permet pas de le faire. On ne donne pas d'incitatifs aux gens pour qu'ils fassent quelque chose pour eux-mêmes.

Un représentant de la SCHL m'a dit qu'il était vraiment offensé un jour lorsqu'il était allé avec un chauffeur de camion livrer un chargement de matériaux pour construire une maison. Le futur propriétaire de la maison était là, et le chauffeur de camion déchargeait le camion, mais le client ne l'a pas aidé. Pourquoi l'aurait-il aidé? Est-ce que cela aurait réduit ses paiements? Non. S'il avait aidé l'entrepreneur à construire la charpente de la maison, est-ce que cela aurait réduit ses paiements? Non.

Il y a quelques années, des gens de Le Pas au Manitoba ont remarqué que le ministère des Affaires indiennes s'appretait à démolir quatre maisons dans cette ville. Ils sont allés voir les gens du ministère et leur ont dit de ne pas

[Text]

didn't like the section 40 program—at the time it was the section 40 program through CMHC—because it tied them down for 25 years at 25% of their income and they didn't want that. They said they would get somebody to move them because they couldn't afford to. They came to us and we went to CMHC, MHRC, and nobody had any programs to meet this need. We put the pressure on the provincial government, so the provincial government moved those houses and didn't let them be destroyed. They moved them onto their property and fixed them up—40-year-old homes—and they moved them onto the land where those people were supposed to live, and guess what? They became section 40 houses. They were committed to 25% of their income for 25 years if they were to move into those houses.

• 1000

Today, one of those tenants is in the courts, and he's losing that house. He didn't want that program. He went out of his way to do everything he could. All he wanted was a couple of thousand dollars to move that house onto a piece of land where he could take his time and fix it up as he needed it. He could live in the house the way it was. Government turned it into a \$60,000 project and suddenly committed him to 25 years at 25% of his income. That's ridiculous. They're in court right now, and the judge is deciding on their side because that's the way the policies are, that's the way the program is. What can you do?

The Chairman: Just before I pass on to Mr. Skelly, I have an observation. Do you not accept that government, whoever government might be, is faced with a problem whereby the public will perceive the government is saying it's all right for white-collar types to live in one kind of a house, and if you're a Metis or an Indian, it's all right for you to live in another kind of a house?

Mr. Dumont: Yes, but that's why you leave the decision up to the individual. I could qualify for one of those white-collar houses if I want to. If I want to live in a \$20,000 house I built out of my own sweat, and put in equity from my own sweat, and use \$20,000 instead of \$90,000 so I'm not stuck to that 25 year mortgage, how can the public blame the government?

You've left it up to the individual or to the client group. We'll take the responsibility. We'll say you can have \$20,000 worth of materials and do exactly what you want to do, or you can have the section 40 or section 79 house and pay 25 years at 25% of your income. It's the individual's decision. We can be the buffer in between if you provide us with that flexibility. We're asking for the flexibility to do things the way we think they should be done.

The Chairman: Thank you. Mr. Skelly.

[Translation]

démolir ces maisons, qu'ils les déménageraient afin de les utiliser eux-mêmes car ils n'aimaient pas le programme aux termes de l'article 40—à l'époque il s'agissait du programme de la SCHL aux termes de l'article 40—car ce programme les obligeait à payer 25 p. 100 de leur revenu pendant 25 ans, ce qu'ils ne voulaient pas faire. Ils ont dit qu'ils demanderaient à quelqu'un de les déménager car ils n'en avaient pas les moyens. Ils sont venus nous voir, ils sont allés voir la SCHL, la Société manitobaine d'habitation et de rénovation, mais personne n'avait de programme pour répondre à ce besoin. Nous avons fait des pressions auprès du gouvernement provincial qui a déménagé ces maisons et a interdit de les démolir. Le gouvernement a donc réparé ces maisons vieilles de 40 ans et les a déménagées sur les terres où ces gens devaient vivre. Mais alors, devinez quoi? Elles sont devenues des maisons aux termes de l'article 40. Ces gens devaient donc s'engager à payer 25 p. 100 de leur revenu pendant 25 ans s'ils voulaient y habiter.

Aujourd'hui, l'un de ces occupants a porté l'affaire devant les tribunaux, et il est en train de perdre cette maison. Il ne voulait pas de ce programme. Il a fait tout ce qu'il a pu. Tout ce qu'il voulait, c'était quelques milliers de dollars pour déplacer cette maison sur un terrain où il pourrait prendre son temps pour la réparer au fur et à mesure. Il pouvait vivre dans la maison dans l'état où elle était. Le gouvernement en a fait un projet de 60,000\$ et tout à coup il s'est trouvé obligé de s'engager à y consacrer 25 p. 100 de son revenu pendant 25 ans. C'est ridicule. L'affaire est devant les tribunaux à l'heure actuelle, et le juge rendra une décision en leur faveur, car c'est ainsi que les politiques sont faites, et c'est ainsi que les programmes sont conçus. Que peut-on y faire?

Le président: Avant de donner la parole à M. Skelly, j'aimerais faire une observation. Ne croyez-vous pas que le gouvernement, quel qu'il soit, risque de se retrouver devant un problème si la population a l'impression que le gouvernement dit que les cols blancs peuvent vivre dans un tel type de maison alors que les Métis et les Indiens peuvent de leur côté peuvent vivre dans un autre type de maison?

M. Dumont: Oui, mais c'est pour cela qu'il faut laisser le particulier prendre la décision. Je pourrais vivre dans une de ces maisons pour cols blancs. Si je veux vivre dans une maison de 20,000\$ que j'ai construite à la sueur de mon front et payé ma propre part que j'ai gagnée à la sueur de mon front, et dépenser 20,000\$ plutôt que 90,000\$, pour ne pas être obligé de payer une hypothèque pendant 25 ans, comment la population peut-elle blâmer le gouvernement?

Laissez le particulier ou le groupe client prendre la décision. Nous prendrons la responsabilité. Nous dirons: «Vous pouvez avoir pour 20,000\$ de matériaux et faire exactement ce que vous voulez faire, ou vous pouvez avoir une maison aux termes de l'article 40 ou de l'article 79 et payer 25 p. 100 de votre revenu pendant 25 ans. Ce sera à chacun de prendre la décision. Nous pouvons servir d'intermédiaire si vous nous donnez cette souplesse. Nous vous demandons la latitude de faire les choses qui, à notre avis, doivent être faites.»

Le président: Merci. Monsieur Skelly.

[Texte]

Mr. Skelly: My time's almost expired, and I haven't asked a question yet.

Mr. Dumont: I'm sorry.

Mr. Skelly: I was wondering about the land base. This is a question I want to ask later about Alberta. You mentioned building five houses for \$65,000. Those are pretty inexpensive houses. If you figured in the cost of service or even the cost of land, the houses would be even less expensive. I wonder where land fits into this equation. At the end of it all, who owns the house?

You mentioned an individual wants the flexibility to have a house and to pay a relatively small amount for the house. If there's an opportunity for employment and he wants to move into the community—Winnipeg, or wherever—he would like to take that opportunity. Then the house isn't a burden to his moving to take advantage of that job.

Who would then own the house, and who would own the land upon which the house is situated? If it's CMHC, I can understand their concern about the marketability of the house. If it's the Métis delivery agent in the province, it might be easier for that agent to find somebody to purchase the house or to get into the house again. How do you handle land?

Mr. Dumont: In that case we built it on crown land where we weren't supposed to. We went in there, and the guards came and told us we couldn't build there. We said we were going to build anyway.

An hon. member: There is lots of land there.

Mr. Dumont: So they called the minister, who asked us what we were doing. We told him we were building houses because there were people who needed houses. So the guards asked what we should do, and the minister told them to take a hammer and help us.

In those areas we're not sure who owns the land or even who owns the houses. We know who's living in them, and we know they're happy in them. I suppose these things could be worked out if it was going to be an ongoing program. We haven't been faced with problems with those particular houses.

Mr. Skelly: In the Alberta case I understand part of the agreement between the Métis people and the provincial government was based on the need to provide a land base for Métis communities. I wonder under what kind of tenure that land is held because part of the problem with aboriginal housing for status Indians is the tenure problem, the problem of borrowing money. Is the land for Métis communities in Alberta held in trust, say, by the province, or is it held fee simple by a Métis community or some entity that's been set up by that community? Is the tenure on that land something that can be parlayed into funds or capital funds for building housing for native communities?

[Traduction]

M. Skelly: Mon temps est presque entièrement écoulé, et je n'ai pas encore posé de question.

M. Dumont: Je suis désolé.

M. Skelly: Je m'interrogeais au sujet du territoire propre aux Indiens. C'est une question que je veux poser plus tard au sujet de l'Alberta. Vous avez parlé de la construction de cinq maisons pour 65,000\$. Ces maisons sont vraiment peu coûteuses. Si l'on tient compte du coût du service ou même du coût du terrain, ces maisons coûtent encore moins cher. Je me demande à combien se chiffre le coût du terrain dans le prix total de la maison. En fin de compte, qui est le propriétaire de la maison?

Vous avez dit qu'un particulier veut avoir la latitude de posséder une maison tout en payant une somme relativement peu élevée pour la maison. Il aimerait avoir la possibilité de déménager par exemple à Winnipeg s'il avait des perspectives d'emploi là-bas. Alors la maison ne serait pas un obstacle à son déménagement pour aller chercher cet emploi.

Qui serait alors propriétaire de la maison, et qui serait propriétaire du terrain sur lequel la maison est située? Si c'est la SCHL, je peux comprendre leur préoccupation relativement à la possibilité de vendre la maison. Si c'est l'agent métis chargé du programme dans la province, il serait peut-être plus facile pour cet agent de trouver un acheteur pour la maison ou quelqu'un pour l'habiter. Qu'arrive-t-il à ces terrains?

M. Dumont: Dans ce cas, nous avons construit la maison sur des terres de la Couronne, où nous n'étions pas supposés construire. Nous sommes allés là-bas, et les gardiens sont venus nous dire que nous ne pouvions construire à cet endroit. Nous leur avons répondu que nous allions construire quoi qu'il advienne.

Une voix: Il y a beaucoup de terrains là-bas.

M. Dumont: Ils ont donc appelé le ministre qui nous a demandé ce que nous faisons. Nous lui avons répondu que nous construisions des maisons parce que des gens avaient besoin de maisons. Les gardiens ont demandé ce que nous devions faire, et le ministre leur a répondu de prendre un marteau et de nous aider.

Dans ces régions, nous ne savons pas exactement qui est propriétaire du terrain ou à qui appartiennent les maisons. Nous connaissons les gens qui vivent dans ces maisons, et nous savons qu'ils y sont heureux. Je suppose que ces questions pourraient être réglées s'il y avait un programme permanent. Nous n'avons pas eu de problème avec ces maisons-là.

M. Skelly: Dans le cas de l'Alberta, je crois qu'une partie de l'entente entre les Métis et le gouvernement provincial reposait sur le besoin de fournir des terres aux collectivités métisses. Je me demande quel est le statut d'occupation de ces terres car une partie du problème en ce qui concerne le logement pour les Indiens inscrits et celui du statut d'occupation, le problème d'emprunt. Est-ce que les terres pour les collectivités métisses en Alberta sont détenues en fiducie par la province ou sont-elles détenues en fief simple par une collectivité métisse ou une entité qui a été mise sur pied par cette collectivité? Le statut d'occupation pour ces terres peut-il être converti en fonds ou en capital pour construire des logements pour les Autochtones?

[Text]

[Translation]

[Text]

[Text]

• 1005

Mr. Dumont: No. My understanding is it has been held in trust by the province and now they have turned it over in fee simple to the community, that it is set aside for Métis people. Now, that act that was passed in the provincial legislature has not been ratified by the federal government, so it is still not finalized. Where it is going to go we don't know.

Mr. Skelly: The other concern I had was that if it is held in fee simple by Métis communities, then using that land... You mentioned that these communities are in areas where the land may not be all that marketable and may not be suitable for borrowing for mortgage purposes. But if they use that land to purchase housing, and it is fee simple land, then they may end up losing the land base for their communities through default or whatever.

Mr. Dumont: I am not familiar with all the details, but my understanding is they can't do that. But there are a lot of people, I am sure, who would be interested in that land, as I understand there is a lot of oil underneath it.

Mr. Skelly: Oh. And you didn't just get the surface rights, you got—

Mr. Dumont: We just got surface rights.

Mr. Swain: To your question on the land issue, I don't think land is primarily a problem on any of these specific programs. It is indicative that municipalities will provide appropriate subsidies to make those allowances to address that type of housing of individual ownership, even on the properties. Even in unorganized territories, where there are common lands... individuals to buy permits for that property and we will eventually purchase it.

I see that happening even in smaller communities where a municipality will set certain projects aside to allow that type of housing, because in the long run they are going to get taxes in return if home owners can do that. I see that happening in the city of Winnipeg. The City of Winnipeg municipalities own a lot of vacant land, which they will eventually turn over at minimum cost, as it is more of an identified specific need. I see the City of Winnipeg doing that for Habitat for Humanity, for example. I see them do that throughout various parts of Canada. Those opportunities are there to help those individuals in most need of housing to have easy access to land acquisition in these types of developments.

Just on that note, it is not only native people who ask for special concessions or to build something to their Volkswagen needs, not be forced with a Cadillac option. We also hear that from the non-native people we deliver to. Why would they want such an elaborate home when they don't really need it and be tied with a mortgage when they have to split off farm lands just so they can mortgage it for that unit and know they will never see the light at the end because of the years it takes for repayment?

M. Dumont: Non. Je crois que ces terres étaient déposées en fiducie par la province qui les a maintenant remises en fief simple à la collectivité, qu'elles ont été réservées pour les Métis. Or, la loi qui a été adoptée par l'assemblée législative n'a pas été ratifiée par le gouvernement fédéral, de sorte qu'elle n'est toujours pas définitive. Nous ne savons pas ce qui arrivera.

M. Skelly: L'autre question qui me préoccupe, c'est que si ces terres sont détenues en fief simple par les collectivités métisses, alors l'utilisation de ces terres... Vous avez mentionné que ces collectivités se trouvaient dans des régions où les terres ne sont peut-être pas faciles à vendre et ne conviennent peut-être pas à un emprunt ou une hypothèque. Mais s'ils utilisent ces terres pour acheter des logements, puisqu'il s'agit de terres en fief simple, alors leurs collectivités risquent peut-être de perdre ces terres s'ils manquent à leur engagement.

M. Dumont: Je ne connais pas tous les détails, mais je crois comprendre qu'ils ne peuvent pas faire cela. Mais il y a beaucoup de gens, j'en suis certain, qui seraient intéressés à ces terres, car je crois comprendre qu'elles sont assez riches en pétrole.

M. Skelly: Ah! Et vous n'avez pas seulement les droits de superficie, vous avez... .

M. Dumont: Nous n'avons que les droits de superficie.

M. Swain: En ce qui concerne votre question au sujet des terres, je ne pense pas que les terres soient essentiellement un problème pour ces programmes. On dit que les municipalités fourniront les subventions appropriées afin de permettre ce genre de propriété individuelle des logements, même sur les propriétés. Même dans des territoires non organisés, où il y a des terres communes... des particuliers achètent des permis pour cette propriété et nous pourrions éventuellement l'acheter.

C'est ce qui se produit même dans les plus petites collectivités où une municipalité met certains projets de côté pour permettre ce genre de logements, car à long terme, ils percevront des taxes en retour si les propriétaires peuvent faire cela. C'est ce qui se passe dans la ville de Winnipeg. Les municipalités de la ville de Winnipeg sont propriétaires de nombreux terrains à bâtir qu'elles vendront un jour à un prix minime parce qu'il correspond davantage à un besoin précis identifié. C'est ce que fait la ville de Winnipeg dans le cas du projet Habitat pour l'humanité, par exemple. C'est ce qu'on fait dans diverses régions du Canada. Cela permet d'aider ceux qui ont besoin de logements à acheter plus facilement des terres dans ce genre de lotissements.

À cet égard, ce ne sont pas seulement les Autochtones qui demandent des concessions spéciales ou de construire quelque chose qui répond à leurs besoins modestes, c'est-à-dire de ne pas se voir imposer une Cadillac s'ils n'ont besoin que d'une Volkswagen. C'est ce que nos clients non-autochtones nous disent également. Pourquoi voudraient-ils une maison aussi luxueuse s'ils n'en n'ont pas vraiment besoin? Pourquoi s'engageraient-ils à payer une hypothèque si cela les oblige à lotir des terres agricoles? Ils ont l'impression qu'ils ne verront jamais la lumière au bout du tunnel s'ils doivent payer pendant toutes ces années.

[Texte]

That flexibility is there too. There are some homeowner incentives there for them too.

Mr. Skelly: Part of my concern is you operate essentially on a fee-for-service basis through CMHC programs or provincial housing programs. So how do you operate to build up a capital base so you can provide housing? You mentioned that somebody could move away from one of these houses and go into a different community. Could you then get the equity in the home and the land and use that as part of your capital base to develop new housing?

Mr. Swain: That is a dream we are working towards, as we get more and more involved. But there are very few of us who have that opportunity to participate in such service agency agreements. In most cases, as you say, the policies aren't there to allow us to do that, or that flexibility is not there to create those types of incentives. As you said, here we have had an opportunity of five units in Manitoba which we in a sense got away with. It demonstrated that those opportunities are there if we are allowed to participate.

Mr. Skelly: To be a little creative, as they say.

Mr. Dumont: I think, though, the reason those people can walk away from those houses is because the equity is virtually non-existent.

• 1010

Mr. Swain: And there's no market there?

Mr. Dumont: There's no market. Someone else would just move into the house and take it over. We built them for \$65,000—five of them. It's not a big deal for somebody to move out of it. If there was equity in it, they wouldn't want to leave it.

Mr. Skelly: Yes, but I was thinking of an opportunity for your agency to develop that capital base. We were talking to the Six Nations a little while ago and they indicated that they've used funding from the Department of Indian Affairs to set up a revolving capital fund. As a service agency, is that option open to you? On what could that option be based?

Mr. Dumont: The difference with them is that they could have houses that are owned by the collectivity. With Métis people that's not the case. They're like you and me. The only kind of house and land we want is the kind you can carry around in your back pocket. This means you can sell it and move on and buy a house someplace else if you want to, or reinvest it on an individual basis.

It's not common in a Métis community for them to want to have something together that they can't sell. If there was a land base for the Métis people somewhere—in Alberta, for example—I would never move there, because my house, the land, and the equity I built up would not be worth anything because I couldn't sell it to anybody.

[Traduction]

Cette flexibilité est là également. Il y a des incitatifs qui s'adressent à ces propriétaires également.

M. Skelly: Ce qui me préoccupe, c'est que les programmes de logements provinciaux et les programmes de la SCHL fonctionnent essentiellement d'après la formule de rémunération à l'acte. Alors comment arrivez-vous à obtenir un capital de base qui vous permettra de fournir des logements? Vous avez mentionné qu'un particulier pouvait quitter une de ces maisons pour se rendre dans une autre collectivité. Pouvez-vous alors obtenir l'avoir du propriétaire et le terrain et les utiliser comme capital de base pour de nouveaux logements?

M. Swain: C'est un rêve auquel nous aspirons de plus en plus. Mais très peu d'entre nous ont l'occasion de participer à de telles ententes avec les organismes qui offrent des services. Dans la plupart des cas, comme vous le dites, les politiques ne nous permettent pas de le faire, ou ne sont pas assez souples pour créer ce genre d'incitatifs. Au Manitoba, nous avons pu obtenir cinq unités qu'on nous a laissées. Cela prouve que ces possibilités existent si on nous permet de participer.

M. Skelly: De faire preuve d'un peu de créativité, comme ils disent.

M. Dumont: Toutefois, je crois que si ces gens peuvent quitter ces maisons, c'est parce qu'ils ne possèdent absolument rien.

M. Swain: Il n'y a pas de marché là-bas?

M. Dumont: Il n'y a pas de marché. Quelqu'un d'autre n'aurait qu'à y emménager pour la reprendre. Nous les avons construites pour 65,000\$—les cinq. Ce n'est pas la fin du monde pour quelqu'un qui veut déménager. Si le propriétaire avait un avoir propre, il ne voudrait pas la laisser.

M. Skelly: Oui, mais je pensais que votre organisme pourrait se faire un capital de base. Il y a quelque temps, nous avons parlé à des représentants des Six Nations qui nous ont dit qu'ils ont utilisé le financement du ministère des Affaires indiennes pour mettre sur pied un fonds renouvelable. En tant qu'organisme qui offre des services, cette option vous est-elle offerte? Sur quoi pourrait se fonder une telle option?

M. Dumont: La différence c'est qu'ils peuvent avoir des maisons qui appartiennent à la collectivité. Ce n'est pas le cas des Métis. Le seul genre de maison et de terrain que nous voulons est celui dont nous pouvons emporter le titre de propriété. Cela signifie que nous pouvons vendre la propriété pour en acheter une autre ailleurs ou réinvestir l'argent comme nous le voulons.

Il n'est pas rare dans une collectivité métisse que les gens veuillent avoir ensemble quelque chose qu'ils ne peuvent vendre. Mais s'il y avait des terres réservées pour les Métis quelque part—en Alberta, par exemple—je ne déménagerais jamais là-bas, car ma maison, le terrain, et mon avoir net réel n'auraient aucune valeur parce que je ne peux vendre ma propriété à qui que ce soit.

[Text]

Mr. Hamilton: I'd like to make a couple of comments on the land thing and then on some of the stuff we thought might be innovative in the urban areas. On the land thing, a couple of years ago the Province of Saskatchewan turned over to the Métis Society of Saskatchewan, the land for the Métis farm in Lebret. As the provincial association, the Lebret Métis Farm Foundation runs the farm lands.

What we would like to see and what we're trying to do in Saskatchewan is to have a land commission. If we settled on lands with the Province of Saskatchewan and they then went into a land commission, as the people of Saskatchewan, we could farm it out or lease it out as long as it belonged to the Métis people. If we're going to talk about land and self-government, as a Métis nation in Saskatchewan, we would have to be responsible for the land. Whether we farm it out, lease it out or build houses on blocks, that would be our option and we would work out the internal mechanisms.

In a situation where John Doe moves away, the land sits there and CMHC has a mortgage on it, we could handle those situations if we had a commission or a fee-for-service arrangement with our provincial housing corporations. Then we would be responsible for finding an individual to live in it, preferably an aboriginal person. So that there is a mechanism that could do that.

Another question was what would happen if we as the aboriginal community owned properties, could we lose it to taxes or whatever... like the expropriations you were talking about. I look at it this way. There are three groups of peoples who do not have to pay taxes. One group is the status Indian people. Their land is crown land but they still live and occupy it. Another group is in every part of this country—the churches. They do not pay property taxes on their church lands and they don't lose them. Why can't we? What makes us any different? Perhaps we can call ourselves a cultural or religious group. The Mennonites and Hutterites do the same thing. They do not pay a lot of taxes in the municipalities they live in. Why can't we use the same route?

So I think there is flexibility in how we could organize to get away from these sorts of exemptions on land. There are mechanisms out there and we should try to look for them to get that same type of tax exemption.

There is another thing about taking our resources and moving them around or whatever to do our own thing. I made a proposal to Mr. Redway a couple of years ago in Regina on some initiatives that we as the urban groups can do. I'll give you a couple of examples. Gabriel Housing, which I am the manager of in Regina... we have 256 units under mortgage with CMHC. At this stage our mortgage is probably about \$13 million. Our assets are probably \$17 million plus. We have in our replacement reserve about \$700,000 in available cash.

[Translation]

M. Hamilton: Je vais faire quelques observations sur la question des terres puis sur certaines idées qui pourraient être innovatrices dans les régions urbaines. En ce qui concerne les terres, il y a quelques années la province de la Saskatchewan a remis à la Métis Society of Saskatchewan des terres pour la ferme métisse à Lebret. En tant qu'association provinciale, la Lebret Métis Farm Foundation administre les terres agricoles.

En Saskatchewan, nous voudrions obtenir une commission foncière. Si nous pouvions signer une entente avec la province de la Saskatchewan relativement aux revendications territoriales et si une commission foncière était mise sur pied pour les Métis de la Saskatchewan, nous pourrions faire cultiver ces terres ou les louer à bail aussi longtemps qu'elles appartiennent aux Métis. Si l'on veut parler de terres et d'autonomie gouvernementale, en tant que nation des Métis de la Saskatchewan, il faudrait que nous soyons responsables des terres. Ce serait à nous de décider si nous voulons en faire l'exploitation agricole, les louer à bail ou y construire des maisons sur blocs, et il nous appartiendrait de mettre au point les mécanismes internes.

Si nous avons une commission ou si nous avons un accord de rémunération à l'acte avec nos sociétés de logement provinciales, nous pourrions nous occuper des situations où par exemple John Doe décide de partir, le terrain est là et la SCHL a une hypothèque sur ce terrain. Il nous incomberait alors de trouver quelqu'un pour y aménager, préférablement un autochtone. Il existe donc un mécanisme qui nous permettrait de le faire.

Je me suis posé la question suivante: qu'arriverait-il si nous, en tant que collectivité autochtone, étions propriétaires? Pourrions-nous perdre nos propriétés à cause des taxes ou que sais-je... comme les expropriations dont vous parlez? Voire comment je vois les choses: il y a trois groupes de personnes qui n'ont pas à payer de taxes. L'un de ces groupes est celui des Indiens inscrits. Leurs terres sont des terres de la Couronne mais ils y vivent et les occupent. Il y a ensuite un autre groupe que l'on retrouve partout au pays—je veux parler des Églises. Elles ne paient pas de taxes foncières sur leurs terres et elles ne les perdent pas. Pourquoi doit-il en être autrement dans notre cas? Nous pourrions peut-être dire que nous sommes un groupe culturel ou religieux. Les Mennonites et les Huttérites font la même chose. Ils ne paient pas beaucoup de taxes dans les municipalités où elles vivent. Pourquoi ne pouvons-nous pas faire la même chose?

Donc, je pense que le système pourrait être plus souple. Nous devrions essayer de trouver des mécanismes qui nous permettent d'obtenir ces mêmes exonérations d'impôt.

J'ai autre chose à ajouter au sujet de la possibilité de prendre nos ressources et de les utiliser pour faire ce que nous voulons. J'ai présenté une proposition à M. Redway il y a quelques années à Regina relativement à certaines initiatives que nous pouvons prendre en tant que groupes urbains. Je vais vous donner quelques exemples. Gabriel Housing, dont je suis le gestionnaire à Regina... Nous avons 256 unités de logement avec une hypothèque de la SCHL. En ce moment, notre hypothèque doit se chiffrer à au moins 13 millions de dollars. Notre actif dépasse probablement les 17 millions. Nous avons une réserve en espèces d'environ 700,000\$.

[Texte]

• 1015

I suggested to the government, CMHC at the time, that we be innovative, utilize some of this money for other things, put it into low-risk areas so that we would not lose anything. I was always told that we can't do that. I would say that they tell us to be good business people, to do things that would help us progress in the housing area—but we can't.

For the \$4 million equity I could probably go and buy 60 houses and there would be no extra cost, because it's equity we would be using. We can't do that. I indicated that out of the \$700,000 we would work arrangements where we could guarantee back to the reserve a 10% return. Anything over 10% we would utilize if we had the flexibility. We would utilize that type of money to offset our own operating costs; we wouldn't cost the government any more money. We would use it buy our vehicles, maybe benefit packages for staff, maybe buy another house we could rent out to the private sector so that we wouldn't be dependent on subsidies.

Those are the inflexibilities. Maybe people think we don't have the ability to do this or to think on our own; I think that's the whole thing with this whole program.

I would like to make another comment. I worked for CMHC in Ottawa when we developed the rural and native housing program back in 1974. There was no program at the time. We were helping to develop it. There were about six of us from various parts of Canada who worked in Ottawa at the CMHC head office trying to develop this program.

What we had talked about in the consultation process with all the provinces was a program for aboriginal people—and specifically Métis people, because Indian people were under Indian Affairs—that would serve our needs, our cultural differences, our financial differences and our way of life, where our regional disparities were and so on.

I went back to the Province of Saskatchewan to help deliver it on their behalf. What really ended up happening was that we took a program, an existing section 40 program, which was designed for middle-and low-income white Canadians, and made a few word changes. It is now a rural native program, or an urban program for aboriginal peoples.

It can't work and it won't work. What has to happen is that you sit down and listen to what we're saying. You have to come to our communities to design a program that meets our needs for our special cases.

Taking these programs and making a letter change from a subsection 56.(1) to a subsection 56.(7), section 40 to another section, is not the way to go. I will tell you that right now. We keep coming back to you. I have a tape I did in

[Traduction]

J'ai dit au gouvernement, à la SCHL à l'époque, que nous étions prêts à innover, à nous servir d'une partie de cet argent à d'autres fins, à l'investir dans des secteurs à faible risque pour ne rien perdre. On m'a toujours répondu qu'il n'en était pas question. Ils nous disent toujours de bien gérer nos affaires, de faire des choses qui peuvent nous aider à progresser dans le domaine du logement, mais que c'est impossible.

Avec des capitaux propres de quatre millions de dollars, je pourrais probablement acheter 60 maisons qui ne nous coûteraient rien de plus puisque nous utiliserions nos propres capitaux. Nous ne pouvons pas le faire. J'ai dit qu'avec les 700,000\$ en espèces que nous avons, nous pouvions prendre des dispositions nous permettant d'avoir un rendement garanti pour la réserve de 10 p. 100. Nous pourrions utiliser tout ce qui dépasserait ces 10 p. 100 à condition d'en avoir la latitude. Cet argent nous servirait à compenser nos propres frais d'exploitation; nous ne coûterions plus rien au gouvernement. Nous pourrions nous en servir pour acheter nos véhicules, une couverture sociale ou médicale pour nos employés, éventuellement acheter une autre maison que nous pourrions louer au secteur privé, tout cela pour nous éviter de devoir compter sur des subventions.

Mais tout cela nous est interdit. On pense peut-être que nous ne sommes pas capables de le faire ou de penser par nous-mêmes; je pense que c'est cela, le fond de la question.

J'ai encore une observation à faire. J'ai travaillé pour la SCHL à Ottawa quand nous avons mis sur pied le Programme de logement pour les Ruraux et les Autochtones en 1974. À l'époque, il n'y avait pas de programme. Nous avons contribué à l'établir. Nous étions six, de diverses régions du Canada, à y travailler au siège de la SCHL à Ottawa.

Au cours des consultations avec toutes les provinces, nous avons envisagé un programme destiné aux Autochtones—et plus précisément aux Métis, car les Indiens relevaient des Affaires indiennes—qui tiendrait compte de nos besoins, de nos différences culturelles, de nos différences sur le plan financier et de notre mode de vie, des disparités régionales, etc., etc.

Je suis retourné en Saskatchewan pour contribuer à la mise en place du programme. En fin de compte, nous avons adopté un programme, un programme existant en vertu de l'article 40, qui avait été conçu pour les Canadiens blancs à faibles et moyens revenus, auxquels on n'a changé que quelques mots. C'est maintenant un programme pour les Autochtones ruraux ou un programme urbain pour les Autochtones.

Ce programme ne peut pas marcher et il ne marche pas. Ce qu'il faut faire, c'est venir écouter ce que nous avons à dire. Vous devez venir vous entretenir avec nous pour élaborer un programme répondant à nos besoins et à notre situation particulière.

Ce n'est pas en remplaçant un paragraphe 56.(1) par un paragraphe 56.(7), un article 40 par un autre article qu'on règle les problèmes. Écoutez bien ceci: Nous vous répétons sans cesse la même chose. J'ai un enregistrement que j'ai

[Text]

1964 to the CMHC executive committee on some of the things Yvon was talking about—let us use our own initiative, let us use our own products, let us build the houses to our standards, the way we need it.

We've been in this program now for 20—some years. To this day we're still telling you the same things we told you 20—some years ago. We'll probably sit here 20 years from now, when I'm an old guy, telling you that the same things are happening.

Mr. Skelly: None of us will be here.

An hon. member: Speak for yourself.

Some hon. members: Oh, oh.

Mr. Hamilton: I just wanted you to realize that we have been in it a long time. You're listening to a lot of people who've had experience. We've been in there from day one. We haven't seen much of anything happening.

As I said, we have some houses out there. People are living in some of these houses. But the problems haven't changed. It's just that some of us have some jobs from it. Just because we have the jobs. . . We're still complaining. It's not serving the real need. There isn't the flexibility. Maybe it's an interpretation, but the program itself has to be thought out.

I know they did a review of the rural native program, but as Mr. Dumont said, the people who end up delivering the rural native are not the people out there seeing what really happens and how we operate. It's the same thing with the urban native program. I asked that a review be done of the urban native program because we're at the stage now where organizations have multi-million-dollar mortgages tied up. We have assets coming out and nobody really knows where we're going with it. I think it has to change.

In Saskatchewan last fall we formed what we call the Métis Urban Housing Association. I am the president of that. It includes all the urban housing corporations except the status Indian ones. Only one group in the whole province doesn't belong to us. As a provincial body, we now are negotiating with CMHC for specific changes. We always get back what we can change in Regina, and then what we have to go to Ottawa to change. How do we get Ottawa to change it? They limit what we can do, so we have no access.

• 1020

This is actually the first time I myself have had the opportunity to speak to anybody other than CMHC in Regina. I don't know how far our concerns get. I think they want to see things happen, but we are always told that their hands are tied. There is a bureaucracy, the CMHC agreement, the National Housing Act, the act of Parliament. How do we get to the act of Parliament? I assume this is the way to get there. At least, I hope it is.

[Translation]

réalisé en 1964 au comité exécutif de la SCHL, qui raconte la même chose que ce que disait Yvon, c'est-à-dire laissez-nous faire preuve d'initiative, nous servir de nos propres produits, construire les maisons en fonction de nos normes et de nos besoins.

Cela fait une vingtaine d'années que nous avons ce programme. Nous en sommes encore à vous répéter le même discours qu'il y a une vingtaine d'année. Nous serons sans doute encore là dans 20 ans, quand je serai devenu un vieillard, à vous redire la même chose.

M. Skelly: Nous aurons tous disparu.

Une voix: Parlez pour vous.

Des voix: Oh!

M. Hamilton: Ce que je veux vous faire comprendre, c'est que nous ne sommes pas nés de la dernière pluie. Vous avez à faire à des gens qui ont une longue expérience. Nous sommes là depuis toujours, mais nous n'avons pas encore vu grand-chose de concret.

Encore une fois, nous avons des maisons là-bas, des maisons habitées. Mais les problèmes n'ont pas changé. Il n'y a que quelques-uns d'entre nous qui ont un travail. Mais ce n'est pas parce que nous avons des emplois. . . Nous continuons à nous plaindre. On ne répond pas aux véritables besoins. Nous n'avons pas la latitude nécessaire. C'est peut-être une simple question d'interprétation, mais il faut repenser le programme.

Je sais qu'on a revu le programme pour les Autochtones ruraux, mais comme l'a dit M. Dumont, les gens qui administrent ce programme ne sont pas sur place pour voir ce qui se passe et voir comment nous fonctionnons. C'est la même chose dans le cas du programme pour Autochtones en milieu urbain. J'ai demandé une révision de ce programme car nous en sommes à un point où les organisations ont des hypothèques bloquées représentant des millions de dollars. Nous avons des éléments d'actif considérables dont ne personne ne sait ce que nous allons faire. Il faut que cela change.

En Saskatchewan, nous avons créé à l'automne dernier la Métis Urban Housing Association, dont je suis président. Elle regroupe toutes les sociétés de logement urbain sauf celles des Indiens inscrits. Un seul groupe de la province ne fait pas partie de notre association. En tant qu'organisme provincial, nous négocions maintenant des changements précis avec la SCHL. On nous renvoie toujours la balle à Regina en nous disant de nous adresser à Ottawa pour changer les choses. Comment nous adresser à Ottawa? Le gouvernement limite notre champ d'action, et nous avons donc les mains liées.

Ceci est en fait la première fois que j'ai l'occasion de parler à quelqu'un d'autre qu'un représentant de la SCHL à Regina. Je ne sais pas jusqu'où vont nos préoccupations. Je pense que ces gens-là voudraient nous aider, mais on nous dit toujours qu'ils ont les mains liées. Il y a toute l'administration, l'accord de la SCHL, la Loi nationale sur l'habitation, la Loi du Parlement. Comment arriver jusque là? J'imagine que nous sommes ici sur la bonne voie, du moins je l'espère.

[Texte]

Those are some of the things I think you have to look at. Take a look at this whole thing. The people are saying it's not working, so what do you do about it? Let's sit down and maybe draw up a program to suit the needs of the aboriginal community.

I still have to emphasize that the programming for status Indians... We have a protocol agreement in Saskatchewan that status Indians will do their thing and we will do our thing, because there is such a distinction between the mechanism, the obligation to the federal government to one and not the other, the exemptions on taxes—a lot of things that really make us apart. Even though we are the same peoples, they still make us apart.

The Chairman: I just want to assure you that the quickest way to Parliament is through this committee, based on the consensus of this committee, of course. More people than you have made that case, so I suspect the outcome of our deliberations is going to coincide with many of the things you and others have said.

Mme Duplessis (Louis-Hébert): Personnellement, je trouve aberrant qu'une unité de logement puisse coûter un million de dollars à la SCHL. On n'est pas insensibles à cela. Plus tard, on pourrait peut-être recommander à notre gouvernement de vous permettre de construire des unités et ce, à moindre coût.

Je voudrais revenir au code. Vous dites que vous trouvez embêtant que les constructions soient soumises au code. Je pense qu'on oublie trop souvent au Canada que ce n'est pas pour rien qu'il y a un code de construction.

Dernièrement, quand il y a eu un tremblement de terre en Turquie, les gens qui ont survécu à l'écroulement de leur maison ont reproché à leur gouvernement de ne pas avoir eu un bon code de la construction pour les protéger. Le code existe pour protéger tous les Canadiens. Il ne peut pas être différent pour les autochtones. Au fond, le code existe pour protéger les gens qui vont vivre dans ces maisons-là. Quand on précise que le filage électrique doit être fait de telle façon, c'est important pour éviter les incendies plus tard. Ayant travaillé durant quatre années dans un bureau d'ingénieurs alors que j'étais étudiante, je connais l'importance du code.

Voici ma première question. Je sais que vous ne serez peut-être pas capables de me sortir un chiffre ce matin, mais donnez-moi au moins quelque chose d'approximatif. À combien estimez-vous le coût d'une maison que vous pourriez construire vous-mêmes tout en respectant le code de la construction? À quel prix seriez-vous capables de bâtir cette maison?

Mr. Dumont: We are not sure just what that would cost. I want to comment first on the houses we built that were not according to the code. They are safe. The wiring is safe, according to the code. It is not a fire hazard. We made sure it was safe, weatherproof and all that. I assure you they are not concerned about an earthquake in that area. Even if there was one, the house would not be a problem to them. I agree there has to be a basic code that must be met, but I think the

[Traduction]

Voilà donc quelques-unes des choses que vous devriez examiner. Jetez un coup d'oeil sur toute la question. Demandez-vous ce que vous allez faire puisqu'on vous dit que cela ne marche pas. Concertons-nous pour essayer d'élaborer un programme conforme aux besoins des autochtones.

Je dois en outre souligner que le programme destiné aux Indiens inscrits... Nous avons en Saskatchewan un protocole aux termes duquel les Indiens inscrits suivent une voie tout à fait distincte de la nôtre, parce que le mécanisme n'est pas du tout le même, qu'il y a des obligations envers le gouvernement fédéral dans un cas et pas dans l'autre, qu'il y a des exemptions fiscales, un tas de choses qui nous séparent. Même si nous sommes un même peuple, tout cela nous divise.

Le président: Je peux vous garantir que notre comité aura le moyen d'accès le plus rapide au Parlement, à condition évidemment que nous ayons un consensus. Vous n'êtes pas les premiers à nous tenir ce discours, et j'imagine donc que nos conclusions coïncideront avec une bonne partie de ce que vous-même ainsi que d'autres témoins nous avaient dit.

Mrs. Duplessis (Louis-Hébert): I for one find it amazing that a housing unit may cost the CMHC one million dollars. We have some concern with that. We might actually urge the government to allow you to build those units at a lesser cost.

Let me get back to the code. You say that you are unhappy with housing having to come under the code. I feel people, too often, tend to forget in Canada that there is a good reason for that code.

Recently, when there was an earthquake in Turkey, people who survived when their houses collapsed criticized their government because it did not have a good building code to protect them. We have this code to protect Canadians. It cannot be different for Native people. Basically, the code is designed to protect people who will live in those houses. When it is specified that electrical wiring must be done in a specific way, the purpose is to avoid fires in the future. Having worked for four years in an engineer's office when I was a student, I know how important the code is.

So, here is my first question. I know you may not be able to give me a figure right away, but I would like at least to have a ballpark figure. Approximately how much do you think it would cost you to build a house that would meet the specifications of the code? At what price could you build such a house?

M. Dumont: Nous ne savons pas exactement combien ça coûterait. Je vais tout d'abord faire une remarque au sujet des maisons que nous avons construites et qui n'étaient pas conformes au code. Elles ne présentent pas de danger. Les canalisations électriques sont sans danger, elles sont conformes au code. Elles ne présentent pas de danger d'incendie. Nous avons veillé à ce qu'elles soient parfaitement sûres, étanches, etc. Je peux aussi vous garantir

[Text]

houses built by CMHC are far beyond those kinds of codes. I agree the house has to be safe.

What it would cost depends on the individual. I built a house in my home community and the biggest mortgage I had on it was \$194 a month. It didn't necessarily meet the CMHC code. For example, I don't have any poly in it—the plastic everybody says is necessary. Mine doesn't have any condensation problems like some of the CMHC houses have. I don't have a \$90,000 mortgage on it. It didn't cost me \$90,000. I wouldn't build a house there for \$90,000 because I could never sell it at a high enough price to get my money back. I built a house that suits me, that I can afford, and that I can sell and get my money back from. I use my own abilities and imagination to build something that is appropriate for me and something I can recoup my money from.

• 1025

Every individual would be different. Let's say we go to a community and somebody needs some assistance to get appropriate housing for his kids. Instead of telling Bill there's a house you can build for \$93,000 and that's the only house he qualifies to get, ask him to tell you what kind of house he needs. What would it cost to build the kind of house he needs? What kind of assistance does he need? Bill might say he needs that \$93,000 house. If that's the case, you build it for him. But if Bill says he needs \$20,000 worth of materials and here's what he wants to do, then we have the flexibility to give it to him. It's better for Canada because there's no \$93,000 going out in capital costs, and it's better for Bill because he's not stuck with that 25% of his salary for 25 years. He can see the light at the end of the tunnel.

It depends on the individual how much the house will cost. If we made a program available where individuals could take advantage of \$1,000 to \$40,000, you'd probably never get anybody coming to the government for a \$90,000 house or for anything beyond \$40,000. You would provide them with what they need to house themselves the way they feel they should be housed, meeting certain codes for electricity, fire hazard and things like that which have to be looked after. You would provide them with the flexibility to be able to do something appropriate to them.

If there's anything we want to tell you today, I think that's it—the flexibility to be able to help people with the kind of housing they need. What we are doing now costs the taxpayer a lot of money and is not meeting the needs of the people. What we're proposing would surely cost less and would be appropriate to the needs of the people being served because they are the ones deciding how they are being housed.

[Translation]

que nous ne craignons pas de tremblement de terre. Même s'il y en avait un, la maison ne présenterait pas de problème. Je conviens de la nécessité d'un code élémentaire, mais je pense que les maisons construites par la SCHL vont beaucoup plus loin que cela. Toutefois, je suis bien d'accord avec vous, les maisons doivent être des lieux sûrs.

Le coût dépendrait de l'intéressé. J'ai construit une maison dans ma propre localité, et mon hypothèque n'a jamais dépassé 194\$ par mois. Mais cette maison n'était pas nécessairement conforme au code de la SCHL. Par exemple, il n'y avait pas de polyéthylène dans cette maison, le fameux plastique déclaré indispensable par tout le monde. Et dans ma maison, il n'y a pas de condensation comme dans certaines des maisons de la SCHL. Je n'ai pas une hypothèque de 90,000\$ sur cette maison. Elle ne m'a pas coûté 90,000\$. Je ne construirais jamais une maison de 90,000\$ dans cette localité car je ne pourrais jamais la vendre à ce prix-là. J'ai construit une maison qui me convient, qui est dans mes moyens, et que je pourrais revendre en récupérant mon investissement. Je tire parti de mes capacités et de mon imagination pour me construire une maison qui me convienne et que je puisse revendre sans y perdre.

Les choses ne sont pas les mêmes pour tout le monde. Supposons que nous allions dans une localité où quelqu'un a besoin d'aide pour loger ses enfants convenablement. Au lieu de lui dire qu'on peut lui construire une maison pour 93,000\$ et que c'est la seule qu'il soit autorisé à avoir, commençons par lui demander quel genre de maison il lui faudrait. Combien cela coûterait-il pour bâtir cette maison? De quelle aide a-t-il besoin? Il va peut-être nous répondre qu'il a besoin de cette maison à 93,000\$. Si c'est le cas, on la lui construira. Mais s'il répond qu'il n'a besoin que de 20,000\$ de matériaux et qu'il veut s'en servir de telle ou telle façon, qu'on nous donne la latitude de lui accorder cela. Cela sera à l'avantage du Canada puisqu'on économisera 93,000\$ d'immobilisation, et cela vaudra mieux pour l'intéressé qui ne sera pas prisonnier de ce prélèvement de 25 p. 100 sur son salaire pendant 25 ans. Il verra la lumière au bout du tunnel.

Le coût de la maison dépend de l'intéressé. Si nous proposons un programme permettant aux gens de bénéficier de montants allant de 1,000 à 40,000\$, nous ne verrons probablement jamais quelqu'un venir réclamer une maison à 90,000\$ ni même quelque chose dépassant 40,000\$. On donnera aux gens ce qu'il leur faudra pour se loger confortablement et à leur convenance, en respectant certaines normes d'installation électrique, de protection contre les incendies et ce genre de précautions indispensables. On leur donnera la latitude voulue pour faire quelque chose qui correspondra à ce qu'ils veulent.

Au fond, c'est le message que nous voulons vous faire comprendre aujourd'hui, il faut donner aux gens la latitude voulue pour se construire le genre de logement dont ils ont besoin. Le système actuel coûte très cher aux contribuables alors qu'il ne répond même pas aux besoins. La formule que nous proposons coûterait certainement moins cher et serait certainement beaucoup plus conforme aux besoins des gens car ce sont eux qui prendraient les décisions.

[Texte]

Mr. Larry Belrose (Métis National Council): In the province of Ontario we have determined that the cost of materials alone for a D-2, D-3 unit, as they are referred to by CMHC, is approximately \$35,000 to \$40,000. That's materials alone. On top of that you need the labour component to construct that unit. How much you can put in yourself is—

Mme Duplessis: Si les matériaux vous coûtent 45,000\$, avec la main d'oeuvre, cela pourrait aller jusqu'à 80,000\$.

Mr. Belrose: That would be a cheap unit in the province of Ontario. The maximum unit price in the Ottawa territory is the lowest in the entire province and it's about \$95,000. I think \$145,000 is the cost of units that are going up in northwestern Ontario.

Our major concern with that is, of course, the cost. Not only is it the capital cost, the outlay—when we put the money out there, the \$145,000 is there today—but you are going to subsidize the mortgage, and that's where the rest of the money goes. You are going to subsidize the mortgage for 35 years. In the province of Ontario the section 79 budget this year was \$32 million to construct 160 units. Well, \$16 million to \$20 million of that is used up just in subsidy, and that's going to be there every year, ongoing. Who is receiving this? You're paying yourself, basically; you're subsidizing the mortgage. It's interest and the interest is going back to the corporation and winds up back in general revenue.

• 1030

At the same time, we're looking at the fact that there's a hell of a charge against the program that could leave much to be desired. If you want to say that, yes, you are going to contribute \$32 million to housing in the province of Ontario, we could build units from here to Kenora and back. It would be wonderful and we'd really enjoy doing so. But the problem is that, again, the money all goes into the subsidy and the lifetime costing model, as they refer to it, and the program isn't floating because of that.

We started out at 290 units, which we were delivering in this province in 1987. The number has decreased every year, to 162 last year, which was a 45% decrease. If we take into account the cut that has been anticipated as being spoken of at 20% this year and 30% next year, we're talking about delivering only 80 units. That's a 75% decrease in a 5-year period, yet they're still spending \$30 million a year. It just doesn't seem to make a lot of sense, from our point of view.

Mr. Redway: What's your critical mass, when you go out of business?

Mr. Belrose: Light. That is our concern.

Mme Duplessis: M. Dumont dit: On n'est pas dans une zone sismique. Je suis certaine qu'il y a des Métis qui sont dans une telle zone. À la suite de tremblements de terre qui ont eu lieu en Turquie, la zone sismique du Canada a été montrée dans les journaux. On n'est pas nécessairement épargnés au Canada. Cette zone fait une espèce de courbe, et il y a peut-être des gens de votre nation qui sont là-dedans.

[Traduction]

M. Larry Belrose (Conseil national des Métis): En Ontario, nous avons calculé que le coût des seuls matériaux de construction d'un logement D-2 ou D-3 mentionnés par la SCHL est d'environ 35,000\$ ou 40,000\$. Il s'agit uniquement des matériaux. À cela, il faut ajouter la main-d'oeuvre. L'apport personnel que l'on peut. . .

Mrs. Duplessis: With materials costing 45,000\$, adding labour may mean up to 80,000\$.

M. Belrose: En Ontario, ce serait un logement vraiment économique. Le prix maximum d'une unité dans la région d'Ottawa est le plus faible de toute la province, et il est d'environ 95,000\$. Je crois que dans le nord-ouest de l'Ontario, le prix des logements est de 145,000\$.

Notre gros problème, c'est évidemment le coût. Il ne s'agit pas seulement de l'immobilisation, de la mise de fonds—quand nous versons cet argent, nous déboursions ces 145,000\$—car ensuite on subventionne l'hypothèque, et c'est là que va le reste de l'argent. On va subventionner cette hypothèque pendant 35 ans. En Ontario, le budget pour l'article 79 cette année représente 32 millions de dollars pour la construction de 160 logements. De ce total, 16 à 20 millions de dollars vont servir uniquement à subventionner les hypothèques, et ce versement va se renouveler tous les ans. Qui en bénéficie? Au fond, c'est vous; vous subventionnez l'hypothèque. Ce sont des intérêts, et ces intérêts sont reversés à la société et aboutissent dans les caisses de l'État.

En même temps, cela représente un coût énorme pour un programme qui laisse beaucoup à désirer. Si vous insistez pour dire que vous allez verser 32 millions de dollars pour la construction de logements en Ontario, nous pouvons vous en construire d'ici jusqu'à Kenora et retour. Ce serait merveilleux, et nous le ferions avec plaisir. Le problème, c'est que tout cet argent est absorbé par les subventions et le respect du modèle hypothéqué pour la vie, comme on dit, et c'est à cause de cela que ce programme ne marche pas.

Nous avons commencé avec 290 logements en 1987. Depuis, ce nombre a diminué chaque année pour tomber à 162 l'an dernier, soit un recul de 45 p. 100. Si l'on tient compte de la coupure prévue de 20 p. 100 cette année et de 30 p. 100 l'année prochaine, on envisage la construction de 80 logements seulement. Cela représenterait 75 p. 100 de recul en cinq ans, alors qu'on continuerait à dépenser ces 30 millions de dollars par an. À notre avis, c'est absurde.

M. Redway: Quelle est votre masse critique, le moment où vous mettez clé sur porte?

M. Belrose: La marge est très faible, et c'est cela qui nous inquiète.

Mrs. Duplessis: Mr. Dumont says that they are not in an earthquake zone. I am sure some Métis live in earthquake prone areas. Following the earthquakes in Turkey, the seismic map of Canada was published in the newspapers. Canada is not necessarily safe. There is a sort of curve, and some of your people may be on the path of that earthquake line.

[Text]

M. Dumont: Faites un cercle et regardez les maisons et la terre qu'on a là. On ne s'inquiète pas des tremblements de terre, même s'il y en avait.

Mme Duplessis: Ma deuxième question s'adresse à vous, monsieur Dumont. Tout à l'heure, vous avez dit que les Métis de l'Ontario, du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta pourraient être défavorisés parce que trop de fonds vont vers le Québec. Sur quoi vous basez-vous pour dire cela? Je n'étais même pas au courant qu'il y avait des fonds qui allaient au Québec. Je ne sais pas si vous parliez de fonds pour les Métis. Je ne sais pas s'il y a des Métis dans la province de Québec. S'agit-il de fonds pour les autochtones?

Vous avez mentionné cela au début de votre exposé, mais comme je n'en ai pas de copie, je ne peux pas vous citer textuellement. Vous avez dit que l'argent pourrait aller au Québec et que cela ne vous faisait pas plaisir. Je veux une précision là-dessus.

Mr. Dumont: I didn't say that.

Mrs. Duplessis: No?

Mr. Dumont: I didn't say anything that closely resembled that statement. I don't remember; I don't have a—

Mme Duplessis: De toute façon, tout est enregistré. Je lirai le compte rendu.

Mr. Dumont: No. I said the housing codes are based on the needs of people on the outskirts of Montreal and Toronto. I didn't say that any moneys were going to Montreal or Toronto.

Mme Duplessis: C'est cela. Vous avez dit qu'il y aurait plus de maisons au Québec.

M. Dumont: Non.

Mme Duplessis: En tout cas, c'est ce que j'avais compris.

Mr. Dumont: Perhaps it lost something in the translation, but I didn't say anything closely resembling that, and if I did, I certainly didn't intend to do so.

Mme Duplessis: J'avais compris cela.

Mr. Dumont: I have no problems, if there's a need for housing in Quebec or Ontario or Montreal or Toronto. In fact, I don't think I even used the word Quebec. I used the words Montreal and Toronto, but I don't think I used Quebec. But if there's a need for housing in Quebec, Toronto, or the Northwest Territories, let the money go there. It doesn't bother me. I haven't said anything in that regard.

Mme Duplessis: D'accord.

Mr. Swain: I just want to clear up some points with regard to our comments about the building codes. I don't think it was the intention of any of us to delete anything within the building standards that relates to something that is hazardous to any health or the safety of the public.

When we talk about the stringent building codes and the standards that are developed by governments and imposed upon the programs, they are what increases the cost of a unit at times, about which a lot of the people are saying they

[Translation]

Mr. Dumont: Draw a circle and look at the houses and the land that we have there. We are not concerned with earthquakes, even if they actually took place.

Mrs. Duplessis: My second question is for you, Mr. Dumont. You said earlier that the Métis of Ontario, Manitoba, Saskatchewan and Alberta might be at a disadvantage as more funds are channelled into Quebec. On what grounds do you say that? I was not even aware that funds went to Quebec. I wonder if you were talking of funds for the Métis. I did not know there were any Métis in the province of Québec. Are those funds for the Natives?

You mentioned this at the beginning of your statement, but as I did not get a copy, I cannot quote you verbatim. You say that funds might end up in Quebec and that you were not too happy with that. I want some verification.

M. Dumont: Je n'ai pas dit cela.

Mme Duplessis: Non?

M. Dumont: Je n'ai rien dit, même d'approchant. Je ne m'en souviens pas; je n'ai pas. . .

Mrs. Duplessis: Anyway, everything is recorded. I will read the minutes.

M. Dumont: Non. J'ai dit que les codes étaient fondés sur les besoins des gens de la banlieue de Montréal et de Toronto. Je n'ai pas dit que l'argent allait à Montréal ou à Toronto.

Mrs. Duplessis: That's it. You said there would be more houses in Quebec.

Mr. Dumont: No.

Mrs. Duplessis: Anyway, that is what I thought I heard you say.

M. Dumont: Il y a peut-être un problème de traduction, mais je n'ai rien dit de tel, et si c'est le cas, ce n'est pas du tout ce que j'ai voulu dire.

Mrs. Duplessis: That is what I thought I heard.

M. Dumont: Je n'ai aucune objection s'il y a un besoin de logements au Québec, en Ontario ou à Montréal ou à Toronto. En fait, je crois que je n'ai même pas parlé du Québec. J'ai parlé de Montréal et de Toronto, mais je ne crois pas avoir mentionné le Québec. Mais s'il y a un besoin de logements au Québec, à Toronto ou dans les Territoires du Nord-Ouest, qu'on affecte l'argent qu'il faut. Je n'ai aucune objection à cela. Je n'ai rien dit à cet égard.

Mrs. Duplessis: All right.

M. Swain: Je voudrais apporter quelques précisions à ce que nous avons dit au sujet des codes de construction. Il n'est absolument pas question dans notre esprit de toucher à tout ce qui, dans ces codes, concerne la santé et la sécurité du public.

Nous parlons de la rigueur des codes de construction et des normes imposées par les gouvernements et que doivent respecter les programmes, nous voulons parler de tout ce qui fait augmenter le coût des logements alors que beaucoup de

[Texte]

don't have to build a unit to that degree of standards or spend that much money. We hear the comments on the maximum unit prices throughout rural and remote parts of Canada. The people say there's no need and ask why would governments want to spend \$130,000 in a non-market area. The only reason those costs escalate to that degree. . .

• 1035

We say to let those codes be a little flexible, because they say they don't need all these expensive rooms and dividers. They don't need these expensive types of furnace systems brought into their communities. Let's cut the cost on them. Why would they want an air-to-air heat exchanger in a remote part of Canada, when the parts aren't readily available? It is the same thing with making it so air-tight that they need all this other equipment for air-to-air exchanges to take place.

Those are the types of things we talk about. . .to leave in certain portions of the code to at least make it that much more flexible. People say all they want are four walls and a roof over their head to keep them warm. That's all they want the government to spend money on them for. They can provide the rest of the money to build the interior partitions where they want them exactly. . .not the way somebody in Ottawa decides they should have their bedroom here, another there, their kitchen over here, and their sitting room in those areas.

That's what we mean about the flexibility towards building codes. We want to make sure that when we make comments on the codes or the standards developed that this flexibility is there.

We talk about the norms of the community. The norms of the communities have now changed on the backs of social programs, and that's how the markets are being developed. For anybody who is trying to pay on a mortgage at 25% of their income in a remote part of Canada, they'll never see the light of day. Why would they want to spend that kind of money when they know they can't sell it, when they know they can at least buy a building package no different from a cottage package that would suit their needs for around \$40,000?

Some of the people say they can buy a good garage package for \$8,000, and they can put it up. Give them the four walls. They'd sooner pay back on an \$8,000 garage package and build as funds become available to develop the interior side of that unit, and they'd still be warm. All they ask for is those types of programs.

In urban areas we can develop better types of incentives. If we didn't lose those opportunities of the initial incentives as the HOP. . .it was a good intention, but certain mistakes were maybe made at that time. I think we can re-look at some failures and come up with even better, suitable incentives to develop, even through mortgage-bank insurance. I think even banks are more than willing to deal with those things with certain flexibilities.

[Traduction]

gens disent qu'ils pourraient très bien se passer de certaines normes et dépenser moins d'argent. On entend parler du prix maximum des logements dans tout le Canada rural et dans les régions reculées. Les gens disent que c'est tout à fait superflu et se demandent pourquoi le gouvernement voudrait dépenser 130,000\$ pour une maison dans une région où il n'y a pas de marché. La seule raison pour laquelle ces coûts grimpent à un tel point. . .

Il faudrait simplement laisser aux gens un peu plus de marge de manoeuvre avec ces codes, car ils disent ne pas avoir besoin de toutes ces pièces et de toutes ces cloisons coûteuses. Ils n'ont pas besoin que l'on fasse venir dans leur localité des fournitures ruineuses. Qu'on réduise les coûts. Quels besoins ont-ils d'un échangeur de chaleur dans une région reculée du Canada où il est difficile de trouver les pièces détachées. C'est la même chose pour cette étanchéité absolue qui les oblige à mettre en place tout ce matériel d'échange de chaleur.

C'est de ce genre de chose dont nous parlons. . .que le respect de certaines parties du code deviennent un peu plus facultatives. Les gens disent que tout ce qu'il leur faut, ce sont quatre murs et un toit pour être au chaud. C'est tout ce qu'ils demandent au gouvernement. Ils peuvent trouver le reste de l'argent nécessaire pour construire les cloisons intérieures exactement où ils le veulent. . .ils n'ont pas besoin de quelqu'un à Ottawa pour décider que leur chambre sera à tel endroit, qu'il y en aura une autre à tel endroit, que la cuisine sera ici et le salon là-bas.

C'est cela que nous voulons dire quand nous parlons de souplesse dans l'application des codes. Nous voulons qu'il y ait une certaine souplesse d'application des codes et des normes.

Nous parlons des normes de la collectivité. Ces normes ont évolué sur le dos des programmes sociaux, et c'est là-dessus que le marché s'est construit. Les gens des régions éloignées du Canada qui paient une hypothèque représentant 25 p. 100 de leur revenu ne s'en sortiront jamais. Pourquoi voudraient-ils dépenser de telles sommes en sachant parfaitement qu'ils ne pourront jamais vendre leur maison, alors qu'ils savent qu'ils pourraient très bien acheter pour 40,000\$ environ les matériaux nécessaires pour construire une sorte de chalet?

Certains disent qu'ils peuvent acheter de quoi construire un garage pour 8,000\$, et qu'ils peuvent le construire eux-mêmes. Qu'on leur donne simplement les quatre murs. Ils préfèrent rembourser ces 8,000\$ de matériaux de construction d'un garage et aménager ensuite l'intérieur de cet espace en fonction des fonds dont ils peuvent disposer, tout en étant au chaud. Tout ce qu'ils demandent, ce sont des programmes de ce genre.

En milieu urbain, on peut avoir de meilleurs stimulants. Si nous n'avions pas perdu les possibilités offertes par les mesures incitatives initiales comme le Programme d'accèsion à la propriété. . .l'intention était bonne, mais on a peut-être commis certaines erreurs à l'époque. Nous pourrions peut-être revenir sur certaines maladresses et trouver de meilleurs stimulants plus adaptés, peut-être même par le biais d'une assurance hypothécaire. Je crois que même les banques sont tout à fait prêtes à aborder ces questions avec une certaine souplesse.

[Text]

I just wanted to add to the comments about reducing the standards to create hazards for people. I just want to make sure we have an understanding on this.

The Chairman: Thank you for that. At least in my assumption of it there's a difference between standards for purposes of safety as opposed to having an *x* number of square feet per person kind of a thing. Those vary. I recall the house I was brought up in.

Mr. Harb (Ottawa Centre): I'm quite interested in the notion of flexibility, and I think it's very important. I truly believe that here in Canada we probably build homes too big for the number of people who live in them. No wonder we spend more energy than any other country in the world. We drive cars that are too big for the number of people who sit in them, and we build homes that are too big for the number of people who live in them.

I'm quite interested in the comment you made about building five homes for \$65,000. How big are they? Talk a little bit to me about the physical structure of the house.

Mr. Dumont: I don't recall the exact dimensions. I think it was 20 feet by 22 feet. There were four walls. The wiring was inspected by the hydro officials. We had wood stoves in it with the proper kind of backing to make sure it wasn't a dangerous fire hazard.

Mr. Harb: Was it just one room?

Mr. Dumont: Yes. . .one big room.

Mr. Harb: How many people lived in it?

• 1040

Mr. Dumont: In some cases there were anywhere from three to what—six or seven?

Mr. Swain: Yes.

Mr. Harb: Seven people.

Mr. Dumont: But what they did right away was make their own partitions. They put a string from one end of the house to the other and put a long curtain on it, and that was their partition, so it wasn't one room any more.

Mr. Harb: Do they have a kitchen in there? I presume there's a bathroom in there?

Mr. Dumont: No, they had an outside washroom.

Mr. Skelly: Was it log or wood frame?

Mr. Dumont: Wood frame.

Mr. Harb: And a well and septic tanks?

Mr. Swain: No, a community well.

Mr. Dumont: They had that before. We didn't provide them with the water and the sewer. They had that. I mean, they can look after that.

Mr. Harb: And that's the kind of flexibility you want, so you can build more of those houses?

Mr. Dumont: In some cases, when that's all the people want, and they don't want to be tied down to 25 years for 25% of their income, then we'd say that we'll build you that house.

[Translation]

Je voulais simplement préciser qu'il ne s'agit nullement de remettre en question la sécurité des gens. Je tiens à ce que ce soit bien compris.

Le président: Merci. Personnellement, je crois qu'il y a une différence entre des normes qui visent à assurer la sécurité et des normes stipulant un certain nombre de pieds carrés par personne. Cela varie. Je me souviens de la maison dans laquelle j'ai grandi.

M. Harb (Ottawa-Centre): Cette idée de souplesse me paraît très intéressante et très importante. Je suis personnellement convaincu que nous construisons des maisons trop grandes pour le nombre de personnes qui y vivent. Il n'est pas étonnant que nous soyons le pays qui consomme le plus d'énergie au monde. Nous avons des voitures trop grosses pour le nombre de personnes qui nous y transportons, et nous construisons des maisons trop grandes pour le nombre de personnes qui y vivent.

Vous avez parlé de construire cinq maisons pour 65,000\$. De quelle taille sont-elles? Parlez-moi un peu de leur aspect concret.

M. Dumont: Je ne me souviens pas des dimensions exactes. Je crois que c'était 20 pieds par 22 pieds. Il y avait quatre murs. Il y avait une inspection du filage par les agents de la compagnie d'électricité. Les maisons étaient équipées de poêles à bois avec une plaque de protection pour éviter les risques d'incendie.

M. Harb: Il n'y avait qu'une seule pièce?

M. Dumont: Oui. . .une grande pièce.

M. Harb: Combien de personnes vivaient dans ces maisons?

M. Dumont: Dans certains cas, ils étaient de trois à six ou sept?

M. Swain: Oui.

M. Harb: Sept personnes.

M. Dumont: Oui mais, dès le départ, ils se sont faits leurs propres cloisons. Ils ont installé une corde d'un bout à l'autre de la maison et y ont accroché un rideau en guise de cloison afin de se faire deux pièces.

M. Harb: Y avait-il une cuisine? Je présume qu'il y avait une salle de bain?

M. Dumont: Non, la toilette était à l'extérieur.

M. Skelly: S'agissait-il d'une structure en rondins ou en bois?

M. Dumont: En bois.

M. Harb: Il y avait un puits et une fosse septique?

M. Swain: Non, il y avait un puits communautaire.

M. Dumont: C'est ce qu'ils avaient auparavant. Nous ne leur avons pas fourni l'eau et le système d'égout. Ils l'avaient déjà. Ils peuvent s'en occuper.

M. Harb: Est-ce là le genre de souplesse que vous souhaitez, pour pouvoir bâtir davantage de maisons de ce genre?

M. Dumont: Dans certains cas, c'est tout ce que les gens veulent; ils ne veulent pas toujours s'engager à verser 25 p. 100 de leur revenu pendant 25 ans. Voilà pourquoi nous avons dit que nous construirions ce genre de maison.

[Texte]

Mr. Swain: That's the type of municipal services that were available in that area.

Mr. Harb: But what I want to say is something like this. If you were told that now we want you as an agency to provide housing for your community, and we're not going to talk about the limit, and if we are going to say that we want you to build 200 units in community A and we'll give you the funds available, would you build those one room, 20 by 22, all across? Is that the kind of unit you will build for the community?

Mr. Dumont: We have to have some kind of a repayment thing, and we're not looking for free housing. There has to be some kind of repayment, and the repayment has to be tied to the kind of house that you have.

For example, if they want the section 79 types of houses, then they'll be stuck with the 25 years and 25% of their income, but if they're going to use their sweat equity and build the section 79 type of housing for the cost of materials, then there ought to be some incentive in there. Payment should not be for as long, and shouldn't be for 25%.

Mr. Harb: What I'm saying is that probably if you were given the funds necessary, you would want to build a home. . . Let's say that for three people in the home, you probably would want to build two bedrooms and have the circulation and all of the necessary amenities for them.

Mr. Belrose: It would be a community norm. That's what would normally prevail.

Mr. Harb: That's what we'd normally would want to do.

Basically you're faced with a squeeze, so you have to make do with the amount of money that's available to you, so you are utilizing that dollar to the limit, stretching it to the end.

I have to commend you, but at the same time, I think it's a shame that while living in a society like the one we live in, the richest country in the world, we are not providing our Métis and our aboriginal people with the same kind of support that we should be.

I want to ask you about the maintenance cost. You put up those units. How do you do the maintenance? It's a problem all across Canada when it comes to CMHC or Ottawa housing or Ontario housing. The housing stock in Canada, in my view, is deteriorating at an incredible rate in terms of maintenance. I want to find out if the same thing is happening in terms of the housing stock you manage, in terms of the maintenance cost. How do you deal with that?

Mr. Swain: We, as Métis people, don't own any houses. We're only the landlords on behalf of the federal and provincial governments, and I'll tell you that in dealing with our clients, we can surely tell the difference between a renter and a homeowner as far as maintenance costs go. The homeowner will have that tendency of looking after the unit, especially if they were involved in the development and construction of their unit. They'll look after it. Somebody who's a tenant—well, I mean, there's nothing there. They know that if door falls off or whatever the case may be, it's going to be replaced.

[Traduction]

M. Swain: Et c'est là le genre de services municipaux dont on dispose dans ces régions.

M. Harb: Voici où je veux en venir. Si l'on vous disait que, maintenant, vous allez être l'organisme chargé de dispenser des logements à votre collectivité et que nous n'allons pas vous imposer de limite. Si nous vous disions de construire 200 logements dans la collectivité A en vous fournissant les fonds, construiriez-vous des maisons à une seule pièce de 20 sur 22? Est-ce là le genre de logement que vous désirez bâtir pour votre collectivité?

M. Dumont: Il faut prévoir un mode de remboursement; nous ne voulons pas des logements gratuits. Il faut prévoir un mode de remboursement, et ce remboursement doit être conforme au genre de maisons que vous avez.

Par exemple, si on veut une maison du type prévu à l'article 79, on s'engage alors à verser 25 p. 100 de son revenu pendant 25 ans. Mais si on préfère mettre la main à la pâte et construire soi-même sa maison du genre prévu à l'article 79 au prix des matériaux, et bien, on devrait être encouragé à le faire. Dans un tel cas, les paiements devraient être inférieurs à 25 p. 100 et ne pas s'échelonner sur une période aussi longue.

M. Harb: Si nous vous donnions les fonds nécessaires, voudriez-vous construire une maison. . . S'il s'agissait d'une maison pour trois personnes, vous voudriez probablement construire une maison dotée de deux chambres et de toutes les installations nécessaires pour trois personnes.

M. Belrose: Cela se ferait selon les normes de la collectivité. C'est généralement la norme qui s'applique.

M. Harb: C'est ce que nous voudrions faire normalement.

Essentiellement, vous disposez de peu d'argent et vous tentez donc de faire un usage optimal des sommes dont vous disposez.

Je vous en félicite, mais, il est honteux que dans notre société, dans notre pays qui est un des plus riches au monde, nous ne puissions fournir aux Métis et aux autochtones le genre de soutien dont ils ont besoin.

J'aimerais maintenant parler des coûts d'entretien. Vous construisez ces logements. Qu'en est-il de l'entretien? C'est un problème partout au Canada, pour toutes les habitations financées par la SCHL ou Ottawa ou l'Ontario. À mon sens, le parc immobilier au Canada se détériore à une vitesse incroyable. J'aimerais savoir si c'est aussi le cas pour les logements que vous gérez, en ce qui concerne les coûts d'entretien. Comment vous attaquez-vous à cette question?

M. Swain: À titre de Métis, nous ne sommes propriétaires d'aucune habitation. Nous ne sommes que les propriétaires au nom des gouvernements fédéral ou provincial. D'ailleurs, d'après mon expérience avec nos clients, je peux vous dire qu'il est facile de faire la distinction entre un locataire et un propriétaire en ce qui concerne l'entretien. Le propriétaire est enclin à bien s'occuper de son logement, spécialement s'il a participé à la construction de sa maison. Il en prend soin alors que le locataire—et bien, il n'assume pas l'entretien. Il sait que si une porte s'effondre, par exemple, quelqu'un viendra la remplacer.

[Text]

It's no different from anybody else in today's society in rental situations. There's no sense of pride toward maintenance, so your maintenance costs are definitely going to be higher. We see that as agents and as counsellors to those individuals.

Mr. Harb: So that's one of your concerns, too.

Mr. Swain: Sure it is—and I'll tell you we don't have maintenance problems with those five units that we did construct. People haven't come to us for any more repairs, or even asked for emergency repair. Those houses are right there, and I'll tell you that some of the other government programs there are deteriorating more quickly than those little units that we've done.

• 1045

Mr. Hamilton: I'd like to make a couple of comments, now we're on to the repair, costing, and responsibilities. I had made several comments to CMHC on these CNITs. I know there are these CNIT guidelines—core needs income thresholds, or whatever it's called. By implementing a program such as CNIT, what has happened is the levels have taken away some of the flexibilities we, as the urban groups, have encountered as far as tenants and the type of maintenance we have to do on units are concerned.

Based on CMHC's criteria of a percentage of income going towards rents, we have found the people at the lower end of the income scale who qualify under this program do not have the resources to maintain units as a regular homeowner would. In many cases we end up having to do a lot of repairs we would not necessarily have to do.

With regard to repairs, we have found several things. When the urban native program was initiated, within the first five years the original tenant could buy the unit from the agent like ourselves for the amount of money we paid for it. So in five years if the house had escalated in price, they could still buy it for the original cost.

We have a policy for ourselves that we will not sell to tenants any more. The reason is that when the tenants were in the units for the first five years, most of the people took care of them. They always had the intention they might or would buy them, and they took good care of them.

We sold two units because this was the program. After we sold the two units, we went to have two units replaced because we're in the rental business for other Métis people. We were refused and told the program did not allow us to replace the units we'd sold. So we're asking why we would want to sell them to a tenant if we can't replace them. We have other people who need to be tenants.

I know the sort of thing we get back as well. If those people could qualify to buy your house, they should go into the open market. After five years of living there, they like it. The kids grew up in that area. They wanted to buy it. In the program they can't do it. So it has created some problems.

[Translation]

En fait, c'est la même chose pour n'importe quel locataire ou que ce soit dans la société d'aujourd'hui. Le locataire ne ressent aucune fierté à l'égard de sa maison et de son entretien et, du coup, les coûts d'entretien sont plus élevés. C'est ce que nous constatons dans notre travail à titre d'agents et de conseillers auprès de ces personnes.

M. Harb: Cela vous préoccupe donc également.

M. Swain: Certainement, mais je peux vous dire que nous n'avons pas de problèmes d'entretien pour ce qui est des cinq logements que nous avons construits. Les personnes qui les habitent ne nous ont pas demandé de faire des réparations additionnelles ni même des réparations d'urgence. Ces maisons sont en bon état, et je sais qu'il y en a d'autres, construites dans le cadre d'autres programmes gouvernementaux, qui se détériorent beaucoup plus rapidement.

M. Hamilton: J'aimerais faire quelques remarques sur les réparations, l'établissement des coûts et des responsabilités. J'ai parlé souvent des PRBI à la SCHL. Je sais qu'il y a des lignes directrices concernant les PRBI—seuils de revenu qui déterminent les besoins impérieux de logement—ou quel que soit leur nom. Depuis qu'il y a des PRBI, en tant que groupes urbains, nous nous trouvons en face d'une plus grande rigidité en ce qui concerne les locataires et le type d'entretien que nous devons assurer dans les logements.

Selon les critères de la SCHL qui veut qu'un pourcentage précis du revenu soit affecté au loyer, les personnes à faible revenu qui sont admissibles au programme n'ont pas les ressources voulues pour assurer l'entretien de leur logement comme le ferait un propriétaire ordinaire. Souvent, nous devons faire des réparations qui ne seraient pas nécessaires autrement.

À ce sujet, nous avons constaté plusieurs choses. Lorsque le Programme de logement des autochtones en milieu urbain a été mis sur pied, au cours des cinq premières années, le premier locataire pouvait acheter le logement d'un agent comme nous au même montant que nous avions payé pour l'acheter. Ainsi, même si le prix de la maison avait grimpé en cinq ans, le locataire pouvait l'acheter au prix original.

Toutefois, nous avons décidé de ne plus vendre ces logements aux locataires. Les locataires qui occupaient un logement pendant les cinq premières années en prenaient bien soin car ils avaient souvent l'intention de l'acheter.

Nous avons vendu deux logements dans le cadre de ce programme. Par la suite, nous avons voulu les remplacer puisque nous avons besoin de logements à louer aux Métis. Or, on a rejeté notre demandé et on nous a dit que le programme ne prévoyait pas le remplacement des logements qui étaient vendus. Dans ce cas, pourquoï voudrions-nous vendre des logements à un locataire si nous ne pouvons pas les remplacer. Nous avons d'autres clients qui ont besoin de louer un logement.

Je sais bien le genre de réponse que l'on nous donne. Si ces personnes peuvent acheter une maison, elles devraient chercher sur le marché de l'immobilier. Mais après avoir passé cinq ans dans un logement, elles s'y plaisent. Les enfants ont grandi dans le quartier. Alors, elles veulent acheter leur logement. Mais elles ne peuvent le faire dans le cadre de ce programme. Cela a donc créé des problèmes.

[Texte]

People are now coming in and saying if we're not going to sell to them, they're ordinary renters. They're asking why they would want to take care of something, or why they would want to be as careful, as if they were going to buy it. So as far as selling units is concerned, the replacement in the urban program is not an incentive for us any more.

The other thing I want to get into also regards units, especially in the urban areas. It's a little different in the rural areas where people are more community-minded. People have a better sense of their neighbour, their community at large. When you get into an urban area like Regina, you encounter different problems. For instance, the government sets what they call the MUP, what we get to buy a unit. We then go and buy a house. Because the program is supposedly for modest income or modest housing, we are limited to where we can buy.

I put together a map of the city of Regina about the size of that big screen up there. On that map I pinned in different colours the houses Gabriel Housing own and manage, the ones the status Indians own and manage, and the ones the other groups manage in the city of Regina. It is sad to say that 99.9% of those houses out of the 1,000 urban units in Regina are all north of one street. In the south half of Regina, from Victoria Avenue, which is basically the centre of Regina, we as Gabriel own three and another group owns one or two.

Because of the dollars and MUPs, we are segregating ourselves into certain parts of the city. The council and a lot of community people feel we're ghettoizing. It's become an issue at times when we want to go into a housing project bigger than two units because they say we're bringing in another reserve. They feel we're bringing in a group of people who are maybe on welfare, or whatever. We have a hell of a time defending those in front of the public at large.

Those are things that have to be changed. If for example you have a budget of five houses at roughly a million dollars in Regina, we should have flexibility. Rather than buying five houses for a million dollars, maybe we could buy two houses in another part of the city that meet our needs and have the flexibility to move there. Then we could buy three houses maybe of lesser dollar value in another part of the city.

I think we need that flexibility, because we are creating ghettos in urban areas. You know you always hear the negative comments—"well go back to the reserve", or native people are this, native people live in this... I'm not

[Traduction]

On nous dit maintenant que puisqu'on ne vend plus les logements, ces gens ne sont que des locataires ordinaires. Ces derniers se demandent alors pourquoi ils devraient prendre autant soin d'une habitation qu'ils n'achèteront pas de toute façon. Par ailleurs, le remplacement des logements vendus dans le cadre du Programme de logement des autochtones en milieu urbain ne représente plus une mesure d'encouragement pour nous.

J'aimerais aussi parler des logements, en milieu urbain plus particulièrement. Ce n'est pas comme dans les régions rurales où la vie est davantage axée sur la communauté. Les gens connaissent mieux leurs voisins, leur collectivité en général. Dans une région urbaine comme Regina, les problèmes sont différents. Par exemple, le gouvernement a créé ce qu'il appelle le MUP, utilité marginale pour dernier dollar dépensé, autrement dit ce que nous obtenons pour acheter un logement. Nous achetons un logement, mais du fait que le programme est destiné aux personnes à revenu modeste, nous sommes limités à certains quartiers.

Je me suis fait un plan de la ville de Regina d'environ la taille de l'écran qui est là-bas. Sur ce plan, j'ai indiqué avec des épingles de différentes couleurs les logements dont Gabriel Housing est propriétaire et gestionnaire, ceux dont les Indiens inscrits sont propriétaires et gestionnaires et ceux qui sont administrés par d'autres groupes de Regina. Malheureusement, j'ai constaté que 99,9 p. 100 de ces habitations, sur 1,000 logements urbains à Regina, se trouvent au nord d'une seule rue. Dans la partie sud de Regina, à partir de l'avenue Victoria qui constitue plus ou moins le centre de la ville, Gabriel Housing a trois logements et un autre groupe en a un ou deux.

À cause de cet argent et des MUP, nous sommes limités à certains quartiers de la ville. Le conseil et beaucoup de gens estiment que nous créons des ghettos. Cela devient parfois un problème lorsque nous voulons entreprendre un projet d'habitation comportant plus de deux logements car on dit que nous voulons créer une autre réserve. On estime que nous amenons dans la ville tout un groupe de gens qui sont peut-être prestataires de l'aide sociale. Nous avons énormément de mal à les défendre auprès du grand public.

C'est là le genre de choses qu'il faut changer. Par exemple, si nous disposons d'un budget d'environ un million de dollars pour construire cinq maisons à Regina, nous devrions pouvoir le faire avec une certaine souplesse. Plutôt que d'acheter cinq maisons pour un million de dollars, nous pourrions peut-être en acheter deux dans un autre quartier de la ville qui répond mieux à nos besoins. Nous pourrions ensuite acheter trois maisons un peu moins coûteuses dans un autre quartier de la ville.

C'est là le genre de souplesse dont nous avons besoin, car nous sommes en train de créer des ghettos dans les régions urbaines. Vous avez sûrement déjà entendu des commentaires négatifs du genre «les Indiens devraient

[Text]

saying to give up our cultural values or anything else, but we do not want to have all native houses in one section of town. The flexibility has to be there. We have to be part of the decision-making team as to the cost of the units and the incomes that are applicable.

In the southern part of the city there are basically higher-income families. When we bought three units there I had to go to CMHC and tell them I couldn't put a welfare family or a single parent of three into that part of the community. So we bent the rules and hand-picked three families that fit into that part of the community. They're aboriginal families, but we had to sort of hand-pick them. Basically they had jobs and could afford to fit into the community. Their kids could fit into the school systems there.

We have to have more flexibility in some of the things we do. We know the rules are set out for modest-income housing. We're not saying we want only castles. But you have to take a look at the infrastructures in the communities you're in, to make sure the program fits and the needs of the recipients of the programs are met.

So in regard to a couple of those issues, we have the sale of units and how we do replacements, the maximum unit prices we are allocated in the communities we live in, and the core needs incomes we have to fit into those slots.

It's a hell of a lot harder for us to do that than it is for governments to come and say you can have five houses and that is our program. That's great, but we are the ones who have to make the program work and fit it into all the slots.

Mr. Skelly: This has been a good discussion, because I don't think we've had too many opportunities in the past to talk to people who have actually been on the delivery end of this system and get the experience of the kinds of frustrations you have had in trying to accommodate what you see as inflexible, centrally developed programs, and actually delivering those programs in the communities. So it's been a good session from my point of view, and very informative.

Your name's Larry. Sorry, I didn't get your last name.

Mr. Belrose: Belrose.

Mr. Skelly: You mentioned problems with the lifetime costing model. In Ontario \$32 million supposedly is spent on housing, but after the cuts it delivers 80 units through your delivery system. I'm wondering, to your knowledge, how does CMHC deal with this lifetime costing model? Does it take the amortized cost of this house and then sell it at a discount to banks or trust companies and establish some kind of fixed obligation to those groups so mortgages are sold at a discount, or a portfolio of mortgages are sold at a discount?

[Translation]

retourner dans les réserves», ou bien, les autochtones sont comme ceci, les autochtones vivent comme cela. . . Je ne veux pas dire que nous voulons abandonner nos valeurs culturelles ou quoi que ce soit, mais nous ne voulons pas que tous les autochtones vivent dans le même quartier de la ville. Il faut une certaine souplesse. Il faut que nous prenions part aux décisions sur le coût des logements et sur les revenus admissibles.

Dans le sud de la ville, on retrouve des familles à revenus plus élevés. Lorsque nous avons acheté trois logements dans ce quartier, j'ai dû m'adresser à la SCHL pour leur dire que je ne pouvais pas installer des prestataires de l'aide sociale ou une famille monoparentale dans ce quartier. Nous avons donc contourné le règlement et choisi trois familles qui se conformaient au profil de cette collectivité. Ce sont des familles autochtones, mais nous les avons choisies essentiellement parce qu'elles avaient des emplois et pouvaient se permettre de vivre dans ce quartier. Leurs enfants pouvaient s'intégrer au système scolaire.

Il nous faut une plus grande marge de manoeuvre. Nous savons que les règles sont établies pour des familles aux revenus modestes. Nous ne demandons pas des châteaux. Mais il faut tenir compte des infrastructures de la communauté et s'assurer que le programme répond aux besoins de ceux pour qui il a été conçu.

Pour ce qui est de certaines de ces questions, il y a la question de la vente des logements et de leur remplacement, le prix unitaire maximal pour les communautés où nous vivons et les seuils de revenu qui déterminent les besoins impérieux dont il faut tenir compte.

C'est beaucoup plus difficile pour nous que pour le gouvernement qui nous dit, voilà, vous pouvez avoir cinq maisons et c'est là notre programme. Tout cela est très beau, mais c'est nous qui devons exécuter les programmes pour qu'ils répondent à tous les besoins.

M. Skelly: Cette discussion est vraiment très intéressante car nous n'avons pas eu souvent l'occasion de nous entretenir avec ceux qui dispensent les services dans les collectivités et qui vivent toute sorte de frustrations en tentant d'adapter ces programmes conçus à Ottawa et qui sont si rigides. J'ai beaucoup aimé vous entendre et j'ai beaucoup appris.

Votre nom est Larry. Je suis désolé, mais je n'ai pas entendu votre nom de famille.

M. Belrose: Belrose.

M. Skelly: Vous avez fait allusion à des problèmes concernant le modèle de prévision des coûts en fonction de la durée de vie. En Ontario, on prétend dépenser 32 millions de dollars pour le logement mais après les réductions, on ne fournit que 80 logements. Je me demande si vous savez comment la SCHL procède pour prévoir les coûts selon la durée de vie? Part-on du coût amorti d'une maison puis la vend-on avec escompte à une banque ou à une compagnie de fiducie en établissant un genre d'obligation fixe pour ces groupes de sorte que les hypothèques ou les portefeuilles d'hypothèque sont vendus avec escompte?

[Texte]

Mr. Belrose: We are not aware of that. The mortgage administration department has been centralized in Toronto now. All 3,000 units in the province of Ontario make their payments to that branch, so I don't think they have discounted those mortgages and sent them off.

Basically, the difference between 25% of their income and the actual cost of principal, interest, taxes, and heating allowance is what the subsidy payment is per year. All 3,000 units are calculated out and they have five, ten, and twenty-five year models. They calculate what the lifetime cost of this unit will be. Whatever dollars are left are used to build units within the province of Ontario. It came out to 160 units last year.

• 1055

Mr. Skelly: If CMHC switched from this lifetime costing model to a program of delivering paid-up, clear title, fee simple units, by my calculation they could deliver, at \$145,000 a unit, about 215 or 220 units compared to the 80. That's why I was wondering if they had some kind of mortgage discounting system to establish fixed obligations for this \$32 million, or if they could switch over to a program of delivering paid-up, fee simple, clear title units.

Mr. Belrose: We have recommended that they should take a one-time hit and just get rid of all these mortgages, because basically it is a subsidy. It's the same money just rolling around and coming back into the shop. If they were to allow that, saying all these mortgages are now written off and there won't be this subsidy every year from here on in, those people would still be subject to making 25% payments. If we took that money and put it into a pot, we would all of a sudden have extra dollars that could be put back.

We've talked about even having native mortgage companies. Again, we're subject to all of the provisions. We would need to have a \$5-million base before we could get into delivering mortgages ourselves, but why couldn't native organizations hold the paper on all this type of thing as opposed to CMHC?

When we look at administrative costs, the cost to the corporation to do business—\$21 a square foot buildings, wherever they are—is astronomical. There have to be easier, simpler, more cost-efficient ways of having those programs delivered. When they designed the fee-for-service arrangement, they took 50% of what it cost the corporation and offered that to us to do it. We went out and did it, and did it in spades all along. We've proven we can deliver at half the price it cost the corporation, and we're making money at it, provided we keep the critical masses, as Mr. Redway said. At the rate it's going down, there won't be enough. . . I don't know how Prince Edward Island is going to get along. They only have four units to begin with. If you take a 50% hit there. . .

Mr. Skelly: The critical mass is definitely exceeded there.

[Traduction]

M. Belrose: Pas que je sache. La section de l'administration des hypothèques a été centralisée et se trouve maintenant à Toronto. Les versements pour les 3,000 logements en Ontario sont faits à cette section, de sorte que je ne crois pas qu'il y ait eu escompte sur hypothèque.

Essentiellement, la différence entre 25 p. 100 des revenus et le total des coûts réels du capital, des intérêts, des taxes et de l'allocation de chauffage est ce qui constitue la subvention annuelle. On fait un calcul pour les 3,000 logements selon des modèles de 25, 10 et 5 ans. On calcule le coût de la durée de vie de chaque logement. Les sommes qui restent servent à construire d'autres habitations en Ontario. L'année dernière, on en a bâti 160.

M. Skelly: Si la SCHL remplaçait son modèle d'établissement des coûts en fonction de la durée de vie par un programme de propriétés inconditionnelles, escomptés de toute charge et libérées, selon mes calculs, elle pourrait fournir 215 ou 220 logements à 145,000\$ chacun plutôt que 80. Voilà pourquoi je me demandais si elle avait un système d'escompte sur hypothèque pour établir des obligations fixes pour ces 32 millions de dollars, ou si elle pouvait adopter un programme de vente de propriétés inconditionnelles, escomptés de toute charge et libérées.

M. Belrose: Nous avons recommandé à la SCHL qu'elle se débarrasse de toutes ces hypothèques en bloc car il s'agit essentiellement de subventions. On ne fait que recycler toujours les mêmes fonds. Si on procédait plutôt de la sorte, si on radiait ces hypothèques et que l'on décidait de supprimer cette subvention chaque année, ceux qui versent 25 p. 100 de leurs revenus devraient continuer à le faire. Si nous pouvions recueillir cet argent, nous aurions des fonds additionnels que nous pourrions réinvestir.

Nous avons aussi pensé à des sociétés autochtones de prêts hypothécaires. Encore une fois, nous sommes assujettis à toutes sortes de dispositions. Il nous faudrait une base de 5 millions de dollars avant de pouvoir accorder nous-mêmes des hypothèques, mais pourquoi des organisations autochtones ne pourraient-elles pas le faire plutôt que la SCHL?

Lorsqu'on examine les coûts administratifs, les coûts de fonctionnement de la société—constructions à 21\$ le pied carré, par exemple—sont astronomiques. Il y a certainement des façons plus simples et plus économiques de mettre en oeuvre ces programmes. Lorsqu'on a conçu l'entente du paiement en fonction des services, la SCHL a offert de nous verser 50 p. 100 de ce que cela lui coûtait pour que nous nous en occupions. C'est ce que nous avons fait, et nous avons prouvé que nous pouvions le faire tout en réduisant nos coûts de moitié par rapport à ceux de la société, que nous pouvions même faire des profits, à condition que nous maintenions la masse critique, comme le disait plus tôt M. Redway. Si la tendance se maintient, il n'y aura pas suffisamment. . . Je ne sais pas comment on survivra à l'île-du-Prince-Édouard. Il n'y a que quatre logements au départ. Si vous réduisez cela de 50 p. 100. . .

M. Skelly: On va alors bien au-delà de la masse critique.

[Text]

You've talked to CMHC about changing from a lifetime costing model to the paid-up units. What has their response been? How do they justify what appears to be, based on what you're saying, an overly complex system that impedes the delivery of housing units?

Mr. Belrose: In a typical bureaucratic manner, it's right here: paragraph 3.(2)(i) states that thou shalt not do this; we have to do it this way.

Mr. Skelly: We can't do it because it says here we can't.

Mr. Belrose: That's right. There's no flexibility in it whatsoever. Up until 1987 there was a unit target. They said there were 290 units, whatever the cost may be. It wasn't 290 or \$29 million, whichever came first; it was 290 units. They just kept going with that. Then all of a sudden the lifetime model came in and they said that every year it was going to decrease. The budget increases by 5% and the units go down by 20%. How can this be? Well, because the lifetime model is here. The interest rate has risen; therefore the cost to them has increased; therefore we're getting fewer units.

Mr. Skelly: To me, the only reason you could justify going to the lifetime costing model is if you took those obligations, based on 25% of income or whatever, and sold them at a discount to financial institutions. Otherwise, if it's all internally financed. . .

Mr. Redway: It is not.

Mr. Skelly: To me there's no reason to justify—

Mr. Redway: In fairness, it's financed by banks and mortgage companies and there's a guarantee. The government is not putting out this money now. It's coming from private sources.

Mr. Skelly: Did this change in 1987 when they switched to the new model?

Mr. Redway: No, but I don't want to take over here.

Mr. Hamilton: I think it would be a lot cheaper if the government itself. . . The government can borrow at a rate better than we as the groups can borrow. By the time we get through the banks we pay 10%, 11%, or whatever the rates are. . .2% or 3% above prime, whereas the government would get it at prime.

• 1100

If we amortize the 2% difference on our \$13 million over the next 25 to 35 years there's a hell of a lot more money being spent. We could build a lot more houses just on the interest percentage difference itself.

Mr. Skelly: I guess my concern is that if you switch from a lifetime costing model with all of these outstanding obligations to the bank to a delivery system that's paid-up units, there's going to be a huge cost to switch over. It's unfair to ask you the question. We should probably go back to CMHC on that.

[Translation]

Vous vous êtes entretenu avec la SCHL pour que le modèle d'établissement des coûts en fonction de la durée de vie soit remplacé par un modèle fondé sur les logements libérés. Quelle a été la réponse? Comment la SCHL justifie-t-elle ce qui semble être, d'après vos propos, un système trop complexe qui fait obstacle à la bonne marche du programme?

M. Belrose: De façon typiquement bureaucratique: l'alinéa 3.(2)i stipule que vous ne pouvez pas agir ainsi. Mais comme cela.

M. Skelly: On ne peut pas le faire parce qu'il est interdit de le faire.

M. Belrose: Exactement. Il n'y a aucune souplesse. Jusqu'à 1987, on procédait selon un nombre cible de logements. On disait qu'il fallait 290 logements, quels qu'en soient les coûts. On ne parlait pas de 290 ou de 29 millions de dollars; on ne parlait que de 290 logements. On a poursuivi ainsi pendant plusieurs années. Soudainement, on a adopté le modèle en fonction de la durée de vie et on nous a dit qu'il y aurait une diminution chaque année. Le budget augmente de 5 p. 100 mais le nombre de logements baisse de 20 p. 100. Comment cela se peut-il? Eh bien, c'est à cause du modèle du cycle de vie. Les taux d'intérêt ont augmenté; par conséquent, leurs coûts ont augmenté et nous obtenons moins de logements.

M. Skelly: À mon sens, on ne peut justifier l'adoption du modèle en fonction de la durée de vie que si l'on se sert de ces obligations, que ce soit sur 25 p. 100 du revenu ou autre, pour les vendre avec escompte aux institutions financières. Sinon, si tout est financé à l'interne. . .

M. Redway: Cela n'est pas le cas.

M. Skelly: Il me semble que rien ne justifie. . .

M. Redway: Il faut dire que ce sont les banques et les sociétés de prêts hypothécaires qui assurent le financement et il y a une garantie. Ce n'est pas le gouvernement qui injecte ces fonds. Ce sont des sources privées.

M. Skelly: Est-ce que cela a changé depuis 1987, lorsqu'on a adopté le nouveau modèle?

M. Redway: Non, mais je ne veux pas vous couper l'herbe sous le pied.

M. Hamilton: Je crois que ce serait moins coûteux si le gouvernement. . . Le gouvernement peut emprunter à un taux beaucoup plus avantageux que nous. Quand nous empruntons à la banque, nous payons 10 ou 11 p. 100, ou en tout cas 2 ou 3 p. 100 de plus que le taux préférentiel, tandis que le gouvernement peut emprunter au taux préférentiel.

Si l'on amortit en 25 ou 35 ans l'écart de 2 p. 100 sur la somme de 13 millions de dollars, cela fait beaucoup plus d'argent. Nous pourrions construire beaucoup plus de maisons uniquement grâce au différentiel entre les taux d'intérêt.

M. Skelly: Ce qui me préoccupe, c'est que si vous passez d'un modèle d'établissement des coûts en fonction de la durée utile, avec toutes les dettes à la banque que cela implique, à un système de livraison d'unités libérées, le changement s'accompagnera de coûts énormes. C'est injuste de vous poser la question. Nous devrions probablement la poser plutôt aux responsables de la SCHL.

[Texte]

Mr. Belrose: We get into this policy, and we use policy planners.

Mr. Hamilton: I think the other drawback, if I could see one from say CMHC's point of view, is that should something happen to the agents, they would then be holding this great big inventory of houses and stuff. Say we revolted and decided we wanted to leave Canada and start our own little nation somewhere, the Government of Canada would be stuck with all these, and I don't know if they want to get into that. This way they leave the responsibility to be holding the bag for these to the Bank of Montreal, the Bank of Nova Scotia and credit unions, even though you guaranteed the mortgages on them. I think probably the thing we get thrown at us all the time is that this is why they don't do it.

Mr. Redway: I agree it should be CMHC, the Treasury Board and the Department of Finance who are giving you this information to get it accurate. In fact, I suspect we would hear some substantial comments from the finance critics of the opposition parties about the sudden size of the deficit increase if we went out to borrow the money to repay all of these things currently financed through the private sector.

Mr. Skelly: That has to be reflected in the national debt through the guarantees.

Mr. Redway: Yes, but not in the same way.

The Chairman: This interjection by Mr. Redway was very timely, because it was his time to begin his round of questioning again.

Mr. Redway: I think this has been an extremely valuable meeting and we have an awful lot of good information. I trust we will be able to do exactly what you have in mind and we have in mind: get this translated into policy and legislation that will be helpful for you.

I want to go back to my original question. It's going to be helpful for the committee and our staff to trace through the steps of the process as far as delivering housing. We started at the tripartite committee. Can you take us back step by step from there through the process under all the programs, whether they be the rural native program or the urban native program?

Mr. Swain: I'm not sure to what degree. . .

Mr. Redway: Perhaps I could help you here. The money is allocated and then the tripartite committee sits down to decide where it goes. How do you as one part of the committee actually decide on who gets the housing and where it goes and your network of staffing throughout the various communities? Let's take the Manitoba community for rural and native housing as an example.

Mr. Swain: Basically, as the forerunners on the delivery side of the program we provide all the data required to establish the management decisions. We identify the need throughout the entire province, and I believe that's pretty well how all the other agencies participate. We make our projections for deliveries.

[Traduction]

M. Belrose: Nous avons recours à des planificateurs pour étudier ce genre de politique.

M. Hamilton: L'autre inconvénient, si je me place du point de vue de la SCHL, c'est que si jamais les agents avaient des problèmes, ils se retrouveraient avec un énorme stock de maisons et de matériaux. Supposons que nous nous révoltons et décidons de quitter le Canada et de créer notre propre pays, le gouvernement du Canada se retrouverait avec ce stock dont il ne saurait que faire et je ne sais pas s'ils sont prêts à prendre ce risque. Avec la méthode actuelle, ce risque est assumé par la Banque de Montréal, la Banque de Nouvelle-Écosse et les coopératives de crédit, même si les hypothèques sont garanties. C'est la raison que l'on nous donne le plus souvent pour expliquer le refus d'une telle méthode.

M. Redway: Je reconnais qu'il faudrait plutôt s'adresser à la SCHL, au Conseil du Trésor et au ministère des Finances pour obtenir des renseignements précis là-dessus. En fait, je soupçonne que si nous empruntons l'argent pour rembourser tous ces capitaux qui sont actuellement financés par le secteur privé, les critiques de l'Opposition en matière de finance ne rateraient pas l'occasion de protester énergiquement contre la soudaine augmentation du déficit.

M. Skelly: Ce passif doit pourtant figurer dans la dette nationale, compte tenu des garanties.

M. Redway: Oui, mais pas de la même façon.

Le président: L'intervention de M. Redway est très opportune, car c'est justement son tour de parole.

M. Redway: Je trouve que la réunion a été extrêmement utile et que nous avons obtenu beaucoup d'excellents renseignements. J'espère que nous serons en mesure de répondre à vos attentes et aux nôtres, c'est-à-dire de faire en sorte que tout cela aboutisse à une politique et à un projet de loi qui vous seront utiles.

Je voudrais revenir à ma première question. Il serait utile, à la fois pour les membres du comité et pour notre personnel, d'explicitier chaque étape du processus de construction des logements. Nous avons commencé par le comité tripartite. Pourriez-vous reprendre chaque étape du processus pour l'ensemble des programmes, dans les régions urbaines et rurales?

M. Swain: Je ne sais pas dans quelle mesure. . .

M. Redway: Peut-être pourrais-je vous aider. Les crédits sont accordés, après quoi le comité tripartite se réunit et décide de la répartition de l'argent. Sur quoi vous basez-vous exactement pour décider qui obtient des logements, où va l'argent dans les diverses localités? Prenons par exemple les programmes de logement rural et urbain au Manitoba.

M. Swain: Essentiellement, nous sommes aux avant-postes pour l'application du programme. Nous fournissons donc aux gestionnaires du programme tous les renseignements requis pour la prise de décision. Nous précisons les besoins dans toute la province, et je crois que tous les autres intervenants fonctionnent à peu près de la même façon. Nous établissons des projections pour le nombre de logements.

[Text]

Mr. Redway: How do you establish this?

Mr. Swain: We always have a constant backlog of applications each year, and it just builds up. So we assess that, go back and check as to where it occurred.

• 1105

Mr. Redway: Where are the applications made to?

Mr. Swain: The applications are made to us. We are the field officers and in fact act as the loans officers on behalf of the federal and provincial governments and take the initial applications. We do the preliminary applications of the potential clients, ensure they are eligible for the program. So we keep all the preliminary applications in place and then start going through all the various stages of the process.

Mr. Redway: An individual person or family would make the application. They will contact you. You make it known that this is the way the process is done. How do you make this known?

Mr. Swain: I guess it's easier for us in Manitoba. We've been involved in the delivery since the inception of the program in 1974, so it's been well known that we've been playing this delivery role with them, so they consistently contact us and have recognized us.

Mr. Redway: So there wouldn't be somebody out there who needs a house and has no idea you exist.

Mr. Swain: Not in Manitoba, because if you recall when the federal government decided to deliver the demonstration program, they wanted to provide this demonstration program to areas where there was not subsidized housing. We had a problem in Manitoba finding a community that didn't have any subsidized housing. So we've been working aggressively throughout all those years to provide this type of information to communities, and I think effectively so because of the way our organization is set up as the Manitoba Métis Federation.

We're set up by locals. When I say locals, that is locally elected individuals who participate within the federation. So with 130 locals throughout the entire province, we represent 386 communities by word of mouth and in fact by community contact. That's been there even through local representatives.

Mr. Redway: Can we get a copy of the application form from you so we know how it works?

Mr. Swain: Sure.

Mr. Redway: After the application is made to your field representatives, what happens to it then?

Mr. Swain: As I say, we prepare the package. We're making sure it's going to be predominantly accepted by CMHC's officers for approval. We'll go through the various stages, not only identifying the clients, but also going through the identification of availability of properties. Some of them may sit in abeyance for a couple of years because of nonavailability of land acquisition. We even work with people at the community level to ensure those areas are at least

[Translation]

M. Redway: Comment faites-vous?

M. Swain: Nous avons toujours, chaque année, un arriéré de demandes qui s'accumule. Nous faisons une évaluation de ces demandes que nous étudions au cas par cas.

M. Redway: À qui les demandes sont-elles adressées?

M. Swain: À nous. Nous sommes les responsables du programme sur le terrain et, en fait, nous agissons à titre d'agents de prêts pour les gouvernements fédéral et provinciaux et c'est donc à nous que les demandes s'adressent à l'origine. Nous faisons une étude préliminaire des clients potentiels, en vérifiant qu'ils sont bel et bien admissibles au programme. Nous tenons donc un dossier de toutes les demandes préliminaires et nous amorçons les diverses étapes du processus.

M. Redway: C'est donc une personne ou une famille qui présente une demande. Ces gens communiquent avec vous. Comment faites-vous pour faire savoir au grand public que c'est ainsi qu'il faut procéder?

M. Swain: Je suppose que c'est plus facile pour nous, au Manitoba. Nous participons à la mise en place du programme depuis sa création en 1974. Notre rôle est donc bien connu, les gens savent à qui s'adresser et ils n'hésitent pas à communiquer avec nous.

M. Redway: Vous excluez donc la possibilité que quelqu'un ait besoin d'une maison et qu'il ne sache pas qu'il doit s'adresser à vous.

M. Swain: Pas au Manitoba, parce que vous vous rappellerez que lorsque le gouvernement fédéral a décidé de mettre sur pied ce projet pilote, il s'agissait d'en faire bénéficier les régions où il n'y avait pas de logements subventionnés. Il nous a été difficile de trouver au Manitoba une localité qui ne bénéficiait d'aucun programme de logement subventionné. Nous avons donc fait beaucoup d'effort pendant des années pour renseigner le grand public à ce sujet et je crois que nos efforts ont porté fruit grâce à la façon dont la Fédération des Métis du Manitoba est structurée.

Nous avons en effet, des sections locales qui élisent des représentants à la Fédération. Dans toute la province, nous avons 130 sections représentant 386 localités. Les nouvelles se transmettent par le bouche à oreille, par contact direct sur place. Nos représentants locaux veillent à ce que tous soient bien informés.

M. Redway: Pourriez-vous nous faire parvenir une copie de la demande, pour savoir comment cela fonctionne?

M. Swain: Bien sûr.

M. Redway: Les demandes sont donc présentées à vos représentants locaux. Que se passe-t-il ensuite?

M. Swain: Comme je l'ai dit, nous préparons le dossier. Nous vérifions que la demande sera acceptée par les agents de la SCHL. Nous acheminons le dossier à toutes les étapes, c'est-à-dire que nous identifions la clientèle et aussi les terrains qui sont disponibles. Certaines demandes demeurent en suspens pendant plusieurs années parce qu'il est impossible de faire l'acquisition du terrain. Nous travaillons même de concert avec les autorités locales pour nous assurer

[Texte]

developed. Once we have the package together, then we submit it for approval even though some of the changes are coming about.

Mr. Redway: Where does the approval occur, in Winnipeg or in Ottawa?

Mr. Swain: Final approval is made in Winnipeg at the branch office.

Mr. Redway: Having been approved, what do you do as far as the actual building and construction is concerned? Who does the tendering process?

Mr. Swain: After the application is approved, we're only notified as the front-runners. We then notify the clients and prepare them towards ownership or rental and their responsibilities, and just do that sort of post-counselling. Once the unit goes up for tender, CMHC handles it further on.

Mr. Redway: Does CMHC do the tendering?

Mr. Swain: Yes, they prepare the tendering packages.

Mr. Redway: I take it that's where you think some flexibility should be in the system.

Mr. Swain: Yes.

Mr. Redway: To what extent are Métis construction companies involved in the construction of housing for Métis people at the moment in Manitoba?

Mr. Swain: A few years ago we set up our own Métis housing construction company to go into competition with the general contractors. All we tried to do is play a co-ordinating role to try to employ the Métis contractors at the community level. We try to provide the bid and performance bonding required. So we are no different from Qualico or any other homebuilder out there that goes into competition for it. That's basically what we do. Sometimes we're successful and sometimes we're not.

Mr. Redway: Any idea what sort of percentage of success you have?

Mr. Swain: I would say in the past couple of years about 15%.

Mr. Redway: Do you have difficulty with the bid bond process?

Mr. Swain: Yes, to a degree, because sometimes the type of bonding available to us is minimal and always contingent. We're not quite as big as some of the private sector companies we're competing against that have developed this type of financial base through time. Time is the only thing that's not on our side at this time. We figure we're in time.

Mr. Redway: It's the experience factor with the length of time.

[Traduction]

que les terrains en question sont prêts à accueillir un lotissement. Une fois que le dossier est complet, nous le soumettons à l'approbation des autorités, même si certains changements sont apportés.

M. Redway: Où se fait l'approbation, à Winnipeg ou à Ottawa?

M. Swain: L'approbation finale se fait à Winnipeg, au bureau régional.

M. Redway: Une fois la demande approuvée, que faites-vous concrètement, en ce qui concerne la construction des maisons? Qui s'occupe des appels d'offres?

M. Swain: Une fois la demande approuvée, nous en sommes seulement avertis à titre d'éclaireurs. Ensuite, nous avertissons à notre tour les clients et nous les préparons à devenir propriétaires ou locataires et à assumer les responsabilités afférentes, bref nous leur servons de conseillers. Ensuite, c'est la SCHL qui s'occupe du dossier pour la construction des habitations.

M. Redway: La SCHL s'occupe-t-elle des appels d'offres?

M. Swain: Oui, elle prépare les dossiers d'appels d'offres.

M. Redway: Je suppose que c'est là où il faudrait à votre avis une plus grande souplesse du système.

M. Swain: En effet.

M. Redway: À l'heure actuelle, dans quelle mesure les entreprises de construction du Manitoba appartenant à des Métis participent-elles à la construction des habitations destinées aux Métis?

M. Swain: Il y a quelques années, nous avons mis sur pied notre propre entreprise de construction domiciliaire pour faire concurrence aux grandes entreprises de construction. Nous voulions seulement jouer un rôle de coordination pour essayer d'obtenir des contrats pour les entrepreneurs métis au niveau local. Nous essayons de leur fournir le cautionnement de soumission et de bonne exécution. Nous sommes donc sur le même pied que la firme Qualico ou toute autre entreprise de construction domiciliaire qui présente une soumission pour obtenir le contrat. Parfois, nous réussissons à décrocher le contrat, d'autres fois nous échouons.

M. Redway: Avez-vous une idée de votre pourcentage de succès?

M. Swain: Je dirais que c'est de l'ordre de 15 p. 100 depuis quelques années.

M. Redway: Avez-vous des problèmes avec la caution de soumission?

M. Swain: Oui, dans une certaine mesure, parce que le cautionnement que nous réussissons à trouver est parfois limité et toujours conditionnel. Nous n'avons pas la taille de certains de nos concurrents du secteur privé avec lesquels nous rivalisons. Ces grandes entreprises ont établi avec le temps de solides contacts dans les milieux financiers. Pour l'instant, c'est notre seul obstacle. Les choses devraient s'arranger avec le temps.

M. Redway: C'est donc une question de temps et d'expérience.

[Text]

Mr. Swain: We have the experience in the construction end of it. Basically, our biggest stalling block is availability to provide that bid and performance bonding. That's where we get beat out, because we don't have the financial backing. But the human resources, yes, it's there, because sometimes some of the private contractors will take on some of our people to administer those projects.

• 1110

Mr. Redway: Who does the inspection?

Mr. Swain: CMHC.

Mr. Redway: CMHC does the inspection as the construction is built?

Mr. Swain: Yes.

Mr. Redway: Is that a role that you could play?

Mr. Swain: That we could play? Yes. I feel that's a role we could play as agents, because it's not only the front end of this specific program to assist individuals that make application for mortgages, we also do other services, and that portion is inspection to the Residential Rehabilitation Assistance Program and also the emergency repair program.

So we administer... We do the preliminary inspections right to the final inspections, and request advancing to take place on those projects. And some of those applications are as high as \$25,000. In fact, even CMHC has admitted to us our abilities, that we're better inspectors in looking at an existing unit for refurbishment, because all they do on new construction is basically monitor it. We have to play the role of looking at a unit, identifying the problems with it, and providing the solutions for it. Then, if there are add-ons to those existing units, we have to technically provide that type of support assistance, to draft out the working plans for appropriate foundations and wall designs, and the same thing with roof designs. So we provide the service on that end.

Mr. Dumont: I think the inspection is a perfect example of how CMHC could cut their costs by 50% by entering into fee-for-service contracts with the delivery agents.

Mr. Swain: We're there already, in the same neighbourhood doing RRAP inspections.

Mr. Redway: Then is there some sort of follow-up that you do after the house is built and the people have moved in?

Mr. Swain: For one year. Only for one year, just monitor that they've been consistent on that and then CMHC does the care after that one year.

Mr. Redway: Again then, is there another role you could play there?

Mr. Swain: You'd better believe it. Mr. Dumont has some figures written down here to—

[Translation]

M. Swain: Nous avons l'expérience voulue pour ce qui est de la construction elle-même. En fait, notre principale pierre d'achoppement, c'est la difficulté à trouver le cautionnement de soumission et de bonne exécution. C'est là que nos concurrents nous dament le pion, parce que nous n'avons pas de solides appuis financiers. Par contre, sur le plan des ressources humaines, nous sommes bien dotés, puisqu'il arrive parfois que des entrepreneurs privés font appel à des Métis pour administrer des projets.

M. Redway: Qui se charge de l'inspection?

M. Swain: La SCHL.

M. Redway: La SCHL se charge de l'inspection pendant la construction?

M. Swain: Oui.

M. Redway: Est-ce un rôle que vous pourriez jouer?

M. Swain: Que si nous pourrions jouer? Oui. J'estime que nous pourrions nous charger de ce rôle à titre d'agents. En effet, notre rôle ne se limite pas aux étapes préliminaires de ce programme, c'est-à-dire à aider les particuliers à faire une demande d'hypothèque. Nous rendons également d'autres services, notamment l'inspection dans le cadre du Programme d'aide à la remise en état des logements et aussi du Programme de réparations d'urgence.

Nous administrons donc... En fait, nous nous chargeons de l'inspection à toutes les étapes, en plus d'aider à la préparation des demandes. Dans certains cas, le montant demandé peut atteindre 25,000\$. En fait, la SCHL a elle-même reconnu nos compétences dans ce domaine en admettant que nous avons de meilleurs inspecteurs pour ce qui est de la remise en état d'un logement existant, car dans le cas d'une construction neuve, la SCHL se contente de faire des visites de contrôle. Dans le cas d'un logement existant qu'il faut rénover, nous devons déceler les problèmes et trouver les solutions pour y remédier. Ensuite, si l'on décide d'agrandir ces habitations, nous devons fournir une aide technique pour dessiner les plans des fondations, des murs et du toit. Nous assurons ce service.

M. Dumont: Le cas de l'inspection illustre bien comment la SCHL pourrait réduire ses coûts de 50 p. 100 en concluant des contrats par service avec les agents chargés de l'application du programme.

M. Swain: Nous avons déjà des inspecteurs dans le voisinage de toute façon, dans le cadre du Programme PAREL.

M. Redway: Une fois que la maison est construite et que ses occupants y ont emménagé, faites-vous un quelconque suivi?

M. Swain: Pendant un an. Seulement pendant un an, pour nous assurer que tout est conforme, après quoi la SCHL se charge de l'entretien.

M. Redway: Encore là, pourriez-vous jouer un rôle additionnel?

M. Swain: Absolument. M. Dumont pourrait vous communiquer certains chiffres. . .

[Texte]

Mr. Dumont: I just wanted to make that point here that if you look at the management of these houses after they're built, if you look at CMHC and their rental portfolio in Manitoba, they have a 40% arrears problem. There are numerous court actions evicting people from their houses. MHRC, where we have less of an input in the delivery, have 60% to 80% arrears and numerous court actions.

In the urban native housing area, the arrears is 1% to 5%, and those urban native housing corporations are managed by volunteer boards and Métis managers. The maintenance problem is a lot smaller. The maintenance is kept up to date a lot better. There are a lot fewer complaints from it. I think that's another area where aboriginal people can be more effective than CMHC on a fee-for-service basis where the cost wouldn't be more, but in fact it would be less. And the feedback or the complaints cannot be pointed at CMHC; they'd be pointed at us. We'll accept the responsibility. If you give us the authority to manage, we'll accept the responsibility and we'll face—

Mr. Redway: Somebody once said let the managers manage.

Mr. Dumont: That's right. We guarantee you that it'll be done cheaper. For example, I know that every individual around this table has probably bought a house or built one at one time or another in their lives, but I'll bet you that none of you went to CMHC for advice on the kind of house you needed, or how much it would cost, or what kinds of windows you should have or where you should have poly and where you shouldn't.

You wouldn't go. You wouldn't go to CMHC. I didn't go because I could afford to build outside of that. I didn't go because I knew what I needed. I knew what I could afford. I knew what would meet my needs, and if I went to CMHC my house would probably cost double what it would cost if I did it myself. So why are we forcing these people to go through those steps? You wouldn't do it. I wouldn't do it. So why are we forcing them to do it? It doesn't make sense.

• 1115

Mr. Redway: Can I perhaps switch to Ray and ask what difference, if any, there would be in this process in say the urban setting of Regina.

Mr. Hamilton: Quite a bit of difference. First of all, there is a tripartite management committee in Saskatchewan, made up of CMHC, the province, and the Métis Society, but it deals only with the rural native matters. At the urban level we do not have such a thing as a tripartite committee.

[Traduction]

M. Dumont: Si l'on considère la gestion de ces logements après leur construction, si l'on examine le portefeuille des immeubles locatifs de la SCHL au Manitoba, on constate que 40 p. 100 des loyers sont en retard. On ne cesse d'intenter des poursuites devant les tribunaux pour expulser des gens de leur maison. Dans le cas des logements administrés par la Société manitobaine d'habitation et de rénovation, nous participons moins activement à l'administration de ce programme et les loyers en souffrance atteignent 60 à 80 p. 100, et l'on a fréquemment recours aux tribunaux.

Dans le cas du Programme de logement des autochtones en milieu urbain, les loyers en souffrance représentent un à cinq p. 100 du total et les sociétés d'habitation autochtone en milieu urbain sont administrés par des conseils formés de bénévoles et des gestionnaires métis. Le problème de l'entretien est loin d'être aussi aigu. Les logements sont beaucoup mieux entretenus. Il y a beaucoup moins de plaintes. Je pense que c'est un autre service dont les autochtones pourraient se charger beaucoup plus efficacement et à moindre coût que la SCHL dans le cadre d'un contrat de services. En outre, on ne pourrait plus se plaindre à la SCHL; les plaintes s'adresseraient à nous et nous en assumerions la responsabilité. Si vous donnez l'autorité voulue pour gérer le projet, nous en accepterons les responsabilités.

M. Redway: Quelqu'un a déjà dit qu'il fallait laisser les gestionnaires gérer.

M. Dumont: En effet. Nous vous garantissons que cela coûterait moins cher. Je sais par exemple que chacun autour de cette table a probablement acheté ou construit une maison à un moment donné dans sa vie, mais je suis prêt à parier qu'aucun d'entre vous ne s'est adressé à la SCHL pour obtenir des conseils quant au genre de maison qu'il vous fallait, ou pour savoir combien elle coûterait ou encore quel genre de fenêtres il faudrait installer, quel genre de calfeutrage, etc.

Vous ne songeriez pas à vous adresser à la SCHL. Personnellement, je ne l'ai pas fait parce que je pouvais me permettre de construire une maison sans avoir à passer par eux. D'ailleurs, je savais quels étaient mes besoins et combien je pouvais me permettre de dépenser. Je savais pouvoir me construire une maison qui répondrait à mes besoins. Si je m'étais adressé à la SCHL, ma maison aurait probablement coûté deux fois plus cher. Alors, pourquoi forçons-nous ces gens-là à passer par toutes ces étapes? Vous, vous ne le feriez pas ni moi non plus. Pourquoi les forçons-nous à le faire? C'est absurde.

M. Redway: Je m'adresse maintenant à Ray. Je voudrais savoir si le processus est différent dans le milieu urbain de Regina.

M. Hamilton: Très différent. Premièrement, il y a en Saskatchewan un comité de gestion tripartite composé de représentants de la SCHL, de la province et de l'Association des Métis de Saskatchewan, mais ce comité s'occupe seulement du programme en milieu rural. En milieu urbain, nous n'avons pas de comité tripartite ni rien de ce genre.

[Text]

We have formed what we call the Provincial Métis Housing Association, of which I am the president. We, as an organization, sit in this manner and meet with CMHC to discuss common subjects, but that process only started within the last year and is not an official body that negotiates.

The other part of that process involves CMHC officials coming out at the start of the year and laying down some decisions, such as what the budget will be, what might be bought for that amount of money, and the types of units they are looking at—i.e., single parent families, seniors, or family housing. CMHC basically arrives at those figures from Statistics Canada information, which somebody has deciphered and concluded that, for instance, one part of Saskatchewan needs a certain type of housing. The process has nothing to do with our applications, nothing at all. Our applications are totally different from the norm, so no decision or allocation is based on the needs of the aboriginal people themselves. They are based on what somebody else has done with some statistics.

As I said, we do not have any direct input into the allocation of the amounts. Last year we made some suggestions that certain areas of the province should receive housing. For instance, Meadow Lake should receive some because the Meadow Lake pulp mill will be opening up. In our organization one person said he would give up his units in Regina because Meadow Lake needed units, because we were limited to the number of houses we had last year. Our Saskatoon office said it would not need units this year, so would give its number to Lloydminster because the upgrader is underway there and our people don't have any place to stay.

This year we are suggesting to CMHC that the Métis Urban Housing Association, through which we represent seven of the eight corporations in the province, should be responsible to allocate those units. We asked CMHC to tell us how much money we have and we'll decide what type of units we need and where we need them. I don't know if that approach will happen. I would like to see it.

The needs we meet are basically the same. We have a series of applications, which come from Métis, Indian people, and non-native people in general.

Mr. Redway: Can we have copies of those forms?

Mr. Hamilton: Yes. We have a basic application form.

[Translation]

Nous avons formé ce que nous appelons l'Association du logement de la société provinciale des Métis, dont je suis le président. Nous rencontrons les responsables de la SCHL pour discuter de questions d'intérêt commun, mais ces réunions ont commencé il y a moins d'un an et nous ne sommes pas un organisme officiel habilité à négocier.

Par ailleurs, les autorités de la SCHL prennent des décisions au début de l'année en annonçant notamment le montant du budget et ce que l'on peut acheter avec ce montant, les catégories d'habitations que l'on envisage de construire, maisons unifamiliales, logements pour personnes âgées ou pour familles nombreuses, etc. Ces chiffres sont établis par la SCHL essentiellement à partir des données de Statistique Canada. C'est en scrutant ces statistiques que l'on peut conclure, par exemple, que dans une région de Saskatchewan il faut des habitations de telle ou telle catégorie. Ce processus n'a absolument rien à voir avec les demandes que nous présentons. Nos demandes s'éloignent complètement de la norme, de sorte qu'aucune décision ou allocation n'est fondée sur les besoins de la collectivité autochtone elle-même. Ces décisions sont prises à partir de statistiques.

Je le répète, nous n'avons pas notre mot à dire sur la répartition du montant. L'année dernière, nous avons fait certaines suggestions, demandant que l'on construise des logements dans certaines régions de la province. Par exemple, nous disions qu'il fallait en construire à Meadow Lake, compte tenu de l'ouverture prochaine d'une usine de pâte à papier à cet endroit. Un membre de notre organisation avait d'ailleurs dit qu'il était prêt à renoncer à ses logements de Regina parce que Meadow Lake en avait grandement besoin. En effet, le nombre total d'habitations ne peut dépasser ce que nous avons obtenu l'année dernière. Les responsables de notre bureau de Saskatoon ont dit qu'ils n'auraient pas besoin de logements cette année et qu'ils étaient donc prêts à y renoncer en faveur de Lloydminster car l'usine de valorisation est en construction et nous avons actuellement des gens qui sont sans logement.

Cette année, nous proposons à la SCHL de donner à l'Association du logement urbain des Métis, qui représente sept des huit sociétés de la province, la responsabilité de répartir les habitations. Nous avons demandé à la SCHL de nous dire de quel montant d'argent nous disposons et à partir de ce chiffre, nous déciderons quel genre d'unités d'habitations nous devons construire et à quel endroit. J'ignore si notre demande sera acceptée ou non. Je voudrais bien que cela se fasse.

Nos besoins sont à peu près les mêmes. Nous avons une série de demandes provenant de Métis, d'Indiens et de non-autochtones.

M. Redway: Pouvons-nous avoir un exemplaire du formulaire de demande?

M. Hamilton: Oui. Nous avons en effet une formule de demande type.

[Texte]

To make sure our membership—the Métis membership in the City of Regina—receive preferential treatment we approached the Human Rights Commission and have been granted an exemption by it stating that we can house aboriginal people and do not have to house anybody else.

But we are told by CMHC all the time that because these moneys are sort of public funds we cannot operate in that way and have to serve all—aboriginal, Inuit, and you name it—and we do so. We do have some status Indian people as well. But we do hold that exemption from the Human Rights Commission to the effect that we do not have to house non-native people.

Once we know how many units we're going to receive—and in the past we've been told how many—CMHC officials come and tell us that we're going to receive six houses this year. Once we know the number of dollars, it's then my responsibility to go out to the marketplace and find houses within that market.

The problem I mentioned earlier was that with the amount of MUPs—the limits under which we can buy—we are limited to certain parts of the city. Shopping around to get the best buy in other parts of the city becomes a problem.

Once we have found x number of units that we can buy for that dollar amount we then put out tenders to the various banks and receive at least a minimum of three quotes. We received a letter last week advising that we now have to obtain a minimum of ten quotes in order to find out who will give us the best deal, which is ridiculous, but that's the way life is. Then, once that's established, we give the mortgage to the lowest tender and proceed to buy the unit.

The buying process includes two aspects. One is the cost of the principal mortgage, and in addition the cost of upgrading the house, to renovate or bring it up to the standard required. This process is all handled through our corporate lawyers, and once CMHC releases the moneys to them, after we have bought the house and there's a deadline date in effect, our lawyers in turn pay out the lending institutes.

The second part of that is capital. Once the capital works are done, which is maybe putting in a driveway, replacing a roof or whatever, CMHC inspects those. Only upon their inspection will they then release the moneys for us to pay off the capital amount. That can be a long process. We just got paid the other day \$13,000 for work we did in 1990. It was a combination, I think, of everybody not knowing what was happening. So that is the other process.

[Traduction]

Pour être certains que nos membres, c'est-à-dire les Métis de la ville de Régina, bénéficient d'un traitement préférentiel, nous avons pressenti la Commission des droits de la personne qui nous a accordé une exemption nous permettant d'offrir des logements aux autochtones sans avoir à les offrir à tous les autres citoyens.

La SCHL ne cesse toutefois de nous dire que nous ne pouvons pas fonctionner de cette façon parce que des deniers publics sont en cause et que nous devons donc servir tout le monde également, autochtones, Inuits, etc, et nous nous conformons à cette directive. Nous comptons parmi nos bénéficiaires certains Indiens inscrits. Pourtant, la Commission des droits de la personne nous a bel et bien accordé cette exemption en vertu de laquelle nous n'avons pas à offrir nos logements aux non-autochtones.

Une fois que nous savons combien d'unités nous seront accordées—car dans le passé, on nous l'a toujours précisé, c'est-à-dire que des responsables de la SCHL viennent sur place et nous disent que nous allons recevoir cette année six habitations. Donc une fois que l'on connaît le montant, c'est moi qui suis chargé de faire des recherches et de trouver des maisons sur le marché.

J'ai mentionné tout à l'heure le problème des contraintes associées à l'utilité marginale par dernier dollar dépensé, c'est-à-dire les limites dans lesquelles nous pouvons acheter, problème qui nous limite à certains quartiers de la ville uniquement. Il devient difficile de trouver un meilleur achat dans d'autres quartiers de la ville.

Une fois que nous avons trouvé un certain nombre d'unités que nous pouvons acheter avec le montant dont nous disposons, nous nous adressons à diverses banques qui nous font au minimum trois propositions. La semaine dernière, nous avons reçu une lettre nous informant que nous devons obtenir au minimum dix devis différents pour être sûrs d'obtenir le meilleur prix, ce qui est ridicule, mais enfin c'est la vie. Cela fait, nous accordons l'hypothèque à la banque qui nous fait la meilleure offre et nous achetons la maison.

L'achat proprement dit comprend deux aspects. Il y a d'abord le coût de l'hypothèque, auquel il faut ajouter le coût des améliorations apportées à la maison pour la rendre conforme aux critères établis. Ce sont nos conseillers juridiques qui s'occupent de tout cet aspect. Une fois que la SCHL a fait parvenir l'argent à nos avocats, que nous avons acheté la maison et qu'une date de prise de possession été fixée, nos avocats remboursent l'institution de prêt.

Il y a ensuite les travaux de rénovation. Il peut s'agir de construire une allée pour la voiture, de remplacer le toit, etc. Une fois les travaux terminés, les représentants de la SCHL viennent inspecter le tout. C'est seulement à la suite de cette inspection que l'on nous remet l'argent pour défrayer le coût des travaux. Cela peut prendre du temps. Il y a quelques jours à peine, nous avons reçu 13,000\$ pour des travaux que nous avons effectués en 1990. Je pense que plus personne ne savait ce qui se passait dans ce dossier.

[Text]

Once the units are bought, we then submit to CMHC the list of the applicants we want to put in there. The reason for that is they want to know who's going in and whether or not they qualify under the core need income threshold. That's where I have problems, because I think in some cases, it depends on where you live, you have to pick the tenants you basically want for that part of the city. That becomes a controversial issue.

Once the tenants are picked, they've approved them, they then go on a subsidy and we start doing monthly. . . We also do a budget as to what it costs us to maintain that unit. We do sort of a cost per unit for doing the audit. Cost means what it costs us for our maintenance people, our operations, that type of thing, broken down by 200 and some units. So we do that and then they start reimbursing us for mortgage payments and everything else on a monthly basis, and then it carries on until whenever.

Mr. Redway: What about Ontario?

Mr. Belrose: Basically we're in the same mode as Manitoba. Preliminary planning is done on the 1986 census, and it says these are where the families in need are, but some of this data is so ancient we can almost tell who the people are. We've housed more people than they have on the list, and there are still people out there.

Mr. Redway: Next year I guess they should be updated, Statistics Canada.

Mr. Belrose: Hopefully. We spent a couple of days in Saskatoon two weeks ago going over the 1991 census and what type of information we can get out of it, and we are concerned about the aboriginal count on that 1991 census. We feel the data is contaminated again; it's just not sufficient to give us the numbers we're going to want to see.

Mr. Redway: Is that a problem of self-identification, or is that some other kind of a problem?

Mr. Swain: It's a lack of appropriate questions that Census Canada developed, and it was of great concern to the Métis population, because there was no process for Métis to identify themselves appropriately. When they did ask that question, it went predominantly to areas where Métis people didn't live.

Mr. Hamilton: The other thing is in 1989-90, several of us from across Canada and I, as aboriginal people, were invited to meet in Edmonton with Statistics Canada to talk about the census before it took place, because we referred to the 1986 one, which did not fully identify.

We had given them an outline of what types of things should have been asked, the sort of context it should have been asked in, and things like that. When the form came out after all this consultation process, nothing was ever changed.

[Translation]

Une fois que les logements sont achetés, nous remettons à la SCHL la liste des personnes qui ont fait une demande et que nous voulons loger dans ces maisons. Le SCHL veut savoir en effet qui va habiter les maisons en question pour vérifier s'ils sont admissibles, compte tenu du seuil de revenus fixé dans le cadre du programme des besoins impérieux de logement. Voilà ce qui me pose un problème, car je crois que dans certains cas, selon les endroits, il faut choisir les locataires selon le quartier de la ville. Cela suscite parfois des controverses.

Une fois que l'on a choisi les occupants et qu'ils ont été approuvés, ils reçoivent une subvention et nous commençons à faire des paiements mensuels. Nous faisons également un budget pour établir ce qu'il nous en coûte pour l'entretien de cette habitation. Nous établissons un coût par unité. C'est ce qu'il nous en coûte pour payer notre personnel d'entretien, nos activités, tout cela, divisé par 200 et quelques habitations. Après quoi, on commence à nous rembourser nos paiements hypothécaires mensuels et autres dépenses et le processus se poursuit pendant tout le temps nécessaire.

M. Redway: Et en Ontario?

M. Belrose: Nous fonctionnons à peu près de la même façon qu'au Manitoba. Nous faisons une planification préliminaire fondée sur le recensement de 1986, ce qui nous permet de déterminer où se trouvent les familles dans le besoin. Je précise toutefois que ces données sont tellement anciennes que nous pouvons presque prédire qui sera admissible. Nous avons logé davantage de gens qu'il n'y en a sur la liste, et pourtant la liste d'attente s'allonge.

M. Redway: L'année prochaine, je suppose que les données de Statistique Canada seront mises à jour.

M. Belrose: Je l'espère. Il y a deux semaines, nous avons passé deux jours à Saskatoon pour étudier les données de recensement de 1991 et voir quel enseignement on pourrait en tirer. Or nous avons certaines réserves en ce qui concerne les données sur les autochtones tirées du recensement de 1991. Nous estimons que ces données sont erronées; elles ne sont pas suffisantes pour nous permettre d'en arriver aux chiffres que nous voudrions obtenir.

M. Redway: Quel est le problème? S'agit-il de l'auto-identification ou d'autre chose?

M. Swain: C'est le manque de questions appropriées. La population Métis s'en inquiétait d'ailleurs beaucoup, car on n'a pas permis aux Métis de s'identifier correctement. Là où l'on a posé la question, c'était surtout dans des régions où il n'y avait pas de Métis.

M. Hamilton: Il faut préciser aussi qu'en 1989-1990, moi-même et d'autres autochtones de partout au Canada avions été invités à Edmonton pour discuter du recensement avec des gens de Statistique Canada avant la tenue du recensement, car nous nous étions plaints de celui de 1986 qui ne nous permettait pas de déterminer le nombre exact de Métis.

Nous avons expliqué à nos interlocuteurs le genre de questions que l'on devrait poser et dans quel contexte, etc. Après ce long processus de consultation, on a publié un formulaire de recensement qui ne comportait aucun des

[Texte]

What we recommended never did happen. The suggestions we made never showed up on those pieces of paper. So it was a process we went through two years ago that didn't bring us any more information than we had back in 1986, or very little more information.

Mr. Redway: That information actually is helpful to Mr. Skelly and me in another context. Sorry, Larry, carry on.

Mr. Belrose: So basically from the data there, the budget is allocated to the various branches. We deal with 14 branches in the province of Ontario, so it's allocated to them on that need and then we attempt to identify clients on their turf to meet up with those needs.

We have some concerns about the reallocation, because they're telling us now the data says there are more native people in southeastern Ontario than there are in northwestern Ontario. We're saying historically, delivering the program the way we have, we know there's something out there, but the budget is drifting away from that corner of the province.

From there, we go out and identify, quantify, qualify all of the clients, bring them in. We bring them in a list. They say we want two clients for this particular town. We will basically identify the five neediest. We have waiting lists.

Mr. Redway: That's by application, the same way as Manitoba. Is your application form any different, by the way? Perhaps we can have a copy of yours.

Mr. Swain: It shouldn't be, it's a universal program.

Mr. Belrose: It goes to the CMHC. Basically we fill out the data they want on it and submit it to them and then they just—

Mr. Redway: It's their form, not yours.

Mr. Belrose: Basically, yes.

• 1125

Mr. Redway: Do you modify it at all?

Mr. Belrose: Each branch has its own little quirks. If we have 14 branches, we have 14 interpretations of the policy. Each of them may want a photograph. One may want a little more history on the family and another may want other data.

Mr. Redway: So the form doesn't come from head office or you, it comes from the CMHC branch.

Mr. Belrose: Right. We may have 10 or 15 people in that particular rural community who are in need. We will take the neediest according to the data we have, do full-blown application packages on those individuals and submit them. CMHC may not choose who we consider to be the neediest of those clients. It then advises the successful applicants. From there we do what we call pre-occupancy counselling, where they should have the opportunity to

[Traduction]

changements que nous avons recommandés. On n'avait tenu aucun compte de nos suggestions pour établir ces documents. Nous avons donc fait tout cela il y a deux ans sans pour autant obtenir des renseignements plus précis que ceux que nous avons en 1986.

M. Redway: Ce renseignement sera utile à M. Skelly et à moi-même dans un autre contexte. Excusez-moi, Larry, poursuivez.

M. Belrose: Donc, à partir de ces données, le budget est établi et attribué pour les divers bureaux régionaux. Nous en avons 14 en Ontario. Ce montant leur est donc accordé selon les besoins évalués, après quoi nous tentons d'identifier les clients qui correspondent à ces besoins.

La question de la réallocation nous préoccupe car on nous dit maintenant que, d'après les données, il y aurait davantage d'autochtones dans le sud-est de l'Ontario que dans le nord-est. Compte tenu des données historiques et du programme que nous avons déjà appliqué, nous savons qu'il y a des gens dans cette région qui en auraient besoin, mais le budget a tendance à s'amenuiser dans cette partie de la province.

À partir de là, nous identifions, nous quantifions, nous établissons l'admissibilité de tous les clients potentiels et nous leur fournissons une liste. On nous dit qu'il faut deux clients pour une ville donnée. Dans ce cas, nous faisons une liste des cinq personnes les plus démunies. Nous avons des listes d'attente.

M. Redway: Cela se fait à la suite d'une demande, tout comme au Manitoba. Votre formule de demande est-elle différente? Peut-être pourrait-on avoir un exemplaire de la vôtre également.

M. Swain: Il ne devrait pas y avoir de différence puisque c'est un programme universel.

M. Belrose: Nous l'envoyons à la SCHL. Nous remplissons la formule et la lui remettons, après quoi. . .

M. Redway: C'est leur formulaire, pas le vôtre.

M. Belrose: En effet.

M. Redway: Y apportez-vous de quelconques modifications?

M. Belrose: Chaque bureau régional a ses propres particularités. Il y a 14 bureaux et 14 interprétations différentes du programme. Chacun peut exiger une photographie, l'un voudra davantage de renseignements sur les antécédents de la famille et un autre demandera d'autres données.

M. Redway: Donc, la formule n'est pas établie par l'administration centrale ou par vous-mêmes, mais bien par le bureau régional de la SCHL.

M. Belrose: En effet. Il peut y avoir 10 ou 15 personnes démunies dans une localité rurale. Nous choisissons la plus démunie selon les données dont nous disposons, nous remplissons une demande en bonne et due forme en son nom et nous présentons cette demande. La SCHL n'est pas tenue de choisir la personne que nous considérons la plus démunie. Les personnes choisies en sont informées par la SCHL. À partir de là, nous faisons ce que nous appelons du

[Text]

choose colours of paint and carpeting and that type of thing if it's a new house being built. There are leases or mortgage documents to be signed and final inspection of the unit before they move in. That's the stage two portion of it.

There is post-occupancy counselling in the first year and we will possibly make two visits to ensure they understand the mechanics of their home. We explain how such things as the air exchangers and fans work. We then ensure that any contractor obligations covered under warranty in that first year are met, because on the 366th day it's not their responsibility any more. We want to make sure that all of those things are covered.

We are presently negotiating on a new schedule for a fee to do some after-care. Again, it's just in the early stages.

Mr. Redway: As far as the tendering process is concerned, is that again CMHC's role?

Mr. Belrose: Right. We have nothing to do with it whatsoever. Once we supply the applicant, we don't know anything else until the house is ready to go.

Mr. Redway: Is there a similar kind of construction company in Ontario?

Mr. Belrose: No. We never got into that.

Mr. Redway: Have you considered that possibility?

Mr. Belrose: We're attempting, through our economic development corporation, to try to establish native contractors, get them up and running and sort of point them in the direction.

Mr. Redway: They aren't into the housing market yet though?

Mr. Belrose: No, they haven't done it. The Province of Ontario, with its anti-recessionary dollars this year, had a special native housing component. It allowed us to use native contractors so they got out and got a feel for who will hire native workers for their corporations.

Mr. Redway: What's the bid bonding situation then with those native contractors?

Mr. Belrose: It's the same thing. We're not in a position to provide that for them in Ontario. None of them qualify for the tendering process, so they just don't do it.

Mr. Redway: That's the problem. Are you playing an inspection role?

Mr. Belrose: No, we aren't. We've offered our services, but again it's—

Mr. Redway: Does CMHC run a course in Ontario for inspectors like they do in Manitoba?

[Translation]

counselling pré-occupation, c'est-à-dire que les gens ont la possibilité de choisir les couleurs de la peinture et de la moquette, etc., dans le cas d'une maison neuve. Il y a des baux ou des documents hypothécaires à signer et une dernière inspection du logement avant le déménagement. C'est la deuxième étape.

Il y a ensuite le counselling post-occupation au cours de la première année. Nous faisons une ou deux visites pour nous assurer que les gens comprennent bien le fonctionnement de tous les appareils dans leur maison. Nous leur expliquons par exemple comment fonctionnent les échangeurs d'air et les ventilateurs. Nous vérifions que l'entrepreneur respecte ses obligations aux termes de la garantie pour la première année, car à partir du 366^{ième} jour, ils ne sont plus responsables de quoi que ce soit. Nous voulons nous assurer que tout est conforme.

Nous négocions actuellement un nouveau contrat d'achat de services qui nous permettrait de faire un suivi plus prolongé. Encore une fois, nous n'en sommes qu'au début des pourparlers.

M. Redway: Pour ce qui est des appels d'offres, est-ce le rôle de la SCHL?

M. Belrose: En effet. Nous n'avons rien à y voir. Nous fournissons le nom d'une personne, après quoi nous n'entendons plus parler de rien jusqu'à ce que la maison soit prête.

M. Redway: Existe-t-il en Ontario une compagnie de construction semblable?

M. Belrose: Non, nous ne nous sommes jamais lancés dans ce genre d'activité.

M. Redway: Avez-vous envisagé de le faire?

M. Belrose: Nous essayons, par l'entremise de notre société de développement économique, d'établir des entrepreneurs autochtones, de les lancer et de les aider à démarrer.

M. Redway: Pour l'instant, ils ne travaillent pas dans le secteur de l'habitation?

M. Belrose: Non, pas encore. La province de l'Ontario a mis sur pied cette année un programme de subventions pour contrer la récession, programme qui comprend une composante spéciale de logement pour les autochtones. Cela nous a permis de recourir aux services d'entrepreneurs autochtones, qui ont pu se rendre compte des débouchés pour les travailleurs autochtones.

M. Redway: Quelle est la situation de ces entrepreneurs autochtones en ce qui concerne le cautionnement de soumission?

M. Belrose: C'est la même chose. Nous ne sommes pas en mesure de le leur fournir en Ontario. Aucun d'entre eux ne correspond aux critères du processus de soumission, de sorte qu'ils se tiennent à l'écart.

M. Redway: Voilà le problème. Jouez-vous un rôle dans le domaine de l'inspection?

M. Belrose: Non. Nous avons offert nos services, mais encore là...

M. Redway: La SCHL offre-t-elle en Ontario un cours pour former les inspecteurs comme elle le fait au Manitoba?

[Texte]

Mr. Belrose: No, but the Ontario building code runs courses through community colleges from time to time. We have our staff take those courses.

Mr. Redway: So there is a pool of people who are trained and qualified. It's just a question of making the decision to utilize them.

Mr. Belrose: Yes. Most of our people have ten years experience in the building trade. They've been in it before. About five of the CMHC staff have come to work for me in the last few years. They find the way we do business a little less restrictive, I guess. They're worried about where they're going if the program is to be turned over to the native agents. Some of them are concerned about their future.

The Chairman: Okay. Elaine, does that cover the area?

Ms Elaine Gardner-O'Toole (Committee Researcher): Can you just clarify, both in Manitoba and Ontario, exactly which programs of CMHC you deliver?

Mr. Belrose: We deliver the rural and native program, section 79; the RRAP program; and the emergency repair program.

The Chairman: In Manitoba?

Mr. Swain: Yes. Section 79, ERP, and RRAP.

• 1130

I'm also directly involved with urban native housing groups. I've been involved personally in helping set up other groups and providing advice. That's predominantly the role we play, but as the federation, we don't directly deliver it. That program is directly delivered by CMHC.

The Chairman: I have another question. I don't know whether we can get an answer today. It may have to come in written form somehow. In an attempt to determine need, when we visited various singular locations we could ask that question and get a specific answer, but I don't know whether the committee has any sense of broader overall needs without more precise answers from somebody, somewhere.

Mr. Belrose: Each one of our territories have waiting lists of anywhere up to 100 in some areas. Basically when we go out to identify, do a community needs analysis, we are in contact with the social welfare people, the clerics, the town clerks, the Reeves of the rural community as to who in their estimation are in need of housing in their community. So we get a lot of referrals that way.

It's not an advertisement we put in the paper that says come down and get socially assisted housing. It's not that. We mostly get referrals, but we've got long lists in pretty well every territory.

The Chairman: That's fine. We don't want to advertise as such either. On the other hand, I think in establishing our housing report, which will deal with the needs issue, we'll have to have some handle on what needs might be from the delivery programs you've served.

[Traduction]

M. Belrose: Non, mais le code du bâtiment de l'Ontario offre de temps à autre des cours dans les collèges communautaires. Nous demandons à nos employés de suivre ces cours.

M. Redway: Il y a donc un bassin de personnes qui sont formées et compétentes. C'est seulement une question de faire appel à leurs compétences.

M. Belrose: Oui. La plupart de nos employés ont 10 ans d'expérience dans le domaine du bâtiment. Ils ont déjà travaillé dans ce domaine. Environ cinq des employés de la SCHL sont venus travailler pour moi au cours des dernières années. Je suppose qu'ils trouvent notre façon de travailler moins contraignante. Ils s'inquiètent de ce que l'avenir leur réserverait si le programme devait être remis aux autorités autochtones. Certains s'inquiètent de leur avenir.

Le président: Bon. Elaine, avons-nous tout dit?

Mme Elaine Gardner-O'Toole (attachée de recherche du comité): Pourriez-vous préciser exactement quels programmes de la SCHL vous administrez, au Manitoba et en Ontario?

M. Belrose: Nous administrons le Programme de logement pour autochtones en milieu rural, article 79; le programme PAREL; et le Programme de réparation d'urgence.

Le président: Au Manitoba?

M. Swain: Oui. L'article 79, le PRE et le PAREL.

Je travaille aussi directement avec des groupes qui s'occupent du logement des autochtones en milieu urbain, et j'ai participé, en tant que conseiller, à l'organisation d'autres groupes. C'est là essentiellement notre rôle, mais en tant que fédération, nous ne sommes pas chargés d'assurer directement la prestation des programmes, qui sont entre les mains de la SCHL.

Le président: J'ai une autre question à vous poser, mais je ne sais si vous pourrez y répondre aujourd'hui, auquel cas vous voudrez peut-être bien nous répondre par écrit. En visitant divers endroits, nous avons essayé de déterminer les besoins, et nous pouvions poser cette question et obtenir une réponse précise, mais je ne sais si le comité peut évaluer l'ensemble des besoins sans que quelqu'un, quelque part, lui fournisse des réponses plus précises.

M. Belrose: Chacun de nos territoires a des listes d'attente qui atteignent la centaine dans certaines régions. Comme nous nous rendons sur place pour vérifier, pour faire une analyse des besoins communautaires, nous prenons contact avec les assistants sociaux, les ecclésiastiques, les employés de la municipalité, les baillis des communautés rurales, pour savoir qui, dans leur communauté, aurait besoin d'un logement. C'est de cette façon que nous nous orientons.

Nous ne plaçons pas une annonce publicitaire invitant les gens à bénéficier d'un logement public. Ce n'est pas ainsi que les choses se passent; la plupart du temps, nous procédons par renvoi, mais nous avons de longues listes dans pratiquement tous les territoires.

Le président: C'est très bien, nous ne voulons pas non plus faire de la publicité. Par ailleurs, en préparant notre rapport sur le logement, qui portera sur les besoins, nous devons avoir une notion des besoins qui subsistent après exécution de vos programmes.

[Text]

Mr. Swain: We have 150 applications approved. These are carry-overs. That's 150 units already approved from last year's activities waiting for the programs. Our allocation, I believe, is less than 100 units for our province. A problem it will create for us is whether we go ahead and start taking additional applications to build that up.

In the urban native housing side of it, we've got 15 urban native housing agencies in Manitoba and we only have 76 units allocated to our province. So I believe out of those 15 units, there are three already waiting for almost a double amount of figures, to carry on with their phases projected a couple of years ago, because some of them are in first stage, second stage, and third stage of their activities.

In our urban native housing program, there's an influx of various initiatives, either co-operative, special needs projects and seniors. So somebody's going to have to sit and wait, even though they have the clientele to take on those units.

The Chairman: That's the sense I think the committee would like to come to, that while we have done that on specific reserves and may have to settle for a general number from AFN, I wondered if we could have some idea from your federation in a written form somehow. There are three components to it: projects cleared to be built; the projects that have been approved; and there are those that haven't even reached that stage yet. So without taking up a whole lot more time—

Mr. Dumont: Yes, I think we'll have to get back to you in writing, and there may be other things we think about when we leave here, and our Alberta affiliate isn't here. I wanted to ask before the end of the meeting anyway whether we or any of our affiliates can reserve the right to send you a written submission.

The Chairman: Sure.

Mr. Swain: I'd like to give you an example, as an agent, that we deliver, because there's sometimes the misconception when you hear remarks such as aboriginal people get these many units.

In Manitoba, even as major delivering agents, we have great concerns about the types of allocations and their targets. We have a certain percentage targetted to native people in Manitoba and a certain percentage to non-native people under these specific programs. That's where our concern lies, even in the targetting of the native component where the Métis people don't access it because of the ways the policies are developed sometimes.

There was a question earlier, what would you do today to change it? I think we made some mistakes before, as Mr. Dumont commented, about what we're trying to do with Pathways—running a dual track: a certain percentage to Indian people; a certain percentage to Métis people.

[Translation]

M. Swain: Nous avons 150 demandes qui ont été approuvées et qui sont reportées, soit 150 unités déjà approuvées l'an dernier, et qui sont en souffrance. Notre province a une attribution, si je ne me trompe, de moins de 100 unités, et nous ne savons donc pas au juste si nous devons continuer à accepter de nouvelles demandes qui ne feront qu'allonger la liste.

En ce qui concerne le logement des autochtones en milieu urbain, le Manitoba compte une quinzaine d'organismes de logement et nous n'avons que 76 unités allouées à notre province. Sur ces 15 organismes, il y en a trois qui attendent déjà presque le double de ces chiffres, pour poursuivre les différentes étapes prévues il y a quelques années, certaines en étant à la première phase, à la seconde et à la troisième étape de leurs activités.

Toujours à propos du Programme de logement des autochtones en milieu urbain, diverses mesures ont été prises soient en matière de coopérative, de projets répondant à des besoins spéciaux et de projets pour personnes âgées. Il va donc y avoir des attentes, bien que les clients pour ces habitations ne fassent pas défaut.

Le président: C'est cela la conclusion que le comité voudrait dégager: Nous avons fait le calcul pour certaines réserves, et acceptons le chiffre d'ensemble que nous propose l'Assemblée des premières nations, mais je me demandais si votre fédération pourrait nous donner, par écrit, un nombre approximatif. Il y a trois éléments là-dedans: les projets sur le point d'être construits; ceux qui ont été approuvés et ceux qui n'ont même pas atteint ce stade. Sans vouloir donc prendre encore beaucoup de votre temps...

M. Dumont: Oui, nous allons devoir vous répondre par écrit car il se peut que d'autres choses nous viennent à l'esprit, et le membre affilié de l'Alberta n'est pas présent. J'allais de toute façon vous demander, avant la fin de la séance, si nous ou l'un de nos affiliés peut se réserver le droit de vous envoyer un mémoire écrit.

Le président: Certainement.

M. Swain: En tant qu'agent j'aimerais vous donner un exemple de ce que nous faisons, car on entend parfois des remarques sur le grand nombre d'unités attribuées aux autochtones, et cela engendre toutes sortes d'idées erronées.

Nous qui sommes chargés de l'exécution de ces programmes au Manitoba, nous nous inquiétons beaucoup des types d'attributions et de leurs objectifs. Dans le cadre de ces programmes précis, un certain pourcentage est prévu pour les autochtones du Manitoba et un certain pourcentage pour les non autochtones. C'est là ce qui nous inquiète, même dans le ciblage de l'élément autochtone, car les Métis n'y ont pas droit suivant la formulation de certaines politiques.

Quelqu'un tout à l'heure m'a demandé ce que nous ferions aujourd'hui pour changer le programme? Avec le programme «Les chemins de la réussite» nous avons commis des erreurs, comme le disait M. Dumont, en essayant de poursuivre deux lièvres à la fois, en réservant un certain pourcentage aux Indiens et un certain pourcentage aux Métis.

[Texte]

The example I want to give you is a community called South Indian Lake in northern Manitoba, where we have applications for 52 units for that community alone. Those are not to Métis people. They are for migrant Indians from the Nelson House Band who are relocating continuously to that community.

• 1135

So we have off-reserve Indians taking advantage of these programs. Of course they're more at the lower end of the core needs income threshold scale. It makes it easier for them to have access to those programs than the Métis people who are predominantly in those various communities throughout Canada.

I just want to leave you with that thought. That happens to us in almost all the provinces. That's where we talk about the double standard within the aboriginal community. It leaves the have-nots still waiting because maybe they're just above those types of policies that are developed, and yet they have no access to any other type of funding, not even to existing programs.

No financial institution is going to provide a Métis person with a mortgage out in South Indian Lake or any of those various communities. He's not going to get the appropriate mortgage-back insurance program even if he went directly to CMHC under section 59 and got two refusals from a bank. It's kind of dicey there too. There isn't a market there for that poor Métis person out in South Indian Lake who wants a mortgage. So that's what we as a distinct aboriginal people have to face.

Mr. Belrose: We're not Métis-specific delivery agents like in Manitoba and Ontario. We deliver the program to both native and non-native people; whether they are status, non-status or Métis people, it's not a stat that we keep. It's just a native count to have the native content. The program says out of the 160 units, we delivered 48% to native families in 1990-91. That's basically where we're coming from. But we're still delivering the program to all of the other families.

In wrapping up, there are a couple of things we want to do. Somehow it doesn't seem that we as native agents get together. There's a fairly good relationship between Manitoba and Ontario because we're just across the border from each other. Our counterparts in the rest of this country do not have the same opportunity. I think 1985 was the last time we were called together as a group, because we belong to different affiliates.

The Native Council has people who deliver to native families, Métis and non-status too. We should all get together, and somehow that has to be ongoing so we can compare issues. I have a problem with 14 interpretations of policy across my jurisdiction. If we get the whole country together we have all those things to discuss.

We have to ensure that somehow we get involved in the policy planning that goes on within the corporation. It happens out on Montreal Road and nobody sees the light of day until a draft document is thrown on our desk that says

[Traduction]

Je peux vous donner l'exemple d'une communauté du nord du Manitoba appelée South Indian Lake, où nous avons des demandes pour 52 unités, mais ce ne sont pas des demandes émanant de Métis. Ces unités sont destinées aux Indiens de la bande Nelson House qui s'installent dans cette collectivité.

Nous avons donc des Indiens hors réserves qui bénéficient de ces programmes mais qui, bien entendu, sont en bas de l'échelle pour ce qui est du seuil de revenu déterminant les besoins inférieurs de logement. Ils ont ainsi plus de chances d'avoir accès à ces programmes que les Métis, qui se trouvent de façon prédominante dans les diverses communautés du Canada.

Voilà matière à réflexion. Cela se produit dans presque toutes les provinces, et c'est pourquoi nous parlons de normes qui ne sont pas les mêmes pour toute la collectivité autochtone. Les plus démunis attendent toujours, car ils se trouvent souvent juste au-dessus du seuil permettant de bénéficier de ces programmes, mais ils ne peuvent avoir accès à une autre catégorie de financement ni même aux programmes existants.

Aucune institution financière ne va accorder une hypothèque à un Métis de South Indian Lake ou de l'une de ces collectivités. Un Métis ne bénéficiera pas du programme d'assurance hypothécaire, même s'il s'adressait directement à la SCHL, aux termes de l'article 59, et s'il avait essuyé deux refus d'une banque. Il faut dire que c'est une affaire risquée: rien n'est prévu pour un Métis pauvre de South Indian Lake, qui veut contracter une hypothèque. C'est là le genre de difficultés auquel nous nous trouvons confrontés, nous les autochtones.

M. Belrose: Nos programmes ne sont pas spécifiquement destinés aux Métis, comme au Manitoba et en Ontario; ils sont destinés aux autochtones et aux non autochtone, Indiens inscrits ou non inscrits, ou Métis, nous ne tenons pas de statistique. Nous comptons simplement ceux qui sont autochtones. En 1990-91, sur les 160 unités qui ont été construites, nous en avons livrées 48 p. 100 à des familles autochtones, mais le programme est également conçu pour toutes les autres familles.

En conclusion, il y a plusieurs choses que nous voudrions faire. Les agents autochtones n'ont pas beaucoup de contacts entre eux. Il n'en va pas de même entre le Manitoba et l'Ontario, parce que nous sommes de part et d'autre de la frontière, mais nos homologues, dans le reste du pays, ne sont pas aussi bien placés. C'est en 1985, si je ne me trompe, que nous nous sommes réunis en groupe pour la dernière fois, car nous appartenons à divers affiliés.

Le Conseil national des autochtones a des agents qui s'occupent des programmes pour les autochtones, les Métis et les non inscrits. Nous devrions tous nous réunir, et de façon permanente, afin de pouvoir comparer les problèmes. Dans la partie que j'administre, il y a 14 interprétations différentes de la politique, mais si nous nous réunissions tous, nous pourrions discuter de ces questions.

Nous devons faire en sorte de participer à la planification des politiques à la SCHL car c'est un processus qui se déroule, Chemin de Montréal et dont nous ne savons rien jusqu'à ce que nous trouvions un document sur notre

[Text]

this is where we're going, and how do you like it so far. We get the opportunity to comment on it, but there will be no changes. It's after the fact. All their policies are being designed with no input from delivery agents and the native component at all. We haven't seen anything on it. Some day in May they'll come out and say they want us to deliver this in June. It can happen. Then we'll spend the next ten years fighting over it. They'll come back to you people as Members of Parliament saying there's a problem here and how do we get this whole thing up the flag pole again? Well, the next time we change the—

A voice: You were never consulted?

Mr. Belrose: The consultation did occur. That is correct. We're not complaining about the consultation. That happened and turned out very well. We were brought in two or three times, but it's the after effect. The consultation is now over. Now they're going to design something out of that consultation and we're not involved in the designing of it.

Mr. Redway: There were a couple of meetings where the various things were discussed. You were part of those discussions?

Mr. Belrose: We were part of those discussions, yes. The last meeting was a year and a half ago I think right here in Ottawa in the same hotel we're staying in right now. But that happened then. Now the guidelines are being designed on the delivery of this and none of us are involved.

Mr. Dumont: We'd like to have the opportunity to draft those policies and then we'll send them to CMHC so they can review them.

Mr. Redway: It sounds like a great idea.

• 1140

The Chairman: On behalf of the committee, I would like to thank all of you for coming—not all of you, but all four of you and whoever else came along with you. On behalf of the chair, I thank the committee for a very intense, thorough, and useful form of questioning, particularly the answers. We usually have a 10-minute round and then a 5-minute round. The questions didn't last longer than the time permitted, but the answers certainly went on 20 to 30 minutes.

An hon. member: The answers were great.

The Chairman: That's right, the answers were great. I'm not criticizing at all. Unlike General Motors, we work overtime on this committee. You were expecting two hours, and I think it's been two hours and forty minutes. It's not that we're charitable at all; we got two hours and forty minutes of your time. We thank you for that.

I hope we'll see an exchange of correspondence and perhaps your smiling faces again. Ray, it's good to see you again. Hang in there. Thanks very much for coming.

[Translation]

bureau qui nous donne l'orientation générale, et nous demande ce que nous en pensons. Nous pouvons en discuter, mais rien ne sera changé, les jeux sont faits. Toutes les politiques sont conçues sans la participation des agents d'exécution des programmes ou des autochtones. Nous n'en entendons pas parler, puis un jour de mai, on viendra nous annoncer qu'en juin il faudra faire ceci ou cela. Cela peut arriver. Nous passerons ensuite les 10 années suivantes à nous battre là-dessus. On vient alors vous dire, à vous les députés, qu'il y a un problème et vous demander comment s'en sortir? Eh bien, la prochaine fois que nous changeons de...

Une voix: Vous n'avez jamais été consultés?

M. Belrose: Il y a eu consultation. Ce n'est pas de cela dont nous nous plaignons. Il y a eu consultation et les choses se sont bien passées. On nous a fait intervenir deux ou trois fois, mais maintenant les consultations sont terminées. On va maintenant élaborer de nouvelles politiques auxquelles nous ne participons pas.

M. Redway: Il y a eu plusieurs réunions auxquelles ces questions ont été discutées. Y avez-vous participé?

M. Belrose: Nous y avons effectivement participé. La dernière réunion a eu lieu il y a un an et demi, ici même à Ottawa, dans l'hôtel dans lequel nous séjournons actuellement. Mais cela remonte déjà loin. On est actuellement en train de fixer les directives pour l'exécution de ce programme, et aucun d'entre nous n'y participe.

M. Dumont: Nous aimerions pouvoir contribuer à la formulation de ces politiques, afin de les envoyer ensuite à la SCHL pour examen.

M. Redway: Cela me paraît une excellente idée.

Le président: Au nom du comité, je vous remercie tous d'être venus—pas tous, mais vous quatre et les personnes qui vous accompagnaient. Au nom de la présidence, je remercie les membres du comité d'avoir posé des questions très réfléchies, très complètes et très utiles, auxquelles les réponses ont été excellentes. D'habitude, nous faisons une première tournée de questions de dix minutes, suivi d'une deuxième de cinq minutes. Les questions n'ont pas dépassé le temps permis, mais les réponses, elles, ont duré jusqu'à 20 ou 30 minutes.

Une voix: Les réponses étaient formidables.

Le président: C'est vrai, les réponses étaient formidables. Je ne critique pas du tout. Contrairement à ce qui se passe chez General Motors, le comité fait des heures supplémentaires. La séance devait durer deux heures, et je pense qu'elle a duré deux heures quarantes minutes. Ce n'est pas que nous soyons généreux, au contraire, nous avons obtenu deux heures quarante minutes de votre temps, et nous vous en remercions.

J'espère qu'il y aura entre nous un échange de correspondance et que nous reverrons vos visages souriants. Ray, j'ai été très heureux de vous revoir. Courage. Merci beaucoup d'être venu.

[Texte]

Mr. Swain: I just want to clear up one point. I wasn't saying that those individuals at South Indian Lake didn't deserve those units. They do deserve them.

The Chairman: The meeting is adjourned.

[Traduction]

M. Swain: Je voudrais apporter une précision. Je ne voulais absolument pas dire que les habitants de South Indian Lake ne méritaient pas ces maisons. Ils les méritent.

Le président: La séance est levée.

MAIL POSTE

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes
Postage paid / Lettre payée
KIA 0S9
Ottawa, Ontario

Chairman / Président
General Committee Group - Volontary
49 Bank-Centre Boulevard
Hull, Québec, Canada, KIA 0S9

Minister of Indian Affairs and Northern Development
Ensemble du gouvernement du Canada - Ottawa
Group Commission / Comité de groupe

Aboriginal Affairs

RESPECTING:

Future members of the Committee
Aboriginal Housing

WITNESSES:

From the National Council
Yvon Duroc, President
Ed Swain, Director-Executive of the Federation des Métis du
Manitoba
Lary Belton, Association autochtone des Métis de l'Ontario
Ray Hamilton, Director-General of Gabriel Housing
Corporation, Regina, Saskatchewan

Third Session of the Treaty...
20-1991

Available from Canada Commission Group - Publishing
Group and Services Canada, Ottawa, Canada, KIA 0S9

CHAMBRE DES COMMUNES

21^e session
Le mardi 24 février 1971
Le jeudi 26 février 1971

Président: Louis Robitaille

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

Affaires autochtones

COMMISSION

Future members of the Committee
Aboriginal Housing

WITNESSES:

From the National Council
Yvon Duroc, President
Ed Swain, Executive Director of Manitoba Métis Federation
Lary Belton, Ontario Métis Aboriginal Association
Ray Hamilton, General Manager of Gabriel Housing
Corporation, Regina, Saskatchewan

Third Session of the Treaty...
20-1991

Available from Canada Commission Group - Publishing
Group and Services Canada, Ottawa, Canada, KIA 0S9

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

**K1A 0S9
Ottawa**

*If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9*

WITNESSES

From the Metis National Council:

Yvon Dumont, President;
Ed Swain, Executive Director of Manitoba Metis Federation;

Larry Belrose, Ontario Metis Aboriginal Association;
Ray Hamilton, General Manager of Gabriel Housing
Corporation, Regina, Saskatchewan.

TÉMOINS

Du Conseil National des Métis:

Yvon Dumont, président;
Ed Swain, Directeur exécutif de la Fédération des métis du
Manitoba;
Larry Belrose, Association autochtone des métis de l'Ontario;
Ray Hamilton, Directeur général de Gabriel Housing
Corporation, Regina, Saskatchewan.

Issue No. 19

Tuesday, March 24, 1992
Thursday, March 26, 1992

Chairperson: Larry Schneider

Fascicule n° 19

Le mardi 24 mars 1992
Le jeudi 26 mars 1992

Président: Larry Schneider

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent des

Aboriginal Affairs

Affaires autochtones

RESPECTING:

Future business of the Committee
Aboriginal Housing

CONCERNANT:

Travaux futurs du comité
Logement des autochtones

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

LE JEUDI 26 MARS 1992

(27)

The Committee resumed its afternoon proceedings in Room 327-C, 2nd floor of the Centre Block, at 2:30 p.m. The Chairman, Larry Schneider, presided.

Members of the Committee present: Robert Scott, Alan Rodway, Ross Reid, Larry Schneider, Robert B. Skelly.

Acting Member present: Charles-Georges Cloutier, Member of Parliament.

Also present: Dr. Sandra de Gooch, Director of the Department of Indian Affairs and Northern Development.

Witnesses: Dr. Lawrence Upham, Director, Housing, Department of Indian Affairs and Northern Development; Dr. Murray Towse, Director, Housing, Department of Indian Affairs and Northern Development.

Third Session of the Thirty-fourth Parliament, 1991-92

JEUDI 26 MARS 1992

(27)

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met at 2:30 p.m. in Room 327-C, Centre Block, the Chairman, Larry Schneider, presiding.

Members of the Committee present: Robert Scott, Alan Rodway, Ross Reid, Larry Schneider, and Robert B. Skelly.

Acting Member present: Charles-Georges Cloutier, M.P.

In attendance: From the Honourable Secretary of State for Indian Affairs, Blaine Gardner; O'Neil, Assistant Secretary.

Witnesses: From Canada Housing and Northern Development, Lawrence Upham, Director; Murray Towse, Director.

Troisième session de la trente-quatrième législature, 1991-1992

STANDING COMMITTEE ON ABORIGINAL AFFAIRS

Chairperson: Larry Schneider
Vice-Chairmen: Jack Anawak
Alan Redway

Members

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Ross Reid
Robert E. Skelly
Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

Martine Bresson

Clerk of the Committee

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES
AUTOCHTONES

Président: Larry Schneider
Vice-présidents: Jack Anawak
Alan Redway

Membres

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Ross Reid
Robert E. Skelly
Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

La greffière du Comité

Martine Bresson

WITNESSES

Yvon Dumont, President,
Eli Swain, Executive Director of Manitoba Métis Federation
Larry Selous, Ontario Métis Aboriginal Association
Ray Hamilton, General Manager of Gabriel Housing
Corporation, Regina, Saskatchewan

WITNESSES

Yvon Dumont, Président,
Eli Swain, Directeur exécutif de la Fédération des Métis du Manitoba
Larry Selous, Association autochtone des Métis de l'Ontario
Ray Hamilton, Directeur général de Gabriel Housing
Corporation, Regina, Saskatchewan

Published under authority of the Speaker of the
House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre
des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

PROCÈS-VERBAUX

LE MARDI 24 MARS 1992

(26)

[Texte]

Le Comité permanent des affaires autochtones se réunit aujourd'hui à huis clos à 15 h 41 dans la salle 237-C, Édifice du Centre, sous la présidence de Larry Schneider (*président*).

Membres du Comité présents: Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Ross Reid, Larry Schneider, Robert E. Skelly.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Elaine Gardner O'Toole, attachée de recherche.

Le Comité discute de ses travaux futurs.

Sur motion d'Alan Redway, il est convenu à l'unanimité,—Que le budget du Comité pour 1992-1993 soit adopté.

Il est convenu,—Que les films et dépenses du laboratoire Techniphoto pour les photos du prochain rapport (Logement) soient payés des fonds du Comité.

—Que la greffière du Comité soit autorisée à acheter pour le Comité un exemplaire du livre intitulé «Dreams and Visions: Education in the Northwest Territories» au coût de 36.33\$.

Sur motion de Robert Skelly, il est convenu à l'unanimité,—Que le président réponde à la lettre de «Kettle & Stoney Point Families United Association» réitérant les termes du 3^e rapport.

À 17 h 10, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE JEUDI 26 MARS 1992

(27)

Le Comité permanent des affaires autochtones se réunit aujourd'hui à 9 h 20 dans la salle 237-C, Édifice du Centre, sous la présidence de Larry Schneider (*président*).

Membres du Comité présents: Robert Nault, Alan Redway, Ross Reid, Larry Schneider, Robert E. Skelly.

Membre suppléant présent: Charles-Eugène Marin pour Marcel R. Tremblay.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Elaine Gardner O'Toole, attachée de recherche.

Témoins: De la Société canadienne d'hypothèques et de logement: Lawrence Gladue, Directeur des programmes; Deborah Taylor, Directrice par intérim, Division de la planification et de l'analyse des programmes; Randy Risk, Directeur, Groupe de l'analyse et du contrôle des programmes; Bernie Burns, Directeur, Groupe du logement pour les ruraux et les autochtones; Murray Town, Coordonnateur, Logement des autochtones dans les réserves et en milieu urbain.

Conformément au mandat que lui confère le paragraphe 108(2) du Règlement, le Comité continue son étude sur le logement des autochtones (*voir les Procès-verbaux et témoignages du mardi 11 février 1992, fascicule n° 10*).

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MARCH 24, 1992

(26)

[Translation]

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met *in camera* at 3:41 o'clock p.m., this day, in Room 237-C, Centre Block, the Chairman, Larry Schneider, presiding.

Members of the Committee present: Suzanne Duplessis, Robert Nault, Alan Redway, Ross Reid, Larry Schneider and Robert E. Skelly.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Elaine Gardner-O'Toole, Research Officer.

The Committee proceeded to discuss its future business.

On motion of Alan Redway, it was unanimously agreed,—That the Committee's budget for fiscal year 1992-1993, be adopted.

It was agreed,—That films and expenses of Techniphoto Laboratory for pictures of coming report (Housing) be paid from Committee's funds.

—That the Clerk of the Committee be authorized to buy for members use a copy of the book entitled "Dreams and Visions: Education in the Northwest Territories", at the cost of \$36.33.

On motion of Robert Skelly, it was unanimously agreed,—That the Chairman answer the letter from the Kettle & Stoney Point Families United Association, to reiterate the terms of the Third report.

At 5:10 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

THURSDAY, MARCH 26, 1992

(27)

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met at 9:20 o'clock a.m., this day, in Room 237-C, Centre Block, the Chairman, Larry Schneider, presiding.

Members of the Committee present: Robert Nault, Alan Redway, Ross Reid, Larry Schneider and Robert E. Skelly.

Acting Member present: Charles-Eugène Marin for Marcel R. Tremblay.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Elaine Gardner-O'Toole, Research Officer.

Witnesses: From Canada Mortgage and Housing Corporation: Lawrence Gladue, Director - Programs; Deborah Taylor, Acting Director, Program Planning and Analysis Division; Randy Risk, Manager, Program Analysis, Monitoring Group; Bernie Burns, Manager, Rural and Native Housing Group; Murray Town, Co-ordinator, On-Reserve and Urban Native Housing.

In accordance with its mandate under Standing Order 108(2), the Committee resumed its study on Aboriginal Housing. (*See Minutes of Proceedings and Evidence, Tuesday, February 11, 1992, Issue No. 10*).

[Texte]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Thursday, March 26, 1992

• 0921

The Chairman: Order, please.

I would like to open this meeting by welcoming officials from CMHC back again. We know they can assist us in our ongoing mission to look into the matter of aboriginal housing needs. I also wish to welcome Ottawa university students to our meeting, and I hope their day is a productive one.

Mr. Lawrence Gladue (Director, Program Operations, Canada Mortgage and Housing Corporation): Mr. Chairman, I would like to take a little time to introduce my colleagues: Deborah Taylor, Acting Director, Program Planning and Analysis Division; Randy Risk, Manager, Program Analysis Monitoring Group; Bernie Burns, Manager, Rural and Native Housing Group; and Murray Town, Co-ordinator, On-reserve and Urban Native Housing. With these people we hope to answer whatever questions you have.

This meeting gives us an opportunity to attempt to clear up some of the information that has been given to you by other witnesses on programs they may not have been too clear on, some of our policies and our program directions.

Mr. Redway (Don Valley East): Perhaps we could get from Mr. Gladue his comments on where the previous testimony that he was been monitoring might be somewhat. . . I don't like to use the work misleading. Perhaps he would like to clarify that.

Mr. Gladue: I'd like to make it clear that we do have responsibilities off-reserve to an estimated one million off-reserve clients of aboriginal descent, of which our program, the rural native housing program, has a target of 50%. We also have obligations to work with Indian Affairs in meeting their housing needs to their client group on-reserve, which we have quite successfully met. We have a good working relationship with Indian Affairs.

Without further ado, I'd like to turn the microphone over to Murray Town, who will answer some of the questions that we have received from the clerk of this committee and, for the record, we would like to set matters straight in some areas.

Mr. Murray Town (Co-ordinator, On-reserve and Urban Native Housing): Mr. Chairman, I'll start off with the clarification of the roles of CMHC and Indian Affairs with regard to on-reserve housing. These were spelled out in a Cabinet document in 1977, which was the first directive to CMHC to make their programs available to the reserves and to try to start adapting the programs for use on reserves.

• 0925

The Cabinet document in 1977, and all subsequent Cabinet documents, have continued to insist that Indian Affairs is to be responsible for the lead role on reserve in housing, and CMHC programs should be available for those

[Traduction]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le jeudi 26 mars 1992

Le président: La séance est ouverte.

Nous accueillons encore une fois les fonctionnaires de la SCHL. Nous savons qu'ils pourront nous aider dans notre étude continue des besoins des autochtones en matière de logement. J'aimerais aussi souhaiter la bienvenue aux étudiants de l'Université d'Ottawa; j'espère que leur journée sera fructueuse.

M. Lawrence Gladue (directeur, Division des programmes et des opérations, Société canadienne d'hypothèques et de logement): Monsieur le président, permettez-moi d'abord de présenter mes collègues: Deborah Taylor, directrice intérimaire, Division de la planification et de l'analyse des programmes; Randy Risk, gestionnaire, Groupe du contrôle de l'analyse des programmes; Bernie Burns, gestionnaire, Groupe du logement pour les ruraux et les autochtones; et Murray Town, coordonnateur, Logement pour les autochtones en milieu urbain et dans les réserves. J'espère pouvoir répondre à toutes vos questions avec l'aide de mes collègues.

Cette rencontre nous donne la chance de clarifier quelques informations qui vous ont été données par d'autres témoins sur nos programmes, nos politiques et nos directives, informations qui n'ont pas toujours été très claires.

M. Redway (Don Valley-Est): Monsieur Gladue, peut-être pourriez-vous nous dire à quels égards les témoignages précédents auraient pu être. . . Je n'ose pas dire trompeurs. Peut-être voudriez-vous faire une mise au point.

M. Gladue: J'aimerais qu'il soit bien clair que notre mandat hors réserve vise environ un million de clients d'origine autochtone, dont 50 p. 100 sont ciblés par notre Programme de logement pour les ruraux et les autochtones. Nous sommes aussi chargés de collaborer avec le ministère des Affaires indiennes pour répondre aux besoins en logement de nos clients dans les réserves, ce que nous avons assez bien réussi à faire. Nous entretenons de bonnes relations de travail avec le ministère des Affaires indiennes.

J'aimerais maintenant passer la parole à Murray Town, qui répondra, aux fins du compte rendu, à quelques-unes des questions que nous avons reçues de la greffière du comité. Nous aimerions clarifier plusieurs choses.

M. Murray Town (coordonnateur, Logement pour les autochtones en milieu urbain et dans les réserves): Monsieur le président, j'aimerais d'abord clarifier les rôles respectifs de la SCHL et du ministère des Affaires indiennes en ce qui a trait au logement dans les réserves. Ces rôles sont décrits dans un document du Cabinet publié en 1977 dans lequel, pour la première fois, on donne à la SCHL le mandat de concevoir des programmes pour les réserves et d'adapter ces programmes aux besoins des réserves.

Dans ce document du Cabinet de 1977 et dans les documents du Cabinet subséquents, on stipule clairement que le ministère des Affaires indiennes assume la responsabilité première en ce qui concerne le logement dans les réserves et

[Text]

bands that choose to use them. The Cabinet document, when referring to lead role, mentioned three particular areas: specifically in policy-making, in the planning and priority-setting process, and in training. Beyond that, where CMHC programs were being used, CMHC was to ensure those programs were used according to our criteria and requirements.

In the area of policy, that explains why Indian Affairs is carrying out the consultation process on reserve whereas we were the lead agent for the off-reserve consultation process. We have been attending those consultations to be aware of the directions being recommended or taken. We are there as a resource and support where requested, but we are not in the lead role nor attempting to decide what direction should be taken.

In the planning and priority-setting process, over the last few years we have been living up to that direction by giving Indian Affairs in effect the control over our allocations on reserve. We advise them what our budgets are annually. Then they, through the planning process in their regions, and in conjunction with our offices, but with them in the lead, decide how those budgets will be allocated regionally, and within the regions their staff tell our offices which bands are on the list for projects in the year. It's only at the point when a project brought forward would not meet the requirements of our program that we would ask, well, who's next on the list?

Indian Affairs have access to our costing models, so they use that for their allocation process. We have liaison committees set up in every region where the planning and priority-setting takes place between our respective staff. In most regions they are now starting the process of introducing native representation on those committees to involve them in the process also. I'd say about half the regions now have that in place, or it's just going into place. The others are talking to the native organizations to try to decide what the representation should be.

About training, it's one of the more contentious areas, but we will do training on the use of our programs: what the requirements of our programs are, assisting in meeting those requirements, and running workshops to clarify those. But if the skills required by the bands aren't there, such as the necessity for somebody to have financial management experience, or technical training, or anything like that, that's under the mandate of Indian Affairs rather than ourselves. We have no mandate to staff or spend dollars on doing that sort of training.

I can lead in from that into the subject of inspections. There's been a lot of reference to inspector training and CMHC's involvement in that. Just to clarify that one, in 1982, I believe, the Cabinet document... that year was the year

[Translation]

que les programmes de la SCHL devraient être offerts aux bandes qui choisissent de les utiliser. Le document du Cabinet mentionne, en ce qui concerne cette responsabilité première, trois domaines particuliers: l'élaboration de politiques, la planification et la détermination des priorités et la formation. Pour le reste, lorsque des programmes de la SCHL étaient utilisés, la SCHL devait assurer que ces programmes étaient exécutés conformément à ses critères et à ses exigences.

Cela explique pourquoi, au chapitre de la politique, c'est le ministère des Affaires indiennes qui mène les consultations dans les réserves, tandis que nous jouons le rôle d'agent principal pour ce qui est des consultations hors réserve. Nous avons participé à ces consultations afin de connaître les orientations qui sont recommandées et prises. Nous fournissons aussi des ressources et du soutien lorsqu'on nous le demande, mais nous n'assumons pas la responsabilité première et ne décidons pas nous-mêmes des orientations qui doivent être prises.

En ce qui concerne la planification et la détermination des priorités, au cours des dernières années, nous avons laissé au ministère des Affaires indiennes le soin d'effectuer la répartition des ressources dans les réserves. Nous indiquons aux représentants de ce ministère quel est notre budget chaque année. Puis, par l'entremise du processus de planification dans chaque région et en collaboration avec nos bureaux régionaux, ils décident de l'affectation de nos budgets au niveau régional. Dans chaque région, le personnel du ministère des Affaires indiennes indique à nos bureaux quelles sont les bandes qui figurent sur la liste de projets pour l'année en cours. C'est seulement lorsqu'un projet ne répond pas aux exigences de notre programme que nous demandons quelle est la bande suivante sur la liste.

Le ministère des Affaires indiennes a accès à nos modèles d'établissement des coûts et les utilise pour son processus de répartition. Les comités de liaison existent dans chaque région où notre personnel et celui du ministère des Affaires indiennes procèdent à la planification et à la détermination des priorités. Dans la plupart des régions, depuis peu, ces comités comptent des représentants autochtones. Je crois que c'est le cas dans environ la moitié des régions, ou que ce le sera sous peu. Dans les autres régions, on a amorcé des pourparlers avec les organisations autochtones en vue de choisir les représentants.

La formation est un autre domaine litigieux. Nous assurons la formation en ce qui concerne l'utilisation de nos programmes: quelles sont les exigences de nos programmes et comment on peut les satisfaire. Nous tenons des ateliers à ce sujet. Mais si la bande ne possède pas les compétences nécessaires, s'il lui faut quelqu'un qui ait de l'expérience en gestion financière, ou bien des compétences techniques ou autre chose de ce genre, c'est le ministère des Affaires indiennes qui s'en occupe. Nous n'avons pas le mandat d'affecter des ressources humaines ou financières à ce genre de formation.

Cela m'amène à parler des inspections. On a souvent fait allusion à la formation des inspecteurs et à la participation de la SCHL à cette formation. J'aimerais clarifier une chose: en 1982, je crois, le document du Cabinet... C'est cette année-là

[Texte]

when it was first specified that all on-reserve housing built from that date should be built to the National Building Code and it should be inspected by CMHC inspectors or inspectors approved by CMHC. As a result of that directive, Indian Affairs approached us to set up in effect an accreditation process for their inspectors, or Indian inspectors, where we set up an examination process. From that point on Indian Affairs would use them to do all non-NHA inspections and we would continue to do the NHA inspections.

The Sudbury pilot referred to when the word "training" was used... was really only finding out what training was required for those inspectors who had been accredited in our requirements, the use of our administrative process and our requirements. As a result of that, we felt there was no training need. They seemed to know it pretty well. We've authorized our offices around the country, wherever they choose, to use those inspectors designated by ourselves for NHA inspections as well.

• 0930

There have been a lot of questions in the area of bonding and the opportunity for locals to self-build. I am going to be speaking strictly to the on-reserve policies we have in place. As they stand right now, any builder coming from outside the reserve is required to meet the same criteria.

In other words, our first requirement is to make sure the housing project is protected and securities are in place on the part of any builder going in, so we are ensured that project will get finished without major cost overruns attributed to the project. That's why there is the requirement for bonding or other alternatives to the bonding that we would accept, but the bonding is primarily for off-reserve projects.

Now that's for an off-reserve builder. The band may choose to do its own building, as opposed to having to go outside. We worked out an agreement with Indian Affairs some years ago when bands approached us on that issue. If the band can show us it can bring in the project in the ballpark of what we would expect to pay if a tender process had been put in place, we'll accept it.

Rather strict construction management requirements have to be met in terms of the skills of the people running the project. We have to see a track record. For the first year or so, the band members might hire an outside contractor to work with them, supervise and run the project. Usually within a couple of years, somebody from the band has taken over that position and it goes on from there.

If the band is doing its own building, we still like, if possible, to get the normal security arrangements in place like bonding and so on. A band is rarely able to get bonding, so we've come up with a contingency plan that allows the

[Traduction]

que l'on a stipulé pour la première fois que tous les logements construits dans les réserves devraient respecter les normes du Code national du bâtiment et être inspectés par des inspecteurs de la SCHL ou par des inspecteurs certifiés par la SCHL. En conséquence, le ministère des Affaires indiennes nous a demandé d'élaborer un processus de reconnaissance des compétences des inspecteurs de ce ministère, ou des inspecteurs indiens, processus comprenant un examen. Dès lors, le ministère des Affaires indiennes ne ferait appel qu'à ses inspecteurs pour les inspections ne relevant pas de la Loi nationale sur l'habitation, et nous poursuivions les inspections relevant de la LNH.

Le projet pilote de Sudbury auquel on a fait allusion en ce qui a trait à la formation... ne visait qu'à déterminer les besoins en formation des inspecteurs dont nous avons reconnu les compétences concernant nos exigences et notre processus administratif. Nous avons conclu qu'aucune formation n'était nécessaire, car leurs connaissances semblaient plus que suffisantes. Nous avons autorisé nos bureaux dans tout le pays qui ont à choisir des inspecteurs à faire appel à ceux que nous avons nous-mêmes choisis également pour les inspections relevant de la LNH.

Bon nombre de questions ont été soulevées relativement au cautionnement et à la possibilité pour les autochtones de construire leurs propres maisons. Je me limiterai aux politiques existantes sur l'auto-construction dans les réserves. À l'heure actuelle, tout entrepreneur de l'extérieur de la réserve doit répondre aux mêmes critères.

En d'autres termes, notre première exigence est de nous assurer que le projet est protégé et qu'il sera parachevé sans dépassement important des coûts. Voilà pourquoi on exige un cautionnement ou une autre garantie de ce genre; en général, pour les projets hors réserves, on exige un cautionnement.

Voilà ce qui en est pour les entrepreneurs hors réserves. La bande peut choisir de construire elle-même ses maisons, plutôt que de faire appel à un entrepreneur. Il y a quelques années, des bandes nous en ont parlé, et nous avons signé une entente avec le ministère des Affaires indiennes. Si la bande peut nous prouver qu'elle peut parachever le projet pour à peu près la même somme que nous aurions à payer s'il y avait un appel d'offres, nous l'acceptons.

Des critères stricts de gestion de la construction doivent être remplis, particulièrement en ce qui concerne les compétences des dirigeants du projet. Nous devons connaître leurs antécédents. La première année environ, les membres de la bande voudront peut-être faire appel à un entrepreneur de l'extérieur qui les aidera et supervisera et dirigera le projet. Habituellement, après deux ou trois ans, c'est un membre de la bande qui assume cette responsabilité.

Si la bande construit ses propres logements, nous préférons, si possible, qu'il y ait une protection comme un cautionnement. Cependant, il est rare qu'une bande puisse obtenir un cautionnement; alors, nous avons élaboré un plan

[Text]

band to build and protects the project. As long as the DIAND contribution consists of at least 20% of the cost of building the project, then we simply do a cost viability check and make sure it can still be viable if there's a 20% cost overrun.

If that's the case, and if for some reason the band runs into some kind of problem where there's an overrun, we can then extend the loan up to that 20% or the amount that has been put in by Indian Affairs. In other words, we can make a loan up to the value of the project without extending it because of that front-end equity. That will cover an overrun and takes the band off the hook for having come up with the bonding.

If a band builds up a track record under that process, our managers in the field have the authority to reduce that requirement to 10%, which makes it a little easier again.

If a band built up a construction company and wanted to build anywhere else, either off-reserve or on other reserves, it would come under the same criteria as if it's in competition with a builder in the area. It's back to the requirement for bonding. It would not be our role to come up with economic development for a band to help it get the bonding. It would be the role of another agency such as Indian Affairs or CEIC.

Those are the main items I was going to address.

Mr. Redway: I would like to clarify a couple of points with respect to the Indian bands that have their own construction companies on their own reserves. How many of the reserves would have their own construction company?

Mr. Town: If you use the term construction company, there are not a lot. Right now, several hundred bands a year use the program. About 300 out of the 600 use the program—those are ballpark figures. From talking to our regional people and trying to get a feel for it, I would guess that between 40% and 50% are now doing their own construction. I wouldn't know how many of those are still using an outside construction supervisor or doing it locally, but—

• 0935

Mr. Redway: That's the 300, roughly, you were talking about.

Mr. Town: Out of the 200 to 300 that are using the program during any given year, 40% to 50% of those—

Mr. Redway: Would be actually constructing themselves. How many would actually move from one reserve to another to do construction on another reserve, or off-reserve, for that matter?

Mr. Town: I've only heard of a few who are doing it. There is Kainai Housing on the Blood Reserve in Alberta that have actually set up a company that's competing in the open market.

I've heard of a few instances where some of the James Bay Cree bands. . . There are one or two that apparently have a very good process in place now, and other bands have asked them to come over.

[Translation]

de rechange permettant à la bande de construire et de protéger le projet. Tant que la contribution du ministère des Affaires indiennes équivaut à au moins 20 p. 100 du coût de construction, nous procédons simplement à une vérification pour nous assurer de la viabilité du projet dans le cas d'un dépassement des coûts de 20 p. 100.

Si tel est le cas, si pour quelque raison que ce soit la bande connaît des problèmes et qu'il y a dépassement des coûts, nous pouvons augmenter le prêt de 20 p. 100 ou d'un pourcentage égal à celui de la contribution du ministère des Affaires indiennes. En d'autres termes, nous pouvons absorber un prêt de la valeur du projet sans le prolonger en raison de l'investissement initial. Cela règle la question du dépassement des coûts et du cautionnement pour la bande.

Si une bande acquiert une bonne réputation dans le cadre de ce processus, nos gestionnaires sur le terrain ont le pouvoir de n'exiger que 10 p. 100, ce qui facilite d'autant plus les choses.

Si une bande met sur pied une entreprise de construction et veut bâtir des logements ailleurs, hors réserve ou dans d'autres réserves, elle doit répondre aux mêmes critères que ses concurrents dans la région. Elle doit obtenir un cautionnement. Il ne nous incombe pas d'assurer le développement économique d'une bande et de l'aider à obtenir un cautionnement. Cela incombe plutôt à un autre organisme, tel que le ministère des Affaires indiennes ou Emploi et Immigration Canada.

C'étaient là les principaux points que je voulais clarifier.

M. Redway: J'aimerais vous poser quelques questions concernant les bandes indiennes qui ont leur propre société de construction dans leurs réserves. Combien de réserves disposent de leur propre compagnie de construction?

M. Town: Si vous parlez de compagnies, il y en a peu. À l'heure actuelle, plusieurs centaines de bandes se prévalent du programme chaque année. Environ 300 bandes sur 600 emploient le programme—ce sont là des chiffres approximatifs. D'après les entretiens que j'ai eus avec nos employés dans les bureaux régionaux, je dirais que de 40 à 50 p. 100 construisent elles-mêmes leurs logements. J'ignore combien d'entre elles font encore appel à un superviseur de l'extérieur ou non, mais. . .

M. Redway: Ce sont là approximativement les 300 bandes auxquelles vous faisiez allusion.

M. Town: Sur les 200 à 300 bandes qui font appel au programme chaque année, 40 à 50 p. 100. . .

M. Redway: Construisent elles-mêmes leurs maisons. Combien d'entre elles font de la construction ailleurs, dans d'autres réserves, ou même hors réserve?

M. Town: Je n'en connais que quelques-unes. Il y a la compagnie Kainai Housing, de la réserve Blood, en Alberta, qui fonctionne comme toute autre entreprise sur le marché libre.

J'ai aussi entendu parler de quelques bandes crie de la baie James. . . Une ou deux d'entre elles semblent avoir mis sur pied des entreprises qui fonctionnent bien et auxquelles d'autres bandes font appel.

[Texte]

If that's happening, and given where they are, I would guess we're not being very demanding in really checking out who lives on what reserve where they're building. I would say their friends are probably over there helping them get their project going, and that's about it.

Mr. Redway: But in the Alberta case they would have to meet bonding requirements to help on another reserve, and they do apparently—with that amount of expertise.

Mr. Town: That company did some of the building for the winter Olympic Games, which were held out there, so I imagine they had to meet all of those requirements.

Mr. Redway: Are you aware whether the bonding companies give them credit for what they do on their own reserve before they get off, if they build up this expertise in the construction of housing on their own reserve and then move off and get some sort of brownie points for that?

Mr. Town: I'm honestly not certain about that.

Mr. Redway: You have no idea?

Mr. Town: They've been in place for some time and we just never had any real problem with it, so we've had no necessity to check that sort of thing out.

Mr. Redway: As long as they're building CMHC housing.

Mr. Town: Yes.

Mr. Redway: Even on another reserve.

Mr. Town: I'm not aware of them actually building on other reserves. I am aware they've had some projects off-reserve in some of the outside communities over time, but—

Mr. Redway: The other point I wanted to clarify had to do with the whole question of the National Building Code and its role. You said in 1982 the Cabinet directive was that all housing on reserve had to be built according to the National Building Code.

Now, that also would apply to off-reserve housing, obviously. We had some evidence here, as you may recall from reading the testimony, by the Métis National Council and Yvon Dumont in particular, referring to the fact that they were able to build some modest housing. I think one committee member suggested it might have resembled more of a garage, but in any event, he referred to it as modest housing, quite satisfactory. I take it that wouldn't have met the National Building Code. Can you comment on that?

Mr. Gladue: Yes, Mr. Redway. That type of unit has been built from time to time by organizations such as the Métis National Council and others who have played quite a role in housing delivery over the past years.

In many of these cases they have built these units using their own financial resources other than what we have given them. In many instances they are not built to their minimum code requirement under the National Housing Act.

[Traduction]

Si tel est le cas, et compte tenu de l'endroit où elles se trouvent, je ne crois pas que l'on vérifie en détail qui habite dans telle réserve où il y a de la construction. J'imagine que les amis s'entraident dans ces projets de construction, et c'est tout.

M. Redway: Mais, en Alberta, cette entreprise devra obtenir un cautionnement si elle veut participer à un projet de construction dans une autre réserve; ce qu'elle fait, avec beaucoup de compétence.

M. Town: Cette compagnie a participé à la construction d'installations pour les Jeux olympiques d'hiver qui ont eu lieu là-bas, et j'imagine qu'elle a dû satisfaire à toutes ces exigences.

M. Redway: Savez-vous si les sociétés de cautionnement tiennent compte de l'expérience que ces entreprises ont acquise dans leur propre réserve lorsqu'elles désirent construire des maisons ailleurs?

M. Town: En toute honnêteté, je n'en suis pas certain.

M. Redway: Vous l'ignorez?

M. Town: Ces sociétés existent depuis un bon moment et elles ne nous ont jamais causé de problèmes; nous n'avons donc jamais eu à vérifier ce genre de chose.

M. Redway: Tant qu'elles construisent des logements de la SCHL.

M. Town: Oui.

M. Redway: Même sur une autre réserve.

M. Town: Je ne connais pas d'entrepreneurs autochtones qui aient construit des logements dans d'autres réserves. Je sais qu'il y a eu des projets hors réserve dans certaines localités, mais. . .

M. Redway: J'aimerais aussi que vous clarifiiez toute la question du Code national du bâtiment. Vous avez dit qu'une directive du Cabinet de 1982 stipule que tous les logements dans les réserves doivent être conformes aux normes du Code national du bâtiment.

De toute évidence, cela s'applique aussi aux logements hors réserve. Or, nous avons entendu le témoignage, vous vous en souvenez peut-être, du Ralliement national des Métis, et de M. Yvon Dumont plus particulièrement, selon lequel on a pu construire des maisons modestes. Un des membres du comité a laissé entendre qu'il s'agissait plutôt de garages, mais, quoi qu'il en soit, M. Dumont a parlé de logements modestes, tout à fait satisfaisants. Je présume que ce genre de logements ne répondraient pas aux normes du Code national du bâtiment. Pourriez-vous nous en dire plus long?

M. Gladue: Volontiers, monsieur Redway. Il est arrivé que ce genre de logements soient construits par des organisations, telles que le Ralliement national des Métis et d'autres, qui ont joué un rôle important dans l'exécution des programmes de logement dans le passé.

Souvent, ces logements ont été construits grâce aux ressources financières de ces organisations, mais ne répondent pas aux normes minimales prévues par la Loi nationale sur l'habitation.

[Text]

However, I guess if that's what the individual wanted, and that's what they produced and the person was happy, we can't say too much about it. But we will not take responsibility for or endorse that type of building because of the safety hazard it may pose to the individuals—lacking water, for instance, in some cases, or if electricity is being put in, not being inspected.

We built some houses in the early 1970s without the provisions of sewer and water, and we were ridiculed by the press. This was in Vancouver. We did this through community consultation. We went to the community of Good Hope Lake, to be exact, and we built log houses. That's what the community wanted. We built 12 log houses, without running water, because the infrastructure was not in that community. These people wanted that and, on the advice of our manager, we went ahead and built these 12 units.

• 0940

A social worker from Vancouver happened to pick that story up. The social worker flew to Good Hope Lake, saw the units and was appalled that Canada's national housing agency would be building or sponsoring the building of housing without the proper services, notwithstanding that's what the people wanted. There were no provisions for services at that point in time and the cost would have been out of reach for the clients. We were on the front page of *The Vancouver Sun*, saying that CMHC advocates housing without sewer and water. So as of then, we more or less shied away from that and we do not endorse that type of thing.

Mr. Redway: This may be an unfair question, and obviously you won't answer it if it isn't fair. If you could produce more housing that the native community wants by building in that fashion, what would your view be, with respect to setting up the program in such a way that the native community themselves would be responsible for whatever they produced, even though it might not meet the National Building Code?

We'd get the government off the hook, you wouldn't be blamed for these things, and the community would get what they want. Apparently they can produce much more housing, for the same amount of money, if they get what they want, rather than what the National Building Code says. What's your opinion of that?

Mr. Gladue: It's a fair question. I will try to answer it.

As you know, we have just concluded our consultation process, which led to the Cabinet approval of the revised or enhanced rural and native housing program. One of the consultation recommendations, when we met with community groups, was that we should be encouraging more community involvement, to have these communities look after their housing problems.

To that end, we recommended to Cabinet to have a self-build aspect of the rural and native housing program. This is off reserve and the self-build can be done by an individual. It was based on an experiment that was done by CMHC over a

[Translation]

Toutefois, si c'est ce que la personne désirait et si elle est satisfaite du logement qu'on lui a construit, que pouvons-nous dire? Mais nous n'assumons aucune responsabilité à l'égard de ce genre de logements en raison des dangers qu'ils comportent—par exemple, s'il n'y a pas d'eau courante ou si le système électrique n'a pas fait l'objet d'une inspection.

Au début des années 70, nous avons construit quelques maisons sans eau courante ni égout, et la presse nous a ridiculisés. Cela s'est passé à Vancouver. Nous avons d'abord consulté les collectivités. Dans la localité de Good Hope Lake, plus exactement, nous avons construit des maisons en rondins. C'est ce que la collectivité désirait. Nous avons bâti 12 maisons en rondins, sans eau courante, car l'infrastructure nécessaire n'existait pas. C'est ce que les gens voulaient et, sur les conseils de notre gestionnaire, nous avons accepté de construire ces 12 unités de logement.

Un travailleur social de Vancouver en a entendu parler. Il s'est rendu en avion jusqu'à Good Hope Lake, a vu les maisons et s'est dit scandalisé de constater que l'organisme national du logement construisait ou finançait la construction de maisons sans services adéquats, et ce, en dépit du fait que c'était ce que les gens désiraient. Il n'y avait aucune disposition sur les services à cette époque, et les coûts en auraient été prohibitifs pour les clients. Nous avons fait la manchette du *Vancouver Sun*; on y disait que la SCHL préconisait la construction de logements sans eau courante ni égout. Dès lors, nous avons donc préféré ne plus endosser ce genre de projet.

M. Redway: Ma question suivante est peut-être injuste; si elle l'est, vous n'y répondrez sans doute pas. Si vous pouviez produire plus de logements, comme le veulent les communautés autochtones, en construisant ce genre de maisons, que penseriez-vous de la création d'un programme qui permettrait aux collectivités autochtones d'assumer la responsabilité des logements qui seraient construits, même si ces logements ne répondaient pas aux normes du Code national du bâtiment?

Le gouvernement serait libéré de ses obligations, vous ne seriez pas blâmés, et la collectivité aurait ce qu'elle désire. Il semble que l'on peut produire davantage de logements pour le même montant d'argent si l'on donne aux autochtones ce qu'ils veulent plutôt que ce qui respecte le Code national du bâtiment. Qu'en pensez-vous?

M. Gladue: C'est une question juste, et je tenterai d'y répondre.

Vous le savez, nous venons de terminer des consultations à la suite desquelles le Cabinet a approuvé notre programme amélioré de logement pour les ruraux et les autochtones. Lorsque nous avons rencontré les groupes communautaires, on nous a notamment recommandé d'accroître la participation des communautés en matière de logement.

À cette fin, nous avons recommandé au Cabinet d'inclure dans le Programme de logement pour les ruraux et les autochtones un volet d'auto-construction pour les autochtones hors réserve qui permettrait aux particuliers de

[Texte]

five-year period. The program was called a demonstration program, which enabled clients to build their own houses. It was a very successful program to the point where even single-mother-led families participated in this program. Taking that aspect of the program and putting it into the new program will enable communities to participate in building low-cost housing, because it has proved to be a saving of up to 50%. The normal rate of saving was around—

Mr. Redway: These still have to be built to the National Building Code.

Mr. Gladue: Yes. This is a house that is not different, in terms of standard. It would be built by a contractor.

Mr. Redway: What problems, if any, do you see with the concept of saying, look, you're entitled to so much money this year? Here it is, go build the housing yourself, the way you want it built.

Mr. Gladue: We didn't go that far. As the national housing agency, we are held accountable for the tax dollar that is being used to build housing and, to that end, we have embedded within the National Housing Act a certain standard that we must adhere to. We would have to—

Mr. Redway: Of course, that is because of a Cabinet directive of 1982, but let us say that the Cabinet directive were changed and said, CMHC, find the appropriate body to turn the money over to and tell them to build their own housing.

Mr. Skelly (Comox—Alberni): I was wondering how broad these questions are going to go. I was under the impression that we had people here to make presentations on various questions that had been brought up before. If we're going to go into off-reserve and policy issues without hearing from the witnesses, we may be duplicating some of the presentations they intended to make. I don't want to interfere with the line of questioning being developed, but. . .

• 0945

Mr. Redway: I'll stop after they answer this question, Bob.

The Chairman: I'm pleased to hear that, because the point you raised, Mr. Skelly, was a point I was going to raise. Parallel to that, I wanted some clarification as to whether you wanted to continue the presentation or whether we should ask questions on a section-by-section basis.

Mr. Gladue: Mr. Chairman, I think that line of questioning does relate basically to what Mr. Town presented. Mr. Redway was asking how this would affect communities, and the communities could be the Indian reserves. I think Murray wanted to answer that very last question, but yes, we do have presentations to make and it's not really duplicating so far.

The Chairman: Do I understand that while a portion of your presentation has been made thus far and we've gone into questions, you have other presentations to make as well?

[Traduction]

construire leurs propres maisons. Cette recommandation était fondée sur une expérience menée par la SCHL pendant cinq ans. Il s'agissait d'un programme de démonstration permettant aux clients de construire leurs propres maisons. Ce programme a connu un franc succès: des familles monoparentales ont même pu y participer. Nous croyons qu'en intégrant ce volet au nouveau programme, nous permettrions aux collectivités de participer à la construction de logements à prix modique, car il a été prouvé qu'on pourrait réaliser des économies allant jusqu'à 50 p. 100. Le taux normal d'économie était d'environ. . .

M. Redway: Ces maisons devraient satisfaire aux normes du Code national du bâtiment.

M. Gladue: Oui. Les normes de ces maisons ne sont nullement différentes. Elles seraient construites par un entrepreneur.

M. Redway: Pourquoi ne pourriez-vous pas dire aux bandes: voici l'argent auquel vous avez droit cette année? Avec cet argent, vous n'avez qu'à construire ce qui vous plaît.

M. Gladue: Nous ne sommes pas allés jusque-là. À titre d'organisme national du logement, nous devons rendre des comptes sur la façon dont chaque dollar d'impôt est dépensé pour la construction de logements. Pour ce faire, nous avons inclus dans la Loi nationale sur l'habitation certaines normes que nous devons respecter. Il nous faudrait. . .

M. Redway: Bien sûr, c'est en raison de la directive du Cabinet qui a été émise en 1982. Mais supposons que cette directive a été modifiée et qu'elle stipule que la SCHL peut confier des sommes d'argent à une organisation compétente pour qu'elle construise elle-même des logements.

M. Skelly (Comox—Alberni): Je me demandais jusqu'où iraient ces questions. Je pensais que les témoins devaient nous faire des exposés sur des questions que nous avons abordées auparavant. Si nous nous mettons à poser des questions sur la situation hors réserves et sur la politique, sans avoir entendu les témoins d'abord, il se peut que certaines soient redondantes. Je ne veux pas interrompre le député, mais. . .

M. Redway: Je m'arrêterai après la réponse, Bob.

Le président: Très bien, parce que j'allais soulever le même point que M. Skelly. Je veux également déterminer si vous voulez continuer votre exposé ou si nous devrions poser des questions après chaque partie.

M. Gladue: Monsieur le président, je pense que les dernières questions découlaient de l'exposé de M. Town. M. Redway voulait savoir comment les collectivités étaient touchées, et celles-ci pourraient inclure les réserves indiennes. Murray était prêt à répondre à la dernière question. Il reste que nous avons d'autres exposés à vous faire, si vous le voulez bien.

Le président: Donc, vous avez fait une partie de votre exposé, et nous avons commencé à vous poser des questions, mais vous avez d'autres exposés à faire.

[Text]

Mr. Gladue: Yes, indeed we do.

The Chairman: Mr. Town, if you would answer that last question, then we'll go to Mr. Nault and Mr. Skelly.

Mr. Town: I was just going to mention, Mr. Chairman, that prior to 1982 the situation that was suggested in fact existed. Indian Affairs provided a contribution to the band members or to the band that was not of a level to build a house to code. I think the bands are still paying for that. They have an enormous amount of substandard stock out there that is deteriorating at a much faster rate than it should and that is unsafe in a number of instances, both structural as well as just for health conditions.

When Mr. Montour was here a few weeks ago, I believe his comment was that you sure as heck cannot build a house for between \$20,000 and \$40,000. That sort of went against what Mr. Dumont was saying, I think. You have a little difference of opinion there.

Mr. Nault (Kenora—Rainy River): I wanted to ask Mr. Town about this process of maintenance of social housing on reserve, and we can get into off-reserve housing if you like. It was my impression from your statements that CMHC has no role on reserve, that in essence the Department of Indian and Northern Affairs is responsible for making sure the CMHC units on reserve are looked after by the Department of Indian and Northern Affairs through some sort of maintenance budget, and secondly, that it's also the responsibility of the home owner, whoever he or she may be, through whatever mechanism the band chooses. Could you clarify that?

Mr. Town: That's not exactly the situation. When a band is using the section 95 on-reserve program, they sign an operating agreement. The operating agreement in effect says they will receive the subsidies so long as they are managing and administering the projects according to standards that are agreed upon. The subsidies, in addition to the rents collected, are not just to pay off the loan. They are also to be used for maintenance and to be put into funds for long-term replacement of elements that break down over time. Those projects don't go forward unless a viability projection is done to make sure not only that the units will be kept current at the bank, but that there will be enough funding available for the bands to do the necessary maintenance.

We recommend strongly that the bands put in place housing policies, a sort of leasing arrangement with their tenants, to clarify who is responsible for what in terms of maintenance on an ongoing basis. It's a very difficult situation for the bands because the authorities they have under the act do not give them the ability to enforce such leases. In other words, if they have somebody who does not live up to the terms of it, then there's not a heck of a lot the band can do. It's a very difficult situation for the bands, which is why we encourage them to do it but we don't make it a condition of the agreement.

[Translation]

M. Gladue: Oui.

Le président: Monsieur Town, vous pouvez répondre à la dernière question; ce sera ensuite au tour de M. Nault et M. Skelly.

M. Town: J'allais indiquer, monsieur le président, qu'avant 1982, la situation était celle qui a été décrite. Le ministère des Affaires indiennes versait aux membres des bandes ou aux bandes des contributions qui ne leur permettaient pas de construire des maisons selon les normes du code du bâtiment. Les bandes doivent aujourd'hui en subir les répercussions. Elles ont un nombre considérable de maisons qui ne respectent pas les normes, qui se détériorent beaucoup plus rapidement qu'elles ne devraient le faire et qui peuvent même être dangereuses, tant du point de vue de leur structure que des conditions sanitaires qu'elles offrent.

Lorsque M. Montour a comparu, il y a quelques semaines, il a fait remarquer, si je me souviens bien, qu'il était impossible de construire une maison pour un montant de 20,000\$ à 40,000\$. Il se trouvait à contredire M. Dumont. Il y avait divergence d'opinions entre les deux.

M. Nault (Kenora—Rainy River): Je voulais interroger M. Town au sujet de l'entretien des unités de logement social dans les réserves en particulier; nous pourrions également discuter de la situation en dehors des réserves. Je croyais comprendre d'après ce que vous aviez dit que la SCHL n'a aucun rôle dans les réserves, que c'est le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien qui est chargé de veiller à ce que les unités de la SCHL soient entretenues dans le cadre d'un budget prévu à cette fin; je pensais également qu'il incombait au propriétaire ou à l'occupant, quel qu'il soit, une part de responsabilité, selon des modalités déterminées par la bande. Pourriez-vous me dire exactement ce qu'il en est?

M. Town: Telle n'est pas tout à fait la situation. Lorsqu'une bande a recours au programme de logement dans les réserves en vertu de l'article 95, elle signe une entente de mise en oeuvre. Cette entente prévoit que la bande recevra les subventions tant et aussi longtemps qu'elle administrera les projets selon les normes convenues. Les subventions, de même que les loyers perçus, ne servent pas seulement à rembourser le prêt. Elles doivent servir à financer l'entretien et à constituer des réserves pour le remplacement à long terme des unités qui se détériorent avec le temps. Les projets ne vont pas de l'avant à moins d'être jugés viables et de garantir non seulement que les versements seront effectués à la banque, mais également qu'il y aura des fonds disponibles pour les bandes pour qu'elles puissent effectuer l'entretien nécessaire.

Nous recommandons fortement que les bandes se dotent de politiques de logement, en viennent à des ententes avec les locataires, de façon à ce que toutes les parties sachent qui est responsable de l'entretien courant. Les bandes sont dans une position très difficile parce qu'elles n'ont pas le pouvoir, en vertu de la loi, de faire respecter les baux. En d'autres termes, si quelqu'un ne respecte pas les conditions de l'entente ou du bail, les bandes ont les mains liées. Elles se retrouvent dans une situation très difficile. C'est la raison pour laquelle nous nous bornons à les encourager à établir de telles ententes; nous n'en faisons pas une condition absolue.

[Texte]

• 0950

Basically, to sum it up, the on-reserve projects that we fund should be self-funding in terms of maintenance and don't require big moneys from the department to carry that out.

Mr. Nault: I have here the DIAND on reserve housing program, and it talks about the expenditure summary for the program by province. It has the list of the capital versus operating and maintenance. Would those be the funds you mentioned that CMHC basically turns over to DIAND as part of the process for operating, or is there some other mechanism?

Mr. Town: That is strictly between the band and CMHC. The flow is that the band gets to build the project; it gets the funding from the bank and the contribution from Indian Affairs. Once it's built, the revenue to support the project is the rents collected and the subsidy they receive monthly from CMHC. They would set up their books, and that should involve all the costs for the project, including the maintenance and moneys that would go into a fund to be held for long-term items.

What you probably have seen a lot of evidence of is the fact that the subsidy provided by CMHC is usually enough to keep the loan current. What happens if the rents aren't collected is that the band has no money for maintenance. Usually the main point of friction, where our administrators are going out and working with the band, is the fact that we see the houses deteriorating and we ask that the maintenance be carried out. We'll do a maintenance inspection, but realize that unless they have a strong rental collection policy that they can enforce, they can't live up to it.

It goes back to another issue you've raised a few times about affordable housing. This housing is affordable. That isn't the problem; the problem is the attitude towards housing as a treaty right.

Just recently I met with a band manager from a northern Alberta band who said, "I'm right in a catch-22 situation. The reserves around us are using the section 95 program. My chief and the councillors see good housing going up; they've told me to use the program. I know the elders are telling the people, 'Housing is owed to us from the treaties; you will not pay for your housing.' So we're going to build the houses and two years from now CMHC will be on our case, because they're already starting to deteriorate and we aren't going to be able to keep it up." That's their situation.

Mr. Nault: It will be interesting to know just how much of that subsidy goes to maintenance per home, if somewhere down the line you could give us a ballpark figure. One of the arguments being put is that it's such a small amount that, unless you're administering a large number of CMHC homes, it's pretty difficult to create this program of continual maintenance about which you're talking. It's interesting to note the rental problems. I've heard that same story before,

[Traduction]

En résumé, les projets que nous finançons dans les réserves se voient attribuer d'avance des fonds pour l'entretien; elles ne nécessitent pas d'autres apports considérables de fonds de la part du ministère.

M. Nault: J'ai ici le programme de logement dans les réserves du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien; il comporte un résumé des dépenses du programme par province. Il comprend également une liste des dépenses d'immobilisations par rapport aux dépenses de fonctionnement et d'entretien. Est-ce là le mécanisme par lequel la SCHL verse au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien les fonds que vous avez indiqués, ou y en a-t-il un autre?

M. Town: L'affaire est conclue directement entre la bande et la SCHL. La bande obtient l'autorisation d'aller de l'avant avec le projet; elle se finance à la banque et au moyen d'une contribution du ministère des Affaires indiennes. Une fois les unités construites, les fonds nécessaires à leur entretien viennent des loyers perçus et d'une subvention mensuelle de la SCHL. La bande calcule tous les coûts et, ce faisant, doit établir des réserves pour l'entretien à long terme des unités.

Vous avez probablement constaté beaucoup de cas où la subvention fournie par la SCHL permet d'effectuer les paiements de l'hypothèque. Cependant, s'il n'y a pas de fonds qui viennent des loyers, il ne reste plus rien pour l'entretien. Il y a des heurts lorsque nos administrateurs vont visiter les bandes, constatent que les unités se détériorent et demandent que l'entretien soit effectué. Nous procédons à des inspections, mais nous constatons que si les loyers ne sont pas perçus avec fermeté, les bandes ne peuvent pas respecter leurs engagements.

Le problème est relié à celui auquel vous avez fait allusion à quelques reprises, le logement abordable. Ces unités sont abordables. La difficulté tient au fait que les autochtones considèrent le logement comme un droit découlant des traités.

Je parlais récemment à un administrateur de bande du nord de l'Alberta. Il me disait: «Je me retrouve dans une situation sans issue. Les réserves qui nous entourent ont recours au programme en vertu de l'article 95. Mon chef et les conseillers voient qu'il y a de bonnes unités qui se construisent tout près; ils m'incitent à utiliser moi aussi le programme. Cependant, les anciens disent à tout le monde que le logement est un droit qui découle des traités, qu'il ne faut pas payer le logement. Nous allons construire des maisons et, dans deux ans, la SCHL nous blâmera parce que les maisons commenceront à se détériorer, et nous n'aurons rien pour les entretenir.»

M. Nault: Il serait intéressant de savoir quelle est la partie de la subvention qui va à l'entretien. Nous vous serions reconnaissants de nous l'indiquer en gros lorsque vous le pourrez. On fait valoir que c'est si peu que, à moins qu'il n'y ait un grand nombre de maisons construites par la SCHL, il soit très difficile de créer un programme d'entretien continu comme celui que vous venez de mentionner. Il serait également intéressant d'en savoir davantage au sujet des

[Text]

but I'd be interested to know what those numbers are, if you could get them for us.

I'd like to ask something that also seems very evident. I have talked about it on a few occasions in this room and others. It relates to the cultural differences and the differences between how non-natives look at houses and how native people look at houses and the fact that there may be a necessity for some sort of process of a housing handyman maintenance inspector, all wrapped into one, in these communities in order to keep close tabs on problems that are occurring. I think it's common knowledge that your houses on reserve are not lasting nearly as long as the national average. So obviously something is wrong and something has to change or to improve in order for that situation to be rectified.

Tell us a bit about the inspector process on reserve. I know something about your inspector process off reserve, and when we get into that part of it, I'm sure I'll have a few comments to make. You commented in one of your statements that Indian Affairs has control over CMHC's budgets on reserve by region. Does that mean also that it's the same situation for the inspector process of the homes?

• 0955

Mr. Town: No. When I say that it controls our budget, I really mean the front end, when it decides where the initial allocations go, where we will commit the projects. Once they are committed, it's between us and the band. The ongoing subsidy operation and the checking to see whether they're living up to the agreements and how well the books are being kept is totally between ourselves and the band. Indian Affairs is no longer in, once at the front end it has told us that band's okay and that we should go with it.

The inspection process and the whole need for technical people in the communities is a really bad area for the bands. They initially tended to think that because we had an inspector at four stages through the building process to look at what happened, it should ensure that the house is going to be fine.

I refer back to Mr. Montour's comments that they don't have enough technically trained people in the community. They should have somebody there overseeing the building through the whole process to make sure that the contract is being lived up to, that they're getting what they paid for. They don't have enough of that kind of staff.

I think now most bands understand that the inspection process is not a complete protection. It's simply a process that will give some comfort that things are going somewhat the way they should. Those inspection processes are put in place originally by CMHC to make sure that the product is the product that we're ensuring and that it's to that point.

Mr. Nault: Maybe you misunderstood what I'm asking. I'm not talking about the inspection process during the building of the homes. I'm talking about the inspection process, ongoing, after the homes are built. I'm not suggesting for a moment that CMHC doesn't follow the processes necessary to put up a good house. There are times when that has happened, when the contractor didn't do exactly as the specs would have indicated. That's neither here

[Translation]

problèmes de perception des loyers. J'en ai entendu parler auparavant, mais j'aimerais bien avoir des chiffres, si vous en avez.

Je reviens également sur un point qui devient de plus en plus évident. J'en ai déjà parlé ici et ailleurs. Il a trait aux différences culturelles, à la façon dont les autochtones et les non-autochtones considèrent le logement. Il y aurait lieu, il me semble, de prévoir un inspecteur homme à tout faire qui travaillerait dans les collectivités en vue de prévenir les problèmes. Il est bien connu que vos maisons dans les réserves ne durent pas aussi longtemps que les autres si on les compare à la moyenne nationale. Ces problèmes doivent être corrigés.

Expliquez-nous un peu, si vous le voulez bien, le processus d'inspection dans les réserves. Je sais à peu près comment cela fonctionne hors des réserves; j'y reviendrai au moment opportun. Vous avez indiqué que le ministère des Affaires indiennes contrôle les budgets de la SCHL dans les réserves région par région. Cela vaut-il également pour l'inspection des maisons?

M. Town: Non. Le MAINC contrôle l'affectation des crédits seulement. Une fois les crédits engagés, tout se passe entre nous et la bande: le versement de la subvention de fonctionnement, l'inspection des travaux ainsi que la vérification comptable. Le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien n'intervient plus une fois qu'il nous a autorisés à traiter avec une bande donnée.

Les bandes ont grandement besoin de bons inspecteurs et de travailleurs qualifiés. Au début, on a cru que quatre visites d'inspection pendant les travaux assureraient une construction de qualité.

Comme M. Montour le soulignait, les collectivités autochtones manquent de travailleurs qualifiés. Il faudrait qu'un inspecteur soit sur place pendant toute la durée des travaux pour s'assurer qu'on respecte bien le contrat conclu. Les bandes manquent de gens à qui confier la tâche d'inspecteur.

La plupart des bandes comprennent que les visites d'inspection ne suffisent pas à assurer une construction de qualité. Elles visent simplement à s'assurer que les travaux se déroulent plus ou moins comme ils le devraient. La SCHL effectue ces visites d'inspection pour veiller à ce que les travaux entrepris correspondent bien à ceux qui étaient prévus.

M. Nault: Vous m'avez sans doute mal compris. Je ne parle pas de l'inspection faite durant les travaux de construction. Je songe plutôt aux inspections périodiques, une fois les maisons construites. Je suis tout à fait convaincu que la SCHL sait comment construire de bonnes maisons. Évidemment, certains entrepreneurs n'ont pas toujours suivi les devis qu'on leur avait donnés. On ne peut pas blâmer la SCHL pour cela. Je parle d'inspections qui auraient lieu un

[Texte]

nor there. What I'm talking about is the ongoing inspection of those units after they're built—the year after, 5 years after, 10 years after, 20 years after. What's the mechanism for that?

Mr. Town: I believe that's under review right now. As it stands, generally the portfolio manager from the office tries to make a visit to each community at least once a year. The formal process for maintenance inspections calls for every project to be done every three years. It's a cyclical thing that everyone should be hit three years.

If the portfolio person were out there visiting in the community, going over the books with them and saw an indication that things were not going the way they should, things broken and not repaired, they would have the call of asking an inspector to go in earlier, outside of the cycle, depending on our staff capability. A lot of these places are quite remote and the possibilities of getting in and out are difficult, as you're aware from your area. That's in theory what our approach is to be.

Mr. Nault: That's the process for CMHC. Could you tell us what the process then would be for DIAND? Does it have a process? It seems to be very much involved in housing on reserve. Does it have a directorate in charge of the process? Here we have the operation and maintenance dollars and the capital dollars given by the department. Does DIAND have a process also that is parallel to yours?

Mr. Town: I can feel Mr. Corbin's eyes on me—Indian Affairs.

I'm not aware of a formal process of that nature. Basically the house gets built. It's the band's responsibility.

I've never seen any kind of a formal inspection process on its part after a house is built. It's the band's concern.

Mr. Skelly: You mentioned some treaty bands. When a house is built, the elders counsel the band or the occupants that it is their right under the treaty to have this housing, and then they stop making the payments. What are the payments?

Mr. Town: They're 25% of their income, up to a maximum.

Mr. Skelly: Once the payments cease and the band refuses to enforce the lease arrangements, what happens?

• 1000

Mr. Town: I've seen all sorts of situations. Actually, of course, on reserve an awful lot of the payments are coming from welfare. The band have access to that, and they'll use some of that. But they do a balance. They try to do what they can. They hope we're not going to be too strict about the way we enforce it.

If it really comes down to a bad situation, often they'll simply take money from some other project and do enough to bring it back up so that we'll be satisfied. We walk a fine line. We don't want the project to go down, and we know what they're facing. But we do have to try to be the bad man who comes in with a big stick and tells them to fix it up or we've got to cut off their subsidy. In most instances it is a suspension of the subsidy until they agree to do something,

[Traduction]

an, cinq ans, 10 ans, ou même 20 ans après la construction de la maison. Ces inspections sont-elles prévues?

M. Town: Je crois qu'on songe à les instituer. À l'heure actuelle, le gestionnaire de portefeuille du bureau s'efforce de visiter chaque collectivité au moins une fois l'an. Officiellement, chaque projet doit être inspecté tous les trois ans. Voilà le cycle d'inspection.

Si le gestionnaire de portefeuille se rend compte, en vérifiant les livres de la bande, que les réparations voulues ne sont pas effectuées, il peut réclamer la visite d'un inspecteur plus tôt que prévu. Comme vous le savez cependant, il n'est pas toujours facile de se rendre dans ces régions éloignées. Voilà toutefois comment nous procédons normalement.

M. Nault: Je vois. Comment procède le MAINC? A-t-il un processus? Il semble s'intéresser de très près à la question du logement sur les réserves. Une direction du ministère est-elle chargée du processus? Le ministère accorde les crédits de fonctionnement, d'entretien et d'immobilisations. A-t-il un processus qui se compare au vôtre?

M. Town: Je sens le regard de M. Corbin... les Affaires indiennes.

Je ne sais pas s'il existe un processus de ce genre. La construction de la maison relève de la bande.

Je ne pense pas que le ministère inspecte la maison une fois qu'elle est construite. C'est la tâche de la bande.

M. Skelly: Vous avez mentionné le cas de certaines bandes auxquelles s'appliquent des traités. Une fois que la maison est construite, les anciens conseillent à la bande ou à l'occupant de la maison de cesser d'effectuer des paiements à l'égard de la maison parce que le traité leur donne droit à cette maison. Quels sont les paiements prévus?

M. Town: Ils s'élèvent à 25 p. 100 du revenu, jusqu'à concurrence d'une somme maximale.

M. Skelly: Qu'advient-il lorsque l'occupant cesse de faire ses paiements et que la bande refuse de faire respecter les modalités du bail?

M. Town: J'ai vu toutes sortes de cas. Sur les réserves, une bonne part des paiements proviennent évidemment de l'aide sociale. Les bandes ont accès à cette aide et y ont recours. Elles avancent cependant le reste des fonds selon leurs moyens. Elles espèrent que nous n'appliquerons pas les règlements de façon trop rigoureuse.

Dans le pire des cas, elles se servent des fonds qui étaient affectés à un autre projet pour terminer les travaux de manière à nous satisfaire. Rien n'est jamais très simple. Nous ne voulons pas que le projet échoue, et nous connaissons les difficultés des bandes. Nous devons cependant parfois les menacer de leur retirer leur subvention pour obtenir que certaines réparations soient faites. Dans la plupart des cas, nous suspendons seulement la subvention

[Text]

and put an action plan in place so that we can get going again. The number of situations where we've actually shut down a project and stopped subsidy have been very rare.

Mr. Skelly: We had a meeting with the Métis National Council and they say that they're far more effective in dealing with these issues. They have fewer court actions, fewer evictions, and that kind of thing, because they're better able to deal with their people. This relates to off-reserve housing, however.

When somebody defaults on monthly payments you go after the band, and your sanctions against the band have to do with cutting off projects and subsidies.

Mr. Town: The advice we give to our field is: Don't focus on the rental collection; focus on whether or not the project is being kept up. If they're maintaining the project and it looks good, and everything is going places, we don't really give a darn what kind of arrangement they've put in place.

Our subsidy is based on what they would be getting if they were making those rent collections. We focus on the project. If they find some other way of bringing revenue in, if they decide to average out the rents instead of doing it all by RGI, I guess in effect we wouldn't really be as concerned about it as that. I believe the bands often use us as the bogey man. They go in and say to the person there, "CMHC says that we have to do this, and so we've got to collect". I think some of them appreciate being able to blame it on somebody else.

At the workshops in Vancouver, when I sat in on some of them, people were sitting around the table and saying, "If we do take over control and we do the delivery, and somebody doesn't pay, we're not going to be able to say 'CMHC is making us do this', any more. What are we going to do? How are we going to handle it?" That's what they're now moving into when they're talking about taking over control. They're going to have to deal with those things. They may have better success. I hope they do.

Mr. Skelly: I'm just wondering how much of this looks like a bit of a fiction, where the CMHC's program develops an idea that people pay 25% of their income towards their housing, and yet the income, because it's welfare in many cases in remote communities, comes from the same people. It may be under a different label than CMHC. It's hard for people to take this seriously because they're getting money from the federal government to pay for housing that comes from the federal government. It looks to a lot of people, including me, as if the money is going through a lot of bureaucratic hands. It doesn't seem to make much sense.

Mr. Town: I guess it's the same situation in most of the city-living projects and so on, sitting around the cities. Some 60% of those are coming out of welfare.

I think more of the problem there is the fact that we've introduced a program to a community that has never paid for housing before. The whole concept of long-term debt and the concept of paying for their housing is a new one that's gradually taking place. Some communities are working quite well at bringing that in.

[Translation]

jusqu'à ce qu'elles s'engagent à prendre les mesures qui s'imposent pour que les travaux puissent se poursuivre. Il est arrivé très rarement que nous ayons dû mettre fin à un projet et arrêter le versement de la subvention.

M. Skelly: Nous avons rencontré le Ralliement national des Métis, qui nous a dit avoir beaucoup plus de succès. Les procès et les évictions sont plus rares parce qu'ils savent comment traiter avec leurs gens. Il s'agit cependant du logement à l'extérieur des réserves.

Lorsque quelqu'un cesse de faire ses paiements mensuels, il faut s'en prendre à la bande, en arrêtant certains projets et en mettant fin aux subventions.

M. Town: Voici le conseil que nous donnons à nos agents: n'insistez pas sur le versement du loyer, mais plutôt sur la poursuite du projet. Si le projet se déroule comme prévu, peu nous importe le type d'accord qui a été conclu.

Notre subvention est calculée en fonction du montant du loyer. Nous insistons sur le projet. S'il est possible de trouver une autre source de revenu ou d'établir la moyenne des loyers, nous n'y voyons pas d'inconvénient. En fait, les bandes prétextent souvent que nous allons intervenir pour obtenir de l'argent de l'occupant de la maison. Je pense qu'elles apprécient le fait de pouvoir blâmer quelqu'un d'autre.

Dans les ateliers auxquels j'ai participé à Vancouver, j'ai entendu des gens dire: «Lorsque nous serons responsables de la gestion des programmes, nous ne pourrons plus menacer quelqu'un qui ne paie pas son loyer de l'intervention de la SCHL. Qu'allons-nous faire? Comment réglerons-nous le problème?» Voilà le genre de problèmes qui vont se poser. J'espère que les bandes réussiront à s'en tirer.

M. Skelly: Tout cela est un peu fictif. Les bénéficiaires du programme de la SCHL doivent consacrer 25 p. 100 de leur revenu pour se loger, mais comme, dans bien des cas, ils reçoivent de l'aide sociale, cet argent vient d'un autre service gouvernemental. Pourquoi les gens prendraient-ils tout cela très au sérieux? Le gouvernement fédéral leur donne de l'argent pour payer une maison qui leur est fournie par le gouvernement fédéral. J'ai l'impression que cet argent ne fait que passer par plusieurs mains. Cela me semble insensé.

M. Town: La même chose vaut pour la plupart des projets de logements subventionnés dans les villes. Soixante p. 100 des bénéficiaires reçoivent de l'aide sociale.

Le problème qui se pose, c'est que ces collectivités n'ont jamais eu à déboursier quoi que ce soit pour se loger. Le fait qu'ils ont maintenant à le faire représente une nouveauté. Certaines collectivités s'y adaptent très bien.

[Texte]

More of their conflict arises from the fact that for the rest of the stock sitting there they can't collect the rent, and they do not get shelter payments out of their welfare allowance for it. They have half the community paying rent in houses sitting over here, and the other half sitting in free housing, and that's still causing a lot of conflict. That is one of the issues that has been brought up through the consultation process that has been going on.

Mr. Gladue: Mr. Chairman, next is Bernie Burns, manager of the rural and native housing group, CMHC.

• 1005

Mr. Bernie Burns (Manager, Rural and Native Housing Group, Canada Mortgage and Housing Corporation): Thank you, Mr. Chairman.

There were questions about the tripartite committee process used for the off-reserve native housing programs. Since the beginning of the rural and native housing program in the early 1970s, tripartite committees have been established in provinces where we were delivering the rural and native housing program. The three parties are CMHC, the provincial housing agency, where the province was cost-sharing the program, and the provincial native organization in that province.

In 1986 the role of the tripartite management committees was formalized in the new federal-provincial operating agreements CMHC signed with each province and territory. In those agreements there are provisions for the native targets in each of the programs: the rural and native housing program, the emergency repair program, the residential rehabilitation assistance program. Those targets vary by province, reflecting the degree of native housing need in those provinces. Obviously the west and north have higher targets within each of the programs than what the Atlantic area would have.

The other provisions in the agreement related to this are that the role of the tripartite management committees was formally entrenched in those agreements and the tripartite management committee, including the native representation, had the responsibility for planning the native component of those three programs: the rural and native housing program, the residential rehabilitation assistance program, and the emergency repair program. So there is a tripartite committee working on planning and monitoring the delivery of each of those programs in each of the provinces and in the Yukon Territory.

In each province, under the federal-provincial agreements, it may vary as to whether CMHC is the active party for the delivery of a program or the provincial housing agency is the active party. In some provinces, provinces do not participate in certain programs. Most provinces do not cost-share the emergency repair program. Most provinces do not cost-share the residential rehabilitation assistance program. Approximately half the provinces do share the rural and native housing program, and they generally deliver where they cost-share.

[Traduction]

Dans bien des cas, les bandes ne peuvent pas percevoir le loyer, et la prestation de bien-être social ne prévoit pas une partie réservée au logement. Le fait qu'une partie seulement des membres de la collectivité paient un loyer suscite des tensions. C'est l'un des problèmes qui sont ressortis des consultations qui ont été menées.

M. Gladue: Monsieur le président, M. Bernie Burns, gestionnaire du groupe du logement rural et autochtone à la SCHL, répondra maintenant à vos questions.

M. Bernie Burns (gestionnaire, Groupe du Programme de logement pour les ruraux et les autochtones, Société canadienne d'hypothèques et de logement): Je vous remercie, monsieur le président.

On a posé des questions au sujet des comités tripartites chargés de l'élaboration des programmes de logement s'adressant aux autochtones vivant à l'extérieur des réserves. Ces comités ont été créés dans les provinces où a été mis en oeuvre le Programme de logement pour les ruraux et les autochtones, dès sa création au début des années 70. Ces comités se composent de représentants de la SCHL, de l'organisme de logement provincial, lorsque la province participe au financement du programme, et de l'organisme autochtone provincial.

En 1986, les nouveaux accords de fonctionnement signés entre la SCHL et chaque province et territoire ont officialisé le rôle du comité de gestion tripartite. Ces accords établissent des objectifs en ce qui touche les autochtones à l'égard de chacun des programmes suivants: le Programme de logement pour les ruraux et les autochtones, le Programme de réparations d'urgence et le Programme d'aide à la remise en état des logements. Ces objectifs varient selon la province, en fonction des besoins des autochtones. De toute évidence, les objectifs sont plus élevés pour l'Ouest et le Nord que pour les provinces de l'Atlantique.

Ces accords officialisaient le rôle des comités de gestion tripartites, auxquels siégeait également un représentant des autochtones. On a confié à ces comités la responsabilité de planifier les services offerts aux autochtones dans le cadre des trois programmes suivants: le Programme de logement pour les ruraux et les autochtones, le Programme d'aide à la remise en état des logements et le Programme de réparations d'urgence. Il y a donc un comité tripartite chargé de la planification et de la mise en oeuvre de chacun de ces programmes dans toutes les provinces et dans le territoire du Yukon.

En vertu des accords fédéraux-provinciaux, la mise en oeuvre du programme est confiée soit à la SCHL, soit à l'organisme de logement provincial. Certaines provinces ne participent pas à certains programmes. La plupart d'entre elles ne participent pas au financement du Programme de réparations d'urgence ni du Programme d'aide à la remise en état des logements. Environ la moitié des provinces participent au financement du Programme de logement pour les ruraux et les autochtones. Lorsque les provinces participent au financement d'un programme, elles en assurent habituellement la mise en oeuvre.

[Text]

Regardless of which party has the lead role, there's an agreement in each province for the native organization to be a delivery agent for the delivery of the emergency repair program or of the residential rehabilitation assistance program and another agency agreement for delivery of the rural and native housing program. In those agreements there is a schedule of fees. So depending on the degree of involvement and the capability of the native group, they receive fees in accordance with the degree of services they are able to provide in finding clients for the programs, promoting the programs among the eligible clientele, and for handling the complete process of getting the application through the approval stage, and also during the work completing either the repairs or the acquisition of a house in the rural and native housing program, or the construction of a new house.

In the rural and native housing program, after the unit is completed and the client has occupied the unit, there's provision for ongoing counselling up to one year after occupancy, and on a requirement basis, where the active party has observed there may be arrears or difficulties the client has in maintaining their responsibilities, we can ask the native agent to go in and do additional counselling with the client, and they receive additional fees for that activity. They also receive fees for securing properties, identifying further repair needs and those sorts of things. Those responsibilities are set out in the rural and native housing agency agreement.

• 1010

Another component within the rural and native housing agreement is the tripartite management committee fee. Because we have a formalized planning and monitoring process that the native groups in each province are involved in, in 1986 we set up an annual tripartite management committee fee of up to \$75,000 per province. So depending on the amount of involvement of the native organization in planning and monitoring the delivery of the native programs in that province during that year, they can earn up to \$75,000.

Where the program is cost-shared between CMHC and the provincial housing agency, that \$75,000 is also cost-shared, 75% federal and 25% provincial. So that is the structure for the fees.

In the emergency repair program and the residential rehabilitation assistance program, there's a set fee depending upon area, difficulty of accessing the area and the zone. We have three zones, south to north. Obviously the financial burden of delivering in the northern parts of the provinces and in the territories is greater, so we've provided a greater fee for delivery in those areas. Because we have native targets and many of the native clientele eligible for these programs are in the northern areas, there's an enhanced fee for that.

[Translation]

Quel que soit le principal intervenant, l'organisme autochtone provincial est chargé de la mise en oeuvre du Programme de réparations d'urgence ou du Programme d'aide à la remise en état des logements, alors que la mise en oeuvre du Programme de logement pour les ruraux et les autochtones est confiée à un autre organisme. Ces accords prévoient des tarifs. En fonction de la participation et du rôle joué par le groupe autochtone, celui-ci peut donc percevoir des frais lorsqu'il trouve des clients, fait connaître le programme à la clientèle admissible et fait approuver une demande. Il peut également percevoir des frais pour faire effectuer les réparations ou pour acheter une maison dans le cadre du Programme de logement pour les ruraux et les autochtones ou pour la construction d'une nouvelle maison.

Dans le cadre du Programme de logement pour les ruraux et les autochtones, on prévoit que des conseils seront offerts à l'occupant d'une maison pendant l'année qui suivra son emménagement. Lorsqu'on constate que l'occupant a cessé ses paiements ou qu'il a du mal à entretenir sa maison, nous pouvons demander à l'agent autochtone d'aller offrir des conseils au client. L'organisme autochtone perçoit des frais pour ce service. L'organisme perçoit également des frais pour trouver des maisons et établir la liste des réparations qui s'imposent. Les responsabilités de l'organisme sont énumérées dans l'accord conclu dans le cadre du Programme de logement pour les ruraux et les autochtones.

Le comité de gestion tripartite peut également se faire rémunérer pour ses services dans le cadre de cet accord. Étant donné le processus de planification et de mise en oeuvre auquel participent les groupes autochtones dans chaque province, nous réservons maintenant 75,000\$ par année à cette fin par province. Selon la participation de l'organisme autochtone à la planification et à la mise en oeuvre des programmes destinés aux autochtones dans cette province, celui-ci peut se faire des revenus allant jusqu'à 75,000\$.

Lorsque le programme est cofinancé par la SCHL et l'organisme de logement provincial, 75 p. 100 de cette somme provient du gouvernement fédéral et 25 p. 100 du gouvernement provincial. Voilà donc le barème de frais.

Dans le cadre des programmes de réparations d'urgence et d'aide à la remise en état des logements, les frais sont fixes selon la région et son éloignement des grands centres. Le pays est réparti en trois zones allant du Sud au Nord. De toute évidence, la mise en oeuvre des programmes est plus coûteuse dans le Nord et dans les territoires, et c'est pourquoi les frais prévus sont plus élevés. Étant donné que la clientèle autochtone se concentre dans le Nord, les frais prévus sont en conséquence.

[Texte]

Within the rural and native housing program, the fee is a percentage of the maximum unit price of the units being delivered to the eligible clientele. In southern areas it's up to 5% of the maximum house price if the native agent is doing all of their possible delivery responsibilities through the agreement, and in northern areas it's up to 7% of the maximum unit price of the unit being delivered.

That is what I wanted to say about tripartite fees. The committee raised another question regarding bonding requirements off reserve. There was discussion earlier about on reserve. For the off-reserve rural and native housing program we have had traditional bonding requirements similar to what was discussed for on reserve, but with the program changes we will be moving to increasing client and community involvement in the delivery and administration of these programs, and we will be using more local contractors and carpenters in the role of construction supervisors to manage the construction of units built by clients. The construction supervisor will provide training to clients building their own homes. So there will be additional opportunities for people in the building industry in the small and remote communities in this country.

In addition, we've set up several pilot projects, particularly in Manitoba, where we have local community groups managing the rural and native housing properties for the federal-provincial partnership... in small communities in northern Manitoba. We've recently signed a pilot project with the Manitoba Métis Federation for them to provide property management services on rental housing portfolios in southeast and southwest Manitoba. We hope to build upon that experience and involve the local communities and native groups much more in the delivery and administration of the program.

• 1015

We are at the point now, in terms of the introduction of the changes to the rural and native housing program, which the minister announced in December, of developing changes to our guidelines and looking further at the whole subject of bonding requirements. But we have not yet completed that work.

The Chairman: Thank you.

Mr. Nault: Mr. Chairman, perhaps to put it in perspective for us, the sense I get for off-reserve as it relates to delivery of the units, it is based on an individual group getting together in a formal sense, making application to CMHC for as many units as they seem to have clients for, and then it is reviewed by CMHC and approved and they get on with the job of delivering those units.

I am interested in knowing the process of delivery when there are no agents in that respect, no formal process. I am trying to find out if you have a uniform system across the country, whether you have a very well-organized area versus

[Traduction]

Dans le cadre du Programme de logement pour les ruraux et les autochtones, les frais constituent un pourcentage du prix unitaire maximal des unités de logement construites à l'intention de la clientèle admissible. Dans le Sud, cela représente jusqu'à 5 p. 100 du prix maximal d'une maison si l'agent autochtone s'acquitte de toutes les responsabilités prévues dans l'accord en ce qui touche la mise en oeuvre du programme, et dans les régions du Nord, cela peut aller jusqu'à 7 p. 100 du prix unitaire maximal.

Voilà ce que j'avais à dire au sujet des frais des comités tripartites. Le comité a aussi posé une question au sujet du cautionnement ou des garanties qui sont demandées à l'extérieur des réserves. On a déjà discuté de la question pour ce qui est des réserves. Les garanties exigées dans le cadre du Programme de logement pour les ruraux et les autochtones vivant à l'extérieur des réserves sont les mêmes que celles qui s'appliquent aux logements sur les réserves, mais nous comptons faire participer de plus en plus les clients et les collectivités visés à la mise en oeuvre de ces programmes en confiant à des entrepreneurs et à des menuisiers locaux le rôle de surveiller les travaux de construction. Ces personnes seront chargées d'enseigner aux clients comment construire leurs propres maisons. Les ouvriers de la construction qui vivent dans de petites localités éloignées du pays trouveront ainsi plus d'emplois.

Nous avons également mis sur pied plusieurs projets pilotes, en particulier dans le Nord du Manitoba, où les groupes communautaires locaux gèrent les logements acquis dans le cadre du programme fédéral-provincial de logement pour les ruraux et les autochtones. Nous venons ainsi de conclure une entente avec la Fédération des Métis du Manitoba, qui verra à gérer les logements à louer dans le Sud-Est et le Sud-Ouest du Manitoba. Nous espérons que cette expérience sera fructueuse et que nous pourrions faire participer de plus en plus les groupes et les collectivités autochtones à la mise en oeuvre du programme.

Le ministre a annoncé en décembre dernier des modifications au Programme de logement pour les ruraux et les autochtones. Nous sommes en train d'examiner toute la question des garanties. Nous n'avons pas encore terminé notre travail.

Le président: Je vous remercie.

M. Nault: Monsieur le président, j'aimerais m'assurer d'avoir bien compris. Il semble qu'en ce qui touche les services offerts aux autochtones vivant à l'extérieur des réserves, il suffit qu'un groupe présente une demande à la SCHL précisant le nombre d'unités qu'on compte construire. La SCHL étudie la demande, et les travaux de construction commencent si elle est approuvée.

J'aimerais savoir ce qui se passe lorsqu'il n'y a pas de processus officiel. J'essaie de savoir si le même système est appliqué dans tout le pays ou s'il y a des endroits où c'est plutôt laissé au hasard. Permettez-moi de vous donner un

[Text]

a not so well-organized area. Let me use an example. If northwestern Ontario doesn't have a good delivery agency system, someone who is interested in being your agent, how would CMHC go about making sure that particular region got its fair share of these social housing units?

Mr. Burns: Where a delivery agent is not present or not able to serve particular areas, for instance northwestern Ontario, then it is the responsibility of the active party. In Ontario, CMHC is the active party under the agreement for the three programs: rural and native housing, emergency repair, and residential rehabilitation assistance. It is the responsibility of CMHC to go in and do direct delivery in areas where there is not an agent involved in the delivery of the programs.

Mr. Nault: Could you tell us how often it happens, as a percentage of the number of houses you build, that CMHC goes in directly as an agent versus some other mechanism of an agent you are basically paying to deliver those units?

Mr. Burns: I don't have data on what the actual participation was by agents versus the active party, but on a very broad guess I would estimate approximately 50% in the rural and native housing program. But in the residential rehabilitation assistance program and emergency repair program it is really quite minimal involvement by the active party. It is predominantly agent-delivered.

Mr. Nault: We have heard from different groups, and if I recall correctly the Métis council suggested to us that one of the problems they have is you, as an agency or as a corporation, want to build houses that are too expensive for the area where they are being built. For example, there is no sense having a \$100,000 home in an area where you cannot resell it for \$100,000 or \$120,000 when you want to walk away from it and move to another location.

That brings me to the issue of areas of the country, such as the Northwest Territories, where there is no legitimate housing market. How do you deal with that issue as a corporation when you are involved in the policy and planning process? I wouldn't want to buy a house for \$75,000 if I am basically on welfare or just managing to make ends meet when I know it will take 25 years to pay it off and I will be lucky to get what I put into it at the end. That was one of the criticisms we heard about the whole process. How do you come to some sort of consensus of the market value of the area and the decision to build these more elaborate homes in areas where it is almost impossible to get your value back out of the investment?

Mr. Burns: The intent is that we provide suitable quality, modest housing as shelter for households and obviously for those households who cannot meet their needs within the community without paying more than 30% of their income for shelter. There shouldn't be any gold-plating of the housing provided, but it's important to provide good quality, modest housing that is going to last and serve the clients and the community.

[Interpretation]

[Translation]

[Text]

exemple. S'il n'existe pas dans le Nord-Ouest de l'Ontario un organisme autochtone qui veuille jouer le rôle de mandataire de la SCHL, comment vous y prenez-vous pour répondre aux besoins de cette région en ce qui touche les logements subventionnés?

M. Burns: S'il n'y a pas d'organisme qui peut se charger de la mise en oeuvre du programme dans une région comme le Nord-Ouest de l'Ontario, c'est l'intervenant principal qui s'en charge. En Ontario, c'est la SCHL qui est chargée de la mise en oeuvre du Programme de logement pour les ruraux et les autochtones, du Programme de réparations d'urgence et du Programme d'aide à la remise en état des logements. C'est donc à la SCHL qu'il incombe de mettre en oeuvre le programme dans les régions où il n'y a pas d'organisme autochtone qui s'en charge.

M. Nault: Dans quel pourcentage des cas la SCHL veille-t-elle elle-même à faire construire les unités de logement?

M. Burns: Je n'ai pas vraiment de chiffres précis à vous donner, mais je dirais que c'est dans environ 50 p. 100 des cas dans le cadre du Programme de logement pour les ruraux et les autochtones. La SCHL intervient directement très rarement dans le cas du Programme d'aide à la remise en état des logements et du Programme de réparations d'urgence. L'exécution de ces programmes est laissée à l'agent responsable.

M. Nault: Si je me souviens bien, le Ralliement des Métis vous reproche de construire des maisons qui sont trop coûteuses pour les régions visées. Ainsi, il ne sert à rien de construire des maisons de 100,000\$ ou de 120,000\$ s'il est impossible de les revendre à ce prix lorsqu'on veut déménager ailleurs.

Cela m'amène à parler des Territoires du Nord-Ouest, où il n'y a pas de véritable marché du logement. Comment réglez-vous ce problème lorsqu'il vous faut participer à la planification et à l'élaboration de la politique? Si j'étais assisté social ou si j'avais du mal à joindre les deux bouts, je n'achèterais pas une maison de 75,000\$, sachant très bien qu'il me faudra 25 ans pour la payer et que je risque de ne jamais recouvrer mon investissement. Voilà le genre de critiques qu'on a faites à votre endroit. Comment établissez-vous la valeur marchande des maisons de la région? Et qu'est-ce qui vous incite à construire des maisons dispendieuses dans des régions où l'investissement n'est pas rentable?

M. Burns: Nous cherchons à construire des maisons modestes de qualité qui répondent aux besoins de notre clientèle, et notamment aux besoins des ménages qui doivent consacrer plus de 30 p. 100 de leur revenu à se loger. Il n'est pas question d'utiliser les matériaux les plus coûteux, mais il importe d'utiliser des matériaux de qualité si l'on veut que ces maisons modestes durent et répondent aux besoins de nos clients.

[Texte]

With regard to the question about market value, in the more remote areas essentially there is no market. Construction costs always exceed market value unless the community is subject to development of a new mine or pulp mill or some really extraordinary economic stimulus that changes the whole economic climate in the area.

In the rural native housing program where we have clients on social assistance, we generally direct them to rental tenure rather than ownership. Our requirements are that an owner must be capable of performing the maintenance and repair of their unit on an ongoing basis. The active party or the federal-provincial partnership does not have to come in and maintain the property on an ongoing basis. Obviously for rental clients, it is the responsibility of the partnership to do that. It's those clients with need but who are more capable of doing the repairs and maintenance on their homes who are going to access ownership.

As a means to involve clients more in their housing and gain greater commitment of those clients to their unit, we're introducing the self-build mechanism within the program now. There was discussion earlier about the five-year rural native housing demonstration program. We are building upon that and now making it a permanent feature of the program. The expected outcome is that the same suitable quality housing can be built but at much reduced cost, and therefore we'll be able to do more units with the same budget dollars.

Mr. Nault: The question I was asking is one that was very obvious to us when we discussed this issue with the different groups. In the Northwest Territories, for example, the cost of building a home and the cost of living up there is high and there is no housing market. What you're suggesting or what we're suggesting is that we basically supply social housing in a circumstance much different from building next to a community that has some economic development capabilities and where there will be some value down the road.

I'm trying to find out how you differentiate between that policy and a policy that's more market driven. The corporation is in the business of making money, obviously, but when you're dealing with a situation like the Northwest Territories where the cost of living is so high, the electricity cost alone puts out of reach for a lot of low-income Canadians the possibility of having one of your homes.

How many houses in the Northwest Territories, for example, are you supplying that are given directly into ownership with certain payments a month? How many are just rental units? Maybe we could get a sense of what's going on in those particular areas of the country. We're going to be going up there very shortly, and one of the things we're going to probably run into is that particular issue, the fact that CMHC does not supply homes that are affordable in an area like that because of the cost of living up there.

Mr. Burns: In the Northwest Territories there is an additional housing program within the operating agreement. The Northwest Territories Housing Corporation is the active party and had been delivering its own program, the home

[Traduction]

Quant à la valeur marchande des maisons, il est bien évident qu'il n'y a pas de marché dans les régions éloignées. Les coûts de construction dépassent toujours la valeur marchande des maisons, à moins que l'ouverture d'une nouvelle mine ou la construction d'une papeterie ou quelque autre facteur de ce genre ne vienne changer complètement l'économie de la région.

Nous dirigeons habituellement nos clients qui sont des assistés sociaux vers des logement locatifs dans le cadre du Programme de logement pour les ruraux et les autochtones. Nous estimons que les propriétaires de maisons doivent être en mesure d'entretenir et de réparer leurs maisons. Cela ne doit pas être laissé à l'intervenant chargé de la mise en oeuvre du programme. Le contraire vaut évidemment pour les clients locataires. Les gens qui vont devenir propriétaires d'une maison ont besoin d'aide, mais peuvent se permettre d'effectuer les réparations et les travaux d'entretien.

Le programme comporte maintenant un volet auto-construction qui vise à faire participer davantage les clients à la recherche d'une solution à leurs problèmes de logement. On a déjà parlé du programme pilote d'une durée de cinq ans visant à répondre aux besoins des ruraux et des autochtones. Ce programme va devenir permanent. On s'attend à pouvoir construire les mêmes maisons de qualité, mais à un coût moindre, ce qui nous permettra évidemment de construire davantage de maisons.

M. Nault: La question que j'ai soulevée est ressortie des discussions que nous avons eues avec différents groupes de témoins. Les coûts de construction ainsi que le coût de la vie sont très élevés dans les Territoires du Nord-Ouest, par exemple, et il n'existe pas de marché domiciliaire dans cette région. Ce qu'on propose, c'est de construire des maisons subventionnées dans toutes les régions sans tenir compte de l'économie de la région ni de la rentabilité de l'investissement.

Comment cette politique se distingue-t-elle d'une politique qui serait davantage axée sur le marché? La raison d'être de la société est évidemment de faire de l'argent, mais dans une région comme celle des Territoires du Nord-Ouest, le coût de la vie est si élevé, et notamment le coût de l'électricité, que la plupart des Canadiens à faible revenu ne peuvent jamais espérer pouvoir acheter une maison.

Combien de maisons dans les Territoires du Nord-Ouest, par exemple, avez-vous construites à l'intention de propriétaires occupants et à l'égard desquels on verse donc des paiements chaque mois? Combien d'unités sont locatives? Vous pourriez peut-être nous donner une idée de ce qui se passe dans cette région du pays. Nous allons nous y rendre très bientôt, et on va sûrement nous dire que la SCHL ne construit pas des maisons abordables dans cette région parce que le coût de la vie y est trop élevé.

M. Burns: L'accord de mise en oeuvre comporte un programme de logement additionnel pour les Territoires du Nord-Ouest. C'est la Société de logement des Territoires du Nord-Ouest qui est chargée de la mise en oeuvre du

[Text]

ownership assistance program. When we were negotiating new agreements in 1986 the NTHC wanted to have that program cost-shared by the federal government. It is cost shared, on a 50:50 basis in the NWT.

There is no ongoing housing payment for clients in that program. Funding is in the form of a forgivable mortgage, so the client makes no ongoing mortgage payments as would occur in a market area. On the other hand, they do not receive the heat-cost allowance available to RNH home ownership clients in the rest of the country. So there is an offsetting aspect. The housing responsibilities of the ownership client in the Northwest Territories relate to being able to pay for the heat, maintenance, and repair of their homes.

Mr. Skelly: One of the points the Native Council of Canada brought to us a few meetings ago was that the map has been redrawn as to what areas qualify for urban and for rural and native housing. In fact, the representatives of the NCC say that large new areas have been created that are now considered to be urban and, therefore, not eligible for the rural and native housing program. They indicated that very little, if any, consultation went into the redrawing of the maps. Can you explain the process? Had the maps been redrawn and how did that process come about?

Mr. Burns: I will just say a few words and then defer to the expert at the other end of the table.

Mr. Skelly: I think they accused experts of doing it.

Mr. Burns: I was at the meeting and the work is not yet completed. The proposal had been presented and was being discussed at the tripartite committee and further discussion is to take place on the matter. We have not changed the definition of rural area within the program.

Mr. Skelly: I have a few more questions.

Mr. Gladue: We can defer them until Randy makes the presentation.

Mr. Skelly: It might be helpful to ask the questions now.

Mr. Randy Risk (Manager, Program Analysis and Monitoring Group, Canada Mortgage and Housing Corporation): To add to what Mr. Burns has said, the issue is by no means complete. The consultation process on that particular issue has really just started in British Columbia.

To provide a little background information, the federal and provincial governments jointly negotiate an interprovincial allocation of budget each year. As part of that process we look at an urban-rural split of resources.

Our B.C. office, through the PMC really, had developed a certain urban-rural split, which was tabled in draft form for discussion purposes at TMC. The minutes of that meeting indicate it is a draft. The B.C. native representatives have entered into a working group arrangement and developed an action plan to address the contents of that particular proposal.

[Translation]

programme d'aide à l'accession à la propriété. Lorsque nous avons négocié de nouveaux accords en 1986, la Société de logement des Territoires du Nord-Ouest a réclamé que le programme soit cofinancé par le gouvernement fédéral. Le financement du programme est donc assuré dans une proportion égale par le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et le gouvernement fédéral.

Les bénéficiaires de ce programme ne versent pas de paiements mensuels. On leur accorde une hypothèque-subsvention. Ils n'ont cependant pas droit à l'allocation de chauffage à laquelle ont droit les propriétaires occupants dans le cadre du Programme de logement pour les ruraux et les autochtones. Il y a donc un prix à payer. Dans les Territoires du Nord-Ouest, ceux qui deviennent propriétaires d'une maison doivent être en mesure de payer l'électricité ainsi que les frais d'entretien et de réparations.

M. Skelly: Le Conseil national des autochtones du Canada nous a dit il y a quelque temps qu'on a modifié la configuration des régions urbaines et des régions rurales dans le cadre du Programme de logement pour les ruraux et les autochtones. En fait, les représentants du CNAC soutiennent que de grandes régions ne sont plus admissibles à ce programme parce qu'on en a fait des régions urbaines. Ils affirment qu'ils ont été très peu consultés. Qu'avez-vous à dire à ce sujet? La carte a-t-elle été modifiée, et comment l'a-t-on modifiée?

M. Burns: Je vais dire quelques mots seulement, et je laisserai ensuite la parole au spécialiste qui se trouve au bout de la table..

M. Skelly: Je pense qu'on a mis en cause des spécialistes.

M. Burns: J'ai participé à la réunion, et le travail n'est pas encore terminé. Le projet a été présenté au comité tripartite, mais des discussions plus poussées doivent avoir lieu. Nous n'avons pas changé la définition d'une région rurale aux termes de ce programme.

M. Skelly: J'ai quelques autres questions à poser.

M. Gladue: Il vaudrait peut-être mieux attendre que Randy ait fait son exposé.

M. Skelly: Il vaudrait peut-être mieux que je pose mes questions tout de suite.

M. Randy Risk (gestionnaire, Groupe de l'analyse et de la surveillance des programmes, Société canadienne d'hypothèques et de logement): Comme M. Burns l'a dit, la question est loin d'être réglée. Nous venons à peine d'entamer des consultations à ce sujet en Colombie-Britannique.

Pour vous situer, permettez-moi de dire que les gouvernements fédéral et provinciaux négocient conjointement la répartition interprovinciale du budget chaque année. Nous établissons un partage des fonds entre les régions urbaines et les régions rurales.

Notre bureau de la Colombie-Britannique, par l'intermédiaire du comité de gestion tripartite, a proposé un projet de répartition des régions urbaines et des régions rurales. Le procès-verbal de la réunion confirme qu'il s'agit d'un projet. Les représentants autochtones de la Colombie-Britannique ont constitué un groupe de travail qui étudie ce projet.

[Texte]

Just to repeat what Bernie said, the eligible areas for RNH have not been changed. Rural areas in this country of under 2,500 population are still eligible, as are those with over 2,500, but that are lacking an urban core.

The bottom line is that the tripartite management committee of, in this case, British Columbia, will come to a consensus and an agreement as to which committees it will and will not go into. So I would just like to allay that concern.

Mr. Skelly: So there will be a process of consultation before these areas are etched in stone.

Mr. Risk: Exactly. The Métis National Council and especially the representative from Ontario came to us and suggested that the budget cuts of 21% this year and 30% next year will result in approximately 80 rural and native housing units being delivered in Ontario, even though there is a budget expenditure of \$32 million. It seemed to be a heck of a lot of money, about \$400,000 a unit to be able to deliver 80 units.

• 1030

He also quoted a CMHC official as saying that it costs CMHC \$1 million a unit to deliver this kind of housing. With the constant cutbacks, I am wondering at what point this whole mass—the tripartite committees, etc.—is going to collapse.

When do we end up spending \$100 million and delivering zero units?

Mr. Burns: One of the reasons for setting up the tripartite management committee fee, in 1986, was to ensure that the native groups, especially in the Atlantic area, where the native percentage of the delivery is small, would be able to operate an office to handle inquiries of their clientele, to be able to respond to client inquiries and promote the program to their clientele. Also, they would be able to engage meaningfully in the planning process.

We did look at the critical mass aspect there, and they receive that money even if the delivery doesn't take place.

Obviously, with reduced budgets, the new provision that we are introducing in the program, the self-build approach in rural and non-market areas, is going to take on greater importance, because we are anticipating that we would be able to have these units completed for approximately 60% or less of the price of a rental unit, or the manner in which we were delivering the home ownership units in the past.

The budget reductions will have an impact, there is no question. I think he was probably early in reaching his conclusion about the number of units, because the number of units will expand somewhat by the reduced cost per unit.

The allocations are made on a dollar basis, so the number of units in the end product is directly related to what price we can bring those units in at. I expect there will more than what he had indicated.

[Traduction]

Comme Bernie l'a dit, les régions admissibles au Programme de logement pour les ruraux et les autochtones n'ont pas changé. Les régions rurales qui comptent moins de 2,500 habitants y sont toujours admissibles, ainsi que les régions qui comptent plus de 2,500 habitants si on n'y trouve pas de centre urbain.

C'est le comité de gestion tripartite de la Colombie-Britannique dans ce cas-ci qui prendra la décision finale à ce sujet. Je voulais simplement calmer vos inquiétudes.

M. Skelly: On mènera donc des consultations avant de modifier la carte.

M. Risk: Certainement. Le Ralliement national des Métis, et en particulier le représentant de l'Ontario, nous a dit que la réduction de 21 p. 100 dans le budget de cette année et de 30 p. 100 dans le budget de l'an prochain limiteront à 80 le nombre d'unités de logement pouvant être construites en Ontario dans le cadre du Programme de logement pour les ruraux et les autochtones, même si les crédits alloués s'élèvent à 32 millions de dollars. Cela semble énorme, 80 unités à 400,000 \$ pièce.

Il a aussi cité un responsable de la SCHL qui aurait déclaré que ce genre de logements coûtaient un million l'unité à la SCHL. Avec les coupures constantes, je me demande quand cet énorme échafaudage—les comités tripartites, etc.—va s'effondrer.

Quand allons-nous en arriver à 100 millions pour zéro logement?

M. Burns: Le but de cette allocation qu'on a décidé de prévoir pour le comité de gestion tripartite en 1986 était de permettre aux groupes autochtones, en particulier dans la région atlantique, où les autochtones sont peu représentés au niveau de ces services, d'avoir un bureau pour pouvoir entendre les demandes de leur clientèle et y répondre, et promouvoir le programme auprès de cette clientèle. Cela devait aussi leur permettre d'avoir une participation sérieuse au processus de planification.

Nous nous sommes préoccupés en l'occurrence de la masse critique, et le comité reçoit cet argent même s'il n'y a pas de réalisation concrète.

Naturellement, avec les compressions budgétaires, la nouvelle disposition du programme permettant l'auto-construction dans les secteurs ruraux et hors-marché va prendre une importance croissante, car nous estimons qu'il est possible de réaliser ces logements à environ 60 p. 100 ou moins du coût d'un logement locatif ou du genre de logements qu'on permettait traditionnellement aux gens d'acquérir.

Les réductions budgétaires vont incontestablement avoir des répercussions. Il est sans doute un peu prématuré de citer ce nombre d'unités, car la baisse du coût unitaire va probablement entraîner une augmentation de ce nombre.

Les allocations représentent une enveloppe donnée; par conséquent, le nombre d'unités réalisées est directement fonction de leur coût de revient. J'espère qu'il y en aura donc plus que ce qu'il nous a annoncé.

[Text]

Mr. Skelly: More, because there is less involvement by CMHC and more involvement by the individuals building the houses. At some point you are going to provide the reading material, and everything else is going to be provided by the people who build the houses.

Mr. Burns: It will be more than reading material. The cost that we are really reducing is contractor labour cost. Because the self-build clients will be providing substantial amounts of labour input into the construction of the house, the contractor labour is reduced, and obviously contractor profit would not be there as well. The costs per unit will be considerably reduced.

The direct cost of CMHC is not going to be a significant factor, because the agents will be involved in the delivery of the program, in helping to identify the availability of contractors and carpenters who can act as construction supervisors for the management of the self-build clients.

Mr. Skelly: In fact, what the Métis National Council reps were talking about was this lifetime costing model.

They said that as a result of this model, which was imposed on CMHC back in 1987, I think they said, the budget shows a tremendous amount of money being expended—in this case, in Ontario, \$32 million—but fewer and fewer units are being delivered. They seem to blame this lifetime costing model.

Why doesn't CMHC simply pay the direct cost of housing on a single-year basis, pay for the cost of the units as they are built? What is the advantage of this lifetime costing model? It doesn't appear to be an advantage to the delivery agency.

• 1035

Mr. Burns: Could I defer that question to the people who can answer that one?

Mr. Gladue: Do you want to get into the next presentation or do you want some more questions, because we do have some explanations for that?

Mr. Skelly: What I want is irrelevant. You'll have to ask the chairman.

Why don't you do that in your next presentation.

Mr. Gladue: Sure.

Mr. Skelly: That will answer my question.

Mr. Redway: I'm going to ask a couple of questions relating to this aspect.

Mr. Skelly: They should be quick.

Mr. Redway: Okay.

The Chairman: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Redway: Can you give us some examples of locations anywhere in this country where this committee should take a look at where off-reserve housing is being done in an economical way and where we could learn something? Hopefully, you are learning something from this too.

Mr. Burns: I think the very best example is in Labrador.

[Translation]

M. Skelly: Plus parce qu'il y aura moins de participation de la SCHL et plus de participation des gens qui construiront les maisons. Vous allez finir par en arriver à ne plus fournir que la documentation, tout le reste étant à la charge des gens qui construiront ces maisons.

M. Burns: Ce sera plus que de la documentation. C'est sur la main-d'oeuvre des entrepreneurs que nous faisons des économies. Les gens qui construiront eux-mêmes leurs maisons représenteront un apport important de main-d'oeuvre, ce qui réduira d'autant les coûts de main-d'oeuvre des entrepreneurs et aussi, d'ailleurs, leurs profits. Ce sera donc une économie considérable sur le coût de chaque unité.

Le coût direct de la SCHL ne sera pas un élément très important, car les agents continueront à s'occuper de l'exécution du programme et s'occuperont de trouver des entrepreneurs et des menuisiers pour surveiller les chantiers d'auto-construction.

M. Skelly: En fait, ce dont parlaient les représentants du Ralliement national des Métis, c'était ce modèle d'estimation du coût global.

Selon eux, du fait de ce modèle imposé en 1987 à la SCHL, d'après ce qu'ils ont dit, je crois, le budget montre qu'on dépense des sommes colossales—en l'occurrence 32 millions en Ontario—pour livrer de moins en moins de logements. Selon eux, c'est la faute de ce modèle.

Pourquoi la SCHL ne se contente-t-elle pas de payer les coûts directs pour une année donnée, de payer ces logements au fur et à mesure de leur construction? Quel est l'intérêt de ce modèle d'estimation du coût global? Cela ne semble pas être à l'avantage de l'organisme qui exécute le programme.

M. Burns: Pourrais-je répercuter cette question sur des personnes capables d'y répondre?

M. Gladue: Voulez-vous passer à l'exposé suivant ou poser d'autres questions, car nous avons des explications pour cela?

M. Skelly: Peu importe ce que je veux. C'est au président qu'il faut poser la question.

Pourquoi ne le faites-vous pas dans votre prochain exposé?

M. Gladue: D'accord.

M. Skelly: Comme ça, vous répondrez à ma question.

M. Redway: Je vais poser une ou deux questions sur ce point.

M. Skelly: Rapidement.

M. Redway: Oui.

Le président: Merci, monsieur le président.

M. Redway: Pourriez-vous nous donner des exemples de construction de logements économiques hors réserve dont notre comité pourrait tirer un enseignement? J'imagine que vous aussi vous tirez un enseignement de tout cela.

M. Burns: Je crois que le Labrador est le meilleur exemple.

[Texte]

Mr. Redway: I'm talking about what specific location.

Mr. Burns: I think communities like Rigolet and Nain are two of the ones that come to mind. We utilized the rural native housing demonstration program between 1986 and March 1991 to provide good-quality, modest, suitable housing to those communities.

We had construction supervisors in those communities managing and supervising the labour input of the clientele. I think that more than 30 or 40 units were provided in communities on coastal Labrador. The maximum cost that any of them reached was, I believe, \$45,000.

Mr. Redway: So they'd be the best examples for us to take a look at.

Mr. Burns: I think they're excellent examples.

Mr. Redway: That's with respect to the construction of the houses themselves. What about the actual administration of the program? Is there any example or model that's in place that perhaps administers the program in an improved fashion over what had been in the past and maybe what exists even now in most places?

Mr. Burns: I think the pilot project I spoke of in northern Manitoba, particularly in the—

Mr. Redway: Is that the one at Campertown?

Mr. Burns: Camperville. It's proving to be quite successful in terms of the community planning ahead and developing service land that can be used for new housing construction to serve the clientele. They're also involved in the repair of existing rural native housing stock in the community. I think that provides a good case for the review.

Mr. Redway: My last question might not be a fair one. Disregarding your hat that you wear as a CMHC official and just drawing on your experience from all that you've learned in this role, can you suggest to us any better ways of doing this than what's being done now? Is there something that would save some money and produce more housing?

Mr. Burns: I think the self-build approach is key. I think it offers opportunities to all parties involved in delivery of housing in remote communities.

Mr. Redway: Don't you run out of skilled people, though, who can build their own houses?

Mr. Burns: Well, we're beginning with the assumption that many of the clients are not skilled at this point. They will learn those skills from the construction supervisor. The construction supervisor provides training during the construction.

I saw a case in one of the Labrador communities where the construction supervisor had actually built a model of the houses that the clients were going to build. He began with the site clearance. He showed them how the site had to be cleared and levelled and the work related to the foundation. He went through the process step by step in the detailed manner that a trainer would use.

[Traduction]

M. Redway: Je vous demande de me donner un endroit précis.

M. Burns: Je pense à des localités comme Rigolet et Nain. Nous nous sommes servis du programme de démonstration de logement autochtone entre 1986 et mars 1991 pour mettre à la disposition des habitants de ces localités des logements acceptables, modestes, mais de bonne qualité.

Nous avions des surveillants de chantier qui supervisaient le travail des gens sur place. Je pense que nous avons ainsi réalisé 30 ou 40 logements sur la côte du Labrador. Le coût maximum de ces logements n'a pas dépassé 45,000\$, je crois.

M. Redway: Ce seraient donc les meilleurs exemples à considérer.

M. Burns: Je pense que ce sont d'excellents exemples.

M. Redway: Vous parlez là de la construction des maisons. Mais qu'en est-il de l'administration du programme? Existe-t-il un exemple ou un modèle d'administration constituant un progrès par rapport à ce qui se faisait dans le passé et à ce qui se fait encore la plupart du temps?

M. Burns: Je pense que le projet pilote du Nord du Manitoba dont j'ai parlé, en particulier. . .

M. Redway: Celui de Campertown?

M. Burns: Camperville. Il marche très bien. La collectivité planifie son développement et aménage des terrains pour y construire des logements à l'intention de cette clientèle. Le programme porte aussi sur la réparation de logements ruraux autochtones. Je pense que c'est un excellent exemple.

M. Redway: Ma dernière question est peut-être un peu injuste. En laissant de côté votre rôle de cadre de la SCHL et en vous inspirant uniquement de ce que votre rôle à ce titre vous a appris, pourriez-vous nous suggérer de meilleures façons de procéder? Y a-t-il un moyen de construire plus de logements en faisant des économies?

M. Burns: Je crois que la solution, c'est l'auto-construction. C'est pour tout le monde le moyen d'offrir des logements dans les localités éloignées.

M. Redway: Mais vous ne pensez pas qu'il y a une pénurie de gens ayant les compétences nécessaires pour construire leurs propres maisons?

M. Burns: Nous partons du principe que beaucoup de ces gens n'ont aucune expérience pour l'instant. Le surveillant de chantier va les aider à l'acquérir. C'est lui qui s'occupe de leur formation sur le tas.

J'ai connu le cas d'un de ces surveillants de chantier, au Labrador, qui a en fait construit la maison modèle qui devait servir d'exemple pour les autres. Il a commencé par préparer le terrain. Il a montré aux gens comment le dégager et le niveler, comment préparer les fondations. Il leur a montré le travail étape par étape, exactement comme un moniteur.

[Text]

• 1040

That showed me that is the way clients who have no experience in construction or who do not know how a house is built can learn that skill and learn the skills that are also going to be of use to them for repairing the unit during their long period of occupancy.

Mr. Redway: That's the situation with the single mother referred to as building a house in Rigolet.

Mr. Burns: That's one of them, yes.

The Chairman: I have a question of clarification. The two communities in Labrador you mentioned: do we just assume these are aboriginal communities?

Mr. Burns: They are predominantly aboriginal communities. Nain is more of a mixed community, but communities such as Davis Inlet, Rigolet. . . I know Mr. Redway has visited some of them. He would be quite familiar with them.

Mr. Gladue: I would like to add a bit on the TMC. Mr. Nault asked who it was, in the absence of a delivery agent in your area, who would look after the interests of the rural people in that area. TMC does take all those into consideration. TMC identifies planning areas, or the interests of the province's constituents, or the interest groups they want to look after. The fronts are all covered: the natives' concerns, the provinces', and CMHC's. Where there is a gap, whoever is the active partner is responsible for ensuring that area has units delivered into it. We do have areas where the delivery agent prefers not to go into Saskatchewan, for example, and in some areas we had to do our own direct delivery.

To get back to Saskatchewan and the on-reserve situation there, the Federation of Saskatchewan Indian Nations have asked for participation under the tripartite management committee and they are actually negotiating with us at this time for delivery agent status.

That is just for information.

If we could proceed with the next one. . . Deborah Taylor, Acting Director of Program Planning and Analysis Division.

Ms Deborah Taylor (Acting Director, Program Planning and Analysis Division, Canada Mortgage and Housing Corporation): Thank you, Mr. Chairman.

I believe what I have come to say, which talks a bit about the budget and the lifetime costing model, will build on the two questions Mr. Skelly has just posed.

Prior to 1986, it is correct that our authority for new housing delivery was based on units. Beginning in 1986, our authority, as established by Treasury Board, calculates the lifetime costs of a unit. What that means is that it calculates the financial authority for one year, for five years, and for the total length of time that unit is anticipated to be there.

There are a number of elements or components in the lifetime cost. It includes the capital cost of the unit, the interest rate on that unit, and the operating costs associated with them. It also takes into account the revenue, the rent it

[Translation]

Je me suis alors aperçu que des gens qui n'avaient aucune expérience de la construction et qui ne savaient pas construire une maison pouvaient très bien apprendre à le faire et acquérir les connaissances nécessaires pour s'occuper de l'entretien de leur maison pendant très longtemps.

M. Redway: C'est l'une de ces maisons qu'a construite une mère célibataire à Rigolet?

M. Burns: En effet.

Le président: J'aimerais avoir une précision. Vous considérez que les deux localités du Labrador que vous avez citées sont des localités autochtones?

M. Burns: En majorité. À Nain, la population est plus mélangée, mais des localités comme Davis Inlet, Rigolet. . . Je sais que M. Redway en a visité plusieurs. Il doit bien les connaître.

M. Gladue: J'aimerais ajouter une précision au sujet du comité de gestion tripartite. M. Nault voulait savoir qui, en l'absence d'un de vos agents dans la région, s'occuperait des intérêts des ruraux locaux. Le comité tient compte de tout cela. Il détermine des secteurs de planification, précise les intérêts des habitants de la province ou des groupes dont il s'occupe. Il tient compte de tous les éléments: les préoccupations des autochtones, celles de la province et celles de la SCHL. En cas de lacune, c'est le partenaire actif local qui s'occupe de faire réaliser des logements dans le secteur. Il y a des secteurs où l'agent d'exécution préfère ne pas se rendre en Saskatchewan, par exemple, ainsi que dans d'autres secteurs où nous avons dû procéder à une exécution directe.

Pour en revenir à la situation dans les réserves en Saskatchewan, la *Federation of Saskatchewan Indian Nations* a demandé à intervenir dans le cadre du comité de gestion tripartite et négocie actuellement avec nous l'obtention d'un statut d'agent d'exécution.

Je vous donne cela à titre d'information simplement.

Nous pourrions peut-être passer à l'exposé suivant. . . avec Deborah Taylor, directrice intérimaire de la Division de la planification et de l'analyse des programmes.

Mme Deborah Taylor (directrice intérimaire, Division de la planification et de l'analyse des programmes, Société canadienne d'hypothèques et de logement): Merci, monsieur le président.

Je crois que ce que je vais dire au sujet du budget et du modèle d'estimation du coût global s'inscrit dans la ligne des deux questions que vient de poser M. Skelly.

Avant 1986, il est exact que nous nous fondions sur le coût unitaire pour les nouveaux logements. Depuis 1986, conformément aux instructions du Conseil du Trésor, nous calculons le coût d'un logement pour toute sa durée de vie. Autrement dit, on calcule la composante financière pour un an, pour cinq ans et pour la durée de vie totale prévue du logement.

Divers éléments entrent en ligne de compte dans ce calcul. Il y a l'investissement de base, le taux d'intérêt et les frais d'exploitation. On tient aussi compte des recettes, du loyer prévu. À cela s'ajoutent aussi d'autres coûts, des choses

[Texte]

is anticipated will be collected from the client. Some other costs in the programs are also taken into account, things such as training, promotion, administration, and delivery costs. When those things are all calculated, they produce this amount of money, which is then deemed to be the amount the unit will cost for, usually, 35 years, if we refer to the on-reserve program or the urban native program, or 25 years in the case of the RNH program.

While it appears you've heard some of the negative aspects of that, two of the positive aspects are that this mechanism offers us increased flexibility to reallocate money between programs, so for example if there's a greater need in one program in a particular province or territory, we may be able to move money into that particular program. This mechanism also acts as an incentive for cost-effectiveness, because if there is a lower capital cost or there is a lower interest rate or operating cost, or you are in an area where the client may have a higher income and therefore an ability to pay a higher rent, then that total lifetime cost would be reduced, and it may mean within the entire pot of money there is more to go around and therefore more units can be produced with that same number of dollars.

• 1045

You also referred to the \$1-million example that was quoted. In searching our records for 1991 to come up with something that would provide you with a comparable example—and this is something I can leave with you—the highest lifetime cost estimated that I came up with for 1991 was \$845,000. This is for a 25-year period; it's for a rental RNH unit committed in Pelly Bay, Northwest Territories. That example had a capital cost of \$240,000, with expenses of \$14,700, a rent of \$2,800, and an interest rate of 11.25%.

Leaving that example with you, I can also tell you about and leave with you other examples. For example, in Moose Factory it is again the same program, but in a different location with different factors of expenses and rent collected; the estimated lifetime cost of that unit is \$279,000. So obviously there is a difference, dependent on a number of factors.

The decrease in the federal budget—it's called in some people's terms a decrease and in others' an increase—also needs some clarification from what you've heard. Currently we have under administration in the entire social housing portfolio, as of the end of 1991, close to 650,000 units. These are units that are assisted by the federal government through CMHC. We have obligations there, by agreement with the provinces, the territories, or with sponsor groups directly, to continue to meet our obligations and to provide them with some sort of subsidy assistance. Because the rate of that assistance was growing at more than 3%, in fact by close to 5%, per year, when we talk about the federal budget from February 1992, that has placed on us a limitation of an average growth or an average increase of 3% per year. In order to continue to meet our obligations and stay within that 3% cap, the money available for new delivery reflects slightly more than a 21% decrease. The same thing will occur again next year. To stay within this overall 3% growth on our entire portfolio and continue to meet our obligations will result in close to a 50% decrease in money for new delivery.

[Traduction]

comme la formation, la promotion, l'administration et l'exécution du programme. Le total donne un montant qui représente le coût de l'unité pour une période de 35 ans en général si l'on parle du programme de logement dans les réserves ou du programme pour les autochtones en milieu urbain, ou de 25 ans dans le cas du Programme de logement pour les ruraux et les autochtones.

Vous avez apparemment entendu un point de vue plutôt négatif, mais ce mécanisme présente toutefois le double avantage de nous donner plus de souplesse pour réaffecter les crédits d'un programme à l'autre, dans le cas où par exemple le besoin s'en fait plus sentir dans une province ou dans un territoire particulier, et nous permet d'autre part d'encourager une utilisation rationnelle des crédits, puisque si l'investissement initial, le taux d'intérêt ou les frais d'exploitation sont inférieurs, ou si l'on se trouve dans un secteur où le client aura un revenu plus élevé et pourra donc payer un loyer plus important, le coût global diminue, ce qui veut dire qu'avec le même montant de crédits, on peut construire un plus grand nombre de logements.

Vous avez aussi mentionné l'exemple d'un million de dollars qui a été cité. En cherchant un exemple comparable dans nos dossiers de 1991 qui pourrait vous être utile, l'estimation la plus élevée d'un coût global que j'ai trouvée pour 1991 était de 845,000\$. C'était pour une période de 25 ans; il s'agissait d'un logement locatif LRA à Pelly Bay, dans les Territoires du Nord-Ouest. Le coût en capital pour cet exemple était de 240,000\$, avec des dépenses de l'ordre de 14,700\$, un loyer de 2,800\$ et un taux d'intérêt de 11,25 p. 100.

C'est l'exemple que je voulais vous citer, et je puis vous donner d'autres exemples. Par exemple, à Moose Factory, c'est encore le même programme, mais dans un lieu différent et avec des facteurs de dépenses et de location différents; l'estimation du coût global pour cette unité était de 279,000\$. Donc, il y a évidemment des différences, selon les facteurs en présence.

La diminution du budget fédéral dont on vous a parlé—certains parlent d'une diminution et d'autres d'une augmentation—exige aussi une explication. À la fin de 1991, nous administrions un portefeuille de logement social comptant près de 650,000 unités. Ce sont des unités qui sont subventionnées par le gouvernement fédéral par l'entremise de la SCHL. Aux termes d'accords conclus avec les provinces, les territoires, ou avec des groupes parrains directement, nous sommes tenus de respecter nos obligations et de subventionner ces logements d'une façon quelconque. Le total de ces subventions augmentait de plus de 3 p. 100 par année—en réalité, l'augmentation était de près de 5 p. 100 par année—et le budget fédéral de février 1992 nous a imposé une limite de 3 p. 100 par année pour l'augmentation moyenne de ces subventions. Afin que nous puissions respecter nos obligations et ce plafond de 3 p. 100, les crédits disponibles pour les nouvelles mises en chantier provoqueront une diminution d'un peu plus de 21 p. 100. La même chose se produira l'an prochain. Pour respecter la croissance moyenne de 3 p. 100 de notre portefeuille et pour

[Text]

So we will continue to provide additional housing, but because of how quickly our expenditures have been increasing, we will do it at a slower rate than we have been doing it.

The Chairman: I don't like to do this, and I normally don't do it, but I would just like to interrupt our proceedings right now to get a very small piece of business done that requires a quorum of five. One of our members has something else on his plate, so I would like to ask the committee if they would agree to accepting a motion that in the course of studying housing we agree to accept in principle that we will travel to complete the studies required for our project, subject to the clarification of an agenda that is acceptable to the majority of members. Hopefully, we can get this done before the day is out. I need the motion in order that we can present this to the House so we can get permission as soon as possible.

That's what I was trying to get your attention on earlier, Mr. Skelly.

Mr. Skelly: You have my undivided attention.

The Chairman: However you would like to word that, what I'm interested in doing is getting the mechanisms so we can present it to Parliament as soon as possible, or to our respective House Leaders or however that's done.

Mr. Redway: What's the form of the motion—through you, Mr. Chairman, to the clerk—that's needed? Just that?

• 1050

The Clerk of the Committee: Yes. If you accept the fact that the proper schedule was made and you accept to go into different regions of Canada at different times, I just wonder if you all agreed on that.

The Chairman: Do you agree with the scope of the travel?

Mr. Skelly: You suggested, Mr. Chairman, that we accept that schedule in principle, subject to some minor modifications that can be arranged between the committee members later today.

The Chairman: That's right, as relates to the timing of it, but the scope of it. . .

Mr. Skelly: Agreed.

The Chairman: Mr. Nault is agreed.

Mr. Redway: Apart from the timing.

The Chairman: Yes, that's right.

Mr. Redway: And the details of exactly where we're going, by the way. That's subject to alteration too?

The Chairman: It is agreed. Thank you, Dr. Marin, for coming.

Ms Taylor: The only thing I wanted to say is that besides the two things I referenced that I would be leaving, I have also brought other examples to leave: average lifetime costs for the other native programs, as well as examples of capital costs from 1986 through 1991, to give you an idea of how those costs range and therefore can influence the lifetime costs that we speak of.

[Translation]

respecter nos obligations, il faudra diminuer de près de 50 p. 100 les crédits disponibles pour les nouvelles mises en chantier. Donc, nous continuerons de construire de nouveaux logements, mais nous le ferons à un rythme plus faible qu'avant parce que notre budget augmentera moins vite.

Le président: Je n'aime pas faire cela, et je ne le fais pas normalement, mais j'aimerais interrompre nos travaux quelques instants pour expédier une petite motion qui exige un quorum de cinq députés. Un de nos députés a d'autres obligations ailleurs, et j'aimerais demander au comité d'adopter une motion autorisant en principe le comité à voyager pour compléter son étude du logement autochtone, sous réserve de l'adoption d'un calendrier qui sera acceptable à la majorité des députés. J'aimerais que nous adoptions cette motion aujourd'hui. Il me faut cette motion pour que je puisse la soumettre à la Chambre et obtenir la permission de voyager aussitôt que possible.

C'est la raison pour laquelle je cherchais à attirer votre attention plus tôt, monsieur Skelly.

M. Skelly: Mon attention vous est acquise entièrement.

Le président: Peu importe le libellé; ce que je veux, c'est demander au Parlement aussitôt que possible la permission de voyager, ou à nos leaders parlementaires respectifs, ou peu importe comment cela se fait.

M. Redway: Quel genre de motion faut-il, monsieur le président, madame la greffière? Seulement cela?

La greffière du comité: Oui. Si vous acceptez l'idée que le calendrier voulu a été arrêté et que vous acceptez de vous rendre dans diverses régions du Canada à divers moments, il me faut votre accord unanime.

Le président: Approuvez-vous l'ampleur du voyage?

M. Skelly: Vous avez proposé, monsieur le président, que nous acceptions ce calendrier en principe, sous réserve de quelques modifications mineures sur lesquelles les membres du comité pourraient s'entendre plus tard aujourd'hui.

Le président: C'est exact, pour ce qui est du calendrier, mais pour ce qui est de l'ampleur du voyage. . .

M. Skelly: Je suis d'accord.

Le président: M. Nault est d'accord.

M. Redway: Sauf pour le calendrier.

Le président: Oui, c'est exact.

M. Redway: Et pour ce qui est de savoir exactement où nous irons, soit dit en passant. Cela peut changer également?

Le président: La motion est adoptée. Je vous remercie d'être venu, monsieur Marin.

Mme Taylor: La dernière chose que je voulais dire, c'est qu'à part les deux exemples que je voulais citer pour les besoins du compte rendu, j'ai d'autres exemples que vous pourrez étudier: le coût global moyen pour les autres programmes autochtones, ainsi que des exemples de coûts en capital de 1986 jusqu'à 1991, qui vous montreront comment l'étalement de ces coûts peut influencer le coût global dont nous parlons.

[Texte]

Mr. Skelly: I'm wondering where CMHC gets its funds to finance housing or to deliver housing. Is this a budgetary allocation or does CMHC issue bonds? What's the basis for this lifetime costing model? When you develop a portfolio of housing that you're going to be building in a particular year, do you estimate the cost of that and sell bonds in order to finance the housing? How exactly is the housing financed? I didn't get it as clearly from you as I needed to know why this lifetime model was developed.

Ms Taylor: The funding that we receive comes from the federal government. When we speak of the subsidy assistance, that's what we're talking of in the lifetime costing model. When the main estimates are tabled in the House of Commons, the approval of those main estimates would include the amount for CMHC.

For social housing since 1986, that amount of money is based on what was the program mix in 1986, and then the costs that were applicable in 1986 are adjusted by Treasury Board using their inflation rates, the residential construction index, interest rates and so on to form the total amount of authority that then is available for social housing—new delivery for CMHC to use. The model is the tool through which we then look at what is actually happening. The three-year planning process that we go through with the provinces and territories, which is subject to the agreements that we have entered into for these programs, then forms the basis of where the programs will be delivered, which program mix will occur in a particular province or territory. Depending on what program and the location within a province that the unit is going to be delivered to, it will determine how much it actually costs and then how much of the allotment of lifetime costs overall it would use up.

Mr. Skelly: Now I'm more confused than ever.

Ms Taylor: Sorry. I guess the simple way would be to say that the money we get is calculated by Treasury Board based on what was in place in 1986. Using their inflators, their interest rates and so on, they say this is now the amount of money that is available for you, CMHC. We go through a planning process, a consultation process with the provinces and territories, where ultimately that amount of money is divided up between the provinces and territories in what's called the interprovincial allocation process. When that money is divided up at that level, giving a province x percent of the overall budget of lifetime costs, then the money actually gets distributed and spent according to actual costs in that province under that program.

• 1055

For example, coming back to what I said earlier about NWT, you could do one unit in 1991 for \$845,000, versus that same program in Ontario, in Moose Factory, for \$279,000. If the situation were that the same amount of money was given to those two jurisdictions, you could obviously do more units in Moose Factory than you could in Pelly Bay.

[Traduction]

M. Skelly: Je me demande où la SCHL obtient les fonds voulus pour financer ou faire construire les logements. S'agit-il d'un crédit budgétaire? Ou est-ce que la SCHL émet des obligations? Quelle est la base de ce modèle d'estimation du coût global? Lorsque vous concevez un portefeuille de logements que vous construirez une année donnée, est-ce que vous estimez le coût de cette construction et vendez des obligations afin de la financer? Comment finance-t-on le logement exactement? Je n'ai pas très bien compris comment vous conceviez ce modèle d'estimation du coûts global.

Mme Taylor: Notre financement nous vient du gouvernement fédéral. Le modèle d'estimation du coût global intervient dans les subventions au logement. Lorsque le budget des dépenses principal est déposé à la Chambre des communes, la part de la SCHL est comprise dans ce budget.

Pour le logement social depuis 1986, cette part est basée sur le programme de 1986, et les coûts qui étaient en vigueur en 1986 sont ajustés par le Conseil du Trésor, qui se sert de son taux d'inflation, de l'indice de la construction domiciliaire, des taux d'intérêt et d'autres facteurs pour arrêter le crédit total qui sera disponible pour le logement social, qui permettra à la SCHL de construire de nouveaux logements. Ce modèle est l'outil qui nous permet de déterminer ce qui se fait. Le processus de planification triennale que nous établissons de concert avec les provinces et les territoires, sous réserve des ententes qui ont été conclues pour ces programmes, forme ensuite la base à partir de laquelle les programmes sont mis en oeuvre, qui arrête la configuration du programme dans chaque province ou territoire. Selon la nature du programme et le lieu où les unités seront construites dans chaque province, on détermine combien il en coûte en réalité et ensuite la part du coût global qui sera dépensée.

M. Skelly: Je comprends encore moins qu'avant.

Mme Taylor: Désolée. Je pense que le plus simple, c'est de dire que l'argent que nous obtenons est calculé par le Conseil du Trésor selon les crédits dont nous disposons en 1986. En s'appuyant sur les facteurs d'inflation, les taux d'intérêt, etc., le Conseil du Trésor détermine les crédits auxquels la SCHL a droit. Le processus de planification s'enclenche ensuite, et il y a consultation avec les provinces et les territoires, après quoi ces crédits sont divisés entre les provinces et les territoires dans ce qu'on appelle le processus de répartition interprovinciale. Après que l'argent est réparti à ce niveau, après que l'on a donné à une province x pour cent du budget total des coûts à vie, l'argent est alors distribué et dépensé selon les coûts réels dans cette province dans le cadre de ce programme.

Ainsi, pour en revenir à ce que je disais plus tôt au sujet des Territoires-du-Nord-Ouest, vous auriez construit en 1991 une unité pour 845,000\$, alors que pour le même programme en Ontario, à Moose Factory, il en coûterait 279,000\$. Si l'on donnait la même somme aux Territoires et à la province, vous pourriez évidemment faire construire davantage d'unités à Moose Factory qu'à Pelly Bay.

[Text]

The other part of that, of course, is that with the self-build program—the example I gave you was RNH—the self-build program is anticipated to reduce that lifetime cost because there will be a lower capital cost.

Mr. Skelly: During my career in politics I've had to move around, and I've bought five or six houses. I understand what the lifetime cost of my houses is, if you calculate the initial cost of the house and the cost of the mortgage. I know exactly what the cost of the house is going to be, but that's because I borrow money from a bank to buy the house. You mentioned that the house in Pelly Bay had an interest rate of 11.25%. Where do you get the interest rate for that? Do you borrow the money at that interest rate when the house is built?

Ms Taylor: For that rental unit, yes, that would be the amount of money, the amount of capital dollars at the interest rate.

Mr. Skelly: Where would you borrow that money?

Ms Taylor: If CMHC was doing direct lending, as is the case in very few of the programs but does include RNH, where we direct deliver, we would borrow from the Government of Canada.

Mr. Skelly: So the money allocated in the budget isn't given to you; it's lent to you.

Ms Taylor: The lifetime cost that comes out in the main estimates is subsidy dollars that are given to us, whereas the capital dollars, which again form part of those main estimates but are capital as opposed to subsidy, those are borrowed dollars, I believe.

Mr. Skelly: Borrowed through—

Ms Taylor: There are two sorts. It was mentioned to you earlier that in some of the programs, such as the urban native program and the on-reserve program, the actual capital dollars, the money to pay for the bricks and mortar as that project is being built, is usually borrowed from a bank or a caisse populaire. In the RNH program, some of the time CMHC directly lends that money. In order for CMHC to get that money, we borrow from the Government of Canada.

Mr. Skelly: What happened prior to 1986? Why did the change take place?

Ms Taylor: As I understand it, the change took place because Treasury Board decided that was the way the new programs would be funded.

Mr. Skelly: That tells me who did it, but it doesn't tell me why they did it.

Ms Taylor: Well, 1986 was the year in which the programs changed in response to a consultation document released by the government, I believe in late 1984, called "New Directions". It went on to explore the programs CMHC was using, and it resulted in Cabinet approval of a whole new program mechanism, including a different type of funding arrangement. Prior to 1986, as I said, we were controlled by units.

[Translation]

Il faut aussi bien sûr savoir qu'avec le programme d'autoconstruction—l'exemple que je vous ai donné était celui du programme LPA. . ., l'on prévoit réduire ce coût à vie parce que le coût en capital sera moindre.

M. Skelly: Il m'a fallu déménager souvent au cours de ma carrière politique, et j'ai acheté cinq ou six maisons. Je comprends combien il en coûte à vie pour acheter une maison: si vous calculez le coût initial de la maison et le coût de l'hypothèque. Je sais exactement combien la maison coûtera, mais c'est parce que j'emprunte de l'argent de la banque pour acheter la maison. Vous avez dit qu'il y avait un taux d'intérêt de 11,25 p. 100 pour la maison de Pelly Bay. D'où obtenez-vous ce taux d'intérêt? Empruntez-vous l'argent à ce taux d'intérêt lorsque la maison est construite?

Mme Taylor: Pour cette unité locative, oui, ce serait bien le montant d'argent; à savoir, le montant de dollars immobilisés au taux d'intérêt du moment.

M. Skelly: Où emprunteriez-vous cet argent?

Mme Taylor: Si la SCHL pratiquait le prêt direct, comme c'est le cas dans quelques rares programmes notamment du programme LPA, où nous construisons nous-mêmes, nous empruntons du gouvernement du Canada.

M. Skelly: Donc l'argent qui est prévu dans le budget ne vous est pas donné; il vous est prêté?

Mme Taylor: Le coût à vie qui figure dans le budget principal des dépenses désigne les dollars de subvention que l'on nous donne; alors que les dollars immobilisés, qui eux aussi figurent au budget principal des dépenses mais qui sont des dollars d'immobilisation par opposition aux dollars de subvention, sont des dollars empruntés, je crois.

M. Skelly: Empruntés à . . .

Mme Taylor: Il y a deux genres d'emprunts: on vous a dit plus tôt que dans le cadre de certains programmes, entre autres du programme de logements sans but lucratif pour les autochtones en milieu urbain et le programme de logements sans but lucratif dans les réserves, les dollars d'immobilisation réels, à savoir l'argent qu'il faut pour payer la brique et le ciment dans la construction de ce projet, sont habituellement empruntés d'une banque ou d'une caisse populaire. Dans le programme LPA, c'est parfois la SCHL qui prête directement. Pour obtenir cet argent, la SCHL emprunte du gouvernement du Canada.

M. Skelly: Que faisait-on avant 1986? Pourquoi ce changement?

Mme Taylor: Je crois savoir que le changement vient du fait que le Conseil du Trésor a décidé que telle serait la façon dont on financerait les nouveaux programmes.

M. Skelly: Vous me dites qui; mais vous ne me dites pas pourquoi.

Mme Taylor: Eh bien, 1986 a été l'année où les programmes ont été modifiés par suite d'un document de consultation publié par le gouvernement. C'était vers la fin de 1984, je crois; ce document était intitulé «Nouvelles Orientations». On y examinait les programmes de la SCHL; en conséquence, le Cabinet a approuvé un tout nouveau mécanisme d'approbation des programmes, qui comprenait de nouvelles modalités, de financement. Avant 1986, je l'ai déjà dit, nous étions contrôlés logement par logement.

[Texte]

[Traduction]

• 1100

Mr. Redway: Mr. Chairman, as I understand it, and correct me if I'm wrong, it certainly is on the subsidy money, which is the lifetime costing factor. There is going to be a subsidy paid for 35 years on most of these programs. The people who occupy the house will only contribute 25% of their income, which may be very small.

The subsidy will be the entire difference between the occupant's contribution and the other costs, which would include the mortgage payments of capital and interest and all sorts of other costs that go into producing a unit of housing.

CMHC gets the money from the Consolidated Revenue Fund of Canada, which is either from tax money or money that is borrowed. Right at the moment there is a borrowing bill before the House, and unless that gets passed, there's no money to help finance these things.

That's the mechanism by which most of this is funded. The capital cost for most of the programs is borrowed from mortgage lenders such as banks or insurance companies. CMHC gives a guarantee out of a mortgage insurance fund for 100% funding on the capital loan.

Then it's repaid with 25% of the income of the person or household occupying the unit. The difference is paid out of this lifetime costing of subsidies each month.

The lifetime subsidy comes from the Treasury Board and was an effort to put some sort of order into the future planning of the finances of the country, as to how much revenue and how many expenditures there would be in the future, and to know where the deficit and the national debt was going in the future.

In order to try to get a handle on that, the Treasury Board developed this lifetime costing model so it would know, 35 years down the road, based on some assumptions of interest rates, inflation and what have you—the factors you talked about—what commitments it was going to have in order to manage the finances of Canada, and whether our deficit was going to be \$450 trillion down the road or where they were going to get the money to keep things under control. Am I basically right there?

Ms Taylor: Yes. If I can offer one point of clarification. The on-reserve program is the only program where the lifetime cost of the subsidy you mentioned is calculated slightly differently, and there is a cap on that amount of money.

Mr. Redway: Okay. Now you mentioned the differences in lifetime cost between Pelly Bay and Moose Factory, for instance. The main difference is there's no access to Pelly Bay by sea at the moment, and building materials have to be flown in to a completely inaccessible location.

Ms Taylor: There's a combination of much higher capital cost and much higher operating expenses because of where the project is located. There is lower revenue from the client, as compared to the example in Moose Factory.

M. Redway: Monsieur le président, corrigez-moi si j'ai tort; c'est le total des subventions qui constitue le facteur principal d'établissement du coût à vie. Pour la plupart de ces programmes, des subventions seront versées pendant 35 ans. Les personnes qui occupent les logements ne contribueront que 25 p. 100 de leur revenu, ce qui est très peu dans certains cas.

La subvention comble entièrement l'écart entre la contribution de l'occupant et les autres dépenses, lesquelles comprennent le remboursement du capital et le coût de l'intérêt, et tous les autres frais qui interviennent dans la construction d'un logement.

La SCHL obtient l'argent du Trésor, qui est constitué des recettes fiscales ou d'argent emprunté. Une loi d'emprunt est débattue en ce moment en Chambre; et si cette loi n'est pas adoptée, il n'y aura pas d'argent pour financer ce genre de projet.

Quel est le mécanisme qui permet de financer la majorité de ces projets. Pour la plupart des programmes, on emprunte à des prêteurs hypothécaires, banques ou compagnies d'assurance, pour couvrir les frais d'immobilisation. La SCHL donne une garantie à partir d'un fonds d'assurance hypothécaire qui finance 100 p. 100 du prêt d'immobilisation.

Ce prêt est ensuite remboursé avec les 25 p. 100 du revenu de la personne ou du ménage qui occupe le logement. La différence est couverte par les subventions versées mensuellement aux termes de l'établissement du coût à vie.

La subvention à vie vient du Conseil du Trésor. Cette mesure avait pour objet de mettre de l'ordre dans la planification future des finances du pays, de permettre de savoir quelles seraient à l'avenir les recettes et les dépenses du pays ou le déficit et la dette nationale.

Afin de mettre de l'ordre dans tout cela, le Conseil du Trésor a mis au point ce modèle de calcul des coûts à vie afin de connaître, en se fondant sur les taux d'intérêt prévus, l'inflation future et autres facteurs—les facteurs dont vous avez parlé—combien il en coûterait dans 35 ans pour gérer les finances du Canada, et afin de savoir si notre déficit serait de 450 trillions de dollars, ou encore ce qu'il faudrait faire pour trouver l'argent nécessaire. Est-ce bien cela?

Mme Taylor: Il y a une chose que j'aimerais préciser. Le programme de logement sans but lucratif dans les réserves est le seul programme où le coût à vie des subventions dont vous parlez est calculé de façon un peu différente; et ce crédit est plafonné.

M. Redway: Très bien. Vous avez mentionné la différence dans le coût à vie entre Pelly Bay et Moose Factory, par exemple. La principale différence, c'est qu'il n'est pas possible actuellement d'arriver à Pelly Bay par mer; il faut donc acheminer par avion les matériaux de construction en ce lieu totalement inaccessible.

Mme Taylor: Les frais d'immobilisation et les dépenses d'exploitation sont beaucoup plus élevés en raison du lieu du projet. Le client a également des revenus plus faibles, comparativement à l'exemple de Moose Factory.

[Text]

Mr. Redway: But you can access Moose Factory and drop off the materials by ship. You can't do that in Pelly Bay at the moment, although as I understand it, they're trying to develop that.

The other point I just want to clarify has to do with the unit situation based on the new amounts you've been allocated for funding for this year and next.

• 1105

I know that CMHC no longer talks in units, but I also know that back in the deep recesses you made some calculations as to how many units you'll be able to produce this year. Based on the fact that the increase in funding that you were to receive a year ago has been reduced by 21% this year and a further 30% next year, how many new units do you think you will be able to do in 1992, and how many in 1993? What does that do to the overall number of units, and specifically with respect to native housing that you'd be able to deliver, both off reserve and on reserve, under these programs? So units last year, units this year, and units next year—fiscal year.

Ms Taylor: I don't have all of the details with me. That is something that I can provide to you.

Mr. Redway: Okay, that's fine. Thank you.

Mr. Nault: Can you tell me if all of the different kinds of programs that we have, for example self-built, rental and lease to purchase, are classified under the same average lifetime costs as far as CMHC is concerned, or is there a difference in how you deal with that under the potential 3% limit on growth? Are they all lumped together in one package and then you spit them out in different units, dealing with it that way?

Ms Taylor: As far as the overall program funding goes—in this case the three types of tenure you're talking about would be lumped in under the rural and native housing program—it would be subject to the 20% cut. It is proportionate to our other program lines, both native and non-native. As far as the calculation of the cost of those individual tenures, when we calculate lifetime costs, we will do it on the basis of each one. . . where there are different expenses associated with them.

For example, the self-build option is for homeowners. If there are expenses that are not included there but would be for rental or lease-to-purchase client—things like administration by a bookkeeper or whatever doing a project site or someone collecting rents—those costs would be included in the calculation of the rental lifetime cost.

Mr. Nault: In looking at this whole program, one of the things that is hard to understand. . . Can you suggest a lifetime cost. . . We're dealing specifically with a homeowner who buys one and pays 25% of his income every month. The subsidy is the cost that we're talking about, as well as the administration that goes with it.

[Translation]

M. Redway: Mais l'on a accès à Moose Factory, et l'on peut y transporter les matériaux par bateaux. On ne peut pas en faire autant à Pelly Bay pour le moment. Je crois comprendre que l'on essaye de trouver une solution.

L'autre clarification que je veux apporter a trait à la situation de l'unité fondée sur les nouveaux montants qui ont été consentis pour le financement cette année, et l'année prochaine.

Je sais que la SCHL ne parle plus d'unités; mais je sais aussi qu'il y a longtemps de cela, vous avez tenté de calculer combien de logements vous pourriez construire cette année. Étant donné que l'augmentation des crédits que vous deviez recevoir il y a un an a été réduite de 21 p. 100 cette année et de 30 p. 100 de plus l'an prochain, combien de nouvelles habitations croyez-vous pouvoir construire en 1992? Et combien en 1993? Pouvez-vous nous dire si le nombre total d'unités augmentera; et plus particulièrement, si ces programmes vous permettront de construire plus de logements pour les autochtones, dans les réserves et en dehors des réserves? Donc combien de logements l'an dernier? Combien cette année? Et combien l'an prochain? Je parle d'année financière.

Mme Taylor: Je ne dispose pas de tous les renseignements, mais je pourrais vous les fournir plus tard.

M. Redway: Très bien, cela me satisfait. Merci.

M. Nault: Pouvez-vous me dire si tous les programmes que nous avons, par exemple le programme d'autoconstruction, le programme de location et le programme de location-achat, sont classés selon les mêmes coûts à vie moyens pour autant que la SCHL est concernée; ou y a-t-il une différence dans la façon dont cela est administré en raison de la limite de 3 p. 100 sur la croissance? Est-ce que vous mettez tout dans le même paquet, pour ensuite établir des différences selon les unités? Est-ce la façon dont vous procédez?

Mme Taylor: Pour ce qui est du programme général de financement—dans ce cas-ci, les trois types de logements dont vous parlez seraient regroupés sous le même programme de logements pour les ruraux et les autochtones—il y aura une compression de 20 p. 100. Tous les programmes subissent des compressions proportionnelles, tant autochtones que non autochtones. Pour ce qui est du calcul du coût de ces types de logements, lorsque nous calculons le coût à vie, nous le faisons cas par cas. . . car les dépenses sont différentes dans chaque cas.

Ainsi, l'option autoconstruction est destinée aux propriétaires. S'il y a des dépenses qui ne sont pas incluses ici, mais qui devraient être faites pour les clients qui louent ou qui louent en vue d'acheter—par exemple, la tenue des livres comptables, l'administration du projet ou la perception des loyers—ces coûts seraient inclus dans le calcul du coût à vie de la location.

M. Nault: Si l'on envisage ce programme dans sa globalité, il y a une chose difficile à comprendre. . . Pouvez-vous dire ce qu'il en coûte à vie. . . Il est question ici précisément d'un propriétaire qui achète une maison et qui verse 25 p. 100 de son revenu chaque mois. La subvention est le coût dont nous parlons, ainsi que le coût de l'administration afférente à la subvention.

[Texte]

How do you deal with that with a rental unit, which is always in the hands of CMHC, and therefore does not belong to anybody but the corporation? Obviously you are making money off of that particular unit, or you are subsidizing the individual rentor and therefore there is a cost related to that. How do you put that into your overall costing projections or package? I find that to be a completely different kettle of fish. I can't understand how you can fit that into the lifetime costing when nobody has purchased that home. It's a rental unit that CMHC owns.

Ms Taylor: The rental home could be owned by CMHC, it could be owned by a province where there is a cost sharing agreement and the province is active, or it could be owned by a non-profit sponsor group as well.

• 1110

In terms of it being owned by CMHC, it would be an asset of the crown corporation, whereas the subsidy we are talking about is the subsidy coming through the federal government that is flowing through CMHC to subsidize that unit. Those are really two different things. We are administering the minister's account using the subsidy, as opposed to flowing that subsidy through CMHC as a crown corporation.

Mr. Nault: Let's see if we can understand this. The reason there has been a 22% cut in funding for new units is because you have been capped at 3%. So in essence, in order to produce new units, you are given through Treasury Board, through the estimates, a lump sum of dollars, and it is increased every year based on a subsidy that basically must be maintained at a certain level, or the subsidy fluctuates based on the income of the individual and the cost of borrowing money to finance the unit. Is that correct? There are different components at play here. One is the subsidy which must rise because of the cost of living. The 25% the home owner is paying is also based on their ability to pay. For example, someone purchases a home and say they are making \$20,000 a year and five years from then they are making \$45,000 a year as income, obviously you change that process as well. That must improve your bottom line.

What I am trying to get a handle is how you come to the conclusion of estimating and guestimating how many units you are going to be able to afford to build, based on this model you have. If you are borrowing money out there in the open market, the interest rate fluctuates, and you can get a better rate or not such a good rate, depending on what year it is. I am still somewhat confused as to how you can guestimate how many units you are going to build under this program.

Ms Taylor: What is important to make sure it is clarified and understood is that the amount of money we get is calculated by Treasury Board, based on 1986, and then based on what was in place as the program mix in 1986. Then they

[Traduction]

Comment procédez-vous pour une unité de location, qui appartenant toujours à la SCHL, et à personne d'autre qu'à cette société? De toute évidence, ce logement locatif vous fait gagner de l'argent; ou alors vous subventionnez le locateur et en conséquence, il en coûte quelque chose. Comment intégrez-vous tout cela dans vos projections générales d'établissement des coûts? Je constate que l'on parle d'une chose tout à fait différente. Je ne puis comprendre comment vous intégrez cela dans l'établissement du coût à vis alors que personne n'a acheté cette maison. Il s'agit d'une habitation locative que possède la SCHL.

Mme Taylor: L'unité de location pourrait être la propriété de la SCHL; ou elle pourrait être la propriété de la province lorsqu'il y a entente sur le partage des coûts et que où la province a investi; ou elle pourrait tout aussi bien être la propriété d'un groupe de parrainage sans but lucratif.

Lorsque les habitations appartiennent à la SCHL, elles constituent un actif de cette société: alors que les subventions dont nous parlons sont celles qui proviennent du gouvernement fédéral et dont la SCHL se sert pour subventionner une habitation. Ce sont deux choses tout à fait différentes. Dans le premier cas, nous administrons le compte du ministre en utilisant la subvention, alors que dans le deuxième, cette subvention est perçue par la SCHL qui la gère à titre de société d'État.

M. Nault: Essayons de comprendre. C'est le plafonnement à 3 p. 100 qui est responsable de la baisse de 22 p. 100 du financement des nouvelles unités de logement. En résumé, le Conseil du Trésor vous réserve dans le budget des dépenses un montant augmenté chaque année, calculé d'après une subvention qui doit rester à un certain niveau, à moins qu'elle ne varie en fonction du revenu du bénéficiaire et du loyer de l'argent emprunté pour financer le logement. Est-ce que c'est exact? Il y a différents facteurs qui entrent ici en ligne de compte. Le premier est l'augmentation de la subvention en fonction du coût de la vie. Par ailleurs, le montant de 25 p. 100 est calculé en fonction de la capacité de payer du propriétaire du logement. Ainsi, vous ajustez certainement le montant des paiements effectués par un propriétaire qui déclare gagner 20,000\$ par an au moment de l'achat de la maison, et dont le revenu passe à 45,000\$ par an cinq ans plus tard. Cela doit vous permettre d'augmenter votre bénéfice net.

J'aimerais comprendre comment vous parvenez à évaluer le nombre d'habitations que vous pouvez vous permettre de construire à partir du modèle de prévision que vous appliquez. Les taux d'intérêt de l'argent que vous empruntez éventuellement sur le marché libre peuvent varier: selon le moment, vous obtenez des taux d'intérêt plus ou moins favorables. Je ne comprends toujours pas bien comment vous pouvez estimer le nombre d'unités de logement que vous construisez dans le cadre de ce programme.

Mme Taylor: Il est important de bien comprendre que le montant que nous recevons est calculé par le Conseil du Trésor à partir des données de 1986, et en tenant compte du programme en vigueur en 1986. Le Conseil du Trésor

[Text]

use the Treasury Board inflators and interest rates and the RCI—the residential construction index. That is not necessarily what our actual costs reflect for the post-1985 programs. The amount of money we get, we then use the lifetime costing model, based on the actuals and, as you have mentioned, adjustments that may occur on an annual basis because of income, because of a change in the cost of construction or an interest rate. We then use the costing model to calculate what we can do with the amount of money we are being given.

Another example I can give you would be to tell you that since 1986 the average capital cost of on-reserve, per unit, has gone up a little more than 23%, the RNH cost has gone up 44%, and the urban native cost has gone up 31%. That is what actually has happened.

Mr. Nault: What is the model that Treasury Board uses?

Ms Taylor: That is what actually happened in our experience of what we have delivered. When we compare that to the residential construction index over those same five years that Treasury Board would be using to calculate what the increase is, and therefore put that into the amount of money they give us, it approximates 20%.

Mr. Nault: So in essence then, since 1986 you have been taking a tremendous cut because of the fact that Treasury Board uses a particular process different from what you use and therefore they don't match.

• 1115

I was trying to find out whether, because that is occurring, this model you've gone to, that is based on a 1986 mix, and you've obviously changed your program since 1986, because we've all changed priorities of how we do business since 1986, and therefore the model that Treasury Board is using to come up with the dollars you need is not even close to reality. Would that not be a fair statement?

Ms Taylor: The model that continues to be used by Treasury Board and ourselves is a tool. What's different between what Treasury Board uses and what we use is that we use actual data based on approvals and commitments occurring in the various programs, whereas Treasury Board is using what was in place in 1986 and simply inflating that information, so they simply hold the program mix and costs that existed in 1986 and inflate it, while the program mix has changed in actual fact since then.

Mr. Nault: Answer this for me, then. How would a minister of housing even go to cabinet and argue for his need for extra dollars if he's talking about your actual numbers and Treasury Board is basing its increase on some other model that hasn't been formulated since 1986? That doesn't make any sense to me, if I was to be fighting on behalf of the corporation to get x number of dollars to build x amount of units. Explain that to me. It doesn't work, because Treasury Board is running on a different treadmill from the one you are on.

[Translation]

applique ensuite ses propres indices d'inflation, taux d'intérêt et indices de construction résidentiels. Ces chiffres ne correspondent pas nécessairement aux coûts réels de nos programmes postérieurs à 1985. Ensuite, le modèle de prévision des coûts sur toute la durée de vie utile tient compte des montants que nous recevons, ainsi que des montants réels. D'autre part, comme vous l'avez dit, nous sommes amenés à faire certains rajustements annuels en fonction du revenu, en raison de la variation des coûts de construction ou des taux d'intérêt. Puis, nous utilisons le modèle de prévision des coûts pour établir l'utilisation que nous pouvons faire des montants que nous recevons.

Je peux vous donner un autre exemple. Depuis 1986, le coût moyen des investissements pour la construction des logements dans les réserves a augmenté d'un peu plus de 23 p. 100 par unité; le coût des programmes de logement pour les ruraux et les autochtones a augmenté de 44 p. 100; le coût des logements pour les autochtones en milieu urbain a augmenté de 31 p. 100. Ce sont les chiffres réels.

M. Nault: De quel modèle le Conseil du Trésor se sert-il?

Mme Taylor: Ce sont les chiffres réels. Par rapport à l'indice de construction résidentiel qu'utilise le Conseil du Trésor pour ces cinq mêmes années pour calculer l'augmentation et, par conséquent, le montant qu'il nous accorde, ils représentent environ 20 p. 100.

M. Nault: Par conséquent, vous avez subi une diminution énorme depuis 1986, étant donné que le Conseil du Trésor utilise une méthode de calcul différente qui ne correspond pas à la vôtre.

Vous avez adopté un modèle, fondé sur les programmes de 1986 que vous avez certainement modifié depuis lors, car nous avons tous changé nos priorités et nos façons de faire depuis 1986, par conséquent le modèle qu'utilise le Conseil du Trésor pour calculer les montants dont vous avez besoin est vraiment très loin de la réalité. Est-ce que c'est exact?

Mme Taylor: Le modèle que nous continuons d'utiliser, le Conseil du Trésor et nous-mêmes, est un outil. Notre modèle est différent de celui du Conseil du Trésor, puisque nous utilisons des chiffres réels fondés sur les montants autorisés et les engagements pris dans le cadre des divers programmes, alors que le Conseil du Trésor utilise les données relatives aux programmes et aux coûts en leur ajoutant simplement un indice d'inflation, même si les programmes ont changé depuis ce temps.

M. Nault: Eh bien, il y a une question que j'aimerais vous poser. Comment un ministre de l'habitation peut-il justifier devant le Cabinet une augmentation de crédits s'il se fonde sur les chiffres réels, alors que le Conseil du Trésor calcule son augmentation d'après un autre modèle qui n'a pas été modifié depuis 1986? Cette façon de procéder ne me paraîtrait pas logique si je devais, au nom de la société, réclamer x millions de dollars pour construire x unités de logement. Expliquez-moi cela. À mon avis, il y a contradiction, puisque le Conseil du Trésor n'applique pas la même formule que vous.

[Texte]

The Chairman: Do we have a volunteer to answer that question?

Some hon. members: Oh, oh.

Mr. Nault: My last question is simply this. How do you...?

Mr. Redway: You put on a suit of armour and you go in.

Mr. Nault: I can see why it's been difficult to have any new units built.

I'm trying to get a sense of how you would approach, as a corporation, the process of convincing Treasury Board that you need so many new units built in 1992 or 1993. If on the one hand you have those numbers, and on the other hand Treasury Board uses another set of numbers, how do you convince Treasury Board that you want to build so many units, as a group that puts all its pieces together, makes its proposal, and sends it off to these wizards over in Treasury Board? You would say a certain figure is the lifetime costing for the 650,000 units you already have and that you would like to build so many more units. Whether you talk units or not any more, the reality is that this is what you're doing: building new units. How do you deal with that whole scenario?

Ms Taylor: I believe what we do in the process is accept that our authority is calculated on a particular basis in the agreement, according to the way in which it was struck in 1986. We receive the amount of money we are given and do the best we can with it. I suppose we fight the other way, in that we go to the provinces, territories, and our sponsor groups and try to do as much with that money as we can, through finding cost-effective measures and using cost-effective programs.

There is continuing discussion with Treasury Board about the way in which our authority is calculated, but for the time being that is what we continue to do.

Mr. Skelly: It would help me if we could return to that amount of \$32 million that goes to Ontario for rural and native housing. Is that an actual figure, delivered by CMHC to rural and native housing in Ontario? This is a figure we were given by the Métis National Council representative from Ontario.

Ms Taylor: Offhand, I don't have the figures with me, but we could provide you with the amount of lifetime cost by year that has gone into Ontario for the RNH program since 1986.

• 1120

Mr. Skelly: He suggested it was \$32 million. Does that sound like a ballpark figure?

Mr. Redway: That has to be an annual cost.

Ms Taylor: I would want to be able to confirm, unless somebody here else has the information.

Mr. Skelly: Maybe you can do that for us. I'm wondering how much money goes to Ontario as a particular province and what the breakdown is of the expenditure of that money. Can you estimate a rough breakdown of where that money goes?

[Traduction]

Le président: Est-ce que quelqu'un se dévoue pour répondre à cette question?

Des voix: Oh, oh.

M. Nault: Ma dernière question se résume à ceci: Comment faites-vous...?

M. Redway: Vous enfillez votre armure avant de vous présenter au Cabinet.

M. Nault: Je comprends pourquoi il est difficile de construire de nouveaux logements.

J'essaie de comprendre comment la SCHL s'y prend pour convaincre le Conseil du Trésor qu'il faut construire tant de nouveaux logements en 1992 ou 1993. Si les chiffres que vous utilisez sont différents de ceux du Conseil du Trésor, comment vous y prenez-vous pour convaincre l'organisme central qu'il faut construire x logements? Comment vous y prenez-vous pour réunir tous les éléments et présenter une proposition aux grands chefs du Conseil du Trésor? Vous soumettez un montant faisant état du coût sur toute la durée de vie utile des 650,000 logements qui existent déjà, et vous indiquez que vous voulez en construire d'autres. Que l'on parle d'unités ou non, la réalité est là: vous voulez construire de nouveaux logements. Comment présentez-vous tout cela?

Mme Taylor: Nous acceptons le fait que notre pouvoir est fonction des modalités établies en 1986. Nous essayons de tirer le maximum du montant qui nous est accordé. Plutôt que de réclamer plus, nous intervenons dans les provinces, les territoires et auprès de nos groupes de parrainage pour rentabiliser au maximum les crédits que nous recevons; en mettant l'accent sur l'efficacité.

Notre pouvoir de dépenser fait l'objet de négociations continues avec le Conseil du Trésor; pour le moment, c'est ainsi que nous procédons.

M. Skelly: J'aimerais revenir au montant de 32 millions de dollars consacrés en Ontario aux logements pour les ruraux et les autochtones. Est-ce qu'il s'agit du montant exact consacré par la SCHL aux logements pour les ruraux et les autochtones en Ontario? C'est le chiffre que nous a fourni le représentant du Ralliement national des Métis de l'Ontario.

Mme Taylor: Je n'ai pas ces chiffres sous la main, mais je peux vous indiquer le montant des coûts annuels du programme de logements pour les ruraux et les autochtones en Ontario depuis 1986.

M. Skelly: Il a cité le chiffre de 32 millions de dollars. Est-ce que cela vous paraît être un chiffre plausible?

M. Redway: Ce doit être le coût annuel.

Mme Taylor: J'aimerais pouvoir confirmer ce chiffre à moins qu'une personne présente puisse nous donner cette information.

M. Skelly: Vous pouvez peut-être vérifier ce montant pour nous. J'aimerais savoir combien d'argent reçoit l'Ontario, et comment sont réparties les dépenses. Pouvez-vous nous dire à peu près comment ces crédits sont répartis?

[Text]

Mr. Gladue: As Deborah mentioned earlier, the budgeting process we use is based on lifetime costs. If Ontario Métis brought out a figure, it was a figure that was given to them through the tripartite management committee process, which would include the delivery of the RNH units in that given province. It would be given the number of units. It would be delivering what the lifetime costs of those units will be. We can give you detailed breakdowns of all the budgets across the country. I promised the chairman that whatever we can't answer here today we'll get back to you in seven days.

Mr. Skelly: He mentioned that there would be 80 units deliverable. The lifetime cost, I assume, if that's the figure he got from CMHC, would be \$400,000 a unit, but of course that would vary from one part of the province to the other because of the difference in delivery costs.

Mr. Gladue: The budgeting is done based on assumptions of what the client is going to be paying in given areas, and also taking the economy into consideration. You mentioned that we should be getting more revenue as these people better themselves. In some cases, yes, but in most cases, no. As the economy worsens the lifetime costs will increase, because we have more people getting on the social welfare lines.

Mr. Skelly: I guess why I'm asking this is that you don't actually deliver the lifetime cost of that home to Ontario in that particular year.

Mr. Gladue: We deliver the cost. The capital cost of that unit is what's paid out, but we take into consideration what the lifetime costs will be as we administer it. In this particular case in Ontario we are the active partner.

Ms Taylor: We would pay that lifetime cost over the lifetime. For example, this year we are paying out close to \$22 billion in subsidy for all of these units that I mentioned earlier. The lifetime cost gets paid out. It's not just a fictitious calculation. Over the life of that unit subsidy will get paid out.

Mr. Skelly: Out of the \$32 million you're paying a relatively small percentage for the capital costs of new units going into Ontario, and then the balance you're paying is the annual portion of the lifetime costs of units previously built back to 1986, and then a Treasury Board figure for Ontario's share of the program prior to 1986. That money goes back to Treasury Board, I would assume.

Ms Taylor: That's why I would like to be sure of what the \$32 million figure is. If the \$32 million figure was given as the amount for 1992 lifetime costs, then it would be the amount associated with units to be approved in 1992. It would

[Translation]

M. Gladue: Comme l'a indiqué Deborah tout à l'heure, le calcul que que nous faisons se fonde sur les coûts accumulés pendant toute la durée de vie utile du logement. Les Métis ont cité un chiffre qui leur a probablement été donné par le Comité tripartite de gestion. À mon avis, ce chiffre tient compte du programme de logement pour les ruraux et les autochtones en Ontario. Il tient compte du nombre d'unités et des coûts accumulés pendant toute la durée de vie utile des logements. Nous pouvons vous fournir une ventilation détaillée de tous les budgets des différentes régions du pays. J'ai promis au président de lui faire parvenir, dans un délai de sept jours, des réponses aux questions auxquelles nous ne pourrions pas répondre aujourd'hui.

M. Skelly: Il nous a dit que 80 logements seraient disponibles. S'il s'est renseigné auprès de la SCHL, je suppose que le coût de la durée de vie utile de chaque logement serait de 400,000\$. Bien entendu, ce chiffre varie d'un endroit à l'autre de la province, en raison de la variation des coûts de livraison.

M. Gladue: Le budget se fonde sur les prévisions de paiement du client dans chaque région particulière, mais il prend également l'économie en compte. Vous avez précisé que les recettes devraient augmenter à mesure que la situation des propriétaires s'améliore. La plupart du temps, ce n'est pas le cas. Si la situation économique continue à se dégrader, le coût accumulé sur toute la durée de vie utile des logements augmentera, car les bénéficiaires du Bien-Être social seront plus nombreux.

M. Skelly: Je vous pose la question parce que vous ne tenez pas compte du coût accumulé pour l'Ontario cette année-là.

M. Gladue: Nous prenons en charge le coût. Nous payons les coûts de construction des logements, mais nous prenons en compte les coûts accumulés sur toute la durée de vie utile. Dans ce cas particulier, nous sommes un partenaire actif de l'Ontario.

Mme Taylor: Nous payons progressivement les coûts accumulés sur toute la durée de vie utile. Cette année, par exemple, nous déboursions près de 22 milliards de dollars en subventions pour toutes les unités de logement dont j'ai parlé tout à l'heure. Cela comprend les coûts accumulés sur toute la durée de vie utile des logements. Il ne s'agit pas d'un calcul fictif. Nous verserons des subventions pendant toute la durée de vie utile de ce logement.

M. Skelly: Ces 32 millions de dollars comprennent un pourcentage relativement faible des coûts de construction des nouveaux logements en Ontario, ainsi que la portion annuelle des coûts accumulés sur toute la durée de vie utile des logements construits avant 1986. À cela il faut ajouter la proportion calculée par le Conseil du Trésor pour l'Ontario reflétant les modalités du programme antérieur à 1986. Je suppose que le Conseil du Trésor récupère cet argent.

Mme Taylor: C'est la raison pour laquelle j'aimerais avoir confirmation du chiffre de 32 millions de dollars. Si ce chiffre correspond aux coûts accumulés sur la durée de vie utile des logements pour 1992, il correspond au nombre de

[Texte]

have no bearing for units previously committed in Ontario. That subsidy would continue to be paid out and would have been part of the lifetime costs in each of those prior years. In addition, there is pre-1986 RNH housing in Ontario as well, for which subsidies are paid out annually.

Mr. Skelly: Who are those subsidies paid to?

Ms Taylor: Those subsidies are paid out. CMHC and the province cost-share. CMHC pays 75% of those subsidies.

Mr. Skelly: To whom?

Mr. Gladue: To operate the cost of the unit the client pays. Whatever the client cannot pay is a subsidized cost, the heat, the mortgage, the taxes and—

Mr. Nault: It goes to the lenders.

Mr. Gladue: Pardon?

Mr. Nault: Does it go to the corporation, to the lending institution?

Mr. Gladue: To a lending institution, or to whoever put out the money.

• 1125

Mr. Skelly: So you'll give us a breakdown of what the figure is for Ontario and who the money goes to.

Ms Taylor: Yes. If I understand correctly, you'd like the lifetime costs, but you would also like to know what amount of money is being paid into Ontario annually for these programs.

Mr. Skelly: As I say, when I have a mortgage I don't pay the lifetime cost up front. I borrow the cost of the house from the bank, and then I pay them a figure that represents the annual portion of that lifetime cost, principal and interest.

Ms Taylor: That's correct, but if you took your mortgage and calculated that over 25 years, and your taxes, and then you said this is the amount I will pay over this 25 years, that would be your lifetime cost. You would pay that portion annually. That is the same situation we are talking about here, an estimate of lifetime costs over a long term and then a payment of the annual portion of those costs every year.

Mr. Gladue: The point you're making is that we don't pay that lifetime cost up front. What we're doing is putting the Government of Canada on the hook. When we make that particular commitment in Ontario, for that one unit, of which the lifetime cost is going to be \$220,000, or whatever it is, we serve notice on that day that the government is on the hook for \$220,000. We administer the minister's account from there on in.

Mr. Skelly: But you only pay—

Mr. Gladue: The capital cost.

Mr. Skelly: The up-front cost.

[Traduction]

logements approuvés en 1992; il ne prend pas en compte les logements construits antérieurement en Ontario. Cette subvention continuerait d'être versée et ferait partie des coûts accumulés pendant toute la durée de vie utile au cours de chacune des années antérieures. Par ailleurs, l'Ontario reçoit chaque année des subventions applicables aux logements pour les ruraux et les autochtones construits avant 1986.

M. Skelly: À qui ces subventions sont-elles versées?

Mme Taylor: Ces subventions sont versées. Les frais sont partagés entre la Province et la SCHL qui prend en charge 75 p. 100 de ces subventions.

M. Skelly: À qui sont-elles versées?

M. Gladue: Elles servent à payer les coûts que le client ne peut prendre en charge. Les subventions servent à payer le chauffage, l'hypothèque, les taxes, etc, que le client ne peut pas payer.

M. Nault: Ce sont les prêteurs qui en bénéficient.

M. Gladue: Comment?

M. Nault: Cet argent est-il versé à la SCHL ou à l'institution prêteuse?

M. Gladue: À l'institution prêteuse ou à celui qui a avancé l'argent.

M. Skelly: Vous allez donc nous donner le détail de ces montants pour l'Ontario, et nous préciser à qui va cet argent.

Mme Taylor: Oui. Si j'ai bien compris, vous voulez connaître le coût des logements sur toute la durée de leur vie utile, ainsi que les montants versés chaque année en Ontario dans le cadre de ces programmes.

M. Skelly: Comme je l'ai dit, quand je contracte une hypothèque, je ne paye pas dès le départ l'ensemble des coûts du cycle de vie. J'emprunte à la banque le prix d'achat du logement, et je lui rembourse le pourcentage annuel du coût du cycle de vie, du capital et des intérêts.

Mme Taylor: C'est exact; mais quand vous calculez le montant total de votre hypothèque sur 25 ans, en tenant compte des taxes, vous obtenez le coût du cycle de vie. Vous en payez une partie chaque année. C'est la même chose en ce qui nous concerne. Nous faisons une estimation des coûts du logement sur toute sa durée de vie utile, et nous en payons chaque année une partie.

M. Gladue: Ce que vous faites remarquer, c'est que nous ne payons pas au commencement du coût du cycle de vie. Nous contractons une obligation au nom du gouvernement du Canada. Lorsque nous avons pris cet engagement en Ontario, au sujet de ce logement dont le coût du cycle de vie est de 220,000\$, nous avons engagé le gouvernement à payer ce montant. À partir de ce moment-là, nous gérons le compte du ministre.

M. Skelly: Mais vous ne payez que...

M. Gladue: Les coûts en capital.

M. Skelly: Les coûts payables d'avance.

[Text]

Mr. Gladue: Yes.

Ms Taylor: Yes, and we pay out the subsidy and the administrative fees for the next 35 years.

Mr. Skelly: On an annual basis.

Mr. Gladue: Twenty-five years, in this case.

Ms Taylor: Twenty-five years, that is correct, on an annual basis or on a monthly basis. In some cases, we send a cheque monthly to the bands for the on-reserve program. That's all part of that lifetime cost, which they know they will get for the entire duration of that agreement or that project.

Mr. Skelly: Thank you.

Mr. Nault: Under this process that we are talking about, is it possible for the department, or for the corporation in this case...? For example, last year the average growth of the program was 5%. So under that scenario you could estimate how many new units you would build, depending on whether you could negotiate some sort of deal with the provinces and territories. Is it possible to be able to say that in 1993, based on a 4% growth of our budget, we will be able to build this many units? I get the impression that you couldn't honestly tell me how many units you're going to build this year because of the fact that there are so many different variables in play: interest, administration, different levels of subsidy, on an annual basis, going up or going down. Therefore, you can't possibly guess or be precise on how many units you could build.

Ms Taylor: You're correct in saying that at this moment I can't be precise. What Mr. Redway had asked for previously was 1992 compared to 1991, and then 1993 and 1994. Because I don't have all that information, I didn't offer that explanation. Because of the way the process works, I mentioned the interprovincial allocation of budget to provinces, the three-year planning process, where plans are negotiated at the tripartite management committee level, for the native programs, and fed into the planning and monitoring committee process and actually come back. At this point, what's considered early in the year, we don't have the firm details.

What I can tell you is that if we were to take what occurred, what was planned for in 1991, and apply that same number of units, using the recently announced federal budget, we would be able to do approximately 28,000 federal units. I stress they are federal units in 1992. By program that breaks down to be a little more, about 1,150 RNH units, 620 urban native units, and 840 on-reserve units.

• 1130

Mr. Redway: Can you repeat those figures?

Ms Taylor: The total was 28,197. RNH was 1,139; urban native was 620, actually 621; and on-reserve 842.

[Translation]

M. Gladue: C'est exact.

Mme Taylor: Oui; et nous payons la subvention et les frais d'administration pendant 35 ans.

M. Skelly: Annuellement.

M. Gladue: Dans ce cas, il s'agit de 25 ans.

Mme Taylor: Vous avez raison; pendant 25 ans, sur une base annuelle ou mensuelle. Dans certains cas, nous faisons parvenir chaque mois un chèque aux bandes, dans le cadre du programme de logement des autochtones qui vivent dans les réserves. Le coût du cycle de vie englobe tous ces frais pour lesquels ils savent qu'ils recevront une subvention pendant toute la durée de l'accord.

M. Skelly: Merci.

M. Nault: Selon cette formule, est-ce que le ministère ou la SCHL peut... L'an dernier, par exemple, la croissance moyenne du programme était de 5 p. 100. Dans de telles circonstances, vous pouvez faire des estimations sur le nombre d'habitations que vous construirez, selon les ententes que vous concluez avec les provinces et territoires. Compte tenu d'une augmentation de 4 p. 100 de votre budget pour 1993, pouvez-vous établir le nombre de logements que vous serez en mesure de construire? J'ai l'impression que vous n'êtes pas vraiment en mesure de me dire combien de logements vous construirez cette année, car vous devez tenir compte de trop de variables différentes; en l'occurrence les intérêts, les frais d'administration, les différents montants des subventions qui subissent des hausses et des baisses chaque année. Par conséquent, il est impossible de faire des prévisions exactes quant au nombre de logements que vous serez en mesure de construire.

Mme Taylor: Vous avez raison de dire que nous ne pouvons pas être précis actuellement. M. Redway a demandé tout à l'heure de comparer les chiffres de 1992 à ceux de 1991, puis à ceux de 1993 et 1994. Je suis incapable de faire cette comparaison puisque je ne possède pas toutes les données nécessaires. Cela tient au déroulement du processus, lequel comprend la répartition du budget entre les provinces, le processus de planification triennal qui porte sur la négociation, au niveau du comité de gestion tripartite, et des plans concernant les programmes destinés aux autochtones, lesquels doivent être examinés par le comité de planification et de contrôle. Pour le moment, nous ne possédons pas les détails exacts, puisque nous en sommes encore au début de l'exercice.

Cependant, je peux vous dire, si je me base sur les chiffres de 1991 et sur le budget que vient de présenter le gouvernement fédéral, que nous serions en mesure de construire environ 28,000 unités fédérales. Je répète qu'il s'agit des unités de logement fédérales construites en 1992. Le total des différents programmes est légèrement supérieur puisque l'on dénombre environ 1,150 logements LRA, 620 logements pour autochtones en milieu urbain et 840 logements dans les réserves.

M. Redway: Pouvez-vous répéter ces chiffres?

Mme Taylor: Le total était de 28,197, dont 1,139 LRA, 620 logements pour autochtones en milieu urbain, 621 en fait, et 842 logements dans les réserves.

[Texte]

I can also tell you that, using that same formula, prior to the budget announcement those figures would have been 35,847 as the total, of which 1,448 were RNH, 790 were urban native, and 1,070 were on-reserve.

Mr. Nault: Let's talk about the RNH side of things for a second. In that component there's also the tripartite agreement process with the delivery agencies. Obviously you have to negotiate their fees with those agencies. If they have costs above and beyond the 3% cap, again the administrative costs are going to eat into the process of building new units as well. Is that all taken into account when you figure this out, based on the fact that there will be 1,139 new units?

Ms Taylor: Yes. What we've done in giving these figures is taking strictly what would have occurred based on 1991 and applying it to 1992 without knowing, at this juncture, where the units will be delivered and how much they will cost. We need to get those details before we can actually give you a firm, planned figure for 1992.

Mr. Nault: Because we're in a major recession, it has been mentioned by yourselves that there are going to be more people on social assistance who are within your housing units. Therefore their ability to pay may have gone down, and therefore your subsidy component will go up. Is that process taken into account in this scenario as well? All of a sudden, if your costs of subsidy have gone up 10%—excuse that arbitrary type figure—obviously that will reduce the amount of units that you can build. It seems to me your model is so complex it's almost impossible to figure out from one year to the next just how many units you're going to be able to build, because you've got so many players and so many different variables to deal with.

Mr. Gladue: I don't think it's really that complicated, Mr. Nault, because we are really limited to a very few program dollars at this point in time. The target group remains fairly constant in terms of what they can pay. If we were serving a wider clientele with more dollars, where there would be people with higher incomes, it would be difficult, but because of the limited resources and the program is targeted to those in need, the core need, I think that's pretty constant. It's not really difficult.

Mr. Nault: Can you give us a breakdown of the clientele? For example, how many are on welfare? What are the incomes of those individuals in the 650,000 units that you are dealing with? It would be interesting to know the makeup of the clientele. I'm sure that, based on the differences in subsidies, you'd be able to give us that.

Ms Taylor: We don't have a composite breakdown of the clients served. What we can give you is information on clients from various evaluations we have done of these programs that make up the 650,000 units.

[Traduction]

Je peux également vous dire, en appliquant cette formule, que le total aurait été de 35,847 avant l'annonce du budget, dont 1,448 LRA, 790 logements pour autochtones en milieu urbain et 1,070 logements dans les réserves.

M. Nault: Arrêtons-nous un instant aux logements pour les ruraux et les autochtones. Ce programme fait également l'objet d'une entente tripartite avec les organismes prestataires. Il est évident que vous devez négocier les frais de ces organismes. Si ces frais dépassent le plafond de 3 p. 100, les coûts d'administration empiètent sur les fonds destinés à construire de nouvelles unités de logement. Est-ce que vous prenez tout cela en compte dans vos prévisions de 1,139 nouvelles unités de logement?

Mme Taylor: Oui. Pour calculer ces chiffres, nous avons transposé les résultats de 1991 en 1992; sans savoir, pour le moment, où les logements seront offerts et combien ils coûteront. Nous devons obtenir ces détails avant de pouvoir vous donner des chiffres définitifs et fiables pour 1992.

M. Nault: Vous avez mentionné vous-même qu'en raison de la grave récession que nous traversons actuellement, les bénéficiaires des logements seront plus nombreux à vivre des prestations de l'assistance sociale. Étant donné que leur moyens financiers seront moindres, vous devrez augmenter vos subventions. Avez-vous tenu compte de cet aspect dans votre scénario? Excusez-moi de prendre un chiffre tout à fait arbitraire, mais si vos coûts de subventions augmentaient tout à coup de 10 p. 100, cela réduirait le nombre de logements que vous pouvez construire. Il me semble que votre modèle est si complexe qu'il est pratiquement impossible de savoir, d'une année à l'autre, combien de logements vous pourrez construire, puisque vous devez tenir compte de plusieurs intervenants et de nombreuses variables.

M. Gladue: Je ne pense pas, monsieur Nault, que le modèle soit très compliqué, car les fonds dont nous disposons actuellement pour les programmes sont très limités. Le groupe cible a des revenus assez constants. Les prévisions seraient difficile si nous offrions nos services à des personnes aux revenus plus élevés; mais puisque le programme est destiné aux personnes ayant des revenus restreints, je crois que le noyau central est assez constant. Les prévisions ne sont pas vraiment difficiles à faire.

M. Nault: Pouvez-vous me donner des renseignements sur votre clientèle? Par exemple, combien de vos bénéficiaires reçoivent-ils des prestations de Bien-Être social? Quel est le revenu des résidents des 650,000 logements dont vous êtes responsables? Il serait intéressant de connaître la composition de votre clientèle. Je suis certain que les différences au niveau des subventions vous permettent de nous donner ces détails.

Mme Taylor: Nous ne disposons pas de données sur la composition de la clientèle. En revanche, les diverses évaluations que nous avons faites des programmes dont relèvent les 650,000 logements nous permettent de vous donner certains renseignements sur les clients.

[Text]

• 1135

Mr. Nault: But you can give us an analysis of the breakdown of the 25% the individual gives you as a corporation versus the amount of subsidy you give for each unit, which in essence tells you the situation you find the client in.

If the 25% of what the client is paying is basically 25% of their welfare cheque every month, it's pretty easy to figure out that person's position in life. That must be available, because that's the way you figure out your subsidy cost.

Ms Taylor: Depending on the program and the agreements we have with the provinces and who the administering party is, we may not have all of that information readily available, but we will provide you with whatever we can.

Where we have an indication the rent is so much money, we don't necessarily have direct access if we're not administering to know whether that person is receiving social assistance or is a working poor person. But we will provide you with whatever information we can.

Mr. Redway: Although it does not relate to the native housing program particularly, my recollection about public housing where you do have some figures available is—at least as of a year and a half ago—the average household income in public housing was about \$11,000 a year. I think you indicated something like 60% would be on welfare. There was some 60% figure in there, though maybe I'm referring to something else.

Mr. Nault: Just so you know when you're looking at all these interesting numbers, what I want to know is the change in the subsidy allocation to the individual based on the economic situation generally, and the situation the person in the program finds himself in. Because if you've got a job, obviously you are a member of the working poor, but the fact is normally you make more money when you're working than when you're on welfare.

I'm trying to find out how that affects your ability as a corporation to deliver new units based on what's going on in the economy, and what is the level of subsidy you have to provide versus the 25%—the change in the 25% the individual is paying to you.

I'm under the assumption that if all of a sudden my income drops from being a working poor individual to becoming somebody on welfare, then I would apply to you to reduce the amount of money I pay you every month, right? So then there's a different cost to you all of a sudden.

I would like to know that difference for different years. You could take the last ten years, for example, and you could show that as the economy got better, your bottom line got better, and as it got worse, the subsidies increased, and you

[Translation]

M. Nault: Cependant, vous pouvez nous donner la ventilation du montant de 25 p. 100 que le client verse à la SCUL par rapport au montant des subventions que vous consacrez à chaque logement, ce qui est un indicateur de la situation du client.

On peut se faire facilement une idée de la situation du client si le montant qu'il verse équivaut essentiellement à 25 p. 100 de son chèque mensuel de Bien-Être social. Vous devez avoir ce genre de renseignement puisque vous vous en servez pour calculer les montants des subventions que vous réclamez.

Mme Taylor: Selon le programme et les ententes que nous avons conclues avec les provinces et selon l'organisme qui administre le programme, ces données ne sont pas toujours disponibles. Toutefois, nous vous fournirons les données que nous pourrions obtenir.

Nous avons beau connaître le montant du loyer, nous ne savons pas toujours, quand quelqu'un d'autre se charge de l'administration, si le client perçoit des prestations d'assistance sociale ou s'il est un petit salarié. Cependant, nous vous fournirons les données que nous pourrions obtenir.

M. Redway: Ma remarque ne se rapporte pas directement au programme de logement pour les autochtones; toutefois je crois me souvenir que le revenu moyen des ménages habitant dans des logements sociaux était d'environ 11,000\$, tout au moins il y a un an et demi. Vous avez indiqué, je crois, que 60 p. 100 étaient des bénéficiaires du Bien-Être social. Mais peut-être que ce chiffre se rapportait à toute autre chose.

M. Nault: Permettez-moi de vous rappeler que, ce qui m'intéresse, c'est de connaître la variation de la subvention pour chaque individu en fonction de la situation économique en générale, ainsi que la situation personnelle de chaque bénéficiaire du programme. En effet, un bénéficiaire qui travaille est un petit salarié, mais un salarié dispose normalement de plus d'argent qu'une personne qui vit des prestations du Bien-Être social.

J'essaie de savoir comment tous ces facteurs affectent la capacité de la SCHL à offrir de nouveaux logements en tenant compte de la situation économique; et quel est le montant de subvention que vous versez par rapport au 25 p. 100, par rapport aux variations des 25 p. 100 que le client vous paie?

Si j'étais un petit salarié et que je devenais tout à coup un assisté social, il me semble que je ferais une demande de réduction du montant que je paie chaque mois à la SCHL. Une telle demande contribue à augmenter les coûts de la Société.

J'aimerais savoir quelles sont les variations d'une année à l'autre. Si vous prenez l'exemple des dix dernières années, vous devez pouvoir constater une amélioration de votre résultat net lorsque la situation économique s'est rétablie; et,

[Texte]

had less money to build units. That's the information I'm looking for. Then a question that arises out of that is does Treasury Board take that into account in order for you to be able to deliver the kinds of programs and units we are interested in seeing delivered?

Mr. Gladue: That one, Mr. Chairman, might take longer than seven days.

Mr. Nault: We'll give you eight.

The Chairman: Has there been a sufficient exchange this morning, do we think?

Mr. Skelly: We're getting there.

The Chairman: Is there more to present?

Mr. Gladue: Yes, the clerk, Madam Bresson, called me last night wanting some information on the family violence initiative, Project Haven. Do you have time for that?

The Chairman: I think we had better have time for it.

Mr. Gladue: I'll be brief. I don't know what information you're looking for, but I will give you a brief history of Project Haven. As I mentioned earlier, it was a federal government initiative, a four-year program, which started in April 1988 and ends March 31, 1992. There was a budget of \$22.2 million put aside for the program for the entire four years it was supposed to run. The program is deemed to be successful.

• 1140

The program basically provides emergency shelter for victims of family violence. To date, we have 24 projects, which provide a total of 122 beds. Out of that \$22 million, we had a target of 10% going to natives. We exceeded that by a lot. In total, 24% of that program went to natives. It was used on reservations, and in some cases the reserves sponsored projects but the projects themselves were not on the reservation but in an urban area. It's a basic 15-year forgivable mortgage, and, as I said, it ends this year. It is going to be succeeded by a program called Project Next Step, on which I provided you with information in the brochures I handed out initially, when we first appeared here as witnesses. Briefly, Next Step is a second-stage initiative that is to give longer assistance to the families. Instead of short-term shelter, it will provide longer-term shelter to victims of family violence in order to get themselves straightened out, to get a job, or maybe to take schooling to put themselves back into the job market. This started in April 1991 with a budget of \$300,000, and that \$300,000 was basically used as a program start-up. We did commit to one project in the

[Traduction]

pendant les périodes de difficulté économique, une augmentation des subventions vous laissant moins d'argent pour la construction de nouveaux logements. Voilà les renseignements que j'aimerais obtenir. Enfin, une deuxième question qui découle de la première. Est-ce que le Conseil du Trésor tient compte de tous ces facteurs pour calculer les crédits qui vous sont octroyés afin d'offrir les programmes et les logements qui nous paraissent nécessaires?

M. Gladue: Je crois, monsieur le président, qu'il faudra plus de sept jours pour répondre à cette question.

M. Nault: Je vous en donne huit.

Le président: Le débat de ce matin vous paraît-il satisfaisant?

M. Skelly: Nous progressons.

Le président: Est-ce que vous avez autre chose à présenter?

M. Gladue: Oui, la greffière, M^{me} Bresson, m'a appelé hier soir pour me demander des renseignements sur l'Opération refuge, programme que nous avons mis sur pied pour répondre à la violence familiale. Est-ce qu'il nous reste suffisamment de temps?

Le président: Je pense que nous devons prendre le temps d'en parler.

M. Gladue: Je serai bref. J'ignore quels sont les détails qui vous intéressent, mais je vais faire un bref historique de l'Opération refuge. Comme je viens de le dire, il s'agit d'une initiative du gouvernement fédéral, un programme de quatre ans qui a débuté en avril 1988 et qui prendra fin le 31 mars 1992. L'opération a disposé d'un budget de 22,2 millions de dollars pour les quatre années d'exercice. Le programme a donné des résultats jugés satisfaisants.

Le programme offre essentiellement un refuge d'urgence aux victimes de violence familiale. Jusqu'à présent, nous disposons de 24 refuges, et d'un total de 122 lits. Nous avions prévu que 10 p. 100 des 22 millions de dollars seraient consacrés aux autochtones. Ce pourcentage a été dépassé de loin. Au total, 24 p. 100 des fonds du programme ont été consacrés aux autochtones. Les bénéficiaires du programme provenaient des réserves et dans certains cas les programmes étaient parrainés par les réserves; mais les refuges eux-mêmes sont établis en milieu urbain. Le programme bénéficie d'une hypothèque de 15 ans à remboursement conditionnel et, comme je l'ai déjà dit, le programme prend fin cette année. Il sera remplacé par le programme L'étape suivante sur lequel vous trouverez des renseignements dans les brochures que je vous ai remises lors de notre première comparution. Je peux vous dire rapidement que l'étape suivante est une initiative destinée à accorder aux familles une assistance à plus long terme. Le programme offrira aux victimes de la violence familiale un refuge à long terme plutôt qu'à court terme afin de leur permettre de se rétablir,

[Text]

Northwest Territories. There is also a provision within Project Next Step to provide emergency shelter, much the type of Project Haven but for shorter-term use.

Basically, that's all I have to offer on that. Do you have any questions?

Mr. Skelly: Are any funds remaining in Project Haven?

Mr. Gladue: Yes, there are until March 31.

Mr. Skelly: I was wondering about a project of the Native Women's Association of New Brunswick. Apparently they've applied to CMHC to build an off-reserve transition house or shelter, but they have had problems with being shifted back and forth between the province and CMHC or the federal government. They've had difficulty in getting any commitments from anybody, and I wonder if you're aware of their request.

Mr. Gladue: I'd have to get a name. Quite a few applications came to us. We provide the capital funds to buy the project, but we must have a commitment either from, in this particular case, Indian Affairs to give ongoing operational funds, or in some cases from the province.

Mr. Skelly: This is off-reserve.

Mr. Gladue: Yes, but in some cases Indian Affairs did provide money to sponsor a project officer. In some cases the provinces also went in, and in some cases they both cost-shared. So these negotiations had to be concluded before we would commit the capital funds.

Mr. Skelly: But it's not necessarily an Indian band that would apply for the funds; it could be an organization such as the Native Women's Association of New Brunswick?

Mr. Gladue: Yes, indeed.

Mr. Skelly: Maybe I can get some information to you on that.

Mr. Gladue: Sure.

Mr. Redway: I don't have a question on this, but I would just like to put on the record formally my view that the Next Step Program wouldn't be in place except for the fine work of my former executive assistant, Claudy Maily. Without her efforts, this program wouldn't be in place.

The Chairman: I thank you for attending a very, very long session and for your continuing efforts to help us resolve this problem.

• 1145

Mr. Gladue: Just a bit of clarification. I mentioned 122 beds. These 122 beds were for native groups, or for native women. The total was 78 projects, with 453 beds. Sorry. It was an oversight on my part.

The Chairman: Thank you very much.

[Translation]

de trouver un emploi ou de suivre des cours avant de retourner sur le marché du travail. Ce programme, qui a débuté en avril 1991, dispose d'un budget de départ de 300,000\$. Nous nous sommes engagés à entreprendre un programme dans les Territoires du Nord-Ouest. On prévoit également d'offrir des centres d'accueil d'urgence dans le cadre du programme L'étape suivante. Ces centres seraient semblables à ceux de l'Opération refuge, mais destinés à un accueil à court terme.

Voilà essentiellement ce que j'avais à vous dire à ce sujet. Avez-vous des questions?

M. Skelly: Est-ce que l'Opération refuge a encore des fonds disponibles?

M. Gladue: Oui, jusqu'au 31 mars.

M. Skelly: Je pense au projet de l'Association des femmes autochtones du Nouveau-Brunswick. Apparemment, elles avaient demandé à la SCHL de construire une maison de transition ou un refuge à l'extérieur des réserves; toutefois on leur a fait faire le vas-et-vient entre les organismes provinciaux, la SCHL et le gouvernement fédéral. Elles ont eu de la difficulté à obtenir des engagements; je voudrais savoir si vous êtes au courant de leur demande.

M. Gladue: Il faudrait que vous me donniez un nom, car nous avons reçu beaucoup de demandes. Nous finançons l'achat du refuge, mais il faut qu'un autre organisme s'engage à fournir les fonds opérationnels. Dans ce cas particulier, il s'agit des Affaires indiennes; dans d'autres cas, c'est la province.

M. Skelly: Ce refuge est situé à l'extérieur de la réserve.

M. Gladue: Oui, mais il est arrivé que le ministère des Affaires indiennes débloque des fonds pour les services d'un agent de projet. Parfois les provinces ont accepté de participer; parfois les coûts ont été partagés. Toutes ces négociations doivent être achevées avant que nous nous engagions financièrement.

M. Skelly: Mais il n'est pas nécessaire que la demande émane d'une bande indienne; elle peut provenir d'un organisme comme l'Association des femmes autochtones du Nouveau-Brunswick?

M. Gladue: Tout à fait.

M. Skelly: J'aimerais avoir des renseignements à ce sujet.

M. Gladue: Certainement.

M. Redway: Je n'ai pas de question à formuler à ce sujet, mais j'aimerais consigner au procès-verbal le fait que le programme L'étape suivante n'aurait jamais vu le jour sans le travail dévoué de Claudy Maily, mon ancien chef de cabinet. C'est grâce à elle que ce programme a vu le jour.

Le président: Je vous remercie d'avoir participé à cette très longue séance, ainsi que pour les efforts que vous ne cessez de déployer pour nous aider à résoudre ce problème.

M. Gladue: Une simple précision. J'ai parlé de 122 lits. Ces 122 lits étaient destinés aux autochtones, plus particulièrement aux femmes autochtones. En tout, il y avait 78 projets, et 453 lits. Je suis désolé pour cette erreur.

Le président: Merci beaucoup.

[Texte]

Just before I lose my committee this morning, could I have some indication when you'd like to meet?

Mr. Nault: Mr. Chairman, I'd be somewhat interested in hearing from Mr. Redway what the difficulties in the agenda are, in order for us to review them. Before we get heavily involved in this, it's not possible for me to contemplate changing the process in the sense of having one-day visits versus three-or four-day meetings.

The Chairman: Should we go in camera for this?

Mr. Skelly: Agreed.

The Chairman: Then the balance of this will be in camera.

[Proceedings continue in camera]

[Traduction]

Avant de nous séparer, j'aimerais savoir quand vous souhaitez vous réunir à nouveau.

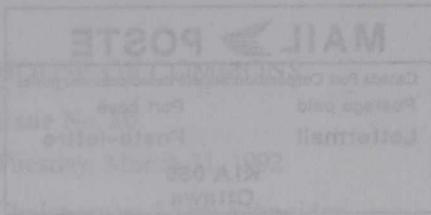
M. Nault: Monsieur le président, j'aimerais que monsieur Redway nous expose les problèmes que présente l'ordre du jour, afin que nous puissions les examiner. Avant de poursuivre, j'aimerais signaler qu'il m'est impossible d'envisager de modifier le processus en remplaçant les visites d'un jour par des réunions de trois ou quatre jours.

Le président: Voulez-vous en discuter à huis clos?

M. Skelly: D'accord.

Le président: La suite de la réunion se déroulera donc à huis clos.

[Les délibérations se poursuivent à huis clos]



COMMUNICATIONS
Facsimile
Le mardi 28 mai 1991
Téléphone (416) 967-1111

Il est interdit de reproduire, en tout ou en partie, le contenu de ce document sans la permission écrite de la Commission canadienne de l'accès à l'information. / It is prohibited to reproduce, in whole or in part, the contents of this document without the written permission of the Canadian Commission on Access to Information.

Aboriginal Affairs

Affaires autochtones

RESPECTER

CONCERNANT

Aborigènes

Logement des autochtones

OBJET

TITRE

(See back cover)

(Subject only)

TÉMOINS

WITNESSES

Le la société canadienne d'approvisionnement et de logement
Lawrence Gladue, Directeur des programmes
Deborah Taylor, Directrice par intérim, Division de la planification et de l'analyse des programmes
Randy Black, Directeur, Groupe de l'analyse et du contrôle des programmes
Lorne Harris, Directeur, Groupe du logement pour les tribus et les autochtones
Murray Town, Coordonnateur, Logement des autochtones dans les réserves et en milieu urbain

First Canada Mortgage and Housing Corporation
Lawrence Gladue, Director - Programs
Deborah Taylor, Acting Director, Program Planning and Analysis Division
Randy Black, Manager, Program Analysis, Monitoring Group
Lorne Harris, Manager, Rental and Native Housing Group
Murray Town, Co-ordinator, On-Reserve and Urban Native Housing

Third Session of the Thirty-fourth Parliament
1991-92

Centième session parlementaire de la trentième législature
1991-1992

En vente: Groupe Communication Canada - English
Appointments et services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

À acheter chez: Groupe Communication Canada - Français
Appointements et services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

MAIL  **POSTE**

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

K1A 0S9
Ottawa

*If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9*

WITNESSES

From Canada Mortgage and Housing Corporation:

Lawrence Gladue, Director - Programs;
Deborah Taylor, Acting Director, Program Planning and
Analysis Division;
Randy Risk, Manager, Program Analysis, Monitoring Group;
Bernie Burns, Manager, Rural and Native Housing Group;
Murray Town, Co-ordinator, On-Reserve and Urban Native
Housing.

TÉMOINS

De la Société canadienne d'hypothèques et de logement:

Lawrence Gladue, Directeur des programmes;
Deborah Taylor, Directrice par intérim, Division de la planifi-
cation et de l'analyse des programmes;
Randy Risk, Directeur, Groupe de l'analyse et du contrôle des
programmes;
Bernie Burns, Directeur, Groupe du logement pour les ruraux
et les autochtones;
Murray Town, Coordonnateur, Logement des autochtones
dans les réserves et en milieu urbain.

Issue No. 20

Fascicule n° 20

Tuesday, March 31, 1992

Le mardi 31 mars 1992

Chairperson: Larry Schneider

Président: Larry Schneider

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent des

Aboriginal Affairs

Affaires autochtones

RESPECTING:

CONCERNANT:

Aboriginal Housing

Logement des autochtones

WITNESS:

TÉMOIN:

(See back cover)

(Voir à l'endos)

Le témoin fait des déclarations et répond aux questions.

Il est convenu à l'unanimité que le Comité se réunira sur le logement, le prochain mardi, le 6 avril, à 10 heures, à la Chambre de se déplacer.

Semaine du 30 avril: Région Labrador / Maritimes
 Semaine du 3 mai: Région Saskin / Est / Nord de l'Ontario
 Semaine du 10 mai: Région Québec / Nouveau Brunswick
 Semaine du 31 mai: Région Alberta / Yukon / Territoires du Nord-Ouest

À 17 h 10, le Comité agira jusqu'à la fin de la séance de la Chambre.

La greffière du Comité
 Martina Brown

Third Session of the Thirty-fourth Parliament, 1991-92

Troisième session de la trente-quatrième législature, 1991-1992

STANDING COMMITTEE ON ABORIGINAL AFFAIRS

Chairperson: Larry Schneider
Vice-Chairmen: Jack Anawak
Alan Redway

Members

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Ross Reid
Robert E. Skelly
Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

Martine Bresson

Clerk of the Committee

WITNESSES

From *Civitas Montrose and Housing Corporation*:
Lawrence Gladue, Director - Programs;
Deborah Taylor, Acting Director, Program Planning and
Analysis Division;
Randy Risk, Manager, Program Analysis, Monitoring Group;
Bernie Burns, Manager, Rural and Native Housing Group;
Murray Town, Co-ordinator, On-Reserve and Urban Native
Housing.

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES
AUTOCHTONES

Président: Larry Schneider
Vice-présidents: Jack Anawak
Alan Redway

Membres

Suzanne Duplessis
Robert Nault
Ross Reid
Robert E. Skelly
Marcel R. Tremblay—(8)

(Quorum 5)

La greffière du Comité

Martine Bresson

TÉMOINS

De la *Société canadienne d'hygiène et de logement*:
Lawrence Gladue, Directeur des programmes;
Deborah Taylor, Directrice par intérim, Division de la planifi-
cation et de l'analyse des programmes;
Randy Risk, Directeur, Groupe de l'analyse et du contrôle des
programmes;
Bernie Burns, Directeur, Groupe du logement pour les ruraux
et les autochtones;
Murray Town, Coordonnateur, Logement des autochtones
dans les réserves et en milieu urbain.

Published under authority of the Speaker of the
House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre
des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 31 MARS 1992

(28)

[Texte]

Le Comité permanent des affaires autochtones se réunit aujourd'hui à 15 h 36 dans la salle 208, Édifice de l'Ouest, sous la présidence de Larry Schneider (*président*).

Membres du Comité présents: Jack Anawak, Suzanne Duplessis, Ross Reid, Larry Schneider, Robert E. Skelly.

Membre suppléant présent: Ethel Blondin pour Robert Nault.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Elaine Gardner-O'Toole, attachée de recherche.

Témoin: De l'Université du Manitoba: John O'Neil, Division des services de santé communautaire.

Conformément au mandat que lui confère le paragraphe 108(2) du Règlement, le Comité continue son étude sur le logement des autochtones (*voir les Procès-verbaux et témoignages du mardi 11 février 1992, fascicule n° 10*).

Le témoin fait des déclarations et répond aux questions.

Il est convenu à l'unanimité, —Que, dans le cadre de son étude sur le logement, le président demande l'autorisation à la Chambre de se déplacer:

Semaine du 26 avril: Région Labrador / Maritimes;

Semaine du 3 mai: Région Rankin Inlet / Nord de l'Ontario;

Semaine du 18 mai: Région Iqaluit / Nouveau Québec;

Semaine du 31 mai: Région Alberta / Yellowknife.

À 17 h 10, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

La greffière du Comité

Martine Bresson

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MARCH 31, 1992

(28)

[Translation]

The Standing Committee on Aboriginal Affairs met at 3:36 o'clock p.m., this day, in Room 208, West Block, the Chairman, Larry Schneider, presiding.

Members of the Committee present: Jack Anawak, Suzanne Duplessis, Ross Reid, Larry Schneider and Robert E. Skelly.

Acting Member present: Ethel Blondin for Robert Nault.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Elaine Gardner-O'Toole, Research Officer.

Witness: From the University of Manitoba: John O'Neil, Department of Community Health Services.

In accordance with its mandate under Standing Order 108(2), the Committee resumed its study on Aboriginal Housing. (See *Minutes of Proceedings and Evidence, Tuesday, February 11, 1992, Issue No. 10*).

The witness made statements and answered questions.

It was unanimously agreed, —That, for the purposes of its investigation on aboriginal housing, the Committee request permission to travel:

Week of April 26: Labrador / Maritimes Area;

Week of May 3: Rankin Inlet / Northern Ontario Area;

Week of May 18: Iqaluit / Northern Québec Area;

Week of May 31: Alberta / Yellowknife Area.

At 5:10 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Martine Bresson

Clerk of the Committee

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Tuesday, March 31, 1992

• 1537

The Chairman: I call the meeting to order.

We have before us Dr. John O'Neil from the University of Manitoba. Dr. O'Neil authored a report that committee members had some time ago, called "The Health Effects of Housing and Community Infrastructure on Canadian Indian Reserves". In our attempts to try to provide some assistance in the aboriginal housing area, we have invited Dr. O'Neil to tell us what he can that may help us in regard to our pursuit.

If you would, please begin, Dr. O'Neil.

Dr. John O'Neil (Department of Community Health Services, University of Manitoba): Thank you very much for the invitation.

Briefly, I will introduce myself so you will know what my background and qualifications are to speak to this subject. I am an associate professor of medical anthropology in the Department of Community Health at the University of Manitoba. My training is in anthropology, not medicine. I think that is probably important to know. My current working situation is in a multidisciplinary group known as the Northern Health Research Group, and it was that research unit that was responsible for authoring the report you just mentioned, *The Health Effects of Housing and Community Infrastructure on Canadian Indian Reserves*, which I will refer to mostly today, and also another study we have recently completed in the Keewatin region of the Northwest Territories, where it was a broad-based community health assessment. We have some interesting data on housing conditions and health conditions in that particular region, so I will try to be a little more specific by referring to that information.

I should probably raise a few cautions about this presentation. First of all, the evidence we reviewed in this report was the published literature, and by and large there is very little Canadian literature, particularly dealing with housing and health in the aboriginal communities, that the scientific quality of which would allow one to make causal statements between housing and health. By the review of this literature, what we can do is by inference and by association look at trends in housing and housing conditions, look at trends in morbidity and mortality in aboriginal communities and current health conditions, and by association establish that housing may be a part of the problem in terms of higher rates of morbidity and mortality in aboriginal communities.

• 1540

Part of that equation is filled in by a quite extensive review of the international literature, which is also included in this report, where specific studies looking at issues such as overcrowding, water supply, and sewage systems, for example,

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mardi 31 mars 1992

Le président: Je déclare la séance ouverte.

Nous accueillons aujourd'hui M. John O'Neil de l'Université du Manitoba. Il est l'auteur d'un rapport communiqué il y a quelque temps aux membres du comité, et intitulé *The Health Effects of Housing and Community Infrastructure on Canadian Indian Reserves*. Nous avons invité M. O'Neil à venir nous aider dans nos efforts pour améliorer le logement des Autochtones.

Allez-y, monsieur O'Neil.

M. John O'Neil (Division des services de santé communautaire de l'Université du Manitoba): Merci beaucoup de m'avoir invité.

Je vais me présenter rapidement pour vous donner une idée de mon bagage et de mes qualifications. Je suis professeur associé d'anthropologie médicale à la Division des services de santé communautaire de l'Université du Manitoba. J'ai une formation en anthropologie, et non en médecine. Je pense que c'est une précision importante. Je travaille actuellement dans le cadre d'un groupe pluridisciplinaire intitulé Northern Health Research Group qui a élaboré le rapport que vous venez de mentionner le *The Health Effects of Housing and Community Infrastructure on Canadian Indian Reserves*, sur lequel je vais principalement m'appuyer aujourd'hui, ainsi qu'une autre étude que nous venons de terminer dans la région de Keewatin des Territoires du Nord-Ouest, et qui était consacrée à une évaluation générale de la santé communautaire. Nous avons des données intéressantes sur les conditions de logement et de santé dans cette région, et je tâcherai donc d'être un peu plus précis quand j'en arriverai là.

Je pense qu'il faudrait que je commence par quelques mises en garde. Tout d'abord, les informations que nous avons étudiées dans ce rapport sont tirées de documents qui ont été publiés; or, il y a très peu de textes canadiens sur la question, en particulier sur la question du logement et de la santé dans les collectivités autochtones, qui soient de qualité suffisante pour permettre d'établir des rapports de cause à effet entre le logement et la santé. L'examen de ces textes nous permet de faire des déductions et des associations à partir des tendances constatées dans le domaine du logement, les tendances de la morbidité et de la mortalité dans les collectivités autochtones, et aussi de la situation sanitaire actuelle. Par association, nous pouvons aussi être amenés à conclure que le logement peut dans une certaine mesure contribuer au taux de morbidité et de mortalité supérieur à la normale constaté dans les collectivités autochtones.

Un examen très poussé de la documentation internationale, dont fait d'ailleurs état le rapport, nous a permis de trouver une partie des réponses à la question. En effet, des recherches portant spécifiquement sur des questions

[Texte]

have shown such issues to be directly linked to poor health conditions. Some of those studies show there are causal relationships with such factors as overcrowding, poor sewage systems, and poor water supply.

Just by way of background, while I cannot talk about any direct scientific evidence showing causal relationships, I can address the issue through association and inference, then by looking at the international literature and trends in both housing and health conditions in aboriginal communities in Canada.

Mr. Reid (St. John's East): Before you go on, can you explain the difference between the terms mortality and morbidity?

Dr. O'Neil: Morbidity is illness and sickness, essentially—the burden of illness in a community and the number of people who are sick at any given time from a variety of diseases. Mortality is the death rate, the number of people dying from different health conditions.

Ms Blondin (Western Arctic): It's hard to tell.

An hon. member: Is that a comment on the Senate?

Dr. O'Neil: This reference is from the document. The World Health Organization—WHO—is considered by many to be the international standard for the basic requirements for health and community infrastructure. Some of the reports it has prepared are regarded as international standards in this area.

Again, by way of background, a lot of the current international standards that have been adopted by the World Health Organization have been set by the American Public Health Association. Much of the investigative and preliminary work in the fifties, sixties, and seventies that have since been adopted by the World Health Organization was originally done by the American Public Health Association. A bit of the history of that work is set out in this report.

Keeping in mind that the World Health Organization, in order for member countries to adopt these standards, includes most of the developing world and particularly parts of Asia, where an issue such as overcrowding is clearly quite different from what it would be in the developed world. So these are minimal standards or conditions that need to be considered in talking about healthful housing.

Most of the standards are fairly self-evident, such as protection and shelter; adequate facilities for cooking, eating, washing and sewage; houses that protect the inhabitants from communicable or infectious disease—i.e., diseases borne through bacteria and viruses; protection from noise and pollution, essentially providing a safe environment for the inhabitants, free from harm due to toxic or harmful materials.

I would suggest the last standard is one that is increasingly important. Healthful housing encourages personal and community development, promotes social relationships, reflects a regard for ecological principles, and

[Traduction]

comme le surpeuplement, l'adduction d'eau et les réseaux d'égouts par exemple, ou encore montrer un rapport entre ces éléments et une mauvaise situation sanitaire. Certaines de ces études montrent clairement que le problème est dû à des facteurs comme le surpeuplement ou un mauvais réseau d'égouts ou d'approvisionnement en eau.

Voici ce que je compte faire: sans être en mesure de vous présenter des preuves scientifiques de ces rapports de cause à effet, je vais faire certaines associations et déductions, comparer la documentation internationale aux tendances en matière de logement et de condition sanitaire dans les collectivités autochtones du Canada.

M. Reid (St. John's-Est): Avant d'aller plus loin, pourriez-vous nous expliquer la différence entre mortalité et morbidité?

M. O'Neil: La morbidité est en gros une expression de la maladie, de l'importance des maladies et du nombre de personnes victimes à un moment donné de diverses maladies. La mortalité correspond aux taux de décès, au nombre de personnes qui meurent pour toutes sortes de raisons.

Mme Blondin (Western Arctic): Difficile à déterminer.

Une voix: Vous faites allusion au Sénat?

M. O'Neil: Ceci est tiré du document. Les critères de l'Organisation mondiale de la Santé, l'OMS, sont généralement considérés comme les normes internationales de base en matière d'infra-structure sanitaire et communautaire. Certains de ces rapports font loi sur le plan international à cet égard.

Toujours pour vous présenter la toile de fond, je vous signale qu'une bonne partie des normes internationale adoptées par l'Organisation mondiale de la Santé avaient été établies au départ par la American Public Health Association. Une bonne partie des travaux de recherche et des travaux préliminaires réalisés au cours des années 50, 60 et 70, et qui ont servi à établir les normes de l'OMS, ont été effectués au départ par l'American Public Health Association. Le rapport fait un petit historique de la question.

Les normes que l'Organisation mondiale de la Santé propose aux pays membres tiennent compte de la situation de la majorité des pays du monde en développement et notamment de certaines régions d'Asie, où le problème du surpeuplement ne se pose pas du tout de la même façon que dans le monde industrialisé. Il s'agit donc de normes vraiment élémentaires en matière de logements sains.

La plupart de ces normes parlent d'elles-mêmes: par exemple la protection et l'abri; des installations convenables pour faire la cuisine, manger, se laver et évacuer les eaux usées; des maisons protégeant leurs habitants de maladies contagieuses—c'est-à-dire des maladies transmises par les bactéries et les virus; la protection contre le bruit et la pollution, et d'une manière générale la garantie d'un environnement sain où les gens ne sont pas exposés à des substances toxiques ou nuisibles.

Je crois d'ailleurs que cette dernière norme devient de plus en plus importante. L'hygiène du logement incite au développement personnel et communautaire, encourage les relations sociales, exprime un souci des principes

[Text]

by these means promotes mental health. That factor is something that probably hasn't been as important in the past and hasn't been investigated to as great an extent as some of the other aspects of healthful housing. It is increasingly important in some of the investigations going on, particularly in aboriginal communities, and it would probably be very relevant to this committee.

Part of this adoption of these principles by the World Health Organization moves us from a more minimal consideration of building codes, which has been a minimal standard for housing in most countries until recently, to a broader understanding of housing standards in a more health-enhancing sense that comes about partly through recent efforts in the field of public health towards healthy lifestyles, healthy public policy, health promotion, and a movement away from the focus on building codes to provide the minimal standard of protection for environments to houses that enhance or further the well-being and development of the people and communities where those houses are located. That's an important basic point.

• 1545

In terms of Canadian developments in this area, there are probably two documents that are important to review briefly. I'll just read from a report two of those. One is a report that was published by the Medical Services Branch of National Health and Welfare in 1985, entitled *The Minimum Requirements for Health in Native Housing*. This report provided a list—and this is summarized in our report—of minimum standards for healthful housing in aboriginal communities. I won't read it in detail, but I will just quickly run through that. It consists of safe drinking water, plumbing that provides for working bathtubs and showers, flush toilet, kitchen sink, sewage disposal systems where all sewage flows into an approved disposal system, and garbage collection in rodent-proof and insect-proof containers, disposed of on a regular basis. Exterior windows and doors should be screened. Walls and floors must be of sufficient quality to be easily cleaned and kept in good repair. There should be cold storage for foodstuffs.

In terms of overcrowding, the dwelling should be sized so no more than two persons occupy a bedroom and no non-bedroom area is used for sleeping purposes. It should be generally free from drafts and water leaks, generally in good repair. There should be minimum temperature standards of 20° Celsius at 30% to 60% humidity and home safety requirements such that household chemicals and medicines are in child-proof storage, and a variety of other safety features, such as water heaters having maximum settings of 60° Celsius, etc.

That's one of the few Canadian documents that have really addressed housing conditions in relation to health in the aboriginal setting.

[Translation]

écologiques, et favorise ainsi la santé mentale. On n'a probablement pas accordé autant d'importance à ce facteur dans le passé que maintenant. Il est cependant de plus en plus présent dans les recherches en cours, en particulier auprès des Autochtones, et il mérite certainement votre attention.

Grâce à l'adoption de ces principes par l'Organisation mondiale de la Santé, on ne se contente plus simplement de faire appliquer certaines normes élémentaires pour la construction des logements, comme c'était le cas jusqu'à récemment dans la plupart des pays, et l'on interprète maintenant les normes de logement dans un contexte beaucoup plus vaste de santé et d'hygiène. Grâce aux récents efforts pour améliorer l'hygiène de vie, mettre en place une politique publique saine, promouvoir la santé, on insiste beaucoup plus sur le bien-être des gens et non plus seulement sur les normes strictes du Code de la construction. C'est là un point important à souligner.

Pour ce qui est de l'évolution au Canada dans ce domaine, il y a deux documents importants que je vais aborder rapidement. Je vais vous lire un passage des rapports sur ces deux documents. Il s'agit tout d'abord d'un rapport publié par la Direction générale des services de la santé de Santé et Bien-être social de 1985 intitulé *The Minimum Requirements for Health in Native Housing*. Ce rapport donne une liste—nous résumons d'ailleurs cela dans le nôtre—des normes minimales de logements salubres dans les collectivités autochtones. Je ne vais pas vous la lire en détail, mais simplement la survoler. Il s'agit de l'eau potable, d'une installation de plomberie permettant d'utiliser une baignoire ou une douche, de toilettes avec chasse d'eau, d'éviers de cuisine, de dispositifs d'évacuation des eaux usées dans un réseau d'égoût approuvé, de l'entreposage des ordures dans des récipients résistants aux rongeurs et aux insectes, mais évacués régulièrement. Les fenêtres et les portes extérieures doivent avoir des grillages. Les murs et les planchers doivent être de bonne qualité pour être faciles à nettoyer et à réparer. Il doit y avoir une possibilité de réfrigérer les denrées alimentaires.

Pour ce qui est du surpeuplement, le logement doit être conçu de sorte qu'un maximum de deux personnes occupent une chambre et que les pièces non-prévues à cet effet ne servent pas de chambres à coucher. Il ne doit pas y avoir d'infiltration d'air ni d'eau, et la maison doit être bien entretenue. La température doit être de moins de 20 degrés Celsius et l'humidité doit se maintenir entre 30 et 60 p. 100, les produits d'entretien, chimiques et les médicaments doivent être entreposés hors de la portée des enfants; il y a encore divers autres éléments de sécurité: la température des chauffe-eau, qui ne doit pas dépasser 60 degrés Celsius, etc.

C'est là l'un des rares documents canadiens qui a vraiment posé la question du logement sous l'angle de la santé dans les collectivités autochtones.

[Texte]

The other document that is relevant to this committee's work is the Canadian Mortgage and Housing Corporation's document known as *Global Agreements of Social Housing*, published in 1987. That particular document set out standards, in particular in relation to overcrowding, and established that two persons per bedroom was the maximum in terms of the number of people in a house and that people over 18 should have their own bedrooms. Other standards were that children over five of the opposite sex should not have to share a bedroom and that parents should have the availability of a separate bedroom. So those are all related to crowding, and some of these others are related more to other conditions related to health.

With that background, what I would like to do is quickly review health conditions in Canada in aboriginal communities and some of the trends in those health conditions. I am sure much of this is well known to people, but it's probably useful just for review.

The infant mortality rate is an international standard agreed on or used by many people in the public health sector as an internationally comparable measure of health conditions in different societies, different nations, different communities, and also is generally considered as a reflection of socio-economic conditions. Infant mortality refers to the number of children per 1,000 population who die in the first year of life. If infants in the first year of life are dying due to infectious diseases or other safety problems, then it's in the context of the home, so clearly the infant mortality rate is a good indicator of the quality of social and economic conditions generally, but particularly of housing.

As you can see in the top graph, the infant mortality rate for aboriginal people in Canada has declined quite significantly from the 1920s, when it was above most Third World standards, to a point where it now appears to be coming more in line with the Canadian averages.

• 1550

What is interesting about this in terms of recent evidence is the infant mortality rate is still roughly two to three times the Canadian average. The infant mortality rate in Inuit communities is higher than the average for Canadian aboriginal people generally. In fact, epidemiologists say that it has plateaued, in the sense that although this line suggests that it is coming down to meet Canadian standards generally, recent evidence suggests that this line has plateaued, has flattened out, and may in fact be showing a slight increase; that it is still roughly two times the Canadian national average. That is certainly disturbing from an epidemiological point of view.

The second graph refers to crude birth rate. That is simply a term of the number of live births per thousand population. The birth rate is similar in many ways to the Canadian birth rate, showing that it has risen and fallen, roughly in synchrony with fertility in the country. But what is important from the point of view of social policy related to aboriginal health, and particularly relevant to housing policy, is that you can see the demographic changes in the Canadian population from 1881 through to 1981. There would be not that much difference with more recent information.

[Traduction]

L'autre document qui vous intéresse est un document de la Société canadienne d'hypothèques et de logement intitulé *Global Agreements of Social Housing*, publié en 1987. Ce document énonce des normes, en matière de surpeuplement; il stipule que le nombre de personnes par chambre ne doit pas dépasser deux et que les personnes de plus de 18 ans doivent avoir leur propre chambre. Il est précisé en outre que les enfants de plus de cinq ans de sexe opposé ne devraient pas avoir à partager une chambre et que les parents devraient pouvoir disposer d'une chambre à part. Il y a donc des normes sur le surpeuplement et d'autres qui portent plus précisément sur la santé.

Après ce tableau d'ensemble, je vais maintenant jeter un coup d'oeil sur les conditions de santé au Canada dans sur les collectivités autochtones et leur évolution. Je ne vous apprendrai sans doute rien, mais il est bon de le récapituler.

Le taux de mortalité infantile est une norme internationale reconnue et utilisée dans de nombreux pays par les responsables de la santé publique. Il permet de faire des comparaisons dans diverses sociétés, nations, collectivités, et il est en outre considéré comme un reflet de la situation socio-économique. Par mortalité infantile, on entend le nombre d'enfants par millier d'habitants qui meurent au cours de leur première année. Comme ils sont à la maison au cours de cette première année, s'ils meurent par suite d'une infection ou d'un autre problème de sécurité, on a une bonne indication de la qualité de vie sociale et économique en général, mais plus précisément des conditions de logement avec le taux de mortalité.

Le graphique du haut vous montre que le taux de mortalité infantile chez les Autochtones du Canada a considérablement baissé depuis les années 20, alors qu'il dépassait le taux pour la plupart des pays du Tiers-monde, et semble maintenant se rapprocher de la moyenne canadienne.

Il est cependant intéressant de remarquer que les données récentes montrent que ce taux de mortalité infantile demeure deux à trois fois plus élevé que le taux moyen pour le Canada. Chez les Inuit, il est plus élevé que la moyenne chez les Autochtones du Canada. En fait, les épidémiologistes disent qu'il a atteint un plateau, et que même si la ligne donne l'impression de se rapprocher de la moyenne dans l'ensemble du Canada, elle a en réalité cessé de descendre et elle remonte même un petit peu, et le taux demeure toujours deux fois plus élevé que pour l'ensemble du Canada. Du point de vue épidémiologique, c'est préoccupant.

Le second graphique donne le taux brut de natalité. Il s'agit simplement du nombre d'enfants mis au monde par millier d'habitants. Le taux de natalité suit à maints égards la même courbe que pour l'ensemble du Canada, avec les mêmes pointes et les mêmes dépressions. Ce qui est important du point de vue de la politique sociale en matière de santé autochtone, et plus précisément de la politique du logement, c'est l'évolution démographique du Canada de 1881 à 1981. La situation n'a pas dû beaucoup changer au cours des 10 dernières années.

[Text]

This population structure, or these pyramids, each of these steps represents a five-year cohort in the population. Each of these steps represents the total numbers as a proportion of the overall Canadian population. You can see that in the late 19th century we had a very broad-based pyramid. We had a lot of people under the age of about 20, 25. Roughly 50% of the population in Canada was under that age. A very narrow top on the pyramid reflects very few people living into the older ages.

Everyone knows and is aware of the baby boom situation, the demographic bulge in the early part, the 1940s and 1950s. As you can see reflected here, this baby boom moves up through the population. The current situation in a Canadian population, essentially you have a narrowing of the base, which is fewer and fewer people being born relative to the overall population, and an aging population.

What that means in terms of social policy, and particularly housing, is that the concern has to be in providing healthful housing for an aging population in the general Canadian population. If you look at this from a demographic point of view, the increasing numbers of people moving into the older age cohorts, and particularly the elderly, means that a focus has to be on healthful housing for that particular population.

In the aboriginal community, on the other hand, and these are 1981 figures, the aboriginal population has a very large younger age cohort. There is a slight tapering off in more recent years, but in general the demographics of aboriginal communities are in many ways similar to the Canadian population as it was in the early part of this century. What that means is the focus on housing, as a part of social policy in general, has to be on providing healthful housing for young families, and increasingly for a very large adolescent population.

In many aboriginal communities you see the majority of the population is still under the age of 25. And particularly, as the broad base starts to age, you have a situation where the demographics suggest that the concern has to be with children particularly, and adolescents and young adults. So housing policy in terms of the number of rooms and the general structure of housing, rather than with the Canadian population where you are looking at an aging population. . . The aboriginal population is essentially still a very young population. I think that is an important general characteristic in this area.

In terms of changing mortality, or changing death rates or deaths due to different causes as the epidemiologists talk about it, historical changes in mortality in the aboriginal population reflect what we call an epidemiological transition or a transition from deaths due to infectious disease; that is, deaths due to diseases caused by transmission of disease through bacteria and viruses to diseases related to social conditions essentially, lifestyle conditions and the social conditions in communities.

[Translation]

Chacune des marches de ces pyramides démographiques représente une cohorte de cinq ans. Il s'agit du nombre total de sujets de cette cohorte proportionnellement à l'ensemble de la population canadienne. Vous voyez qu'à la fin du 19^e siècle, la pyramide avait une base très large. Les jeunes de moins de 20 ou 25 ans représentaient à peu près la moitié de la population. L'étrécissement du sommet de la pyramide montre que très peu de gens atteignaient un âge avancé.

Tout le monde connaît ce qu'on appelle le baby boom, qui correspond à ce renflement ici pour les années 1940 et 1950. Ce renflement progresse avec le vieillissement de la population. Actuellement, nous avons un rétrécissement de la base, puisqu'il y a de moins en moins de naissances comparativement à la population totale et, partant, un vieillissement de la population.

En termes de politique sociale et particulièrement de logement, cela veut dire qu'il va falloir s'occuper de donner des logements sains à une population vieillissante. Du point de vue démographique, il va falloir s'occuper de loger correctement une population âgée de plus en plus importante.

En revanche, chez les Autochtones, et il s'agit ici de chiffres de 1981, la proportion de jeunes est très forte. Il y a un léger rétrécissement depuis quelques années, mais dans l'ensemble la courbe démographique des Autochtones ressemble beaucoup à celle de la population canadienne au début du siècle. Cela signifie que la politique de logement et la politique sociale en général doivent viser à offrir de bonnes conditions de logement à des familles jeunes et à une population adolescente de plus en plus importante.

Dans de nombreuses localités autochtones, la majorité de la population a moins de 25 ans. Il faut donc s'occuper de plus en plus des enfants, des adolescents et des jeunes adultes. Il faut dans ce cas une politique en matière de nombre de pièces et de structure générale des logements différente de celle qu'on envisage pour la population générale vieillissante du Canada. . . La jeunesse de la population autochtone est une caractéristique importante à considérer.

L'évolution historique de la mortalité chez les Autochtones fait apparaître une transition épidémiologique, ou un recul du nombre de décès dus à des causes infectieuses, c'est-à-dire à des maladies transmises par des bactéries et virus, au profit de causes liées à la situation sociale, au mode de vie collectif.

[Texte]

• 1555

You can see there has been an increase in deaths due to cancer, deaths due to heart disease, circulatory disease reflecting largely heart disease and particularly deaths due to accidents and violence in aboriginal communities. There has been a considerable reduction in deaths due to respiratory disease, in this case tuberculosis, and other kinds of parasitic and infectious diseases, again reflecting bacterial contamination.

The housing conditions in the Third World and the developing world that many people are very concerned about are the lack of good drinking water, the lack of sewage facilities. Those kinds of housing conditions are not as much of a risk factor in terms of diseases and mortality in the contemporary situation as is the increase in conditions—particularly this issue of accidents and violence, which I'll come back to in a minute—that are probably more a reflection of risk factors such as crowding, overcrowding particularly, and other aspects of housing that contribute to psychological mental health problems, social breakdown in the household situation. These are increasingly the risk factor of concern with morbidity and mortality in the aboriginal situation.

Do you want me to break for questions as I go, or just continue on and take questions later?

The Chairman: What does the committee feel?

Mr. Reid: We're being encouraged to jump in any time, are we?

Dr. O'Neil: I'm open to that.

The Chairman: Other than the fact that the chair has absolutely no control, I have no argument whatsoever. If you want to jump in and ask a question, please feel free. We have a problem we have to resolve. It's best we get to the bottom of it.

Dr. O'Neil: Any questions then on the kind of quick overview of health?

Mr. Reid: What happened in 1936-37? Was that TB and polio? It's on the first chart.

Dr. O'Neil: That's largely the illness and mortality burden due to tuberculosis and polio in the Canadian population and in the aboriginal population, but it was much higher in the aboriginal population.

Mme Duplessis (Louis-Hébert): Je vais essayer d'être brève. Vous avez bien insisté sur l'importance de tenir compte des règles du Code de la construction.

On a eu devant nous un groupe de Métis dans lequel il y en avait un qui construisait des maisons et qui est venu nous dire que quand c'était la SCHL ou le ministère qui construisait les maisons, ça revenait trop cher au niveau administratif, et qu'une maison autochtone revenait à un million. Et il nous disait qu'il était prêt à en construire à un coût beaucoup plus bas. Il a mentionné que très souvent il construisait des maisons, mais sans murs intérieurs et que les gens pouvaient mettre des rideaux.

Si on tient compte des statistiques que nous avons vues, selon lesquelles il y a plus d'autochtones par maison que de Canadiens ordinaires dans les autres maisons des Canadiens, je pense que ceci peut avoir une grande incidence sur la santé.

[Traduction]

Vous voyez ici qu'il y a eu une augmentation des décès dus au cancer, aux maladies cardiovasculaires et en particulier aux accidents et à la violence dans les collectivités autochtones. Il y a en revanche eu un recul considérable des décès dus à des maladies respiratoires, en l'occurrence la tuberculose et à diverses autres maladies parasitiques et infectieuses d'origine bactérienne.

Les préoccupations au sujet des conditions de logement dans le Tiers-monde et dans le monde en développement portent surtout sur le manque d'eau potable et d'égouts. Les risques liés à ces problèmes dans le contexte contemporain sont cependant moins élevés que ceux liés à des accidents et à la violence—j'y reviendrai dans un instant—et qui correspondent à des facteurs tels que le surpeuplement et d'autres aspects du logement entraînant des problèmes de santé mentale et des bouleversements sociaux. Ce sont là des facteurs de plus en plus importants de la morbidité et de la mortalité chez les Autochtones.

Voulez-vous que je m'interromps pour répondre à des questions, ou que je continue?

Le président: Qu'en pense le comité?

M. Reid: On nous encourage à intervenir n'importe quand, non?

M. O'Neil: Je n'ai aucune objection.

Le président: À part le fait que je n'ai pas mon mot à dire, je n'ai aucune objection non plus. Si vous voulez poser une question, allez-y. Nous voulons régler un problème, alors autant nous y attaquer.

M. O'Neil: Vous avez des questions sur ce rapide tableau de la santé?

M. Reid: Que s'est-il passé en 1936-37? Il s'agit de la tuberculose et de la polio? Je parle du premier tableau.

M. O'Neil: Il s'agit surtout des maladies et de la mortalité alliées à la tuberculose et à la polio dans la population canadienne et la population autochtone, avec un pourcentage beaucoup plus élevé chez les Autochtones.

Mrs. Duplessis (Louis-Hébert): I will try to be brief. You highlighted the importance of enforcing the Building Code.

We heard a group of Metis people and among them there was someone who builds houses and he told us that when it was the CMCH or the department that built those houses, there were enormous administrative costs and a native house cost one million dollars. He said he could build a house at a much lower cost. He mentioned that he frequently builds houses without interior partitions and that people could simply hang curtains inside.

Based on statistical data showing a larger number of occupants per household among Aboriginals than in the rest of Canada, I think there might be a correlation with health.

[Text]

Et vous avez mentionné aussi certaines courbes que l'on voit concernant le taux de mortalité et les maladies chez les autochtones. Vous avez aussi, pour la première fois, parlé de cas de maladies mentales. On va aussi se pencher sur cette question parce qu'on trouve que c'est anormal: le taux le plus élevé de maladie mentale parmi tous les Canadiens se retrouve chez les autochtones. J'imagine donc, personnellement, que vous ne devez pas être en faveur de ces maisons qui ne seraient pas construites selon les normes et dans lesquelles les gens pourraient séparer les pièces juste par un simple rideau.

Dr. O'Neil: It's an interesting question. I was going to summarize my discussion by talking about that specifically.

• 1600

We talk about it in the report. The issue of crowding has certain international physical standards: the number of people per room, issues of privacy, space in a house of a minimum 400 square feet per person. Those are minimal accepted international standards. However, issues such as crowding are very much affected by cultural perceptions. We used the example in the report of urban Japanese and midwestern Americans, who have quite a different notion of what constitutes crowding, or too many people in a particular environment.

The same is true in aboriginal communities. There still are minimum requirements of space. But as for how that space is arranged, how it's allocated, and how many people there are in a room, there are cultural factors at work there.

I speak from some experience with the Inuit communities I'm more familiar with, where, for example, for young children to be in the same bedroom with parents is a very accepted and in fact preferred living arrangement in Inuit families. The children stay in the same room and have a bed beside the parents' bed in the same room, rather than each child being sent out to its own room off by itself in an isolated way.

Those kinds of cultural preferences and arrangements need to be taken into account when you're talking about the international standards of number of people per room and the spacial arrangements. So if a particular cultural group prefers to divide the internal space of a house with curtains because that fits with cultural values around the way families should live and the relationships between older people and younger people and socialization of children and those kinds of cultural values, then I think that's a very important issue to be taken into account.

But it's not something that can be imposed. I think that's the important question. It's not something to be imposed on people. The cultural community themselves would take these international standards and then restructure them to fit their own cultural priorities.

Mme Duplessis: Oui, mais j'ai lu quelque part—je ne me souviens pas où—que l'on atteint un degré très élevé de violence à l'endroit des enfants aussi, voire d'agression sexuelle à l'endroit des enfants en bas âge, et autant des deux

[Translation]

You mentioned some curves dealing with mortality and illnesses in native communities. For the first time also, you mentioned mental illnesses. We will be dealing with that issue because we find it unusual that the highest rate of mental illnesses in Canada is found in native communities. I would imagine that you are not in favour of those houses which are not built according to standards and in which curtains are used instead of partitions.

M. O'Neil: C'est une question intéressante. J'allais justement y venir.

Il en est question dans le rapport. Il existe des normes internationales en matière de logement qui établissent le nombre de pièces que doit comporter un logement en fonction du nombre d'occupants. Ainsi, pour assurer une certaine intimité à chacun, il faut prévoir au moins 400 pieds carrés par personne. Il s'agit du minimum acceptable selon les normes internationales. Il y a évidemment des considérations culturelles qui interviennent. Dans le rapport, nous signalons le fait qu'on ne se fait pas la même idée d'un logement surpeuplé dans une ville du Japon et dans une ville du mid-ouest américain.

La même chose vaut pour les collectivités autochtones. Les normes minimales existent toujours, mais l'aménagement de l'espace ainsi que le nombre d'occupants par pièce qui est jugé acceptable ont beaucoup à voir avec la culture des gens visés.

Je connais assez bien la situation dans les collectivités Inuits. Chez les Inuits, par exemple, il est tout à fait normal—et c'est même ce qu'on préfère—que les enfants partagent la même chambre que leurs parents. Les enfants dorment dans un lit installé près du lit de leurs parents au lieu d'avoir leur propre chambre.

Il faut donc tenir compte de ces préférences culturelles et ne pas s'en tenir uniquement aux normes internationales en matière de logement. Dans certaines cultures, on préfère séparer les pièces par de simples rideaux parce que c'est plus propice à la socialisation des enfants ou à l'établissement de rapports entre les personnes âgées et les jeunes.

L'important, c'est de ne pas imposer ces normes à des gens qui auraient d'autres préférences culturelles. Il faut permettre aux gens d'adapter ces normes à leur propre culture.

Mrs. Duplessis: Yes, but I have read—and I forget where it was—that there is a very high incidence of violence against children and of sexual abuse towards young children of both sexes. I understand that you do not wish to make any specific

[Texte]

sexes. Je sais que vous ne voulez pas influencer et faire des recommandations très précises là-dessus, et vous dites que si un groupe préfère vivre de cette façon, il vaut mieux les laisser faire. Mais d'un autre côté, quand on lit des choses semblables, ça devient un petit peu inquiétant, non?

Dr. O'Neil: I agree it's of concern. I don't think the underlying causal factor in a situation of child abuse would necessarily be the cultural preference for living arrangements or sleeping arrangements. The underlying causal factor would be much broader, and it is probably linked to economic conditions in the community, and broader social conditions, not necessarily just to the particular preference in sleeping arrangements.

Mme Duplessis: Ça va.

Mr. Anawak (Nunatsiaq): Walls are not going to keep those things from happening. I think what you read about is more the exception than the rule. Therefore we should not conclude that these things will happen just because there are no walls because the people prefer living the way they do, as Dr. O'Neil described.

The Chairman: You're right, Jack. One can jump to conclusions based on that.

Mrs. Duplessis: Maybe I said something. . . No, that is not my conclusion.

C'est seulement parce que, en tant que comité, on aura des recommandations à faire au gouvernement sur le moyen de construire plus de maisons afin de réduire le *backlog*. Je suis vraiment très attentive à ce que monsieur a dit, puisqu'il nous a montré des courbes; il nous a prouvé que si les gens sont mal logés, s'il y a des choses qui ne sont pas correctes, ça contribue directement à une augmentation de la maladie et des troubles mentaux. C'est simplement pour ça et non pas pour juger, de quelque façon que ce soit, des coutumes ou des moeurs.

• 1605

The Chairman: I think that's a good clarification. The chair sits and looks and says how do you define inappropriate housing. Does this group say give us \$25,000 and we'll build four houses? Other people need a quarter of a million, depending on how remote they are. The picture of what adequate housing is is going to be one that might be difficult for us to define.

Ms Blondin: Dr. O'Neil, you indicated that you were looking at this from an anthropological perspective, that's basically your background, but you talk about medical problems and that sort of thing. Are you saying that the two and a half times infant mortality rate is attributable to the living conditions mostly, or are there other things that might contribute to that? For instance, would substance abuse, smoking, lack of proper care of an expectant mother, lack of proper family counselling also be factors?

Dr. O'Neil: They would be, yes. That's the problem. I can't really claim that housing is the primary cause. It's a contributing factor, as are those other factors.

With infant mortality, though, the rate is based on deaths in the first year of life, rather than in the neo-natal period, which would really reflect medical care, for example. So with infant mortality, although basic standards of medical care are

[Traduction]

recommendation on this and that you believe that we must take into account cultural preferences. On the other hand, should we not be concerned when we read such things?

M. O'Neil: Oui, c'est inquiétant. Toutefois, je ne pense pas que les préférences culturelles ou que la façon dont les logements soient aménagés constitue le facteur déterminant lorsqu'il y a violence commise à l'endroit des enfants. Je crois que les causes de ce phénomène sont beaucoup plus vastes et qu'elles ont davantage à voir avec les conditions économiques ou sociales dans une collectivité donnée. Le fait qu'un enfant dorme près de ses parents n'a sans doute pas grand-chose à voir avec le phénomène.

Mrs. Duplessis: Very well.

M. Anawak (Nunatsiaq): On n'empêchera pas ce genre de choses de se produire en élevant des murs. De toute façon, ces cas ne sont pas très fréquents. Comme M. O'Neil vient de le dire, il ne faudrait pas en conclure que le fait que les pièces ne sont pas séparées par des murs ait un rapport quelconque avec l'incidence de la violence commise à l'endroit des enfants.

Le président: Vous avez raison Jack. On ne peut pas sauter aux conclusions.

Mme Duplessis: Je ne voudrais pas donner l'impression que c'est la conclusion que je tire.

However, our committee will have to make recommendations to the government on ways to reduce the backlog in housing. I listened very carefully to what was said and paid attention to the curbs we were shown. Our witness made a link between poor housing conditions and poor physical and mental health. I was not making any comment on the customs or moral standards of these populations.

Le président: Merci de cette précision. Le président me regarde et me demande ce qui constitue un logement qui ne convient pas. Certains groupes peuvent-ils construire quatre maisons pour 25,000\$ alors que dans certaines localités éloignées, il faudrait un quart de million. Il ne sera pas facile de déterminer ce qui constitue un logement convenable.

Mme Blondin: Monsieur O'Neil, vous abordez la question du point de vue anthropologique. C'est votre domaine, mais, vous nous avez aussi parlé des problèmes médicaux. Le fait que le taux de mortalité infantile soit deux fois et demie plus élevé dans ces collectivités est-il surtout attribuable aux conditions de vie ou y a-t-il d'autres facteurs qui interviennent comme la toxicomanie, le tabagisme, le manque de services destinés aux femmes enceintes et l'absence de services de conseils familiaux?

M. O'Neil: Ces facteurs interviennent, évidemment, c'est là la difficulté. Je ne peux pas prétendre que la cause principale du problème soit le logement. C'est un facteur parmi d'autres.

Le taux de mortalité infantile représente le nombre de décès survenus au cours de la première année de vie et non pendant la période néo-natale. Parce que les soins médicaux reçus sont assez bons dans ce pays, la mortalité néo-natale

[Text]

necessary, we're pretty good in this country in keeping the neo-natal mortality rate down. We transport all pregnant mothers out of northern communities into southern hospitals and they have access to the best medical care and very few babies are lost. But then we send them back into situations where the housing conditions and economic conditions and social conditions in many situations aren't very good and they die in that first year of life.

So we spend a lot of money to save them at the time of birth and then send them back into conditions where the nutrition isn't very good, where there are contributing factors like alcohol abuse, incidence of smoking in the house. There is the fact that during the gestation period, the prenatal period, the mothers may have not been particularly well nourished or were subject to high levels of stress in the household and in the community. The babies are born and they are born safely, but they're not as strong as they might be otherwise to resist various infections and things of that nature.

Ms Blondin: There is one thing that I find missing here. I have been on many reserves, off-reserve, small isolated communities, and I worry about the high level of drop-outs. We looked at education as an issue in our committee before, when we did an inventory—I think it was a year ago—and also the performance of children who live in isolated communities.

Would you be able to let us know if there are any kind of studies or any kind of inventories or surveys going on that might link the performance of children in the educational field, educational achievement, to the drop-out rates—maybe overcrowding, because the environment that children live in and operate in is very important to how they progress and how they succeed at different levels of their—

Dr. O'Neil: I am not aware of any specific research that looks at say the issue of overcrowding in the household and whether, for example, the children have the opportunity to do school work at home and those kinds of issues. But again, you have to draw an inference from the international standards of the number of people per room. I was going to cover a little of that, the overcrowding factors in Northwest Territories communities, the number of people who live in houses, which is quite a bit above what international standards are, and by inference then. . . Sorry?

Ms Blondin: How far above is it, or are you going to cover that?

Dr. O'Neil: I was going to, yes. Do you want me to kind of go through that and come back to. . . ?

Mr. Skelly (Comox—Alberni): Is it possible to hold off questions until later, Mr. Chairman?

Ms Blondin: They're such good questions, though.

Mr. Skelly: They're excellent questions. They save me the work of doing this too.

Ms Blondin: I knew you'd agree.

• 1610

Dr. O'Neil: I'll quickly run through a few other sort of basic trends in housing. I apologize for the antiquity of this information. The problem here is that we were reviewing published data and what often happens with census data and

[Translation]

est assez basse. Toutes les femmes enceintes dans les collectivités du Nord sont envoyées dans des hôpitaux du Sud où elles ont accès aux meilleurs soins médicaux possibles. Très peu de femmes enceintes perdent leur bébé pendant leur grossesse ou à la naissance. La mère et l'enfant sont ensuite ramenés dans leur milieu où ils vivent dans des conditions économiques et sociales parfois mauvaises et les décès surviennent pendant la première année de vie.

Nous dépensons donc beaucoup d'argent pour sauver ces enfants à la naissance, mais ils reçoivent ensuite une alimentation insuffisante et vivent dans des foyers où il y a de l'alcoolisme et du tabagisme. Pendant leur grossesse, les mères sont souvent bien nourries et ne vivent pas dans des conditions stressantes. Leurs enfants naissent vivants, mais ils ne sont pas toujours aussi forts qu'ils le devraient pour pouvoir combattre les infections.

Mme Blondin: Il y a un renseignement qui nous manque. Je m'inquiète du haut taux d'abandon scolaire dans les réserves, à l'extérieur des réserves et dans les petites localités isolées. Notre comité s'est penché sur la question de l'éducation l'an dernier et sur les résultats scolaires des enfants qui vivent dans les localités isolées.

Pourriez-vous nous dire si on a déjà étudié ou si on étudie actuellement l'incidence du surpeuplement des maisons sur les résultats scolaires des enfants?

M. O'Neil: J'ignore si on a étudié cette question ou si on s'est demandé, par exemple, si les enfants peuvent faire leurs devoirs scolaires à la maison. On peut se reporter aux normes internationales. J'allais vous parler du surpeuplement des logements dans les Territoires du Nord-Ouest. On déroge aux normes internationales. . . pardon?

Mme Blondin: Dans quelle mesure y déroge-t-on?

M. O'Neil: J'allais vous en parler. Voulez-vous que je poursuivre et que nous revenions. . . ?

M. Skelly (Comox—Alberni): Il vaudrait peut-être mieux poser nos questions plus tard, monsieur le président.

Mme Blondin: Ce sont de bonnes questions, pourtant.

M. Skelly: Elles sont excellentes. Je n'aurai pas à les poser moi-même.

Mme Blondin: Je savais que vous seriez d'accord avec moi.

M. O'Neil: Je vais vous donner quelques autres renseignements de base au sujet du logement. Je m'excuse du fait que ces renseignements ne soient pas à jour. Le problème qui se pose, c'est que nous devons nous fier à des

[Texte]

other kinds of government collected statistics is that they are older information. This is 1981 census data. The publication date on it down here at the bottom is from a report that was published in 1987. The time lag with a lot of these things is not something that we can control. As a sort of small aside, I guess, part of the problem here is the money available for research to stay current and to have information that's directly relevant to social policy.

What this says is that in 1981 the percentage of households in aboriginal communities across the country lacking bathrooms, more than one person per room, lacking central heating and needing major repairs, without going into all the detail, varied in different parts of the country but the Northwest Territories, Saskatchewan and Manitoba were particularly poorly represented. I'll use Manitoba because I've a few other things to show you, some trends.

In Manitoba, on-reserve houses lacking adequate sewage facilities in 1981 totalled nearly 55%. That's nearly half the housing in that time period with poor sewage facilities. The same kind of conditions with crowding; 50% of the houses were considered overcrowded by the sort of international standards. Heating and major repairs reflected the same sort of general poor conditions of houses.

One would hope that in 10 years there's been some improvement, and there has been some improvement, but the problem is still quite serious. The top graph here shows national figures for remote, rural, urban aboriginal communities reflecting the total. Again, this is 1987. This is based on 1981 data but this sort of summarizes the previous graphs and shows that nationally in remote and isolated aboriginal communities almost 50% lacked proper sewage facilities and almost 50% could be considered overcrowded.

Look at the 1986 census data, again keeping in mind that census data up until recently in aboriginal communities were not particularly good and probably underrepresent the problem because the more remote and isolated communities weren't included in the 1981 and 1986 census. In Manitoba you can see that the percentage of houses considered to be overcrowded has only dropped from about 48% to 42%. In five years there has not been much improvement. The same is true in other parts of Northwest Territories. Crowding is a major problem; 60% of the houses in 1986 were considered overcrowded.

The most recent information that I have for Manitoba, again one would hope that by 1991 things had improved, reflects 1990 data for Manitoba Indian reserves. This is a different kind of information but, as you can see, 51% of all housing units in Manitoba Indian communities had other than approved sewage system. This refers to outhouses and to toilets outside the housing unit, which by international standards are considered substandard. Unfortunately, I don't have crowding figures for Manitoba, but you'd find that they haven't changed all that much either in the last five years.

[Traduction]

renseignements qui sont recueillis lors des recensements, et c'est pourquoi il y a toujours un décalage. Les renseignements que je vous donne datent du recensement de 1981, même si le rapport a été publié en 1987. Nous n'y pouvons rien. Soit dit en passant, on manque de fonds pour actualiser l'information qu'on possède à propos des politiques sociales.

Voici les catégories de renseignements: pourcentage des maisons dans les collectivités autochtones où il n'y avait pas de toilettes, où le nombre d'occupants excédait le nombre de pièces, où il n'y avait pas de chauffage central et où il fallait procéder à des réparations majeures. La situation varie d'un endroit à l'autre, mais elle était plutôt mauvaise dans les Territoires du Nord-Ouest, la Saskatchewan et le Manitoba. Mes exemples vont porter sur le Manitoba.

Au Manitoba, près de 55 p. 100 des maisons situées à l'extérieur des réserves n'étaient pas reliées à l'égout. Cela représente près de la moitié des maisons. Selon les normes internationales, 50 p. 100 des maisons étaient aussi surpeuplées. Le chauffage et l'état général des maisons laissaient aussi à désirer.

Il est à espérer que la situation s'est améliorée depuis 10 ans, et c'est le cas, mais le problème demeure grave. Dans le haut du graphique, on donne les chiffres nationaux qui s'appliquent aux régions éloignées, aux régions rurales, aux régions urbaines et aux collectivités autochtones. Ces chiffres, qui remontent à 1981, ont été publiés en 1987. On constate que dans les collectivités autochtones, près de 50 p. 100 des maisons n'étaient pas reliées à l'égout et près de 50 p. 100 étaient surpeuplées.

Prenons les données du recensement de 1986. Il ne faut pas oublier que les données recueillies au sujet des collectivités autochtones dans le cadre des recensements n'étaient pas très fiables jusqu'ici et ne reflétaient sans doute pas exactement la situation. En effet, on n'a pas recueilli de renseignements touchant les localités éloignées au cours des recensements de 1981 et de 1986. Au Manitoba, vous constaterez que le pourcentage des maisons surpeuplées a très peu diminué sur cinq ans, passant de 48 p. 100 à 42 p. 100. La même chose vaut dans les Territoires du Nord-Ouest. Le surpeuplement des maisons constitue un problème majeur, puisque 60 p. 100 des maisons étaient considérées surpeuplées en 1986.

Les données les plus récentes que je possède au sujet des réserves indiennes du Manitoba datent de 1990. Il est à espérer que la situation s'est améliorée depuis lors. Vous constaterez que 51 p. 100 des logements dans les collectivités indiennes du Manitoba n'avaient pas un système d'égout réglementaire. Cela signifie que la toilette était située à l'extérieur du logement, ce qui contrevient aux normes internationales. Je n'ai pas de chiffres à vous donner au sujet du surpeuplement des logements au Manitoba, mais la situation ne s'est pas beaucoup améliorée au cours des cinq dernières années.

[Text]

What I do have for the Northwest Territories is from a recent study that we are still analysing. This is from a study known as the Keewatin health assessment. We collected household information as well as health information in the Keewatin region. This is going to take a bit of a leap here to get a sense of what the crowding situation is but these are the average number of people per household in all the Keewatin communities. This ranges from a low in Rankin Inlet, where probably the housing situation is slightly better than in some of the other communities, from 3.9 people per household, to a high in the two smaller communities of Repulse Bay with almost seven people per house and Sanikiluaq of six people per house.

• 1615

For comparative standards, Churchill, Manitoba, where we conducted the same study, which is largely a non-aboriginal community, has an average mean people per house of 2.7. This gives you a sense comparatively of the number of people in the houses between Keewatin communities and at least Churchill.

This graph gives the number of rooms per house by communities. As you can see, the range here is in the 2.88 to 4 rooms per household.

In every situation the number of rooms per household in every community 3.54; the number of people per household on the other side over here 3.9, 3.82 to 5.0, 3.83 to 3.8 is not bad in that particular community, 4.21 rooms, 6.7 people, almost twice as many in that situation. Coral Harbour 2.88 rooms, 4.6 people.

It is a little bit hard to interpret, but essentially the crowding situation in Keewatin households is well above the internationally accepted standard of one person per room. This indicates that in some communities, particularly when you look at Sanikiluaq down here, for example, 3.36 rooms, 6 people per household, the average in that community is almost twice as many people as the number of rooms. So the crowding situation in that particular community is severe.

Those figures don't reflect the real situation, which in fact is that in some households the crowding would be perhaps four or five times what the average is. That's an average over the entire community, including government housing and a whole range of housing. In fact, some of the housing units in some of those communities would have situations of crowding much in excess of what those figures suggest.

I think the Northwest Territories has shown significant improvements in the last five years with the Northwest Territories Government attempting to upgrade the general level of sewage facilities particular in the communities.

The easiest way to read this is ignore all the detail and just read sort of roughly across the bottom. The first bar represents the number of households that still have the honeybucket system which is basically a pail with a plastic bag in it for removal of human sewage from the household. The second one is those households which essentially still have to empty what is known as grey water, which is water from showers and sinks, directly onto the ground rather than into a

[Translation]

Nous examinons toujours une étude récente portant sur la situation dans les Territoires du Nord-Ouest. Il s'agit de l'étude de santé de Keewatin. Nous avons recueilli des renseignements sur les conditions de vie ainsi que sur la santé des habitants de la région de Keewatin. Il sera peut-être un peu difficile d'établir quelle est la situation en ce qui touche le surpeuplement des logements à partir de ces données, mais voici le nombre moyen d'occupants par logement dans les communautés de la région de Keewatin. On trouve le chiffre le plus bas à Rankin Inlet, où la crise du logement est un peu moins mauvaise que dans d'autres localités, soit 3,9 personnes par logement, et le chiffre le plus élevé dans les deux plus petites localités de Repulse Bay où il y a presque 7 personnes par logement et à Sanikiluaq, où il y en a 6.

Pour comparer, nous avons fait une étude semblable à Churchill au Manitoba qui est une localité surtout composée de non-Autochtones. Là, il y a en moyenne 2,7 personnes par logement. On peut ainsi comparer les chiffres du district de Keewatin et ceux de Churchill.

Voici un graphique qui donne le nombre de pièces par logement dans chaque localité. Comme vous voyez, ici, il y a entre 2,88 et 4 pièces par logement.

Là, le nombre de pièces par logement est de 3,54 dans chaque localité; le nombre de personnes par logement, ici, de 3,9, entre 3,82 et 5; autour de 3,8, ce n'est pas mal pour cette localité-ci. Ici, 4,21 pièces et 6,7 personnes, c'est-à-dire presque le double. À Coral Harbour, il y a 2,88 pièces et 4,6 personnes.

Les chiffres sont un peu difficiles à interpréter, mais on peut dire que le nombre de personnes par logement dans le Keewatin dépasse largement la norme internationale d'une personne par pièce. Cela signifie que dans certaines localités, notamment à Sanikiluaq, en bas ici, où il y a 3,36 pièces et 6 personnes par logement; autrement dit, dans cette localité, il y a presque 2 personnes par pièce, soit le double de la norme. Le problème du surpeuplement des logements y est donc particulièrement grave.

Ces chiffres ne reflètent pas la réalité, puisque, dans certains logements, il peut y avoir jusqu'à 4 ou 5 fois plus de personnes que ne l'indique la moyenne. Ces chiffres représentent une moyenne pour toute la localité, ce qui comprend les logements gouvernementaux et toute une gamme d'habitations. D'ailleurs, certains des logements y sont beaucoup plus peuplés que ne le laissent croire tous ces chiffres.

Depuis cinq ans, il y a eu une amélioration sensible dans les Territoires du Nord-Ouest parce que le gouvernement des Territoires tente d'améliorer les égouts, surtout dans les localités.

Pour lire ce graphique, le plus simple c'est de faire abstraction des détails et de lire seulement le bas. La première barre représente le nombre de logements qui en sont encore au seau, dans lequel on place un sac de plastique, pour les excréments humains. La deuxième indique le nombre de logements où il faut encore que les eaux ménagères, c'est-à-dire l'eau des douches et des éviers, se déversent directement dans le sol plutôt que dans un système

[Texte]

sewage system. You can see ranges varying from community to community, with Sanikiluaq and the smaller communities of Repulse Bay and Coral Harbour still being the highest. It ranges from about 8% up to almost 20% of households that have inadequate sewage facilities and waste water facilities.

I think this kind of pattern would be fairly general, certainly across the Northwest Territories and probably worse south of 60. This shows the number of households that have a working bathtub or shower again in the various Keewatin communities and washing facilities obviously closely linked to general hygiene and various kinds of skin infections and other health conditions. As you can see, it ranges quite significantly, with Whale Cove showing the worst situation. The numbers over here on the side start at about 84%, so it's not as bad as it might appear, but Whale Cove means roughly almost 20% of the houses don't have working shower facilities or bathtub facilities, up to a situation where in Rankin—

• 1620

The Chairman: Fifteen percent.

Dr. O'Neil: Roughly 15%, right. Well, almost 20%. It's actually 17%.

The Chairman: The chart tends to exaggerate.

Dr. O'Neil: Yes, that's true. The chart is exaggerating differences, and the situation isn't as bad as I suggested with the aboriginal communities south of 60 in the provinces, in the previous graphs, but still anywhere from about 8% to about 17% of communities in the Keewatin region don't have adequate water and sewage facilities. That's the situation as best as I can represent it from the material that is available to us.

What I'd like to review briefly is the issue that was raised earlier of the social and cultural value of housing and how that relates to mental health and general well-being. There has been a very powerful study done in Grassy Narrows in northwestern Ontario with which you may be familiar. Anastasia Shkilnyk wrote a book called *The Poison Stronger than Love*, which, if you haven't read it, I think would be very relevant to the issues facing this committee, where she looks at what happened with a reserve when the entire population was moved into a new community, with a new set of housing on which very little community input had been solicited as to how the housing should be arranged and where people should live in the community.

To summarize quickly, because I realize I've gone on quite a bit longer than you probably were interested in having me go on, she essentially argues that the alcohol abuse rates, family violence abuse in the households, and a lot of other very serious health and social conditions currently reflected in that community were the direct result or were particularly caused by housing which didn't take into account preferences for things like extended families living in the same house,

[Traduction]

d'égouts. Vous voyez que les échelles varient d'une localité à l'autre, Sanikiluaq et les plus petites localités de Repulse Bay et de Coral Harbour en ayant encore le plus grand nombre. L'échelle varie donc de 8 p. 100 jusqu'à près de 20 p. 100 des ménages qui n'ont pas de services acceptables d'égouts pour les eaux usées.

La même chose se retrouve presque partout dans les Territoires du Nord-Ouest, et ce serait probablement pire au sud du soixantième. Ceci montre le nombre de ménages où il y a une baignoire ou une douche utilisable, dans les diverses localités du Keewatin, et évidemment, il y a étroite corrélation entre les installations sanitaires et l'hygiène, diverses maladies cutanées et d'autres problèmes de santé. Comme on peut voir, il y a des divergences énormes et c'est à Whale Cove, que c'est le pire. Les chiffres ici, sur le côté, commencent à environ 84 p. 100, donc ce n'est pas aussi mauvais qu'on pourrait le croire à première vue, mais à Whale Cove, cela signifie que presque 20 p. 100 des logements n'ont ni douche ni baignoire utilisables, alors qu'à Rankin. . .

Le président: Quinze pour cent.

M. O'Neil: C'est exact, à peu près 15 p. 100. C'est plus proche de 20 p. 100. En fait, c'est 17 p. 100.

Le président: Le tableau exagère un peu.

M. O'Neil: C'est vrai. Le tableau amplifie les écarts et la situation n'est pas aussi grave que je l'ai dit dans les localités autochtones au sud du soixantième, dans les provinces, comme le montraient les graphiques précédents. Néanmoins, de 8 à 17 p. 100 des localités du district de Keewatin n'ont pas un bon service d'aqueducs et d'égouts. C'est le meilleur tableau de la situation que je puisse vous brosser à partir des données dont je dispose.

Je vais maintenant vous exposer brièvement la valeur socioculturelle de l'habitation et son rapport avec la santé mentale et le bien-être général. On en a parlé tout à l'heure. À Grassy Narrows, dans le nord-ouest de l'Ontario, on a fait une étude très révélatrice que vous connaissez peut-être. Anastasia Shkilnyk a écrit un livre intitulé *The Poison Stronger than Love*, qui, si vous ne l'avez pas lu, serait une oeuvre très pertinente à votre sujet d'étude. Elle y expose ce qui est arrivé à une réserve dont toute la population a été installée dans une nouvelle localité, dans des logements flambants neufs construits sans qu'on ait consulté la population sur leur plan et leur emplacement.

Bref, car je me rends bien compte que j'ai pris plus de temps que prévu; elle prétend en gros que le taux d'alcoolisme et de violence familiale, ainsi que tous les autres graves problèmes de santé et de société qu'on retrouve maintenant dans cette collectivité, découlent directement de ces logements qui ne tiennent pas compte des préférences de leurs occupants, par exemple la famille étendue qui vit ensemble, dans la même maison; l'orientation des maisons

[Text]

things like orientation in terms of traditional cultural ideas that houses should be oriented to the direction of the compass or the directions in nature, issues such as extended families and different generations living in housing that was clustered together, and rather than being in traditional clan groupings, being mixed together in the community.

She essentially talks about the breakdown in the community as being directly linked to a failure to recognize important social principles in the arrangement of housing and the way in which people live in that housing.

Just to conclude, in the *Annual Review of Public Health*, which is an international reference that anyone working in the field of public health uses to identify current research, current knowledge in the field of public health, there's a review paper titled "Environment, Society and Health". The authors of that particular paper identified three new risk factors of increasing significance in understanding health conditions throughout the world, not just in aboriginal communities but I think they apply particularly in the aboriginal situation.

Those three risk factors which are in the report, if you want to look at them in more detail, are the destruction in meaningful social relationships or the absence of meaningful social relationships; second, a prevalence or an increase in low self-esteem and lack of control over the daily requirements of existence, and third, a feeling of being disconnected from cultural heritage and continuity with cultural heritage. The authors of that paper talk about housing as having a major role to play in mediating those risk factors as causes of ill health in communities generally, and particularly in aboriginal communities.

Rather than being on the physical condition of housing, although that's still something that needs to be addressed, I think the current focus on the social and cultural meaning of housing is something that researchers internationally are looking at in more detail. I think it's particularly relevant in the area of aboriginal housing.

• 1625

The Chairman: Thank you, Dr. O'Neil.

Mr. Skelly, you've been so patient with us.

Mr. Skelly: I don't have any questions at the moment, but I do thank you for that. I just wanted to follow the presentation to its conclusion.

Mr. Anawak: It's good to see you here. On the issue of overcrowding, there is also a distinct difference between... I'm not sure how to phrase this. When you were talking about the overcrowding, the number of houses in each community, did that include the government staff housing?

Dr. O'Neil: Yes.

Mr. Anawak: So the figures are not quite as accurate as they—

[Translation]

d'après les points cardinaux ou la nature, selon la tradition culturelle; la famille étendue où plusieurs générations qui vivent dans des logements différents mais regroupée au même endroit; aussi les gens logés tous ensemble dans la collectivité au lieu d'être regroupés selon le clan, comme le veut la tradition.

Elle affirme en essence que la dégradation de la collectivité est directement reliée au fait qu'on n'ait pas tenu compte de principes sociaux importants pour la disposition des logements et la façon dont les gens y vivent.

En terminant, la publication *Annual Review of Public Health* est un ouvrage international de référence que consulte quiconque travaille dans le domaine de la santé publique en vue de savoir quelles sont les recherches en cours et quelles sont les découvertes les plus récentes dans le domaine. On y trouve une étude intitulée «Environment, Society and Health» dont les auteurs ont trouvé trois nouveaux facteurs de risque de plus en plus importants pour comprendre l'état de santé des populations partout dans le monde. Cela ne vaut pas seulement pour les localités autochtones, mais je crois que leurs conclusions valent tout particulièrement dans leur cas.

Ces trois facteurs de risque sont la destruction ou l'absence de relations sociales positives, la prévalence du manque d'amour-propre et de contrôle sur les besoins quotidiens de l'existence, et enfin le sentiment d'être dissocié de son patrimoine culturel. Vous voudrez peut-être jeter un coup d'oeil à l'étude. Les auteurs disent que le logement sert énormément à tempérer ces facteurs de risque pour la santé des collectivités en général et des collectivités autochtones en particulier.

Au lieu de se concentrer sur l'organisation matérielle de l'habitation, même s'il y a encore des problèmes à régler à ce sujet, je crois que, partout dans le monde, les chercheurs s'intéressent de plus en plus à la signification sociale et culturelle du logement. Je crois que c'est particulièrement pertinent pour le logement autochtone.

Le président: Merci, monsieur O'Neil.

Monsieur Skelly, vous avez été tellement patient.

M. Skelly: Je n'ai aucune question à poser pour le moment, mais je vous remercie de cette attention. Je voulais quand même entendre l'exposé jusqu'au bout.

M. Anawak: Je suis content de vous voir. Au sujet du surpeuplement, il y a aussi une différence très nette entre... je ne sais pas comment formuler ma pensée au juste. Quand vous avez parlé du surpeuplement, du nombre de logements dans chaque localité, est-ce que cela comprenait les logements occupés par les fonctionnaires?

M. O'Neil: Oui.

M. Anawak: Donc cela a pu fausser les chiffres quelque peu...

[Texte]

Dr. O'Neil: They're just an average, you're right.

Mr. Anawak: In a place like Repulse Bay there are about seven government staff houses, which are mostly three bedroom units—

Dr. O'Neil: With one or two people living in them.

Mr. Anawak: —with one or two people living in them. If you take away the seven government staff houses from the northern rental houses that are already there, the figures are even higher in terms of overcrowding. I just wanted to . . .

Dr. O'Neil: Yes, and that's an average. Those figures also hide the extreme end of that continuum, where you might have a dozen houses in a community like that with perhaps three or four people per room—really severe overcrowding issues.

Mr. Anawak: Yes, and the other thing to remember is that because of the climate, a house in the north has a lifespan of only about 20 years or so, so a 15-year-old house is already a very old house and a lot of work has to go into it. Often not as much work goes into it as is required because there is not enough money for the upkeep and repairs. So the tenant or owner still maintains it as a house when it really should be replaced, but there is not enough funding from governments to replace those houses.

They keep going until such time as they're uninhabitable, and sometimes the housing corporation will go out and sell those houses to . . . I have bought a house and refinished it. But people who already have a shortage of housing also have to live in substandard houses. Especially in Keewatin, in Arviat, there are still some match boxes being lived in, which have absolutely no plumbing. They still have a 45-gallon drum. That was part of the reason there was that E-coli 0157 this past summer.

Dr. O'Neil: That's a good point, because I think the overcrowding issue is forcing people to continue to live in houses that don't have adequate sewage and running water. The community would just as soon close those houses down, turn them into warehouses or whatever and not have people living in them, but because conditions are so crowded in the houses that have decent sewage and water, people continue to live in that 10% to 17% of houses that are substandard in terms of sewage and water supplies.

Mr. Anawak: The other thing is that because of the fast aging factor in the houses, the insulation is not very good. This drives up the cost of heat and power, which still has to be paid for. Because they're public rental they're paid for by the government, which in turn says they're putting more into the upkeep than capital, so there's less money for the capital because they have to put more money into paying for the power, electricity, hydro.

• 1630

So it's like a dog chasing its tail. It never quits—although just in the past session of the legislative assembly they decided to do a revamping of the housing corporation. This might improve something somewhat, but I think there has to be recognition that in most cases the housing that is up there is substandard.

[Traduction]

M. O'Neil: Vous avez raison, ce n'est qu'une moyenne.

M. Anawak: Dans des endroits comme Repulse Bay où il y a à peu près 7 logements pour les fonctionnaires, et que ces maisons ont généralement trois chambres à coucher. . .

M. O'Neil: Où une ou deux personnes seulement vivent.

M. Anawak: . . . alors que seulement une ou deux personnes y vivent. Si l'on fait abstraction de ces 7 logements de fonction pour ne compter que les logements locatifs des territoires, le surpeuplement serait encore pire. Ce que je voulais. . .

M. O'Neil: Oui, et c'est une moyenne. Les chiffres masquent les extrêmes. Par exemple, il peut y avoir une dizaine de maisons dans une localité où il y a peut-être 3 ou 4 personnes par pièce. Le problème du surpeuplement y est vraiment aigu.

M. Anawak: Oui, et il ne faut pas oublier non plus qu'à cause du climat, une maison dans le Nord ne dure qu'une vingtaine d'années. Autrement dit, une maison qui a 15 ans est vraiment très vieille et a besoin de beaucoup de réparations. Souvent, on ne fait pas tout ce qui est nécessaire parce qu'on n'a pas les moyens de faire à la fois l'entretien et les réparations. Ces maisons continuent d'être occupées même si elles devraient en fait être démolies. Malheureusement, les gouvernements ne donnent pas assez de subventions pour qu'on puisse en construire de nouvelles.

Les maisons sont habitées jusqu'à ce qu'elles deviennent totalement insalubres et parfois même, la société du logement vend ces maisons à . . . J'en ai acheté une que j'ai retapé. Mais quand il n'y a pas assez de logements pour répondre à la demande, les gens sont obligés de vivre dans des maisons en mauvais état. C'est vrai surtout dans le Keewatin et l'Arviat où beaucoup vivent encore dans des petites cabanes où il n'y a pas l'eau courante. Les gens ont encore un réservoir de 45 gallons. C'est ce qui explique en partie la diarrhée colibacillaire de l'été dernier.

M. O'Neil: Vous avez raison, parce que je crois qu'effectivement, à cause du surpeuplement, les gens sont obligés de continuer à vivre dans des maisons sans égouts et sans eau courante. Il vaudrait mieux que les gens se servent de ces maisons comme entrepôts, mais pas pour y vivre. Malheureusement, il y a déjà tellement de monde dans les maisons qui ont l'eau courante et des égouts, que l'on continue à habiter dans les 10 à 17 p. 100 de maisons qui ne sont pas conformes aux normes.

M. Anawak: De plus, parce que les maisons vieillissent rapidement, l'isolation n'est pas toujours suffisante. Cela augmente énormément le coût du chauffage et de l'électricité qu'il faut payer. Comme les logements appartiennent à la société d'habitation, c'est le gouvernement qui paie les comptes; et comme celui-ci investit plus dans l'entretien que dans le bâtiment même et qu'en plus il doit payer plus cher pour l'électricité, il ne reste pas grand-chose pour le reste.

On tourne en rond. Lors de la dernière session de l'assemblée législative, on a décidé de restructurer la Société d'habitation. Les choses vont peut-être s'améliorer un peu, mais je crois qu'il faut admettre que, dans la plupart des cas, les maisons dans le Nord ne répondent pas aux normes.

[Text]

The other part is that the housing corporation is always coming up with some new ideas of what to put in the new houses, which in some cases really is not quite necessary, the latest gadgets. We want houses with four walls, rooms, a heater, and good insulation—practical houses.

The Chairman: Who's coming up with these specifications?

Mr. Anawak: In our case, every year the Housing Corporation of the Northwest Territories comes up with new ideas: new designs, new additions in terms of alarms—I don't know if they've come to the point of alarm systems in each house, I hope not—new gadgets.

Not only do we sometimes not have the necessary personnel to maintain those houses, but it also takes away the opportunities of people in the communities to work on those houses, because the systems they're putting into the new houses are so sophisticated that you have to import the tradespeople to deal with the heating system, the plumbing system, and all the other things. So not only are we getting houses that are not necessarily suited to the north, but also the northerners are not getting the jobs, because you have to import the tradespeople.

When you're looking at housing, you have to look at all sorts of things that would affect a community like Repulse Bay. You've been there. As I mentioned before, we have what we call suspended basements, where the basement is above ground and therefore it's like two storeys. These are large houses, basically, where one teacher lives, when there are 13 people living in a three-bedroom house down the street, or maybe across the street.

I thank Dr. O'Neil for coming here and giving us some of these things.

I'm sorry that I was not here when you were deciding where you are going to go, but we're not finalized on that yet, are we?

The Chairman: We missed you.

Mr. Anawak: Thank you.

Mr. Skelly: I was interested in what came out at the end of your report. You indicated that physical factors are important: overcrowding, how sewage is taken care of, water, garbage, enclosed storage, people per room, etc. At the end you mentioned some other risk factors to human health: destruction of meaningful social relationships, control over daily life, self-esteem, and these kinds of things.

Have you determined what the balance is in terms of how these factors cause social or family dysfunction? Which plays the greater role? Has your study or have other studies in Canada or the international studies to which you referred determined what the balance is between the physical inputs and what you called the new risk factors?

Dr. O'Neil: It's perhaps not in as tight a fashion as we would like in the sense of being able to draw a direct causal link between those kinds of social conditions and social health problems in the community. We're seeing an incredible rise

[Translation]

En outre, la Société d'habitation pense toujours à mettre des nouveautés inutiles dans les maisons neuves. Ce sont des gadgets. Nous voulons des maisons qui ont quatre murs, plusieurs pièces, qui sont bien chauffées et bien isolées—des maisons pratiques.

Le président: Qui établit les devis?

M. Anawak: Pour nous, chaque année la Société d'habitation des Territoires du Nord-Ouest trouve de nouvelles idées: de nouveaux plans, de nouveaux accessoires comme des systèmes d'alarme—j'espère qu'on n'en est pas arrivé à installer un système d'alarme dans chaque maison—de nouveaux gadgets.

Non seulement on n'a pas toujours le personnel qu'il faut pour entretenir ces maisons, mais en plus les gens ne peuvent pas faire l'entretien ou les réparations eux-mêmes parce que les systèmes sont trop compliqués. Il faut donc faire venir des ouvriers spécialisés pour réparer le chauffage, la plomberie, etc. Non seulement donc on nous fournit des maisons qui ne conviennent pas nécessairement dans le Nord, mais en plus, ce ne sont pas les habitants de la région qui profitent des emplois que cela crée, parce qu'il faut importer des ouvriers spécialisés.

Quand on pense au logement, il faut penser à tout ce qui est important dans un endroit comme Repulse Bay. Vous y êtes allé. Je l'ai déjà dit, il y a ce que nous appelons des maisons suspendues, c'est-à-dire que la cave n'est pas dans la terre, ce qui donne l'impression que la maison a deux étages. Ce sont généralement de grandes maisons où vit un professeur, alors qu'à côté, 13 personnes vivent dans une seule maison qui n'a que trois chambres à coucher.

Je remercie M. O'Neil d'être venu nous donner ces renseignements.

Je suis désolé de ne pas avoir été là au moment où vous avez décidé de votre calendrier, mais il n'y a encore rien de définitif, n'est-ce pas?

Le président: Vous nous avez manqué.

M. Anawak: Je vous remercie.

M. Skelly: Je m'intéresse à ce que vous avez dit à la fin. Vous avez dit que les facteurs physiques étaient importants. Le surpeuplement, les égoûts, l'eau, les déchets, les espaces de rangement, le nombre de personnes par pièce, etc. À la fin, vous avez mentionné d'autres facteurs de risques pour la santé des personnes: la destruction des relations sociales positives, le contrôle de la vie quotidienne, l'amour-propre, etc.

Avez-vous déterminé quel équilibre est rompu lorsque ces facteurs entraînent le dysfonctionnement de la société ou de la famille? Quel facteur est le plus important? Est-ce que votre étude ou d'autres études menées au Canada ou à l'étranger ont réussi à établir quel était le point d'équilibre entre les détails matériels et ces nouveaux facteurs de risques?

M. O'Neil: Nos études ne sont pas aussi poussées qu'on le souhaiterait puisque nous sommes encore incapables d'établir un lien causal direct entre les conditions de vie et les problèmes de santé dans les collectivités. Nous avons constaté

[Texte]

in health problems related to the social conditions in the communities: the family violence, the accidents, the alcohol-related problems and the child abuse. Those kinds of problems are the major problems in aboriginal conditions now. Infectious diseases and respiratory diseases are still problems but they've been brought under much greater control.

As to the causes for those problems, it would be very difficult to be able to measure in a very careful or rigorous way how much of those problems were related to lack of economic opportunities in the community and how much were related to a feeling of powerlessness in a general way.

I think some studies have shown the conditions of family life where people are extremely overcrowded, the house is essentially in a state of dramatic disrepair and there's no sense that the house reflects cultural values. I would refer you again to Shkilnyk's study on the Grassy Narrows situation. In many Indian communities where there's a strong traditional cultural revival they're orienting many of the buildings under their construction, such as schools, treatment centers and health centers, along a traditional east-west axis. The colours and spatial arrangements in those buildings are according to traditional cultural values as a way letting your environment reflect who you are and how you see yourself in the future.

As yet, housing has been somewhat resistant to that because the emphasis has been on increasing the supply of housing units. Overcrowding is important, but just increasing the supply of housing units and making sure they've all got running water still doesn't meet that last requirement of having a house that reflects the senses of value and purpose in people's lives.

I think the problem is one that's very hard to actually point to a study and say this study shows that by improving the cultural lay-out or the extent to which a house reflects cultural values there's a dramatic increase in health in that community. There is nothing that really does that.

What we can say is to point to those studies that really show major problems in the social life of the community. Then we can look at houses that are regarded by people in those communities as just basically shelters without any other sort of redeeming value. Then you make the association that housing is a major implication and so on. That's the best we can do from a scientific point of view, I think.

Mr. Skelly: We went to the community of Sequodie on Vancouver Island. People were moved to that area from their home communities for administrative convenience to get them closer to schools and hospitals. According to their reports, moving them to that new community was absolutely devastating to their families and to their society. In part it was due to housing because the housing that was promised by the government was never delivered. They were forced to live on fish boats and so on.

I gather there are other examples too, like the Davis Inlet Innu who were forced out from the head of an inlet to an island. Now they're talking about moving back. But they're very concerned that if they move back to the

[Traduction]

une augmentation incroyable des problèmes de santé reliés aux conditions de vie: la violence familiale, les accidents, les problèmes liés à l'alcoolisme et les enfants maltraités. Ces problèmes sont très graves chez les Autochtones en ce moment. Les maladies infectieuses et les maladies respiratoires font encore problème, mais elles sont mieux maîtrisées maintenant.

Quant aux causes de ces problèmes, il serait très difficile de mesurer rigoureusement ce qui est imputable à l'absence de travail lucratif et ce qui doit l'être à un sentiment général d'impuissance.

Certaines études ont montré que les maisons où les gens vivent entassés les uns sur les autres sont délabrées et ne reflètent absolument pas les valeurs culturelles. Je vous renvoie encore une fois à l'étude de M^{me} Shkilnyk à propos de Grassy Narrows. Dans beaucoup de collectivités indiennes où il y a une renaissance de la culture traditionnelle, la plupart des bâtiments en construction comme les écoles, les centres de traitements, les cliniques, sont orientés selon l'axe traditionnel est-ouest. Les couleurs et les espaces sont arrangés conformément aux valeurs culturelles traditionnelles selon lesquelles l'environnement doit refléter qui vous êtes et comment vous vous projetez dans l'avenir.

Pourtant, ce n'est pas encore le cas pour les logements parce qu'on s'intéresse d'abord à augmenter leur nombre. C'est important de régler le problème du surpeuplement, mais ce n'est pas en construisant plus de logements avec l'eau courante qu'on aura une maison reflétant les valeurs de ceux qui y vivront.

Le problème, c'est qu'on a du mal à trouver une étude démontrant qu'en disposant les pièces pour refléter les valeurs culturelles des occupants, on améliore de façon spectaculaire la santé de ceux-ci. On n'a pas de preuves.

Ce que nous pouvons faire, c'est montrer les études sur les grands problèmes de société de ces collectivités. Ensuite on peut s'intéresser à l'habitation des gens de ces collectivités pour lesquelles les maisons ne sont que des abris sans aucune valeur. Ensuite on peut faire le lien entre le logement et le reste. C'est le mieux qu'on puisse faire du point de vue scientifique.

M. Skelly: Nous avons visité la localité de Sequodie dans l'île de Vancouver. On a obligé les gens à quitter leur localité d'origine pour s'y installer afin de les rapprocher des écoles et des hôpitaux. C'est uniquement pour accommoder l'administration. D'après les rapports, ce déménagement a eu un effet catastrophique sur les familles et sur la société. C'est en partie imputable aux logements que le gouvernement a promis mais n'a jamais construits. Les gens ont été obligés de vivre sur des bateaux de pêche, etc.

Il y a d'autres exemples aussi, par exemple les Innu de Davis Inlet que l'on a obligés à aller s'installer dans une île. Il est question de les ramener à leur localité d'origine. Cependant, ils craignent qu'en retournant sur le continent,

[Text]

mainland and get all new housing and facilities and eliminate all of the physical problems, unless the causes of their social problems are taken into consideration through a study or something, then they're going to be in brand-new houses but with the same old problems.

• 1640

Have you studied examples where aboriginal communities were moved, they put in new housing, yet suffered the same problems?

Dr. O'Neil: In fact, the study I've referred to, Anastasia Shkilnyk's study of Grassy Narrows, shows that is essentially what happened. The old community, which had emerged in a fairly traditional way, historically, i.e., it was a traditional place where people camped and fished along the shores of the lake so houses had developed on a random basis, was determined to be unhealthy because an adequate sewage system couldn't be installed, due to the land being rocky and the water table very low. There was too much of a possibility that the water supply would be contaminated by putting in a sewage system. So Indian and Northern Affairs essentially built a new town and moved people into the new town.

Now, the new town was built without any consultation regarding the kinship patterns in the old community, the family groupings, the access to water for fishing, and the equal access to water. One of the factors the author talks about in the study is that it was important for people to have clear sightlines from their houses, because of traditional concerns about sorcery and so on; thus it was important to know who was approaching one's house and who was visiting. In the new town that was built those traditional sightlines were ignored, so there were houses in front of other houses, blocking views, and families were mixed together helter-skelter. So a lot of anxiety resulted about who was a neighbour and there wasn't the sense of family cohesiveness that applied in the old situation.

So while the people were moved into a new town, which had good drinking water, good sewage systems, and the houses were less crowded and of a better quality, there was a dramatic increase in alcohol-related accidents, violence, and other indicators of social health problems in that community. The author shows this quite clearly in her study.

Mr. Reid: That situation is not unique in aboriginal communities. The relocation that occurred in Newfoundland during the 1950s and 1960s had exactly the same results: dislocation, a huge increase in health problems, and alcoholism, which are exactly the same problems.

Mr. Skelly: I'm asking because this committee is looking at aboriginal housing, and up until now we've looked at the physical properties of this housing, such as the overcrowding, the sewage systems, and water systems, which are the very aspects you were talking about at the beginning of your presentation. But I'm wondering how you get to what you called the new risk factors.

Mr. Anawak: By asking the people.

[Translation]

on leur donne de nouvelles maisons et de nouvelles installations pour régler leurs problèmes de santé, mais en négligeant les causes de leurs problèmes sociaux, si bien qu'ils se retrouveront dans des maisons toutes neuves, mais avec les mêmes vieux problèmes.

Avez-vous étudié des cas de collectivités autochtones démenagées dans de nouvelles maisons, mais toujours affligées des mêmes problèmes?

M. O'Neil: En fait, l'étude de Grassy Narrows par Anastasia Shkilnyk dont je vous ai parlé, montre ce qui arrive. L'ancienne localité s'était implantée de façon assez traditionnelle et depuis longtemps. C'était un endroit où les gens venaient camper et pêcher le long des rives du lac. Les maisons y ont donc été construites au hasard. On a décidé que ces maisons étaient insalubres parce qu'il était impossible d'y installer des égouts, le terrain étant trop rocheux et le niveau hydrostatique trop bas. Les risques étaient trop grands que la nappe phréatique soit contaminée par l'installation d'un système d'égouts. Le ministère des Affaires indiennes et du Nord a donc construit une nouvelle bourgade où les gens ont démenagé.

Or, cette nouvelle bourgade a été construite sans consulter les gens au sujet des liens de parenté, des regroupements familiaux, de l'accès à l'eau pour pêcher. L'un des facteurs dont parle l'auteur, c'est l'importance pour ces gens d'avoir une vue dégagée depuis leurs maisons, à cause de certaines superstitions. Pour eux, c'était important de savoir qui s'approchait de la maison et qui venait leur rendre visite. Dans la nouvelle localité, on n'a pas tenu compte de cette vue; toutes les maisons côte à côte, devant, derrière, se bloquaient mutuellement la vue. De plus, on a regroupé pêle-mêle les familles. De savoir qui était le voisin créait de l'anxiété et on a perdu le sens de la famille qu'on avait avant.

Donc, malgré le déménagement dans des maisons neuves, mieux construites et moins surpeuplées, avec l'eau courante et de bons égouts, il y a eu une hausse spectaculaire du nombre d'accidents reliés à l'alcool, de la violence et des autres indicateurs de problèmes socio-affectifs. L'auteur le démontre clairement dans son étude.

M. Reid: Ce n'est pas particulier aux collectivités autochtones. Les déménagements imposés à Terre-Neuve dans les années 50 et 60 ont eu exactement les mêmes effets. Le démembrement, une hausse considérable des problèmes de santé, l'alcoolisme, exactement la même chose.

M. Skelly: Je pose la question parce que le comité étudie le logement des autochtones et jusqu'à présent, nous nous sommes intéressés aux caractéristiques matérielles de l'habitation, c'est-à-dire le surpeuplement, les systèmes d'égouts et d'aqueducs, les éléments-mêmes dont vous avez parlé au début de votre exposé. Je me demande pourtant comment on en arrive à ce que vous avez appelé les nouveaux facteurs de risque.

M. Anawak: En interrogeant les gens.

[Texte]

Mr. Skelly: The risk factors seem to relate to control over who does the building and how they do it. So I'm wondering what implications the situation you've described with regard to Grassy Narrows, for example, has for what we should be recommending in terms of how to actually deliver housing. What conclusions have you drawn? Or have you drawn any specific conclusions as to how housing is delivered?

Dr. O'Neil: That is a question that is linked in some sense to the current international thinking in the field of health promotion and public health, which is that a community's well-being is enhanced if that community is involved in decisions regarding all aspects of development in that community.

That's a very general response to your question, but I think that view has been borne out in numerous studies, internationally, which demonstrate that if you start an international aid project in Botswana, go in and install a new water supply, and don't consult the community, no one will use it. It's those kinds of aspects that matter.

Wherever you have a situation where people are consulted on how improvements should be made in their community, the resulting improvements in health—if that's what the project is related to—are always much better than if those decisions are made independent of the local community's decision-making involvement.

In housing, the other factor that the literature is now showing—and it doesn't take a scientist to say this, obviously—is that a person's home is one of the most important pieces of their entire well-being in their lives. A person's home is obviously related to their self-esteem, their sense of who they are, or their sense of continuity with past generations, their sense of culture and heritage, all those aspects.

The symbols of houses in this country, such as the snow houses, igloos, teepees, and the other traditional houses aboriginal people used, are still important symbols to their cultural identity. The need to recognize that in the design of houses, the lay-out of houses, the spacing of houses, the internal arrangements of rooms in houses, all those kinds of things, I don't think would be challenged by scientists anywhere as important contributors to the general mental health and well-being of families who occupy those houses.

• 1645

Obviously, the only way you get at those kinds of issues is by facilitating somehow that the houses being provided are to a large extent designed in ways that meet local priorities and preferences. In one situation that may be a Métis co-operative saying we can build houses much cheaper because we don't feel it is necessary to have permanent walls in those houses; our families change continually through the life cycle; we have one situation when children are young, another situation when they are older, and we wish to have houses where the internal partitions are easily moved and reflect changing. . . If that is what they see as a health-enhancing house, then I think those are the kinds of things you have to take into account.

Ms Blondin: Thank you for your presentation. You said you went on a bit, but I think we were all very interested in what you had to say. It was very informative.

[Traduction]

M. Skelly: Les facteurs de risque semblent se rattacher au contrôle de la construction des immeubles. Étant donné ce qui s'est passé à Grassy Narrows, par exemple, que devrions-nous recommander au sujet de la façon de construire les logements? Quelle conclusion en tirez-vous? Avez-vous tiré des conclusions précises sur la construction des logements?

M. O'Neil: C'est une question qui se rattache en un sens à la pensée internationale actuelle dans le secteur de la promotion de la santé et de l'hygiène publique, à savoir que le bien-être d'une collectivité est meilleur si celle-ci participe aux décisions concernant tous les aspects de son développement.

C'est une réponse très générale à votre question, mais ce point de vue se constate dans de nombreuses études à l'étranger démontrant que, par exemple, si vous lancez un projet d'aide internationale au Botswana et que vous allez y construire un nouvel aqueduc sans consulter les gens, personne ne va s'en servir. Ainsi, voilà le genre de détails dont il faut tenir compte.

Chaque fois que les gens sont consultés au sujet des améliorations à apporter dans leurs collectivités, la santé, si c'est ce que vise le projet—s'améliore toujours plus que si les décisions avaient été prises sans consultation.

Pour le logement, les études montrent maintenant qu'il y a un autre facteur—et on n'a pas besoin d'être un scientifique pour le découvrir—c'est que la maison est ce qui influe le plus sur le bien-être d'une personne. La maison a un rapport avec l'amour-propre, avec le sentiment d'appartenance aux générations précédentes avec la personnalité, la culture, le patrimoine, etc.

Les maisons qui ont valeur de symbole au Canada, par exemple les huttes de neige, les igloos, les tipis, et toutes les autres maisons traditionnelles dans lesquelles vivaient les autochtones, demeurent des symboles importants pour leur identité culturelle. Aucun scientifique ne contestera la nécessité d'admettre que le plan des maisons, leur agencement, la disposition des pièces, l'intervalle entre les maisons, toutes ces choses contribuent largement à la santé mentale et au bien-être des familles qui y vivent.

Évidemment, la seule façon d'y arriver, c'est de s'arranger pour que les maisons soient conçues en tenant compte des priorités et préférences locales. Une coopérative métisse peut par exemple fort bien décider de construire des maisons qui coûtent moins cher parce que les gens n'ont pas besoin de murs permanents à l'intérieur, les familles changeant continuellement au gré de la vie. On peut préférer des cloisons faciles à déplacer au besoin; en effet, les besoins ne sont pas les mêmes quand les enfants sont petits et quand ils grandissent. . . Si pour ces gens, c'est le genre de maison qui va leur faciliter la vie, alors il faut en tenir compte.

Mme Blondin: Je vous remercie de votre exposé. Vous pensez qu'il était trop long, mais ce que vous avez dit nous a tous vivement intéressé. C'était très instructif.

[Text]

We look at housing and we see a lot of negative implications, and there are problems. But there are some successes, which still have a few drawbacks. I want to share with you a couple from the area I work in.

For the elders in my riding in the Northwest Territories we have a senior citizens home that incorporates cultural preferences. In the community of Rae-Edzo we have a seniors home that has separate partitions, and in those partitions smoke-houses are incorporated into the whole building. There is a whole cultural area where you can have drum dances, you can have concerts, you can have community gatherings. Socializing is so important for these people, especially the elderly people. There is a common tea-room. Everything is made out of logs. In the smoke-houses they can cure and harvest their country foods the way they want.

So there are some attempts. But the only way it is achievable is by giving management and control of the design and construction to the people; not necessarily the construction but the design. When they incorporate those cultural preferences, it is magic; it works. I have been at the functions after the construction, and it is a harmonious community living setting. It is very good.

There are some in Fort Providence also. In Yellowknife there are probably more modern accommodations, but they are suitable for older people, senior citizens who like to socialize—a very important cultural aspect of northern life.

There is also the housing assistance program. I went to the community in Fort McPherson, where they are in various stages of construction. The main positive aspect of this is. . . By the way, I'm not with the government. I'm just sharing this with you.

The reason I like this is that with the housing assistance they give you a package. The problem is in the construction. Not everybody is equipped to build. But the main positive aspect is that it leads to ownership and control. Ultimately, when they are finished, they own it. It gives the community a real sense of well-being and accomplishment when a family finishes its home.

There are problems with it. I am not saying it is perfect. But the more the participation people have, the better it works. That is a point you have already stressed.

There is one problem right now. The Department of Indian Affairs and Northern Development is looking at a 3% cutback on housing. I think it has to be impressed on the minister and on the staff that this is unacceptable, because there is such a huge need, with the Bill C-31-ers.

That leads to my main question. I wanted to share some comments with you, but I also wanted to ask you a question. Just how bad is the housing need for the native population across Canada? Is it a crisis, or is it still manageable?

[Translation]

Au sujet du logement, il y a toutes sortes de considérations négatives et il y a des problèmes. Mais il y a aussi des réussites, même si certains inconvénients subsistent. Je vais vous en exposer deux de la région où je travaille.

Pour les anciens de ma circonscription des Territoires du Nord-Ouest, il y a un foyer pour personnes âgées qui tient compte des préférences culturelles. Dans la localité de Rae-Edzo, où il y a un foyer pour personnes âgées, il y a des locaux séparés intégrés à l'immeuble, notamment une boucanerie. Il y a aussi tout un endroit consacré aux activités culturelles comme les danses du tambour, les concerts, les réunions. Rencontrer des gens, c'est très important, surtout pour les personnes âgées. Il y a un salon de thé commun. Tout est construit en bois rond. Dans les boucaneries, les résidents peuvent fumer et apprêter leurs denrées alimentaires comme ils le veulent.

Il y a donc certaines tentatives de réussites. Le seul moyen d'y parvenir, c'est de confier aux gens la gestion des plans et de la construction; enfin pas nécessairement de la construction, mais au moins de leur conception. Quand on tient compte des préférences culturelles, c'est vraiment magique. Je suis allé à certains événements organisés après l'inauguration, et j'ai constaté que c'était un milieu de vie très harmonieux. C'est vraiment très bien.

Il y a aussi quelque chose à Fort Providence. À Yellowknife, il y a peut-être des établissements plus modernes, mais ils conviennent aux personnes âgées qui aiment bavarder entre eux—c'est un aspect important de la culture nordique.

Il y a aussi le programme d'aide à l'habitation. Je suis allé à Fort McPherson où la construction en est à plusieurs stades différents. Ce qu'il y a de plus positif. . . Soit dit en passant, je ne travaille pas pour le gouvernement. Je veux simplement vous mettre au courant.

J'aime cela parce que, dans le cas du programme d'aide à l'habitation, on vous donne un forfait. Le problème, c'est la construction. Ce n'est pas tout le monde qui est en mesure de construire. Le seul avantage, c'est qu'on devient propriétaire et qu'on a donc le contrôle des immeubles. Quand la construction est terminée, les immeubles sont leur propriété. La collectivité a vraiment l'impression d'avoir réalisé quelque chose chaque fois qu'une famille finit de construire sa maison.

Mais il y a aussi des problèmes puisque rien n'est parfait. Mais plus le degré de participation est élevé, mieux vont les choses. Vous l'avez d'ailleurs déjà fait remarquer.

Il y a un problème en ce moment. Le ministère des Affaires indiennes et du Nord propose de réduire de 3 p. 100 les dépenses de logement. Il faut absolument convaincre le ministre et ses collaborateurs que c'est inacceptable étant donné les besoins, surtout à cause des nouveaux inscrits.

Cela m'amène à ma question principale. Je voulais vous donner ces quelques renseignements, mais aussi vous poser une question. Quelle est la situation du logement pour les peuples autochtones du Canada? Y a-t-il une crise ou peut-on encore faire quelque chose?

[Texte]

• 1650

Dr. O'Neil: As I said, the figures we had for northern Manitoba show that 42% of the houses still don't have satisfactory sewage systems. I don't know how you measure a crisis or how you determine what's a crisis, but it seems to me if 42% of the houses in Ottawa didn't have adequate sewage facilities, that would be considered a crisis, certainly, by the municipal government in Ottawa.

The situation in parts of the Northwest Territories and the eastern Arctic is somewhat better in the sense that the rates there are 8% to 17% of the houses that don't have sewage, and that I suppose one could say is manageable. Still, there aren't 8% to 10% of the houses in Ottawa that don't have... 100% of the houses have running water and sewage facilities in the major urban centres, and if you were to look at rural towns across the prairies, for example, you would find less than 1% of the houses didn't have adequate sewage and running water.

The Chairman: Could I interrupt for a second? Would it be possible to obtain copies of your overheads? Could we do that now?

Dr. O'Neil: Sure. Most of them are in the report.

Ms Blondin: I think the other point I wanted to stress in relationship to my comments concerns the living space for aboriginal people. From my own experience, we have a huge amount of socialization, like the Newfoundlanders. The socialization process in our communities is integral to our well-being. We have a lot of people travelling back and forth and a lot of people that stay over—don't stay in hotels, live with relatives—and the kind of living space you need is not always provided for.

I'm not saying this to be ungrateful; we appreciate all of the efforts that are being made, but it's even better when you allow people to design their own space. For instance, even in cities where aboriginal people live—take for instance Yellowknife or Saskatoon—aboriginal people want a space outside where they can cook on the open fire. They also want space where they can set up a tent so their kids and themselves can stay out during the summertime—they prefer to be in the outdoors—or else to set up tepees. These are all things that seem like extras, but they're so integral to socialization during meals, during visits, for elders to come and to be with families, like the extended family—it's still important in this day and age. So I just wanted to say I've extracted from your comments a lot of those kinds of ideas and they're still important.

The Chairman: Any further questions for Dr. O'Neil?

Dr. O'Neil: I certainly would like to thank you as well; it was an interesting experience.

The Chairman: It was for us as well. I have to echo the comments made by others that while you may have thought you went on, I found it most interesting, most interesting. It certainly turned some... well, maybe it didn't turn the lights on, it may have turned a few off. It goes back to that earlier submission we had from an earlier delegation, I'll just leave it at that, saying give us the \$25,000, we'll build four homes. Then we saw the charge with respect to what's deemed to be

[Traduction]

M. O'Neil: Comme je vous l'ai dit, les chiffres pour le nord du Manitoba montrent que 42 p. 100 des maisons n'ont toujours pas des égouts adéquats. J'ignore comment faire pour décider qu'il y a une crise, mais il me semble que si 42 p. 100 des maisons à Ottawa n'étaient pas reliées au système d'égout, le gouvernement municipal déclarerait certainement un état de crise.

Dans certaines régions des Territoires du Nord-Ouest et dans l'est de l'Arctique, c'est un peu mieux en ce sens que, entre 8 et 17 p. 100 des maisons n'ont pas d'égout. Je présume qu'avec une telle proportion, on peut encore se débrouiller. Néanmoins, si 10 p. 100 des maisons d'Ottawa n'avaient pas d'égout... dans les grands centres urbains, toutes les maisons ont l'eau courante et des égouts et dans les municipalités rurales, dans les Prairies par exemple, moins de 1 p. 100 des maisons n'auraient pas l'eau courante et un système d'égout.

Le président: Puis-je vous interrompre? Serait-il possible d'avoir des copies de vos acetates? Pouvez-vous nous les donner tout de suite?

M. O'Neil: Certainement. La plupart se trouvent dans le rapport.

Mme Blondin: Je voulais aussi insister sur l'espace vital des Autochtones. D'après mon expérience, chez nous on se fréquente beaucoup, comme les gens de Terre-Neuve. Les visites font partie intégrante de notre vie et sont nécessaires à notre bien-être. Les gens se déplacent beaucoup et restent à dormir; ils ne vont pas à l'hôtel, et restent avec la parenté. Il faut donc prévoir de la place pour les recevoir.

Je ne dis pas cela par ingratitude. Nous apprécions tous les efforts déployés, mais c'est tout de même mieux de laisser les gens concevoir l'endroit où ils vont vivre. Par exemple, dans les villes où vivent des Autochtones comme Yellowknife ou Saskatoon, les Autochtones aimeraient bien avoir un endroit dehors où ils peuvent faire un feu pour cuisiner. Ils veulent aussi un endroit où ils peuvent monter une tente pour y dormir avec leurs enfants l'été—they préfèrent vivre dehors—ou alors installer des tipis. On pourrait penser que c'est du superflu, alors que c'est essentiel à nos relations, le partage des repas, les visites, les anciens qui viennent rester avec la famille, la famille élargie. Tout cela est encore important à notre époque. C'est ce que j'ai retiré de vos observations et qui est important.

Le président: Y a-t-il d'autres questions pour M. O'Neil?

M. O'Neil: Je veux moi aussi vous remercier. Ce fut vraiment intéressant.

Le président: Pour nous aussi. Je me dois de répéter ce que les autres ont dit. Même si vous avez pensé que votre exposé était un peu long, il a été fort intéressant. Disons qu'il nous a permis de faire la part des choses. Une délégation entendue auparavant nous avait dit que si on leur donnait 25,000\$, les gens pourraient construire quatre maisons. Ensuite, nous avons vu ce que cela coûterait pour installer un système d'égout convenable. Vous nous avez

[Text]

an adequate sewage system. Of course your talking about these homes with an outdoor sewage system raises the question in my mind, while an outdoor sewage system wouldn't be adequate and appropriate inside an urban setting, are there rural settings where it is appropriate?

I was in China visiting a city of two million people where the people have two thermoses of water as their total potable water supply for the day, and they cleanse themselves with a damp facecloth, and I didn't notice skin problems rampant. So we may attempt to set a standard that may or may not be applicable depending upon where you go. I'm not pre-judging anything; I just wonder about all those things.

• 1655

Dr. O'Neil: That's a good point. I think it's important to keep in mind the international standards, because I think you need to make sure that people have adequate sewage facilities and water and not be overcrowded. But at the same time, I think the point that in some instances an outdoor sewage system, if done in a sanitary way and if it reflects the cultural preferences and priorities of that particular community, is an acceptable standard in those particular cultural conditions. It's not something that should be imposed, obviously, but it's acceptable in itself.

The Chairman: Thank you, Dr. O'Neil.

Perhaps the committee would like to refer to the schedule of travel. We have two people who were not with us at the time we threshed over the draft and what you see is the latest go-around.

What you see on the second draft of the proposed schedule, March 31 to June 18—and I trust everyone has a copy by now—is the thought that travel to visit the various sectors of housing would begin, more or less, on April 26.

Mr. Anawak: I would like to make a correction.

The Chairman: You bet.

Mr. Anawak: I will say this once, Iqaluit is spelled "Iqa".

The Chairman: That's how I would spell it, with no "u".

Mr. Anawak: There is no "u". If you put the "u", it changes the meaning an awful lot.

The Chairman: And you don't want to tell us what it is.

Mr. Anawak: And you wouldn't want to say that on national TV.

The Chairman: Okay. Now, to fill you in as to how we arrived at this process, the various staff were to get together and come up with a draft proposal. That was presented to the last meeting and was not agreed upon. As a result, the staff was requested to go back and, according to what they were able to learn from various people's schedules, they have subsequently come back with this second draft.

Ms Blondin: When we're in a main centre, would it be possible to go to a small town or an isolated community? You begin to get the impression that this is small-town Canada and it's not.

[Translation]

parlé de maisons avec un système d'égout à ciel ouvert et je me suis dit que, même si un tel système serait inacceptable en ville, est-ce que ce serait acceptable à la campagne?

En Chine, j'ai visité une ville de deux millions d'habitants où tout ce que les gens recevaient comme eau pour une journée, c'était deux thermos d'eau potable. Avec cela, ils devaient se laver à la débarbouillette. Je n'ai pourtant remarqué aucune maladie de peau évidente. Donc, il ne faut pas tenter d'établir une norme sans tenir compte du milieu où elle sera imposée. Je ne veux préjuger de rien, mais je m'interroge.

M. O'Neil: Que voilà une réflexion judicieuse! Il est important de ne pas perdre de vue les normes internationales, parce qu'il faut tout de même s'assurer que ces gens ont de bons systèmes d'égouts et d'aqueducs et qu'il n'y a pas trop d'occupants par logement. En revanche, c'est vrai que parfois, des égouts à ciel ouvert, s'ils sont installés d'une façon hygiénique et qu'ils reflètent les préférences et priorités culturelles d'une collectivité, constituent une norme acceptable, surtout dans ces conditions-là. Ce n'est pas quelque chose qu'il faudrait imposer, évidemment, mais en soi, c'est acceptable.

Le président: Merci, monsieur O'Neil.

Peut-être le comité voudra-t-il étudier le calendrier des voyages. Deux députés qui n'étaient pas là quand nous en avons discuté sont avec nous aujourd'hui. Nous voudrions vous tenir au courant des derniers développements.

Vous avez sous les yeux le deuxième projet de calendrier, du 31 mars au 18 juin. Je présume que tout le monde en a maintenant une copie. Les voyages au sujet du logement commenceraient vers le 26 avril.

M. Anawak: Je voudrais faire une correction.

Le président: Allez-y.

M. Anawak: Je ne le répéterai plus. Iqaluit s'écrit «Iqa».

Le président: C'est ainsi que je l'épellerais moi-même, sans «u».

M. Anawak: Il n'y a pas de «u». Si vous en mettez un, vous changez complètement le sens du mot.

Le président: Et vous préférez ne pas nous dire ce que cela signifie.

M. Anawak: C'est un mot que vous ne diriez pas à la télévision.

Le président: C'est compris. Pour vous expliquer comment nous en sommes arrivés là, nos divers collaborateurs devaient se réunir et nous présenter un projet. Cela s'est fait lors de notre dernière réunion et le projet a été refusé. On a donc demandé au personnel de se réunir à nouveau et de préparer un second calendrier en tenant compte de l'horaire des divers députés et de leurs obligations.

Mme Blondin: Quand nous sommes dans une grande ville, serait-il possible de se rendre dans une petite localité ou dans une collectivité isolée? Vous pourriez avoir une impression fautive de ce que sont les petites localités canadiennes.

[Texte]

The Chairman: Which is small-town Canada?

Ms Blondin: For instance, in my area, Yellowknife is not indicative of what real aboriginal communities are like.

The Chairman: Okay, it was intended that these would be skipping-off points and that we would take—

Ms Blondin: Oh, and then we go?

The Chairman:—advice from you as to where we should go, once we get there.

Ms Blondin: All right.

The Chairman: What we were hoping to do was to travel at the beginning of the week, more or less, and leave the end of the week for you to go back to your ridings. That may or may not have been addressed to your liking, although I think in most cases the travel concludes on Thursdays.

Ms Blondin: It's all housing, yes?

The Chairman: Yes.

Ms Blondin: Okay.

The Chairman: Does that conflict with anyone's timetable this time?

Ms Blondin: It conflicts with my life, but I concede.

The Chairman: Then we take the consensus of the meeting, not hearing any nays, that this draft schedule will be the one we attempt to follow.

Ms Blondin: I haven't had a chance to compare this with my schedule, but I don't think the rest of the committee would care.

• 1700

The Chairman: Well, we would care.

Mme Duplessis: Monsieur le président, avez-vous consulté notre collègue Alan Redway là-dessus?

Ms Blondin: Who else is on the committee?

The Chairman: Mr. Redway, Marcel Tremblay, and myself. That's it.

The Clerk of the Committee: Bob Nault or you.

The Chairman: Yes, Bob Nault or you.

Ms Blondin: I guess I'm back as the critic. I'm finished on the Constitution.

The Clerk: It has not been officially ratified yet, but—

Ms Blondin: Oh, okay. No problem. I'll substitute for Bob. I know you prefer Bob. Just kidding.

Is there any further discussion on content? I heard some interesting comments by my honourable colleague Mr. Skelly, and of course I always take his advice—when I think it's good. I like the idea of looking at some examples that we used, such as the reserve he referred to in Anastasia Shkilnyk's book, Grassy Narrows, and maybe Davis Inlet. Those are examples. Also, there's Fort Albany up in the James Bay area. On the other coast there's—

[Traduction]

Le président: Quelles petites localités?

Mme Blondin: Par exemple, dans ma région, Yellowknife ne donne pas une bonne indication de ce que sont les vraies collectivités autochtones.

Le président: Bien. Ce seront les endroits d'où nous rayonnerons et vous. . .

Mme Blondin: Ah! Et après cela nous allons ailleurs?

Le président: . . . allez nous dire où nous devons aller à partir de là.

Mme Blondin: Très bien.

Le président: Nous avons prévu de voyager en début de semaine pour vous permettre de retourner dans vos circonscriptions la fin de semaine. Je ne sais pas si c'est ce que vous préférez, car la plupart du temps les voyages se termineront le jeudi.

Mme Blondin: Tout cela se rapporte au logement?

Le président: Oui.

Mme Blondin: Bien.

Le président: Y a-t-il des conflits d'horaire?

Mme Blondin: Il y a bien là un conflit avec ma vie privée, mais que voulez-vous?

Le président: Alors, si personne n'est contre, nous allons nous efforcer de respecter ce projet de calendrier.

Mme Blondin: Je n'ai pas eu le temps de vérifier mon emploi du temps, mais je crois que cela laisse les autres membres du comité indifférents.

Le président: Au contraire, cela nous intéresse.

Mrs. Duplessis: Mr. Chairman, have you consulted with our colleague Alan Redway?

Mme Blondin: Qui d'autre fait partie du comité?

Le président: M. Redway, Marcel Tremblay et moi. C'est tout.

La greffière du Comité: Bob Nault ou vous.

Le président: C'est vrai, Bob Nault ou moi.

Mme Blondin: Je pense que je suis de retour comme critique. Je ne m'occupe plus de la Constitution.

La greffière: Ce n'est pas officiellement ratifié encore, mais. . .

Mme Blondin: C'est bon. Pas de problème. Je vais remplacer Bob. Je sais que vous préférez Bob. C'est une blague.

Y a-t-il d'autres interventions sur le fond? J'ai entendu des commentaires intéressants de la part de mon collègue M. Skelly, et je sais que vous respectez toujours son opinion—quand je la trouve bonne. J'aime bien l'idée d'aller visiter les endroits qui nous ont servi d'exemples, telle la réserve de Grassy Narrows, sur laquelle porte le livre d'Anastasia Shkilnyk, et aussi Davis Inlet peut-être. Ce sont des exemples. On pourrait aussi aller à Fort Albany, dans la région de la baie James. Sur l'autre côte, il y a. . .

[Text]

The Chairman: I sense that the committee would rely on your expertise as to where we should be going. We would like to see—

Ms Blondin: Well, all of our expertise.

The Chairman: In that particular area.

Ms Blondin: Ross, would you allow us to encroach on your territory?

Mr. Reid: It strikes me that the key focus here should not be so much to go to areas so that areas are covered, but to go to places so that examples and situations are looked at, both positive and negative, in terms of solutions and so on. That would be a good focus.

Ms Blondin: We could go to Rae-Edzo and look at the elders' centre I told you about and then go to Davis Inlet and see the problems there. It's a good balance.

Mr. Reid: I've never been to Davis Inlet, but I've been just south of there a few times.

Mr. Skelly: It would be good, because they've been asking Indian Affairs to move the community back to the mainland, but they're very careful to say that they want an in-depth study done before they move it because if they simply move into new houses with the same problems. . .

The Clerk: In Labrador two communities were mentioned. Actually, I think they are Inuit communities. One is called Nain, north of Davis Inlet, and another southern one, not that far from Goose Bay, is Rigolet. It was mentioned both by Alan Redway and by CMHC. To tell you the truth, travel to Labrador is mostly that. I would love to have some input on the Maritimes, because I really don't know where to take the committee there.

Ms Blondin: Are you talking about Labrador?

The Clerk: Labrador would take the 27th and the 28th and that's being organized, but I would like to know where to take the committee on the 29th. It was my understanding that in order to go to Goose Bay we have to fly to Halifax anyway. So back in Halifax, which is in the Maritimes, I was wondering if you had any reserve to mention specifically, either in Halifax or in New Brunswick.

Ms Blondin: Woodstock Reserve. That's Chief Len Tomah's area.

Mr. Reid: Yes, but is there anything to see?

Ms Blondin: According to him, yes. We'd have to check. As Ross has indicated, we need to see examples, good or bad. We need to see both. Preferably, those in need would be the ones we should see. But that's easy enough to obtain. You can get that through the Assembly of First Nations.

• 1705

The Clerk: They have not been giving me too many names. I tried that when we went to B.C. Actually we got more from your colleague, Mr. Skelly, than from the Assembly of First Nations.

[Translation]

Le président: J'ai l'impression que le comité s'en remet à vous pour le choix des endroits à visiter. Nous voudrions voir. . .

Mme Blondin: Vous en savez tous assez long.

Le président: Dans ce secteur.

Mme Blondin: Ross, nous permettez-vous de pénétrer dans votre territoire?

M. Reid: Il me semble que l'important pour nous serait d'aller dans des régions non pas tant pour pouvoir dire qu'on y est allé, mais pour voir de près des exemples aussi bien de réussites que d'échecs afin de pouvoir trouver des solutions. Ce serait intéressant.

Mme Blondin: Nous pourrions aller à Rae-Edzo pour visiter le centre pour personnes âgées dont je vous ai parlé. Et ensuite, aller à Davis Inlet pour y constater les problèmes de visu. On verrait ainsi les deux côtés.

M. Reid: Je ne suis jamais allé à Davis Inlet, mais je suis allé quelques fois juste un peu au sud de là.

M. Skelly: Ce serait bien parce que les gens ont demandé au ministère des Affaires indiennes de redéménager la collectivité sur le continent. Ils demandent toutefois qu'une étude exhaustive soit entreprise avant le déménagement parce qu'ils ne veulent pas déménager leurs problèmes avec eux, dans les maisons neuves. . .

La greffière: Au Labrador, on a mentionné deux localités qui sont toutes deux Inuit. L'une s'appelle Nain, au nord de Davis Inlet, et l'autre au sud, Rigolet, pas très loin de Goose Bay. Alan Redway et la SCHL ont tous deux fait cette suggestion. À dire vrai, il n'y a pas grand chose à voir au Labrador. Je voudrais bien avoir des suggestions au sujet des Maritimes, car je ne sais vraiment pas où amener le comité.

Mme Blondin: Est-ce que vous voulez parler du Labrador?

La greffière: On ira au Labrador les 27 et 28. On est en train de faire les arrangements. Je voudrais bien savoir où amener le comité le 29. Je pensais que pour aller à Goose Bay, il fallait prendre l'avion à Halifax. De retour à Halifax, qui se trouve dans les Maritimes, je me demande s'il n'y aurait pas une réserve que l'on pourrait visiter, soit près de Halifax, soit au Nouveau-Brunswick.

Mme Blondin: Il y a la réserve Woodstock, dans le domaine du Chef Len Tomah.

M. Reid: Peut-être, mais y a-t-il quelque chose d'intéressant à voir?

Mme Blondin: D'après lui, oui. Il faudra vérifier. Comme l'a dit Ross, il nous faut voir de tout, du bon comme du mauvais. Il serait sans doute préférable de voir ceux qui ont les plus grands besoins. Mais ces renseignements sont faciles à obtenir. Il suffit de s'adresser à l'Assemblée des Premières nations.

La greffière: On ne nous a pas donné beaucoup de noms. J'ai essayé d'en obtenir quand nous sommes allés en Colombie-Britannique. En fait, votre collègue, M. Skelly, m'en a dit plus que l'Assemblée des Premières nations.

[Texte]

Ms Blondin: Don't worry about it. I will get the names to you. Is that for the Maritimes? But I can't do that today.

The Chairman: Jack, I was going to suggest, rather than take our time in doing this, which may or may not be of benefit, could we just submit suggestions to Martine and see if some logical plan could be put together?

Mr. Anawak: Yes. We might also take a look at northern Manitoba.

The Clerk: At one time northern Manitoba would have been done following the trip to the north of Ontario because the border is not too far there. But then because of time restraint, it was removed.

Ms Blondin: That means we won't be going to Osnaburgh?

The Clerk: Do they have any new programs?

Ms Blondin: Yes, there are programs there. It's one of the communities of need. Desmond Tutu went there. It's very controversial. I don't think we would get total agreement to go there, but it's the kind of community we should have a look at. We can make up our own minds then.

Mr. Anawak: If you were going to Rankin. . . Rankin is straight up from Winnipeg; coming back down you could go through part of northern Manitoba.

Ms Blondin: Yes, you could. It's a good idea.

Mr. Anawak: We could stop off at some place like Gillam or Thompson and go from there.

The Chairman: These are the kinds of suggestions I would encourage you to give to Martine. If you could submit to us your availability or lack thereof, it would be helpful too.

Ms Blondin: I'll try to do that.

The Chairman: Okay. In the matter of a researcher to assist Elaine, I wonder if we could get a subcommittee together to possibly meet tomorrow afternoon to interview candidates or to choose a person.

Mr. Anawak: I have a very important meeting. I have to address a class of grade 3 students to talk about the north.

Mr. Reid: I was hoping Mr. Redway would be available. This is not an area that is terribly familiar to me. But if he is not, I will make myself—

Ms Blondin: I'm out of here at noon tomorrow.

Mr. Skelly: I'm not out of here, but 3.15 will be difficult.

Mr. Reid: I may have to be in Kingston.

The Chairman: Shall we do this next week then, next Monday afternoon after Question Period some time?

Some hon. members: Agreed.

Mr. Skelly: I move Monday.

[Traduction]

Mme Blondin: Ne vous inquiétez pas. Je vais vous trouver des noms. C'est pour les Maritimes? Je ne peux pas m'en occuper aujourd'hui, toutefois.

Le président: Jack, j'allais proposer que, au lieu de continuer ainsi, ce qui pourrait être une perte de temps, nous pourrions présenter des suggestions à Martine et voir si on ne peut pas établir un itinéraire logique.

M. Anawak: Oui. On pourrait aussi aller faire un tour dans le nord du Manitoba.

La greffière: Au départ, nous devions aller dans le nord du Manitoba après un voyage dans le nord de l'Ontario, puisque ce n'est pas très loin, mais à cause des contraintes de temps, on a laissé tomber.

Mme Blondin: Cela veut-il dire que nous n'irons pas à Osnaburgh?

La greffière: Y a-t-il de nouveaux programmes là-bas?

Mme Blondin: Oui. C'est l'une des localités où il y a des besoins. Desmond Tutu y est allé. C'est un endroit très controversé. Je ne pense pas que tous seraient d'accord, mais c'est le genre de localité que nous devons visiter. Nous pourrions bien nous faire une idée à ce moment-là.

M. Anawak: Si vous allez à Rankin. . . Rankin est franc nord depuis Winnipeg. On pourrait en revenir en passant par le nord du Manitoba.

Mme Blondin: C'est vrai. C'est une bonne idée.

M. Anawak: Nous pourrions nous arrêter à un endroit comme Gillam ou Thompson, puis repartir de là.

Le président: C'est là le genre de suggestions que vous devriez transmettre à Martine. Ce serait utile aussi que vous nous signaliez les moments où vous êtes disponibles et ceux où vous ne l'êtes pas.

Mme Blondin: J'essaierai de le faire.

Le président: Très bien. Pour ce qui est d'un attaché de recherche qui aiderait Elaine, je me demande si un sous-comité ne pourrait pas se réunir demain après-midi afin d'interroger les candidats et de choisir quelqu'un.

M. Anawak: J'ai une réunion très importante. Je dois aller parler du Nord à des élèves de 3^e année.

M. Reid: J'espérais que M. Redway serait disponible. C'est un domaine que je ne connais pas très bien. S'il ne l'est pas, j'irai moi-même. . .

Mme Blondin: Je m'en vais demain à midi.

M. Skelly: Moi, je serai à Ottawa, mais j'aurais du mal à être là pour 15h15.

M. Reid: Il se peut que je sois obligé d'aller à Kingston.

Le président: Alors pouvons-nous remettre cela à lundi prochain, dans l'après-midi, après la Période des questions?

Des voix: D'accord.

M. Skelly: Je propose lundi.

[Text]

The Chairman: So next Monday afternoon we'll have a subcommittee with one member each. We'll group in my office at 3.15 p.m.

The Clerk: Who is going to be there? Mr. Skelly and Mr. Redway?

The Chairman: Yes, and we'll see if we can get Bob Nault. And myself.

This meeting is adjourned.

[Translation]

[Translation]

Le président: Donc, lundi après-midi, il y aura une réunion du sous-comité avec un membre de chaque parti. Nous nous retrouverons dans mon bureau à 15h15.

La greffière: Qui sera là? M. Skelly et M. Redway?

Le président: Oui, et nous verrons si Bob Nault ne pourrait pas venir, et moi aussi.

La séance est levée.

[Text]

... La greffière: Au début, nous devions aller dans le nord du Manitoba après un voyage dans le nord de l'Ontario, mais ce n'est pas très loin, mais à cause des contraintes de temps, on a décidé de ne pas aller dans le nord de l'Ontario. On a décidé de faire un voyage dans le nord du Manitoba.

... M. Anawak: Si vous allez à Kanina, il y a un très bon endroit pour aller faire un voyage dans le nord du Manitoba. On pourrait en revenir en passant par le nord de l'Ontario.

... M. Anawak: Vous pourriez aller à Kanina, puis aller à la frontière de l'Ontario, puis revenir par le nord du Manitoba.

... M. Anawak: Une autre idée est d'aller à Kanina, puis de faire un voyage dans le nord du Manitoba, puis de revenir par le nord de l'Ontario.

... M. Anawak: Une autre idée est d'aller à Kanina, puis de faire un voyage dans le nord du Manitoba, puis de revenir par le nord de l'Ontario.

... M. Anawak: Une autre idée est d'aller à Kanina, puis de faire un voyage dans le nord du Manitoba, puis de revenir par le nord de l'Ontario.

... M. Anawak: Une autre idée est d'aller à Kanina, puis de faire un voyage dans le nord du Manitoba, puis de revenir par le nord de l'Ontario.

... The Clerk: At one time, we thought we would have been done following the trip to the north of Ontario because the border is not too far here. But then because of time constraints, it was decided not to go to the north of Ontario. We decided to make a trip to the north of Manitoba.

... The Clerk: If you go to Kanina, there is a very good place to go for a trip to the north of Manitoba. We could go back to the north of Ontario.

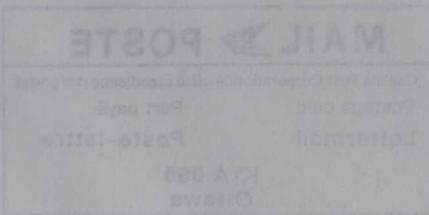
... The Clerk: Another idea is to go to Kanina, then to the Ontario border, and then back to the north of Manitoba.

... The Clerk: Another idea is to go to Kanina, then to the Ontario border, and then back to the north of Manitoba.

... The Clerk: Another idea is to go to Kanina, then to the Ontario border, and then back to the north of Manitoba.

... The Clerk: Another idea is to go to Kanina, then to the Ontario border, and then back to the north of Manitoba.

... The Clerk: Another idea is to go to Kanina, then to the Ontario border, and then back to the north of Manitoba.



If addressed, return GOVERN ONLY to:
 Canada Communications Group - Publishing
 48 St. John Street, Ottawa
 Hill, Quebec, Canada, K1A 0S8

Or call or non-returned
 information, call COLLECTIVE SECURITY &
 Group, Communication Canada - Editor
 48 St. John Street, Ottawa
 Hill, Quebec, Canada, K1A 0S8

TÉMOIN

De l'Université de Montréal
 John O'Neil, Division des services de santé communautaire

WINNERS

From the University of Montreal
 John O'Neil, Department of Community Health Services

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

**K1A 0S9
Ottawa**

*If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9*

WITNESS

TÉMOIN

From the University of Manitoba:

John O'Neil, Department of Community Health Services.

De l'Université du Manitoba:

John O'Neil, Division des services de santé communautaire.

